

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas)
sénateur (Yvelines)
UC-UDF

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prolonger la déductibilité de la pension alimentaire versée par un parent séparé ou divorcé pour l'entretien de son enfant lorsque celui-ci devient majeur tout en restant rattaché au foyer fiscal de son autre parent [n° 331 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi relative au partage de la réversion des pensions militaires d'invalidité [n° 144 (2005-2006)] (20 décembre 2005) - **Anciens combattants**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées -**

Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 474, 475) : avancées de ce projet de loi : instauration d'un droit réel à compensation ; financement des aides techniques et humaines ; simplification des démarches administratives ; maisons départementales des handicapés ; pluralisme associatif au sein des instances décisionnaires de l'avenir des personnes handicapées ; détermination de l'aide humaine ; délégation de soins ; garantie aux personnes atteintes de handicap lourd d'un minimum de confort et de dignité humaine ; scolarité des enfants handicapés. Souhait d'une publication rapide des dispositions réglementaires. Remerciements. Demande l'adoption de ce texte tel qu'il résulte des travaux de la CMP.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 2293, 2295) : absence de contradiction entre une loi organique et les dispositions de l'article 34 de la Constitution. Favorable à une vision globale de l'ensemble des impositions. Absence de conflits de compétences et recherche de cohérence. Nécessité de respecter la compensation des exonérations de cotisations sociales. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2312) : motif de la demande de priorité de l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales) et scepticisme quant au caractère inconstitutionnel de celui-ci. Favorable à une compensation intégrale. (p. 2313) : regret du rejet par le Sénat de l'amendement précité n° 20. Retrait consécutif des amendements de la commission n° 1 à n° 19, n° 21 à n° 27, n° 110 et n° 111. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2316) : position de la commission sur les amendements.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3068, 3070) : hommage à l'engagement du député Jean Leonetti. Remerciements au rapporteur Gérard Dériot. Diversité des traitements des personnes en fin de vie. Favorable au refus de l'obstination déraisonnable sauf en cas de demande du malade. Place de la famille et de la personne de confiance. Soins palliatifs. - **Demande de priorité** (p. 3090) : demande l'examen par priorité de l'article 1er ; priorité ordonnée.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4376) : défavorable à une référence au niveau de l'ONDAM au détriment d'une répartition entre les différents régimes. Défavorable à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base). (p. 4384) : droits du législateur. - **Art. 5** (*Art. L.O. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4402) : son amendement n° 95 : attribution au président de la mission d'évaluation et de contrôle de pouvoirs de contrôle étendus ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4406) : accepte l'amendement n° 94 du Gouvernement (coordination) sous réserve de la correction d'une erreur matérielle. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4410) : remerciements aux présidents de séance.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Art. 1er** (*Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément*) (p. 4447) : s'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (conditions particulières pour les Français de l'étranger établis dans un pays non signataire de la convention de La Haye). Saturation du TGI de Nantes par le traitement des demandes d'adoption. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4453) : s'oppose à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 14 de M. Roger Madec (ouverture de l'adoption aux couples pacés). Souhaite un débat approfondi sur le sujet à l'occasion d'une réforme prochaine du droit de l'adoption.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque emploi-service universel) (p. 4593) : son amendement n° 165 : dispense de toute demande d'agrément en faveur des centres communaux et intercommunaux d'action sociale ; adopté. (p. 4597) : intervient sur son amendement n° 165 précité. Rôle des centres communaux et intercommunaux d'action sociale. (p. 4600) : son amendement n° 166 : réglementation des frais de gestion pratiqués par les associations, les entreprises et les CCAS ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - président de la commission des affaires sociales. (p. 5164, 5165) : étude de l'incidence des perspectives des finances publiques sur les comptes sociaux. Problème du financement des allègements généraux de cotisations sociales. Lettre plafond du Premier ministre indiquant une affectation aux régimes sociaux d'une fraction d'un ou plusieurs impôts. Conclusions du groupe de travail constitué au printemps 2003 sur la clarification des flux financiers entre l'Etat et la sécurité sociale. Choix du Gouvernement de supprimer le FOREC en 2003. Revirement actuel nécessitant un certain nombre de garanties. Sa lettre au Premier ministre. Demande d'affectation de points de TVA à la sécurité sociale. Institution d'une dotation budgétaire d'équilibre effective. Identification de la compensation dans une structure de gestion. Proposition du rapporteur général du budget de l'Assemblée nationale. Modernisation du pilotage des finances publiques. Regret de l'absence du ministre en charge de la sécurité sociale.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) - président de la commission des affaires sociales. (p. 6316, 6317) : regrette la présentation par le seul ministère des finances du rapport sur les prélèvements obligatoires. Souhait d'élaboration conjointe avec le ministère des affaires sociales. Comparaison du déficit de la sécurité sociale avec celui du budget. Financement de la sécurité sociale. Evolutions majeures de la structure des prélèvements sociaux : fiscalisation du financement de la protection sociale et diminution de la part des entreprises. Perspectives d'évolution du mode de financement de la sécurité sociale. Maîtrise indispensable de la progression des dépenses. Responsabilisation de l'ensemble des acteurs. Renforcement de la transparence dans la présentation des lois de financement de la sécurité sociale. Création d'une mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale au sein de la commission des affaires sociales. Effort de modernisation et de dynamisation de ce débat crucial.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - président de la commission des affaires sociales. - **Rappel au règlement** (p. 7046, 7047) : rappel au règlement de M. Bernard Cazeau : informations sur l'organisation de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale. - **Discussion générale** : Mise en oeuvre de la nouvelle loi organique. Clarification des comptes et des évolutions grâce à la nouvelle présentation de la loi de financement de la sécurité sociale. Composantes de l'ONDAM. Extension du champ de la loi de financement. Renforcement de l'autonomie financière de la sécurité sociale. Lacunes et améliorations nécessaires. Améliorations souhaitées par la commission des affaires sociales consécutives à son analyse du texte.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7379, 7380) : son

amendement n° 256 : extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire de santé souscrits dans le cadre de conventions de branche et accords collectifs obligatoires professionnels et interprofessionnels ; devenu sans objet. Coordination avec l'amendement n° 137 de Mme Catherine Procaccia (report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention) dans le cadre de la commission mixte paritaire. (p. 7384) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Catherine Procaccia (dérogation à l'obligation d'un avenant modificatif pour le passage aux contrats "responsables"). - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 7386) : réponse aux propos de M. Guy Fischer contre l'amendement n° 37 de la commission (précision des délais dans lesquels est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros) (p. 7396, 7397) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 95 de M. Gérard Delfau, n° 113 de M. Michel Mercier, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 186 de M. Guy Fischer. - **Art. 38** (Art. L. 2133-1 du code de la santé publique - Messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires) (p. 7401) : son amendement n° 38 : rétablissement de la partie du dispositif relative aux imprimés concernant les producteurs et distributeurs des produits du terroir ; adopté. S'oppose aux amendements n° 114 de M. Michel Mercier (suppression de l'extension à la presse écrite des règles selon lesquelles soit les publicités alimentaires contiennent un message à caractère sanitaire, soit les annonceurs paient une taxe) et n° 187 de M. Guy Fischer (versement d'une contribution affectée à l'INPES en cas de non-respect de l'obligation d'introduire une information à caractère sanitaire dans les publicités). - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 7403) : se réjouit de l'adoption de l'amendement n° 39 de la commission (rapport au Parlement, dans le cadre de la lutte contre l'obésité, sur les instruments fiscaux permettant de diminuer le prix relatif des fruits et des légumes). (p. 7404) : accepte l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile). - **Art. additionnel avant l'art. 39** (p. 7405) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Guy Fischer (suppression de la contribution forfaitaire d'un euro à la charge de l'assuré pour chaque acte médical). - **Art. 39** (Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7406) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Guy Fischer (suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel). (p. 7408) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Gérard Delfau (importance des professionnels de santé en milieu rural). (p. 7409) : accepte l'amendement n° 282 du Gouvernement (augmentation du montant des dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV). (p. 7410) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi par avis n° 75 (affectation de dix millions d'euros supplémentaires pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV). - **Art. 40** (Art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP) (p. 7411) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 76 (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 41** : Ses amendements n° 258 : extension de la liste des établissements au sein desquels le personnel doit être vacciné contre certaines pathologies et n° 259 : inclusion de la grippe dans la liste des pathologies contre lesquelles doit être vacciné le personnel soignant de ces établissements ; adoptés. - **Art. 41 bis** (Lutte contre la fraude) (p. 7412) : son amendement n° 40 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 190 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 43** (Fixation de l'Objectif national de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dépenses d'assurance maladie pour 2006) (p. 7415) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (transfert de 400 millions d'euros de l'enveloppe "soins de ville" vers l'enveloppe "dépenses en établissements pour personnes âgées"). - **Art. additionnels après l'art. 43** (p. 7416) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 151 (publicité des données statistiques sur lesquelles travaille le comité d'alerte) et n° 152 (prévisions du comité d'alerte préalables à la détermination de l'ONDAM). - **Art. additionnel avant l'art. 43 bis** : son amendement n° 155 : suppression de la prise en compte de mesures spécifiques issues de priorités de santé publique pour le calcul de l'objectif quantifié national relatif aux activités de psychiatrie et de soins de suite exercés par les cliniques privées ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7418, 7419) : sur les amendements de M. Claude Domeizel, demande le retrait du n° 123 (augmentation des honoraires des professionnels de santé pour faciliter leur installation sans pénaliser financièrement les patients), s'oppose au n° 124 (dispositifs d'aides pour faciliter l'installation de médecins libéraux en zone rurale) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 125 (amélioration des conditions d'attribution des aides). Son amendement n° 261 : modalités de détermination par l'Etat des cas et conditions de limitation ou de suppression de la participation de l'assuré ; adopté. Accepte l'amendement n° 286 du Gouvernement (mise en oeuvre des tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés). (p. 7425, 7428) : ses amendements n° 78 : possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge ; n° 79 : triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge ; rejetés (précédemment réservés) ; et n° 260 : règles de consultation des conseils des différentes branches de la sécurité sociale ; retiré (précédemment réservé). Sur ses amendements précités, au nom de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 78 et n° 79 et accepte le n° 260. Intégration des aides apportées par les services de soins infirmiers à domicile, SSIAD, et les hospitalisations à domicile, HAD. - **Art. additionnel après l'art. 44 bis** (p. 7430) : son amendement n° 42 : indemnisation de l'allongement du congé de maternité prévu en cas de grande prématurité ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7534, 7535) : son amendement n° 268 : versement de l'indemnité de départ pour les artisans ayant commencé à travailler jeunes ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - président de la commission des affaires sociales - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8244, 8245) : soutient l'amendement n° I-253 de M. Alain Vasselle (régularisation de l'écart constaté en fin d'exercice entre le produit des impôts et taxes affectés et le montant définitif de la perte de recettes liée aux allègements de cotisations sociales) ; adopté. Favorable aux amendements identiques n° I-16 de la commission et n° I-273 de M. Michel Mercier (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale). (p. 8251) : intérêt de l'amendement n° I-253 de M. Alain Vasselle. Garantie d'une compensation à l'euro près. Absence totale de ressemblance avec le FOREC.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 73 bis** (p. 9511, 9514) : son amendement n° II-313 : mise en extinction progressive, pour l'avenir, de la branche vieillesse de tous les régimes spéciaux ; retiré.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : les subventions d'équipement à la recherche universitaire [n° 36 (2005-2006)] (20 octobre 2005) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 99 tome 3 annexe 21 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3909) : prise en compte de trois thématiques majeures : équité et respect des engagements, ambition et espérance dans le futur, volonté politique dans l'application des décisions. Abstention de deux collègues non inscrits en raison de l'insuffisante prise en compte du message délivré par les Français à la suite du référendum. Soutien des autres sénateurs non inscrits au programme du Gouvernement.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 4167) : son amendement n° 367 : sanction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans accord préalable des fournisseurs ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 31 ou après l'art. 32** (p. 4167) : son amendement, similaire à son amendement n° 367 précité, n° 368 : sanction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans accord préalable des fournisseurs ; retiré. - **Art. 32** (*Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 4168) : son amendement n° 364 : prohibition des accords de gamme ; retiré. (p. 4173) : favorable à l'amendement n° 182 de M. Jean-Pierre Vial (assimilation des accords de gamme à un abus de puissance de vente).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6318, 6319) : soutien absolu à la position du président de la commission des finances sur la TVA sociale. Maîtrise indispensable des prélèvements par la maîtrise de la dépense ; nécessité de stopper la création de nouvelles sources de dépenses. Opposition au dispositif de bouclier fiscal proposé par le Gouvernement ; sa proposition de mise en place d'une politique volontariste d'encadrement de l'évolution des taux pratiqués par les collectivités locales. Favorable à l'adoption d'un taux unique d'imposition sur le revenu.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6491) : intervient sur les amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M. Jean-Marc Pastor. Favorable au fonds agricole et au bail cessible. Maintien nécessaire d'un lien entre les droits à paiement unique et les terrains. (p. 6498, 6499) : favorable à l'amendement n° 3 de la commission (introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER). Interrogation sur le délai de trois ans. Souhaite le retrait de l'amendement n° 308 de M. Alain Vasselle (possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat reprenneur, de choisir librement le cessionnaire).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6784) : intervient sur l'amendement n° 51 de la commission (application individuelle de la levée d'interdiction de pâturage). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6791) : intervient sur les amendements identiques n° 178 de M. Alain Vasselle et n° 254 de M. Georges Mouly (possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des cotisations sociales des non-salariés agricoles). (p. 6792) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8222) : son amendement n° I-296 : récupération sur succession, legs et donations des bénéficiaires des allocations versées par les conseils généraux au titre de la prestation de compensation du handicap et de l'allocation personnalisée d'autonomie ; retiré.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8464, 8465) : avis favorable à l'adoption de ce budget. Examen prochain du projet de loi de programme pour la recherche. Création d'emplois. Respect de la mise en oeuvre de la LOLF. Manque d'indications sur la formation par les ministères concernés. Importance du programme "Formations supérieures et recherche universitaire". Accès à l'université des étudiants étrangers. Réflexion sur l'adéquation de l'enseignement dispensé aux aptitudes de l'étudiant. Problème du financement de l'enseignement supérieur. Approche qualitative de l'université ; modicité des frais d'inscription universitaires. Dépôt d'un amendement relatif au logement étudiant. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8499) : intervient sur l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). Regrette le financement des problèmes des banlieues par un prélèvement sur les crédits alloués à la recherche. (p. 8503) : son amendement n° II-31 : report de crédits du

programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire" ; adopté. Volonté de confier la construction des logements aux spécialistes. (p. 8505, 8506) : efficacité des organismes privés, du conseil général ou des offices d'HLM pour la construction de logements étudiants dans le département de l'Aube. Respect des attributions des CROUS.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 10203) : son amendement n° 115 : possibilité pour les laboratoires de référence de faire appel à des capitaux extérieurs ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10222) : texte plaçant la recherche au coeur de la politique de notre pays.

AILLERET (François)

rapporteur de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie du Conseil économique et social

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - rapporteur de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie du Conseil économique et social. - **Discussion générale** (p. 9750, 9752) : enjeux considérables de la recherche en France. Nécessité de se situer dans une perspective européenne et mondiale. Consultation du Conseil économique et social sur ce texte : avis, recommandations, positions exprimées en séance plénière par les divers groupes, résultats du vote intervenu sur ce texte.

ALDUY (Jean-Paul)

*sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie jusqu'au 20 juin 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Politique des territoires [n° 101 tome 5 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 607, 608) : prise de conscience de l'importance des arts vivants à la suite de la crise des intermittents du spectacle. Apports du rapport Guillot. Principes conditionnant la mise en place d'un nouveau protocole équitable. Réorganisation indispensable des partenariats entre l'Etat et les collectivités locales. Situation de la région Languedoc-Roussillon. Soutien au ministre de la culture.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7143) : son amendement n° 223 : limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières ; adopté. (p. 7145) : intervient sur son amendement n° 223 précité.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7621) : défavorable à l'amendement n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils

municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7661) : ses amendements portant sur le même objet n° 175 et 176 : création des établissements publics fonciers locaux par les EPCI sur simple délibération du conseil de la communauté ; retirés. (p. 7662) : intervient sur ses amendements n° 175 et 176 précités. Votera contre l'amendement n° 411 de M. Thierry Repentin (création des établissements publics fonciers locaux sur délibération concordante des organes délibérants des EPCI). - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7672) : son amendement n° 177 : compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements construits pendant la durée du plan de cohésion sociale ; rejeté. (p. 7677, 7678) : intervient sur son amendement n° 177 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 9124) : problèmes posés par la mise en oeuvre de la LOLF : difficultés concernant, d'une part, la définition d'une architecture cohérente et d'un périmètre clair de la mission et, d'autre part, l'harmonisation et la présentation des différents programmes de la mission. Souhaite une amélioration des indicateurs de performance. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de la mission "Politique des territoires".

ALFONSI (Nicolas)
sénateur (Corse-du-Sud)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Justice- Protection judiciaire de la jeunesse [n° 104 tome 5 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Justice**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 776, 777) : réalité du problème. Émotion de l'opinion face aux crimes et délits non sanctionnés. Approche nuancée du groupe du RDSE. Favorable au dispositif proposé pour l'aggravation des peines : clarification de la notion de réitération et condamnation ferme après deux sursis avec mise à l'épreuve. Opposé en revanche aux dispositions concernant le mandat de dépôt obligatoire à l'audience, qui renverse la charge de la preuve et heurte le principe de l'individualisation de la peine. Improvisation inopportune en matière de bracelet électronique. Préconisation pertinente de la commission de suspendre cette initiative. Efforts nécessaires sur le plan budgétaire. Manque de psychiatres. Gravité de la situation sanitaire à l'intérieur des prisons. Nécessité d'attendre les conclusions des missions Fenech et Burgelin sur le suivi socio-judiciaire. Avis favorable de la majorité du groupe du RDSE sur le texte modifié par la commission des lois. A l'instar de quelques collègues, se déclare plus réservé compte tenu de l'inflation législative en matière pénale depuis 2001. - **Art. 4 (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)** (p. 801) : intervient sur les amendements de suppression n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 823, 824) : la majorité du groupe du RDSE se ralliera à la proposition de loi. A titre personnel, s'abstiendra.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1033) : s'abstiendra sur cette révision constitutionnelle. Refus d'une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6186, 6187) : travail nécessaire de réserve et de sérénité en dépit de la survenance d'un événement douloureux et des propos inacceptables du ministre de l'intérieur à l'encontre de la communauté judiciaire. Accusations d'affichage non fondées. Durcissement des peines par l'Assemblée nationale au détriment du suivi et de la réinsertion. Adhésion de la majorité du groupe du RDSE à la proposition de la commission des lois s'agissant du recours au bracelet électronique mobile. Suppression opportune de la limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes. Précisions quant au régime des peines applicables en matière de réitération et au maintien de la période de sûreté de 22 ans. Attente de réponse s'agissant de la représentation des victimes devant le tribunal de l'application des peines, la création d'un contrôleur général des prisons et l'encadrement de l'incrimination des révélations. Nécessité de faire preuve de nuances s'agissant des moyens financiers, compte tenu de la réalité judiciaire. Oeuvre utile du Sénat au travers de ce texte, meilleure démonstration de la nécessaire pérennité de son existence.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 15 bis A ou après l'art. 15 bis C** (p. 6283) : favorable à l'amendement n° 81 de M. Robert Badinter (institution d'un contrôleur général des prisons). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6300) : la majorité du groupe du RDSE votera ce texte et une minorité s'abstiendra.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8814, 8815) :

effort global en faveur de la protection judiciaire de la jeunesse. Survalorisation de l'action dédiée aux mineurs délinquants, au détriment des autres catégories. Intérêt et limites des centres éducatifs fermés. Nécessité de faire évoluer les structures traditionnelles de prise en charge des mineurs délinquants. Inadaptation des indicateurs de performance. Hommage au travail des éducateurs. Au nom de la commission des lois saisie pour avis, recommande l'adoption de ces crédits.

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9134, 9135) : programme exceptionnel d'investissement pour la Corse : rythme d'exécution et lisibilité. Question du mécanisme de la ligne budgétaire unique. Souhaite quelques éclaircissements sur l'application de la LOLF au PEI pour la Corse.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9597, 9599) : renforcement des moyens de lutte contre le terrorisme. Continuité législative. Équilibre entre efficacité et légalité. Allongement de la durée d'emprisonnement. Centralisation du suivi de l'application de la peine. Allongement de la garde à vue. Mise à la disposition des services de police et de gendarmerie d'informations supplémentaires. Développement de la vidéosurveillance. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. 10 ter (Art. 706-88 du code de procédure pénale - Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme)** (p. 9708) : votera contre les amendements identiques n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 76 de Mme Eliane Assassi (suppression).

ALLIOT-MARIE (Michèle)
ministre de la défense

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 612, 615) : préparation du texte par la commission de révision présidée par M. Denoix de Saint Marc. Prise en compte de l'évolution de l'environnement économique et social de la professionnalisation de l'armée. Souci du rapprochement avec la fonction publique civile. Renforcement de la protection et des garanties apportées par l'Etat aux militaires. Volonté de conforter le fonctionnement des institutions militaires. Dispositif de concertation au sein de la société militaire. Modernisation des règles de gestion des carrières militaires. Débat ouvert par la préparation de ce texte.

- **Suite de la discussion** (2 février 2005) (p. 646, 648) : rétablissement de l'image de l'armée et du militaire. Existence d'un lien entre l'armée et la nation. Attractivité de l'armée pour les jeunes. Cohésion et fraternité au sein de la communauté militaire. Spécificité du métier militaire. Compatibilité avec un dialogue social constructif. Absence de syndicalisation. Modèle français au sein de la construction de l'Europe de la défense. Égalité des chances et de la promotion sociale. Ouverture d'un dispositif d'intégration dans la fonction publique. Souci de la conséquence de la rémunération au mérite sur la cohésion des armées. Nécessité de veiller à la crédibilité et à l'impartialité du Haut comité d'évaluation de la condition militaire. Position statutaire des retraités. Sanctions disciplinaires. Aménagement des carrières. - **Demande de priorité** (p. 649) : accepte la demande de priorité de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission pour l'examen en priorité de l'article 88 avant l'article 65. - **Art. 1er** (*Principes fondamentaux de l'état militaire*) (p. 650) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (fixation par décret de la composition et des attributions du Haut comité d'évaluation de la condition militaire et établissement d'un rapport annuel transmis au Parlement). Nature technique du Haut comité. - **Art. 2** (*Champ d'application du statut - Statuts particuliers*) (p. 651) : s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Hélène Luc (soumission des dérogations à l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire). - **Art. 5** (*Interdiction d'adhésion à des partis politiques*) (p. 653) : s'oppose aux amendements n° 36 de Mme Hélène Luc (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique sous réserve d'une obligation de discrétion) et n° 29 de M. Didier Boulaud (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction élective). - **Art. 6** (*Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association*) (p. 656) : s'oppose aux amendements n° 30 de M. Didier Boulaud (suppression de l'interdiction faite aux militaires d'adhérer à un syndicat ou à une association professionnelle) ainsi qu'aux amendements de Mme Hélène Luc n° 37 (autorisation pour les militaires de se syndiquer) et n° 38 (repli) ainsi qu'au n° 39 (participation des militaires à la vie associative) qu'elle considère satisfait. Absence de syndicat au sein des grandes armées professionnelles opérationnelles. - **Art. 7** (*Obligation de disponibilité des militaires*) (p. 658) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Hélène Luc (précision). Caractère restrictif de l'amendement. - **Art. 10** (*Rémunération*) (p. 659) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (faculté de mise en place d'indemnités liées à la qualité des services rendus). - **Art. 11** (*Régime des pensions et protection sociale des militaires*) (p. 660) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (mise au nombre des garanties statutaires d'un contrôle médical approfondi dans les deux mois suivant le retour d'une mission opérationnelle hors du territoire français) sous réserve d'une modification rendant la visite médicale facultative et non systématique. (p. 661) : sur l'amendement précité n° 3 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 55 de M. Didier Boulaud (systématisation de la visite médicale). (p. 661) : son amendement n° 49 : adaptation par décret des modalités d'application de la réforme de l'assurance maladie aux assurés militaires et aux médecins des armées ; adopté. - **Art. 12** (*Fonds de prévoyance*) (p. 662) : réduction des prélèvements en cours d'examen. Favorable à une amélioration de l'utilisation des fonds, sous réserve de rester fidèle à leur philosophie initiale. - **Art. 18** (*Organismes consultatifs et de concertation*) (p. 664, 665) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Didier Boulaud (recours à des élections pour désigner les membres des conseils de la fonction militaire). - **Art. 30** (*Volontaires*) (p. 667) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (précision). - **Art. 31** (*Volontaires stagiaires du service militaire adapté*) (p. 667, 668) : demande le retrait de l'amendement n° 43 de Mme Hélène Luc (rétablissement de la rédaction de la législation en vigueur pour le service militaire adapté). - **Art. 33** (*Procédures de nomination*) (p. 668) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement de l'interdiction des nominations dans un grade à titre honoraire). - **Intitulé du chapitre V** (p. 669) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 6 et 7 de la commission (attribution de récompenses et de distinctions), qu'elle considère relever du domaine réglementaire. - **Art. 35** (*Périodicité et modalités de la notation*) : Souci du Gouvernement d'éviter les retards et les blocages d'avancement. Caractère transitoire de ce problème de déroulement de carrière. - **Art. 41** (*Echelle des sanctions disciplinaires*) (p. 671) : son amendement n° 50 : rétablissement au sein du deuxième groupe de deux sanctions disciplinaires ; adopté. - **Art. 42** (*Consultation préalable d'un conseil avant le prononcé de certaines sanctions*) (p. 672) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (précision que les conseils de discipline sont présidés par l'officier le plus ancien). - **Art. 45** (*Positions statutaires des militaires*) (p. 673, 674) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Louis de Broissia (rétablissement de la retraite comme position statutaire) et s'oppose à l'amendement identique n° 44 de Mme

Hélène Luc. Reconnaissance dans le texte de la qualité de retraité militaire. - **Art. 46** (*Caractéristiques de la position d'activité*) (p. 675, 676) : s'oppose aux amendements n° 32 de M. Didier Boulaud (création d'un congé parental d'éducation sans solde) et n° 45 de Mme Hélène Luc (création d'un congé d'éducation aménagé). Préservation du principe de disponibilité des personnels. Problèmes posés par la mise en oeuvre d'un tel congé. Possibilités de détachement introduites dans le texte. - **Art. 50** (*Congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie*) (p. 677) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (rédaction). - **Art. 52** (*Réintégration du militaire détaché*) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). - **Art. 53** (*Position hors cadre*) (p. 678) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (rédaction). - **Art. 54** (*Caractéristiques de la position de non-activité*) (p. 678, 679) : demande le retrait de l'amendement n° 13 de la commission (intégration du congé spécial dans la position de non-activité prise en compte dans la durée du service). Création d'une dépense supplémentaire pour l'Etat. - **Art. 62** (*Accès à la fonction publique sans concours*) (p. 681) : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Hélène Luc (précision). - **Art. 88 (priorité)** (*Diverses dispositions transitoires*) (p. 682) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (rédaction). (p. 682) : son amendement n° 53 : maintien de la possibilité du cumul du congé de reconversion et du congé du personnel navigant dans certaines conditions ; adopté. - **Art. 65** (*Reconversion*) (p. 683) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Hélène Luc (élargissement des dispositions de l'article au congé du personnel navigant). Son amendement n° 51 : conséquence ; adopté. - **Art. 74** (*Cessation d'office de l'état militaire*) (p. 685) : son amendement n° 52 : conséquence ; adopté. Accepte l'amendement n° 16 de la commission (faculté pour les militaires de quitter l'armée en cas de réussite à un concours de la fonction publique). - **Art. 76** (*Première et deuxième sections*) (p. 686) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (clarification). - **Art. 79** (*Dispositions applicables aux officiers généraux de deuxième section*) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (précision). - **Art. 81** (*Avancement hiérarchique dans la deuxième section*) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (rédaction). - **Art. 86** (*Dispositions applicables aux réservistes*) (p. 688) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (application aux réservistes en activité des dispositions relatives au dossier individuel militaire). - **Art. 87** (*Dispositions applicables aux fonctionnaires servant en qualité de militaires*) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rédaction). - **Art. 89** (*Limites d'âge*) (p. 690) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (suppression de la mention "sous-officiers infirmiers des forces d'armées"). Accepte l'amendement n° 24 de la commission (mention explicite des fonctionnaires détachés au sein de la poste interarmées et au sein de la trésorerie aux armées). Accepte l'amendement n° 25 de la commission (rétablissement à quinze ans de la limite de durée de service des militaires commissionnés). - **Art. 90** (*Evolution progressive des limites d'âge*) (p. 692) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 94** (*Ouverture du bénéfice d'une pension de retraite pour les militaires non officiers servant sous contrat radiés des cadres par suite d'infirmité*) (p. 693) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (alignement de la situation des militaires sur celle des personnels de la fonction publique civile en matière de droit à la retraite anticipée). (p. 694) : demande le retrait de l'amendement de la commission n° 27 (dispositif favorisant le cumul entre les pensions des militaires et les allocations chômage). Invoque l'article 40 de la Constitution sur l'amendement de M. Didier Boulaud n° 27 précité. - **Art. 95** (*Présomption d'imputabilité au service des blessures reçues en mission opérationnelle*) (p. 695) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (conséquence). - **Art. 96** (*Application aux militaires participant à des opérations extérieures et à leurs ayants cause des dispositions relatives aux blessures de guerre et à la délégation de solde*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Didier Boulaud (possibilité pour les militaires ayant subi un dommage corporel grave de bénéficier de la qualité de grand mutilé de guerre). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 697, 698) : amélioration du texte par les amendements adoptés. Confiance manifestée aux militaires.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 253 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3266, 3267) : nécessité de préserver la sécurité des Français et les intérêts de la nation. Intégration en droit français d'un certain nombre de progrès du droit international. Mesures de coercition à l'égard de tout navire soupçonné de trafic de stupéfiants ou de migrants. Possibilité d'intervention hors des eaux territoriales. Elargissement des moyens juridiques pour renforcer l'efficacité de la marine nationale. (p. 3273, 3274) : réponses aux intervenants : coopération entre les administrations et entre les pays européens ; importance du renseignement en matière maritime ; ratification rapide de la convention de San Jose ; moyens budgétaires de la marine nationale et de l'administration des douanes ; droit international de la mer et question des Etats défaillants. Remerciements.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 289 (2004-2005)]** - (6 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5747, 5748) : ratification de l'ordonnance du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de la défense. Importance de la codification. Reprise de textes anciens d'actualité et regroupement des législations plus modernes. Evolution du droit de la défense dans un sens de clarification. Simplification du régime juridique de certaines activités économiques de la défense. Ajout à la définition des actes de terrorisme des infractions relatives aux matières nucléaires. Amendements du Gouvernement relatifs à l'insertion professionnelle des jeunes et à la lutte contre le terrorisme. (p. 5753, 5754) : remerciements. Préparation du décret d'application relatif aux collectionneurs d'armes. Protection des matières nucléaires. Elaboration du projet de loi selon le principe de codification à droit constant. Urgence des mesures en faveur de l'insertion des jeunes et de la lutte contre le terrorisme. Délégations de service public accordées dans le domaine de la production, de la détention et du transport de produits explosifs. Statut de l'Institut de gestion sociale des armées, IGESA. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 5755) : son amendement n° 1 : adaptation du cadre juridique applicable à la protection des installations d'importance vitale contre le terrorisme ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 5758) : son amendement n° 2 : mise à la disposition du ministère de la défense des jeunes recrutés au titre des contrats d'accompagnement dans l'emploi par l'établissement public d'insertion de la défense ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8903, 8906) : redressement remarquable de la gendarmerie nationale depuis trois ans. Favorable à l'octroi d'une récompense aux gendarmes et aux pompiers militaires engagés dans la lutte contre les violences urbaines. Sécurité routière. Lutte contre le travail illégal. Situation particulière des réservistes de la gendarmerie. Progression des budgets d'équipement de la gendarmerie. Adaptation des locaux de cette arme. Création d'un service unique d'infrastructure de la défense. Réforme des communautés de brigades. Renforcement du caractère militaire de la gendarmerie nationale. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8906) : son amendement n° II-143 : regroupement des crédits de la gendarmerie nationale dans un même programme ; adopté. Engagement de transmettre au président Arthuis des éléments sur les constructions de gendarmeries dans le cadre de partenariats public-privé.

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9111, 9118) : remerciements. Budget important au service d'une politique ambitieuse. Priorités gouvernementales : sécurité des Français, construction de l'Europe, développement de l'économie, lien social et emploi. Logique de performance et d'efficacité de cette politique. Financement des OPEX. Redressement garanti de l'effort de défense conformément à la volonté exprimée dans la dernière

loi de programmation militaire. Retards enregistrés par certains programmes. Commandes et livraisons des équipements militaires. Maintien en condition opérationnelle. Maintien à leur niveau actuel des engagements prioritaires en terme d'effectif. Consommation de l'ensemble des crédits mis à disposition de la défense. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9119) : ses amendements n° II-144 (transfert d'autorisations d'engagement vers le programme "Gendarmerie nationale" et augmentation des crédits de paiement de la mission "Défense") ; et n° II-257 (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX) ; adoptés. - **Art. 75 quater (Responsabilité pécuniaire des militaires)** (p. 9122) : disposition essentielle pour l'exécution normale de la dépense militaire.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9201, 9202) : politique ambitieuse et efficace du Gouvernement pour répondre aux attentes des anciens combattants. Nécessité d'entretenir le lien entre les Français et ceux qui portent les armes pour les protéger. Rénovation de la journée d'appel à la préparation à la défense, JAPD. Modernisation de la communication de la défense. Patrimoine de la défense.

ALQUIER (Jacqueline)
sénateur (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 19 mars 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1103, 1104) : apport des 35 heures. Effets négatifs de la politique gouvernementale. Absence d'amélioration des conditions de travail dans le texte. Texte accroissant les inégalités, dérogeant au principe de la négociation collective et remettant en cause une durée légale du travail.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** -

(21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4345, 4347) : nécessaire amélioration de la mission de contrôle du Parlement et mise en place d'une meilleure lisibilité. Modifications du cadre organique en première lecture. Compensation intégrale des exonérations de cotisations sociales. Insuffisante consultation des partenaires sociaux. Crainte d'une maîtrise comptable des dépenses de santé au détriment des besoins de la population. Inquiétude et interrogation sur la croissance des dépenses de santé. Situation dangereuse de l'ensemble des branches. Crainte de l'instauration d'une privatisation de la protection sociale. Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte. - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4372, 4373) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Christiane Demontès (intégration de la CNSA dans les lois de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. (p. 4378) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Christiane Demontès (origine parlementaire ou gouvernementale des composantes des sous-objectifs composant l'ONDAM) ; rejeté. (p. 4387) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Christiane Demontès (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour procéder à des mesures de rééquilibrage) ; adopté. - **Art. 2** (Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4395) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Christiane Demontès (information des parlementaires des montants de l'intégralité des transferts de charges ou de recettes entre la sécurité sociale, l'Etat et les collectivités publiques) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 4398) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Christiane Demontès (délai de dépôt de l'ensemble des documents annexés au projet de loi de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Art. 6 ter** (Art. L.O. 132-2-1 du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes) (p. 4403) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès (extension de la certification des comptes à l'ensemble des fonds de financement de la sécurité sociale contribuant au financement du régime général) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. 3** (Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales) (p. 4660) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Michèle San Vicente (suppression du régime du forfait) ; rejeté.

AMELINE (Nicole)

*ministre de la parité et de l'égalité
professionnelle
(jusqu'au 31 mai 2005)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2434, 2436) : nécessité de renforcer la capacité des victimes de violence conjugale à agir en justice. Accroissement du budget des associations de lutte contre ce fléau. Mise en oeuvre du plan de lutte contre les violences. Examen des dispositions de la commission des lois : circonstances aggravantes de la qualité de conjoint, interdiction du domicile conjugal. (p. 2450, 2451) : incrimination du viol. Formation des acteurs sociaux et des professionnels de la justice contre les violences conjugales. Question des mariages forcés. Rôle éminent de la famille et de l'éducation dans

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'apprentissage du respect de soi et de l'autre. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2453) : accepte l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes) et s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 5 de M. Roland Courteau, n° 23 de Mme Gisèle Gautier et n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2457) : s'oppose aux amendements analogues n° 10 de M. Roland Courteau, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales). (p. 2461) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 12 de M. Roland Courteau, n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 25 de Mme Gisèle Gautier (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2463, 2464) : s'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Muguette Dini (lutte contre le mariage forcé). (p. 2465) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat (plan national d'action contre les violences conjugales). (p. 2466) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat (édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits). - **Art. 1er** (*Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé*) (p. 2467) : s'oppose aux amendements de M. Jean-René Lecerf portant sur le même objet n° 2 et n° 1 (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Roland Courteau (suivi psychologique des auteurs des violences conjugales). (p. 2470) : s'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint). (p. 2472) : rappel de l'engagement du Gouvernement contre les violences conjugales. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 2475) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Alima Boumediene-Thiery (incrimination de la privation des pièces d'identité ou relatives au titre de séjour d'un étranger par son conjoint). (p. 2476) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Dominique Voynet (sanctions du harcèlement au mariage). (p. 2476, 2477) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Dominique Voynet n° 19, 20 et 21 (prise en charge des jeunes gens victimes de harcèlement au mariage). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 2478) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Roland Courteau (accès à l'aide juridictionnelle pour les victimes de violences conjugales). (p. 2479) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Roland Courteau (création d'une antenne de psychiatrie et de psychologie légale dans chaque TGI). - **Art. additionnel après l'art. 3 ou après l'art. 5** (p. 2480, 2481) : s'oppose aux amendements n° 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide financière aux victimes de violences conjugales) et n° 17 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prise en charge par l'Etat de l'ensemble des victimes ayant subi des violences d'une très grande gravité). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 2482) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roland Courteau (extension aux conjoint, concubin et partenaire lié par un PACS de la notion de "victimes de violences habituelles"). - **Art. 5** (*Art. 132-45 du code pénal, art. 138 du code de procédure pénale - Éloignement du domicile du couple de l'auteur des violences dans le cadre des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et du contrôle judiciaire*) (p. 2483) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat (prise en charge thérapeutique obligatoire pour l'auteur de violences conjugales). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2484) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Roland Courteau (obligation de soins spécialisés pour les auteurs de violences conjugales). (p. 2485) : s'oppose aux amendements n° 13 de M. Roland Courteau (réparation intégrale des dommages subis par les victimes de violences conjugales) et n° 41 de Mme Josiane Mathon-Poinat (intégration des victimes de violences conjugales dans le champ des recours en indemnité). (p. 2486) : s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale).

(p. 2487, 2488) : s'oppose à l'amendement n° 22 de Mme Dominique Voynet (renouvellement du titre de séjour des étrangers victimes de violences conjugales) et à l'amendement n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide juridictionnelle automatique pour les victimes d'agressions sexuelles ou physiques). (p. 2489) : accepte l'amendement n° 14 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences conjugales). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2493) : remerciements.

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 25 avril 2005.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 338 et L. 338-1 et instituant un article L. 338-2 du Code électoral concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin pour les élections régionales [n° 326 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille**.

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 bis A** (p. 224, 225) : son amendement n° 77 : possibilité pour une commune ayant acquis des terrains par l'intermédiaire d'une SAFER de rétrocéder les terrains constructibles ; retiré. - **Art. 20 bis (Art. L. 27 quater nouveau du code du domaine de l'Etat - Acquisition prioritaire par les communes des biens forestiers vacants et sans maître acquis par l'Etat)** (p. 227) : son amendement n° 76 : possibilité pour les communes de préempter des parcelles de forêts incluses dans leur plan de prévention des risques naturels ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 413) : votera l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Dégâts catastrophiques causés par les loups en dépit de mesures de protection maximales.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 62 (Art. 1er, 2, 3, 6 bis, 7, 9, 9 bis, 42, 53 de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne)** (p. 428) : sur l'amendement n° 423 de la commission (cohérence rédactionnelle, renforcement de la présence parlementaire au sein du Conseil national de la montagne et toilettage de l'article 6 de la "loi montagne"), ses sous-amendements n° 448 ; retiré ; n° 449 et 80 ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 62** (p. 430, 431) : son amendement n° 81 : possibilité, postérieurement à l'établissement des servitudes pour l'exploitation des domaines skiables, de conclure des conventions réglant certaines modalités d'utilisation des espaces ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 63 quater** (p. 434, 435) : son amendement n° 82 : obligation de remboursement aux propriétaires des droits acquittés sur les parcelles de terrain devenues inconstructibles ; retiré. Instabilité des certificats d'urbanisme. Risque d'une inflation de construction. (p. 436) : son amendement n° 104 : dispense de l'obligation pour les communes d'assurer la desserte par les réseaux et équipements publics des chalets d'alpage, des bâtiments d'estive, ou des burons en cours de restauration ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 65** (p. 443) : son amendement n° 360 (coordination) ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2193, 2194) : regret de légiférer dans l'urgence. Objectifs du texte. Promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes dans la fonction publique. Ouverture de la fonction publique aux ressortissants européens. Souci d'une attitude réciproque des partenaires européens. Réduction des contrats à durée déterminée. Compréhension des craintes exprimées par les syndicats. Demande au Gouvernement l'assurance que le dispositif ne créera pas un autre type de précarité. Déploie l'absence d'inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif à la modernisation de la fonction publique territoriale. Le groupe UC-UDF soutient le texte.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 3603, 3604) : son amendement n° 90 : conditions de cession et de transfert de l'énergie réservée ; retiré. Absence préjudiciable de l'arrêté fixant le tarif de cession de l'énergie réservée. Pérennisation indispensable de l'esprit de la loi de 1919 pour construire un système d'abatement. - **Art. 23 (Art. 22-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel)** (p. 3605) : sur l'amendement n° 66 de la commission (limitation des obligations d'information relatives à la cartographie des réseaux de gaz aux seules infrastructures existantes), soutient le sous-amendement n° 100 de M. Xavier Pintat (transmission aux EPCI et aux syndicats mixtes, des informations relatives aux infrastructures gazières lorsque la compétence afférente à la distribution publique du gaz leur a été transférée) ; adopté. - **Art. 24 (Art. 25-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création de nouveaux réseaux publics de distribution**

de gaz) (p. 3606, 3607) : son amendement n° 91 : possibilité pour une collectivité gérant une entreprise publique locale d'électricité d'octroyer, à leur échéance, des concessions de gaz dont GDF était jusqu'alors titulaire ; retiré. - **Art. 26 (Art. 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Modalités de raccordement des consommateurs de gaz naturel)** (p. 3608) : sur l'amendement n° 67 de la commission (limitation de l'application du dispositif aux seuls gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz et définition par décret en Conseil d'Etat des conditions de raccordement aux réseaux), soutient le sous-amendement n° 101 de M. Xavier Pintat (consultation des organisations nationales représentatives des autorités organisatrices de la distribution publique de gaz sur les conditions et les méthodes de calcul des participations) ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 28 sexies** (p. 3612) : soutient l'amendement n° 102 de M. Xavier Pintat (habilitation du président de la CRE à saisir le Conseil de la concurrence des pratiques anticoncurrentielles définies aux articles L. 420-1 et L. 420-2 du code de commerce) ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5718, 5719) : rassemblement dans un même code de l'ensemble des dispositions législatives applicables. Reconnaissance d'un pan essentiel de l'économie nationale. Respect du principe du droit constant. Regrette l'absence de communication de l'ordonnance du 20 décembre 2004 en direction du Parlement. Souhait du groupe UC-UDF de limiter au maximum le recours à la procédure des ordonnances. Economie du projet de loi. Le groupe UC-UDF votera en faveur de ce texte. Interrogation du Gouvernement sur la date de parution du décret d'application réformant la procédure des unités touristiques nouvelles, UTN.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 5 (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures)** (p. 6552) : son amendement n° 184 : rétablissement du contrôle des formes d'exploitations agricoles sociétaires ; rejeté. (p. 6557) : intervient sur son amendement précité n° 184. Nouvelles modalités de contrôle et de non-contrôle des structures.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 22 bis (Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination «montagne»)** (p. 6822, 6823) : son amendement n° 185 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6829) : intervient sur l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 25 septies** (p. 6921) : son amendement n° 183 : éligibilité des travaux d'exploitation de forêts anciennes aux concours financiers prévus pour le reboisement ou la stabilisation des terrains ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** (p. 6923) : son amendement n° 186 : mise en place d'une procédure permettant la sauvegarde de secteurs agricoles présentant un intérêt particulier ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 6947) : favorable à l'amendement n° 338 de Mme Anne-Marie Payet (création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne, RTM, de l'Office national des forêts, ONF).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8936, 8937) : conditions d'accès à la profession agricole et conditions d'installation des jeunes agriculteurs. Exemple du département de la Haute-Savoie. Revalorisation des indemnités compensatrices de handicap. Modernisation des bâtiments d'élevage en zone de montagne. Sélection des races bovines. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8959, 8961) : son amendement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° II-129 : indemnités compensatrices de handicap naturel ; retiré.

ANDRÉ (Michèle)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

Vice-Présidente du Sénat ; a présidé les séances des 19 janvier, 2, 10, 15 février, 1er, 16, 23, 29 mars, 6, 7, 12 avril, 3, 4, 12, 31 mai, 13, 14, 16, 21, 22, 29, 30 juin, 12 juillet, 13, 18, 27 octobre, 4, 15, 16, 17, 25, 26, 30 novembre, 2, 6, 7 et 19 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 17 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Motion d'ordre** (p. 952, 953) : motion d'ordre concernant les modalités de discussion de l'article 3. Clarté et lisibilité du débat.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé) (p. 2468) : défavorable aux amendements de M. Jean-René Lecerf portant sur le même objet n° 2 et n° 1 (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien) (p. 3552) : sensible à l'appréciation portée par le Gouvernement et ses collègues de la Haute Assemblée sur la conduite des débats.

- **Ajournement du Sénat** - (31 mai 2005) (p. 3871).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires allemands** - (18 octobre 2005) (p. 5975).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de scientifiques** - (18 octobre 2005) (p. 5979).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (26 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8123) : débats placés sous le signe d'un travail parlementaire de grande qualité républicaine.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9282, 9283) : soutient l'amendement n° II-355 de M. Marc Massion (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement de taxe professionnelle pour les collectivités locales appliquant la majoration spéciale) ; devenu sans objet.

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC).

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 9 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Contrats de ville : rénover et simplifier [n° 402 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Ville et logement [n° 101 tome 11 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 4 (Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain)** (p. 7653) : son amendement n° 217 : possibilité pour les communes et les EPCI d'exercer leur droit de priorité sur les biens cédés par la SNCF, Réseau ferré de France et Voies navigables de France ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8625) : impossibilité pour la politique de la ville de résoudre l'ensemble des difficultés des quartiers. Niveau très élevé de ce budget. Efficacité de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU ; interrogation sur le report des crédits non consommés en 2005. Création de quinze nouvelles zones franches urbaines. Nécessaire rénovation et simplification des contrats de ville. Rôle souhaité de la future agence pour la cohésion sociale. Interrogation sur le prochain comité interministériel des villes et sur le calendrier du projet de loi relatif à l'égalité des chances. Avenir des crédits européens attribués aux villes. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ces crédits.

Santé

- (2 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8680) : votera contre les amendements identiques n° II-17 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-10 (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie").

ANGELS (Bernard)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Gestion et contrôle des finances publiques - compte spécial prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - compte spécial avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics [n° 99 tome 3 annexe 14 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2576, 2577) : absence de prise en compte dans ce texte des élus et des habitants des régions proches des zones aéroportuaires. Choix du Gouvernement d'ouvrir le capital d'Aéroports de Paris, ADP. Bipolarisation de la politique aéroportuaire entre l'Etat et les entreprises privées. Rôle essentiel des élus locaux et des associations de riverains dans la recherche de consensus, notamment en matière de nuisances aériennes. Evolution inquiétante de la politique aéroportuaire. - **Art. 6 (Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP)** (p. 2599) : son amendement n° 15 : obligation d'un dialogue permanent avec les collectivités territoriales situées à proximité des aérodromes ; rejeté. - **Art. 8 A (Commission de conciliation aéroportuaire)** (p. 2611) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture privilégiant un dispositif de conciliation, élargissant la saisine de la commission et modifiant sa composition), son sous-amendement n° 25 ; devenu sans objet. Son amendement n° 21 : possibilité d'auditionner les élus locaux à leur demande ; rejeté. (p. 2612) : son amendement n° 22 : insertion parmi les membres de la commission de représentants des élus locaux, des usagers des transports et des intérêts des riverains ; rejeté. (p. 2615) : retrait par la commission de ses amendements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6321, 6323) : multiplicité des modèles possibles d'intervention publique dans le champ de l'économie et du social. Augmentation de la fiscalité des collectivités locales face au désengagement de l'Etat dans les services publics. Non-exportabilité du modèle danois. Problème politique de la compétition fiscale entre Etats européens. Mise en place indispensable d'un pacte européen de surveillance fiscale. Inopportunité économique et sociale des choix entrepris par le Gouvernement. Mesure inefficace et injuste. Ampleur du déficit. Déformation de la structure des prélèvements obligatoires. Abandon de la solidarité fiscale. Défavorable à l'augmentation des impôts indirects.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 28** (p. 8395, 8396) : soutient l'amendement n° I-160 de M. Gérard Miquel (éligibilité au FCTVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Vote sur l'ensemble de la**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie (p. 8451, 8452) : manque de sincérité de ce projet de budget injuste et dangereux. Le groupe socialiste votera contre l'article 51 relatif à l'équilibre des ressources et des charges.

Deuxième partie :

Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8737, 8738) : mission "Gestion et contrôle des finances publiques". "Coeur de métier" de Bercy. Efforts de productivité. Réduction des effectifs et objectif d'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers. Souhait du partage du sens de l'effort de productivité par les agents du ministère. Lisibilité nécessaire en matière de rémunération au mérite. Méconnaissance de l'objectif de la "présence territoriale" des administrations financières. Bon niveau de l'encouragement au civisme fiscal s'agissant de la modernisation de l'impôt. Réflexion sur les avantages de la retenue à la source. Demi-échec de la télé-TVA. Attractivité insuffisante pour les entreprises. Nécessité de renforcer la fiabilité des services offerts en ligne aux contribuables après les ratés de 2005. Insuffisance du taux de recouvrement des créances de contrôle fiscal et des amendes. Affichage de valeurs cibles plus ambitieuses. Sous ces réserves, la majorité de la commission des finances proposera l'adoption des crédits de la mission "Gestion et contrôle des finances publiques" et des deux missions "Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics" et "Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés".

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9456) : soutient l'amendement n° II-371 de M. Gérard Miquel (modalités de prise en charge par les producteurs de la collecte et de l'élimination des produits dangereux) ; retiré.

ARNAUD (Philippe)
sénateur (Charente)
UC-UDF

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 51, 53) : dégradation de la qualité de la loi. Texte fourre-tout portant diverses dispositions d'ordre général ou particulier. Majorité des sujets traités du domaine réglementaire. Possibilité de solutions pragmatiques relevant d'une simple circulaire pour de nombreuses situations : extension des transports publics scolaires aux activités péri-scolaires, amélioration de la mobilité des services marchands et désenclavement des territoires grâce à la téléphonie mobile. Votera ce texte pour ne pas priver le territoire rural des quelques avancées prévues.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 98) : favorable à l'amendement n° 405 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). Demande confirmation de l'éligibilité en ZRR des communautés de communes qui satisfont aux critères requis alors que l'une d'entre elles dans le canton n'y satisfait pas. - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 106, 107) : ne soutiendra pas l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR) en dépit de son bon sens. Opposé à la multiplication d'exonérations qui diminuent les ressources des collectivités. - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecies** (p. 112) : partage les préoccupations de M. Aymeri de Montesquiou au travers de son amendement n° 361 (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence). Affinage souhaitable des conditions de la participation obligatoire. - **Art. 2** (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural) (p. 117) : votera l'amendement n° 323 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole) et le sous-amendement n° 426 de M. Charles Revet (mise en oeuvre de la nouvelle procédure de révision simplifiée) déposé sur celui-ci. Propositions conformes à la loi Urbanisme et habitat. - **Art. 4 A** (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p. 138) : heureuse synthèse de positions antagonistes et inconciliables. Les membres du groupe de l'UC-UDF voteront l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles). - **Art. additionnels après l'art. 8 bis** (p. 146) : intervient sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (autorisation sur une période déterminée des annonces de prix pour les légumes et fruits frais) et sur le sous-amendement n° 431 de M. Daniel Soulage (nécessité d'un accord préalable entre le fournisseur et son client sur le prix de cession du produit avant l'annonce du prix au consommateur) déposé sur celui-ci. - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage) (p. 154) : intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (suppression) et sur les amendements identiques n° 5 de la commission, n° 89 de M. Yves Détraigne et n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

exclusive ou principale est strictement paysagère). Préoccupation légitime de M. Charles Revet. Absence de portée juridique du terme "significative". Aurait souhaité connaître le contenu du projet de décret afin de retirer l'amendement n° 89 de M. Yves Détraigne en toute sérénité. - **Art. 11 DA (Obligations de déneigement)** (p. 161) : défavorable à l'amendement n° 312 de M. Jean-Marc Pastor (reconnaissance de la qualité de délégataire de service public aux entreprises du secteur privé qui procéderont aux opérations de déneigement). - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 172) : intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement). Bien-fondé d'une sécurisation des exploitants agricoles, à l'instar des dispositions votées pour les piscines des particuliers ou le port obligatoire de la ceinture de sécurité dans son propre véhicule. Réservé sur l'instauration de modules de formation.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 218) : favorable à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges). (p. 221) : défavorable à l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau). - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 243) : le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement n° 78 de la commission (octroi du taux réduit de TVA pour des travaux de transformation en logement locatif d'anciens bâtiments agricoles).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 37 EAA** (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - *Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux*) (p. 273) : intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gérard Le Cam (maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire). Mention de la notion de service d'intérêt général dans le traité constitutionnel européen. - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes)** (p. 289) : financement des mesures de lutte contre la désertification médicale. Nécessité d'installer un réseau de téléphonie mobile satisfaisant. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - *Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux*) (p. 294) : soutient l'amendement n° 103 de M. Yves Détraigne (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie) ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies B** (p. 3450) : défavorable à l'amendement n° 188 de M. Roland Courteau (mise en place d'un dispositif de bonus-malus pour l'achat de véhicules automobiles). - **Art. 6** (Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - *Performance énergétique des logements*) (p. 3496) : défavorable à l'amendement n° 138 de M. Roland Courteau (signature d'une convention de réduction des charges locatives pour les bâtiments à usage d'habitation bénéficiant d'une aide financière publique).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)** (p. 8302) : soutient l'amendement n° I-292 de M. Michel Mercier (suppression) ; retiré. Atteinte à l'autonomie financière des collectivités territoriales. Compensation. Situation difficile des agriculteurs. (p. 8312) : intervient sur l'amendement précité n° I-292 de M. Michel Mercier, qu'il a soutenu. Absence d'efficacité de ce dispositif. Bénéfice de cet

allègement pour les propriétaires et non pour les fermiers. Opposition regrettable de l'intérêt des agriculteurs et de celui des collectivités locales. Indexation de la compensation sur l'évolution de la DGF. Engagement du ministre d'ouvrir la réflexion sur la révision de la fiscalité foncière agricole.

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 143 (2004-2005)] (13 janvier 2005) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 143 (2004-2005)] tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)] (2 février 2005) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : LOLF : culte des indicateurs ou culture de la performance ? [n° 220 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Budget.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Délocalisations : rompre avec les modalités pour sauver le modèle français (tome 1, rapport) [n° 416 tome 1 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Délocalisations : rompre avec les modalités pour sauver le modèle français (tome 2, annexes) [n° 416 tome 2 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Entreprises - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi organique [n° 412 (2004-2005)] modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 445 (2004-2005)] (30 juin 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Pouvoirs publics [n° 99 tome 3 annexe 19 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 733, 734) : adoption, dans le projet de loi de finances pour 2005, de dispositions tendant à créer un Conseil de prélèvements obligatoires. Rejet de ce dispositif par le Conseil constitutionnel pour des motifs formels. Propose une nouvelle adoption de ces dispositions, légèrement modifiées. Volonté d'obtenir une vision d'ensemble des prélèvements obligatoires. Substitution de ce nouvel organisme au Conseil des impôts. Composition et rôle de cette institution. Contribution à l'information du Parlement. (p. 738, 739) : volonté d'approfondir le débat fiscal à partir de l'expertise du Conseil des prélèvements obligatoires. (p. 743, 745) : remerciements. Absence de règlement de comptes envers le Conseil des impôts. Opinion de Philippe Séguin sur la TVA sociale. Nécessité de clarifier les comparaisons internationales et la présentation des comptes publics, au niveau européen. Manque de temps pour la réflexion fiscale dans le cadre de la loi de finances. Rôle du Parlement. - **Art. unique** (p. 746) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marc Massion (maintien de la composition du Conseil des impôts). (p. 747) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (rédaction)

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (1er mars 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 1073, 1075) : enrichissement des travaux de la commission des finances par l'analyse du rapport de la Cour des comptes. Caractère positif du contrôle budgétaire grâce à un dialogue constructif avec les magistrats de la Cour. Remerciements au Premier président de la Cour des comptes. Renforcement de la mission de contrôle du Parlement avec la LOLF. Garantie indispensable de l'indépendance de la Cour des comptes. Nécessaire renforcement de la loi de règlement. Souhait d'une modification de l'organisation des travaux parlementaires. Changement des méthodes de travail de la Cour des comptes et du Parlement par la LOLF.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2306, 2307) : défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales).

- **Débat sur un rapport d'information sur la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires, SOPEXA** - (29 mars 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 2426, 2428) : pouvoir de contrôle du Parlement. Inertie de la sphère publique. Date tardive de la signature de la convention entre l'État et la SOPEXA.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de*

l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3180) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 3349) : qualités d'écoute mutuelle du Gouvernement et du Sénat. Souhait d'une association de la commission des finances aux phases préparatoires de l'ordonnance transposant cette directive. Intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (renforcement de l'encadrement des rachats d'actions) et estime opportun d'accorder au Gouvernement un temps de réflexion. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350, 3351) : remerciements au président de séance. Droit pour le Parlement d'amender les ordonnances. Exigence de compétitivité.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 3641, 3642) : remerciements au ministre pour l'acceptation de ce débat. Rapport de 2004 de M. Jacques Chaumont sur la situation du parc immobilier en Turquie. Rapport de la Cour des comptes. Pression du Parlement sur le Gouvernement pour obtenir les réformes nécessaires. Entretien de l'ambassade de Delhi. Interrogation sur l'organisation de la gestion immobilière au sein du ministère des affaires étrangères et sur la mise en oeuvre du nouveau système d'information comptable et budgétaire.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Question préalable** (p. 3668, 3669) : hommage à la qualité du rapport de M. Patrice Gélar. Sincérité des comptes publics. Mission de conseil et de contrôle de l'action gouvernementale. Nouvelles dispositions de l'article d'équilibre. Vote de la seconde partie du projet de loi de finances par mission. Possibilité de cosignatures d'un rapport spécial par plusieurs rapporteurs de convictions politiques différentes. Souhait d'une discussion interactive. Organisation du contrôle de l'exécution budgétaire. Objectif de visibilité et de lucidité de la LOLF. - **Art. 3** (*Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements*) (p. 3674) : souhaite le retrait de l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques). Répartition du temps de discussion par mission.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3955, 3956) : interrogation quant aux répercussions sur les producteurs de la baisse des prix souhaitée par le Gouvernement. Position dominante des centrales d'achat. Tentation pour les producteurs de s'exiler. Interrogation sur la viabilité d'une régulation législative. Craintes quant au plafonnement des marges arrière. Difficulté de contrôler les ententes en dehors du territoire national. Nécessité de combattre les abus de position dominante. Sous réserve de quelques modifications, le groupe de l'UC-UDF soutiendra ce texte.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4178, 4179) : ses amendements n° 432 : autorisation des accords temporaires entre entreprises ayant pour objet de s'adapter à une situation de crise ; rejeté ; et n° 431 : autorisation des concentrations d'entreprises permettant la création ou le maintien de l'emploi ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 4184) : son amendement n° 433 : possibilité pour le ministre de l'économie de sanctionner les abus de position dominante ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 4962, 4966) : historique de la navette. Modifications apportées au texte initial. Accord sur les articles restant en discussion : modalités d'utilisation d'éventuels surplus de rentrées fiscales, autorisation d'engagement pour le lancement des partenariats public-privé, conditions du traitement comptable des opérations de partenariat public-privé et exécution budgétaire dans le respect du plafond fixé. Réserves émises quant à l'intérêt de l'article 11 organisant un débat en séance publique sur le rapport de la Cour des comptes. Propose l'adoption sans modification de l'ensemble du projet de loi organique. (p. 4967) : distinction entre la politique menée et l'instrument permettant d'en assurer la lisibilité : la LOLF. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 4971, 4972) : après avis du Gouvernement, demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Alex Türk (respect du caractère indépendant des AAI). Absence de suite à la proposition de la commission de création d'une mission "transparence et régulation de l'action publique".

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5008) : votera contre l'amendement n° 87 de M. François Marc (ouverture d'une action en responsabilité en réparation du préjudice direct ou indirect subi par les actionnaires). Risques encourus par la création éventuelle d'un système de "class action". - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 5015) : favorable aux amendements identiques n° 122 de M. Michel Mercier et n° 142 de la commission (création de sociétés anonymes unipersonnelles). Caractère fictif des sept actionnaires exigés dans les SA.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3 bis** (*Dérogation au principe de séparation de l'audit et du conseil au profit de l'Etat*) (p. 5059, 5060) : favorable à l'amendement n° 6 de la commission (suppression). - **Art. 5 bis** (*Réductions d'impôt sur les sociétés pour des dépenses de recherche ou des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises innovantes*) (p. 5075) : défavorable à l'amendement n° 73 de M. Bernard Vera (suppression). Demande de précision sur la rédaction de cet article. - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5096) : propose le retrait de l'amendement n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et souhaite celui de l'amendement n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5136, 5137) : qualité des débats. Points forts de ce texte. Remerciements. Votera ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 5154, 5156) : mise en oeuvre de la LOLF. Budget axé sur la recherche de la performance. Nécessité d'une volonté politique sans faille pour redresser les finances publiques. Souligne l'impératif de croissance. Déploie l'accoutumance à la dépense publique caractérisant le modèle social français. Ampleur du déficit budgétaire. Explosion du montant de la dette publique. Nécessité de conjuguer dans le projet de loi de finances pour 2006 une forte ambition de croissance et une modération des recettes prévisibles. Déception devant les annonces renonçant au non-renouvellement intégral des départs à la retraite des fonctionnaires. Apport et limite de la LOLF. Nécessité de mettre en oeuvre une réforme difficile et sans effet immédiat. Evolution du système de prélèvements obligatoires. Réhabilitation de l'entreprise. Réclame la mise en place d'un

gouvernement économique européen. (p. 5187) : précise que la TVA sociale n'aura d'impact que sur les produits importés. (p. 5190, 5191) : remerciements. Qualité du débat. Organisation d'un débat préalable au vote de l'article d'équilibre sur les emplois au sein de l'Etat. Souhaite une modification du statut de l'AFITF.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Art. unique** (p. 5328) : réserve sur la procédure utilisée. Barrière linguistique lors des contrôles routiers. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5337) : transposition de dispositions indispensables à notre droit.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5497) : favorable, à titre personnel, à une orientation vers la protection sociale d'une partie des recettes mises en recouvrement par l'Etat. Approbation du retrait de l'amendement n° 8 de M. Nicolas About (utilisation de la procédure budgétaire du prélèvement sur recettes pour financer une part du budget de la sécurité sociale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5498) : votera ce projet de loi organique.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie - Commission mixte paritaire [n° 475 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5572) : satisfait de l'aboutissement positif des travaux sur ce texte. Besoin de confiance et d'enthousiasme. Remerciements.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 5817, 5818) : condamnation de la campagne contre le Président du Sénat. Décalage entre le discours tenu lors de la discussion du projet de loi de finances initiale et le contenu du projet de loi de règlement. Remarques de la Cour des comptes sur les dépenses de la défense nationale. Préférence de la commission des finances pour un débat au printemps tirant les conséquences de la gestion passée. (p. 5823) : application du qualificatif gestionnaire aux ministres. - **Art. 4 et tableau C annexé** (*Dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 5831) : précision relative à la discussion de la question orale avec débat sur la politique des transports terrestres de M. Lambert. - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p. 5835) : progrès indispensable dans le domaine de la sincérité budgétaire. (p. 5838) : remerciements au ministre des affaires étrangères. Importance du réseau diplomatique de la France mais aussi de l'équilibre de ses finances publiques. Appui de la commission des finances pour mobiliser des moyens en cas de besoin. - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5846, 5847) : hommage au ministre de l'agriculture et de la pêche et remerciements pour le dialogue engagé avec le Sénat. - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5856) : se réjouit du débat. Préparation de la discussion de la loi de finances. Engagement du ministre de la culture et remerciements pour sa participation au débat. Demande de précisions sur une éventuelle augmentation du projet de budget du ministère de la culture pour 2006 par rapport à son montant initial. (p. 5861) : inquiétude sur la politique de restauration du patrimoine. (p. 5862) : souhait de transcription de la dépense publique dans la loi de finances. - **Art. 13** (p. 5872, 5873) : remerciements aux ministres des affaires étrangères, de l'agriculture et de la pêche et de la culture et de la communication pour leur participation au débat sur la loi de règlement. Caractère historique du débat.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Innovation du Sénat en matière de discussion budgétaire. Démonstration des prérogatives du Parlement en matière de contrôle.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6126) : favorable à l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligation de déclaration d'intention à l'Autorité des marchés financiers). Souci d'éviter le déclenchement de l'intervention de l'AMF à partir de rumeurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 6314, 6316) : exacerbation de la concurrence fiscale entre Etats. Accélération des délocalisations d'activités et d'emplois en raison de l'augmentation des prélèvements obligatoires. Importance cruciale de la mise en place d'une TVA sociale. Justification de la substitution d'un impôt de consommation à un impôt de production. Réforme indispensable du modèle de prélèvements obligatoires.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6771, 6772) : son amendement n° 665 : suppression ; devenu sans objet. (p. 6777, 6778) : intervient sur l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique).

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 6864) : pratiques contestables de gestion de certaines dettes de l'Etat. Exemple de Charbonnages de France et du service annexe d'amortissement de la dette de la SNCF. Suspicion sur la sincérité de la gestion publique. Nécessité pour l'Etat d'assumer sa dette dans sa globalité et d'utiliser le potentiel de l'Agence France Trésor. Grand professionnalisme de ses collaborateurs. (p. 6873, 6874) : réponse aux propos de Mme Nicole Bricq. Justification du débat. Poids des dettes de la CADES, de RFF et du service annexe d'amortissement de la dette. Economie attendue d'une gestion centralisée des dettes.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7009) : débat organisé dans le cadre de la mise en oeuvre de la LOLF. Volonté de veiller à la sincérité des comptes budgétaires.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 23** (*Objectif pour l'année 2006 d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Prévisions pour 2006 des recettes affectées au Fonds de réserve des retraites*) (p. 7182) : favorable à la gestion des dettes sociales par l'Agence France Trésor. - **Art. 24** (*Procédure de certification des comptes des régimes autres que le régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 7183, 7184) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 70 (application de cet article à compter de l'exercice 2007).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7803, 7804) : discussion historique du premier budget entièrement conçu dans le cadre de la LOLF. Mise à l'épreuve du "modèle français" dans le contexte actuel. Nécessité de mettre fin aux dysfonctionnements de l'Etat et à l'impéritie de sa gestion. Importance du déficit prévisionnel. Confirmation que la France vit au-dessus de ses moyens. Sincérité du budget en raison de la non-dissimulation des sujets de reproche. Attente des conclusions de la mission Peberau. Proclamation critiquable du "zéro volume" s'agissant de l'évolution des dépenses publiques : débudgétisation des crédits alloués à la sécurité sociale en compensation des exonérations de cotisations liées à la RTT et prélèvement sur les ressources de privatisation. Sanctuarisation problématique de la défiscalisation des investissements "ultramarins". Lutte contre les "niches fiscales". Offense à l'équité. Perspectives prometteuses du budget pour réformer l'Etat. Préoccupation s'agissant du quasi-remplacement des départs en retraite des fonctionnaires, de la multiplication d'annonces impliquant de nouvelles dépenses et de la réforme en attente du système d'information comptable, budgétaire et financier de l'Etat. Bonne orientation de ce budget. Encouragement à l'investissement productif et au travail. Réforme du barème de l'impôt sur le revenu. Institution du bouclier fiscal. Urgence d'une réforme du financement de la santé et de la politique familiale par la "TVA sociale". Réforme de la taxe professionnelle. Inquiétude des élus locaux. Crainte d'opportunités à saisir pour les adeptes de l'optimisation fiscale. (p. 7805) : nécessité de trouver d'autres moyens que la dépense publique pour résorber le chômage. Budget de transition. Devoir d'améliorer ce texte et de veiller au bon usage de la LOLF.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7927) : favorable à l'amendement n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). - **Art. 2 ter** (*Relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires, issues d'activités commerciales et non commerciales, pour la détermination du bénéfice agricole*) (p. 7936) : intervient sur l'amendement n° I-198 de M. Michel Mercier (en milieu rural, possibilité de prendre en compte les recettes des entreprises artisanales comme bénéfices agricoles). Nécessité de rapprocher les régimes des bénéfices agricoles, des bénéfices industriels et commerciaux, et des bénéfices non commerciaux. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 7953, 7954) : intervient sur l'amendement n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans). Disposition visant les PEL ne correspondant plus à un projet immobilier. - **Motion d'ordre** (p. 7957, 7958) : modifications dans l'organisation du débat relatif au projet de loi de finances pour 2006. - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 7964) : reprend l'amendement de M. Jean-Louis Masson n° I-18 : exonération de taxe sur les véhicules de sociétés pour les véhicules peu polluants ; retiré. - **Rappel au règlement** (p. 7965) : ordre du jour validé par le Sénat. - **Art. 16** (*Imposition des intérêts capitalisés rémunérant les sommes transférées hors de France lors d'émission de titres subordonnés à durée indéterminée, TSDI*) (p. 8000, 8001) : approbation des dispositions de l'article 16.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8148) : souci de lutter contre la délocalisation du patrimoine et des fortunes. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8165) : défavorable à l'amendement n° I-20 de M. Philippe Dominati (exclusion de l'assiette de l'ISF de l'habitation utilisée comme résidence principale). (p. 8170, 8171) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission (abaissement du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale de dix ans à six ans) dont il regrette la demande de retrait. Insécurité juridique résultant de la diversité

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des délais de reprise. Nécessité de traiter activement ce dossier. (p. 8171) : proposition de réduction d'une année des délais de reprise. - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8174) : intervient sur l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). Souci de respecter l'équilibre des finances publiques en cas de remise en cause totale de la taxe sur les salaires. - **Art. additionnel avant l'art. 20 ter** (p. 8182) : défavorable à l'amendement n° I-78 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de TVA à 18,6 %). - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8188, 8189) : intervient sur les amendements identiques n° I-177 de M. Jacques Blanc et n° I-204 de M. Denis Badré (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). Proposition d'instauration d'un taux intermédiaire de TVA. Projet allemand de relèvement du taux de TVA afin de financer le déficit et la protection sociale. Interroge le Gouvernement sur le coût du taux réduit de TVA appliqué à la restauration. (p. 8191) : souci de l'allègement des charges sociales par la TVA sociale. (p. 8192) : intervient sur l'amendement n° I-262 de Mme Catherine Morin-Desailly (application du taux réduit de TVA aux services de vidéo à la demande). - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 8209, 8210) : intervient sur l'amendement n° I-109 de M. Thierry Foucaud (attribution d'une compensation pour les communes ayant enregistré une baisse de la DCTP entre 2005 et 2006). Amendement relevant de la deuxième partie de la loi de finances. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8220) : intervient sur l'amendement n° I-165 de M. Claude Haut (création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant à la réalisation du réacteur expérimental thermonucléaire international). Proposition d'une convention sur la répartition de la taxe professionnelle entre les départements concernés. - **Art. 39** (*Création du compte de commerce "couverture des risques financiers de l'Etat"*) (p. 8239) : souhaite que le ministre des affaires étrangères inscrive dans le projet de loi de finances initiale les cotisations de retraite obligatoires. - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8247) : déséquilibre des régimes paritaires nécessitant une intervention de l'Etat. Souhait d'une consolidation de la dette de la sécurité sociale. Inadaptation de notre système de prélèvements obligatoires à la mondialisation de l'économie. Rappelle un précédent en matière d'affectation d'une part de TVA au financement de la protection sociale : le BAPSA. Souhait d'une coopération entre le Parlement et le Gouvernement pour fixer chaque année le niveau du produit de TVA transféré au financement de la protection sociale. (p. 8249) : débat concernant la compensation des exonérations de charges sociales et non le financement de la dépense sociale. Demande une suspension de séance pour réunir la commission des finances.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8269, 8271) : respect par le Gouvernement du contrat de croissance et de solidarité. Réforme de la DGE des départements : suppression de la première part. Compensation partielle. Perte importante pour les départements. Alourdissement de leurs charges. Besoin de liberté d'initiative et d'arbitrage des départements. Interrogation sur l'avenir de la décentralisation. Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les exploitants agricoles. Favorable à l'amendement de suppression de cette mesure déposé par la commission. Conclusions du groupe de travail sur la réforme de cette taxe. Mesure de saupoudrage. Réduction des ressources propres des plus petites communes. Nécessité de réviser les bases des impôts locaux. Projet du Sénat de se doter d'une base de données relative aux finances locales. Conclusions du rapport de la mission confiée à MM. Alain Lambert et Didier Migaud sur la mise en oeuvre de la LOLF par les collectivités territoriales. - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8307, 8308) : favorable à

l'amendement de la commission des finances n° I-4 (suppression). Nécessité d'éviter les exonérations, les déductions et les abattements. Réflexion au sein de la commission des finances sur les impôts locaux. Préservation du principe d'autonomie financière des collectivités territoriales. Caractère inapplicable de la taxe sur les conventions d'assurance. Hétérogénéité des bases de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. (p. 8310, 8311) : disparité de la taxe foncière au sein d'une intercommunalité. Appréciation injuste de la richesse fiscale des communes concernées pour le calcul de la DGF. Réponse aux préoccupations de la commission des finances par le dépôt de l'amendement n° I-320 du Gouvernement (indexation de la compensation sur la progression de la DGF) et par l'engagement d'ouvrir le chantier de la remise à plat des valeurs foncières. Interrogation sur l'efficacité de cet allègement. Décision de retrait de l'amendement précité de la commission n° I-4. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8319) : remerciements au Gouvernement pour l'avis favorable prononcé sur l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). Dépôt d'un second amendement sur l'article 24, indissociable de celui-ci, afin d'améliorer la réforme de la DGE. - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8322) : intervient sur la demande de priorité de l'amendement n° I-319 de la commission (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements). (p. 8323) : remerciements au Gouvernement de son avis favorable sur l'amendement n° I-319 précité de la commission. Référence aux investissements.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8349, 8350) : importance des notions de transparence et de sincérité en matière d'information financière. Nécessité de renforcer l'autorité d'EUROSTAT. Dénonciation d'incohérences entravant la croissance économique. - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8355) : intervient sur l'amendement n° I-215 de M. Bruno Retailleau (suppression du montant versé par la France, via l'Union européenne, à la Turquie en vue de préparer son adhésion).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8356) : a voté pour l'amendement n° I-273 de M. Michel Mercier relatif à l'article 41 du projet de loi de finances pour 2006.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8368) : intervient sur l'amendement n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au logement d'urgence, FARU). - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8380) : intervient sur les amendements identiques n° I-110 de M. Thierry Foucaud, n° I-220 de M. Eric Doligé et n° I-287 de M. Michel Mercier (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8409, 8410) : regrette que la réforme ne donne pas lieu à un non-remplacement plus important des postes libérés par les départs à la retraite. Question de la rémunération des fonctionnaires et de la gratification de leurs performances. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8421, 8422) : dénonciation d'une "culture de la cachotterie" quand il s'agit de chiffrer le montant exact de la dette. Possibilité de réaliser des économies en confiant la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

gestion des différentes dettes à l'Agence France Trésor. Nécessité de présenter une situation patrimoniale synthétique. - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8450) : remerciements. Examen des fascicules budgétaires par mission. Rappel de l'engagement du ministre en matière de TVA sociale.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8499, 8500) : conditions regrettables de mise en oeuvre de la LOLF. Nécessité d'un redéploiement de crédits en faveur des banlieues. Proteste au nom de la commission des finances contre les arbitrages brutaux effectués par le Gouvernement au mépris des droits du Parlement. Intervient sur l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). (p. 8501) : contradiction entre l'engagement du Gouvernement au "zéro volume" et le recours à des recettes extrabudgétaires.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - président de la commission des finances. (p. 8525) : report de la discussion relative aux crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative". Insatisfaction de la commission sur les conditions d'examen des crédits de la mission interministérielle "Enseignement scolaire". - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8548) : invite à l'adoption de l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). (p. 8550) : expression de la protestation de la commission face à l'inertie du ministère de l'éducation nationale. Mise en oeuvre de la LOLF. (p. 8551) : démarche symbolique.

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8599) : intervient sur l'amendement n° II-87 du Gouvernement (transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative").

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) - président de la commission des finances. (p. 8615) : efficacité et réalisme de la politique du Gouvernement en faveur de l'emploi. Souhait d'éviter la polémique dans ce débat. Interrogation sur la possibilité de financer la santé et la politique familiale par d'autres moyens que les prélèvements sur salaires. Amendement de M. Jean-Jacques Jégou. - **Art. 91 (Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)** (p. 8621) : intervient sur l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer (suppression). Souhait de mise en place d'un indicateur permettant de mettre en perspective le nombre d'emplois créés et leur incidence sur le budget.

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8640) : intervient sur l'amendement n° II-89 du Gouvernement (transfert de crédits vers la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour assurer la garantie des prêts d'accès sociale à la propriété). - **Art. additionnel après l'art. 93** (p. 8644) : intervient sur l'amendement n° II-93 du Gouvernement (avancement au 1er janvier de la date d'application du nouvel indice de révision des loyers). Interrogation sur la conciliation des deux préoccupations du Gouvernement : la lutte contre la vie chère et la création d'emplois.

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8654) : doutes sur la sincérité des crédits de la mission "Solidarité et intégration", sur l'allocation aux adultes handicapés et sur les dépenses relatives à l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile. (p. 8655) : dérive de l'allocation adulte handicapé par rapport aux inscriptions budgétaires de 2005. Interrogation sur les fonds mis à la disposition des conseils généraux pour s'acquitter de ces dépenses. - **Art. 88 (Création de l'allocation temporaire d'attente, en substitution de l'allocation d'insertion)** (p. 8659) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° II-61 de M. Louis Mermaz (réécriture de cet article et assouplissement des conditions d'attribution de cette allocation) et n° II-68 de M. Guy Fischer.

Santé

- (2 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8678) : exercice par le Parlement de ses prérogatives. Traduction de la volonté de lisibilité par le dépôt de l'amendement n° II-17 de la commission (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie").

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8691) : inclusion non satisfaisante des juridictions administratives et des juridictions financières dans la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Exigence constitutionnelle d'indépendance de l'institution judiciaire.

Pouvoirs publics

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8692) : information sommaire sur les crédits de la mission "Pouvoirs publics". Voeux d'une information détaillée pour l'an prochain, dès l'approbation du projet de loi de finances par le Conseil des ministres. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission "Pouvoirs publics".

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8701) : ralliement de la commission des finances à l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° II-13 (création d'un nouveau programme regroupant les sept autorités administratives indépendantes, AAI, auparavant incluses dans le programme "Coordination du travail gouvernemental").

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances. (p. 8720) : caractère interministériel de la mission "Développement et régulation économiques". Nécessité d'un programme propre au ministre responsable des PME. Question sur les intentions du Gouvernement s'agissant du FISAC. Souhaite la création d'un programme spécifique aux autorités de régulation. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8723, 8725) : favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-49 (création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII) tout en suggérant une réduction du prélèvement des crédits opéré sur l'AFII. Sceptique quant à l'utilité des campagnes de communication pour l'attractivité de la France. - **Art. additionnel après l'art. 76** (p. 8728) : intervient sur

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° II-122 du Gouvernement (signature de conventions entre le CSA et l'Agence nationale des fréquences aux fins d'assurer une bonne réception des signaux). Attente de la décision de la commission mixte paritaire.

Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8739) : question sur l'impact de la hausse du taux d'intervention de la Banque centrale européenne au regard des crédits inscrits pour 2006 dans la mission "Engagements financiers de l'Etat".

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8749) : au nom de la commission des finances, soutient l'amendement n° II-64 de la commission (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension) ; rejeté. Principe fondamental d'équité dans la République. Atteinte à l'image de l'outre-mer. Impossibilité de contrôler les fraudes à la condition de résidence. (p. 8751, 8753) : souhaite le ralliement du Sénat aux amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), et ne pas avoir à se prononcer sur l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Nécessité pour un parlementaire de donner du sens à son engagement de maîtriser les dépenses publiques. (p. 8756) : maintient l'amendement n° II-64 précité, déposé avec M. Philippe Marini au nom de la commission des finances.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8789) : défavorable aux amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable"). Creusement du déficit. Question de l'indemnisation des fonctionnaires travaillant à l'ONERC. - **Art. 79 bis (Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles)** (p. 8794, 8795) : intervient sur l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles). Etat pathétique de l'économie française dans la mondialisation. Création d'une économie sociale pour préserver la dignité face au chômage. Comprend la suppression de l'article demandée par le Gouvernement. Réflexion d'ici à la commission mixte paritaire. Réflexion de la commission des finances sur le retour à la compétitivité et la TVA sociale. (p. 8798) : intervient sur l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression). La commission des finances maintient son amendement n° II-65 précité.

Justice

- (5 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques

de la nation. - **Art. additionnel après l'art. 80** (p. 8831) : conséquence de l'entente des opérateurs téléphoniques sur la facturation des services rendus à l'autorité judiciaire.

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8836) : travail conjoint de la commission des finances et de la commission des affaires culturelles dans l'application de la LOLF. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8853) : retrait de l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). - **Art. 94 ter (Extension de la taxe sur les entreprises audiovisuelles pour les recettes de parrainage)** (p. 8858) : s'oppose à l'amendement n° II-115 de M. Louis de Broissia (suppression).

Sécurité

- (6 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8907) : intervient sur l'amendement n° II-143 du Gouvernement (regroupement des crédits de la gendarmerie nationale dans un même programme).

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) - président de la commission des finances. (p. 8918) : contribution des communes conformément à la loi de modernisation de la sécurité civile. (p. 8920) : augmentation des dépenses auxquelles font face les départements.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8957) : déficit du FFIPSA. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8963) : intervient sur l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 74 (Détermination du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 8964) : intervient sur l'amendement n° II-78 de M. Jacques Blanc (réduction des écarts constatés en termes de niveau d'imposition entre les chambres d'agriculture).

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) - président de la commission des finances - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8980, 8981) : favorable à l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation").

Outre-mer

- (7 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9009) : image négative de l'outre-mer donnée par la défiscalisation et par les avantages accordés aux anciens fonctionnaires en matière de retraite. Fraude.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9046, 9047) : transmission tardive des amendements du Gouvernement. Manque de sincérité de la discussion budgétaire. Intervient sur les amendements de la commission n° II-74 (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"), n° II-75 (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

programme "Français à l'étranger et étrangers en France") et n° II-76 (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"). (p. 9056, 9057) : intervient sur l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). Financement de l'amendement par le recours à l'emprunt en contradiction avec l'objectif de maîtrise des déficits publics. Avantages de la LOLF de permettre des arbitrages au sein d'une mission.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9081) : intervient sur l'amendement n° II-52 de la commission (suppression des crédits consacrés au portail Internet "Idées de France").

Défense

- (8 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9120) : à titre personnel, défavorable à l'amendement n° II-257 du Gouvernement (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 84** (*Aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU*) (p. 9174, 9175) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Bricq portant sur le même objet n° II-221 et II-222 (règles d'éligibilité à la DSU). - **Art. additionnels après l'art. 84** (p. 9177) : intervient sur l'amendement n° II-138 de M. Jacques Blanc (exclusion du montant de la dotation attribuée en fonction de la superficie dans le calcul du potentiel financier des communes de montagne). (p. 9179) : défavorable à l'amendement n° II-134 de M. Jacques Blanc (garantie de progression minimale pour les départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale).

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9205, 9206) : défavorable à l'amendement n° II-228 de Mme Gisèle Printz (augmentation de l'indice de la retraite du combattant). - **Art. additionnels après l'art. 75** (p. 9210) : soutient l'amendement n° II-2 de M. Nicolas About (introduction d'une mesure d'équité permettant le partage des pensions de réversion dans les situations particulières de pensionnés divorcés puis remariés); retiré. (p. 9211) : défavorable à l'amendement n° II-231 de M. Jean-Pierre Masseret (célébration annuelle d'une journée nationale de la Résistance). - **Art. 75 bis** (*Revalorisation de deux points de l'indice de retraite du combattant*) (p. 9212, 9213) : intervient sur les amendements de M. Guy Fischer n° II-226 (augmentation du montant de la retraite du combattant) et n° II-236 (repli).

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9238) : désendettement de la SNCF.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - président de la commission des finances. - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9265) : constat de l'existence d'un conflit entre les collectivités territoriales et les entreprises en ce qui

concerne la réforme de la taxe professionnelle. Exclusion des salaires de l'assiette de la taxe professionnelle par la réforme du gouvernement de M. Lionel Jospin. Sa participation aux travaux de la commission Fouquet. Opposition entre l'effort demandé aux ménages et aux entreprises. Répercussion des impôts de ces dernières sur les produits de consommation. Favorable à la réforme proposée par le Gouvernement et amendée par la commission des finances. Nécessité de concilier des dispositions rendant possible le retour à la croissance et l'élargissement de l'assiette de cotisation pour la taxe professionnelle. (p. 9270) : demande au Gouvernement de s'engager à mettre un terme aux annonces continues de suppléments de dépenses publiques. (p. 9280) : demande la priorité sur les amendements de la commission des finances n° II-431 (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-430 (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales) et n° II-429 (neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle); priorité ordonnée. (p. 9292, 9293) : intervient sur l'amendement n° II-431 précité de la commission. Explication de la prise de position tardive de la commission des finances. Rappel du besoin de croissance de la France. (p. 9301, 9302) : intervient sur l'amendement n° II-434 du Gouvernement (inclusion dans la valeur ajoutée des opérations enregistrées dans un compte de transfert de charges, portant sur des mises à disposition de personnel). Absence de prise en compte du travail intérimaire. (p. 9303) : demande le retrait de l'amendement n° II-354 de M. François Marc (suppression des pratiques d'optimisation fiscale consistant à réduire la valeur ajoutée des entreprises par la déduction des dépenses de prestation d'intérim et de mise à disposition de personnels par une autre entreprise). (p. 9305) : intervient sur l'amendement n° II-365 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation). (p. 9310) : intervient sur l'amendement n° II-367 de M. Michel Charasse (mise à la charge des chambres de commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur). - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9315) : intervient sur l'amendement n° II-268 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des mutuelles et institutions de prévoyance pour leurs seules activités entrant en concurrence avec celles d'entreprises redevables de cette taxe). (p. 9319) : son amendement n° II-346 : exonération de taxe professionnelle sur les outillages utilisés par un sous-traitant industriel non propriétaire, non locataire et non sous-locataire de cet outillage; retiré. (p. 9320) : son amendement n° II-347 : déliaison des taux d'imposition locale des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre lors de la première année de passage de ce dernier à la taxe professionnelle unique; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9339, 9340) : intervient sur l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales). - **Art. 57 ter** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9345) : défavorable à l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). Proposition d'un vote par division. - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9364, 9365) : réforme nécessaire et réaliste. Réflexion menée sur le financement d'une protection sociale de la santé et de la politique familiale. Propositions de la commission des finances visant à aller plus loin dans la fiscalisation. - **Art. 59** (*Refonte du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 9374) : la commission des finances invite le Sénat à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

adopter cette réforme. Opération d'assainissement. - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9381) : son amendement n° II-345 : suppression progressive du coefficient de majoration appliqué pour non-adhésion à un centre de gestion ou à une association agréés ; retiré. Risque d'inconstitutionnalité de cette mesure injuste. - **Motion d'ordre** (p. 9389) : à l'article 61, demande l'examen séparé des amendements de suppression, puis en priorité des amendements n° II-11 à n° II-338 relatifs à la loi Malraux. - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9394) : favorable à l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager). - **Art. additionnels avant l'art. 61** (p. 9397) : intervient sur l'amendement n° II-386 de M. Marc Massion (plafonnement global de la réduction d'impôt procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale). Contradiction avec les autres amendements du groupe socialiste. Regrette que l'outre-mer n'ait pas été intégré au dispositif présenté par le Gouvernement. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9402) : favorable à une disparition du système des niches fiscales. Par solidarité avec la majorité, défavorable aux amendements identiques n° II-163 de M. Thierry Foucaud et n° II-329 de M. Alain Lambert (suppression). Attend beaucoup de la mission d'évaluation prévue. (p. 9412) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-106 (exclusion du dispositif de plafonnement des avantages fiscaux liés au SOFICA).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 65** (*Incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres*) (p. 9434) : favorable à la proposition du rapporteur général de ne pas voter l'article 65 du projet de loi de finances. - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9441) : regrette que des dispositions fiscales aient été insérées dans d'autres textes que la loi de finances, par exemple dans le projet de loi portant engagement national pour le logement. (p. 9443, 9444) : intervient sur l'amendement n° II-410 de M. Joël Bourdin (déduction du revenu agricole des dépenses d'amélioration des propriétés rurales non bâties et élargissement de la déduction aux dépenses d'amélioration des propriétés rurales bâties qui ne se traduisent pas par une augmentation du fermage). - **Art. additionnels avant l'art. 67** (p. 9446, 9447) : intervient sur l'amendement n° II-299 de la commission (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, tendant à un élargissement de l'assiette et à une modulation de ses éléments). Favorable au vote d'un dispositif dans le cadre du projet de loi de finances rectificative mettant à l'abri de la pression sur l'emploi. - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9458, 9460) : défavorable au vote de l'amendement n° II-369 de M. Gérard Miquel (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets). Nécessité d'une concertation dans le cadre européen. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9467) : bon équilibre de l'amendement n° II-303 de la commission (nouvelle rédaction de l'article tendant à abaisser la contribution à 25 euros par mètre carré, à ne taxer que la résidence mobile terrestre principale, et à affecter le produit de cette taxe à un fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage). Reconnaissance pour les gens du voyage de leur dignité de citoyen. Accord de leurs représentants sur le principe de la contribution. - **Art. 67 octies** (*Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs locaux*) (p. 9481) : intervient sur l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances) et sur le sous-amendement n° II-433 de M. Michel Charasse (communication aux

collectivités locales de la liste nominative des bénéficiaires des remboursements au titre du "bouclier fiscal" au regard des impôts locaux) s'y rapportant. - **Art. 72** (*Harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure*) (p. 9501, 9503) : intervient sur l'amendement n° II-308 de la commission (augmentation de deux à trois ans de la période qui précède la décision juridictionnelle de non-conformité d'une règle de droit fiscal à une norme juridique supérieure et qui ouvre droit à restitution des paiements indus). Nécessité de faire prévaloir l'Etat de droit garant du principe d'égalité devant l'impôt sur les arguments d'ordre budgétaire. - **Art. additionnels après l'art. 73 bis** (p. 9513, 9515) : intervient sur l'amendement n° II-313 de M. Nicolas About (mise en extinction progressive, pour l'avenir, de la branche vieillesse de tous les régimes spéciaux) et remercie son auteur d'avoir posé une question aussi essentielle. Transparence indispensable sur l'information en matière d'évaluation des engagements de retraite. Problème de la reprise des engagements de régimes particuliers moyennant le paiement d'une soule, pour réduire le solde structurel. Son amendement n° II-348 : suppression de la taxation sur l'accessoire du prêt ; retiré. - **Seconde délibération** (p. 9518) : accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9548, 9550) : respect de l'esprit de la LOLF. Arbitrages budgétaires. Préservation du rôle constitutionnel du Sénat de grand conseil des collectivités territoriales. Remerciements. Prise de conscience des dysfonctionnements de la société et des défis à affronter. Capacité d'accélérer le processus des réformes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 9838, 9839) : interrogation sur la sincérité de l'équilibre budgétaire. Approbation de la réforme sur la fiscalité des plus-values. Peu favorable, à titre personnel, à la taxe de solidarité sur les billets d'avion. - **Art. additionnel avant l'art. 3** (p. 9855) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 101 de M. Thierry Repentin (financement des fonds de solidarité pour le logement à parité par l'Etat et le département, et réactivation des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées). - **Art. 8 et état A** (*Equilibre général*) (p. 9873, 9874) : modalités de reprise de dette du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA, contraires aux principes de la LOLF. - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9888) : nécessité d'inscrire dans la loi de finances de véritables crédits pour l'aide au développement. A titre personnel, s'abstiendra sur le vote de l'article 18. - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9895, 9896) : favorable au retrait de l'amendement n° 7 de la commission (suppression). - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9938) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 124 de M. Henri Revol et n° 154 de M. Jean-Pierre Vial (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs). - **Art. 28** (*Mesure d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs*) (p. 9949) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Longuet n° 41 (extension du dispositif aux mandataires sociaux) et n° 52 (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger), ainsi que de l'amendement n° 145 de M. Denis Badré (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger).

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. 32 bis** (*Aménagement des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des biens mis à disposition d'une personne par une autre*) (p. 10005) : intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Maintient la position arrêtée par la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission. Plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée. Applicabilité de ce dispositif aux brasseurs. - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10008) : souhaite l'adoption en commission mixte paritaire de l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Gourault (assouplissement du dispositif fiscal applicable à la fusion d'EPCI). - **Art. additionnel après l'art. 36** (p. 10033) : invite M. Gérard César à retirer son amendement n° 60 (maintien du taux de plafonnement à 120 % en 2006 de la taxe sur le chiffre d'affaires acquittée par les exploitants agricoles). Suggère une nouvelle rédaction en commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Art. 51 et état A** (p. 10085) : mise en évidence des bienfaits de la LOLF. Intervient sur l'amendement n° 9 du Gouvernement (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10089, 10090) : approbation des résultats positifs consécutifs à l'application de la LOLF. Classement des crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10099, 10100) : intervient sur les amendements identiques n° 78 de M. Thierry Foucaud et n° 125 de Mme Valérie Létard (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Rédaction imparfaite. Fragilisation des entreprises textiles sises en France. - **Art. 40 octies** (*Abaissement des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10110, 10111) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de M. François Marc (nouvelle rédaction de l'article portant aménagement et élargissement de l'assiette de la TACA). Bon texte appelant une réflexion complémentaire. - **Art. 43 bis** (*Fixation d'un seuil pour la publicité du privilège du Trésor*) (p. 10119) : intervient sur le sous-amendement n° 239 du Gouvernement (fixation par décret, à compter du 1er janvier 2007, d'un seuil fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise en cas de bilan négatif de la mise en oeuvre de critères qualitatifs) déposé sur l'amendement n° 34 de la commission (réécriture de l'article). Suggère de voter contre l'article 43 bis et d'examiner la question dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre financier. - **Art. 49** (*TVA sur les péages*) (p. 10128, 10129) : récupération problématique de la TVA par sept transporteurs routiers auprès de la Société du tunnel routier du Fréjus, STRF, et de la Société autoroutière Paris-Normandie, SAPN, en dépit de l'arrêt du Conseil d'Etat qui a fait droit à leur requête. - **Art. additionnel avant l'art. 53** (p. 10134) : retire l'amendement n° 232 de la commission (assouplissement du régime d'incompatibilité des membres du Conseil de la politique monétaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10144, 10145) : remerciements. Progrès par rapport au collectif 2004.

- **Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Art. 24 ter** (p. 10342) : regrets et amertume suscités par les méthodes de travail imposées au Parlement, se trouvant dans l'obligation d'approuver un dispositif qu'il méconnaît. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10345) : nécessité d'amorcer le désendettement de la France.

ASSASSI (Eliane)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail**.

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à abroger la procédure de comparution sur la reconnaissance préalable de culpabilité et à protéger les droits de la défense [n° 371 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure [n° 372 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Art. 4 (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence)** (p. 801) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Bouleversement de la tradition pénale. Interrogation sur le devenir du droit d'appel.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (16 février 2005) - **Art. 2 (Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne)** (p. 983) : article d'opportunité destiné à soumettre à référendum l'entrée de la Turquie. Absence de consultation populaire pour la mise en oeuvre de la procédure de révision simplifiée. Logique discriminatoire. Le groupe CRC souhaite la suppression de cet article. (p. 988) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Tentative du Président de la République de calmer les opposants à l'adhésion de la Turquie. Le groupe CRC votera contre cet article.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1110, 1112) : soutient la motion n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps)** (p. 1137) : historique du compte épargne-temps. Evolution vers la monétisation. Utilisation de l'argument du faible pouvoir d'achat. Réclame une augmentation des salaires. Réforme se faisant au détriment des salariés. (p. 1141, 1142) : soutient l'amendement n° 136 de M. Roland Muzeau (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche) ; rejeté. Précarisation à outrance des contrats de travail à temps partiel. (p. 1142) : soutient l'amendement n° 137 de M. Roland Muzeau (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche) ; rejeté. Présence majoritaire des femmes dans les contrats de travail à temps partiel. Conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale servant de prétexte à la précarisation de l'emploi des femmes. (p. 1143) : soutient l'amendement n° 138 de M. Roland Muzeau (suppression de l'annualisation du forfait horaire des cadres) ; rejeté. (p. 1152) : soutient l'amendement n° 153 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions dérogeant au repos compensateur) ; rejeté. - **Art. 2 (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi)** (p. 1185, 1186) : hypocrisie de l'appellation "temps choisi". Dégradation des conditions de travail. Parallèle entre l'augmentation des dividendes octroyés aux actionnaires et l'évolution du pouvoir d'achat des salariés. Recherche du taux de profit maximal. (p. 1191, 1192) : soutient les amendements de M. Roland

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Muzeau n° 172 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de la 39ème heure); et n° 176 (rétablissement du contingent annuel d'heures supplémentaires de 130 heures); rejetés. (p.1202, 1203): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 185 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de 130 heures même dans le cas où le contingent d'heures supplémentaires est supérieur); et n° 186 (suppression des dispositions relatives à la majoration des heures supplémentaires); rejetés. Soutient l'amendement n° 190 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions relatives au rachat des jours de repos); rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p.1254, 1255): inconstitutionnalité. Disparition du caractère temporaire de l'inégalité de traitement au profit d'une reconduction régulière. Entorse grave au principe fondamental d'égalité au détriment des salariés des PME. (p.1257, 1258): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 215 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif); et n° 216 (fixation d'un seuil minimum de rémunération des heures d'astreinte); rejetés. (p.1263, 1264): soutient l'amendement n° 225 de M. Roland Muzeau (nécessaire gradation des accords dans les petites entreprises relatifs à l'organisation du temps de travail); rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p.1282): soutient l'amendement n° 121 de M. Roland Muzeau (suppression des exceptions posées par la loi de programmation pour la cohésion sociale, au droit de réintégration des salariés en cas de nullité du licenciement prononcée par le juge); rejeté. (p.1283, 1285): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 122 et 123 (organisation annuelle d'une Conférence nationale sur les salaires); rejetés. (p.1286): nécessité d'une conférence annuelle sur les salaires face aux nombreux exemples de dédain des grands groupes pour le devenir de leurs salariés. (p.1299): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 131 (suppression des dispositions prévoyant l'inscription automatique des consultations obligatoires à l'ordre du jour du comité d'entreprise); et n° 132 (abrogation du 16° de l'article L. 934-2 du code du travail portant extension du champ prioritaire de la négociation triennale); rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p.1302, 1305): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 192 (abrogation des dispositions du code du travail permettant d'augmenter la durée légale du temps de travail des apprentis âgés de moins de dix-huit ans); n° 193 (limitation du nombre de salariés embauchés en CDD ou en intérim à 10 % de l'effectif total de l'entreprise); et n° 194 (attribution d'un droit de veto suspensif aux représentants du personnel ou aux salariés en cas de conclusion d'un accord collectif permettant le travail à temps partiel); rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 3 (précédemment réservés)** (p.1314, 1315): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 212 (application de la semaine de 35 heures aux salariés de l'hôtellerie-restauration); et n° 213 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer une astreinte); rejetés.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p.1776): sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires), soutient le sous-amendement n° 665 de Mme Annie David (recours aux classes dédoublées); rejeté (vote bloqué). (p.1779, 1780): intervient sur l'amendement précité n° 658 de la commission. Situation de l'enseignement du premier degré en Seine-Saint-Denis. - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p.1793): favorable à l'amendement n° 509 de Mme Annie David (conséquence). Réduction des effectifs des personnels non enseignants en Seine-Saint-Denis pour la rentrée prochaine.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle) (p.1856): soutient l'amendement n° 549 de

Mme Annie David (reconnaissance à l'élève du choix de décider en dernier ressort de son orientation et de sa formation); devenu sans objet. - **Art. additionnel avant l'art. 14** (p.1860): soutient l'amendement n° 554 de Mme Annie David (reconnaissance de l'école maternelle en tant que premier cycle de l'école primaire); rejeté. - **Art. 15** (Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire) (p.1865): soutient l'amendement n° 556 de Mme Annie David (renforcement des moyens consacrés à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère); rejeté. - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres) (p.1926): soutient l'amendement n° 578 de Mme Annie David (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation en matière de cahier des charges); rejeté. (p.1931): intervient sur l'amendement précité n° 578 de Mme Annie David. Absence de réponse du Gouvernement quant aux doutes exprimés sur l'indépendance du Haut conseil de l'éducation. - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p.1939): soutient l'amendement n° 585 de Mme Annie David (garantie d'un noyau stable de formateurs à temps plein dans les IUFM); rejeté (vote bloqué). - **Art. 24** (Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions) (p.1956): soutient l'amendement n° 590 de Mme Annie David (suppression des dispositions faisant obligation aux enseignants d'assurer des enseignements complémentaires pour répondre aux besoins ponctuels de suppléance); rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 25** (p.2012, 2013): soutient les amendements, portant sur le même objet, de Mme Annie David n° 600 et 601 (présence du personnel infirmier aux heures scolaires); rejetés.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Question préalable** (p.2198, 2201): soutient la motion n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable; rejetée. Causes de l'augmentation des effectifs de la fonction publique. Opposition aux suppressions de postes des fonctionnaires. Introduction du contrat à durée indéterminée dans le droit de la fonction publique. Interprétation abusive de la directive par le Gouvernement. Proposition de titularisation progressive des agents contractuels. Demande une application stricte de la loi Sapin du 3 janvier 2001. Nécessité d'une adaptation des grilles des cadres d'emploi dans la fonction publique. Souhait d'un examen dans le cadre de la discussion du prochain projet de loi sur le statut de la fonction publique. Fausse mesure de résorption de la précarité. Problèmes posés par la création d'un statut parallèle à celui des fonctionnaires. Crainte d'une augmentation de l'externalisation des services. Mort programmée des services publics. Subsistance d'une inégalité professionnelle entre les hommes et les femmes. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p.2236, 2237): remise en cause du statut de la fonction publique sous couvert de transposer une directive européenne. Pérennisation de la précarisation de l'emploi public. Le groupe CRC votera contre le texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p.4434, 4436): respect primordial de l'intérêt de l'enfant. Ecart croissant entre le nombre d'agrèments et le nombre d'enfants adoptés. Diminution du nombre d'adoptions d'enfants français. Réforme indispensable de l'adoption. Harmonisation positive des procédures d'agrément au niveau national. Amélioration de l'information et de l'accompagnement des familles candidates. Création de l'Agence française de l'adoption. Formation indispensable des personnels consulaires français. Majoration de la prime d'adoption. Dépôt d'amendements visant à l'amélioration du texte. Allongement du congé d'adoption. Défavorable à la suppression de la condition interdisant l'abandon judiciaire d'enfants de familles en grande détresse. Le vote du groupe CRC sera conditionné par l'adoption de ses amendements. - **Art. 3** (Art. 350 du code civil - Abandon des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé) (p.4456): soutient l'amendement n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. Suppression du critère de "grande

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

détresse" des parents, interdisant de prononcer l'abandon des enfants concernés. Stigmatisation des familles pauvres. Négation des liens entre l'enfant et ses parents biologiques. - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 4463, 4464) : soutient l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la disposition interdisant l'adoption d'un mineur étranger si la loi de son pays d'origine prohibe cette institution) ; rejeté. Accueil des enfants issus des pays de droit coranique dans le cadre d'une kafala judiciaire.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4756, 4758) : sa motion n° 393 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Contexte de ce débat. Contradiction de ce texte avec les principes fondamentaux contenus dans le préambule de la Constitution de 1946. Pénalisation des salariés. Question de l'allègement des procédures de licenciement. Risque de restructurations de compétitivité. Absence de prise en compte du coût des licenciements pour la collectivité. Opposition de ce texte au principe de participation des salariés à la gestion de l'entreprise. "Privilège de l'argent frais". Possibilité d'abandon de leurs créances par les organismes publics et para-publics. Atténuation de la responsabilité des banques en cas de soutien abusif. Inadéquation de ce dispositif au TPE et au TME. Inscription de ce texte dans la continuité de la politique de casse du droit du travail et de remise en cause systématique des lois votées sous les gouvernements de gauche. Opposée à ce texte. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4762, 4763) : son amendement n° 379 : présentation annuelle au Parlement des objectifs gouvernementaux en matière de relance de l'économie et de la croissance ; rejeté. - **Art. 5** (Art. L. 611-3 à L. 611-6 du code de commerce - *Mandat ad hoc - Procédure de conciliation*) (p. 4774) : son amendement n° 217 : extension aux salariés ou à leurs représentants du droit de saisine du tribunal de commerce pour demander l'ouverture d'une procédure de conciliation ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 7** (Art. L. 611-8 à L. 611-10 nouveaux du code de commerce - *Constatation et homologation de l'accord amiable*) (p. 4797) : son amendement n° 220 : insertion du maintien de l'emploi parmi les conditions permettant l'homologation de l'accord ; rejeté. (p. 4798) : son amendement n° 221 : possibilité pour le tribunal d'entendre ou d'appeler les salariés en l'absence de représentant du personnel avant de statuer sur l'homologation ; devenu sans objet. - **Art. 15** (Art. L. 621-1 du code de commerce - *Modalités d'ouverture de la procédure de sauvegarde*) (p. 4811) : son amendement n° 230 : en l'absence de délégués du personnel, audition des salariés par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure ; rejeté. - **Art. 17** (Art. L. 621-3 du code de commerce - *Ouverture de la période d'observation - Suppression de la faculté pour le tribunal de prononcer d'office la prorogation de la période d'observation*) : p. 4813) : son amendement n° 232 : projets, avis ou objections des salariés sur les propositions formulées dans le bilan économique et social de l'entreprise ; devenu sans objet. - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - *Ordre de paiement des créances*) (p. 4826) : son amendement n° 235 : assimilation du paiement des sommes du compte épargne-temps à des créances de superprivilège ; devenu sans objet. - **Art. 72** (Art. L. 626-4, L. 626-4-1 et L. 626-4-2 nouveaux du code de commerce - *Propositions pour le règlement des dettes du débiteur*) (p. 4837, 4838) : son amendement n° 237 : suppression de l'article L. 626-4-1 du code de commerce prévoyant pour les créanciers publics la possibilité de consentir des remises de dettes ou de renoncer à leurs privilèges ; rejeté. - **Art. 77** (Art. 626-8 du code de commerce - *Effets du plan sur les coobligés et les personnes ayant souscrit une caution ou une garantie autonome*) (p. 4840) : son amendement n° 239 : contestation possible par les salariés du motif économique du licenciement ; devenu sans objet. - **Art. 90** (Art. L. 626-24 nouveau du code de commerce - *Résolution du plan de sauvegarde*) (p. 4856) : son amendement n° 240 : résolution du plan de sauvegarde en cas de licenciements non prévus par le plan ; devenu sans objet. - **Art. 100** (Art. L. 631-4 à L. 631-9 nouveaux du code de commerce - *Modalités d'ouverture de la procédure de*

redressement judiciaire) (p. 4868) : ses amendements n° 242 : possibilité pour les salariés de demander l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ; et n° 243 : information des salariés de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ; rejetés. (p. 4869) : son amendement n° 244 : communication par les salariés au seul procureur de la République de faits révélant la cessation des paiements du débiteur ; rejeté. - **Art. 120** (Art. L. 641-13 nouveau du code de commerce - *Ordre de paiement des créances*) (p. 4884) : son amendement n° 249 : placement au même rang de remboursement des aides et avances consenties par les collectivités publiques que des organismes privés de crédit ; rejeté. - **Art. 124** (Art. L. 642-1 à L. 642-17 nouveaux du code de commerce - *Cession de l'entreprise*) (p. 4888) : son amendement n° 250 : objectif de garantir le maintien de l'activité et des emplois lors de la cession de l'entreprise ; rejeté. (p. 4890) : son amendement n° 251 : information des salariés dans le cadre de la procédure de cession d'entreprise ; devenu sans objet. (p. 4891) : son amendement n° 252 : information des salariés sur la modification du plan de cession de l'entreprise ; rejeté. - **Art. 142 bis** (Art. L. 650-1 nouveau du code de commerce - *Limitation de la responsabilité des créanciers pour soutien abusif*) (p. 4896) : son amendement n° 255 : suppression ; rejeté. - **Art. 172** (Art. L. 661-6 nouveau du code de commerce - *Ouverture des possibilités d'appel des décisions relatives au plan de cession*) (p. 4906) : son amendement n° 257 : possibilité pour les salariés de contester le choix du cessionnaire de l'entreprise en faisant appel du jugement ; rejeté. - **Art. 187** (Art. L. 143-11-1 du code du travail - *Champ d'application de la garantie de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés, AGS*) (p. 4925) : son amendement n° 259 : suppression des délais opposables aux représentants de personnel pour le paiement de leur salaires par l'AGS ; rejeté. - **Art. 187 bis** (Art. 39 du code général des impôts - *Déductibilité des abandons de créance consentis ou supportés dans le cadre d'un plan de sauvegarde ou de redressement*) (p. 4929) : son amendement n° 262 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4944) : rejet systématique de ses amendements permettant aux salariés de prendre une part active dans la sauvegarde de leur entreprise. Avantages accordés aux créanciers privés. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5295, 5296) : nécessité de modifier le régime juridique de passation des conventions publiques d'aménagement afin d'assurer le respect des règles minimales de publicité et de mise en concurrence, conformément à la jurisprudence de la CJCE. Suppression de la distinction entre les conventions conclues avec une personne publique et celles passées avec une personne privée. Regrette le choix du Gouvernement tendant à renvoyer le détail des conditions d'attribution des concessions à un décret pris en Conseil d'Etat. Concessions "in house". Problèmes soulevés par la création des sociétés publiques locales. Le groupe CRC votera ce projet de loi. - **Art. 3** (Art. L. 300-5-1 et L. 300-5-2 nouveaux du code de l'urbanisme - *Règles de publicité et de mise en concurrence des contrats d'études, de maîtrise d'oeuvre et de travaux passés par le titulaire d'une concession d'aménagement - Dispense des règles de publicité et de mise en concurrence des concessions d'aménagement passées avec un concessionnaire « in house »*) (p. 5301) : son amendement n° 4 : modalités de la mise en concurrence effectuée par le concessionnaire ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306) : le groupe CRC votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5406) : soutient l'amendement n° 72 de M. Roland Muzeau (interdiction de licencier un salarié refusant de se voir imposer un contrat à temps partiel) ; rejeté.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises - Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5503, 5504) : nécessité de relancer

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'économie pour sauvegarder les entreprises. Privilège "de l'argent frais". Abandon de créances par les collectivités publiques. Absence de réforme des tribunaux de commerce et de droit reconnu aux salariés dans les nouvelles procédures. Limitation de la responsabilité des établissements de crédit. Risque d'utilisation de la procédure de sauvegarde pour réorganiser l'entreprise. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** - *Commission mixte paritaire [n° 453 (2004-2005)]* - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5533, 5534) : déception d'un texte ne satisfaisant pas les attentes. Avec le groupe CRC, votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Art. 2** (*Art. 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation*) (p. 5920, 5921) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (restriction des conditions de délivrance du congé et modification des délais de préavis) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** - *Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]* - (25 octobre 2005) - **Art. 4** (*Art. 465-1 du code de procédure pénale - Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale*) (p. 6228, 6229) : soutient l'amendement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 92 (suppression) ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 4 quater** (*Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6233, 6234) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 93 (suppression) ; et n° 94 (suppression de l'article 4 quinquies) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6261) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Inefficacité du bracelet électronique sur la récidive.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p. 6354) : développement de la coopération décentralisée. Problèmes juridiques. Intérêt du texte proposé. Le groupe CRC votera cette proposition de loi.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Question préalable** (p. 6363, 6365) : sa motion n° 2 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Texte inopportun. Logique répressive adoptée par l'Union européenne vis-à-vis de l'immigration. Pratique injuste des expulsions. Recul des droits des migrants. Absence de laxisme de la législation existante. Règles alimentant les trafics d'êtres humains. Croissance du nombre de migrants parallèle à celle des inégalités dans le monde. Hypocrisie de l'"immigration choisie". Amalgame entre immigration et insécurité. Répression nécessaire vis-à-vis des responsables de réseaux illégaux. Démagogie du ministre de l'intérieur. Opportunisme électoral. - **Art. unique** (p. 6339) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 7** (p. 7845) : soutient l'amendement n° 229 de Mme Michelle Demessine

(instauration d'un "permis de diviser" un immeuble d'habitation) ; rejeté. Problème de la vente à la découpe et de la mixité sociale. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7863) : le groupe CRC votera l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Nécessité de faire respecter les obligations légales. Cas de Neuilly-sur-Seine, tête de liste des mauvais élèves de la classe de la mixité sociale.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8888, 8889) : dénonciation de l'échec de la politique du Gouvernement en matière de sécurité et en matière sociale et économique. Vidéo-surveillance. Renforcement de la lutte contre l'immigration clandestine. Police de proximité. Contrats éducatifs locaux. Favorable à une utilisation démocratique de la force publique, dans le respect des règles déontologiques. Le groupe CRC votera contre le projet de budget "sécurité" pour 2006. - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 8908) : s'abstiendra sur les amendements du Gouvernement n° II-146 (prolongation à titre exceptionnel des contrats des adjoints de sécurité arrivant à échéance au cours de l'année 2006) et n° II-147 (recrutement en contrat d'accompagnement dans l'emploi des adjoints de sécurité).

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8914, 8915) : modicité du budget national de la sécurité civile. Création de nouvelles charges sans aucune contrepartie financière par la loi de modernisation de la sécurité civile. Exemple du département de la Seine-Saint-Denis. Nécessité de recentrer les missions des sapeurs-pompiers sur l'essentiel.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9599, 9601) : prévention des actes de terrorisme. Manque d'innovation des mesures proposées. Radicalisation d'un système antiterroriste renforcé et efficace. Illustration de l'inutilité de la vidéosurveillance par les attentats du Royaume-Uni. Contrôle des échanges téléphoniques et électroniques contraire au droit au respect de la vie privée. Sa proposition de mener une lutte résolue contre le financement des activités terroristes et le blanchiment de l'argent sale. Texte sécuritaire et liberticide. Atteinte à l'équilibre entre l'exigence de sécurité et le respect des libertés fondamentales. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance*) (p. 9641) : inefficacité de la vidéosurveillance. Le groupe CRC votera contre l'article 1er. (p. 9642) : son amendement n° 64 : rédaction ; rejeté. - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9683) : son amendement n° 70 : suppression ; rejeté. (p. 9688) : abstention du groupe CRC sur l'amendement n° 56 de M. Alex Türk (information des voyageurs de la possibilité de traitement automatisé des données les concernant). - **Art. 7** (*Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers*) (p. 9689, 9690) : son amendement n° 71 : suppression ; rejeté. - **Art. 8** (*Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme*) (p. 9695) : son amendement n° 72 : suppression ; rejeté. - **Art. 8 bis** (*Art. 23 de la loi n° 2003-329 du 18 mars 2003 - Inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées*) (p. 9698) : son amendement n° 73 : suppression ; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- *Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]* - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10253, 10254) : menace sur les libertés individuelles. Inefficacité des mesures proposées dans la prévention des actes terroristes. Suppression du contrôle du juge judiciaire. Absence de réponse à la lutte contre le financement des réseaux terroristes et le blanchiment des capitaux. Amalgame entre différentes mesures sécuritaires. Le groupe CRC rejette avec force ce texte.

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à permettre aux conseils d'arrondissement d'acquérir des biens amortissables [n° 342 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Action extérieure de l'Etat [n° 100 tome 1 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 967, 968) : prévision dans le protocole n° 1 d'une participation accrue des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne. Son amendement n° 25 : transfert de la responsabilité de la négociation et de la signature des traités relatifs à la participation de la France à l'Union européenne au Premier ministre, responsable devant le Parlement ; rejeté. (p. 970) : son amendement n° 24 : interdiction au Gouvernement de transposer par ordonnances les actes communautaires relevant du domaine de la loi ; rejeté. Retard de la France dans les transpositions. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1017) : son amendement n° 22 : inscription prioritaire à l'ordre du jour des assemblées de la discussion d'une résolution prévue à l'article 88-5 ou d'une motion prévue à l'article 88-6 ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1024) : favorable à l'amendement n° 12 de Mme Bariza Khiari (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans).

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1631, 1633) : négation de la concertation nationale

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

organisée en vain. Recommandations de la commission Thélot non suivies d'effet. Procédure contestable de la déclaration d'urgence au mépris du dialogue social. Composition discutable du Haut conseil de l'éducation. Inquiétude sur les intentions réelles dissimulées dans le texte. Rejet de la proposition visant à lutter contre l'échec scolaire par la prise en compte de l'environnement socio-économique et territorial. Progression préoccupante des inégalités. Nocivité du redoublement. Suppression des travaux personnels encadrés. Renforcement des inégalités et de la concurrence entre établissements. Evaluation subjective des élèves consacrée par la note de vie scolaire. Professionnalisation du système éducatif. Rupture d'égalité entre les élèves. Choix d'un pilotage managérial de l'école. Contractualisation des relations par l'instauration du contrat individuel de réussite éducative. Absence de moyens alloués à la formation des enseignants. Développement d'une culture du résultat. Logique marchande. Mépris affiché pour les revendications des lycéens. Demande la levée de la procédure d'urgence.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1688) : intervient sur les amendements identiques n° 245 de M. Yannick Bodin et n° 442 de Mme Annie David (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation). Définition du mérite. (p. 1689, 1690) : soutient l'amendement n° 244 de M. Yannick Bodin (affirmation de la garantie du droit à l'éducation pour chaque jeune sur l'ensemble du territoire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1758, 1759) : controverse sur la notion de socle commun. Demande au ministre de lever l'urgence sur ce texte. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1781) : intervient sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). Obstruction du Gouvernement à la tenue d'un véritable débat sur l'avenir de l'école. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1809, 1810) : soutient l'amendement n° 283 de M. Yannick Bodin (amélioration de l'articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 16** (*Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes*) (p. 1875) : intervient sur les amendements de suppression n° 296 de M. Yannick Bodin et n° 562 de Mme Annie David. Raisons de la colère des jeunes sur le contrôle continu. (p. 1877) : justifie ses propos en réponse à M. Jacques Valade. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1884) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yannick Bodin (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet). Défavorable à la création de la note de vie scolaire. Entretien du climat de doute chez les élèves.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1890) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Impossibilité de légiférer dans ces conditions. Volonté du Gouvernement d'en finir au plus vite.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1920) : son amendement n° 390 : transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris ; adopté. (p. 1921) : son amendement n° 306 : intégration, dans les critères d'attribution des bourses, du coût du transport entre le domicile et l'établissement scolaire ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1935, 1936) : soutient l'amendement n° 313 de M. Yannick Bodin (suppression) ; rejeté (vote bloqué). Nécessité de préserver les acquis existants faute d'avoir saisi au préalable le Parlement de la réforme des IUFM. Conception irréaliste d'une formation des maîtres qui ne serait plus de proximité. Soutient l'amendement n° 314 de M.

Yannick Bodin (affirmation du caractère interacadémique des IUFM) ; rejeté (vote bloqué). (p. 1938) : soutient l'amendement n° 315 de M. Yannick Bodin (affirmation de l'autonomie pédagogique et financière des IUFM) ; rejeté (vote bloqué). (p. 1945, 1946) : intervient sur le recours à la procédure du vote bloqué pour l'adoption de l'article 23. S'étonne de la façon dont le Parlement est traité. Conditions inacceptables. Tentative de réhabilitation du Parlement par le groupe socialiste.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2028) : intervient sur l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). Interrogation sur le financement de cette réforme.

- *Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]* - (24 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2362, 2363) : votera contre ce texte. Absence de prise en compte des réflexions des représentants de la communauté éducative. Problèmes non résolus.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3695, 3697) : participation de la vie associative à l'exercice d'une citoyenneté active. Culture associative française. Rôle social et éducatif des centres de vacances et de loisirs. Désengagement de l'Etat : diminution des crédits alloués à la jeunesse, aux sports et à la vie associative. Environnement dégradé du secteur associatif. Demande d'une loi-cadre par le Conseil national de la vie associative, CNVA. Confusion entretenue par le Gouvernement par l'ajout du titre relatif à l'engagement éducatif. Mise en place d'un statut du volontariat ; dépôt d'amendements visant à renforcer la distinction entre volontariat et salariat et à élargir son champ d'application. Distinction incohérente entre volontariat associatif et engagement éducatif : développement d'un salariat précaire dérogeant au code du travail ; proposition du groupe socialiste d'intégrer l'engagement éducatif dans le volontariat dans un souci de cohérence et de clarté. N'approuvera ce projet de loi que sous réserve de l'adoption des amendements du groupe socialiste. - **Art. 1er** (*Définition du contrat de volontariat*) (p. 3706) : son amendement n° 36 : recours au volontariat ouvert aux seuls organismes à but non lucratif ; rejeté. Risque de dérive vers un sous-salariat. Engagement civique et altruiste de la personne volontaire. Action de l'organisme limitée à la réalisation d'un projet au service d'une collectivité. (p. 3709, 3710) : son amendement n° 38 : précision de l'absence de lien de subordination juridique du volontaire à l'égard de l'organisme ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 3711) : son amendement n° 20 : possibilité pour les organismes d'éducation populaire et les centres de vacances de conclure un contrat de volontariat associatif ; rejeté. Fusion des titres Ier et II du texte. (p. 3712) : refus de la confusion entre salariat, bénévolat et volontariat. - **Art. 2** (*Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié*) (p. 3714) : intervient sur son amendement n° 39 : interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment exercée par un salarié licencié dans le même département. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3717, 3719) : son amendement n° 40 : ouverture du volontariat aux personnes âgées de plus de seize ans ; adopté. Démarche de citoyenneté. Structuration de la personnalité au sein d'une équipe. (p. 3720) : favorable à l'amendement n° 95 de M. Jean-François Voguet (suppression de la condition de résidence régulière en France depuis un an pour les non-ressortissants de l'Union européenne). Introduction dans la loi d'une restriction inexplicite portant sur la durée du séjour. (p. 3722, 3723) : son amendement n° 41 : ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux dont le montant de l'allocation ne dépasse pas le minimum vieillesse ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Légitimité du cumul s'agissant de personnes en grande difficulté. Réintégration dans le monde du travail. (p. 3725) : demande la justification de l'application de l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 96 (suppression de la restriction d'accès au volontariat des allocataires du RMI),

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 98 (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux) et n° 99 (suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux), identique à l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly ainsi qu'à l'amendement n° 84 de Mme Françoise Férat (ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API) et à son amendement n° 41 précité. - **Art. 5 (Validation des acquis de l'expérience)** (p. 3728) : son amendement n° 43 : prise en compte de l'ensemble des compétences acquises dans l'exécution de contrats de volontariat pour la validation ; adopté. - **Art. 6 (Contenu du contrat de volontariat)** (p. 3729) : son amendement n° 44 : définition de l'objet de la mission dans le contrat de volontariat ; rejeté. Clarification des engagements réciproques. (p. 3730) : son amendement n° 45 : séparation des tâches fonctionnelles des tâches exécutées sous forme de missions ; rejeté. (p. 3731) : précision indispensable des conditions d'agrément dans la loi. (p. 3733) : intervient sur son amendement n° 22 : fixation d'un plafond annuel de journées travaillées. Logique visant à intégrer l'engagement éducatif dans le dispositif du volontariat. (p. 3735) : intervient sur son amendement n° 48 : présentation par la personne candidate au volontariat d'un certificat médical. Mesure de protection. - **Art. 7 (Indemnisation de la personne volontaire)** (p. 3740) : ses amendements portant sur le même objet n° 24, 51, 52, 53, 54 et 55 : cohérence ; retirés sans discussion en raison du rejet à l'article 1er de son amendement précité n° 20. - **Art. 8 (Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général)** (p. 3743) : favorable à l'amendement n° 85 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les étudiants de conserver leur affiliation au régime de sécurité sociale étudiant). (p. 3744) : son amendement n° 56 : obligation pour l'organisme agréé de souscrire une assurance responsabilité civile ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10 (Agrément de la mission)** (p. 3758, 3762) : son amendement n° 58 : avis préalable du Conseil national de la vie associative, CNVA ; rejeté. - **Art. 11 (Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH)** (p. 3764, 3773) : son amendement n° 35 : suppression pour réintégration de l'engagement éducatif au sein du volontariat ; retiré. Dépôt d'amendements de repli visant à prévoir des garanties sociales et financières. Ses amendements n° 25 : limitation du dispositif aux seuls organismes bénéficiant d'un agrément "jeunesse - éducation populaire" ; n° 26 : ouverture du dispositif aux organismes bénéficiant de l'agrément "vacances adaptées organisées" ; n° 31 : fixation du montant minimum journalier de la rémunération dans la convention collective ; rejetés. Défavorable à l'amendement n° 61 de M. Henri Raincourt (bénéfice du régime dérogatoire étendu à l'ensemble du secteur de l'engagement éducatif y compris le secteur privé). Détournement de l'esprit de la loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3778, 3779) : reconnaissance du réel besoin de création d'un statut de volontariat associatif. Regret de l'absence de dispositif unifié de volontariat, des dérogations au droit du travail, des indemnités minimalistes et du risque de substitution du volontariat au salariat dans le secteur de l'économie sociale. Améliorations apportées par le texte. Avancées trop limitées sur le titre II. Risque de multiplication de contrats précaires alternatifs au salariat et au droit commun du travail. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble du projet de loi. Espère une évolution à la faveur de la navette.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5894, 5895) : changement de nature des ventes à la découpe. Choix du Gouvernement de légiférer à partir d'une proposition de loi de la majorité. Encouragement de la spéculation immobilière dû à un amendement fiscal de M. Philippe Marini. Absence de mesures apportant une nouvelle protection aux locataires. Refus du Gouvernement d'interdire les congés-vente motivés par la spéculation. Exclusion des classes moyennes des centres-villes. Propositions du maire de Paris. - **Art. 1er (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage**

d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5908, 5909) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), son sous-amendement n° 35 : possibilité pour le tiers des locataires refusant la mise en copropriété, de demander au maire une enquête publique ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8869, 8870) : inquiétude des personnels de l'audiovisuel public. Renouvellement des contrats d'objectifs et de moyens. Statut de la chaîne d'information internationale. Situation de Radio France. Absence regrettable de compensation du coût des programmes diffusés en supplément par Arte et France 5 sur la TNT.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9023, 9024) : dispersion artificielle des crédits empêchant toute vision globale ; proposition de création d'une mission interministérielle. Insuffisance des moyens alloués à la diplomatie culturelle. Interrogation sur le financement du programme immobilier de l'AEFE. Eclatement des crédits accordés à l'audiovisuel extérieur ; interrogation sur la possibilité pour l'Etat de jouer efficacement son rôle d'actionnaire des opérateurs de l'audiovisuel public extérieur. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption de ces crédits en dépit de son opposition personnelle.

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Budget annexe - Monnaies et médailles [n° 99 tome 3 annexe 36 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8194, 8196) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° I-44 (application du taux réduit de TVA à toutes les ventes d'énergie renouvelable) ; n° I-45 (prise en compte de l'ouverture des marchés énergétiques pour l'application du taux réduit de TVA aux abonnements gaz et électricité) ; et n° I-129 (précision sur le champ d'application du taux réduit de TVA aux prestations de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés) ; rejetés. - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8241) : soutient l'amendement n° I-130 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. Opposé à la méthode de débudgétisation massive employée par le Gouvernement. - **Art. 47** (*Affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF*) (p. 8256) : soutient l'amendement n° I-49 de M. Marc Massion (maintien de la participation de l'Etat dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes) ; rejeté.

Deuxième partie :

Budget annexe des monnaies et médailles

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8735) : budget annexe ne répondant pas aux critères de la LOLF. Inquiétude des personnels quant au changement de statut et au devenir de la Direction des Monnaies et médailles, DMM. Accroissement de l'activité du programme "Activités régaliennes" à effectif stable. Baisse des crédits du programme "Activités commerciales" en dépit du contexte de concurrence et de morosité. Nécessité de simplifier, clarifier et compléter les indicateurs. Souci de la place de la Monnaie de Paris dans l'Europe à vingt-cinq, de la recherche d'activités bénéficiaires et de la conservation de son savoir-faire. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits du budget annexe.

AUTAIN (François)
sénateur (Loire-Atlantique)
CRC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation**.

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments [n° 150 (2004-2005)] (25 janvier 2005) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 937) : instrument de la mondialisation libérale. Objectifs destructeurs de la Banque centrale européenne. Disparition du projet d'Europe politique au profit d'une union marchande. Dérive préoccupante de la directive Barroso-Bolkestein. Célébration de l'Europe du moins-disant social. Application encore possible de la règle de la majorité. Dessaisissement inadmissible d'une partie des pouvoirs confiés au Parlement. Refus d'une Europe du déclin et de la fatalité. Ne votera pas ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2316) : position du rapporteur sur les amendements de M. Guy Fischer n° 42 (débat d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale préalable à la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 43 (négociations sur la structure et les taux des cotisations et prélèvements affectés à la sécurité sociale entre les représentants des organisations syndicales de salariés et les représentants des organisations d'employeurs). Rôle du rapporteur de porte-parole de la commission. (p. 2317) : soutient l'amendement n° 40 de M. Guy Fischer (rétablissement des élections à la sécurité sociale) ; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2325) : soutient l'amendement n° 46 de M. Guy Fischer (rapport sur les orientations de la politique de santé et de sécurité sociale) ; rejeté. (p. 2328) : soutient l'amendement n° 55 de M. Guy Fischer (inscription du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales) ; rejeté. (p. 2369) : soutient l'amendement n° 56 de M. Guy Fischer (conditions conduisant à l'obligation d'examiner une loi de financement de la sécurité sociale rectificative) ; rejeté. (p. 2370, 2371) : prise en considération des déclarations du vice-président du conseil d'orientation de l'UNCAM. (p. 2374) : soutient l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer (intégration des annexes dans le corps des lois de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2379) : soutient l'amendement n° 59 de M. Guy Fischer (référence aux objectifs

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de santé et de sécurité sociale); rejeté. (p. 2381): soutient l'amendement n° 104 de M. Guy Fischer (conséquence); rejeté. (p. 2382, 2384): soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 62 (harmonisation du taux de cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès auquel est assujéti l'Etat et du taux des cotisations versées par les employeurs privés); n° 64 (information du Parlement sur les incidences de l'absence de décision de déremboursement des médicaments dont le service médical rendu est insuffisant); et n° 63 (délai de mise en oeuvre du principe de compensation financière des mesures d'exonération ou de réduction des cotisations sociales); retiré. Justification de l'amendement n° 62 précité par le manque à gagner pour la sécurité sociale. (p. 2385): favorable au retrait du marché des médicaments présentant un service médical rendu insuffisant. (p. 2385, 2388): soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 65 (intégration d'une annexe énumérant les fonds médicaux et hospitaliers et évaluant leur impact sur l'ONDAM); n° 66 (intégration d'une annexe énumérant et évaluant l'impact financier de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé); et n° 67 (intégration d'une annexe énumérant les divers plans de santé en cours d'application et les modalités financières de leur mise en oeuvre); rejetés. (p. 2388): son amendement n° 68: double présentation, d'une part, par nature des dépenses de l'ONDAM et, d'autre part, de l'effort national en matière de santé; adopté. - **Art. 7 (Entrée en vigueur)** (p. 2395): soutient l'amendement n° 74 de M. Guy Fischer (remboursement de la dette des organismes de sécurité sociale sur l'Etat au titre de la compensation intégrale des réductions de cotisations sociales); rejeté.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3073, 3075): absence de prise en compte des aspirations à un droit à la mort volontaire. Absence de consensus et d'équilibre du texte. Principe de sacralité de la vie conduisant à des aberrations en cas d'application poussée à l'extrême. Favorable au droit de choisir sa mort. Renforcement par le texte du pouvoir médical et de la protection juridique des médecins à l'hôpital. Soins palliatifs. Choix des malades. - **Rappel au règlement** (p. 3091): interpellation du ministre de la solidarité, de la santé et de la famille sur la publicité parue dans la presse et concernant le déficit de la sécurité sociale pour 2004. - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3098): intervient sur son amendement n° 24: prise en compte du cas de suspension ou d'arrêt des traitements en cours. Fuite du débat par le Sénat. (p. 3100): ses amendements n° 26: recueil indispensable du consentement de la personne pour la suspension ou l'arrêt des traitements et n° 25: coordination; rejetés. (p. 3106): défavorable à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate). (p. 3109): intérêt de la navette. Avec le groupe CRC, s'abstient sur l'article 1er. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3114): irrecevabilité de l'argumentation du ministre sur l'amendement n° 60 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (accès à l'assistance médicalisée pour mourir). (p. 3115): sécurité pour les malades de la dépenalisation de l'aide à mourir. Intervient sur son amendement n° 30: droit d'obtenir une aide active à mourir.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4353, 4355): soutient la motion n° 35 de M. Guy Fischer tendant au renvoi à la commission; rejetée. Calendrier précipité. Crise budgétaire de l'hôpital public. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4359): favorable à l'amendement n° 37 de Mme Christiane Demontés (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale). (p. 4362, 4363): son amendement n° 62: mise en place d'une procédure d'alerte en cas de dépassement des sous-objectifs; rejeté. (p. 4364): soutient l'amendement n° 60 de M. Guy Fischer (composition du conseil d'administration de la CNAMTS); rejeté. (p. 4366):

intervient sur l'amendement n° 58 de M. Guy Fischer (exonération de la franchise d'un euro pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - *Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4370, 4371): soutient l'amendement n° 63 de M. Guy Fischer (prise en compte par les lois de financement de la sécurité sociale des objectifs prioritaires de la politique de santé et de sécurité sociale); rejeté. (p. 4372): favorable à l'amendement n° 64 de M. Guy Fischer (prise en compte dans la première partie des lois de financement des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier). (p. 4375): soutient l'amendement n° 66 de M. Guy Fischer (versement par l'Etat d'intérêts de retard lorsqu'il s'acquitte avec retard de ses dettes envers la sécurité sociale); rejeté. (p. 4376, 4377): avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontés (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base). (p. 4379): soutient l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (suppression de l'initiative gouvernementale pour la définition de l'ONDAM et de ses sous-objectifs); rejeté. (p. 4382): favorable à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (dépôt annuel d'une loi de financement rectificative). (p. 4384): sur l'amendement n° 7 de la commission (mécanisme d'affectation des recettes sociales), défavorable au sous-amendement n° 100 de M. Yves Fréville. (p. 4387): soutient l'amendement n° 70 de M. Guy Fischer (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour procéder à des mesures de rééquilibrage); adopté. - **Art. 2** (Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - *Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4391): soutient l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (prise en compte dans le rapport annuel de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux); rejeté. (p. 4393): soutient l'amendement n° 73 de M. Guy Fischer (intégration dans les lois de financement de la sécurité sociale du suivi des différents plans de santé publique); rejeté. (p. 4395, 4396): soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 75 (évaluation de l'impact des fonds médicaux et hospitaliers sur l'ONDAM) et n° 76 (introduction dans les annexes d'une énumération de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé ainsi que d'une évaluation de leur impact sur l'objectif national d'évolution des dépenses d'assurance maladie); rejetés. - **Art. 3 quater** (Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - *Débat d'orientation sur les finances sociales*) (p. 4399): son amendement n° 81: débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement; devenu sans objet. - **Art. 4** (Art. L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - *Procédure de vote*) (p. 4402): avec le groupe CRC, s'abstiendra sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (organisation du débat parlementaire). - **Art. 7 (Entrée en vigueur)** (p. 4407): sur l'amendement n° 92 du Gouvernement (entrée en vigueur progressive de plusieurs dispositions de la loi organique), soutient le sous-amendement n° 93 de M. Guy Fischer; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7071, 7074): soutient la motion n° 160 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité; rejetée.

Première partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre*) (p. 7079): soutient l'amendement n° 206 de M. Guy Fischer (intégration du déficit du BAPSA dans le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement de la sécurité sociale); rejeté. (p. 7081): soutient l'amendement n° 205 de M. Guy Fischer (approbation du montant des créances des régimes de sécurité sociale sur l'Etat dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale); rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7083): votera contre la première partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.

Deuxième partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (14 novembre 2005) - **Art. 5** (*Rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 7084) : soutient l'amendement n° 207 de M. Guy Fischer (augmentation des ressources du fonds de réserve pour les retraites) ; rejeté. - **Art. 8** (*Rectification pour 2005 de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 7088) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 61 (maintien du montant de l'ONDAM pour 2005).

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009 les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement*) (p. 7122) : le groupe CRC vote contre cet article. - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 7135, 7136) : soutient l'amendement n° 208 de M. Guy Fischer (alignement du taux des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celui des employeurs privés) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7142, 7143) : soutient l'amendement n° 209 de M. Guy Fischer (instauration de recettes nécessaires au financement de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 15** (p. 7147, 7148) : soutient l'amendement n° 210 de M. Guy Fischer (présentation par le Gouvernement d'un plan de réforme des taxes et contributions) ; rejeté. - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocédés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7156, 7157) : intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7161, 7163) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 212 (augmentation du prélèvement social sur les revenus du capital) ; et n° 213 (financement de la formation médicale continue) ; rejetés. (p. 7164, 7165) : soutient l'amendement n° 211 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement évaluant l'économie effectivement réalisée dans le coût du traitement médicamenteux par l'inscription, sur la liste des médicaments remboursables, de médicaments ayant une amélioration du service médical rendu insuffisante) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 7169) : soutient l'amendement n° 214 de M. Guy Fischer (rapport déterminant le nombre d'emplois créés grâce aux exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7221) : intervient sur l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Report de la dette sociale sur les générations futures.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 26 bis** (p. 7308, 7310) : soutient l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement avant le 31 décembre 2005 sur l'application du dispositif du médecin référent) ; rejeté. Effets positifs du système. Suppression sans évaluation. Amertume des intéressés. - **Art. additionnel avant l'art. 26 quater** (p. 7310, 7311) : soutient l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer (renforcement de l'affichage dans les cabinets médicaux de la situation du médecin vis-à-vis des organismes d'assurance maladie) ; rejeté. - **Art. 26 quater** (*Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé*) (p. 7312) : soutient l'amendement n° 217 de M. Guy Fischer (possibilité de saisir le médiateur en cas de défaut d'affichage dans les cabinets médicaux de la situation du médecin vis-à-vis des organismes d'assurance maladie) ;

devenu sans objet. (p. 7314) : votera l'amendement n° 19 de la commission (rédaction). - **Art. 27** (*Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes*) (p. 7330) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 173 de M. Guy Fischer et n° 141 de M. Bernard Cazeau (limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné). - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 7332, 7333) : soutient l'amendement n° 218 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur le bilan d'une année d'application de la charte de la visite médicale) ; retiré. Absence de transparence dans les pratiques de l'industrie pharmaceutique. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 7335, 7336) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 219 (retrait des médicaments présentant un service médical rendu insuffisant de la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale) ; et n° 220 (remboursement à 100 % par l'assurance maladie d'un nombre limité de médicaments indispensables) ; rejetés. - **Art. 28 bis** (*Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé*) (p. 7340) : le groupe CRC maintient son amendement de suppression n° 175. Article éloigné des impératifs de santé publique. Volonté inavouée de ne pas pénaliser les laboratoires. - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7341, 7342) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national). Insuffisance de mesures en faveur de l'attractivité de la médecine générale. - **Art. additionnel avant l'art. 30** (p. 7345, 7346) : justification de l'amendement n° 179 de M. Guy Fischer (suspension du plan "Hôpital 2007"). - **Art. 30** (*Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 7347, 7348) : soutient l'amendement n° 180 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. Inadaptation de la convergence tarifaire au fonctionnement de l'hôpital public. (p. 7352, 7353) : intervient sur l'amendement n° 180 de M. Guy Fischer (suppression). Marchandisation de l'hôpital attendue du plan "Hôpital 2007" et du dispositif de convergence. Votera contre l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 72 (mise en place d'un palier supplémentaire dans la convergence entre secteur public et secteur privé hospitalier concernant la réforme de la tarification à l'activité). - **Art. additionnels après l'art. 30** (p. 7357, 7358) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 153 (pérennisation du groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier, le GMSIH, et fixation de son statut, de sa composition et des modalités de son financement). S'interroge sur la réalisation effective des économies attendues du système d'information et sur ses liens avec le futur dossier médical personnel. Soutient l'amendement n° 221 de M. Guy Fischer (exclusion de la tarification à l'activité des séances de dialyse pratiquées par les établissements privés associatifs) ; rejeté. - **Art. 32** (*Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7368) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement (incitation des officines à utiliser davantage de médicaments génériques en fixant des objectifs individualisés par voie de convention avec l'assurance maladie). Traduction d'une augmentation prévisible du déficit pour l'an prochain dans l'accord passé avec la CNAM et les officines. - **Art. 33** (*Art. L. 3125-5 du code de la santé publique, L. 162-46, L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 312-1, L. 313-1, L. 313-4, L. 314-3-2 nouveau et L. 314-3-3 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie -*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Création d'un nouvel objectif médico-social (p. 7374) : le groupe CRC ne votera pas l'article 33. - **Art. 36** (Art. L. 862-4 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 7378) : soutient l'amendement n° 185 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. Démantèlement du système de solidarité nationale au profit des assurances complémentaires. Préconise de substituer une augmentation du taux de remboursement des soins à la logique assurantielle. - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7384, 7385) : intervient sur l'amendement n° 138 de Mme Catherine Procaccia (dérogation à l'obligation d'un avenant modificatif pour le passage aux contrats "responsables"). Difficultés d'application des contrats "responsables", clé de voûte du parcours coordonné de soins. Caractère très aléatoire des économies attendues. - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 7386) : votera contre l'amendement n° 37 de la commission (précision des délais dans lesquels est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros) (p. 7398) : favorable aux amendements de suppression de l'article. - **Art. 39** (Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7406, 7407) : favorable à l'amendement n° 189 de M. Guy Fischer (suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel). Crainte d'une disparition progressive des maisons médicales de garde. (p. 7409) : intervient sur l'amendement n° 282 du Gouvernement (augmentation du montant des dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV). - **Art. 41 bis** (Lutte contre la fraude) (p. 7412) : justification de l'amendement de suppression n° 190 de M. Guy Fischer. - **Art. 43** (Fixation de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2006) (p. 7414) : soutient l'amendement n° 222 de M. Guy Fischer (sous-objectifs de l'ONDAM) ; irrecevable au regard de la LOLFSS. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7421) : intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (mise en oeuvre des tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés). (p. 7429) : défavorable à l'amendement n° 260 de M. Nicolas About (règles de consultation des conseils des différentes branches de la sécurité sociale). - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère) (p. 7439) : avec le groupe CRC, ne votera pas cet article. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7481, 7482) : conséquences graves de l'adoption de l'amendement n° 287 du Gouvernement (application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial). Violation du principe constitutionnel d'égalité. - **Art. 57** (Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales) (p. 7488) : intervient sur l'amendement n° 292 du Gouvernement (suppression de l'avis obligatoire du Conseil des professions paramédicales pour une mise en oeuvre rapide du dossier médical personnel).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) (p. 8970, 8972) : diminution de l'implication de l'Etat face à ses obligations de sécurité sanitaire transférées à des institutions ou établissements dont ce n'est pas la vocation, telles que l'AFSSAPS et l'AFFSE. Le groupe CRC ne votera pas ce budget. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8979, 8980) : défavorable à

l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation"). (p. 8981) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° II-16 précité.

BADINTER (Robert)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Art. 2** (*Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions*) (p. 797) : intervient sur son amendement de suppression n° 38. Le groupe socialiste soutient la position de la commission et ses amendements qui clarifient les concepts n° 2 (suppression d'une précision inutile) et n° 3 (suppression des dispositions excluant le principe de non-cumul des peines et la confusion des peines). - **Art. 7** (*Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 805) : son amendement n° 43 : suppression ; adopté. Expérimentation en cours en Floride et à Manchester. Interrogation au sujet de la technique et du droit. - **Art. 8** (*Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 808) : son amendement n° 44 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 937, 940) : cohabitation dans le projet de loi constitutionnelle de deux révisions : votera favorablement celle concernant l'adhésion au traité sur la Constitution européenne ; ouverture vers une Europe fédérale. Défavorable à l'institution d'un référendum obligatoire préalable à l'adhésion de nouveaux membres à l'Union européenne ; refus de lier l'adoption de la Constitution à

l'adhésion de la Turquie. Atteinte aux prérogatives du Président de la République. Rôle substantiel du Parlement de ratification des traités européens et d'organisation d'un débat préalable à tout référendum. Affaiblissement et dégradation de la technique du référendum. Echéance lointaine du problème d'adhésion de la Turquie. Regrette l'insertion des articles 2 et 4 dans le texte, préjudiciable à l'adoption du traité constitutionnel.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 978, 979) : hiérarchie des normes. Primauté du droit communautaire tel qu'il est défini dans le traité. Coexistence de plusieurs espaces juridictionnels. Question du principe de la laïcité : primauté de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Votera ce texte. - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 984) : rappel de l'objectif de ce débat : adaptation de notre Constitution. Son opposition à la présence dans ce texte des "articles turcs". Problème de chronologie. Risque de confusion. (p. 986, 987) : soutient l'amendement n° 13 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. Conséquences de cet article sur notre Constitution : réduction des prérogatives du Président de la République. Impossibilité de recourir à la voie parlementaire lors d'un nouvel élargissement de l'Union européenne. Restriction des pouvoirs du Parlement. Dévaluation du référendum. (p. 990) : ses amendements n° 14 : organisation d'un débat au Parlement sur toute demande d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne avant l'avis du Conseil européen sur l'ouverture des négociations ; et n° 15 : déclaration du Gouvernement devant chaque assemblée suivie d'un débat en cas d'organisation d'un référendum ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 994, 995) : son amendement n° 20 : reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne ; rejeté. Nécessité de modifier le règlement du Sénat pour mettre en oeuvre les pouvoirs nouveaux reconnus aux parlements nationaux. (p. 999) : intervient sur son amendement n° 20 précité. Mise à l'heure européenne du Parlement français.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité** [n° 409 (2004-2005)] - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4503, 4506) : extraordinaire prépondérance accordée à la partie poursuivante par cette procédure. Véritable novation reconnaissant au parquet le pouvoir de déterminer la peine prononcée. Possibilité d'éviter la réduction du pouvoir du juge du siège en transformant la composition pénale et en innovant en matière de comparution immédiate. Accueil réservé des professionnels de la justice face à la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, CRPC. Caractère obligatoire de la présence du procureur de la République lors de l'audience d'homologation. Décision du Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat en ce sens. Défavorable à cette proposition de loi contrevenant à la bonne marche de la procédure pénale. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4537) : intervient sur sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Art. unique** (p. 4543, 4544) : intervient sur son amendement n° 3 : suppression. Proposition de loi dérogeant à un principe fondamental du procès contradictoire. Présence d'un représentant du parquet nécessaire à la bonne justice. (p. 4545) : intervient sur son amendement de repli n° 4. Changement profond de la justice pénale à l'échelon correctionnel.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises** [n° 235 (2004-2005)] - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4745, 4747) : sa participation à l'évolution du droit des entreprises en difficulté dans les années 1980. Rappel de l'esprit de la loi de 1984. Statistiques sur les liquidations d'entreprises. Rapport de M. Jean-Jacques Hystel au nom de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation. Favorable au sauvetage des seules entreprises viables. Caractère stigmatisant d'une

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

liquidation. Amélioration nécessaire de l'information des entreprises. Inutilité des changements de dénomination. Absence d'effort de simplification du droit des procédures collectives. Présence du ministère public à l'audience d'homologation. Risque de divergence d'intérêt des deux comités de créanciers. Harmonisation souhaitable du droit européen dans ce domaine. Favorable à l'allègement des sanctions. Absence de prise en compte des intérêts des salariés.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 12** (Art. L. 620-1 du code de commerce - Conditions d'ouverture et objet de la procédure de sauvegarde) (p. 4807) : son amendement n° 355 : précision des conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde ; devenu sans objet - **Art. 18** (Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités) (p. 4815, 4816) : interrogation sur la présence obligatoire du ministère public dans les procédures collectives. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4862, 4863) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 203 (préservation des intérêts de tous les créanciers par la décision prise par chacun des comités). Interrogation sur la possibilité de rejet du plan en cas de protection insuffisante des intérêts des créanciers et plus particulièrement des salariés. - **Art. 177** (Art. L. 662-4 nouveau du code de commerce - Publicité des débats) (p. 4908, 4909) : intervient sur l'amendement n° 153 de la commission (assouplissement des règles relatives aux débats tenus lors des audiences de sanctions civiles). Principe de publicité des débats. Liberté d'appréciation du tribunal.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6196, 6198) : expérience biséculeaire du lien de causalité entre emprisonnement et récidive. Nécessaire prise en compte des conditions de détention et des conditions de sortie de prison. Extrême prudence sur la question de la surveillance mobile. Unanimité des associations de magistrats et de certaines associations de personnels judiciaires sur l'inutilité de cette proposition de loi. Met en garde le Sénat contre la tentation de la "surveillance post-condamnation" au nom d'une dangerosité décelée par des psychiatres. Absence de prise en compte des vraies priorités. Extension du champ de l'emprisonnement en dépit de la réalité carcérale de la France en situation d'indignité nationale. Suivi non satisfaisant des personnes remises en liberté. Trop faible nombre de juges d'application des peines et d'agents de probation. Mise en oeuvre prioritaire d'une véritable révolution culturelle concernant l'approche de la prison. Nécessité de faire de la lutte contre la récidive une cause nationale. - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 1er bis** (p. 6220) : intervient sur son amendement n° 43 : création d'un observatoire de la récidive des infractions pénales. - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 6221, 6222) : favorable à l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions) en raison des difficultés d'application de l'article 1er bis. Prudence nécessaire dans l'attente de l'uniformisation des casiers judiciaires européens. - **Art. 4 quinquies** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 6237) : son amendement n° 53 : suppression des dispositions prévoyant l'applicabilité de l'article 4 quinquies aux suspensions en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 ter** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 6254) : intervient sur son amendement n° 56 : suppression. - **Art. 6 bis** (Art. 132-19 du code pénal - Suppression de l'obligation de

motiver la peine d'emprisonnement d'un récidiviste) (p. 6255) : son amendement n° 57 : suppression ; rejeté. - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6269) : partisan résolu des mesures visant à améliorer la prévention de la récidive. Avantage de la surveillance électronique fixe. Conséquence de la surveillance constante sur le plan psychologique. Respect indispensable de la dignité de la personne humaine et du droit à l'intimité. Expériences étrangères. Favorable à la mise en place d'une expérimentation avant de légiférer. - **Art. 14** (Art. 706-47 et 706-53-7 du code de procédure pénale - Art. 216 de la loi n° 2004-204 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité - Extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infractions) (p. 6280) : intervient sur son amendement n° 74 : suppression. - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 6291) : le groupe socialiste votera les amendements de M. Alex Türk n° 85 (maintien du principe de contrôle du procureur de la République sur l'ensemble des données et faculté d'intervenir d'office pour effacer, compléter ou rectifier les données) et n° 86 (conditions d'accès au fichier) ainsi que le n° 84 (suppression de l'enregistrement des personnes pour lesquelles il n'existe qu'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction visée) repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt. Avis favorable du président de la CNIL.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Question préalable** (p. 7257, 7259) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Résonance historique forte de l'application de cette loi d'exception. Contexte de la guerre d'Algérie. Caractère exceptionnel et attentatoire aux libertés publiques. Utilisation lors de crises extrêmes. Conséquences d'une prorogation contraires à l'objectif recherché. Répression des actes de délinquance commis dans les cités dans le cadre du droit commun. Moyens juridiques ordinaires à la disposition des forces de police. Refus de surdramatiser la situation. Rétablissement en cours de l'ordre public. Dangerosité du recours à l'état d'urgence : risque d'exaspération de la tension existante. Prise en compte des conséquences émotionnelles éventuelles. Refus d'amalgame entre guerre d'Algérie et crise des banlieues. Hyperdramatisation de l'état de siège dans la presse étrangère. Confusion entre crise et émeute. Objectif premier de ramener à la République les jeunes qui s'en sentent exclus.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9603, 9605) : refus d'abandonner les principes sur lesquels repose la démocratie au nom de l'efficacité de la lutte contre le terrorisme. Notion anglo-saxonne de "double standard". Stigmatisation du monde musulman. Jurisprudence constante des plus grandes instances juridictionnelles : respect indispensable des libertés fondamentales. Interrogation sur la justification du renforcement de pouvoirs de police exceptionnels. Cadence déstabilisatrice des modifications législatives intervenues dans le domaine. Véritable bataille contre le terrorisme à mener par la prise de conscience généralisée du principe de respect des libertés.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. 9** (Art. 421-6 nouveau du code pénal, art. 78-2-2, 706-16 et 706-73 du code de procédure pénale - Aggravation de la répression de l'association de malfaiteurs à but terroriste) (p. 9700) : favorable à l'amendement n° 74 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. 10** (Art. 706-22-1 nouveau du code de procédure pénale - Centralisation de l'application des peines en matière terroriste) (p. 9704, 9705) : favorable aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements identiques n° 75 de Mme Eliane Assassi et n° 96 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 10 ter** (Art. 706-88 du code de procédure pénale - Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme) (p. 9708) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Claude Peyronnet (renforcement des droits de la défense) ; adopté.

BADRÉ (Denis)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC-UDF

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Que penser de la directive "Bolkestein" ? [n° 206 (2004-2005)] (18 février 2005) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne, sur la proposition de résolution [n° 177 (2004-2005)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 236 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Affaires européennes et article 50 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 99 tome 2 fasc. 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (16 février 2005) - **Art. 2** (Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne) (p. 987, 988) : son amendement n° 36 : suppression ; rejeté. Favorable au principe du recours au référendum. Souhait de limiter la consultation des Français à la seule Constitution. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 995, 996) : son amendement n° 29 : reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 32 de M. Pierre Fauchon portant sur le même objet que son amendement n° 29 précité ainsi qu'à la dénomination de "commission spéciale". (p. 999, 1000) : intervient sur son amendement n° 29 précité. Complémentarité du rôle de la délégation par rapport à celui des commissions. Approbation de la majorité des textes transmis. Absence de concordance des calendriers parlementaires européens et français. Souhait d'une révision préalable de la Constitution afin d'améliorer le futur fonctionnement de la délégation.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - rapporteur pour avis de la délégation pour l'Union européenne. - **Discussion générale** (p. 1567, 1570) : première intervention de la délégation pour l'Union européenne sur le fondement du nouvel article 88-5 de la Constitution. Avis globalement satisfaisant sur la proposition de résolution de la commission. Distinction impérative de la proposition de directive dite "Bolkestein" du débat sur le traité institutionnel. Rôle de "vigie" de la délégation. Intention louable de mise en place d'un marché unique des services. Double défi de l'élargissement de l'Union à vingt-cinq et de la relance et la réussite des processus de Lisbonne. Renforcement de la compétitivité de l'Union européenne. Encouragement à une politique d'innovation scientifique. Mise en oeuvre d'une politique d'aide au développement. Construction de l'Europe à travers des démarches positives. Etude d'impact insuffisante. Imprécision de la notion de services. Mesures de simplification et de clarification de la directive. Refus d'alignement sur le moins-disant. Construction européenne liée au renoncement du principe du pays d'origine. Sauvegarde de la diversité des terroirs pour les produits ; jurisprudence "Cassis de Dijon" ; situation différente des services. Valorisation de la différence positive par le principe de reconnaissance mutuelle. Démarche d'harmonisation dans un souci de préservation de la diversité.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Acceptation de la remise en cause du service public à la française. Réunion autour des valeurs essentielles de paix, de liberté et de démocratie.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2005) - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2250, 2251) : rappel du caractère pluriel de la rédaction du rapport d'information de la délégation européenne. Amendements déposés par la commission pour améliorer la clarté et la cohérence du texte. Approbation de l'objectif de la proposition de directive. Désaccord sur le traitement global de toute une série de secteurs professionnels. Nécessité de définir les expressions utilisées. Demande une étude d'impact pour détailler les conséquences du projet. Réserves sur le principe du pays d'origine. Crainte de l'adoption de la règle du "moins-disant". Ses amendements n° 1 : maintien de la déclaration préalable au détachement des travailleurs ; et n° 2 : encadrement des exonérations ; adoptés. (p. 2252) : son amendement n° 3 : réserves sur l'application du principe du pays d'origine en matière pénale ; retiré. Souhait d'une fusion avec l'amendement n° 16 de M. Jean-Jacques Hyst (exclusion de l'application du principe du pays d'origine aux règles d'exercice professionnel sanctionnées pénalement). (p. 2253) : son amendement n° 4 : rédaction d'études d'impact sur les conséquences de l'application du principe du pays d'origine dans les différents secteurs d'activité concernés ; adopté. Ses amendements n° 5 : abandon inconditionnel du principe du pays d'origine ; n° 6 : coordination ; retirés ; et n° 7 : formulation par la Commission européenne d'une proposition d'instrument juridique communautaire relatif aux services d'intérêt économique général ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Art. 16** (Art. L. 773-8 du code du travail - Mode de calcul de la rémunération des assistants maternels) (p. 2539, 2540) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Valérie Létard (suppression de la référence à une rémunération horaire) ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2981) : sur l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement), soutient le sous-amendement n° 211 de Mme Jacqueline Gourault ; adopté. (p. 2986) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 158 (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4155, 4156) : approuve la tenue d'un débat parlementaire avant le Conseil européen. Position de la France vis-à-vis de ses partenaires après l'échec de la ratification. Volonté de retrouver l'inspiration initiale de la construction européenne, au travers d'actions concrètes. Affrontements financiers rabaisant l'Europe à un marchandage. Nécessité de réformer la PAC. Coût exorbitant du "chèque britannique". Réflexion indispensable sur le budget européen. Possibilité de mettre en oeuvre des chantiers communs. Priorités : réussite de l'élargissement ; mise en place d'une véritable politique scientifique pour améliorer la compétitivité des États européens ; renforcement de l'aide aux pays les plus pauvres. Souhaite que la France redonne un nouveau souffle à l'Europe.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie - Commission mixte paritaire [n° 475 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5571) : texte moyennement productif mais néanmoins encourageant. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6120, 6121) : interprétation de la pratique des OPA comme un signe de croissance. Projet de loi visant à améliorer la transparence, la défense des intérêts et

l'assainissement des pratiques. Processus démocratique de la transposition de la directive. Approbation du choix d'une réglementation effective et raisonnable plutôt que du protectionnisme. Nécessité de remédier à la fuite des capitaux et des compétences. Le groupe de l'UC-UDF votera le texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 2 ter** (*Relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires, issues d'activités commerciales et non commerciales, pour la détermination du bénéfice agricole*) (p. 7936, 7937) : soutient l'amendement n° I-198 de M. Michel Mercier (en milieu rural, possibilité de prendre en compte les recettes des entreprises artisanales comme bénéfices agricoles) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 2 ter** (p. 7938) : soutient l'amendement n° I-209 de M. Daniel Soulage (réduction d'impôt pour l'acquisition de parts d'un groupement foncier agricole) ; retiré. (p. 7939) : soutient l'amendement n° I-199 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement aux entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéfices industriels en zone rurale) ; retiré. (p. 7940, 7941) : soutient les amendements de M. Daniel Soulage n° I-210 (partage entre les associés exploitants du crédit d'impôt résultant des dépenses engagées par les sociétés de personnes pour la formation de leurs dirigeants) et n° I-211 (choix de la TVA trimestrielle pour des périodes de cinq ans renouvelables) ; retirés. (p. 7942) : son amendement n° I-270 : déductibilité des cotisations versées dans le cadre de contrats d'assurance dépendance ; retiré. - **Art. 13** (*Aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants*) (p. 7973, 7974) : soutient l'amendement n° I-275 de M. Yves Détraigne (restriction à la composante agricole d'un biocarburant de la valeur énergétique prise en compte pour l'ETBE au titre de la taxe générale sur les activités polluantes) ; retiré. (p. 7976, 7978) : soutient les amendements n° I-282 de M. Marcel Deneux (dispositions fiscales en faveur de l'éthanol) et n° I-276 de M. Yves Détraigne (atténuation de la détaxation de TIPP) ; retirés. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7983) : soutient l'amendement n° I-277 de M. Yves Détraigne (augmentation progressive de la part des biocarburants dans les autres carburants) ; retiré. (p. 7985) : soutient l'amendement n° I-278 de M. Yves Détraigne (dispositions tendant à favoriser la production directe de bioéthanol par les distilleries) ; retiré. (p. 7987) : soutient l'amendement n° I-279 de M. Yves Détraigne (réduction de TIPP sur le biocarburant dit E85) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. 17** (*Plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des moins-values latentes*) (p. 8142) : son amendement n° I-274 : mesure d'incitation fiscale pour les entreprises ayant engagé des dépenses de recherche ayant abouti à des dépôts de brevets ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 8143) : son amendement n° I-272 : extension du régime fiscal des sociétés mères à toutes les personnes morales quel que soit le niveau de leur participation dans le capital de la filiale ; retiré. (p. 8144) : soutient l'amendement n° I-196 de M. Michel Mercier (alignement du régime des plus-values de cessions d'entreprise sur celui des plus-values immobilières) ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8147) : défavorable aux amendements identiques n° I-38 de M. Marc Massion et n° I-75 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires") - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8164) : son amendement n° I-290 : accroissement de la décote affectant la valeur de la résidence principale pour l'établissement de l'ISF ; retiré. (p. 8166, 8167) : intervient sur son amendement n° I-290 précité qu'il retire à regret. (p. 8168) : ses amendements n° I-269 : réduction d'impôt de solidarité sur la fortune plafonnée à 2000 euros pour les investissements réalisés dans les PME non cotées et n° I-268 : élargissement de la notion de bien professionnel aux salariés des entreprises non cotées ; retirés. (p. 8170) : soutient l'amendement n° I-203 de M. Michel Mercier (application d'un délai de droit de reprise de l'administration d'une durée de trois

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ans pour l'ISF); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8176, 8177): intervient sur l'amendement n° I-41 de M. Marc Massion (émission conjointe de l'avis d'imposition à la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu). Soutient l'amendement n° I-201 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA); retiré. (p. 8178): intervient sur l'amendement n° I-201 précité de M. Michel Mercier. Faible coût de la mesure. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8184): soutient l'amendement n° I-281 de M. Yves Détraigne (application du taux réduit de TVA aux ventes de produits de l'agriculture agglomérés destinés au chauffage); retiré. (p. 8186, 8187): son amendement n° I-204: application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place; retiré. Interroge le ministre sur sa politique lors du futur conseil Ecofin le 6 décembre. (p. 8190): évaluation du coût de l'opération à 500 millions d'euros. Existence d'une trop grande disparité de taux au sein du secteur de la restauration. (p. 8192): soutient l'amendement n° I-262 de Mme Catherine Morin-Desailly (application du taux réduit de TVA aux services de vidéo à la demande); retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8335, 8337): regrette l'absence d'un programme conforme au format LOLF. Modestie du budget européen. Données chiffrées. Souhaite un vrai budget pour l'Europe. Contexte européen engendré par le "non" du 29 mai 2005. Nécessité de revenir à l'expression de l'intérêt commun et de développer l'Europe de la recherche ainsi que l'aide au développement. Propose l'adoption de cet article. - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8354, 8355): s'oppose à l'amendement n° I-215 de M. Bruno Retailleau (suppression du montant versé par la France, via l'Union européenne, à la Turquie en vue de préparer son adhésion).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9334): intervient sur l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF). Favorable au travail en concertation proposé par le ministre. (p. 9337): soutient l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales); retiré. - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9356): soutient les amendements de M. Michel Mercier n° II-261 (exclusion des impôts locaux du dispositif du bouclier fiscal); rejeté; et n° II-262 (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à l'institution); retiré. (p. 9364): le groupe UC-UDF votera contre l'amendement n° II-160 de M. Thierry Foucaud (suppression). (p. 9366, 9367): intervient sur l'amendement n° II-261 précité. Défavorable à l'inclusion des impôts locaux dans le bouclier fiscal mais favorable à celle de la CSG.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9466): soutient l'amendement n° II-271 de M. Michel Mercier (abaissement de la contribution à 15 euros par mètre carré); retiré au profit de l'amendement n° II-303 de la commission (nouvelle rédaction de l'article tendant à abaisser la contribution à 25 euros par mètre carré, à ne taxer que la résidence mobile terrestre principale, et à affecter le produit de cette taxe à un fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage). - **Art. 70** (*Modernisation du dispositif de lutte contre*

la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts) (p. 9496, 9497): son amendement n° II-275: exclusion des opérations de crédit-bail du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation; retiré.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9553, 9555): aggravation des déséquilibres du monde par la progression des déficits. Rejet de sa proposition d'exonération de redevance télévisuelle des centres de formation d'apprentis. Modification difficile de la répartition des crédits prévue par le Gouvernement. Atteinte au principe d'autonomie et de libre administration des collectivités territoriales: réforme de la taxe professionnelle. Insuffisante progression sur les réformes de fond. La grande majorité du groupe UC-UDF s'abstient.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9584, 9585): absence de changement dans l'Union européenne aux yeux des Français. Nécessité de donner une nouvelle impulsion au projet européen. Refus d'un accord bâclé sur les perspectives financières. Statut de la Macédoine. Déséquilibre du système budgétaire actuel. Poids des intérêts nationaux. Proposition d'un projet européen axé sur la recherche et l'aide au développement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9883): soutient l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression); retiré. (p. 9889, 9890): souhaite la mise en place d'une vraie politique d'aide au développement. Les membres de l'UC-UDF s'abstiendront sur le vote de l'article 18.

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 106) : sur l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR), son sous-amendement n° 432 : précision rédactionnelle ; devenu sans objet.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 8 A (Définition des sources d'énergies renouvelables)** (p. 3501) : son amendement n° 113 : promotion de l'utilisation de céréales comme moyen de combustion ; adopté. (p. 3502) : soutient l'amendement n° 226 de M. Yann Gaillard (désignation du bois comme énergie renouvelable) ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 18 (Art. L. 128-1 [nouveau] du code de commerce et art. L. 412-8 et L. 634-6-1 du code de la sécurité sociale - Prestation de tutorat en entreprise)** (p. 4069, 4070) : soutient l'amendement n° 181 de M. Jean-Pierre Vial (précision de l'inclusion des entreprises industrielles dans le champ d'application de l'article) ; retiré.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4449) : défavorable à l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (décision de retrait d'agrément prononcée par arrêté du président du conseil général). Opposé aux demandes d'adoption des couples homosexuels.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5719, 5720) : création d'un code du tourisme permettant d'assurer la reconnaissance d'une activité économique et sociale importante. Triple intérêt de création d'un code : accessibilité du droit, mise à la disposition des acteurs d'un recueil juridique maniable et complet, et reconnaissance du tourisme comme secteur économique d'importance nationale. Intérêt du tourisme pour le maintien de la vitalité des territoires : exemple de la Maison des cascades et du domaine du lac de Chalain dans le Jura. Volonté du Gouvernement de promouvoir ce secteur d'activité. Hommage au rapporteur. Soutien du groupe UMP.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6453, 6454) : moment charnière pour notre agriculture. Favorable aux dispositions portant sur les biocarburants et sur l'organisation économique de l'agriculture. Modification importante du dispositif génétique français. Retraites agricoles.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6502, 6503) : favorable à l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé) (Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables)** (p. 6776, 6777) : votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6794, 6795) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 22 bis (Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination « montagne »)** (p. 6824) : favorable aux amendements identiques n° 56 de la commission, n° 185 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 276 de M. Gilbert Barbier, n° 392 de M. Jean-Pierre Vial et n° 537 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6827, 6828) : favorable à l'amendement n° 761 de la

commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 24 (Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique)** (p. 6907) : favorable à l'amendement n° 129 de M. Charles Revet (octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises et associations à visée écologique). Stigmatisation injuste des agriculteurs au regard de la pollution. Nécessité d'encourager leurs efforts agro-environnementaux.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)** (p. 8305, 8306) : défavorable aux amendements de suppression n° I-4 de la commission des finances, n° I-133 de M. François Marc et n° I-292 de M. Michel Mercier. Propos tenus à l'égard des agriculteurs. Annonce du Gouvernement de la mise en place d'une compensation indexée sur la DGF. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8320) : intervient sur l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). Interrogation sur les critères pris en compte. Différence entre les départements au niveau des moyens d'accompagnement des personnes concernées par la réinsertion.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8949, 8950) : anxiété du fait de la mise en place de la nouvelle PAC et de l'ouverture de la conférence de Hong-Kong. Interrogation quant à l'indemnité compensatoire de handicap naturel et quant au soutien aux systèmes herbagers. Problème laitier. Exemple du département du Jura. Votera ce projet de budget.

BALARELLO (José)

*sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la prise en compte des logements sociaux vendus à leurs locataires dans le décompte prévu à l'article 55 de la loi SRU [n° 151 (2004-2005)] (25 janvier 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 104 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 222) : favorable à l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7541, 7543) : subsistance du problème du logement malgré un nombre importants de mesures législatives ou réglementaires. Importance des réalisations prévues. Mesures en faveur de l'accession à la propriété. Approbation de l'orientation gouvernementale de mobilisation du foncier. Son amendement visant à prendre en compte dans le calcul du quota les logements vendus par les organismes d'HLM à leurs locataires. Souhait d'une incitation à la réalisation des programmes en prêt social de location-accession, PSLA. Demande au Gouvernement de remédier au rejet des demandes de prêt à taux zéro. Souci de promouvoir la mixité sociale. Favorable à une autonomie des organismes et des élus locaux dans le cadre de PLU. Rappelle son amendement de 1996 visant à donner aux organismes d'HLM les moyens d'assurer une répartition équilibrée et harmonieuse de la population. Favorable aux mesures visant à réduire le nombre de logements vacants dans le parc locatif privé.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*)

(p. 7602) : intervient sur l'amendement n° 222 de Mme Michelle Demessine (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de la moitié des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux). Exemple des Alpes-Maritimes. Aide du Conseil général en faveur des constructeurs sociaux. (p. 7622) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). Interrogation sur l'obligation d'enquête publique lors de la révision d'un POS. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7682) : intervient sur l'amendement n° 157 du Gouvernement (majoration de la taxe sur le foncier non bâti). Interrogation sur la confiscation des terrains.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7701) : défavorable à l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9144, 9146) : rôle pivot du préfet dans le cadre de l'administration territoriale. Nécessité de développer une véritable gestion des ressources humaines et d'améliorer les conditions matérielles des préfectures grâce à une gestion immobilière active et à la poursuite de l'informatisation des services. Introduction d'éléments biométriques dans les documents d'identité. Rénovation et simplification du contrôle de légalité. Accroissement du rôle du préfet dans le domaine financier. Application du principe de laïcité dans la République. Avis favorable de la commission des lois, sous réserve de ces observations, à l'adoption des crédits consacrés à la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat".

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficientaire acquis (sida).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sécurité sanitaire [n° 103 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3075, 3076) : qualité du débat à l'Assemblée nationale. Rôle du médecin. Difficulté de légiférer sur la fin de vie sans une définition précise et préalable des mots. Regret du transfert du code de déontologie dans une loi formelle. Apports de la proposition de loi. S'abstiendra sur ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3129, 3130) : s'abstiendra sur la proposition de loi. Auditions de la commission des affaires sociales. Hommage au rapporteur et au président de la commission.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4344, 4345) : améliorations attendues. Déception causée par le texte adopté en première lecture. Favorable à la compensation intégrale des exonérations de cotisations. Défavorable à la possibilité pour le Gouvernement de prendre des ordonnances pour corriger les dérapages. Maîtrise de l'ONDAM. Apport de lisibilité et de sincérité. Avec la majorité du groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7146) : au nom de M. François Vendasi, favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 62 (suppression) portant sur l'article 14 bis. - **Art. 15 (Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)** (p. 7155) : défavorable à l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7243, 7244) : crise du modèle républicain révélée par les violences dans les banlieues. Situation de la ville de Dole. Crise d'identité nationale. Rétablissement urgent de l'ordre public. Renforcement du travail de réflexion sur la mise en oeuvre de politiques publiques de long terme. Justification de la prorogation de

l'état d'urgence pour stopper la banalisation de la violence sur l'ensemble du territoire. Importance du rôle des maires. Approbation par l'ANRU de l'opération de renouvellement urbain sur Dole. Examen prochain du projet de loi portant engagement national pour le logement. Restauration indispensable de l'autorité parentale. Avec la majorité du RDSE, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 8967, 8968) : difficultés rencontrées par l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale et du travail. Attractivité de la France en matière de recherches biomédicales. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de ce programme. (p. 8969, 8970) : nouvelles exigences des citoyens dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'environnement et des produits de santé. Demande la position de la France sur le projet européen REACH imposant aux industries chimiques de tester les produits mis sur le marché. Ionisation des aliments. OGM. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8979) : défavorable à l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation"). - **Art. 87 (Création d'une taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSAPS)** (p. 8983) : soutient l'amendement n° II-113 de M. Jacques Pelletier (regroupement de plusieurs comités de région pour la protection des personnes au sein d'une structure interrégionale) ; adopté.

BARNIER (Michel)

*ministre des affaires étrangères
(jusqu'au 31 mai 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes) [n° 139 (2004-2005)] (3 janvier 2005) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe) [n° 140 (2004-2005)] (3 janvier 2005) - **Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 156 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels [n° 173 (2004-2005)] (2 février 2005) - Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.

Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)] (20 avril 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 306 (2004-2005)] (20 avril 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 356 (2004-2005)] (26 mai 2005) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2764, 2767) : qualité des interventions. Hommage aux membres de la Convention. Mise en place d'une règle commune pour les vingt-cinq pays. Maintien des identités nationales. Apports de l'euro. Attente vis-à-vis de la position française. Progrès institutionnels et démocratiques. Clause de solidarité. Avancées sociales. Refus d'une Union réduite à une zone de libre-échange. Constitution nécessaire à l'instauration d'une Europe forte et indépendante.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3642, 3646) : pouvoir de contrôle du Sénat. Hommage aux agents français et "recrutés locaux" des ambassades et des consulats. Maintien des dépenses de sécurité. Importance du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères. Rationnalisation prudente. Rapport de la Cour des comptes. Transfert des opérations de construction dans le champ de compétences de la commission interministérielle des opérations immobilières de l'Etat à l'étranger. Fusion des services du patrimoine et de l'entretien des bâtiments et des constructions. Recrutement de personnels non diplomates pour suivre les questions immobilières. Définition de normes de construction et de programmes types. Constitution en cours de bases informatiques de référence. Association de la construction et de la maintenance dans le contrat d'implantation des archives du ministère. Mise à l'étude d'une implantation plus compacte des services parisiens ; locaux pour la réunion de l'Assemblée des Français de l'étranger ; étude sur le programme d'installation ; aménagement du Quai d'Orsay. Effort de cohérence à Bruxelles et à Vienne. Paiement d'un loyer par les ambassades, consulats et services culturels pour les biens de l'Etat dont ils ont la jouissance. Politique de cession des biens immobiliers et de mutualisation des moyens consulaires avec les autres pays européens. Dimension communautaire et européenne du travail diplomatique. Extension du lycée Charles-de-Gaulle de Londres. Ambassade de New Delhi. Travaux de l'ambassade de Pékin. Fermeture du consulat de Florence. Etablissement d'un inventaire immobilier et mobilier. Ambassade de Berlin. Accroissement de l'autonomie de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ. Construction du nouveau lycée de Pékin. Prise en compte des recommandations des parlementaires. Mise en oeuvre de la LOLF ; formation des agents du ministère.

BAROIN (François)
ministre de l'outre-mer
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant les ordonnances relatives au droit du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle outre-mer [n° 449 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - Outre-mer - Travail.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-43 du 20 janvier 2005 relative à la chambre de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture, à la chambre de commerce et d'industrie et à la chambre de métiers et de l'artisanat de Mayotte [n° 479 (2004-2005)] (15 juillet 2005) - Agriculture et pêche - Outre-mer.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-56 du 26 janvier 2005 relative à l'extension et à l'adaptation du droit de la santé et de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Wallis et Futuna [n° 480 (2004-2005)] (15 juillet 2005) - Outre-mer - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-871 du 28 juillet 2005 relative au droit de l'action sociale à Mayotte [n° 35 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - Outre-mer - Questions sociales et santé.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1045 du 26 août 2005 relative à l'organisation et au fonctionnement du service d'incendie et de secours et au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers de Mayotte [n° 131 (2005-2006)] (14 décembre 2005) - Outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8751, 8752) : s'oppose aux amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi qu'à l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Justification des majorations de pensions servies aux fonctionnaires installés dans les collectivités d'outre-mer. Exigence de solidarité et de rattrapage sur le plan économique. Difficulté d'une réforme. Disparités entre les collectivités nécessitant un traitement individualisé. Hostilité des élus ultramarins à la remise en cause du dispositif en l'absence d'évaluation et de concertation. Propose une réflexion dans le cadre de la commission d'évaluation prévue par la loi de programme pour l'outre-mer. (p. 8757) : demande le retrait de l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension) après le rejet par scrutin public des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements identiques précités n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72.

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9013, 9020) : diversité des outre-mer. Pertinence de l'adaptation des politiques publiques. Reconnaissance indispensable des réalités des territoires ultramarins. Clarification des dispositifs de la loi de programme. Faible part des crédits de l'outre-mer dans l'effort budgétaire global de l'Etat. Solidarité nationale exprimée à travers la défiscalisation. Evaluation en cours de ses impacts sociaux économiques. Effet de levier de la défiscalisation sur le logement social et l'emploi. Poursuite des politiques publiques dans ces mêmes domaines. Lutte contre l'immigration clandestine : commission d'enquête parlementaire et mission d'information. Poursuite de l'action en faveur de la continuité territoriale. Réponse aux orateurs. Projet de construction d'une usine de nickel en Nouvelle-Calédonie. Développement des infrastructures aéroportuaires. Avenir de la filière banane. Difficultés des communes polynésiennes. Transfert des crédits de l'ex. FNDAE en matière d'opérations d'assainissement et d'adduction d'eau. Relance de la coopération régionale avec le Canada. Respect de la feuille de route relative aux évolutions statutaires. Effets bénéfiques de l'application de la loi de programme. Intégration indispensable aux projets républicains des exigences de rattrapage économique des territoires ultramarins.

BARRAUX (Bernard)
sénateur (Allier)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 85 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [n° 298 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 10 bis** (Art. L. 720-5 du code de commerce - Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes) (p. 155) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la dérogation offerte aux horticulteurs et pépiniéristes détaillants aux ventes de végétaux en pleine terre produits sur le lieu de vente) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 184) : son amendement n° 97 : consultation de la chambre départementale d'agriculture sur la définition des programmes d'action ; retiré. (p. 188) : son amendement n° 98 : association des chambres d'agriculture à l'élaboration des cahiers des charges en cas de vente, location ou concession de biens ayant fait l'objet d'une préemption ; retiré. - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 201) : son amendement n° 99 : exclusion de la forêt du droit de préemption mis en oeuvre par le département ; retiré.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [n° 85 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2004-2005)** (p. 3851) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut [n° 86 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 85 (2004-2005)**.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 17** (Art. L. 127-1 et L. 127-8 [rétabli] du code du travail - Extension des missions des groupements d'employeurs et possibilité de se constituer sous forme coopérative) (p. 4065, 4067) : ses amendements n° 105 : correction d'une erreur matérielle ; adopté ; et n° 108 : exclusion du champ d'application de l'article des groupements d'employeurs relevant du régime de protection sociale agricole ; retiré. - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant) (p. 4114) : son amendement n° 110 : précision et formalisation contractuelle de la nature des services distincts ; retiré au profit de l'amendement n° 246 de M. Claude Biwer (clarification et formalisation contractuelle des pratiques dites de "services distincts" en matière de coopération commerciale).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2 ou après l'art. 25 ter** (p. 6530) : son amendement n° 731 : application des mêmes règles aux assolements en commun des sociétés en participation et à ceux d'une société civile d'exploitation agricole ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 2 quinquies ou après l'art. 25 ter** (p. 6536, 6537) : soutient l'amendement de M. Alain Lambert n° 206 (application de la loi relative au développement des territoires ruraux aux baux conclus ou renouvelés postérieurement à sa promulgation) ; adopté. Son amendement n° 730 : levée des difficultés d'application de la reconnaissance

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des assolements en commun sous forme de sociétés en participation ; devenu sans objet. Activités équine. - **Art. 6 quater** (Art. L. 111-3 du code rural - Règle de réciprocité en matière d'urbanisme) (p. 6570) : son amendement n° 174 : élargissement au changement de destination des bâtiments d'élevage de la dérogation à l'interdiction de construire aux abords d'une exploitation agricole ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. 9** (Art. 200 *undecies* nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants) (p. 6601) : soutient l'amendement n° 147 de M. Alain Vasselle (modalités d'extension du crédit d'impôt "remplacement" aux chefs d'exploitation) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6604) : soutient l'amendement n° 148 de M. Alain Vasselle (répartition entre les associés exploitants du crédit d'impôt né de la formation des dirigeants) ; retiré. (p. 6608) : son amendement n° 169 : amélioration du dispositif d'exonération de charges sociales du travail des salariés saisonniers ; retiré. - **Art. 9 ter** (Art. L. 741-16 du code rural - Extension aux entreprises de travaux forestiers de taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels) (p. 6611) : sur l'amendement n° 19 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 273 ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6616) : sur l'amendement n° 23 de la commission (mise en place de l'équivalent du 1 % logement pour le monde agricole), ses sous-amendements n° 274 et 729 ; retirés.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6883) : son amendement n° 196 : réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agroalimentaire ; retiré. - **Art. 24** (Art. 244 quater L. 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) (p. 6901) : son amendement n° 166 : attribution du crédit d'impôt aux entreprises agricoles réalisant au moins 50 % de leurs activités en productions biologiques ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** (p. 6924) : soutient l'amendement n° 205 de M. Georges Gruillot (suppression de l'obligation pour les agriculteurs collaborant au déneigement des communes de soumettre leur tracteur à une nouvelle réception par le service des mines) ; adopté. - **Art. 26** (Art. L. 820-5 et L. 830-1 du code rural - Synergie des acteurs de la recherche agricole et agronomique) (p. 6925) : nombreux défis pour l'agriculture pour les vingt prochaines années. Problème de la recherche et de la question des OGM, indissociable de l'orientation souhaitée pour l'agriculture. Réalisation indispensable des expériences en plein champ. Se réjouit de l'ouverture de la discussion en séance publique sur la question des OGM.

BAS (Philippe)

ministre délégué à la sécurité sociale,
aux personnes âgées, aux personnes
handicapées et à la famille
(à partir du 2 juin 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux** - Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)] - (15 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4131, 4132) : aboutissement d'un long travail de concertation. Engagement du Gouvernement au service de la politique familiale. Reconnaissance des professions d'assistants

maternels et familiaux. Redéfinition des modalités d'agrément. Renforcement de la formation. Amélioration du statut et des conditions de travail. Contribution à l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale** - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)] - (21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4348, 4350) : qualité des travaux de la commission des affaires sociales et de son rapporteur. Attachement du Gouvernement à la préservation des recettes de la sécurité sociale. Pouvoirs du directeur général de la CNAM. Situation des hôpitaux. Droits des assurés sociaux. Renforcement de la crédibilité de l'ONDAM. Attachement au principe de la compensation des exonérations de cotisations sociales. Réserves sur l'habilitation du Gouvernement à procéder à des mesures de rééquilibrage par ordonnances. Réduction du déficit de l'assurance maladie par la maîtrise médicalisée des dépenses de santé. Rôle du Parlement. - **Question préalable** (p. 4352) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4355, 4356) : s'oppose à la motion n° 35 de M. Guy Fischer tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4356, 4358) : s'oppose aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 36 (suppression des mesures concernant la journée de solidarité figurant dans la loi relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées) et n° 37 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale). (p. 4359) : évolution de la proportion des exonérations non compensées depuis 1991. (p. 4361) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Christiane Demontès (inscription dans la loi organique du principe de la compensation intégrale par l'Etat des mesures d'exonération et de réduction de recettes de la sécurité sociale). (p. 4362) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Guy Fischer (négociation des représentants des organisations syndicales des salariés et des représentants des organisations d'employeurs sur la structure et les taux de cotisations et de prélèvements affectés à la sécurité sociale). (p. 4362) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. François Autain (mise en place d'une procédure d'alerte en cas de dépassement des sous-objectifs). - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4369) : accepte les amendements n° 2, 3 et 4 de la commission (clarification et précision). (p. 4370) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Christiane Demontès (vote de l'annexe par le Parlement). (p. 4372) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 63 (prise en compte par les lois de financement de la sécurité sociale des objectifs prioritaires de la politique de santé et de sécurité sociale) et n° 64 (prise en compte dans la première partie des lois de financement des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier). Accepte l'amendement n° 5 de la commission (rédaction). (p. 4373) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Christiane Demontès (intégration de la CNSA dans les lois de financement de la sécurité sociale). (p. 4374) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Christiane Demontès (intégration du Fonds de solidarité vieillesse dans le champ des lois de financement de la sécurité sociale). S'oppose à l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (inscription dans les lois de financement de la sécurité sociale, au titre des recettes, du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales). (p. 4375) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Fischer (versement par l'Etat d'intérêts de retard lorsqu'il s'acquitte avec retard de ses dettes envers la sécurité sociale). (p. 4376) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base). (p. 4377) : entrée en vigueur des contrats des organismes complémentaires le 1er janvier 2006. Accepte l'amendement n° 6 de la commission (rédaction). Son amendement n° 85 : précision ; adopté. (p. 4378) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Guy Fischer (fixation des dépenses par branche à partir d'objectifs sociaux définis après avis des partenaires sociaux). (p. 4380) : s'oppose aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 47

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(origine parlementaire ou gouvernementale des composantes des sous-objectifs composant l'ONDAM) et n° 48 (définition des sous-objectifs de l'ONDAM), ainsi qu'à l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (suppression de l'initiative gouvernementale pour la définition de l'ONDAM et de ses sous-objectifs). (p. 4381) : s'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale des dispositions ayant un impact sur les finances de la sécurité sociale et des organismes qui y concourent). (p. 4382) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (dépôt annuel d'une loi de financement rectificative). (p. 4383) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (mécanisme d'affectation des recettes sociales) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 83 ; adopté. Sur l'amendement précité n° 7 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 100 de M. Yves Fréville. (p. 4384) : respect de l'article 34 de la Constitution. (p. 4385) : accepte les amendements de la commission n° 8 (dérogation au principe de la compensation des allègements) et n° 9 (rédaction). (p. 4386) : ses amendements n° 86 (rédaction) et n° 84 (coordination) ; adoptés. (p. 4387) : accepte les amendements identiques n° 10 de la commission, n° 51 de Mme Christiane Demontès et n° 70 de M. Guy Fischer (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour procéder à des mesures de rééquilibrage). (p. 4388, 4389) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 11 (suppression de la possibilité d'extension du champ de la loi de financement aux régimes complémentaires), accepte les n° 12 (rédaction), n° 13 (clarification) et n° 14 (dispositions législatives relatives à la comptabilité des organismes de sécurité sociale). Son amendement n° 87 : clarification ; adopté. - **Art. 2** (Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 4391) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (prise en compte dans le rapport annuel des objectifs prioritaires de santé et de sécurité sociale) et accepte l'amendement n° 15 de la commission (rédaction). (p. 4392) : accepte les amendements de la commission n° 16 (rédaction) et n° 17 (coordination) et s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 72 (prise en compte dans le rapport annuel de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux) et n° 74 (prise en compte dans les annexes des avis et propositions formulés par les conseils des caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale). (p. 4393) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (clarification) et s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Guy Fischer (intégration dans les lois de financement de la sécurité sociale du suivi des différents plans de santé publique). (p. 4394) : son amendement n° 88 : clarification ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 19 (rédaction), n° 20 (correction d'une erreur) et n° 21 (rétablissement de l'annexe relative à la neutralité financière). S'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Christiane Demontès (prise en compte de l'avis des caisses nationales de sécurité sociale sur la compensation des exonérations de cotisations sociales). (p. 4395) : s'oppose aux amendements n° 53 de Mme Christiane Demontès (information des parlementaires des montants de l'intégralité des transferts de charges ou de recettes entre la sécurité sociale, l'Etat et les collectivités publiques) et n° 75 de M. Guy Fischer (évaluation de l'impact des fonds médicaux et hospitaliers sur l'ONDAM). (p. 4396) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 76 (introduction dans les annexes d'une énumération de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé ainsi que d'une évaluation de leur impact sur l'objectif national d'évolution des dépenses d'assurance maladie) et n° 78 (déclenchement d'une procédure d'alerte en cas de dépassement de l'ONDAM mais aussi de l'un de ses sous-objectifs). (p. 4397) : son amendement n° 89 : coordination ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 22 (clarification) et n° 23 (contenu du rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale) et s'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Christiane Demontès (remise au Parlement d'annexes générales sur toute question relative au fonctionnement de la sécurité sociale). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 4398) : s'oppose aux amendements n° 55 de Mme Christiane Demontès (délai de dépôt de l'ensemble des

documents annexés au projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 80 de M. Guy Fischer (acquittement du montant de la compensation au cours de l'exercice budgétaire). - **Art. 3 quater** (Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - Débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 4400) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de la commission (indépendance entre le débat d'orientation budgétaire et le débat relatif aux finances sociales et caractère facultatif du dépôt du rapport) et s'oppose à l'amendement n° 81 de M. François Autain (débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement). - **Art. 4** (Art. L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote) (p. 4401) : son amendement n° 90 : organisation du débat parlementaire ; adopté. - **Art. 5** (Art. L.O. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4402, 4403) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 31 (rédaction) et n° 96 (précision juridique) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 95 (attribution au président de la mission d'évaluation et de contrôle de pouvoirs de contrôle étendus). - **Art. 6 bis** (Art. L. 14-10-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 114-5 et L. 227-1 du code de la sécurité sociale, article 3 de la loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 - Coordination) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (coordination). - **Art. 6 ter** (Art. L.O. 132-2-1 du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes) (p. 4404) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès (extension de la certification des comptes à l'ensemble des fonds de financement de la sécurité sociale contribuant au financement du régime général). - **Art. 6 quater** (Art. L.O. 132-3 du code des juridictions financières - Coordination) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (coordination). - **Art. 6 sexies** (Art. L. 723-12 du code rural - Saisine de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (précision). - **Art. 6 septies** (Art. L. 731-6 du code rural - Trésorerie du Fonds de financement des prestations sociales agricoles) : accepte l'amendement n° 98 de la commission (rectification d'une erreur). - **Art. 6 decies** (Art. L.O. 111-12 du code de la sécurité sociale - Délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 4405) : accepte l'amendement n° 99 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 7** : Ses amendements n° 91 (clarification) et n° 94 (coordination) ; adoptés. - **Art. 7** (Entrée en vigueur) (p. 4407) : son amendement n° 92 : entrée en vigueur progressive de plusieurs dispositions de la loi organique ; adopté. S'oppose au sous-amendement n° 93 de M. Guy Fischer déposé sur son amendement précité n° 92 ainsi qu'à l'amendement n° 57 de Mme Christiane Demontès (transmission pour avis des avant-programmes de qualité et d'efficacité aux caisses nationales de sécurité sociale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4410) : remerciements au rapporteur et au président de la commission.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4424, 4426) : complexité du parcours de l'adoption. Simplification des formalités d'adoption : harmonisation de la procédure d'agrément sur l'ensemble du territoire national, accompagnement des futurs adoptants dans leur démarche d'adoption d'un enfant à l'étranger et reconnaissance de l'effort financier des familles adoptives. Création de l'Agence française de l'adoption : statut et rôle. Mission de réflexion, de concertation et de proposition du Conseil supérieur de l'adoption. Adaptation prévue du droit de la famille. (p. 4440, 4442) : importance de l'unification des procédures d'agrément. Renforcement de l'aide à l'adoption internationale. Nouvelle répartition des rôles entre l'AFA et les organismes existants. Développement de l'adoption nationale en faveur des pupilles de l'Etat. Unification de la procédure d'agrément pour une égalité de traitement entre les couples adoptants. Amélioration de l'information. Aide aux démarches internationales individuelles. Réponse aux orateurs. Poursuite de la réflexion sur les procédures d'adoption. Amélioration du traitement de la kafala en droit français. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4445) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant au renvoi à la commission. - **Art. 1er** (Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément) (p. 4446) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de Mme Muguette Dini (agrément réputé tacite après un délai de neuf mois à la date de la demande). (p. 4447) : s'oppose à l'amendement n° 30 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (conditions particulières pour les Français de l'étranger établis dans un pays non signataire de la convention de La Haye). (p. 4448) : s'oppose à l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Campion (organisation de réunions d'information pendant la procédure d'agrément). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4449) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (décision de retrait d'agrément prononcée par arrêté du président du conseil général). (p. 4451) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 13 de M. Roger Madec (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément). (p. 4452) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Roger Madec (ouverture de l'adoption aux couples passés). (p. 4454) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Raymonde Le Texier (extension aux couples passés des règles de dévolution de l'autorité parentale conjointe prévue en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté). - **Art. 2** (Art. L. 225-15 à L. 225-18 et L. 225-18 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 122-28-10 du code du travail et art. 1067 du code général des impôts - *Accompagnement de l'enfant adopté par les services sociaux*) (p. 4455) : s'oppose aux amendements de Mme Claire-Lise Campion n° 17 (caractère facultatif de l'accompagnement du mineur) et n° 18 (extension du dispositif à l'adoption simple). Demande le retrait de l'amendement n° 32 de Mme Muguette Dini (mise en place d'un accompagnement systématique et régulier de l'adopté jusqu'à sa majorité). - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 4456) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de Mme Muguette Dini (fixation d'un écart d'âge maximum entre l'enfant et le parent adoptant). - **Art. 3** (Art. 350 du code civil - *Abandon des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé*) (p. 4459) : s'oppose aux amendements identiques n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 19 de Mme Claire-Lise Campion (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 4 de M. Bernard Seillier (encadrement du désintérêt manifeste des parents pour leur enfant). Priorité du Gouvernement au soutien des familles en difficulté. Prochaine conférence de la famille. - **Art. 4** (Art. L. 225-15 et L. 225-16 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence française de l'adoption, AFA*) (p. 4461) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de la commission (voix consultative accordée aux associations de parents adoptifs et aux organismes agréés pour l'adoption au sein de l'AFA). S'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 22 (participation à l'AFA des associations d'enfants majeurs adoptés) et n° 23 (participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, des associations d'adoptés majeurs et des organismes agréés pour l'adoption à l'AFA) ainsi qu'au n° 8 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, de représentants d'associations d'adoptés majeurs et des organismes autorisés pour l'adoption). (p. 4462) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Claire-Lise Campion (application aux collectivités territoriales d'outre-mer). (p. 4463) : s'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 24 (détermination du statut et de la protection sociale des correspondants de l'AFA par décret) et n° 25 (respect du principe de laïcité par l'AFA). - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 4464) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la disposition interdisant l'adoption d'un mineur étranger si la loi de son pays d'origine prohibe cette institution). Traitement de la kafala dans une phase ultérieure de la réforme de l'adoption. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 4465) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de Mme Muguette Dini (prévision d'un congé avant l'arrivée de l'enfant au foyer). S'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Claire-Lise Campion (versement d'une indemnité journalière de repos pendant le congé ouvert au salarié titulaire d'un agrément). - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4466) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 10 et 11, et n° 26 de Mme Claire-Lise Campion (alignement du congé d'adoption sur la durée du congé maternité). -

Art. additionnel après l'art. 7 (p. 4467) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de Mme Muguette Dini (financement des charges nouvelles pour les départements) et s'oppose à l'amendement identique n° 29 de Mme Claire-Lise Campion. Simple clarification des modalités d'accompagnement de l'adoption par les services départementaux. Absence de charges nouvelles. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4468) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Claire-Lise Campion (nouvel intitulé - Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à l'adoption). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4471) : remerciements. Progrès essentiel pour les couples en attente d'adoption et pour les enfants. Poursuite des réflexions en cours pour l'amélioration du régime de l'adoption.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 122-26 du code du travail - *Rémunération des salariés au retour d'un congé parental*) (p. 5379) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 57 (adaptation dans un sens favorable par la négociation collective de la règle minimale d'évolution de la rémunération durant le congé de maternité ou d'adoption) et n° 58 (précision sur la rémunération à prendre en compte pour calculer l'avancement après un congé de maternité ou d'adoption). Accepte l'amendement n° 22 de Mme Gisèle Printz (précision relative à l'intégration des primes et accessoires dans la rémunération) et s'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (prise en compte des augmentations perçues par la salariée durant les trois années précédant le congé de maternité ou d'adoption). - **Art. 2** (Art. L. 122-45 du code du travail - *Extension du champ des discriminations interdites à celles fondées sur la grossesse et à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions*) (p. 5380) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (engagement de poursuites pour discrimination à l'encontre d'un employeur uniquement en cas de grossesse justifiée par un certificat médical). - **Art. additionnel après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information fournie aux salariés lors de leur embauche). - **Art. 3** (Art. L. 132-12-2 nouveau et L. 133-5 du code du travail - *Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5381) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Roland Muzeau (intégration au sein des négociations de toutes les dimensions constitutives de l'égalité professionnelle). (p. 5382) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (correction d'une erreur de référence). Demande le retrait de l'amendement n° 50 de Mme Catherine Procaccia (précision que les négociations visent les écarts de rémunération non justifiés). S'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Annie David (délai de suppression des écarts de rémunération ramené à trois ans au lieu de cinq). Accepte les amendements de la commission n° 4 et 5 (rédaction). (p. 5384) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression de la mention relative à l'"engagement sérieux et loyal" exigé de l'employeur qui négocie un accord d'égalité salariale). Accepte l'amendement n° 7 de la commission (dispense de l'obligation de négociations sur l'égalité salariale pour les branches ayant déjà signé un accord au cours des trois dernières années). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 5384) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (publicité des conventions et accords collectifs de travail). - **Art. 3 bis** (Art. L. 132-27 du code du travail - *Egalité professionnelle dans les entreprises de moins de vingt salariés*) (p. 5385) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (obligation pour les entreprises de moins de onze salariés non couverts par un accord de branche étendu de prendre en compte les objectifs d'égalité salariale). - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - *Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) : accepte l'amendement n° 52 de Mme Catherine Procaccia (précision que les négociations visent les écarts de salaire non justifiés). (p. 5386) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Roland Muzeau (cohérence). (p. 5387) : s'oppose aux amendements identiques n° 24 de Mme Gisèle Printz et n° 63 de M. Roland Muzeau (faculté pour les organisations syndicales de faire intervenir un expert préalablement aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

négociations). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (suppression de la mention relative à l'engagement sérieux et loyal exigé de l'employeur qui négocie un accord d'égalité salariale). (p. 5388) : accepte l'amendement n° 86 de M. Jacques Legendre (précision). Accepte l'amendement n° 10 de la commission (dispense de l'obligation de conclure un nouvel accord pour les entreprises ayant déjà signé un accord sur l'égalité salariale). Son amendement n° 90 : établissement d'un bilan par la Conférence nationale sur l'égalité salariale sur la base d'un rapport élaboré par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle ; devenu sans objet. (p. 5389) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (simplification rédactionnelle) ainsi qu'au n° 41 de Mme Christiane Demontès (présentation par le Gouvernement d'un rapport bisannuel d'évaluation au Parlement après consultation du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes). (p. 5391) : son amendement n° 91 : possibilité de calculer la sanction financière à partir du bénéfice net consolidé ; retiré. (p. 5392) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 25 de Mme Gisèle Printz, n° 45 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 64 de Mme Annie David et n° 39 de Mme Christiane Demontès (mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations) ainsi qu'à l'amendement de cette dernière n° 40 (détermination de la sanction financière sur la base du bénéfice net consolidé des entreprises). (p. 5393) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Roland Muzeau (caractère obligatoire des négociations collectives relatives au temps partiel et à l'égalité professionnelle). (p. 5394) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Roland Muzeau (modification de l'article 225-2 du code pénal afin de préciser que l'écart de salaire entre deux emplois identiques constitue une discrimination possible de sanctions pénales). - **Art. additionnels après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Gisèle Printz (formation spécifique des inspecteurs du travail afin de les sensibiliser au problème d'égalité salariale et professionnelle). (p. 5395) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Christiane Demontès (capacité pour le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de se substituer ou de s'associer à la victime auprès des juridictions compétentes). Compétence de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, HALDE. - **Art. 4 bis (Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle)** : accepte l'amendement n° 89 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (possibilité pour les comités consulaires compétents de mener des actions de sensibilisation et d'information). (p. 5397) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (rédaction). - **Intitulé du titre II** : accepte l'amendement n° 14 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 5398) : s'oppose aux amendements n° 46 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés des plages de travail fractionnées), n° 68 de M. Roland Muzeau (suppression de l'exonération de charges sociales liées à la création de contrats à temps partiel) et n° 32 de Mme Gisèle Printz (limitation du temps partiel fragmenté). Mise en place d'un groupe de travail pour examiner les conditions d'une amélioration du régime de l'emploi des personnels à temps partiel. - **Art. additionnels après l'art. 10 (précédemment réservés)** (p. 5427, 5428) : son amendement n° 98 : prolongation de la période d'indemnisation des mères d'enfants prématurés ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5487, 5488) : hommage aux travaux du rapporteur. Volonté de consolider et d'améliorer la protection sociale en réduisant les déficits. Compensation des exonérations de cotisations sociales. Examen approfondi du texte par le Sénat et par l'Assemblée nationale. Efforts accomplis pour l'hôpital. Objectif de réduction des déficits. Réforme des retraites. Mise en place du médecin traitant.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6306, 6308) : enjeu majeur de maîtrise des prélèvements obligatoires. Définition indispensable des

secteurs ayant des besoins de financement public incontournables. Poursuite de l'exécution des lois de programmation pour la défense, la justice et la sécurité intérieure. Amélioration de l'emploi des crédits affectés à l'école et la recherche. Diminution prévisible des dépenses consacrées à la politique de l'emploi par l'amélioration probable de la situation de l'emploi. Augmentation évidente des dépenses de santé et prise en charge des besoins des personnes très âgées ; conséquences du vieillissement de la population ; maîtrise des évolutions par l'amélioration de la gestion du système ; appel à la responsabilité de tous pour la régulation du financement de la protection sociale ; poursuite de la diversification des recettes de la sécurité sociale : affectation à la sécurité sociale d'une part de la TVA. Enjeu décisif de maîtrise de l'évolution des dépenses : réforme structurelle engagée par le Gouvernement à travers la réforme des retraites et la réforme de l'assurance maladie. Objectif de préservation du pouvoir d'achat et du maintien de la compétitivité au service de la croissance et de l'emploi. (p. 6334, 6335) : étude des prélèvements obligatoires sous l'angle fiscal et l'angle social. Fixation des règles de discipline et de transparence en matière d'exonération. Réponse aux orateurs. Mise en place d'un financement diversifié dynamique par l'affectation d'une part de TVA à la sécurité sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7031, 7034) : attachement à la sécurité sociale. Renforcement de la politique familiale. Solidarité entre les générations. Qualité des soins et accès de tous à ceux-ci. Données chiffrées sur la réduction des déficits de la sécurité sociale, les nouveaux médicaments remboursés et l'augmentation des crédits de l'assurance maladie pour prendre en charge la dépendance des personnes âgées, les crédits destinés à la rénovation des maisons de retraite médicalisées, l'augmentation des moyens consacrés aux dépenses médico-sociales en faveur des personnes handicapées, les fonds sociaux des caisses d'allocations familiales pour ouvrir des nouvelles places de crèches et les départs anticipés à la retraite. Engagement des négociations pour la réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles. Financement de la sécurité sociale. Egalité devant la santé et devant les risques de la vie grâce à la sécurité sociale. Maintien d'un haut niveau de protection sociale en maîtrisant les dépenses et en réduisant les déficits. (p. 7066, 7071) : attachement au respect des objectifs de la maîtrise médicalisée inscrits dans la convention médicale. Poursuite de l'effort de diminution du déficit de l'assurance maladie. Augmentation des recettes et diminution des dépenses du FSV. Absence d'impact de la situation du FFIPSA sur les assurés sociaux. Droit à l'information des assurés sociaux sur chaque régime de retraite. Effort et innovations en faveur de la politique familiale. Effort de redressement des comptes de la branche accidents du travail et maladies professionnelles. Incidences de la loi organique sur les lois de financement de la sécurité sociale. Neutralité de l'élargissement de la C3S sur les associations municipales. Avancées résultant de l'adoption de la loi organique et améliorations souhaitables. PAJE. Modes de garde des jeunes enfants. Mesures en faveur des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Démographie médicale. Poids de la contribution forfaitaire pour les actes médicaux supérieurs à 91 euros sur les organismes d'assurances complémentaires. Choix de la maîtrise médicalisée. Dialogue avec les professions de santé. Efficacité du parcours de soins grâce au médecin référent. Caractère conjoncturel du déficit de la branche famille. Stabilisation du déficit de l'assurance maladie en 2005. Progression de la couverture d'assurance maladie. Caractère temporaire du déficit des branches famille et vieillesse. Refus de l'augmentation continue des prélèvements obligatoires et de la baisse des remboursements. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7074) : s'oppose à la motion n° 160 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7078) : s'oppose à la motion n° 98 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer la question préalable.

Première partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (14 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre*) (p. 7080, 7081) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 206 (intégration du déficit du BAPSA dans le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement de la sécurité sociale) et n° 205 (approbation du montant des créances des régimes de sécurité sociale sur l'Etat dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale) et accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 60 (clarification et cohérence). - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7083) : montant du déficit du régime général en 2004, de sa réduction en 2005 et annonce d'une réduction plus importante en 2006.

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 5** (*Rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Rectification pour 2005 des prévisions de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 7085) : s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Guy Fischer (augmentation des ressources du fonds de réserve pour les retraites). - **Art. 8** (*Rectification pour 2005 de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 7088) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 61 (maintien du montant de l'ONDAM pour 2005).

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7097, 7101) : difficultés financières structurelles du FSV et du FFIPSA. Solutions envisageables. Héritage de la majorité précédente. Propositions du Gouvernement, tant en recettes qu'en dépenses, pour redresser les comptes du FSV. (p. 7117, 7119) : volonté de la Haute assemblée d'améliorer la situation du FSV et du FFIPSA. Remerciements. Mise en place d'un groupe de travail pour trouver une solution pérenne. Défavorable à l'augmentation des prélèvements obligatoires pour combler le déficit du FSV. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 7122) : demande le retrait de l'amendement n° 107 de la commission (transmission au Parlement d'un rapport étudiant les possibilités de procéder à une nouvelle répartition des charges sociales). - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 7126) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Guy Fischer (réforme de l'assiette des cotisations patronales). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 7127) : accepte l'amendement n° 90 de M. Pierre Jarlier (exonération de cotisations patronales au bénéfice des personnes morales, dans les mêmes conditions que les personnes âgées ou handicapées employeurs à domicile). - **Art. 12** (*Conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail*) (p. 7130) : sur les amendements de M. Alain Gournac, accepte les n° 263 (suppression partielle) et n° 88 (exonération partielle des indemnités de rupture du contrat de travail) et s'oppose au n° 262 portant sur le même objet. Demande le retrait de l'amendement n° 255 de M. Aymeri de Montesquiou (instauration d'un plafond d'exonération plus élevé pour les indemnités versées à l'issue d'un licenciement économique). S'oppose à l'amendement n° 164 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 7131) : demande le retrait de l'amendement n° 105 de M. Henri de Raincourt (modalités d'exonération des indemnités de fin de carrière versées à des personnes bénéficiant du dispositif longue carrière). - **Art. 13** (*Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 7134) : sur les amendements de M. Alain Fouché, s'oppose au n° 91 (suppression partielle) et demande le retrait du n° 92 (repli). Demande également le retrait des amendements n° 80 de M. André Lardeux (exclusion des contributions volontaires des employeurs au-delà des dispositions législatives et réglementaires) et n° 2 de la commission (ajout des accords de branche ou d'entreprise). (p. 7135) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Guy Fischer (rétablissement de la rétroactivité de la mesure proposée). -

Art. additionnel après l'art. 13 (p. 7136) : s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Guy Fischer (alignement du taux des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celui des employeurs privés). - **Art. 13 bis** (*Aménagement de la procédure du recours contre tiers*) (p. 7137, 7138) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (signature, par les organisations les plus représentatives des organismes d'assurance maladie complémentaire, de la convention définissant les modalités de mise en oeuvre de la procédure du recours contre tiers) sous réserve de modifications. - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** (p. 7138) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (obligation pour les employeurs d'informer chaque année l'organisme de recouvrement de la valeur totale des actions gratuites attribuées définitivement à chacun de leurs salariés et mandataires sociaux). - **Art. 13 ter** (*Versement d'un bonus exceptionnel de 1000 euros par salarié*) (p. 7141) : s'oppose aux amendements n° 166 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression partielle). Accepte les amendements de la commission n° 5 (modulation du bonus), n° 6 (exonération d'impôt sur le revenu pour les bénéficiaires de ce bonus), n° 7 (conditions du versement de cette prime) et n° 8 (clarification rédactionnelle). - **Art. additionnel après l'art. 13 ter** : son amendement n° 269 : clarification ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7142) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Guy Fischer (instauration de recettes nécessaires au financement de la sécurité sociale). - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7154, 7155) : intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques) soutenu par M. Xavier Bertrand. (p. 7158, 7159) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisi pour avis n° 63 (exonération de la taxe pour les médicaments dérivés du sang). (p. 7160) : son amendement n° 281 : conditions d'exonération de la taxe sur les laboratoires pharmaceutiques ; adopté. Accepte l'amendement n° 10 de la commission (précision). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7161) : accepte les amendements de la commission n° 11 (recouvrement de la contribution sur les contrats d'assurance relatifs aux véhicules terrestres à moteur) et n° 12 (coordination). (p. 7162, 7163) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 212 (augmentation du prélèvement social sur les revenus du capital) et n° 213 (financement de la formation médicale continue). Intervient sur son amendement n° 281 précité. (p. 7165) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement évaluant l'économie effectivement réalisée dans le coût du traitement médicamenteux par l'inscription, sur la liste des médicaments remboursables, de médicaments ayant une amélioration du service médical rendu insuffisante). - **Art. 16** (*Approbation du montant des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale*) (p. 7167, 7168) : s'oppose aux amendements de la commission saisi pour avis n° 64 (cohérence) et n° 168 de M. Guy Fischer (abrogation des dispositions tendant à favoriser l'emploi pour l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail). - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 7169) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Guy Fischer (rapport déterminant le nombre d'emplois créés grâce aux exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale). - **Art. 17** (*Art. L. 133-4-2 nouveau, L. 242-1-1 nouveau, L. 243-11, L. 243-12-1 nouveau, L. 243-12-2 nouveau du code de la sécurité sociale, L. 123-11 du code de commerce, art. L. 341-6-4 du code du travail - Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé*) (p. 7171) : s'oppose à l'amendement de la commission saisi pour avis n° 65 (inclusion des dissimulations d'emplois salariés dans le champ des infractions répréhensibles). (p. 7172) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Guy Fischer (remboursement des aides publiques de toute nature en cas de constatation d'une fraude). Accepte l'amendement n° 13 de la commission (suppression du lien entre les rémunérations dissimulées et celles qui sont soumises à cotisation). - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 7173) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de M. Guy Fischer n° 170 et 171

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(considération du travail dissimulé comme la faute de l'employeur et non comme celle du salarié). - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 7174, 7175) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 66 (mesure de financement exceptionnelle du FSV pour 2006). - **Art. 18 et annexe C** (*Prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général*) (p. 7179) : demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Michel Mercier (amorce de la réforme du financement de la sécurité sociale). - **Art. 19** (*Prévisions pour 2006 des recettes des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7180) : réponse à M. Bernard Murat sur l'avenir du régime des prestations sociales agricoles. - **Art. 23** (*Objectif pour l'année 2006 d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Prévisions pour 2006 des recettes affectées au Fonds de réserve des retraites*) (p. 7182) : amélioration de la qualité de la gestion de la dette sociale. - **Art. 24** (*Procédure de certification des comptes des régimes autres que le régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 7183) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (clarification). S'oppose à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 70 (application de cet article à compter de l'exercice 2007).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 24 bis** (*Responsabilité des agents comptables des organismes de sécurité sociale*) (p. 7217) : accepte les amendements de la commission n° 17 (clarification) et n° 18 (précision par décret des opérations et des contrôles dont l'agent comptable assume la responsabilité). - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7218) : son amendement n° 270 : habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes ; adopté. Création en cours de la caisse de retraite des personnels de la RATP. (p. 7221) : discussion basée sur un malentendu. Fixation du principe de neutralité financière absolue de l'adossment pour le régime général. Prise en compte de la différence de l'évolution démographique entre les deux régimes par le versement d'une soulte.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7299, 7304) : forte réduction des déficits. Préservation d'un haut niveau de protection sociale. Poursuite des efforts engagés en matière de maîtrise médicalisée des dépenses. Plan hôpital 2007 et tarification à l'activité. Priorité à la mise en place du dossier médical personnel. Budgétisation de son coût. Association des usagers et des professionnels aux décisions. Revalorisation de l'aide à l'accès d'une couverture complémentaire santé. Fermeté contre la fraude. Renforcement des outils de la politique en matière de démographie médicale. Forte implication des médecins dans la réforme de l'assurance maladie. Succès encourageant de l'institution du médecin traitant. Respect de l'ONDAM pour 2005. Gestion responsable. Attachement des Français à leur système de santé performant. - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 7305, 7306) : s'oppose aux amendements n° 225 de Mme Christiane Demontès (rétablissement de l'accès gratuit et immédiat à l'AME) et n° 172 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'accès aux soins des personnes les plus démunies). - **Art. 26** (*Art. L. 161-13-1 nouveau, L. 311-5, L. 323-4, L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale - Prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité - Fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois*) (p. 7307) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy (indexation de la revalorisation des indemnités journalières sur l'évolution générale des salaires). - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 7308) : demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Michel Mercier (prise en compte de l'évolution du coût des carburants dans les indemnités de frais de déplacement des professionnels de santé). - **Art. 27** (*Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués*

par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes) (p. 7330, 7331) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 157 de M. Adrien Gouteyron, n° 173 de M. Guy Fischer et n° 141 de M. Bernard Cazeau (limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné) ainsi que de l'amendement n° 142 de M. Bernard Cazeau (octroi d'une rémunération forfaitaire annuelle aux centres de santé installés dans des zones déficitaires en matière d'offres de soins). Attente d'un bilan sur les aides mises en oeuvre. Son amendement n° 271 : contribution financière de la CNAM au fonctionnement de l'Union nationale des professions de santé ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 7332, 7333) : son amendement n° 272 : transfert aux partenaires conventionnels de la mise en oeuvre de l'examen de prévention bucco-dentaire créé pour les enfants avec prise en charge à 100 % des soins consécutifs ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 218 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur le bilan d'une année d'application de la charte de la visite médicale). - **Art. 28** (*Dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour*) (p. 7335) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 174 de M. Guy Fischer et n° 143 de M. Bernard Cazeau (suppression pour les laboratoires pharmaceutiques de la possibilité de verser, sous forme de remise à l'assurance maladie, un montant égal à la perte de revenu résultant de la baisse tarifaire décidée par le Comité économique des produits de santé). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 7335, 7336) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 219 (retrait des médicaments présentant un service médical rendu insuffisant de la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale) et n° 220 (remboursement à 100 % par l'assurance maladie d'un nombre limité de médicaments indispensables). - **Art. 28 bis** (*Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé*) (p. 7339) : demande le retrait des amendements de suppression de la commission des finances saisie pour avis n° 71 et n° 175 de M. Guy Fischer, ainsi que de l'amendement n° 97 de M. Dominique Leclerc (précision de l'utilité médicale des médicaments à service rendu médical insuffisant). - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7341) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national). - **Art. 29** (*Art. L. 162-5-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants*) (p. 7343, 7344) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 177 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins spécialistes) et n° 178 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des professionnels exerçant dans un centre de santé nouvellement agréé), ainsi qu'à l'amendement n° 111 de M. Michel Mercier (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins généralistes nouvellement installés en exercice libéral). - **Art. additionnel avant l'art. 30** (p. 7345) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Guy Fischer (suspension du plan "Hôpital 2007"). - **Art. 30** (*Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 7351) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 20 (validation législative des avances consenties par l'assurance maladie aux établissements de santé privés dans le cadre de la mise en oeuvre de la T2A et de la classification commune des actes médicaux), n° 21 (extension à trois ans de la période durant laquelle l'assurance maladie peut demander le recouvrement de sommes indûment perçues par un établissement de santé), n° 22 (association de l'assurance maladie à la signature des contrats de bon usage des médicaments conclus entre les agences régionales d'hospitalisation et les établissements de santé), n° 25 (extension des pouvoirs du service du contrôle médical en matière de lutte contre les fraudes) et n° 26 (obligation pour

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

les établissements de santé de transmettre à l'assurance maladie les documents nécessaires au contrôle de leur activité et de leur facturation), demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 23 et 24 (renforcement du pouvoir de contrôle de la CNAM sur les dépenses de l'hôpital), n° 27 (nécessité pour le directeur de l'ARH de prendre l'avis de la commission exécutive avant toute décision relative à la gestion budgétaire des établissements de santé) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 28 (obligation pour l'ARH de présenter un avis motivé de son refus de prendre les sanctions demandées par la CNAM). S'oppose aux amendements n° 180 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 145 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fongibilité entre les enveloppes des établissements privés et publics). Demande le retrait des amendements n° 134 de M. Bernard Seillier (augmentation, à titre transitoire, de la prise en charge des médicaments onéreux dispensés dans les établissements de moyen séjour) et de la commission des finances saisie pour avis n° 72 (mise en place d'un palier supplémentaire dans la convergence entre secteur public et secteur privé hospitalier concernant la réforme de la tarification à l'activité). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 146 de M. Bernard Cazeau (suppression de l'étape intermédiaire de convergence des tarifs public-privé à 50 % en 2008). - **Art. additionnels après l'art. 30** (p. 7355) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 73 (évaluation, dans le cadre de la procédure d'accréditation, de l'usage effectif des instruments analytiques et de gestion par les établissements hospitaliers). (p. 7356, 7358) : sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis, accepte le n° 153 (pérennisation du groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier, le GMSIH, et fixation de son statut, de sa composition et des modalités de son financement) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 74 (ajout, au bilan du périmètre des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, MIGAC, d'une information relative au montant attribué à chaque établissement). S'oppose à l'amendement n° 221 de M. Guy Fischer (exclusion de la tarification à l'activité des séances de dialyse pratiquées par les établissements privés associatifs). - **Art. 31** (Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD) (p. 7360, 7362) : ses amendements n° 283 (répartition des capacités d'accueil et des crédits entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social sur décision conjointe du préfet et du directeur de l'ARH) ; et n° 284 (précision des dispositions à adopter lorsque la répartition conjointe entre le préfet et le directeur de l'ARH n'a pu être opérée avant le 1er janvier 2007) ; adoptés. Accepte l'amendement n° 93 de Mme Marie-Thérèse Hermange (intégration des personnes handicapées hébergées dans une USLD dans le dispositif prévu par l'article) et s'oppose à l'amendement n° 226 de Mme Christiane Demontès (suppression du référentiel permettant de répartir les patients placés en unités de soins de longue durée, USLD, entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social). - **Art. 32** (Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne) (p. 7364, 7366) : son amendement n° 273 : possibilité pour les foyers-logements qui ne bénéficient pas déjà d'une autorisation de dispenser des soins, de déroger à l'obligation de conventionnement ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Gérard Dériot (suppression de la généralisation de pharmacies à usage interne au sein des établissements médico-sociaux ou d'établissements d'un même groupement de coopération médico-sociale) et s'oppose à l'amendement n° 227 de Mme Christiane Demontès (réintégration des médicaments et dispositifs médicaux dans le forfait soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées). (p. 7366, 7368) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 228 (possibilité d'intervention des services de soins palliatifs sous forme d'hospitalisation à domicile dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) et n° 229 (possibilité pour les établissements ne disposant pas de

pharmacie à usage interne de s'approvisionner auprès d'établissements de santé par voie conventionnelle). Accepte l'amendement n° 82 de M. Dominique Leclerc (implication de l'Ordre national des pharmaciens dans la mise en oeuvre des objectifs de santé publique). Son amendement n° 288 : incitation des officines à utiliser davantage de médicaments génériques en fixant des objectifs individualisés par voie de convention avec l'assurance maladie ; adopté. Exclusion de toute contrepartie financière pour les laboratoires. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 7369, 7371) : sur les amendements de M. Guy Fischer, s'oppose au n° 181 (élévation du "reste à vivre" des personnes âgées de 10 à 30 % du minimum vieillesse) et demande le retrait des amendements sur le même objet n° 182 et 183 (régulation des tarifs d'hébergement en établissements pour personnes âgées "anormalement bas" et "anormalement élevés"). - **Art. 32 bis** (Art. L. 1121-1 du code de la santé publique - Recherches biomédicales sur les patients hospitalisés) (p. 7372) : son amendement n° 290 : clarification des conditions de prise en charge de la recherche sur les soins courants ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 29 de la commission (suppression). - **Art. 33** (Art. L. 3125-5 du code de la santé publique, L. 162-46, L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 312-1, L. 313-1, L. 313-4, L. 314-3-2 nouveau et L. 314-3-3 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie - Création d'un nouvel objectif médico-social) (p. 7374) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). - **Art. 34** (Financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile) (p. 7375, 7376) : son amendement n° 274 : possibilité pour la CNSA de puiser dans ses réserves pour financer des travaux de mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées ; adopté. Création de 2 500 places nouvelles par an en maisons d'accueil spécialisées, MAS. Doublement du plan vieillissement et solidarité. - **Art. 35** (Art. L. 1142-3 du code de la sécurité sociale - Modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle) (p. 7377) : s'oppose à l'amendement n° 184 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 36** (Art. L. 862-4 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 7378) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7380) : demande le retrait de l'amendement n° 154 de Mme Marie-Thérèse Hermange (extension du délai laissé aux assureurs complémentaires de santé pour l'adaptation de leurs garanties au cahier des charges des contrats "responsables") au profit de l'amendement n° 256 de M. Nicolas About (extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire de santé souscrits dans le cadre de conventions de branche et accords collectifs obligatoires professionnels et interprofessionnels) qu'il souhaite voir adopter. Accepte, après sa rectification, l'amendement n° 137 de Mme Catherine Procaccia (report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention). (p. 7381, 7384) : intérêt positif de l'amendement précité n° 256 de M. Nicolas About. Accepte les amendements de la commission n° 33 (mise en conformité des contrats de prolongation ouverts, de droit et pour une période d'un an, aux assurés quittant le dispositif CMUC, avec les règles relatives aux contrats "responsables"), n° 34 (extension aux contrats offrant des garanties partielles d'un délai supplémentaire d'adaptation à la législation relative aux contrats "responsables") et, portant sur le même objet, n° 35 et 36 (alignement du régime de la CMUC sur celui du contrat "responsable"). Sur les amendements de Mme Catherine Procaccia, s'oppose au n° 139 (extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire santé souscrits dans le cadre d'un

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

accord d'entreprise), demande le retrait du n° 140 (extension du bénéfice de la prorogation du délai de mise en conformité aux contrats d'assurance complémentaire santé offrant des garanties partielles) au profit du n° 34 de la commission précitée, ainsi que du n° 138 (dérogation à l'obligation d'un avenant modificatif pour le passage aux contrats "responsables"). - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 7385) : son amendement n° 289 : précision du délai dans lequel est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale ; devenu sans objet. Accepte l'amendement n° 37 de la commission (précision des délais dans lesquels est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros) (p. 7397, 7398) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 95 de M. Gérard Delfau, n° 113 de M. Michel Mercier, n° 148 de M. Bernard Cazeau et n° 186 de M. Guy Fischer. - **Art. 38** (Art. L. 2133-1 du code de la santé publique - Messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires) (p. 7401, 7402) : s'oppose aux amendements n° 114 de M. Michel Mercier (suppression de l'extension à la presse écrite des règles selon lesquelles soit les publicités alimentaires contiennent un message à caractère sanitaire, soit les annonceurs paient une taxe) et n° 187 de M. Guy Fischer (versement d'une contribution affectée à l'INPES en cas de non-respect de l'obligation d'introduire une information à caractère sanitaire dans les publicités), et accepte l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement de la partie du dispositif relative aux imprimés concernant les producteurs et distributeurs des produits du terroir). - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 7402, 7403) : s'oppose à l'amendement n° 39 de la commission (rapport au Parlement, dans le cadre de la lutte contre l'obésité, sur les instruments fiscaux permettant de diminuer le prix relatif des fruits et des légumes). Réticence du Gouvernement à l'égard d'un rapport supplémentaire. (p. 7404) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile). - **Art. additionnel avant l'art. 39** (p. 7405) : s'oppose à l'amendement n° 188 de M. Guy Fischer (suppression de la contribution forfaitaire d'un euro à la charge de l'assuré pour chaque acte médical). - **Art. 39** (Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7406) : s'oppose à l'amendement n° 189 de M. Guy Fischer (suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel). (p. 7408, 7409) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Gérard Delfau (importance des professionnels de santé en milieu rural). Maisons médicales de garde dans le Val-de-Marne. Son amendement n° 282 : augmentation du montant des dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV ; adopté. (p. 7410) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 75 (affectation de dix millions d'euros supplémentaires pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV). - **Art. 40** (Art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP) (p. 7411) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 76 (réduction). - **Art. additionnels avant l'art. 41** (p. 7411) : accepte les amendements de la commission n° 258 (extension de la liste des établissements au sein desquels le personnel doit être vacciné contre certaines pathologies) et n° 259 (inclusion de la grippe dans la liste des pathologies contre lesquelles doit être vacciné le personnel soignant de ces établissements). - **Art. 41 bis** (Lutte contre la fraude) (p. 7412) : s'oppose à l'amendement n° 190 de M. Guy Fischer (suppression) et accepte l'amendement n° 40 de la commission (précision).

(p. 7413) : caractère répréhensible de la fraude. - **Art. 43** (Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2006) (p. 7415) : invoque l'irrecevabilité des amendements, sur le même objet, n° 150 de M. Bernard Cazeau et n° 222 de M. Guy Fischer (sous-objectifs de l'ONDAM) et s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (transfert de 400 millions d'euros de l'enveloppe "soins de ville" vers l'enveloppe "dépenses en établissements pour personnes âgées"). - **Art. additionnels après l'art. 43** (p. 7416) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 151 (publicité des données statistiques sur lesquelles travaille le comité d'alerte) et n° 152 (prévisions du comité d'alerte préalables à la détermination de l'ONDAM). - **Art. additionnel avant l'art. 43 bis** : s'oppose à l'amendement n° 155 de la commission (suppression de la prise en compte de mesures spécifiques issues de priorités de santé publique pour le calcul de l'objectif quantifié national relatif aux activités de psychiatrie et de soins de suite exercés par les cliniques privées). - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7418, 7419) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 124 (dispositifs d'aides pour faciliter l'installation de médecins libéraux en zone rurale) et n° 125 (amélioration des conditions d'attribution des aides). Accepte l'amendement n° 261 de M. Nicolas About (modalités de détermination par l'Etat des cas et conditions de limitation ou de suppression de la participation de l'assuré). Nécessité d'une politique active en matière de démographie médicale. Son amendement n° 286 : mise en oeuvre des tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés ; adopté. (p. 7420, 7421) : préparation des décrets d'application de la loi du 11 février 2005 sur les handicapés et mise en oeuvre des textes après leur publication. - **Art. 44 bis** (Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie) (p. 7422, 7423) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 77 (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 41 de la commission (inscription au budget des ministères de la santé et de l'assurance maladie des crédits nécessaires au fonctionnement du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie). Nécessité de pérenniser le Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie. Origine des crédits du Haut conseil. Mission et programme où sont inscrits les crédits du Haut conseil. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7425, 7427) : s'oppose aux amendements de M. Nicolas About n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge), n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 260 (règles de consultation des conseils des différentes branches de la sécurité sociale). Situation des personnes lourdement handicapées ou dépendantes. - **Art. additionnel après l'art. 44 bis** (p. 7430) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de la commission (indemnisation de l'allongement du congé de maternité prévu en cas de grande prématurité). - **Art. additionnels avant l'art. 45** : accepte l'amendement n° 106 de la commission (prise en compte des incidences de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites sur le régime spécial d'Alsace-Moselle). (p. 7431) : s'oppose aux amendements identiques n° 191 de M. Guy Fischer et n° 232 de M. Claude Domeizel (prise en charge de l'augmentation de la cotisation vieillesse par l'employeur). (p. 7432, 7433) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Roger Madec (extension des dispositifs de la pension de réversion des fonctionnaires civils et militaires aux personnes ayant signé un PACS). - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7434) : s'oppose aux amendements n° 253 de M. Roger Madec (extension du bénéfice de la pension de réversion versée aux personnes mariées aux personnes ayant signé un PACS), n° 126 de M. Claude Domeizel (détermination par la loi des modalités d'intégration ou d'adossment entre régimes de retraites), et n° 268 de M. Nicolas About (versement de l'indemnité de départ pour les artisans ayant commencé à travailler jeunes). - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère) (p. 7438) : s'oppose à l'amendement n° 267 de Mme Valérie Létard (rétablissement de l'exportabilité d'une partie du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

minimum vieillesse). Distinction entre les pensions de retraite et les minima sociaux. - **Art. additionnel après l'art. 46** (p. 7440) : demande le retrait de l'amendement n° 133 de M. André Lardeux (modalités de versement du minimum vieillesse pour les personnes résidant à l'étranger). - **Art. 47** (Art. L. 645-1 à L. 645-6 du code de la sécurité sociale - Réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé) (p. 7442) : s'oppose aux amendements de suppression n° 116 de M. Michel Mercier et n° 243 de M. Claude Domeizel. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 7443, 7445) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (codification des dispositions adoptées dans le cadre de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, sur la transparence et la neutralité financière des opérations d'adossesment de régimes spéciaux de retraite) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 293 ; rejeté. Importance de la neutralité financière de l'adossesment. (p. 7446) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (modalités d'information et de contrôle du Parlement sur les opérations d'adossesment des régimes de retraite spéciaux sur le régime général) sous réserve de son sous-amendement n° 294 ; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° 43 de la commission (publication à partir de 2008 des engagements de retraite futurs des caisses de retraite ayant plus de vingt-mille cotisants). (p. 7448, 7449) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 127 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux parents ayant élevé l'enfant de leur conjoint), n° 129 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant adopté un enfant avant la mise en place du congé d'adoption), n° 130 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant formulé leur demande d'admission à la retraite avant la date de publication du décret publiant ces nouvelles dispositions) et n° 128 (possibilité de cumul entre emploi et retraite). - **Art. additionnels avant l'art. 49** (p. 7451) : s'oppose aux amendements n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de la franchise de 1 euro par acte médical pour les victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles) et n° 192 de M. Roland Muzeau (suppression de la franchise de 1 euro pour les victimes des accidents du travail). (p. 7452, 7453) : s'oppose aux amendements n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision des conditions d'application du régime transitoire pour les accidents survenus à compter du 1er septembre 2001) et n° 194 de M. Roland Muzeau (déplafonnement de la contribution à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). (p. 7454) : s'oppose aux amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour les personnes ayant travaillé dans une entreprise ressortissant du régime général de faire valoir les périodes d'activité dans un établissement de construction ou de réparation navale du ministère de la défense) et n° 198 de M. Roland Muzeau (prise en compte des années passées dans les établissements au contact de l'amiante pour les anciens ouvriers d'Etat de la défense nationale pour bénéficier de l'ACAATA au titre du régime général). Travail effectué par l'IGAS. (p. 7456) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 193 de M. Roland Muzeau (renforcement du suivi des travailleurs exposés à l'amiante). - **Art. 49** (Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA) (p. 7459, 7460) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de la commission (contribution de l'Etat au FIVA) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 117 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (parts respectives de l'Etat et de la sécurité sociale dans le financement du FCAATA et du FIVA). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 7460, 7462) : sur les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, s'oppose au n° 119 (bénéfice s'attachant à la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur accordé par le FIVA aux victimes sans qu'elles aient besoin d'engager une procédure judiciaire) et demande le retrait du n° 118 (voie d'accès individuelle au FCAATA pour les salariés exposés à l'amiante dont l'entreprise ne figure pas sur une liste). (p. 7462, 7463) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 195 (caractère indicatif des listes sur lesquelles figurent les établissements susceptibles d'avoir placé leurs salariés au

contact de l'amiante), n° 197 (extension aux agents de la fonction publique exposés à l'amiante du bénéfice de la préretraite), n° 196 (revalorisation du montant de l'ACAATA) et n° 199 (application d'une surcotisation accidents du travail - maladies professionnelles aux employeurs responsables de fraudes à la procédure de reconnaissance de maladies incontestablement professionnelles). - **Art. 50** (Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 7465) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 201 de M. Guy Fischer et n° 101 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à l'assurance maladie). - **Art. additionnel après l'art. 50** : s'oppose à l'amendement n° 200 de M. Guy Fischer (affectation à la branche accidents du travail et maladies professionnelles d'un budget prévention). - **Art. additionnel avant l'art. 51** (p. 7466) : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Roland Muzeau (distinction entre la date de la première constatation médicale de la maladie correspondant au point de départ de la prise en charge des soins et indemnités et la date du certificat médical établissant le caractère professionnel de la maladie servant de point de départ de la prescription). - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 7467) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 131 de M. Claude Domeizel (création d'un Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en faveur des fonctionnaires de l'Etat). - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7467, 7468) : son amendement n° 277 : suppression à Mayotte du plafonnement à trois enfants par allocataire pour le versement des allocations familiales ; adopté par priorité après modification par le sous-amendement n° 291 de la commission qu'il accepte. (p. 7470) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Adrien Giraud (versement de l'API aux mahorais). - **Art. 52** (Art. L. 531-4, L. 532-2 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - Adaptation du complément de libre choix d'activité) (p. 7471) : s'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Claire-Lise Campion (application du dispositif au 1er janvier 2006). - **Art. 53** (Art. L. 511-1, L. 544-1 à L. 544-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-28-9 du code du travail - Allocation journalière de présence parentale) (p. 7473) : son amendement n° 275 : modalités d'octroi de l'allocation journalière de présence parentale ; adopté. (p. 7474) : s'oppose aux amendements n° 238 de Mme Claire-Lise Campion (suppression de la durée minimale des soins pour le bénéfice de l'allocation journalière de présence parentale) et n° 50 de la commission (précision de la durée minimale du traitement dont l'enfant a besoin). Son amendement n° 278 : cohérence ; adopté. (p. 7475, 7476) : accepte l'amendement n° 85 de Mme Marie-Thérèse Hermange (élargissement du champ des dépenses éligibles au complément pour frais) et s'oppose à l'amendement n° 240 de Mme Claire-Lise Campion (complément mensuel pour faire face aux frais supplémentaires consécutifs à la maladie d'un enfant). Son amendement n° 279 : cohérence ; adopté. Accepte l'amendement n° 52 de la commission (information de l'employeur par le salarié du ou des jours de congé de présence parentale). Accepte l'amendement n° 86 de Mme Marie-Thérèse Hermange (suppression de la faculté d'établir une convention entre le salarié et son employeur pour déterminer le calendrier prévisionnel et les modalités de prise de jours de congés). (p. 7477, 7478) : son amendement n° 276 : extension du dispositif de congé de présence parentale aux fonctionnaires ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 241 de Mme Claire-Lise Campion (entrée en vigueur de l'article avancée au 1er janvier 2006). - **Art. 54** (Art. 60 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009) (p. 7479) : s'oppose aux amendements de suppression n° 203 de M. Guy Fischer et n° 242 de Mme Claire-Lise Campion. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7480) : son amendement n° 287 : application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial ; adopté. - **Art. 55** (Art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille) (p. 7483) : s'oppose à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 121 de M. Michel Mercier (suppression). - **Art. 57** (Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales) (p. 7487) : son amendement n° 292 : suppression de l'avis obligatoire du Conseil des professions paramédicales pour une mise en oeuvre rapide du dossier médical personnel ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 57** (p. 7488, 7489) : accepte les amendements n° 94 de Mme Marie-Thérèse Hermange (procédure d'information entre les régimes obligatoires et les organismes complémentaires) et n° 58 de la commission (information des organismes d'assurance complémentaire par le régime obligatoire en cas de constatation d'une anomalie), et s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (renforcement de l'obligation des praticiens de respecter les règles encadrant l'exercice de leur profession). - **Art. 58** (Charges prévisionnelles pour 2006 des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (correction d'une erreur). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7493) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 90 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7754, 7755) : approbation du texte de la commission mixte paritaire. Enrichissement du texte par les travaux parlementaires. Demande l'approbation du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire. Remerciements. - **Art. 16** (p. 7777) : son amendement n° 1 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 18 et annexe C** (p. 7778) : ses amendements n° 2 et 3 (coordination) ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Art. 21** : son amendement n° 4 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8654, 8656) : augmentation des crédits consacrés à la politique du handicap. Financement de la réforme de l'allocation adulte handicapé, AAH. Préparation des décrets d'application de la partie "Emploi" de la loi du 11 février 2005. Dotation aux centres d'aide par le travail. Décret sur la prestation de compensation du handicap. Inquiétude des présidents de conseils généraux. Financement de cette prestation. Evolution comparée de cette prestation et de l'allocation personnalisée d'autonomie. Mise en place de maisons départementales des personnes handicapées ; crédits supplémentaires pour le recrutement d'agents. - **Art. 89** (Autorisation des garanties accordées par l'Etat en tant que membre du groupement d'intérêt public, GIP) (p. 8661) : s'oppose aux amendements de suppression n° II-69 de M. Guy Fischer et n° II-71 de M. Jean-Pierre Godefroy.

BAUDOT (Jacques)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 99 tome 3 annexe 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Anciens combattants - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 933, 935) : nature ouvertement fédérale du projet. Entrée de la Turquie dans l'Europe indissociable du débat constitutionnel. Choix décisif et irréversible. Accélération de l'appauvrissement de la France. Echec du traité de Maastricht. Organisation d'un moins-disant fiscal et social. Incidence de la directive Bolkestein. Fin de l'indépendance de l'Europe. Mise en place d'une vassalisation définitive. Se déclare défavorable à la Constitution européenne.

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1035) : votera contre ce projet de révision et le traité constitutionnel européen.

- **Rappel au règlement** - (6 avril 2005) (p. 2767) : proteste contre les propos injurieux tenus à l'égard des partisans du "non" au traité établissant une constitution pour l'Europe.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9192, 9194) : présentation des trois programmes de la mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation". Revalorisation de la retraite du combattant. Rôle déterminant joué par l'ONAC. Situation des orphelins des prisonniers du Viêt-minh. Mécontentement des anciens combattants mutualistes. Incidence de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

départementalisation des routes nationales sur les conditions d'entretien des monuments aux morts. Observations "Iolfiennes". Egalité de traitement en matière de droit à pension du conjoint survivant. La commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9205) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-228 de Mme Gisèle Printz (augmentation de l'indice de la retraite du combattant). (p. 9206) : s'oppose à l'amendement n° II-229 de Mme Gisèle Printz (indemnisation des hommes et des femmes incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes). (p. 9207) : s'oppose à l'amendement n° II-232 de Mme Gisèle Printz (relèvement du plafond de la rente mutualiste du combattant). (p. 9208) : s'oppose à l'amendement n° II-225 de M. Guy Fischer (transfert interne au budget pour financer une allocation différentielle destinée aux veuves d'anciens combattants disposant de ressources modestes). - **Art. 75 (Reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)** (p. 9210) : accepte l'amendement n° II-318 du Gouvernement (établissement d'une égalité parfaite entre les hommes et les femmes dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). - **Art. additionnels après l'art. 75** : Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-2 de M. Nicolas About (introduction d'une mesure d'équité permettant le partage des pensions de réversion dans les situations particulières de pensionnés divorcés puis remariés). (p. 9211) : demande le retrait de l'amendement n° II-231 de M. Jean-Pierre Masseret (célébration annuelle d'une journée nationale de la Résistance). - **Art. additionnels après l'art. 75 bis** (p. 9213) : invoque l'article 40 de la Constitution sur les amendements portant sur le même objet n° II-77 de M. Philippe Richert et n° II-230 de Mme Gisèle Printz (indemnisation des Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans les organisations paramilitaires du régime nazi). (p. 9214) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° II-250 (relèvement du plafond majorable de la rente mutualiste) et n° II-251 (institution d'une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la deuxième guerre mondiale).

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 929, 930) : révision constitutionnelle indispensable à la ratification du nouveau traité établissant une Constitution pour l'Europe. Mise en place d'une obligation de référendum pour les futurs élargissements de l'Union européenne ; perte de la liberté d'initiative référendaire pour le Président de la République. Avantages de l'intégration de la Turquie à l'Union : développement de la laïcité dans la

diversité ; rempart à la propagation des idées intégristes. Texte de compromis. Avancées en matière de garantie des libertés publiques et du contrôle démocratique. Reconnaissance d'un espace pacifié au sein de l'Europe. Refus d'opposer la Turquie musulmane à la vieille Europe chrétienne. Volonté de dépassement des lignes d'affrontement. Maintien d'un objectif indéfectible de paix. Vote oui à l'Europe et au projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6432, 6433) : baisse régulière des revenus des agriculteurs. Déception vis-à-vis de ce texte qui présente de nombreuses faiblesses. Exprime son désaccord avec ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9561, 9562) : budget aléatoire, irresponsable et injuste. Surévaluation des prévisions de croissance. Atteinte à l'autonomie financière des collectivités territoriales. Mise en place du "bouclier fiscal" pour les plus aisés et d'une politique de régression sociale pour les plus démunis. Les radicaux de gauche ne voteront pas ce texte.

BEAUFILS (Marie-France)
sénateur (Indre-et-Loire)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Remboursements et dégrèvements [n° 99 tome 3 annexe 24 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires** [n° 168 (2004-2005)] - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 736, 738) : proposition revenant sur la décision de non-conformité du Conseil constitutionnel. Motivations affichées par la majorité. Rejet de l'analyse livrée par le Conseil des impôts sur la politique d'allègement fiscal. Compétence incontestable de ses membres. Volonté de la commission de créer un organisme plus libéral. Dégradation de la protection sociale. Accroissement des charges des collectivités locales. Obsession de la réduction des dépenses publiques. Débat sur la TVA sociale. Inefficacité de la politique gouvernementale de l'emploi. Le groupe CRC ne votera pas cette proposition de loi. - **Art. unique** (p. 747) : nécessité d'un débat sur le modèle de société à construire.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** [n° 240 (2004-2005)] - (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 3179) : demande des précisions sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Question préalable** (p. 3372, 3375) : soutient la motion n° 125 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Volonté des Français d'être mieux associés aux choix les concernant et difficulté du Gouvernement à l'accepter. Lien entre la construction européenne et la politique énergétique de la France. Opposition des salariés et des usagers à la privatisation de GDF. Augmentation des tarifs du gaz. Conséquences des privatisations dans le domaine de l'énergie. Création des certificats d'économie d'énergie. Epuisement des ressources fossiles. Rappel du rôle des entreprises publiques dans le redressement économique. Nécessité d'inscrire la politique énergétique dans un projet européen de coopération.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Politique d'investissement d'EDF. Catalogue de mesures dépourvues de moyens d'action.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3421, 3423) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 236 et 240 de M. Yves Coquelle (abandon de la politique de privatisation du secteur de l'énergie). Soutient les amendements analogues de M. Yves Coquelle n° 238 et 239 (rappel du rôle de GDF et d'EDF dans la mise en oeuvre du service public de l'énergie) ; rejetés. - **Art. 1er septies A (Objectifs et axes de la politique énergétique)** (p. 3446) : favorable au sous-amendement n° 185 de M. Roland Courteau portant sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture). - **Art. 6 (Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements)** (p. 3496) : favorable à l'amendement n° 138 de M. Roland Courteau (signature d'une convention de réduction des charges locatives pour les bâtiments à usage d'habitation bénéficiant d'une aide financière publique). - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3506) : favorable aux amendements analogues n° 79 de M. Marcel Deneux, n° 202 de M. Jean-Pierre Vial et n° 286 de M. Thierry Repentin (rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien)** (p. 3550, 3551) : volonté du groupe CRC d'encourager la diversification des sources d'énergie. Absence de mesures visant à combiner la production d'énergie par les éoliennes et par d'autres sources. Réflexion nécessaire en matière d'efficacité et de cohérence. Question du financement de l'énergie éolienne face au désengagement de l'Etat dans le secteur énergétique. Inclusion opportune des collectivités locales dans le processus de décision. Réponse satisfaisante de l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000). Association toutefois souhaitable de la population aux décisions. Le groupe CRC votera l'amendement n° 40 rectifié en séance par le rapporteur, n'excluant pas l'apport d'améliorations dans le futur. Persistance de difficultés. Doutes concernant l'application de la loi quant aux obligations d'achat. - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3563) : intervient sur les amendements identiques n° 82 de M. Marcel Deneux, n° 107 de M. Ladislav Poniatowski et n° 268 de M. Philippe Marini (renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence). Reconnaissance implicite par la majorité des avantages du monopole public. - **Art. 13 (Art. 21-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Amélioration du régime applicable aux réseaux de transport et de distribution d'électricité)** (p. 3579) : demande l'adoption de l'amendement n° 257 de M. Yves Coquelle (prise en compte des impératifs de continuité et de sécurité du service public de l'électricité) qui n'est pas satisfait par les amendements portant sur le même objet n° 52 et 53 de la commission (clarification et simplification du dispositif d'évaluation et de contrôle de la qualité de l'électricité) ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3615) : le groupe CRC ne participera pas au vote sur l'amendement n° 309 de la commission (nouvel intitulé - Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique) qui ne modifie rien au fond.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5006) : le groupe CRC votera l'amendement n° 89 de M. François Marc (limitation du cumul des mandats d'administrateurs). - **Art. 1er (Tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par des moyens de télétransmission)** (p. 5009) : prise en compte des évolutions technologiques. Scepticisme sur l'intérêt pour la gestion quotidienne des entreprises. Le groupe CRC votera contre l'article 1er. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5018, 5019) : soutient l'amendement n° 65 de M. Bernard Vera (plans d'option d'achat d'actions soumis à la négociation

collective et associés à la signature d'un accord collectif sur l'évolution des salaires) ; rejeté. - **Art. 2 bis (Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées)** (p. 5020) : prise en compte prioritaire du pouvoir d'achat des dirigeants et administrateurs de sociétés cotées en bourse. Mise en place d'accessoires de rémunération, notamment des compléments de retraite. Le groupe CRC ne votera pas cet article créant un privilège exorbitant pour une catégorie réduite de salariés d'entreprise.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5056) : défavorable à l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Hyst (transposition de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs). - **Art. 4 A (Mesure fiscale tendant à rétablir la neutralité des véhicules du capital-investissement)** (p. 5063) : soutient l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Art. 4 (Nouveaux financements pour la revitalisation économique)** (p. 5066) : soutient l'amendement n° 71 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Art. 5 (Agence de l'innovation industrielle)** (p. 5071, 5072) : soutient l'amendement n° 72 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Art. 5 bis (Réductions d'impôt sur les sociétés pour des dépenses de recherche ou des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises innovantes)** (p. 5074, 5075) : soutient l'amendement n° 73 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Art. 6 (Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)** (p. 5077) : soutient l'amendement n° 74 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5097) : favorable au retrait des amendements n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance). - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 5112, 5113) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 76, 77, 78, 79 et 80 (protection des droits des locataires face aux investisseurs immobiliers) ; rejetés. - **Art. 15 (Ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)** (p. 5120) : soutient l'amendement n° 83 de M. Bernard Vera (contrôle direct, par les salariés, des fonds collectés au titre de la participation) ; rejeté.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5819, 5821) : réduction du déficit par les plus-values fiscales. Traduction du gel de crédits par une annulation. Rôle du Parlement. Eloignement de l'indice INSEE de la réalité des dépenses supportées par les ménages. Absence de réponse aux attentes de pouvoir d'achat des ménages. Désintéressement des Etats-Unis de son déficit public, de sa dette publique et de son déficit commercial. Majoration des recettes fiscales. (p. 5822, 5824) : interprétation de la plus-value fiscale. Restriction à la réduction de la dépense publique. Objectifs de la LOLF. Conséquences regrettables de la réduction des dépenses publiques. Favorable à la redistribution de la richesse nationale par la dépense publique. Avec le groupe CRC, ne votera pas ce projet de loi de règlement du budget de 2004.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6319, 6320) : engagement par le Gouvernement d'une réforme du système fiscal pénalisant les plus fragiles. Atteinte à la conception progressive de l'impôt sur le revenu. Réduction des services publics à la personne. Souhaite un examen rapide de la proposition de modernisation de la taxe professionnelle déposée par le groupe CRC.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7818, 7820) : fondement de la politique fiscale sur les principes du libéralisme aux antipodes

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de l'exigence de plus de justice sociale. Dogme de la compétitivité. Relance de la misère. Augmentation des bénéficiaires du RMI et des familles surendettées. Echec de la politique de réduction d'impôt depuis 2002. Aggravation du chômage. Nécessité d'un renforcement de la progressivité de l'impôt et d'une réforme de l'impôt sur les sociétés efficace pour l'emploi. Invention du "bouclier fiscal" pour réduire l'ISF. Faiblesse du pouvoir d'achat des salariés. Inadéquation de la prime pour l'emploi. Aggravation de la situation par l'instauration d'une TVA dite "sociale". Instabilité des ressources des collectivités territoriales. Transfert de charges sans compensation. Problématique de l'assiette de la taxe professionnelle. Proposition de loi du groupe CRC visant à taxer les actifs financiers des entreprises.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7913) : défavorable à l'amendement n° 214 de M. Philippe Dallier (limitation du prélèvement de solidarité en fonction de l'épargne nette de la commune). (p. 7918) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 7920) : soutient l'amendement n° I-172 de M. Thierry Foucaud (prise en compte, au titre du quotient familial, d'enfants accueillis dans un foyer) ; rejeté. - **Art. 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2005)** (p. 7922, 7924) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-62 (barème de l'impôt sur le revenu) ; et n° I-63 (repli) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7926, 7927) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). - **Art. additionnels après l'art. 2 quater** (p. 7944) : moyens des structures accueillant les enfants de six à douze ans. - **Art. 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 7949) : le groupe CRC votera l'amendement n° I-29 de M. Marc Massion (revalorisation de la prime pour l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 7952) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans). - **Art. 5 (Aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations)** (p. 7955, 7956) : soutient l'amendement n° I-66 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions sur les droits liquidés pour les transmissions anticipées de patrimoine) ; rejeté. - **Motion d'ordre** (p. 7957) : difficultés résultant de l'organisation du débat relatif au projet de loi de finances pour 2006. - **Art. 6 (Instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et soeurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)** (p. 7959) : défavorable à l'amendement n° I-3 de la commission (abattement de 5.000 euros sur les droits de mutation à titre gratuit pour les dons aux arrière-petits-enfants). - **Art. 7 (Crédit d'impôt en faveur de la mobilité des chômeurs)** (p. 7963) : favorable à l'amendement n° I-67 de M. Thierry Foucaud (conditions d'accès à l'aide à la mobilité). - **Rappel au règlement** (p. 7965) : problèmes posés par la modification de l'ordre du jour. - **Art. 12 (Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2)** (p. 7971) : favorable à l'amendement n° I-115 de M. Marc Massion (accroissement de la pénalisation des véhicules les plus polluants). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7982, 7984) : soutient l'amendement n° I-183 de M. Thierry Foucaud (augmentation progressive de la part des biocarburants dans chaque carburant) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7995) : soutient l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions d'impôt sur les sociétés) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 16** (p. 7999) : soutient l'amendement n° I-71 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt sur les sociétés des établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées) ; rejeté. - **Art. additionnels**

après l'art. 16 (p. 8001, 8002) : favorable à l'amendement n° I-37 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéficiaires des sociétés foncières).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8281, 8282) : importance des collectivités territoriales dans la vie quotidienne. Reconnaissance du rôle positif des maires par le ministre de l'intérieur. Insuffisance de leurs moyens d'action. Dégradation de la situation des familles logées dans les quartiers populaires. Conséquences des transferts de compétences sans transfert de ressources. Exemple de l'Indre-et-Loire. Plafonnement de la taxe professionnelle. Souhait du Gouvernement de faire financer sa politique par les collectivités territoriales. Nécessité de rénover l'assiette de la taxe professionnelle : ses propositions. Introduction d'une nouvelle inégalité dans l'organisation et l'aménagement du territoire. Augmentation des impôts locaux. - **Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)** (p. 8313, 8314) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° I-320 du Gouvernement (indexation de la compensation sur la progression de la DGF). Absence de demande d'allègement émanant du monde agricole. Inefficacité de cette mesure pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs. Absence de mention des causes de la baisse des revenus agricoles. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8315, 8316) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-105 (élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées du champ de l'exonération de taxe d'habitation prévue à l'article 1407 du code général des impôts) ; n° I-106 (rédaction) ; retirés ; n° I-107 (compensation intégrale pour les communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti) ; et n° I-104 (élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées de l'exonération de taxe professionnelle prévue à l'article 1449 du code général des impôts) ; rejetés. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8319, 8320) : intervient sur l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). Concordance entre l'augmentation du nombre de RMistes et la baisse des allocataires pris en charge par les ASSEDIC. Doute sur l'efficacité de ce dispositif. - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8325) : soutient l'amendement n° I-98 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la DGE dans sa forme initiale) ; rejeté. (p. 8326) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-101 et I-100 (repli) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 25 (Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements)** (p. 8357, 8358) : soutient l'amendement n° I-94 de M. Thierry Foucaud (extension de l'assiette de la taxe professionnelle aux actifs financiers détenus par les entreprises assujetties) ; retiré. (p. 8361, 8362) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-96 (modification de l'indice synthétique de la DSU) ; et n° I-103 (augmentation du montant de la DGF mise en répartition) ; rejetés. (p. 8366) : défavorable à l'amendement n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au logement d'urgence, FARU). (p. 8370) : intervient sur l'amendement n° I-304 précité. Favorable à l'amendement n° I-96 précité. - **Art. 26 (Compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)** (p. 8373, 8374) : soutient l'amendement n° I-93 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'allègement transitoire des bases de taxe professionnelle) ; retiré. (p. 8377) : favorable à l'amendement n° I-150 de Mme Nicole Bricq (majoration de la compensation versée au STIF en 2006). - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** : soutient l'amendement n° I-110 de M. Thierry Foucaud (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI) ; rejeté. (p. 8382) : intervient sur l'amendement n° I-110 précité. - **Art. additionnel avant l'art. 28** (p. 8391) : soutient l'amendement n° I-112 de M. Thierry Foucaud (suppression de la réfaction de TVA appliquée aux collectivités locales au titre

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des dépenses éligibles au FCTVA); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 8395): intervient sur l'amendement n° I-299 du Gouvernement (dérogation au principe prévoyant que les dépenses réelles d'investissement prises en considération pour l'attribution du FCTVA sont celles afférentes à la pénultième année). - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8450, 8451): le groupe CRC votera contre cette première partie du projet de loi de finances qui ne comporte pas suffisamment de mesures en faveur de la justice sociale.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat

- (3 décembre 2005) (p. 8732): programmes "Epargne" et "Appels en garantie de l'Etat". Précisions quant aux formes de financement d'actions économiques et quant à l'usage des fonds de garantie. Souhait d'encadrer la démarche de valorisation du patrimoine immobilier de l'Etat. Absence de visée sociale. Absence de mesure de la qualité de l'action et de la satisfaction des usagers dans les objectifs assignés au compte spécial "Participations financières de l'Etat". Le groupe CRC rejettera les crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" et des deux comptes spéciaux.

Budget annexe des monnaies et médailles

- (3 décembre 2005) (p. 8735, 8736): projet de transformation du statut de la direction des Monnaies et médailles, DMM. Inquiétude des personnels quant à son financement. Choix de gestion contestable. Absence d'avancée sur les possibilités de diversification de Pessac. Avenir du site du quai de Conti à Paris. Maintien indispensable des Monnaies et médailles dans un budget annexe dans le cadre d'une mission monoprogamme: droit régalien, fiabilité de la production de monnaie et garantie des fonds propres et des investissements futurs. Les sénateurs du groupe CRC ne voteront pas les termes de ce budget annexe.

Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (3 décembre 2005) (p. 8738): progression apparente des crédits de la mission "Gestion et contrôle des finances publiques". Forte réduction des effectifs. Choix idéologiques au travers de la structure des crédits du programme "Gestion financière et fiscale de l'Etat et du secteur public local". Evolution vers une externalisation des tâches. Exemple du traitement isolé de la fiscalité des petites entreprises. Réflexion indispensable sur le devenir des services fiscaux. Propositions judicieuses des organisations syndicales du ministère des finances. Réponse aux défis de la relation avec le contribuable, la qualité du service, le respect des initiatives des agents fiscaux et la justice fiscale. Préoccupations absentes des orientations du Gouvernement. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

Remboursements et dégrèvements

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. (p. 8757, 8758): interrogation sur la raison d'être de la mission "Remboursements et dégrèvements". Absence de lisibilité des crédits. Non-pertinence des arguments du Gouvernement. Indicateurs sommaires. Insuffisance d'un objectif unique. Nécessité d'intégrer les remboursements et les dégrèvements aux missions auxquelles ils sont rattachés pour apprécier l'intérêt ou non des décisions fiscales. Sous réserve de ces observations, la commission des finances recommande, à la majorité, l'adoption des crédits de cette mission.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9233, 9234): nécessaire prise en compte du rééquilibrage modal. Politique du Gouvernement inspirée par la libre-concurrence au détriment de la concurrence équitable.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9260, 9261): coût pour l'Etat du plafonnement de la taxe professionnelle et de son assise sur la valeur ajoutée des entreprises. Intégration de cette disposition dans un ensemble de mesures en faveur des entreprises. Correction de la taxe professionnelle et non réforme. Dispositif avantageux pour les seules grandes entreprises. Inadaptation de cette réforme à la réalité économique. Partisan d'une véritable modernisation de la taxe professionnelle. Incidence du plafonnement sur le caractère dynamique des collectivités territoriales. (p. 9272, 9273): soutient l'amendement n° II-165 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. Protestation contre la reprise dans cet article d'un thème récurrent: la responsabilisation des collectivités territoriales. Caractère non déterminant des taux de taxe professionnelle pour l'implantation d'une entreprise. Baisse des rentrées fiscales des collectivités territoriales. (p. 9279): favorable aux amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Absence d'avis du ministre sur l'amendement n° II-184 de M. Thierry Foucaud (réécriture de cet article en intégrant dans l'assiette de la taxe professionnelle les actifs financiers des entreprises assujetties) et absence de réponse du rapporteur général sur la question du blocage des intercommunalités à taxe professionnelle unique. (p. 9293, 9294): votera contre les amendements de la commission n° II-431 (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-430 (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales) et n° II-429 (neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle). Volonté de la commission d'atténuer les conséquences de la réforme pour les collectivités territoriales. Coût de cette mesure. Interrogation sur le principe obligeant les collectivités territoriales à prendre en charge ce qu'elles n'ont pas décidé. (p. 9311, 9312): refus des collectivités territoriales d'être utilisées par l'Etat comme variable d'ajustement d'une politique d'aide aux entreprises. Votera contre l'article 67. - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9316, 9317): votera contre l'amendement n° II-316 de M. Yann Gaillard (exonération de taxe professionnelle pour les activités de production de films et de programmes de télévision et la production de films institutionnels et publicitaires).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9334): le groupe CRC votera l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF). - **Art. 57 ter** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9345): interroge le ministre sur les crédits visés au paragraphe II de l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9352, 9353): poursuite du démantèlement de l'ISF. Invite le Gouvernement à considérer la situation des ménages surendettés. Politique à mener en leur faveur. Refus du bouclier fiscal. (p. 9359): soutient l'amendement n° II-169 de M. Thierry Foucaud (instauration, en cas d'application du droit à restitution, d'une contribution minimale de l'ISF pour chacune des tranches d'imposition au tarif de ce droit); rejeté. (p. 9363): réforme représentant une erreur économique. Comparaison entre le traitement des contribuables modestes et les contribuables les plus riches. Proposition d'un système d'abattement en fonction du revenu en ce qui concerne la taxe foncière. Réduction des capacités

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des collectivités territoriales par une ponction fiscale nationale. Dispositif du bouclier fiscal contraire à la justice fiscale. Scepticisme quant à l'efficacité du dispositif sur les retours des "défiscalisés" sur notre territoire. (p. 9368) : le groupe CRC vote contre l'article 58. - **Art. 59** (*Refonte du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 9369, 9370) : réforme inacceptable de l'impôt sur le revenu. Etape vers l'instauration de la proportionnalité de cet impôt. Favorable à un renforcement de l'égalité devant l'impôt sur le revenu et à une accentuation de sa progressivité. Multiplication des avantages consentis aux bénéficiaires de revenus financiers. Souci de la justice fiscale et de l'efficacité économique et sociale. Le groupe CRC est en profond désaccord avec cette réforme de l'impôt sur le revenu. (p. 9371) : soutient l'amendement n° II-171 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle) ; rejeté. Exemple chiffré de l'incidence de la réforme. Dispositif profitant à une minorité de privilégiés. - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9379) : soutient l'amendement n° II-175 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle) ; rejeté. Inconvénient des incitations au développement de l'épargne financière. (p. 9380) : soutient l'amendement n° II-177 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle) ; rejeté. (p. 9383, 9384) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-181 (conséquence) ; et n° II-252 (simplification de la fiscalité relative au logement) ; rejetés. (p. 9385) : soutient l'amendement n° II-182 de M. Thierry Foucaud (cohérence) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 60 bis** (p. 9388) : soutient l'amendement n° II-253 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des élèves étudiants étrangers accueillis pendant leur scolarité en France au titre des personnes à charge au sens de l'article 196 du code général des impôts) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9395) : défavorable à l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager). Exemple de son département d'Indre-et-Loire. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9412) : soutient l'amendement n° II-242 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction d'impôt "emploi à domicile") ; rejeté. (p. 9413, 9414) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-259 (limitation des dépôts effectués sur les PEA) ; et n° II-189 (augmentation du taux d'imposition des valeurs mobilières) ; rejetés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies (précédemment réservés)** (p. 9995) : le groupe CRC votera contre les amendements portant sur le même objet n° 9 et 10 de la commission (reconnaissance de la personnalité morale et de l'autonomie financière à la Commission de régulation de l'énergie, CRE, au moyen d'une contribution assise sur la consommation d'électricité et de gaz). - **Art. 32** (*Coefficient de revalorisation des valeurs locatives pour 2006*) (p. 10001) : soutient l'amendement n° 76 de M. Thierry Foucaud (habilitation du conseil régional à constituer une commission de contrôle, de suivi et d'évaluation des aides publiques versées aux entreprises) ; irrecevable (article 45 du règlement du Sénat). Situation préoccupante des salariés de la société Mac Cormick France et de la fonderie de machinisme agricole Bragarde dans la région Champagne-Ardenne. - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10006, 10007) : soutient l'amendement n° 77 de M. Thierry Foucaud (rapport au Parlement sur le financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie et la mesure de son impact sur l'activité économique) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 166 de M. François Trucy (exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés). - **Art. 33 quinquies** (*Exonération de prêts à vocation sociale de la taxe sur les opérations de crédit*) (p. 10021) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 27 de la commission (suppression pour coordination). - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 10030,

10031) : défavorable à l'amendement n° 82 de M. Roger Karoutchi (augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006). Le groupe CRC vote contre l'amendement n° 82 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2005) (p. 10039) : approbation de la suppression de l'article relatif à la fiscalisation des indemnités journalières pour accidents du travail et de l'article relatif à la détaxation au titre de la taxe professionnelle des entreprises du secteur audiovisuel. Opposition aux autres propositions de la commission mixte paritaire. Avec le groupe CRC votera contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10100, 10101) : le groupe CRC maintient l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Suggère l'installation d'un groupe de travail sur les textes d'application de la taxe. - **Art. 44** (*Changement de dénomination des services chargés de la fiscalité professionnelle*) (p. 10120, 10121) : soutient l'amendement n° 79 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 51** (*Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurance sur les contrats d'assurance souscrits auprès des mutuelles et des institutions de prévoyance et couvrant d'autres risques que la maladie*) (p. 10129) : soutient l'amendement n° 80 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10142, 10143) : texte "voiture balai". Traitement inopportun de la question des pénalités relatives aux différents impôts et de celle de la taxation des plus-values. Réduction de la dépense publique. Politique fiscale injuste. Le groupe CRC votera contre le projet de loi de finances rectificative pour 2005.

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - Famille - Justice - Société.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - Collectivités territoriales - Culture.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - Justice - Police et sécurité - Société.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - Collectivités territoriales.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 294) : répartition des compétences entre domaine législatif et domaine réglementaire. (p. 296, 297) : s'abstiendra sur les amendements identiques n° 103 de M. Yves Détraigne, n° 111 de M. Gérard César, n° 255 de M. François Autain et n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie). (p. 299, 300) : intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean Bizet (limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire). Colisage des médicaments à travers l'Europe. (p. 302) : défavorable à l'amendement n° 18 de la commission (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2710) : soutient l'amendement n° 179 de M. Eric Doligé (consultation pour avis des EPTB avant l'établissement des listes de classement des cours d'eau) ; devenu sans objet. (p. 2714) : intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Thierry Repentin (obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire) à l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). Question de procédure. Situation délicate. Ses hésitations.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2773) : favorable à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi). - **Art. 5** (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux) (p. 2778) : soutient l'amendement n° 418 de M. Jean-Pierre

Vial (rôle et durée d'application de la déclaration d'intérêt général) ; retiré. (p. 2780, 2781) : sur l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction de l'article concernant l'entretien groupé des cours d'eau), son sous-amendement n° 417 ; retiré. Nécessité de prévoir une autorisation pluriannuelle d'exécution du plan de gestion.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 2901) : favorable à l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). Choix laissé aux communes sur les modalités d'exercice du contrôle. (p. 2904) : favorable à l'amendement n° 219 de M. Christian Cambon (exonération du service public d'eau potable du paiement des redevances pour occupation du domaine public). Votera l'amendement n° 52 de la commission (unification du régime communal, départemental et régional des redevances d'occupation du domaine public).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2930) : favorable à l'amendement n° 643 de M. Paul Raoult (possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement). - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2934) : favorable à l'amendement n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile). Interrogation sur les obligations financières des communes en matière de sécurité civile. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifs de distribution d'eau) (p. 2953) : défavorable à l'amendement n° 402 de M. Jean Desessard (plafonnement du montant des charges fixes). - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2969) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 141 (octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale). Interrogation sur l'organisation des services d'assainissement.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6458, 6459) : texte répondant à un réel besoin. Perte d'attractivité de la profession agricole. Nécessité d'imposer la mutation énergétique de l'agriculture face à l'insuffisante rétribution de l'activité alimentaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 13** (Aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants) (p. 7973) : son amendement n° I-223 : restriction à la composante agricole d'un biocarburant de la valeur énergétique prise en compte pour l'ETBE au titre de la taxe générale sur les activités polluantes ; retiré. (p. 7976, 7979) : ses amendements n° I-228 : dispositions fiscales en faveur de l'éthanol ; n° I-229 : ajustement de la taxation des biocarburants à celles des carburants fossiles en fonction de leur valeur énergétique ; et portant sur le même objet n° I-224 et I-225 : atténuation de la détaxation de TIPP ; retirés. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7982, 7983) : son amendement n° I-222 : augmentation progressive de la part des biocarburants dans chaque carburant ; retiré. (p. 7985) : son amendement n° I-226 : disposition tendant à favoriser la production directe de bioéthanol par les distilleries ; retiré. (p. 7987, 7988) : son amendement n° I-227 : réduction de la TIPP sur le biocarburant dit E85 ; retiré.

Deuxième partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9317, 9318) : son amendement n° II-406 : assujettissement à la taxe professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties des canalisations destinées au transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression et de produits chimiques ; retiré. Exemple de la Bourgogne.

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel le 15 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Participations financières de l'État (mission indépendante) [n° 101 tome 12 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 15 mars 2005.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 14 mars 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (27 janvier 2005) (p. 468) : limite du temps de parole des séances de questions d'actualité. Demande au président de séance de rappeler cette règle aux membres du Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 1 (2004-2005)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9, 10) : la majorité du groupe socialiste du Sénat votera cette réforme constitutionnelle et défendra le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Vote des militants socialistes. Avancées démocratiques et sociales. Point de départ pour des améliorations futures. Combat contre les politiques libérales. Engagement des socialistes pour un "oui" de gauche à la ratification du traité.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1584, 1585) : transformation de l'hémicycle en plateau de télévision. Réduction du temps de débat sur la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur. Report de la discussion à une date postérieure à celle du prochain conseil européen. Au nom du groupe socialiste, élève une protestation solennelle et forte sur le déroulement des travaux.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2257) : non-participation du groupe socialiste au débat du fait de sa tenue après le Conseil européen. Abandon inéluctable de la directive Bolkestein. Texte fondamentalement contraire à une conception de l'Europe basée sur le partage des valeurs de

paix et de progrès, et de solidarité entre les peuples. Contradiction avec les objectifs de cohésion économique et sociale visés dans le traité constitutionnel. Le groupe socialiste votera contre la proposition de résolution.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2744, 2749) : choix des militants socialistes. Nécessité de s'abstraire du contexte français actuel. Débats passionnés. Volonté d'expliquer le traité. Continuité de l'implication française dans la construction européenne. Place de l'Europe sur la scène internationale. Développement indispensable du contenu social de l'Union. Définition des valeurs communes. Réformes institutionnelles. Avancées sociales et démocratiques. Absence de remise en cause du principe de laïcité. Méthode d'élaboration de ce texte. Rôle des parlements nationaux. Meilleur encadrement des marchés. Place des services publics. Construction d'une Europe de la défense. Difficulté de négocier un meilleur traité. Votera "oui" au traité constitutionnel.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3901, 3903) : portée du vote négatif au référendum du 29 mai. Mise à mal du pacte républicain. Bilan désastreux du précédent gouvernement. Remise en cause des fondements du modèle social français. Rejet général de la politique socialement injuste et économiquement inefficace menée depuis 2002. Remise en cause du code du travail : création du contrat nouvelle embauche et ouverture du chèque emploi aux petites entreprises. Nouvelle baisse des cotisations sociales en dépit de marges de manoeuvre budgétaires étroites. Recours aux ordonnances : négation des droits du Parlement. Politique inscrite dans la continuité. Le groupe socialiste ne votera pas cette déclaration de politique générale du Gouvernement.

- **Conférence des présidents** - (14 juin 2005) (p. 4027, 4028) : au nom du groupe socialiste, émet une vive protestation contre le bouleversement du calendrier des travaux du Sénat. Conditions de travail inacceptables. Report de la discussion du projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, en contradiction avec l'engagement fort du Président de la République de faire de ce texte une priorité. Souhaite, en tout état de cause, l'inscription de ce texte à l'ordre du jour de la session extraordinaire. Débat prévu d'une proposition de loi de M. Laurent Bêteille sur la réforme du plaider coupable sans attendre les conclusions de la mission d'information sur les procédures de jugement accélérées en matière pénale.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5199, 5201) : bilan de l'état de la société française : malaise, souffrance et désarroi. Décalage des mesures proposées avec les attentes des Français. Désapprouve la méthode du recours aux ordonnances. Absence de concertation avec les représentants des salariés. Risque d'explosion sociale. Poursuite du programme de libéralisation économique et de flexibilité du marché du travail. Met le Gouvernement en garde contre une inévitable confrontation. Le groupe socialiste est favorable à une politique basée sur la démocratie participative et sociale et s'opposera au projet de loi d'habilitation.

- **Rappel au règlement** - (4 octobre 2005) (p. 5646) : décalage entre la rentrée parlementaire et les préoccupations des salariés qui manifestent leur mécontentement.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7238, 7240) : gravité de la situation de crise dans les banlieues. Salue le courage des pompiers, des forces de sécurité, gendarmes et policiers. Responsabilité politique d'apaisement et de protection des citoyens. Inefficacité de la prorogation pour trois mois de l'état d'urgence. Echec de la politique du Gouvernement en matière de sécurité. Rejet dogmatique des mesures adoptées par les prédécesseurs. Sujets d'étonnement dans l'intervention tardive du Président de la République. Définition indispensable d'une

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

véritable vision d'avenir pour les banlieues. Sa proposition d'une grande loi de programmation pour l'ensemble des quartiers ; retour de la police de proximité ; plan de rénovation urbaine ; accroissement des moyens en faveur de la protection judiciaire de la jeunesse et renforcement des services publics. Défavorable à l'apprentissage dès quatorze ans. Intervention nécessaire de l'Etat dans la réparation des dégâts des violences urbaines. Volonté d'action sans complaisance au moyen de l'arsenal des lois en vigueur. Inefficacité et dangerosité des lois d'exception. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10212, 10213) : son amendement n° 114 : abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés ; rejeté.

BELOT (Claude)

sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; puis membre le 17 novembre 2005.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour le développement des télévisions de proximité en France [n° 417 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'aménagement du territoire : Haut débit et territoires : enjeu de couverture, enjeu de concurrence [n° 443 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Médias - compte spécial avances à l'audiovisuel public [n° 99 tome 3 annexe 16 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8860, 8862) : présentation du budget. Satisfaction du monde de la presse. Crise de l'AFP. Avancées concernant la chaîne d'information internationale. Crédits réservés à l'audiovisuel. Nouveaux moyens de diffusion des programmes. Rapports de force entre diffuseurs et producteurs de contenus. Interrogations sur la redevance. Recommande l'adoption de ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8875) : s'oppose à l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale). - **Art. 96 (Transmission aux commissions des affaires culturelles et des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, avant leur signature, des contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les organismes de l'audiovisuel public)** (p. 8879) : accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-51 (transmission par les différentes sociétés audiovisuelles publiques de rapports annuels sur l'exécution de leur contrat d'objectifs et de moyens).

BERGÉ-LAVIGNE (Maryse)

sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 123 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, [n° 200 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 443 (2003-2004)] - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 123 (2004-2005)** (p. 2169, 2170) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements**, [n° 123 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 443 (2003-2004).**

BERNARDET (Daniel)

sénateur (Indre)

UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

BERTAUD (Claude)
sénateur (Vienne)
UMP

Démissionnaire le 28 juin 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques du 4 mai 2005 au 28 juin 2005.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 mai 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecimes** (p. 113) : s'associe aux préoccupations de M. Aymeri de Montesquiou au travers de son amendement n° 361 (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** [n° 240 (2004-2005)] - (5 avril 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté*) (p. 2696) : son amendement n° 231 : élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI et aux syndicats mixtes ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2826) : intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. 21** (*Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration*)

(p. 2857) : soutient l'amendement n° 352 de M. Michel Doublet (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épandues et non sur la quantité de boues produites) ; rejeté. - **Art. 22** (*Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 2865, 2866) : son amendement n° 232 : élargissement de la compétence "assainissement" à l'ensemble des personnes publiques ; retiré. Son amendement n° 233 : procédure de contrainte applicable aux propriétaires s'abstenant de se raccorder au réseau des eaux usées ; rejeté. (p. 2868) : sur l'amendement n° 44 de la commission (diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement autonome à l'occasion de la vente de biens immobiliers à usage d'habitation), soutient le sous-amendement n° 353 de M. Michel Doublet (réalisation du diagnostic par le service d'assainissement territorialement compétent) ; devenu sans objet. (p. 2871) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). S'inquiète du coût des mises aux normes. (p. 2873) : son amendement n° 239 : autorisation préalable de la collectivité concernée pour le déversement dans le réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales ; devenu sans objet. (p. 2874) : son amendement n° 240 : délai accordé aux collectivités chargées du transport et du traitement des eaux usées pour transmettre leur avis à la collectivité responsable de la collecte ramené à un mois ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2883, 2884) : son amendement n° 234 : consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire ; adopté. (p. 2886) : son amendement n° 235 : responsabilité des collectivités dans la fourniture d'eau propre à la consommation, limitée à la partie du branchement rattachée au réseau public ; adopté. Délimitation des domaines de responsabilité des collectivités et des propriétaires d'immeubles. Insécurité des matériels installés entre le point d'arrivée de l'eau fournie par le service public et le point de distribution.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (3 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3509) : favorable à l'énergie éolienne.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 13 bis** (*Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3585) : favorable à l'adoption des amendements identiques n° 99 de M. Xavier Pintat, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 230 de M. Thierry Repentin (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité). Exclusion inacceptable des SEM et des SICAÉ du champ de la concurrence. Absence de régime juridique privilégié. Enjeu de leur survie et de milliers d'emplois.

BERTRAND (Léon)
ministre délégué au tourisme

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement** [n° 431 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5290, 5291) : texte très attendu par les collectivités territoriales. Profonds changements. Choix d'un aménageur subordonné à une mise en concurrence préalable, conformément à la jurisprudence de la CJCE. Création d'une

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

catégorie unique de contrats d'aménagement. - **Art. 1er** (Art. L. 300-4 du code de l'urbanisme - *Objet et procédure de passation des concessions d'aménagement*) (p. 5300, 5301) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (inscription dans la loi du contenu de la procédure de publicité et de mise en concurrence). - **Art. 3** (Art. L. 300-5-1 et L. 300-5-2 nouveaux du code de l'urbanisme - *Règles de publicité et de mise en concurrence des contrats d'études, de maîtrise d'oeuvre et de travaux passés par le titulaire d'une concession d'aménagement - Dispense des règles de publicité et de mise en concurrence des concessions d'aménagement passées avec un concessionnaire « in house »*) (p. 5302) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Eliane Assassi (modalités de la mise en concurrence effectuée par le concessionnaire). - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 5303) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. André Vézinhet (création de la société publique locale). - **Art. 10** (Art. 92 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit - *Prorogation du délai accordé au Gouvernement pour élaborer une ordonnance de simplification et d'harmonisation des différents régimes d'enquêtes publiques*) (p. 5305) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. André Vézinhet (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306) : remerciements. Texte mettant fin à une période d'incertitude hautement préjudiciable à l'action des communes et des intercommunalités en faveur de l'aménagement des villes.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5306, 5309) : transposition de directives communautaires et adaptation des règles générales relatives à l'aménagement du temps de travail. Champ d'application de l'ordonnance. Plan d'action gouvernemental en faveur du transport routier. Problème du cabotage. Prise en compte des hausses du gazole. Réformes fiscales envisagées. Spécificités des mesures proposées pour l'aménagement du temps de travail. Rapprochement des législations européennes. Réglementation du travail de nuit. Clarifications. Demande un vote conforme pour une entrée en vigueur rapide de ce texte. (p. 5318, 5319) : négociation européenne sur la taxation des carburants. Avancées sur le cabotage. Dialogue avec les partenaires sociaux. Compensation financière des heures supplémentaires. Sécurité routière préservée. - **Question préalable** (p. 5321) : s'oppose à la motion n° 6 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Art. unique** (p. 5325, 5326) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Daniel Reiner (suppression) et demande le retrait des amendements de M. Yannick Texier n° 3 (possibilité de dérogation à la durée maximale de travail de nuit pour les transports sanitaires), n° 4 (assouplissement du régime de pauses obligatoires pour le transport sanitaire) et n° 5 (conséquence) ainsi que des amendements de M. Jean-Jacques Hyst n° 2 (assouplissement du régime de pauses obligatoires pour les transports interurbains) et n° 1 (conséquence). (p. 5328) : remerciements.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République tchèque** - (5 octobre 2005) (p. 5711).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5713, 5714) : ordonnance adoptée sur la base de la loi du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit. Codification à droit constant de textes déjà existants. Objectif d'harmonisation d'un droit transversal. Publication d'un code du tourisme. Consécration de l'émergence d'un véritable droit du tourisme pour l'ensemble du secteur d'activité. Renforcement du poids des acteurs institutionnels du secteur. Action en faveur du développement touristique des territoires. Présentation de l'économie du projet de loi. Objectif gouvernemental de renforcement de la transparence de la gestion de l'Agence nationale pour les chèques-vacances, ANCV. Invite à l'adoption de ce texte. (p. 5720, 5721) : félicitations du rapporteur pour la qualité de son rapport. Hommage au travail initié par Mme Demessine en 1999. Prend acte de la demande de la commission de

reclassement des arrêtés dans la partie réglementaire du code du tourisme. Pertinence de la constitution d'une cellule juridique ministérielle chargée de la mise à jour du code. Poursuite des efforts entrepris pour améliorer la qualité de travail des saisonniers. Ouverture possible d'une consultation des organisations professionnelles sur les moyens de protection de la restauration. Lutte contre la concurrence étrangère : lancement du nouveau plan marketing 2005-2010, valorisation de l'environnement et développement du plan qualité. Révision indispensable du dispositif de l'ANCV. Parution prochaine des décrets d'application relatifs aux UTN. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5721, 5722) : accepte les amendements de la commission n° 1, 2 et 3 (rédaction). Son amendement n° 16 : correction de la liste des dispositions abrogées par l'article 5 de l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de tourisme ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5726) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Didier Borotra (réforme des stations classées et du statut des communes touristiques) dans l'attente d'un texte intégrant les incidences sur les conditions d'établissements de jeux et sur les ressources des collectivités locales concernées. (p. 5727, 5730) : ses amendements n° 17 (rédaction) ; n° 18 (conditions de versement de l'indemnité due au délégataire pour ses investissements, en cas de non-reconduction par la collectivité délégante, du contrat d'aménagement touristique de la montagne) ; n° 19 (remplacement de la notion "d'agrément" par celle de "convention" dans les dispositions relatives au prestataire de service acceptant un paiement sous forme de chèques-vacances) ; n° 21 (composition par collèges du conseil d'administration de l'ANCV) ; et n° 20 (codification de l'agrément "vacances adaptées organisées" destiné aux personnes handicapées) ; adoptés. Accepte les amendements de la commission n° 42 (insertion dans le code du tourisme des dispositions relatives au commerce électronique pour la vente de voyages à distance), n° 4 (double tutelle de l'ANCV et soumission de l'agence au contrôle économique et financier de l'Etat) et n° 5 (création au sein de l'ANCV d'une commission spécifique chargée de l'affectation des excédents de l'agence). - **Art. 4** (Art. L. 162-1 et L. 411-14 du code du tourisme - *Rectification d'erreur matérielle dans le code du tourisme*) : Accepte les amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 6, 7 et 8 (rectification d'erreurs matérielles). - **Art. 5** (Art. L. 163-1 à L. 163-9 et L. 363-1 à L. 363-3 du code du tourisme - *Extension à Mayotte du code du tourisme avec amendements*) (p. 5733) : son amendement n° 22 : correction d'erreurs rédactionnelles et extension à Mayotte de l'ensemble des dispositions ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission n° 38, 39, 40 et 41 qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5734) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (ratification de l'ordonnance du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours sous réserve de limiter l'exercice des activités des agences de voyage aux personnes détentrices d'une habilitation et n'exerçant cette activité qu'à titre accessoire de leur activité principale). Demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Jean-Marc Pastor (exigence d'une qualification préalable à l'exercice professionnel d'entreprise de restauration). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 5736) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean Faure (modification possible des conventions d'exploitation de remontées mécaniques ayant pour objet l'installation de dispositifs nécessaires à l'exploitation des pistes - modernisation et sécurité du service). Mise en place d'un groupe de travail interministériel sur les conséquences de l'amendement. - **Art. 9** (Art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - *Régime d'établissement des servitudes destinées à permettre le passage et l'aménagement des pistes de ski*) (p. 5737) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin (modification du régime des servitudes permettant aux collectivités locales et départementales d'organiser les sports de montagne en hiver et en été). - **Art. 10** (Art. L. 343-1 à L. 343-8, L. 361-2 et L. 363-1 du code du tourisme - *Règles relatives aux activités touristiques en milieu rural*) (p. 5738) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (cohérence rédactionnelle). - **Art. additionnel après l'art. 10** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rectification d'une erreur matérielle). - **Art. 11** (Art. L. 421-3

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du code du tourisme - Réductions d'impôt sur le revenu au titre des investissements dans l'immobilier de tourisme) (p. 5739) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction de l'article 11). - **Art. additionnels après l'art. 11** : Accepte les amendements portant sur le même objet n° 13 et 14 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 12** (Art. L. 443-1 du code de l'urbanisme - Zones autorisées pour l'implantation ou l'installation des résidences mobiles de loisirs et des habitations légères de loisirs) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5740, 5741) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 31 (extension du champ de la redevance recouvrée pour la pratique du ski de fond à l'ensemble des loisirs de neige non motorisés) et demande le retrait des n° 29 (gestion du produit des jeux des casinos confiée aux intercommunalités ayant la compétence "économie") et n° 30 (conséquence). - **Intitulé du projet de loi** : accepte l'amendement n° 43 de la commission (nouvel intitulé - Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme). - **Seconde délibération** : Demande de seconde délibération de l'article 6 bis, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement. - **Art. 6 bis** (Ratification de l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours) (p. 5742) : son amendement n° A-1 : retour au texte initial du Gouvernement - possibilité pour les associations, les syndicats d'initiative et les offices du tourisme, dans les milieux ruraux, d'exercer le métier d'agence de voyages ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9141, 9142) : présentation des trois axes principaux de la politique menée par le ministère délégué au tourisme. Réponse aux orateurs sur le rattachement du programme "Tourisme" à la mission "Politique des territoires", sur l'extension des chèques-vacances au secteur des PME et PMI, sur l'absence de crédits en faveur du programme de consolidation des hébergements de tourisme social, sur la Maison de la France, sur le droit aux vacances pour tous et sur le tourisme de mémoire.

BERTRAND (Xavier)
secrétaire d'État à l'assurance maladie
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de la santé et des solidarités
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-299 du 31 mars 2005 relative à la création à titre provisoire d'institutions communes aux régimes de sécurité sociale des travailleurs indépendants [n° 425 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-389 du 28 avril 2005 relative au transfert d'une partie du personnel de la Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines à la Caisse des dépôts et consignations [n° 487 (2004-2005)] (20 juillet 2005) - **Questions sociales et santé.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-866 du 28 juillet 2005 transformant le groupement d'intérêt public "Laboratoire français du fractionnement et des biotechnologies" en société anonyme et modifiant le code de la santé publique [n° 54 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1088 du 1er septembre 2005 relative à la composition et aux compétences de la Cour nationale et des tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale [n° 93 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 38** (p. 280, 281) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 338 (mise en place d'un contrat d'objectif entre l'Etat et les médecins), n° 339 (inscription dans la loi d'objectifs clairs en matière d'aménagement du territoire) et n° 340 (installation de médecins dans les zones médicalement dépeuplées). - **Art. 38** (Art. L. 1511-8 nouveau du code général des collectivités territoriales - Aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé) (p. 283) : s'oppose à l'amendement n° 341 de M. Jean-Marc Pastor (conséquence). Son amendement n° 155 : suppression partielle ; rejeté. - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 284, 285) : son amendement n° 156 : extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins ; adopté. (p. 286, 287) : demande le retrait de l'amendement n° 182 de M. Alain Fouché (mesures en faveur des médecins et des infirmiers s'installant dans les communes de moins de 3 500 habitants), ainsi que du sous-amendement n° 443 de M. Jacques Blanc s'y rapportant. S'oppose à l'amendement n° 369 de M. Jean Desessard (subvention versée aux médecins de garde dans les communes situées en ZRR) et au sous-amendement n° 444 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité n° 182 de M. Alain Fouché. (p. 287, 288) : plan d'ensemble sur la question de la démographie médicale et la répartition des professionnels de santé. (p. 290, 291) : détermination des zones bénéficiant des mesures d'exonération fiscale. Financement de la permanence des soins. - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 267 de M. Gérard Le Cam (réduction des contraintes pesant sur la création des pharmacies). - **Art. 39 bis** (Équipements sanitaires en zone de montagne) (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 39 bis** (p. 292) : accepte l'amendement n° 171 de M. Michel Doublet (clarification de la situation entre les URSAFF et les CCAS). (p. 293) : lève le gage sur l'amendement n° 171 précité.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2271, 2273) : réforme majeure concernant la sécurité sociale. Longue réflexion préalable. Apport des propositions de loi de M. Charles Descours, ancien sénateur, et de M. Jean-Pierre Delalande, ancien député. Réforme constitutionnelle de 1996 introduisant les lois de financement de la sécurité sociale. Association des partenaires sociaux à la gestion de la sécurité sociale. Apports et limites des lois de financement de la sécurité sociale. Action et réflexion guidées par la maîtrise médicalisée. Objectif et ambition du projet de loi organique. Introduction d'une démarche "objectifs-résultats". Evolution en profondeur des lois de financement de la sécurité sociale. (p. 2295, 2297) : rôle de la commission des affaires sociales. Démarche "objectifs-résultats". Volonté de transparence de la loi organique, de cohérence avec la LOLF et de sécurité juridique. Mise en oeuvre de la compensation des exonérations de cotisations sociales. Situation de la CNSA. Certification des comptes des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

régimes autres que le régime général. Renforcement de la lisibilité des lois de financement de la sécurité sociale. Amélioration du contrôle des dépenses de sécurité sociale. Contribution à une vision d'ensemble des organismes concourant au financement. Articulation plus étroite entre la loi de finances et la loi de financement de la sécurité sociale. Absence de concurrence entre loi de finances et loi de financement de la sécurité sociale. Situation des hôpitaux. Attachement à l'autonomie financière de la sécurité sociale. - **Question préalable** (p. 2300) : s'oppose à la motion n° 38 de M. Guy Fischer tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2304) : s'oppose à la motion n° 76 de Mme Christiane Demontès tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2305, 2306) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales) ainsi qu'au sous-amendement n° 75 de M. Guy Fischer déposé sur celui-ci. (p. 2312, 2313) : volonté de ne pas prendre de risques de censure par le Conseil constitutionnel. Détermination du cadre de la loi organique par l'article 47-1 de la Constitution. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2315) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 42 (débat d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale préalable à la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 43 (négociations sur la structure et les taux des cotisations et prélèvements affectés à la sécurité sociale entre les représentants des organisations syndicales de salariés et les représentants des organisations d'employeurs). (p. 2317, 2318) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 40 (rétablissement des élections à la sécurité sociale) et n° 41 (composition du conseil d'orientation de la CNAMTS). (p. 2319, 2320) : s'oppose aux amendements n° 39 de M. Guy Fischer (exonération de la franchise d'un euro aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles) et de M. Bernard Cazeau n° 94 (affectation du produit des majorations de taxes sur l'alcool et le tabac au financement de la CNAM) et n° 95 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations ou réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale). - **Art. 1er** (*Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2322) : caractère réaliste des objectifs de réalisation d'ONDAM. (p. 2322, 2323) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 44 (suppression) et n° 45 (énumération des recettes de la sécurité sociale). Accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 28 (approbation par le Parlement des tableaux d'équilibre par branche pour la dernière année écoulée de l'ensemble des régimes obligatoires de base et du régime général) et s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 46 (rapport sur les orientations de la politique de santé et de sécurité sociale), n° 49 (modification du montant de la participation forfaitaire et du forfait journalier), n° 47 (prise en compte des fonds ayant une mission dans le financement des régimes de sécurité sociale), n° 53 (renforcement des moyens de contrôle des organismes de recouvrement des recettes concourant au financement des régimes obligatoires de base) et n° 55 (inscription du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 77 (définition des dépenses de sécurité sociale), n° 88 (liste des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement), n° 86 (prise en compte des recettes affectées à la CADES), n° 96 (prise en compte du montant des compensations versées par l'Etat au titre des exonérations des réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale) et n° 87 (cohérence). (p. 2363, 2364) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisi pour avis n° 29 (encadrement des dépassements des objectifs de dépenses). (p. 2368) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 78 (définition des recettes en fonction des besoins), n° 81 (définition de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie) et n° 82 (suppression de la définition exclusive des sous-objectifs par le Gouvernement) et de M. Guy Fischer n° 51 (détermination des objectifs de dépenses), n° 52 (détermination, sur la base des propositions faites par les partenaires sociaux, de l'ONDAM de l'ensemble des régimes obligatoires de base ainsi que de ses sous-objectifs) et n° 50

(prise en charge des risques). (p. 2369, 2370) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Guy Fischer (conditions conduisant à l'obligation d'examiner une loi de financement de la sécurité sociale rectificative). (p. 2371) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Guy Fischer (mesures devant figurer dans la première partie de la loi de financement de la sécurité sociale) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 79 (cohérence) et n° 83 (caractère obligatoire de certaines dispositions). (p. 2372) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisi pour avis n° 30 (harmonisation des dispositions affectant les recettes avec celles s'appliquant aux dépenses). S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Guy Fischer (suppression des dispositions relatives à la mise en réserve de recettes au profit des régimes obligatoires de base). (p. 2373) : s'oppose aux amendements de cohérence de M. Bernard Cazeau n° 80 et n° 84, ainsi qu'au n° 85 (suppression de la possibilité de modification des règles de gestion des risques par les régimes obligatoires). (p. 2374, 2375) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer (intégration des annexes dans le corps des lois de financement de la sécurité sociale). (p. 2375, 2376) : s'oppose à l'amendement de M. Bernard Cazeau n° 97 (extension de la mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement dans le cadre de l'évaluation et du contrôle de l'exécution des lois de financement de la sécurité sociale) et accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 32 (inscription dans la loi organique des dispositions prévoyant le principe de régularité et de sincérité des comptes des régimes et organismes de sécurité sociale). - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 2377) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Bernard Cazeau (mise en place de véritables lois de règlement en matière de financement de la sécurité sociale). - **Art. 2** (*Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2379) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 58 (suppression) et n° 59 (référence aux objectifs de santé et de sécurité sociale). (p. 2380, 2381) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. Bernard Cazeau (prise en compte des orientations de la politique de santé et de sécurité sociale) et de M. Guy Fischer n° 60 (explication dans le rapport du niveau de prise en charge, par les régimes obligatoires de base de sécurité sociale, des dépenses de soins et des dépenses présentées au remboursement) et n° 104 (conséquence). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 61 de M. Guy Fischer (intégration dans les annexes au projet de loi de financement des avis et propositions formulés par les caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale) et s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 90 (mention de l'état de la situation sanitaire de la population) et n° 98 (suppression des mesures de simplification administrative). (p. 2383, 2385) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 62 (harmonisation du taux de cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès auquel est assujéti l'Etat et du taux des cotisations versées par les employeurs privés) et n° 64 (information du Parlement sur les incidences de l'absence de décision de déremboursement des médicaments dont le service médical rendu est insuffisant). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 91 de M. Bernard Cazeau (neutralité des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale). (p. 2386, 2387) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 65 (intégration d'une annexe énumérant les fonds médicaux et hospitaliers et évaluant leur impact sur l'ONDAM), n° 66 (intégration d'une annexe énumérant et évaluant l'impact financier de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé) et n° 67 (intégration d'une annexe énumérant les divers plans de santé en cours d'application et les modalités financières de leur mise en oeuvre). (p. 2388) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. François Autain (double présentation, d'une part, par nature des dépenses de l'ONDAM et, d'autre part, de l'effort national en matière de santé). (p. 2389) : accepte les amendements de M. Bernard Cazeau n° 93 (intégration dans les annexes des observations et propositions formulées par l'ensemble des caisses nationales de l'assurance maladie) et de la commission saisi pour avis n° 33 (information du Parlement sur les comptes de différents fonds isolant certaines dépenses de sécurité sociale). - **Art. 3** (*Art. LO. 111-5 du code de la sécurité sociale - Coordination*) (p. 2390) : s'oppose à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement de M. Guy Fischer n° 70 (suppression) et accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 34 (rédaction). - **Art. 4** (Art. LO. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote) (p. 2391) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (suppression) et accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 35 (ordre du vote des dispositions rectificatives, des dispositions de la première partie et de celles de la seconde partie) et n° 36 (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 5** (Art. LO. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2393) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (suppression) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Bernard Cazeau n° 101 (extension des pouvoirs de suivi et d'évaluation des finances sociales à l'ensemble des parlementaires de la commission) et n° 102 (alignement des pouvoirs dont dispose le Parlement en matière de lois de financement sur ceux dont il dispose en matière de lois de finances). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2394) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Bernard Cazeau (modification de la LOLF pour intégrer la question du financement de la sécurité sociale dans le débat d'orientation budgétaire). - **Art. 6** (Art. L. 111-10 du code de la sécurité sociale - Coordination) : s'oppose à l'amendement de M. Guy Fischer n° 73 (suppression) et accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 37 (rédaction). - **Art. 7** (Entrée en vigueur) (p. 2395) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Guy Fischer (remboursement de la dette des organismes de sécurité sociale sur l'Etat au titre de la compensation intégrale des réductions de cotisations sociales). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2398) : remerciements. Qualité du travail. Exigence de sécurité juridique de la loi organique. Volonté de faire progresser le pacte social.

- *Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]* - (21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4339, 4340) : renforcement de la protection sociale en l'adaptant aux évolutions démographiques de la société. Nécessaire évolution du cadre organique des lois de financement de la sécurité sociale. Objectif du texte pour permettre une nouvelle organisation des lois de financement. Renforcement du contrôle du Parlement. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4364, 4366) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 60 (composition du conseil d'administration de la CNAMTS), n° 59 (rétablissement des élections à la sécurité sociale) et n° 58 (exonération de la franchise d'un euro pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles).

- *Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]* - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5480, 5481) : renforcement de la protection sociale en l'adaptant aux évolutions de la démographie. Hommage au travail du rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales et de son président, ainsi qu'à celui du rapporteur de la commission des finances. Rôle du Parlement. Objectifs du texte. Modifications introduites et améliorations apportées au texte. Volonté de préservation, de refondation et de renforcement du pacte social. - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3, L. 114-5 et L. 114-6 du code de la sécurité sociale - Contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 5492) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 1 (précision), n° 2 (prise en compte dans la première partie des lois de financement de la sécurité sociale des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier), n° 3 (définition de l'ONDAM et détermination de son taux d'évolution), n° 4 (détermination d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base) et n° 5 (dépôt annuel d'une loi de financement rectificative). - **Art. 2** (Art. L.O. 111-4 et art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 5493) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer (prise en compte de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux). - **Art. 3 quater** (Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - Débat d'orientation sur les finances sociales) (p. 5494) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Guy Fischer (débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement). - **Art. additionnel**

après l'art. 7 (p. 5497) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Nicolas About (utilisation de la procédure budgétaire du prélèvement sur recettes pour financer une part du budget de la sécurité sociale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5499) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7027, 7029) : engagement de maîtriser les dépenses et de pérenniser le système de sécurité sociale. Montant du déficit de la branche assurance maladie en 2005. Respect de l'ONDAM. Ambition de réduire de 25 % en un an le déficit de la sécurité sociale. Redressement des comptes de l'assurance maladie fondé sur la maîtrise médicalisée et la responsabilité de tous. Dispositif du médecin traitant. Entrée en vigueur du parcours de soins. Mise en place du dossier médical personnel, DMP et du contrat responsable. Effets de la maîtrise médicalisée. Mission du conciliateur des caisses en cas d'abus de tarif. Responsabilisation croissante pour tous. Lutte contre les abus et les fraudes. Politique du médicament : déremboursement, développement du médicament et effort de l'industrie pharmaceutique. (p. 7030) : forfait de 18 euros pour les actes d'une valeur supérieure à 91 euros et surcoût pour les organismes complémentaires de santé. Prise en charge des nouveaux examens. Priorité de la prévention. Acquisition d'une assurance santé complémentaire. Priorité de la modernisation de l'hôpital. Plan hôpital 2007 et poursuite de l'investissement hospitalier. Tarification à l'activité. Démographie médicale. Financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville.

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 6** (Contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave) (p. 7086, 7087) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Guy Fischer (suppression).

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 10** (Conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux) (p. 7124, 7125) : s'oppose aux amendements identiques n° 162 de M. Guy Fischer et n° 224 de M. Bernard Cazeau (suppression). - **Art. 13** (Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales) (p. 7134) : soin apporté à l'application des lois et, par conséquent, à la publication des décrets. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7144) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement portant sur l'article 14 bis de la commission saisie pour avis n° 62 (suppression) ainsi que pour l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières). (p. 7147) : intervient sur l'amendement n° 223 précité. - **Art. additionnel avant l'art. 15** (p. 7148) : s'oppose à l'amendement n° 210 de M. Guy Fischer (présentation par le Gouvernement d'un plan de réforme des taxes et contributions). - **Art. 15** (Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires) (p. 7149, 7152) : rôle de l'industrie du médicament et des pharmaciens dans la réforme du système de santé. Son amendement n° 280 : augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques ; adopté. - **Art. 24** (Procédure de certification des comptes des régimes autres que le régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 7184) : respect du calendrier arrêté par la Cour des comptes.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes) (p. 7223, 7224) : invite à l'adoption de l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ressources non permanentes). Le Gouvernement acceptera l'amendement n° 45 de la commission (codification des dispositions adoptées dans le cadre de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, sur la transparence et la neutralité financière des opérations d'adossement de régimes spéciaux de retraite) déposé après l'article 48. Respect du principe de neutralité financière pour le régime général.

Quatrième partie :

- (16 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7225, 7226) : résultats encourageants de la loi du 13 août 2004 sur l'assurance maladie en matière de réduction du déficit et d'évolution des comportements des acteurs de santé. Effort supplémentaire demandé aux laboratoires pharmaceutiques. Prise en charge du médicament à son juste prix. Poursuite de l'incitation à l'utilisation de génériques. Nouveaux conditionnements des médicaments. Mise en place d'objectifs de substitution individuels et collectifs. Adaptation de la prise en charge des médicaments. Politique volontariste de modernisation de l'hôpital. Défi de mise en oeuvre des réformes initiées par le plan Hôpital 2007. Justice et équité de la mesure de tarification à l'activité. Harmonisation de la tarification entre secteur public et secteur privé. Poursuite de l'amélioration de la qualité des soins en ville. Amélioration de la répartition des professionnels de santé sur le territoire. Renforcement des moyens du fonds d'aide à la qualité des soins de ville. Mise en place d'initiatives attractives pour lutter contre le désert médical.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 26 bis** (p. 7309) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement avant le 31 décembre 2005 sur l'application du dispositif du médecin référent). Domaine conventionnel. - **Art. additionnel avant l'art. 26 quater** (p. 7311) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer (renforcement de l'affichage dans les cabinets médicaux de la situation du médecin vis-à-vis des organismes d'assurance maladie). - **Art. 26 quater** (Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé) (p. 7312, 7314) : s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Guy Fischer (possibilité de saisir le médiateur en cas de défaut d'affichage dans les cabinets médicaux de la situation du médecin vis-à-vis des organismes d'assurance maladie). Accepte les amendements de suppression n° 83 de M. Paul Blanc et n° 110 de M. Michel Mercier. Ratification de l'ordonnance du 26 août 2005. Création d'une commission chargée de la conciliation au sein des conseils de l'ordre départementaux.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8672, 8675) : attachement du Gouvernement à l'accès à des soins de qualité pour tous. Réponses au questionnaire budgétaire. Raisons du regroupement des moyens en fonctionnement et en personnel dans la mission "Solidarité et intégration". Plan de lutte contre le cancer. Coordination entre l'Institut national du cancer, INCa, et l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, INPES. Politique de prévention. Financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues, CAARUD. Lutte contre le sida. Lutte contre les discriminations dans les départements français d'Amérique. Plan Nutrition et santé. Lutte contre l'obésité. Plan maladies rares. Financement de la MILDT. Programme "Offre de soins". Répartition des médecins sur le territoire. Couverture maladie universelle et couverture maladie universelle complémentaire. Importance de la recherche en santé publique. Accès aux soins dans les collectivités d'outre-mer et à l'étranger. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) : son amendement n° II-91 : majoration des crédits du programme "Santé publique et

prévention" ; adopté. (p. 8676) : demande le retrait de l'amendement n° II-18 de la commission (application de la règle de la justification des dépenses au premier euro). (p. 8677, 8678) : s'oppose aux amendements identiques n° II-17 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-10 (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie"). Remise en cause possible du financement d'un certain nombre d'actions d'information et d'éducation en cas d'adoption de ces deux amendements. (p. 8679) : préjudice pour certaines associations en cas d'adoption des deux amendements identiques précités.

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) (p. 8974, 8978) : présentation du rôle des différentes agences de veille et de sécurité sanitaire. Leur financement. Projets européens dans ce domaine. Menace de pandémie grippale. Plan Biotox. Question des farines animales et de l'ionisation des aliments. Action du Gouvernement visant à anticiper les menaces, prévoir des réponses toujours plus performantes et ancrer la culture de la prévention du risque et de la réaction chez les citoyens. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8979, 8980) : s'oppose à l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation"). - **Art. 86** (Réforme du service public de l'équarissage, SPE) (p. 8981) : accepte l'amendement n° II-62 de la commission (rédaction). - **Art. 86 bis** (Nouvelle taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, AFSSA) (p. 8983) : accepte l'amendement n° II-63 de la commission (rédaction). - **Art. 87** (Création d'une taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS) : accepte l'amendement n° II-113 de M. Jacques Pelletier (regroupement de plusieurs comités de région pour la protection des personnes au sein d'une structure interrégionale).

BESSE (Roger)
sénateur (Cantal)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Politique des territoires [n° 99 tome 3 annexe 18 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8359) : son amendement n° I-248 : réforme de la dotation "élu local" ; adopté. (p. 8364) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° I-248 précité et n° I-51 de M. Michel Charasse.

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) - rapporteur spécial (p. 9122, 9124) : remarques sur les fonds de concours et les dépenses fiscales associés à ces crédits. Sous réserve de quelques observations, la commission recommande l'adoption des crédits de la mission "Politique des territoires". Nécessité de prendre en compte les attentes de la France exclue et marginalisée.

BESSON (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 15 mars 2005.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 14 mars 2005.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; puis membre le 17 novembre 2005.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9073) : absence de stratégie et d'objectifs de promotion de la langue française. Dispersion des actions conduites. Diminution des crédits au sein de missions et de programmes hétérogènes. Développement indispensable du numérique.

BÉTEILLE (Laurent)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 358 (2004-2005)] (30 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 238 (2004-2005)] relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 4 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Famille - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 201) : son amendement n° 149 : en Ile-de-France, compétence de la région pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains ; retiré. - **Art. 20 bis A** (Art. L. 231-1-1 nouveau du code de l'urbanisme - Droit de préemption sur aliénation à titre gratuit) (p. 223) : extension du droit de préemption urbain des communes aux donations entre personnes sans lien de parenté pour lutter contre les installations et les dépôts sauvages en bordure de ville. (p. 224) : défavorable à l'amendement n° 13 de la commission (suppression).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 781, 783) : gravité des problèmes posés par la récidive. Inquiétude légitime des Français.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Initiative parlementaire justifiée. Prudence néanmoins nécessaire en dépit des avancées du texte. Respect indispensable des principes de la loi fondamentale. Se félicite des propositions justes et équilibrées de la commission des lois. Fermeté justifiée à l'égard des récidivistes. Garantie du caractère certain de la sanction. Bien-fondé du non-cumul de sursis avec mise à l'épreuve. Extension pertinente des catégories de délits assimilés. Opposé à l'application rétroactive du placement sous surveillance électronique mobile ainsi qu'au port obligatoire de ce dispositif par les délinquants sexuels libérés. Nécessité d'une expérimentation. Intérêt de ce dispositif dans le cadre d'une obligation de soins. Absence de vocation à aider la police dans la recherche des criminels. Efficacité attendue du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles. Fiabilité par rapport au bracelet électronique. Désapprouve la limitation des réductions de peine pour les récidivistes, en contradiction avec l'objectif de réinsertion. Intérêt de la réflexion sur les travaux en cours des missions Fenech et Burgelin. Avec le groupe de l'UMP, votera ce texte amélioré par la commission des lois.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 21** (*Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration*) (p. 2854, 2860) : soutient les amendements de M. Pierre Herisson n° 386 (suppression) et n° 393 (réduction du montant de la cotisation au fonds de garantie) ; retirés. Résistance des professionnels des industries agroalimentaires à accepter des produits provenant de terres d'épandage. (p. 2858) : soutient l'amendement n° 387 de M. Pierre Herisson (publication d'un rapport annuel par la caisse centrale de réassurance) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 35** (*Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 3001) : soutient l'amendement n° 383 de M. Pierre Herisson (composition du comité de bassin) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 12** (*Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4048) : son amendement n° 148 : affiliation obligatoire du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral au régime de retraite complémentaire ; retiré. (p. 4049) : retirera son amendement n° 148 précité sous réserve d'obtenir du Gouvernement l'assurance de la garantie effective du bénéfice du régime complémentaire par l'article 12, même non modifié. - **Art. 13** (*Art. L. 322-9, L. 443-1 et L. 953-1 du code du travail et article 14 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 - Droit à la formation professionnelle continue du conjoint collaborateur*) (p. 4055, 4056) : son amendement n° 150 : extension aux conjoints collaborateurs des professionnels libéraux et des avocats du droit à pension au taux plein en cas d'inaptitude au travail ; adopté.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4500, 4501) : procédure permettant de diminuer les délais de jugement et de désengorger les tribunaux correctionnels tout en garantissant les droits de la défense. Succès de la comparaison sur reconnaissance préalable de culpabilité, CRPC. Précision apportée par ce texte quant au caractère facultatif de la présence du procureur de la République lors de l'audience publique au cours de laquelle le juge statue sur l'homologation de la peine. Le groupe UMP votera cette proposition de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4537) : intervient sur la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5088) :

favorable à l'amendement n° 101 de M. François Marc (information du public en langue française). - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5096, 5097) : favorable au retrait des amendements n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 5881, 5883) : préjudice causé aux locataires par les ventes d'immeubles par lots. Projet de loi à venir portant engagement national pour le logement. Recherche d'un compromis entre la protection du locataire et la garantie des droits du bailleur. Variétés, ancienneté et réalisation des ventes à la découpe par des investisseurs institutionnels et des professionnels de l'immobilier. Protection actuelle des locataires : droits de préférence ou de préemption ; accords collectifs négociés au sein de la Commission nationale de concertation. Examen par la commission des lois des dispositions de deux autres propositions de loi sénatoriales. Contenu du texte : institution d'un droit de préemption au profit des locataires d'un immeuble de plus de cinq logements vendu en bloc et d'une reconduction du bail des locataires en cas de congé intervenant moins de deux ans avant l'échéance du bail ; renforcement du caractère contraignant des accords adoptés par la Commission nationale de concertation. Avis favorable de la commission sur ce texte et dépôt de quatre amendements. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5899, 5900) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo n° 8 (cessation à un prix inférieur à la valeur vénale ou à titre gratuit des bâtiments publics désaffectés destinés à la réalisation de logements sociaux) et n° 10 (instauration d'un permis de diviser). (p. 5902) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (recours élargi au droit de réquisition de logements vacants). (p. 5903) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de l'usage du congé pour vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements). - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc*) (p. 5904, 5905) : son amendement n° 1 : réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif ; adopté après modification par les sous-amendements identiques n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 59 de M. Christian Cambon (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de la vente à la découpe), n° 24 de M. Marcel-Pierre Cléach (application du droit de préemption des parts de société civile immobilière au seul cas de cession totale de celles-ci) et n° 63 de M. Dominique Braye (possibilité pour une commune de faire usage de son droit de préemption pour assurer le maintien dans les lieux des locataires). (p. 5912, 5914) : sur son amendement n° 1 précité, s'oppose aux sous-amendements identiques n° 57 de M. Philippe Goujon, et n° 26 de M. Jean-Pierre Sueur (application de ce dispositif à partir du seuil de cinq logements), et aux sous-amendements de ce dernier n° 27 (doublement de la durée de prolongation des baux en cours), n° 31 (instauration d'un diagnostic technique contradictoire à la charge du bailleur), et n° 29 (maintien du statut locatif des locaux occupés par des personnes en difficulté et création d'une indemnité d'éviction pour les locataires ne pouvant exercer leur droit de préemption), ainsi qu'aux sous-amendements n° 35 de M. David Assouline (possibilité pour le tiers des locataires refusant la mise en copropriété, de demander au maire une enquête publique) et n° 65 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (application de ce dispositif aux opérations en cours). Demande le retrait des sous-amendements de M. Christian Cambon n° 58 (instauration d'une décote sur le prix de son logement au bénéfice du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

locataire souhaitant l'acquérir), n° 60 (conséquence) et n° 61 (conséquence), et du n° 34 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'une décote sur le prix de son logement au profit du locataire souhaitant l'acquérir). Accepte les sous-amendements identiques n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 59 de M. Christian Cambon (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de la vente à la découpe), ainsi que les sous-amendements n° 24 de M. Marcel-Pierre Cléach (application du droit de préemption des parts de société civile immobilière au seul cas de cession totale de celles-ci) et n° 63 de M. Dominique Braye (possibilité pour une commune de faire usage de son droit de préemption pour assurer le maintien dans les lieux des locataires). S'oppose aux amendements n° 28, 32 et 30 de M. Jean-Pierre Sueur (coordination). Estime les amendements n° 6 de M. Dominique Braye (relèvement de cinq à dix logements du seuil d'application du droit de préemption) satisfait par son amendement n° 1 précité, n° 19 de Mme Marie-Christine Blandin (nullité de la notification d'offre de vente en cas de violation des accords collectifs de 1986) satisfait par l'article 3 de la proposition de loi, et n° 7 de M. Dominique Braye (communication préalable du prix et des conditions de vente d'un immeuble au maire de la commune par le bailleur) satisfait. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5918, 5920) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 36, 37 et 39 (coordination) et n° 38 (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux durant six ans des locataires et compensation de la perte de recettes pour les collectivités locales par une augmentation de la dotation générale de fonctionnement). Accepte l'amendement n° 66 du Gouvernement (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux des locataires durant six ans). - **Art. 2** (Art. 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation) (p. 5921) : son amendement n° 2 : réécriture de cet article en restaurant le droit d'opposition permettant à la majorité de l'ensemble des organisations représentatives des bailleurs et des locataires de s'opposer à l'extension de l'accord collectif par décret et suppression de la sanction de l'amende civile en cas de non-respect de l'accord collectif afin de laisser s'appliquer le droit commun de la responsabilité délictuelle ou contractuelle ; adopté. (p. 5922) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (restriction des conditions de délivrance du congé et modification des délais de préavis). Sur son amendement n° 2 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 23 de Mme Valérie Létard (rétablissement de la règle de majorité actuellement en vigueur dans la loi de 1986) et s'oppose au n° 40 de M. Jean-Pierre Sueur (sanction pécuniaire en cas de non-respect par un bailleur de l'ensemble des dispositions d'un accord collectif et versement de dommages et intérêts au profit du locataire lésé). S'oppose également à l'amendement de ce dernier n° 41 (restauration de la possibilité pour la majorité des organisations représentatives des locataires de s'opposer à l'extension par décret des accords conclus au sein de la Commission nationale de concertation). - **Art. 2 bis** (Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction du bail au profit du locataire qui s'est vu délivrer un congé pour vente) (p. 5923, 5924) : s'oppose aux amendements n° 12 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la protection des locataires les plus fragiles en ajoutant à la reconduction de leur bail une obligation pour le bailleur de leur proposer un logement correspondant à leurs besoins et à leurs possibilités) et n° 42 de M. Jean-Pierre Sueur (reconduction des baux de six ans renouvelables, pour une durée identique, quel que soit le secteur locatif du bailleur acquéreur). - **Art. 2 ter** (Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction des baux pendant la durée pour laquelle l'acquéreur s'est engagé à maintenir les locaux d'habitation sous statut locatif) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo

Cohen-Seat (dans les zones sensibles à la spéculation immobilière, possibilité de fixer par décret un montant maximum d'évolution des loyers et de suspendre la mise en vente par lot des logements d'habitation). - **Art. 3** (Art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret) (p. 5925) : son amendement n° 4 : réécriture de cet article en prévoyant la nullité de plein droit des congés pour vente délivrés en violation de la prorogation des baux en cours ; adopté après modification par les sous-amendements n° 64 de M. Marcel-Pierre Cléach (uniformisation du degré de parenté nécessaire pour bénéficier des dispositions dérogatoires au droit de préemption dans le cadre du congé-vente) et n° 62 du Gouvernement (renforcement de la sanction en cas de non-respect des obligations prévues). (p. 5926) : sur son amendement n° 4 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 64 de M. Marcel-Pierre Cléach (uniformisation du degré de parenté nécessaire pour bénéficier des dispositions dérogatoires au droit de préemption dans le cadre du congé-vente). S'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 44 (nullité du congé en cas de non-respect de l'une des dispositions de l'accord étendu) et n° 45 (coordination) et accepte le sous-amendement n° 62 du Gouvernement (renforcement de la sanction en cas de non-respect des obligations prévues). Demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5927) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 14 (suppression du dispositif Robien et du régime fiscal des sociétés d'investissement immobilier cotées), n° 15 (suppression de l'exonération des droits et taxes de mutation sur les reventes consistant en des ventes par lots) et n° 16 (augmentation de la taxe spéciale d'équipement) ainsi qu'à l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un moratoire jusqu'au 1er janvier 2007). (p. 5928) : s'oppose à l'amendement n° 22 de Mme Marie-Christine Blandin (lors de ventes à la découpe, inscription législative des dispositions protectrices relatives au renouvellement du contrat en faveur des personnes fragiles). (p. 5929) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur portant sur le même objet n° 47, 48, 49 et 50 (définition et encadrement législatif de l'exercice de la profession de marchand de biens) ainsi qu'au n° 51 (application des dispositions de ce texte aux opérations en cours). (p. 5930) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Sueur (encadrement des ventes en bloc d'immeubles construits à l'aide de prêts aidés par l'Etat).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6192, 6194) : favorable aux conclusions de la commission des lois s'agissant du bracelet électronique et à l'extension de son usage à l'ensemble des condamnés dangereux. Exclusion légitime des mineurs du dispositif. Limites de ce dispositif en matière d'efficacité de lutte contre la récidive. Nécessité d'une réflexion sur la gestion des individus les plus dangereux. Proposition novatrice de la commission Burgelin de centres fermés de protection sociale à l'exemple de l'Allemagne et des Pays-Bas. Renforcement de certaines dispositions prévues par l'Assemblée nationale s'agissant de l'interdiction de la suspension de la peine pour raisons médicales ou de l'extension du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles. Désapprouve en revanche la délivrance obligatoire du mandat de dépôt et le barème de crédits de réduction des peines propre aux récidivistes. Approbation des mesures protégeant l'exercice de la profession d'avocat. Le groupe UMP votera ce texte. - **Art. 4** (Art. 465-1 du code de procédure pénale - Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale) (p. 6230) : favorable au maintien de la possibilité pour le tribunal de décerner un mandat de dépôt quand la peine est inférieure à un an de prison, seul moyen de certitude quant à l'exécution de la peine. Exemple des gens du voyage. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) (p. 6239, 6240) : son amendement n° 121 : calcul des crédits de réduction de peine en fonction du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

comportement des personnes condamnées ; retiré. Attente des statistiques évoquées par le garde des sceaux concernant la suppression des crédits de réduction de peine par le juge d'application des peines en cas de mauvaise conduite du condamné.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6267, 6268) : utilité du dispositif du bracelet électronique. Expérimentation indispensable pour déterminer la durée et les peines concernées. - **Art. 15 bis A** (*Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines*) (p. 6285, 6286) : défavorable aux amendements identiques n° 75 de M. Robert Badinter et n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6300, 6301) : spécificité et avantage du bicaméralisme. Le groupe UMP votera cette proposition de loi dans sa rédaction équilibrée.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6495) : son amendement n° 676 : suppression du recours systématique à l'acte authentique ; retiré. Publicité foncière. (p. 6496) : son amendement n° 111 : introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER ; adopté. (p. 6499) : son amendement n° 675 : coordination ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6534, 6535) : son amendement n° 112 : élargissement du droit de préemption des communes aux donations sans lien de parenté ; rejeté. Ajout de la notion d'évaluation du bien.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7867) : défavorable à l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9238) : volonté de rééquilibrer les différents modes de transport. Problème des nuisances sonores de l'aéroport d'Orly.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers - Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10263) : réponse à la double exigence de mise à disposition des forces de police de l'arsenal technique et technologique nécessaire à la prévention des actes terroristes et à la préservation des libertés publiques. Le groupe UMP votera ce texte.

BIARNÈS (Pierre)

*sénateur (Français établis hors de France (Série A))
CRC, puis CRC-R*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (16 février 2005) - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 986) : votera contre ce texte. Approbation des propos de M. Robert Badinter. Son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne : partisan d'une Europe puissante ; risque de renforcement de la dérégulation sociale.

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 26 (2005-2006)] - (8 novembre 2005) - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6811) : soutient l'amendement n° 218 de M. Rémy

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Pointereau (exportation des produits phytopharmaceutiques) ; adopté. (p. 6813) : soutient l'amendement n° 216 de M. Rémy Pointereau (possibilité, pour le détenteur d'un produit phytosanitaire, de faire part de ses remarques à l'autorité administrative compétente) ; retiré. (p. 6818) : soutient l'amendement n° 222 de M. Rémy Pointereau (autorisation de mise sur le marché des produits dont l'autorisation provisoire de vente est arrivée à échéance) ; adopté.

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secouru plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 354, 355).

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps*) (p. 1140) : soutient l'amendement n° 134 de M. Roland Muzeau (définition des contrats à temps partiel au niveau de la branche d'activités et non à celui de l'entreprise) ; rejeté. Disparition de la hiérarchie des normes sociales. Pouvoir excessif donné au patronat. (p. 1141) : soutient l'amendement n° 135 de M. Roland Muzeau (définition du temps partiel selon les mêmes critères à l'intérieur d'une même branche) ; rejeté. Rappel de la contrainte exercée sur les salariés dans le cas du temps partiel.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1370, 1373) : dégradation du service postal. Projet de loi prévoyant l'ouverture à la concurrence de l'ensemble des activités. Démantèlement des services publics. Orientations ultra-libérales partagées avec l'Union européenne et l'OMC. Absence d'amélioration pour les usagers. Principes présidant à la création des services publics depuis la Libération. Entrée des intérêts privés dans les activités financières de La Poste. Refus de la filialisation du pôle financement. Atteinte aux obligations de service public bancaire. Evolution du réseau postal allant à l'encontre de la mission de cohésion sociale. Nouvelle répartition affectant des territoires en difficulté. Désengagement de l'Etat au détriment des collectivités territoriales. Problème du financement du fonds national de péréquation. Faiblesse des garanties offertes aux usagers dans les points de contact. Risque d'augmentation des tarifs pour les particuliers. Interrogation sur le financement du service universel. Abandon probable du principe d'égalité de tarification sur l'ensemble du territoire. Nécessité de créer dès aujourd'hui un fonds de compensation du service universel. Autres missions d'intérêt général assurées par La Poste : aménagement du territoire ; distribution de la presse. Conséquences de la libéralisation de ce secteur sur l'emploi au sein de l'entreprise publique. Volonté de faire des services publics le pilier de la construction européenne. Rejet des orientations libérales du projet actuel de Constitution européenne. Nécessité de modifier ce projet de loi. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1399) : son amendement n° 55 : proposition par la France de l'insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures ; rejeté. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1405) : son amendement n° 58 : suppression ; rejeté. (p. 1409) : son amendement n° 61 : suppression partielle ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1433, 1434) : son amendement n° 65 : suppression des tarifs spéciaux prévus pour les services aux entreprises ; rejeté. Prévision d'une augmentation du prix du timbre. Augmentation du coût de la vie. Privatisation des profits pour une meilleure socialisation des pertes. (p. 1438) : son amendement n° 67 : obligation de desserte de l'ensemble du territoire national ; rejeté. Prévention de la concurrence déloyale. Attachement au maillage fin du territoire par les services publics. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 1443, 1444) : son amendement n° 68 : promotion d'un réseau de centres de tri diversifié promouvant le développement de plates-formes régionales multimodales ; rejeté. Lutte contre le processus de concentration des centres de tri. Logique de réduction du nombre d'emplois. - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1451) : son amendement n° 71 : suppression ; rejeté. Impossibilité pour les points Poste de remplir des missions d'aménagement du territoire. Problème de confidentialité. Financement insatisfaisant du fonds postal national de péréquation territoriale. Perte du lien social de proximité. Avenir des zones rurales lié à un maillage fin du territoire par les services publics. (p. 1454, 1459) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), ses sous-amendements n° 72 : remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice ; et n° 74 : mode de financement alternatif pour le fonds postal national de péréquation territoriale ; rejetés. - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1480, 1482) : ses amendements n° 80 : coordination ; et n° 77 : fixation des tarifs du service public par le ministre chargé des postes ; rejetés. (p. 1485) : son amendement n° 79 : contrôle par l'ARCEP des pratiques affectant la bonne réalisation des missions de service public de La Poste ; adopté. - **Art. 5 bis** (*Art. L. 36-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification du collège de l'autorité de régulation*) (p. 1496) : son amendement n° 83 : suppression ; rejeté. Attachement des usagers à la notion de service public. - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1505, 1507) : ses amendements n° 85 : suppression ; et n° 88 : possibilité pour La Poste de proposer des prêts d'épargne logement et des prêts à la consommation ; rejetés. Conséquence de l'extension de la gamme des services financiers offerts aux usagers de La Poste. Risque de rupture d'égalité devant le service public. Avenir du service financier public dans l'environnement concurrentiel. Séparation nuisible des activités financières et des activités de courrier. Remise en cause du financement des collectivités par la modification du système de collecte de l'épargne populaire.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. 18** (*Encouragement à la négociation d'une convention collective*) (p. 1537) : son amendement n° 92 : suppression ; rejeté. Régie exclusive des relations entre La Poste et son personnel par le statut de la fonction publique. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1539) : son amendement n° 93 : réalisation d'un audit par La Poste sur les conditions de travail des salariés ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1543, 1544) : faible participation de la majorité sénatoriale dans ce débat. Disparition programmée du service postal, symbole de l'intérêt général territorialisé. Désengagement de l'Etat quant à ses missions d'aménagement du territoire et à son rôle garant de la cohésion nationale. Création d'un établissement de crédit postal au détriment du service public bancaire. Question non résolue du financement du service public. Renvoi aux collectivités locales. Restructuration du réseau postal. Rupture de l'égalité de traitement des usagers du service public. Désengagement de l'Etat dans la régulation du marché postal au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre ce texte.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1775) : sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires), soutient le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sous-amendement n° 664 de Mme Annie David (insertion dans le socle commun de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie) ; rejeté (vote bloqué).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2030) : favorable à l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). (p. 2058) : soutient l'amendement n° 490 de Mme Annie David (rédaction) ; adopté. (p. 2061) : soutient l'amendement n° 493 de Mme Annie David (rôle de la médecine scolaire) ; rejeté. (p. 2091, 2092) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 502 (caractère obligatoire de l'éducation physique et sportive à tous les niveaux) ; n° 503 (apport de l'éducation physique et sportive à l'éducation à la sécurité) ; et n° 500 (bénéfices de l'éducation physique et sportive) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2567, 2569) : faible participation des sénateurs à ce débat malgré une forte représentation du groupe CRC. Volonté du Gouvernement de faire adopter ce texte rapidement. Absence de justification au changement de statut d'Aéroports de Paris, ADP, et à l'ouverture de son capital. Rejet de la demande de création d'une commission d'enquête sur l'ouverture à la concurrence des services publics dans les secteurs de l'énergie, des postes et télécommunications et des transports ferroviaires. Défavorable au principe de l'Etat actionnaire dans une entreprise à fort capital privé. Passage à un régime de domanialité privée. Contradiction avec le préambule de la Constitution de 1946. Modulations des redevances aéroportuaires. Conséquences environnementales du développement du trafic aérien. Nécessité de construire un troisième aéroport autour de la région Ile-de-France. Financements de sûreté. Absence de décret d'application de la loi instaurant les communautés aéroportuaires. Le groupe CRC s'opposera à ce texte. - **Art. 2** (*Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire*) (p. 2587) : son amendement n° 28 : suppression ; rejeté. Interrogation sur la valeur du patrimoine déclassé. Conséquence du passage à la domanialité privée. (p. 2590) : intervient sur ses amendements n° 28 précité, et soutenu par M. Yves Coquelle, n° 29 : maintien du régime de domanialité publique pour les biens et les terrains faisant partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public Aéroports de Paris, ADP. - **Art. 3** (*Retour à l'Etat des plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport*) (p. 2591, 2592) : son amendement n° 31 : avis du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire avant la fermeture de tout ou partie d'un aérodrome ; rejeté. - **Art. 4** (*Transfert des droits et obligations d'ADP*) (p. 2593) : son amendement n° 32 : suppression ; rejeté. - **Art. 6** (*Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP*) (p. 2596, 2597) : son amendement n° 34 : suppression ; rejeté. Absence de référence aux missions de service public d'ADP et de contrôle de l'Etat sur ces missions. Activités non-aéroportuaires. Flou juridique des rôles de l'Etat et d'ADP en matière de sûreté et de navigation aérienne. Interrogation sur la possibilité d'accord avec des entreprises européennes de services publics. - **Art. 7** (*Exploitation des grands aéroports régionaux*) (p. 2603, 2604) : son amendement n° 36 : suppression ; rejeté. Accentuation du désengagement de l'Etat de ses missions d'aménagement et de développement du territoire. Evolution de la participation des chambres de commerce et d'industrie, CCI. Inquiétude pour l'avenir des aéroports régionaux : exemple de celui de Marseille-Provence. Interrogation sur le statut des personnels. - **Art. 8 A** (*Commission de conciliation aéroportuaire*) (p. 2611, 2612) : ses amendements n° 38 : insertion parmi les membres de la commission du président de la communauté aéroportuaire ; et n° 39 : possibilité de saisine de la commission par une collectivité territoriale riveraine de l'aéroport en cas de litige avec la société ADP ; rejetés. - **Art. 8** (*Régulation économique des redevances*) (p. 2615, 2616) : son amendement n° 40 : suppression ; rejeté. Remise en cause d'une fonction régaliennne de l'Etat. Dérogation aux principes d'égalité devant les charges publiques et d'égalité de traitement des usagers des services publics. Risque d'une activité aéroportuaire à deux vitesses. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2621, 2622) : volonté

du Gouvernement d'obtenir un vote conforme du Sénat. Absence de débat national sur les aéroports et les services aéroportuaires. Renvoi des points essentiels de ce dispositif à des décrets. Objectif de libéralisation du transport aérien. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3421, 3422) : soutient l'amendement n° 237 de M. Yves Coquelle (abandon de la politique de privatisation du secteur de l'énergie) ; rejeté. (p. 3424) : soutient l'amendement n° 241 de M. Yves Coquelle (composition du capital de la société Areva T et D) ; rejeté. - **Art. 1er ter** (*La diversification du bouquet énergétique français*) (p. 3441) : article en contradiction avec la politique menée par le Gouvernement. Nécessité de développer le transport combiné et le ferroutage. Question de la sécurité d'approvisionnement électrique en Ile-de-France.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3801, 3803) : intérêt contradictoire de libéralisation des activités les plus rentables du service postal avec le maintien du service universel réservé. Abandon aux intérêts privés des activités postales au mépris de toute considération d'intérêt général. Abandon des missions étatiques d'aménagement du territoire et de cohésion sociale. Atteinte au principe d'égalité d'accès au service public. Renforcement du déclin et de la désertification des territoires. Exclusion de 10 % de la population du bénéfice d'une présence postale de proximité. Filialisation des services bancaires de La Poste par la création d'une banque postale. Recherche de rentabilité économique au détriment des usagers et des personnels. Atteinte au pacte républicain et au principe de solidarité nationale. Recrutement accru de contractuels : opérations de division des personnels. Réserves émises sur le financement du fonds de compensation du service universel postal. Le groupe CRC votera contre le projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4242) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Evelyne Didier (création et composition du conseil national des catastrophes naturelles) ; rejeté. - **Art. 3** (*Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles*) (p. 4244) : soutient l'amendement n° 15 de Mme Evelyne Didier (mise à disposition d'une assistance juridique pour les sinistrés) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4246) : proposition de loi ne répondant pas complètement aux attentes des sinistrés et des collectivités locales. Importance du nombre des communes n'ayant pas été classées. Absence d'amélioration des mécanismes financiers d'indemnisation. Le groupe CRC s'abstiendra sur la proposition de loi.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Demande de renvoi à la commission des art. 49 et 52** (p. 4306) : soutient la motion de Mme Michèle Demessine n° 446 (renvoi à la commission des articles 49 et 52) ; rejetée. Insuffisance des dispositions de ces articles visant à réprimer la fraude au contrat de travail dans le secteur de l'intermittence du spectacle. Demande que la proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma soit inscrite à l'ordre du jour prioritaire.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Question préalable** (p. 5319, 5321) : soutient la motion n° 6 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Protestation contre le recours abusif aux ordonnances. Non-promotion des modes de transports alternatifs.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Harmonisation sociale à la baisse à l'échelle européenne. Repli du fret ferroviaire. Conséquences sur l'environnement. - **Art. unique** (p. 5327, 5328) : rejet de la procédure utilisée. Renforcement du dumping social. Vision libérale erronée. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5971, 5973) : projet de loi fragilisant la sécurité et handicapant le développement des transports. Proposition d'une réglementation des prix dans le domaine du transport routier de marchandises prenant en compte le coût des infrastructures, le coût de l'application des réglementations et du droit du travail ainsi que les coûts externes, notamment en terme d'environnement. Lutte contre le dumping social. Nécessité pour l'Etat de conserver la maîtrise des infrastructures de transport au regard des missions qui sont les siennes en termes d'aménagement du territoire, d'égalité d'accès, d'égalité territoriale et de sécurité des usagers. Dénonciation du repli du réseau ferroviaire français. Nécessité pour le Gouvernement de renoncer à la privatisation des concessions d'autoroutes. Souhaite un grand débat public sur les transports. - **Chapitre Ier** (p. 5982) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (remplacement des mots "Agence française" par les mots "Etablissement public"). - **Art. 1er** (*Création de l'Agence française de sécurité ferroviaire*) (p. 5982, 5983) : son amendement n° 47 : attribution à l'Etat des missions relatives à la sécurité et à l'interopérabilité technique des transports ferroviaires ; rejeté. - **Art. 2** (*Organes dirigeants de l'Agence, statut de ses personnels et cadre juridique de l'intervention de ses agents habilités*) (p. 5984) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 62 du Gouvernement (présence de deux parlementaires au conseil d'administration de l'Agence française de sécurité ferroviaire). - **Art. 6** (*Art. L. 133-1 à L. 133-5 nouveaux, L. 330-6 et L. 410-5 du code de l'aviation civile - Certification et contrôles de sécurité*) (p. 5987) : nécessité d'une harmonisation "par le haut" des normes de sécurité aérienne au niveau européen. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 5989) : s'abstiendra sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aérodromes). - **Art. additionnel avant l'art. 12** (p. 5993, 5994) : son amendement n° 52 : renégociation des directives d'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire ; rejeté. - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 5996, 5997) : désaccord sur le contenu des partenariats publics-privés. Risque tendanciel d'un début de privatisation des infrastructures de transport. - **Art. 15** (*Art. 24 de la loi n° 95-96 du 1er février 1955 concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial - Dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises*) (p. 6003) : son amendement n° 55 : intégration des coûts externes du transport routier dans sa tarification ; rejeté. - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6007) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 27 de Mme Fabienne Keller (approbation d'un avenant à la convention passée entre le ministre des travaux publics et la ville de Strasbourg). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6018) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 36 de M. Yannick Texier (fixation du cadre du futur développement du télépéage). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6019, 6020) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6084, 6086).

- **Rappel au règlement** - (25 octobre 2005) (p. 6180) : franche opposition des sénateurs du groupe CRC à toute ouverture du capital d'EDF et appel à un grand débat public sur l'avenir de l'entreprise et du service public de l'énergie.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 7** (*Art. L. 321-5 et L. 722-10 du code rural - Mesures d'extension de la couverture sociale*

agricole) : 6577, 6578) : situation particulière des producteurs de fruits et légumes. Gravité de la crise. Difficulté de trouver des débouchés. Multiplication des faillites : exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Risque de délocalisation massive de la plupart des productions fruitières et légumières. Nécessité d'activer la mise en place de la mesure instaurant un coefficient multiplicateur. Aides de l'Etat favorisant davantage les gros exploitants.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7649) : soutient l'amendement n° 243 de Mme Michelle Demessine (prise en charge à l'échelon national du logement étudiant) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9223, 9225) : question de la pérennisation des ressources de l'AFITF. Crédits insuffisants en matière de transport ferroviaire et de transport collectif. Budget guidé par la logique de rentabilité économique. Déréglementation du secteur aérien. Votera contre les crédits de la mission "Transports". - **Art. additionnel après l'art. 90 ter** (p. 9248, 9249) : soutient l'amendement n° II-186 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de versement transport par le syndicat des transports d'Île-de-France) ; rejeté.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9275, 9276) : soutient l'amendement n° II-184 de M. Thierry Foucaud (réécriture de cet article en intégrant dans l'assiette de la taxe professionnelle les actifs financiers des entreprises assujetties) ; rejeté. Rappel de la proposition de loi déposée par le groupe CRC en mars 2005. Modernisation indispensable de cette taxe.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9770, 9771) : nouvelle notion fondamentale de compétitivité. Dénonciation de l'accroissement de l'aide à la recherche privée, au détriment de la recherche publique et de la recherche appliquée. Engagement pris lors du sommet européen de Lisbonne de porter l'effort de recherche à 3 % du PIB. Urgence du développement d'une véritable politique industrielle fondée sur la recherche. Regrette que les solutions avancées résident dans des exonérations fiscales et sociales accordées aux entreprises privées. Dénonce la notion de compétitivité substituée par ce texte à celle de coopération. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9803) : soutient l'amendement n° 121 de M. Ivan Renar (composition du Haut Conseil de la science et de la technologie) ; devenu sans objet. - **Art. 2** (*Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche*) (p. 9813) : soutient l'amendement n° 127 de M. Ivan Renar (non-intervention du législateur dans les conventions passées entre les organismes de recherche) ; rejeté. (p. 9819) : soutient l'amendement n° 128 de M. Ivan Renar (interdiction du recrutement de personnels non statutaires ou précaires) ; rejeté. (p. 9820) : soutient l'amendement n° 125 de M. Ivan Renar (suppression partielle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche*) (p. 10170) : soutient l'amendement n° 132 de M. Ivan Renar (critères et méthodologie de l'évaluation) ; rejeté. (p. 10176) : soutient l'amendement n° 138 de M. Ivan Renar (indépendance de l'instance d'évaluation) ; rejeté. - **Art. 8** (*Art. L. 413-1, L. 413-6, L. 413-8, L. 413-9, L. 413-11, L. 413-12, L. 413-14 du code de la recherche - Assouplissement des conditions de participation des chercheurs à la création ou aux activités*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'une entreprise de valorisation des résultats de la recherche (p. 10191) : importance du contrôle de la commission de déontologie. Développement des activités de recherche et revalorisation générale de ses missions et de ses métiers. - **Art. 9** (*Art. L. 321-6 nouveau du code de la recherche - Activités de valorisation des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 10192, 10193) : inquiétude des sénateurs du groupe CRC au sujet des partenariats publics privés. Position réservée sur les articles 9 et 10. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 10200) : soutient l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (évaluation de l'effet d'encouragement du crédit impôt recherche au sein des entreprises) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10208) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER).

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports - Commission mixte paritaire [n° 42 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10234, 10236) : texte adopté dans la précipitation. Manoeuvres politiciennes relatives au fonctionnement du STIF. Désengagement de l'Etat dans le domaine ferroviaire et aérien. Demande d'un moratoire européen sur la libéralisation des services publics. Accroissement du trafic routier aux dépens du fret ferroviaire. Investissements insuffisants dans les infrastructures de transport. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

BIWER (Claude)
sénateur (Meuse)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 338 et L. 338-1 et instituant un article L. 338-2 du Code électoral concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin pour les élections régionales [n° 326 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 441 (2003-2004)] tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Environnement**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 44, 46) : modicité de l'effort financier de l'Etat. Conséquence de la réforme de la DGF. Déséquilibre entre le budget alloué à la solidarité urbaine et celui consacré au développement rural. Conception inégalitaire de la péréquation. Nécessité absolue du maintien de services publics de qualité. Regrette l'absence de suite donnée à sa proposition de loi visant à instituer un moratoire des fermetures de services publics dans les communes rurales. Favorable à la création de maisons de services publics. Rejet de la seule notion de rentabilité. Déficit du département de la Meuse en matière de démographie médicale. Favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques relatif à la chasse. Regrette le manque d'ambition du projet. Soutient personnellement l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1378, 1379) : inquiétude des élus locaux quant au maintien de la présence des services publics en milieu rural. Signes d'apaisement. Velléité persistante de fermeture de bureaux de poste. Crainte d'un marché de dupe pour les communes rurales. Interrogation sur le financement du fonds postal national de péréquation territoriale. Volonté d'obliger La Poste à tenir ses engagements. Densité du réseau indispensable pour obtenir un service de qualité. Le groupe de l'UC-UDF soutiendra ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2664, 2666) : réponse au besoin de transparence, de simplicité et d'équité. Conformité des redevances de bassin à la Constitution. Lutte contre les pollutions diffuses appelant néanmoins une amélioration de la traçabilité des produits phytosanitaires. Extension du pouvoir des collectivités territoriales. Création d'un fonds de garantie des dommages causés par l'épandage des boues. S'interroge sur l'articulation entre les comités de bassin et les agences de l'eau. Crainte d'une recentralisation rampante des agences de l'eau. Inquiet de la multiplication des redevances. Nouvelle obligation pour les collectivités territoriales de gérer les eaux pluviales. Réaction attendue des administrés face à l'augmentation inéluctable du prix de l'eau. Forte contribution des ménages à hauteur de 82 %. Inquiétude des élus locaux suite à la suppression du FNDAE. Nécessité de pérenniser dans la loi les missions de solidarité en faveur des communes rurales. Partisan de limiter la durée des contrats des délégataires de service public et d'encadrer la part fixe dans la facture d'eau. Prise en compte indispensable de la pollution des sols et des nappes phréatiques par les nitrates. Conséquences préoccupantes du "décloisonnement écologique" des cours d'eau : réduction du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

potentiel français d'énergies renouvelables et risque de substitution d'origine thermique, à l'inverse d'une vocation écologique. S'interroge sur la pertinence du supplément de redevance exigé des pêcheurs. Avec ses collègues du groupe de l'UC-UDF, votera ce texte tout en restant attentif à son impact réel.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2771) : son amendement n° 197 : prise en compte des enjeux énergétiques du pays ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2823) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 2882) : intervient sur l'amendement n° 261 de M. Bernard Murat (inscription dans la section investissement des dépenses exposées par les communes et les EPCI pour la mise en oeuvre des dispositions relatives aux contrôles sanitaires des eaux). Proposition de définition d'une nomenclature des analyses nécessaires à la fourniture d'une eau de qualité.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3147, 3148).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (suite)** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3180) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3942, 3944) : ensemble cohérent de mesures en faveur des PME. Nécessité d'aider au maintien des activités commerciales en zone rurale. Opacité des relations commerciales entre producteurs et grande distribution. Demande de création d'une commission d'enquête à ce sujet. Evaluation inadaptée de l'inflation par l'INSEE. Contournement de la loi Galland par les distributeurs. Coût des prestations de coopération commerciale. Mesures envisagées dans le projet de loi. Crainte de la PME vis-à-vis de ces dispositions. Interrogations sur leurs effets concrets. Apportera son soutien à ce texte et aux amendements de la commission des affaires économiques.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant) (p. 4114) : son amendement n° 246 : clarification et formalisation contractuelle des pratiques dites de "services distincts" en matière de coopération commerciale ; retiré. (p. 4115) : regrette l'impossibilité d'assurer une plus grande transparence en matière de coopération commerciale.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 33** (Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance) (p. 4187) : son amendement n° 247 : dans le cadre d'une enchère électronique inversée, obligation de préciser les critères de sélection ; adopté. Son amendement n° 248 : surveillance des enchères électroniques inversées par un tiers certificateur et impossibilité d'utiliser cette méthode pour commercialiser des produits agricoles périssables ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381**

(2004-2005)] - (16 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 4222, 4224) : procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle mise en place par la loi du 13 juillet 1982. Système assurantiel basé sur la solidarité nationale. Limites du système apparues lors de la sécheresse de 2003. Difficulté à déterminer les critères permettant d'indemniser les victimes. Exaspération des victimes devant la lenteur de la procédure. Objectif d'équité et recherche de la transparence de la présente proposition de loi. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4235) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq (remplacement de l'actuel arrêté interministériel par un arrêté du seul ministre chargé de l'intérieur pris dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture). - **Art. 1er** (Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles) (p. 4237, 4239) : accepte l'amendement n° 16 du Gouvernement (instauration d'une commission d'information sur les dommages des sécheresses), sous réserve de l'adoption de ses deux sous-amendements n° 17 et 18 ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 3 de Mme Nicole Bricq et n° 11 de Mme Evelyne Didier (consultation obligatoire de la commission départementale), ainsi qu'aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 4 (faculté pour la commission départementale de diligenter des enquêtes et de s'assurer le concours d'experts) et n° 5 (délais et obligation de transmission). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4241) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Evelyne Didier (définition des critères qualifiant l'intensité anormale de l'agent naturel). (p. 4242) : s'oppose aux amendements analogues n° 6 de Mme Nicole Bricq et n° 12 de Mme Evelyne Didier (création et composition du conseil national des catastrophes naturelles). - **Art. 3** (Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles) (p. 4244) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose au n° 14 (suppression de la disposition faisant peser la charge de la preuve sur les sinistrés) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 15 (mise à disposition d'une assistance juridique pour les sinistrés) après avoir entendu l'avis du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique - Deuxième lecture [n° 286 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5289, 5290) : avancées permises par la transposition du droit communautaire. Lutte contre la précarité des contractuels. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte. Nécessité d'engager une réforme de la fonction publique, notamment territoriale.

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5294, 5295) : souci de sécuriser l'environnement juridique des concessions d'aménagement suite aux critiques formulées par la CJCE. Nécessité de trouver un juste équilibre entre le principe de l'égal accès à la commande publique et la spécificité des contrats d'aménagement. Souhaite la présence des agents territoriaux dans les commissions chargées des concessions d'aménagement. Inquiétude quant à la récente jurisprudence de la CJCE interdisant l'exception "in house" pour les SEM comprenant un actionnaire privé. Soutien du groupe de l'UC-UDF à ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5305) : votera ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6329, 6330) : défaillances et atouts de notre système fiscal. Augmentation du niveau des prélèvements obligatoires. Evolution de leur structure. Augmentation du taux de prélèvements de l'administration publique locale. Volonté de réforme en profondeur de la fiscalité locale. Atteinte à l'autonomie financière des collectivités. Souci de péréquation. Volonté du groupe UC-UDF de trouver une solution équilibrée.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6441, 6442) : profond traumatisme subi par le monde agricole et rural français. Préoccupations liées à la consolidation du revenu

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

agricole. Pistes de réflexion concernant la SAFER, les baux précaires et révocables, les retraites agricoles, l'industrie du lait et la filière du bois.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6911) : souhaite l'adoption de l'amendement n° 354 de Mme Françoise Férat (possibilité de stocker des déchets dangereux dans des zones végétales AOC après délivrance d'une autorisation dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat). - **Art. 29** (Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement) (p. 6938, 6939) : son amendement n° 586 : mise en oeuvre du contrôle des aides communautaires sous la forme aléatoire et contradictoire et non pas systématique ; rejeté. Nécessité de supprimer le côté taillon des contrôles.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (26 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8058, 8059) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois, portant sur le même objet, n° 303 et 304 (modulation libre par les autorités délégataires des crédits reçus au titre de la délégation des aides à la pierre) ; retirés. Ses amendements, portant sur le même objet, n° 314 et 322 : extension aux communes du dispositif de la délégation des aides à la pierre en vigueur dans les départements et les EPCI ; retirés. - **Art. 10** (Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 8063, 8064) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 287 (maintien du plafonnement du supplément de loyer de solidarité à 25 % du revenu) ; n° 294 (participation des EPCI et des départements délégataires des aides à la pierre aux conventions globales de patrimoine) ; de M. Michel Mercier n° 274 (prise en compte pour le calcul du supplément de loyer de solidarité du programme local de l'habitat et de la situation géographique de l'immeuble) ; et de M. Jean-Léonce Dupont n° 431 (exonération du supplément de loyer de solidarité des logements financés par des prêts aidés de type PLS) ; retirés. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 8070) : soutient l'amendement n° 436 de M. Jean-Léonce Dupont (amélioration de la définition des logements-foyers) ; retiré. - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 8077, 8078) : soutient les amendements n° 208 de M. Yves Pozzo di Borgo (saisine des services sociaux par l'usager préalablement informé du risque de coupure des fournitures) ; n° 298 de M. Jean-Paul Amoudry (mise à la disposition de l'autorité organisatrice des services publics concernés des informations relatives aux interruptions mises en oeuvre) ; et n° 299 de M. Daniel Dubois (prise en charge du loyer résiduel directement sur le RMI) ; devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8081) : soutient les amendements n° 273 de M. Michel Mercier (création d'un bail spécifique d'insertion) ; et n° 433 de M. Jean-Léonce Dupont (allongement des plans d'apurement des dettes à une durée de cinq ans) ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9131, 9133) : faillite de la politique d'aménagement harmonieux du territoire. Se félicite de la mise en place des pôles de compétitivité par le Gouvernement. Nécessité d'établir une politique d'infrastructures de transports qui permettent d'irriguer tous les territoires. Enormes besoins de services publics dans le milieu rural. Protestations et inquiétudes face à la diminution sensible du financement des heures d'aide à domicile. Difficulté des élus à accéder aux crédits européens de la politique régionale. Tourisme militaire dans le département de la Meuse. Nécessité de sauvegarder la

notion de péréquation malgré le nécessaire concept de compétitivité.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9157, 9158) : inégalités dans la répartition de la DGF. Solidarité nationale en faveur des villes abritant des quartiers difficiles. Réforme de la taxe professionnelle. Problème du respect de l'autonomie fiscale des collectivités. Mise en oeuvre d'un "bouclier fiscal" visant à plafonner les impôts nationaux et locaux à 60 % du revenu des contribuables. Nécessité de clarifier les intentions du Gouvernement pour établir la confiance entre les maires et l'Etat. - **Art. 82** (Dotations de développement rural, DDR : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural) (p. 9169) : soutient l'amendement n° II-210 de M. Yves Détraigne (ouverture aux syndicats mixtes de la possibilité de bénéficier de la DDR) ; adopté.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9197, 9198) : bilan positif du ministre délégué. Indexation de la retraite du combattant. Campagne double des anciens combattants en Afrique du Nord. Situation des veuves de guerre. Avenir de la Voie sacrée. Nécessité de sensibiliser les jeunes générations aux douloureux événements de la première et de la seconde guerres mondiales. Mise en place d'un service civil et civique volontaire. Le groupe UC-UDF votera les crédits de cette mission.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9225, 9226) : infrastructures routières : favorable au maintien des RN 43 et RN 18 au sein du réseau routier national ; contournement routier de Bar-le-Duc. Infrastructures ferroviaires : avancement des travaux de la ligne à grande vitesse Paris-Lorraine ; raccordement ferroviaire de Saint-Hilaire-au-Temple ; plan fret de la SNCF. Effort considérable de la Belgique et du Luxembourg en faveur des infrastructures routières, autoroutières ou ferroviaires.

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 182 (2004-2005)] (9 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 177 (2004-2005)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 177 (2004-2005)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 262 (2004-2005)] (23 mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (2007-2013) (E 2881) [n° 434 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 434 (2004-2005)] sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité (2007-2013) (E 2881) [n° 70 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Écologie et développement durable [n° 101 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La notion de préférence communautaire [n° 112 (2005-2006)] (1er décembre 2005) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 93, 94) : sur l'amendement n° 404 du Gouvernement (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'entreprises artisanales et commerciales de moins de cinq salariés situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants), son sous-amendement n° 424 : relèvement du seuil à dix salariés ; retiré. - **Art. 2** (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural) (p. 117) : favorable à l'amendement n° 323 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole) et au sous-amendement n° 426 de M. Charles Revet (mise en oeuvre de la nouvelle procédure de révision simplifiée) déposé sur ce dernier, sous réserve de saisine pour avis de la chambre d'agriculture. Risque de mitage du territoire agricole. Implications au regard des zones d'épandage.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 296) : défavorable aux amendements identiques n° 103 de M. Yves Détraigne, n° 111 de M. Gérard César, n° 255 de M. François Autain et n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie). Question de santé publique. (p. 298, 299) : son amendement n° 112 : limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire ; retiré. (p. 301) : sur l'amendement n° 18 de la commission (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire), son sous-amendement n° 148 : modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés ; rejeté. (p. 302) : risque de fragilisation des laboratoires privés. (p. 303) : son amendement n° 66 : rétablissement de l'arbitrage préfectoral dans le cadre de la fixation des tarifs de prophylaxie collective ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 944, 945) : élaboration dans la Constitution d'une confédération d'Etats-nations : approfondissement de l'engagement européen et amélioration du fonctionnement de l'Europe. Etablissement d'un cadre juridique stable. Nombreuses avancées significatives : création d'un président du Conseil européen et d'un ministre des affaires étrangères ; renforcement du rôle des parlements nationaux : précision à venir de leurs prérogatives. Principe de subsidiarité, clause passerelle et COSAC. Perspective de développement des délégations pour l'Union européenne. Nécessité d'un dialogue constructif entre Gouvernement et Parlement. Renforcement indispensable de l'entité Europe dans un contexte mondialisé. Votera ce projet de loi constitutionnelle.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 1564, 1567) : modification de la proposition de directive "emploi et services" dite "directive Bolkestein". Texte en cours d'examen

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

devant le Parlement européen. Volonté de simplification du droit d'établissement d'une entreprise européenne dans un autre Etat membre et d'amélioration de la prestation de services d'une entreprise d'un pays de l'Union européenne à un client d'un autre Etat membre. Débat sur l'application de la règle du pays d'origine ; application résiduelle de ce principe. Objectif économique de développement des services dans les échanges intracommunautaires. Proposition de directive inacceptable en l'état : exclusion indispensable des secteurs de la santé et de la culture de son champ d'application ; nécessité d'amélioration de la rédaction du texte prévoyant l'exclusion des services d'intérêt général ; fourniture préalable de conclusions d'études d'impact sectorielles ; maintien impératif du régime de déclaration ou d'autorisation des Etats d'accueil. Réécriture du texte par la commission européenne. Souhait d'apaisement des inquiétudes suscitées par l'ouverture de l'Europe à l'Est. La commission invite à l'adoption de la proposition de résolution assortie de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2005) (p. 2240, 2241) : évolution de la "directive services". Rencontre interparlementaire sur la stratégie de Lisbonne. Attention de la Commission européenne aux préoccupations françaises. Engagement d'un processus de réécriture complète de la proposition de directive. Abandon de la règle du pays d'origine quand il n'existe pas de socle d'harmonisation. - **Question préalable** (p. 2244) : s'oppose à la motion n° 21 de M. Robert Bret tendant à opposer la question préalable. Instrumentalisation de la directive pour défendre le "non" au référendum. - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2253, 2254) : s'oppose aux amendements n° 18 de M. Bruno Retailleau (retrait de la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur) et n° 19 de M. Robert Bret (rejet de la proposition de directive de la Commission européenne relative aux services dans le marché intérieur). Accepte les amendements de la délégation saisie pour avis n° 1 (maintien de la déclaration préalable au détachement des travailleurs) et n° 2 (encadrement des exonérations), ainsi que les amendements n° 17 de M. Dominique Braye (exclusion des services de logement social du champ d'application de la proposition de directive) et n° 16 de M. Jean-Jacques Hyest (exclusion de l'application du principe du pays d'origine aux règles d'exercice professionnel sanctionnées pénalement). (p. 2255) : estime l'amendement de la délégation pour l'Union européenne saisie pour avis n° 3 (réserves sur l'application du principe du pays d'origine en matière pénale) satisfait par l'amendement n° 16 de M. Jean-Jacques Hyest précité. Sur les amendements de la délégation saisie pour avis, accepte les n° 4 (rédaction d'études d'impact sur les conséquences de l'application du principe du pays d'origine dans les différents secteurs d'activité concernés) et n° 7 (formulation par la Commission européenne d'une proposition d'instrument juridique communautaire relatif aux services d'intérêt économique général) après rectification et demande le retrait des n° 5 (abandon inconditionnel du principe du pays d'origine) et n° 6 (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2260) : remerciements. Proposition de résolution allant dans le sens de la stratégie de Lisbonne. Rappel du taux de chômage et du premier rang de la France comme pays créateur de services au sein de l'Union.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2763, 2764) : absence d'uniformisation des identités nationales. Difficulté pour la France de s'adapter à la mondialisation hors du cadre européen. Réformes institutionnelles. Progrès démocratiques. Conséquences d'un rejet du traité.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4313, 4314) : favorable à l'amendement n° 440 du Gouvernement (codification des dispositions relatives à l'affiliation obligatoire des travailleurs détachés). Se réjouit de l'inscription dans le droit français de la directive de 1996. Prise en compte par le Gouvernement de la résolution du Sénat relative aux services dans le marché

intérieur. - **Art. additionnels après l'art. 52** (p. 4320) : soutient l'amendement n° 224 de M. Jean-François Le Grand (faculté pour l'établissement public de coopération intercommunale de percevoir la taxe des pylônes implantés à partir du 1er janvier 2006) ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5704, 5705) : volonté de renforcer la protection des épargnants et de favoriser une confiance indispensable au développement de l'assurance vie. Equilibre satisfaisant entre les préoccupations des assurés et celles des professionnels. Le groupe UMP votera le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5948) : retard dans la transposition des textes européens. Regrette le rôle de chambre d'enregistrement trop souvent laissé aux parlements nationaux. Nécessité d'une Europe forte pour un environnement mondial respecté. Rôle moteur de l'Europe depuis les années soixante-dix dans le domaine de la protection de l'environnement. Problématique des pays en voie de développement. Ratification du protocole de Kyoto. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5953) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6457, 6458) : nécessité de passer d'une vision patrimoniale à une vision entrepreneuriale de l'agriculture française. Chimie verte. Intégration de l'agriculture dans un environnement très concurrentiel à l'échelon international.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6497) : son amendement n° 641 : introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 20 (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas)** (p. 6788) : son amendement n° 653 : augmentation à 1 500 € par salarié du complément de déduction pour aléas ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6792, 6793) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 21 (Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)** (p. 6809, 6810) : intervient sur l'amendement n° 714 de M. Jean Desessard (exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques). (p. 6811, 6812) : son amendement n° 642 : exportation des produits phytopharmaceutiques ; adopté. (p. 6813) : son amendement n° 643 : possibilité, pour le détenteur d'un produit phytosanitaire, de faire part de ses remarques à l'autorité administrative compétente ; retiré. (p. 6814) : ses amendements n° 644 : ressources financières de l'autorité en charge de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques ; et n° 645 : précision ; retirés. (p. 6819) : son amendement n° 647 : autorisation de mise sur le marché des produits dont l'autorisation provisoire de vente est arrivée à échéance ; devenu sans objet. - **Art. 22 (Demande d'habilitation pour adapter la législation ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments, la santé et la protection animales, et la santé des végétaux)** (p. 6820) : favorable à l'amendement n° 55 de la commission (possibilité, pour un vétérinaire, de délivrer des médicaments vétérinaires nécessaires au traitement des animaux dont le suivi sanitaire est assuré par d'autres vétérinaires exerçant au sein du même domicile professionnel, administratif ou d'exercice).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6880, 6881) : son amendement n° 648 : réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agroalimentaire ; retiré. Souhaite le positionnement de certification de conformité produit dans le premier cercle et non dans le troisième. Préservation des rapports noués entre les producteurs et la grande distribution au bénéfice d'une création de valeur ajoutée. Exemple de la filière viande dans le département de La Manche. - **Art. 24** (Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - *Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique*) (p. 6904, 6907) : débat surréaliste à propos de l'article 24. Importance minime de l'agriculture biologique dans la surface agricole. Fausse querelle. Nécessité de ramener les choses à leur juste proportion. Son amendement n° 649 : octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises et associations à visée écologique ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8766, 8767) : avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission "Ecologie et développement durable" sous réserve de trois amendements adoptés à l'unanimité de ses membres. Vives réserves quant aux économies excessives. Lisibilité insuffisante des crédits de la politique "climat". Proposera de rétablir les crédits pour conforter le rôle de la mission interministérielle de l'effet de serre et l'innovation technologique. Question des moyens d'intervention de l'ADEME. Position encourageante de la France lors de la conférence de Montréal sur le climat et des négociations sur l'avenir du protocole de Kyoto. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8785, 8786) : son amendement n° II-48 : maintien de 6 537 812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862 188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées ; retiré après rectification de l'amendement n° II-15 de la commission portant sur le même objet. (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission précité et se range à la position du Gouvernement. (p. 8788) : son amendement n° II-47 : rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable" ; adopté. Question du maintien de cet observatoire et de son avenir. - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 8793) : son amendement n° II-46 : réécriture de l'article tendant à étendre le paiement de la contribution aux fabricants et aux importateurs de produits textiles et à en affecter le produit aux collectivités territoriales ; retiré. (p. 8795) : retire l'amendement précité n° II-46 de la commission des affaires économiques, et votera l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression). Se rangera à la position du Gouvernement tout en étant sensible aux remarques du président de la commission des finances. Souhaite la mise en place d'une vraie filière de recyclage en partenariat avec les collectivités locales. (p. 8798) : confirme qu'il votera l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression). Répartition de la taxe sur l'acheteur final. Nécessité de se donner du temps pour la réflexion, en dépit d'un élan de générosité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10098) : le groupe UMP ne votera pas les amendements identiques n° 78 de M. Thierry Foucaud et n° 125 de Mme Valérie Létard (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Remise à plat de ce dossier par souci d'efficacité et de justice.

BLANC (Jacques)
sénateur (Lozère)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Arabie Saoudite : l'enjeu des réformes [n° 270 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 245 (2004-2005)] autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [n° 318 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Environnement - Traités et conventions - Transports**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 140 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe), [n° 378 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Traités et conventions - Transports**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'accueil des étudiants étrangers : l'université, un enjeu international pour la France [n° 446 (2004-2005)] (30 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - Collectivités territoriales - Culture.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - Justice - Police et sécurité - Société.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - Défense - Police et sécurité.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 58, 59) : prise en compte des problèmes spécifiques de la montagne. Objectif du groupe d'études sénatorial sur la montagne. Problème des équipements sanitaires et de l'installation des médecins et des personnels de santé. Lutte contre l'hyperconcentration urbaine et contre la désertification. Exigence d'aménagements équilibrés et harmonieux du territoire. Texte perfectible : renforcement des ZRR, amélioration de la gestion foncière et de la rénovation du patrimoine rural bâti, en particulier en zone de montagne. Prise en compte des caractéristiques des territoires ruraux dans la répartition des concours de l'État aux collectivités territoriales. Stimulation des opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL. Recherche de consensus entre associations de chasse, agriculteurs et pouvoirs publics. Souhait de reconnaissance de la place de la montagne dans nos politiques européennes.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 94) : son amendement n° 70 : extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'activités libérales situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants ; devenu sans objet. Déterminera son vote sur l'amendement n° 404 du Gouvernement (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'entreprises artisanales et commerciales de moins de cinq salariés situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants) en fonction du sort qui sera réservé à son amendement n° 70 précité. - **Rappel au règlement** (p. 95) : suppression incompréhensible de la possibilité pour le Sénat de s'exprimer sur son amendement n° 70. (p. 97) : son amendement n° 71 : inclusion dans les ZRR des EPCI de moins de dix mille habitants dont 80 % des communes adhérentes y sont déjà incluses ; retiré. (p. 98, 99) : son amendement n° 72 : maintien jusqu'à la fin de 2007 du bénéfice du classement en ZRR pour les communes non membres d'un EPCI actuellement classées en ZRR ; retiré. (p. 100) : votera l'article tout en espérant un geste du Gouvernement en faveur des professions libérales dans les communes rurales de moins de deux mille habitants. - **Art. 1er quinquies A** (Art. 44 sexies du code général des impôts - Allongement de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en ZRR) (p. 103) : son amendement n° 73 : exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant leur siège social et 75 % de leur activité en ZRR ; retiré. - **Art. 1er sexies A** (Compensation par l'Etat des pertes de recettes fiscales subies par certains cantons ruraux défavorisés) (p. 104) : son amendement n° 74 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré. - **Art. 3 ter** (Art. 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies GA [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme) (p. 122) : son amendement n° 201 : extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation de logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés ; retiré. (p. 127) : son amendement n° 198 : suppression de l'obligation faite à l'exploitant de la résidence de tourisme de réserver au moins 15

% de logements aux travailleurs saisonniers ; retiré. (p. 128) : son amendement n° 75 : mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés ; adopté. - **Art. 4 A** (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p. 139, 140) : le groupe UMP votera l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles). Texte d'équilibre. Réponse juste à un problème difficile. Approche objective des rapports entre le vin et la santé. Harmonisation européenne et mondiale indispensable. - **Art. 8 bis** (Art. L. 632-1 du code rural - Création de sections consacrées à l'agriculture biologique et aux produits de montagne dans les organisations interprofessionnelles) (p. 144) : suggère à M. Jean Desessard de retirer son amendement n° 364 (création obligatoire de cellules consacrées aux produits issus de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles). - **Art. 10 bis** (Art. L. 720-5 du code de commerce - Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes) (p. 155) : intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la dérogation offerte aux horticulteurs et pépiniéristes détaillants aux ventes de végétaux en pleine terre produits sur le lieu de vente). Utilité en raison des inquiétudes persistantes des horticulteurs et des pépiniéristes.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 285) : Sur l'amendement n° 182 de M. Alain Fouché (mesures en faveur des médecins et des infirmiers s'installant dans les communes de moins de 3 500 habitants), son sous-amendement n° 443 ; retiré. (p. 287) : souhait d'une analyse objective des ZRR. - **Art. 53 bis A** (Art. L. 142-2 du code de l'urbanisme - Extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, TDENS) (p. 315) : son amendement n° 79 : extension de l'utilisation en zone de montagne de la TDENS ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 65 bis AC (priorité)** (Art. L. 113-1-1 nouveau du code rural - Zones d'exclusion des prédateurs) (p. 411) : intervient sur les amendements identiques n° 51 de la commission et n° 396 de M. Jean Desessard (suppression). Possibilité de prélèvement des loups pour une intégration dans le parc à loups de Sainte-Lucie en Lozère. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 414) : défense du pastoralisme. Réussite du développement durable par la conciliation d'objectifs contradictoires : double exigence de sécurité et de respect de la biodiversité. Se déterminera sur l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété) en fonction de la réponse du ministre sur les mesures de sécurité des bergers prévues dans le "plan loup".

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 62 ter A** (Art. 50 bis de la loi du 9 janvier 1985 - Tapis roulants des stations de montagne) (p. 432) : exigence d'une forte mobilisation du Gouvernement en faveur de la politique de la montagne auprès de la commission européenne. - **Art. 63 ter B** (Art. L. 145-1 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie supérieure à 1.000 hectares) (p. 433) : défavorable à l'amendement n° 330 de M. Claude Domeizel (révision simplifiée du document d'urbanisme). Rapport de la mission commune d'information chargée de dresser le bilan de la politique de la montagne. - **Art. additionnels après l'art. 63 quater** (p. 436) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Jean-Paul Amoudry (dispense de l'obligation pour les communes d'assurer la desserte par les réseaux et équipements publics des chalets d'alpage, des bâtiments d'estive, ou des burons en cours de restauration). Exemple de l'Aubrac. - **Art. 64** (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles) (p. 438) : soutient l'amendement n° 83 de M. Jean-Claude Carle (rétablissement, dans la partie législative du code de l'urbanisme, de la répartition des opérations relevant des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

différents niveaux d'autorisation, dans l'objectif initialement prévu de décentralisation des procédures, et renvoi au décret pour fixer les seuils applicables à ces opérations); son amendement n° 84 : aménagement de la définition des seuils de déclenchement de la procédure UTMN; retirés au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 421 du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 65** (p. 440) : son amendement n° 85 : prise en compte dans la répartition des concours de l'Etat des caractéristiques des territoires ruraux et des nouvelles charges liées à l'espace et à l'environnement qui leur sont imposées; retiré. (p. 441) : interrogation sur la possibilité de bénéficier de projections dans le cadre de la présentation du rapport prévu dans la loi de finances pour apprécier l'évolution des dotations. (p. 442) : son amendement n° 202 : concession de gré à gré à l'association communale de chasse agréée la plus proche des droits de chasse sur le territoire d'une commune située dans un parc national; retiré. Parc national des Cévennes. (p. 443) : son amendement n° 233 : coordination; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 451) : son amendement n° 87 : mise en place de schémas départementaux éoliens; retiré. (p. 452) : intervient sur son amendement n° 87 précité. Répercussions sur le paysage.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Discussion générale** (p. 844, 846) : félicitations pour le travail accompli par le Gouvernement et les rapporteurs. Perception de l'aménagement du territoire comme la convergence d'actions multiples. Résolution de difficultés suscitées par l'application de la loi Evin. Reconnaissance des chasseurs comme acteurs de la protection de l'environnement. Problème des loups. Corrections de dispositifs en matière d'urbanisme sans remise en cause de la loi Littoral. Reconnaissance du rôle des élus dans le cadre de Natura 2000. Importance des zones de revitalisation rurale. Hommage aux travaux parlementaires sur l'urbanisme et le pastoralisme. Attribution d'avantages fiscaux aux entreprises en cas de reprise d'activités commerciales, artisanales et libérales. Réhabilitation de l'immobilier de loisir. Son amendement repris par la commission sur l'application d'un taux réduit de TVA à la transformation de bâtiments agricoles. Désertification de la Lozère. Objectif d'un aménagement équilibré et harmonieux du territoire. - **Art. 38 bis** (p. 878) : favorable à cet article. Caractère majeur de la présence médicale en espace rural. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 880, 881) : le groupe UMP votera ce texte. Réponse aux inquiétudes des producteurs de fruits et légumes. Prise en compte par l'amendement du ministre de la santé de la lutte contre l'alcoolisme et des attentes des viticulteurs. Protection sans blocage des rivages et de la montagne. Exemple du parc national des Cévennes. Effort en faveur d'une présence médicale dans l'espace rural. Remerciements.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 946, 948) : modification constitutionnelle préalable à l'adoption d'une Constitution pour l'Europe. Ampleur de l'étape franchie par la Convention européenne, avec la participation de la délégation pour l'Union européenne. Réponse à l'euro-scepticisme ambiant. Création d'un président du Conseil et d'un ministre des affaires étrangères. Renforcement du rôle des parlements nationaux. Exigence de subsidiarité. Modalités d'exercice de cette nouvelle compétence. Renforcement du rôle de la délégation pour l'Union européenne. Entrée de la Turquie dans l'Europe sans rapport avec le débat. S'y déclare personnellement favorable. Amélioration du fonctionnement de l'Union européenne grâce à la future Constitution. Meilleure répartition des compétences. Cohésion territoriale. Garantie de paix.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2762, 2764) : remarquable travail de négociation. Communiqué des églises chrétiennes en faveur de ce texte. Apport de l'Europe à la politique agricole. Mise en place d'un pouvoir politique nouveau. Nécessité de renforcer la

place de l'Europe dans le monde. Acceptation du modèle de civilisation proposé par cette Constitution.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 1er octies** (Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants) (p. 3473) : nécessité de donner leur chance aux biocarburants. Favorable à la Constitution européenne. - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475) : intervient sur l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes). Importance de l'Europe pour l'agriculture française. - **Art. 5 ter** (Art. L. 2224-31 et L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales - Aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie) (p. 3486) : sur l'amendement n° 26 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 318 ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [n° 245 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 3845, 3847) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise) (p. 4044) : soutient l'amendement n° 147 de M. Pierre Hérisson (garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un chef d'entreprise à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse, au-delà des trois premières années d'activité); retiré. Nécessité de faire échec au "partage de la misère". (p. 4046) : accepte de retirer l'amendement précité n° 147 de M. Pierre Hérisson en espérant une avancée lors du débat à l'Assemblée nationale.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 31** (Art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 4147, 4148) : soutient l'amendement n° 233 de M. Pierre Hérisson (dispositif de régulation des marges arrière); retiré. Effets pervers de la loi Galland. Imperfection de la solution proposée par le Gouvernement.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe), [n° 140 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5647) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5735) : intervient sur l'amendement n° 24 de M. Jean-Marc Pastor (exigence d'une qualification préalable à l'exercice professionnel d'entreprise de restauration). Prise en compte des acquis de l'expérience. - **Art. 7** (Art. L. 326-1 du code du tourisme - Définition du refuge de montagne) (p. 5735) : demande confirmation de la non-remise en cause par l'article 7 des dispositions votées dans la loi relative au développement des territoires ruraux.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (26 octobre 2005) - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6268, 6269) : vision du bracelet électronique comme un moyen supplémentaire permettant une éventuelle réinsertion.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6324, 6326) : volonté d'équité, de justice et d'efficacité. Equilibre entre la promotion de la solidarité et l'encouragement des initiatives personnelles. Prévision d'une augmentation de facto des dépenses en raison du vieillissement de la population et des progrès de la médecine. Réflexion indispensable sur une plus grande transparence entre dépenses publiques d'Etat et dépenses sociales. Promotion de la TVA sociale : transfert d'une partie des charges sociales vers la TVA. Comparaison avec les autres pays d'Europe. Etudes comparatives internationales dans le domaine de la gestion publique. Analyse parallèle du montant des prélèvements sociaux et des prélèvements fiscaux. Problème de l'impôt sur la fortune. Efforts de modération budgétaire de certains conseils généraux. Action méritoire du Gouvernement dans l'amélioration du sort des handicapés. Ouverture de perspectives.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6431, 6432) : analyse objective des attentes des agriculteurs. Révolution dans le domaine de la politique agricole. Souhaite un chapitre consacré au développement durable. Nécessité de reconnaître la vocation de la montagne.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6680) : intervient sur l'amendement n° 673 de M. Roland Courteau (réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter). Se réjouit de la création d'un groupe de travail. - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois) (p. 6703) : intervient sur l'amendement n° 438 de M. Gérard Le Cam (modalités d'exemption de la taxe intérieure de consommation des huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole). Cas d'assolements. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 6712) : favorable à l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire). - **Art. 13 bis** (Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) (p. 6713) : défavorable à l'amendement n° 749 du Gouvernement (suppression). Importance économique de la truffe. - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** (p. 6715, 6716) : défavorable à l'amendement n° 517 de M. Roland Courteau (conditions de paiement faites par les négociants aux producteurs de vin). Risque de créer une situation conflictuelle. - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6721, 6722) : son amendement n° 593 : reconnaissance de la spécificité du secteur de la viticulture au même titre que celui de l'élevage ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6795) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 21 A** (Création d'un Conseil de la modération et de la prévention) (p. 6802) : intervient sur les amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression). - **Art. 22 bis** (Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée

et dénomination «montagne») (p. 6822) : volonté de la commission et du Gouvernement de reconnaître la spécificité de l'agriculture de montagne. (p. 6823) : soutient l'amendement n° 392 de M. Jean-Pierre Vial (suppression) ; adopté. - **Art. 22 ter** (Art. L. 644-3-1 [nouveau] du code rural - Bilan annuel des sections et commissions des organisations interprofessionnelles consacrées aux produits de montagne) (p. 6824) : son amendement n° 234 : suppression ; adopté. - **Art. 22 quater** (Art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création dans les comités de massif de commissions spécialisées consacrées à la qualité et à la spécificité des produits de montagne) : son amendement n° 235 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6878) : nécessaire reconnaissance de la spécialité traditionnelle garantie. Décision de la Cour de justice des Communautés sur la feta. (p. 6882) : son amendement n° 734 : reconnaissance de la dénomination "vins de pays" ; adopté. - **Intitulé du chapitre III** (Dispositions diverses) (p. 6918) : son amendement n° 225 : nouvel intitulé du chapitre III - Garantir les conditions d'une agriculture de montagne durable ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25 septies** (p. 6919, 6922) : ses amendements n° 229 : prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture de montagne et de leur compensation financière ; n° 230 : valorisation de la fonction agro-environnementale de l'activité agricole en montagne ; n° 232 : extension de l'intervention des SAFER dans les zones de montagne ; n° 227 : modalités d'attribution de la dénomination "montagne" ; n° 228 : désignation par les comités de massif d'une commission "qualité et spécificité des produits de montagne" ; adoptés ; et n° 231 : encouragement des producteurs de produits bénéficiant de la dénomination "montagne" à se doter d'une AOC ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** (p. 6923) : soutient l'amendement n° 272 de M. Pierre Hérisson (mise en place d'une procédure permettant la sauvegarde de secteurs agricoles présentant un intérêt particulier) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8186) : son amendement n° I-77 : application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place ; rejeté. (p. 8190) : efforts accomplis par les restaurateurs. Problème des disparités de taux à l'intérieur du secteur de la restauration. Nécessité d'un accord des autres Etats membres de l'Union européenne.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Art. 24** (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements) (p. 8327) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-178 et I-179 : prise en compte dans le calcul de la DGE des handicaps naturels des zones de montagne ; retirés. Exemple de la Lozère.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8340, 8341) : observations sur les politiques européennes agricole, régionale et de voisinage.

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8768, 8769) : souhaite un état des crédits affectés à l'environnement dans un "jaune" budgétaire. Besoin impérieux d'une politique de l'environnement. Nécessité de réfléchir aux conséquences de l'hyperconcentration urbaine et de la désertification des territoires ruraux. Soutien financier indispensable à la mobilisation des différents acteurs s'agissant des parcs nationaux, des réserves naturelles et des grands sites. Réussite impérative de Natura 2000. Evolution nécessaire des crédits

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

européens. Souhaite faire de la France un modèle de développement durable. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8783, 8786) : sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées), son sous-amendement n° II-83 retiré après rectification de l'amendement n° II-15 de la commission précité. Ses amendements n° II-103 : nouvelle ventilation des crédits entre les programmes "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" et "Gestion des milieux et biodiversité" ; et n° II-102 : maintien de 6 537 812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862 188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées ; retirés après rectification de l'amendement n° II-15 de la commission portant sur le même objet. (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission précité. Partage la position du Gouvernement. Priorité aux politiques territoriales.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8944, 8945) : agriculture de montagne. Défense de la PAC. Enseignement agricole. Secteur de la viticulture. Votera ce projet de budget.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 84** (p. 9175, 9177) : ses amendements n° II-136 : prise en compte, pour des raisons d'équité, des charges nouvelles, liées à l'espace et à l'environnement, dans les critères de répartition propres à la péréquation ; n° II-137 : limite de la proportion de la dotation forfaitaire dans le calcul du potentiel financier des communes de montagne ; n° II-138 : exclusion du montant de la dotation attribuée en fonction de la superficie dans le calcul du potentiel financier des communes de montagne ; et n° II-139 : croissance garantie de l'ensemble des composantes de la dotation forfaitaire des communes dont le potentiel fiscal et les bases de taxe professionnelle sont faibles ; retirés. (p. 9178, 9179) : ses amendements n° II-140 : compensation des charges d'entretien assumées par les communes aux territoires à haute valeur patrimoniale et environnementale ; et n° II-135 : exclusion, du potentiel financier des communes, du montant de la dotation forfaitaire dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement ; retirés. Son amendement n° II-134 : garantie de progression minimale pour les départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 9844, 9845) : son amendement n° 215 : mode de valorisation des stocks pour les viticulteurs travaillant en caves particulières ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 39** (p. 10104, 10105) : son amendement n° 90 : instauration du taux réduit de la TVA sur la restauration ; retiré. Assuré de la détermination du Gouvernement à se battre dans cette voie.

BLANC (Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; nouvelle nomination le 17 novembre 2005.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 14 juin 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées [**n° 152 (2004-2005)**] (25 janvier 2005) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [**n° 222 (2004-2005)**] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [**n° 279 (2004-2005)**] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [**n° 470 (2004-2005)**] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [**n° 494 (2004-2005)**] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Solidarité et intégration [n° 103 tome 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - **Art. 38** (Art. L. 1511-8 nouveau du code général des collectivités territoriales - Aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé) (p. 283, 284) : défavorable à l'amendement n° 155 du Gouvernement (suppression partielle). - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 288, 289) : favorable à l'ouverture d'un grand débat sur la démographie médicale et à l'exonération de la taxe professionnelle pour les professionnels de santé installés en ZRR. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 452) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens). Sa préférence pour l'établissement d'un schéma régional.

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** - *Commission mixte paritaire* [n° 152 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 469, 470) : enrichissement de ce texte grâce à une navette parlementaire exemplaire. Evolution à l'initiative du Sénat de la législation sur la compensation du handicap. Avancées de ce texte : représentation des personnes handicapées dans les instances les concernant ; prestation de compensation ; allègement des procédures de contrôle du bon usage des fonds ; rôle du fonds départemental de compensation ; scolarisation des enfants handicapés ; accessibilité des transports : exemple du métro de Toronto ; niveau de la future prestation de compensation pour les bénéficiaires actuels de l'ACTP. Demande l'adoption de ce projet de loi tel qu'il résulte des travaux de la commission mixte paritaire. - **Art. 11** (*Articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées*) (p. 511) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Art. 12** (*Adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés*) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (cohérence). - **Art. 24** (*Accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées*) (p. 512) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (précision). - **Art. 27** (*Maison départementale des personnes handicapées*) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (réaction). - **Art. 29** (*Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées*) : son amendement n° 8 : coordination ; adopté. Accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (maintien à la caisse d'allocations familiales de la responsabilité de l'attribution de la majoration pour la vie autonome). - **Art. 31** (*Coordination au sein du code de la sécurité sociale*) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (financement par la CNSA de la majoration spécifique pour parent isolé).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales** - *Deuxième lecture* [n° 149 (2004-2005)] - (8 mars 2005) - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1404, 1405) : intérêt de l'idée de maison de services au public. Souhaite la clarification de la responsabilité des maires dans l'activité des agences postales communales.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale** [n° 208 (2004-2005)] - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2282, 2285) : changement majeur avec la mise en place des lois de financement de la sécurité sociale en 1996. Limites des lois de financement de la sécurité sociale et approbation de la volonté de les enrichir et d'introduire plus de transparence. Frontière entre les finances sociales et les finances de l'Etat. Portée du vote de l'ONDAM. Evolution des comptes du FSV. Approbation de la création d'une démarche "objectifs-résultats". Prérogatives des rapporteurs des projets de loi de financement. Nécessité d'une adaptation régulière de l'organisation de l'examen des lois de financement par le Parlement.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue) (p. 3967) : favorable aux amendements identiques n° 1 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 204 (ouverture aux créateurs et repreneurs d'entreprises libérales du droit de bénéficier d'actions d'accompagnement, d'information et de conseil).

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 411 (2004-2005)] - (28 juin 2005) - **Art. 6** (Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - *Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées*) (p. 4673) : favorable à l'amendement n° 90 de Mme Michèle San Vicente (organisation de la formation continue des personnels par les prestataires de services et les distributeurs de matériels). - **Art. 8** (Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - *Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4678) : favorable aux amendements de Mme Sylvie Desmarescaux sur le même objet n° 158 et 159, et n° 157 (extension du contrat d'avenir aux personnes handicapées). - **Art. additionnels après l'art. 8** **quinquies** (p. 4685) : favorable à l'amendement n° 180 du Gouvernement (possibilité pour les bénéficiaires d'un contrat d'avenir ou d'un contrat d'accompagnement d'accéder au plan de formation par l'emploi dans le secteur hospitalier public).

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement** [n° 431 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5298, 5299) : nécessité de clarifier la nature juridique des actes des collectivités territoriales en matière d'opérations d'aménagement. Création d'une catégorie unique de contrats d'aménagement conclus en respectant les procédures de publicité et de mise en concurrence. Salue le travail de l'Assemblée nationale. Question de la nature juridique des sociétés publiques d'aménagement. Moyen efficace, pour les élus locaux, de développer des projets d'aménagement de leur territoire. Souhaite la présence des membres de la Haute Assemblée dans le groupe de réflexion constitué sur ce thème. Interroge le ministre quant au contenu du décret fixant les règles de publicité et de mise en concurrence pour la passation des concessions d'aménagement. Sous réserve de ces précisions, le groupe UMP votera sans modification ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5306) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe)**, [n° 140 (2004-2005)] - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5648) : importance de l'aménagement de l'axe routier Perpignan-Andorre.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7144, 7145) : favorable à l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières). Défavorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 62 (suppression) portant sur l'article 14 bis.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7737) : intervient sur l'amendement n° 414 de M. Thierry Repentin (pondération de la dotation d'intercommunalité au regard de l'action des collectivités en matière de logement social). Nécessité d'éviter les concentrations excessives de logements sociaux.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8564, 8565) : intervient sur l'amendement n° II-42 de Mme Valérie Létard (transfert de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers l'action "santé scolaire" du programme "vie de l'élève"). Secteur sinistré de la médecine scolaire. - **Art. 80 (Contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique)** (p. 8569, 8571) : non-respect de l'esprit de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées. Son amendement n° II-50 : réduction progressive du niveau de la contribution du ministère de l'éducation nationale au fonds et extension du dispositif aux collectivités territoriales ; retiré.

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 8645, 8646) : progression des crédits de cette mission. Respect des engagements de l'Etat dans la mise en oeuvre du plan de cohésion sociale. Succès du contrat d'accueil et d'intégration pour les étrangers. Création de places pour les personnes handicapées. Efforts en matière d'intégration scolaire des enfants handicapés. Transfert de charges vers la sécurité sociale : risque de dérapage des dépenses. Transferts opérés vers les départements : interrogation sur une compensation effective et rapide. Mise en oeuvre de la prestation de compensation du handicap. Travail d'une journée supplémentaire. Insuffisance des concours de l'Etat dans la nouvelle architecture institutionnelle créée autour de la prestation de compensation. La commission des affaires sociales émet un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission "Solidarité et intégration".

BLANDIN (Marie-Christine)
sénateur (Nord)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scient. tech. : Le risque épidémique (tome 1, rapport) [n° 332 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scient. tech. : Le risque épidémique (tome 2, audition publique et annexes) [n° 332 tome 2 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre depuis le 26 octobre 2005 [n° 96 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 600, 602) : légitimité du financement public de la culture. Mise en place d'un groupe de travail pour réfléchir à un meilleur financement de la culture par les collectivités. Origine du comité de suivi du nouveau protocole de la couverture chômage des artistes, techniciens et réalisateurs. Regret de l'absence de réponse globale du Gouvernement. Nécessité de légiférer sur la mission de service public de la culture.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1034) : ambivalence de ce projet de loi de révision constitutionnelle. Partage des sénateurs Verts entre un "oui" combatif et une abstention de protestation. Volonté de lutter pour mettre en place une Europe plus démocratique et sociale.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1747) : soutient l'amendement n° 181 de Mme Dominique Voynet (ajout aux missions de l'éducation nationale de la résolution pacifique et non violente des conflits) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1778) : défavorable à l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). Reprise de la définition initiale du socle commun rejetée par le

Sénat par un amendement de la commission. Demande du Gouvernement de vote bloqué sur cet amendement.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2758, 2760) : distinction entre le mécontentement national et le choix proposé par le référendum. Constitution permettant des gains démocratiques et sociaux. Protection apportée par l'Europe sur le plan environnemental. Conséquences négatives du "non". Travail militant sur les textes à venir. Volonté de préserver la construction européenne.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3699, 3700) : inscription de la loi dans un contexte de fragilisation des associations et d'érosion du droit du travail. Restrictions budgétaires. Difficultés du centre régional information jeunesse de Poitiers. Réponse brouillée et incomplète aux demandes du monde associatif. Vigilance sur le respect du code du travail. - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3726) : votera l'amendement n° 1 de la commission (ouverture du volontariat aux attributaires de l'allocation de parent isolé, API) comme elle aurait voté les amendements de M. Jean-François Voguet n° 96 (suppression de la restriction d'accès au volontariat des allocataires du RMI), n° 98 (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux) et n° 99 (suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux), identique à l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly, ainsi que les amendements n° 41 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux dont le montant de l'allocation ne dépasse pas le minimum vieillesse) et n° 84 de Mme Françoise Férat (ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API). Exclusion scandaleuse de personnes de bonne volonté. (p. 3726) : demande d'explications sur l'opposabilité de l'article 40 aux amendements précités. - **Art. 6 (Contenu du contrat de volontariat)** (p. 3734) : soutient l'amendement n° 48 de M. David Assouline (présentation par la personne candidate au volontariat d'un certificat médical) ; rejeté. (p. 3735, 3736) : soutient l'amendement n° 49 de M. David Assouline (respect par l'organisme agréé des mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité) ; rejeté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3914, 3915) : politique limitée à de simples déclarations d'intention. Prolongation de la précarité. Economie solidaire absente du débat. Les parlementaires Verts refusent leur confiance.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. 2 (Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - Durée de travail dans les services d'aide à domicile)** (p. 4655) : soutient l'amendement n° 32 de M. Jean Desessard (définition de l'urgence nécessitant une intervention dans un délai de moins de trois jours) ; rejeté. (p. 4656) : soutient l'amendement n° 33 de M. Jean Desessard (conditions de dérogation au délai de prévenance des salariés) ; rejeté. - **Art. 4 (Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie)** (p. 4665) : soutient l'amendement n° 34 de M. Jean Desessard (suppression du recours au principe du gré à gré pour les personnes âgées dépendantes) ; rejeté. - **Art. 6 (Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées)** (p. 4672) : soutient l'amendement n° 35 de M. Jean Desessard (obligation de formation continue des professionnels assurant des prestations ou fournissant du matériel) ; retiré. (p. 4673) : soutient l'amendement n° 36 de M. Jean Desessard (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées sur les dispositions réglementaires) ; retiré. - **Art. 9 (Art. L. 124-4-4 du code du travail - Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire)** (p. 4686) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

soutient l'amendement n° 37 de M. Jean Desessard (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5866, 5867) : se réjouit de ce débat. Conclusions du rapport Guillot. Crise des intermittents du spectacle. Mission sur la création artistique de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8476, 8477) : intégration indispensable de la dimension sciences humaines et sociales dans les priorités de l'ANR. Confusion dans les modalités d'application de la LOLF. Place insuffisante accordée à la culture scientifique et technique. Sa proposition de rétablir les concours de prérecrutement pour les professeurs de mathématiques, de physique et de chimie.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8546) : défavorable à l'amendement n° II-96 du Gouvernement (transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole"). (p. 8562) : favorable à l'amendement n° II-34 de Mme Dominique Voynet (transfert de crédits permettant une formation des enseignants à la non-violence et à la gestion des conflits).

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) (p. 8592, 8593) : absence d'unité d'action entre les ministères concernés par la vie associative. Difficultés du mouvement associatif : exemple de dysfonctionnements en Seine-Saint-Denis et dans la région Nord-Pas-de-Calais. Mise à mal du droit d'association. Doutes sur l'objectif d'information relative à l'économie sociale et solidaire. Réduction des moyens alloués aux auberges de jeunesse. Soutien financier des collectivités locales aux associations dans la réalisation de projets éducatifs sociaux afin de pallier les désengagements de l'Etat. Insuffisance des crédits consacrés à la création de postes FONJEP. Paradoxe des mesures en faveur de l'insertion professionnelle après les restrictions subies par celle-ci. Rappel du rôle du Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, CNAJEP. Incompatibilité de la pérennisation annoncée des emplois associatifs avec le gel de crédits. Interrogation sur la réintégration des postes mis à la disposition du secteur associatif. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8599) : défavorable à l'amendement n° II-87 du Gouvernement (transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative").

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8843, 8844) : faiblesse des objectifs en matière d'éducation culturelle et d'accès à la culture. Désengagement de l'Etat. Nécessité de prendre en compte les spécificités patrimoniales locales. Insuffisante diffusion de la culture scientifique en dehors de Paris. Formation en architecture. Coût du droit de prêt aux bibliothèques. Régime des intermittents du spectacle. Conditions du soutien à la création artistique. - **Art. 94 quater (Taxe relative au vidéogramme pour les documents audiovisuels à caractère pornographique)** (p. 8859) : le groupe socialiste s'abstiendra sur les amendements identiques n° II-117 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° II-130 du Gouvernement (précision).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9777, 9779) : texte allégé des devoirs de l'Etat. Institution d'un "millefeuille" de nouveaux dispositifs. Prise en compte insuffisante de l'université. Dénonciation du nombrilisme franco-français et du manque d'articulation entre la recherche française et la recherche européenne. Ses amendements relatifs à la reconnaissance de la place de la société dans la recherche. Besoin de prospective et d'humanisme. Absence d'orientation, de priorité et de contrôle en matière de crédit d'impôt. Grande discrétion du projet de loi dans le domaine de l'expertise. Déception face à un texte cumulant de nombreux rendez-vous ratés. - **Art. 1er et tableaux annexés (Programmation)** (p. 9793) : son amendement n° 65 : augmentation des crédits consacrés à la recherche pendant les années 2005 à 2010 ; rejeté. (p. 9794) : ses amendements n° 67 : repli, n° 69 : lutte contre la précarisation de la recherche et n° 70 : suivi de l'application du plan pluriannuel des postes d'enseignants chercheurs et de chercheurs ; rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9798, 9799) : ses amendements n° 71 : fondements de la politique de recherche ; et n° 72 : indépendance des conclusions des travaux des chercheurs ; rejetés. (p. 9800, 9801) : sur l'amendement n° 7 de la commission (réintégration, dans le projet de loi, de la création du Haut Conseil de la science et de la technologie), ses sous-amendements n° 73 à n° 79 ; devenus sans objet. (p. 9802, 9804) : sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (création du Haut Conseil de la science et de la technologie), ses sous-amendements n° 153 à n° 159 ; rejetés. (p. 9809) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Pierre Laffitte (prise en compte de l'objectif de solidarité scientifique avec les pays en voie de développement). Son amendement n° 80 : organisation d'un débat national définissant les outils et les priorités de la politique nationale de recherche et d'innovation ; rejeté. (p. 9810) : son amendement n° 81 : définition de la notion de recherche et de production de connaissances ; rejeté. - **Art. 2 (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche)** (p. 9813) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (construction de l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur). Ses amendements n° 83 : information des chercheurs concernés en cas de regroupement des organismes de recherche et n° 99 : rassemblement de partenaires d'Etats voisins européens dans les PRES en région frontalière ; devenus sans objet. (p. 9814) : son amendement n° 100 : partenariats de recherche entre laboratoires publics et acteurs sociétaux à buts non lucratifs ; adopté. (p. 9818) : son amendement n° 85 : autonomie des membres fondateurs et associés du PRES dans leur organisation ; rejeté. (p. 9820) : son amendement n° 86 : garantie apportée aux chercheurs en matière de propriété intellectuelle ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 3 (Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche)** (p. 10165, 10166) : ses amendements n° 88 : montant des allocations versées aux doctorants ; rejeté ; et n° 89 : indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique ; adopté. (p. 10167, 10168) : ses amendements n° 87 : accueil des étudiants en thèse dans les associations ; retiré et n° 104 : mise en place d'équipes pluridisciplinaires ; rejeté. - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10171, 10172) : son amendement n° 90 : inscription, parmi les critères de l'évaluation, du partage du savoir scientifique avec la société ; adopté. (p. 10173) : son amendement n° 91 : publicité des évaluations portant sur des recherches concernant la santé publique ou l'environnement ; rejeté. (p. 10175) : son amendement n° 92 : contrôle par l'Agence d'évaluation de la recherche de l'utilisation des aides publiques par les structures privées ; adopté. (p. 10176) : son amendement n° 93 : représentation de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques au sein du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche ; adopté. (p. 10180) : favorable à l'amendement n° 106 de M. Serge Lagauche (règles déontologiques de l'Agence d'évaluation de la recherche). - **Art. 6 (Art. L. 112-1 du code de la recherche - Mission d'expertise)** (p. 10182,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

10183) : sur l'amendement n° 151 de la commission (cohérence), son sous-amendement n° 94 ; rejeté. - **Art. 7 (Agence nationale de la recherche)** (p. 10184, 10185) : ses amendements n° 96 : rapport annuel sur les finances de l'ANR ; et n° 109 : instauration d'un conseil scientifique au sein de l'ANR ; devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 10187) : son amendement n° 95 : financement de projets blancs ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 10194) : intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (transformation de l'Académie des technologies en établissement public). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 10198, 10199) : son amendement n° 113 : mesures en faveur de l'embauche de jeunes doctorants ; retiré. - **Art. 17 (Statut et mission de l'Institut et des Académies)** (p. 10204) : défavorable à l'amendement n° 46 de la commission (protection du Président de la République). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10207) : votera contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER). - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10218) : favorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10221) : ne votera pas ce texte malgré les modifications obtenues.

BLIN (Maurice)
sénateur (Ardennes)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Rapporteur de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 99 tome 3 annexe 21 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 91 (2005-2006)] de programme pour la recherche [n° 121 (2005-2006)] (8 décembre 2005) - **Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8463, 8464) : remplacement du budget civil de recherche et de développement technologique, BCRD, par la mission interministérielle "Recherche et enseignement supérieur", MIREs. Pilotage important et délicat du ministre chargé de la recherche. Intervention d'une multiplicité d'opérateurs aux statuts différents. Effort significatif et novateur consenti par le Gouvernement. Hausse des crédits. Dynamisation de la recherche et du développement au sein des entreprises. Création d'emplois. Mise en place de l'Agence nationale de la recherche, ANR, et de l'Agence de l'innovation industrielle, AII ; crédits d'intervention distincts de ceux de la MIREs. Objectifs du projet de loi de programme pour la recherche. Propose l'adoption de ces crédits assortis des amendements inspirés par un triple souci de précision, d'efficacité et d'économie. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8498, 8499) : intervient sur l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). Non-respect de l'esprit de la LOLF. (p. 8502) : accepte l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). Regrette la méthode employée. (p. 8506, 8507) : son amendement n° II-30 : diminution des crédits de l'IFP au titre de la recherche dans le domaine de l'énergie ; retiré. (p. 8508) : possibilité pour l'IFP d'augmenter ses ressources par une augmentation minime du tarif de ses prestations auprès des clients privés. Son amendement n° II-29 : transfert de crédits de la recherche duale à la recherche spatiale ; retiré. (p. 8510) : s'oppose à l'amendement n° II-39 de M. Serge Lagache (rétablissement des crédits initialement prévus - transfert de crédits pour l'action "établissement d'enseignement privé" au programme "orientation et pilotage de la recherche"). - **Art. additionnel après l'art. 81** (p. 8512) : accepte l'amendement n° II-58 du Gouvernement (communication par l'ACOSS au ministère responsable des dispositifs en faveur des jeunes entreprises innovantes).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - rapporteur de la commission spéciale sur la recherche. - **Discussion générale** (p. 9753, 9754) : progression sensible des crédits. Ouverture de pistes novatrices. Nécessité de favoriser tout ce qui peut rassurer, reconforter et stimuler les jeunes chercheurs. Délicate application de la LOLF dans le domaine de la recherche. Dans un contexte de déficit constant et grave, justification des crédits alloués à la recherche par une poursuite exigeante de l'efficacité et un sens aigu de la responsabilité. - **Question préalable** (p. 9788, 9789) : s'oppose à la motion n° 54 de M. Ivan Renar tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 9791) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Serge Lagache (inscription, dans la loi de programme, de l'objectif européen fixant à 3 % du PIB la dépense de recherche). - **Art. 1er et tableaux annexés (Programmation)** (p. 9793, 9795) : ses amendements n° 3 : rédaction et n° 4 : rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de la présente loi à l'occasion de l'examen des projets de loi portant règlement définitif des budgets de 2006, 2007 et 2008 ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 65 (augmentation des crédits consacrés à la recherche pendant les années 2005 à 2010), n° 67 (repli), n° 69 (lutte contre la précarisation de la recherche) et n° 70 (suivi de l'application du plan pluriannuel des postes d'enseignants chercheurs et de chercheurs). S'oppose également aux amendements n° 117 de M. Ivan Renar (répartition des crédits alloués à la recherche) et n° 98 de M. Serge Lagache (exclusion du crédit d'impôt de la programmation des moyens destinés à la recherche). (p. 9797) : son amendement n° 5 : correction du tableau annexé faisant mention de l'effort programmé de 2005 à 2010 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 11 (Art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Consultance)** (p. 10195) : son amendement n° 41 : introduction d'une plus grande souplesse dans le statut social des chercheurs du secteur public ; adopté. - **Art. 15 (Art. 207 du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les sociétés des établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur pour leurs activités de valorisation de la recherche)** (p. 10198) : s'oppose

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

à l'amendement n° 144 de M. Ivan Renar (exclusion, de l'application de l'article 207 du code général des impôts, des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche). - **Art. additionnels après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Christine Blandin (mesures en faveur de l'embauche des jeunes doctorants). (p. 10199) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Gérard Dériot (réduction d'impôt en faveur de la recherche biomédicale). (p. 10200, 10201) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (évaluation de l'effet d'encouragement du crédit impôt recherche au sein des entreprises). - **Art. 21 (Coordination)** (p. 10212) : son amendement n° 50 : rectification ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 21** : son amendement n° 52 : rédaction ; adopté.

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 37 (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau)** (p. 3164, 3165) : risque d'un nouveau désengagement de l'Etat. Organisation à deux échelons : européen et local. Augmentation des charges pesant sur les agences de l'eau. Souci d'assurer un bon état écologique des masses d'eau. Souhait de stabiliser le prix de l'eau. Attend une réponse du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8866, 8867) : réforme de la redevance inadaptée aux besoins du service public. Déploiement de la TNT. Non-respect des engagements souscrits par l'Etat à l'égard des chaînes de télévision. Statut hybride de la chaîne d'information internationale. Inquiétude sur la diversité du paysage radiophonique.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8896, 8897) : partisan d'un nécessaire équilibre entre la prévention et la sécurité. Exemple de la ville de Mulhouse. Nécessité de renforcer la lutte contre l'économie

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

parallèle, de mettre en place une concertation sur la loi relative à la prévention et d'inventer une vraie police de proximité.

BODIN (Yannick)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Secrétaire de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur les propositions de décision du Conseil relatives à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (E 2700) [n° 160 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en œuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1605, 1608) : mobilisation de l'ensemble de la communauté éducative contre le projet du Gouvernement. Non-prise en compte du rapport Thélot rédigé après une large consultation. Rejet du texte par le Conseil supérieur de l'éducation. Multiplication des mouvements lycéens constataires. Retrait du texte demandé par l'ensemble des organisations du monde de l'éducation. Relance indispensable de la réforme Jospin de 1989. Manque d'ambition du texte, muet sur la redéfinition du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

métier d'enseignant, le rapport entre l'inégalité sociale et la réussite scolaire, l'éducation prioritaire, la pluridisciplinarité, la revalorisation des filières professionnelles et les rapports entre éducation nationale et collectivités territoriales. Définition restrictive du socle de compétences et de connaissances. Mesures rétrogrades : remise en cause de l'organisation de la scolarité en cycles, redoublements, orientation professionnelle dès la quatrième, note de "vie scolaire", suppression des TPE. Incapacité du Haut conseil de l'éducation à jouer son rôle d'orientation et de contrôle. Inefficacité des "programmes personnalisés de réussite scolaire". Vision conservatrice de la formation des enseignants. Silence du texte sur les modalités de budgétisation des mesures proposées.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 1674, 1675) : ses amendements n° 240 : présentation au Parlement d'un rapport annuel sur l'évaluation du système éducatif ; n° 239 : garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie et n° 241 : référence au principe de laïcité comme valeur fondamentale de l'institution scolaire ; rejetés. - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - *Mission première de l'école*) (p. 1687) : intervient sur son amendement n° 245 : suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation. Absence d'opposition au mérite et aux bourses au mérite du groupe socialiste. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1694, 1695) : son amendement n° 247 : rôle des parents d'élèves au sein de la communauté éducative ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1697, 1698) : ses amendements n° 251 : garantie de l'application du principe d'égalité et du droit à l'éducation à tous les élèves handicapés et n° 253 : enseignement en langue des signes française pour les enfants sourds ; rejetés. (p. 1699) : son amendement n° 252 : adaptation du rythme de la scolarité au handicap des élèves ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1701, 1702) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 233 de Mme Gisèle Gautier (inscription de l'objectif de mixité à l'école). - **Art. 3 ter** (Art. L. 121-1 du code de l'éducation - *Orientation scolaire*) (p. 1703) : son amendement n° 254 : participation du système éducatif au projet de formation professionnelle ; rejeté. - **Art. 4** (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - *Objectif de la formation scolaire*) (p. 1716) : son amendement n° 269 : place de l'élève au centre du système éducatif ; rejeté. (p. 1718) : son amendement n° 270 : association des personnels de l'éducation nationale et des parents à la mission de réussite conduite par l'école ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1738) : parité au sein de l'hémicycle grâce à l'arrivée progressive des sénateurs. - **Art. 6** (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - *Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1741) : son amendement n° 272 : nouvelle définition et élargissement du socle commun de connaissances à la pratique sportive, l'acquisition de savoirs artistiques et la culture technologique ; adopté. (p. 1756) : désaccord du Sénat sur la définition du socle commun proposée par le Gouvernement. Réintroduction de trois apprentissages : éducation physique et sportive, enseignement artistique et technologique. Votera cet article. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1762) : demande d'une suspension de séance pour examiner l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires) qui vient d'être distribué. (p. 1774) : reprise par la commission des affaires culturelles du dispositif de l'article 6 rejeté par le Sénat. Sur l'amendement n° 658 de la commission, son sous-amendement n° 659 : réécriture de cet article définissant le socle commun en y insérant l'acquisition de savoirs artistiques, des objectifs de pratique sportive et une culture technologique ; rejeté (vote bloqué). - **Rappel au règlement** (p. 1781) : incident en séance. Sortie de l'hémicycle des sénateurs socialistes à la suite d'une intervention insultante. - **Art. 9** (Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - *Création du Haut conseil de l'éducation*) (p. 1801) : son amendement n° 279 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 1805) : son amendement n° 280 : création d'un Office parlementaire d'évaluation de l'école ; rejeté. -

Art. 10 (Art. L. 311-5 du code de l'éducation - *Suppression du Conseil national des programmes*) (p. 1807) : son amendement n° 281 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1810) : son amendement n° 284 : amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde ; rejeté. - **Art. 12** (Art. L. 311-7 du code de l'éducation - *Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1821, 1822) : son amendement n° 288 : décision à la fin de chaque cycle de la poursuite ou non de la scolarité et rétablissement d'une procédure d'appel pour les parents ; rejeté. - **Art. 12 bis** (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - *Enseignement des langues et des cultures régionales*) (p. 1829) : soutient l'amendement n° 291 de M. Michel Charasse (enseignement des langues régionales dans le respect des valeurs et principes de la République) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (Art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Formation et insertion professionnelle*) (p. 1854, 1856) : ses amendements n° 292 : adaptation des orientations et de la formation proposées aux élèves aux évolutions prévisibles de l'économie plutôt qu'aux besoins de celle-ci ; et n° 293 : intégration de l'éducation artistique et culturelle dans les formations proposées aux élèves ; devenus sans objet. - **Art. 15** (Art. L. 321-3 du code de l'éducation - *Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire*) (p. 1865) : son amendement n° 294 : substitution de la référence à "un socle commun de connaissances et de compétences" à celle "des instruments fondamentaux de la connaissance" ; devenu sans objet. - **Art. 15 ter** (Art. L. 321-4 du code de l'éducation - *Elèves intellectuellement précoces*) (p. 1870) : son amendement n° 295 : suppression ; rejeté. - **Art. 17** (Art. L. 331-7 du code de l'éducation - *Information et orientation des élèves*) (p. 1879) : intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (information pour l'orientation de l'élève en liaison avec les collectivités territoriales et précision du contenu de cette documentation). S'inquiète d'un nouveau transfert de charges sur les collectivités territoriales. - **Art. 18** (Art. L. 332-6 du code de l'éducation - *Brevet*) (p. 1880, 1881) : son amendement n° 298 : non-reconnaissance du brevet en tant que diplôme qualifiant ; rejeté. (p. 1883) : son amendement n° 301 : suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (18 mars 2005) (p. 1885, 1886) : organisation des travaux du Sénat. Consécration indispensable du temps nécessaire à l'examen du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école compte tenu de son importance. Défavorable à la poursuite du débat le lendemain samedi 19 mars, jour de commémoration dans les départements de la signature des accords d'Evian.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1889, 1890) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Demande un scrutin public. En cas d'obligation de siéger le samedi, le groupe socialiste défendra tous ses amendements avec les possibilités qu'offre le règlement du Sénat.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1896, 1897) : son amendement n° 297 : prise en compte des travaux personnels encadrés, TPE, pour le baccalauréat ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 1919) : remarque sur le déroulement des travaux relatifs au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Craint l'impossibilité d'en achever la discussion dans les délais impartis par le Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1921) : intervient sur l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 1923) : son amendement n° 307 : rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur l'expertise des besoins en matière de pré-recrutement d'étudiants de deuxième année d'IUFM ; rejeté. - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - *Formation des maîtres*) (p. 1926) : son amendement n° 309 : conduite de la formation dispensée dans les IUFM par la direction de chaque institut ; rejeté. (p. 1930) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

intervient sur son amendement de suppression n° 308. Le groupe socialiste s'oppose au texte qui n'accorde pas un temps de professionnalisation suffisant. - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1947, 1948) : intervient sur le recours à la procédure de vote bloqué pour l'adoption de l'article 23 du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Inquiétude manifeste du Gouvernement. Volonté d'accélérer le débat pour empêcher l'expression du Parlement.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants) (p. 2004) : son amendement n° 316 : précision ; rejeté. (p. 2005) : son amendement n° 317 : droit à la formation continue des enseignants ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2010) : son amendement n° 319 : reconnaissance du rôle éducatif des personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de services, ATOSS ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2022) : son amendement n° 320 : suppression de la compensation de charges entre communes en cas de scolarisation d'enfants d'une commune dans un établissement privé d'une autre commune ; rejeté. (p. 2023) : son amendement n° 321 : suppression du financement de la formation des maîtres d'apprentissage au titre de l'obligation de participation des employeurs à la formation continue ; rejeté. (p. 2024) : son amendement n° 322 : suppression du subventionnement de l'embauche d'apprentis par un crédit d'impôt ; rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Rapport annexé) (p. 2028) : le groupe socialiste ne participera pas au vote sur l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). (p. 2042) : son amendement n° 323 : prise en compte par le projet de loi des acquis de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989 ; rejeté. (p. 2045) : son amendement n° 325 : information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture au regard des résultats de la recherche ; devenu sans objet. (p. 2052) : son amendement n° 331 : constitution d'équipes de veille éducative ; rejeté. (p. 2053) : son amendement n° 332 : dispositifs de veille éducative ; rejeté. (p. 2056) : ses amendements n° 335 : caractère obligatoire de l'enseignement de découverte professionnelle et n° 336 : réduction à 3 heures du temps de découverte professionnelle ; rejetés. (p. 2065) : son amendement n° 339 : intégration individuelle des élèves handicapés dans le cadre du plan handiscol ; rejeté. (p. 2066) : son amendement n° 340 : accueil des élèves handicapés par des auxiliaires de vie scolaire ; adopté. (p. 2067) : soutient l'amendement n° 341 de Mme Dominique Voynet (inscription de la lutte contre les discriminations dans le rapport annexé) ; rejeté. Son amendement n° 342 : cohérence ; rejeté. (p. 2068) : son amendement n° 343 : cohérence ; rejeté. (p. 2073) : son amendement n° 346 : alternance de théorie et de stages pratiques dans la formation délivrée par les IUFM ; rejeté. (p. 2074) : son amendement n° 310 : intégration dans la formation dispensée aux enseignants d'un module relatif à l'orientation des élèves ; adopté. (p. 2075) : ses amendements n° 311 : intégration d'un stage en entreprise dans la formation dispensée aux professeurs ; retiré ; et n° 312 : conduite des stages pratiques par des maîtres formateurs ; rejeté. (p. 2077) : son amendement n° 348 : suppression de la possibilité de délégation d'attributions du conseil d'administration à une commission permanente ; rejeté. (p. 2079) : soutient l'amendement n° 351 de M. David Assouline (renforcement des passerelles entre filières professionnelles et filières générales) ; adopté. (p. 2086, 2087) : son amendement n° 359 : suppression d'un objectif chiffré pour l'augmentation du pourcentage d'apprentissage de la langue allemande ; retiré. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2100, 2101) : le groupe socialiste ne votera pas les amendements identiques de la commission n° 130 et de la commission des finances saisie pour avis n° 153 (nouvel intitulé du projet de loi - loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2101, 2102) : texte mal accepté par les parents d'élèves, les élèves et les enseignants. Procédure de discussion contestable. Manque d'ambition de ce texte. Projet de loi rétrograde. Absence d'engagement financier ferme. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. 11** (Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH) (p. 3768, 3770) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 28 (garantie pour les titulaires de contrats précaires d'une rémunération minimale équivalente au SMIC) ; n° 29 (application aux contrats d'engagement associatif des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail) ; et n° 32 (obligation d'un repos minimal hebdomadaire de 36 heures) ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles) (p. 4236) : amélioration de la transparence du dispositif par l'instauration d'une commission départementale. Rectification sur le taux de reconnaissance des communes du département de Seine-et-Marne. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4241) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Nicole Bricq (création et composition du conseil national des catastrophes naturelles) ; rejeté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4245) : discordance entre l'intitulé proposé et le contenu de la proposition de loi.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p. 6369) : impossibilité pour un étranger en situation irrégulière d'accéder à un logement social.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6996, 6997) : bilan de la loi Toubon. Nécessité d'une application plus rigoureuse dans le monde du travail. Promotion indispensable de la maîtrise du français comme facteur d'intégration. Réduction des aides aux associations de lutte contre l'illettrisme. Baisse des crédits attribués à la francophonie. Le groupe socialiste votera ce texte. - **Art. 6** (Documents destinés aux salariés) (p. 7006) : doute sur l'efficacité de ce dispositif, que le groupe socialiste votera néanmoins.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7269, 7270) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. Contradiction entre l'amélioration quotidienne de la situation dans les banlieues et la volonté de proroger une loi d'exception. Engagement indispensable du dialogue. Rejet de la politique sécuritaire voulue par le Gouvernement et simple démonstration de sa faiblesse.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8528, 8529) : budget déconnecté de la réalité. Non-respect de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir. Baisse constante du nombre d'adultes dans les établissements. Diminutions et transferts de crédits. Absence de financement des mesures promises à l'occasion de la crise des banlieues. Avenir incertain des ZEP. Inégalité des chances accentuée par l'essor des entreprises privées de cours particuliers. Absence de vision à long terme en matière d'éducation. Le groupe socialiste ne votera pas ces crédits. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8549) : défavorable à l'amendement n° II-26 de la commission (transferts des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). (p. 8552) : interrogation sur les motivations de l'amendement n° II-26 précité de la commission.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche*) (p. 10166) : sur l'amendement n° 88 de Mme Marie-Christine Blandin (montant des allocations versées aux doctorants), son sous-amendement n° 161 ; rejeté. - **Art. 7** (*Agence nationale de la recherche*) (p. 10184) : soutient l'amendement n° 108 de M. Serge Lagache (clarification du statut juridique de l'Agence nationale de la recherche) ; adopté. (p. 10185) : soutient l'amendement n° 110 de M. Serge Lagache (création d'un collège d'experts au sein de l'Agence nationale de la recherche) ; devenu sans objet.

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1459, 1460) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), soutient le sous-amendement n° 45 de M. Charles Revet (intégration du service assuré par une collectivité sous forme de convention avec La Poste dans le calcul de la DGF de cette collectivité) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6069) : texte consensuel. Importance des mesures nouvelles concernant le dopage animal. Consécration de l'attachement de la France à un haut degré d'exigence. Nécessaire vigilance du ministre pour une harmonisation complète au niveau mondial.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8477, 8479) : politique de recherche orientée vers l'innovation. Amélioration indispensable de l'avenir des personnels scientifiques. Caractère déterminant de la recherche pour l'avenir économique et social de la France. Développement d'un niveau de compétitivité industrielle élevé. Renforcement des moyens budgétaires alloués à la recherche. Encouragement à la collaboration des acteurs publics et privés : pôles de compétitivité, incitations fiscales. Articulation des structures existantes avec l'Agence nationale de la recherche, ANR. Demande d'éclaircissement sur le dispositif d'évaluation des personnels scientifiques. Restauration de l'attractivité des carrières scientifiques. Dévalorisation de la recherche universitaire par le système d'évaluation des enseignants chercheurs. Objectif d'une meilleure employabilité des doctorants dans l'enseignement et dans l'entreprise. Renforcement de l'intégration du système français dans l'espace européen de la recherche. Lutte contre la fuite des cerveaux.

BORLOO (Jean-Louis)
ministre de l'emploi, du travail, et de la cohésion sociale
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)] (27 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi relatif au retour à l'emploi et au développement de l'emploi [n° 64 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4556, 4557) : longue concertation préalable. Hommage à la qualité du travail de la commission des affaires sociales. Nécessité de lutter contre les freins au développement des services à la personne. Mise en place du chèque emploi-service universel, CESU. Elargissement des services à la personne. Amendements adoptés par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Art. 1er** (*Champ de l'habilitation*) (p. 5247, 5249) : précision sur les modalités de rupture du CNE. Notification par lettre recommandée. S'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 2 (suppression), n° 3 (suppression des dispositions relatives à la mise en place du contrat "nouvelles embauches"), n° 4 (exclusion des assistants maternels du dispositif du CNE), n° 5 (obligation de motiver la rupture du CNE), n° 6 (garantie de conditions d'indemnisation au moins égales à celles d'un CDD), n° 7 (suppression des dispositions relatives au revenu de remplacement), n° 8 (suppression du dispositif d'allègement des contributions financières des employeurs

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

occupant moins de vingt salariés), n° 9 (suppression des dispositions excluant des effectifs les jeunes de moins de vingt-six ans), n° 10 (suppression de la généralisation aux TPE du dispositif simplifié d'embauche), n° 11 (suppression du crédit d'impôt pour les chômeurs de longue durée et les allocataires de minima sociaux) et n° 12 (suppression de la prime de mille euros pour les jeunes de moins de vingt-six ans acceptant un emploi dans une branche connaissant des difficultés de recrutement). S'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 23 (application du CNE aux entreprises employant moins de dix salariés), n° 24 (limitation de la période d'essai du CNE à quatre-vingt-dix jours), n° 25 (mise en place d'une taxation sociale sur l'emploi précaire à la charge des employeurs), n° 26 (mise en place d'une aide au logement pour les personnes titulaires d'un CNE licenciées), n° 27 (suppression des dispositions relatives à l'extension du service militaire adapté), n° 28 (repli) et n° 29 (mise en place d'un mécanisme de contrôle et d'évaluation de l'effectivité des emplois créés). Sur les amendements de M. Michel Mercier, accepte les n° 13 (garantie pour le salarié d'une indemnité en cas de rupture), n° 14 (mise en oeuvre d'une évaluation du dispositif du contrat "nouvelles embauches", CNE), n° 15 (garantie pour le salarié licencié d'un revenu de remplacement subordonné à une durée minimale de présence dans l'emploi et d'un dispositif personnalisé de réinsertion) et n° 17 (suppression de l'exonération du versement transport au profit des entreprises franchissant le seuil des dix salariés) et demande le retrait des n° 16 (coordination des services de l'ANPE et de l'ASSEDIC au niveau de chaque bassin d'emploi), n° 18 (autorisation pour les bénéficiaires du RMI âgés de plus de cinquante-quatre ans de bénéficier d'un CDI avec une collectivité locale ou un établissement public), n° 19 (possibilité de cumul entre revenus de l'emploi et, d'une part, droits connexes aux minima sociaux et, d'autre part, revenus de remplacement) et n° 20 (restriction de la part des cotisations sociales dans le financement de l'assurance maladie au profit d'une partie du produit de la TVA et de la CSG). Accepte l'amendement n° 21 de la commission (précision que le futur chèque-emploi pourra tenir lieu également de contrat de travail et de bulletin de paie). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5256) : remerciements. Approfondissement des pistes ouvertes lors de la prochaine discussion du projet de loi "Habitat pour tous".

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Commission mixte paritaire [n° 453 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5536) : encadrement indispensable des dispositions du texte. Volonté de simplifier, de financer et de professionnaliser les services à la personne. - **Art. 11 bis** (p. 5543) : son amendement n° 1 : suppression ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5896, 5898) : hommage à la qualité du rapport de M. Laurent Bêteille. Diminution des constructions. Actions mises en oeuvre par le Gouvernement en matière de logement social. Logements d'Etat. Rapport d'information sénatorial de MM. Dominique Braye et Thierry Repentin. Augmentation de la production de logements en 2005. "1 % patronal". Signature d'une convention entre l'Etat et la ville de Paris pour lutter contre l'habitat insalubre. Nécessité d'un partenariat entre tous les acteurs concernés. Objectif du Gouvernement de tarir la spéculation. Allègement des droits de mutation. Sanction en cas de violation d'un accord obligatoire. Moyens d'intervention des collectivités locales. Extension de l'accord collectif de 2005. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5899) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (cessation à un prix inférieur à la valeur vénale ou à titre gratuit des bâtiments publics désaffectés destinés à la réalisation de logements sociaux). (p. 5901) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 10 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 17 de Mme Marie-Christine Blandin (instauration d'un permis de diviser). (p. 5902) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (recours élargi au droit de

réquisition de logements vacants). (p. 5903) : s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de l'usage du congé pour vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements). - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5914) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif) et sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements identiques n° 57 de M. Philippe Goujon, et n° 26 de M. Jean-Pierre Sueur (application de ce dispositif à partir du seuil de cinq logements). S'oppose également aux sous-amendements de ce dernier n° 27 (doublement de la durée de prolongation des baux en cours), n° 31 (instauration d'un diagnostic technique contradictoire à la charge du bailleur), n° 29 (maintien du statut locatif des locaux occupés par des personnes en difficulté et création d'une indemnité d'éviction pour les locataires ne pouvant exercer leur droit de préemption) et n° 34 (instauration d'une décote sur le prix de son logement au profit du locataire souhaitant l'acquérir), ainsi qu'aux sous-amendements n° 58 de M. Christian Cambon (instauration d'une décote sur le prix de son logement au bénéfice du locataire souhaitant l'acquérir), n° 35 de M. David Assouline (possibilité pour le tiers des locataires refusant la mise en copropriété, de demander au maire une enquête publique) et n° 65 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (application de ce dispositif aux opérations en cours). Sur les sous-amendements de M. Christian Cambon, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 60 (conséquence) et demande le retrait du n° 61 (conséquence). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements identiques n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de vente à la découpe) et n° 59 de M. Christian Cambon (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de la vente à la découpe). Accepte les sous-amendements n° 24 de M. Marcel-Pierre Cléach (application du droit de préemption des parts de société civile immobilière au seul cas de cession totale de celles-ci) et n° 63 de M. Dominique Braye (possibilité pour une commune de faire usage de son droit de préemption pour assurer le maintien dans les lieux des locataires). Demande le retrait des amendements de M. Dominique Braye n° 6 (relèvement de cinq à dix logements du seuil d'application du droit de préemption) et n° 7 (communication préalable du prix et des conditions de vente d'un immeuble au maire de la commune par le bailleur), ainsi que du n° 19 de Mme Marie-Christine Blandin (nullité de la notification d'offre de vente en cas de violation des accords collectifs de 1986). S'oppose aux amendements n° 28, 32 et 30 de M. Jean-Pierre Sueur (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5918, 5919) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 36, 37 et 39 (coordination) et n° 38 (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux durant six ans des locataires et compensation de la perte de recettes pour les collectivités locales par une augmentation de la dotation générale de fonctionnement). Son amendement n° 66 : réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux des locataires durant six ans ; adopté. - **Art. 2** (Art. 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation) (p. 5922) : s'oppose à l'amendement n° 11 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (restriction des conditions de délivrance du congé et modification des délais de préavis). Accepte l'amendement n° 2 de la commission (réécriture de cet article en restaurant le droit d'opposition permettant à la majorité de l'ensemble des organisations représentatives des bailleurs et des locataires de s'opposer à l'extension de l'accord collectif par décret et suppression de la sanction de l'amende civile en cas de non-respect de l'accord collectif afin de laisser s'appliquer le droit

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commun de la responsabilité délictuelle ou contractuelle) et, sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 23 de Mme Valérie Létard (rétablissement de la règle de majorité actuellement en vigueur dans la loi de 1986) et n° 40 de M. Jean-Pierre Sueur (sanction pécuniaire en cas de non-respect par un bailleur de l'ensemble des dispositions d'un accord collectif et versement de dommages et intérêts au profit du locataire lésé). S'oppose également à l'amendement de ce dernier n° 41 (restauration de la possibilité pour la majorité des organisations représentatives des locataires de s'opposer à l'extension par décret des accords conclus au sein de la Commission nationale de concertation). - **Art. 2 bis** (*Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction du bail au profit du locataire qui s'est vu délivrer un congé pour vente*) (p. 5924) : s'oppose aux amendement n° 12 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de la protection des locataires les plus fragiles en ajoutant à la reconduction de leur bail une obligation pour le bailleur de leur proposer un logement correspondant à leurs besoins et à leurs possibilités) et n° 42 de M. Jean-Pierre Sueur (reconduction des baux de six ans renouvelables, pour une durée identique, quel que soit le secteur locatif du bailleur acquéreur). - **Art. 2 ter** (*Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction des baux pendant la durée pour laquelle l'acquéreur s'est engagé à maintenir les locaux d'habitation sous statut locatif*) : accepte les amendements de suppression n° 3 de la commission et n° 43 de M. Jean-Pierre Sueur. S'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (dans les zones sensibles à la spéculation immobilière, possibilité de fixer par décret un montant maximum d'évolution des loyers et de suspendre la mise en vente par lot des logements d'habitation). - **Art. 3** (*Art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret*) (p. 5925) : sur l'amendement n° 4 de la commission (réécriture de cet article en prévoyant la nullité de plein droit des congés pour vente délivrés en violation de la prorogation des baux en cours), son sous-amendement n° 62 (renforcement de la sanction en cas de non-respect des obligations prévues) ; adopté. (p. 5926) : accepte l'amendement n° 4 précité de la commission sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 62 précité. S'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 64 de M. Marcel-Pierre Cléach (uniformisation du degré de parenté nécessaire pour bénéficier des dispositions dérogatoires au droit de préemption dans le cadre du congé-vente) et s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 44 (nullité du congé en cas de non-respect de l'une des dispositions de l'accord étendu) et n° 45 (coordination) ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 46 (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5927) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 14 (suppression du dispositif Robien et du régime fiscal des sociétés d'investissement immobilier cotées), n° 15 (suppression de l'exonération des droits et taxes de mutation sur les reventes consistant en des ventes par lots) et n° 16 (augmentation de la taxe spéciale d'équipement). (p. 5928) : s'oppose aux amendements n° 52 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un moratoire jusqu'au 1er janvier 2007) et n° 22 de Mme Marie-Christine Blandin (lors de ventes à la découpe, inscription législative des dispositions protectrices relatives au renouvellement du contrat en faveur des personnes fragiles). (p. 5929) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Sueur portant sur le même objet n° 47, 48, 49 et 50 (définition et encadrement législatif de l'exercice de la profession de marchand de biens) ainsi qu'au n° 51 (application des dispositions de ce texte aux opérations en cours). (p. 5930) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Jean-Pierre Sueur (encadrement des ventes en bloc d'immeubles construits à l'aide de prêts aidés par l'Etat).

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7508, 7509) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'organisation de ses travaux.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7510, 7512) : hommage au travail accompli par les commissions. Enjeu majeur du logement constituant un des facteurs essentiels de la réussite de la scolarité. Longue période de baisse conjuguée de la construction neuve et de la construction conventionnée. Accélération du rythme de la construction de logements depuis quelques années. Doublement de la production de logements sociaux en trois ans. Nécessité d'un effort supplémentaire au-delà de la loi de programmation pour la cohésion sociale et de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Données chiffrées sur les objectifs et les réalisations. Mesures complémentaires engagées. Développement de l'accession à la propriété, en particulier l'accession sociale à la propriété. Enrichissement du texte par les amendements présentés. (p. 7545, 7547) : nombre d'articles volontairement réduits dans le projet de loi. Désir d'associer le Parlement à la rédaction du texte. Exemple de l'élaboration du rapport d'information du groupe de travail sénatorial. Rappel de l'engagement budgétaire sur cinq ans du plan de cohésion sociale. Partage le diagnostic de l'insuffisance de l'offre de logements mais pas celui de l'insuffisance des crédits budgétaires. Effort de mobilisation des élus, des préfets et des responsables HLM. Amendement gouvernemental en vue de modifier le dispositif fiscal en faveur de l'investissement locatif. Souci de développer l'accession à la propriété. Applicabilité des constats de carence. Dispositif réservé aux DOM. Prise en compte de la diversité des situations. Financement assuré. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7549, 7550) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 227 (réhabilitation de 250 000 logements) et n° 228 (objectif quinquennal de réalisation de logements sociaux destiné à participer à la résorption d'habitats insalubres). (p. 7551, 7552) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Daniel Dubois (réforme du zonage des agglomérations servant à fixer les différents plafonds et barèmes liés aux aides à la personne et aux aides à la pierre en matière de logement). - **Division additionnelle avant l'art. 1er** : s'oppose à l'amendement n° 383 de M. Thierry Repentin (introduction d'une division intitulée "redonner du pouvoir d'achat aux ménages modestes"). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7553, 7554) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 385 de M. Thierry Repentin (réévaluation chaque début d'année du barème de l'aide personnalisée) et s'oppose à l'amendement n° 388 de M. Thierry Repentin (faculté pour les ménages accédant à la propriété de reporter le paiement des mensualités en cas d'événement grave) bien que partageant son objectif. (p. 7554) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 446 (rétablissement de la fixation des loyers des logements vacants par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage), n° 447 (faculté donnée aux maires de recourir aux réquisitions) et n° 448 (faculté donnée au maire d'encadrer l'évolution des loyers sur le territoire de sa commune).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7639) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 223 (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France pour les communes ayant un pourcentage de logements locatifs sociaux inférieur à 15 %) et n° 224 (non-versement du complément de garantie de la DGF aux communes ne respectant pas le pourcentage de logements sociaux prévus par la loi). S'oppose à l'amendement n° 456 de M. Jean Desessard (délimitation par le conseil municipal des communes déficitaires en logements sociaux, d'emplacements réservés à la réalisation de programmes de logements comportant au moins la moitié de logements locatifs sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7640) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de la commission (information et consultation lors de l'élaboration des PLU et des schémas de cohérence territoriale, SCOT, du président de l'EPCI compétent en matière de programme local de l'habitat). (p. 7641) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Alain Fouché (association des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

conseils généraux à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, SCOT). (p. 7642) : s'oppose aux amendements n° 240 de Mme Michelle Demessine (rétablissement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments autres que ceux à usage d'habitation) et n° 458 de M. Jean Desessard (allongement à trente ans de la durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de haute qualité environnementale). (p. 7644) : sur les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 301 (rétablissement de la compétence des syndicats mixtes composés d'EPCI et de communes dans la mise en place des programmes locaux d'habitat) et s'oppose au n° 295 (possibilité pour un EPCI délégataire des aides à la pierre d'affecter des crédits à des opérations se situant sur le territoire d'un syndicat mixte ayant un périmètre différent de celui de l'EPCI). - **Division additionnelle avant l'art. 3** : accepte l'amendement n° 23 de la commission (rédaction). - **Art. 3 (Art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme - Permis de construire pour les logements réalisés par des sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital)** (p. 7645) : accepte les amendements identiques n° 24 de la commission et n° 340 de M. Thierry Repentin (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 459 de M. Jean Desessard (élargissement du champ d'application des permis de construire délivrés au nom de l'Etat aux organismes agréés par celui-ci). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7646) : sur les amendements identiques n° 26 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 119 (amélioration de la sécurité juridique des constructions existantes), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 489 et 490 ; adoptés. (p. 7647) : accepte les amendements identiques n° 27 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 120 (encadrement de l'action en démolition). (p. 7648) : accepte les amendements identiques n° 28 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 121 et n° 341 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une juridiction administrative de prononcer une annulation partielle d'un permis de construire). Accepte les amendements identiques n° 29 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 122 (possibilité pour le préfet d'exercer une action civile en démolition en cas d'annulation du permis de construire à la suite d'un déferé préfectoral). S'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (limite des possibilités de recours des associations agréées par le ministère de l'écologie contre les permis de construire aux actions postérieures à la publication de leur agrément). (p. 7649) : s'oppose à l'amendement n° 243 de Mme Michelle Demessine (prise en charge à l'échelon national du logement étudiant). - **Demande de réserve** (p. 7667) : accepte la demande de réserve formulée par la commission des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 4. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7674, 7675) : s'oppose à l'ensemble des amendements portant sur la compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux, n° 47 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 132, de M. Thierry Repentin n° 347, n° 373 et 348, n° 374, 375, 376 et 377, n° 307 de M. Daniel Dubois, n° 177 de M. Jean-Paul Alduy et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 144. (p. 7678) : distinction entre la question de la péréquation sur l'ensemble du territoire national et celle de la cohésion sociale au profit des publics fragiles. Engagement du Gouvernement sur une absence d'apauvrissement direct des collectivités locales pour les démolitions-reconstructions effectuées dans le cadre du programme de rénovation urbaine. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7680) : son amendement n° 157 : majoration de la taxe sur le foncier non bâti ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission n° 495 qu'il accepte, et n° 496 pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. (p. 7683, 7684) : son amendement n° 158 : majoration de la taxe locale d'équipement ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 245 de Mme Michelle Demessine (affectation à l'Agence nationale de rénovation urbaine du produit des ventes domaniales de l'Etat et du produit d'une partie de la taxe annuelle perçue dans la

région d'Île-de-France sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Intitulé du chapitre II** (p. 7695) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5** (p. 7697) : s'oppose aux amendements n° 384 de M. Thierry Repentin (gel des loyers des logements locatifs privés et sociaux pour une période d'un an) et n° 449 de M. Jean Desessard (gel des loyers des logements locatifs privés pour une période de deux ans). - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7698, 7699) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 247 (régulation des zones présentant une évolution anormale du niveau des loyers) et n° 248 (instauration d'un droit au logement). (p. 7702) : s'oppose à l'amendement n° 249 de Mme Michelle Demessine (conditions de rupture d'un bail par le bailleur). (p. 7703, 7705) : réponse à M. Gérard Delfau : réflexion en cours sur le problème des garanties demandées lors de la signature d'un bail. S'oppose à l'amendement n° 250 de Mme Michelle Demessine (protection supplémentaire accordée aux personnes âgées lors d'une rupture de bail). Demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Gérard Delfau (plafonnement de l'augmentation des loyers en fonction des évolutions du coût de la vie). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7708, 7709) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 226 de Mme Michelle Demessine, n° 399 de M. Thierry Repentin et n° 460 de M. Jean Desessard (programmation du nombre de logements sociaux à réaliser). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi que pour l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7714, 7715) : demande le retrait de l'amendement n° 279 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs). - **Division additionnelle avant l'art. 5** (p. 7716) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (rédaction). - **Art. 5 (Art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine)** (p. 7719, 7721) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 251 (mode de détermination des plafonds de ressources pour l'attribution de logements locatifs sociaux) et de M. Jean Desessard n° 462 (abaisssement du plafond de ressources permettant de bénéficier du taux réduit de TVA) et n° 461 (restriction du champ d'application du taux réduit de TVA aux seules structures publiques et parapubliques). Demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Alain Vasselle (extension à tout le territoire du taux réduit de TVA). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande le retrait du n° 425 (application du taux réduit de TVA aux quartiers faisant l'objet d'un grand projet urbain) et s'oppose au n° 381 (application du taux réduit de TVA aux zones urbaines sensibles). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7727, 7732) : sur l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme) qu'il accepte, s'oppose aux sous-amendements n° 280 de M. Gérard Delfau et n° 369 de M. Thierry Repentin. S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 346 de M. Thierry Repentin, n° 286 de M. Gérard Delfau et n° 186 de M. François Fortassin (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). (p. 7734) : s'oppose à l'amendement n° 457 de M. Jean Desessard (participation aux charges publiques des propriétaires de terrains devenus constructibles après leur acquisition). (p. 7735) : s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (majoration du premier prélèvement pour les communes de la région Ile-de-France dont le taux de logements sociaux est inférieur à 15 %). (p. 7736) : demande le retrait de l'amendement n° 413 de M. Thierry Repentin (création d'une dotation de logement social). (p. 7737) : demande le retrait de l'amendement n° 414 de M. Thierry

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Repentin (pondération de la dotation d'intercommunalité au regard de l'action des collectivités en matière de logement social). (p. 7738) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 415 de M. Thierry Repentin (prise en compte du nombre de logements locatifs sociaux pour la répartition de la dotation de solidarité communautaire). (p. 7739) : réflexion sur la validation des augmentations de population. - **Art. additionnels après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 50 de la commission (dans le cadre d'une opération d'accession sociale à la propriété, possibilité de mettre fin au bail à construction à la levée de l'option par le preneur). (p. 7740) : demande le retrait de l'amendement n° 178 de Mme Sylvie Desmarescaux (conditions de revente d'un logement HLM). (p. 7741) : accepte l'amendement n° 311 de M. François Zocchetto (possibilité pour les collectivités territoriales de vendre les logements locatifs conventionnés). (p. 7742) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (amélioration du régime fiscal des opérations financées par un prêt social de location-accession) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 445 de M. Michel Mercier. - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 7742) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 291 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communes de recourir aux prêts et subventions accordés par l'Etat pour la construction de logements sociaux). - **Division additionnelle avant l'art. 6** (p. 7743) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (rédaction). - **Art. 6** (*Art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat*) (p. 7744) : accepte les amendements de la commission n° 53 (rédaction) et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 145 (élargissement du champ d'intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, à la connaissance du parc de logements privés). (p. 7745) : performance de l'ANAH. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7746, 7747) : demande le retrait de l'amendement n° 276 de Mme Bernadette Dupont (compatibilité entre les travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la sauvegarde du patrimoine). Demande le retrait de l'amendement n° 300 de M. Jean-Léonce Dupont (pour les sociétés d'économie mixte, exonération de l'impôt sur les sociétés des plus-values pour les cessions d'immeubles réemployées pour une opération favorisant le logement social). - **Art. 7** (*Art. 234 nonies du code général des impôts - Exonération de contribution sur les revenus locatifs*) (p. 7748) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (déduction forfaitaire sur les revenus locatifs pour les propriétaires conventionnés avec l'ANAH) et s'oppose à l'amendement n° 254 de Mme Michelle Demessine (limitation de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs aux propriétaires pratiquant un loyer inférieur à ceux des logements locatifs sociaux voisins). - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7750) : son amendement n° 185 : réforme du dispositif Robien ; adopté. (p. 7752) : s'oppose aux amendements n° 255 de Mme Michelle Demessine (suppression des avantages fiscaux pour les particuliers effectuant des investissements locatifs) et n° 419 de M. Thierry Repentin (conditions d'accès au dispositif Robien).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7841, 7843) : son amendement n° 159 : exonération de TVA de certaines opérations de portage immobilier ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 187 de M. Alain Vasselle (abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties, TFPB, au bénéfice du bailleur conventionné à des conditions de loyer maîtrisé avec l'ANAH). Accepte l'amendement n° 55 de la commission (dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété pour inciter les particuliers à placer leur épargne dans la construction de logements temporairement affectés au secteur social et loués aux conditions du parc HLM). - **Division additionnelle après l'art. 7** (p. 7844) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (division additionnelle - Chapitre III - Lutter contre l'insalubrité et la vacance). - **Art. additionnels après l'art. 7** : Accepte les amendements identiques n° 57 de la commission et n° 350 de M. Thierry Repentin (repérage des immeubles insalubres dans les programmes locaux de l'habitat, PLH). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 7**

(p. 7846) : s'oppose aux amendements n° 229 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un "permis de diviser" un immeuble d'habitation) et n° 421 de M. Thierry Repentin (instauration d'un "permis de mise en copropriété" d'un immeuble d'habitation). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7847, 7848) : accepte les amendements identiques n° 58 de la commission et n° 351 de M. Thierry Repentin (autorisation du bailleur, sous certaines conditions, à reprendre les locaux d'habitation accessoires aux locaux commerciaux s'ils ne sont pas utilisés à cet usage), ainsi que l'amendement n° 59 de la commission (mise en oeuvre d'une incitation fiscale en faveur de la remise sur le marché de logements vacants). Demande le retrait de l'amendement n° 418 de M. Thierry Repentin (interdiction des cautions solidaires en cas de mise en place d'un système de mutualisation des risques locatifs). Attente de la deuxième lecture du texte. - **Division additionnelle avant l'art. 8** (p. 7849) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (division additionnelle - Chapitre IV - Dispositions relatives aux bailleurs sociaux). - **Art. 8** (*Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM*) (p. 7852) : accepte les amendements identiques n° 61 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 133 (fixation à trois ans, à compter de la date de publication de l'ordonnance, du délai dans lequel les offices publics d'aménagement et de construction, OPAC, et offices publics d'habitation à loyer modéré, OPHLM, doivent être transformés en offices publics de l'habitat, OPH). S'oppose à l'amendement n° 422 de M. Thierry Repentin (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Marcel-Pierre Cléach (maintien du statut de la fonction publique territoriale au personnel d'un office public de l'habitat en cas de vente de son patrimoine à une société d'économie mixte). Concertation en vue d'une réponse juridique appropriée au regard du droit du travail. - **Art. additionnels après l'art. 8 ou après l'art. 11** (p. 7853) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (autorisation des sociétés d'économie mixte de sous-louer directement en meublé des logements conventionnés pour les étudiants). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 7854, 7855) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 360 de M. Jean-Marc Todeschini (extension de la compétence des organismes HLM à la construction et à la gestion de logements de policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires et des équipements nécessaires). Accepte les amendements identiques n° 63 de la commission et n° 352 de M. Thierry Repentin (sécurisation du risque d'incrimination pour les représentants des collectivités territoriales participant aux conseils d'administration des sociétés d'HLM). Accepte les amendements identiques n° 64 de la commission et n° 353 de M. Thierry Repentin (sécurisation juridique de la mission de syndic exercée par les sociétés anonymes d'HLM et les sociétés coopératives de production). S'oppose à l'amendement n° 405 de M. Thierry Repentin (consultation des organismes d'HLM lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme, PLU, et du schéma de cohérence territoriale, SCOT). - **Division additionnelle avant l'art. 9** (p. 7856) : sur l'amendement n° 65 de la commission (division additionnelle - Chapitre V - Renforcer la mixité de l'habitat) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 380 de M. Thierry Repentin (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7858) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 146 (renforcement du contenu des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD) ainsi que, sur celui-ci, les sous-amendements portant sur le même objet n° 354 de M. Thierry Repentin et n° 66 de la commission (renforcement du rôle des PDALPD dans la lutte contre l'habitat indigne et la prévention des expulsions ainsi que dans l'analyse territoriale des besoins). (p. 7859, 7862) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 389 (rétablissement du cofinancement Etat-département des fonds de solidarité pour le logement) et n° 392 (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Partage la position de sagesse et de prudence de la commission s'agissant de la non-remise en cause de l'article 55 de la loi SRU. Bilan positif. Début de processus apaisé de construction de logements sociaux. Evaluation nécessaire de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

situation. Difficultés pour certaines communes à réaliser l'objectif triennal. (p. 7869) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 143 de M. José Balarello et n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU). Prudence du Gouvernement sur la cession du parc HLM à "la barre". Partage le sentiment des auteurs des amendements sur l'accession sociale et la mixité. Difficultés d'application des pénalités de la loi SRU. Suggère une réflexion sur des sanctions complémentaires mieux adaptées. (p. 7872) : souhaite le retrait de l'amendement n° 181 de Mme Catherine Procaccia (intégration des logements régis par la loi de 1948 dans la catégorie des logements sociaux lorsque leur surface est inférieure à 50 m²). Souscrit aux propos de M. Christian Cambon. Nécessité de se donner le temps de la réflexion. Consensus sur la volonté de soutenir la mixité sociale. Met en garde contre le piège d'un vote qui accrédirait la thèse inverse. (p. 7874, 7875) : demande le retrait de l'amendement n° 182 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte des emplacements des aires d'accueil des gens du voyage dans la comptabilisation des logements sociaux). Problème des effets du déconventionnement. Nécessité de dépassionner le débat et de disposer de chiffres objectifs s'agissant des efforts accomplis pendant la période triennale. S'oppose à l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). (p. 7877, 7880) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 393 (établissement d'inventaires faisant apparaître la proportion de chaque catégorie de logement locatif social en fonction des plafonds de ressources et de loyers et de leur mode de financement) et demande le retrait du n° 362 (comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 147 (affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011) et, sur celui-ci, du sous-amendement n° 498 de M. Philippe Dallier (comptabilisation des foyers pour travailleurs migrants et des résidences sociales).

- Suite de la discussion (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8021) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la part des logements PLS dans les logements sociaux pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU). (p. 8022) : demande le retrait de l'amendement n° 205 de M. Philippe Dallier (examen triennal du nombre de logements sociaux construits par une commune et fixation de l'objectif pour les trois années suivantes). (p. 8023) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 396 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement présentant un bilan triennal de l'évolution de la construction de logements locatifs sociaux). (p. 8024) : s'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean Desessard (substitution automatique du préfet aux maires qui refusent la construction de logements locatifs sociaux sur leur territoire). (p. 8024) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (diminution de la dotation forfaitaire versée aux communes ayant fait l'objet d'un constat de carence) et n° 398 (suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8028, 8029) : s'oppose aux amendements n° 241 de Mme Michelle Demessine (règlement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence), n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des personnes sans abri) et n° 450 de M. Jean Desessard (augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence et sanction du non-respect des obligations). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8031) : demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Bernard Seillier (création d'un conventionnement de solidarité pour les propriétaires acceptant de loger des ménages prioritaires du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD)

auquel il adhère sur le fond. (p. 8032) : s'oppose à l'amendement n° 184 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de l'évolution de la composition familiale pour le droit au maintien dans les grands logements sociaux). (p. 8033, 8036) : accepte les amendements de M. Michel Mercier n° 309 (délégation de l'assemblée délibérante au président du conseil général de sa compétence en matière de FSL) et n° 310 (coordination) respectivement identiques aux amendements de M. Thierry Repentin n° 365 et n° 366. Demande le retrait des amendements identiques n° 275 de M. Michel Mercier et n° 361 de M. Thierry Repentin (institution d'une conférence départementale de l'habitat) au profit de l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH) qu'il accepte. (p. 8037) : sur les amendements de M. Jean Desessard, demande le retrait du n° 451 (bénéfice de la délégation des aides à la pierre ouvert à la région Ile-de-France) et s'oppose au n° 477 (maintien du contingent préfectoral). - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - *Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 8039, 8040) : s'oppose aux amendements identiques n° 257 de Mme Michelle Demessine et n° 423 de M. Thierry Repentin (suppression). (p. 8041) : s'oppose à l'amendement n° 67 de la commission (délégation de la gestion du contingent préfectoral aux EPCI). (p. 8043) : favorable à l'amendement n° 499 de la commission (intégration dans la liste des publics prioritaires pour l'attribution de logements sociaux des personnes mal logées ayant repris une activité après une période de chômage de longue durée). (p. 8044) : accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 134 (coordination) et n° 135 (consultation pour avis du comité responsable du PDALPD sur l'accord collectif intercommunal). (p. 8045) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 68 (possibilité de signer un accord collectif intercommunal étendu aux EPCI ayant adopté un PLH) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 69 (création d'une commission de coordination chargée d'examiner les dossiers des demandeurs de logement social concernés par l'accord collectif intercommunal). Demande le retrait de l'amendement n° 270 de M. Daniel Dubois (attribution prioritaire du contingent préfectoral). (p. 8048) : demande le retrait de l'amendement n° 266 de M. Daniel Dubois (fixation du délai de saisine de la commission de médiation après accord concerté entre le représentant de l'Etat, les bailleurs sociaux et les collectivités concernées) qu'il estime satisfait par les amendements identiques n° 71 de la commission et de la commission des lois saisi pour avis n° 136 (fixation du délai de saisine de la commission de médiation par arrêté préfectoral après avis des représentants des bailleurs et des EPCI signataires d'un accord collectif intercommunal) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 475 de M. Jean Desessard (création d'un comité local de l'habitat par EPCI). S'oppose à l'amendement n° 400 de M. Thierry Repentin (attribution d'une voie délibérative aux associations agréées oeuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées au sein de la commission de médiation). (p. 8049) : accepte l'amendement n° 72 de la commission (coordination). (p. 8051) : demande le retrait de l'amendement n° 476 de M. Jean Desessard (présidence des commissions de médiation assurée par le préfet). Accepte les amendements identiques n° 73 de la commission et n° 355 de M. Thierry Repentin (désignation du président de la commission de médiation par le préfet) ainsi que les amendements identiques n° 74 de la commission, de la commission des lois saisi pour avis n° 137 et n° 356 de M. Thierry Repentin (composition des commissions de médiation élargie aux EPCI). Demande le retrait de l'amendement n° 439 de M. Daniel Dubois (secrétariat de la commission de médiation assuré par les services de la préfecture). (p. 8053) : demande le retrait de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 138 (transfert à la commission de médiation de la compétence permettant aux préfets d'attribuer prioritairement un logement aux personnes mal logées ou reprenant une activité après une période de chômage de longue durée). (p. 8054) : demande le retrait de l'amendement n° 440 de M. Daniel Dubois (modification des règles d'attribution prioritaire de logements

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

par le préfet). (p. 8056) : s'oppose à l'amendement n° 357 de M. Thierry Repentin (coordination) ainsi qu'aux amendements de M. Daniel Dubois n° 441 (consultation par le préfet de la commission de médiation avant toute mise en demeure adressée à un organisme bailleur de loger un demandeur) et n° 442 (dispositif applicable aux logements aidés du secteur HLM et aux logements du secteur privé). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de la commission (suppression de la procédure "coupe-file" instituée au bénéfice du préfet). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 149 (prise en charge financière par l'Etat ou l'EPCI des impayés de loyers pour les logements qu'ils ont attribués sur leurs droits de réservation). (p. 8057) : demande le retrait de l'amendement n° 209 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport annuel du préfet devant le conseil général sur les attributions de logements locatifs sociaux de l'année). Accepte l'amendement n° 77 de la commission (coordination). (p. 8058) : s'oppose à l'amendement n° 474 de M. Jean Desessard (création d'un guichet unique pour l'attribution des logements sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8059) : demande le retrait des amendements de M. Daniel Dubois, portant sur le même objet, n° 303 et 304 (modulation libre par les autorités délégataires des crédits reçus au titre de la délégation des aides à la pierre). (p. 8060) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, de M. Claude Biwer, n° 314 et 322 (extension aux communes du dispositif de la délégation des aides à la pierre en vigueur dans les départements et les EPCI). - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 8061) : s'oppose à l'amendement n° 258 de Mme Michelle Demessine (suppression du dispositif du surloyer dans les HLM). - **Art. 10** (Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 8065, 8066) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 150 (détermination du périmètre d'application du surloyer par le programme local de l'habitat et prise en compte de l'état du marché locatif ou de la situation particulière de l'immeuble HLM), ainsi que l'amendement n° 294 de M. Daniel Dubois (participation des EPCI et des départements délégataires des aides à la pierre aux conventions globales de patrimoine). S'oppose aux amendements n° 424 de M. Thierry Repentin (suppression), n° 259 de Mme Michelle Demessine (encouragement des investissements dans la construction et la réhabilitation de logements sociaux par le biais d'emprunts bonifiés), n° 287 de M. Daniel Dubois (maintien du plafonnement du supplément de loyer de solidarité à 25 % du revenu), n° 274 de M. Michel Mercier (prise en compte pour le calcul du supplément de loyer de solidarité du programme local de l'habitat et de la situation géographique de l'immeuble) et n° 478 de M. Jean Desessard (proportionnalité du supplément de loyer de solidarité aux ressources du locataire). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 8068) : accepte l'amendement n° 260 de Mme Michelle Demessine (prise de possession des locaux à usage d'habitation vacants par voie de réquisition). - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 8069) : s'oppose à l'amendement n° 256 de Mme Michelle Demessine (augmentation du taux du "1 % logement"). - **Division additionnelle avant l'art. 11** : accepte l'amendement n° 80 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 8070) : accepte l'amendement n° 81 de la commission (modernisation du régime juridique relatif à la protection des occupants de logements-foyers). (p. 8072) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 152, n° 386 de M. Thierry Repentin et n° 253 de Mme Michelle Demessine (suppression du mois de carence pour les aides au logement), qu'il estime irrecevables (article 40 de la Constitution). (p. 8074) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements ayant le même objet n° 82 de la commission, de M. Thierry Repentin n° 358 et n° 387 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 151 (versement trimestriel des APL d'un montant inférieur au seuil fixé par décret pour un versement mensuel). - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 8079) : accepte l'amendement n° 83 de la

commission (limitation du dispositif interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pendant la période hivernale aux seules personnes ayant bénéficié d'une aide du FSL) et, sur ce dernier, le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 153 (obligation d'information, en cas de retard de paiement, du client par son fournisseur au sujet du déroulement de la procédure). S'oppose à l'amendement n° 261 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et réintroduction de la contribution de l'Etat dans le financement de ce fonds) et demande le retrait des amendements de M. Jean Desessard n° 480 (interdiction de coupure d'électricité ou de gaz pour non-paiement sans accord préalable des services sociaux compétents) et n° 479 (interdiction de procéder à l'interruption de la fourniture d'eau durant toute l'année), n° 359 de M. Thierry Repentin (interdiction de couper le chauffage provenant des réseaux de chaleur durant la période hivernale), n° 208 de M. Yves Pozzo di Borgo (saisine des services sociaux par l'utilisateur préalablement informé du risque de coupure des fournitures), n° 298 de M. Jean-Paul Amoudry (mise à la disposition de l'autorité organisatrice des services publics concernés des informations relatives aux interruptions mises en oeuvre) et n° 299 de M. Daniel Dubois (prise en charge du loyer résiduel directement sur le RMI). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8080) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 154 (amélioration de la prise en compte des dettes de fourniture d'eau et d'énergie dans les procédures de surendettement). (p. 8081, 8082) : demande le retrait des amendements n° 273 de M. Michel Mercier (création d'un bail spécifique d'insertion) et n° 433 de M. Jean-Léonce Dupont (allongement des plans d'apurement des dettes à une durée de cinq ans). - **Divisions additionnelles après l'art. 11** : Accepte les amendements n° 84 et 85 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8085, 8086) : accepte l'amendement n° 86 de la commission (ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction sous réserve de modifications) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 211 de M. Christian Cambon (création d'un diagnostic technique "électricité") et s'oppose au sous-amendement n° 379 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation). (p. 8087) : demande le retrait de l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les champignons lignivores). (p. 8088) : accepte l'amendement n° 87 de la commission (instauration d'un régime juridique de vente en l'état futur de rénovation). (p. 8089, 8090) : demande le retrait de l'amendement n° 437 de M. Georges Othily (prise en compte des spécificités des départements d'outre-mer pour la réalisation d'opérations immobilières sociales). Examen des opérations particulières de zonage avec dispositif spécifique à chaque région. Accepte l'amendement n° 302 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité pour les organismes HLM des départements d'outre-mer d'assurer des prestations de construction et de gestion de programmes de SCI de droit commun en « défiscalisation Girardin »). (p. 8091) : accepte l'amendement n° 88 de la commission (inclusion des subventions dans le calcul de la quotité minimale de financement pour les logements sociaux bénéficiant de l'exonération de la TFPB). - **Division additionnelle après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 89 de la commission (division additionnelle - Chapitre II - Dispositions relatives aux rapports entre les bailleurs et les locataires). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8092) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 90 (avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers) et demande le retrait du n° 91 (alignement progressif sur le droit commun des modalités de fixation des loyers des habitations comprises dans un bail rural). (p. 8093, 8094) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 434 (obligation pour les locataires d'accepter les travaux d'amélioration des locaux loués) et n° 432 (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables en cas d'accord entre bailleurs et locataires) et n° 92 de la commission (dérogação à la liste nationale des charges en cas d'accord entre bailleurs et locataires). (p. 8095) : accepte l'amendement n° 93 de la commission (bénéfice du droit au maintien dans les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

logements soumis à la loi de 1948 limité aux seuls conjoints, ascendants et descendants mineurs) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 367 de M. Thierry Repentin (bénéfice du maintien dans les lieux étendu au conjoint lié par un PACS). - **Division additionnelle après l'art. 11** (p. 8096) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (division additionnelle - Chapitre III - Autres dispositions). - **Art. additionnels après l'art. 11** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de la commission (aménagement techniques du statut de la copropriété). Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 140 (unification des règles applicables aux compromis et promesses de ventes prévoyant un délai de rétractation de sept jours) et n° 141 (statut d'agent commercial accordé aux négociateurs non salariés employés par les agents immobiliers). Son amendement n° 162 : interdiction d'exercer une profession dans le secteur de l'immobilier pour toute personne ayant été condamnée pour discrimination en matière de logement ; adopté. (p. 8098) : son amendement n° 160 : reversement des deux tiers de la collecte du "1 % logement" au fonds d'intervention de l'union d'économie sociale pour le logement, UESL ; adopté. - **Division additionnelle après l'art. 11** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 262 de Mme Michelle Demessine (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8100, 8101) : sur les amendements de M. Daniel Dubois, demande le retrait du n° 292 (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas de CCAS communautaire de gérer de petites résidences adaptées aux personnes âgées) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 265 (prise en compte du volet social dans la charte élaborée par l'ANRU) et n° 269 (signature d'un accord de gestion urbaine de proximité entre les parties à la convention ANRU, les associations de proximité et les services de l'Etat concernés). Création annoncée de l'agence nationale de cohésion sociale. (p. 8102) : s'oppose à l'amendement n° 391 de M. Thierry Repentin (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). (p. 8103) : demande le retrait de l'amendement n° 290 de M. Jean-Paul Amoudry (institution d'un régime spécifique de droits de succession pour les communes touristiques). (p. 8104) : s'oppose à l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (information des personnes réalisant un investissement immobilier locatif). Demande le retrait de l'amendement n° 308 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en place par l'Institut national de veille sanitaire d'une base informatique nationale recensant les bâtiments amiantés) tout en y étant favorable sur le principe. (p. 8105) : accepte l'amendement n° 206 de M. Soibahaddine Ibrahim (application des nouvelles dispositions du projet de loi introduites dans le code de l'urbanisme à Mayotte). (p. 8106, 8108) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 464 (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants), n° 465 (transmission des listes de logements vacants aux maires) et n° 468 (calendrier d'opposabilité du droit au logement). - **Seconde délibération** (p. 8109) : demande de seconde délibération de l'article 4 quater. - **Art. 4 quater** (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB) (p. 8111) : son amendement n° A-1 : compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS ; adopté. Accélération du processus de rattrapage du logement social. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8122, 8123) : pensée pour Abdelaziz Mernissi, jeune créateur d'entreprise décédé avant que le Sénat ne puisse lui remettre le "talent des cités". Remerciements. Enrichissement du texte par les amendements des commissions et de l'opposition. Engagement de l'Etat marqué par le plan de rénovation urbaine et le volet "logement" du plan de cohésion sociale. Mesures rapides et opérationnelles en faveur du logement social prises sur le plan réglementaire. Relance des opérations d'intérêt national. Nombreuses avancées. Association indispensable de l'ensemble des responsables publics pour améliorer le logement social.

BOROTRA (Didier)

*sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC-UDF*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

BORVO COHEN-SEAT (Nicole)

*sénateur (Paris)
CRC*

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger la procédure de comparution sur la reconnaissance préalable de culpabilité et à protéger les droits de la défense [n° 371 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure [n° 372 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : le groupe CRC s'associe à l'hommage rendu à la mémoire d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 774, 776) : texte éloigné des propositions de la mission d'information mise en place par le garde des sceaux. Efficacité cantonnée au seul affichage politique. Mesures en contradiction avec la réalité. Accroissement attendu du nombre de détenus. Introduction contestable de la réitération dans le code pénal. Mise en oeuvre préférable d'un plan d'urgence pour un casier judiciaire performant. Contradiction de la limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve avec le principe de l'individualisation de la peine. Problème de la surpopulation carcérale. Renforcement des services pénitentiaires d'insertion et de probation indispensable à l'efficacité du sursis avec mise à l'épreuve. Dispositif de surveillance électronique mobile. Scepticisme des sénateurs communistes sur son utilisation depuis sa consécration en 1997 par la proposition de loi de M. Guy Cabanel. Instauration par l'Assemblée nationale d'un dispositif complètement disproportionné. Création d'une "double peine" contraire aux principes fondamentaux. Renversement du sens de l'intervention du juge de l'application des peines. Création inopportune d'une commission des mesures de sûreté. S'interroge sur l'utilité de localiser en permanence un individu. Absence d'effet du "bracelet GPS" sur le suivi socio-éducatif et la réinsertion. Coût de sa mise en place au détriment des mesures de prévention. Danger de l'inscription sans limitation de durée des irresponsables pénaux dans le fichier des auteurs d'infractions sexuelles. Carence des moyens de la justice, facteur principal de la récidive. Le groupe CRC votera contre la proposition de loi. - **Art. 7 (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)** (p. 806) : son amendement n° 57 : suppression ; adopté. Crainte d'une éventuelle récidive en matière de crimes sexuels. Instauration d'une double peine. Son amendement n° 58 : dispositions inapplicables aux mineurs ; devenu sans objet. - **Art. 8 (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)** (p. 808) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 59 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 810) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 8 de la commission (mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle). - **Division et art. additionnels après l'art. 15** (p. 815, 817) : ses amendements n° 60 : division additionnelle - Dispositions relatives au contrôle général des prisons ; n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66 : instauration d'un contrôleur général des prisons ; rejetés. Constance de textes renforçant l'emprisonnement. Situation déplorable des prisons. Légitimité du contrôle des conditions de vie carcérale. Rappel de la proposition de loi adoptée par le Sénat le 26 avril 2001 et non examinée par l'Assemblée nationale. Nécessité de veiller à l'application de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades. (p. 819, 820) : maintient ses amendements précités n° 60 et, portant sur le même objet, n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66. Réflexion nécessaire sur l'état de santé des détenus incompatible avec la situation des prisons sans pour autant mettre en cause l'administration pénitentiaire. - **Art. 16** (Art. 222-23 à 222-31, 225-12-1 et 227-22 à 227-27 du nouveau code pénal ; art. 283, 331-1, 334-2, 1er et 3e alinéas de l'art. 331 ; 1er, 2e et 3e alinéas de l'art. 332 ; 1er et 2e alinéas de l'art. 333 de l'ancien code pénal ; art. 723-30 à 723-34 du code de procédure pénale - Placement sous surveillance électronique mobile des personnes définitivement condamnées à une date antérieure à celle de l'adoption de la présente proposition de loi) (p. 822) : son amendement n° 67 : suppression ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 823, 824) : loi de circonstance. Le groupe CRC votera contre ce texte en dépit du travail appréciable du rapporteur et de la commission des lois.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 926, 929) : rôle singulier dévolu au Parlement. Révision constitutionnelle indissociable de l'analyse du traité constitutionnel. Son ambition d'une Europe démocratique, sociale et écologique. Bilan négatif du traité de Maastricht. Interrogation sur les enjeux du traité constitutionnel : pas d'amélioration à attendre. Références répétées aux principes de libre concurrence. Non-prise en compte des "services publics". Indépendance rigide de la Banque centrale européenne, BCE. Inscription de la directive Bolkestein dans la logique du traité. Poursuite des délocalisations. Pérennisation sous forme d'une Constitution difficilement révisable. Décalage entre les grands principes de la Constitution française et ceux du traité constitutionnel européen. Frilosité de la Charte européenne des droits fondamentaux. Orientation négative prévue en matière de sécurité et de défense commune. Maintien en vigueur des traités actuels en cas de rejet. Refus d'une Europe du capitalisme. Invite au rejet de ce traité constitutionnel dans l'espoir de nouvelles négociations d'un traité social, démocratique et solidaire.

- **Rappel au règlement** - (16 février 2005) (p. 966) : article 36 du règlement du Sénat. Protestation contre la déclaration d'urgence sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)] (suite)** - (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 971) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 24 de M. David Assouline (interdiction au Gouvernement de transposer par ordonnances les actes communautaires relevant du domaine de la loi). - **Art. 1er** (Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe) (p. 972, 973) : approbation des propos de M. Jean-Luc Mélenchon. Pouvoir du Conseil constitutionnel de déterminer l'adéquation d'un traité aux normes constitutionnelles. Incompatibilité entre le traité européen et le Préambule de la Constitution de 1946 : exemple du service public. Rapports entre la norme européenne et la norme nationale. Possibilité d'appréciations divergentes du Conseil constitutionnel et de la Cour de justice européenne. Son refus de se prononcer sur la validité du traité européen avant le référendum. Devenir de l'article premier en cas de victoire du "non". (p. 974) : son

amendement n° 47 : suppression ; rejeté. (p. 981, 982) : intervient sur son amendement n° 47 précité. Absence dans ce débat de la partie III du traité. Directive Bolkestein. Caractère non contraignant de la partie II du traité relative à la charte. Primauté du traité par rapport au droit national. - **Art. 3** (Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne) - **Art. 88-3 de la Constitution** (Droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales) (p. 1005) : le groupe CRC votera l'amendement n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, cantonales et régionales aux citoyens membres ou non de l'Union européenne résidant en France). Rappel de la non-transmission au Sénat du texte adopté par l'Assemblée nationale sur l'octroi du droit de vote aux élections municipales aux résidents étrangers.

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1033, 1034) : opposition du groupe CRC à ce texte et au traité constitutionnel européen. Nécessité d'informer les citoyens sur ce traité. Constitutionnalisation des orientations libérales des traités précédents. Précipitation du Gouvernement. Espoir d'un rejet conduisant à de nouvelles négociations.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 1 (2004-2005)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7, 8) : rejet par le groupe CRC de la réforme constitutionnelle et du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Refus d'une Europe ultralibérale et inégalitaire. Constitutionnalisation des orientations économiques actuelles. Absence d'avancée sociale. Faiblesse de la démocratisation des institutions.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p. 1186, 1187) : importance du nombre de salariés travaillant à temps partiel non choisi. Favorable à une limitation de l'amplitude d'ouverture des magasins et à un renforcement des moyens de l'inspection du travail.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1296, 1297) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 128 (suppression partielle de l'article L. 320-2 du code du travail qui ôte tout droit de regard et de négociation aux salariés des entreprises comprises dans le périmètre de l'accord de groupe) ; et n° 129 (suppression de l'article L. 320-3 du code du travail généralisant la faculté ouverte aux partenaires sociaux de négocier des accords de méthode) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1305, 1306) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 195 (requalification du contrat à temps partiel en contrat à temps plein en cas d'heures complémentaires exécutées structurellement) ; n° 196 (possibilité pour le salarié à temps partiel de refuser d'effectuer des heures complémentaires) ; et n° 197 (suppression de la possibilité de réduire, par accord de branche, le délai de prévenance des salariés à temps partiel en cas de modification de leurs horaires de travail) ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1583) : pressions exercées sur les lycées pour empêcher les manifestations déclenchées par le projet de loi sur l'avenir de l'école. Interrogation sur la non-intervention des forces de police à l'encontre des "casseurs" à l'occasion des manifestations lycéennes du 8 mars.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1670) : favorable à l'amendement n° 430 de Mme Annie David (gratuité des fournitures et des transports scolaires à tous les élèves et revalorisation des bourses). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 1675) : soutient l'amendement n° 438 de Mme Annie David (référence au principe de laïcité comme valeur fondamentale de l'institution scolaire) ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'éducation - Mission première de l'école) (p. 1691) : soutient l'amendement n° 447 de Mme Annie David (représentation des lycéens par des organisations représentatives dans les établissements) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1713) : soutient l'amendement n° 453 de Mme Annie David (possibilité d'activités périscolaires dans les écoles, collèges et lycées) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 454 de Mme Annie David (organisation de la journée scolaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1740, 1741) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 473 (nouvelle écriture de cet article garantissant l'accès de tous les jeunes à une culture commune et définissant les savoirs indispensables dans chaque discipline) ; rejeté et n° 467 (définition des contenus d'une culture scolaire commune à tous les élèves par le Conseil supérieur de l'éducation nationale sur proposition du Conseil national des programmes) ; devenu sans objet. (p. 1753) : intervient sur l'amendement précité n° 473 de Mme Annie David qu'elle a soutenu. Son opposition à l'inclusion dans la loi de la notion de socle commun. (p. 1760) : différence de conception entre la majorité des sénateurs et le Gouvernement au sujet du socle commun. Votera l'article 6 tel qu'amendé par le Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1761, 1762) : demande d'une suspension de séance pour examiner l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires) qui vient d'être distribué. - **Rappel au règlement** (p. 1772, 1773) : dépôt par la commission des affaires culturelles d'un amendement visant à insérer un article additionnel reprenant le contenu d'un article précédemment rejeté par le Sénat. Reprise sous forme de sous-amendements des amendements déposés par le groupe CRC à l'article 6.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 16** (*Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes*) (p. 1874) : soutient l'amendement n° 565 de Mme Annie David (suppression du mode continu s'agissant du contrôle des connaissances pour la délivrance des diplômes) ; rejeté. (p. 1876) : réflexion nouvelle indispensable sur la réforme du baccalauréat et interrogation nécessaire sur les raisons de la réaction des lycéens. (p. 1878) : nécessité de prendre en compte les difficultés des enseignants et d'entendre leurs revendications. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1882) : soutient l'amendement n° 567 de Mme Annie David (prise en compte de l'ensemble des enseignements suivis par les élèves pour la délivrance du brevet) ; rejeté. (p. 1885) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yannick Bodin (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet). S'associe aux propos tenus par les sénateurs de l'opposition sur la note de vie scolaire.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1890) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Absence de justification au refus de convoquer le Sénat la semaine prochaine.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (19 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 2002) : demande la réunion de la conférence des présidents. - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 2009) : favorable à l'amendement n° 587 de Mme Annie David (droit au congé individuel de formation pour les enseignants). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2013) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Annie David n° 600 et 601 (présence du personnel infirmier aux heures scolaires). - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2025, 2026) : absence de valeur normative du rapport annexé à l'article 8. Politique de baisse des effectifs enseignants. Exemple de sa circonscription du 13ème arrondissement de Paris. Pratique d'une politique élitiste au sein de l'Académie de Paris. Retard pris dans l'accueil scolaire en maternelle. Pourcentage d'échec scolaire dans les arrondissements moins favorisés. Gestion des lycées professionnels. Doutes sur la

sincérité du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2101) : méthode de travail contestable du Gouvernement, sourd aux critiques des professionnels et à la mobilisation des jeunes. Désaccord relatif au socle commun, à la création du Haut conseil de l'éducation et au manque de moyens. Absence de réflexion sur l'échec scolaire actuel et de mesures tendant à compenser les inégalités sociales. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2360, 2361) : nécessité de renouer le dialogue. Urgence de la résorption de l'échec. Poids des aspirations à l'égalité et à la justice scolaire. Absence de sincérité de la programmation des moyens. Avec le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (29 mars 2005) (p. 2428) : organisation des travaux du Sénat.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2452, 2453) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2458) : favorable à l'amendement n° 10 de M. Roland Courteau (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2754, 2757) : non-respect du débat démocratique. Volonté populaire de sortir du carcan libéral. Fixation de règles économiques inacceptables. Régression sociale. Privatisation des entreprises et services publics. Absence de valeur contraignante de la Charte des droits fondamentaux. Aucune avancée des droits des femmes. Conséquences positives d'un "non" français.

- **Rappel au règlement** - (7 avril 2005) (p. 2839) : protestation contre les propos du ministre de l'éducation nationale accusant les communistes d'être à l'origine des perturbations provoquées dans les établissements scolaires par certains lycéens. Profond malaise lycéen. Expression de la solidarité des élus communistes marquée par le vote contre la loi Fillon.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3109) : opposition au vote conforme de la proposition de loi. Rôle du législateur.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Question préalable** (p. 3665, 3668) : soutient la motion n° 8 de Mme Marie-France Beaufils tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Refus de la majorité sénatoriale d'accorder à l'opposition un droit d'initiative parlementaire libre lors de la précédente réforme. Opposition du groupe CRC à la LOLF. Existence d'un décalage entre les collectifs de fin d'année et les lois de finances initiales. Opposée à la réserve au seul pouvoir exécutif de l'initiative budgétaire. Limites de l'extension des pouvoirs de contrôle du Parlement. Logique comptable de la LOLF. Lien entre cette réforme et le traité établissant une constitution pour l'Europe. Limites de l'activité des parlementaires à la mise en oeuvre des orientations budgétaires coordonnées par la Commission européenne. Réduction des temps de parole consacrés aux débats de la seconde partie. - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 3671, 3672) : son amendement n° 4 : appréciation par le Sénat, et non plus par sa commission des finances, de la recevabilité financière des amendements ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 3676) : votera l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(pondération des voix au sein de la conférence des présidents). - **Art. 5** (*Compétence de la conférence des présidents pour fixer, sur proposition de la commission des finances, les modalités particulières d'organisation de la discussion de la loi de finances de l'année*) (p. 3677) : son amendement n° 7 : compétence de la conférence des présidents pour fixer les modalités particulières d'organisation de la discussion générale de la loi de finances de l'année ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3908, 3909) : rejet massif et salutaire du traité constitutionnel européen. Non-prise en compte du vote de désaveu des Français. Profondeur de la crise de confiance. Relance indispensable d'un processus démocratique à l'échelle de l'Europe. Volonté de rupture avec la politique européenne et la politique nationale. Le groupe CRC refuse de soutenir les politiques libérales menées par le Gouvernement.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4471) : le groupe CRC s'abstient sur le vote de cette proposition de loi.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Question préalable** (p. 4538, 4539) : sa motion n° 5 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Procédure de jugement tronquée nuisant gravement à la qualité de la justice. Réponse pénale bien souvent inadaptée au problème qu'elle est censée résoudre.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (30 juin 2005) - **Art. 12** (*Art. L. 620-1 du code de commerce - Conditions d'ouverture et objet de la procédure de sauvegarde*) (p. 4807) : soutient l'amendement n° 223 de Mme Eliane Assassi (précision des conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde) ; devenu sans objet. (p. 4808) : soutient l'amendement n° 224 de Mme Eliane Assassi (consultation des salariés ou de leurs représentants préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde) ; rejeté. (p. 4809) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 225 (suppression de la formule "faciliter la réorganisation de l'entreprise" figurant parmi les objectifs de la procédure de sauvegarde), n° 226 (possibilité pour les salariés ou leurs représentants d'engager une procédure de sauvegarde), n° 227 (ouverture aux salariés ou à leurs représentants d'un droit d'opposition à la procédure de sauvegarde) ; rejetés ; n° 228 (communication aux salariés ou à leurs représentants de toutes les informations motivant cette procédure) et n° 229 (création d'un troisième comité de créanciers) ; retirés. - **Art. 18** (*Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités*) (p. 4814) : soutient l'amendement n° 233 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, possibilité de faire appel aux unions locales ou départementales des organisations syndicales) ; rejeté. - **Art. 124** (*Art. L. 642-1 à L. 642-17 nouveaux du code de commerce - Cession de l'entreprise*) (p. 4892) : soutient l'amendement n° 253 de Mme Eliane Assassi (précision) ; rejeté. - **Art. 144** (*Art. L. 651-3 nouveau du code de commerce - Saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif*) (p. 4899) : soutient l'amendement n° 256 de Mme Eliane Assassi (ouverture aux représentants des salariés de la saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) ; rejeté. - **Art. 182** (*Art. L. 221-16, L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4 nouveau, L. 820-1 et L. 822-15 du code de commerce - Dissolution de la société en nom collectif dont l'associé fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un redressement assorti d'un plan de cession globale - Alerte du commissaire aux comptes - Secret professionnel du commissaire aux comptes*) (p. 4917) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 157 de la commission (suppression du paragraphe V modifiant l'article L. 820-1 du code de commerce relatif aux conditions d'alerte

sur les difficultés des entreprises). - **Art. additionnel après l'art. 184** (p. 4919) : soutient l'amendement n° 258 de Mme Eliane Assassi (intégration à l'article L. 313-12 du code monétaire et financier d'une disposition limitant les cas d'exemption des responsabilités de l'établissement de crédit) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 187** (p. 4928) : soutient l'amendement n° 261 de Mme Eliane Assassi (subordination du bénéfice des dispositions de l'article 25 de la loi de finances pour 2005 relatif à la vignette automobile au versement des cotisations patronales pour l'AGS) ; rejeté.

- **Projet de loi habitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5226, 5228) : sa motion n° 22 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Mise en oeuvre d'une politique au service des intérêts financiers et négligeant les attentes des Français. Vote sanction de la population. Mépris du verdict populaire. Données chiffrées sur le faible pouvoir d'achat des Français. Désapprobation du recours aux ordonnances. Objectif réel de remise en cause du code du travail. Non-prise en compte des difficultés réelles des PME. Non-respect du principe d'égalité entre salariés. Atteinte au droit à la sécurité des salariés.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5393) : favorable à l'amendement n° 66 de M. Roland Muzeau (caractère obligatoire des négociations collectives relatives au temps partiel et à l'égalité professionnelle). S'interroge sur l'apport du texte par rapport au dispositif existant s'il n'y a pas d'obligation mise en place. - **Art. 4 bis** (*Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle*) (p. 5396) : doute sur l'efficacité d'une sensibilisation des entreprises qui délocalisent.

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2005) (p. 5712) : rentrée parlementaire marquée par un mécontentement social. Non-prise en compte des initiatives de la minorité sénatoriale. Absence de débat sur les sujets au coeur des préoccupations sociales et politiques.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5781, 5783) : crise du système institutionnel. Menaces pesant sur la démocratie communale. Approbation par le parti communiste du report des élections locales en mars 2008. Observations du Conseil constitutionnel. Abstention du groupe CRC sur le report des élections sénatoriales. Favorable à un renouvellement unique du Sénat et à la mise en place d'une nouvelle constitution. Amendements proposés par le groupe CRC. Abstention du groupe CRC sur ce projet de loi. - **Art. 1er** (*Report d'un an des élections sénatoriales de septembre 2007*) (p. 5793) : son amendement n° 6 : renouvellement unique du Sénat ; rejeté. (p. 5795) : avec le groupe CRC, s'abstient sur l'amendement n° 2 de la commission (décalage du calendrier des renouvellements du Sénat en maintenant à six ans le mandat sénatorial). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5796) : son amendement n° 7 : abaissement de l'âge d'éligibilité des sénateurs ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5797) : avec le groupe CRC, s'abstiendra sur ce projet de loi organique.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005). [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5798, 5799) : son amendement n° 13 : extension du scrutin proportionnel à l'ensemble des élections municipales et généralisation de l'application de la loi sur la parité ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5804, 5805) : attachement au respect de la parité. Intervient sur l'amendement n° 5 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Jean Louis Masson (obligation de prendre un suppléant de sexe opposé pour les députés et sénateurs). Ses amendements n° 14 : élargissement du collège électoral des sénateurs et n° 15 : retour de la représentation proportionnelle dans les départements comptant trois sièges de sénateurs ; rejetés.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5883, 5885) : inscription des ventes à la découpe dans un contexte de crise du logement ; augmentation des loyers et des prix de l'immobilier ; acquisition d'immeubles par un fonds de pension américain ; absence de logements convenables pour plus de huit millions de personnes. Politique menée par la droite parisienne dans les années soixante-dix. Augmentation des ventes à la découpe et ses conséquences. Refus de la majorité sénatoriale d'inscrire à l'ordre du jour sa proposition de loi déposée conjointement avec Mme Michelle Demessine. Caractère relatif des aménagements proposés par le texte de Mme Martine Aurillac adopté par l'Assemblée nationale. Flambée des loyers due aux allègements fiscaux des dispositifs Robien et Marini. Dépôt d'amendements correspondant à sa proposition de loi. Nécessité de rétablir et garantir le droit au logement. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5899, 5900) : ses amendements n° 8 : cessation à un prix inférieur à la valeur vénale ou à titre gratuit des bâtiments publics désaffectés destinés à la réalisation de logements sociaux et n° 10 : instauration d'un permis de diviser ; rejetés. (p. 5902) : son amendement n° 9 : recours élargi au droit de réquisition de logements vacants ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5903) : mobilisation et action des locataires. Insuffisance des dispositions de cet article. Rejet de la proposition de M. Marcel-Pierre Cleach relative aux transferts de propriété internes aux sociétés civiles immobilières. Renforcement nécessaire du caractère effectif des mesures de ce texte. (p. 5911) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), son sous-amendement n° 65 : application de ce dispositif aux opérations en cours ; rejeté. (p. 5916) : sur l'amendement n° 1 de la commission précitée, se déclare favorable au sous-amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de vente à la découpe). (p. 5917) : intervient sur son sous-amendement n° 65 précité. - **Art. 2 bis** (Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction du bail au profit du locataire qui s'est vu délivrer un congé pour vente) (p. 5923) : son amendement n° 12 : renforcement de la protection des locataires les plus fragiles en ajoutant à la reconduction de leur bail une obligation pour le bailleur de leur proposer un logement correspondant à leurs besoins et à leurs possibilités ; rejeté. - **Art. 2 ter** (Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction des baux pendant la durée pour laquelle l'acquéreur s'est engagé à maintenir les locaux d'habitation sous statut locatif) (p. 5924) : son amendement n° 13 : dans les zones sensibles à la spéculation immobilière, possibilité de fixer par décret un montant maximum d'évolution des loyers et de suspendre la mise en vente par lot des logements d'habitation ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5926, 5927) : ses amendements n° 14 : suppression du dispositif Robien et du régime fiscal des sociétés d'investissement immobilier cotées ; n° 15 : suppression de l'exonération des droits et taxes de mutation sur les reventes consistant en des ventes par lots ; et n° 16 : augmentation de la taxe spéciale d'équipement ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5932) : absence de consensus au sein du Sénat sur ce texte. Alourdissement des contraintes pesant sur

les collectivités locales. Refus de mettre un coup d'arrêt aux ventes à la découpe. Votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (20 octobre 2005) (p. 6111, 6112) : protestation contre les propos du ministre de l'intérieur au sujet de la situation des enfants de familles monoparentales.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6187, 6189) : texte de circonstance et inacceptable. Affichage politique. Gravité des conséquences. Frénésie d'inflation pénale depuis 2001 au gré des circonstances. Surpopulation et proximité dans les prisons. Réflexion indispensable sur le sens de la peine au lieu de poursuivre la fuite en avant carcérale. Manipulation des chiffres, du supposé laxisme des magistrats et de l'opinion. Aggravation par les députés des mesures répressives contre les récidivistes. Absence de toute mesure de prévention. S'interroge sur le sens de l'introduction de la réitération dans le code pénal et de mesures d'allongement des peines contraires au principe de l'individualisation des peines. Nouvelle mise en cause de la spécificité de la justice des mineurs au travers de dispositions honteuses. Ajout de conditions restrictives à l'application de la loi "Kouchner", jetant le doute sur la crédibilité des experts médicaux et des juges. Battage médiatique autour du bracelet électronique présenté comme la panacée de la lutte contre la récidive, en dépit d'une expérimentation très limitée et des réserves émises dans le rapport Fenech. Le groupe CRC votera contre ce texte opportuniste et dangereux. - **Question préalable** (p. 6214) : votera la motion n° 36 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne) (p. 6222, 6223) : convaincue de la nécessité de voter l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions). Gravité du problème posé par l'article 1er bis. - **Art. 2** (Sous section 3 nouvelle - art. 132-16-7 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions) (p. 6223, 6224) : son amendement n° 90 : suppression ; rejeté. - **Art. 2 bis** (Art. 132-24 du code pénal - Prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine) (p. 6226) : son amendement n° 91 : suppression ; adopté. - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 6235) : intervient sur son amendement de suppression n° 93. Retour souhaitable au texte initial. Application trop parcimonieuse de la loi Kouchner sur les droits des malades. Non-prise en compte de la compatibilité avec le maintien en détention quel que soit le pronostic vital réalisé. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) (p. 6238) : son amendement n° 95 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 ter** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 6253) : son amendement n° 97 : suppression ; rejeté. - **Art. 5 quater** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 6254) : son amendement n° 98 : suppression ; rejeté. - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6263) : son amendement n° 102 : exclusion des mineurs du champ d'application du placement sous surveillance électronique mobile ; adopté. (p. 6266, 6267) : intervient sur son amendement n° 101 : suppression. - **Art. 8** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile (p. 6272) : son amendement n° 103 : suppression ; rejeté. - **Art. 5 bis (précédemment réservé)** (*Section IX nouvelle du code de procédure pénale - Art. 723-29 à 723-37 nouveaux du code de procédure pénale - Surveillance judiciaire*) (p. 6276, 6277) : son amendement n° 96 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 15 bis A ou après l'art. 15 bis C** (p. 6282) : ses amendements portant sur le même objet n° 109, 110, 111, 112, 113, 114 et 115 : instauration d'un contrôleur général des prisons indépendant ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (8 novembre 2005) (p. 6766) : indignation du groupe CRC face à la déclaration de l'état d'urgence. Demande le report de la question orale avec débat sur l'état de préparation de la France face aux risques d'épidémie de grippe aviaire.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) (p. 7016, 7018) : craintes liées à l'évaluation de la performance de la justice. Augmentation des frais de justice. Surcoûts générés par les réformes pénales. Sous-évaluation de ces frais dans le budget 2006. Faiblesse des moyens mis à la disposition de la justice. Sortie injustifiée des juridictions administratives de la mission "Justice".

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7253, 7256) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Irrecevabilité politique de ce projet de loi. Explosion de violences autodestructrices. Expression d'un malaise profond des cités. Régression des moyens d'aide sociale, d'encadrement civique et éducatif. Délitement de la cohésion sociale. Mise en oeuvre d'un libéralisme débridé. Hommage aux maires et élus communistes oeuvrant par le dialogue et le respect au retour au calme. Contexte historique d'application de la loi de 1955. Disproportion entre l'instauration d'un régime d'exception et le but à atteindre. Mise en place de mesures attentatoires aux libertés publiques et individuelles par l'instauration de l'état d'urgence. Absence de justification. Projet de loi anticonstitutionnel. Atteinte au principe de légalité. Absence des circonstances exceptionnelles légalement exigées. Maintien de l'ordre assuré par l'arsenal juridique existant. Mise en cause abusive des libertés fondamentales. Stigmatisation des plus pauvres. Refus du Gouvernement d'entendre la colère populaire. - **Question préalable** (p. 7252) : intervient sur la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. Contradiction dans les propos du ministre entre son annonce de retour au calme dans les banlieues et la réunion de circonstances exceptionnelles exigées pour l'application de l'état d'urgence. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7270) : refus absolu et déterminé du groupe CRC de voter cette loi d'exception. Disproportion entre la prorogation de l'état d'urgence et le but à atteindre. Satisfaction de l'urgence sécuritaire au détriment de l'urgence sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 27** (*Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masse-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes*) (p. 7315, 7316) : conteste les propos de Mme Marie-Thérèse Hermange. Impossibilité pour l'Assistance publique d'accueillir les personnes âgées dépendantes faute de moyens.

- **Rappel au règlement** - (22 novembre 2005) (p. 7605) : souhait d'une information régulière sur l'évolution de la situation dans les banlieues.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8370) : favorable à l'amendement n° I-96 de M. Thierry Foucaud (modification de l'indice synthétique de la DSU).

- **Organisation des travaux du Sénat** - (1er décembre 2005) (p. 8496, 8497) : opposition du groupe CRC à l'examen du projet de loi de programme pour la recherche à la veille de Noël. Demande de report de la discussion en janvier.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8815, 8817) : exclusion surprenante de la justice administrative de la mission "Justice". Sous-évaluation des frais de justice. Exécution insuffisante de la loi d'orientation et de programmation pour la justice, dans les domaines judiciaire et pénitentiaire. Inefficacité de la seule répression. Crainte d'une remise en cause de la justice des mineurs. Mauvaise orientation des crédits réservés à la protection judiciaire de la jeunesse. Sous-estimation des crédits nécessaires à l'aide juridictionnelle. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de budget.

- **Rappel au règlement** - (14 décembre 2005) (p. 9571, 9572) : protestation contre l'organisation des travaux parlementaires.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Question préalable** (p. 9618, 9621) : sa motion n° 32 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Respect fondamental du droit et des libertés. Exemples négatifs de justice d'exception. Importance de l'arsenal antiterroriste en vigueur. Pérennisation de dispositions attentatoires aux libertés individuelles sans évaluation de leur efficacité. Importance de la coopération internationale. Refus de l'instrumentalisation des peurs et de la stigmatisation des populations. Absence de définition des circonstances exceptionnelles et de limitation dans le temps. Opposition à ce texte.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9657) : défavorable à l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9687) : intervient sur les amendements identiques n° 70 de Mme Eliane Assassi et n° 91 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). Amalgame insupportable entre immigration et terrorisme. - **Art. 9** (*Art. 421-6 nouveau du code pénal, art. 78-2-2, 706-16 et 706-73 du code de procédure pénale - Aggravation de la répression de l'association de malfaiteurs à but terroriste*) (p. 9699) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Art. 10** (*Art. 706-22-1 nouveau du code de procédure pénale - Centralisation de l'application des peines en matière terroriste*) (p. 9703, 9704) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Art. 10 ter** (*Art. 706-88 du code de procédure pénale - Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme*) (p. 9707) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté. - **Art. 11** (*Art. 25-1 du code civil - Déchéance de la nationalité française pour les*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

auteurs d'acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation (p. 9713, 9714) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Eliane Assassi (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10218) : favorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers - Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10262, 10263) : opposition du groupe CRC à la manipulation politicienne du terrorisme, de la délinquance et de l'immigration.

BOULAUD (Didier)
sénateur (Nièvre)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan, an IV : une stabilisation fragile [n° 339 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La Bosnie-Herzégovine : dix ans après Dayton, un nouveau chantier de l'Union européenne [n° 367 (2004-2005)] (3 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 72 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) [n° 374 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 102 tome 8 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 625, 630) : nécessaire actualisation du statut général des militaires consécutive à la professionnalisation, aux évolutions de la société et aux modifications du contexte d'emploi des forces. Evocation des textes précisant le statut des militaires depuis la Révolution jusqu'à la Libération et abrogés par la loi de 1972. Conséquences de la professionnalisation de l'armée. Prise en compte indispensable de la construction de l'Europe de la défense. Exemple de pays européens. Opposition au maintien de certaines mesures. Amélioration de certaines situations et introduction de la notion d'opérations extérieures. Souci de rapprochement avec la fonction publique civile. Concertation interne. Favorable à la poursuite de la réforme des instances de concertation engagée par Alain Richard. Favorable à l'extension du droit d'expression des militaires. Amendements du groupe socialiste. Conservatisme et manque d'ambition du texte. Absence de prise en considération de la dimension européenne. Souhait d'amélioration du texte.

- **Suite de la discussion** (2 février 2005) - **Art. 1er (Principes fondamentaux de l'état militaire)** : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission (fixation par décret de la composition et des attributions du Haut comité d'évaluation de la condition militaire et établissement d'un rapport annuel transmis au Parlement) sous réserve de la présence de parlementaires dans la composition du Haut comité. - **Art. 5 (Interdiction d'adhésion à des partis politiques)** (p. 652) : son amendement n° 29 : faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction élective ; rejeté. Question des droits politiques, civils et démocratiques des militaires. Rappel de la recommandation de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. - **Art. 6 (Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association)** (p. 655) : son amendement n° 30 : suppression de l'interdiction faite aux militaires d'adhérer à un syndicat ou à une association professionnelle ; rejeté. Perspective d'une harmonisation future au niveau européen. Existence de syndicats dans les armées de certains pays. (p. 657) : existence de formes détournées de défense syndicale au sein des armées. - **Art. 10 (Rémunération)** (p. 659, 660) : avis défavorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 2 de la commission (faculté de mise en place d'indemnités liées à la qualité des services rendus). - **Art. 11 (Régime des pensions et protection sociale des militaires)** : Sur l'amendement n° 3 de la commission (mise au nombre des garanties statutaires d'un contrôle médical approfondi dans les deux mois suivant le retour d'une mission opérationnelle hors du territoire français), son sous-amendement n° 55 : systématisation de la visite médicale ; rejeté. (p. 661, 662) : avis favorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 49 du Gouvernement (adaptation par décret des modalités d'application de la réforme de l'assurance maladie aux assurés militaires et aux médecins des armées). - **Art. 17 (Zones de défense hautement sensibles - Emploi de la force en opérations extérieures)** (p. 664) : le groupe socialiste votera sans hésitation l'article 17. - **Art. 18 (Organismes consultatifs et de concertation)** (p. 664) : son amendement n° 31 : recours à des élections pour désigner les membres des conseils de la fonction militaire ; rejeté. - **Art. 46 (Caractéristiques de la position d'activité)** (p. 675) : son amendement n° 32 : création d'un congé parental d'éducation sans solde ; rejeté. - **Art. 94 (Ouverture du bénéfice d'une pension de retraite pour les militaires non officiers servant sous contrat radiés des cadres par suite d'infirmité)** (p. 694) : reprend l'amendement de la commission n° 27 : dispositif favorisant le cumul entre les pensions des militaires et les allocations chômage ; irrecevable (article 40 de

la Constitution). - **Art. 96 (Application aux militaires participant à des opérations extérieures et à leurs ayants cause des dispositions relatives aux blessures de guerre et à la délégation de solde)** (p. 695) : son amendement n° 33 : possibilité pour les militaires ayant subi un dommage corporel grave de bénéficier de la qualité de grand mutilé de guerre ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 696) : regret du rejet des amendements du groupe socialiste visant à améliorer les droits civils et politiques des militaires. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, [n° 257 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 719) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord (ensemble une annexe) [n° 46 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - en remplacement de Mme Dominique Voynet, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3849, 3850) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, [n° 124 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - en remplacement de M. Jean-Pierre Placade, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3852, 3853) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [n° 247 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - en remplacement de M. André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3855, 3856) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) [n° 72 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5649) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Environnement et soutien de la politique de défense) (p. 9096, 9097) : interrogation quant au périmètre du programme "Environnement et prospective de la politique de défense". Renforcement régulier des moyens humains et matériels du renseignement. Avis favorable, sous le bénéfice de ces observations, de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de la mission "Défense" s'agissant de l'environnement et du soutien de la politique de défense. (p. 9099, 9101) : situation internationale extrêmement préoccupante. Problème du terrorisme. Nécessité de consacrer de plus en plus d'efforts au renseignement. Solidarité avec les soldats français exposés à des dangers multiples sur différents

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

fronts dans le monde. Projet de budget supportant, d'une part, le sous-calibrage des crédits nécessaires au respect du volume d'équipements prévus par la loi de programmation militaire et, d'autre part, le décalage croissant et accumulé entre les crédits annoncés et ceux qui sont réellement consommés. Question d'un nouveau modèle d'armée adapté à l'état réel de nos finances. Nécessité d'approfondir le chantier de l'accroissement des capacités européennes communes de défense. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9120, 9121) : défavorable à l'amendement n° II-257 du Gouvernement (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX).

BOUMEDIENE-THIERY (Alima)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur les propositions de décision du Conseil relatives à la signature, à l'application provisoire et à la conclusion d'un protocole à l'accord euroméditerranéen entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (E 2763) [n° 159 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre depuis le 26 octobre 2005 [n° 96 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) -

Discussion générale (p. 786, 787) : texte scandaleux, en contradiction avec le constat de la mission parlementaire. Rupture dans l'orientation philosophique du droit pénal français. Primauté de la circonstance de récidive sur les éléments déterminant le choix de la peine. Travail salutaire de la commission des lois du Sénat, n'effaçant cependant pas la nature délétère du texte pour les Français. Danger de la généralisation du placement sous surveillance électronique mobile. Inefficacité dans la prévention de la récidive. Outil de police plus que de justice. Atteinte à la dignité et au respect de la vie privée. Nécessité de privilégier l'accompagnement socio-éducatif et non pas le recours à l'emprisonnement, en décalage avec la réalité carcérale. Recul par rapport à la loi Perben II et la nécessité de redynamiser les aménagements de peine. Aggravation des conditions de détention et alourdissement du budget consacré à la prison. Abandon de toute politique ambitieuse de réinsertion. Le groupe socialiste s'opposera au texte. - **Art. 1er** (Art. 132-16-3 et 132-16-4 nouveaux du code pénal - *Extension de la catégorie des délits assimilés au regard de la récidive*) (p. 793) : son amendement n° 27 : limitation de l'extension proposée aux délits de violence aux personnes entraînant une incapacité temporaire de travail ; rejeté. - **Art. 3** (Art. 132-41 du code pénal - *Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions*) (p. 799) : son amendement n° 28 : exclusion des mineurs du champ d'application de l'article ; rejeté. - **Art. 4** (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - *Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence*) (p. 800, 801) : son amendement n° 29 : suppression ; rejeté. Interdiction de tout aménagement de la peine. Remise en cause du principe selon lequel la liberté n'a pas à être motivée. - **Art. 6** (Art. 132-16-5 nouveau du code pénal - *Faculté pour la juridiction de jugement de relever d'office l'état de récidive légale*) (p. 803, 804) : ses amendements n° 30 : droit du prévenu à un délai pour préparer sa défense ; n° 31 : dispositions inapplicables dans le cadre de la procédure de comparution immédiate ; n° 32 : dispositions inapplicables aux infractions passibles d'une peine d'emprisonnement d'au moins dix ans et n° 33 : dispositions inapplicables aux mineurs ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 809) : sur l'amendement n° 8 de la commission (mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle), son sous-amendement n° 34 : nécessité de s'assurer du consentement du condamné en présence de son conseil ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 824) : vote contre la proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 942, 944) : réserve émise sur la procédure de ratification du traité établissant une Constitution pour l'Union européenne. Manquements politiques révélés. Déception par la non-ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires. Retard dans la reconnaissance du droit de vote des résidents étrangers extra-européens. Faiblesses du texte. Non-justification du traitement à part réservé à la Turquie. Bénéfice pour la France d'une Turquie laïque respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales. Regrette la confusion entre la révision de la Constitution française et l'élargissement de l'Union européenne.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 967) : son amendement n° 40 : détermination par le Gouvernement des engagements de la France dans l'Union européenne ; rejeté. (p. 969) : son amendement n° 42 : instauration de lois de transposition permettant l'adaptation du droit français aux directives européennes ; rejeté. (p. 970) : son amendement n° 43 : recours

limité aux ordonnances pour transposer les directives européennes ; rejeté. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) - **Art. 88-3 de la Constitution** (*Droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales*) (p. 1004) : son amendement n° 45 : ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, cantonales et régionales aux citoyens membres ou non de l'Union européenne résidant en France ; rejeté. - **Art. 4** (*Entrée en vigueur des dispositions prévoyant la soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1019) : défavorable à cet article. Objectif d'exclure la Turquie. Demande l'examen de son adhésion dans les mêmes conditions que les autres pays. Prévision d'une clause de sauvegarde relative à la migration intérieure des travailleurs turcs. - **Art. additionnel avant l'art. 1er (précédemment réservé)** (p. 1020) : son amendement n° 39 : inscription dans la Constitution de la reconnaissance et de la promotion des langues régionales et minoritaires ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3086, 3087) : rôle du législateur. Favorable à un système de codécision entre le malade, la famille et les médecins. Favorable à l'assimilation des droits d'une personne à mourir à une liberté individuelle. Avec les sénateurs Verts, votera la proposition de loi. Avancées apportées par le texte en terme de droits des malades.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5217, 5220) : refus du Gouvernement de prendre en compte le mécontentement des Français. Manque de crédibilité du plan gouvernemental. Inefficacité des politiques menées jusqu'à présent. Abus de la procédure d'urgence. Négation du rôle du Parlement. Condamnation du recours aux ordonnances. Consultation de façade des partenaires sociaux. Accroissement de la précarité par la mise en place du contrat "nouvelles embauches". Tendance à gérer l'exclusion plutôt qu'à l'éradiquer et la prévenir. Nécessité de relancer l'emploi dans la fonction publique. Inefficacité des mesures pour l'emploi contre le chômage. Effet d'aubaine pour le patronat. Torpillage des structures représentatives du personnel. Conséquences négatives de la non-prise en compte des jeunes de moins de vingt-six ans. Remise en cause du code du travail. Atteinte au principe d'égalité des citoyens devant la loi. Décision unilatérale de licenciement de l'employeur. Augmentation de la précarité sans effet sur la diminution du chômage. Nécessité de prévoir une aide pour les mères de famille. Incohérence du plan proposé. Réflexion à mener sur les secteurs porteurs pour l'emploi. Interroge le Gouvernement sur le secteur de l'intermittence. Souhait d'une réduction des inégalités et de l'instauration de plus de justice et de solidarité. - **Art. 1er** (*Champ de l'habilitation*) (p. 5236, 5237) : ses amendements n° 23 : application du CNE aux entreprises employant moins de dix salariés ; et n° 24 : limitation de la période d'essai du CNE à quatre-vingt-dix jours ; rejetés. (p. 5239) : ses amendements n° 25 : mise en place d'une taxation sociale sur l'emploi précaire à la charge des employeurs ; et n° 26 : mise en place d'une aide au logement pour les personnes titulaires d'un CNE licenciées ; rejetés. (p. 5242) : son amendement n° 27 : suppression des dispositions relatives à l'extension du service militaire adapté ; rejeté. (p. 5245) : son amendement n° 28 : repli ; rejeté. (p. 5246) : son amendement n° 29 : mise en place d'un mécanisme de contrôle et d'évaluation de l'effectivité des emplois créés ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6214, 6217) : soutient la motion n° 37 de M. Robert Badinter tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Nécessité d'un vrai débat national sur les questions de fond. Absence de cohérence crédible dans les chiffres annoncés sur la récidive. Course à l'instrumentalisation des drames. Inconstitutionnalité. Refus du Gouvernement d'évaluer le suivi socio-judiciaire, en

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dépôt de ses résultats jugés positifs par les magistrats. Manque inavouable de moyens. Mise à mort de cette mesure intelligente à travers le PSEM, mesure phare du texte. Concept dangereux pour les victimes, les condamnés, la justice et la démocratie. Nécessité de rouvrir le débat sur la classification de ce dispositif. Non-confirmation en commission de la vision du garde des sceaux l'apparentant à une mesure de sûreté. Absence d'évaluation financière. Question de son utilisation au regard de l'éthique. Refus des sénateurs Verts d'une société où triompherait le règne d'un certain "fachisme technologique". - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - *Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 6221) : son amendement n° 116 : nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions ; rejeté. - **Art. 2 ter** (Art. 132-41 et 132-42 du code pénal - *Extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 6227, 6228) : son amendement n° 122 : suppression ; rejeté. - **Art. 4 quinquies** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6237) : son amendement n° 123 : prise en compte par l'expertise médicale de la spécificité du caractère évolutif de certaines maladies ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6260) : caractère de peine et non de mesure de sûreté du PSEM. Risque d'aggravation de la récidive. Absence de bilan de l'application du suivi socio-judiciaire instauré en 1998. Nombre insuffisant d'agents de probation. - **Art. 15 bis A** (Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - *Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines*) (p. 6283, 6284) : défavorable à l'intervention de l'avocat de la partie civile devant le JAP. Remise en cause de l'équilibre confié au parquet, garant des intérêts croisés de la victime, de la société et du condamné.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6348, 6349) : rôle international des collectivités territoriales dans la lutte contre les inégalités. Volonté d'introduire dans le texte la notion de développement durable. Prévention des catastrophes. Conditions de mise en oeuvre de l'aide. Lien entre les collectivités et les organisations internationales. Action critiquable de l'Etat. Votera ce texte. - **Art. unique** (p. 6352, 6353) : son amendement n° 1 : introduction de la notion de durabilité ; rejeté.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p. 6367, 6368) : inflation législative concernant l'immigration. Absence de règlement des problèmes. Dérives dans l'attitude envers les étrangers. Hypocrisie de l'"immigration choisie". Aide indispensable au développement durable des pays d'immigration. Approche partielle et partielle de la commission d'enquête. Les Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 7262, 7263) : son amendement n° 3 : abrogation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ; rejeté. Instauration d'un régime juridique d'exception contraire à la philosophie et à l'esprit d'une démocratie moderne. Mise en oeuvre par le Gouvernement d'un sentiment de peur et d'instrumentalisation de la terreur. Développement d'une logique de l'affrontement en opposition à la logique de dialogue, de respect et de justice nécessaire. Refus d'un traitement colonial des banlieues. - **Art. 1er** (*Prorogation*

pour trois mois à compter du 21 novembre de l'état d'urgence déclaré sur le territoire métropolitain) (p. 7264) : violences urbaines en décroissance. Demande d'excuses sur les propos tenus par le ministre de l'intérieur perçus comme des insultes par les habitants des quartiers en crise. Injustice, discrimination et humiliation à l'origine du conflit social. Refus de l'amalgame entre les origines et le déficit social et économique subi. (p. 7265) : mise en place d'une logique de guerre au détriment de la médiation. Stigmatisation supplémentaire des quartiers défavorisés. Traitement de la fracture sociale par la répression et l'affrontement. Son amendement n° 4 : suppression ; rejeté. - **Art. 2** (Art. 11 de la loi du 3 avril 1955 - *Perquisitions à domicile de jour et de nuit pendant trois mois*) (p. 7267, 7268) : urgence d'arrêter les violences et de rétablir les solidarités. Dangerosité des mesures restrictives des libertés publiques. Stigmatisation d'une partie de la population. Mise en place de machines à désintégration sociale. Mise en péril de la démocratie. Son amendement n° 5 : suppression ; rejeté. Instauration possible du couvre-feu par les maires en dehors des lois d'exception. Caractère liberticide de la loi de 1955. Instauration d'un Etat du "tout sécuritaire".

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8823, 8824) : restriction de l'accès à l'aide juridictionnelle et conséquences pour les plus démunis. Orientation répressive des crédits destinés à la protection judiciaire de la jeunesse. Coût des réformes pénales. Manque de moyens financiers et humains pour mettre en place des solutions alternatives. Dénaturation de la justice. Budget sous-évalué. Les Verts ne voteront pas ces crédits.

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9460, 9462) : intervient sur l'article. Nombreux exemples de traitement discriminatoire des gens du voyage. Demandra l'abrogation de l'article. (p. 9463) : son amendement n° II-8 : suppression ; rejeté. Mise en place d'un "droit d'exception". (p. 9467, 9468) : intervient sur son amendement de suppression précité n° II-8. Conception contestable d'une marchandisation du brevet de citoyenneté. Refuse l'assujettissement à une vignette et non pas à une taxe d'habitation.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9612, 9614) : condamnation ferme du terrorisme. Protection des droits individuels et des libertés fondamentales. Dangerosité et inutilité du projet de loi. Importance de la coopération européenne et internationale. Efficacité du large arsenal législatif existant. Simples mesures d'affichage du texte. Effets positifs de la vidéosurveillance non avérés. Texte liberticide. Instrumentalisation des craintes légitimes des citoyens. Maintien indispensable de la lutte contre le terrorisme dans le strict cadre de l'Etat de droit. "Déjudiciarisation" de la lutte antiterroriste au profit d'une augmentation des pouvoirs de la police administrative. Eviction de la CNIL. Refus d'amalgame entre lutte contre le terrorisme et lutte contre l'immigration. Fantasme du prosélytisme islamique carcéral ; amélioration indispensable des conditions de vie dans les prisons.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 9636) : son amendement n° 34 : pouvoirs de contrôle de la CNIL ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance*) (p. 9642, 9647) : ses amendements n° 35 : suppression de la possibilité pour les personnes morales privées de filmer la voie publique aux abords de leurs bâtiments ; n° 36 : contrôle annuel des systèmes de vidéosurveillance par la commission départementale ; et n° 37 : suppression de la procédure d'urgence ; rejetés. - **Art. 3** (Art. 78-2 du code de procédure

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

pénale - Contrôle d'identité dans les trains transnationaux (p. 9653) : refus d'amalgame entre criminalité, grande criminalité, terrorisme et immigration clandestine. Multiplication des contrôles d'identité sous couvert de la lutte antiterroriste. - **Art. 4** (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques) (p. 9662) : son amendement n° 39 : liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret ; rejeté. - **Art. 5** (Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques) (p. 9666, 9667) : son amendement n° 40 : suppression de la procédure spéciale de réquisition administrative des données de connexion ; rejeté. - **Art. 6** (Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur) (p. 9684, 9685) : ses amendements n° 42 : suppression de l'utilisation des traitements automatisés dans le but de lutter contre l'immigration clandestine ; n° 43 : suppression de l'extension aux transports maritimes et ferroviaires des obligations définies pour le transport aérien et n° 44 : limitation dans le temps de l'application des dispositions de cet article ; rejetés. Refus de l'amalgame entre immigration clandestine et terrorisme. Transposition de la directive 2004/82/CE du 29 avril 2004 sur le contrôle de l'immigration. - **Art. 7** (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers) (p. 9689) : confusion entre lutte antiterroriste, trafic de voitures et grand banditisme. - **Art. 8** (Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme) (p. 9695, 9696) : son amendement n° 46 : détermination des conditions d'accès et de contrôle des informations par décret ; rejeté. - **Art. 10** (Art. 706-22-1 nouveau du code de procédure pénale - Centralisation de l'application des peines en matière terroriste) (p. 9703) : atteinte à l'autonomie des juridictions de l'application des peines pour l'aménagement de ces dernières. (p. 9704) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Art. 10 ter** (Art. 706-88 du code de procédure pénale - Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme) (p. 9707) : son amendement n° 48 : suppression ; rejeté. - **Art. 11** (Art. 25-1 du code civil - Déchéance de la nationalité française pour les auteurs d'acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation) (p. 9713) : son amendement n° 49 : suppression ; rejeté.

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 1er février 2005.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 26 (2005-2006)] d'orientation agricole [n° 50 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : Renouer avec les bénéfices de la croissance [n° 97 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales. Compte spécial développement agricole et rural [n° 99 tome 3 annexe 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Agriculture et pêche - Budget**.

INTERVENTIONS

- *Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires* [n° 168 (2004-2005)] - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 739, 740) : importance primordiale de l'évaluation des politiques publiques. Nécessité de réformer le système d'évaluation français. Absence actuelle d'expertise fiscale indépendante. Apports de cette proposition

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de loi. Pluralisme du Conseil des prélèvements obligatoires. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Débat sur un rapport d'information sur la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires, SOPEXA** - (29 mars 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 2418, 2420) : structures de gouvernance et composition du capital de la SOPEXA. Evolution des missions de cette société. Modalités du soutien financier de l'Etat. Préconisations sur ces trois points.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3725) : au nom de la commission des finances, déclare l'article 40 inapplicable à l'amendement n° 1 de la commission (ouverture du volontariat aux attributaires de l'allocation de parent isolé, API) en raison du gage.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5173, 5175) : le groupe UMP félicite le Gouvernement engagé dans une démarche courageuse. Vérité économique et budgétaire sur la situation de la France. Poids de la dette publique. Faiblesse des marges de manoeuvre budgétaire. Priorité à l'emploi. Justification de la pause dans la baisse de l'impôt sur le revenu. Poursuite de l'effort de restauration de l'Etat régalién. Engagements du Gouvernement en matière d'investissement et de stabilisation des dépenses en volume. Rôle de la LOLF comme levier essentiel de la réforme de l'Etat et de la modernisation du service public. Importance de l'étude de l'impact des réformes fiscales pour les collectivités territoriales. Le groupe UMP approuve la volonté du Gouvernement de responsabiliser l'ensemble des acteurs dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5797) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5841, 5842) : effort de maîtrise de ses dépenses par le ministère de l'agriculture en 2004. Situation financière du régime de protection sociale des non-salariés agricoles. Remplacement du BAPSA par le fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA, et interrogation sur l'avenir financier de celui-ci. Rapport de la Cour des comptes. Effort de rationalisation et d'amélioration de la productivité des effectifs du ministère de l'agriculture. Modernisation de la gestion du patrimoine immobilier du ministère de l'agriculture.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 6421, 6423) : évolutions importantes de l'agriculture depuis les années soixante. Triple défi économique, social et environnemental de l'agriculture française. Position de la commission des finances sur ce texte. Enjeu crucial du renouvellement des générations. Amélioration des conditions de vie des exploitants agricoles.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er (Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole)** (p. 6481) : son amendement n° 76 : suppression de la déclaration de création d'un fonds agricole à l'autorité administrative ; retiré. - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6499) : souhaite le retrait de l'amendement n° 308 de M. Alain Vasselle (possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat reprenneur, de choisir librement le cessionnaire).

(p. 6521) : son amendement n° 77 : suppression du choix du reprenneur par le bailleur ; adopté. Son amendement n° 78 : cohérence ; adopté. (p. 6524) : son amendement n° 79 : clarification relative aux conditions dans lesquelles les biens donnés à bail cessible peuvent être considérés comme des biens professionnels au regard de l'ISF ; adopté. Son amendement n° 80 : coordination ; adopté. - **Art. 6 (Art. 199 unvicies [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un «crédit transmission»)** (p. 6561) : ses amendements n° 81 : précision rédactionnelle et n° 82 : prolongation des délais d'application de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 2013 ; adoptés. - **Art. 6 bis (Art. 41 et 787 C du code général des impôts - Exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole)** (p. 6567) : son amendement n° 83 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. 9 (Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants)** (p. 6601, 6602) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 493 (mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles) et s'oppose au n° 492 (mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 147 de M. Alain Vasselle (modalités d'extension du crédit d'impôt "remplacement" aux chefs d'exploitation). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6634) : défavorable à l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6638) : défavorable à l'amendement n° 548 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ d'action des SAFER). (p. 6641) : défavorable aux amendements n° 413 de M. Gérard Le Cam (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole) et n° 504 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux fonds agricoles).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 12 (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)** (p. 6699) : ses amendements n° 84 : simplification ; et n° 86 : autorisation de la vente d'huile végétale pure comme carburant agricole à compter du 1er janvier 2007 ; adoptés. (p. 6706) : son amendement n° 85 : suppression d'une disposition de nature réglementaire ; adopté. - **Art. 16 (Art. L. 522-2-1, L. 523-5-1, et L. 524-2-1, L. 524-2-2 [nouveaux], L. 525-1, L. 527-1, L. 528-1, L. 531-2, L. 582-13 et L. 583-2 du code rural, et art. 38 sexies [nouveau] du code général des impôts - Modernisation du statut de la coopération agricole)** (p. 6747, 6750) : ses amendements n° 87 : précision ; n° 90 : rédaction ; et n° 91 : augmentation à 10000 euros du plafond de la dérogation dont bénéficient les sociétés coopératives d'utilisation des matériels agricoles et à 15000 euros dans les zones de revitalisation rurale ; adoptés. Sur l'amendement n° 44 de la commission (création d'une catégorie nouvelle de parts sociales dite "épargne" au profit des associés coopérateurs), son sous-amendement n° 88 ; adopté. Son amendement n° 89 : compétence obligatoire et non facultative de l'assemblée générale ; retiré. - **Art. 18 (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)** (p. 6755) : réflexion sur l'assurance des récoltes devant s'étendre à l'ensemble des biens soumis aux aléas des catastrophes naturelles. Rapports réalisés par l'inspection générale de l'administration et l'inspection générale des finances sur le régime d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles. Recommandation de l'inspection générale de l'administration, IGA, de provisionner le régime en fonction de la spécificité de la recette et de valoriser la prévention. Rentabilité du régime catastrophes naturelles "catnat" pour les assureurs ainsi que pour l'Etat posant un problème de principe. Souci d'un équilibre financier global de l'assurance du monde agricole ne s'effectuant pas à son détriment. Conclusions du rapport de l'inspection générale des finances, IGF, sur le régime "catnat" : nécessité de développer

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

la prévention. Création d'un régime spécifique du risque de subsidence. Interroge le Gouvernement sur les suites qu'il compte donner aux propositions des deux rapports d'inspection.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 19** (Art. L. 361-3, L. 361-12, L. 361-19 et L. 362-26 du code rural - Développement du dispositif assurantiel contre les dommages causés à l'agriculture et à la forêt) (p. 6780) : son amendement n° 92 : avis du Comité national de l'assurance en agriculture ; adopté. (p. 6781) : son amendement n° 93 : organisation et fonctionnement du Comité national de l'assurance en agriculture ; adopté. - **Art. 20** (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas) (p. 6785) : son amendement n° 94 : suppression de la déduction pour aléas pour les personnes n'ayant pas le statut d'exploitant agricole ; adopté. (p. 6786) : demande le retrait des amendements identiques n° 177 de M. Alain Vasselle et n° 253 de M. Georges Mouly (réintégration dans le résultat fiscal des exploitations de 80 % des sommes déduites au titre de la déduction pour aléas). (p. 6787) : demande le retrait des amendements identiques n° 176 de M. Alain Vasselle et n° 252 de M. Georges Mouly (exonération fiscale sur les produits de l'épargne de précaution constituée par les agriculteurs afin de faire face aux aléas). Son amendement n° 95 : conditions dans lesquelles un exploitant agricole peut pratiquer un complément de déduction pour aléas ; adopté. (p. 6788, 6789) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 592 de Mme Françoise Henneron et n° 653 de M. Jean Bizet (augmentation à 1 500 € par salarié du complément de déduction pour aléas), ainsi que sur l'amendement n° 381 de M. Daniel Soulage portant sur le même objet. Demande le retrait de l'amendement n° 322 de M. Alain Vasselle (rapport du Gouvernement sur les mesures fiscales mises en oeuvre). Son amendement n° 96 : coordination ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6789, 6790) : demande le retrait des amendements identiques n° 178 de M. Alain Vasselle et n° 254 de M. Georges Mouly (possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des cotisations sociales des non-salariés agricoles).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 24** (Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) (p. 6901) : son amendement n° 97 : attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique ; retiré. S'oppose aux amendements n° 723 de M. Jean Desessard (instauration pérenne du crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique), n° 549 de M. Jean-Marc Pastor (prorogation jusqu'en 2010 du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) ainsi qu'aux amendements identiques n° 166 de M. Bernard Barraux et n° 600 de M. Michel Doublet (attribution du crédit d'impôt aux entreprises agricoles réalisant au moins 50 % de leurs activités en productions biologiques) et demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 362 de M. Claude Domeizel, n° 722 de M. Jean Desessard et n° 601 de M. Michel Doublet (attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique) au profit de son amendement n° 97 précité. (p. 6903, 6904) : précision du Gouvernement s'agissant de l'application effective de la partie fixe du crédit d'impôt aux petites exploitations. (p. 6905, 6906) : s'oppose à l'amendement n° 550 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence). Son amendement n° 98 : correction d'une erreur ; adopté. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 129 de M. Charles Revet et n° 649 de M. Jean Bizet (octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises et associations à visée écologique). - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6916, 6917) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels) tout en y adhérant sur le fond. Modification inappropriée d'une circulaire par la loi. Contradiction dans les propos de M. Michel Charasse. -

Art. 29 (Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement) (p. 6937, 6939) : ses amendements n° 101 : harmonisation ; n° 99 : précision des compétences de l'agence unique de paiement ; et n° 100 : autorisation par la loi des recettes de l'agence unique de paiement ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6957) : remerciements aux collaborateurs des commissions des finances et des affaires économiques. Avancées du texte. Dispositions financières intelligentes. Réflexion nécessaire sur le problème de la réassurance et des biocarburants. Souhaiterait voir présenter dans les amendements le coût approximatif de la disposition proposée, à l'instar du travail parlementaire aux Etats-Unis.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8452) : projet de budget comportant des mesures volontaristes, pragmatiques et responsables. Le groupe de l'UMP votera la première partie du projet de loi de finances pour 2006.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8921, 8922) : mission essentiellement centrée sur les dépenses d'intervention. Engagement du ministère de l'agriculture et de la pêche dans une démarche de performance. Niveau très important des autorisations d'engagement dans le programme "Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural". Poids des subventions dans le programme "Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés". Absence de crédit de personnel propre dans le programme "Forêts". Propose l'adoption des crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêts et affaires rurales". - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8958) : accepte l'amendement n° II-145 du Gouvernement (nouvel abondement au programme "enseignement technique agricole"). (p. 8959, 8961) : défavorable à l'amendement n° II-129 de M. Jean-Paul Amoudry (indemnités compensatrices de handicap naturel). (p. 8961, 8962) : accepte l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 74 (Détermination du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 8964) : accepte l'amendement n° II-78 de M. Jacques Blanc (réduction des écarts constatés en termes de niveau d'imposition entre les chambres d'agriculture). - **Art. additionnels après l'art. 74** : accepte l'amendement n° II-92 du Gouvernement (augmentation du montant maximum du droit sur les vins).

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9279) : défavorable aux amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Favorable au plafonnement de la taxe professionnelle. Impact du taux de cette taxe sur la localisation ou le déménagement des entreprises. (p. 9291) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-431 de la commission (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement). Caractère injuste du dispositif retenu. Nécessité de réaliser des simulations avant l'examen de la loi.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

BOUT (Brigitte)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

BOYER (André)
sénateur (Lot)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 21 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 199 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Arabie Saoudite : l'enjeu des réformes [n° 270 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 253 (2004-2005)] modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 280 (2004-2005)] (6 avril 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 139 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République de Costa Rica (ensemble quatre annexes), [n° 376 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'action de l'Etat en mer, une garde-côtes à la française ? [n° 418 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Défense - Environnement.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Défense - Forces navales [n° 102 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 624, 625) : actualisation indispensable du statut général des militaires. Conséquence de la professionnalisation des armées. Conclusions de la commission de révision du statut général des militaires. Approbation de la suppression de dispositions anachroniques en matière de droits civils et politiques et du renforcement du régime de protection juridique. Apports de l'Assemblée nationale. Souhait d'une réflexion pour assurer la réalité de la citoyenneté des militaires. Avec le groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels [n° 226 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 712) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres), [n° 254 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 255 (2003-2004)** (p. 714) : propose l'adoption de ces projets de loi.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition [n° 255 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 254 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices) [n° 14 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 715, 716) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans le Pacifique occidental et central (ensemble quatre annexes) [n° 45 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 717, 718) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, [n° 430 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 211 (2004-2005)** (p. 2163, 2165) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 211 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 430 (2003-2004).**

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 253 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3267, 3268) : aménagements au principe de la loi du pavillon pour lutter contre le trafic de stupéfiants et de migrants. Nécessité de préciser la loi du 15 juillet 1994 et de transposer en droit interne les dispositions du protocole du 15 décembre 2000 relatif à la lutte contre le trafic de migrants. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Avis favorable de la commission sur ce texte. Caractère interministériel du dispositif de protection des approches maritimes. Nécessité d'une coopération renforcée à l'échelle européenne contre les trafics. Importance du renseignement maritime.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes), [n° 139 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5661) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Forces navales) (p. 9096) : lancement de programmes d'armement emblématiques pour les forces navales. Questions relatives au programme Horizon, à la construction d'un deuxième porte-avions et au dossier DCN-Thales. Avis

favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de la mission "Défense" s'agissant des forces navales. (p. 9102, 9103) : inquiétudes quant à la disponibilité des matériels en service. Retards importants des programmes de réalisation des équipements. Financement des OPEX. Difficultés et surcoûts de la coopération avec nos partenaires européens en matière de défense.

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 9 février 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 55, 56) : identité rurale du territoire national. Prise en compte de "l'espace à gérer" pour l'administration des territoires ruraux. Soutien aux zones de revitalisation rurales. Proposition de prise en compte des communautés de communes comme référence. Soutien aux commerces de proximité. Appauvrissement de la France rurale. Exigence de parité entre l'ensemble des territoires. Préservation des services. Risque de diminution des aides européennes.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR)** (p. 95, 96) : son amendement n° 214 : possibilité pour une communauté de communes d'appartenir à une ZRR si elle remplit les conditions nécessaires ; retiré.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 1er (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps)** (p. 1159, 1160) : soutient l'amendement de M. Michel Mercier n° 97 (suppression de la possibilité d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps) ; retiré puis

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

repris par Mme Dominique Voynet. (p. 1165, 1166) : soutient l'amendement n° 98 de M. Michel Mercier (majoration de 25 % des droits acquis dans le CET lorsqu'ils sont utilisés en complément de rémunération); retiré. (p. 1182) : accepte de retirer les amendements précités n° 97 et n° 98 de M. Michel Mercier.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2510, 2511) : avancées consécutives à la conférence de la famille de 2003. Dimension secondaire de la famille dans l'architecture gouvernementale. Responsabilité des assistants dans l'accompagnement de l'enfance. Volonté remarquable de professionnalisation. Mise en place indispensable d'un véritable statut. Adaptation aux évolutions de la société. - **Art. 6 (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrèments, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux)** (p. 2528, 2529) : sur l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement des délais de notification de la décision du président du conseil général - trois mois pour les assistants maternels et quatre mois pour les assistants familiaux avec accord réputé tacite en cas de non-respect du délai), son sous-amendement n° 48 : délai d'agrément des assistants maternels fixé à quatre mois; rejeté. Sur le même objet, soutient le sous-amendement n° 18 de M. Michel Mercier (délai d'agrément des assistants familiaux fixé à six mois); rejeté. Allongement des délais particulièrement utile dans les départements urbains. - **Art. 9 bis (Art. L. 421-17-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Modalités du suivi de la pratique professionnelle des assistants maternels et familiaux)** (p. 2535) : soutient l'amendement n° 19 de M. Jean-Paul Amoudry (précision de la composition des équipes pluridisciplinaires); devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 2545) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Valérie Létard (remboursement intégral par le conseil général des indemnités compensatrices versées par les employeurs en cas de retrait ou de suspension de l'agrément); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 2551) : soutient l'amendement n° 20 de M. Michel Mercier (consultation pour avis des principales associations d'élus sur les projets de décrets d'application de la présente loi); adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2553, 2554) : valorisation, clarification et rénovation des deux statuts. Amélioration de la qualité de l'accueil des enfants. Conclusions de la conférence de la famille de 2003. Insuffisance des offres de garde. Professionnalisation accrue. Maintien du rapport contractuel d'équilibre entre parents et assistants. En dépit du rejet de nombreux amendements, le groupe UC-UDF votera ce texte qu'il juge globalement positif. Félicitations adressées au ministre pour l'excellent travail réalisé.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2649, 2650) : salue l'initiative du Gouvernement. Texte attendu depuis de nombreuses années. Exceptionnelle richesse de l'eau. Devoir de préservation. Consultation, à son initiative, des maires et conseillers municipaux de son département sur la place de l'eau et sa gestion au niveau communal. Interrogations et préoccupations des élus : nécessité d'une surveillance plus stricte des utilisations; dérogations et aides spécifiques appropriées pour les très petites communes; mise en oeuvre d'une politique de responsabilités; renforcement de la solidarité entre l'aval et l'amont du bassin à travers le redéploiement des aides de l'agence de l'eau. Nécessité de conserver l'échelon pertinent du comité de bassin et de l'agence de l'eau et de maintenir le département en tant que collectivité de droit commun dans le domaine de l'eau. Souci de transparence du texte. Création d'un fonds de garantie concernant l'épandage des boues. Cohérence souhaitable des normes au niveau européen. Souci de ne pas pénaliser les capacités de production de l'agriculture française.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3951, 3952) : nécessité d'éviter une

guerre des prix et d'équilibrer les rapports de force entre les industriels et la grande distribution. Combat quotidien des entrepreneurs. Réforme de la taxe professionnelle. Souhait de défendre la vitalité des territoires ruraux par un accompagnement spécifique des PME dans ces régions. Votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4408, 4409) : hommage au travail du Parlement. Enrichissement et amélioration du texte. Avec le groupe UC-UDF, votera le projet de loi organique.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Commission mixte paritaire [n° 410 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4530, 4531) : compromis portant sur la forme du texte, sur les biocarburants et sur l'énergie éolienne. Maîtrise de la consommation d'énergie. Certificats d'économies d'énergie. Lacunes de ce texte concernant les transports. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi malgré son caractère incomplet.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5314, 5315) : objectifs de cette ordonnance. Refus d'un recours systématique à cette procédure. Réduction de l'écart entre les règles françaises et celles des autres pays européens en matière de transport routier. Plan d'action en faveur de ce secteur. Sécurité juridique. Nécessité de lutter contre le cabotage illégal. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5336, 5337) : le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5478) : mesures primordiales répondant aux attentes des chefs d'entreprise. Très favorable à l'accompagnement de la transmission et de la reprise d'entreprise. Pertinence de la prestation de tutorat. Souhaite la participation du groupe UC-UDF au groupe de travail annoncé par le Gouvernement et consacré aux fonds de l'assurance-formation. Intérêt des avancées de la réforme de la loi Galland et de la nouvelle définition du seuil de revente à perte. Regrette la suppression d'amendements du groupe UC-UDF pourtant adoptés par le Sénat. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5848, 5849) : approbation de l'initiative du président de la commission des finances. Effort de maîtrise des dépenses malgré d'importants dossiers agricoles. Favorable au développement de l'assurance grâce à des tarifs attractifs. Conséquence de la transformation du BAPSA en fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles. Remerciements aux présidents, rapporteurs et membres des commissions des finances et des affaires économiques.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6045, 6047) : professionnalisation de la pratique du dopage. Bonnes orientations du texte. Centralisation de l'action sur la protection de la santé des sportifs. Nécessité d'éviter la banalisation du dopage, contraire aux principes fondamentaux du sport. Faible place accordée en France à la prévention de la lutte contre le dopage. Création pertinente de l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD. Amélioration du cadre juridique du volet répressif. Nécessaire harmonisation des méthodes et des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mesures de lutte à l'échelle mondiale. Difficultés attendues de la nouvelle répartition des compétences. Bien-fondé de l'amendement de la commission visant à prévenir le risque d'inégalités de traitement entre sportifs. Volonté de rétablir confiance et transparence dans la pratique sportive. Préservation des jeunes générations des dérives et de l'escalade médiatico-financière. Soutien sans réserve des membres du groupe de l'UC-UDF. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6070) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6435, 6436) : regrette le recours à la procédure d'urgence. Bouleversements de l'agriculture depuis 1945. Absence de mesures traitant des problèmes spécifiques de l'agriculture de montagne dans ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2 quinquies** (Art. L. 417-11 du code rural - *Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage*) (p. 6540) : soutient l'amendement n° 357 de M. Michel Mercier (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - *Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6727) : son amendement n° 581 : faculté pour toutes les organisations de producteurs reconnues de s'organiser en associations d'organisations de producteurs pour valoriser la production ; retiré. (p. 6729) : son amendement n° 582 : inscription de l'action des comités économiques agricoles dans le cadre d'un accord de l'interprofession concernée et suppression des interventions sur le marché ; retiré. - **Art. 15** (Art. L. 554-1 et L. 554-2 du code rural - *Simplification du régime d'extension des comités économiques agricoles*) (p. 6742) : son amendement n° 584 : limitation des pouvoirs des comités économiques agricoles ; retiré. (p. 6743) : son amendement n° 583 : contrôle par l'autorité administrative compétente de la cohérence des règles étendues avec les accords interprofessionnels existants et portant sur le même objet ; adopté. - **Art. 18** (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - *Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt*) (p. 6756) : soutient l'amendement n° 233 de M. Jacques Blanc (prise en compte des spécificités des zones de montagne et des départements d'outre-mer) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9125) : intervient au nom de son collègue Christian Gaudin sur les pôles de compétitivité. Grand succès de l'appel à projets lancé en novembre 2004. Accompagnement financier et crédits budgétaires de soutien. Evocation des futurs pôles d'excellence ruraux. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur les crédits de la mission.

BOYER (Yolande)
sénateur (Finistère)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Secrétaire de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 53, 54) : diversité des situations rencontrées dans les territoires ruraux. Présentation d'un simple catalogue de mesures hétéroclites. Organisation d'une concertation avec les collectivités locales sans affectation de ressources nouvelles. Mécontentement des élus exprimé au congrès des maires de France. Incohérence des mesures annoncées : volonté de maintien des personnes âgées à domicile mais suppression du passage du facteur ; absence de financement des maisons de l'emploi. Décalage entre les actes et la réalité. Accentuation des déséquilibres territoriaux par l'Etat. Désengagement du service public : écoles, La Poste.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 75 sexies** (*Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral*) (p. 526) : soutient l'amendement n° 328 de M. Jean-Marc Pastor (intégration des associations de protection de l'environnement dans la composition du Conseil national du littoral) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure**, [n° 430 (2003-2004)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 211 (2004-2005)** (p. 2163) : coopération nécessaire à la lutte contre la situation catastrophique de la Colombie. Conséquences dramatiques des fumigations contre les plants de coca sur l'ensemble des plantations. Développement d'une véritable crise humanitaire. Priorité accordée aux dépenses militaires et au remboursement de la dette. Données chiffrées. Véritable conflit armé. Intervention indispensable de la communauté internationale pour un accord humanitaire.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure** [n° 211 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 430 (2003-2004).**

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français** - *Deuxième lecture* [n° 265 (2004-2005)] - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3286) : texte répondant à la concurrence mondiale par l'alignement des salaires sur les plus faibles. Logique de régression sociale. Obligation de nationalité insuffisante.

- **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 26 (2005-2006)] - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6442, 6443) : intérêt d'une étude d'impact. Enjeux de l'agriculture. Nécessité d'inscrire pleinement l'agriculture dans la ruralité et de maintenir sa diversité. Suppression de la taxe sur le foncier non bâti. Reconnaissance de l'activité paysanne.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 6479) : soutient l'amendement n° 460 de M. Jean-Marc Pastor (définition de l'exploitant agricole) ; rejeté. - **Art. 3** (*Habilitation à simplifier par ordonnance le statut du fermage*) (p. 6541) : soutient l'amendement n° 474 de M. Jean-Marc Pastor (suppression) ; rejeté. - **Art. 5** (*Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures*) (p. 6552) : soutient l'amendement n° 475 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des formes d'exploitations agricoles sociétaires) ; rejeté. (p. 6553, 6554) : soutient l'amendement n° 477 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 6558, 6559) : soutient l'amendement n° 478 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour les collectivités territoriales de financer des bâtiments agricoles relais afin de soutenir de jeunes agriculteurs durant leur phase d'installation ou de développement) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8940, 8942) : rôle essentiel de la pêche dans les régions littorales. Données chiffrées. Préoccupation majeure de la préservation de la ressource en produits de la pêche. Nécessité de renouveler les navires de pêche et d'établir une véritable politique pour sortir ce secteur de la crise qu'il traverse. Le groupe socialiste ne votera pas ces crédits.

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9133, 9134) : changement d'appellation du comité interministériel à l'aménagement et au développement du territoire. Question des contrats de plan Etat-région. Pôles de compétitivité et d'excellence ruraux. Question du zonage. Le groupe socialiste votera contre ce budget.

BRANGER (Jean-Guy)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Secrétaire de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 88 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un État dans l'autre. [n° 215 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 62 (2004-2005)] - La lutte contre les violences au sein du couple [n° 229 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Famille - Justice - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'action de l'Etat en mer, une garde-côtes à la française ? [n° 418 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Défense - Environnement**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Action extérieure de l'État (moyens de l'action internationale) [n° 102 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (2 février 2005) - **Art. 6** (*Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association*) (p. 657) : se demande pourquoi l'opposition n'a pas mis en oeuvre ses propositions lorsqu'elle le pouvait. Faculté pour les militaires de s'exprimer.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un État dans l'autre [n° 88 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2176) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - représentant de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. - **Discussion générale** (p. 2431, 2434) : dénonciation publique des violences conjugales physiques et psychologiques. Nécessité de coordonner les actions contre ce fléau. Circonstances aggravantes de la qualité de conjoint. Cinq priorités de la délégation aux droits des femmes : approche juridique de ce problème, formation des acteurs de la lutte contre ces violences, hébergement des victimes, sort des enfants et changement des mentalités. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2472, 2473) : favorable à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint).

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 3631, 3632) : réaffirmation du caractère indispensable d'une restructuration du réseau diplomatique et consulaire. Comparaison avec d'autres pays étrangers. Choix d'une représentation diplomatique dans la quasi-totalité des pays du monde. Difficultés d'entretien des bâtiments. Regroupement des locaux parisiens du ministère. Projet de "co-localisation" avec l'Allemagne. Implantation dans un même bâtiment d'un consulat et d'un centre culturel. Souhait d'une délégation de pouvoirs aux services consulaires pour les locations ou les achats d'immeubles : exemple de Saint-Petersbourg. Interrogation sur une amélioration de la coopération entre les différents services français à l'étranger. Nécessité d'une gestion plus rigoureuse du patrimoine.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4992, 4995) : assure le Gouvernement de sa confiance. Regrette l'intégration à ce texte de sa proposition de loi relative à la mise en place de la société européenne. Complexité des modifications à apporter au droit des sociétés. Demande de report de son examen. Refus d'assimiler le Parlement à une simple chambre d'enregistrement. Exigence de respect de l'initiative législative parlementaire. Historique de la société européenne ; création d'une nouvelle forme de société commerciale à l'échelon communautaire ; difficulté de transposition de la directive ; rapprochement avec le règlement. Aurait préféré l'organisation d'un débat spécifique à la transposition du texte.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5045, 5046) : sur l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne), ses sous-amendements n° 149 à n° 157 ; rejetés. (p. 5047) : intervient sur ses sous-amendements n° 149 à n° 157 précités. (p. 5054, 5055) : sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Hyest (transposition de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs), ses sous-amendements n° 158 à n° 161 ; rejetés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5368, 5369) : application partielle des lois existantes en matière d'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Limites de la contrainte législative. Problème de la place de la femme au sein des entreprises. Importance des écarts de rémunération. Contexte aggravant de la crise économique. Souhait d'une part plus active des femmes aux négociations collectives. Approbation de la mise en place d'une taxe sur la masse salariale pour les entreprises récalcitrantes. Problème du temps partiel subi. Favorable à ce texte générateur de progrès.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p. 5833, 5835) : approbation de l'incidence de la LOLF dans l'organisation du ministère des affaires étrangères. Interrogation sur les ajustements de l'exécution du budget de 2004 et difficulté à établir les priorités de l'action diplomatique. Densité du réseau diplomatique, consulaire et culturel français. Renforcement nécessaire de la cohérence interministérielle de l'action diplomatique. Interrogation sur l'incidence de la stratégie ministérielle de réforme du Quai d'Orsay. Confiance dans l'action entreprise au ministère des affaires étrangères.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9722) : crédits en baisse. Effort de rationalisation. Stabilisation indispensable des moyens humains et financiers. Demande de précision sur les ressources extrabudgétaires tirées des cessions immobilières et du traitement des visas. Complément indispensable des crédits alloués aux organisations internationales. Mise en place du vote électronique des résidents à l'étranger. Avis favorable à l'adoption de ces crédits. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9055, 9056) : valeur indiscutable de l'UEO. Défavorable aux amendements de M. Daniel Goulet n° II-79 (réduction du nombre d'ambassadeurs) et n° II-80 (diminution des crédits de l'UEO et du Conseil de l'Europe).

BRAYE (Dominique)
sénateur (Yvelines)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat le 13 octobre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Foncier, Logement : sortir de la crise [n° 442 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 57 (2005-2006)] portant engagement national pour le logement [n° 81 (2005-2006)] (15 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 4 (Art. L. 720-5 du code de commerce - Compétence des commissions départementales d'équipement commercial)** (p. 4268, 4269) : enjeu sociétal de la proposition de loi. Urgence de préserver l'animation et la vitalité dans les centres-villes et les zones rurales. Avancées contenues dans le texte. Risque de destruction des commerces de proximité par la grande distribution. (p. 4270) : interrogation sur la formation des commissions interdépartementales. Souhait de la prise en compte de la zone de chalandise. (p. 4271, 4272) : son amendement n° 19 : abaissement du seuil d'autorisation de 1000 à 300 mètres carrés ; retiré. Importance de la revitalisation des centres-villes. Nombreux cas de changement d'activité après une autorisation relative à une surface. Souhait d'implanter des activités culturelles dans le centre-ville. Son amendement n° 20 : limitation du seuil d'autorisation à 300 mètres carrés en cas de changement d'activité ; adopté. (p. 4273) : son expérience de maire et sa connaissance de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

stratégie des grandes surfaces. (p. 4274) : intervient sur son amendement n° 20 précité. Plaidoyer en faveur d'un équilibre et non d'une guerre à la grande distribution. - **Art. 10** (Art. L. 720-9 du code de commerce - Modalités de vote dans les commissions d'équipement commercial) (p. 4282) : défavorable à l'amendement n° 31 du Gouvernement (vote à la majorité simple des membres présents dans les commissions d'équipement commercial). - **Art. 12** (Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial) (p. 4286) : favorable à l'amendement n° 15 de M. Yannick Texier (modification de la composition de la commission nationale d'équipement commercial pour prendre en considération l'expression des intérêts du commerce et de l'artisanat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4288) : responsabilisation des différents acteurs de la vitalité du commerce de centre-ville. Définition par les politiques des règles à suivre par les dirigeants de la grande distribution. Appel à la responsabilité du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. 17 quater** (Art. 150 U du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à des bailleurs sociaux) (p. 4709) : son amendement n° 118 : application du dispositif ramenée à trois ans et extension de celui-ci par la mise en place d'une mesure fiscale en faveur des entreprises ; adopté. (p. 4712) : encouragement indispensable à l'accession à la propriété. Défavorable au sous-amendement n° 188 de M. Thierry Repentin déposé sur son amendement n° 118 précité. - **Art. 17 quinquies** (Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers) (p. 4713) : son amendement n° 119 : modalités de calcul de l'indice de référence des loyers ; adopté. (p. 4715) : augmentation indispensable de la construction de logements.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5901) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 10 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 17 de Mme Marie-Christine Blandin (instauration d'un permis de diviser). Coût de cette disposition. Risque d'institutionnalisation d'une pénurie de logements privés. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5910) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), son sous-amendement n° 63 : possibilité pour une commune de faire usage de son droit de préemption pour assurer le maintien dans les lieux des locataires ; adopté. (p. 5911) : son amendement n° 6 : relèvement de cinq à dix logements du seuil d'application du droit de préemption ; retiré. (p. 5912) : son amendement n° 7 : communication préalable du prix et des conditions de vente d'un immeuble au maire de la commune par le bailleur ; retiré. Groupe de travail de la commission des affaires économiques : "Foncier, Logement : sortir de la crise". - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5920) : intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux des locataires durant six ans). Poids des impôts locaux à Paris.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables) (p. 6770, 6771) : son amendement n° 155 : suppression ; devenu sans objet et ses amendements de repli n° 156 et n° 157 ; devenus sans objet.

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7508) : nécessité d'adopter cette solution pour achever

l'examen du projet de loi portant engagement national pour le logement.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 7514, 7517) : caractère anormal de la situation actuelle du logement. Droit à un logement décent pour chaque être humain. Crise exceptionnelle du logement frappant toutes les catégories sociales du pays. Responsabilité des dirigeants depuis trente ans dans le déficit des logements. Projet de loi attendu avec impatience. Souhait d'un dépassement des clivages partisans traditionnels lors de la discussion de ce projet de loi. Analyse du déséquilibre entre l'offre et la demande de logements. Envolée des prix du foncier. Amendements de la commission. Renforcement du partenariat avec les collectivités territoriales. Travaux du groupe de travail sur les facteurs fonciers et immobiliers de la crise du logement. Proposition d'un dispositif équilibré dans le respect des obligations de la loi SRU permettant d'aider les élus de bonne volonté et de sanctionner ceux qui vont délibérément à l'encontre de la loi. Mise à disposition de moyens pour les nouvelles missions des EPCI. Renforcement du pouvoir d'achat et amélioration des conditions de logement. Engagement national pour le logement. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7549, 7550) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 227 (réhabilitation de 250 000 logements) et n° 228 (objectif quinquennal de réalisation de logements sociaux destiné à participer à la résorption d'habitats insalubres). (p. 7551) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Daniel Dubois (réforme du zonage des agglomérations servant à fixer les différents plafonds et barèmes liés aux aides à la personne et aux aides à la pierre en matière de logement). - **Division additionnelle avant l'art. 1er** (p. 7552) : s'oppose à l'amendement n° 383 de M. Thierry Repentin (introduction d'une division intitulée "redonner du pouvoir d'achat aux ménages modestes"). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7553, 7554) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 385 (réévaluation chaque début d'année du barème de l'aide personnalisée) et n° 388 (faculté pour les ménages accédant à la propriété de reporter le paiement des mensualités en cas d'événement grave) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 446 (rétablissement de la fixation des loyers des logements vacants par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage), n° 447 (faculté donnée aux maires de recourir aux réquisitions) et n° 448 (faculté donnée au maire d'encadrer l'évolution des loyers sur le territoire de sa commune). - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 7557) : son amendement n° 1 : division additionnelle relative à la mobilisation de la ressource foncière ; adopté. - **Division additionnelle avant l'art. 1er** : son amendement n° 2 : division additionnelle relative à la mobilisation de la ressource foncière ; adopté. - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7559) : son amendement n° 3 : précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés ; adopté. (p. 7560) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. (p. 7560) : ses amendements n° 5 : consultation des communes et des EPCI compétents en matière de PLU sur les projets de décret délimitant les périmètres ; n° 6 : caducité de ces décrets à l'expiration d'un délai de dix ans suivant leur publication ; n° 7 : garantie que la déclaration de projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable et n° 8 : précision que le droit de préemption urbain ne sera suspendu dans les périmètres que pour les aliénations visant à la réalisation de logements ; adoptés. (p. 7562) : accepte les amendements de la commission des lois saisis pour avis n° 100 (précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés), n° 102 (consultation des communes et des EPCI compétents en matière de PLU sur les projets de décret délimitant les périmètres), n° 103 (caducité de ces décrets à l'expiration d'un délai de dix ans suivant leur publication) et n° 104 (garantie que la déclaration de projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable), respectivement identiques à ses amendements précités n° 3, n° 5, n° 6 et n° 7. Accepte les amendements de M. Thierry Repentin n° 331

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés) et n° 332 (précision que le droit de préemption urbain ne sera suspendu dans les périmètres que pour les aliénations visant à la réalisation de logements) respectivement identiques à ses amendements précités n° 3 et n° 8. Demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression). S'oppose à l'amendement n° 230 de Mme Michelle Demessine (encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat dans la perspective de la réalisation de logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 483 (suppression partielle) et n° 484 (prolongation de la durée de validité des zones d'aménagement différé jusqu'au 1er janvier 2010). Demande le retrait de l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (extension du champ de l'article aux sociétés dont le capital est détenu à 50 % ou plus par l'Etat) et accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 101 (prise en compte des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lors de la délimitation des périmètres). (p. 7564) : lourdeur de la procédure de déclaration d'utilité publique. Souci d'agir rapidement et efficacement. - **Motion d'ordre** (p. 7567) : demande un examen distinct de l'amendement n° 218 de Mme Michelle Demessine (nouvelle rédaction de cet article visant à réaffirmer l'obligation pour les communes de respecter le pourcentage de logements sociaux prévus dans la loi SRU) à l'article 2 et des amendements de suppression n° 257 de Mme Michelle Demessine et n° 423 de M. Thierry Repentin. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 7568) : son amendement n° 9 : possibilité de mettre en vente les biens du domaine public avant leur déclassement ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7568, 7569) : son amendement n° 10 (application d'un taux maximum de décote de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret) ; retiré puis repris par M. Thierry Repentin. (p. 7571, 7572) : demande le retrait de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 106 (caractère obligatoire de la décote d'un minimum de 25 % et d'un maximum de 50 %) au profit de son amendement n° 10 précité. S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 334 (fixation d'une décote obligatoire d'au moins 25 % pouvant être portée à 50 % dans les zones délimitées par décret) et n° 406 (dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, obligation de consacrer au moins 50 % de la surface des immeubles cédés par l'Etat au logement locatif social et d'y consacrer au moins 20 % dans les autres communes) ainsi qu'à son sous-amendement n° 488 (précision relative au caractère bâti ou non bâti du terrain concerné) sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 106 précité. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 485 (obligation de consacrer au moins 50 % des immeubles vendus par l'Etat à des logements locatifs sociaux dans les communes non soumises à l'article 55 de la loi SRU et 100 % dans les autres communes) et n° 486 (fixation du prix de cession de certains terrains en vue d'y réaliser des logements locatifs sociaux à un euro symbolique). (p. 7573) : opposé à une décote s'appliquant à tous les biens bâtis de l'Etat.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 7583) : son amendement n° 11 : transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des immeubles détenus par l'Etat et ses établissements publics ; adopté après modification par le sous-amendement n° 493 du Gouvernement (exclusion de cette disposition des sociétés dont l'Etat détient la majorité du capital), qu'il accepte. Demande le retrait des amendements de M. Thierry Repentin n° 333 au profit de son amendement identique n° 11 précité, et n° 409 (transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des terrains dont l'Etat, les établissements publics ou des entreprises publiques sont propriétaires). (p. 7584) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 330 de M. Thierry Repentin (allègement des droits de mutation des anciennes habitations ou des corps de ferme abandonnés lors de leur remise sur le marché du logement social). - **Division additionnelle avant l'art. 2** : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 7585, 7588) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 232 (ajout d'une obligation de maintien ou de

développement du parc locatif existant dans les conventions passées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU), n° 233 (possibilité pour l'ANRU d'accorder des majorations de subventions) et n° 234 (maintien du caractère locatif des logements HLM). Son amendement n° 481 : obligation pour tous les EPCI d'établir leur politique en matière d'habitat à travers un programme local de l'habitat, PLH ; adopté. - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7589, 7590) : différence entre l'article 2 traitant du volet foncier et l'article 9 portant sur le logement. Amendements du groupe CRC. Double débat sur le même sujet à deux endroits différents du texte. Proposition d'aborder l'article 55 de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain, SRU, avant l'article 9. Opposition de la commission sur les amendements déposés à l'article 2 et portant sur ce sujet. Retrait de son amendement sur la cession avec décote des terrains bâtis et non bâtis de l'Etat destinés au logement. (p. 7593) : s'oppose à l'amendement n° 218 de Mme Michelle Demessine (nouvelle rédaction de cet article visant à réaffirmer l'obligation pour les communes de respecter le pourcentage de logements sociaux prévus dans la loi SRU). Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 107 (inscription dans le code de l'urbanisme de la possibilité d'inclure un échancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants dans les dispositions relatives au contenu des plans locaux d'urbanisme). (p. 7594) : s'oppose à l'amendement n° 221 de Mme Michelle Demessine (contrôle par le préfet des obligations des communes en matière de logement social). (p. 7597) : ses amendements n° 15 : élargissement aux zones à urbaniser des servitudes prévues par les PLU dans les zones urbaines ; et n° 16 : élargissement de la notion de construction à celle de réalisation des logements sociaux ; adoptés. (p. 7600, 7601) : ses amendements n° 18 : inscription législative de la possibilité pour les communes de déléguer totalement la procédure relative au droit de délaissement à des offices publics d'aménagement et de construction ou à des sociétés d'économie mixte ; et n° 19 : coordination ; adoptés. (p. 7602) : demande le retrait de l'amendement n° 192 de M. Bernard Seillier (obligation pour les communes de délimiter dans leur plan local d'urbanisme les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 20 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI). S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 222 (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de la moitié des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux), n° 236 (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI), n° 238 (cohérence) et n° 237 (précision). S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 403 (faculté pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et suppression du droit de délaissement) et n° 404 (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de 25 % des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans des zones d'aménagement concerté), aux amendements de M. Jean Desessard n° 454 (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation de 35 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans une zone d'aménagement concerté), n° 452 (possibilité de planifier localement la répartition des logements sociaux dans l'espace urbain) et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 453 (affectation aux logements locatifs sociaux de 25 % des nouveaux programmes de constructions dans les villes de plus de 20 000 habitants ayant d'importants besoins en logements). Demande le retrait de l'amendement n° 494 du Gouvernement (définition de la notion de réalisation de logements sociaux) au profit de son amendement n° 16 précité portant sur le même objet. Accepte l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 111 (prise en compte du respect des objectifs de mixité sociale dans la définition des catégories de logements locatifs). (p. 7603) : intervient sur l'amendement précité n° 236 de Mme Michelle Demessine. Rappel de l'objectif de l'article 2. Discussion de la loi SRU lors des débats sur l'article 9. (p. 7606) : son amendement n° 13 : organisation au sein du conseil municipal d'un débat triennal portant uniquement sur les résultats en matière de logements du PLU ; adopté. (p. 7607, 7608) : sur l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 108, identique à son amendement n° 13 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 210 de Mme Catherine Troendle. S'oppose à l'amendement n° 235 de Mme Michelle Demessine (intervention du préfet sur le PLU d'une commune comprenant des dispositions ne permettant pas la construction de programmes d'accession sociale à la propriété). (p. 7609) : ses amendements n° 14 : extension aux communes dotées d'un POS, de la possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols jusqu'au 1er janvier 2010 pour permettre la réalisation de logements sociaux ; adopté ; et n° 17 : libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux ; retiré. (p. 7610) : accepte la proposition du Gouvernement d'une étude juridique sur ce dossier. (p. 7612) : s'oppose à l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). (p. 7613, 7614) : impossibilité d'aborder les problèmes de construction de logements sociaux dans le cadre de la discussion de cet article. Tentative du groupe CRC de désorganiser le débat. Caractère fantaisiste de la proposition d'inéligibilité des élus. (p. 7617) : s'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Michelle Demessine (fixation des parts de logements locatifs sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie). (p. 7618) : son amendement n° 20 : suppression de la référence aux besoins en logements des communes ; adopté. (p. 7619) : amendements contradictoires déposés sur la possibilité de majoration du COS. S'oppose aux amendements n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux), n° 402 de M. Thierry Repentin (suppression des seuils de population et de la limite temporaire encadrant la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs afin de réaliser des programmes de logements comprenant la moitié de logements sociaux), n° 239 de Mme Michelle Demessine (repli) et n° 455 de M. Jean Desessard (majoration du coefficient d'occupation des sols de certains secteurs limitée à la réalisation de programmes de logements composés en totalité de logements sociaux). Accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 115 (extension du dispositif de majoration du coefficient d'occupation des sols aux communes non encore dotées d'un PLU) et n° 117 (coordination). (p. 7622) : son amendement n° 21 : suppression du pouvoir de substitution du préfet ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7640) : son amendement n° 22 : information et consultation lors de l'élaboration des PLU et des schémas de cohérence territoriale, SCOT, du président de l'EPCI compétent en matière de programme local de l'habitat ; retiré. (p. 7641) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Alain Fouché (association des conseils généraux à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, SCOT). (p. 7642) : s'oppose aux amendements n° 240 de Mme Michelle Demessine (rétablissement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments autres que ceux à usage d'habitation) et n° 458 de M. Jean Desessard (allongement à trente ans de la durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de haute qualité environnementale). (p. 7643, 7644) : sur les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, accepte le n° 301 (rétablissement de la

compétence des syndicats mixtes composés d'EPCI et de communes dans la mise en place des programmes locaux d'habitat) et s'oppose au n° 295 (possibilité pour un EPCI délégataire des aides à la pierre d'affecter des crédits à des opérations se situant sur le territoire d'un syndicat mixte ayant un périmètre différent de celui de l'EPCI). - **Division additionnelle avant l'art. 3** : son amendement n° 23 : rédaction ; adopté. - **Art. 3** (*Art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme - Permis de construire pour les logements réalisés par des sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital*) (p. 7645) : son amendement n° 24 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 459 de M. Jean Desessard (élargissement du champ d'application des permis de construire délivrés au nom de l'Etat aux organismes agréés par celui-ci). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7646) : sur son amendement n° 26 et l'amendement identique de la commission des lois saisi pour avis n° 119 (amélioration de la sécurité juridique des constructions existantes), accepte les sous-amendements n° 489 et 490 du Gouvernement. (p. 7647) : son amendement n° 28 : possibilité pour une juridiction administrative de prononcer une annulation partielle d'un permis de construire ; adopté. (p. 7648) : son amendement n° 25 : limite des possibilités de recours des associations agréées par le ministère de l'écologie contre les permis de construire aux actions postérieures à la publication de leur agrément ; adopté. (p. 7649) : s'oppose à l'amendement n° 243 de Mme Michelle Demessine (prise en charge à l'échelon national du logement étudiant). - **Division additionnelle avant l'art. 4** (p. 7650) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. - **Art. 4** (*Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain*) (p. 7652) : ses amendements n° 31 : codification de l'article 30 de la loi d'orientation pour la ville ; et n° 32 : possibilité d'exercice du droit de préemption des communes sur une partie seulement de l'immeuble devant être aliéné ; adoptés. (p. 7653) : son amendement n° 33 : possibilité pour les communes et les EPCI de déléguer leur droit de priorité à un concessionnaire d'opérations d'aménagement ou à une SEM ; adopté. (p. 7654) : ses amendements n° 34 : cohérence ; adopté ; n° 35 : caractère exceptionnel de l'application du droit de priorité des communes à l'ensemble des biens vendus de manière groupée par l'Etat ; rejeté ; n° 36 : rédaction ; n° 37 : application d'une décote sur le prix proposé des terrains de l'Etat au profit de la commune prévoyant de réaliser des logements locatifs sociaux ; et n° 38 : coordination ; adoptés. (p. 7655) : ses amendements n° 39 : clarification ; et n° 40 : obligation, en cas de cession ultérieure à un prix plus bas que celui estimé, de proposer le bien à la commune et obligation de faire jouer de nouveau la procédure du droit de priorité en cas de non-aliénation des biens dans un délai de trois ans ; adoptés. (p. 7656, 7657) : son amendement n° 41 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements n° 429 de M. Thierry Repentin (suppression) et n° 244 de Mme Michelle Demessine (limite de la possibilité pour les communes d'acquérir les biens de l'Etat à la seule réalisation de logements). Accepte l'amendement n° 217 de M. Pierre André (possibilité pour les communes et les EPCI d'exercer leur droit de priorité sur les biens cédés par la SNCF, Réseau ferré de France et Voies navigables de France) et estime l'amendement n° 344 de M. Thierry Repentin (obligation, en cas de cession ultérieure à un prix plus bas que celui estimé, de proposer le bien à la commune et obligation de faire jouer de nouveau la procédure du droit de priorité en cas de non-aliénation des biens dans un délai de trois ans) satisfait par son amendement identique n° 40 précité. (p. 7658) : intervient sur son amendement n° 35 précité. Défavorable à l'application de ce dispositif en cas de vente groupée de biens situés sur plusieurs communes. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7659) : son amendement n° 42 : possibilité pour les communes d'exercer leur droit de préemption urbain sur des cessions de parts d'une SCI ; adopté. Estime l'amendement n° 345 de M. Thierry Repentin (élargissement du droit à paiement unique, DPU, à la cession de parts d'une SCI) satisfait par son amendement n° 42 précité. (p. 7660) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité d'exercice du droit de préemption urbain sur le seul engagement formel de l'assemblée délibérante de la commune ou l'EPCI de réaliser

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des logements sociaux et en l'absence de projet de construction défini et formalisé). S'oppose à l'amendement n° 382 de M. Thierry Repentin (octroi du droit de préemption urbain aux élus membres du conseil d'administration des établissements publics fonciers locaux, EPFL). (p. 7661) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements portant sur le même objet n° 175 et 176 de M. Jean-Paul Alduy (création des établissements publics fonciers locaux par les EPCI sur simple délibération du conseil de la communauté), ainsi que pour l'amendement n° 411 de M. Thierry Repentin (création des établissements publics fonciers locaux sur délibération concordante des organes délibérants des EPCI). (p. 7662) : s'oppose à l'amendement n° 410 de M. Thierry Repentin (création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional). - **Division additionnelle après l'art. 4** (p. 7664) : son amendement n° 43 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7664) : son amendement n° 44 : transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux services de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif et aux établissements publics fonciers ; adopté. (p. 7665) : accepte le sous-amendement n° 371 de M. Thierry Repentin, déposé sur son amendement n° 44 précité. Demande le retrait de l'amendement du même auteur n° 408 (transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux collectivités locales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif, aux établissements publics fonciers, ainsi qu'à toute personne physique ou morale) au profit de son amendement n° 44 précité. (p. 7666) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 438 de M. Thierry Repentin (organisation de l'accessibilité du public aux informations foncières). - **Division additionnelle après l'art. 4** (p. 7667) : son amendement n° 45 : rédaction ; adopté. - **Demande de réserve** : demande la réserve jusqu'au 23 novembre des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 4 ; réserve ordonnée. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7668) : son amendement n° 47 : compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération pendant les quinze premières années de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux ; adopté. (p. 7673, 7674) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin, déclinant diverses propositions de compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux, n° 373 et 348, n° 374, 375, 376 et 377 ; s'oppose également à l'amendement n° 307 de M. Daniel Dubois. Estime les amendements n° 177 de M. Jean-Paul Alduy (compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements construits pendant la durée du plan de cohésion sociale) et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 144 (compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs très sociaux), satisfait par son amendement n° 47 précité. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7680) : sur l'amendement n° 157 du Gouvernement (majoration de la taxe sur le foncier non bâti) qu'il accepte, ses sous-amendements n° 495 et 496 ; adoptés. (p. 7681) : demande le retrait de l'amendement n° 401 de M. Thierry Repentin (majoration de la taxe sur le foncier non bâti et exonération de l'application de ce dispositif des terrains détenus par les établissements publics fonciers). (p. 7683) : intervient sur l'amendement précité n° 157 du Gouvernement. Mise en place de garanties. (p. 7684) : accepte l'amendement n° 158 du Gouvernement (majoration de la taxe locale d'équipement). S'oppose à l'amendement n° 245 de Mme Michelle Demessine (affectation à l'Agence nationale de rénovation urbaine du produit des ventes domaniales de l'Etat et du produit d'une partie de la taxe annuelle perçue dans la région d'Ile-de-France sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Intitulé du chapitre II** (p. 7695) : son amendement n° 48 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5** (p. 7696, 7697) : s'oppose aux amendements n° 384 de M. Thierry Repentin (gel des loyers des logements locatifs privés et sociaux pour une période d'un an) et n° 449 de M. Jean Desessard (gel des loyers des logements locatifs privés pour une période de deux ans). - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7698, 7699) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 247 (régulation des zones présentant une évolution anormale du niveau des loyers) et n° 248 (instauration d'un droit au logement). (p. 7702) : s'oppose à l'amendement n° 249 de Mme Michelle Demessine (conditions de rupture d'un bail par le bailleur). (p. 7703) : s'oppose à l'amendement n° 250 de Mme Michelle Demessine (protection supplémentaire accordée aux personnes âgées lors d'une rupture de bail). (p. 7704) : demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Gérard Delfau (plafonnement de l'augmentation des loyers en fonction des évolutions du coût de la vie). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7708) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 226 de Mme Michelle Demessine, n° 399 de M. Thierry Repentin et n° 460 de M. Jean Desessard (programmation du nombre de logements sociaux à réaliser). (p. 7712) : accepte les amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi que l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7713, 7714) : demande le retrait de l'amendement n° 279 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs). - **Division additionnelle avant l'art. 5** (p. 7716) : son amendement n° 49 : rédaction ; adopté. - **Art. 5** (Art. 278 *sexies* du code général des impôts - *Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7718, 7719) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 251 (mode de détermination des plafonds de ressources pour l'attribution de logements locatifs sociaux), de M. Jean Desessard n° 462 (abaissment du plafond de ressources permettant de bénéficier du taux réduit de TVA) et n° 461 (restriction du champ d'application du taux réduit de TVA aux seules structures publiques et parapubliques) et de M. Thierry Repentin n° 381 (application du taux réduit de TVA aux zones urbaines sensibles) et n° 425 (application du taux réduit de TVA aux quartiers faisant l'objet d'un grand projet urbain). Demande le retrait de l'amendement n° 167 de M. Alain Vassel (extension à tout le territoire du taux réduit de TVA). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7722) : son amendement n° 46 : création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme ; adopté. (p. 7726, 7727) : sur son amendement n° 46 précité, s'oppose aux sous-amendements n° 280 de M. Gérard Delfau et n° 369 de M. Thierry Repentin. S'oppose également aux amendements portant sur le même objet n° 346 de M. Thierry Repentin, n° 286 de M. Gérard Delfau et n° 186 de M. François Fortassin (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). (p. 7734) : s'oppose à l'amendement n° 457 de M. Jean Desessard (participation aux charges publiques des propriétaires de terrains devenus constructibles après leur acquisition). (p. 7735) : s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (majoration du premier prélèvement pour les communes de la région Ile-de-France dont le taux de logements sociaux est inférieur à 15 %). (p. 7736) : demande le retrait de l'amendement n° 413 de M. Thierry Repentin (création d'une dotation de logement social). (p. 7737) : demande le retrait de l'amendement n° 414 de M. Thierry Repentin (pondération de la dotation d'intercommunalité au regard de l'action des collectivités en matière de logement social). (p. 7738) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 415 de M. Thierry Repentin (prise en compte du nombre de logements locatifs sociaux pour la répartition de la dotation de solidarité communautaire). - **Art. additionnels**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

après l'art. 5 (p. 7739) : son amendement n° 50 : dans le cadre d'une opération d'accèsion sociale à la propriété, possibilité de mettre fin au bail à construction à la levée de l'option par le preneur ; adopté. (p. 7740) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 178 de Mme Sylvie Desmarescaux (conditions de revente d'un logement HLM). (p. 7741) : accepte l'amendement n° 311 de M. François Zocchetto (possibilité pour les collectivités territoriales de vendre les logements locatifs conventionnés). Son amendement n° 51 : amélioration du régime fiscal des opérations financées par un prêt social de location-accession ; adopté après modification par le sous-amendement n° 445 de M. Michel Mercier qu'il accepte. - **Art. additionnel avant l'art. 6** : accepte l'amendement n° 291 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communes de recourir aux prêts et subventions accordés par l'Etat pour la construction de logements sociaux). - **Division additionnelle avant l'art. 6** (p. 7743) : son amendement n° 52 : rédaction ; adopté. - **Art. 6** (Art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat) (p. 7744) : son amendement n° 53 : rédaction ; adopté. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 145 (élargissement du champ d'intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, à la connaissance du parc de logements privés). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7745, 7746) : demande le retrait de l'amendement n° 276 de Mme Bernadette Dupont (compatibilité entre les travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la sauvegarde du patrimoine). Demande le retrait de l'amendement n° 300 de M. Jean-Léonce Dupont (pour les sociétés d'économie mixte, exonération de l'impôt sur les sociétés des plus-values pour les cessions d'immeubles réemployés pour une opération favorisant le logement social). - **Art. 7** (Art. 234 nonies du code général des impôts - Exonération de contribution sur les revenus locatifs) (p. 7747) : son amendement n° 54 : déduction forfaitaire sur les revenus locatifs pour les propriétaires conventionnés avec l'ANAH ; adopté. (p. 7748) : s'oppose à l'amendement n° 254 de Mme Michelle Demessine (limitation de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs aux propriétaires pratiquant un loyer inférieur à ceux des logements locatifs sociaux voisins). - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7751, 7752) : s'oppose aux amendements n° 255 de Mme Michelle Demessine (suppression des avantages fiscaux pour les particuliers effectuant des investissements locatifs) et n° 419 de M. Thierry Repentin (conditions d'accès au dispositif Robien). Accepte l'amendement n° 185 du Gouvernement (réforme du dispositif Robien).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7841, 7843) : accepte l'amendement n° 159 du Gouvernement (exonération de TVA de certaines opérations de portage immobilier). Demande le retrait de l'amendement n° 187 de M. Alain Vasselle (abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties, TFPB, au bénéfice du bailleur conventionné à des conditions de loyer maîtrisé avec l'ANAH). Son amendement n° 55 : dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété pour inciter les particuliers à placer leur épargne dans la construction de logements temporairement affectés au secteur social et loués aux conditions du parc HLM ; adopté. - **Division additionnelle après l'art. 7** (p. 7844) : son amendement n° 56 : division additionnelle - Chapitre III - Lutter contre l'insalubrité et la vacance ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 7** : son amendement n° 57 : repérage des immeubles insalubres dans les programmes locaux de l'habitat ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 7** (p. 7846) : s'oppose aux amendements n° 229 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un "permis de diviser" un immeuble d'habitation) et n° 421 de M. Thierry Repentin (instauration d'un "permis de mise en copropriété" d'un immeuble d'habitation). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7847, 7848) : ses amendements n° 58 : autorisation du bailleur, sous certaines conditions, à reprendre les locaux d'habitation accessoires aux locaux commerciaux s'ils ne sont pas utilisés à cet usage ; et n° 59 : mise en oeuvre d'une incitation fiscale en

faveur de la remise sur le marché de logements vacants ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 418 de M. Thierry Repentin (interdiction des cautions solidaires en cas de mise en place d'un système de mutualisation des risques locatifs). - **Division additionnelle avant l'art. 8** (p. 7849) : son amendement n° 60 : division additionnelle - Chapitre IV - Dispositions relatives aux bailleurs sociaux ; adopté. - **Art. 8** (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM) (p. 7851) : son amendement n° 61 : fixation à trois ans, à compter de la date de publication de l'ordonnance, du délai dans lequel les offices publics d'aménagement et de construction, OPAC, et offices publics d'habitation à loyer modéré, OPHLM, doivent être transformés en offices publics de l'habitat, OPH ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 422 de M. Thierry Repentin (suppression). Intérêt de l'amendement n° 96 de M. Marcel-Pierre Cléach (maintien du statut de la fonction publique territoriale au personnel d'un office public de l'habitat en cas de vente de son patrimoine à une société d'économie mixte) qui s'inscrirait mieux dans un texte relatif au statut de la fonction publique territoriale. - **Art. additionnels après l'art. 8 ou après l'art. 11** (p. 7852, 7853) : son amendement n° 62 : autorisation des sociétés d'économie mixte de sous-louer directement en meublé des logements conventionnés pour les étudiants ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 7854, 7855) : accepte l'amendement n° 360 de M. Jean-Marc Todeschini (extension de la compétence des organismes HLM à la construction et à la gestion de logements de policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires et des équipements nécessaires). Ses amendements n° 63 : sécurisation du risque d'incrimination pour les représentants des collectivités territoriales participant au conseil d'administration des sociétés d'HLM ; et n° 64 : sécurisation juridique de la mission de syndic exercée par les sociétés anonymes HLM et les sociétés anonymes coopératives de production ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 405 de M. Thierry Repentin (consultation des organismes d'HLM lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme, PLU, et du schéma de cohérence territoriale, SCOT). - **Division additionnelle avant l'art. 9** (p. 7856) : son amendement n° 65 : division additionnelle - Chapitre V - Renforcer la mixité de l'habitat ; adopté. Sur son amendement n° 65 précité, s'oppose au sous-amendement n° 380 de M. Thierry Repentin (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7858) : sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 146 (renforcement du contenu des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD) qu'il accepte, son sous-amendement n° 66 : renforcement du rôle des PDALPD dans la lutte contre l'habitat indigne et la prévention des expulsions ainsi que dans l'analyse territoriale des besoins ; adopté. (p. 7859, 7867) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 389 (rétablissement du cofinancement Etat-département des fonds de solidarité pour le logement) et n° 392 (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Souhaite dépassionner le débat. Bilan très positif du respect de l'objectif triennal de construction de logements sociaux. "Détricotage" déraisonnable du dispositif de l'article 55 de la loi SRU. Sagesse et prudence indispensables. Attente de l'affinage des résultats de la première période triennale d'ici à la deuxième lecture. (p. 7868) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 143 de M. José Balarello et n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU). Réflexion d'ici à l'examen du texte en deuxième lecture. (p. 7871, 7872) : demande le retrait de l'amendement n° 181 de Mme Catherine Procaccia (intégration des logements régis par la loi de 1948 dans la catégorie des logements sociaux lorsque leur surface est inférieure à 50 m²). Consensus sur la nécessité d'avancer sur le problème du logement. S'engage auprès des auteurs à une nouvelle étude des amendements retirés avant la seconde lecture du texte. (p. 7873, 7876) : demande le retrait de l'amendement n° 182 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte des emplacements des aires d'accueil des gens du voyage dans la comptabilisation des logements sociaux).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Suggère la mise en place d'un groupe de travail réunissant les trois commissions afin de débattre des problèmes soulevés. S'oppose à l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). (p. 7877, 7880) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 393 (établissement d'inventaires faisant apparaître la proportion de chaque catégorie de logement locatif social en fonction des plafonds de ressources et de loyers et de leur mode de financement) et demande le retrait du n° 362 (comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 147 (affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011) et, sur celui-ci, du sous-amendement n° 498 de M. Philippe Dallier (comptabilisation des foyers pour travailleurs migrants et des résidences sociales).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7906) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 204 de M. Philippe Dallier, n° 394 de M. Thierry Repentin et n° 470 de M. Jean Desessard (conditions d'application du prélèvement de solidarité). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7911, 7913) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Dallier n° 215 (dépenses déductibles du prélèvement de solidarité), n° 213 (déduction des dépenses engagées sur une période de quatre ans) et n° 214 (limitation du prélèvement de solidarité en fonction de l'épargne nette de la commune). (p. 7914, 7915) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Christiane Demontès n° 364 et 363, et de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8021) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la part des logements PLS dans les logements sociaux pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU). (p. 8022) : demande le retrait de l'amendement n° 205 de M. Philippe Dallier (examen triennal du nombre de logements sociaux construits par une commune et fixation de l'objectif pour les trois années suivantes). (p. 8023) : après avis du Gouvernement, s'abstient sur l'amendement n° 396 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement présentant un bilan triennal de l'évolution de la construction de logements locatifs sociaux). S'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean Desessard (substitution automatique du préfet aux maires qui refusent la construction de logements locatifs sociaux sur leur territoire). (p. 8024, 8026) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (diminution de la dotation forfaitaire versée aux communes ayant fait l'objet d'un constat de carence) et n° 398 (suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8028, 8030) : s'oppose aux amendements n° 241 de Mme Michelle Demessine (règlement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence), n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des personnes sans abri) et n° 450 de M. Jean Desessard (augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence et sanction du non-respect des obligations). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8031) : demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Bernard Seillier (création d'un conventionnement de solidarité pour les propriétaires acceptant de loger des ménages prioritaires du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD). Expérimentation dans le département des Yvelines d'une mobilisation du parc locatif privé en faveur du logement des plus défavorisés. (p. 8032) : demande le retrait de l'amendement n° 184 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de l'évolution de la composition familiale pour le droit

au maintien dans les grands logements sociaux). (p. 8033, 8035) : accepte les amendements de M. Michel Mercier n° 309 (délégation de l'assemblée délibérante au président du conseil général de sa compétence en matière de FSL) et n° 310 (coordination) respectivement identiques aux amendements de M. Thierry Repentin n° 365 et n° 366. Demande le retrait des amendements identiques n° 275 de M. Michel Mercier et n° 361 de M. Thierry Repentin (institution d'une conférence départementale de l'habitat) au profit de son amendement n° 482 : création d'un plan départemental de l'habitat, PDH ; adopté. (p. 8037) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 451 (bénéfice de la délégation des aides à la pierre ouvert à la région Ile-de-France) et n° 477 (maintien du contingent préfectoral). - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 8039, 8040) : s'oppose aux amendements identiques n° 257 de Mme Michelle Demessine et n° 423 de M. Thierry Repentin (suppression). (p. 8041) : son amendement n° 67 : délégation de la gestion du contingent préfectoral aux EPCI ; adopté. (p. 8042, 8044) : son amendement n° 499 : intégration dans la liste des publics prioritaires pour l'attribution de logements sociaux des personnes mal logées ayant repris une activité après une période de chômage de longue durée ; adopté. (p. 8044) : accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 134 (coordination) et n° 135 (consultation pour avis du comité responsable du PDALPD sur l'accord collectif intercommunal). Son amendement n° 68 : possibilité de signer un accord collectif intercommunal étendu aux EPCI ayant adopté un PLH ; adopté. (p. 8045) : son amendement n° 69 : création d'une commission de coordination chargée d'examiner les dossiers des demandeurs de logement social concernés par l'accord collectif intercommunal ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 270 de M. Daniel Dubois (attribution prioritaire du contingent préfectoral) qu'il estime satisfait. (p. 8046) : son amendement n° 70 : rédaction ; adopté. Demande le retrait des amendements identiques n° 97 de M. Marcel-Pierre Cléach et n° 430 de M. Jean-Léonce Dupont (fixation négociée entre le préfet et les bailleurs sociaux du délai au-delà duquel un demandeur de logement peut saisir la commission de médiation). (p. 8047) : son amendement n° 71 : fixation du délai de saisine de la commission de médiation par arrêté préfectoral après avis des représentants des bailleurs sociaux et des EPCI signataires d'un accord collectif intercommunal ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 266 de M. Daniel Dubois (fixation du délai de saisine de la commission de médiation après accord concerté entre le représentant de l'Etat, les bailleurs sociaux et les collectivités concernées) qu'il estime satisfait par son amendement précité. (p. 8048) : s'oppose à l'amendement n° 475 de M. Jean Desessard (création d'un comité local de l'habitat par EPCI). S'oppose à l'amendement n° 400 de M. Thierry Repentin (attribution d'une voie délibérative aux associations agréées oeuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées au sein de la commission de médiation). (p. 8049) : son amendement n° 72 : coordination ; adopté. (p. 8050, 8051) : son amendement n° 73 : désignation du président de la commission de médiation par le préfet ; adopté. Son amendement n° 74 : composition des commissions de médiation élargie aux EPCI ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 271 de M. Daniel Dubois (nouvelle organisation des commissions de médiation) et n° 476 de M. Jean Desessard (présidence des commissions de médiation assurée par le préfet). Demande le retrait de l'amendement n° 439 de M. Daniel Dubois (secrétariat de la commission de médiation assuré par les services de la préfecture). (p. 8053) : demande le retrait de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 138 (transfert à la commission de médiation de la compétence permettant aux préfets d'attribuer prioritairement un logement aux personnes mal logées ou reprenant une activité après une période de chômage de longue durée). (p. 8054) : demande le retrait de l'amendement n° 440 de M. Daniel Dubois (modification des règles d'attribution prioritaire de logements par le préfet). (p. 8055) : son amendement n° 76 : suppression de la procédure "coupe-file"

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

instituée au bénéfice du préfet ; adopté. (p. 8056) : s'oppose à l'amendement n° 357 de M. Thierry Repentin (coordination) ainsi qu'aux amendements de M. Daniel Dubois n° 441 (consultation par le préfet de la commission de médiation avant toute mise en demeure adressée à un organisme bailleur de louer un demandeur) et n° 442 (dispositif applicable aux logements aidés du secteur HLM et aux logements du secteur privé). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 149 (prise en charge financière par l'Etat ou l'EPCI des impayés de loyers pour les logements qu'ils ont attribués sur leurs droits de réservation). (p. 8057) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport annuel du préfet devant le conseil général sur les attributions de logements locatifs sociaux de l'année). Son amendement n° 77 : coordination ; adopté. (p. 8058) : s'oppose à l'amendement n° 474 de M. Jean Desessard (création d'un guichet unique pour l'attribution des logements sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8059) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements de M. Daniel Dubois, portant sur le même objet, n° 303 et 304 (modulation libre par les autorités délégataires des crédits reçus au titre de la délégation des aides à la pierre). (p. 8060) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, de M. Claude Biwer, n° 314 et 322 (extension aux communes du dispositif de la délégation des aides à la pierre en vigueur dans les départements et les EPCI). - **Art. additionnel avant l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 258 de Mme Michelle Demessine (suppression du dispositif du surloyer dans les HLM). - **Art. 10** (Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des suppléments de loyers de solidarité) (p. 8064, 8065) : son amendement n° 79 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements n° 424 de M. Thierry Repentin (suppression), n° 259 de Mme Michelle Demessine (encouragement des investissements dans la construction et la réhabilitation de logements sociaux par le biais d'emprunts bonifiés), n° 478 de M. Jean Desessard (proportionnalité du supplément de loyer de solidarité aux ressources du locataire) et n° 431 de M. Jean-Léonce Dupont (exonération du supplément de loyer de solidarité des logements financés par des prêts aidés de type PLS). Sur les amendements de M. Daniel Dubois, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 287 (maintien du plafonnement du supplément de loyer de solidarité à 25 % du revenu) et demande le retrait du n° 294 (participation des EPCI et des départements délégataires des aides à la pierre aux conventions globales de patrimoine) au profit de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 150 (détermination du périmètre d'application du surloyer par le programme local de l'habitat et prise en compte de l'état du marché locatif ou de la situation particulière de l'immeuble HLM), qu'il accepte. Demande le retrait de l'amendement n° 274 de M. Michel Mercier (prise en compte pour le calcul du supplément de loyer de solidarité du programme local de l'habitat et de la situation géographique de l'immeuble) au profit de l'amendement précité n° 150. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 8068) : accepte l'amendement n° 260 de Mme Michelle Demessine (prise de possession des locaux à usage d'habitation vacants par voie de réquisition). - **Art. additionnel avant l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 256 de Mme Michelle Demessine (augmentation du taux du "1 % logement"). - **Division additionnelle avant l'art. 11** (p. 8069) : son amendement n° 80 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** : son amendement n° 81 : modernisation du régime juridique relatif à la protection des occupants de logements-foyers ; adopté. (p. 8070) : estime l'amendement n° 436 de M. Jean-Léonce Dupont (amélioration de la définition des logements-foyers) satisfait par son amendement n° 81 précité. (p. 8072) : sur les amendements portant sur le même objet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 152 et l'amendement n° 386 de M. Thierry Repentin, et s'oppose à l'amendement n° 253 de Mme Michelle Demessine (suppression du mois de carence pour les aides au logement). (p. 8073, 8074) : son amendement n° 82 : versement trimestriel des APL d'un montant inférieur au seuil fixé par décret pour un versement mensuel ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Sur les amendements de M. Thierry

Repentin, accepte le n° 358 (versement trimestriel des APL d'un montant inférieur au seuil fixé par décret pour un versement mensuel) identique à son amendement n° 82 précité, et s'oppose au n° 387 portant sur le même objet, qu'il estime satisfait. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 151 analogue à son amendement n° 82 précité. - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 8076) : son amendement n° 83 : limitation du dispositif interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pendant la période hivernale aux seules personnes ayant bénéficié d'une aide du FSL ; adopté après modification par le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 153 (obligation d'information, en cas de retard de paiement, du client par son fournisseur au sujet du déroulement de la procédure) qu'il accepte. (p. 8078) : s'oppose aux amendements n° 261 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et réintroduction de la contribution de l'Etat dans le financement de ce fonds) et de M. Jean Desessard n° 480 (interdiction de coupure d'électricité ou de gaz pour non-paiement des factures sans accord préalable des services sociaux compétents) et n° 479 (interdiction de procéder à l'interruption de la fourniture d'eau durant toute l'année). Demande le retrait des amendements n° 359 de M. Thierry Repentin (interdiction de couper le chauffage provenant des réseaux de chaleur durant la période hivernale), n° 208 de M. Yves Pozzo di Borgo (saisine des services sociaux par l'usager préalablement informé du risque de coupure des fournitures), n° 298 de M. Jean-Paul Amoudry (mise à la disposition de l'autorité organisatrice des services publics concernés des informations relatives aux interruptions mises en oeuvre) et n° 299 de M. Daniel Dubois (prise en charge du loyer résiduel directement sur le RMI). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8080) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 154 (amélioration de la prise en compte des dettes de fourniture d'eau et d'énergie dans les procédures de surendettement). (p. 8081) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 273 de M. Michel Mercier (création d'un bail spécifique d'insertion) et le retrait de l'amendement n° 433 de M. Jean-Léonce Dupont (allongement des plans d'apurement des dettes à une durée de cinq ans). - **Divisions additionnelles après l'art. 11** : Ses amendements n° 84 et 85 : rédaction ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8083, 8085) : son amendement n° 86 : ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction sous réserve de modifications ; adopté après modification par le sous-amendement n° 211 de M. Christian Cambon (création d'un diagnostic technique "électricité") qu'il accepte. (p. 8085) : demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement, déposé sur son amendement n° 86 précité, n° 379 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation). (p. 8087) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les champignons lignivores). (p. 8088) : son amendement n° 87 : instauration d'un régime juridique de vente en l'état futur de rénovation ; adopté. (p. 8089) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 437 de M. Georges Othily (prise en compte des spécificités des départements d'outre-mer pour la réalisation d'opérations immobilières sociales). (p. 8090) : accepte l'amendement n° 302 de Mme Anne-Marie Payet (possibilité pour les organismes HLM des départements d'outre-mer d'assurer des prestations de construction et de gestion de programmes de SCI de droit commun en « défiscalisation Girardin »). (p. 8091) : son amendement n° 88 : inclusion des subventions dans le calcul de la quotité minimale de financement pour les logements sociaux bénéficiant de l'exonération de la TFPB ; adopté. - **Division additionnelle après l'art. 11** : son amendement n° 89 : division additionnelle - Chapitre II - Dispositions relatives aux rapports entre les bailleurs et les locataires ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 11** : Ses amendements n° 90 : avancement de la date d'entrée en vigueur du nouvel indice de référence des loyers ; adopté et n° 91 : alignement progressif sur le droit commun des modalités de fixation des loyers des habitations comprises

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dans un bail rural ; retiré. (p. 8093, 8094) : sur les amendements de M. Jean-Léonce Dupont, demande le retrait du n° 434 (obligation pour les locataires d'accepter les travaux d'amélioration des locaux loués) et accepte le n° 432 (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables en cas d'accord entre bailleurs et locataires). Son amendement n° 92 : dérogation à la liste nationale des charges en cas d'accord entre bailleurs et locataires ; retiré. (p. 8095) : son amendement n° 93 : bénéfice du droit au maintien dans les logements soumis à la loi de 1948 limité aux seuls conjoints, ascendants et descendants mineurs ; adopté après modification par le sous-amendement n° 367 de M. Thierry Repentin (bénéfice du maintien dans les lieux étendu au conjoint lié par un PACS) qu'il accepte. - **Division additionnelle après l'art. 11** (p. 8096) : son amendement n° 94 : division additionnelle - Chapitre III - Autres dispositions ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 11** : son amendement n° 95 : aménagements techniques du statut de la copropriété ; adopté. Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 140 (unification des règles applicables aux compromis et promesses de ventes prévoyant un délai de rétractation de sept jours) et n° 141 (statut d'agent commercial accordé aux négociateurs non salariés employés par les agents immobiliers). (p. 8097) : accepte l'amendement n° 162 du Gouvernement (interdiction d'exercer une profession dans le secteur de l'immobilier pour toute personne ayant été condamnée pour discrimination en matière de logement). (p. 8098) : accepte l'amendement n° 160 du Gouvernement (versement des deux tiers de la collecte du "1 % logement" au fonds d'intervention de l'union d'économie sociale pour le logement, UESL). Attachement de la commission à la réalisation du plan de cohésion sociale. - **Division additionnelle après l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 262 de Mme Michelle Demessine (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8100, 8101) : sur les amendements de M. Daniel Dubois, demande le retrait du n° 292 (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas de CCAS communautaire de gérer de petites résidences adaptées aux personnes âgées) et accepte les n° 265 (prise en compte du volet social dans la charte élaborée par l'ANRU) et n° 269 (signature d'un accord de gestion urbaine de proximité entre les parties à la convention ANRU, les associations de proximité et les services de l'Etat concernés). (p. 8102) : demande le retrait de l'amendement n° 391 de M. Thierry Repentin (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur). (p. 8103) : demande le retrait de l'amendement n° 290 de M. Jean-Paul Amoudry (institution d'un régime spécifique de droits de succession pour les communes touristiques). (p. 8104) : s'oppose à l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (information des personnes réalisant un investissement immobilier locatif). Demande le retrait de l'amendement n° 308 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en place par l'Institut national de veille sanitaire d'une base informatique nationale recensant les bâtiments amiantés). (p. 8105) : accepte l'amendement n° 206 de M. Soibahaddine Ibrahim (application des nouvelles dispositions du projet de loi introduites dans le code de l'urbanisme à Mayotte). (p. 8106, 8108) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 464 (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants), n° 465 (transmission des listes de logements vacants aux maires) et n° 468 (calendrier d'opposabilité du droit au logement). - **Seconde délibération** (p. 8109) : accepte la demande de seconde délibération de l'article 4 quater présentée par le Gouvernement. - **Art. 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB)** (p. 8111) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS) en dépit de l'avis défavorable émis par la commission. Construction urgente de logements sociaux. (p. 8113) : accélération probable de la construction de logements sociaux grâce à la diminution de la période de compensation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8120, 8121) : remerciements. Apports du Sénat.

BRET (Robert)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Que penser de la directive "Bolkestein" ? [n° 206 (2004-2005)] (18 février 2005) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de résolution concernant l'accès au marché des services portuaires (E 2744) [n° 244 (2004-2005)] (15 mars 2005) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail**.

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La notion de préférence communautaire [n° 112 (2005-2006)] (1er décembre 2005) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (2 février 2005) - **Art. 6** (*Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association*) (p. 655, 656) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Hélène Luc (autorisation pour les militaires de se syndiquer) ; rejeté. Interdiction contestable sur le plan constitutionnel et sur celui de la jurisprudence européenne. Soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 38 (repli) et n° 39 (participation des militaires à la vie associative) ; rejetés.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Question préalable** (p. 955, 958) : soutient la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Incohérence de l'examen des motions de procédure après la discussion générale. Dérogation à la règle de principe de recours à l'option référendaire au profit de la voie parlementaire ; suppression par le Gouvernement de la réflexion citoyenne. Alimentation du déficit démocratique. Fonctionnement technocratique du système institutionnel communautaire ; absence de légitimité démocratique. Régression du pouvoir législatif et financier des assemblées nationales. Insuffisance des prérogatives reconnues aux parlements nationaux. Limites de la procédure de contrôle de respect du principe de subsidiarité : délais trop courts laissés au Parlement ; définition incertaine des critères d'appréciation de la subsidiarité. Emergence d'une Europe des gouvernements et des administrations. Réappropriation indispensable du projet européen par les représentants des peuples et des citoyens. Regrette la non-reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales des étrangers non communautaires. Introduction d'un nouveau type de référendum relatif aux élargissements futurs de l'Union européenne : traitement discriminatoire réservé à la Turquie. Médiocrité de ce projet de loi : promotion d'un grand marché au détriment d'une Europe sociale. Le groupe CRC invite à adopter cette motion tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) (p. 1001, 1002) : caractère limité des adaptations préconisées par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 19 novembre 2004. Risque de conflit de jurisprudences entre le Conseil constitutionnel et la Cour de justice européenne : exemple de la laïcité. Opposé à la réserve du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux seuls ressortissants de l'Union européenne. Refus de participer à ce débat. Soutien des amendements restaurant une égalité de traitement entre étrangers. Défavorable à l'instauration du référendum dit "automatique" en cas d'adhésion nouvelle à l'Europe. (p. 1003) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1008) : favorable à l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Absence de contrôle réel de l'activité communautaire du Gouvernement. - **Art. 88-5 de la Constitution** (*Contrôle du respect du principe de subsidiarité par chacune des deux assemblées*) (p. 1012, 1013) : limites temporelles et matérielles de ce contrôle. Absence d'avancée notable dans ce domaine. - **Art. 88-6 de la Constitution** (*Pouvoir d'opposition du Parlement à la mise en*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

oeuvre de la procédure de révision simplifiée du traité (p. 1014) : pouvoir d'empêchement relatif et non d'opposition du Parlement.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1398) : soutient l'amendement n° 54 de M. Michel Billout (demande par la France d'une renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du secteur postal) ; rejeté. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1406) : soutient l'amendement n° 59 de M. Michel Billout (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [n° 12 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2160) : approuve ce texte en dépit de ses insuffisances.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2249) : son amendement n° 19 : rejet de la proposition de directive de la Commission européenne relative aux services dans le marché intérieur ; rejeté. Opposition au principe du pays d'origine. Manque de clarté dans la délimitation des domaines. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2259) : effet d'annonce de la nécessité de modifier la directive Bolkestein. Réaffirmation parallèle de l'objectif de libéralisation des services. Mise en attente de la directive jusqu'au vote du traité constitutionnel. Le groupe CRC votera contre la proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3814) : soumission de l'ensemble des activités humaines aux règles de la libre concurrence et à la loi du marché. Organisation de la marginalisation du service public postal. Objectifs désastreux du contrat de plan conclu entre l'État et La Poste pour 2003-2007. Consécration de l'injustice sociale. Regrette l'orientation de la construction européenne en faveur de l'intérêt des multinationales. En cas de victoire du non au référendum sur le traité constitutionnel européen, demande une suspension immédiate de la mise en concurrence des services publics. Les sénatrices et sénateurs du groupe CRC voteront contre ce projet de loi de dérégulations postales.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4157, 4159) : rejet massif de l'Europe libérale. Nécessité pour le chef de l'État de se faire le porte-parole du peuple français en demandant une renégociation du traité constitutionnel. Retrait indispensable des textes les plus libéraux. Changement de politique économique. Déficit démocratique à combler. Volonté de redéfinir les fondements de l'Europe. Projets ambitieux à mettre en place. Place de l'Union sur la scène internationale.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 17** (*Art. 1er du code de l'industrie cinématographique - Régularisation des emplois du Conseil national de la cinématographie*) (p. 5425, 5426) : soutient les amendements de M. Jack Ralite n° 54 (suppression) et n° 55 (attribution de CDI sous certaines conditions aux agents actuellement employés sous CDD au centre national de la cinématographie) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 5998) : soutient l'amendement n° 54 de M. Michel Billout (maîtrise des investissements par la création d'un pôle public de financement) ; rejeté. - **Art. 18** (*Art. 5-1 (nouveau) du code du travail maritime - Dispositions applicables aux personnes*

employées à bord des navires utilisés pour des services de remorquage portuaire) (p. 6012) : souhaite l'extension du champ d'application de cet article à l'ensemble des métiers de la marine marchande. - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 6013) : soutient l'amendement n° 58 de M. Michel Billout (obligation d'immatriculation au premier registre pour les armateurs maritimes exerçant en Méditerranée) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 6477, 6478) : soutient l'amendement n° 395 de M. Gérard Le Cam (demande à l'OMC de geler les négociations actuelles sur le commerce des denrées agricoles) ; rejeté. Nécessité d'un bilan contradictoire sur les effets de la libéralisation agricole.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7627, 7629) : politique répressive et sécuritaire menée par le Gouvernement. Organisation d'une surenchère pénale et médiatique. Durcissement d'un arsenal juridique répressif suffisant. Loi de circonstance. Réintroduction des dispositions votées par l'Assemblée nationale dans le texte final. Ambiguïté des modalités d'application de la réitération. Rappel des finalités de la peine. Tendence à l'enfermement à tout prix en dépit des effets pervers. Absence de vertu préventive du placement sous surveillance électronique mobile des délinquants sexuels et dangereux. Non-prise en compte des recommandations du rapport Fenech. Dispositif de surveillance électronique apparenté à une peine. Absence de crédits pour le suivi socio-judiciaire. Interrogation sur le financement du bracelet électronique. Regrette la réintroduction de l'article prévoyant l'éloignement du conjoint du domicile conjugal en cas de violence au sein du couple laissant présager la non-inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple. Le groupe CRC votera résolument contre les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8342, 8343) : souhaite l'augmentation des moyens budgétaires de l'Union Européenne dans les secteurs de l'éducation, de la culture et des aides extérieures. Nécessité de présenter la contribution des États membres comme une ambition et non uniquement comme un coût. Regrette la diminution des crédits consacrés à l'action de l'Union européenne sur la scène internationale. Déploie le simulacre de démocratie du débat relatif à la participation de la France au budget des communautés européennes.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9582, 9584) : faiblesse du rôle dévolu aux parlements nationaux. Demande le retrait de la signature de la France du traité constitutionnel européen. Retrait nécessaire des directives d'inspiration libérale. Perspectives budgétaires. Relation avec les pays du Sud. Solidarité indispensable envers les nouveaux États membres. Attitude britannique. Politique agricole.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

BRETON (Thierry)
*ministre de l'économie, des finances et
de l'industrie
(à partir du 25 février 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)] (29 mars 2005) - Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-303 du 31 mars 2005 portant simplification des règles de transfert de propriété des instruments financiers admis aux opérations d'un dépositaire central ou livrés dans un système de règlement et de livraison [n° 403 (2004-2005)] (15 juin 2005) - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-395 du 28 avril 2005 relative au service public du changement d'adresse [n° 484 (2004-2005)] (20 juillet 2005) - Fonction publique - Société.

Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)] (22 septembre 2005) - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-861 du 28 juillet 2005 relative à l'établissement des comptes consolidés des entreprises d'assurance et des établissements de crédit [n° 34 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - Entreprises - Économie et finances, fiscalité.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1278 du 13 octobre 2005 définissant le régime juridique des organismes de placement collectif immobilier et les modalités de transformation des sociétés civiles de placement immobilier en organismes de placement collectif immobilier [n° 149 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - Entreprises.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3323, 3325) : projet de loi charnière entre la loi sur la sécurité financière et le texte à venir sur la confiance et la modernisation de l'économie. Objectifs : protection des investisseurs et développement de l'accès des entreprises aux marchés financiers. Plan d'action pour les services financiers lancé en 1999 par la Commission européenne : harmonisation du droit boursier ; renforcement du financement des entreprises. Transposition de la directive "Abus de marché". Garantie de la traçabilité des opérations. Création d'une obligation de déclaration des transactions suspectes à l'Autorité des marchés financiers, AMF. Précision du dispositif d'information de l'AMF par les émetteurs en cas d'opérations réalisées par leurs dirigeants ou des personnes proches. Obligation d'établir une liste d'initiés. Demande d'habilitation à transposer par ordonnance la directive sur les marchés d'instruments financiers. Accroissement de la concurrence entre les plates-formes de négociation entraîné par la fin de la centralisation des ordres sur les marchés réglementés. Renforcement de la protection des investisseurs. Justification de cette demande d'habilitation par la longueur et la complexité de la directive. Nécessité d'assurer la compétitivité de notre droit. (p. 3331, 3332) : remerciements. Compréhension par tous de la portée économique de ce texte. Objectif de

renforcement de l'efficacité de la régulation des marchés. Précision sur le champ d'action de ce dispositif. Pouvoir de sanction de l'AMF. Garanties accompagnant l'abrogation de la centralisation des ordres. Transposition d'une directive par voie d'ordonnance. Réglementation des rachats de leurs propres actions par les entreprises. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3333, 3334) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° 1 (augmentation du nombre des représentants des salariés au sein du collège de l'Autorité des marchés financiers, AMF) et n° 2 (possibilité de saisine de l'AMF par toute personne morale ou physique et information ultérieure de cette personne par l'AMF). (p. 3335) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. François Marc (possibilité pour les actionnaires d'intenter, simultanément et pour les mêmes faits, une action sociale et une action individuelle en responsabilité contre les dirigeants d'une entreprise). Réflexion en cours sur la "class action". Créanciers-consommateurs. - **Art. 1er** (*Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 3337, 3338) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. François Marc (extension du champ d'application du dispositif aux marchés non réglementés). Projet de loi à venir sur la confiance et la modernisation de l'économie. (p. 3338, 3339) : accepte les amendements de la commission n° 16 (extension du champ d'application de l'obligation de déclaration d'opérations suspectes), n° 4 (obligation faite à l'AMF de demander une confirmation écrite des déclarations d'opérations suspectes transmises par voie orale), n° 17 (élargissement du champ de l'obligation de confidentialité relative aux déclarations d'opérations suspectes) et n° 5 (précision des modalités de transmission des informations par l'AMF à l'autorité de tutelle d'un autre Etat membre pour les opérations relevant de la compétence de cette autorité). (p. 3340) : demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. François Marc (limite aux seules personnes morales de l'exonération de responsabilité civile pour les déclarations effectuées de bonne foi). - **Art. 3** (*Adaptation du régime de déclaration d'opérations sur titres effectuées par les dirigeants d'un émetteur et les personnes qui leur sont liées*) (p. 3341, 3342) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle écriture de cet article, clarification de la liste des personnes physiques concernées et obligation de déclaration limitée à ces dernières) et demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. François Marc (extension de la publicité des opérations sur titres aux titulaires des quinze plus importants plans d'option donnant droit à la souscription d'actions). - **Art. 4** (*Etablissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers*) (p. 3343) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (coordination). - **Art. 5** (*Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers*) (p. 3346) : démarche réaliste du Gouvernement. S'oppose aux amendements de suppression n° 3 de M. Thierry Foucaud et n° 15 de M. François Marc. Accepte l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du champ de l'habilitation et respect de quatre principes favorables à la transparence et à l'équité de fonctionnement des marchés financiers). - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 3347) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (ratification de deux ordonnances relatives à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier et à la simplification du régime de transfert de propriété des instruments financiers ; extension du dispositif aux titres régis par un droit étranger). (p. 3348, 3349) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de la commission (renforcement de l'encadrement des rachats d'actions). Nécessité d'une concertation avec les acteurs concernés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3351) : remerciements. Sagesse de la Haute assemblée. Amélioration de la transparence et de la sécurité juridique pour les émetteurs et les épargnants. Confirmation du droit d'amendement des ordonnances détenu par le Parlement.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4974, 4977) : lutte contre les faiblesses structurelles de la France : sous-capitalisation des entreprises, manque de dynamisme dans l'effort de recherche et d'innovation et insuffisante participation des salariés à la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

direction stratégique de l'entreprise. Amélioration de la connexion avec les marchés financiers et la bourse : simplification du premier accès, consolidation des investisseurs. Incitations fiscales et orientation de l'épargne vers les entreprises. Renforcement du pouvoir de sanction de l'AMF. Aide à la recherche par l'impulsion nouvelle donnée aux sociétés de revitalisation économique, la création de l'agence industrielle de l'innovation et la simplification du dépôt de brevets. Consolidation de la confiance des salariés dans l'entreprise par un développement de la transparence et de l'intéressement aux résultats, l'intégration des nouvelles technologies dans les assemblées générales et le renforcement de la transparence sur les rémunérations des dirigeants. Favorable à l'initiative du Sénat de transposition du règlement européen et de la directive sur la société européenne. Volonté du Gouvernement de développer la participation des salariés aux résultats de l'entreprise. (p. 4995, 4996) : remerciements. Ambition du Gouvernement de développer une politique publique en faveur de la croissance des entreprises. Souci de transparence et de responsabilisation des dirigeants. Invitation au soutien de la consommation. Texte de mobilisation. Objectif d'augmentation des fonds propres des entreprises. Réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 4998) : s'oppose à la motion n° 134 de M. Bernard Vera tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnel avant l'art. 1er A** (p. 5000) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera (imposition des actifs professionnels au titre de l'ISF avec modulation du taux d'intégration en fonction des choix faits par l'entreprise en matière d'emploi et de salaire). - **Art. 1er A** (*Réforme des contrats d'assurance vie*) (p. 5001) : demande le retrait de l'amendement n° 132 de M. Michel Mercier (alignement de la fiscalité applicable à la transformation des contrats en euros en contrats en unités de compte pour les mutuelles et les compagnies d'assurance) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. - **Art. 1er B** (*Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées*) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. 1er C** (*Introduction d'une fiscalité favorable au développement des marchés financiers dédiés aux PME*) (p. 5003) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. 1er D** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle de l'impôt sur les sociétés*) (p. 5004) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 62 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 1er D** : s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (exonération des cotisations patronales pour les nouvelles embauches, sous conditions). Bénéfice de l'allègement Fillon. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5005) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. François Marc (participation d'un délégué du comité d'entreprise aux décisions du conseil d'administration). (p. 5006) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. François Marc (limitation du cumul des mandats d'administrateurs). (p. 5007, 5008) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 90 (précision dans le rapport annuel du conseil d'administration de l'objet, du nombre et des résultats des opérations de contrôle réalisées en cours d'année) et n° 87 (ouverture d'une action en responsabilité en réparation du préjudice direct ou indirect subi par les actionnaires). Réflexion en cours sur les actions de groupe. - **Art. 1er** (*Tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par des moyens de télétransmission*) (p. 5011) : accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 32 (réécriture de l'article prévoyant un régime unique applicable à l'ensemble des moyens de télécommunication). S'oppose à l'amendement n° 91 de M. François Marc (restriction du champ offert à l'utilisation des moyens de télécommunication). - **Art. 2** (*Aménagement des règles de quorum des assemblées générales*) (p. 5012, 5013) : s'oppose aux amendements identiques n° 63 de M. Bernard Vera et n° 92 de M. François Marc (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 3 de la commission (harmonisation des quorums des assemblées extraordinaires avec ceux des assemblées ordinaires). Ouverture prochaine d'une réflexion sur les évolutions techniques permettant l'accroissement de la démocratie actionnariale et de la sécurité juridique. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 5014) :

s'oppose aux amendements identiques n° 122 de M. Michel Mercier et n° 142 de la commission (création de sociétés anonymes unipersonnelles). Contradiction avec le caractère anonyme des SA. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5016) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera (limitation du cumul des mandats au sein des conseils d'administration des entreprises à deux mandats consécutifs). Accepte l'amendement n° 55 de M. Gérard Longuet (exonération des sociétés ne faisant pas appel à l'épargne de l'obligation de présenter un rapport sur la préparation du conseil d'administration). (p. 5017, 5018) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 93 (renforcement des règles de majorité à l'assemblée générale extraordinaire) et n° 97 (information de l'assemblée générale des actionnaires de la rémunération et des avantages reçus par les mandataires sociaux). (p. 5019) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Vera n° 65 (plans d'option d'achat d'actions soumis à la négociation collective et associés à la signature d'un accord collectif sur l'évolution des salaires) et n° 66 (rapport des commissaires aux comptes porté à la connaissance du comité d'entreprise ou des représentants du personnel). - **Art. 2 bis** (*Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées*) (p. 5021) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. François Marc (suppression) ainsi qu'aux amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 33 (intégration dans le dispositif des conventions réglementées des contreparties financières dues en raison de la cessation des fonctions de dirigeant), et de cohérence rédactionnelle n° 34 et n° 35. Primauté du droit des conventions réglementées et responsabilité du conseil d'administration. - **Art. additionnels après l'art. 2 bis** (p. 5022, 5023) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 96 (renforcement de l'efficacité des conventions réglementées) et n° 95 (conditions de fixation des rémunérations accessoires déterminées par les actionnaires). - **Art. 2 ter** (*Transparence des rémunérations des dirigeants des sociétés cotées*) (p. 5024) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 36 (contrepartie financière liée à la cessation ou au changement de fonctions soumise à information). Demande le retrait de l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la référence à la bonne foi permettant la suspension des versements effectués en méconnaissance des dispositions légales). - **Art. additionnel après l'art. 2 ter** (p. 5025) : s'oppose à l'amendement n° 141 de la commission (remplacement des nullités impératives en matière d'augmentation de capital et de droit de vote par des nullités facultatives soumises à l'appréciation du juge).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3** (*Limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 5037, 5038) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. François Marc (suppression). Accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 37 (maintien de certains fonctionnaires au-delà de la limite d'âge, jusqu'à la prise de fonction de leurs successeurs) et n° 38 (précision du dispositif). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5039) : s'oppose à l'amendement n° 143 de la commission (suppression de l'obligation faite aux administrateurs de détenir un nombre minimum d'actions dans les sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne). (p. 5040) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. François Marc (responsabilité personnelle des dirigeants et administrateurs sur leurs propres deniers). (p. 5044) : sur l'amendement n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne), ses sous-amendements n° 162 et n° 163 ; adoptés. (p. 5046, 5047) : accepte les amendements identiques n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne). S'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Guy Branger n° 149 à n° 157 portant sur l'amendement n° 85 précité. (p. 5054, 5055) : s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Guy Branger n° 158 à n° 161 portant sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Hyest (transposition de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs) qu'il accepte. (p. 5056) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 164 : adaptation du code monétaire et financier aux dispositions relatives à la société européenne ; adopté. (p. 5057) : son amendement n° 165 : adaptation du code des assurances aux dispositions relatives à la société européenne ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (soumission au comité d'entreprise des conditions du versement d'une retraite capitalisée pour les anciens dirigeants d'entreprise). - **Art. 3 bis** (*Dérogation au principe de séparation de l'audit et du conseil au profit de l'État*) (p. 5058, 5060) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 3 bis** (p. 5061) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (abrogation du régime spécial de solidarité fiscale des gérants majoritaires de SARL). - **Art. additionnel avant l'art. 4 A** (p. 5062) : accepte l'amendement n° 144 de la commission (confirmation d'une jurisprudence récente de la Cour de cassation sur les cessations de créances). - **Art. 4 A** (*Mesure fiscale tendant à rétablir la neutralité des véhicules du capital-investissement*) (p. 5063) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 4** (p. 5064) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Bernard Vera (orientation de la dépense publique en direction de l'entreprise vers le financement direct des investissements). (p. 5066) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Bernard Vera (nouveau des plafonds des livrets Codevi). - **Art. 4** (*Nouveaux financements pour la revitalisation économique*) (p. 5067) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 52 de M. Jean-Pierre Vial (soutien aux activités de sous-traitance) et n° 126 de M. Michel Mercier (soutien à l'artisanat dans les bassins d'emploi sinistrés). S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 5068) : demande le retrait de l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement à toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des BIC). - **Art. 5** (*Agence de l'innovation industrielle*) (p. 5070) : nomination de deux parlementaires au conseil de surveillance de cette agence. Financement de ce nouvel organisme. Volonté du Gouvernement de participer résolument aux grands programmes industriels français. - **Art. 7** (*Modification du champ de l'appel public à l'épargne*) (p. 5083) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (prise en compte des sociétés en commandite par actions dans ce projet de loi). (p. 5084) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 9 (modification de la définition des investisseurs qualifiés) et demande le retrait du n° 10 (précision). (p. 5085) : accepte l'amendement n° 145 de la commission (rédaction). - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5086, 5088) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de la commission (traduction systématique du prospectus pour les opérations portant sur des titres de capital). Intervient sur l'amendement n° 101 de M. François Marc (information du public en langue française). Son amendement, portant sur le même objet que l'amendement précité n° 101 de M. François Marc, n° 167 (information du public en langue française) ; adopté. (p. 5089) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. François Marc (renforcement des moyens de protection de l'investisseur). (p. 5090) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. François Marc (suppression du visa préalable de l'AMF en matière de rachat d'actions). (p. 5091) : accepte les amendements de la commission n° 12 (cas dans lesquels l'AMF est compétente pour viser le prospectus) et, portant sur le même objet, n° 13 et 14 (améliorations de la transposition de la directive "prospectus"). (p. 5092) : demande le retrait de l'amendement de questionnement n° 15 de la commission. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 5092, 5093) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (encadrement du rachat d'actions par les sociétés). - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5095) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance). - **Art. 8 bis** (*Élargissement de l'accès de la Caisse des dépôts et consignations aux marchés obligataires*) (p. 5098) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (rôle de la commission

de surveillance en matière d'émission de titres de créance). - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 5100) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. François Marc (contrôle des agences de notation par l'AMF). - **Art. 9** (*Réglementation relative aux recommandations d'investissement produites ou diffusées par les professionnels*) (p. 5101, 5102) : demande le retrait des amendements de la commission n° 19 (approbation par l'AMF du code de bonne conduite établi par l'association professionnelle des entreprises journalistiques) et n° 20 (caractère public de la sanction prononcée en cas d'infraction au code déontologique). Accepte l'amendement n° 21 de la commission (observations et recommandations de l'AMF, dans son rapport annuel, sur l'activité de l'association professionnelle des entreprises journalistiques). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5103) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (inclusion des personnes physiques dans le mécanisme conventionnel de résiliation-compensation anticipée des créances et des dettes).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5147, 5150) : caractère exceptionnel du débat d'orientation budgétaire tenant à la pleine application de la LOLF. Diagnostic du contexte économique actuel. Caractère globalement satisfaisant de l'année 2004. Signe de reprise au niveau de l'activité industrielle. Pénalisation due à la hausse du pétrole. Situation des finances publiques. Objectif de ramener le déficit public à moins de 3 % de PIB. Mise en oeuvre d'une réserve de précaution supplémentaire d'un milliard d'euros. Aléa sur les recettes fiscales. Attention portée à la maîtrise des dépenses. Priorité du budget pour 2006 : l'emploi, l'investissement dans la recherche et le développement et l'assainissement des comptes publics. Poids de la dette publique. Souhait d'un débat national approfondi et transparent sur le sujet. Poursuite de la baisse des charges sur les entreprises. Création de primes spécifiques à la reprise d'emploi. Réforme du pacte de stabilité et de croissance. Mise en oeuvre de la LOLF. Faculté pour les chefs de mission budgétaire de récupérer les gains de productivité réalisés. Réforme des lois de financement de la sécurité sociale. Mise en place d'instances de concertation et d'information renforcées entre l'Etat et les collectivités locales.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie - Commission mixte paritaire [n° 475 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5546, 5547) : apports du Sénat sur ce texte. Excellent climat de coopération. Engagement du Gouvernement à prendre en considération de façon très attentive les conditions de protection des emprunteurs et des héritiers. Consensus obtenu sur les objectifs du texte et sur la méthode. Demande au Sénat de bien vouloir adopter le texte issu de la commission mixte paritaire. - **Art. 15** (p. 5571) : son amendement n° 1 : levée du gage ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : sa réponse (p. 6095, 6101).

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6112, 6114) : action du Gouvernement visant à placer la croissance et la compétitivité des entreprises au coeur de la politique économique, à favoriser un actionnariat stable et à définir des règles équitables adaptées à une économie mondialisée. Projet de loi résultant d'une large concertation. Objet du texte : transposition des dispositions obligatoires de la directive sur les offres publiques d'acquisition et présentation des dispositions optionnelles de la directive. Souci de renforcer la démocratie actionnariale et de doter les entreprises de moyens de défense. Adaptation du champ de compétences et des pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers. Amélioration de l'information des actionnaires et des salariés. Technicité du texte traduisant des choix stratégiques forts en faveur de la compétitivité des pays. (p. 6123, 6124) : texte répondant aux exigences des sénateurs : offre d'un cadre de développement durable et équitable, transparence des évolutions du contrôle des entreprises et simplicité et cohérence des règles de droit applicables aux entreprises. Projet de loi maintenant les équilibres du droit des offres.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Souci de rattraper le retard de la France en matière de transposition de directives européennes. - **Art. 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6125) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. François Marc (rédaction). Son amendement n° 36 : obligation de déclaration d'intention à l'Autorité des marchés financiers ; adopté. (p. 6126) : favorable à un délai de six mois entre la publication d'un démenti et le lancement d'une OPA. Caractère renouvelable de ce délai à préciser avec l'AMF. Doute sur l'utilisation abusive de cette mesure. - **Art. 2** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6128) : demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. François Marc (définition du prix équitable). Sur les amendements de la commission s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 1 (obligation pour l'auteur d'une offre publique de maintenir le niveau du prix proposé pour le rachat des titres) et demande le retrait du n° 2 (fixation à douze mois de la période de référence qui servira à fixer le prix le plus élevé payé par l'offrant). (p. 6129) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (clarification rédactionnelle) et s'oppose à l'amendement n° 46 de M. François Marc (contrôle par l'AMF de la conformité au principe d'égalité de traitement des actionnaires du prix proposé dans le cadre d'un retrait obligatoire). - **Art. 5** (*Aménagement du régime du retrait obligatoire*) (p. 6130) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de la commission (modalités de transfert des titres non présentés par les actionnaires minoritaires lorsqu'ils ne représentent pas plus de 10 % du capital). Favorable au maintien d'un seuil du retrait obligatoire de 95 %. (p. 6131) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (possibilité d'un règlement en titre pour les actionnaires). - **Art. 6** (*Transparence des mesures susceptibles d'avoir une influence sur le cours de l'offre*) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (clarification). (p. 6132, 6133) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Bernard Vera (précision). Accepte les amendements n° 7, 8, 9 et 10 de la commission (précision). - **Art. 7** (*Information des salariés*) (p. 6133, 6134) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Bernard Vera (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 47 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice). S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Bernard Vera (conditions d'examen des offres publiques d'acquisition par les comités d'entreprise). (p. 6135) : demande le retrait des amendements de M. François Marc n° 48 (information du comité d'entreprise de la société cible) et n° 49 (information du comité d'entreprise de la société initiatrice de l'offre). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6136) : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Bernard Vera (suppression de la dérogation à l'obligation d'information des comités d'entreprise en cas d'OPA). - **Art. additionnel après l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 42 de M. Bernard Vera (précision). - **Art. 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 6137) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (rédaction) sous réserve de sa rectification. (p. 6139) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. François Marc (consultation du personnel en cas d'OPA hostiles). Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 13 (fixation par décret des formes et délais spécifiques à la convocation de l'assemblée générale en période d'offre) et accepte le n° 14 (rédaction). (p. 6140) : accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 30 (précision sur les décisions devant faire l'objet d'une approbation ou d'une confirmation en période d'offre). Sur les amendements de M. François Marc, demande le retrait du n° 51 (rédaction) et s'oppose au n° 52 (cohérence). Accepte l'amendement n° 15 de la commission (rédaction). - **Art. 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 6141) : formes d'augmentation de capital réalisables dans le cadre de l'exercice de la clause de réciprocité. Précision sur la notion de "catégorie de personnes". (p. 6142) : accepte les amendements n° 54 de M. François Marc (création de l'article L. 233-33 du code de commerce) et n° 16 de la commission (application de la clause de réciprocité en cas d'offre concurrente). (p. 6143) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (non-application de la clause de réciprocité à des sociétés non vertueuses agissant de concert avec la société cible) et s'oppose à l'amendement n° 53 de M. François Marc (avis consultatif du comité d'entreprise). - **Art. 12** (*Inopposabilité obligatoire des restrictions statutaires*

au transfert de titres) : accepte l'amendement n° 55 de M. François Marc (création de l'article L. 233-34 du code de commerce). - **Art. 13** (*Inopposabilité facultative des restrictions contractuelles au transfert de titres*) (p. 6144) : accepte l'amendement n° 56 de M. François Marc (création de l'article L. 233-35 du code de commerce). - **Art. 14** (*Suspension facultative des restrictions contractuelles à l'exercice des droits de vote*) : accepte l'amendement n° 57 de M. François Marc (création de l'article L. 233-36 du code de commerce) ainsi que l'amendement de la commission saisie pour avis n° 32 (précision). - **Art. 15** (*Suspension facultative des restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote*) (p. 6145) : accepte les amendements n° 58 de M. François Marc (création de l'article L. 233-37 du code de commerce) et n° 22 de la commission (rédaction), ainsi que celui de la commission saisie pour avis n° 33 (coordination). - **Art. 17** (*Suspension sur une base volontaire des restrictions statutaires et conventionnelles en cas de réussite de l'offre*) (p. 6146) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (rédaction et coordination). - **Art. 19** (*Publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire*) : Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 34 (information de l'AMF en cas de cessation d'application des dispositions). (p. 6147) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 27 (précision) et demande le retrait du n° 28 (application de la clause de réciprocité aux dispositions optionnelles de l'article 11 de la directive que les sociétés auraient volontairement choisies d'appliquer). - **Art. 21** (*Entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires*) (p. 6149) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de la commission (fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 1 à 20 au 15 mars 2006). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 6149, 6152) : accepte les amendements de la commission n° 63 (substitution de la nullité facultative à la nullité impérative en cas d'incident perturbant le déroulement des opérations de vote), n° 59 (harmonisation), n° 60 (ratification de l'ordonnance relative à la commercialisation à distance de services financiers), n° 61 (ratification de l'ordonnance modifiant le code monétaire et financier en vue de le simplifier) et n° 62 (harmonisation).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7789, 7793) : premier budget "au format LOLF". Budget responsable, sincère et transparent. Prévisions de croissance réalistes de 2 % à 2,5 % pour 2006. Dynamisme de la consommation. Montée en puissance de l'investissement et des exportations. Risques liés à l'environnement international. Choix de la responsabilité eu égard à la situation des finances publiques. Stabilisation de l'endettement en 2006. Concrétisation de la reprise en main du budget de la France depuis trois ans. Réduction du déficit à 3 % du PIB dès cette année. Dynamisme des recettes fiscales et sociales en 2006. Stagnation des prélèvements obligatoires. Ralentissement des dépenses publiques. Augmentation des seules dépenses locales. Priorité à l'emploi. Mise en oeuvre du plan d'urgence pour l'emploi. Renforcement du pouvoir d'achat des salariés : incitations financières à la reprise d'emploi et revalorisation de la prime pour l'emploi. Réforme fiscale d'envergure : plafonnement du prélèvement fiscal et des avantages fiscaux et refonte du barème de l'impôt sur le revenu. Conséquences attendues sur la compétitivité et l'attractivité de la France. Nécessité de préparer l'avenir et de répondre aux enjeux de demain. Réforme de la taxe professionnelle. Contribution de l'Etat aux objectifs de Lisbonne en matière de recherche et de développement. Renforcement du crédit d'impôt recherche. Orientations politiques conformes aux valeurs de la majorité parlementaire. Préservation du modèle social français. Refus de le financer plus longtemps à crédit.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

BRICQ (Nicole)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement jusqu'au 29 juillet 2005.

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Commissariat général du Plan : à suivre... [n° 447 (2004-2005)] (30 juin 2005) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Sécurité sanitaire [n° 99 tome 3 annexe 28 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (20 janvier 2005) - **Art. 19 B (Art. L. 2213-32 nouveau du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets)** (p. 181) : soutient l'amendement n° 331 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence) ; devenu sans objet. - **Art. 19 (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action)** (p. 187, 191) : son amendement n° 315 : suppression de la mention de l'accord du département pour l'exercice du droit de préemption de l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France ; rejeté. - **Art. 20 (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)** (p. 201, 202) : soutient l'amendement n° 316 de Mme Claire-Lise Champion (en Ile-de-France, compétence de la région pour

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains); rejeté. (p. 203): favorable à l'amendement n° 149 de M. Laurent Bêteille, analogue à l'amendement n° 316 précité. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 218): favorable à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges).

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 740, 741): ambiguïté de la notion de prélèvements obligatoires. Limites des comparaisons internationales. Motivations réelles de la commission des finances. Refus de faire de la baisse des dépenses publiques un objectif prioritaire. Polémique suscitée par le 22e rapport du Conseil des impôts. Interrogation sur les motifs d'élargissement de la composition du Conseil. Défiance de la majorité vis-à-vis de l'institution actuelle et de la nouvelle procédure budgétaire. Le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de loi. - **Art. unique** (p. 746): soutient l'amendement n° 1 de M. Marc Massion (maintien de la composition du Conseil des impôts); rejeté. (p. 747): préférence pour le maintien du système actuel.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - **Art. 8 (Missions de La Poste et statut de sa filiale financière)** (p. 1504): vitalité des services financiers dans l'activité des bureaux de poste. Absence de référence explicite de l'accès de La Poste à tous les services financiers de droit commun: exemple des crédits à la consommation. Interrogation sur la viabilité de l'établissement créé. Le groupe socialiste votera contre l'article 8 en cas de rejet de ses amendements.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2461): favorable à l'amendement n° 12 de M. Roland Courteau (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2490, 2491): avancées législatives de ce texte, malgré le sort défavorable réservé aux amendements renforçant le volet de la prévention.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2655, 2657): difficulté d'une réforme touchant à la politique de l'eau. Nombreux intérêts contradictoires. Mérite de la loi fondatrice du 16 décembre 1964: introduction de l'économie dans la gestion des ressources et de la concertation locale entre tous les partenaires. Texte éloigné des objectifs de la loi de 1964. Absence de précision du rôle de chacun des acteurs et de sensibilisation au coût des atteintes à la ressource en eau. Choix d'une fiscalisation des redevances au détriment d'une modulation et d'une fonction incitative. Décentralisation indispensable de la gestion concertée de la ressource en eau pour en réduire le coût et faire accepter ce coût par les usagers. Pénalisation massive des contributeurs domestiques. Désengagement de l'Etat de sa mission de solidarité nationale. Disparition du FNDAE. Problème de la solidarité envers les communes rurales. Non-pertinence d'une exonération de redevances de l'agriculture en dépit de la reconnaissance par le Gouvernement du lien entre environnement et santé. Non-respect du principe du pollueur-payeur inscrit dans la Charte de l'environnement. Création de l'ONEMA. Scepticisme partagé sur toutes les travées quant à ses responsabilités. Inquiétude quant au but recherché. Crainte d'une opération de débudgetisation qui ne peut recevoir ni l'appui du Parlement, ni celui du ministre de l'environnement.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2827): favorable à l'amendement n° 557 de M. Jean Desessard (encadrement des publicités sur les produits phytosanitaires). - **Art. 19 (Art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires)** (p. 2844): défavorable à l'amendement n° 342 de M. Daniel Soulage (incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que

des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires). - **Art. 21 (Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration)** (p. 2855): soutient l'amendement n° 559 de M. Paul Raoult (suppression des boues industrielles du dispositif); rejeté. (p. 2860): difficultés de la Seine-et-Marne pour développer l'épandage. (p. 2863): favorable à l'amendement n° 186 de Mme Jacqueline Gourault (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épandues et non sur la quantité de boues produites). - **Art. 22 (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)** (p. 2866): soutient l'amendement n° 645 de M. Paul Raoult (élargissement à l'EPCI de la compétence "assainissement"); rejeté. (p. 2867): soutient l'amendement n° 647 de M. Paul Raoult (procédure de contrainte applicable aux propriétaires s'abstenant de se raccorder au réseau de collecte des eaux usées); rejeté. (p. 2868): soutient l'amendement n° 561 de M. Paul Raoult (délivrance d'une attestation relative à la conformité des installations d'évacuation ou d'épuration des eaux usées à l'occasion de toute vente d'immeuble); retiré au profit de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 127 (diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement à l'occasion de toute vente de biens immobiliers à usage d'habitation). (p. 2873): soutient l'amendement n° 646 de M. Paul Raoult (autorisation de la collectivité préalable à tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte); devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 27 (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau)** (p. 2960): favorable à l'amendement n° 673 de M. Paul Raoult (encadrement du recours au tarif dégressif). - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2966): défavorable à l'amendement n° 60 de la commission (adaptation de certaines dispositions du projet de loi aux spécificités de l'agglomération parisienne) et sur ce dernier au sous-amendement n° 685 de Mme Hélène Luc. - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2973): soutient l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural); rejeté. - **Art. 35 (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)** (p. 3005): retire l'amendement n° 606 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du comité de bassin) au profit de l'amendement sur le même objet n° 283 de M. Charles Revet. (p. 3008): retire l'amendement n° 605 de M. Pierre-Yves Collombat (mode d'élection du président du comité de bassin) au profit de l'amendement sur le même objet de la commission des finances saisie pour avis n° 160. (p. 3016): le groupe socialiste ne votera pas les amendements identiques de la commission n° 77 et de la commission des finances saisie pour avis n° 161 (définition par le Parlement des orientations du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau et du plafond global de leurs dépenses). (p. 3017): intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (contenu de l'arrêté relatif aux délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau). Contradictions contenues dans ce projet de loi. (p. 3020): favorable à l'amendement n° 184 de M. Eric Dolige (participation financière des agences de l'eau à l'élaboration des SAGE) et défavorable à l'amendement n° 82 de la commission (précision). (p. 3022): défavorable aux amendements identiques de la commission n° 84 et de la commission des lois saisie pour avis n° 147 (mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). (p. 3025): soutient l'amendement n° 607 de M. François Marc (définition d'un seuil plancher pour le montant des subventions accordées par les agences de l'eau); rejeté. - **Art. 36 (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012)** (p. 3033): soutient l'amendement n° 609 de M. Paul Raoult (suppression des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dispositions relatives au budget des agences de l'eau) ; rejeté. (p. 3036) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 91 et de la commission des lois saisie pour avis n° 152 (définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 3165) : importance de cet article. Rappel des dispositions de la directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000. Principe de la politique de tarification de l'eau. Insatisfaction devant le texte proposé. (p. 3180) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau). (p. 3188) : intervient sur l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (reconnaissance des bonnes pratiques phytosanitaires des agriculteurs par l'introduction d'une prime). (p. 3201) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (réduction des écarts des taux plafonds de la redevance pour prélèvements de la ressource en eau selon les différents usages) plutôt qu'à l'amendement n° 108 de la commission (diminution du plafond des tarifs applicables aux prélèvements en vue de l'alimentation en eau potable) dont elle regrette le vote par priorité. (p. 3206) : défavorable à l'amendement n° 176 de M. Gérard César (déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3335) : votera l'amendement n° 10 de M. François Marc (possibilité pour les actionnaires d'intenter, simultanément et pour les mêmes faits, une action sociale et une action individuelle en responsabilité contre les dirigeants d'une entreprise). Nécessité de mener à bien la réflexion sur l'action collective. - **Art. 3** (*Adaptation du régime de déclaration d'opérations sur titres effectuées par les dirigeants d'un émetteur et les personnes qui leur sont liées*) (p. 3342) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle écriture de cet article, clarification de la liste des personnes physiques concernées et obligation de déclaration limitée à ces dernières). Persistance des interrogations formulées en commission.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3953, 3954) : éparpillement législatif. Atonie de la croissance non prise en compte. Conséquences des mesures proposées sur les finances publiques. Besoins de financement des PME. Absence de référence aux collectivités territoriales. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 9** (*Art. L. 313-13 à L. 313-15 et L. 313-17 du code monétaire et financier - Extension du prêt participatif aux entreprises individuelles*) (p. 4029, 4031) : absence incompréhensible de réforme du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Outil essentiel des politiques publiques en faveur du développement des très petites entreprises et du maintien des activités. Nombreuses interrogations sur ses difficultés de fonctionnement. Opacité dans l'utilisation des crédits. Complexité dénoncée par les élus et les entreprises, en dépit d'un important potentiel d'amélioration. Disparition problématique des commerces en centre-ville, à l'exemple de sa ville de Meaux. Espère la remise sur table de ce dossier à la suite du rapport d'enquête commandé par la commission des finances à la Cour des comptes. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4085) : reprend l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 191 : légalisation de la procédure du "rescrit valeur" dans le cadre d'un projet de donation d'entreprise ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4230, 4231) : origine socialiste du système français d'assurance contre les catastrophes naturelles. Attachement au principe de solidarité nationale. Objectifs de sa proposition de loi partiellement reprise dans le présent texte : transparence, équité et responsabilisation des acteurs. Amendements visant à rétablir le conseil national. Non-respect des délais légaux de publication de l'arrêté interministériel. Sentiment d'injustice parmi les victimes. Responsabilité de l'Etat. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4242) : importance du caractère de pérennité du conseil national. Rôle essentiel de l'Etat en matière de prévention des risques. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4245) : discordance entre l'intitulé proposé et le contenu du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4246, 4247) : déception du groupe socialiste. Restriction du rôle de la commission départementale. Faible prise en compte de la proposition de loi socialiste. Légitimité du contrôle du Parlement sur le Gouvernement en matière budgétaire. Le groupe socialiste votera la proposition de loi dans l'attente d'une amélioration par la navette parlementaire.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 49** (*Art. L. 122-1-1 bis [nouveau] du code du travail - Contrôle de la légalité du travail dans le secteur des activités culturelles*) (p. 4308, 4309) : favorable à la lutte contre l'emploi précaire abusif dans le secteur du spectacle vivant. Désaccord sur la méthode utilisée. Priorité à donner au rétablissement d'un régime d'indemnisation chômage sur des bases saines et équitables. Réclame l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi du groupe socialiste. Inconvénients du dispositif imprécis proposé par l'article. Le groupe socialiste ne participera pas au vote sur cet article. - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4313) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 436 du Gouvernement (transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés).

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4991, 4992) : texte disparate. Manque de lisibilité de la politique économique. Multiplication des textes à l'intention des petites entreprises. Déséquilibre du tissu industriel. Faiblesse des entreprises de taille moyenne à forte capacité technologique. Causes et conséquences des délocalisations. Incertitudes liées à la création de la future agence de l'innovation industrielle ; interrogation sur son articulation avec l'Agence nationale de valorisation de la recherche et les pôles de compétitivité. Complexification de la lisibilité de l'action publique. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5006) : soutient l'amendement n° 89 de M. François Marc (limitation du cumul des mandats d'administrateurs) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5017) : soutient les amendements de M. François Marc n° 93 (renforcement des règles de majorité à l'assemblée générale extraordinaire) ; retiré ; et n° 97 (information de l'assemblée générale des actionnaires de la rémunération et des avantages reçus par les mandataires sociaux) ; rejeté. - **Art. 2 bis** (*Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées*) (p. 5022) : le groupe socialiste votera les amendements de la commission saisie pour avis n° 33 (intégration dans le dispositif des conventions réglementées des contreparties financières dues en raison de la cessation des fonctions de dirigeant), et de cohérence rédactionnelle n° 34 et n° 35.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5047) : intervient sur les amendements identiques n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne). (p. 5055) : favorable à l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Hyest (transposition

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs). - **Art. additionnels avant l'art. 4** (p. 5064, 5065) : intervient sur l'amendement n° 69 de M. Bernard Vera (orientation de la dépense publique en direction de l'entreprise vers le financement direct des investissements). - **Art. 4** (*Nouveaux financements pour la revitalisation économique*) (p. 5067) : favorable à l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Vial (soutien aux activités de sous-traitance). - **Art. 5** (*Agence de l'innovation industrielle*) (p. 5070) : questions sur le mode de financement et la composition de ce futur organisme. En l'absence de réponse, votera contre cet article. (p. 5073) : favorable à cet élément de politique industrielle. - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5087) : soutient l'amendement n° 101 de M. François Marc (information du public en langue française) ; retiré.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Art. 1er** (*Champ de l'habilitation*) (p. 5250, 5251) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 17 de M. Michel Mercier (suppression de l'exonération du versement transport au profit des entreprises franchissant le seuil des dix salariés).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5331, 5332) : soutient l'amendement n° 1 de M. François Marc (renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants de société) ; rejeté. - **Art. 4** (*Etablissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers*) (p. 5335) : soutient l'amendement n° 4 de M. François Marc (élargissement du champ d'application de cet article aux titres négociés sur les marchés non réglementés) ; rejeté. - **Art. 5** (*Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers*) (p. 5336) : soutient l'amendement n° 5 de M. François Marc (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie - Commission mixte paritaire [n° 475 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5547, 5548) : texte déséquilibré. Séries d'amendements défendus par le groupe socialiste du Sénat visant à renforcer les outils de la "gouvernance d'entreprise" et tendant à modifier les mécanismes d'incitation et de stimulation des plans d'intéressement des entreprises. Avis favorable sur la création de la société européenne. Absence de prise en compte du désarroi des salariés. Le groupe socialiste s'oppose à ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5670, 5671) : instrumentalisation regrettable des transpositions de directives sur un sujet d'une telle importance. Sceptique sur le compromis trouvé à l'Assemblée nationale concernant la prorogation du délai pour l'exercice du droit de renonciation en cas de défaut d'information. Favorable à la position de l'Assemblée nationale quant au maintien de la note d'information. Absence de solution à la question de la clause bénéficiaire, en dépit de l'estimation d'un montant considérable de contrats en déshérence. Proposera une surveillance et une évaluation par la nouvelle Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles des fonds mis en réserve, ainsi qu'une affectation utile de ces fonds.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5825, 5826) : caractère formel du respect de l'autorisation parlementaire de dépenses. Rôle du principe de régulation. Critiques de la Cour des comptes. Problème de la hausse des reports de crédits. Augmentation des déficits publics depuis 2002. Situation financière des collectivités locales. Malgré un excédent de recettes fiscales, absence d'amélioration de la situation des comptes publics. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6816) : soutient l'amendement n° 536 de M. Jean-Marc Pastor (base législative pour la procédure de retrait des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires) ; retiré.

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) (p. 6873) : incompréhension du groupe socialiste sur le bien-fondé de ce débat, orienté sur les dépenses de l'Etat et les stratégies à adopter. Discussion de ces questions dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2006.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2005*) (p. 7921, 7922) : réforme injuste de l'impôt sur le revenu. Souhait d'une redistribution plus efficace. (p. 7924) : défavorable à l'amendement n° I-62 de M. Thierry Foucaud (barème de l'impôt sur le revenu). Nécessité d'une refonte globale de la fiscalité. - **Art. 3** (*Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 7946, 7947) : le groupe socialiste est défavorable à la réforme de la prime pour l'emploi. Soutient l'amendement n° I-29 de M. Marc Massion (revalorisation de la prime pour l'emploi) ; rejeté. (p. 7949, 7950) : soutient l'amendement n° I-30 de M. Marc Massion (abaissement du seuil de versement de la prime pour l'emploi) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 7953) : le groupe socialiste votera l'amendement n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans). - **Art. 4** (*Réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures*) (p. 7954) : fiscalité patrimoniale injuste. - **Art. 6** (*Instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et soeurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces*) (p. 7959) : défavorable à l'amendement n° I-3 de la commission (abattement de 5.000 euros sur les droits de mutation à titre gratuit pour les dons aux arrière-petits-enfants). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7960, 7961) : soutient l'amendement n° I-35 de M. Jean-Pierre Sueur (déductibilité de l'actif de succession des sommes versées aux personnes atteintes d'une pathologie liée au distillbène) ; retiré. - **Art. 12** (*Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2*) (p. 7969, 7970) : soutient l'amendement n° I-114 de M. Marc Massion (affectation de la taxe aux régions) ; devenu sans objet. - **Art. 13** (*Aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants*) (p. 7975) : soutient l'amendement n° I-116 de M. Marc Massion (suppression de l'avantage fiscal accordé aux biocarburants) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7986) : soutient l'amendement n° I-120 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de TIPP pour le kérosène utilisé pour le transport aérien) ; rejeté. - **Art. 15** (*Renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche*) (p. 7996) : favorable à l'amendement n° I-36 de M. Jean-Pierre Demerliat (suppression de l'augmentation du crédit d'impôt destiné à favoriser les dépenses de recherche).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. 17 bis** (*Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite*) (p. 8155, 8156) : confusion à propos de l'ISF. Exemple de l'Ile de Ré. Réforme déguisée de l'ISF à travers cet article. Encouragement systématique du maintien du capital depuis trois ans. Rendement non négligeable de l'ISF. Le groupe socialiste votera contre cet article. (p. 8160) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-76 de M. Thierry Foucaud (suppression). Intérêt de la proposition du conseil d'analyse économique visant à transformer l'ISF en impôt sur les revenus du capital. - **Art. additionnel avant l'art. 20 ter**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 8182) : intervient sur l'amendement n° I-78 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de TVA à 18,6 %). Favorable à des taux différenciés de TVA. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8212, 8216) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° I-162 (création dans la DGF d'une dotation "logement social" pour les communes et les EPCI oeuvrant en matière de construction de logements locatifs sociaux) ; et n° I-161 (compensation intégrale des pertes liées aux exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties) ; rejetés. Son amendement n° I-163 : compensation des pertes de produit fiscal supportées par les collectivités locales lors des opérations de démolition reconstruction ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8361) : soutient l'amendement n° I-147 de M. Jean-Marie Bockel (dotation de compensation de la taxe professionnelle) ; retiré. (p. 8369) : intervient sur les amendements n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local") et n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU). - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 8371, 8372) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Godefroy n° I-151 et I-152 (calcul de la compensation versée aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales) ; rejetés. - **Art. 26** (*Compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions*) (p. 8374) : s'abstiendra sur l'amendement n° I-301 du Gouvernement (majoration de la compensation versée aux régions au titre des transferts de compétence). (p. 8375) : son amendement n° I-149 : alignement des principes relatifs à la compensation financière versée au syndicat des transports d'Ile-de-France sur ceux mis en oeuvre à l'occasion de la décentralisation du transport collectif des voyageurs aux autres régions ; rejeté. (p. 8376) : son amendement n° I-150 : majoration de la compensation versée au STIF en 2006 ; rejeté. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8419, 8421) : dénonciation d'une nouvelle aggravation de l'état des finances publiques. Incapacité des gouvernements actuels à résoudre ce problème. Risque de sanction, au niveau européen, à cause du déficit excessif des comptes publics de la France. Rapport Pébereau. Diminution des ressources à venir. Illégitimité d'une dette consacrée à financer des baisses d'impôt improductives et des dépenses courantes au lieu de financer des investissements en faveur de la capacité à dégager de nouvelles richesses.

Deuxième partie :

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8965, 8966) : non-respect du principe de responsabilité édicté par la LOLF dans la mesure où toutes les dépenses de personnel sont concentrées sur l'un des deux programmes constituant la mission et où les fonctions supports ne sont pas rattachées au programme correspondant. Financement du plan de protection contre le risque de pandémie de grippe aviaire. Réforme importante du service public de l'équarissage. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ces crédits, sous réserve du vote des amendements qu'elle proposera. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8978, 8980) : son amendement n° II-16 : transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation" ; rejeté. - **Art. 86** (*Réforme du service public de l'équarissage, SPE*) (p. 8981) : son amendement n° II-62 : rédaction ; adopté. - **Art. 86 bis** (*Nouvelle taxe au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'alimentation, AFSSA*) (p. 8983) : son amendement n° II-63 : rédaction ; adopté. - **Art. 87** (*Création d'une taxe additionnelle au profit de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS*) : accepte l'amendement n° II-113 de M. Jacques Pelletier (regroupement de plusieurs comités de région pour la protection des personnes au sein d'une structure interrégionale).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9163, 9164) : solidarité financière peu ou mal assurée entre les collectivités territoriales. Nécessité d'aider les villes en difficulté ayant connu des journées de violence en novembre 2005. Adaptation de la DSUCS à son objectif de réduction des écarts de ressources. Eparpillement de l'effort de solidarité nationale. Nécessité d'assurer l'ordre républicain dans les banlieues sans pour autant oublier de remédier aux graves inégalités qui frappent ces villes. - **Art. 84** (*Aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU*) (p. 9174, 9175) : ses amendements portant sur le même objet n° II-221 et II-222 : règles d'éligibilité à la DSU ; retirés. Son amendement n° II-223 : abondement de six millions d'euros de la dotation globale de fonctionnement des communes ; retiré.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9293) : défavorable aux amendements de la commission n° II-431 (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-430 (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales) et n° II-429 (neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle). Création de nouvelles confusions. Absence de simulation avant l'application de cette mesure. (p. 9308) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° II-360 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle évoluant moins vite que l'inflation) ; et n° II-361 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle qui régressent) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9332, 9333) : son amendement n° II-224 : réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF ; rejeté. Souci de rétablir la solidarité entre les communes d'Ile-de-France. (p. 9335) : promesse non tenue par le Gouvernement de revoir le dispositif. - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9359) : soutient l'amendement n° II-381 de M. Marc Massion (suppression des dispositions visant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9435, 9437) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° II-387 (abaissment du taux de TVA sur les réseaux de chaleur) ; rejeté ; et n° II-390 (revalorisation du plafond du tarif d'achat de l'électricité produite par cogénération en le déconnectant du prix du gaz) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9440, 9441) : soutient l'amendement n° II-392 de M. Marc Massion (application du taux réduit de TVA aux opérations d'aménagement et de construction destinées à l'accession sociale à la propriété d'un logement neuf situé dans un quartier de rénovation urbaine conventionné par l'ANRU) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9459, 9460) : intervient sur l'amendement n° II-369 de M. Gérard Miquel (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets). Absence de véritable fiscalité écologique en France, à l'opposé du Danemark et de la Grande-Bretagne. - **Art. 67 terdecies** (*Indemnisation exceptionnelle des dégâts de la sécheresse de 2003*) (p. 9487, 9490) : son amendement n° II-376 : suppression des dispositions portant attribution d'une enveloppe spécifique aux habitants des communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle ; rejeté. S'interroge sur les raisons de l'augmentation de l'enveloppe exceptionnelle au profit de "communes limitrophes". Procédé

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

arbitraire. Opposition constante du groupe socialiste à l'individualisation de l'indemnisation. Son amendement n° II-377 : prise en compte de la gravité des dommages pour l'attribution de l'aide exceptionnelle ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 4** (*Ajustement de la compensation financière des transferts de compétences aux régions*) (p. 9859, 9860) : problème de la compensation financière du transfert de la compétence transport aux régions, notamment dans le cas de la région d'Île-de-France. (p. 9861) : soutient l'amendement n° 103 de M. Michel Sergent (modalités de calcul de la compensation financière versée aux régions au titre du transfert des formations sanitaires et sociales) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9863) : intervient sur l'amendement n° 197 du Gouvernement (remboursement complémentaire des taxes intérieures sur les produits pétroliers et sur la consommation de gaz naturel). Conteste le financement de cette mesure au détriment du CNRS. - **Art. 6** (*Création du compte d'affectation spéciale «Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat»*) (p. 9866, 9868) : soutient l'amendement n° 44 de M. Michel Sergent (affectation des fonds résultant de la cession du patrimoine immobilier de l'Etat) ; rejeté. - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9885, 9886) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression). - **Art. 19** (*Aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers*) (p. 9911) : soutient l'amendement n° 47 de M. Michel Sergent (suppression) ; rejeté. - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9939) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 24 ter.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. 58** (*Validation d'un règlement*) (p. 10140, 10141) : soutient l'amendement n° 123 de M. Michel Sergent (suppression) ; rejeté.

BRISEPIERRE (Paulette)
sénateur (Français établis hors de
France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement: Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Aide publique au développement [n° 102 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense** [n° 289 (2004-2005)] - (6 octobre 2005) -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5858) : avec le groupe UMP, votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9062, 9063) : augmentation constante de l'aide en réponse à l'impératif de solidarité. Perspective de renforcement de l'aide bilatérale. Progression de l'aide projet. Maintien indispensable de l'assistance technique. Souhait de définition d'une stratégie plus claire pour l'aide multilatérale. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ces crédits.

de **BROISSIA (Louis)**
sénateur (Côte-d'Or)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévision.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord relatif aux transports maritimes entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie, de la République slovaque (E 2809) [n° 481 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Médias [n° 100 tome 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Cinéma, audiovisuel, expression radiophonique locale [n° 100 tome 9 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Avances à l'audiovisuel public [n° 100 tome 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Culture**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 602, 603) : favorable à l'implication des élus dans l'effort culturel. Approbation de la réflexion d'ensemble sur la création et la diffusion culturelles. Rôle du spectacle vivant. Place de la pratique culturelle dans l'éducation. Souhait d'une égalité des chances culturelles. Rôle des collectivités territoriales aux côtés de l'Etat. Engagement du processus de refondation du spectacle dans un esprit nouveau.

- **Projet de loi portant statut général des militaires** [n° 126 (2004-2005)] - (2 février 2005) - **Art. 6 (Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'association) (p. 657) : honte ressentie lors de la visite de gendarmes en uniforme à sa permanence électorale. - **Art. 45 (Positions statutaires des militaires)** (p. 672, 673) : son amendement n° 42 : rétablissement de la retraite comme position statutaire ; retiré. (p. 674) : devoir d'explication à l'égard des militaires retraités.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 29** (p. 4141) : favorable à l'amendement n° 347 de M. Jacques Valade (extension aux supports vidéographiques de la prohibition des prix abusivement bas).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5854, 5855) : recouvrement de la taxe sur les dépenses hors médias. Interrogation sur l'aide à la modernisation sociale de la presse quotidienne d'information politique et générale et sur la modernisation des diffuseurs de presse.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8285, 8287) : fonction d'amortisseur de crise du couple département-commune. Augmentation des dépenses des départements : rôle "d'attributeurs" de prestations des départements. Atteintes au principe de libre administration des collectivités territoriales. Renouvellement du contrat de croissance et de solidarité. Impôts indirects. Elargissement du champ des investissements éligibles au fonds de compensation pour la TVA. DGE départementale. Importance du rôle des départements et des communes en matière de cohésion territoriale et sociale. Poids des dépenses sociales dans le budget des départements et faiblesse de l'endettement de ces derniers. Besoin de solidarité nationale. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8319) : favorable à l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). Dispositif déjà mis en oeuvre par les départements. Etape vers la prise en charge par la solidarité nationale d'une dépense imposée aux départements. - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8324, 8326) : soutient les amendements de M. Eric Doligé n° I-216 (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements) ; et n° I-217 (repli) ; devenus sans objet. Dispositif peu pertinent pour les départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale. Rappel de la différence entre la DGE, dotation de l'Etat pour investissement, et le RMI, dépenses de sous-traitance. Interrogation sur le financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires. (p. 8327) : soutient l'amendement n° I-218 de M. Eric Doligé (participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires) ; adopté. (p. 8328) : soutient l'amendement n° I-219 de M. Eric Doligé (pérennisation de la prise en charge par l'Etat du financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25 (Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements)** (p. 8369) : intervient sur les amendements n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local") et n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU). - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8377, 8378) : soutient l'amendement n° I-220 de M. Eric Doligé (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI) ; retiré. (p. 8381) : retire l'amendement n° I-220 précité. (p. 8382) : intervient sur l'amendement n° I-110 de M. Thierry Foucaud, identique à l'amendement n° I-220 précité.

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - **Art. 94 bis (Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies)** (p. 8856) : son amendement n° II-114 : suppression ; adopté. - **Art. 94 ter (Extension de la taxe sur les entreprises audiovisuelles pour les recettes de parrainage)** (p. 8857, 8858) : son amendement n° II-115 : suppression ; rejeté.

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8862, 8863) : regrette la présentation de l'audiovisuel et de la presse en missions distinctes. Lisibilité plus grande du dispositif de soutien à la presse. Améliorations possibles. Critiques à l'égard de la réforme de la redevance audiovisuelle. Interrogation sur le bilan de cette réforme et l'éventualité d'une double imposition pour 2005. Recommande l'adoption de ce projet de budget. (p. 1870) : intervient au nom du groupe UMP, qui votera ce projet de budget. Ses interrogations : hausse de certaines charges liée à la diffusion de la TNT ; date d'arrêt de la diffusion analogique ; crise de la presse payante ; partage des compétences entre le CSA et l'Agence nationale des fréquences. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8876, 8877) : défavorable à l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale). - **Art. 96 (Transmission aux commissions des affaires culturelles et des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, avant leur signature, des contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les organismes de l'audiovisuel public)** (p. 8878, 8879) : son amendement n° II-51 : transmission par les différentes sociétés audiovisuelles publiques de rapports annuels sur l'exécution de leur contrat d'objectifs et de moyens ; adopté.

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire le 17 janvier 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 433 (2004-2005)] pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 437 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 508 (2004-2005)] relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 24 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1169) : soutient l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (application du régime d'incitations fiscales et sociales en cas d'utilisation du compte épargne-temps pour constituer une épargne retraite) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises** [n° 235 (2004-2005)] - (30 juin 2005) - **Art. 10** (Art. L. 611-13 à L. 611-16 nouveaux du code de commerce - Statut du mandataire ad hoc et du conciliateur - Obligation de confidentialité) (p. 4804) : son amendement n° 373 : accord nécessaire du chef d'entreprise sur les conditions de rémunération du mandataire ad hoc ou du conciliateur ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 64** (p. 4834) : son amendement n° 374 : suppression de la mise en cause de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, au titre des contentieux prud'homaux liés aux relevés de créances salariales dans le cadre de la procédure de sauvegarde ; adopté. - **Art. 72** (Art. L. 626-4, L. 626-4-1 et L. 626-4-2 nouveaux du code de commerce - Propositions pour le règlement des dettes du débiteur) (p. 4838) : son amendement n° 270 : renvoi au domaine réglementaire de la définition du périmètre des remises de dettes sociales et rétablissement d'une disposition

prévue à l'actuel livre VI du code de commerce autorisant l'ensemble des créanciers publics à consentir des cessions de rang de privilège ou d'hypothèque ou l'abandon de ces sûretés ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 85 bis** (p. 4842) : son amendement n° 272 : versement du prix au débiteur en cas de cession partielle d'actifs ; adopté. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4859) : soutient l'amendement n° 265 de M. Jean-René Lecerf (modification du seuil de détention des créances permettant aux fournisseurs de biens ou de services de siéger de droit au comité des principaux fournisseurs) ; adopté. (p. 4861) : son amendement n° 279 : vérification des créances en cas de correspondance entre le montant déclaré par l'un des membres d'un comité de créanciers et le montant indiqué par le débiteur ; adopté. Soutient l'amendement n° 216 de M. Pierre Jarlier (impossibilité pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics d'être membres du comité des principaux fournisseurs) ; adopté. - **Art. 102** (Art. L. 631-12 à L. 631-18 nouveaux du code de commerce - Déroulement de la procédure de redressement judiciaire) (p. 4873) : sur l'amendement n° 87 de la commission (allègement de l'obligation d'établir un rapport sur la capacité de financement de l'entreprise, mise en cause systématique de l'AGS au cours du redressement et possibilité pour le tribunal de commerce de mettre fin à la procédure si le débiteur possède les sommes suffisantes pour rembourser ses créanciers et payer les frais), son sous-amendement n° 375 ; adopté. Son amendement n° 278 : coordination ; adopté. (p. 4874) : sur l'amendement n° 91 de la commission (maintien en fonction de l'administrateur jusqu'à l'achèvement du passage des actes nécessaires à la réalisation de la cession), soutient le sous-amendement n° 268 de M. Jean-René Lecerf ; adopté. - **Art. 121** (Art. L. 641-14 nouveau du code de commerce - Application des dispositions relatives à la détermination du patrimoine et aux créances résultant du contrat de travail en procédure de sauvegarde - Application des dispositions relatives aux nullités de la période suspecte en procédure de redressement) (p. 4885) : sur l'amendement n° 111 de la commission (maintien de la mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des procédures en cours devant le conseil de prud'hommes à la date du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire), son sous-amendement n° 376 ; adopté. - **Art. 187 quinquies** (Art. L. 243-5 du code de la sécurité sociale - Remise de cotisations sociales autres que salariales) (p. 4930) : son amendement n° 372 : coordination ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4945) : procédure adaptée aux difficultés économiques des petites et moyennes entreprises. Préservation d'une certaine forme de confidentialité en faveur des dirigeants d'entreprise. Clarification du rôle des différents intervenants dans la procédure. Nécessité d'anticiper les difficultés économiques et d'éviter les liquidations judiciaires. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie** [n° 433 (2004-2005)] - (4 juillet 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 4981, 4983) : modernisation et simplification des dispositifs juridiques facteurs de l'attractivité d'un territoire. Réformes nécessaires à la reprise de l'investissement et de la croissance. Assouplissement des conditions de participation au conseil d'administration et au conseil de surveillance. Transparence dans les rémunérations des dirigeants sociaux. Amélioration de l'information des actionnaires et des investisseurs. Modification des limites d'âge des dirigeants des établissements publics de l'Etat. Habilitation à adopter le code des propriétés publiques. Restriction et précision par l'Assemblée nationale du champ de l'habilitation visant la réforme du droit des sûretés. Dessaisissement préoccupant du Parlement. Inopportunité d'une réforme d'une telle importance. Propose la suppression de l'introduction du prêt viager hypothécaire jusqu'à l'examen prochain par le Parlement d'un projet de loi de réforme du droit des successions. Invite à l'adoption de ce projet de loi modifié par les amendements de la commission des lois. - **Art. 1er** (Tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par des moyens

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de télétransmission) (p. 5010) : son amendement n° 32 : réécriture de l'article prévoyant un régime unique applicable à l'ensemble des moyens de télécommunication ; adopté. - **Art. 2 bis** (*Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées*) (p. 5021, 5022) : ses amendements n° 33 : intégration dans le dispositif des conventions réglementées des contreparties financières dues en raison de la cessation des fonctions de dirigeant ; et de cohérence rédactionnelle n° 34 et n° 35 ; adoptés. - **Art. 2 ter** (*Transparence des rémunérations des dirigeants des sociétés cotées*) (p. 5024) : son amendement n° 36 : contrepartie financière liée à la cessation ou au changement de fonctions soumise à information ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3** (*Limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 5037) : ses amendements n° 37 : maintien de certains fonctionnaires au-delà de la limite d'âge, jusqu'à la prise de fonction de leurs successeurs et n° 38 : précision du dispositif ; adoptés. - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5078, 5079) : ses amendements n° 39 : retrait du prêt viager hypothécaire du champ d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances ; et n° 40 : rédaction ; adoptés. (p. 5082) : intervient sur son amendement n° 39 précité. - **Art. 12** (*Amélioration des règles de franchissement de seuil*) (p. 5110) : son amendement n° 41 : suppression d'une disposition inutile et extension d'une exemption prévue par le code de commerce ; adopté. - **Art. 23** (*Renouvellement de l'habilitation à modifier la législation relative aux propriétés publiques*) (p. 5132) : son amendement n° 42 : cohérence ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6116, 6117) : saisine pour avis de la commission des lois des treize articles tendant à modifier le code de commerce. Nécessité de créer un cadre juridique propice aux restructurations économiques et d'assurer la protection des actionnaires minoritaires. Transposition d'une directive contenant des dispositions à caractère obligatoire et des dispositions d'application optionnelle. Application des préconisations du groupe de travail institué par le ministre de l'économie et des finances. Amendements de la commission visant à éviter le détournement de la clause de réciprocité et à garantir une plus grande transparence du marché. - **Art. 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 6139, 6140) : son amendement n° 30 : précision sur les décisions devant faire l'objet d'une approbation ou d'une confirmation en période d'offre ; adopté. - **Art. 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 6143) : son amendement n° 31 : non-application de la clause de réciprocité à des sociétés non vertueuses agissant de concert avec la société cible ; adopté. - **Art. 14** (*Suspension facultative des restrictions contractuelles à l'exercice des droits de vote*) (p. 6144) : son amendement n° 32 : précision ; adopté. - **Art. 15** (*Suspension facultative des restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote*) (p. 6145) : son amendement n° 33 : coordination ; adopté. - **Art. 19** (*Publicité par l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire*) (p. 6146) : son amendement n° 34 : information de l'AMF en cas de cessation d'application des dispositions ; adopté. (p. 6147) : sur l'amendement n° 28 de la commission (application de la clause de réciprocité aux dispositions optionnelles de l'article 11 de la directive que les sociétés auraient volontairement choisies d'appliquer), son sous-amendement n° 35 : non-application de la clause de réciprocité à des sociétés non vertueuses agissant de concert avec la société cible ; adopté.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6361, 6362) : réussite de l'immigration régulière compromise par l'immigration illégale. Volonté de contrôler le

fonctionnement des services publics intervenant dans ce domaine. Situation des territoires d'outre-mer. Intolérable trafic d'êtres humains. Le groupe UMP votera cette proposition de résolution.

BUSSEREAU (Dominique)
ministre de l'agriculture, de
l'alimentation, de la pêche et de la
ruralité
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de l'agriculture et de la pêche
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-55 du 26 janvier 2005 relative aux actions interprofessionnelles dans le domaine de la canne à sucre en Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion [n° 486 (2004-2005)] (20 juillet 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-554 du 26 mai 2005 relative à diverses mesures de simplification dans le domaine agricole [n° 493 (2004-2005)] (2 août 2005) - **Agriculture et pêche.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1127 du 8 septembre 2005 relative à diverses mesures de simplification dans le domaine agricole [n° 110 (2005-2006)] (30 novembre 2005) - **Agriculture et pêche.**

INTERVENTIONS

- **Hommage aux victimes du raz-de-marée de l'Océan indien** - (18 janvier 2005) (p. 23) : s'associe au message de recueillement et de solidarité exprimé par le président de la Haute Assemblée.

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 27, 30) : travail interministériel. Remerciements à la commission des affaires économiques. Attachement à la conservation des espaces, de la culture et des traditions de la France rurale. Ambitions du Gouvernement : valorisation du patrimoine rural, régulation des évolutions divergentes des territoires et renouvellement du contrat social dans les campagnes. Enrichissement du texte au Sénat et à l'Assemblée. Objectif d'accompagnement du développement économique et d'action pour l'emploi : alignement du statut des ZRR sur les ZFU ; pluriactivité et groupements d'employeurs. Garantie d'accès aux services : évolution des services publics de proximité, simplification du régime juridique des maisons de service public, égalité d'accès aux services de santé. Préservation des espaces spécifiques et protection de l'environnement : dispositions relatives aux zones humides, Natura 2000, "loi littoral" et volet "montagne". Renforcement des capacités d'intervention de certains établissements publics. Articulation du texte avec la future loi d'orientation agricole : définition d'une nouvelle agriculture "économiquement efficace et écologiquement responsable".

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : sa réponse (p. 376, 378).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5844, 5846) : importance de l'application de la LOLF et de la souplesse de gestion introduite par celle-ci. Prise en compte indispensable des spécificités de l'agriculture dans l'économie et la société. Aléas subis par le ministère de l'agriculture en 2004. Prévision de crédits pour la gestion des crises et le soutien aux agriculteurs en difficulté. Développement de l'assurance récoltes. Possibilité de redéploiements en cours de gestion. Crédits consacrés aux bâtiments d'élevage. Déficit du régime de protection sociale agricole. Affectation de la taxe sur le tabac. Volonté de maîtriser l'évolution des prélèvements obligatoires. Autonomie indispensable de la MSA. Récupération par le Parlement de sa place dans le débat budgétaire grâce à la LOLF. (p. 5849, 5850) : poursuite de la simplification de la conditionnalité. Mise en place prochaine d'un système d'autodiagnostic. Droits à paiement unique, DPU. Priorité à l'installation des jeunes et à certaines cultures difficiles. Succès de l'assurance récolte. Volonté de mettre un terme au déficit du BAPSA. Enseignement agricole.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6411, 6417) : texte élaboré en collaboration avec le Conseil économique et social et le Conseil national du développement durable. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Besoin de perspectives de l'agriculture française. Défi d'une agriculture propre. Rôle économique et stratégique du secteur agricole et alimentaire. Secteur d'avenir. Esprit de ce texte. Organisation mondiale du commerce et politique agricole commune. Triple impératif économique, environnemental et sanitaire de ce projet de loi. (p. 6459, 6463) : réponses aux orateurs : cessibilité du bail, création d'un fonds agricole, assurance récolte, biocarburants, filière fruits et légumes, betterave, lait et bois, agriculture de montagne, retraites, démographie des agriculteurs, compétitivité et marchés mondiaux, questions foncières, agriculture ultramarine. Remerciements. - **Question préalable** (p. 6565) : s'oppose à la motion n° 576 de M. Gérard Le Cam tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'art. 1er) ou avant l'art. 1er** (p. 6466) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 681 (nouvelle vision des politiques agricoles nationales et européennes) et n° 683 (contrôle et réduction des importations alimentaires) ainsi qu'à l'amendement n° 459 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture). - **Art. additionnel avant le titre Ier (avant l'art. 1er)** (p. 6467) : s'oppose à l'amendement n° 602 de M. Claude Lise (préparation d'une loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 6478) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Gérard Le Cam (demande à l'OMC de geler les négociations actuelles sur le commerce des denrées agricoles). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 6479) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 399 de M. Gérard Le Cam et n° 460 de M. Jean-Marc Pastor (définition de l'exploitant agricole). - **Art. 1er** (*Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole*) (p. 6480) : en réponse à M. Charles Revet, définition du fonds agricole. (p. 6483) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 396 (suppression), n° 397 (exclusion des biens incorporels du fonds agricole) et n° 398 (intégration du fonds agricole dans les charges amortissables au sein du bilan de l'entreprise agricole). Demande le retrait des amendements n° 201 de Mme Françoise Henneron (suppression du caractère optionnel de la création du fonds agricole) et de la commission saisie pour avis n° 76 (suppression de la déclaration de création d'un fonds agricole à l'autorité administrative). Accepte les amendements de la commission n° 1 (déclaration de création du fonds agricole au centre de formalités des entreprises) et n° 735 (coordination juridique). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6486, 6487) : s'oppose à l'amendement n° 461 de M. Roland Courteau (relance de la production ovine française en encourageant l'apport de fonds financiers extérieurs à l'agriculture). (p. 6488) : s'oppose à

l'amendement n° 631 de M. Gérard Le Cam (révision par décret du mode de calcul des droits à paiement unique). - **Art. 1er bis** (*Art. L. 323-7 du code rural - Conditions d'entrée dans un GAEC*) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (suppression). - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6491, 6492) : s'oppose aux amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M. Jean-Marc Pastor. Lien entre le foncier et les droits à paiement unique. (p. 6495) : s'oppose à l'amendement n° 465 de M. Jean-Marc Pastor (limite de la cessibilité d'un bail hors cadre familial à l'installation d'un jeune agriculteur). (p. 6495) : demande le retrait des amendements identiques n° 375 de Mme Adeline Gousseau et n° 676 de M. Laurent Bêteille (suppression du recours systématique à l'acte authentique). (p. 6497) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 376 de Mme Adeline Gousseau et n° 464 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du droit de préemption des SAFER sur les biens faisant l'objet d'un bail cessible hors cadre familial et de la possibilité de demande de révision du prix de vente des terrains cédés par le fermier bénéficiaire d'un droit de préemption). Accepte les amendements identiques n° 3 de la commission, n° 111 de M. Laurent Bêteille, n° 134 de M. Charles Revet, n° 463 de M. Jean-Marc Pastor et n° 641 de M. Jean Bizet (introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER). (p. 6498) : accepte l'amendement n° 610 de M. Ladislav Poniatowski (suppression de la possibilité de dérogation contractuelle à la responsabilité des détenteurs de droit de chasse, situés aux alentours des terres louées, pour les dégâts aux cultures causés par les lapins et le gibier provenant de leurs fonds) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 308 de M. Alain Vasselle (possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat reprenneur, de choisir librement le cessionnaire). S'oppose à la demande de réserve de l'amendement n° 308 précité formulée par M. Alain Vasselle. (p. 6502) : s'oppose à l'amendement n° 402 de M. Gérard Le Cam (suppression de l'encadrement du loyer d'un bail cessible par des maxima majorés de 50 % et des minima). Demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 468 de M. Jean-Marc Pastor, n° 509 de Mme Françoise Henneron et n° 238 de M. Jacques Pelletier (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ainsi que des amendements, portant sur le même objet, n° 466 de M. Jean-Marc Pastor, n° 160 de M. Dominique Mortemousque et n° 377 de Mme Adeline Gousseau (fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux). S'oppose à l'amendement n° 470 de M. Jean-Marc Pastor (diminution du taux de majoration du loyer d'un bail cessible). (p. 6504) : intervient sur l'amendement précité n° 468 de M. Jean-Marc Pastor. Dispositif équilibré. (p. 6517) : s'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean-Marc Pastor (prorogation de dix-huit ans de la durée du bail cédé à un jeune agriculteur en phase d'installation). (p. 6519) : accepte l'amendement n° 309 de M. Alain Vasselle (clarification). Sur les amendements portant sur le même objet, demande le retrait des n° 302 de M. Jean-Jacques Hyst et n° 359 de Mme Adeline Gousseau et s'oppose au n° 403 de M. Gérard Le Cam (allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible). Accepte l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux saisi d'une contestation lors du renouvellement d'un bail cessible de fixer le prix de ce bail et de statuer sur ses clauses). (p. 6520) : s'oppose aux amendements n° 401 de M. Gérard Le Cam (suppression de la possibilité pour le bailleur de refuser, sans justification légale, un renouvellement du bail) et n° 467 de M. Jean-Marc Pastor (établissement d'une correspondance entre l'indemnité d'éviction et la valeur de l'ensemble du fonds). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la mention relative à l'examen des arguments du bailleur). (p. 6521) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression de l'information obligatoire du bailleur par le cessionnaire). (p. 6522) : accepte l'amendement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de la commission saisie pour avis n° 78 (cohérence). Demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Hyst (suppression du choix du repreneur par le bailleur et de la possibilité de contestation du projet de cession devant le tribunal paritaire des baux ruraux par le bailleur). Accepte les amendements identiques n° 6 de la commission, de la commission saisie pour avis n° 77, n° 159 de M. Dominique Mortemousque et n° 311 de M. Alain Vasselle (suppression du choix du repreneur par le bailleur). (p. 6522, 6523) : demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Alain Vasselle (exonération partielle d'ISF des parts de groupements fonciers agricoles représentatives d'apports en numéraire). (p. 6525) : sur les amendements, portant sur le même objet, estime les n° 213 de M. Rémy Pointereau et n° 313 de M. Alain Vasselle satisfaits par l'amendement de la commission saisie pour avis n° 79 (clarification relative aux conditions dans lesquelles les biens donnés à bail cessible peuvent être considérés comme des biens professionnels au regard de l'ISF) auquel il est favorable. Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 80 (coordination). (p. 6526) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 161 de M. Dominique Mortemousque et n° 343 de M. Daniel Soulage (augmentation du taux de l'abattement forfaitaire sur les revenus fonciers pour les baux cessibles). - **Art. additionnels après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 287 de M. Jean-Marc Pastor (octroi aux partenaires du pacte civil de solidarité des mêmes droits qu'un conjoint en matière de baux ruraux). (p. 6528) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 194 de M. Gérard Cornu et n° 315 de M. Alain Vasselle (revalorisation des loyers des bâtiments d'habitation dans le cadre d'un bail rural), ainsi que le n° 318 (revalorisation des loyers des bâtiments d'exploitation) de ce dernier. Souhait d'une expertise préalable des conséquences de ces dispositions. (p. 6529) : accepte les amendements de M. Marcel Deneux n° 386 (possibilité de procéder à un assolement en commun entre les fermiers exerçant leur activité dans le cadre d'une société d'exploitation et ceux exerçant à titre individuel) et n° 388 (possibilité de bénéficier de l'assolement en commun pour les groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et les associés de GAEC). - **Art. additionnels après l'art. 2 ou après l'art. 25 ter** (p. 6530) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 385 de M. Marcel Deneux et n° 731 de M. Bernard Barraux (application des mêmes règles aux assolements en commun des sociétés en participation et à ceux d'une société civile d'exploitation agricole). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6532) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 193 de M. Gérard Cornu, n° 211 de M. Rémy Pointereau et n° 319 de M. Alain Vasselle (introduction dans le statut du fermage d'une disposition relative au congé-vente à destination des propriétaires bailleurs disposant de faibles ressources). (p. 6533) : s'oppose à l'amendement n° 471 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement de la notion "d'habitation située à proximité" du fonds au profit des jeunes agriculteurs et possibilité pour ceux-ci d'accéder à des logements sociaux). (p. 6534) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 370 de Mme Françoise Férat (suppression de la possibilité pour le bailleur à métayage de s'opposer à la mise à disposition du bail au profit d'une société d'exploitation créée par le preneur et accord au métayer d'une liberté identique à celle du fermier tout en respectant les spécificités du contrat de métayage). (p. 6535) : demande le retrait de l'amendement n° 112 de M. Laurent Béteille (élargissement du droit de préemption des communes aux donations sans lien de parenté). - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 2 quinquiés ou après l'art. 25 ter** (p. 6537) : accepte l'amendement n° 206 de M. Alain Lambert (application de la loi relative au développement des territoires ruraux aux baux conclus ou renouvelés postérieurement à sa promulgation). Demande le retrait de l'amendement n° 730 de M. Bernard Barraux (levée des difficultés d'application de la reconnaissance des assolements en commun sous forme de sociétés en participation). Accepte l'amendement n° 387 de M. Marcel Deneux portant sur le même objet que le n° 730. Création d'un pôle autour du cheval dans le Calvados. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6538) : demande le retrait de l'amendement n° 214 de M. Rémy Pointereau (extension des

dispositions fiscales appliquées aux apporteurs de biens immobiliers ou de droits immobiliers à destination agricole aux apporteurs de parts en numéraires à un groupement foncier agricole) et s'oppose à l'amendement n° 473 de M. Jean-Marc Pastor (rapport relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement). (p. 6539) : en réponse à M. Jean-Marc Pastor, gestion des droits à paiement unique assurée par le ministère de l'agriculture. - **Art. 2 bis** (Art. L. 411-37 du code rural - Participation de personnes morales aux sociétés agricoles bénéficiant de mises à disposition de biens loués) : s'oppose à l'amendement n° 404 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 2 ter** (Art. L. 411-51 et L. 411-55 du code rural - Mesures de codification) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (regroupement des articles 2 ter et 2 quater). - **Art. 2 quater** (Art. L. 411-70 du code rural - Mesure de codification) (p. 6540) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (suppression). - **Art. 2 quinquiés** (Art. L. 417-11 du code rural - Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 736 de la commission, n° 162 de M. Dominique Mortemousque, n° 202 de Mme Françoise Henneron, n° 357 de M. Michel Mercier et n° 639 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. 3** (Habilitation à simplifier par ordonnance le statut du fermage) (p. 6541) : s'oppose aux amendements de suppression n° 405 de M. Gérard Le Cam et n° 474 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 6542, 6543) : demande le retrait des amendements n° 406 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour deux époux de constituer un groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC) et n° 732 de M. Jacques Blanc (modernisation et adaptation aux évolutions de la société de la gestion des biens de section). - **Art. 3 bis** (Art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Possibilité de mise à disposition des SAFER des biens de section) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : s'oppose à l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). (p. 6545) : importance d'avoir ou non un diplôme. Question des stages. Nécessité d'une réflexion globale sur ce problème. (p. 6546) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 622 de M. Daniel Soulage et n° 670 de M. Jean-Paul Emorine (rétablissement des comités départementaux et régionaux d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC). (p. 6547) : accepte les amendements identiques n° 621 de M. Daniel Soulage et n° 669 de M. Jean-Paul Emorine (extension au statut professionnel des associés chefs d'exploitation du principe d'égalité de traitement entre un associé de GAEC et l'exploitant individuel pour tout ce qui concerne son statut fiscal, social et économique, ainsi que celui de sa famille). - **Demande de réserve** (p. 6547) : accepte la demande de réserve formulée par la commission de l'article 11 bis jusqu'au mardi 8 novembre. - **Art. 4 bis** (Art. 70 et 71 du code général des impôts - Extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) (p. 6549) : accepte les amendements identiques n° 181 de M. Alain Vasselle, n° 212 de M. Rémy Pointereau et n° 672 de M. Jean-Paul Emorine (extension aux associés exploitants des règles appliquées aux exploitants individuels). - **Art. 4 ter** (Art. 1382 et 1450 du code général des impôts - Exonération des GIE agricoles de taxe professionnelle et de taxe foncière) (p. 6550) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (précision rédactionnelle). - **Art. additionnel avant l'art. 5** : s'oppose à l'amendement n° 684 de M. Jean Desessard (extension du contrôle des structures des exploitations agricoles à la préservation de l'environnement et au bien-être animal). - **Art. 5** (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures) (p. 6556, 6557) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 408 (suppression), n° 409 (suppression du seuil des surfaces à partir duquel les agrandissements des exploitations agricoles sont soumis à autorisation préfectorale) et n° 411 (suppression de la possibilité de soumettre à une simple déclaration préalable les opérations résultant de la transmission d'un bien dans le cadre familial), ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 685 (insertion du respect de l'environnement parmi les objectifs du contrôle des structures) et n° 686 (précision de la prise en compte de l'objectif environnemental par le préfet pour la délivrance de l'autorisation). S'oppose aux amendements identiques n° 184 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 475 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des formes d'exploitations agricoles sociétaires). Demande le retrait des amendements identiques n° 163 de M. Dominique Mortemousque, n° 342 de M. Daniel Soulage, n° 410 de M. Gérard Le Cam et n° 477 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole). S'oppose aux amendements n° 384 de M. Marcel Deneux (dispense des assolements en commun du contrôle des structures) et n° 603 de M. Claude Lise (non-application de ce dispositif à l'outre-mer). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (coordination juridique). (p. 6558) : intervient sur les amendements de M. Jean Desessard n° 685 et n° 686 précités. Respect de la production biologique. Préservation des zones d'intérêt environnemental. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 6559) : s'oppose à l'amendement n° 478 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour les collectivités territoriales de financer des bâtiments agricoles relais afin de soutenir de jeunes agriculteurs durant leur phase d'installation ou de développement). - **Art. 5 bis** (Art. L. 514-6 du code de l'environnement - *Délai de recours visant certaines installations classées d'élevage*) : Accepte les amendements de suppression n° 12 de la commission et n° 689 de M. Jean Desessard. - **Art. 5 ter** (Art. L. 143-7-2 [nouveau] du code rural - *Information des maires par la SAFER*) (p. 6559) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (suppression). - **Art. 5 quater** (*Rapport sur la gestion de l'espace foncier*) (p. 6560) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (suppression). - **Art. 6** (Art. 199 univies [nouveau] du code général des impôts - *Mise en place d'un «crédit transmission»*) (p. 6562) : approbation de ce dispositif par les syndicats de jeunes agriculteurs. Baisse du taux des prêts bonifiés. S'oppose à l'amendement n° 416 de M. Gérard Le Cam (suppression). Sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 81 (précision rédactionnelle) et s'oppose au n° 82 (prolongation des délais d'application de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 2013). Accepte l'amendement n° 671 de M. Jean-Paul Emorine (précision). (p. 6563) : accepte la demande de réserve formulée par la commission des amendements tendant à insérer un article additionnel après l'article 6 bis jusqu'après l'examen de l'article 21 A. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6564) : demande le retrait des amendements identiques n° 146 de M. Alain Vasselle et n° 210 de M. Benoît Huré (avantage fiscal accordé aux détenteurs de parts de groupement foncier agricole louant leurs biens par bail à long terme ou bail cessible). (p. 6565) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Charles Revet (avantage fiscal accordé aux souscripteurs de parts de SCPI ou d'organismes de placement collectif immobilier ayant un actif composé d'au moins 60 % d'immeubles agricoles) et demande le retrait de l'amendement n° 371 de Mme Françoise Férat (extension aux biens loués aux jeunes agriculteurs de l'exonération d'ISF dont bénéficient les biens professionnels). (p. 6567) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Le Cam n° 418 (fixation de niveaux minima pour l'ensemble des retraites agricoles) et n° 417 (financement des retraites agricoles par une cotisation issue des bénéfices réalisés par les industries du secteur agroalimentaire, des centrales d'achat et de la grande distribution). - **Art. 6 bis** (Art. 41 et 787 C du code général des impôts - *Exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole*) (p. 6568) : accepte les amendements de suppression n° 15 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 83. Projet d'instruction administrative pour la mise en oeuvre de l'article 41 du code général des impôts. - **Art. additionnels après l'art. 6 ter** (p. 6569) : s'oppose à l'amendement n° 335 de Mme Françoise Férat (en cas de mutation à titre gratuit, limite de l'assiette de l'imposition à la valeur retenue par les parties dans l'acte ou la déclaration sans possibilité pour l'administration de mettre en oeuvre une procédure de rectification) et demande le retrait de l'amendement n° 608 de M. Gérard Bailly (accord de la

chambre d'agriculture pour toute dérogation aux règles d'implantation ou de construction à proximité des sièges d'exploitations agricoles). - **Art. 6 quater** (Art. L. 111-3 du code rural - *Règle de réciprocité en matière d'urbanisme*) (p. 6570) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Bernard Barraux (élargissement au changement de destination des bâtiments d'élevage de la dérogation à l'interdiction de construire aux abords d'une exploitation agricole). - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571, 6572) : sur les amendements portant sur le même objet demande le retrait du n° 192 de M. Yann Gaillard et s'oppose aux amendements n° 636 de M. Gérard Le Cam, n° 373 de Mme Adeline Gousseau et n° 350 de Mme Françoise Férat (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage). (p. 6573) : conséquence de cet élargissement du domaine agricole. Favorable à la demande de création d'un groupe de travail. Problèmes de concurrence entre les centres d'aide par le travail, CAT, et les entreprises de paysage. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 6574, 6575) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 577 (élection des cantons de zones rurales au système des dispositifs d'aides visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux), n° 334 (mise en oeuvre de dispositifs d'aide à l'installation des professionnels de santé en y incluant la présence obligatoire d'au moins un médecin par canton) et n° 616 (mise en place d'une modulation des honoraires visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux dans les zones rurales). (p. 6577) : s'oppose à l'amendement n° 482 de M. Jean-Marc Pastor (extension aux conjoints et aux aides familiaux du bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles). - **Art. 7** (Art. L. 321-5 et L. 722-10 du code rural - *Mesures d'extension de la couverture sociale agricole*) (p. 6578) : s'oppose à l'amendement n° 419 de M. Gérard Le Cam (levée du caractère optionnel de l'adhésion au statut de conjoint collaborateur). Crise des producteurs de fruits et légumes. Mise en oeuvre différée du coefficient multiplicateur à la demande des organisations professionnelles. Nécessité d'un contrôle plus sévère des importations. (p. 6579) : accepte l'amendement n° 175 de M. Jean-Claude Carle (option obligatoire du conjoint du chef d'une entreprise agricole entre trois statuts). - **Art. additionnels après l'art. 7** : S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 422 (réduction du montant des cotisations sociales payées par les agriculteurs à faible revenu) et n° 425 (suppression de l'assiette plafonnée des cotisations vieillesse des agriculteurs). (p. 6580) : demande le retrait de l'amendement n° 103 de M. Dominique Mortemousque (limite de l'incompatibilité entre la qualité d'aide familial et la poursuite d'études pour le rachat d'années de cotisations). - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 8** (p. 6582) : demande le retrait de l'amendement n° 104 de M. Dominique Mortemousque (attribution aux personnes non salariées des professions agricoles d'un avantage retraite complémentaire correspondant aux périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général) au profit des amendements identiques n° 18 de la commission et n° 427 de M. Gérard Le Cam (prise en compte des périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général pour l'accès aux revalorisations des retraites des non-salariés agricoles) qu'il accepte. Mise en place d'un groupe de travail à l'Assemblée nationale. Mesures prises par les gouvernements successifs depuis 2002. Coût de cette mesure. Volonté du Premier ministre de faire un geste en faveur des retraités agricoles. Financement du Fonds de financement des prestations sociales agricoles, FIPSA.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6592) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 424 et 423 (renforcement de la protection sociale de la profession agricole en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6593, 6594) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, demande le retrait du n° 483 (réforme des allègements de cotisations sur les salaires des travailleurs occasionnels après la réunion des partenaires sociaux), et s'oppose aux n° 484 (adaptation du contrat d'intégration entre les agriculteurs) et n° 485 (partage

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de responsabilité entre l'agriculteur intégrant et l'agriculteur intégré). - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6595) : dispositions sociales importantes de l'article. Distribution pour information du projet d'ordonnance. (p. 6598) : s'oppose aux amendements n° 426 de M. Gérard Le Cam (suppression), aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 288 (amélioration de la protection sociale des personnes pluriactives), n° 488 (précision du texte d'habilitation), n° 489 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour améliorer la protection sociale de certains non-salariés agricoles) et n° 490 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour aménager les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles) et demande le retrait des amendements n° 364 de M. Bernard Seillier (précision du texte d'habilitation) et n° 259 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'une assurance revenu pour les agriculteurs pour faire face aux risques de fluctuations des prix). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 6600) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 289 (élargissement aux conjoints et aux aides familiaux du régime de l'assurance vieillesse complémentaire) et n° 290 (rapport sur l'hypothèse d'un plan pluriannuel de revalorisation des petites retraites agricoles). - **Art. 9** (*Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants*) (p. 6601) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 493 et 492 (mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles) et demande le retrait de l'amendement n° 147 de M. Alain Vasselle (modalités d'extension du crédit d'impôt "remplacement" aux chefs d'exploitation). (p. 6602, 6603) : mise en place des services de remplacement. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6603, 6604) : demande le retrait de l'amendement n° 346 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les exploitants de provisionner les cotisations sociales) et s'oppose à l'amendement n° 148 de M. Alain Vasselle (répartition entre les associés exploitants du crédit d'impôt né de la formation des dirigeants). (p. 6605) : demande le retrait des amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousque et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). - **Art. 9 bis** (*Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les groupements d'employeurs agricoles*) (p. 6609) : s'oppose à l'amendement n° 428 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 9 ter** (*Art. L. 741-16 du code rural - Extension aux entreprises de travaux forestiers des taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels*) (p. 6610) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (rédaction), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 746 ; adopté. (p. 6611, 6612) : s'oppose à l'amendement n° 429 de M. Gérard Le Cam (suppression). Sur l'amendement n° 19 de la commission précité, demande le retrait du sous-amendement n° 619 de M. Daniel Soulage et s'oppose au sous-amendement n° 623 de celui-ci. - **Art. additionnel après l'art. 9 ter** (p. 6613) : demande le retrait de l'amendement n° 733 de M. Jacques Blanc (harmonisation des cotisations sociales des exploitants agricoles exerçant des activités de location de meublés sans prestation hôtelière et des personnes exerçant les mêmes activités en dehors du contexte d'une exploitation agricole). - **Art. 9 quater** (*Art. L. 741-16 du code rural - Extension des taux réduits de cotisations salariales pour l'emploi de travailleurs occasionnels aux groupements d'employeurs multisectoriels*) : accepte les amendements identiques n° 20 de la commission et n° 430 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 10** (*Art. L. 713-11-1 nouveau du code rural - Extension aux salariés agricoles du dispositif des heures choisies*) (p. 6615) : s'oppose à l'amendement n° 434 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6617) : accepte la nouvelle rédaction de l'amendement n° 23 de la commission (mise en place de l'équivalent du 1 % logement pour le monde agricole), après avoir suggéré à celle-ci une autre formulation. (p. 6618) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (possibilité pour la MSA de mener des actions de développement sanitaire et social en zone rurale). (p. 6619) : demande le retrait de

l'amendement n° 24 de la commission (exonération de cotisations sociales pour les jeunes conchyliculteurs), ainsi que des amendements identiques n° 365 de M. Bernard Seillier et n° 486 de M. Jean-Marc Pastor (amélioration de la couverture sociale des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles). (p. 6621) : s'oppose aux amendements n° 366 de M. Bernard Seillier (possibilité d'une reprise à mi-temps thérapeutique pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles) et de M. Gérard Le Cam n° 421 (possibilité de reprise à mi-temps thérapeutique pour une victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle) et n° 420 (attribution des indemnités journalières sans délai de carence préalable). (p. 6623) : accepte l'amendement n° 144 de M. Alain Vasselle (mise en place d'une négociation pour l'harmonisation des tableaux de maladies professionnelles du régime général et les tableaux du régime agricole) et s'oppose aux amendements identiques n° 367 de M. Bernard Seillier, n° 433 de M. Gérard Le Cam et n° 487 de M. Jean-Marc Pastor (négociation tendant à la fusion des tableaux des maladies professionnelles du régime général et des tableaux du régime agricole). Demande le retrait de l'amendement n° 269 de M. Rémy Pointereau (extension aux entreprises de travaux agricoles des exonérations de charges sociales pour les travailleurs occasionnels). - **Art. 10 bis** (*Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les employeurs agricoles*) (p. 6624) : s'oppose à l'amendement n° 435 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 10 ter** (*Retraite complémentaire dans l'enseignement privé agricole*) (p. 6625) : accepte l'amendement n° 268 de M. Yves Pozzo di Borgo (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 6627) : s'oppose aux amendements n° 496 de Mme Odette Herviaux (abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école) et n° 497 de M. Michel Charasse (non-application de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 de décentralisation aux communes n'ayant pas ou plus d'école publique). - **Art. 10 sexies** (*Art. L. 722-20 du code rural - Affiliation au régime de la protection sociale agricole de certains salariés*) (p. 6629) : accepte les amendements identiques n° 165 de M. Dominique Mortemousque et n° 341 de M. Daniel Soulage (composition du conseil d'administration des centres de gestion agréés et des associations de gestion et de comptabilité). - **Division additionnelle après l'art. 10 sexies** : accepte l'amendement n° 26 de la commission (division additionnelle - titre Ier bis - protéger et valoriser l'espace agricole et forestier). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6630) : accepte les amendements de la commission n° 27 (mesure de coordination) et n° 30 (indemnisation des agriculteurs "biologiques" dans les opérations d'aménagement foncier). S'oppose à l'amendement n° 688 de M. Jean Desessard (dispositifs de protection des parcelles labellisées ou en cours de labellisation). (p. 6631) : volonté de ne pas remettre en cause les SAFER. Choix du maintien de l'équilibre issu de la loi d'orientation agricole de 1999 et de la loi relative au développement des territoires ruraux. S'opposera aux amendements visant à permettre aux SAFER d'intervenir sur le territoire pour le compte des collectivités locales, ainsi qu'à ceux visant à limiter l'exercice de préemption des SAFER. Acceptera sous condition la proposition de la commission autorisant les SAFER à préempter des biens soumis à droit à paiement unique, DPU, associés à une vente de foncier. (p. 6633) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6635) : sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet précité, s'oppose au sous-amendement n° 754 de M. Jean Desessard. (p. 6636) : s'oppose aux amendements de M. Charles Revet n° 115 (aide à l'installation des jeunes agriculteurs) et n° 138 (possibilité d'association du propriétaire vendeur à la procédure de rétrocession du bien). (p. 6637) : s'oppose à l'amendement n° 548 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ d'action des SAFER). (p. 6639) : s'oppose aux amendements n° 118 de M. Charles Revet (encadrement des domaines d'intervention des SAFER) et n° 503 de M. Jean-Marc Pastor (extension du fonds agricole). (p. 6640) : s'oppose à l'amendement n° 504 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

SAFER aux fonds agricoles), ainsi qu'aux amendements identiques n° 109 de M. Laurent Béteille et n° 413 de M. Gérard Le Cam (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole). (p. 6641) : s'oppose à l'amendement précité n° 413 de M. Gérard Le Cam après rectification de celui-ci. (p. 6643) : accepte les amendements identiques n° 28 de la commission, n° 110 de M. Laurent Béteille, n° 133 de M. Charles Revet, n° 168 de M. Bernard Barraux et n° 502 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU). (p. 6644) : s'oppose à l'amendement n° 479 de M. Jean-Marc Pastor (transfert des DPU). (p. 6650, 6651) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (mesure de coordination) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 748 de M. Thierry Repentin. S'oppose aux amendements sur le même objet n° 412 de M. Gérard Le Cam et n° 568 de M. Jean-Marc Pastor (renforcement des pouvoirs des élus locaux pour appréhender globalement la question foncière au niveau des territoires), n° 123 de M. Charles Revet (information des collectivités par la SAFER des ventes intervenant sur leur territoire), aux amendements identiques n° 107 de M. Laurent Béteille, n° 340 de M. Daniel Soulage et n° 500 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme), à l'amendement n° 348 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les SAFER d'intervenir pour le compte des communes en zone naturelle), aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 566 (possibilité pour les SAFER d'utiliser leur droit de préemption afin d'agir au profit des projets de développement des communes rurales et périurbaines ou des établissements rattachés) et n° 565 (renforcement de l'efficacité des règles encadrant le droit de préemption des SAFER), ainsi qu'aux amendements identiques n° 108 de M. Laurent Béteille et n° 501 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER à la protection de l'environnement), et à l'amendement n° 347 de M. Yves Détraigne (intervention des SAFER dans les espaces naturels sur lesquels ont été construits des cabanons). (p. 6653) : s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Jean-Marc Pastor (utilisation des surfaces ne faisant pas l'objet d'une exploitation forestière régulière comme parcours pour les animaux). (p. 6654) : accepte les amendements de la commission n° 34 (mesure de simplification juridique) et n° 33 (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** (p. 6655) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 447 de M. Gérard Le Cam et n° 374 de Mme Adeline Gousseau (consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6656) : accepte les amendements n° 32 et 31 de la commission (coordination juridique). (p. 6657) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Charles Revet (création de sociétés civiles d'investissements fonciers agricoles, SCIFA). (p. 6658, 6659) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 414 et 415 de M. Gérard Le Cam (taxation de la plus-value réalisée lors de la cession à titre onéreux suivant le changement de classification d'un terrain agricole en terrain à bâtir). S'oppose à l'amendement n° 480 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place d'un organisme de contrôle). - **Art. additionnels avant le chapitre Ier (avant l'art. 11)** (p. 6660, 6661) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 293 (prise en compte de l'approche territoriale et du développement durable par la politique agricole), n° 292 (rapport au Parlement sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux) et n° 294 (définition du contrat d'agriculture durable). Demande le retrait de l'amendement n° 640 de M. Alain Vasselle (politique incitative pour favoriser l'utilisation des bioproduits).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 11** (Art. L. 111-2 et L. 611-7 [nouveau] du code rural et article L. 1 du code forestier - *Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse*) (p. 6672) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 505 (suppression) et n° 506 (repli), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet de M. Jean Desessard n° 691 et n° 693 (recherche d'un bilan énergétique positif dans la production et la valorisation de la biomasse). S'oppose aux amendements identiques n° 507

de M. Jean-Marc Pastor et n° 692 de M. Jean Desessard (suppression des dispositions relatives à l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance). Accepte l'amendement n° 35 de la commission (intégration de l'incitation à la production et à la valorisation de la biomasse dans les missions et objectifs des divers organismes concernés). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6673) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 130 de M. Charles Revet et n° 349 de M. Marcel Deneux (obligation d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles à compter du 1er janvier 2008), ainsi que pour l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles). (p. 6675) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 508 de M. Jean-Marc Pastor et n° 694 de M. Jean Desessard (réalisation par les autorités compétentes d'une évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants). (p. 6676) : s'oppose à l'amendement n° 695 de M. Jean Desessard (aide aux agriculteurs investissant dans les installations nécessaires à la production de méthane) qu'il estime satisfait par l'entrée en vigueur prochaine d'un article de la loi fixant les orientations de la politique énergétique. S'oppose à l'amendement n° 696 de M. Jean Desessard (précision de la notion de "biocarburant"). (p. 6677) : son amendement n° 753 : restriction de la double conditionnalité de bonne gestion aux seuls terrains situés dans les sites Natura 2000 ; adopté. (p. 6678) : accepte l'amendement n° 567 de M. Yann Gaillard (simplification). (p. 6679, 6680) : demande le retrait de l'amendement n° 673 de M. Roland Courteau (réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter). Mise en place prochaine d'un groupe de travail chargé d'étudier ce problème. (p. 6682) : s'oppose à l'amendement n° 697 de M. Jean Desessard (interdiction de la fabrication et de l'utilisation du méthyl-tertio-butyl-éther à partir du 1er janvier 2010 sur le territoire français). Nature réglementaire de cet amendement. (p. 6683) : s'oppose à l'amendement n° 698 de M. Jean Desessard (incitation à utiliser les engrais biologiques). - **Art. additionnels après l'art. 11 bis** (p. 6684) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 150 de M. Alain Vasselle et n° 701 de M. Jean Desessard (instauration d'un même tarif de rachat incitatif pour toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs). - **Art. 11 ter** (*Calendrier d'application des objectifs communautaires relatifs aux biocarburants*) (p. 6686, 6687) : demande le retrait de l'amendement n° 323 de M. Alain Vasselle (accélération du processus de mise en oeuvre des biocarburants renouvelables). Plan gouvernemental destiné à développer la production des énergies nouvelles et renouvelables. Multiplication par six de la production d'ici à 2010. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 703 (remplacement du mot "biocarburants" par le mot "agrocaburants") et n° 702 (garantie que les modes de culture des productions énergétiques n'entraînent pas de conséquences négatives pour l'environnement). - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6688) : s'oppose à l'amendement n° 704 de M. Jean Desessard (remplacement du mot "biocarburant" par le mot "agrocaburant"). Considère l'amendement n° 151 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'un plancher pour l'avantage fiscal octroyé aux biocarburants) comme relevant de la loi de finances. (p. 6688) : examen en cours par les députés de la TGAP. Réunion prochaine de tous les acteurs de l'industrie pétrolière. (p. 6689) : accepte finalement l'amendement n° 37 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 11 quater** : demande le retrait de l'amendement n° 391 de M. Jean-Pierre Vial (abaissement du seuil de constitution d'une unité de gestion pour les zones de montagne). Dispositif d'encouragement fiscal prévu par le Gouvernement. (p. 6690) : s'oppose à l'amendement n° 437 de M. Gérard Le Cam (mise en place d'une politique favorisant le développement des biocarburants). Volonté du Gouvernement de développer les biocarburants. - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6691) : demande le retrait de l'amendement n° 137 de M. Charles

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Revet (extension aux esters éthyliques des dispositions applicables aux esters méthyliques) qu'il estime satisfait par une disposition du projet de loi de finances pour 2006. (p. 6692) : demande le retrait des amendements de M. Marcel Deneux n° 344 (incitation fiscale à l'utilisation des esters éthyliques) et n° 580 (extension du dispositif incitatif aux huiles d'origine animale). Disposition discutée pendant le projet de loi de finances pour 2006. Souci du Gouvernement d'inclure les graisses animales dans les prochains appels d'offres. (p. 6694) : s'oppose aux amendements n° 511 de M. Roland Courteau (exonération de la taxe intérieure de consommation pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole) et n° 358 de M. Marcel Deneux (prise en compte des filières industrielles relatives à la fabrication des huiles animales et marines). Demande le retrait de l'amendement n° 277 de M. Dominique Mortemousque (limitation de l'usage des huiles végétales pures comme carburant agricole aux exploitations sur lesquelles elles sont produites). Accepte l'amendement n° 752 de la commission (précision que la création des petites unités de production d'huiles végétales sont soumises à une simple déclaration). (p. 6701, 6702) : bonne place de la France dans le développement des biocarburants. Sur les amendements de M. Charles Revet, demande le retrait du n° 135 (suppression de l'interdiction de l'utilisation à la carburant, la vente ou la mise en vente pour la carburant des produits dont l'utilisation et la vente pour cet usage n'ont pas été spécialement autorisées) et s'oppose aux n° 131 (précision de la compatibilité de l'huile végétale avec le moteur concerné et les exigences correspondantes en matière d'émissions) et n° 132 (prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 708 (suppression de la limitation de l'utilisation des huiles végétales brutes dans les cas où elles sont compatibles avec le type de moteur utilisé et les exigences en matière d'émissions) et n° 706 (suppression des dispositions autorisant la vente et l'utilisation de l'huile végétale au bout d'un délai de 12 mois). Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Daniel Soulage (production et utilisation collectives des huiles végétales pures et possibilité de vendre entre exploitants, coopératives ou sociétés agricoles). S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 510 (autorisation de l'huile végétale pure comme carburant sous réserve de sa compatibilité avec le type de moteur concerné et les exigences en matière d'émissions) et n° 572 (extension de l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles). S'oppose aux amendements n° 438 de M. Gérard Le Cam (modalités d'exemption de la taxe intérieure de consommation des huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole) et n° 324 de M. Alain Vasselle (extension de l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles). Sur les amendements de M. Marcel Deneux, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 351 (précision qu'une huile végétale peut être considérée comme biocarburant dans les cas particuliers où son utilisation est compatible avec le type de moteur et les exigences correspondantes en matière d'émissions et en tenant compte des expérimentations prévues par décret) et s'oppose au n° 352 (prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application). S'oppose à l'amendement n° 267 de M. Bernard Fournier (possibilité pour les collectivités territoriales locales et leurs groupements d'utiliser comme carburant pour leurs véhicules les huiles végétales pures). Sur les amendements de la commission saisie pour avis, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 84 (simplification) et accepte le n° 86 de la commission (autorisation de la vente d'huile végétale pure comme carburant agricole à compter du 1er janvier 2007). (p. 6705) : mise en place progressive du dispositif. Le Gouvernement demande au Sénat de valider cette première étape. (p. 6706) : s'oppose à l'amendement n° 705 de M. Jean Desessard (modalités d'utilisation des tourteaux). (p. 6707) : accepte finalement l'amendement de la commission saisie pour avis n° 85 (suppression d'une disposition de nature réglementaire). S'oppose à l'amendement n° 571 de M. Jean-Marc Pastor (publication d'un bilan sur l'impact de la politique de promotion des biocarburants sur le territoire). (p. 6708) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Charles Revet (création d'une taxe intérieure sur les produits énergies

végétale, TIPEV). (p. 6709) : s'oppose à l'amendement n° 512 de M. Jean-Marc Pastor (traçabilité des produits pétroliers). - **Art. additionnels après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 513 de M. Jean-Marc Pastor (rapport au Parlement sur l'utilisation des terres en jachère pour le développement des cultures à vocation de production d'énergie). (p. 6710) : s'oppose aux amendements identiques n° 514 de M. Jean-Marc Pastor et n° 707 de M. Jean Desessard (information par les groupes pétroliers lors de la vente d'essences à des distributeurs de la composition et la volatilité de celles-ci). (p. 6710, 6711) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 709 (modalités de détaxation totale des huiles végétales pures) et n° 710 (modalités de commercialisation des huiles végétales pures). - **Art. 13 (Art. L. 121-6 du code forestier - Prise de participation de l'Office national des forêts dans des sociétés privées)** : s'oppose à l'amendement n° 439 de M. Gérard Le Cam (suppression) et accepte l'amendement n° 38 de la commission (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la fixation des conditions des prises de participation par l'ONF dans des entreprises de la filière forestière). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 6712) : accepte l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire). S'oppose à l'amendement n° 515 de M. Jean-Marc Pastor (extension de 2 à 18 ans du délai de maintien des terres en exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation). - **Art. 13 bis (Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers)** (p. 6713) : son amendement n° 749 : suppression ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** (p. 6715) : s'oppose à l'amendement n° 517 de M. Roland Courteau (conditions de paiement faites par les négociants aux producteurs de vin). - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 6717, 6718) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 441 (fixation d'une liste des coûts de production de l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 440 (garantie aux producteurs d'une juste rémunération). - **Art. 14 (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles)** (p. 6719) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (rédaction). (p. 6720) : s'oppose à l'amendement n° 711 de M. Jean Desessard (promotion des méthodes de production respectueuses de l'environnement et des méthodes d'élevage respectueuses du bien-être animal). (p. 6724) : recherche d'un équilibre dans le statut juridique des organisations de producteurs entre le renforcement de l'organisation économique de la production et la prise en compte des spécificités propres à chaque secteur. S'oppose aux amendements n° 519 de M. Jean-Marc Pastor (exclusion des coopératives du dispositif de commercialisation), n° 380 de M. Marcel Deneux (suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage), aux amendements de M. Georges Mouly n° 250 (élargissement des modes de commercialisation sans transfert de propriété) et n° 249 (obligation d'une majorité de membres ou du chiffre d'affaires relié à l'activité agricole pour toute organisation de producteurs) et au n° 442 de M. Gérard Le Cam (garantie d'un contrôle effectif des organisations de producteurs par des membres ayant une activité agricole). Accepte l'amendement n° 40 de la commission (remplacement du mot "confié" par le mot "cédé" à l'article L. 551-1 du code rural). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 593 de M. Jacques Blanc (reconnaissance de la spécificité du secteur de la viticulture au même titre que celui de l'élevage) et demande le retrait des amendements identiques n° 140 de M. Alain Vasselle et n° 518 de M. Jean-Marc Pastor (règles de fonctionnement des organisations de producteurs visant à garantir une activité majoritairement agricole). (p. 6726) : souhait du Gouvernement de favoriser les associations d'éleveurs et leurs collègues acheteurs et non pas les négociants indépendants et les gros marchands. (p. 6728) : considère l'amendement n° 581 de M. Jean Boyer (faculté pour toutes les organisations de producteurs reconnues de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

s'organiser en associations d'organisations de producteurs pour valoriser la production) satisfait par l'amendement n° 41 de la commission (conditions de regroupement des organisations de producteurs reconnues en associations d'organisations de producteurs) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 522 de M. Jean-Marc Pastor (maintien de la spécificité du statut des coopératives devenues organisations de producteurs). (p. 6730) : accepte les amendements identiques n° 42 de la commission et n° 668 de M. Jean-Paul Emorine (suppression des dispositions relatives à la création des fonds de mutualisation par les comités économiques agricoles). S'oppose aux amendements n° 215 de M. Rémy Pointereau (mise en cohérence de l'action des comités économiques agricoles avec celle des interprofessions), n° 582 de M. Jean Boyer (inscription de l'action des comités économiques agricoles dans le cadre d'un accord de l'interprofession concernée et suppression des interventions sur le marché) et n° 617 de M. Pierre-Yvon Trémel (possibilité pour les associations d'organisations de producteurs agréées d'intervenir sur les marchés et de créer des fonds de mutualisation et obligation de transfert de propriété des seules associations agréées comités économiques agricoles). Prise en compte du problème du secteur des fruits et légumes dans la future négociation avec l'organisation commune des marchés des fruits et légumes, OCM. (p. 6732, 6733) : particularité du secteur des fruits et légumes. Recherche de mécanismes de gestion des crises. Proposition d'un mécanisme de mutualisation. Négociation en vue d'obtenir l'autorisation de la commission européenne. (p. 6733) : maintient son avis défavorable sur l'amendement précité n° 215 de M. Rémy Pointereau. (p. 6734) : demande le retrait de l'amendement n° 728 de M. Michel Doublet (fixation d'un délai de préavis en cas de rupture de collecte). Accepte l'amendement n° 355 de Mme Françoise Férat (précision que les interprofessions sont constituées à l'initiative de leurs membres). (p. 6735) : accepte les amendements identiques n° 598 de M. Michel Doublet et n° 173 de M. Dominique Mortemousque (extension du champ de la contractualisation par les interprofessions en incluant des clauses prévoyant le délai de livraison et la durée du contrat). S'oppose à l'amendement n° 523 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des organisations professionnelles représentatives et non des plus représentatives et définition de la représentativité). (p. 6736) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 524 (libre choix pour les exploitants agricoles pratiquant la vente directe d'adhérer ou non à l'organisation interprofessionnelle de leur secteur) et n° 525 (priorité aux producteurs organisés dans l'accès aux dispositions à lutter contre les risques et aléas des marchés). (p. 6737) : demande le retrait de l'amendement n° 247 de M. Georges Mouly satisfait par les amendements identiques n° 598 de M. Michel Doublet et n° 173 de M. Dominique Mortemousque précités qui portent sur le même objet. S'oppose à l'amendement n° 521 de M. Jean-Marc Pastor (compétence exclusive de l'organisation interprofessionnelle pour l'adoption des accords interprofessionnels proposés par les sections créées pour un produit ou un groupe de produits). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6738) : s'oppose à l'amendement n° 444 de M. Gérard Le Cam (reconnaissance des organisations de producteurs et d'interprofessions transversales liées à des modes spécifiques de production). (p. 6739) : accepte l'amendement n° 379 de M. Daniel Soulage (respect des garanties procédurales lors du contrôle des organisations de producteurs). (p. 6740) : s'oppose à l'amendement n° 443 de M. Gérard Le Cam (application du coefficient multiplicateur à tous les produits agricoles). S'oppose à l'amendement n° 270 de M. Rémy Pointereau (fixation d'un délai minimum de préavis en cas de rupture par un commerçant ou un industriel d'une relation établie avec un producteur agricole). (p. 6741) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 455 (précision sur la notion d'abus de position dominante) et n° 445 (modalités de représentation syndicale au sein des commissions et organismes agricoles). - **Art. 15** (Art. L. 554-1 et L. 554-2 du code rural - *Simplification du régime d'extension des comités économiques agricoles*) (p. 6742) : demande le retrait de l'amendement n° 584 de M. Jean Boyer (limitation des pouvoirs des comités économiques agricoles). S'oppose à l'amendement n° 712 de M. Jean Desessard (caractère facultatif de l'adhésion à un

groupement de producteurs). (p. 6743) : accepte l'amendement n° 583 de M. Jean Boyer (contrôle par l'autorité administrative compétente de la cohérence des règles étendues avec les accords interprofessionnels existants et portant sur le même objet). Son amendement n° 738 : habilitation des agents des comités économiques agricoles à réaliser les contrôles relatifs aux règles édictées par ces comités ; adopté. - **Art. 15 bis** (Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - *Création d'un observatoire des distorsions*) (p. 6744) : accepte les amendements identiques n° 43 de la commission et n° 585 de M. Marcel Deneux (suppression). (p. 6745) : énumération des outils d'information existant sur le sujet. - **Art. additionnel après l'art. 15 bis** : son amendement n° 745 : habilitation des agents de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à contrôler l'application du dispositif du coefficient multiplicateur ; adopté. (p. 6746) : mission en cours sur l'adaptation des règles de la concurrence aux besoins de l'agriculture en termes d'organisation économique et publication prochaine d'un rapport. - **Art. 16** (Art. L. 522-2-1, L. 523-5-1, et L. 524-2-1, L. 524-2-2 [nouveaux], L. 525-1, L. 527-1, L. 528-1, L. 531-2, L. 582-13 et L. 583-2 du code rural, et art. 38 *sexies* [nouveau] du code général des impôts - *Modernisation du statut de la coopération agricole*) (p. 6747, 6751) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 87 (précision), n° 90 (rédaction) et n° 91 (augmentation à 10000 euros du plafond de la dérogation dont bénéficient les sociétés coopératives d'utilisation des matériels agricoles et à 15000 euros dans les zones de revitalisation rurale). Sur l'amendement n° 44 de la commission (création d'une catégorie nouvelle de parts sociales dite "d'épargne" au profit des associés coopérateurs), qu'il accepte, son sous-amendement n° 758 ; adopté. Sur l'amendement n° 44 précité, accepte le sous-amendement n° 88 de la commission saisis pour avis. Accepte les amendements de la commission n° 45 (cohérence), n° 47 (suppression de la mention explicite de l'entrée en application des dispositions), n° 48 (application de la loi en Nouvelle-Calédonie par simple décret), n° 46 (cohérence) et n° 49 (encadrement de la possibilité pour les CUMA d'exercer une activité de groupement d'employeurs pour laquelle elles ne peuvent bénéficier d'allègement de charges sociales). Son amendement n° 747 : composition du Haut conseil de la coopération agricole ; adopté. Demande le retrait des amendements identiques n° 204 de Mme Françoise Henneron et n° 207 de M. Alain Vasselle (limitation de l'ouverture de l'activité groupement d'employeurs au sein d'une société coopérative). - **Art. additionnel après l'art. 16** : demande le retrait de l'amendement n° 271 de M. Charles Revet (faculté pour toute personne salariée d'une CUMA ou d'un agriculteur adhérent de conduire indifféremment du matériel appartenant à l'un ou à l'autre) qu'il estime satisfait par le IV de l'article 16. - **Art. 17** (*Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles*) (p. 6753) : s'oppose aux amendements identiques n° 446 de M. Gérard Le Cam et n° 528 de M. Jean-Marc Pastor (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 529 et 530 (suppression partielle). Engagement du Gouvernement à recueillir tous les avis pour rédiger l'ordonnance. - **Art. 17 bis** (Art. 42 *septies* du code général des impôts et article L. 523-7 du code rural - *Possibilité pour les entreprises bénéficiant d'aides communautaires de les amortir*) (p. 6754) : son amendement n° 759 : levée du gage de l'article 17 bis ainsi que de celui de l'article 12 ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 18** : demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Charles Revet (création d'un fonds d'indemnisation et de régulation des productions agricoles). Lancement d'une étude préalable de faisabilité financière d'un dispositif d'assurance revenu. - **Art. 18** (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - *Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt*) (p. 6756) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Rémy Pointereau (exonération de la contribution additionnelle pour les exploitants souscrivant des contrats d'assurance récolte). Accepte l'amendement n° 233 de M. Jacques Blanc (prise en compte des spécificités des zones de montagne et des départements d'outre-mer). Accepte l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006). - **Art. additionnels**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

après l'art. 18 (p. 6758) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Soulage n° 382 (possibilité donnée à la Caisse centrale de réassurance de proposer aux assureurs une réassurance de la garantie de l'Etat) et n° 383 (conséquence).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6775, 6776) : s'oppose aux amendements identiques n° 102 de M. Adrien Gouteyron, n° 155 de M. Dominique Braye et n° 665 de M. Jean Arthuis (suppression) ainsi qu'aux amendements de repli de M. Dominique Braye n° 156 et n° 157. S'oppose également aux amendements de M. Adrien Gouteyron portant sur le même objet n° 663 et n° 113 (limitation de la mesure aux sacs en plastique) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 699 (extension de l'interdiction à la production des sacs et emballages en plastique) et n° 700 (garantie de biodégradabilité totale). S'oppose à l'amendement n° 436 de M. Gérard Le Cam (extension de l'interdiction aux sacs et emballages importés). Accepte l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). (p. 6778) : intervient sur l'amendement précité n° 36 de la commission. - **Art. additionnel après l'art. 11 bis (précédemment réservé)** (p. 6780) : demande le retrait de l'amendement n° 578 de M. Alain Vasselle (obligation pour les producteurs et les distributeurs de sacs en plastique de participer à leur élimination en versant une contribution à Eco-Emballages). - **Art. 19** (*Art. L. 361-3, L. 361-12, L. 361-19 et L. 362-26 du code rural - Développement du dispositif assurantiel contre les dommages causés à l'agriculture et à la forêt*) (p. 6781) : accepte les amendements de la commission saisi pour avis n° 92 (avis du Comité national de l'assurance en agriculture) et n° 93 (organisation et fonctionnement du Comité national de l'assurance en agriculture). Son amendement n° 750 : aide de l'Etat au développement de l'assurance récolte dans les départements ultramarins ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6783) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'une réduction annuelle d'impôt à hauteur de 25 % pour les travaux et investissements effectués par des propriétaires forestiers) et s'oppose à l'amendement n° 539 de M. Yann Gaillard (incitation fiscale visant à aider les groupements forestiers à réaliser des investissements fonciers dans un but de restructuration). (p. 6784) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (application individuelle de la levée d'interdiction de pâturage). (p. 6785) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (mesure fiscale en faveur de la prévention des incendies de forêts) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 751 ; adopté. - **Art. 20** (*Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas*) : accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 94 (suppression de la déduction pour aléas pour les personnes n'ayant pas le statut d'exploitant agricole). (p. 6786) : demande le retrait des amendements identiques n° 177 de M. Alain Vasselle et n° 253 de M. Georges Mouly (réintégration dans le résultat fiscal des exploitations de 80 % des sommes déduites au titre de la déduction pour aléas). (p. 6787) : demande le retrait des amendements identiques n° 176 de M. Alain Vasselle et n° 252 de M. Georges Mouly (exonération fiscale sur les produits de l'épargne de précaution constituée par les agriculteurs afin de faire face aux aléas). (p. 6788) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission saisi pour avis n° 95 (conditions dans lesquelles un exploitant agricole peut pratiquer un complément de déduction pour aléas). Demande le retrait des amendements identiques n° 592 de Mme Françoise Henneron et n° 653 de M. Jean Bizet (augmentation à 1 500 € par salarié du complément de déduction pour aléas), ainsi que de l'amendement n° 381 de M. Daniel Soulage portant sur le même objet. (p. 6789) : demande le retrait de l'amendement n° 322 de M. Alain Vasselle (rapport du Gouvernement sur les mesures fiscales mises en oeuvre). Accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 96 (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6789, 6790) : demande le retrait des amendements identiques n° 178 de M. Alain Vasselle et n° 254 de M. Georges Mouly (possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des

cotisations sociales des non-salariés agricoles). (p. 6792) : accepte l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). (p. 6795, 6796) : intervient sur l'amendement précité n° 760 de la commission. - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6800) : s'oppose aux amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 6 bis (précédemment réservés)** (p. 6805, 6806) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 16 (extension aux fonds agricoles de l'exonération de droits existant pour les donations de fonds de commerce) et demande le retrait du n° 741 (augmentation du plafond de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de GFA correspondant aux biens donnés à bail à long terme). - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6808, 6809) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 713 (impact des pesticides sur notre environnement) et n° 714 (exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques). (p. 6810) : intervient sur l'amendement précité n° 714 de M. Jean Desessard. (p. 6811, 6812) : s'oppose à l'amendement n° 531 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle) ainsi qu'aux amendements identiques n° 120 de M. Charles Revet, n° 218 de M. Rémy Pointereau et n° 642 de M. Jean Bizet (exportation des produits phytopharmaceutiques). (p. 6813) : s'oppose aux amendements identiques n° 122 de M. Charles Revet, n° 216 de M. Rémy Pointereau et n° 643 de M. Jean Bizet (possibilité, pour le détenteur d'un produit phytosanitaire, de faire part de ses remarques à l'autorité administrative compétente). Demande le retrait de l'amendement n° 532 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction). (p. 6814) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 117 de M. Charles Revet et n° 644 de M. Jean Bizet (ressources financières de l'autorité en charge de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques). Accepte l'amendement n° 53 de la commission (précision). (p. 6815) : accepte l'amendement n° 126 de M. Charles Revet (limitation de l'allongement des procédures en matière d'évaluation des produits phytopharmaceutiques). (p. 6816) : s'oppose aux amendements n° 536 de M. Jean-Marc Pastor (base législative pour la procédure de retrait des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires) et n° 715 de M. Jean Desessard (réglementation de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques). (p. 6817) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (clarification de la notion de "fait nouveau"). Demande le retrait de l'amendement n° 534 de M. Jean-Marc Pastor (annulation de l'autorisation de mise sur le marché en cas de carence d'informations obligatoires). (p. 6818) : s'oppose à l'amendement n° 535 de M. Jean-Marc Pastor (interruption immédiate de la commercialisation des produits faisant l'objet d'un retrait d'autorisation de mise sur le marché). (p. 6819) : accepte les amendements identiques n° 128 de M. Charles Revet et n° 222 de M. Rémy Pointereau (autorisation de mise sur le marché des produits dont l'autorisation provisoire de vente est arrivée à échéance). Son amendement n° 740 : compétence de l'AFSSA pour les stockages de gaz souterrain ; adopté. - **Art. 22** (*Demande d'habilitation pour adapter la législation ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments, la santé et la protection animales, et la santé des végétaux*) (p. 6820) : son amendement n° 739 : mention explicite, dans l'article, du code de la consommation ; adopté. Accepte l'amendement n° 55 de la commission (possibilité, pour un vétérinaire, de délivrer des médicaments vétérinaires nécessaires au traitement des animaux dont le suivi sanitaire est assuré par d'autres vétérinaires exerçant au sein du même domicile professionnel, administratif ou d'exercice). S'oppose à l'amendement n° 449 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination «montagne»*) (p. 6823, 6824) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 56 de la commission, n° 185 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 276 de M. Gilbert Barbier, n° 392 de M. Jean-Pierre Vial et n° 537 de M. Thierry Repentin (suppression). S'oppose à l'amendement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 180 de M. Alain Vassel (distinction entre la qualité des produits de montagne et leur origine). - **Art. 22 ter** (Art. L. 644-3-1 [nouveau] du code rural - Bilan annuel des sections et commissions des organisations interprofessionnelles consacrées aux produits de montagne) : accepte les amendements identiques n° 57 de la commission et n° 234 de M. Jacques Blanc (suppression). - **Art. 22 quater** (Art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création dans les comités de massif de commissions spécialisées consacrées à la qualité et à la spécificité des produits de montagne) (p. 6825) : accepte les amendements identiques n° 58 de la commission et n° 235 de M. Jacques Blanc (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6826) : accepte l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs). (p. 6829) : intervient sur l'amendement précité n° 761 de la commission. (p. 6830) : s'oppose aux amendements n° 716 de M. Jean Desessard (suppression de l'article L. 427-9 du code de l'environnement) et n° 538 de M. Claude Domeizel (possibilité de repousser ou de détruire un loup en cas d'agression d'un troupeau). (p. 6831) : accepte l'amendement n° 520 de M. Yann Gaillard (inscription du schéma stratégique forestier de massif dans la loi d'orientation agricole).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p. 6875) : demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Charles Revet (information du consommateur sur la provenance et les conditions de fabrication du produit). - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6878) : meilleure lisibilité du dispositif pour les consommateurs. Inquiétudes injustifiées s'agissant du devenir de l'INAO, la certification et le contrôle des produits. Décret en projet sur l'utilisation du qualificatif "fermier". (p. 6879, 6881) : s'oppose aux amendements n° 717 de M. Jean Desessard (représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement et des animaux au sein des comités nationaux de l'INAO), n° 199 de M. Roland du Luart (représentation des professionnels au sein des comités de l'INAO à hauteur de l'importance économique de leur secteur de production) et n° 295 de M. Jean-Marc Pastor (réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agro-alimentaire). Accepte les amendements de la commission n° 742 (application dans les départements d'outre-mer des dispositions relatives aux AOC) et n° 59 (rédaction). (p. 6882, 6885) : s'oppose à l'amendement n° 719 de M. Jean Desessard (renforcement du volet qualité des productions agricoles bénéficiant d'un signe de qualité lié à leur terroir d'origine). Accepte l'amendement n° 734 de M. Jacques Blanc (reconnaissance de la dénomination "vins de pays"). S'oppose aux amendements identiques n° 197 de M. Roland du Luart et n° 627 de M. Bruno Retailleau (maintien de l'attribution de l'indication géographique protégée, IGP, pour les seuls produits avicoles bénéficiant du label rouge ou issus de l'agriculture biologique). Demande le retrait de l'amendement n° 604 de M. Claude Lise (prise en compte par le présent projet de loi des problématiques particulières aux régions ultramarines). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 195 de M. Eric Doligé, n° 198 de M. Roland du Luart et n° 628 de M. Bruno Retailleau (non-assujettissement des produits bénéficiant d'une IGP à l'acquittement de plusieurs droits). (p. 6887, 6888) : accepte les amendements de la commission n° 744 (désignation du nouvel Institut national de l'origine et de la qualité sous l'acronyme INAO), n° 60 (conséquence), et n° 743 et 61 (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 372 de Mme Françoise Férat (désignation du nouvel Institut national de l'origine et de la qualité sous l'acronyme INAO) qu'il estime satisfait par le n° 744 précité de la commission, ainsi qu'aux amendements identiques n° 614 de M. Roland Courteau et n° 718 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de légiférer par ordonnance), et, portant sur le même objet, n° 540, 541 et 542 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. additionnel après l'art. 23** : demande le retrait de l'amendement n° 630 de M. Aymeri de Montesquiou (embouteillage de l'armagnac dans l'aire d'appellation). - **Art. 23 bis** (Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - Reconnaissance du foie gras au titre

de patrimoine culturel et gastronomique protégé) (p. 6890) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 720 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6892, 6895) : propose à M. Dominique Mortemousque de présenter son amendement n° 260 (assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers) lors de l'examen du projet de budget. Demande le retrait de l'amendement n° 353 de Mme Françoise Férat (précision du rôle de l'INAO et des syndicats d'appellation quant à la fixation des conditions de production) et des amendements de M. Ladislav Poniatowski n° 612 (possibilité pour le préfet d'ordonner des mesures de régulation du blaireau) et n° 611 (élargissement des possibilités de tir du grand cormoran aux propriétaires, possesseurs ou fermiers en eaux libres) repris par la commission. - **Art. 24 A** (Art. L. 113-1 du code rural - Adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles aux zones de montagne) (p. 6896) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 62 de la commission (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 6897, 6898) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 546 (suppression du mot "durablement") et n° 545 (attribution d'un droit de préférence aux produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration publique) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 547 de M. Jean-Marc Pastor et n° 721 de M. Jean Desessard (obligation pour les pratiques agricoles de respecter la biodiversité et les ressources naturelles). - **Art. 24** (Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) (p. 6902, 6904) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 97 (attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 362 de M. Claude Domeizel, n° 722 de M. Jean Desessard et n° 601 de M. Michel Doublet. S'oppose aux amendements n° 723 de M. Jean Desessard (instauration pérenne du crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique), n° 549 de M. Jean-Marc Pastor (prorogation jusqu'en 2010 du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) et aux amendements identiques n° 166 de M. Bernard Barraux et n° 600 de M. Michel Doublet (attribution du crédit d'impôt aux entreprises agricoles réalisant au moins 50 % de leurs activités en productions biologiques). Coût de la mesure. Evaluation du dispositif au fur et à mesure de son application. Inclusion des petites exploitations dans ce dispositif. (p. 6906, 6907) : s'oppose à l'amendement n° 550 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 98 (correction d'une erreur). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 129 de M. Charles Revet et n° 649 de M. Jean Bizet (octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises et associations à visée écologique). - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 6908) : s'oppose à l'amendement n° 450 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour les collectivités publiques de subventionner l'achat par la restauration collective de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique). - **Art. 25** (Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux) (p. 6910) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 763 (encadrement de l'inclusion par des personnes physiques ou des associations de clauses environnementales dans les baux ruraux) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 63 (suppression de l'exigence de l'accord exprès des parties pour l'insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 552 et 551 de M. Jean-Marc Pastor (généralisation de l'insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux), ainsi qu'aux amendements n° 203 de Mme Françoise Henneron (insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux conclus par les collectivités publiques ou des associations), n° 451 de M. Gérard Le Cam (obligation pour le nouveau preneur d'un bail rural de respecter les prescriptions environnementales appliquées par son prédécesseur) et n° 724 de M. Jean Desessard (possibilité pour les bailleurs ruraux d'inscrire le mode de production biologique dans le bail). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6911, 6912) : demande le retrait de l'amendement n° 354 de Mme Françoise Férat

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(possibilité de stocker des déchets dangereux dans des zones végétales AOC après délivrance d'une autorisation dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat). S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 553 (précision de la procédure d'autorisation préalable de dissémination volontaire d'OGM), n° 554 (établissement d'un registre national consignant la localisation des OGM cultivés) et n° 555 (information automatique du maire en cas d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM). - **Art. 25 bis** (Art. L. 512-1 du code de l'environnement - *Allègement des formalités relatives aux études de dangers*) (p. 6913) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 64 de la commission et n° 618 de M. Yves Détraigne. - **Art. 25 ter** (Art. L. 411-39 du code rural - *Procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles*) (p. 6914) : accepte l'amendement n° 316 de M. Alain Vasselle (suppression). - **Art. 25 quater** (Art. L. 112-2 du code rural - *Zones agricoles protégées*) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (suppression par cohérence). - **Art. 25 quinques** (Art. L. 122-1 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Prise en compte de l'agriculture dans les diagnostics des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme*) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (suppression par cohérence). - **Art. 25 sexies** (Art. L. 122-1 du code de l'urbanisme - *Détermination des espaces agricoles dans les SCOT*) : accepte l'amendement n° 67 de la commission (suppression par cohérence). - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6915) : demande le retrait de l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels). S'engage à faire part à sa collègue, ministre de l'écologie, du questionnement solennel de la Haute assemblée à propos de sa circulaire. - **Intitulé du chapitre III** (*Dispositions diverses*) (p. 6918) : accepte les amendements identiques n° 68 de la commission et n° 225 de M. Jacques Blanc (nouvel intitulé du chapitre III - Garantir les conditions d'une agriculture de montagne durable). - **Art. additionnels après l'art. 25 septies** (p. 6919, 6921) : accepte les amendements respectivement identiques de la commission n° 69 et de M. Jacques Blanc n° 227 (modalités d'attribution de la dénomination "montagne") et de la commission n° 70 et de M. Jacques Blanc n° 228 (désignation par les comités de massif d'une commission "qualité et spécificité des produits de montagne"). Sur les amendements de ce dernier, accepte les n° 229 (prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture de montagne et de leur compensation financière), n° 230 (valorisation de la fonction agro-environnementale de l'activité agricole en montagne), n° 232 (extension de l'intervention des SAFER dans les zones de montagne) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 231 (encouragement des producteurs de produits bénéficiant de la dénomination "montagne" à se doter d'une AOC). Accepte l'amendement n° 183 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité des travaux d'exploitation de forêts anciennes aux concours financiers prévus pour le reboisement ou la stabilisation des terrains) et demande le retrait de l'amendement n° 516 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour le maire de déclarer d'utilité publique les travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire) déposé après l'article 13 du projet de loi. - **Art. 25 nonies** (*Rapport sur la possibilité et l'opportunité d'assimiler les routes départementales et les voies privées stratégiques à des voies de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 6923, 6924) : accepte l'amendement n° 762 de la commission (modalités de débroussaillage par les collectivités territoriales des abords des voies de défense contre les incendies de forêt). - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** : demande le retrait des amendements identiques n° 186 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 272 de M. Pierre Hérisson (mise en place d'une procédure permettant la sauvegarde de secteurs agricoles présentant un intérêt particulier). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 205 de M. Georges Gruillot (suppression de l'obligation pour les agriculteurs collaborant au déneigement

des communes de soumettre leur tracteur à une nouvelle réception par le service des mines). - **Art. 26** (Art. L. 820-5 et L. 830-1 du code rural - *Synergie des acteurs de la recherche agricole et agronomique*) (p. 6926) : s'oppose à l'amendement n° 725 de M. Jean Desessard (reconnaissance du bien être animal parmi les objectifs du développement agricole). - **Art. additionnel avant l'art. 27** : s'oppose à l'amendement n° 557 de M. Jean-Marc Pastor (instauration d'une commission tripartite chargée de redéfinir les besoins permettant de moderniser l'ensemble du dispositif des services à l'agriculture). - **Art. 27** (*Modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture*) (p. 6927) : accepte l'amendement n° 71 de la commission (définition par l'ordonnance des conditions de représentation, au niveau national, par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, de l'ensemble du réseau consulaire agricole) et s'oppose aux amendements de suppression n° 452 de M. Gérard Le Cam et n° 558 de M. Jean-Marc Pastor ainsi qu'aux amendements de repli de ce dernier n° 559, 560, 561 et 562. - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 6928) : s'oppose à l'amendement n° 615 de M. Jean-Marc Pastor (attribution d'un siège au sein des chambres départementales d'agriculture aux entrepreneurs de travaux agricoles forestiers et ruraux). - **Art. 28** (Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - *Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel*) (p. 6931) : accepte les amendements de la commission n° 72 (redéfinition de l'obligation de certification du matériel génétique fixée aux 1er janvier 2015) et n° 394 (prise en compte, parmi les objectifs de l'ordonnance, de la préservation des races locales et des spécificités des zones de montagne) et n° 332 de M. Thierry Repentin (suppression à compter du 1er janvier 2007 du monopole de zone). S'oppose aux amendements de suppression n° 453 de M. Gérard Le Cam et n° 563 de M. Jean-Marc Pastor, aux amendements de ce dernier n° 564 (repli), n° 296 (compensation intégrale des coûts supportés par les opérateurs agréés pour leurs obligations du service universel) et n° 297 (abondement du fonds de compensation par l'Etat) ainsi qu'à l'amendement n° 726 de M. Jean Desessard (suppression de l'obligation pour les éleveurs d'acquiescer uniquement des semences mâles certifiées). Estime satisfait l'amendement n° 331 de M. Thierry Repentin (préservation des races à faible effectif par le service universel) par l'amendement précité n° 394 de la commission. - **Art. 28 ter** (*Saisie du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes*) (p. 6933) : accepte l'amendement n° 73 de la commission (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 682 de M. Jean Desessard (nécessité de primer les projets favorisant l'extension de l'agriculture biologique respectueuse des hommes et des animaux). - **Intitulé du chapitre II** (*Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 6933) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 596 (nouvel intitulé du chapitre II - Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics et des sociétés d'aménagement rural) et n° 595 (article additionnel après l'article 29 bis - exercice par la SAR de la mission confiée aux SIDER) tout en approuvant la cohérence de ces amendements. Attente du rapport de la mission d'inspection et des avis des régions. Réponse avant la fin du premier trimestre 2006. - **Art. 29** (Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - *Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement*) (p. 6937, 6939) : ses amendements n° 755 (élargissement des compétences du conseil de direction plénier à l'examen des questions d'intérêt commun à l'ensemble de l'office) ; et n° 756 (articulation des compétences de l'office national interprofessionnel des grandes cultures, ONIGC, s'agissant de la gestion des filières du sucre avec celles de l'office traitant des productions des DOM) ; adoptés. Accepte les amendements identiques n° 74 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 99 (précision des compétences de l'agence unique de paiement). Accepte les amendements de la commission n° 75 (inscription dans la loi de la prochaine étape de la restructuration des organismes de paiement et de gestion des aides en faveur de l'agriculture) et de la commission des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

finances saisie pour avis n° 101 (harmonisation) et n° 100 (autorisation par la loi des recettes de l'agence unique de paiement). S'oppose aux amendements n° 454 de M. Gérard Le Cam (intégration des représentants des salariés et des consommateurs dans la composition majoritaire du conseil d'administration de l'office) et n° 569 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle par cohérence). Demande le retrait de l'amendement n° 586 de M. Claude Biwer (mise en oeuvre du contrôle des aides communautaires sous la forme aléatoire et contradictoire et non pas systématique). - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 6940) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Dominique Mortemousque (inapplication des dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article L. 512-1 du code de l'environnement aux installations classées d'élevages et aux installations de préparation et de conditionnement de vins). Importance du sujet. Divergence entre les deux assemblées. Attente de la réunion de la commission mixte paritaire. S'oppose à l'amendement n° 605 de M. Claude Lise (rapport du Gouvernement au Parlement sur ses propositions visant à remédier aux difficultés de financement de l'office de développement de l'économie agricole des DOM). - **Art. additionnels après l'art. 29 bis** (p. 6941, 6942) : demande le retrait de l'amendement n° 299 de M. Jean-Marc Pastor (incitation des personnels des établissements d'enseignement agricole à signaler tout élément susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique et morale de l'élève lors d'un stage). Gravité de l'incident survenu à Nevers et suivi d'une condamnation. Problèmes inadmissibles de responsabilité. Réflexion en cours avec les représentants de l'enseignement agricole et la MSA. - **Art. 31** (Art. L. 142-6, L. 461-1 et L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5, L. 461-8, L. 461-18 à L. 461-23, L. 462-11, L. 462-15, L. 462-22 du code rural, art. 707 bis et 1028 quater du code général des impôts - *Adaptation des statuts du fermage et du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer*) (p. 6944, 6945) : s'oppose aux amendements n° 261 de Mme Dominique Voynet (irrecevabilité d'une demande de résiliation du bail fondée sur l'application par le preneur de pratiques visant à préserver l'environnement) et n° 624 de M. Jacques Gillot (maintien du droit de préemption du colon partiaire uniquement en cas de vente séparée du bien rural exploité par le preneur). Demande le retrait de l'amendement n° 587 de Mme Anne-Marie Payet (fixation automatique du prix des nouveaux fermages issus de la conversion des colonats en cas de désaccord entre les parties). - **Art. 32** (Art. L. 128-4 et L. 128-5, L. 128-7 du code rural - *Actualisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer*) (p. 6946, 6947) : demande le retrait de l'amendement n° 326 de Mme Dominique Voynet (obligation pour les SAFER qui cèdent ou sous-louent un bail à un preneur de préciser dans le contrat le niveau d'exigence environnementale). - **Art. additionnels après l'art. 32** : s'oppose à l'amendement n° 606 de M. Claude Lise (mise en oeuvre obligatoire outre-mer de zones agricoles protégées, les ZAP, et création d'un observatoire du foncier). Demande le retrait de l'amendement n° 338 de Mme Anne-Marie Payet (création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne, RTM, de l'Office national des forêts, ONF) dans l'attente d'une consultation des élus sur le terrain. - **Art. 33** (Art. L. 91-1 du code du domaine de l'État - *Développement de l'agriculture en Guyane*) (p. 6948) : accepte l'amendement n° 263 de Mme Dominique Voynet (extension aux sites et monuments naturels visés aux articles L. 341-1 et suivants et L. 342-1 du code de l'environnement de la liste des terrains exclus des cessions gratuites accordées par l'Etat aux exploitants agricoles). - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 6948, 6949) : sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet, s'oppose au n° 389 (extension de l'exonération des cotisations sociales sur les quarante premiers hectares cultivés) et demande le retrait du n° 337 (création d'un fonds de péréquation entre toutes les chambres d'agriculture, métropolitaines et dominiennes). S'oppose à l'amendement n° 607 de M. Claude Lise (instauration outre-mer de programmes régionaux installation-transmission au profit des jeunes agriculteurs). - **Art. 34** (*Adaptation des dispositions de la loi d'orientation agricole à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6950) : s'oppose aux amendements de suppression n° 264 de Mme Dominique Voynet et n° 573 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. additionnels après l'art. 34** :

p. 6951) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Dominique Voynet n° 265 et 266 (création d'une convention chargée d'élaborer un projet de développement durable à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon) ainsi qu'à l'amendement n° 336 de Mme Anne-Marie Payet (rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures visant à faciliter l'écoulement des productions agricoles locales ultramarines dans les DOM et l'accès des organisations de producteurs aux marchés publics). - **Art. 35** (*Délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification*) (p. 6952) : s'oppose à l'amendement n° 574 de M. Jean-Marc Pastor (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6958) : discussion du projet de loi d'orientation agricole à la veille d'échéances importantes : application des nouvelles modalités de la PAC au 1er janvier 2006 et ouverture des difficiles négociations de l'OMC à Hong Kong à la mi-décembre. Remerciements. Débat extrêmement courtois en dépit des oppositions.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8953, 8957) : vigilance quant à la réforme de la PAC. Nécessité d'avoir une agriculture forte dans un contexte international de plus en plus compétitif. Budget bâti suivant quatre orientations : sécurisation des revenus des exploitants ; stimulation de l'initiative et de l'innovation ; développement de l'agriculture en cohérence avec les attentes de la société dans les domaines de l'aménagement du territoire, du respect de l'environnement et de la sécurité de l'alimentation ; adaptation de l'organisation de l'administration pour accompagner ces mutations décisives de l'agriculture. Décrets d'application de la loi relative au développement des territoires ruraux. Question de l'équarrissage et de la viticulture. (p. 8957, 8958) : déficit du FFIPSA. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) : son amendement n° II-145 : nouvel abondement au programme "enseignement technique agricole" ; adopté. (p. 8959, 8960) : demande le retrait de l'amendement n° II-129 de M. Jean-Paul Amoudry (indemnités compensatrices de handicap naturel). (p. 8961) : situation de la viticulture. (p. 8962) : accepte l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 74** (*Détermination du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture*) (p. 8964) : accepte l'amendement n° II-78 de M. Jacques Blanc (réduction des écarts constatés en termes de niveau d'imposition entre les chambres d'agriculture). - **Art. additionnels après l'art. 74** : son amendement n° II-92 : augmentation du montant maximum du droit sur les vins ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation agricole - Commission mixte paritaire [n° 44 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10267, 10268) : réunion de l'OMC à Hong Kong. Réforme et mise en place de la PAC. Texte permettant d'adapter le statut de l'exploitation agricole afin d'encourager la démarche entrepreneuriale et d'améliorer la qualité de la vie et le revenu des agriculteurs. Projet de loi enrichi par les débats à l'Assemblée nationale et au Sénat. Souhaite transmettre le plus rapidement possible au Conseil d'Etat les ordonnances et les décrets concernant les points essentiels de ce texte.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7532, 7533) : interrogation sur la pertinence et l'efficacité des remèdes proposés par le projet de loi. Conditions de la mixité sociale. Exemple de la ville de Paris. Déploie la portée limitée du dispositif d'obligation de réalisation de logements locatifs sociaux. Amendements du groupe socialiste visant à supprimer le droit de délaissement. Opposé à la suppression du droit de préemption urbain pour les terrains publics. Lenteur de la procédure d'acquisition du foncier de l'Etat. Proposition par le groupe socialiste d'amendements visant à mettre l'action en concordance avec les objectifs du projet de loi.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7596) : soutient les amendements n° 403 (faculté pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et suppression du droit de délaissement) ; et n° 404 (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de 25 % des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans des zones d'aménagement concerté) ; rejetés. - **Art. 4** (Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - *Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain*) (p. 7651) : soutient l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (suppression) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7844) : soutient l'amendement n° 350 de M. Thierry Repentin (repérage des immeubles insalubres dans les programmes locaux de l'habitat, PLH) ; adopté. (p. 7847) : soutient l'amendement n° 351 de M. Thierry Repentin (autorisation du bailleur, sous certaines conditions, à reprendre les locaux d'habitation accessoires aux locaux commerciaux s'ils ne sont pas utilisés à cet usage) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7905) : soutient l'amendement n° 394 de M. Thierry Repentin (conditions d'application du prélèvement de solidarité) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7917) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8027) : soutient l'amendement n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

personnes sans abri); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8085) : sur l'amendement n° 86 de la commission (ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction sous réserve de modifications), soutient le sous-amendement n° 379 de M. Thierry Repentin (transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation); rejeté. (p. 8102) : soutient l'amendement n° 391 de M. Thierry Repentin (application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur); rejeté. Pénalisation des énergies renouvelables. Distorsion de concurrence entre les modes de chauffage.

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 297 (2004-2005)] en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 364 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 160 (2004-2005)] sur les propositions de décision du Conseil relatives à la conclusion de l'accord entre l'Union européenne, la Communauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen (E 2700) [n° 365 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés) (Rapport annexé)** (p. 2063) : soutient l'amendement n° 389 de Mme Catherine Procaccia (rôle du personnel infirmier dans le repérage des jeunes en grande difficulté); retiré. (p. 2064) : soutient l'amendement n° 218 de Mme Christiane Hummel (promotion de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire); adopté. (p. 2069) : soutient l'amendement n° 383 de Mme Monique Papon (proposition, par les professeurs remplaçants, d'enseignements correspondant à leurs compétences et aux besoins des élèves); adopté.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2620) : équilibre de ce texte. Changement de statut d'Aéroports de Paris, ADP; garanties de l'Etat. Renforcement du rôle des chambres de commerce et d'industrie, CCI, dans la gestion des aéroports de province. Création d'une commission aéroportuaire. Souhait d'une parution rapide des textes d'application. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 21 (Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration)** (p. 2858) : son amendement n° 214 : distinction entre boues industrielles et boues urbaines; retiré. - **Art. 26 (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement)** (p. 2894) : son amendement n° 218 : définition du service de distribution d'eau; adopté. (p. 2902, 2903) : son amendement n° 219 : exonération du service public d'eau potable du paiement des redevances pour occupation du domaine public; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3936, 3938) : poids économique des PME. Impact sur l'emploi. Objectifs du projet de loi. Travail réalisé par les commissions. Dispositions examinées par la commission de lois saisie pour avis et amendements proposés, concernant notamment la suppression des sociétés civiles artisanales à responsabilité limitée, SCARL. Recommande l'adoption de ce texte.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 23 (priorité) (Société civile artisanale à responsabilité limitée)** (p. 4032) : son amendement n° 173 : suppression; adopté. Réponse inadaptée au problème du patrimoine d'affectation revendiqué par les artisans. Persistance de la double immatriculation au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

registre de commerce. Limitation de cette nouvelle structure à l'exercice d'activité artisanale. Création inutile. Possibilité d'améliorer les statuts existants. - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise) (p. 4035, 4036) : ses amendements n° 157 : suppression pour coordination avec l'article 23 et n° 158 : détermination par décret en Conseil d'Etat de la taille de l'entreprise au-delà de laquelle le conjoint devra opter pour le statut de salarié ou d'associé ; adoptés. (p. 4040) : son amendement n° 159 : coordination ; adopté. - **Art. 11** (Art. L. 121-7 [nouveau] du code de commerce - Protection des biens propres du conjoint collaborateur en cas de dépassement non intentionnel du mandat de gestion) (p. 4042) : son amendement n° 160 : cohérence rédactionnelle ; adopté. - **Art. 15** (Art. 7 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - Statut de collaborateur libéral) (p. 4058) : son amendement n° 161 : insertion dans l'article du cadre juridique applicable au contrat de collaboration libérale prévu par la loi du 31 décembre 1971 régissant le statut des avocats ; adopté. - **Art. 16** (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires) (p. 4061, 4062) : ses amendements n° 162 : rédaction ; n° 163 : possibilité pour les dispositions des accords collectifs relatifs aux contrats de gérance-mandat d'être rendues obligatoires par arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME ; et n° 164 : pouvoir du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME de fixer conjointement les conditions des contrats de gérance-mandat à défaut d'accord collectif ; adoptés. - **Art. 20** (Art. L. 239-10-1 à L. 239-10-5 [nouveaux] du code de commerce et article 8 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Location d'actions et de parts sociales) (p. 4078, 4080) : ses amendements n° 165 : encadrement de la mise en location des actions ou parts sociales d'une entreprise en redressement judiciaire par le tribunal ayant ouvert la procédure ; n° 166 : sanction de l'absence des mentions obligatoires par la nullité du contrat de bail ; n° 167 : mise en oeuvre de l'information, de la participation et du vote du locataire conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 239-10-3 du code de commerce ; n° 168 : précision de la mission du commissaire aux comptes dans l'évaluation des titres loués ; n° 169 : clarification de l'exercice du droit de vote entre le bailleur et le locataire ; n° 170 : suppression d'une précision inutile ; n° 171 et 172 : extension des pouvoirs de gérance à l'inscription dans les statuts de l'existence du contrat de bail et de l'identité du locataire ainsi qu'à la suppression de ces mentions en cas de non-renouvellement ou de résiliation du bail ; adoptés. - **Art. 24** (Art. L. 223-31 du code de commerce - Approbation des comptes de l'EURL dont l'associé unique est le gérant) (p. 4094) : son amendement n° 174 : limitation de la suppression de la formalité d'approbation des comptes au cas où l'associé unique est le seul gérant de la société ; adopté. - **Art. 25** (Art. L. 223-30 du code de commerce - Institution d'un quorum pour les assemblées générales des SARL procédant à certaines modifications statutaires) (p. 4095) : sur l'amendement n° 51 de la commission (rédaction), ses sous-amendements n° 175 : précision ; retiré ; et n° 176 : possibilité pour les statuts de prévoir un quorum ou une majorité plus élevés sans pouvoir exiger l'unanimité des associés ; adopté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5905) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), soutient le sous-amendement n° 57 de M. Philippe Goujon (application de ce dispositif à partir du seuil de cinq logements) ; rejeté. (p. 5906, 5907) : sur l'amendement précité n° 1 de la commission, ses sous-amendements n° 58 : instauration d'une décote sur le prix de son logement au

bénéfice du locataire souhaitant l'acquérir ; retiré ; n° 59 : augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de la vente à la découpe ; adopté ; n° 60 : conséquence ; retiré. (p. 5910) : sur l'amendement n° 1 de la commission précité, son sous-amendement n° 61 : conséquence ; retiré. (p. 5914, 5915) : intervient sur son sous-amendement n° 58 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5930, 5931) : aggravation de la crise du logement par les ventes à la découpe : exemple de la ville de Saint-Mandé. Volonté de ne pas opposer propriétaires et locataires. Améliorations apportées par le Sénat : création d'un article spécifique à la vente à la découpe dans la loi de 1975, augmentation pour le locataire du délai d'exercice de son droit de préemption, information des maires et utilisation de leur droit de préemption pour maintenir dans les lieux un locataire, diminution des droits de mutation en cas de maintien du caractère locatif du logement par un nouvel acquéreur. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6346, 6347) : renforcement de la coopération décentralisée. Catastrophes aggravant la fracture Nord-Sud. Nécessité de donner un cadre sécurisé aux actions des collectivités locales. Notion d'intérêt local. Intérêt des mesures proposées. Demande d'une meilleure coordination des diverses initiatives. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7543, 7545) : crise du logement sans précédent. Pénalisation des familles les plus modestes et les plus nombreuses. Persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande. Inquiétudes suscitées par le texte malgré des dispositions positives. Soutien à apporter aux maires. Révision nécessaire des mécanismes de l'article 55 de la loi SRU. Souci d'éviter la pénalisation injuste de certaines communes. Inquiétude au sujet du respect des règles de la décentralisation. Interrogation sur la fluidité du marché des logements sociaux. Amendements du groupe UMP pour améliorer ce texte excellent mais de portée insuffisante.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7635, 7636) : satisfaction du groupe de l'UMP sur l'issue des débats. Contribution de la récidive au sentiment d'insécurité. Texte consensuel et équilibré. Accord sur les divergences relatives aux modalités d'usage du bracelet électronique, à la limitation du crédit de réduction des peines pour les récidivistes et à la question du mandat de dépôt lors du prononcé de la peine. Equilibre entre la recherche d'efficacité pour la procédure pénale et le respect des principes fondamentaux du droit. Le groupe de l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7871, 7872) : soutient l'amendement n° 181 de Mme Catherine Procaccia (intégration des logements régis par la loi de 1948 dans la catégorie des logements sociaux lorsque leur surface est inférieure à 50 m²) ; retiré. Application problématique de l'article 55 de la loi SRU. Effets pervers. Exemple de la ville de Sucy-en-Brie. Correction indispensable du dispositif. Stigmatisation injuste des maires qui ont la volonté d'appliquer la loi. (p. 7876, 7877) : défavorable à l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). Rôle fondamental du prêt locatif social dans la fluidité du parc social.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8084) : sur l'amendement n° 86 de la commission (ratification de l'ordonnance du 8 juin 2005 relative au logement et à la construction sous réserve de modifications), son sous-amendement n° 211 : création d'un diagnostic technique "électricité" ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) (p. 9146, 9147) : action décisive du Gouvernement en matière de simplification des procédures. Développement des téléprocédures et téléservices. Concentration du contrôle de légalité des préfets sur les actes les plus importants. Nécessité d'affiner les indicateurs de performance. Hommage au travail des préfets et des sous-préfets. Soutien du groupe de l'UMP au projet de budget de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat".

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9236, 9238) : effort de l'Etat en faveur du développement des réseaux de transports, de la sécurité routière, maritime et aérienne et du financement de la gestion d'une partie du réseau routier national transféré aux collectivités locales. Conditions d'application du contrat de plan Etat-région dans le Val-de-Marne. Situation de l'aéroport d'Orly au regard du plan d'exposition au bruit, PEB.

CAMPION (Claire-Lise)
sénateur (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (20 janvier 2005) - **Art. 20 bis A (Art. L. 231-1-1 nouveau du code de l'urbanisme - Droit de préemption sur aliénation à titre gratuit)** (p. 223, 224) : son amendement n° 317 : possibilité pour le donateur de renoncer à la donation ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20 bis A** (p. 226) : son amendement n° 318 : extension du droit de préemption des SAFER sur les parcelles boisées ; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2516, 2518) : obsolescence du statut des assistants maternels et des assistants familiaux. Atonie du Gouvernement face à l'urgence de légiférer. Distinction entre les deux professions. Avancée certaine dans la reconnaissance du métier. Progrès en matière de formation. Lutte contre la précarité de la profession d'assistant familial. Améliorations significatives apportées par l'Assemblée nationale ; regrette leur remise en cause par la commission : critères nationaux d'agrément et compétence des conseils de prud'hommes. Dépôt d'amendements relatifs au délai d'agrément, à la responsabilité de la collectivité territoriale en matière de formation initiale et à la protection sociale. Renvoi à de multiples décrets d'application au contenu incertain. Absence de mesures de financement. Reconnaissance très partielle des personnels accueillants. - **Art. 5 (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)** (p. 2522) : votera contre l'amendement n° 2 de la commission (suppression des critères nationaux d'agrément). (p. 2524, 2525) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Gisèle Printz (élargissement aux assistants familiaux de l'évaluation des capacités éducatives dans la procédure d'agrément pour les assistants maternels) ; retiré. Votera l'amendement n° 37 de Mme Marie-Thérèse Hermange portant sur le même objet que son amendement n° 40 précité. Soutient les amendements de Mme Gisèle Printz n° 41 (modalités d'octroi de l'agrément définies par décret) et n° 42 (durée de l'agrément pour les assistants maternels fixée à cinq ans) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 2551) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Gisèle Printz (consultation pour avis des principales associations d'élus sur les projets de décrets d'application de la présente loi) ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4428, 4430) : examen dans l'urgence. Absence de réflexion approfondie. Vision partielle et réduite ne concernant que les adoptants. Diminution du nombre de pupilles de l'Etat. Complexité et opacité des procédures d'adoption à l'étranger. Interrogation sur la portée philosophique et éthique du projet. Contenu de la proposition de loi. Amélioration des procédures d'agrément au plan départemental : uniformisation des critères d'évaluation, formation des adoptants, majoration de la prime d'adoption et suivi renforcé des enfants ; dépôt d'un amendement instituant un congé parental avant l'adoption ; compensation des dépenses des conseils généraux liées au transfert de compétences. Renforcement de l'aide aux candidats à l'adoption internationale avec la création de l'Agence française de l'adoption, AFA : difficile articulation avec les institutions déjà existantes. Assouplissement des critères justifiant les déclarations d'abandon judiciaire : risque de multiplication du nombre d'enfants adoptables en France au détriment de l'intérêt des enfants ; conséquence néfaste des ruptures définitives avec la famille biologique ; procédure de l'adoption simple insuffisamment utilisée. - **Art. 1er (Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément)** (p. 4448) : son amendement n° 16 : organisation de réunions d'information pendant la procédure d'agrément ; rejeté. Réunions animées par des intervenants extérieurs aux services sociaux. Spécificité des adoptions internationales. - **Art. 2 (Art. L. 225-15 à L. 225-18 et L. 225-18 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 122-28-10 du code du travail et art. 1067 du code général des impôts - Accompagnement de l'enfant adopté par les services sociaux)** (p. 4454) : sensibilité des pays d'origine des enfants adoptés à l'égard de ce dispositif. Problème de la formation des personnels d'accompagnement des conseils généraux et du financement de la mesure. Ses amendements n° 17 : caractère facultatif de l'accompagnement du mineur et n° 18 : extension du dispositif à l'adoption simple ; rejetés. - **Art. 3 (Art. 350 du code civil - Abandon des enfants victimes d'un désintérêt parental prolongé)** (p. 4456) : son amendement n° 19 : suppression ; rejeté. Importance des liens du sang. Insuffisante prise en compte de la voix subsidiaire de l'adoption simple. - **Art. 4 (Art. L. 225-15 et**

L. 225-16 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence française de l'adoption, AFA) (p. 4460) : son amendement n° 20 : participation des associations de parents adoptifs et des organismes agréés pour l'adoption à l'Agence française de l'adoption ; rejeté. (p. 4462) : son amendement n° 21 : application aux collectivités territoriales d'outre-mer ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 4465) : son amendement n° 27 : versement d'une indemnité journalière de repos pendant le congé ouvert au salarié titulaire d'un agrément ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4466) : son amendement n° 26 : alignement du congé d'adoption sur la durée du congé maternité ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 4467) : son amendement n° 29 : financement des charges nouvelles pour les départements ; rejeté. Association du département aux nouvelles missions de l'AFA. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4468) : son amendement n° 12 : nouvel intitulé - Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à l'adoption ; rejeté. Simple "réformatte". Précipitation dans l'examen du texte. Problématique de l'adoption absente de la discussion. Création d'une confusion dans le paysage institutionnel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4469) : rejet systématique des amendements. Demande de vote conforme contraire au rôle des parlementaires dans une démocratie. Insuffisance des mesures proposées. Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7064, 7066) : échec de la politique économique et sociale, de la réforme des retraites et de la réforme de l'assurance maladie. Accroissement de l'endettement de la France. Absence d'une politique familiale ambitieuse. Remise en cause de l'attribution de la PAJE. Annonce d'un plan "crèches" restreint et d'un congé optionnel à partir du troisième enfant. Réforme du congé de l'allocation de présence parentale. Favorable à un débat national sur les questions relatives à la famille.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 26 (Art. L. 161-13-1 nouvelle, L. 311-5, L. 323-4, L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale - Prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité - Fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois)** (p. 7307) : soutient l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy (indexation de la revalorisation des indemnités journalières sur l'évolution générale des salaires) ; rejeté. - **Art. 28 (Dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour)** (p. 7334, 7335) : soutient l'amendement n° 143 de M. Bernard Cazeau (suppression pour les laboratoires pharmaceutiques de la possibilité de verser, sous forme de remise à l'assurance maladie, un montant égal à la perte de revenu résultant de la baisse tarifaire décidée par le Comité économique des produits de santé) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7469) : favorable à l'amendement n° 277 du Gouvernement (suppression à Mayotte du plafonnement à trois enfants par allocataire pour le versement des allocations familiales) et, sur celui-ci, défavorable au sous-amendement n° 291 de la commission. - **Art. 52 (Art. L. 531-4, L. 532-2 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - Adaptation du complément de libre choix d'activité)** (p. 7471) : son amendement n° 237 : application du dispositif au 1er janvier 2006 ; rejeté. - **Art. 53 (Art. L. 511-1, L. 544-1 à L. 544-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-28-9 du code du travail - Allocation journalière de présence parentale)** (p. 7473) : son amendement n° 238 : suppression de la durée minimale des soins pour le bénéficiaire de l'allocation journalière de présence parentale ; devenu sans objet. (p. 7475) : son amendement n° 240 : complément mensuel pour faire face aux frais supplémentaires consécutifs à la maladie d'un enfant ; devenu sans objet. (p. 7478) : son amendement n° 241 : entrée en vigueur de l'article avancée au 1er janvier 2006 ; rejeté. - **Art. 54 (Art. 60 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Maintien des**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009 (p. 7478, 7479) : son amendement n° 242 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7482) : défavorable à l'amendement n° 287 du Gouvernement (application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial). Déploie la déclaration du rapporteur sur la défense des enfants, Mme Claire Brisset.

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

Membre de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8666, 8668) : rôle de la caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger, CFE. Dérogations au régime général prévues pour les Français de l'étranger expatriés assurés auprès de la CFE. Interrogation sur le parcours de soins et la notion de "contrat responsable" pour les Français de l'étranger, et sur l'assurance volontaire vieillesse gérée par la CFE pour le compte de la Caisse nationale d'assurance vieillesse. Préoccupation des risques sanitaires susceptibles de toucher les Français expatriés.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9030, 9031) compte rendu de sa mission au Gabon : régularité de l'élection présidentielle. Stagnation des crédits d'aide sociale du ministère des affaires étrangères. Développement indispensable des crédits du fonds d'assistance. Insuffisance des crédits consacrés à l'accès à la troisième catégorie aidée de la caisse des Français de l'étranger. Favorable au prélèvement sur les aides au développement des sommes nécessaires au paiement des retraites des ressortissants français d'Afrique. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9059) : favorable à l'amendement n° II-233 du Gouvernement (majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005** [n° 123 (2005-2006)] - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 19** (p. 9899, 9900) : son amendement n° 96 : assouplissement de l'exonération particulière des non-résidents sur les plus-values immobilières ; adopté.

CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 221 (2004-2005)] d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 234 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Culture - Éducation**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 259 (2004-2005)] (22 mars 2005) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 483 (2004-2005)] relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 28 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à l'accessibilité des locaux aux élèves handicapés [n° 48 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 1591, 1594) : lien entre destin collectif et avenir de l'école. Hommage à la commission du débat national sur l'avenir de l'école présidée par M. Claude Thélot. Incapacité de l'école à remplir son rôle d'instrument et de promotion sociale. Lutte contre les inégalités. Définition des grandes orientations : objectif d'acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences. Effet limité et parfois destructeur du traitement égalitaire. Définition d'un "parcours de réussite éducatif". Développement de la voie professionnelle. Amélioration des conditions de scolarisation des élèves handicapés. Accueil des "primo-arrivants". Contribution de l'enseignement privé à la qualité du service public de l'éducation. Importance des voies de l'alternance et de l'apprentissage. Réussite de l'enseignement agricole. Amélioration de l'ouverture de l'école sur ses partenaires. Notion centrale de "communauté éducative" : école, famille, cité. Amélioration de l'information sur les métiers. Exemple du bassin d'emploi de la vallée de l'Arve : inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Hommage

aux enseignants et à l'ensemble des personnels des établissements scolaires. Affirmation de leur liberté pédagogique. Renforcement de l'activité du métier d'enseignant. Remerciements.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1659) : s'oppose à la motion n° 170 de M. Ivan Renar tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1664) : s'oppose à la motion n° 179 de M. Yannick Bodin tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1667) : s'oppose à la motion n° 171 de Mme Annie David tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1669) : s'oppose à l'amendement n° 429 de Mme Annie David (mise en place des moyens nécessaires à la mise en oeuvre des besoins d'éducation et de formation). (p. 1670) : s'oppose à l'amendement n° 430 de Mme Annie David (gratuité des fournitures et des transports scolaires à tous les élèves et revalorisation des bourses). (p. 1671) : s'oppose à l'amendement n° 431 de Mme Annie David (mise en place d'un programme de création de postes). (p. 1672) : s'oppose à l'amendement n° 432 de Mme Annie David (réduction du nombre maximum d'élèves par classe). (p. 1673) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 433 (développement de la formation professionnelle et technologique) et n° 434 (garantie de l'inscription dans l'enseignement supérieur pour tout titulaire du baccalauréat). - **Art. 1er (Modification du code de l'éducation)** (p. 1674) : s'oppose à l'amendement n° 435 de Mme Annie David (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 1675) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 240 (présentation au Parlement d'un rapport annuel sur l'évaluation du système éducatif), n° 239 (garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) et n° 241 (référence au principe de laïcité comme valeur fondamentale de l'institution scolaire) ainsi qu'à l'amendement n° 438 de Mme Annie David identique à l'amendement n° 241 précité. - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1677) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 439 (rejet d'une conception marchande de l'école) et n° 440 (mission de l'école de lutte contre les inégalités). (p. 1678) : s'oppose aux amendements n° 242 de M. Yannick Bodin (adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves) et n° 441 de Mme Annie David (garantie du droit à l'éducation). (p. 1681) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Michel Charasse (partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale) ainsi qu'au n° 243 de Mme Dominique Voynet (missions premières de l'école fixées par la nation). Déclare satisfait par l'amendement de M. Jacques Legendre n° 369 qu'il accepte, les amendements n° 613 de M. Charles Revet (participation de l'école à la transmission des valeurs morales et politiques), n° 420 de Mme Muguette Dini (mission première de l'école d'enseigner et de former les élèves) et de Mme Annie David, n° 443 (suppression de la hiérarchisation des missions de l'école) et n° 444 (caractère essentiel de la mission de transmission des valeurs républicaines de l'école). Après avoir proposé une rédaction de synthèse entre les deux amendements précités n° 369 de M. Jacques Legendre et n° 136 de M. Michel Charasse, accepte ces deux amendements. (p. 1683) : demande le vote par priorité de l'amendement rectifié n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale). Priorité de droit. (p. 1685) : son amendement n° 1 : garantie du respect de l'égalité des chances ; adopté. (p. 1686) : s'oppose aux amendements identiques n° 245 de M. Yannick Bodin et n° 442 de Mme Annie David (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation), aux amendements de Mme Annie David, n° 445 (prise en compte des différences de situation pour garantir le droit à l'éducation) et n° 446 (suppression de la notion de mérite) et demande le retrait des amendements n° 367 de M. Nicolas About (prise en compte des jeunes handicapés) et n° 137 de M. Michel Charasse (modalités d'attribution des bourses au mérite). (p. 1690) : s'oppose aux amendements n° 244 de M. Yannick Bodin (affirmation de la garantie du droit à l'éducation pour chaque

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

jeune sur l'ensemble du territoire) et n° 437 de Mme Annie David (garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie). (p. 1691, 1692) : s'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Annie David (représentation des lycéens par des organisations représentatives dans les établissements). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1693) : s'oppose aux amendements n° 246 de M. Yannick Bodin (maintien de la compétence de l'Etat pour la définition et la mise en oeuvre des programmes) et n° 436 de Mme Annie David (compétence exclusive de l'Etat en ce qui concerne les objectifs des programmes d'enseignement). S'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Annie David (partage de la responsabilité de la scolarité des jeunes entre la société, la famille et le système éducatif). (p. 1694) : s'oppose à l'amendement n° 449 de M. Roland Muzeau (contenu du projet individuel de scolarisation élaboré pour les enfants en situation de handicap). Son amendement n° 2 : extension de la notion de communauté éducative ; adopté. (p. 1695) : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Yannick Bodin (rôle des parents d'élèves au sein de la communauté éducative). S'oppose à l'amendement n° 451 de Mme Annie David (suppression de l'article 75 de la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences de l'Etat en matière d'éducation). - **Art. additionnels avant l'art. 3** (p. 1696, 1697) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 248 (rôle des parents d'élèves dans les différentes instances du système éducatif), n° 249 (rapport du Gouvernement sur le bénéfice d'autorisations d'absences et d'indemnités des représentants des parents d'élèves) et n° 250 (rapport du Gouvernement sur les aides à la formation des représentants des parents d'élèves). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1698) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 251 (garantie de l'application du principe d'égalité et du droit à l'éducation à tous les élèves handicapés) et n° 253 (enseignement en langue des signes française pour les enfants sourds). (p. 1699) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Yannick Bodin (adaptation du rythme de la scolarité au handicap des élèves). - **Art. 3 bis** (Art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Préscolarisation dans les régions d'outre-mer*) : son amendement n° 3 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1700, 1701) : sur les amendements de Mme Gisèle Gautier, demande le retrait du n° 232 (formation des jeunes à non-violence et à la paix) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 233 (inscription de l'objectif de mixité à l'école). - **Art. 3 ter** (Art. L. 121-1 du code de l'éducation - *Orientation scolaire*) (p. 1703) : s'oppose aux amendements identiques n° 254 de M. Yannick Bodin et n° 455 de Mme Annie David (participation du système éducatif au projet de formation professionnelle). (p. 1704) : son amendement n° 4 : élargissement de la notion d'orientation ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1705, 1706) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 255 (prise en compte des technologies de l'information et de la communication dans les connaissances faisant partie du socle commun), n° 263 (renforcement des liens existants entre les collectivités territoriales et l'éducation nationale), n° 264 (instauration de liens entre l'éducation nationale et les associations) et n° 256 (mission de la médecine scolaire). (p. 1707) : s'oppose aux amendements identiques n° 259 de M. Yannick Bodin et n° 461 de Mme Annie David (inscription de l'assistance sociale au titre des missions éducatives de l'Etat). (p. 1708) : s'oppose aux amendements identiques n° 260 de M. Yannick Bodin et n° 456 de Mme Annie David (établissement de la carte scolaire par l'Etat). (p. 1709) : s'oppose aux amendements identiques n° 261 de M. Yannick Bodin et n° 457 de Mme Annie David (réussite des projets individuels par la voie de l'orientation). (p. 1710) : s'oppose aux amendements identiques n° 257 de M. Yannick Bodin et n° 458 de Mme Annie David (responsabilité de l'Etat s'agissant de l'orientation scolaire des jeunes), ainsi qu'aux n° 258 de M. Yannick Bodin et n° 460 de Mme Annie David (mission d'information de l'Etat sur les métiers). (p. 1711) : s'oppose aux amendements identiques n° 262 de M. Yannick Bodin et n° 459 de Mme Annie David (début effectif de l'orientation). (p. 1712) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration des activités d'entretien, d'accueil, de service et d'administration ainsi que des services d'information et d'orientation, des services sociaux et de santé et des services

de vie scolaire et universitaire dans le service public d'éducation). (p. 1713) : s'oppose aux amendements identiques n° 267 de M. Yannick Bodin et n° 453 de Mme Annie David (possibilité d'activités périscolaires dans les écoles, collèges et lycées). (p. 1714) : s'oppose aux amendements identiques n° 266 de M. Yannick Bodin et n° 454 de Mme Annie David (organisation de la journée scolaire). - **Art. 4** (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - *Objectif de la formation scolaire*) (p. 1715) : s'oppose à l'amendement n° 462 de Mme Annie David (définition de la culture scolaire acquise par chaque élève). (p. 1717) : son amendement n° 5 : rôle de l'école et de la formation scolaire sous l'autorité des enseignants et avec l'appui des parents ; adopté après modification par le sous-amendement n° 640 de M. Michel Charasse qu'il accepte. (p. 1719) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 463 (précision du champ du service public de l'éducation nationale), n° 464 (suppression des qualificatifs appliqués au mot "aptitude") et n° 465 (lutte contre les inégalités et les situations rencontrées par les élèves en difficulté), de M. Yannick Bodin n° 269 (place de l'élève au centre du système éducatif) et n° 270 (association des personnels de l'éducation nationale et des parents à la mission de réussite conduite par l'école), de Mme Dominique Voynet n° 180 (ajout des mentions du développement de l'autonomie, de l'élévation du niveau de formation initiale et continue et de l'insertion dans la vie civique et sociale pour accompagner la mise en valeur des qualités et des aptitudes des élèves) et n° 271 (coopération entre les élèves) et demande le retrait de l'amendement n° 138 de M. Michel Charasse (obligation de travail pour chaque élève sous l'autorité des enseignants). Sur son amendement précité n° 5, demande le retrait du sous-amendement n° 375 de M. Jacques Legendre. - **Art. 5** (*Conséquences sur la codification*) (p. 1722) : son amendement n° 6 : rédaction ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - *Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1742) : son amendement n° 7 : rédaction et précision ; devenu sans objet. (p. 1744) : son amendement n° 8 : remplacement de la formule "exercice libre de la citoyenneté" par celle de "libre exercice de la citoyenneté" ; devenu sans objet. (p. 1748) : son amendement n° 9 : évaluation des connaissances à chaque étape de la scolarité et dispense d'enseignements complémentaires ; devenu sans objet. (p. 1749, 1750) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 466 (suppression), n° 473 (nouvelle écriture de cet article garantissant l'accès de tous les jeunes à une culture commune et définissant les savoirs indispensables dans chaque discipline) et n° 467 (définition des contenus d'une culture scolaire commune à tous les élèves par le Conseil supérieur de l'éducation nationale sur proposition du Conseil national des programmes), ainsi qu'à l'amendement n° 272 de M. Yannick Bodin (nouvelle définition et élargissement du socle commun de connaissances à la pratique sportive, l'acquisition de savoirs artistiques et la culture technologique). Sur son amendement n° 7 précité, s'oppose au sous-amendement n° 641 de M. Michel Charasse. S'oppose aux amendements n° 477 de Mme Annie David (remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau"), n° 139 de M. Michel Charasse (ajout au socle commun de la maîtrise des principes de la morale civique) et n° 273 de Mme Dominique Voynet (élargissement de la maîtrise des éléments mathématiques aux bases du raisonnement), ainsi qu'aux amendements n° 174 de M. Yves Détraigne (précision des différents aspects de la maîtrise de la langue française) et n° 469 de Mme Annie David (précision). Demande le retrait de l'amendement n° 132 de Mme Françoise Férat (ajout de l'histoire et de la géographie aux connaissances du socle commun). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 471 (insertion de l'éducation physique et sportive dans le socle commun des connaissances), n° 472 (précision des différents aspects de la maîtrise d'une langue vivante étrangère) et n° 547 (ajout de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie au socle commun des connaissances). Demande le retrait de l'amendement n° 622 de Mme Catherine Morin-Desailly (insertion de la maîtrise du corps dans le socle commun des connaissances), ainsi que des amendements portant sur le même objet n° 621 de Mme

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Catherine Morin-Desailly et n° 470 de Mme Annie David (insertion dans le socle commun des connaissances de l'éducation artistique et culturelle). S'oppose à l'amendement n° 181 de Mme Dominique Voynet (ajout aux missions de l'éducation nationale de la résolution pacifique et non violente des conflits), ainsi qu'aux amendements de Mme Annie David n° 474 (mise en place de classes dédoublées), n° 476 (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation sur le contenu du socle commun des connaissances), n° 475 (remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes sur le contenu du socle commun des connaissances) et n° 468 (élargissement de l'âge de l'obligation scolaire de trois à dix-huit ans et réaffirmation du droit pour les familles qui le souhaitent de scolariser leurs enfants dès l'âge de deux ans). Demande le retrait de l'amendement n° 135 de Mme Françoise Férat (bilan avant la rentrée 2005-2006 des actions mises en oeuvre pour respecter les objectifs éducatifs définis par la Conférence de Lisbonne en 2000). (p. 1753) : sur son amendement n° 9 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 656 de M. Michel Charasse. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1761) : son amendement n° 658 : définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires ; adopté. (p. 1776) : sur son amendement n° 658 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Annie David n° 660 (réintroduction dans le projet de loi de la conception de la culture scolaire commune), n° 661 (remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau"), n° 662 (insertion dans le socle commun de l'éducation artistique et culturelle), n° 663 (insertion dans le socle commun de la pratique de l'éducation physique et sportive), n° 664 (insertion dans le socle commun de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie), n° 665 (recours aux classes dédoublées) et n° 666 (remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes pour la définition du socle commun), ainsi qu'au sous-amendement n° 659 de M. Yannick Bodin (réécriture de cet article définissant le socle commun en y insérant l'acquisition de savoirs artistiques, des objectifs de pratique sportive et une culture technologique). (p. 1782) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 274 de M. Jean-Luc Mélenchon (organisation d'un entretien d'orientation dans la quinzième année de l'élève). (p. 1784) : estime l'amendement n° 479 de Mme Annie David (réaffirmation du rôle fondamental de l'éducation physique et sportive dans la formation des élèves) satisfait par l'article L. 121-5 du code de l'éducation. - **Art. 6 bis (Enseignements complémentaires)** (p. 1785) : son amendement n° 10 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 6 bis** (p. 1786) : accepte l'amendement n° 197 de M. Roger Karoutchi (possibilité de mesure d'assistance éducative en cas d'opposition des responsables d'un mineur à la poursuite de sa scolarité au-delà de l'âge de 16 ans). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 1788) : s'oppose à l'amendement n° 277 de M. Yannick Bodin (rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'un service public de l'enseignement à distance gratuit pour les enfants ne pouvant être scolarisés). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 1791) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 504 (modalités et moyens de la scolarisation des enfants en situation de handicap) et n° 505 (réaffirmation du principe de non-interruption de la scolarisation d'un élève en raison de l'absence momentanée d'un assistant d'éducation ou de difficultés pour le désigner). - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1792) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Jean-Luc Mélenchon (mise en cohérence des systèmes de formation et d'enseignement professionnels et technologiques). (p. 1792, 1793) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 508 (abrogation de l'article 82 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales portant sur le transfert aux départements et aux régions des personnels TOS des lycées et collèges) et n° 509 (conséquence). (p. 1794) : s'oppose à l'amendement n° 510 de Mme Annie David (conséquence). - **Art. 9 A (Art. L. 212-7 du code de l'éducation - Détermination du ressort des écoles dans une commune)** : son amendement n° 87 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 1795, 1796) : s'oppose aux

amendements de Mme Annie David n° 513 (précision du nouveau mode de prise de décisions réglementaires concernant les établissements d'éducation en fonction des compétences de chaque organisme, telles que définies par les lois de décentralisation) et n° 512 (instauration d'une double source de légitimité dans la prise de décision sur les orientations de la politique d'éducation). (p. 1797, 1799) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 514 (création d'un conseil scientifique et pédagogique) et n° 517 (création d'observatoires de la scolarité). (p. 1800) : s'oppose à l'amendement n° 516 de Mme Annie David (attribution au centre national de documentation pédagogique de missions de production et d'édition de la documentation pédagogique de l'éducation nationale sur tous supports techniques existants). - **Art. 9 (Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - Création du Haut conseil de l'éducation)** (p. 1803) : ses amendements n° 88 : possibilité pour le Haut conseil de formuler des propositions sur les questions dont il est saisi ; n° 89 : publicité des avis et propositions du Haut conseil et n° 90 : remise au Président de la République d'un rapport annuel sur les résultats du système éducatif ; adoptés. (p. 1804) : s'oppose aux amendements de suppression n° 279 de M. Yannick Bodin et n° 519 de Mme Annie David ainsi qu'aux amendements de cette dernière n° 520 (suppression des dispositions relatives au mode de désignation du Haut conseil) et n° 521 (suppression des missions prévues pour le Haut conseil). Demande le retrait de l'amendement n° 424 de M. Yves Pozzo di Borgo (présentation au Parlement d'un rapport annuel des résultats du système éducatif) qu'il estime satisfait par son amendement n° 90 précité. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 1806) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 280 de M. Yannick Bodin et n° 522 de Mme Annie David (création d'un Office parlementaire d'évaluation de l'école). - **Art. 10 (Art. L. 311-5 du code de l'éducation - Suppression du Conseil national des programmes)** (p. 1807, 1808) : s'oppose aux amendements de suppression n° 281 de M. Yannick Bodin et n° 523 de Mme Annie David ainsi qu'à l'amendement n° 184 de Mme Dominique Voynet (attribution au Conseil national des enseignements, anciennement Conseil national des programmes, d'une mission de réexamen du découpage de l'enseignement des matières au collège et au lycée). - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1809) : s'oppose aux amendements identiques n° 282 de M. Yannick Bodin et n° 530 de Mme Annie David (précision de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire). (p. 1810) : s'oppose aux amendements identiques n° 283 de M. Yannick Bodin et n° 527 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième). (p. 1811) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 284 de M. Yannick Bodin et n° 528 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde). (p. 1812) : s'oppose à l'amendement n° 524 de Mme Annie David (enseignement obligatoire et régulier dès l'école primaire de toutes les formes de discriminations). - **Art. 11 (Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire)** (p. 1813) : son amendement n° 91 : suppression du premier alinéa de cet article introduisant la notion de personnalisation des temps d'apprentissage des élèves ; adopté. (p. 1816) : son amendement n° 92 : remplacement du programme personnalisé de réussite scolaire par le parcours personnalisé de réussite éducative ; adopté. (p. 1817) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 525 (suppression), n° 526 (consultation des personnels de l'éducation nationale chargés du suivi des élèves avant la mise en place du dispositif d'aide à la réussite scolaire), n° 533 (clarification, précision et affirmation du caractère national des contenus du plan personnalisé de réussite scolaire), n° 532 (remplacement des mots "contenu du socle commun de fondamentaux" par les mots "les fondamentaux et la culture scolaire commune"), n° 529 (en cas de difficultés, mise en place d'un dispositif d'aide et de soutien par l'équipe pédagogique en liaison avec l'élève et sa famille), n° 534 (mise en place par le conseil scientifique et pédagogique de l'établissement d'un dispositif d'aide à l'élève en difficulté) et n° 531 (mise en place d'un plan personnalisé de réussite scolaire après avis du conseil de classe) ainsi qu'à l'amendement n° 285 de Mme Dominique Voynet (précision du contexte et des objectifs de mise en place

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du plan personnalisé de réussite scolaire). Estime l'amendement n° 202 de M. Hugues Portelli (adaptation du plan personnalisé de réussite scolaire aux élèves atteints de troubles spécifiques du langage oral ou écrit) satisfait par un amendement présenté à l'article 15 ter. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 1820) : demande le retrait de l'amendement n° 203 de M. Hugues Portelli (adaptation aux enfants intellectuellement précoces des temps d'apprentissage et des programmes personnalisés) et s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Yannick Bodin (mise en place d'un soutien individualisé pour les élèves en difficulté). (p. 1821) : s'oppose à l'amendement n° 287 de Mme Dominique Voynet (intégration au sein d'un même cycle des élèves n'appartenant pas au même niveau de classe sur proposition du conseil pédagogique). - **Art. 12** (*Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1822) : son amendement n° 93 : ajout de l'exigence d'un dialogue préalable entre l'école et la famille en cas de demande de redoublement ; adopté. (p. 1823) : son amendement n° 94 : rédaction ; adopté. (p. 1824, 1825) : s'oppose aux amendements n° 535 de Mme Annie David (mise en place à tout moment de l'année d'un système de soutien aux élèves en difficulté), n° 288 de M. Yannick Bodin (décision à la fin de chaque cycle de la poursuite ou non de la scolarité et rétablissement d'une procédure d'appel pour les parents) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 541 de Mme Annie David et n° 289 de Mme Dominique Voynet (recours au redoublement limité aux demandes formulées à la fin de chaque cycle). Sur les amendements de Mme Annie David, s'oppose au n° 540 (suppression de la tutelle du chef d'établissement sur les décisions des enseignants), n° 538 (association de la notion d'aide à celle de soutien pour la mise en place du dispositif en faveur des élèves en difficulté), n° 536 (caractère exceptionnel du redoublement et mise en place, dans ce cas, de dispositifs particuliers) et estime le n° 537 (mise en place de manière réactive à l'avis du conseil de classe d'un dispositif d'aide et de soutien aux élèves en difficulté) satisfait par la rédaction de l'article. Estime l'amendement n° 290 de M. Yannick Bodin (organisation de la scolarité obligatoire dans le cadre de la continuité éducative) satisfait par l'article L. 311-1 du code de l'éducation. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 1827) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 223 de Mme Colette Mélot (introduction dans l'enseignement de l'éducation civique d'une formation spécifique aux valeurs de la République). - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1828) : accepte l'amendement n° 372 de M. Jacques Legendre (dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues). - **Art. 12 bis** (*Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales*) : son amendement n° 95 : suppression ; adopté. (p. 1831) : s'oppose aux amendements n° 291 de M. Michel Charasse (enseignement des langues régionales dans le respect des valeurs et principes de la République), n° 542 de Mme Annie David (suppression de la limite de l'enseignement des langues régionales aux seules régions où elles sont en usage), n° 382 de M. Jacques Legendre (suppression du mot "spécifique" qualifiant les conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales définissant les modalités d'enseignement des langues régionales) et n° 186 de Mme Dominique Voynet (précision relative à l'enseignement du créole dans les départements d'outre-mer). - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 1833) : son amendement n° 96 : élargissement du droit à l'éducation à l'information sur les débouchés professionnels et les perspectives de carrière ; adopté. (p. 1834) : accepte l'amendement n° 198 de M. Roger Karoutchi (modification de l'appellation du "Haut Comité des enseignements artistiques" en "Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle").

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (*Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle*) (p. 1852, 1853) : son amendement n° 97 : obligation pour l'orientation et les formations proposées aux élèves de tenir compte des besoins liés à l'aménagement du territoire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 237 de M. Jean-Léonce Dupont (contribution des organisations professionnelles à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des élèves) qu'il accepte. (p. 1856) : s'oppose

aux amendements de Mme Annie David n° 543 (suppression), n° 544 (réécriture de l'article 13), n° 548 (prise en compte des choix de l'équipe pédagogique dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie), n° 549 (reconnaissance à l'élève du choix de décider en dernier ressort de son orientation et de sa formation) et demande le retrait du n° 545 (suppression de toute référence aux besoins prévisibles de la société et de l'économie dans le cadre des orientations et de la formation proposées aux élèves) qu'il estime satisfait. S'oppose aux amendements identiques n° 292 de M. Yannick Bodin et n° 546 de Mme Annie David (adaptation des orientations et de la formation proposées aux élèves aux évolutions prévisibles de l'économie plutôt qu'aux besoins de celle-ci). Demande le retrait des amendements identiques n° 293 de M. Yannick Bodin et n° 633 de Mme Catherine Morin-Desailly (intégration de l'éducation artistique et culturelle dans les formations proposées aux élèves). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 187 (prise en compte des exigences d'un développement durable de la société dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie) et n° 188 (création des commissions territoriales d'aide à l'éducation). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 1858, 1859) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David portant sur le même objet n° 551 et n° 552 (abrogation des articles 128 et 129 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale relatifs à l'accompagnement des élèves en difficulté) ainsi qu'au n° 550 (abrogation de l'article 131 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale créant les groupements d'intérêt public pour le soutien éducatif). - **Art. additionnel avant l'art. 14** (p. 1860) : demande le retrait de l'amendement n° 554 de Mme Annie David (reconnaissance de l'école maternelle en tant que premier cycle de l'école primaire). - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) : s'oppose à l'amendement n° 555 de Mme Annie David (possibilité de scolariser les enfants de deux ans à la demande des familles). (p. 1863) : son amendement n° 98 : précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société ; adopté. - **Art. 15** (*Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire*) (p. 1865) : son amendement n° 99 : mise en oeuvre à l'école primaire d'un premier apprentissage d'une langue vivante étrangère et non pas d'une première approche ; adopté. (p. 1866) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 556 (renforcement des moyens consacrés à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère), n° 557 (mise en oeuvre des moyens destinés à favoriser l'étude des langues et cultures régionales) et n° 558 (engagement de l'Etat à assurer les moyens humains et financiers nécessaires à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère) ainsi qu'à l'amendement n° 294 de M. Yannick Bodin (substitution de la référence à "un socle commun de connaissances et de compétences" à celle "des instruments fondamentaux de la connaissance"). - **Art. 15 bis** (*Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage de l'hymne national*) (p. 1868) : son amendement n° 100 : suppression d'une disposition inutile ; adopté. (p. 1869, 1870) : sur les amendements de Mme Annie David, accepte le n° 560 (apprentissage de l'hymne national et de son histoire) après sa rectification et s'oppose au n° 559 (suppression). S'oppose aux amendements n° 190 de Mme Dominique Voynet (réécriture de La Marseillaise) et n° 201 de Mme Marie-Christine Blandin (remplacement dans La Marseillaise des mots "sang impur" par des termes adaptés au contexte contemporain). - **Art. 15 ter** (*Art. L. 321-4 du code de l'éducation - Élèves intellectuellement précoces*) (p. 1871) : son amendement n° 101 : rétablissement de la référence à l'enseignement adapté pour les élèves en difficulté et prise en compte des élèves intellectuellement précoces ; adopté. Demande le retrait des amendements de suppression n° 295 de M. Yannick Bodin et n° 561 de Mme Annie David. - **Art. additionnels après l'art. 15 ter** (p. 1872) : son amendement n° 102 : mise en oeuvre de conditions adaptées à la scolarisation des élèves non francophones nouvellement arrivés en France ; adopté. Accepte l'amendement n° 208 de M. Jean-René Lecerf (prise en charge adaptée, au sein du milieu scolaire, des élèves dyslexiques). - **Art. additionnel avant**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'art. 16 (p. 1873) : son amendement n° 210 : ouverture des jurys des diplômes à option internationale à des membres de corps d'inspection ou d'enseignement étrangers ; adopté. - **Art. 16** (*Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes*) (p. 1874, 1875) : son amendement n° 103 : précision selon laquelle l'évaluation des connaissances des candidats s'effectue dans le respect des conditions d'équité en cas de prise en compte du contrôle continu pour la délivrance d'un diplôme national ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 296 de M. Yannick Bodin et n° 562 de Mme Annie David. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 563 (suppression de la prise en compte du contrôle continu en vue de la délivrance des diplômes), n° 564 (suppression partielle) et n° 565 (suppression du mode continu s'agissant du contrôle des connaissances pour la délivrance des diplômes). - **Art. 17** (*Art. L. 331-7 du code de l'éducation - Information et orientation des élèves*) (p. 1879) : son amendement n° 104 : information pour l'orientation de l'élève en liaison avec les collectivités territoriales et précision du contenu de cette documentation ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17** : ses amendements n° 105 : application aux collèges des dispositions prévues dans les écoles quant à la prise en charge spécifique des élèves intellectuellement précoces ; et n° 106 : application aux collèges des dispositions prévues dans les écoles quant à la scolarisation des élèves non francophones nouvellement arrivés en France ; adoptés. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1880) : son amendement n° 107 : possibilité pour les élèves des classes de quatrième et de troisième implantées dans les lycées professionnels et dans les établissements d'enseignement agricole de passer l'examen du brevet selon les modalités adaptées ; adopté. (p. 1881, 1882) : demande le retrait des amendements n° 298 de M. Yannick Bodin (non-reconnaissance du brevet en tant que diplôme qualifiant), n° 409 de Mme Marie-Thérèse Hermange (conditionnement du passage en seconde d'enseignement général à la réussite du brevet des collèges) et n° 566 de Mme Annie David (primauté des résultats obtenus lors de l'examen terminal par rapport au contrôle continu dans l'obtention du brevet). (p. 1883, 1884) : sur les amendements de M. Yannick Bodin, demande le retrait du n° 299 (sanction de la maîtrise du socle commun des connaissances et des compétences par le brevet) qu'il estime satisfait et s'oppose aux n° 300 (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet) et n° 301 (suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 567 (prise en compte de l'ensemble des enseignements suivis par les élèves pour la délivrance du brevet) et n° 568 (suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet) et n° 191 de Mme Dominique Voynet (précision des critères retenus pour l'attribution de la note de vie scolaire).

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) - rapporteur. (p. 1889) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1892) : son amendement n° 108 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1893) : s'oppose à l'amendement n° 569 de Mme Annie David (réactualisation annuelle des projets personnalisés concernant les enfants, les adolescents et les adultes handicapés). (p. 1894) : demande le retrait de l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Mélenchon (institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, PPCP). (p. 1897) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Yannick Bodin (prise en compte des travaux personnels encadrés, TPE, pour le baccalauréat) sous réserve des explications du Gouvernement. (p. 1899) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 303 de M. Jean-Luc Mélenchon (instauration du label de "lycée des métiers" délivré par l'Etat) sous réserve de l'avis du Gouvernement. (p. 1901) : demande le retrait de l'amendement n° 304 de M. Jean-Luc

Mélenchon (accès prioritaire des meilleurs bacheliers professionnels vers les sections de techniciens supérieurs et les IUT) qu'il estime satisfait. - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p. 1903) : son amendement n° 109 : rédaction ; adopté. (p. 1904) : ses amendements n° 110 : possibilité pour le projet d'école ou d'établissement de recourir à des expérimentations qui seront évaluées ; retiré au bénéfice de l'amendement n° 173 ci-après qu'il reprend au nom de la commission des affaires culturelles ; et n° 173 : possibilité pour le projet d'école ou d'établissement de prévoir la réalisation d'expérimentations dont le Haut conseil de l'éducation établit chaque année un bilan ; adopté après modification par le sous-amendement n° 655 de M. Christian Demuynck (limitation des expérimentations à une durée maximum de cinq ans) qu'il accepte. (p. 1905, 1906) : accepte l'amendement n° 175 de M. Yves Détraigne (association des collectivités territoriales à la définition du projet d'école ou d'établissement en cas de mesure nouvelle nécessitant une intervention financière ou matérielle de leur part). Sur les amendements de Mme Annie David, s'oppose au n° 570 (suppression) et demande le retrait du n° 571 (évaluation des résultats atteints sur la base de critères validés) qu'il estime satisfait. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 410 et 411 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision des conditions dans lesquelles le conseil pédagogique peut exercer son autonomie) qu'il estime satisfait par son amendement n° 173 précité. A la demande du Gouvernement, accepte de modifier son amendement n° 173 précité. - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 1907) : s'oppose à l'amendement n° 572 de M. Roland Muzeau (reconnaissance aux parents ou au représentant légal d'un enfant en situation de handicap, de la décision finale en matière d'orientation scolaire). - **Art. 20** (*Art. L. 421-4 du code de l'éducation - Conseil d'administration*) (p. 1910) : son amendement n° 111 : nécessité de consulter la collectivité territoriale de rattachement sur le contrat d'objectifs passé entre l'établissement et l'autorité académique ; adopté. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 573 (suppression) et n° 574 (suppression de la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer certaines attributions à la commission permanente), ainsi qu'à l'amendement n° 305 de M. Yannick Bodin (droit de regard du conseil d'administration sur les moyens dégagés pour la réalisation des objectifs en vertu du contrat liant l'établissement à l'académie). - **Art. additionnel après l'art. 20** (p. 1911) : son amendement n° 112 : possibilité pour les établissements du second degré, dans le cadre de réseaux, de s'ouvrir sur les collectivités territoriales et sur leur environnement économique, social et culturel ; adopté. - **Art. 21** (*Art. L. 421-5 du code de l'éducation - Conseil pédagogique*) (p. 1913, 1914) : ses amendements n° 113 : rédaction ; et n° 114 : suppression de la mission de coordination des méthodes pédagogiques ; adoptés. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 575 (suppression) et n° 576 (présence permanente dans chaque établissement scolaire d'un médecin scolaire, d'une infirmière, d'une éducatrice et d'une assistante sociale). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1915) : son amendement n° 115 : possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein ; adopté. (p. 1916) : absence de caractère obligatoire des dispositions de son amendement n° 115 précité. (p. 1917) : émet un avis de sagesse positive sur l'amendement n° 176 de M. Yves Détraigne (interdiction pour les délégués départementaux de l'éducation nationale d'exercer leur mission dans les établissements situés dans leur commune ou arrondissement de résidence). (p. 1918) : s'oppose à l'amendement n° 577 de Mme Annie David (création du Conseil scientifique et pédagogique). (p. 1919) : demande le retrait de l'amendement n° 553 de Mme Annie David (possibilité de constituer, dans le cadre de la promotion de l'égalité des chances à l'école, des équipes de réussite éducative dans chaque établissement public local d'enseignement) qu'il estime satisfait par les dispositions de la loi de programmation pour la cohésion sociale. (p. 1920) : accepte l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). - **Intitulé du chapitre V** (p. 1921) : son amendement n° 116 : nouvel intitulé du chapitre V ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 1922) : ses amendements n° 117 : inscription du respect des engagements européens dans la politique d'enseignement supérieur ; et n° 118 : organisation d'une information sur l'évolution des besoins de la société et de l'économie en termes de qualifications ; adoptés. (p. 1923) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Yannick Bodin (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur l'expertise des besoins en matière de pré-recrutement d'étudiants de deuxième année d'IUFM). - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres) (p. 1926) : son amendement n° 119 : définition du cahier des charges par décret plutôt que par arrêté ; retiré. (p. 1927) : demande le retrait des amendements de M. Yves Pozzo di Borgo n° 425 (obligation pour tout nouvel enseignant de maîtriser, en dehors du français, au moins une langue européenne) et n° 426 (obligation de compléter la formation par un mois de stage dans une entreprise), ainsi que du n° 134 de Mme Françoise Férat (accès des personnels d'éducation aux formations dispensées par les IUFM). S'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 308 (suppression) et n° 309 (conduite de la formation dispensée dans les IUFM par la direction de chaque institut), ainsi qu'au n° 578 de Mme Annie David (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation en matière de cahier des charges). - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p. 1934) : accepte l'amendement n° 177 de M. Yves Détraigne (renforcement de la présence des représentants des acteurs économiques dans la composition des futurs conseils d'orientation des IUFM). - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1938) : son amendement n° 120 : possibilité de conclure des conventions avec les établissements d'enseignement supérieur et prévision, d'ici à 2010, d'une évaluation des modalités et des résultats de l'intégration des IUFM au sein des universités ; adopté. (p. 1940, 1941) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 313 (suppression), n° 314 (affirmation du caractère interacadémique des IUFM) et n° 315 (affirmation de l'autonomie pédagogique et financière des IUFM). Demande le retrait de l'amendement n° 368 de Mme Anne-Marie Payet (réécriture de l'article pour garantir le caractère pluridisciplinaire de la formation et la personnalité juridique et morale des IUFM). Sur les amendements de Mme Annie David, s'oppose aux n° 581 (précision des catégories de personnels composant le conseil d'administration des IUFM), n° 582 (dotation ministérielle des IUFM en moyens de personnel), n° 584 (affirmation du caractère scientifique, culturel et professionnel des IUFM rattachés aux universités) et n° 585 (garantie d'un noyau stable de formateurs à temps plein dans les IUFM), accepte le n° 583 (précision des dispositions de l'article 23 par un décret en Conseil d'Etat) et estime satisfait le n° 586 (mise en place de pré-recrutements dans les IUFM accessibles aux titulaires d'un baccalauréat avec garantie de rémunération aux enseignants en formation). S'oppose à l'amendement n° 194 de Mme Dominique Voynet (affirmation du caractère autonome des IUFM dans les universités). (p. 1942) : accepte de modifier l'amendement n° 120 de la commission précitée dans le sens souhaité par le Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 1952) : demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 178 (garantie de l'affectation des moyens financiers aux IUFM). - **Art. 23 bis** (Art. L. 721-1 du code de l'éducation - Formation à l'enseignement en école maternelle) (p. 1953) : son amendement n° 121 : suppression ; adopté. Redondance avec le rapport annexé. - **Art. additionnel après l'art. 23 bis** (p. 1954) : son amendement n° 122 : suppression des mots "à titre expérimental" s'agissant des stages de formation continue organisés par les IUFM pour les enseignants de centres de formation d'apprentis ; adopté. - **Art. 24** (Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions) (p. 1957, 1958) : sur les amendements de Mme Annie David, s'oppose aux n° 588 (suppression), n° 590 (suppression des dispositions faisant obligation aux enseignants d'assurer des enseignements complémentaires pour répondre aux besoins ponctuels de suppléance), n° 591 (participation aux enseignements complémentaires sur la base du volontariat) et n° 594 (instauration d'une décharge forfaitaire de service pour assurer

le travail collectif interdisciplinaire), et demande le retrait des n° 589 (organisation des enseignements complémentaires par l'établissement d'affectation) et n° 593 (précision du rôle et des missions des équipes pédagogiques) qu'il estime satisfait. S'oppose aux amendements identiques n° 592 de Mme Annie David et n° 620 de Mme Catherine Morin-Desailly (création d'un statut de psychologue de l'éducation nationale).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants) (p. 2004, 2005) : s'oppose aux amendements n° 597 de Mme Annie David (suppression des dispositions relatives à l'encadrement de la liberté pédagogique des enseignants) et n° 316 de M. Yannick Bodin (précision). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 595 de Mme Annie David (impossibilité pour le conseil pédagogique de restreindre la liberté pédagogique des enseignants). (p. 2006) : son amendement n° 123 : suppression des dispositions relatives à la formation à distance et à la prise en compte des formations dans la gestion de la carrière des enseignants ; adopté. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 596 (suppression des dispositions tendant à promouvoir la formation continue des enseignants en dehors des obligations de service d'enseignement) et n° 598 (droit à la formation continue sur le temps de travail) ainsi qu'à l'amendement n° 317 de M. Yannick Bodin (droit à la formation continue des enseignants). Demande le retrait de l'amendement n° 632 de Mme Catherine Morin-Desailly (droits et obligations liés à la formation continue). (p. 2007) : son amendement n° 124 : prise en compte de la formation continue des enseignants dans la gestion de leur carrière ; retiré. (p. 2008) : s'oppose à l'amendement n° 587 de Mme Annie David (droit au congé individuel de formation pour les enseignants). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2010) : demande le retrait de l'amendement n° 318 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration dans l'éducation nationale de professionnels hautement qualifiés dans le cadre d'une reconversion). (p. 2011) : accepte l'amendement n° 319 de M. Yannick Bodin (reconnaissance du rôle éducatif des personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de services, ATOSS). Son amendement n° 125 : conditions de recrutement des professeurs associés ; adopté. (p. 2013) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Annie David n° 600 et 601 (présence du personnel infirmier aux heures scolaires). (p. 2014) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 602 (organisation d'une formation spécifique sur les problèmes de maltraitance pour les infirmiers et infirmières scolaires) et n° 603 (création d'une taxe additionnelle pour financer ce projet de loi). - **Art. 26** (Art. L. 442-20 du code de l'éducation - Application des nouvelles dispositions aux établissements d'enseignement privés sous contrat) (p. 2015) : son amendement n° 126 : cohérence ; adopté. - **Art. 29** (Application aux îles Wallis et Futuna des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation) (p. 2016) : son amendement n° 127 : rédaction ; adopté. - **Division additionnelle après l'art. 58** (p. 2018) : son amendement n° 128 : insertion d'une division additionnelle ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 58** : son amendement n° 129 : cohérence ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° 605 de Mme Annie David (cohérence). - **Art. 59** (Délai d'intégration des IUFM dans les universités) (p. 2019) : s'oppose aux amendements identiques n° 196 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de Mme Annie David (suppression). - **Art. 60** (Transfert des biens, des droits et des obligations des IUFM) (p. 2021) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 607 (nouvelle rédaction de l'article tendant à préserver le statut des personnels des IUFM) et n° 606 (suppression). - **Art. 61** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Délais d'abrogation) (p. 2022) : s'oppose à l'amendement n° 608 de Mme Annie David (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2023) : accepte les amendements identiques n° 236 de M. Paul Girod et n° 612 de M. Yves Détraigne (alignement du régime des écoles privées sur celui des écoles publiques en ce qui concerne la contribution des communes à la scolarisation des élèves en dehors de leur commune de résidence). S'oppose aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements de M. Yannick Bodin n° 320 (suppression de la compensation de charges entre communes en cas de scolarisation d'enfants d'une commune dans un établissement privé d'une autre commune) et n° 321 (suppression du financement de la formation des maîtres d'apprentissage au titre de l'obligation de participation des employeurs à la formation continue). (p. 2024) : s'oppose à l'amendement n° 322 de M. Yannick Bodin (suppression du subventionnement de l'embauche d'apprentis par un crédit d'impôt). - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). (p. 2042) : s'oppose à l'amendement n° 323 de M. Yannick Bodin (prise en compte par le projet de loi des acquis de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989). (p. 2043) : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Yannick Bodin (affirmation du caractère non marchand de l'éducation). Demande le retrait de l'amendement n° 403 de Mme Marie-Thérèse Hermange (objectif de maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul par 100 % des élèves entrant en sixième). (p. 2044) : ses amendements n° 11 : concours de toutes les composantes du système éducatif à la réalisation des objectifs fixés ; n° 12 : rédaction ; et n° 13 : coordination ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 229 de Mme Catherine Procaccia (possibilité de passage accéléré en moyenne section de maternelle pour les élèves scolarisés à deux ans et nés après le 1er janvier). (p. 2045) : son amendement n° 14 : information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 325 de M. Yannick Bodin (information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture au regard des résultats de la recherche). (p. 2046) : ses amendements n° 15 et 16 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 326 de M. David Assouline (proposition d'enseignements pluridisciplinaires au collège). (p. 2047) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. David Assouline (développement des projets de classe). Ses amendements n° 17 : coordination ; n° 18 : prise en compte des résultats de l'éducation physique et sportive pour la délivrance du brevet des collèges ; et n° 20 : proposition de formation professionnelle par la voie de l'alternance ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 328 de M. Yannick Bodin (suppression de la note de vie scolaire au diplôme national du brevet). (p. 2048) : accepte l'amendement n° 625 de Mme Catherine Morin-Desailly (objectifs de l'éducation prioritaire). Son amendement n° 21 : rédaction ; adopté. Estime l'amendement n° 329 de M. David Assouline (actions destinées à faciliter l'intégration des élèves non francophones) satisfait par son amendement n° 102 : mise en oeuvre de conditions adaptées à la scolarisation des élèves non francophones nouvellement arrivés en France. (p. 2049) : ses amendements n° 22 et 24 : coordination ; et n° 23, 25 et 26 : rédaction ; adoptés. (p. 2050) : ses amendements n° 27 : rédaction ; n° 28 : programmation des crédits destinés à l'enseignement agricole ; et n° 29 : coordination ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 412 de Mme Marie-Thérèse Hermange (utilisation, pour la mise en place des parcours personnalisés, des crédits affectés aux équipes de réussite éducative). (p. 2051) : son amendement n° 30 : prise en compte des résultats des élèves dans l'évaluation des enseignants et dans les formations proposées à ceux-ci ; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° 404 de Mme Marie-Thérèse Hermange (organisation de l'hétérogénéité des classes). (p. 2052) : s'oppose à l'amendement n° 330 de M. David Assouline (amélioration du système d'attribution des bourses). (p. 2053) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 331 (constitution d'équipes de veille éducative) et n° 332 (dispositifs de veille éducative). Ses amendements n° 32 : simplification ; n° 33 : implication de l'ensemble des représentants de la communauté éducative dans l'orientation des élèves et n° 34 : organisation de forums de présentation des métiers ; adoptés. (p. 2054) : ses amendements n° 35 : contenu de l'option de découverte professionnelle proposée en classe de troisième ; adopté et n° 36 : coopération entre les CIO et les intervenants extérieurs ; adopté après modification par le sous-amendement n° 231 de Mme Françoise Férat, qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 333 de M. David Assouline (octroi d'une formation continue aux conseillers d'orientation psychologues). (p. 2055) : s'oppose à l'amendement n° 334 de M. David

Assouline (centralisation des informations d'orientation destinées aux collégiens). Accepte l'amendement n° 374 de M. Jacques Legendre (recours possible au service public de l'emploi pour améliorer l'information sur les débouchés professionnels). Son amendement n° 37 : rapprochement entre les conseillers d'orientation psychologues et le monde de l'entreprise ; adopté. (p. 2056) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 335 (caractère obligatoire de l'enseignement de découverte professionnelle) et n° 336 (réduction à 3 heures du temps de découverte professionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 402 de Mme Marie-Thérèse Hermange (recours aux lycées professionnels ou aux stages en alternance en entreprise dans le cadre de l'option des découvertes professionnelles). (p. 2057) : accepte les amendements n° 337 de M. David Assouline (amélioration de l'orientation par une présentation aux élèves de troisième des enseignements de seconde et de leurs débouchés) et n° 216 de M. Christian Demuyne (prise en compte des spécificités économiques locales dans les offres de formation). Son amendement n° 38 : précision ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 373 de M. Jacques Legendre (information des lycéens sur les acquis préalables nécessaires à leur réussite dans les filières universitaires). (p. 2058) : son amendement n° 39 : modalités d'organisation et missions des plateformes destinées à l'accueil des jeunes en difficulté professionnelle ; adopté. (p. 2059) : accepte les amendements identiques n° 385 de Mme Catherine Procaccia et n° 490 de Mme Annie David (rédaction). Demande le retrait des amendements n° 491 de Mme Annie David (inscription de la santé dans les missions de l'école) et n° 386 de Mme Catherine Procaccia (mission des personnels scolaires en matière de santé). (p. 2061) : accepte les amendements analogues n° 387 de Mme Catherine Procaccia et n° 492 de Mme Annie David (surveillance de l'état de santé des élèves par les médecins et infirmières de l'éducation nationale en fonction de leur lieu d'affectation et de leurs compétences spécifiques). Demande le retrait des amendements analogues n° 388 de Mme Catherine Procaccia et n° 493 de Mme Annie David (rôle de la médecine scolaire). (p. 2062) : s'oppose à l'amendement n° 497 de Mme Annie David (principe d'une éducation à la santé et à la sexualité). Son amendement n° 40 : attribution des services d'une infirmière par établissement du second degré ; adopté. Sur son amendement n° 40 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 626 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2063) : demande le retrait des amendements analogues n° 389 de Mme Catherine Procaccia et n° 494 de Mme Annie David (rôle du personnel infirmier dans le repérage des jeunes en grande difficulté). (p. 2064) : s'oppose à l'amendement n° 495 de Mme Annie David (prévention de tous les comportements addictifs). Son amendement n° 41 : association des services sociaux et de sécurité de l'Etat ou des collectivités territoriales aux actions de prévention des comportements à risque ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 217 de M. Christian Demuyne (présentation aux parents d'élèves du programme d'action proposé au comité d'éducation). Accepte l'amendement n° 218 de Mme Christiane Hummel (promotion de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire). (p. 2065) : ses amendements n° 42 : travail des assistantes sociales scolaires en réseau avec les services sociaux des collectivités territoriales ; n° 43 : augmentation du nombre d'infirmiers dans les établissements d'enseignement agricole ; et n° 44 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 339 de M. Yannick Bodin (intégration individuelle des élèves handicapés dans le cadre du plan handiscol). (p. 2066) : accepte l'amendement n° 340 de M. Yannick Bodin (accueil des élèves handicapés par des auxiliaires de vie scolaire). Ses amendements n° 46 et 47 : rédaction ; et n° 48 : programmation de l'augmentation du nombre d'unités pédagogiques d'intégration dans les établissements d'enseignement agricole ; adoptés. (p. 2067) : s'oppose aux amendements n° 341 de Mme Dominique Voynet (inscription de la lutte contre les discriminations dans le rapport annexé) et n° 342 de M. Yannick Bodin (cohérence). (p. 2068) : ses amendements portant sur le même objet n° 49 et 50 : élargissement des missions confiées au Haut conseil de l'éducation ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 343 de M. Yannick Bodin (cohérence). (p. 2069) : son amendement n° 51 : nécessité pour l'Etat d'accorder à l'enseignement privé

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sous contrat les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions ; adopté. Accepte les amendements n° 624 de Mme Catherine Morin-Desailly (missions des enseignants) et n° 383 de Mme Monique Papon (proposition, par les professeurs remplaçants, d'enseignements correspondant à leurs compétences et aux besoins des élèves). (p. 2070) : ses amendements n° 52 et 54 : rédaction ; adoptés. Son amendement n° 53 : encouragement de la bivalence des professeurs au collège ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 487 de Mme Annie David (cohérence). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 158 (prise en compte des évolutions démographiques scolaires pour la programmation pluriannuelle du recrutement des enseignants). (p. 2071) : s'oppose à l'amendement n° 344 de Mme Marie-Christine Blandin (bourses de pré-recrutement destinées aux futurs enseignants). Son amendement n° 55 : conciliation entre les dispositifs d'accompagnement des nouveaux enseignants et la position des enseignants titulaires ; adopté. (p. 2072) : s'oppose à l'amendement n° 345 de M. David Assouline (organisation dans tous les IUFM d'un complément de formation en vue de la préparation des certifications complémentaires). Son amendement n° 56 : engagement d'une réflexion sur la création d'un dispositif incitatif destiné aux étudiants souhaitant se préparer aux concours de l'enseignement ; adopté. (p. 2073) : son amendement n° 57 : alignement de la situation des pères sur celle des mères pour l'accès aux concours de la fonction publique ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 346 de M. Yannick Bodin (alternance de théorie et de stages pratiques dans la formation délivrée par les IUFM). Accepte l'amendement n° 395 de M. Bernard Seillier (lien des formations des IUFM avec la recherche sur les méthodes de lecture). (p. 2074) : son amendement n° 58 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 347 de M. David Assouline (intégration dans la formation initiale des maîtres d'une partie consacrée à l'enseignement spécifique devant être dispensé aux élèves non francophones) au profit de son amendement n° 59 : adaptation de la formation pédagogique aux élèves ayant des besoins spécifiques ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 310 de M. Yannick Bodin (intégration dans la formation dispensée aux enseignants d'un module relatif à l'orientation des élèves). (p. 2075) : demande le retrait de l'amendement n° 311 de M. Yannick Bodin (intégration d'un stage en entreprise dans la formation dispensée aux professeurs). S'oppose à l'amendement n° 312 de M. Yannick Bodin (conduite des stages pratiques par des maîtres formateurs). Ses amendements n° 60 : coordination ; et n° 61 : intégration de stages dans la formation des enseignants ; adoptés. (p. 2076) : ses amendements n° 62 : offre obligatoire de formation pour les enseignants confrontés à des situations professionnelles difficiles ; n° 63 : rédaction ; et n° 64 : programmation de l'indemnisation des enseignants de l'enseignement agricole menant à bien un projet personnel au titre de leur formation continue ; adoptés. Accepte l'amendement n° 219 de M. Christian Demuynck (adaptation de l'offre de formation à l'évolution des technologies). (p. 2077) : demande le retrait de l'amendement n° 405 de Mme Marie-Thérèse Hermange (octroi au chef d'établissement d'une autonomie financière et pédagogique). S'oppose à l'amendement n° 348 de M. Yannick Bodin (suppression de la possibilité de délégation d'attributions du conseil d'administration à une commission permanente). Accepte l'amendement n° 377 de M. Jacques Legendre (liberté pédagogique des enseignants). (p. 2078) : s'oppose à l'amendement n° 349 de M. David Assouline (affichage au sein des établissements scolaires des droits des lycéens et des modalités de fonctionnement des fonds sociaux). Son amendement n° 65 : mise en place du plan de prévention de la violence en liaison avec les institutions de l'État concernées ; adopté. Accepte l'amendement n° 379 de M. Jacques Legendre (rédaction). Demande le retrait de l'amendement n° 220 de M. Christian Demuynck (développement des internats). (p. 2079) : s'oppose à l'amendement n° 350 de M. David Assouline (accès prioritaire des bacheliers professionnels aux sections de techniciens supérieurs). Demande le retrait de l'amendement n° 221 de M. Christian Demuynck (adéquation entre les formations suivies par les élèves et les perspectives d'emploi locales). Ses amendements n° 67 et 69 : rédaction ; et n° 68 : précision ; adoptés. (p. 2080) : s'en remet à la sagesse du Sénat

pour l'amendement n° 351 de M. David Assouline (renforcement des passerelles entre filières professionnelles et filières générales). A titre personnel, votera cet amendement. S'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 338 (suppression de la réduction du nombre d'options présentées au lycée) et n° 352 (dans le cadre des enseignements au lycée, organisation de visites dans des établissements d'enseignement supérieur). (p. 2081) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 353 (choix au lycée de deux enseignements de détermination) et n° 354 (conséquence). (p. 2082) : s'oppose à l'amendement n° 355 de M. David Assouline (préservation de la variété des options proposées aux lycéens). Demande le retrait des amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 623 (préservation du caractère généraliste de la série ES) et n° 635 (enseignement en classes dédoublées des sciences économiques). (p. 2083) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 356 de M. David Assouline (organisation périodique de partiels pour préparer les élèves au baccalauréat). Ses amendements n° 70 : engagement d'une réflexion sur le statut des groupements d'établissements ; n° 71 : rédaction ; et n° 72 : mise à disposition des établissements scolaires de salles de réunion adaptées ; adoptés. (p. 2084) : ses amendements n° 73 : rédaction ; et n° 74 : accomplissement d'un stage d'observation d'une semaine en milieu professionnel en classe de troisième ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 357 de M. David Assouline (mise en place de cartes lycéennes et collégiennes permettant un accès privilégié à des activités culturelles). (p. 2085) : son amendement n° 75 : accueil au sein des établissements scolaires d'acteurs du monde professionnel ; adopté. Accepte les amendements n° 414 de M. Louis Duvernois (référence à la présence éducative française à l'étranger) et n° 358 de M. Jean-Pierre Masseret (renforcement de l'enseignement sur la construction européenne dans le système éducatif français). (p. 2086) : demande le retrait de l'amendement n° 378 de M. Jacques Legendre (information des familles sur le choix des langues). Ses amendements n° 76 : information des élèves et des familles préalablement au choix d'une langue étrangère ; et n° 77 : mise à la disposition par les centres de documentation des établissements scolaires d'ouvrages ou de films en version originale ; adoptés. (p. 2087) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Yannick Bodin (suppression d'un objectif chiffré pour l'augmentation du pourcentage d'apprentissage de la langue allemande). Accepte l'amendement n° 415 de M. Louis Duvernois (rôle des établissements scolaires français à l'étranger dans le développement des compétences linguistiques des élèves et des enseignants). Son amendement n° 78 : répartition équilibrée des sections européennes et internationales sur l'ensemble du territoire ; adopté. (p. 2088) : accepte les amendements de M. Louis Duvernois n° 416 (utilisation de l'expérience des établissements scolaires français à l'étranger en matière d'enseignement bilingue pour renforcer la maîtrise des langues étrangères) et n° 417 (utilisation des compétences pédagogiques des établissements scolaires français à l'étranger en partenariat avec les IUFM). (p. 2089) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 160 (programmation des crédits destinés au renforcement du nombre d'enseignants en langues étrangères). Son amendement n° 79 : programmation du nombre de postes d'enseignants nécessaires pour mettre en oeuvre le dédoublement des groupes de langues vivantes dans les établissements d'enseignement agricole ; adopté. Accepte l'amendement n° 418 de M. Louis Duvernois (renforcement de l'attractivité de la France dans le domaine de l'enseignement supérieur). (p. 2090) : accepte l'amendement n° 419 de M. Louis Duvernois (missions du réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger). Ses amendements n° 80 : rôle de l'éducation artistique et culturelle ; et n° 81 : référence à la loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 361 de M. David Assouline (préservation de la diversité des champs reconnus dans le monde des arts et de la culture). (p. 2091) : son amendement n° 82 : renforcement du rôle du Haut comité des enseignements artistiques ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 362 de M. David Assouline (modalités de financement des rémunérations des intervenants artistiques et culturels). (p. 2092) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 502 (caractère obligatoire de l'éducation physique et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sportive à tous les niveaux), n° 503 (apport de l'éducation physique et sportive à l'éducation à la sécurité) et n° 499 (prise en compte de l'éducation physique et sportive dans les examens du second degré). Son amendement n° 83 : apprentissage et pratique de la natation dans le cadre de l'éducation physique et sportive ; adopté. (p. 2093) : s'oppose à l'amendement n° 500 de Mme Annie David (bénéfices de l'éducation physique et sportive). Demande le retrait de l'amendement n° 639 de Mme Catherine Morin-Desailly (éducation à la santé et à la sexualité). (p. 2094) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 489 (enseignement du fait religieux à travers les humanités et les sciences), n° 488 (enseignement du fait religieux et des analyses philosophiques et scientifiques contribuant à l'éclairer), n° 501 (au sein des IUFM, formation spécifique à l'enseignement du fait religieux et de la laïcité) et n° 496 (enseignement du fait religieux et de la laïcité dans les établissements privés sous contrat). (p. 2095) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 363 (organisation de sorties pédagogiques) et n° 364 (développement des travaux pratiques). Ses amendements n° 85 : prise en compte de la réalisation des objectifs fixés dans le rapport annuel de performance ; et n° 86 : rédaction ; adoptés. (p. 2096) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 163 (instauration d'une étape intermédiaire pour atteindre l'objectif de 100 % d'élèves ayant acquis, au terme de leur formation, un diplôme de qualification). Accepte l'amendement n° 370 de M. Jacques Legendre (augmentation de la proportion d'élèves apprenant l'arabe). (p. 2097) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 164 (rédaction) et demande le retrait de l'amendement n° 376 de M. Jacques Legendre (augmentation du nombre de sections internationales). (p. 2098) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 371 de M. Jacques Legendre (développement des sections internationales sur l'ensemble du territoire). S'oppose à l'amendement n° 381 de M. Jacques Legendre (augmentation de la proportion d'élèves apprenant une langue régionale). (p. 2099) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 165 (objectif d'augmentation du taux de réussite des étudiants en fin de première année d'enseignement supérieur) et n° 166 (objectif d'augmentation du nombre d'enseignants suivant une formation en cours de carrière). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2100) : son amendement n° 130 : nouvel intitulé du projet de loi - loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2104) : débat passionné. Projet de loi traçant les grandes orientations de l'école pour les quinze années à venir. Nécessité de poursuivre la concertation avec tous les acteurs de la communauté éducative.

- *Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]* - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2330, 2331) : qualité du débat. Enrichissement du texte par le Sénat. Esprit constructif de la commission mixte paritaire. Prise en compte des observations du président du Conseil constitutionnel. Modifications apportées aux articles et au rapport annexé pour définir les grandes orientations pour l'école.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4028) : soutient l'amendement n° 119 de M. Ladislav Poniatowski (exigibilité de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés à partir d'un chiffre d'affaires de 150 000 euros) ; retiré. - **Art. 10 (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise)** (p. 4034) : salue l'initiative du Gouvernement attendue depuis longtemps. Choix obligatoire d'un statut protecteur pour le conjoint collaborateur. Reconnaissance de leur rôle dans la bonne marche de l'entreprise familiale. Amélioration de la situation des femmes dans la société. Le groupe UMP votera l'article 10.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4653) : son amendement

n° 60 : simplification des contraintes administratives de souscription applicables à la fourniture de services sous forme d'abonnement ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 6385, 6386) : rectification d'une disposition relative aux conditions d'exercice des délégués départementaux de l'éducation nationale. Rôle bénévole de ces derniers. Proposition tendant à circonscrire les lieux d'intervention des seuls délégués exerçant un mandat municipal. Au nom de la commission des affaires culturelles, recommande l'adoption de cette proposition de loi. (p. 6390) : volonté de conjuguer éthique et efficacité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8521, 8523) : augmentation substantielle des crédits. Faiblesse des résultats scolaires de la France en dépit des moyens consacrés. Mise en oeuvre de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. Création des programmes personnalisés de réussite éducative. Succès de l'enseignement agricole ; favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles déposé sur ce sujet. Création d'emplois d'infirmières. Augmentation des bourses au mérite. Volonté de rétablissement d'une parité de l'enseignement technique agricole avec l'éducation nationale. Effort en faveur des élèves handicapés. Aspects positifs de l'apprentissage à 14 ans. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8553, 8554) : son amendement n° II-28 : transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré à l'enseignement technique agricole ; retiré. Situation difficile des établissements techniques privés. Réengagement indispensable de l'Etat.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8897, 8899) : réalisation, pour la quatrième année consécutive, de l'ambitieux programme de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure. Nécessité de comprendre le phénomène de la délinquance avant de s'acheminer vers sa solution. Nécessité pour régler la crise de la délinquance juvénile de retisser les trois cercles de proximité qui structurent notre société : la famille, l'école et le tissu associatif. Réponse pénale appropriée. Situation des victimes. Le groupe de l'UMP votera les crédits de la mission "sécurité".

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8958) : favorable à l'amendement n° II-145 du Gouvernement (nouvel abondement au programme "enseignement technique agricole").

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 263) : intervient sur l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire). Exemple de l'Aquitaine. - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes)** (p. 288) : nécessité de trouver des modalités satisfaisantes pour l'installation des professionnels de santé. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 307, 308) : notion de plante envahissante. Intervient sur l'amendement n° 131 du Gouvernement (mesures contre les espèces envahissantes). - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué)** (p. 310, 311) : intervient sur les amendements analogues n° 172 de M. Michel Doublet, n° 116 de Mme Brigitte Bout et n° 322 de M. Bernard Dussaut (éradication du ragondin). - **Chapitre IV** (p. 322) : défavorable à l'arrêté ministériel fixant les dates de fermeture de la chasse. - **Art. additionnel avant l'art. 54** (p. 327) : favorable à l'amendement n° 362 de la commission (renforcement de la mission confiée à la société centrale canine).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 55 quinquies (Art. L. 423-1 et L. 423-2 du code de l'environnement - Condition de validité du permis de chasser)** (p. 381) : s'associe à la demande de retrait de l'amendement n° 161 de Mme Françoise Henneron (création d'une cotisation fédérale due par tout propriétaire d'une installation fixe de chasse de nuit du gibier d'eau et destinée à l'étude des oiseaux d'eau) formulée par le rapporteur. - **Art. 56 (Art. L. 423-4, L. 423-11 et L. 423-15 du code de l'environnement - Conditions de délivrance et de validation du permis de chasser)** (p. 383, 384) : estime prématuré l'amendement n° 279 de la commission (gestion du fichier central des permis confiée à la fédération nationale des chasseurs, FNC, sous le contrôle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS). S'abstient sur l'amendement précité n° 279. Soutient l'amendement n° 348 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour le préfet de s'opposer à la délivrance d'un permis de chasser à un chasseur ayant commis des fautes graves en qualité de gestionnaire cynégétique) ; retiré. - **Art. 57 (Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse)** (p. 386) : soutient l'amendement n° 349 de M. Bernard Cazeau (partage des responsabilités entre les fédérations de chasseurs et les propriétaires d'enclos pour les dégâts causés en période de reproduction) ; retiré. Amendement d'appel. (p. 387, 388) : avec la partie du groupe socialiste qu'il représente, s'abstiendra sur les amendements de M. Jean Desessard n° 373 (remise en cause des règles applicables aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial) et, portant sur le même objet, n° 374 et n° 375 (restriction de la durée de chasse avant le lever et après le coucher du soleil). Remise en cause des équilibres établis en première lecture. (p. 390) : défavorable à l'amendement n° 378 de M. Jean Desessard (interdiction de l'utilisation de véhicules à moteur dans la chasse à chiens courants). - **Art. 58 (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)** (p. 395) : soutient l'amendement n° 351 de M. Bernard Cazeau (intégration des principes de gestion du patrimoine faunique dans l'équilibre sylvo-cynégétique) ; retiré. (p. 399) : votera l'amendement n° 38 de la commission (distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers). - **Art. 58 bis B (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

classement du pigeon ramier comme nuisible (p. 401) : intégration de la chasse à la palombe dans le patrimoine culturel. Refus de classement parmi les espèces nuisibles. Incitation à la reprise de la migration. - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - *Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier*) (p. 405) : votera en faveur des amendements identiques n° 135 du Gouvernement, n° 195 de M. Alain Vasselle et n° 387 de M. Jean Desessard (suppression de la contribution financière d'indemnisation des chasseurs de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse). - **Art. 61 ter** (Art. 50-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - *Composition et rôle de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature*) (p. 408) : votera l'amendement n° 44 de la commission (suppression). Demande l'examen bienveillant par le Gouvernement de l'étude concernant le bruant ortolan lancée par la fédération départementale des chasseurs des Landes. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 413) : votera l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Sensibilisation à la réintroduction du loup et à la survie du pastoralisme.

CAZALET (Auguste)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac le 19 janvier 2005.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage le 24 novembre 2005.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 297 (2004-2005)] en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 363 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Solidarité et intégration [n° 99 tome 3 annexe 29 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 3935, 3936) : succès de la loi pour l'initiative économique. Mesures tendant à améliorer le financement des PME. Impact budgétaire des dispositions fiscales. Manque d'évaluation de la performance de ces dispositifs sur le long terme. Propositions de la commission des finances saisie pour avis. Recommande l'adoption de ce texte. - **Art. 5** (Art. 790 A bis [nouveau] du code général des impôts - *Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons familiaux destinés à financer une opération de création ou de reprise d'entreprise*) (p. 3978, 3979) : ses amendements n° 185 : possibilité d'affecter les dons familiaux en numéraire à l'acquisition de parts majoritaires d'une société ; retiré et n° 186 : exonération de droits de mutation des donations en nature nécessaires à l'activité d'une PME ; adopté. - **Art. 6** (Art. L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier - *Suppression du taux de l'usure pour les prêts accordés à une personne physique agissant pour ses besoins professionnels*) (p. 3981, 3982) : son amendement n° 187 : transmission au Parlement d'un rapport sur l'impact de la suppression de la notion de taux d'usure sur les modalités de financement des PME ; adopté. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - *Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans*) (p. 3994) : son amendement n° 188 : extension de la provision pour investissement aux EURL

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

relevant de l'impôt sur le revenu ; adopté. (p. 3995, 3996) : ses amendements n° 189 : extension du dispositif de la dotation pour investissement aux EURL reprises depuis moins de trois ans et employant moins de cinq salariés ; et n° 190 : extension du dispositif de la provision pour investissement aux entreprises créées depuis moins de cinq ans ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4085) : son amendement n° 191 (légalisation de la procédure du "rescrit valeur" dans le cadre d'un projet de donation d'entreprise) ; retiré puis repris par Mme Nicole Bricq. Souci de sécuriser la situation juridique des contribuables compte tenu de la lenteur des délais.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. 48** (*Création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France, RFF*) (p. 8257) : soutient l'amendement n° I-298 de M. François Gerbaud (suppression) ; retiré.

Deuxième partie :

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8644, 8645) : réponses aux questionnaires budgétaires. Importance des dépenses fiscales contribuant aux actions de cette mission. Regroupement à l'intérieur d'un programme support des crédits de personnel de programmes relevant de trois missions différentes. Étroitesse des marges de manoeuvre des gestionnaires. Sous-évaluation de certaines dépenses. Interrogation sur la dotation pour les dépenses liées à l'aide médicale de l'Etat, sur l'évolution du nombre des bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé et l'allocation de parent isolé, et sur les dépenses relatives à l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile. La commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission "Solidarité et intégration". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8657) : accepte l'amendement n° II-90 du Gouvernement (transfert des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative" vers la mission "Solidarité et intégration"). - **Art. 89** (*Autorisation des garanties accordées par l'Etat en tant que membre du groupement d'intérêt public, GIP*) (p. 8661) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° II-69 de M. Guy Fischer et n° II-71 de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10131) : son amendement n° 57 (extension du statut de pupille de la Nation aux enfants de professionnels de la santé décédés à la suite d'homicides volontaires commis à leur rencontre, par des patients, dans l'exercice de leurs fonctions) ; adopté après avoir été repris par le Gouvernement.

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2279, 2282) : attachement du groupe socialiste à une approche des comptes sociaux fondée sur la complémentarité du rôle du Parlement et du jeu de la démocratie sociale. Apports et lacunes du texte. Absence de réponse aux préoccupations concrètes des concitoyens. Réduction du déficit de l'assurance maladie. Maîtrise médicalisée. Inquiétude sur le médecin traitant, le dossier médical partagé, la carte vitale. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2310) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2319) : son amendement n° 94 : affectation du produit des majorations de taxes sur l'alcool et le tabac au financement de la CNAM ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2326) : son amendement n° 86 : prise en compte des recettes affectées à la CADES ; rejeté. (p. 2328) : son amendement n° 87 : cohérence ; rejeté. (p. 2366) : son amendement n° 81 : définition de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie ; rejeté. (p. 2367) : son amendement n° 82 : suppression de la définition exclusive des sous-objectifs par le Gouvernement ; rejeté. (p. 2371) : son amendement n° 83 : caractère obligatoire de certaines dispositions ; rejeté. (p. 2373) : son amendement n° 80 : cohérence ; rejeté. Son amendement n° 85 : suppression de la possibilité de modification des règles de gestion des risques par les régimes obligatoires ; rejeté. (p. 2375) : son amendement n° 97 : extension de la mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement dans le cadre de l'évaluation et du contrôle de l'exécution des lois de financement de la sécurité sociale ; rejeté. (p. 2376) : interrogation sur la position du rapporteur sur son amendement n° 97 précité. - **Art. 2** (Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 2380) : son amendement n° 89 : prise en compte des orientations de la politique de santé et de sécurité sociale ; rejeté. (p. 2382) : son amendement n° 98 : suppression des mesures de simplification administrative ; rejeté. (p. 2385) : son amendement n° 91 : neutralité des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale ; adopté. - **Art. 5** (Art. LO. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2392) : son

amendement n° 102 : alignement des pouvoirs dont dispose le Parlement en matière de lois de financement sur ceux dont il dispose en matière de lois de finances ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2393) : son amendement n° 103 : modification de la LOLF pour intégrer la question du financement de la sécurité sociale dans le débat d'orientation budgétaire ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2395) : réflexion n'atteignant pas les objectifs affichés. Renforcement de la logique comptable du financement de la sécurité sociale au détriment d'une véritable politique de santé. Pouvoir du nouveau directeur de l'UNCAM. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Rappel au règlement** (p. 7046) : demande d'informations sur l'organisation de la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale. - **Discussion générale** (p. 7058, 7059) : remise en cause des principes fondateurs de la solidarité entre assurés et de l'existence des droits sociaux. Scepticisme sur les prévisions annuelles du déficit du régime général. Déficit de l'ensemble des branches. Participation forfaitaire pour les actes de plus de 91 euros. Rapport de la Cour des comptes. Situation des hôpitaux publics. Tarification à l'activité. Avec le groupe socialiste, ne votera pas ce projet de loi.

Première partie :

- (14 novembre 2005) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7082, 7083) : avec le groupe socialiste, votera contre la première partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 6** (*Contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave*) (p. 7087) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 161 de M. Guy Fischer (suppression). - **Vote sur l'ensemble de la deuxième partie** (p. 7089) : similitude entre le déficit de 2004 et celui de 2005. Augmentations supportées par les assurés sociaux en 2005.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 10** (*Conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux*) (p. 7124) : son amendement n° 224 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 7126) : favorable à l'amendement n° 163 de M. Guy Fischer (réforme de l'assiette des cotisations patronales).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 7306) : favorable à l'amendement n° 225 de Mme Christiane Demontès (rétablissement de l'accès gratuit et immédiat à l'AME). - **Art. 26 quater** (Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé) (p. 7313) : défavorable aux amendements de suppression n° 83 de M. Paul Blanc et n° 110 de M. Michel Mercier. Nombreux abus en matière de dépassements d'honoraires. - **Art. 27** (Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes) (p. 7315) : intervient sur les propos du ministre en réponse à l'évocation des dysfonctionnements de l'hôpital public. (p. 7329, 7330) : son amendement n° 141 : limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné ; rejeté. (p. 7331) : maintient son amendement n° 142 : octroi d'une rémunération

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

forfaitaire annuelle aux centres de santé installés dans des zones déficitaires en matière d'offres de soins. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 7332) : demande de précision sur l'amendement n° 272 du Gouvernement (transfert aux partenaires conventionnels de la mise en oeuvre de l'examen de prévention bucco-dentaire créé pour les enfants avec prise en charge à 100 % des soins consécutifs) tout en étant favorable à la fusion des deux examens. - **Art. 28 bis** (*Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé*) (p. 7340) : intervient sur l'amendement de suppression n° 175 de M. Guy Fischer. Laxisme du Gouvernement dans la surveillance de la maîtrise médicalisée des dépenses. Négociation inavouée avec les industries pharmaceutiques. - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7342) : s'associe aux propos de M. François Autain sur l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national). - **Art. 29** (*Art. L. 162-5-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants*) (p. 7344) : regrette le rejet des amendements n° 177 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins spécialistes) et n° 178 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des professionnels exerçant dans un centre de santé nouvellement agréé) de M. Guy Fischer, et du n° 111 de M. Michel Mercier (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins généralistes nouvellement installés en exercice libéral). Son amendement n° 144 : élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins généralistes exerçant dans un centre de santé nouvellement installé ; rejeté. - **Art. 30** (*Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 7348, 7349) : son amendement n° 146 : suppression de l'étape intermédiaire de convergence des tarifs public-privé à 50 % en 2008 ; devenu sans objet. (p. 7354) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (extension à trois ans de la période durant laquelle l'assurance maladie peut demander le recouvrement de sommes indûment perçues par un établissement de santé), ainsi qu'à l'ensemble des amendements de la commission déposés sur l'article 30, contraires aux intérêts de l'hôpital public. Risque inflationniste induit par la convergence. - **Art. 31** (*Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD*) (p. 7362) : question au Gouvernement sur la répartition du financement prévu par l'article 31. - **Art. 32** (*Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7366, 7367) : ses amendements n° 229 : possibilité pour les établissements ne disposant pas de pharmacie à usage interne de s'approvisionner auprès d'établissements de santé par voie conventionnelle ; et n° 228 : possibilité d'intervention des services de soins palliatifs sous forme d'hospitalisation à domicile dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes ; rejetés. - **Art. 34** (*Financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile*) (p. 7376) : intervient sur l'amendement n° 274 du Gouvernement (possibilité pour la CNSA de puiser dans ses réserves pour financer des travaux de mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées). Satisfait de l'utilisation des reliquats de la CNSA en dépit de la procédure non orthodoxe.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros*) (p. 7395, 7396) : son amendement n° 148 : suppression ; rejeté. Naufrage de la sécurité sociale. - **Art. additionnels**

après l'art. 38 (p. 7403, 7404) : soutient l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile) ; adopté. - **Art. 41 bis** (*Lutte contre la fraude*) (p. 7413) : opposition à l'article. - **Art. 43** (*Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2006*) (p. 7414) : son amendement n° 150 : sous-objectifs de l'ONDAM ; irrecevable au regard de la LOLFSS. - **Art. additionnels après l'art. 43** (p. 7415, 7416) : ses amendements n° 151 : publicité des données statistiques sur lesquelles travaille le comité d'alerte et n° 152 : prévisions du comité d'alerte préalables à la détermination de l'ONDAM ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7419) : publication des textes d'application relatifs à la prestation de compensation du handicap. Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (mise en oeuvre des tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés). - **Art. 47** (*Art. L. 645-1 à L. 645-6 du code de la sécurité sociale - Réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé*) (p. 7442) : favorable à la suppression de l'article. - **Art. 57** (*Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales*) (p. 7486) : ses amendements n° 234 : suppression du II prévoyant la production obligatoire de pièces justificatives pour l'attribution des prestations ; et n° 233 : suppression du V prévoyant une nouvelle procédure de domiciliation pour bénéficier de la CMU ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 57** (p. 7489) : son amendement n° 236 : renforcement de l'obligation des praticiens de respecter les règles encadrant l'exercice de leur profession ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Echec de la réforme de l'assurance maladie. Opposition du groupe socialiste à ce projet de loi.

CERISIER-ben GUIGA (Monique)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Relations transatlantiques : quelles perspectives pour le second mandat du président Bush ? [n° 307 (2004-2005)] (22 avril 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 87 (2004-2005)] autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 377 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 349 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [n° 393 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Sécurité sociale - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 347 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n°1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [n° 401 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Sécurité sociale - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'accueil des étudiants étrangers : l'université, un enjeu international pour la France [n° 446 (2004-2005)] (30 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Éducation**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Action extérieure de l'État (action culturelle et scientifique extérieure) [n° 102 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 128 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord sur l'Office franco-allemand pour la jeunesse [n° 147 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2453, 2454) : favorable à l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes).

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4436, 4438) : féminisation de l'hémicycle à l'occasion des débats intéressant la politique familiale. Scepticisme quant à la capacité de l'Agence française de l'adoption à répondre aux demandes d'accompagnement des familles et aux garanties exigées par les États étrangers. Complexité de l'encadrement institutionnel de l'adoption en France : multiplicité des intervenants, émiettement des structures associatives et empiètement des institutions. Création d'une troisième voie, alternative à la démarche individuelle et à l'aide des OAA. Nombreuses interrogations relatives à l'Agence : indépendance,

détention du pouvoir, financement et rôle. Problème du statut des agents référents du ministère des affaires étrangères. Texte étudié dans la précipitation. Accroissement de la confusion du paysage institutionnel en matière d'adoption. - **Art. 1er** (*Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément*) (p. 4446, 4447) : reprend l'amendement de Mme Garriaud-Maylam n° 30 : conditions particulières pour les Français de l'étranger établis dans un pays non signataire de la convention de La Haye ; rejeté. (p. 4448) : favorable à l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Champion (organisation de réunions d'information pendant la procédure d'agrément). Spécificité de l'adoption internationale. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4451) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 13 de M. Roger Madec (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément). (p. 4453) : favorable à l'amendement n° 14 de M. Roger Madec (ouverture de l'adoption aux couples pacsés). - **Art. 4** (*Art. L. 225-15 et L. 225-16 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence française de l'adoption, AFA*) (p. 4460, 4461) : ses amendements n° 22 : participation à l'AFA des associations d'enfants majeurs adoptés ; et n° 23 : participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, des associations d'adoptés majeurs et des organismes agréés pour l'adoption à l'AFA ; rejetés. Proteste contre le vote conforme exigé par le Gouvernement. Dévalorisation de la démocratie représentative. (p. 4462, 4463) : ses amendements n° 24 : détermination du statut et de la protection sociale des correspondants de l'AFA par décret et n° 25 : respect du principe de laïcité par l'AFA ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 4464) : s'abstient sur l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la disposition interdisant l'adoption d'un mineur étranger si la loi de son pays d'origine prohibe cette institution). Examen attentif des difficultés soulevées par la kafala. Respect de la souveraineté des pays du sud de la Méditerranée. Risque d'impérialisme judiciaire et culturel. Possibilité de recours à l'adoption simple. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4468) : favorable à l'amendement n° 12 de Mme Claire-Lise Champion (nouvel intitulé - Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à l'adoption). Dévalorisation de l'idée de réforme.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 87 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5650, 5651) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n°1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [n° 347 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 349 (2004-2005)** (p. 5652, 5653) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [n° 349 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 347 (2004-2005)**.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8875) : son amendement n° II-127 : suppression des crédits de la chaîne d'information internationale ; retiré.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis (p. 9022, 9023) : diminution des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique". Inquiétude sur le financement de l'AEFE. Simple reconduction des subventions accordées aux opérateurs audiovisuels. Attractivité insuffisante de la France pour les étudiants étrangers. Manque de précision des indicateurs. Défaut de clarté des répartitions opérées entre les missions : souhait de mise en cohérence des structures de l'audiovisuel extérieur et de fusion de l'ensemble des crédits dévolus à l'action culturelle extérieure. Avis favorable à l'adoption de ces crédits sous réserve des remarques de la commission des affaires étrangères. (p. 9033, 9034) : conséquences préjudiciables de la disette budgétaire sur les Français établis hors de France. Stagnation des crédits de l'action sociale. Conséquences de la fongibilité des crédits. Inéquité des arbitrages internes. Inégalité dans le traitement réservé aux enfants français scolarisés à l'étranger. Interrogation sur la contribution du programme "Action extérieure" au plan d'urgence en faveur des banlieues. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9044, 9045) : son amendement n° II-108 : transfert de crédits du programme "Action de la France en Europe et dans le monde" au programme "Rayonnement culturel et scientifique" ; retiré. Budget de TV5 Monde. (p. 9047, 9048) : défavorable à l'amendement n° II-74 de la commission (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"). S'abstiendra sur l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9049) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9050) : défavorable à l'amendement n° II-209 du Gouvernement (création du programme "Audiovisuel extérieur"). Manque de cohérence de l'action audiovisuelle extérieure. (p. 9051, 9052) : son amendement n° II-132 : réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France" ; adopté. (p. 9057) : soutien du groupe socialiste à l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). Interrogation sur la provenance des crédits. Demande de précision sur le financement du plan pour les banlieues. (p. 9059) : favorable à l'amendement n° II-233 du Gouvernement (majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE). Augmentation de l'indemnité des conseillers à l'AFE.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9069, 9070) : priorité donnée à l'annulation de dettes et à l'action multilatérale. Réduction de l'action à une aide financière au détriment de l'action de terrain : risque d'alimentation des circuits de la corruption étatique. Internationalisation des aides à travers le FED au détriment de l'image de la France. Demande d'information sur la révision des statuts de l'AFD. Manque de sincérité du budget : multiplication des artifices comptables. Faible part des ONG dans l'aide publique française. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9081) : défavorable à l'amendement n° II-52 de la commission (suppression des crédits consacrés au portail Internet "Idées de France"). Hostilité à la disparition du portail Internet. - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 9083) : favorable à l'amendement n° II-86 de la commission (reconfiguration du périmètre de la mission "Aide publique au développement" pour 2007).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 19** (p. 9900, 9901) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Cantegrit (assouplissement de l'exonération

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

particulière des non-résidents sur les plus-values immobilières).

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la commission des affaires économiques : les actes du colloque " Vin, consommation, distribution : nouveaux enjeux, nouvelles opportunités ? " [n° 169 (2004-2005)] (2 février 2005) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 26 (2005-2006)] d'orientation agricole [n° 45 tome 1 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 26 (2005-2006)] d'orientation agricole [n° 45 tome 2 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 101 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Agriculture et pêche - Budget**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation agricole [n° 122 (2005-2006)] (8 décembre 2005) - **Agriculture et pêche**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 4 A (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin)** (p.135) : votera l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles). Réelle avancée. Message favorable à la viticulture française. Sécurisation des campagnes de promotion en cours. Nécessité d'une mise en place rapide du conseil de la modération préconisée dans le Livre blanc.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 20 (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection)** (p. 197) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (coordination). Demande l'examen du rôle des SAFER dans la future loi d'orientation agricole.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 41 (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux)** (p. 295) : son amendement n° 111 : vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie ; adopté. - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué)** (p. 310) : techniques d'éradication des ragondins.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2677, 2679) : enjeu majeur de la disponibilité de la ressource en eau avec le développement de l'irrigation dans les zones de production agricole, à l'exemple de l'Aquitaine, première région française pour les surfaces irriguées. Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau en matière d'irrigation. Référence non pertinente au taux maximal appliqué dans le bassin Artois-Picardie non représentatif de ceux pratiqués en France. Baisse inéluctable du résultat courant avant impôt pour les agriculteurs. Répercussions négatives en termes d'activité et d'emplois agricoles. Amendement visant à abaisser les taux plafonds et à instaurer un abattement incitatif en vue de renforcer la gestion collective. Suggère d'introduire dans le texte le dispositif prévu par le règlement Adour-Garonne en faveur des agriculteurs ayant créé leurs propres ressources en eau sur des parcelles privées. Proposera la reconnaissance de la notion de "prélèvement net" par souci d'équité entre irrigants face aux redevances. Demande des précisions sur la mise en place de la redevance pour pollutions diffuses. S'interroge sur le montant exorbitant des sanctions infligées pour cause de pollution viticole. Exemple de deux viticulteurs récemment installés en GAEC.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (*Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 2804, 2805) : soutient l'amendement n° 351 de M. Michel Doublet (clarification des pratiques d'entretien à la charge des propriétaires riverains) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 2812, 2813) : soutient l'amendement n° 303 de M. Alain Vasselle (création de ressources nouvelles) ; adopté. Mise en oeuvre d'un principe de prévention et de protection. - **Art. 14** (*Art. L. 211-3 du code de l'environnement - Délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable*) (p. 2816) : son amendement n° 290 : précision des modalités d'organisation de la gestion collective par décret ; retiré au profit de l'amendement n° 296 de M. Daniel Soulage portant sur le même objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2853, 2854) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 513, 514 et 515 de M. Gérard Delfau (réglementation des forages domestiques). - **Art. 26** (*Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2901) : favorable à l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). Agrément d'organismes à l'image du CONSUEL existant pour les installations électriques.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2934, 2935) : intérêt de l'amendement n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) : Sur l'amendement n° 95 de la commission (fixation de l'assiette de redevance de pollution), soutient le sous-amendement n° 677 de Mme Françoise Férat ; retiré. Pénalisation des activités saisonnières. (p. 3167) : demande une simulation financière sur l'incidence de l'adoption de l'amendement précité n° 95 de la commission et accepte de retirer le sous-amendement n° 677 de Mme Françoise Férat déposé sur cet amendement. (p. 3168) : soutient l'amendement n° 309 de M. Alain Vasselle (suppression de la notion d'épandage direct et prise en compte des techniques de traitement des effluents des animaux) ; retiré. (p. 3179, 3180) : favorable à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau). (p. 3188) : soutient l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (reconnaissance des bonnes pratiques phytosanitaires des agriculteurs par l'introduction d'une prime) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 693 de la commission (plafonnement de la prime à 30 % de la redevance acquittée et définition des conditions d'obtention). (p. 3196) : son amendement n° 311 : exonération de la redevance pour les surfaces situées dans les zones d'expansion des crues qui subissent des inondations ; retiré. (p. 3197) : son amendement n° 312 : exonération des prélèvements liés à la lutte anti-gel pour les cultures pérennes ; adopté. (p. 3198, 3199) : son amendement n° 314 : abaissement des taux plafonds de redevance ; retiré. (p. 3201) : retire son amendement n° 314 précité au profit de l'amendement n° 108 de la commission (diminution du plafond des tarifs applicables aux prélèvements en vue de l'alimentation en eau potable). (p. 3203) : son amendement n° 316 : plafonnement du taux de la redevance pour tous les prélèvements destinés à l'irrigation effectués dans des retenues collinaires ; adopté. (p. 3204) : son amendement n° 315 : abattement du taux de redevance lorsque le prélèvement pour l'irrigation est effectué de manière collective ; retiré. Son amendement n° 313 : en matière d'irrigation gravitaire, fixation forfaitaire du prélèvement d'eau

à 10 000 m³ par hectare irrigué ; adopté. (p. 3205) : son amendement n° 176 : déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine ; rejeté. Maintien de son amendement n° 176 précité en raison de la spécificité des landes girondines. (p. 3206) : possibilité pour les agences de bassin de voter des taux différents. Risque d'une augmentation automatique des redevances.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5842, 5844) : concertation entre le ministère et les commissions des affaires économiques et des finances. Rapport de la Cour des comptes. Evolution des crédits destinés au financement des bâtiments d'élevage. Contrats territoriaux d'exploitation et contrat d'agriculture durable. Gestion des aléas climatiques en matière agricole. Approbation du soutien de la promotion des vins à l'exportation. Poids budgétaire du projet de loi d'orientation agricole attendu par la profession. Soutien de la majorité sénatoriale à l'optimisation des dépenses publiques en matière agricole.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 6419, 6421) : intégration d'une démarche d'entreprise permettant de mieux répondre aux évolutions des marchés agricoles. Consolidation du revenu agricole. Mesures en faveur de l'emploi. Question de l'agriculture ultramarine. - **Question préalable** (p. 6464, 6465) : s'oppose à la motion n° 576 de M. Gérard Le Cam tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnels avant le titre Ier (avant l'art. 1er) ou avant l'art. 1er** (p. 6466) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 681 (nouvelle vision des politiques agricoles nationales et européennes) et n° 683 (contrôle et réduction des importations alimentaires) ainsi qu'à l'amendement n° 459 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture). - **Art. additionnel avant le titre Ier (avant l'art. 1er)** (p. 6467) : s'oppose à l'amendement n° 602 de M. Claude Lise (préparation d'une loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer).

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 6478) : s'oppose à l'amendement n° 395 de M. Gérard Le Cam (demande à l'OMC de geler les négociations actuelles sur le commerce des denrées agricoles). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 6479) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 399 de M. Gérard Le Cam et n° 460 de M. Jean-Marc Pastor (définition de l'exploitant agricole). - **Art. 1er** (*Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole*) (p. 6482) : ses amendements n° 1 : déclaration de création du fonds agricole au centre de formalités des entreprises ; et n° 735 : coordination juridique ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 396 (suppression), n° 397 (exclusion des biens incorporels du fonds agricole) et n° 398 (intégration du fonds agricole dans les charges amortissables au sein du bilan de l'entreprise agricole). Demande le retrait des amendements n° 201 de Mme Françoise Henneron (suppression du caractère optionnel de la création du fonds agricole) et de la commission saisie pour avis n° 76 (suppression de la déclaration de création d'un fonds agricole à l'autorité administrative). (p. 6485) : précision sur le contenu du fonds agricole. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6486) : demande le retrait de l'amendement n° 461 de M. Roland Courteau (relance de la production ovine française en encourageant l'apport de fonds financiers extérieurs à l'agriculture). (p. 6488) : s'oppose à l'amendement n° 631 de M. Gérard Le Cam (révision par décret du mode de calcul des droits à paiement unique). - **Art. 1er bis** (*Art. L. 323-7 du code rural - Conditions d'entrée dans un GAEC*) : son amendement n° 2 : suppression ; adopté. - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6491) : s'oppose aux amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Jean-Marc Pastor. (p. 6494) : estime l'amendement n° 465 de M. Jean-Marc Pastor (limite de la cessibilité d'un bail hors cadre familial à l'installation d'un jeune agriculteur) satisfait par l'article 2 du projet de loi. Précision sur l'augmentation des loyers. (p. 6495) : demande le retrait des amendements identiques n° 375 de Mme Adeline Gousseau et n° 676 de M. Laurent Béteille (suppression du recours systématique à l'acte authentique). (p. 6496) : son amendement n° 3 : introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER ; adopté. (p. 6497) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 376 de Mme Adeline Gousseau et n° 464 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du droit de préemption des SAFER sur les biens faisant l'objet d'un bail cessible hors cadre familial et de la possibilité de demande de révision du prix de vente des terrains cédés par le fermier bénéficiaire d'un droit de préemption). Accepte l'amendement n° 610 de M. Ladislav Poniatowski (suppression de la possibilité de dérogation contractuelle à la responsabilité des détenteurs de droit de chasse, situés aux alentours des terres louées, pour les dégâts aux cultures causés par les lapins et le gibier provenant de leurs fonds) et demande le retrait de l'amendement n° 308 de M. Alain Vasselle (possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat reprenneur, de choisir librement le cessionnaire). (p. 6498) : s'oppose à la demande de réserve de l'amendement n° 308 précité formulée par M. Alain Vasselle. (p. 6499) : demande le retrait des amendements de coordination n° 456 de Mme Adeline Gousseau et n° 675 de M. Laurent Béteille. (p. 6501) : s'oppose à l'amendement n° 402 de M. Gérard Le Cam (suppression de l'encadrement du loyer d'un bail cessible par des maxima majorés de 50 % et des minima). Demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° 468 de M. Jean-Marc Pastor, n° 509 de Mme Françoise Henneron et n° 238 de M. Jacques Pelletier (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ainsi que des amendements, portant sur le même objet, n° 466 de M. Jean-Marc Pastor, n° 160 de M. Dominique Mortemousque et n° 377 de Mme Adeline Gousseau (fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux). S'oppose à l'amendement n° 470 de M. Jean-Marc Pastor (diminution du taux de majoration du loyer d'un bail cessible). (p. 6504) : intervient sur l'amendement précité n° 468 de M. Jean-Marc Pastor. Rappel de l'étendue de la fourchette des majorations de 0 à 50 %. (p. 6517) : s'oppose à l'amendement n° 469 de M. Jean-Marc Pastor (prorogation de dix-huit ans de la durée du bail cédé à un jeune agriculteur en phase d'installation). (p. 6518, 6519) : accepte l'amendement n° 309 de M. Alain Vasselle (clarification). Sur les amendements portant sur le même objet, demande le retrait des n° 302 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 359 de Mme Adeline Gousseau et s'oppose au n° 403 de M. Gérard Le Cam (allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible). (p. 6519) : accepte l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux saisi d'une contestation lors du renouvellement d'un bail cessible de fixer le prix de ce bail et de statuer sur ses clauses). (p. 6520) : son amendement n° 4 : suppression de la mention relative à l'examen des arguments du bailleur ; adopté. S'oppose aux amendements n° 401 de M. Gérard Le Cam (suppression de la possibilité pour le bailleur de refuser, sans justification légale, un renouvellement du bail) et n° 467 de M. Jean-Marc Pastor (établissement d'une correspondance entre l'indemnité d'éviction et la valeur de l'ensemble du fonds). (p. 6521) : son amendement n° 5 : suppression de l'information obligatoire du bailleur par le cessionnaire ; adopté. Son amendement n° 6 : suppression du choix du reprenneur par le bailleur ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Hyest (suppression du choix du reprenneur par le bailleur et de la possibilité de contestation du projet de cession devant le tribunal paritaire des baux ruraux par le bailleur). Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 78 (cohérence). (p. 6522, 6523) : demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Alain Vasselle (exonération

partielle d'ISF des parts de groupements fonciers agricoles représentatives d'apports en numéraire). (p. 6525) : sur les amendements, portant sur le même objet, estime les n° 213 de M. Rémy Pointereau et n° 313 de M. Alain Vasselle satisfaits par l'amendement de la commission saisie pour avis n° 79 (clarification relative aux conditions dans lesquelles les biens donnés à bail cessible peuvent être considérés comme des biens professionnels au regard de l'ISF) auquel il est favorable. Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 80 (coordination). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 161 de M. Dominique Mortemousque et n° 343 de M. Daniel Soulage (augmentation du taux de l'abattement forfaitaire sur les revenus fonciers pour les baux cessibles). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6526) : accepte l'amendement n° 287 de M. Jean-Marc Pastor (octroi aux partenaires du pacte civil de solidarité des mêmes droits qu'un conjoint en matière de baux ruraux). (p. 6528) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 194 de M. Gérard Cornu et n° 315 de M. Alain Vasselle (revalorisation des loyers des bâtiments d'habitation dans le cadre d'un bail rural), ainsi que sur le n° 318 (revalorisation des loyers des bâtiments d'exploitation) de ce dernier. Favorable à l'expertise proposée par le Gouvernement. (p. 6529) : accepte les amendements de M. Marcel Deneux n° 386 (possibilité de procéder à un assolement en commun entre les fermiers exerçant leur activité dans le cadre d'une société d'exploitation et ceux exerçant à titre individuel) et n° 388 (possibilité de bénéficier de l'assolement en commun pour les groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et les associés de GAEC). - **Art. additionnels après l'art. 2 ou après l'art. 25 ter** (p. 6530) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 385 de M. Marcel Deneux et n° 731 de M. Bernard Barraux (application des mêmes règles aux assolements en commun des sociétés en participation et à ceux d'une société civile d'exploitation agricole). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6532) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 193 de M. Gérard Cornu, n° 211 de M. Rémy Pointereau et n° 319 de M. Alain Vasselle (introduction dans le statut du fermage d'une disposition relative au congé-vente à destination des propriétaires bailleurs disposant de faibles ressources). (p. 6533) : s'oppose à l'amendement n° 471 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement de la notion "d'habitation située à proximité" du fonds au profit des jeunes agriculteurs et possibilité pour ceux-ci d'accéder à des logements sociaux). (p. 6534) : accepte l'amendement n° 370 de Mme Françoise Férat (suppression de la possibilité pour le bailleur à métayage de s'opposer à la mise à disposition du bail au profit d'une société d'exploitation créée par le preneur et accord au métayer d'une liberté identique à celle du fermier tout en respectant les spécificités du contrat de métayage). (p. 6535) : demande le retrait de l'amendement n° 112 de M. Laurent Béteille (élargissement du droit de préemption des communes aux donations sans lien de parenté). - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 2 quinquies ou après l'art. 25 ter** (p. 6537) : accepte l'amendement n° 206 de M. Alain Lambert (application de la loi relative au développement des territoires ruraux aux baux conclus ou renouvelés postérieurement à sa promulgation). Demande le retrait de l'amendement n° 730 de M. Bernard Barraux (levée des difficultés d'application de la reconnaissance des assolements en commun sous forme de sociétés en participation). Accepte l'amendement n° 387 de M. Marcel Deneux portant sur le même objet que le n° 730. Activités équinées. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6538) : demande le retrait de l'amendement n° 214 de M. Rémy Pointereau (extension des dispositions fiscales appliquées aux apporteurs de biens immobiliers ou de droits immobiliers à destination agricole aux apporteurs de parts en numéraires à un groupement foncier agricole) et s'oppose à l'amendement n° 473 de M. Jean-Marc Pastor (rapport relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement). - **Art. 2 bis** (Art. L. 411-37 du code rural - Participation de personnes morales aux sociétés agricoles bénéficiant de mises à disposition de biens loués) (p. 6539) : s'oppose à l'amendement n° 404 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 2 ter** (Art. L. 411-51 et L. 411-55 du code rural - Mesures

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de codification) : son amendement n° 7 : regroupement des articles 2 ter et 2 quater ; adopté. - **Art. 2 quater** (Art. L. 411-70 du code rural - Mesure de codification) (p. 6540) : son amendement n° 8 : suppression ; adopté. - **Art. 2 quinquies** (Art. L. 417-11 du code rural - Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage) : son amendement n° 736 : suppression ; adopté. - **Art. 3** (Habilitation à simplifier par ordonnance le statut du fermage) (p. 6541) : s'oppose aux amendements de suppression n° 405 de M. Gérard Le Cam et n° 474 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 6542) : demande le retrait des amendements n° 406 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour deux époux de constituer un groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC) et n° 732 de M. Jacques Blanc (modernisation et adaptation aux évolutions de la société de la gestion des biens de section). - **Art. 3 bis** (Art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Possibilité de mise à disposition des SAFER des biens de section) (p. 6543) : son amendement n° 9 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : s'oppose à l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). (p. 6545) : demande un assouplissement des critères d'obtention de la DJA. (p. 6546) : accepte les amendements identiques n° 622 de M. Daniel Soulage et n° 670 de M. Jean-Paul Emorine (rétablissement des comités départementaux et régionaux d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC). (p. 6547) : accepte les amendements identiques n° 621 de M. Daniel Soulage et n° 669 de M. Jean-Paul Emorine (extension au statut professionnel des associés chefs d'exploitation du principe d'égalité de traitement entre un associé de GAEC et l'exploitant individuel pour tout ce qui concerne son statut fiscal, social et économique, ainsi que celui de sa famille). - **Demande de réserve** (p. 6547) : demande de réserve de l'article 11 bis jusqu'au mardi 8 novembre ; réserve ordonnée. - **Art. 4 bis** (Art. 70 et 71 du code général des impôts - Extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) (p. 6549) : accepte les amendements identiques n° 181 de M. Alain Vasselle, n° 212 de M. Rémy Pointereau et n° 672 de M. Jean-Paul Emorine (extension aux associés exploitants des règles appliquées aux exploitants individuels). - **Art. 4 ter** (Art. 1382 et 1450 du code général des impôts - Exonération des GIE agricoles de taxe professionnelle et de taxe foncière) (p. 6550) : son amendement n° 10 : précision rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 5** : s'oppose à l'amendement n° 684 de M. Jean Desessard (extension du contrôle des structures des exploitations agricoles à la préservation de l'environnement et au bien-être animal). - **Art. 5** (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures) (p. 6554) : son amendement n° 11 : coordination juridique ; adopté. (p. 6555, 6556) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 408 (suppression), n° 409 (suppression du seuil des surfaces à partir duquel les agrandissements des exploitations agricoles sont soumis à autorisation préfectorale) et n° 411 (suppression de la possibilité de soumettre à une simple déclaration préalable les opérations résultant de la transmission d'un bien dans le cadre familial), ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 685 (insertion du respect de l'environnement parmi les objectifs du contrôle des structures) et n° 686 (précision de la prise en compte de l'objectif environnemental par le préfet pour la délivrance de l'autorisation). Demande le retrait des amendements identiques n° 184 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 475 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des formes d'exploitations agricoles sociétaires). Demande également le retrait des amendements identiques n° 163 de M. Dominique Mortemousque, n° 342 de M. Daniel Soulage, n° 410 de M. Gérard Le Cam et n° 477 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole). Demande le retrait de l'amendement n° 384 de M. Marcel Deneux (dispense des assolements en commun du contrôle des structures) et s'oppose à

l'amendement n° 603 de M. Claude Lise (non-application de ce dispositif à l'outre-mer). (p. 6558) : rôle de la commission départementale d'orientation de l'agriculture. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 6559) : s'oppose à l'amendement n° 478 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour les collectivités territoriales de financer des bâtiments agricoles relais afin de soutenir de jeunes agriculteurs durant leur phase d'installation ou de développement). - **Art. 5 bis** (Art. L. 514-6 du code de l'environnement - Délai de recours visant certaines installations classées d'élevage) : son amendement n° 12 : suppression ; adopté. - **Art. 5 ter** (Art. L. 143-7-2 [nouveau] du code rural - Information des maires par la SAFER) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. Reprise de cet article après l'article 10 sexies du projet de loi. - **Art. 5 quater** (Rapport sur la gestion de l'espace foncier) (p. 6560) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Art. 6** (Art. 199 unvicies [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un «crédit transmission») (p. 6561, 6562) : s'oppose à l'amendement n° 416 de M. Gérard Le Cam (suppression). Accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 81 (précision rédactionnelle) et n° 82 (prolongation des délais d'application de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 2013) ainsi que l'amendement n° 671 de M. Jean-Paul Emorine (précision). (p. 6563) : demande la réserve des amendements tendant à insérer un article additionnel après l'article 6 bis jusqu'après l'examen de l'article 21 A ; réserve accordée. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6564) : demande le retrait des amendements identiques n° 146 de M. Alain Vasselle et n° 210 de M. Benoît Huré (avantage fiscal accordé aux détenteurs de parts de groupement foncier agricole louant leurs biens par bail à long terme ou bail cessible). (p. 6565) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Charles Revet (avantage fiscal accordé aux souscripteurs de parts de SCPI ou d'organismes de placement collectif immobilier ayant un actif composé d'au moins 60 % d'immeubles agricoles) et demande le retrait de l'amendement n° 371 de Mme Françoise Férat (extension aux biens loués aux jeunes agriculteurs de l'exonération d'ISF dont bénéficient les biens professionnels). (p. 6567) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Le Cam n° 418 (fixation de niveaux minima pour l'ensemble des retraites agricoles) et n° 417 (financement des retraites agricoles par une cotisation issue des bénéficiaires réalisés par les industries du secteur agroalimentaire, des centrales d'achat et de la grande distribution). - **Art. 6 bis** (Art. 41 et 787 C du code général des impôts - Exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole) : son amendement n° 15 : suppression ; adopté. (p. 6568) : s'oppose à l'amendement n° 356 de Mme Françoise Férat (application limitée de ce dispositif à la transmission dans sa globalité et son intégralité d'un fonds agricole). - **Art. additionnels après l'art. 6 ter** (p. 6569) : demande le retrait des amendements n° 335 de Mme Françoise Férat (en cas de mutation à titre gratuit, limite de l'assiette de l'imposition à la valeur retenue par les parties dans l'acte ou la déclaration sans possibilité pour l'administration de mettre en oeuvre une procédure de rectification) et n° 608 de M. Gérard Bailly (accord de la chambre d'agriculture pour toute dérogation aux règles d'implantation ou de construction à proximité des sièges d'exploitations agricoles). - **Art. 6 quater** (Art. L. 111-3 du code rural - Règle de réciprocité en matière d'urbanisme) (p. 6570) : son amendement n° 17 : suppression ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 174 de M. Bernard Barraux (élargissement au changement de destination des bâtiments d'élevage de la dérogation à l'interdiction de construire aux abords d'une exploitation agricole). - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 192 de M. Yann Gaillard, n° 636 de M. Gérard Le Cam, n° 373 de Mme Adeline Gousseau et n° 350 de Mme Françoise Férat (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage). (p. 6572, 6573) : conséquence de cet élargissement du domaine agricole. Favorable à la création d'un groupe de travail. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 6574, 6575) : sur les amendements de M. Claude Domeizel, s'oppose aux n° 577 (élection des cantons de zones rurales au système des dispositifs d'aides visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux) et n° 334 (mise en oeuvre de dispositifs d'aide à l'installation des professionnels

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de santé en y incluant la présence obligatoire d'au moins un médecin par canton) et accepte le n° 616 (mise en place d'une modulation des honoraires visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux dans les zones rurales). (p. 6576) : refus de la commission des affaires sociales de se saisir pour avis de ce texte. S'oppose à l'amendement n° 482 de M. Jean-Marc Pastor (extension aux conjoints et aux aides familiaux du bénéficiaire de la retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles). - **Art. 7** (Art. L. 321-5 et L. 722-10 du code rural - Mesures d'extension de la couverture sociale agricole) (p. 6578) : s'oppose à l'amendement n° 419 de M. Gérard Le Cam (levée du caractère optionnel de l'adhésion au statut de conjoint collaborateur). (p. 6579) : accepte l'amendement n° 175 de M. Jean-Claude Carle (option obligatoire du conjoint du chef d'une entreprise agricole entre trois statuts). - **Art. additionnels après l'art. 7** : S'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 422 (réduction du montant des cotisations sociales payées par les agriculteurs à faible revenu) et n° 425 (suppression de l'assiette plafonnée des cotisations vieillesse des agriculteurs). (p. 6580) : accepte l'amendement n° 103 de M. Dominique Mortemousque (limite de l'incompatibilité entre la qualité d'aide familial et la poursuite d'études pour le rachat d'années de cotisations). - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 8** (p. 6580, 6581) : son amendement n° 18 : prise en compte des périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général pour l'accès aux revalorisations des retraites des non-salariés agricoles ; adopté. (p. 6582) : demande le retrait de l'amendement n° 104 de M. Dominique Mortemousque (attribution aux personnes non salariées des professions agricoles d'un avantage retraite complémentaire correspondant aux périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général) au profit de son amendement n° 18 précité. (p. 6583) : remerciements à M. Dominique Mortemousque pour son intervention en faveur des polypensionnés.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6592) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 424 et 423 (renforcement de la protection sociale de la profession agricole en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6593, 6594) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, demande le retrait du n° 483 (réforme des allègements de cotisations sur les salaires des travailleurs occasionnels après la réunion des partenaires sociaux), et s'oppose aux n° 484 (adaptation du contrat d'intégration entre les agriculteurs) et n° 485 (partage de responsabilité entre l'agriculteur intégrant et l'agriculteur intégré). - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6597, 6598) : s'oppose à l'amendement n° 426 de M. Gérard Le Cam (suppression), aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 288 (amélioration de la protection sociale des personnes pluriactives), n° 488 (précision du texte d'habilitation), n° 489 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour améliorer la protection sociale de certains non-salariés agricoles) et n° 490 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour aménager les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles). Demande le retrait des amendements n° 364 de M. Bernard Seillier (précision du texte d'habilitation) et n° 259 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'une assurance revenu pour les agriculteurs pour faire face aux risques de fluctuations des prix). Opposition de principe du Parlement aux ordonnances. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 6599, 6600) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 289 (élargissement aux conjoints et aux aides familiaux du régime de l'assurance vieillesse complémentaire) et n° 290 (rapport sur l'hypothèse d'un plan pluriannuel de revalorisation des petites retraites agricoles). - **Art. 9** (Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - *Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants*) (p. 6602) : s'oppose à l'amendement n° 492 de M. Jean-Marc Pastor (mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6603, 6604) : accepte l'amendement n° 346 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les exploitants de provisionner les cotisations sociales) et

demande le retrait de l'amendement n° 148 de M. Alain Vasselle (répartition entre les associés exploitants du crédit d'impôt né de la formation des dirigeants). (p. 6605) : demande le retrait des amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousque et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). (p. 6608) : demande le retrait de l'amendement n° 169 de M. Bernard Barraux (amélioration du dispositif d'exonération de charges sociales du travail des salariés saisonniers). - **Art. 9 bis** (Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - *Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les groupements d'employeurs agricoles*) (p. 6609) : s'oppose à l'amendement n° 428 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 9 ter** (Art. L. 741-16 du code rural - *Extension aux entreprises de travaux forestiers des taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels*) (p. 6610) : son amendement n° 19 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 746 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 6611, 6612) : s'oppose à l'amendement n° 429 de M. Gérard Le Cam (suppression). Sur son amendement n° 19 précité, accepte les sous-amendements n° 623 de M. Daniel Soulage et n° 273 de M. Bernard Barraux, et demande le retrait du n° 619 de M. Daniel Soulage. - **Art. additionnel après l'art. 9 ter** (p. 6613) : demande le retrait de l'amendement n° 733 de M. Jacques Blanc (harmonisation des cotisations sociales des exploitants agricoles exerçant des activités de location de meublés sans prestation hôtelière et des personnes exerçant les mêmes activités en dehors du contexte d'une exploitation agricole). - **Art. 9 quater** (Art. L. 741-16 du code rural - *Extension des taux réduits de cotisations salariales pour l'emploi de travailleurs occasionnels aux groupements d'employeurs multisectoriels*) : son amendement n° 20 : suppression ; adopté. - **Art. 9 quinquies** (Art. L. 741-16 du code rural - *Suppression de la référence à la durée d'emploi des travailleurs occasionnels*) (p. 6614) : son amendement n° 21 : suppression ; adopté. - **Art. 9 sexies** (Art. L. 741-16 du code rural - *Exonération temporaire de cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels*) : son amendement n° 22 : suppression ; adopté. - **Art. 10** (Art. L. 713-11-1 nouveau du code rural - *Extension aux salariés agricoles du dispositif des heures choisies*) (p. 6615) : s'oppose à l'amendement n° 434 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 10** : son amendement n° 23 : mise en place de l'équivalent du 1 % logement pour le monde agricole ; adopté. (p. 6617) : sur les sous-amendements de M. Bernard Barraux, déposés sur son amendement n° 23 précité, accepte le n° 274 et s'oppose au n° 729, puis, après avoir rectifié son amendement n° 23 précité, demande le retrait de ces deux sous-amendements. S'oppose à l'amendement n° 494 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place du 1 % logement sur le modèle des entreprises de l'industrie et du commerce). (p. 6618) : son amendement n° 25 : possibilité pour la MSA de mener des actions de développement sanitaire et social en zone rurale ; adopté. (p. 6619) : son amendement n° 24 : exonération de cotisations sociales pour les jeunes conchyliculteurs ; retiré. (p. 6619, 6621) : demande le retrait des amendements identiques n° 365 de M. Bernard Seillier et n° 486 de M. Jean-Marc Pastor (amélioration de la couverture sociale des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles). Accepte l'amendement n° 366 de M. Bernard Seillier (possibilité d'une reprise à mi-temps thérapeutique pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles) qui satisfait les amendements n° 421 (possibilité de reprise à mi-temps thérapeutique pour une victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle) et n° 420 (attribution des indemnités journalières sans délai de carence préalable) de M. Gérard Le Cam. (p. 6622, 6623) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 144 de M. Alain Vasselle (mise en place d'une négociation pour l'harmonisation des tableaux de maladies professionnelles du régime général et les tableaux du régime agricole) et s'oppose aux amendements identiques n° 367 de M. Bernard Seillier, n° 433 de M. Gérard Le Cam et n° 487 de M. Jean-Marc Pastor (négociation tendant à la fusion des tableaux des maladies professionnelles du régime général et des tableaux du régime agricole). Demande le retrait de l'amendement n° 269 de M. Rémy Pointereau

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(extension aux entreprises de travaux agricoles des exonérations de charges sociales pour les travailleurs occasionnels). - **Art. 10 bis** (Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - *Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les employeurs agricoles*) (p. 6624) : s'oppose à l'amendement n° 435 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 10 ter** (*Retraite complémentaire dans l'enseignement privé agricole*) (p. 6625) : accepte l'amendement n° 268 de M. Yves Pozzo di Borgo (réduction). - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 6626, 6627) : s'oppose aux amendements n° 496 de Mme Odette Herviaux (abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005- 380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école) et n° 497 de M. Michel Charasse (non-application de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 de décentralisation aux communes n'ayant pas ou plus d'école publique). - **Art. 10 sexies** (Art. L. 722-20 du code rural - *Affiliation au régime de la protection sociale agricole de certains salariés*) (p. 6629) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 165 de M. Dominique Mortemousque et n° 341 de M. Daniel Soulage (composition du conseil d'administration des centres de gestion agréés et des associations de gestion et de comptabilité). - **Division additionnelle après l'art. 10 sexies** : son amendement n° 26 : division additionnelle - titre Ier bis - protéger et valoriser l'espace agricole et forestier ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6630) : ses amendements n° 27 : mesure de coordination ; et n° 30 : indemnisation des agriculteurs "biologiques" dans les opérations d'aménagement foncier ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 688 de M. Jean Desessard (dispositifs de protection des parcelles labellisées ou en cours de labellisation). (p. 6632, 6633) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6635) : sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet précité, s'oppose au sous-amendement n° 754 de M. Jean Desessard. (p. 6636) : s'oppose aux amendements de M. Charles Revet n° 115 (aide à l'installation des jeunes agriculteurs) et n° 138 (possibilité d'association du propriétaire vendeur à la procédure de rétrocession du bien). (p. 6637) : s'oppose à l'amendement n° 548 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ d'action des SAFER). (p. 6638, 6639) : s'oppose aux amendements n° 118 de M. Charles Revet (encadrement des domaines d'intervention des SAFER) et n° 503 de M. Jean-Marc Pastor (extension du fonds agricole). (p. 6640) : s'oppose à l'amendement n° 504 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux fonds agricoles), ainsi qu'aux amendements identiques n° 109 de M. Laurent Béteille et n° 413 de M. Gérard Le Cam (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole). (p. 6641) : s'oppose à l'amendement précité n° 413 de M. Gérard Le Cam après rectification de celui-ci. (p. 6642) : son amendement n° 28 : possibilité pour les SAFER de préempter les droits à paiement unique, DPU ; adopté. Accepte les amendements identiques n° 110 de M. Laurent Béteille, n° 133 de M. Charles Revet, n° 168 de M. Bernard Barraux et n° 502 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU), sous réserve d'une rectification les rendant identiques à son amendement n° 28 précité. (p. 6644) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 479 de M. Jean-Marc Pastor (transfert des DPU). (p. 6645) : son amendement n° 29 : mesure de coordination ; adopté. (p. 6649, 6650) : sur son amendement précité n° 29, s'oppose au sous-amendement n° 748 de M. Thierry Repentin. S'oppose aux amendements n° 412 de M. Gérard Le Cam (renforcement des pouvoirs des élus locaux pour appréhender globalement la question foncière au niveau des territoires), n° 568 de M. Jean-Marc Pastor (renforcement des pouvoirs des élus locaux pour appréhender globalement la question foncière au niveau des territoires), n° 123 de M. Charles Revet (information des collectivités par la SAFER des ventes intervenant sur leur territoire), aux amendements identiques n° 107 de M. Laurent Béteille, n° 340 de M. Daniel Soulage et n° 500 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme), à l'amendement n° 348 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les SAFER d'intervenir pour le

compte des communes en zone naturelle), aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 566 (possibilité pour les SAFER d'utiliser leur droit de préemption afin d'agir au profit des projets de développement des communes rurales et périurbaines ou des établissements rattachés) et n° 565 (renforcement de l'efficacité des règles encadrant le droit de préemption des SAFER), aux amendements identiques n° 108 de M. Laurent Béteille et n° 501 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER à la protection de l'environnement), ainsi qu'à l'amendement n° 347 de M. Yves Détraigne (intervention des SAFER dans les espaces naturels sur lesquels ont été construits des cabanons). (p. 6651) : volonté de ne pas compliquer le dispositif. (p. 6653) : s'oppose à l'amendement n° 291 de M. Jean-Marc Pastor (utilisation des surfaces ne faisant pas l'objet d'une exploitation forestière régulière comme parcours pour les animaux). (p. 6654) : ses amendements n° 34 : mesure de simplification juridique ; et n° 33 : coordination ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** (p. 6655) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements sur le même objet n° 447 de M. Gérard Le Cam et n° 374 de Mme Adeline Gousseau (consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6656) : ses amendements n° 32 et 31 : coordination juridique ; adoptés. (p. 6657) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Charles Revet (création de sociétés civiles d'investissements fonciers agricoles, SCIFA). (p. 6658) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 414 et 415 de M. Gérard Le Cam (taxation de la plus-value réalisée lors de la cession à titre onéreux suivant le changement de classification d'un terrain agricole en terrain à bâtir). (p. 6659) : s'oppose à l'amendement n° 480 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place d'un organisme de contrôle). - **Art. additionnels avant le chapitre Ier (avant l'art. 11)** (p. 6660, 6661) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 293 (prise en compte de l'approche territoriale et du développement durable par la politique agricole), n° 292 (rapport au Parlement sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux) et n° 294 (définition du contrat d'agriculture durable). Demande le retrait de l'amendement n° 640 de M. Alain Vassel (politique incitative pour favoriser l'utilisation des bioproduits).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 11** (Art. L. 111-2 et L. 611-7 [nouveau] du code rural et article L. 1 du code forestier - *Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse*) (p. 6671, 6672) : son amendement n° 35 : intégration de l'incitation à la production et à la valorisation de la biomasse dans les missions et objectifs des divers organismes concernés ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 505 (suppression) et n° 506 (repli), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet de M. Jean Desessard n° 691 et n° 693 (recherche d'un bilan énergétique positif dans la production et la valorisation de la biomasse). S'oppose aux amendements identiques n° 507 de M. Jean-Marc Pastor et n° 692 de M. Jean Desessard (suppression des dispositions relatives à l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6673) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 130 de M. Charles Revet et n° 349 de M. Marcel Deneux (obligation d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles à compter du 1er janvier 2008), ainsi que pour l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles). (p. 6675) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 508 de M. Jean-Marc Pastor et n° 694 de M. Jean Desessard (réalisation par les autorités compétentes d'une évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants). S'oppose à l'amendement n° 695 de M. Jean Desessard (aide aux agriculteurs investissant dans les installations nécessaires à la production de méthane). (p. 6676) : s'oppose à l'amendement n° 696 de M. Jean Desessard (précision de la notion de "biocarburant"). (p. 6677, 6678) : demande le retrait de l'amendement n° 570 de M. Yann Gaillard (simplification administrative en matière de gestion des sites Natura 2000) au profit de l'amendement n° 753 du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Gouvernement (restriction de la double conditionnalité de bonne gestion aux seuls terrains situés dans les sites Natura 2000) qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 567 de M. Yann Gaillard (simplification). (p. 6678, 6679) : demande le retrait de l'amendement n° 637 de M. Gérard Le Cam (modalités de financement des opérations de débroussaillage). Préparation par la commission d'un amendement allant dans le même sens. (p. 6680) : s'oppose à l'amendement n° 673 de M. Roland Courteau (réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter). Approbation sur le fond mais attente de la création d'un groupe de travail chargé d'étudier ce problème ainsi que celui des stocks d'alcool. (p. 6682) : s'oppose à l'amendement n° 697 de M. Jean Desessard (interdiction de la fabrication et de l'utilisation du méthyl-tertio-butyl-éther à partir du 1er janvier 2010 sur le territoire français). (p. 6683) : s'oppose à l'amendement n° 698 de M. Jean Desessard (incitation à utiliser les engrais biologiques). - **Art. additionnels après l'art. 11 bis** (p. 6684) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 150 de M. Alain Vasselle et n° 701 de M. Jean Desessard (instauration d'un même tarif de rachat incitatif pour toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs). (p. 6685) : demande le retrait de l'amendement n° 246 de M. Georges Mouly (rapport au Parlement sur les bioproduits afin d'envisager des mesures incitatives pour leur développement). - **Art. 11 ter** (*Calendrier d'application des objectifs communautaires relatifs aux biocarburants*) (p. 6686) : souhaite entendre le Gouvernement sur l'amendement n° 323 de M. Alain Vasselle (accélération du processus de mise en oeuvre des biocarburants renouvelables) et s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 703 (remplacement du mot "biocarburants" par le mot "agrocaburants") et n° 702 (garantie que les modes de culture des productions énergétiques n'entraînent pas de conséquences négatives pour l'environnement). - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6687) : son amendement n° 37 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 704 de M. Jean Desessard (remplacement du mot "biocarburant" par le mot "agrocaburant"). Estime l'amendement n° 151 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'un plancher pour l'avantage fiscal octroyé aux biocarburants) satisfait par son amendement n° 37 précité. - **Art. additionnels après l'art. 11 quater** (p. 6689) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 391 de M. Jean-Pierre Vial (abaissement du seuil de constitution d'une unité de gestion pour les zones de montagne). (p. 6690) : s'oppose à l'amendement n° 437 de M. Gérard Le Cam (mise en place d'une politique favorisant le développement des biocarburants). - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6691) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 137 de M. Charles Revet (extension aux esters éthyliques des dispositions applicables aux esters méthyliques). (p. 6692) : sur les amendements de M. Marcel Deneux, demande le retrait du n° 344 (incitation fiscale à l'utilisation des esters éthyliques) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 580 (extension du dispositif incitatif aux huiles d'origine animale) ainsi que pour le sous-amendement n° 757 de M. Rémy Pointereau déposé sur cet amendement. (p. 6693, 6694) : demande le retrait des amendements n° 511 de M. Roland Courteau (exonération de la taxe intérieure de consommation pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole) et n° 277 de M. Dominique Mortemousque (limitation de l'usage des huiles végétales pures comme carburant agricole aux exploitations sur lesquelles elles sont produites) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 358 de M. Marcel Deneux (prise en compte des filières industrielles relatives à la fabrication des huiles animales et marines). (p. 6694) : son amendement n° 752 : précision que la création des petites unités de production d'huiles végétales sont soumises à une simple déclaration ; adopté. (p. 6700, 6701) : sur les amendements de M. Charles Revet, demande le retrait du n° 135 (suppression de l'interdiction de l'utilisation à la carburant, la vente ou la mise en vente pour la carburant des produits dont l'utilisation et la vente pour cet usage n'ont pas été spécialement autorisées)

et s'oppose aux n° 131 (précision de la compatibilité de l'huile végétale avec le moteur concerné et les exigences correspondantes en matière d'émissions) et n° 132 (prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application). Sur les amendements de M. Jean Desessard, s'oppose au n° 708 (suppression de la limitation de l'utilisation des huiles végétales brutes dans les cas où elles sont compatibles avec le type de moteur utilisé et les exigences en matière d'émissions) et demande le retrait du n° 706 (suppression des dispositions autorisant la vente et l'utilisation de l'huile végétale au bout d'un délai de 12 mois). Intervient sur l'amendement n° 378 de M. Daniel Soulage (production et utilisation collectives des huiles végétales pures et possibilité de vendre entre exploitants, coopératives ou sociétés agricoles). S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 510 (autorisation de l'huile végétale pure comme carburant sous réserve de sa compatibilité avec le type de moteur concerné et les exigences en matière d'émissions) et n° 572 (extension de l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles). S'oppose à l'amendement n° 438 de M. Gérard Le Cam (modalités d'exemption de la taxe intérieure de consommation des huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole) ainsi qu'à l'amendement n° 324 de M. Alain Vasselle (extension de l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles). S'oppose aux amendements de M. Marcel Deneux n° 351 (précision qu'une huile végétale peut être considérée comme biocarburant dans les cas particuliers où son utilisation est compatible avec le type de moteur et les exigences correspondantes en matière d'émissions et en tenant compte des expérimentations prévues par décret) et n° 352 (prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application). Accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 84 (simplification) et n° 86 de la commission (autorisation de la vente d'huile végétale pure comme carburant agricole à compter du 1er janvier 2007). Demande le retrait de l'amendement n° 267 de M. Bernard Fournier (possibilité pour les collectivités territoriales locales et leurs groupements d'utiliser comme carburant pour leurs véhicules les huiles végétales pures) et de l'amendement n° 279 de M. Dominique Mortemousque (suppression des dispositions autorisant la vente et l'utilisation de l'huile végétale au bout d'un délai de 12 mois). (p. 6706) : accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 85 (suppression d'une disposition de nature réglementaire) et s'oppose à l'amendement n° 705 de M. Jean Desessard (modalités d'utilisation des tourteaux). (p. 6707) : s'oppose à l'amendement n° 571 de M. Jean-Marc Pastor (publication d'un bilan sur l'impact de la politique de promotion des biocarburants sur le territoire). (p. 6708) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Charles Revet (création d'une taxe intérieure sur les produits énergie végétale, TIPEV). (p. 6709) : s'oppose à l'amendement n° 512 de M. Jean-Marc Pastor (traçabilité des produits pétroliers). - **Art. additionnels après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 513 de M. Jean-Marc Pastor (rapport au Parlement sur l'utilisation des terres en jachère pour le développement des cultures à vocation de production d'énergie). Préférence pour la création d'un groupe de travail sur ce sujet. (p. 6710) : s'oppose aux amendements identiques n° 514 de M. Jean-Marc Pastor et n° 707 de M. Jean Desessard (information par les groupes pétroliers lors de la vente d'essences à des distributeurs de la composition et la volatilité de celles-ci). (p. 6710, 6711) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 709 (modalités de détaxation totale des huiles végétales pures) et n° 710 (modalités de commercialisation des huiles végétales pures). - **Art. 13** (*Art. L. 121-6 du code forestier - Prise de participation de l'Office national des forêts dans des sociétés privées*) : son amendement n° 38 : suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la fixation des conditions des prises de participation par l'ONF dans des entreprises de la filière forestière ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 439 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 6712) : accepte l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

S'oppose à l'amendement n° 515 de M. Jean-Marc Pastor (extension de 2 à 18 ans du délai de maintien des terres en exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation). - **Art. 13 bis** (Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) (p. 6713) : s'oppose à l'amendement n° 749 du Gouvernement (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** (p. 6715) : s'oppose à l'amendement n° 517 de M. Roland Courteau (conditions de paiement faites par les négociants aux producteurs de vin). Souci partagé mais risque de contre-productivité de la mesure. - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 6717, 6718) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 441 (fixation d'une liste des coûts de production de l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 440 (garantie aux producteurs d'une juste rémunération). - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6719) : son amendement n° 39 : rédaction ; adopté. (p. 6720) : considère l'amendement n° 711 de M. Jean Desessard (promotion des méthodes de production respectueuses de l'environnement et des méthodes d'élevage respectueuses du bien-être animal) satisfait. (p. 6720) : son amendement n° 40 : remplacement du mot "confié" par le mot "cédé" à l'article L. 551-1 du code rural ; adopté. Problème d'usage communautaire. (p. 6723, 6724) : sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor, s'oppose au n° 519 (exclusion des coopératives du dispositif de commercialisation) et demande le retrait du n° 526 (remplacement du mot "confié" par le mot "cédé" à l'article L. 551-1 du code rural et suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage). S'oppose aux amendements de M. Georges Mouly n° 250 (élargissement des modes de commercialisation sans transfert de propriété) et n° 249 (obligation d'une majorité de membres ou du chiffre d'affaires relié à l'activité agricole pour toute organisation de producteurs), au n° 380 de M. Marcel Deneux (suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage) et au n° 442 de M. Gérard Le Cam (garantie d'un contrôle effectif des organisations de producteurs par des membres ayant une activité agricole). Accepte l'amendement n° 593 de M. Jacques Blanc (reconnaissance de la spécificité du secteur de la viticulture au même titre que celui de l'élevage). Demande le retrait des amendements identiques n° 140 de M. Alain Vasselle et n° 518 de M. Jean-Marc Pastor (règles de fonctionnement des organisations de producteurs visant à garantir une activité majoritairement agricole). (p. 6726) : mise au point par le Gouvernement d'un dispositif équilibré après consultation des organisations professionnelles. Souhait de ne pas le modifier. (p. 6728) : son amendement n° 41 : conditions de regroupement des organisations de producteurs reconnues en associations d'organisations de producteurs ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 581 de M. Jean Boyer (faculté pour toutes les organisations de producteurs reconnues de s'organiser en associations d'organisations de producteurs pour valoriser la production) qu'il estime satisfait par son amendement n° 41 précité. S'oppose à l'amendement n° 522 de M. Jean-Marc Pastor (maintien de la spécificité du statut des coopératives devenues organisations de producteurs). Son amendement n° 42 : suppression des dispositions relatives à la création des fonds de mutualisation par les comités économiques agricoles ; rejeté. Préférence pour un renforcement du rôle des interprofessions dans la gestion et la prévention des crises. (p. 6730) : s'oppose aux amendements n° 582 de M. Jean Boyer (inscription de l'action des comités économiques agricoles dans le cadre d'un accord de l'interprofession concernée et suppression des interventions sur le marché) et n° 617 de M. Pierre-Yvon Trémel (possibilité pour les associations d'organisations de producteurs agréées d'intervenir sur les marchés et de créer des fonds de mutualisation et obligation de transfert de propriété des seules associations agréées comités économiques agricoles). (p. 6733) : son amendement n° 42 précité ayant été rejeté, s'en remet finalement à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 215 de M. Rémy Pointereau (mise en cohérence de l'action

des comités économiques agricoles avec celle des interprofessions). (p. 6734) : demande le retrait de l'amendement n° 728 de M. Michel Doublet (fixation d'un délai de préavis en cas de rupture de collecte) qu'il estime satisfait par les dispositions du code de commerce. Accepte l'amendement n° 355 de Mme Françoise Férat (précision que les interprofessions sont constituées à l'initiative de leurs membres). (p. 6735) : accepte les amendements identiques n° 598 de M. Michel Doublet et n° 173 de M. Dominique Mortemousque (extension du champ de la contractualisation par les interprofessions en incluant des clauses prévoyant le délai de livraison et la durée du contrat). S'oppose à l'amendement n° 523 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des organisations professionnelles représentatives et non des plus représentatives et définition de la représentativité). Existence d'un décret définissant les organisations syndicales représentatives. (p. 6736) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 524 (libre choix pour les exploitants agricoles pratiquant la vente directe d'adhérer ou non à l'organisation interprofessionnelle de leur secteur) et n° 525 (priorité aux producteurs organisés dans l'accès aux dispositions à lutter contre les risques et aléas des marchés). (p. 6737) : demande le retrait de l'amendement n° 247 de M. Georges Mouly qu'il estime satisfait par les amendements identiques n° 598 de M. Michel Doublet et n° 173 de M. Dominique Mortemousque précités qui portent sur le même objet. S'oppose à l'amendement n° 521 de M. Jean-Marc Pastor (compétence exclusive de l'organisation interprofessionnelle pour l'adoption des accords interprofessionnels proposés par les sections créées pour un produit ou un groupe de produits). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6738) : s'oppose à l'amendement n° 444 de M. Gérard Le Cam (reconnaissance des organisations de producteurs et d'interprofessions transversales liées à des modes spécifiques de production). (p. 6739) : accepte l'amendement n° 379 de M. Daniel Soulage (respect des garanties procédurales lors du contrôle des organisations de producteurs). (p. 6740) : s'oppose à l'amendement n° 443 de M. Gérard Le Cam (application du coefficient multiplicateur à tous les produits agricoles). Souhaite la poursuite de l'expérimentation du coefficient multiplicateur dans le secteur des fruits et légumes avant de l'étendre à d'autres productions. S'oppose à l'amendement n° 270 de M. Rémy Pointereau (fixation d'un délai minimum de préavis en cas de rupture par un commerçant ou un industriel d'une relation établie avec un producteur agricole). (p. 6741) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 455 (précision sur la notion d'abus de position dominante) et n° 445 (modalités de représentation syndicale au sein des commissions et organismes agricoles). - **Art. 15** (Art. L. 554-1 et L. 554-2 du code rural - Simplification du régime d'extension des comités économiques agricoles) (p. 6742) : demande le retrait de l'amendement n° 584 de M. Jean Boyer (limitation des pouvoirs des comités économiques agricoles). S'oppose à l'amendement n° 712 de M. Jean Desessard (caractère facultatif de l'adhésion à un groupement de producteurs). (p. 6743) : accepte les amendements n° 583 de M. Jean Boyer (contrôle par l'autorité administrative compétente de la cohérence des règles étendues avec les accords interprofessionnels existants et portant sur le même objet) et n° 738 du Gouvernement (habilitation des agents des comités économiques agricoles à réaliser les contrôles relatifs aux règles édictées par ces comités). - **Art. 15 bis** (Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions) (p. 6744) : son amendement n° 43 : suppression ; adopté. Existence de services au sein du ministère de l'agriculture remplissant les fonctions de l'observatoire dont la création est envisagée. - **Art. additionnel après l'art. 15 bis** (p. 6745) : accepte l'amendement n° 745 du Gouvernement (habilitation des agents de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes à contrôler l'application du dispositif du coefficient multiplicateur). (p. 6746) : interroge le Gouvernement sur l'amendement n° 527 de M. Jean-Marc Pastor (rapport au Parlement sur l'articulation entre le droit de la concurrence et le droit de l'organisation économique en agriculture). - **Art. 16** (Art. L. 522-2-1, L. 523-5-1, et L. 524-2-1, L. 524-2-2 [nouveau], L. 525-1, L. 527-1, L. 528-1, L. 531-2, L. 582-13 et L. 583-2 du code rural, et art. 38 sexies [nouveau] du code

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

général des impôts - Modernisation du statut de la coopération agricole (p. 6747, 6751) : sur les amendements de la commission saisie pour avis, accepte le n° 87 (précision), le n° 90 (rédaction), le n° 91 (augmentation à 10000 euros du plafond de la dérogation dont bénéficient les sociétés coopératives d'utilisation des matériels agricoles et à 15000 euros dans les zones de revitalisation rurale) et demande le retrait du n° 89 (compétence obligatoire et non facultative de l'assemblée générale). Son amendement n° 44 : création d'une catégorie nouvelle de parts sociales dite "d'épargne" au profit des associés coopérateurs ; adopté après modification par les sous-amendements de la commission saisie pour avis n° 88 et n° 758 du Gouvernement qu'il accepte. Ses amendements n° 45 : cohérence ; n° 47 : suppression de la mention explicite de l'entrée en application des dispositions ; n° 48 : application de la loi en Nouvelle-Calédonie par simple décret ; n° 46 : cohérence ; et n° 49 : encadrement de la possibilité pour les CUMA d'exercer une activité de groupement d'employeurs pour laquelle elles ne peuvent bénéficier d'allègement de charges sociales ; adoptés. Accepte l'amendement n° 747 du Gouvernement (composition du Haut conseil de la coopération agricole) et demande le retrait des amendements identiques n° 204 de Mme Françoise Henneron et n° 207 de M. Alain Vasselle (limitation de l'ouverture de l'activité groupement d'employeurs au sein d'une société coopérative) qu'il estime satisfait par son amendement n° 49 précité. - **Art. additionnel après l'art. 16** : demande le retrait de l'amendement n° 271 de M. Charles Revet (faculté pour toute personne salariée d'une CUMA ou d'un agriculteur adhérent de conduire indifféremment du matériel appartenant à l'un ou à l'autre) qu'il estime satisfait par le IV de l'article 16. - **Art. 17 (Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles)** (p. 6752) : s'oppose aux amendements identiques n° 446 de M. Gérard Le Cam et n° 528 de M. Jean-Marc Pastor (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 529 et 530 (suppression partielle). (p. 6753) : proposera à la commission d'inviter le ministre pour présenter le projet d'ordonnance. - **Art. 17 bis (Art. 42 septies du code général des impôts et article L. 523-7 du code rural - Possibilité pour les entreprises bénéficiant d'aides communautaires de les amortir)** (p. 6754) : accepte l'amendement n° 759 du Gouvernement (levée du gage de l'article 17 bis ainsi que de celui de l'article 12). - **Art. additionnel avant l'art. 18** : demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Charles Revet (création d'un fonds d'indemnisation et de régulation des productions agricoles). - **Art. 18 (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)** (p. 6756) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Rémy Pointereau (exonération de la contribution additionnelle pour les exploitants souscrivant des contrats d'assurance récolte). Accepte l'amendement n° 233 de M. Jacques Blanc (prise en compte des spécificités des zones de montagne et des départements d'outre-mer). Soutient l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006) ; rejeté. (p. 6757) : intervient sur l'amendement précité n° 664 de M. Jean-Paul Emorine. Souligne la progressivité de l'extension de l'assurance récolte. Souhait d'une cotisation la plus faible possible de la part des agriculteurs. Nécessité d'une prise en charge du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 6758) : demande le retrait des amendements de M. Daniel Soulage n° 382 (possibilité donnée à la Caisse centrale de réassurance de proposer aux assureurs une réassurance de la garantie de l'Etat) et n° 383 (conséquence) après avoir entendu l'avis du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé) (Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables)** (p. 6770) : son amendement n° 36 : limitation de cette mesure aux sacs à usage unique ; adopté. (p. 6774, 6775) : s'oppose aux amendements identiques n° 102 de M. Adrien Gouteyron, n° 155 de M. Dominique Braye et n° 665 de M. Jean Arthuis (suppression) ainsi qu'aux amendements de repli de M. Dominique Braye n° 156 et n° 157. S'oppose également aux amendements de M. Adrien Gouteyron portant sur le même objet n° 663 et n° 113

(limitation de la mesure aux sacs en plastique) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 699 (extension de l'interdiction à la production des sacs et emballages en plastique) et n° 700 (garantie de biodégradabilité totale). S'oppose à l'amendement n° 436 de M. Gérard Le Cam (extension de l'interdiction aux sacs et emballages importés). - **Art. additionnel après l'art. 11 bis (précédemment réservé)** (p. 6779) : demande le retrait de l'amendement n° 578 de M. Alain Vasselle (obligation pour les producteurs et les distributeurs de sacs en plastique de participer à leur élimination en versant une contribution à Eco-Emballages). - **Art. 19 (Art. L. 361-3, L. 361-12, L. 361-19 et L. 362-26 du code rural - Développement du dispositif assurantiel contre les dommages causés à l'agriculture et à la forêt)** (p. 6781) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 92 (avis du Comité national de l'assurance en agriculture) et n° 93 (organisation et fonctionnement du Comité national de l'assurance en agriculture) ainsi que l'amendement n° 750 du Gouvernement (aide de l'Etat au développement de l'assurance récolte dans les départements ultramarins). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6782, 6783) : son amendement n° 50 : mise en place d'une réduction annuelle d'impôt à hauteur de 25 % pour les travaux et investissements effectués par des propriétaires forestiers ; adopté. (p. 6783) : demande le retrait de l'amendement n° 539 de M. Yann Gaillard (incitation fiscale visant à aider les groupements forestiers à réaliser des investissements fonciers dans un but de restructuration). (p. 6784, 6785) : ses amendements n° 51 : application individuelle de la levée d'interdiction de pâturage ; adopté ; et n° 52 : mesure fiscale en faveur de la prévention des incendies de forêts ; adopté après modification par le sous-amendement n° 751 du Gouvernement qu'il accepte. - **Art. 20 (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas)** : accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 94 (suppression de la déduction pour aléas pour les personnes n'ayant pas le statut d'exploitant agricole). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6791) : son amendement n° 760 : extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles ; adopté. - **Art. 21 A (Création d'un Conseil de la modération et de la prévention)** (p. 6800) : s'oppose aux amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 6 bis (précédemment réservés)** (p. 6805) : ses amendements n° 16 : extension aux fonds agricoles de l'exonération de droits existant pour les donations de fonds de commerce ; adopté ; et n° 741 : augmentation du plafond de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de GFA correspondant aux biens donnés à bail à long terme ; retiré. - **Art. 21 (Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants)** (p. 6808, 6809) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 713 (impact des pesticides sur notre environnement) et n° 714 (exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques). (p. 6811, 6812) : s'oppose à l'amendement n° 531 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle) ainsi qu'aux amendements identiques n° 120 de M. Charles Revet, n° 218 de M. Rémy Pointereau et n° 642 de M. Jean Bizet (exportation des produits phytopharmaceutiques). (p. 6813) : s'oppose aux amendements identiques n° 122 de M. Charles Revet, n° 216 de M. Rémy Pointereau et n° 643 de M. Jean Bizet (possibilité, pour le détenteur d'un produit phytosanitaire, de faire part de ses remarques à l'autorité administrative compétente). Demande le retrait de l'amendement n° 532 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction). (p. 6814) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 117 de M. Charles Revet et n° 644 de M. Jean Bizet (ressources financières de l'autorité en charge de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques). Son amendement n° 53 : précision ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 645 de M. Jean Bizet (précision). (p. 6815) : intervient sur l'amendement précité n° 645 de M. Jean Bizet. Accepte l'amendement n° 126 de M. Charles Revet (limitation de l'allongement des procédures en matière d'évaluation des produits phytopharmaceutiques). (p. 6816) : s'oppose aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements n° 536 de M. Jean-Marc Pastor (base législative pour la procédure de retrait des autorisations de mise sur le marché des produits phytosanitaires) et n° 715 de M. Jean Desessard (réglementation de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques). (p. 6817) : son amendement n° 54 : clarification de la notion de "fait nouveau" ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 534 de M. Jean-Marc Pastor (annulation de l'autorisation de mise sur le marché en cas de carence d'informations obligatoires). (p. 6818) : s'oppose à l'amendement n° 535 de M. Jean-Marc Pastor (interruption immédiate de la commercialisation des produits faisant l'objet d'un retrait d'autorisation de mise sur le marché). (p. 6819) : accepte l'amendement n° 740 du Gouvernement (compétence de l'AFSSA pour les stockages de gaz souterrain). Demande le retrait de l'amendement n° 647 de M. Jean Bizet (autorisation de mise sur le marché des produits dont l'autorisation provisoire de vente est arrivée à échéance) au profit des amendements identiques n° 128 de M. Charles Revet et n° 222 de M. Rémy Pointereau portant sur le même objet et qu'il accepte. - **Art. 22** (*Demande d'habilitation pour adapter la législation ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments, la santé et la protection animales, et la santé des végétaux*) (p. 6820) : son amendement n° 55 : possibilité, pour un vétérinaire, de délivrer des médicaments vétérinaires nécessaires au traitement des animaux dont le suivi sanitaire est assuré par d'autres vétérinaires exerçant au sein du même domicile professionnel, administratif ou d'exercice ; adopté. (p. 6820) : accepte l'amendement n° 739 du Gouvernement (mention explicite, dans l'article, du code de la consommation). S'oppose à l'amendement n° 449 de M. Gérard Le Cam (suppression). - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination « montagne »*) (p. 6822) : son amendement n° 56 : suppression ; adopté. (p. 6823) : s'oppose à l'amendement n° 180 de M. Alain Vasselle (distinction entre la qualité des produits de montagne et leur origine). - **Art. 22 ter** (*Art. L. 644-3-1 [nouveau] du code rural - Bilan annuel des sections et commissions des organisations interprofessionnelles consacrées aux produits de montagne*) (p. 6824) : son amendement n° 57 : suppression ; adopté. - **Art. 22 quater** (*Art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Création dans les comités de massif de commissions spécialisées consacrées à la qualité et à la spécificité des produits de montagne*) : son amendement n° 58 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6825, 6826) : son amendement n° 761 : lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs ; adopté. (p. 6829) : intervient sur son amendement n° 761 précité. (p. 6830) : s'oppose aux amendements n° 716 de M. Jean Desessard (suppression de l'article L. 427-9 du code de l'environnement) et n° 538 de M. Claude Domeizel (possibilité de repousser ou de détruire un loup en cas d'agression d'un troupeau). (p. 6831) : accepte l'amendement n° 520 de M. Yann Gaillard (inscription du schéma stratégique forestier de massif dans la loi d'orientation agricole).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p. 6875) : demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Charles Revet (information du consommateur sur la provenance et les conditions de fabrication du produit). - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6879, 6880) : s'oppose aux amendements n° 717 de M. Jean Desessard (représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement et des animaux au sein des comités nationaux de l'INAO) et n° 199 de M. Roland du Luart (représentation des professionnels au sein des comités de l'INAO à hauteur de l'importance économique de leur secteur de production). Demande le retrait de l'amendement n° 648 de M. Jean Bizet (réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agroalimentaire) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 295 de M. Jean-Marc Pastor (réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agro-alimentaire) qu'il accepte. (p. 6881) : ses amendements n° 742 : application dans les départements d'outre-mer des dispositions relatives aux AOC ; et n° 59 :

rédaction ; adoptés. (p. 6882, 6885) : s'oppose à l'amendement n° 719 de M. Jean Desessard (renforcement du volet qualité des productions agricoles bénéficiant d'un signe de qualité lié à leur terroir d'origine). Accepte l'amendement n° 734 de M. Jacques Blanc (reconnaissance de la dénomination "vins de pays"). Demande le retrait de l'amendement n° 196 de M. Bernard Barraux (réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agroalimentaire) satisfait par l'amendement n° 295 de M. Jean-Marc Pastor précité. S'oppose aux amendements identiques n° 197 de M. Roland du Luart et n° 627 de M. Bruno Retailleau (maintien de l'attribution de l'indication géographique protégée, IGP, pour les seuls produits avicoles bénéficiant du label rouge ou issus de l'agriculture biologique). Demande le retrait de l'amendement n° 604 de M. Claude Lise (prise en compte par le présent projet de loi des problématiques particulières aux régions ultramarines). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 195 de M. Eric Doligé, n° 198 de M. Roland du Luart et n° 628 de M. Bruno Retailleau (non-assujettissement des produits bénéficiant d'une IGP à l'acquittement de plusieurs droits). (p. 6886, 6888) : ses amendements n° 744 : désignation du nouvel Institut national de l'origine et de la qualité sous l'acronyme INAO ; n° 60 : conséquence ; n° 743 et 61 : cohérence ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 614 de M. Roland Courteau et n° 718 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de légiférer par ordonnance), ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 540, 541 et 542 de M. Jean-Marc Pastor. Complexité du sujet. Réunion d'un groupe de travail. Favorable à la présentation à la commission des futures ordonnances relatives aux signes de qualité. - **Art. additionnel après l'art. 23** : s'oppose à l'amendement n° 630 de M. Aymeri de Montesquiou (embouteillage de l'armagnac dans l'aire d'appellation). - **Art. 23 bis** (*Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - Reconnaissance du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé*) (p. 6890) : s'oppose à l'amendement n° 720 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6892, 6895) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 260 de M. Dominique Mortemousque (assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers) tout en y étant favorable. Demande le retrait de l'amendement n° 353 de Mme Françoise Férat (précision du rôle de l'INAO et des syndicats d'appellation quant à la fixation des conditions de production). Reprend les amendements de M. Ladislav Poniatowski n° 612 : possibilité pour le préfet d'ordonner des mesures de régulation du blaireau ; et n° 611 : élargissement des possibilités de tir du grand cormoran aux propriétaires, possesseurs ou fermiers en eaux libres ; retirés. Fait confiance au ministre pour augmenter les quotas. - **Art. 24 A** (*Art. L. 113-1 du code rural - Adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles aux zones de montagne*) (p. 6896) : son amendement n° 62 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 6897, 6898) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 546 (suppression du mot "durablement") et n° 545 (attribution d'un droit de préférence aux produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration publique) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 547 de M. Jean-Marc Pastor et n° 721 de M. Jean Desessard (obligation pour les pratiques agricoles de respecter la biodiversité et les ressources naturelles). - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 6908) : s'oppose à l'amendement n° 450 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour les collectivités publiques de subventionner l'achat par la restauration collective de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique). - **Art. 25** (*Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux*) (p. 6910) : ses amendements n° 763 : encadrement de l'inclusion par des personnes physiques ou des associations de clauses environnementales dans les baux ruraux ; et n° 63 : suppression de l'exigence de l'accord exprès des parties pour l'insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux ; adoptés. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 552 et 551 de M. Jean-Marc Pastor (généralisation de l'insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux), ainsi qu'à l'amendement n° 451 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Gérard Le Cam (obligation pour le nouveau preneur d'un bail rural de respecter les prescriptions environnementales appliquées par son prédécesseur). Demande le retrait de l'amendement n° 203 de Mme Françoise Henneron (insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux conclus par les collectivités publiques ou des associations). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6911, 6912) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 354 de Mme Françoise Férat (possibilité de stocker des déchets dangereux dans des zones végétales AOC après délivrance d'une autorisation dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat). S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 553 (précision de la procédure d'autorisation préalable de dissémination volontaire d'OGM), n° 554 (établissement d'un registre national consignait la localisation des OGM cultivés) et n° 555 (information automatique du maire en cas d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM). Discussion prochaine de la directive européenne sur les OGM. - **Art. 25 bis** (Art. L. 512-1 du code de l'environnement - *Allègement des formalités relatives aux études de dangers*) (p. 6913) : son amendement n° 64 : suppression ; adopté. - **Art. 25 ter** (Art. L. 411-39 du code rural - *Procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles*) (p. 6914) : accepte l'amendement n° 316 de M. Alain Vasselle (suppression). - **Art. 25 quater** (Art. L. 112-2 du code rural - *Zones agricoles protégées*) : son amendement n° 65 : suppression par cohérence ; adopté. - **Art. 25 quinques** (Art. L. 122-1 et L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Prise en compte de l'agriculture dans les diagnostics des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme*) : son amendement n° 66 : suppression par cohérence ; adopté. - **Art. 25 sexies** (Art. L. 122-1 du code de l'urbanisme - *Détermination des espaces agricoles dans les SCOT*) : son amendement n° 67 : suppression par cohérence ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6915, 6917) : demande le retrait de l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels) après avoir entendu l'avis du Gouvernement. - **Intitulé du chapitre III** (*Dispositions diverses*) (p. 6918) : son amendement n° 68 : nouvel intitulé du chapitre III - Garantir les conditions d'une agriculture de montagne durable ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25 septies** (p. 6919, 6921) : ses amendements n° 69 : modalités d'attribution de la dénomination "montagne" ; et n° 70 : désignation par les comités de massif d'une commission "qualité et spécificité des produits de montagne" ; adoptés. Sur les amendements de M. Jacques Blanc, accepte les n° 229 (prise en compte des handicaps naturels de l'agriculture de montagne et de leur compensation financière), n° 230 (valorisation de la fonction agro-environnementale de l'activité agricole en montagne), n° 232 (extension de l'intervention des SAFER dans les zones de montagne) et s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° 231 (encouragement des producteurs de produits bénéficiant de la dénomination "montagne" à se doter d'une AOC). Accepte l'amendement n° 183 de M. Jean-Paul Amoudry (éligibilité des travaux d'exploitation de forêts anciennes aux concours financiers prévus pour le reboisement ou la stabilisation des terrains) et demande le retrait de l'amendement n° 516 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour le maire de déclarer d'utilité publique les travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire) déposé après l'article 13 du projet de loi. - **Art. 25 nonies** (*Rapport sur la possibilité et l'opportunité d'assimiler les routes départementales et les voies privées stratégiques à des voies de défense des forêts contre l'incendie*) (p. 6922) : son amendement n° 762 : modalités de débroussaillage par les collectivités territoriales des abords des voies de défense contre les incendies de forêt ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** (p. 6924) : demande le retrait des amendements identiques n° 186 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 272 de M. Pierre Hérisson (mise en place d'une procédure

permettant la sauvegarde de secteurs agricoles présentant un intérêt particulier). Accepte l'amendement n° 205 de M. Georges Gruillot (suppression de l'obligation pour les agriculteurs collaborant au déneigement des communes de soumettre leur tracteur à une nouvelle réception par le service des mines). A titre personnel, approuve la proposition de M. Thierry Repentin et son examen en commission mixte paritaire. - **Art. 26** (Art. L. 820-5 et L. 830-1 du code rural - *Synergie des acteurs de la recherche agricole et agronomique*) (p. 6926) : s'oppose à l'amendement n° 725 de M. Jean Desessard (reconnaissance du bien être animal parmi les objectifs du développement agricole). - **Art. additionnel avant l'art. 27** : s'oppose à l'amendement n° 557 de M. Jean-Marc Pastor (instauration d'une commission tripartite chargée de redéfinir les besoins permettant de moderniser l'ensemble du dispositif des services à l'agriculture). - **Art. 27** (*Modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture*) (p. 6927) : son amendement n° 71 : définition par l'ordonnance des conditions de représentation, au niveau national, par l'assemblée permanente des chambres d'agriculture, de l'ensemble du réseau consulaire agricole ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 452 de M. Gérard Le Cam et n° 558 de M. Jean-Marc Pastor ainsi qu'aux amendements de repli de ce dernier n° 559, 560, 561 et 562. - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 6928) : s'oppose à l'amendement n° 615 de M. Jean-Marc Pastor (attribution d'un siège au sein des chambres départementales d'agriculture aux entrepreneurs de travaux agricoles forestiers et ruraux). - **Art. 28** (Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - *Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel*) (p. 6931) : son amendement n° 72 : redéfinition de l'obligation de certification du matériel génétique fixée aux 1er janvier 2015 ; adopté. Reprend l'amendement de M. Jean-Pierre Vial n° 394 : prise en compte, parmi les objectifs de l'ordonnance, de la préservation des races locales et des spécificités des zones de montagne ; adopté. Accepte l'amendement n° 332 de M. Thierry Repentin (suppression à compter du 1er janvier 2007 du monopole de zone). S'oppose aux amendements de suppression n° 453 de M. Gérard Le Cam et n° 563 de M. Jean-Marc Pastor. S'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 564 (repli) et n° 297 (abandonnement du fonds de compensation par l'Etat) ainsi qu'à l'amendement n° 726 de M. Jean Desessard (suppression de l'obligation pour les éleveurs d'acquiescer uniquement des semences mâles certifiées). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet de M. Thierry Repentin n° 331 et n° 333 (préservation des races à faible effectif par le service universel) et n° 296 de M. Jean-Marc Pastor (compensation intégrale des coûts supportés par les opérateurs agréés pour leurs obligations du service universel) qu'il estime satisfait. - **Art. 28 ter** (*Saisie du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes*) (p. 6932) : son amendement n° 73 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 682 de M. Jean Desessard (nécessité de primer les projets favorisant l'extension de l'agriculture biologique respectueuse des hommes et des animaux). - **Intitulé du chapitre II** (*Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 6933) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 596 (nouvel intitulé du chapitre II - Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics et des sociétés d'aménagement rural) et n° 595 (article additionnel après l'article 29 bis - exercice par la SAR de la mission confiée aux SIDER). - **Art. 29** (Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - *Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement*) (p. 6937, 6939) : ses amendements n° 74 : précision des compétences de l'agence unique de paiement ; et n° 75 : inscription dans la loi de la prochaine étape de la restructuration des organismes de paiement et de gestion des aides en faveur de l'agriculture ; adoptés. Accepte les amendements du Gouvernement n° 755 (élargissement des compétences du conseil de direction plénier à l'examen des questions d'intérêt commun à l'ensemble de l'office) et n° 756 (articulation des compétences de l'office national interprofessionnel des grandes cultures, ONIGC, s'agissant de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

la gestion des filières du sucre avec celles de l'office traitant des productions des DOM) et les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 101 (harmonisation) et n° 100 (autorisation par la loi des recettes de l'agence unique de paiement). Demande le retrait de l'amendement n° 586 de M. Claude Biwer (mise en oeuvre du contrôle des aides communautaires sous la forme aléatoire et contradictoire et non pas systématique). S'oppose aux amendements n° 454 de M. Gérard Le Cam (intégration des représentants des salariés et des consommateurs dans la composition majoritaire du conseil d'administration de l'office) et n° 569 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle par cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 6940) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Dominique Mortemousque (inapplication des dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article L. 512-1 du code de l'environnement aux installations classées d'élevages et aux installations de préparation et de conditionnement de vins). S'oppose à l'amendement n° 605 de M. Claude Lise (rapport du Gouvernement au Parlement sur ses propositions visant à remédier aux difficultés de financement de l'office de développement de l'économie agricole des DOM). - **Art. additionnels après l'art. 29 bis** (p. 6941) : s'oppose à l'amendement n° 299 de M. Jean-Marc Pastor (incitation des personnels des établissements d'enseignement agricole à signaler tout élément susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique et morale de l'élève lors d'un stage). - **Art. 31** (Art. L. 142-6, L. 461-1 et L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5, L. 461-8, L. 461-18 à L. 461-23, L. 462-11, L. 462-15, L. 462-22 du code rural, art. 707 bis et 1028 quater du code général des impôts - *Adaptation des statuts du fermage et du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer*) (p. 6944, 6945) : s'oppose aux amendements n° 261 de Mme Dominique Voynet (irrecevabilité d'une demande de résiliation du bail fondée sur l'application par le preneur de pratiques visant à préserver l'environnement) et n° 624 de M. Jacques Gillot (maintien du droit de préemption du colon partiaire uniquement en cas de vente séparée du bien rural exploité par le preneur). Demande le retrait de l'amendement n° 587 de Mme Anne-Marie Payet (fixation automatique du prix des nouveaux fermages issus de la conversion des colonats en cas de désaccord entre les parties). - **Art. 32** (Art. L. 128-4 et L. 128-5, L. 128-7 du code rural - *Actualisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer*) (p. 6946, 6947) : demande le retrait de l'amendement n° 326 de Mme Dominique Voynet (obligation pour les SAFER qui cèdent ou sous-louent un bail à un preneur de préciser dans le contrat le niveau d'exigence environnementale). - **Art. additionnels après l'art. 32** : s'oppose à l'amendement n° 606 de M. Claude Lise (mise en oeuvre obligatoire outre-mer de zones agricoles protégées, les ZAP, et création d'un observatoire du foncier). Demande le retrait de l'amendement n° 338 de Mme Anne-Marie Payet (création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne, RTM, de l'Office national des forêts, ONF). - **Art. 33** (Art. L. 91-1 du code du domaine de l'État - *Développement de l'agriculture en Guyane*) (p. 6948) : accepte l'amendement n° 263 de Mme Dominique Voynet (extension aux sites et monuments naturels visés aux articles L. 341-1 et suivants et L. 342-1 du code de l'environnement de la liste des terrains exclus des cessions gratuites accordées par l'Etat aux exploitants agricoles). - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 6948, 6949) : demande le retrait des amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 389 (extension de l'exonération des cotisations sociales sur les quarante premiers hectares cultivés) et n° 337 (création d'un fonds de péréquation entre toutes les chambres d'agriculture, métropolitaines et dominiennes). S'oppose à l'amendement n° 607 de M. Claude Lise (instauration outre-mer de programmes régionaux installation-transmission au profit des jeunes agriculteurs). - **Art. 34** (*Adaptation des dispositions de la loi d'orientation agricole à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6950) : s'oppose aux amendements de suppression n° 264 de Mme Dominique Voynet et n° 573 de M. Jean-Marc Pastor. - **Art. additionnels après l'art. 34** (p. 6951) : s'oppose aux amendement portant sur le même objet de Mme Dominique Voynet n° 265 et 266 (création d'une convention chargée d'élaborer un projet de développement durable à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon). Demande le retrait de l'amendement n° 336 de

Mme Anne-Marie Payet (rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures visant à faciliter l'écoulement des productions agricoles locales ultramarines dans les DOM et l'accès des organisations de producteurs aux marchés publics). - **Art. 35** (*Délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification*) : s'oppose à l'amendement n° 574 de M. Jean-Marc Pastor (suppression). Association effective du Parlement aux ordonnances. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6957, 6958) : remerciements. Très bonne loi d'orientation de nature à éclairer l'avenir de l'agriculture et à l'aider à relever les défis de la PAC et de l'OMC.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8922, 8923) : trois remarques sur ce budget : sa nouvelle présentation, ses orientations et la maîtrise des risques menaçant les activités agricoles. Appelle à voter les crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) : soutient l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles) ; adopté. (p. 8963) : mesures en faveur de la lutte contre les incendies de forêt.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 9845) : favorable à l'amendement n° 215 de M. Jacques Blanc (mode de valorisation des stocks pour les viticulteurs travaillant en caves particulières). - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9895) : défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 21** (p. 9920) : son amendement n° 174 : régime fiscal des contrats de stockage de produits agricoles ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 9946) : soutient l'amendement n° 170 de M. Joël Bourdin (dispositif permettant le lissage des revenus agricoles) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 33 sexies** (p. 10022) : son amendement n° 175 : exonération de la taxe affectée à l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC, des quantités de céréales destinées à être récupérées sous forme d'aliments pour la nourriture animale par l'exploitant agricole qui les a initialement livrées ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 36** (p. 10032, 10033) : son amendement n° 60 : maintien du taux de plafonnement à 120 % en 2006 de la taxe sur le chiffre d'affaires acquittée par les exploitants agricoles ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 38** (p. 10092) : soutient l'amendement n° 177 de M. Dominique Braye (extension du champ de la TGAP aux transferts des déchets industriels de la France vers d'autres Etats en vertu d'un règlement européen) ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 55** (p. 10134) : soutient l'amendement n° 162 de M. Jacques Valade (indemnisation par le FIPOL des dommages subis par des tiers, autres que l'Etat, à la suite du naufrage du Prestige, à partir des créances détenues par l'Etat sur ce fonds au titre des dommages dont il a aussi été victime) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 55** (p. 10135, 10136) : son amendement n° 172 : garantie de l'Etat à l'emprunt que le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux doit contracter pour l'arrachage de 10 000 hectares de vignobles ; adopté après avoir été repris par le Gouvernement.

- **Projet de loi d'orientation agricole - Commission mixte paritaire [n° 44 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 10265, 10267) : forte attente des agriculteurs sur ce texte. Entrée en vigueur dans le droit français de l'intégralité de la PAC réformée. Qualité du dialogue avec l'Assemblée nationale. Texte équilibré. Propose l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 - Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p.10344) : favorable à la garantie de l'Etat aux interprofessions du vin de Bordeaux et du Beaujolais. Projet de loi de finances s'inscrivant clairement dans la priorité donnée à l'emploi. Mesures en faveur des pays en voie de développement. Le groupe de l'UMP votera ce texte.

CHARASSE (Michel)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement: Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDÉS).

Membre suppléant du Conseil de surveillance de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide française aux victimes du tsunami en Indonésie [n° 202 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Niger : sortir de la crise alimentaire, répondre à la malnutrition infantile [n° 512 (2004-2005)] (29 septembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Fonds octroyés aux organisations non gouvernementales (ONG) françaises par le ministère des affaires étrangères [n° 46 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Aide publique au développement. Compte spécial prêts à des états étrangers et compte spécial accords monétaires internationaux. [n° 99 tome 3 annexe 4 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 106) : ne votera pas l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

situés en ZRR), inapplicable en l'état. - **Art. 1er septies** (*Loyers des surfaces commerciales financées par les communes en ZRR*) (p. 108, 109) : demande des précisions au Gouvernement sur son amendement n° 418 (droit à déduction de la TVA ayant grevé les éléments constitutifs du prix du loyer, principalement le coût d'amortissement du bien basé sur la durée de vie réelle des immeubles) avant de le voter.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 974, 975) : son amendement n° 3 : introduction d'une réserve d'interprétation résultant de la décision du Conseil constitutionnel du 19 novembre 2004 ; retiré. Interrogation sur l'appréciation des juges de Luxembourg. Formulation d'une réserve semblable en 1977 lors de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. (p. 979, 980) : intervient sur son amendement n° 3 précité. Terme de "Constitution". Primauté de la Cour de Strasbourg sur celle de Luxembourg. Reprise dans l'article II-70 d'une partie seulement de l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme. Confirmation par le Gardé des sceaux de l'inscription de la décision du Conseil constitutionnel dans les visas du projet de loi autorisant la ratification. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 998) : intervient sur les amendements identiques n° 20 de M. Robert Badinter et n° 32 de M. Pierre Fauchon (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ainsi que sur le n° 29 de M. Denis Badré (reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne). Rappel des conditions de l'élaboration de la Constitution de la Ve République. Impossibilité pour la délégation pour l'Union européenne d'intervenir dans le processus législatif. Hommage au travail de celle-ci. Favorable à la création d'une septième commission permanente.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1563, 1564) : utilisation de l'hémicycle du Sénat pour des événements de spectacle. Image désastreuse et dégradante de l'institution. Demande la communication par la présidence de la liste des occupations anormales de la salle des séances en 2004 et 2005.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1672) : à titre personnel, invoque l'article 40 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 432 de Mme Annie David (réduction du nombre maximum d'élèves par classe). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 1676) : intervient sur les amendements identiques n° 241 de M. Yannick Bodin et n° 438 de Mme Annie David (référence au principe de laïcité comme valeur fondamentale de l'institution scolaire). Absence de remise en cause de la laïcité. - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1679) : son amendement n° 136 : partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale ; devenu sans objet. (p. 1682) : rectifie son amendement précité n° 136. (p. 1683) : possibilité de revoir la rédaction de l'amendement rectifié n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale) en commission mixte paritaire. (p. 1686) : son amendement n° 137 : modalités d'attribution des bourses au mérite ; retiré. (p. 1687) : précisions nécessaires sur le jugement du mérite. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1708) : intervient sur les amendements identiques n° 260 de M. Yannick Bodin et n° 456 de Mme Annie David (établissement de la carte scolaire par l'Etat). Interrogation sur les projets d'ouverture de classes. (p. 1713) : compétences du législateur. - **Art. 4** (*Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire*) (p. 1716) : son amendement n° 138 : obligation de travail pour chaque élève sous l'autorité des enseignants ; retiré. (p. 1717) : sur l'amendement n° 5 de la commission (rôle de l'école et de la formation scolaire sous l'autorité des enseignants et avec l'appui des parents), son sous-amendement n° 640 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1742) : sur l'amendement n° 7 de la commission (rédaction et précision), son sous-amendement n° 641 ; devenu sans objet. Interrogation sur la signification des termes "socle commun". (p. 1743) : son amendement n° 139 : ajout au socle commun de la maîtrise des principes de la morale civique ; retiré. Rappel des principes de l'école publique fondée par Jules Ferry. (p. 1752, 1753) : sur l'amendement n° 9 de la commission (évaluation des connaissances à chaque étape de la scolarité et dispense d'enseignements complémentaires), son sous-amendement n° 656 ; retiré. Intervient sur son sous-amendement n° 641 précité, déposé sur l'amendement précité n° 7 de la commission. Intervient sur son amendement précité n° 139. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1779) : regret de l'absence de l'instruction civique et de l'instruction de la République dans l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). Souhait d'un nouvel examen de cette question lors de la commission mixte paritaire.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3640, 3641) : hommage aux rapports d'un ancien sénateur, M. Jacques Chaumont, sur le patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères. Dérites constatées par la Cour des comptes : absence de sanctions. Ses suggestions : création d'une mission permanente en charge de la gestion du patrimoine ; établissement d'une liste précise des bâtiments et de leur état ; désignation d'un secrétaire général non diplomate en charge de l'administration ; transfert sous l'autorité unique du ministre des affaires étrangères de toutes les propriétés de l'Etat à l'étranger.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3652, 3653) : réduction progressive de l'occupation du château par les assemblées. Ouverture au public d'un tiers du château sans augmentation notable du fait des locaux cédés par le Parlement. Entretien des bâtiments par les deux assemblées. Caractère démagogique de cette proposition de loi. Interrogation sur la possibilité d'invoquer l'article 40 de la Constitution au sujet de ce texte. Nécessité d'une période transitoire. Souhaite l'adoption de la disposition prévoyant l'impossibilité d'affecter à l'avenir les appartements à des logements de fonction. Rappel du lien existant entre les locaux de Versailles et l'histoire du Parlement. - **Art. 1er** (*Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès*) (p. 3655) : sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien de l'affectation à l'Assemblée nationale et au Sénat de la salle des séances, de ses accès et des locaux nécessaires à la tenue du Congrès), son sous-amendement n° 11 de M. Michel Charasse : ajout du musée du Parlement aux locaux affectés aux assemblées ; rejeté. - **Art. 3** (*Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles*) (p. 3657) : interrogation sur la signature des conventions par chacune des deux assemblées. (p. 3658) : son amendement n° 9 : affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires ; devenu sans objet. (p. 3659, 3660) : demande de précision sur l'amendement n° 4 de M. Patrice Gélard (interdiction d'effectuer des modifications dans les locaux susceptibles de gêner la tenue du Congrès du Parlement).

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6350, 6351) : texte permettant de lever les incertitudes juridiques entourant la coopération décentralisée. Respect par les collectivités des engagements internationaux de la France et placement de leurs interventions sous l'égide de la République. - **Art. unique** (p. 6352) : notion d'"engagements internationaux". Souhaite la transmission par le préfet aux ambassadeurs des délibérations des collectivités

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

locales en matière de coopération décentralisée. (p. 6353) : défavorable à l'amendement n° 1 de Mme Alima Boumediene-Thiery (introduction de la notion de durabilité). Interrogation sur la possibilité, pour une collectivité territoriale, de présenter un programme d'aide pluriannuel, sans se heurter au contrôle de légalité.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6606, 6607) : intervient sur les amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousque et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 6626) : son amendement n° 497 : non-application de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 de décentralisation aux communes n'ayant pas ou plus d'école publique ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6885) : intervient sur l'amendement n° 195 de M. Eric Doligé (non-assujettissement des produits bénéficiant d'une IGP à l'acquittement de plusieurs droits). Discussion appropriée dans le cadre d'un projet de loi de finances sous réserve d'une précision relative au droit applicable. (p. 6887) : intervient sur la réponse du ministre à l'amendement n° 604 de M. Claude Lise (prise en compte par le présent projet de loi des problématiques particulières aux régions ultramarines). Jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les informations données au Parlement à l'occasion du vote d'une loi d'habilitation. Nécessité d'éviter la fragilisation de l'ordonnance par une insuffisance d'explications en particulier sur la partie "adaptation dans les DOM". - **Art. 23 bis** (Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - *Reconnaissance du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé*) (p. 6890, 6891) : votera l'amendement n° 720 de M. Jean Desessard (suppression) pour des raisons de forme et non pas de fond : domaine réglementaire et "bavardage législatif". - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6892, 6896) : favorable au renvoi de l'amendement n° 260 de M. Dominique Mortemousque (assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers) au projet de loi de finances. Favorable à l'amendement de M. Ladislav Poniatowski n° 611 (élargissement des possibilités de tir du grand cormoran aux propriétaires, possesseurs ou fermiers en eaux libres) repris par la commission. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6911) : suggère à Mme Françoise Férat de rectifier son amendement n° 354 (possibilité de stocker des déchets dangereux dans des zones végétales AOC après délivrance d'une autorisation dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat) auquel il est favorable. - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6915, 6916) : son amendement n° 556 : annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels ; retiré. Absence de portée normative. Risque d'annulation des arrêtés des maires pour discrimination. (p. 6917, 6918) : accepte de retirer son amendement précité n° 556 au terme d'explications argumentées.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16 bis** (p. 8140) : intervient sur l'amendement n° I-267 de Mme Catherine Morin-Desailly (institution d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public hertzien par les éditeurs de service de télévision numérique personnelle et de service de télévision en haute définition en faveur du compte d'affectation spéciale "cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale). Favorable à la création d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public des ondes mais réservé quant à son affectation. - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8151, 8152) : sa décision conjointe avec Pierre Bérégozoy d'exclure les oeuvres d'art de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune en 1988. Complexité de l'évaluation. Proposition d'une majoration forfaitaire de 5 % de la déclaration des personnes ou de la valeur d'assurance. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8167) : intervient sur

l'amendement n° I-20 de M. Philippe Dominati (exclusion de l'assiette de l'ISF de l'habitation utilisée comme résidence principale). Observe que l'essentiel du rendement de l'ISF vient de l'immobilier et que la vraie fortune échappe à l'impôt. - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8175) : intervient sur l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). Propose de réaliser un bilan de toutes les professions soumises à la taxe sur les salaires afin de déterminer celles qui pourraient entrer dans le droit commun de la TVA. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8177) : intervient sur les amendements n° I-201 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA) et n° I-240 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA). - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8205) : souhaite la discussion de l'amendement n° I-137 de M. Marc Massion (indexation du contrat de croissance et de solidarité sur 50 % de la croissance du PIB) avant le vote de l'amendement n° I-95 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales). (p. 8205, 8206) : intervient sur l'amendement n° I-137 de M. Marc Massion (indexation du contrat de croissance et de solidarité sur 50 % de la croissance du PIB). Réalisme des élus locaux. Contexte de la création du "pacte Juppé". Souhaite qu'il soit mis un frein aux dépenses supportées par les collectivités locales. Favorable aux amendements n° I-95 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales) et n° I-137 de M. Marc Massion (indexation du contrat de croissance et de solidarité sur 50 % de la croissance du PIB). Demande que la prochaine conférence sur les finances publiques traite en priorité des dépenses des collectivités. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8216, 8217) : son amendement n° I-164 : prise en charge par l'Etat des dépenses concernant les étrangers dont la situation est en cours d'examen en vue d'une régularisation ; retiré. Cas d'une commune située dans l'arrondissement de Riom. (p. 8217) : injustice de faire payer une commune de 200 habitants. (p. 8218, 8219) : accepte de retirer son amendement contre l'engagement du ministre à en discuter avec les ministères concernés. (p. 8221, 8222) : son amendement n° I-166 : majoration au profit de la DGF de la taxe foncière et de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus aisés des communes ne respectant pas le pourcentage de 20 % de logements sociaux ; retiré. Caractère d'appel de son amendement. Son expérience de trésorier de l'Association des maires de France. (p. 8223) : sur l'amendement n° I-296 de M. Philippe Adnot (récupération sur succession, legs et donations des bénéficiaires des allocations versées par les conseils généraux au titre de la prestation de compensation du handicap et de l'allocation personnalisée d'autonomie), son sous-amendement n° I-317 : fixation du seuil minimum pour la récupération à 75000 euros et application du dispositif aux demandes nouvelles déposées à partir du 1er juillet 2006 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8313) : intervient sur l'amendement n° I-320 du Gouvernement (indexation de la compensation sur la progression de la DGF). Interrogation sur la méthode de calcul retenue par celui-ci.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8360, 8361) : son amendement n° I-51 : réforme de la dotation "élu local" ; retiré. (p. 8364) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° I-51 précité et n° I-248 de M. Roger Besse. (p. 8369, 8370) : intervient sur l'amendement n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au logement d'urgence, FARU). - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 8391) : son amendement n° I-158 : transfert du produit de l'ISF aux départements ; rejeté. - **Art. 28** (*Règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA*) (p. 8392, 8393) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° I-159 : application du dispositif aux opérations engagées avant le 1er janvier 2006 ; retiré. - **Art. 29** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8396, 8397) : son amendement n° I-52 : majoration du montant de la dotation "élu local" ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 8399) : défavorable à l'amendement n° I-234 de M. Serge Vinçon (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficie le ministère de la défense au titre des terrains militaires).

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9057) : intervient sur l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). Interrogation sur la provenance des crédits. (p. 9058) : affectation du produit de la surtaxe sur les visas au ministère des affaires étrangères. (p. 9059) : intervient sur l'amendement n° II-233 du Gouvernement (majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE). Demande de publication des indemnités des représentants des Français de l'étranger au Journal officiel.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9060, 9061) : poursuite de l'effort d'accroissement de l'aide au développement. Rôle moteur de la France dans la promotion de l'aide ; exemple de la contribution au FED. Devoir de solidarité des pays développés. Ambition des "objectifs du Millénaire". Progrès du nouveau cadre budgétaire. Améliorations à apporter : reconfiguration des périmètres de la mission ; restructuration des ONG afin d'éviter leur multiplication ; rôle de coordonnateur de l'ambassadeur. Consécration de l'AFD. Augmentation de la contribution à l'aide multilatérale : vérification de la conformité des actions engagées aux objectifs fixés. Amélioration de la lisibilité des annulations de dettes. La commission des finances propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9077, 9079) : son amendement n° II-85 : regroupement de l'ensemble des crédits affectés à l'aide publique au développement dans une même mission ; retiré. Risque de dilution de l'action publique. Ouverture indispensable d'un programme "Recherche et enseignement supérieur dans le domaine du développement" dans la mission "Aide publique au développement". (p. 9080) : accepte l'amendement n° II-204 du Gouvernement (augmentation des crédits du programme "Aide économique et financière au développement"). A titre personnel, souligne que l'autorisation d'engagement n'est pas accompagnée de crédits de paiement. (p. 9080) : son amendement n° II-52 : suppression des crédits consacrés au portail Internet "Idées de France" ; adopté. (p. 9081, 9082) : sur l'amendement n° II-205 du Gouvernement (transfert de crédits au nouveau programme audiovisuel extérieur), que la commission n'a pas examiné, son sous-amendement à titre personnel n° II-248 ; adopté. Examen d'un éventuel transfert des crédits à l'occasion de la commission mixte paritaire. - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 9083) : son amendement n° II-86 : reconfiguration du périmètre de la mission "Aide publique au développement" pour 2007 ; adopté. A titre personnel, son amendement n° II-249 : non-imputation du financement de certaines autorisations d'engagement sur les crédits de l'aide bilatérale ; adopté.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9264) : interrogation sur la date effective de passage à la fiscalité additionnelle pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération à taxe

professionnelle unique. (p. 9303, 9305) : son amendement n° II-365 : évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation ; rejeté. (p. 9309) : votera contre l'amendement n° II-361 de M. Marc Massion (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle qui régressent). (p. 9310, 9311) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Marc Massion n° II-367 : mise à la charge des chambres de commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9334) : intervient sur l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF). Sujet relevant de la compétence du Comité des finances locales. (p. 9339) : défavorable à l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales), tout en en comprenant les intentions. Amendement d'ordre constitutionnel. Proposition de vote d'une loi organique disposant que les charges et les recettes des collectivités locales ne relèvent que de la loi. - **Art. 57 ter** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9346, 9347) : intervient sur l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). Nécessité pour le ministère de la défense de respecter les règles imposées à tous les autres ministères. Propose un contrôle sur les raisons ayant conduit à reporter l'opération. - **Art. additionnels avant l'art. 58** (p. 9350) : défavorable à l'amendement n° II-328 de M. Alain Lambert (retour au plafonnement de l'ISF tel qu'il a été défini par l'article 26 de la loi de finances pour 1989). S'interroge sur les bénéfices que peuvent en retirer les collectivités locales. - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9367, 9368) : intervient sur les amendements identiques n° II-261 de M. Michel Mercier et n° II-380 de M. Marc Massion (exclusion des impôts locaux du dispositif du bouclier fiscal).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9459) : intervient sur l'amendement n° II-369 de M. Gérard Miquel (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets). Proposera de le reprendre dans la discussion du collectif budgétaire en y intégrant les importateurs. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9462, 9463) : mise au point sur les propos de Mme Alima Boumediene-Thiery à l'occasion de son intervention sur l'article. Souci d'éviter toute méprise sur leur portée. (p. 9468, 9469) : votera les amendements de suppression n° II-8 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-166 de M. Thierry Foucaud et n° II-375 de M. Marc Massion. Inopérance de l'amendement n° II-303 de la commission (nouvelle rédaction de l'article tendant à abaisser la contribution à 25 euros par mètre carré, à ne taxer que la résidence mobile terrestre principale, et à affecter le produit de cette taxe à un fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage) quels que soient ses mérites. Population difficile à saisir. Stocks d'impayés. Surcharge de travail pour les services fiscaux. Sur l'amendement n° II-303 de la commission, son sous-amendement n° II-440 ; retiré. Réexamen de la question en commission mixte paritaire. - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9475) : favorable à l'amendement n° II-405 de M. Bruno Sido (possibilité, pour les syndicats de communes et les syndicats mixtes, de ne pas lever eux-mêmes la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance et de laisser ce soin à leurs membres). Incompatibilités de certaines situations avec les prescriptions de la loi Chevènement. Liberté locale. - **Art. 67 octies** (*Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

locaux (p. 9479, 9480) : sur l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances), son sous-amendement n° II-433 : communication aux collectivités locales de la liste nominative des bénéficiaires des remboursements au titre du "bouclier fiscal" au regard des impôts locaux ; retiré. (p. 9481) : intérêt pour la commune de connaître le nombre des contribuables ayant bénéficié du "bouclier fiscal" au titre des impôts locaux et le montant des remboursements correspondants prélevés sur la DGF. - **Art. 72** (*Harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure*) (p. 9503) : intervient sur les amendements de la commission n° II-308 (augmentation de deux à trois ans de la période qui précède la décision juridictionnelle de non-conformité d'une règle de droit fiscal à une norme juridique supérieure et qui ouvre droit à restitution des paiements indus) et n° II-309 (extension du dispositif aux arrêts du tribunal des conflits). Nécessité de rendre publiques le plus rapidement possible les décisions juridictionnelles. - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 9505, 9509) : ses amendements n° II-394 : agrément par l'Etat des tarifs des sociétés concessionnaires de l'exploitation des autoroutes ; n° II-395 : impossibilité pour les propriétaires des concessions d'autoroutes de réaliser des travaux courants, d'entretien ou neufs ; et n° II-396 : instauration d'une commission nationale de contrôle de l'application du cahier des charges et des obligations des sociétés autoroutières ; retirés. - **Art. additionnels après l'art. 73 bis** (p. 9515, 9517) : son amendement n° II-110 : inopposabilité du secret de l'instruction aux rapporteurs spéciaux des commissions des finances du Parlement chargés des crédits de la mission "justice" lorsqu'ils effectuent le contrôle de l'utilisation des frais de justice ; retiré. Affranchissement insupportable d'une profession des contraintes budgétaires découlant de la loi organique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 2** (*Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004*) (p. 9850) : favorable aux amendements identiques n° 97 de M. Claude Haut et n° 138 de M. Michel Mercier (calcul de la compensation du RMI versée aux départements en fonction des dépenses exécutées par les conseils généraux à ce titre). - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9884) : son amendement n° 45 : rapport au Parlement sur le rendement et l'affectation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion ; retiré. (p. 9887, 9888) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression). Rôle de la France dans le domaine de l'aide publique au développement. Volonté de préserver les prérogatives du chef de l'Etat dans le domaine de la politique étrangère. - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9893) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression partielle). Souhait de voir les parlementaires associés au comité chargé d'affecter le produit de cette taxe. - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9895) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression). Article constituant un cavalier budgétaire.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (*quinquies (précédemment réservés)*) (p. 9994, 9995) : désaccord avec les propos du Gouvernement pour rejeter les amendements portant sur le même objet n° 9 et 10 de la commission (reconnaissance de la personnalité morale et de l'autonomie financière à la Commission de régulation de l'énergie, CRE, au moyen d'une contribution assise sur la consommation d'électricité et de gaz). - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10003) : intervient sur l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR). - **Art. additionnels après l'art. 32**

quater (p. 10015) : son amendement n° 116 : exonération du Centre national de la fonction publique territoriale et de ses centres de gestion de la taxe d'habitation et des taxes foncières à partir du 1er janvier 2006 ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : vote contre l'amendement n° 166 de M. François Trucy (exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés). - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 10031) : intervient sur l'amendement n° 82 de M. Roger Karoutchi (augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006). Nécessité de tenir compte de cet amendement, en cas d'adoption, pour la tarification des ambulances. Son amendement n° 105 : report au 15 avril 2007 de la date limite de vote des budgets primitifs des collectivités et des taux des taxes directes locales en 2007 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10300) : dénonciation de la précipitation dans laquelle sont élaborées les lois. Pour des raisons de fond, le groupe socialiste votera contre le projet de loi de finances rectificative pour 2005.

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

Démissionnaire le 28 juin 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 28 juin 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre suppléant de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable" jusqu'au 10 juillet 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5893, 5894) : ancienneté des ventes à la découpe et statistiques. Protection des locataires : droit de préférence ; accord collectif propriétaires-locataires de 1998. Son rapport de 2004 sur la situation du logement locatif privé : constat d'équilibre dû à la loi de 1989. Médiatisation de certaines ventes. Atteinte au droit de propriété. Introduction d'une complication dans l'application du droit et inflation des contentieux. Risque d'aggravation du déficit locatif. Message négatif adressé aux propriétaires. Interrogation sur l'efficacité de ce texte. Déterminera son vote à l'issue des débats. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5909) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), son sous-amendement n° 24 : application du droit de préemption des parts de société civile immobilière au seul cas de cession totale de celles-ci ; adopté. - **Art. 3** (Art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret) (p. 5925) : sur l'amendement n° 4 de la commission (réécriture de cet article en prévoyant la nullité de plein droit des congés pour vente délivrés en violation de la prorogation des baux en cours), son sous-amendement n° 64 : uniformisation du degré de parenté nécessaire pour bénéficier des dispositions dérogatoires au droit de préemption dans le cadre du congé-vente ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6879) : soutient l'amendement n° 199 de M. Roland du Luart (représentation des professionnels au sein des comités de l'INAO à hauteur de l'importance économique de leur secteur de production) ; rejeté. (p. 6883) : soutient l'amendement n° 197 de M. Roland du Luart (maintien de l'attribution de l'indication géographique protégée, IGP, pour les seuls produits avicoles bénéficiant du label rouge ou issus de l'agriculture biologique) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. 8** (Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM) (p. 7851, 7852) : son amendement n° 96 : maintien du statut de la fonction publique territoriale au personnel d'un office public de l'habitat en cas de vente de son patrimoine à une société d'économie mixte ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 8046, 8047) : ses amendements n° 97 : fixation négociée entre le préfet et les bailleurs sociaux du délai au-delà duquel un demandeur de logement peut saisir la commission de médiation et n° 98 : coordination ; retirés. (p. 8049) : son amendement n° 99 : coordination ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

CLÉMENT (Pascal)
garde des sceaux, Ministre de la justice
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-428 du 6 mai 2005 relative aux incapacités en matière commerciale et à la publicité du régime matrimonial des commerçants [n° 485 (2004-2005)] (20 juillet 2005) - **Famille - Justice - PME, commerce et artisanat.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques [n° 500 (2004-2005)] (1er septembre 2005) - **Fonction publique - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)] (22 septembre 2005) - **Famille - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1126 du 8 septembre 2005 relative au commissariat aux comptes [n° 66 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4478, 4480) : construction inachevée de l'espace judiciaire européen. Transposition de directives et de décisions-cadres du Conseil de l'Union européenne concernant l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières, la prise en compte des condamnations prononcées par un autre Etat membre, la lutte contre la corruption dans le secteur privé et l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. - **Art. 1er** (*Art. 3-1 nouveau, 6, 10, 40-1 nouveau, 61 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Régime de l'aide juridique accordée dans le cadre de litiges transfrontaliers*) (p. 4489, 4490) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de la condition de la régularité du séjour dans l'octroi de l'aide juridictionnelle).

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4498, 4499) : caractère innovant de cette procédure mise en oeuvre dans le cadre du traitement en temps réel. Objectifs de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, CRPC. Succès statistique et qualitatif de cette procédure. Clarification de deux difficultés pratiques : caractère public de la procédure d'homologation et présence facultative du parquet à cette audience. Favorable à cette proposition de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4536, 4537) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4539) : s'oppose à la motion n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4542) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant au renvoi à la commission. - **Art. unique** (p. 4543) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter n° 3 (suppression) et n° 4 (repli) ainsi qu'à ceux de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 6 (suppression) et n° 7 (abrogation des dispositions instaurant le plaider-coupable). (p. 4545) : présence du procureur de la République lors de

l'audience d'homologation. Allègement des audiences correctionnelles par la CRPC.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4733, 4735) : moyen de renforcement de l'action économique et sociale. Caractère obsolète et destructeur du droit français des procédures collectives. Elaboration consensuelle de ce texte. Participation du Parlement : rapport de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation en 2001 et création d'une mission d'information sur le droit des sociétés en 2002. Maintien de la capacité de décision des chefs d'entreprise en cas de procédure de sauvegarde. Réforme du dispositif de cession des biens professionnels. Information des salariés et garantie de leur salaire par l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS. Inscription de ce texte dans l'effort national en faveur de l'emploi. Anticipation des difficultés des entreprises. Incitation au développement de nouvelles activités. Réforme de la liquidation et du régime des sanctions. Modernisation et inscription du droit des procédures collectives dans le dispositif européen. Régime des administrateurs et mandataires judiciaires. (p. 4753, 4756) : remerciements. Entrée en vigueur de ce texte. Principe de sauvegarde. Institution d'une nouvelle option en matière de conciliation. Rétablissement de la possibilité de cession de l'entreprise au cours de la procédure de redressement judiciaire. Peu favorable à la représentation spécifique des membres des chambres de métier. Définition du soutien abusif. Distinction des rôles respectifs des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires et encadrement de leur rémunération. Application du droit commun aux procédures de licenciement en période de sauvegarde. Intervention de l'AGS. Impossibilité de mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des contentieux prud'homaux. Droit de recours pour l'AGS en cas d'intervention infondée. Traitement des difficultés en amont des cessations de paiement. Innovations de ce texte. Réforme des sanctions frappant les chefs d'entreprise. Fausse distinction entre l'entreprise, l'entrepreneur, les salariés et le produit. Remboursement de "l'argent frais". Introduction de liberté et de souplesse dans le droit des procédures collectives. Rejet de l'idée de simplifier le droit de licenciement au moment de la procédure de sauvegarde. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4759) : s'oppose à la motion n° 393 de Mme Eliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4761, 4762) : s'oppose à la motion n° 286 de M. Richard Yung tendant à opposer la question préalable. Réforme des tribunaux de commerce. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4763) : s'oppose à l'amendement n° 379 de Mme Eliane Assassi (présentation annuelle au Parlement des objectifs gouvernementaux en matière de relance de l'économie et de la croissance). - **Art. 1er et annexe** (*Remunération des dispositions du livre VI du code de commerce - Table de concordance - Abrogation des dispositions non reprises dans le présent projet de loi*) (p. 4768, 4769) : accepte les amendements de la commission n° 1 (modification de la numérotation d'articles du code de commerce) et n° 2 (modification du tableau II afin de regrouper les dispositions relatives aux frais de procédure). - **Art. 1er bis** (*Art. L. 610-1 nouveau du code de commerce - Tribunaux compétents pour appliquer les procédures du livre VI du code de commerce*) : demande le retrait de l'amendement n° 264 de M. André Vallet (suppression). - **Art. 3** (*Art. L. 611-1 du code de commerce - Aides des collectivités territoriales aux groupements de prévention agréés*) (p. 4770) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (coordination). - **Art. 4** (*Art. L. 611-2 du code de commerce - Information du président du tribunal de commerce sur la situation économique et financière du débiteur - Pouvoir d'injonction en cas d'absence de dépôt des comptes annuels*) : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 180 (transmission systématique des impayés à la Banque de France). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 4771) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Eliane Assassi (suppression du seuil de onze salariés en deçà duquel l'élection de représentants du personnel n'est pas obligatoire). - **Art. 5** (*Art. L. 611-3 à L. 611-6 du code de commerce - Mandat ad hoc - Procédure de conciliation*) (p. 4772) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 181 (faculté pour le président du tribunal de commerce de choisir le mandataire ad hoc sur les listes établies par la chambre de métiers). Accepte l'amendement n° 4 de la commission (précision). (p. 4773) : s'oppose à l'amendement n° 345 de M. Robert Badinter (conditions d'ouverture de la procédure de conciliation excluant l'hypothèse de la cessation des paiements depuis quarante-cinq jours). Accepte les amendements de la commission n° 5 (précision) et n° 6 (suppression de la mention de l'exclusion des agriculteurs de la procédure de conciliation). (p. 4774) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (précision). (p. 4775) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 182 (suppression de la faculté pour les créanciers de proposer un conciliateur en vue de sa désignation par le président du tribunal de commerce), ainsi que les amendements de la commission n° 8 (suppression de l'obligation pour le débiteur de faire état des moyens envisagés pour couvrir ses besoins de financement) et n° 9 (fin de la mission du conciliateur et de la procédure elle-même à l'expiration de la période de conciliation fixée par le tribunal de commerce). S'oppose à l'amendement n° 217 de Mme Eliane Assassi (extension aux salariés ou à leurs représentants du droit de saisine du tribunal de commerce pour demander l'ouverture d'une procédure de conciliation). (p. 4776) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (impossibilité de contestation juridictionnelle de la décision ouvrant une procédure de conciliation) et demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 183 (énumération des causes de récusation d'un conciliateur). - **Art. 6** (Art. L. 611-7 nouveau du code de commerce - Mission du conciliateur - Remise de dettes par les créanciers publics - Délais de paiement accordés par le juge - Suppression de la suspension provisoire des poursuites) (p. 4777) : distinction entre les articles 34 et 37 de la Constitution. Accepte l'amendement n° 11 de la commission (élargissement de l'objet de l'accord amiable destiné à mettre fin aux difficultés de l'entreprise). (p. 4778, 4779) : s'oppose aux amendements n° 218 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour le conciliateur d'entendre les salariés ou leurs représentants au moment de l'élaboration de l'accord amiable issu de la conciliation entre le débiteur et ses créanciers) et n° 346 de M. Robert Badinter (inscription dans la loi du droit à l'information des salariés sur les propositions d'accord entre les débiteurs et les créanciers). Distinction entre conciliation et sauvegarde. (p. 4780) : demande le retrait de l'amendement n° 219 de Mme Eliane Assassi (suppression de la possibilité pour les collectivités publiques d'accorder des remises de dette). Accepte l'amendement n° 12 de la commission (en cas d'échec de la procédure de conciliation, obligation pour le conciliateur d'indiquer au président du tribunal si le débiteur est en état de cessation des paiements).

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 7** (Art. L. 611-8 à L. 611-10 nouveaux du code de commerce - Constatation et homologation de l'accord amiable) (p. 4797) : accepte les amendements identiques de précision n° 13 de la commission et de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 184. S'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Eliane Assassi (insertion du maintien de l'emploi parmi les conditions permettant l'homologation de l'accord). (p. 4798, 4799) : accepte les amendements de la commission n° 14 (intervention des représentants de l'ordre professionnel dans des conditions identiques à celles des autres personnes appelées ou entendues par le tribunal de commerce) et n° 15 (suppression de l'extension des dispositions de l'accord homologué aux personnes physiques coobligées ayant consenti une caution personnelle ou une garantie autonome) et s'oppose à l'amendement n° 221 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour le tribunal d'entendre ou d'appeler les salariés en l'absence de représentant du personnel avant de statuer sur l'homologation). - **Art. 8** (Art. L. 611-11 nouveau du code de commerce - Privilège de paiement pour les créanciers ayant consenti au débiteur un nouvel apport de crédit ou fourni un nouveau bien ou service - Limitation de la responsabilité pour soutien abusif) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (précision). (p. 4800) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (précision sur le rang de paiement des nouveaux apports en trésorerie consentis au

débiteur). S'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Eliane Assassi (remboursement prioritaire des fonds publics par rapport aux créances privées dans le cadre de la conciliation). (p. 4801) : s'oppose à l'amendement n° 347 de M. Robert Badinter (soumission à l'aval du Comité des chefs de service financiers de la priorité de paiement des créanciers, apporteurs "d'argent frais") et accepte l'amendement n° 201 de la commission (exclusion du privilège "d'argent frais" des apports en trésorerie consentis par les actionnaires et les associés du débiteur dans le cadre d'une augmentation de capital). - **Art. 9** (Art. L. 611-12 nouveau du code de commerce - Effet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires sur l'accord homologué) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (extension de l'effet extinctif de l'ouverture d'une procédure collective à l'égard de l'accord de conciliation). - **Art. 10** (Art. L. 611-13 à L. 611-16 nouveaux du code de commerce - Statut du mandataire ad hoc et du conciliateur - Obligation de confidentialité) (p. 4802, 4803) : sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Robert Badinter, estime satisfait le n° 348 et s'oppose aux n° 349, 350 et 351 (précision du régime des incompatibilités du mandataire ad hoc ou du conciliateur). (p. 4804) : accepte les amendements identiques n° 19 de la commission et de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 185 (obligation pour le conciliateur de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile). Accepte l'amendement n° 373 de M. François-Noël Buffet (accord nécessaire du chef d'entreprise sur les conditions de rémunération du mandataire ad hoc ou du conciliateur) ainsi que les amendements de la commission n° 20 (détermination par le président du tribunal de commerce de la rémunération de l'expert) et n° 21 (rédaction). - **Art. 11** (Art. L. 612-1 à L. 612-4 du code de commerce - Pouvoirs d'information et d'alerte du commissaire aux comptes et des représentants du personnel) (p. 4805) : accepte les amendements de la commission n° 22 (harmonisation des conditions d'alerte du commissaire aux comptes dans les associations subventionnées par l'Etat ou les collectivités territoriales avec celles des sociétés commerciales et suppression de l'obligation d'alerte en cas d'engagement d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde) et n° 23 (conséquence). - **Art. 12** (Art. L. 620-1 du code de commerce - Conditions d'ouverture et objet de la procédure de sauvegarde) (p. 4807) : sur les amendements portant sur le même objet, accepte le n° 24 de la commission et s'oppose aux n° 223 de Mme Eliane Assassi et n° 355 de M. Robert Badinter (précision des conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde). (p. 4808) : s'oppose à l'amendement n° 224 de Mme Eliane Assassi (consultation des salariés ou de leurs représentants préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde). (p. 4810) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 225 (suppression de la formule "faciliter la réorganisation de l'entreprise" figurant parmi les objectifs de la procédure de sauvegarde), n° 226 (possibilité pour les salariés ou leurs représentants d'engager une procédure de sauvegarde), n° 227 (ouverture aux salariés ou à leurs représentants d'un droit d'opposition à la procédure de sauvegarde), n° 228 (communication aux salariés ou à leurs représentants de toutes les informations motivant cette procédure) et n° 229 (création d'un troisième comité de créanciers). - **Art. 15** (Art. L. 621-1 du code de commerce - Modalités d'ouverture de la procédure de sauvegarde) (p. 4811) : estime l'amendement n° 230 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de délégués du personnel, audition des salariés par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure) satisfait par les dispositions de l'article 18. S'oppose à l'amendement n° 356 de M. Robert Badinter (en l'absence de délégués du personnel, audition d'un conseiller syndical par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure). (p. 4812) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 186 (audition d'un représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure). - **Art. 16** (Art. L. 621-2 du code de commerce - Compétence juridictionnelle - Extension de la procédure en cas de confusion de patrimoine ou de fictivité de la personne morale) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 231 de Mme Eliane Assassi (extension de la procédure de sauvegarde aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

entreprises sous-traitantes). - **Art. 17** (Art. L. 621-3 du code de commerce - *Ouverture de la période d'observation - Suppression de la faculté pour le tribunal de prononcer d'office la prorogation de la période d'observation*) (p. 4813) : accepte les amendements identiques n° 26 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 187 (fixation d'une durée maximale pour la période d'observation). S'oppose à l'amendement n° 232 de Mme Eliane Assassi (projets, avis ou objections des salariés sur les propositions formulées dans le bilan économique et social de l'entreprise). - **Art. 18** (Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - *Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités*) (p. 4814, 4815) : s'oppose aux amendements n° 357 de M. Richard Yung (assistance du représentant du personnel par un conseiller syndical) et n° 233 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, possibilité de faire appel aux unions locales ou départementales des organisations syndicales). (p. 4816) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (suppression de la faculté donnée au ministère public de récuser la personne antérieurement désignée en qualité de mandataire ad hoc ou de conciliateur). S'oppose à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 188 (décision motivée du tribunal de commerce en cas de non-désignation d'un administrateur judiciaire). (p. 4817) : conséquences financières d'un abaissement des seuils impliquant l'obligation de nommer un administrateur. Complexité du dispositif proposé. - **Art. additionnel après l'art. 18** : accepte l'amendement n° 28 de la commission (suppression d'une référence). - **Art. 19** (Art. L. 621-6 du code de commerce - *Faculté donnée à l'ordre professionnel ou à l'autorité compétente à l'égard d'une profession libérale réglementée de solliciter auprès du ministère public le remplacement de certains organes de la procédure*) (p. 4818) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (clarification rédactionnelle). - **Art. 21** (Art. L. 621-9 à L. 621-11 du code de commerce - *Désignation, statut et mission des contrôleurs - Effets de la survenance d'une cessation des paiements*) (p. 4819) : s'oppose à l'amendement n° 358 de M. Richard Yung (désignation par le tribunal de commerce d'un contrôleur parmi les salariés) et accepte l'amendement n° 30 de la commission (fixation de la date de cessation des paiements antérieurement à la décision d'homologation de l'accord amiable). - **Art. 23** (Art. L. 622-1 du code de commerce - *Pouvoirs respectifs du débiteur et de l'administrateur judiciaire au cours de la période d'observation*) (p. 4820) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Richard Yung (remplacement de la notion de surveillance du débiteur par celle d'assistance). - **Art. 25** (Art. L. 622-6 du code de commerce - *Inventaire du patrimoine du débiteur*) (p. 4821) : accepte les amendements de la commission n° 31 (rédaction), n° 32 (soumissions aux opérations d'inventaire des meubles meublant situés au domicile du débiteur), n° 33 (suppression pour le débiteur de l'obligation de faire certifier la liste de ses créanciers) et n° 34 (cohérence). - **Art. 26** (Art. L. 622-7 du code de commerce - *Saisine du tribunal par le ministère public en vue du prononcé de l'annulation d'un acte ou paiement effectué sans autorisation*) (p. 4822) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (interdiction de payer des créances postérieures au jugement d'ouverture de la procédure). - **Art. 28** (Art. L. 622-9 du code de commerce - *Poursuite de l'activité au cours de la période d'observation - Coordinations*) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (cohérence formelle). - **Art. 29** (Art. L. 622-10 et L. 622-10-1 à L. 622-10-3 nouveaux du code de commerce - *Conditions de la poursuite de l'activité au cours de la période d'observation*) (p. 4823) : accepte les amendements de la commission n° 37 (cohérence rédactionnelle) et n° 38 (clarification). (p. 4824) : s'oppose à l'amendement n° 234 de Mme Eliane Assassi (recueil de l'avis des salariés par le tribunal de commerce avant de statuer). Accepte l'amendement n° 39 de la commission (cohérence et précision). - **Art. 31** (Art. L. 622-12 du code de commerce - *Résiliation du contrat de bail d'un immeuble affecté à l'activité de l'entreprise*) (p. 4825) : accepte les amendements de la commission n° 40 (limitation du bénéfice de la dérogation au droit commun des baux au seul cas où le débiteur est le locataire du local concerné par le contrat de bail) et n° 41 (harmonisation du délai de résiliation du bail d'un

immeuble affecté à l'activité de l'entreprise avec celui s'appliquant aux actions en revendication exercées par les créanciers du débiteur). - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - *Ordre de paiement des créances*) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (limitation du bénéfice de la règle du paiement à l'échéance aux seules créances nées du fait de l'activité professionnelle du débiteur pendant la période d'observation). (p. 4827) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (paiement des frais de justice avant les créances bénéficiant du privilège de "l'argent frais"). S'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 235 (assimilation du paiement des sommes du compte épargne-temps à des créances de superprivilège) et n° 236 (paiement des aides publiques avant les créances bénéficiant du privilège "d'argent frais") ainsi qu'au n° 360 de M. Robert Badinter (couverture par le superprivilège de l'ensemble des créances dues au salarié). (p. 4828) : accepte les amendements identiques n° 44 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 192 (extension à tout prêteur du paiement prioritaire accordé aux créances résultant de prêts consentis au débiteur après le jugement d'ouverture de la procédure). - **Art. 35** (Art. L. 622-18 du code de commerce - *Organes habilités à agir dans l'intérêt collectifs des créanciers*) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (substitution de la notion de "ministère public" à celle de "procureur de la République"). - **Art. 36** (Art. L. 622-19 du code de commerce - *Arrêt des poursuites individuelles*) (p. 4829) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (simplification rédactionnelle). - **Art. 39** (Art. L. 622-22 du code de commerce - *Déclaration des créances antérieures*) : accepte les amendements de la commission n° 47 (rédaction) et n° 48 (aménagement des conditions de déclaration des créances résultant d'un contrat à exécution successive). - **Art. 40** (Art. L. 622-24 du code de commerce - *Effets juridiques de l'absence de déclaration - Relevé de forclusion*) (p. 4830) : accepte les amendements de la commission n° 49 (précision), n° 50 (possibilité pour les créanciers relevés de leur forclusion de concourir pour la distribution de dividendes postérieurs), n° 51 (rédaction) et n° 52 (précision). Son amendement n° 380 : maintien à un an du délai de l'action en relevé de forclusion pour les créanciers placés dans l'impossibilité de connaître l'existence de leur créance ; adopté. - **Art. 42** (Art. L. 622-26 du code de commerce - *Arrêt du cours des intérêts - Suspension des actions contre les personnes physiques cautions, coobligées ou ayant souscrit une garantie autonome*) (p. 4831) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (élargissement de cette protection aux personnes physiques ayant consenti une caution réelle). - **Art. 47** (Art. L. 623-1 du code de commerce - *Rapport sur le bilan économique, social et environnemental de l'entreprise*) (p. 4832) : estime l'amendement n° 363 de M. Robert Badinter (communication du rapport au débiteur et au représentant des salariés) satisfait par l'article 73 de ce projet de loi. Accepte l'amendement n° 54 de la commission (à défaut de plan de sauvegarde, possibilité pour l'administrateur de proposer une procédure de redressement ou de prononcer la liquidation judiciaire). - **Art. additionnel avant l'art. 64** (p. 4834) : accepte l'amendement n° 374 de M. François-Noël Buffet (suppression de la mise en cause de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, au titre des contentieux prud'homaux liés aux relevés de créances salariales dans le cadre de la procédure de sauvegarde). - **Art. additionnel après l'art. 64** : accepte l'amendement n° 55 de la commission (substitutions de références et suppression de la mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des contentieux prud'homaux). - **Art. 68** (Art. L. 626-1 du code de commerce - *Détermination du sort de l'entreprise à l'issue de la période d'observation - Plan de sauvegarde*) (p. 4835) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (possibilité pour le tribunal de commerce d'arrêter un plan de sauvegarde avant la fin de la période d'observation en cas de possibilité sérieuse pour l'entreprise d'être sauvegardée). - **Art. 69 bis** (Art. L. 626-1-1 nouveau du code de commerce - *Contenu du projet de plan de sauvegarde*) (p. 4836) : sur les amendements de M. Richard Jung, s'oppose au n° 364 (encadrement du déclenchement de la procédure de licenciement économique en période de sauvegarde) et demande le retrait du n° 365 (application du droit commun au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

licenciement économique en période de sauvegarde). - **Art. 70** (Art. L. 626-2 du code de commerce - *Projet de plan prévoyant une modification du capital*) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (prise en compte des modifications apportées par l'ordonnance du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières). - **Art. 71** (Art. L. 626-3 du code de commerce - *Remplacement des dirigeants de l'entreprise*) (p. 4837) : accepte les amendements de la commission n° 58 (exclusion des professionnels libéraux appartenant à une profession réglementée du champ d'application de cette disposition) et n° 59 (extension de l'incessibilité des parts sociales et actions de la personne morale ou de l'obligation de céder celles-ci à l'ensemble des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital). - **Art. 72** (Art. L. 626-4, L. 626-4-1 et L. 626-4-2 nouveaux du code de commerce - *Propositions pour le règlement des dettes du débiteur*) (p. 4838) : son amendement n° 381 : critères de remise de dette similaires pour un organisme public ou des créanciers privés ; adopté. (p. 4839) : s'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Eliane Assassi (suppression de l'article L. 626-4-1 du code de commerce prévoyant pour les créanciers publics la possibilité de consentir des remises de dettes ou de renoncer à leurs privilèges) et accepte l'amendement n° 270 de M. François-Noël Buffet (renvoi au domaine réglementaire de la définition du périmètre des remises de dettes sociales et rétablissement d'une disposition prévue à l'actuel livre VI du code de commerce autorisant l'ensemble des créanciers publics à consentir des cessions de rang de privilège ou d'hypothèque ou l'abandon de ces sûretés). - **Art. 75** (Art. L. 626-6 du code de commerce - *Décision du tribunal arrêtant le plan de sauvegarde*) : s'oppose à l'amendement n° 238 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de délégué du personnel, possibilité pour le tribunal d'auditionner les salariés avant de statuer). - **Art. 77** (Art. L. 626-8 du code de commerce - *Effets du plan sur les coobligés et les personnes ayant souscrit une caution ou une garantie autonome*) (p. 4840) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (extension des dispositions du plan de sauvegarde aux personnes physiques ayant souscrit un engagement de caution réelle) et s'oppose à l'amendement n° 239 de Mme Eliane Assassi (contestation possible par les salariés du motif économique du licenciement). - **Art. 80** (Art. L. 626-11 du code de commerce - *Inaliénabilité temporaire de certains biens du débiteur*) (p. 4841) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (limitation des mesures d'inaliénabilité à la durée du plan de sauvegarde). - **Art. additionnel après l'art. 83** : accepte l'amendement n° 63 de la commission (suppression d'un alinéa inutile). - **Art. additionnel après l'art. 85 bis** (p. 4842) : accepte l'amendement n° 272 de M. François-Noël Buffet (versement du prix au débiteur en cas de cession partielle d'actifs). - **Art. 87** (Art. L. 626-21 nouveau du code de commerce - *Mission du mandataire judiciaire*) : accepte l'amendement n° 64 de la commission (suppression de la référence à l'article L. 622-1 du code de commerce et amélioration de la rédaction de cette disposition). - **Art. 89** (Art. L. 626-23 nouveau du code de commerce - *Modification des objectifs et des moyens du plan de sauvegarde*) (p. 4843) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (précision). - **Art. 90** (Art. L. 626-24 nouveau du code de commerce - *Résolution du plan de sauvegarde*) (p. 4857) : accepte les amendements de la commission n° 66 (conditions du recouvrement forcé des dividendes par le commissaire à l'exécution du plan et précision sur la fin des opérations du plan et la déchéance des délais de paiement accordés au débiteur provoquées par le jugement de résolution) et n° 67 (dispense de déclaration et admission de plein droit des créances inscrites dans le plan résolu) et s'oppose à l'amendement n° 240 de Mme Eliane Assassi (résolution du plan de sauvegarde en cas de licenciements non prévus par le plan). - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - *Comités de créanciers*) (p. 4860) : s'oppose aux amendements n° 241 de Mme Eliane Assassi (création d'un troisième comité composé des créanciers publics) et n° 366 de M. Robert Badinter (participation des salariés et des créanciers publics aux comités de créanciers). Accepte les amendements n° 265 de M. Jean-René Lecerf (modification du seuil de détention des créances permettant aux fournisseurs de biens ou de services de siéger de droit au comité des principaux fournisseurs) et n° 69 de la

commission (participation aux comités de créanciers des autres fournisseurs sous réserve de leur accord). Accepte l'amendement n° 70 de la commission (rédaction). (p. 4861) : accepte les amendements n° 71 de la commission (consultation du mandataire judiciaire des représentants du personnel avant l'adoption du projet de plan par les comités de créanciers) et n° 216 de M. Pierre Jarlier (impossibilité pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics d'être membres du comité des principaux fournisseurs). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 279 de M. François-Noël Buffet (vérification des créances en cas de correspondance entre le montant déclaré par l'un des membres d'un comité de créanciers et le montant indiqué par le débiteur). (p. 4862, 4863) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 203 (préservation des intérêts de tous les créanciers par la décision prise par chacun des comités). Prise en compte des intérêts des salariés. (p. 4864, 4865) : accepte les amendements de la commission n° 72 (interdiction de toute possibilité de demande ultérieure de modification substantielle du plan adopté par les comités de créanciers), n° 73 (possibilité pour le seul administrateur de pouvoir convoquer les représentants des obligataires), n° 394 (introduction d'une réserve en cas de non-constitution d'une masse des obligataires) et n° 74 (simplification rédactionnelle). - **Art. 94** (Art. L. 627-1 du code de commerce - *Procédure applicable en l'absence d'administrateur judiciaire*) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (renvoi aux dispositions de l'article L. 621-4 du code de commerce). - **Art. 95** (Art. L. 627-2 du code de commerce - *Exercice par le débiteur des prérogatives dévolues à l'administrateur*) : accepte l'amendement n° 76 de la commission (suppression d'une mention). - **Art. 99** (Art. L. 631-1 à L. 631-3 nouveau du code de commerce - *Objet et champ d'application de la procédure de redressement judiciaire*) (p. 4867) : accepte les amendements de la commission n° 395 (précision), n° 78 (possibilité pour la procédure de redressement de donner lieu à la réunion de comités de créanciers), n° 79 (extension de l'application de ces dispositions à l'activité professionnelle du débiteur retiré des affaires) et n° 80 (possibilité d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre d'un débiteur décédé ayant exercé une activité professionnelle libérale réglementée). - **Art. 100** (Art. L. 631-4 à L. 631-9 nouveaux du code de commerce - *Modalités d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire*) (p. 4868) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 242 (possibilité pour les salariés de demander l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire) et n° 243 (information des salariés de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire). Accepte l'amendement n° 81 de la commission (coordination). (p. 4869) : accepte les amendements de la commission n° 82 (limitation de l'ouverture de la procédure sur assignation d'un créancier et rétablissement de la possibilité d'une saisine directe par le ministère public ou d'une saisine d'office sans passer par le préalable de la conciliation lorsque le débiteur est un agriculteur) et n° 83 (précision). S'oppose à l'amendement n° 244 de Mme Eliane Assassi (communication par les salariés au seul procureur de la République de faits révélant la cessation des paiements du débiteur). - **Art. additionnel après l'article 100** (p. 4870) : accepte l'amendement n° 84 de la commission (extension à l'ensemble des titres de capital ainsi qu'aux valeurs mobilières donnant accès au capital, du blocage des parts sociales et actions détenues par les dirigeants de la société ayant fait l'objet d'un redressement judiciaire). - **Art. 102** (Art. L. 631-12 à L. 631-18 nouveaux du code de commerce - *Déroulement de la procédure de redressement judiciaire*) (p. 4871) : accepte l'amendement n° 85 de la commission (suppression de la mention "en gestion opérationnelle" qualifiant les experts désignés par le tribunal pour assister l'administrateur). (p. 4872) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 245 (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés par l'administrateur préalablement au licenciement économique pendant la période d'observation) et n° 246 (établissement d'un lien juridique en cas de licenciement économique entre les entreprises donneuses d'ordres et les entreprises sous-traitantes), ainsi qu'à l'amendement n° 367 de M. Richard Yung (possibilité pour les salariés d'être assistés par des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

conseillers des organisations syndicales en cas de licenciement économique pendant la période d'observation). Accepte l'amendement n° 86 de la commission (coordination). (p. 4873) : accepte l'amendement n° 87 de la commission (allègement de l'obligation d'établir un rapport sur la capacité de financement de l'entreprise, mise en cause systématique de l'AGS au cours du redressement et possibilité pour le tribunal de commerce de mettre fin à la procédure si le débiteur possède les sommes suffisantes pour rembourser ses créanciers et payer les frais) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 375 de M. François-Noël Buffet. Accepte les amendements n° 278 de M. François-Noël Buffet (coordination) et n° 88 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 247 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés sur le plan prévoyant les licenciements économiques). (p. 4874, 4875) : accepte les amendements de la commission n° 89 (coordination) et n° 90 (clarification des prérogatives du débiteur en matière de licenciement économique au cours de la période d'observation), ainsi que le n° 91 (maintien en fonction de l'administrateur jusqu'à l'achèvement du passage des actes nécessaires à la réalisation de la cession) assorti du sous-amendement n° 268 de M. Jean-René Lecercf. - **Art. 104** (Art. L. 632-1 nouveau du code de commerce - Nullité de certains actes intervenus au cours de la période suspecte) : son amendement n° 390 : mise en place d'une mesure de nullité facultative en cas de connaissance par les auteurs des actes de poursuite de la cessation des paiements de leur débiteur ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 104 bis** : son amendement n° 391 : coordination ; adopté. - **Art. 106** (Art. L. 632-4 nouveau du code de commerce - Personnes habilitées à exercer l'action en nullité de la période suspecte) (p. 4876) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Paul Girod (possibilité pour le débiteur d'exercer une action en nullité) et s'oppose à l'amendement n° 248 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour un représentant des salariés d'exercer une action en nullité). - **Art. 108** (Art. L. 640-1 à L. 640-6 nouveaux du code de commerce - Champ d'application et conditions d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire) (p. 4877) : accepte les amendements de la commission n° 92 et 93 (cohérence), et n° 94 (clarification des conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire par des personnes autres que le débiteur). - **Art. 110** (Art. L. 641-1 nouveau du code de commerce - Jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire) (p. 4878) : accepte les amendements de la commission n° 95 (coordination) et n° 96 (amélioration de la lisibilité du chapitre Ier du titre IV relatif aux jugements de liquidation judiciaire). - **Art. 111** (Art. L. 641-2 nouveau du code de commerce - Etablissement d'un rapport sur la situation du débiteur - Conditions d'application de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (dérogation à la nécessité d'établir un rapport sur la situation du débiteur). (p. 4879) : accepte les amendements de la commission n° 98 (précision) et n° 99 (suppression de la référence au rapport relatif à la situation du débiteur). - **Art. 112** (Art. L. 641-3 nouveau du code de commerce - Effets du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire) : accepte l'amendement n° 100 de la commission (suppression d'une mention). - **Art. 113** (Art. L. 641-4 nouveau du code de commerce - Missions du liquidateur) : accepte l'amendement n° 101 de la commission (obligation d'une prise de dressée par un commissaire-priseur, un notaire, un huissier ou un courtier en marchandises assermenté pour tout inventaire effectué au cours de la liquidation judiciaire). - **Art. 114** (Art. L. 641-5 nouveau du code de commerce - Dispositions particulières en cas de liquidation au cours de la période d'observation) (p. 4880) : accepte l'amendement n° 102 de la commission (réécriture de cet article en prévoyant uniquement les compétences spécifiques du liquidateur). - **Art. 116** (Art. L. 641-9 nouveau du code de commerce - Situation du débiteur au cours de la liquidation judiciaire) : accepte l'amendement n° 103 de la commission (rédaction). (p. 4881) : demande le retrait de l'amendement n° 215 de M. Paul Girod (insaisissabilité du salaire du débiteur autorisé à travailler). - **Art. 117** (Art. L. 641-10 nouveau du code de commerce - Maintien provisoire de l'activité) (p. 4882) : accepte l'amendement n° 104 de la commission (rédaction). -

Art. 118 (Art. L. 641-11 nouveau du code de commerce - Missions du juge-commissaire) : accepte l'amendement n° 105 de la commission (suppression d'un renvoi). - **Art. 119** (Art. L. 641-12 nouveau du code de commerce - Sort du bail des immeubles affectés à l'activité de l'entreprise) : Accepte les amendements de clarification rédactionnelle n° 106 et 107 de la commission. - **Art. 120** (Art. L. 641-13 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4883) : accepte l'amendement n° 108 de la commission (bénéfice de la règle du paiement à l'échéance pour les créances nées antérieurement au jugement de liquidation judiciaire et pour celles nées après le jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire l'ayant précédé et limite de cette règle du paiement à l'échéance aux seules créances fournies pour l'activité professionnelle du débiteur). (p. 4884) : accepte les amendements de la commission n° 109 (application du privilège de paiement aux créances garanties par des sûretés immobilières et par les seules sûretés mobilières spéciales) et n° 110 (coordination) identique à l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 194. Demande le retrait de l'amendement n° 249 de Mme Eliane Assassi (placement au même rang de remboursement des aides et avances consenties par les collectivités publiques que des organismes privés de crédit). - **Art. 121** (Art. L. 641-14 nouveau du code de commerce - Application des dispositions relatives à la détermination du patrimoine et aux créances résultant du contrat de travail en procédure de sauvegarde - Application des dispositions relatives aux nullités de la période suspecte en procédure de redressement) (p. 4885) : accepte l'amendement n° 111 de la commission (maintien de la mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des procédures en cours devant le conseil de prud'hommes à la date du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire) assorti du sous-amendement n° 376 de M. François-Noël Buffet. - **Art. 122** (Art. L. 641-15 nouveau du code de commerce - Sort du courrier du débiteur) : Accepte les amendements de la commission n° 112 (clarification du droit applicable au courrier du débiteur au cours d'une procédure de liquidation judiciaire) et n° 113 (rédaction). - **Art. 124** (Art. L. 642-1 à L. 642-17 nouveaux du code de commerce - Cession de l'entreprise) (p. 4888) : s'oppose à l'amendement n° 250 de Mme Eliane Assassi (objectif de garantir le maintien de l'activité et des emplois lors de la cession de l'entreprise) et accepte l'amendement n° 114 de la commission (clarification de la rédaction du dispositif relatif à la cession d'un bail rural). (p. 4889) : accepte les amendements de la commission n° 115 (correction d'une erreur de référence), n° 116 (rédaction) et n° 117 (adaptation à la procédure de liquidation judiciaire des dispositions prévues pour les cessions ayant lieu pendant le redressement judiciaire). Accepte les amendements de la commission n° 118 (extension pour certaines personnes de l'interdiction d'acquiescer des parts sociales ou actions à l'ensemble des titres de capital et aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la société) et n° 119 (précision). (p. 4890) : s'oppose aux amendements n° 368 de M. Richard Yung (intégration dans l'offre de reprise d'une entreprise des données sur les perspectives d'emploi) et n° 251 de Mme Eliane Assassi (information des salariés dans le cadre de la procédure de cession d'entreprise). Accepte les amendements de la commission n° 120 (rétablissement par le tribunal de commerce de la possibilité d'autoriser les personnes visées par une interdiction de présenter une offre de reprise) et n° 121 (rédaction). (p. 4891) : s'oppose à l'amendement n° 252 de Mme Eliane Assassi (information des salariés sur la modification du plan de cession de l'entreprise). Accepte les amendements de la commission n° 122 (renvoi à un décret en Conseil d'Etat de la fixation des seuils de chiffres d'affaires et de nombres de salariés impliquant la présence du ministère public au tribunal lors du choix de l'offre de reprise), n° 123 (impossibilité de modifier le montant du prix de cession fixé par le jugement arrêtant le plan), n° 124 (rédaction) et n° 125 (annulation de l'acte passé en violation du principe d'inaliénabilité de tout ou partie des biens cédés pour une durée fixée par le juge). (p. 4892) : s'oppose à l'amendement n° 253 de Mme Eliane Assassi (précision). Accepte les amendements de la commission n° 126 (correction d'une erreur matérielle), n° 127 (suppression de l'obligation faite aux cessionnaires de tenir les engagements souscrits malgré la résiliation ou la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

résolution des actes passés en exécution du plan résolu) et n° 128 (possibilité pour le tribunal, sous certaines conditions, de statuer sur les modifications apportées aux conditions d'acquisition de l'entreprise à l'issue d'une location-gérance). - **Art. 129** (Art. L. 642-21 nouveau du code de commerce - Modalités de publicité des cessions d'entreprise et des réalisations d'actifs) (p. 4893) : accepte l'amendement n° 129 de la commission (adaptation par décret des modalités de publicité en fonction de la taille de l'entreprise et de la nature des biens à vendre). - **Art. 134** (Art. L. 643-3 nouveau du code de commerce - Paiement provisionnel des créanciers) (p. 4894) : accepte l'amendement n° 130 de la commission (restriction de la possibilité de saisir le juge-commissaire pour ordonner le paiement à titre provisionnel d'une quote-part d'une créance définitivement admise aux seuls liquidateur et créancier). - **Art. 137** (Art. L. 643-9 nouveau du code de commerce - Jugement de clôture de la liquidation judiciaire) : Accepte les amendements de la commission n° 131 (précision) et n° 132 (rédaction). - **Art. 138** (Art. L. 643-11 nouveau du code de commerce - Reprise des poursuites individuelles en cas de clôture pour insuffisance d'actif) (p. 4895) : accepte l'amendement n° 133 de la commission (possibilité pour les créanciers, dont les créances n'ont pas été vérifiées, de recouvrer l'exercice individuel de leurs actions contre le débiteur). - **Art. 141** (Art. L. 644-1 à L. 644-6 nouveaux du code de commerce - Procédure de liquidation judiciaire simplifiée) (p. 4896) : accepte l'amendement n° 134 de la commission (détermination par le tribunal des biens pouvant faire l'objet d'une vente de gré à gré). - **Art. 142 bis** (Art. L. 650-1 nouveau du code de commerce - Limitation de la responsabilité des créanciers pour soutien abusif) (p. 4897) : s'oppose à l'amendement n° 255 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. 142 ter** (Art. L. 651-1 nouveau du code de commerce - Champ d'application des actions en responsabilité à l'encontre des dirigeants sociaux) : accepte l'amendement n° 135 de la commission (cohérence). - **Art. 143** (Art. L. 651-2 nouveau du code de commerce - Adaptation du régime de l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) (p. 4198) : accepte les amendements de la commission n° 136 (clarification du régime de l'action en comblement de passif en cas de pluralité de dirigeants) et n° 137 (suppression d'une disposition redondante). - **Art. 144** (Art. L. 651-3 nouveau du code de commerce - Saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) (p. 4899) : s'oppose à l'amendement n° 256 de Mme Eliane Assassi (ouverture aux représentants des salariés de la saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) et accepte les amendements de la commission n° 138 (clarification) et n° 139 (impossibilité pour le juge-commissaire de siéger dans la formation de jugement appelée à statuer sur les actions en responsabilité introduites à l'encontre des dirigeants). - **Art. 146** (Art. L. 652-1 à L. 652-4 nouveaux du code de commerce - Nouveau chapitre II du titre V du livre VI du code de commerce instituant une obligation en paiement des dettes sociales - Procédure applicable) (p. 4900) : accepte l'amendement n° 140 de la commission (interdiction du cumul entre une demande en comblement d'insuffisance d'actif et une demande en paiement des dettes sociales). - **Art. 148** (Art. L. 653-1 nouveau du code de commerce - Domaine d'application des sanctions professionnelles - Prescription de l'action aux fins de faillite personnelle) (p. 4901) : accepte l'amendement n° 141 de la commission (harmonisation des règles applicables à la faillite personnelle avec celles qui régissent les sanctions financières et harmonisation de la référence aux personnes physiques exerçant une activité professionnelle indépendante avec celle prévue dans d'autres articles de ce texte). - **Art. 150** (Art. L. 653-3 nouveau du code de commerce - Cas de faillite personnelle spécifique aux commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels indépendants) : accepte l'amendement n° 142 de la commission (suppression de dispositions redondantes). - **Art. 152** (Art. L. 653-5 nouveau du code de commerce - Cas généraux de faillite personnelle) (p. 4902) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 195 (suppression de la sanction pour faillite personnelle en cas d'une omission de déclaration de cessation des paiements dans un délai de quarante-cinq jours) et les amendements de la commission n° 143 (mise en place d'un cas

supplémentaire de faillite personnelle pour sanctionner le non-respect de l'obligation de déclaration des créances) et n° 144 (cohérence). - **Art. 153** (Art. L. 653-5 nouveau du code de commerce - Saisine du tribunal aux fins de faillite personnelle - Impossibilité pour le juge-commissaire de siéger dans la formation de jugement) (p. 4903) : accepte les amendements de la commission n° 145 (cohérence) et n° 146 (correction d'une erreur typographique). - **Art. 154** (Art. L. 653-8 nouveau du code de commerce - Interdiction de gérer) : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 196 (conséquence). - **Art. 159** (Art. L. 654-1 nouveau du code de commerce - Extension de la banqueroute aux professions indépendantes) (p. 4904) : accepte l'amendement n° 147 de la commission (cohérence). - **Art. 160** (Art. L. 654-2 et L. 654-5 nouveaux du code de commerce - Coordinations) : accepte l'amendement n° 148 de la commission (coordination et mise en cohérence des sanctions pénales avec les sanctions civiles). - **Art. 164** (Art. L. 654-8 nouveau du code de commerce - Extension aux professions libérales des infractions autres que la banqueroute) (p. 4905) : accepte l'amendement n° 396 de la commission (limite de l'infraction au seul paiement des dettes ayant fait l'objet d'une interdiction en vertu de l'article L. 622-7). - **Art. 166** (Art. L. 654-10 à L. 654-12 nouveaux et art. L. 654-14 à L. 654-16 nouveaux du code de commerce - Coordinations diverses) : accepte l'amendement n° 149 de la commission (ouverture de la saisine du tribunal correctionnel aux créanciers nommés contrôleurs en cas de carence du mandataire judiciaire). - **Art. 172** (Art. L. 661-6 nouveau du code de commerce - Ouverture des possibilités d'appel des décisions relatives au plan de cession) (p. 4906) : s'oppose à l'amendement n° 257 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour les salariés de contester le choix du cessionnaire de l'entreprise en faisant appel du jugement). - **Art. 175** (Art. L. 661-11 et L. 661-12 nouveaux du code de commerce - Appel des sanctions civiles par le ministère public - Dérogation aux règles de compétence territoriale) : accepte l'amendement n° 150 de la commission (suppression de la dérogation aux règles de compétence territoriale des juridictions civiles appelées à statuer en matière commerciale). - **Art. 176** (Art. L. 662-3 nouveau du code de commerce - Nouvel intitulé du chapitre II du titre VI consacré à d'autres dispositions - Coordinations) (p. 4907) : accepte l'amendement n° 151 de la commission (rétablissement de la dérogation aux règles de compétence territoriale des juridictions civiles appelées à statuer en matière commerciale). - **Art. 176 bis** (Art. L. 662-2-1 nouveau du code de commerce - Rémunération des mandataires de justice) : accepte l'amendement n° 152 de la commission (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 176 bis** : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 197 (levée du secret professionnel de la Caisse des dépôts et consignations à l'égard des mandataires de justice). - **Art. 177** (Art. L. 662-4 nouveau du code de commerce - Publicité des débats) (p. 4908, 4909) : accepte l'amendement n° 153 de la commission (assouplissement des règles relatives aux débats tenus lors des audiences de sanctions civiles). - **Art. 178** (Art. L. 662-5 nouveau du code de commerce - Coordinations) : accepte l'amendement n° 154 de la commission (modification de la numérotation d'un article). - **Art. additionnels après l'art. 178 ou avant l'art. 1er** (p. 4912) : accepte l'amendement n° 155 de la commission (assouplissement des règles de prise en charge par le Trésor public des frais de procédure en cas d'impécuniosité du débiteur afin de faciliter la réalisation de l'inventaire) et, sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 205 (inscription dans la loi des principes de rémunération des administrateurs et mandataires de justice). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 206 (publication par les tribunaux de commerce et les tribunaux de grande instance de la liste des administrateurs et mandataires judiciaires, des dossiers traités et du chiffre d'affaires réalisés par chacun d'eux). (p. 4913) : demande le retrait du sous-amendement précité n° 205, repris par M. Bernard Frimat. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4914) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter n° 343 et 344 (suppression des conditions préalables à la nomination des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

administrateurs judiciaires hors-liste). - **Art. 180** (Art. L. 670-1 à L. 670-3, L. 670-5 nouveaux du code de commerce - *Coordinations*): accepte l'amendement n° 156 de la commission (correction d'une erreur matérielle). - **Art. additionnel après l'art. 180** (p. 4916): demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 281 (reconnaissance de la procédure d'insolvabilité au sens du Règlement européen du 29 mai 2000 accordée à la procédure de conciliation et possibilité d'ouvrir une procédure secondaire au bénéfice d'une entreprise française ayant fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans un autre Etat membre). - **Art. 182** (Art. L. 221-16, L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4 nouveau, L. 820-1 et L. 822-15 du code de commerce - *Dissolution de la société en nom collectif dont l'associé fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un redressement assorti d'un plan de cession globale - Alerte du commissaire aux comptes - Secret professionnel du commissaire aux comptes*) (p. 4917): accepte les amendements de la commission n° 157 (suppression du paragraphe V modifiant l'article L. 820-1 du code de commerce relatif aux conditions d'alerte sur les difficultés des entreprises) et n° 158 (suppression d'une disposition inutile). - **Art. 182 bis (réserve)** (Art. L. 526-1 du code de commerce - *In saisissabilité des meubles meublants de la résidence principale de l'entrepreneur individuel*) (p. 4918): accepte l'amendement n° 159 de la commission (suppression). - **Art. 183 (réserve)** (Art. L. 625-3, L. 625-7, L. 625-8 du code de commerce, L. 651-1, L. 654-13, L. 654-14, L. 661-8 et L. 662-3 nouveaux du code de commerce - *Extension à la procédure de sauvegarde de dispositions relatives aux créances résultant de contrats de travail et aux sanctions*): accepte l'amendement n° 160 de la commission (coordination). - **Art. 184** (*Substitutions de notions et références dans les textes législatifs et réglementaires*) (p. 4919): accepte les amendements de la commission n° 161 (suppression de la garantie de l'AGS à l'égard des sommes dues aux salariés au jour du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde) et n° 162 (simplification de la dénomination de la profession de mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises). - **Art. additionnel après l'art. 184** (p. 4920): s'oppose à l'amendement n° 258 de Mme Eliane Assassi (intégration à l'article L. 313-12 du code monétaire et financier d'une disposition limitant les cas d'exemption des responsabilités de l'établissement de crédit). - **Art. 184 bis** (Art. 44 septies, 150-0 D, 163 octodécies A, 208 D et 790 A du code général des impôts - *Coordinations apportées aux dispositions du code général des impôts*): son amendement n° 382: bénéficie de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées pour reprendre une branche d'activité industrielle dans le cadre d'une sauvegarde; adopté. Accepte l'amendement n° 163 de la commission (correction d'erreurs de références). (p. 4921): sur l'amendement n° 164 de la commission (corrections d'erreurs de référence) qu'il accepte, son sous-amendement n° 387; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 184 bis**: Ses amendements de coordination n° 388, 384, 383 et 385; adoptés. (p. 4922): son amendement n° 386: coordination; adopté. - **Art. 184 ter** (Art. L. 312-5 du code monétaire et financier - *Privilège de paiement pour les avances consenties par le fonds de garantie des dépôts aux établissements de crédit - Limitation de la mise en jeu de sa responsabilité*): accepte l'amendement n° 165 de la commission (réécriture de cet article en précisant l'articulation de ce texte avec les dispositions du code de commerce et en mettant en cohérence les règles de mise en jeu de la responsabilité pour soutien abusif). - **Art. 184 quater** (Art. L. 951-14 du code de la sécurité sociale; art. L. 114-21, L. 212-15 et L. 223-22 du code de la mutualité; art. L. 341-9, L. 541-7, L. 613-26, et L. 613-29 du code monétaire et financier; art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Coordinations au sein du code de la sécurité sociale, du code de la mutualité, du code monétaire et financier et du code de l'urbanisme*) (p. 4923): accepte l'amendement n° 397 de la commission (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 184 quater** (p. 4924): accepte l'amendement n° 166 de la commission (coordination). - **Art. 185** (Art. 1929 quater du code général des impôts et art. 379 bis du code des douanes - *Publicité des dettes fiscales et douanières*) (p. 4925): accepte les amendements de la commission n° 167 (inscription obligatoire du privilège du Trésor en cas de non-règlement des

créances fiscales au terme d'un semestre civil) et n° 168 (suppression de la référence à un seuil quantitatif pour l'inscription obligatoire du privilège de l'administration des douanes). - **Art. 187** (Art. L. 143-11-1 du code du travail - *Champ d'application de la garantie de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés, AGS*) (p. 4926): s'oppose à l'amendement n° 259 de Mme Eliane Assassi (suppression des délais opposables aux représentants de personnel pour le paiement de leur salaires par l'AGS). - **Art. additionnels après l'art. 187** (p. 4926, 4927): accepte les amendements de la commission n° 169 (possibilité pour l'AGS de contester l'insuffisance de fonds soulevée par le mandataire judiciaire) et n° 170 (subrogation de l'AGS dans les droits des salariés pour les avances effectuées au cours de la procédure de sauvegarde). (p. 4928): accepte l'amendement n° 271 de M. Michel Bécot (extension aux créances dues aux façonniers du privilège de paiement prévu pour les créances salariales) et s'oppose à l'amendement n° 261 de Mme Eliane Assassi (subordination du bénéfice des dispositions de l'article 25 de la loi de finances pour 2005 relatif à la vignette automobile au versement des cotisations patronales pour l'AGS). - **Art. additionnel avant l'art. 187 bis** (p. 4929): accepte l'amendement n° 171 de la commission (coordination). - **Art. 187 bis** (Art. 39 du code général des impôts - *Déductibilité des abandons de créance consentis ou supportés dans le cadre d'un plan de sauvegarde ou de redressement*): s'oppose à l'amendement n° 262 de Mme Eliane Assassi (suppression). Son amendement n° 389: limitation de la déduction des abandons de créances aux seuls abandons à caractère commercial; adopté. - **Art. 187 quater** (Art. L. 243-5 du code de la sécurité sociale - *Radiation de l'inscription relative au privilège de la sécurité sociale devenue sans objet*) (p. 4930): accepte l'amendement n° 172 de la commission (suppression de toute notion de seuil et obligation d'acquitter les frais avant d'obtenir la radiation). - **Art. 187 quinquies** (Art. L. 243-5 du code de la sécurité sociale - *Remise de cotisations sociales autres que salariales*): accepte l'amendement n° 372 de M. François-Noël Buffet (coordination). - **Art. 190** (Art. L. 821-4 du code de l'organisation judiciaire - *Financement du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce*) (p. 4931): accepte l'amendement n° 173 de la commission (amélioration de l'association du conseil national des greffiers des tribunaux de commerce à la définition des modalités de son financement). - **Art. additionnel après l'art. 191**: accepte l'amendement n° 174 de la commission (suppression de l'hypothèse de dissolution de la société du fait de la cession totale de ses actifs). - **Art. 192** (*Dispositions transitoires*) (p. 4932): accepte les amendements de la commission n° 175 (entrée en vigueur du texte le 1er janvier 2006) et n° 398 (distinction des interdictions et des incapacités). - **Art. 193** (*Dispositions applicables aux procédures en cours*) (p. 4933): accepte l'amendement n° 399 de la commission (possibilité pour les actions en comblement de passif engagées sous l'empire du droit actuel de suivre leur cours). - **Art. additionnel après l'art. 193**: accepte l'amendement n° 176 de la commission (absence d'incidence de l'entrée en vigueur de ce texte sur les procédures de redressement ou de liquidation judiciaire ouvertes à titre de sanction ou au titre d'une solidarité avec le débiteur). - **Art. 195** (*Dispositions applicables à Mayotte*): accepte l'amendement n° 177 de la commission (application à Mayotte des modifications apportées par le projet de loi au livre VIII du code de commerce). - **Art. 196** (*Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie*) (p. 4934): accepte l'amendement n° 178 de la commission (application en Nouvelle-Calédonie des modifications apportées par ce projet de loi au livre VIII du code de commerce). - **Art. 197** (*Dispositions applicables à Wallis-et-Futuna*) (p. 4935): accepte l'amendement n° 179 de la commission (application à Wallis-et-Futuna des modifications apportées par ce projet de loi au livre VIII du code de commerce). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)**: S'oppose aux amendements de M. Robert Badinter, portant sur l'organisation de la réforme des tribunaux de commerce, n° 287 à n° 317, n° 319, n° 320, n° 322 à n° 330, n° 332 à n° 339. Présence accrue du ministère public au sein des tribunaux de commerce. Caractère bénévole de la justice consulaire. Développement de la formation. Suppression de tribunaux de commerce. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4945, 4946) : remerciements. Dialogue entre les deux assemblées. Changement culturel dû à la procédure de sauvegarde. Rappel de l'attachement du Gouvernement aux problèmes des salariés.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6181, 6182) : moyens juridiques pour combattre la récidive. Réponse à l'attente des Français. Meilleure prise en compte des criminels les plus violents. Renforcement des mesures de suivi et de contrôle des condamnés sur le plan médical. Création d'une commission d'analyse et de suivi de la récidive. Extension du fichier des auteurs d'infractions sexuelles aux criminels violents. Dispositif innovant du placement sous surveillance électronique mobile, PSEM. Divergences persistantes entre les deux assemblées quant aux modalités pratiques de sa mise en oeuvre. Création de la nouvelle mesure de surveillance judiciaire contre la récidive des criminels sexuels. Application immédiate de cette mesure aux condamnations en cours d'exécution. Satisfait du consensus sur les dispositions essentielles du texte. (p. 6203, 6207) : historique des programmes de création de places de prison depuis 1980, en réponse à M. Robert Badinter. Augmentation des personnels d'encadrement du suivi socio-judiciaire depuis le 1er janvier 2003. A titre personnel, défavorable aux longues périodes de prison. Souci de l'effectivité de la peine. Orientation indispensable de la prison sur l'insertion. Augmentation de 76 % du nombre de juges de l'application des peines depuis 2002. Inauguration en 2007-2008 de sept établissements pour mineurs, les EPM. Création envisagée d'établissements pour les courtes peines. Justification de la nouvelle mesure de surveillance judiciaire. Souci d'éviter les sorties sèches. Favorable à la libération conditionnelle, meilleure chance de réinsertion pour un détenu. Ne partage pas les réserves émises concernant la diminution du crédit de réduction de peine pour les récidivistes. Favorable à la création d'une mission de réflexion sur les centres fermés de protection sociale. Réflexion en cours sur les modalités pratiques de mise en oeuvre du PSEM. Incompréhension des Français sur l'existence de polémiques quant à l'utilisation des nouveaux moyens techniques destinés à empêcher la récidive, notamment en matière sexuelle. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6210) : s'oppose à la motion n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 6213, 6214) : s'oppose à la motion n° 36 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 6218) : s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (relèvement de trois ans à cinq ans de la durée de la peine encourue permettant le placement en détention provisoire). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 1er bis** (p. 6220) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 43 de M. Robert Badinter et n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création d'un observatoire de la récidive des infractions pénales). - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - *Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 6221) : s'oppose à l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions). - **Art. 2** (Sous section 3 nouvelle - art. 132-16-7 nouveau du code pénal - *Définition du régime de la réitération d'infractions*) (p. 6225) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 45 de M. Robert Badinter (suppression de la disposition inutile prévoyant la prise en compte du passé pénal du justiciable). Accepte l'amendement n° 2 de la commission (possibilité de cumul des peines à condition que la condamnation précédente soit devenue définitive). S'oppose aux amendements de suppression n° 90 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 44 de M. Robert Badinter ainsi qu'au n° 46 (suppression des dispositions prévoyant le cumul des peines prononcées lors de la précédente condamnation avec les peines prononcées pour l'infraction commise en réitération) de ce dernier. - **Art. 2 bis**

(Art. 132-24 du code pénal - *Prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine*) (p. 6226, 6227) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 3 de la commission, n° 47 de M. Robert Badinter et n° 91 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Suppression regrettable de l'article du point de vue de la philosophie pénale. - **Art. 2 ter** (Art. 132-41 et 132-42 du code pénal - *Extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 6228) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression). - **Art. 4** (Art. 465-1 du code de procédure pénale - *Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale*) (p. 6229) s'oppose aux amendements identiques n° 5 de la commission et n° 48 de M. Robert Badinter (suppression de l'obligation de délivrance du mandat de dépôt) ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Règle de bon sens réclamée par les Français. - **Art. 4 ter** (Art. 717-3 du code de procédure pénale - *Dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention*) (p. 6231, 6232) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (ajout d'une activité culturelle ou d'une formation à la citoyenneté à la formation professionnelle ou générale dispensée dans les établissements pénitentiaires) et à l'amendement de M. Yves Detraigne n° 82 (dispense d'une activité ou d'une formation à tous les détenus et non pas seulement à ceux qui en font la demande). - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6234, 6235) : s'oppose aux amendements de suppression n° 50 de M. Robert Badinter et n° 93 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Accepte l'amendement n° 6 de la commission (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque grave de renouvellement de l'infraction). Précision nécessaire. Confirmation du souhait d'un non retour sur le bien-fondé de la loi Kouchner. Impact probable très réduit sur le nombre de suspensions de peines accordées. - **Art. 4 quinquies** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6237) : s'oppose aux amendements de suppression n° 52 de M. Robert Badinter et n° 94 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi qu'aux amendements n° 123 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prise en compte par l'expertise médicale de la spécificité du caractère évolutif de certaines maladies) et n° 53 de M. Robert Badinter (suppression des dispositions prévoyant l'applicabilité de l'article 4 quinquies aux suspensions en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi). - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - *Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 6239, 6242) : s'oppose aux amendements de suppression n° 54 de M. Robert Badinter et n° 95 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi qu'à l'amendement n° 121 de M. Laurent Béteille (calcul des crédits de réduction de peine en fonction du comportement des personnes condamnées). Retour inopportun sur le principe du crédit de réduction de peine. S'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes) qui supprime toute différence de traitement entre les primo-délinquants et les récidivistes. Remise en cause du fondement même de la proposition de loi. Demande au Sénat de ne pas suivre exceptionnellement sa commission des lois et de respecter l'esprit de la proposition de loi de l'Assemblée nationale. Accord impossible en commission mixte paritaire. Position préoccupante sur le plan politique.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 ter** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - *Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle*) (p. 6254) : s'oppose aux amendements identiques n° 56 de M. Robert Badinter et n° 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 5 quater** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - *Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle*) : s'oppose à l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 6 bis** (Art. 132-19 du code pénal - *Suppression de l'obligation de motiver la peine d'emprisonnement d'un récidiviste*) (p. 6256) : s'oppose aux amendements identiques n° 57 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Robert Badinter et n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Jurisprudence de la Cour de cassation. - **Art. additionnel avant l'art. 6 ter** (p. 6257) : demande le retrait de l'amendement n° 83 de M. Yves Détraigne (inapplicabilité de la grâce présidentielle aux personnes condamnées à une peine privative de liberté non assortie de sursis et dont la durée est égale ou supérieure à dix ans). - **Art. 6 ter** (Art. 132-23 du code pénal - Allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 6258) : s'oppose aux amendements identiques n° 13 de la commission, n° 58 de M. Robert Badinter et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 6 quater** (Art. 398 et 398-2 du code de procédure pénale - Possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en état de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 6259) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Robert Badinter (suppression). - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6264, 6266) : s'oppose aux amendements identiques n° 60 de M. Robert Badinter et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Accepte l'amendement n° 16 de la commission (placement sous surveillance électronique mobile réservé aux majeurs) ainsi que les amendements identiques n° 18 de la commission, n° 65 de M. Robert Badinter et n° 102 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (exclusion des mineurs du champ d'application du placement sous surveillance électronique mobile). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 14 de la commission (suppression de la référence à la mesure de sûreté) et n° 61 de M. Robert Badinter (suppression de la référence à la mesure de sûreté) ainsi que pour les amendements de la commission n° 15 (rédaction) et n° 20 (port du bracelet subordonné au consentement de la personne concernée). S'oppose aux amendements de M. Robert Badinter n° 62 (coordination), n° 63 (repli), n° 66 (port du bracelet électronique limité à une durée maximale de deux ans) et n° 67 (entrée en vigueur du dispositif subordonnée au vote des crédits nécessaires à sa mise en oeuvre par le Parlement) ainsi qu'aux amendements identiques n° 17 de la commission et n° 64 de M. Robert Badinter (limitation du PSEM aux peines d'emprisonnement supérieures à dix ans) et au n° 19 de la commission (port du bracelet électronique limité à une durée de deux ans renouvelable une fois). - **Art. 8** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6273) : s'oppose aux amendements identiques n° 68 de M. Robert Badinter et n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 21 de la commission et n° 69 de M. Robert Badinter (suppression de la référence aux mesures de sûreté). S'oppose aux amendements de M. Robert Badinter n° 70, 71 et 72 (repli et coordination), et n° 73 (entrée en vigueur du dispositif après la mise en oeuvre des crédits nécessaires). Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 22 (coordination), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 23 (coordination). Accepte l'amendement n° 38 de M. Jean-Patrick Courtois (recours au secteur privé pour les aspects techniques de la surveillance électronique mobile). - **Art. 8 bis AA** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6275) : s'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Sur les amendements de la commission, accepte le n° 24 (compétence du tribunal de l'application des peines) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 125 (coordination). - **Art. 8 bis A** (Art. 731-1 du code de procédure pénale - Application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) : s'oppose à l'amendement n° 105 de Mme

Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 5 bis (précédemment réservé)** (Section IX nouvelle du code de procédure pénale - Art. 723-29 à 723-37 nouveaux du code de procédure pénale - Surveillance judiciaire) (p. 6277, 6278) : s'oppose aux amendements identiques n° 55 de M. Robert Badinter et n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Sur les amendements de la commission, accepte les n° 8 (rédaction), n° 9 et 10 (remplacement du terme "reclassement" par le mot "réinsertion") et n° 11 (assistance obligatoire de l'avocat lors de la décision initiale du JAP et lors de la prolongation de la durée de la surveillance) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 12 (information du condamné de la nécessité de son consentement pour le placement sous surveillance électronique mobile et du retrait éventuel des réductions de peine en cas de refus). - **Art. 14** (Art. 706-47 et 706-53-7 du code de procédure pénale - Art. 216 de la loi n° 2004-204 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité - Extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infractions) (p. 6280) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Robert Badinter (suppression). Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 25 (nouvelle dénomination du fichier - fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes) et accepte le n° 26 (précision). - **Art. additionnels avant l'art. 15 bis A ou après l'art. 15 bis C** (p. 6282, 6283) : s'oppose aux amendements n° 81 de M. Robert Badinter (institution d'un contrôleur général des prisons) et, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 109, 110, 111, 112, 113, 114 et 115 (instauration d'un contrôleur général des prisons indépendant). Multiplicité des instances de contrôle déjà existantes. - **Art. 15 bis A** (Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 6285) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de M. Robert Badinter et n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Jean-Patrick Courtois (représentation des victimes par un avocat ou une association d'aide aux victimes). - **Art. 15 bis B** (Art. 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement du mineur en centre éducatif fermé) (p. 6287) : accepte les amendements identiques n° 27 de la commission, n° 76 de M. Robert Badinter et n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Jean-Patrick Courtois (placement d'une personne mineure devenue majeure pendant la durée de la détention provisoire, en centre éducatif fermé). Succès des centres éducatifs fermés, CEF. Projet de création d'établissements spécifiques pour les jeunes majeurs délinquants. Construction en cours des établissements pour mineurs. - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 6290, 6291) : s'oppose à l'amendement n° 108 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Utilisation par l'ensemble des polices des démocraties modernes d'un fichier d'analyse criminelle de comparaison. S'oppose à l'amendement de M. Alex Türk n° 84 (suppression de l'enregistrement des personnes pour lesquelles il n'existe qu'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction visée), repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt. S'oppose à l'amendement n° 86 de M. Alex Türk (conditions d'accès au fichier). S'oppose aux amendements de la commission n° 28 (suppression de l'enregistrement de l'identité des témoins dans le fichier), n° 126 (durée de conservation des informations fixée par décret en Conseil d'Etat après avis de la CNIL) et n° 127 (coordination). - **Art. 15 bis D** (Art. 378 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 6292) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (insertion du dispositif dans le code pénal). - **Art. 15 bis E** (Art. 222-24 du code pénal - Aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 15 quater A** (Art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Eviction du domicile familial de l'auteur de violences

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commises au sein du couple) (p. 6293) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 30 de la commission et n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Dispose d'une influence réduite sur l'inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative aux violences conjugales. - **Art. additionnels avant l'art. 15 quater** (p. 6294, 6295) : accepte les amendements de la commission n° 31 (constitution du délit de révélation d'une information issue d'une procédure pénale), n° 32 (conditions d'exercice des perquisitions effectuées dans le cabinet d'un avocat) et n° 33 (interdiction de transcription des écoutes téléphoniques concernant des avocats) précisant la loi Perben II du 9 mars 2004. - **Art. 15 quater** (Art. 76, 135-2, 379-4, 498-1, 695-36, 696-21, 706-96, 716-4, 721-3, 723-2, 742, 762, 762-4 du code de procédure pénale - Dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité) (p. 6296) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (correction d'une erreur de référence). - **Art. additionnel après l'art. 15 quinquies** (p. 6297) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Robert Badinter (réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire subie à tort ouverte aux personnes reconnues irresponsables). - **Art. 16 A** (*Entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine*) : s'oppose aux amendements identiques n° 35 de la commission, n° 78 de M. Robert Badinter et n° 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 16** (*Application immédiate de la surveillance judiciaire*) (p. 6298) : s'oppose aux amendements identiques n° 79 de M. Robert Badinter et n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression).

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) (p. 7009) : intérêt d'un tel débat. Hommage au travail de la commission des lois et de la commission des finances. (p. 7018, 7022) : mise en place de la LOFL au ministère de la justice. Réformes pénales nécessaires pour lutter contre l'inflation du terrorisme et du grand banditisme. Etudes d'impact des projets législatifs. Recherche de performance dans la gestion budgétaire. Palier atteint par les frais de justice. Prise de conscience des magistrats. Economies déjà réalisées. Mise en concurrence des prestataires d'expertises. Respect de la liberté de prescription des magistrats. Situation des services administratifs régionaux. Fonds exceptionnel en cas de dépenses accidentelles. Refus de la création de programmes budgétaires distincts pour le siège et le parquet. Taux d'incarcération en France. Bracelet électronique. Accompagnement des sorties de prison.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7251, 7253) : signature d'une circulaire encadrant le pouvoir des préfets en matière de perquisition. Réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7256) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7259, 7260) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. Refus d'amalgame avec les événements de la guerre d'Algérie. Caractère préventif des perquisitions de nuit autorisées. Effet dissuasif du couvre-feu. Objectif de rétablissement de l'ordre. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 7263) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955). - **Art. 2** (Art. 11 de la loi du 3 avril 1955 - *Perquisitions à domicile de jour et de nuit pendant trois mois*) (p. 7268) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7625, 7727) : texte de consensus. Remerciements aux rapporteurs. Volonté commune d'aggravation mesurée de la répression de la récidive. Amélioration du suivi des délinquants et des criminels après leur libération. Accord de principe entre les deux chambres sur l'institution du placement

sous surveillance électronique mobile et la surveillance judiciaire. Divergences sur les modalités de mise en oeuvre des nouvelles dispositions levées par la commission mixte paritaire : restriction de la limitation des suspensions de peine pour raison médicale aux seules hypothèses de risque de renouvellement de l'infraction, diminution du crédit de réduction de peine pour les récidivistes, mandat de dépôt à l'audience pour le récidiviste auteur de délits violents ou de nature sexuelle, contenu des fichiers d'analyse criminelle, période de sûreté, non-incarcération de jeunes majeurs en centres éducatifs fermés après l'expiration des délais de détention provisoire, consentement de la personne à la mise en oeuvre du placement sous surveillance électronique mobile et déclenchement du dispositif pour les condamnations supérieures à sept ans ; durée maximale du placement, application immédiate aux condamnations en cours d'exécution et renforcement de la protection des droits de la défense. Remerciements. Propose l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7637) : remerciements. Intérêt de l'aspect répressif et d'exemplarité du texte. Importance du suivi socio-judiciaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8817, 8818) : débat récent sur les frais de justice. Conditions d'incarcération des mineurs. (p. 8826, 8830) : démarche volontariste et réaliste de maîtrise des dépenses. Respect de la liberté de prescription des magistrats. Aide juridictionnelle. Fin des régulations budgétaires imtempêtes. Crédits de la protection judiciaire de la jeunesse. Responsabilité des maires et des parents dans la lutte contre la délinquance. Indicateurs de performance. Objectif de réduction des délais de jugement. Situation des greffiers. Gestion des ressources humaines. Aide aux victimes. Réforme des tutelles. Exécution des peines. Effort de modernisation du parc pénitentiaire : construction d'établissements neufs en gestion mixte ; rénovation des établissements publics. Prévention du prosélytisme en prison. Centres éducatifs fermés. Réinsertion des détenus. Accueil des familles. - **Art. additionnel après l'art. 80** (p. 8831) : défavorable à l'amendement n° II-111 de M. Michel Charasse (remboursement forfaitaire des sommes dues par l'Etat aux opérateurs téléphoniques pour leur coopération avec l'autorité judiciaire)

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 9** (Art. 421-6 nouveau du code pénal, art. 78-2-2, 706-16 et 706-73 du code de procédure pénale - *Aggravation de la répression de l'association de malfaiteurs à but terroriste*) (p. 9700, 9701) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 9 bis** (p. 9702) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Girod (suppression de la condition d'ancienneté de 5 ans exigée d'une association pour se porter partie civile dans le cas des associations de victimes d'un attentat). (p. 9703) : accepte l'amendement n° 63 de M. Philippe Goujon (détermination par décret en Conseil d'Etat, après avis de la CNIL, de la nature des informations transmises à la CNIL s'agissant des fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique). - **Art. 10** (Art. 706-22-1 nouveau du code de procédure pénale - *Centralisation de l'application des peines en matière terroriste*) (p. 9704, 9705) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de Mme Eliane Assassi et n° 96 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 9706) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 22 de la commission (composition spéciale de la Cour d'assise des mineurs). - **Art. 10 bis** (Art. 16 et 20 du code de procédure pénale - *Adaptation du code de procédure pénale à la réforme des corps et carrières de la police nationale*) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (coordination). - **Art. 10 ter** (Art. 706-88 du code de procédure pénale -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme (p. 9708) : s'oppose aux amendements identiques n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 76 de Mme Eliane Assassi (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 97 de M. Jean-Claude Peyronnet (renforcement des droits de la défense). - **Art. additionnels après l'art. 10 quater** (p. 9709, 9710) : sur les amendements de M. Aymeri de Montesquiou, s'oppose au n° 80 (imprescriptibilité des crimes terroristes) et demande le retrait du n° 81 (incompressibilité des peines prononcées pour les crimes terroristes). - **Art. additionnel après l'art. 12 (priorité)** (p. 9711, 9712) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (extension du délit de non-justification de ressources correspondant au train de vie à l'ensemble des infractions procurant un profit et punies d'au moins cinq ans d'emprisonnement).

COINTAT (Christian)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série C))*
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 305 (2004-2005)] modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 315 (2004-2005)] (3 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'avenir statutaire de Saint-Barthélemy et Saint-Martin : le choix de la responsabilité [n° 329 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Outre-mer** [n° 104 tome 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 824) : le groupe UMP votera la proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (16 février 2005) - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 984, 985) : objectif de cet article de désamorcer les craintes des Français face à la perspective de l'adhésion turque. Manque de pertinence de la solution retenue : diminution des pouvoirs du Président de la République ; mise à l'écart du Parlement ; risques de multiplication des référendums. Regret de l'absence d'une procédure législative complète avec deux lectures et de la possibilité d'amender ce texte. S'abstiendra lors du vote des articles 2 et 4 mais votera l'ensemble du projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (17 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1829) : votera l'amendement n° 372 de M. Jacques Legendre (dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1917) : votera les amendements identiques n° 115 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale -

Discussion générale commune (p. 3818, 3821) : dispersion des communautés françaises à l'étranger. Respect du principe de philosophie politique d'inscription de tous sur les listes électorales. Historique du vote à l'étranger. Espoir placé dans le vote par Internet, encore à l'étude. Evolution souhaitée par l'Assemblée des Français de l'étranger. Fusion des deux listes électorales actuelles en une liste consulaire unique. Mode d'établissement des listes par les commissions locales. Maintien du choix laissé aux électeurs de voter en France ou à l'étranger. Modifications apportées par la commission. Vigilance sur une prise d'effet identique des listes révisées dans les communes et les postes diplomatiques et consulaires. Coopération exemplaire entre la commission des lois du Sénat, le Gouvernement, l'ensemble des sénateurs représentant les Français établis hors de France et l'AFE. - **Art. 2 (Art. 1er à 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Listes électorales consulaires)** (p. 3831, 3835) : ses amendements n° 1, 2, 7 et 8 : précision ; n° 3 et 6 : clarification ; n° 4 et 5 : rédaction ; n° 9 : coordination ; et n° 10 : suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat et renvoi aux dispositions du code électoral ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 20 de M. Robert Del Picchia (faculté ouverte aux Français de l'étranger de communiquer leur adresse électronique au consulat) qui relève du domaine réglementaire. - **Art. 3 (Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales)** (p. 3838, 3839) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Richard Yung (modalités d'organisation de propagande dans les Etats membres de l'Union européenne) au profit de l'amendement n° 22 de M. Michel Guerry (dérogation au principe d'interdiction de propagande à l'étranger dans les Etats signataires de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le respect de la législation du pays hôte) qu'il accepte. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 24 du Gouvernement ainsi que le sous-amendement n° 23 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (mise à la charge des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle d'une obligation de campagne d'information civique à destination des Français établis hors de France) sous réserve de l'avis du Gouvernement. Demande le retrait de l'amendement n° 21 de M. Robert Del Picchia (utilisation des nouvelles technologies comme outils de communication et d'information des Français de l'étranger). (p. 3840, 3841) : ses amendements n° 11 : coordination ; n° 13 : conditions de recours ; n° 14 : précision ; n° 15 : rédaction ; adoptés ; et n° 12 : droit de vote par procuration ; adopté après modification par le sous-amendement n° 19 du Gouvernement, qu'il accepte. - **Art. 4 (Électeurs inscrits de droit sur les listes électorales consulaires)** (p. 3842) : son amendement n° 16 : rédaction ; adopté. - **Art. 5 (Dispositions transitoires)** : son amendement n° 17 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 306 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Art. 1er (Art. 2 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 - Inscription sur les listes électorales consulaires pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger)** : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 3843) : son amendement n° 2 : coordination ; devenu sans objet. (p. 3844) : accepte l'amendement n° 5 de M. Michel Guerry (coordination). Sur celui-ci, ne peut émettre un avis sur le sous-amendement n° 7 du Gouvernement que la commission n'a pas examiné.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8993, 8994) : stabilité budgétaire. Effort financier insuffisant en matière de coopération régionale. Conséquences regrettables du vote négatif sur le projet de traité établissant une Constitution pour l'Europe. Volonté de fermeté dans la politique menée dans les secteurs du sucre et de la banane. Question préoccupante de la lutte contre l'immigration. Prise en compte de la volonté exprimée par Saint-Barthélemy et Saint-Martin sur les nouvelles dispositions de la Constitution. Action à mener sur la pression démographique à Mayotte. Sauvegarde indispensable des intérêts de la zone économique exclusive de Saint-Pierre-et-Miquelon. Importance du lancement du projet d'usine de traitement du nickel en Nouvelle-Calédonie. Adaptation du statut de Wallis-et-Futuna. Développement harmonieux des terres australes et antarctiques françaises ; conséquence de la création du pavillon maritime français. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption de ces crédits.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9049) : favorable à l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9053) : favorable aux amendements identiques n° II-73 de la commission et n° II-132 de la commission (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). Méconnaissance des expatriés.

COLLIN (Yvon)

sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation parlementaire pour la planification.

Vice-président de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA) : Plates-formes aéroportuaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 99 tome 3 annexe 32 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2569, 2570) : son intervention en tant que membre du groupe du RDSE particulièrement intéressé par les questions de transport et comme rapporteur spécial de la commission des finances pour les crédits de l'aviation civile. Convergence de l'analyse du Sénat et de l'Assemblée nationale. Existence de quelques différences d'appréciation sur le respect par le cahier des charges du principe de transparence et de non-discrimination des usagers et sur la commission de conciliation aéroportuaire. Favorable à ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5180, 5181) : s'interroge sur la pertinence de la politique économique du Gouvernement. Déficit de croissance de l'ensemble de la zone euro. Situation d'urgence politique et économique. Nécessité d'une véritable coordination des politiques économiques. Exemple de l'Allemagne. Rôle de l'Eurogroupe dans la restauration de la crédibilité de la croissance dans la zone euro. Irréalisme des règles du pacte de stabilité et de croissance. Contribution de l'évaluation des politiques publiques à un meilleur pilotage des politiques économiques.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6043) : nombreux événements attestant de la maladie du sport. Nécessité d'une nouvelle intervention législative pour lutter contre le dopage, en dépit du rôle avant-gardiste de la France dans ce combat. Souscrit aux objectifs du texte. Préservation nécessaire de l'éthique et du risque d'acceptation des produits dopants dans la société après leur banalisation dans le milieu sportif. Amélioration pertinente des outils de contrôle, d'analyse et de sanction du dopage. Sceptique néanmoins quant à l'éradication du phénomène. Utopie d'une reconquête de l'éthique sous la pression des impératifs médiatiques.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8452, 8453) : énumère les conditions dans lesquelles il se serait félicité des orientations traduites par l'article d'équilibre du projet de loi de finances pour 2006. Nécessité de clarifier les politiques européennes et de faire progresser l'harmonisation fiscale en Europe.

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) (p. 8589, 8590) : difficulté de comparaison entre la loi de finances pour 2005 et celle pour 2006. Annonce d'une augmentation des crédits particulièrement ceux du programme "Jeunesse et vie associative". Affaiblissement des moyens consacrés aux réseaux associatifs de jeunesse et d'éducation populaire : exemple de la région Midi-Pyrénées. Menace sur les postes FONJEP ; restrictions financières. Contribution des associations au maintien du lien social et à un aménagement équilibré du territoire. Rappel de la loi de 2004 sur le sport. Possibilité de rémunérer les sportifs en partie par un droit lié à l'exploitation de l'image collective échappant aux cotisations sociales. Tel que présenté, les radicaux de gauche ne voteront pas ce projet de budget.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8929, 8930) : difficultés rencontrées par le secteur de l'agriculture. Budget écartelé et restriction des crédits. Souhaite l'approfondissement des systèmes d'indemnisation des risques agricoles. Enseignement public agricole. Protection sociale agricole. Les radicaux de gauche ne voteront pas ce projet de budget.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (Contrôle et exploitation aériens). (p. 9218) : réforme de la DGAC. Grands enjeux du transport aérien. Sécurité et sûreté. Recommande l'adoption des crédits du budget annexe "Contrôle et exploitation aériens" et de la mission "Transports".

COLLOMB (Gérard)

*sénateur (Rhône)
SOC*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 63, 64) : développement des communes rurales périurbaines. Exemple du Var : élaboration d'une charte de protection et de gestion des territoires départementaux à vocation agricole. Décalage entre les dispositifs proposés et la hauteur des enjeux. Protection indispensable des espaces naturels en secteur périurbain. Double objectif de protection du foncier agricole. Frein à l'urbanisation et pérennisation d'une activité agricole. Régulation de la transmission des terres agricoles de la compétence des SAFER. Souci de promouvoir l'installation des nouveaux agriculteurs : rôle impératif des communes et de leurs EPCI. Lutte contre la périurbanisation et la spéculation foncière.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 11 AA** (*Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités*) (p. 160) : votera l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale).

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (*Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action*) (p. 183) : son amendement n° 344 : attribution aux communes et à leurs EPCI de la politique de protection des espaces périurbains ; rejeté. (p. 184) : son amendement n° 411 : attribution aux communes et aux EPCI de la définition des programmes d'action ; rejeté. (p. 187) : son amendement n° 345 : transfert aux communes et à leurs EPCI des droits de préemption confiés aux départements ; rejeté. (p. 192) : son amendement n° 346 : limitation du recours à un décret en Conseil d'Etat à la réduction de la superficie totale des périmètres ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 278, 279) : intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation). Question du financement des missions de service public de La Poste.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 57** (*Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse*) (p. 389) : ne votera pas l'amendement n° 377 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de pose de gluaux). - **Art. 58** (*Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse*) (p. 394) : soutient l'amendement n° 350 de M. Bernard Cazeau (définition du territoire de chasse en fonction des modes et types de chasse pratiqués et des espèces chassées dans chaque département) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 412) : favorable à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Déséquilibre flagrant entre la protection du loup et la protection des bergers et du pastoralisme.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 879, 880) : convivialité des débats. Adoption de micro-mesures sans projet global de développement pour le monde rural : mesures fiscales et recours contre le désengagement des entreprises chargées du service public. Présentation comme des nouveautés de pratiques anciennes. Absence de portée réelle des mesures les plus novatrices. Suppression par la CMP d'un amendement posant le principe de la compensation aux collectivités territoriales des charges résultant de transferts de compétences. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1381, 1382) : demande des élus locaux pour un fonds postal national de péréquation territoriale. Missions de La Poste. Nécessité d'un financement

spécifique du service universel. Précision indispensable sur l'alimentation du fonds postal national de péréquation. Nécessité d'un engagement financier de l'Etat. Importance des services bancaires dans le développement de La Poste. Intérêt pour La Poste de pouvoir proposer des crédits à la consommation. Faiblesse des économies réalisées grâce aux points de contact. Absence de justification économique au projet de réorganisation. Poids symbolique de la disparition des bureaux de poste dans les territoires ruraux. Possibilité de respecter les contraintes européennes sans détruire le réseau postal de proximité. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1405, 1406) : soutient l'amendement n° 97 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression) ; rejeté. (p. 1411) : soutient l'amendement n° 105 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression des dispositions relatives aux tarifs de base) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1440, 1441) : favorable à l'amendement n° 113 de M. Pierre-Yvon Trémel (préservation des données à caractère personnel). - **Art. additionnel avant l'art. 1er bis** (p. 1448) : favorable à l'amendement n° 116 de M. Pierre-Yvon Trémel (établissement par la Cour des comptes d'un rapport sur les surcoûts pour La Poste de la présence postale sur l'ensemble du territoire) modifié par le sous-amendement n° 177 de M. Gérard Delfau (dessaisissement de la Cour des comptes au profit du Parlement pour la réalisation d'une évaluation des charges de service public pesant sur La Poste). - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1451, 1453) : soutient l'amendement n° 117 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression) ; rejeté. Absence de traduction dans le texte de la reconnaissance du rôle de La Poste dans l'aménagement et le développement du territoire. Financement incertain du fonds postal national de péréquation territoriale. (p. 1460) : soutient l'amendement n° 118 de M. Pierre-Yvon Trémel (nouvelle rédaction) ; devenu sans objet. (p. 1465, 1466) : exprime sa profonde déception face au dispositif introduit par l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement). Inquiétude des milliers de maires ruraux de France. Régression. - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1475, 1479) : soutient les amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 123 (fonction de régulation postale assurée par le ministre chargé des postes) ; et n° 127 (autorisation d'exercice d'un prestataire de services postaux subordonnée au dépôt d'une caution ou d'une garantie) ; rejetés. Risque de substitution de La Poste à l'entreprise privée défaillante, au titre du service universel. - **Art. 5** (*Dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications*) (p. 1495) : soutient l'amendement n° 131 de M. Pierre-Yvon Trémel (extension des incompatibilités à une période de dix ans après la cessation de fonctions de membre de l'autorité) ; rejeté. - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1512) : soutient les amendements de M. Pierre-Yvon Trémel portant sur le même objet n° 137 et 136 (limitation des mises à disposition dans la filiale bancaire) ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 149 de M. Gérard Delfau (détention par La Poste de 100 % du capital de sa filiale).

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1531) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Pierre-Yvon Trémel (définition des missions de service public de La Poste). Nécessité de mettre un terme au manque de précision. - **Art. 17** (*Clarification du régime du cahier des charges de La Poste*) (p. 1536) : soutient l'amendement n° 139 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression) ; rejeté. Maintien indispensable de la politique de contractualisation entre l'Etat et La Poste. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1546) : déception quant au nombre de participants et au rejet de la quasi-totalité des propositions du groupe socialiste. Adoption d'une disposition sur l'accessibilité qui constitue une bombe à retardement "ruralicide". Incohérence d'un fonds de péréquation qui n'aura pas de fonds. Absence de réponse à l'attente des maires ruraux s'agissant de l'avenir de La Poste. Persistance de leurs difficultés. Attente insatisfaite s'agissant de l'évolution de l'établissement de crédit postal. Regrette

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'occasion manquée de trouver un accord sur les sujets essentiels. Le groupe socialiste réserve ses propositions pour l'avenir.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1683) : favorable à l'amendement rectifié n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale).

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 2478) : favorable à l'amendement n° 8 de M. Roland Courteau (accès à l'aide juridictionnelle pour les victimes de violences conjugales).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2662) : avancées modestes. Iniquité persistante de traitement entre les usagers de la ressource en eau. Poids de la représentation de l'Etat au sein des comités de bassin et des agences de l'eau en dépit de la décentralisation. Complexité du système de redevance forfaitisant seuils et assujettissements. Difficultés des départements à harmoniser et à développer des politiques contractuelles avec les agences pour définir des programmes spécifiques aux communes rurales. Nécessité d'avancer en dépit de certains aspects positifs. Amendements visant à réduire la distance entre les grands principes et les réalités. - **Art. 3** (*Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté*) (p. 2700) : opposition incompréhensible du Gouvernement aux amendements identiques n° 253 de M. Jacques Pelletier, n° 373 de M. Ladislas Poniatowski et n° 528 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2770) : soutient l'amendement n° 642 de Mme Josette Durrieu (suppression de l'actualisation des obligations faites aux ouvrages existants lors du renouvellement de leur concession) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 10** (*Art. L. 436-9 et L. 432-11 du code de l'environnement - Gestion des apauvements des cours d'eau*) (p. 2808) : favorable aux amendements identiques n° 552 de M. Paul Raoult et n° 478 de Mme Evelyne Didier (consultation des fédérations départementales de pêche et de protection du milieu aquatique). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2825) : favorable à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. 20** (*Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires*) (p. 2848) : s'abstient sur l'amendement n° 36 de la commission (améliorations rédactionnelles). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2854) : favorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 513, 514 et 515 de M. Gérard Delfau (réglementation des forages domestiques). - **Art. 21** (*Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration*) (p. 2857) : soutient l'amendement n° 558 de M. Paul Raoult (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épandues et non sur la quantité de boues produites) ; rejeté. (p. 2862) : risque de conflits à répétition en raison de l'incinération des boues industrielles imposée par le manque de débouchés pour l'épandage. - **Art. 22** (*Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 2865) : soutient l'amendement n° 562 de M. Paul Raoult (fixation par la commune des prescriptions techniques pour la

réalisation ou la mise en conformité des installations autonomes) ; rejeté. (p. 2872) : favorable à l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2893) : intervient sur l'amendement n° 569 de M. Paul Raoult (fusion des régies pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif). Obligation de séparation des deux services justifiée par la simplification des mises en concession. - **Art. 26** (*Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2896) : sur l'amendement n° 493 de Mme Evelyne Didier (extension des compétences des communes en matière d'assainissement non collectif à la réalisation, à leurs frais, de l'installation du système d'assainissement individuel), soutient le sous-amendement n° 683 de Mme Josette Durrieu (référence au schéma directeur d'assainissement et contrôle du SPANC) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2929) : favorable à l'amendement n° 643 de M. Paul Raoult (possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement). - **Art. 27** (*Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2953) : favorable à l'amendement n° 402 de M. Jean Desessard (plafonnement du montant des charges fixes). Nécessité de rentabiliser les investissements passés.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 3170) : favorable à l'amendement n° 451 de Mme Evelyne Didier (suppression des seuils de redevance pour pollution de l'eau). (p. 3188) : défavorable à l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (reconnaissance des bonnes pratiques phytosanitaires des agriculteurs par l'introduction d'une prime) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 693 de la commission (plafonnement de la prime à 30 % de la redevance acquittée et définition des conditions d'obtention). (p. 3203) : favorable à l'amendement n° 316 de M. Gérard César (plafonnement du taux de la redevance pour tous les prélèvements destinés à l'irrigation effectués dans des retenues collinaires). (p. 3205) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Gérard César (déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine). (p. 3212) : favorable à l'amendement n° 651 de M. Thierry Repentin (élargissement des exonérations de la redevance pour protection du milieu aquatique).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (*Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)*) (p. 3228, 3229) : soutient l'amendement n° 631 de M. Paul Raoult (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3252, 3253) : définition et financement de la politique de l'eau. Votera contre ce texte.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4540, 4541) : soutient la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Dénonciation de l'urgence dans laquelle doivent travailler les assemblées parlementaires. Rôle de la justice dans la société. - **Art. unique** (p. 4544, 4545) : interrogation quant à la présence du procureur de la République lors de l'audience d'homologation.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Question préalable** (p. 6211, 6214) : soutient la motion n° 36 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Contradiction avec les règles fixées par la loi Perben 2 relative à l'exécution des peines. Changement des principes fondé sur des présupposés en totale méconnaissance de la réalité. Alourdissement systématique des peines et du risque de récidive. Nécessité d'améliorer le taux d'éclaircissement des crimes et délits pour lutter efficacement contre la récidive. Référence non pertinente à la Floride comme modèle de lutte contre la récidive et de surveillance à perpétuité. Contradiction du PSEM avec les enseignements de l'expérience. Objet juridique mal identifié. Conclusions du rapport Fenech : caractère illusoire de la mesure quant à la protection des victimes potentielles ; effets contestés sur la population carcérale compte tenu des possibilités réelles d'accompagnement. Ignorance du coût financier. Réflexion superficielle. Interrogation sur les résultats. Nécessité de remettre l'ouvrage sur le métier. - **Art. 4 ter (Art. 717-3 du code de procédure pénale - Dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention)** (p. 6232) : favorable à l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (ajout d'une activité culturelle ou d'une formation à la citoyenneté à la formation professionnelle ou générale dispensée dans les établissements pénitentiaires). Exemple du Canada et de budgets spécifiques. - **Art. 5 (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes)** (p. 6238) : soutient l'amendement n° 54 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. (p. 6243) : favorable à l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes).

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 6 ter (Art. 132-23 du code pénal - Allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité)** (p. 6257) : soutient l'amendement n° 58 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. (p. 6258) : favorable aux amendements identiques n° 13 de la commission, n° 58 de M. Robert Badinter et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 7 (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)** (p. 6263) : soutient l'amendement n° 66 de M. Robert Badinter (port du bracelet électronique limité à une durée maximale de deux ans) ; devenu sans objet. (p. 6266) : s'interroge sur l'efficacité du placement sous surveillance électronique mobile par rapport aux moyens de lutte classique contre la récidive. (p. 6270) : intervient sur l'amendement n° 67 de M. Robert Badinter (entrée en vigueur du dispositif subordonnée au vote des crédits nécessaires à sa mise en oeuvre par le Parlement). Risque de dépassement des crédits actuellement dévolus à l'application des peines. - **Art. 8 (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile)** (p. 6271, 6272) : son amendement n° 68 : suppression ; rejeté. (p. 6274) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Patrick Courtois (recours au secteur privé pour les aspects techniques de la surveillance électronique mobile). - **Art. 5 bis (précédemment réservé) (Section IX nouvelle du code de procédure pénale - Art. 723-29 à 723-37 nouveaux du code de procédure pénale - Surveillance judiciaire)** (p. 6278) : demande d'information sur l'existence de statistiques sur la récidive des incendiaires volontaires.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) (p. 7012, 7015) : révélation par la LOLF de problèmes et d'évolutions. Impact des législations nouvelles sur les frais de justice. Augmentation des frais d'expertise. Tarification des prestations. Coût des nouvelles procédures pénales. Recours excessif à

l'incarcération. Rôle croissant du procureur. Intérêt d'une rationalisation des dépenses, mais uniquement dans le cadre de crédits suffisants. Retard dans l'application de la loi d'orientation et de programmation. Sous-évaluation des frais de justice dans le budget. Difficulté à évaluer la qualité des décisions de justice.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7636) : retour aux propositions de l'Assemblée nationale. Négation du rôle de chambre de modération du Sénat. Texte en contradiction avec le rapport Fenech. Texte d'affichage sans efficacité. Le groupe socialiste votera contre.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8947, 8948) : lutte contre les incendies de forêts. Non-pertinence des indicateurs de performance en la matière. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8962) : intervient sur l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). Sylvopastoralisme.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9158, 9160) : manque de lisibilité du budget dans le domaine des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales, malgré le découpage budgétaire façon LOLF. Réduction des bases fiscales sur lesquelles les communes peuvent asseoir leur développement futur. Financement, maintien et développement du service public en milieu rural. Incidences du projet de loi sur les finances départementales. - **Art. 82 (Dotation de développement rural, DDR : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)** (p. 9168) : son amendement n° II-219 : abondement de vingt millions d'euros de la dotation de développement rural ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 82** (p. 9170) : son amendement n° II-220 : abondement de vingt millions d'euros du fonds de péréquation postale ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10002) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR). - **Art. 32 quater (Relèvement du plafond autorisé de prélèvement de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier d'Etat de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur)** (p. 10009) : son amendement n° 106 : institution dès l'année 2006 de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte d'Azur ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 32 quater** (p. 10014) : son amendement n° 107 : création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant financièrement à la réalisation du programme ITER ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

COLONNA (Catherine)
*ministre déléguée aux affaires
européennes
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 356 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4552, 4553) : nécessité de prévenir et de réprimer la corruption. Référence à des conventions contre la corruption. Demande le vote du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation [n° 40 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6766, 6767) : accord quadripartite visant à encadrer la coopération industrielle dans le domaine stratégique de l'enrichissement de l'uranium. Enjeu majeur pour le maintien de la filière nucléaire française. Demande l'approbation de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8350, 8354) : réponse aux intervenants sur le projet de budget communautaire pour 2006, la PAC, la politique régionale, les politiques internes et les dépenses administratives. Ambition de la France pour une Europe politique et solidaire. Nécessité d'une réforme profonde de la structure du budget communautaire pour la période suivant l'année 2013. Réforme du rabais britannique. Importance de la stratégie de Lisbonne. Responsabilité de la présidence britannique pour mener un travail dans l'intérêt général de l'Union. - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8355) : s'oppose à l'amendement n° I-215 de M. Bruno Retailleau (suppression du montant versé par la France, via l'Union européenne, à la Turquie en vue de préparer son adhésion).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9587, 9588) : coopération entre le Gouvernement et le Parlement sur les questions européennes. Perspectives financières de l'Union. Maintien injustifié du chèque britannique. Nécessité d'un financement solidaire de l'élargissement. Statut de la Macédoine. Négociations sur le taux réduit de TVA.

COPÉ (Jean-François)
*ministre délégué au budget et à la
réforme budgétaire, porte parole du
Gouvernement
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre délégué au budget et à la
réforme de l'Etat, porte-parole du
Gouvernement
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 734, 735) : approbation de l'initiative du Sénat. Substitution au Conseil des impôts d'un organisme aux compétences élargies et à la composition diversifiée. Besoin d'une politique fiscale plus lisible et efficace, avec un calendrier plus équilibré. Volonté d'associer pleinement le Parlement à la prise de décision. Conséquence de la LOLF. Nécessité de garantir l'indépendance et l'efficacité du Conseil des prélèvements obligatoires. - **Art. unique** (p. 746) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marc Massion (maintien de la composition du Conseil des impôts). Son amendement n° 2 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4961, 4962) : travail consensuel et collectif réalisé sur la LOLF. Application prochaine du nouveau mode de constitution financière. Transparence dans la gestion des deniers publics. Réponse à trois objectifs majeurs : gestion responsable et rigoureuse des finances publiques, renforcement des droits du Parlement et maîtrise de la dépense publique. Système centré sur la notion de régulation. Renforcement de la lisibilité et de la crédibilité du dispositif. (p. 4969) : préservation des prérogatives du Gouvernement. Amélioration de la transparence des lois de finances. Efficacité de la gestion publique. Elargissement du droit d'amendement. Encadrement des opérations de partenariat public-privé. Progression de la démarche publique au service des citoyens. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 4971, 4972) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Alex Türk (respect du caractère indépendant des AAI). Maintien des réunions budgétaires autonomes pour les principales autorités administratives indépendantes. Mise en oeuvre de la fongibilité asymétrique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4974) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5150, 5154) : contexte inédit de l'application de la LOLF. Choix de la responsabilité. Abaissement du déficit public sous la barre des 3 % de PIB. Politique de désendettement. Transparence des affectations des plus-values de recettes fiscales. Engagement du Gouvernement à ne pas augmenter en volume la dépense publique. Préoccupation au sujet des comptes des collectivités territoriales. Souhait d'une conférence annuelle des finances publiques regroupant les responsables de l'Etat, de la sécurité sociale et des collectivités territoriales. Priorité donnée à l'emploi. Poursuite de l'effort de restauration de l'Etat régalién. Plan de financement en faveur de l'AFITF, agence de financement des infrastructures de transport de France. Amélioration de la gouvernance fiscale. Réflexion sur la fiscalité des successions. Options en matière de réforme de la taxe professionnelle. Poursuite et accélération de la réforme de l'Etat. Implication des fonctionnaires. (p. 5186) : respect de la norme "zéro volume". Mise en place de la conférence annuelle sur les finances publiques. Adoption d'une démarche qualitative dans la réduction des effectifs de la fonction publique. Application de la loi d'orientation pour l'avenir de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'école. Débat sur la TVA sociale. (p. 5187, 5191) : efforts en vue de réduire le poids de la dépense publique. Souhait de la transparence dans l'évaluation des recettes. Projet de loi de programmation sur la recherche en cours d'élaboration. Réforme du ministère de la défense. Orientation vers une affectation de recettes fiscales à la sécurité sociale en contrepartie des allègements. Maquette budgétaire et répartition des rapporteurs. Décalage dans le temps dans la mesure des effets de la dette et du déficit. Défense de la politique de la ville. Exemple de la ville de Meaux. Bilan des efforts faits pour enrayer la croissance de la dette publique. Précision sur la réduction des effectifs de l'éducation nationale. Absence de lien entre le niveau des dépenses publiques et la croissance économique. Compensation des transferts de compétences. Financement annuel de l'AFITF.

- Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)] - (12 octobre 2005) - Discussion générale (p. 5811, 5814) : respect de la LOLF. Vérification de l'exécution chiffrée du budget et évaluation de l'efficacité de la dépense publique et de la performance de l'administration. Dépôt des projets annuels de performance. Poursuite des efforts de réduction du déficit budgétaire. Stabilisation des dépenses de l'Etat et gestion du rebond conjoncturel des recettes en 2004. Croissance annuelle de 2,3 % ayant permis l'affectation des plus-values de recettes fiscales à la réduction du déficit. Maîtrise de la dépense depuis trois ans. Poursuite indispensable de l'assainissement des finances en intervenant sur la régulation budgétaire et la gestion des surplus fiscaux. Information préalable et information a posteriori du Parlement exigées par la loi organique. Analyse du déficit du budget de l'Etat et effort de celui-ci pour le stabiliser. Demande l'approbation de ce projet de loi. (p. 5826, 5829) : remerciements au rapporteur général pour ses encouragements. Réduction de la dette indissociable de celle du déficit. Règle du "zéro volume" et ambition du "zéro valeur". Distinction indispensable entre les dépenses, d'une part, et, d'autre part, les prélèvements sur recettes et les recettes fiscales. Participation du ministère de la défense à l'objectif de maîtrise de la dépense. Quatrième année consécutive de stabilisation des dépenses en volume et objectif de stabilisation en valeur en 2007. Fonds de financement des prestations sociales agricoles, FIPSA. Réforme de l'Etat. Efficacité de la dépense publique. Régulation budgétaire. Stabilisation de la croissance de la dette dans le projet de loi de finances pour 2006. Affectation du produit du capital des sociétés d'autoroutes. Volonté de maîtriser la dépense dans la durée et d'affecter les surplus de recettes à la réduction du déficit. - **Art. 4 et tableau C annexé** (*Dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 5831) : favorable à une expression en euros constants et en euros courants. Intérêt de retenir des dépenses en valeur courante maîtrisées.

- Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution - (26 octobre 2005) (p. 6302, 6306) : initiative sénatoriale du débat permettant une étude globale de l'ensemble des prélèvements. Définition d'une stratégie cohérente des finances publiques au service d'objectifs clairs en termes d'emploi et de compétitivité. Réforme fiscale des impôts de l'Etat : allègements d'impôts consacrés à l'emploi, luttés contre les délocalisations, restauration de la compétitivité par un mécanisme de plafonnement fiscal à 60 % des revenus et mesures en faveur de la transmission d'entreprises ; souci constant de justice sociale. Poursuite de la politique d'allègement des charges sociales : pérennisation, financement ; présentation d'un rapport sur l'efficacité des allègements ; modernisation du mode de financement de la sécurité sociale : poursuite du débat sur la TVA sociale. Réforme de la gouvernance des finances locales : incitation à la modération fiscale. Réforme de l'Etat basée sur la maîtrise de la dépense. (p. 6333, 6334) : réponse aux orateurs. Poursuite du débat à l'occasion de la discussion du projet de loi de finances.

- Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne - (9 novembre 2005) (p. 6864, 6867) : évolution de la dette publique depuis vingt ans. Maîtrise de sa dérive depuis 2002. Poursuite de la

stabilisation en volume des dépenses de l'Etat. Consécration des surplus de recettes à la réduction du déficit. Affectation des produits de cession du capital des entreprises publiques au désendettement. Exemple de la cession des participations de l'Etat dans les sociétés d'autoroutes. Stabilisation du ratio de dette de l'ensemble des administrations publiques en 2006. Souci de performance dans la gestion quotidienne de la dette. Transparence mise en oeuvre par la LOLF. Salue le travail du rapporteur spécial de la commission des finances sur la gestion et les résultats de l'Agence France Trésor. Inconvénients d'une fragmentation excessive de la gestion de la dette publique. Avancées en cours en matière de centralisation de la gestion. Création pour 2006 d'un compte de commerce "couverture des risques financiers de l'Etat". Nécessité d'agir avec discernement s'agissant de consolidation. Exemple de la CADES. Soutien à la proposition du rapporteur spécial d'évaluer la performance des émetteurs de dettes publiques. Nécessité d'enclencher une démarche à long terme au-delà de 2006 centrée sur la réforme de l'Etat : maîtrise de la dépense et réalisation de gains de productivité. Mise en place dès janvier d'un forum de la performance sur la base d'un examen comparé avec les pays étrangers. Mobilisation nécessaire des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale. Mise en place de conférences des finances publiques. (p. 6874, 6875) : réponse aux orateurs. Souhaite approfondir ce débat lors de l'examen du projet de loi de finances.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7793, 7798) : Constitution budgétaire. Garantie de transparence. Amélioration de la lisibilité du budget en 2006 : création d'un pôle de référence au sein du ministère du budget et d'un forum de la performance sur internet, à l'exemple des Etats-Unis. Priorité à l'emploi dans l'objectif d'accroître le pouvoir d'achat des salariés et la compétitivité des entreprises. Refus d'opposer l'économique et le social. Rupture avec la logique de l'assistance. Souhait de la commission des finances d'un débat sur la "TVA sociale". Restauration de l'Etat régalien. Respect des engagements des lois de programmation. Préparation de la France aux défis de l'avenir : recherche, pôles de compétitivité et création de l'Agence pour l'innovation. Réforme fiscale d'envergure. Progressivité de l'impôt. Double plafonnement. Réforme de la taxe professionnelle. Impôt inadapté au contexte de mobilisation pour l'emploi et l'investissement. Plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 % de la valeur ajoutée. Contribution bienvenue du Sénat pour atténuer les risques d'effets pervers de la réforme pour les collectivités locales. Sincérité du budget en dépit de conditions difficiles et de contraintes budgétaires lourdes. Stabilisation du déficit et du volume des dépenses. Sincérité du collectif budgétaire. Mise en oeuvre en 2006 des premières cessions immobilières de l'Etat. (p. 7799) : transformation du service des Domaines en service France Domaines. Création d'un compte d'affectation spéciale pour la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat. Redéploiement de crédits pour le plan en faveur des banlieues. (p. 7832, 7838) : faire preuve de modestie, d'ambition et de courage. Mobilisation sur la préparation du projet de budget pour 2007 et passage du "zéro volume" au "zéro valeur" s'agissant de l'évolution de la dépense. Lancement d'audits sans précédent. Justification du transfert de recettes à la sécurité sociale pour financer les allègements de charges. Cohérence et lisibilité. Attente des conclusions d'un audit sur la question des effectifs de la fonction publique. Réforme de la redevance audiovisuelle et télédéclaration. Son incompréhension face à la critique d'injustice faite à la réforme fiscale. Message aux Français. Volonté d'inscrire le système fiscal dans les standards internationaux. Prise en compte de la situation des ménages les plus modestes. Question fondamentale du retour à l'emploi. Poursuite des efforts en faveur d'un pilotage plus global des administrations publiques et de la sécurité sociale en "mode LOLF". Conférence des finances publiques. Programmation pour juin 2006 du bilan "coût-avantages" des dispositifs de défiscalisation pour l'outre-mer. Favorable à une réflexion sur le pouvoir d'achat et le coût du travail dans le cadre de la problématique du transfert des charges sociales au bénéfice des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

salariés. Nécessité de préserver l'identité nationale dans l'Europe et de renforcer l'attractivité de la France. - **Question préalable** (p. 7840) : s'oppose à la motion n° I-61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 7920) : s'oppose à l'amendement n° I-172 de M. Thierry Foucaud (prise en compte, au titre du quotient familial, d'enfants accueillis dans un foyer). - **Art. 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2005)** (p. 7924) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-62 (barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-63 (repli). (p. 7925) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (réforme du quotient familial). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7926) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). (p. 7928, 7930) : demande le retrait des amendements n° I-176 de M. Alain Lambert (déductibilité des intérêts d'emprunt souscrits pour l'acquisition de titres de sociétés) et n° I-19 de la commission (déplafonnement de la déduction des pensions alimentaires versées au titre d'enfants majeurs). (p. 7931) : demande le retrait de l'amendement n° I-213 de M. Alain Lambert (aménagement du régime de retenue à la source pour les personnes aux revenus variables). (p. 7933) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-26 (crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile) et n° I-27 (diminution du plafond de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile). - **Art. 2 bis (Prorogation de deux ans de l'abattement de 50 % sur les bénéfices agricoles réalisés par les jeunes agriculteurs et les signataires d'un contrat d'agriculture durable)** (p. 7934) : accepte l'amendement n° I-1 de la commission (durée des mesures fiscales destinées aux jeunes agriculteurs et aux signataires de contrats d'agriculture durable). - **Art. additionnel après l'art. 2 bis** (p. 7935) : demande le retrait de l'amendement n° I-173 de M. Alain Lambert (disposition en faveur de la filière cheval). - **Art. 2 ter (Relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires, issues d'activités commerciales et non commerciales, pour la détermination du bénéfice agricole)** (p. 7936, 7937) : demande le retrait des amendements n° I-198 de M. Michel Mercier (en milieu rural, possibilité de prendre en compte les recettes des entreprises artisanales comme bénéfices agricoles) et n° I-232 de Mme Esther Sittler (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 2 ter** (p. 7938) : s'oppose à l'amendement n° I-209 de M. Daniel Soulage (réduction d'impôt pour l'acquisition de parts d'un groupement foncier agricole). (p. 7939) : demande le retrait de l'amendement n° I-199 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement aux entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéfices industriels en zone rurale). (p. 7940, 7941) : demande le retrait des amendements de M. Daniel Soulage n° I-210 (partage entre les associés exploitants du crédit d'impôt résultant des dépenses engagées par les sociétés de personnes pour la formation de leurs dirigeants) et n° I-211 (choix de la TVA trimestrielle pour des périodes de cinq ans renouvelables). (p. 7942) : demande le retrait de l'amendement n° I-270 de M. Denis Badré (déductibilité des cotisations versées dans le cadre de contrats d'assurance dépendance). - **Art. additionnels après l'art. 2 quater** (p. 7943, 7944) : demande le retrait de l'amendement n° I-231 de Mme Marie-Thérèse Hermange (ouverture des avantages fiscaux existants en matière de garde aux parents d'enfants de moins de douze ans). - **Art. 3 (Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi)** (p. 7948, 7949) : s'oppose à l'amendement n° I-29 de M. Marc Massion (revalorisation de la prime pour l'emploi). (p. 7950) : s'oppose à l'amendement n° I-30 de M. Marc Massion (abaissement du seuil de versement de la prime pour l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 7951, 7953) : accepte l'amendement n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans). - **Art. 4 (Réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures)** (p. 7955) : s'oppose à l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 5**

(*Aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations*) (p. 7956) : s'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions sur les droits liquidés pour les transmissions anticipées de patrimoine). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7957) : s'oppose aux amendements de M. Roger Madec n° I-31 (harmonisation entre le mariage et le PACS en matière de fiscalité des donations et successions) et n° I-32 (repli). - **Art. 6 (Instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)** (p. 7958, 7959) : s'oppose à l'amendement n° I-33 de M. Jean-Pierre Demerliat (suppression) et accepte l'amendement n° I-3 de la commission (abattement de 5.000 euros sur les droits de mutation à titre gratuit pour les dons aux arrière-petits-enfants). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7960, 7961) : demande le retrait de l'amendement n° I-35 de M. Jean-Pierre Sueur (déductibilité de l'actif de succession des sommes versées aux personnes atteintes d'une pathologie liée au distilbène). (p. 7962) : demande le retrait des amendements identiques n° I-235 de Mme Esther Sittler et n° I-200 de M. Michel Mercier (aménagement du dispositif visant à encourager la transmission des titres d'une entreprise). S'oppose à l'amendement n° I-34 de M. Jean-Pierre Demerliat (diminution de l'abattement sur la transmission d'un patrimoine au travers de l'assurance-vie). - **Art. 7 (Crédit d'impôt en faveur de la mobilité des chômeurs)** (p. 7963) : s'oppose à l'amendement n° I-67 de M. Thierry Foucaud (conditions d'accès à la mobilité). - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 7964, 7965) : demande le retrait de l'amendement n° I-18 de la commission (exonération de taxe sur les véhicules de sociétés pour les véhicules peu polluants). - **Art. 10 (Suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés)** (p. 7966, 7967) : s'oppose à l'amendement n° I-113 de M. Jean-Pierre Masseret (modalités d'exonération de la taxe en cas de double imposition) et accepte l'amendement n° I-305 de la commission (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 7968) : accepte les amendements de la commission n° I-310 (assimilation de la taxe sur les véhicules de sociétés aux taxes sur les chiffres d'affaires du point de vue de la gestion administrative) et n° I-309 (assimilation aux véhicules de sociétés des véhicules possédés ou loués par les salariés à des fins professionnelles). - **Art. 12 (Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO₂)** (p. 7970) : accepte les amendements de la commission n° I-308 (rédaction) et n° I-307 (affectation du produit de la taxe à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie). S'oppose à l'amendement n° I-114 de M. Marc Massion (affectation de la taxe aux régions). (p. 7971) : demande le retrait de l'amendement n° I-115 de M. Marc Massion (accroissement de la pénalisation des véhicules les plus polluants). - **Art. 13 (Aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants)** (p. 7974, 7975) : s'oppose aux amendements identiques n° I-223 de M. René Beaumont et n° I-275 de M. Yves Détraigne (restriction à la composante agricole d'un biocarburant de la valeur énergétique prise en compte pour l'ETBE au titre de la taxe générale sur les activités polluantes). (p. 7977, 7979) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Marc Massion (suppression de l'avantage fiscal accordé aux biocarburants). Accepte l'amendement n° I-306 de la commission (extension de la défiscalisation partielle de la TIPP à de nouveaux biocarburants). Demande le retrait de l'amendement n° I-276 de M. Yves Détraigne (atténuation de la détaxation de TIPP). Demande également le retrait des amendements de M. René Beaumont n° I-228 (dispositions fiscales en faveur de l'éthanol) et, portant sur le même objet, n° I-224 et I-225 (atténuation de la détaxation de TIPP). Demande le retrait de l'amendement n° I-229 de M. René Beaumont (ajustement de la taxation des biocarburants à celles des carburants fossiles en fonction de leur valeur énergétique). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7981, 7982) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° I-69 de M. Thierry Foucaud et n° I-119 de M. Marc Massion (rétablissement de la TIPP

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

flottante). (p. 7983, 7984) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° I-183 de M. Thierry Foucaud, n° I-222 de M. René Beaumont et n° I-277 de M. Yves Détraigne (augmentation progressive de la part des biocarburants dans les autres carburants). (p. 7985) : s'oppose aux amendements identiques n° I-226 de M. René Beaumont et n° I-278 de M. Yves Détraigne (dispositions tendant à favoriser la production directe de bioéthanol par les distilleries). (p. 7986) : s'oppose à l'amendement n° I-120 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de TIPP pour le kérosène utilisé pour le transport aérien). (p. 7987) : demande le retrait des amendements identiques n° I-227 de M. René Beaumont et n° I-279 de M. Yves Détraigne (réduction de TIPP sur le biocarburant dit E85). (p. 7989) : s'oppose aux amendements n° I-68 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la taxe sur les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières) et n° I-121 de M. Marc Massion (instauration d'une taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières). (p. 7990) : demande le retrait de l'amendement n° I-250 de M. Charles Revet (instauration d'un crédit d'impôt favorisant les initiatives du secteur agricole tendant à préserver l'environnement et la santé au-delà des obligations légales en la matière). (p. 7991) : s'oppose à l'amendement n° I-118 de M. Marc Massion (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice des PME de moins de 50 salariés pour compenser la hausse du prix des carburants). - **Art. 13 ter** (*Modification du champ d'application de la réduction de la taxe intérieure de consommation au profit des unités de production d'alcool éthylique agréées*) (p. 7992) : accepte l'amendement n° I-5 de la commission (suppression). - **Art. 14** (*Réforme de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA*) (p. 7994) : accepte l'amendement n° I-6 de la commission (aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7994, 7995) : demande le retrait de l'amendement n° I-202 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice du taux réduit d'impôt sur les sociétés). (p. 7995) : s'oppose à l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions d'impôt sur les sociétés). - **Art. 15** (*Renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche*) (p. 7996) : s'oppose à l'amendement n° I-36 de M. Jean-Pierre Demerliat (suppression de l'augmentation du crédit d'impôt destiné à favoriser les dépenses de recherche). (p. 7997) : demande le retrait de l'amendement n° I-237 de M. Serge Vinçon (crédit d'impôt pour les dépenses engagées dans les secteurs des métiers d'art). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7998) : demande le retrait de l'amendement n° I-266 de Mme Catherine Morin-Dessailly (relèvement à 5 % du plafond du chiffre d'affaires appliqué aux dons bénéficiant de la réduction d'impôt sur les sociétés pour les actions de mécénat). - **Art. additionnel avant l'art. 16** (p. 7999) : s'oppose à l'amendement n° I-71 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt sur les sociétés des établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées). - **Art. 16** (*Imposition des intérêts capitalisés rémunérant les sommes transférées hors de France lors d'émission de titres subordonnés à durée indéterminée, TSDI*) (p. 8000) : accepte l'amendement n° I-311 de la commission (amélioration du dispositif relatif aux émissions de titres subordonnés à durée indéterminée). - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 8001) : s'oppose à l'amendement n° I-37 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéfices des sociétés foncières). (p. 8003) : demande le retrait de l'amendement n° I-59 de M. Jacques Legendre (déductibilité des frais engagés par des entreprises pour enseigner le français aux membres non francophones du personnel de leurs filiales).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16 bis** (p. 8139, 8140) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Morin-Dessailly n° I-263 (application d'une surtaxe sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises de pornographie) et n° I-267 (institution d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public hertzien par les éditeurs de service de télévision numérique personnelle et de service de télévision en haute définition en faveur du compte d'affectation spéciale "cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale). - **Art. 17** (*Plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des moins-values latentes*) (p. 8142) :

demande le retrait de l'amendement n° I-7 de la commission (détermination de la valeur réelle des titres de participation par référence au cours de bourse) en contrepartie de l'engagement d'une publication d'une instruction administrative. (p. 8143) : demande le retrait de l'amendement n° I-274 de M. Denis Badré (mesure d'incitation fiscale pour les entreprises ayant engagé des dépenses de recherche ayant abouti à des dépôts de brevets). - **Art. additionnels après l'art. 17** : demande le retrait de l'amendement n° I-272 de M. Denis Badré (extension du régime fiscal des sociétés mères à toutes les personnes morales quel que soit le niveau de leur participation dans le capital de la filiale). (p. 8145) : demande le retrait des amendements n° I-189 de M. Philippe Darniche (alignement partiel du régime fiscal des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de valeurs mobilières sur celui des plus-values immobilières) et, portant sur le même objet, n° I-239 de Mme Esther Sittler et n° I-196 de M. Michel Mercier (alignement du régime des plus-values de cessions d'entreprise sur celui des plus-values immobilières). Attente du débat sur la réforme du régime des plus-values. - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-74 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune). (p. 8147) : s'oppose aux amendements identiques n° I-38 de M. Marc Massion et n° I-75 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires"). Intérêt du dispositif des pactes d'actionnaires. Bilan pour l'année 2004. (p. 8149) : souci d'un système fiscal juste. Reprise des propos tenus en 1999 par M. Besson, membre de la direction du parti socialiste, relatifs à l'aménagement de l'ISF en faveur des investisseurs providentiels. (p. 8150, 8151) : s'oppose à l'amendement n° I-73 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF). (p. 8154) : s'oppose à l'amendement n° I-39 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de l'ISF des placements en capital au sein des PME). S'oppose à l'amendement n° I-72 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'actualisation du barème de l'ISF). - **Art. 17 bis** (*Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite*) (p. 8160) : s'oppose à l'amendement n° I-76 de M. Thierry Foucaud (suppression) et accepte les amendements de la commission n° I-312 (suppression de la condition de détention des actions en nominatif, n° I-8 (inclusion dans le champ de l'exonération des titres détenus par le biais des véhicules d'épargne salariale), n° I-9 (possibilité pour un salarié d'une filiale ou d'une sous-filiale qui détient les titres de l'entreprise d'une filiale ou d'une sous-filiale de bénéficier des dispositions de l'article) et n° I-10 (harmonisation des conditions dans lesquelles le régime de faveur n'est pas remis en cause avec les engagements collectifs de conservation). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8162) : demande le retrait des amendements de M. Alain Lambert, portant sur le même objet, n° I-175 et I-174 (diminution du seuil permettant de constituer un engagement collectif de conservation). (p. 8163) : demande le retrait de l'amendement n° I-313 de la commission (libre cession de parts entre héritiers au sein de sociétés holding lors de la transmission d'entreprises). Examen lors de la discussion du projet de loi de finances rectificative. (p. 8165, 8166) : demande le retrait des amendements identiques n° I-11 de la commission et n° I-290 de M. Denis Badré (accroissement de la décote affectant la valeur de la résidence principale pour l'établissement de l'assiette de l'ISF). Mesures suffisantes en matière d'imposition du patrimoine. S'oppose à l'amendement n° I-20 de M. Philippe Dominati (exclusion de l'assiette de l'ISF de l'habitation utilisée comme résidence principale). Manque à gagner considérable. (p. 8167) : demande le retrait de l'amendement n° I-207 de M. Yves Pozzo di Borgo (exonération à hauteur de 100 % de toute personne physique assujettie à l'ISF en raison de la propriété d'un unique bien immeuble). (p. 8168) : sur les amendements de M. Denis Badré, demande le retrait n° I-269 (réduction d'impôt de solidarité sur la fortune plafonnée à 2000 euros pour les investissements réalisés dans les PME non cotées) et estime satisfait le n° I-268 (élargissement de la notion de bien professionnel aux salariés des entreprises non cotées). (p. 8170) : s'oppose aux amendements n° I-21 de M. Philippe Dominati (abaissement du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale de dix ans à trois ans) et n° I-203 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Michel Mercier (application d'un délai de droit de reprise de l'administration d'une durée de trois ans pour l'ISF) et demande le retrait de l'amendement n° I-12 de la commission (abaissement du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale de dix ans à six ans). Risque de rupture du principe d'égalité devant l'impôt. Engagement d'une réflexion menée en concertation sur la réduction du délai de prescription. (p. 8171, 8172) : nécessité d'un recensement des contrôles, envisagés ou en cours, préalable à toute mesure fiscale. Engagement ferme d'une proposition de mesure sur les délais de reprise dans les meilleurs délais. Accepte les amendements de la commission n° I-315 (aménagement de l'abattement global de 50 000 euros sur l'actif net successoral reçu par le conjoint survivant et les héritiers en ligne directe) et n° I-314 (pérennisation de l'exonération des actes portant changement de régime matrimonial en vue de l'adoption de la communauté universelle). - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8173) : demande le retrait de l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). (p. 8174) : intervient sur l'amendement n° I-241 précité. Comparaison avec la taxe professionnelle. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8176) : s'oppose à l'amendement n° I-41 de M. Marc Massion (émission conjointe de l'avis d'imposition à la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu). (p. 8177) : demande le retrait des amendements n° I-201 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA) et n° I-240 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA). - **Art. 20 bis** (*Relèvement du plafond de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro*) (p. 8178) : accepte l'amendement n° I-13 de la commission (abaissement du plafond pris en compte pour l'accès aux prêts à taux zéro). - **Art. additionnel après l'art. 20 bis** (p. 8179) : s'oppose à l'amendement n° I-77 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). - **Art. additionnel avant ou après l'art. 20 ter** (p. 8180, 8181) : demande le retrait des amendements de M. Thierry Foucaud n° I-79 (mise en cohérence) et n° I-80 (rédaction) et du n° I-245 de Mme Catherine Procaccia (harmonisation des règles et modification du champ applicable en matière d'assujettissement à la TVA). - **Art. additionnel avant l'art. 20 ter** : s'oppose à l'amendement n° I-78 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de TVA à 18,6 %). - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8183) : s'oppose à l'amendement n° I-58 de M. Marc Massion (prorogation de l'application du taux réduit de la TVA au service d'aide à la personne et aux travaux d'entretien). Tenue prochaine du conseil Ecofin. (p. 8184) : demande le retrait de l'amendement n° I-128 de M. Gérard Miquel (extension de l'exonération de TVA aux produits issus de la valorisation des déchets recyclés). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° I-230 de M. René Beaumont et n° I-281 de M. Yves Détraigne (application du taux réduit de TVA aux ventes de produits de l'agriculture agglomérés destinés au chauffage). (p. 8185) : s'oppose à l'amendement n° I-46 de M. Michel Moreigne (application du taux réduit de TVA aux travaux de réhabilitation des établissements publics d'accueil des personnes âgées dépendantes de statut hospitalier). (p. 8186) : s'oppose à l'amendement n° I-81 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA aux opérations de réaménagement des friches industrielles). (p. 8188) : demande le retrait des amendements identiques n° I-177 de M. Jacques Blanc et n° I-204 de M. Denis Badré (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). Risque d'affaiblissement de la position de la France dans les négociations à Bruxelles. (p. 8191, 8192) : mise en place d'allègements significatifs de charges sociales dans l'hôtellerie et la restauration. Objectifs de passage du taux normal au taux réduit de TVA. S'oppose à l'amendement n° I-262 de Mme Catherine Morin-Desailly (application du taux réduit de TVA aux services de vidéo à la demande). (p. 8193, 8194) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Miquel n° I-42 (application du taux réduit de TVA à la livraison de chaleur distribuée en

réseau) et n° I-43 (repli). (p. 8195, 8196) : sur les amendements de M. Gérard Miquel, s'oppose au n° I-44 (application du taux réduit de TVA à toutes les ventes d'énergie renouvelable) et n° I-45 (prise en compte de l'ouverture des marchés énergétiques pour l'application du taux réduit de TVA aux abonnements gaz et électricité). Estime le n° I-129 (précision sur le champ d'application du taux réduit de TVA aux prestations de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés) satisfait par la législation actuelle. Demande le retrait de l'amendement n° I-242 de Mme Esther Sittler (possibilité de remboursement mensuel d'un crédit de TVA à partir de 760 euros). - **Art. 21** (*Reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale*) (p. 8198) : son amendement n° I-300 : mise en place d'un nouveau système de garantie des prêts à l'accession sociale à la propriété se substituant aux FGAS à compter du 1er janvier 2006 ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° I-47 de M. Marc Massion et n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 8199) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (relèvement de 0,45 % à 0,60 % du montant de la contribution des entreprises prévue à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation). (p. 8200) : demande le retrait de l'amendement n° I-197 de M. Michel Mercier (modalités de versement de l'indemnité de départ aux artisans et aux commerçants avant leurs soixante ans révolus). Entrée en vigueur prochaine d'un nouveau dispositif. Objectif d'encourager la transmission d'entreprise. - **Art. 22** (*Montant et répartition du prélèvement de solidarité pour l'eau*) (p. 8201) : demande le retrait de l'amendement n° I-14 de la commission (réduction de moitié du prélèvement de solidarité pour l'eau). Prochain projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques et établissement d'un nouveau schéma de financement de la politique de l'eau. - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8203, 8204) : s'oppose à l'amendement n° I-95 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales). Tenue prochaine d'une conférence des finances publiques abordant les relations financières entre l'Etat et les collectivités locales. (p. 8205) : s'oppose à l'amendement n° I-137 de M. Marc Massion (indexation du contrat de croissance et de solidarité sur 50 % de la croissance du PIB). Contexte de croissance plus favorable en 2001 qu'actuellement. - **Art. additionnels avant l'art. 25** (p. 8209) : s'oppose à l'amendement n° I-146 de M. Michel Moreigne (création d'un financement particulier pour les départements de la Creuse, du Cantal, de l'Indre, de la Haute-Loire et du Tarn). - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8211, 8212) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° I-167 (compensation de la moins-value subie par les communes figurant dans le plan d'exposition au bruit) et n° I-168 (repli). (p. 8213, 8216) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° I-162 (création dans la DGF d'une dotation "logement social" pour les communes et les EPCI oeuvrant en matière de construction de logements locatifs sociaux) et n° I-161 (compensation intégrale des pertes liées aux exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties) et à l'amendement n° I-163 de Mme Nicole Bricq (compensation des pertes de produit fiscal supportées par les collectivités locales lors des opérations de démolition reconstruction). Considère que le sujet demande une réflexion qui dépasse le cadre d'un amendement. (p. 8217, 8218) : s'oppose à l'amendement n° I-164 de M. Michel Charasse (prise en charge par l'Etat des dépenses concernant les étrangers dont la situation est en cours d'examen en vue d'une régularisation). Engagement à référer de ce problème aux ministères concernés. (p. 8220) : défavorable à l'amendement n° I-165 de M. Claude Haut (création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant à la réalisation du réacteur expérimental thermonucléaire international). (p. 8222) : demande le retrait de l'amendement n° I-166 de M. Michel Charasse (majoration au profit de la DGF de la taxe foncière et de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus aisés des communes ne respectant pas le pourcentage de 20 % de logements sociaux). (p. 8224, 8225) : demande le retrait de l'amendement n° I-296 de M. Philippe Adnot (récupération sur

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

succession, legs et donations des bénéficiaires des allocations versées par les conseils généraux au titre de la prestation de compensation du handicap et de l'allocation personnalisée d'autonomie) dans l'attente des résultats de la mission confiée à MM. Henri de Raincourt et Michel Mercier et d'une réflexion plus globale sur les minima sociaux. - **Art. 31** (*Suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants*) (p. 8229) : défavorable à l'amendement n° I-192 de M. Marc Massion (déplafonnement de la prise en charge par le budget de l'Etat des dégrèvements de redevance audiovisuelle qu'il décide). - **Art. 32** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier"*) (p. 8230) : s'oppose à l'amendement n° I-84 de M. Thierry Foucaud (utilisation du produit de la valorisation du patrimoine de l'Etat pour le financement de constructions de logements locatifs sociaux neufs). - **Art. 34** (*Création du compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"*) (p. 8231) : s'oppose à l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 35** (*Création du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale"*) (p. 8233) : accepte l'amendement n° I-264 de Mme Catherine Morin-Desailly (versement au compte de soutien financier du concours complémentaire que les conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision sont susceptibles de prévoir). - **Art. 36** (*Création du compte d'affectation spéciale "Pensions"*) (p. 8234) : s'oppose à l'amendement n° I-86 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions relatives au versement exceptionnel d'un milliard d'euros par France Télécom au compte spécial des pensions et retraites de l'Etat). - **Art. 38** (*Affectation de recettes au profit d'un établissement public chargé du développement du sport*) (p. 8237) : s'oppose aux amendements n° I-87 de M. Thierry Foucaud (augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport) et n° I-212 de M. Jacques Pelletier (augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport). Son amendement n° I-303 : affectation d'un prélèvement complémentaire opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national de développement du sport pour le financement d'actions agréées par le ministre chargé des sports pendant une durée de trois ans ; adopté. - **Art. 39** (*Création du compte de commerce "couverture des risques financiers de l'Etat"*) (p. 8238, 8239) : sur les amendements de M. Philippe Marini, s'oppose au n° I-15 (suppression de l'autorisation spéciale donnée au ministre de la défense de couvrir à terme les variations de prix des approvisionnements pétroliers nécessaires aux besoins des armées) et accepte le n° I-53 (suivi des opérations de couverture du risque de change menées par l'Agence France Trésor pour le compte du ministère des affaires étrangères). - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8245, 8246) : engagement d'un débat sur les allègements de charges dans le courant de l'année 2006. Choix raisonné de la liste des recettes fiscales affectées à la compensation des allègements de cotisations. Opposé à la TVA sociale, notamment en raison des risques inflationnistes. Demande le retrait de l'amendement n° I-16 de la commission (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale) et s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° I-130 (suppression), n° I-131 (transfert des recettes fiscales à la sécurité sociale limité à la compensation des allègements de cotisations conditionnés), n° I-132 (garantie d'une compensation intégrale des pertes de recettes subie par les caisses et régimes de la sécurité sociale), ainsi qu'aux amendements n° I-88 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle), n° I-273 de M. Michel Mercier (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale) et n° I-253 de M. Alain Vasselle (régularisation de l'écart constaté en fin d'exercice entre le produit des impôts et taxes affectés et le montant définitif de la perte de recettes liée aux allègements de cotisations sociales). (p. 8248, 8251) : favorable à une discussion sur la TVA sociale. Danger pour la maîtrise des dépenses sociales de leur affecter des ressources

dynamiques telles que la TVA. Demande le retrait de l'amendement n° I-16 de la commission (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale). Défavorable à l'amendement n° I-253 de M. Alain Vasselle (régularisation de l'écart constaté en fin d'exercice entre le produit des impôts et taxes affectés et le montant définitif de la perte de recettes liée aux allègements de cotisations sociales). Reconstitution d'une sorte de FOREC. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 8252) : s'oppose à l'amendement n° I-48 de M. Marc Massion (exonération pour les associations de la taxe sur les salaires à hauteur de deux emplois à plein temps payés au SMIC). - **Art. additionnel après l'art. 43** (p. 8253) : demande le retrait de l'amendement n° I-122 de M. Marc Massion (création d'une redevance de sac de caisse dont le produit est reversé à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), qu'il estime satisfait par l'article 11 bis du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. 46** (*Aménagement du régime de la taxe d'aviation civile*) (p. 8255) : demande le retrait de l'amendement n° I-251 de Mme Fabienne Keller (abattement de 50 % sur la taxe d'aviation civile dans les aéroports soumis à la concurrence immédiate des aéroports étrangers frontaliers). - **Art. 47** (*Affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF*) (p. 8256) : s'oppose aux amendements n° I-89 de M. Thierry Foucaud (réintégration dans le budget général des ressources tirées du produit des amendes de circulation constatées par voie de contrôle radar) et n° I-49 de M. Marc Massion (maintien de la participation de l'Etat dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes). - **Art. 48** (*Création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France, RFF*) (p. 8258) : s'oppose aux amendements identiques n° I-50 de M. Marc Massion et n° I-90 de M. Thierry Foucaud (suppression).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8293, 8297) : respect des engagements de l'Etat vis à vis des collectivités territoriales : réforme du FCTVA ; compensation des transferts de compétences. Réforme de la DGE. Finances locales. Progression des dépenses sociales des départements. Dépenses du RMI. Maintien de la compétence de l'Etat pour certaines dépenses d'insertion. Réflexion sur l'organisation de la sortie du RMI. Autonomie financière des collectivités locales : absence d'atteinte à ce principe dans le projet de loi de finances. Intégration des impôts locaux dans le plafonnement. Réforme de la taxe sur le foncier non bâti et de la taxe professionnelle. - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8303, 8305) : importance majeure de cette réforme. Inquiétude suscitée par ce dispositif. Son engagement d'une compensation indexée sur la DGF. S'oppose aux amendements de suppression n° I-4 de la commission des finances, n° I-133 de M. François Marc et n° I-292 de M. Michel Mercier. S'oppose également aux amendements n° I-134 de M. François Marc (compensation aux collectivités territoriales de cette exonération sur la base des taux votés au titre de l'année précédente) et n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants). (p. 8306) : son amendement n° I-320 : indexation de la compensation sur la progression de la DGF ; adopté. (p. 8308) : cohérence avec le projet de loi d'orientation agricole. Réflexion nécessaire sur la fiscalité locale. (p. 8310) : son engagement de mener à bien une réflexion sur la révision des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties. (p. 8313) : intervient sur son amendement n° I-320 précité. Méthode de calcul de la compensation. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8315) : s'oppose à l'amendement n° I-102 de M. Thierry Foucaud (extension à toutes les surfaces commerciales de plus de 500 mètres carrés de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux et de stockage et réévaluation du taux de cette taxe). (p. 8316) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, demande le retrait des n° I-105 (élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées du champ de l'exonération de taxe d'habitation prévue à l'article 1407 du code général des impôts) et n° I-106 (réduction) et s'oppose aux n° I-107 (compensation intégrale pour les communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti) et n° I-104

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées de l'exonération de taxe professionnelle prévue à l'article 1449 du code général des impôts). (p. 8317) : s'oppose à l'amendement n° I-136 de M. Jean-Marie Bockel (à partir de 2006, limite du prélèvement opéré par l'Etat sur la taxe professionnelle versée par les établissements de France Télécom, au produit de cette taxe perçu par la commune l'année précédente au titre de ces mêmes établissements). - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8322) : accepte la demande de priorité sur l'amendement n° I-319 de la commission (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements). (p. 8323) : accepte l'amendement précité n° I-319 de la commission. (p. 8329) : accepte les amendements identiques n° I-143 de M. Claude Haut, n° I-218 de M. Eric Doligé et n° I-285 de M. Michel Mercier (participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs pompiers volontaires). Estime les amendements portant sur le même objet n° I-99 de M. Thierry Foucaud, n° I-139 de M. Claude Haut, n° I-283 de M. Michel Mercier et n° I-216 de M. Eric Doligé (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements), les amendements de repli n° I-217 de M. Eric Doligé, n° I-142 de M. Claude Haut, n° I-284 de M. Michel Mercier, et de M. Thierry Foucaud n° I-101 et n° I-100 ainsi que les amendements n° I-98 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la DGE dans sa forme initiale) et n° I-140 de M. Gérard Miquel (suppression des conditions de seuil pour accéder à la compensation de la fraction principale de la première part de la DGE) satisfaits par l'amendement n° I-319 de la commission précitée. Estime les amendements portant sur le même objet n° I-144 de M. Claude Haut, n° I-219 de M. Eric Doligé et n° I-286 de M. Michel Mercier (pérennisation de la prise en charge par l'Etat du financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires), ainsi que l'amendement n° I-141 de M. Gérard Miquel (repli) satisfaits par les amendements identiques précités n° I-143 de M. Claude Haut, n° I-218 de M. Eric Doligé et n° I-285 de M. Michel Mercier.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Maroc** - (30 novembre 2005) (p. 8356).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 8373) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur le même objet n° I-151 et I-152 (calcul de la compensation versée aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales). - **Art. 26** (*Compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions*) (p. 8374) : son amendement n° I-301 : majoration de la compensation versée aux régions au titre des transferts de compétence ; adopté. (p. 8375) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Marc Massion (indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TIPP transférée aux régions au titre de la compensation financière des transferts de compétences intervenus en 2006). (p. 8376, 8377) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° I-149 (alignement des principes relatifs à la compensation financière versée au syndicat des transports d'Ile-de-France sur ceux mis en oeuvre à l'occasion de la décentralisation du transport collectif des voyageurs aux autres régions) et n° I-150 (majoration de la compensation versée au STIF en 2006). - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8380) : s'oppose aux amendements identiques n° I-110 de M. Thierry Foucaud, n° I-220 de M. Eric Doligé et n° I-287 de M. Michel Mercier (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI) ainsi qu'à l'amendement n° I-154 de M. Claude Haut (actualisation des fractions de tarifs de TIPP en faveur de la compensation du RMI versée aux départements). (p. 8381, 8382) : intervient sur l'amendement n° I-220 précité. (p. 8383) : intervient sur l'amendement n° I-110 précité. - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 8385) : accepte l'amendement n° I-243 de Mme Esther Sittler (délégation à des établissements publics

"locaux", par les conseils régionaux, de la gestion des avances consenties aux entreprises). - **Art. 27** (*Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8389) : son amendement n° I-302 : ajustement du droit à compensation des départements ; adopté. (p. 8390) : s'oppose aux amendements n° I-92 de M. Thierry Foucaud ("déliation" des taux d'imposition locale), n° I-156 de M. Gérard Miquel (mise en place d'une indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TSCA transférée aux départements), n° I-157 de M. Claude Haut (mise en oeuvre du principe de l'autonomie financière des collectivités) et n° I-289 de M. Michel Mercier (liberté de vote, pour les départements, d'un taux de TSCA sur la branche automobile). - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 8391) : s'oppose à l'amendement n° I-158 de M. Michel Charasse (transfert du produit de l'ISF aux départements). - **Art. 28** (*Règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA*) (p. 8392, 8393) : demande le retrait de l'amendement n° I-159 de M. Michel Charasse (application du dispositif aux opérations engagées avant le 1er janvier 2006). (p. 8394) : demande le retrait de l'amendement n° I-233 de M. Charles Guené (précision de la notion de réalisation). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 8394, 8395) : son amendement n° I-299 : dérogation au principe prévoyant que les dépenses réelles d'investissement prises en considération pour l'attribution du FCTVA sont celles afférentes à la pénultième année ; adopté. - **Art. 29** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8396, 8397) : estime l'amendement n° I-249 de M. Roger Besse (majoration du montant de la dotation "élu local") satisfait par l'amendement portant sur le même objet n° I-52 de M. Michel Charasse qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 8398) : accepte l'amendement n° I-265 de Mme Catherine Morin-Desailly (allègement de la taxe professionnelle en faveur des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel). (p. 8399) : demande le retrait de l'amendement n° I-234 de M. Serge Vinçon (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficie le ministère de la défense au titre des terrains militaires). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8410, 8412) : part des dépenses en personnel de la fonction publique dans le budget général hors charge de la dette. Méthode de décompte des agents de l'Etat. Poursuite des efforts de maîtrise des effectifs engagés en 2002. Préférence pour un système dans lequel on privilégierait une étude systématique du fonctionnement de chaque service public, de chaque procédure, afin de savoir combien de fonctionnaires sont nécessaires. Nécessité de rendre chaque ministre gestionnaire de ses ressources humaines. Audits de modernisation afin de coordonner la réforme de l'Etat. Sa conception de cette réforme. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8422, 8423) : distinction des deux éléments constitutifs de la dette publique. Réponses aux intervenants sur l'évaluation de la dette, sur le problème de savoir s'il sera possible d'y faire face dans vingt ans, sur l'affectation du produit de cession du capital des entreprises publiques au désendettement, sur la consolidation et sur la gestion active de la dette. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8434, 8435) : son amendement n° I-322 : modification de l'article d'équilibre pour tenir compte des votes du Sénat. Réduction du déficit de 200 millions d'euros ; adopté. S'oppose à l'amendement n° I-91 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle). - **Seconde délibération** (p. 8436) : s'oppose à la demande de seconde délibération de M. Thierry Foucaud portant sur les amendements n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail) et n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans). Sa demande de seconde délibération portant sur les articles 29, 41 et 51 ainsi que sur l'état A annexé ; acceptée. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8448) : ses amendements n° A-1 (augmentation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales) ; n° A-2 (simplification des circuits de financement des allègements généraux de charges) ; et n° A-3 (actualisation de l'article d'équilibre) ; adoptés. - **Vote sur l'ensemble de la seconde**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

délibération et sur l'ensemble de la première partie (p. 8453) : remerciements.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat

- (3 décembre 2005) (p. 8732, 8733) : réduction prévisionnelle de la charge de la dette en 2006. Affectation de recettes de privatisation pour anticiper le risque de hausse des taux. Plafonnement de la variation nette de la dette. Plan d'action pour une gestion opérationnelle de l'immobilier de l'Etat. Anticipation du dispositif en projet de loi de finances rectificative pour les cessions d'immeubles réalisées en 2005. Expérimentation des loyers budgétaires. Mise en place de France Domaines au 1er janvier 2007. Recettes du compte "Participations financières de l'Etat" intégrant la cession des sociétés autoroutières et le produit de l'offre réservée aux salariés d'EDF. Désendettement des administrations publiques, des établissements publics ou de l'Etat. Dotation de l'Agence de financement des infrastructures de transport en France, AFITF, de l'Agence de l'innovation industrielle et de l'Agence nationale de la recherche. Sincérité des hypothèses budgétaires retenues. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8734) : son amendement n° II-126 : majoration de 5 millions d'euros des crédits du programme "Appels en garantie de l'Etat" suite à l'accord intervenu entre l'Etat et les banques dans le cadre du nouveau système de garantie sur les prêts à l'accession sociale à la propriété proposé à l'article 21 du projet de loi de finances pour 2006 ; adopté.

Budget annexe des monnaies et médailles

- (3 décembre 2005) (p. 8736, 8737) : impossibilité de maintenir le statut de budget annexe des Monnaies et médailles au-delà de 2006. Enjeu d'une transition dans un contexte concurrentiel. Nécessité d'un projet industriel pour les Monnaies et les médailles. Nombreux atouts et savoir-faire unique au monde. Transformation à compter du 1er janvier 2007 en établissement public à caractère industriel et commercial en concertation avec les personnels.

Gestion et contrôle des finances publiques - Comptes de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (3 décembre 2005) (p. 8739, 8740) : anticipation par le Gouvernement de la hausse du taux d'intervention de la Banque centrale européenne. Importance des objectifs de la mission "Gestion et contrôle des finances publiques". Amélioration de la qualité du service. Charte du contribuable. Triomphe de la télédéclaration des revenus sur Internet. Chantier de l'interlocuteur fiscal unique. Concertation avec les élus s'agissant de l'évolution du réseau des trésoreries. Débat préalable sur la retenue de l'impôt à la source. Audit sur le taux de recouvrement des créances de contrôle fiscal et des amendes. Réduction des coûts. Contribution importante du ministère aux réductions d'effectifs. Poursuite des projets informatiques. Concrétisation de la nouvelle ambition sociale : primes d'intéressement à la performance pour tous les agents et requalification des emplois. Volonté d'engager le ministère des finances sur un haut niveau de performance en pointe sur la réforme de l'Etat.

Provisions

- (3 décembre 2005) (p. 8741, 8742) : justification de la hausse des crédits du programme "Dépenses accidentelles et imprévisibles". Durcissement de la procédure pour les décrets d'avances. Disparition à la fin de 2005 des autorisations de programme non affectées. Difficulté de la bascule comptable de 2005 sur 2006 des anciens crédits de paiement. Son amendement n° II-124 : minoration de 35 millions d'euros des autorisations d'engagement de la dotation pour les dépenses accidentelles et imprévisibles de la mission "Provisions" pour abonder de 20 millions d'euros les crédits de la mission

"Recherche et enseignement supérieur" et de 15 millions d'euros les crédits de la mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques" ; adopté.

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) (p. 8747) : mission "Régimes sociaux et de retraite". Subventions d'équilibre aux régimes spéciaux. Bonne approche des indicateurs de performance s'agissant de l'efficacité de la gestion et des comparaisons entre régimes. Compte d'affectation spéciale "Pensions" : contribution de cette nouvelle méthode de budgétisation à la modernisation de l'Etat. Mise en place d'un fonds de roulement destiné à gérer les décalages de trésorerie infra-annuels. - **Art. 54 et état B (Crédits des comptes spéciaux)** (p. 8748) : son amendement n° II-119 : rectification d'une erreur d'imputation de certaines dépenses du compte d'affectation spéciale "Pensions" ; adopté.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9266, 9270) : concrétisation d'un projet évoqué depuis des années. Complexité et difficulté de cette réforme. Objectif d'améliorer la compétitivité des entreprises. Lourdeur des charges fiscales pour les entreprises. Taxation des investissements avant la production de résultats. Contexte de perte d'activité économique. Augmentation en 2005 de la compensation des pertes de base de taxe professionnelle par l'Etat. Mécanismes de plafonnement. Attractivité de cette réforme. Instauration d'un taux unique. Dégrèvement pour investissements nouveaux. Secteurs économiques bénéficiaires. Correction des inégalités territoriales. Maintien du caractère d'impôt local de la taxe professionnelle : possibilité d'en augmenter le taux ; confirmation du respect de l'autonomie financière des collectivités territoriales. Fonctionnement du dispositif. Absence de tutelle d'une collectivité sur une autre. Améliorations de cette réforme : définition de l'année de référence et introduction de clauses de sauvegarde. Attente des propositions du Sénat pour les EPCI. (p. 9272) : réflexion prochaine de la conférence des finances publiques sur les transferts de compétences, leurs coûts et les modalités de leur mise en oeuvre. Relation de l'Etat et des départements : attente du rapport de MM. Michel Mercier et Henri de Raincourt. (p. 9276, 9277) : s'oppose aux amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Marge de progression importante sur ce texte. (p. 9280) : accepte la demande de priorité sur les amendements de la commission des finances n° II-431 (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-430 (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales) et n° II-429 (neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle). (p. 9290) : engagement d'effectuer les simulations souhaitées par les sénateurs. Accepte les amendements précités de la commission n° II-431, n° II-430, n° II-429, n° II-425 (rédaction), n° II-427 (dispense de participation, dans le cas d'un montant très faible, des communes et des EPCI au financement du plafonnement) et n° II-428 (abattement total pendant une année puis réduction pendant les trois années suivantes de la participation exigée au plafonnement pour les collectivités territoriales ou les EPCI connaissant des difficultés les conduisant à un règlement d'office par le préfet). Demande le retrait des amendements de M. Marc Massion n° II-355 (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement de taxe professionnelle pour les collectivités locales appliquant la majoration spéciale), n° II-352 (traduction de la hausse de la fiscalité locale des régions et des départements dans la majoration du taux de référence retenu pour le calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-351 (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement pour les communes et les EPCI), n° II-353 (fixation du taux de référence servant au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-358 (limite de l'application du prélèvement au titre du ticket modérateur à 50 % au plus des bases de taxe professionnelle) et n° II-357 (prise en charge par l'Etat de la totalité du ticket modérateur imposé aux collectivités territoriales dans le cas où le pourcentage des bases plafonnées excède 50% du total) ainsi que des amendements identiques n° II-245 de M. Jean-François Le Grand et n° II-350 de M. Marc Massion (suppression du dispositif du ticket modérateur mis à la charge des collectivités locales). Demande également le retrait des amendements n° II-274 de M. Yves Détraigne, n° II-336 de M. Yves Fréville, n° II-359 de M. Michel Moreigne (compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes suscitées par le plafonnement de la taxe professionnelle pour les départements ayant des bases étroites et risquant de connaître un plafonnement de plus de 50 %) ainsi que les amendements de M. Jarlier n° II-419 (limite du dégrèvement mis à la charge d'un EPCI à fiscalité additionnelle à 5 % du produit total de la taxe professionnelle perçue) et n° II-402 (maintien à la charge de l'Etat des dégrèvements de taxe professionnelle pour les EPCI ayant des bases inférieures à la moitié de la moyenne nationale). (p. 9291, 9292) : intervient sur l'amendement n° II-431 précité de la commission. Priorité à la réduction des charges fiscales pesant sur les entreprises. Son expérience de maire de Meaux. Rappel de la nécessité de cette réforme. (p. 9295, 9296) : réponse à la question de M. Yves Détraigne sur la participation au remboursement du dégrèvement pour les collectivités ayant sur leur territoire un établissement appartenant à une entreprise plafonnée. (p. 9297) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-243 (suppression de l'allègement transitoire des bases de taxe professionnelle de 16 %) et n° II-244 ("déliation" des taux des impôts locaux). (p. 9298) : accepte l'amendement n° II-363 de M. Marc Massion (neutralisation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur les modalités d'abondement des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). (p. 9299) : demande le retrait de l'amendement n° II-278 de M. Michel Mercier (calcul du plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle d'une collectivité en fonction de la valeur ajoutée produite par chaque établissement installé sur son territoire). S'oppose à l'amendement n° II-366 de M. Marc Massion (aménagement du "plafonnement du plafonnement" de la taxe professionnelle). (p. 9301) : son amendement n° II-434 : inclusion dans la valeur ajoutée des opérations enregistrées dans un compte de transfert de charges, portant sur des mises à disposition de personnel ; adopté. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-354 de M. François Marc et n° II-432 de la commission (limite des pratiques d'optimisation fiscale consistant à réduire la valeur ajoutée des entreprises par la déduction des seules dépenses de personnel mis à disposition par les entreprises d'un même groupe) au profit de son amendement n° II-434 précité. (p. 9302) : souhaite d'éviter une double imposition des salaires des travailleurs intérimaires. (p. 9304) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-365 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation). (p. 9306) : accepte l'amendement n° II-426 de la commission (introduction d'un dispositif dérogatoire pour les collectivités territoriales ou les EPCI dont le taux de taxe professionnelle serait nul en 2004 ou en 2005 du fait de l'absence de bases taxables). (p. 9307, 9308) : sur les amendements de M. Marc Massion, demande le retrait du n° II-362 (non-application de cette réforme aux EPCI à taxe professionnelle unique dont le taux est inférieur à celui voté l'année précédente majoré de 5,5 %), et s'oppose au n° II-356 (non-application de ce dispositif aux collectivités locales souhaitant mettre en place une majoration spéciale de leur taux de taxe professionnelle). (p. 9309) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° II-360 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle évoluant moins vite que l'inflation) et n° II-361 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe

professionnelle qui régressent). (p. 9309, 9311) : s'oppose à l'amendement n° II-367 de M. Michel Charasse (mise à la charge des chambres de commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur). - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9313) : sur les amendements portant sur le même objet accepte le n° II-301 de la commission et s'oppose au n° II-185 de M. Thierry Foucaud (limitation des baisses de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, dans certains cas). (p. 9314) : demande le retrait de l'amendement n° II-409 de M. Roger Karoutchi (exonération de taxe professionnelle pour les personnes louant leur résidence secondaire). (p. 9314) : demande le retrait de l'amendement n° II-268 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des mutuelles et institutions de prévoyance pour leurs seules activités entrant en concurrence avec celles d'entreprises redevables de cette taxe). (p. 9315) : souhaite d'une négociation avec les mutuelles. (p. 9316) : accepte l'amendement n° II-316 de M. Yann Gaillard (exonération de taxe professionnelle pour les activités de production de films et de programmes de télévision et la production de films institutionnels et publicitaires). (p. 9318) : demande le retrait de l'amendement n° II-406 de M. René Beaumont (assujettissement à la taxe professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties des canalisations destinées au transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression et de produits chimiques). (p. 9319) : intervient sur l'amendement n° II-346 de M. Jean Arthuis (exonération de taxe professionnelle sur les outillages utilisés par un sous-traitant industriel non propriétaire, non locataire et non sous-locataire de cet outillage). (p. 9319) : accepte l'amendement n° II-304 de la commission (pour la détermination de l'assiette de la taxe professionnelle, relèvement du plancher de la valeur locative des immobilisations acquises à la suite d'apports, de scissions ou de fusions de sociétés ainsi que de cessions d'établissements). (p. 9320) : demande le retrait de l'amendement n° II-317 de M. Yves Détraigne (déliation des taux des impôts locaux). Accepte l'amendement n° II-347 de M. Jean Arthuis (déliation des taux d'imposition locale des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre lors de la première année de passage de ce dernier à la taxe professionnelle unique). (p. 9322) : demande le retrait des amendements de Mme Jacqueline Gourault n° II-265 (réintégration des EPCI issus d'une fusion dans le droit commun en matière de règle de lien entre les taux fiscaux des communes et le taux de taxe professionnelle unique de leur groupement), n° II-281 (possibilité pour un EPCI, issu d'une fusion et levant la taxe professionnelle unique pour la première fois, de fixer son taux dans la limite du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes) et n° II-282 (prise en compte par un EPCI résultant d'une fusion du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes).

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9332) : demande le retrait de l'amendement n° II-368 de M. Claude Domeizel (possibilité de répartir les ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle entre des départements non limitrophes du département d'implantation de l'activité économique considérée). Engagement d'étudier cette question en concertation. (p. 9333) : demande le retrait de l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF). Proposition d'un travail en concertation sur la question. (p. 9335) : ampleur et complexité du problème nécessitant la création d'un groupe de travail. (p. 9337) : accepte l'amendement n° II-148 de M. Jean-Paul Virapoullé (inclusion des EPCI et des communes de la Réunion dans la répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports). (p. 9338) : demande le retrait de l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales). Principe de la compensation déjà inscrit dans la Constitution. - **Art. 56 et état D (Autorisations de**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

découvert) (p. 9342) : son amendement n° II-437 : majoration de 400.000.000 € des autorisations de découvert accordées au ministre au titre des comptes de commerce ; adopté. - **Art. 57 bis** (*Plafond des autorisations d'emplois pour 2006*) (p. 9343) : son amendement n° II-435 : modification du plafond des autorisations d'emploi pour 2006 ; adopté. - **Art. 57 ter** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9344) : son amendement n° II-421 : complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits : I - Défense - établissement technique de Bourges ; rejeté ; II - Emploi et travail - dispositifs d'insertion des publics en difficulté ; adopté. (p. 9348) : s'oppose à l'amendement n° II-285 de la commission (suppression partielle). - **Art. additionnels avant l'art. 58** (p. 9348, 9349) : accepte l'amendement n° II-286 de la commission (gestion par l'Agence France Trésor de la dette sociale pour le compte de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES) tout en formulant une réserve. (p. 9350) : demande le retrait de l'amendement n° II-328 de M. Alain Lambert (retour au plafonnement de l'ISF tel qu'il a été défini par l'article 26 de la loi de finances pour 1989). - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9361, 9363) : s'oppose aux amendements identiques de n° II-160 de M. Thierry Foucaud et n° II-379 de M. Marc Massion (suppression). Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° II-287 (prise en compte de la CSG et de la CRDS au numérateur du bouclier fiscal), accepte les n° II-289 (exclusion des revenus en nature tirés de la jouissance de la résidence principale du dénominateur du bouclier fiscal), n° II-290 (prise en compte en matière immobilière de la plus-value nette, après abattement), n° II-288 (non-prise en compte du RMI dans les revenus portés au dénominateur du bouclier fiscal) et n° II-292 (non-prise en compte des plus-values sur valeurs mobilières issues de cessions annuelles inférieures à 15000 euros au dénominateur du bouclier fiscal), et s'oppose au n° II-291 (prise en compte des revenus issus des contrats de capitalisation au moment du dénouement du contrat et non au moment de l'inscription en compte des intérêts). S'oppose aux amendements identiques n° II-261 de M. Michel Mercier et n° II-380 de M. Marc Massion (exclusion des impôts locaux du dispositif du bouclier fiscal). S'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-167 (exclusion du dispositif du bouclier fiscal des droits constatés et payés au titre de l'ISF) et n° II-169 (instauration, en cas d'application du droit à restitution, d'une contribution minimale de l'ISF pour chacune des tranches d'imposition au tarif de ce droit), ainsi qu'à l'amendement n° II-404 de M. Louis de Broissia (exclusion des impôts départementaux du dispositif du bouclier fiscal). Estime satisfaits les amendements identiques n° II-170 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution) et n° II-262 de M. Michel Mercier (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à l'institution), ainsi que l'amendement n° II-381 de M. Marc Massion (suppression des dispositions visant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution). (p. 9364) : réforme visant à la justice fiscale et au renforcement de l'attractivité. (p. 9365) : explication de la non-intégration de la CSG. - **Art. 59** (*Refonte du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 9373, 9374) : s'oppose aux amendements identiques n° II-161 de M. Thierry Foucaud et n° II-382 de M. Marc Massion (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-171, II-172, II-173 et II-174 (suppression partielle). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-293 de la commission (retour au texte initial du Gouvernement). Réforme favorable aux revenus moyens et modestes. Accroissement de la progressivité de l'impôt. - **Art. additionnels après l'art. 59** (p. 9375) : s'oppose à l'amendement n° II-237 de M. Thierry Foucaud (majoration du quotient familial des contribuables anciens combattants et de leurs veuves). (p. 9376) : s'oppose à l'amendement n° II-383 de M. Marc Massion (suppression du dispositif d'indexation automatique du barème de l'ISF en fonction de l'évolution des tranches de l'impôt sur le revenu). - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*)

(p. 9383) : son amendement n° II-422 : coordination ; adopté. (p. 9386) : s'oppose aux amendements identiques n° II-162 de M. Thierry Foucaud et n° II-384 de M. Marc Massion (suppression). S'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-175 (suppression partielle), n° II-234 (prise en compte des deux tiers des revenus de capitaux mobiliers pour le calcul de l'impôt sur le revenu), n° II-176 (suppression partielle), n° II-177 (suppression partielle), n° II-178 (suppression des dispositions relatives au régime des micro-entreprises), n° II-179 (cohérence), n° II-180 (suppression de la réduction de l'abattement concernant le régime du "micro-foncier"), n° II-181 (conséquence), n° II-252 (simplification de la fiscalité relative au logement), n° II-235 (réduction du poids de la taxe d'habitation en fonction du revenu) et n° II-182 (cohérence). Demande le retrait de l'amendement n° II-345 de M. Jean Arthuis (suppression progressive du coefficient de majoration appliqué pour non-adhésion à un centre de gestion ou à une association agréés), auquel il propose un audit des centres de gestion agréés. Accepte l'amendement n° II-294 de la commission (neutralisation pour les exploitants agricoles imposés au forfait de l'intégration de l'abattement de 20 % au barème de l'impôt sur le revenu). S'oppose à l'amendement n° II-277 de Mme Anne-Marie Payet (suppression de la majoration appliquée pour non-adhésion à un centre de gestion ou une association agréés), ainsi qu'aux amendements identiques n° II-276 de M. Daniel Soulage et n° II-378 de M. Yannick Texier (création d'une déduction forfaitaire de 10 % des revenus fonciers bruts issus de la location de terres louées par bail cessible), ainsi qu'à l'amendement n° II-327 de M. Yann Gaillard (exonération des frais réels engagés par les propriétaires d'immeubles gérés directement par eux-mêmes, notamment les châteaux historiques). - **Art. 60 bis** (*Extension de la période d'imputation de la réduction d'impôt afférente aux résidences de tourisme*) (p. 9389) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° II-295 de la commission et n° II-183 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9391, 9392) : demande le retrait de l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager). Engagement d'un travail de fond en concertation avec les parlementaires sur cette question. - **Art. additionnels avant l'art. 61** (p. 9396, 9397) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° II-385 (plafonnement global de la réduction du revenu imposable procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale) et n° II-386 (plafonnement global de la réduction d'impôt procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale). Rappel du rendez-vous d'évaluation de la loi Girardin sur l'outre-mer au mois de juin 2006. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9402, 9403) : réforme attendue constituant un premier pas. Utilité de certaines niches fiscales. Exemple des aides à domicile et des dons aux oeuvres. Problème du cumul des niches et non de la légitimité de chacune d'entre elles. Spécificité de l'outre-mer. Prochaine évaluation de la loi Girardin. Perspective d'élargir le dispositif à d'autres niches. Demande solennellement au Sénat de ne pas adopter les amendements de suppression n° II-163 de M. Thierry Foucaud et n° II-329 de M. Alain Lambert. (p. 9409) : accepte l'amendement n° II-297 de la commission (adaptation du régime Malraux au dispositif de plafonnement) et, sur ce dernier, les sous-amendements n° II-342 de M. Pierre Jarlier (application d'un taux différencié d'exclusion du plafonnement selon que les immeubles bénéficient ou non d'une protection particulière) et n° II-323 de la commission (exclusion du plafonnement des avantages fiscaux concernant les logements situés dans les secteurs sauvegardés ou des ZPPAUP classés en zone urbaine sensible). S'oppose aux amendements identiques n° II-256 de M. Yves Dauge, de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-332, n° II-340 de M. Dominique Brayé ainsi qu'à l'amendement analogue n° II-267 de Mme Catherine Morin-Desailly. S'oppose au sous-amendement n° II-339 de Mme Valérie Létard (alignement de l'ensemble des zones sur le même dispositif) à l'amendement n° II-297 précité de la commission. S'oppose à l'amendement n° II-338 de Mme Valérie Létard (exclusion du dispositif de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

plafonnement des opérations d'initiative publique de restauration définies par la circulation n° 105 du 17 juin 1995). (p. 9409, 9410) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-260 (suppression de quatre dépenses fiscales) et n° II-254 (suppression de six dépenses fiscales). (p. 9411) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-270 de M. Michel Mercier et n° II-330 de M. Alain Lambert (exclusion du dispositif de plafonnement des réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). Montant du plafonnement suffisamment élevé pour ne pas concerner l'emploi à domicile. (p. 9412) : s'oppose à l'amendement n° II-242 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction d'impôt "emploi à domicile"). (p. 9413, 9414) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-190 (évaluation de l'impact économique et social des mesures de défiscalisation outre-mer), n° II-259 (limitation des dépôts effectués sur les PEA) et n° II-189 (augmentation du taux d'imposition des valeurs mobilières) ainsi qu'à l'amendement n° II-269 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la réduction fiscale liée à la souscription des SOFICA).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 63** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt de prêts contractés par des étudiants en vue de financer leurs études supérieures*) (p. 9429) : s'oppose à l'amendement n° II-164 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 64** (*Prorogation de la période d'application des réductions d'impôts accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation, FCPI, et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque, SUIR*) (p. 9430) : s'oppose à l'amendement n° II-193 de M. Thierry Foucaud (suppression). Place majeure des FCPI dans le financement des entreprises innovantes. Accord quant au suivi du dispositif proposé par le rapporteur général. - **Art. 65** (*Incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres*) (p. 9432, 9435) : son amendement n° II-439 : extension du crédit d'impôt aux véhicules fonctionnant exclusivement ou partiellement au moyen d'une motorisation électrique ; retiré sous réserve d'une reprise de sa discussion dans le projet de loi de finances rectificative. - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9436, 9439) : sur les amendements de M. Gérard Miquel, accepte le n° II-390 (revalorisation du plafond du tarif d'achat de l'électricité produite par cogénération en le déconnectant du prix du gaz) et s'oppose aux n° II-387 (abaissement du taux de TVA sur les réseaux de chaleur), n° II-389 (création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable et locale financé par un prélèvement sur les recettes de la TIPP) et n° II-391 (majoration du tarif d'achat de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables). S'oppose à l'amendement n° II-388 de M. Marc Massion (incitation fiscale à la démarche de certification au bénéfice des entreprises). - **Art. 66** (*Aménagement du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en vue de l'amélioration de la performance énergétique des logements*) (p. 9440) : accepte l'amendement n° II-298 de la commission (unification des majorations pour personne à charge et renvoi au droit commun pour la répartition des majorations en cas de charge partagée entre les parents). - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9441, 9443) : réponse aux propos du président de la commission des finances sur l'insertion de mesures fiscales dans d'autres textes que les lois de finances. Demande le retrait de l'amendement n° II-393 de M. Michel Charasse (prorogation de l'application du taux réduit de TVA aux services d'aide à la personne et aux travaux à domicile) dans l'attente des négociations avec les partenaires européens. Accepte l'amendement n° II-410 de M. Joël Bourdin (déduction du revenu agricole des dépenses d'amélioration des propriétés rurales non bâties et élargissement de la déduction aux dépenses d'amélioration des propriétés rurales bâties qui ne se traduisent pas par une augmentation du fermage). - **Art. additionnels avant l'art. 67** (p. 9445, 9448) : demande le retrait de l'amendement n° II-299 de la commission (réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, tendant à un élargissement de l'assiette et à une modulation de ses éléments). Difficultés de la réforme. Renvoi du débat au projet de loi de finances rectificative. Risque de délocalisation, notamment en cas de taxation de la vente en ligne. Demande le retrait de l'amendement n° II-97 de

M. Bernard Dussaut (limitation de l'augmentation annuelle du taux de la TACA à 50 %). - **Art. 67 bis** (*Taxe sur les déchets*) (p. 9451, 9453) : son amendement n° II-423 : coordination ; retiré. Sur l'amendement n° II-302 de la commission (réécriture de l'article tendant à ne taxer que les déchets réceptionnés dans un centre d'enfouissement technique et à réserver le bénéfice de la taxe aux EPCI, aux syndicats mixtes et aux départements titulaires de la compétence de traitement des déchets ménagers) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° II-438 de M. Daniel Soulage (compensation financière pour la commune accueillant le centre d'enfouissement technique et ne percevant pas, à ce titre, la taxe professionnelle). Taxe facultative ayant néanmoins des incidences sur l'inflation fiscale. Demande le retrait de l'amendement n° II-188 de M. Thierry Foucaud (extension du champ d'application de la taxe aux déchets industriels) qu'il estime satisfait. - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9454, 9460) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Miquel n° II-370 (imposition à la TGAP des émetteurs d'équipements électriques et électroniques et d'imprimés non sollicités), n° II-372 (obligation de valorisation des déchets pour les producteurs agricoles et les industries agro-alimentaires), n° II-373 (affectation à l'ADEME du produit de la "TGAP déchets") et n° II-374 (éligibilité au FCTVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers réalisés par les communes et leurs groupements, quelle que soit la part de l'activité de valorisation des déchets). Accepte les amendements identiques n° II-398 de M. Xavier Pintat et n° II-54 de M. Paul Raoult (octroi d'une subvention du budget général des collectivités territoriales à l'équilibre des comptes des nouveaux services publics d'assainissement non collectifs, SPANC, pendant les quatre premières années). Demande le retrait des amendements de M. Gérard Miquel n° II-371 (modalités de prise en charge par les producteurs de la collecte et de l'élimination des produits dangereux) et n° II-369 (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets). Intérêt de ces amendements pour une réflexion sur l'amélioration de la fiscalité écologique. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 3462) : demande à Mme Alima Boumediene-Thiery de retirer ses propos à l'occasion de son intervention sur l'article. (p. 9466, 9467) : remercie M. Marc Massion de la déclaration faite au nom du groupe socialiste. Sujet difficile. Nécessité de l'évoquer avec les mots clés de respect et de responsabilité. Mesure républicaine. Accepte l'amendement n° II-303 de la commission (nouvelle rédaction de l'article tendant à abaisser la contribution à 25 euros par mètre carré, à ne taxer que la résidence mobile terrestre principale, et à affecter le produit de cette taxe à un fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage). Souhaite une finalisation du dispositif en commission mixte paritaire. Problèmes de perception et de contrôle. S'oppose aux amendements de suppression n° II-8 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-166 de M. Thierry Foucaud et n° II-375 de M. Marc Massion. - **Art. additionnel avant l'art. 67 quater** (p. 9470) : s'oppose à l'amendement n° II-216 de Mme Josiane Mathon-Poinat (compensation, pour les collectivités locales, des pertes de recettes découlant d'exonérations temporaires de la taxe foncière sur les propriétés bâties propres à la réalisation de logements locatifs sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 67 quater** (p. 9471) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Longuet n° II-334 (réduction de l'assiette de la taxe professionnelle pour les activités des travailleurs indépendants assujettis aux BNC) et n° II-333 (repli). - **Art. additionnels après l'art. 67 sexies** (p. 9472, 9473) : accepte l'amendement n° II-408 de M. Jean Bizet (autorisation des EPCI à fiscalité propre de percevoir l'imposition forfaitaire sur les pylônes électriques sous réserve de l'accord des communes membres). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-416 (possibilité, pour les EPCI à taxe professionnelle unique, de reverser la dotation de solidarité communautaire aux communes en fonction du potentiel financier, en plus du critère du potentiel fiscal), n° II-414 (principe du prélèvement de la taxe d'électricité auprès du gestionnaire du réseau de distribution ou auprès du fournisseur) et n° II-415 (autorisation des syndicats mixtes de lever la taxe d'électricité

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dans les mêmes conditions que les syndicats intercommunaux). - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9474, 9476) : accepte l'amendement n° II-417 de M. Charles Guéné (possibilité pour les syndicats mixtes de plafonner le montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction des valeurs locatives et de prendre en compte la présence d'une installation de transfert ou de traitement des déchets pour moduler le taux). Demande le retrait de l'amendement n° II-405 de M. Bruno Sido (possibilité, pour les syndicats de communes et les syndicats mixtes, de ne pas lever eux-mêmes la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance et de laisser ce soin à leurs membres) au bénéfice de l'amendement n° II-411 de M. Charles Guéné (prorogation, au titre de l'année 2006, du régime dérogatoire bénéficiant aux syndicats de communes en matière de redevance et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sous réserve de l'adoption, avant le 15 février 2006, d'une délibération de principe pour se transformer en syndicat mixte) qu'il accepte. Défavorable à la généralisation des dérogations au principe de la loi Chevènement de 1999. - **Art. additionnels après l'art. 67 septies** (p. 9477, 9478) : accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-412 (possibilité de proroger le régime transitoire en matière d'ordures ménagères pour les EPCI qui ont réalisé des efforts d'harmonisation, dans l'attente de l'adoption du projet de loi sur l'eau) et n° II-413 (autorisation des syndicats mixtes à instaurer la redevance spéciale sur l'enlèvement des ordures ménagères dans les zones où s'applique la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, TEOM, et à autoriser les collectivités compétentes à exonérer de cette taxe les locaux dont disposent les personnes assujetties à la redevance spéciale). - **Art. 67 octies** (*Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs locaux*) (p. 9480, 9481) : demande le retrait de l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances) et du sous-amendement n° II-433 de M. Michel Charasse (communication aux collectivités locales de la liste nominative des bénéficiaires des remboursements au titre du "bouclier fiscal" au regard des impôts locaux) s'y rapportant. Lourdeur du système des simulations. Défavorable à la diffusion de listes de noms. - **Art. 67 nonies** (*Echange d'informations entre les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et l'Etat concernant le recensement des bases des impositions directes locales*) (p. 9482) : s'oppose à l'amendement n° II-187 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 67 duodécies** (*Modification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995*) (p. 9483) : invite le Sénat à rejeter l'article pour des raisons techniques. Réflexion d'ici à l'examen du collectif budgétaire. - **Art. additionnel avant l'art. 67 terdecies** (p. 9484, 9485) : demande le retrait de l'amendement n° II-280 de M. Daniel Soulage (mise en oeuvre de la garantie de l'Etat pour la réassurance des risques climatiques sur récoltes). Amendement d'appel à la réflexion. - **Art. 67 tredecies** (*Indemnisation exceptionnelle des dégâts de la sécheresse de 2003*) (p. 9486, 9488) : demande le retrait des amendements de M. Aymeri de Montesquiou n° II-325 (extension aux bâtiments agricoles de la procédure d'indemnisation exceptionnelle instituée pour les communes affectées par la sécheresse de l'été 2003) et des amendements identiques de ce dernier n° II-326 et de Mme Nicole Bricq n° II-376 (suppression des dispositions portant attribution d'une enveloppe spécifique aux habitants des communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle). (p. 9489, 9490) : réponse à l'argumentation de Mme Nicole Bricq. Invite le Sénat à repousser son amendement n° II-376 précité. Accepte l'amendement n° II-335 de M. Claude Biwer (allongement de 45 à 60 jours du délai pour le dépôt des dossiers d'indemnisation en préfecture). Demande le retrait de l'amendement n° II-377 de Mme Nicole Bricq (prise en compte de la gravité des dommages pour l'attribution de l'aide exceptionnelle). - **Art. 68** (*Prorogation des régimes d'amortissement exceptionnel des investissements en faveur de la protection de l'environnement*) (p. 9491) : demande le retrait des amendements de suppression n° II-305 de la commission et

n° II-238 de M. Thierry Foucaud. Accepte l'amendement n° II-441 de la commission (prorogation du dispositif prévu à l'article jusqu'au 1er janvier 2007). - **Art. 69** (*Aménagement du régime fiscal des groupes d'entreprises*) (p. 9493) : s'oppose à l'amendement n° II-239 de M. Thierry Foucaud (abrogation de l'article 216 du code général des impôts permettant aux grands groupes de bénéficier d'avantages fiscaux à travers les prises de participation dans les filiales) et demande le retrait de l'amendement n° II-306 de la commission (modernisation de "l'amendement Charasse" visant à limiter le montant de la déduction des charges financières supportées par une entreprise à l'occasion de l'achat d'une autre entreprise contrôlée par les mêmes actionnaires). Réexamen dans le cadre du collectif budgétaire. - **Art. 70** (*Modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts*) (p. 9497) : accepte l'amendement n° II-307 de la commission (substitution de la définition du contrôle exclusif d'une entreprise, prévue par le II de l'article L. 233-16 du code du commerce, à celle de l'article 212 du code général des impôts relatif à la lutte contre la sous-capitalisation). Demande le retrait de l'amendement n° II-275 de M. Denis Badré (exclusion des opérations de crédit-bail du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation). S'oppose à l'amendement n° II-240 de M. Thierry Foucaud (abrogation des articles 223 A à U du code général des impôts autorisant le régime des groupes). - **Art. additionnel après l'art. 70** (p. 9498) : accepte l'amendement n° II-300 de la commission (fixation d'une règle permanente d'indexation du plafond d'exonération de la contribution patronale au système des titres-restaurants). - **Art. 71** (*Abaissement du seuil de l'obligation de télédéclarer et télérégler la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes assimilées*) (p. 9499) : son amendement n° II-424 : coordination ; adopté. - **Art. 72** (*Harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure*) (p. 9500, 9503) : accepte les amendements de la commission n° II-308 (augmentation de deux à trois ans de la période qui précède la décision juridictionnelle de non-conformité d'une règle de droit fiscal à une norme juridique supérieure et qui ouvre droit à restitution des paiements indus) et n° II-309 (extension du dispositif aux arrêts du tribunal des conflits) après compromis sur la réduction du délai répétable pour les tiers. - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 9505, 9509) : accepte l'amendement n° II-310 de la commission (consolidation de la contribution pour frais de contrôle perçue par l'ancienne commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance devenue l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles). Demande le retrait des amendements de M. Michel Charasse n° II-394 (agrément par l'Etat des tarifs des sociétés concessionnaires de l'exploitation des autoroutes), n° II-395 (impossibilité pour les propriétaires des concessions d'autoroutes de réaliser des travaux courants, d'entretien ou neufs) et n° II-396 (instauration d'une commission nationale de contrôle de l'application du cahier des charges et des obligations des sociétés autoroutières). - **Art. 73** (*Exonérations de charges sociales en outre-mer*) (p. 9510, 9511) : réponse aux observations du rapporteur de la commission des finances sur la suppression de l'article. Evaluation de la loi de programme pour l'outre-mer au mois de juin 2006. - **Art. additionnels après l'art. 73 bis** (p. 9513, 9517) : intervient sur l'amendement n° II-313 de M. Nicolas About (mise en extinction progressive, pour l'avenir, de la branche vieillesse de tous les régimes spéciaux). Nécessité de trouver le bon moment pour s'atteler collectivement à la réforme des régimes spéciaux. Suggère l'élaboration d'un calendrier. Estime satisfait l'amendement n° II-348 de M. Jean Arthuis (suppression de la taxation sur l'accessoire du prêt). Demande le retrait de l'amendement n° II-110 de M. Michel Charasse (inopposabilité du secret de l'instruction aux rapporteurs spéciaux des commissions des finances du Parlement chargés des crédits de la mission "justice" lorsqu'ils effectuent le contrôle de l'utilisation des frais de justice). Problèmes techniques et juridiques. Initiatives de garde des sceaux en matière de maîtrise des frais de justice. - **Seconde délibération** (p. 9518) : demande au Sénat, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat, de procéder à une seconde délibération des articles 52 et état B, 79 bis et, pour coordination, de l'article d'équilibre 51 et état A ; seconde

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

délibération ordonnée. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9518, 9527) : ses amendements n° B-1 à B-26 : modification de la répartition des crédits conformément au souhait exprimé par la commission des finances ; adoptés. - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 9528) : son amendement n° B-27 : suppression ; adopté. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 9529, 9541) : son amendement n° B-28 : traduction dans l'article d'équilibre de l'ensemble des modifications intervenues lors des débats relatifs aux articles inscrits en seconde partie du projet de loi de finances ; adopté. Remerciements. Qualité et ampleur des travaux. Amélioration du solde déficitaire du projet de loi de finances de 220 millions d'euros au terme des travaux du Sénat.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9562, 9564) : réformes fiscales ambitieuses. Stabilisation du déficit budgétaire. Remerciements.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9830, 9832) : respect de la LOLF et des engagements gouvernementaux. Ouvertures de crédits gagées. Prime de Noël. Réforme de la fiscalité des plus-values. Contribution de solidarité sur les billets d'avion. Dette du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricole, FFIPSA. Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat. (p. 9839, 9840) : respect des principes de la commission des finances. Faiblesse des moins-values de recettes fiscales. Diminution des reports de crédits. Amélioration de la conjoncture sur le troisième trimestre 2005. Recours justifié aux annulations de crédit. - **Question préalable** (p. 9842) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 9844) : accepte les amendements de la commission n° 218 (conditions d'application des pénalités), n° 219 (coordination) et n° 220 (conséquence). - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 9845) : demande le retrait de l'amendement n° 215 de M. Jacques Blanc (mode de valorisation des stocks pour les viticulteurs travaillant en caves particulières). - **Art. 2** (*Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004*) (p. 9849, 9850) : demande le retrait des amendements identiques n° 97 de M. Claude Haut et n° 138 de M. Michel Mercier (calcul de la compensation du RMI versée aux départements en fonction des dépenses exécutées par les conseils généraux à ce titre). (p. 9852) : demande le retrait des amendements n° 99 de M. Claude Haut et n° 139 de M. Michel Mercier (indexation du montant global de la recette de TIPP attribuée aux départements sur l'indice de croissance de la DGF). (p. 9853) : intervient sur les amendements identiques n° 98 de M. Claude Haut et n° 159 de M. Louis de Broissia (prise en compte des indus du RMI dans le montant de l'abondement exceptionnel). Réflexion nécessaire sur le problème des indus du RMI. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 9858) : s'oppose aux amendements identiques n° 102 de M. Claude Haut et n° 144 de M. Michel Mercier (correction du calcul de la réfaction de la DGF, au titre de la reprise par l'Etat de compétences sanitaires). - **Art. 4** (*Ajustement de la compensation financière des transferts de compétences aux régions*) (p. 9860) : son amendement n° 214 : modalités de calcul de la compensation financière du transfert aux régions des formations sanitaires et sociales ; adopté. (p. 9861) : efforts pour débloquent le dossier du STIF. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9862) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Michel Sergent (déliaison des taux de la fiscalité locale). Demande le retrait de l'amendement n° 169 de M. François Trucy (clarification). (p. 9863) : son amendement n° 197 : remboursement complémentaire des taxes intérieures sur les produits pétroliers et sur la consommation de gaz naturel ; adopté. Absence d'atteinte au budget du CNRS. (p. 9864) : son amendement n° 198 : augmentation du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de certains véhicules ; adopté après modification par le sous-amendement n° 29 de la commission, qu'il accepte. (p. 9865) : sur son amendement n° 198 précité,

s'oppose au sous-amendement n° 216 de M. Francis Grignon. - **Art. 6** (*Création du compte d'affectation spéciale «Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat»*) (p. 9867, 9868) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Michel Sergent (affectation des fonds résultant de la cession du patrimoine immobilier de l'Etat). - **Art. 8 et état A** (*Équilibre général*) (p. 9873, 9874) : son amendement n° 235 : conséquence ; adopté. Respect des prescriptions de la LOLF. - **Art. 9 et état B** (*Dépenses ordinaires des services civils - Ouverture de crédits*) (p. 9876) : ses amendements n° 193 (majoration des crédits du titre III sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales) ; n° 195 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales) ; n° 192 (majoration des crédits du titre Ier sur les charges communes) ; n° 227 (minoration des crédits du titre III sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche) ; n° 199 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche) ; n° 194 (majoration des crédits du titre III sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale) ; et n° 200 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère du travail et de la santé et de la cohésion sociale) ; adoptés. - **Art. 10 et état B'** (*Dépenses ordinaires des services civils - Annulation de crédits*) (p. 9878) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Thierry Foucaud (suppression). Ses amendements n° 201 (minoration des annulations de crédits du titre III sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales) ; n° 191 (minoration des annulations de crédits du titre Ier sur les charges communes) ; n° 203 (majoration des annulations de crédits du titre III sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche) ; n° 190 (minoration des annulations de crédits du titre IV sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale) ; adoptés. - **Art. 12 et état C'** (*Dépenses en capital des services civils - Annulation de crédits*) (p. 9880) : ses amendements portant sur le même objet n° 196 et 204 (majoration des annulations de crédits du titre VI sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale) ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 62 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 9881) : défavorable à l'amendement n° 63 de M. Thierry Foucaud (instauration de la taxe Tobin). (p. 9882) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (en matière de transmission d'entreprise, conditions de maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit en cas de constitution d'une holding). - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9884, 9885) : s'oppose aux amendements n° 128 de M. Michel Mercier (suppression), n° 129 de Mme Jacqueline Gourault (repli) et n° 45 de M. Michel Charasse (rapport au Parlement sur le rendement et l'affectation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion). (p. 9888, 9889) : taxe ne se substituant pas aux crédits destinés à l'aide publique dans la loi de finances. Intérêt de cette initiative du Président de la République. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 9891) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Michel Sergent (instauration d'une taxe de solidarité due par les entreprises de transport maritime de passagers). - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9891, 9893) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression partielle). - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9894, 9896) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies** (p. 9899) : demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Daniel Marsin (instauration d'un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires pour les communes riveraines des aéroports internationaux des DOM). - **Art. additionnels avant l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Thierry Foucaud (seuil de taxation des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux). (p. 9900) : accepte l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Cantegrit (assouplissement de l'exonération particulière des non-résidents sur les plus-values immobilières). (p. 9907, 9908) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (régime fiscal des organismes de placement collectif immobilier,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

OPCI). - **Art. 19** (*Aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers*) (p. 9913, 9914) : s'oppose aux amendements identiques n° 64 de M. Thierry Foucaud et n° 47 de M. Michel Sergent (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 11 (règle de calcul des plus-values), n° 14 (champ d'application du dispositif), n° 12 (possibilité de détenir les droits de vote par l'intermédiaire, du conjoint, des ascendants ou des descendants ou des frères et soeurs) et n° 13 (assouplissement du régime d'exonération des plus-values pour les dirigeants de PME partant à la retraite). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 9916) : accepte les amendements de M. Denis Badré n° 130 (champ d'application du prélèvement forfaitaire obligatoirement dû sur les produits de placement à revenu fixe versés hors de France) et n° 131 (dans le cadre du nouveau régime de transfert de propriété des titres, aménagement du régime d'imposition des dividendes). S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Michel Sergent (limitation à 100 000 euros du montant du patrimoine transmissible en exonération totale de droits à travers l'assurance vie). - **Art. 20** (*Aménagement des règles d'investissement des véhicules de capital-risque*) (p. 9918) : son amendement n° 213 : coordination ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 21 ou après l'art. 21** (p. 9919) : demande le retrait de l'amendement n° 149 de M. Philippe Dominati (réduction à trois ans du délai de prescription concernant l'impôt de solidarité sur la fortune). - **Art. additionnels avant l'art. 21** (p. 9920) : accepte l'amendement n° 174 de M. Gérard César (régime fiscal des contrats de stockage de produits agricoles). (p. 9921) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond des CODEVI et affectation des dépôts). (p. 9922) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 91 et 92 de M. Thierry Foucaud (extension du régime fiscal des dons des particuliers et des entreprises aux sommes apportées aux comptes des entreprises éditrices de presse). - **Art. 21** (*Pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles*) (p. 9924) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (précision) et s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 9925) : demande le retrait de l'amendement n° 151 de M. Philippe Dominati (aménagement du régime des plus-values pour les sociétés commerciales, artisanales ou libérales). - **Art. 21 bis** (*Exonération totale des plus-values professionnelles lors d'un départ à la retraite*) (p. 9927) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (suppression) et accepte les amendements de la commission n° 18 (conséquence) et n° 221 (conditions de cessation d'activité des agents généraux d'assurances). - **Art. 21 ter** (*Régime des plus-values immobilières des entreprises individuelles*) (p. 9928) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 22** (*Simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises*) (p. 9930) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (précision), s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Denis Badré (réduction de la base taxable des plus-values pour les entreprises individuelles). - **Art. 23** (*Aménagement des régimes de report d'imposition des plus-values professionnelles*) (p. 9931) : son amendement n° 209 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 24** (*Aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales et du régime de sursis à imposition en cas d'échange de titres à la suite notamment de la création des actions de préférence*) (p. 9932) : son amendement n° 210 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 24 bis** (p. 9933) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (aménagement du régime de réintégration des charges financières de l'article 223-2 du code général des impôts). - **Art. 24 bis** (*Simplification du régime des GIE fiscaux*) : accepte l'amendement n° 182 de M. Henri de Richemont (clarification du régime du GIE fiscal). - **Art. additionnel après l'art. 24 bis** (p. 9934) : accepte l'amendement n° 148 de M. Jacques Pelletier (exclusion des entreprises étrangères du champ de la taxe due par les exploitants de services télévisuels reçus en France pour la programmation d'oeuvres subventionnées). - **Art. 24 ter**

(*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9938, 9939) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Thierry Foucaud (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Vial (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs) au profit de l'amendement n° 124 de M. Henri Revol (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs), qu'il accepte. Accepte les amendements de la commission n° 21 et 22 (cohérence). - **Art. 24 quater** (*Crédit d'impôt pour les dépenses de conception engagées par les entreprises relevant des métiers d'art*) (p. 9942) : accepte les amendements de M. Serge Vinçon n° 183 (insertion dans la liste des entreprises éligibles au crédit d'impôt création des entreprises portant le label "entreprises du patrimoine vivant"), n° 160 (ajout des frais de fonctionnement affectés aux opérations de création et des dépenses de création sous-traitées à la liste des dépenses éligibles) et n° 161 (conditions d'éligibilité des dépenses de création). - **Art. 26** (*Mise en conformité des mesures en faveur du transport maritime avec les nouvelles orientations communautaires sur les aides d'Etat en faveur de ce secteur*) (p. 9945) : accepte l'amendement n° 158 de M. Henri de Richemont (aménagement du dispositif d'aide au transport maritime). - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 9946) : accepte l'amendement n° 170 de M. Joël Bourdin (dispositif permettant le lissage des revenus agricoles). - **Art. 27** (*Abattement sur le bénéfice des jeunes artistes de la création plastique*) (p. 9947) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Thierry Foucaud (imputation de l'abattement réservé aux jeunes créateurs sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le bénéfice tiré de la vente des oeuvres). - **Art. 28** (*Mesure d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs*) (p. 9948) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Longuet n° 41 (extension du dispositif aux mandataires sociaux) et n° 52 (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger), ainsi que l'amendement n° 145 de M. Denis Badré (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger). (p. 9950) : demande le retrait des amendements identiques n° 42 de M. Gérard Longuet et n° 146 de M. Denis Badré (prise en compte globale des activités déployées à l'étranger). (p. 9950, 9951) : demande le retrait des amendements de la commission n° 223 (précision) et n° 224 (coordination). - **Art. 30 bis** (*Prorogation de trois ans d'un avantage fiscal relatif à la mise à disposition de matériel informatique*) (p. 9953) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (suppression). - **Art. 30 ter** (*Correction d'une erreur de référence*) (p. 9954) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Thierry Foucaud (abaissement du plafond de déductibilité des indemnités de licenciement) et accepte l'amendement n° 222 de la commission (coordination). - **Art. 30 sexies** (*Généralisation à l'ensemble des adhérents à la Préfon de la possibilité de rachat hors plafond d'années de cotisations*) (p. 9955) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions incitatives au développement des plans d'épargne retraite populaire, PERP) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 24 de la commission (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2005) (p. 10037, 10038) : application de la LOLF. Qualité du travail de la commission mixte paritaire. Richesse du débat parlementaire. Demande l'adoption du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire modifié par les amendements proposés par le Gouvernement. - **Art. 9** (p. 10082) : ses amendements n° 1 et 2 (coordination) ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Art. 19 (pour coordination)** : son amendement n° 5 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 76** : son amendement n° 22 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10090) : effet positif de la LOLF.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 38** (p. 10092) : accepte l'amendement n° 177 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Dominique Braye (extension du champ de la TGAP aux transferts des déchets industriels de la France vers d'autres Etats en vertu d'un règlement européen). - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10093) : accepte les amendements identiques n° 1 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 135 de M. Michel Mercier (application au secteur des déchets d'équipements électriques et électroniques du principe européen de responsabilité élargie du producteur en le faisant participer au financement du recyclage des produits). (p. 10096, 10099) : demande le retrait des amendements identiques n° 78 de M. Thierry Foucaud et n° 125 de Mme Valérie Létard (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Nombreuses réserves. Situation de la filière textile. Réflexion et concertation préalable avec les professionnels. (p. 10100) : propose de participer au pilotage du groupe de travail sur ce sujet. (p. 10013) : demande le retrait de l'amendement n° 141 de M. Yves Détraigne (prise en compte du seul alcool éthylique d'origine agricole pour la défiscalisation partielle du raffineur pétrolier au titre de la TIPP). - **Art. additionnels après l'art. 39** (p. 10104, 10106) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (dispense de TVA pour la transmission d'universalité de biens). Demande le retrait de l'amendement n° 90 de M. Jacques Blanc (instauration du taux réduit de la TVA sur la restauration) dans l'attente du conseil ECOFIN. Accepte l'amendement n° 184 de M. Dominique Braye (possibilité pour l'ADEME de percevoir un droit d'enregistrement auprès des producteurs de produits générateurs de déchets, lorsqu'elle est chargée du recueil et du traitement des informations concernant le fonctionnement de la filière d'élimination des déchets issus de ces produits). - **Art. 40 sexies** (*Allègement du droit spécifique sur les bières pour les bières produites par les petites brasseries indépendantes*) (p. 10108) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (précision). - **Art. 40 septies** (*Majoration du taux du droit de consommation sur les cigarettes vendues en Corse*) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (coordination). - **Art. 40 octies** (*Abaissement des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10110) : demande le retrait des amendements n° 33 de la commission et n° 117 de M. François Marc (plafonnement du taux d'augmentation de la contribution d'une entreprise à la TACA à 50 %). Nécessité d'élargir la réflexion au-delà de la seule TACA. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 10113) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Joël Billard (précision des incompatibilités pénales faisant obstacle à l'inscription d'un expert-comptable au tableau de l'ordre). Son amendement n° 207 : transmission par les débiteurs de salaires de leurs déclarations sous forme dématérialisée dans le cadre de la déclaration des revenus pré-remplie ; adopté. - **Art. 42** (*Simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance*) (p. 10116) : accepte l'amendement n° 237 de la commission (modération de la hausse tarifaire du droit de francisation et de navigation) et s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Michel Charasse (suppression). - **Art. 43 bis** (*Fixation d'un seuil pour la publicité du privilège du Trésor*) (p. 10119, 10120) : sur l'amendement n° 34 de la commission (réécriture de l'article) qu'il accepte, son sous-amendement n° 239 (fixation par décret, à compter du 1er janvier 2007, d'un seuil fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise en cas de bilan négatif de la mise en oeuvre de critères qualitatifs) ; adopté. Sur l'amendement n° 34 de la commission précité, accepte le sous-amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Hyst (suppression de tout seuil quantitatif conditionnant l'inscription de privilèges et mise en oeuvre de critères d'appréciation qualitatifs), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 239 précité. Opposé à la suppression de l'article. Souci d'aboutir à une solution apaisée et d'éviter l'adoption du dispositif en commission mixte paritaire. - **Art. 44** (*Changement de dénomination des services chargés de la fiscalité professionnelle*) (p. 10121) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 10122) : accepte les amendements de M. Yves Fréville n° 179 (inscription dans le code général des collectivités territoriales de la pérennisation du système des avances aux départements et aux régions) et n° 180 (précision des activités professionnelles donnant lieu à exonérations et compensations d'exonérations de taxe

professionnelle instituées dans la loi relative au développement des territoires ruraux). - **Art. 45** (*Déduction des revenus fonciers de certains travaux de restauration et de gros entretien effectués sur des espaces «Natura 2000»*) : s'oppose à l'amendement n° 35 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 47** (p. 10125) : accepte l'amendement n° 229 de la commission (mise en conformité avec la législation communautaire des conditions techniques et juridiques du crédit d'impôt pour dépenses de production cinématographique et audiovisuelle tout en préservant l'exception culturelle française). - **Art. 48** (*Prorogation du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules propres*) (p. 10128) : demande le retrait des amendements n° 137 de M. Philippe Nogrix (progressivité du crédit d'impôt en fonction de la performance écologique du véhicule et non pas de sa technologie particulière) et n° 168 de M. Yannick Texier (limitation du crédit d'impôt à 500 euros lorsque le véhicule utilise l'énergie électrique uniquement en complément d'une motorisation thermique) au profit de l'amendement n° 230 de la commission (extension du crédit d'impôt aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen d'une motorisation électrique et application à tous les véhicules du seuil d'émission de dioxyde de carbone prévu par l'article) qu'il accepte. - **Art. 49** (*TVA sur les péages*) (p. 10128) : réponse aux interrogations de M. Jean Arthuis s'agissant de la récupération de la TVA par sept transporteurs routiers auprès de la Société autoroutière Paris-Normandie, SAPN, et de la Société du tunnel routier du Fréjus, STRF. - **Art. 50** (*Régime des jeux de casinos*) (p. 10129) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (cohérence). - **Art. 51** (*Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurance sur les contrats d'assurance souscrits auprès des mutuelles et des institutions de prévoyance et couvrant d'autres risques que la maladie*) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10130, 10131) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de Mme Bernadette Dupont (harmonisation du régime des arrérages versés dans le cadre de contrats d'assurance au profit d'enfants handicapés et suppression de la limitation liée au franchissement de la barre des soixante ans). Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 122 de M. Thierry Repentin (transfert aux organes délibérants des EPCI de la compétence en matière de création des établissements publics fonciers locaux). Reprend l'amendement de M. Auguste Cazalet n° 57 (extension du statut de pupille de la Nation aux enfants de professionnels de la santé décédés à la suite d'homicides volontaires commis à leur rencontre, par des patients, dans l'exercice de leurs fonctions) ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 176 de M. Jean-Claude Carle (financement des centres techniques industriels). - **Art. 52** (*Prorogation du compte de commerce n° 904-05 «Constructions navales de la marine militaire»*) (p. 10132) : accepte l'amendement n° 231 de la commission (limitation à deux ans de la prorogation de ce compte). - **Art. additionnel avant l'art. 53** (p. 10133) : demande le retrait de l'amendement n° 232 de la commission (assouplissement du régime d'incompatibilité des membres du Conseil de la politique monétaire). - **Art. 53** (*Attribution à titre définitif des missions que Natexis Banques Populaires remplit pour le compte de l'Etat au titre du commerce extérieur*) (p. 10134) : accepte l'amendement n° 233 de la commission (suppression de la mention fixant l'échéance jusqu'au 31 décembre 2005). - **Art. additionnel avant l'art. 55** (p. 10135) : accepte l'amendement n° 162 de M. Jacques Valade (indemnisation par le FIPOL des dommages subis par des tiers, autres que l'Etat, à la suite du naufrage du Prestige, à partir des créances détenues par l'Etat sur ce fonds au titre des dommages dont il a aussi été victime). - **Art. additionnels après l'art. 55** (p. 10136) : reprend les amendements de M. Gérard César n° 172 (garantie de l'Etat à l'emprunt que le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux doit contracter pour l'arrachage de 10 000 hectares de vignobles) ; et de M. François-Noël Buffet n° 173 (garantie de l'Etat à l'emprunt que l'interprofession du Beaujolais doit contracter pour l'arrachage des vignes) ; adoptés. - **Art. additionnel avant l'art. 57** (p. 10138) : accepte l'amendement n° 153 de M. Gérard Bailly (perception par les EPCI de la taxe de séjour quand au moins une des communes qui les composent est classée en "zone de montagne"). -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnels après l'art. 57 : reprend l'amendement de M. Eric Doligné n° 167 (possibilité pour les conseils généraux d'édifier des casernes de sapeurs-pompiers dans le cadre des baux emphytéotiques administratifs); adopté. Accepte l'amendement n° 234 de la commission (prorogation des dispositions prévues pour faciliter la cession de terrains appartenant au ministère de la défense, notamment lorsqu'ils sont pollués). - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10139) : reprend l'amendement de Mme Catherine Procaccia n° 152 (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation); retiré. (p. 10140) : retire son amendement n° 152 précité. - **Art. 58** (*Validation d'un règlement*) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Michel Sergent (suppression). - **Art. 59** (*Présentation des documents de politique transversale, DPT*) (p. 10141) : son amendement n° 202 : suppression du "jaune" consacré au secteur public de la communication audiovisuelle, faisant doublon avec d'autres documents destinés au Parlement ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 60** (p. 10142) : son amendement n° 238 : clarification du périmètre des aides susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation conclues entre la région et le représentant de l'Etat dans la région ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10145) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10298, 10299) : remarques sévères mais justes formulées sur la méthode. Remerciements. Collectif budgétaire comportant des réformes importantes. - **Art. 24 ter A** (p. 10341) : son amendement n° 1 : suppression du gage ; adopté. - **Art. 24 ter** (p. 10341, 10342) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 2 et 3 (mesures en faveur des industries électro-intensives) ; adoptés. (p. 10342, 10343) : nécessité d'associer le Parlement aux réflexions du ministère de l'industrie. Engagement du Gouvernement à associer le Parlement à la mise en oeuvre du consortium. - **Art. 30 sexies** : son amendement n° 4 : suppression du gage ; adopté. - **Art. 30 septies** : son amendement n° 5 : suppression du gage ; adopté. - **Art. 32 bis A** : son amendement n° 6 : suppression du gage ; adopté. - **Art. 35 bis** : son amendement n° 7 : dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises exerçant l'activité de transport sanitaire terrestre ; adopté. - **Art. 42** (p. 10344) : son amendement n° 8 : suppression du gage ; adopté. - **Art. 55 bis** : son amendement n° 10 : garantie de l'Etat accordée à l'emprunt contracté par le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux ; adopté. - **Art. 55 ter** : son amendement n° 9 : garantie de l'Etat accordée à l'emprunt contracté par l'interprofession du Beaujolais ; adopté.

COQUELLE (Yves)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1137, 1138) : remise en cause insidieuse des 35 heures. Caractère illusoire de la notion de temps choisi. Assouplissements proposés avantageux uniquement pour les employeurs. (p. 1139) : soutient l'amendement n° 156 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. Détournement de l'objet même du compte épargne-temps. Financement supplémentaire des retraites et contournement de la durée légale du travail. (p. 1139, 1140) : soutient l'amendement n° 133 de M. Roland Muzeau (suppression de la disposition n'assimilant pas le temps de déplacement professionnel à du temps de travail effectif) ; rejeté. Rappel de jurisprudence. (p. 1144, 1145) : soutient l'amendement n° 141 de M. Roland Muzeau (intitulé de la section 1 du chapitre 3 du titre Ier du livre II du code du travail) ; rejeté. Progression du travail de nuit. Nécessité de mesures spécifiques concernant le travail de nuit et sa pénibilité particulière. (p. 1149, 1150) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 147 (suppression des accords dérogatoires à la durée du travail de nuit) ; et n° 148 (encadrement des accords dérogatoires au travail de nuit) ; rejetés. Priorité donnée à la santé plutôt qu'à la productivité des salariés. (p. 1151, 1152) : soutient les amendements de M.

Roland Muzeau portant sur le même objet n° 151 et 152 (application d'un repos compensateur et d'une compensation salariale pour les travailleurs de nuit) ; rejetés. Evolution et conséquences du travail de nuit.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture** [n° 149 (2004-2005)] - (9 mars 2005) - **Art. 1er** (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal) (p. 1436) : soutient l'amendement n° 66 de M. Michel Billout (suppression du droit d'accès des tiers au réseau du prestataire du service universel postal) ; rejeté. Ouverture de l'activité à la concurrence sans garantie de continuité des missions de service public. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 1446) : soutient l'amendement n° 70 de M. Michel Billout (complémentarité des activités courrier, colis et finances) ; rejeté. - **Art. 1er bis** (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale) (p. 1455, 1456) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), soutient le sous-amendement n° 73 de M. Michel Billout (exigence d'avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale sur les fermetures ou aménagements de bureaux de poste) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture** [n° 249 (2004-2005)] - (31 mars 2005) - **Art. 2** (Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire) (p. 2587) : soutient l'amendement n° 29 de M. Michel Billout (maintien du régime de domanialité publique pour les biens et les terrains faisant partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public Aéroports de Paris, ADP) ; rejeté. - **Art. 5** (Détenation du capital d'ADP et gouvernement d'entreprise) (p. 2594) : soutient l'amendement n° 33 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. - **Art. 6** (Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP) (p. 2599) : soutient l'amendement n° 35 de M. Michel Billout (possibilité de mettre fin aux missions de service public de la société ADP en cas de manquement grave à ses obligations et retour des biens transférés à l'Etat) ; rejeté. - **Art. 7** (Exploitation des grands aéroports régionaux) (p. 2604) : soutient l'amendement n° 37 de M. Michel Billout (préservation du caractère public des sociétés aéroportuaires chargées de l'exploitation des aéroports) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3360, 3362) : interrogation sur les moyens permettant la mise en oeuvre des objectifs de ce texte. Priorité à la préservation de l'indépendance énergétique et à l'accès de tous à l'énergie. Réduction des émissions de gaz à effets de serre : absence de mesures concrètes dans le domaine des transports et en faveur de la recherche. Nécessité de diversifier les sources d'énergie. Conséquences de la libéralisation du secteur de l'énergie et de la modification du statut d'EDF et de GDF. Maintien de sa proposition de créer un pôle public de l'énergie. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 18** (p. 3417, 3418) : son amendement n° 259 : permanence de la fourniture d'énergie assurée aux personnes défavorisées ; rejeté. (p. 3419, 3420) : intervient sur son amendement n° 259 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3420, 3423) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 236 et 240 : abandon de la politique de privatisation du secteur de l'énergie ; rejetés. - **Art. 1er (et annexe)** (Objectifs de la politique énergétique nationale) (p. 3426, 3427) : sur l'amendement n° 1 de la commission (renforcement du caractère normatif de cet article), son sous-amendement n° 242 ; rejeté. (p. 3437) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé). - **Art. 1er septies A** (Objectifs et axes de la politique énergétique) (p. 3447) : défavorable à l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies C** (p. 3453) : intervient sur son amendement n° 244 : promotion du fret ferroviaire ; rejeté. - **Art. 1er septies G** (Stratégie nationale de la recherche énergétique) (p. 3466) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

son amendement n° 247 : financement de la recherche énergétique ; rejeté. - **Art. 2** (*Champ d'application des obligations d'économies d'énergie, modalités d'application*) (p. 3477) : ses amendements portant sur le même objet n° 248 et 249 : suppression de toute référence à la notion de marché pour les certificats d'économie d'énergie ; rejetés. (p. 3478, 3479) : son amendement n° 250 : suppression du doublement du montant de la pénalité libératoire due au Trésor public ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 3** (p. 3480, 3481) : son amendement n° 251 : suppression de la possibilité d'acheter un "droit à polluer" ; rejeté. - **Art. 3** (*Modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3481) : son amendement n° 252 : renforcement du contrôle des économies d'énergie annoncées ; devenu sans objet. (p. 3482) : ses amendements n° 253 : refus de la marchandisation des certificats d'économie d'énergie ; et n° 254 : prise en compte sans discrimination de tous les efforts réalisés pour satisfaire à l'objectif d'économie d'énergie ; rejetés. - **Art. 4** (*Création d'un registre national des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3484) : son amendement n° 255 : opposition à la mise en place du registre national des certificats d'économie d'énergie ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 5 quinquies** (p. 3492) : son amendement n° 256 : sécurité des salariés et sûreté des installations nucléaires sur notre territoire ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 13** (*Art. 21-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Amélioration du régime applicable aux réseaux de transport et de distribution d'électricité*) (p. 3577, 3578) : son amendement n° 257 : prise en compte des impératifs de continuité et de sécurité du service public de l'électricité ; retiré. (p. 3579) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 52 et 53 de la commission (clarification et simplification du dispositif d'évaluation et de contrôle de la qualité de l'électricité). - **Art. 13 sexies** (*Règles d'éligibilité pour les sites de consommation créés après le 1er juillet 2004*) (p. 3588) : son amendement n° 258 : restriction des règles d'éligibilité à la prise en compte des droits précédemment exercés par le seul consommateur du site ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 3601, 3602) : son amendement n° 260 : instauration d'une tarification spéciale pour la fourniture de l'électricité ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3615, 3616) : le groupe CRC votera contre ce texte tel qu'amendé par le Sénat. Affichage d'une politique énergétique dépourvue de moyens. Relégation des orientations en annexe. Privatisation d'EDF et de GDF en contradiction avec les objectifs du projet. Choix de société dans la continuité de la politique libérale de l'Europe, incompatible avec l'intérêt général. Rejet systématique des propositions formulées par le groupe CRC.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4511, 4512) : favorable à la reconnaissance d'un droit à l'énergie. Dénonciation de l'ouverture du capital de GDF et d'EDF qualifiée d'aberration économique et d'opération politique au service d'un projet libéral conduit au détriment des usagers. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 8060, 8061) : soutient l'amendement n° 258 de Mme Michelle Demessine (suppression du dispositif du surloyer dans les HLM) ; rejeté. - **Art. 10** (*Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 8062) : soutient l'amendement n° 259 de Mme Michelle Demessine (encouragement des investissements dans la construction et la réhabilitation de logements sociaux par le biais d'emprunts bonifiés) ; rejeté. - **Art. 11** (*Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 8075, 8076) : soutient l'amendement n° 261 de Mme Michelle Demessine (amélioration des conditions de saisine du fonds de solidarité pour le logement et réintroduction de la contribution de l'État dans le financement de ce fonds) ; rejeté. (p. 8079) : défavorable à l'amendement

n° 83 de la commission (limitation du dispositif interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pendant la période hivernale aux seules personnes ayant bénéficié d'une aide du FSL).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8707, 8709) : inadéquation de l'intitulé de la mission avec la stagnation du PIB et la multiplication des dérégulations. Réduction des crédits de paiement affectés au développement des entreprises. Financiarisation de l'économie. Allègement de l'imposition des bénéficiaires. Nécessité de moduler le taux de l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéficiaires affectés à la création d'emplois. Privatisation d'EDF. Augmentation inéluctable des tarifs. Austérité salariale. Remise en cause du droit à l'énergie pour tous. Diminution inacceptable des crédits affectés à la politique de l'énergie. Crédits insuffisants au règlement du passif financier minier. Inquiétude s'agissant de la diminution des crédits de l'action "prestations à certains retraités des mines". Avec le groupe CRC, ne votera pas les crédits de cette mission.

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux.

Membre titulaire de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales jusqu'au 27 mars 2005.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 23 novembre 2005.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 297 (2004-2005)] en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 333 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 473 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Développement et régulation économiques [n° 101 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 10 bis** (Art. L. 720-5 du code de commerce - Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes) (p. 155) : intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la dérogation offerte aux horticulteurs et pépiniéristes détaillants aux ventes de végétaux en pleine terre produits sur le lieu de vente). Utilité en raison de la persistance des difficultés des horticulteurs. - **Art. 11 DA** (Obligations de déneigement) (p. 161) : défavorable à l'amendement n° 312 de M. Jean-Marc Pastor (reconnaissance de la qualité de délégataire de service public aux entreprises du secteur privé qui procéderont aux opérations de déneigement). - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 173) : la Haute assemblée s'honorerait en votant l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretourneement).

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2023) : intervient sur l'amendement n° 320 de M. Yannick Bodin (suppression de la compensation de charges entre communes en cas de scolarisation d'enfants d'une commune dans un établissement privé d'une autre commune). Situation des petites communes rurales.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 3930, 3933) : résultats positifs de la loi pour l'initiative économique. Formation des créateurs d'entreprises. Aide au financement de la création et du développement des PME. Statut des conjoints d'entrepreneurs. Création du statut de collaborateur libéral. Accompagnement des transmissions d'entreprises. Souhait d'un alignement de la taxation des plus-values professionnelles sur celle des plus-values immobilières. Opposition de la commission à la création des sociétés civiles artisanales à responsabilité limitée, SCARL. Propositions pour compléter les mesures de simplification. Modernisation des relations commerciales : définition de la coopération commerciale et du seuil de revente à perte ; encadrement des enchères électroniques inversées. Amendements proposés sur

ces sujets. Réforme des chambres de commerce et d'industrie. Autres mesures tendant à favoriser l'emploi. Propositions de la commission en faveur de l'apprentissage. Succès certain de ce texte. - **Demande de priorité et de réserve** (p. 3963) : demande l'examen prioritaire de l'article 23 avant l'examen de l'article 10, ainsi que la réserve de l'article 26 jusqu'à l'examen de l'article 32 ; réserve et priorité ordonnées. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 3964) : demande le retrait de l'amendement n° 237 de M. Francis Grignon (contenu des stages de préparation à l'installation des artisans). - **Art. 1er** (Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue) (p. 3965) : son amendement n° 1 : ouverture aux créateurs et repreneurs d'entreprises libérales du droit de bénéficier d'actions d'accompagnement, d'information et de conseil ; adopté. (p. 3966) : demande le retrait de l'amendement n° 192 de M. Christian Gaudin (suppression). Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 204, identique à son amendement n° 1 précité. S'oppose à l'amendement n° 264 de M. Jean-Pierre Godefroy (absence de recours aux fonds de la formation professionnelle destinés aux salariés pour les actions de formation en direction des créateurs et repreneurs d'entreprises). - **Art. 2** (Art. L. 961-10 du code du travail - Financement obligatoire des actions de formation et d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales) (p. 3967) : volonté de limiter les dépenses du fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés pour financer les actions d'accompagnement des créateurs et repreneurs d'entreprises. (p. 3969, 3970) : ses amendements n° 2 et 4 : rédaction ; et n° 3 : sollicitation en dernier recours des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés ; devenus sans objet. Demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Ladislav Poniatowski (suppression). S'oppose aux amendements n° 265 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) et n° 374 de Mme Michelle Demessine (affectations des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés). Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 205 (modalités de financement des mesures d'accompagnement destinées aux créateurs et repreneurs d'entreprises). - **Art. 3** (Art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 - Financement par les FAF de l'artisanat jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 3972, 3973) : son amendement n° 5 : rédaction ; retiré au profit de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 207 (rédaction). Son amendement n° 6 : conditions de sollicitation du fonds d'assurance formation des artisans ; retiré. Demande le retrait des amendements de suppression n° 116 de M. Ladislav Poniatowski et n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). Accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 206 (prise en compte de la spécificité de l'Alsace et de la Moselle) et n° 208 (modalités de financement des stages de préparation des futurs artisans et prise en compte des spécificités de l'immatriculation des entreprises en Alsace et en Moselle). - **Art. 4** (Art. 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 - Financement par les FAF des travailleurs indépendants inscrits au répertoire des métiers à compter du 1er janvier 2006) (p. 3974) : son amendement n° 7 : application des modalités de financement définies à l'article 3 au nouveau dispositif du fonds d'assurance formation des artisans ; retiré au profit de l'amendement analogue de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 209. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 3975) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Godefroy (aide supplémentaire de l'Etat accordée sous forme de prime). (p. 3976) : s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Jean Desessard (possibilité pour les travailleurs indépendants et les mandataires sociaux de PME d'être affiliés au régime ASSÉDIC des salariés). - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 3977) : s'oppose aux amendements n° 311 de Mme Nicole Bricq (plafonnement à 6 000 euros des dépôts sur un CODEVI) et n° 375 de Mme Michelle Demessine (relèvement du plafond des dépôts sur les CODEVI et utilisation de ceux-ci). - **Art. 5** (Art. 790 A bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons familiaux destinés à financer une opération de création ou de reprise d'entreprise) (p. 3979) : sur les amendements de la commission des finances saisi pour

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

avis, accepte le n° 186 (exonération de droits de mutation des donations en nature nécessaires à l'activité d'une PME) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 185 (possibilité d'affecter les dons familiaux en numéraire à l'acquisition de parts majoritaires d'une société). - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 3980) : s'oppose à l'amendement n° 377 de Mme Michelle Demessine (création d'un fonds décentralisé de solidarité territoriale et de développement économique). - **Art. 6** (Art. L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier - *Suppression du taux de l'usure pour les prêts accordés à une personne physique agissant pour ses besoins professionnels*) (p. 3981, 3982) : demande le retrait des amendements identiques n° 196 de M. Christian Gaudin et n° 310 de Mme Nicole Bricq (suppression). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 187 (transmission au Parlement d'un rapport sur l'impact de la suppression de la notion de taux d'usure sur les modalités de financement des PME). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3984) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales). (p. 3986, 3987) : demande le retrait de l'amendement n° 238 de M. Francis Grignon (extension aux créateurs d'entreprises de la faculté de renonciation à un achat, à une location ou à une fourniture de service prévue par le code de la consommation). - **Art. additionnel après l'art. 6, ou après l'art. 9, ou après l'art. 22** (p. 3989) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Ladislav Poniatowski (régime des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale), ainsi que des amendements portant sur le même objet n° 203 de M. Christian Gaudin et n° 125 de M. Ladislav Poniatowski (alignement du régime des plus-values professionnelles sur celui des plus-values immobilières). S'oppose à l'amendement n° 312 de Mme Nicole Bricq (régime d'exonération des plus-values professionnelles pour les cessions ou donations d'entreprises à un salarié). - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 3990) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Michelle Demessine (concours des administrations compétentes et de la Banque de France aux groupements de prévention agréés). - **Art. 7** (Art. 1649 quater C du code général des impôts - *Élargissement de la mission des centres de gestion agréés à l'analyse des informations en matière de prévention des difficultés des entreprises*) (p. 3991) : demande le retrait de l'amendement n° 324 de M. Gérard Longuet (limitation des missions des centres de gestion agréés à un service d'information). - **Art. additionnel après l'art. 7** : son amendement n° 234 : élargissement des missions des associations agréées en matière d'aide à la gestion et de prévention fiscale des entreprises libérales ; adopté. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - *Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans*) (p. 3993) : son amendement n° 8 : extension aux EURL du dispositif de la provision pour investissement ; retiré. (p. 3995) : ses amendements n° 9 : délai supplémentaire pour la constitution d'une provision pour investissement ; et n° 10 : extension du dispositif de la provision pour investissement aux EURL reprises depuis moins de trois ans et employant moins de cinq salariés ; adoptés. (p. 3996, 3997) : ses amendements n° 11 : rédaction ; retiré ; et n° 12 : rédaction ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 118 de M. Ladislav Poniatowski (extension aux entreprises individuelles du commerce et de l'artisanat du dispositif relatif à la dotation pour investissement réservé aux exploitations agricoles), n° 198 de M. Christian Gaudin (extension du dispositif de la provision pour investissement) et des amendements identiques n° 251 de M. Yves Détraigne et n° 325 de M. Gérard Longuet (extension du dispositif de la dotation pour investissement aux entreprises libérales). Accepte les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 190 (extension du dispositif de la provision pour investissement aux entreprises créées depuis moins de cinq ans) et n° 188 (extension de la provision pour investissement aux EURL relevant de l'impôt sur le revenu). Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 313 de Mme Nicole Bricq. S'oppose à l'amendement n° 379 de Mme Michelle Demessine (modification des conditions financières permettant d'accéder au dispositif de la provision pour investissement).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4028, 4029) : demande le retrait de l'amendement n° 119 de M. Ladislav Poniatowski (exigibilité de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés à partir d'un chiffre d'affaires de 150 000 euros). Amendement d'appel dans l'attente de la loi de finances. - **Art. 9** (Art. L. 313-13 à L. 313-15 et L. 313-17 du code monétaire et financier - *Extension du prêt participatif aux entreprises individuelles*) (p. 4030) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. Sévérité des propos de Mme Nicole Bricq à l'égard du FISAC, en dépit d'un fonctionnement jugé satisfaisant par les élus de tous bords. - **Art. 23 (priorité)** (*Société civile artisanale à responsabilité limitée*) (p. 4032) : son amendement n° 44 : suppression ; adopté. Article paradoxal dans le titre relatif aux simplifications. Fausse bonne idée. Faux espoirs pour les artisans. Proposera des simplifications au bénéfice des entreprises unipersonnelles, EURL. - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - *Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise*) (p. 4035) : ses amendements n° 14 : suppression pour coordination avec l'article 23 ; adopté ; et n° 15 : détermination par voie réglementaire de la taille de l'entreprise au-delà de laquelle le conjoint devra opter pour le statut de salarié ou d'associé ; retiré au profit de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 158 (détermination par décret en Conseil d'Etat de la taille de l'entreprise au-delà de laquelle le conjoint devra opter pour le statut de salarié ou d'associé). Demande à M. Gérard Longuet de modifier son amendement n° 336 (extension du bénéfice du statut du conjoint à celui du gérant d'une société civile professionnelle) pour tenir compte de la suppression de la SCARL. (p. 4036, 4037) : son amendement n° 16 : extension du dispositif du conjoint collaborateur au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS ; retiré. Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 210 (information obligatoire des associés minoritaires du gérant majoritaire d'une SARL lorsque son conjoint choisit le statut de collaborateur). Demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Ladislav Poniatowski (mention auprès des organismes chargés de l'immatriculation des entreprises, du cas du conjoint collaborateur occasionnel dans l'entreprise). (p. 4038) : s'oppose aux amendements analogues n° 269 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de Mme Michelle Demessine (extension du dispositif du conjoint collaborateur au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS ou au concubin). (p. 4039, 4040) : ses amendements n° 17 : rédaction et n° 18 : cohérence rédactionnelle ; retirés. S'oppose à l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération des cotisations sociales patronales au titre du conjoint durant la première année suivant la création ou la reprise de l'entreprise). Demande le retrait de l'amendement n° 141 de M. Gérard César (extension au conjoint du chef d'une entreprise agricole de l'obligation d'opter pour un statut). Amendement d'appel dans la perspective de l'examen du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 4041) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Godefroy (élection et création d'un collège des conjoints au sein des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Art. 11** (Art. L. 121-7 [nouveau] du code de commerce - *Protection des biens propres du conjoint collaborateur en cas de dépassement non intentionnel du mandat de gestion*) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 337 de M. Gérard Longuet (précision que les actes accomplis par le conjoint collaborateur sont les actes de gestion et d'administration). - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - *Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4043, 4044) : son amendement n° 20 : rédaction ; adopté. Demande le retrait des amendements identiques n° 121 de M. Ladislav Poniatowski et n° 202 de M. Christian Gaudin (précision d'une participation réelle du conjoint à l'activité de l'entreprise). (p. 4045) : son amendement n° 21 : rédaction ; adopté. Demande le retrait des amendements identiques n° 147 de M. Pierre Hérisson et n° 383 de Mme Michelle Demessine (garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un chef d'entreprise à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse au-delà des trois premières années

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'activité) ainsi que des amendements de précision n° 122 de M. Ladislas Poniatowski et n° 201 de M. Christian Gaudin. (p. 4046, 4047) : ses amendements n° 22 : possibilité pour le conjoint collaborateur de commerçant et d'artisan ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite de racheter, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans ; et n° 23 : rédaction ; adoptés. (p. 4048, 4049) : son amendement n° 24 : possibilité pour les conjoints des professionnels libéraux ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 148 de M. Laurent Béteille (affiliation obligatoire du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral au régime de retraite complémentaire) sous réserve de la confirmation par le Gouvernement de l'affiliation effective du conjoint collaborateur du chef d'entreprise libérale au régime complémentaire obligatoire. (p. 4050) : sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 213 (possibilité de rachat des cotisations de l'assurance vieillesse dans le cadre de la profession d'avocat non salarié) qu'il accepte, son sous-amendement n° 439 : coordination ; adopté. Accepte les amendements de M. Jean-Jacques Hyst n° 255 (suppression de la possibilité de déduire les cotisations à l'assurance vieillesse du conjoint collaborateur de l'avocat non salarié ou leur assiette de celles de l'avocat), n° 253 (assujettissement des conjoints collaborateurs d'avocats non salariés au régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse) et n° 254 (détermination de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire du conjoint collaborateur de l'avocat non salarié). - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 4051, 4052) : demande le retrait des amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 214 (éligibilité des conjoints collaborateurs aux fonctions de membre des chambres de commerce et d'industrie) et n° 215 (alignement des prestations maternité des conjointes collaborateurs sur celles des chefs d'entreprise femmes). Divergence d'appréciation entre les deux commissions sur la question des indemnités. Assimilation difficilement justifiable des droits des conjoints collaborateurs à ceux des salariés ou des chefs d'entreprise. Estime satisfait l'amendement n° 215 précité par le versement d'une indemnité complémentaire en cas de remplacement par du personnel salarié dans les travaux professionnels ou ménagers. - **Art. 13** (Art. L. 322-9, L. 443-1 et L. 953-1 du code du travail et article 14 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 - *Droit à la formation professionnelle continue du conjoint collaborateur*) (p. 4053, 4055) : ses amendements n° 25 : extension au conjoint associé du bénéfice de l'aide accordée par le Fonds national pour l'emploi afin d'assurer le remplacement des salariés en formation ; n° 437 : coordination ; n° 26 : ouverture aux conjoints associés des commerçants et des professionnels libéraux d'un droit personnel à la formation professionnelle continue ; et n° 27 : coordination ; adoptés. Sur les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 216 (extension au conjoint associé et au chef d'entreprise du bénéfice de l'aide accordée par le Fonds national pour l'emploi afin d'assurer le remplacement des salariés en formation) et estime le n° 217 (ouverture au conjoint collaborateur ou associé d'un droit personnel à la formation professionnelle continue) satisfait par son amendement n° 26 précité. Accepte l'amendement n° 150 de M. Laurent Béteille (extension aux conjoints collaborateurs des professionnels libéraux et des avocats du droit à pension au taux plein en cas d'inaptitude au travail) après l'avis de sagesse rendu par le Gouvernement. Félicite M. Laurent Béteille pour la technicité et la qualité de ses amendements. S'oppose à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Godefroy (restriction de l'octroi de l'aide financière de l'Etat pour assurer le remplacement de salariés en formation aux entreprises de moins de onze salariés). - **Art. 14** (Art. 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 - *Délai ouvert au conjoint collaborateur remplaçant l'entreprise artisanale pour satisfaire aux obligations de qualification professionnelle*) (p. 4056, 4057) :

son amendement n° 28 : passage de deux à trois ans de la durée maximale d'exemption, afin de tenir compte des délais nécessaires à la validation des acquis de l'expérience, et extension de l'exemption au conjoint salarié et au conjoint associé ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension du champ d'application de l'article au principal collaborateur du chef d'entreprise cessant son activité). - **Art. 15** (Art. 7 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - *Statut de collaborateur libéral*) (p. 4058) : son amendement n° 29 : intégration dans le cadre juridique prévu par l'article de l'exercice des activités par l'avocat collaborateur ; retiré au profit de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 161 (insertion dans l'article du cadre juridique applicable au contrat de collaboration libérale prévu par la loi du 31 décembre 1971 régissant le statut des avocats). - **Art. 16** (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - *Gérants-mandataires*) (p. 4060) : ses amendements n° 30 : extension aux artisans de la faculté de conclure un contrat de gérance-mandat ; et n° 31 : possibilité pour le gérant mandataire d'inscrire sa mission dans le cadre d'un réseau structuré autour d'une politique commerciale commune ; adoptés. (p. 4062, 4063) : ses amendements n° 32 : rédaction et n° 33 : possibilité pour le contrat de fixer des conditions plus favorables que la stricte application de la loi en cas de résiliation par le mandant ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 384 de Mme Michelle Demessine (intégration de la définition du statut des gérants-mandataires dans le code du travail). Estime l'amendement n° 123 de M. Ladislas Poniatowski (extension du bénéfice du dispositif aux artisans) satisfait par son amendement précité n° 30. Demande le retrait des amendements de M. Pierre Hérisson n° 138 (précision par décret du contenu des informations précontractuelles fournies par le mandant au gérant-mandataire) et n° 139 (exclusion du champ d'application de l'article des gérants-mandataires personnes morales). Demandra le retrait de l'amendement n° 259 de M. Christian Gaudin (garantie d'une commission minimale dans le contrat déterminée par référence à l'importance de l'établissement et aux modalités de son exploitation) après qu'il aura entendu l'avis du Gouvernement. Accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 162 (rédaction), n° 163 (possibilité pour les dispositions des accords collectifs relatifs aux contrats de gérance-mandat d'être rendues obligatoires par arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME) et n° 164 (pouvoir du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME de fixer conjointement les conditions des contrats de gérance-mandat à défaut d'accord collectif). (p. 4064) : intervient sur l'amendement précité n° 138 de M. Pierre Hérisson. - **Art. 17** (Art. L. 127-1 et L. 127-8 [rétabli] du code du travail - *Extension des missions des groupements d'employeurs et possibilité de se constituer sous forme coopérative*) (p. 4065, 4067) : ses amendements n° 34 : correction d'une erreur matérielle et n° 35 : exclusion des coopératives agricoles actuellement en activité de la faculté de créer une mission de groupements d'employeurs en leur sein ; adoptés. Accepte l'amendement n° 105 de M. Bernard Barraux identique à son amendement n° 34 précité. Demande le retrait des amendements de M. Dominique Mortemousque n° 104 (suppression de l'extension des compétences des groupements d'employeurs à des activités d'aide ou de conseil en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines) et n° 107 (suppression de la possibilité pour les groupements d'employeurs de conclure des accords spécifiques) ainsi que des amendements n° 106 de M. Gérard César (possibilité de constituer des groupements sous forme coopérative sous réserve d'un objet exclusif de travail à temps partagé) et n° 108 de M. Bernard Barraux (exclusion du champ d'application de l'article des groupements d'employeurs relevant du régime de protection sociale agricole). Examen des problèmes liés à l'agriculture dans le cadre du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 4069) : s'oppose à l'amendement n° 282 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un crédit d'impôt au profit des très petites entreprises en vue de faciliter leur transmission ou leur reprise). - **Art. 18** (Art. L. 128-1 [nouveau] du code de commerce et art. L. 412-8 et L. 634-6-1 du code de la sécurité sociale - *Prestation de tutorat en entreprise*) (p. 4070, 4072) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ses amendements n° 36 : précision du caractère temporaire de la convention de tutorat et n° 37 et 38 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Jean-Pierre Vial (précision de l'inclusion des entreprises industrielles dans le champ d'application de l'article) et du n° 283 de M. Bernard Dussaut (limitation de la durée de prestation de tutorat à deux ans maximum). - **Art. 19** (*Art. 157 du code général des impôts - Prime de transmission*) (p. 4073) : ses amendements n° 39 et 40 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 285 de M. Bernard Dussaut (limitation de la durée de la prestation de tutorat à deux ans). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 4074, 4076) : son amendement n° 438 : possibilité d'exercer le droit de préemption sur le fonds de commerce abrité dans un immeuble faisant l'objet de l'exercice de ce droit ; retiré. Problème du maintien des commerces de première nécessité dans le monde rural et dans les centres-villes. Satisfait des propos du Gouvernement favorable à la recherche d'une solution. S'oppose aux amendements de M. Bernard Dussaut n° 286 (instauration d'une prestation de parrainage d'entreprise) et n° 287 (octroi d'une prime de mise aux normes destinée à faciliter la reprise d'une entreprise de moins de cinq salariés). - **Art. 20** (*Art. L. 239-10-1 à L. 239-10-5 [nouveaux] du code de commerce et article 8 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Location d'actions et de parts sociales*) (p. 4078, 4081) : ses amendements n° 41 : rédaction ; n° 43 : correction d'une erreur matérielle ; adoptés ; et n° 42 : rédaction ; retiré au profit de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 169 (clarification de l'exercice du droit de vote entre le bailleur et le locataire). Accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 165 (encadrement de la mise en location des actions ou parts sociales d'une entreprise en redressement judiciaire par le tribunal ayant ouvert la procédure), n° 166 (sanction de l'absence des mentions obligatoires par la nullité du contrat de bail), n° 167 (mise en oeuvre de l'information, de la participation et du vote du locataire conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 239-10-3 du code de commerce), n° 168 (précision de la mission du commissaire aux comptes dans l'évaluation des titres loués), n° 169 (clarification de l'exercice du droit de vote entre le bailleur et le locataire), n° 170 (suppression d'une précision inutile) et, portant sur le même objet, n° 171 et n° 172 (extension des pouvoirs de gérance à l'inscription dans les statuts de l'existence du contrat de bail et de l'identité du locataire ainsi qu'à la suppression de ces mentions en cas de non-renouvellement ou de résiliation du bail). Accepte l'amendement n° 241 de M. Francis Grignon (interdiction de donner à bail les parts ou actions des officines de pharmacie et des laboratoires d'analyses de biologie médicale). Accepte l'amendement n° 443 du Gouvernement (renforcement de l'indépendance des professionnels libéraux exerçant en société, soit sous forme de société par actions, soit sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée, en excluant toute possibilité de donner à bail leurs parts sociales ou leurs actions). S'oppose à l'amendement n° 385 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Art. 21** (*Art. L. 313-7 du code monétaire et financier et articles 38 ter, 39 et 150-0 D du code général des impôts - Cessions de parts sociales ou d'actions à l'issue d'un bail*) (p. 4082) : s'oppose à l'amendement n° 386 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Art. 22** (*Art. 787 B et 787 C du code général des impôts - Allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprise entre vifs*) (p. 4084) : s'oppose à l'amendement n° 387 de Mme Michelle Demessine (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 331 de M. Gérard Longuet (suppression de la limitation des droits de vote de l'usufruitier), ainsi que des amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 256 (application du dispositif aux donations d'usufruit) et n° 257 (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4085) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 191 (légalisation de la procédure du "rescrit valeur" dans le cadre d'un projet de donation d'entreprise). (p. 4086, 4087) : s'oppose à l'amendement n° 191 précité, repris par Mme Nicole Bricq, après son retrait par la commission des finances saisi pour avis. Demande le retrait de l'amendement n° 260 de M. Christian Gaudin (possibilité pour le contribuable de soumettre à l'administration fiscale une évaluation de son entreprise établie par un expert agréé auprès

de la Cour d'appel). S'oppose à l'amendement n° 288 de M. Bernard Dussaut (transmission des entreprises sous forme de sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP). - **Art. additionnels après l'art. 23** (p. 4088) : son amendement n° 45 : possibilité pour un entrepreneur individuel de domicilier son entreprise chez un domiciliataire ; rejeté. Demande le retrait de l'amendement n° 127 de M. Ladislas Poniatowski (possibilité pour une entreprise individuelle de déclarer comme adresse celle des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises), satisfait par son amendement n° 45 précité. (p. 4089, 4090) : ses amendements n° 46 : possibilité pour la domiciliation du siège social d'une personne morale de suivre le changement de domicile de son représentant légal ; n° 48 : simplification des conditions de vérification, par le cessionnaire d'un fonds de commerce, de la comptabilité du cédant ; et n° 49 : établissement d'un modèle de statut type de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL, et simplification de ses modalités de constitution ; adoptés ; et n° 47 : ajout d'une mention faisant référence au "directeur général" dans le statut des sociétés coopératives ouvrières de production ; adopté après modification demandée par le Gouvernement. (p. 4091, 4093) : demande le retrait des amendements identiques n° 126 de M. Ladislas Poniatowski et n° 291 de M. Bernard Dussaut (application aux artisans propriétaires de leur résidence principale, par le biais d'une SCI, du principe d'insaisissabilité). Atteinte au principe de l'équité. S'oppose aux amendements de M. Bernard Dussaut n° 289 (garantie d'un revenu minimum au travailleur indépendant dont l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire) et n° 290 (fixation d'un pourcentage insaisissable à hauteur de 35 % du solde créateur des comptes bancaires). Nécessité de poursuivre la réflexion en matière de protection du patrimoine personnel. - **Art. 24** (*Art. L. 223-31 du code de commerce - Approbation des comptes de l'EURL dont l'associé unique est le gérant*) (p. 4094) : son amendement n° 50 : possibilité de ne pas tenir le registre des décisions dans le cas où l'associé unique est le seul gérant de la société ; adopté. Accepte l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 174 (limitation de la suppression de la formalité d'approbation des comptes au cas où l'associé unique est le seul gérant de la société). - **Art. 25** (*Art. L. 223-30 du code de commerce - Institution d'un quorum pour les assemblées générales des SARL procédant à certaines modifications statutaires*) (p. 4095) : son amendement n° 51 : rédaction ; adopté. Sur les sous-amendements de la commission des lois saisi pour avis déposés sur son amendement n° 51 précité, demande le retrait du n° 175 (précision) et accepte le n° 176 (possibilité pour les statuts de prévoir un quorum ou une majorité plus élevés sans pouvoir exiger l'unanimité des associés). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 4096) : ses amendements n° 52 : suppression de l'obligation de dépôt d'un rapport sur les procédures de contrôle interne au greffe du tribunal de commerce pour les sociétés non cotées ; retiré ; n° 53 : alignement du nombre maximum des associés d'une SARL de coopérative artisanale sur le droit commun des SARL ; et n° 54 : attribution aux chambres consulaires de l'enregistrement des contrats d'apprentissage ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4097, 4098) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 219 (création d'un poste de médiateur dans les entreprises ressortissant des chambres consulaires) sous réserve de sa rectification et demande le retrait des amendements n° 131 de M. Ladislas Poniatowski (instauration d'une médiation préalable obligatoire pour les litiges opposant apprentis et employeurs ressortissant des chambres de métiers et de l'artisanat) et n° 276 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité de saisir le médiateur de l'apprentissage avant toute résiliation du contrat de travail), satisfait par l'amendement n° 219 précité. (p. 4099) : son amendement n° 92 : suppression de l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs dans les entreprises visées à l'article L. 221-9 du code du travail ; adopté. (p. 4101) : demande le retrait des amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 220 (rétablissement de la légalité du travail dominical des apprentis mineurs sous certaines conditions), de M. Ladislas Poniatowski n° 129 (dérogations à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs) et de M. Jean-Pierre Godefroy n° 278 (définition

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

limitative des secteurs d'activité pouvant déroger à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs) au profit de son amendement précité n° 92 qui modifie à minima le droit existant. Nécessité de lever le blocage issu de l'arrêt du 18 janvier 2005 de la chambre criminelle de la Cour de cassation et de ne pas pénaliser les apprentis qui pourraient être embauchés dès le mois de septembre. (p. 4103) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 221 (encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs) tout en souhaitant entendre l'avis du Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 4105) : accepte l'amendement n° 128 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages, dits modelages, à but esthétique). - **Art. additionnels avant l'art. 27 ou après l'art. 37** (p. 4107) : demande le retrait des amendements n° 101 de M. Dominique Mortemousque (possibilité pour le ministre chargé de l'économie d'examiner au cas par cas les regroupements, rachats ou fusions d'enseignes dès qu'ils affectent 25 % du marché pertinent) et n° 389 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un dispositif de contrôle des concentrations en matière d'équipement commercial). - **Art. additionnels avant l'art. 27** (p. 4108, 4109) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle Demessine n° 390 (fixation par décret de la liste des prix minimums de l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 391 (garantie de prix rémunérateurs pour les producteurs). Entrave à la liberté des prix et incompatibilité avec les dispositions communautaires. - **Art. 27 (Art. L. 441-6 du code de commerce - Possibilité d'introduire des différenciations dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs)** (p. 4110, 4111) : son amendement n° 55 : encouragement des fournisseurs à pratiquer des conditions particulières de vente différentes pour le réseau de la petite distribution ; adopté. Réponse aux propos de M. Gérard Le Cam sur le titre VI du projet de loi. S'oppose à l'amendement n° 393 de Mme Michelle Demessine (garantie d'un niveau identique des prix proposés tant aux détaillants qu'aux grossistes). - **Art. 28 (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant)** (p. 4113) : réponse aux propos de M. Bernard Dussaut. Son amendement n° 57 : précision d'une date limite pour l'établissement des contrats de coopération commerciale conclus en cours d'année ; adopté. (p. 4115) : demande le retrait des amendements n° 246 de M. Claude Biwer (clarification et formalisation contractuelle des pratiques dites de "services distincts" en matière de coopération commerciale) et n° 293 de M. Bernard Dussaut (prise en compte, au titre des services distincts, des avantages financiers consentis aux consommateurs sur des produits spécialement identifiés). Précision superfétatoire. (p. 4116) : son amendement n° 58 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 394 de Mme Michelle Demessine (suppression de la référence à l'article L. 131-38 du code pénal s'agissant des peines infligées aux personnes morales).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 29 (Art. L. 470-4-1 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)** (p. 4140) : s'oppose à l'amendement n° 395 de Mme Michelle Demessine (relèvement du montant maximal de l'amende encourue par une personne morale récidiviste en matière d'infraction commerciale) et accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 177 (précision) et n° 178 (interdiction du recours à une transaction pénale en cas de poursuites déjà engagées). - **Art. additionnel après l'art. 29** : accepte l'amendement n° 347 de M. Jacques Valade (extension aux supports vidéographiques de la prohibition des prix abusivement bas). - **Art. 30 (Art. L. 470-4-2 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce)** (p. 4142) : son amendement n° 59 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 396 de Mme Michelle Demessine et n° 419 de M. Richard Yung (suppression). - **Art. 31 (Art. L. 442-2 du**

code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 4144, 4145) : concertation avant la mise en place de cette réforme. Consensus sur la nécessité de limiter les marges arrière. Existence de coopérations commerciales réelles. Danger de basculer l'intégralité des marges arrière vers l'avant. Progrès permis par la solution du Gouvernement, malgré ses imperfections. (p. 4148, 4149) : s'oppose aux amendements identiques n° 294 de M. Bernard Dussaut et n° 397 de Mme Michelle Demessine (suppression). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 233 de M. Pierre Hérisson et n° 360 de M. Bruno Retailleau (dispositif tendant à réguler les marges arrière). - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 4166, 4167) : son amendement n° 60 : sanction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans accord préalable des fournisseurs ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 31 ou après l'art. 32** (p. 4167) : estime les amendements analogues n° 111 de M. Bernard Barraux et n° 368 de M. Philippe Adnot (sanction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans accord préalable des fournisseurs) satisfaits par son amendement n° 60 précité. - **Art. 32 (Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)** (p. 4168) : son amendement n° 61 : prohibition de la transparence des conditions commerciales concédées par un fournisseur à des distributeurs groupés en centrale d'achat ; adopté. (p. 4169) : son amendement n° 62 : assouplissement des durées minimales de préavis en cas de rupture de la relation commerciale par une enchère électronique ; adopté. (p. 4170) : son amendement n° 63 : rédaction ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 132 de M. Dominique Mortemousque (droit pour les chambres consulaires et les organisations professionnelles de se porter partie civile pour un préjudice direct à l'un de leur ressortissant), n° 97 de M. Gérard César (assimilation à un abus de puissance d'achat des exigences injustifiées de versement de pénalités ou de retour de marchandises). Demande également le retrait de l'amendement n° 364 de M. Philippe Adnot (prohibition des accords de gamme) au profit de l'amendement n° 182 de M. Jean-Pierre Vial (assimilation des accords de gamme à un abus de puissance de vente), qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 297 de Mme Bariza Khiari (suppression de la distinction entre rupture de la relation commerciale par des voies traditionnelles et par le biais d'une enchère électronique). Sur les amendements de M. Bernard Dussaut, demande l'avis du Gouvernement sur le n° 296 (publication obligatoire des décisions pénales, civiles et commerciales) et estime le n° 295 (interdiction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans l'accord préalable du fournisseur) satisfait par son amendement n° 60 précité. - **Art. 26 (précédemment réservé) (Art. L. 420-2 du code de commerce - Interdiction des accords de gamme au titre de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique)** (p. 4176) : estime satisfait par l'adoption de l'amendement n° 182 de M. Jean-Pierre Vial précité, les amendements n° 388 de Mme Michelle Demessine (interdiction des accords de gamme) et n° 340 de M. Yannick Texier (définition des accords de gamme pouvant présenter un caractère abusif). - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4177) : demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Michel Mercier (répression de l'exploitation abusive de la situation de dépendance d'un fournisseur). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 430 de M. Jean Arthuis (autorisation des ententes et des positions dominantes renforçant la compétitivité des entreprises au regard de la concurrence internationale). (p. 4178, 4179) : sur les amendements de M. Jean Arthuis, s'oppose au n° 432 (autorisation des accords temporaires entre entreprises ayant pour objet de s'adapter à une situation de crise) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 431 (autorisation des concentrations d'entreprises permettant la création ou le maintien de l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 35** (p. 4180) : demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Gérard César (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce) et s'oppose à l'amendement analogue n° 401 de Mme Michelle Demessine. - **Art. additionnel après l'art. 32** (p. 4181) : demande le retrait des amendements n° 103 de M. Bernard Barraux (transmission au Parlement d'un rapport des décisions

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sanctionnant des violations du code de commerce) et n° 300 de M. Bernard Dussaut (transmission au Parlement d'un rapport de la Commission d'examen des pratiques commerciales sur les décisions transmission au Parlement d'un rapport des décisions sanctionnant des violations du code de commerce). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** : demande le retrait de l'amendement n° 146 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires) et s'oppose à l'amendement analogue n° 298 de M. Bernard Dussaut. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4183) : s'oppose à l'amendement n° 299 de M. Bernard Dussaut (possibilité pour les organisations professionnelles de se porter partie civile pour des violations du code de commerce portant préjudice à l'un de leurs ressortissants). (p. 4184) : accepte l'amendement n° 433 de M. Jean Arthuis (possibilité pour le ministre de l'économie de sanctionner les abus de position dominante). - **Art. 33** (*Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance*) (p. 4187) : ses amendements n° 441 : possibilité d'une communication entre l'organisateur des enchères électroniques et les entreprises candidates en cas de problème technique ; et n° 442 : communication de l'identité du candidat retenu aux seuls candidats évincés expressément demandeurs ; adoptés. (p. 4190) : s'oppose aux amendements n° 398 de Mme Michelle Demessine (suppression), n° 303 de M. François Marc (communication du nom des enchérisseurs avant l'organisation d'enchères électroniques inversées) et n° 301 de M. Bernard Dussaut (interdiction des enchères inversées salariales). Accepte l'amendement n° 153 de M. Henri de Richemont (précision), ainsi que les amendements identiques n° 112 de M. Bernard Barraux et n° 247 de M. Claude Biwer (dans le cadre d'une enchère électronique inversée, obligation de préciser les critères de sélection). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 248 de M. Claude Biwer (surveillance des enchères électroniques inversées par un tiers certificateur et impossibilité d'utiliser cette méthode pour commercialiser des produits agricoles périssables), ainsi que pour les amendements analogues n° 113 de M. Bernard Barraux et n° 304 de M. François Marc (surveillance des enchères électroniques par un tiers certificateur). Estime les amendements analogues n° 302 de M. Bernard Dussaut et n° 399 de Mme Michelle Demessine (interdiction de recourir à des enchères électroniques pour la vente de certains produits agricoles) partiellement satisfaits par l'amendement n° 248 précité. - **Art. additionnel après l'art. 33** (p. 4193) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 373 de M. Roland Courteau (réduction du délai de paiement des boissons alcooliques). - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 4195) : demande le retrait de l'amendement n° 245 de M. Jean-Léonce Dupont (réglementation de la vente de biens ou de services à l'occasion d'une foire ou d'un salon). - **Art. 35** (*Art. L. 470-2 du code de commerce - Affichage ou diffusion de condamnations au titre d'un délit prévu par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4196) : demande le retrait de l'amendement n° 99 de M. Gérard César (publication des décisions sanctionnant des violations du code de commerce) et s'oppose aux amendements analogues n° 400 de Mme Michelle Demessine et n° 305 de M. Bernard Dussaut. - **Art. additionnel après l'art. 37** (p. 4197) : accepte les amendements identiques n° 114 de M. Bernard Barraux et n° 249 de M. Claude Biwer (présentation d'un inventaire des décisions sanctionnant des infractions au code de commerce dans le rapport public de la commission d'examen des pratiques commerciales). Son amendement n° 65 : présentation au Parlement d'un rapport relatif à l'application des dispositions du titre VI de ce projet de loi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 309 de M. Bernard Dussaut, qu'il accepte. - **Intitulé du titre VII** (p. 4198) : son amendement n° 66 : rédaction ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 133 de M. Dominique Mortemousque (nouvel intitulé - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres de métiers et de l'artisanat). - **Art. 39** (*Art. L. 711-1 à L. 711-10 et articles L. 711-11 à L. 711-13 [nouveaux] du code de commerce - Définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives*) (p. 4201) : accepte l'amendement n° 252 de M. Denis Badré (respect par les différentes instances de leur

champ de compétences respectifs). (p. 4202) : s'oppose à l'amendement n° 402 de Mme Michelle Demessine (à la demande des collectivités territoriales et des organisations représentatives des salariés, présentation par les organismes consulaires d'un budget retraçant leurs ressources). Ses amendements n° 67 : rédaction et n° 316 : clarification ; adoptés. (p. 4203) : ses amendements n° 68 : rédaction, n° 317 : clarification et n° 70 : précision ; adoptés. Accepte l'amendement n° 199 de M. Christian Gaudin (soumission des chambres de commerce et d'industrie aux règles de la concurrence pour les activités de conseil). (p. 4204, 4206) : ses amendements n° 71, 72, 74 et 76 : rédaction ; n° 319 et 320 : clarification ; n° 73, 77 et 78 : cohérence ; n° 69 : précision et n° 75 : coordination ; adoptés. Accepte les amendements de M. Christian Gaudin n° 200 (soumission des chambres de commerce et d'industrie au droit de la concurrence concernant leurs activités de formation) et n° 263 (représentation par l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie des intérêts nationaux du commerce, de l'industrie et des services). - **Art. 41** (*Art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 712-6 du code de commerce - Nouvelle numérotation des articles L. 712-1, L. 712-2 et L. 712-3 et simplification de la désignation des établissements du réseau consulaire*) : son amendement n° 79 : cohérence ; adopté. - **Art. 42** (*Art. L. 712-1 et L. 712-4 et L. 712-5 [nouveaux] du code de commerce - Fonctions de l'assemblée générale des élus, du président et du trésorier des établissements consulaires ; conséquences générées par la non mise en oeuvre du schéma directeur ; solidarité budgétaire exceptionnelle de la CRCI*) (p. 4207) : ses amendements n° 80 : rôle du président des établissements consulaires et limite d'âge de sa fonction, n° 81 : rédaction et n° 82 : cohérence ; adoptés. - **Art. 43** (*Art. L. 712-7 à L. 712-10 [nouveaux] du code de commerce - Exercice de la tutelle sur les établissements du réseau et procédures en cas de défaut budgétaire ou de suspension d'un membre élu ou des instances consulaires*) (p. 4208) : ses amendements n° 83, 84 et 85 : cohérence ; adoptés. - **Art. 44** (*Art. 1600 du code général des impôts - Prise en compte de l'adoption du schéma directeur régional dans le taux de progression de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle, IATP*) (p. 4209) : son amendement n° 86 : cohérence ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 44** : son amendement n° 87 : possibilité pour les établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie de vendre des matériels et objets mobiliers sans passer par le service des domaines ; adopté. (p. 4210) : demande le retrait des amendements analogues n° 134 de M. Dominique Mortemousque et n° 307 de M. Bernard Dussaut (modalités d'établissement du répertoire des métiers et conditions d'immatriculation à celui-ci). (p. 4211) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 135 de M. Dominique Mortemousque (reconnaissance du régime de l'indemnité compensatrice des anciens présidents de chambres de métiers). (p. 4212) : demande le retrait de l'amendement n° 306 de M. Bernard Dussaut (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public associant les collectivités territoriales, les chambres de commerce et d'industrie ainsi que les chambres de métiers pour des actions communes).

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 720-5 du code de commerce - Compétence des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 4270) : utilité de l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement à 10000 mètres carrés du seuil de compétence des commissions interdépartementales) dont il regrette la discussion commune avec l'amendement n° 24 du Gouvernement (précision relative à la compétence des commissions). (p. 4271) : approbation du seuil de 6000 mètres carrés retenu par la commission. - **Art. 8** (*Art. L. 720-8 du code de commerce - Composition et fonctionnement des CDEC*) (p. 4279, 4280) : utilité de l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Alduy (présence du responsable du schéma de cohérence territoriale au sein de la commission départementale d'équipement commercial). - **Art. 12** (*Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 4285) : favorable à l'amendement n° 15 de M. Yannick Texier (modification de la composition de la commission nationale

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'équipement commercial pour prendre en considération l'expression des intérêts du commerce et de l'artisanat). Nécessité d'une composition équilibrée de la CNEC. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 4287) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Yannick Texier (obligation pour la CNEC de motiver les infirmités des décisions de refus d'autorisation) dont il est co-signataire. Compréhension de la position de la commission et du Gouvernement.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4289) : son amendement n° 88 : maintien du droit de préemption pour les chambres de métiers et de l'artisanat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 137 de M. Dominique Mortemousque qu'il accepte. (p. 4290) : hommage au travail accompli par M. Yannick Texier. (p. 4291) : s'oppose à l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (création d'un comité des activités sociales et culturelles au sein des entreprises de moins de cinquante salariés). Son amendement n° 342 : réparation d'un oubli dans la transposition de la directive visant à faciliter l'exercice de la profession d'avocat dans un Etat membre de l'Union ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 4295) : accepte les amendements portant sur le même objet de M. Dominique Leclerc n° 322 et 341 (dispositions destinées à favoriser le maillage territorial et la proximité des services des officines). - **Art. additionnel après l'art. 46 ou après l'art. 47** (p. 4297, 4298) : son amendement n° 91 : rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales dues au titre des apprentis par l'Etat pour toute la durée du contrat d'apprentissage ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 277 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales dues au titre des apprentis par l'Etat pour toute la durée du contrat d'apprentissage) au profit de son amendement précité n° 91. - **Art. additionnel après l'art. 46** : accepte l'amendement n° 345 de M. Jean Desessard (extension aux associations de financement des campagnes électorales de la possibilité d'utiliser le chèque-emploi associatif quel que soit le nombre de leurs salariés). - **Art. additionnel après l'art. 47** (p. 4299) : s'oppose à l'amendement n° 314 de M. Daniel Raoul (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires aux accompagnateurs de création d'entreprises employés dans des structures sous forme associative). - **Art. additionnels avant l'art. 48** (p. 4300, 4301) : s'oppose à l'amendement n° 404 de Mme Michelle Demessine (application d'une cotisation majorée aux entreprises ayant commis une infraction constitutive du travail illégal). Approbation de l'objectif de l'amendement mais divergences sur les moyens utilisés. S'oppose à l'amendement n° 405 de Mme Michelle Demessine (limitation de la chaîne des sous-traitances). (p. 4302) : s'oppose à l'amendement n° 406 de Mme Michelle Demessine (renforcement du contrôle de la durée du temps de travail effectif). - **Art. 48** (*Art. L. 325-1 à L. 325-6 [nouveaux] et L. 324-13, L. 324-13-2 et L. 341-6-5 du code du travail - Répression du travail illégal*) (p. 4303) : s'oppose à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 222 (fixation par décret de la nature des aides que l'administration peut refuser en cas d'infraction de travail illégal et des modalités de la décision de refus). - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 4304) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation à 100 000 euros du montant de l'amendement en cas de travail illégal). (p. 4305) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 407 (mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de recrutement d'agents de l'inspection du travail pour renforcer les moyens d'action contre le travail illégal) et n° 408 (facilitation de l'implantation de délégués syndicaux dans les PME). - **Demande de renvoi à la commission des art. 49 et 52** (p. 4306, 4307) : s'oppose à la motion n° 446 de Mme Michelle Demessine (renvoi à la commission des articles 49 et 52). Rappelle que le projet de loi a été déposé il y a plus de deux mois. - **Art. 49** (*Art. L. 122-1-1 bis [nouveau] du code du travail - Contrôle de la légalité du travail dans le secteur des activités culturelles*) (p. 4308) : son amendement n° 94 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4311) : accepte l'amendement n° 436 du

Gouvernement (transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés) et, sur ce dernier, demande le retrait des sous-amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 444 (suppression de la mention relative à une durée limitée) et n° 445 (interdiction des détachements à répétition pour de courtes périodes). (p. 4313) : à titre personnel, votera l'amendement n° 440 du Gouvernement (codification des dispositions relatives à l'affiliation obligatoire des travailleurs détachés) que la commission n'a pas eu le temps d'examiner. - **Art. additionnels avant l'art. 51** (p. 4314) : s'oppose à l'amendement n° 409 de Mme Michelle Demessine (suppression des dispositions assimilant le temps d'astreinte au temps obligatoire de repos entre deux journées de travail). (p. 4315) : s'oppose à l'amendement n° 410 de Mme Michelle Demessine (suppression du dispositif de "forfait en jours" pour les cadres). - **Art. 51** (*Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres*) (p. 4317) : s'oppose aux amendements identiques n° 280 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 411 de Mme Michelle Demessine (suppression). Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 223 (soumission, à leur accord formel et écrit, du passage au "forfait en jours" pour les salariés itinérants non cadres) et demande le retrait de l'amendement n° 416 de M. Jacques Pelletier (extension du dispositif à tous les salariés non cadres, itinérants ou non). - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 4318, 4319) : accepte l'amendement n° 235 de Mme Elisabeth Lamure (article additionnel tendant à porter à quatre ans la durée des mandats des délégués et représentants du personnel). - **Art. 52** (*Art. 13-1 [nouveau] du code de l'industrie cinématographique - Pouvoirs de sanction du directeur général du Centre national de la cinématographie*) (p. 4320) : son amendement n° 95 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 52** : demande le retrait de l'amendement n° 224 de M. Jean-François Le Grand (faculté pour l'établissement public de coopération intercommunale de percevoir la taxe des pylônes implantés à partir du 1er janvier 2006). Discussion lors d'un prochain examen du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. (p. 4321, 4322) : demande le retrait de l'amendement n° 225 de M. Jean-Claude Etienne (établissement d'une liste de produits autorisés dans les distributeurs des établissements scolaires). Dispositions relevant de la compétence de la commission des affaires sociales. - **Art. additionnels après l'art. 53** (p. 4323) : s'oppose à l'amendement n° 346 de M. Jean Desessard (cessation des pratiques des sociétés loueuses de taxis). Importance de cette question qui mérite un débat approfondi. (p. 4324) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de M. Jean Desessard n° 362 et 363 (faculté pour un conducteur routier de devenir salarié du donneur d'ordre unique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4328, 4329) : complexité du texte ayant nécessité une forte mobilisation. Démarche innovante en matière de transmission d'entreprise. Caractère social du texte. Recherche de l'intérêt général. Remerciements. Souligne l'injustice de la demande de renvoi à la commission du groupe CRC.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - vice-président de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 5161, 5162) : prend la parole au nom du président de la commission des affaires économiques et du Plan. Primauté de l'intérêt collectif sur les intérêts individuels. Exemple des citoyens d'Athènes dans l'antiquité. Croissance régulière des dépenses de fonctionnement de l'Etat. Limitation corrélative des marges d'investissement. Contexte de la mondialisation amenant une compétition accrue entre les économies nationales. Priorité à donner à la recherche et à l'innovation. Nécessité de relancer les investissements dans le domaine des transports et des communications électroniques. Problème du logement. Propositions de MM. Dominique Braye et Thierry Repentin de mesures visant à remédier à la crise des marchés fonciers et immobiliers. Interroge le Gouvernement sur sa réelle volonté d'économiser sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - rapporteur pour le Sénat de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 5446, 5449) : doublement de la taille du texte. Témoignage du souci des parlementaires d'apporter soutien et souplesse aux PME et aux TPE. Bon accord de la commission mixte paritaire. Adoption de 31 articles dans la rédaction du Sénat et de 39 articles dans la rédaction de l'Assemblée nationale. Pertinence des apports de l'Assemblée nationale : suppression de l'exonération des droits de mutation pour la donation familiale en nature ; provision pour dépenses de conformité ; travail à temps partagé ; abaissement du seuil de revente à perte ; rétablissement de la notion d'abus d'accord de gamme ; sanctions des infractions en matière de cabotage fluvial et routier ; extension du dispositif de forfait-jours. Adoption de 37 articles dans le texte de la CMP : crédit d'impôt ouvert aux chefs d'entreprise en formation ; extension à tous les conjoints de chefs d'entreprise de la protection prévue par l'article 10 ; possibilité pour les conjoints collaborateurs de racheter des annuités passées ; rétablissement de l'article 32 ter relatif au contrôle des concentrations, supprimé par l'Assemblée nationale ; consensus satisfaisant sur l'amendement du Sénat instituant un dispositif de sauvegarde du commerce de proximité à l'article 37 quater ; suppression des dérogations à la limitation des démembrements de propriété des parts de sociétés d'exercice libéral ; exercice de leur activité par les délégués du Médiateur de la République au sein des chambres consulaires ; autorisation du travail dominical et des jours fériés des apprentis mineurs dans des secteurs déterminés ; suppression de l'article 51bisA relatif au régime dérogatoire transitoire applicable aux PME pour le passage aux 35 heures. Articles essentiels s'agissant des nouveaux mécanismes financiers, de l'instauration du tutorat, de la réforme de la loi Galland et de la lutte contre les pratiques altérant les conditions de la concurrence en matière de droit du travail. Remerciements. - **Art. 10 bis** (*Régime des dettes et sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion d'entreprise*) (p. 5476) : à titre personnel, favorable à la suppression de l'article 10 bis. Atteinte au droit des sûretés. Risque d'effets pervers sur le financement des TPE. Se déclare néanmoins en partie satisfait par l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression des dispositions portant information des tiers de la répartition des dettes ou sûretés effectuée par le tribunal entre les époux, lorsque le divorce est prononcé). Réelle amélioration par rapport à la rédaction retenue par la CMP. Nécessité de trouver un accord. En appelle au sens du devoir de chacun. - **Art. 17** (*Aménagement du statut des groupements d'employeurs*) (p. 5477) : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (impossibilité pour les coopératives agricoles relevant du Livre V du code rural d'agir en qualité de groupements d'employeurs). - **Art. 31 bis** (*Coordination*) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (coordination).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6527) : son amendement n° 194 : revalorisation des loyers des bâtiments d'habitation dans le cadre d'un bail rural ; retiré. (p. 6531) : son amendement n° 193 : introduction dans le statut du fermage d'une disposition relative au congé-vente à destination des propriétaires bailleurs disposant de faibles ressources ; retiré. (p. 6532, 6533) : intervient sur son amendement n° 193 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8705, 8706) : amélioration souhaitable des questionnaires budgétaires et du contenu du "bleu" budgétaire. Respect nécessaire de l'article 7 de la LOLF concernant l'architecture interne de la mission. Amendement tendant à créer un programme propre au développement des PME, du commerce et de l'artisanat. Difficulté de mesurer l'effort de l'Etat en faveur des pôles de compétitivité. Indicateurs non pertinents pour l'évaluation de la performance de l'administration. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits

de la mission "Développement et régulation économiques". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8721, 8725) : son amendement n° II-49 : création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII ; adopté après rectification suggérée par le président de la commission des finances et visant à réduire le prélèvement opéré sur les crédits de l'AFII. Attachement des élus locaux aux crédits du FISAC. Doute de l'opportunité et de l'efficacité de la campagne "Image de la France" de l'AFII justifiant l'augmentation de ses crédits. Déclaration du Premier ministre prévoyant l'intervention du FISAC dans les zones franches urbaines, en dépit du manque de crédits problématique. - **Art. 76** (*Revalorisation du droit fixe de la taxe additionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 8726) : son amendement n° II-43 : augmentation de 13 à 14 euros du droit fixe perçu par l'Assemblée permanente des chambres de métiers ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 77** (p. 8729) : soutient les amendements de M. Pierre Herisson, au nom de la commission des affaires économiques n° II-44 (exonération des petits opérateurs spécialisés dans les technologies alternatives de type Wifi ou Wimax de la taxe administrative de 20 000 euros) ; et n° II-45 (alignement des modalités de financement de l'attribution des numéros téléphoniques sur celui des fréquences radioélectriques) ; adoptés.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8942) : crise d'identité au sein du monde agricole. Nécessaire simplification de la PAC. Exemple du département de l'Eure-et-Loir. Question des énergies nouvelles. Financement des contrats d'agriculture durable. Enseignement technique agricole.

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8980) : le groupe de l'UMP votera contre l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation").

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 33** (p. 10016) : son amendement n° 54 : augmentation du droit fixe perçu par les chambres des métiers ; retiré.

COURRIÈRE (Raymond)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à inscrire d'office l'ensemble des citoyens français sur les listes électorales [n° 422 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à inscrire d'office l'ensemble des citoyens français sur les listes électorales [n° 422 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Développement et régulation économiques [n° 101 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 4 A** (*Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin*) (p. 137, 138) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits viticoles). Consensus, sagesse et bon sens. Clarification des textes. Insécurité juridique pénalisante pour les viticulteurs. Règlement du problème de la publicité collective vitivinicole. Clarification des éléments d'information du consommateur. Inquiet cependant d'une remise en cause de la sécurité juridique apportée en première lecture concernant la représentation objective de facteurs humains. S'interroge sur les dérives opposées par certaines associations à de telles représentations. A titre personnel, espère que le thème "vin et santé" sera examiné avec succès dans une seconde étape. - **Art. 10 octies A** (*Art. L. 640-2 du code rural - Dénomination des vins de pays*) (p. 158) : soutient l'amendement n° 310 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 170, 171) : soutient l'amendement n° 313 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de prêt de main d'oeuvre

à but non lucratif entre les coopératives d'utilisation de matériel agricole, CUMA, et leurs adhérents) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (16 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1684) : soutient l'amendement n° 245 de M. Yannick Bodin (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1713) : soutient l'amendement n° 266 de M. Yannick Bodin (organisation de la journée scolaire) ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** [n° 228 (2004-2005)] - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2441, 2445) : incertitudes quant au nombre réel de victimes de violences conjugales. Centre d'information des droits de la femme et foyer d'hébergement dans l'Aude. Définition de la violence conjugale. Pouvoir destructeur des violences psychologiques. Mesures préventives : sensibilisation du grand public, dépistage, éloignement de l'auteur des violences, obligation de soins spécialisés. Mesures répressives : circonstances aggravantes, incrimination spécifique du viol entre époux. Mesures d'aide aux victimes : soutien financier, réparation des dommages, hébergement, réinsertion sociale. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2451, 2452) : son amendement n° 5 : harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2469) : son amendement n° 6 : suivi psychologique des auteurs des violences conjugales ; rejeté. (p. 2473) : favorable à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 2481, 2482) : son amendement n° 7 : extension aux conjoint, concubin et partenaire lié par un PACS de la notion de "victimes de violences habituelles" ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2484, 2485) : son amendement n° 13 : réparation intégrale des dommages subis par les victimes de violences conjugales ; rejeté. (p. 2489) : son amendement n° 14 : rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences conjugales ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3355, 3357) : satisfait de la renonciation du Gouvernement à la procédure d'urgence. Manque de souffle et d'ambition de ce texte. Emergence de nouvelles technologies produisant de la chaleur ou de l'électricité. Opposé à la disposition adoptée par l'Assemblée nationale relative aux biocarburants. Accroissement nécessaire des moyens de la recherche. Proposition d'intégrer dans le texte quelques points essentiels : la recherche, la préservation des contrats de longue durée pour le gaz, le maintien des stocks de pétrole et la référence aux services publics. Souhait d'une politique volontariste dans le domaine des transports. Fermeture de plates-formes multimodales. Nécessité de desserrer les contraintes du pacte de stabilité. Priorité à la maîtrise de l'énergie : mise en place des certificats d'économie d'énergie. Ses propositions : attribution à des institutions des pénalités libératoires appliquées aux fournisseurs ne respectant pas leurs engagements ; application de taux réduit de TVA sur les réseaux de chaleur utilisant le bois. Hausse des prix de l'électricité et du gaz. Opposé aux modifications de l'Assemblée nationale portant sur le dispositif relatif à l'énergie éolienne. Favorable à la diversité du bouquet énergétique et à un rééquilibrage par rapport au nucléaire. Le groupe socialiste émet de fortes réserves sur ce texte. - **Question préalable** (p. 3375) : le groupe socialiste votera la motion n° 125 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 18** (p. 3417, 3418) : ses amendements portant sur le même objet n° 128 et 129 : permanence de la fourniture d'énergie assurée aux personnes défavorisées ; rejetés. - **Art. 1er (et annexe)** (*Objectifs de la politique énergétique nationale*) (p. 3433, 3435) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé), ses sous-amendements n° 181 ; devenu sans

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

objet ; n° 182 et 219 ; adoptés ; n° 217, 218, 183 et 184 ; rejetés. - **Art. 1er septies A** (*Objectifs et axes de la politique énergétique*) (p. 3446) : sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 185 ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies A** (p. 3447, 3448) : ses amendements n° 220 : mise en oeuvre d'une politique de stockage de gaz ; n° 221 : préservation des contrats de long terme en matière de gaz naturel ; retirés ; et n° 222 : sécurité d'approvisionnement en matière pétrolière ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies B** (p. 3450, 3451) : ses amendements n° 188 : mise en place d'un dispositif de bonus-malus pour l'achat de véhicules automobiles ; et n° 195 : mise en place de seuils de consommation maximale des appareils électriques en veille ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies D** (p. 3455) : son amendement n° 223 : doublement du fret ferroviaire ; rejeté. - **Art. 1er septies E** (*Diversification des sources de production énergétiques*) (p. 3456) : sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale), son sous-amendement n° 190 ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3457) : son amendement n° 139 : taux de TVA réduit pour les réseaux de chauffage domestique utilisant du bois ; rejeté. (p. 3458) : son amendement n° 141 : TVA à taux réduit pour la fourniture collective de chaleur renouvelable ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies E** (p. 3461) : son amendement n° 142 : TVA à taux réduit applicable aux travaux d'entretien et de maintenance des réseaux de chaleur ; rejeté. - **Art. 1er septies F** (*Construction d'un réacteur européen à eau pressurisée, EPR*) (p. 3461, 3462) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de cet article). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies F** (p. 3463) : son amendement n° 191 : prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des firmes pétrolières ; rejeté. (p. 3465) : son amendement n° 192 : rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies G** (p. 3467) : son amendement n° 193 : objectifs de la politique de recherche énergétique ; rejeté. - **Art. 1er octies** (*Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants*) (p. 3474) : son amendement n° 117 : suppression ; adopté. - **Art. 2** (*Champ d'application des obligations d'économies d'énergie, modalités d'application*) (p. 3476, 3477) : son amendement n° 133 : obligations pesant sur les distributeurs de carburants ; devenu sans objet. (p. 3479) : son amendement n° 134 : affectation du produit des pénalités versées par les fournisseurs d'énergie ne respectant pas leurs obligations ; rejeté. (p. 3480) : son amendement n° 135 : non-réperçussion du coût des opérations de maîtrise de l'énergie sur le consommateur domestique ; rejeté. - **Art. 6** (*Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements*) (p. 3496) : son amendement n° 138 : signature d'une convention de réduction des charges locatives pour les bâtiments à usage d'habitation bénéficiant d'une aide financière publique ; rejeté. (p. 3499) : son amendement n° 137 : interdiction des offres commerciales pour les produits très consommateurs d'énergie ; rejeté. - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3508, 3509) : menaces pesant sur le développement de l'énergie éolienne. Défense de cette filière énergétique. Objectif de la France en matière de production d'énergies renouvelables. Protection du paysage.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) (p. 3535) : son amendement n° 118 : suppression ; retiré. Mort annoncée d'une énergie mature et performante. Retour indispensable à la situation actuelle. Nécessaire adaptation des parcs éoliens aux situations locales, en liaison étroite avec les élus. Le groupe socialiste pourrait se rallier à l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000) qui répond à son souci, sous réserve de l'adoption de certains de ses sous-amendements. Souhaite l'union sacrée en faveur de l'éolien. (p. 3539) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article

pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), son sous-amendement n° 124 : autorisation des EPCI à faire des propositions de ZDE ; devenu sans objet. (p. 3542) : son amendement n° 119 : relèvement du seuil d'admissibilité à l'obligation d'achat ; retiré. (p. 3544, 3545) : sur l'amendement précité n° 40 de la commission, son sous-amendement n° 121 : obligation pour le schéma régional éolien de tenir compte des ZDE ; et accepte de rectifier son sous-amendement n° 124 précité. Retire son amendement n° 119 précité au profit de l'amendement n° 40 précité de la commission sous réserve de l'adoption des sous-amendements du groupe socialiste. (p. 3550) : heureux de l'union sacrée autour de l'énergie renouvelable que constituent les éoliennes. Remerciements au rapporteur pour l'intégration à l'amendement n° 40 précité de la commission de quatre sous-amendements du groupe socialiste. Souhaite la même unanimité en commission mixte paritaire. Hommage à la présidente de séance. - **Art. 10 quater** (*Art. L. 553-3 du code de l'environnement - Garanties financières pour démantèlement des éoliennes*) (p. 3556) : son amendement n° 147 : suppression ; retiré. - **Art. 10 septies** (*Art. L. 212-1 et L. 212-5 du code de l'environnement - Prise en compte par les SDAGE et les SAGE de la PPI et de l'évaluation du potentiel hydroélectrique des bassins et des sous-bassins*) (p. 3558) : son amendement n° 224 : prise en compte dans les schémas régionaux de l'éolien de l'évaluation, par zone géographique, du potentiel éolien rendu public par le ministre chargé de l'énergie ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11 sexies** (p. 3561) : son amendement n° 143 : limitation du bénéfice du crédit d'impôt pour les pompes à chaleur, aux climatiseurs installés dans des logements occupés par des personnes âgées ou handicapées ; rejeté. Souci d'économie pour l'Etat. - **Art. 12** (*Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité*) (p. 3574) : son amendement n° 285 : mise en oeuvre de la programmation annuelle des investissements y compris en l'absence de conventions de concessions entre les communes et l'opérateur d'électricité ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 13 quinquies** (p. 3588) : son amendement n° 144 : rétablissement du financement des charges imputables aux missions du service public par les opérateurs du secteur de l'électricité ; rejeté. - **Art. 14 bis** (*Dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux d'économies d'énergie effectués par les bailleurs sociaux*) (p. 3591) : son amendement n° 200 : suppression du plafond du dégrèvement et affectation du solde des dépenses déductibles sur des immeubles relevant du même centre des impôts au nom du même bailleur et au titre de la même année ; devenu sans objet. - **Art. 24** (*Art. 25-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création de nouveaux réseaux publics de distribution de gaz*) (p. 3605) : son amendement n° 145 : suppression ; rejeté. Anticipation du débat sur l'ouverture à la concurrence du secteur gazier. - **Art. additionnel avant l'art. 30 bis** (p. 3613) : son amendement n° 146 : abrogation de l'arrêté du 26 janvier 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires ; rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3615) : le groupe socialiste ne participera pas au vote sur l'amendement n° 309 de la commission (nouvel intitulé - Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique) qui ne modifie rien au fond. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3616) : satisfaction du groupe socialiste sur certains points, en particulier la création des zones de développement de l'éolien. Impasse déplorable sur l'arrêt du "tout routier" dans le secteur des transports et sur le chauffage des locaux. Affichage insuffisant de la priorité donnée aux énergies renouvelables. Cantonnement regrettable aux déclarations d'intention dans le secteur de la recherche technologique sur les énergies propres. Nécessaire diversification du "bouquet" énergétique en dépit de l'intérêt du nucléaire. Le groupe socialiste votera contre ce texte, éloigné des grands enjeux du XXI^e siècle.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 33** (p. 4192, 4193) : son amendement n° 373 : réduction du délai de paiement des boissons alcooliques ; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles*) (p. 4237) : dommages engendrés par la sécheresse et la réhydratation des sols dans les départements du Midi. Profond mécontentement des populations. Longueur excessive des délais. Souhait de l'adoption des amendements du groupe socialiste visant à instaurer transparence, équité et rapidité.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Commission mixte paritaire [n° 410 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4509, 4511) : enjeu à la fois technique et politique des choix énergétiques. Mise en oeuvre urgente d'une politique énergétique ambitieuse. Regrette le rejet des amendements portant sur le rééquilibrage des transports entre le rail et la route, sur le développement des énergies renouvelables et sur la recherche sur les énergies alternatives au pétrole. Ouverture du capital de GDF dictée par des choix idéologiques. Se réjouit des mesures favorables au développement du secteur éolien. Nécessité de diversifier le bouquet énergétique français. Le groupe socialiste votera contre ce texte manquant de souffle et d'ambition.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5734) : soutient l'amendement n° 24 de M. Jean-Marc Pastor (exigence d'une qualification préalable à l'exercice professionnel d'entreprise de restauration) ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6486) : son amendement n° 461 : relance de la production ovine française en encourageant l'apport de fonds financiers extérieurs à l'agriculture ; retiré. Régression de la production ovine française.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6593, 6594) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 484 (adaptation du contrat d'intégration entre les agriculteurs) ; et n° 485 (partage de responsabilité entre l'agriculteur intégrant et l'agriculteur intégré) ; rejetés. - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6596) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 288 (amélioration de la protection sociale des personnes pluriactives) ; n° 488 (précision du texte d'habilitation) ; n° 489 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour améliorer la protection sociale de certains non-salariés agricoles) ; et n° 490 (suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour aménager les régimes d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles) ; rejetés. - **Art. 9** (*Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants*) (p. 6601, 6602) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 493 et 492 (mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6679) : son amendement n° 673 : réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter ; retiré. Solution d'appoint pour les exploitations. Intérêt en cas de friches consécutives à l'arrachage de parcelles de vignes. - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6693) : son amendement n° 511 : exonération de la taxe intérieure de consommation pour l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole ; rejeté. (p. 6697) : soutient l'amendement n° 510 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de l'huile végétale pure comme carburant sous réserve de sa

compatibilité avec le type de moteur concerné et les exigences en matière d'émissions) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** (p. 6714, 6715) : son amendement n° 517 : conditions de paiement faites par les négociants aux producteurs de vin ; rejeté. Longueur exagérée des délais de paiement actuels. Pratiques abusives des négociants. Interrogation sur l'existence du groupe de travail promis par le Gouvernement à l'occasion de l'examen de la loi en faveur des PME.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6801, 6802) : défavorable aux amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8706) : maîtrise de la consommation d'énergie. Insuffisance des actions en faveur du rééquilibrage rail-route. Imprécision du "bleu" budgétaire sur le coût du crédit d'impôt pour les dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie et sur l'amortissement exceptionnel ouvert aux entreprises. Absence d'information dans le projet annuel de performance s'agissant de l'ADEME. Inquiétude quant à son financement. Non-pertinence de l'indicateur mesurant les effets des certificats d'économie d'énergie. Question sur les suites données aux conclusions du groupe de travail sur les secteurs électro-intensifs. Réticences locales à la mise en oeuvre de la politique publique en faveur de l'énergie éolienne. Transmission souhaitable au Parlement du nouveau contrat de service public signé entre l'Etat et EDF. Votera contre les crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8724) : soutien unanime de ses membres à l'amendement de la commission des affaires économiques n° II-49 (création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII).

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8945, 8946) : immense détresse matérielle et morale des viticulteurs.

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 94 (2004-2005)] sur la proposition de règlement du Conseil établissant le code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (E 2617) [n° 170 (2004-2005)] (2 février 2005) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 223 (2004-2005)] sur la proposition de décision du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) en tant qu'organe de l'Union européenne (E 2765) [n° 292 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 10 (2005-2006)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Sécurité [n° 104 tome 8 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 109 (2005-2006)] relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 117 (2005-2006)] (6 décembre 2005) - **Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 143 (2005-2006)] (20 décembre 2005) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1035, 1036) : qualité du débat. Apports de cette révision constitutionnelle. Le groupe UMP votera ce projet de loi constitutionnelle. Nécessité de parler de l'Europe avec passion pour convaincre les Français.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (26 octobre 2005) - **Art. 8** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6273) : son amendement n° 38 : recours au secteur privé pour les aspects techniques de la surveillance électronique mobile ; adopté. - **Art. 15 bis A** (*Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines*) (p. 6284, 6285) : son amendement n° 40 : représentation des victimes par un avocat ou une association d'aide aux victimes ; retiré. - **Art. 15 bis B** (*Art. 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement du mineur en centre éducatif fermé*) (p. 6287) : son amendement n° 41 : placement d'une personne mineure devenue majeure pendant la durée de la détention provisoire, en centre éducatif fermé ; devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 15 bis B** (p. 6288) : son amendement n° 42 : coordination ; devenu sans objet.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6358, 6359) : recevabilité et opportunité de cette proposition de résolution. Effets de la lutte contre l'immigration clandestine. Indicateurs chiffrés. Conséquences multiples de l'immigration clandestine. Situation particulière de l'outre-mer. Travail effectué à l'échelon européen. Intérêt d'une réflexion du Sénat sur ce sujet. - **Question préalable** (p. 6366) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Eliane Assassi tendant à opposer la question préalable. - **Art. unique** (p. 6369) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Eliane Assassi (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8885, 8887) : hommage aux forces de police et de gendarmerie. Diminution de la délinquance. Critique quant au choix des objectifs et des indicateurs de performance. Question sur les adjoints de sécurité, l'équipement des forces de police et la gestion du parc immobilier de la gendarmerie. La commission des lois donne un avis favorable à l'adoption des crédits de la mission "sécurité".

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - rapporteur de la commission des lois

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 9593, 9597) : permanence de la menace terroriste. Mutation des filières terroristes : agrégation du grand banditisme et du fondamentalisme religieux. Débat constructif et consensuel à l'Assemblée nationale. Conciliation de la légalité et de l'efficacité dans les législations successives. Maintien de la lutte contre le terrorisme dans le cadre de l'Etat de droit. Recrudescence de la menace terroriste d'inspiration islamiste. Renforcement des moyens matériels, humains et juridiques : spécialisation des magistrats, coopération entre services de police et de justice, développement d'une coopération internationale. Fragilités du dispositif actuel justifiant les mesures proposées : prolongation de la garde à vue ; allongement de peine ; centralisation de l'application des peines ; lutte contre le recrutement terroriste en milieu pénitentiaire ; renforcement de la coopération entre les différents services ; durcissement du contrôle des échanges téléphoniques et électroniques ; développement de l'usage de la vidéosurveillance. Globalisation du terrorisme. Propositions de la commission : renforcement du contrôle des activités de la sécurité privée et la sécurité aéroportuaire, renvoi des mineurs devant une cour d'assises spécialisée et simplification du régime des incriminations de non-justification de ressources. Favorable à la création d'un groupe de travail sur les modalités d'un contrôle parlementaire des services de renseignements. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, propose l'adoption de ce texte. - **Question préalable** (p. 9621) : s'oppose à la motion n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. Recrudescence de la menace terroriste. Nécessité absolue de renforcement des moyens alloués à la lutte antiterroriste. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9624) : s'oppose à la motion n° 33 de M. Louis Mermaz tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 9636, 9637) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (pouvoirs de contrôle de la CNIL). (p. 9639) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 83 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations) et n° 82 (création d'une commission destinée à élaborer un projet de texte relatif à la création d'un dispositif parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations). Mise en place prochaine d'un groupe de travail chargé d'établir une feuille de route sur le rôle du Parlement dans le processus d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance) (p. 9643, 9646) : ses amendements n° 2, 4, 5, 6 et 7 : rédaction ; n° 1 : précision et harmonisation ; et n° 3 : cohérence ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 64 de Mme Eliane Assassi (rédaction), de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 35 (suppression de la possibilité pour les personnes morales privées de filmer la voie publique aux abords de leurs bâtiments), n° 36 (contrôle annuel des systèmes de vidéosurveillance par la commission départementale) et n° 37 (suppression de la procédure d'urgence), de M. Jean-Claude Peyronnet n° 84 (encadrement du système de vidéosurveillance par la CNIL et l'autorité judiciaire) et n° 86 (participation de la CNIL à la rédaction des décrets d'application). Accepte l'amendement n° 51 de M. Hugues Portelli (durée de conservation des images de vidéosurveillance). - **Art. 1er bis** (Détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste) (p. 9648) : son amendement n° 8 : suppression ; adopté. - **Art. 2** (Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites) (p. 9650, 9651) : ses amendements n° 9 : harmonisation ; et n° 10 : précision ; adoptés. Accepte les amendements de M. Hugues Portelli n° 52 (limitation du pouvoir préfectoral d'imposer l'utilisation de caméras aux seuls sites d'intérêt public) et n° 53 (droit d'accès aux images et durée de conservation des enregistrements). S'oppose aux amendements n° 66 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 87 de M. Jean-Claude Peyronnet (avis de la CNIL préalable à la

publication du décret d'application). Demande le retrait des amendements de M. Denis Badré, n° 59, 60 et 61 (clarification des compétences entre les organismes concourant à l'organisation et au fonctionnement des transports collectifs). - **Art. 3** (Art. 78-2 du code de procédure pénale - Contrôle d'identité dans les trains transnationaux) (p. 9654) : s'oppose aux amendements identiques n° 67 de Mme Eliane Assassi et n° 88 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9656) : accepte l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). - **Art. 4** (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques) (p. 9663) : son amendement n° 11 : suppression de l'obligation de différer l'effacement des données aux fins de constatation des infractions pénales ; adopté. Interrogation sur le délai de publication du décret relatif à l'obligation de conservation des données techniques. S'oppose aux amendements n° 68 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery (liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret) et n° 89 de M. Jean-Claude Peyronnet (liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret après avis de la CNIL). - **Art. 5** (Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques) (p. 9666) : ses amendements n° 12 : rétablissement de la rédaction initiale limitant les finalités des réquisitions à la seule prévention du terrorisme ; n° 13 : harmonisation rédactionnelle ; et n° 14 : coordination ; adoptés. (p. 9668, 9669) : son amendement n° 15 : cohérence avec le projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique ; adopté. S'oppose aux amendements n° 69 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la procédure spéciale de réquisition administrative des données de connexion) et n° 90 de M. Jean-Claude Peyronnet (attribution à la CNCIS des pouvoirs de contrôle des réquisitions administratives des données techniques). Accepte l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (choix de la personnalité qualifiée par la CNCIS parmi une liste de trois noms établie par le ministre de l'intérieur) et demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Alex Türk (communication du rapport établi par la personnalité qualifiée à la CNIL). - **Art. 6** (Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur) (p. 9684, 9686) : ses amendements n° 16 : modalités de désignation et d'habilitation des agents de police de gendarmerie et des douanes pouvant accéder aux informations ; n° 17 : correction rédactionnelle et n° 18 : précision ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 70 de Mme Eliane Assassi et n° 91 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ainsi qu'aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 42 (suppression de l'utilisation des traitements automatisés dans le but de lutter contre l'immigration clandestine), n° 43 (suppression de l'extension aux transports maritimes et ferroviaires des obligations définies pour le transport aérien) et n° 44 (limitation dans le temps de l'application des dispositions de cet article). Accepte l'amendement n° 56 de M. Alex Türk (information des voyageurs de la possibilité de traitement automatisé des données les concernant). - **Art. 7** (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers) (p. 9691, 9692) : son amendement n° 19 : précision des données susceptibles de faire l'objet d'un traitement automatisé ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 71 de Mme Eliane Assassi et n° 92 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 93 (suppression de l'extension possible du dispositif de surveillance prévu par l'article lors de grands rassemblements et d'événements particuliers). Accepte les amendements n° 107 de la commission (possibilités d'accès à certains fichiers pour les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

douaniers) et n° 57 de M. Alex Türk (encadrement strict des conditions d'accès aux informations par les forces de police) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 114 de M. Philippe Goujon. - **Art. 8** (*Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme*) (p. 9695) : ses amendements n° 20 : précision sur les modalités d'habilitation des agents et le caractère individuel de leur désignation et n° 21 : rédaction ; adoptés. (p. 9696, 9697) : s'oppose aux amendements n° 72 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery (détermination des conditions d'accès et de contrôle des informations par décret) et n° 94 de M. Jean-Claude Peyronnet (limitation de l'accès aux fichiers à de simples consultations, sans extraction de données et sans interconnexion avec d'autres fichiers). Accepte l'amendement n° 58 de M. André Dulait (extension aux agents des services de renseignements de la ministère de la défense de l'accès aux fichiers). - **Art. 8 bis** (*Art. 23 de la loi n° 2003-329 du 18 mars 2003 - Inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées*) (p. 9698) : s'oppose aux amendements identiques n° 73 de Mme Eliane Assassi et n° 95 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 9** (*Art. 421-6 nouveau du code pénal, art. 78-2-2, 706-16 et 706-73 du code de procédure pénale - Aggravation de la répression de l'association de malfaiteurs à but terroriste*) (p. 9699, 9700) : s'oppose à l'amendement n° 74 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 9 bis** (p. 9701) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Paul Girod (suppression de la condition d'ancienneté de 5 ans exigée d'une association pour se porter partie civile dans le cas des associations de victimes d'un attentat). (p. 9702) : accepte l'amendement n° 63 de M. Philippe Goujon (détermination par décret en Conseil d'Etat, après avis de la CNIL, de la nature des informations transmises à la CNIL s'agissant des fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique). - **Art. 10** (*Art. 706-22-1 nouveau du code de procédure pénale - Centralisation de l'application des peines en matière terroriste*) (p. 9704) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de Mme Eliane Assassi et n° 96 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 10** : son amendement n° 22 : composition spéciale de la Cour d'assise des mineurs ; adopté. - **Art. 10 bis** (*Art. 16 et 20 du code de procédure pénale - Adaptation du code de procédure pénale à la réforme des corps et carrières de la police nationale*) (p. 9706) : son amendement n° 23 : coordination ; adopté. - **Art. 10 ter** (*Art. 706-88 du code de procédure pénale - Prolongation de la durée de la garde à vue en matière de terrorisme*) (p. 9708) : s'oppose aux amendements identiques n° 48 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 76 de Mme Eliane Assassi (suppression) et accepte l'amendement n° 97 de M. Jean-Claude Peyronnet (renforcement des droits de la défense). - **Art. additionnels après l'art. 10 quater** (p. 9709, 9710) : sur les amendements de M. Aymeri de Montesquiou, s'oppose au n° 80 (imprescriptibilité des crimes terroristes) et demande le retrait du n° 81 (incompressibilité des peines prononcées pour les crimes terroristes). - **Art. additionnel après l'art. 12 (priorité)** (p. 9711) : son amendement n° 24 : extension du délit de non-justification de ressources correspondant au train de vie à l'ensemble des infractions procurant un profit et punies d'au moins cinq ans d'emprisonnement ; adopté. - **Art. 10 quinquies** (*Art. 19 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires*) (p. 9712) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 11** (*Art. 25-1 du code civil - Déchéance de la nationalité française pour les auteurs d'acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation*) (p. 9714) : s'oppose aux amendements identiques n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 77 de Mme Eliane Assassi et n° 99 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 12** (p. 9715) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Eliane Assassi n° 109 (durcissement de l'obligation de déclaration d'opérations financières soupçonnées d'origine illicite), n° 110 (droit d'alerte des salariés des organismes financiers), n° 111 (possibilité pour la

commission bancaire d'interdire aux établissements français de détenir des filiales de représentations dans les pays non coopératifs dans la lutte contre le blanchiment des capitaux) et n° 112 (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application du secret bancaire en France et en Europe). - **Art. 12** (*Chapitre IV du titre VI du livre V du code monétaire et financier - art. L. 564-1 à L. 564-6 - chapitre IV du titre VII du livre V du même code - art. 574-3 nouveau - Gel administratif des avoirs en matière de terrorisme*) (p. 9718) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 100 (suppression) et n° 101 (intervention du juge dans la procédure de renouvellement du gel des avoirs). - **Division et art. additionnels avant le chapitre VII (avant l'art. 13)** (p. 9719) : son amendement n° 25 : Division additionnelle - Chapitre VI bis - Dispositions relatives aux activités de sécurité privée et à la sécurité aéroportuaire ; adopté. (p. 9720) : ses amendements n° 26 : conditions de délivrance de l'agrément pour exercer une activité de sécurité privée ; et n° 27 : accès aux lieux de préparation et de stockage du fret conditionné à la délivrance d'un agrément par le préfet ; adoptés. - **Art. 13** (*Art. 31 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité - Application outre-mer des dispositions relatives à la vidéosurveillance*) (p. 9721) : ses amendements n° 28 et 29 : coordination ; adoptés. - **Art. 14** (*Art. L. 735-13, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier - Application outre-mer des dispositions du projet de loi*) (p. 9722) : ses amendements n° 30 et 113 : coordination ; adoptés. - **Art. 15 C** (*Art. 42-12 [nouveau] de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive*) (p. 9723) : s'oppose aux amendements identiques n° 78 de Mme Eliane Assassi et n° 102 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 15** (*Application de la loi dans le temps*) (p. 9724) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean-Claude Peyronnet (durée d'application de la loi limitée au 31 décembre 2008). - **Art. additionnel après l'art. 15** : son amendement n° 31 : définition des services de police et de gendarmerie nationale spécialement chargés de la prévention et de la répression des actes de terrorisme ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 9725) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Jean-Claude Peyronnet (nouvel intitulé - projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme).

- *Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]* - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10250, 10251) : consensus entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Apports substantiels du Sénat : création d'une cour d'assises spéciale pour les mineurs, généralisation du délit de non-justification des ressources, renforcement de la procédure d'agrément des personnels ou dirigeants d'entreprises privées de sécurité, création d'une procédure d'agrément des personnes ayant accès aux lieux de stockage ou de conditionnement du fret. Attachement du Sénat à la création d'une commission parlementaire de contrôle des services de renseignement. Invite à l'adoption de ce texte après les modifications apportées par la commission mixte paritaire.

CUQ (Henri)

*ministre délégué aux relations avec le
Parlement*

INTERVENTIONS

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (6 juillet 2005) (p. 5146) : justification de la session extraordinaire. Qualité et densité de l'activité législative du Sénat. Effort accompli en matière de transposition des directives communautaires. Remerciements.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5269, 5270) : conciliation entre souci d'ouverture et exigences du travail parlementaire. Volonté du Gouvernement de s'en remettre au dialogue entre les deux assemblées. Charge financière représentée par cette opération. - **Art. 1er** (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès) (p. 5273) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) de la commission et le sous-amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet - **Art. 3** (Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 6 de M. Jean-Claude Peyronnet (rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture).

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises - Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5501, 5503) : réforme majeure du droit des entreprises en difficulté. Aboutissement de ce projet au terme de deux ans de concertation et d'études avec la participation des parlementaires. Modifications de l'Assemblée nationale et du Sénat. Equilibre entre les intérêts des entreprises et de l'emploi, des débiteurs et des créanciers. Procédure de sauvegarde. Entrée en vigueur rapide de ce texte. Mesures d'application. Remerciements. Souhaite l'approbation de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) (p. 8689, 8691) : mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Exemption de l'obligation de mise en réserve des crédits. Inscription du programme "Cour des comptes et autres juridictions financières" dans une démarche stratégique engagée dès 2002. Attribution à la Cour des comptes de deux nouvelles missions d'assistance au Parlement et au Gouvernement : dépôt d'un rapport conjoint au dépôt du projet de loi de règlement et certification des comptes de l'Etat. Rattachement du Conseil d'Etat à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Préservation de son indépendance et de l'autonomie budgétaire de la juridiction administrative. Problématique des délais de jugement devant la justice administrative. Explosion du contentieux. Importance des efforts accomplis par le Conseil d'Etat : contrats d'objectifs et de moyens avec les cours administratives d'appel ; indicateurs de productivité ; modulation des primes des magistrats en fonction du mérite ; frais de justice. Limitation des créations d'emplois dans le budget pour 2006 en dépit de la création du nouveau tribunal administratif à Nîmes. Difficultés à définir des objectifs de performances et des indicateurs pour le programme "Conseil économique et social".

Pouvoirs publics

- (3 décembre 2005) (p. 8693, 8694) : dispense des contraintes de performance et de régulation budgétaire pour les dotations de la mission "Pouvoirs publics". Principe de la séparation des pouvoirs. Modération de la hausse des dotations des deux assemblées parlementaires et de la chaîne parlementaire. Evolution très modeste de la dotation de la présidence de la République. Effort particulier d'économies dans les dépenses de fonctionnement.

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Ville et logement [n° 99 tome 3 annexe 34 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (30 juin 2005) - au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. - **Art. 92** (*Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers*) (p. 4860) : soutient l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 202 (participation aux deux comités du mandataire judiciaire avec voie consultative); retiré. (p. 4862) : soutient l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 203 (préservation des intérêts de tous les créanciers par la décision prise par chacun des comités).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5818, 5819) : objet d'une loi de règlement. Hommage à la gestion du Gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Respect du plafond voté par le Parlement et de la règle "zéro volume". Corrélation entre l'assainissement des finances publiques et les ajustements de structure et la réforme de l'Etat. Approbation de la volonté du Gouvernement de renforcer la sincérité des lois de finances. Intégration de la loi de règlement au coeur du débat budgétaire. Avec le groupe UMP, votera le projet de loi.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p. 6368) : emploi scandaleux d'un vocabulaire se référant au nazisme. Poids de l'immigration clandestine et des réseaux mafieux. Votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7527, 7530) : déplore la surenchère médiatique contre les maires dont les communes n'ont pas 20 % de logements sociaux. Iniquité des dispositions actuelles s'appliquant indifféremment à toutes les communes. Exemple de sa commune de Pavillons-sous-Bois. Effort important de construction. Endettement de la commune aggravé par les pénalités prévues par la loi. Etranglement financier des villes. Amendements visant à tenir compte de la réalité du terrain tout en maintenant l'objectif fixé par la loi. Manque de disponibilité du foncier. Difficultés à engager des programmes de réhabilitation. Incitation à construire des petits logements. Souhaite une contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 7586, 7587) : intervient sur les amendements de Mme Michèle Demessine n° 233 (possibilité pour l'ANRU d'accorder des majorations de subventions) et n° 234 (maintien du caractère locatif des logements HLM). - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7603) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Michelle Demessine (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI). Regret de l'absence en Seine-Saint-Denis de logements financés en prêt locatif social, PLS. (p. 7614) : intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Liste des communes n'ayant pas atteint leurs objectifs en matière de logements sociaux.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7738, 7739) : intervient sur l'amendement n° 415 de M.

Thierry Repentin (prise en compte du nombre de logements locatifs sociaux pour la répartition de la dotation de solidarité communautaire). Nécessité de changer le mode de validation des augmentations de population. - **Art. 6** (*Art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat*) (p. 7744) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 145 (élargissement du champ d'intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, à la connaissance du parc de logements privés).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7864) : défavorable à l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Ne suivra pas la position du rapporteur de la commission des affaires économiques. Son expérience, aux Pavillons-sous-Bois, du caractère injuste de la loi SRU. (p. 7876) : défavorable à l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). (p. 7878, 7880) : sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 147 (affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011), son sous-amendement n° 498 : comptabilisation des foyers pour travailleurs migrants et des résidences sociales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7904, 7910) : son amendement n° 204 : conditions d'application du prélèvement de solidarité ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7910, 7913) : ses amendements n° 215 : dépenses déductibles du prélèvement de solidarité ; n° 213 : déduction des dépenses engagées sur une période de quatre ans ; et n° 214 : limitation du prélèvement de solidarité en fonction de l'épargne nette de la commune ; rejetés. (p. 7917, 7918) : s'abstiendra sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8022) : son amendement n° 205 : examen triennal du nombre de logements sociaux construits par une commune et fixation de l'objectif pour les trois années suivantes ; retiré. (p. 8023) : votera l'amendement n° 396 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement présentant un bilan triennal de l'évolution de la construction de logements locatifs sociaux). (p. 8025) : votera contre l'amendement n° 398 de M. Thierry Repentin (suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8030) : intervient sur les amendements n° 241 de Mme Michelle Demessine (règlement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence), n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des personnes sans abri) et n° 350 de M. Thierry Repentin (repérage des immeubles insalubres dans les programmes locaux de l'habitat, PLH). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8031) : soutient l'amendement n° 184 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte de l'évolution de la composition familiale pour le droit au maintien dans les grands logements sociaux) ; retiré. (p. 8035) : votera l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH) en dépit du risque d'inefficacité lié à l'absence de structures intercommunales en région parisienne. - **Art. 9** (*Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du rôle des commissions de médiation) (p. 8052) : intervient sur les amendements identiques n° 73 de la commission et n° 355 de M. Thierry Repentin (désignation du président de la commission de médiation par le préfet). Exemple du département de la Seine-Saint-Denis. Difficulté d'application dans les communes n'appartenant pas à un EPCL. - **Art. 4 quater** (*compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB*) (p. 8114) : votera l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS). Effet d'accélérateur de la mesure proposée. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8117, 8118) : remerciements. Votera ce texte pour ses nombreuses avancées. Espère la prise en compte de la diversité locale dans l'application des 20 % de logements sociaux.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8215, 8216) : intervient sur l'amendement n° I-163 de Mme Nicole Bricq (compensation des pertes de produit fiscal supportées par les collectivités locales lors des opérations de démolition reconstruction). Rappel du vote par le Sénat du principe de la compensation pour les collectivités locales de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Intervient sur l'amendement n° I-161 de M. Thierry Repentin (compensation intégrale des pertes liées aux exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties). Nécessité de concentrer les compensations sur une période courte pour obtenir un effet accélérateur.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. (p. 8622, 8623) : contexte particulier de la présentation de cette mission. Augmentation des crédits destinés à la ville. Bilan des rénovations urbaines des quartiers ciblés par le programme national de rénovation urbaine, PNRU. Nécessité d'une réactualisation de l'enveloppe globale affectée à ces opérations. Crédits de l'Agence nationale pour le renouvellement urbain, ANRU. Actions du programme "Rénovation urbaine". Diminution initiale des crédits du programme "Equité sociale et territoriale et soutien" compensée par une augmentation de la DSU : exemple de la Seine-Saint-Denis. Annonce du Premier ministre d'une augmentation de ces crédits. Données chiffrées sur les budgets des trois actions de ce programme : "Prévention et développement social", "Revitalisation économique et emploi" et "Stratégie, ressources et évaluation". Manque de lisibilité des crédits des contrats de ville. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

DARNICHE (Philippe)
sénateur (Vendée)
NI

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 204) : son amendement n° 296 : compensation des transferts de charges ; adopté. (p. 205) : favorable à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. 31** (*Art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 4148) : soutient l'amendement n° 360 de M. Bruno Retailleau (dispositif tendant à réguler les marges arrière) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8354) : soutient l'amendement n° I-215 de M. Bruno Retailleau (suppression du montant versé par la France, via l'Union européenne, à la Turquie en vue de préparer son adhésion) ; rejeté. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8383) : intervient sur l'amendement n° I-110 de M. Thierry Foucaud (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI).

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Travail et emploi [n° 99 tome 3 annexe 33 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Travail**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1101, 1102) : objectif de tout gouvernement de réduire le chômage. Conséquences de l'augmentation des coûts de production en France. Pénalisation des entreprises par l'application des 35 heures. Réduction du chômage indissociable de la flexibilité. Favorable à la réduction des aides à l'emploi. Aménagements indispensables pour les PME.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1199) : son amendement n° 117 : applicabilité du dispositif dans les petites et moyennes entreprises ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Art. 19 bis** (*Art. L. 411-1 du code de l'éducation - Directeurs d'école*) (p. 1907, 1908) : reconnaissance insuffisante de la compétence et du dévouement des directeurs et directrices d'écoles maternelles et élémentaires. Son expérience dans les écoles de sa commune de Corbeil-Essonnes. Flou juridique des dispositions introduites par l'Assemblée nationale à l'article 19 bis. Demande au Gouvernement d'agir rapidement en donnant une suite favorable à ses propositions sans attendre les négociations.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4569, 4570) : approbation du développement et du renforcement du champ des services à la personne. Seuils de déduction de l'impôt sur le revenu des salaires d'un employé à domicile par un particulier. Favorable à la simplification des obligations administratives. Proposition de mesures destinées à favoriser l'insertion professionnelle des handicapés et à donner un nouvel essor à l'apprentissage.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 118-2-2 et L. 118-2-3 du code du travail - Modalités de financement des centres nationaux de formation d'apprentis*) (p. 4698, 4699) : son amendement n° 104 : extension de la vocation du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage au financement d'actions nationales de communication pour la promotion de l'apprentissage ; adopté.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4752, 4753) : objectif de préservation de l'activité des entreprises et de maintien du maximum d'emplois. Raisons des difficultés d'une entreprise. Extension souhaitée des procédures simplifiées de licenciement en cas de redressement judiciaire aux entreprises menacées de cessation des paiements. Prise en charge souhaitable des salariés menacés de chômage par la collectivité. Votera ce texte.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) -

Discussion générale (p. 4990, 4991) : soutien au texte. Importance des relations humaines et sociales dans l'entreprise. Conséquences désastreuses des conflits sociaux. Développement indispensable de la gestion participative. Propose l'instauration d'une véritable formation économique à l'ensemble du personnel et une meilleure information.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7827, 7829) : bon budget en dépit de conditions difficiles. Bien-fondé de la réforme fiscale. Utilité de dépenses favorisant l'investissement. Triste exemple des aides incitatives à la RTT. Transfert non pertinent au budget de la sécurité sociale de 19 milliards d'euros d'aide aux 35 heures et à l'allègement de cotisations sociales. Souhaite le retrait de l'article 41 du présent texte qui opère ce transfert. Absence de toute perspective d'économies pour le budget de l'Etat. S'interroge sur le nombre d'emplois effectivement créés grâce aux crédits dépensés pour lutter contre le chômage. Suggère d'affecter une partie de ces crédits aux entreprises pour la formation des chômeurs à des emplois disponibles. Nécessité d'assurer la flexibilité de l'emploi. Favorable à l'apprentissage à partir de quatorze ans. Succès très attendu du contrat "nouvelle embauche". Souhait d'une réflexion sur sa proposition d'un nouveau système de répartition des charges sur les salaires dans les entreprises pour favoriser l'emploi.

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. (p. 8600, 8601) : données chiffrées. Défavorable à l'intervention de l'Etat dans le fonctionnement des entreprises par le versement de subventions. Mesures sans effet sur la création d'emplois et sur la croissance. Regret de l'absence de mesures en faveur des entreprises dans le dispositif facilitant le retour à l'emploi des chômeurs. Efficacité des nouveaux contrats aidés. Importance de la flexibilité de l'emploi ; comparaison avec les pays étrangers. Répartition des crédits de cette mission en cinq programmes. Evolution des modalités de financement de l'apprentissage. Sa proposition d'une nouvelle répartition des charges sur les salaires : création d'un coefficient d'activité ; conséquences sur le budget de la sécurité sociale. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption de ce budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8616) : favorable à l'amendement n° II-88 du Gouvernement (minoration des crédits de formation qualifiante et de rémunération des stagiaires auparavant attribués par l'Etat à l'AFPA et compensation par une augmentation de la fraction de la TIPP transférée à la région Centre). (p. 8618) : favorable à l'amendement n° II-94 du Gouvernement (majoration des crédits du dispositif EDEN d'aide à la création d'entreprise). - **Art. 91** (*Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 8619) : s'oppose à l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer (suppression).

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8824, 8825) : ses propositions : augmentation du nombre de substituts ; non-déclenchement d'une enquête sur la base d'une lettre anonyme ; accroissement du pouvoir des maires ; abaissement à 16 ans de l'âge de la majorité pénale ; responsabilité pénale des parents ; sanction pénale des entraves à l'action de la police ; réformes sur l'accès à la nationalité française.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DAUGE (Yves)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Métiers de l'architecture et du cadre de vie - Compte-rendu des tables rondes organisées par la commission des Affaires [n° 295 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Culture.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 606, 607) : inquiétude du calendrier concernant le problème de l'intermittence. Missions des DRAC. Rôle des villes moyennes et des petites villes. Souhait d'aborder l'enseignement artistique dans les écoles dans la future loi d'orientation sur l'école.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1628, 1629) : avancées significatives du rapport Thélot. Coup de frein donné à la dynamique de réflexion positive engagée par l'enclenchement d'un processus législatif accéléré. Absence d'évaluation objective de l'échec scolaire. Disparition regrettée du Haut conseil de l'évaluation de l'école. Culpabilisation des enseignants sans prise en compte de la dégradation sociale et économique ambiante. Difficulté du métier d'enseignant. Inexistence du dialogue entre collectivités locales et système éducatif. Lutte contre les fermetures de classes. Incapacité du système institutionnel à gérer les conflits.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5865, 5866) : souhait d'une évaluation du montant optimal des crédits de paiement des programmes à cinq ans. Mauvaise gestion des reports. Situation de l'INRAP. Situation des écoles d'architecture.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (5 décembre 2005) (p. 8840, 8841) : problèmes posés par le montant et la gestion des crédits destinés à la sauvegarde du patrimoine. Utilisation des crédits exceptionnels provenant du fonds de privatisation. Situation de l'INRAP. Volonté de ne pas complexifier la loi Malraux.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9392, 9393) : intervient sur l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager). Nécessité d'un débat approfondi sur la question avant toute prise de décision. (p. 9394, 9395) : défavorable à l'amendement n° II-296 précité. - **Art. 61 (Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu)** (p. 9404) : son amendement n° II-256 : exclusion de la loi Malraux du dispositif de plafonnement ; devenu sans objet. Absence de différence de nature entre les prescriptions s'appliquant aux plans de sauvegarde et celles s'appliquant aux monuments historiques. Question de survie pour des dizaines de centres-villes historiques. Exemples de Thiers et de Laon.

DAVID (Annie)
sénateur (Isère)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 46, 47) : absence de revalorisation du métier de berger. Situation inchangée des travailleurs saisonniers. Pluriactivité touristique absente du débat. Exemple du département de l'Isère touché par la fracture numérique et l'érosion des services publics. Conséquences pour les collectivités territoriales du coût d'aménagement numérique des territoires. Rejet de sa proposition de création de régions de territoire. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 3 ter** (Art. 199 *decies E*, 199 *decies EA*, 199 *decies GA* [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme) (p. 128) : sur l'amendement n° 75 de M. Jacques Blanc (mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés), son sous-amendement n° 409 ; retiré. - **Art. 11 AA** (Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités) (p. 159) : le groupe CRC soutiendra l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 262) : soutient l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire) ; rejeté. (p. 265) : soutient l'amendement n° 271 de M. Gérard Le Cam (création d'un maillage technologique permettant l'accès des collectivités territoriales des zones rurales aux nouvelles technologies) ; rejeté. - **Art. 53 bis A** (Art. L. 142-2 du code de l'urbanisme - Extension du champ de la taxe départementale des espaces

naturels sensibles, TDENS) (p. 314, 315) : son amendement n° 410 : extension de l'utilisation en zone de montagne de la TDENS ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 57** (Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse) (p. 388) : intervient sur l'amendement n° 374 de M. Jean Desessard (restriction de la durée de chasse avant le lever et après le coucher du soleil). Rappelle son abstention sur une grande partie des amendements et des articles relatifs à la chasse votés en première lecture. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 413) : votera l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Insuffisance du "plan loup" proposé par le Gouvernement. Geste fort indispensable en direction des bergers. - **Art. 75 (priorité)** (Art. L. 711 du code forestier et Articles L. 428-20 et L. 437 -1 du code de l'environnement - Création de l'établissement public du domaine national de Chambord) (p. 416) : soutient les amendements de M. Ivan Renar n° 275 (suppression) et n° 277 (repli) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 74** (p. 518) : votera l'amendement n° 403 de la commission (encadrement du régime de vente des coupes de bois par l'ONF).

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1584) : utilisation politicienne de la déclaration d'urgence sur le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Dévoiement inadmissible des institutions. Demande la levée de l'urgence.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1600, 1603) : regrette l'application de la procédure d'urgence. Négation des conclusions de la commission Thélot, des aspirations et des propositions des partenaires de l'école. Caricature de démocratie. Conception rétrograde de l'acte éducatif : mise en place d'une logique de responsabilité individuelle et de culpabilisation moralisatrice des élèves et des familles. Non-prise en compte des causes de l'échec scolaire ; inéquité des redoublements ; schéma réducteur d'acquisition d'un "socle commun de connaissances" ; diminution de l'offre de scolarisation en maternelle ; retour progressif à la bivalence des enseignants. Affichage d'objectifs ambitieux purement démagogiques. Redéploiement budgétaire au détriment d'autres secteurs. Renforcement d'une école ségrégative. Dépôt d'une proposition de loi constructive : accès à une maîtrise des savoirs de haut niveau, développement d'une citoyenneté responsable et active, libération de l'initiative pédagogique des personnels, création des "observatoires des scalarités", mise en place d'un fonds national de lutte contre les inégalités à l'école, développement de la formation. Renforcement d'un partenariat à responsabilité partagée : école-famille-société. Application du statut de parent délégué. Elaboration d'un statut de "citoyen en formation". Volonté d'une perspective de développement de la démocratie participative. Le groupe communiste républicain et citoyen votera contre ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1668, 1669) : son amendement n° 429 : mise en place des moyens nécessaires à la mise en oeuvre des besoins d'éducation et de formation ; rejeté. (p. 1670, 1671) : son amendement n° 431 : mise en place d'un programme de création de postes ; rejeté. - **Art. 1er** (Modification du code de l'éducation) (p. 1674) : son amendement n° 435 : suppression ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école) (p. 1677) : ses amendements n° 439 : rejet d'une conception marchande de l'école et n° 440 : mission de l'école de lutte contre les inégalités ; rejetés. (p. 1678) : son amendement n° 441 : garantie du droit à l'éducation ; rejeté. (p. 1683) : avec le groupe CRC, ne participera pas au vote de l'amendement rectifié n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale). (p. 1685) : son amendement n° 445 : prise en compte des différences de situation pour garantir le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

droit à l'éducation ; rejeté. (p. 1686) : son amendement n° 446 : suppression de la notion de mérite ; rejeté. (p. 1689) : intervient sur son amendement précité n° 446. (p. 1691) : son amendement n° 448 : mise en place d'un statut de parent délégué ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1693) : son amendement n° 450 : partage de la responsabilité de la scolarité des jeunes entre la société, la famille et le système éducatif ; rejeté. (p. 1694) : soutient l'amendement n° 449 de M. Roland Muzeau (contenu du projet individuel de scolarisation élaboré pour les enfants en situation de handicap) ; rejeté. (p. 1695) : son amendement n° 451 : suppression de l'article 75 de la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences de l'Etat en matière d'éducation ; rejeté. - **Art. 3 bis** (Art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Préscolarisation dans les régions d'outre-mer*) (p. 1699, 1700) : interrogation sur les moyens alloués pour atteindre l'objectif fixé par l'article. Favorable à l'amendement n° 3 de la commission (clarification rédactionnelle) sous réserve d'explications. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** : reprend l'amendement retiré par Mme Gisèle Gautier n° 232 : formation des jeunes à non-violence et à la paix ; rejeté. - **Art. 3 ter** (Art. L. 121-1 du code de l'éducation - *Orientation scolaire*) (p. 1702, 1703) : intervient sur l'article. Son amendement n° 455 : participation du système éducatif au projet de formation professionnelle ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1706, 1707) : son amendement n° 461 : inscription de l'assistance sociale au titre des missions éducatives de l'Etat ; rejeté. (p. 1709) : son amendement n° 458 : responsabilité de l'Etat s'agissant de l'orientation scolaire des jeunes ; rejeté. - **Art. 4** (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - *Objectif de la formation scolaire*) (p. 1715) : son amendement n° 462 : définition de la culture scolaire acquise par chaque élève ; rejeté. (p. 1718, 1719) : son amendement n° 465 : lutte contre les inégalités et les situations rencontrées par les élèves en difficulté ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 4 ou avant l'art. 6 bis ou après l'art. 6 bis** (p. 1720) : son amendement n° 480 : scolarité obligatoire entre trois et dix-huit ans ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - *Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1739) : interrogation sur le bilan de la "massification scolaire". Nouvelle définition du parcours scolaire ; dispense de l'apprentissage de certains domaines de la connaissance pour les élèves en difficulté. Définition minimaliste de la "culture commune". Idéologie du don, des talents et des goûts. Inégalités scolaires. Renoncement du Gouvernement à l'idéal d'une école pour tous. (p. 1740) : son amendement n° 466 : suppression ; rejeté. Contribution de chaque discipline au développement de l'élève. Nécessité d'une culture équilibrée et commune à tous. (p. 1745) : son amendement n° 472 : précision des différents aspects de la maîtrise d'une langue vivante étrangère ; devenu sans objet. (p. 1747) : son amendement n° 474 : mise en place de classes dédoublées ; devenu sans objet. (p. 1748) : son amendement n° 475 : remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes sur le contenu du socle commun des connaissances ; devenu sans objet. (p. 1749) : son amendement n° 468 : élargissement de l'âge de l'obligation scolaire de trois à dix-huit ans et réaffirmation du droit pour les familles qui le souhaitent de scolariser leurs enfants dès l'âge de deux ans ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1754) : son opposition à l'article 6 dans sa version initiale. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1773, 1774) : sur l'amendement précité n° 658 de la commission, ses sous-amendements n° 660 : réintroduction dans le projet de loi de la conception de la culture scolaire commune ; et n° 661 : remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau" ; rejetés (vote bloqué). (p. 1776) : sur l'amendement précité n° 658 de la commission, son sous-amendement n° 666 : remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes pour la définition du socle commun ; rejeté (vote bloqué). (p. 1780) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 658 de la commission précité. Situation préoccupante des SEGPA. Interrogation sur la possibilité d'augmenter leurs

dotations. (p. 1782, 1783) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 274 de M. Jean-Luc Mélenchon (organisation d'un entretien d'orientation dans la quinzième année de l'élève). - **Art. 6 bis** (*Enseignements complémentaires*) (p. 1785, 1786) : son amendement n° 481 : suppression ; adopté. - **Art. 7** (Art. L. 131-2 du code de l'éducation - *Enseignement à distance*) (p. 1788) : son amendement n° 485 : gratuité de l'enseignement à distance incluant l'équipement nécessaire à l'usage des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 1789) : son amendement n° 504 : modalités de handicap ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1792) : son amendement n° 508 : abrogation de l'article 82 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales portant sur le transfert aux départements et aux régions des personnels TOS des lycées et collèges ; rejeté. - **Art. 9 A** (Art. L. 212-7 du code de l'éducation - *Détermination du ressort des écoles dans une commune*) (p. 1794) : son amendement n° 511 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 1795, 1796) : ses amendements n° 513 : précision du nouveau mode de prise de décisions réglementaires concernant les établissements d'éducation en fonction des compétences de chaque organisme, telles que définies par les lois de décentralisation et n° 512 : instauration d'une double source de légitimité dans la prise de décision sur les orientations de la politique d'éducation ; rejetés. (p. 1797, 1799) : ses amendements n° 514 : création d'un conseil scientifique et pédagogique ; rejeté ; n° 515 : création d'un "fonds national de lutte contre les inégalités à l'école" ; irrecevable (article 40 de la Constitution) et n° 517 : création d'observatoires de la scolarité ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 1806) : son amendement n° 522 : création d'un Office parlementaire d'évaluation de l'école ; rejeté. - **Art. 10** (Art. L. 311-5 du code de l'éducation - *Suppression du Conseil national des programmes*) (p. 1807) : son amendement n° 523 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1811) : son amendement n° 528 : amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde ; rejeté. - **Art. 11** (Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - *Programme personnalisé de réussite scolaire*) (p. 1812) : son amendement n° 525 : suppression ; rejeté. (p. 1814) : son amendement n° 532 : remplacement des mots "contenu du socle commun de fondamentaux" par les mots "les fondamentaux et la culture scolaire commune" ; devenu sans objet. (p. 1815) : son amendement n° 534 : mise en place par le conseil scientifique et pédagogique de l'établissement d'un dispositif d'aide à l'élève en difficulté ; rejeté. (p. 1818) : intervient sur son amendement précité n° 525. - **Art. 12** (Art. L. 311-7 du code de l'éducation - *Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1821) : son amendement n° 535 : mise en place à tout moment de l'année d'un système de soutien aux élèves en difficulté ; rejeté. (p. 1823) : son amendement n° 540 : suppression de la tutelle du chef d'établissement sur les décisions des enseignants ; rejeté. (p. 1826) : ne votera pas ce texte. Intervient sur son amendement précité n° 535. - **Art. 12 bis** (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - *Enseignement des langues et des cultures régionales*) (p. 1830) : son amendement n° 542 : suppression de la limite de l'enseignement des langues régionales aux seules régions où elles sont en usage ; devenu sans objet. - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 1833) : favorable à l'amendement n° 96 de la commission (élargissement du droit à l'éducation à l'information sur les débouchés professionnels et les perspectives de carrière).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (Art. L. 313-1 du code de l'éducation - *Formation et insertion professionnelle*) (p. 1852, 1855) : ses amendements n° 543 : suppression ; rejeté ; n° 545 : suppression de toute référence aux besoins prévisibles de la société et de l'économie dans le cadre des orientations et de la formation proposées aux élèves ; et n° 546 : adaptation des orientations et de la formation proposées aux élèves aux évolutions prévisibles de l'économie plutôt qu'aux besoins de celle-ci ; devenus sans objet. (p. 1857, 1858) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 97 de la commission (obligation pour l'orientation et les formations

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

proposées aux élèves de tenir compte des besoins liés à l'aménagement du territoire). - **Art. additionnels après l'art. 13** : ses amendements n° 551 et 552 : abrogation des articles 128 et 129 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale relatifs à l'accompagnement des élèves en difficulté ; rejetés. - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) (p. 1860, 1861) : son amendement n° 555 : possibilité de scolariser les enfants de deux ans à la demande des familles ; rejeté. Le groupe CRC persistera à défendre l'intérêt des jeunes en dépit des doutes exprimés par le Gouvernement quant à ses motivations. (p. 1864) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société) qui réduit le rôle de l'école maternelle. - **Art. 15** (*Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire*) (p. 1866) : son amendement n° 557 : mise en oeuvre des moyens destinés à favoriser l'étude des langues et cultures régionales ; devenu sans objet. - **Art. 15 bis** (*Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage de l'hymne national*) (p. 1867, 1868) : ses amendements n° 559 : suppression ; rejeté ; et n° 560 : apprentissage de l'hymne national et de son histoire ; adopté après rectification à la demande de la commission. (p. 1870) : accepte la rectification de son amendement n° 560 précité suggérée par la commission. - **Art. 15 ter** (*Art. L. 321-4 du code de l'éducation - Élèves intellectuellement précoces*) (p. 1871) : son amendement n° 561 : suppression ; rejeté. - **Art. 16** (*Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes*) (p. 1873, 1874) : ses amendements n° 562 : suppression ; et n° 563 : suppression de la prise en compte du contrôle continu en vue de la délivrance des diplômes ; rejetés. (p. 1876, 1877) : consultation et réflexion indispensables pour des idées nouvelles sur la réforme du baccalauréat. Réagit en réponse au Gouvernement sur les conséquences de la suppression de l'article 16. Demande le maintien en l'état du code de l'éducation et la reprise des discussions en vue d'une véritable réforme du baccalauréat. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1881) : son amendement n° 566 : primauté des résultats obtenus lors de l'examen terminal par rapport au contrôle continu dans l'obtention du brevet ; rejeté. (p. 1882) : son amendement n° 568 : suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet ; rejeté.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1886, 1887) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Refus du groupe CRC de siéger le samedi 19 mars, jour de commémoration dans les départements de la signature des accords d'Evian. Volonté d'un passage en force en dépit des manifestations de la rue. Conditions indignes d'un tel texte.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1895) : le groupe CRC votera l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Mélenchon (institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, PPCP). Expérience très positive de PPCP dans son département. (p. 1899) : le groupe CRC soutiendra l'amendement n° 303 de M. Jean-Luc Mélenchon (instauration du label de "lycée des métiers" délivré par l'Etat) sous réserve que l'Etat ne se défausse pas sur les régions. (p. 1902) : le groupe CRC soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Luc Mélenchon (accès prioritaire des meilleurs bacheliers professionnels vers les sections de techniciens supérieurs et les IUT). - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p. 1903) : son amendement n° 570 : suppression ; rejeté. Non-participation de l'ensemble de la communauté éducative. Logique de contractualisation. Risque d'inégalité entre les établissements. Le groupe CRC propose de créer des conseils scientifiques et pédagogiques dans chaque établissement. (p. 1905, 1906) : justifie les raisons de voter en faveur de la suppression de l'article 19 que le groupe CRC ne votera pas. - **Art. additionnels après l'art. 21**

(p. 1916) : le groupe CRC s'oppose aux amendements identiques n° 115 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein). Objectif inavoué d'un vivier de formation à court terme directement employable par les entreprises du bassin d'emploi de proximité. (p. 1918) : son amendement n° 577 : création du Conseil scientifique et pédagogique ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 1919) : interrogation sur l'organisation des travaux. Obligation pour le Sénat de légiférer dans des conditions inadmissibles. (p. 1919) : son amendement n° 553 : possibilité de constituer, dans le cadre de la promotion de l'égalité des chances à l'école, des équipes de réussite éducative dans chaque établissement public local d'enseignement ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 1922) : le groupe CRC s'opposera à l'amendement n° 118 de la commission (organisation d'une information sur l'évolution des besoins de la société et de l'économie en termes de qualifications). Instrumentalisation de l'université au seul bénéfice des besoins à court terme de main-d'oeuvre des entreprises. - **Art. 22** (*Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres*) (p. 1923, 1924) : progrès historique constitué par la création des IUFM. Le groupe CRC fera des propositions pour conforter ce progrès. (p. 1934) : le groupe CRC ne votera pas l'article 22 très éloigné de ses attentes. Reconnaissance insuffisante des métiers de l'éducation et de la nécessaire collaboration des équipes pédagogiques dans l'intérêt de l'élève. - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1935) : intervient au nom du groupe CRC et au nom de M. Ivan Renar qui tient à alerter le Sénat sur la situation des directeurs d'IUFM. Réponse surprenante à leurs attentes après l'élaboration de leur ambitieux projet de rénovation de la formation des maîtres et en dépit des partenariats existants entre les IUFM et leurs universités de rattachement depuis 1989. Surprise des présidents d'université quant aux propositions d'intégration des IUFM dans les universités. (p. 1938, 1939) : son amendement n° 581 : précision des catégories de personnels composant le conseil d'administration des IUFM ; rejeté (vote bloqué). Risque de suppression de certains emplois pour des raisons de non-compatibilité statutaire ou d'économie d'échelle. (p. 1940) : son amendement n° 583 : précision des dispositions de l'article 23 par un décret en Conseil d'Etat ; rejeté (vote bloqué). (p. 1945) : difficulté pour le groupe CRC d'expliquer sa position sur l'article 23 compte tenu du recours au vote bloqué. Absence de réponse sur la suite de l'organisation des débats. Impossibilité d'examiner à fond certains articles du projet. Mépris du travail des parlementaires et des revendications de la communauté éducative et lycéenne. (p. 1949, 1950) : intervient sur l'invitation à la brièveté faite par le président de séance. Refuse de porter la responsabilité de la situation. Absence de raison au refus de poursuivre le débat lundi. Le groupe CRC s'adaptera à l'évolution de la situation. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 1952) : reprend l'amendement de M. Yves Detraigne n° 178 : garantie de l'affectation des moyens financiers aux IUFM ; rejeté. - **Art. 23 bis** (*Art. L. 721-1 du code de l'éducation - Formation à l'enseignement en école maternelle*) (p. 1953) : le groupe CRC rejette l'amendement de suppression n° 121 de la commission. - **Art. 24** (*Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions*) (p. 1954) : inefficacité du dispositif pour résoudre le problème du remplacement des professeurs absents. (p. 1955) : ses amendements n° 593 : précision du rôle et des missions des équipes pédagogiques ; rejeté ; et n° 592 : création d'un statut de psychologue de l'éducation nationale ; retiré. (p. 1957) : ses amendements n° 589 : organisation des enseignements complémentaires par l'établissement d'affectation ; et n° 591 : participation aux enseignements complémentaires sur la base du volontariat ; rejetés. (p. 1958) : accepte de retirer son amendement n° 592 précité, satisfaite de la réponse du Gouvernement. (p. 1959) : le groupe CRC votera contre l'article 24.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté*)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

pédagogique et formation continue des enseignants) (p. 2003, 2004) : son amendement n° 597 : suppression des dispositions relatives à l'encadrement de la liberté pédagogique des enseignants ; rejeté. (p. 2005, 2006) : ses amendements n° 596 : suppression des dispositions tendant à promouvoir la formation continue des enseignants en dehors des obligations de service d'enseignement ; et n° 598 : droit à la formation continue sur le temps de travail ; rejetés. (p. 2007) : regrette l'impossibilité d'organiser la formation continue des enseignants pendant le temps de travail. (p. 2008) : son amendement n° 587 : droit au congé individuel de formation pour les enseignants ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2011) : favorable à l'amendement n° 319 de M. Yannick Bodin (reconnaissance du rôle éducatif des personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de services, ATOSS). (p. 2012) : son amendement n° 599 : revalorisation de la rémunération des enseignants ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnel avant l'art. 59** (p. 2018) : son amendement n° 605 : cohérence ; rejeté. - **Art. 60** (*Transfert des biens, des droits et des obligations des IUFM*) (p. 2019, 2021) : son amendement n° 606 : suppression ; rejeté. - **Art. 61** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Délais d'abrogation*) : son amendement n° 608 : suppression ; rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2027, 2028) : son amendement n° 486 : suppression ; rejeté. (p. 2043) : favorable à l'amendement n° 324 de M. Yannick Bodin (affirmation du caractère non marchand de l'éducation). (p. 2057, 2058) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 373 de M. Jacques Legendre (information des lycéens sur les acquis préalables nécessaires à leur réussite dans les filières universitaires). (p. 2062) : son amendement n° 497 : principe d'une éducation à la santé et à la sexualité ; rejeté. (p. 2063) : son amendement n° 494 : rôle du personnel infirmier dans le repérage des jeunes en grande difficulté ; rejeté. (p. 2067) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 48 et de la commission des finances saisie pour avis n° 157 (programmation de l'augmentation du nombre d'unités pédagogiques d'intégration dans les établissements d'enseignement agricole). (p. 2069) : défavorable à l'amendement n° 51 de la commission (nécessité pour l'Etat d'accorder à l'enseignement privé sous contrat les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions). (p. 2070) : son amendement n° 487 : cohérence ; rejeté. (p. 2072) : le groupe CRC votera l'amendement n° 56 de la commission (engagement d'une réflexion sur la création d'un dispositif incitatif destiné aux étudiants souhaitant se préparer aux concours de l'enseignement). (p. 2073) : le groupe CRC votera l'amendement n° 57 de la commission (alignement de la situation des pères sur celle des mères pour l'accès aux concours de la fonction publique). (p. 2093, 2094) : ses amendements n° 489 : enseignement du fait religieux à travers les humanités et les sciences ; n° 488 : enseignement du fait religieux et des analyses philosophiques et scientifiques contribuant à l'éclairer ; n° 501 : au sein des IUFM, formation spécifique à l'enseignement du fait religieux et de la laïcité ; et n° 496 : enseignement du fait religieux et de la laïcité dans les établissements privés sous contrat ; rejetés. (p. 2099, 2100) : le groupe CRC ne votera pas l'article 8 et le rapport annexé.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. 7** (*Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat*) (p. 2213) : favorable à l'amendement n° 79 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des dispositions relatives au recrutement d'agents contractuels). Situation préoccupante des personnels de formation. Exemple du GRETA de Grenoble.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école - Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2335, 2339) : déplore les conditions d'examen du texte. Mobilisation des lycées. Inquiétude pour l'avenir du système éducatif. Inquiétude des professionnels de l'éducation nationale intervenant en matière d'orientation. Volonté de donner à tous une culture commune

de haut niveau. Propositions du groupe CRC de scolarité obligatoire entre trois ans et dix-huit ans. Formation des enseignants. Absence de débat de fond. Avec le groupe CRC, votera contre ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2458, 2459) : favorable aux amendements analogues n° 10 de M. Roland Courteau, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales). (p. 2460) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres) ; rejeté. (p. 2462) : intervient sur l'amendement n° 35 précité.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3114, 3115) : réflexion préalable à la signature de l'amendement n° 30 de M. François Autain (droit d'obtenir une aide active à mourir) qu'elle votera.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3700, 3702) : soutient la motion n° 60 de M. Jean-François Voguet tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Brièveté du temps imparti pour l'examen du texte. Absence de réflexion collective. Portée limitée des auditions réalisées auprès des associations représentatives. Manque de concertation. Disparité des deux titres du projet de loi. Réflexion indispensable sur les conditions générales de fonctionnement des centres de vacances et de loisirs à l'occasion d'une vraie politique de la famille, de l'enfance et de la jeunesse. Dérogation inadmissible aux principes du code du travail. Demande d'informations plus transparentes sur les réalités actuelles de ce secteur d'activité. Interrogation sur la place et le rôle de la vie associative et de l'éducation populaire. Moyens mis à disposition. Poursuite indispensable de la réflexion sur le "volontariat". Nécessité de mise en place d'une véritable politique publique. Formulation dans l'avis du Conseil national de la vie associative, CNVA, d'une demande de loi-cadre. Retrait de la puissance publique des missions d'intérêt général. - **Art. 1er** (*Définition du contrat de volontariat*) (p. 3710) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-François Voguet (ouverture du volontariat aux associations à vocation sociale et humaine) ; adopté. - **Art. 2** (*Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié*) (p. 3713, 3714) : soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-François Voguet (dissociation du champ d'activité volontaire du champ d'activité salariée) ; rejeté. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3722) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean-François Voguet (suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 3723) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-François Voguet (suppression de la restriction d'accès au volontariat des allocataires du RMI) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Discriminations sociales. Reconnaissance d'un engagement civique. Vecteur d'ouverture sur la société. (p. 3725, 3726) : interrogation sur les motifs justifiant le recours à l'article 40 de la Constitution pour les amendements de M. Jean-François Voguet, précités n° 96 et n° 99, n° 98 (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux), identique à l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly ainsi qu'aux amendements n° 41 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux dont le montant de l'allocation ne dépasse pas le minimum vieillesse) et n° 84 de Mme Françoise Férat (ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API). Favorable à l'amendement n° 1 de la commission (ouverture du volontariat aux attributaires de l'allocation de parent isolé, API). - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3731) : soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-François Voguet (inscription dans la loi des temps de repos hebdomadaires et mensuels) ; rejeté. - **Art. 8** (*Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général*)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 3743, 3744) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean-François Voguet (prise en charge par l'organisme agréé d'une couverture complémentaire pour les volontaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10** (*Agrément de la mission*) (p. 3759) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jean-François Voguet (précision de l'intérêt de la mission confiée aux volontaires) ; rejeté. (p. 3760) : soutient l'amendement n° 108 de M. Jean-François Voguet (identification du projet de volontariat en relation avec les bénévoles et les salariés de la structure) ; rejeté. - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3768, 3769) : soutient l'amendement n° 110 de M. Jean-François Voguet (non-imposition des avantages en nature) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 3774, 3775) : regrette la compensation de l'augmentation des coûts de séjour par la diminution des indemnités accordées aux personnels d'encadrement.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5374) : son amendement n° 56 : prise en compte de la durée de l'état pathologique de la femme enceinte dans la période de suspension du contrat ; adopté. Amélioration de la protection des femmes enceintes. - **Art. 1er** (*Art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé parental*) (p. 5375, 5376) : texte ne présentant pas d'avancée mais seulement la reconnaissance de droits bafoués. Non-évocation des réelles difficultés des salariées. Réclame un bilan sur l'application de la négociation spécifique et obligatoire prévue par le code du travail. Déploie l'absence d'objectifs chiffrés. Ne partage pas l'avis rendu au nom de la délégation aux droits des femmes. Votera contre le texte ou s'abstiendra suivant le sort réservé aux amendements du groupe CRC. - **Art. 3** (*Art. L. 132-12-2 nouveau et L. 133-5 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5381) : soutient l'amendement n° 60 de M. Roland Muzeau (intégration au sein des négociations de toutes les dimensions constitutives de l'égalité professionnelle) ; rejeté. (p. 5382, 5383) : son amendement n° 61 : délai de suppression des écarts de rémunération ramené à trois ans au lieu de cinq ; rejeté. - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5389) : son amendement n° 65 : réduction de deux ans du délai obligatoire pour l'ouverture des négociations ; retiré. (p. 5390) : son amendement n° 64 : mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations ; rejeté. (p. 5392) : déplore le caractère éventuel des sanctions prévues. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5405, 5406) : son amendement n° 69 : priorité de choix en ce qui concerne les heures choisies au bénéfice des salariés à temps partiel subi ; rejeté. - **Art. 8** (*Art. L. 932-1 du code du travail - Majoration de l'allocation de formation en faveur des salariés pour garde d'enfant pendant une formation hors temps de travail*) (p. 5410) : soutient l'amendement n° 75 de M. Roland Muzeau (remplacement de la majoration de 10 % de l'allocation de formation pour garde d'enfant dans le remboursement des frais de garde effectivement engagés) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 5412, 5413) : favorable à l'amendement n° 47 de Mme Catherine Morin-Desailly (extension du bénéfice du congé parental d'éducation et de la période d'activité à temps partiel à toute la période de scolarité de l'enfant et maintien de ce bénéfice en cas de changement d'entreprise). - **Art. additionnel avant l'art. 12 ter** (p. 5414) : son amendement n° 97 : suppression du mode de calcul prorata temporis pour le droit individuel à la formation ; rejeté. - **Art. 12 ter** (*Art. L. 933-1 du code du travail - Droit individuel à la formation*) (p. 5415) : son amendement n° 76 : prise en compte des périodes de maladie liées à l'état de grossesse pour le calcul des droits au titre du droit individuel à la formation ; devenu sans objet. - **Art. additionnels avant l'art. 15** (p. 5420) : son amendement n° 80 : inscription dans le code de l'éducation de la mission essentielle de l'école de lutte contre les inégalités ; rejeté.

(p. 5421) : ses amendements n° 82 : inscription dans les programmes de l'école élémentaire des luttes contre les représentations archaïques des deux sexes et n° 81 : création des modules de formation spécifiques dans les IUFM pour la lutte contre les discriminations ; rejetés.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination «montagne»*) (p. 6821) : absence de disposition concernant la montagne et plus spécifiquement l'agriculture de montagne dans ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8516, 8517) : actions du programme relatif à l'enseignement professionnel. Inquiétude soulevée par le transfert aux régions des formations sanitaires et sociales. Adaptation indispensable des formations aux besoins nouveaux de la société. Interrogation sur les perspectives de rénovation des formations sanitaires et sociales. Défi primordial d'aide à l'insertion des jeunes en difficulté. Préoccupation liée au devenir de la Mission générale d'insertion de l'éducation nationale, MGI. Consolidation de la place de l'éducation nationale dans le développement de la formation continue et de la validation des acquis de l'expérience. En dépit de sa proposition de vote négatif, avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de ces crédits. (p. 8523, 8525) : mélange injustifié des dépenses de personnel avec les dépenses de fonctionnement et d'intervention. Situation de précarité de nombreux enseignants ; demande d'enquête de situation sur le sujet et de titularisations massives. Insuffisance des moyens humains mis au service de la politique des ZEP. Manque d'ambition de la politique de formation des enseignants. Diminution drastique de la scolarisation des enfants de deux à trois ans. Création des postes d'assistants pédagogiques et augmentation des bourses au mérite non financées. Renoncement aux ambitions démocratiques de l'école publique par l'abaissement de l'âge de l'entrée en apprentissage à quatorze ans. Diminution des crédits de la mission "Vie de l'élève". Propose la mise en place d'un programme "Formation des élèves à la citoyenneté". Insuffisance des moyens dédiés à l'enseignement agricole. Le groupe CRC ne votera pas ces crédits. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8545) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° II-96 du Gouvernement (transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole"). Mise en oeuvre complexe de la LOLF. (p. 8548, 8549) : défavorable à l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). Possibilité d'affectation des personnes en surnombre à l'accompagnement des élèves en difficulté. (p. 8556, 8557) : son amendement n° II-55 : rétablissement des crédits du programme "enseignement public du second degré" ; rejeté. Remise en marche indispensable de l'ascenseur social. Réponse primordiale de l'école à la crise des banlieues. (p. 8560) : ses amendements, portant sur le même objet, n° II-56 et II-57 : rétablissement des crédits de l'enseignement scolaire public ; rejetés. S'oppose au financement des maisons familiales et rurales par une diminution du financement de l'enseignement scolaire public. (p. 8566) : intervient sur l'amendement n° II-59 du Gouvernement (transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré vers l'enseignement technique agricole pour financer l'école nationale supérieure de meunerie et des industries céréalières). Exonération du Gouvernement de l'obligation faite aux parlementaires de préciser l'action bénéficiant du transfert de crédits dans l'objet de leurs amendements. (p. 8567) : proposition de création d'un observatoire des scolarités accompagné d'un fonds national de lutte contre les inégalités à l'école. Suppression et transfert de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

crédits opérés par le Gouvernement en contradiction avec l'objectif d'égalité des chances : diminution des crédits accordés aux CIO, au service public de psychologie, d'information et d'orientation, au secteur de l'aide à l'intégration scolaire et à la mission générale d'insertion. Suppression de postes de mis à disposition. - **Art. 80** (*Contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique*) (p. 8568) : contradiction entre les intentions affichées dans la loi sur le handicap et leur concrétisation. Liquidation de la participation du ministère de l'éducation nationale au fonds d'insertion. Invite à la suppression de cet article. (p. 8571) : favorable à l'amendement n° II-41 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression).

- **Rappel au règlement** - (16 décembre 2005) (p. 9744, 9745) : dénonciation de l'imputation de l'échec scolaire à la méthode globale d'apprentissage de la lecture.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Question préalable** (p. 9786, 9788) : soutient la motion n° 54 de M. Ivan Renar tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Art. additionnels avant l'art. 2 ou après l'art. 21** (p. 9807, 9808) : soutient l'amendement n° 123 de M. Ivan Renar (place des femmes dans tous les domaines de la recherche) ; devenu sans objet. Favorable aux amendements n° 53 de la commission (bilan annuel des mesures destinées à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes) et n° 61 du Gouvernement (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de la recherche). - **Art. 2** (*Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche*) (p. 9812) : favorable à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer de fonder des PRES). (p. 9818) : soutient les amendements de M. Ivan Renar, portant sur le même objet, n° 124, 126 et 129 (mesures en faveur d'une large participation de toutes les catégories professionnelles de la recherche dans les instances officielles et les institutions) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche*) (p. 10164, 10165) : soutient l'amendement n° 131 de M. Ivan Renar (montant des allocations versées aux doctorants) ; retiré. - **Art. 4** (*Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche*) (p. 10175) : soutient les amendements de M. Ivan Renar n° 136 (suppression partielle) ; devenu sans objet ; et n° 137 (modalités de l'évaluation) ; rejeté. (p. 10176) : soutient l'amendement n° 139 de M. Ivan Renar (implication de tous les représentants de la société scientifique) ; rejeté. - **Art. 15** (*Art. 207 du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les sociétés des établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur pour leurs activités de valorisation de la recherche*) (p. 10197, 10198) : soutient l'amendement n° 144 de M. Ivan Renar (exclusion, de l'application de l'article 207 du code général des impôts, des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche) ; rejeté.

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 433 (2004-2005)] pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 436 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Seconde délibération - Art. 1er** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3129) : favorable à l'amendement n° A-1 du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Gouvernement (ajout de la mention des actes n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie aux dispositions relatives à la définition de l'obstination déraisonnable). Formation du personnel médical.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4470, 4471) : action importante en faveur des enfants. Progrès à réaliser pour l'avenir.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 4980, 4981) : développement de la participation dans les PME et encouragement à l'actionnariat salarié dans les sociétés non cotées. Bénéfice de l'accord d'intéressement étendu au chef d'entreprise et son conjoint. Autorisation accordée aux entreprises non cotées en bourse de céder leurs titres à leurs salariés avec une décote. Amélioration de la participation aux résultats pour les salariés les plus modestes. Mesures de soutien au pouvoir d'achat et à la consommation des ménages : déblocage anticipé de l'épargne salariale et versement de la prime exceptionnelle d'intéressement. Dépôt d'amendements visant à l'amélioration de la qualité du texte. Favorable à la substitution du bénéfice comptable au bénéfice fiscal pour le calcul de la réserve de participation et à la remise à jour des cas de déblocage anticipé de la participation. Fixation du nombre minimum de 20 cigarettes par paquet pour lutter contre des pratiques commerciales contestables. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des articles dont elle s'est saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5048) : à titre personnel, estime la commission des affaires sociales saisie pour avis favorable aux amendements identiques n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne). - **Art. 15 (Ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés)** (p. 5118) : son amendement n° 43 : suppression d'une mention inutile ; adopté. (p. 5119) : ses amendements n° 44 : diminution de la durée minimale de l'accord d'intéressement requis pour les entreprises employant moins de cinquante salariés ; retiré ; n° 45 : rédaction et n° 46 : précision ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5121) : son amendement n° 47 : modification de la formule de calcul de la réserve spéciale de participation ; retiré. - **Art. 15 ter (Mise en place d'une prime exceptionnelle d'intéressement)** (p. 5123) : son amendement n° 48 : approbation par le personnel de l'entreprise des accords permettant le versement de la prime exceptionnelle ; adopté. - **Art. 18 (Evaluation des titres offerts dans les plans d'épargne d'entreprise des sociétés non cotées)** (p. 5129) : son amendement n° 49 : élargissement de la gamme des sanctions applicables en cas de non-respect des règles relatives à l'évaluation des titres des sociétés non cotées ; adopté. - **Art. 19 (Information des salariés sur les plans d'épargne d'entreprise unilatéraux)** (p. 5129) : son amendement n° 50 : précision ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8648, 8650) : action du Gouvernement en matière de solidarité et d'intégration. Nécessité d'inscrire dans le budget de l'Etat une prise en charge en faveur des plus défavorisés et un soutien pour les exclus. Priorité au problème de l'emploi. Initiatives en faveur des entreprises. Crédits en faveur de la prévention de la pauvreté et de la lutte contre l'exclusion. Accueil des étrangers et intégration. Soutien renforcé aux familles monoparentales. Aide à la garde des enfants. Priorité au développement de la politique du handicap. Abondement du Fonds d'indemnisation

des victimes de l'amiante. Le groupe UMP soutiendra l'action du Gouvernement.

DELFAU (Gérard)
sénateur (Hérault)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 101 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Agriculture et pêche - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 261) : favorable au sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogrix portant sur l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire). (p. 269) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). Fermeture des perceptions dans le département de l'Hérault. - **Art. 37 EAA (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux)** (p. 272, 273) : intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gérard Le Cam (maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire). Disparition progressive du secteur réservé des services postaux. - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 277, 278) : soutient l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation) ; rejeté. (p. 279) : favorable à l'amendement n° 197 précité.

- **Rappel au règlement** - (8 mars 2005) (p. 1359) : souhait d'un débat portant sur la crise viticole. Demande une suspension de séance pour accueillir une délégation de l'Association des maires ruraux de France.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1379, 1381) : volonté d'améliorer les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

garanties d'exercice du service public. Enjeux du texte. Interrogation sur le statut futur de l'entreprise publique. Hommage au personnel de La Poste et aux élus. Coût du transport de la presse pour La Poste. Absence de financement du fonds postal national de péréquation territoriale. Interrogation sur les relations entre la filière bancaire et la maison mère. Inquiétude sur le devenir du service financier universel. Morcellement de La Poste en filiales. Difficulté du dialogue avec les collectivités territoriales. Timidité relative à l'élargissement des activités financières. Nécessité de compenser intégralement le coût des missions de service public de La Poste. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1401) : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (présentation d'un rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation postale). Manque d'objectivité des rapports de la commission européenne. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1403, 1404) : transposition trop favorable aux entreprises privées. Limites des transformations d'agences postales en agences communales ou en points poste. Sa proposition de constituer des maisons de services au public.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er bis** (p. 1448, 1449) : favorable à l'amendement n° 116 de M. Pierre-Yvon Trémel (établissement par la Cour des comptes d'un rapport sur les surcoûts pour La Poste de la présence postale sur l'ensemble du territoire), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 177 : dessaisissement de la Cour des comptes au profit du Parlement pour la réalisation d'une évaluation des charges de service public pesant sur La Poste ; rejeté. Actualisation du rapport Larcher. - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1466) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement). Exprime sa profonde déception ainsi que celle de nombreux élus locaux. - **Art. 1er ter** (*Commission départementale de présence postale territoriale*) (p. 1469) : favorable à l'amendement n° 120 de M. Pierre-Yvon Trémel (proposition de répartition de la dotation du fonds postal national de péréquation territoriale par la commission départementale). (p. 1469) : son amendement n° 151 : pouvoir de décision et d'arbitrage de l'interlocuteur unique désigné par La Poste ; retiré. (p. 1470) : amendement d'appel. - **Art. additionnels après l'art. 1er ter** (p. 1471) : favorable à l'amendement n° 121 de M. Pierre-Yvon Trémel (représentation des collectivités locales au sein du conseil d'administration de La Poste). Appel au vote unanime de cet amendement. - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1476, 1482) : ses amendements n° 142 : compensation intégrale par l'Etat du surcoût occasionné à La Poste par l'exercice de la mission de service public de transport de presse ; et n° 153 : coordination ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 80 de M. Michel Billout (coordination). (p. 1489) : favorable à l'amendement n° 129 de M. Pierre-Yvon Trémel (restriction d'accès aux boîtes aux lettres des usagers). Respect du droit à la sécurité des biens et des personnes. - **Art. 2 bis C** (*Droit applicable au personnel de La Poste et modalités de sa représentation*) (p. 1490) : le groupe du RDSE, dans sa composante de gauche, votera contre l'amendement n° 22 de la commission (recrutement libre de contractuels à La Poste). - **Art. 7** (*Rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal*) (p. 1499) : son amendement n° 144 : création d'un fonds de compensation du service universel postal ; devenu sans objet. (p. 1500) : défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (réécriture de l'article - habilitation du Gouvernement à créer un fonds de compensation du service universel postal sur proposition de l'ARCEP). Formulation restrictive. - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1505) : importance de la part des services financiers dans l'activité des bureaux de poste des zones rurales. (p. 1508, 1513) : ses amendements n° 147 : possibilité pour La Poste de proposer des micro-crédits et des prêts étudiants ; n° 149 : détention par La Poste de 100 % du capital de sa filiale ; n° 150 : mise à disposition de la filiale des fonctionnaires de La Poste ; et n° 148 : définition des personnels pouvant être mis à disposition ; rejetés. Pas de remise en cause du principe et de la nécessité de

création de l'établissement de crédit. (p. 1517) : inapplication de la loi Murcef de 2001 relative à l'exclusion bancaire. (p. 1518) : rôle essentiel de La Poste dans la lutte contre le phénomène de surendettement. Rigueur de gestion des découverts.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1541, 1542) : absence de la majorité du Sénat dans le débat. Bilan quasi nul de la deuxième lecture en dépit du caractère crucial du devenir de La Poste. Mise à mal des avancées obtenues en première lecture. Refus du Gouvernement de sanctuariser les financements. Blanc-seing à l'autorité de régulation en dépit du manque de crédit de son action. Inquiétude des postiers. Bilan désastreux des relations avec les élus locaux. Absence de geste du Gouvernement en matière de crédit à la consommation. Rendez-vous au prochain congrès des maires de France. (p. 1548) : propos du rapporteur de la commission des affaires économiques étrangers au fond du débat.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2660, 2661) : conditions de lecture non satisfaisantes eu égard à la grande technicité du texte. Excellence du travail conduit par la commission dans un délai très court. Question des missions des collectivités territoriales en matière de fourniture d'eau potable et d'assainissement. Nécessité de mettre fin aux captages sauvages. Interrogation sur l'opportunité de réglementer la profession de foreur et de déléguer à chaque collectivité territoriale concernée une mission de service public de fourniture de l'eau. Suppression non pertinente du FNDAE au détriment de la solidarité nationale. Amendement visant à rétablir la péréquation nationale et la fourniture d'eau potable aux personnes en difficulté. Problématique pour les élus locaux des coupures d'eau en cas d'impayés. Regrette l'absence de distinction dans la facturation entre l'eau potable destinée à la consommation domestique et celle destinée aux autres usages. Intérêt de l'idée du double réseau d'approvisionnement en eau. Améliorations souhaitables en dépit de dispositions intéressantes : dysfonctionnements des agences de l'eau ; répartition de la charge entre les acteurs économiques ; question de la présence des grands opérateurs privés. Espère, à la faveur du climat constructif et des réflexions collectives, l'adoption des amendements du groupe du RDSE dictés par l'intérêt général. (p. 2684) : souhaitera connaître le sentiment du Gouvernement sur les prélèvements en eau effectués sans contrôle par des particuliers lorsque l'article viendra en discussion.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2773) : défavorable à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 2776) : intervient sur l'amendement n° 355 de M. Gérard Bailly (établissement par le préfet d'une liste des cours d'eau pour chaque département). Façon de légiférer indigne du Sénat. - **Art. 6** (*Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 2789) : favorable à l'amendement n° 442 de Mme Evelyne Didier (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas de travaux ou activités réalisés sans autorisation ou déclaration requise). Nécessité pour le Gouvernement d'augmenter les moyens de contrôle.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2823) : votera contre l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). (p. 2827) : ne votera pas l'amendement n° 557 de M. Jean Desessard (encadrement des publicités sur les produits phytosanitaires). Favorable à la constitution d'un groupe de travail auprès du ministre de l'environnement pour des propositions lors de l'examen du texte en deuxième lecture. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2852, 2854) : ses amendements, portant sur le même objet,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 513, 514 et 515 : réglementation des forages domestiques ; retirés. Absence de maîtrise des prélèvements. Contrôle inexistant. Favorable à une délégation de service public donnée aux collectivités territoriales pour le contrôle. - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial*) (p. 2880) : favorable à l'adoption de l'article sans modification. Amélioration au cours de la navette. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2887) : intervient sur les amendements analogues n° 235 de M. Claude Bertaud et n° 567 de M. Paul Raoult (limitation de la responsabilité des collectivités dans la fourniture d'une eau propre à la consommation à la partie du branchement rattachée au réseau public). - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2894) : son amendement n° 377 : définition des services publics de distribution d'eau et précision de la définition du service public d'assainissement ; devenu sans objet. (p. 2900) : défavorable à l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). Source de contentieux. Etablissement indispensable d'une liste d'organismes agréés. (p. 2901, 2902) : son amendement n° 378 : report du terme du délai pour la mise en place de l'assainissement collectif et des ouvrages d'épuration ; retiré. (p. 2902) : effort indispensable de solidarité et de péréquation en faveur des petites communes.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3092, 3093) : étonnement devant l'organisation du débat. Votera le texte en l'état. (p. 3104) : intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate). (p. 3106) : avancées de l'article 1er malgré son insuffisance. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3113) : incertitude de son vote final consécutive au déroulement du débat. Intervient sur l'amendement n° 60 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (accès à l'assistance médicalisée pour mourir). - **Rappel au règlement** (p. 3117) : déplore le déroulement du débat. Ne prendra pas part au vote.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 289 (2004-2005)]** - (6 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5752, 5753) : rassemblement de textes parfois très anciens dans le but de simplifier le droit par la codification. Etonnement de la méthode utilisée. Interrogation sur les conséquences de la suppression du monopole de l'Etat dans le domaine de la production, de la détention et du transport de produits explosifs. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5758) : avec le groupe du RDSE, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7250, 7251) : maîtrise des désordres publics actuels par les forces républicaines de sécurité, la police et la gendarmerie auxquelles il rend hommage. Réaction admirable des maires des communes concernées. Intervention des militants associatifs pour restaurer le dialogue. Stigmatisation dommageable d'une partie de la population par la prorogation de l'état d'urgence. Conséquences catastrophiques des décisions politiques en la matière : suppression de la police de proximité, détournement des missions des polices municipales, diminution du financement des associations d'éducation et d'insertion. Politique d'affaiblissement des mécanismes d'intégration. Provocation permanente du ministère de l'intérieur. Délitement du pacte républicain. Inadaptation de la prorogation de l'état d'urgence. Exercice possible de fermeté dans le cadre du dispositif réglementaire et législatif existant. Sanctuarisation indispensable de la question vitale des violences urbaines. Sa

proposition de mise en place d'un "service civique". Volonté de rassemblement en dehors des clivages politiques. Avec les radicaux de gauche, votera contre ce projet de loi. (p. 7252) : contradiction dans le discours du Gouvernement entre vote et application de la loi d'exception.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 32** (Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - *Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7367) : interroge le Gouvernement sur les motifs de son refus de l'amendement n° 228 de M. Bernard Cazeau (possibilité d'intervention des services de soins palliatifs sous forme d'hospitalisation à domicile dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes). - **Art. 34** (*Financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile*) (p. 7376) : intervient sur l'amendement n° 274 du Gouvernement (possibilité pour la CNSA de puiser dans ses réserves pour financer des travaux de mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées). Souhaite l'affectation d'un budget conséquent aux maisons d'accueil spécialisées, MAS.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - *Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros*) (p. 7394, 7395) : son amendement n° 95 : suppression ; rejeté. Philosophie de l'article opposée à la notion de sécurité sociale et de solidarité nationale. (p. 7398, 7399) : transfert de charge au détriment des patients. Favorable aux amendements de suppression de l'article. - **Art. 39** (*Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 7407) : intervient sur l'amendement n° 189 de M. Guy Fischer (suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel). Situation des maisons médicales de garde. (p. 7408) : son amendement n° 96 : importance des professionnels de santé en milieu rural ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7418) : favorable aux amendements de M. Claude Domeizel n° 124 (dispositifs d'aides pour faciliter l'installation de médecins libéraux en zone rurale) et n° 125 (amélioration des conditions d'attribution des aides).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7530, 7531) : analyse des causes de la crise du logement. Rappel de la primauté de l'intérêt général sur l'intérêt privé. Favorable à l'atténuation par un prélèvement fiscal de l'envolée de la spéculation. Utilité du texte malgré son caractère incomplet. Proposition d'amendements. Votera le texte sous réserve de son enrichissement par le Sénat. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7551) : favorable à l'amendement n° 313 de M. Daniel Dubois (réforme du zonage des agglomérations servant à fixer les différents plafonds et barèmes liés aux aides à la personne et aux aides à la pierre en matière de logement). (p. 7556) : défavorable à l'amendement n° 448 de M. Jean Desessard (faculté donnée au maire d'encadrer l'évolution des loyers sur le territoire de sa commune). - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7567) : intérêt de l'amendement n° 484 de M. Jean Desessard (prolongation de la durée de validité des zones d'aménagement différé jusqu'au 1er janvier 2010). Interroge le ministre sur la pérennité des ZAD.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7647) : favorable aux amendements identiques n° 27 de la commission et de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission des lois saisie pour avis n° 120 (encadrement de l'action en démolition). (p. 7648, 7649) : défavorable à l'amendement n° 25 de la commission (limite des possibilités de recours des associations agréées par le ministère de l'écologie contre les permis de construire aux actions postérieures à la publication de leur agrément). - **Demande de réserve** (p. 7667) : intervient sur la demande de réserve formulée par la commission des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 4. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7675, 7676) : intervient sur l'ensemble des amendements déposés sur la compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux. Solution d'une répartition péréquative des ressources entre les collectivités territoriales. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7681) : son amendement n° 285 : majoration de la taxe sur le foncier non bâti en fonction de la surface du terrain ; retiré. (p. 7682) : distinction entre une parcelle transmise dans la famille et le propriétaire d'un terrain de plusieurs hectares.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7701) : intervient sur l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement). Caractère constitutionnel du droit au logement. (p. 7702) : intervient sur l'amendement n° 249 de Mme Michelle Demessine (conditions de rupture d'un bail par le bailleur). Interrogation sur le problème des cautions. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7713) : son amendement n° 279 : création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7723) : sur l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme), son sous-amendement n° 280 ; retiré. (p. 7725, 7726) : son amendement n° 286 : création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme ; devenu sans objet. (p. 7731) : le groupe du RDSE votera l'amendement n° 46 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8278, 8279) : budget en contradiction avec le principe constitutionnel d'autonomie financière des collectivités territoriales. Intervention du président de la commission des finances. Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les terres agricoles ; diminution prévisible de la compensation. DGF des communes et de leurs groupements. Réforme de la taxe professionnelle. Inquiétude au sujet de l'évolution de la DSR et de la DSU. Difficultés financières des départements. Désengagement financier de l'Etat des budgets des régions. Désapprobation des radicaux de gauche des choix du Gouvernement. (p. 8296) : inscription dans la Constitution du principe de l'autonomie financière des collectivités territoriales.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8924, 8925) : modernisation des navires de pêche existants. Fixation des quotas de pêche et des totaux admissibles de capture. Contrôle de ces derniers. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ces crédits. A titre personnel, défavorable aux crédits inscrits au titre de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales". - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8960) : favorable à l'amendement n° II-129 de M. Jean-Paul Amoudry (indemnités compensatrices de handicap naturel). Situation de la viticulture. - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 8964, 8965) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-92 du Gouvernement (augmentation du montant maximum du droit sur les vins).

DEL PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 444 (2003-2004)] autorisant l'approbation de l'amendement à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990, en vue d'admettre la Mongolie comme pays d'opérations, adopté à Londres le 30 janvier 2004 [n° 179 (2004-2005)] (9 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 80 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement, [n° 217 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Éducation**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil instituant le Collège européen de police (CEPOL) en tant qu'organe de l'Union européenne (E 2765) [n° 223 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution [n° 159 (2004-2005)] sur les propositions de décision du Conseil relatives à la signature, à l'application provisoire et à la conclusion d'un protocole à l'accord euroméditerranéen entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque (E 2763) [n° 233 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Relations transatlantiques : quelles perspectives pour le second mandat du président Bush ? [n° 307 (2004-2005)] (22 avril 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 248 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité et du protocole additionnel à cette convention, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques [n° 321 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 173 (2004-2005)] autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, [n° 375 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Vers une politique européenne d'immigration ? [n° 385 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 346 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération en matière de sécurité et de lutte contre la criminalité organisée [n° 51 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée au nom de la délégation pour l'Union européenne sur le projet de décision du Conseil concernant l'amélioration de la coopération policière entre les États membres, en particulier aux frontières intérieures et modifiant la convention d'application de l'accord de Schengen (E 2932) [n° 83 (2005-2006)] (15 novembre 2005) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de résolution sur la proposition de décision du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2897), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'établissement, le fonctionnement et l'utilisation du système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2898) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur l'accès des services des États membres chargés de l'immatriculation des véhicules au système d'information Schengen de deuxième génération (SIS II) (texte E 2899) [n° 132 (2005-2006)] (14 décembre 2005) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La Turquie et l'Union européenne après l'ouverture des négociations [n° 135 (2005-2006)] (15 décembre 2005) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 452) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 109 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 110 (2003-2004), n° 234 (2003-2004), n° 259 (2003-2004), n° 260 (2003-2004) et n° 156 (2004-2005)** (p. 1067) : votera l'ensemble des projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole)** [n° 110 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004)**.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

protocole), [n° 234 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, [n° 259 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 260 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 156 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 15 ter** (p. 1872) : soutient l'amendement n° 208 de M. Jean-René Leclerc (prise en charge adaptée, au sein du milieu scolaire, des élèves dyslexiques) ; adopté.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 253 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3272, 3273) : adaptation des outils juridiques encadrant les actions de l'Etat français pour lutter contre les activités illicites commises en mer. Exemple des actes de piraterie sur les navires. Trafic de stupéfiants et trafic de migrants. Texte témoignant du volontarisme et de l'engagement du Gouvernement. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3638, 3639) : richesse et diversité du patrimoine immobilier de la France à l'étranger : exemple de l'Arménie, du Danemark et de l'Italie. Lenteur des décisions relatives aux questions de ventes et d'achats : lycées français de Prague et de New-York. Souhait d'obtenir une liste à jour de toutes les propriétés immobilières de la France à l'étranger. Situation en Autriche : vente et fermeture de deux bâtiments à Innsbruck ; représentations françaises à Vienne. Ecole française de Pékin. Interrogation sur le projet de construire un lycée à Belgrade. Favorable au regroupement à Paris des différents services du ministère. Demande de confirmation de la gratuité des locaux du ministère pour les réunions de l'Assemblée des Français de l'étranger.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3824, 3825) : amélioration de l'exercice des droits civiques des Français établis hors de France. Avancée essentielle dans la création d'une liste électorale unique. Réforme des commissions électorales. Réforme attendue d'autorisation de vote par Internet ; application à titre expérimental aux Etats-unis. Demande d'application de la loi de 2003 tendant à autoriser le vote par correspondance électronique pour les élections du CSFE. Information insuffisante délivrée par les autorités consulaires. Levée indispensable de l'interdiction de propagande dans les pays de l'Union européenne. Développement essentiel d'une conscience politique à l'étranger. - **Art. 2 (Art. 1er à 9 de la loi organique**

n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Listes électorales consulaires) (p. 3833, 3834) : son amendement n° 20 : faculté ouverte aux Français de l'étranger de communiquer leur adresse électronique au consulat ; retiré. - **Art. 3 (Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales)** (p. 3838) : son amendement n° 21 : utilisation des nouvelles technologies comme outils de communication et d'information des Français de l'étranger ; retiré.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 306 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 3843, 3844) : ses amendements n° 3 : utilisation des nouvelles technologies comme outils de communication et d'information des Français de l'étranger et n° 4 : autorisation de la propagande électorale dans les circonscriptions des Etats membres de l'Union européenne, dans le respect des lois des pays d'accueil ; retirés.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 246 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - en remplacement de M. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3855, 3856) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité et du protocole additionnel à cette convention, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques [n° 248 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 3857, 3858) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 356 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4556) : soutien des Français établis hors de France.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Art. 1er (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)** (p. 4587, 4588) : soutient l'amendement n° 58 de M. Henri de Raincourt (extension des activités d'aide à la personne au développement touristique et culturel) ; retiré.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 4973) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Alex Türk (respect du caractère indépendant des AAI). Demande de garantie sur l'indépendance de l'Assemblée des Français de l'étranger et la non-application du principe de fongibilité.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. 2 (Aménagement des règles de quorum des assemblées générales)** (p. 5013) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (harmonisation des quorums des assemblées extraordinaires avec ceux des assemblées ordinaires). Avantage du vote électronique pour les actionnaires installés à l'étranger.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 4 (Nouveaux financements pour la revitalisation économique)** (p. 5066, 5067) : soutient l'amendement n° 52 de M. Jean-Pierre Vial (soutien aux activités de sous-traitance) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4 bis (Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle)**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 5396) : soumission des sociétés françaises à l'étranger au droit local.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8876) : défavorable à l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale).

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9034) : rôle de l'AEFE. Participation majoritaire des parents d'élèves à son budget. Favorable aux amendements identiques de la commission des affaires étrangères et de la commission des finances visant à rétablir les crédits de l'AEFE au sein du programme "Français à l'étranger et étrangers en France". Demande de confirmation de la mise en place du vote par internet dès juin 2006. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9053) : favorable aux amendements identiques n° II-73 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-132 (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9059) : favorable à l'amendement n° II-233 du Gouvernement (majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE).

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9070, 9071) : problème du non-paiement des pensions vieillesse aux ressortissants français retraités d'Afrique. Décision du FMI de conditionner l'aide au paiement des retraites. Proposition du ministère des affaires étrangères : renégociation des conventions de sécurité sociale et financement des retraites sur l'aide française accordée par la France au désendettement des pays concernés.

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9101, 9102) : respect des objectifs de la loi de programmation militaire. Rôle de liaison du ministère de la défense entre la République et ceux qui s'en sentent éloignés. Industrie navale et rapprochement entre DCN et Thalès. Financement des OPEX. Volonté remarquable d'indépendance militaire de la France et question de ses cadres prioritaires d'engagement à l'avenir.

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9443) : soutient l'amendement n° II-410 de M. Joël Bourdin (déduction du revenu agricole des dépenses d'amélioration des propriétés rurales non bâties et élargissement de la déduction aux dépenses d'amélioration des propriétés rurales bâties qui ne se traduisent pas par une augmentation du fermage) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 67 sexies** (p. 9472) : soutient l'amendement n° II-408 de M. Jean Bizet (autorisation des EPCI à fiscalité propre de percevoir l'imposition forfaitaire sur les pylônes électriques sous réserve de l'accord des communes membres) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 8 (Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme)** (p. 9696) : soutient l'amendement n° 58 de M. André Dulait (extension aux agents des services de renseignements du ministère de la défense de l'accès aux fichiers) ; adopté. - **Art. 8 bis (Art. 23 de la loi n° 2003-329 du 18 mars 2003 - Inscriptions**

obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées) (p. 9699) : défavorable aux amendements identiques n° 73 de Mme Eliane Assassi et n° 95 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 19** (p. 9901) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Cantegrit (assouplissement de l'exonération particulière des non-résidents sur les plus-values immobilières).

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10087, 10088) : mécontentement des sénateurs représentant les Français de l'étranger du déplacement des crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger de la direction des Français de l'étranger vers la direction générale de la coopération internationale et du développement, DGCID. Votera le texte de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10139) : soutient l'amendement de Mme Catherine Procaccia n° 152 (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10143) : respect de l'engagement de la France au service de l'aide au développement. Taxe de solidarité sur les billets d'avion. Respect de la promesse du Président de la République de soutenir l'investissement en actions dans les entreprises. Bien-fondé des mesures visant à faire face à l'augmentation du prix du pétrole. Respect des engagements à l'égard des collectivités locales. Maîtrise de la dépense publique. Le groupe UMP votera ce texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports - Commission mixte paritaire [n° 42 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10249) : texte complet. Mise en conformité avec les engagements européens et internationaux de la France. Création d'une agence de sécurité ferroviaire. Dispositions relatives aux bateaux de plaisance. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers - Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10264) : votera en faveur de ce texte.

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Provisions [n° 99 tome 3 annexe 20 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7962) : son amendement n° I-34 : diminution de l'abattement sur la transmission d'un patrimoine au travers de l'assurance-vie ; rejeté. - **Art. 10** (*Suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés*) (p. 7966) : soutient l'amendement n° I-113 de M. Jean-Pierre Masseret (modalités d'exonération de la taxe en cas de double imposition) ; rejeté. - **Art. 12** (*Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2*) (p. 7970, 7971) : soutient l'amendement n° I-115 de M. Marc Massion (accroissement de la pénalisation des véhicules les plus polluants) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7981) : soutient l'amendement n° I-119 de M. Marc Massion (rétablissement de la TIPP flottante) ; rejeté. (p. 7988, 7989) : soutient l'amendement n° I-121 de M. Marc Massion (instauration d'une taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières) ; rejeté. (p. 7991) : soutient l'amendement n° I-118 de M. Marc Massion (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice des PME de moins de 50 salariés pour compenser la hausse du prix des carburants) ; retiré. - **Art. 15** (*Renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche*) (p. 7996) : son amendement n° I-36 : suppression de l'augmentation du crédit d'impôt destiné à favoriser les dépenses de recherche ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 8001) : soutient l'amendement n° I-37 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéfices des sociétés foncières) ; rejeté.

Deuxième partie :

Provisions

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8740, 8741) : mission originale destinée à couvrir des dépenses indéterminées. Absence de demande de crédit pour le programme "Provisions relatives aux rémunérations publiques". Bon exemple de rationalisation et de lisibilité budgétaire. Importante augmentation des crédits du programme "Dépenses accidentelles et imprévisibles". Question sur la justification de la hausse de ces crédits. Transit non pertinent par la mission "Provisions" de crédits affectés d'avance à des dépenses identifiées, en contradiction avec la transparence budgétaire. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des finances à l'adoption de la mission "Provisions". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8742) : accepte l'amendement n° II-124 du Gouvernement (minoration de 35 millions d'euros des autorisations d'engagement de la dotation pour les dépenses accidentelles et imprévisibles de la mission "Provisions" pour abonder de 20 millions d'euros les crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" et de 15 millions d'euros les crédits de la mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques").

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DEMESSINE (Michelle)
sénateur (Nord)
CRC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Stratégie économique et pilotage des finances publiques [n° 101 tome 9 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)]** - (27 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 472, 474) : attentes et espoirs des personnes handicapées. Implication des associations. Importance du nombre d'amendements déposés au Parlement. Sa déception devant le rejet d'une définition dynamique du handicap. Caractère non satisfaisant des ressources allouées aux personnes handicapées. Démantèlement du dispositif de sécurité sociale avec l'instauration de la CNSA. Malgré des améliorations, défavorable à ce texte : retour en deuxième lecture sur les avancées obtenues. Rejet de ses propositions par la CMP. Ne votera pas ce texte. - **Art. 31 (Coordination au sein du code de la sécurité sociale)** (p. 513) : interrogation sur l'amendement n° 5 du Gouvernement (financement par la CNSA de la majoration spécifique pour parent isolé).

- **Question orale avec débat de M. Ladislas Poniatowski sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : son intervention (p. 751, 754).

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2486) : favorable à l'amendement n° 29 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies C** (p. 3452, 3455) : soutient les amendements de M. Yves Coquelle n° 244 (promotion du fret ferroviaire) ; n° 243 (développement des lignes ferroviaires régionales) ; n° 245 (négociation européenne sur l'intermodalité des transports) ; et n° 246 (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire) ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (13 juin 2005) (p. 3926) : découverte dans la presse des amendements que le Gouvernement s'appête à déposer sur le projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises. Mépris du Parlement.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3944, 3947) : mépris du Gouvernement pour les attentes des Français. Renforcement des inégalités sociales et atteintes au droit du travail. Création d'entreprises insuffisante pour réduire le chômage. Faiblesse de la croissance. Nécessité de changer le comportement des banques à l'égard des PME. Manque de moyens consacrés à la formation. Légalisation de pratiques commerciales douteuses. Caractère illusoire et dangereux d'une hausse du pouvoir d'achat par la baisse des prix. Précarisation accrue des salariés. Politique ultralibérale. Propositions du groupe CRC, qui ne votera pas ce projet de loi. - **Art. 2 (Art. L. 961-10 du code du travail - Financement obligatoire des actions de formation et d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales)** (p. 3968) : son amendement n° 374 : affectations des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 3977) : son amendement n° 375 : relèvement du plafond des dépôts sur les CODEVI et utilisation de ceux-ci ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 3980) : son amendement n° 377 : création d'un fonds décentralisé de solidarité

territoriale et de développement économique ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 3990) : son amendement n° 378 : concours des administrations compétentes et de la Banque de France aux groupements de prévention agréés ; rejeté. - **Art. 8 (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans)** (p. 3996) : son amendement n° 379 : modification des conditions financières permettant d'accéder au dispositif de la provision pour investissement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 10 (Art. L. 121-4 du code du commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise)** (p. 4038) : son amendement n° 382 : extension du dispositif du conjoint collaborateur au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS ou au concubin ; rejeté. Se réjouit du statut enfin conféré aux conjointes d'artisans et de commerçants. Justifie la prise en compte du concubin à l'instar du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. 12 (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise)** (p. 4044, 4046) : son amendement n° 383 : garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un chef d'entreprise à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse au-delà des trois premières années d'activité ; rejeté. Reconnaissance à minima du statut du conjoint du chef d'entreprise. (p. 4047, 4048) : son amendement n° 434 : garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse, au-delà des trois premières années d'activité ; retiré. - **Art. 16 (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires)** (p. 4059) : son amendement n° 384 : intégration de la définition du statut des gérants-mandataires dans le code du travail ; rejeté. Nécessité de favoriser la requalification en salariés des travailleurs "faux" indépendants et de lutter contre le travail illégal. Opposition du groupe CRC aux artifices juridiques excluant la notion de salariat. - **Art. 20 (Art. L. 239-10-1 à L. 239-10-5 [nouveaux] du code de commerce et article 8 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Location d'actions et de parts sociales)** (p. 4078) : son amendement n° 385 : suppression ; rejeté. Refus du groupe CRC de valider des procédures dissimulant de possibles restructurations juridiques sous couvert de créations de nouvelles PME. - **Art. 21 (Art. L. 313-7 du code monétaire et financier et articles 38 ter, 39 et 150-0 D du code général des impôts - Cessions de parts sociales ou d'actions à l'issue d'un bail)** (p. 4082) : son amendement n° 386 : suppression ; rejeté. Nouvelle catégorie hybride de biens professionnels détenus par des personnes n'exerçant plus de véritable activité professionnelle. - **Art. 22 (Art. 787 B et 787 C du code général des impôts - Allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprise entre vifs)** (p. 4083) : son amendement n° 387 : suppression ; rejeté. Absence de portée de la mesure sur des biens déjà soumis à exonération partielle et sans valeur réellement significative. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4102) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 92 de la commission (suppression de l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs dans les entreprises visées à l'article L. 221-9 du code du travail).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 39 (Art. L. 711-1 à L. 711-10 et articles L. 711-11 à L. 711-13 [nouveaux] du code de commerce - Définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives)** (p. 4201, 4202) : son amendement n° 402 : à la demande des collectivités territoriales et des organisations représentatives des salariés, présentation par les organismes consulaires d'un budget retraçant leurs ressources ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4291) : favorable à l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (création d'un comité des activités sociales et culturelles au sein des entreprises de moins de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

cinquante salariés). - **Art. additionnels avant l'art. 48** (p. 4300) : son amendement n° 404 : application d'une cotisation majorée aux entreprises ayant commis une infraction constitutive du travail illégal ; rejeté. (p. 4301, 4302) : son amendement n° 405 : limitation de la chaîne des sous-traitances ; rejeté. Souci d'éviter les pratiques de dumping social. Son amendement n° 406 : renforcement du contrôle de la durée du temps de travail effectif ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 4304) : son amendement n° 407 : mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de recrutement d'agents de l'inspection du travail pour renforcer les moyens d'action contre le travail illégal ; rejeté. (p. 4305) : son amendement n° 408 : facilitation de l'implantation de délégués syndicaux dans les PME ; rejeté. - **Art. 49** (*Art. L. 122-1-1 bis [nouveau] du code du travail - Contrôle de la légalité du travail dans le secteur des activités culturelles*) (p. 4309) : le groupe CRC s'abstient sur cet article. - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4312) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 436 du Gouvernement (transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés). Persistance d'insuffisances dans le dispositif. Crainte de l'application de la directive Bolkestein. Principe de supériorité du droit communautaire sur la loi nationale. - **Art. additionnels avant l'art. 51** (p. 4314) : son amendement n° 409 : suppression des dispositions assimilant le temps d'astreinte au temps obligatoire de repos entre deux journées de travail ; rejeté. (p. 4315) : son amendement n° 410 : suppression du dispositif de "forfait en jours" pour les cadres ; rejeté. - **Art. 51** (*Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres*) (p. 4316) : son amendement n° 411 : suppression ; rejeté. Absence de relation de cet article avec l'objet du texte. Extension à des non cadres d'une mesure sanctionnée par la charte sociale européenne en ce qui concerne les cadres. - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 4319) : défavorable à l'amendement n° 235 de Mme Elisabeth Lamure (article additionnel tendant à porter à quatre ans la durée des mandats des délégués et représentants du personnel). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4325, 4326) : regret des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles se sont déroulés les débats. Insuffisance des mesures du texte. Manque de transparence. Protestation contre l'attitude de la majorité et du Gouvernement s'agissant de l'amendement sur les délégués du personnel. Le groupe CRC votera contre le texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5717, 5718) : construction d'un code du tourisme autonome, à la hauteur des enjeux sociaux et économiques du secteur. Aboutissement d'un processus initié en 1999 par le gouvernement de Lionel Jospin. Intérêt primordial de ce secteur d'activité : rôle économique, vecteur d'aménagement et d'équilibre des territoires, et outil essentiel de l'exercice du droit fondamental aux vacances. Objectifs de la codification : réunion dans un même code d'une réglementation transversale, sécurité juridique des différents acteurs et reconnaissance du poids économique de ce secteur d'activité. Favorable à l'amendement visant à actualiser la définition de la station classée. Opposition aux modifications relatives à l'Agence nationale pour les châteaux-vacances, ANCV. Sous cette réserve, le groupe CRC approuve ce projet de loi de ratification. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5728) : le groupe CRC votera contre les amendements n° 4 de la commission (double tutelle de l'ANCV et soumission de l'agence au contrôle économique et financier de l'Etat) et n° 21 du Gouvernement (composition par collègues du conseil d'administration de l'ANCV). - **Art. 6 bis** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours*) (p. 5742) : le groupe CRC et le groupe socialiste voteront l'amendement n° A-1 du Gouvernement (retour au texte initial du Gouvernement - possibilité pour les associations, les syndicats d'initiative et les offices du tourisme, dans les milieux ruraux, d'exercer le métier d'agence de voyages).

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7508) : désaccord sur les conditions de travail. (p. 7509) : le

groupe CRC vote contre la proposition de calendrier de discussion du texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7522, 7524) : rappel des tragiques incendies ayant eu lieu à Paris. Importance du nombre de familles touchées par la crise du logement. Insuffisance de la construction de logements sociaux. Historique de la politique en matière de logement depuis 2003. Désengagement de l'Etat dans le financement de l'accession sociale à la propriété. Dérive en matière d'attribution de logements. Projet de loi insuffisant. Absence de financement et de mesures nouvelles. Propositions du groupe CRC qui ne votera pas le texte en l'état actuel. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7549) : ses amendements n° 227 : réhabilitation de 250 000 logements et n° 228 : objectif quinquennal de réalisation de logements sociaux destiné à participer à la résorption d'habitats insalubres ; rejetés. - **Art. 1er** (*Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7557, 7558) : engagement par l'Etat d'une importante opération de valorisation de son patrimoine immobilier et foncier. Attitude de l'Etat comparable à celle d'un marchand de biens. (p. 7559) : son amendement n° 230 : encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat dans la perspective de la réalisation de logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens ; rejeté. (p. 7566) : intervient sur son amendement n° 230 précité. Refus de l'assimilation entre logement social et pauvreté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7572) : le groupe CRC votera l'amendement n° 10 de M. Thierry Repentin (application d'un taux maximum de décade de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 7585, 7587) : ses amendements n° 232 : ajout d'une obligation de maintien ou de développement du parc locatif existant dans les conventions passées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU ; n° 233 : possibilité pour l'ANRU d'accorder des majorations de subventions ; et n° 234 : maintien du caractère locatif des logements HLM ; rejetés. Rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles. Exemple des Alpes Maritimes et des Hauts-de-Seine. - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7589) : absence de conformité d'un certain nombre de villes à la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain, SRU. Processus d'évaluation des plans locaux d'urbanisme, PLU et autres documents d'urbanisme. Objectif de cet article. (p. 7592, 7593) : son amendement n° 218 : nouvelle rédaction de cet article visant à réaffirmer l'obligation pour les communes de respecter le pourcentage de logements sociaux prévus dans la loi SRU ; rejeté. Déclaration du Président de la République. Situation du logement en Ile-de-France. (p. 7594) : son amendement n° 221 : contrôle par le préfet des obligations des communes en matière de logement social ; rejeté. (p. 7594, 7596) : ses amendements n° 222 : en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de la moitié des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux ; et n° 236 : obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI ; rejetés. Exemple des Alpes-Maritimes. (p. 7597) : son amendement n° 238 : cohérence ; rejeté. (p. 7598) : son amendement n° 237 : précision ; rejeté. (p. 7607) : son amendement n° 235 : intervention du préfet sur le PLU d'une commune comprenant des dispositions ne permettant pas la construction de programmes d'accession sociale à la propriété ; devenu sans objet. Densité de logements à Neuilly-sur-Seine. (p. 7616, 7618) : ses amendements n° 220 : fixation des parts de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

logements locatifs sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie et n° 239 : repli ; rejetés. (p. 7623) : défavorable aux amendements identiques n° 21 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 118 et n° 166 de M. Alain Vasselle (suppression du pouvoir de substitution du préfet). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7684) : son amendement n° 245 : affectation à l'Agence nationale de rénovation urbaine du produit des ventes domaniales de l'État et du produit d'une partie de la taxe annuelle perçue dans la région d'Île-de-France sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et les locaux de stockage ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7698) : ses amendements n° 247 : régulation des zones présentant une évolution anormale du niveau des loyers et n° 248 : instauration d'un droit au logement ; rejetés. (p. 7701, 7702) : son amendement n° 249 : conditions de rupture d'un bail par le bailleur ; rejeté. (p. 7703) : son amendement n° 250 : protection supplémentaire accordée aux personnes âgées lors d'une rupture de bail ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7706) : son amendement n° 226 : programmation du nombre de logements sociaux à réaliser ; rejeté. - **Art. 5** (Art. 278 *sexies* du code général des impôts - *Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7716) : son amendement n° 251 : mode de détermination des plafonds de ressources pour l'attribution de logements locatifs sociaux ; rejeté. - **Art. 6** (Art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat*) (p. 7743, 7744) : le groupe CRC ne votera pas l'article 6 de ce projet de loi. - **Art. 7** (Art. 234 *nonies* du code général des impôts - *Exonération de contribution sur les revenus locatifs*) (p. 7748) : son amendement n° 254 : limitation de l'exonération de contribution sur les revenus locatifs aux propriétaires pratiquant un loyer inférieur à ceux des logements locatifs sociaux voisins ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7749) : son amendement n° 255 : suppression des avantages fiscaux pour les particuliers effectuant des investissements locatifs ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8024, 8025) : intervient sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (diminution de la dotation forfaitaire versée aux communes ayant fait l'objet d'un constat de carence) et n° 398 (suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU). Se demande pourquoi les EPCI doivent assumer le coût des manquements de leurs communes membres. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8026, 8027) : son amendement n° 241 : relèvement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence ; rejeté. - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - *Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 8039) : son amendement n° 257 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 8068) : son amendement n° 260 : prise de possession des locaux à usage d'habitation vacants par voie de réquisition ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 11** : son amendement n° 256 : augmentation du taux du "1 % logement" ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 8071, 8072) : son amendement n° 253 : suppression du mois de carence pour les aides au logement ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Division additionnelle après l'art. 11** (p. 8099) : son amendement n° 262 : cohérence ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8760, 8761) : mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques". S'étonne de la performance désastreuse du ministère des finances dans ses réponses au questionnaire budgétaire. S'interroge sur le rattachement de la réforme de l'État au ministère de l'économie : enfermement dans des considérations budgétaires compromettant la réussite des objectifs visés. Risque d'échec des réformes à moyens constants. Intérêt de l'amélioration de l'administration en ligne, nécessitant de préciser les publics touchés pour tenter de réduire la fracture numérique. Crédits du programme relatif à l'INSEE : réductions importantes d'effectifs au détriment d'un service public de qualité. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission.

DEMONTÈS (Christiane)
sénateur (Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à permettre aux conseils d'arrondissement d'acquérir des biens amortissables [n° 342 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2301, 2303) : sa motion n° 76 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Attachement au contrôle démocratique et recherche d'une plus grande transparence. Hypocrisie comptable de la réforme de l'assurance maladie. - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2324) : soutient l'amendement n° 77 de M. Bernard Cazeau (définition des dépenses de sécurité sociale) ; rejeté. (p. 2326) : soutient l'amendement n° 88 de M. Bernard Cazeau (liste des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement) ; rejeté. (p. 2328) : soutient l'amendement n° 96 de M. Bernard Cazeau (prise en compte du montant des compensations versées par l'État au titre des exonérations des réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale) ; rejeté. (p. 2365) : soutient l'amendement n° 78 de M. Bernard Cazeau (définition des recettes en fonction des besoins) ; rejeté. (p. 2371) : soutient l'amendement n° 79 de M. Bernard Cazeau (cohérence) ; rejeté. (p. 2373) : soutient l'amendement n° 84 de M. Bernard Cazeau (cohérence) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 2377) : soutient l'amendement n° 99 de M. Bernard Cazeau (mise en place de véritables lois de règlement en matière de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2381, 2382) : soutient l'amendement n° 90 de M. Bernard Cazeau (mention de l'état de la situation sanitaire de la population) ; adopté. (p. 2388, 2389) : soutient l'amendement n° 93 de M. Bernard Cazeau (intégration dans les annexes des observations et

propositions formulées par l'ensemble des caisses nationales de l'assurance maladie) ; adopté. - **Art. 5** (*Art. L.O. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2392) : soutient l'amendement n° 101 de M. Bernard Cazeau (extension des pouvoirs de suivi et d'évaluation des finances sociales à l'ensemble des parlementaires de la commission) ; adopté après rectification à la demande de la commission.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2484) : soutient l'amendement n° 11 de M. Roland Courteau (obligation de soins spécialisés pour les auteurs de violences conjugales) ; rejeté.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4369, 4370) : son amendement n° 40 : vote de l'annexe par le Parlement ; rejeté. (p. 4373, 4374) : son amendement n° 42 : intégration du Fonds de solidarité vieillesse dans le champ des lois de financement de la sécurité sociale ; rejeté. (p. 4375, 4376) : son amendement n° 43 : introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base ; rejeté. (p. 4377) : son amendement n° 44 : intégration de la CNSA dans les lois de financement de la sécurité sociale au titre du volet "dépenses" ; retiré. (p. 4379) : son amendement n° 48 : définition des sous-objectifs de l'ONDAM ; rejeté. (p. 4380) : son amendement n° 49 : introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale des dispositions ayant un impact sur les finances de la sécurité sociale et des organismes qui y concourent ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4394) : son amendement n° 52 : prise en compte de l'avis des caisses nationales de sécurité sociale sur la compensation des exonérations de cotisations sociales ; rejeté. (p. 4397) : son amendement n° 54 : remise au Parlement d'annexes générales sur toute question relative au fonctionnement de la sécurité sociale ; rejeté. - **Art. 7** (*Entrée en vigueur*) (p. 4407) : son amendement n° 57 : transmission pour avis des avant-programmes de qualité et d'efficacité aux caisses nationales de sécurité sociale ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4408) : mise en péril du système de protection sociale. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5388, 5389) : son amendement n° 41 : présentation par le Gouvernement d'un rapport bisannuel d'évaluation au Parlement après consultation du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ; devenu sans objet. (p. 5390, 5391) : ses amendements n° 39 : mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations et n° 40 : détermination de la sanction financière sur la base du bénéfice net consolidé des entreprises ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 5395) : son amendement n° 42 : capacité pour le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de se substituer ou de s'associer à la victime auprès des juridictions compétentes ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5430) : insuffisance des mesures du texte se limitant à des mesures d'incitation. Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5484, 5485) : injustice et inefficacité de la politique sociale. Favorable à la compensation intégrale des exonérations de cotisations. Défavorable à l'adoption du volet dépenses avant l'analyse des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

besoins. Manque de transparence du texte. Absence de renforcement du contrôle parlementaire. Manque de sincérité des comptes sociaux. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5498) : avec le groupe socialiste, votera contre ce texte. Remerciements au rapporteur et aux services.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7060, 7063) : scepticisme quant à la sincérité du projet de loi marquant le bilan de la réforme de l'assurance maladie. Echec financier, social et politique. Opposition au prélèvement forfaitaire pour les actes de plus de 91 euros. Crainte de la privatisation de la sécurité sociale. Inégalité d'accès aux soins. Absence de prise en cause des attentes des médecins généralistes. Propositions pour améliorer le système de sécurité sociale.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7115, 7117) : jugement de la Cour des comptes sur le déficit cumulé du FFIPSA. Rapport de la mission conjointe de l'inspection générale des affaires sociales, de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'agriculture, sur le financement du régime de protection sociale des non-salariés agricoles. Regrette l'absence de mesures rigoureuses de redressement face à la situation déficitaire du FFIPSA.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 32** (*Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7365) : son amendement n° 227 : réintégration des médicaments et dispositifs médicaux dans le forfait soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées ; rejeté.

DEMUYNCK (Christian)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1621, 1623) : incapacité de l'école à s'adapter aux évolutions de la société. Nécessité de réformer l'éducation. Regrette la campagne de désinformation menée auprès des jeunes. Prise en compte du mal-être et des inquiétudes des lycéens. Mise en place d'un système d'orientation efficace : sa proposition d'instaurer un livret d'information professionnelle sur les perspectives d'emploi de chaque filière. Caractère social du projet : majoration du montant des bourses. Développement d'un programme personnalisé de réussite scolaire. Souhait de modification de la méthode d'évaluation des enseignants ; développement de passerelles de réorientation. Lutte contre la multiplication des violences à l'école. Projet de loi fondamental pour l'avenir de l'école et le devenir des enfants. Apporte son soutien total à ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p. 1904) : sur l'amendement n° 173 de la commission (possibilité pour le projet d'école ou d'établissement de prévoir la réalisation d'expérimentations dont le Haut conseil de l'éducation établit chaque année un bilan), son sous-amendement n° 655 : limitation des expérimentations à une durée maximum de cinq ans ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2057) : son amendement n° 216 : prise en compte des spécificités économiques locales dans les offres de formation ; adopté. (p. 2064) : son amendement n° 217 : présentation aux parents d'élèves du programme d'action proposé au comité d'éducation ; retiré. (p. 2076) : son amendement n° 219 : adaptation de l'offre de formation à l'évolution des technologies ; adopté. (p. 2078) : son amendement n° 220 : développement des internats ; retiré. (p. 2079) : son amendement n° 221 : adéquation entre les formations suivies par les élèves et les perspectives d'emploi locales ; retiré.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3690, 3691) : inscription du dispositif dans la démarche citoyenne et le projet collectif d'intérêt général porté par les associations. Développement de la notion de service civil volontaire. Volonté d'essor du volontariat associatif. Demande d'éclaircissement sur la restauration des droits sociaux à l'issue de la période de volontariat ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

assouplissement des conditions d'agrément ; sensibilisation des jeunes ; risque de concurrence déloyale entre les associations et les entreprises exclues du dispositif. Renouvelle son soutien à ce projet de loi ambitieux permettant à la France de combler son retard en la matière. - **Art. 2 (Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié)** (p. 3713) : soutient l'amendement n° 114 de M. Jacques Legendre (interdiction de recruter un volontaire pour effectuer une mission précédemment exercée par un salarié dont le contrat de travail a été rompu quelle qu'en soit la raison) ; adopté. - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3724) : ses amendements n° 73 : réintégration dans leurs droits des allocataires de minima sociaux à l'issue de leur contrat de volontariat ; et n° 74 : repli ; retirés. - **Art. 6 (Contenu du contrat de volontariat)** (p. 3730) : son amendement n° 75 : modalités du soutien apporté par l'organisme aux volontaires pour préparer l'après-volontariat ; retiré. (p. 3738) : soutient l'amendement n° 115 de M. Jacques Legendre (rupture immédiate du contrat de volontariat en cas de faute grave ou de force majeure) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3739) : soutient l'amendement n° 113 de M. Pierre Martin (rupture du contrat de volontariat sans préavis en cas d'embauche avec un contrat de travail) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 3742) : son amendement n° 76 : création d'un titre-repas du volontariat ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10 (Agrément de la mission)** (p. 3759) : son amendement n° 77 : délivrance de l'agrément pour la totalité des missions d'une association ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 3762) : son amendement n° 78 : publicité du volontariat auprès des jeunes ; retiré. - **Art. 11 (Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH)** (p. 3769) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Catherine Procaccia (limite maximale de jours ouvrés travaillés portée à 100 jours) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7540, 7541) : comparaison entre les gouvernements de droite et de gauche en matière de construction de logement social. Difficultés d'application de la loi SRU. Exemple de sa ville de Neuilly-Plaisance. Souci de l'équilibre et de la préservation de la qualité de vie. Impossibilité de réaliser les 20 % par manque de foncier. Favorable à une contractualisation de projets triennaux d'engagement.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7873) : soutient l'amendement n° 182 de Mme Catherine Procaccia (prise en compte des emplacements des aires d'accueil des gens du voyage dans la comptabilisation des logements sociaux) ; retiré. Injustice de la loi SRU. Création problématique de nouveaux logements sociaux à Neuilly-Plaisance et aux Pavillons-sous-Bois.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8529, 8531) : priorité à l'éducation et la formation de la jeunesse. Rationalisation des contributions publiques. Augmentation constante des crédits sans amélioration parallèle de la performance du système éducatif. Mise en place du "dispositif de réussite éducative". Lutte contre le corporatisme : exemple du Syndicat national unitaire des instituteurs, des professeurs des écoles et des professeurs d'enseignement général des collèges, SNUIPP, en Seine-Saint-Denis. Association du programme personnalisé de réussite éducative au contrat de responsabilité parentale. Développement de l'autonomie des chefs d'établissements. Ses propositions : développement de l'internat, encouragement des dispositifs d'évaluation personnalisée et mise en place d'un livret de liaison pour chaque élève. Encouragement de "l'apprentissage junior". Votera les crédits de cette mission.

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8610, 8611) : baisse du chômage. Faible taux de satisfaction du service public de l'emploi. Evolution de l'ANPE : site internet ; modification de son organisation ; fiabilité incertaine du "profilage" initial : exemple de son offre d'emploi passée à l'ANPE. Diffusion de l'émission Capital sur M6. Nécessité de modifier les comportements et de mobiliser les personnels de l'ANPE.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8895, 8896) : volonté et détermination du Gouvernement dans la lutte contre la délinquance. Violences urbaines dans le département de la Seine-Saint-Denis. Hommage au dévouement des forces de police et au courage des pompiers. Attend un signal fort en matière de primes comme en matière de logements.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9767, 9769) : dans un contexte de stabilisation des dépenses publiques, effort significatif des moyens financiers alloués à la recherche. Effets de cette dernière sur le dynamisme économique et l'emploi. Création d'un Haut Conseil de la science et de la technologie. Problème de l'évaluation de la recherche en France. Manque d'envergure des pôles universitaires et dispersion des acteurs sur les grandes thématiques de recherche. Modèle anglo-saxon de l'université.

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UC-UDF

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil national des transports.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 13 octobre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 5 (2005-2006)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 13 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Environnement - Union européenne.**

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 3192) : création dans son département du label Qualiterre. Prise de conscience des agriculteurs.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3359, 3360) : remerciements au ministre pour sa renonciation à la procédure d'urgence. Accord du groupe UC-UDF avec la position du rapporteur en faveur d'un texte clarifié. Favorable au développement équilibré des deux types de biocarburants. Énergie éolienne. Orientations majeures de ce texte : maîtrise de la consommation d'énergie et réduction de l'émission des gaz à effets de serre. Certificats d'économies d'énergie. Absence de mesure relative au transport. Mise en place nécessaire d'un plan de réhabilitation énergétique du parc de bâtiments existants. Renforcement souhaité de la fiscalité des énergies fossiles. Hommage au travail de la commission.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. 1er (et annexe)** (*Objectifs de la politique énergétique nationale*) (p. 3433) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexe), son sous-amendement n° 71 ; adopté. - **Art. 1er septies B** (*Objectifs de maîtrise de la demande d'énergie*) (p. 3449) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (maîtrise de la demande d'énergie par l'Etat). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies H** (p. 3470) : intervient sur l'amendement n° 298 de la commission (mise en place du plan Terre-énergie favorisant les biocarburants). - **Art. 1er octies** (*Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants*) (p. 3471) : soumission des sociétés distributrices de carburants à un

prélèvement supplémentaire de la TGAP. Biodiesel et bioéthanol. Défavorable à cet article. (p. 3473, 3474) : son amendement n° 72 : suppression ; adopté. - **Art. 6** (*Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements*) (p. 3494) : son amendement n° 73 : objectif à atteindre en vue de la réduction quantifiée des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la réhabilitation énergétique des logements ; retiré. (p. 3495) : son amendement n° 74 : réduction du délai d'exécution de ce texte ; devenu sans objet. (p. 3497) : son amendement n° 76 : inspection des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation, quelle que soit l'énergie utilisée ; retiré. - **Art. 8 A** (*Définition des sources d'énergies renouvelables*) (p. 3500) : son amendement n° 77 : prise en compte de l'aérothermie parmi les sources d'énergies renouvelables ; retiré. (p. 3501) : son amendement n° 261 : promotion de l'utilisation de céréales comme moyen de combustion ; adopté. (p. 3502, 3503) : son amendement n° 78 : précision du terme "géothermie" ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3505) : son amendement n° 79 : rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF ; rejeté. - **Art. additionnel avant ou après l'art. 10 ter** (p. 3507) : soutient l'amendement n° 116 de M. Yves Détraigne (élaboration obligatoire des schémas régionaux éoliens) ; retiré. - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3512, 3513) : menaces pesant sur l'énergie éolienne. Risque, pour la France, de se trouver devant l'impossibilité de respecter la directive européenne sur les énergies renouvelables. Suggestion de mesures favorables au développement de la filière éolienne.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) (p. 3539, 3540) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), ses sous-amendements n° 295 : prise en compte des propositions et des avis des communes ou des groupements de communes pour la définition des ZDE ; et n° 81 : possibilité pour les communes de fixer des normes de puissance électrique installée plutôt qu'un plancher ou un plafond ; retirés. (p. 3551) : se félicite de la richesse du débat et du consensus sur l'éolien. Volonté du groupe UC-UDF d'encourager le développement des énergies renouvelables. - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3562) : son amendement n° 82 : renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 12 A** (p. 3564) : son amendement n° 83 : fixation par la commission de régulation de l'énergie des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3565) : son amendement n° 85 : renforcement des missions de surveillance des marchés du gaz de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 12 A** (p. 3566) : son amendement n° 86 : fixation par la commission de régulation de l'énergie des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3569, 3571) : soutient l'amendement n° 262 de M. Daniel Dubois (plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site) ; adopté après rectification suggérée par la commission. Souci de pérenniser certaines filières chimiques en France. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 3574, 3575) : son amendement n° 87 : saisine pour avis de la commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant un effet direct sur l'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel ; retiré. - **Art. 13 bis** (*Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3580) : son amendement n° 88 : précision du champ d'application de l'article ; retiré. Nécessité d'exclure les sociétés d'intérêt collectif agricole d'électricité, SICA, des entités

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

juridiques visées par la limitation d'activité. Contraintes exorbitantes au regard du droit des sociétés. (p. 3583, 3584) : se félicite de la sérénité du débat, à l'issue duquel le groupe UC-UDF retire l'amendement n° 88 précité. Incompréhension quant à l'obligation faite aux SICA de créer une filiale compte tenu des moyens de vérification offerts par la comptabilité analytique et l'informatique. Comportement méprisant et inacceptable du Gouvernement à l'égard de commerçants normaux.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan - **Discussion générale** (p. 5943, 5944) : retard dans la transposition des directives dans le domaine de l'environnement. Incidence de certains projets publics ou privés sur l'environnement. Droit à l'information en matière d'environnement. Prévention et lutte contre le bruit. Mise en décharge des déchets inertes. Mise en oeuvre des mécanismes de flexibilité prévus par le protocole de Kyoto. Nécessité d'assurer au plus tôt la transposition de la directive établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Souhaite, d'une part, un examen plus serein et plus approfondi de ces dispositifs législatifs par le Parlement et, d'autre part, une intervention à propos de ces normes en amont des décisions prises à Bruxelles. - **Art. 7 (Ratification de l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004)** (p. 5952) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Evelynne Didier (réintégration dans ce projet de loi des dispositions concernant l'évaluation et la gestion du bruit aux abords des aérodromes civils).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6528, 6529) : ses amendements n° 386 : possibilité de procéder à un assolement en commun entre les fermiers exerçant leur activité dans le cadre d'une société d'exploitation et ceux exerçant à titre individuel ; et n° 388 : possibilité de bénéficier de l'assolement en commun pour les groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, et les associés de GAEC ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 2 ou après l'art. 25 ter** (p. 6530) : son amendement n° 385 : application des mêmes règles aux assolements en commun des sociétés en participation et à ceux d'une société civile d'exploitation agricole ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6534) : soutient l'amendement n° 370 de Mme Françoise Férat (suppression de la possibilité pour le bailleur à métayage de s'opposer à la mise à disposition du bail au profit d'une société d'exploitation créée par le preneur et accord au métayer d'une liberté identique à celle du fermier tout en respectant les spécificités du contrat de métayage) ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 2 quinquiés ou après l'art. 25 ter** (p. 6536) : son amendement n° 387 : levée des difficultés d'application de la reconnaissance des assolements en commun sous forme de sociétés en participation ; adopté. - **Art. 5 (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures)** (p. 6554) : son amendement n° 384 : dispense des assolements en commun du contrôle des structures ; retiré. (p. 6557) : intervient sur son amendement précité n° 384. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6565) : soutient l'amendement n° 371 de Mme Françoise Férat (extension aux biens loués aux jeunes agriculteurs de l'exonération d'ISF dont bénéficient les biens professionnels) ; retiré. - **Art. 6 bis (Art. 41 et 787 C du code général des impôts - Exonération des plus-values en cas de cession partielle du fonds agricole)** (p. 6568) : soutient l'amendement n° 356 de Mme Françoise Férat (application limitée de ce dispositif à la transmission dans sa globalité et son intégralité d'un fonds agricole) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6 ter** : soutient l'amendement n° 335 de Mme Françoise Férat (en cas de mutation à titre gratuit, limite de l'assiette de l'imposition à la valeur retenue par les parties dans l'acte ou la déclaration sans possibilité pour l'administration de mettre en oeuvre une procédure de rectification) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquiés ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571) : soutient

l'amendement n° 350 de Mme Françoise Férat (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6633) : utilité des SAFER. Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6648) : soutient l'amendement n° 348 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les SAFER d'intervenir pour le compte des communes en zone naturelle) ; retiré. (p. 6649) : soutient l'amendement n° 347 de M. Yves Détraigne (intervention des SAFER dans les espaces naturels sur lesquels ont été construits des cabanons) ; retiré. - **Art. 11 (Art. L. 111-2 et L. 611-7 nouveau du code rural et art. L. 1 du code forestier - Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse)** (p. 6662) : importance du texte décrivant les conditions de production agricole dans la lutte contre l'effet de serre et la promotion de la valorisation de la biomasse.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6673) : ses amendements n° 349 : obligation d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles à compter du 1er janvier 2008 ; adopté ; et n° 345 : obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles ; devenu sans objet. Intervient sur ses amendements précités n° 349 et n° 345 se différenciant par la mise en place d'une échéance au 1er janvier 2008. (p. 6674) : lenteur administrative justifiant un délai de 26 mois. - **Art. 11 quater (Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants)** (p. 6689) : scepticisme sur l'objectivité de l'Institut français du pétrole en matière de biocarburant. Souhaite un rôle plus actif du CEMAGREF. - **Art. 12 (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)** (p. 6692) : ses amendements n° 344 : incitation fiscale à l'utilisation des esters éthyliques ; et n° 580 : extension du dispositif incitatif aux huiles d'origine animale ; retirés. Intérêt de développer une nouvelle filière en permettant l'utilisation des graisses animales. (p. 6698) : ses amendements n° 351 : précision qu'une huile végétale peut être considérée comme biocarburant dans les cas particuliers où son utilisation est compatible avec le type de moteur et les exigences correspondantes en matière d'émissions et en tenant compte des expérimentations prévues par décret ; adopté ; et n° 352 : prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application ; retiré. (p. 6705) : intervient sur l'amendement n° 572 de M. Jean-Marc Pastor (extension de l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles). Rappel de la suspension de toutes mesures fiscales et de mesures réglementaires d'interdiction pendant la période d'expérimentation. - **Art. 14 (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles)** (p. 6721) : son amendement n° 380 : suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage ; rejeté. (p. 6724) : intervient sur son amendement n° 380 précité. Inquiétude pour l'avenir prochain des producteurs français de viande bovine. (p. 6726) : hérésie intellectuelle et économique du dispositif prévu. Impossibilité d'organiser une production sans être propriétaire de la marchandise. - **Art. 15 bis (Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions)** (p. 6744) : son amendement n° 585 : suppression ; adopté. - **Art. 17 (Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles)** (p. 6753) : attachera une importance particulière à la définition dans l'ordonnance de la coopérative agricole. Contexte du futur statut de société coopérative européenne. - **Art. 18 (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt)** (p. 6756, 6757) : défavorable à l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006). Confusion entre les expressions "assurance récolte" et "assurance des récoltes". Rappel de la dette de l'Etat auprès du fonds national de garantie des calamités agricoles. Caractère de cavalier de l'amendement.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6778) : votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8772, 8773) : stabilité dans la pauvreté du budget du ministère de l'écologie. Multiplication des structures dans le domaine de l'environnement, au détriment de la lisibilité. Faiblesse des moyens eu égard aux problématiques liées à l'écologie et au développement durable. Soutien du groupe UC-UDF à l'amendement de la commission des affaires économiques rétablissant les crédits de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique. Suppression incompréhensible après les actions du Gouvernement dans la lutte contre le réchauffement climatique. Divergence entre les déclarations des gouvernants et la lenteur des décisions réglementaires. Moyens indispensables pour une grande politique des biocarburants. Nécessité d'accélérer la mise en oeuvre du plan "Climat". Principe de précaution et réticences des acteurs économiques. Démarche d'accompagnement indispensable au développement durable et à la compétitivité des entreprises. Interroge la ministre sur l'avenir de son action ministérielle. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8790) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable"). - **Art. 79 bis (Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles)** (p. 8792, 8793) : sur l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles), soutient le sous-amendement n° II-104 de Mme Valérie Létard ; adopté. (p. 8796, 8797) : votera l'amendement précité n° II-65 de la commission, assorti du sous-amendement précité n° II-104 de Mme Valérie Létard adapté à l'enjeu social. Financement par la distribution qui ne peut pas se délocaliser.

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie ; nouvelle nomination le 21 septembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 90 (2004-2005)] relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 281 (2004-2005)] (6 avril 2005) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Amiante : quelle indemnisation pour les victimes? [n° 301 (2004-2005)] (15 avril 2005)

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé : Obésité : comprendre, aider, prévenir [n° 8 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Famille - Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Le drame de l'amiante en France : comprendre, mieux réparer, en tirer des leçons pour l'avenir (auditions) [n° 37 tome 2 (2005-2006)] (20 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Le drame de l'amiante en France : comprendre, mieux réparer, en tirer des leçons pour l'avenir (rapport) [n° 37 tome 1 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 5 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3066, 3068) : origine de la proposition de loi. Auditions de la commission. Texte équilibré et raisonnable adopté par l'Assemblée nationale. Souhait de ne pas modifier le code pénal. Interdiction de l'obstination déraisonnable. Recherche

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'un équilibre entre les droits du malade et la responsabilité du médecin. Importance des soins palliatifs. Renforcement du rôle de la personne de confiance. Apports du texte. Souhait par la commission d'un vote conforme. - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3095) : retrait des amendements du président de la commission en raison de son indisponibilité. (p. 3097, 3098) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. François Autain (prise en compte du cas de suspension ou d'arrêt des traitements en cours), n° 20 de M. Michel Mercier (référence aux traitements devenus inutiles), n° 12 de Mme Anne-Marie Payet (référence aux soins disproportionnés par rapport au but attendu) et n° 57 de M. Jean-Claude Etienne (précision). (p. 3100, 3101) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 26 (recueil indispensable du consentement de la personne pour la suspension ou l'arrêt des traitements) et n° 25 (coordination). (p. 3102) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Anne-Marie Payet (évaluation de la proportionnalité des soins). (p. 3103) : après avoir demandé l'avis du Gouvernement, s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. (p. 3108) : importance du travail accompli. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3112) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 60 (accès à l'assistance médicalisée pour mourir) et n° 62 (possibilité pour toute personne majeure capable de bénéficier d'une assistance médicalisée pour mourir) ainsi qu'aux amendements n° 30 de M. François Autain (droit d'obtenir une aide active à mourir) et n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération de poursuites pénales des médecins prodiguant une assistance médicalisée pour mourir). - **Seconde délibération - Art. 1er** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3129) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (ajout de la mention des actes n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie aux dispositions relatives à la définition de l'obstination déraisonnable).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles. - **Discussion générale** (p. 7042, 7044) : négociation prochaine entre les partenaires sociaux pour la réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles. Poursuite de la diminution du nombre d'accidents du travail et augmentation du nombre de maladies professionnelles. Dégradation de la situation financière de la branche. Interrogation sur le financement du fonds de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante, FCAATA. Priorité de l'assainissement de la situation financière de la branche et de l'allègement des charges de transfert supportées par celle-ci. Convention d'objectifs et de gestion. Plan "santé au travail". Discussion autour de la gouvernance de branche, de la réforme de la tarification, des conditions de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles et de la réforme des fonds de l'amiante. Vote de la commission des affaires sociales en faveur du budget de la branche accidents du travail-maladies professionnelles.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 7136) : s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Guy Fischer (alignement du taux des cotisations sociales de l'Etat employeur sur celui des employeurs privés).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 7336) : s'oppose à l'amendement n° 220 de M. Guy Fischer (remboursement à 100 % par l'assurance maladie d'un nombre limité de médicaments indispensables).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 32** (Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - *Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7364, 7365) : son amendement n° 89 : suppression de la généralisation de pharmacies à usage interne au sein des établissements médico-sociaux ou d'établissements d'un même groupement de coopération médico-sociale ; adopté. Souci du maintien d'un service public de proximité, en particulier en milieu rural.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 7402, 7403) : son amendement n° 39 : rapport au Parlement, dans le cadre de la lutte contre l'obésité, sur les instruments fiscaux permettant de diminuer le prix relatif des fruits et des légumes ; adopté. (p. 7404) : à titre personnel, suggère le retrait de l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile). - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7418) : intervient sur les amendements de M. Claude Domeizel n° 124 (dispositifs d'aides pour faciliter l'installation de médecins libéraux en zone rurale) et n° 125 (amélioration des conditions d'attribution des aides). (p. 7419, 7420) : publication des textes d'application relatifs à l'allocation personnalisée d'autonomie. Intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (mise en oeuvre des tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés). - **Art. 44 bis** (*Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie*) (p. 7422) : son amendement n° 41 : inscription au budget des ministères de la santé et de l'assurance maladie des crédits nécessaires au fonctionnement du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; retiré. S'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 77 (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7427) : avec le groupe UMP votera à regret contre les amendements de M. Nicolas About n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge). - **Art. additionnels avant l'art. 49** (p. 7451) : s'oppose aux amendements n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de la franchise de 1 euro par acte médical pour les victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles) et n° 192 de M. Roland Muzeau (suppression de la franchise de 1 euro pour les victimes des accidents du travail). (p. 7451, 7452) : s'oppose aux amendements n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision des conditions d'application du régime transitoire pour les accidents survenus à compter du 1er septembre 2001) et n° 194 de M. Roland Muzeau (déplafonnement de la contribution à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante). (p. 7454, 7455) : après avoir demandé l'avis du Gouvernement, s'oppose aux amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour les personnes ayant travaillé dans une entreprise ressortissant du régime général de faire valoir les périodes d'activité dans un établissement de construction ou de réparation navale du ministère de la défense) et n° 198 de M. Roland Muzeau (prise en compte des années passées dans les établissements au contact de l'amiante pour les anciens ouvriers d'Etat de la défense nationale pour bénéficier de l'ACAATA au titre du régime général). Rapport de l'IGAS. (p. 7456) : accepte l'amendement n° 193 de M. Roland Muzeau (renforcement du suivi des travailleurs exposés à l'amiante). - **Art. 49** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA*) (p. 7459) : son amendement n° 49 : contribution de l'Etat au FIVA ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 117 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (parts respectives de l'Etat et de la sécurité sociale dans le financement du FCAATA et du FIVA). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 7460) : sur les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, accepte le n° 119 (bénéfice s'attachant à la reconnaissance de la faute

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

inexcusable de l'employeur accordé par le FIVA aux victimes sans qu'elles aient besoin d'engager une procédure judiciaire) et demande le retrait du n° 118 (voie d'accès individuelle au FCAATA pour les salariés exposés à l'amiante dont l'entreprise ne figure pas sur une liste). (p. 7462) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 195 (caractère indicatif des listes sur lesquelles figurent les établissements susceptibles d'avoir placé leurs salariés au contact de l'amiante), n° 197 (extension aux agents de la fonction publique exposés à l'amiante du bénéfice de la préretraite), n° 196 (revalorisation du montant de l'ACAATA) et n° 199 (application d'une surcotisation accidents du travail - maladies professionnelles aux employeurs responsables de fraudes à la procédure de reconnaissance de maladies incontestablement professionnelles). - **Art. 50** (*Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 7465) : s'oppose aux amendements sur le même objet n° 201 de M. Guy Fischer et n° 101 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à l'assurance maladie). - **Art. additionnel après l'art. 50** : s'oppose à l'amendement n° 200 de M. Guy Fischer (affectation à la branche accidents du travail et maladies professionnelles d'un budget prévention). - **Art. additionnel avant l'art. 51** (p. 7466) : s'oppose à l'amendement n° 202 de M. Roland Muzeau (distinction entre la date de la première constatation médicale de la maladie correspondant au point de départ de la prise en charge des soins et indemnités et la date du certificat médical établissant le caractère professionnel de la maladie servant de point de départ de la prescription). - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 7467) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 131 de M. Claude Domeizel (création d'un Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en faveur des fonctionnaires de l'Etat). - **Art. 57** (*Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales*) (p. 7486, 7487) : ses amendements n° 54 (assermentation et agrément des praticiens-conseils dans le cadre de leurs missions de contrôle médical à titre d'expert) ; n° 55 (sanction en cas d'absence de déclaration par les assurés d'un changement de leur situation) ; n° 56 (rédaction) ; et n° 57 (modalités d'échange d'informations entre les agents de l'administration fiscale et les organismes sociaux) ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 204 de M. Guy Fischer (suppression) et de M. Bernard Cazeau n° 234 (suppression du II prévoyant la production obligatoire de pièces justificatives pour l'attribution des prestations) et n° 233 (suppression du V prévoyant une nouvelle procédure de domiciliation pour bénéficier de la CMU). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 292 du Gouvernement (suppression de l'avis obligatoire du Conseil des professions paramédicales pour une mise en oeuvre rapide du dossier médical personnel). - **Art. additionnels après l'art. 57** (p. 7488, 7489) : accepte l'amendement n° 94 de Mme Marie-Thérèse Hermange (procédure d'information entre les régimes obligatoires et les organismes complémentaires). Son amendement n° 58 : information des organismes d'assurance complémentaire par le régime obligatoire en cas de constatation d'une anomalie ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 236 de M. Bernard Cazeau (renforcement de l'obligation des praticiens de respecter les règles encadrant l'exercice de leur profession). - **Art. 58** (*Charges prévisionnelles pour 2006 des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale*) : son amendement n° 59 : correction d'une erreur ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7492) : succès du nouveau cadre organique de la loi de financement de la sécurité sociale. Remerciements.

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - Justice.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre depuis le 26 octobre 2005 [n° 96 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - Police et sécurité.

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - Discussion générale (p. 62) : objectif louable de lutte contre la désertification de certains territoires et le développement urbanistique sauvage d'autres territoires. Juxtaposition de différentes mesures sans cohérence globale. Absence de stratégie de développement du monde rural en dépit de quelques avancées. Texte de saupoudrage sectoriel et lacunaire. Remise en cause des lois montagne et littoral. Loi corporatiste en faveur des chasseurs ; anticonstitutionnalité du projet, contraire à de nombreux textes internationaux. Traduction d'un simple effet d'annonce. Charges supplémentaires pour la fiscalité locale. Texte contraire à sa vision d'un développement durable des territoires ruraux.

- Suite de la discussion (19 janvier 2005) - Art. 4 A (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p. 139) : son amendement n° 413 : suppression des références relatives à des facteurs humains et aux caractéristiques qualitatives du produit ; retiré. Les sénateurs Verts s'abstiendront sur l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles). - **Art. 8 bis (Art. L. 632-1 du code rural - Création de sections consacrées à l'agriculture biologique et aux produits de montagne dans les organisations interprofessionnelles) (p. 144, 145) :** ses amendements n° 364 : création obligatoire de cellules consacrées aux produits issus de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles et n° 365 : allocation de ressources financières supplémentaires aux cellules consacrées au "bio" ; rejetés. Inquiet des contradictions du Gouvernement quant à l'application de l'article. - **Art. 9 (Art. L. 251-9 et L. 632-3 du code rural - Indemnisation des producteurs de végétaux dans**

le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles) (p. 148, 149) : son amendement n° 366 : sanctions pénales à l'encontre du propriétaire d'un champ d'OGM contaminant des cultures biologiques ; rejeté. - **Art. 10 bis A (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage) (p. 154) :** intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (suppression) et les éléments communiqués concernant le contenu du projet de décret. Contradiction avec les dispositions arrêtées en commission. - **Art. 10 quater (Art. L. 515-1 du code de l'environnement - Extension du champ d'application du régime de déclaration des installations classées) (p. 156) :** son amendement n° 367 : suppression ; rejeté. Atteinte au code de l'environnement. Exigence d'une autorisation administrative. - **Art. 11 AA (Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités) (p. 160) :** intervient sur l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Art. 14 bis A (Art. L. 723-18, L. 723-21, L. 723-38, L. 723-39 et L. 723-44 du code rural - Conditions d'élection à la mutualité sociale agricole) (p. 168) :** intervient sur l'amendement n° 433 du Gouvernement (suppression). S'interroge sur l'introduction de l'article dans le présent projet de loi.

- Suite de la discussion (20 janvier 2005) - Art. 35 (Art. 1585 A du code général des impôts - Aménagements fiscaux en faveur du logement des salariés agricoles saisonniers) (p. 243) : son amendement n° 368 : suppression ; retiré.

- Suite de la discussion (25 janvier 2005) - Art. 37 F (Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - Services publics de proximité et aménagement du territoire) (p. 276, 277) : s'abstiendra sur l'amendement n° 95 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité, pour le président de l'association des maires du département, de saisir le représentant de l'Etat en cas de fermeture de service public). - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 286) :** son amendement n° 369 : subvention versée aux médecins de garde dans les communes situées en ZRR ; devenu sans objet. (p. 289) : intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. 39 bis (Équipements sanitaires en zone de montagne) (p. 291) :** son amendement n° 370 : suppression ; rejeté.

- Suite de la discussion (26 janvier 2005) - Art. 58 (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse) : s'abstient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédaction). Intervient sur l'amendement n° 38 de la commission (distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers). (p. 400) : vote contre l'amendement précité n° 38 de la commission. Vote contre l'amendement n° 138 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). - **Art. 62 A (Art. 2 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Régime d'autorisation des installations hydroélectriques) (p. 408) :** son amendement n° 389 : sanction des microcentrales en cas d'assèchement des cours d'eau et de non-respect de l'environnement ; devenu sans objet. - **Art. 65 bis AC (priorité) (Art. L. 113-1-1 nouveau du code rural - Zones d'exclusion des prédateurs) (p. 410) :** son amendement n° 396 : suppression ; adopté. Refus de l'éradication déguisée des grands prédateurs. Article en opposition criante avec la convention de Berne et la directive européenne Habitat naturel. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité) (p. 413) :** défavorable à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Défense de la biodiversité. - **Art. 75 (priorité) (Art. L. 711 du code forestier et Articles L. 428-20 et L. 437 -1 du code de l'environnement - Création de l'établissement public du domaine national de Chambord) (p. 417) :** ses amendements n° 397 : préservation de la flore sauvage ; n° 398 :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

compétences de l'établissement public étendues à la législation relative à la protection de la nature et n° 399 : maintien de l'intervention de l'ONCFS ; retirés. Votera contre l'amendement n° 275 de M. Ivan Renar (suppression).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 63 ter B** (Art. L. 145-1 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie supérieure à 1.000 hectares) (p. 432) : son amendement n° 392 : suppression ; retiré. - **Art. 63 quater** (Art. L. 145-5 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie inférieure à 1.000 hectares) (p. 434) : ses amendements n° 393 : suppression de l'autorisation d'installer des aires naturelles de camping et des équipements culturels dans les secteurs protégés ; et n° 394 : suppression du septième alinéa excluant du champ d'application de la règle d'inconstructibilité les surfaces d'eau de faible importance ; rejetés. - **Art. 64** (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles) (p. 437) : son amendement n° 395 : suppression ; retiré. - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 525) : son amendement n° 401 : intégration des associations de sauvegarde du littoral ou du milieu marin dans la composition du Conseil national du littoral ; retiré. (p. 526) : son amendement n° 402 : prise en compte des critères écologiques dans la gestion des zones côtières ; retiré. (p. 528) : son amendement n° 400 : suppression du paragraphe VII ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 878, 879) : cordialité des débats. Caractère hétéroclite et réglementaire de ce texte. Dispositions écologiquement inacceptables : conditions d'exercice de la chasse ; risques de dérives et difficultés d'application des articles 63 quater et 75 sexies. Avec les sénatrices Vertes, votera contre ce texte qui privilégie l'urbanisation à la préservation de la biodiversité.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Art. 1er** (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal) (p. 1402, 1403) : interprétation libérale des directives européennes. Usage restrictif du recours à l'autorisation. Inquiétude sur le prix du timbre. Souhait de la participation de toutes les entreprises concurrentes de La Poste au financement du fonds de compensation du service universel. Double langage du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1435) : soutient l'amendement n° 111 de M. Pierre-Yvon Trémel (généralisation du régime de l'autorisation à l'ensemble des prestations du service universel) ; rejeté. (p. 1437) : son amendement n° 47 : prévision d'une étude d'impact portant sur les conséquences des futures autorisations délivrées par l'autorité de régulation des télécommunications sur la qualité du service postal ; rejeté. - **Art. 1er bis** (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale) (p. 1460) : son amendement n° 48 : financement complémentaire du fonds postal national de péréquation territoriale par les opérateurs entrants ; devenu sans objet. - **Art. 1er ter** (Commission départementale de présence postale territoriale) (p. 1467, 1468) : son amendement n° 49 : représentation des associations d'usagers au sein des commissions départementales de présence postale territoriale ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15545) : texte très libéral, bien au-delà des obligations contenues dans les directives européennes. Bradage du service public postal sous couvert de modernisation et de prétendue rentabilité. Rentabilité inexistante lors de l'abandon du service public dans les zones rurales : désertification inéluctable ; surcroît de dépenses pour créer les nouvelles infrastructures liées à la densification excessive de certaines villes. Nécessité de maintenir le service public et de l'étendre à l'échelle européenne. Souci du progrès social et de l'aménagement du territoire. Les élus Verts ne

voteront pas ce texte, au nom de l'ambition d'un service public postal européen.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Question préalable** (p. 2583, 2584) : sa motion n° 4 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Absence de justification au changement de statut d'Aéroports de Paris, ADP. Conséquences sur l'aménagement du territoire et le respect de l'environnement. - **Art. 2** (Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire) (p. 2588) : soutient l'amendement n° 6 de M. Daniel Reiner (maintien du régime de domanialité publique pour les emprises et les ouvrages des aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget, faisant actuellement partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public ADP) ; rejeté. - **Art. 8 A** (Commission de conciliation aéroportuaire) (p. 2609, 2610) : soutient l'amendement n° 20 de M. Daniel Reiner (suppression) ; rejeté. (p. 2611) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture privilégiant un dispositif de conciliation, élargissant la saisine de la commission et modifiant sa composition), soutient les sous-amendements de M. Daniel Reiner n° 24 et n° 23 ; devenus sans objet. (p. 2614) : intervient sur l'amendement n° 20 de M. Daniel Reiner (suppression). Regret du retrait de l'amendement n° 2 précité de la commission. Différence entre les notions de conciliation et de consultation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2622) : les sénatrices et les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2666, 2668) : hommage à René Dumont, fondateur de l'écologie politique. Justesse et pertinence de ses propos visionnaires. Inquiétante situation en France. Recherche indispensable des responsabilités. Déploie l'échec des politiques de l'eau successives, en dépit de l'existence de structures. Pertinence des agences de l'eau. Représentation et information insuffisantes des consommateurs. Persistance d'un prélèvement inégal et injuste des redevances, supportées à 82 % par les ménages. Taxation dérisoire de la pollution engendrée par les pratiques agricoles intensives. Contradiction avec le principe pollueur-payeur. Avancées intéressantes du texte appelant néanmoins une amélioration en matière de protection de l'environnement et de justice sociale. Erreur d'une autorisation de dégressivité du prix de l'eau. Pédagogie nécessaire. Le groupe socialiste proposera un tarif unique sur tout le territoire pour les cinquante premiers litres d'eau. Dénonciation indispensable des publicités mensongères relatives aux produits phytosanitaires "bio-dégradables". Amendement du groupe socialiste et Vert sur la pollution des nitrates par l'agriculture intensive. Nécessité d'encourager l'agriculture biologique et de limiter la hauteur des ouvrages hydrauliques pour permettre la migration des poissons. Aurait souhaité un texte plus ambitieux et plus indépendant des intérêts catégoriels. Exemple éloquent de la Bretagne en 2015 en l'absence de mesures efficaces. Texte éloigné du défi à relever en matière d'environnement et de santé publique. Se réjouit de la prise de conscience au Sénat du souci écologique. Regrette la non-prise en compte du problème central de la pollution agricole et l'absence de taxe sur les nitrates. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2686) : son amendement n° 524 : introduction dans le code de l'environnement de la notion "d'aménagements écologiques" pour lutter contre les inondations ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. L. 211-7 du code de l'environnement - Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine) (p. 2689) : intervient sur le retrait de l'amendement n° 2 de la commission (assouplissement du principe de spécialité attaché au caractère d'établissement public de Voies navigables de France, VNF, en l'autorisant à équiper ses barrages destinés à la navigation intérieure pour produire de l'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 1er** : son amendement n° 397 : inscription du principe de la récupération des coûts pour l'environnement associés aux dégradations du milieu aquatique ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact sur l'eau)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 2692) : son amendement n° 525 : préservation de toutes les espèces migratrices ; devenu sans objet. (p. 2694) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (limitation des prérogatives de l'Etat au seul pouvoir de modifier sans indemnité les autorisations ou les concessions et précision de l'application des sanctions aux conséquences de la variation du débit dans les cours d'eau). - **Art. 3** (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 2698) : intervient sur l'amendement n° 638 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux sociétés d'économie mixte), que le groupe socialiste vote dès à présent. (p. 2701) : refus incompréhensible du Gouvernement d'accepter le principe de la consultation prévue par les amendements identiques n° 253 de M. Jacques Pelletier, n° 373 de M. Ladislas Poniatowski et n° 528 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage). - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - *Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2709) : son amendement n° 398 : définition par l'autorité administrative des règles de gestion et d'entretien des ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs ; devenu sans objet. (p. 2711) : son amendement n° 399 : reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement prise au vu d'une étude de compatibilité avec les objectifs d'état des eaux et après enquête publique ; rejeté ; devenu sous-amendement à l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). (p. 2715) : soulève un point de procédure et transforme son amendement n° 399 précité en sous-amendement à l'amendement précité n° 11 de la commission.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2729) : son amendement n° 644 : renforcement des exigences environnementales à l'égard des exploitations hydrauliques ; rejeté. (p. 2735) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 12 de la commission (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques). (p. 2773) : défavorable à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi). - **Art. 5** (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - *Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 2777) : son amendement n° 544 : précision relative à la notion d'entretien ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2785, 2786) : son amendement n° 545 : possibilité pour le préfet de prévenir toute crise susceptible de nuire au milieu aquatique ; rejeté. - **Art. 6** (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 2787) : favorable à l'amendement n° 547 de M. Bernard Cazeau (présentation aux comités de bassin d'un bilan des actions de police de l'eau). - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 2790) : son amendement n° 548 : fixation d'objectifs de contrôle à la police des eaux ; rejeté. - **Art. 7** (Art. L. 216-3, L. 216-4, L. 216-5, L. 216-7 et L. 216-9 du code de l'environnement - *Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) (p. 2792) : son amendement n° 549 : possibilité pour le tribunal, en cas de condamnation, de prononcer la suspension du fonctionnement d'une installation jusqu'à sa mise en conformité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 2814) : intervient sur les amendements identiques n° 303 de M. Alain Vasselle et n° 341 de M. Daniel Soulage (création de ressources nouvelles). Favorable à la mise en place d'un nouveau mode de production agricole orienté sur l'adaptation des cultures au climat de la région. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2822, 2823) : son amendement n° 556 : compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires ; rejeté. (p. 2825) :

condamnation des modes de production agricole polluants. (p. 2826) : son amendement n° 557 : encadrement des publicités sur les produits phytosanitaires ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2933) : son amendement n° 400 : extension du domaine de compétence des commissions consultatives de services publics locaux en matière de service de distribution d'eau et d'assainissement ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27** (p. 2939) : son amendement n° 578 : durée maximale des conventions de délégation de service public ; rejeté. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2949) : son amendement n° 401 : interdiction des frais fixes assimilables à des dépôts de garantie ; rejeté. (p. 2952) : son amendement n° 402 : plafonnement du montant des charges fixes ; adopté. (p. 2954) : son amendement n° 403 : interdiction de la tarification forfaitaire de l'eau ; rejeté. (p. 2955, 2956) : ses amendements n° 404 : barèmes de tarification de l'eau ; rejeté ; et n° 405 : suppression du principe de dégressivité de la tarification de l'eau ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2962) : son amendement n° 406 : présentation des provisions dans le rapport financier de la délégation ; retiré. - **Art. 32** (Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - *Contenu et effets du SAGE*) (p. 2992) : son amendement n° 591 : objectifs définis par le SAGE ; rejeté. - **Art. 34** (Art. L. 212-7 et L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - *Règles de prise en compte, de modification et de révision du SAGE*) (p. 2997, 2998) : ses amendements n° 407 : suppression des possibilités de dérogation au SAGE ; retiré ; et n° 595 : allongement du délai de consultation de la commission locale de l'eau ; adopté. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 3001) : soutient l'amendement n° 600 de M. Paul Raoult (création de comités de bassin au niveau des sous-bassins) ; devenu sans objet. (p. 3005) : favorable aux amendements identiques de la commission des lois saisie pour avis n° 144 et de la commission des finances saisie pour avis n° 159 (composition du comité de bassin) et défavorable à l'amendement n° 283 de M. Charles Revet (composition du comité de bassin). (p. 3007) : son amendement n° 408 : respect de la parité entre hommes et femmes et limite de la reconduction du mandat pour l'élection du président du comité de bassin ; devenu sans objet. (p. 3008) : favorable aux amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 160 et de Mme Evelyne Didier n° 500 (mode d'élection du président du comité de bassin). (p. 3014) : son amendement n° 599 : versement d'une indemnité aux seuls représentants des usagers et des associations agréées de protection de l'environnement et de consommateurs ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3156, 3157).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (suite)** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 3169) : intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (prise en compte de la pollution ajoutée dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique). (p. 3171) : son amendement n° 616 : relèvement du plafond de la taxation de la pollution par les nitrates ; rejeté. (p. 3173) : son amendement n° 655 : abaissement du seuil de redevance pour pollution de l'eau ; rejeté. (p. 3173) : intervient sur l'amendement n° 615 de M. Bernard Cazeau (égalité de traitement entre élevage et culture). (p. 3182) : son amendement n° 618 : alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte appliqué aux industriels sur le taux appliqué aux usages domestiques ; rejeté. Son amendement n° 410 : suppression de la dégressivité des tarifs

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de la redevance ; devenu sans objet. (p. 3185) : son amendement n° 411 : fixation à deux euros par kilo du taux plafond de la redevance ; devenu sous-amendement à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 166 (majoration du taux de la redevance pour pollution diffuse pour les substances les plus toxiques ou écotoxiques) ; rejeté. (p. 3189, 3190) : son amendement n° 617 : réinstauration d'une redevance pour pollution par les nitrates ; rejeté. Importance de cet amendement. Conséquences de cette pollution. Caractère indispensable de la taxation des engrais azotés. Invite le Sénat à adopter cet amendement en faveur du développement durable. (p. 3191) : favorable à la conditionnalité des aides. Compatibilité avec une taxation sur les nitrates. Principe du pollueur-payeur. (p. 3199) : son amendement n° 412 : accentuation des taux de redevance dans la catégorie 2 pour l'irrigation ; rejeté. (p. 3208) : son amendement n° 413 : abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau ; rejeté. (p. 3209) : caractère excessif du seuil de 5 mètres. (p. 3210) : son amendement n° 620 : remplacement des mots "protection du milieu aquatique" par les mots "usage piscicole" ; rejeté. - **Art. 40 (Art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau)** (p. 3221) : critiques adressées non aux agriculteurs mais aux méthodes agricoles polluantes.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3253) : texte comportant des avancées malgré l'impasse sur la taxation des nitrates. Principe "pollueur payeur". Les élus Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Art. 1er (Objectifs du registre international français)** (p. 3293, 3294) : déclin continu de la marine marchande française. Opposition des élus Verts à la création d'un pavillon de complaisance français. Soumission de ce texte à la mondialisation néolibérale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3312) : dénonciation de l'engrenage du libéralisme international. Les élus Verts voteront contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies C** (p. 3453, 3454) : favorable aux amendements de M. Yves Coquelle n° 244 (promotion du fret ferroviaire) et n° 245 (négociation européenne sur l'intermodalité des transports). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies D** (p. 3455) : favorable à l'amendement n° 223 de M. Roland Courteau (doublement du fret ferroviaire). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3459) : favorable à l'amendement n° 139 de M. Roland Courteau (taux de TVA réduit pour les réseaux de chauffage domestique utilisant du bois). - **Art. 1er septies F (Construction d'un réacteur européen à eau pressurisée, EPR)** (p. 3462) : défavorable à l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de cet article). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies F** (p. 3465) : favorable à l'amendement n° 192 de M. Roland Courteau (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante). - **Art. 1er octies (Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants)** (p. 3471, 3472) : nécessité d'avoir un positionnement clair sur le développement des biocarburants en France. Favorable à l'exonération de la TIPP sur les biocarburants, en fonction de leur efficacité énergétique. - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3474, 3475) : son amendement n° 175 : diminution de la TIPP sur les biocarburants en fonction de leur intérêt écologique ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 10 ter** (p. 3507) : son amendement n° 176 : développement de l'énergie éolienne ; retiré. - **Art. additionnel avant ou après l'art. 10 ter** : son amendement n° 177 : obligation pour chaque région de mettre en place un schéma régional éolien ; devenu sans objet. - **Art. 10 ter (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien)** (p. 3512) : défense de l'énergie éolienne. Menaces pesant sur cette filière.

Objectif de la France en terme de production d'énergies renouvelables.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) (p. 3540) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), son sous-amendement n° 179 : suppression de la possibilité pour les communes de fixer des planchers ou des plafonds de puissance ; retiré. Son amendement n° 177 : obligation pour chaque région de mettre en place un schéma régional éolien ; devenu sans objet (précédemment réservé). (p. 3542) : son amendement n° 178 : admissibilité à l'obligation d'achat des installations d'éoliennes dont la puissance installée est inférieure à 20 mégawatts ; retiré. (p. 3546) : souhaite connaître l'avis de la commission sur son amendement n° 177 précité. (p. 3548) : demande un vote séparé sur son amendement n° 177 précité. (p. 3549) : votera l'amendement n° 40 rectifié précité de la commission. Espère retrouver en commission mixte paritaire l'unanimité qui se dessine au Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis B** (p. 3598, 3599) : votera l'amendement n° 315 du Gouvernement (instauration, à compter du 1er janvier 2007, de mesures visant à développer l'électrification dans la collectivité départementale de Mayotte) tout en soulignant qu'il ne répond pas au souhait de M. Adrien Giraud exprimé dans son amendement n° 89 (compensation des surcoûts de gestion clientèle et des coûts liés à la maîtrise de l'énergie supportés par les fournisseurs d'électricité de la collectivité départementale de Mayotte). - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 3607) : intervient sur l'amendement n° 266 du Gouvernement (mise en oeuvre d'un dispositif tendant à augmenter le volume des transactions sur Powernext ou à organiser des mises en enchères de capacité). Dissimulation de dérégulation. Interrogation quant aux raisons de l'avis défavorable de la commission sur cet amendement déposé initialement par M. Gérard Longuet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3616, 3617) : bonne tenue des débats. Les sénatrices et les sénateurs Verts se félicitent de l'adoption à l'unanimité de l'article permettant le développement de l'éolien en dépit de la difficulté du sujet, ainsi que de l'amendement concernant le biocarburant. Ambition timorée des orientations de la politique énergétique dans les transports et dans le développement des énergies renouvelables. Absence d'incitations fortes à lutter contre la pollution. Les sénatrices et les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi, compte tenu de la mise en oeuvre de l'EPR dans ce texte avant le débat public.

- **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [n° 245 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3847) : interrogation sur le projet de liaison Grenoble-Sisteron. Risque d'atteinte à l'économie globale du projet ferroviaire Lyon-Turin. (p. 3848) : développement impératif du chemin de fer, plus écologique et plus respectueux de l'environnement.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord (ensemble une annexe) [n° 46 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3850) : votera cette convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [n° 85 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3851, 3852) : interrogation sur l'application du principe pollueur-payeur aux pollutions par les nitrates.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 3976) : son amendement n° 343 : possibilité pour les travailleurs indépendants et les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mandataires sociaux de PME d'être affiliés au régime ASSEDIC des salariés ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4087) : demande au Gouvernement d'expliquer son avis défavorable sur l'amendement n° 288 de M. Bernard Dussaut (transmission des entreprises sous forme de sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP). - **Art. additionnels après l'art. 23** (p. 4091, 4093) : soutient les amendements de M. Bernard Dussaut n° 291 (application aux artisans propriétaires de leur résidence principale, par le biais d'une SCI, du principe d'insaisissabilité) ; n° 289 (garantie d'un revenu minimum au travailleur indépendant dont l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire) ; et n° 290 (fixation d'un pourcentage insaisissable à hauteur de 35 % du solde créateur des comptes bancaires) ; retirés. - **Art. additionnels avant l'art. 27** (p. 4109) : intervient sur l'amendement n° 391 de Mme Michelle Demessine (garantie de prix rémunérateurs pour les producteurs). Désaccord avec la conception du Gouvernement s'agissant de l'agriculture dynamique.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4178, 4179) : le groupe socialiste s'abstient sur les amendements de M. Jean Arthuis n° 432 (autorisation des accords temporaires entre entreprises ayant pour objet de s'adapter à une situation de crise) et n° 431 (autorisation des concentrations d'entreprises permettant la création ou le maintien de l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 35** (p. 4180) : favorable à l'amendement n° 401 de Mme Michelle Demessine (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4182) : favorable à l'amendement n° 298 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires). - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4183) : soutient l'amendement n° 299 de M. Bernard Dussaut (possibilité pour les organisations professionnelles de se porter partie civile pour des violations du code de commerce portant préjudice à l'un de leurs ressortissants) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 4209) : s'abstient sur l'amendement n° 87 de la commission (possibilité pour les établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie de vendre des matériels et objets mobiliers sans passer par le service des domaines).

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différents formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4264, 4265) : importance de la progression des grandes surfaces commerciales en France. Disparition inexorable du commerce de proximité. Objectifs de la proposition de loi : maintenir une concurrence effective, promouvoir un aménagement équilibré du territoire, protéger l'environnement et satisfaire les besoins du consommateur. Insuffisance des mesures proposées. Le groupe socialiste, Verts, apparentés et rattachés s'abstiendra sur le texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4287, 4288) : constat de la gravité de la situation des commerces de proximité. Partage les objectifs de la proposition de loi mais juge les mesures insuffisantes. Les membres du groupe socialiste, apparentés et rattachés, s'abstiendront.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 46** (p. 4298) : regret de l'absence de débat sur le chèque-emploi pour les TPE. Son amendement n° 345 : extension aux associations de financement des campagnes électorales de la possibilité d'utiliser le chèque-emploi associatif quel que soit le nombre de leurs salariés ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 4305) : intervient sur l'amendement n° 407 de Mme Michelle Demessine (mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de recrutement d'agents de l'inspection du travail pour renforcer les moyens d'action contre le travail illégal). - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4312, 4313) : intervient sur l'amendement n° 436 du Gouvernement (transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés). Amendement positif allant à l'encontre de la directive Bolkestein. Insuffisance de la proposition. Intervient sur

l'amendement n° 440 du Gouvernement (codification des dispositions relatives à l'affiliation obligatoire des travailleurs détachés). - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 4319) : défavorable à l'amendement n° 235 de Mme Elisabeth Lamure (article additionnel tendant à porter à quatre ans la durée des mandats des délégués et représentants du personnel). - **Art. additionnels après l'art. 53** (p. 4322, 4323) : son amendement n° 346 : cessation des pratiques des sociétés loueuses de taxis ; retiré. Souci d'empêcher l'exploitation des chauffeurs de taxis. (p. 4324) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 362 et 363 : faculté pour un conducteur routier de devenir salarié du donneur d'ordre unique ; retirés. Souci de mettre fin aux pratiques de contournement du code du travail. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4327, 4328) : protestation contre la réforme des modalités d'élection des représentants des salariés par la voie d'un amendement. Apports de ce texte malgré certaines insuffisances. Suite au vote sur les amendements concernant la démocratie dans l'entreprise, les sénateurs Verts ne voteront pas le texte.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4571, 4573) : souhait d'encadrement des emplois créés par des associations employeurs ou par les collectivités locales ou les sociétés d'économie mixte. Opposition du groupe CRC au texte. - **Art. 1er (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)** (p. 4589) : son amendement n° 24 : autorisation préalable du président du Conseil général pour le service aux personnes fragiles ; rejeté. (p. 4590) : son amendement n° 25 : suppression de l'alinéa introduisant la notion de tâches ménagères et familiales ; rejeté. (p. 4597) : risque de complication. (p. 4601) : son amendement n° 27 : suppression des avantages fiscaux accordés dans le cadre de la fourniture de services à la personne par des associations ; rejeté. (p. 4602) : son amendement n° 28 : suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les prestataires de services ; rejeté. (p. 4603) : son amendement n° 29 : suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les entreprises agréées ; rejeté. (p. 4608) : son amendement n° 30 : suppression du dispositif d'abondement ; rejeté. (p. 4614) : son amendement n° 31 : avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4618) : son amendement n° 23 : précision de la notion de services à la personne ; rejeté. (p. 4619) : intervient sur son amendement n° 23 précité. En cas de rejet de celui-ci, le groupe CRC ne pourra pas voter le projet de loi. (p. 4622) : regret de ne pas connaître la position de la commission sur l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 12 (Art. 244 quater G du code général des impôts - Réduction de la durée de présence d'un apprenti dans l'entreprise pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage)** (p. 4697) : son amendement n° 38 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 4707) : favorable à l'amendement n° 99 de Mme Michèle San Vicente (versement de l'aide personnalisée au logement quel qu'en soit le montant). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4719) : absence de réponse à des problèmes cruciaux. Les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5895, 5896) : profit réalisé par les marchands de biens. Conséquences du congé-vente : augmentation des loyers ; remise en cause de la mixité sociale ; diminution des logements disponibles. Rejet des pratiques spéculatives. Proposition d'étendre la durée du délai de préavis d'expulsion aux repreneurs successifs et de soumettre le droit de vendre par

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

lot à l'autorisation du maire de la ville. Amplification de la crise du logement. Souhaite l'adoption des amendements interdisant le congé-vente. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5900) : soutient l'amendement n° 17 de Mme Marie-Christine Blandin (instauration d'un permis de diviser) ; rejeté. (p. 5901, 5902) : intervient sur l'amendement précité n° 17 de Mme Marie-Christine Blandin qu'il a soutenu. Droit de préemption des maires. Rejet des pratiques spéculatives. (p. 5903) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de l'usage du congé pour vente pendant un délai de six ans après la vente en bloc ou la mise en copropriété d'un immeuble d'au moins cinq logements) ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc) (p. 5912) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Marie-Christine Blandin (nullité de la notification d'offre de vente en cas de violation des accords collectifs de 1986) ; retiré. (p. 5915) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), regrette le retrait du sous-amendement n° 57 de M. Philippe Goujon (application de ce dispositif à partir du seuil de cinq logements). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5928) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Marie-Christine Blandin (lors de ventes à la découpe, inscription législative des dispositions protectrices relatives au renouvellement du contrat en faveur des personnes fragiles) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5933) : nécessité d'interdire les congés-vente. Interrogation sur l'utilisation du droit de préemption par les maires. Rejet de l'amendement introduisant un permis de diviser les immeubles. Les sénateurs et sénatrices Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5973, 5975) : scepticisme général quant à la privatisation des sociétés d'autoroutes. Attentif à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Question de la libéralisation du fret ferroviaire. Exemple de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Renoncement de l'Etat à ses missions, notamment en matière de sécurité. Démantèlement du service public et des entreprises publiques. - **Art. 2** (*Organes dirigeants de l'Agence, statut de ses personnels et cadre juridique de l'intervention de ses agents habilités*) (p. 5984) : les sénateurs Verts s'abstiennent sur l'amendement n° 62 du Gouvernement (présence de deux parlementaires au conseil d'administration de l'Agence française de sécurité ferroviaire).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6447, 6449) : timidité des mesures proposées. Nécessité de reconsidérer notre agriculture et de prendre le temps d'apporter des solutions respectueuses du travail des agriculteurs, de l'environnement et de la santé des populations. Exemple des biocarburants. Regrette l'adaptation du monde agricole à la libéralisation des échanges. - **Art. additionnels avant le titre 1er (avant l'art. 1er) ou avant l'art. 1er** (p. 6465, 6466) : ses amendements n° 681 : nouvelle vision des politiques agricoles nationales et européennes ; et n° 683 : contrôle et réduction des importations alimentaires ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 6550) : son amendement n° 684 : extension du contrôle des structures des exploitations agricoles à la préservation de l'environnement et au bien-être animal ; rejeté. - **Art. 5** (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - *Contrôle des structures*) (p. 6552) : son amendement n° 685 : insertion du respect de l'environnement parmi les objectifs du contrôle des structures ; rejeté. (p. 6554, 6555) : son amendement n° 686 : précision de la prise en compte de l'objectif environnemental par le préfet pour la délivrance de l'autorisation ; rejeté. (p. 6557) : intervient sur ses amendements n° 685 et n° 686 précités. - **Art. 5 bis** (Art. L. 514-6 du code de l'environnement - *Délai de*

recours visant certaines installations classées d'élevage) : son amendement n° 689 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10** **sexies** (p. 6630) : son amendement n° 688 : dispositifs de protection des parcelles labellisées ou en cours de labellisation ; rejeté. (p. 6634, 6635) : sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER), auquel il est favorable, son sous-amendement n° 754 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 11** (Art. L. 111-2 et L. 611-7 [nouveau] du code rural et article L. 1 du code forestier - *Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse*) (p. 6671, 6672) : ses amendements n° 691 : recherche d'un bilan énergétique significativement positif dans la production et la valorisation de la biomasse ; n° 692 : suppression des dispositions relatives à l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance et n° 693 : recherche d'un bilan énergétique positif dans la production et la valorisation de la biomasse ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6675) : son amendement n° 694 : réalisation par les autorités compétentes d'une évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants ; rejeté. Son amendement n° 695 : aide aux agriculteurs investissant dans les installations nécessaires à la production de méthane ; rejeté. (p. 6676) : son amendement n° 696 : précision de la notion de "biocarburant" ; rejeté. (p. 6677) : distinction nécessaire entre les agrocarburants et les biocarburants. (p. 6681, 6682) : s'interroge sur le lien entre les stocks d'alcool circulant en Europe évoqué par le rapporteur et la création d'un groupe de travail. Retard de la France en matière de défense de l'environnement. Son amendement n° 697 : interdiction de la fabrication et de l'utilisation du méthyl-tertio-butyl-éther à partir du 1er janvier 2010 sur le territoire français ; rejeté. (p. 6682) : intervient sur son amendement n° 697 précité. Interdiction d'un produit nocif ne discréditant en rien les travaux du Sénat. Son amendement n° 698 : incitation à utiliser les engrais biologiques ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 11 bis** (p. 6684) : son amendement n° 701 : instauration d'un même tarif de rachat incitatif pour toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 701 précité. Souci des problèmes environnementaux. - **Art. 11 ter** (*Calendrier d'application des objectifs communautaires relatifs aux biocarburants*) (p. 6686) : ses amendements n° 703 : remplacement du mot "biocarburants" par le mot "agrocarburants" ; et n° 702 : garantie que les modes de culture des productions énergétiques n'entraînent pas de conséquences négatives pour l'environnement ; rejetés. - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6687) : son amendement n° 704 : remplacement du mot "biocarburant" par le mot "agrocarburant" ; devenu sans objet. (p. 6689) : défavorable à l'amendement n° 37 de la commission (suppression) et favorable à l'amendement n° 151 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'un plancher pour l'avantage fiscal octroyé aux biocarburants). - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - *Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6695, 6699) : ses amendements n° 708 : suppression de la limitation de l'utilisation des huiles végétales brutes dans les cas où elles sont compatibles avec le type de moteur utilisé et les exigences en matière d'émissions ; rejeté ; et n° 706 : suppression des dispositions autorisant la vente et l'utilisation de l'huile végétale au bout d'un délai de 12 mois ; devenu sans objet. (p. 6702) : intervient sur son amendement précité n° 708. Regret de l'attitude de blocage des pétroliers des grands fabricants automobiles vis-à-vis de l'utilisation de l'huile végétale pure. (p. 6705) : lenteur de la procédure. Regret de l'absence d'une position claire en faveur des huiles végétales et d'un décret fixant les conditions de mise en oeuvre. (p. 6706) : son amendement n° 705 : modalités d'utilisation des tourteaux ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 6710) : son amendement n° 707 : information par les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

groupes pétroliers lors de la vente d'essences à des distributeurs de la composition et la volatilité de celles-ci ; rejeté. Ses amendements n° 709 : modalités de détaxation totale des huiles végétales pures et n° 710 : modalités de commercialisation des huiles végétales pures ; rejetés. - **Art. 13 bis** (Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers) (p. 6714) : intervient sur l'amendement n° 749 du Gouvernement (suppression). - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6720) : son amendement n° 711 : promotion des méthodes de production respectueuses de l'environnement et des méthodes d'élevage respectueuses du bien-être animal ; rejeté. (p. 6735) : favorable à l'amendement n° 523 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des organisations professionnelles représentatives et non des plus représentatives et définition de la représentativité). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6741) : favorable à l'amendement n° 445 de M. Gérard Le Cam (modalités de représentation syndicale au sein des commissions et organismes agricoles). - **Art. 15** (Art. L. 554-1 et L. 554-2 du code rural - Simplification du régime d'extension des comités économiques agricoles) (p. 6742) : son amendement n° 712 : caractère facultatif de l'adhésion à un groupement de producteurs ; rejeté. - **Art. 15 bis** (Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions) (p. 6745) : intervient sur les amendements identiques n° 43 de la commission et n° 585 de M. Marcel Deneux (suppression). Interroge le Gouvernement sur son action contre les distorsions.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis** (précédemment réservé) (Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables) (p. 6773, 6774) : ses amendements n° 699 : extension de l'interdiction à la production des sacs et emballages en plastique et n° 700 : garantie de biodégradabilité totale ; devenus sans objet. - **Art. 21 A** (Création d'un Conseil de la modération et de la prévention) (p. 6804) : favorable à l'amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). - **Art. 21** (Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants) (p. 6808, 6809) : ses amendements n° 713 : impact des pesticides sur notre environnement ; et n° 714 : exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques ; rejetés. (p. 6810, 6811) : souhaite un large débat sur la question des OGM. (p. 6816) : son amendement n° 715 : réglementation de la publicité sur les produits phytopharmaceutiques ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6828, 6829) : intervient sur l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs). (p. 6830) : son amendement n° 716 : suppression de l'article L. 427-9 du code de l'environnement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6879) : son amendement n° 717 : représentation des consommateurs et des associations de protection de l'environnement et des animaux au sein des comités nationaux de l'INAO ; rejeté. (p. 6882) : son amendement n° 719 : renforcement du volet qualité des productions agricoles bénéficiant d'un signe de qualité lié à leur terroir d'origine ; rejeté. (p. 6886) : son amendement n° 718 : suppression de l'autorisation de légiférer par ordonnance ; devenu sans objet. - **Art. 23 bis** (Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - Reconnaissance du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé) (p. 6889, 6891) : son amendement n° 720 : suppression ; rejeté. Introduction saugrenue d'une publicité dans la loi. Légitimation inacceptable des méthodes de production du foie gras. Ignorance de l'opinion d'un certain nombre de Français soucieux du bien-être de l'animal et opposés à la méthode du

gavage. Nécessité pour les filières d'élevage de respecter l'équilibre entre traditions historiques et modernité du comportement. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 6897) : son amendement n° 721 : obligation pour les pratiques agricoles de respecter la biodiversité et les ressources naturelles ; rejeté. - **Art. 24** (Art. 244 quater L. 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) (p. 6899, 6902) : ses amendements n° 723 : instauration pérenne du crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique et n° 722 : attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique ; rejetés. (p. 6903, 6904) : regrette l'absence de discussion des modalités de répartition des aides agricoles européennes. Transformation de l'agriculture en une agriculture de grandes exploitations. - **Art. 25** (Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux) (p. 6910) : son amendement n° 724 : possibilité pour les bailleurs ruraux d'inscrire le mode de production biologique dans le bail ; rejeté. - **Art. 26** (Art. L. 820-5 et L. 830-1 du code rural - Synergie des acteurs de la recherche agricole et agronomique) (p. 6925) : son amendement n° 725 : reconnaissance du bien être animal parmi les objectifs du développement agricole ; rejeté. - **Art. 28** (Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel) (p. 6930) : son amendement n° 726 : suppression de l'obligation pour les éleveurs d'acquérir uniquement des semences mâles certifiées ; rejeté. Contradiction avec la convention internationale sur la biodiversité. Problème de la consanguinité et des défenses des races face aux épizooties. - **Art. 28 ter** (Saisie du tribunal d'instance dans le cadre de la mise en valeur des terres incultes) (p. 6933) : son amendement n° 682 : nécessité de primer les projets favorisant l'extension de l'agriculture biologique respectueuse des hommes et des animaux ; devenu sans objet. - **Art. 31** (Art. L. 142-6, L. 461-1 et L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5, L. 461-8, L. 461-18 à L. 461-23, L. 462-11, L. 462-15, L. 462-22 du code rural, art. 707 bis et 1028 quater du code général des impôts - Adaptation des statuts du fermage et du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer) (p. 6943, 6944) : soutient l'amendement n° 261 de Mme Dominique Voynet (irrecevabilité d'une demande de résiliation du bail fondée sur l'application par le preneur de pratiques visant à préserver l'environnement) ; rejeté. - **Art. 32** (Art. L. 128-4 et L. 128-5, L. 128-7 du code rural - Actualisation de la procédure de mise en valeur des terres incultes dans les départements d'outre-mer) (p. 6946) : soutient l'amendement n° 326 de Mme Dominique Voynet (obligation pour les SAFER qui cèdent ou sous-louent un bail à un preneur de préciser dans le contrat le niveau d'exigence environnementale) ; rejeté. - **Art. 33** (Art. L. 91-1 du code du domaine de l'État - Développement de l'agriculture en Guyane) (p. 6948) : soutient l'amendement n° 263 de Mme Dominique Voynet (extension aux sites et monuments naturels visés aux articles L. 341-1 et suivants et L. 342-1 du code de l'environnement de la liste des terrains exclus des cessions gratuites accordées par l'État aux exploitants agricoles) ; adopté. - **Art. 34** (Adaptation des dispositions de la loi d'orientation agricole à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6950) : soutient l'amendement n° 264 de Mme Dominique Voynet (suppression) ; rejeté. Mise en oeuvre d'une orientation définitivement productiviste de l'agriculture à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon. - **Art. additionnels après l'art. 34** (p. 6951) : soutient les amendements de Mme Dominique Voynet n° 265 et 266 (création d'une convention chargée d'élaborer un projet de développement durable à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon) ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6956, 6957) : avancées du texte en matière d'amélioration des retraites, du statut du conjoint collaborateur ou d'exonération fiscale pour l'embauche d'un salarié agricole pendant les vacances de l'agriculteur. Orientations cependant contraires au souhait des sénateurs Verts. Impasse sur la question de la répartition des fonds européens. Rejet des amendements favorisant le développement de l'agriculture biologique. Adaptation aux règles européennes de la concurrence et à celles de l'OMC au détriment des petites

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

exploitations. Poursuite de l'appauvrissement de l'ensemble de la profession. Accroissement des inégalités mondiales au profit de quelques firmes. Les sénatrices et sénateurs Verts ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (18 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7431, 7432) : soutient l'amendement n° 254 de M. Roger Madec (extension des dispositifs de la pension de réversion des fonctionnaires civils et militaires aux personnes ayant signé un PACS) ; rejeté. (p. 7432) : surprise des arguments du rapporteur et du ministre contre l'amendement précité n° 254. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7434) : soutient l'amendement n° 253 de M. Roger Madec (extension du bénéfice de la pension de réversion versée aux personnes mariées aux personnes ayant signé un PACS) ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7534, 7537) : données chiffrées sur la crise du logement. Désengagement de l'Etat. Insuffisance du logement social. Amendements du groupe socialiste visant à favoriser les classes populaires et les classes moyennes. Avantages fiscaux profitant aux classes aisées. Absence de disposition pour le logement écologique ou pour l'application de la loi SRU. Réclame la création d'un droit au logement opposable ainsi que le doublement de la taxe pour les logements vacants. Souhaite l'adoption par le Sénat des amendements du groupe socialiste et des sénateurs Verts. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7554, 7556) : ses amendements n° 446 : rétablissement de la fixation des loyers des logements vacants par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage ; n° 447 : faculté donnée aux maires de recourir aux réquisitions et n° 448 : faculté donnée au maire d'encadrer l'évolution des loyers sur le territoire de sa commune ; rejetés. - **Art. 1er** (*Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7559) : son amendement n° 483 : suppression partielle ; retiré. (p. 7561, 7562) : son amendement n° 484 : prolongation de la durée de validité des zones d'aménagement différé jusqu'au 1er janvier 2010 ; rejeté. (p. 7565, 7566) : accepte de retirer son amendement n° 483 précité après la rectification de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 101 (prise en compte des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lors de la délimitation des périmètres). (p. 7567) : ne comprend pas l'hostilité du rapporteur à l'égard de son amendement n° 484 précité qu'il maintient. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7571) : ses amendements n° 485 : obligation de consacrer au moins 50 % des immeubles vendus par l'Etat à des logements locatifs sociaux dans les communes non soumises à l'article 55 de la loi SRU et 100 % dans les autres communes et n° 486 : fixation du prix de cession de certains terrains en vue d'y réaliser des logements locatifs sociaux à un euro symbolique ; rejetés. (p. 7574) : intervient sur ses amendements n° 485 et n° 486 précités. Déploie la mauvaise répartition du capital et du travail. Défense de l'euro symbolique pour soutenir le logement social.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7597) : son amendement n° 454 : obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation de 35 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans une zone d'aménagement concerté ; rejeté. (p. 7599) : ses amendements n° 452 : possibilité de planifier localement la répartition des logements sociaux dans l'espace urbain ; et n° 453 : affectation aux logements locatifs sociaux de 25 % des nouveaux programmes de constructions dans les villes de plus de 20 000 habitants ayant d'importants besoins en logements ; rejetés. (p. 7603, 7604) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Michelle

Demessine (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI). (p. 7614) : intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Déclaration du Président de la République à propos des communes n'ayant pas atteint les 20 % de logements sociaux. (p. 7619) : son amendement n° 455 : majoration du coefficient d'occupation des sols de certains secteurs limitée à la réalisation de programmes de logements composés en totalité de logements sociaux ; rejeté. (p. 7623) : défavorable aux amendements identiques n° 21 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 118 et n° 166 de M. Alain Vasselle (suppression du pouvoir de substitution du préfet). (p. 7639, 7640) : son amendement n° 456 : délimitation par le conseil municipal des communes déficitaires en logements sociaux, d'emplacements réservés à la réalisation de programmes de logements comportant au moins la moitié de logements locatifs sociaux ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7642, 7643) : son amendement n° 458 : allongement à trente ans de la durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de haute qualité environnementale ; retiré. - **Art. 3** (*Art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme - Permis de construire pour les logements réalisés par des sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital*) (p. 7645) : son amendement n° 459 : élargissement du champ d'application des permis de construire délivrés au nom de l'Etat aux organismes agréés par celui-ci ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7676) : intervient sur l'ensemble des amendements demandant la compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux. Impact positif de la construction sur les recettes de l'Etat. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7682) : favorable à une majoration de la taxe sur le foncier non bâti. Interrogation sur la taxation confiscatoire.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5** (p. 7696) : son amendement n° 449 : gel des loyers des logements locatifs privés pour une période de deux ans ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7704) : intervient sur l'amendement n° 250 de Mme Michelle Demessine (protection supplémentaire accordée aux personnes âgées lors d'une rupture de bail). Baisse du nombre de logements vacants. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7706, 7707) : son amendement n° 460 : programmation du nombre de logements sociaux à réaliser ; rejeté. (p. 7709, 7710) : Intervient sur les amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole). Intérêt de développer le bâtiment de façon écologique. Urgence dans la création de logements locatifs sociaux. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7715) : favorable à l'amendement n° 279 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs). - **Art. 5** (*Art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7716, 7717) : son amendement n° 462 : abaissement du plafond de ressources permettant de bénéficier du taux réduit de TVA ; rejeté. (p. 7718) : son amendement n° 461 : restriction du champ d'application du taux réduit de TVA aux seules structures publiques et parapubliques ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7729) : défavorable à l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). Taux de la taxe insuffisant. (p. 7333, 7334) : son amendement n° 457 : participation aux charges publiques des propriétaires de terrains devenus constructibles après leur acquisition ; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7862) : intervient sur l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Question au Gouvernement sur les chiffres des différentes catégories de logements et leurs parts respectives dans les réalisations par les communes. (p. 7874, 7876) : son amendement n° 471 : exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU ; rejeté. (p. 7881) : les sénateurs Verts s'abstiendront sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 147 (affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011) et voteront l'amendement n° 362 de M. Thierry Repentin (comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7905, 7909) : son amendement n° 470 : conditions d'application du prélèvement de solidarité ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7918) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8023) : son amendement n° 469 : substitution automatique du préfet aux maires qui refusent la construction de logements locatifs sociaux sur leur territoire ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8027, 8029) : son amendement n° 450 : augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence et sanction du non-respect des obligations ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8036, 8037) : ses amendements n° 451 : bénéfice de la délégation des aides à la pierre ouvert à la région Ile-de-France ; retiré ; et n° 477 : maintien du contingent préfectoral ; rejeté. - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - *Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 8045) : s'abstient sur l'amendement n° 69 de la commission (création d'une commission de coordination chargée d'examiner les dossiers des demandeurs de logement social concernés par l'accord collectif intercommunal). (p. 8048) : son amendement n° 475 : création d'un comité local de l'habitat par EPCI ; rejeté. (p. 8050) : son amendement n° 476 : présidence des commissions de médiation assurée par le préfet ; retiré. (p. 8057, 8058) : son amendement n° 474 : création d'un guichet unique pour l'attribution des logements sociaux ; rejeté. - **Art. 10** (Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 8063) : son amendement n° 478 : proportionnalité du supplément de loyer de solidarité aux ressources du locataire ; rejeté. (p. 8067) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 150 (détermination du périmètre d'application du surloyer par le programme local de l'habitat et prise en compte de l'état du marché locatif ou de la situation particulière de l'immeuble HLM). - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 8077) : ses amendements n° 480 : interdiction de coupure d'électricité ou de gaz pour non-paiement des factures sans accord préalable des services sociaux compétents ; et n° 479 : interdiction de procéder à l'interruption de la fourniture d'eau durant toute l'année ; devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8105, 8109) : ses amendements n° 464 : doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants ; n° 465 : transmission des listes de logements vacants aux

maires ; et n° 468 : calendrier d'opposabilité du droit au logement ; rejetés. Partisan de la couverture logement universelle. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8116, 8117) : remerciements. Concrétisation dans le texte de la volonté d'accélérer la construction. Manifestation inexistante d'une volonté de privilégier le logement social. Modalités de traitement des communes ne respectant pas le taux de 20 % de logements sociaux à l'étude. Insatisfaction sur le traitement des logements vacants. Dimension environnementale absente du texte. Les Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8773, 8775) : décalage entre les déclarations d'intention et la réalité législative. Présentation budgétaire confuse. Eparpillement des mesures concernant l'environnement. Baisse des crédits de la mission "Ecologie et développement durable" pour la troisième année consécutive. Réduction surprenante des crédits des actions "Prévention des risques technologiques et des pollutions" et "Gestion des déchets et évaluation des produits" après les drames de l'amiante et d'AZF. Débudgétisation de la gestion des déchets. Crédits aléatoires de l'ADEME et diminution drastique de ceux de l'action "lutte contre le changement climatique" et des parcs nationaux. Choix contestable d'investir dans la recherche sur le nucléaire hypothéquant l'avenir des générations futures. Problème des déchets nucléaires. Politique peu offensive s'agissant de l'interdiction de l'usage de tous les sacs en plastique et de l'incitation à l'utilisation des biocarburants en agriculture. Priorité à l'économie sur l'écologie. Budget alibi. Insuffisance des crédits face à l'état d'urgence environnemental. - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 8797, 8799) : défavorable à l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression) et aux arguments du président de la commission des finances. Votera l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles) modifié par le sous-amendement n° II-104 de Mme Valérie Létard.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10101) : favorable à l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Arguments du ministre non fondés.

DESMARESCAUX (Sylvie)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 237 (2004-2005)] relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 317 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Société - Sports - Éducation**.

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture** [n° 183 (2004-2005)] - (30 mars 2005) - **Art. 18** (*Art. L. 773-10 et L. 773-11 du code du travail - Limitation du temps de travail des assistants maternels*) (p. 2541) : soutient l'amendement n° 22 de Mme Esther Sittler (durée maximale journalière de travail fixée à 13 heures) ; retiré.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie** [n° 90 (2004-2005)] - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3070, 3071) : sérénité du débat à l'Assemblée nationale. Développement indispensable des structures de soins palliatifs. Mise en place du congé d'accompagnement par la loi du 9 juin 1999. Favorable à l'interdiction de l'obstination thérapeutique déraisonnable. Interrogation sur l'utilisation raisonnable des directives anticipées. Remerciements au rapporteur et au président de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif** [n° 237 (2004-2005)] - (11 mai 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3689, 3690) : mise en place d'un volontariat associatif : définition, distinction avec l'emploi et le bénévolat ; spécificités du statut ; inquiétude de la commission sur le coût de la réforme pour les finances sociales. Objectif de pérenniser l'activité des centres de loisirs et de vacances : garantie d'un véritable statut pour les personnels pédagogiques occasionnels ; application d'un forfait journalier ; dérogations au droit du travail ; propose la distinction entre centres de vacances et de loisirs sans hébergement ainsi que l'ouverture du dispositif aux animateurs occasionnels encadrant les adultes handicapés lors de séjours collectifs. - **Art. 2** (*Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié*) (p. 3713) : son amendement n° 7 : interdiction de recruter un volontaire pour une mission auparavant confiée à un salarié licencié ou ayant démissionné dans les six mois précédents ; adopté. (p. 3715) : risque de paralysie du dispositif. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3721) : son amendement n° 8 : définition du volontariat comme une activité à temps plein ; retiré. Distinction du bénévolat. - **Art. 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 3726, 3727) : ses amendements n° 9 : rédaction ; et n° 10 : ouverture des droits à indemnisation du chômage à la fin de la mission ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 3728) : son amendement n° 11 : coordination des modalités de validation des acquis de l'expérience avec le code de l'éducation ; adopté. - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3732) : son

amendement n° 12 : durée minimale du contrat de volontariat fixée à six mois ; retiré. - **Art. 7** (*Indemnisation de la personne volontaire*) (p. 3739) : son amendement n° 13 : encadrement de l'indemnité de volontariat entre un minimum et un maximum fixés par décret ; adopté. Clarification de la distinction entre volontariat et bénévolat. (p. 3741) : son amendement n° 14 : possibilité pour le volontaire de percevoir des avantages en nature en plus de l'indemnité mensuelle ; adopté après modification par le sous-amendement n° 80 de M. Michel Mercier (limitation des avantages en nature). - **Art. 8** (*Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général*) (p. 3743) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3765, 3766) : son amendement n° 17 : prise en compte de la situation des animateurs et des directeurs intervenant lors des séjours des adultes handicapés ; retiré. (p. 3774) : droit des handicapés à bénéficier des mêmes conditions.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption** [n° 300 (2004-2005)] - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4430, 4431) : objectif d'assouplissement et d'accélération des procédures d'adoption. Clarification et harmonisation des agréments au niveau national. Amélioration de l'accompagnement de l'adoptant. Salue l'ouverture à Lille d'une "maison de l'adoption". Création de l'Agence française de l'adoption. Rapprochement avec le débat sur la procréation médicalement assistée. Enjeu majeur des droits de l'enfant. Assouplissement des critères d'appréciation à la disposition du juge pour l'instruction des demandes de déclaration d'abandon. Se déclare favorable à l'article 3 de la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** [n° 411 (2004-2005)] - (28 juin 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 4666) : son amendement n° 155 : impossibilité pour le conseil général de verser directement l'APA à un service mandataire ; retiré. - **Art. 8** (*Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4676) : ses amendements n° 157 : extension du contrat d'avenir aux personnes handicapées ; devenu sans objet ; et, sur le même objet que l'amendement n° 157 précité, n° 158 et 159 ; adoptés.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006** [n° 63 (2005-2006)] - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7052, 7053) : meilleure information du Parlement. Approbation des dispositifs de la branche maladie allant dans le sens d'une plus grande égalité. Opportunité de l'augmentation des crédits d'assurance maladie pour les maisons de retraite et les services médico-sociaux destinés aux personnes âgées dépendantes. Interrogation sur les répercussions de la participation forfaitaire pour les actes de plus de 91 euros et sur la place des établissements de santé. Nécessité de réformer l'allocation de présence parentale.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955** [n° 82 (2005-2006)] - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7244, 7245) : respect pour le dévouement des forces de police, de gendarmerie, des sapeurs-pompiers et des médecins face aux accès de violence perpétrés dans les banlieues. Caractère inacceptable de cette guérilla urbaine. Réponse appropriée d'instauration d'un couvre-feu. Interprétation du message transmis. Réponse du Gouvernement à la crise sociale, économique et identitaire des jeunes dans les quartiers défavorisés. Action en faveur de l'emploi des habitants des zones urbaines sensibles ; favorable à l'apprentissage dès quatorze ans. Lutte contre la discrimination à l'embauche. Restauration des cours d'instruction civique. Rétablissement de l'autorité parentale. Action dans une perspective à long terme.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DETCHEVERRY (Denis)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
UMP-R, puis UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9010, 9011) : gestion optimisée des finances de l'Etat par l'application de la LOLF. Votera ce budget. Avenir de l'outre-mer français lié à la mise en place de politiques de coopération. Inertie de la coopération régionale à Saint-Pierre-et-Miquelon. Relations avec le Canada.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - au nom de la commission des affaires culturelles. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9405) : soutient l'amendement de la commission des affaires culturelles saisié pour avis n° II-332 (exclusion de la loi Malraux du dispositif de plafonnement); devenu sans objet. Rôle essentiel du dispositif Malraux dans la restauration des centres-villes historiques.

DÉTRAGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Justice et accès au droit [n° 104 tome 3 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Justice**.

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Ladislas Poniatowski sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : son intervention (p. 750, 751).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 780, 781) : illustration de la sensibilité des Français au problème de la récidive au travers d'affaires récentes. Opposition du groupe UC-UDF à toute atteinte aux principes du droit pénal pour traiter ce problème. Inquiétude sur le texte voté par l'Assemblée nationale, en particulier les articles 4, 7 et 16. Limitation des pouvoirs des juges de par l'obligation de délivrer un mandat de dépôt à l'audience quelle que soit la peine prononcée. Automaticité de la peine. Méconnaissance du rôle du juge dans la société. Placement sous surveillance électronique mobile à l'issue de la détention. Double peine. Perspective inacceptable. Atteinte au principe de non-rétroactivité de la loi. Sceptique quant à l'utilité des mesures proposées. Nécessité de s'interroger sur l'application des dispositions actuelles du code pénal : effectivité de la peine ; prise en compte de l'état de dangerosité du condamné avant toute remise de peine ou de libération conditionnelle ; moyens consacrés au suivi et à la réinsertion des détenus. Le groupe UC-UDF se félicite du travail de la commission des lois et approuvera ses amendements. Bien-fondé du dispositif de substitution au placement sous surveillance électronique mobile. Le groupe UC-UDF sera attentif à l'adoption des amendements proposés par la commission des lois, conformes à sa propre conception de la justice.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 989) : son amendement n° 28 : repli ; rejeté. Favorable aux amendements de suppression n° 13 de M. Bernard Frimat, n° 36 de M. Denis Badré et n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Dessaisissement du Parlement de ses pouvoirs. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) - **Art. 88-7 de la Constitution** (*Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1014, 1015) : soutient l'amendement n° 37 de M. Denis Badré (suppression) ; rejeté. Son amendement n° 34 : rédaction ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 88-7 de la Constitution** (p. 1016) : soutient l'amendement n° 30 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (déclaration du Gouvernement suivie d'un débat dans chaque assemblée préalablement à toute réunion du Conseil européen) ; retiré. - **Art. 4** (*Entrée en vigueur des dispositions prévoyant la soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1019) : soutient l'amendement n° 38 de M. Denis Badré (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement [n° 2 (2003-2004)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 22, 23) : regrette la demande d'un vote conforme sur ce texte. Nécessité d'élever la protection de l'environnement au rang de principe constitutionnel. Problèmes liés à la reconnaissance du principe de précaution. Risque d'entraver l'innovation et de multiplier les contentieux. Ne votera pas cette charte, contrairement à la majorité du groupe de l'UC-UDF.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire*) (p. 1714, 1715) : intervient sur l'article. Importance de l'apprentissage de base. Mission éducative des parents auprès des enfants.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 39** (*Art. L. 213-13-1 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 3217) : soutient les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 344 (limitation de l'exonération de redevance aux seules énergies géothermiques dans les DOM) ; retiré ; et n° 345 (instauration d'une redevance pour prélèvement sur la ressource en eau dans les DOM) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3537, 3541) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), ses sous-amendements n° 114 : nécessaire compatibilité des ZDE avec le schéma régional éolien ; et n° 80 : définition des ZDE sur avis du président du conseil général ; retirés ; n° 115 : accompagnement de la proposition de la commune d'éléments facilitant l'appréciation de l'intérêt du projet au regard du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques et de la nécessaire protection des paysages ; adopté. (p. 3545) : rectifie son sous-amendement n° 115 précité.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3651) : caractère symbolique de ce texte. Etendue des locaux du Parlement à Versailles. Interrogation sur l'examen précipité de cette proposition de loi. Négociations du Sénat avec l'établissement public du domaine national de Versailles pour faciliter la mise en oeuvre du schéma directeur d'aménagement. Favorable à l'amendement de la commission maintenant l'affectation de la salle des séances au Congrès. Objectif de favoriser l'accès du public au château. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte après modifications par les amendements de la commission.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 22** (*Art. 787 B et 787 C du code général des impôts - Allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprise entre vifs*) (p. 4084, 4085) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 256 (application du dispositif aux donations d'usufruit) ; et n° 257 (coordination) ; retirés.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4749, 4750) : chiffres relatifs aux défaillances des entreprises. Renforcement de la prévention : amélioration de l'information, procédures de conciliation et de sauvegarde. Réforme des sanctions prises à l'égard des chefs d'entreprise. Complexité du dispositif. Interrogation sur les mesures accompagnant la mise en oeuvre de cette loi. Ecart entre le nombre des administrateurs judiciaires et celui des procédures de redressement. Le groupe de l'UC-UDF soutiendra ce texte. - **Art. 1er bis** (*Art. L. 610-1 nouveau du code de commerce - Tribunaux compétents pour appliquer les procédures du livre VI du code de commerce*) (p. 4769) : soutient l'amendement n° 264 de M. André Vallet (suppression) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 180** (p. 4915) : son amendement n° 281 (reconnaissance de la procédure d'insolvabilité au sens du Règlement européen du 29 mai 2000 accordée à la procédure de conciliation et possibilité d'ouvrir une procédure secondaire au bénéfice d'une entreprise française ayant fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans un autre Etat membre) retiré ; puis repris par M. Charles Gautier. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4943, 4944) : volonté de compléter et de moderniser le droit à la faillite existant. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5531, 5532) : passage du droit de la faillite à celui de la sauvegarde.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Droit à l'échec des chefs d'entreprise. Complexité des procédures et nécessité de mettre en place un accompagnement. Rapprochement avec la législation européenne. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5693, 5694) : son amendement n° 26 : obligation pour l'assureur, informé du décès de l'assuré, d'aviser le bénéficiaire de la stipulation effectuée à son profit si ses coordonnées sont portées au contrat ; adopté après modification proposée par le Gouvernement.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6189, 6190) : souci du groupe de l'UC-UDF de veiller au respect des grands principes du droit pénal français dans la nécessaire lutte contre la récidive. Méfiance devant la tentation de légiférer en réaction aux faits divers. Partisan d'une application des dispositifs existants. Bonne direction du texte. Prise en compte par l'Assemblée nationale des réserves exprimées par le Sénat. Bien-fondé des amendements de la commission : consentement de l'intéressé pour la mise en oeuvre du PSEM dans le cadre de la surveillance judiciaire ; suppression de l'obligation faite aux juges de délivrer un mandat de dépôt à l'audience pour les récidivistes d'infractions sexuelles. Risque, pour la commission et le Sénat, d'un nouveau reproche de laxisme en dépit de l'insécurité et de la violence dénoncées dans les prisons. Soutien de la proposition de la commission de ramener la durée de la période de sûreté à 22 ans. Nécessité d'une volonté politique et de moyens humains et financiers pour préparer et assurer la réinsertion de chaque détenu et réduire le risque de récidive. Le groupe de l'UC-UDF suivra la commission des lois sur ce texte. - **Art. 4 ter (Art. 717-3 du code de procédure pénale - Dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention)** (p. 6232) : son amendement n° 82 : dispense d'une activité ou d'une formation à tous les détenus et non pas seulement à ceux qui en font la demande ; retiré. Souhaite une réflexion sur le problème de l'oisiveté et de l'utilité du travail comme moyen de réinsertion.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 6 ter** (p. 6257) : son amendement n° 83 : inapplicabilité de la grâce présidentielle aux personnes condamnées à une peine privative de liberté non assortie de sursis et dont la durée est égale ou supérieure à dix ans ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6300) : félicitations à la commission, son président et son rapporteur. Respect de l'équilibre et des grands principes du droit pénal. Préparation nécessaire du retour des détenus à la liberté. Suivi socio-judiciaire.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 7009, 7012) : rattachement contestable de la justice administrative et de la justice judiciaire à deux missions différentes. Commentaires suscités par la nouvelle maquette budgétaire relative à l'ordre judiciaire. Place du Conseil supérieur de la magistrature, CSM, dans l'architecture budgétaire. Inquiétude quant à l'augmentation des frais de justice. Nécessité de mesurer l'impact des réformes législatives, de sensibiliser les magistrats à ce problème et de redéfinir le périmètre des dépenses imputées sur ce poste. Surcroît de travail imposé aux services administratifs régionaux, SAR. Souhait d'une évolution de la maquette budgétaire de la mission "Justice".

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7629, 7630) : rôle de gardien des libertés publiques joué par le Sénat en deuxième lecture. Texte de compromis. Vigilant sur son application, le groupe de l'UC-UDF votera les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) - **Art. 75 ter (Indemnité mensuelle de technicité pour les magistrats et fonctionnaires des juridictions financières)** (p. 8691, 8692) : surpris par l'argumentaire du Gouvernement pour justifier le rattachement des crédits des juridictions administratives à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat".

Pouvoirs publics

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8692, 8693) : réduction des demandes de crédits du Conseil constitutionnel. Rattachement du Conseil supérieur de la magistrature, CSM, au programme "Justice judiciaire", de la mission "Justice". Prise en compte imparfaite de sa position institutionnelle. Nécessité d'inscrire ses crédits dans la mission "Pouvoirs publics". Interrogation quant à la conformité de la présentation du bleu budgétaire à l'esprit de la LOLF. Sous ces réserves, votera les crédits de cette mission.

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) (p. 8745, 8746) : mission "Régimes sociaux et de retraite". Concentration de l'essentiel des crédits sur les régimes de la SNCF et de la RATP. Extinction progressive pour des raisons d'équité et de nécessité économique. Nécessité de garantir les droits acquis dans le passé à l'instar des retraites de la SEITA et de France Télécom, par l'intégration des nouveaux embauchés dans le régime général. Souhait d'une évolution similaire pour la RATP avec la création d'une caisse adossée au régime général dès 2006. Nécessité d'indicateurs d'évaluation plus performants.

Justice

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8812, 8813) : rattachement regrettable des juridictions administrative et judiciaire à deux missions distinctes. Effort notable de maîtrise des frais de justice. Création de bureaux d'exécution des peines. Gestion du personnel des greffes. Mesures relatives à l'aide juridictionnelle. Au nom de la commission des lois saisie pour avis, recommande l'adoption de ce projet de budget.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9273, 9274) : soutient l'amendement n° II-266 de M. Michel Mercier (suppression) ; rejeté. Absence de vision d'ensemble de l'évolution des recettes des collectivités territoriales. Contraintes imposées à ces dernières. Atteinte à leur autonomie financière. Plafonnement des taux sans compensation. Transfert des impôts des entreprises vers les ménages. (p. 9286) : son amendement n° II-274 : dispense de participation au remboursement du dégrèvement accordé à une entreprise pour les collectivités territoriales ayant un taux d'imposition à la taxe professionnelle inférieur au taux moyen national ; retiré. (p. 9291) : demande de précision sur l'amendement n° II-430 de la commission (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales). (p. 9295) : interrogation sur la participation au remboursement du dégrèvement pour les collectivités ayant sur leur territoire un établissement appartenant à une entreprise plafonnée. (p. 9298, 9299) : soutient l'amendement n° II-278 de M. Michel Mercier (calcul du plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle d'une collectivité en fonction de la valeur ajoutée produite par chaque établissement installé sur son territoire) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 67**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(priorité) (p. 9319) : son amendement n° II-317 : déliaison des taux des impôts locaux ; retiré.

DEVEDJIAN (Patrick)
ministre délégué à l'industrie
(jusqu'au 31 mai 2005)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Ladislas Poniatowski sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : sa réponse (p. 758, 762).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1359, 1362) : politique communautaire de libéralisation des services postaux. Prise en compte des exigences de service public et de qualité des services. Retard de la France dans la transposition des directives européennes. Maintien d'un service universel à la charge de La Poste. Délimitation de son monopole. Extension des pouvoirs de l'ART à la régulation du secteur postal, pour former l'ARCEP, autorité de régulation des communications électroniques et des postes. Missions de cet organisme. Création d'un établissement de crédit postal. Clarification de la mission d'aménagement du territoire de La Poste. Création d'un fonds postal national de péréquation territoriale. Problème de l'accès aux boîtes aux lettres. Régime de responsabilité des envois postaux. Nécessité de se préparer à une ouverture totale du marché à la concurrence. (p. 1388, 1391) : absence de réduction de la présence postale. Financement de la mission d'aménagement du territoire de La Poste par un fonds de péréquation. Non-dégradation de la qualité des services postaux. Intérêt d'une participation de 51 % de La Poste dans le capital de l'établissement de crédit postal. Respect de la confidentialité dans les points poste. Résorption de l'emploi précaire. Garantie d'un tarif unique pour les services postaux du secteur réservé. Qualité des services offerts par les points poste. Résolution prochaine du problème des retraites du personnel de La Poste. Nécessité du recours à une autorité de régulation indépendante. Maintien du contrôle de l'Etat sur le transport de la presse. Possibilité pour l'établissement bancaire postal d'accorder des prêts immobiliers sans épargne préalable. Financement assuré des missions de service public. Création des agences postales communales par le Gouvernement précédent. Adaptation des règles d'accessibilité aux régions montagneuses. Responsabilité du Gouvernement socialiste dans la négociation des directives à transposer. - **Question préalable** (p. 1395) : s'oppose à la motion n° 50 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1398) : s'oppose à la motion n° 95 de M. Thierry Repentin tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1399) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Michel Billout (demande par la France d'une renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du secteur postal). (p. 1400) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 55 (proposition par la France de l'insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures) et n° 56 (principes fondateurs du service public postal). (p. 1401) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (présentation d'un rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation postale). - **Art. 1er (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal)** (p. 1406) : s'oppose aux amendements identiques n° 58 de M. Michel Billout et n° 97 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). (p. 1407, 1408) : s'oppose aux amendements identiques n° 59 de M. Michel Billout et n° 98 de M. Pierre-

Yvon Trémel (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national) ainsi qu'aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 99 (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national et de l'Union européenne) et n° 100 (précision de la définition de la distribution du courrier). (p. 1413, 1414) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 60 (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel), n° 61 (suppression partielle), n° 63 (principes déterminant l'offre de service public de La Poste) et n° 64 (suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou juridictionnelles) ainsi qu'aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 101 (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel), n° 102 (repli), n° 103 (maintien du publipostage et des recommandés dans le domaine réservé de La Poste), n° 104 (maintien dans le domaine réservé de La Poste des envois recommandés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles), n° 105 (suppression des dispositions relatives aux tarifs de base), n° 106 (suppression des possibilités de dérogation au monopole postal) et n° 107 (suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou juridictionnelles). Accepte les amendements n° 1 de la commission (précision) et n° 108 de M. Pierre-Yvon Trémel (obligation pour les prestataires de services postaux assurant des envois recommandés d'être titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques). (p. 1414, 1415) : possibilité pour les organes de presse d'utiliser leur propre réseau de portage pour l'acheminement de leur courrier.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1434, 1436) : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Michel Billout (suppression des tarifs spéciaux prévus pour les services aux entreprises) et de M. Pierre-Yvon Trémel n° 109 (diminution des pouvoirs accordés à l'autorité de régulation), n° 110 (suppression du régime d'autorisation imposé aux prestataires des services postaux non réservés) et n° 111 (généralisation du régime de l'autorisation à l'ensemble des prestations du service universel). (p. 1440, 1443) : sur les amendements de M. Pierre-Yvon Trémel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 112 (délimitation précise des moyens techniques accessibles aux concurrents de La Poste) et s'oppose aux n° 113 (préservation des données à caractère personnel), n° 114 (couverture de l'ensemble du territoire conformément aux exigences d'aménagement) et n° 115 (mention "République française" obligatoire sur l'ensemble des timbres émis par La Poste). S'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 66 (suppression du droit d'accès des tiers au réseau du prestataire du service universel postal) et n° 67 (obligation de desserte de l'ensemble du territoire national) ainsi qu'à l'amendement n° 47 de M. Jean Desessard (prévision d'une étude d'impact portant sur les conséquences des futures autorisations délivrées par l'autorité de régulation des télécommunications sur la qualité du service postal). Accepte les amendements de la commission n° 2, 4 et 5 rédactionnels et n° 3 (précision des moyens identifiés comme indispensables à l'exercice de l'activité postale). Difficultés pratiques de lisibilité des mentions portées sur les timbres. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 1444, 1447) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 68 (promotion d'un réseau de centres de tri diversifié promouvant le développement de plates-formes régionales multimodales), n° 69 (respect des obligations de service public par toute entreprise de service postal) et n° 70 (complémentarité des activités courrier, colis et finances). - **Art. additionnel avant l'art. 1er bis** (p. 1448, 1449) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Pierre-Yvon Trémel (établissement par la Cour des comptes d'un rapport sur les surcoûts pour La Poste de la présence postale sur l'ensemble du territoire) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 177 de M. Gérard Delfau (dessaisissement de la Cour des comptes au profit du Parlement pour la réalisation d'une évaluation des charges de service public pesant sur La Poste). - **Art. 1er bis (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale)** (p. 1462, 1464) : s'oppose aux amendements identiques n° 71 de M. Michel Billout et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 117 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression), ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 118 (nouvelle rédaction). Accepte l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement). Sur celui-ci, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Billout n° 72 (remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice), n° 73 (exigence d'avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale sur les fermetures ou aménagements de bureaux de poste) et n° 74 (mode de financement alternatif pour le fonds postal national de péréquation territoriale), ainsi qu'à ceux de M. Pierre-Yvon Trémel n° 162 (gestion du réseau de points d'accueil par La Poste), n° 163 (suppression des partenariats privés dans la mise en place du réseau de points de contact), n° 164 (suppression de la règle interdisant que plus de 10 % de la population soit éloignée de plus de cinq kilomètres d'un point de contact de La Poste) et n° 165 (remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice). Sur les sous-amendements de M. Bruno Retailleau, accepte le n° 173 (instauration d'une double règle d'accessibilité aux services postaux, en distance et en temps), et s'oppose aux n° 174 (garantie des ressources du fonds postal national de péréquation territoriale pour cinq ans) et n° 160 (élargissement de la majoration perçue au titre de la péréquation postale par les ZRR aux territoires ruraux de développement prioritaire). S'oppose aux sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 167 (prise en compte des conditions de vie et de transport propres aux zones de montagne) et n° 166 (maintien des bureaux de poste au sein des ZUS), ainsi qu'au n° 45 de M. Charles Revet (intégration du service assuré par une collectivité sous forme de convention avec La Poste dans le calcul de la DGF de cette collectivité). Accepte le sous-amendement n° 51 de M. Daniel Soulage (mise en place d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et La Poste après avis de la Commission supérieure du service public des postes et des télécommunications électroniques et des principales associations représentatives des collectivités territoriales). S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Jean Desessard (financement complémentaire du fonds postal national de péréquation territoriale par les opérateurs entrants). - **Art. 1er ter** (*Commission départementale de présence postale territoriale*) (p. 1467) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (mise en oeuvre d'une concertation locale sur le projet d'évolution du réseau de La Poste). S'oppose à l'amendement n° 119 de M. Pierre-Yvon Trémel (composition majoritaire d'élus au sein de la commission). S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean Desessard (représentation des associations d'usagers au sein des commissions départementales de présence postale territoriale). (p. 1468) : accepte l'amendement n° 120 de M. Pierre-Yvon Trémel (proposition de répartition de la dotation du fonds postal national de péréquation territoriale par la commission départementale). (p. 1469) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Gérard Delfau (pouvoir de décision et d'arbitrage de l'interlocuteur unique désigné par La Poste). - **Art. additionnels après l'art. 1er ter** (p. 1471) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Pierre-Yvon Trémel (représentation des collectivités locales au sein du conseil d'administration de La Poste). - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1475) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de M. Michel Billout et n° 122 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). (p. 1476, 1484) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 123 (fonction de régulation postale assurée par le ministre chargé des postes), n° 124 (homologation des tarifs des services réservés et du service universel postal par le ministre chargé des postes), n° 125 (création d'une autorité de régulation spécifique à La Poste, indépendante de l'ART), n° 126 (coordination), n° 127 (autorisation d'exercice d'un prestataire de services postaux subordonnée au dépôt d'une caution ou d'une garantie) et n° 128 (suppression de la mission de l'ARCEP d'approuver les tarifs du secteur réservé), ce dernier identique à l'amendement n° 76 de M. Michel Billout. S'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 142 (compensation intégrale par l'Etat du surcoût occasionné à La Poste par l'exercice de la mission de service public de transport de presse) et n° 153 (coordination), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Billout n° 80 (coordination), n° 77 (fixation des tarifs du service public par

le ministre chargé des postes) et n° 78 (suppression de la possibilité pour les opérateurs privés de se dessaisir des zones les moins rentables). Accepte les amendements de la commission n° 8 (consultation de l'autorité sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs aux services postaux), n° 9 (motivation de la décision du régulateur de refuser une autorisation), n° 10 (possibilité pour l'autorité de régulation d'émettre des recommandations sur les conditions techniques d'accès aux installations et informations détenues par le prestataire du service universel), n° 11 (clarification), n° 12 (fixation des caractéristiques d'encadrement pluriannuel du ressort du régulateur), n° 13 et 14 (rédaction), n° 15 (respect des obligations relatives à la comptabilité analytique) et n° 16 (réalisation de l'audit de la comptabilité analytique du prestataire de service universel par un organisme indépendant de ce dernier). Substitution de La Poste aux opérateurs privés défaillants, au titre du service universel. (p. 1485, 1489) : accepte les amendements de la commission n° 168 (précision), n° 169 et 170 (possibilité pour l'autorité de régulation de refuser la communication de pièces mettant en jeu le secret des affaires), n° 17 et 18 (coordination), n° 171 (délais de recours devant la cour d'appel et la Cour de cassation), n° 19 (précision de la finalité du pouvoir d'enquête dévolu au régulateur et au ministre), n° 20 (exception à l'interdiction d'accéder au domicile des intéressés) et n° 21 (fondement de l'autorisation d'accès aux boîtes aux lettres), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 176 ; adopté. Conciliation indispensable entre le droit de la propriété et les libertés individuelles. Sur les amendements de M. Michel Billout, accepte le n° 79 (contrôle par l'ARCEP des pratiques affectant la bonne réalisation des missions de service public de La Poste) et s'oppose aux n° 82 (compétence de la juridiction administrative pour l'arbitrage des atteintes à la concurrence dans le secteur postal) et n° 81 (compétence du Conseil d'Etat pour l'interprétation d'éventuels abus de position dominante ou de pratiques entravant la libre concurrence), ainsi qu'à l'amendement n° 129 de M. Pierre-Yvon Trémel (restriction d'accès aux boîtes aux lettres des usagers). - **Art. 2 bis C** (*Droit applicable au personnel de La Poste et modalités de sa représentation*) (p. 1490, 1491) : accepte les amendements de la commission n° 22 (recrutement libre de contractuels à La Poste), n° 23 (extension à tous les domaines du champ social postal de la possibilité de négociation d'accords entre La Poste et les syndicats) et n° 24 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 130 de M. Pierre-Yvon Trémel (objectif d'égalité professionnelle dans la négociation d'accords entre La Poste et les syndicats) qu'il estime satisfait par l'amendement précité n° 23 de la commission. - **Art. 3** (*Communication des changements de domicile*) (p. 1492) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (rédaction). - **Art. 4** (*Dispositions pénales*) (p. 1493) : accepte les amendements n° 26 et 27 de la commission (rédaction). - **Art. 5** (*Dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications*) (p. 1494, 1496) : accepte les amendements de la commission n° 28 (coordination rédactionnelle), n° 29 (extension aux prestataires postaux autorisés de l'obligation d'ouvrir les plis à la demande des services des douanes et des contributions directes), n° 30 (restriction du champ d'application de l'article aux seuls services postaux à l'exclusion des services financiers), n° 172 (ouverture d'un droit à pension pour les emplois permanents de membres de l'autorité occupés par un fonctionnaire), n° 31 (rédaction) et n° 32 (expertise et étude réalisées par le régulateur étendues au secteur postal). S'oppose à l'amendement n° 131 de M. Pierre-Yvon Trémel (extension des incompatibilités à une période de dix ans après la cessation de fonctions de membre de l'autorité). - **Art. 5 bis** (*Art. L. 36-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification du collège de l'autorité de régulation*) (p. 1497) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Michel Billout (suppression). Accepte l'amendement n° 33 de la commission (rédaction). - **Art. 7** (*Rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal*) (p. 1499, 1500) : s'oppose aux amendements n° 84 de M. Michel Billout (suppression), et portant sur le même objet, n° 132 de M. Pierre-Yvon Trémel et n° 144 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de compensation du service universel postal). Accepte l'amendement n° 34 de la commission (réécriture de l'article - habilitation du Gouvernement à créer un fonds de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

compensation du service universel postal sur proposition de l'ARCEP). - **Art. additionnel avant l'art. 8** (p. 1501) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Michel Billout (rapport du Gouvernement sur le bilan des dérèglementations dans le secteur financier et bancaire). - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1505) : permission de principe posée dans le texte d'ouverture des crédits à la consommation à La Poste. (p. 1514, 1517) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 85 (suppression), n° 90 (suppression de la création d'un établissement bancaire autonome), n° 87 (création d'un pôle financier public de soutien au développement économique et social des régions sinistrées et au financement des investissements publics), n° 88 (possibilité pour La Poste de proposer des prêts d'épargne logement et des prêts à la consommation), n° 89 (importance du réseau de bureaux de poste pour le secteur financier du groupe) et n° 91 (suppression des dispositions prévoyant la création d'une filiale financière), de M. Pierre-Yvon Trémel n° 133 (détention par La Poste de 100 % du capital de l'établissement de crédit créé), n° 134 (possibilité pour La Poste de proposer des crédits à la consommation), n° 135 (définition de la mission de service universel bancaire confiée à La Poste), n° 137 et 136 (limitation des mises à disposition dans la filiale bancaire), de M. Gérard Delfau n° 147 (possibilité pour La Poste de proposer des micro-crédits et des prêts étudiants), n° 149 (détention par La Poste de 100 % du capital de sa filiale), n° 150 (mise à disposition de la filiale des fonctionnaires de La Poste) et n° 148 (définition des personnels pouvant être mis à disposition) et n° 52 de M. Daniel Soulage (responsabilité solidaire de La Poste et de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance). Demande le retrait de l'amendement n° 35 de la commission (mise à disposition de la filiale bancaire des fonctionnaires de La Poste, avec leur accord). Volonté du Gouvernement de limiter dans un premier temps l'extension de la gamme aux seuls prêts immobiliers sans épargne préalable. Adoption par le Gouvernement d'une série de mesures traitant l'exclusion bancaire.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1531) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Pierre-Yvon Trémel (définition des missions de service public de La Poste). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 1532) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Pierre-Yvon Trémel (création d'un fonds de compensation du service bancaire universel). - **Art. 11** (*Art. L. 7 du code des postes et des communications électroniques - Suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste*) (p. 1533) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (mise en place d'un régime de responsabilité de droit commun pour les prestataires postaux en cas de pertes ou avaries subies par un envoi postal). Intérêt pour La Poste de faire des progrès dans le sens de la responsabilité. - **Art. 13 bis** (*Seuils pour le transport de fonds et de bijoux*) (p. 1534, 1535) : après rectification, accepte l'amendement n° 37 de la commission (possibilité de transport de fonds d'un montant inférieur à 5335 euros par les agents bancaires ou postaux). Assouplissement du droit en vigueur. Nécessité de retenir un plafond similaire à celui du protocole de 1975 conclu entre les établissements de crédit et les organisations syndicales pour le transport de fonds par les salariés. - **Art. 13 ter** (*Taxe écologique sur les imprimés*) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (rédaction) et demande la réserve du vote de l'article 13 jusqu'à la fin de la discussion ; réserve ordonnée. Demandra une seconde délibération sur cet article et sur l'amendement précité n° 37 de la commission. - **Art. 17** (*Clarification du régime du cahier des charges de La Poste*) (p. 1537) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (clarification juridique supprimant toute allusion au cahier des charges, préalable indispensable à sa suppression) et s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 18** (*Encouragement à la négociation d'une convention collective*) (p. 1538) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (attribution à La Poste de l'initiative de réunir la commission paritaire chargée d'établir la convention collective) et s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Michel Billout (suppression). S'étonne de l'opposition du groupe CRC à une convention collective et fait

observer l'abstention du groupe socialiste sur cet amendement. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1539) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 93 (réalisation d'un audit par La Poste sur les conditions de travail des salariés) et n° 94 (engagement d'un plan de titularisation des salariés de droit privé). - **Art. 20** (*Coordination*) (p. 1540) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 41 à n° 44. - **Seconde délibération - Art. 13 ter** (*Taxe écologique sur les imprimés*) (p. 1541) : demande au Sénat de procéder à une seconde délibération en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement sur l'article 13 ter ; seconde délibération ordonnée. Son amendement n° A-1 : exonération de taxe écologique sur la mise à disposition du public d'informations par un service public lorsqu'elle résulte d'une obligation découlant d'une loi ou d'un règlement et sur la distribution d'envois de correspondance ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1548, 1550) : remerciements. Critique injuste de l'opposition après une politique d'immobilisme absolu. Choix de l'action pour sauver La Poste. Transposition des directives. Bilan satisfaisant du soutien du Gouvernement à La Poste : qualité du service postal et des résultats financiers de La Poste ; action exemplaire de La Poste en matière de proximité ; confiance des clients et des personnels. Résorption en cours des 10000 emplois précaires et de l'emploi à temps partiel. Refus des amendements de l'opposition visant à alourdir inconsiderement les charges de La Poste. Favorable à un développement prudent des services financiers de La Poste.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : sa réponse (p. 3157, 3160).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3351, 3353) : engagement du Gouvernement à renoncer à la procédure d'urgence. Réaffirmation de la politique d'indépendance énergétique de la France. Conséquences de l'évolution du contexte international. Objectifs de ce texte : développement des énergies de substitution au pétrole ; maîtrise de la croissance de consommation ; renforcement de la recherche sur les nouvelles technologies de l'énergie. Sécurité des approvisionnements à l'échelon européen. Réflexion des ministres européens et du commissaire chargé de l'énergie sur une réponse européenne à la crise du pétrole. Décision des Etats-Unis de relancer la production d'énergie nucléaire. Adhésion nécessaire des Français à cette politique énergétique. Constitutionnalité de ce texte. Favorable à la proposition du rapporteur de transformer ce projet de loi d'orientation en un projet de loi de programme. (p. 3370, 3372) : biocarburants. Financement des recherches sur les nouvelles technologies de l'énergie. Tarifs du gaz. Défense dans ce texte du "mix" énergétique. Energie éolienne. Taxe affectée à la CRE pour garantir son indépendance. Calendrier d'ouverture du capital de GDF et d'EDF. Suppression de l'article 1er octies. Economies d'énergie dans les domaines du transport et du bâtiment. Réflexion sur la mise en oeuvre d'une réponse commune de l'Union européenne à la crise du prix du pétrole. Projet de loi à venir relatif à la transparence et à la sécurité nucléaire. Soutien des énergies renouvelables. Energie nucléaire. Place du bois dans ce texte. Energie solaire ; importance de la recherche. Entreprises électro-intensives. Pôles de compétitivité. Mesures en faveur des personnes en situation de précarité. Qualité du courant électrique. Production d'électricité par les collectivités territoriales. - **Question préalable** (p. 3375) : s'oppose à la motion n° 125 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 18** (p. 3419) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de M. Roland Courteau n° 128 et 129 et de M. Yves Coquelle n° 259 (permanence de la fourniture d'énergie assurée aux personnes défavorisées). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3420, 3423) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 236, 237 et 240 de M. Yves Coquelle (abandon de la politique de privatisation du secteur de l'énergie). S'oppose aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements analogues de M. Yves Coquelle n° 238 et 239 (rappel du rôle de GDF et d'EDF dans la mise en oeuvre du service public de l'énergie). (p. 3424) : s'oppose à l'amendement n° 241 de M. Yves Coquelle (composition du capital de la société Areva T et D). - **Art. 1er (et annexe) (Objectifs de la politique énergétique nationale)** (p. 3427) : s'oppose au sous-amendement n° 242 de M. Yves Coquelle portant sur l'amendement n° 1 de la commission (renforcement du caractère normatif de cet article), qu'il accepte. (p. 3436) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé) et, portant sur celui-ci, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Courteau n° 181, n° 183, n° 184, n° 217, et n° 218, accepte les sous-amendements n° 211 de Mme Fabienne Keller, n° 71 de M. Marcel Deneux, ainsi que ceux de Mme Françoise Henneron n° 169 et n° 171 et ceux de M. Roland Courteau n° 182 et n° 219, demande le retrait du sous-amendement n° 93 de M. Xavier Pintat. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 3437) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Courteau (adoption d'une loi de programmation fiscale et budgétaire pour la mise en oeuvre de la politique énergétique). - **Art. 1er bis (La maîtrise de la demande d'énergie)** (p. 3439) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Art. 1er ter (La diversification du bouquet énergétique français)** (p. 3442) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (suppression). - **Art. 1er quater (Développer la recherche dans le secteur de l'énergie)** (p. 3442) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (suppression). - **Art. 1er quinquies (Assurer un transport de l'énergie efficace et des capacités de stockage suffisantes)** (p. 3443) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression). - **Art. 1er sexies (Rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne en matière de politique énergétique)** (p. 3444) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 1er sexies** : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Roland Courteau (création d'un fonds de financement pour la gestion des déchets radioactifs). (p. 3445) : demande le retrait de l'amendement n° 132 de M. Roland Courteau (mesures de transparence et de sécurité en matière nucléaire). - **Art. 1er septies A (Objectifs et axes de la politique énergétique)** (p. 3446) : s'oppose au sous-amendement n° 185 de M. Roland Courteau portant sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture) qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies A** (p. 3447) : demande le retrait de l'amendement n° 220 de M. Roland Courteau (mise en oeuvre d'une politique de stockage de gaz). (p. 3448) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 221 (préservation des contrats de long terme en matière de gaz naturel) et n° 222 (sécurité d'approvisionnement en matière pétrolière). - **Art. 1er septies B (Objectifs de maîtrise de la demande d'énergie)** (p. 3449) : accepte le sous-amendement n° 186 de M. Roland Courteau mais s'oppose à son sous-amendement n° 187 portant sur l'amendement n° 9 de la commission (maîtrise de la demande d'énergie par l'Etat) qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies B** (p. 3450, 3451) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 188 (mise en place d'un dispositif de bonus-malus pour l'achat de véhicules automobiles) et n° 195 (mise en place de seuils de consommation maximale des appareils électriques en veille). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies C** (p. 3453, 3455) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 243 (développement des lignes ferroviaires régionales), n° 244 (promotion du fret ferroviaire), n° 245 (négociation européenne sur l'intermodalité des transports) et n° 246 (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire). Préparation d'une directive européenne sur les transports. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies D** (p. 3455) : s'oppose à l'amendement n° 223 de M. Roland Courteau (doublement du fret ferroviaire). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies C** (p. 3456) : accepte l'amendement n° 189 de M. Roland Courteau (mise en oeuvre d'une politique volontariste en matière de réduction des émissions polluantes dues aux véhicules) précédemment réservé p. 3452. - **Art. 1er septies E (Diversification des sources de production énergétiques)** (p. 3456) : s'oppose au sous-amendement n° 190 de M. Roland Courteau portant sur l'amendement n° 10 de la commission (rétablissement de cet

article supprimé par l'Assemblée nationale) qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3459) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 139 (taux de TVA réduit pour les réseaux de chauffage domestique utilisant du bois), n° 140 (TVA à taux réduit pour les livraisons de chaleur distribuées en réseaux) et n° 141 (TVA à taux réduit pour la fourniture collective de chaleur renouvelable) ainsi qu'à ceux de Mme Catherine Troendle n° 282 (réduction du taux de TVA applicable aux livraisons d'énergie facturées aux usagers des réseaux collectifs de chaleur alimentés au bois), n° 283 (TVA à taux réduit applicable à l'abonnement aux réseaux de chaleur collectifs alimentés au bois) et n° 284 (TVA à taux réduit pour les prestations de chauffage fournies par les réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables). (p. 3460) : nécessité de chiffrer les conséquences de l'abaissement du taux de TVA applicable aux réseaux de chaleur. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies E** (p. 3461) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Roland Courteau (TVA à taux réduit applicable aux travaux d'entretien et de maintenance des réseaux de chaleur). - **Art. 1er septies F (Construction d'un réacteur européen à eau pressurisée, EPR)** (p. 3461) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rétablissement de cet article). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies F** (p. 3462, 3463) : demande le retrait de l'amendement n° 152 de M. Jean-François Le Grand (règlement intérieur de la commission nationale du débat public). (p. 3464) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Roland Courteau (prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des firmes pétrolières). (p. 3465) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Roland Courteau (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante). - **Art. 1er septies G (Stratégie nationale de la recherche énergétique)** (p. 3466) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (coordination). S'oppose à l'amendement n° 247 de M. Yves Coquelle (financement de la recherche énergétique). (p. 3467) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 163 de Mme Françoise Henneron (rapport du Gouvernement sur le résultat des recherches énergétiques). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies G** (p. 3467) : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Roland Courteau (objectifs de la politique de recherche énergétique). - **Art. 1er septies H (Plan énergie pour les pays en développement)** (p. 3468, 3469) : accepte l'amendement n° 164 de Mme Françoise Henneron (inscription de ce plan dans le corps du projet de loi). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies H** (p. 3469, 3470) : accepte les amendements de la commission n° 297 (objectifs de l'Etat en matière de promotion des énergies renouvelables dans l'habitat) et n° 298 (mise en place du plan Terre-énergie favorisant les biocarburants). - **Art. 1er octies (Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants)** (p. 3474) : son amendement n° 314 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Jean Desessard (diminution de la TIPP sur les biocarburants en fonction de leur intérêt écologique). S'oppose à l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes). - **Art. 2 (Champ d'application des obligations d'économies d'énergie, modalités d'application)** (p. 3477) : s'oppose aux amendements n° 133 de M. Roland Courteau (obligations pesant sur les distributeurs de carburants) et n° 248 de M. Yves Coquelle (suppression de toute référence à la notion de marché pour les certificats d'économie d'énergie). Accepte l'amendement n° 15 de la commission (simplification). (p. 3478) : accepte les amendements de la commission n° 16 (simplification) et n° 99 (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité). S'oppose à l'amendement n° 263 de Mme Françoise Henneron (extension du dispositif pour la fourniture d'énergie aux sites industriels). S'oppose à l'amendement n° 249 de M. Yves Coquelle (suppression de toute référence à la notion de marché pour les certificats d'économie d'énergie). (p. 3479) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Yves Coquelle (suppression du doublement du montant de la pénalité libératoire due au Trésor public). S'oppose à l'amendement n° 134 de M. Roland Courteau (affectation du produit des pénalités versées par les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

fournisseurs d'énergie ne respectant pas leurs obligations). (p. 3480) : s'oppose à l'amendement n° 135 de M. Roland Courteau (non-répercussion du coût des opérations de maîtrise de l'énergie sur le consommateur domestique). Accepte les amendements de la commission n° 17 (rédaction) et n° 18 (contenu du décret en Conseil d'Etat pris en application de cet article). - **Art. additionnel avant l'art. 3** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Yves Coquelle (suppression de la possibilité d'acheter un "droit à polluer"). - **Art. 3** (*Modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3481) : accepte l'amendement n° 300 de la commission (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Yves Coquelle (renforcement du contrôle des économies d'énergie annoncées). (p. 3482) : accepte les amendements de la commission n° 19 (précision) et n° 20 (détention, acquisition et cession de certificats d'économie d'énergie par des personnes physiques). S'oppose à l'amendement n° 253 de M. Yves Coquelle (refus de la marchandisation des certificats d'économie d'énergie). (p. 3483) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Yves Coquelle (prise en compte sans discrimination de tous les efforts réalisés pour satisfaire à l'objectif d'économie d'énergie). Accepte les amendements de la commission n° 21 (rédaction) et n° 22 (conséquence). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3484) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Ladislas Poniatowski (diminution du montant maximal de la pénalité appliquée par kilowattheure). - **Art. 4** (*Création d'un registre national des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3485) : accepte les amendements de la commission n° 23 (cohérence), n° 24 (rédaction) et n° 25 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 255 de M. Yves Coquelle (opposition à la mise en place du registre national des certificats d'économie d'énergie). - **Art. additionnel avant l'art. 5 bis** (p. 3486) : accepte les amendements identiques n° 150 de Mme Jacqueline Gourault et n° 231 de M. Jean-Claude Frécon (doublement du délai accordé aux élus pour identifier les actions, les opérations et les équipements devant relever de l'échelon intercommunal). - **Art. 5 ter** (*Art. L. 2224-31 et L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales - Aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie*) (p. 3486) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (coordination) ainsi que les sous-amendements identiques n° 94 de M. Xavier Pintat et n° 318 de M. Jacques Blanc s'y rapportant. (p. 3487, 3488) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (prise en compte de l'extension du champ des actions destinées à maîtriser la demande d'électricité des consommateurs desservis en basse tension) ainsi que le sous-amendement n° 153 de M. Xavier Pintat s'y rapportant. S'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Xavier Pintat portant sur l'amendement n° 27 précité. Accepte les amendements de coordination de la commission n° 28 et n° 29. Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Xavier Pintat (accès des agents de contrôle des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz aux coordonnées des personnes en situation de précarité). (p. 3489) : accepte l'amendement de la commission n° 155 (élargissement du marché énergétique à l'ensemble des activités liées à la production et à la fourniture d'énergies de réseau). - **Art. additionnels après l'art. 5 ter** (p. 3489) : accepte les amendements de M. Roland Courteau portant sur le même objet n° 196, 197 et 198 (compétences des communautés de communes, des communautés urbaines et des communautés d'agglomération en matière de maîtrise de la demande d'énergie). - **Art. 5 quater** (*Art. L. 2224-32 du code général des collectivités territoriales - Production d'électricité par les communes et les EPCI à partir d'énergies renouvelables*) (p. 3490) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel avant l'art. 5 quinquies** (p. 3491) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Jean-Pierre Vial (accession des observatoires régionaux de l'énergie aux données locales concernant la consommation d'électricité et de gaz). - **Art. additionnel après l'art. 5 quinquies** (p. 3492) : s'oppose à l'amendement n° 256 de M. Yves Coquelle (sécurité des salariés et sûreté des installations nucléaires sur notre territoire). - **Art. 5 sexies** (*Art. L. 3121-17-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Bilan énergétique des délibérations des conseils généraux*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de la commission (suppression). - **Art. 5 septies** (*Art. L. 4132-16-1*

nouveau du code général des collectivités territoriales - Bilan énergétique des délibérations des conseils régionaux) (p. 3493) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de la commission (suppression). - **Art. 6** (*Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements*) (p. 3494, 3495) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Roland Courteau (recours obligatoire aux techniques de maîtrise de l'énergie). Demande le retrait de l'amendement n° 73 de M. Marcel Deneux (objectif à atteindre en vue de la réduction quantifiée des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la réhabilitation énergétique des logements) et s'oppose à l'amendement analogue n° 199 de M. Roland Courteau. S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Marcel Deneux (réduction du délai d'exécution de ce texte) et accepte l'amendement n° 33 de la commission (rédaction). (p. 3496) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (communication, aux présidents d'EPCI, des études de faisabilité en matière d'énergies renouvelables). S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Roland Courteau (signature d'une convention de réduction des charges locatives pour les bâtiments à usage d'habitation bénéficiant d'une aide financière publique). (p. 3498) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 76 de M. Marcel Deneux, n° 216 de M. Laurent Béteille et n° 105 de M. Ladislas Poniatowski (inspection des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation, quelle que soit l'énergie utilisée). (p. 3499) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Roland Courteau (interdiction des offres commerciales pour les produits très consommateurs d'énergie). - **Art. 6 ter** (*Coordination*) : accepte l'amendement n° 301 de la commission (suppression). - **Art. 8 A** (*Définition des sources d'énergies renouvelables*) (p. 3500) : demande le retrait des amendements analogues n° 201 de M. Jean-Pierre Vial et n° 77 de M. Marcel Deneux (prise en compte de l'aérothermie parmi les sources d'énergies renouvelables). Question de la prise en compte de l'aérothermie par les normes européennes. (p. 3501, 3502) : accepte l'amendement n° 166 de Mme Françoise Henneron (rédaction). S'oppose aux amendements identiques n° 113 de M. Gérard Bailly et n° 261 de M. Marcel Deneux (promotion de l'utilisation de céréales comme moyen de combustion). S'oppose aux amendements n° 226 de M. Yann Gaillard (désignation du bois comme énergie renouvelable) et n° 78 de M. Marcel Deneux (précision du terme "géothermie"). - **Art. 8** (*Art. L. 128-1 et L. 128-2 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Dispositions relatives à la performance énergétique dans l'habitat*) (p. 3503) : accepte les amendements de la commission n° 35 (cohérence) et n° 213 (augmentation du COS pour toute construction soumise aux exigences de la réglementation thermique). (p. 3504) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (rédaction). - **Art. 9** (*Régime de la garantie d'origine des ENR électriques*) : s'oppose à l'amendement n° 225 de M. Laurent Béteille (développement de la filière de méthanisation). Accepte l'amendement n° 37 de la commission (imputation du coût de la délivrance des garanties d'origine). - **Art. 9 bis** (*Art. 8 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Conditions de mise en oeuvre des appels d'offres de l'Etat dans le domaine des ENR*) (p. 3505) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (clarification). - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3505, 3506) : s'oppose aux amendements analogues n° 79 de M. Marcel Deneux, n° 202 de M. Jean-Pierre Vial et n° 286 de M. Thierry Repentin (rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF). - **Art. 10 bis A** (*Art. L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales - Recours aux baux emphytéotiques administratifs pour implanter des installations de production d'électricité d'origine renouvelable*) (p. 3506) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (suppression). - **Art. 10 bis B** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Rémunération dans les tarifs de l'obligation d'achat de la contribution des installations aux objectifs de la politique énergétique*) : accepte l'amendement n° 302 de la commission (prise en compte des impacts environnementaux des installations de production dans le tarif de rachat des énergies renouvelables). - **Art. additionnel avant ou après l'art. 10 ter** (p. 3508) : demande le retrait de l'amendement n° 116 de M. Yves Détraigne (élaboration obligatoire des schémas régionaux éoliens).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Définition des zones de développement éolien*) (p. 3547, 3548) : situation singulière à régler en commission mixte paritaire. Consensus entre les deux assemblées sur le fond. Propositions cependant antagonistes en dépit de la cohérence des deux dispositifs. Sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), sur lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, accepte les sous-amendements de M. Alain Vasselle n° 180 (précision de la date de départ du délai à compter duquel le préfet arrête les ZDE), de M. Jacques Valade n° 310 (préservation des monuments historiques et des sites remarquables et protégés), de M. Roland Courteau n° 124 (autorisation des EPCI à faire des propositions de ZDE) et n° 121 (obligation pour le schéma régional éolien de tenir compte des ZDE), de M. Thierry Repentin n° 312 (autorisation des groupements de communes à faire des propositions de ZDE et conditions de consultation des communes limitrophes), de M. Jean-François Le Grand n° 167 (rédaction), de M. Yves Détraigne n° 115 (accompagnement de la proposition de la commune d'éléments facilitant l'appréciation de l'intérêt du projet au regard du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques et de la nécessaire protection des paysages), de M. Ambroise Dupont n° 209 (obligation pour le préfet de veiller à la cohérence départementale des ZDE) et les sous-amendements identiques n° 151 de M. Roland Courteau et n° 168 de M. Jean-François Le Grand (rédaction) et demande le retrait des sous-amendements n° 208 de M. Ambroise Dupont (allongement des délais impartis au préfet et à la commission départementale des sites pour la définition des ZDE) et n° 122 de M. Roland Courteau (admissibilité des installations de très petite taille à l'obligation d'achat). (p. 3551, 3552) : salue le consensus sur l'amendement n° 40 rectifié précité de la commission. Hommage à la présidente de séance pour la conduite de ce débat délicat. En raison des différences de position entre l'Assemblée nationale et le Sénat, s'en remet à la sagesse de la Haute Assemblée dans l'attente de la commission mixte paritaire. - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 3555) : accepte l'amendement n° 303 de la commission (autorisation des communautés de communes à adopter une TPZ pour les zones de développement de l'éolien) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 313 de M. Thierry Repentin (limitation de la compensation versée par l'EPCI au seul produit de la taxe professionnelle perçue sur les éoliennes). (p. 3556) : réponse à M. Philippe Marini concernant le bénéficiaire de la taxe professionnelle en cas de mise en place de parcs éoliens sur le domaine public maritime. - **Art. 10 quater** (Art. L. 553-3 du code de l'environnement - *Garanties financières pour démantèlement des éoliennes*) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (constitution, dès le début de la construction d'installations offshore, de garanties financières pour financer leur démantèlement). - **Art. 10 quinquies** (Art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Prise en compte des objectifs environnementaux de la politique énergétique dans les objectifs de la gestion de l'eau*) (p. 3557) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (contribution de la production hydroélectrique à la sécurité du système électrique). - **Art. 10 sexies** (Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Evaluation du potentiel de développement des ENR par zone géographique*) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (élaboration par les gestionnaires de réseaux de distribution dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, d'un bilan prévisionnel de l'équilibre entre l'offre et la demande pour leur zone de desserte). - **Art. 10 septies** (Art. L. 212-1 et L. 212-5 du code de l'environnement - *Prise en compte par les SDAGE et les SAGE de la PPI et de l'évaluation du potentiel hydroélectrique des bassins et des sous-bassins*) (p. 3558) : accepte les amendements n° 45 de la commission (suppression de la prise en compte de la programmation pluriannuelle des investissements dans les SDAGE et les SAGE) et n° 224 de M. Roland Courteau (prise en compte dans les schémas régionaux de l'éolien de l'évaluation, par zone géographique, du potentiel éolien rendu public par le ministre chargé de l'énergie). - **Art. 10 onies** (Art. 2-1 [nouveau] de la loi du 16 octobre 1919 - *Bilan énergétique des actes administratifs relatifs à la*

gestion de la ressource en eau) (p. 3559) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (exonération des SAGE de l'obligation de produire un bilan énergétique). - **Art. 11** (Art. 2 de la loi du 16 octobre 1919 - *Mesures destinées à favoriser le développement de l'énergie hydroélectrique*) : accepte l'amendement n° 47 de la commission (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 11 sexies** (p. 3562) : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Roland Courteau (limitation du bénéfice du crédit d'impôt pour les pompes à chaleur, aux climatiseurs installés dans des logements occupés par des personnes âgées ou handicapées). - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3563, 3564) : accepte les amendements identiques n° 82 de M. Marcel Deneux, n° 107 de M. Ladislav Poniatowski et n° 268 de M. Philippe Marini (renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence). Réponse à Mme Marie-France Beaufils sur la loi du marché. - **Art. additionnels avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3565) : accepte l'amendement n° 270 de M. Philippe Marini (octroi aux agents de la commission de régulation de l'énergie et à ceux de la direction générale de la concurrence, d'un droit de contrôle sur les entreprises exerçant des activités de négoce) et les amendements identiques n° 85 de M. Marcel Deneux, n° 108 de M. Ladislav Poniatowski et n° 269 de M. Philippe Marini (renforcement des missions de surveillance des marchés du gaz de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence). - **Art. 12 BA** (Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Règles relatives à la contribution au service public de l'électricité*) (p. 3567) : demande le retrait des amendements n° 109 de M. Ladislav Poniatowski (suppression) et n° 273 de M. Philippe Marini (suppression partielle). Base légale indispensable au recouvrement des charges du service public de l'électricité en cas d'annulation de l'arrêté. Risques financiers pour EDF et les distributeurs non nationalisés. Garantie juridique supplémentaire eu égard au problème de la rétroactivité d'un nouvel arrêté. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3569, 3571) : s'oppose aux amendements identiques n° 204 de M. Jean-Pierre Vial, n° 262 de M. Daniel Dubois et n° 288 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site). Dispositif inopérant pour des raisons de droit constitutionnel et de droit communautaire. Nécessité d'attendre les conclusions du groupe de travail constitué depuis six mois. Expertise indispensable compte tenu de l'importance des conséquences économiques du dispositif. (p. 3572) : défavorable à l'improvisation du dispositif tout en reconnaissant l'urgence d'une solution. Propose au Sénat de déléguer deux sénateurs auprès du groupe de travail sur les électro-insentifs. Déposera un amendement après le dépôt des conclusions de la commission mixte paritaire en cas de consensus sur une solution. - **Art. 12 BB** (Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Tarifs de cession*) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel avant l'art. 12B** (p. 3573) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (possibilité pour les opérateurs électriques qui supportent les charges liées au service public de l'électricité, de récupérer ces sommes auprès de la CDC selon un rythme trimestriel). - **Art. 12 D** (*Incitations dans les tarifs à la maîtrise de la consommation d'électricité pendant les périodes de pointe de consommation*) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (suppression pour coordination). - **Art. 12** (Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2008 - *Amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité*) (p. 3574) : accepte l'amendement n° 51 de la commission (suppression pour coordination). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 3575) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Marcel Deneux (saisine pour avis de la commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant un effet direct sur l'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel). - **Art. 12 bis** (*Prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation des réseaux*) (p. 3576) : s'oppose aux amendements respectivement identiques et portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Vial

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 205, 206 et 207 et de M. Thierry Repentin n° 289, 290 et 291 (rétablissement de l'article 12 bis supprimé par l'Assemblée nationale). Mise en péril de la péréquation. - **Art. 13** (Art. 21-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Amélioration du régime applicable aux réseaux de transport et de distribution d'électricité) (p. 3578, 3579) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 52 et 53 de la commission (clarification et simplification du dispositif d'évaluation et de contrôle de la qualité de l'électricité) et, sur le n° 52 précité, le sous-amendement n° 98 de M. Xavier Pintat (cohérence rédactionnelle). - **Art. 13 bis** (Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN) (p. 3581, 3582) : s'oppose aux amendements identiques n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini (précision du champ d'application de l'article). Traitement privilégié des DNN depuis l'ouverture des marchés à la concurrence et la loi du 9 août 2004. Octroi d'avantages contre l'avis de l'Inspection générale des finances et contre celui du Conseil d'Etat. Incompatibilité entre intervention des DNN hors de leur zone de desserte et utilisation des tarifs de cession. Crainte d'une pratique de prix prédateurs et de distorsion de concurrence sur le marché de la fourniture. Avis de la commission de régulation de l'énergie, CRE, et du Conseil de la concurrence. Nécessaire création de filiales par les DNN. Gage de transparence. Augmentation probable du tarif de cession pour le rapprocher de celui du marché en cas d'adoption des amendements précités n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini. (p. 3584, 3585) : s'oppose aux amendements identiques n° 99 de M. Xavier Pintat, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 230 de M. Thierry Repentin (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité). Problème fondamental du tarif de cession. Met en garde contre une saisine de la commission de Bruxelles. - **Art. additionnel après l'art. 13 ter** (p. 3586) : accepte l'amendement n° 305 de la commission (clarification des dispositions relatives au financement du raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 311 de M. Ladislav Poniatowski (modalités du raccordement destiné à desservir une installation de production d'électricité). - **Art. 13 quater** (Art. 7 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Régime d'incompatibilité lié à l'exercice de la présidence de RTE) (p. 3587) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (incompatibilité de la présidence de RTE avec l'exercice de toute responsabilité en lien direct avec une activité concurrentielle dans une entreprise du secteur énergétique). - **Art. additionnel avant l'art. 13 quinquies** (p. 3588) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Roland Courteau (rétablissement du financement des charges imputables aux missions du service public par les opérateurs du secteur de l'électricité). - **Art. 13 sexies** (Règles d'éligibilité pour les sites de consommation créés après le 1er juillet 2004) (p. 3589) : s'oppose aux amendements n° 55 de la commission (suppression de la limitation du dispositif dans le temps) et n° 258 de M. Yves Coquelle (restriction des règles d'éligibilité à la prise en compte des droits précédemment exercés par le seul consommateur du site). - **Art. 14 bis** (Dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux d'économies d'énergie effectués par les bailleurs sociaux) (p. 3591) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (codification) et s'oppose à l'amendement n° 200 de M. Roland Courteau (suppression du plafond du dégrèvement et affectation du solde des dépenses déductibles sur des immeubles relevant du même centre des impôts au nom du même bailleur et au titre de la même année). - **Art. 17** (Art. 45 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Substitution du Conseil supérieur de l'énergie au CSEG) (p. 3592) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (suppression de la compétence consultative du Conseil supérieur de l'énergie en matière de sécurité sociale). - **Art. additionnel après l'art. 17** : accepte l'amendement n° 58 de la commission (consultation de la Caisse nationale des industries électriques et gazières sur les projets de dispositions législatives ou réglementaires ayant des incidences sur l'équilibre financier du régime ou entrant dans son domaine de compétences). - **Art. 17 bis A** (Art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution) : Accepte les amendements de la commission

n° 59 (simplification des procédures de fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution) et n° 306 (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis A** (p. 3593, 3594) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (insertion du dispositif prévu par l'article 12 D du projet de loi, relatif aux incitations tarifaires limitant la consommation pendant les périodes de pointe) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 214 de M. Ladislav Poniatowski (détermination par les gestionnaires de réseau des périodes de différenciation des tarifs d'utilisation des réseaux). Accepte l'amendement n° 264 de M. Philippe Nogrix (simplification des procédures fixant les évolutions tarifaires pour les fournitures livrées sous une puissance supérieure à 36 kVA). - **Art. 17 bis B** (Art. 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution) (p. 3595) : s'oppose à l'amendement n° 233 de M. Philippe Nogrix (publication et transmission simultanées par la CRE de ses propositions tarifaires). Nécessité pour le Gouvernement de prendre sa décision en toute sérénité. Désordre et confusion en cas de non-conformité à l'avis de la CRE. Mode de pression inacceptable. (p. 3596) : accepte l'amendement n° 111 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les opérateurs de demander une évolution tarifaire). Accepte les amendements n° 61 et 307 de la commission (rédaction). (p. 3597) : s'oppose à l'amendement n° 275 de M. Philippe Marini (publication de ses avis par la CRE à défaut de décision des ministres chargés de l'économie et de l'énergie dans le délai d'un mois à compter de leur transmission). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis B** (p. 3598) : son amendement n° 315 : instauration, à compter du 1er janvier 2007, de mesures visant à développer l'électrification dans la collectivité départementale de Mayotte ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 89 de M. Adrien Giraud (compensation des surcoûts de gestion clientèle et des coûts liés à la maîtrise de l'énergie supportés par les fournisseurs d'électricité de la collectivité départementale de Mayotte) au profit de son amendement n° 315 précité. - **Art. 17 bis** (Art. 23 et 38 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Saisine de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 3599) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article 17 bis supprimé par l'Assemblée nationale en précisant l'impossibilité pour un client résidentiel de saisir la CRE d'une demande de règlement de différend). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 3600, 3601) : accepte l'amendement n° 308 de la commission (rédaction). Demande le retrait de l'amendement n° 112 de M. Ladislav Poniatowski (pouvoir d'injonction de la CRE dans le règlement des différends) au profit de l'amendement n° 279 de M. Philippe Marini (prérogative de la CRE en matière d'astreintes pour l'accès aux réseaux) plus satisfaisant au regard de la liberté contractuelle. - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 3602) : accepte l'amendement n° 63 de la commission (approbation par la CRE des méthodes de calcul des écarts et des compensations financières) et s'oppose à l'amendement n° 260 de M. Yves Coquelle (instauration d'une tarification spéciale pour la fourniture de l'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 3603) : demande le retrait de l'amendement n° 90 de M. Jean-Paul Amoudry (conditions de cession et de transfert de l'énergie réservée). Lien inopportun entre énergie réservée et tarif de cession. Nécessité de travailler avec EDF à la fixation du tarif de cession de l'énergie réservée. S'engage néanmoins à prendre l'arrêté avant le 31 décembre 2005. - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 3604) : accepte les amendements de la commission n° 64 (garantie de l'accès des gestionnaires d'un réseau de transport de gaz aux informations utiles à l'accomplissement de leurs missions) et n° 65 (simplification des règles comptables relatives aux revenus provenant de la propriété des réseaux publics de distribution de gaz). - **Art. 23** (Art. 22-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel) (p. 3605) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (limitation des obligations d'information relatives à la cartographie des réseaux de gaz aux seules infrastructures existantes) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 100 de M. Xavier Pintat (transmission aux EPCI et aux syndicats mixtes, des informations relatives aux infrastructures gazières lorsque la compétence afférente à la distribution publique du gaz leur a

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

été transférée). - **Art. 24** (*Art. 25-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création de nouveaux réseaux publics de distribution de gaz*) (p. 3606) : s'oppose aux amendements n° 145 de M. Roland Courteau (suppression) et n° 91 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour une collectivité gérant une entreprise publique locale d'électricité d'octroyer, à leur échéance, des concessions de gaz dont GDF était jusqu'alors titulaire). Ampleur de la perte pour GDF d'un non-renouvellement des concessions et atteinte à son monopole. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 3607) : son amendement n° 266 : mise en oeuvre d'un dispositif tendant à augmenter le volume des transactions sur Powernext ou à organiser des mises en enchères de capacité ; adopté. Nécessité de favoriser l'émergence d'un marché de l'électricité. Caractère discutables des indices à dire d'experts. - **Art. 26** (*Art. 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Modalités de raccordement des consommateurs de gaz naturel*) (p. 3608) : accepte l'amendement n° 67 de la commission (limitation de l'application du dispositif aux seuls gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz et définition par décret en Conseil d'Etat des conditions de raccordement aux réseaux) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 101 de M. Xavier Pintat (consultation des organisations nationales représentatives des autorités organisatrices de la distribution publique de gaz sur les conditions et les méthodes de calcul des participations). - **Art. 27** (*Sanctions pénales pour atteinte aux installations gazières*) (p. 3609) : accepte l'amendement n° 154 de M. Marcel Deneux (extension des sanctions aux atteintes à la sécurité des canalisations d'hydrocarbures liquides et liquéfiés ou de produits chimiques). - **Art. additionnel après l'art. 27** : son amendement n° 316 : pouvoirs d'intervention du ministre chargé de l'industrie pour contraindre les gestionnaires de réseaux, notamment en fontes grises, à les résorber à leur frais ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 27 bis** (p. 3610) : accepte l'amendement n° 232 de M. Ladislas Poniatowski (transformation de l'Institut français du pétrole en établissement public national à caractère industriel et commercial). - **Art. 28 ter** (*Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Information du GRT d'électricité*) (p. 3611) : accepte l'amendement n° 68 de la commission (suppression partielle pour coordination). - **Art. additionnel après l'art. 28 quinquies** (p. 3611, 3612) : son amendement n° 317 : modification de la fourchette du taux de la contribution tarifaire sur la prestation de transport d'électricité ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 28 sexies** (p. 3612) : accepte l'amendement n° 102 de M. Xavier Pintat (habilitation du président de la CRE à saisir le Conseil de la concurrence des pratiques anticoncurrentielles définies aux articles L. 420-1 et L. 420-2 du code de commerce). - **Art. additionnel avant l'art. 30 bis** : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Roland Courteau (abrogation de l'arrêté du 26 janvier 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires). - **Art. 30 bis** (p. 3614) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (rédaction). - **Art. 31** (*Habilitation du Gouvernement à créer la partie législative du code de l'énergie*) : son amendement n° 296 : habilitation du Gouvernement à codifier par ordonnances le code des mines ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 3615) : accepte l'amendement n° 149 de M. Adrien Giraud (application à Mayotte des modifications apportées par le présent projet de loi). - **Intitulé du projet de loi** : accepte l'amendement n° 309 de la commission (nouvel intitulé - Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3618, 3619) : enrichissement du texte, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Intérêt des innovations en deuxième lecture. Débat de qualité. Réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3799, 3800) : clarification et consolidation des enjeux du texte en commission mixte paritaire. Remerciements. Texte fondateur pour l'économie du secteur. Mise en place d'un marché postal concurrentiel garantissant la bonne prestation du service universel postal. Précision des missions de service public : critères d'accessibilité du réseau, aboutissement des discussions entre La Poste et l'Association des maires de France. Amélioration

de la qualité du service dans des conditions d'équité concurrentielle : constitution d'une filiale bancaire. Faculté de recruter des agents contractuels. Mise en place d'un régime de responsabilité de La Poste. Encadrement de l'accès aux boîtes aux lettres. Négociation d'un nouveau contrat de performances et de convergences pour 2003-2007. Propose l'adoption du texte élaboré en commission mixte paritaire.

DELEVOYE (Jean-Paul)
médiateur de la République

INTERVENTIONS

- **Communication du Médiateur de la République** - (12 mai 2005) (p. 3791, 3794) : présentation du rapport de la Médiation de la République. Missions. Priorités, résultats et objectifs. Propositions de réforme. Mise en place d'une comptabilité analytique. Projets : amélioration de l'accès de chacun au droit, lutte contre l'instrumentalisation des politiques publiques, respect de l'éthique et de l'équité, humanisation et reconstruction du lien social. Mise en place de nouveaux outils de communication : site internet interactif.

DIDIER (Evelyne)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation parlementaire pour la planification.

Secrétaire de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. 28 bis** (Art. L. 123-4-1, L. 123-29-1 et L. 123-30 nouveaux du code rural - Échange de terrains selon leur valeur vénale) (p. 238, 239) : son amendement n° 150 : amélioration des dispositions d'indemnisation de la perte de valeur vénale de terrains attribués à la commune en cas de réserve foncière ; adopté.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 530, 531) : défavorable à l'amendement n° 181 de M. Patrice Gélarud (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus) ainsi qu'aux autres amendements déposés sur cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 538) : non-traitement des aspects essentiels et vitaux nécessaires à la revitalisation rurale. Favorable au mécanisme du coefficient multiplicateur applicable en période de crise au secteur des fruits et légumes. Absence de moyens financiers et de mesures significatives. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement** [n° 2 (2003-2004)] - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 21, 22) : défense de l'environnement et du développement durable. Attitude ambiguë de la majorité. Volonté d'imposer le respect de l'environnement au secteur privé et de mobiliser les citoyens pour cette cause. Insuffisances de cette charte. Nécessité d'engager une politique volontariste. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture** [n° 149 (2004-2005)] - (8 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1400) : soutient l'amendement n° 56 de M. Michel Billout (principes fondateurs

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du service public postal) ; rejeté. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1409, 1410) : soutient l'amendement n° 60 de M. Michel Billout (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1481, 1483) : soutient les amendements de M. Michel Billout n° 76 (suppression de la mission de l'ARCEP d'approuver les tarifs du secteur réservé) ; et n° 78 (suppression de la possibilité pour les opérateurs privés de se dessaisir des zones les moins rentables) ; rejetés. (p. 1486) : soutient l'amendement n° 82 de M. Michel Billout (compétence de la juridiction administrative pour l'arbitrage des atteintes à la concurrence dans le secteur postal) ; rejeté. - **Art. 7** (*Rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal*) (p. 1497, 1498) : soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. Garantie de la pérennité du service universel. Création indispensable des conditions d'un financement public adéquat du service public postal. - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1506, 1508) : soutient les amendements de M. Michel Billout n° 90 (suppression de la création d'un établissement bancaire autonome) ; et n° 89 (importance du réseau de bureaux de poste pour le secteur financier du groupe) ; rejetés. Complémentarité entre les différentes activités de La Poste.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2650, 2653) : absence d'ambition pour atteindre le bon état écologique de l'eau d'ici à 2015. Enrichissement souhaitable d'un texte qui se veut consensuel. Nombreux enjeux. Recherche indispensable d'un développement durable, solidaire et humain. Salue le travail du Gouvernement avec tous les acteurs de l'eau. Remercie, à titre personnel, le rapporteur de la commission des affaires économiques d'avoir offert aux parlementaires du groupe de l'eau la possibilité d'assister aux auditions. Désengagement de l'Etat au cours des dernières années. Immixtion dans la gestion des agences. Abandon de son rôle de péréquateur garant de la solidarité à travers l'ONEMA. Accroissement inéluctable du coût des investissements pour les contribuables. Responsabilisation des agriculteurs dans la lutte contre les pollutions. Nécessité de ne pas éluder la responsabilité des industriels. Orientation indispensable de la recherche scientifique dans une perspective de développement durable. Attente de signes forts du Gouvernement pour favoriser une agriculture raisonnée et raisonnable. Texte non porteur des préoccupations de solidarité. Le groupe CRC proposera un rééquilibrage des participations des différents acteurs de l'eau concernant les redevances. Amendements sur la question de l'assainissement non collectif. Monopole préoccupant des mutuelles privées. Assouplissement indispensable du système au profit des collectivités. Renforcement nécessaire de la transparence et de la participation des acteurs de l'eau, ainsi que d'une meilleure information des usagers. Question essentielle du rôle de l'Etat. (p. 2654) : absence de garantie de la maîtrise publique de l'eau. Délestage sur les départements et les communes. Imprécision des missions de l'ONEMA. Le groupe CRC proposera la création d'un Haut conseil du service public de l'eau et de l'assainissement et d'un Office national chargé de la gestion. Bien-fondé d'un recentrage de la police de l'eau sous réserve de ne pas conduire à des réductions de personnels et de moyens. Texte inacceptable en l'état. Le groupe CRC infléchira ses propositions en fonction des réponses du Gouvernement. - **Rappel au règlement** (p. 2655) : rythme des travaux. Impossibilité d'étudier sérieusement en commission les amendements affectant le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2685) : son amendement n° 492 : intégration dans le code de l'environnement des notions de "bien public" et de "droit fondamental" appliquées à l'eau ; rejeté. - **Art. 3** (*Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté*) (p. 2699) : son amendement n° 479 : consultation des fédérations départementales de pêche sur les régulations des cours d'eau ; devenu sans objet. - **Art. additionnel avant**

l'art. 4 (p. 2703) : intervient sur l'amendement n° 360 de M. Ladislav Poniatowski (précision de l'objectif du projet de loi relativement aux microcentrales). Confirme l'évocation de la création de 500 microcentrales au cours des auditions. - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2711) : son amendement n° 480 : reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement au vu d'une étude d'impact et après enquête publique ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 2788) : ses amendements n° 442 : obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas de travaux ou activités réalisés sans autorisation ou déclaration requise ; adopté ; et n° 441 : obligation pour l'autorité administrative d'apposer des scellés sur des installations en infraction constatée ; rejeté. (p. 2789) : son amendement n° 481 : à l'arrêt d'une activité, obligation pour le propriétaire de remettre le site en état sans porter atteinte aux écosystèmes aquatiques ; rejeté. - **Art. 7** (*Art. L. 216-3, L. 216-4, L. 216-5, L. 216-7 et L. 216-9 du code de l'environnement - Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) (p. 2791) : son amendement n° 434 : sanction pécuniaire pour le mauvais entretien d'un équipement permettant la circulation des poissons migrateurs ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 9** (*Art. L. 435-5 du code de l'environnement - Réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées*) (p. 2806) : son amendement n° 482 : précision ; devenu sans objet. - **Art. 10** (*Art. L. 436-9 et L. 432-11 du code de l'environnement - Gestion des peuplements des cours d'eau*) (p. 2807) : son amendement n° 478 : consultation des fédérations départementales de pêche et de protection du milieu aquatique ; rejeté. - **Art. 17** (*Art. L. 522-8 du code de l'environnement - Contrôle de la traçabilité des produits biocides*) (p. 2821) : son amendement n° 436 : nouvelle rédaction ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 2845, 2846) : son amendement n° 435 : agrément par l'Etat d'organismes spécialisés dans la recherche, l'expérimentation et la mise en oeuvre des moyens de combattre les pollutions des eaux ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 35 de la commission. - **Art. 22** (*Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). - **Art. 23** (*Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial*) (p. 2878) : son amendement n° 499 : suppression ; retiré. Interrogation sur les modalités de détermination de l'assiette de la taxe relative aux eaux pluviales. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2887) : son amendement n° 443 : renforcement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux ; rejeté. - **Art. 26** (*Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2896) : son amendement n° 493 : extension des compétences des communes en matière d'assainissement non collectif à la réalisation, à leurs frais, de l'installation du système d'assainissement individuel ; retiré. Inégalité entre les usagers en matière d'assainissement.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2924) : son amendement n° 491 : suppression de la référence au caractère patrimonial des renouvellements ; rejeté. (p. 2925) : son amendement n° 444 : compte rendu annuel de l'avancement des travaux ; retiré. (p. 2928, 2929) : son amendement n° 490 : instauration d'une procédure d'appel d'offres pour les travaux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

exclusifs réalisés par les délégataires ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27** (p. 2938, 2939) : son amendement n° 496 : encadrement plus strict des contrats de délégation de service public conclus entre les collectivités locales et des entreprises privées ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 2940, 2941) : son amendement n° 502 : garantie à chaque habitant de la fourniture quotidienne d'un volume minimum d'eau ; rejeté. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau) (p. 2947) : son amendement n° 494 : assimilation de la participation pour travaux à la redevance pour assainissement ; retiré. (p. 2949) : son amendement n° 438 : remboursement dans un délai de deux ans des sommes perçues au titre des dépôts de garantie ; adopté. (p. 2952) : son amendement n° 428 : plafonnement du montant des charges fixes ; retiré au profit de l'amendement n° 402 de M. Jean Desessard (plafonnement du montant des charges fixes). (p. 2954) : son amendement n° 439 : interdiction de la tarification forfaitaire de l'eau ; rejeté. (p. 2956) : son amendement n° 440 : application d'un tarif progressif au-delà d'une première tranche de consommation à tarif réduit ; rejeté. (p. 2957) : son amendement n° 429 : suppression de la possibilité d'établir une tarification dégressive ; devenu sans objet. (p. 2958) : son amendement n° 430 : suppression du recours à une tarification dégressive ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2966, 2967) : favorable au sous-amendement n° 685 de Mme Hélène Luc portant sur l'amendement n° 60 de la commission (adaptation de certaines dispositions du projet de loi aux spécificités de l'agglomération parisienne). (p. 2969) : interrogation sur l'organisation des services d'assainissement. S'abstiendra sur l'amendement de la commission des lois saisié pour avis n° 141 (octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale). (p. 2970) : son amendement n° 477 : installation de compteurs d'eau sur tous les types de pompage ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2976) : le groupe CRC votera l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural). - **Art. 28** (Art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Rôle des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration, SATESE) (p. 2979) : son amendement n° 498 : gratuité de l'expertise technique réalisée par les services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2985, 2986) : intervient sur l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). Le groupe CRC ne votera aucun amendement tendant à créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement. Refus d'entériner la disparition d'une solidarité à l'échelon national. - **Art. 31** (Art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 2990, 2991) : son amendement n° 484 : composition de la commission locale de l'eau ; devenu sans objet. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3000, 3001) : son amendement n° 447 : création de comités de bassin au niveau des sous-bassins ; devenu sans objet. (p. 3005) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 283 de M. Charles Revet (composition du comité de bassin). (p. 3006) : son amendement n° 500 : mode d'élection du président du comité de bassin ; adopté. (p. 3010) : son amendement n° 448 : création d'une agence de l'eau dans chaque sous-bassin ; rejeté. (p. 3011, 3012) : ses amendements n° 450 : désignation du président de l'agence de l'eau après avis du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement ; rejeté ; et n° 449 : composition des agences de l'eau ; retiré. (p. 3015) : favorable à l'amendement n° 286 de M. Charles Revet (création de commissions locales à l'échelon des sous-bassins versants). (p. 3021) : son amendement n° 463 : insertion d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques ; rejeté. - **Art. 36** (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau

pour 2007-2012) (p. 3034) : son amendement n° 464 : ajout d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3164) : sens des amendements déposés par le groupe CRC à l'article 37. (p. 3170) : son amendement n° 451 : suppression des seuils de redevance pour pollution de l'eau ; rejeté. (p. 3171) : son amendement n° 453 : cohérence ; rejeté. (p. 3172) : son amendement n° 452 : établissement d'une fourchette encadrant le taux de redevance ; rejeté. (p. 3173) : intervient sur l'amendement n° 615 de M. Bernard Cazeau (égalité de traitement entre élevage et culture). (p. 3174) : son amendement n° 455 : non-prise en compte de l'état des masses d'eau dans le calcul de la redevance pour pollution ; rejeté. (p. 3177) : son amendement n° 456 : non-prise en compte de l'état des masses d'eau pour l'établissement du taux de redevance ; rejeté. (p. 3182) : son amendement n° 457 : redéfinition des conditions de fixation du taux de redevance pour modernisation des réseaux de collecte ; rejeté. (p. 3184, 3185) : son amendement n° 426 : encadrement du taux de la redevance pour pollutions diffuses dans une fourchette comprise entre 1,2 euro et 1,7 euro par kilo de substances actives ; devenu sans objet. (p. 3193) : son amendement n° 458 : exonération des prélèvements effectués pour le maintien d'étiage des rivières ; retiré. (p. 3195) : son amendement n° 459 : suppression de l'exonération de redevance prévue pour la géothermie ; retiré. (p. 3202) : son amendement n° 460 : application des redevances pour prélèvement sur les ressources en eau aux concessions de ressources naturelles faites à des sociétés commerciales ; retiré. (p. 3205) : son amendement n° 461 : cohérence ; rejeté. (p. 3206) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Gérard César (déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine). (p. 3208) : son amendement n° 483 : abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau ; rejeté. (p. 3211) : son amendement n° 485 : extension, au-delà de la période du 1er juin au 30 septembre, de la redevance particulière pour les personnes se livrant pendant quinze jours consécutifs à l'exercice de la pêche ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 3219) : son amendement n° 489 : efforts des entreprises de droit privé du secteur de l'eau en matière de recherches et d'investissements ; rejeté. - **Intitulé du chapitre IV** (Comité national de l'eau et Office national de l'eau et des milieux aquatiques) (p. 3220) : son amendement n° 465 : cohérence ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)) (p. 3229, 3230) : ses amendements n° 495 : définition des missions du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement ; n° 641 : missions de l'ONEMA ; n° 466 et 467 : cohérence ; rejetés. (p. 3232) : ses amendements n° 462 : précision ; et n° 475 : définition par l'ONEMA d'une tarification juste et équilibrée de l'eau ; rejetés. (p. 3233) : ses amendements n° 488 : redéfinition de la composition de l'ONEMA ; et n° 468 : cohérence ; rejetés. (p. 3234) : ses amendements de cohérence n° 469 et 470 ; rejetés. (p. 3235) : ses amendements de cohérence n° 471, 472 et 473 ; rejetés. - **Art. 47** (Mise en cohérence d'articles codifiés) (p. 3248) : son amendement n° 474 : cohérence ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3251, 3252) : observations sur l'organisation des débats et sur la méthode employée pour élaborer ce projet de loi. Ses propositions sur le fond non retenues. Pollution des masses d'eau liée à la consommation des pesticides. Nécessité de passer d'une gestion de crise à une gestion d'anticipation. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)] - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4227, 4229) : déception devant le texte retenu par la commission. Non-reprise de l'ensemble des dispositions des propositions de loi. Reconnaissance scientifique du réchauffement de la planète. Conséquences de l'activité humaine. Nécessité de prendre des mesures. Proposition de loi déposée par le groupe CRC en 2000. Critères de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle mis en place par la loi du 13 juillet 1982. Inapplicabilité de ces critères lors de la sécheresse de 2003. Sentiment d'injustice dans de nombreux départements. Désaccord sur la phrase du texte faisant peser la charge de la preuve sur les sinistrés. Absence de réflexion approfondie. Texte insatisfaisant. - **Art. 1er** (*Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles*) (p. 4238) : son amendement n° 11 : consultation obligatoire de la commission départementale ; devenu sans objet. (p. 4239, 4240) : défavorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (instauration d'une commission d'information sur les dommages des sécheresses). Réduction considérable de la portée du dispositif initial. - **Art. additionnels après l'art. 1er** : son amendement n° 13 : définition des critères qualifiant l'intensité anormale de l'agent naturel ; rejeté. - **Art. 3** (*Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles*) (p. 4244) : son amendement n° 14 : suppression de la disposition faisant peser la charge de la preuve sur les sinistrés ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5945, 5946) : retard dans la transposition des directives en matière d'environnement. Déclaration du Conseil européen de Bruxelles sur les objectifs clés du développement durable. Evaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Droit d'accès à l'information environnementale. Contrôle des produits chimiques. Evaluation et gestion du bruit. Mise en décharge des déchets. Coût financier élevé du respect de l'environnement. Opposition du groupe CRC à l'idée d'une bourse d'échange des quotas d'émission de gaz à effet de serre. - **Art. 7** (*Ratification de l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004*) (p. 5951, 5952) : son amendement n° 1 : réintégration dans ce projet de loi des dispositions concernant l'évaluation et la gestion du bruit aux abords des aérodromes civils ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5953) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Question préalable** (p. 5978, 5979) : soutient la motion n° 25 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Art. 12** (*Transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires*) (p. 5994, 5995) : soutient l'amendement n° 53 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. - **Art. 16** (*Art. L. 213-11 du code du travail - Dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire*) (p. 6009, 6010) : soutient l'amendement n° 56 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. - **Art. 17** (*Art. L. 220-3 du code du travail - Dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulant des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs*) : soutient l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Question préalable** (p. 6463, 6464) : soutient la motion n° 576 de M. Gérard Le Cam tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 6542) : soutient l'amendement n° 406 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour deux époux de constituer un groupement agricole d'exploitation en commun, GAEC) ; retiré. Place des femmes dans l'agriculture : exemple de la Lorraine.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6768, 6769) : nécessité de limiter la diffusion des sacs en plastique à la source. Notions de biodégradation et de biodégradabilité. (p. 6774) : soutient l'amendement n° 436 de M. Gérard Le Cam (extension de l'interdiction aux sacs et emballages importés) ; devenu sans objet. (p. 6777) : votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6807) : étonnement de M. Michel Billout concernant l'absence de mention des organismes génétiquement modifiés dans ce projet de loi agricole. (p. 6808) : favorable à l'amendement n° 713 de M. Jean Desessard (impact des pesticides sur notre environnement).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7677) : votera l'amendement n° 47 de la commission (compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération pendant les quinze premières années de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8712) : programme "passifs financiers mineurs". Problème de la continuité des droits des mineurs s'agissant du logement. Vente de logements du parc Arcelor à des sociétés sans lien avec la mine. Remise en question du droit au logement gratuit à défaut d'une gestion par un organisme public, telle l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs, l'ANGDM. Inquiétudes des élus et des habitants du bassin Nord de la région Lorraine. Arrêt du pompage des eaux d'exhaure. Question du règlement des désordres survenus avant le 14 septembre 1998. Situation bloquée pour le bassin de Piennes-Landres en Meurthe-et-Moselle.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8770, 8772) : nouvelle réduction du budget du ministère de l'écologie en 2006, en dépit des témoignages du dérèglement du climat. Manque de lisibilité des documents budgétaires. Désengagement de l'Etat d'un grand nombre de domaines. Absence de mission pour l'eau. Austérité budgétaire préoccupante s'agissant de l'ADEME, de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, AFSSET, et de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS. Réduction des crédits pour le financement des actions associatives en dépit de l'importance de leur rôle. Situation catastrophique des parcs régionaux. Bien-fondé de l'amendement de la commission des affaires économiques rétablissant les crédits de la Mission interministérielle de l'effet de serre, MIES. Avis défavorable des sénateurs du groupe CRC sur les crédits de la mission "Ecologie et développement durable". - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8787, 8788) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées). Nécessité d'assurer la présence d'inspecteurs des installations classées conformément aux engagements pris lors de l'examen du projet de loi relatif à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. (p. 8790) : le groupe CRC soutiendra les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable"). - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 8797) : à titre personnel, votera l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles). Nécessité de donner sa chance à une filière bonne sur le plan social et aussi pour l'environnement.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8935, 8936) : crise profonde de la pêche française. Ressources halieutiques. Dispositif "aléa carburant". Diminution des crédits de la filière bois. Balance commerciale déficitaire. Importance des missions de l'Office national des forêts. Le groupe CRC ne votera pas ces crédits. - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 8965) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° II-92 du Gouvernement (augmentation du montant maximum du droit sur les vins).

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9129, 9131) : contraste entre l'importance de cette mission et les crédits consacrés par l'Etat à la politique des territoires. Glissement du concept de développement équilibré vers la notion de compétitivité des territoires. Rupture avec les notions de péréquation, de mutualisation et de solidarité territoriale. Retard cumulé dans l'exécution des contrats de plan. Pôles d'excellence ruraux. Question de la DATAR, nouvellement baptisée DIACT. Stagnation du budget consacré au tourisme. Manque de lisibilité et faiblesse des moyens dégagés en faveur de la politique des territoires. Le groupe CRC ne votera pas ce budget.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9229, 9230) : situation de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée, SNCM.

DINI (Muguette)
sénateur (Rhône)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1609, 1611) : interrogation sur le mode d'acquisition d'un socle commun indispensable de connaissances et la lutte contre l'échec scolaire. Application restrictive du texte au champ de l'école obligatoire. Prévention précoce de la violence insuffisamment appréhendée. Sa proposition de "jardins-passerelles" pour l'accueil des enfants de moins de trois ans. Place déterminante de l'école maternelle dans l'apprentissage de la langue. Imprécision sur les missions attendues de la formation des maîtres. Votera ce projet de loi en dépit des insuffisances relevées.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1680) : son amendement n° 420 : mission première de l'école d'enseigner et de former les élèves ; devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 4 ou avant l'art. 6 bis ou après l'art. 6 bis** (p. 1721) : son amendement n° 421 : scolarité obligatoire à partir de trois ans ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1744) : soutient l'amendement n° 132 de Mme Françoise Férat (ajout de l'histoire et de la géographie aux connaissances du socle commun) ; devenu sans objet. (p. 1748) : soutient l'amendement n° 135 de Mme Françoise Férat (bilan avant la rentrée 2005-2006 des actions mises en oeuvre pour respecter les objectifs éducatifs définis par la Conférence de Lisbonne en 2000) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1777) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires).

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2069) : soutient l'amendement n° 624 de Mme Catherine Morin-Desailly (missions des enseignants) ; adopté. (p. 2093) : soutient l'amendement n° 639 de Mme Catherine Morin-Desailly (éducation à la santé et à la sexualité) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2103) : temps de débat insuffisant. Approbation de la mise en place du socle commun de connaissances et du parcours personnalisé de réussite scolaire. Souhaite le maintien des amendements de son groupe en commission mixte paritaire. La majorité du groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** [n° 228 (2004-2005)] - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2449, 2450) : devoir de changer les mentalités en appliquant la tolérance zéro en matière de violences conjugales. Nécessité de porter une attention particulière à l'application de cette loi. Le groupe de l'UC-UDF

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

votera ce texte. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2456) : son amendement n° 30 : formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2463) : son amendement n° 24 : lutte contre le mariage forcé ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2470) : son amendement n° 28 : incrimination du harcèlement moral du conjoint ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2486) : son amendement n° 29 : suppression du recours à la médiation pénale ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3106) : avec les sénateurs de l'UC-UDF, quittera l'hémicycle et ne participera pas au vote du texte.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 27 (Sanctions pénales pour atteinte aux installations gazières)** (p. 3609) : soutient l'amendement n° 154 de M. Marcel Deneux (extension des sanctions aux atteintes à la sécurité des canalisations d'hydrocarbures liquides et liquéfiés ou de produits chimiques) ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4132) : inscription du texte dans les logiques d'amélioration de l'offre d'accueil complémentaire en crèche et d'instauration d'un crédit d'impôt pour la garde des jeunes enfants. Professionnalisation des assistants maternels. Équilibre entre la protection de l'enfant et de sa famille et la sécurité professionnelle de l'assistant. Amélioration de la prise en compte de l'intérêt des enfants. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4433, 4434) : complexité de la procédure d'adoption. Défavorable à l'allongement du délai d'instruction du dossier d'agrément. Dépôt d'un amendement visant à instituer une limite d'âge pour l'adoptant. Harmonisation de la procédure d'agrément sur l'ensemble du territoire. Assouplissement des conditions d'appréciation de la procédure d'abandon. Création de l'Agence française de l'adoption. Risque de confusion entre les différents organismes chargés de l'adoption. Favorable à la nomination d'un "référé adoption" dans les postes consulaires. Amélioration indispensable de l'information des candidats à l'adoption. Sa proposition d'améliorer le suivi des familles après l'adoption. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte. - **Art. 1er** (Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément) (p. 4445) : son amendement n° 31 : agrément réputé tacite après un délai de neuf mois à la date de la demande ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4451) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 13 de M. Roger Madec (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément). Attachement des commissions d'agrément à l'intérêt de l'enfant. Importance pour l'enfant de l'identification aux deux sexes. - **Art. 2** (Art. L. 225-15 à L. 225-18 et L. 225-18 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 122-28-10 du code du travail et art. 1067 du code général des impôts - Accompagnement de l'enfant adopté par les services sociaux) (p. 4455) : son amendement n° 32 : mise en place d'un accompagnement systématique et régulier de l'adopté jusqu'à sa majorité ; retiré. Survenance des problèmes longtemps après l'adoption. - **Art. additionnel après l'art. 2** : son amendement n° 33 : fixation d'un écart d'âge maximum entre l'enfant et le parent adoptant ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 4464) : son amendement n° 34 : prévision d'un congé avant l'arrivée de l'enfant au foyer ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 4467, 4468) : son amendement n° 1 : financement des charges nouvelles pour les départements ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4469, 4470) : proposition de loi en deçà de l'attente des couples et des services de l'enfance. Création attendue de

l'AFA. Regrette la demande de vote conforme, négation du rôle du Sénat. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte sans réserve dans l'attente d'une nouvelle réforme.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er ou avant l'art. 2** (p. 5801) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Jean Louis Masson (instauration de suppléants pour les conseillers généraux).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6390) : rôle des délégués départementaux de l'éducation nationale. Proposition tendant à circonscrire les lieux d'intervention des délégués exerçant un mandat municipal. Votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7056, 7058) : déception de l'application de la réforme de la branche maladie dans le cadre de la loi de 2004. Impossibilité du retour à l'équilibre du régime général en 2007. Poursuite de la progression du déficit. Incidence du FSV et du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA, sur la situation de la sécurité sociale. Absence de réforme d'envergure. Hausse de la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles. Mise en place d'une franchise sur les actes médicaux de plus de 91 euros. Instauration d'un système de soins à deux vitesses. Situation des hôpitaux. Propositions pour une réforme d'envergure. Inquiétude du groupe UC-UDF.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7111, 7112) : se fait le porte-parole de M. Jean-Paul Amoudry. Déficit structurel du FSV. Solutions avancées par la Cour des comptes. Besoin de financement cumulé du FFIPSA. Inquiétude quant à la prise en charge de la dépendance qui pèse fortement sur les départements.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7291, 7292) : constat dubitatif. Inquiétudes. Sous-financement chronique des hôpitaux publics. Situation des établissements privés à but non lucratif. Question sur les divergences tarifaires actuelles et les modalités de passage à la TAA. Amendements du groupe UC-UDF sur le drame de l'amiante. Souhait d'une réforme globale de la branche accidents du travail et maladies professionnelles. - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 7307, 7308) : soutient l'amendement n° 109 de M. Michel Mercier (prise en compte de l'évolution du coût des carburants dans les indemnités de frais de déplacement des professionnels de santé) ; retiré. - **Art. 26 quater** (Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé) (p. 7311, 7312) : soutient l'amendement n° 110 de M. Michel Mercier (suppression) ; adopté. Suspicion à l'encontre des médecins.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8818, 8819) : progression des crédits de la mission "Justice". Rattachement regrettable de la justice administrative à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Sous-évaluation des frais de justice. Insuffisance des crédits relatifs à l'aide juridictionnelle. Problèmes de sécurité et d'effectifs dans les tribunaux. Contrôle de l'exécution des peines. Gestion du personnel. Situation des prisons. Progrès à accomplir. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de budget.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DOLIGÉ (Eric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile le 11 mars 2005.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle le 27 septembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Développement et régulation économiques [n° 99 tome 3 annexe 9 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 13 ter** (Art. L. 120-3 du code du travail et L. 213-11 du code de l'éducation - Régime juridique des prestations de transport scolaire effectuées par des particuliers) (p. 167, 168) : soutient l'amendement n° 221 de M. Jean-Pierre Vial (non-assimilation à un contrat de travail de la convention passée entre les particuliers agréés en tant que partenaires des départements pour l'organisation des transports scolaires); retiré.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 187) : soutient l'amendement n° 142 de M. Bruno Sido (simplification du droit de préemption); retiré. (p. 192) : soutient l'amendement n° 143 de M. Bruno Sido (possibilité pour le département de modifier le périmètre périurbain); adopté. - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 196) : soutient l'amendement n° 144 de M. Bruno Sido (suppression de la possibilité pour les établissements publics fonciers d'exercer, à la demande du département, le droit de préemption relatif aux espaces naturels sensibles); devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 204) : soutient l'amendement n° 145 de M. Bruno Sido (compensation des transferts de charges); retiré. (p. 217) : se rallie à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges). (p. 219) : soutient l'amendement n° 146 de M. Bruno Sido (possibilité pour les conseillers généraux d'intégrer les syndicats mixtes chargés d'élaborer les schémas de cohérence territoriaux); retiré. (p. 222) : soutient l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Vial (possibilité pour une personne publique de ne participer à un syndicat mixte que pour l'exercice d'une seule compétence); retiré. - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 229) : soutient l'amendement n° 147 de M. Bruno Sido (possibilité de recours à la réorganisation foncière); retiré. - **Art. 26** (Art. L. 121-15, L. 121-16 et L. 121-19 à L. 121-24 du code rural - Modalités financières et techniques de mise en oeuvre des opérations d'aménagement foncier) (p. 235) : soutient l'amendement n° 100 de M. Bernard Barraux (possibilité pour le président du conseil général de faire appel à des techniciens pour mettre en oeuvre les opérations d'échange et de cession amiable d'immeubles ruraux); adopté. (p. 236) : son amendement n° 234 : validation législative des opérations d'aménagement foncier ayant utilisé des associations foncières de remembrement comme intermédiaire financier entre les propriétaires et le conseil général; adopté. - **Art. 28** (Art. L. 123-3 et L. 123-18 à L. 123-24 du code rural - Aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière) (p. 237) : son amendement n° 297 : extension du régime juridique du périmètre d'aménagement foncier au-delà du périmètre perturbé par un grand ouvrage; retiré.

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (2 février 2005) - **Art. 5** (Interdiction d'adhésion à des partis politiques) (p. 654) : défavorable aux amendements n° 36 de Mme Hélène Luc (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique sous réserve d'une obligation de discrétion) et n° 29 de M. Didier Boulaud (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction électorale). Exercice du temps syndical inconcevable avec le métier de militaire. Refus de considérer les militaires comme des personnes de deuxième zone. - **Art. 6** (Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association) (p. 656, 657) : votera l'article 6. Défavorable à la politisation de l'armée. Hommage au ministre actuel de la défense.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau (p. 3019) : son amendement n° 184 : participation financière des agences de l'eau à l'élaboration des SAGE ; retiré. (p. 3020) : son amendement n° 178 : reversement du produit des redevances perçues par les agences de l'eau au budget de l'établissement public territorial de bassin ; adopté après modification par le sous-amendement n° 690 du Gouvernement.

- En remplacement de Mme Fabienne Keller, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 36 (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012)** (p. 3035) : ses amendements n° 164 (cohérence) ; et n° 165 (suppression des dispositions prévoyant les reconductions des programmes d'intervention des agences de l'eau en l'absence de nouvelles dispositions législatives) ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37 (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau)** (p. 3195, 3196) : son amendement n° 181 : exonération des prélèvements effectués hors de la période d'étiage pour les ouvrages destinés à la réalimentation des milieux naturels ; adopté. (p. 3207) : ses amendements n° 375 : exonération de la redevance pour stockage d'eau ; et n° 376 : exonération de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau ; retirés. Défense des collectivités locales. (p. 3209) : utilité des barrages. - **Art. 40 (Art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau)** (p. 3220) : se défend d'avoir critiqué les agriculteurs ou les pêcheurs.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41 (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA))** (p. 3234) : son amendement n° 182 : intégration des représentants des EPTB au conseil d'administration de l'ONEMA ; adopté. (p. 3238) : intervient sur son amendement n° 182 précité.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7682, 7683) : intervient sur l'amendement n° 157 du Gouvernement (majoration de la taxe sur le foncier non bâti). Variation des prix des terrains. Risques d'un dispositif instaurant une taxe pour obliger à vendre.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 90 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7778, 7779) : préparation du retour à l'équilibre. Approbation du texte adopté par la commission mixte paritaire. Qualité des travaux des rapporteurs. Remerciements au président de la commission des affaires sociales et aux ministres. Avec le groupe UMP, votera le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7821, 7824) : oser aborder le débat budgétaire sous l'angle de l'efficacité et de la mesure du résultat. Nécessité de créer un environnement favorable à la création d'emplois marchands. Difficultés d'implantation pour les entreprises. Complexité législative et réglementaire. 35 heures. Bien-fondé de l'allègement de la fiscalité sur les investissements nouveaux et du plafonnement de la taxe professionnelle. Reconduction indispensable de la TVA à 5,5 % dans le secteur du bâtiment. Défavorable au projet de taxer les billets d'avion. Succès sans précédent de l'opération EDF. Nécessité de poursuivre l'ouverture du capital de certaines entreprises publiques. Promotion impérative de la gestion prévisionnelle des effectifs de la fonction publique. Opportunité d'une mise en oeuvre dans le cadre de la

décentralisation. Situation financière des collectivités territoriales. Absence de compensation "à l'euro près". Suggère une réflexion sur une réorganisation territoriale. Soutiendra ce projet de budget.

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances. (p. 8704, 8705) : amélioration nécessaire de la structure de la mission "Développement et régulation économiques". Exclusion de son périmètre des aides à la recherche et à l'innovation. Rattachement de dépenses sans lien avec le soutien aux entreprises. Indicateurs de performance perfectibles. Nécessité de respecter le principe de la justification au premier euro des crédits demandés. Importance des dépenses fiscales rattachées aux crédits du programme "Développement des entreprises". Souhaite pour 2007 l'intégration de leur évaluation dans les rapports de performance. Contenu décevant de l'action "Développement des télécommunications, des postes et de la société de l'information". Contribution insuffisante de la mission à l'ensemble des moyens dévolus aux pôles de compétitivité. Difficultés de lisibilité et de suivi de ces moyens. Inégalité des moyens de fonctionnement attribués au Conseil de la concurrence, à la Commission de régulation de l'énergie, CRE, et à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Budgétisation des dépenses d'après mines des Mines de potasse d'Alsace. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8722, 8725) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-49 (création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII) après sa rectification suggérée par le président de la commission des finances et visant à réduire le prélèvement opéré sur les crédits de l'AFII. Interrogation des élus locaux sur l'utilisation des fonds du FISAC et la lourdeur de sa structure. (p. 8726) : sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° II-121 (transfert de deux millions d'euros au sein du programme "Développement des entreprises" du budget du CSA vers celui de l'Agence nationale des fréquences) et s'interroge sur le n° II-122 (signature de conventions entre le CSA et l'Agence nationale des fréquences aux fins d'assurer une bonne réception des signaux). Cavalier budgétaire. - **Art. 76 (Revalorisation du droit fixe de la taxe additionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat)** (p. 8727) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-43 (augmentation de 13 à 14 euros du droit fixe perçu par l'Assemblée permanente des chambres de métiers). Accepte l'amendement n° II-6 de M. Philippe Darniche (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 76 bis (Extension de la définition des opérations d'assurance de la Compagnie française du commerce extérieur, COFACE)** (p. 8728) : son amendement n° II-53 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 77** (p. 8729) : sur les amendements de la commission des affaires économiques saisi pour avis, accepte le n° II-44 (exonération des petits opérateurs spécialisés dans les technologies alternatives de type Wifi ou Wimax de la taxe administrative de 20 000 euros) et s'interroge sur le n° II-45 (alignement des modalités de financement de l'attribution des numéros téléphoniques sur celui des fréquences radioélectriques). Cavalier budgétaire.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 7 (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers)** (p. 9694) : défavorable aux amendements identiques n° 71 de Mme Eliane Assassi et n° 92 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 9**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(Art. 421-6 nouveau du code pénal, art. 78-2-2, 706-16 et 706-73 du code de procédure pénale - Aggravation de la répression de l'association de malfaiteurs à but terroriste) (p. 9701) : défavorable à l'amendement n° 74 de Mme Eliane Assassi (suppression).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 57** (p. 10138) : son amendement n° 167 : possibilité pour les conseils généraux d'édifier des casernes de sapeurs-pompiers dans le cadre des baux emphytéotiques administratifs ; adopté après avoir été repris par le Gouvernement. - **Art. 58** (*Validation d'un règlement*) (10141) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Michel Sergent (suppression). Refusera la décentralisation en matière de routes en cas de persistance des difficultés avec le personnel des DDE.

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles le 1er février 2005.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Question préalable** (p. 1114, 1115) : sa motion n° 8 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Contrevérités prononcées par certains orateurs à l'origine de l'emportement du groupe socialiste.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps*) (p. 1154, 1155) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 18 (représentativité des organisations syndicales signataires de l'accord sur le compte épargne-temps) ; et n° 19 (obligation de recueillir l'accord du salarié par écrit avant la création de tout compte épargne-temps) ; rejetés. (p. 1159) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Raymonde Le Texier (préservation de la vocation d'accumulation de congé du compte épargne-temps) ; rejeté. (p. 1160) : soutient l'amendement n° 25 de Mme Raymonde Le Texier (exclusion du compte épargne-temps des repos compensateurs obligatoires) ; rejeté. (p. 1162, 1163) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Raymonde Le Texier (limitation à vingt-deux du nombre de jours de congé ou de repos pouvant être affectés à un compte épargne-temps) ; rejeté. (p. 1163, 1164) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Raymonde Le Texier (affectation des heures supplémentaires au compte épargne-temps à l'initiative du salarié) ; rejeté. (p. 1166, 1167) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 32 (indexation de la somme perçue par le salarié sur les prix et application d'une majoration pour heures supplémentaires) ; et n° 33 (maintien de la limite des droits acquis dans l'année pour l'utilisation du compte épargne-temps) ; rejetés. - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1193) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Raymonde Le Texier (suppression du recours aux heures choisies) ; rejeté. Escroquerie juridique et financière pour les salariés. (p. 1194, 1195) : illogisme des méthodes de travail employées. Soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 55 (précision) ; et n° 56 (fixation des négociations au niveau de la branche) ; rejetés. (p. 1209) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 76 et 77 (coordination) ; rejetés. (p. 1210, 1211) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 78 (application d'un taux de majoration minimal de 50 % pour les cadres au forfait en jours renonçant à leurs jours de RTT) ; n° 79 (obligation d'un accord par écrit du cadre concerné) ; portant sur le même objet n° 80 et 81 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des jours supplémentaires de travail à une faute ou une cause de licenciement) ; n° 82 (limitation de la possibilité de renoncer à des jours de congés) ; rejetés. (p. 1218) : favorable aux amendements identiques n° 53 de Mme Raymonde Le Texier et n° 170 de M. Roland Muzeau (suppression).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (*Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus*) (p. 1266, 1267) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 91 (suppression des dispositions interdisant l'imputation sur le contingent légal ou conventionnel des heures supplémentaires réalisées en violation d'un accord collectif de RTT) ; rejeté ; et n° 92 (cessation au 16 mai 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises) ; devenu sans objet. (p. 1277, 1278) : intervient sur la priorité ordonnée sur le vote de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008) assorti des sous-amendements du Gouvernement n° 237 (application, à compter du 1er janvier 2009, des règles de majoration et de décompte de droit commun régissant le régime des heures supplémentaires à l'ensemble des entreprises quels que soient leurs effectifs) et n° 236 (prise en compte des entreprises du secteur agricole dans l'application des dispositifs dérogatoires et temporaires prévus à l'article 3). Méthode de travail contestable. Privation de l'opposition de son droit d'expression. Le groupe socialiste votera les amendements de M. Michel Mercier n° 103 (augmentation graduelle du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises) et n° 104 (instauration d'un système de mandatement en vue de la conclusion d'accords sur l'organisation du temps de travail) s'ils sont maintenus et mis aux voix et ne votera pas les sous-amendements n° 236 et n° 237 précités du Gouvernement. - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 2**

(précédemment réservés) (p. 1292) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Raymonde Le Texier (fixation d'un taux minimum de 25 % pour la majoration de la rémunération des quatre premières heures supplémentaires et de 50 % au-delà) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1301, 1302) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 47 (rémunération des heures complémentaires au taux majoré de 25 % pour chacune des quatre premières et de 50 % pour chacune des heures suivantes) ; n° 49 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'exécuter des heures supplémentaires décidées par l'employeur) ; n° 50 (remise en cause du contrat de travail du fait de la suppression d'heures supplémentaires par l'employeur) ; n° 51 (accord écrit de chaque salarié préalable à l'exécution des heures supplémentaires) ; et n° 52 (fixation d'un contingent annuel d'heures supplémentaires par salarié) ; rejetés.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. 9** (*Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 2218, 2219) : favorable aux amendements identiques n° 46 de M. Jacques Mahéas et n° 81 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Risque de déséquilibre de la CNRACL. Problème de l'intégration des TOS. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2231, 2232) : ses amendements n° 73 : extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants ; et n° 74 : annulation de la rétroactivité de la mesure exigeant des hommes une interruption d'activité ; rejetés. Flagrante inégalité de traitement entre les hommes et les femmes. Réflexion en cours du conseil d'orientation des retraites. (p. 2232) : faible coût de la mesure proposée. (p. 2234) : son amendement n° 75 : extension du reclassement dont bénéficient les fonctionnaires hospitaliers à leurs homologues territoriaux ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial*) (p. 2878) : soutient l'amendement n° 565 de M. Paul Raoult (élargissement de la charge du service aux syndicats mixtes et aux établissements publics) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2884) : soutient l'amendement n° 566 de M. Paul Raoult (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3697, 3698) : mise en place d'un régime dérogatoire du droit du travail pour les intervenants des centres de vacances et de loisirs. Création d'un nouveau statut de volontariat associatif, intermédiaire entre bénévolat et salariat. Risque de développement d'un sous-salariat. Interrogation sur la place des personnes en phase d'insertion. Frontière tenue entre bénévoles, volontaires et salariés des associations. Question sur l'intégration des volontaires dans les statistiques du chômage. Dépôt d'amendements visant à un équilibre entre les différents acteurs. Problème non résolu des petites associations. Dispositif en cours d'élaboration. Impression d'inachevé. - **Art. 1er** (*Définition du contrat de volontariat*) (p. 3707, 3709) : soutient l'amendement n° 37 de M. David Assouline (suppression du terme "désintéressé" qualifiant le sens de l'engagement dans le volontariat) ; rejeté. Risque de dérive induit par le large champ d'application des activités concernées. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 3712) : soutient l'amendement n° 21 de M. David Assouline (bénéfice du droit à l'aide juridictionnelle sans condition de ressources ouvert aux titulaires d'un contrat de volontariat associatif) ; adopté. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3725) : incohérence du cumul possible de l'indemnité de volontariat avec les revenus provenant de la production d'oeuvres scientifiques, littéraires

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ou artistiques. - **Rappel au règlement** (p. 3726) : à l'occasion de la discussion du projet de loi sur le volontariat associatif et l'engagement éducatif, demande d'explication sur l'opposabilité de l'article 40 à l'ensemble des amendements visant à ouvrir le volontariat aux allocataires de minima sociaux. Le groupe socialiste vote contre l'article 3. - **Art. 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 3727) : soutient l'amendement n° 42 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat); rejeté. (p. 3728) : intervient sur l'amendement n° 42 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat). - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3732) : soutient l'amendement n° 46 de M. David Assouline (durée minimale du contrat de volontariat fixée à trois mois); rejeté. (p. 3734) : soutient l'amendement n° 47 de M. David Assouline (fixation d'une durée maximale annuelle équivalente à la durée du travail à temps plein); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 3746) : soutient l'amendement n° 57 de M. David Assouline (compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales par l'Etat); adopté. Justification de cette position de principe. Multiplication des exonérations accordées dans le cadre du futur plan Borloo, sans compensation.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3768, 3770) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 30 (application aux contrats d'engagement éducatif des dispositions du code du travail relatives aux repos quotidien et hebdomadaire); n° 33 (modalités de décompte du temps de travail fixées par la négociation collective); et n° 34 (fixation des modalités de contrôle par l'inspection du travail renvoyée à un décret); rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3779, 3780) : perplexité à l'issue du débat. Méfiance à l'égard du dispositif. Imprécision de la nature du volontariat associatif. Interrogation sur la vocation du volontariat à remplacer dans les associations les emplois-jeunes. Risque de transfert de charges sur les collectivités territoriales. S'abstiendra sur le vote de ce texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5313, 5314) : absence de consultation des syndicats. Champ d'application inutilement large de cette ordonnance. Recul social. Allongement de la durée de travail des conducteurs sans compensation financière. Conséquence sur la sécurité routière. Autres mesures à privilégier pour améliorer la compétitivité des entreprises de transport françaises. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5367, 5368) : approbation des objectifs affichés du texte mais insuffisance des propositions. Pénalisation des femmes sur le plan des salaires, sur le plan du temps partiel et sur le plan des retraites. Conséquences de la loi portant réforme des retraites sur les femmes. Scepticisme sur les intentions du Gouvernement et l'efficacité du texte proposé.

- **Rappel au règlement** - (18 octobre 2005) (p. 5959) : commémoration de la répression du 17 octobre 1961.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (7 novembre 2005) - **Art. 13 bis** (*Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers*) (p. 6713) : défavorable à l'amendement n° 749 du Gouvernement (suppression).

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6803) : défavorable à l'amendement n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination «montagne»*) (p. 6824) : favorable aux amendements identiques n° 56 de la commission, n° 185 de M. Jean-Paul

Amoudry, n° 276 de M. Gilbert Barbier, n° 392 de M. Jean-Pierre Vial et n° 537 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Rappel au règlement** (p. 6826) : regrette le dépôt tardif de l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs). - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6826, 6827) : intervient sur l'amendement précité n° 761 de la commission. (p. 6830) : son amendement n° 538 : possibilité de repousser ou de détruire un loup en cas d'agression d'un troupeau; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7063, 7064) : déficit de toutes les branches de la sécurité sociale ainsi que du FSV, du FFIPSA et de la CADES. Baisse du pouvoir d'achat des retraités. Avis défavorable des conseils d'administration des organismes sociaux sur ce projet de loi. Approche approximative des questions d'adossesment ou d'intégration des régimes de retraite. Opposition à l'article 47 relatif aux régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé. Financement du fonds de réserve des retraites. Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7112, 7113) : volonté délibérée du Gouvernement de saper la retraite par répartition. Position de la Cour des comptes face à la situation du FSV. Dénonciation de la politique du Gouvernement vis-à-vis du déficit du FFIPSA. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7146) : favorable à l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros*) (p. 7398) : favorable aux amendements de suppression de l'article. - **Art. 41 bis** (*Lutte contre la fraude*) (p. 7413) : opposition à l'article. Respect de la loi et interrogation sur la parution du décret d'application. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7417, 7418) : ses amendements n° 123 : augmentation des honoraires des professionnels de santé pour faciliter leur installation sans pénaliser financièrement les patients; n° 124 : dispositifs d'aides pour faciliter l'installation de médecins libéraux en zone rurale et n° 125 : amélioration des conditions d'attribution des aides; retirés. (p. 7427) : avec le groupe socialiste, votera les amendements de M. Nicolas About, n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge). - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7431) : son amendement n° 232 : prise en charge de l'augmentation de la cotisation vieillesse par l'employeur; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7435) : son amendement n° 126 : détermination par la loi des modalités d'intégration ou d'adossesment entre régimes de retraites; rejeté. - **Art. 47** (*Art. L. 645-1 à L. 645-6 du code de la sécurité sociale - Réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé*) (p. 7442) : son amendement n° 243 : suppression; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 7448, 7449) : ses amendements n° 127 : extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux parents ayant élevé l'enfant de leur conjoint; n° 129 : extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant adopté un enfant avant la mise en place du congé d'adoption; n° 130 : extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant formulé leur demande d'admission à la retraite avant la date de publication du décret publiant ces nouvelles dispositions; et n° 128 : possibilité de cumul entre emploi et retraite; rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 49** (p. 7450) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de la franchise de 1 euro par acte médical pour les victimes des accidents du travail et des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

maladies professionnelles); rejeté. (p. 7451, 7453): soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 104 (précision des conditions d'application du régime transitoire pour les accidents survenus à compter du 1er septembre 2001); et n° 103 (possibilité pour les personnes ayant travaillé dans une entreprise ressortissant du régime général de faire valoir les périodes d'activité dans un établissement de construction ou de réparation navale du ministère de la défense); rejetés. - **Art. 49** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA*) (p. 7457, 7458): situation de la branche accidents du travail - maladies professionnelles. Sous-estimation des accidents du travail et des maladies professionnelles. - **Art. 50** (*Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles*) (p. 7465): soutient l'amendement n° 101 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à l'assurance maladie); rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 7467): son amendement n° 131: création d'un Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles en faveur des fonctionnaires de l'Etat; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- *Commission mixte paritaire* [n° 90 (2005-2006)] - (23 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7757, 7758): atteinte aux principes ayant fondé la sécurité sociale. Mesures injustes du projet de loi. Situation du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA, et du fonds de solidarité vieillesse, FSV. Avec le groupe socialiste, votera contre le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) (p. 8973, 8974): favorable à la création de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale et du travail. Demande de précisions sur les mesures de prévention de deux fièvres provoquées par des insectes: la fièvre catarrhale et la fièvre du Nil occidental. Questions financières. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8981): le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-16 de la commission (transfert de 15 millions d'euros du programme "veille et sécurité sanitaires" au programme "sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation").

- **Projet de loi de programme pour la recherche** [n° 91 (2005-2006)] - (21 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10207): votera l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER). - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10217, 10218): favorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture** [n° 412 (2004-2005)] - (4 juillet 2005) - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 4971): soutient l'amendement n° 1 de M. Alex Türk (respect du caractère indépendant des AAI); retiré. Interrogation sur le maintien des conférences budgétaires autonomes ainsi que sur celui des crédits affectés.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie** [n° 433 (2004-2005)] - (5 juillet 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5094, 5095): son amendement n° 84: désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance; retiré.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble** [n° 406 (2004-2005)] - (13 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5920): favorable à l'amendement n° 66 du Gouvernement (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux des locataires durant six ans). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5932): ancienneté du phénomène de spéculation. Défense des locataires. Echecs successifs de la région et de la municipalité pour endiguer ce phénomène à Paris. Craintes infondées à l'issue de ce débat, de mise en place de mesures trop coercitives pour lutter contre la spéculation. Votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7812, 7814): votera ce budget pour attester de son appartenance à la majorité. Budget peu convaincant au regard des priorités affichées. Augmentation des prélèvements obligatoires au détriment de l'emploi, du pouvoir d'achat des Français et de la compétitivité des entreprises. Poids des dépenses publiques dans le PIB comparé aux partenaires européens. Incompréhension devant la satisfaction du Gouvernement quant à la présentation de ce projet de budget et à la maîtrise des dépenses. Non-remise en cause de la politique des effectifs de la fonction publique en dépit des intentions affirmées depuis 2002. Absence de restructuration des administrations attendue d'une composition plus restreinte du Gouvernement. Dépenses léguées aux générations futures. Devoir de vérité aux Français. Attend une autre politique résolument libérale et européenne.

Première partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 8144) : soutient l'amendement n° I-189 de M. Philippe Darniche (alignement partiel du régime fiscal des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de valeurs mobilières sur celui des plus-values immobilières) ; retiré. - **Art. 17 bis** (*Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite*) (p. 8158) : son amendement n° I-23 : suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8164) : son amendement n° I-20 : exclusion de l'assiette de l'ISF de l'habitation utilisée comme résidence principale ; rejeté. (p. 8169) : son amendement n° I-21 : abaissement du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale de dix ans à trois ans ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8415, 8416) : dénonciation de la dette comme résultat de "lâchetés collectives". Dépassement des seuils d'alerte établis lors de la signature du pacte de stabilité. Caractère inacceptable de la persistance du déficit primaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 21 ou après l'art. 21** (p. 9918, 9919) : son amendement n° 149 : réduction à trois ans du délai de prescription concernant l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 9924) : son amendement n° 151 : aménagement du régime des plus-values pour les sociétés commerciales, artisanales ou libérales ; retiré.

DONNEDIEU de VABRES (Renaud)
ministre de la culture et de la communication

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-864 du 28 juillet 2005 relative aux secteurs sauvegardés [**n° 18 (2005-2006)**] (12 octobre 2005) - **Culture - Logement et urbanisme**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte [**n° 92 (2005-2006)**] (23 novembre 2005) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 577, 581) : hommage au président Jacques Valade et aux sénateurs pour leur rapport "Contribution au débat sur la création culturelle en France". Poursuite au Parlement des échanges organisés lors de festivals en région sur la création culturelle et le rayonnement de l'art. Traduction dans les crédits votés pour 2005 de la priorité accordée au spectacle vivant. Nombreuses initiatives des élus. Atout et enjeu pour la société représentés par les artistes et techniciens du spectacle vivant, du cinéma et de l'audiovisuel. Axes pour le spectacle vivant : priorité de la diffusion, aides à la reprise des spectacles en faveur des compagnies et ensembles indépendants, amélioration de la situation des auteurs et compositeurs, politique de développement de la pratique amateur, encouragement de la circulation de l'art vivant. Nécessaire mise en place d'une politique de l'emploi culturel. Baisse du revenu des intermittents. Actions à mener

par le ministère de la culture et de la communication : accélération de la conclusion de conventions collectives, orientation des financements publics vers l'emploi, amélioration de la connaissance collective de l'emploi et renforcement de l'efficacité des contrôles, accompagnement des efforts de mutualisation et de structuration des employeurs et maîtrise de l'offre de formation professionnelle initiale et continue. Objectifs des mesures nouvelles déléguées aux DRAC. Transformation du paysage culturel depuis 1959. Harmonisation des pratiques culturelles. Consensus de défense de l'exception et de la diversité culturelles. Fonctions de l'Etat et des collectivités territoriales de régulation, ainsi que de contrôle et charge de négociations pour les confédérations interprofessionnelles. Maintien indispensable du régime de l'intermittence. Poids des collectivités territoriales dans les financements publics. (p. 608, 612) : remerciements. Convention entre le ministère de la culture, le ministère des affaires sociales et le ministère de l'économie et des finances pour le fonds de transition applicable en 2005. Connaissance indispensable des artistes et techniciens de leurs droits à l'indemnisation. Volonté de créer une synergie entre l'Etat et les collectivités territoriales et négation d'un désengagement de l'Etat. Coordination entre la culture et la communication. Importance de la répartition des responsabilités entre l'Etat et les partenaires sociaux. Révision globale de la convention d'assurance chômage en 2005 pour l'ensemble des concitoyens. Importance du dialogue. Réponse à M. Jacques Valade : réalité des contrôles et installation des COREPS ; à Mme Catherine Morin-Desailly : éducation artistique ; à M. Jack Ralite : enjeu majeur de la diversité culturelle et de la préparation de la convention à l'UNESCO ; à M. Michel Thiollière : rôle des télévisions publiques ; aux orateurs de l'opposition : acceptation par l'Etat de ses responsabilités ; à M. Jean-Claude Gaudin : éveil aux réalités par le spectacle ; à M. Pierre Laffitte : apport de la technologie et de la science ; à M. Marcel Vidal ; à M. Yann Gaillard ; à Mme Marie-Christine Blandin : légitimité du transfert à Lens d'une antenne du Louvre ; à M. Louis de Broissia : nécessité d'une culture populaire ; à Mme Catherine Tasca ; à M. Alain Dufaut ; à M. Jean-Claude Alduy : nécessité d'un partenariat entre l'Etat, la région, le département et les villes.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3646, 3648) : portée historique exceptionnelle de ce débat. Rapports de Versailles avec l'histoire parlementaire depuis 1789. Caractère emblématique et symbolique de ce lieu. Nécessité de cette transformation. Affectation de locaux supplémentaires au public. Mise en valeur nouvelle de ce monument. Maintien des conditions d'un usage parlementaire du site de Versailles pour la réunion des Congrès. Accord de fond des deux assemblées sur la mise à la disposition du public des locaux. Différence d'appréciation entre les commissions du Sénat et de l'Assemblée nationale sur l'affectation de la salle des séances du Congrès. En vertu du principe de séparation des pouvoirs, s'en remet au dialogue et à la sagesse des deux assemblées pour trouver l'harmonie nécessaire. Travaux de réparation des toitures et des façades des locaux. - **Art. 1er** (*Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès*) (p. 3655) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (maintien de l'affectation à l'Assemblée nationale et au Sénat de la salle des séances, de ses accès et des locaux nécessaires à la tenue du Congrès) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 11 de M. Michel Charasse (ajout du musée du Parlement aux locaux affectés aux assemblées). S'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (maintien de l'affectation de la salle des séances et du musée du Parlement à l'Assemblée nationale et au Sénat). Logements de fonction du ministère de la culture. - **Art. 3** (*Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles*) (p. 3657) : respect du bicamérisme. (p. 3658) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 2 de la commission (conséquence), n° 10 de M. Jean-Claude Peyronnet (affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires du Congrès et possibilité de dérogations accordées par décision

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

conjointe des bureaux des deux assemblées) et n° 9 de M. Michel Charasse (affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires). S'en remet à la sagesse du Sénat pour la demande de priorité sur l'amendement précité n° 10 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 3659) : accepte l'amendement n° 3 de M. Josselin de Rohan (précision des conditions de libération des locaux transférés). Accepte l'amendement n° 4 de M. Patrice Gélard (interdiction d'effectuer des modifications dans les locaux susceptibles de gêner la tenue du Congrès du Parlement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3660) : fidélité de l'Etat à ses engagements en faveur du patrimoine.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5856, 5862) : amélioration constante de la gestion du ministère de la culture et de la communication. Lien entre l'attractivité de la France et la culture. Volonté de mise en valeur du patrimoine et du spectacle vivant. Objectif de redéfinition de l'aspect stratégique de la culture. Incidence de l'extension du crédit d'impôt au cinéma et à l'audiovisuel. Absence de mesure de régulation budgétaire au titre de 2004 au ministère de la culture et de la communication. Suppression du bénéfice des reports de crédits. Refinancement en 2004 de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, INRAP. Accélération de la consommation des crédits du patrimoine. Gestion indispensable des besoins pour conduire les autorisations d'engagement et les crédits de paiement. Approbation de la création par la commission des affaires culturelles de la mission d'information sur la sauvegarde et sur l'entretien du patrimoine architectural. Approbation de la mobilisation politique en faveur du patrimoine. Impossibilité pour les établissements publics de recevoir des dotations en capital en 2006. Crédits destinés à la communication. Décisions budgétaires et politiques au sujet de la chaîne d'information internationale. Prise en compte indispensable de tous les acteurs du monde de l'audiovisuel. Progrès apportés par la LOLF dans le fonctionnement du ministère de la culture et de la communication. Présentation dès le projet de loi de finances pour 2005 d'une liste d'objectifs et d'indicateurs par programme. Réforme de la nouvelle gestion publique. Mission de réalisation d'opérations d'investissement et financement de ces opérations. (p. 5868, 5869) : complexité des relations entre l'Etat et les collectivités territoriales. Mécénat des entreprises privées. Situation de l'INRAP. Complexité de l'analyse du budget de la culture. Indemnisation du chômage des artistes et techniciens. Financement de la politique de l'emploi culturel. Application de la loi Malraux et dispositions fiscales pour la préparation du budget 2006. Enseignement de l'architecture. Programmation de travaux. Gisement d'emplois du secteur culturel et artistique. - **Art. 13** (p. 5873) : éclairage justifié de la dépense publique grâce à ce débat.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6993, 6995) : importance de la langue comme facteur d'identité et de cohésion sociale. Droit pour tout citoyen de s'exprimer et de recevoir des informations en français. Lien entre la diversité culturelle et la diversité linguistique. Evaluation de la loi Toubon. Proposition tendant à compléter et à renforcer le texte initial. Equilibre à trouver entre les engagements européens et l'obligation de délivrer aux consommateurs des informations en français. Création d'un comité pour la langue du droit européen. Pays suivant la démarche française dans ce domaine. Approuve cette proposition de loi. (p. 7001, 7002) : volonté de rendre l'usage du français compatible avec les nouvelles technologies. Fierté due à l'adoption de la convention sur la diversité culturelle. Exemples positifs d'intégration. Développement des centres culturels à l'étranger. Soutien à la présence artistique française dans le monde. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 7003, 7004) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (possibilité, pour les agents assermentés d'associations de défense de la langue française ou d'associations de consommateurs, de constater des infractions à la loi Toubon). (p. 7005) : contrôles effectués par l'Etat.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8845, 8851) : alliance entre le patrimoine et la création. Répartition des crédits entre trois programmes. Rôle de la culture dans les quartiers difficiles. Ratification de la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Présentation du budget. Gestion des effectifs. Moyens consacrés au patrimoine monumental. Collaboration entre les collectivités territoriales. Situation de l'INRAP. Mobilisation en faveur de l'architecture. Offre culturelle de proximité. Projets muséaux. Politique théâtrale. Manque de salle de spectacles. Promotion de l'art contemporain. Dispositif favorisant le mécénat. Instauration de jumelage entre les écoles et les structures artistiques. Réflexion sur la place de l'éducation artistique dans les savoirs fondamentaux. Espoir d'accord sur la question des droits d'auteur. Succès du crédit d'impôt en faveur de la production cinématographique et audiovisuelle. Modernisation des sociétés de financement de cinéma et de l'audiovisuel, SOFICA. Autres dispositifs de soutien à ce secteur. Court-métrage. Modernisation de l'administration. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8852) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). (p. 8854, 8855) : s'oppose à l'amendement n° II-20 de la commission (majoration des crédits de l'INRAP). - **Art. 94 bis (Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies)** (p. 8856) : s'oppose à l'amendement n° II-114 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 ter (Extension de la taxe sur les entreprises audiovisuelles pour les recettes de parrainage)** (p. 8858) : s'oppose à l'amendement n° II-115 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 quater (Taxe relative au vidéogramme pour les documents audiovisuels à caractère pornographique)** (p. 8859) : son amendement n° II-130 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-21 de la commission (précision). - **Art. additionnel après l'art. 94 quater** (p. 8860) : s'oppose à l'amendement n° II-118 de Mme Catherine Morin-Desailly (substitution d'une taxe aux obligations de production pour les services de télévision se consacrant à la diffusion d'oeuvres réservées aux adultes).

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8870, 8874) : succès de la TNT. Volonté d'en étendre l'accès. Mise en place de la réforme de la redevance. Renouvellement des contrats d'objectifs et de moyens. Adaptation des programmes aux sourds et malentendants. Promotion de la diversité de la société française. Missions du CSA. Objectifs d'amélioration des programmes télévisuels et radiophoniques. Sauvegarde du patrimoine audiovisuel de l'INA. Mesures de soutien à la presse. Rayonnement de l'AFP. Naissance et rôle de la chaîne d'information internationale. Diffusion multilingue. Modalités de diffusion. Constitution d'une rédaction autonome. Budget attribué. Calendrier du lancement effectif. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8875, 8876) : s'oppose à l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale). - **Art. 96 (Transmission aux commissions des affaires culturelles et des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, avant leur signature, des contrats d'objectifs et de moyens entre l'Etat et les organismes de l'audiovisuel public)** (p. 8879) : accepte l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-51 (transmission par les différentes sociétés audiovisuelles publiques de rapports annuels sur l'exécution de leur contrat d'objectifs et de moyens).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 39 bis** (p. 292) : son amendement n° 171 : clarification de la situation entre les URSAFF et les CCAS ; adopté. - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué)** (p. 308, 309) : son amendement n° 172 : éradication du ragondin ; adopté. (p. 312) : maintient son amendement n° 172 précité. - **Art. 52 (Art. 1er et 25-1 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales et art. L. 213-10 du code de l'environnement - Rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides)** (p. 313) : son amendement n° 173 : exclusion des associations syndicales du champ d'application des dispositions de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage public ; adopté après modification par le sous-amendement n° 434 du Gouvernement. (p. 314) : favorable au sous-amendement n° 434 du Gouvernement portant son son amendement n° 173 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8948, 8949) : volonté du Gouvernement d'avoir une agriculture résolument tournée vers l'avenir. Enseignement technique agricole. Optimisation des moyens visant à moderniser les exploitations. Raréfaction de la ressource en eau. Problème des zones humides et des biocarburants. Exemple du département de la Charente-Maritime. Votera ce projet de budget.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DOUSTE-BLAZY (Philippe)
*ministre des solidarités, de la santé et de
la famille*
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre des affaires étrangères
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n°2004-1148 du 28 octobre 2004 transposant la directive 2003 / 15/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 février 2003 modifiant la directive 76 / 768 / CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux produits cosmétiques [n° 141 (2004-2005)] (12 janvier 2005) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1174 du 4 novembre 2004 portant transposition pour certaines professions de la directive 2001/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2001 concernant la reconnaissance de diplômes et de qualifications professionnelles [n° 142 (2004-2005)] (12 janvier 2005) - **Travail.**

Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)] (23 février 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption [n° 450 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-461 du 13 mai 2005 relative aux Français établis hors de France [n° 492 (2004-2005)] (2 août 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République azerbaïdjanaise pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières [n° 130 (2005-2006)] (14 décembre 2005) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole n° 2 à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales relatif à la coopération interterritoriale [n° 150 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 4 A** (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p. 138, 139) : son amendement n° 408 : précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 413 de M. Jean Desessard (suppression des références relatives à des facteurs humains et aux caractéristiques qualitatives du produit) au profit de son amendement précité n° 408.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture** [n° 183 (2004-2005)] - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2505, 2507) : adaptation des modes de garde à l'évolution de la

société. Développement de modes alternatifs : crèches privées et crèches d'entreprise. Professionnalisation indispensable des assistants maternels et des assistants familiaux. Remerciements. Conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle. Rôle indispensable dans l'accueil et la protection de l'enfance. Nombre important d'enfants ne bénéficiant pas d'un mode de garde identifié. Vote d'un crédit d'impôt pour frais de garde d'enfant. Rôle essentiel des départements. Redéfinition des modalités d'agrément. Obligation de maîtrise orale de la langue française. Formation des assistants : délivrance d'un certificat d'aptitude professionnelle "petite enfance" ; formation aux gestes de premiers secours. Amélioration des conditions de travail : contrat de travail, rémunération, congés. Conséquences sur la création d'emplois. Dispositif favorable au renouvellement des générations. (p. 2518, 2520) : remerciements. Recherche d'équilibre entre les besoins des familles et les aspirations légitimes des professionnels. Avis favorable du Gouvernement sur la majorité des amendements de la commission. Regrette l'application de la convention collective avant l'adoption du projet de loi. Mise en cohérence des deux textes. Impact du passage à la rémunération horaire. Compensation du surcoût induit pour les parents par la revalorisation des aides. Différence entre "heures majorées" et "heures complémentaires" ; entre durée légale du travail et durée maximale de travail. Avancée et apport de la PAJE. Favorable à un retour à l'agrément tacite. Action du Gouvernement en matière de développement de l'accueil collectif. Mise en place d'un diplôme national d'assistant familial. Double objectif du texte d'amélioration de la qualité de l'accueil de l'enfant et du renforcement du statut des professionnels d'accueil. Complémentarité des différents modes de garde. S'engage à une publication rapide des décrets d'application. - **Art. 1er B** (Art. L. 421-2-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels) (p. 2521) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (élargissement de la mission des relais assistants maternels aux employés de maison chargés de la garde d'enfants à domicile). - **Art. 5** (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux) (p. 2522, 2523) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 (suppression des critères nationaux d'agrément) et accepte le n° 63 (délivrance de l'agrément sur la base de critères généraux définis par décret, adaptables aux réalités locales). (p. 2524) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (compétences du service départemental de PMI pour instruire la demande d'agrément). Demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Jean-Paul Amoudry (composition de l'équipe disciplinaire élargie à une puéricultrice, une assistante sociale et une éducatrice de jeunes enfants). (p. 2525) : sur les amendements analogues, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 37 de Mme Marie-Thérèse Hermange et demande le retrait des n° 23 de M. Guy Fischer et n° 40 de Mme Gisèle Printz (élargissement aux assistants familiaux de l'évaluation des capacités éducatives dans la procédure d'agrément pour les assistants maternels). S'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 41 (modalités d'octroi de l'agrément définies par décret) et n° 42 (durée de l'agrément pour les assistants maternels fixée à cinq ans). (p. 2526) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 4 (durée de validité de l'agrément fixée par décret) et s'oppose au n° 5 (refus d'agrément aux personnes dont l'entourage a fait l'objet d'une mesure d'interdiction de contact avec les mineurs). (p. 2527) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Guy Fischer (compensation des charges transférées aux départements pour renforcer l'efficacité des services de la PMI). - **Art. 6** (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrément, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux) (p. 2529) : accepte les amendements identiques n° 6 de la commission et n° 25 de M. Guy Fischer (rétablissement des délais de notification de la décision du président du conseil général sur les demandes d'agrément - trois mois pour les assistants maternels et quatre mois pour les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

assistants familiaux avec accord réputé tacite en cas de non-respect des délais) et sur ces derniers, s'oppose aux sous-amendements n° 48 de M. Jean Boyer (délai d'agrément des assistants maternels fixé à quatre mois) et n° 18 de M. Michel Mercier (délai d'agrément des assistants familiaux fixé à six mois) ainsi qu'à l'amendement n° 43 de Mme Gisèle Printz (délai d'agrément fixé à trois mois pour la profession d'assistant maternel et à six mois pour la profession d'assistant familial). - **Art. additionnel après l'art. 29** (p. 2547, 2548) : son amendement n° 60 : calcul de la contribution au financement de la formation professionnelle assise sur la rémunération réellement versée ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 31** : son amendement n° 56 : présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation quantitative et qualitative de la loi ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 31** (p. 2549) : son amendement n° 57 : relations entre l'UNAF et les UDAF ; adopté après la suppression des dispositions visant à créer des unions régionales d'associations familiales. (p. 2550) : son amendement n° 58 : règles de cumul du complément de libre choix d'activités avec l'allocation de base ; adopté. Son amendement n° 61 : rétablissement de la responsabilité de l'octroi de la majoration pour la vie autonome aux caisses d'allocations familiales et aux caisses de mutualité sociale agricole ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 2552) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 20 de M. Michel Mercier, n° 47 de Mme Gisèle Printz et n° 50 de M. Roland du Luart (consultation pour avis des principales associations d'élus sur les projets de décrets d'application à la présente loi). Son amendement n° 55 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2554, 2555) : remerciements. Enrichissement du texte à l'occasion de cette deuxième lecture. Equilibre entre l'intérêt de l'enfant, les besoins des familles et des autres employeurs, et les attentes légitimes des assistants maternels et familiaux. Action indispensable en faveur du renouvellement de la population.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3065, 3066) : coordination nécessaire entre les soins curatifs et les soins palliatifs. Rapport de Mme Marie de Hennezel. Proposition de loi de l'Assemblée nationale. Correction indispensable des excès de la médecine. Respect du fondement de l'organisation sociale. Opposition à la dépénalisation de l'euthanasie. Souhait de restitution du caractère naturel de la mort. Approbation du texte par le comité national consultatif d'éthique, la commission nationale consultative des droits de l'homme et l'Eglise de France. Rôle des soignants. Hommage aux équipes d'accompagnement de fin de vie. - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3098) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. François Autain (prise en compte du cas de suspension ou d'arrêt des traitements en cours), n° 20 de M. Michel Mercier (référence aux traitements devenus inutiles), n° 12 de Mme Anne-Marie Payet (référence aux soins disproportionnés par rapport au but attendu) et n° 57 de M. Jean-Claude Etienne (précision). (p. 3100, 3101) : s'oppose aux amendements de M. François Autain n° 26 (recueil indispensable du consentement de la personne pour la suspension ou l'arrêt des traitements) et n° 25 (coordination). (p. 3102) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Anne-Marie Payet (évaluation de la proportionnalité des soins). (p. 3103) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate) et sur celui-ci au sous-amendement n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. (p. 3107) : recherche de compromis. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3112, 3113) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 60 (accès à l'assistance médicalisée pour mourir) et n° 62 (possibilité pour toute personne majeure capable de bénéficier d'une assistance médicalisée pour mourir) ainsi qu'aux amendements n° 30 de M. François Autain (droit d'obtenir une aide active à mourir) et n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération de poursuites pénales des médecins prodiguant une assistance médicalisée pour mourir). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 3126) :

bilan indispensable de la loi. - **Seconde délibération** (p. 3128) : en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement, demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 1er ; seconde délibération ordonnée. - **Art. 1er** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3129) : son amendement n° A-1 : ajout de la mention des actes n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie aux dispositions relatives à la définition de l'obstination déraisonnable ; adopté. Crédits débloqués en faveur d'un plan de soins palliatifs. Engagement de création de chaires de soins palliatifs et de mise en place d'une formation universitaire spécifique. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3131) : remerciements à l'ensemble des sénateurs. Avancée du texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) : lit à la tribune du Sénat la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Dominique de Villepin, Premier ministre (p. 4151, 4152) : construction de l'Europe par un processus de négociation continu. Suite à l'élargissement, élaboration d'un consensus autour d'un nouveau mode de fonctionnement et des valeurs de l'Union. Rejet du traité constitutionnel par les Français. Ordre du jour du Conseil européen portant sur l'avenir de la ratification du traité et sur les perspectives financières de l'Union. Position de la France sur les questions financières : application à tous de la discipline budgétaire ; solidarité à l'égard des nouveaux Etats membres ; respect des engagements pris sur la PAC ; contribution équitable de tous au budget de l'Union, y compris du Royaume-Uni. Nécessité de réformer les institutions et de dépasser le clivage entre Europe sociale et Europe libérale. Volonté de renforcer la dimension sociale de l'Union et de mieux coordonner les politiques économiques dans la zone euro. Réflexion indispensable sur l'articulation entre élargissement et approfondissement. Meilleure association des parlements nationaux à l'élaboration des actes européens. Défense par la France d'une vision exigeante de l'Europe.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p. 5835, 5838) : contribution de la France aux opérations de maintien de la paix. Volonté d'introduire progressivement de la sincérité dans ce budget. Renforcement du contrôle sur la définition des OMP et leur budgétisation. Crédits en provenance des charges communes. Gel de crédits en 2004. Approbation des dispositions introduites par le Parlement dans la LOLF. Comité interministériel des moyens de l'Etat à l'étranger. Dispersion des actions et sous-actions dans les missions et programmes. Impact de la LOLF sur les ambassades. Nécessité de regrouper et gérer les dépenses de fonctionnement de l'Etat à l'étranger. Amélioration nécessaire des mécanismes d'alerte précoce. Financement des opérations de maintien de la paix. Poursuite de la modernisation du réseau diplomatique. (p. 5840, 5841) : diminution du nombre de postes consulaires. Nécessaire effort budgétaire pour les établissements scolaires français à l'étranger.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9572, 9575) : nécessité d'inscrire l'Europe dans la dynamique de projets communs. Volonté de trouver un accord budgétaire. Respect indispensable des principes de solidarité, d'équité et de fidélité à la parole donnée. Attitude du Royaume-Uni. Avenir de la PAC. Réforme du budget prévue pour 2014. Statut de la Macédoine. Débat relatif à la TVA à taux réduit. Révision de la directive "Temps de travail". Lutte contre l'immigration clandestine. Elaboration d'une stratégie à l'égard de l'Afrique.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DREYFUS-SCHMIDT (Michel)
sénateur (Territoire de Belfort)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi tendant à la pénalisation de l'usurpation d'identité numérique sur les réseaux informatiques [n° 452 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre pour le logement et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3082, 3084) : approbation du droit au refus de l'obstination déraisonnable et de l'offre de soins palliatifs. Lacunes du texte et souhait d'une amélioration par la navette. Favorable à l'encadrement d'une exceptionnelle assistance médicalisée pour mourir. Amendements déposés par le groupe socialiste. - **Rappel au règlement** (p. 3090) : demande l'examen des articles de la proposition de loi dans l'ordre indiqué par le dérouleur. (p. 3092) : demande de suspension de séance. - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3095) : demande une réunion de la commission pour une éventuelle reprise de l'amendement de son président. (p. 3101) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 25 de M. François Autain (coordination). (p. 3103) : sur l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate), son sous-amendement n° 87 ; devenu sans objet. (p. 3106) : effet trompeur de l'amendement n° 13 précité de Mme Anne-Marie Payet auquel il est défavorable. (p. 3108,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

3109) : importance de la navette parlementaire. Utilité des amendements déposés par M. Nicolas About. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3110, 3111) : ses amendements n° 60 : accès à l'assistance médicalisée pour mourir ; et n° 62 : possibilité pour toute personne majeure capable de bénéficier d'une assistance médicalisée pour mourir ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 3653, 3654) : son amendement n° 6 : modification de l'annexe de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires permettant la restitution des logements de fonction mis à la disposition des assemblées au château de Versailles ; retiré. - **Art. 1er** (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - *Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès*) (p. 3656) : sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien de l'affectation à l'Assemblée nationale et au Sénat de la salle des séances, de ses accès et des locaux nécessaires à la tenue du Congrès), se déclare favorable au sous-amendement n° 11 de M. Michel Charasse (ajout du musée du Parlement aux locaux affectés aux assemblées). Transfert du musée du Parlement à Paris. - **Art. 3** (*Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles*) (p. 3658) : demande la mise aux voix par priorité de l'amendement n° 10 de M. Jean-Claude Peyronnet (affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires du Congrès et possibilité de dérogations accordées par décision conjointe des bureaux des deux assemblées) ; demande rejetée. (p. 3659) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Josselin de Rohan (précision des conditions de libération des locaux transférés). Regret de la prise en compte des seuls amendements des membres de la majorité.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6190, 6192) : escalade législative. Instauration de procédures de plus en plus complexes. Consécration d'une grande part des débats au PSEM, malgré l'absence des moyens indispensables à sa mise en place généralisée. Donne acte à la commission des lois de son attachement à certains principes généraux du droit, sauvant ainsi quelque peu l'honneur du Parlement après le vote conforme de dispositions élargissant la notion de "récidive", réintroduisant la notion de "réitération" et entravant la liberté d'appréciation du juge. Proposera la mise en place d'un observatoire de la récidive, d'un contrôleur général des prisons et la réparation du préjudice des détenus provisoires à tort. Amendements de suppression des articles en cas de rejet de l'exception d'irrecevabilité, de la question préalable et de la motion de renvoi en commission. Le groupe socialiste votera contre l'ensemble du texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6210) : le groupe socialiste votera la motion n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 1er bis** (p. 6218, 6220) : soutient l'amendement n° 43 de M. Robert Badinter (création d'un observatoire de la récidive des infractions pénales) ; rejeté. Demande l'inclusion de parlementaires dans la commission d'analyse et de suivi de la récidive créée par le garde des sceaux. - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - *Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 6222) : le groupe socialiste se doit de voter l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions) en raison des difficultés attendues de l'application de l'article 1er bis, à défaut de sa suppression par le Gouvernement. - **Art. 2** (*Sous section 3 nouvelle - art. 132-16-7 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions*) (p. 6223, 6224) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 44 (suppression) ; n° 46 (suppression des dispositions prévoyant

le cumul des peines prononcées lors de la précédente condamnation avec les peines prononcées pour l'infraction commise en réitération) ; rejetés ; et n° 45 (suppression de la disposition inutile prévoyant la prise en compte du passé pénal du justiciable) ; adopté. - **Art. 2 bis** (Art. 132-24 du code pénal - *Prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine*) (p. 6226) : soutient l'amendement n° 47 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Art. 4** (Art. 465-1 du code de procédure pénale - *Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale*) (p. 6229, 6230) : reprend l'amendement de suppression n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ; rejeté. - **Art. 4 ter** (Art. 717-3 du code de procédure pénale - *Dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention*) (p. 6231, 6232) : soutient l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (ajout d'une activité culturelle ou d'une formation à la citoyenneté à la formation professionnelle ou générale dispensée dans les établissements pénitentiaires) ; rejeté. Reprend l'amendement de M. Yves Detraigne n° 82 : dispense d'une activité ou d'une formation à tous les détenus et non pas seulement à ceux qui en font la demande ; retiré. - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6233, 6235) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 50 (suppression) ; rejeté ; et n° 51 (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque particulièrement élevé de récidive du condamné) ; devenu sans objet. - **Art. 4 quinquies** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6236, 6238) : soutient l'amendement n° 52 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 53 de M. Robert Badinter (suppression des dispositions prévoyant l'applicabilité de l'article 4 quinquies aux suspensions en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi) qui supprime l'application rétroactive de l'expertise médicale. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - *Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 6240, 6242) : intervient sur les amendements de suppression n° 54 de M. Robert Badinter et n° 95 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Mise en place préférable d'un aménagement des peines en fonction de la conduite et des actes susceptibles d'être commis par le condamné. Sa réaction aux propos du garde des sceaux. (p. 6243, 6244) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes). S'interroge sur l'issue de la réflexion du président de la commission des lois. Modification inadmissible en catimini de la position adoptée par la commission des lois sans réunion de ladite commission.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 ter** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - *Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle*) (p. 6253) : soutient l'amendement n° 56 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Art. 5 quater** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - *Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle*) (p. 6254) : favorable à l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Le groupe socialiste vote contre l'article 5 quater. - **Art. 6 bis** (Art. 132-19 du code pénal - *Suppression de l'obligation de motiver la peine d'emprisonnement d'un récidiviste*) (p. 6256) : favorable aux amendements identiques n° 57 de M. Robert Badinter et n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 6 ter** (Art. 132-23 du code pénal - *Allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité*) (p. 6258) : favorable aux amendements identiques n° 13 de la commission, n° 58 de M. Robert Badinter et n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 6 quater** (Art. 398 et 398-2 du code de procédure pénale - *Possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en état de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans*) (p. 6259) : soutient l'amendement n° 59 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6260) : soutient l'amendement n° 60 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. (p. 6261, 6264) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 61 (suppression de la référence à la mesure de sûreté); n° 64 (limitation du PSEM aux peines d'emprisonnement supérieures à dix ans); n° 65 (exclusion des mineurs du champ d'application du placement sous surveillance électronique mobile); adoptés; et n° 62 (coordination); devenu sans objet; n° 63 (repli) et n° 67 (entrée en vigueur du dispositif subordonnée au vote des crédits nécessaires à sa mise en oeuvre par le Parlement); rejetés. - **Rappel au règlement** : procédure d'examen des amendements. (p. 6270) : défavorable à l'amendement n° 19 de la commission (port du bracelet électronique limité à une durée de deux ans renouvelable une fois). - **Art. 8** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6272, 6273) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 69 (suppression de la référence aux mesures de sûreté); portant sur le même objet, n° 70 et 71 (repli et coordination); devenus sans objet; n° 72 (repli et coordination); et n° 73 (entrée en vigueur du dispositif après la mise en oeuvre des crédits nécessaires); rejetés. - **Art. 8 bis A** (Art. 731-1 du code de procédure pénale - Application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) (p. 6275) : le groupe socialiste vote contre l'article 8 bis A. - **Art. 5 bis (précédemment réservé)** (Section IX nouvelle du code de procédure pénale - Art. 723-29 à 723-37 nouveaux du code de procédure pénale - Surveillance judiciaire) (p. 6276) : soutient l'amendement n° 55 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. (p. 6278) : le groupe socialiste s'oppose à l'article 5 bis. - **Art. 14** (Art. 706-47 et 706-53-7 du code de procédure pénale - Art. 216 de la loi n° 2004-204 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité - Extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infractions) (p. 6279) : soutient l'amendement n° 74 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. Hostilité du groupe socialiste à la création du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles. - **Art. additionnels avant l'art. 15 bis A ou après l'art. 15 bis C** (p. 6281) : soutient l'amendement n° 81 de M. Robert Badinter (institution d'un contrôleur général des prisons); rejeté. - **Art. 15 bis A** (Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 6284) : soutient l'amendement n° 75 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté. - **Art. 15 bis B** (Art. 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement du mineur en centre éducatif fermé) (p. 6286) : soutient l'amendement n° 76 de M. Robert Badinter (suppression); adopté. - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 6290) : reprend l'amendement de M. Alex Türk n° 84 : suppression de l'enregistrement des personnes pour lesquelles il n'existe qu'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction visée; adopté. - **Art. 15 bis D** (Art. 378 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 6292) : défavorable à l'amendement n° 29 de la commission (insertion du dispositif dans le code pénal). - **Art. additionnels avant l'art. 15 quater** (p. 6295) : favorable à l'amendement n° 32 de la commission (conditions d'exercice des perquisitions effectuées dans le cabinet d'un avocat). - **Art. additionnel après l'art. 15 quinquies** (p. 6297) : soutient l'amendement n° 80 de M. Robert Badinter (réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire subie à tort ouverte aux personnes reconnues irresponsables); rejeté. - **Art. 16 A** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine) : soutient l'amendement n° 78 de M. Robert Badinter (suppression); adopté. - **Art. 16** (Application immédiate de la

surveillance judiciaire) (p. 6298) : soutient l'amendement n° 79 de M. Robert Badinter (suppression); rejeté.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Rappel au règlement** (p. 7260, 7261) : conditions de prise de parole des orateurs.

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5965, 5966) : regrette le délai extrêmement court pour examiner ce projet de loi. Texte contenant des mesures très disparates. Développement du réseau ferré national. Financement des infrastructures de transport fluvial. Répercussion des variations du coût du gazole sur les prix du transport routier de marchandises. Inutilité de l'Agence française de sécurité ferroviaire. Le groupe de l'UC-UDF est favorable à ce projet de loi. - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6006, 6007) : son amendement n° 30 : recours au PPP pour la réalisation de nouvelles infrastructures fluviales; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7551, 7552) : son amendement n° 313 : réforme du zonage des agglomérations servant à fixer les différents plafonds et barèmes liés aux aides à la personne et aux aides à la pierre en matière de logement; adopté. - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7560) : soutient l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (extension du champ de l'article aux sociétés dont le capital est détenu à 50 % ou plus par l'Etat); retiré.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7659) : soutient l'amendement n° 297 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité d'exercice du droit de préemption urbain sur le seul engagement formel de l'assemblée délibérante de la commune ou l'EPCI de réaliser des logements sociaux et en l'absence de projet de construction défini et formalisé); retiré. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5 (p. 7670, 7671) : son amendement n° 307 : compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes, les communautés de communes, les communautés d'agglomération et les communautés urbaines du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux ; rejeté. (p. 7678) : intervient sur son amendement n° 307 précité. Question du zonage.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5** (p. 7697) : le groupe de l'UC-UDF votera contre les amendements n° 384 de M. Thierry Repentin (gel des loyers des logements locatifs privés et sociaux pour une période d'un an) et n° 449 de M. Jean Desessard (gel des loyers des logements locatifs privés pour une période de deux ans). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7710, 7711) : le groupe de l'UC-UDF ne votera pas les amendements, portant sur le même objet, n° 226 de Mme Michelle Demessine, n° 399 de M. Thierry Repentin et n° 460 de M. Jean Desessard (programmation du nombre de logements sociaux à réaliser). Il est en revanche favorable aux amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi qu'à l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes tributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles relatifs aux inondations (P.P.R.I.) [n° 496 (2004-2005)] (16 août 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 284 (2004-2005)] relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 12 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Sports**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 604, 606) : conséquences de l'annulation de l'édition 2003 du festival d'Avignon. Dimensions sociales et économiques de la culture. Rapport Guillot. Soutien de l'action du ministre de la culture par la commission des affaires culturelles. Rapport de la délégation de sénateurs dans le cadre de l'édition 2004 du festival d'Avignon.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 6039, 6041) : historique des lois préventives et répressives contre le dopage. Perdurance du fléau dans le sport professionnel et amateur. Déclaration de la "guerre au dopage" dans de nombreux pays européens. Se félicite de la position de la France en pointe dans ce domaine. Objectifs du texte. Avancées satisfaisantes en matière de santé des sportifs. Inquiétudes quant à l'alignement de la liste des produits dopants sur celle établie par l'AMA. Nécessité pour le Gouvernement de faire évoluer le droit international vers une plus grande rigueur. Problématique du nouveau partage des compétences entre les fédérations nationales et internationales au regard du principe d'égalité devant la loi. Proposera de confier le contrôle antidopage à une fédération nationale en cas de négligence des instances internationales lors d'une compétition internationale se déroulant en France. Amendements de la commission dans le respect de l'architecture générale du texte. Nécessaire évolution du Laboratoire national de dépistage du dopage, le LNDD, vers le développement de nouveaux partenariats en matière de recherche. Hommage au ministre et à son combat permanent contre la "tricherie". - **Art. 2 (Art. L. 3612-1 du code de la santé publique - Agence française de lutte contre le dopage)** (p. 6053, 6056) : ses amendements n° 1 : cohérence ; n° 2 et 4 : coordination ; n° 3 : possibilité pour l'AFLD de diligenter des contrôles lors d'une manifestation internationale, sur sa propre initiative, sous réserve de se coordonner avec la fédération internationale compétente ; et n° 5 : envoi par l'AFLD aux fédérations sportives des recommandations dans les matières relevant de sa compétence ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Marc Todeschini (maintien de la tutelle des ministères chargés des sports et de la santé sur le LNDD en charge des analyses des prélèvements). Sur les amendements de M. Jean-François Voguet, accepte le n° 22 (possibilité pour les fédérations sportives de consulter l'AFLD sur les questions relevant de ses compétences) et s'oppose aux n° 21 (mise en oeuvre des actions de prévention et de recherche par l'AFLD dans le cadre d'une convention définie

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

par décret avec le ministère chargé des sports), n° 23 (précision) et n° 24 (compétence de l'AFLD pour proposer au ministère chargé des sports toute mesure tendant à prévenir ou à combattre le dopage). - **Art. additionnel avant l'art. 4** (p. 6057, 6058) : son amendement n° 6 : modalités du fonctionnement interne de l'AFLD ; adopté. - **Art. 4** (Art. L. 3612-3 du code de la santé publique - Ressources de l'agence et recrutement de personnels) : ses amendements n° 7 : mention expresse de l'autonomie financière de l'AFLD ; et n° 8 : coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Jean-François Voguet (inscription au budget général de l'Etat de la subvention accordée à l'AFLD). - **Art. 5** (Art. L. 3613-1 et L. 3621-1 du code de la santé publique - Dénomination et rôle des antennes médicales de prévention du dopage) : son amendement n° 9 : reconnaissance du rôle de prévention des antennes médicales en matière de lutte contre le dopage ; adopté. - **Art. 6** (Art. L. 3622-3 du code de la santé publique - Autorisations d'usage thérapeutique) (p. 6059, 6060) : son amendement n° 10 : clarification de la procédure de délivrance des AUT ; adopté. Sur son amendement n° 10 précité, s'oppose au sous-amendement n° 32 de M. Jean-Marc Todeschini (placement du sportif en arrêt de travail pour cause de maladie en cas de prescription d'AUT). S'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Jean-François Voguet et n° 31 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de la procédure des AUT dites "allégées"). - **Art. 9** (Art. L. 3632-2 à L. 3632-2-3 du code de la santé publique - Modalités d'organisation des contrôles antidopage) (p. 6062) : ses amendements n° 11 : coordination ; n° 12 et 13 : possibilité de contrôler les sportifs après 21 heures pendant les compétitions et limitation des horaires de contrôle au domicile d'un sportif entre 6 heures et 21 heures ; n° 14 : précision des modalités de traitement des contrôles individualisés en distinguant entre les responsabilités de l'AFLD et celles du directeur des contrôles qui choisit les sportifs contrôlés et n° 15 : garantie de la conformité du dispositif avec le code mondial antidopage ; adoptés. - **Art. 11** (Art. L. 3632-4 du code de la santé publique - Analyse des prélèvements) (p. 6063) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean-François Voguet (coordination des activités de recherche fondamentale et appliquée du laboratoire intégré à l'AFLD avec le ministère chargé des sports). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 6064) : son amendement n° 16 : cohérence ; adopté. - **Art. 13** (Art. L. 3634-1 du code de la santé publique - Compétences des fédérations en matière de sanctions disciplinaires) : ses amendements n° 17 : correction d'une erreur matérielle et n° 18 : conséquence ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 15** (p. 6065) : son amendement n° 19 : clarification des dispositions relatives au contrôle médical exercé dans les antennes médicales de prévention du dopage ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 6067) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 du Gouvernement (abrogation de la loi du 28 juin 1989 réprimant le dopage des animaux sportifs et création d'un titre spécifique relatif à cette question dans le code de la santé publique) en raison du maintien de la procédure disciplinaire prévue par le règlement de la Fédération française d'équitation. - **Art. 20** (Art. L. 3613-3, L. 3622-6, L. 3622-7 et L. 3631-2 du code de la santé publique - Abrogation de dispositions diverses) (p. 6068) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Jean-François Voguet (abrogation du seul article L. 3631-2 du code de la santé publique). - **Art. additionnel avant l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jean-François Voguet (remplacement des mots "la cellule scientifique mentionnée à l'article L. 3612-1" par les mots "l'Agence française de lutte contre le dopage"). - **Art. 21** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 6069) : son amendement n° 20 : transfert de tous les biens, droits et obligations du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage à l'AFLD ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) (p. 8587, 8589) : satisfaction de l'augmentation des crédits du sport. Rappel de la loi du 25 novembre 2004 sur le sport professionnel. Dispositif du

volontariat associatif. Eléments positifs de ce budget : augmentation de la capacité d'intervention et des moyens du futur Centre national pour le développement du sport, CNDS ; renforcement du soutien aux associations de quartiers ; présence d'élus locaux au sein des organes de gestion du CNDS et d'un représentant d'EPCI au sein de son conseil d'administration ; accès au sport des personnes handicapées ; promotion du sport féminin : pôle "sport, famille et pratiques féminines" au CREPS de la région PACA ; valorisation constante des fonctions éducatives et sociales du sport. Adoption souhaitée du projet de loi relatif au dopage et à la santé des sportifs avant les jeux Olympiques de Turin. Suppression des hymnes nationaux au début des rencontres internationales de football. Le groupe UMP votera ce budget. Hommage à l'action du ministre.

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public le 11 mars 2005.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 126 (2004-2005)] portant statut général des militaires [n° 154 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Défense - Fonction publique.**

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 289 (2004-2005)] modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 394 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Défense.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Défense - Forces terrestres [n° 102 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Défense.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - Art. 41 (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 298) :** sur l'amendement n° 112 de M. Jean Bizet (limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire), son sous-amendement n° 442 ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)] - (1er février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - Discussion générale (p. 615, 618) :** évolution de l'outil de défense ayant nécessité une actualisation du statut général des militaires. Adaptation de la législation existante. Réponse aux exigences d'une armée professionnelle. Recherche d'un équilibre entre l'actualisation du statut et le maintien des principes fondamentaux de la spécificité de l'état militaire. Comparaison avec les statuts en vigueur dans d'autres pays. Approbation par la commission des affaires étrangères des principes du projet de loi en matière de droits politiques. Attachement des personnels à la concertation au sein des armées. Attente de la mise en place de l'instance d'évaluation de la condition militaire. Améliorations aux protections et garanties accordées aux militaires. Apports de l'Assemblée nationale. Propositions de la commission. Déroulement et gestion des carrières militaires. Refonte du régime des sanctions disciplinaires. Innovations en matière de recrutement. Reconversion des militaires. Mode de désignation des officiers généraux. Texte consensuel. Au nom de la commission et sous réserve de l'adoption de ses amendements, demande l'adoption du projet de loi.

- **Suite de la discussion (2 février 2005) - Demande de priorité (p. 649) :** au nom de la commission, demande l'examen en priorité de l'article 88 avant l'article 65 ; priorité ordonnée. - **Art. 1er (Principes fondamentaux de l'état militaire) (p. 649, 650) :** son amendement n° 1 : fixation par

décret de la composition et des attributions du Haut comité d'évaluation de la condition militaire et établissement d'un rapport annuel transmis au Parlement ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Hélène Luc (clarification). - **Art. 2 (Champ d'application du statut - Statuts particuliers) (p. 651) :** s'oppose à l'amendement n° 35 de Mme Hélène Luc (soumission des dérogations à l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire). - **Art. 5 (Interdiction d'adhésion à des partis politiques) (p. 653) :** s'oppose aux amendements n° 35 de Mme Hélène Luc (soumission des dérogations à l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire) et n° 29 de M. Didier Boulaud (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction électorale). - **Art. 6 (Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association) (p. 656) :** s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Didier Boulaud (suppression de l'interdiction faite aux militaires d'adhérer à un syndicat ou à une association professionnelle) et aux amendements de Mme Hélène Luc n° 37 (autorisation pour les militaires de se syndiquer) et n° 38 (repli) ainsi qu'au n° 39 (participation des militaires à la vie associative) qu'il considère satisfait. - **Art. 7 (Obligation de disponibilité des militaires) (p. 658) :** s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Hélène Luc (précision). Amendement plus restrictif que le projet de loi. - **Art. 10 (Rémunération) (p. 659) :** son amendement n° 2 : faculté de mise en place d'indemnités liées à la qualité des services rendus ; adopté. - **Art. 11 (Régime des pensions et protection sociale des militaires) (p. 660) :** son amendement n° 3 : mise au nombre des garanties statutaires d'un contrôle médical approfondi dans les deux mois suivant le retour d'une mission opérationnelle hors du territoire français ; adopté. Sur son amendement n° 3 précité, s'oppose au sous-amendement n° 55 de M. Didier Boulaud (systématisation de la visite médicale). (p. 661) : accepte l'amendement n° 49 du Gouvernement (adaptation par décret des modalités d'application de la réforme de l'assurance maladie aux assurés militaires et aux militaires des armées). - **Art. 12 (Fonds de prévoyance) (p. 662) :** préoccupations légitimes des militaires au sujet des fonds de prévoyance. Interroge le Gouvernement sur l'évolution de ces fonds vers une réduction des cotisations ou un assouplissement des modalités d'intervention. - **Art. 18 (Organismes consultatifs et de concertation) (p. 664) :** s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Didier Boulaud (recours à des élections pour désigner les membres des conseils de la fonction militaire). - **Art. 30 (Volontaires) (p. 667) :** son amendement n° 4 : précision ; adopté. - **Art. 31 (Volontaires stagiaires du service militaire adapté) :** s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Hélène Luc (rétablissement de la rédaction de la législation en vigueur pour le service militaire adapté). - **Art. 33 (Procédures de nomination) (p. 668) :** son amendement n° 5 : rétablissement de l'interdiction des nominations dans un grade à titre honoraire ; adopté. - **Intitulé du chapitre V (p. 669) :** ses amendements, portant sur le même objet, n° 6 et 7 : attribution de récompenses et de distinctions ; retirés. - **Art. 41 (Echelle des sanctions disciplinaires) (p. 671) :** son amendement n° 8 : modification de l'ordre d'énumération des sanctions ; devenu sans objet. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 50 du Gouvernement (rétablissement au sein du deuxième groupe de deux sanctions disciplinaires). - **Art. 42 (Consultation préalable d'un conseil avant le prononcé de certaines sanctions) (p. 672) :** son amendement n° 9 : précision que les conseils de discipline sont présidés par l'officier le plus ancien ; adopté. - **Art. 45 (Positions statutaires des militaires) (p. 673) :** demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Louis de Broissia (rétablissement de la retraite comme position statutaire) et s'oppose à l'amendement identique n° 44 de Mme Hélène Luc. Volonté de clarification du Gouvernement. Caractère satisfaisant du texte de l'Assemblée nationale mentionnant de manière explicite les droits et garanties accordés. - **Art. 46 (Caractéristiques de la position d'activité) (p. 675) :** s'oppose aux amendements n° 32 de M. Didier Boulaud (création d'un congé parental d'éducation sans solde) et n° 45 de Mme Hélène Luc (création d'un congé d'éducation aménagé). - **Art. 50 (Congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie) (p. 677) :** son amendement n° 10 : rédaction ; adopté. - **Art. 52 (Réintégration du militaire détaché) :** son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. 53 (*Position hors cadre*) (p. 678) : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. - **Art. 54** (*Caractéristiques de la position de non-activité*) : son amendement n° 13 : intégration du congé spécial dans la position de non-activité prise en compte dans la durée du service ; retiré. - **Art. 62** (*Accès à la fonction publique sans concours*) (p. 681) : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Hélène Luc (précision). - **Art. 88 (priorité)** (*Diverses dispositions transitoires*) (p. 682) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. Accepte l'amendement n° 53 du Gouvernement (maintien de la possibilité du cumul du congé de reconversion et du congé du personnel navigant dans certaines conditions). - **Art. 65** (*Reconversion*) (p. 683) : favorable à l'amendement n° 51 du Gouvernement (conséquence) et s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Hélène Luc (élargissement des dispositions de l'article au congé du personnel navigant). - **Art. 74** (*Cessation d'office de l'état militaire*) (p. 685) : accepte l'amendement n° 52 du Gouvernement (conséquence). Son amendement n° 16 : faculté pour les militaires de quitter l'armée en cas de réussite à un concours de la fonction publique ; adopté. - **Art. 76** (*Première et deuxième sections*) (p. 686) : son amendement n° 17 : clarification ; adopté. - **Art. 79** (*Dispositions applicables aux officiers généraux de deuxième section*) (p. 687) : son amendement n° 18 : précision ; adopté. - **Art. 81** (*Avancement hiérarchique dans la deuxième section*) : son amendement n° 19 : rédaction ; adopté. - **Art. 86** (*Dispositions applicables aux réservistes*) (p. 688) : son amendement n° 20 : application aux réservistes en activité des dispositions relatives au dossier individuel militaire ; adopté. - **Art. 87** (*Dispositions applicables aux fonctionnaires servant en qualité de militaires*) : son amendement n° 21 : rédaction ; adopté. - **Art. 89** (*Limites d'âge*) (p. 690) : son amendement n° 23 : suppression de la mention "sous-officiers infirmiers des forces d'armées" ; adopté. Son amendement n° 24 : mention explicite des fonctionnaires détachés au sein de la poste interarmées et au sein de la trésorerie aux armées ; adopté. Son amendement n° 25 : rétablissement à quinze ans de la limite de durée de service des militaires commissionnés ; adopté. - **Art. 90** (*Evolution progressive des limites d'âge*) (p. 692) : son amendement n° 26 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Art. 94** (*Ouverture du bénéfice d'une pension de retraite pour les militaires non officiers servant sous contrat radiés des cadres par suite d'infirmité*) (p. 693) : son amendement n° 54 : alignement de la situation des militaires sur celle des personnels de la fonction publique civile en matière de droit à la retraite anticipée ; adopté. (p. 694) : son amendement n° 27 (dispositif favorisant le cumul entre les pensions des militaires et les allocations chômage) ; retiré puis repris par M. Didier Boulaud. - **Art. 95** (*Présomption d'imputabilité au service des blessures reçues en mission opérationnelle*) (p. 695) : son amendement n° 28 : conséquence ; adopté. - **Art. 96** (*Application aux militaires participant à des opérations extérieures et à leurs ayants cause des dispositions relatives aux blessures de guerre et à la délégation de solde*) : accepte l'amendement n° 33 de M. Didier Boulaud (possibilité pour les militaires ayant subi un dommage corporel grave de bénéficier de la qualité de grand mutilé de guerre).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4163, 4164) : difficultés posées par le rejet français du traité constitutionnel. Risque de recul. Positionnement tactique à court terme de la plupart des Etats membres. Indispensable suppression du "chèque britannique". Refus d'une remise en cause de la PAC. Crainte d'un blocage désastreux pour l'avenir de l'Union européenne. Nécessité de trouver un accord sur la suite du processus de ratification. Souhait d'une subordination de tout élargissement à une stabilisation institutionnelle. Soutien du groupe UMP au Gouvernement.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 289 (2004-2005)]** - (6 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5748, 5750) : mise en place d'une législation relative à la défense plus claire. Attente de la publication d'un code de la défense. Travail de la commission de codification et du ministère de la défense.

Respect de la séparation entre le domaine de la loi et du règlement. Absence de modification de fond. Renforcement de la protection et de la sécurité des installations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Dispositions concernant le régime des armes, munitions et matériels de guerre, des poudres et explosifs. Statut de l'Institution de gestion sociale des armées. Au nom de la commission, propose l'adoption du projet de loi. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 5755) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (adaptation du cadre juridique applicable à la protection des installations d'importance vitale contre le terrorisme). - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 5758) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (mise à la disposition du ministère de la défense des jeunes recrutés au titre des contrats d'accompagnement dans l'emploi par l'établissement public d'insertion de la défense).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées) et se range à la position du Gouvernement. Nécessité d'un versement régulier de la taxe de francisation au Conservatoire du littoral.

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Forces terrestres.) (p. 9095, 9096) : évolution cohérente des moyens consacrés à la préparation et à l'équipement des forces terrestres. Maintien des effectifs et progrès des équipements. Financement des OPEX. Question de l'aéromobilité. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de la mission "Défense" s'agissant des forces armées.

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 9 février 2005.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Écologie et développement durable [n° 100 tome 4 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 54, 55) : poursuite de la discussion à l'occasion du projet de loi d'orientation agricole. Nombreux sujets de satisfaction. Reconnaissance de la filière équine comme une grande activité agricole. Mesures favorables au développement dans le choix des zones de revitalisation rurale, ZRR. Regrette le remplacement de la participation pour les voies nouvelles et réseaux, PVNR, par la participation pour voirie et réseaux, PVR : difficulté de préservation du patrimoine rural bâti présentant un intérêt architectural. Soutient ce texte.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 65 sexies** (Art. L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - *Interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations*) (p. 447) : possibilité pour les communes de procéder à une réflexion sur le développement de l'urbanisme. - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - *Dispositions relatives au littoral*) (p. 530) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 181 de M. Patrice Gélard (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 2 quinquies ou après l'art. 25 ter** (p. 6537) : favorable à l'amendement n° 206 de M. Alain Lambert (application de la loi relative au développement des territoires ruraux aux baux conclus ou renouvelés postérieurement à sa promulgation). Attente des décrets d'application de la loi relative au développement des territoires ruraux.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6876, 6877) : meilleure lisibilité du régime des signes de qualité. Importance de la notion d'origine de par la référence qualitative et le maintien de l'activité dans les zones rurales de montagne. Vigilance quant aux moyens de l'Institut national des appellations d'origine, INAO. Efforts nécessaires en matière de communication sur

les signes d'origine et de qualité, à l'exemple du festival des AOC de Cambremer dans son département. Favorable au maintien du nom actuel de l'INAO et à la primauté de l'origine sur la qualité. Inquiétudes des professionnels viticoles au sujet de l'accord sur le commerce des vins entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

DUPONT (Bernadette)
sénateur (Yvelines)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ce que des funérailles nationales et un hommage solennel aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale soient organisés lors de l'inhumation du dernier poilu [n° 80 (2005-2006)] (15 novembre 2005) - **Anciens combattants - Défense - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (2 février 2005) - **Art. 35** (*Périodicité et*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

modalités de la notation) (p. 669) : préoccupation au sujet de l'engorgement de la pyramide hiérarchique. Risque de blocage de l'avancement au niveau des grades subalternes. Etonnement devant l'absence de référence à une durée maximum de service dans le grade.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (3 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1322) : assouplissement bienvenu de la législation relative à la durée du temps de travail. Opportunité pour les Français d'améliorer leur pouvoir d'achat. Levée d'entraves au développement et au dynamisme des entreprises. Le groupe UMP votera ce texte porteur de liberté et de confiance dans le dialogue social.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1698, 1699) : défavorable à l'amendement n° 253 de M. Yannick Bodin (enseignement en langue des signes française pour les enfants sourds).

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3087, 3088) : difficulté de légiférer sur la mort. Ambiguïté de la proposition de loi. Interrogation sur la nécessité de légiférer. Insuffisance des crédits attribués aux soins palliatifs. Votera la proposition de loi. - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3097) : soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Claude Etienne (précision) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 3126) : soutient l'amendement n° 59 de M. Jean-Claude Etienne (évaluation de la proposition de loi) ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3651, 3652) : se réjouit, en tant qu'élue de Versailles, de l'examen de cette proposition de loi. Nouvelle prise en main par le Parlement de son autoréforme. Intégration de ce texte dans un projet d'accroissement de rayonnement culturel du domaine de Versailles. Ouverture élargie au public. Lien historique de Versailles et du Parlement. Image de monarchie absolue associée au château. Intérêt des locaux cédés par le Sénat. Son adhésion : au maintien de la salle du Congrès dans le patrimoine du Parlement et à la mise à disposition des pièces adjacentes pour les réunions du Congrès ; à l'impossibilité d'effectuer des modifications susceptibles de gêner la tenue du Congrès ; aux garanties accompagnant la libération des locaux. Sous ces quelques réserves, le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3773) : regrette le renvoi systématique de la question des personnes handicapées à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6526) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 287 de M. Jean-Marc Pastor (octroi aux partenaires du pacte civil de solidarité des mêmes droits qu'un conjoint en matière de baux ruraux).

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (Calvados)
UC-UDF

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Comité de l'éthique du loto sportif.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 100 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1095, 1096) : définition de l'organisation du temps de travail dans les autres Etats membres de l'Union européenne. Réserves sur la pertinence des assouplissements successifs par la voie législative. Crainte de conséquences non souhaitées de l'assouplissement du compte épargne-temps et de la création des heures choisies. Approbation de la mesure prorogeant le dispositif dérogatoire applicable aux entreprises de moins de 20 salariés. Difficultés d'application des 35 heures dans le secteur médical et médico-social. Votera ce texte malgré ses insuffisances.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 13 bis** (Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN) (p. 3583) : intervient sur les amendements identiques n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini (précision du champ d'application de l'article). (p. 3584, 3585) : son amendement n° 215 : exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3617) : bien-fondé de la démarche du Gouvernement en dépit du poids des contraintes énergétiques internationales, tant au niveau économique qu'environnemental. Qualité des débats. Importance des modifications apportées par le Sénat. Satisfait de l'adoption à l'unanimité des mesures favorisant le développement des biocarburants et celui des ZED. A titre personnel, regrette l'avis défavorable sur l'amendement du groupe UC-UDF concernant les SICAE et les SEM. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8466, 8467) : crédits en progression. Globalisation du budget des établissements. Hausse modeste des bourses. Interrogation sur la mise en sécurité des établissements, le respect des objectifs du plan en faveur du logement étudiant, la réforme, toujours différée, de l'autonomie et de la gouvernance des universités. Renforcement impératif de la coopération entre établissements d'enseignement supérieur ou de recherche et entreprises. Insuffisances de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes ; priorité absolue à l'orientation des bacheliers. Demande de précision sur l'amélioration des conditions juridiques et financières des stages étudiants et les critères d'obtention des bourses. Utilité d'une évaluation annuelle de l'évolution réelle du coût de la vie étudiante. Avis favorable à l'adoption de ces crédits. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8504) : favorable à l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire").

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9760, 9763) : conditions d'examen de ce texte. Nécessité de revoir toute la structure de notre système de recherche afin de le tourner vers l'action. Renforcement de l'autonomie et de la gouvernance des universités. Modification profonde du statut des chercheurs, associée à une évaluation performante. Flexibilité du financement, accompagnée d'une culture de la sélection, du résultat et de sa valorisation industrielle. Financement plus fort de la recherche par le secteur privé. Trois avancées intéressantes du projet de loi : émergence d'une logique de projets ; système d'évaluation amélioré ; encouragement de la valorisation des résultats de la recherche. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9801) : sur l'amendement n° 7 de la commission (réintégration, dans le projet de loi, de la création du Haut Conseil de la science et de la technologie), son sous-amendement n° 148 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10209) : son amendement n° 147 : octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU ; retiré. (p. 10211) : retire son amendement n° 147 précité.

DURRIEU (Josette)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture** [n° 149 (2004-2005)] - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1383, 1385) : compatibilité entre le service universel et le service public. Projet de loi confus. Interrogation sur le nombre de bureaux de poste maintenus. Variété de points de présence postaux. Duperie relative aux agences postales communales. Avenir du personnel employé par la commune à l'échéance des conventions. Difficulté de transposer les dispositions d'accessibilité au réseau dans tous les départements. Exemple de son département des Hautes-Pyrénées.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** [n° 240 (2004-2005)] - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2671, 2672) : limitera son intervention aux questions techniques. Production hydroélectrique. Nécessité de valoriser davantage les installations et d'équiper les sites qui en ont besoin. Souhaite l'attribution de moyens supplémentaires d'ici à 2008. Débits réservés. Amendement visant à retenir la référence au vingtième du module d'un cours d'eau. Problème de cohérence. Nécessaire prise en compte des différences de régime hydrologique des cours d'eau. Notion essentielle de débit minimum, appelant une traduction précise dans les actes d'autorisation et de concession rédigés par les préfets. Importance du problème de l'assainissement individuel. Difficultés de mobiliser les moyens pour la mise en place de ce dispositif. Impossibilité d'en faire une priorité dans le cadre d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat, OPAH. Son expérience personnelle. Blocage dans l'achèvement de la mise en place du dispositif fixé à la fin de 2005 : subordination des aides de l'agence de l'eau à une étude complémentaire. Coût et perte de temps. Demande au

Gouvernement de prendre des mesures, en collaboration avec le ministre chargé du logement, pour que l'assainissement devienne une priorité dans le cadre des OPAH.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2730) : son amendement n° 537 : fixation du débit réservé au vingtième du module pour tous les ouvrages ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9105, 9106) : s'interroge sur la sincérité des crédits de la défense. Retard dans la construction des systèmes intérimaires de drone MALE. Coopération internationale. Challenge européen entre la menace du terrorisme et le risque de la prolifération nucléaire. Nécessité de donner la priorité à la recherche et de privilégier la coordination et la spécialisation pour parvenir un jour à une armée européenne. Usine GIAT Industries de Tarbes.

DUSSAUT (Bernard)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre pour le personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (Art. L. 251-3-1 du code rural - *Eradication du rat musqué*) (p. 309) : son amendement n° 322 : éradication du ragondin ; réservé puis retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3938, 3941) : caractère hétéroclite de ce texte. Interactions avec d'autres projets en cours d'examen. Recours contestable à la procédure d'urgence. Mesures contradictoires à l'égard des très petites entreprises, TPE. Nécessité de faciliter les transmissions d'entreprises. Avancées sur le statut des conjoints collaborateurs. Absence de proposition relative aux salariés des TPE. Réforme hâtive et erronée de la loi Galland. Inquiétude de la grande distribution face aux hard discounters conduisant à une attitude néfaste vis-à-vis des salariés et des fournisseurs. Recherche dangereuse de

la baisse des prix. Lacunes dans la réforme des chambres de commerce et d'industrie. Impossibilité d'approuver la globalité de ce texte malgré quelques mesures positives. - **Art. 2** (Art. L. 961-10 du code du travail - *Financement obligatoire des actions de formation et d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales*) (p. 3968) : soutient l'amendement n° 265 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 3977) : soutient l'amendement n° 311 de Mme Nicole Bricq (plafonnement à 6 000 euros des dépôts sur un CODEVI) ; rejeté. - **Art. 5** (Art. 790 A bis [nouveau] du code général des impôts - *Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons familiaux destinés à financer une opération de création ou de reprise d'entreprise*) (p. 3980) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 5 de ce projet de loi. - **Art. 6** (Art. L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier - *Suppression du taux de l'usure pour les prêts accordés à une personne physique agissant pour ses besoins professionnels*) (p. 3981) : soutient l'amendement n° 310 de Mme Nicole Bricq (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 4041) : soutient l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Godefroy (élection et création d'un collège des conjoints au sein des chambres de métiers et de l'artisanat) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 4068, 4069) : son amendement n° 282 : instauration d'un crédit d'impôt au profit des très petites entreprises en vue de faciliter leur transmission ou leur reprise ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 128-1 [nouveau] du code de commerce et art. L. 412-8 et L. 634-6-1 du code de la sécurité sociale - *Prestation de tutorat en entreprise*) (p. 4071) : son amendement n° 283 : limitation de la durée de prestation de tutorat à deux ans maximum ; retiré. - **Art. 19** (Art. 157 du code général des impôts - *Prime de transmission*) : son amendement n° 285 : limitation de la durée de la prestation de tutorat à deux ans ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 4075, 4076) : ses amendements n° 286 : instauration d'une prestation de parrainage d'entreprise ; retiré et n° 287 : octroi d'une prime de mise aux normes destinée à faciliter la reprise d'une entreprise de moins de cinq salariés ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4087) : son amendement n° 288 : transmission des entreprises sous forme de sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP ; rejeté. - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - *Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant*) (p. 4112) : inefficience de la réforme de la loi Galland pour relancer la consommation. Effort indispensable au niveau de la politique globale des revenus. Réticence de la grande distribution à ouvrir de nouveaux magasins de "hard discount" en dépit du succès auprès des consommateurs. Crainte d'une diminution de ses marges. Complexité des relations entre distributeurs et fournisseurs. Refus du Gouvernement de créer une commission d'enquête face à l'opacité du système. Le groupe socialiste est partisan d'attendre pour ne pas faire le jeu de tel ou tel groupe de pression.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 31** (Art. L. 442-2 du code de commerce - *Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 4146) : son amendement n° 294 : suppression ; rejeté. - **Art. 32** (Art. L. 442-6 du code de commerce - *Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 4169) : soutient l'amendement n° 297 de Mme Bariza Khiari (suppression de la distinction entre rupture de la relation commerciale par des voies traditionnelles et par le biais d'une enchère électronique) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 32** (p. 4181) : son amendement n° 300 : transmission au Parlement d'un rapport de la Commission d'examen des pratiques commerciales sur les décisions transmission au Parlement d'un rapport des décisions sanctionnant des violations du code de commerce ; retiré. - **Art. 33** (Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - *Réglementation des enchères à distance*) (p. 4189) : son amendement n° 301 : interdiction des enchères inversées salariales ; devenu sans objet. - **Art. 35** (Art. L. 470-2 du code

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de commerce - *Affichage ou diffusion de condamnations au titre d'un délit prévu par le titre IV du livre IV du code de commerce* (p. 4195, 4196) : son amendement n° 305 : publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 4210) : son amendement n° 307 : modalités d'établissement du répertoire des métiers et conditions d'immatriculation à celui-ci ; retiré. (p. 4212) : son amendement n° 306 : possibilité de constituer des groupements d'intérêt public associant les collectivités territoriales, les chambres de commerce et d'industrie ainsi que les chambres de métiers pour des actions communes ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4290, 4291) : soutient l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (création d'un comité des activités sociales et culturelles au sein des entreprises de moins de cinquante salariés) ; rejeté. Objectif de rééquilibrage des relations dans l'entreprise et de fidélisation des salariés. - **Art. 46** (p. 4296, 4297) : regrette l'absence de débat au sujet du chèque-emploi pour les TPE. Recours du Gouvernement aux ordonnances. Echec du dispositif du titre emploi-entreprise, TEE. Inquiétude sur le périmètre d'application du chèque-emploi TPE. Risque de blanchiment du travail illégal. - **Art. additionnel après l'art. 46 ou après l'art. 47** : soutient l'amendement, analogue au n° 91 de la commission, n° 277 de M. Jean-Pierre Godefroy (rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales dues au titre des apprentis par l'Etat pour toute la durée du contrat d'apprentissage) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 47** (p. 4299) : soutient l'amendement n° 314 de M. Daniel Raoul (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires aux accompagnateurs de création d'entreprises employés dans des structures sous forme associative) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 4303, 4304) : soutient l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation à 100 000 euros du montant de l'amende en cas de travail illégal) ; adopté. Importance et répercussion du travail illégal en France. Inconvénient de la généralisation du titre emploi-service). - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4310, 4311) : sur l'amendement n° 436 du Gouvernement (transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés), soutient les sous-amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 444 (suppression de la mention relative à une durée limitée) et n° 445 (interdiction des détachements à répétition pour de courtes périodes) ; retirés. - **Art. 51** (*Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres*) (p. 4315, 4316) : soutient l'amendement n° 280 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. Nature de cavalier de cet article. Préjudice pour les salariés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4324, 4325) : regret du rythme soutenu et des conditions difficiles dans lesquelles se sont déroulés les débats. Caractère complexe et diversifié des sujets abordés. Crainte de répercussions douloureuses sur la cohésion économique et sociale du pays. Malgré l'existence de certains points positifs, le groupe socialiste votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8713, 8714) : programme "développement des entreprises". Hausse des défaillances d'entreprises depuis un an. Baisse des crédits du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Opacité de l'utilisation de ces crédits. Attente des conclusions du rapport d'enquête commandé par la commission des finances à la Cour des comptes. Question du fonctionnement et de la provenance de la dotation de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux, EPARECA. Inquiétude s'agissant du maintien en l'état de la TACA. Nécessité d'une mise en perspective de l'utilité du FISAC et de l'EPARECA avec la politique des territoires et du soutien en faveur des entreprises. Poids des exonérations

fiscales dans le programme "dépenses fiscales". Pérennisation indispensable de la TVA à 5,5 % dans le bâtiment. Les sénateurs du groupe socialiste ne voteront pas les crédits de cette mission.

DUTREIL (Renaud)

*ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales
(à partir du 2 juin 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

*Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)] (2 février 2005) - **Fonction publique - Travail - Union européenne.***

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2185, 2186) : préparation du futur projet de loi de modernisation de la fonction publique territoriale. Objectifs de la transposition du droit communautaire à la fonction publique : résorber la précarité, ouvrir l'administration aux ressortissants européens et lutter contre les discriminations. Inégalité radicale entre les fonctionnaires titulaires et les contractuels. Limitation du renouvellement des contrats à durée déterminée. Transformation automatique des CDD en CDI pour les plus de 50 ans. Ouverture des concours de la fonction publique aux ressortissants de l'Union. Application du principe communautaire de non-discrimination et continuité des contrats. (p. 2197, 2198) : effort significatif de transposition de la part du Gouvernement. Présentation prochaine du projet de loi sur la fonction publique. Attachement du Gouvernement au statut de la fonction publique. Contribution de l'Europe au progrès social. - **Question préalable** (p. 2201, 2202) : accueil favorable du texte par les contractuels. Caractère inconciliable de la titularisation des contractuels avec le principe du concours. S'oppose à la motion n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Art. 8 de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 - Non-opposabilité des limites d'âges*) (p. 2204) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Jacques Mahéas (extension de la non-opposabilité des limites d'âge aux personnes qui vivaient sur les ressources de leur conjoint et qui se retrouvent seules). - **Art. 2** (*Art. 21 de la loi n° 76-617 du 9 juillet 1976 - Aménagement de la condition d'âge pour certains hommes en cas de recrutement par concours de fonctionnaires de catégorie A*) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (extension de la limite d'âge à toute personne élevant ou ayant élevé un enfant). - **Art. 3** (*Art. 24 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Obligation de remboursement par un fonctionnaire admis à la retraite en cas de non-respect de l'engagement de servir*) (p. 2205) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jacques Mahéas (suppression) et accepte les amendements de la commission n° 2 (rédaction) et n° 3 (référence au code de l'action sociale et des familles). - **Art. 4** (*Art. 2 de la loi n° 80-*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

490 du 1er juillet 1980 - *Extension aux hommes de la dérogation à la condition de diplôme*) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (cohérence rédactionnelle). - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 2207) : demande le retrait de l'amendement n° 89 de M. Bruno Retailleau (recrutement direct par CDI des agents occupant des emplois fonctionnels). - **Art. 7** (*Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat*) (p. 2212, 2213) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de M. Jacques Mahéas et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose à l'amendement n° 79 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des dispositions relatives au recrutement d'agents contractuels). S'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 34 (limitation du recours aux contractuels), n° 35 (clarification), n° 36 (prévision d'un accès à la fonction publique dans le cadre statutaire préalablement à toute transformation d'un CDD en CDI), n° 37 (condition de diplôme d'expérience professionnelle préalable à la transformation d'un CDD en CDI) n° 38 (interdiction de remplacement d'un agent contractuel par un autre agent contractuel en cas d'emploi permanent occupé pendant six ans) et n° 39 (exclusion du dispositif de transformation des CDD en CDI pour les agents de la catégorie C recrutés sans concours). S'oppose à l'amendement n° 77 de M. Yves Détraigne (extension du dispositif d'attribution d'un CDI au personnel de formation). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2214) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Jacques Mahéas (transparence et encadrement du recrutement des contractuels). - **Art. 8** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de l'Etat actuellement en fonction*) (p. 2216) : s'oppose aux amendements identiques n° 41 de M. Jacques Mahéas et n° 80 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 42 (coordination) et n° 45 (coordination). Accepte les amendements de la commission n° 5, n° 6 et n° 7 (rédaction). Accepte les amendements identiques n° 8 de la commission et n° 44 de M. Jacques Mahéas (harmonisation de la durée de service fictif avec la durée maximale des contrats CDD pour une transformation automatique en CDI) ainsi que l'amendement n° 43 de M. Jacques Mahéas (précision). - **Art. 9** (*Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 2218) : s'oppose aux amendements identiques n° 46 de M. Jacques Mahéas et n° 81 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression partielle). Accepte l'amendement n° 10 de la commission (caractère exceptionnel du recours à des agents non titulaires pour occuper un emploi permanent) et s'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 47 (encadrement du recrutement des non-titulaires dans la fonction publique territoriale pour la catégorie A), n° 48, 49, 50 et 51 (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 2220) : demande le retrait de l'amendement n° 92 de M. Jean-François Le Grand (validation des acquis professionnels des agents non titulaires de la fonction publique territoriale). - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonction*) (p. 2221) : s'oppose aux amendements identiques n° 52 de M. Jacques Mahéas et n° 83 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 11 et 12 (coordination), n° 13 (rédaction), n° 14 (coordination), identique à l'amendement n° 56 de M. Jacques Mahéas et n° 15 (rédaction). S'oppose aux amendements de coordination de M. Jacques Mahéas n° 53, n° 54 et n° 57 et accepte le n° 55. - **Art. 11** (*Art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique hospitalière*) (p. 2223) : s'oppose aux amendements identiques n° 58 de M. Jacques Mahéas et n° 84 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 59, 60 et 62 (coordination) et n° 61 (obligation de posséder un diplôme ou des acquis professionnels pour la transformation d'un CDD en CDI). - **Art. 12** (*Art. 9-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents non titulaires insusceptibles de donner lieu à des*

contrats à durée indéterminée) (p. 2224) : s'oppose aux amendements identiques n° 63 de M. Jacques Mahéas et n° 85 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 13** (*Art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination*) : s'oppose aux amendements identiques n° 64 de M. Jacques Mahéas et n° 86 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 14** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents hospitaliers non titulaires actuellement en fonction*) : s'oppose aux amendements identiques n° 65 de M. Jacques Mahéas et n° 87 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). Accepte les amendements de la commission n° 16, n° 17, n° 18 et n° 20 (coordination) et le n° 19 (limitation de la durée du service effectif à au moins six ans au cours des huit dernières années), identique à l'amendement n° 68 de M. Jacques Mahéas. S'oppose aux amendements de coordination de M. Jacques Mahéas n° 66, n° 67 et n° 69. - **Art. 15** (*Situation des salariés en cas de reprise par une personne publique de l'activité de l'entité économique les employant*) (p. 2226) : accepte les amendements de la commission n° 21 et 22 (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 15** : accepte l'amendement n° 23 de la commission (cohérence). (p. 2227) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jacques Mahéas (reprise totale d'ancienneté pour tous les personnels). - **Art. 16** (*Art. 6, 6 bis, 6 ter et 6 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Actualisation des dispositions relatives à la lutte contre les discriminations*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 71 de M. Jacques Mahéas (suppression de la précision selon laquelle l'action en justice doit être engagée "de bonne foi"). (p. 2229) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jacques Mahéas (extension de la liste des actes de gestion pouvant être pris à l'encontre d'un fonctionnaire). Non-exhaustivité de la liste. - **Art. 17** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) (p. 2230) : s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression partielle) et accepte l'amendement n° 24 de la commission (clarification). - **Art. 18** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (clarification). - **Art. 19** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) (p. 2231) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (clarification). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2232) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 73 (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants) et n° 74 (annulation de la rétroactivité de la mesure exigeant des hommes une interruption d'activité). Alourdissement considérable des charges pesant sur les régimes de retraite en cas d'adoption. (p. 2234) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Claude Domeizel (extension du reclassement dont bénéficient les fonctionnaires hospitaliers à leurs homologues territoriaux). - **Art. 21** (*Art. 63 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Coordination*) (p. 2235) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (coordination). - **Division additionnelle avant l'art. 22** : accepte l'amendement n° 28 de la commission (insertion d'une division additionnelle). - **Art. 22** (*Entrée en vigueur des dispositions de la loi*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 29 de la commission (délai d'applicabilité des dérogations). - **Division et art. additionnels après l'art. 22** (p. 2236) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 91 et 90 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compe épargne-temps). - **Intitulé du projet de loi** : demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Jacques Mahéas (rédaction). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2239) : remerciements. Solutions apportées aux problèmes existants. Recherche de l'intérêt des personnels.

- **Libération de deux otages détenus en Irak** - (13 juin 2005) (p. 3926) : joie relative à la libération de la journaliste Florence Aubenas et de son guide Hussein Hanoun, détenus en Irak.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3927, 3930) : priorité donnée à l'emploi. Potentiel des PME dans ce domaine. Insuffisance des moyens actuellement consacrés à l'innovation. Nouvelles mesures encourageant l'embauche. Plan en faveur de l'apprentissage. Objectifs du projet de loi. Accompagnement et facilités de financement pour la création d'entreprises. Amélioration du statut des conjoints collaborateurs. Création du contrat de collaborateur libéral. Encouragement à la transmission d'entreprises. Régulation des relations entre producteurs et distributeurs : limitation des marges arrière ; définition de la coopération commerciale ; encadrement des enchères électroniques. Réforme des chambres de commerce et d'industrie. (p. 3938) : hommage au travail des rapporteurs. (p. 3961, 3963) : alignement souhaité de la taxation des plus-values des entreprises sur le régime des plus-values immobilières. Favorable à la suppression de l'art. 23, relatif à la création des sociétés civiles artisanales à responsabilité limitée, SCARL. Nécessité de limiter les marges arrière. Lutte contre le travail illégal incluant logiquement des dispositions relatives au contrôle des intermittents du spectacle. Réflexion sur l'essaimage. Avancées sociales. Relance incontestable de la création d'entreprises depuis 2002. Formation indispensable des créateurs d'entreprises. Intérêt du Gouvernement pour les professions libérales. Volonté d'approfondir la question des centrales d'achats extraterritoriales dans le cadre de l'Union européenne. Nécessité d'une réflexion sur la spécialisation de l'industrie française. Régulation indispensable des pratiques commerciales. - **Demande de priorité et de réserve** : Accepte l'examen prioritaire de l'article 23 et la réserve de l'article 26. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 3964) : demande le retrait de l'amendement n° 237 de M. Francis Grignon (contenu des stages de préparation à l'installation des artisans). - **Art. 1er** (Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue) (p. 3966) : S'oppose aux amendements n° 192 de M. Christian Gaudin (suppression) et n° 264 de M. Jean-Pierre Godefroy (absence de recours aux fonds de la formation professionnelle destinés aux salariés pour les actions de formation en direction des créateurs et repreneurs d'entreprises). Accepte les amendements identiques n° 1 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 204 (ouverture aux créateurs et repreneurs d'entreprises libérales du droit de bénéficiaire d'actions d'accompagnement, d'information et de conseil). - **Art. 2** (Art. L. 961-10 du code du travail - Financement obligatoire des actions de formation et d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales) (p. 3970, 3971) : s'oppose aux amendements identiques n° 115 de M. Ladislav Poniatowski et n° 265 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 374 de Mme Michelle Demessine (affectations des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés). Accepte les amendements de la commission n° 2 et 4 (rédaction), n° 3 (solicitation en dernier recours des fonds d'assurance formation des travailleurs non salariés), ainsi que l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 205 (modalités de financement des mesures d'accompagnement destinées aux créateurs et repreneurs d'entreprises). - **Art. 3** (Art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 - Financement par les FAF de l'artisanat jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 3973) : demande le retrait de l'amendement n° 116 de M. Ladislav Poniatowski (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression). Accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 206 (prise en compte de la spécificité de l'Alsace et de la Moselle), n° 207 (rédaction) et n° 208 (modalités de financement des stages de préparation des futurs artisans et prise en compte des spécificités de l'immatriculation des entreprises en Alsace et en Moselle). - **Art. 4** (Art. 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 - Financement par les FAF des travailleurs indépendants inscrits au répertoire des métiers à compter du 1er janvier 2006) (p. 3974, 3975) : s'oppose à l'amendement n° 267 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) et accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 209 (application des modalités de financement

définies à l'article 3 au nouveau dispositif du fonds d'assurance formation des artisans). - **Art. additionnels après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Godefroy (aide supplémentaire de l'Etat accordée sous forme de prime). (p. 3976) : s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Jean Desessard (possibilité pour les travailleurs indépendants et les mandataires sociaux de PME d'être affiliés au régime ASSEDIC des salariés). - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 3977) : s'oppose aux amendements n° 311 de Mme Nicole Bricq (plafonnement à 6 000 euros des dépôts sur un CODEVI) et n° 375 de Mme Michelle Demessine (relèvement du plafond des dépôts sur les CODEVI et utilisation de ceux-ci). - **Art. 5** (Art. 790 A bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons familiaux destinés à financer une opération de création ou de reprise d'entreprise) (p. 3979) : défavorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 185 (possibilité d'affecter les dons familiaux en numéraire à l'acquisition de parts majoritaires d'une société) et n° 186 (exonération de droits de mutation des donations en nature nécessaires à l'activité d'une PME). - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 3980) : s'oppose à l'amendement n° 377 de Mme Michelle Demessine (création d'un fonds décentralisé de solidarité territoriale et de développement économique). - **Art. 6** (Art. L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier - Suppression du taux de l'usure pour les prêts accordés à une personne physique agissant pour ses besoins professionnels) (p. 3981, 3982) : s'oppose aux amendements identiques n° 196 de M. Christian Gaudin et n° 310 de Mme Nicole Bricq (suppression). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 187 (transmission au Parlement d'un rapport sur l'impact de la suppression de la notion de taux d'usure sur les modalités de financement des PME). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3984) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales). (p. 3987) : demande le retrait de l'amendement n° 238 de M. Francis Grignon (extension aux créateurs d'entreprises de la faculté de renonciation à un achat, à une location ou à une fourniture de service prévue par le code de la consommation). - **Art. additionnel après l'art. 6, ou après l'art. 9, ou après l'art. 22** (p. 3989) : défavorable aux amendements n° 312 de Mme Nicole Bricq (régime d'exonération des plus-values professionnelles pour les cessions ou donations d'entreprises à un salarié), n° 124 de M. Ladislav Poniatowski (régime des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 203 de M. Christian Gaudin et n° 125 de M. Ladislav Poniatowski (alignement du régime des plus-values professionnelles sur celui des plus-values immobilières). - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 3990) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Michelle Demessine (concours des administrations compétentes et de la Banque de France aux groupements de prévention agréés). - **Art. 7** (Art. 1649 quater C du code général des impôts - Elargissement de la mission des centres de gestion agréés à l'analyse des informations en matière de prévention des difficultés des entreprises) (p. 3991) : demande le retrait de l'amendement n° 324 de M. Gérard Longuet (limitation des missions des centres de gestion agréés à un service d'information). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 3992) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 234 de la commission (élargissement des missions des associations agréées en matière d'aide à la gestion et de prévention fiscale des entreprises libérales). - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans) (p. 3997) : s'oppose aux amendements n° 118 de M. Ladislav Poniatowski (extension aux entreprises individuelles du commerce et de l'artisanat du dispositif relatif à la dotation pour investissement réservé aux exploitations agricoles), n° 198 de M. Christian Gaudin (extension du dispositif de la provision pour investissement), de la commission des finances saisie pour avis n° 190 (extension du dispositif de la provision pour investissement aux entreprises créées depuis moins de cinq ans), n° 379 de Mme Michelle Demessine (modification des conditions

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

financières permettant d'accéder au dispositif de la provision pour investissement), ainsi qu'aux amendements identiques n° 251 de M. Yves Détraigne et n° 325 de M. Gérard Longuet (extension du dispositif de la dotation pour investissement aux entreprises libérales). Accepte les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 189 et n° 10 de la commission (extension du dispositif de la provision pour investissement aux EURL reprises depuis moins de trois ans et employant moins de cinq salariés), ainsi que les amendements de la commission n° 9 (délai supplémentaire pour la constitution d'une provision pour investissement) et n° 12 (rédaction). Accepte également l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 188 (extension de la provision pour investissement aux EURL relevant de l'impôt sur le revenu) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 313 de Mme Nicole Bricq. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (rédaction).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Attentat en Corse** (p. 4028) : invite le Sénat à partager l'émotion du Gouvernement et à s'associer à la condamnation sans appel de l'attentat survenu cette nuit en Haute-Corse contre l'entreprise du président de la chambre de métiers et de l'artisanat. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4029) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Ladislav Poniatowski (exigibilité de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés à partir d'un chiffre d'affaires de 150 000 euros). Amendement non gagé à examiner dans le cadre de la loi de finances. - **Art. 9** (Art. L. 313-13 à L. 313-15 et L. 313-17 du code monétaire et financier - *Extension du prêt participatif aux entreprises individuelles*) (p. 4030) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (rédaction). Réponse à Mme Nicole Bricq sur le FISAC. Partage sa préoccupation quant à la disparition des commerces de bouche ou de prestations à la personne en centre-ville et leur remplacement par des activités de service appartenant à des grands réseaux nationaux. Favorable à la création d'un groupe de travail proposée par le rapporteur de la commission des affaires économiques. - **Art. 23 (priorité)** (*Société civile artisanale à responsabilité limitée*) (p. 4033) : accepte les amendements de suppression n° 44 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 173 et n° 197 de M. Christian Gaudin. Se rallie aux arguments de "fausse bonne idée". Recherche indispensable d'une solution au problème du patrimoine d'affectation. Favorable à la simplification maximale du statut des entreprises unipersonnelles, EURL. - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - *Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise*) (p. 4035, 4036) : accepte les amendements identiques n° 14 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 157 (suppression pour coordination avec l'article 23). Demande le retrait de l'amendement n° 336 de M. Gérard Longuet (extension du bénéfice du statut du conjoint à celui du gérant d'une société civile professionnelle) satisfait par le I de l'article L. 121-4 du code de commerce. Demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (détermination par voie réglementaire de la taille de l'entreprise au-delà de laquelle le conjoint devra opter pour le statut de salarié ou d'associé) au profit de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 158 (détermination par décret en Conseil d'Etat de la taille de l'entreprise au-delà de laquelle le conjoint devra opter pour le statut de salarié ou d'associé) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 210 (information obligatoire des associés minoritaires du gérant majoritaire d'une SARL lorsque son conjoint choisit le statut de collaborateur). (p. 4037, 4038) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Ladislav Poniatowski (mention auprès des organismes chargés de l'immatriculation des entreprises, du cas du conjoint collaborateur occasionnel dans l'entreprise) ainsi que de l'amendement n° 16 de la commission (extension du dispositif du conjoint collaborateur au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS). Préparation d'un projet de loi visant à améliorer le PACS. S'oppose aux amendements analogues n° 269 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de Mme Michelle Demessine (extension du dispositif du conjoint collaborateur au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS ou au concubin). (p. 4039, 4041) : s'oppose à l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre

Godefroy (exonération des cotisations sociales patronales au titre du conjoint durant la première année suivant la création ou la reprise de l'entreprise). Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 159 (coordination). Sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 17 (rédaction) et s'oppose au n° 18 (cohérence rédactionnelle). Nécessité de maintenir la mention du conjoint dans un registre public pour l'application de la présomption de mandat illimité et général. S'oppose à l'amendement n° 141 de M. Gérard César (extension au conjoint du chef d'une entreprise agricole de l'obligation d'opter pour un statut). Annonce d'un projet de loi d'orientation agricole. - **Art. additionnel après l'art. 10** : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Jean-Pierre Godefroy (élection et création d'un collège des conjoints au sein des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Art. 11** (Art. L. 121-7 [nouveau] du code de commerce - *Protection des biens propres du conjoint collaborateur en cas de dépassement non intentionnel du mandat de gestion*) : demande le retrait de l'amendement n° 337 de M. Gérard Longuet (précision que les actes accomplis par le conjoint collaborateur sont les actes de gestion et d'administration). (p. 4042) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 160 (cohérence rédactionnelle). - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - *Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4044) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (rédaction) et s'oppose aux amendements identiques n° 121 de M. Ladislav Poniatowski et n° 202 de M. Christian Gaudin (précision d'une participation réelle du conjoint à l'activité de l'entreprise). (p. 4046) : accepte l'amendement de la commission n° 21 (rédaction). Demande le retrait des amendements identiques n° 147 de M. Pierre Hérisson et n° 383 de Mme Michelle Demessine (garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un chef d'entreprise à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse au-delà des trois premières années d'activité) ainsi que des amendements de précision n° 122 de M. Ladislav Poniatowski et n° 201 de M. Christian Gaudin. (p. 4047) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour le conjoint collaborateur de commerçant et d'artisan ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite de racheter, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans). (p. 4048) : accepte les amendements de la commission n° 23 (rédaction) et n° 24 (possibilité pour les conjoints des professionnels libéraux ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite, de racheter, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans) et s'oppose aux amendements identiques n° 435 de M. Pierre Hérisson et n° 434 de Mme Michelle Demessine (garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse, au-delà des trois premières années d'activité). (p. 4049) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 148 de M. Laurent Bêteille (affiliation obligatoire du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral au régime de retraite complémentaire). Donne l'assurance de l'inscription de ce principe au sein de l'article 12 lors des débats à l'Assemblée nationale. (p. 4050) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 213 (possibilité de rachat des cotisations de l'assurance vieillesse dans le cadre de la profession d'avocat non salarié) sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 439 de la commission (coordination). Accepte les amendements de M. Jean-Jacques Hyest n° 255 (suppression de la possibilité de déduire les cotisations à l'assurance vieillesse du conjoint collaborateur de l'avocat non salarié ou leur assiette de celles de l'avocat), n° 253 (assujettissement des conjoints collaborateurs d'avocats non salariés au régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse) et n° 254 (détermination de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire du conjoint collaborateur de l'avocat non salarié). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 4051, 4052) : demande le retrait des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 214 (éligibilité des conjoints collaborateurs aux fonctions de membre des chambres de commerce et d'industrie) et n° 215 (alignement des prestations maternité des conjointes collaborateurs sur celles des chefs d'entreprise femmes). - **Art. 13** (Art. L. 322-9, L. 443-1 et L. 953-1 du code du travail et article 14 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 - Droit à la formation professionnelle continue du conjoint collaborateur) (p. 4053, 4056) : accepte les amendements de la commission n° 25 (extension au conjoint associé du bénéfice de l'aide accordée par le Fonds national pour l'emploi afin d'assurer le remplacement des salariés en formation), n° 26 (ouverture aux conjoints associés des commerçants et des professionnels libéraux d'un droit personnel à la formation professionnelle continue), n° 27 (coordination) et n° 437 (coordination). Demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 216 (extension au conjoint associé et au chef d'entreprise du bénéfice de l'aide accordée par le Fonds national pour l'emploi afin d'assurer le remplacement des salariés en formation). S'oppose à l'amendement n° 272 de M. Jean-Pierre Godefroy (restriction de l'octroi de l'aide financière de l'Etat pour assurer le remplacement de salariés en formation aux entreprises de moins de onze salariés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 150 de M. Laurent Bétéille (extension aux conjoints collaborateurs des professionnels libéraux et des avocats du droit à pension au taux plein en cas d'inaptitude au travail). - **Art. 14** (Art. 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 - Délai ouvert au conjoint collaborateur reprenant l'entreprise artisanale pour satisfaire aux obligations de qualification professionnelle) (p. 4057) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (passage de deux à trois ans de la durée maximale d'exemption, afin de tenir compte des délais nécessaires à la validation des acquis de l'expérience, et extension de l'exemption au conjoint salarié et au conjoint associé) et s'oppose à l'amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension du champ d'application de l'article au principal collaborateur du chef d'entreprise cessant son activité). - **Art. 15** (Art. 7 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 - Statut de collaborateur libéral) (p. 4058) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 161 (insertion dans l'article du cadre juridique applicable au contrat de collaboration libérale prévu par la loi du 31 décembre 1971 régissant le statut des avocats). - **Art. 16** (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires) (p. 4063) : s'oppose à l'amendement n° 384 de Mme Michelle Demessine (intégration de la définition du statut des gérants-mandataires dans le code du travail). Demande le retrait de l'amendement n° 123 de M. Ladislav Poniatowski (extension du bénéfice du dispositif aux artisans) au profit de l'amendement précité n° 30 de la commission. Demande le retrait des amendements de M. Pierre Hérisson n° 138 (précision par décret du contenu des informations précontractuelles fournies par le mandant au gérant-mandataire) et n° 139 (exclusion du champ d'application de l'article des gérants-mandataires personnes morales) et du n° 259 de M. Christian Gaudin (garantie d'une commission minimale dans le contrat déterminée par référence à l'importance de l'établissement et aux modalités de son exploitation). Sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis, demande le retrait du n° 162 (rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 163 (possibilité pour les dispositions des accords collectifs relatifs aux contrats de gérance-mandat d'être rendues obligatoires par arrêté conjoint du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME) et n° 164 (pouvoir du ministre chargé du travail et du ministre chargé des PME de fixer conjointement les conditions des contrats de gérance-mandat à défaut d'accord collectif). Accepte les amendements de précision n° 32 de la commission et n° 140 de M. Pierre Hérisson ainsi que les amendement de la commission n° 31 (possibilité pour le gérant mandataire d'inscrire sa mission dans le cadre d'un réseau structuré autour d'une politique commerciale commune) et n° 33 (possibilité pour le contrat de fixer des conditions plus favorables que la stricte application de la loi en cas de résiliation par le mandant). (p. 4064) : intervient sur sa demande de retrait de l'amendement précité n° 138 de M. Pierre Hérisson. - **Art. 17** (Art. L. 127-1 et L. 127-8 [rétabli] du code du travail -

Extension des missions des groupements d'employeurs et possibilité de se constituer sous forme coopérative) (p. 4065, 4067) : accepte les amendements de la commission n° 34 (correction d'une erreur matérielle) et n° 35 (exclusion des coopératives agricoles actuellement en activité de la faculté de créer une mission de groupements d'employeurs en leur sein) ainsi que l'amendement n° 105 de M. Bernard Barraux identique au n° 34 précité. S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Bernard Barraux (exclusion du champ d'application de l'article des groupements d'employeurs relevant du régime de protection sociale agricole). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Dominique Mortemousque n° 104 (suppression de l'extension des compétences des groupements d'employeurs à des activités d'aide ou de conseil en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines) et n° 107 (suppression de la possibilité pour les groupements d'employeurs de conclure des accords spécifiques). Demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Gérard César (possibilité de constituer des groupements sous forme coopérative sous réserve d'un objet exclusif de travail à temps partagé). - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 4069) : s'oppose à l'amendement n° 282 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un crédit d'impôt au profit des très petites entreprises en vue de faciliter leur transmission ou leur reprise). - **Art. 18** (Art. L. 128-1 [nouveau] du code de commerce et art. L. 412-8 et L. 634-6-1 du code de la sécurité sociale - Prestation de tutorat en entreprise) (p. 4070, 4072) : accepte les amendements de la commission n° 36 (précision du caractère temporaire de la convention de tutorat) et de rédaction n° 37 et 38. Demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Jean-Pierre Vial (précision de l'inclusion des entreprises industrielles dans le champ d'application de l'article). S'oppose à l'amendement n° 283 de M. Bernard Dussaut (limitation de la durée de prestation de tutorat à deux ans maximum). - **Art. 19** (Art. 157 du code général des impôts - Prime de transmission) (p. 4074) : accepte les amendements de rédaction n° 39 et 40 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 285 de M. Bernard Dussaut (limitation de la durée de la prestation de tutorat à deux ans). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 4074, 4077) : intervient sur l'amendement n° 438 de la commission (possibilité d'exercer le droit de préemption sur le fonds de commerce abrité dans un immeuble faisant l'objet de l'exercice de ce droit). Importance de la question. Recherche indispensable de la diversité commerciale. S'interroge néanmoins sur l'exercice de moyens relevant de la puissance publique. Favorable à la création d'un groupe de travail en liaison avec les représentants du commerce de détail. Sur les amendements de M. Bernard Dussaut, demande le retrait du n° 286 (instauration d'une prestation de parrainage d'entreprise) et s'oppose au n° 287 (octroi d'une prime de mise aux normes destinée à faciliter la reprise d'une entreprise de moins de cinq salariés). - **Art. 20** (Art. L. 239-10-1 à L. 239-10-5 [nouveaux] du code de commerce et article 8 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Location d'actions et de parts sociales) (p. 4080, 4081) : son amendement n° 443 : renforcement de l'indépendance des professionnels libéraux exerçant en société, soit sous forme de société par actions, soit sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée, en excluant toute possibilité de donner à bail leurs parts sociales ou leurs actions ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 41 (rédaction) et n° 43 (correction d'une erreur matérielle). Sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis, accepte les n° 165 (encadrement de la mise en location des actions ou parts sociales d'une entreprise en redressement judiciaire par le tribunal ayant ouvert la procédure), n° 166 (sanction de l'absence des mentions obligatoires par la nullité du contrat de bail), n° 167 (mise en oeuvre de l'information, de la participation et du vote du locataire conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 239-10-3 du code de commerce), n° 168 (précision de la mission du commissaire aux comptes dans l'évaluation des titres loués), n° 169 (clarification de l'exercice du droit de vote entre le bailleur et le locataire), et, portant sur le même objet, n° 171 et 172 (extension des pouvoirs de gérance à l'inscription dans les statuts de l'existence du contrat de bail et de l'identité du locataire ainsi qu'à la suppression de ces mentions en cas de non-renouvellement ou de résiliation du bail), et demande le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

retrait du n° 170 (suppression d'une précision inutile). Demande le retrait de l'amendement n° 241 de M. Francis Grignon (interdiction de donner à bail les parts ou actions des officines de pharmacie et des laboratoires d'analyses de biologie médicale) au profit de son amendement précité n° 443 qui en étend la portée. S'oppose à l'amendement n° 385 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Art. 21** (Art. L. 313-7 du code monétaire et financier et articles 38 ter, 39 et 150-0 D du code général des impôts - Cessions de parts sociales ou d'actions à l'issue d'un bail) (p. 4082) : s'oppose à l'amendement n° 386 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Art. 22** (Art. 787 B et 787 C du code général des impôts - Allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprise entre vifs) (p. 4084) : s'oppose à l'amendement n° 387 de Mme Michelle Demessine (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 331 de M. Gérard Longuet (suppression de la limitation des droits de vote de l'usufruitier), ainsi que des amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 256 (application du dispositif aux donations d'usufruit) et n° 257 (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4085) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 191 (légalisation de la procédure du "rescrit valeur" dans le cadre d'un projet de donation d'entreprise). S'engage à améliorer le dispositif du "rescrit valeur". Demande le retrait de l'amendement n° 260 de M. Christian Gaudin (possibilité pour le contribuable de soumettre à l'administration fiscale une évaluation de son entreprise établie par un expert agréé auprès de la Cour d'appel) et de l'amendement n° 288 de M. Bernard Dussaut (transmission des entreprises sous forme de sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP). Attente des conclusions du groupe de travail et de la concertation avec la Fédération nationale des sociétés coopératives ouvrières de production. - **Art. additionnels après l'art. 23** (p. 4088) : demande le retrait des amendements n° 45 de la commission (possibilité pour un entrepreneur individuel de domicilier son entreprise chez un domiciliataire) et n° 127 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour une entreprise individuelle de déclarer comme adresse celle des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises). Difficultés juridiques et risque de fraude fiscale. (p. 4089, 4090) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 46 (possibilité pour la domiciliation du siège social d'une personne morale de suivre le changement de domicile de son représentant légal) et n° 49 (établissement d'un modèle de statut type de l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL, et simplification de ses modalités de constitution), ainsi que le n° 47 (ajout d'une mention faisant référence au "directeur général" dans le statut des sociétés coopératives ouvrières de production) ; adopté, après rectification à la demande du Gouvernement ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 48 (simplification des conditions de vérification, par le cessionnaire d'un fonds de commerce, de la comptabilité du cédant). (p. 4092, 4093) : demande le retrait des amendements identiques n° 126 de M. Ladislav Poniatowski et n° 291 de M. Bernard Dussaut (application aux artisans propriétaires de leur résidence principale, par le biais d'une SCI, du principe d'insaisissabilité). Atteinte au principe d'équité et impossibilité de publier au bureau des hypothèques une déclaration d'insaisissabilité portant sur des valeurs mobilières. Rappelle l'initiative du Gouvernement et de la majorité organisant la protection de la résidence principale des entrepreneurs individuels. Sur les amendements de M. Bernard Dussaut, demande le retrait du n° 289 (garantie d'un revenu minimum au travailleur indépendant dont l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire) et s'oppose au n° 290 (fixation d'un pourcentage insaisissable à hauteur de 35 % du solde créateur des comptes bancaires), dans l'attente du projet de loi sur la sauvegarde des entreprises. - **Art. 24** (Art. L. 223-31 du code de commerce - Approbation des comptes de l'EURL dont l'associé unique est le gérant) (p. 4094) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 174 (limitation de la suppression de la formalité d'approbation des comptes au cas où l'associé unique est le seul gérant de la société) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 50 de la commission (possibilité de ne pas tenir le registre des décisions dans le cas où l'associé unique est le seul gérant de la société). - **Art. 25** (Art. L. 223-30 du code de commerce -

Institution d'un quorum pour les assemblées générales des SARL procédant à certaines modifications statutaires) (p. 4095) : accepte le sous-amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 176 (possibilité pour les statuts de prévoir un quorum ou une majorité plus élevés sans pouvoir exiger l'unanimité des associés) déposé sur l'amendement n° 51 de la commission (rédaction) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 4096) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 53 (alignement du nombre maximum des associés d'une SARL de coopérative artisanale sur le droit commun des SARL) et n° 54 (attribution aux chambres consulaires de l'enregistrement des contrats d'apprentissage) et demande le retrait du n° 52 (suppression de l'obligation de dépôt d'un rapport sur les procédures de contrôle interne au greffe du tribunal de commerce pour les sociétés non cotées) dans l'attente du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4098) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 219 (création d'un poste de médiateur dans les entreprises ressortissant des chambres consulaires) sous réserve de sa rectification et demande le retrait des amendements n° 131 de M. Ladislav Poniatowski (instauration d'une médiation préalable obligatoire pour les litiges opposant apprentis et employeurs ressortissant des chambres de métiers et de l'artisanat) et n° 276 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité de saisir le médiateur de l'apprentissage avant toute résiliation du contrat de travail). (p. 4101) : accepte l'amendement n° 92 de la commission (suppression de l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs dans les entreprises visées à l'article L. 221-9 du code du travail). Demande le retrait des amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 220 (rétablissement de la légalité du travail dominical des apprentis mineurs sous certaines conditions) et de M. Ladislav Poniatowski n° 129 (dérogations à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs). S'oppose à l'amendement n° 278 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition limitative des secteurs d'activité pouvant déroger à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs). (p. 4103) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 221 (encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs). - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 4105) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 128 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages, dits modelages, à but esthétique). - **Art. additionnels avant l'art. 27 ou après l'art. 37** (p. 4107) : s'oppose aux amendements n° 101 de M. Dominique Mortemousque (possibilité pour le ministre chargé de l'économie d'examiner au cas par cas les regroupements, rachats ou fusions d'enseignes dès qu'ils affectent 25 % du marché pertinent) et n° 389 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un dispositif de contrôle des concentrations en matière d'équipement commercial). Implications négatives pour les PME innovantes de la notion de marché pertinent. - **Art. additionnels avant l'art. 27** (p. 4108, 4109) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle Demessine n° 390 (fixation par décret de la liste des prix minimum de l'ensemble des productions animales et végétales) et n° 391 (garantie de prix rémunérateurs pour les producteurs). Adoption de dispositifs protecteurs en matière de prix au cours de la période récente. Loi relative au développement des territoires ruraux. Incompatibilité de prix administrés avec une agriculture dynamique. - **Art. 27** (Art. L. 441-6 du code de commerce - Possibilité d'introduire des différenciations dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs) (p. 4111) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (encouragement des fournisseurs à pratiquer des conditions particulières de vente différentes pour le réseau de la petite distribution) et s'oppose à l'amendement n° 393 de Mme Michelle Demessine (garantie d'un niveau identique des prix proposés tant aux détaillants qu'aux grossistes). - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant) (p. 4113) : réponse aux propos de M. Bernard Dussaut. Actions du Gouvernement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

depuis 2002 en faveur de solutions équilibrées face à un problème techniquement difficile. Accepte l'amendement n° 57 de la commission (précision d'une date limite pour l'établissement des contrats de coopération commerciale conclus en cours d'année). (p. 4115) : demande le retrait des amendements n° 246 de M. Claude Biwer (clarification et formalisation contractuelle des pratiques dites de "services distincts" en matière de coopération commerciale) et n° 293 de M. Bernard Dussaut (prise en compte, au titre des services distincts, des avantages financiers consentis aux consommateurs sur des produits spécialement identifiés) contrairement à l'objectif visé en dépit d'excellentes intentions. (p. 4116) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 394 de Mme Michelle Demessine (suppression de la référence à l'article L. 131-38 du code pénal s'agissant des peines infligées aux personnes morales).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 29** (*Art. L. 470-4-1 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4140) : s'oppose à l'amendement n° 395 de Mme Michelle Demessine (relèvement du montant maximal de l'amende encourue par une personne morale récidiviste en matière d'infraction commerciale) et accepte les amendements de la commission des lois saisis pour avis n° 177 (précision) et n° 178 (interdiction du recours à une transaction pénale en cas de poursuites déjà engagées). - **Art. additionnel après l'art. 29** (p. 4141) : s'oppose à l'amendement n° 347 de M. Jacques Valade (extension aux supports vidéographiques de la prohibition des prix abusivement bas). - **Art. 30** (*Art. L. 470-4-2 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4142) : s'oppose aux amendements identiques n° 396 de Mme Michelle Demessine et n° 419 de M. Richard Yung (suppression). Accepte l'amendement n° 59 de la commission (rédaction). - **Art. 31** (*Art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte*) (p. 4145, 4146) : déséquilibre engendré par la loi Galland au détriment du consommateur. Hausse du prix des produits de consommation courante. Echec de la loi Galland concernant la protection du commerce de proximité. Volonté de fixer des règles simples. Développement du hard discount. Nécessité pour les PME françaises de conserver un accès au marché. Souhait de trouver un équilibre entre les intérêts divergents. (p. 4149) : s'oppose aux amendements identiques n° 294 de M. Bernard Dussaut et n° 397 de Mme Michelle Demessine (suppression), ainsi qu'à l'amendement n° 233 de M. Pierre Hérisson (dispositif de régulation des marges arrière). Demande le retrait de l'amendement n° 360 de M. Bruno Retailleau (dispositif tendant à réguler les marges arrière). - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 4167) : accepte les amendements identiques n° 60 de la commission et n° 367 de M. Philippe Adnot (sanction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans accord préalable des fournisseurs). - **Art. 32** (*Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 4170, 4172) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 132 de M. Dominique Mortemousque (droit pour les chambres consulaires et les organisations professionnelles de se porter partie civile pour un préjudice direct à l'un de leur ressortissant), ainsi que pour les amendements identiques n° 61 de la commission et n° 102 de M. Dominique Mortemousque (prohibition de la transparence des conditions commerciales concédées par un fournisseur à des distributeurs groupés en centrale d'achat). Accepte les amendements de la commission n° 62 (assouplissement des durées minimales de préavis en cas de rupture de la relation commerciale par une enchère électronique) et n° 63 (rédaction). S'oppose aux amendements n° 182 de M. Jean-Pierre Vial (assimilation des accords de gamme à un abus de puissance de vente) et n° 297 de Mme Bariza Khiari (suppression de la distinction entre rupture de la relation commerciale par des voies traditionnelles et par le biais d'une enchère électronique). Sur les amendements de M. Bernard Dussaut, s'oppose au n° 296 (publication obligatoire

des décisions pénales, civiles et commerciales) et demande le retrait du n° 295 (interdiction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans l'accord préalable du fournisseur). - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4177) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 430 de M. Jean Arthuis (autorisation des ententes et des positions dominantes renforçant la compétitivité des entreprises au regard de la concurrence internationale). (p. 4178, 4179) : sur les amendements de M. Jean Arthuis, s'oppose au n° 432 (autorisation des accords temporaires entre entreprises ayant pour objet de s'adapter à une situation de crise) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 431 (autorisation des concentrations d'entreprises permettant la création ou le maintien de l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 35** (p. 4180) : s'oppose aux amendements analogues n° 100 de M. Gérard César et n° 401 de Mme Michelle Demessine (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4182) : s'oppose aux amendements analogues n° 146 de M. Dominique Mortemousque et n° 298 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires). - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4183) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 299 de M. Bernard Dussaut (possibilité pour les organisations professionnelles de se porter partie civile pour des violations du code de commerce portant préjudice à l'un de leurs ressortissants). (p. 4184) : s'oppose à l'amendement n° 433 de M. Jean Arthuis (possibilité pour le ministre de l'économie de sanctionner les abus de position dominante). - **Art. 33** (*Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance*) (p. 4190, 4191) : accepte l'amendement n° 153 de M. Henri de Richemont (précision) ainsi que les amendements identiques n° 112 de M. Bernard Barraux et n° 247 de M. Claude Biwer (dans le cadre d'une enchère électronique inversée, obligation de préciser les critères de sélection). S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 398 (suppression) et n° 399 (interdiction de recourir à des enchères électroniques pour la vente de certains produits agricoles), de M. François Marc n° 303 (communication du nom des enchérisseurs avant l'organisation d'enchères électroniques inversées) et n° 304 (surveillance des enchères électroniques par un tiers certificateur), à l'amendement n° 113 de M. Bernard Barraux, analogue au n° 304 précité, aux amendements de M. Bernard Dussaut n° 302 (interdiction de recourir aux enchères électroniques pour la vente de certains produits agricoles) et n° 301 (interdiction des enchères inversées salariales), à l'amendement n° 248 de M. Claude Biwer (surveillance des enchères électroniques inversées par un tiers certificateur et impossibilité d'utiliser cette méthode pour commercialiser des produits agricoles périssables), ainsi qu'aux amendements de la commission n° 441 (possibilité d'une communication entre l'organisateur des enchères électroniques et les entreprises candidates en cas de problème technique) et n° 442 (communication de l'identité du candidat retenu aux seuls candidats évincés expressément demandeurs). - **Art. additionnel après l'art. 33** (p. 4193) : s'oppose à l'amendement n° 373 de M. Roland Courteau (réduction du délai de paiement des boissons alcooliques). - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 4195) : demande le retrait de l'amendement n° 245 de M. Jean-Léonce Dupont (réglementation de la vente de biens ou de services à l'occasion d'une foire ou d'un salon). - **Art. 35** (*Art. L. 470-2 du code de commerce - Affichage ou diffusion de condamnations au titre d'un délit prévu par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4196) : s'oppose aux amendements analogues n° 99 de M. Gérard César, n° 400 de Mme Michelle Demessine et n° 305 de M. Bernard Dussaut (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce). - **Art. additionnel après l'art. 37** (p. 4197) : demande le retrait des amendements identiques n° 114 de M. Bernard Barraux et n° 249 de M. Claude Biwer (présentation d'un inventaire des décisions sanctionnant des infractions au code du commerce dans le rapport public de la commission d'examen des pratiques commerciales). (p. 4198) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (présentation au Parlement d'un rapport relatif à l'application des dispositions du titre VI de ce

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

projet de loi) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 309 de M. Bernard Dussaut. - **Intitulé du titre VII** : demande le retrait de l'amendement n° 133 de M. Dominique Mortemousque (nouvel intitulé - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres de métiers et de l'artisanat) et accepte l'amendement n° 66 de la commission (rédaction). - **Art. 38** (*Titre Ier du livre VII du code de commerce - Nouvel intitulé du titre Ier du livre VII du code de commerce*) (p. 4199) : s'engage à réfléchir à la possibilité de donner aux ressortissants de pays n'appartenant pas à l'Union européenne, le droit de vote aux chambres de commerce et d'industrie ainsi qu'aux chambres de métiers. - **Art. 39** (*Art. L. 711-1 à L. 711-10 et articles L. 711-11 à L. 711-13 [nouveaux] du code de commerce - Définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives*) (p. 4201) : accepte l'amendement n° 252 de M. Denis Badré (respect par les différentes instances de leur champ de compétences respectifs). (p. 4202) : s'oppose à l'amendement n° 402 de Mme Michelle Demessine (à la demande des collectivités territoriales et des organisations représentatives des salariés, présentation par les organismes consulaires d'un budget retraçant leurs ressources) et accepte les amendements de la commission n° 67 (rédaction) et n° 316 (clarification). (p. 4203) : accepte les amendements de la commission n° 68 (rédaction), n° 317 (clarification) et n° 70 (précision). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 199 de M. Christian Gaudin (soumission des chambres de commerce et d'industrie aux règles de la concurrence pour les activités de conseil). (p. 4204, 4206) : accepte les amendements de la commission n° 71, 72, 74 et 76 (rédaction), n° 73, 77 et 78 (cohérence), n° 319 et 320 (clarification) ainsi que les n° 69 (précision) et n° 75 (coordination). Sur les amendements de M. Christian Gaudin accepte le n° 263 (représentation par l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie des intérêts nationaux du commerce, de l'industrie et des services) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 200 (soumission des chambres de commerce et d'industrie au droit de la concurrence concernant leurs activités de formation). - **Art. 41** (*Art. L. 712-2, L. 712-3 et L. 712-6 du code de commerce - Nouvelle numérotation des articles L. 712-1, L. 712-2 et L. 712-3 et simplification de la désignation des établissements du réseau consulaire*) : accepte l'amendement n° 79 de la commission (cohérence). - **Art. 42** (*Art. L. 712-1 et L. 712-4 et L. 712-5 [nouveaux] du code de commerce - Fonctions de l'assemblée générale des élus, du président et du trésorier des établissements consulaires ; conséquences générées par la non mise en oeuvre du schéma directeur ; solidarité budgétaire exceptionnelle de la CRCI*) (p. 4207) : accepte les amendements de la commission n° 80 (rôle du président des établissements consulaires et limite d'âge de sa fonction), n° 81 (rédaction) et n° 82 (cohérence). - **Art. 43** (*Art. L. 712-7 à L. 712-10 [nouveaux] du code de commerce - Exercice de la tutelle sur les établissements du réseau et procédures en cas de défaut budgétaire ou de suspension d'un membre élu ou des instances consulaires*) (p. 4208) : accepte les amendements de la commission n° 83, 84 et 85 (cohérence). - **Art. 44** (*Art. 1600 du code général des impôts - Prise en compte de l'adoption du schéma directeur régional dans le taux de progression de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle, IATP*) (p. 4209) : accepte l'amendement n° 86 de la commission (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 44** : s'oppose à l'amendement n° 87 de la commission (possibilité pour les établissements du réseau des chambres de commerce et d'industrie de vendre des matériels et objets mobiliers sans passer par le service des domaines). (p. 4210) : s'oppose aux amendements analogues n° 134 de M. Dominique Mortemousque et n° 307 de M. Bernard Dussaut (modalités d'immatriculation à celui-ci). (p. 4211) : accepte l'amendement n° 135 de M. Dominique Mortemousque (reconnaissance du régime de l'indemnité compensatrice des anciens présidents de chambres de métiers). S'oppose à l'amendement n° 306 de M. Bernard Dussaut (possibilité de constituer des groupements d'intérêt public associant les collectivités territoriales, les chambres de commerce et d'industrie ainsi que les chambres de métiers pour des actions communes).

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4259, 4261) : objectif d'harmonisation et d'équilibre du développement commercial. Nécessité de revoir les dispositions d'aourisation. Souhait de conjuguer diversité et complémentarité. Souci de diversifier l'offre commerciale et de maintenir le commerce traditionnel. Organisation d'une réflexion sur les marchés forains. Dispositions du texte. - **Art. 2** (*Art. L. 720-2 du code de commerce - Fondement des décisions des commissions d'équipement commercial*) (p. 4266) : ses amendements n° 21 (harmonisation) et n° 22 (référence aux conditions de concurrence) ; adoptés. (p. 4267) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de Mme Anne-Marie Payet (référence à l'incidence sur l'emploi aussi bien salarié que non salarié) qu'il estime redondant. - **Art. 3** (*Art. L. 720-3 du code de commerce - Missions de l'observatoire départemental d'équipement commercial*) : son amendement n° 23 : rédaction ; adopté. (p. 4268) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de Mme Anne-Marie Payet (contenu du schéma de développement commercial). - **Art. 4** (*Art. L. 720-5 du code de commerce - Compétence des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 4269, 4270) : son amendement n° 24 : précision relative à la compétence des commissions ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement à 10000 mètres carrés du seuil de compétence des commissions interdépartementales). (p. 4271) : nécessité de clarifier le débat. (p. 4272) : sur les amendements de M. Dominique Braye, demande le retrait du n° 19 (abaissement du seuil d'autorisation de 1000 à 300 mètres carrés) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 20 (limitation du seuil d'autorisation à 300 mètres carrés en cas de changement d'activité). (p. 4274) : son amendement n° 25 : cas de dispense d'autorisation d'exploitation commerciale ; adopté. - **Art. 5** (*Art. L. 720-5-1 [nouveau] du code de commerce - Compétence des commissions interdépartementales d'équipement commercial*) (p. 4276) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement du seuil d'autorisation de 6000 à 10000 mètres carrés) et demande le retrait de l'amendement n° 17 de Mme Anne-Marie Payet (rabaissement du seuil d'autorisation de 6000 à 4500 mètres carrés). - **Art. 6** (*Art. L. 720-6 du code de commerce - Suppression de la dérogation dans les zones d'aménagement concerté*) (p. 4277) : son amendement n° 26 : suppression ; adopté. Engagement du Gouvernement à examiner et évaluer les conditions d'application de la circulaire du 16 janvier 1997. - **Art. 7** (*Art. L. 720-6-1 [nouveau] du code de commerce - Sanctions administratives*) (p. 4277, 4278) : son amendement n° 27 : relèvement du niveau de l'astreinte ; adopté. Son amendement n° 28 : coordination ; adopté. - **Art. 8** (*Art. L. 720-8 du code de commerce - Composition et fonctionnement des CDEC*) (p. 4279) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Alduy (présence du responsable du schéma de cohérence territoriale au sein de la commission départementale d'équipement commercial). (p. 4280) : son amendement n° 29 : suppression de la disposition relative au droit à une formation spécifique pour le représentant des consommateurs ; rejeté. (p. 4281) : ses amendements n° 30 (rédaction) et n° 2 (suppression de la présence d'un représentant du préfet de région en Ile-de-France) ; adoptés. - **Art. 9** (*Art. L. 720-8-1 [nouveau] du code de commerce - Composition et fonctionnement des CIEC*) (p. 4282) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Alduy (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial). - **Art. 10** (*Art. L. 720-9 du code de commerce - Modalités de vote dans les commissions d'équipement commercial*) : son amendement n° 31 : vote à la majorité simple des membres présents dans les commissions d'équipement commercial ; rejeté. (p. 4283) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Alduy (abaissement du nombre de votes favorables de huit à six dans les commissions interdépartementales réunissant les représentants de deux départements). - **Art. 11** (*Art. L. 720-10 du code de commerce - Coordination juridique*) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Yannick Texier (suppression de l'exigence de la présence d'un élu parmi les deux membres d'une commission

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

introduisant un recours devant la commission nationale d'équipement commercial). Son amendement n° 32 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 4284) : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Yannick Texier (mission de contrôle confiée aux chambres consulaires et organisations professionnelles). - **Art. 12** (*Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 4285) : s'oppose aux amendements n° 15 de M. Yannick Texier (modification de la composition de la commission nationale d'équipement commercial pour prendre en considération l'expression des intérêts du commerce et de l'artisanat) et n° 18 de Mme Anne-Marie Payet (précision d'une représentation équilibrée de toutes les formes de commerce au sein de la commission nationale d'équipement commercial). (p. 4286) : nécessité de distinguer la compétence des membres de la CNEC et leur impartialité. Défense de l'honorabilité des membres de la CNEC. Son amendement n° 33 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 4287) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Yannick Texier (obligation pour la CNEC de motiver les infirmations des décisions de refus d'autorisation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4288, 4289) : travaux de la commission Canivet. Décalage entre les intentions et les conséquences en matière d'urbanisme commercial en France. Foi en l'avenir du commerce de proximité et du commerce de centre-ville. Exemple des boulangers.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4290) : accepte l'amendement n° 88 de la commission (maintien du droit de préemption pour les chambres de métiers et de l'artisanat) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 137 de M. Dominique Mortemousque. (p. 4291) : s'oppose à l'amendement n° 274 de M. Jean-Pierre Godefroy (création d'un comité des activités sociales et culturelles au sein des entreprises de moins de cinquante salariés). (p. 4292) : accepte l'amendement n° 342 de la commission (réparation d'un oubli dans la transposition de la directive visant à faciliter l'exercice de la profession d'avocat dans un Etat membre de l'Union). - **Art. 45** (*Art. 5-1, 6 et 9 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral, SEL*) (p. 4294) : équilibre délicat à trouver entre deux impératifs : préservation des conditions nécessaires à la déontologie des professions libérales et développement de ces entreprises libérales dans un contexte de concurrence européenne et internationale. Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 179 (encadrement plus rigoureux de la dérogation tendant à ouvrir le capital majoritaire, soit à des personnes physiques ou morales exerçant la profession, soit à des sociétés de participation financière de profession libérale) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 243 de M. Francis Grignon. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 4295) : accepte les amendements portant sur le même objet de M. Dominique Leclerc n° 322 et 341 (dispositions destinées à favoriser le maillage territorial et la proximité des services des officines). - **Art. additionnel après l'art. 46 ou après l'art. 47** (p. 4298) : accepte les amendements identiques n° 91 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 218 (rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales dues au titre des apprentis par l'Etat pour toute la durée du contrat d'apprentissage). - **Art. additionnel après l'art. 46** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 345 de M. Jean Desessard (extension aux associations de financement des campagnes électorales de la possibilité d'utiliser le chèque-emploi associatif quel que soit le nombre de leurs salariés). - **Art. additionnel après l'art. 47** (p. 4299) : s'oppose à l'amendement n° 314 de M. Daniel Raoul (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires aux accompagnateurs de création d'entreprises employés dans des structures sous forme associative). - **Art. additionnels avant l'art. 48** (p. 4301) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 404 (application d'une cotisation majorée aux entreprises ayant commis une infraction constitutive du travail illégal) et n° 405 (limitation de la chaîne des sous-traitances). (p. 4302) : s'oppose à l'amendement n° 406 de Mme Michelle Demessine

(renforcement du contrôle de la durée du temps de travail effectif). - **Art. 48** (*Art. L. 325-1 à L. 325-6 [nouveaux] et L. 324-13, L. 324-13-2 et L. 341-6-5 du code du travail - Répression du travail illégal*) (p. 4303) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 222 (fixation par décret de la nature des aides que l'administration peut refuser en cas d'infraction de travail illégal et des modalités de la décision de refus). - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 4304) : s'oppose à l'amendement n° 279 de M. Jean-Pierre Godefroy (augmentation à 100 000 euros du montant de l'amende en cas de travail illégal). (p. 4305) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 407 (mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de recrutement d'agents de l'inspection du travail pour renforcer les moyens d'action contre le travail illégal) et n° 408 (facilitation de l'implantation de délégués syndicaux dans les PME). - **Demande de renvoi à la commission des art. 49 et 52** (p. 4307) : action et respect des engagements du Gouvernement en matière d'assurance chômage des artistes et techniciens. Mise en place de sanctions visant à réprimer les abus constatés dans l'emploi de personnels intermittents. - **Art. 49** (*Art. L. 122-1-1 bis [nouveau] du code du travail - Contrôle de la légalité du travail dans le secteur des activités culturelles*) (p. 4308) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 4310) : son amendement n° 436 : transposition de la directive européenne de 1996 sur les salariés détachés ; adopté. Protection des salariés et des entreprises. (p. 4311, 4312) : sur son amendement précité n° 436, s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 444 (suppression de la mention relative à une durée limitée) et n° 445 (interdiction des détachements à répétition pour de courtes périodes). (p. 4313) : son amendement n° 440 : codification des dispositions relatives à l'affiliation obligatoire des travailleurs détachés ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 51** (p. 4315) : s'oppose à l'amendement n° 409 de Mme Michelle Demessine (suppression des dispositions assimilant le temps d'astreinte au temps obligatoire de repos entre deux journées de travail). S'oppose à l'amendement n° 410 de Mme Michelle Demessine (suppression du dispositif de "forfait en jours" pour les cadres). - **Art. 51** (*Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres*) (p. 4317) : s'oppose aux amendements identiques n° 280 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 411 de Mme Michelle Demessine (suppression). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 223 (soumission, à leur accord formel et écrit, du passage au "forfait en jours" pour les salariés itinérants non cadres) et demande le retrait de l'amendement n° 416 de M. Jacques Pelletier (extension du dispositif à tous les salariés non cadres, itinérants ou non). - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 4319) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 235 de Mme Elisabeth Lamure (article additionnel tendant à porter à quatre ans la durée des mandats des délégués et représentants du personnel). - **Art. 52** (*Art. 13-1 [nouveau] du code de l'industrie cinématographique - Pouvoirs de sanction du directeur général du Centre national de la cinématographie*) (p. 4320) : accepte l'amendement n° 95 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 52** (p. 4321) : demande le retrait de l'amendement n° 224 de M. Jean-François Le Grand (faculté pour l'établissement public de coopération intercommunale de percevoir la taxe des pylônes implantés à partir du 1er janvier 2006). - **Art. additionnels après l'art. 53** (p. 4323) : demande le retrait de l'amendement n° 346 de M. Jean Desessard (cessation des pratiques des sociétés loueuses de taxis). Importance de cette question qui mérite un débat approfondi. (p. 4324) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de M. Jean Desessard n° 362 et 363 (faculté pour un conducteur routier de devenir salarié du donneur d'ordre unique). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4329, 4330) : remerciements. Adoption d'un texte utile et pragmatique au terme d'un débat sérieux.

- **Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5449, 5450) : satisfait du résultat obtenu. Remerciements. Constate un meilleur taux d'adoption des amendements au Sénat. Nombreuses mesures

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

adoptées sur l'initiative du Parlement. Intérêt des concepts nouveaux de la société de travail en temps partagé et du label "entreprises du patrimoine vivant". Instauration d'un droit de préemption des baux commerciaux par les mairies. Portabilité du numéro de téléphone mobile. Définition du commerce équitable. Création d'un médiateur des entreprises. Possibilité de travail des apprentis le dimanche. Equilibre satisfaisant quant aux mesures de régulation des relations commerciales. Orientation pertinente d'une convergence vers la notion de prix économique. Confiant dans le tryptique plan emploi, pôles de compétitivité et loi PME pour le retour à la croissance et à l'emploi. - **Art. 10 bis** (*Régime des dettes et sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion d'entreprise*) (p. 5475) : son amendement n° 2 : suppression des dispositions portant information des tiers de la répartition des dettes ou sûretés effectuée par le tribunal entre les époux, lorsque le divorce est prononcé ; adopté avec l'ensemble du texte. Défavorable à l'insertion de l'article 10 bis affectant le droit des cautionnements et des sûretés. Reconnaît néanmoins l'absence de réponse dans le droit actuel à des situations dramatiques. Se réserve le droit de modifier la rédaction de l'article 1387 inséré dans le code civil dans le cadre de la réforme en cours de préparation au ministère de la justice. (p. 5476) : refusera l'amendement de suppression de l'article 10 bis proposé par M. Jean-Jacques Hyest. Nécessité d'adopter le texte avant le 14 juillet. S'engage à réexaminer la question lors du débat sur le règlement des sûretés. - **Art. 17** (*Aménagement du statut des groupements d'employeurs*) : son amendement n° 3 : impossibilité pour les coopératives agricoles relevant du Livre V du code rural d'agir en qualité de groupements d'employeurs ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 31 bis** (*Coordination*) (p. 5477) : son amendement n° 1 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5479, 5480) : remerciements.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8715, 8716) : programme "développement des entreprises". Défavorable à la création d'un programme supplémentaire. Surcoût et complexité. Progression de la dotation du FISAC. Opposé à la réduction du budget de l'AFII. Enjeu majeur des investissements étrangers pour l'emploi. Mise en place de la prime de transmission s'agissant des activités des artisans, commerçants et professionnels libéraux. Favorable à la hausse de la taxe pour frais de chambre perçue par les chambres de métiers. Augmentation des moyens accordés à OSEO-Sofaris. Réflexion sur l'équipement commercial. Publication imminente d'une circulaire sur la réforme de la loi Galland. Demandra au Sénat de ne pas approuver la taxe sur les articles de textile-habillement créée par les députés. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8721, 8725) : s'oppose à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-49 (création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII). Volonté du Gouvernement d'un recentrage des crédits du FISAC sur le commerce et l'artisanat en milieu rural. Préservation nécessaire des moyens de l'AFII. Valorisation de l'attractivité de la France face aux critiques récentes de la presse anglo-saxonne. - **Art. 76** (*Revalorisation du droit fixe de la taxe additionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 8726, 8727) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-43 (augmentation de 13 à 14 euros du droit fixe perçu par l'Assemblée permanente des chambres de métiers). Mobilisation efficace des chambres de métiers et de l'artisanat sur les chantiers essentiels pour l'action gouvernementale. Accepte l'amendement n° II-6 de M. Philippe Darniche (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 76 bis** (*Extension de la définition des opérations d'assurance de la Compagnie française du commerce extérieur, COFACE*) (p. 8728) :

accepte l'amendement n° II-53 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 77** (p. 8729) : accepte les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-44 (exonération des petits opérateurs spécialisés dans les technologies alternatives de type Wifi ou Wimax de la taxe administrative de 20 000 euros) et n° II-45 (alignement des modalités de financement de l'attribution des numéros téléphoniques sur celui des fréquences radioélectriques).

DUVERNOIS (Louis)

sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (19 mars 2005) - **Art. 28** (*Dispositions du projet de loi applicables au territoire des îles Wallis et Futuna*) (p. 2015, 2016) : intervient au nom de M. Robert Laufoaulu.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Projet de loi porteur d'espoir pour les jeunes des milieux défavorisés. Situation particulière de Wallis et Futuna. Nécessité de prendre des dispositions spécifiques pour ce territoire. Volonté d'étendre les discussions en cours avec le ministère à l'organisation générale de l'enseignement sur le territoire. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2085) : son amendement n° 414 : référence à la présence éducative française à l'étranger ; adopté. (p. 2087) : son amendement n° 415 : rôle des établissements scolaires français à l'étranger dans le développement des compétences linguistiques des élèves et des enseignants ; adopté. (p. 2088) : ses amendements n° 416 : utilisation de l'expérience des établissements scolaires français à l'étranger en matière d'enseignement bilingue pour renforcer la maîtrise des langues étrangères ; et n° 417 : utilisation des compétences pédagogiques des établissements scolaires français à l'étranger en partenariat avec les IUFM ; adoptés. (p. 2089) : son amendement n° 418 : renforcement de l'attractivité de la France dans le domaine de l'enseignement supérieur ; adopté. (p. 2090) : son amendement n° 419 : missions du réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 8002, 8003) : soutient l'amendement n° I-59 de M. Jacques Legendre (déductibilité des frais engagés par des entreprises pour enseigner le français aux membres non francophones du personnel de leurs filiales) ; retiré.

Deuxième partie :

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8867, 8869) : éclatement des crédits de l'audiovisuel extérieur en trois missions distinctes. Décalage entre les moyens respectivement consacrés à l'audiovisuel extérieur et à l'audiovisuel national. Situation de TV5. Risque de concurrence entre cette dernière et la chaîne d'information internationale. Manque d'ambition budgétaire pour RFI.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9052, 9053) : votera les amendements identiques n° II-73 de la commission et n° II-132 de la commission (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). Restauration de la priorité de scolarisation des enfants français à l'étranger.

- *Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]* - (20 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10088) : désapprobation de la gestion des bourses scolaires dans un programme à finalité culturelle. Soutien de l'action gouvernementale. Votera le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 47** (p. 10125) : à titre personnel, et au nom de la commission des affaires culturelles, se déclare favorable à l'amendement n° 229 de la commission (mise en conformité avec la législation communautaire des conditions techniques et juridiques du crédit d'impôt pour dépenses de production cinématographique et audiovisuelle tout en préservant l'exception culturelle française) et le votera.

ÉMIN (Jean-Paul)
sénateur (Ain)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2773) : favorable à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9862) : soutient l'amendement n° 169 de M. François Trucy (clarification) ; retiré. (p. 9864, 9865) : sur l'amendement n° 198 du Gouvernement (augmentation du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de certains véhicules), soutient le sous-amendement n° 216 de M. Francis Grignon ; retiré. - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9936) : soutient l'amendement n° 124 de M. Henri Revol (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs) ; retiré.

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [n° 175 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - président et rapporteur - **Discussion générale** (p. 34, 36) : caractère composite du texte, à l'image de la diversité du monde rural et de ses exigences. Economie du projet de loi. Objectifs du texte : amélioration du quotidien des territoires ruraux les plus fragiles notamment en zones de montagne.

Prévision d'une conférence annuelle sur la ruralité. Garantie de préservation des services publics en zone rurale. Conséquences des expérimentations relatives à l'organisation des services publics. Volet Natura 2000. Evolution des règles relatives à la communication collective sur les vins de terroir. Modifications apportées par l'Assemblée nationale : exonération de taxe professionnelle dans les ZRR, concertation locale en cas de fermeture d'un service public, maintien de la présence des professionnels de santé, soutien aux activités économiques et agricoles, disposition relative à l'emploi, application de la "loi littoral" et de la "loi montagne", assouplissement des mesures de publicité pour le vin, volet Natura 2000. Satisfaction de la commission sur ces modifications. Articulation du texte avec le prochain projet de loi d'orientation agricole.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan, rapporteur. - **Art. additionnel après l'art. 1er A** (p. 91) : s'oppose à l'amendement n° 270 de M. Gérard Le Cam (resserrement de la fourchette par habitant de la dotation de base de la DGF des communes). - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 93, 94) : son amendement n° 1 : précision par décret des conditions d'application de l'exonération de taxe professionnelle aux reprises d'activités dans les ZRR ; retiré. Sur l'amendement n° 404 du Gouvernement (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'entreprises artisanales et commerciales de moins de cinq salariés situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 424 de M. Jean Bizet (relèvement du seuil à dix salariés). S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jacques Blanc (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'activités libérales situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants). (p. 96) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 214 de M. Jean Boyer (possibilité pour une communauté de communes d'appartenir à une ZRR si elle remplit les conditions nécessaires). (p. 97) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Jacques Blanc (inclusion dans les ZRR des EPCI de moins de dix mille habitants dont 80 % des communes adhérentes y sont déjà incluses). (p. 98) : accepte l'amendement n° 305 de M. Jean-Marc Pastor (inclusion dans le dispositif de transition des communautés de communes constituées pendant l'année 2004). Accepte l'amendement n° 405 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). (p. 99) : accepte l'amendement n° 405 du Gouvernement (clarification rédactionnelle) et s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jacques Blanc (maintien jusqu'à la fin de 2007 du bénéfice du classement en ZRR pour les communes non membres d'un EPCI actuellement classées en ZRR). - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 100) : accepte l'amendement n° 406 du Gouvernement (prise en charge par l'Etat, et non par le FNPTP, de la compensation au profit des collectivités territoriales des exonérations de taxe professionnelle applicables dans les ZRR). - **Art. 1er bis A** (Art. 63 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Conventions de revitalisation rurale) (p. 101) : son amendement n° 2 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Art. 1er ter** (Art. 1465 du code général des impôts - Remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en ZRR) (p. 102) : accepte l'amendement n° 417 du Gouvernement (intervention par voie de décret simple pour fixer les modalités d'application de cet article rétabli par l'Assemblée nationale). S'oppose à l'amendement n° 252 de M. Gérard Le Cam (remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zones franches urbaines). - **Art. 1er quater** (Art. 1465 A du code général des impôts - Exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale) (p. 103) : demande le retrait de l'amendement n° 288 de M. Bruno Retailleau (exonération des entreprises exerçant une activité commerciale qui constitue une des dernières activités présentes au sein d'une commune). - **Art. 1er quinquiés A** (Art. 44 sexies du code général des impôts - Allongement de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en ZRR) (p. 104) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Jacques Blanc (exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

leur siège social et 75 % de leur activité en ZRR). - **Art. 1er sexies A** (*Compensation par l'Etat des pertes de recettes fiscales subies par certains cantons ruraux défavorisés*) : demande le retrait de l'amendement n° 74 de M. Jacques Blanc (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). Nécessité cependant de résoudre les graves problèmes qui ont justifié le vote de l'article par le Sénat en première lecture. - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 107) : demande le retrait de l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR) et, sur celui-ci, du sous-amendement n° 432 de M. Gérard Bailly (précision rédactionnelle). - **Art. 1er septies** (*Loyers des surfaces commerciales financées par les communes en ZRR*) (p. 108) : accepte l'amendement n° 418 du Gouvernement (droit à déduction de la TVA ayant grevé les éléments constitutifs du prix du loyer, principalement le coût d'amortissement du bien basé sur la durée de vie réelle des immeubles). - **Art. 1er octies** (*Art. L. 2251-3 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les communes de créer des services de première nécessité en cas de défaillance de l'initiative privée*) (p. 109) : son amendement n° 422 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture, les conditions de création étant fixées par décret simple ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecies** (p. 110) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Gérard Le Cam (création d'une commission consultative des services au public de proximité par les communes rurales ou leurs groupements) satisfait par l'article 37 F. (p. 111, 112) : s'oppose à l'amendement n° 361 de M. Aymeri de Montesquiou (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence). Importance du coût de la scolarisation pour les communes d'accueil. Répartition précise des charges de fonctionnement des écoles dans la loi Joxe. - **Art. additionnels après l'art. 1er terdecies** (p. 113) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Georges Mouly (extension du mécanisme de déduction fiscale pour l'investissement aux entreprises imposées sur les BIC situées dans les communes de moins de 2500 habitants). Champ d'application des lois de finances. (p. 114) : s'oppose à l'amendement n° 239 de M. Gérard Le Cam (alignement progressif jusqu'en 2016 de la dotation moyenne par habitant des communautés de communes sur celle des communautés urbaines). - **Art. 2** (*Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural*) (p. 116) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 323 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole) et sur le sous-amendement n° 426 de M. Charles Revet (mise en oeuvre de la nouvelle procédure de révision simplifiée) déposé sur celui-ci et non examiné par la commission. (p. 118) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 301 de M. François Fortassin et n° 306 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour les régions de confier aux sociétés d'aménagement régional la mission dévolue aux futures sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER) avant de s'en remettre à la sagesse du Sénat. (p. 120) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Vial n° 218 et 219 (possibilité pour les départements de se substituer aux régions pour créer une SIDER). - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 121) : demande le retrait de l'amendement n° 248 de M. Gérard Le Cam (versement aux départements de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA). - **Art. 3 ter** (*Art. 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies GA [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme*) (p. 124) : accepte l'amendement n° 63 de M. Philippe Leroy (prorogation jusqu'au 31 décembre 2010 de la réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers locatifs réalisés dans les résidences de tourisme situées dans les zones concernées par l'objectif 2). Demande le retrait de l'amendement n° 201 de M. Jacques Blanc (extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation de logements situés dans des villages

résidentiels de tourisme classés). S'oppose aux amendements du Gouvernement n° 151 (exclusion du champ d'application de l'article des travaux de réhabilitation des meublés de tourisme situés en ZRR) et n° 152 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 de la réduction d'impôt au titre des locations des résidences de tourisme). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 287 de M. Charles Revet (extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation des gîtes ruraux situés en ZRR) et s'en remettra à la sagesse du Sénat. (p. 126) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Philippe Leroy (extension de la réduction d'impôt aux travaux de rénovation dans une résidence de tourisme située en ZRR et ne nécessitant pas l'obtention préalable d'un permis de construire). (p. 127) : s'oppose à l'amendement n° 198 de M. Jacques Blanc (suppression de l'obligation faite à l'exploitant de la résidence de tourisme de réserver au moins 15 % de logements aux travailleurs saisonniers). (p. 129) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 75 de M. Jacques Blanc et n° 308 de M. Thierry Repentin (mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés) après consultation du Gouvernement. (p. 130) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 153 du Gouvernement (mise en oeuvre du dispositif fiscal prévu à l'article au 1er janvier 2005). - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** : s'oppose à l'amendement n° 258 de M. Gérard Le Cam (instauration d'une conférence sur les prix agricoles avant la fin juin 2005). - **Art. additionnel avant l'art. 4 A ou après l'art. 4** (p. 132) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 175 de M. Daniel Soulage (instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables) et s'oppose à l'amendement n° 261 de M. Gérard Le Cam (application du mécanisme du coefficient multiplicateur en cas de crise affectant la production agricole). (p. 133) : intervient sur les explications de vote de M. Alain Vasselle sur l'amendement précité n° 175 de M. Daniel Soulage. - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** (p. 134, 135) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 256, 259 et 260 de M. Gérard Le Cam (mesures de contrôle des prix des productions agricoles). - **Art. 4 A** (*Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin*) (p. 139) : accepte l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles) et s'oppose à l'amendement n° 413 de M. Jean Desessard (suppression des références relatives à des facteurs humains et aux caractéristiques qualitatives du produit). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 141) : son amendement n° 119 : report au 1er juillet 2006 de l'application des dispositions de l'ordonnance du 1er juillet 2004 relatives aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture et aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC ; adopté. Nécessité de surseoir à l'application de ces dispositions dans l'attente de la loi d'orientation agricole. - **Art. 6** (*Art. L. 324-2, L. 331-2 et L. 411-37 du code rural - Assouplissement du régime des exploitations agricoles à responsabilité, EARL, et des sociétés civiles d'exploitation en commun, SCEA*) (p. 142) : son amendement n° 4 : réparation d'une omission concernant la transformation par l'exploitant individuel de son exploitation en société ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 333 de M. Jean-Marc Pastor (ajout de la référence aux concubins et aux partenaires du pacte civil de solidarité dans diverses dispositions du code rural). - **Art. 8 bis** (*Art. L. 632-1 du code rural - Création de sections consacrées à l'agriculture biologique et aux produits de montagne dans les organisations interprofessionnelles*) (p. 144) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 364 (création obligatoire de cellules consacrées aux produits issus de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) et n° 365 (allocation de ressources financières supplémentaires aux cellules consacrées au "bio"). Rigidité inopportune. Liberté de gestion des organisations professionnelles. - **Art. additionnels après l'art. 8 bis** (p. 146, 147) : sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (autorisation sur une période déterminée des annonces de prix pour les légumes et fruits frais) qu'il accepte, accepte, à titre personnel, le sous-amendement n° 431 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Daniel Soulage (nécessité d'un accord préalable entre le fournisseur et son client sur le prix de cession du produit avant l'annonce du prix au consommateur) non examiné par la commission. Accepte les amendements du Gouvernement n° 416 (conditionnement des remises, ristournes et rabais pratiqués par les distributeurs sur le prix de cession des produits par les producteurs, à la signature préalable d'un contrat écrit) et, portant sur le même objet, n° 415 et n° 420 (répression des pratiques des prix de premières cessions abusivement bas en cas de crise conjoncturelle telle que définie dans le code rural). - **Art. 9** (Art. L. 251-9 et L. 632-3 du code rural - *Indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles*) (p. 148) : s'oppose à l'amendement n° 366 de M. Jean Desessard (sanctions pénales à l'encontre du propriétaire d'un champ d'OGM contaminant des cultures biologiques). - **Art. 10** (Art. L. 311-1 du code rural et art. 22 de la loi de finances pour 2004 - *Statut économique et fiscal des entreprises équestres*) (p. 150) : demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Alain Vasselle (élargissement du champ des conventions dérogatoires au statut du fermage aux conventions conclues pour des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques). Préoccupation satisfaite par le code rural. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 151) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Christian Demuynck (consécration du foie gras au titre du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France). Absence de portée normative. (p. 152) : accepte l'amendement n° 210 de M. Daniel Soulage (clarification du dispositif adopté en loi de finances rectificative pour 2004 concernant la déclaration de TVA par les exploitants agricoles). - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - *Régime social applicable aux entreprises du paysage*) : son amendement n° 5 : exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère ; devenu sans objet. Subordination rationnelle de l'affiliation sociale à une part majoritaire et non minoritaire de l'activité. Nécessité de fixer ce seuil à 50 % comme en première lecture. (p. 153) : accepte l'amendement n° 435 du Gouvernement (suppression) qui satisfait son amendement précité n° 5, identique aux amendements n° 89 de M. Yves Détraigne et n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère). Intervient sur les préoccupations de M. Charles Revet concernant le terme "significative". (p. 154) : fait confiance au Gouvernement. Absence d'arrière-pensée concernant la rédaction du décret. Demande au Sénat de voter l'amendement n° 435 du Gouvernement (suppression). - **Art. 10 bis** (Art. L. 720-5 du code de commerce - *Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes*) (p. 155) : demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la dérogation offerte aux horticulteurs et pépiniéristes détaillants aux ventes de végétaux en pleine terre produits sur le lieu de vente). Texte de l'article adopté après concertation et accord avec les professionnels. - **Art. 10 quater** (Art. L. 515-1 du code de l'environnement - *Extension du champ d'application du régime de déclaration des installations classées*) (p. 156, 157) : ses amendements n° 6 : rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture en élargissant le régime déclaratif aux carrières de sable et d'argile, n° 7 : précision rédactionnelle et n° 8 : instauration d'une procédure de contrôle sur le respect des critères d'accès au régime dérogatoire ; adoptés. Sur son amendement précité n° 8, accepte le sous-amendement n° 180 du Gouvernement. S'oppose à l'amendement n° 367 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. 10 octies A** (Art. L. 640-2 du code rural - *Dénomination des vins de pays*) (p. 158) : demande le retrait de l'amendement n° 310 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). Cadre de la future loi d'orientation agricole. - **Art. 11 AA** (*Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités*) (p. 159) : s'oppose à l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). Absence de portée normative. - **Art. 11 DA** (*Obligations de déneigement*) (p. 160, 161) :

demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Jean-Marc Pastor (reconnaissance de la qualité de délégataire de service public aux entreprises du secteur privé qui procéderont aux opérations de déneigement). - **Art. 11 F** (Art. 29 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - *Recours à des particuliers ou à des associations pour le transport de personnes*) (p. 162) : sur les amendements de M. Gérard Le Cam, demande le retrait du n° 263 (subordination du recours à des particuliers pour le transport de personnes à une mise en concurrence et une procédure de marché négociée infructueuse) et s'oppose au n° 262 (suppression de la possibilité de faire appel à des particuliers pour effectuer des prestations de services à la demande). (p. 163) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 118 de M. Bernard Seillier (modalités de calcul des charges sociales et fiscales acquittées par les particuliers agréés exerçant l'activité de transport scolaire) et demande l'avis du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 11 F** (p. 164, 165) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour sur les amendements de M. Daniel Soulage n° 176 (élargissement du dispositif du contrat vendanges à l'ensemble des activités agricoles de récoltes), n° 177 (ouverture du contrat vendanges aux travailleurs étrangers, résidents des Etats membres de l'Union européenne et des pays tiers) et n° 178 (augmentation de la durée des exonérations de cotisations d'assurances sociales pour les emplois saisonniers) dans l'attente de la position du Gouvernement. - **Art. 12 quinquies A** (Art. L. 127-10 à L. 127-14 nouveaux du code du travail - *Groupements d'employeurs entre des personnes de droit privé et des collectivités territoriales*) (p. 166) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 336 de M. Jean-Marc Pastor (création d'un statut particulier pour les employés ruraux multisalariés des groupements d'employeurs). - **Art. 13 ter** (Art. L. 120-3 du code du travail et L. 213-11 du code de l'éducation - *Régime juridique des prestations de transport scolaire effectuées par des particuliers*) (p. 167) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 221 de M. Jean-Pierre Vial (non-assimilation à un contrat de travail de la convention passée entre les particuliers agréés en tant que partenaires des départements pour l'organisation des transports scolaires). - **Art. 14 bis A** (Art. L. 723-18, L. 723-21, L. 723-38, L. 723-39 et L. 723-44 du code rural - *Conditions d'élection à la mutualité sociale agricole*) (p. 168) : accepte l'amendement n° 433 du Gouvernement (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 18 ter** (p. 169) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 120 de M. Philippe Leroy (création d'un fonds d'épargne destiné à l'assurance des biens forestiers). - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 171) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de prêt de main d'oeuvre à but non lucratif entre les coopératives d'utilisation de matériel agricole, CUMA, et leurs adhérents). (p. 171, 174) : accepte l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement) rectifié à la demande du Gouvernement. Suggère un délai d'application suffisant pour permettre aux exploitants agricoles fragilisés de mettre aux normes leur matériel.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19 B** (Art. L. 2213-32 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets*) (p. 181) : son amendement n° 9 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 331 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence). - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 182) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Gérard Le Cam (mode de calcul du pourcentage obligatoire de mise en jachère des terres agricoles). - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - *Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action*) (p. 183) : s'oppose à l'amendement n° 344 de M. Pierre-Yves Collombat (attribution aux communes et à leurs EPCI de la politique de protection des espaces périurbains). (p. 184, 185) : s'oppose à l'amendement n° 411 de M. Pierre-Yves Collombat (attribution aux communes et aux EPCI de la définition des programmes d'action) et demande le retrait de l'amendement n° 97 de M. Bernard Barraux (consultation de la chambre départementale d'agriculture sur la définition des programmes d'action). S'en

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 67 de M. Christian Gaudin (possibilité pour le département d'avoir recours au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, pour élaborer son programme d'action). (p. 187) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté. (p. 188, 189) : demande le retrait des amendements n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation du droit de préemption des départements aux espaces naturels sensibles) et n° 98 de M. Bernard Barraux (association des chambres d'agriculture à l'élaboration des cahiers des charges en cas de vente, location ou concession de biens ayant fait l'objet d'une préemption). S'oppose aux amendements identiques n° 142 de M. Bruno Sido et n° 242 de M. Gérard Le Cam (simplification du droit de préemption), ainsi qu'aux amendements n° 315 de Mme Nicole Bricq (suppression de la mention de l'accord du département pour l'exercice du droit de préemption de l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France) et n° 345 de M. Pierre-Yves Collombat (transfert aux communes et à leurs EPCI des droits de préemption confiés aux départements). (p. 192) : accepte les amendements identiques n° 143 de M. Bruno Sido et n° 247 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour le département de modifier le périmètre périurbain). Son amendement n° 11 : précision ; adopté. (p. 192, 193) : s'oppose aux amendements n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (limitation du recours à un décret en Conseil d'Etat à la réduction de la superficie totale des périmètres) et n° 93 de Mme Jacqueline Gourault (délibération du conseil général en cas de réduction du périmètre de protection des espaces agricoles). - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 195) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. (p. 196) : sur son amendement n° 12 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 187 de M. Alain Vasselle. S'oppose aux amendements identiques n° 144 de M. Bruno Sido et n° 243 de M. Gérard Le Cam (suppression de la possibilité pour les établissements publics fonciers d'exercer, à la demande du département, le droit de préemption relatif aux espaces naturels sensibles), ainsi qu'à l'amendement n° 188 de M. Alain Vasselle (suppression de l'utilisation du droit de préemption de la SAFER par un établissement public foncier local). (p. 199, 200) : s'oppose à l'amendement de M. Charles Revet n° 174 (extension du droit de préemption des SAFER à tout immeuble pour la réalisation de projets de développement rural intéressant les collectivités), repris par M. Thierry Foucaud. (p. 202) : demande le retrait des amendements n° 189 de M. Alain Vasselle (limitation des droits de préemption des SAFER), n° 99 de M. Bernard Barraux (exclusion de la forêt du droit de préemption mis en oeuvre par le département) et n° 149 de M. Laurent Bêteille (en Ile-de-France, compétence de la région pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains). S'oppose à l'amendement n° 316 de Mme Claire-Lise Campion (en Ile-de-France, compétence de la région pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 204) : s'oppose aux amendements analogues n° 91 de M. Michel Mercier, n° 145 de M. Bruno Sido, n° 246 de M. Gérard Le Cam et n° 296 de M. Philippe Darniche (compensation des transferts de charges). (p. 219) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 146 de M. Bruno Sido et n° 245 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour les conseillers généraux d'intégrer les syndicats mixtes chargés d'élaborer les schémas de cohérence territoriaux). (p. 220, 221) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau). (p. 221) : répond à M. Alain Vasselle : refus d'une mise en cause de son indépendance d'esprit. Défense du travail de la commission et de ses collaborateurs. (p. 222) : demande le retrait de l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Vial (possibilité pour une personne publique de ne participer à un syndicat mixte que pour l'exercice d'une seule compétence). - **Art. 20 bis A** (Art. L. 231-1-1 nouveau du code de l'urbanisme - Droit de préemption sur aliénation à titre gratuit) (p. 223) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. (p. 224) :

défavorable à l'amendement n° 317 de Mme Claire-Lise Campion (possibilité pour le donateur de renoncer à la donation). - **Art. additionnels après l'art. 20 bis A** (p. 225) : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour une commune ayant acquis des terrains par l'intermédiaire d'une SAFER de rétrocéder les terrains constructibles). (p. 226) : demande le retrait de l'amendement n° 102 de Mme Adeline Gousseau (extension du pouvoir de préemption des SAFER dans les espaces boisés) et s'oppose à l'amendement n° 318 de Mme Claire-Lise Campion (extension du droit de préemption des SAFER sur les parcelles boisées). - **Art. 20 bis** (Art. L. 27 quater nouveau du code du domaine de l'Etat - Acquisition prioritaire par les communes des biens forestiers vacants et sans maître acquis par l'Etat) (p. 227) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour les communes de préempter des parcelles de forêts incluses dans leur plan de prévention des risques naturels). - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 228) : son amendement n° 14 : cohérence ; adopté. (p. 229) : s'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Bruno Sido, n° 244 de M. Gérard Le Cam et n° 319 de M. Bernard Dussaut (possibilité de recours à la réorganisation foncière). Demande le retrait de l'amendement n° 190 de M. Alain Vasselle (suppression de la procédure relative à la mise en valeur des terres incultes manifestement sous-exploitées). - **Art. 24** (Art. L. 121-2 à L. 121-4, L. 121-4-5, L. 121-7 à L. 121-9, L. 121-11 et L. 121-12 du code rural - Décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général) (p. 231) : demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Alain Vasselle (représentation des propriétaires bailleurs au sein des commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier). (p. 232) : son amendement n° 15 : choix par le président du conseil général de six personnalités qualifiées pour siéger au sein de la commission départementale d'aménagement foncier ; adopté. - **Art. 25** (Art. L. 121-13 et L. 121-14 du code rural - Procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier) (p. 234) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 192 et 193 de M. Alain Vasselle (information écrite et personnelle portant l'avis de la commission communale ou intercommunale à la connaissance des intéressés). - **Art. 26** (Art. L. 121-15, L. 121-16 et L. 121-19 à L. 121-24 du code rural - Modalités financières et techniques de mise en oeuvre des opérations d'aménagement foncier) (p. 235) : accepte l'amendement n° 100 de M. Bernard Barraux (possibilité pour le président du conseil général de faire appel à des techniciens pour mettre en oeuvre les opérations d'échange et de cession amiable d'immeubles ruraux). Son amendement n° 16 : cohérence ; adopté. (p. 236) : accepte l'amendement n° 234 de M. Eric Doligé (validation législative des opérations d'aménagement foncier ayant utilisé des associations foncières de remembrement comme intermédiaire financier entre les propriétaires et le conseil général). - **Art. 28** (Art. L. 123-3 et L. 123-18 à L. 123-24 du code rural - Aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière) (p. 237) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Eric Doligé (extension du régime juridique du périmètre d'aménagement foncier au-delà du périmètre perturbé par un grand ouvrage). - **Art. 28 bis** (Art. L. 123-4-1, L. 123-29-1 et L. 123-30 nouveaux du code rural - Échange de terrains selon leur valeur vénale) (p. 239) : accepte l'amendement n° 150 de Mme Evelyne Didier (amélioration des dispositions d'indemnisation de la perte de valeur vénale de terrains attribués à la commune en cas de réserve foncière). (p. 239) : son amendement n° 17 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 241, 242) : son amendement n° 78 : octroi du taux réduit de TVA pour des travaux de transformation en logement locatif d'anciens bâtiments agricoles ; adopté. - **Art. 35** (Art. 1585 A du code général des impôts - Aménagements fiscaux en faveur du logement des salariés agricoles saisonniers) (p. 244) : accepte l'amendement n° 154 du Gouvernement (coordination) et demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 36 bis** (p. 245) : sur les amendements de M. Jean-Jacques Hyest, demande le retrait du n° 159 (interdiction pour des installations irrégulières d'être raccordées sans autorisation aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

réseaux d'électricité, d'eau ou assimilé), et, à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 160 (soumission des caravanes aux dispositions de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 260) : demande le retrait de l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire). (p. 261) : demande le retrait du sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogrix portant sur l'amendement précité n° 94 de Mme Jacqueline Gourault. (p. 263) : s'oppose à l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire). (p. 265) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Gérard Le Cam (création d'un maillage technologique permettant l'accès des collectivités territoriales des zones rurales aux nouvelles technologies). (p. 266) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Gérard Le Cam (maintien des services de proximité en zone rurale). (p. 267) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). - **Art. 37 EAA** (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - *Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux*) (p. 272) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Gérard Le Cam (maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire). - **Art. 37 F** (Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - *Services publics de proximité et aménagement du territoire*) (p. 275) : sous réserve d'une rectification rédactionnelle, accepte l'amendement n° 95 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité, pour le président de l'association des maires du département, de saisir le représentant de l'Etat en cas de fermeture de service public). - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 278) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation). - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 280) : s'oppose à l'amendement n° 320 de M. Jean-Marc Pastor (diffusion des journaux agricoles dans le monde rural). - **Art. additionnels avant l'art. 38** : s'oppose à l'amendement n° 338 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place d'un contrat d'objectif entre l'Etat et les médecins). (p. 281) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 339 (inscription dans la loi d'objectifs clairs en matière d'aménagement du territoire) et n° 340 (installation de médecins dans les zones médicalement dépeuplées). - **Art. 38** (Art. L. 1511-8 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé*) (p. 283) : s'oppose aux amendements n° 341 de M. Jean-Marc Pastor (conséquence) et n° 155 du Gouvernement (suppression partielle). - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 286) : accepte l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). Demande le retrait de l'amendement n° 182 de M. Alain Fouché (mesures en faveur des médecins et des infirmiers s'installant dans les communes de moins de 3 500 habitants), ainsi que du sous-amendement n° 443 de M. Jacques Blanc s'y rapportant. S'oppose à l'amendement n° 369 de M. Jean Desessard (subvention versée aux médecins de garde dans les communes situées en ZRR) et au sous-amendement n° 444 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité n° 182 de M. Alain Fouché. (p. 287) : conférence annuelle sur la ruralité. - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 267 de M. Gérard Le Cam (réduction des contraintes pesant sur la création des pharmacies). - **Art. 39 bis** (*Équipements sanitaires en zone de montagne*) (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 370 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 39 bis** (p. 292) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 171 de M. Michel Doublet (clarification de la situation entre les URSAFF et les CCAS). - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à

L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - *Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux*) (p. 295) : accepte les amendements identiques n° 103 de M. Yves Détraigne, n° 111 de M. Gérard César, n° 255 de M. François Autain et n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie). (p. 299) : demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 442 de M. André Dulait, portant sur l'amendement n° 112 de M. Jean Bizet (limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. (p. 300, 301) : son amendement n° 18 : maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire ; adopté. S'oppose aux sous-amendements identiques n° 148 de M. Jean Bizet et n° 169 de Mme Françoise Henneron (modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés) portant sur son amendement n° 18 précité. (p. 304) : accepte l'amendement n° 66 de M. Jean Bizet (rétablissement de l'arbitrage préfectoral dans le cadre de la fixation des tarifs de prophylaxie collective).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 61 ter** (Art. 50-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - *Composition et rôle de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature*) (p. 407) : son amendement n° 44 : suppression ; adopté. - **Art. 62 A** (Art. 2 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - *Régime d'autorisation des installations hydroélectriques*) (p. 408) : son amendement n° 45 : suppression partielle ; adopté. Remise à plat de la législation dans le cadre du projet de loi sur l'eau. S'oppose à l'amendement n° 389 de M. Jean Desessard (sanction des microcentrales en cas d'assèchement des cours d'eau et de non-respect de l'environnement). - **Art. 62 B** (Art. 16 bis de la loi du 16 octobre 1919 - *Élargissement aux SEM de la possibilité d'imposer des servitudes pour l'implantation d'ouvrages hydroélectriques*) (p. 409) : son amendement n° 46 : suppression ; adopté. - **Art. 65 bis AC (priorité)** (Art. L. 113-1-1 nouveau du code rural - *Zones d'exclusion des prédateurs*) (p. 410) : son amendement n° 51 : suppression ; adopté. Mise en place par le Gouvernement de mesures préventives et d'un dispositif de régulation des loups. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 412) : s'oppose à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété) en contradiction avec la convention de Berne.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 62** (Art. 1er, 2, 3, 6 bis, 7, 9, 9 bis, 42, 53 de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - *Adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne*) (p. 427, 429) : son amendement n° 423 : cohérence rédactionnelle, renforcement de la présence parlementaire au sein du Conseil national de la montagne et toilettage de l'article 6 de la "loi montagne" ; adopté. Sur son amendement n° 423 précité, accepte les sous-amendements identiques n° 80 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 445 du Gouvernement et n° 446 de M. Thierry Repentin. (p. 430) : sur son amendement n° 423 précité, demande le retrait du sous-amendement n° 447 de M. Thierry Repentin, s'oppose au sous-amendement n° 448 de M. Jean-Paul Amoudry et accepte le n° 449 du même auteur. - **Art. additionnel après l'art. 62** (p. 431) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité, postérieurement à l'établissement des servitudes pour l'exploitation des domaines skiables, de conclure des conventions réglant certaines modalités d'utilisation des espaces). - **Art. 62 bis AA** (Art. L. 341-2 du code de l'environnement - *Procédure de classement d'un site naturel en zone de montagne*) : son amendement n° 47 : suppression ; adopté. - **Art. 62 ter A** (Art. 50 bis de la loi du 9 janvier 1985 - *Tapis roulants des stations de montagne*) (p. 432) : son amendement n° 48 : suppression ; adopté. - **Art. 63 ter B** (Art. L. 145-1 du code de l'urbanisme - *Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie supérieure à 1.000 hectares*) : demande le retrait des amendements n° 392 de M. Jean Desessard (suppression) et n° 330 de M. Claude Domeizel (révision simplifiée du document d'urbanisme). -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. 63 quater (Art. L. 145-5 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie inférieure à 1.000 hectares) (p. 434) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 393 (suppression de l'autorisation d'installer des aires naturelles de camping et des équipements culturels dans les secteurs protégés) et n° 394 (suppression du septième alinéa excluant du champ d'application de la règle d'inconstructibilité les surfaces d'eau de faible importance). - **Art. additionnels après l'art. 63 quater** (p. 435) : demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Jean-Paul Amoudry (obligation de remboursement aux propriétaires des droits acquittés sur les parcelles de terrain devenues inconstructibles). (p. 436) : accepte l'amendement n° 104 de M. Jean-Paul Amoudry (dispense de l'obligation pour les communes d'assurer la desserte par les réseaux et équipements publics des chalets d'alpage, des bâtiments d'estive, ou des burons en cours de restauration). - **Art. 64** (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles) (p. 440) : demande le retrait de l'amendement n° 395 de M. Jean Desessard (suppression). Sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 421 (rétablissement, dans la partie législative du code de l'urbanisme, de la répartition des opérations relevant des différents niveaux d'autorisations, dans l'objectif initialement prévu de décentralisation de la procédure, et renvoi au décret pour fixer les seuils applicables à ces opérations) et le n° 129 (coordination) et estime sans objet le n° 128 (suppression de la désignation par le comité de massif de la formation spécialisée pour l'examen des projets UTN). - **Art. additionnels après l'art. 65** (p. 441) : demande le retrait de l'amendement n° 85 de M. Jacques Blanc (prise en compte dans la répartition des concours de l'Etat des caractéristiques des territoires ruraux et des nouvelles charges liées à l'espace et à l'environnement qui leur sont imposées). (p. 442) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Jacques Blanc (concession de gré à gré à l'association communale de chasse agréée la plus proche des droits de chasse sur le territoire d'une commune située dans un parc national). (p. 443) : demande le retrait des amendements identiques n° 233 de M. Jacques Blanc et n° 360 (coordination) de M. Jean-Paul Amoudry, ainsi que sur ces derniers du sous-amendement n° 439 de M. Thierry Repentin. - **Art. 65 bis AA** (Art. L. 2331-4, L. 2333-81, L. 2333-82 et L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les stations nordiques d'étendre la redevance de ski de fond aux autres types de loisirs de neige) (p. 445) : son amendement n° 49 : précision ; retiré. Accepte l'amendement n° 407 du Gouvernement (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 86 de M. Jacques Blanc (suppression du balisage permettant aux collectivités territoriales de percevoir une redevance d'accès aux sites nordiques). - **Art. 65 bis AB** (Art. L. 2333-26 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les EPCI d'instituer la taxe de séjour) (p. 446) : son amendement n° 50 : suppression ; adopté. - **Art. 65 ter A** (Art. L. 361-1 du code de l'environnement - Réglementation de la circulation des piétons sur les itinéraires de promenade et de randonnée) : son amendement n° 52 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 132 du Gouvernement qu'il accepte. - **Art. additionnel après l'art. 65 octies** (p. 448) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 179 de Mme Anne-Marie Payet (création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne de l'ONF). - **Art. 65 nonies A** (Art. L. 224-1-1 nouveau du code forestier - Encadrement de la cueillette sur des propriétés forestières privées) (p. 449) : son amendement n° 53 : suppression ; adopté. - **Art. 65 nonies B** (Art. L. 2411-6, L. 2411-15 et L. 2411-16 du code général des collectivités territoriales - Vente par le conseil municipal de biens de section) (p. 450) : son amendement n° 54 : clarification ; adopté. - **Art. 65 nonies C** (Art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Attribution des biens de section) : son amendement n° 55 : modification rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 451) : demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens). - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 455, 456) : accepte l'amendement n° 157 du Gouvernement (redéfinition du champ du service public de

l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux) et s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Jean Besson (reconnaissance aux gestionnaires de l'équarrissage naturel d'une mission de service public d'équarrissage dans la collecte et l'élimination des cadavres d'animaux). (p. 457) : s'oppose aux amendements identiques n° 166 de M. Georges Mouly et n° 327 de M. Jean-Marc Pastor (consultation de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, AFSSA, pour toute demande de dérogation au principe de séparation des métiers de l'équarrissage et de la production de viandes pour la consommation humaine). - **Art. additionnel après l'art. 74** (p. 518) : son amendement n° 403 : encadrement du régime de vente des coupes de bois par l'ONF ; adopté. - **Art. 75 ter** (Art. L. 111-4 nouveau du code rural - Création d'une agence française d'information et de communication agricole) (p. 520) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Aymeri de Montesquiou (précision de l'axe de communication de cette agence portant sur les produits issus des territoires ruraux). - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 525) : son amendement n° 56 : suppression de la référence aux professionnels du tourisme et du nautisme ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 401 de M. Jean Desessard (intégration des associations de sauvegarde du littoral ou du milieu marin dans la composition du Conseil national du littoral). S'oppose à l'amendement n° 328 de M. Jean-Marc Pastor (intégration des associations de protection de l'environnement dans la composition du Conseil national du littoral) et demande le retrait de l'amendement n° 402 de M. Jean Desessard (prise en compte des critères écologiques dans la gestion des zones côtières). Son amendement n° 57 : modification rédactionnelle ; adopté. (p. 527) : son amendement n° 58 : clarification rédactionnelle ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 105 de M. Patrice Gélard (accord du préfet sur les seules dispositions relevant de la compétence de l'Etat dans le schéma de cohérence territoriale valant schéma de mise en valeur de la mer). (p. 528) : son amendement n° 59 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 400 de M. Jean Desessard (suppression du paragraphe VII). (p. 529, 530) : son amendement n° 60 : rédaction ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 181 de M. Patrice Gélard (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus). (p. 531) : son amendement n° 61 : suppression de la mention du nombre de représentants des EPCI ; adopté. - **Art. 75 septies A** (Art. L. 322-10 du code de l'environnement - Contribution financière du Conservatoire du littoral aux programmes d'aménagement des collectivités) (p. 532) : son amendement n° 62 : suppression ; adopté. - **Art. 75 octies** (Compétence du tribunal administratif pour les litiges relatifs à la réalisation du tunnel franco-italien lié à l'accord du 29 janvier 2001) (p. 533) : son amendement n° 113 : clarification ; adopté. Accepte l'amendement n° 329 de M. Thierry Repentin identique à son amendement n° 113 précité. - **Art. additionnels après l'art. 75 octies** (p. 534) : accepte l'amendement n° 114 de M. Yannick Texier (transposition d'une directive européenne relative aux installations à câbles transportant des personnes et renforçant les contrôles de sécurité des remontées mécaniques en montagne) et demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Bernard Seillier (mise en place par le Gouvernement d'un schéma national de desserte pour le fret ferroviaire de bois et des produits dérivés). - **Art. 77** (Art. 238 bis HP et 238 bis HR du code général des impôts - Extension du dispositif Sofidom à certaines entreprises de pêche constituées en sociétés de personnes et mise en conformité de ce dispositif avec la réglementation communautaire) (p. 536) : accepte l'amendement n° 158 du Gouvernement (mise en conformité de cet article avec le droit communautaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 540, 541) : rappel de l'engagement de M. Jacques Chirac à Ussel en 2002 en faveur de la ruralité. Remerciements. Bilan

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des amendements déposés. Dispositif relatif à la présence territoriale des services publics.

- *Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]* - (10 février 2005) - **Discussion générale** (p. 840, 841) : traitement d'ensemble des problèmes de la ruralité selon les vœux du Président de la République. Concertation fructueuse avec l'Assemblée nationale. Remerciements. Hommage au travail du co-rapporteur M. Ladislas Poniatowski. Examen par la CMP des quatre-vingt-six articles restant en discussion. Sujets de satisfaction : publicité relative au vin ; extension des avantages de la zone de revitalisation rurale, ZRR, aux reprises d'activités commerciales et artisanales et à celles des professions libérales ; présence territoriale des services publics ; système de coefficient multiplicateur du prix des fruits et légumes en période de crise conjoncturelle ; réunion annuelle de la conférence de la ruralité. Sujets de "vigilance" : préservation de la loi Littoral ; régime social applicable aux entreprises du paysage ; problème du loup en zone d'élevage ; maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux. Sujet de déception : rejet par le Gouvernement de l'application du taux réduit de TVA à tous les travaux de transformation de bâtiments agricoles situés dans des ZRR en logements locatifs. Demande l'adoption de ce texte. - **Art. 1er septies** (p. 877) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (levée du gage). - **Art. 3 quater (pour coordination)** (p. 878) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (suppression). - **Art. 34 bis** : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression). - **Art. 35** : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (levée du gage).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - président de la commission des affaires économiques. - **Art. 1er bis (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale)** (p. 1465) : s'oppose au sous-amendement n° 160 de M. Bruno Retailleau (élargissement de la majoration perçue au titre de la péréquation postale par les ZRR aux territoires ruraux de développement prioritaire) déposé sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement). Nouvelle définition des zones de revitalisation rurale dans la loi relative au développement des territoires ruraux.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Art. 19 (Art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires)** (p. 2844) : intervient sur l'amendement n° 342 de M. Daniel Soulage (incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires). Evolution du comportement des agriculteurs dans la prise en compte des problèmes liés à l'environnement. Refus de l'opposition systématique de l'agriculture à l'environnement. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2851) : au nom de la commission des affaires économiques, reprend l'amendement de M. Jean-François Le Grand n° 336 : responsabilité de l'élaboration, de la révision et de l'actualisation des profils des eaux de baignade confiée aux communes ou à leurs EPCI ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Art. 10 ter (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien)** (p. 3548) : demande une suspension de séance afin de s'assurer que l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000) intègre bien les sous-amendements n° 180 de M. Alain Vasselle (précision de la date de départ du délai à compter duquel le préfet arrête les ZDE), n° 310 de M. Jacques Valade (préservation des monuments historiques et des sites remarquables et protégés), de M. Roland Courteau n° 121 (obligation pour le schéma régional

éolien de tenir compte des ZDE) et n° 124 (autorisation des EPCI à faire des propositions de ZDE), n° 312 de M. Thierry Repentin (autorisation des groupements de communes à faire des propositions de ZDE et conditions de consultation des communes limitrophes) et n° 167 de M. Jean-François Le Grand (rédaction). - **Art. 13 bis (Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN)** (p. 3582) : invite le Sénat à suivre la position du rapporteur sur les amendements identiques n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini (précision du champ d'application de l'article) sur lesquels la commission avait décidé de s'en remettre à la sagesse de la Haute Assemblée. (p. 3585) : demande au Sénat de suivre l'avis de rejet du rapporteur sur les amendements identiques n° 99 de M. Xavier Pintat, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 230 de M. Thierry Repentin (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité) sur lesquels la commission a émis un avis de sagesse en attendant les explications du Gouvernement.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. : son intervention (p. 6080, 6081).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 6433, 6434) : texte accueilli très favorablement par la commission. Remarques sur l'exonération progressive de la taxe sur le foncier non bâti ainsi que sur le développement de l'assurance récolte.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6487) : souhaite le retrait de l'amendement n° 461 de M. Roland Courteau (relance de la production ovine française en encourageant l'apport de fonds financiers extérieurs à l'agriculture). Mise en place par la commission des affaires économiques de deux missions d'information. Sous-production de la filière ovine : exemple de la Saône-et-Loire. Réponse à la désertification du territoire. Sa proposition de mettre en place un groupe de travail.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6791, 6792) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). (p. 6796, 6797) : intervient sur l'amendement précité n° 760. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6826) : examen de l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Art. 2 (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme)** (p. 7640) : en remplacement du rapporteur, s'oppose à l'amendement n° 456 de M. Jean Desessard (délimitation par le conseil municipal des communes déficitaires en logements sociaux, d'emplacements réservés à la réalisation de programmes de logements comportant au moins la moitié de logements locatifs sociaux).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8023) : s'abstient sur l'amendement n° 396 de M. Thierry Repentin (rapport au Parlement présentant un bilan triennal de l'évolution de la construction de logements locatifs sociaux). - **Art. 4 quater (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB)** (p. 8113, 8114) : soutient l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS). - **Explications de vote sur l'ensemble**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 8121, 8122) : approfondissement de la réflexion entre les deux lectures. Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - président de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8925, 8926) : taxe sur le foncier non bâti : opportunité de l'exonération de 20 % et problème de la compensation aux communes. Inadaptation du système actuel d'indemnisation de l'assurance récolte. Attente du décret fixant la liste des communes inscrites en zones de revitalisation rurale. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8962) : intervient sur son amendement n° II-131 : financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles.

ESNEU (Michel)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2792) : son amendement n° 317 : réglementation de la gestion des eaux et sédiments de ballast pour les navires pénétrant dans les eaux territoriales françaises ; retiré.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4719, 4720) : importance de ce texte dans la bataille pour l'emploi. Enrichissement du texte. Hommage au travail du rapporteur. Avec le groupe UMP, votera ce texte.

ESTROSI (Christian)
ministre délégué à l'aménagement du territoire
(à partir du 2 juin 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8899, 8903) : résultats considérables obtenus depuis 2002 pour améliorer la sécurité des Français. Violences urbaines. Respect par la police des règles déontologiques. Nécessité de considérer les forces mobiles comme un instrument de reconquête du terrain. Renforcement des effectifs de la police. Pistolets à impulsion électrique. Aide au logement des policiers. Diminution de la délinquance sur la voie publique. Lutte contre l'immigration illégale. Sécurité routière. Prévention de la délinquance. - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 8907, 8908) : ses amendements n° II-146 (prolongation à titre exceptionnel des contrats des adjoints de sécurité arrivant à échéance au cours de l'année 2006) ; et n° II-147 (recrutement en contrat d'accompagnement dans l'emploi des adjoints de sécurité) ; adoptés.

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8916, 8921) : état de la flotte de la direction de la défense et de la sécurité civile. Pertinence de l'architecture de la mission "sécurité civile". Question du versement direct de la DGF aux SDIS. Développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers. Réponse aux intervenants sur les règles d'implantation des points d'eau, sur la question du réseau national d'alerte, sur la création d'une capacité d'action rapide de protection civile à l'échelon communautaire et sur le Pôle de défense civile de Cambrai. Hommage aux sapeurs-pompiers. Réponse sur l'augmentation des dépenses auxquelles font face les départements.

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9137, 9140) : volonté du Gouvernement de conduire une politique non pas d'égalité,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mais d'équité. Réponse aux intervenants sur la péréquation, les zones de revitalisation rurale, les services publics en milieu rural, les contrats de plan, la politique et les crédits européens, la fracture numérique, le changement de nom de la DATAR, les pôles de compétitivité et les pôles d'excellence ruraux. Volonté du Gouvernement d'engager une véritable concertation avec les élus locaux. Caractère fondamental de l'économie industrielle comme pilier de l'économie rurale.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9615, 9618) : remerciements. Réponse aux orateurs. Inscription de l'action du Gouvernement dans un cadre européen. - **Question préalable** (p. 9621) : s'oppose à la motion n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9624, 9625) : s'oppose à la motion n° 33 de M. Louis Mermaz tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 9637) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (pouvoirs de contrôle de la CNIL). (p. 9639) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 83 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations) et n° 82 (création d'une commission destinée à élaborer un projet de texte relatif à la création d'un dispositif parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations). Mise en place d'un groupe de travail sur le rôle du Parlement dans le processus d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements. - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance*) (p. 9646, 9648) : s'oppose aux amendements n° 64 de Mme Eliane Assassi (rédaction), de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 35 (suppression de la possibilité pour les personnes morales privées de filmer la voie publique aux abords de leurs bâtiments), n° 36 (contrôle annuel des systèmes de vidéosurveillance par la commission départementale) et n° 37 (suppression de la procédure d'urgence), de M. Jean-Claude Peyronnet n° 84 (encadrement du système de vidéosurveillance par la CNIL et l'autorité judiciaire) et n° 86 (participation de la CNIL à la rédaction des décrets d'application). Accepte l'amendement n° 51 de M. Hugues Portelli (durée de conservation des images de vidéosurveillance), ainsi que les amendements de la commission n° 2, 4, 5, 6 et 7 (rédaction), n° 1 (précision et harmonisation) et n° 3 (cohérence). - **Art. 1er bis** (*Détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (suppression). - **Art. 2** (*Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites*) (p. 9651, 9652) : s'oppose aux amendements n° 66 de Mme Eliane Assassi (suppression) et n° 87 de M. Jean-Claude Peyronnet (avis de la CNIL préalable à la publication du décret d'application). Accepte les amendements de M. Hugues Portelli n° 52 (limitation du pouvoir préfectoral d'imposer l'utilisation de caméras aux seuls sites d'intérêt public) et n° 53 (droit d'accès aux images et durée de conservation des enregistrements), ainsi que les amendements de la commission n° 9 (harmonisation) et n° 10 (précision). Demande le retrait des amendements de M. Denis Badré n° 59, 60 et 61 (clarification des compétences entre les organismes concourant à l'organisation et au fonctionnement des transports collectifs). - **Art. 3** (*Art. 78-2 du code de procédure pénale - Contrôle d'identité dans les trains transnationaux*) (p. 9654, 9655) : s'oppose aux amendements identiques n° 67 de Mme Eliane Assassi et n° 88 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9656) : accepte l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). (p. 9658, 9659) : obsolescence du matériel utilisé actuellement par les forces de police et de gendarmerie. Amélioration de la réactivité des forces de l'ordre. (p. 9660) : attachement du Gouvernement à la protection des forces de l'ordre. - **Art. 4** (*Art. L. 34-1 du code*

des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques) (p. 9661) : détermination du Gouvernement à sauvegarder l'avenir de l'Imprimerie nationale. (p. 9663) : s'oppose aux amendements n° 68 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery (liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret) et n° 89 de M. Jean-Claude Peyronnet (liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret après avis de la CNIL). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (suppression de l'obligation de différer l'effacement des données aux fins de constatation des infractions pénales). Dispositif applicable principalement aux cybercafés. - **Art. 5** (*Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques*) (p. 9679, 9680) : s'oppose aux amendements n° 69 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la procédure spéciale de réquisition administrative des données de connexion) et n° 90 de M. Jean-Claude Peyronnet (attribution à la CNCIS des pouvoirs de contrôle des réquisitions administratives des données techniques). Accepte les amendements de la commission n° 12 (rétablissement de la rédaction initiale limitant les finalités des réquisitions à la seule prévention du terrorisme), n° 13 (harmonisation rédactionnelle), n° 14 (coordination) et n° 15 (cohérence avec le projet de loi pour la confiance dans l'économie numérique). Accepte l'amendement n° 54 de M. Hugues Portelli (choix de la personnalité qualifiée par la CNCIS parmi une liste de trois noms établie par le ministre de l'intérieur) et demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Alex Türk (communication du rapport établi par la personnalité qualifiée à la CNIL). - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9686, 9687) : s'oppose aux amendements identiques n° 70 de Mme Eliane Assassi et n° 91 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ainsi qu'aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 42 (suppression de l'utilisation des traitements automatisés dans le but de lutter contre l'immigration clandestine), n° 43 (suppression de l'extension aux transports maritimes et ferroviaires des obligations définies pour le transport aérien) et n° 44 (limitation dans le temps de l'application des dispositions de cet article). Accepte l'amendement n° 56 de M. Alex Türk (information des voyageurs de la possibilité de traitement automatisé des données les concernant) ainsi que les amendements de la commission n° 16 (modalités de désignation et d'habilitation des agents de police de gendarmerie et des douanes pouvant accéder aux informations), n° 17 (correction rédactionnelle) et n° 18 (précision). - **Art. 7** (*Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers*) (p. 9692, 9693) : s'oppose aux amendements identiques n° 71 de Mme Eliane Assassi et n° 92 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 93 (suppression de l'extension possible du dispositif de surveillance prévu par l'article lors de grands rassemblements et d'événements particuliers). Accepte les amendements de la commission n° 107 (possibilités d'accès à certains fichiers pour les douaniers) et n° 19 (précision des données susceptibles de faire l'objet d'un traitement automatisé) ainsi que l'amendement n° 57 de M. Alex Türk (encadrement strict des conditions d'accès aux informations par les forces de police) et sur ce dernier, le sous-amendement n° 114 de M. Philippe Goujon. - **Art. 8** (*Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme*) (p. 9697) : s'oppose aux amendements n° 72 de Mme Eliane Assassi (suppression), n° 46 de Mme Alima Boumediene-Thiery (détermination des conditions d'accès et de contrôle des informations par décret) et n° 94 de M. Jean-Claude Peyronnet (limitation de l'accès aux fichiers à de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

simples consultations, sans extraction de données et sans interconnexion avec d'autres fichiers). Accepte les amendements de la commission n° 20 (précision sur les modalités d'habilitation des agents et le caractère individuel de leur désignation) et n° 21 (rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 58 de M. André Dulait (extension aux agents des services de renseignements du ministère de la défense de l'accès aux fichiers). - **Art. 8 bis** (Art. 23 de la loi n° 2003-329 du 18 mars 2003 - *Inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées*) (p. 9698, 9699) : s'oppose aux amendements identiques n° 73 de Mme Eliane Assassi et n° 95 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 10 quinquies** (Art. 19 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires*) (p. 9712, 9713) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 11** (Art. 25-1 du code civil - *Déchéance de la nationalité française pour les auteurs d'acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation*) (p. 9714) : s'oppose aux amendements identiques n° 49 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 77 de Mme Eliane Assassi et n° 99 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 12** (p. 9715, 9716) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 109 (durcissement de l'obligation de déclaration d'opérations financières soupçonnées d'origine illicite), n° 110 (droit d'alerte des salariés des organismes financiers), n° 111 (possibilité pour la commission bancaire d'interdire aux établissements français de détenir des filiales de représentations dans les pays non coopératifs dans la lutte contre le blanchiment des capitaux) et n° 112 (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application du secret bancaire en France et en Europe). - **Art. 12** (Chapitre IV du titre VI du livre V du code monétaire et financier - art. L. 564-1 à L. 564-6 - chapitre IV du titre VII du livre V du même code - art. 574-3 nouveau - *Gel administratif des avoirs en matière de terrorisme*) (p. 9718) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 100 (suppression) et n° 101 (intervention du juge dans la procédure de renouvellement du gel des avoirs). - **Division et art. additionnels avant le chapitre VII (avant l'art. 13)** (p. 9719) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (Division additionnelle - Chapitre VI bis - Dispositions relatives aux activités de sécurité privée et à la sécurité aéroportuaire). (p. 9720) : accepte les amendements de la commission n° 26 (conditions de délivrance de l'agrément pour exercer une activité de sécurité privée) et n° 27 (accès aux lieux de préparation et de stockage du fret conditionné à la délivrance d'un agrément par le préfet). - **Art. 13** (Art. 31 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité - *Application outre-mer des dispositions relatives à la vidéosurveillance*) (p. 9721) : accepte les amendements de la commission n° 28 et 29 (coordination). - **Art. 14** (Art. L. 735-13, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier - *Application outre-mer des dispositions du projet de loi*) (p. 9722) : accepte les amendements de la commission n° 30 et 113 (coordination). - **Art. 15 C** (Art. 42-12 [nouveau] de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - *Interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive*) (p. 9723) : s'oppose aux amendements identiques n° 78 de Mme Eliane Assassi et n° 102 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression). - **Art. 15** (*Application de la loi dans le temps*) (p. 9724) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Jean-Claude Peyronnet (durée d'application de la loi limitée au 31 décembre 2008). - **Art. additionnel après l'art. 15** : accepte l'amendement n° 31 de la commission (définition des services de police et de gendarmerie nationale spécialement chargés de la prévention et de la répression des actes de terrorisme). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9725) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Jean-Claude Peyronnet (nouvel intitulé - projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9728, 9729) : remerciements. Devoir collectif face à la menace terroriste. Regrette le vote négatif du groupe socialiste.

- *Commission mixte paritaire* [n° 43 (2005-2006)] - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10251, 10252) : modernisation des instruments de lutte contre les menaces terroristes. Regrette le manque de soutien des parlementaires de l'opposition socialiste du Sénat. Engagement du Gouvernement à mettre en place un groupe de travail sur le contrôle parlementaire des services de renseignement. Remerciements. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10264, 10265) : réponse aux orateurs. Remerciements.

ETIENNE (Jean-Claude)
sénateur (Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire le 22 septembre 2005.

Membre titulaire du Comité ad hoc pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires-Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

FALCO (Hubert)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2005.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 3 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

FAUCHON (Pierre)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur le Livre blanc relatif à l'échange d'informations sur les condamnations pénales et à l'effet de celles-ci dans l'Union européenne (E 2821) [n° 241 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : le groupe de l'UC-UDF s'associe à l'hommage rendu à la mémoire d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 935, 937) : demande de modification de l'article 88-4 de la Constitution sans remise en cause du vote final positif sur le projet de loi constitutionnelle. Multiplication des actes soumis au Parlement national. Légitimité de la demande de vote d'une résolution sur la question turque. Regrette le refus du Gouvernement. Favorable à un renforcement des prérogatives du Parlement. Sa proposition de limiter l'usage de l'article 88-4 aux présidents des deux assemblées, sur proposition de la conférence des présidents. Demande d'exception à la règle de conformité imposée au Sénat.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 2 (Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne)** (p. 992, 993) : favorable aux amendements n° 36 de M. Denis Badré (suppression) et n° 28 de M. Yves Détraigne (repli). Son opposition au référendum obligatoire. Légitimité du recours au référendum par le Président de la République et de la consultation du Parlement. Question de l'adhésion turque. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 995) : son amendement n° 32 : reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne ; retiré. Nécessité de modifier le règlement du Sénat pour mettre en oeuvre les pouvoirs nouveaux reconnus aux parlements nationaux. (p. 999) : intervient sur son amendement n° 32 précité. Engagement du Gouvernement de revoir l'ordonnance de 1958. - **Art. 3 (Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne)** - **Art. 88-4 de la Constitution (Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement)** (p. 1006, 1007) : son amendement n° 35 : possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne ; rejeté. Son rapport en 1999 sur le projet de loi constitutionnelle modifiant les articles 88-2 et 88-4 de la Constitution. Communication sans résolution du texte sur l'ouverture des négociations avec la Turquie. Pouvoir des parlements des autres pays de l'Union européenne. (p. 1010, 1011) : intervient sur son amendement n° 35 précité. Absence de solution réelle malgré le double élargissement obtenu à l'Assemblée nationale : problème de la Turquie. Possibilité d'évolution du Sénat grâce à la conférence des présidents. Spécificité du domaine communautaire. (p. 1012) : maintient son amendement n° 35 précité.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4484, 4486) : son engagement personnel pour un renforcement de la coopération judiciaire en Europe. Reconnaissance de la récidive en matière de faux monnayage. Responsabilité pénale des personnes morales en matière de corruption active ou passive. Séparation des pouvoirs exécutif

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

et judiciaire au niveau européen. Fragilisation de l'avenir juridique de l'Europe à cause du rejet de la Constitution européenne. Nécessité d'établir une base solide pour élaborer le droit pénal européen.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5797, 5798) : s'abstiendra sur ce projet de loi organique.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Art. 1er bis** (Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - *Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 6222) : défavorable à l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions). Maintien nécessaire de l'article 1er bis. - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - *Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6235, 6236) : intervient sur les amendements de suppression n° 93 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 50 de M. Robert Badinter. Mise au point sur sa proposition d'introduire lors de la discussion de la loi Kouchner des exceptions aux suspensions de peine pour raisons médicales. Partage les propos de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat d'en rester à une appréciation médicale aussi technique que possible de la situation du condamné. Introduction néanmoins raisonnable de l'exception pour la récidive prévue par l'amendement n° 6 de la commission (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque grave de renouvellement de l'infraction) par opposition à l'introduction par l'Assemblée nationale de la référence à l'ordre public, élément d'incertitude.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6674) : favorable à l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9728) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

FAURE (Jean)
sénateur (Isère)
UMP

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Sécurité - Gendarmerie [n° 102 tome 9 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 5735, 5736) : son amendement n° 26 : modification possible des conventions d'exploitation de remontées mécaniques ayant pour objet l'installation de dispositifs nécessaires à l'exploitation des pistes - modernisation et sécurité du service ; adopté. - **Art. 9** (Art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - *Régime d'établissement des servitudes destinées à permettre le passage et l'aménagement des pistes de ski*) (p. 5737) : votera l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin (modification du régime des servitudes permettant aux collectivités locales et départementales d'organiser les sports de montagne en hiver et en été). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5740) : favorable à l'amendement n° 31 de M. Thierry Repentin (extension du champ de la redevance recouvrée pour la pratique du ski de fond à l'ensemble des loisirs de neige non motorisés).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 8887) : augmentation de crédits méritoire dans un contexte budgétaire difficile. Souhaite des éclaircissements sur les points suivants : crédits d'infrastructure immobilière et d'informatique de gestion, surcoût budgétaire des opérations extérieures.

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Éducation.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1623, 1624) : orientations déterminées par le grand débat national organisé préalablement à l'élaboration du rapport de la commission Thélot. Favorable à l'objectif de maîtrise d'un socle commun de connaissances ; dépôt d'un amendement visant à y inscrire l'histoire et la géographie. Rattrapage indispensable de la France dans le domaine de la maîtrise des langues étrangères. Politique volontariste du Gouvernement d'apprentissage linguistique. Inquiétude sur les moyens financiers dégagés. Sa proposition de réaliser une évaluation qualitative et quantitative des programmes mis en oeuvre. Sens de son vote déterminé par la teneur des débats et l'étude des amendements déposés.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 22 (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres)** (p. 1925, 1931) : son amendement n° 134 : accès des personnels d'éducation aux formations dispensées par les IUFM ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 1952) : soutient l'amendement de M. Yves Detraigne n° 178 (garantie de l'affectation des moyens financiers aux IUFM) ; retiré. - **Art. 24 (Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions)** (p. 1955, 1956) : soutient l'amendement n° 620 de Mme Catherine Morin-Desailly (création d'un statut de psychologue de l'éducation nationale) ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2659, 2660) : prégnance de la directive européenne dans le texte. Objectifs ambitieux. Bornera son propos aux dispositions relatives à la pêche en eau douce. Importante contribution de l'Union nationale pour la pêche en France en matière environnementale, économique et sociale. Salue la décision du Gouvernement de plafonner la contribution de chaque pêcheur à dix euros. Nombreux points positifs du texte. Nécessité toutefois de donner à la pêche associative des moyens à la hauteur de ses missions d'intérêt général. Amendements visant à accroître la participation du public à l'élaboration et au suivi des politiques. - **Art. 3 (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté)** (p. 2699) : son amendement n° 206 : consultation des fédérations

départementales de pêche sur les régulations des cours d'eau ; devenu sans objet. - **Art. 4 (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)** (p. 2710, 2711) : ses amendements n° 207 : consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche avant l'établissement des listes de classement des rivières ; et n° 204 : réintégration systématique dans les nouveaux classements des cours d'eau actuellement mentionnés dans les listes, à l'exception de ceux faisant l'objet d'une décision expresse de déclassement ; devenus sans objet. (p. 2714, 2715) : intervient sur le sous-amendement n° 669 de M. Thierry Repentin (obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire) à l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). Revirement du Gouvernement. Situation regrettable.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 21 (Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration)** (p. 2857) : soutient l'amendement n° 186 de Mme Jacqueline Gourault (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épandues et non sur la quantité de boues produites) ; rejeté. (p. 2858) : soutient l'amendement n° 195 de Mme Jacqueline Gourault (publication d'un rapport annuel par la caisse centrale de réassurance) ; retiré. (p. 2862) : solidarité entre la ville et la campagne sur la destination des boues. - **Art. 22 (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)** (p. 2873) : soutient l'amendement n° 190 de Mme Jacqueline Gourault (pouvoir de police spécial du maire ou du président d'EPCI compétent en matière de collecte des eaux usées à l'endroit où a lieu le déversement) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3691, 3692) : gisement important d'emplois dans le milieu associatif. Reconnaissance d'un statut du volontariat différent du salariat et du bénévolat. Encadrement strict du dispositif. Demande d'assouplissement et d'élargissement permettant la création d'un service civil en remplacement du service national. Promotion d'un statut juridique renouvelé pour les animateurs et directeurs occasionnels de centres de loisirs et de vacances. Le groupe de l'UC-UDF déterminera le sens de son vote en fonction des améliorations apportées au fil de la discussion. - **Art. 2 (Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié)** (p. 3713) : son amendement n° 88 : possibilité pour les services chargés de délivrer l'agrément d'accorder une dérogation si le licenciement ou la démission résulte d'événements contraires à la volonté de l'organisme agréé ; adopté. - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3724) : son amendement n° 84 : ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 7 (Indemnisation de la personne volontaire)** (p. 3741) : sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 14 (possibilité pour le volontaire de percevoir des avantages en nature en plus de l'indemnité mensuelle), soutient le sous-amendement n° 80 de M. Michel Mercier (limitation des avantages en nature) ; adopté. - **Art. 8 (Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général)** (p. 3742) : son amendement n° 85 : possibilité pour les étudiants de conserver leur affiliation au régime de sécurité sociale étudiant ; adopté. (p. 3744) : soutient l'amendement n° 81 de M. Michel Mercier (compensation intégrale par l'Etat auprès des organismes de sécurité sociale des pertes de recettes engendrées par la réforme du statut des volontaires civils) ; adopté. - **Art. 9 (Modifications du code de la sécurité sociale)** (p. 3745) : son amendement n° 87 : suppression ; rejeté. Opposition du groupe de l'UC-UDF à l'exonération de CSG sans compensation par l'Etat.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10 (Agrément de la mission)** (p. 3760) : soutient l'amendement n° 82 de Mme

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Valérie Létard (précision, dans la demande d'agrément, de la complémentarité de la mission de volontariat avec celle des salariés et des bénévoles de l'association); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 10 ou après l'art. 12** (p. 3763, 3764): son amendement n° 86: extension du bénéfice de la prestation de compensation aux personnes handicapées investies dans le champ associatif; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3777, 3778): dynamique du secteur associatif. Mise en place d'un statut protecteur. Améliorations apportées au cours de la discussion. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4261, 4263): importance de la densité des grandes surfaces en France. Inquiétude sur les conséquences de ce phénomène. Menace pour l'économie de proximité. Création par l'Etat du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC. Approbation par le groupe de l'UC-UDF de ce texte visant à limiter l'expansion de la grande distribution.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6802, 6803): intervient sur les amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6885): son amendement n° 372: désignation du nouvel Institut national de l'origine et de la qualité sous l'acronyme INAO; retiré. Préservation d'un nom internationalement reconnu. - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6894): son amendement n° 353: précision du rôle de l'INAO et des syndicats d'appellation quant à la fixation des conditions de production; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6911, 6912): son amendement n° 354: possibilité de stocker des déchets dangereux dans des zones végétales AOC après délivrance d'une autorisation dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat; adopté. - **Art. 25 bis** (*Art. L. 512-1 du code de l'environnement - Allègement des formalités relatives aux études de dangers*) (p. 6913): soutient l'amendement n° 618 de M. Yves Détraigne (suppression); adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8515, 8516): intégration du programme "Enseignement technique agricole" au sein de la mission "Enseignement scolaire". Résultats positifs de l'enseignement agricole en dépit de la faiblesse des crédits. Déficit de financement. Absence de moyens consacrés à la mise en oeuvre de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Grandes disparités avec l'éducation nationale. Propose l'adoption de ces crédits sous réserve de l'acceptation de son amendement visant à abonder le programme "Enseignement technique agricole". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8551, 8552): ses amendements, portant sur le même objet, n° II-27 et, à titre personnel, n° II-38: transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré à l'enseignement technique agricole; retirés. Se félicite de l'adoption de l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). (p. 8564): soutient l'amendement n° II-42 de Mme Valérie Létard (transfert de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers l'action "santé scolaire" du programme "vie de l'élève"); adopté. Renforcement de la médecine scolaire.

FERRAND (André)

sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3637, 3638) : son rapport sur l'identification des voies et des moyens de diversification des sources de financement des écoles françaises à l'étranger. Situation immobilière des établissements. Délégation de la gestion du patrimoine immobilier à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ ; création et rôle de la cellule immobilière. Interrogation sur la politique du Gouvernement en faveur du développement du réseau d'écoles à l'étranger.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8535, 8537) : missions du réseau d'écoles à l'étranger. Incohérence de la seule tutelle du ministère des affaires étrangères sur l'AEFE ; espoir d'un retour d'implication de l'éducation nationale. Nécessaire ouverture de l'enseignement à l'international. Application du code de l'éducation aux établissements à l'étranger. Internationalisation des programmes et des certifications ; mise en place indispensable d'un baccalauréat international. Poids des frais de scolarité pour l'enseignement français à l'étranger. Intérêt pour les enseignants de valoriser leurs acquis au sein des sections européennes et internationales. Engagement d'un processus de création de sections européennes au sein de certains lycées. Avec ses collègues du groupe UMP, votera les crédits de cette mission.

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8710, 8712) : ses réflexions sur l'action "développement international de l'économie française". Rôle d'animation dévolu à Ubifrance nécessitant l'adéquation des profils des hommes à ses missions. Accélération de la concertation avec le quai d'Orsay face au manque de coordination des acteurs à l'étranger. Poursuite de l'adaptation de la carte du réseau DGTPÉ. Sa proposition d'un plan d'optimisation du dispositif par pays et d'une expérimentation. Réflexion sur les problèmes liés au commerce extérieur dans les régions françaises et les directions régionales du commerce extérieur, les DRCE. Utilité et efficacité de l'Agence française pour les investissements internationaux, AFII. Nécessité d'une approche volontariste face à la situation de la balance commerciale et d'une mobilisation des acteurs de terrain à l'étranger. Pérennisation du fonds de labellisation d'Ubifrance au delà de 2006-2007. Avec ses collègues du groupe UMP, votera les crédits de la mission "développement et régulation économique".

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9037, 9039) : mise en oeuvre des recommandations de son rapport "Financement de

l'enseignement français à l'étranger : réagir et s'unir pour un nouvel élan". En dépit de nombreux éléments positifs, avancées à réaliser en matière d'enseignement français à l'étranger : présentation du budget de l'AEFE ; absence de financement du transfert de la compétence immobilière à l'AEFE. Accélération de la coopération avec le ministère de l'Education nationale ; instauration du baccalauréat international ; aménagement de la politique des bourses. Sécurité des Français établis hors de France. Insuffisance de l'allocation des élus de l'Assemblée des Français de l'étranger. Versement au réseau consulaire des recettes générées par la délivrance des visas. Développement du vote par internet. Amélioration des consulats "d'influence". Avancée notable en matière d'aménagement de la fiscalité de la résidence en France des Français de l'étranger et du paiement des retraites des cotisants en Afrique. Avec ses collègues du groupe UMP, votera ces crédits.

FILLON (François)
*ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche
(jusqu'au 31 mai 2005)
sénateur (Sarthe)
UMP
(à partir du 19 septembre 2005)*

Election le 18 septembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 4 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1585) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Conditions de travail extrêmement difficiles et pénibles des forces de police à l'occasion de manifestations. Données chiffrées sur le nombre d'interpellations réalisées à l'occasion de la manifestation lycéenne du 8 mars.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1585, 1590) : ambition sous-tendue par un projet de développement de la liberté intellectuelle, de la responsabilité citoyenne et de l'adaptation. Qualité des travaux menés par la commission Thélot. Concertation avec les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves. Remerciements. Expression légitime des désaccords ; décision finale du ressort du Parlement. Inscription du texte dans la continuité de l'histoire du service public qu'est l'éducation nationale. Confirmation de la volonté de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat. Nouvel objectif

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'atteindre 50 % de diplômés de l'enseignement supérieur. Lutte contre les résultats stagnants et la discrimination sociale persistante. Redéfinition indispensable des priorités de l'école. Mission centrale de transmission des connaissances et des compétences fondamentales : développement de la notion de "socle". Mise en place de programmes personnalisés de réussite scolaire. Ambition européenne de la France et de son système éducatif. Médiocrité des résultats dans le domaine de la maîtrise des langues vivantes ; présentation du rapport de M. Jacques Legendre sur l'enseignement des langues étrangères. Actualité du projet républicain. Renforcement du pacte entre l'école et la République. Apprentissage de la citoyenneté. Fonction morale de l'école. Intégration d'une note de vie scolaire dans le brevet rénové des collèges. Combat de la violence et de la délinquance. Multiplication des relations entre les établissements scolaires, les forces de police et de gendarmerie, la justice et les associations. Objectif d'égalité des chances : multiplication des bourses au mérite. Augmentation des unités pédagogiques d'intégration pour les handicapés. Mission de prévention et de surveillance sanitaire et d'éducation à la santé. Utilisation de la pédagogie pour l'acquisition des savoirs par les élèves et la transmission des connaissances et des compétences par les enseignants. Réorientation de la formation initiale des enseignants. Modernisation du service public à travers des contrats d'objectifs clairs entre l'établissement scolaire et l'académie. Amélioration de l'utilisation des ressources humaines. Institution d'un Haut conseil de l'éducation. Passage d'une logique quantitative à une logique qualitative. Augmentation des moyens financiers et recrutement d'enseignants.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) (p. 1649, 1652) : grande qualité de la discussion générale. Remerciements au rapporteur M. Jean-Claude Carle. Volonté d'ouvrir le chemin de la réussite à tous les élèves. Recherche de solutions innovantes par la majorité. Déclaration d'urgence. Volonté de combattre l'échec scolaire. Conclusions de la commission Thélot. Importance de l'idée de socle. Rapport de Pierre Bourdieu en 1985. Rapport sur les collèges de François Dubet, en 2000. Principe de la liberté pédagogique. Hommage aux enseignants de CP. Loi de 2004 mettant en oeuvre le principe de laïcité. Priorité de l'enseignement des langues et formation des enseignants en la matière. (p. 1653, 1656) : travaux personnels encadrés, TPE. Mise en pratique par le texte de la justice scolaire. Bourses au mérite. Maintien de l'effort supérieur à la moyenne en faveur des ZEP. Lutte contre l'insécurité dans les établissements scolaires. Filières professionnelles. Formation des enseignants. Place de l'école maternelle. Souhait de reconnaissance des responsabilités et d'amélioration des fonctions des directeurs d'école. Moyens consacrés à la réforme et caractère impératif d'une meilleure gestion. Effort particulier en faveur du département de La Réunion. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1659) : s'oppose à la motion n° 170 de M. Ivan Renar tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1664, 1665) : s'oppose à la motion n° 179 de M. Yannick Bodin tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1669) : s'oppose à l'amendement n° 429 de Mme Annie David (mise en place des moyens nécessaires à la mise en oeuvre des besoins d'éducation et de formation). (p. 1670) : s'oppose à l'amendement n° 430 de Mme Annie David (gratuité des fournitures et des transports scolaires à tous les élèves et revalorisation des bourses). (p. 1671) : s'oppose à l'amendement n° 431 de Mme Annie David (mise en place d'un programme de création de postes). (p. 1673) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 433 (développement de la formation professionnelle et technologique) et n° 434 (garantie de l'inscription dans l'enseignement supérieur pour tout titulaire du baccalauréat). - **Art. 1er (Modification du code de l'éducation)** (p. 1674) : s'oppose à l'amendement n° 435 de Mme Annie David (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 1675) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 240 (présentation au Parlement d'un rapport annuel sur l'évaluation du système éducatif), n° 239 (garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) et n° 241 (référence au principe de laïcité comme valeur fondamentale de l'institution scolaire) ainsi qu'à l'amendement n° 438 de Mme Annie David

identique à l'amendement n° 241 précité. - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1677, 1678) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 439 (rejet d'une conception marchande de l'école) et n° 440 (mission de l'école de lutte contre les inégalités). S'oppose aux amendements n° 242 de M. Yannick Bodin (adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves) et n° 441 de Mme Annie David (garantie du droit à l'éducation). (p. 1681) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Michel Charasse (partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale). (p. 1682) : s'oppose aux amendements n° 243 de Mme Dominique Voynet (missions premières de l'école fixées par la nation), n° 613 de M. Charles Revet (participation de l'école à la transmission des valeurs morales et politiques), n° 420 de Mme Mugette Dini (mission première de l'école d'enseigner et de former les élèves), de Mme Annie David n° 443 (suppression de la hiérarchisation des missions de l'école) et n° 444 (caractère essentiel de la mission de transmission des valeurs républicaines de l'école) ainsi qu'à l'amendement n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale). Accepte l'amendement précité n° 136 après sa rectification par M. Michel Charasse. (p. 1683) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rectifié n° 369 (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale). (p. 1686, 1687) : s'oppose aux amendements identiques n° 245 de M. Yannick Bodin et n° 442 de Mme Annie David (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 367 de M. Nicolas About (prise en compte des jeunes handicapés), accepte l'amendement n° 1 de la commission (garantie du respect de l'égalité des chances) et s'oppose aux amendements de Mme Annie David, n° 445 (prise en compte des différences de situation pour garantir le droit à l'éducation) et n° 446 (suppression de la notion de mérite) ainsi qu'au n° 137 de M. Michel Charasse (modalités d'attribution des bourses au mérite). (p. 1690) : s'oppose aux amendements n° 244 de M. Yannick Bodin (affirmation de la garantie du droit à l'éducation pour chaque jeune sur l'ensemble du territoire) et n° 437 de Mme Annie David (garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie). (p. 1692) : s'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Annie David (représentation des lycéens par des organisations représentatives dans les établissements). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1693) : s'oppose aux amendements n° 246 de M. Yannick Bodin (maintien de la compétence de l'Etat pour la définition et la mise en oeuvre des programmes) et n° 436 de Mme Annie David (compétence exclusive de l'Etat en ce qui concerne les objectifs des programmes d'enseignement). S'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Annie David (partage de la responsabilité de la scolarité des jeunes entre la société, la famille et le système éducatif). (p. 1694) : s'oppose à l'amendement n° 449 de M. Roland Muzeau (contenu du projet individuel de scolarisation élaboré pour les enfants en situation de handicap). Accepte l'amendement n° 2 de la commission (extension de la notion de communauté éducative). (p. 1695) : s'oppose à l'amendement n° 247 de M. Yannick Bodin (rôle des parents d'élèves au sein de la communauté éducative). S'oppose à l'amendement n° 451 de Mme Annie David (suppression de l'article 75 de la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences de l'Etat en matière d'éducation). - **Art. additionnels avant l'art. 3** (p. 1696, 1697) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 248 (rôle des parents d'élèves dans les différentes instances du système éducatif), n° 249 (rapport du Gouvernement sur le bénéfice d'autorisations d'absences et d'indemnités des représentants des parents d'élèves) et n° 250 (rapport du Gouvernement sur les aides à la formation des représentants des parents d'élèves). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1698) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 251 (garantie de l'application du principe d'égalité et du droit à l'éducation à tous les élèves handicapés) et n° 253 (enseignement en langue des signes française pour les enfants

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sourds). (p. 1699) : s'oppose à l'amendement n° 252 de M. Yannick Bodin (adaptation du rythme de la scolarité au handicap des élèves). - **Art. 3 bis** (Art. L. 113-1 du code de l'éducation - *Préscolarisation dans les régions d'outre-mer*) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (clarification rédactionnelle). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1700, 1701) : s'oppose à l'amendement n° 232 (formation des jeunes à non-violence et à la paix) retiré par Mme Gisèle Gautier puis repris par Mme Annie David et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de Mme Gisèle Gautier n° 233 (inscription de l'objectif de mixité à l'école). - **Art. 3 ter** (Art. L. 121-1 du code de l'éducation - *Orientation scolaire*) (p. 1703) : s'oppose aux amendements identiques n° 254 de M. Yannick Bodin et n° 455 de Mme Annie David (participation du système éducatif au projet de formation professionnelle). (p. 1704) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (élargissement de la notion d'orientation). - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1705, 1706) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 255 (prise en compte des technologies de l'information et de la communication dans les connaissances faisant partie du socle commun), n° 263 (renforcement des liens existants entre les collectivités territoriales et l'éducation nationale), n° 264 (instauration de liens entre l'éducation nationale et les associations) et n° 256 (mission de la médecine scolaire). (p. 1707) : s'oppose aux amendements identiques n° 259 de M. Yannick Bodin et n° 461 de Mme Annie David (inscription de l'assistance sociale au titre des missions éducatives de l'Etat). (p. 1708) : s'oppose aux amendements identiques n° 260 de M. Yannick Bodin et n° 456 de Mme Annie David (établissement de la carte scolaire par l'Etat). Assurance de postes supplémentaires et des ouvertures de classes prévues. (p. 1709) : s'oppose aux amendements identiques n° 261 de M. Yannick Bodin et n° 457 de Mme Annie David (réussite des projets individuels par la voie de l'orientation). (p. 1710, 1711) : s'oppose aux amendements identiques n° 257 de M. Yannick Bodin et n° 458 de Mme Annie David (responsabilité de l'Etat s'agissant de l'orientation scolaire des jeunes), ainsi qu'aux n° 258 de M. Yannick Bodin et n° 460 de Mme Annie David (mission d'information de l'Etat sur les métiers). S'oppose aux amendements identiques n° 262 de M. Yannick Bodin et n° 459 de Mme Annie David (début effectif de l'orientation). (p. 1712) : s'oppose à l'amendement n° 265 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration des activités d'entretien, d'accueil, de service et d'administration ainsi que des services d'information et d'orientation, des services sociaux et de santé et des services de vie scolaire et universitaire dans le service public d'éducation). (p. 1713) : s'oppose aux amendements identiques n° 267 de M. Yannick Bodin et n° 453 de Mme Annie David (possibilité d'activités périscolaires dans les écoles, collèges et lycées). (p. 1714) : s'oppose aux amendements identiques n° 266 de M. Yannick Bodin et n° 454 de Mme Annie David (organisation de la journée scolaire). - **Art. 4** (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - *Objectif de la formation scolaire*) (p. 1715) : s'oppose à l'amendement n° 462 de Mme Annie David (définition de la culture scolaire acquise par chaque élève). (p. 1720) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (rôle de l'école et de la formation scolaire sous l'autorité des enseignants et avec l'appui des parents) et sur celui-ci le sous-amendement n° 640 de M. Michel Charasse et s'oppose au sous-amendement n° 375 de M. Jacques Legendre. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 463 (précision du champ du service public de l'éducation nationale), n° 464 (suppression des qualificatifs appliqués au mot "aptitude") et n° 465 (lutte contre les inégalités et les situations rencontrées par les élèves en difficulté), de Mme Dominique Voynet n° 180 (ajout des mentions du développement de l'autonomie, de l'élévation du niveau de formation initiale et continue et de l'insertion dans la vie civique et sociale pour accompagner la mise en valeur des qualités et des aptitudes des élèves) et n° 271 (coopération entre les élèves) et de M. Yannick Bodin n° 269 (place de l'élève au centre du système éducatif) et n° 270 (association des personnels de l'éducation nationale et des parents à la mission de réussite conduite par l'école) ainsi qu'au n° 138 de M. Michel Charasse (obligation de travail pour chaque élève sous l'autorité des enseignants). - **Art. 5** (*Conséquences sur la*

codification) (p. 1722) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (rédaction).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - *Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1750, 1752) : définition du socle commun des connaissances par le Conseil national des programmes. Sa vision du socle commun. Absence de fondement des interventions relatives à un SMIC culturel. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 466 (suppression), n° 473 (nouvelle écriture de cet article garantissant l'accès de tous les jeunes à une culture commune et définissant les savoirs indispensables dans chaque discipline), n° 467 (définition des contenus d'une culture scolaire commune à tous les élèves par le Conseil supérieur de l'éducation nationale sur proposition du Conseil national des programmes), ainsi qu'à l'amendement n° 272 de M. Yannick Bodin (nouvelle définition et élargissement du socle commun de connaissances à la pratique sportive, l'acquisition de savoirs artistiques et la culture technologique). Accepte l'amendement n° 7 de la commission (rédaction et précision) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 641 de M. Michel Charasse. S'oppose aux amendements n° 477 de Mme Annie David (remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau"), n° 139 de M. Michel Charasse (ajout au socle commun de la maîtrise des principes de la morale civique), n° 273 de Mme Dominique Voynet (élargissement de la maîtrise des éléments mathématiques aux bases du raisonnement) et n° 132 de Mme Françoise Férat (ajout de l'histoire et de la géographie aux connaissances du socle commun), ainsi qu'aux amendements n° 174 de M. Yves Détraigne (précision des différents aspects de la maîtrise de la langue française) et n° 469 de Mme Annie David (précision). Accepte l'amendement n° 8 de la commission (remplacement de la formule "exercice libre de la citoyenneté" par celle de "libre exercice de la citoyenneté"). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 471 (insertion de l'éducation physique et sportive dans le socle commun des connaissances), n° 472 (précision des différents aspects de la maîtrise d'une langue vivante étrangère) et n° 547 (ajout de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie au socle commun des connaissances), ainsi qu'à l'amendement n° 622 de Mme Catherine Morin-Desailly (insertion de la maîtrise du corps dans le socle commun des connaissances). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 621 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 470 de Mme Annie David (insertion dans le socle commun des connaissances de l'éducation artistique et culturelle). S'oppose aux amendements n° 181 de Mme Dominique Voynet (ajout aux missions de l'éducation nationale de la résolution pacifique et non violente des conflits) et n° 135 de Mme Françoise Férat (bilan avant la rentrée 2005-2006 des actions mises en oeuvre pour respecter les objectifs éducatifs définis par la Conférence de Lisbonne en 2000), ainsi qu'aux amendements de Mme Annie David n° 474 (mise en place de classes dédoublées), n° 476 (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation sur le contenu du socle commun des connaissances) et n° 475 (remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes sur le contenu du socle commun des connaissances). Accepte l'amendement n° 9 de la commission (évaluation des connaissances à chaque étape de la scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). (p. 1753) : sur l'amendement précité n° 9 de la commission, demande le retrait du sous-amendement n° 656 de M. Michel Charasse. (p. 1754) : demande au Sénat de ne pas adopter l'article 6 tel qu'amendé. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1761) : accepte l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). (p. 1776, 1777) : sur l'amendement n° 658 de la commission précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Annie David n° 660 (réintroduction dans le projet de loi de la conception de la culture scolaire commune), n° 661 (remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau"), n° 662 (insertion dans le socle commun de l'éducation artistique et culturelle), n° 663 (insertion dans le socle commun de la pratique de l'éducation physique et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sportive), n° 664 (insertion dans le socle commun de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie), n° 665 (recours aux classes dédoublées), n° 666 (remplacement de l'avis du Haut conseil de l'éducation par celui du Conseil national des programmes pour la définition du socle commun), ainsi qu'au sous-amendement n° 659 de M. Yannick Bodin (réécriture de cet article définissant le socle commun en y insérant l'acquisition de savoirs artistiques, des objectifs de pratique sportive et une culture technologique). En application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7 du règlement du Sénat, demande de vote bloqué sur l'amendement n° 658 de la commission précité à l'exclusion de tout sous-amendement. (p. 1782) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 274 de M. Jean-Luc Mélenchon (organisation d'un entretien d'orientation dans la quinzième année de l'élève). (p. 1784) : s'oppose à l'amendement n° 479 de Mme Annie David (réaffirmation du rôle fondamental de l'éducation physique et sportive dans la formation des élèves). - **Art. 6 bis** (*Enseignements complémentaires*) (p. 1786) : accepte les amendements de suppression n° 10 de la commission, n° 275 de M. Yannick Bodin et n° 481 de Mme Annie David. - **Art. additionnel après l'art. 6 bis** (p. 1787) : accepte l'amendement n° 197 de M. Roger Karoutchi (possibilité de mesure d'assistance éducative en cas d'opposition des responsables d'un mineur à la poursuite de sa scolarité au-delà de l'âge de 16 ans). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 1788) : s'oppose à l'amendement n° 277 de M. Yannick Bodin (rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'un service public de l'enseignement à distance gratuit pour les enfants ne pouvant être scolarisés). Son souci d'améliorer la situation. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 1791) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 504 (modalités et moyens de la scolarisation des enfants en situation de handicap) et n° 505 (réaffirmation du principe de non-interruption de la scolarisation d'un élève en raison de l'absence momentanée d'un assistant d'éducation ou de difficultés pour le désigner). - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1792) : s'oppose à l'amendement n° 278 de M. Jean-Luc Mélenchon (mise en cohérence des systèmes de formation et d'enseignement professionnels et technologiques). (p. 1792, 1793) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 508 (abrogation de l'article 82 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales portant sur le transfert aux départements et aux régions des personnels TOS des lycées et collèges) et n° 509 (conséquence). (p. 1794) : s'oppose à l'amendement n° 510 de Mme Annie David (conséquence). - **Art. 9 A** (*Art. L. 212-7 du code de l'éducation - Détermination du ressort des écoles dans une commune*) : accepte les amendements de suppression n° 87 de la commission et n° 511 de Mme Annie David. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 1795, 1796) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 513 (précision du nouveau mode de prise de décisions réglementaires concernant les établissements d'éducation en fonction des compétences de chaque organisme, telles que définies par les lois de décentralisation) et n° 512 (instauration d'une double source de légitimité dans la prise de décision sur les orientations de la politique d'éducation). (p. 1797, 1799) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 514 (création d'un conseil scientifique et pédagogique) et n° 517 (création d'observatoires de la scolarité). (p. 1800) : s'oppose à l'amendement n° 516 de Mme Annie David (attribution au centre national de documentation pédagogique de missions de production et d'édition de la documentation pédagogique de l'éducation nationale sur tous supports techniques existants). Son accord à la tenue d'une table ronde pour évoquer les problèmes du CNDP. - **Art. 9** (*Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - Création du Haut conseil de l'éducation*) (p. 1804) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 279 de M. Yannick Bodin et n° 519 de Mme Annie David ainsi qu'aux amendements de cette dernière n° 520 (suppression des dispositions relatives au mode de désignation du Haut conseil) et n° 521 (suppression des missions prévues pour le Haut conseil). Sur les amendements de la commission s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 88 (possibilité pour le Haut conseil de formuler des propositions sur les questions dont il est saisi) et accepte les n° 89

(publicité des avis et propositions du Haut conseil) et n° 90 (remise au Président de la République d'un rapport annuel sur les résultats du système éducatif). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 424 de M. Yves Pozzo di Borgo (présentation au Parlement d'un rapport annuel des résultats du système éducatif). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 1806) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 280 de M. Yannick Bodin et n° 522 de Mme Annie David (création d'un Office parlementaire d'évaluation de l'école). - **Art. 10** (*Art. L. 311-5 du code de l'éducation - Suppression du Conseil national des programmes*) (p. 1807, 1808) : s'oppose aux amendements de suppression n° 281 de M. Yannick Bodin et n° 523 de Mme Annie David ainsi qu'à l'amendement n° 184 de Mme Dominique Voynet (attribution au Conseil national des enseignements, anciennement Conseil national des programmes, d'une mission de réexamen du découpage de l'enseignement des matières au collège et au lycée). - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1809) : s'oppose aux amendements identiques n° 282 de M. Yannick Bodin et n° 530 de Mme Annie David (précision de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire). (p. 1810) : s'oppose aux amendements identiques n° 283 de M. Yannick Bodin et n° 527 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation de l'articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième). (p. 1811) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 284 de M. Yannick Bodin et n° 528 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde). (p. 1812) : s'oppose à l'amendement n° 524 de Mme Annie David (enseignement obligatoire et régulier dès l'école primaire de toutes les formes de discriminations). - **Art. 11** (*Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire*) (p. 1817, 1818) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 525 (suppression), n° 526 (consultation des personnels de l'éducation nationale chargés du suivi des élèves avant la mise en place du dispositif d'aide à la réussite scolaire), n° 533 (clarification, précision et affirmation du caractère national des contenus du plan personnalisé de réussite scolaire), n° 532 (remplacement des mots "contenu du socle commun de fondamentaux" par les mots "les fondamentaux et la culture scolaire commune"), n° 529 (en cas de difficultés, mise en place d'un dispositif d'aide et de soutien par l'équipe pédagogique en liaison avec l'élève et sa famille), n° 534 (mise en place par le conseil scientifique et pédagogique de l'établissement d'un dispositif d'aide à l'élève en difficulté) et n° 531 (mise en place d'un plan personnalisé de réussite scolaire après avis du conseil de classe) ainsi qu'à l'amendement n° 285 de Mme Dominique Voynet (précision du contexte et des objectifs de mise en place du plan personnalisé de réussite scolaire). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 91 (suppression du premier alinéa de cet article introduisant la notion de personnalisation des temps d'apprentissage des élèves) et n° 92 (remplacement du programme personnalisé de réussite scolaire par le parcours personnalisé de réussite éducative). Estime l'amendement n° 202 de M. Hugues Portelli (adaptation du plan personnalisé de réussite scolaire aux élèves atteints de troubles spécifiques du langage oral ou écrit) satisfait. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 1820) : demande le retrait de l'amendement n° 203 de M. Hugues Portelli (adaptation aux enfants intellectuellement précoces des temps d'apprentissage et des programmes personnalisés) et s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Yannick Bodin (mise en place d'un soutien individualisé pour les élèves en difficulté). (p. 1821) : s'oppose à l'amendement n° 287 de Mme Dominique Voynet (intégration au sein d'un même cycle des élèves n'appartenant pas au même niveau de classe sur proposition du conseil pédagogique). Expérimentation de décloisonnement pour les langues étrangères. - **Art. 12** (*Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1825) : suppression de la possibilité pour les parents de s'opposer au redoublement en cours de cycle. Débats sur l'utilité des redoublements. Objectif de réduction de leur nombre grâce à une détection précoce des difficultés scolaires. S'oppose aux amendements n° 535 de Mme Annie David (mise en place à tout moment de l'année d'un système de soutien aux élèves en difficulté), n° 288 de M. Yannick Bodin (décision à la fin de chaque cycle de la poursuite ou non de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

scolarité et rétablissement d'une procédure d'appel pour les parents) ainsi qu'aux amendements portant sur le même objet n° 541 de Mme Annie David et n° 289 de Mme Dominique Voynet (recours au redoublement limité aux demandes formulées à la fin de chaque cycle). Accepte les amendements de la commission n° 93 (ajout de l'exigence d'un dialogue préalable entre l'école et la famille en cas de demande de redoublement) et n° 94 (rédaction). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 540 (suppression de la tutelle du chef d'établissement sur les décisions des enseignants), n° 537 (mise en place de manière réactive à l'avis du conseil de classe d'un dispositif d'aide et de soutien aux élèves en difficulté), n° 538 (association de la notion d'aide à celle de soutien pour la mise en place du dispositif en faveur des élèves en difficulté) et n° 536 (caractère exceptionnel du redoublement et mise en place, dans ce cas, de dispositifs particuliers). S'oppose également au n° 290 de M. Yannick Bodin (organisation de la scolarité obligatoire dans le cadre de la continuité éducative). (p. 1826) : inscription dans ce texte des crédits nécessaires aux mesures de soutien. Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, RASED. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 1827) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 223 de Mme Colette Mélot (introduction dans l'enseignement de l'éducation civique d'une formation spécifique aux valeurs de la République). - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1828) : accepte l'amendement n° 372 de M. Jacques Legendre (dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues). - **Art. 12 bis** (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales) (p. 1831) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 95 de la commission (suppression) et n° 542 de Mme Annie David (suppression de la limite de l'enseignement des langues régionales aux seules régions où elles sont en usage). Estime l'amendement n° 291 de M. Michel Charasse (enseignement des langues régionales dans le respect des valeurs et principes de la République) satisfait. Accepte l'amendement n° 382 de M. Jacques Legendre (suppression du mot "spécifique" qualifiant les conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales définissant les modalités d'enseignement des langues régionales) et s'oppose à l'amendement n° 186 de Mme Dominique Voynet (précision relative à l'enseignement du créole dans les départements d'outre-mer). - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 1833) : accepte l'amendement n° 96 de la commission (élargissement du droit à l'éducation à l'information sur les débouchés professionnels et les perspectives de carrière). (p. 1834) : accepte l'amendement n° 198 de M. Roger Karoutchi (modification de l'appellation du "Haut Comité des enseignements artistiques" en "Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle").

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle) (p. 1857) : accepte l'amendement n° 97 de la commission (obligation pour l'orientation et les formations proposées aux élèves de tenir compte des besoins liés à l'aménagement du territoire) et, sur ce dernier, le sous-amendement n° 237 de M. Jean-Léonce Dupont (contribution des organisations professionnelles à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des élèves). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 543 (suppression), n° 544 (réécriture de l'article 13), n° 545 (suppression de toute référence aux besoins prévisibles de la société et de l'économie dans le cadre des orientations et de la formation proposées aux élèves), n° 548 (prise en compte des choix de l'équipe pédagogique dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie) et n° 549 (reconnaissance à l'élève du choix de décider en dernier ressort de son orientation et de sa formation). S'oppose aux amendements identiques n° 292 de M. Yannick Bodin et n° 546 de Mme Annie David (adaptation des orientations et de la formation proposées aux élèves aux évolutions prévisibles de l'économie plutôt qu'aux besoins de celle-ci). Demande le retrait des amendements identiques n° 293 de M. Yannick Bodin et n° 633 de Mme Catherine Morin-Desailly (intégration de l'éducation artistique et culturelle dans les formations proposées aux élèves). S'oppose

aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 187 (prise en compte des exigences d'un développement durable de la société dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie) et n° 188 (création des commissions territoriales d'aide à l'éducation). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 1858, 1859) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David portant sur le même objet n° 551 et n° 552 (abrogation des articles 128 et 129 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale relatifs à l'accompagnement des élèves en difficulté) ainsi qu'au n° 550 (abrogation de l'article 131 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale créant les groupements d'intérêt public pour le soutien éducatif). - **Art. additionnel avant l'art. 14** (p. 1860) : s'oppose à l'amendement n° 554 de Mme Annie David (reconnaissance de l'école maternelle en tant que premier cycle de l'école primaire). - **Art. 14** (Art. L. 321-2 du code de l'éducation - Ecole maternelle) (p. 1861) : s'oppose à l'amendement n° 555 de Mme Annie David (possibilité de scolariser les enfants de deux ans à la demande des familles). Organisation prochaine d'une conférence de consensus. Septique quant à la prétendue défense de l'intérêt de l'enfant par le groupe CRC. (p. 1863) : accepte l'amendement n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société) et s'oppose à l'amendement n° 189 de Mme Dominique Voynet (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle). - **Art. 15** (Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire) (p. 1866, 1867) : accepte l'amendement n° 99 de la commission (mise en oeuvre à l'école primaire d'un premier apprentissage d'une langue vivante étrangère et non pas d'une première approche). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 556 (renforcement des moyens consacrés à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère), n° 557 (mise en oeuvre des moyens destinés à favoriser l'étude des langues et cultures régionales) et n° 558 (engagement de l'Etat à assurer les moyens humains et financiers nécessaires à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère) ainsi qu'à l'amendement n° 294 de M. Yannick Bodin (substitution de la référence à "un socle commun de connaissances et de compétences" à celle "des instruments fondamentaux de la connaissance"). - **Art. 15 bis** (Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage de l'hymne national) (p. 1869, 1870) : accepte l'amendement n° 100 de la commission (suppression d'une disposition inutile). Sur les amendements de Mme Annie David, accepte le n° 560 (apprentissage de l'hymne national et de son histoire) et s'oppose au n° 559 (suppression). S'oppose aux amendements n° 190 de Mme Dominique Voynet (réécriture de La Marseillaise) et n° 201 de Mme Marie-Christine Blandin (remplacement dans La Marseillaise des mots "sang impur" par des termes adaptés au contexte contemporain). - **Art. 15 ter** (Art. L. 321-4 du code de l'éducation - Elèves intellectuellement précoces) (p. 1871) : accepte l'amendement n° 101 de la commission (rétablissement de la référence à l'enseignement adapté pour les élèves en difficulté et prise en compte des élèves intellectuellement précoces) et s'oppose aux amendements de suppression n° 295 de M. Yannick Bodin et n° 561 de Mme Annie David. - **Art. additionnels après l'art. 15 ter** (p. 1872) : accepte les amendements n° 208 de M. Jean-René Lecerf (prise en charge adaptée, au sein du milieu scolaire, des élèves dyslexiques) et n° 102 de la commission (mise en oeuvre de conditions adaptées à la scolarisation des élèves non francophones nouvellement arrivés en France). - **Art. additionnel avant l'art. 16** (p. 1873) : accepte l'amendement n° 210 de la commission (ouverture des jurys des diplômes à option internationale à des membres de corps d'inspection ou d'enseignement étrangers). - **Art. 16** (Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes) (p. 1875) : accepte l'amendement n° 103 de la commission (précision selon laquelle l'évaluation des connaissances des candidats s'effectue dans le respect des conditions d'équité en cas de prise en compte du contrôle continu pour la délivrance d'un diplôme national) et s'oppose aux amendements de suppression n° 296 de M. Yannick Bodin et n° 562 de Mme Annie David. S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 563 (suppression de la prise en compte du contrôle continu en vue

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de la délivrance des diplômes), n° 564 (suppression partielle) et n° 565 (suppression du mode continu s'agissant du contrôle des connaissances pour la délivrance des diplômes). Prise en compte des inquiétudes des lycéens. Demandra de nouveau à leurs représentants et aux organisations syndicales de réfléchir à la modernisation du baccalauréat. (p. 1876, 1877) : suppression de toute base légale pour les examens en France en cas de suppression de l'article 16. - **Art. 17** (*Art. L. 331-7 du code de l'éducation - Information et orientation des élèves*) (p. 1879) : accepte l'amendement n° 104 de la commission (information pour l'orientation de l'élève en liaison avec les collectivités territoriales et précision du contenu de cette documentation). - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 1880) : accepte les amendements de la commission n° 105 (application aux collèges des dispositions prévues dans les écoles quant à la prise en charge spécifique des élèves intellectuellement précoces) et n° 106 (application aux collèges des dispositions prévues dans les écoles quant à la scolarisation des élèves non francophones nouvellement arrivés en France). - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) : accepte l'amendement n° 107 de la commission (possibilité pour les élèves des classes de quatrième et de troisième implantées dans les lycées professionnels et dans les établissements d'enseignement agricole de passer l'examen du brevet selon les modalités adaptées). (p. 1881, 1882) : demande le retrait des amendements n° 298 de M. Yannick Bodin (non-reconnaissance du brevet en tant que diplôme qualifiant) et n° 409 de Mme Marie-Thérèse Hermange (conditionnement du passage en seconde d'enseignement général à la réussite du brevet des collèges) et s'oppose à l'amendement n° 566 de Mme Annie David (primauté des résultats obtenus lors de l'examen terminal par rapport au contrôle continu dans l'obtention du brevet). (p. 1884) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 299 (sanction de la maîtrise du socle commun des connaissances et des compétences par le brevet), n° 300 (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet) et n° 301 (suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet) ainsi qu'aux amendements de Mme Annie David n° 567 (prise en compte de l'ensemble des enseignements suivis par les élèves pour la délivrance du brevet) et n° 568 (suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet) et n° 191 de Mme Dominique Voynet (précision des critères retenus pour l'attribution de la note de vie scolaire). Rôle essentiel de la note de vie scolaire s'agissant de la transmission et du respect effectif des valeurs. (p. 1893) : accepte l'amendement n° 108 de la commission (clarification rédactionnelle). - **Art. additionnels après l'art. 18** : s'oppose à l'amendement n° 569 de Mme Annie David (réactualisation annuelle des projets personnalisés concernant les enfants, les adolescents et les adultes handicapés). (p. 1894) : demande le retrait de l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Mélenchon (institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, PPCP). (p. 1897) : s'oppose à l'amendement n° 297 de M. Yannick Bodin (prise en compte des travaux personnels encadrés, TPE, pour le baccalauréat). Détournement de la finalité des TPE. Souhaite leur renforcement en première et proposera que la note d'évaluation compte pour le baccalauréat. (p. 1899) : accepte l'amendement n° 303 de M. Jean-Luc Mélenchon (instauration du label de "lycée des métiers" délivré par l'Etat). (p. 1901) : demande le retrait de l'amendement n° 304 de M. Jean-Luc Mélenchon (accès prioritaire des meilleurs bacheliers professionnels vers les sections de techniciens supérieurs et les IUT) qu'il estime satisfait. - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p. 1905) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 109 (rédaction) et le n° 173 (possibilité pour le projet d'école ou d'établissement de prévoir la réalisation d'expérimentations dont le Haut conseil de l'éducation établit chaque année un bilan) modifié par le sous-amendement n° 655 de M. Christian Demuynck (limitation des expérimentations à une durée maximum de cinq ans) qu'il accepte également. Accepte l'amendement n° 175 de M. Yves Détraigne (association des collectivités territoriales à la définition du projet d'école ou d'établissement en cas de mesure nouvelle nécessitant une intervention financière ou

matérielle de leur part). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 570 (suppression) et n° 571 (évaluation des résultats atteints sur la base de critères validés). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 410 et 411 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision des conditions dans lesquelles le conseil pédagogique peut exercer son autonomie) qu'il estime satisfaits par l'amendement n° 173 précité de la commission. - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 1907) : s'oppose à l'amendement n° 572 de M. Roland Muzeau (reconnaissance aux parents ou au représentant légal d'un enfant en situation de handicap, de la décision finale en matière d'orientation scolaire). - **Art. 19 bis** (*Art. L. 411-1 du code de l'éducation - Directeurs d'école*) (p. 1908, 1909) : réponse aux préoccupations légitimes de M. Serge Dassault sur l'article 19 bis introduit par l'Assemblée nationale. Grève administrative de près de cinq ans. Nécessité de laisser à la concertation en cours toutes les chances d'aboutir. Salue le dévouement et la disponibilité de la grande majorité des directeurs d'école. - **Art. 20** (*Art. L. 421-4 du code de l'éducation - Conseil d'administration*) (p. 1911) : accepte l'amendement n° 111 de la commission (nécessité de consulter la collectivité territoriale de rattachement sur le contrat d'objectifs passé entre l'établissement et l'autorité académique). S'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 573 (suppression) et n° 574 (suppression de la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer certaines attributions à la commission permanente), ainsi qu'à l'amendement n° 305 de M. Yannick Bodin (droit de regard du conseil d'administration sur les moyens dégagés pour la réalisation des objectifs en vertu du contrat liant l'établissement à l'académie). - **Art. additionnel après l'art. 20** (p. 1912) : accepte l'amendement n° 112 de la commission (possibilité pour les établissements du second degré, dans le cadre de réseaux, de s'ouvrir sur les collectivités territoriales et sur leur environnement économique, social et culturel). - **Art. 21** (*Art. L. 421-5 du code de l'éducation - Conseil pédagogique*) (p. 1914) : accepte les amendements de la commission n° 113 (rédaction) et n° 114 (suppression de la mission de coordination des méthodes pédagogiques) et s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 575 (suppression) et n° 576 (présence permanente dans chaque établissement scolaire d'un médecin scolaire, d'une infirmière, d'une éducatrice et d'une assistante sociale). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1915, 1916) : s'oppose aux amendements identiques n° 115 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein). (p. 1917) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 176 de M. Yves Détraigne (interdiction pour les délégués départementaux de l'éducation nationale d'exercer leur mission dans les établissements situés dans leur commune ou arrondissement de résidence). (p. 1918) : s'oppose à l'amendement n° 577 de Mme Annie David (création du Conseil scientifique et pédagogique). (p. 1920) : demande le retrait de l'amendement n° 553 de Mme Annie David (possibilité de constituer, dans le cadre de la promotion de l'égalité des chances à l'école, des équipes de réussite éducative dans chaque établissement public local d'enseignement) qu'il estime satisfait par les dispositions de la loi de programmation pour la cohésion sociale. Accepte l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). - **Intitulé du chapitre V** (p. 1921) : accepte l'amendement n° 116 de la commission (nouvel intitulé du chapitre V). - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 1922) : accepte les amendements de la commission n° 117 (inscription du respect des engagements européens dans la politique d'enseignement supérieur) et n° 118 (organisation d'une information sur l'évolution des besoins de la société et de l'économie en termes de qualifications). (p. 1923) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Yannick Bodin (rapport au Parlement, avant le 31 décembre 2005, sur l'expertise des besoins en matière de pré-recrutement d'étudiants de deuxième année d'IUFM). - **Art. 22** (*Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres*) (p. 1928, 1929) : article

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

fondamental pour l'avenir de l'école. Situation ambiguë des IUFM depuis leur création par la loi de 1989. Nécessité de fonder la formation des maîtres sur des bases nouvelles. Aspect fondamental du cahier des charges national. Intégration de chaque IUFM dans une université sous statut d'école faisant partie d'une université. Nombreux avantages attendus de cette nouvelle alliance permettant de concilier la liberté universitaire et la responsabilité de l'Etat. Demande le retrait des amendements de M. Yves Pozzo di Borgo n° 425 (obligation pour tout nouvel enseignant de maîtriser, en dehors du français, au moins une langue européenne) et n° 426 (obligation de compléter la formation par un mois de stage dans une entreprise), ainsi que du n° 134 de Mme Françoise Férat (accès des personnels d'éducation aux formations dispensées par les IUFM). S'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 308 (suppression) et n° 309 (conduite de la formation dispensée dans les IUFM par la direction de chaque institut), ainsi qu'au n° 578 de Mme Annie David (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation en matière de cahier des charges). - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p. 1934) : accepte l'amendement n° 177 de M. Yves Détraigne (renforcement de la présence des représentants des acteurs économiques dans la composition des futurs conseils d'orientation des IUFM). - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1941, 1942) : réponse aux questions quant à la mise en oeuvre de l'article 23. Fait confiance à l'université pour la formation des maîtres. Accepte l'amendement n° 120 de la commission (possibilité de conclure des conventions avec les établissements d'enseignement supérieur et prévision, d'ici à 2010, d'une évaluation des modalités et des résultats de l'intégration des IUFM au sein des universités), sous réserve de sa rectification. Demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur l'article 23, assorti du seul amendement n° 120 de la commission, après vingt-deux demandes de scrutin public émanant de l'opposition. (p. 1944) : extrême patience du Gouvernement depuis le début du débat, en dépit de l'obstruction caractérisée de l'opposition. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 1952) : demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 178 (garantie de l'affectation des moyens financiers aux IUFM). - **Art. 23 bis** (*Art. L. 721-1 du code de l'éducation - Formation à l'enseignement en école maternelle*) (p. 1953) : accepte l'amendement n° 121 de la commission (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 23 bis** (p. 1954) : accepte l'amendement n° 122 de la commission (suppression des mots "à titre expérimental" s'agissant des stages de formation continue organisés par les IUFM pour les enseignants de centres de formation d'apprentis). - **Art. 24** (*Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions*) (p. 1958) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 588 (suppression), n° 589 (organisation des enseignements complémentaires par l'établissement d'affectation), n° 590 (suppression des dispositions faisant obligation aux enseignants d'assurer des enseignements complémentaires pour répondre aux besoins ponctuels de suppléance), n° 591 (participation aux enseignements complémentaires sur la base du volontariat), n° 593 (précision du rôle et des missions des équipes pédagogiques) et n° 594 (instauration d'une décharge forfaitaire de service pour assurer le travail collectif interdisciplinaire), ainsi qu'aux amendements identiques n° 592 de Mme Annie David et n° 620 de Mme Catherine Morin-Desailly (création d'un statut de psychologue de l'éducation nationale). Réponse à Mme Annie David sur son amendement n° 592 précité. Actualisation en cours de la circulaire relative aux missions des psychologues scolaires. - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 1960) : réponse aux observations de M. Jean-Pierre Sueur quant à la rédaction de l'article. Intention forte du Gouvernement d'inscrire dans la loi la liberté pédagogique et le droit à rémunération de la formation continue, quelle que soit la qualité de leur rédaction.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) (p. 2005) : s'oppose aux amendements n° 597 de Mme Annie David (suppression des dispositions relatives à l'encadrement de la liberté pédagogique des enseignants) et n° 316 de M. Yannick Bodin (précision). Accepte l'amendement n° 595 de Mme Annie

David (impossibilité pour le conseil pédagogique de restreindre la liberté pédagogique des enseignants). (p. 2006, 2007) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 596 (suppression des dispositions tendant à promouvoir la formation continue des enseignants en dehors des obligations de service d'enseignement) et n° 598 (droit à la formation continue sur le temps de travail). Demande le retrait des amendements n° 632 de Mme Catherine Morin-Desailly (droits et obligations liés à la formation continue) et n° 317 de M. Yannick Bodin (droit à la formation continue des enseignants). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (suppression des dispositions relatives à la formation à distance et à la prise en compte des formations dans la gestion de la carrière des enseignants). Demande le retrait de l'amendement n° 124 de la commission (prise en compte de la formation continue des enseignants dans la gestion de leur carrière). (p. 2008) : s'oppose à l'amendement n° 587 de Mme Annie David (droit au congé individuel de formation pour les enseignants). - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2010) : demande le retrait de l'amendement n° 318 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration dans l'éducation nationale de professionnels hautement qualifiés dans le cadre d'une reconversion). (p. 2011) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 319 de M. Yannick Bodin (reconnaissance du rôle éducatif des personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de services, ATOSS). (p. 2012) : accepte l'amendement n° 125 de la commission (conditions de recrutement des professeurs associés). (p. 2013) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Annie David n° 600 et 601 (présence du personnel infirmier aux heures scolaires). (p. 2014) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 602 (organisation d'une formation spécifique sur les problèmes de maltraitance pour les infirmiers et infirmières scolaires) et n° 603 (création d'une taxe additionnelle pour financer ce projet de loi). - **Art. 26** (*Art. L. 442-20 du code de l'éducation - Application des nouvelles dispositions aux établissements d'enseignement privés sous contrat*) (p. 2015) : accepte l'amendement n° 126 de la commission (cohérence). - **Art. 28** (*Dispositions du projet de loi applicables au territoire des îles Wallis et Futuna*) (p. 2016) : volonté de mener une réflexion approfondie sur l'enseignement à Wallis et Futuna. - **Art. 29** (*Application aux îles Wallis et Futuna des dispositions du projet de loi relatives au livre 1er du code de l'éducation*) : accepte l'amendement n° 127 de la commission (rédaction). - **Division additionnelle après l'art. 58** (p. 2018) : accepte l'amendement n° 128 de la commission (insertion d'une division additionnelle). - **Art. additionnel après l'art. 58** : accepte l'amendement n° 129 de la commission (cohérence). - **Art. additionnel avant l'art. 59** : s'oppose à l'amendement n° 605 de Mme Annie David (cohérence). - **Art. 59** (*Délai d'intégration des IUFM dans les universités*) (p. 2019) : s'oppose aux amendements identiques n° 196 de Mme Dominique Voynet et n° 604 de Mme Annie David (suppression). - **Art. 60** (*Transfert des biens, des droits et des obligations des IUFM*) (p. 2021) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 607 (nouvelle rédaction de l'article tendant à préserver le statut des personnels des IUFM) et n° 606 (suppression). - **Art. 61** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Délais d'abrogation*) (p. 2022) : s'oppose à l'amendement n° 608 de Mme Annie David (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2023) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 320 (suppression de la compensation de charges entre communes en cas de scolarisation d'enfants d'une commune dans un établissement privé d'une autre commune) et n° 321 (suppression du financement de la formation des maîtres d'apprentissage au titre de l'obligation de participation des employeurs à la formation continue). Accepte les amendements identiques n° 236 de M. Paul Girod et n° 612 de M. Yves Détraigne (alignement du régime des écoles privées sur celui des écoles publiques en ce qui concerne la contribution des communes à la scolarisation des élèves en dehors de leur commune de résidence). (p. 2024) : s'oppose à l'amendement n° 322 de M. Yannick Bodin (suppression du subventionnement de l'embauche d'apprentis par un crédit d'impôt). - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 486 de Mme Annie

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

David (suppression). (p. 2042, 2043) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 323 (prise en compte par le projet de loi des acquis de la loi d'orientation sur l'éducation du 10 juillet 1989) et n° 324 (affirmation du caractère non marchand de l'éducation). Demande le retrait de l'amendement n° 403 de Mme Marie-Thérèse Hermange (objectif de maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul par 100 % des élèves entrant en sixième). (p. 2044) : accepte les amendements de la commission n° 11 (concours de toutes les composantes du système éducatif à la réalisation des objectifs fixés), n° 12 (rédaction) et n° 13 (coordination). Demande le retrait de l'amendement n° 229 de Mme Catherine Procaccia (possibilité de passage accéléré en moyenne section de maternelle pour les élèves scolarisés à deux ans et nés après le 1er janvier). (p. 2045) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture) et s'oppose à l'amendement n° 325 de M. Yannick Bodin (information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture au regard des résultats de la recherche). (p. 2046) : accepte les amendements de la commission n° 15 et 16 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 326 de M. David Assouline (proposition d'enseignements pluridisciplinaires au collège). (p. 2047) : s'oppose à l'amendement n° 327 de M. David Assouline (développement des projets de classe). Accepte les amendements de la commission n° 17 (coordination), n° 18 (prise en compte des résultats de l'éducation physique et sportive pour la délivrance du brevet des collèges) et n° 20 (proposition de formation professionnelle par la voie de l'alternance). S'oppose à l'amendement n° 328 de M. Yannick Bodin (suppression de la note de vie scolaire au diplôme national du brevet). (p. 2048) : accepte les amendements n° 625 de Mme Catherine Morin-Desailly (objectifs de l'éducation prioritaire) et n° 21 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 329 de M. David Assouline (actions destinées à faciliter l'intégration des élèves non francophones). (p. 2049) : accepte les amendements de la commission n° 22 et 24 (coordination) et n° 23, 25 et 26 (rédaction). (p. 2050) : accepte les amendements de la commission n° 27 (rédaction) et n° 29 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 412 de Mme Marie-Thérèse Hermange (utilisation, pour la mise en place des parcours personnalisés, des crédits affectés aux équipes de réussite éducative). Accepte les amendements identiques de la commission n° 28 et de la commission des finances saisie pour avis n° 154 (programmation des crédits destinés à l'enseignement agricole). (p. 2051) : s'oppose à l'amendement n° 30 de la commission (prise en compte des résultats des élèves dans l'évaluation des enseignants et dans les formations proposées à ceux-ci). (p. 2052) : s'oppose à l'amendement n° 330 de M. David Assouline (amélioration du système d'attribution des bourses). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 155 (programme de développement des bourses au mérite dans l'enseignement agricole). (p. 2053) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 331 (constitution d'équipes de veille éducative) et n° 332 (dispositifs de veille éducative). Accepte les amendements de la commission n° 32 (simplification), n° 33 (implication de l'ensemble des représentants de la communauté éducative dans l'orientation des élèves) et n° 34 (organisation de forums de présentation des métiers). (p. 2054) : accepte les amendements de la commission n° 35 (contenu de l'option de découverte professionnelle proposée en classe de troisième) et n° 36 (coopération entre les CIO et les intervenants extérieurs) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 231 de Mme Françoise Férat. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 333 de M. David Assouline (octroi d'une formation continue aux conseillers d'orientation psychologues). (p. 2055) : s'oppose à l'amendement n° 334 de M. David Assouline (centralisation des informations d'orientation destinées aux collégiens). Accepte les amendements n° 374 de M. Jacques Legendre (recours possible au service public de l'emploi pour améliorer l'information sur les débouchés professionnels) et n° 37 de la commission (rapprochement entre les conseillers d'orientation psychologues et le monde de l'entreprise). (p. 2056) : s'oppose aux amendements de M. Yannick Bodin n° 335 (caractère obligatoire de l'enseignement de découverte professionnelle) et

n° 336 (réduction à 3 heures du temps de découverte professionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 402 de Mme Marie-Thérèse Hermange (recours aux lycées professionnels ou aux stages en alternance en entreprise dans le cadre de l'option des découvertes professionnelles). (p. 2057) : accepte les amendements n° 337 de M. David Assouline (amélioration de l'orientation par une présentation aux élèves de troisième des enseignements de seconde et de leurs débouchés), n° 216 de M. Christian Demuynck (prise en compte des spécificités économiques locales dans les offres de formation) et n° 38 de la commission (précision). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 373 de M. Jacques Legendre (information des lycéens sur les acquis préalables nécessaires à leur réussite dans les filières universitaires). (p. 2058) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (modalités d'organisation et missions des plateformes destinées à l'accueil des jeunes en difficulté professionnelle). (p. 2059) : accepte les amendements identiques n° 385 de Mme Catherine Procaccia et n° 490 de Mme Annie David (rédaction). S'oppose aux amendements n° 491 de Mme Annie David (inscription de la protection de la santé dans les missions de l'école) et n° 386 de Mme Catherine Procaccia (mission des personnels scolaires en matière de santé). (p. 2061) : accepte les amendements analogues n° 387 de Mme Catherine Procaccia et n° 492 de Mme Annie David (surveillance de l'état de santé des élèves par les médecins et infirmières de l'éducation nationale en fonction de leur lieu d'affectation et de leurs compétences spécifiques). S'oppose aux amendements analogues n° 388 de Mme Catherine Procaccia et n° 493 de Mme Annie David (rôle de la médecine scolaire). (p. 2062) : s'oppose à l'amendement n° 497 de Mme Annie David (principe d'une éducation à la santé et à la sexualité). Accepte l'amendement n° 40 de la commission (attribution des services d'une infirmière par établissement du second degré) et, sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 626 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 2063) : demande le retrait des amendements analogues n° 389 de Mme Catherine Procaccia et n° 494 de Mme Annie David (rôle du personnel infirmier dans le repérage des jeunes en grande difficulté). (p. 2064) : s'oppose à l'amendement n° 495 de Mme Annie David (prévention de tous les comportements addictifs). Accepte l'amendement n° 41 de la commission (association des services sociaux et de sécurité de l'Etat ou des collectivités territoriales aux actions de prévention des comportements à risque). Demande le retrait de l'amendement n° 217 de M. Christian Demuynck (présentation aux parents d'élèves du programme d'action proposé au comité d'éducation). Accepte l'amendement n° 218 de Mme Christiane Hummel (promotion de l'éducation à la sexualité en milieu scolaire). (p. 2065) : accepte les amendements de la commission n° 42 (travail des assistantes sociales scolaires en réseau avec les services sociaux des collectivités territoriales) et n° 44 (rédaction). Accepte les amendements identiques de la commission n° 43 et de la commission des finances saisie pour avis n° 156 (augmentation du nombre d'infirmiers dans les établissements d'enseignement agricole). S'oppose à l'amendement n° 339 de M. Yannick Bodin (intégration individuelle des élèves handicapés dans le cadre du plan handiscol). (p. 2066) : accepte l'amendement n° 340 de M. Yannick Bodin (accueil des élèves handicapés par des auxiliaires de vie scolaire) ainsi que les amendements de la commission n° 46 et 47 (rédaction). (p. 2067) : s'oppose aux amendements n° 341 de Mme Dominique Voynet (inscription de la lutte contre les discriminations dans le rapport annexé) et n° 342 de M. Yannick Bodin (cohérence). (p. 2068) : accepte les amendements de la commission portant sur le même objet n° 49 et 50 (élargissement des missions confiées au Haut conseil de l'éducation) et s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Yannick Bodin (cohérence). (p. 2069) : accepte les amendements n° 51 de la commission (nécessité pour l'Etat d'accorder à l'enseignement privé sous contrat les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions), n° 624 de Mme Catherine Morin-Desailly (missions des enseignants) et n° 383 de Mme Monique Papon (proposition, par les professeurs remplaçants, d'enseignements correspondant à leurs compétences et aux besoins des élèves). (p. 2070) : accepte les amendements de la commission n° 52 et 54 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 487 de Mme Annie David (cohérence) ainsi qu'à l'amendement n° 53 de la commission

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(encouragement de la bivalence des professeurs au collège).
 Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 158 (prise en compte des évolutions démographiques scolaires pour la programmation pluriannuelle du recrutement des enseignants). (p. 2071) : s'oppose à l'amendement n° 344 de Mme Marie-Christine Blandin (bourses de pré-recrutement destinées aux futurs enseignants).
 Accepte l'amendement n° 55 de la commission (conciliation entre les dispositifs d'accompagnement des nouveaux enseignants et la position des enseignants titulaires). (p. 2072) : s'oppose à l'amendement n° 345 de M. David Assouline (organisation dans tous les IUFM d'un complément de formation en vue de la préparation des certifications complémentaires).
 Accepte l'amendement n° 56 de la commission (engagement d'une réflexion sur la création d'un dispositif incitatif destiné aux étudiants souhaitant se préparer aux concours de l'enseignement). (p. 2073) : accepte l'amendement n° 57 de la commission (alignement de la situation des pères sur celle des mères pour l'accès aux concours de la fonction publique).
 S'oppose à l'amendement n° 346 de M. Yannick Bodin (alternance de théorie et de stages pratiques dans la formation délivrée par les IUFM).
 Accepte l'amendement n° 395 de M. Bernard Seillier (lien des formations des IUFM avec la recherche sur les méthodes de lecture). (p. 2074) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (rédaction).
 Accepte l'amendement n° 59 de la commission (adaptation de la formation pédagogique aux élèves ayant des besoins spécifiques).
 S'oppose à l'amendement n° 310 de M. Yannick Bodin (intégration dans la formation dispensée aux enseignants d'un module relatif à l'orientation des élèves).
 S'oppose à l'amendement n° 312 de M. Yannick Bodin (conduite des stages pratiques par des maîtres formateurs).
 Accepte les amendements de la commission n° 60 (coordination) et n° 61 (intégration de stages dans la formation des enseignants). (p. 2076) : accepte les amendements de la commission n° 62 (offre obligatoire de formation pour les enseignants confrontés à des situations professionnelles difficiles), n° 63 (rédaction) et n° 64 (programmation de l'indemnisation des enseignants de l'enseignement agricole menant à bien un projet personnel au titre de leur formation continue).
 Accepte l'amendement n° 219 de M. Christian Demuynck (adaptation de l'offre de formation à l'évolution des technologies). (p. 2077) : demande le retrait de l'amendement n° 405 de Mme Marie-Thérèse Hermange (octroi au chef d'établissement d'une autonomie financière et pédagogique).
 S'oppose à l'amendement n° 348 de M. Yannick Bodin (suppression de la possibilité de délégation d'attributions du conseil d'administration à une commission permanente).
 Accepte l'amendement n° 377 de M. Jacques Legendre (liberté pédagogique des enseignants). (p. 2078) : s'oppose à l'amendement n° 349 de M. David Assouline (affichage au sein des établissements scolaires des droits des lycéens et des modalités de fonctionnement des fonds sociaux).
 Accepte les amendements n° 65 de la commission (mise en place du plan de prévention de la violence en liaison avec les institutions de l'Etat concernées) et n° 379 de M. Jacques Legendre (rédaction). (p. 2079) : s'oppose à l'amendement n° 350 de M. David Assouline (accès prioritaire des bacheliers professionnels aux sections de techniciens supérieurs).
 Accepte les amendements de la commission n° 67 et 69 (rédaction) et n° 68 (précision). (p. 2080) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 351 de M. David Assouline (renforcement des passerelles entre filières professionnelles et filières générales).
 S'oppose à l'amendement n° 338 de M. David Assouline (suppression de la réduction du nombre d'options présentées au lycée). (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 352 de M. David Assouline (dans le cadre des enseignements au lycée, organisation de visites dans des établissements d'enseignement supérieur).
 S'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 353 (choix au lycée de deux enseignements de détermination) et n° 354 (conséquence). (p. 2082) : s'oppose à l'amendement n° 355 de M. David Assouline (préservation de la variété des options proposées aux lycéens).
 Demande le retrait de l'amendement n° 635 de Mme Catherine Morin-Desailly (enseignement en classes dédoublées des sciences économiques). (p. 2083) : accepte l'amendement n° 356 de M. David Assouline (organisation périodique de partiels pour préparer les élèves au

baccalauréat) ainsi que les amendements de la commission n° 70 (engagement d'une réflexion sur le statut des groupements d'établissements), n° 71 (rédaction) et n° 72 (mise à disposition des établissements scolaires de salles de réunion adaptées). (p. 2084) : accepte les amendements de la commission n° 73 (rédaction) et n° 74 (accomplissement d'un stage d'observation d'une semaine en milieu professionnel en classe de troisième).
 S'oppose à l'amendement n° 357 de M. David Assouline (mise en place de cartes lycéennes et collégiennes permettant un accès privilégié à des activités culturelles). (p. 2085) : accepte les amendements n° 75 de la commission (accueil au sein des établissements scolaires d'acteurs du monde professionnel) et n° 414 de M. Louis Duvernois (référence à la présence éducative française à l'étranger).
 S'oppose à l'amendement n° 358 de M. Jean-Pierre Masseret (renforcement de l'enseignement sur la construction européenne dans le système éducatif français). (p. 2086) : accepte les amendements de la commission n° 76 (information des élèves et des familles préalablement au choix d'une langue étrangère) et n° 77 (mise à la disposition par les centres de documentation des établissements scolaires d'ouvrages ou de films en version originale). (p. 2087) : demande le retrait de l'amendement n° 359 de M. Yannick Bodin (suppression d'un objectif chiffré pour l'augmentation du pourcentage d'apprentissage de la langue allemande).
 Accepte les amendements n° 415 de M. Louis Duvernois (rôle des établissements scolaires français à l'étranger dans le développement des compétences linguistiques des élèves et des enseignants) et n° 78 de la commission (répartition équilibrée des sections européennes et internationales sur l'ensemble du territoire). (p. 2088) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 416 de M. Louis Duvernois (utilisation de l'expérience des établissements scolaires français à l'étranger en matière d'enseignement bilingue pour renforcer la maîtrise des langues étrangères).
 Accepte l'amendement n° 417 de M. Louis Duvernois (utilisation des compétences pédagogiques des établissements scolaires français à l'étranger en partenariat avec les IUFM). (p. 2089) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 160 (programmation des crédits destinés au renforcement du nombre d'enseignants en langues étrangères).
 Accepte l'amendement n° 79 de la commission (programmation du nombre de postes d'enseignants nécessaires pour mettre en oeuvre le dédoublement des groupes de langues vivantes dans les établissements d'enseignement agricole) et demande le retrait de l'amendement analogue de la commission des finances saisie pour avis n° 161.
 Accepte l'amendement n° 418 de M. Louis Duvernois (renforcement de l'attractivité de la France dans le domaine de l'enseignement supérieur). (p. 2090) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 419 de M. Louis Duvernois (missions du réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger).
 Accepte l'amendement n° 80 de la commission (rôle de l'éducation artistique et culturelle).
 Demande le retrait de l'amendement n° 81 de la commission (référence à la loi du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques).
 S'oppose à l'amendement n° 361 de M. David Assouline (préservation de la diversité des champs reconnus dans le monde des arts et de la culture). (p. 2091) : s'oppose aux amendements n° 82 de la commission (renforcement du rôle du Haut comité des enseignements artistiques) et n° 362 de M. David Assouline (modalités de financement des rémunérations des intervenants artistiques et culturels). (p. 2092) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 502 (caractère obligatoire de l'éducation physique et sportive à tous les niveaux), n° 503 (apport de l'éducation physique et sportive à l'éducation à la sécurité) et n° 499 (prise en compte de l'éducation physique et sportive dans les examens du second degré).
 Accepte l'amendement n° 83 de la commission (apprentissage et pratique de la natation dans le cadre de l'éducation physique et sportive). (p. 2093) : s'oppose à l'amendement n° 500 de Mme Annie David (bénéfices de l'éducation physique et sportive). (p. 2094) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 489 (enseignement du fait religieux à travers les humanités et les sciences), n° 488 (enseignement du fait religieux et des analyses philosophiques et scientifiques contribuant à l'éclairer), n° 501 (au sein des IUFM, formation spécifique à l'enseignement du fait religieux et de la laïcité) et n° 496

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(enseignement du fait religieux et de la laïcité dans les établissements privés sous contrat). (p. 2095) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 363 (organisation de sorties pédagogiques) et n° 364 (développement des travaux pratiques). Accepte les amendements de la commission n° 85 (prise en compte de la réalisation des objectifs fixés dans le rapport annuel de performance) et n° 86 (rédaction). (p. 2096) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 163 (instauration d'une étape intermédiaire pour atteindre l'objectif de 100 % d'élèves ayant acquis, au terme de leur formation, un diplôme de qualification). S'oppose à l'amendement n° 370 de M. Jacques Legendre (augmentation de la proportion d'élèves apprenant l'arabe). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 164 (rédaction) et demande le retrait de l'amendement n° 376 de M. Jacques Legendre (augmentation du nombre de sections internationales). (p. 2098) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 371 de M. Jacques Legendre (développement des sections internationales sur l'ensemble du territoire). S'oppose à l'amendement n° 381 de M. Jacques Legendre (augmentation de la proportion d'élèves apprenant une langue régionale). (p. 2099) : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 165 (objectif d'augmentation du taux de réussite des étudiants en fin de première année d'enseignement supérieur). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 166 (objectif d'augmentation du nombre d'enseignants suivant une formation en cours de carrière). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2100) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de la commission n° 130 et de la commission des finances saisi pour avis n° 153 (nouvel intitulé du projet de loi - loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2105) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]* - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2332, 2333) : qualité du texte adopté par la commission mixte paritaire. Remerciements. Modification du visage de l'école de la République. Prise en compte des propositions de l'opposition. Volonté de réduire les injustices et les inégalités du système scolaire. Volonté de réduire l'échec scolaire.

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 25 janvier, 1er, 8, 9, 16 février, 9, 31 mars, 5, 6 avril, 3, 10, 11 mai, 16, 23 juin, 4, 5, 6, 11 juillet, 20 octobre, 2, 3, 9, 22, 28, 29 novembre, 6, 11, 12, 15 et 16 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail**.

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation**.

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 4 A (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin)** (p. 136, 137) : données chiffrées sur les conséquences de la surconsommation d'alcool en France. Crise structurelle de la viticulture française. Inutilité d'un assouplissement de la loi Evin pour aider les viticulteurs. Le groupe CRC votera néanmoins l'amendement n° 408 du Gouvernement (précision qu'une publicité pourra comporter des références aux caractéristiques objectives des produits vinicoles) qui fait consensus. Satisfaction des associations de prévention en alcoologie. Réponse à l'attente des viticulteurs. Vigilance néanmoins nécessaire sur la prise en compte des réalités de la viticulture tout comme celles de la politique de santé publique.

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : représentation de la Haute assemblée par son président, M. Christian Poncelet, dans les Vosges, aux obsèques d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Question préalable** (p. 1117) : avec le groupe CRC, votera la motion n° 8 de M. Claude Domeizel tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1117, 1120) : soutient la motion n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1136) : demande la suspension de la séance pendant l'élection d'un vice-président et d'un représentant au Conseil de l'Europe. - **Art. 1er (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps)** (p. 1143, 1144) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 139 (suppression du dispositif d'annualisation du forfait horaire applicable aux salariés non cadres) ; et n° 140 (fixation à 210 jours du plafond des forfaits jours applicable) ; rejetés. (p. 1144) : adaptation du mouvement général de réduction des horaires de travail. (p. 1153, 1154) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 157 (suppression du dispositif du compte épargne-temps) ; et n° 158 (création du compte épargne-temps dans le cadre d'un accord de branche ou d'entreprise majoritaire) ; rejetés. (p. 1163) : soutient l'amendement n° 164 de M. Roland Muzeau (suppression de l'affectation au compte épargne-temps des heures effectuées au-delà de la durée collective du travail à la seule initiative de l'employeur) ; rejeté. (p. 1169) : soutient l'amendement n° 167 de M. Roland Muzeau (suppression des dispositions relatives à la gestion du CET par l'employeur) ; rejeté. - **Art. 2 (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi)** (p. 1185) : introduction de la notion de "temps choisi". Réalité se cachant derrière cette appellation. Obstacle à l'embauche. Dispositif profitant aux patrons au détriment des salariés. Réclame une réelle politique de l'emploi. (p. 1190, 1191) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 174 (majoration des heures supplémentaires effectuées) ; et n° 171 (rétablissement du seuil de 130 heures maximum d'heures supplémentaires réalisables) ; rejetés. (p. 1199, 1200) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 182 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en oeuvre du dispositif des heures choisies) ; et n° 183 (suppression des dispositions

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

relatives à la fixation des conditions d'application des heures choisies et de leur majoration par la convention ou l'accord collectif de travail); rejetés. (p. 1205, 1206): soutient l'amendement n° 189 de M. Roland Muzeau (impossibilité pour les salariés au forfait horaire d'effectuer des heures choisies); rejeté. (p. 1219): contenu de l'accord Bosch signé le 19 juillet: réduction des coûts salariaux et augmentation de la durée du travail. Mise en oeuvre d'un véritable chantage.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (*Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus*) (p. 1258, 1259): soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 217 (suppression des dispositions du code du travail permettant au seul employeur de décider des modalités des astreintes); et n° 218 (accord exprès du salarié sur la période d'astreinte); rejetés. (p. 1262): soutient l'amendement n° 221 de M. Roland Muzeau (cessation du régime dérogatoire des petites entreprises concernant le seuil du décompte des heures supplémentaires); devenu sans objet. (p. 1263): soutient l'amendement n° 224 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité de rachat de jours de repos par accord individuel); devenu sans objet.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1695, 1696): favorable à l'amendement n° 451 de Mme Annie David (suppression de l'article 75 de la loi n° 2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences de l'Etat en matière d'éducation). Référence à la suppression des emplois-jeunes.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2233): favorable à l'amendement n° 73 de M. Claude Domeizel (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants).

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Question préalable** (p. 2243): soutient la motion n° 21 de M. Robert Bret tendant à opposer la question préalable; rejetée. Scepticisme sur la motivation du remaniement du texte. Crainte du Gouvernement d'un refus par le peuple français de ratifier le traité constitutionnel. Manque de confiance envers les dirigeants politiques. Report inavoué de la directive après la ratification du traité constitutionnel. Préfiguration d'une Europe basée sur la compétition et la libre concurrence. Opération de matraquage médiatique. Solutions possibles: retrait de la directive et refus du traité constitutionnel européen.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2291, 2293): situation dans les établissements hospitaliers, son sous-amendement n° 75; rejeté par priorité. (p. 2308, 2309): avec le groupe CRC, votera l'amendement précité n° 20 de la commission. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2305): sur l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales), son sous-amendement n° 75; rejeté par priorité. (p. 2308, 2309): avec le groupe CRC, votera l'amendement précité n° 20 de la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2314): son amendement n° 42: débat d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale préalable à la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale; rejeté. (p. 2315): regret de la position du rapporteur sur ses amendements précités n° 42 et n° 43. (p. 2316): demande de précision au président de la commission des affaires sociales de la position du rapporteur et regret de son alignement sur celle du Gouvernement. (p. 2317, 2318): son amendement n° 41: composition du conseil d'orientation de la CNAMTS; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. LO. 111-*

3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 2323): son amendement n° 45: énumération des recettes de la sécurité sociale; rejeté. (p. 2326, 2327): son amendement n° 47: prise en compte des fonds ayant une mission dans le financement des régimes de sécurité sociale; rejeté. (p. 2365): son amendement n° 51: détermination des objectifs de dépenses; rejeté. (p. 2367): son amendement n° 50: prise en charge des risques; rejeté. - **Art. 2** (*Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2378, 2379): son amendement n° 58: suppression; rejeté. - **Art. 3** (*Art. LO. 111-5 du code de la sécurité sociale - Coordination*) (p. 2390): son amendement n° 70: suppression; rejeté. - **Art. 4** (*Art. LO. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote*) (p. 2391): son amendement n° 71: suppression; rejeté. - **Art. 5** (*Art. LO. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale*): son amendement n° 72: suppression; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2396): interrogation sur la position de la majorité sur le texte. Conséquences négatives du texte pour les assurés sociaux et la démocratie sociale. Avec le groupe CRC, votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2511, 2513): lacunes du système de garde collective. Pénurie quantitative et qualitative des modes de garde disponibles. Evolution indispensable du statut des assistants maternels. Débat inexistant sur l'intégration des assistants maternels dans la fonction publique territoriale. Absence de volonté politique de développement d'un véritable service public d'accueil des jeunes enfants. Artifice de la PAJE. Croissance de l'effort financier des familles. Inexistence du financement des services de PMI. Incertitudes sur les modalités de formation. Renvoi systématique au décret des dispositions à incidence financière. Bilan négatif du texte. Réponse inadéquate aux enjeux de la professionnalisation des assistants. - **Art. 5** (*Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux*) (p. 2522): défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression des critères nationaux d'agrément). Construction d'un statut national de la profession. (p. 2524, 2525): son amendement n° 23: élargissement aux assistants familiaux de l'évaluation des capacités éducatives dans la procédure d'agrément pour les assistants maternels; retiré. (p. 2526, 2527): son amendement n° 24: compensation des charges transférées aux départements pour renforcer l'efficacité des services de la PMI; rejeté. - **Art. 6** (*Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrément, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux*) (p. 2529): son amendement n° 26: rétablissement de l'obligation de motiver les décisions de suspension d'agrément; adopté. - **Art. 7** (*Art. L. 421-14 et L. 421-15 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Formation des assistants maternels et des assistants familiaux*) (p. 2532): son amendement n° 28: contribution du département au financement de la formation obligatoire prévue dans un délai de cinq ans; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 2533): son amendement n° 30: validation des acquis de l'expérience professionnelle des assistants maternels ou familiaux en vue de l'obtention du CAP "petite enfance" ou du diplôme d'aide-puéricultrice; rejeté. - **Art. 12 bis** (*Art. L. 773-2 du code du travail - Compétence des conseils de prud'hommes*) (p. 2537): défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Art. 14** (*Art. L. 773-4 à L. 773-6 nouveaux du code du travail - Décret relatif aux indemnités d'entretien et aux fournitures et rémunération des assistants maternels ou des assistants familiaux pendant leur période de formation*) (p. 2538): le groupe CRC vote pour l'amendement n° 53 du Gouvernement (proratation de l'indemnité d'entretien chez les assistants familiaux). - **Art. 15** (*Art. L. 773-7 du code du travail - Définition par voie réglementaire des mentions du contrat de travail*) (p. 2539):

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

son amendement n° 32 : précision ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 773-10 et L. 773-11 du code du travail - *Limitation du temps de travail des assistants maternels*) (p. 2543) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de la référence au principe d'un forfait annuel pour le calcul de la durée moyenne de travail). - **Art. 27** (Art. L. 773-26 et L. 773-27 du code du travail - *Nouvelle structure de rémunération et renforcement du régime de l'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé*) (p. 2545, 2546) : son amendement n° 34 : fixation de la base minimale mensuelle de rémunération ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 31** (p. 2548) : favorable à l'amendement n° 56 du Gouvernement (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation quantitative et qualitative de la loi). Interrogation sur la participation des communes à l'élaboration de ce rapport. - **Art. additionnels après l'art. 31** (p. 2549, 2550) : illégitimité de la dimension régionale voulue par le Gouvernement pour la mise en oeuvre de la politique familiale. Résultats critiques de la Cour des comptes sur l'activité de l'Union nationale des associations familiales. Le groupe CRC vote contre l'amendement n° 57 du Gouvernement (relations entre l'UNAF et les UDAF). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2552, 2553) : insuffisantes améliorations de l'accueil de la petite enfance. Non-renforcement des services de la PMI. Professionnalisation des métiers de garde d'enfants dans le sens de la précarité. Le groupe du CRC s'abstient sur l'ensemble du texte.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3080, 3081) : multiplication des initiatives en faveur de l'euthanasie dans certains pays. Absence de contradiction entre les soins palliatifs et l'assistance au geste euthanasique. Les membres du groupe CRC voteront en fonction de leurs convictions. - **Rappel au règlement** (p. 3090) : interrogation sur les conséquences de l'absence du président de la commission des affaires sociales sur le déroulement des débats. - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - *Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3096) : soutient l'amendement n° 24 de M. François Autain (prise en compte du cas de suspension ou d'arrêt des traitements en cours) ; rejeté. (p. 3101) : favorable à l'amendement n° 25 de M. François Autain (coordination). (p. 3105, 3106) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate). (p. 3107, 3108) : déplore le retrait des huit amendements de M. Nicolas About, formulant des propositions acceptables. En cas de rejet des quatre amendements tendant à insérer des articles additionnels, avec les membres du groupe CRC, quittera l'hémicycle. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3110) : soutient l'amendement n° 30 de M. François Autain (droit d'obtenir une aide active à mourir) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 3117) : avec le groupe CRC, a décidé de quitter l'hémicycle.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Définition des zones de développement éolien*) (p. 3510, 3512) : dangers d'un éolien mal encadré. Exemple de la Haute-Loire et de Dunkerque. Question du financement des projets éoliens. Impact sur le tourisme et l'emploi. Favorable à la diversification des sources d'énergie.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3717, 3718) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-François Voguet (accès au volontariat à tout citoyen d'un pays avec lequel la France entretient des relations de coopération) ; rejeté.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3915, 3917) : propositions d'impulsion libérale en dépit du coup

d'arrêt porté au libéralisme par le vote du 29 mai. Remise en cause du contrat à durée indéterminée. Démantèlement du code du travail et des droits syndicaux. Généralisation de l'insécurité dans le travail. Satisfactions des attentes du MEDEF. Plan pour l'emploi limité à un traitement social du chômage dans le seul intérêt de l'employeur et des actionnaires. Culpabilisation des titulaires des minima sociaux. Absence de propositions audacieuses dans la lutte pour l'emploi et la croissance. Relance des privatisations, en particulier des autoroutes. Choix du libéral contre le social. Décalage entre les attentes populaires et les certitudes d'une majorité désavouée. Situation économique et sociale particulièrement alarmante dans les DOM.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4132, 4133) : quelques avancées positives en matière de reconnaissance du métier. Nombreuses incertitudes. Renvoi quasi-systématique à des mesures réglementaires. Indispensable revalorisation salariale. Question du financement absente du débat. Bilan globalement négatif. Le groupe CRC s'abstiendra.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4245) : proposition de la commission visant à intituler la proposition de loi : "Proposition de loi visant à améliorer la transparence et l'équité du régime d'assurance contre les catastrophes naturelles" ; adoptée.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4342, 4344) : mainmise de l'Etat sur la sécurité sociale. Absence de respect de l'ONDAM. Effet négatif du plan Hôpital 2007 et de la tarification à l'activité, T2A. Obstacle à la mission de contrôle du Parlement. Renforcement de l'opacité des politiques de santé publique. Avec le groupe CRC, votera contre ce texte. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4357, 4359) : avec le groupe CRC, favorable aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 36 (suppression des mesures concernant la journée de solidarité figurant dans la loi relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées) et n° 37 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale). (p. 4361) : son amendement n° 61 : négociation des représentants des organisations syndicales des salariés et des représentants des organisations d'employeurs sur la structure et les taux de cotisations et de prélèvements affectés à la sécurité sociale ; rejeté. (p. 4363, 4365) : ses amendements n° 59 : rétablissement des élections à la sécurité sociale et n° 58 : exonération de la franchise d'un euro pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles ; rejetés. - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - *Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4371, 4372) : son amendement n° 64 : prise en compte dans la première partie des lois de financement des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier ; rejeté. (p. 4373) : intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Christiane Demontès (intégration de la CNSA dans les lois de financement de la sécurité sociale). (p. 4374) : son amendement n° 65 : inscription dans les lois de financement de la sécurité sociale, au titre des recettes, du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales ; rejeté. (p. 4377) : favorable à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base). (p. 4378) : son amendement n° 67 : fixation des dépenses par branche à partir d'objectifs sociaux définis après avis des partenaires sociaux ; rejeté. (p. 4381) : son amendement n° 69 : dépôt annuel d'une loi de financement rectificative ; rejeté. (p. 4389) : avec le groupe CRC, vote

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

contre l'article 1er modifié. - **Art. 2** (*Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4390, 4391) : son amendement n° 71 : prise en compte dans le rapport annuel des objectifs prioritaires de santé et de sécurité sociale ; rejeté. (p. 4392) : son amendement n° 74 : prise en compte dans les annexes des avis et propositions formulés par les conseils des caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale ; rejeté. (p. 4396) : son amendement n° 78 : déclenchement d'une procédure d'alerte en cas de dépassement de l'ONDAM mais aussi de l'un de ses sous-objectifs ; rejeté. (p. 4397) : avec le groupe CRC, vote contre l'article 2 modifié. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 4398) : son amendement n° 80 : acquittement du montant de la compensation au cours de l'exercice budgétaire ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4407, 4408) : vision comptable et restrictive des dépenses de santé. Insuffisante transparence des comptes. Mobilisation des moyens nécessaires consécutive à la détermination des besoins. Avec le groupe CRC, votera contre le projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Question préalable** (p. 4575, 4577) : soutient la motion n° 120 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable ; rejetée. - **Art. 1er** (*Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque emploi-service universel*) (p. 4591) : soutient l'amendement n° 124 de M. Roland Muzeau (renforcement de la qualité de l'agrément en prévoyant des critères relatifs à la politique salariale et à la formation) ; rejeté. (p. 4599) : soutient l'amendement n° 125 de M. Roland Muzeau (précision) ; rejeté. (p. 4602) : soutient l'amendement n° 127 de M. Roland Muzeau (suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les prestataires de services) ; rejeté. (p. 4605) : soutient l'amendement n° 129 de M. Roland Muzeau (bénéfice d'un salaire moyen réparti sur l'année pour les salariés effectuant des services au domicile d'un particulier sur une année incomplète) ; rejeté. ((p. 4608) : soutient l'amendement n° 132 de M. Roland Muzeau (suppression du dispositif d'abondement) ; rejeté. (p. 4617) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 135 (garanties en matière de formation, de qualité de services, de promotion des carrières et de rémunération des salariés) ; et n° 136 (obligation de négociation entre les partenaires sociaux et les acteurs du secteur des services à la personne) ; rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4621) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - Durée de travail dans les services d'aide à domicile*) (p. 4655) : soutient l'amendement n° 138 de M. Roland Muzeau (définition de l'urgence nécessitant une intervention dans un délai de moins de trois jours) ; rejeté. - **Art. 3** (*Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales*) (p. 4660) : soutient l'amendement n° 141 de M. Roland Muzeau (calcul des cotisations sociales sur la base de la rémunération réelle) ; rejeté. (p. 4664) : avec le groupe CRC, vote contre l'article 3 modifié. - **Art. 4** (*Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 4665) : soutient l'amendement n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du recours au principe du gré à gré pour les personnes âgées dépendantes) ; rejeté. - **Art. 5** (*Art. 81, 158, 199 sexdecies, 244 quater F et 279 du code général des impôts - Régime fiscal*) (p. 4668) : soutient l'amendement n° 146 de M. Roland Muzeau (remplacement du dispositif de déduction d'impôt par un système de crédit d'impôt) ; rejeté. - **Art. 8** (*Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4675) : soutient l'amendement n° 148 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4679, 4680) :

favorable au retrait de l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (diminution de l'ancienneté requise par les allocataires du RMI, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de solidarité spécifique, ou de l'allocation aux adultes handicapés pour bénéficiaire d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA). - **Art. additionnels après l'art. 8 quinquies** (p. 4685) : intervient sur l'amendement n° 180 du Gouvernement (possibilité pour les bénéficiaires d'un contrat d'avenir ou d'un contrat d'accompagnement d'accéder au plan de formation par l'emploi dans le secteur hospitalier public). - **Art. 12** (*Art. 244 quater G du code général des impôts - Réduction de la durée de présence d'un apprenti dans l'entreprise pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage*) (p. 4697) : soutient l'amendement n° 154 de M. Roland Muzeau (suppression) ; rejeté. - **Art. 17 quinquies** (*Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers*) (p. 4715) : détermination des loyers par l'OPAC du département du Rhône.

- **Ouverture de la première session extraordinaire 2004-2005** - (4 juillet 2005) (p. 4960) : déclare la session extraordinaire 2004-2005 ouverte.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5392, 5393) : soutient l'amendement n° 66 de M. Roland Muzeau (caractère obligatoire des négociations collectives relatives au temps partiel et à l'égalité professionnelle) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5404) : soutient l'amendement n° 70 de M. Roland Muzeau (majoration des heures complémentaires) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5409) : son amendement n° 74 : assimilation à des périodes de travail effectif des absences pour maladie liées à la maternité ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 5416) : soutient l'amendement n° 77 de M. Roland Muzeau (prise en compte de la situation respective des femmes et des hommes en matière de candidature dans le rapport soumis par le chef d'entreprise au comité d'entreprise) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5422, 5423) : soutient l'amendement n° 84 de M. Roland Muzeau (inclusion des services de l'égalité professionnelle dans le service public de l'emploi) ; adopté. (p. 5423, 5424) : soutient l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (augmentation des indemnités versées à l'occasion d'un licenciement) ; rejeté.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5433, 5434) : politique de flexibilisation et de précarisation du travail. Atteintes au code du travail et aux droits à l'indemnisation du chômage. Utilisation de recettes inefficaces pour lutter contre le chômage. Opposition des syndicats au contrat "nouvelles embauches". Protection insuffisante des salariés concernés par ce contrat. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5485, 5487) : déplore les conditions d'examen du texte. Situation de l'hôpital public. Effets négatifs de la tarification à l'activité. Absence de débat. Crainte d'une privatisation de la sécurité sociale. Mise en place du médecin traitant. Déficit de la branche famille. - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3, L. 114-5 et L. 114-6 du code de la sécurité sociale - Contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 5491, 5492) : ses amendements n° 1 : précision ; n° 2 : prise en compte dans la première partie des lois de financement de la sécurité sociale des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier ; n° 3 : définition de l'ONDAM et détermination de son taux d'évolution ; n° 4 : détermination d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base ; et n° 5 : dépôt annuel d'une loi de financement rectificative ; rejetés. - **Art. 2** (*Art. L.O. 111-4 et art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 5493) : son amendement n° 6 : prise en compte de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux ; rejeté. - **Art. 3 quater** (*Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - Débat d'orientation sur les finances sociales*) (p. 5494) : son amendement n° 7 : débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (11 octobre 2005) (p. 5777) : protestation contre les décrets durcissant les conditions d'attribution de l'aide médicale d'Etat, AME, remettant en cause l'accès universel à la santé.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6328, 6329) : aggravation du déficit de la sécurité sociale par les réformes du Gouvernement. Culpabilisation des assurés sociaux. Réduction du montant des prestations versées. Dérive vers le modèle américain d'une protection obligatoire réduite au minimum. Développement d'une assurance santé individualisée et inégalitaire. Atteinte au principe d'égalité d'accès aux soins : recours aux assurances complémentaires. Fiscalisation croissante du système de protection sociale. Mécanisme de transfert de charges aux collectivités territoriales. Politique de cotisations sociales menée largement en faveur des entreprises. Exonération de charges patronales dangereuse et contreproductive. Faible impact des politiques d'exonération de charges sur l'emploi. Responsabilisation indispensable des entreprises dans leur devoir de solidarité nationale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7053, 7056) : protestation contre l'accélération d'une maîtrise comptable des dépenses de santé. Crainte de la privatisation de la prise en charge des risques sociaux. Absence de progrès social dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale. Utilisation de la branche famille comme variable d'ajustement. Déficit record de la branche vieillesse. Dégradation du pouvoir d'achat et de l'emploi. Rupture avec les principes de la solidarité nationale. Mécontentement général des assurés sociaux, des médecins et pharmaciens, des organisations syndicales, des mutuelles, des conseils d'administration de la CNAM, de la CNAV et de l'ACOSS. Caractère dangereux de ce budget. Situation catastrophique de l'hôpital public. Développement indispensable de la politique de prévention. Mise en place d'une médecine à deux vitesses. Avec le groupe CRC, votera contre ce projet de loi.

Première partie :

- (14 novembre 2005) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7083) : avec le groupe CRC, votera contre la première partie du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 6** (*Contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave*) (p. 7086) : son amendement n° 161 : suppression ; rejeté. - **Vote sur l'ensemble de la deuxième partie** (p. 7089) : rectification des comptes de l'année 2005 pour respecter l'ONDAM. Problème de la branche vieillesse non résolu.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7109, 7111) : déficit des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale. Démantèlement de notre système de solidarité nationale. Déficit structurel du FSV. Nécessité de revoir les sources de financement de la sécurité sociale, et tout particulièrement la contribution des entreprises qui n'a cessé de diminuer au fil du temps. - **Art. 9 et annexe B** (*Approbation du rapport figurant en annexe B et décrivant pour 2006-2009*

les prévisions de recettes et les objectifs de dépenses des régimes de la sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement) (p. 7121, 7122) : manque de cohérence et de crédibilité dans la présentation de l'avenir du financement de notre protection sociale. - **Art. 10** (*Conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux*) (p. 7124) : son amendement n° 162 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 7125) : son amendement n° 163 : réforme de l'assiette des cotisations patronales ; rejeté. - **Art. 12** (*Conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail*) (p. 7128) : son amendement n° 164 : suppression ; rejeté. (p. 7130) : intervient sur son amendement n° 164 précité. - **Art. 13** (*Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 7135) : son amendement n° 165 : rétablissement de la rétroactivité de la mesure proposée ; rejeté. - **Art. 13 ter** (*Versement d'un bonus exceptionnel de 1000 euros par salarié*) (p. 7139) : son amendement n° 166 : suppression ; rejeté. (p. 7141) : intervient sur son amendement n° 166 précité. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7146) : défavorable à l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières) et favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 62 (suppression) portant sur l'article 14 bis. - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7152, 7153) : son amendement n° 167 : pérennisation de l'augmentation de la contribution des laboratoires pharmaceutiques ; devenu sans objet. - **Art. 16** (*Approbation du montant des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale*) (p. 7165, 7166) : non-application du principe de compensation intégrale. Son amendement n° 168 : abrogation des dispositions tendant à favoriser l'emploi pour l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail ; rejeté. Nécessité de sortir de la logique d'exonération des charges patronales. (p. 7168) : le groupe CRC ne votera pas cet article. - **Art. 17** (*Art. L. 133-4-2 nouveau, L. 242-1-1 nouveau, L. 243-11, L. 243-12-1 nouveau, L. 243-12-2 nouveau du code de la sécurité sociale, L. 123-11 du code de commerce, art. L. 341-6-4 du code du travail - Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé*) (p. 7172) : son amendement n° 169 : remboursement des aides publiques de toute nature en cas de constatation d'une fraude ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 7173) : ses amendements portant sur le même objet n° 170 et 171 : considération du travail dissimulé comme la faute de l'employeur et non comme celle du salarié ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7219, 7220) : intervient sur l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Refus d'assimiler les bénéficiaires de régimes spéciaux à des privilégiés. Comparaison avec les grands patrons d'entreprise. - **Vote sur l'ensemble de la troisième partie** (p. 7224) : le groupe CRC vote contre la troisième partie du projet de loi.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7288, 7291) : stigmatisation de l'ensemble des assurés sociaux. Incohérence de la politique du médicament. Partisan d'une politique contractuelle avec les laboratoires. Crise historique de l'hôpital. Difficultés de la mise en oeuvre de la TAA. Progression insuffisante de l'ONDAM. - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 7306) : son amendement n° 172 : rapport au Parlement sur l'accès aux soins des personnes les plus démunies ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 26 bis** (p. 7309) : intervient sur son amendement n° 215

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

: rapport au Parlement avant le 31 décembre 2005 sur l'application du dispositif du médecin référent. - **Art. 26 quater** (Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé) (p. 7313, 7314) : le groupe CRC votera contre les amendements de suppression n° 83 de M. Paul Blanc et n° 110 de M. Michel Mercier. - **Art. 27** (Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes) (p. 7315) : intervient sur les propos du ministre en réponse à l'évocation des dysfonctionnements de l'hôpital public. (p. 7329, 7330) : son amendement n° 173 : limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 7332, 7333) : accord du groupe CRC sur le principe de l'amendement n° 272 du Gouvernement (transfert aux partenaires conventionnels de la mise en oeuvre de l'examen de prévention bucco-dentaire créé pour les enfants avec prise en charge à 100 % des soins consécutifs). Accepte de retirer son amendement n° 218 : rapport au Parlement sur le bilan d'une année d'application de la charte de la visite médicale. Assurances données par le Gouvernement. - **Art. 28** (Dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour) (p. 7334) : son amendement n° 174 : suppression pour les laboratoires pharmaceutiques de la possibilité de verser, sous forme de remise à l'assurance maladie, un montant égal à la perte de revenus résultant de la baisse tarifaire décidée par le Comité économique des produits de santé ; rejeté. - **Art. 28 bis** (Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé) (p. 7337, 7338) : article inacceptable. Création d'un nouveau taux de remboursement partiel contre l'avis de la Haute autorité de santé. Son amendement n° 175 : suppression ; rejeté. Cadeau aux entreprises pharmaceutiques. Urgence d'un débat citoyen sur la place du médicament dans la société. - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7341) : son amendement n° 176 : mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national ; rejeté. - **Art. 29** (Art. L. 162-5-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants) (p. 7342, 7344) : ses amendements n° 177 : élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins spécialistes ; et n° 178 : élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des professionnels exerçant dans un centre de santé nouvellement agréé ; rejetés. - **Art. additionnel avant l'art. 30** (p. 7345) : son amendement n° 179 : suspension du plan "Hôpital 2007" ; rejeté. Vision idéologique et comptable de l'offre publique de soins. Gravité des conséquences pour les malades et les professionnels de santé. - **Art. 30** (Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 7346) : crise sans précédent de l'AP-HP. Urgence d'un plan garantissant des moyens à la hauteur des besoins. (p. 7352) : intervient sur son amendement de suppression n° 180. Crainte d'une réduction drastique des moyens des hôpitaux publics. Convergence non fondée entre le public et le privé. Tarification basée sur des critères non homogènes. Types d'activités différents. Evolution vers la concentration des établissements et l'essor du secteur privé commercial. - **Art. 31** (Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD) (p. 7359) : modalités financières non clarifiées. Référentiel non défini. Crainte d'un transfert du sanitaire vers le médico-social. Sous-médicalisation des maisons de retraite. Absence de prise en compte des adultes handicapés. (p. 7362) : le groupe CRC ne votera pas l'article 31. - **Art. 32** (Art. L. 312-7, L. 313-12,

L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne) (p. 7364) : le groupe CRC votera l'amendement n° 273 du Gouvernement (possibilité pour les foyers-logements qui ne bénéficient pas déjà d'une autorisation de dispenser des soins, de déroger à l'obligation de conventionnement). (p. 7368) : intervient sur l'amendement n° 288 du Gouvernement (incitation des officines à utiliser davantage de médicaments génériques en fixant des objectifs individualisés par voie de convention avec l'assurance maladie). Interrogation sur l'apport d'une contrepartie financière aux laboratoires. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 7368, 7370) : ses amendements n° 181 : élévation du "reste à vivre" des personnes âgées de 10 à 30 % du minimum vieillesse ; rejeté ; n° 182 et 183 : régulation des tarifs d'hébergement en établissements pour personnes âgées "anormalement bas" et "anormalement élevés" ; retirés. - **Art. 33** (Art. L. 3125-5 du code de la santé publique, L. 162-46, L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 312-1, L. 313-1, L. 313-4, L. 314-3-2 nouveau et L. 314-3-3 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie - Création d'un nouvel objectif médico-social) (p. 7373, 7374) : non-parution du décret d'application définissant les missions des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue, les CAARUD. - **Art. 35** (Art. L. 1142-3 du code de la sécurité sociale - Modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle) (p. 7377) : son amendement n° 184 : suppression ; rejeté. Désengagement de l'Etat au détriment de l'assurance maladie dans le financement des nouvelles missions intégrées à l'ONIAM. - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 7385, 7386) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 37 de la commission (précision des délais dans lesquels est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale). Scepticisme. Officialisation d'une privatisation rampante.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros) (p. 7396) : son amendement n° 186 : suppression ; rejeté. Article inacceptable, instaurant la mesure la plus inégalitaire du texte. - **Art. 38** (Art. L. 2133-1 du code de la santé publique - Messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires) (p. 7401) : son amendement n° 187 : versement d'une contribution affectée à l'INPES en cas de non-respect de l'obligation d'introduire une information à caractère sanitaire dans les publicités ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 7404) : avec le groupe CRC, votera l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile). - **Art. additionnel avant l'art. 39** : son amendement n° 188 : suppression de la contribution forfaitaire d'un euro à la charge de l'assuré pour chaque acte médical ; rejeté. - **Art. 39** (Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7406) : son amendement n° 189 : suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel ; rejeté. (p. 7407) : difficultés des maisons médicales de garde : exemple de la région Rhône-Alpes. - **Art. 40** (Art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESPP) (p. 7410, 7411) : baisse des moyens du FMESPP. Insuffisance du budget affecté au plan "santé mentale". - **Art. 41 bis** (Lutte contre la fraude) (p. 7412) : son amendement n° 190 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7420) : intervient sur l'amendement n° 286 du Gouvernement (mise en oeuvre des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

tarifs pour la prestation compensatrice du handicap par des arrêtés). (p. 7427) : avec le groupe CRC, votera les amendements de M. Nicolas About n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge). (p. 7429) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 260 de M. Nicolas About (règles de consultation des conseils des différentes branches de la sécurité sociale). - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7430, 7431) : son amendement n° 191 : prise en charge de l'augmentation de la cotisation vieillesse par l'employeur ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7435) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 126 de M. Claude Domeizel (détermination par la loi des modalités d'intégration ou d'adossment entre régimes de retraites). - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère) (p. 7436, 7437) : simplification législative apparente cachant une réduction du champ des prestations sociales au détriment des travailleurs étrangers. (p. 7438) : intervient sur l'amendement n° 267 de Mme Valérie Létard (rétablissement de l'exportabilité d'une partie du minimum vieillesse). - **Art. 48** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse pour 2006) (p. 7442, 7443) : absence de réponse aux demandes des retraités. Interrogation sur l'avenir des régimes de retraite. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 7445, 7446) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 45 de la commission (codification des dispositions adoptées dans le cadre de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, sur la transparence et la neutralité financière des opérations d'adossment de régimes spéciaux de retraite). Opposition à la remise en cause des régimes spéciaux. - **Art. 50** (Montant du versement de la branche accidents du travail à la branche maladie au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 7463, 7464) : silence de l'Etat à la suite des conclusions du rapport de l'IGAS. Sous-estimation du poids des facteurs professionnels dans les atteintes à la santé. Insuffisance du recrutement dans la recherche en matière de santé au travail. Son amendement n° 201 : augmentation du montant du reversement de la branche accidents du travail - maladies professionnelles à l'assurance maladie ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 50** (p. 7465) : son amendement n° 200 : affectation à la branche accidents du travail et maladies professionnelles d'un budget prévention ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7468, 7469) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 277 du Gouvernement (suppression à Mayotte du plafonnement à trois enfants par allocataire pour le versement des allocations familiales) et, sur celui-ci, défavorable au sous-amendement n° 291 de la commission. - **Art. 54** (Art. 60 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009) (p. 7478) : son amendement n° 203 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7481) : avec le groupe CRC, défavorable à l'amendement n° 287 du Gouvernement (application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial), qui ignore la jurisprudence de la Cour de cassation. - **Art. 57** (Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales) (p. 7485, 7486) : son amendement n° 204 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7490, 7491) : échec de la gestion des comptes sociaux. Avec le groupe CRC, votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 90 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7755, 7757) : accentuation du contrôle de l'Etat sur le fonctionnement de la sécurité sociale au détriment de la gestion paritaire. Accroissement des charges des assurés sociaux. Elargissement du champ d'intervention des assurances privées. Situation de

l'hôpital. Financement des retraites. Dispositions relatives aux étrangers. Avec le groupe CRC, votera contre le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8616) : intervient sur l'amendement n° II-88 du Gouvernement (minoration des crédits de formation qualifiante et de rémunération des stagiaires auparavant attribués par l'Etat à l'AFPA et compensation par une augmentation de la fraction de la TIPP transférée à la région Centre). Attentif aux conséquences de ces transferts sur la situation de l'AFPA. - **Art. 91** (*Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 8620) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Roland Muzeau, n° II-70 : suppression. Rejet probable par l'Union européenne de la réduction du taux de la TVA pour la restauration. "Lobbying" inacceptable de cette branche.

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8642, 8643) : consommation de l'essentiel des crédits de la mission par le financement des aides personnelles au logement. Politique de rénovations urbaines. Cession des biens immobiliers de l'Etat. Nécessité de renforcer le financement le moins coûteux possible de la construction sociale. Absence de mesure traduisant dans les faits l'exigence de construction de logements sociaux. Ne votera pas les crédits de cette mission. - **Art. additionnel après l'art. 93** (p. 8644) : favorable à l'amendement n° II-93 du Gouvernement (avancement au 1er janvier de la date d'application du nouvel indice de révision des loyers).

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8646, 8647) : interrogations sur la mise en oeuvre de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Insuffisance des crédits alloués à cette politique. Désillusion provoquée par les décrets : celui portant sur la prestation de compensation. Financement insuffisant des maisons départementales et de la compensation. Intégration des handicapés à la vie de la cité : réglementation a minima de l'accessibilité ; insuffisance de l'intégration scolaire ; absence de garantie pour l'intégration professionnelle ; importance du taux de chômage des personnes handicapées. Situation des familles monoparentales : insuffisance des moyens attribués à la prise en charge des femmes victimes de violence ; revenus inférieurs au seuil de pauvreté ; phénomène d'exclusion des femmes ; nécessité de les aider à surmonter les obstacles à leur insertion sociale et professionnelle. - **Art. 88** (*Création de l'allocation temporaire d'attente, en substitution de l'allocation d'insertion*) (p. 8658) : durcissement des conditions d'attribution de cette nouvelle allocation. Souhait du Gouvernement de contenir les immigrés dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA. (p. 8659) : protestation contre l'application de l'article 40 de la Constitution sur son amendement n° II-68 qu'il n'a pas pu présenter. - **Art. 89** (*Autorisation des garanties accordées par l'Etat en tant que membre du groupement d'intérêt public, GIP*) (p. 8660) : son amendement n° II-69 : suppression ; rejeté.

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8669, 8671) : accentuation des inégalités dans le domaine de la santé. Insuffisance des moyens consacrés à la toxicomanie et à la psychiatrie. Interrogation sur le financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues, CAARUD. Manque de sincérité du budget. Interrogation sur le devenir de la lutte contre l'obésité, le tabagisme, l'alcoolisme ou sur le plan santé mentale. Avec le groupe CRC, ne votera pas ce budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8680) : avec le groupe CRC, défavorable aux amendements

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

identiques n° II-17 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-10 (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie").

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) (p. 8744, 8745) : paupérisation des personnes âgées au travers des diverses politiques du Gouvernement. Revalorisation insuffisante du taux des pensions. Accroissement des écarts de pension. Alignement urgent du minimum de pension contributive sur le SMIC. Méthode contestable de garantie de l'équilibre des régimes spéciaux. Nécessité d'assurer la solvabilité de l'adossé au régime général et la garantie du statut des agents. Unification des régimes à minima avant la privatisation de l'assurance vieillesse. Interrogation sur l'avenir des régimes de retraite. Estimations non encourageantes du Conseil d'orientation des retraites quant à l'efficacité de la "réforme Fillon". Engagements non tenus vis-à-vis du Fonds de réserve des retraites. Dérive inacceptable pour les membres du groupe CRC. - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8754, 8755) : le groupe CRC votera contre les amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi que contre l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Met en garde les populations ultramarines contre cette initiative et ses conséquences. Intégrisme financier.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9195, 9197) : régression des crédits masquée par un tour de passe-passe budgétaire. Absence de réponse apportée aux principales revendications concernant la retraite du combattant, la rente mutualiste et les pensions pour les veuves. Ne votera pas ce budget ne répondant pas aux attentes du monde combattant. Déclare que la mémoire soit souvent tronquée, voire falsifiée. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9208) : son amendement n° II-225 : transfert interne au budget pour financer une allocation différentielle destinée aux veuves d'anciens combattants disposant de ressources modestes ; rejeté. - **Art. 75 (Reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)** (p. 9210) : votera l'amendement n° II-318 du Gouvernement (établissement d'une égalité parfaite entre les hommes et les femmes dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre). - **Art. additionnels après l'art. 75** (p. 9211) : favorable à l'amendement n° II-231 de M. Jean-Pierre Masseret (célébration annuelle d'une journée nationale de la Résistance). - **Art. 75 bis (Revalorisation de deux points de l'indice de retraite du combattant)** (p. 9212) : ses amendements n° II-226 : augmentation du montant de la retraite du combattant ; et n° II-236 : repli ; irrecevables (article 40 de la Constitution). (p. 9213) : le groupe CRC votera cet article. - **Art. additionnels après l'art. 75 bis** (p. 9213, 9214) : ses amendements n° II-250 : relèvement du plafond majorable de la rente mutualiste ; et n° II-251 : institution d'une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la deuxième guerre mondiale ; irrecevables (article 40 de la Constitution).

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9438, 9439) : avec le groupe CRC, votera l'amendement n° II-390 de M. Gérard Miquel (revalorisation du plafond du tarif d'achat de l'électricité produite par cogénération en le

déconnectant du prix du gaz). Partage les préoccupations du Président du Sénat s'agissant des risques liés à la production d'électricité éolienne.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10213, 10214) : son amendement n° 116 : abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés ; rejeté.

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9008, 9009) : effort budgétaire consenti en faveur de l'outre-mer en application de la loi organique de 2001. Dynamique de solidarité et d'aide au développement. Compensation insuffisante des nouvelles charges transférées aux communes polynésiennes. Souhait d'augmentation de la participation de l'Etat au FIP. Rejet du projet de loi d'orientation en l'état. Attachement d'une majorité de Polynésiens à la France. Opposition au discours indépendantiste du président de l'Assemblée de la Polynésie française, Oscar Temaru. Souhait de consultation des populations par référendum sur l'avenir de la Polynésie. Votera les crédits de ce budget.

FORISSIER (Nicolas)
secrétaire d'État à l'agriculture, à
l'alimentation, à la pêche et aux affaires
rurales auprès du ministre de
l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et de la ruralité
(jusqu'au 31 mai 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 30, 31) : politique volontariste et cohérente du Gouvernement en faveur du monde rural : lois de décentralisation, CIADT, future grande loi d'orientation agricole et partenariat national pour le développement de l'industrie agroalimentaire. Défi de la répartition harmonieuse de la population sur le territoire. Apport du Parlement ; enrichissement du texte par le Sénat. Importance du développement économique des territoires ruraux : maintien et développement des entreprises, renforcement des ZRR, développement des services, coordination de l'offre médicale, action en faveur de l'habitat collectif et encouragement à l'installation de vétérinaires. Adaptation de la loi à l'évolution et à la variété des territoires ruraux. (p. 65, 70) : attachement général à la ruralité. Remerciements. Réponse aux orateurs. Projet de loi à intégrer dans la politique d'ensemble menée par le Gouvernement. Diversité des problématiques du monde rural. Réunion de groupes de travail avec les parlementaires : exemple du service public de l'équarrissage. Budget de reconduction du ministère de l'agriculture. Examen prochain du projet de loi d'orientation agricole. Recherche de polyvalence pour le maintien des services publics en zone rurale ; initiatives innovantes de nombreuses collectivités : partenariat avec des entreprises ou des organismes publics, recours aux technologies de l'information, promotion des maisons des services publics. Volonté d'adaptation de nombreux élus. Fonctionnement des regroupements pédagogiques intercommunaux. Adaptation indispensable des services publics en milieu rural. Mise en place d'un calendrier de couverture du territoire en téléphonie mobile. Maintien de la convention de Berne relative à la protection du loup. Compétence du département sur les zones périurbaines. Volonté de construction d'un avenir de confiance pour le monde rural. Remerciements adressés au rapporteur.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 2 (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural)** (p. 117) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 323 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole) et sur le sous-amendement n° 426 de M. Charles Revet (mise en oeuvre de la nouvelle procédure de révision simplifiée) déposé sur celui-ci. Fait confiance aux élus locaux pour prendre les bonnes initiatives. (p. 118, 119) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 301 de M. François Fortassin et n° 306 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour les régions de confier aux sociétés d'aménagement régional la mission dévolue aux futures sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER). Justification de la création des SIDER par le constat de carences pénalisantes dans les espaces de faible densité. Non-remise en cause des sociétés d'aménagement régional. (p. 120) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Vial n° 218 et 219 (possibilité pour les départements de se substituer aux régions pour créer une SIDER). - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 121) : demande le retrait de l'amendement n° 248 de M. Gérard Le Cam (versement aux départements de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA). Perversion de la péréquation

à l'avantage des zones urbaines. - **Art. 3 ter (Art. 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies GA [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)** (p. 123) : ses amendements n° 151 (exclusion du champ d'application de l'article des travaux de réhabilitation des meublés de tourisme situés en ZRR) ; et n° 152 (prorogation jusqu'au 31 décembre 2008 de la réduction d'impôt au titre des locations des résidences de tourisme) ; devenus sans objet. (p. 124, 125) : demande le retrait de l'amendement n° 63 de M. Philippe Leroy (prorogation jusqu'au 31 décembre 2010 de la réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers locatifs réalisés dans les résidences de tourisme situées dans les zones concernées par l'objectif 2) qu'il estime satisfait par ses amendements n° 151 et n° 152 précités. Demande le retrait des amendements n° 201 de M. Jacques Blanc (extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation de logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés) et n° 287 de M. Charles Revet (extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation des gîtes ruraux situés en ZRR). Superposition injustifiée d'avantages fiscaux. (p. 126) : demande le retrait de l'amendement n° 124 de M. Philippe Leroy (extension de la réduction d'impôt aux travaux de rénovation dans une résidence de tourisme située en ZRR et ne nécessitant pas l'obtention préalable d'un permis de construire). (p. 127) : demande le retrait de l'amendement n° 198 de M. Jacques Blanc (suppression de l'obligation faite à l'exploitant de la résidence de tourisme de réserver au moins 15 % de logements aux travailleurs saisonniers). (p. 129) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 75 de M. Jacques Blanc et n° 308 de M. Thierry Repentin (mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés). Lève ses réserves sur ces deux amendements en raison de l'intérêt du cadre de l'opération globale pour l'artisanat local. Son amendement n° 153 : mise en oeuvre du dispositif fiscal prévu à l'article au 1er janvier 2005 ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** (p. 130) : s'oppose à l'amendement n° 258 de M. Gérard Le Cam (instauration d'une conférence sur les prix agricoles avant la fin juin 2005). Annonce de propositions dans le cadre de la discussion du rapport Canivet. - **Art. additionnel avant l'art. 4 A ou après l'art. 4** (p. 132, 133) : s'oppose aux amendements n° 175 de M. Daniel Soulage (instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables) et n° 261 de M. Gérard Le Cam (application du mécanisme du coefficient multiplicateur en cas de crise affectant la production agricole). Obstacles juridiques. Contradiction avec le droit communautaire. - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** (p. 134, 135) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de M. Gérard Le Cam n° 256, n° 259 et n° 260 (mesures de contrôle des prix des productions agricoles). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 141) : accepte l'amendement n° 119 de la commission (report au 1er juillet 2006 de l'application des dispositions de l'ordonnance du 1er juillet 2004 relatives aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture et aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC). - **Art. 6 (Art. L. 324-2, L. 331-2 et L. 411-37 du code rural - Assouplissement du régime des exploitations agricoles à responsabilité, EARL, et des sociétés civiles d'exploitation en commun, SCEA)** (p. 142) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (réparation d'une omission concernant la transformation par l'exploitant individuel de son exploitation en société). (p. 143) : demande le retrait de l'amendement n° 333 de M. Jean-Marc Pastor (ajout de la référence aux concubins et aux partenaires du pacte civil de solidarité dans diverses dispositions du code rural). Examen dans le cadre de la loi d'orientation agricole en préparation. - **Art. 8 bis (Art. L. 632-1 du code rural - Création de sections consacrées à l'agriculture biologique et aux produits de montagne dans les organisations interprofessionnelles)** (p. 144, 145) : sur les amendements de M. Jean Desessard, demande le retrait du n° 364 (création obligatoire de cellules consacrées aux produits issus de l'agriculture biologique dans les organisations interprofessionnelles) et s'oppose au n° 365 (allocation de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ressources financières supplémentaires aux cellules consacrées au "bio"). Introduction d'une obligation supplémentaire. Difficulté de mise en oeuvre. Nécessité de respecter la liberté de gestion des organisations professionnelles. - **Art. additionnels après l'art. 8 bis** (p. 145, 146) : son amendement n° 414 : autorisation sur une période déterminée des annonces de prix pour les légumes et fruits frais ; adopté. Rapport Canivet. Mise en conformité avec la directive européenne. Sur son amendement précité, accepte le sous-amendement n° 431 de M. Daniel Soulage (nécessité d'un accord préalable entre le fournisseur et son client sur le prix de cession du produit avant l'annonce du prix au consommateur). (p. 147) : ses amendements n° 416 (conditionnement des remises, ristournes et rabais pratiqués par les distributeurs sur le prix de cession des produits par les producteurs, à la signature préalable d'un contrat écrit) et n° 415 et 420 (répression des pratiques des prix de premières cessions abusivement bas en cas de crise conjoncturelle telle que définie dans le code rural) ; adoptés. Recommandations de la commission Canivet. Réponse concrète aux préoccupations de M. Daniel Soulage. - **Art. 9** (Art. L. 251-9 et L. 632-3 du code rural - *Indemnisation des producteurs de végétaux dans le cadre de la lutte contre les organismes nuisibles*) (p. 148) : demande le retrait de l'amendement n° 366 de M. Jean Desessard (sanctions pénales à l'encontre du propriétaire d'un champ d'OGM contenant des cultures biologiques). Nécessité de distinguer les OGM des organismes nuisibles visés à l'article. Examen de la question lors de la transposition de la directive européenne. - **Art. 10** (Art. L. 311-1 du code rural et art. 22 de la loi de finances pour 2004 - *Statut économique et fiscal des entreprises équestres*) (p. 150) : demande le retrait de l'amendement n° 185 de M. Alain Vassel (élargissement du champ des conventions dérogatoires au statut du fermage aux conventions conclues pour des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques). Progrès du statut de la filière cheval grâce à cet article. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 151) : demande le retrait de l'amendement n° 117 de M. Christian Demuynck (consécration du foie gras au titre du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France). Enjeu d'importance. Groupe de travail sur les perspectives ouvertes à la filière du foie gras dans le cadre de la préparation du projet de loi d'orientation agricole. (p. 152) : accepte l'amendement n° 210 de M. Daniel Soulage (clarification du dispositif adopté en loi de finances rectificative pour 2004 concernant la déclaration de TVA par les exploitants agricoles). - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - *Régime social applicable aux entreprises du paysage*) : son amendement n° 435 : suppression ; adopté. Règlement par décret des conditions d'affiliation des entreprises paysagistes et des entreprises dites "mixtes" aux caisses de congés payés du BTP. Publication prochaine du décret. (p. 153) : demande le retrait des amendements identiques n° 5 de la commission, n° 89 de M. Yves Détraigne et n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère) au profit de son amendement précité n° 435. Solution au problème des entreprises paysagistes, notamment le surcoût pénalisant. Réponse aux inquiétudes de M. Charles Revet. Mise en oeuvre d'une concertation préparatoire au décret. Accord abouti. (p. 154) : donne lecture des éléments qui figurent dans le projet de décret. - **Art. 10 bis** (Art. L. 720-5 du code de commerce - *Dispense d'autorisation d'exploitation commerciale en faveur des horticulteurs et pépiniéristes*) (p. 155) : demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Jean-Claude Carle (limitation de la dérogation offerte aux horticulteurs et pépiniéristes détaillants aux ventes de végétaux en pleine terre produits sur le lieu de vente). Rédaction de l'article validée par les différents partenaires. Absence d'ambiguïté. - **Art. 10 quater** (Art. L. 515-1 du code de l'environnement - *Extension du champ d'application du régime de déclaration des installations classées*) (p. 156, 157) : sur l'amendement n° 8 de la commission (instauration d'une procédure de contrôle sur le respect des critères d'accès au régime dérogatoire) qu'il accepte, son sous-amendement n° 180 ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 6 (rétablissement du texte voté par le Sénat en première lecture en élargissant le régime déclaratif aux carrières de sable et

d'argile) et n° 7 (précision rédactionnelle). S'oppose à l'amendement n° 367 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. 10 octies A** (Art. L. 640-2 du code rural - *Dénomination des vins de pays*) (p. 158) : s'oppose à l'amendement n° 310 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). Cadre de la future loi d'orientation agricole. - **Art. 11 AA** (*Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités*) (p. 159) : s'oppose à l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Art. 11 DA** (*Obligations de déneigement*) (p. 161) : demande le retrait de l'amendement n° 312 de M. Jean-Marc Pastor (reconnaissance de la qualité de délégataire de service public aux entreprises du secteur privé qui procéderont aux opérations de déneigement). - **Art. 11 F** (Art. 29 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - *Recours à des particuliers ou à des associations pour le transport de personnes*) (p. 162) : sur les amendements de M. Gérard Le Cam, demande le retrait du n° 263 (subordination du recours à des particuliers pour le transport de personnes à une mise en concurrence et une procédure de marché négociée infructueuse) et s'oppose au n° 262 (suppression de la possibilité de faire appel à des particuliers pour effectuer des prestations de services à la demande). (p. 163) : demande le retrait de l'amendement n° 118 de M. Bernard Seillier (modalités de calcul des charges sociales et fiscales acquittées par les particuliers agréés exerçant l'activité de transport scolaire). Intérêt de la proposition appelant néanmoins une modification complexe du code de la sécurité sociale. - **Art. additionnels après l'art. 11 F** (p. 165) : demande le retrait des amendements de M. Daniel Soulage n° 176 (élargissement du dispositif du contrat vendanges à l'ensemble des activités agricoles de récoltes), n° 177 (ouverture du contrat vendanges aux travailleurs étrangers, résidents des Etats membres de l'Union européenne et des pays tiers) et n° 178 (augmentation de la durée des exonérations de cotisations d'assurances sociales pour les emplois saisonniers). Attente des conclusions de la commission Le Guen. Engagement de travailler avec les parlementaires dans la perspective du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. 12 quinquies A** (Art. L. 127-10 à L. 127-14 nouveaux du code du travail - *Groupements d'employeurs entre des personnes de droit privé et des collectivités territoriales*) (p. 167) : demande le retrait de l'amendement n° 336 de M. Jean-Marc Pastor (création d'un statut particulier pour les employés ruraux multialariés des groupements d'employeurs). Préoccupation légitime nécessitant une étude de la part du ministère des affaires sociales. - **Art. 13 ter** (Art. L. 120-3 du code du travail et L. 213-11 du code de l'éducation - *Régime juridique des prestations de transport scolaire effectuées par des particuliers*) (p. 168) : demande le retrait de l'amendement n° 221 de M. Jean-Pierre Vial (non-assimilation à un contrat de travail de la convention passée entre les particuliers agréés en tant que partenaires des départements pour l'organisation des transports scolaires). - **Art. 14 bis A** (Art. L. 723-18, L. 723-21, L. 723-38, L. 723-39 et L. 723-44 du code rural - *Conditions d'élection à la mutualité sociale agricole*) : son amendement n° 433 : suppression ; adopté. Conditions réglées par la loi de simplification du droit publiée le 9 décembre 2004. - **Art. additionnel après l'art. 18 ter** (p. 169, 170) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Philippe Leroy (création d'un fonds d'épargne destiné à l'assurance des biens forestiers). Attente des conclusions du groupe du travail et du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 171) : s'oppose à l'amendement n° 313 de M. Jean-Marc Pastor (autorisation de prêt de main d'oeuvre à but non lucratif entre les coopératives d'utilisation de matériel agricole, CUMA, et leurs adhérents). (p. 171, 173) : accepte l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement) modifié à sa demande. Sensibilisera la direction de l'enseignement sur la question des modules de formation, irrecevable dans le cadre de l'amendement. (p. 174) : favorable à une réflexion sur les sociétés d'aménagement régional évoquées à l'article 2, dans la perspective du projet de loi d'orientation agricole.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19 B** (Art. L. 2213-32 nouveau du code général des collectivités territoriales - Pouvoir de police du maire en matière d'enlèvement des déchets) (p. 181, 182) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 331 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence). - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 182) : s'oppose à l'amendement n° 253 de M. Gérard Le Cam (mode de calcul du pourcentage obligatoire de mise en jachère des terres agricoles). - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 184) : s'oppose à l'amendement n° 344 de M. Pierre-Yves Collombat (attribution aux communes et à leurs EPCI de la politique de protection des espaces périurbains). (p. 185) : s'oppose à l'amendement n° 411 de M. Pierre-Yves Collombat (attribution aux communes et aux EPCI de la définition des programmes d'action) et demande le retrait de l'amendement n° 97 de M. Bernard Barraux (consultation de la chambre départementale d'agriculture sur la définition des programmes d'action). Demande le retrait de l'amendement n° 67 de M. Christian Gaudin (possibilité pour le département d'avoir recours au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, pour élaborer son programme d'action). (p. 188, 189) : demande le retrait des amendements identiques n° 142 de M. Bruno Sido et n° 242 de M. Gérard Le Cam (simplification du droit de préemption), ainsi que des amendements n° 186 de M. Alain Vasselle (limitation du droit de préemption des départements aux espaces naturels sensibles) et n° 98 de M. Bernard Barraux (association des chambres d'agriculture à l'élaboration des cahiers des charges en cas de vente, location ou concession de biens ayant fait l'objet d'une préemption). S'oppose aux amendements n° 315 de Mme Nicole Bricq (suppression de la mention de l'accord du département pour l'exercice du droit de préemption de l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France) et n° 345 de M. Pierre-Yves Collombat (transfert aux communes et à leurs EPCI des droits de préemption confiés aux départements). Accepte l'amendement n° 10 de la commission (coordination). (p. 192) : accepte les amendements identiques n° 143 de M. Bruno Sido et n° 247 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour le département de modifier le périmètre périurbain). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (précision). (p. 193) : s'oppose aux amendements n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (limitation du recours à un décret en Conseil d'Etat à la réduction de la superficie totale des périmètres) et n° 93 de Mme Jacqueline Gourault (délibération du conseil général en cas de réduction du périmètre de protection des espaces agricoles). - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 196) : sur l'amendement n° 12 de la commission (coordination) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 187 de M. Alain Vasselle. S'oppose aux amendements identiques n° 144 de M. Bruno Sido et n° 243 de M. Gérard Le Cam (suppression de la possibilité pour les établissements publics fonciers d'exercer, à la demande du département, le droit de préemption relatif aux espaces naturels sensibles), ainsi qu'à l'amendement n° 188 de M. Alain Vasselle (suppression de l'utilisation du droit de préemption de la SAFER par un établissement public foncier local). (p. 198) : s'oppose à l'amendement de M. Charles Revet n° 174 (extension du droit de préemption des SAFER à tout immeuble pour la réalisation de projets de développement rural intéressant les collectivités), repris par M. Thierry Foucaud. (p. 202, 203) : demande le retrait des amendements n° 189 de M. Alain Vasselle (limitation des droits de préemption des SAFER), n° 99 de M. Bernard Barraux (exclusion de la forêt du droit de préemption mis en oeuvre par le département) et n° 149 de M. Laurent Bêteille (en Ile-de-France, compétence de la région pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains). S'oppose à l'amendement n° 316 de Mme Claire-Lise Champion (en Ile-de-France, compétence de la région pour l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains). - **Art. additionnels après**

l'art. 20 (p. 204, 205) : s'oppose aux amendements analogues n° 91 de M. Michel Mercier, n° 145 de M. Bruno Sido, n° 246 de M. Gérard Le Cam et n° 296 de M. Philippe Darniche (compensation des transferts de charges). (p. 219) : demande le retrait des amendements identiques n° 146 de M. Bruno Sido et n° 245 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour les conseillers généraux d'intégrer les syndicats mixtes chargés d'élaborer les schémas de cohérence territoriaux). (p. 220) : s'oppose à l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau). (p. 222) : demande le retrait de l'amendement n° 223 de M. Jean-Pierre Vial (possibilité pour une personne publique de ne participer à un syndicat mixte que pour l'exercice d'une seule compétence). - **Art. 20 bis A** (Art. L. 231-1-1 nouveau du code de l'urbanisme - Droit de préemption sur aliénation à titre gratuit) : favorable à l'amendement n° 13 de la commission (suppression) et défavorable à l'amendement n° 317 de Mme Claire-Lise Champion (possibilité pour le donateur de renoncer à la donation). - **Art. additionnels après l'art. 20 bis A** (p. 225) : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour une commune ayant acquis des terrains par l'intermédiaire d'une SAFER de rétrocéder les terrains constructibles). (p. 226) : demande le retrait de l'amendement n° 102 de Mme Adeline Gousseau (extension du pouvoir de préemption des SAFER dans les espaces boisés) et s'oppose à l'amendement n° 318 de Mme Claire-Lise Champion (extension du droit de préemption des SAFER sur les parcelles boisées). - **Art. 20 bis** (Art. L. 27 quater nouveau du code du domaine de l'Etat - Acquisition prioritaire par les communes des biens forestiers vacants et sans maître acquis par l'Etat) (p. 227) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour les communes de préempter des parcelles de forêts incluses dans leur plan de prévention des risques naturels). - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 228) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (cohérence). (p. 229) : s'oppose aux amendements identiques n° 147 de M. Bruno Sido, n° 244 de M. Gérard Le Cam et n° 319 de M. Bernard Dussaut (possibilité de recours à la réorganisation foncière). (p. 230) : demande le retrait de l'amendement n° 190 de M. Alain Vasselle (suppression de la procédure relative à la mise en valeur des terres incultes manifestement sous-exploitées). - **Art. 24** (Art. L. 121-2 à L. 121-4, L. 121-4-5, L. 121-7 à L. 121-9, L. 121-11 et L. 121-12 du code rural - Décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général) (p. 231, 232) : demande le retrait de l'amendement n° 191 de M. Alain Vasselle (représentation des propriétaires bailleurs au sein des commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de la commission (choix par le président du conseil général de six personnalités qualifiées pour siéger au sein de la commission départementale d'aménagement foncier). - **Art. 25** (Art. L. 121-13 et L. 121-14 du code rural - Procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier) (p. 234) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 192 et 193 de M. Alain Vasselle (information écrite et personnelle portant l'avis de la commission communale ou intercommunale à la connaissance des intéressés). - **Art. 26** (Art. L. 121-15, L. 121-16 et L. 121-19 à L. 121-24 du code rural - Modalités financières et techniques de mise en oeuvre des opérations d'aménagement foncier) (p. 235) : accepte l'amendement n° 100 de M. Bernard Barraux (possibilité pour le président du conseil général de faire appel à des techniciens pour mettre en oeuvre les opérations d'échange et de cession amiable d'immeubles ruraux). Accepte l'amendement n° 16 de la commission (cohérence). (p. 236) : accepte l'amendement n° 234 de M. Eric Doligé (validation législative des opérations d'aménagement foncier ayant utilisé des associations foncières de remembrement comme intermédiaire financier entre les propriétaires et le conseil général). - **Art. 28** (Art. L. 123-3 et L. 123-18 à L. 123-24 du code rural - Aménagement foncier agricole et forestier en zone forestière) (p. 237) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Eric Doligé (extension du régime juridique du périmètre d'aménagement foncier au-delà du périmètre

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

perturbé par un grand ouvrage). - **Art. 28 bis** (Art. L. 123-4-1, L. 123-29-1 et L. 123-30 nouveaux du code rural - *Échange de terrains selon leur valeur vénale*) (p. 239) : accepte l'amendement n° 150 de Mme Evelyne Didier (amélioration des dispositions d'indemnisation de la perte de valeur vénale de terrains attribués à la commune en cas de réserve foncière). Accepte l'amendement n° 17 de la commission (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 241, 242) : s'oppose à l'amendement n° 78 de la commission (octroi du taux réduit de TVA pour des travaux de transformation en logement locatif d'anciens bâtiments agricoles). - **Art. 35** (Art. 1585 A du code général des impôts - *Aménagements fiscaux en faveur du logement des salariés agricoles saisonniers*) (p. 244) : son amendement n° 154 : coordination ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 36 bis** (p. 245) : demande le retrait de l'amendement n° 159 de M. Jean-Jacques Hyst (interdiction pour des installations irrégulières d'être raccordées sans autorisation aux réseaux d'électricité, d'eau ou assimilé). (p. 246) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 160 de M. Jean-Jacques Hyst (soumission des caravanes aux dispositions de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - *Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux*) (p. 295, 296) : accepte les amendements identiques n° 103 de M. Yves Détraigne, n° 111 de M. Gérard César, n° 255 de M. François Autain et n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie). (p. 297) : protection des animaux de compagnie, notamment dans le domaine sanitaire. (p. 299) : demande le retrait de l'amendement n° 112 de M. Jean Bizet (limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire) et du sous-amendement n° 442 de M. André Dulait s'y rapportant. (p. 300) : nécessité d'associer des personnes d'horizons divers à la préparation du décret d'application de ce texte. (p. 301, 302) : accepte les amendements identiques n° 18 de la commission et n° 240 de M. Gérard Le Cam (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire), et s'oppose aux sous-amendements identiques n° 148 de M. Jean Bizet et n° 169 de Mme Françoise Henneron (modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés) s'y rapportant. (p. 303) : consolidation du rôle central des laboratoires publics départementaux. Place des laboratoires privés dans le système de suivi sanitaire. (p. 304) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 66 de M. Jean Bizet (rétablissement de l'arbitrage préfectoral dans le cadre de la fixation des tarifs de prophylaxie collective).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 451) : demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens). - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 455) : son amendement n° 157 : redéfinition du champ du service public de l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux ; adopté. (p. 456) : s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Jean Besson (reconnaissance aux gestionnaires de l'équarrissage naturel d'une mission de service public d'équarrissage dans la collecte et l'élimination des cadavres d'animaux). (p. 457) : s'oppose aux amendements identiques n° 166 de M. Georges Mouly et n° 327 de M. Jean-Marc Pastor (consultation de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, AFSSA, pour toute demande de dérogation au principe de séparation des métiers de l'équarrissage et de la production de viandes pour la consommation humaine). - **Art. additionnel après l'art. 74** (p. 518) : accepte l'amendement n° 403 de la commission (encadrement du régime de vente des coupes de bois par l'ONF). - **Art. 75 ter** (Art. L. 111-4 nouveau du code rural -

Création d'une agence française d'information et de communication agricole) (p. 520) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Aymeri de Montesquiou (précision de l'axe de communication de cette agence portant sur les produits issus des territoires ruraux). Traitement de la traçabilité des produits dans la future loi d'orientation agricole. - **Art. 77** (Art. 238 bis HP et 238 bis HR du code général des impôts - *Extension du dispositif Sofidom à certaines entreprises de pêche constituées en sociétés de personnes et mise en conformité de ce dispositif avec la réglementation communautaire*) (p. 536) : son amendement n° 158 : mise en conformité de cet article avec le droit communautaire ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 541, 542) : remerciements. Débat constructif. Esprit d'ouverture du Gouvernement. Qualité de la concertation entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Avancées substantielles. Identification de chantiers de réflexion et de travail. Engagement d'une publication rapide des décrets d'application. Création de la Conférence de la ruralité à l'initiative du Sénat.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Discussion générale** (p. 842, 844) : remerciements. Importance du nombre d'amendements discutés dans les deux assemblées. Bilan de la CMP. Suppression d'un article relatif au principe de compensation par l'Etat des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts de compétences. Esprit d'ouverture et de dialogue de ce débat. Amendement du Gouvernement de suppression de l'article 34 bis prévoyant l'application d'un taux réduit de TVA pour la transformation de bâtiments agricoles en logements dans les zones de revitalisation rurale. Processus interministériel d'élaboration de ce texte. Approche nouvelle du monde rural. Rappel des mesures importantes adoptées en deuxième lecture. Accord de la CMP sur des dispositions d'origine sénatoriale. Régime social des entreprises de paysage. Régulation des loups. Identification de chantiers de réflexion et de travail et association des parlementaires à cette démarche. Souhait d'une publication rapide des textes d'application. Définition d'axes de travail sur l'avenir de l'agriculture et le monde rural. Conférence annuelle de la ruralité. (p. 848) : rôle du Sénat dans l'élaboration de ces dispositions. Participation du groupe UMP au débat. Diversité des situations du monde rural : "campagnes des villes", ZRR, "nouvelles campagnes". Statut des saisonniers. Travaux réalisés dans les logements de tourisme en ZRR. Article 75 sexies relatif aux rus et aux étiers. - **Art. 1er septies** (p. 877) : son amendement n° 1 : levée du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 3 quater (pour coordination)** : son amendement n° 2 : suppression ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 34 bis** (p. 878) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 35** : son amendement n° 4 : levée du gage ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Débat sur un rapport d'information sur la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires, SOPEXA** - (29 mars 2005) (p. 2422, 2426) : nécessité de soutenir les entreprises françaises sur les marchés extérieurs. Réponse à M. Marc Massion sur l'importance de l'engagement public. Transformation de l'actionnariat de la SOPEXA. Périmètre d'intervention de cette société. Révision des modalités du soutien financier de l'Etat. (p. 2427, 2428) : réponse à M. Jean Arthuis : missions de contrôle du Parlement. Inertie de la sphère publique. Signature de la convention 2005 entre l'Etat et la SOPEXA.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 105, 106) : défavorable à l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR). Opposé à la multiplication d'exonérations qui réduisent les ressources des collectivités. - **Art. 2 (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural)** (p. 118, 119) : son amendement n° 301 : possibilité pour les régions de confier aux sociétés d'aménagement régional la mission dévolue aux futures sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER ; rejeté. Spécificité de leur compétence, notamment en matière hydraulique. Exemple de la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 264) : intervient sur l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire). Exemple de la région Midi-Pyrénées. (p. 269) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). Absence de concertation avec les élus. - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes)** (p. 289, 290) : installation des infirmiers expérimentés dans les zones rurales en qualité de médecin. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement

(extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 357).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)] (suite)** - (26 janvier 2005) - **Art. 58 bis B (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de classement du pigeon ramier comme nuisible)** (p. 401) : attachement à l'art de vivre caractéristique du Sud-Ouest que représente la chasse à la palombe. Favorable à la protection absolue de cet oiseau. Incitation à la reprise de la migration. Refus d'un classement parmi les nuisibles.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 1er (Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)** (p. 981) : intervient sur les amendements déposés à l'article 1er. Caractère indispensable de cette révision constitutionnelle. Question de la laïcité. Rappel de l'entrée dans l'Union européenne de l'Espagne et bilan actuel. Votera en faveur du traité.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement [n° 2 (2003-2004)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 18, 19) : faiblesse de ce texte relativement aux ambitions affichées pour la protection de l'environnement. Dangers potentiels du principe de précaution. A titre personnel, votera contre ce texte. Les membres du groupe du RDSE voteront en fonction de leurs opinions respectives.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1576) : débat surréaliste. Conséquences catastrophiques de la directive "Bolkestein". Exigence d'harmonisation sociale. Appel à un vote positif lors du référendum sur l'adoption du traité constitutionnel.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1611, 1613) : difficulté de mise en pratique des principes généraux énoncés. Favorable à l'instauration d'un enseignement de la laïcité. Restauration de l'autorité des chefs d'établissement. Place des arts plastiques et de l'éducation physique dans la réforme. Interrogation sur la démission de la rectrice de l'académie de Toulouse. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2188, 2189) : favorable à la mise en conformité de la législation française avec le droit communautaire. Réserves sur le texte. Risque d'une fonction publique européenne à deux vitesses. Caractère embryonnaire de la fonction publique dans certains pays. Favorable à une souplesse permettant le recrutement des contractuels et des vacataires. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2233, 2234) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Claude Domeizel (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants). Manque de clarté dans l'intervention de M. Leclerc.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 37 (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau)** (p. 3175) : favorable à l'amendement n° 654 de M. Bernard Cazeau (taxation des engrais). (p. 3179) : votera l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 511

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3704) : favorable à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation annuelle d'une Conférence nationale du volontariat).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5716, 5717) : mise en place d'un recueil juridique complet et organisé de codification du droit. Importance du tourisme ; attachement du département des Hautes-Pyrénées à cette activité. Effet positif des 35 heures sur la fréquentation touristique en France. Attirance d'une clientèle étrangère argentée. Lutte contre la concurrence avec des pays lointains : engagement d'une action pédagogique de mise en valeur des spécificités de la France et de sa richesse gastronomique. Action de Maison de la France. Le groupe du RDSE votera le texte.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Art. 1er** (*Report d'un an des élections sénatoriales de septembre 2007*) (p. 5794) : avec les membres du groupe du RDSE, votera l'amendement n° 2 de la commission (décalage du calendrier des renouvellements du Sénat en maintenant à six ans le mandat sénatorial).

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6049, 6050) : satisfaction quant à l'objectif du texte. Hommage au ministre pour la poursuite de l'action de ses prédécesseurs. S'interroge néanmoins sur l'égalité d'efficacité de lutte contre le dopage au sein de toutes les fédérations sportives. Inquiétude quant à l'attitude d'organismes internationaux, tels que l'Union cycliste internationale et le CIO. Souhaite cependant demeurer optimiste. Exemple dans son département d'un titre de championne du monde conquis d'une manière loyale.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6504) : intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux). Distinction entre l'agriculture-entreprise et l'agriculture familiale. Dimension environnementale de l'élevage. Rôle des départements.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7614) : intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Nécessité de prendre en compte la mixité sociale. Proposition de mesures coercitives à l'égard des maires n'ayant pas atteint leur pourcentage de logements sociaux. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7675) : favorable à l'amendement n° 47 de la commission (compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération pendant les quinze premières années de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7704, 7705) : soutient l'amendement n° 278 de M. Gérard Delfau (plafonnement de l'augmentation des loyers en fonction des évolutions du coût de la vie) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7726) : son amendement n° 186 : création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8305) : avec un certain nombre de membres du groupe RDSE, votera les amendements de suppression n° I-4 de la commission des finances, n° I-133 de M. François Marc et n° I-292 de M. Michel Mercier. Erosion inexorable des compensations.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8341, 8342) : inquiétude au sujet de la crise de sens traversée par l'Europe depuis le rejet du projet de Constitution européenne. Attente d'information de la part des agriculteurs sur la future PAC. - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8354) : manque de souffle politique dans l'intervention du ministre.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche*) (p. 10166) : favorable à l'amendement n° 89 de Mme Marie-Christine Blandin (indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique).

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; puis membre le 17 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Régimes sociaux et de retraite - compte spécial pensions [n° 99 tome 3 annexe 22 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 200) : reprend l'amendement de M. Charles Revet n° 174 : extension du droit de préemption des SAFER à tout immeuble pour la réalisation de projets de développement rural intéressant les collectivités ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1692, 1693) : soutient l'amendement n° 436 de Mme Annie David (compétence exclusive de l'Etat en ce qui concerne les objectifs des programmes d'enseignement) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture** [n° 265 (2004-2005)] - (14 avril 2005) - **Question préalable** (p. 3289, 3292) : sa motion n° 31 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Texte néfaste rejeté par toute une profession. Risque de surexploitation des marins. Volonté systématique de régression libérale. Problème de la sécurité maritime. Exemple des navires abandonnés dans les ports du Havre et de Rouen. Grève des bateaux de commerce à Marseille et des ferries entre le Nord-Pas-de-Calais, la Normandie et l'Angleterre. Manifestation à Brest. - **Art. 1er** (Objectifs du registre international français) (p. 3294) : défavorable à cet article. Réduction de la durée effective de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

repos des navigants. - **Art. 3** (*Règles applicables aux navires immatriculés au RIF*) (p. 3296, 3297) : dénonciation d'une législation à géométrie variable, au bénéfice exclusif des armateurs. - **Art. 4** (*Conditions de nationalité des navigants*) (p. 3299) : disparité des normes sociales applicables aux marins embarqués. Risque d'appel aux entreprises de travail maritime domiciliées en dehors du territoire français. - **Art. 11** (p. 3306) : défavorable à cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3313) : menaces pour l'emploi, pour les conditions de travail et pour les conditions salariales et sociales des marins français.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3330, 3331) : volonté affichée de transparence des opérations menées sur les marchés financiers de l'Union européenne. Référence à plusieurs articles de la partie III du traité constitutionnel européen. Difficultés de mise en place du principe de libre prestation de services. Evolutions à venir des marchés financiers européens. Doutes sur la transparence affichée. Interrogation sur la place de l'intervention publique en matière de sécurité des marchés. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3332, 3333) : ses amendements n° 1 : augmentation du nombre des représentants des salariés au sein du collège de l'Autorité des marchés financiers, AMF ; et n° 2 : possibilité de saisine de l'AMF par toute personne morale ou physique et information ultérieure de cette personne par l'AMF ; rejetés. - **Art. 5** (*Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers*) (p. 3344) : son amendement n° 3 : suppression ; rejeté. Dénaturation de l'activité parlementaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4967, 4968) : apport de la LOLF sur l'amélioration de la qualité de la discussion de la loi de règlement. Adoption de la LOLF liée à l'insertion de notre politique économique dans la mise en oeuvre de l'Union économique et monétaire. Remise en cause indispensable en raison du vote négatif des Français au traité constitutionnel européen. Critique des critères retenus pour l'évaluation des politiques publiques. Atteinte aux droits du Parlement. Objectifs du texte : création du cadre de prise en compte du pacte de stabilité européen et des opérations de partenariat public-privé ; incidences du rejet du traité constitutionnel par les Français ; mise en déshérence de la dépense d'équipement public. Le groupe CRC votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er A** (p. 4999) : soutient l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera (imposition des actifs professionnels au titre de l'ISF avec modulation du taux d'intégration en fonction des choix faits par l'entreprise en matière d'emploi et de salaire) ; rejeté. - **Art. 1er D** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle de l'impôt sur les sociétés*) (p. 5003) : soutient l'amendement n° 62 de M. Bernard Vera (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 4** (p. 5065) : soutient l'amendement n° 70 de M. Bernard Vera (relèvement des plafonds des livrets Codevi) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5121) : soutient l'amendement n° 82 de M. Bernard Vera (respect des obligations en matière de négociation salariale) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5178, 5180) : transmission tardive du rapport du Gouvernement. Politique du Gouvernement combinant la réduction de l'emploi public et le développement de la précarité de l'emploi. Cadeaux fiscaux faits aux entreprises. Illégitimité des mesures relatives à la taxe professionnelle. Non-prise en compte du vote sanction au projet de traité constitutionnel européen. Refus des choix faits par le Gouvernement. Attente des Français. Réduction

drastique et aveugle de la dépense publique. Stagnation du pouvoir d'achat des salariés. Favorable à une utilisation plus rationnelle et plus efficace de l'argent public. Regrette l'absence de bilan des mesures fiscales prises depuis 2002. Défavorable aux baisses d'impôt. Gaspillage de l'argent public par les incitations fiscales. Exemple du secteur du logement.

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2005) (p. 5712, 5713) : remise en cause du fonctionnement de l'université de Rouen. Illustration du désengagement et de l'absence d'investissement de l'Etat dans le système universitaire. Simple effet d'annonce de déblocage de fonds par le ministère.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7814, 7818) : absence de réponse à l'urgence sociale. Politique autiste. Dogme de la concurrence. Justification des choix par des indicateurs vides de sens. Exemple des indicateurs retenus pour les retraites. Plafonnement scandaleusement généreux des niches fiscales. Inexistence du souci de l'efficacité de la dépense publique. Esquive de tout débat sur l'assiette des impôts. Projet de budget mensonger reposant sur des évaluations fausses. Atteintes portées au crédit du Gouvernement au travers des épisodes Total, Hewlett Packard et l'augmentation du prix du gaz. Amendements visant à taxer davantage les profits des compagnies pétrolières et à rétablir les commissions de contrôle des aides publiques aux entreprises. Inquiétude face à la détérioration de la situation de l'emploi et de l'investissement. Annulations de crédits destinés à l'insertion, au logement, aux transports et aux quartiers sensibles au pire moment des violences urbaines. Gravité de l'erreur d'une telle politique et de l'absence d'encouragement à la croissance.

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8146) : son amendement n° I-75 : suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires" ; rejeté. (p. 8148) : intervient sur son amendement n° I-75 précité. Scepticisme sur la justification des pactes d'actionnaires. (p. 8150) : son amendement n° I-73 : prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF ; rejeté. (p. 8153) : objectif de justice fiscale. - **Art. 17 bis** (*Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite*) (p. 8155) : article représentant un cadeau fiscal à des contribuables déjà riches. Duplicité du discours sur l'égalité des chances par rapport à la réalité de la politique fiscale ou gouvernementale. (p. 8157) : son amendement n° I-76 : suppression ; rejeté. Indécence de cette mesure bénéficiant aux grands patrons dans le contexte du chômage et de la précarité. (p. 8161) : le groupe CRC ne votera aucun des amendements de la commission à l'article 17 bis. - **Art. additionnel avant ou après l'art. 20 ter** (p. 8179, 8180) : ses amendements n° I-79 : mise en cohérence ; et n° I-80 : rédaction ; retirés. - **Art. additionnel avant l'art. 20 ter** (p. 8181) : son amendement n° I-78 : fixation du taux normal de TVA à 18,6 % ; rejeté. (p. 8182) : souhait de données chiffrées sur l'ISF et sur les allègements d'impôts sur le revenu. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8186) : son amendement n° I-81 : application du taux réduit de TVA aux opérations de réaménagement des friches industrielles ; rejeté. - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8203) : son amendement n° I-95 : augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales ; rejeté. (p. 8204) : regrette l'emploi de la dotation de compensation de la taxe professionnelle comme variable d'ajustement de l'enveloppe normée. - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 8209) : son amendement n° I-109 : attribution d'une compensation pour les communes ayant enregistré une baisse de la DCTP entre 2005 et 2006 ; retiré. Nouveau dépôt en deuxième partie de la loi de finances. - **Art. 32** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier"*) (p. 8229, 8230) : son amendement n° I-84 : utilisation du produit de la valorisation du patrimoine de l'Etat pour le financement de constructions de logements locatifs sociaux neufs ; rejeté. - **Art. 36** (*Création du compte*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'affectation spéciale "Pensions" (p. 8234) : son amendement n° I-86 : suppression des dispositions relatives au versement exceptionnel d'un milliard d'euros par France Télécom au compte spécial des pensions et retraites de l'État ; rejeté. - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8242) : son amendement n° I-88 : suppression partielle ; rejeté. Considère les exonérations de charges inefficaces et dangereuses. (p. 8250) : défavorable à l'amendement n° I-273 de M. Michel Mercier (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale). Caractère inégalitaire de la TVA. Absence de lien prouvé entre la baisse du coût du travail et la réduction du chômage. Crainte d'une hausse de la TVA pour financer la solidarité nationale. Absence de participation des entreprises. - **Art. 47** (*Affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF*) (p. 8255) : son amendement n° I-89 : réintégration dans le budget général des ressources tirées du produit des amendes de circulation constatées par voie de contrôle radar ; rejeté. - **Art. 48** (*Création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France, RFF*) (p. 8257) : son amendement n° I-90 : suppression ; rejeté. (p. 8258) : nécessité d'une intervention de l'Etat pour éviter une démarche exclusivement marchande lors de la réalisation de logements sur les anciennes réserves foncières de RFF.

- **Rappel au règlement** - (30 novembre 2005) (p. 8356) : demande une seconde délibération sur les amendements ayant modifié le traitement fiscal des indemnités journalières en cas d'accident du travail.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8362) : son amendement n° I-97 : renforcement du caractère péréquateur de la DSU ; rejeté. (p. 8363) : ses amendements n° I-108 : garantie de stabilité pour la dotation globale de fonctionnement ; retiré ; et n° I-170 : pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux ; rejeté. (p. 8370, 8371) : sur ses amendements précités, retire le n° I-108 et intervient sur le n° I-170. - **Art. 27** (*Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8388) : son amendement n° I-92 : "déliasion" des taux d'imposition locale ; retiré. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8416, 8418) : données chiffrées. Dénonciation de la fragmentation de la dette publique de l'Etat et du fait qu'elle soit portée par des non-résidents. Endettement de la SNCF et de EDF. Défavorable aux choix fiscaux opérés par le Gouvernement pour résorber la dette publique. Nécessité de faire valoir des choix de financement déconnectés des marchés financiers dans certains domaines cruciaux de l'action publique, tel le domaine du logement. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8435) : son amendement n° I-91 : suppression partielle ; rejeté. - **Seconde délibération** (p. 8435, 8436) : sa demande de seconde délibération portant sur les amendements n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail) et n° I-2 de la commission (imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans) auxquels il est défavorable ; rejetée.

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8742, 8743) : défavorable, à titre personnel, à l'approche strictement gestionnaire et comptable des missions "Régimes sociaux et de retraite" et "Compte

d'affectation spéciale : pensions". Enjeu majeur de la responsabilisation des gestionnaires de programmes pour le compte "Pensions". Augmentation inéluctable de la "contribution employeur" à partir de 2010. Portée limitée des indicateurs de performance. Bonne perspective de maîtrise des effectifs et de transparence des coûts. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de ces missions. - **Art. 54 et état B** (*Crédits des comptes spéciaux*) (p. 8748) : accepte l'amendement n° II-119 du Gouvernement (rectification d'une erreur d'imputation de certaines dépenses du compte d'affectation spéciale "Pensions").

Remboursements et dégrèvements

- (3 décembre 2005) (p. 8758) : importance et structure des crédits de la mission "Remboursements et dégrèvements". Imputation de l'essentiel des crédits principalement au remboursement de la TVA déductible pour les entreprises au titre de leurs achats. Orientation des dépenses au bénéfice des entreprises. Interrogation sur la pertinence des choix. Réflexion nécessaire sur la réalité et la consistance de la dépense fiscale dans la législation française.

Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (3 décembre 2005) (p. 8761) : mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques". Mise en place de nouvelles structures centrales. Question de l'individualisation des directions de définition des politiques macroéconomiques. Présentation budgétaire incohérente. Emiettement des services fiscaux. Risque d'externalisations futures de certaines missions. Insuffisance des informations fournies aux parlementaires en dépit de la recherche de transparence affichée. Instrumentalisation des crédits au service des orientations politiques du Gouvernement. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 60 bis** (*Extension de la période d'imputation de la réduction d'impôt afférente aux résidences de tourisme*) (p. 9388) : son amendement n° II-183 : suppression ; adopté. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9399, 9400) : plafonnement de 17 niches fiscales sur 184. Mesure dérisoire visant un effet publicitaire. Choix de société allant à l'encontre de la justice fiscale et sociale. Son amendement n° II-163 : suppression ; rejeté. (p. 9403) : contradiction de l'article 61 entre le discours et les actes. Évaluation du coût pour l'Etat des 200 avantages fiscaux à plus de 34 milliards d'euros. Maintient son amendement précité n° II-163. (p. 9409) : ses amendements n° II-260 : suppression de quatre dépenses fiscales et n° II-254 : suppression de six dépenses fiscales ; rejetés. (p. 9413, 9414) : ses amendements n° II-190 : évaluation de l'impact économique et social des mesures de défiscalisation outre-mer ; et n° II-192 : suppression de la réduction d'impôt pour télédéclaration ; retirés.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 63** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt de prêts contractés par des étudiants en vue de financer leurs études supérieures*) (p. 9429) : son amendement n° II-164 : suppression ; rejeté. Nouvelle niche fiscale. Attente d'un renforcement de l'action sociale par la communauté étudiante. - **Art. 64** (*Prorogation de la période d'application des réductions d'impôts accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation, FCPI, et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque, SUIR*) : son amendement n° II-193 : suppression ; rejeté. - **Art. 67 bis** (*Taxe sur les déchets*) (p. 9451, 9453) : son amendement n° II-188 : extension du champ d'application de la taxe aux déchets industriels ; devenu sans objet. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9463, 9464) : son amendement n° II-166 : suppression ; rejeté. Taxe exorbitante. Recouvrement incertain. (p. 9469) : le groupe CRC demande la suppression de l'article et invite à voter son amendement n° II-166 précité. - **Art. 70** (*Modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts*)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 9495) : son amendement n° II-240 : abrogation des articles 223 A à U du code général des impôts autorisant le régime des groupes ; rejeté. - **Art. 71** (*Abaissement du seuil de l'obligation de télédéclarer et téléréglé la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes assimilées*) (p. 9498) : son amendement n° II-241 : abrogation de l'article 220 quinquies du code général des impôts pour supprimer le régime du report en arrière des déficits ; rejeté. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 9541) : le groupe CRC s'abstient compte tenu de la suppression de l'article 79 bis et du rejet de l'amendement dit "Emmaüs".

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9560, 9561) : remise en cause des droits du Parlement par la LOLF. Baisse d'impôts au profit des plus riches dans un contexte d'aggravation de la dette publique. Multiplication des charges pesant sur les collectivités locales. Ses propositions de choix budgétaires respectueux de justice sociale et fiscale. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Question préalable** (p. 9840, 9842) : soutient la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Hétérogénéité du texte. Mauvaise conjoncture économique. Annulations massives de crédits. Financiarisation de l'économie. Politique fiscale injuste. Privatisations. - **Art. 4** (*Ajustement de la compensation financière des transferts de compétences aux régions*) (p. 9859) : problème posé par la prise en charge régionale de la formation des travailleurs intervenant dans les services sociaux. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9863) : intervient sur l'amendement n° 197 du Gouvernement (remboursement complémentaire des taxes intérieures sur les produits pétroliers et sur la consommation de gaz naturel). Interrogation sur le financement de cette mesure. - **Art. 6** (*Création du compte d'affectation spéciale «Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat»*) (p. 9866) : manque d'information des parlementaires sur la politique de cession du patrimoine immobilier de l'Etat. - **Art. 10 et état B'** (*Dépenses ordinaires des services civils - Annulation de crédits*) (p. 9878) : son amendement n° 61 : suppression ; rejeté. - **Art. 12 et état C'** (*Dépenses en capital des services civils - Annulation de crédits*) (p. 9880) : son amendement n° 62 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 9881) : son amendement n° 63 : instauration de la taxe Tobin ; rejeté. - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9882, 9883) : le groupe CRC est favorable à la taxe de solidarité sur les billets d'avion. Nécessité de mettre en place une politique de coopération internationale plus substantielle. - **Art. additionnels avant l'art. 19** (p. 9899) : son amendement n° 65 : seuil de taxation des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux ; rejeté. (p. 9908) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 15 de la commission (régime fiscal des organismes de placement collectif immobilier, OPCI). - **Art. 19** (*Aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers*) (p. 9910, 9911) : opposition du groupe CRC à cet article. Son amendement n° 64 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 21** (p. 9921, 9922) : ses amendements portant sur le même objet n° 91 et 92 : extension du régime fiscal des dons des particuliers et des entreprises aux sommes apportées aux comptes des entreprises éditrices de presse ; rejetés. - **Art. 21** (*Pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles*) (p. 9923, 9924) : son amendement n° 67 : suppression ; rejeté. - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9935) : son amendement n° 72 : suppression ; rejeté. (p. 9939, 9940) : interrogation sur l'utilité de ces mesures. - **Art. 27** (*Abattement sur le bénéfice des jeunes artistes de la création plastique*) (p. 9947) : son amendement n° 73 : imputation de l'abattement réservé aux jeunes créateurs sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le bénéfice tiré de la vente des oeuvres ; rejeté. - **Art. 30 ter** (*Correction d'une erreur de référence*) (p. 9953) : son amendement n° 74 : abaissement du plafond de déductibilité des indemnités de licenciement ; devenu sans

objet. - **Art. 30 sexies** (*Généralisation à l'ensemble des adhérents à la Préfon de la possibilité de rachat hors plafond d'années de cotisations*) (p. 9955) : son amendement n° 75 : suppression des dispositions incitatives au développement des plans d'épargne retraite populaire, PERP ; devenu sans objet.

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales le 8 juin 2005.

Membre Observatoire économique de l'achat public le 28 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à la création d'un crédit d'impôt équivalent au gain représenté par l'application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux prestations rendues par les avocats [n° 254 (2004-2005)] (16 mars 2005) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 174 (2004-2005)] tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 60, 62) : lutte contre la désertification rurale. Spécificité de la France rurale. Régression des commerces et succès mitigé des maisons de services publics. Mesures en faveur de la garantie du maintien des services de proximité ; encouragement à la polyvalence. Encouragement fiscal indispensable pour l'installation ou la reprise de cabinets médicaux.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 38 bis** (*Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes*) (p. 285) : son amendement n° 182 : mesures en faveur des médecins et des infirmiers s'installant dans les communes de moins de 3 500 habitants ; retiré. (p. 287) : demande une étude sur la situation des médecins et des infirmiers.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1365, 1367) : efforts du Gouvernement en faveur du maintien des services publics en zone rurale. Lancement d'une conférence sur ce thème par le Premier ministre. Présentation faussée du projet de loi relatif à la régulation des activités postales par l'opposition. Transposition de deux directives européennes. Définition des principes généraux du service universel postal. Précision sur les obligations de présence territoriale de La Poste. Nécessité d'adapter ce réseau. Mise en place d'un dialogue avec les élus locaux et d'un fonds de péréquation. Création d'un établissement de crédit postal. Extension au domaine postal des pouvoirs de régulation de l'ART. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3154, 3155).

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan - **Discussion générale** (p. 4257, 4259) : nécessité d'adapter le dispositif d'autorisation d'ouverture des grandes surfaces. Risque de disparition du commerce de proximité. Tendances actuelles de migration des villes vers les campagnes. Dispositions du texte. Rééquilibrage nécessaire entre grande distribution et commerces de proximité pour redynamiser les campagnes et les centres urbains. - **Art. 2** (*Art. L. 720-2 du code de commerce - Fondement des décisions des commissions d'équipement commercial*) (p. 4266) : accepte les amendements du Gouvernement n° 21 (harmonisation) et n° 22 (référence aux conditions de concurrence). (p. 4267) : accepte l'amendement n° 10 de Mme Anne-Marie Payet (référence à l'incidence sur l'emploi aussi bien salarié que non salarié) sous réserve d'une modification. - **Art. 3** (*Art. L. 720-3 du code de commerce - Missions de l'observatoire départemental d'équipement commercial*) : accepte l'amendement n° 23 du Gouvernement (rédaction). (p. 4268) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de Mme Anne-Marie Payet (contenu du schéma de développement commercial). - **Art. 4** (*Art. L. 720-5 du code de commerce - Compétence des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 4270) : accepte l'amendement n° 24 du Gouvernement (précision relative à la compétence des commissions) et demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement à 10000 mètres carrés du seuil de compétence des commissions interdépartementales). (p. 4271) : mise en place des commissions interdépartementales par le préfet. Légitimité du choix du seuil de la surface de 6000 mètres carrés. Confirme qu'une autorisation n'est pas nécessaire pour les magasins de 2000 mètres carrés changeant d'enseigne en restant dans le même secteur d'activité. (p. 4272, 4273) : sur les amendements de M. Dominique Braye, demande le retrait du n° 19 (abaissement

du seuil d'autorisation de 1000 à 300 mètres carrés) au profit du n° 20 (limitation du seuil d'autorisation à 300 mètres carrés en cas de changement d'activité) qu'il accepte. (p. 4273) : sous réserve de son extension au secteur de l'automobile. (p. 4274, 4275) : accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (cas de dispense d'autorisation d'exploitation commerciale) après sa modification. - **Art. 5** (*Art. L. 720-5-1 [nouveau] du code de commerce - Compétence des commissions interdépartementales d'équipement commercial*) (p. 4276) : demande le retrait des amendements n° 5 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement du seuil d'autorisation de 6000 à 10000 mètres carrés) et n° 17 de Mme Anne-Marie Payet (rabaissement du seuil d'autorisation de 6000 à 4500 mètres carrés). - **Art. 6** (*Art. L. 720-6 du code de commerce - Suppression de la dérogation dans les zones d'aménagement concerté*) (p. 4277) : s'oppose, au nom de la commission, à l'amendement n° 26 du Gouvernement (suppression) auquel il est toutefois favorable à titre personnel, sous réserve d'un engagement du Gouvernement à examiner les conditions d'application de la circulaire du 16 janvier 1997. - **Art. 7** (*Art. L. 720-6-1 [nouveau] du code de commerce - Sanctions administratives*) (p. 4278) : accepte les amendements du Gouvernement n° 27 (relèvement du niveau de l'astreinte) et n° 28 (coordination). - **Art. 8** (*Art. L. 720-8 du code de commerce - Composition et fonctionnement des CDEC*) (p. 4279) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Alduy (présence du responsable du schéma de cohérence territoriale au sein de la commission départementale d'équipement commercial). (p. 4280) : souhaite de ne pas accroître le nombre de membres politiques de la commission. S'oppose à l'amendement n° 29 du Gouvernement (suppression de la disposition relative au droit à une formation spécifique pour le représentant des consommateurs). (p. 4281) : accepte les amendements du Gouvernement n° 30 (rédaction) et n° 2 (suppression de la présence d'un représentant du préfet de région en Ile-de-France). - **Art. 9** (*Art. L. 720-8-1 [nouveau] du code de commerce - Composition et fonctionnement des CIEC*) (p. 4282) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Alduy (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial). - **Art. 10** (*Art. L. 720-9 du code de commerce - Modalités de vote dans les commissions d'équipement commercial*) : s'oppose à l'amendement n° 31 du Gouvernement (vote à la majorité simple des membres présents dans les commissions d'équipement commercial). (p. 4283) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Alduy (abaissement du nombre de votes favorables de huit à six dans les commissions interdépartementales réunissant les représentants de deux départements). - **Art. 11** (*Art. L. 720-10 du code de commerce - Coordination juridique*) : accepte l'amendement n° 14 de M. Yannick Texier (suppression de l'exigence de la présence d'un élu parmi les deux membres d'une commission introduisant un recours devant la commission nationale d'équipement commercial). (p. 4284) : accepte l'amendement n° 32 du Gouvernement (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 11** : demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. Yannick Texier (mission de contrôle confiée aux chambres consulaires et organisations professionnelles). - **Art. 12** (*Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 4285) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Yannick Texier (modification de la composition de la commission nationale d'équipement commercial pour prendre en considération l'expression des intérêts du commerce et de l'artisanat) et accepte l'amendement n° 18 de Mme Anne-Marie Payet (précision d'une représentation équilibrée de toutes les formes de commerce au sein de la commission nationale d'équipement commercial). (p. 4286) : à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement précité n° 15. Accepte l'amendement n° 33 du Gouvernement (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 4287) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Yannick Texier (obligation pour la CNEC de motiver les infirmations des décisions de refus d'autorisation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4288) : remerciements.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6195, 6196) : accroissement considérable des infractions sexuelles depuis vingt ans. Importance du pourcentage de délinquants sexuels parmi les détenus. Texte équilibré. Volonté de protéger la société et d'assurer la réinsertion des délinquants. Favorable à l'adoption du PSEM sur la base du rapport Fenech. Importance de la question de l'érosion des peines et de la protection de la société contre les récidivistes particulièrement dangereux. Souhaite un bilan de l'application de la loi Méhaignerie du 1er février 1994. Question de l'extension de la perpétuité à d'autres types de criminels et de la création de "centres fermés de protection sociale" envisagée par la commission Burgelin à partir des expériences allemande et néerlandaise.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6456, 6457) : projet de loi méritant d'être approuvé. Données chiffrées. Biocarburants.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7539, 7540) : persistance du déséquilibre entre l'offre et la demande de logements malgré la mobilisation des gouvernements depuis 2002. Nécessité d'élaborer une politique du logement équilibrée entre parc social et parc privé. Importance de la mixité sociale. Nécessité de libérer le plus de foncier possible. Mesures en faveur des propriétaires bailleurs. Retard de la France en matière de taux d'accès à la propriété.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7641) : son amendement n° 142 : association des conseils généraux à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale, SCOT ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8844, 8845) : effort supplémentaire pour la restauration du patrimoine. Souhait d'une diversification des entreprises appelées à effectuer des travaux. Emplois créés grâce aux crédits d'impôt cinéma et audiovisuel. Professionnalisation des carrières artistiques. Diffusion dans les régions du patrimoine des musées nationaux. Fragilisation des librairies indépendantes face aux grandes surfaces. Place insuffisante de l'éducation artistique. Soutien au spectacle vivant.

FOURCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1093, 1094) : corrélation entre temps de travail, taux de chômage et déficit budgétaire. Soutien du texte présenté. Inquiétude concernant les petites entreprises de création récente et dérive budgétaire engendrée par la généralisation des 35 heures. Effets des 35 heures sur la fiscalité locale. Votera cette proposition de loi qui assouplit le dispositif.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (*Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus*) (p. 1278, 1279) : favorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008). Volonté manifeste du Parlement de laisser aux accords collectifs le soin de majorer les heures supplémentaires. Bien-fondé de l'octroi de trois années de plus pour l'adaptation des petites entreprises. Favorable au mandatement par un syndicat agréé et à un système de lissage de l'augmentation du coût des heures supplémentaires. Partisan de fixer dans la loi un plafond annuel des heures de travail.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1639, 1640) : prise en compte des évolutions du monde extérieur dans la formation des jeunes. Amélioration du statut des directeurs d'école et des chefs d'établissement. Mise en place d'un parcours personnalisé d'aide aux élèves en remplacement des travaux dirigés. Propose une meilleure utilisation des nouvelles technologies de communication pour l'amélioration de l'information entre le ministère et les personnels de base. Soutient ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4235, 4236) : le groupe UMP est défavorable à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq (remplacement de l'actuel arrêté interministériel par un arrêté du seul ministre chargé de l'intérieur pris dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture). - **Art. 3** (*Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles*) (p. 4244) : favorable à l'amendement n° 15 de Mme Evelyne Didier (mise à disposition d'une assistance juridique pour les sinistrés).

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p. 6369) : problème d'accès au logement social, lié à l'immigration clandestine.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7820, 7821) : votera ce budget. Pause dans l'endettement. Suggère d'accélérer la cession des immeubles publics et d'affecter la totalité des produits au désendettement. Adhère à la théorie du bouclier fiscal. Problème de la récupération du "trop perçu" par les collectivités locales. Bien-fondé de la réforme de la taxe professionnelle. Partisan d'une réduction de son taux de plafonnement. Souci de garantir des ressources pérennes aux collectivités locales. Gravité des erreurs du gouvernement socialiste quant à son choix de détaxer la part salaires de la taxe professionnelle et son refus de créer des fonds de pension. Appel à la responsabilisation des différents acteurs.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)] - Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7916) : ne votera pas l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8292, 8293) : compensation du transfert des charges. Refus des administrations centrales de l'Etat de libérer les agents devant être transférés. Favorable au "bouclier fiscal" et à la réforme de la taxe professionnelle. Regret de l'absence de réforme de la taxe d'habitation et des taxes foncières. Insuffisance de la marge de manoeuvre des gestionnaires de collectivités : exemple du RMI. Nécessaire révision des structures des collectivités locales. Baisse souhaitable du taux du prélèvement fiscal obligatoire.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9257, 9258) : nécessité de cette réforme. Favorable aux propositions du Gouvernement : plafonnement de l'imposition des entreprises ; localisation et élasticité des bases. Amendements de la commission des finances : point de départ de cette réforme ; assouplissement du dispositif ; maintien de l'attractivité de l'intercommunalité. Votera le texte de cet article assorti des amendements de la commission des finances. (p. 9271) : problème de transfert d'emplois.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9773, 9775) : approuve les principales dispositions de ce projet de loi. Questions sur le cloisonnement paralysant l'effort de recherche en France, sur la formation et le statut des chercheurs, sur les moyens engagés et sur la place de la France en Europe. Votera ce texte.

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 2** (Art. L. 112-18 du code rural - *Création des sociétés d'investissement pour le développement rural*) (p. 120) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Vial n° 218 et 219 (possibilité pour les départements de se substituer aux régions pour créer une SIDER) ; retirés.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises** [n° 235 (2004-2005)] - (30 juin 2005) - **Art. 106** (Art. L. 632-4 nouveau du code de commerce - *Personnes habilitées à exercer l'action en nullité de la période suspecte*) (p. 4876) : soutient l'amendement n° 213 de M. Paul Girod (possibilité pour le débiteur d'exercer une action en nullité) ; retiré. - **Art. 116** (Art. L. 641-9 nouveau du code de commerce - *Situation du débiteur au cours de la liquidation judiciaire*) (p. 4880) : soutient l'amendement n° 215 de M. Paul Girod (insaisissabilité du salaire du débiteur autorisé à travailler) ; retiré.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale** - *Commission mixte paritaire* [n° 453 (2004-2005)] - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5543, 5544) : hommage au travail du rapporteur. Adhésion du groupe UMP à ce projet de loi qu'il votera.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie** - *Commission mixte paritaire* [n° 475 (2004-2005)] - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5571, 5572) : texte reprenant un grand nombre des apports du Sénat en matière de fonctionnement des marchés financiers, de gouvernance des entreprises et de participation des salariés. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8300) : nécessité de soutenir les exploitants agricoles. Risque d'une perte d'autonomie importante pour les communes. Soutiendra cette réforme tout en la considérant comme inopportune.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 27** (*Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8386, 8387) : réforme de la taxe professionnelle.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8951, 8953) : salue les efforts constants du Gouvernement en direction du monde agricole. Se félicite de la hausse significative des dotations du plan "bâtiments d'élevage" et du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole. S'inquiète de la diminution des crédits en faveur des jeunes agriculteurs. Difficultés structurelles du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles. Problèmes financiers rencontrés par les établissements d'enseignement agricole publics et privés. Votera ce projet de budget.

FRANÇOIS-PONCET (Jean)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Président de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Relations transatlantiques : quelles perspectives pour le second mandat du président Bush ? [n° 307 (2004-2005)] (22 avril 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2760, 2762) : explication du mécontentement des Français. Utopisme des partisans du non pro-européen. En cas de rejet du traité, perte d'influence du tandem franco-allemand, au bénéfice de la Grande-Bretagne. Inconvénients d'une "Europe à l'anglaise". Attrait de ce modèle pour d'autres pays membres. Poids de la France et de ses alliés dans les institutions européennes. Place de la Turquie dans une union purement économique. Volonté de se mobiliser en faveur du "oui" au référendum.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9578, 9580) : détermination du Gouvernement à défendre des positions françaises. Réforme institutionnelle indispensable. Nécessité d'une Europe compétitive et protectrice face à la mondialisation. Détermination des frontières de l'Union.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 99 tome 3 annexe 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Art. 3 (Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements)** (p. 3673, 3674) : votera l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6330, 6332) : augmentation du montant des prélèvements obligatoires des collectivités locales. Conséquences des transferts de compétences. Proposition du conseil d'analyse économique, CAE, d'une réforme d'ensemble de la fiscalité directe. Prise en compte de la totalité des contribuables. Analyse des mesures nouvelles prévues dans le projet de budget pour 2006 : remise en cause du principe d'autonomie financière des collectivités locales par la mise en place du "bouclier fiscal", le plafonnement de la taxe professionnelle et les niches fiscales. Inopportunité de la suppression partielle de la taxe foncière sur le foncier non bâti.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8284, 8285) : congrès de l'Association des maires de France ; inquiétude à propos du projet de loi de finances. Points positifs. Reconduction du contrat de croissance et de solidarité. Réforme du fonds de compensation pour la TVA. Points négatifs. Doute sur la réalité de l'autonomie financière des collectivités locales. Ses réserves à propos de l'allègement de la taxe foncière sur le foncier non bâti pour la profession agricole. Réforme de la taxe professionnelle : pénalisation des communes ; simulations réalisées par le ministère des finances ; blocage des ressources des intercommunalités à taxe professionnelle unique. - **Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

supportée par les exploitants agricoles) (p. 8301, 8302) : soutient l'amendement n° I-133 de M. François Marc (suppression) ; retiré. Déclaration en 2004 du Président de la République en faveur d'une suppression progressive de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les exploitants agricoles. Son opposition à l'instauration de ce dispositif. Principe d'autonomie financière des collectivités territoriales. Mode de compensation. Caractère variable de l'incidence de cette mesure selon les territoires. : soutient l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants) ; retiré. (p. 8303) : soutient l'amendement n° I-134 de M. François Marc (compensation aux collectivités territoriales de cette exonération sur la base des taux votés au titre de l'année précédente) ; retiré. (p. 8308, 8309) : intervient sur l'amendement précité n° I-133 de M. François Marc, qu'il a soutenu. Différence entre les recettes de taxe professionnelle et celles du foncier non bâti pour les collectivités territoriales. Opposition des organisations issues du monde rural à cet allègement. Vote d'un certain nombre d'amendements par les sénateurs socialistes lors du débat sur le projet de loi d'orientation agricole. Complexité du dispositif proposé par le Gouvernement dans son amendement n° I-320 (indexation de la compensation sur la progression de la DGF).

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8687, 8688) : regrette l'exclusion des juridictions administratives du périmètre de la mission "Justice". Pertinence de l'objectif de ramener de dix-huit mois à un an les délais de jugement devant les juridictions administratives. Suggère, pour le programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives", l'objectif d'une meilleure contribution à l'élaboration d'un droit plus lisible et d'une mission de formation des services assignée aux membres du Conseil d'Etat détachés. Réflexion à la Cour des comptes sur les statuts des personnels mis à la disposition des juridictions financières par Bercy. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat" et de chacun de ses programmes, ainsi que de l'article 75 ter.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9263) : choix de la référence aux taux de 2004. Autonomie financière des collectivités locales. Conséquence de cette réforme sur les communautés de communes et les communautés d'agglomération. Risque de transferts vers les impôts-ménages. Satisfait de l'exclusion des travaux effectués sur les propriétés faisant partie des secteurs sauvegardés des zones de protection de patrimoine architectural urbain et paysager, ZPPAUP, des dispositions prises contre les "niches fiscales". Interrogation sur le calcul effectué lors de l'application du plafonnement de taxe professionnelle et de l'écrêtement du produit de taxe professionnelle au profit du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle. (p. 9288) : soutient l'amendement n° II-357 de M. Marc Massion (prise en charge par l'Etat de la totalité du ticket modérateur imposé aux collectivités territoriales dans le cas où le pourcentage des bases plafonnées excède 50% du total) ; rejeté. (p. 9299) : soutient l'amendement n° II-366 de M. Marc Massion (aménagement du "plafonnement du plafonnement" de la taxe professionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9457) : soutient l'amendement n° II-372 de M. Gérard Miquel (obligation de valorisation des déchets pour les producteurs agricoles et les industries agro-alimentaires) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10008) : le groupe socialiste est favorable à

l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Gourault (assouplissement du dispositif fiscal applicable à la fusion d'EPCI).

FRÉVILLE (Yves)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 16 mars 2005.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La modernisation de l'industrie militaire navale : des Arsenaux à Dcn-Sa [n° 405 (2004-2005)] (16 juin 2005) - **Défense**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le maintien en condition opérationnelle de la flotte [n° 426 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Défense [n° 99 tome 3 annexe 8 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Défense**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1682) : favorable à l'amendement n° 136 de M. Michel Charasse (partage des valeurs de la République et enseignement de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale) rectifié par son auteur.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2285, 2286) : apport de transparence et de lisibilité par le projet de loi organique. Elargissement du champ des organismes concourant au financement de la sécurité sociale. Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA. Frontière entre les finances de l'Etat et les finances sociales. Nécessité d'une politique d'ensemble des finances publiques. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2310) : défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales).

- **Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4359, 4360) : intervient sur l'amendement n° 37 de Mme Christiane Demontès (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale). Révision constitutionnelle indispensable pour introduire le principe de compensation des exonérations. - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4383) : favorable au sous-amendement n° 83 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 7 de la commission (mécanisme d'affectation des recettes sociales). Sur celui-ci, son sous-amendement n° 100 ; rejeté. (p. 4384) : favorable à l'affectation par le Parlement des impositions de toutes natures dans une loi ordinaire. Respect indispensable de l'article 34 de la Constitution. - **Art. 4** (Art. L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote) (p. 4401) : intervient sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (organisation du débat parlementaire).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7824, 7825) : votera ce budget visant à restaurer la compétitivité de la France. Sincérité dans l'évaluation de la marge de manoeuvre. Stagnation de la croissance depuis quatre ans. Réforme fiscale. Sa préférence pour une réduction de la taxe professionnelle sur les investissements nouveaux et la déduction des intérêts des prêts à la consommation. Reconduction du contrat de croissance et de solidarité avec les collectivités locales. Partisan d'un prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur de la sécurité sociale plutôt que d'une augmentation de la prime pour l'emploi et la consolidation des allègements de charges. Respect des lois d'orientation et de programmation. Question de la poursuite de l'effort s'agissant de la mission "Défense". Budget cohérent : réalisation d'économies ; priorité donnée à l'innovation et à la recherche. Inquiétudes pour le long terme. Explosion des pensions des fonctionnaires. Nécessité d'une politique cohérente s'agissant des crédits d'intervention. Amélioration souhaitable de la productivité des fonctionnaires et de celle de la France.

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8174) : intervient sur l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). Favorable à la suppression de la taxe sur les salaires à condition de la remplacer par la TVA. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8191) : historique de la TVA. Objectif initial de progressivité liée à la nature de la consommation. Tendance actuelle à lier le taux de TVA à l'intensité du travail. Favorable à un rapprochement des taux. - **Art. 22** (Montant et répartition du prélèvement de solidarité pour l'eau) (p. 8202) : favorable à l'amendement n° I-14 de la commission (réduction de moitié du prélèvement de solidarité pour l'eau). - **Art. 23** (Reconduction du contrat de croissance et de solidarité) (p. 8205) : intervient sur l'amendement n° I-95 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales). Se réjouit de la reconduction du contrat de croissance et de solidarité. - **Art. additionnels**

avant l'art. 25 (p. 8208) : défavorable à l'amendement n° I-145 de M. Bernard Angels (intégration des compensations fiscales dont bénéficient les collectivités dans leur potentiel financier). - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8216) : défavorable à l'amendement n° I-161 de M. Thierry Repentin (compensation intégrale des pertes liées aux exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties).

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8291, 8293) : effort financier consenti pour les collectivités locales par rapport à la croissance des dépenses de l'Etat. Sauvetage de la taxe professionnelle. Favorable au plafonnement. Accroissement des produits de la taxe professionnelle pour les collectivités locales à hauteur des bases. Réflexion nécessaire sur la cotisation minimale de la taxe professionnelle. Impôts dynamiques transférés aux collectivités locales. Nécessité de remédier au déséquilibre des ressources supplémentaires entre les départements. Devenir de la décentralisation.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements) (p. 8367) : favorable à l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local").

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9090, 9092) : budget solide, cohérent et conforme à la loi de programmation militaire. Priorités concernant la recherche, le maintien en condition opérationnelle des forces armées et les grands programmes navals. Performance et efficacité de l'effort en matière de défense. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission "Défense". - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 9119, 9120) : sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° II-144 (transfert d'autorisations d'engagement vers le programme "Gendarmerie nationale" et augmentation des crédits de paiement de la mission "Défense") et, à titre personnel, le n° II-257 (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX). - **Art. 75 quater** (Responsabilité pécuniaire des militaires) (p. 9122) : avis favorable de la commission sur cet article.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (Réforme de la taxe professionnelle) (p. 9258) : favorable à cette réforme de la taxe professionnelle. Plafonnement de l'imposition des entreprises. Clarification de la part de l'Etat. Possibilité pour les collectivités locales de bénéficier des accroissements de base résultant d'un essor de l'activité. Responsabilisation des collectivités locales. Favorable aux amendements de la commission des finances. Atténuation du taux de référence 2004 pour les départements et les régions. Dispositif pour les structures intercommunales à taxe professionnelle unique. Correction des conséquences des accroissements de compétence pour les communautés à fiscalité additionnelle. Votera cette réforme. (p. 9288) : son amendement n° II-336 : réduction du ticket modérateur des collectivités territoriales peu imposées et ayant de faibles bases de taxe professionnelle ; retiré. (p. 9298) : votera l'amendement n° II-363 de M. Marc Massion (neutralisation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur les modalités d'abondement des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). (p. 9305, 9306) : défavorable à l'amendement n° II-365 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9334) : intervient sur l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIFF). Favorable au travail en concertation proposé par le ministre. - **Art. 57 ter (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 9347) : intervient sur l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). - **Art. additionnels avant l'art. 58** (p. 9349) : favorable à l'amendement n° II-286 de la commission (gestion par l'Agence France Trésor de la dette sociale pour le compte de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES). Souhaite l'exclusion de la gestion des emprunts à court terme de la sécurité sociale de ce dispositif. - **Art. 58 (Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)** (p. 9367) : favorable à la prise en compte de la CSG au titre du bouclier fiscal. Rappel de la compétence du Parlement en matière de fiscalité. Favorable à l'intégration des impôts locaux dans le bouclier fiscal.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 67 bis (Taxe sur les déchets)** (p. 9453) : intervient sur l'amendement n° II-302 de la commission (réécriture de l'article tendant à ne taxer que les déchets réceptionnés dans un centre d'enfouissement technique et à réserver le bénéfice de la taxe aux EPCI, aux syndicats mixtes et aux départements titulaires de la compétence de traitement des déchets ménagers) modifié par le sous-amendement n° II-438 de M. Daniel Soulage (compensation financière pour la commune accueillant le centre d'enfouissement technique et ne percevant pas, à ce titre, la taxe professionnelle) auquel il est favorable. Question de la perception de la taxe par les syndicats intercommunaux à vocation unique, SIVU. - **Art. additionnels après l'art. 67 sexies** (p. 9472, 9473) : ses amendements n° II-416 : possibilité, pour les EPCI à taxe professionnelle unique, de reverser la dotation de solidarité communautaire aux communes en fonction du potentiel financier, en plus du critère du potentiel fiscal ; n° II-414 : principe du prélèvement de la taxe d'électricité auprès du gestionnaire du réseau de distribution ou auprès du fournisseur ; et n° II-415 : autorisation des syndicats mixtes de lever la taxe d'électricité dans les mêmes conditions que les syndicats intercommunaux ; adoptés. - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9475) : intervient sur l'amendement n° II-405 de M. Bruno Sido (possibilité, pour les syndicats de communes et les syndicats mixtes, de ne pas lever eux-mêmes la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance et de laisser ce soin à leurs membres). Réflexion souhaitable sur le coefficient d'intégration fiscale, CIF. - **Art. additionnels après l'art. 67 septies** (p. 9477, 9478) : ses amendements n° II-412 : possibilité de proroger le régime transitoire en matière d'ordures ménagères pour les EPCI qui ont réalisé des efforts d'harmonisation, dans l'attente de l'adoption du projet de loi sur l'eau ; et n° II-413 : autorisation des syndicats mixtes à instaurer la redevance spéciale sur l'enlèvement des ordures ménagères dans les zones où s'applique la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, TEOM, et à autoriser les collectivités compétentes à exonérer de cette taxe les locaux dont disposent les personnes assujetties à la redevance spéciale ; adoptés. - **Art. 67 octies (Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs locaux)** (p. 9482) : intervient sur l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances). Favorable à la transmission de ces simulations aux communes. Crainte d'une augmentation préventive du taux de la taxe d'habitation.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18 ter (Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005)** (p. 9895) : défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 10121, 10122) : ses amendements n° 179 : inscription dans le code général des collectivités territoriales de la pérennisation du système des avances aux départements et aux régions ; et n° 180 : précision des activités professionnelles donnant lieu à exonérations et compensations d'exonérations de taxe professionnelle instituées dans la loi relative au développement des territoires ruraux ; adoptés.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10178) : intervient sur les amendements identiques n° 21 de la commission et n° 105 de M. Serge Lagache (nouvelle dénomination de l'Agence d'évaluation de la recherche). (p. 10179, 10180) : défavorable à l'amendement n° 139 de M. Ivan Renar (implication de tous les représentants de la société scientifique). - **Art. 6 (Art. L. 112-1 du code de la recherche - Mission d'expertise)** (p. 10183) : intervient sur le sous-amendement n° 94 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 151 de la commission (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10210) : défavorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU).

FRIMAT (Bernard)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 255 (2004-2005)] (16 mars 2005) - **Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution présentée au nom de la délégation pour l'Union européenne sur la Communication de la Commission relative au résultat de l'examen des propositions législatives en instance devant le législateur (E 2982) [n° 95 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 919, 920) : débat secondaire par rapport à celui de la ratification ou du refus du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Conséquences de la consultation interne des socialistes sur l'acceptation du traité : vote en faveur de la révision constitutionnelle. Défavorable à la procédure de référendum prévue pour toute nouvelle adhésion. Progrès indéniables du traité constitutionnel. Volonté de dépasser les clivages politiques traditionnels. Construction d'une Europe plus sociale et plus démocratique ; reconnaissance de l'existence juridique autonome des services publics ; force juridique de la Charte européenne des droits fondamentaux. Mesures de protection sociale et environnementale ; progrès dans l'organisation des institutions de l'Union : extension des pouvoirs du Parlement européen et développement de la codécision ; pouvoir de contrôle des parlements nationaux sur le respect du principe de subsidiarité ; reconnaissance d'un droit de pétition. Incompatibilité du maintien du budget de l'Union à 1 % du PIB avec une politique ambitieuse de cohésion sociale et territoriale. Dissociation indispensable de la question référendaire des choix de politique interne du Gouvernement. Engagement vigoureux des socialistes pour l'adoption du traité.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1582, 1583) : regrette l'ouverture tardive de la séance en raison de l'utilisation de l'hémicycle comme plateau de télévision. Réduction du temps de discussion sur la proposition de résolution relative aux services dans le marché intérieur. Négation du travail de la Haute Assemblée.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances** [n° 313 (2004-2005)] - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3661, 3664) : absence d'information sur la nouvelle organisation de la discussion budgétaire. Interrogation sur la cosignature par plusieurs commissaires d'un rapport unique. Inscription prématurée de ce texte à l'ordre du jour. Modifications formelles. Dispositions transitoires de l'article 7. Garantie nécessaire du droit d'expression de tous les membres du Sénat. Suppression du "débat" sommaire sur les crédits budgétaires. Rappel, à propos de l'article 5, des dispositions de l'article 48 de la Constitution relatives à l'ordre du jour prioritaire. Représentation de l'opposition sénatoriale au sein de la conférence des présidents. Proposition d'une pondération des voix. Progrès souhaitable vers une meilleure garantie des respects des droits de l'opposition par la majorité sénatoriale. - **Question préalable** (p. 3669, 3670) : adhésion du groupe socialiste à la LOLF. Garantie des droits de l'opposition. Réflexion sur l'organisation de la discussion budgétaire. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de la motion n° 8 de Mme Marie-France Beaufils tendant à opposer la question préalable. - **Art. 3 (Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements)** (p. 3672, 3673) : son amendement n° 1 : rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 3675) : son amendement n° 3 : pondération des voix au sein de la conférence des présidents ; rejeté. (p. 3676) : dénonciation d'un abus de position dominante de la majorité sénatoriale. - **Art. 5 (Compétence de la conférence des présidents pour fixer, sur proposition de la commission des finances, les modalités particulières d'organisation de la**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

discussion de la loi de finances de l'année (p. 3677) : soutient l'amendement n° 2 de M. Michel Charasse (organisation de la discussion de la loi de finances par la conférence des Présidents sous réserve des dispositions de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour prioritaire); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4160, 4162) : satisfaction relative à la tenue d'un débat parlementaire avant le Conseil européen. Limitation néfaste du budget européen à 1 % du revenu national brut de l'Union. Risque d'ajustements budgétaires au détriment des fonds structurels réservés au développement des territoires. Théorie du "juste retour" contraire à l'intérêt commun. Remise en cause indispensable du "chèque britannique". Impossibilité pour la France d'imposer ses vues à ses partenaires. Nécessité de retrouver un projet commun et de redonner confiance aux citoyens européens.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (30 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 178 ou avant l'art. 1er** (p. 4912) : sur l'amendement n° 155 de la commission (assouplissement des règles de prise en charge par le Trésor public des frais de procédure en cas d'impécuniosité du débiteur afin de faciliter la réalisation de l'inventaire), reprend le sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 205 : inscription dans la loi des principes de rémunération des administrateurs et mandataires de justice ; retiré. - **Art. 183 (réserve)** (*Art. L. 625-3, L. 625-7, L. 625-8 du code de commerce, L. 651-1, L. 654-13, L. 654-14, L. 661-8 et L. 662-3 nouveaux du code de commerce - Extension à la procédure de sauvegarde de dispositions relatives aux créances résultant de contrats de travail et aux sanctions*) (p. 4918) : conditions anormales de ce débat.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5784, 5788) : inadaptation du collège des grands électeurs aux réalités démographiques et urbaines. Nécessaire aménagement du calendrier électoral dans le respect des principes constitutionnels. Propositions de loi du groupe socialiste visant à reporter les élections municipales et cantonales en octobre 2007 et les élections sénatoriales en janvier 2008 dans le respect de l'avis du Conseil d'Etat et des observations du Conseil constitutionnel. Conséquences sur l'organisation générale des futures élections. Souhait de connaître la position du Gouvernement sur les amendements de la commission des lois allongeant d'un an le mandat des sénateurs. Reprise des propositions de loi du groupe socialiste par les amendements proposés par celui-ci. Respect par les propositions du groupe socialiste, de la jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la réforme du Sénat de juillet 2003. - **Art. 1er** (*Report d'un an des élections sénatoriales de septembre 2007*) (p. 5793) : son amendement n° 5 : report des élections sénatoriales prévues en septembre 2007 au mois de janvier 2008 ; devenu sans objet. (p. 5794) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renouvellement unique du Sénat) en reconnaissant son irrecevabilité constitutionnelle. Absence de pertinence de la position du rapporteur contre son amendement n° 5 précité. Avec le groupe socialiste, défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (décalage du calendrier des renouvellements du Sénat en maintenant à six ans le mandat sénatorial). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5796, 5797) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur le texte.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005).**

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8345, 8346) : le groupe socialiste approuvera cet article. Etat des rapports entre la France et l'Union européenne. Faible poids de l'effort financier net en faveur de l'Europe. Crise profonde de cette dernière. Libre champ laissé à la commission du fait de l'impuissance du Conseil européen. Dénonciation de la remise en cause de l'acquis communautaire. Nécessité de renforcer la solidarité européenne. Injustice du "chèque britannique". - **Art. 50** (*Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 8355) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-215 de M. Bruno Retailleau (suppression du montant versé par la France, via l'Union européenne, à la Turquie en vue de préparer son adhésion).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9585, 9586) : attitude britannique. Approfondissement de la crise européenne. Solidarité nécessaire à l'égard des nouveaux Etats membres. Réforme institutionnelle indispensable. Demande le retrait de la directive sur les services et l'adoption d'une loi-cadre sur les services publics.

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds forestier national.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000 à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une politique volontariste de l'archéologie préventive [n° 440 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Culture - Compte spécial cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale [n° 99 tome 3 annexe 7 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 359).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 599, 600) : communication du 17 décembre 2004 faite par le ministre de la culture devant le Conseil national des professions du spectacle. Contribution des différents rapports. Obstacles aux efforts déployés.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3366, 3367) : absence de mention du bois dans ce texte. Interrogation sur la position du Gouvernement au sujet de la baisse du taux de TVA sur les réseaux de chaleur alimentés par une énergie renouvelable. Souhait d'élargissement du champ d'application des certificats d'économies d'énergie à la filière forestière. Nécessité de mettre en place une véritable filière bois énergie en milieu rural.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5851, 5853) : crises ayant affecté l'exécution du budget 2004 du ministère de la culture. Crise du patrimoine monumental et insuffisance des dotations pour 2004 en crédits de paiement. Nécessité d'inscrire les fonds de concours en loi

de finances initiale. Décalage entre la dotation initiale et les dépenses nettes. Crise de l'Institut national des recherches archéologiques préventives, INRAP. Engagement du directeur de l'architecture et du patrimoine en faveur de la mise en oeuvre d'une politique volontariste de l'archéologie préventive. Organisation nécessaire d'une audition du suivi du contrôle budgétaire au premier trimestre de 2006. Crise des intermittents du spectacle. Hommage à la mise en oeuvre anticipée de la LOLF.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6446, 6447) : dispositions relatives au secteur forestier. Baisse du taux de TVA en faveur du bois-énergie. Gestion forestière et valorisation des produits forestiers dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Son amendement concernant la généralisation des schémas stratégiques forestiers de massifs à l'ensemble des massifs de montagne.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571) : son amendement n° 192 : octroi du statut agricole aux entreprises de paysage ; retiré. (p. 6572, 6573) : intervient sur son amendement n° 192 précité. Demande la création d'un groupe de travail sur ce sujet.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6677) : son amendement n° 570 : simplification administrative en matière de gestion des sites Natura 2000 ; retiré. (p. 6678) : son amendement n° 567 : simplification ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 6712) : soutient l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6831) : son amendement n° 520 : inscription du schéma stratégique forestier de massif dans la loi d'orientation agricole ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 15 (Renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche)** (p. 7997) : soutient l'amendement n° I-237 de M. Serge Vinçon (crédit d'impôt pour les dépenses engagées dans les secteurs des métiers d'art) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8151) : fragilité du marché de l'art en France. Défavorable à l'amendement n° I-73 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 29** (p. 8398) : favorable à l'amendement n° I-265 de Mme Catherine Morin-Desailly (allègement de la taxe professionnelle en faveur des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel).

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8832, 8833) : crédits consacrés au patrimoine. Conséquence des régulations budgétaires passées. Quasi-disparition des statistiques relatives aux monuments historiques en péril. Effort pacificateur dans le dossier des intermittents du spectacle. Amendements visant à la suppression de certains crédits. Politique relative à l'archéologie préventive. Baisse des budgets attribués aux établissements publics culturels. Interrogation sur leur

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

gestion. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8852) : son amendement n° II-19 : suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création ; retiré. (p. 8854, 8855) : son amendement n° II-20 : majoration des crédits de l'INRAP ; rejeté. - **Art. 94 bis (Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies)** (p. 8856) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-114 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 ter (Extension de la taxe sur les entreprises audiovisuelles pour les recettes de parrainage)** (p. 8857) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-115 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 quater (Taxe relative au vidéogramme pour les documents audiovisuels à caractère pornographique)** (p. 8859) : son amendement n° II-21 : précision ; devenu sans objet. S'oppose aux amendements identiques n° II-117 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° II-130 du Gouvernement (précision). - **Art. additionnel après l'art. 94 quater** (p. 8860) : s'oppose à l'amendement n° II-118 de Mme Catherine Morin-Desailly (substitution d'une taxe aux obligations de production pour les services de télévision se consacrant à la diffusion d'oeuvres réservées aux adultes).

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8946, 8947) : maintien du versement compensateur en faveur du régime forestier. Fonds d'épargne forestière. Déploie la baisse du budget général pour la forêt ainsi que celle des moyens consacrés à l'amélioration de la gestion et de l'organisation de la forêt. Regrette la disparition de l'aide à l'acquisition de forêts par les communes.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9313) : soutient l'amendement n° II-409 de M. Roger Karoutchi (exonération de taxe professionnelle pour les personnes louant leur résidence secondaire) ; retiré. (p. 9316) : son amendement n° II-316 : exonération de taxe professionnelle pour les activités de production de films et de programmes de télévision et la production de films institutionnels et publicitaires ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. 60 (Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts)** (p. 9384) : son amendement n° II-327 : exonération des frais réels engagés par les propriétaires d'immeubles gérés directement par eux-mêmes, notamment les châteaux historiques ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9436) : votera à regret, pour des raisons de droit communautaire, contre l'amendement n° II-387 de M. Gérard Miquel (abaissement du taux de TVA sur les réseaux de chaleur).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18 (Taxe de solidarité sur les billets d'avions)** (p. 9887) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression).

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10002) : votera l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR). - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : son amendement n° 39 : octroi de l'avantage fiscal prévu par la loi sur le mécénat aux entreprises pour l'achat d'oeuvres d'art sous réserve de les exposer dans un lieu accessible au public ou aux salariés, à l'exception de leurs bureaux ; adopté.

GARREC (René)
sénateur (Calvados)
UMP

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 288 (2004-2005)] tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 314 (2004-2005)] (3 mai 2005) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 386 (2004-2005)] tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 459 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 3648, 3650) : enjeu symbolique de cette proposition de loi. Rappel historique. Détermination par les lois constitutionnelles de 1875 de l'affectation actuelle des locaux. Réunions des sénateurs et des députés en Congrès à Versailles depuis 1958. Précisions législatives récentes de cette affectation. Étendue des locaux concernés. Remise de l'Opéra Gabriel au ministère de la culture par le Sénat. Mise à la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

disposition de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles des locaux nécessaires à son activité. Interruption des négociations entamées par le Sénat due à l'adoption de ce texte. Adhésion de la commission des lois au changement d'affectation des locaux à l'exclusion de la salle des séances du Congrès et de ses accès. Définition d'une période transitoire permettant aux assemblées de trouver de nouveaux lieux de stockage pour les réserves de mobilier et les archives. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, propose, au nom de la commission des lois, l'approbation de ce texte. - **Art. 1er** (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès) (p. 3654) : son amendement n° 1 : maintien de l'affectation à l'Assemblée nationale et au Sénat de la salle des séances, de ses accès et des locaux nécessaires à la tenue du Congrès ; adopté. (p. 3655) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Jean-Claude Peyronnet (maintien de l'affectation de la salle des séances et du musée du Parlement à l'Assemblée nationale et au Sénat) ainsi qu'au sous-amendement n° 11 (ajout du musée du Parlement aux locaux affectés aux assemblées) déposé sur son amendement n° 1 précité. - **Art. 3** (Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles) (p. 3657) : réponse à la question de M. Michel Charasse sur la signature des conventions par chacune des deux assemblées. Son amendement n° 2 : conséquence ; adopté. (p. 3658) : demande le retrait des amendements n° 10 de M. Jean-Claude Peyronnet (affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires du Congrès et possibilité de dérogations accordées par décision conjointe des bureaux des deux assemblées) et n° 9 de M. Michel Charasse (affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires). S'oppose à la demande de priorité sur l'amendement précité n° 10 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 3659) : accepte l'amendement n° 3 de M. Josselin de Rohan (précision des conditions de libération des locaux transférés). Accepte l'amendement n° 4 de M. Patrice Gélard (interdiction d'effectuer des modifications dans les locaux susceptibles de gêner la tenue du Congrès du Parlement).

- **Deuxième lecture** [n° 386 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5270) : divergences entre l'Assemblée nationale et le Sénat portant sur la proportion de locaux à transférer, l'utilisation de ces locaux par l'établissement public de Versailles et l'affectation de la salle des séances du Congrès. Amendements tendant à rétablir le texte adopté par le Sénat en première lecture. - **Art. 1er** (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès) (p. 5272, 5273) : son amendement n° 1 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté après modification par le sous-amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet, qu'il accepte. - **Art. 3** (Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles) : son amendement n° 2 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture ; adopté

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de
France (Série C))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2445, 2447) : phénomène récurrent trop souvent passé sous silence. Dénonciation des mariages forcés. Nécessité d'harmoniser l'âge nubile pour les deux sexes. Renforcement des pouvoirs du parquet pour un traitement efficace et rapide des unions forcées en cas de doute sur la sincérité du consentement. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2451) : son amendement n° 3 : harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes ; adopté. (p. 2454) : mariage sans consentement : données chiffrées. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2490) : son amendement n° 4 : modification de l'intitulé de la proposition de loi ; retiré.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3635, 3637) : raisons de sa participation à ce débat. Image de la France. Liste du parc immobilier. Souhait de la poursuite du projet de nouvelle ambassade à Pékin. Conséquences de la suppression des consulats sur l'organisation des élections. Favorable au regroupement des services culturels et d'enseignement avec les autres pays européens : exemple de l'accord franco-allemand. Crise de croissance et d'adaptation des établissements d'enseignement français à l'étranger : exemple du Mexique et de Londres. Mise en garde contre une rationalisation excessive : vente à un prix inférieur à celui du marché. Interrogation sur la formule du crédit-bail pour certaines opérations immobilières. Au nom du groupe UMP, souhaite une véritable gestion du patrimoine de l'État. Effort de modernisation du gouvernement de M. Jean-Pierre Raffarin.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3827, 3828) : fusion des listes électorales. Inégalité de traitement sur le droit à l'information civique des Français établis hors de France. Dépôt d'un sous-amendement visant à l'amélioration de l'information. Favorable à la possibilité de vote sur Internet. - **Art. 3 (Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales)** (p. 3837, 3838) : sur l'amendement n° 22 de M. Michel Guerry (dérogation au principe d'interdiction de propagande à l'étranger dans les Etats signataires de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le respect de la législation du pays hôte), son sous-amendement n° 23 : mise à la charge des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle d'une obligation de campagne d'information civique à destination des Français établis hors de France ; retiré.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4438, 4440) : explosion des demandes d'adoption internationales. Réforme indispensable des structures. Situation dramatique du gel des adoptions à Madagascar. Avancées du texte : harmonisation nationale de la procédure d'agrément, réduction du délai d'instruction des demandes, doublement de la prime d'accueil et création de l'Agence française de l'adoption, AFA. Complexité de la procédure actuelle. Différence de traitement entre les expatriés résidant ou non dans un pays signataire de la convention de La Haye de 1993. Dépôt d'un amendement permettant aux ambassadeurs d'octroyer l'agrément. Propose l'extension de l'aide forfaitaire aux adoptants français expatriés ainsi que le bénéfice des congés d'adoption. Votera cette proposition de loi. Poursuite de la réflexion sur les procédures d'adoption. - **Art. 1er (Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément)** (p. 4446, 4447) : son amendement n° 30 (conditions particulières pour les Français de l'étranger établis dans un pays non signataire de la convention de La Haye) ; retiré puis repris par Mme Monique Cerisier-ben Guiga.

Défavorable à la nouvelle rédaction de son amendement précité.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5337) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4 bis (Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle)** (p. 5395) : son amendement n° 89 : possibilité pour les comités consulaires compétents de mener des actions de sensibilisation et d'information ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9035, 9037) : effort remarquable du ministère des affaires étrangères en matière de réduction des dépenses publiques. Conséquences contreproductives de la LOLF. Investissements déterminants dans la recherche de marchés extérieurs. Amélioration de l'offre de service public aux Français à l'étranger. Difficultés de l'AEFE et de la scolarisation des Français à l'étranger ; proposition de modification des critères d'attribution des bourses. Développement de la culture et de l'esprit français à travers les JAPD. Réflexion sur les financements des actions françaises à l'étranger autres que l'appel au budget de l'Etat : exemple des fondations. Volonté d'implication de l'Union européenne à l'extérieur de ses frontières. Instauration prioritaire du vote électronique. Conditions d'exercice difficile des élus des Français de l'étranger. Manque d'ambition de ce budget qu'elle votera néanmoins compte tenu des circonstances actuelles.

GAUDIN (Christian)
sénateur (Maine-et-Loire)
UC-UDF

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi modifiant l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales afin de permettre la participation d'agents territoriaux aux réunions de la commission d'examen des offres de délégation de service public [n° 207 (2004-2005)] (22 février 2005) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 235 (2004-2005)] de sauvegarde des entreprises [n° 337 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Entreprises**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Politique des territoires [n° 101 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 185) : son amendement n° 67 : possibilité pour le département d'avoir recours au conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE, pour élaborer son programme d'action ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 53 bis A** (Art. L. 142-2 du code de l'urbanisme - Extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, TDENS) (p. 315) : son amendement n° 69 : précision de la nature de l'intervention du CAUE dans la définition de la politique départementale des espaces naturels sensibles ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques** [n° 240 (2004-2005)] - (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3175, 3176) : soutient l'amendement n° 189 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité, pour les collectivités, de choisir la mesure de la pollution pour le calcul de la redevance) ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue) (p. 3965) : son amendement n° 192 : suppression ; retiré. - **Art. 6** (Art. L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier - Suppression du taux de l'usure pour les prêts accordés à une personne physique agissant pour ses besoins professionnels) (p. 3981) : son amendement n° 196 : suppression ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 6, ou après l'art. 9, ou après l'art. 22** (p. 3988) : son amendement n° 203 : alignement du régime des plus-values professionnelles sur celui des plus-values immobilières ; retiré. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans) (p. 3993) : son amendement n° 198 : extension du dispositif de la provision pour investissement ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 23 (priorité)** (Société civile artisanale à responsabilité limitée) (p. 4032,

4033) : son amendement n° 197 : suppression ; adopté. Accroissement de la complexité. - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise) (p. 4043, 4044) : son amendement n° 202 : précision d'une participation réelle du conjoint à l'activité de l'entreprise ; retiré. (p. 4045, 4046) : son amendement n° 201 : précision ; retiré. - **Art. 16** (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires) (p. 4060, 4061) : son amendement n° 259 : garantie d'une commission minimale dans le contrat déterminée par référence à l'importance de l'établissement et aux modalités de son exploitation ; retiré. (p. 4064) : retire son amendement précité n° 259 rassuré par la réponse du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 4086) : son amendement n° 260 : possibilité pour le contribuable de soumettre à l'administration fiscale une évaluation de son entreprise établie par un expert agréé auprès de la Cour d'appel ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 4194) : soutient l'amendement n° 245 de M. Jean-Léonce Dupont (réglementation de la vente de biens ou de services à l'occasion d'une foire ou d'un salon) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 37** (p. 4197) : soutient l'amendement n° 249 de M. Claude Biver (présentation d'un inventaire des décisions sanctionnant des infractions au code du commerce dans le rapport public de la commission d'examen des pratiques commerciales) ; adopté. - **Art. 39** (Art. L. 711-1 à L. 711-10 et articles L. 711-11 à L. 711-13 [nouveaux] du code de commerce - Définition des échelons composant le réseau des CCI et de leurs compétences respectives) (p. 4201) : soutient l'amendement n° 252 de M. Denis Badré (respect par les différentes instances de leur champ de compétences respectifs) ; adopté. (p. 4203) : son amendement n° 199 : soumission des chambres de commerce et d'industrie aux règles de la concurrence pour les activités de conseil ; adopté. (p. 4204, 4205) : ses amendements n° 200 : soumission des chambres de commerce et d'industrie au droit de la concurrence concernant leurs activités de formation et n° 263 : représentation par l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie des intérêts nationaux du commerce, de l'industrie et des services ; adoptés.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises** [n° 235 (2004-2005)] - (29 juin 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 4738, 4740) : avis de la commission privilégiant une approche économique de ce texte. Création et défaillance des entreprises. Fonctionnement peu satisfaisant des procédures de redressement judiciaire existantes. Création d'un dispositif de sauvegarde : responsabilisation des chefs d'entreprise ; comités de créanciers. Procédure de conciliation. Amendements de la commission des affaires économiques saisis pour avis. Souhait d'une représentation spécifique des artisans au cours de la procédure collective ; rôle de la chambre de métiers. Intérêt de la mise en place de comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises, CODEFI, réservés aux artisans. - **Art. 4** (Art. L. 611-2 du code de commerce - Information du président du tribunal de commerce sur la situation économique et financière du débiteur - Pouvoir d'injonction en cas d'absence de dépôt des comptes annuels) (p. 4770) : son amendement n° 180 : transmission systématique des impayés à la Banque de France ; adopté. - **Art. 5** (Art. L. 611-3 à L. 611-6 du code de commerce - Mandat ad hoc - Procédure de conciliation) (p. 4772) : son amendement n° 181 : faculté pour le président du tribunal de commerce de choisir le mandataire ad hoc sur les listes établies par la chambre de métiers ; retiré. (p. 4775) : son amendement n° 182 : suppression de la faculté pour les créanciers de proposer un conciliateur en vue de sa désignation par le président du tribunal de commerce ; adopté. (p. 4776) : son amendement n° 183 : énumération des causes de récusation d'un conciliateur ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 7** (Art. L. 611-8 à L. 611-10 nouveaux du code de commerce - Constatation et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

homologation de l'accord amiable) (p. 4797) : son amendement n° 184 : précision ; adopté. - **Art. 10** (Art. L. 611-13 à L. 611-16 nouveaux du code de commerce - Statut du mandataire ad hoc et du conciliateur - Obligation de confidentialité) (p. 4804) : son amendement n° 185 : obligation pour le conciliateur de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile ; adopté. - **Art. 15** (Art. L. 621-1 du code de commerce - Modalités d'ouverture de la procédure de sauvegarde) (p. 4811) : son amendement n° 186 : audition d'un représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure ; retiré. - **Art. 17** (Art. L. 621-3 du code de commerce - Ouverture de la période d'observation - Suppression de la faculté pour le tribunal de prononcer d'office la prorogation de la période d'observation) (p. 4813) : son amendement n° 187 : fixation d'une durée maximale pour la période d'observation ; adopté. - **Art. 18** (Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités) (p. 4816) : son amendement n° 188 : décision motivée du tribunal de commerce en cas de non-désignation d'un administrateur judiciaire ; retiré. - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4828) : son amendement n° 192 : extension à tout prêteur du paiement prioritaire accordé aux créances résultant de prêts consentis au débiteur après le jugement d'ouverture de la procédure ; adopté. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4861) : son amendement n° 193 : consultation du mandataire judiciaire et des représentants des personnels avant l'adoption du projet de plan par les comités de créanciers ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 71 de la commission. - **Art. 120** (Art. L. 641-13 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4884) : son amendement n° 194 : coordination ; adopté. - **Art. 152** (Art. L. 653-5 nouveau du code de commerce - Cas généraux de faillite personnelle) (p. 4901, 4902) : son amendement n° 195 : suppression de la sanction pour faillite personnelle en cas d'une omission de déclaration de cessation des paiements dans un délai de quarante-cinq jours ; adopté. - **Art. 154** (Art. L. 653-8 nouveau du code de commerce - Interdiction de gérer) (p. 4903) : son amendement n° 196 : conséquence ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 176 bis** (p. 4907) : son amendement n° 197 : levée du secret professionnel de la Caisse des dépôts et consignations à l'égard des mandataires de justice ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 187** (p. 4927) : soutient l'amendement n° 271 de M. Michel Bécot (extension aux créances dues aux façonniers du privilège de paiement prévu pour les créances salariales) ; adopté.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. 5** (Agence de l'innovation industrielle) (p. 5068, 5069) : question des délais de mise en place de cette agence. - **Art. 5 bis** (Réductions d'impôt sur les sociétés pour des dépenses de recherche ou des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises innovantes) (p. 5074) : nécessité d'une réforme globale et ambitieuse du financement privé de la recherche.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale - Commission mixte paritaire [n° 453 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5544) : pertinence des objectifs du texte. Regret du rejet de certaines propositions du groupe de l'UC-UDF et craintes consécutives à ce rejet. Avec le groupe de l'UC-UDF, votera ce texte.

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 18 janvier, 1er, 8 février, 1er, 8, 15, 22 mars, 5, 13 avril, 3, 10 mai, 14, 28 juin, 12, 13 juillet, 4, 11, 18, 19, 25 octobre, 9, 15, 22, 28 novembre, 6, 19 et 20 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 596, 597) : rôle de la culture dans la société. Soutien de l'action du ministre de la culture. Projets développés à Marseille. Désengagement du conseil général des Bouches-du-Rhône du financement de plusieurs établissements artistiques.

- **Hommage à Jean-Paul II** - (5 avril 2005) (p. 2632) : hommage solennel à la mémoire du pape Jean-Paul II, dont la disparition empreinte de courage et de sérénité a profondément ému le monde entier. Au nom du Sénat, présente ses condoléances attristées à la communauté catholique de France et suspend la séance pendant quelques minutes en signe de deuil.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs mauritaniens** - (5 avril 2005) (p. 2643).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Attentat en Corse** (p. 4028) : la Haute Assemblée s'associe à la protestation du Gouvernement contre l'attentat survenu cette nuit en Haute-Corse visant l'entreprise du président de la chambre de métiers et de l'artisanat.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Cambodge** - (4 octobre 2005) (p. 5622).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de fonctionnaires de l'Assemblée nationale d'Afghanistan** - (4 octobre 2005) (p. 5622).

- **Souhaits de bienvenue à la présidente de la Chambre des Lords** - (4 octobre 2005) (p. 5635).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

GAUTIER (Charles)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 777, 779) : texte de circonstance tendant à imputer au juge l'échec de la politique contre l'insécurité. Réponse démagogique à la détresse des victimes. Récidive et passé judiciaire du condamné déjà pris en considération par les magistrats. Introduction dès lors inutile de la réitération. Mesures répressives pour l'ensemble des récidivistes. Mesures préventives limitées aux délinquants sexuels, pour lesquels le taux de récidive n'est que de 1,3 %. Surveillance par GPS. Absence d'effet dissuasif sur la récidive. Indignité du système. Problèmes techniques et financiers. Double peine et non pas mesure de sûreté. Absence d'équilibre entre répression et prévention. Constat identique s'agissant de l'élargissement du fichier national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles aux irresponsables pénaux. Limitation non pertinente des possibilités de sursis avec mise à l'épreuve pour les récidivistes. Amendement de suppression. Modification salutaire apportée par la commission des lois. Intérêt des propositions concernant le suivi socio-judiciaire et les injonctions de soins. Le groupe socialiste s'opposera au placement sous surveillance électronique mobile, même dans le cas d'une libération conditionnelle et proposera la création d'un contrôle général des prisons. Les sénateurs socialistes resteront attentifs aux évolutions qui auront lieu au cours de la discussion. - **Art. 2** (Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions) (p. 794) : soutient l'amendement n° 38 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. (p. 796) : soutient l'amendement n° 40 de M. Robert Badinter (suppression des dispositions excluant le principe de non-cumul des peines et la confusion des peines) ; adopté. - **Art. 3** (Art. 132-41 du code pénal - Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions) (p. 798) : soutient l'amendement n° 41 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. Dotation préférable des services de probation et d'insertion en moyens financiers plutôt que la consécration du "tout carcéral". - **Art. 4** (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence) (p. 802) : le groupe socialiste votera les amendements de suppression n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et, en cas de rejet de ceux-ci, votera l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour le juge, en cas de récidive, de délivrer un mandat de dépôt à l'audience par décision motivée, quelles que soient la peine prononcée et l'infraction commise). - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) : soutient l'amendement n° 42 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Art. 9** (Art. 144 du code de procédure pénale - Extension des critères autorisant le placement en détention provisoire) (p. 810) : soutient l'amendement n° 45 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. Augmentation du nombre des détentions provisoires et de la population carcérale. Imprécision du critère retenu. - **Art. 10** (Art. 712-6, 712-13, 723-9, 723-12 du code de procédure pénale - Coordinations) (p. 811) : soutient l'amendement n° 46 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Art. 11** (Art. 434-29 du code de procédure pénale - Sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile) : soutient l'amendement n° 47 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Art. 12** (Art. 131-36-2 du code de procédure pénale - Possibilité d'ordonner le placement sous surveillance mobile pour l'exécution de certaines obligations liées au suivi socio-judiciaire) : soutient l'amendement n° 48 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Art. 15** (Entrée en vigueur du fichier des délinquants sexuels) : soutient l'amendement n° 50 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. Domaine réglementaire. - **Division et art. additionnels après l'art. 15** (p. 816, 817) : soutient l'amendement n° 51 de M. Robert Badinter (instauration d'un contrôleur général des prisons) ; rejeté. Indignité des conditions de détention et de travail dans les prisons. Commission d'enquête du Sénat. Nécessité de reprendre la proposition de loi votée à l'unanimité du Sénat en 2001 et non examinée par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4750, 4751) : absence de justification à la procédure d'urgence appliquée à ce texte. Reprise des propositions du MEDEF. Nécessité d'une réforme du droit de la faillite. Absence de prise en compte des emplois et des salariés. Conséquence des fermetures d'entreprises pour les collectivités territoriales. Création de la procédure de sauvegarde. Mesures en faveur des créanciers. Licenciement économique durant la procédure de sauvegarde. Nécessité d'une réforme des tribunaux de commerce. Harmonisation souhaitable de la législation européenne. Ne votera pas ce projet de loi. - **Art. 5** (Art. L. 611-3 à L. 611-6 du code de commerce - Mandat ad hoc - Procédure de conciliation) (p. 4772, 4773) : soutient l'amendement n° 345 de M. Robert Badinter (conditions d'ouverture de la procédure de conciliation excluant l'hypothèse de la cessation des paiements depuis quarante-cinq jours) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 8** (Art. L. 611-11 nouveau du code de commerce - Privilège de paiement pour les créanciers ayant consenti au débiteur un nouvel apport de crédit ou fourni un nouveau bien ou service - Limitation de la responsabilité pour soutien abusif) (p. 4801) : soutient l'amendement n° 347 de M. Robert Badinter (soumission à l'aval du Comité des chefs de service financiers de la priorité de paiement des créanciers, apporteurs "d'argent frais") ; rejeté. - **Art. 15** (Art. L. 621-1 du code de commerce - Modalités d'ouverture de la procédure de sauvegarde) (p. 4811) : soutient l'amendement n° 356 de M. Robert Badinter (en l'absence de délégués du personnel, audition d'un conseiller syndical par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure) ; rejeté. - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4826, 4827) : soutient l'amendement n° 360 de M. Robert Badinter (couverture par le superprivilège de l'ensemble des créances dues au salarié) ; devenu sans objet. (p. 4828) : ses amendements n° 361 et 362 (coordination) ; retirés. - **Art. 47** (Art. L. 623-1 du code de

commerce - Rapport sur le bilan économique, social et environnemental de l'entreprise) (p. 4832) : soutient l'amendement n° 363 de M. Robert Badinter (communication du rapport au débiteur et au représentant des salariés) ; rejeté. - **Art. 69 bis** (Art. L. 626-1-1 nouveau du code de commerce - Contenu du projet de plan de sauvegarde) (p. 4835) : soutient l'amendement n° 364 de M. Richard Yung (encadrement du déclenchement de la procédure de licenciement économique en période de sauvegarde) ; rejeté. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4859) : soutient l'amendement n° 366 de M. Robert Badinter (participation des salariés et des créanciers publics aux comités de créanciers) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4913, 4914) : soutient les amendements de M. Robert Badinter, portant sur le même objet, n° 343 et 344 (suppression des conditions préalables à la nomination des administrateurs judiciaires hors-liste) ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 180** (p. 4916) : reprend l'amendement de M. Yves Détraigne n° 281 : reconnaissance de la procédure d'insolvabilité au sens du Règlement européen du 29 mai 2000 accordée à la procédure de conciliation et possibilité d'ouvrir une procédure secondaire au bénéfice d'une entreprise française ayant fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans un autre Etat membre ; rejeté. - **Art. 182** (Art. L. 221-16, L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4 nouveau, L. 820-1 et L. 822-15 du code de commerce - Dissolution de la société en nom collectif dont l'associé fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un redressement assorti d'un plan de cession globale - Alerte du commissaire aux comptes - Secret professionnel du commissaire aux comptes) (p. 4917) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 157 de la commission (suppression du paragraphe V modifiant l'article L. 820-1 du code de commerce relatif aux conditions d'alerte sur les difficultés des entreprises). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4941, 4942) : soutient les amendements de M. Robert Badinter portant sur l'organisation de la réforme des tribunaux de commerce n° 287 à n° 317, n° 319, n° 320, n° 322 à n° 330, n° 332 à n° 339 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4944, 4945) : absence de justification à la procédure d'urgence retenue pour l'examen de ce texte. Refus du Gouvernement de réaliser une réforme des tribunaux de commerce. Facilités supplémentaires accordées aux employeurs. Carences du dispositif concernant la place des salariés. Votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6194, 6195) : devoir du législateur de ne pas répondre à l'actualité dans la précipitation, par la démagogie. Mise en place du bracelet électronique mobile présenté comme une solution miracle au problème de la récidive. Persistance de dispositions inadmissibles en dépit d'un large remaniement par le Sénat. Subsistance de zones d'ombre. Illusion de la faisabilité technique du dispositif. Nécessité d'un réexamen du PSEM devant le Parlement, après expérimentation et évaluation avant sa généralisation. Limites d'usage impératives et exclusion des mineurs du champ d'application du dispositif. Partisan d'une amélioration du système actuel en utilisant les lois existantes. Nécessité d'une politique globale contre la délinquance pour lutter contre la récidive et d'une écoute des professionnels du droit. Le groupe socialiste ne soutiendra pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6266) : favorable aux amendements identiques n° 60 de M. Robert Badinter et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression).

- **Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7627) : durcissement du texte au fil des lectures. Le groupe socialiste ne le votera pas. Inutilité des mesures proposées. Assimilation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du placement sous surveillance électronique à une véritable peine. Inconstitutionnalité.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8892, 8893) : favorable à l'engagement de la responsabilité de l'Etat pour les dommages causés à l'occasion des violences urbaines. Recours à une loi d'exception par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 2 (Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites)** (p. 9652) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Hugues Portelli (limitation du pouvoir préfectoral d'imposer l'utilisation de caméras aux seuls sites d'intérêt public). Encadrement strict de la vidéosurveillance par la réglementation et l'action judiciaire.

GAUTIER (Gisèle)
sénateur (Loire-Atlantique)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à établir la parité entre les femmes et les hommes dans les exécutifs des collectivités territoriales élues au scrutin de liste [n° 147 (2004-2005)] (19 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à accroître la place des femmes dans le collège électoral des sénateurs [n° 323 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan, an IV : une stabilisation fragile [n° 339 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes, sur le projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)] - Égalité salariale [n° 429 (2004-2005)] (28 juin 2005) - **Entreprises - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Activité 2004 de la délégation aux droits des femmes. L'élargissement, une chance pour les droits des femmes. [n° 430 (2004-2005)] (28 juin 2005) - **Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 371, 372).

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1099, 1100) : assouplissement sans bouleversement du cadre général des 35 heures. Aménagements positifs pour les entreprises et les salariés. Votera la proposition de loi. Travail du rapporteur et du président de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1700, 1701) : ses amendements n° 232 (formation des jeunes à non-violence et à la paix) ; retiré puis repris par Mme Annie David ; et n° 233 : inscription de l'objectif de mixité à l'école ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1743) : soutient l'amendement n° 174 de M. Yves Détraigne (précision des différents aspects de la maîtrise de la langue française) ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2438, 2439) : nécessité de briser la loi du silence. Pouvoir destructeur des violences psychologiques. Position des médecins face aux violences conjugales. Nécessité d'améliorer la prévention. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2455) : favorable à l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2460, 2461) : son amendement n° 25 : formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2470) : favorable à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

conjoint). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2490) : ses amendements portant sur le même objet n° 31 et 32 : modification de l'intitulé de la proposition de loi ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2491, 2492) : débat de qualité, à la hauteur de l'importance du sujet. Regrette le rejet des amendements portant sur la formation, l'enseignement à la non-violence, l'incrimination du harcèlement moral et l'organisation de la médiation. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Art. 5** (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux*) (p. 2523, 2524) : soutient l'amendement n° 17 de M. Jean-Paul Amoudry (composition de l'équipe disciplinaire élargie à une puéricultrice, une assistante sociale et une éducatrice de jeunes enfants) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. - **Discussion générale** (p. 5355, 5357) : persistance d'un écart salarial important entre hommes et femmes. Existence d'un cadre juridique étoffé mais mal appliqué. Amélioration de l'efficacité et de l'équité dans l'entreprise par la féminisation des exécutifs. Interrogation sur l'efficacité des pénalités financières. Mise en place de dispositifs contraignants. Recommandations de la délégation : amélioration de la diffusion des bonnes pratiques en matière d'égalité salariale ; présence au sein de l'entreprise d'une interlocutrice afin d'améliorer les possibilités de médiation et de dialogue ; meilleure articulation de la mobilité professionnelle dans le souci d'un rapprochement familial. Mesure des effets directs et induits du rééquilibrage des rémunérations. Implication des pouvoirs publics. Regret de la non-prise en compte par le présent texte des questions de précarité et de travail à temps partiel. Souhait d'un prochain projet de loi complémentaire. Texte combinant la justice sociale et l'efficacité économique.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7524, 7525) : crise majeure du logement se traduisant par une carence d'offres et une flambée des prix. Données chiffrées sur la construction de logements. Interrogation sur les conséquences des mesures proposées sur la mixité sociale des quartiers. Rappel de son courrier resté sans réponse sur la réforme du statut des offices d'HLM. Interroge le ministre à ce sujet. Souhait d'une mise à disposition des acteurs du logement de tous les outils efficaces et adaptés sans considération purement budgétaire. Espoir d'un enrichissement du texte par l'adoption des amendements présentés.

GAYMARD (Hervé)

*ministre de l'économie, des finances et
de l'industrie
(jusqu'au 25 février 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1201 du 12 novembre 2004 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier [n° 148 (2004-2005)] (19 janvier 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

GÉLARD (Patrice)

*sénateur (Seine-Maritime)
UMP*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 23 novembre 2005.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 167 (2004-2005)] modifiant le titre XV de la Constitution [n° 180 (2004-2005)] (9 février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle relative aux anciens présidents de la République française [n° 186 (2004-2005)] (15 février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative à la situation matérielle des anciens présidents de la République française [n° 187 (2004-2005)] (15 février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative aux conditions matérielles prévues pour les anciens présidents de la République française [n° 188 (2004-2005)] (15 février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 296 (2004-2005)] modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)] (3 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 523, 524) : reprise sous forme d'amendements des conclusions de son rapport. Retard d'application de la loi Littoral. Nécessité de mettre fin aux imprécisions. Intégration des schémas de mise en valeur de la mer dans les schémas de cohérence territoriale. Correction d'un certain nombre d'aberrations : non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long d'un étier et entretien des bâtiments agricoles. Demande au Gouvernement la prise en compte par le Conseil national du littoral de toutes les questions soulevées dans son rapport. Retard par rapport à l'application de la loi Montagne. Maintien de deux de ses amendements sur les schémas de cohérence

territoriale et le problème des étiers et des rus. (p. 527, 528) : son amendement n° 105 : accord du préfet sur les seules dispositions relevant de la compétence de l'Etat dans le schéma de cohérence territoriale valant schéma de mise en valeur de la mer ; adopté. (p. 529, 530) : son amendement n° 181 : définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus ; adopté. (p. 531) : intervient sur son amendement n° 181 précité. Insuffisance des textes existants. (p. 532) : ses amendements n° 108 : adaptation de la règle de construction en continuité aux spécificités locales ; n° 109 : extension aux espaces proches du rivage de l'exception relative aux espaces urbanisés s'appliquant dans la bande des cent mètres ; et n° 110 : possibilité de schéma d'aménagement pour les espaces remarquables ; retirés. Objectif de développement harmonieux du littoral.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 911, 915) : mise en conformité de la Constitution avec le traité établissant les "statuts" de l'Union européenne. Construction européenne basée sur le droit international public ; conception moniste. Modification de la Constitution préalable à la ratification. Réaffirmation par le Conseil constitutionnel du principe de la supériorité de la Constitution sur le droit communautaire. Prise en compte des nouveaux transferts de compétence. Modification des modalités d'exercice de compétences déjà transférées. Nouvelles prérogatives reconnues aux parlements nationaux. Distinction entre dispositions transitoires et définitives. Prévision d'un référendum systématique en France pour l'élargissement de l'Union européenne. Economie du projet de loi. Développement du contrôle du respect du principe de subsidiarité par l'Assemblée nationale et le Sénat ; conséquence sur la charge de travail de la délégation pour l'Union européenne et des commissions permanentes. Saisine de la Cour de justice de l'Union européenne par chaque assemblée. Connaissance superficielle de l'Union européenne par les concitoyens. Devoir d'instruction et d'association à sa construction. Adéquation de l'outil du référendum. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 955) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Bruno Retailleau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 958, 959) : révision indispensable de la Constitution avant la ratification du traité. A titre personnel, s'oppose à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 967) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (détermination par le Gouvernement des engagements de la France dans l'Union européenne). (p. 968) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. David Assouline (transfert de la responsabilité de la négociation et de la signature des traités relatifs à la participation de la France à l'Union européenne au Premier ministre, responsable devant le Parlement). (p. 969) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration de lois de transposition permettant l'adaptation du droit français aux directives européennes). (p. 970) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. David Assouline (interdiction au Gouvernement de transposer par ordonnances les actes communautaires relevant du domaine de la loi) et n° 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery (recours limité aux ordonnances pour transposer les directives européennes). Retard de la France en matière de transposition des directives européennes. - **Art. 1er** (Art. 88-1 de la Constitution - *Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 973, 974) : risque de conflit d'interprétation entre le Conseil constitutionnel et la Cour de Luxembourg. Nécessité d'adopter cet article. (p. 976) : s'oppose aux amendements n° 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression), n° 3 de M. Michel Charasse (introduction d'une réserve d'interprétation résultant de la décision du Conseil

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

constitutionnel du 19 novembre 2004) et n° 6 de M. Bruno Retailleau (affirmation de la primauté de la Constitution française sur le droit européen). - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 991) : s'oppose aux amendements de suppression n° 13 de M. Bernard Frimat, n° 36 de M. Denis Badré et n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. S'oppose également aux amendements n° 28 de M. Yves Détraigne (repli), n° 7 de M. Bruno Retailleau (révision de cette disposition uniquement par référendum) et n° 15 de M. Robert Badinter (déclaration du Gouvernement devant chaque assemblée suivie d'un débat en cas d'organisation d'un référendum). Absence de majorité au sein de la commission des lois sur l'amendement n° 14 de M. Robert Badinter (organisation d'un débat au Parlement sur toute demande d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne avant l'avis du Conseil européen sur l'ouverture des négociations). Rappel des articles 3 et 11 de la Constitution. Possibilités d'expression du Parlement. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 996, 997) : demande le retrait des amendements identiques n° 20 de M. Robert Badinter et n° 32 de M. Pierre Fauchon (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ainsi que du n° 29 de M. Denis Badré (reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne). - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) (p. 1003, 1004) : s'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 88-3 de la Constitution** (*Droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales*) (p. 1005) : s'oppose à l'amendement n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, cantonales et régionales aux citoyens membres ou non de l'Union européenne résidant en France). - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1007) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Engagement du Gouvernement de communiquer l'ensemble des textes européens au Parlement. (p. 1011, 1012) : intervient sur l'amendement précité n° 35 de M. Pierre Fauchon. Risques de contradiction entre les articles de la Constitution figurant à des titres différents. Négation de la distinction entre le domaine parlementaire et ce qui relève du Gouvernement. - **Art. 88-6 de la Constitution** (*Pouvoir d'opposition du Parlement à la mise en oeuvre de la procédure de révision simplifiée du traité*) (p. 1013) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bruno Retailleau (saisine du Conseil constitutionnel). - **Art. 88-7 de la Constitution** (*Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1015) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Yves Détraigne (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 88-7 de la Constitution** (p. 1016) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Bruno Retailleau (soumission à un référendum des révisions du traité). S'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (déclaration du Gouvernement suivie d'un débat dans chaque assemblée préalablement à toute réunion du Conseil européen). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1017) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (inscription prioritaire à l'ordre du jour des assemblées de la discussion d'une résolution prévue à l'article 88-5 ou d'une motion prévue à l'article 88-6). (p. 1018) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Jacques Pelletier (réserve d'une séance par mois pour transposer les directives communautaires). Autres solutions possibles. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (**précédemment réservé**) (p. 1020) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery (inscription dans la Constitution de la reconnaissance et de la promotion des langues régionales et minoritaires). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1021, 1022) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Odette Herviaux (ratification de la Charte européenne

des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). (p. 1024) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Bariza Khiari (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement [n° 2 (2003-2004)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 19, 20) : nécessité d'intégrer cette charte au droit constitutionnel français. Clarification des droits et devoirs liés à l'environnement. Respect du principe de précaution. Devoir d'éducation et de formation. Rôle de la recherche. Responsabilité du Parlement. La majorité du groupe UMP du Sénat votera ce texte.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2454) : favorable à l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes). - **Art. 1er** (*Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé*) (p. 2468) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Jean-René Lecerf (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2492, 2493) : texte lisible pour tous. Engagements du Gouvernement. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Art. 3** (*Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles*) (p. 3659) : son amendement n° 4 : interdiction d'effectuer des modifications dans les locaux susceptibles de gêner la tenue du Congrès du Parlement ; adopté.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 3660, 3661) : modernisation nécessaire du règlement du Sénat. Conséquences éventuelles d'un vote positif au référendum du 29 mai 2005. Son attachement à l'obtention d'un consensus de l'ensemble des groupes politiques. Réforme "a minima" susceptible d'améliorations ultérieures. Contenu du texte : actualisation de références devenues caduques ; article 3 ; fixation par la conférence des présidents des modalités d'organisation de la discussion des lois de finances. - **Question préalable** (p. 3668) : s'oppose à la motion n° 8 de Mme Marie-France Beaufils tendant à opposer la question préalable. Adéquation du calendrier de cette réforme. Limite des modifications. Extension des prérogatives parlementaires. Absence de menace pesant sur les droits de la minorité sénatoriale. - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 3672) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (appréciation par le Sénat, et non plus par sa commission des finances, de la recevabilité financière des amendements). - **Art. 3** (*Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements*) (p. 3673) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 3675, 3676) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Bernard Frimat (pondération des voix au sein de la conférence des présidents). - **Art. 5** (*Compétence de la conférence des*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

présidents pour fixer, sur proposition de la commission des finances, les modalités particulières d'organisation de la discussion de la loi de finances de l'année (p. 3677) : s'oppose aux amendements n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (compétence de la conférence des présidents pour fixer les modalités particulières d'organisation de la discussion générale de la loi de finances de l'année) et n° 2 de M. Michel Charasse (organisation de la discussion de la loi de finances par la conférence des présidents sous réserve des dispositions de l'article 48 de la Constitution relatif à l'ordre du jour prioritaire).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. 33** (*Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance*) (p. 4186) : soutient l'amendement n° 153 de M. Henri de Richemont (précision) ; adopté.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises - Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5532) : hommage au travail des commissions. Objectif de sauvegarde des entreprises. Sécurisation des relations économiques entre le débiteur et les créanciers. Responsabilisation des chefs d'entreprise. Elargissement du champ d'application de ces procédures aux professions libérales. Humanisation de la faillite. Le groupe de l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5722) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). Félicite le rapporteur d'avoir suivi les recommandations de la commission supérieure de codification. Intervient sur l'amendement n° 16 du Gouvernement (correction de la liste des dispositions abrogées par l'article 5 de l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de tourisme). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5730) : favorable à l'amendement n° 20 du Gouvernement (codification de l'agrément "vacances adaptées organisées" destiné aux personnes handicapées). Regrette l'insertion de dispositions à caractère réglementaire dans le code du tourisme. - **Art. 9** (*Art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - Régime d'établissement des servitudes destinées à permettre le passage et l'aménagement des pistes de ski*) (p. 5737) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin (modification du régime des servitudes permettant aux collectivités locales et départementales d'organiser les sports de montagne en hiver et en été) qu'il estime contraire à la Constitution. Assimilation de la servitude au droit de propriété.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5788, 5790) : rappel historique. Légitimité de l'interprétation de la Constitution par le Conseil constitutionnel. Difficultés du report à l'automne des élections municipales et cantonales et du report au mois de janvier des élections sénatoriales. Contradiction du projet de loi avec l'avis du Conseil d'Etat et les observations du Conseil constitutionnel. Nécessaire prorogation d'un an de la durée du mandat des sénateurs. Cohérence des amendements déposés par la commission des lois.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005)**.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7268) : le groupe UMP votera ce texte. Justification de la mise en oeuvre de l'état d'urgence par les violences commises dans les banlieues. Hommage au courage des gendarmes, des CRS, des policiers et des pompiers.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10207) : votera l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER). (p. 10210) : défavorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU).

GÉRARD (Alain)
sénateur (Finistère)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Credit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 101 tome 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p.9220, 9221) : renforcement de la politique de sécurité maritime en Europe. Propositions de la commission européenne en la matière. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission "Transports".

GERBAUD (François)
sénateur (Indre)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant du Conseil national des transports le 13 octobre 2005.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA): Dessertes aériennes (Ancien Comité de gestion du Fonds de péréquation des transports aériens).

Membre titulaire du Comité de gestion du Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien (FIATA): Plates-formes aéroportuaires.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire ; nouvelle nomination le 22 septembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 350, 352).

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7708, 7712) : son amendement n° 427 : dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9005, 9007) : inscription de la politique gouvernementale dans la continuité de la loi de programme pour l'outre-mer. Effets positifs des dispositifs de défiscalisation des investissements sur l'économie des territoires. Augmentation du nombre de demandeurs d'emplois et de RMistes. Déséquilibre de la compensation versée par l'Etat. Non-compensation du transfert des TOS. Préparation d'un plan de restructuration et de modernisation du schéma de transport routier. Mise en place indispensable d'une programmation pluriannuelle du logement social. Interrogation sur les crédits du FNDAE. Lutte contre l'immigration clandestine et sécurisation des côtes de Guadeloupe. Inquiétude à la perspective de réforme du contingentement tarifaire pour la banane. Octroi de mer. Calendrier de présentation de la loi organique portant réforme du statut des îles du Nord de la Guadeloupe.

GINÉSY (Charles)

sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

GINOUX (Georges)
sénateur (Cher)
UMP

Démissionnaire le 30 juin 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 juin 2005.

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 10** (Art. L. 311-1 du code rural et art. 22 de la loi de finances pour 2004 - Statut économique et fiscal des entreprises équestres) (p. 149, 150) : soutient l'amendement n° 185 de M. Alain Vasselle (élargissement du champ des conventions dérogatoires au statut du fermage aux conventions conclues pour des activités de préparation et d'entraînement des équidés domestiques) ; retiré. Souci de préserver des parcelles en nature de prairie. Nécessité de maintenir le cadre contractuel actuel de location des terrains régi par le code civil.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier) (p. 404) : soutient l'amendement n° 195 de M. Alain Vasselle (suppression de la contribution financière

d'indemnisation des dégâts de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse) ; adopté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 5** (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux) (p. 2777) : soutient l'amendement n° 354 de M. Gérard Bailly (possibilité de procéder aux obligations légales d'entretien des cours d'eau et des berges sans autorisation de la part de l'administration) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3210) : soutient l'amendement n° 364 de M. Ladislav Poniatowski (exonération du paiement de la taxe piscicole pour les jeunes de moins de dix-huit ans) ; adopté. (p. 3212) : soutient l'amendement n° 357 de M. Ladislav Poniatowski (transmission au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur la faisabilité d'une extension aux eaux closes du paiement d'une redevance pour protection du milieu aquatique) ; retiré. Accueil favorable des propriétaires d'étangs. Incertitude juridique générée par la législation actuelle.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)) (p. 3231) : soutient l'amendement n° 374 de M. Ladislav Poniatowski (précisions quant au rôle de l'ONEMA) ; adopté.

GIRARDIN (Brigitte)
ministre de l'outre-mer
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre déléguée à la coopération, au
développement et à la francophonie
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs [n° 266 (2004-2005)] (24 mars 2005) - **Fonction publique - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant les transports routiers internationaux de marchandises (ensemble une annexe), [n° 140 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5646, 5647) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant modification de la convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (ensemble une annexe) [n° 72 (2004-2005)]** - (4 octobre

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

2005) - **Discussion générale** (p. 5648, 5649) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité destiné à adapter et à confirmer les rapports d'amitié et de coopération entre la République française et la Principauté de Monaco [n° 87 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5650) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne signée à Tunis le 26 juin 2003 ainsi que de l'avenant n°1 à cette convention signé à Tunis le 4 décembre 2003 [n° 347 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 349 (2004-2005)** (p. 5652) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'entente en matière de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec [n° 349 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 347 (2004-2005)**.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage [n° 17 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5654) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, [n° 173 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5655) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes [n° 348 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5656, 5657) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [n° 345 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5658, 5859) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au renforcement de la Commission Interaméricaine du Thon Tropical établie par la Convention de 1949 entre les États-Unis d'Amérique et la République du Costa Rica (ensemble quatre annexes), [n° 139 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5660, 5661) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [n° 344 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5662) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6342, 6344) : générosité des collectivités locales suite au tsunami. Problèmes juridiques autour de la notion d'intérêt local. Importance de la coopération décentralisée. Adhésion du Gouvernement au texte proposé. Conditions et moyens d'intervention des collectivités locales. Réflexion sur la possibilité pour celles-ci de passer des conventions avec des États étrangers. (p. 6351, 6352) : recensement des actions menées à l'étranger par les collectivités locales. Nécessité pour ces dernières d'informer les ambassadeurs de leurs démarches. Etablissement d'un

document-cadre de partenariat récapitulant dans chaque pays l'ensemble des initiatives de la France. - **Art. unique** (p. 6353) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Alima Boumediene-Thiery (introduction de la notion de durabilité).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9039, 9042) : détermination du Gouvernement pour obtenir la libération de Bernard Planche détenu en Irak. Remerciements. Inscription de la politique étrangère de la France dans un contexte de contrainte budgétaire. Projet de réactivation du comité interministériel des moyens de l'Etat à l'étranger. Préservation de la cohérence de la politique culturelle extérieure. Réponse aux orateurs. Modernisation du ministère des affaires étrangères : diversification des ressources, modernisation et adaptation du réseau consulaire et culturel en Europe, clarification du financement des contributions obligatoires. Amélioration du dispositif de mesure de la performance. Gestion de la crise en Côte-d'Ivoire. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9045) : son amendement n° II-209 : création du programme "Audiovisuel extérieur" ; adopté. (p. 9046) : influence intellectuelle du portail internet Idées de France.fr. S'oppose à l'amendement n° II-108 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (transfert de crédits du programme "Action de la France en Europe et dans le monde" au programme "Rayonnement culturel et scientifique") et intervient sur les amendements de la commission des finances n° II-74 (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"), n° II-75 (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France") et n° II-76 (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"). (p. 9052) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-73 et n° II-132 de la commission (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9055) : demande le retrait des amendements de M. Daniel Goulet n° II-79 (réduction du nombre d'ambassadeurs) et n° II-80 (diminution des crédits de l'UEO et du Conseil de l'Europe). (p. 9056) : son amendement n° II-208 : financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France ; adopté. (p. 9058) : contribution du ministère des affaires étrangères au financement du plan pour les banlieues. (p. 9059) : son amendement n° II-233 : majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE ; adopté.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des États étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9073, 9076) : priorité accordée au développement des pays du Sud. Orientations : "objectifs du Millénaire", soutien particulier à l'Afrique et recherche de sources innovantes de financement. Prise en compte des migrations internationales dans la mise en oeuvre de l'aide. Mise en avant des idées françaises de mondialisation. Traitement du non-respect du paiement des retraites à des ressortissants français à l'étranger. Clarification des actions par la mise en oeuvre de la LOLF. Attachement particulier à la promotion de la francophonie. Augmentation des crédits et amélioration de l'efficacité de leur utilisation. Engagements multilatéraux et aides bilatérales. Amélioration du pilotage stratégique de l'aide et de la lisibilité de l'action. Projet de renforcement du rôle de coordination interministérielle des ambassadeurs. Défense de la contribution de solidarité sur les billets d'avion. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9077, 9078) : demande le retrait de l'amendement n° II-85 de la commission (regroupement de l'ensemble des crédits affectés à l'aide publique au développement dans une même

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mission). (p. 9079) : son amendement n° II-204 : augmentation des crédits du programme "Aide économique et financière au développement" ; adopté. Respect de l'engagement d'annulation de dettes. Son amendement n° II-205 : transfert de crédits au nouveau programme audiovisuel extérieur ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-248 de M. Michel Charasse. (p. 9081) : s'oppose à l'amendement n° II-52 de la commission (suppression des crédits consacrés au portail Internet "Idées de France"). Souhaite une réaffectation des crédits aux autres actions de développement. - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 9083) : s'oppose à l'amendement n° II-86 de la commission (reconfiguration du périmètre de la mission "Aide publique au développement" pour 2007). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-249 de M. Michel Charasse (non-imputation du financement de certaines autorisations d'engagement sur les crédits de l'aide bilatérale).

GIRAUD (Adrien)
sénateur (Mayotte)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2982) : sur l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement), soutient les sous-amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 675 et n° 676 ; adoptés. - **Art. 32** (Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - Contenu et effets du SAGE) (p. 2992) : soutient l'amendement n° 298 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques

existantes dans le SAGE) ; retiré. - **Art. 34** (Art. L. 212-7 et L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Règles de prise en compte, de modification et de révision du SAGE) (p. 2997) : soutient l'amendement n° 199 de M. Claude Biwer (modification du SAGE sur proposition de la commission locale de l'eau ou des collectivités territoriales compétentes) ; retiré. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3001) : soutient les amendements de Mme Françoise Gourault portant sur le même objet n° 192 et 193 (composition du comité de bassin) ainsi que l'amendement n° 191 (non participation des représentants de l'Etat à l'élection des présidents de comités de bassin) ; devenus sans objet. (p. 3003) : soutient l'amendement n° 208 de Mme Françoise Férat (représentation des fédérations des associations de pêche et de protection des milieux aquatiques au sein des comités de bassin) ; devenu sans objet. (p. 3025) : soutient l'amendement n° 200 de M. Claude Biwer (définition d'un seuil plancher pour le montant des subventions accordées par les agences de l'eau) ; rejeté. - **Art. 36** (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012) (p. 3031) : soutient l'amendement n° 299 de M. Daniel Soulage (mode de gestion des crues) ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 17 bis B** (p. 3597, 3598) : son amendement n° 89 : compensation des surcoûts de gestion clientèle et des coûts liés à la maîtrise de l'énergie supportés par les fournisseurs d'électricité de la collectivité départementale de Mayotte ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 3615) : son amendement n° 149 : application à Mayotte des modifications apportées par le présent projet de loi ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4452) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 13 de M. Roger Madec (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (17 novembre 2005) - **Art. 29** (Art. L. 162-5-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants) (p. 7343) : soutient l'amendement n° 111 de M. Michel Mercier (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins généralistes nouvellement installés en exercice libéral) ; retiré.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7383) : soutient l'amendement n° 112 de M. Michel Mercier (inclusion des contrats de couverture maladie universelle complémentaire dans la liste des contrats "responsables") ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros) (p. 7395) : soutient l'amendement n° 113 de M. Michel Mercier (suppression) ; rejeté. Mise en place d'une assurance maladie à deux vitesses par l'article. - **Art. 38** (Art. L. 2133-1 du code de la santé publique - Messages à caractère sanitaire dans les publicités alimentaires) (p. 7400) : soutient l'amendement n° 114 de M. Michel Mercier (suppression de l'extension à la presse écrite des règles selon lesquelles soit les publicités alimentaires contiennent un message à caractère sanitaire, soit les annonceurs paient une taxe) ; rejeté. - **Art. 43** (Fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2006) (p. 7415) : soutient l'amendement n° 115 de M. Michel Mercier (transfert de 400 millions d'euros de l'enveloppe "soins de ville" vers l'enveloppe "dépenses en établissements pour personnes

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

âgées"); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 7428) : avec le groupe UC-UDF, favorable aux amendements de M. Nicolas About n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge). - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère) (p. 7437, 7438) : soutient l'amendement n° 267 de Mme Valérie Létard (rétablissement de l'exportabilité d'une partie du minimum vieillesse); rejeté. - **Art. 47** (Art. L. 645-1 à L. 645-6 du code de la sécurité sociale - Réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé) (p. 7441, 7442) : soutient l'amendement n° 116 de M. Michel Mercier (suppression); rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7469) : son amendement n° 120 : versement de l'API aux mahorais; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7482) : intervient sur l'amendement n° 287 du Gouvernement (application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial). - **Art. 55** (Art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille) (p. 7483) : soutient l'amendement n° 121 de M. Michel Mercier (suppression); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7491, 7492) : situation préoccupante des comptes sociaux. Avec le groupe UC-UDF s'abstiendra sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 8997, 8999) : faible part de ce budget dans la contribution de la dépense publique à l'ensemble ultramarin. Interrogation sur les projets et moyens affectés au financement du rattrapage de Mayotte. Priorités : lutte contre l'immigration clandestine, soutien de la société immobilière de Mayotte, SIM, pour son effort en faveur du logement et accession de Mayotte au statut de département d'outre-mer. Souhait d'extension du bénéfice de l'allocation de parent isolé aux Mahoraises. Faiblesse de la dotation globale de fonctionnement. Réalisation du potentiel touristique. Création insuffisante de postes dans l'enseignement secondaire. Votera ce budget.

GIRAUD (Francis)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de la santé et des solidarités le 28 novembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 4 octobre 2005.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2005.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 290) : nécessité d'organiser le territoire dans le domaine de la santé. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins).

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3098, 3099) : formation des médecins pour la lutte contre la souffrance. Votera le texte. Intervient sur l'amendement n° 24 de M. François Autain (prise en compte du cas de suspension ou d'arrêt des traitements en cours). (p. 3106) : intervient sur l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

GIROD (Paul)
sénateur (Aisne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public le 16 mars 2005.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile le 11 mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour une gestion consolidée des dettes de l'État [n° 476 (2004-2005)] (12 juillet 2005) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Engagements financiers de l'État - compte spécial gestion du patrimoine immobilier de l'État - compte spécial participations financières de l'État [n° 99 tome 3 annexe 12 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 39 bis** (p. 292) : favorable à l'amendement n° 171 de M. Michel Doublet (clarification de la situation entre les URSAFF et les CCAS).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 949, 950) : message de paix inscrit dans la construction européenne. Réconciliation avec le peuple allemand. Ouverture de perspectives de développement pour les peuples de l'Est. Votera oui à ce projet de loi constitutionnelle ainsi qu'au référendum. Report indispensable des querelles internes sur l'organisation du Parlement. Demande d'améliorer l'information sur les incidences financières des initiatives européennes.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2022) : son amendement n° 236 : alignement du régime des écoles privées sur celui des écoles publiques en ce qui concerne la contribution des communes à la scolarisation des élèves en dehors de leur commune de résidence ; adopté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés) (Rapport annexé)** : - En remplacement de M. Gérard Longuet, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - (p. 2050) : son amendement n° 154 : programmation des crédits destinés à l'enseignement agricole ; adopté. (p. 2052) : son amendement n° 155 : programme de développement des bourses au mérite dans l'enseignement agricole ; adopté. (p. 2065) : son amendement n° 156 : augmentation du nombre d'infirmiers dans les établissements d'enseignement agricole ; adopté. (p. 2066) : son amendement n° 157 : programmation de l'augmentation du nombre d'unités pédagogiques d'intégration dans les établissements d'enseignement agricole ; adopté. (p. 2070) : son amendement n° 158 : prise en compte des évolutions démographiques scolaires pour la programmation pluriannuelle du recrutement des enseignants ; adopté. (p. 2088) : son amendement n° 160 : programmation des crédits destinés au renforcement du nombre d'enseignants en langues étrangères ; retiré. (p. 2089) : son amendement n° 161 : programmation du nombre de postes d'enseignants nécessaires pour mettre en oeuvre le dédoublement des groupes de langues vivantes dans les établissements d'enseignement agricole ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 79 de la commission. (p. 2096) : son amendement n° 163 : instauration d'une étape intermédiaire pour atteindre l'objectif de 100 % d'élèves ayant acquis, au terme de leur formation, un diplôme de qualification ; rejeté. (p. 2097) : son amendement n° 164 : rédaction ; adopté. (p. 2099) : ses amendements n° 165 (objectif d'augmentation du taux de réussite des étudiants en fin de première année d'enseignement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

supérieur); rejeté; et n° 166 (objectif d'augmentation du nombre d'enseignants suivant une formation en cours de carrière); adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2100): son amendement n° 153: nouvel intitulé du projet de loi - loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école; adopté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 3197): favorable à l'amendement n° 312 de M. Gérard César (exonération des prélèvements liés à la lutte anti-gel pour les cultures pérennes).

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 4** (Art. L. 720-5 du code de commerce - *Compétence des commissions départementales d'équipement commercial*) (p. 4270, 4271): soutient l'amendement n° 4 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement à 10000 mètres carrés du seuil de compétence des commissions interdépartementales); devenu sans objet. Désaccord sur le seuil retenu de 6000 mètres carrés. Son amendement n° 9: suppression du seuil de 1000 mètres carrés dans le cas de changement de secteur d'activité; retiré. Souhaite s'assurer qu'un magasin restant dans le même secteur d'activité n'est pas soumis à une autorisation. (p. 4273, 4274): défense de la grande distribution. Défavorable à l'amendement n° 20 de M. Dominique Braye (limitation du seuil d'autorisation à 300 mètres carrés en cas de changement d'activité). - **Art. 5** (Art. L. 720-5-1 [nouveau] du code de commerce - *Compétence des commissions interdépartementales d'équipement commercial*) (p. 4276): soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Paul Alduy (relèvement du seuil d'autorisation de 6000 à 10000 mètres carrés); rejeté. - **Art. 8** (Art. L. 720-8 du code de commerce - *Composition et fonctionnement des CDEC*) (p. 4279): soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Alduy (présence du responsable du schéma de cohérence territoriale au sein de la commission départementale d'équipement commercial); rejeté. (p. 4280): utilité de l'amendement n° 6 de M. Jean-Paul Alduy précité. Favorable à l'amendement n° 29 du Gouvernement (suppression de la disposition relative au droit à une formation spécifique pour le représentant des consommateurs). - **Art. 9** (Art. L. 720-8-1 [nouveau] du code de commerce - *Composition et fonctionnement des CIEC*) (p. 4282): soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Paul Alduy (modification de la composition de la commission départementale d'équipement commercial); rejeté. - **Art. 10** (Art. L. 720-9 du code de commerce - *Modalités de vote dans les commissions d'équipement commercial*) (p. 4283): soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Paul Alduy (abaissement du nombre de votes favorables de huit à six dans les commissions interdépartementales réunissant les représentants de deux départements); retiré.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - *Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4384): sur l'amendement n° 7 de la commission (mécanisme d'affectation des recettes sociales), favorable au sous-amendement n° 100 de M. Yves Fréville.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4751, 4752): compétence des juges consulaires en matière d'entreprise. Evolution des pays européens vers la procédure de sauvegarde. Nécessité d'accorder de la souplesse aux entreprises en difficulté. Réflexion sur les moyens de faciliter des licenciements. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4973, 4974): dégageant d'un équilibre à la faveur de la navette. Encadrement des partenariats public-privé. Souplesse dans les

modalités d'utilisation des surplus de recettes fiscales. Recherche d'efficacité et de transparence. Le groupe UMP se réjouit de l'aboutissement du travail parlementaire.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. 1er D** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle de l'impôt sur les sociétés*) (p. 5004): s'abstient sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 62 de M. Bernard Vera (suppression).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 15 quater** (*Débloccage des sommes attribuées en 2005 au titre de la participation*) (p. 5125, 5126): défavorable à l'amendement n° 51 de M. Jean Arthuis (suppression).

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 289 (2004-2005)]** - (6 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5751, 5752): modification de diverses dispositions relatives à la défense et approche de questions relatives à la sécurité nucléaire s'ajoutant à la validation de la partie législative du code de la défense. Dépendance de la défense globale d'une compétence interministérielle et interrogation sur les attributions du ministère de l'industrie et les capacités d'intervention du ministère de l'intérieur et du ministère de la défense. Statut de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, IRSN. Souhait d'une définition des rôles dans le domaine de la surveillance des installations nucléaires et de leur protection contre toutes les attaques.

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 6862, 6864): justification de son rapport intitulé "Pour une gestion consolidée des dettes de l'Etat". Importance des enjeux budgétaires du service de la dette. Formalisation d'objectifs et d'indicateurs de performance en application de la LOLF pour apprécier la qualité de la gestion de l'Agence France Trésor. Excellence de sa structure. Politique dynamique de diversification des émissions obligataires et d'innovation. Emetteur majeur de la zone euro. Inquiétude quant à l'extraordinaire fragmentation de la dette de l'Etat. Absence de clarté et de contrôle sur les gestionnaires. Problématique des dettes cachées de l'Etat à l'exemple du service annexe d'amortissement de la dette de la SNCF. Inutilité des surcoûts liés à cette fragmentation. Affaiblissement de la position de l'Etat face aux marchés. Importance des volumes d'émission de la CADES dans l'ensemble du réseau financier européen. Nécessité d'éviter la multiplication des dettes de l'Etat. Souhaite faire de l'Agence France Trésor le pivot de la gestion des dettes de l'Etat, des émissions d'emprunts par les collectivités territoriales et l'opérateur unique de la politique de gestion des risques financiers de l'Etat.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7145): intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis, portant sur l'article 14 bis, n° 62 (suppression), ainsi que sur celui de M. Jean-Paul Alduy n° 223 (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8412, 8414): données chiffrées. Introduction, par la LOLF, de la fixation, par le Parlement, d'un plafond de variation de la dette. Demande, au nom de la commission des finances, l'adoption de ce plafond pour un montant de 41 millions d'euros tel que proposé par le Gouvernement. Distinction entre les charges futures liées aux retraites des fonctionnaires et le cumul actuel des dettes de l'Etat.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8730, 8731) : diminution de 2,2 % des crédits du programme "Charge de la dette et trésorerie de l'Etat". Question de l'anticipation par le Gouvernement du relèvement des taux de la Banque centrale européenne. Amélioration souhaitable des indicateurs de performance des programmes "Appels en garantie de l'Etat" et "Epargne". Opacité du compte spécial "Participations financières de l'Etat". Nécessité d'une justification des crédits "au premier euro" dans le bleu budgétaire. Interrogation sur la débudétisation des dotations à l'Agence nationale de la recherche, l'Agence de l'innovation industrielle et l'Agence de financement des infrastructures de transports en France. Souhait d'un indicateur complémentaire pour le compte spécial "Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat". La commission des finances recommande l'adoption des crédits de la mission "Engagements financiers de l'Etat" et des deux comptes spéciaux. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8734) : accepte l'amendement n° II-126 du Gouvernement (majoration de 5 millions d'euros des crédits du programme "Appels en garantie de l'Etat" suite à l'accord intervenu entre l'Etat et les banques dans le cadre du nouveau système de garantie sur les prêts à l'accession sociale à la propriété proposé à l'article 21 du projet de loi de finances pour 2006).

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8913, 8914) : aspects positifs de la sécurité civile. Caractère indispensable de l'interministérialité. Exemple de l'affaire de Cambrai. Organisation d'une sécurité commune européenne.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8927, 8929) : situation particulière de la France aculée soit à mettre la moitié de son territoire en jachère, soit à trouver des débouchés extérieurs à l'Hexagone qui soient suffisamment rémunérateurs pour que nos agriculteurs puissent vivre et se maintenir. Reconversion possible de l'agriculture dans la production de biocarburants. Commercialisation plus dynamique des bois dans notre pays. Politique agro-environnementale.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9610, 9612) : activisme et objectifs du terrorisme. Efficacité de la vidéosurveillance. Anticipation indispensable de la menace. Favorable à l'extension de la consultation des fichiers par les services spécialisés, la traçabilité du parcours des personnes et la prolongation de la garde à vue. Souhait d'une meilleure association du Parlement au déroulement des procédures. Risques de difficultés techniques. Nécessité absolue de création d'un pôle d'entraînement et de perfectionnement de défense civile à Cambrai. Solidarité à l'égard des victimes. Scepticisme sur le gel des avoirs. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. 6 (Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur)** (p. 9682) : demande de précisions sur les modalités d'extension aux transports maritimes et ferroviaires des obligations prévues pour le transport aérien. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis** (p. 9701, 9702) : son amendement n° 50 : suppression de la condition d'ancienneté de 5 ans exigée d'une association pour se porter partie civile dans le cas des associations de victimes d'un attentat ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 42 (Simplification**

du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance) (p. 10117) : intervient sur l'amendement n° 237 de la commission (modération de la hausse tarifaire du droit de francisation et de navigation).

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Le drame de l'amiante en France : comprendre, mieux réparer, en tirer des leçons pour l'avenir (auditions) [n° 37 tome 2 (2005-2006)] (20 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information : Le drame de l'amiante en France : comprendre, mieux réparer, en tirer des leçons pour l'avenir (rapport) [n° 37 tome 1 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Travail.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)]** - (27 janvier 2005) - **Art. 12 (Adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés)** (p. 511) : intervient sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (cohérence). Précision sur l'absence de remise en cause de la pénalité frappant les entreprises ne remplissant pas leurs obligations. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 513, 515) : absence de réponse aux besoins et aux aspirations des personnes handicapées malgré les évolutions du texte. Vote en deuxième lecture par la majorité sénatoriale de reculs importants sur la scolarité ou l'accessibilité. Reprise et adoption par les députés d'un certain nombre d'amendements du groupe socialiste. Caractère non satisfaisant de la définition du handicap. Compensation. Insuffisance des ressources. Maintien du forfait d'un euro par consultation médicale pour les personnes handicapées. Absence de mesure volontariste en faveur de l'intégration scolaire et professionnelle. Dérogations aux mesures d'accessibilité. Dispositif institutionnel et financement. Textes d'application. Non-paiement des 24 euros d'allocation logement aux personnes disposant de peu de ressources. Remerciements aux associations. Adoption de quelques mesures positives. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1135) : approbation du rappel au règlement de M. Roland Muzeau. Renvoi systématique à la fin de la discussion des amendements tendant à insérer des articles additionnels. - **Art. 1er (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps)** (p. 1170) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 37 (garanties de liquidation du compte épargne-temps); et n° 38 (suppression des dispositions relatives aux conditions d'utilisation des droits affectés à l'initiative de l'employeur); rejetés. (p. 1174) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 45 (suppression de la possibilité d'utiliser le CET pour financer un plan d'épargne retraite); et n° 46 (limitation des exonérations sociales et fiscales dont bénéficient les employeurs); rejetés. (p. 1179, 1180) : proteste contre l'affirmation d'absence de lien entre l'accidentologie et la durée du temps de travail. (p. 1184) : dénaturation du compte épargne-temps. Détournement de la notion de temps au profit de l'épargne. - **Art. 2 (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi)** (p. 1187, 1188) : remise en cause plutôt qu'assouplissement des 35 heures. Leurre du concept de "temps choisi". Risque de dérive par la mise en place de la négociation directe entre employeurs et salariés. Interrogation sur la possibilité de licenciement du salarié refusant les heures choisies. (p. 1201, 1202) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 63 (obligation d'appliquer des contreparties aux heures choisies); et n° 64 (fixation d'un taux minimum de majoration à 50 %); rejetés. (p. 1207) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 69 (effectivité de l'assentiment éventuel des salariés); n° 70 (application d'un taux minimum de 50 % pour la majoration des heures choisies des salariés au forfait horaire); et n° 71 (recueil par écrit du choix du salarié); rejetés. (p. 1220) : favorable à l'amendement n° 60 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures choisies sans que cela constitue une faute ou une cause de licenciement). (p. 1221) : interrogation sur la valeur juridique d'un accord exprès. Favorable à l'amendement n° 71 de Mme Raymonde Le Texier (recueil par écrit du choix du salarié).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3 (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)** (p. 1254, 1255) : nocivité de l'article. Prorogation jusqu'en 2008 du régime spécial applicable aux PME. Dualité du marché du travail préjudiciable à l'attractivité des PME. Instauration du système

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de l'opting out autorisant des dérogations individuelles à un accord collectif. Anticipation de la révision de la directive de 1993 sur le temps de travail. Opposition de la confédération européenne des syndicats et de l'ensemble de la gauche européenne à cette directive et à sa série de régressions. Le groupe socialiste s'opposera à l'article. (p. 1264, 1266) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 87 et 88 (exclusion des salariés postés ou exerçant des travaux pénibles du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT) ; rejetés ; et n° 89 (exclusion des femmes enceintes du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT) ; adopté. (p. 1275) : rectifie l'amendement n° 89 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1287, 1288) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 12 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif) ; et n° 11 (suppression dans le code du travail des dispositions portant prise en compte des périodes d'astreinte, hors période de travail, pour le calcul du temps de repos) ; rejetés. - **Rappel au règlement** (p. 1290) : question de savoir si le fait de se parler par pancarte interposée est conforme au règlement.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3076, 3079) : origine et insuffisance de la proposition de loi. Rapprochement de la proposition de loi avec l'euthanasie. Nécessaire changement de vision illustré par l'interruption volontaire de grossesse. Problèmes éthiques consécutifs aux progrès de la médecine. Texte imparfait et incomplet apportant toutefois la sécurité juridique au médecin. Favorable à la consécration par le droit de l'aide active à mourir. Position des sénateurs socialistes sur le texte lié au sort de leurs amendements. - **Rappel au règlement** (p. 3091) : conséquences sur le déroulement du débat de l'absence du président de la commission des affaires sociales. - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3096) : demande une suspension de séance et une réunion de la commission pour reprendre les amendements déposés par son président et adoptés par celle-ci. (p. 3104, 3105) : erreur d'appréciation de certains sénateurs socialistes sur l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate). Défavorable à cet amendement précité. (p. 3107) : avec les sénateurs du groupe socialiste, ne votera pas l'article 1er. Intérêt de la navette parlementaire. En cas de rejet des amendements tendant à insérer des articles additionnels, avec les sénateurs du groupe socialiste, quittera l'hémicycle. (p. 3109) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'article 1er. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3115, 3116) : intervient sur son amendement n° 71 : exonération de poursuites pénales des médecins prodiguant une assistance médicalisée pour mourir. - **Rappel au règlement** (p. 3116) : débat faussé conduisant les sénateurs socialistes à quitter l'hémicycle.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3913, 3914) : consternation du groupe socialiste face au plan de mobilisation pour l'emploi. Continuation et aggravation d'une politique ultralibérale : avantages réservés aux employeurs ; approbation des revendications du MEDEF. Multiplication des exonérations de cotisations sociales patronales sur le SMIC ; mise à mal du droit syndical ; suppression de la contribution Delalande ; conséquences du chèque emploi TPE ; destruction du droit du travail par le contrat nouvelle embauche. Vote négatif du groupe socialiste.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 13** (*Art. L. 322-9, L. 443-1 et L. 953-1 du code du travail et article 14 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 - Droit à la formation professionnelle continue du conjoint collaborateur*) (p. 4054) : son amendement n° 272 : restriction de l'octroi de l'aide financière de l'Etat pour assurer le remplacement de salariés en formation aux entreprises de moins de onze

salariés ; rejeté. - **Art. 14** (*Art. 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 - Délai ouvert au conjoint collaborateur reprenant l'entreprise artisanale pour satisfaire aux obligations de qualification professionnelle*) (p. 4056, 4057) : son amendement n° 273 : extension du champ d'application de l'article au principal collaborateur du chef d'entreprise cessant son activité ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4097, 4098) : son amendement n° 276 : possibilité de saisir le médiateur de l'apprentissage avant toute résiliation du contrat de travail ; retiré au profit de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 219 (création d'un poste de médiateur dans les entreprises ressortissant des chambres consulaires). (p. 4100, 4101) : son amendement n° 278 : définition limitative des secteurs d'activité pouvant déroger à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs ; devenu sans objet. (p. 4102) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 92 de la commission (suppression de l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs dans les entreprises visées à l'article L. 221-9 du code du travail). (p. 4104) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 221 (encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs).

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4356, 4357) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès n° 36 (suppression des mesures concernant la journée de solidarité figurant dans la loi relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées) et n° 37 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale) ; rejetés. (p. 4360) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Christiane Demontès (inscription dans la loi organique du principe de la compensation intégrale par l'Etat des mesures d'exonération et de réduction de recettes de la sécurité sociale) ; rejeté. (p. 4365, 4366) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Guy Fischer (exonération de la franchise d'un euro pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4381) : favorable à l'amendement n° 49 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale des dispositions ayant un impact sur les finances de la sécurité sociale et des organismes qui y concourent). (p. 4389) : avec le groupe socialiste, vote contre l'article 1er modifié. - **Art. 4** (*Art. L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote*) (p. 4402) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra sur l'amendement n° 90 du Gouvernement (organisation du débat parlementaire).

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4570, 4571) : absence de développement de l'apprentissage et d'amélioration de son attractivité. Vigilance indispensable à l'égard des dérogations accordées. Réflexion et concertation nécessaires dans ce domaine. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4621) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales*) (p. 4663) : favorable à l'amendement n° 86 de Mme Michèle San Vicente (suppression du régime du forfait). (p. 4664) : avec le groupe socialiste, vote contre l'article 3 modifié. - **Art. 11** (*Art. L. 213-7 du code du travail - Travail de nuit des apprentis mineurs dans le secteur de la pâtisserie*) (p. 4690) : son amendement n° 94 : suppression ; rejeté. (p. 4691) : son amendement n° 95 : encadrement du dispositif par la signature d'un accord de branche étendu ; devenu sans objet. (p. 4692) : intervient sur les amendements de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

suppression. Dérogation à l'interdiction du travail de nuit. - **Art. 11 bis** (Art. L. 221-3, L. 222-2 et L. 222-4 du code du travail - Travail des apprentis mineurs les dimanches et jours fériés) (p. 4693) : son amendement n° 96 : suppression ; rejeté. (p. 4696) : intervient sur les amendements de suppression. Difficultés liées à l'apprentissage. - **Art. 14** (Art. L. 118-2-2 et L. 118-2-3 du code du travail - Modalités de financement des centres nationaux de formation d'apprentis) (p. 4699) : intervient sur l'amendement n° 104 de M. Serge Dassault (extension de la vocation du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage au financement d'actions nationales de communication pour la promotion de l'apprentissage). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 4707) : injustice du seuil au-dessous duquel l'APL n'est plus versée. Favorable à l'amendement n° 99 de Mme Michèle San Vicente (versement de l'aide personnalisée au logement quel qu'en soit le montant).

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **articles additionnels avant l'article 15** (p. 5116) : son amendement n° 108 : engagement d'une négociation sur les salaires préalablement à la mise en place d'un accord d'intéressement, de participation ou d'un plan d'épargne entreprise, PEE ; rejeté. (p. 5117) : soutient l'amendement n° 109 de M. François Marc (méthode d'évaluation de la complémentarité de la participation dans les PME et du salaire) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5120, 5121) : soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 116 et 117 de M. François Marc (information des sections syndicales d'organisations représentatives) ; rejetés. - **Art. 21** (Règles relatives au conditionnement des cigarettes et des tabacs à rouler) (p. 5131) : format de conditionnement unique de vingt cigarettes. Mesure en faveur de la politique de prévention du tabagisme. Le groupe socialiste votera cet article.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5210, 5214) : désapprobation du choix de l'urgence et de la précipitation de préférence à celui de la concertation. Contreproductivité de la procédure des ordonnances. Historique de son utilisation. Limitation du rôle du Parlement. Absence de concertation avec les partenaires sociaux. Projet de loi combinant vieille recette de traitement faussement social du chômage et nouvelle recette libérale. Politique de l'emploi menée depuis 2002. Nécessité de combiner croissance forte, soutien à la consommation et politique active de l'emploi. Inquiétude sur la mise en place du contrat "nouvelles embauches". Crainte d'une augmentation de la précarité. Doute sur l'efficacité du chèque emploi TPE. Absence de répercussion de la neutralisation des effets de seuil sur l'emploi. Pénalisation des collectivités locales. Interrogation sur la légitimité du non-décompte dans l'effectif des entreprises des jeunes de moins de vingt-six ans. Modification du recrutement dans la fonction publique. Opposition des fonctionnaires. Flou et inconsistance du dispositif d'extension du service militaire adapté. Maintien des bas salaires du fait des exonérations de cotisations sociales patronales. Mauvaise analyse des causes du chômage entraînant de mauvaises solutions. Aggravation de la flexibilité et de la précarité du salariat. Le groupe socialiste s'opposera à l'habilitation demandée par le Gouvernement. - **Art. 1er** (Champ de l'habilitation) (p. 5233, 5236) : son amendement n° 2 : suppression ; rejeté. Dessaisissement du Parlement par la procédure des ordonnances. Rappel du vote sanction du référendum du 29 mai. Texte se réduisant à un assemblage traditionnel de mesures contre le droit du travail. Projet de précarisation généralisée. Son amendement n° 3 : suppression des dispositions relatives à la mise en place du contrat "nouvelles embauches" ; rejeté. Demande de précision au Gouvernement sur le contrat "nouvelles embauches", CNE, en particulier sur le licenciement. Retour de trente ans en arrière. Son amendement n° 4 : exclusion des assistants maternels du dispositif du CNE ; rejeté. Adoption par le Parlement d'un statut pour les assistants maternels. (p. 5240, 5241) : son amendement n° 8 : suppression du dispositif d'allègement des contributions financières des employeurs occupant moins de

vingt salariés ; rejeté. Doute sur l'efficacité d'une telle mesure. Interrogation sur la question du versement transport. (p. 5242, 5243) : son amendement n° 10 : suppression de la généralisation aux TPE du dispositif simplifié d'embauche ; rejeté. (p. 5250) : intervient sur son amendement n° 4 précité dont il regrette la non-adoption. Persistance d'une ambiguïté pour les assistantes maternelles. Le groupe socialiste votera l'amendement n° 16 de M. Michel Mercier (coordination des services de l'ANPE et de l'ASSEDIC au niveau de chaque bassin d'emploi). (p. 5251, 5252) : intervient sur son amendement n° 9 précité. Droit à la citoyenneté pour les jeunes de moins de vingt-six ans. Le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression des dispositions relatives à l'extension du service militaire adapté). Intérêt de l'extension du dispositif du service militaire adapté. Manque de précision sur plusieurs points essentiels. Inadaptation de la procédure des ordonnances pour un sujet aussi important. (p. 5252, 5253) : favorable à l'amendement n° 18 de M. Michel Mercier (autorisation pour les bénéficiaires du RMI âgés de plus de cinquante-quatre ans de bénéficier d'un CDI avec une collectivité locale ou un établissement public). Portée symbolique de la suppression de la limite d'âge pour l'accès aux fonctions publiques. Questions en suspens relatives au "pacte junior". - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5254, 5255) : le groupe socialiste votera contre le texte. Aggravation générale du chômage et progression de la précarité. Souhait d'une politique économique de soutien de la croissance et de la consommation et non de la dérégulation du marché du travail. Regret de l'absence d'un réel débat.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5392) : favorable à l'amendement n° 40 de Mme Christiane Demontès (détermination de la sanction financière sur la base du bénéfice net consolidé des entreprises). Incompréhension devant l'avis défavorable du Gouvernement après sa déclaration d'intention favorable. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 5398) : favorable aux amendements n° 46 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés des plages de travail fractionnées), n° 68 de M. Roland Muzeau (suppression de l'exonération de charges sociales liées à la création de contrats à temps partiel) et n° 32 de Mme Gisèle Printz (limitation du temps partiel fragmenté). - **Rappel au règlement** (p. 5399) : proteste contre l'attitude déloyale du Gouvernement à l'égard de l'amendement n° 46 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés des plages de travail fractionnées). - **Art. 14** (Parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales) (p. 5419, 5420) : favorable à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (renforcement du caractère impératif de présentation de liste paritaire à l'occasion des élections des conseils de prud'hommes). - **Art. additionnels après l'art. 10 (précédemment réservés)** (p. 5426, 5427) : son amendement n° 44 : prolongation de la période d'indemnisation de la mère d'un enfant prématuré et hospitalisé ; retiré.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5434, 5435) : absence de véritable plan pour l'emploi. Réponse aux attentes du patronat. Contournement des syndicats. Baisse des garanties offertes aux salariés. Crainte d'une remise en cause de l'assurance-chômage. Dangers du contrat "nouvelles embauches". Mépris envers les jeunes. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5482, 5484) : regret de l'absence de débat. Déficit de l'ensemble des branches de la sécurité sociale. Rôle du Parlement. Protestation contre les méthodes de travail utilisées.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sociale - *Commission mixte paritaire [n° 453 (2004-2005)]* - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5534, 5535) : dispositions dangereuses du texte. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6797, 6799) : son amendement n° 275 : suppression ; rejeté. (p. 6803, 6804) : intervient sur son amendement n° 275 précité. - **Art. additionnels après l'art. 6 bis (précédemment réservés)** (p. 6805) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (extension aux fonds agricoles de l'exonération de droits existant pour les donations de fonds de commerce).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - **Art. 80** (*Contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique*) (p. 8568, 8569) : son amendement n° II-41 : suppression ; rejeté. Contradiction avec la loi du 11 février 2005 en faveur des handicapés. Refus d'assimiler le recrutement d'auxiliaires de vie scolaire à l'amélioration du taux d'emploi des personnes handicapées permettant une exonération au fonds. (p. 8572) : remise en cause du dispositif de la loi du 11 février 2005 relatif à l'emploi des personnes handicapées.

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8605, 9607) : absence d'amélioration de la situation de l'emploi. Données chiffrées du chômage. Mise en place du plan d'urgence pour l'emploi du Gouvernement. Suspension de l'ordonnance relative aux seuils sociaux par le Conseil d'Etat. Souhait d'un débat sur l'apprentissage. Nécessité de relativiser les résultats de la situation de l'emploi. Contrats "nouvelles embauches". Sorties des fichiers de l'ANPE. Créations d'emplois résultant de contrats aidés et de contrats précaires. Opacification de ce projet de budget en raison de modifications de périmètres budgétaires. Compensation des exonérations de charges accordées aux entreprises. Exonérations de cotisations sociales patronales aux hôtels-cafés-restaurants. Contestation par les experts de cette politique de baisse du coût du travail. Stagnation des crédits pour la création et la reprise d'entreprises dans le cadre des dispositifs d'encouragement au développement d'entreprises nouvelles, dit EDEN. Effort modeste en faveur du programme "Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail". Satisfait du recrutement annoncé d'experts à l'Agence de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, AFSSET. Doutes sur l'attribution de moyens supplémentaires à l'inspection du travail. Directive Bolkestein. Programme sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Son opposition à la proposition de M. Jean-Jacques Jégou de fiscaliser les indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail : exemple des victimes de l'amiante. Ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8618) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-94 du Gouvernement (majoration des crédits du dispositif EDEN d'aide à la création d'entreprise). Amoindrissement du fonds de garantie de l'accession sociale, FGAS. - **Art. 91** (*Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 8620) : favorable à l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer (suppression). Pression des professions de l'hôtellerie et de la restauration pour un élargissement des possibilités de travail des apprentis le dimanche, les jours fériés et la nuit. Nécessité d'ouvrir la filière de l'apprentissage aux bons élèves sans la réserver aux seuls élèves en difficulté. Risque de marchandisation de la formation.

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) - **Art. 89** (*Autorisation des garanties accordées par l'Etat en tant que membre du groupement d'intérêt public, GIP*) (p. 8661) : intervient sur son amendement de suppression n° II-71 soutenu par Mme Gisèle Printz.

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8664, 8666) : appréciation positive de l'OMS sur la qualité du système de soins. Financement des dépenses de santé par une faible proportion des crédits affectés à la mission "Santé". Interrogation sur la fiscalisation des indemnités journalières accordées aux victimes d'accidents du travail. Conséquences de l'application de la LOLF. Répartition des médecins et propositions en matière d'installation. Fermeture de services dans les hôpitaux locaux. Interrogation sur le financement des agences régionales de santé, ARS. Rapport d'Hervé Chabalier sur la prévention de l'alcoolisme. Interrogation sur le rôle des lobbies professionnels et l'instrumentalisation de la santé à des fins de marketing. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8679, 8680) : avec le groupe socialiste, votera contre les amendements identiques n° II-17 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-10 (transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie").

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9109) : situation de la marine nationale et de ses programmes d'acquisition d'équipements. Inquiétude quant au programme concernant les sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda. Rapprochement entre DCN et Thales.

GOUJON (Philippe)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente le 13 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Justice-Administration pénitentiaire [n° 104 tome 4 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 784, 785) : exaspération des Français devant le nombre de récidivistes et de peines inexécutées. Inquiétant sentiment d'impunité chez les délinquants en raison des dysfonctionnements de la justice. Situation paradoxale en dépit de sanctions renforcées. Hommage à l'initiative des députés. Travail remarquable de la commission des lois du Sénat. Equilibre entre prévention et répression de la récidive. Favorable aux modifications apportées au placement sous surveillance électronique. Nécessité d'un complément d'investigation quant à ses effets dissuasifs. Pertinence des dispositions autorisant la prescription de médicaments pour diminuer la libido des délinquants sexuels. Favorable au placement électronique dans le cadre de la libération conditionnelle. Efficacité en matière de réinsertion. Développement indispensable des mesures de suivi socio-judiciaire en matière de délinquance sexuelle. Créations d'emplois de personnels d'insertion et de probation dans le budget de l'administration pénitentiaire pour 2005. Attaché au principe de l'individualisation de la peine. Partisan d'une suppression de l'automatisme des remises de peines pour les délinquants récidivistes coupables de crimes. Souci des victimes, objectif prioritaire du législateur. Rétablissement impératif de l'effet dissuasif de la sanction pénale. Intérêt des travaux en cours de la commission Burgelin pour la poursuite de la réflexion. Approuvera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1637, 1639) : illettrisme et sortie du système scolaire sans qualification : données chiffrées. Situation de malaise endémique. Ampleur des défis à relever. Nouveaux objectifs : réussite de tous les élèves, renforcement de la qualité du service public de l'éducation et ouverture de l'école sur les exigences du monde extérieur. Richesse du débat organisé dans la communauté scolaire. Lutte contre les inégalités. Défense des valeurs républicaines. Propose la création d'établissements publics locaux d'enseignement primaire et le bénéfice du statut de chef d'établissement pour les directeurs d'écoles. Renouvellement indispensable de la politique d'encadrement. Association des familles à la réussite des missions de l'école. Dissociation de l'évaluation des élèves de celle des moyens. Développement d'une politique contractuelle entre l'académie et les établissements. Amélioration de l'orientation. Personnalisation du parcours scolaire. Dimension européenne de l'éducation. Avancées du projet de loi : acquisition d'un socle commun de connaissances et de compétences, association du savoir à la pédagogie, garantie de remplacement

des professeurs absents, développement de l'enseignement des langues vivantes et triplement des bourses accordées. Votera avec conviction ce projet de loi lucide et ambitieux.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 19** (Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement) (p. 1903, 1906) : soutient les amendements de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 410 et 411 (précision des conditions dans lesquelles le conseil pédagogique peut exercer son autonomie) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Rapport annexé) (p. 2043) : soutient l'amendement n° 403 de Mme Marie-Thérèse Hermange (objectif de maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul par 100 % des élèves entrant en sixième) ; retiré. (p. 2050) : soutient l'amendement n° 412 de Mme Marie-Thérèse Hermange (utilisation, pour la mise en place des parcours personnalisés, des crédits affectés aux équipes de réussite éducative) ; retiré. (p. 2051) : soutient l'amendement n° 404 de Mme Marie-Thérèse Hermange (organisation de l'hétérogénéité des classes) ; retiré. (p. 2056) : soutient l'amendement n° 402 de Mme Marie-Thérèse Hermange (recours aux lycées professionnels ou aux stages en alternance en entreprise dans le cadre de l'option des découvertes professionnelles) ; retiré. (p. 2076) : soutient l'amendement n° 405 de Mme Marie-Thérèse Hermange (octroi au chef d'établissement d'une autonomie financière et pédagogique) ; retiré.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** [n° 228 (2004-2005)] - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2436, 2438) : importance du "chiffre noir" de la violence conjugale. Nécessité de mobiliser les services de police et de gendarmerie, d'assurer un accompagnement personnalisé des victimes et de faciliter le traitement judiciaire de ce fléau.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3941, 3942) : volonté de favoriser l'emploi. Intérêt de la création d'entreprises par essaiage offensif. Insuffisance dans cette pratique dans les PME et dans le secteur public. Nécessité de modifier le cadre fiscal. Possibilité d'instituer un nouveau cas de résiliation du contrat de travail pour création d'entreprise. Demande l'avis du ministre sur cette proposition.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 22** (Art. 787 B et 787 C du code général des impôts - Allègement des droits de mutation à titre gratuit en cas de transmission d'entreprise entre vifs) (p. 4083, 4085) : soutient l'amendement n° 331 de M. Gérard Longuet (suppression de la limitation des droits de vote de l'usufruitier) ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice** [n° 330 (2004-2005)] - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4483, 4484) : lenteur de la construction de l'espace pénal européen. Prise en compte des condamnations prononcées par un autre Etat membre pour les infractions de faux monnayage. Nécessité urgente de mettre en place un casier judiciaire européen. Lutte contre la corruption dans le secteur du travail. Exécution des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble** [n° 406 (2004-2005)] - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5888, 5890) : lien entre la hausse des prix de l'immobilier et la multiplication des ventes à la découpe. Ralentissement des constructions de logements sociaux sur Paris. Alimentation de la spéculation foncière par la politique de préemption du maire de Paris dans les arrondissements de l'ouest. Equilibre de ce texte protégeant les locataires et préservant les règles du marché de l'immobilier. Craintes des locataires. Institution d'un droit de préemption du locataire au stade de la vente en bloc. Rétablissement du seuil de dix

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

logements. Place de la concertation en matière locative. Rappel de l'accord collectif de 1998 et de sa modification en 2005 améliorant la protection des locataires. Attribution d'un droit d'opposition à la majorité de l'ensemble des organisations représentatives de bailleurs ou de locataires. Proposition d'instituer une décote à l'achat au profit des locataires. Demande d'allègement des droits de mutation. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6201, 6203) : aboutissement du texte au terme d'un long processus de maturation. Problématique de l'évaluation de la dangerosité des détenus à leur sortie de prison. Approbation du PSEM et de son extension aux délinquants autres que les seuls délinquants sexuels. Partisan de la possibilité d'ordonner un PSEM à l'encontre d'une personne condamnée à une peine d'au moins cinq ans d'emprisonnement le rendant ainsi applicable aux mineurs. Défavorable à la limitation du renouvellement du PSEM à une seule fois. Nécessité de moyens humains suffisants à la mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du PSEM. Précision sur la création d'une Agence nationale de la surveillance électronique. Intérêt de limiter les crédits de réductions de peines instaurées pour les récidivistes. Rétablissement indispensable d'une période de sûreté d'au moins 25 ans à l'encontre d'individus insensibles à l'effet dissuasif de la peine. Projet prometteur des centres fermés de protection sociale esquissés par la commission Burgelin. Bien-fondé du texte permettant de protéger au plus tôt les victimes potentielles placées au centre des préoccupations du groupe de l'UMP.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6387) : problèmes liés aux contraintes territoriales imposées aux délégués départementaux de l'éducation nationale. Texte proposant une solution équilibrée.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8813, 8814) : améliorations dans le domaine de l'administration pénitentiaire. Modernisation des méthodes de gestion. Préparation de la réinsertion des condamnés. Différenciation des conditions de détention selon les profils. Au nom de la commission des lois saisie pour avis, recommande l'adoption de ces crédits.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8893, 8895) : violences urbaines. Inadaptation de notre dispositif de répression à l'égard des mineurs. Question de la coordination régionale francilienne contre les violences majeures. Progression des violences sur les personnes. Aide au logement en Ile-de-France. Circulation dans la capitale.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9605, 9608) : amélioration de la protection contre une menace en constante évolution. Adaptation continue du dispositif de lutte contre le terrorisme. Favorable à l'expulsion des prédicateurs islamistes intégristes. Mobilisation des forces de prévention. Vision positive de la vidéosurveillance. Renforcement des moyens dédiés aux renseignements : contrôle des déplacements et des échanges téléphoniques et électroniques. Adaptation du droit pénal et de la procédure pénale aux spécificités du terrorisme, dans le cadre général des règles de droit : équilibre entre efficacité et respect des libertés individuelles. Création d'un groupe de travail sur les modalités d'un contrôle parlementaire des

services de renseignements. Economie du projet de loi : prolongation de la garde à vue, alourdissement des peines, allongement de la durée de déchéance de la nationalité française, centralisation de l'application des peines, mise en place de conditions de détention particulière dans les prisons, lutte contre les financements provenant de la délinquance et cour d'assises spécifique pour les mineurs accusés d'actes de terrorisme. Justification et soutien au dispositif proposé.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9657) : obsolescence du matériel actuellement utilisé par les forces de police et de gendarmerie. - **Art. 7 (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers)** (p. 9692) : sur l'amendement n° 57 de M. Alex Türk (encadrement strict des conditions d'accès aux informations par les forces de police), son sous-amendement n° 114 ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis** (p. 9702) : son amendement n° 63 : détermination par décret en Conseil d'Etat, après avis de la CNIL, de la nature des informations transmises à la CNIL s'agissant des fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ; adopté.

GOULARD (François)

*secrétaire d'Etat aux transports et à la mer
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre délégué à l'enseignement
supérieur et à la recherche
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2564, 2565) : limites du statut actuel d'Aéroports de Paris, ADP. Coexistence de missions d'intérêt public et d'une exploitation commerciale. Choix d'un régime de domanialité privée assorti de contraintes strictes. Gestion des grands aéroports régionaux. Ouverture du capital des sociétés aéroportuaires. Protection du statut du personnel. Modernisation du régime des redevances aéroportuaires. Création d'une commission de conciliation. Demande l'adoption de ce texte. (p. 2577, 2579) : rappel des objectifs du transport aérien. Maintien de la compétence de l'Etat en matière de navigation aérienne, de sûreté et de sécurité. Pragmatisme de la domanialité privée. Absence de limite au trafic aérien d'ADP. Nuisances aéroportuaires. Obligations de sûreté. Décret relatif aux communautés aéroportuaires. Amélioration de ce texte grâce à la navette parlementaire. Répercussion des équipements aéroportuaires sur l'aménagement du territoire et le développement économique régional. Gestion d'aéroports par des entreprises privées : exemple de Grenoble. Plus-values immobilières. Critères de sélection des aéroports régionaux. Redevances aéroportuaires. Aéroports des départements d'outre-mer. Qualification du personnel navigant. Prolongation de la concession de l'aéroport de Guadeloupe. Adaptation des aéroports des Antilles aux gros porteurs. Ouverture du capital des sociétés aéroportuaires. Processus d'attribution d'aéroports aux collectivités territoriales. Dotation de continuité territoriale. Coût du transport aérien. Compensation des nuisances aéroportuaires. Elargissement des compétences des commissions consultatives de l'environnement. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2582, 2583) : s'oppose à la motion n° 44 de M. Michel Billout tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2585) : s'oppose à la motion n° 4 de M. Jean

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Desessard tendant à opposer la question préalable. - **Art. 2** (*Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire*) (p. 2589) : s'oppose aux amendements de suppression n° 5 de M. Daniel Reiner et n° 28 de M. Michel Billout. S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Michel Billout (maintien du régime de domanialité publique pour les biens et les terrains faisant partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public Aéroports de Paris, ADP), ainsi qu'aux amendements de M. Daniel Reiner n° 6 (maintien du régime de domanialité publique pour les emprises et les ouvrages des aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget, faisant actuellement partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public ADP), n° 7 (élargissement de la qualification d'ouvrages publics aux ouvrages à l'usage du public) et n° 8 (liste des biens ne pouvant être déclassés). Transfert du patrimoine à une société détenue à 100 % par l'Etat. Poursuite des activités aéroportuaires. Garantie de l'accès des services de l'Etat à toutes les installations. Concession des parkings. - **Art. 3** (*Retour à l'Etat des plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport*) (p. 2592) : s'oppose aux amendements de suppression n° 9 de M. Daniel Reiner et n° 30 de M. Michel Billout, ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 31 (avis du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire avant la fermeture de tout ou partie d'un aérodrome). - **Art. 4** (*Transfert des droits et obligations d'ADP*) (p. 2593) : s'oppose aux amendements de suppression n° 10 de M. Daniel Reiner et n° 32 de M. Michel Billout. - **Art. 5** (*Détention du capital d'ADP et gouvernement d'entreprise*) (p. 2595) : s'oppose aux amendements n° 33 de M. Michel Billout (suppression) et n° 11 de M. Daniel Reiner (détention intégrale du capital d'ADP par l'Etat). - **Art. 6** (*Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP*) (p. 2600, 2601) : contrôle des éventuelles filiales d'ADP par l'Etat. Intervention d'ADP en matière de navigation aérienne. Investissements commerciaux. Nuisances aéroportuaires. Sanctions en cas de manquement grave aux missions de service public. S'oppose aux amendements de suppression n° 12 de M. Daniel Reiner et n° 34 de M. Michel Billout. S'oppose également aux amendements de M. Daniel Reiner n° 13 (maintien de la totalité du capital d'ADP à l'Etat) et n° 14 (encadrement de l'objet social de la société ADP), ainsi qu'aux amendements n° 35 de M. Michel Billout (possibilité de mettre fin aux missions de service public de la société ADP en cas de manquement grave à ses obligations et retour des biens transférés à l'Etat) et n° 15 de M. Bernard Angels (obligation d'un dialogue permanent avec les collectivités territoriales situées à proximité des aérodromes). Demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de la référence au traitement transparent et non discriminatoire des usagers d'aérodromes). - **Art. 7** (*Exploitation des grands aéroports régionaux*) (p. 2606, 2607) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Michel Billout (suppression), ainsi qu'aux amendements identiques n° 37 du même auteur et n° 16 de M. Daniel Reiner (préservation du caractère public des sociétés aéroportuaires chargées de l'exploitation des aéroports). S'oppose également aux amendements de ce dernier n° 17 (préservation du caractère majoritairement public du capital des sociétés aéroportuaires), n° 18 (prolongation du délai accordé au personnel des chambres de commerce et d'industrie, CCI, pour choisir leur statut) et n° 19 (réduction du délai de négociation de la nouvelle convention collective). Souplesse du dispositif proposé. Liste des aéroports concernés. Composition du capital des sociétés aéroportuaires. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2608) : demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 42 (rappel du principe d'une concertation préalable au transfert de compétences et de propriété des aéroports vers les collectivités territoriales). (p. 2609) : s'oppose à l'amendement n° 42 précité repris par M. Daniel Reiner. - **Art. 8 A** (*Commission de conciliation aéroportuaire*) (p. 2613, 2614) : s'oppose aux amendements n° 20 de M. Daniel Reiner (suppression), de M. Bernard Angels n° 21 (possibilité d'auditionner les élus locaux à leur demande) et n° 22 (insertion parmi les membres de la commission de représentants des élus locaux, des usagers des transports et des intérêts des riverains) et de M. Michel Billout n° 38 (insertion parmi les membres de la commission du président de la communauté aéroportuaire) et n° 39 (possibilité de saisine de la commission par une collectivité

territoriale riveraine de l'aéroport en cas de litige avec la société ADP). Demande le retrait de l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture privilégiant un dispositif de conciliation, élargissant la saisine de la commission et modifiant sa composition). Précision par décret du rôle de la commission et des conditions de son intervention. - **Art. 8** (*Régulation économique des redevances*) (p. 2618) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Michel Billout (suppression), aux amendements identiques n° 26 de M. Daniel Reiner et n° 41 de M. Michel Billout (prise en compte dans le calcul du montant des redevances de l'excédent des recettes nées des activités non aéronautiques) et à l'amendement n° 27 de M. Daniel Reiner (association des usagers à la fixation du montant des redevances et de leur modulation). - **Art. 9 bis** (*Art. L. 227-4 du CAC - Relèvement du plafond de sanction de l'ACNUSA*) (p. 2619) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** : Remerciements. Modification du paysage aéroportuaire français. Adoption d'une solution pragmatique. Exemplarité du travail législatif.

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3277, 3279) : recul constant de notre flotte dans le monde. Réunion des conditions favorables à un regain d'intérêt pour la marine marchande en France : aménagement de la fiscalité, question du pavillon. Nationalité du commandant des navires. Quota de marins européens. Favorable à la création d'un pavillon européen. (p. 3286, 3289) : réponses aux intervenants : défiscalisation du revenu du marin, progrès incontestable du pavillon français au regard de la sécurité maritime, nécessité d'établir des fiches d'effectif plus réalistes et uniformes, question du pavillon européen, GIE fiscal, obligation d'emploi de marins français, contrôle par l'Etat des navires mouillant dans les ports français, registre de Wallis-et-Futuna. - **Question préalable** (p. 3291) : s'oppose à la motion n° 31 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Objectifs du registre international français*) (p. 3295) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 2** (*Champ d'application et conditions d'immatriculation au RIF*) (p. 3296) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 2 (suppression) et n° 3 (exclusion des navires appartenant à des entreprises publiques, de la possibilité d'immatriculation au RIF). - **Art. 3** (*Règles applicables aux navires immatriculés au RIF*) (p. 3297) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 4 (suppression) et n° 5 (intégration du droit social français dans le droit applicable à l'équipage des navires immatriculés au RIF). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3298) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Pierre-Yvon Trémel (obligation d'une langue commune pour l'ensemble de l'équipage). - **Art. additionnel avant l'art. 4 ou avant l'art. 10** (p. 3299) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 14 (protection des navigants français embauchés sur les navires immatriculés au RIF) et n° 28 (application de la règle de droit la plus protectrice pour les salariés). - **Art. 4** (*Conditions de nationalité des navigants*) (p. 3301) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 7 (suppression) et n° 8 (prise en compte de l'effectif embarqué). (p. 3302) : nécessité d'attendre le rapport d'évaluation pour connaître les effets concrets de ce texte en terme d'immatriculation de navires et de créations d'emplois. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 3302, 3303) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 27, 9 et 29 de M. Pierre-Yvon Trémel (modulation des avantages fiscaux et de l'exonération de charges en fonction de contreparties en matière d'emploi). - **Art. 5** (*Obligations relatives à la formation embarquée des navigants*) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Pierre-Yvon Trémel (élargissement des obligations en matière de formation). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 3304) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre-Yvon Trémel (rapport du Gouvernement sur l'avenir des écoles de la marine marchande française). - **Art. 7** (*Définition de l'entreprise de travail maritime*) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 8** (*Règles applicables aux entreprises de travail maritime hors*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de France) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 10** (*Conditions d'embauche des navigants*) (p. 3305) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 16 (suppression) et n° 17 (lien contractuel direct entre l'armateur et le navigant). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 3306) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Pierre-Yvon Trémel (rapatriement des marins malades). - **Art. 12** (*Conditions de travail et de rémunération applicables à bord des navires*) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Pierre-Yvon Trémel (application du code du travail maritime). - **Art. 13** (*Contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime*) (p. 3307) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 14** (*Contrat d'engagement conclu entre l'armateur ou l'entreprise de travail maritime et le navigant*) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 16** (*Congés payés des navigants*) (p. 3308) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Pierre-Yvon Trémel (application du code du travail maritime). - **Art. 19** (*Rapatriement des navigants*) (p. 3309) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression partielle). - **Art. 23** (*Conventions collectives et délégués de bord*) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre-Yvon Trémel (application de la loi française). - **Art. 27** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi*) (p. 3310) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre-Yvon Trémel (augmentation du montant des amendes). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3313, 3314) : texte de grande qualité. Point de départ pour une prise de conscience internationale tant des questions de sécurité maritime que des conditions sociales des marins.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8479, 8482) : encouragement à l'investissement des entreprises dans la recherche. Equilibre entre recherche fondamentale et recherche appliquée. Crédits de l'ANR. Accueil des étudiants étrangers. Gouvernance universitaire. Droits d'inscription. Gestion prévisionnelle des effectifs. Pôles de compétitivité. Effort de rattrapage considérable en matière de financement. Optimisation de l'utilisation des locaux universitaires. Amélioration de l'orientation et lutte contre les échecs en premier cycle. Exécution des conventions de stage. Création d'un observatoire du coût de la vie étudiante. Développement indispensable de l'emploi privé. Comparaisons internationales. Recrutement des enseignants chercheurs. Réponse aux orateurs. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8498) : son amendement n° II-67 : ajustements de crédits ; adopté. Réduction des crédits du programme "recherche spatiale" et "formation supérieure et recherche universitaire" au profit du financement du plan en faveur des banlieues. (p. 8501) : phase expérimentale expliquant les imperfections dans la mise en oeuvre de la LOLF. Nécessité d'apporter une réponse immédiate à la crise des banlieues. Maintien de la priorité accordée à la politique de recherche. (p. 8504) : s'oppose à l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire") tout en étant favorable à une réflexion sur la démarche. Engagements à tenir dans le cadre du plan Anciaux. (p. 8507) : s'oppose à l'amendement n° II-30 de la commission (diminution des crédits de l'IFP au titre de la recherche dans le domaine de l'énergie). Importance du financement public accordé à l'IFP pour ses missions d'intérêt général. Centre de recherche d'excellence. (p. 8509) : intervient sur l'amendement n° II-29 de la commission (transfert de crédits de la recherche duale à la recherche spatiale). Intérêt incontestable de la recherche duale. (p. 8510) : s'oppose à l'amendement n° II-39 de M. Serge Lagache (rétablissement des crédits initialement prévus - transfert de crédits pour l'action "établissement d'enseignement privé" au programme "orientation et pilotage de la recherche"). - **Art. additionnel après l'art. 81** (p. 8512) : son amendement n° II-58 :

communication par l'ACOSS au ministère responsable des dispositifs en faveur des jeunes entreprises innovantes ; adopté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9748, 9750) : finalités de la recherche. Nécessité d'un effort financier tant au niveau national qu'europpéen. Création d'une Agence d'évaluation de la recherche. Formes nouvelles de coopération. Simplification administrative. Carrières scientifiques attrayantes. Articulation de la recherche avec l'économie. (p. 9779, 9785) : réponses aux intervenants sur la nécessité d'un financement permanent, l'autonomie des universités, la valorisation de la recherche, la mission d'expertise, la recherche fondamentale et la recherche appliquée, le statut de chercheur, un emprunt européen, les crédits d'impôt, le cloisonnement, le thème de la précarité, l'évaluation de la recherche, la recherche orientée vers le développement, la création d'entreprises, la recherche publique et la recherche privée, le financement de la recherche duale, les pôles de compétitivité, la volonté de développer la coopération scientifique et la complexité administrative. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 9791, 9792) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Serge Lagache (inscription, dans la loi de programme, de l'objectif européen fixant à 3 % du PIB la dépense de recherche). - **Art. 1er et tableaux annexés (Programmation)** (p. 9795) : s'oppose aux amendements de la commission n° 3 (rédaction) et n° 4 (rapport au Parlement sur la mise en oeuvre de la présente loi à l'occasion de l'examen des projets de loi portant règlement définitif des budgets de 2006, 2007 et 2008) ainsi qu'à ceux de Mme Marie-Christine Blandin n° 65 (augmentation des crédits consacrés à la recherche pendant les années 2005 à 2010), n° 67 (repli), n° 69 (lutte contre la précarisation de la recherche) et n° 70 (suivi de l'application du plan pluriannuel des postes d'enseignants chercheurs et de chercheurs). S'oppose également aux amendements n° 117 de M. Ivan Renar (répartition des crédits alloués à la recherche) et n° 98 de M. Serge Lagache (exclusion du crédit d'impôt de la programmation des moyens destinés à la recherche). (p. 9797) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission (correction du tableau annexé faisant mention de l'effort programmé de 2005 à 2010). - **Division additionnelle après le titre II** (p. 9798) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (création d'un chapitre consacré au pilotage de la recherche). - **Art. additionnels avant l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Marie-Christine Blandin (fondements de la politique de recherche). (p. 9799) : s'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Marie-Christine Blandin (indépendance des conclusions des travaux des chercheurs). (p. 9801, 9802) : son amendement n° 60 : création du Haut Conseil de la science et de la technologie ; adopté. (p. 9804, 9805) : sur son amendement n° 60 précité, s'oppose aux sous-amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 153 à n° 159. Respect de la parité homme-femme au sein du Haut Conseil de la science et de la technologie. (p. 9806) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Ivan Renar (rôle et composition de l'Agence nationale de la recherche). - **Art. additionnels avant l'art. 2 ou après l'art. 21** (p. 9807) : son amendement n° 61 : représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de la recherche ; adopté. Accepte l'amendement n° 53 de la commission (bilan annuel des mesures destinées à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes). (p. 9808) : estime l'amendement n° 123 de M. Ivan Renar (place des femmes dans tous les domaines de la recherche) satisfait par son amendement n° 60 et par l'amendement n° 53 de la commission précités. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9809) : accepte l'amendement n° 58 de M. Pierre Laffitte (prise en compte de l'objectif de solidarité scientifique avec les pays en voie de développement). S'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Marie-Christine Blandin (organisation d'un débat national définissant les outils et les priorités de la politique nationale de recherche et d'innovation). (p. 9810) : s'oppose à l'amendement n° 81 de Mme Marie-Christine Blandin (définition de la notion de recherche et de production de connaissances).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (21 décembre 2005) (p. 10163, 10164) : importance et qualité du travail

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

parlementaire accompli par la Haute assemblée.
Remerciements.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)] (suite)** - (21 décembre 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche*) (p. 10165) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 88 (montant des allocations versées aux doctorants) et n° 89 (indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique). (p. 10167, 10168) : engagement du Gouvernement à augmenter les allocations de recherche. S'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 87 (accueil des étudiants en thèse dans les associations) et n° 104 (mise en place d'équipes pluridisciplinaires). - **Intitulé du chapitre II** (*L'évaluation des activités de recherche*) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre). - **Art. 4** (*Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche*) (p. 10169) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (caractère obligatoire de la conclusion des contrats pluriannuels). (p. 10170, 10172) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Ivan Renar (critères et méthodologie de l'évaluation) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 90 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription, parmi les critères de l'évaluation, du partage du savoir scientifique avec la société). (p. 10173) : s'oppose aux amendements n° 107 de M. Serge Lagauche (définition des modalités de contrôle des résultats de l'évaluation par le pouvoir réglementaire) et n° 91 de Mme Marie-Christine Blandin (publicité des évaluations portant sur des recherches concernant la santé publique ou l'environnement). (p. 10178) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 122 et 133 (rôle et composition de l'Agence d'évaluation de la recherche) et n° 134 (suppression partielle). Accepte les amendements de la commission n° 22 (évaluation des travaux de l'Agence nationale de la recherche par l'AER) et n° 21 (nouvelle dénomination de l'Agence d'évaluation de la recherche) ainsi que l'amendement de M. Serge Lagauche, identique à ce dernier, n° 105. (p. 10179) : accepte les amendements de la commission n° 23 (clarification), n° 24 (précision) et n° 25 (transparence de l'évaluation) ainsi que l'amendement n° 93 de Mme Marie-Christine Blandin (représentation de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques au sein du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche). S'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 137 (modalités de l'évaluation), n° 138 (indépendance de l'instance d'évaluation), n° 139 (implication de tous les représentants de la société scientifique) et n° 140 (indépendance de l'Agence d'évaluation de la recherche) ainsi qu'à l'amendement n° 92 de Mme Marie-Christine Blandin (contrôle par l'Agence d'évaluation de la recherche de l'utilisation des aides publiques par les structures privées). (p. 10180) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 141 (implication de tous les représentants de la société scientifique) et n° 135 (précision). Accepte les amendements de la commission n° 26 (précision des missions et des modalités de fonctionnement des sections de l'Agence d'évaluation de la recherche) et n° 27 (précision par décret en Conseil d'Etat des modalités de publicité des recommandations de l'Agence et des résultats des évaluations). (p. 10181) : accepte les amendements n° 28 de la commission (rapport annuel sur les travaux de l'Agence d'évaluation de la recherche) et n° 106 de M. Serge Lagauche (règles déontologiques de l'Agence d'évaluation de la recherche) après rectification. - **Art. 5** (*Coordination en matière d'évaluation*) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (cohérence). (p. 10182) : accepte les amendements de rectification de la commission n° 30 et n° 31. - **Art. 6** (*Art. L. 112-1 du code de la recherche - Mission d'expertise*) (p. 10182, 10183) : accepte l'amendement n° 151 de la commission (cohérence) ainsi que le sous-amendement n° 94 de Mme Marie-Christine Blandin s'y rapportant. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 10183) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (inscription de l'expertise scientifique dans les missions individuelles des personnels de recherche). (p. 10184) : s'oppose à l'amendement n° 33 de la commission (extension

des réglementations précisant les différents types d'expertise et de responsabilité à l'ensemble des établissements de recherche). - **Art. 7** (*Agence nationale de la recherche*) (p. 10185, 10186) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 96 (rapport annuel sur les finances de l'ANR) et n° 109 (instauration d'un conseil scientifique au sein de l'ANR) ainsi qu'à ceux de M. Serge Lagauche n° 108 (clarification du statut juridique de l'Agence nationale de la recherche) et n° 110 (création d'un collège d'experts au sein de l'Agence nationale de la recherche). (p. 10186, 10187) : statut, financement et missions de l'ANR. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 10188) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 95 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 112 de M. Daniel Raoul (financement de projets blancs). (p. 10189) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Daniel Raoul (affectation d'une part des crédits accordés à un projet au fonctionnement de l'établissement qui l'héberge). (p. 10190) : s'oppose à l'amendement n° 34 de la commission (meilleure représentation parlementaire au sein du conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle). - **Art. 8** (*Art. L. 413-1, L. 413-6, L. 413-8, L. 413-9, L. 413-11, L. 413-12, L. 413-14 du code de la recherche - Assouplissement des conditions de participation des chercheurs à la création ou aux activités d'une entreprise de valorisation des résultats de la recherche*) (p. 10191) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 10192) : son amendement n° 59 : assouplissement des conditions de mobilité à temps partiel des scientifiques vers le secteur privé ; adopté. - **Art. 9** (*Art. L. 321-6 nouveau du code de la recherche - Activités de valorisation des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 10193) : accepte les amendements de la commission portant sur le même objet n° 36 et 37 (extension aux PRES et aux réseaux thématiques de recherche avancée de la possibilité de faire appel à des structures externes de valorisation). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 10194) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (transformation de l'Académie des technologies en établissement public). - **Art. 10** (*Art. L. 762-3 [nouveau] du code de l'éducation - Activités de valorisation des établissements publics d'enseignement supérieur*) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (possibilité pour les PRES et les réseaux thématiques de recherche de faire appel à des structures externes de valorisation dans les mêmes conditions que les universités). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 10195) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (possibilité pour les PRES et les réseaux thématiques de recherche de créer des services internes de valorisation sous la forme de services d'activités industrielles et commerciales). - **Art. 11** (*Art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale - Consultance*) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (introduction d'une plus grande souplesse dans le statut social des chercheurs du secteur public). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 10196) : demande le retrait de l'amendement n° 64 de M. Hugues Portelli (possibilité, pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement public, d'exercer des activités libérales dans le prolongement de leurs fonctions). - **Art. 14** (*Art. L. 122-32-22, L. 122-32-23, L. 122-32-25 et L. 122-32-27 du code du travail - Application aux dirigeants de jeunes entreprises innovantes des dispositions applicables aux bénéficiaires du congé pour création d'entreprise*) (p. 10197) : accepte l'amendement n° 160 de la commission (rectification). - **Art. 15** (*Art. 207 du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les sociétés des établissements publics de recherche et d'enseignement supérieur pour leurs activités de valorisation de la recherche*) (p. 10198) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Ivan Renar (exclusion, de l'application de l'article 207 du code général des impôts, des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche). - **Art. additionnels après l'art. 15** : s'oppose à l'amendement n° 113 de Mme Marie-Christine Blandin (mesures en faveur de l'embauche des jeunes doctorants). (p. 10199, 10200) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Gérard Dériot (réduction d'impôt en faveur de la recherche biomédicale). (p. 10201) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (évaluation de l'effet d'encouragement du crédit impôt recherche au sein des entreprises). - **Art. 16** (*Art. 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

6 juin 2005 - *Marchés publics* (p. 10202) : accepte l'amendement n° 150 de la commission (extension, aux marchés de travaux nécessaires pour l'activité de recherche, de la dérogation au code des marchés publics). - **Art. additionnels après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (extension des dispositions concernant les docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie aux titulaires de doctorat dans d'autres disciplines). (p. 10203) : accepte l'amendement n° 115 de M. Philippe Adnot (possibilité pour les laboratoires de référence de faire appel à des capitaux extérieurs). - **Art. 17** (*Statut et mission de l'Institut et des Académies*) (p. 10204) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (protection du Président de la République). - **Art. 18** (*Fonctionnement et organisation de l'Institut et des Académies*) (p. 10204, 10205) : accepte l'amendement n° 47 de la commission (contrôle exclusif de la Cour des comptes). - **Art. 19** (*Décrets en Conseil d'Etat*) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10206, 10209) : son amendement n° 1 : implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER ; adopté après modification par le sous-amendement n° 149 de la commission, qu'il accepte. (p. 10209, 10210) : s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU). (p. 10211) : accepte l'amendement n° 49 de la commission (révision de la règle du quorum pour la détermination des statuts et des structures internes des établissements d'enseignement supérieur). - **Art. 21** (*Coordination*) (p. 10212) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (rectification). - **Art. additionnels après l'art. 21** : Accepte les amendements de la commission n° 51 (rédaction) et n° 52 (rédaction). - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10215) : s'oppose aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10223) : remerciements. Texte sensiblement amélioré par le Sénat. Mise en place d'une nouvelle politique de la recherche en cohérence avec la politique d'ensemble du Gouvernement.

GOULET (Daniel)
sénateur (Orne)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 443 (2003-2004)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 218 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 246 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 319 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 92 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée à Strasbourg le 15 octobre 1985, [n° 15 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 64, 65) : enjeux majeurs d'aménagement des territoires ruraux. Réforme indispensable de l'administration. Multiplication injustifiée des structures locales. Redécoupage indispensable de la carte des cantons. Soutient l'action du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 105) : son amendement n° 183 : exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR ; retiré. (p. 107) : retire son amendement n° 183 précité, compte tenu du problème fiscal qu'il soulève. - **Art. 1er duodecies (Art. L. 211-2 du code de l'éducation - Carte scolaire dans les zones de revitalisation rurale)** (p. 109, 110) : retour de l'Assemblée nationale à sa rédaction adoptée en première lecture. Demande dès lors des précisions quant à l'application de la concertation dans les établissements d'enseignement du premier degré. - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecies** (p. 112) : réflexion souhaitable sur les préoccupations exprimées par M. Aymeri de Montesquiou au travers de son amendement n° 361 (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence). - **Art. 2 (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural)** (p. 115) : défavorable à la multiplication des institutions territoriales dans l'état actuel des finances locales.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 220) : soutient l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau) ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie [n° 13 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 723) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 16 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - en remplacement de M. Jean Faure, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 724) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 443 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion**

générale commune avec celle du projet de loi n° 123 (2004-2005) (p. 2169) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, [n° 123 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 443 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990, en vue d'admettre la Mongolie comme pays d'opérations, adopté à Londres le 30 janvier 2004 [n° 444 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - en remplacement de M. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 2172) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement, [n° 80 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - en remplacement de M. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 2175, 2176) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 10 ter (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien)** (p. 3509, 3510) : défense des projets engagés par les collectivités locales pour la production d'énergie éolienne. Exemple de la Normandie. Défavorable à cet article constituant un frein au développement de cette filière énergétique.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7830, 7831) : ses observations sur les dépenses publiques. Nécessité de faire preuve de courage politique pour l'examen de leur structure et la recherche d'économies. Exemple de l'étude initiée avec des étudiants sur l'établissement d'un nouveau découpage administratif qui engendrerait une diminution inéluctable du nombre d'élus et des frais de fonctionnement. Question de la création d'un groupe de travail sur l'étude d'impact de sa proposition. Bon exemple de réforme courageuse et de bonne gouvernance. Partisan d'octroyer davantage de pouvoirs aux chambres régionales des comptes. Ses observations sur les dépenses du secteur de la diplomatie et des affaires étrangères. Exemple de l'assemblée de l'UEO. Inutilité de l'acharnement thérapeutique et diplomatique. Partisan de déléguer un fonctionnaire du Quai d'Orsay plutôt que d'entretenir une ambassade de France à Strasbourg. Blocage de l'ascenseur social au sommet s'agissant de la haute administration diplomatique. Réflexion indispensable sur le meilleur placement des ambassadeurs. Suggère un audit de ces postes en vue d'une rationalisation des dépenses. Annonce d'amendements d'annulation de certains crédits.

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8346, 8348) : existence d'un fossé entre les réalités de l'action européenne et leur perception sur le terrain. Observations sur la politique agricole commune, les fonds structurels et les actions extérieures de l'Union européenne, notamment au Proche et au Moyen-Orient, ainsi que dans les pays du Golfe.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (6 décembre 2005) (p. 8950, 8951) : rôle irremplaçable et incontournable de l'enseignement agricole. Sentiment d'une baisse caractérisée des dotations aux établissements. Espère pouvoir exprimer sans réserve son vote en faveur de ce projet de budget.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9054) : ses amendements n° II-79 : réduction du nombre d'ambassadeurs et n° II-80 : diminution des crédits de l'UEO et du Conseil de l'Europe ; retirés.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9160, 9162) : nécessité d'établir une nouvelle carte de France des cantons. S'insurge contre l'idée selon laquelle les communautés de communes seraient source d'inflation fiscale. Dénonce le "millefeuille" des compétences et le délire kafkaïen des finances locales. Modernisation des services publics. Réussite et fonctionnement des communautés de communes de l'Orne.

GOURAULT (Jacqueline)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 172 (2004-2005)] portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 251 (2004-2005)] (16 mars 2005) - **Fonction publique - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 286 (2004-2005)] portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 460 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Fonction publique - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 104 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. 19** (*Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action*) (p. 192, 193) : son amendement n° 93 : délibération du conseil général en cas de réduction du périmètre de protection des espaces agricoles ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 260) : son amendement n° 94 : assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogrix. (p. 261) : intervient sur son amendement n° 94 précité. - **Art. 37 F** (*Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - Services publics de proximité et aménagement du territoire*) (p. 275) : son amendement n° 95 : possibilité, pour le président de l'association des maires du département, de saisir le représentant de l'Etat en cas de fermeture de service public ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 352, 353).

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique** [n° 172 (2004-2005)] - (23 mars 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2186, 2188) : retard de la France dans la transposition du droit communautaire. Application des principes de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et de la libre circulation des personnes. Directive du 28 juin 1999 établissant le CDI comme forme normale de travail. Projet de loi constituant une avancée mais nécessité d'envisager une réforme profonde de la fonction publique. - **Question préalable** (p. 2201) : s'oppose à la motion n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Art. 8 de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 - Non-opposabilité des limites d'âges*) (p. 2204) : s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Jacques Mahéas (extension de la non-opposabilité des limites d'âge aux personnes qui vivaient sur les ressources de leur conjoint et qui se retrouvent seules). - **Art. 2** (*Art. 21 de la loi n° 76-617 du 9 juillet 1976 - Aménagement de la condition d'âge pour certains hommes en cas de recrutement par concours de fonctionnaires de catégorie A*) (p. 2204) : son amendement n° 1 : extension de la limite d'âge à toute personne élevant ou ayant élevé un enfant ; adopté. - **Art. 3** (*Art. 24 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Obligation de remboursement par un fonctionnaire admis à la retraite en cas de non-respect de l'engagement de servir*) (p. 2205) : ses amendements n° 2 : rédaction ; et n° 3 : référence au code de l'action sociale et des familles ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jacques Mahéas (suppression). - **Art. 4** (*Art. 2 de la loi n° 80-490 du 1er juillet 1980 - Extension aux hommes de la dérogation à la condition de diplôme*) (p. 2206) : son amendement n° 4 : cohérence rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 2206, 2207) : demande le retrait de l'amendement n° 89 de M. Bruno Retailleau (recrutement direct par CDI des agents occupant des emplois fonctionnels). - **Art. 7** (*Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification des conditions de*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat (p. 2211, 2212) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de M. Jacques Mahéas et n° 78 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose à l'amendement n° 79 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des dispositions relatives au recrutement d'agents contractuels). Sur les amendements de M. Jacques Mahéas, demande le retrait des n° 34 (limitation du recours aux contractuels) et n° 35 (clarification), s'oppose aux n° 36 (prévision d'un accès à la fonction publique dans le cadre statutaire préalablement à toute transformation d'un CDD en CDI), n° 37 (condition de diplôme d'expérience professionnelle préalable à la transformation d'un CDD en CDI) et n° 39 (exclusion du dispositif de transformation des CDD en CDI pour les agents de la catégorie C recrutés sans concours), et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 38 (interdiction de remplacement d'un agent contractuel par un autre agent contractuel en cas d'emploi permanent occupé pendant six ans). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 77 de M. Yves Détraigne (extension du dispositif d'attribution d'un CDI au personnel de formation). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2214) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Jacques Mahéas (transparence et encadrement du recrutement des contractuels). - **Art. 8** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de l'Etat actuellement en fonction*) (p. 2215) : ses amendements n° 5 et 6 : rédaction ; adoptés. Son amendement n° 7 : rédaction ; adopté. (p. 2216) : son amendement n° 8 : harmonisation de la durée de service fictif avec la durée maximale des contrats CDD pour une transformation automatique en CDI ; adopté, identique à l'amendement n° 44 de M. Jacques Mahéas. Son amendement n° 9 : clarification ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 41 de M. Jacques Mahéas et n° 80 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 42 (coordination) et n° 45 (coordination), et estime l'amendement n° 43 (précision) de ce dernier satisfait par son amendement n° 7 précité. - **Art. 9** (*Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 2217, 2218) : son amendement n° 10 : caractère exceptionnel du recours à des agents non titulaires pour occuper un emploi permanent ; adopté. (p. 2218) : s'oppose aux amendements identiques n° 46 de M. Jacques Mahéas et n° 81 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression partielle) et aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 47 (encadrement du recrutement des non-titulaires dans la fonction publique territoriale pour la catégorie A), n° 48, 49, 50 et 51 (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 2220) : demande le retrait de l'amendement n° 92 de M. Jean-François Le Grand (validation des acquis professionnels des agents non titulaires de la fonction publique territoriale). - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonction*) (p. 2221) : ses amendements n° 11 et 12 : coordination ; adoptés. Son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. Son amendement n° 14 : coordination ; adopté, identique à l'amendement n° 56 de M. Jacques Mahéas. (p. 2222) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 52 de M. Jacques Mahéas et n° 83 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de coordination de M. Jacques Mahéas n° 53, n° 54, n° 55 et n° 57. - **Art. 11** (*Art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique hospitalière*) (p. 2223) : s'oppose aux amendements identiques n° 58 de M. Jacques Mahéas et n° 84 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de M. Jacques Mahéas n° 59, 60 et 62 (coordination) et n° 61 (obligation de posséder un diplôme ou des acquis professionnels pour la transformation d'un CDD en CDI). - **Art. 12** (*Art. 9-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents non titulaires insusceptibles de donner lieu à des contrats à durée indéterminée*) (p. 2224) : s'oppose aux amendements identiques n° 63 de M. Jacques Mahéas et n° 85 de Mme Josiane Mathon-Poinat

(suppression). - **Art. 13** (*Art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination*) : s'oppose aux amendements identiques n° 64 de M. Jacques Mahéas et n° 86 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 14** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents hospitaliers non titulaires actuellement en fonction*) : ses amendements n° 16 et 17 : coordination ; adoptés. (p. 2225) : son amendement n° 18 : coordination ; adopté. Son amendement n° 19 : limitation de la durée du service effectif à au moins six ans au cours des huit dernières années ; adopté, identique à l'amendement n° 68 de M. Jacques Mahéas. Son amendement n° 20 : coordination ; adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 65 de M. Jacques Mahéas et n° 87 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). S'oppose aux amendements de coordination de M. Jacques Mahéas n° 66, n° 67 et n° 69. - **Art. 15** (*Situation des salariés en cas de reprise par une personne publique de l'activité de l'entité économique les employant*) (p. 2226) : ses amendements n° 21 et 22 : rédaction ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 15** : son amendement n° 23 : cohérence ; adopté. (p. 2227) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de M. Jacques Mahéas (reprise totale d'ancienneté pour tous les personnels). - **Art. 16** (*Art. 6, 6 bis, 6 ter et 6 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Actualisation des dispositions relatives à la lutte contre les discriminations*) (p. 2228) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 71 de M. Jacques Mahéas (suppression de la précision selon laquelle l'action en justice doit être engagée "de bonne foi"). (p. 2229) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jacques Mahéas (extension de la liste des actes de gestion pouvant être pris à l'encontre d'un fonctionnaire). - **Art. 17** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) (p. 2230) : son amendement n° 24 : clarification ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression partielle). - **Art. 18** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) : son amendement n° 25 : clarification ; adopté. - **Art. 19** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) (p. 2231) : son amendement n° 26 : clarification ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2232) : s'oppose aux amendements de M. Claude Domeizel n° 73 (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants) et n° 74 (annulation de la rétroactivité de la mesure exigeant des hommes une interruption d'activité). Remise en cause d'un dispositif voté à l'unanimité. Coût des mesures proposées. (p. 2234) : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Claude Domeizel (extension du reclassement dont bénéficient les fonctionnaires hospitaliers à leurs homologues territoriaux). - **Art. 21** (*Art. 63 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 - Coordination*) (p. 2235) : son amendement n° 27 : coordination ; adopté. - **Division additionnelle avant l'art. 22** : son amendement n° 28 : insertion d'une division additionnelle ; adopté. - **Art. 22** (*Entrée en vigueur des dispositions de la loi*) : son amendement n° 29 : délai d'applicabilité des dérogations ; adopté. - **Division et art. additionnels après l'art. 22** (p. 2236) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 91 et 90 de M. Bruno Retailleau (monétisation du compte épargne-temps). - **Intitulé du projet de loi** : demande le retrait de l'amendement n° 76 de M. Jacques Mahéas (rédaction).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 5 bis** (p. 3485) : son amendement n° 150 : doublement du délai accordé aux élus pour identifier les actions, les opérations et les équipements devant relever de l'échelon intercommunal ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5274) : caractère inopportun de cette proposition de loi, que le groupe de l'UC-UDF votera sans enthousiasme.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique** - *Deuxième lecture [n° 286 (2004-2005)]* - (11 juillet 2005) - rapporteur rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5275) : transposition des directives et de la jurisprudence communautaires applicables à la fonction publique. Réglementation des contrats à durée déterminée. Modalités de transfert de personnel d'une entité privée vers le public. Lutte contre les discriminations. Modifications apportées au texte initial par le Sénat et l'Assemblée nationale. Statut de l'Ecole nationale supérieure des métiers de l'image et du son. Au nom de la commission des lois, recommande l'adoption de ce texte. - **Question préalable** (p. 5280) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 4 quater** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de l'Etat*) (p. 5283) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 4 quinquies** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 5284) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 4 sexies** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière*) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 9** (*Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 5285) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonctions*) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5286) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (prise en compte de la totalité des services accomplis par les agents bénéficiant de la loi Sapin en tant qu'agents non titulaires). - **Art. 15** (*Situation des salariés en cas de reprise par une personne publique de l'activité de l'entité économique les employant*) (p. 5287) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de M. Hugues Portelli (clarification). - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 5288) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance relative à la simplification des commissions administratives).

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7270, 7271) : le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de loi et s'associe aux propos tenus par M. Jacques Pelletier.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8288, 8289) : réduction de l'autonomie fiscale des collectivités locales chaque année. Opposition de l'Association des maires de France à l'inclusion des taxes locales dans le dispositif du "bouclier fiscal". Défavorable à l'allègement de la taxe foncière sur le foncier non bâti pour la profession agricole. Réforme de la taxe professionnelle : conséquences pour les collectivités locales ; mécontentement des maires et des présidents d'EPCI. Son inquiétude à propos du processus de décentralisation.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 8395) : intervient sur l'amendement n° I-299 du Gouvernement (dérogation au principe prévoyant que les dépenses réelles d'investissement prises en considération pour l'attribution du FCTVA sont celles afférentes à la pénultième année).

- Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8401, 8403) : contribution de la LOLF à une meilleure maîtrise des effectifs de l'Etat. Nécessité d'accompagner cette maîtrise d'une véritable réflexion sur les missions de service public. Conséquences des départs à la retraite. Rémunération au mérite. Importantes réformes législatives en cours.

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8695, 8696) : crédits de la réforme de l'Etat. En propose la gestion par le directeur général de l'administration et de la fonction publique. Evaluation de la qualité de la formation assurée par l'ensemble des écoles bénéficiant de subventions, y compris l'ENA. Bien-fondé de la mise en place du chèque emploi-service universel, CESU, et de la garantie de paiement des loyers et des charges, garantie LOCA-PASS, pour les agents de l'Etat. Contenu hétéroclite du programme "Coordination du travail gouvernemental" nécessitant des objectifs et des indicateurs de performance plus exhaustifs. Suggère la création d'un objectif portant sur l'exécution des directives communautaires pour le secrétariat général aux affaires européennes et d'un objectif visant les délais de publication des textes d'application des lois pour le secrétariat général du Gouvernement. Nécessité d'une meilleure prise en compte des spécificités des autorités administratives indépendantes dans la LOLF. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8699, 8701) : son amendement n° II-13 : création d'un nouveau programme regroupant les sept autorités administratives indépendantes, AAI, auparavant incluses dans le programme "Coordination du travail gouvernemental" ; adopté. Souci de l'indépendance des AAI et de la neutralisation du principe de fongibilité à l'intérieur du programme.

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8910, 8912) : hommage à la mémoire des sapeurs-pompiers et des pilotes qui ont péri lors d'interventions. Présentation de la sécurité civile comme une mission ministérielle à part entière. Engagement financier des collectivités territoriales. Question des réserves communales. Idée de la création d'un service de sécurité civile à l'échelon européen.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9278, 9279) : la majorité du groupe de l'UC-UDF votera les amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Nécessité d'informer les sénateurs des discussions de la commission des finances. Absence de lien entre le taux de la taxe professionnelle et l'implantation des entreprises. Entreprises textiles françaises. Exploitations agricoles. Caractère injuste de cette réforme : exemple du Nord-Pas-de-Calais. Atteinte à l'autonomie des collectivités territoriales. - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9321) : ses amendements n° II-265 : réintégration des EPCI issus d'une fusion dans le droit commun en matière de règle de lien entre les taux fiscaux des communes et le taux de taxe professionnelle unique de leur groupement, n° II-281 : possibilité pour un EPCI, issu d'une fusion et levant la taxe professionnelle unique pour la première fois, de fixer son taux dans la limite du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes et n° II-282 : prise en compte par un EPCI résultant d'une fusion du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes ; devenu sans objet. (p. 9322) : intervient sur ses

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements précités n° II-265, n° II-281 et n° II-282. Exemple du Loir-et-Cher.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10007, 10008) : son amendement n° 127 : assouplissement du dispositif fiscal applicable à la fusion d'EPCI ; adopté.

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 454 (2004-2005)] habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 457 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 472 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1085, 1087) : travaux de la commission d'enquête sur la mise en place de la réduction du temps de travail. Bilan des 35 heures et assouplissement impératif. Approbation des dispositions de la proposition de loi répondant aux besoins des entreprises et aux aspirations des salariés. Texte complétant les politiques de lutte contre le chômage et inscrit dans une dynamique de libération des énergies. Avec le groupe UMP, favorable à cette proposition de loi.

- Vice-président de la commission des affaires sociales. - **Demande de réserve** (p. 1121) : demande la réserve des amendements visant à insérer des articles additionnels avant et après les articles 1er, 2 et 3 jusqu'à la fin du texte ; réserve ordonnée.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1138) : maintien de la réserve ordonnée la veille. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p. 1214) : résultats d'un sondage montrant que les Français sont favorables à l'assouplissement des 35 heures.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1275) : intervient sur la rédaction de l'amendement n° 89 de Mme Raymonde Le Texier (exclusion des femmes enceintes du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1281) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier (saisine immédiate de la Commission nationale de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

négociation collective des dispositions contenues dans la présente proposition de loi). - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1311, 1312) : défavorable à l'amendement n° 206 de M. Roland Muzeau (précision de l'amplitude horaire concernant le travail dominical de l'apprenti). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1323) : remerciements. Regrette les propos tenus à certains moments du débat.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2514, 2515) : pertinence de la distinction entre les deux modes de garde. Déséquilibre du texte à l'issue des modifications apportées par l'Assemblée nationale. Dépôt d'amendements visant à la création d'un véritable statut professionnel. Reconnaissance de la complémentarité de ce mode de garde à l'accueil en crèche. Votera ce texte. - **Art. 5 (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)** (p. 2522) : favorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression des critères nationaux d'agrément). Prise en compte des spécificités des régions et des départements.

- **Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4138, 4139) : revalorisation du statut de la profession d'assistant maternel. Texte d'équilibre entre besoins des enfants, attentes des familles et revendications légitimes des professionnels. Reconnaissance de la spécificité de la profession. Rapprochement avec le droit commun du travail. Redéfinition des rapports contractuels entre les assistants maternels et les parents employeurs. Satisfait des partenaires sociaux. Le groupe UMP votera ce texte. Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5096) : défavorable aux amendements n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance).

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 5197, 5199) : inquiétude des Français face au chômage. Délais inévitables de mise en oeuvre des politiques publiques. Motivation du recours aux ordonnances par l'urgence de la situation. Analyse des mesures d'urgence proposées. Simplification des procédures d'embauche et de licenciement. Mise en place du contrat "nouvelles embauches". Création du chèque emploi. Amendement de la commission visant à préciser le champ de l'habilitation. Lutte contre les effets de seuil préjudiciables à la croissance des PME. Souhait d'une réflexion sur les moyens de renforcer la présence syndicale. Mise en place du service militaire adapté. Réforme des modalités d'accès à la fonction publique. Incitations fiscales à la reprise d'emploi. La commission recommande l'adoption du projet de loi d'habilitation. Réflexion à mener sur les politiques d'emploi. Réhabilitation de la valeur du travail. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5228, 5229) : s'oppose à la motion n° 22 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5232) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Raymonde Le Texier tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er (Champ de l'habilitation)** (p. 5243) : son amendement n° 21 : précision que le futur chèque-emploi pourra tenir lieu également de contrat de travail et de bulletin de paie ; adopté. (p. 5246, 5247) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy, souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les n° 4 (exclusion des assistants maternels du dispositif du CNE) et n° 6 (garantie de conditions d'indemnisation au moins égales à celles d'un CDD) et s'oppose aux n° 2 (suppression), n° 3

(suppression des dispositions relatives à la mise en place du contrat "nouvelles embauches"), n° 5 (obligation de motiver la rupture du CNE), n° 7 (suppression des dispositions relatives au revenu de remplacement), n° 8 (suppression du dispositif d'allègement des contributions financières des employeurs occupant moins de vingt salariés), n° 9 (suppression des dispositions excluant des effectifs les jeunes de moins de vingt-six ans), n° 10 (suppression de la généralisation aux TPE du dispositif simplifié d'embauche), n° 11 (suppression du crédit d'impôt pour les chômeurs de longue durée et les allocataires de minima sociaux) et n° 12 (suppression de la prime de mille euros pour les jeunes de moins de vingt-six ans acceptant un emploi dans une branche connaissant des difficultés de recrutement). S'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 23 (application du CNE aux entreprises employant moins de dix salariés), n° 24 (limitation de la période d'essai du CNE à quatre-vingt-dix jours), n° 25 (mise en place d'une taxation sociale sur l'emploi précaire à la charge des employeurs), n° 26 (mise en place d'une aide au logement pour les personnes titulaires d'un CNE licenciées), n° 27 (suppression des dispositions relatives à l'extension du service militaire adapté), n° 28 (repli) et n° 29 (mise en place d'un mécanisme de contrôle et d'évaluation de l'effectivité des emplois créés). Sur les amendements de M. Michel Mercier, accepte les n° 13 (garantie pour le salarié d'une indemnité en cas de rupture), n° 14 (mise en oeuvre d'une évaluation du dispositif du contrat "nouvelles embauches", CNE), n° 15 (garantie pour le salarié licencié d'un revenu de remplacement subordonné à une durée minimale de présence dans l'emploi et d'un dispositif personnalisé de réinsertion), n° 17 (suppression de l'exonération du versement transport au profit des entreprises franchissant le seuil des dix salariés), souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les n° 16 (coordination des services de l'ANPE et de l'ASSEDIC au niveau de chaque bassin d'emploi) et n° 18 (autorisation pour les bénéficiaires du RMI âgés de plus de cinquante-quatre ans de bénéficier d'un CDI avec une collectivité locale ou un établissement public) et demande le retrait des n° 19 (possibilité de cumul entre revenus de l'emploi et, d'une part, droits connexes aux minima sociaux et, d'autre part, revenus de remplacement) et n° 20 (restriction de la part des cotisations sociales dans le financement de l'assurance maladie au profit d'une partie du produit de la TVA et de la CSG). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 du Gouvernement (possibilité de financement de l'accompagnement renforcé en vue du retour à l'emploi par une contribution spécifique à la charge de l'employeur). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5256) : remerciements. Se réjouit de l'adoption du projet de loi et souhaite que les effets puissent s'en ressentir dès le mois de septembre.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5430, 5431) : texte résultant d'une réflexion approfondie. Prise en compte de la réalité de l'entreprise. Priorité donnée au dialogue social dans une logique de confiance et de responsabilité. Cohérence et diversité des mesures proposées. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 5432) : adoption rapide de ce texte. Apports du Sénat, notamment du groupe de l'UC-UDF. Modifications apportées par la commission mixte paritaire. Recommande l'approbation de ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 12 (Conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail)** (p. 7128) : son amendement n° 263 : suppression partielle ; adopté. (p. 7129) : ses

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements, portant sur le même objet, n° 262 : exonération partielle des indemnités de rupture du contrat de travail ; devenu sans objet ; et n° 88 ; adopté.

GOUSSEAU (Adeline)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 bis A** (p. 225, 226) : son amendement n° 102 : extension du pouvoir de préemption des SAFER dans les espaces boisés ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (10 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1544, 1545) : avancées significatives proposées par la commission des affaires économiques. Réponse aux attentes des élus locaux et des usagers quant à l'égal accès au service public de La Poste. Engagement de La Poste de jouer le jeu de la proximité. Renforcement de la présence postale dans les zones rurales. Politique d'adaptation et de développement des services aux usagers à l'opposé d'une politique de repli. Concertation avec les élus locaux sur l'évolution des points de présence postale. Avec ses collègues du groupe UMP, adhère sans réserve au principe d'obligation de présence postale territoriale et soutiendra ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. 36 (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012)** (p. 3029) : soutient l'amendement n° 422 de M. Jean-Pierre Vial (prise en compte par les agences de l'eau des engagements de la France relatifs aux énergies renouvelables) ; retiré. (p. 3031) : soutient l'amendement n° 287 de M. Charles Revet (mode de gestion des crues) ; retiré. (p. 3033) : soutient l'amendement n° 421 de M. Jean-Pierre Vial (engagement budgétaire des agences de l'eau envers les départements) ; retiré. (p. 3034) : soutient l'amendement n° 420 de M. Jean-Pierre Vial (financement des opérations en cours du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Art. 1er (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)** (p. 4588) : soutient l'amendement n° 160 de M. Jean-Marc Juilhard (agrément des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au même titre que les associations et les entreprises) ; retiré. (p. 4608, 4609) : soutient l'amendement n° 41 de M. Jean-Marc Juilhard (extension du dispositif au code rural) ; adopté. (p. 4615) : soutient l'amendement n° 163 de M. Jean-Marc Juilhard (précision par un décret du champ des activités soumises à l'agrément) ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5270, 5271) : projet du "Grand Versailles". Intérêt historique et patrimonial des salles ouvertes au public. Regrette l'absence d'accord entre les deux assemblées. Souhaite maintenir l'affection de la salle des séances au Parlement. Utilité des dispositions adoptées par le Sénat. Ouverture de l'établissement public de Versailles. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6495) : son amendement n° 375 : suppression de l'obligation de recours

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

systématique à l'acte authentique ; retiré. (p. 6496) : son amendement n° 376 : rétablissement du droit de préemption des SAFER sur les biens faisant l'objet d'un bail cessible hors cadre familial et de la possibilité de demande de révision du prix de vente des terrains cédés par le fermier bénéficiaire d'un droit de préemption ; retiré. (p. 6499) : son amendement n° 456 : coordination ; retiré. (p. 6501) : son amendement n° 377 : fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux ; retiré. (p. 6518) : son amendement n° 359 : allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571) : son amendement n° 373 : octroi du statut agricole aux entreprises de paysage ; retiré. (p. 6574) : favorable à la création d'un groupe de travail.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6639) : soutient l'amendement n° 109 de M. Laurent Béteille (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole) ; retiré. (p. 6642) : soutient l'amendement n° 110 de M. Laurent Béteille (extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU) ; adopté. (p. 6646, 6647) : soutient l'amendement n° 107 de M. Laurent Béteille (extension du droit de préemption des SAFER dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme) ; retiré. (p. 6649) : soutient l'amendement n° 108 de M. Laurent Béteille (extension du droit de préemption des SAFER à la protection de l'environnement) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** (p. 6655) : son amendement n° 374 : consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois) (p. 6699) : soutient l'amendement n° 267 de M. Bernard Fournier (possibilité pour les collectivités territoriales locales et leurs groupements d'utiliser comme carburant pour leurs véhicules les huiles végétales pures) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7990) : soutient l'amendement n° I-250 de M. Charles Revet (instauration d'un crédit d'impôt favorisant les initiatives du secteur agricole tendant à préserver l'environnement et la santé au-delà des obligations légales en la matière) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (26 novembre 2005) - **Art. 4 quater** (compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB) (p. 8114) : soutient l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS) en qualité de membre de la commission des affaires économiques. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8115, 8116) : volet législatif du pacte national pour le logement. Inscription de l'action du Gouvernement dans la continuité. Amélioration des chiffres annuels de production de logements. Réponse à la crise du logement : libération du foncier, encouragement des maires à construire, renforcement de l'accès de tous au logement et modernisation des opérateurs institutionnels du secteur. Mise en oeuvre du volet "logement" du plan de cohésion sociale dans les départements d'outre-mer. Possibilité pour les communes d'instaurer une taxe forfaitaire sur la cession des terrains nus devenus constructibles. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8184) : soutient l'amendement n° I-230 de M. René Beaumont (application du taux réduit de TVA aux ventes de produits de l'agriculture agglomérés destinés au chauffage) ; retiré.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Comptes d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Participations financières de l'Etat

- (3 décembre 2005) : En remplacement de M. Michel Bécot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan sur la mission "Engagements financiers de l'Etat" et le compte spécial "Participations financières de l'Etat" (p. 8731, 8732) : enjeu budgétaire considérable. Affectation des recettes provenant de la cession d'autoroutes au désendettement public. Exigence d'une bonne valorisation des participations de l'Etat pour les entreprises en passe d'être privatisées. Satisfaction quant à l'action de l'Agence des participations de l'Etat et du programme annuel de performance. Nécessité d'indicateurs différenciés pour la mesure des performances de gestion des entreprises concernées. Souci de la commission de compléter les indicateurs de cession de participations pour mesurer l'intérêt patrimonial des privatisations. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur le contenu des recettes et des dépenses du compte spécial "Participations financières de l'Etat".

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8939) : volonté de construire une agriculture résolument tournée vers l'avenir. Caractère primordial de l'action en faveur du renouvellement des générations dans l'agriculture. Votera avec conviction ce budget.

GOUTEYRON (Adrien)
sénateur (Haute-Loire)
UMP

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 18, 19, 20, 26, 27 janvier, 3, 9, 15 février, 1er, 2, 8, 9, 10, 17, 18, 24, 30 mars, 7, 13, 14 avril, 23, 27, 30 juin, 7 juillet, 5, 13, 25 octobre, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 14, 16, 18, 22, 23, 24 novembre, 1er, 5, 6, 8, 9, 14, 15, 20 et 22 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale jusqu'au 30 mars 2005.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale jusqu'au 30 mars 2005.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites jusqu'au 30 mars 2005.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 109 (2003-2004)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 189 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 110 (2003-2004)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° 190 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 234 (2003-2004)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), [n° 191 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 259 (2003-2004)] autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, [n° 192 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 260 (2003-2004)] autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 193 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 156 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 194 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 261 (2003-2004)] autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, [n° 195 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 84 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969. [n° 196 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'aide française aux victimes du tsunami en Indonésie [n° 202 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'appareil diplomatique français au Brésil [n° 463 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Niger : sortir de la crise alimentaire, répondre à la malnutrition infantile [n° 512 (2004-2005)] (29 septembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Action extérieure de l'Etat [n° 99 tome 3 annexe 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs malgaches** - (26 janvier 2005) (p. 341).

- **Hommage à Rafic Hariri, ancien Premier ministre du Liban** - (15 février 2005) (p. 888) : à la demande de M. Le Président du Sénat et en sa qualité de président du groupe sénatorial d'amitié France-Liban, exprime sa plus vive émotion à la suite de l'attentat qui vient de coûter la vie à Rafic Hariri.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 109 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 110 (2003-2004), n° 234 (2003-2004), n° 259 (2003-2004), n° 260 (2003-2004) et n° 156 (2004-2005) (p. 1066, 1067) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole) [n° 110 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole), [n° 234 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, [n° 259 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 260 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 156 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, [n° 261 (2003-2004)]** - (1er mars 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 1068, 1069) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969 [n° 84 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 1069, 1070) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1626, 1628) : permanence du discours lié aux réformes de l'éducation. Expression du malaise des jeunes dans les manifestations. Conclusions du rapport de la Cour des comptes : données chiffrées. Mesures positives inscrites dans le projet de loi : socle commun de connaissances, programme personnalisé de réussite scolaire, évaluation et personnalisation de la pédagogie. Développement indispensable de mesures particulières à l'intention des ZEP. Amélioration de la cohérence des équipes enseignantes. Votera ce texte avec conviction.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1689) : défavorable à l'amendement n° 446 de Mme Annie David (suppression de la notion de mérite) et opposition à la suppression du mot "mérite".

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1773) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Nicole Borvo Cohen-Séat. En application du règlement du Sénat, accepte la discussion des sous-amendements reprenant les amendements précédemment déposés par le groupe CRC à l'article 6.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Motion d'ordre** (p. 2271) : modalités de discussion de l'article 1er, de l'article 2 et du II de l'article 2.

- **Souhaits de bienvenue à un parlementaire indien** - (14 avril 2005) (p. 3255).

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 3629, 3631) : image de la France dans les pays étrangers. Obligation d'exemplarité dans la gestion du patrimoine immobilier. Programme de cessions d'immeubles. Impératif de bonne gestion des deniers publics. Analyses de la fonction immobilière. Objectif d'accompagnement de l'évolution du réseau diplomatique de la France dans le développement ou la réduction de ses implantations : souhait d'une politique immobilière fortement concentrée ; possibilité d'intéressement du ministère aux produits de cession de son patrimoine. Interrogation sur la vente éventuelle d'un château et d'une ancienne chancellerie en Allemagne. Objectif de rationalisation des implantations à Paris et dans les grandes capitales étrangères. Exemple du Brésil. Entretien des bâtiments. Possibilité d'améliorer l'appréhension des coûts de maintenance dans le cadre de la LOLF. Question sur les priorités budgétaires pour les années à venir. Dysfonctionnements relevés dans le rapport de la Cour des comptes de 2004. Nécessité d'une bonne connaissance du patrimoine. Utilité du renforcement de certaines fonctions supports de la gestion immobilière en matière juridique et fiscale. Interrogation sur la mise en place du projet de contrat de performance et de loyers domaniaux.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p. 5831, 5833) : approbation de l'initiative d'un débat sur les crédits de ministères gestionnaires. Hommage au travail des services du Quai d'Orsay dans la préparation de la mise en oeuvre de la LOLF. Participation du Quai d'Orsay à l'effort de rigueur budgétaire. Modernisation de la gestion du ministère et participation aux travaux préalables à l'entrée en vigueur de la LOLF. Travaux accomplis en application de la LOLF : création d'une mission "action extérieure de l'Etat" et d'une mission "aide publique au développement" ; recensement des effectifs du Quai d'Orsay ; actualisation du patrimoine immobilier du ministère. Favorable à la mise en place d'un contrat de modernisation triennal entre le ministère des affaires étrangères et le ministère du budget. (p. 5838, 5839) : importance de la définition de la politique d'un ministère.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6048, 6049) : attitude exemplaire de la France dans la lutte contre le dopage. Renforcement de l'efficacité du dispositif avec la création de l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD, et sa fusion avec le laboratoire de Châtenay-Malabry. Souhait de moyens nécessaires à l'accélération de la recherche dans la lutte contre le dopage. Crainte s'agissant du partage des compétences entre l'AFLD et les fédérations internationales. Indispensable engagement personnel du ministre. Précision

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

quant au rôle dévolu aux antennes régionales. Crainte d'un contournement de la loi au moyen des autorisations d'usage thérapeutique, les AUT. Bien-fondé de la dimension éducative et préventive du texte. Dangers du miroir aux alouettes et des illusions du sport-business dans les milieux défavorisés.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Motion d'ordre** (p. 6445) : modalités de discussion de l'article 2 du projet de loi.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6770) : son amendement n° 102 : suppression ; devenu sans objet. (p. 6772, 6773) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 113 et 663 : limitation de la mesure aux sacs en plastique ; devenus sans objet. (p. 6778) : se rallie à l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7149) : inquiétude des pharmaciens d'officine quant au tarif forfaitaire de responsabilité.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2005) - **Art. 27** (*Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes*) (p. 7329, 7330) : son amendement n° 157 : limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné ; retiré.

- **Souhaits de bienvenue à un parlementaire du Japon** - (18 novembre 2005) (p. 7448).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 29** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 8396) : soutient l'amendement n° I-249 de M. Roger Besse (majoration du montant de la dotation "élu local") ; adopté.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9020, 9022) : conséquences de la dispersion des crédits entre plusieurs ministères. Budget en diminution. Réduction des effectifs. Effort de transparence dans le recensement du patrimoine immobilier. Création prochaine d'un comité d'éthique au Quai d'Orsay. Programme "Action de la France en Europe et dans le monde" : affectation prioritaire aux actions multilatérales ; insuffisance des crédits affectés aux opérations de maintien de la paix ; non-couverture du risque de change pour les contributions obligatoires ou volontaires à l'ONU et aux organismes internationaux ; amélioration des indicateurs de performance. Programme "Rayonnement culturel et scientifique" : reclassement des dépenses affectées aux pays en voie de développement ; souhait d'insertion dans ce programme de la nouvelle chaîne d'information internationale. Programme "Français à l'étranger

et étrangers en France" : baisse non motivée des crédits de l'AEFE ; affectation des recettes issues des visas. Sous réserve du vote de ses amendements, la commission des finances émet un avis favorable à l'adoption de ces crédits. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9042, 9044) : ses amendements n° II-74 : transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde" ; et n° II-75 : transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France" ; adoptés ; et n° II-76 : transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde" ; retiré. Inutilité de création d'un portail Idées de France.fr. (p. 9045, 9046) : dépôt tardif des amendements empêchant leur examen en commission. A titre personnel, s'oppose à l'amendement n° II-108 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (transfert de crédits du programme "Action de la France en Europe et dans le monde" au programme "Rayonnement culturel et scientifique") et accepte l'amendement n° II-209 du Gouvernement (création du programme "Audiovisuel extérieur"). (p. 9048) : possibilité de diffusion de la pensée française par des sites déjà existants : exemple diplomatie.fr. (p. 9051) : son amendement n° II-73 : réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France" ; adopté. (p. 9054, 9055) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Goulet n° II-79 (réduction du nombre d'ambassadeurs) et n° II-80 (diminution des crédits de l'UEO et du Conseil de l'Europe). (p. 9056) : à titre personnel, accepte l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). (p. 9059) : à titre personnel, accepte l'amendement n° II-233 du Gouvernement (majoration des crédits de développement des services administratifs offerts aux Français de l'étranger par l'intermédiaire de leurs représentants élus à l'AFE).

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
NI, puis UMP

Election le 20 février 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 1er mars 2005.

Membre de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 2 mars 2005.

Membre de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale le 2 mars 2005.

Membre titulaire de la Conférence permanente "habitat-construction-développement durable" le 2 mai 2005.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (3 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1294, 1295) : son amendement n° 110 : réaffirmation du caractère férié et chômé du vendredi saint et du 26 décembre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520)** [n° 230 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1581, 1582) : exemple d'application du principe du pays d'origine en Alsace. Conséquences dramatiques pour l'emploi. Mise en place d'une nouvelle forme de délocalisation avant même l'application de la "directive Bolkestein". Harmonisations fiscales, sociales et environnementales indispensables. Votera la proposition de résolution présentée par la commission.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3364) : évolution de la consommation mondiale d'énergie. Nécessité de rechercher l'efficacité énergétique, de développer les réacteurs thermonucléaires expérimentaux ainsi que la recherche sur le traitement des déchets et les énergies renouvelables. Conciliation des impératifs de la protection du paysage et de la filière de l'énergie éolienne : favorable aux propositions de la commission des affaires économiques.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 3964) : son amendement n° 237 : contenu des stages de préparation à l'installation des artisans ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3986) : son amendement n° 238 : extension aux créateurs d'entreprises de la faculté de renonciation à un achat, à une location ou à une

fourniture de service prévue par le code de la consommation ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 20** (*Art. L. 239-10-1 à L. 239-10-5 [nouveaux] du code de commerce et article 8 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Location d'actions et de parts sociales*) (p. 4080) : son amendement n° 241 : interdiction de donner à bail les parts ou actions des officines de pharmacie et des laboratoires d'analyses de biologie médicale ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9200, 9201) : hommage rendu au ministre pour les mesures accomplies. Poursuite d'une politique de mémoire dynamique. Retraite du combattant. Campagne double. Allocation différentielle en faveur des veuves d'anciens combattants. Indemnisation des incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9206, 9207) : intervient sur l'amendement n° II-229 de Mme Gisèle Printz (indemnisation des hommes et des femmes incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes). - **Art. additionnels après l'art. 75 bis** (p. 9213) : soutient l'amendement n° II-77 de M. Philippe Richert (indemnisation des Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans les organisations paramilitaires du régime nazi) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9232, 9233) : situation financière des aéroports régionaux soumis à une distorsion de concurrence en raison du montant des taxes aéroportuaires applicables en France. Exemple de l'aéroport international de Strasbourg-Entzheim. Transport fluvial : abandon du projet Saône-Rhin ; étude en cours sur la liaison Saône-Moselle. - **Art. 90** (*Aménagement du régime de la taxe d'aéroport*) (p. 9247) : ses amendements, portant sur le même objet, n° II-283 et II-284 : fixation du taux des taxes applicables aux aérodromes exposés à la concurrence d'un aérodrome étranger ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005** [n° 123 (2005-2006)] - (20 décembre 2005) - **Art. 32 bis** (*Aménagement des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des biens mis à disposition d'une personne par une autre*) (p. 10004, 10005) : votera contre l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Bien-fondé de l'article 32bis. Préservation du secteur brassicole et du maintien de la mise à disposition de ses matériels auprès des cafés, hôtels et restaurants. Emplois de proximité non délocalisables.

GRILLOT (Louis)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

GROSMAIRE (Gaël)
*rapporteur de la section de l'Agriculture
et de l'Alimentation du Conseil
économique et social*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6417, 6419) : place du foncier agricole et du salariat dans le développement de l'agriculture. Portée de cette loi. Organisation cruciale de la profession agricole.

GRUILLOT (Georges)
sénateur (Doubs)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national des transports le 13 octobre 2005.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 101 tome 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 9218, 9219) : politique de sécurité routière. Impact psychologique de la mise en place des radars automatiques. Nécessité de réduire la liste des objectifs et des indicateurs de performance en matière de sécurité routière pour se concentrer sur un objectif unique. Effort modeste de la nation en faveur de la voie d'eau. Projet Seine-Nord-Europe.

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 4 mai 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 224 (2004-2005)] relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sécurité civile [n° 104 tome 9 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5797) : avec le groupe UMP, votera la réforme du calendrier électoral dans la rédaction issue des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6020) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6341, 6342) : insécurité juridique entourant les initiatives locales d'aide au développement. Intérêt et lacunes du texte initial. Volonté de la commission de donner à ces aides une base légale incontestable, dans le cadre de conventions, excepté pour l'aide humanitaire d'urgence. Refus de plafonner les dépenses ou d'autoriser les collectivités à signer des conventions avec des Etats étrangers. Propose l'adoption de ce texte. - **Art. unique** (p. 6353) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Alima Boumediene-Thiery (introduction de la notion de durabilité). (p. 6354) : possibilité pour les collectivités locales de présenter des programmes d'aide pluriannuels.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8367) : favorable à l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local"). - **Art. 28** (*Règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA*) (p. 8394) : son amendement n° I-233 : précision de la notion de réalisation ; retiré.

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8909, 8910) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

pensée particulière pour les sauveteurs décédés en service au cours de l'année 2005. Action en faveur de la modernisation de la sécurité civile. Mise en place d'une culture de gestion et d'évaluation. Nécessité d'encourager l'essor des réserves communales de sécurité civile. La commission des lois donne un avis favorable à l'adoption des crédits de la sécurité civile.

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9473, 9476) : ses amendements n° II-417 : possibilité pour les syndicats mixtes de plafonner le montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction des valeurs locatives et de prendre en compte la présence d'une installation de transfert ou de traitement des déchets pour moduler le taux ; et n° II-411 : prorogation, au titre de l'année 2006, du régime dérogatoire bénéficiant aux syndicats de communes en matière de redevance et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sous réserve de l'adoption, avant le 15 février 2006, d'une délibération de principe pour se transformer en syndicat mixte ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10002, 10003) : favorable à l'adoption de l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR).

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à permettre aux conseils d'arrondissement d'acquérir des biens amortissables [n° 342 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

GUERRY (Michel)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 430 (2003-2004)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, [n° 214 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 348 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes [n° 373 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure, [n° 430 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 211 (2004-2005)** (p. 2161, 2162) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure [n° 211 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 430 (2003-2004).**

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3825, 3827) : simplification du droit électoral : fusion des deux listes électorales et reconnaissance de l'unité territoriale de base comme la circonscription consulaire. Simplification des modalités d'inscription : lien direct entre l'inscription au registre des Français établis hors de France et la

liste électorale ; inscription d'office des jeunes Français majeurs. Etablissement et mise à jour des listes électorales consulaires. Dépôt d'amendements visant à lever l'interdiction de propagande électorale sur le territoire de l'Union et des Etats membres ; exigence de liberté d'expression électorale. Votera ces deux projets de loi. - **Art. 3 (Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales)** (p. 3836, 3837) : son amendement n° 22 : dérogation au principe d'interdiction de propagande à l'étranger dans les Etats signataires de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le respect de la législation du pays hôte ; adopté après modification par le sous-amendement n° 24 du Gouvernement. Reconnaissance de la liberté d'expression électorale des ressortissants de l'Union. Jurisprudence et législation.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 306 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 3843) : son amendement n° 5 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 7 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9053) : votera les amendements identiques n° II-73 de la commission et n° II-132 de la commission (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France").

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9067, 9068) : place de la France au rang des contributeurs de l'Agence internationale de développement, AID. Souhait de mise en place d'une conditionnalité des aides versées. Non-respect de leurs engagements par les pays attributeurs : exemple du non-paiement des retraites en Afrique.

HAENEL (Hubert)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 10 mars 2005.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 9 mars 2005.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

Président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire jusqu'au 16 septembre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : L'évolution du rôle européen du Parlement français [n° 176 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur le projet de décision-cadre relative à certains droits procéduraux accordés aux suspects dans le cadre des procédures pénales dans l'Union européenne [n° 341 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Justice - Union européenne.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La Bosnie-Herzégovine : dix ans après Dayton, un nouveau chantier de l'Union européenne [n° 367 (2004-2005)] (3 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La notion de préférence communautaire [n° 112 (2005-2006)] (1er décembre 2005) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La Turquie et l'Union européenne après l'ouverture des négociations [n° 135 (2005-2006)] (15 décembre 2005) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - président de la délégation parlementaire pour l'Union européenne. - **Discussion générale** (p. 915, 917) : adaptation de la Constitution préalable à l'approbation du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Nouveau rôle européen des deux assemblées. Construction d'une fédération d'États-nation : association de toutes les légitimités. Implication indispensable des parlements nationaux dans les débats européens. Paradoxe entre le progrès indéniable du traité constitutionnel et le désintérêt croissant des électeurs. Responsabilité des parlements nationaux dans l'établissement d'un lien entre les citoyens et l'Europe. Amélioration de la concertation entre les parlements grâce à la Conférence des organes spécialisés des assemblées de la Communauté, COSAC. Renforcement du rôle des délégations européennes. Mise en place des résolutions, instrument spécifique de contrôle du Gouvernement. Conditions de dialogue entre le Parlement et le Gouvernement insatisfaisantes : mise en oeuvre de l'article 88-4 compliquée, lente et insuffisamment réactive. Absence de suivi des résolutions. Avancées décisives du traité constitutionnel : rôle direct et autonome des parlements nationaux dans le processus de décision européen ; saisine directe de l'ensemble des projets législatifs européens ; délivrance d'avis motivés sur le respect du principe de subsidiarité, "carton jaune" ; saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, "carton rouge" ; droit d'objection en cas d'utilisation de la clause-passerelle entre unanimité et majorité qualifiée. Recentrage de l'Union européenne sur ses vraies compétences et besoin d'Europe dans d'autres domaines : politique internationale, défense, lutte contre la grande délinquance transfrontière, encouragement à la croissance, lutte contre le dumping social et fiscal. Compétence de la délégation pour l'Union européenne, organe de l'examen cohérent des textes. Habilitation du Sénat et de l'Assemblée nationale à définir par son règlement les modalités de mise en oeuvre du "carton jaune" et du "carton rouge". Rôle de trait d'union du Sénat entre collectivités territoriales et Europe.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 997, 998) : intervient sur les amendements identiques n° 20 de M. Robert Badinter, n° 32 de M. Pierre Fauchon (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ainsi que sur le n° 29 de M. Denis Badré (reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne). Remerciements aux auteurs de ces amendements pour l'évocation de cette question. Possibilité pour le Sénat de modifier les compétences de la délégation. Souhait de la mise en place d'un groupe de travail.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement** [n° 1 (2004-2005)] - (28 février 2005) - président de la délégation parlementaire pour l'Union européenne - **Explications de vote sur**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'ensemble (p. 13, 14) : approbation de la révision constitutionnelle et du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Acte fondateur pour l'Union élargie. Renforcement des institutions. Affirmation de l'identité européenne. Adoption d'une économie sociale de marché. Respect accru du principe de subsidiarité. Lien indissoluble entre la France et l'Europe. Le groupe UMP du Sénat votera ce projet de loi.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - président de la délégation parlementaire pour l'Union européenne - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2254) : souhaite fusionner l'amendement de la délégation pour l'Union européenne saisie pour avis n° 3 (réserves sur l'application du principe du pays d'origine en matière pénale) avec l'amendement n° 16 de M. Jean-Jacques Hyest (exclusion de l'application du principe du pays d'origine aux règles d'exercice professionnel sanctionnées pénalement) en ajoutant la réserve du Conseil d'Etat s'agissant du principe du pays d'origine en matière pénale.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) - président de la délégation parlementaire pour l'Union européenne (p. 2742, 2744) : mode d'élaboration original de ce projet de constitution pour l'Europe. Absence d'orientation politique de ce texte. Insuffisances du traité de Nice. Refus d'une Europe centralisée et uniformisatrice. Garanties sociales. Affirmation de l'Europe sur la scène internationale. Réforme des institutions. Place des aspirations françaises dans ce traité. Nécessité de placer l'Europe au coeur de la vie politique française.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) - président de la délégation parlementaire pour l'Union européenne (p. 4154, 4155) : profonde crise européenne. Nécessité d'établir un diagnostic et de définir le type de construction politique souhaité. Manque de réponses européennes sur le plan économique et social. Volonté de renforcer la solidarité entre les citoyens des Etats membres. Domaines propices pour développer des actions communes. Complémentarité entre l'Union et les Etats membres. Nécessité de fixer les limites de l'élargissement. Satisfaction relative à la tenue d'un débat parlementaire avant le Conseil européen. Souhait d'une adaptation plus complète de la vie publique et administrative au processus de décision européen.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - président de la délégation pour l'Union européenne. - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8339, 8340) : accroissement de la contribution française. Regrette le rejet du projet de Constitution européenne qui comportait des améliorations en matière de procédure budgétaire. Difficultés négociations des perspectives financières pour la période 2007-2013. "Chèque britannique". Concessions accordées par la France.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) - président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne. (p. 9577, 9578) : absurdité d'un débat sur le taux réduit de TVA au niveau du Conseil européen. Non-respect du principe de subsidiarité. Absence de réflexion approfondie sur l'élargissement. Nécessité de parvenir à un accord sur les perspectives financières de l'Union. Réforme de la PAC. Progrès possibles sur la coordination économique et judiciaire. Souhait de donner à l'Europe une autre image de la France.

HAIGNERÉ (Claudie)

*ministre déléguée aux affaires
européennes
(jusqu'au 31 mai 2005)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 969) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration de lois de transposition permettant l'adaptation du droit français aux directives européennes). (p. 971) : s'oppose aux amendements n° 24 de M. David Assouline (interdiction au Gouvernement de transposer par ordonnances les actes communautaires relevant du domaine de la loi) et n° 43 de Mme Alima Boumediene-Thiery (recours limité aux ordonnances pour transposer les directives européennes). Propositions pour réduire le retard de la France en matière de transposition de directives européennes. - **Art. 3 (Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne) - Art. 88-6 de la Constitution (Pouvoir d'opposition du Parlement à la mise en oeuvre de la procédure de révision simplifiée du traité)** (p. 1014) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Bruno Retailleau (saisine du Conseil constitutionnel). - **Art. additionnels après l'art. 88-7 de la Constitution** (p. 1016) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (déclaration du Gouvernement suivie d'un débat dans chaque assemblée préalablement à toute réunion du Conseil européen). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1018) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Jacques Pelletier (réserve d'une séance par mois pour transposer les directives communautaires). Engagement de travailler avec l'Assemblée nationale et le Sénat en vue d'instituer par la voie législative ce rendez-vous mensuel.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1570, 1571) : caractère inacceptable en l'état de la proposition de directive relative aux services proposés par la commission européenne dite "Bolkestein". Avis favorable du Gouvernement à l'approfondissement du marché intérieur dans le domaine des services dans le respect du modèle social et culturel français. Exclusion du champ de la directive d'un certain nombre de services d'intérêt général. Refus du recours généralisé au principe du pays d'origine ; risque de nivellement par le bas ; poursuite du processus d'harmonisation. Prévention du "dumping social". Lancement par le Gouvernement d'une série d'études d'impact sectorielles. Etat de la négociation au niveau communautaire : réexamen de la directive sur la mise en oeuvre du principe du pays d'origine et du champ d'application. Exercice par la délégation pour l'Union européenne des compétences d'une commission pour avis. Souci d'harmonisation et de renforcement du modèle social et culturel français.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2005) (p. 2241, 2242) : révision de la stratégie de croissance de l'Union européenne lors de la tenue du dernier Conseil. Prise en compte des vives préoccupations de la France au sujet du projet de directive sur les services. Réécriture du texte par le Parlement européen et le Conseil européen. Démarche d'harmonisation vers le haut. Restriction dans l'application du principe du pays d'origine. Concertation avec les autres pays. Rappel de l'application des conditions de travail et d'emploi du pays d'accueil aux travailleurs détachés. Primauté du droit sectoriel et du droit spécialisé sur le droit général. Exemple de la profession d'avocat. Absence de lien entre la proposition de directive sur les services et la Constitution européenne. - **Question**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

préalable (p. 2244) : s'oppose à la motion n° 21 de M. Robert Bret tendant à opposer la question préalable. - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2256) : s'oppose aux amendements n° 18 de M. Bruno Retailleau (retrait de la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur) et n° 19 de M. Robert Bret (rejet de la proposition de directive de la Commission européenne relative aux services dans le marché intérieur). Accepte les amendements de la délégation pour l'Union européenne saisie pour avis n° 1 (maintien de la déclaration préalable au détachement des travailleurs), n° 2 (encadrement des exonérations), n° 4 (rédaction d'études d'impact sur les conséquences de l'application du principe du pays d'origine dans les différents secteurs d'activité concernés) et n° 7 (formulation par la Commission européenne d'une proposition d'instrument juridique communautaire relatif aux services d'intérêt économique général). Accepte les amendements n° 17 de M. Dominique Braye (exclusion des services de logement social du champ d'application de la proposition de directive) et n° 16 de M. Jean-Jacques Hyst (exclusion de l'application du principe du pays d'origine aux règles d'exercice professionnel sanctionnées pénalement). Construction européenne et modèle social basés sur l'harmonisation et la convergence. Nécessité d'une réécriture profonde de la directive. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2260, 2261) : importance de l'apport du Sénat. Révision future de la stratégie de Lisbonne.

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Sécurité civile [n° 99 tome 3 annexe 27 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8183) : soutient l'amendement n° I-128 de M. Gérard Miquel (extension de l'exonération de TVA aux produits issus de la valorisation des déchets recyclés) ; rejeté. (p. 8193) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° I-42 (application du taux réduit de TVA à la livraison de chaleur distribuée en réseau) ; et n° I-43 (repli) ; rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8219, 8220) : son amendement n° I-165 : création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant à la réalisation du réacteur expérimental thermonucléaire international ; rejeté. Demande que la situation des départements concernés soit examinée avec attention. (p. 8220, 8221) : intervient sur son amendement n° I-165 précité. Attente d'une solution concrète rapide. Risque du refus de certains départements de participer au projet.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8289, 8290) : inquiétude des élus locaux au sujet des mesures

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

gouvernementales en matière de finances locales. Considération des collectivités locales comme une variable d'ajustement pour contenir des déficits publics. Conséquences du transfert du RMI et de l'APA aux départements. Promesse du Gouvernement de recettes évolutives et modulables : impossibilité de moduler la taxe spéciale sur les conventions d'assurance. Absence de respect pour le principe constitutionnel de péréquation. Tutelle financière de l'Etat sur les collectivités locales. Conséquences de la réforme de la taxe professionnelle. Souhait du rétablissement d'un climat de confiance entre l'Etat et les collectivités locales.

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8909) : hommage aux sauveteurs décédés en service au cours de l'année 2005. Remplacement des aéronefs de la sécurité civile. La commission des finances propose l'adoption des crédits de la mission ainsi que celle des crédits des programmes "Intervention des services opérationnels" et "Coordination des moyens de secours".

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9262, 9263) : rappel de la réforme du gouvernement de M. Lionel Jospin. Conséquence du dispositif proposé par cet article : remise en cause de l'autonomie financière des collectivités territoriales ; transfert de la fiscalité des entreprises vers celle des ménages et de la fiscalité des grandes entreprises vers celle des PME ; risque pour le développement de l'intercommunalité ; pénalisation des départements les moins favorisés. (p. 9297, 9298) : soutient l'amendement n° II-363 de M. Marc Massion (neutralisation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur les modalités d'abondement des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9331) : soutient l'amendement n° II-368 de M. Claude Domeizel (possibilité de répartir les ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle entre des départements non limitrophes du département d'implantation de l'activité économique considérée) ; retiré. (p. 9332) : exemple du site de Cadarache.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 2** (*Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004*) (p. 9848) : son amendement n° 97 : calcul de la compensation du RMI versée aux départements en fonction des dépenses exécutées par les conseils généraux à ce titre ; rejeté. (p. 9851, 9852) : son amendement n° 99 : indexation du montant global de la recette de TIPP attribuée aux départements sur l'indice de croissance de la DGF ; rejeté. (p. 9852) : son amendement n° 98 : prise en compte des indus du RMI dans le montant de l'abondement exceptionnel ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 9853) : son amendement n° 100 : prise en compte des régularisations effectuées par les organismes payeurs dans le montant de l'abondement exceptionnel ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 9857, 9858) : son amendement n° 102 : correction du calcul de la réfaction de la DGF, au titre de la reprise par l'Etat de compétences sanitaires ; retiré.

HENNERON (Françoise)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. 41** (*Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3,*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux (p. 301) : sur l'amendement n° 18 de la commission (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire), son sous-amendement n° 169 : modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés ; rejeté. - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué) (p. 309) : soutient l'amendement de Mme Brigitte Bout n° 116 (éradication du ragondin) ; réservé puis retiré.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 1er (et annexe)** (Objectifs de la politique énergétique nationale) (p. 3432, 3434) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé), ses sous-amendements n° 169 et 171 ; adoptés. - **Art. 2** (Champ d'application des obligations d'économies d'énergie, modalités d'application) (p. 3478) : son amendement n° 263 : extension du dispositif pour la fourniture d'énergie aux sites industriels ; retiré. - **Art. 8 A** (Définition des sources d'énergies renouvelables) (p. 3500) : son amendement n° 166 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Art. unique** (p. 5326, 5327) : nécessité de sauvegarder le secteur routier. Pertinence des mesures préconisées par l'ordonnance. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 5400) : soutient les amendements de M. Jacques Legendre portant sur le même objet n° 85 et 87 (prise en compte des termes de l'accord national interprofessionnel relatif à la mixité et à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) ; retirés.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6455, 6456) : difficultés de l'équation tendant à donner à notre agriculture les moyens de se maintenir, tout en développant ses potentialités pour l'avenir. Texte ambitieux cherchant à créer les outils juridiques et économiques d'un nouveau modèle agricole.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole) (p. 6481) : son amendement n° 201 : suppression du caractère optionnel de la création du fonds agricole ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6564) : soutient l'amendement n° 210 de M. Benoît Huré (avantage fiscal accordé aux détenteurs de parts de groupement foncier agricole louant leurs biens par bail à long terme ou bail cessible) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6605) : son amendement n° 200 : aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 20** (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas) (p. 6788) : son amendement n° 592 : augmentation à 1 500 € par salarié du complément de déduction pour aléas ; devenu sans objet.

HÉRISSON (Pierre)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat jusqu'au 15 octobre 2005.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 9 février 2005.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 149 (2004-2005)] relatif à la régulation des activités postales [n° 219 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Entreprises - Fonction publique - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la régulation des activités postales [n° 327 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Entreprises - Fonction publique - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Développement et régulation économiques [n° 101 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 266) : fonds de péréquation postale. Défavorable à l'amendement n° 271 de M. Gérard Le Cam (création d'un maillage technologique permettant l'accès des collectivités territoriales des zones rurales aux nouvelles technologies). (p. 267, 268) : défavorable à l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). - **Art. 37 EAA** (*Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux*) (p. 273) : intervient sur l'amendement n° 251 de M. Gérard Le Cam (maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire). Examen de cette question lors du projet de loi sur la régulation des activités postales. - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 278) : nécessité de réformer les services publics en prenant en compte l'avis des usagers. Intervient sur l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 65 bis AA** (*Art. L. 2331-4, L. 2333-81, L. 2333-82 et L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les stations d'activités nordiques d'étendre la redevance de ski de fond aux autres types de loisirs de neige*) (p. 445) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jacques Blanc (suppression du balisage permettant aux collectivités territoriales de percevoir une redevance d'accès aux sites nordiques); retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 451) : souhaite le retrait de l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens). Nécessité de revoir le dispositif dans son ensemble. - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 456) : favorable à l'amendement n° 157 du Gouvernement (redéfinition du champ du service public de l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une

contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux) et défavorable à l'amendement n° 326 de M. Jean Besson (reconnaissance aux gestionnaires de l'équarrissage naturel d'une mission de service public d'équarrissage dans la collecte et l'élimination des cadavres d'animaux).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales** - *Deuxième lecture* [n° 149 (2004-2005)] - (8 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Demande de réserve** (p. 1359) : demande la réserve jusqu'à l'article 8 de l'amendement n° 96 de M. Pierre-Yvon Trémel (définition des missions de service public de La Poste). - **Discussion générale** (p. 1362, 1364) : importance de ce texte pour la compétitivité et la cohésion nationale. Transposition tardive de deux directives européennes. Ouverture à la concurrence du marché postal. Détermination des principes de régulation de ce marché. Création d'un établissement de crédit postal. Choix d'une autorité de régulation unique. Règle d'accessibilité des services postaux. Création d'un fonds postal national de présence territoriale. Propositions de la commission : accès aux boîtes aux lettres ; audit de la comptabilité analytique de La Poste par un organisme indépendant ; encadrement pluriannuel des tarifs par le régulateur ; création d'un fonds de compensation du service universel ; statut juridique des agents des services financiers ; dispositions à caractère social. Nécessité d'assigner clairement à La Poste une mission d'aménagement du territoire. Responsabilité des opérateurs postaux. Soustraction des transports de faible valeur au monopole des transports de fonds. Mention du pays d'émission sur les timbres poste. Au nom de la commission des affaires économiques, recommande l'adoption de ce texte modifié par les amendements retenus. - **Question préalable** (p. 1394) : s'oppose à la motion n° 50 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1397) : s'oppose à la motion n° 95 de M. Thierry Repentin tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1398, 1399) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Michel Billout (demande par la France d'une renégociation des directives européennes impliquant l'ouverture à la concurrence du secteur postal). (p. 1400) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 55 (proposition par la France de l'insertion d'une clause de réversibilité dans les directives européennes existantes et futures) et n° 56 (principes fondateurs du service public postal). (p. 1401) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (présentation d'un rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation postale). - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1406) : s'oppose aux amendements identiques n° 58 de M. Michel Billout et n° 97 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). (p. 1407) : s'oppose aux amendements identiques n° 59 de M. Michel Billout et n° 98 de M. Pierre-Yvon Trémel (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national). (p. 1408) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 99 (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national et de l'Union européenne) et n° 100 (précision de la définition de la distribution du courrier). (p. 1410) : son amendement n° 1 : précision ; adopté. (p. 1412, 1413) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 60 (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel), n° 61 (suppression partielle), n° 63 (principes déterminant l'offre de service public de La Poste) et n° 64 (suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou juridictionnelles) ainsi qu'aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 101 (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel), n° 102 (repli), n° 103 (maintien du publipostage et des recommandés dans le domaine réservé de La Poste), n° 104 (maintien dans le domaine réservé de La Poste des envois recommandés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles), n° 105 (suppression des dispositions relatives aux tarifs de base), n° 106 (suppression des possibilités de dérogation au monopole postal) et n° 107 (suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

juridictionnelles). Accepte l'amendement n° 108 de M. Pierre-Yvon Trémel (obligation pour les prestataires de services postaux assurant des envois recommandés d'être titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1434, 1436) : s'oppose aux amendements n° 65 de M. Michel Billout (suppression des tarifs spéciaux prévus pour les services aux entreprises) et de M. Pierre-Yvon Trémel n° 109 (diminution des pouvoirs accordés à l'autorité de régulation), n° 110 (suppression du régime d'autorisation imposé aux prestataires des services postaux non réservés) et n° 111 (généralisation du régime de l'autorisation à l'ensemble des prestations du service universel). (p. 1437, 1438) : ses amendements rédactionnels n° 2, 4 et 5 ; et son amendement n° 3 : précision des moyens identifiés comme indispensables à l'exercice de l'activité postale ; adoptés. (p. 1439, 1441) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 66 (suppression du droit d'accès des tiers au réseau du prestataire du service universel postal) et n° 67 (obligation de desserte de l'ensemble du territoire national). Non-conformité aux directives communautaires. S'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 112 (délimitation précise des moyens techniques accessibles aux concurrents de La Poste), n° 113 (préservation des données à caractère personnel), n° 114 (couverture de l'ensemble du territoire conformément aux exigences d'aménagement) et n° 115 (mention "République française" obligatoire sur l'ensemble des timbres émis par La Poste) ainsi qu'à l'amendement n° 47 de M. Jean Desessard (prévision d'une étude d'impact portant sur les conséquences des futures autorisations délivrées par l'autorité de régulation des télécommunications sur la qualité du service postal). Son amendement n° 175 : inscription de la mention "France" sur les timbres émis par La Poste ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 1444, 1447) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 68 (promotion d'un réseau de centres de tri diversifié promouvant le développement de plates-formes régionales multimodales), n° 69 (respect des obligations de service public par toute entreprise de service postal) et n° 70 (complémentarité des activités courrier, colis et finances). Atteinte à la légitime autonomie de gestion de l'exploitant public. - **Art. additionnel avant l'art. 1er bis** (p. 1448, 1449) : s'oppose à l'amendement n° 116 de M. Pierre-Yvon Trémel (établissement par la Cour des comptes d'un rapport sur les surcoûts pour La Poste de la présence postale sur l'ensemble du territoire) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 177 de M. Gérard Delfau (dessaisissement de la Cour des comptes au profit du Parlement pour la réalisation d'une évaluation des charges de service public pesant sur La Poste). Synthèse de l'ensemble des études menées sur La Poste réalisée dans un rapport de la Cour des comptes de 2003. - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1454) : son amendement n° 6 : clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement ; adopté. (p. 1461, 1463) : s'oppose aux amendements identiques n° 71 de M. Michel Billout et n° 117 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression) ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 118 (nouvelle rédaction). Sur son amendement n° 6 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Michel Billout n° 72 (remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice), n° 73 (exigence d'avis conforme de la commission départementale de présence postale territoriale sur les fermetures ou aménagements de bureaux de poste) et n° 74 (mode de financement alternatif pour le fonds postal national de péréquation territoriale), ainsi qu'à ceux de M. Pierre-Yvon Trémel n° 162 (gestion du réseau de points d'accueil par La Poste), n° 163 (suppression des partenariats privés dans la mise en place du réseau de points de contact), n° 164 (suppression de la règle interdisant que plus de 10 % de la population soit éloignée de plus de cinq kilomètres d'un point de contact de La Poste) et n° 165 (remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice). Sur les sous-amendements de M. Bruno Retailleau, accepte le n° 173 (instauration d'une double règle d'accessibilité aux services postaux, en distance et en temps), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 174 (garantie des ressources du fonds postal

national de péréquation territoriale pour cinq ans) et s'oppose au n° 160 (élargissement de la majoration perçue au titre de la péréquation postale par les ZRR aux territoires ruraux de développement prioritaire). Sur les sous-amendements de M. Thierry Repentin, s'oppose au n° 167 (prise en compte des conditions de vie et de transport propres aux zones de montagne) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 166 (maintien des bureaux de poste au sein des ZUS). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements n° 51 de M. Daniel Soulage (mise en place d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et La Poste après avis de la Commission supérieure du service public des postes et des télécommunications électroniques et des principales associations représentatives des collectivités territoriales) et n° 45 de M. Charles Revet (intégration du service assuré par une collectivité sous forme de convention avec La Poste dans le calcul de la DGF de cette collectivité). S'oppose à l'amendement n° 48 de M. Jean Desessard (financement complémentaire du fonds postal national de péréquation territoriale par les opérateurs entrants). (p. 1465) : nouvelle définition des ZRR dans la loi relative au développement des territoires ruraux. - **Art. 1er ter** (*Commission départementale de présence postale territoriale*) (p. 1466, 1467) : son amendement n° 7 : mise en oeuvre d'une concertation locale sur le projet d'évolution du réseau de La Poste ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 119 de M. Pierre-Yvon Trémel (composition majoritaire d'élus au sein de la commission). S'oppose à l'amendement n° 49 de M. Jean Desessard (représentation des associations d'usagers au sein des commissions départementales de présence postale territoriale). (p. 1468) : accepte l'amendement n° 120 de M. Pierre-Yvon Trémel (proposition de répartition de la dotation du fonds postal national de péréquation territoriale par la commission départementale). Demande le retrait de l'amendement n° 156 de M. Bruno Retailleau (saisine automatique de la commission départementale). (p. 1469) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Gérard Delfau (pouvoir de décision et d'arbitrage de l'interlocuteur unique désigné par La Poste). (p. 1470) : demande le retrait de l'amendement n° 157 de M. Bruno Retailleau (mise en place d'un schéma départemental de présence postale). - **Art. additionnels après l'art. 1er ter** (p. 1471) : accepte l'amendement n° 121 de M. Pierre-Yvon Trémel (représentation des collectivités locales au sein du conseil d'administration de La Poste). - **Art. 2** (*Organisation de la régulation postale*) (p. 1475) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de M. Michel Billout et n° 122 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). (p. 1476, 1484) : ses amendements n° 8 : consultation de l'autorité sur les projets de loi, de décret ou de règlement relatifs aux services postaux ; n° 9 : motivation de la décision du régulateur de refuser une autorisation ; n° 10 : possibilité pour l'autorité de régulation d'émettre des recommandations sur les conditions techniques d'accès aux installations et informations détenues par le prestataire du service universel ; n° 11 : clarification ; n° 12 : fixation des caractéristiques d'encadrement pluriannuel du ressort du régulateur ; sur le même objet n° 13 et 14 : rédaction ; n° 15 : respect des obligations relatives à la comptabilité analytique ; et n° 16 : réalisation de l'audit de la comptabilité analytique du prestataire de service universel par un organisme indépendant de ce dernier ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 123 (fonction de régulation postale assurée par le ministre chargé des postes), n° 124 (homologation des tarifs des services réservés et du service universel postal par le ministre chargé des postes), n° 125 (création d'une autorité de régulation spécifique à La Poste, indépendante de l'ART), n° 126 (coordination), n° 127 (autorisation d'exercice d'un prestataire de services postaux subordonnée au dépôt d'une caution ou d'une garantie) et n° 128 (suppression de la mission de l'ARCEP d'approuver les tarifs du secteur réservé), ce dernier identique à l'amendement n° 76 de M. Michel Billout auquel il s'oppose. S'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 142 (compensation intégrale par l'Etat du surcoût occasionné à La Poste par l'exercice de la mission de service public de transport de presse) et n° 153 (coordination). S'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 80 (coordination), n° 77 (fixation des tarifs du service public par le ministre chargé des postes) et n° 78 (suppression de la possibilité pour les opérateurs privés

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de se dessaisir des zones les moins rentables). (p. 1485, 1488) : ses amendements n° 168 : précision ; portant sur le même objet n° 169 et 170 : possibilité pour l'autorité de régulation de refuser la communication de pièces mettant en jeu le secret des affaires ; n° 17 et 18 : coordination ; n° 171 : délais de recours devant la cour d'appel et la Cour de cassation ; n° 19 : précision de la finalité du pouvoir d'enquête dévolu au régulateur et au ministre ; n° 20 : exception à l'interdiction d'accéder au domicile des intéressés ; n° 21 : fondement de l'autorisation d'accès aux boîtes aux lettres ; adoptés. Sur les amendements de M. Michel Billout, et après avis du Gouvernement, accepte le n° 79 (contrôle par l'ARCEP des pratiques affectant la bonne réalisation des missions de service public de La Poste) et s'oppose aux n° 82 (compétence de la juridiction administrative pour l'arbitrage des atteintes à la concurrence dans le secteur postal) et n° 81 (compétence du Conseil d'Etat pour l'interprétation d'éventuels abus de position dominante ou de pratiques entravant la libre concurrence). S'oppose à l'amendement n° 129 de M. Pierre-Yvon Trémel (restriction d'accès aux boîtes aux lettres des usagers). Sur son amendement précité n° 21, accepte le sous-amendement n° 176 du Gouvernement. - **Art. 2 bis C (Droit applicable au personnel de La Poste et modalités de sa représentation)** (p. 1490, 1491) : ses amendements n° 22 : recrutement libre de contractuels à La Poste ; n° 23 : extension à tous les domaines du champ social postal de la possibilité de négociation d'accords entre La Poste et les syndicats ; et n° 24 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 130 de M. Pierre-Yvon Trémel (objectif d'égalité professionnelle dans la négociation d'accords entre La Poste et les syndicats). - **Art. 3 (Communication des changements de domicile)** (p. 1492) : son amendement n° 25 : rédaction ; adopté. - **Art. 4 (Dispositions pénales)** (p. 1493) : ses amendements n° 26 et 27 : rédaction ; adoptés. - **Art. 5 (Dispositions communes à la régulation des postes et télécommunications)** (p. 1494, 1496) : ses amendements n° 28 : coordination rédactionnelle ; n° 29 : extension aux prestataires postaux autorisés de l'obligation d'ouvrir les plis à la demande des services des douanes et des contributions directes ; n° 30 : restriction du champ d'application de l'article aux seuls services postaux à l'exclusion des services financiers ; n° 172 : ouverture d'un droit à pension pour les emplois permanents de membres de l'autorité occupés par un fonctionnaire ; n° 31 : rédaction ; et n° 32 : expertise et étude réalisées par le régulateur étendues au secteur postal ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 131 de M. Pierre-Yvon Trémel (extension des incompatibilités à une période de dix ans après la cessation de fonctions de membre de l'autorité). - **Art. 5 bis (Art. L. 36-1 du code des postes et des communications électroniques - Modification du collège de l'autorité de régulation)** (p. 1497) : son amendement n° 33 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 83 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. 7 (Rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)** (p. 1498) : son amendement n° 34 : réécriture de l'article - habilitation du Gouvernement à créer un fonds de compensation du service universel postal sur proposition de l'ARCEP ; adopté. (p. 1499) : s'oppose aux amendements n° 84 de M. Michel Billout (suppression), n° 132 de M. Pierre-Yvon Trémel (création d'un fonds de compensation du service universel postal) et n° 144 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de compensation du service universel postal). (p. 1500) : avancée significative de la reconnaissance de principe de la création d'un fonds. - **Art. additionnel avant l'art. 8** (p. 1501) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Michel Billout (rapport du Gouvernement sur le bilan des dérèglementations dans le secteur financier et bancaire). - **Art. 8 (Missions de La Poste et statut de sa filiale financière)** (p. 1512) : son amendement n° 35 : mise à disposition de la filiale bancaire des fonctionnaires de La Poste, avec leur accord ; retiré. (p. 1513, 1514) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 85 (suppression), n° 90 (suppression de la création d'un établissement bancaire autonome), n° 87 (création d'un pôle financier public de soutien au développement économique et social des régions sinistrées et au financement des investissements publics), n° 88 (possibilité pour La Poste de proposer des prêts d'épargne logement et des prêts à la consommation), n° 89 (importance du réseau de bureaux de poste pour le secteur financier du groupe) et n° 91

(suppression des dispositions prévoyant la création d'une filiale financière), de M. Pierre-Yvon Trémel n° 133 (détention par La Poste de 100 % du capital de l'établissement de crédit créé), n° 134 (possibilité pour La Poste de proposer des crédits à la consommation) et n° 135 (définition de la mission de service universel bancaire confiée à La Poste), de M. Gérard Delfau n° 147 (possibilité pour La Poste de proposer des micro-crédits et des prêts étudiants), n° 149 (détention par La Poste de 100 % du capital de sa filiale), n° 150 (mise à disposition de la filiale des fonctionnaires de La Poste) et n° 148 (définition des personnels pouvant être mis à disposition). Demande le retrait de l'amendement n° 52 de M. Daniel Soulage (responsabilité solidaire de La Poste et de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance). Estime les amendements de M. Pierre Yvon Trémel n° 137 et 136 (limitation des mises à disposition dans la filiale bancaire) satisfaits par son amendement précité n° 35.

- **Suite de la discussion (10 mars 2005) - Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1531) : s'oppose à l'amendement n° 96 de M. Pierre-Yvon Trémel (définition des missions de service public de La Poste). Assignation non pertinente à La Poste du service bancaire universel. Problème du financement et risque de distorsion de concurrence. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 1532) : s'oppose à l'amendement n° 138 de M. Pierre-Yvon Trémel (création d'un fonds de compensation du service bancaire universel). - **Art. 11 (Art. L. 7 du code des postes et des communications électroniques - Suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)** (p. 1533) : son amendement n° 36 : mise en place d'un régime de responsabilité de droit commun pour les prestataires postaux en cas de pertes ou avaries subies par un envoi postal ; adopté. - **Art. 13 bis (Seuils pour le transport de fonds et de bijoux)** (p. 1534) : son amendement n° 37 : possibilité de transport de fonds d'un montant inférieur à 5335 euros par les agents bancaires ou postaux ; adopté après rectification dans le sens souhaité par le Gouvernement. (p. 1535) : demande à M. Daniel Soulage de rectifier son amendement n° 53 (possibilité de transport de fonds d'un montant inférieur à 7600 euros par les agents bancaires ou postaux). - **Art. 13 ter (Taxe écologique sur les imprimés)** : son amendement n° 38 : rédaction ; rejeté. - **Art. 17 (Clarification du régime du cahier des charges de La Poste)** (p. 1536) : son amendement n° 39 : clarification juridique supprimant toute allusion au cahier des charges, préalable indispensable à sa suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 139 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). Crainte injustifiée quant à la fin du contrat de plan entre l'Etat et La Poste. - **Art. 18 (Encouragement à la négociation d'une convention collective)** (p. 1538) : son amendement n° 40 : attribution à La Poste de l'initiative de réunir la commission paritaire chargée d'établir la convention collective ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 92 de M. Michel Billout (suppression). Nécessité de garantir les droits des contractuels de La Poste face à l'ouverture à la concurrence. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1539) : s'oppose aux amendements de M. Michel Billout n° 93 (réalisation d'un audit par La Poste sur les conditions de travail des salariés) et n° 94 (engagement d'un plan de titularisation des salariés de droit privé). - **Art. 20 (Coordination)** (p. 1540) : ses amendements n° 41, 42, 43 et 44 : coordination ; adoptés. - **Seconde délibération - Art. 13 ter (Taxe écologique sur les imprimés)** (p. 1541) : accepte la demande du Gouvernement de procéder à une seconde délibération sur l'article 13 ter. Accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (exonération de taxe écologique sur la mise à disposition du public d'informations par un service public lorsqu'elle résulte d'une obligation découlant d'une loi ou d'un règlement et sur la distribution d'envois de correspondance). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1546, 1548) : détermination et souci du maintien du service public dans la transposition des textes européens non acceptés par la majorité actuelle. Salue l'assiduité des membres de la commission des affaires économiques et les améliorations apportées en deuxième lecture : fonds postal national de péréquation territoriale et convention collective applicable aux personnels contractuels. Contribution effective au sauvetage de La Poste. Dotation d'un contrat de plan au lieu et place de la déshérence.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 22** (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 2873) : son amendement n° 384 : pouvoir de police spécial du maire ou du président d'EPCI compétent en matière de collecte des eaux usées à l'endroit où a lieu le déversement ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3176) : son amendement n° 385 : possibilité, pour les collectivités, de choisir la mesure de la pollution pour le calcul de la redevance ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 3797, 3799) : travail fructueux de la commission mixte paritaire. Souci constant du Sénat de maintenir une présence équilibrée de La Poste sur le territoire national ; définition de l'accessibilité au réseau postal en termes de distance et de durée de trajet. Finalisation du dispositif créant le fonds postal national de péréquation territoriale : conclusion d'un contrat pluriannuel de présence postale entre La Poste, l'Etat et l'Association des maires de France. Définition des publications exonérées d'écotaxe. Autres avancées du texte : régulation de l'introduction de la concurrence sur le marché postal, ouverture de la gamme de produits financiers à travers une filiale ayant le statut d'établissement de crédit, modification du régime de responsabilité de La Poste, mise en place d'une libre politique de recrutement, élaboration prochaine d'une convention collective et création d'un fonds de compensation du service universel. Texte équilibré et prospectif dont il demande l'adoption. Remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5724) : soutient l'amendement n° 23 de M. Didier Borotra (réforme des stations classées et du statut des communes touristiques) ; retiré. Volonté de reconnaissance formelle du caractère spécifique de l'activité touristique des communes. Insertion dans le plan "qualité France". (p. 5726) : reconnaissance des difficultés techniques liées à l'implantation des casinos.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8707) : postes et télécommunications électroniques. Nécessaire extension de la couverture du territoire s'agissant de la téléphonie mobile et de l'accès au haut débit. Difficultés techniques des collectivités territoriales à exercer leur nouvelle compétence d'opérateurs de télécommunications. Souhaite pour 2007 la globalisation en une seule mission de la contribution versée à La Poste au titre de l'aide au transport de presse. Question de la garantie de la pérennité du Fonds postal et des modalités de financement des retraites des fonctionnaires de La Poste. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission.

HERMANGE (Marie-Thérèse)
sénateur (Paris)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales le 25 février 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Que penser de la directive "Bolkestein" ? **[n° 206 (2004-2005)]** (18 février 2005) - **Entreprises - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 150 (2004-2005)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments **[n° 380 (2004-2005)]** (8 juin 2005) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français **[n° 470 (2004-2005)]** (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Les agences européennes : l'expert et le politique [n° 58 (2005-2006)] (27 octobre 2005) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)]** - (27 janvier 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 515, 516) : remerciements. Mesures positives votées par le Sénat. Amélioration de l'accès aux droits. Prise en compte des attentes des personnes handicapées. Hommage au travail du rapporteur. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1572, 1573) : remerciements. Aspect stratégique de l'achèvement de la mise en place du marché intérieur. Point d'achoppement lié à l'application aux services du principe du pays d'origine. Objectif fondamental d'harmonisation des législations. Principe de la reconnaissance mutuelle. Risque de diabolisation du principe du pays d'origine déjà en application dans des domaines stratégiques. Abandon de ce principe au profit de dispositions alliant reconnaissance mutuelle et mise en oeuvre du principe du pays d'origine après harmonisation. Remise à plat et réécriture de la proposition de directive "Bolkestein".

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1738, 1739) : nécessité de réinstaurer le "bonheur d'apprendre". Insécurité linguistique. Désinvestissement des élèves à l'égard des apprentissages élémentaires. Demande d'une réponse politique globale à la question du socle commun de connaissances.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 15 ter** (p. 1872) : intervient sur l'amendement n° 208 de M. Jean-René Lecerf (prise en charge adaptée, au sein du milieu scolaire, des élèves dyslexiques). - **Art. 18 (Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet)** (p. 1881) : son amendement n° 409 : conditionnement du passage en seconde d'enseignement général à la réussite du brevet des collèges ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Art. 5 (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)** (p. 2524) : son amendement n° 37 : élargissement aux assistants familiaux de l'évaluation des capacités éducatives dans la procédure d'agrément pour les assistants maternels ; adopté. - **Art. 6 (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agréments, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux)** (p. 2529, 2530) : son amendement n° 38 : rétablissement de l'obligation de motiver les décisions de suspension d'agrément ; adopté. Attire l'attention du Gouvernement sur la tendance des départements à placer des enfants provisoirement au détriment

de leur intérêt. - **Art. 19 (Art. L. 773-12, L. 773-13 et L. 773-14 du code du travail - Rupture du contrat de travail des assistants maternels employés par des particuliers)** (p. 2544) : son amendement n° 36 : droits du parent employeur en cas de suspension ou retrait de l'agrément d'un assistant maternel ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2554) : difficultés rencontrées par les familles pour concilier vie familiale et vie professionnelle. Coût important des modes de garde collectifs pour la collectivité. Se félicite des mesures en faveur de la garde individuelle. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3084, 3086) : remerciements au président de la commission des affaires sociales et à son rapporteur. Interrogation sur la nécessité et la possibilité de légiférer. Audace de la proposition d'une législation de la fin de vie.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5214, 5216) : potentialité de recrutement des TPE. Existence de contraintes administratives. Echec du modèle social français. Aspiration des Français. Plan gouvernemental ambitieux. Justification du choix de l'urgence. Mise en place du contrat "nouvelles embauches" répondant à un vrai besoin. Approbation de la création du nouveau chèque emploi. Le groupe UMP soutient le Gouvernement sans réserve. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5255, 5256) : choix de la procédure des ordonnances justifié par l'urgence à agir. Approbation de l'objectif de la méthode de travail et de la volonté du Gouvernement. Le groupe UMP votera avec conviction le projet de loi d'habilitation.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7048, 7050) : amélioration de l'information du Parlement. Renversement du mouvement fortement déficitaire des comptes de la sécurité sociale. Rigueur et réalisme de l'ONDAM pour 2006. Renforcement de la tendance favorable des dépenses de soins de ville. Médicaments. Plan hôpital 2007 et mise en place de la tarification à l'activité. Approbation par le groupe UMP de la négociation de la réforme de la branche accidents du travail et maladies professionnelles avec les partenaires sociaux. Développement de la politique familiale avec la mise en place de la PAJE et la croissance des modes de garde des jeunes enfants. Piste de réflexion pour améliorer la politique familiale.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 27 (Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)** (p. 7315) : fierté des Parisiens et des Franciliens quant à la médecine dispensée par l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris. - **Art. 30 (Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé)** (p. 7352) : intervient sur l'amendement n° 180 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 31 (Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD)** (p. 7361) : son amendement n° 93 : intégration des personnes handicapées hébergées dans une USLD dans le dispositif prévu par l'article ; adopté. - **Art. 36 bis (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables)** (p. 7379, 7380) : son amendement n° 154 : extension du délai laissé aux assureurs complémentaires de santé pour l'adaptation de leurs garanties au cahier des charges des contrats "responsables" ; retiré au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

profit de l'amendement n° 137 de Mme Catherine Procaccia (report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 7404) : favorable à l'amendement n° 149 de M. Jean-Pierre Godefroy (rapport au Parlement sur l'influence des laits maternels de substitution dans le développement de l'obésité infantile). - **Art. 53** (Art. L. 511-1, L. 544-1 à L. 544-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-28-9 du code du travail - Allocation journalière de présence parentale) (p. 7475) : son amendement n° 85 : élargissement du champ des dépenses éligibles au complément pour frais ; adopté. (p. 7476) : son amendement n° 86 : suppression de la faculté d'établir une convention entre le salarié et son employeur pour déterminer le calendrier prévisionnel et les modalités de prise de jours de congés ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 57** (p. 7488) : son amendement n° 94 : procédure d'information entre les régimes obligatoires et les organismes complémentaires ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8183) : interroge le Gouvernement sur le maintien des privilèges du Royaume-Uni en matière de TVA.

Deuxième partie :

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 89** (p. 8662) : soutient l'amendement n° II-12 de Mme Bernadette Dupont (absence de prise en compte des arrérages des contrats d'assurance dans le calcul des ressources d'un demandeur d'aide sociale) ; retiré.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9411) : soutient l'amendement n° II-330 de M. Alain Lambert (exclusion du dispositif de plafonnement des réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005** [n° 123 (2005-2006)] - (19 décembre 2005) - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9892) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression partielle). Interrogation sur l'affectation de la taxe.

HERVIAUX (Odette)
sénateur (Morbihan)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1021) : son amendement n° 27 : ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe ; rejeté. Reconnaissance officielle de la diversité culturelle et linguistique au sein de l'Union européenne et de la France. Réaffirmation de l'attachement à l'unité de la République et à la suprématie de la langue française. Réfutation de toute forme de communautarisme.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2686, 2687) : son amendement n° 523 : possibilité pour les régions d'expérimenter la gestion de l'eau ; rejeté. Eloignement problématique des lieux de décision des acteurs dans les grands bassins hydrographiques, à l'exemple du bassin Loire-Bretagne. Pertinence de la responsabilité au niveau de la région.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6436, 6437) : texte ne répondant pas aux attentes des agriculteurs bretons. Définition de l'exploitation agricole. Relations entre la société et les agriculteurs. Etat de désespérance, voire de révolte latente, ressentie dans les campagnes. Projection d'une exploitation laitière en 2013.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6491) : soutient l'amendement n° 462 de M. Jean-Marc Pastor (suppression) ; rejeté. (p. 6494) : soutient l'amendement n° 465 de M. Jean-Marc Pastor (limite de la cessibilité d'un bail hors cadre familial à l'installation d'un jeune agriculteur) ; rejeté. (p. 6496) : soutient l'amendement n° 464 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement du droit de préemption des SAFER sur les biens faisant l'objet d'un bail cessible hors cadre familial et de la possibilité de demande de révision du prix de vente des terrains cédés par le fermier bénéficiaire d'un droit de préemption) ; retiré. (p. 6497) : soutient l'amendement n° 463 de M. Jean-Marc Pastor (introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER) ; adopté. (p. 6500) : soutient l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ; rejeté. (p. 6501) : soutient l'amendement n° 466 de M. Jean-Marc Pastor (fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 470 de M. Jean-Marc Pastor (diminution du taux de majoration du loyer d'un bail cessible) ; rejeté. (p. 6502) : intervient sur l'amendement précité n° 468 de M. Jean-Marc Pastor qu'elle a soutenu. (p. 6520) : soutient l'amendement n° 467 de M. Jean-Marc Pastor (établissement d'une correspondance entre l'indemnité d'éviction et la valeur de l'ensemble du fonds) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6526) : soutient l'amendement n° 287 de M. Jean-Marc Pastor (octroi aux partenaires du pacte civil de solidarité des mêmes droits qu'un conjoint en matière de baux ruraux) ; adopté. (p. 6534) : favorable à l'amendement n° 471 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement de la notion "d'habitation située à proximité" du fonds au profit des jeunes agriculteurs et possibilité pour ceux-ci d'accéder à des logements sociaux). (p. 6538) : soutient l'amendement n° 473 de M. Jean-Marc Pastor (rapport relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement) ; rejeté. - **Art. 2 quinquiés** (*Art. L. 417-11 du code rural - Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage*) (p. 6540) : soutient l'amendement n° 639 de M. Jean-Marc Pastor (suppression) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : favorable

à l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). Politique mise en place par les collectivités territoriales pour les installations non aidées.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 6625, 6626) : son amendement n° 496 : abrogation de l'article 89 de la loi n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6639) : soutient l'amendement n° 503 de M. Jean-Marc Pastor (extension du fonds agricole) ; rejeté. (p. 6640) : soutient l'amendement n° 504 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux fonds agricoles) ; rejeté. (p. 6642) : soutient l'amendement n° 502 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU) ; adopté. (p. 6645) : soutient l'amendement n° 568 de M. Jean-Marc Pastor (renforcement des pouvoirs des élus locaux pour appréhender globalement la question foncière au niveau des territoires) ; rejeté. Sur l'amendement n° 29 de la commission (mesure de coordination), soutient le sous-amendement n° 748 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 6647) : soutient l'amendement n° 500 de M. Jean-Marc Pastor (extension du droit de préemption des SAFER dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme) ; rejeté. (p. 6649) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 566 (possibilité pour les SAFER d'utiliser leur droit de préemption afin d'agir au profit des projets de développement des communes rurales et périurbaines ou des établissements rattachés) ; n° 565 (renforcement de l'efficacité des règles encadrant le droit de préemption des SAFER) ; et n° 501 (extension du droit de préemption des SAFER à la protection de l'environnement) ; rejetés. (p. 6659) : soutient l'amendement n° 480 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place d'un organisme de contrôle) ; rejeté. - **Art. additionnels avant le chapitre Ier (avant l'art. 11)** (p. 6660) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 293 (prise en compte de l'approche territoriale et du développement durable par la politique agricole) ; n° 292 (rapport au Parlement sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux) ; et n° 294 (définition du contrat d'agriculture durable) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6796) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 24** (*Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique*) (p. 6903) : favorable aux amendements n° 723 de M. Jean Desessard (instauration pérenne du crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) et de la commission des finances saisie pour avis n° 97 (attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique). Problème de l'apiculture. - **Art. 34** (*Adaptation des dispositions de la loi d'orientation agricole à Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6950) : soutient l'amendement n° 573 de M. Jean-Marc Pastor (suppression) ; rejeté. - **Art. 35** (*Délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification*) (p. 6951) : soutient l'amendement n° 574 de M. Jean-Marc Pastor (suppression) ; rejeté. Réduction du Parlement au rang de chambre d'enregistrement pour plus des dispositions. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6953) : déception et doutes sur cette nouvelle loi d'orientation agricole. Fondement des craintes exprimées d'une agriculture trop libérale. Manque total d'ambition pour relancer l'installation des jeunes. Rejet des amendements du groupe socialiste visant à favoriser les jeunes agriculteurs. Absence de volonté de sortir l'agriculture d'une grave crise conjoncturelle dans un climat international économique très défavorable. Le groupe socialiste votera contre ce texte tout en insistant sur le bon état d'esprit des débats.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

HOARAU (Gélita)
sénateur (La Réunion)
CRC

Devenue sénateur le 24 février 2005 (remplace M. Paul Vergès, élu député au Parlement européen).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er mars 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative au personnel Techniciens, Ouvriers, de Service dans la région et le département de la Réunion et tendant à modifier la loi du 13 août 2004 relative aux Libertés et Responsabilités locales [n° 243 (2004-2005)] (11 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Éducation.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1610, 1611) : mobilisation insuffisante des moyens nécessaires à l'amélioration des conditions de vie dans les établissements scolaires. Attachement des Réunionnais à leur école. Disparités et retard du système éducatif. Données comparatives chiffrées. Facteur aggravant d'inégalités : suppression des TPE, disparition des aides-éducateurs et transfert du personnel TOS vers les collectivités locales. N'approuve pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel) (p. 4584) : intervient sur l'article. Contexte social de l'île de la Réunion.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5216, 5217) : existence d'une situation sociale préoccupante à la Réunion depuis des décennies. Bilan mitigé de la politique menée. Persistance d'un taux élevé de chômage et inefficacité d'une application mécanique des dispositions concernant la métropole. Données chiffrées sur le traitement social du chômage. Proposition de maintenir à la Réunion le statu quo s'agissant des CES et des CEC. Réclame un plan d'urgence dans le cadre d'une large concertation prenant en compte les spécificités réunionnaises. Interroge le Gouvernement sur ses objectifs concernant la Réunion.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6434) : suppression du système du colonat à la Réunion. Inquiétude de la filière canne-sucre. Nécessité de réaliser un audit dans ce domaine.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7531, 7532) : caractère essentiel du problème du logement outre-mer. Situation de l'île de la Réunion. Signature de la charte de l'habitat en 2003. Analyse des blocages. Effets du dispositif de défiscalisation. Demande une loi spécifique sur le logement dans les départements d'outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8754) : le groupe CRC ne votera pas les amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi que l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Recherche d'économies dans le budget de l'Etat. Absence de concertation avec les élus ultramarins. Interrogation sur la promulgation du décret créant l'Observatoire des prix et des revenus dans les DOM.

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 8996, 8997) : focalisation de la discussion budgétaire sur la sauvegarde du dispositif de défiscalisation introduit par la loi de programme pour l'outre-mer. Favorable au maintien de ces mesures en attendant le bilan de leurs conséquences. Désengagement de l'Etat dans le secteur de l'économie solidaire et sociale. Multiplication des

contrats aidés incontournable. Grève illimitée des employés de l'antenne sud du Conseil général de la Réunion pour la pérennisation des contrats emplois-jeunes. Propose la reconduction en l'état des CES et des CEC dans l'attente de solutions plus adaptées. Carence de l'offre de logements sociaux. Aggravation des inégalités. Dépôt d'une proposition de loi différant le transfert des TOS. Déstabilisation de l'économie réunionnaise par la réforme de l'OCM-sucre. Nécessité d'élaborer un véritable projet de développement atténuant les fragilités et valorisant les atouts des îles.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9337) : intervient sur l'amendement n° II-148 de M. Jean-Paul Virapoullé (inclusion des EPCI et des communes de la Réunion dans la répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports). Scepticisme sur l'efficacité de l'amendement en matière de développement des transports collectifs.

HORTEFEUX (Brice)

*ministre délégué aux collectivités territoriales
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4224, 4226) : système mis en place par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle. Inapplicabilité des critères habituels pour la sécheresse de 2003. Réaction du Gouvernement. Explication de la longueur de la procédure. Bilan de l'action de la commission interministérielle. Taux de reconnaissance atteint de 45 %. Elargissement des critères et réexamen individuel de la situation des communes non reconnues. Mesure complémentaire d'indemnisation exceptionnelle. Etablissement par une mission administrative nationale de la liste des bénéficiaires. Objectif d'équité et de transparence de la présente proposition de loi partagé par le Gouvernement. (p. 4234) : réponse aux intervenants. Respect du principe d'égalité. Clarification des critères. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4235) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq (remplacement de l'actuel arrêté interministériel par un arrêté du seul ministre chargé de l'intérieur pris dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture). - **Art. 1er** (Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles) (p. 4237) : son amendement n° 16 : instauration d'une commission d'information sur les dommages des sécheresses ; adopté après modification par les sous-amendements n° 17 et 18 de M. Claude Biver qu'il accepte. (p. 4239) : s'oppose aux amendements identiques n° 3 de Mme Nicole Bricq et n° 11 de Mme Evelyne Didier (consultation obligatoire de la commission départementale), ainsi qu'aux amendements de Mme Nicole Bricq n° 4 (faculté pour la commission départementale de diligenter des enquêtes et de s'assurer le concours d'experts) et n° 5 (délais et obligation de transmission). (p. 4240) : raisons de la restriction du champ d'intervention des commissions consultatives départementales. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4241) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Evelyne Didier (définition des critères qualifiant l'intensité anormale de l'agent naturel). (p. 4242) : s'oppose aux amendements

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

analogues n° 6 de Mme Nicole Bricq et n° 12 de Mme Evelyne Didier (création et composition du conseil national des catastrophes naturelles). - **Art. 3** (*Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles*) (p. 4244) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose au n° 14 (suppression de la disposition faisant peser la charge de la preuve sur les sinistrés) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 15 (mise à disposition d'une assistance juridique pour les sinistrés).

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5777, 5779) : difficultés pratiques et juridiques en cas de maintien du calendrier pour les scrutins locaux et nationaux de l'année 2007. Progression de l'abstention pour l'ensemble des scrutins depuis 1988. Conséquences du renouvellement en mars 2007 des conseils municipaux et des conseils généraux pendant les parrainages des candidats à l'élection présidentielle. Nécessaire report des élections municipales et cantonales à un an prévu par le projet de loi ordinaire. Souci de lisibilité et de cohérence du Gouvernement. Report d'un an des élections sénatoriales prévu par le projet de loi organique. Diminution d'un an du mandat des sénateurs élus en 2008 pour respecter la date d'aboutissement de la réforme du Sénat en 2013. (p. 5792) : travail de la commission des lois et de son rapporteur. Coopération avec l'ensemble des groupes politiques. Respect par la proposition de la commission des lois de l'équilibre du projet présenté par le Gouvernement. Tradition pour le Gouvernement de s'en remettre à la sagesse des parlementaires en matière de régime électoral des assemblées. Souhait de simplicité et de lisibilité du dispositif juridique organisant la prochaine période électorale. - **Art. 1er** (*Report d'un an des élections sénatoriales de septembre 2007*) (p. 5794) : s'oppose aux amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renouvellement unique du Sénat) et n° 5 de M. Bernard Frimat (report des élections sénatoriales prévues en septembre 2007 au mois de janvier 2008). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (décalage du calendrier des renouvellements du Sénat en maintenant à six ans le mandat sénatorial). - **Art. 2** (*Art. 5 de la loi organique n° 2003-696 du 30 juillet 2003 - Coordination - Mention du renouvellement partiel de 2008*) (p. 5795) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 2** : demande le retrait de l'amendement n° 4 de la commission (périodicité des élections sénatoriales et municipales). (p. 5796) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abaissement de l'âge d'éligibilité des sénateurs). - **Intitulé** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (intitulé du projet de loi).

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005). [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5799) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (extension du scrutin proportionnel à l'ensemble des élections municipales et généralisation de l'application de la loi sur la parité). - **Art. additionnels après l'art. 1er ou avant l'art. 2** (p. 5800, 5801) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Louis Masson n° 1 (élection des délégués des communes de plus de 3 500 habitants) et n° 2 (instauration de suppléants pour les conseillers généraux). - **Art. 3** (*Report des élections cantonales prévues en mars 2010*) (p. 5802) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Louis Masson (renouvellement des conseillers régionaux élus en mars 2004). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5803, 5804) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Louis Masson n° 4 et 3 (format des bulletins de vote) et n° 5 (obligation de prendre un suppléant de sexe opposé pour les députés et sénateurs). (p. 5805) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 14 (élargissement du collège électoral des sénateurs) et n° 15 (retour de la représentation proportionnelle dans les départements comptant trois sièges de sénateurs). (p. 5805) : accepte les amendements n° 7 et 8 de la

commission (coordination). - **Art. 4** (*II de l'article 1er de la loi n° 2004-404 du 10 mai 2004 - Coordination - Mention du renouvellement sénatorial de 2008*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission (coordination).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8207) : effort considérable de l'Etat en faveur des collectivités territoriales. - **Art. additionnels avant l'art. 25** : demande le retrait de l'amendement n° I-145 de M. Bernard Angels (intégration des compensations fiscales dont bénéficient les collectivités dans leur potentiel financier). Propose de soumettre la question au comité des finances locales.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8297, 8299) : poursuite de l'effort en faveur des collectivités territoriales. Transfert de compétences. Progression de la DGF des communes et des EPCI. Péréquation. Consolidation de la réforme de la DSU. Utilisation de la régularisation 2004 au profit de la péréquation. Financement de la garantie de sortie pour les communes ayant perdu le bénéfice de la dotation "élu local". "Fonds d'aide au relogement d'urgence". Accompagnement des maires dans leur pouvoir de police. Rénovation du soutien à l'investissement des collectivités territoriales. Réforme de FCTVA. Compensation des transferts de compétences. Abandon du projet de modulation de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance, TSCA. Réponse aux inquiétudes relatives à de nouvelles dépenses imposées aux collectivités locales. Mise en place de la conférence des finances publiques. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8319) : accepte l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8326) : accepte les amendements identiques n° I-143 de M. Claude Haut, n° I-218 de M. Eric Doligé et n° I-285 de M. Michel Mercier (participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs pompiers volontaires), ainsi que n° I-319 de la commission (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements).

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8358) : son amendement n° I-304 : création d'un fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU ; adopté. (p. 8365, 8366) : accepte l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local"). S'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-96 (modification de l'indice synthétique de la DSU), n° I-97 (renforcement du caractère péréquateur de la DSU), n° I-103 (augmentation du montant de la DGF mise en répartition), n° I-108 (garantie de stabilité pour la dotation globale de fonctionnement) et n° I-170 (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux). (p. 8367) : s'oppose au sous-amendement n° I-321 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-248 précité.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) (p. 9150, 9153) : amélioration du fonctionnement du contrôle de légalité dans les préfectures grâce à la transmission par voie électronique des actes des collectivités locales. Réponse aux intervenants sur le visa biométrique, le passeport électronique, le vote électronique aux élections politiques, les moyens de fonctionnement des préfectures et des sous-préfectures, les indicateurs de performance, l'indépendance des préfets, la Fondation des oeuvres de l'Islam en France, le rôle des associations pour la cohésion sociale et la réduction de la part des loyers dans les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dépenses de fonctionnement de l'administration centrale. Reconnaît une baisse des crédits affectés à la formation.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p.9164, 9167) : réponse aux intervenants sur les indicateurs de performance. Quatre priorités de l'intercommunalité. Question de la taxe professionnelle. Poursuite de l'effort en faveur des collectivités territoriales, malgré la contrainte budgétaire actuelle. Rénovation du soutien à l'investissement des collectivités territoriales. Consolidation de la réforme de la DSU. Poursuite de l'effort engagé envers les zones urbaines. Mesures de soutien en faveur du monde rural. Poursuite des transferts de compétences. Réforme du FCTVA. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** : son amendement n° II-264 : modification du montant de la dotation générale de décentralisation attribuée aux régions d'outre-mer en compensation des compétences qui leur ont été transférées ; adopté. - **Art. 82 (Dotations de développement rural, DDR : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural)** (p. 9169) : s'oppose à l'amendement n° II-219 de M. Pierre-Yves Collombat (abondement de vingt millions d'euros de la dotation de développement rural). Accepte l'amendement n° II-210 de M. Yves Détraigne (ouverture aux syndicats mixtes de la possibilité de bénéficier de la DDR). - **Art. additionnel après l'art. 82** (p. 9170) : s'oppose à l'amendement n° II-220 de M. Pierre-Yves Collombat (abondement de vingt millions d'euros du fonds de péréquation postale). - **Art. 83 (Réforme des concours de la dotation générale de décentralisation, DGD, relatifs au financement des bibliothèques)** (p. 9171) : s'oppose à l'amendement n° II-213 de Mme Josiane Mathon-Poinat (régularisation de la dotation globale de fonctionnement). - **Art. 84 (Aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU)** (p. 9173) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon n° II-157 (majoration de la part de la DGF destinée à la péréquation), n° II-158 (renforcement de la capacité péréquatrice de la dotation de solidarité urbaine) et, portant sur le même objet, n° II-214 et II-215 (définition de l'indice synthétique de la DSU). (p. 9174) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq portant sur le même objet n° II-221 et II-222 (règles d'éligibilité à la DSU). - **Art. additionnels après l'art. 84** (p. 9177) : s'oppose à l'amendement n° II-138 de M. Jacques Blanc (exclusion du montant de la dotation attribuée en fonction de la superficie dans le calcul du potentiel financier des communes de montagne). (p. 9179) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-134 de M. Jacques Blanc (garantie de progression minimale pour les départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale). - **Art. additionnel avant l'art. 84 quater** (p. 9180) : demande le retrait de l'amendement n° II-217 de Mme Josiane Mathon-Poinat (renforcement de la qualité de l'intervention économique des régions). - **Art. additionnel après l'art. 84 quater** (p. 9181) : demande le retrait de l'amendement n° II-218 de Mme Josiane Mathon-Poinat (garantie de versement de la dotation intercommunale). - **Art. 85 (Mise en oeuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales)** (p. 9182) : accepte l'amendement n° II-212 de M. Roger Besse (rémunération par l'Etat des agents non titulaires de droit public relevant du ministère chargé de l'équipement). - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 9183) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-141 de M. Roger Karoutchi (cession gratuite par l'Etat des résidences universitaires aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale volontaires).

HOUEL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4226, 4227) : rappel des drames humains provoqués par la sécheresse de l'été 2003. Exemple des départements de Seine-et-Marne et de l'Essonne. Problème non résolu au bout de deux ans.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Objectifs du texte : assurer une reconnaissance plus rapide et objective de l'état de catastrophe naturelle et mettre l'accent sur la prévention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4245, 4246) : souhait d'une mise en oeuvre rapide des dispositions relatives à la sécheresse de 2003. Le groupe UMP votera la proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie** - *Commission mixte paritaire* [n° 410 (2004-2005)] - (23 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4530) : objectifs de ce texte substantiellement enrichi. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie** [n° 433 (2004-2005)] - (5 juillet 2005) - **Art. 8 bis** (*Élargissement de l'accès de la Caisse des dépôts et consignations aux marchés obligataires*) (p. 5099) : favorable à l'amendement n° 18 de la commission (rôle de la commission de surveillance en matière d'émission de titres de créance).

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1777) : votera contre l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). Insuffisances des moyens humains, financiers et matériels : exemple du département du Val-d'Oise. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 1790) : intervient sur l'amendement n° 504 de Mme Annie David (modalités et moyens de la scolarisation des enfants en situation de handicap). Troubles spécifiques du langage écrit plus communément appelés "dyslexie".

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7612, 7613) : favorable à l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Responsabilité de la crise du logement dans l'actuelle fracture sociale. Exemple du Val-d'Oise. Sanctions contre les communes inciviles. Proposition d'une peine d'inéligibilité des élus.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9025, 9027) : scepticisme sur les effets réels de transparence de la LOLF. Budget en baisse au détriment du rayonnement de la France dans le monde. Affaiblissement des services rendus aux résidents étrangers et de l'efficacité du réseau diplomatique. Altération de l'image de la France en Afrique. Traitement de la situation en Côte d'Ivoire. Sous-évaluation des crédits nécessaires au maintien de la paix. Manque d'initiative politique dans le conflit israélo-palestinien. Lien privilégié avec le Liban. Situation en Irak. Solution politique à la crise du nucléaire iranien. Lutte contre le terrorisme en Afghanistan. Diminution des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique". Le groupe CRC ne votera pas ce budget.

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6042, 6043) : texte indispensable à l'éradication de la menace pesant sur la crédibilité et l'intégrité du sport. Préservation des valeurs éthiques du sport, de la santé des athlètes et des jeunes qui les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

admirent ainsi que des valeurs morales de la société. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9727) : double exigence de prévention des actes terroristes et de préservation des libertés publiques. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10222, 10223) : texte définissant le cadre d'une réforme ambitieuse et offrant de nombreux outils aux acteurs de la recherche. Nécessité, pour l'avenir de la recherche, de renforcer les liens avec les entreprises privées. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes tributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6454, 6455) : nécessité de renforcer le développement de la production agricole. Défi de la chimie verte. Projet de loi de qualité.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11 quater** (p. 6689) : soutient l'amendement n° 391 de M. Jean-Pierre Vial (abaissement du seuil de constitution d'une unité de gestion pour les zones de montagne) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 24 A** (*Art. L. 113-1 du code rural - Adaptation des normes d'épandage d'effluents agricoles aux zones de montagne*) (p. 6896) : soutient l'amendement n° 393 de M. Jean-Pierre Vial (précision) ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

HUREL (Sandrine)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Comité des finances locales.

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'avenir statutaire de Saint-Barthélemy et Saint-Martin : le choix de la responsabilité [n° 329 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 235 (2004-2005)] de sauvegarde des entreprises [n° 335 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 467 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 3 (2004-2005)] prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 3 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 82 (2005-2006)] prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 84 (2005-2006)] (16 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 36 bis** (p. 244, 245) : ses amendements n° 159 : interdiction pour des installations irrégulières d'être raccordées sans autorisation aux réseaux d'électricité, d'eau ou assimilés ; retiré ; et n° 160 : soumission des caravanes aux dispositions de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme ; adopté.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Art. 2 (Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions)** (p. 797, 798) : définition indispensable de la réitération dans le code pénal. - **Division et art. additionnels après l'art. 15** (p. 818, 819) : favorable au retrait des amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 60 (division additionnelle - Dispositions relatives au contrôle général des prisons) et, portant sur le même objet, n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66 (instauration d'un contrôleur général des prisons), ainsi que de l'amendement n° 51 de M. Robert Badinter (instauration d'un contrôleur général des prisons). Pertinence des solutions apportées par le rapport de la commission d'enquête sénatoriale sur les prisons adopté à l'unanimité. Souhaite la concrétisation de la réflexion dans le cadre de la loi pénitentiaire promise par le Gouvernement avant la fin de la législature. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 823, 824) : rejette l'idée d'une loi de

circonstance. Inquiétant problème de la récidive. Nécessité de prendre les mesures et les garanties adéquates pour un internement psychiatrique parfois définitif. Poursuite indispensable du travail, notamment sur le placement sous surveillance électronique mobile.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Question préalable** (p. 959) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Demande de réserve** (p. 966) : demande la réserve de l'amendement n° 39 jusqu'à l'examen de l'amendement n° 27, tendant à insérer un article additionnel après l'article 4 ; réserve ordonnée. - **Art. 1er (Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe)** (p. 974) : nécessité de cette révision constitutionnelle pour soumettre le traité au référendum. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 996, 997) : intervient sur les amendements identiques n° 20 de M. Robert Badinter et n° 32 de M. Pierre Fauchon (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ainsi que sur le n° 29 de M. Denis Badré (reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne). Partage souhaité des responsabilités sur les dossiers européens. Révision indispensable du règlement du Sénat. Importance de la réactivité de la Haute assemblée en matière européenne. (p. 999) : extrait du rapport de M. Hubert Haenel sur l'opportunité de créer une septième commission permanente. Spécificité du rôle de la délégation pour l'Union européenne.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520)** [n° 230 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1579) : demande confirmation de l'exclusion des professions juridiques réglementées du champ d'application de la proposition de directive ; reconnaissance de leur participation au service public de la justice. Clarification indispensable de l'articulation entre la directive et les directives sectorielles relatives au statut des avocats.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique** [n° 172 (2004-2005)] - (23 mars 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Question préalable** (p. 2202, 2203) : défavorable à la motion n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. Souci de la précarité de la situation des personnes en permanence en CDD. - **Art. 9 (Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale)** (p. 2219) : existence de l'IRCANTEC. Mise en place de compensations à l'intégration des TOS.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520)** [n° 230 (2004-2005)] - (23 mars 2005) - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2252) : son amendement n° 16 : exclusion de l'application du principe du pays d'origine aux règles d'exercice professionnel sanctionnées pénalement ; adopté. (p. 2254, 2255) : manque de précision de l'amendement de la délégation pour l'Union européenne saisie pour avis n° 3 (réserves sur l'application du principe du pays d'origine en matière pénale).

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** [n° 228 (2004-2005)] - (29 mars 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2457) : s'oppose aux amendements analogues n° 10 de M. Roland Courteau, n° 30 de Mme

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Muguette Dini et n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales), dans la mesure où ils ne relèvent pas du domaine de la loi. - **Art. 1er** (Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacé) (p. 2467) : demande le rejet des amendements de M. Jean-René Lecerf portant sur le même objet n° 2 et n° 1 (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2471) : demande le rejet de l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint). (p. 2473) : intervient sur l'amendement n° 28 précité. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2486, 2487) : demande le rejet de l'amendement n° 29 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale). - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2490) : demande le retrait des amendements analogues de Mme Joëlle Garriaud-Maylam n° 4, de Mme Gisèle Gautier n° 32 et n° 31 et de Mme Josiane Mathon n° 38 (modification de l'intitulé de la proposition de loi).

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Art. 1er** (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès) (p. 3656) : numérotation chronologique des amendements déposés. Improprété du mot "musée" en ce qui concerne celui du Parlement.

- **Communication du Médiateur de la République** - (12 mai 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 3794, 3797) : garantie contre l'inadaptation de la loi ou des règlements aux situations particulières. Mise en place d'une cellule d'urgence. Augmentation continue du nombre de saisines. Développement de protocoles d'accord : exemple de celui conclu entre Réseau ferré de France et les agriculteurs de Seine-et-Marne. Acteur essentiel de la défense et du renforcement des libertés publiques. Développement indispensable de la coopération entre les autorités administratives indépendantes. Amélioration de la présence territoriale. Rôle pédagogique de l'institution. Actions de proximité. Interrogation sur la possibilité de saisine directe permettant un meilleur accès à l'institution. Ampleur de la mission de proposition ; suivi des propositions. Soutien de la commission des lois et de l'ensemble du Sénat à l'action du Médiateur de la République.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3985, 3986) : défavorable à l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales).

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Art. 23 (priorité)** (Société civile artisanale à responsabilité limitée) (p. 4033) : se réjouit de l'accord du Gouvernement pour la suppression de l'article 23. Recherche indispensable dans le droit des sociétés de solutions pour garantir le patrimoine personnel des entrepreneurs individuels. Rôle de conseil des chambres de métiers et des chambres de commerce. Souhaite connaître l'impact auprès des chefs d'entreprise de la mesure adoptée en 2003 concernant la protection de leur résidence principale contre le risque économique. - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise) (p. 4049, 4051) : ses amendements n° 255 : suppression de la possibilité de déduire les cotisations à l'assurance vieillesse du conjoint

collaborateur de l'avocat non salarié ou leur assiette de celles de l'avocat ; n° 253 : assujettissement des conjoints collaborateurs d'avocats non salariés au régime complémentaire obligatoire d'assurance vieillesse ; et n° 254 : détermination de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse complémentaire du conjoint collaborateur de l'avocat non salarié ; adoptés. - **Art. 16** (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires) (p. 4064) : la commission des lois saisie pour avis maintient son amendement de rédaction n° 162. - **Art. additionnels après l'art. 23** (p. 4089) : défavorable aux amendements n° 45 de la commission (possibilité pour un entrepreneur individuel de domicilier son entreprise chez un domiciliataire) et n° 127 de M. Ladislas Poniowski (possibilité pour une entreprise individuelle de déclarer comme adresse celle des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises). Prudence en matière de domiciliation. Moyen de développement d'entreprises fictives. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4098) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 219 (création d'un poste de médiateur dans les entreprises ressortissant des chambres consulaires).

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Christian Cambon, rapporteur pour avis. - **Art. 29** (Art. L. 470-4-1 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 4139, 4140) : ses amendements n° 177 (précision) ; et n° 178 (interdiction du recours à une transaction pénale en cas de poursuites déjà engagées) ; adoptés. - **Art. 30** (Art. L. 470-4-2 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 4143) : défavorable aux amendements identiques n° 396 de Mme Michelle Demessine et n° 419 de M. Richard Yung (suppression).

- **Suite de la discussion** (16 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4291, 4292) : accepte l'amendement n° 342 de la commission (réparation d'un oubli dans la transposition de la directive visant à faciliter l'exercice de la profession d'avocat dans un Etat membre de l'Union). - **Art. 45** (Art. 5-1, 6 et 9 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - Encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral, SEL) (p. 4292, 4293) : son amendement n° 179 : encadrement plus rigoureux de la dérogation tendant à ouvrir le capital majoritaire, soit à des personnes physiques ou morales exerçant la profession, soit à des sociétés de participation financière de profession libérale ; adopté. Demande le retrait du sous-amendement n° 243 de M. Francis Grignon à son amendement précité n° 179. (p. 4294, 4295) : demande le retrait de l'amendement n° 242 de M. Francis Grignon (interdiction des actions de préférence dans la société d'exercice libéral).

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4533) : devoir du Parlement de préciser la rédaction d'une disposition législative devenue ambiguë à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4541, 4542) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Robert Badinter tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 4735, 4738) : réforme du droit des procédures collectives hypothéquée par la question des tribunaux de commerce et le statut des professions d'administrateur et mandataire judiciaire. Rappel historique de l'évolution du droit de la faillite. Taux de disparitions

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'entreprises. Son rapport de 2001 fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation. Caractère stigmatisant des faillites. Nécessaire adaptation des sanctions. Extension des procédures collectives aux professions indépendantes. Fin de la notion de cessation des paiements comme critère unique de distinction entre traitement amiable et traitement judiciaire des difficultés des entreprises. Création de la procédure de sauvegarde. Situation des salariés. Modification des rôles de certains organes de la procédure judiciaire. Renforcement des mécanismes d'alerte. Possibilité de reprise des entreprises. Allègement de la procédure de liquidation. Rénovation du régime de sanctions et modernisation des règles de procédure. Amendements de la commission. Propose l'adoption de ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. (p. 4742, 4743) : limite par les amendements de la commission des effets d'aubaine et des risques liés à l'intervention de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4758, 4759) : s'oppose à la motion n° 393 de Mme Eliane Assassi tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Absence de changement du droit de licenciement. Concertation avec les organisations syndicales. Privilège dit "de l'argent frais". - **Question préalable** (p. 4760, 4761) : s'oppose à la motion n° 286 de M. Richard Yung tendant à opposer la question préalable. Absence de modification du droit de licenciement. Réforme des tribunaux de commerce. Honoraires des administrateurs et des mandataires judiciaires. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4763) : s'oppose à l'amendement n° 379 de Mme Eliane Assassi (présentation annuelle au Parlement des objectifs gouvernementaux en matière de relance de l'économie et de la croissance). - **Art. 1er et annexe (Renumerotation des dispositions du livre VI du code de commerce - Table de concordance - Abrogation des dispositions non reprises dans le présent projet de loi)** (p. 4768, 4769) : ses amendements n° 1 : modification de la numérotation d'articles du code de commerce ; et n° 2 : modification du tableau II afin de regrouper les dispositions relatives aux frais de procédure ; adoptés. - **Art. 1er bis (Art. L. 610-1 nouveau du code de commerce - Tribunaux compétents pour appliquer les procédures du livre VI du code de commerce)** : demande le retrait de l'amendement n° 264 de M. André Vallet (suppression). - **Art. 3 (Art. L. 611-1 du code de commerce - Aides des collectivités territoriales aux groupements de prévention agréés)** (p. 4770) : son amendement n° 3 : coordination ; adopté. - **Art. 4 (Art. L. 611-2 du code de commerce - Information du président du tribunal de commerce sur la situation économique et financière du débiteur - Pouvoir d'injonction en cas d'absence de dépôt des comptes annuels)** : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 180 (transmission systématique des impayés à la Banque de France). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 4771) : s'oppose à l'amendement n° 378 de Mme Eliane Assassi (suppression du seuil de onze salariés en deçà duquel l'élection de représentants du personnel n'est pas obligatoire). - **Art. 5 (Art. L. 611-3 à L. 611-6 du code de commerce - Mandat ad hoc - Procédure de conciliation)** (p. 4772) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 181 (faculté pour le président du tribunal de commerce de choisir le mandataire ad hoc sur les listes établies par la chambre de métiers). Son amendement n° 4 : précision ; adopté. (p. 4773) : s'oppose à l'amendement n° 345 de M. Robert Badinter (conditions d'ouverture de la procédure de conciliation excluant l'hypothèse de la cessation des paiements depuis quarante-cinq jours). Ses amendements n° 5 : précision ; et n° 6 : suppression de la mention de l'exclusion des agriculteurs de la procédure de conciliation ; adoptés. (p. 4774) : ses amendements n° 7 : précision ; et n° 8 : suppression de l'obligation pour le débiteur de faire état des moyens envisagés pour couvrir ses besoins de financement ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 217 de Mme Eliane Assassi (extension aux salariés ou à leurs représentants du droit de saisine du tribunal de commerce pour demander l'ouverture d'une procédure de conciliation). (p. 4775) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 182 (suppression de la faculté pour les créanciers de proposer un conciliateur en vue de sa désignation

par le président du tribunal de commerce). Son amendement n° 9 : fin de la mission du conciliateur et de la procédure elle-même à l'expiration de la période de conciliation fixée par le tribunal de commerce ; adopté. (p. 4776) : son amendement n° 10 : impossibilité de contestation juridictionnelle de la décision ouvrant une procédure de conciliation ; adopté. Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 183 (énumération des causes de récusation d'un conciliateur). - **Art. 6 (Art. L. 611-7 nouveau du code de commerce - Mission du conciliateur - Remise de dettes par les créanciers publics - Délais de paiement accordés par le juge - Suppression de la suspension provisoire des poursuites)** (p. 4777) : son amendement n° 11 : élargissement de l'objet de l'accord amiable destiné à mettre fin aux difficultés de l'entreprise ; adopté. (p. 4778) : s'oppose aux amendements n° 218 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour le conciliateur d'entendre les salariés ou leurs représentants au moment de l'élaboration de l'accord amiable issu de la conciliation entre le débiteur et ses créanciers) et n° 346 de M. Robert Badinter (inscription dans la loi du droit à l'information des salariés sur les propositions d'accord entre les débiteurs et les créanciers). (p. 4779, 4780) : s'oppose à l'amendement n° 219 de Mme Eliane Assassi (suppression de la possibilité pour les collectivités publiques d'accorder des remises de dette). Son amendement n° 12 : en cas d'échec de la procédure de conciliation, obligation pour le conciliateur d'indiquer au président du tribunal si le débiteur est en état de cessation des paiements ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 7 (Art. L. 611-8 à L. 611-10 nouveaux du code de commerce - Constatation et homologation de l'accord amiable)** (p. 4797) : son amendement n° 13 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Eliane Assassi (insertion du maintien de l'emploi parmi les conditions permettant l'homologation de l'accord). (p. 4798, 4799) : ses amendements n° 14 : intervention des représentants de l'ordre professionnel dans des conditions identiques à celles des autres personnes appelées ou entendues par le tribunal de commerce et n° 15 : suppression de l'extension des dispositions de l'accord homologué aux personnes physiques coobligées ayant consenti une caution personnelle ou une garantie autonome ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 221 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour le tribunal d'entendre ou d'appeler les salariés en l'absence de représentant du personnel avant de statuer sur l'homologation). - **Art. 8 (Art. L. 611-11 nouveau du code de commerce - Privilège de paiement pour les créanciers ayant consenti au débiteur un nouvel apport de crédit ou fourni un nouveau bien ou service - Limitation de la responsabilité pour soutien abusif)** : son amendement n° 16 : précision ; adopté. (p. 4800) : son amendement n° 17 : précision sur le rang de paiement des nouveaux apports en trésorerie consentis au débiteur ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Eliane Assassi (remboursement prioritaire des fonds publics par rapport aux créances privées dans le cadre de la conciliation). (p. 4801) : s'oppose à l'amendement n° 347 de M. Robert Badinter (soumission à l'aval du Comité des chefs de service financiers de la priorité de paiement des créanciers, apporteurs "d'argent frais"). Son amendement n° 201 : exclusion du privilège "d'argent frais" des apports en trésorerie consentis par les actionnaires et les associés du débiteur dans le cadre d'une augmentation de capital ; adopté. - **Art. 9 (Art. L. 611-12 nouveau du code de commerce - Effet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires sur l'accord homologué)** : son amendement n° 18 : extension de l'effet extinctif de l'ouverture d'une procédure collective à l'égard de l'accord de conciliation ; adopté. - **Art. 10 (Art. L. 611-13 à L. 611-16 nouveaux du code de commerce - Statut du mandataire ad hoc et du conciliateur - Obligation de confidentialité)** (p. 4802, 4803) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de M. Robert Badinter n° 348 et n° 349, 350 et 351 (précision du régime des incompatibilités du mandataire ad hoc ou du conciliateur). Son amendement n° 19 : obligation pour le conciliateur de souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile ; adopté. (p. 4804) : accepte l'amendement n° 373 de M. François-Noël Buffet (accord nécessaire du chef d'entreprise sur les conditions de rémunération du mandataire

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ad hoc ou du conciliateur). Ses amendements n° 20 : détermination par le président du tribunal de commerce de la rémunération de l'expert et n° 21 : rédaction ; adoptés. - **Art. 11** (Art. L. 612-1 à L. 612-4 du code de commerce - *Pouvoirs d'information et d'alerte du commissaire aux comptes et des représentants du personnel*) (p. 4805) : ses amendements n° 22 : harmonisation des conditions d'alerte du commissaire aux comptes dans les associations subventionnées par l'Etat ou les collectivités territoriales avec celles des sociétés commerciales et suppression de l'obligation d'alerte en cas d'engagement d'une procédure de conciliation ou de sauvegarde et n° 23 : conséquence ; adoptés. - **Art. 12** (Art. L. 620-1 du code de commerce - *Conditions d'ouverture et objet de la procédure de sauvegarde*) (p. 4806, 4807) : son amendement n° 24 : précision des conditions d'ouverture de la procédure de sauvegarde ; adopté. S'oppose aux amendements, portant sur le même objet que son n° 24 précité, n° 223 de Mme Eliane Assassi et n° 355 de M. Robert Badinter. Comparaison avec la procédure allemande. (p. 4808) : estime l'amendement n° 224 de Mme Eliane Assassi (consultation des salariés ou de leurs représentants préalablement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde) satisfait par les dispositions du texte. (p. 4809, 4810) : sur les amendements de Mme Eliane Assassi, s'oppose aux n° 225 (suppression de la formule "faciliter la réorganisation de l'entreprise" figurant parmi les objectifs de la procédure de sauvegarde), n° 226 (possibilité pour les salariés ou leurs représentants d'engager une procédure de sauvegarde), n° 227 (ouverture aux salariés ou à leurs représentants d'un droit d'opposition à la procédure de sauvegarde) et n° 229 (création d'un troisième comité de créanciers) et demande le retrait du n° 228 (communication aux salariés ou à leurs représentants de toutes les informations motivant cette procédure). - **Art. 15** (Art. L. 621-1 du code de commerce - *Modalités d'ouverture de la procédure de sauvegarde*) (p. 4811) : estime l'amendement n° 230 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de délégués du personnel, audition des salariés par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure) satisfait par les dispositions de l'article 18. S'oppose à l'amendement n° 356 de M. Robert Badinter (en l'absence de délégués du personnel, audition d'un conseiller syndical par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure). (p. 4812) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 186 (audition d'un représentant de la chambre de métiers et de l'artisanat par le tribunal de commerce avant de statuer sur l'ouverture de la procédure). - **Art. 16** (Art. L. 621-2 du code de commerce - *Compétence juridictionnelle - Extension de la procédure en cas de confusion de patrimoine ou de fictivité de la personne morale*) : son amendement n° 25 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 231 de Mme Eliane Assassi (extension de la procédure de sauvegarde aux entreprises sous-traitantes). - **Art. 17** (Art. L. 621-3 du code de commerce - *Ouverture de la période d'observation - Suppression de la faculté pour le tribunal de prononcer d'office la prorogation de la période d'observation*) (p. 4813) : son amendement n° 26 : fixation d'une durée maximale pour la période d'observation ; adopté. Estime l'amendement n° 232 de Mme Eliane Assassi (projets, avis ou objections des salariés sur les propositions formulées dans le bilan économique et social de l'entreprise) satisfait par les dispositions du texte. - **Art. 18** (Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - *Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités*) (p. 4814, 4815) : s'oppose aux amendements n° 357 de M. Richard Yung (assistance du représentant du personnel par un conseiller syndical) et n° 233 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, possibilité de faire appel aux unions locales ou départementales des organisations syndicales). Son amendement n° 27 : suppression de la faculté donnée au ministère public de récuser la personne antérieurement désignée en qualité de mandataire ad hoc ou de conciliateur ; adopté. (p. 4816) : confirmation de la présence obligatoire du ministère public dans les procédures collectives. Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 188 (décision motivée du tribunal de commerce en cas de non-désignation d'un administrateur judiciaire). (p. 4817) : abaissement souhaitable des seuils

impliquant l'obligation de nommer un administrateur. Réforme nécessaire des modes de rémunération des professionnels dans ces procédures. - **Art. additionnel après l'art. 18** : son amendement n° 28 : suppression d'une référence ; adopté. - **Art. 19** (Art. L. 621-6 du code de commerce - *Faculté donnée à l'ordre professionnel ou à l'autorité compétente à l'égard d'une profession libérale réglementée de solliciter auprès du ministère public le remplacement de certains organes de la procédure*) (p. 4818) : son amendement n° 29 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Art. 21** (Art. L. 621-9 à L. 621-11 du code de commerce - *Désignation, statut et mission des contrôleurs - Effets de la survenance d'une cessation des paiements*) (p. 4819) : s'oppose à l'amendement n° 358 de M. Richard Yung (désignation par le tribunal de commerce d'un contrôleur parmi les salariés). Son amendement n° 30 : fixation de la date de cessation des paiements antérieurement à la décision d'homologation de l'accord amiable ; adopté. - **Art. 23** (Art. L. 622-1 du code de commerce - *Pouvoirs respectifs du débiteur et de l'administrateur judiciaire au cours de la période d'observation*) (p. 4820) : s'oppose à l'amendement n° 359 de M. Richard Yung (remplacement de la notion de surveillance du débiteur par celle d'assistance). - **Art. 25** (Art. L. 622-6 du code de commerce - *Inventaire du patrimoine du débiteur*) (p. 4821) : ses amendements n° 31 : rédaction ; n° 32 : soumissions aux opérations d'inventaire des meubles meublant situés au domicile du débiteur ; n° 33 : suppression pour le débiteur de l'obligation de faire certifier la liste de ses créanciers et n° 34 : cohérence ; adoptés. - **Art. 26** (Art. L. 622-7 du code de commerce - *Saisine du tribunal par le ministère public en vue du prononcé de l'annulation d'un acte ou paiement effectué sans autorisation*) (p. 4822) : son amendement n° 35 : interdiction de payer des créances postérieures au jugement d'ouverture de la procédure ; adopté. - **Art. 28** (Art. L. 622-9 du code de commerce - *Poursuite de l'activité au cours de la période d'observation - Coordinations*) : son amendement n° 36 : cohérence formelle ; adopté. - **Art. 29** (Art. L. 622-10 et L. 622-10-1 à L. 622-10-3 nouveaux du code de commerce - *Conditions de la poursuite de l'activité au cours de la période d'observation*) (p. 4823) : ses amendements n° 37 : cohérence rédactionnelle et n° 38 : clarification ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 234 de Mme Eliane Assassi (recueil de l'avis des salariés par le tribunal de commerce avant de statuer). Son amendement n° 39 : cohérence et précision ; adopté. - **Art. 31** (Art. L. 622-12 du code de commerce - *Résiliation du contrat de bail d'un immeuble affecté à l'activité de l'entreprise*) (p. 4825) : ses amendements n° 40 : limitation du bénéfice de la dérogation au droit commun des baux au seul cas où le débiteur est le locataire du local concerné par le contrat de bail et n° 41 : harmonisation du délai de résiliation du bail d'un immeuble affecté à l'activité de l'entreprise avec celui s'appliquant aux actions en revendication exercées par les créanciers du débiteur ; adoptés. - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - *Ordre de paiement des créances*) : son amendement n° 42 : limitation du bénéfice de la règle du paiement à l'échéance aux seules créances nées du fait de l'activité professionnelle du débiteur pendant la période d'observation ; adopté. (p. 4826) : son amendement n° 43 : paiement des frais de justice avant les créances bénéficiant du privilège de "l'argent frais" ; adopté. (p. 4827) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 235 (assimilation du paiement des sommes du compte épargne-temps à des créances de superprivilège) et n° 236 (paiement des aides publiques avant les créances bénéficiant du privilège "d'argent frais") ainsi qu'au n° 360 de M. Robert Badinter (ouverture par le superprivilège de l'ensemble des créances dues au salarié). (p. 4828) : son amendement n° 44 : extension à tout prêteur du paiement prioritaire accordé aux créances résultant de prêts consentis au débiteur après le jugement d'ouverture de la procédure ; adopté. - **Art. 35** (Art. L. 622-18 du code de commerce - *Organes habilités à agir dans l'intérêt collectifs des créanciers*) : son amendement n° 45 : substitution de la notion de "ministère public" à celle de "procureur de la République" ; adopté. - **Art. 36** (Art. L. 622-19 du code de commerce - *Arrêt des poursuites individuelles*) (p. 4829) : son amendement n° 46 : simplification rédactionnelle ; adopté. - **Art. 39** (Art. L. 622-22 du code de commerce - *Déclaration des créances antérieures*) : Ses amendements n° 47 : rédaction

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

et n° 48 : aménagement des conditions de déclaration des créances résultant d'un contrat à exécution successive ; adoptés. - **Art. 40** (Art. L. 622-24 du code de commerce - Effets juridiques de l'absence de déclaration - Relevé de forclusion) (p. 4830) : ses amendements n° 49 : précision ; n° 50 : possibilité pour les créanciers relevés de leur forclusion de concourir pour la distribution de dividendes postérieurs ; n° 51 : rédaction et n° 52 : précision ; adoptés. (p. 4831) : accepte l'amendement n° 380 du Gouvernement (maintien à un an du délai de l'action en relevé de forclusion pour les créanciers placés dans l'impossibilité de connaître l'existence de leur créance). - **Art. 42** (Art. L. 622-26 du code de commerce - Arrêt du cours des intérêts - Suspension des actions contre les personnes physiques cautions, coobligées ou ayant souscrit une garantie autonome) : son amendement n° 53 : élargissement de cette protection aux personnes physiques ayant consenti une caution réelle ; adopté. - **Art. 47** (Art. L. 623-1 du code de commerce - Rapport sur le bilan économique, social et environnemental de l'entreprise) (p. 4832) estime l'amendement n° 363 de M. Robert Badinter (communication du rapport au débiteur et au représentant des salariés) satisfait par l'article 73 de ce projet de loi. Son amendement n° 54 : à défaut de plan de sauvegarde, possibilité pour l'administrateur de proposer une procédure de redressement ou de prononcer la liquidation judiciaire ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 64** (p. 4834) : accepte l'amendement n° 374 de M. François-Noël Buffet (suppression de la mise en cause de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, au titre des contentieux prud'homaux liés aux relevés de créances salariales dans le cadre de la procédure de sauvegarde). - **Art. additionnel après l'art. 64** : son amendement n° 55 : substitutions de références et suppression de la mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des contentieux prud'homaux ; adopté. - **Art. 68** (Art. L. 626-1 du code de commerce - Détermination du sort de l'entreprise à l'issue de la période d'observation - Plan de sauvegarde) (p. 4835) : son amendement n° 56 : possibilité pour le tribunal de commerce d'arrêter un plan de sauvegarde avant la fin de la période d'observation en cas de possibilité sérieuse pour l'entreprise d'être sauvegardée ; adopté. - **Art. 69 bis** (Art. L. 626-1-1 nouveau du code de commerce - Contenu du projet de plan de sauvegarde) (p. 4836) : sur les amendements de M. Richard Yung, s'oppose au n° 364 (encadrement du déclenchement de la procédure de licenciement économique en période de sauvegarde) et demande le retrait du n° 365 (application du droit commun au licenciement économique en période de sauvegarde). - **Art. 70** (Art. L. 626-2 du code de commerce - Projet de plan prévoyant une modification du capital) : son amendement n° 57 : prise en compte des modifications apportées par l'ordonnance du 24 juin 2004 portant réforme des valeurs mobilières ; adopté. - **Art. 71** (Art. L. 626-3 du code de commerce - Remplacement des dirigeants de l'entreprise) (p. 4837) : ses amendements n° 58 : exclusion des professionnels libéraux appartenant à une profession réglementée du champ d'application de cette disposition ; et n° 59 : extension de l'incessibilité des parts sociales et actions de la personne morale ou de l'obligation de céder celles-ci à l'ensemble des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital ; adoptés. - **Art. 72** (Art. L. 626-4, L. 626-4-1 et L. 626-4-2 nouveaux du code de commerce - Propositions pour le règlement des dettes du débiteur) (p. 4839) : son amendement n° 60 : autorisation pour les créanciers publics de céder au débiteur des rangs de privilège ou d'hypothèque ou d'abandonner des sûretés ; retiré au profit de l'amendement n° 270 de M. François-Noël Buffet (renvoi au domaine réglementaire de la définition du périmètre des remises de dettes sociales et rétablissement d'une disposition prévue à l'actuel livre VI du code de commerce autorisant l'ensemble des créanciers publics à consentir des cessions de rang de privilège ou d'hypothèque ou l'abandon de ces sûretés) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Eliane Assassi (suppression de l'article L. 626-4-1 du code de commerce prévoyant pour les créanciers publics la possibilité de consentir des remises de dettes ou de renoncer à leurs privilèges) et accepte l'amendement n° 381 du Gouvernement (critères de remise de dette similaires pour un organisme public ou des créanciers privés). - **Art. 75** (Art. L. 626-6 du code de

commerce - Décision du tribunal arrêtant le plan de sauvegarde) : s'oppose à l'amendement n° 238 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de délégué du personnel, possibilité pour le tribunal d'auditionner les salariés avant de statuer). - **Art. 77** (Art. 626-8 du code de commerce - Effets du plan sur les coobligés et les personnes ayant souscrit une caution ou une garantie autonome) (p. 4840) : son amendement n° 61 : extension des dispositions du plan de sauvegarde aux personnes physiques ayant souscrit un engagement de caution réelle ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 239 de Mme Eliane Assassi (contestation possible par les salariés du motif économique du licenciement). - **Art. 80** (Art. L. 626-11 du code de commerce - Inaliénabilité temporaire de certains biens du débiteur) (p. 4841) : son amendement n° 62 : limitation des mesures d'inaliénabilité à la durée du plan de sauvegarde ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 83** : son amendement n° 63 : suppression d'un alinéa inutile ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 85 bis** (p. 4842) : accepte l'amendement n° 272 de M. François-Noël Buffet (versement du prix au débiteur en cas de cession partielle d'actifs). - **Art. 87** (Art. L. 626-21 nouveau du code de commerce - Mission du mandataire judiciaire) : son amendement n° 64 : suppression de la référence à l'article L. 622-1 du code de commerce et amélioration de la rédaction de cette disposition ; adopté. - **Art. 89** (Art. L. 626-23 nouveau du code de commerce - Modification des objectifs et des moyens du plan de sauvegarde) (p. 4843) : son amendement n° 65 : précision ; adopté. - **Art. 90** (Art. L. 626-24 nouveau du code de commerce - Résolution du plan de sauvegarde) (p. 4856) : son amendement n° 66 : conditions du recouvrement forcé des dividendes par le commissaire à l'exécution du plan et précision sur la fin des opérations du plan et la déchéance des délais de paiement accordés au débiteur provoquées par le jugement de résolution ; adopté. (p. 4857) : s'oppose à l'amendement n° 240 de Mme Eliane Assassi (résolution du plan de sauvegarde en cas de licenciements non prévus par le plan). Son amendement n° 67 : dispense de déclaration et admission de plein droit des créances inscrites dans le plan résolu ; adopté. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4859) : ses amendements n° 68 : modification du seuil de détention des créances permettant aux fournisseurs de biens ou de services de siéger de droit au comité des principaux fournisseurs ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 265 de M. Jean-René Lecerf ; et n° 69 : participation aux comités de créanciers des autres fournisseurs sous réserve de leur accord ; adopté. (p. 4860) : s'oppose aux amendements n° 241 de Mme Eliane Assassi (création d'un troisième comité composé des créanciers publics) et n° 366 de M. Robert Badinter (participation des salariés et des créanciers publics aux comités de créanciers). Accepte l'amendement n° 265 de M. Jean-René Lecerf (modification du seuil de détention des créances permettant aux fournisseurs de biens ou de services de siéger de droit au comité des principaux fournisseurs). Son amendement n° 70 : rédaction ; adopté. (p. 4861) : son amendement n° 71 : consultation du mandataire judiciaire des représentants du personnel avant l'adoption du projet de plan par les comités de créanciers ; adopté. Accepte les amendements n° 279 de M. François-Noël Buffet (vérification des créances en cas de correspondance entre le créancier déclaré par l'un des membres d'un comité de créanciers et le montant indiqué par le débiteur) et n° 216 de M. Pierre Jarlier (impossibilité pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics d'être membres du comité des principaux fournisseurs). (p. 4862, 4863) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 203 (préservation des intérêts de tous les créanciers par la décision prise par chacun des comités). Protection des intérêts des salariés. (p. 4864, 4865) : ses amendements, n° 72 : interdiction de toute possibilité de demande ultérieure de modification substantielle du plan adopté par les comités de créanciers ; n° 73 : possibilité pour le seul administrateur de pouvoir convoquer les représentants des obligataires ; n° 394 : introduction d'une réserve en cas de non-constitution d'une masse des obligataires et n° 74 : simplification rédactionnelle ; adoptés. - **Art. 94** (Art. L. 627-1 du code de commerce - Procédure applicable en l'absence d'administrateur judiciaire) : son amendement n° 75 : renvoi

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

aux dispositions de l'article L. 621-4 du code de commerce ; adopté. - **Art. 95** (Art. L. 627-2 du code de commerce - Exercice par le débiteur des prérogatives dévolues à l'administrateur) : son amendement n° 76 : suppression d'une mention ; adopté. - **Art. 99** (Art. L. 631-1 à L. 631-3 nouveau du code de commerce - Objet et champ d'application de la procédure de redressement judiciaire) (p. 4866) : ses amendements n° 395 : précision et n° 78 : possibilité pour la procédure de redressement de donner lieu à la réunion de comités de créanciers ; adoptés. (p. 4867) : ses amendements n° 79 : extension de l'application de ces dispositions à l'activité professionnelle du débiteur retiré des affaires ; et n° 80 : possibilité d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre d'un débiteur décédé ayant exercé une activité professionnelle libérale réglementée ; adoptés. - **Art. 100** (Art. L. 631-4 à L. 631-9 nouveaux du code de commerce - Modalités d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire) (p. 4868) : sur les amendements de Mme Eliane Assassi, s'oppose au n° 242 (possibilité pour les salariés de demander l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire) et estime le n° 243 (information des salariés de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire) satisfait par les dispositions de l'art. L. 432-1 du code du travail. Son amendement n° 81 : coordination ; adopté. (p. 4869) : ses amendements n° 82 : limitation de l'ouverture de la procédure sur assignation d'un créancier et rétablissement de la possibilité d'une saisine directe par le ministère public ou d'une saisine d'office sans passer par le préalable de la conciliation lorsque le débiteur est un agriculteur ; et n° 83 : précision ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 244 de Mme Eliane Assassi (communication par les salariés au seul procureur de la République de faits révélant la cessation des paiements du débiteur). - **Art. additionnel après l'article 100** (p. 4870) : son amendement n° 84 : extension à l'ensemble des titres de capital ainsi qu'aux valeurs mobilières donnant accès au capital, du blocage des parts sociales et actions détenues par les dirigeants de la société ayant fait l'objet d'un redressement judiciaire ; adopté - **Art. 102** (Art. L. 631-12 à L. 631-18 nouveaux du code de commerce - Déroulement de la procédure de redressement judiciaire) (p. 4871) : ses amendements n° 85 : suppression de la mention "en gestion opérationnelle" qualifiant les experts désignés par le tribunal pour assister l'administrateur ; et n° 86 : coordination ; adoptés. (p. 4872) : s'oppose aux amendements de Mme Eliane Assassi n° 245 (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés par l'administrateur préalablement au licenciement économique pendant la période d'observation) et n° 246 (établissement d'un lien juridique en cas de licenciement économique entre les entreprises donneuses d'ordres et les entreprises sous-traitantes), ainsi qu'à l'amendement n° 367 de M. Richard Yung (possibilité pour les salariés d'être assistés par des conseillers des organisations syndicales en cas de licenciement économique pendant la période d'observation). Son amendement n° 87 : allègement de l'obligation d'établir un rapport sur la capacité de financement de l'entreprise, mise en cause systématique de l'AGS au cours du redressement et possibilité pour le tribunal de commerce de mettre fin à la procédure si le débiteur possède les sommes suffisantes pour rembourser ses créanciers et payer les frais ; adopté après modification par le sous-amendement n° 375 de M. François-Noël Buffet qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 278 de M. François-Noël Buffet (coordination) et s'oppose à l'amendement n° 247 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés sur le plan prévoyant les licenciements économiques). Son amendement n° 88 : rédaction ; adopté. (p. 4874, 4875) : ses amendements n° 89 : coordination ; n° 90 : clarification des prérogatives du débiteur en matière de licenciement économique au cours de la période d'observation ; adoptés ; et n° 91 : maintien en fonction de l'administrateur jusqu'à l'achèvement du passage des actes nécessaires à la réalisation de la cession ; adopté après modification par le sous-amendement n° 268 de M. Jean-René Leclerc qu'il accepte. - **Art. 104** (Art. L. 632-1 nouveau du code de commerce - Nullité de certains actes intervenus au cours de la période suspecte) : accepte l'amendement n° 390 du Gouvernement (mise en place d'une mesure de nullité facultative en cas de connaissance par les auteurs des actes de poursuite de la cessation des paiements de leur débiteur). -

Art. additionnel après l'art. 104 bis : accepte l'amendement n° 391 du Gouvernement (coordination). - **Art. 106** (Art. L. 632-4 nouveau du code de commerce - Personnes habilitées à exercer l'action en nullité de la période suspecte) (p. 4876) : demande le retrait de l'amendement n° 213 de M. Paul Girod (possibilité pour le débiteur d'exercer une action en nullité) et s'oppose à l'amendement n° 248 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour un représentant des salariés d'exercer une action en nullité). - **Art. 108** (Art. L. 640-1 à L. 640-6 nouveaux du code de commerce - Champ d'application et conditions d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire) (p. 4877) : ses amendements n° 92 et 93 : cohérence ; et n° 94 : clarification des conditions d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire par des personnes autres que le débiteur ; adoptés. - **Art. 110** (Art. L. 641-1 nouveau du code de commerce - Jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire) (p. 4878) : ses amendements n° 95 : coordination ; et n° 96 : amélioration de la lisibilité du chapitre Ier du titre IV relatif aux jugements de liquidation judiciaire ; adoptés. - **Art. 111** (Art. L. 641-2 nouveau du code de commerce - Etablissement d'un rapport sur la situation du débiteur - Conditions d'application de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée) : son amendement n° 97 : dérogation à la nécessité d'établir un rapport sur la situation du débiteur ; adopté. (p. 4879) : ses amendements n° 98 : précision ; et n° 99 : suppression de la référence au rapport relatif à la situation du débiteur ; adoptés. - **Art. 112** (Art. L. 641-3 nouveau du code de commerce - Effets du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire) : son amendement n° 100 : suppression d'une mention ; adopté. - **Art. 113** (Art. L. 641-4 nouveau du code de commerce - Missions du liquidateur) : son amendement n° 101 : obligation d'une prise dressée par un commissaire-priseur, un notaire, un huissier ou un courtier en marchandises assermenté pour tout inventaire effectué au cours de la liquidation judiciaire ; adopté. - **Art. 114** (Art. L. 641-5 nouveau du code de commerce - Dispositions particulières en cas de liquidation au cours de la période d'observation) (p. 4880) : son amendement n° 102 : réécriture de cet article en prévoyant uniquement les compétences spécifiques du liquidateur ; adopté. - **Art. 116** (Art. L. 641-9 nouveau du code de commerce - Situation du débiteur au cours de la liquidation judiciaire) : son amendement n° 103 : rédaction ; adopté. (p. 4881) : demande le retrait de l'amendement n° 215 de M. Paul Girod (insaisissabilité du salaire du débiteur autorisé à travailler). - **Art. 117** (Art. L. 641-10 nouveau du code de commerce - Maintien provisoire de l'activité) (p. 4882) : son amendement n° 104 : rédaction ; adopté. - **Art. 118** (Art. L. 641-11 nouveau du code de commerce - Missions du juge-commissaire) : son amendement n° 105 : suppression d'un renvoi ; adopté. - **Art. 119** (Art. L. 641-12 nouveau du code de commerce - Sort du bail des immeubles affectés à l'activité de l'entreprise) : Ses amendements n° 106 et 107 : clarification rédactionnelle ; adoptés. - **Art. 120** (Art. L. 641-13 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4883) : ses amendements n° 108 : bénéfice de la règle du paiement à l'échéance pour les créances nées antérieurement au jugement de liquidation judiciaire et pour celles nées après le jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire l'ayant précédé et limite de cette règle du paiement à l'échéance aux seules créances fournies pour l'activité professionnelle du débiteur et n° 109 : application du privilège de paiement aux créances garanties par des sûretés immobilières et par les seules sûretés mobilières spéciales ; adoptés. (p. 4884) : son amendement n° 110 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 249 de Mme Eliane Assassi (placement au même rang de remboursement des aides et avances consenties par les collectivités publiques que des organismes privés de crédit). - **Art. 121** (Art. L. 641-14 nouveau du code de commerce - Application des dispositions relatives à la détermination du patrimoine et aux créances résultant du contrat de travail en procédure de sauvegarde - Application des dispositions relatives aux nullités de la période suspecte en procédure de redressement) : son amendement n° 111 : maintien de la mise en cause systématique de l'AGS dans le cadre des procédures en cours devant le conseil de prud'hommes à la date du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire ; adopté après modification par les sous-

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 376 de M. François-Noël Buffet qu'il accepte. - **Art. 122** (Art. L. 641-15 nouveau du code de commerce - Sort du courrier du débiteur) (p. 4885) : ses amendements n° 112 : clarification du droit applicable au courrier du débiteur au cours d'une procédure de liquidation judiciaire et n° 113 : rédaction ; adoptés. - **Art. 124** (Art. L. 642-1 à L. 642-17 nouveaux du code de commerce - Cession de l'entreprise) (p. 4888) : s'oppose à l'amendement n° 250 de Mme Eliane Assassi (objectif de garantir le maintien de l'activité et des emplois lors de la cession de l'entreprise). Son amendement n° 114 : clarification de la rédaction du dispositif relatif à la cession d'un bail rural ; adopté. (p. 4889) : ses amendements n° 115 : correction d'une erreur de référence ; n° 116 : rédaction ; n° 117 : adaptation à la procédure de liquidation judiciaire des dispositions prévues pour les cessions ayant lieu pendant le redressement judiciaire ; adoptés. Ses amendements n° 118 : extension pour certaines personnes de l'interdiction d'acquérir des parts sociales ou actions à l'ensemble des titres de capital et aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ; n° 119 : précision et n° 120 : rétablissement par le tribunal de commerce de la possibilité d'autoriser les personnes visées par une interdiction de présenter une offre de reprise ; adoptés. (p. 4890) : s'oppose aux amendements n° 368 de M. Richard Yung (intégration dans l'offre de reprise d'une entreprise des données sur les perspectives d'emploi) et n° 251 de Mme Eliane Assassi (information des salariés dans le cadre de la procédure de cession d'entreprise). Son amendement n° 121 : rédaction ; adopté. (p. 4891) : s'oppose à l'amendement n° 252 de Mme Eliane Assassi (information des salariés sur la modification du plan de cession de l'entreprise). Ses amendements n° 122 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat de la fixation des seuils de chiffres d'affaires et de nombres de salariés impliquant la présence du ministère public au tribunal lors du choix de l'offre de reprise ; n° 123 : impossibilité de modifier le montant du prix de cession fixé par le jugement arrêtant le plan ; n° 124 : rédaction et n° 125 : annulation de l'acte passé en violation du principe d'inaliénabilité de tout ou partie des biens cédés pour une durée fixée par le juge ; adoptés. (p. 4892) : s'oppose à l'amendement n° 253 de Mme Eliane Assassi (précision). Ses amendements n° 126 : correction d'une erreur matérielle, n° 127 : suppression de l'obligation faite aux cessionnaires de tenir les engagements souscrits malgré la résiliation ou la résolution des actes passés en exécution du plan résolu et n° 128 : possibilité pour le tribunal, sous certaines conditions, de statuer sur les modifications apportées aux conditions d'acquisition de l'entreprise à l'issue d'une location-gérance ; adoptés. - **Art. 129** (Art. L. 642-21 nouveau du code de commerce - Modalités de publicité des cessions d'entreprise et des réalisations d'actifs) (p. 4893) : son amendement n° 129 : adaptation par décret des modalités de publicité en fonction de la taille de l'entreprise et de la nature des biens à vendre ; adopté. - **Art. 134** (Art. L. 643-3 nouveau du code de commerce - Paiement provisionnel des créanciers) (p. 4894) : son amendement n° 130 : restriction de la possibilité de saisir le juge-commissaire pour ordonner le paiement à titre provisionnel d'une quote-part d'une créance définitivement admise aux seuls liquidateur et créancier ; adopté. - **Art. 137** (Art. L. 643-9 nouveau du code de commerce - Jugement de clôture de la liquidation judiciaire) : Ses amendements n° 131 : précision et n° 132 : rédaction ; adoptés. - **Art. 138** (Art. L. 643-11 nouveau du code de commerce - Reprise des poursuites individuelles en cas de clôture pour insuffisance d'actif) (p. 4895) : son amendement n° 133 : possibilité pour les créanciers, dont les créances n'ont pas été vérifiées, de recouvrer l'exercice individuel de leurs actions contre le débiteur ; adopté. - **Art. 141** (Art. L. 644-1 à L. 644-6 nouveaux du code de commerce - Procédure de liquidation judiciaire simplifiée) (p. 4896) : son amendement n° 134 : détermination par le tribunal des biens pouvant faire l'objet d'une vente de gré à gré ; adopté. - **Art. 142 bis** (Art. L. 650-1 nouveau du code de commerce - Limitation de la responsabilité des créanciers pour soutien abusif) (p. 4897) : s'oppose à l'amendement n° 255 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. 142 ter** (Art. L. 651-1 nouveau du code de commerce - Champ d'application des actions en responsabilité à l'encontre des dirigeants sociaux) : son

amendement n° 135 : cohérence ; adopté. - **Art. 143** (Art. L. 651-2 nouveau du code de commerce - Adaptation du régime de l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) (p. 4898) : ses amendements n° 136 : clarification du régime de l'action en comblement de passif en cas de pluralité de dirigeants et n° 137 : suppression d'une disposition redondante ; adoptés. - **Art. 144** (Art. L. 651-3 nouveau du code de commerce - Saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif) (p. 4899) : s'oppose à l'amendement n° 256 de Mme Eliane Assassi (ouverture aux représentants des salariés de la saisine du tribunal pour engager l'action en comblement de l'insuffisance d'actif). Ses amendements n° 138 : clarification et n° 139 : impossibilité pour le juge-commissaire de siéger dans la formation de jugement appelée à statuer sur les actions en responsabilité introduites à l'encontre des dirigeants ; adoptés. - **Art. 146** (Art. L. 652-1 à L. 652-4 nouveaux du code de commerce - Nouveau chapitre II du titre V du livre VI du code de commerce instituant une obligation en paiement des dettes sociales - Procédure applicable) (p. 4900) : son amendement n° 140 : interdiction du cumul entre une demande en comblement d'insuffisance d'actif et une demande en paiement des dettes sociales ; adopté. - **Art. 148** (Art. L. 653-1 nouveau du code de commerce - Domaine d'application des sanctions professionnelles - Prescription de l'action aux fins de faillite personnelle) (p. 4901) : son amendement n° 141 : harmonisation des règles applicables à la faillite personnelle avec celles qui régissent les sanctions financières et harmonisation de la référence aux personnes physiques exerçant une activité professionnelle indépendante avec celle prévue dans d'autres articles de ce texte ; adopté. - **Art. 150** (Art. L. 653-3 nouveau du code de commerce - Cas de faillite personnelle spécifique aux commerçants, artisans, agriculteurs et professionnels indépendants) : son amendement n° 142 : suppression de dispositions redondantes ; adopté. - **Art. 152** (Art. L. 653-5 nouveau du code de commerce - Cas généraux de faillite personnelle) (p. 4902) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 195 (suppression de la sanction pour faillite personnelle en cas d'une omission de déclaration de cessation des paiements dans un délai de quarante-cinq jours). Ses amendements n° 143 : mise en place d'un cas supplémentaire de faillite personnelle pour sanctionner le non-respect de l'obligation de déclaration des créances et n° 144 : cohérence ; adoptés. - **Art. 153** (Art. L. 653-5 nouveau du code de commerce - Saisine du tribunal aux fins de faillite personnelle - Impossibilité pour le juge-commissaire de siéger dans la formation de jugement) (p. 4903) : ses amendements n° 145 : cohérence et n° 146 : correction d'une erreur typographique ; adoptés. - **Art. 154** (Art. L. 653-8 nouveau du code de commerce - Interdiction de gérer) : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 196 (conséquence). - **Art. 159** (Art. L. 654-1 nouveau du code de commerce - Extension de la banqueroute aux professions indépendantes) (p. 4904) : son amendement n° 147 : cohérence ; adopté. - **Art. 160** (Art. L. 654-2 et L. 654-5 nouveaux du code de commerce - Coordinations) : son amendement n° 148 : coordination et mise en cohérence des sanctions pénales avec les sanctions civiles ; adopté. - **Art. 164** (Art. L. 654-8 nouveau du code de commerce - Extension aux professions libérales des infractions autres que la banqueroute) (p. 4905) : son amendement n° 396 : limite de l'infraction au seul paiement des dettes ayant fait l'objet d'une interdiction en vertu de l'article L. 622-7 ; adopté. - **Art. 166** (Art. L. 654-10 à L. 654-12 nouveaux et art. L. 654-14 à L. 654-16 nouveaux du code de commerce - Coordinations diverses) : son amendement n° 149 : ouverture de la saisine du tribunal correctionnel aux créanciers nommés contrôleurs en cas de carence du mandataire judiciaire ; adopté. - **Art. 172** (Art. L. 661-6 nouveau du code de commerce - Ouverture des possibilités d'appel des décisions relatives au plan de cession) (p. 4906) : s'oppose à l'amendement n° 257 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour les salariés de contester le choix du cessionnaire de l'entreprise en faisant appel du jugement). - **Art. 175** (Art. L. 661-11 et L. 661-12 nouveaux du code de commerce - Appel des sanctions civiles par le ministère public - Dérogation aux règles de compétence territoriale) : son amendement n° 150 : suppression de la dérogation aux règles

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de compétence territoriale des juridictions civiles appelées à statuer en matière commerciale ; adopté. - **Art. 176** (Art. L. 662-3 nouveau du code de commerce - *Nouvel intitulé du chapitre II du titre VI consacré à d'autres dispositions - Coordinations*) (p. 4907) : son amendement n° 151 : rétablissement de la dérogation aux règles de compétence territoriale des juridictions civiles appelées à statuer en matière commerciale ; adopté. - **Art. 176 bis** (Art. L. 662-2-1 nouveau du code de commerce - *Rémunération des mandataires de justice*) : son amendement n° 152 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 176 bis** : Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 197 (levée du secret professionnel de la Caisse des dépôts et consignations à l'égard des mandataires de justice). - **Art. 177** (Art. L. 662-4 nouveau du code de commerce - *Publicité des débats*) (p. 4908, 4909) : son amendement n° 153 : assouplissement des règles relatives aux débats tenus lors des audiences de sanctions civiles ; adopté. - **Art. 178** (Art. L. 662-5 nouveau du code de commerce - *Coordinations*) : son amendement n° 154 : modification de la numérotation d'un article ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 178 ou avant l'art. 1er** (p. 4910) : son amendement n° 155 : assouplissement des règles de prise en charge par le Trésor public des frais de procédure en cas d'impécuniosité du débiteur afin de faciliter la réalisation de l'inventaire ; adopté. (p. 4912) : sur son amendement précité n° 155, s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 205 (inscription dans la loi des principes de rémunération des administrateurs et mandataires de justice). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 206 (publication par les tribunaux de commerce et les tribunaux de grande instance de la liste des administrateurs et mandataires judiciaires, des dossiers traités et du chiffre d'affaires réalisés par chacun d'eux). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4913, 4914) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter, portant sur le même objet, n° 343 et 344 (suppression des conditions préalables à la nomination des administrateurs judiciaires hors-liste). - **Art. 180** (Art. L. 670-1 à L. 670-3, L. 670-5 nouveaux du code de commerce - *Coordinations*) : son amendement n° 156 : correction d'une erreur matérielle ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 180** (p. 4915, 4916) : demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 281 (reconnaissance de la procédure d'insolvabilité au sens du Règlement européen du 29 mai 2000 accordée à la procédure de conciliation et possibilité d'ouvrir une procédure secondaire au bénéfice d'une entreprise française ayant fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité dans un autre Etat membre). - **Art. 182** (Art. L. 221-16, L. 234-1, L. 234-2, L. 234-4 nouveau, L. 820-1 et L. 822-15 du code de commerce - *Dissolution de la société en nom collectif dont l'associé fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un redressement assorti d'un plan de cession globale - Alerte du commissaire aux comptes - Secret professionnel du commissaire aux comptes*) (p. 4917) : ses amendements n° 157 : suppression du paragraphe V modifiant l'article L. 820-1 du code de commerce relatif aux conditions d'alerte sur les difficultés des entreprises et n° 158 : suppression d'une disposition inutile ; rejetés. - **Art. 182 bis (réserve)** (Art. L. 526-1 du code de commerce - *Insaisissabilité des meubles meublants de la résidence principale de l'entrepreneur individuel*) : son amendement n° 159 : suppression ; adopté. - **Art. 183 (réserve)** (Art. L. 625-3, L. 625-7, L. 625-8 du code de commerce, L. 651-1, L. 654-13, L. 654-14, L. 661-8 et L. 662-3 nouveaux du code de commerce - *Extension à la procédure de sauvegarde de dispositions relatives aux créances résultant de contrats de travail et aux sanctions*) (p. 4918) : son amendement n° 160 : coordination ; adopté. - **Art. 184** (*Substitutions de notions et références dans les textes législatifs et réglementaires*) (p. 4919) : ses amendements n° 161 : suppression de la garantie de l'AGS à l'égard des sommes dues aux salariés au jour du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde et n° 162 : simplification de la dénomination de la profession de mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 184** : s'oppose à l'amendement n° 258 de Mme Eliane Assassi (intégration à l'article L. 313-12 du code monétaire et financier

d'une disposition limitant les cas d'exemption des responsabilités de l'établissement de crédit). - **Art. 184 bis** (Art. 44 septies, 150-0 D, 163 octodécies A, 208 D et 790 A du code général des impôts - *Coordinations apportées aux dispositions du code général des impôts*) (p. 4920, 4921) : accepte l'amendement n° 382 du Gouvernement (bénéfice de l'exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées pour reprendre une branche d'activité industrielle dans le cadre d'une sauvegarde). Ses amendements n° 163 : correction d'erreurs de références ; adopté et n° 164 : corrections d'erreurs de référence ; adopté après modification par le sous-amendement n° 387 du Gouvernement qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 184 bis** : Accepte les amendements de coordination n° 388, 384, 383 et 385 du Gouvernement. (p. 4922) : accepte l'amendement n° 386 du Gouvernement (coordination). - **Art. 184 ter** (Art. L. 312-5 du code monétaire et financier - *Privilège de paiement pour les avances consenties par le fonds de garantie des dépôts aux établissements de crédit - Limitation de la mise en jeu de sa responsabilité*) : son amendement n° 165 : réécriture de cet article en précisant l'articulation de ce texte avec les dispositions du code de commerce et en mettant en cohérence les règles de mise en jeu de la responsabilité pour soutien abusif ; adopté. - **Art. 184 quater** (Art. L. 951-14 du code de la sécurité sociale ; art. L. 114-21, L. 212-15 et L. 223-22 du code de la mutualité ; art. L. 341-9, L. 541-7, L. 613-26, et L. 613-29 du code monétaire et financier ; art. L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Coordinations au sein du code de la sécurité sociale, du code de la mutualité, du code monétaire et financier et du code de l'urbanisme*) (p. 4923) : son amendement n° 397 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 184 quater** (p. 4924) : son amendement n° 166 : coordination ; adopté. - **Art. 185** (Art. 1929 quater du code général des impôts et art. 379 bis du code des douanes - *Publicité des dettes fiscales et douanières*) : son amendement n° 167 : inscription obligatoire du privilège du Trésor en cas de non-règlement des créances fiscales au terme d'un semestre civil ; adopté. (p. 4925) : son amendement n° 168 : suppression de la référence à un seuil quantitatif pour l'inscription obligatoire du privilège de l'administration des douanes ; adopté. - **Art. 187** (Art. L. 143-11-1 du code du travail - *Champ d'application de la garantie de l'Association pour la gestion du régime d'assurance des créances des salariés, AGS*) (p. 4926) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 259 de Mme Eliane Assassi (suppression des délais opposables aux représentants de personnel pour le paiement de leur salaires par l'AGS). - **Art. additionnels après l'art. 187** : Ses amendements n° 169 : possibilité pour l'AGS de contester l'insuffisance de fonds soulevée par le mandataire judiciaire et n° 170 : subrogation de l'AGS dans les droits des salariés pour les avances effectuées au cours de la procédure de sauvegarde ; adoptés. (p. 4927, 4928) : accepte l'amendement n° 271 de M. Michel Bécot (extension aux créances dues aux fauchonniers du privilège de paiement prévu pour les créances salariales). S'oppose à l'amendement n° 261 de Mme Eliane Assassi (subordination du bénéfice des dispositions de l'article 25 de la loi de finances pour 2005 relatif à la vignette automobile au versement des cotisations patronales pour l'AGS). - **Art. additionnel avant l'art. 187 bis** : son amendement n° 171 : coordination ; adopté. - **Art. 187 bis** (Art. 39 du code général des impôts - *Déductibilité des abandons de créance consentis ou supportés dans le cadre d'un plan de sauvegarde ou de redressement*) (p. 4929) : accepte l'amendement n° 389 du Gouvernement (limitation de la déduction des abandons de créances aux seuls abandons à caractère commercial) et s'oppose à l'amendement n° 262 de Mme Eliane Assassi (suppression). - **Art. 187 quater** (Art. L. 243-5 du code de la sécurité sociale - *Radiation de l'inscription relative au privilège de la sécurité sociale devenue sans objet*) (p. 4930) : son amendement n° 172 : suppression de toute notion de seuil et obligation d'acquitter les frais avant d'obtenir la radiation ; adopté. - **Art. 187 quinquies** (Art. L. 243-5 du code de la sécurité sociale - *Remise de cotisations sociales autres que salariales*) : accepte l'amendement n° 372 de M. François-Noël Buffet (coordination). - **Art. 190** (Art. L. 821-4 du code de l'organisation judiciaire - *Financement du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce*) (p. 4931) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 173 : amélioration de l'association du conseil national des greffiers des tribunaux de commerce à la définition des modalités de son financement ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 191** : son amendement n° 174 : suppression de l'hypothèse de dissolution de la société du fait de la cession totale de ses actifs ; adopté. - **Art. 192 (Dispositions transitoires)** (p. 4932) : ses amendements n° 175 : entrée en vigueur du texte le 1er janvier 2006 et n° 398 : distinction des interdictions et des incapacités ; adoptés. - **Art. 193 (Dispositions applicables aux procédures en cours)** (p. 4933) : son amendement n° 399 : possibilité pour les actions en comblement de passif engagées sous l'empire du droit actuel de suivre leur cours ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 193** : son amendement n° 176 : absence d'incidence de l'entrée en vigueur de ce texte sur les procédures de redressement ou de liquidation judiciaire ouvertes à titre de sanction ou au titre d'une solidarité avec le débiteur ; adopté. - **Art. 195 (Dispositions applicables à Mayotte)** : son amendement n° 177 : application à Mayotte des modifications apportées par le projet de loi au livre VIII du code de commerce ; adopté. - **Art. 196 (Dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)** (p. 4934) : son amendement n° 178 : application en Nouvelle-Calédonie des modifications apportées par ce projet de loi au livre VIII du code de commerce ; adopté. - **Art. 197 (Dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)** : son amendement n° 179 : application à Wallis-et-Futuna des modifications apportées par ce projet de loi au livre VIII du code de commerce ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4942, 4943) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter, portant sur l'organisation de la réforme des tribunaux de commerce, n° 287 à n° 317, n° 319, n° 320, n° 322 à n° 330, n° 332 à n° 339. Absence de concertation sur cette proposition de réforme. Priorité à la réforme du droit des procédures collectives. Modernisation du régime électoral et disciplinaire des juges consulaires en 2004. Initiatives du ministère de la justice. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4946) : nombre réduit de débats sur le droit relatif aux difficultés des entreprises. Avantages de la procédure de sauvegarde pour les salariés. Hommage au travail réalisé par la Chancellerie.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Art. 2 (Aménagement des règles de quorum des assemblées générales)** (p. 5013) : demande le retrait de l'amendement n° 3 de la commission (harmonisation des quorums des assemblées extraordinaires avec ceux des assemblées ordinaires). Complexité de la mise en place de la téléparticipation. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 5015) : s'oppose aux amendements identiques n° 122 de M. Michel Mercier et n° 142 de la commission (création de sociétés anonymes unipersonnelles). Recours possible à la société par actions simplifiée. Risque d'inapplicabilité du code de commerce. Dispositif incomplet. - **Art. additionnel après l'art. 2 ter** (p. 5025) : demande le retrait de l'amendement n° 141 de la commission (remplacement des nullités impératives en matière d'augmentation de capital et de droit de vote par des nullités facultatives soumises à l'appréciation du juge).

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5039) : intervient sur l'amendement n° 143 de la commission (suppression de l'obligation faite aux administrateurs de détenir un nombre minimum d'actions dans les sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne). (p. 5044, 5045) : son amendement n° 85 : adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne ; devenu sans objet. (p. 5053, 5054) : son amendement n° 86 : transposition de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs ; adopté. (p. 5055) : intervient sur les sous-amendements de M. Jean-Guy Branger n° 158 à n° 161 portant sur son amendement n° 86 précité. - **Art. additionnel avant l'art. 4 A** (p. 5062) : intervient sur l'amendement n° 144 de la commission (confirmation d'une jurisprudence récente de la Cour de

cassation sur les cessions de créances). - **Art. 6 (Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés)** (p. 5080) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 39 (retrait du prêt viager hypothécaire du champ d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances). Vente en viager. (p. 5081, 5082) : favorable à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 39 (retrait du prêt viager hypothécaire du champ d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 5165, 5167) : interrogation de la commission des lois face à la mise en oeuvre de la LOLF. Demande de précision sur le contenu des missions "justice" et "conseil et contrôle de l'Etat". S'interroge sur l'opportunité de dissocier les juridictions administratives et les juridictions judiciaires. Utilité du débat sur les recettes des collectivités territoriales. Espoir d'un dépassement des clivages ministériels et d'une articulation de la discussion budgétaire autour de débats transversaux par la mise en place de la nouvelle nomenclature. Importance de la suppression des réductions de crédit en ce qui concerne les missions régaliennes.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 5272) : impossibilité pour l'Assemblée nationale d'imposer unilatéralement son point de vue. Possibilité de poursuivre une collaboration par conventions avec l'établissement public de Versailles.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique - Deuxième lecture [n° 286 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - président de la commission des lois. - **Question préalable** (p. 5281, 5282) : défavorable à la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 5289) : favorable à l'amendement n° 11 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance relative à la simplification des commissions administratives). Nécessité de mieux concevoir les projets de loi d'habilitation pour éviter les ratifications en urgence.

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - président de la commission des lois. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 5304) : défavorable à l'amendement n° 2 de M. André Vézinhel (création de la société publique locale).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Art. unique** (p. 5324, 5325) : ses amendements n° 2 : assouplissement du régime de pauses obligatoires pour les transports interurbains ; retiré et n° 1 : conséquence ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Art. 10 bis (Régime des dettes et sûretés contractées par les époux dans le cadre de la gestion d'entreprise)** (p. 5475, 5476) : souhaite déposer un amendement de suppression de l'article 10 bis. Intégration inopportune de cet article au sein du code civil en dépit de préoccupations légitimes. Prudence indispensable. Nécessité de réétudier cette question. Disparition attendue de cet article dans la réforme du cautionnement. Devant l'opposition du Gouvernement à un amendement de suppression, votera l'amendement de celui-ci n° 2 (suppression des dispositions portant information des tiers de la répartition des dettes ou

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sûretés effectuée par le tribunal entre les époux, lorsque le divorce est prononcé) qui vide de tout sens l'article 10 bis.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises** - *Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]* - (13 juillet 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 5500, 5501) : modifications du Sénat sur ce texte : coordinations ; renforcement des moyens de prévention et de détection des difficultés des entreprises ; sécurisation et simplification de la procédure de sauvegarde ; encadrement des modalités d'intervention de l'AGS ; maintien de l'application du régime de droit commun pour les licenciements économiques ; absence de modification de la procédure de redressement judiciaire et de liquidation par rapport au droit existant. Différences entre le texte adopté par la CMP et celui du Sénat. Souhait d'une entrée en vigueur de ce texte le 1er janvier 2006. Demande l'adoption des conclusions de la CMP. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5532, 5533) : travaux préparatoires de ce texte. Rapprochement avec un certain nombre de législations européennes. Remerciements.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5779, 5781) : difficultés techniques et politiques de l'organisation des cinq scrutins la même année. Jurisprudence du Conseil constitutionnel relative à une modification du renouvellement des conseils généraux. Avis du Conseil d'Etat. Favorable au report en mars 2008 des élections municipales et cantonales et en septembre 2008 des élections sénatoriales. Renforcement de la prépondérance de l'élection du Président de la République. Référence à la première élection du Sénat sous la Vème République en septembre 1959. Favorable au maintien du mandat sénatorial à six ans. (p. 5788) : désorganisation des travaux parlementaires en cas d'application de la proposition du groupe socialiste. - **Art. 1er** (*Report d'un an des élections sénatoriales de septembre 2007*) (p. 5793) : son amendement n° 2 : décalage du calendrier des renouvellements du Sénat en maintenant à six ans le mandat sénatorial ; adopté. S'oppose aux amendements n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renouvellement unique du Sénat) et n° 5 de M. Bernard Frimat (report des élections sénatoriales prévues en septembre 2007 au mois de janvier 2008). - **Art. 2** (*Art. 5 de la loi organique n° 2003-696 du 30 juillet 2003 - Coordination - Mention du renouvellement partiel de 2008*) (p. 5795) : son amendement n° 3 : coordination ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 2** : son amendement n° 4 : périodicité des élections sénatoriales et municipales ; retiré. (p. 5796) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abaissement de l'âge d'éligibilité des sénateurs). - **Intitulé** : son amendement n° 8 : intitulé du projet de loi ; adopté.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005). [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - rapporteur. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5799) : s'oppose à l'amendement n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (extension du scrutin proportionnel à l'ensemble des élections municipales et généralisation de l'application de la loi sur la parité). - **Art. additionnels après l'art. 1er ou avant l'art. 2** (p. 5800) : sur les amendements de M. Jean-Louis Masson, demande le retrait du n° 1 (élection des délégués des communes de plus de 3 500 habitants) et s'oppose au n° 2 (instauration de suppléants pour les conseillers généraux). - **Art. 3** (*Report des élections cantonales prévues en mars 2010*) (p. 5802) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Jean Louis Masson (renouvellement des conseillers régionaux élus en mars 2004). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5802, 5803) : demande le retrait des amendements de M. Jean-Louis Masson n° 4 et 3 (format des bulletins de vote) et n° 5 (obligation de prendre un suppléant de sexe opposé pour les

députés et sénateurs). (p. 5804, 5805) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 14 (élargissement du collège électoral des sénateurs) et n° 15 (retour de la représentation proportionnelle dans les départements comptant trois sièges de sénateurs). Ses amendements n° 7 et 8 : coordination ; adoptés. - **Art. 4** (*II de l'article 1er de la loi n° 2004-404 du 10 mai 2004 - Coordination - Mention du renouvellement sénatorial de 2008*) : son amendement n° 9 : coordination ; adopté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5900, 5901) : défavorable à l'amendement n° 17 de Mme Marie-Christine Blandin (instauration d'un permis de diviser). Possibilité pour le maire d'utiliser le droit de préemption. - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc*) (p. 5915) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), intervient sur le sous-amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de vente à la découpe). (p. 5917) : intervient sur le sous-amendement n° 65 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (application de ce dispositif aux opérations en cours). Impossibilité de rendre une loi rétroactive.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Demande de réserve** (p. 6187) : demande la réserve de l'examen de l'article 5 bis relatif à la surveillance judiciaire jusqu'après l'examen des articles 7 et 8 qui prévoient le recours au PSEM. - **Discussion générale** (p. 6196) : création d'un groupe de travail au sein de la commission des lois sur les mesures de sûreté concernant les personnes considérées comme dangereuses. Réflexion sur les expériences allemande et néerlandaise s'agissant de la création de centres fermés de protection sociale. - **Art. 2 bis** (*Art. 132-24 du code pénal - Prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine*) (p. 6227) : intervient sur les amendements de suppression n° 3 de la commission, n° 47 de M. Robert Badinter et n° 91 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. 4 quater** (*Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale*) (p. 6235) : bien-fondé de l'amendement n° 6 de la commission (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque grave de renouvellement de l'infraction) et de la prévision de cas exceptionnels dans la loi. Continuité avec la loi Kouchner votée à l'unanimité. - **Art. 5** (*Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 6241) : réponse aux propos du garde des sceaux sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes) qui remettrait en cause l'esprit du texte. Son incertitude quant à la compréhension de la rédaction de l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Obligation de respecter la décision prise par la commission des lois du Sénat. (p. 6242) : demande une suspension de séance pour fixer la position de la commission des lois sur l'amendement n° 7 précité de la commission, après les propos de M. Jean-René Lecercf. (p. 6244) : réponse aux propos de M. Michel Dreyfus-Schmidt. Maintien de l'amendement précité n° 7 de la commission rendant inutile la réunion de celle-ci.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 quater** (*Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle*) (p. 6255) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

intervient sur l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6267) : détermination des modalités d'application du PSEM par le juge de l'application des peines. Mise à la disposition de la justice d'un outil supplémentaire dans le traitement de la récidive. Amélioration du dispositif après une période d'essai. - **Art. 15 quater A** (*Art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Eviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple*) (p. 6293) : demande l'inscription à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative aux violences conjugales votée par le Sénat. Regrette l'absence des dispositions élevant l'âge minimum requis pour le mariage des jeunes femmes. Ne votera pas l'article 15 quater A.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Art. unique** (p. 6369) : examen prioritaire des problèmes d'immigration dans les collectivités d'outre-mer.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur. - **Discussion générale** (p. 7236, 7238) : bilan des violences urbaines actuelles dans les banlieues. Justification de la mise en oeuvre de la loi du 3 avril 1955 par la situation exceptionnelle, son ampleur et son intensité. Outils supplémentaires mis à la disposition des forces de police et de la justice. Bien-fondé du recours à l'état d'urgence. Décru des violences depuis sa mise en application. Hommage aux forces de police et de gendarmerie et aux sapeurs-pompiers. Capacité de notre démocratie à maîtriser le recours à la force. Justification de la prorogation de l'état d'urgence. Encadrement des perquisitions autorisées. Délai raisonnable de prolongation de trois mois. Information du Parlement sur l'évolution de la situation et la mise en oeuvre des mesures nécessaires. Propose l'adoption du projet de loi sans modification. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7256) : conciliation entre respect des libertés et sauvegarde de l'ordre public. Proportionnalité entre les événements en cause et la réponse apportée. Encadrement des perquisitions. S'oppose à la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7259) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. Encadrement strict par le juge administratif. Association du Parlement. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 7263) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery (abrogation de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955). - **Art. 1er** (*Prorogation pour trois mois à compter du 21 novembre de l'état d'urgence déclaré sur le territoire métropolitain*) (p. 7265) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression). - **Art. 2** (*Art. 11 de la loi du 3 avril 1955 - Perquisitions à domicile de jour et de nuit pendant trois mois*) (p. 7258) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7636, 7637) : équilibre entre efficacité du suivi et répression. Avec le suivi socio-judiciaire, intérêt du bracelet électronique dans la lutte contre la récidive. Inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de loi du Sénat renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8815) : insatisfaction relative au périmètre de la mission "Justice". Contrôle de l'exécution des peines. Situation des majeurs protégés. Réforme nécessaire du droit des tutelles. Recommande l'adoption des crédits de la mission "Justice".

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8918) : rappel sur la loi de modernisation de la sécurité civile.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Question préalable** (p. 9622) : s'oppose à la motion n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. Prévention des attentats.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 9640) : votera contre les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 83 (création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations) et n° 82 (création d'une commission destinée à élaborer un projet de texte relatif à la création d'un dispositif parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations). - **Art. 2** (*Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites*) (p. 9652) : intervient sur l'amendement n° 52 de M. Hugues Portelli (limitation du pouvoir préfectoral d'imposer l'utilisation de caméras aux seuls sites d'intérêt public). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9656) : accepte l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). Demande de précision sur le fonctionnement des nouveaux dispositifs. (p. 9659) : lutte contre la propension du Parlement à empiéter sur le domaine du règlement. - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9687, 9688) : transposition de la directive relative aux données recueillies sur les documents des transporteurs sans incidence sur la future commission d'enquête sur l'immigration clandestine. - **Art. 7** (*Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers*) (p. 9691) : reprend l'amendement de M. Michel Charasse n° 107 : possibilités d'accès à certains fichiers pour les douaniers ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 quater** (p. 9709, 9710) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Aymeri de Montesquiou (imprescriptibilité des crimes terroristes).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 43 bis** (*Fixation d'un seuil pour la publicité du privilège du Trésor*) (p. 10118, 10119) : sur l'amendement n° 34 de la commission (réécriture de l'article), son sous-amendement n° 236 : suppression de tout seuil quantitatif conditionnant l'inscription de privilèges et mise en oeuvre de critères d'appréciation qualitatifs ; adopté. Satisfait du sous-amendement du Gouvernement n° 239 (fixation par décret, à compter du 1er janvier 2007, d'un seuil fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise en cas de bilan négatif de la mise en oeuvre de critères qualitatifs) sur l'amendement n° 34 précité de la commission.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

IBRAHIM (Soibahaddine)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006** [n° 63 (2005-2006)] - (18 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7467) : son amendement n° 1 : alignement de Mayotte sur les autres collectivités d'outre-mer en ce qui concerne le régime des prestations familiales ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (26 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8105) : son amendement n° 206 : application des nouvelles dispositions du projet de loi introduites dans le code de l'urbanisme à Mayotte ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9011, 9012) : objectif d'identité législative fixé à 2010 pour Mayotte. Amélioration sensible des finances des collectivités locales. Mission de la commission de révision de l'état-civil à Mayotte. Déplafonnement des allocations familiales. Amélioration du financement de la convention de développement Etat-Mayotte. Inquiétude sur les crédits de paiement et les perspectives budgétaires pour 2006.

Lutte contre l'immigration clandestine. Volonté de reconduction des contrats de développement et d'accès de Mayotte au statut de région ultrapériphérique de l'Europe. Votera ce budget.

JACOB (Christian)
ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, des professions libérales et de la consommation
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de la fonction publique
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique - Deuxième lecture** [n° 286 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5274, 5275) : transposition de l'ensemble des directives communautaires applicables à la fonction publique. Ouverture de la plupart des concours aux ressortissants communautaires. Suppression de différences de traitement résiduelles entre hommes et femmes. Continuité des contrats des agents publics en cas de transfert d'une activité du secteur privé à l'administration. Limitation à six ans du recours aux contrats à durée déterminée. Avancées réelles en matière de justice et d'équité. - **Question préalable** (p. 5280, 5281) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 4 quater** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de l'Etat*) (p. 5283) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 4 quinquies** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires territoriaux*) (p. 5284) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 4 sexies** (*Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière*) : s'oppose à l'amendement n° 6 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 9** (*Modification des conditions de recrutement d'agents titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 5285) : s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonctions*) : s'oppose à l'amendement n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5286) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Hugues Portelli (prise en compte de la totalité des services accomplis par les agents bénéficiant de la loi Sapin en tant qu'agents non titulaires). - **Art. 15** (*Situation des salariés en cas de reprise par une personne publique de l'activité de l'entité économique les employant*) (p. 5287) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Hugues Portelli (clarification). - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 5288) : son amendement n° 11 : ratification de l'ordonnance relative à la simplification des commissions administratives ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) (p. 8697, 8698) : augmentation des crédits du programme "Fonction publique". Financement des actions de formation et des prestations sociales existantes. Création de trois nouvelles prestations pour les fonctionnaires. Aide à l'installation des personnels de l'Etat, AIP : réflexion sur son extension à l'ensemble du territoire. Chèque-emploi-service universel, CESU, ciblé sur les gardes d'enfants de zéro à trois ans. Aide à l'accès au logement, comparable au LOCA-PASS. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8700, 8701) : son amendement n° II-123 : réduction des crédits de paiement et des autorisations d'engagement du programme "Coordination du travail gouvernemental", correspondant à une nouvelle répartition des compétences entre l'Agence nationale des fréquences et le CSA ; adopté. S'oppose à l'amendement de la commission des lois saisié pour avis n° II-13 (création d'un nouveau programme regroupant les sept autorités administratives indépendantes, AAI, auparavant incluses dans le programme "Coordination du travail gouvernemental"). - **Art. 79 (Aménagement de nomenclature relatif aux fonds spéciaux)** (p. 8702) : accepte l'amendement n° II-25 de la commission (coordination).

Budget annexe des journaux officiels

- (3 décembre 2005) (p. 8703) : diminution des effectifs des Journaux officiels. Favorable à la poursuite de la réflexion quant au rapprochement entre les Journaux officiels et la Documentation française.

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 240 (2004-2005)] sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 272 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 57 (2005-2006)] portant engagement national pour le logement [n° 86 (2005-2006)] (16 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2642, 2643) : importance de l'effort financier demandé aux communes dans la distribution d'eau et l'assainissement. Inquiétude des élus locaux. Incertitude quant au maintien des aides autrefois versées par le Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE. Amendements visant un triple objectif. Renforcement de la transparence des services publics de distribution d'eau et d'assainissement : amélioration de l'information des usagers et des élus ; obligations du délégataire d'un service de distribution d'eau ou d'assainissement. Amélioration des interventions des collectivités territoriales et octroi de plus de liberté aux communes : proposera d'interdire la modulation des aides publiques et de limiter l'interdiction des tarifs dégressifs aux zones de répartition des eaux. Favorable à la création d'un fonds départemental pour l'alimentation en eau par les conseils généraux et au renforcement du rôle des élus locaux au sein des comités de bassin. Solidarité envers les communes rurales à l'échelon des départements, des agences de l'eau et par une modulation du prélèvement opéré sur les recettes des agences au bénéfice de l'ONEMA. Avis favorable de la commission des lois saisié pour avis, sous réserve de ses observations et de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 22 (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)** (p. 2865) : son amendement n° 126 : rédaction ; adopté. (p. 2868, 2869) : son amendement n° 127 : diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement à l'occasion de toute vente de biens immobiliers à usage d'habitation ; adopté. (p. 2870) : simple information de l'acquéreur sur l'état de l'assainissement sans obligation de procéder à des travaux. - **Art. 25 (Art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)** (p. 2888) : son amendement n° 128 : précision ; adopté. Son amendement n° 129 : possibilité de prise en charge sur le budget général des dépenses afférentes au service d'assainissement non collectif ouverte à l'ensemble des groupements de collectivités territoriales, y compris les syndicats mixtes fermés ; adopté. - **Art. 26 (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement)** (p. 2903) : son amendement n° 130 : unification du régime communal, départemental et régional des redevances d'occupation du domaine public ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2924, 2925) : ses amendements n° 131 : estimation chiffrée du programme de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

travaux et compte rendu de sa réalisation ; n° 132 : inventaire du patrimoine du délégant en fin de contrat ; et n° 133 : rectification ; adoptés. (p. 2927) : son amendement n° 134 : interdiction de la modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau et de l'assainissement ; adopté. (p. 2931) : son amendement n° 135 : contenu de l'annexe remise par le délégataire d'un service de distribution d'eau et d'assainissement pour compléter le rapport annuel rendant compte de l'exécution de la délégation ; retiré. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau) (p. 2943) : son amendement n° 136 : modalités de transmission aux usagers du règlement du service de distribution d'eau ; adopté. (p. 2948) : défavorable à l'amendement n° 278 de M. Charles Revet (possibilité pour un propriétaire privé de bénéficier d'aides financières pour la réhabilitation d'ouvrages d'assainissement non collectif). (p. 2955) : son amendement n° 137 : suppression de la référence aux SAGE et aux SDAGE pour l'encadrement de la tarification dégressive du prix de l'eau ; adopté. (p. 2961) : son amendement n° 139 : modalités de calcul de la redevance d'assainissement due par les usagers raccordés au réseau ; adopté. Soutient l'amendement identique n° 59 de la commission ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2968) : intervient sur l'amendement n° 581 de M. Paul Raoult (calcul du coefficient d'intégration fiscale en cas d'adhésion d'une communauté à un syndicat mixte compétent en matière d'assainissement). Son amendement n° 140 : dispositions tendant à faciliter la mise en oeuvre des services publics d'assainissement non collectif ; adopté. (p. 2969) : son amendement n° 141 : octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2974, 2975) : défavorable à l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural). - **Art. 28** (Art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Rôle des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration, SATESE) (p. 2978) : son amendement n° 142 : régime dérogatoire de recours aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration pour les collectivités territoriales ne disposant pas de moyens suffisants ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2986) : favorable à l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement), identique à son amendement n° 143 précité, ainsi qu'aux sous-amendements de Mme Françoise Gourault n° 211 et de Mme Anne-Marie Payet n° 675 et n° 676, qui s'y rapportent. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3002, 3008) : ses amendements n° 144 : composition du comité de bassin ; et n° 145 : mode d'élection du président du comité de bassin ; retirés au profit des amendements respectivement identiques n° 283 de M. Charles Revet et de la commission des finances saisie pour avis n° 160. (p. 3022) : son amendement n° 147 : mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques ; adopté. (p. 3026) : son amendement n° 148 : signature d'une convention entre les agences et les départements pour la répartition et le versement des subventions ; devenu sans objet. - **Art. 36** (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012) (p. 3028) : son amendement n° 149 : inscription de la solidarité envers les communes rurales dans les missions des agences de l'eau ; adopté. (p. 3032) : son amendement n° 150 : participation des agences de l'eau à l'élaboration et au financement des contrats de rivières, de baies ou de nappes ; adopté. (p. 3034) : ses amendements n° 151 : non prise en compte des contributions à l'ONEMA dans le calcul des dépenses réalisées par les agences de l'eau ; et n° 152 : définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales ; adoptés. (p. 3035) : son amendement n° 153 : cohérence ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 7126, 7127) : son amendement n° 90 : exonération de cotisations patronales au bénéfice des personnes morales, dans les mêmes conditions que les personnes âgées ou handicapées employeurs à domicile ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 7520, 7522) : instauration d'un pacte national pour le logement complétant le plan de cohésion sociale. Objectifs chiffrés. Réflexion sur la crise du logement. Inadaptation de la conception de l'urbanisme des années 60 au lien social. Priorité à donner à la mixité sociale et à la dimension humaine des projets dans les politiques d'urbanisme. Importance du rôle des collectivités, des associations et des agents de médiation sociale. Objectifs des amendements de la commission des lois : mobilisation des terrains de l'Etat, développement de la mixité sociale, préférence donnée à la concertation plutôt qu'à la contrainte dans les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales, amélioration de la sécurité juridique et renforcement de la protection des acquéreurs de biens immobiliers. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption du projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7559) : son amendement n° 100 : précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés ; adopté. (p. 7560) : son amendement n° 101 : prise en compte des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lors de la délimitation des périmètres ; adopté. (p. 7561) : ses amendements n° 102 : consultation des communes et des EPCI compétents en matière de PLU sur les projets de décret délimitant les périmètres ; n° 103 : caducité de ces décrets à l'expiration d'un délai de dix ans suivant leur publication ; n° 104 : garantie que la déclaration de projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable ; adoptés. (p. 7564) : compatibilité des opérations avec le projet d'aménagement et de développement durable, PADD, et limitation de la servitude à dix ans. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 7568) : son amendement, analogue à l'amendement n° 9 de la commission, n° 105 : possibilité de mettre en vente les biens du domaine public avant leur déclassement ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7569) : son amendement n° 106 : caractère obligatoire de la décote d'un minimum de 25 % et d'un maximum de 50 % ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme) (p. 7593) : son amendement n° 107 : inscription dans le code de l'urbanisme de la possibilité d'inclure un échancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants dans les dispositions relatives au contenu des plans locaux d'urbanisme ; adopté. (p. 7597) : ses amendements n° 109 : élargissement aux zones à urbaniser des servitudes prévues par les PLU dans les zones urbaines ; et n° 110 : élargissement de la notion de construction à celle de réalisation de logements sociaux ; adoptés. (p. 7598) : son amendement n° 111 : prise en compte du respect des objectifs de mixité sociale dans la définition des catégories de logements locatifs ; adopté. (p. 7600, 7601) : ses amendements n° 113 : inscription législative de la possibilité pour les communes de déléguer totalement la procédure relative au droit de délaissement à des offices publics d'aménagement et de construction ou à des sociétés d'économie mixte ; et n° 114 : coordination ; adoptés. (p. 7606, 7607) : son amendement n° 108 : organisation au sein du conseil municipal d'un débat triennal portant uniquement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sur les résultats en matière de logements du PLU ; adopté. (p. 7609) : son amendement n° 112 : libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux ; retiré. (p. 7618, 7619) : ses amendements n° 115 : extension du dispositif de majoration du coefficient d'occupation des sols aux communes non encore dotées d'un PLU ; n° 116 : suppression de la référence aux besoins en logements des communes ; et n° 117 : coordination ; adoptés. (p. 7621) : défavorable à l'amendement n° 165 de M. Alain Vassel (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). Possibilité d'extension légère du périmètre constructible lors d'une révision simplifiée. (p. 7622) : son amendement n° 118 : suppression du pouvoir de substitution du préfet ; adopté. (p. 7623, 7624) : intervient sur son amendement n° 118 précité. Intervention du préfet à deux reprises dans le cadre d'un programme local d'habitat, PLH. (p. 7639) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 223 (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France pour les communes ayant un pourcentage de logements locatifs sociaux inférieur à 15 %) et n° 224 (non-versement du complément de garantie de la DGF aux communes ne respectant pas le pourcentage de logements sociaux prévus par la loi). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7646) : soutient l'amendement de la commission n° 26, identique à son amendement n° 119 : amélioration de la sécurité juridique des constructions existantes ; adoptés après modification par les sous-amendements n° 489 et 490 du Gouvernement. (p. 7647) : soutient l'amendement n° 27 de la commission identique à son amendement n° 120 : encadrement de l'action en démolition ; adoptés. Son amendement n° 121 : possibilité pour une juridiction administrative de prononcer une annulation partielle d'un permis de construire ; adopté. (p. 7648) : soutient l'amendement n° 29 de la commission, identique à son amendement n° 122 : possibilité pour le préfet d'exercer une action civile en démolition en cas d'annulation du permis de construire à la suite d'un déféré préfectoral ; adoptés. - **Art. 4** (Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain) (p. 7652) : son amendement n° 123 : possibilité d'exercice du droit de préemption des communes sur une partie seulement de l'immeuble devant être aliéné ; adopté. (p. 7653, 7654) : son amendement n° 124 : possibilité pour les communes et les EPCI de déléguer leur droit de priorité à un concessionnaire d'opérations d'aménagement ou à une SEM ; adopté. Ses amendements n° 125 : caractère exceptionnel de l'application du droit de priorité des communes à l'ensemble des biens vendus de manière groupée par l'Etat ; rejeté ; n° 126 : application d'une décote sur le prix proposé des terrains de l'Etat au profit de la commune prévoyant de réaliser des logements locatifs sociaux ; et n° 127 : coordination ; adoptés. (p. 7655) : ses amendements n° 128 : clarification ; et n° 129 : obligation, en cas de cession ultérieure à un prix plus bas que celui estimé, de repropose le bien à la commune et obligation de faire jouer de nouveau la procédure du droit de priorité en cas de non-aliénation des biens dans un délai de trois ans ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7664) : son amendement n° 130 : transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux services de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif et aux établissements publics fonciers ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7668) : son amendement n° 132 : compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération pendant les quinze premières années de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7724) : son amendement n° 131 : création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus

constructibles par un plan local d'urbanisme ; retiré au profit de l'amendement n° 46 de la commission, portant sur le même objet.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. 8** (*Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM*) (p. 7851) : son amendement n° 133 : fixation à trois ans, à compter de la date de publication de l'ordonnance, du délai dans lequel les offices publics d'aménagement et de construction, OPAC, et offices publics d'habitation à loyer modéré, OPHLM, doivent être transformés en offices publics de l'habitat, OPH ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 7854) : accepte l'amendement n° 360 de M. Jean-Marc Todeschini (extension de la compétence des organismes HLM à la construction et à la gestion de logements de policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires et des équipements nécessaires). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7865, 7866) : intervient sur l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Favorable à la proposition du rapporteur de la commission des affaires économiques d'un bilan de l'application de la loi SRU en vue des adaptations nécessaires.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) (p. 7915) : favorable au retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8028) : intervient sur les amendements n° 241 de Mme Michelle Demessine (règlement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence), n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des personnes sans abri) et n° 450 de M. Jean Desessard (augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence et sanction du non-respect des obligations). - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 8041, 8042) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 67 de la commission (délégation de la gestion du contingent préfectoral aux EPCI). Accord indispensable du maire au transfert du contingent préfectoral. Opposition de l'Association des maires de France. (p. 8044) : ses amendements n° 135 : consultation pour avis du comité responsable du PDALPD sur l'accord collectif intercommunal ; et n° 134 : coordination ; adoptés. (p. 8047) : son amendement n° 136 : fixation du délai de saisine de la commission de médiation par arrêté préfectoral après avis des représentants des bailleurs et des EPCI signataires d'un accord collectif intercommunal ; adopté. Estime l'amendement n° 266 de M. Daniel Dubois (fixation du délai de saisine de la commission de médiation après accord concerté entre le représentant de l'Etat, les bailleurs sociaux et les collectivités concernées) satisfait par son amendement précité. (p. 8051) : son amendement n° 137 : composition des commissions de médiation élargie aux EPCI ; adopté. (p. 8053) : son amendement n° 138 : transfert à la commission de médiation de la compétence permettant aux préfets d'attribuer prioritairement un logement aux personnes mal logées ou reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ; retiré. Amélioration indispensable, à l'occasion de la deuxième lecture, de l'association des élus aux décisions du préfet. (p. 8054) : son amendement n° 139 : coordination ; retiré au profit de l'amendement n° 76 de la commission (suppression de la procédure "coupe-file" instituée au bénéfice du préfet). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8096, 8097) : ses amendements n° 140 : unification des règles applicables aux compromis et promesses de ventes prévoyant un délai de rétractation de sept jours ; et n° 141 : statut d'agent commercial accordé aux négociateurs non salariés employés par les agents immobiliers ; adoptés. (p. 8100, 8101) : sur les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements de M. Daniel Dubois, demande le retrait du n° 292 (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas de CCAS communautaire de gérer de petites résidences adaptées aux personnes âgées) et accepte les n° 265 (prise en compte du volet social dans la charte élaborée par l'ANRU) et n° 269 (signature d'un accord de gestion urbaine de proximité entre les parties à la convention ANRU, les associations de proximité et les services de l'Etat concernés). - **Art. 4 quater** (*compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB*) (p. 8111, 8112) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8120) : mise en place d'un vaste plan d'ensemble pour le logement. Engagement sans précédent du Gouvernement. Action en faveur de la mobilisation du foncier. Mise à la disposition des collectivités locales de nouveaux moyens d'accélération de la construction de logements sociaux. Action en faveur de l'accès au logement des plus démunis. Adaptation de l'article 55 de la loi SRU à la faveur de la navette.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8366, 8367) : favorable à l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local").

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9286, 9287) : ses amendements n° II-419 : limite du dégrèvement mis à la charge d'un EPCI à fiscalité additionnelle à 5 % du produit total de la taxe professionnelle perçue ; et n° II-402 : maintien à la charge de l'Etat des dégrèvements de taxe professionnelle pour les EPCI ayant des bases inférieures à la moitié de la moyenne nationale ; retirés.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9390, 9394) : sur l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager), son sous-amendement n° II-341 : application d'une durée de vingt ans ; retiré après l'allongement du délai par la commission. - **Art. 61** (*Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu*) (p. 9405) : soutient l'amendement n° II-340 de M. Dominique Braye (exclusion de la loi Malraux du dispositif de plafonnement) ; devenu sans objet. (p. 9407) : sur l'amendement n° II-297 de la commission (adaptation du régime Malraux au dispositif de plafonnement), son sous-amendement n° II-342 : application d'un taux différencié d'exclusion du plafonnement selon que les immeubles bénéficient ou non d'une protection particulière ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 24 ter (précédemment réservés)** (p. 9997) : son amendement n° 187 : définition du service d'intérêt général bénéficiant d'exonérations fiscales et d'aides publiques de l'Etat, et exonération de la Société de garantie de l'accession de l'impôt sur les sociétés ; adopté après rectification suggérée par le rapporteur de la commission.

JÉGOU (Jean-Jacques)
sénateur (Val-de-Marne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale le 12 avril 2005.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale le 14 mai 2005.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 14 juin 2005.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 29 mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi organique [n° 208 (2004-2005)] relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 256 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'informatisation dans le secteur de la santé : prendre enfin la mesure des enjeux [n° 62 (2005-2006)] (3 novembre 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 71 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Santé [n° 99 tome 3 annexe 25 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Questions sociales et santé.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 736) : double problème français : perte de compétitivité et déficit du système de protection sociale. Nécessité d'une réflexion de fond sur la nature des prélèvements obligatoires. Intérêt de la réforme proposée. Meilleure information du Parlement. Espère une amélioration de la compétitivité et de la maîtrise des dépenses de l'Etat.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (3 mars 2005) - **Art. 3** (*Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus*) (p. 1259) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 100 (suppression du régime dérogatoire de rémunération des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés) ; devenu sans objet ; n° 101 et 102 (relèvement du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises et exonération de cotisations sociales sur la majoration de la rémunération) ; retirés. Possibilité de mettre en oeuvre la TVA sociale.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 2277, 2279) : limites de la réforme de 1996. Rapport d'information de M. Charles Descours, ancien sénateur. Améliorations du contenu et des annexes des lois de financement. Interrogation sur le champ des organismes concourant au financement des régimes de sécurité sociale. Mission de la Cour des comptes. Amélioration de l'information du Parlement et renforcement de ses pouvoirs de contrôle. Sous réserve des amendements proposés, avis favorable de la commission des finances sur le projet de loi organique. - **Art. 1er** (*Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2324) : son amendement n° 28 : approbation par le Parlement des tableaux d'équilibre par branche pour la dernière année écoulée de l'ensemble des régimes obligatoires de base et du régime général ; adopté. (p. 2363) : son amendement n° 29 : encadrement des dépassements des objectifs de dépenses ; retiré. (p. 2371, 2372) : son amendement n° 30 : harmonisation des dispositions affectant les recettes avec celles s'appliquant aux dépenses ; retiré. (p. 2373) : son amendement n° 31 : cohérence ; retiré. Souhait d'une non-affectation des recettes de l'année ultérieure. (p. 2375) : son amendement n° 32 : inscription dans la loi organique des dispositions prévoyant le principe de régularité et de sincérité des comptes des régimes et organismes de sécurité sociale ; adopté. (p. 2376) : position du président de la sixième chambre de la Cour des comptes. - **Art. 2** (*Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2389) : son amendement n° 33 : information du Parlement sur les comptes de différents fonds isolant certaines dépenses de sécurité sociale ; adopté. - **Art. 3** (*Art. LO. 111-5 du code de la sécurité sociale - Coordination*) (p. 2390) : son amendement n° 34 : rédaction ; adopté. - **Art. 4** (*Art. LO. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote*) (p. 2391) : ses amendements n° 35 : ordre du vote des dispositions rectificatives, des dispositions de la première partie et de celles de la seconde partie ; et n° 36 : correction d'une erreur matérielle ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2394) : défavorable à l'amendement n° 103 de M. Bernard Cazeau (modification de la LOLF pour intégrer la question du financement de la sécurité sociale dans le débat d'orientation budgétaire). - **Art. 6** (*Art. L. 111-10 du code de*

la sécurité sociale - Coordination) : son amendement n° 37 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3329, 3330) : exemple réussi d'intégration européenne en matière financière. Plan d'action pour les services financiers. Transposition de la directive "Abus de marché". Amélioration du fonctionnement de l'Autorité des marchés financiers, AMF, et de la transparence des opérations. Développement des moyens d'action et de sanction des autorités de contrôle. Transposition de la directive sur les marchés d'instruments financiers. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : qualité du débat. Remerciements. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4966, 4967) : objectif de sincérité budgétaire. Amélioration de la visibilité et de la responsabilité du Parlement dans la gestion de la dette publique. Affectation des éventuels excédents de recettes fiscales dès la loi de finances initiale. Vigilance sur l'application de la LOLF. Apports de l'Assemblée nationale. Clarification des partenariats public-privé. Accroissement du rôle et du contrôle du Parlement. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4987, 4989) : attente d'une réforme de plus grande envergure dans une stratégie globale. Mesures positives de simplification des règles de fonctionnement des entreprises, de diversification des sources de financement, création de l'agence de l'innovation industrielle et développement de nouveaux marchés d'accès à la Bourse. Nombre insuffisant d'entreprises en France. Améliorations majeures apportées par l'Assemblée nationale : encouragement à la détention durable d'actions et transparence de la rémunération des dirigeants. Manque flagrant d'ambition du texte. Le groupe de l'UC-UDF refusera au Gouvernement l'habilitation à procéder par ordonnances pour modifier le régime des sûretés ; mépris des prérogatives des parlementaires. Développement insuffisant de la réforme de la participation et de l'intéressement salarial dans l'entreprise. Participation du groupe de l'UC-UDF à la discussion dans un esprit constructif. - **Art. 1er A** (*Réforme des contrats d'assurance vie*) (p. 5001) : soutient l'amendement n° 132 de M. Michel Mercier (alignement de la fiscalité applicable à la transformation des contrats en euros en contrats en unités de compte pour les mutuelles et les compagnies d'assurance) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 1er D** (p. 5004) : soutient l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (exonération des cotisations patronales pour les nouvelles embauches, sous conditions) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 5014) : soutient l'amendement n° 122 de M. Michel Mercier (création de sociétés anonymes unipersonnelles) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 4** (*Nouveaux financements pour la revitalisation économique*) (p. 5067) : soutient l'amendement n° 126 de M. Michel Mercier (soutien à l'artisanat dans les bassins d'emploi sinistrés) ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 5068) : soutient l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement à toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des BIC) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 5 bis** (p. 5075, 5076) : soutient l'amendement n° 127 de M. Michel Mercier (gestion par des établissements publics des avances remboursables accordées aux entreprises participant à la création et au développement de leur secteur) ; adopté. - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5078) : soutient l'amendement n° 123 de M. Michel Mercier (suppression) ; rejeté. (p. 5079) : soutient l'amendement n° 129 de M. Michel Mercier (protection du sort des cautions et des règles permettant de soustraire certains

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

biens aux poursuites des créanciers); devenu sans objet. - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5095, 5096) : défavorable aux amendements n° 17 de la commission (désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne) et n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance). - **Art. 8 bis** (*Élargissement de l'accès de la Caisse des dépôts et consignations aux marchés obligataires*) (p. 5099) : favorable à l'amendement n° 18 de la commission (rôle de la commission de surveillance en matière d'émission de titres de créance). - **Art. 15 quater** (*Débloqué des sommes attribuées en 2005 au titre de la participation*) (p. 5124) : soutient les amendements n° 51 de M. Jean Arthuis (suppression); retiré; et n° 130 de M. Michel Mercier (possibilité, pour l'employeur, de débloquer la totalité de la participation calculée conformément à la formule dérogatoire); adopté. - **Art. 19** (*Information des salariés sur les plans d'épargne unilatéraux*) (p. 5129, 5130) : soutient l'amendement n° 131 de M. Michel Mercier (dispense accordée aux entreprises ayant déjà organisé une information individuelle de tous les salariés dans le cadre du règlement de leur PEE); adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5134) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte malgré quelques réserves.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5175, 5178) : caractère essentiel du débat d'orientation budgétaire. Différence d'analyse entre le Parlement et le Gouvernement sur la situation financière de la France. Prévision de croissance erronée et maquillage budgétaire habile. Conclusions du rapport de la Cour des comptes sur l'exercice 2004. Situation catastrophique des finances publiques. Maintien du déficit public autour de 3,5 % entraînant une dynamique de la dette. Niveau insoutenable de la dette publique. Dossiers en suspens susceptibles d'aggraver la situation. Nécessité d'établir une comparaison avec les pays concurrents de la France et d'en tirer les conclusions. Déficit de la branche famille. Dérapage total et incontrôlé de l'APL. Déception devant le manque de mise à profit des départs à la retraite dans la fonction publique. Délore que l'Etat se contente de stabiliser en volume les dépenses. Doute sur la capacité du Gouvernement à estimer les recettes. Hommage aux collectivités locales. Pénalisation de l'autonomie financière des collectivités. Nécessité de définir les responsabilités de chacun. Espoir fondé sur la mise en oeuvre de la LOLF. Nécessité d'évoluer d'une logique de moyens vers une logique de résultats.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5669, 5670) : désaccord de principe sur la méthode. Utilisation de la transposition d'un texte communautaire pour faire voter des dispositions atténuant la protection des assurés, en particulier s'agissant des délais de renonciation. Amendements du groupe de l'UC-UDF confortant le travail réalisé par l'Assemblée nationale en vue d'améliorer l'information des assurés. Nécessité de trouver une solution pour garantir l'indépendance des associations qui souscrivent à l'assurance vie. Amendement sur la question des contrats d'assurance vie en déshérence. Le groupe de l'UC-UDF décidera du vote de ce texte à l'issue de son examen. - **Art. 3** (*Modification des conditions d'information des souscripteurs des contrats d'assurance vie*) (p. 5683) : son amendement n° 24 : application des dispositions sur l'information contractuelle aux personnes morales souscriptrices; retiré. (p. 5686, 5689) : ses amendements n° 22 : fixation par le législateur du contenu minimal de la note d'information; et n° 23 : communication des valeurs de rachat personnalisées dès l'émission du certificat d'adhésion au contrat; retirés. - **Art. 3 bis** (*Information des souscripteurs des contrats d'assurance de groupe*) (p. 5695, 5696) : son amendement n° 25 : suppression; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 3 bis** (p. 5701) : son amendement n° 34 : correction d'une erreur de référence; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5705) : se félicite de la volonté de coopération du Gouvernement avec le Sénat. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5818) : sanction par la loi de règlement de l'exécution budgétaire annuelle. Réduction du déficit affiché par la loi de finances initiale. Niveau trop élevé du déficit structurel. Inquiétude du déficit de la sécurité sociale et de celui de l'UNEDIC. Propositions du groupe de l'UC-UDF. Qualité du travail du rapporteur général.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6320, 6321) : niveau des prélèvements obligatoires en France supérieur à celui de ses partenaires. Inefficacité des prélèvements. Réforme indispensable du système de dépenses des administrations publiques. Fuite en avant des dépenses sociales. Maîtrise insuffisante en dépit des dispositions de la loi portant réforme des retraites ou de la loi relative à l'assurance maladie. Révision nécessaire du fonctionnement traditionnel de l'hôpital public. Réforme du système fiscal et suppression des niches fiscales. Impossibilité de faire reposer l'ensemble de la protection sociale sur la production; avis favorable du groupe de l'UC-UDF au principe de la TVA sociale.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 7044, 7046) : objectifs de la nouvelle LOLFSS du 2 août 2005. Amélioration de la situation de la branche maladie. Situation du Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. Transfert à la CADES d'une grande partie du déficit de l'assurance maladie pour 2005. Objectifs de recettes et de dépenses du projet de loi de financement de la sécurité sociale. Situation de la branche maladie et respect de l'ONDAM pour 2005. Progression de l'ONDAM pour 2006. Conséquence positive pour les établissements de la tarification à l'activité. Lacunes du système d'information hospitalier. Participation forfaitaire des assurés aux actes de plus de 91 euros. Absence de moyens pour atteindre les objectifs fixés pour le volet maladie. Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles aux fonds amiante. Dégradation des comptes de la branche famille. Déficit de la branche vieillesse : situation du FSV, du Fonds de réserve pour les retraites, FRR, et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, CNSA. Avis globalement favorable sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 de la commission des finances sous réserve de l'adoption de ses amendements.

Première partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre*) (p. 7080) : son amendement n° 60 : clarification et cohérence; adopté.

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 6** (*Contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave*) (p. 7087) : demande de précision sur les crédits supplémentaires destinés au fonds Biotox. - **Art. 8** (*Rectification pour 2005 de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 7087, 7088) : son amendement n° 61 : maintien du montant de l'ONDAM pour 2005; adopté.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7106, 7109) : situation difficile du FFIPSA. Lourd héritage financier du BAPSA. Prévisions contenues dans le rapport conjoint de l'inspection générale des affaires sociales, de l'inspection générale de l'agriculture et de l'inspection générale des finances. Défavorable au recours à l'emprunt pour financer le déficit structurel du FFIPSA. Inquiétude quant aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mécanismes de compensation démographique. Situation préoccupante du FSV. Déficit régulier depuis 2006. Question du rôle du FRR. Propose d'affecter au FSV, de manière exceptionnelle, les recettes normalement attribuées en 2006 au FRR. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 7123) : intervient sur l'amendement n° 107 de la commission (transmission au Parlement d'un rapport étudiant les possibilités de procéder à une nouvelle répartition des charges sociales). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7143, 7144) : défavorable à l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières). Portant sur l'article 14 bis, son amendement n° 62 : suppression ; adopté. (p. 7145, 7146) : intervient sur l'amendement n° 223 précité. - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7158, 7159) : intervient sur son amendement n° 63 : exonération de la taxe pour les médicaments dérivés du sang. - **Art. 16** (*Approbation du montant des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale*) (p. 7166) : son amendement n° 64 : cohérence ; adopté. (p. 7168) : intervient sur son amendement n° 64 précité. - **Art. 17** (*Art. L. 133-4-2 nouveau, L. 242-1-1 nouveau, L. 243-11, L. 243-12-1 nouveau, L. 243-12-2 nouveau du code de la sécurité sociale, L. 123-11 du code de commerce, art. L. 341-6-4 du code du travail - Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé*) (p. 7170, 7171) : son amendement n° 65 : inclusion des dissimulations d'emplois salariés dans le champ des infractions répréhensibles ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 7173, 7175) : son amendement n° 66 : mesure de financement exceptionnelle du FSV pour 2006 ; retiré. - **Art. 24** (*Procédure de certification des comptes des régimes autres que le régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 7183) : son amendement n° 70 : application de cet article à compter de l'exercice 2007 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7222) : interrogation sur la validité de l'engagement de l'Etat de verser une soulte sur 25 ans pour couvrir la différence de traitement entre régime général et régime spécial.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7286, 7288) : disparités dans l'informatisation du secteur de la santé. Accès limité au haut débit. Retard des hôpitaux publics en matière de dossier patient électronique. Bien-fondé du plan d'aide à l'investissement hospitalier "hôpital 2007". Passage problématique de la tarification à l'activité, la TAA. Sceptique quant au respect du calendrier de mise en oeuvre du dossier médical personnel, DMP. Coût non identifié. Pertinence d'une référence au modèle britannique d'informatisation du système de santé. - **Art. 28 bis** (*Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé*) (p. 7337, 7340) : son amendement n° 71 : suppression ; retiré. Remboursement non cohérent de placebos. Son souci de patriotisme économique. Nécessité de guider les entreprises vers la recherche de molécules plus efficaces. - **Art. 30** (*Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 7348, 7353) : son amendement n° 72 : mise en place d'un palier supplémentaire dans la convergence entre secteur public et secteur privé hospitalier concernant la réforme de la tarification à l'activité ; adopté. Imputation indue à la sécurité sociale des dépenses des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, MIGAC. Clarification nécessaire. - **Art. additionnels après l'art. 30** (p. 7355) : son amendement n° 73 : évaluation, dans le cadre de la procédure d'accréditation, de l'usage effectif des instruments analytiques et de gestion par les établissements hospitaliers ; retiré.

(p. 7356, 7358) : ses amendements n° 153 : pérennisation du groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier, le GMSIH, et fixation de son statut, de sa composition et des modalités de son financement ; et n° 74 : ajout, au bilan du périmètre des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, MIGAC, d'une information relative au montant attribué à chaque établissement ; adoptés. - **Art. 32** (*Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7364) : le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement n° 273 du Gouvernement (possibilité pour les foyers-logements qui ne bénéficient pas déjà d'une autorisation de dispenser des soins, de déroger à l'obligation de conventionnement). - **Art. 33** (*Art. L. 3125-5 du code de la santé publique, L. 162-46, L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 312-1, L. 313-1, L. 313-4, L. 314-3-2 nouveau et L. 314-3-3 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie - Création d'un nouvel objectif médico-social*) (p. 7374) : question au Gouvernement sur les raisons du changement du mode de financement des CAARUD. Ambiguïté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 39** (*Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville*) (p. 7409, 7410) : son amendement n° 75 : affectation de dix millions d'euros supplémentaires pour la mise en oeuvre du dossier médical personnel par le fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV ; retiré. - **Art. 40** (*Art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Financement et missions du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, FMESP*) (p. 7411) : son amendement n° 76 : rédaction ; adopté. - **Art. 44 bis** (*Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie*) (p. 7422) : son amendement n° 77 : suppression ; retiré. (p. 7423, 7424) : demande d'information sur le programme et la mission où sont inscrits les crédits du Haut conseil. Contrôle de l'action du Gouvernement par le Parlement. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 7444, 7445) : favorable à l'amendement n° 45 de la commission (codification des dispositions adoptées dans le cadre de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, sur la transparence et la neutralité financière des opérations d'adossesment de régimes spéciaux de retraite) et, sur celui-ci, défavorable au sous-amendement n° 293 du Gouvernement. Gageure de l'adossesment sans incidence financière. - **Art. 57** (*Art. L. 114-9 à L. 114-17, L. 161-1-4, L. 380-2 du code de la sécurité sociale, L. 99 et L. 152 du livre des procédures fiscales - Contrôle et lutte contre la fraude aux prestations sociales*) (p. 7487) : favorable à l'amendement n° 292 du Gouvernement (suppression de l'avis obligatoire du Conseil des professions paramédicales pour une mise en oeuvre rapide du dossier médical personnel).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7806, 7807) : gravité de la situation financière de la France. Manque d'ambition politique du texte. Réduction artificielle du déficit structurel. Présentation en trompe l'oeil de l'évolution des dépenses à "zéro volume". Sceptique quant à l'optimisme des prévisions de recettes. Fragilisation de la loi de finances. Bouclage du budget par hold up successifs. Réforme contestable de la taxe professionnelle. Injustice sociale de la réforme de l'impôt sur le revenu. Esquive du débat sur l'ISF au travers du bouclier fiscal. Exclusion de la plupart des niches fiscales du plafonnement. Regrette l'absence d'intérêt pour le coût du travail en dépit du consensus sur la priorité à l'emploi. Nécessité d'exprimer la réalité des problèmes et de considérer les Français comme des citoyens responsables. Poids des errements et de l'attentisme en matière budgétaire. Hypothèque sur l'avenir des générations futures.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7925, 7927) : son amendement n° I-208 : imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7961, 7962) : soutient l'amendement n° I-200 de M. Michel Mercier (aménagement du dispositif visant à encourager la transmission des titres d'une entreprise) ; retiré. - **Art. 14 (Réforme de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA)** (p. 7993, 7994) : soutient l'amendement n° I-206 de M. Michel Mercier (rétablissement de la déductibilité de l'indemnité forfaitaire annuelle) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7994, 7995) : soutient l'amendement n° I-202 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice du taux réduit d'impôt sur les sociétés) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7998) : soutient l'amendement n° I-266 de Mme Catherine Morin-Desailly (relèvement à 5 % du plafond du chiffre d'affaires appliqué aux dons bénéficiant de la réduction d'impôt sur les sociétés pour les actions de mécénat) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16 bis** (p. 8139) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° I-263 (application d'une surtaxe sur les bénéfices industriels et commerciaux des entreprises de pornographie) et n° I-267 (institution d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public hertzien par les éditeurs de service de télévision numérique personnelle et de service de télévision en haute définition en faveur du compte d'affectation spéciale "cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale) ; retirés. - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8173, 8174) : intervient sur l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8189) : défavorable aux amendements identiques n° I-177 de M. Jacques Blanc et n° I-204 de M. Denis Badré (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). Interrogation sur l'efficacité et le coût de la mesure préconisée. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 8199, 8200) : soutient l'amendement n° I-197 de M. Michel Mercier (modalités de versement de l'indemnité de départ aux artisans et aux commerçants avant leurs soixante ans révolus) ; retiré. (p. 8200) : intervient sur son amendement n° I-197 précité. Neutralité financière de l'opération. - **Art. 22 (Montant et répartition du prélèvement de solidarité pour l'eau)** (p. 8201, 8202) : interrogation sur la part du Gouvernement dans les prélèvements. Cherté de l'eau. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8214) : favorable à l'amendement n° I-163 de Mme Nicole Bricq (compensation des pertes de produit fiscal supportées par les collectivités locales lors des opérations de démolition reconstruction). - **Art. 35 (Création du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale")** (p. 8233) : soutient l'amendement n° I-264 de Mme Catherine Morin-Desailly (versement au compte de soutien financier du concours complémentaire que les conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision sont susceptibles de prévoir) ; adopté. - **Art. 41 (Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale)** (p. 8244) : soutient l'amendement n° I-273 de M. Michel Mercier (affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale) ; rejeté. Etape vers la mise en place de la TVA sociale. (p. 8249, 8250) : maintient l'amendement n° I-273 de M. Michel Mercier. Souci de moderniser le financement de la politique sociale et d'éviter les financements pénalisants pour les entreprises.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8324) : soutient l'amendement n° I-283 de M. Michel Mercier (maintien de la majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels**

après l'art. 29 (p. 8397, 8398) : soutient l'amendement n° I-265 de Mme Catherine Morin-Desailly (allègement de la taxe professionnelle en faveur des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel) ; adopté. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8405, 8407) : données chiffrées. Incapacité de l'Etat à gérer le nombre pléthorique de ses agents. Nécessité d'adapter la fonction publique aux évolutions de la société et aux nouvelles missions de l'Etat. Favorable à la rationalisation des effectifs de l'administration. - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8451) : triste privilège des parlementaires français de voter, année après année, des budgets déficitaires. Dans sa grande majorité, le groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur l'article d'équilibre.

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (p. 8662, 8663) : constatation de l'absence de plus de 50 % des réponses au questionnaire budgétaire. Répartition des crédits de paiement de la mission santé en trois programmes inégaux. Observations sur les programmes "Santé publique et prévention", "Offre de soins et qualité du système de soins" et "Drogue et toxicomanie". Propose au nom de la commission des finances, sous réserve de l'adoption de ses amendements, le vote des crédits de la mission santé. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8675, 8676) : accepte l'amendement n° II-91 du Gouvernement (majoration des crédits du programme "Santé publique et prévention"). Son amendement n° II-18 : application de la règle de la justification des dépenses au premier euro ; retiré. (p. 8677) : son amendement n° II-17 : transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie" ; adopté. (p. 8678) : transparence souhaitée par la commission des finances.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9314) : son amendement n° II-268 : assujettissement à la taxe professionnelle des mutuelles et institutions de prévoyance pour leurs seules activités entrant en concurrence avec celles d'entreprises redevables de cette taxe ; rejeté. (p. 9315) : distorsion de concurrence.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9333, 9334) : intervient sur l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salariales de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRIF). Favorable au travail en concertation proposé par le ministre. (p. 9338, 9339) : intervient sur l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales). Lisibilité des lois de finances diminuée par les incidences financières de trop nombreux textes. - **Art. 60 (Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts)** (p. 9382) : soutient l'amendement n° II-277 de Mme Anne-Marie Payet (suppression de la majoration appliquée pour non-adhésion à un centre de gestion ou une association agréés) ; retiré. - **Art. 61 (Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu)** (p. 9406) : soutient l'amendement n° II-267 de Mme Catherine Morin-Desailly (exclusion de la loi Malraux du dispositif de plafonnement) ; retiré. (p. 9407) : soutient le sous-amendement n° II-339 de Mme Valérie Létard (alignement de l'ensemble des zones sur le même dispositif) à l'amendement n° II-297 de la commission (adaptation du régime Malraux au dispositif de plafonnement) ; retiré. (p. 9408) : soutient l'amendement n° II-338 de Mme Valérie Létard (exclusion du dispositif de plafonnement des opérations d'initiative publique de restauration définies par la circulation n° 105 du 17 juin 1995) ; retiré. Soutient l'amendement n° II-270 de M. Michel Mercier (exclusion du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dispositif de plafonnement des réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile); retiré. (p. 9413): soutient l'amendement n° II-269 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la réduction fiscale liée à la souscription des SOFICA); retiré.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 67 octies** (*Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs locaux*) (p. 9478, 9479): soutient l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances); retiré. (p. 9481, 9482): inquiétude dans l'établissement des budgets à venir, en particulier de celui de la communauté d'agglomération du Haut Val-de-Marne. Faiblesse du potentiel fiscal de certaines communes de l'Est parisien tentées d'augmenter la taxe professionnelle.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9834, 9836): texte fourre-tout. Perte de recettes fiscales. Optimisme de l'hypothèse de croissance pour 2005. Aménagement du paiement de l'impôt sur les bénéficiaires. Annulations de crédits massives. Faiblesse des dépenses d'investissement. Effet d'aubaine lié à la baisse des taux d'intérêt. Reports de crédits. Absence de compensation durable du financement du RMI par les départements. Opposition à la taxe de solidarité sur les billets d'avion. Réforme non satisfaisante de la fiscalité des plus-values. TVA due aux transporteurs routiers. Attitude vis-à-vis du Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce, FISAC et du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. Nécessité d'inclure la prime de Noël dans la loi de finances initiale. - **Art. 8 et état A** (*Equilibre général*) (p. 9874): inquiétude quant au fonctionnement durable du Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9884): soutient l'amendement n° 129 de Mme Jacqueline Gourault (repli); retiré. - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9893): intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression partielle). Ses réserves quant à la création d'une nouvelle taxe sur les industries pharmaceutiques. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 9915): soutient les amendements de M. Denis Badré n° 130 (champ d'application du prélèvement forfaitaire obligatoirement dû sur les produits de placement à revenu fixe versés hors de France); et n° 131 (dans le cadre du nouveau régime de transfert de propriété des titres, aménagement du régime d'imposition des dividendes); adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 9925): soutient l'amendement n° 133 de M. Denis Badré (régime fiscal des transmissions d'entreprises pour les PME familiales); retiré. - **Art. 22** (*Simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises*) (p. 9930): soutient l'amendement n° 134 de M. Denis Badré (réduction de la base taxable des plus-values pour les entreprises individuelles); retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2005) (p. 10038): la majorité du groupe de l'UC-UDF s'abstiendra sur ce texte. Manque de sincérité du projet de loi de finances. Privation du Parlement de son droit d'initiative et de contrôle.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10093): soutient l'amendement n° 135 de M. Michel Mercier (application au secteur des déchets d'équipements électriques et électroniques du principe européen de responsabilité élargie du producteur en le faisant participer au financement du recyclage des produits); adopté.

(p. 10103): soutient l'amendement n° 141 de M. Yves Détraigne (prise en compte du seul alcool éthylique d'origine agricole pour la défiscalisation partielle du raffineur pétrolier au titre de la TIPP); retiré. - **Art. 42** (*Simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance*) (p. 10116, 10117): favorable à l'amendement n° 237 de la commission (modération de la hausse tarifaire du droit de francisation et de navigation). - **Art. 48** (*Prorogation du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules propres*) (p. 10126, 10128): soutient l'amendement n° 137 de M. Philippe Nogrix (progressivité du crédit d'impôt en fonction de la performance écologique du véhicule et non pas de sa technologie particulière); retiré au profit de l'amendement n° 230 de la commission (extension du crédit d'impôt aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen d'une motorisation électrique et application à tous les véhicules du seuil d'émission de dioxyde de carbone prévu par l'article). - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10139, 10140): défavorable à l'amendement n° 152 du Gouvernement (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation), tant sur le plan juridique que sur celui de l'opportunité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10143): texte fourre-tout. Opposition du groupe de l'UC-UDF à plusieurs dispositions. Difficultés d'application de la taxe sur les billets d'avion en dépit du bien-fondé de son objectif. Absence de travail constructif s'agissant du financement du RMI par les départements ou des mesures concernant les filières de retraitement des déchets. Salue toutefois l'engagement du Gouvernement quant à l'aboutissement rapide d'une réflexion sur la filière de récupération textile et la réforme des plus-values. Le groupe de l'UC-UDF, dans sa grande majorité, s'abstiendra sur ce texte.

JOURNET (Alain)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E. 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

JUILHARD (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 29 mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sociale [n° 411 (2004-2005)] - (28 juin 2005) - **Art. 3** (Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales) (p. 4662) : son amendement n° 42 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7113, 7115) : absence de couverture du déséquilibre structurel du FFIPSA. Modification de la structure de ses recettes en raison du remplacement de la TVA par les droits sur les tabacs. Favorable au retour à la situation antérieure qui voyait l'Etat honorer ses engagements. Questions pertinentes de la Cour des comptes dans leur dernier rapport consacré à la sécurité sociale. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 7131) : soutient l'amendement n° 105 de M. Henri de Raincourt (modalités d'exonération des indemnités de fin de carrière versées à des personnes bénéficiant du dispositif longue carrière) ; retiré. - **Art. 13** (Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales) (p. 7132) : soutient l'amendement n° 91 de M. Alain Fouché (suppression partielle) ; retiré. (p. 7133) : soutient l'amendement n° 92 de M. Alain Fouché (repli) ; retiré.

KAMMERMANN (Christiane)
sénateur (Français établis hors de France (Série C))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4431, 4432) : importance du nombre de familles en attente d'adoption. Ecart croissant entre le nombre d'agrèments et le nombre d'enfants adoptés. Action du Conseil supérieur de l'adoption. Avancées significatives du texte : harmonisation des procédures d'agrément au niveau départemental ; allongement du délai d'examen des demandes d'agrément ; création de l'Agence française de l'adoption ; accompagnement renforcé des adoptants ; majoration de la prime d'accueil du jeune enfant. Difficulté accrue des Français résidant à l'étranger. Prise en considération prioritaire de l'intérêt de l'enfant. Assouplissement des critères d'appréciation des situations d'abandon favorisant l'adoption interne. Votera cette proposition de loi.

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 mars 2005.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Formation professionnelle et apprentissage : la décentralisation à l'âge de la maturité [n° 455 (2004-2005)] (5 juillet 2005) - **Collectivités territoriales - Travail.**

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Ville et logement [n° 99 tome 3 annexe 34 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1633, 1634) : permanence du discours relatif aux défauts de fonctionnement du système éducatif. Difficulté de réforme de l'éducation nationale. Adaptation indispensable à l'évolution de la société. Instauration d'un véritable apprentissage des langues étrangères. Définition d'un socle de connaissances. Mise en place d'un soutien personnalisé. Respect des valeurs de la République et de la laïcité.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1758) : confusion entre les notions de tronc commun et de socle commun. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1783) : favorable à l'amendement n° 274 de M. Jean-Luc Mélenchon (organisation d'un entretien d'orientation dans la quinzième année de l'élève). - **Art. additionnel après l'art. 6 bis** (p. 1786) : son amendement n° 197 : possibilité de mesure d'assistance éducative en cas d'opposition des responsables d'un mineur à la poursuite de sa scolarité au-delà de l'âge de 16 ans ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 1833) : son amendement n° 198 : modification de l'appellation du "Haut Comité des enseignements artistiques" en "Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle" ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2010) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 318 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration dans l'éducation nationale de professionnels hautement qualifiés dans le cadre d'une reconversion). (p. 2012) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 599 de Mme Annie David (revalorisation de la rémunération des enseignants). - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2025) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements portant sur le même objet n° 230 de Mme Françoise Férat et n° 238 de M. Jean-Léonce Dupont (participation à titre expérimental des régions à l'organisation des services chargés de l'information et de l'orientation des jeunes).

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4986, 4987) : obligation de résultat en matière de croissance et de création d'emplois. Lutte contre les blocages structurels de l'économie : sous-capitalisation des entreprises, manque de dynamisme de l'effort de recherche et insuffisante association des salariés à la direction de l'entreprise. Volonté d'orientation durable de l'épargne des Français vers les entreprises. Création de l'agence de l'innovation industrielle. Réforme du droit des sûretés. Simplification de la prise de décision collégiale et renforcement de la transparence sur les rémunérations des dirigeants. Développement de l'intéressement et de l'actionnariat salarié. Mobilisation de l'épargne pour soutenir le pouvoir d'achat et la croissance. Soutien du groupe UMP.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) (p. 7015, 7016) : rattachement contestable de la justice administrative à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Sortie justifiée de la Cour des comptes de la tutelle du ministère de l'économie et des finances. Croissance des frais de justice. Coût des réformes de la procédure pénale.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 7965) : favorable au retrait de l'amendement n° I-18 de la commission (exonération de taxe sur les véhicules de sociétés pour les véhicules peu polluants). - **Art. 12** (*Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO2*) (p. 7970) : défavorable à l'amendement n° I-114 de M. Marc Massion (affectation de la taxe aux régions).

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8623, 8625) : caractère prioritaire du logement pour les Français. Concentration en deux programmes de l'action budgétaire de l'Etat en faveur du logement. Poids important et en progression de la dépense fiscale. Interrogation sur l'adéquation de la dépense fiscale pour régler les problèmes du logement. Nécessité d'envisager la question du logement dans son ensemble. Hausse des prix à Paris et en Ile-de-France. Clarification souhaitée de la répartition des dépenses fiscales entre les deux programmes de la mission, et des indicateurs du programme "Aide à l'accès au logement". Efficacité des mesures mises en oeuvre par le Gouvernement ; nécessité de recentrer les actions sur un nombre limité d'objectifs. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 1640) : accepte les amendements du Gouvernement n° II-95 (transfert de crédits de l'action "Soutien à l'accession à la propriété" vers la mission "Travail et emploi" afin de renforcer le dispositif EDEN) et n° II-89 (transfert de crédits vers la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour assurer la garantie des prêts d'accession sociale à la propriété). (p. 8641) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales n° II-60 (transfert de crédits du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement" vers le programme "Ville, vie, vacances"). - **Art. additionnel après l'art. 93** (p. 8644) : accepte l'amendement n° II-93 du Gouvernement (avancement au 1er janvier de la date d'application du nouvel indice de révision des loyers).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - **Art. 82** (*Dotation de développement rural, DDR : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural*) (p. 9169) : soutient l'amendement n° II-211 de M. Charles Guéné (extension du bénéfice de la seconde part de la DDR aux communes éligibles à la seconde fraction de la DSR) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 9182, 9183) : son amendement n° II-141 : cession gratuite par l'Etat des résidences universitaires aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale volontaires ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 4** (*Ajustement de la compensation financière des transferts de compétences aux régions*) (p. 9859) : remerciements au Gouvernement pour ses mesures en faveur des régions.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 10030, 10031) : son amendement n° 82 : augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006 ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
NI, puis UMP

Election le 20 février 2005.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 9 mars 2005 ; membre de la commission du 1er mars 2005 au 8 mars 2005.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne le 2 mars 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 240 (2004-2005)] sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 273 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Écologie et développement durable [n° 99 tome 3 annexe 11 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Environnement**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 2640, 2642) : précisions nécessaires sur le fonds de garantie des risques liés à l'épandage des boues urbaines et industrielles. Difficultés d'application de l'article 23 et problème d'équité. La commission proposera sa suppression. Renforcement indispensable du rôle du Parlement s'agissant du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau. Révision non souhaitable du poids relatif des différents collèges au sein du

comité de bassin. Suppression problématique de la possibilité, pour les agences de l'eau, de contribuer par voie de fonds de concours au budget de l'Etat. Complexité de la réforme des redevances. Manque d'incitation pour changer les comportements. Absence de taxation spécifique des engrais. Amendements visant à rendre plus incitatif le dispositif de la redevance pour pollutions diffuses et à moins pénaliser l'alimentation en eau potable par rapport aux autres usages. Bien-fondé du dispositif de lissage des effets de la réforme prévu de 2007 à 2010. Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA : incertitude quant aux contributions des agences de l'eau à garantir une solidarité financière entre bassins. Clarification nécessaire des relations entre l'Etat, l'ONEMA et les agences de l'eau. S'interroge sur les conséquences de la création de l'office au regard de la LOLF. Opération de débudgétisation et sanctuarisation des crédits dévolus à la politique de l'eau. Impact global de la réforme sur les finances de l'Etat. Proposera de réintroduire la possibilité pour les départements de mettre en place un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement et de prévoir un dispositif de contractualisation entre les agences de l'eau et les départements. Avis favorable de la commission des finances saisie pour avis, sous réserve de ses remarques et amendements.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial*) (p. 2877, 2878) : son amendement n° 175 : suppression ; retiré. Interrogation sur les modalités de détermination de l'assiette de la taxe relative aux eaux pluviales.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2943) : son amendement n° 157 : modalités de transmission aux usagers du règlement du service de distribution d'eau ; adopté. (p. 2951) : favorable au retrait de l'amendement n° 228 de Mme Esther Sittler (composition de la facture d'eau). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2982) : son amendement n° 158 : possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement ; devenu sans objet. (p. 2987) : sur l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement), son sous-amendement n° 691 ; rejeté. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 3002) : son amendement n° 159 : composition du comité de bassin ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 3176) : son amendement n° 511 : dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau ; adopté. (p. 3180) : intervient sur son amendement précité n° 511. Données techniques. (p. 3184) : son amendement n° 166 : majoration du taux de la redevance pour pollution diffuse pour les substances les plus toxiques ou écotoxiques ; adopté après modification par le sous-amendement n° 692 de la commission (fixation du tarif le plus élevé à trois euros par kilogramme). (p. 3197) : son amendement n° 512 : assujettissement des forages à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau ; adopté. (p. 3199, 3200) : son amendement n° 167 : réduction des écarts des taux plafonds de la redevance pour prélèvements de la ressource en eau selon les différents usages ; devenu sans objet. (p. 3204) : son amendement n° 168 : rédaction ; adopté. (p. 3210) : son amendement n° 169 : précision ; adopté. - **Art. 38** (Art. L. 213-11 à L. 213-11-15 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement des redevances des agences de*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'eau (p. 3215) : son amendement n° 171 : soumission au secret professionnel des agents intervenant pour établir l'assiette des redevances ; adopté. - **Art. 39** (*Art. L. 213-13-1 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 3217) : ses amendements n° 172 : rédaction ; et n° 173 : cohérence ; adoptés.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3551) : satisfaite de la collaboration de tous à la réécriture de l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000). Souhaite la constitution de réserves financières pour le démantèlement des installations qui heurteraient le paysage. Contribution d'une bonne répartition des éoliennes sur le territoire à la décentralisation de la production d'énergie électrique et à la réduction des lignes à haute tension. Souhaiterait promouvoir davantage la recherche et le développement de l'énergie éolienne en mer et sur terre. Le groupe UMP souhaite un bel avenir à cette filière énérgétique.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5862, 5863) : revalorisation de la loi de règlement grâce à la LOLF. Annulations ou rédeployements de crédits au cours de l'année 2005. Recherche indispensable d'une conciliation de l'efficacité de la gestion publique et des prérogatives parlementaires. Incidences des arbitrages pour les monuments et pour les entreprises spécialisées. Crainte des collectivités locales d'un désengagement de l'Etat. Problèmes de la politique de restauration du patrimoine.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8764) : mission "Ecologie et développement durable". Débudgétisation de l'ADEME, du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Situation budgétaire "tendue" du ministère de l'écologie. Interrogation sur l'absence de programme "Eau" et sur l'efficacité des actions en matière de police de l'eau. Inquiétude quant aux risques de contentieux communautaires liés à l'inachèvement du réseau Natura 2000 d'ici au 30 avril 2006. Gestion problématique des effectifs du ministère à défaut de l'inscription des personnels sur un seul programme. Sous réserve de ces observations et des amendements qu'elle présentera, avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8783, 8788) : son amendement n° II-15 : maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées ; retiré. Sur son amendement précité, demande le retrait des sous-amendements n° II-83 de M. Jacques Blanc, de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-84 et n° II-101 de Mme Dominique Voynet. Demande le retrait de l'amendement n° II-103 de M. Jacques Blanc (nouvelle ventilation des crédits entre les programmes "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" et "Gestion des milieux et biodiversité") et des amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-48 et n° II-102 de M. Jacques Blanc (maintien de 6 537 812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862 188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des

installations classées). (p. 8788) : retire son amendement n° II-15 précité, compte tenu des interventions. Gravité de la situation. Regrette l'absence d'engagement à l'égard des inspecteurs des installations classées. (p. 8789) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable"). - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 8792) : son amendement n° II-65 : réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-104 de Mme Valérie Létard rectifié dans le sens souhaité par la commission. Demande le retrait de l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression) et de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-46 (réécriture de l'article tendant à étendre le paiement de la contribution aux fabricants et aux importateurs de produits textiles et à en affecter le produit aux collectivités territoriales). (p. 8797, 8798) : propose au Sénat de ne pas voter l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression) et maintient son amendement précité n° II-65.

KERGUERIS (Joseph)
sénateur (Morbihan)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : La hausse des prix du pétrole : une fatalité ou le retour du politique [n° 105 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Transports - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3285) : question centrale du pavillon. Nécessité de modifier le dispositif actuel. Texte convenable en terme de compétitivité, d'emploi maritime et de protection sociale. Le groupe de l'UC-UDF votera cette proposition de loi. - **Question préalable** (p. 3292) : le groupe de l'UC-UDF votera contre la motion n° 31 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable.

KHIARI (Bariza)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 354 (2004-2005)] portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 415 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1023, 1024) : son amendement n° 12 : ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans ; rejeté.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1104, 1105) : texte injuste. Nombreux accords d'entreprises signés à la suite des lois Aubry. Aggravation de la précarité. Application des 35 heures. Nocivité des dispositifs proposés. Inquiétude relative à l'application de la nouvelle directive sur le temps de travail et au projet de directive Bolkestein.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - **Art. 1er bis (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale)** (p. 1450, 1451) : s'estime choquée par les arguments du ministre justifiant la non-inscription des termes "République française" sur les timbres-poste. Mise en péril des deux missions essentielles de La Poste : service universel postal et aménagement du territoire. Problème de sécurité des actes juridiques. Insuffisance des financements. Création minimaliste de points Poste. Pénalisation des habitants des zones rurales. Destruction du service public postal et transfert de charges pour les collectivités locales. Risque de rupture d'égalité des citoyens par le refus d'inscription dans la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

loi du principe de l'unicité du prix du timbre sur le territoire. Dépôt d'une série d'amendements visant à assurer l'égal accès au service public postal pour tous.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. 32** (Art. L. 442-6 du code de commerce - *Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 4175) : intervient sur son amendement n° 297 : suppression de la distinction entre rupture de la relation commerciale par des voies traditionnelles et par le biais d'une enchère électronique, défendu par M. Bernard Dussaut. - **Art. 38** (*Titre Ier du livre VII du code de commerce - Nouvel intitulé du titre Ier du livre VII du code de commerce*) (p. 4198, 4199) : suppression pour les artisans non ressortissants des pays de l'Union européenne du droit de vote aux élections des chambres de métiers. Demande, pour ces mêmes ressortissants, le droit de vote aux élections des chambres de commerce et d'industrie.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 5714, 5716) : création d'un code du tourisme. Consécration de la reconnaissance du secteur touristique. Relance d'un processus engagé par Michelle Demessine, secrétaire d'Etat en 2000. Ordonnance adoptée sur le fondement de la loi du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit. Travail d'assemblage et de réorganisation de règles transversales dans le respect du principe de codification à droit constant. Justification du caractère "suiveur" du code par la transversalité de la matière traitée et l'historique de la codification. Importance de la partie réglementaire du code du tourisme, confiée à la Commission supérieure de codification. Propositions de la commission visant à la demande de reclassement des arrêtés dans la partie réglementaire du code du tourisme. Souhait de consolidation de la cellule juridique du ministère du tourisme. Dépôt d'amendements par la commission : ratification de l'ordonnance réformant le régime juridique de la vente de séjours et de voyages, prise en compte du développement des achats en ligne et consolidation de l'Agence nationale pour les chèques-vacances, ANCV. Interrogation du Gouvernement sur le calendrier de mise en oeuvre du statut de saisonnier et sur les perspectives du métier de restaurateur. Propose l'adoption de ce projet de loi ainsi amendé. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5721, 5722) : ses amendements identiques n° 1, 2 et 3 : rédaction ; adoptés. Accepte l'amendement n° 16 du Gouvernement (correction de la liste des dispositions abrogées par l'article 5 de l'ordonnance n° 2004-1391 du 20 décembre 2004 relative à la partie législative du code de tourisme). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5725, 5726) : sur l'amendement n° 23 de M. Didier Borotra (réforme des stations classées et du statut des communes touristiques) qu'elle accepte, ses sous-amendements n° 32 et 33 : rédaction, n° 34 : maintien de la faculté ouverte aux groupements de communes de demander le statut des stations classées intercommunales, n° 35 : correction d'une erreur matérielle et n° 36 et 37 : conséquence rédactionnelle ; devenus sans objet. Regret du retrait de l'amendement n° 23 précité. Mise en place des protections juridiques nécessaires contre l'éventuelle prolifération des casinos. (p. 5727, 5730) : ses amendements n° 42 : insertion dans le code du tourisme des dispositions relatives au commerce électronique pour la vente de voyages à distance ; n° 4 : double tutelle de l'ANCV et soumission de l'agence au contrôle économique et financier de l'Etat et n° 5 : création au sein de l'ANCV d'une commission spécifique chargée de l'affectation des excédents de l'agence ; adoptés. Accepte les amendements du Gouvernement n° 17 (rédaction), n° 18 (conditions de versement de l'indemnité due au délégataire pour ses investissements, en cas de non-reconduction par la collectivité délégante, du contrat d'aménagement touristique de la montagne), n° 19 (remplacement de la notion "d'agrément" par celle de "convention" dans les dispositions relatives au prestataire de service acceptant un paiement sous forme de chèques-vacances), n° 21 (composition par collègues du conseil d'administration de l'ANCV) et n° 20 (codification de

l'agrément "vacances adaptées organisées" destiné aux personnes handicapées). - **Art. 4** (Art. L. 162-1 et L. 411-14 du code du tourisme - *Rectification d'erreur matérielle dans le code du tourisme*) : Ses amendements, portant sur le même objet, n° 6, 7 et 8 : rectification d'erreurs matérielles ; adoptés. - **Art. 5** (Art. L. 163-1 à L. 163-9 et L. 363-1 à L. 363-3 du code du tourisme - *Extension à Mayotte du code du tourisme avec aménagements*) (p. 5733) : sur l'amendement n° 22 du Gouvernement (correction d'erreurs rédactionnelles et extension à Mayotte de l'ensemble des dispositions) qu'elle accepte, ses sous-amendements n° 38, 39, 40 et 41 ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5734) : son amendement n° 9 : ratification de l'ordonnance du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours sous réserve de limiter l'exercice des activités des agences de voyage aux personnes détentrices d'une habilitation et n'exerçant cette activité qu'à titre accessoire de leur activité principale ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Jean-Marc Pastor (exigence d'une qualification préalable à l'exercice professionnel d'entreprise de restauration). Atteinte au principe constitutionnel de liberté du commerce et de l'industrie. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 5736) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Jean Faure (modification possible des conventions d'exploitation de remontées mécaniques ayant pour objet l'installation de dispositifs nécessaires à l'exploitation des pistes - modernisation et sécurité du service). - **Art. 9** (Art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - *Régime d'établissement des servitudes destinées à permettre le passage et l'aménagement des pistes de ski*) (p. 5737) : accepte l'amendement n° 28 de M. Thierry Repentin (modification du régime des servitudes permettant aux collectivités locales et départementales d'organiser les sports de montagne en hiver et en été). - **Art. 10** (Art. L. 343-1 à L. 343-8, L. 361-2 et L. 363-1 du code du tourisme - *Règles relatives aux activités touristiques en milieu rural*) (p. 5738) : son amendement n° 10 : cohérence rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 10** : son amendement n° 11 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. - **Art. 11** (Art. L. 421-3 du code du tourisme - *Réductions d'impôt sur le revenu au titre des investissements dans l'immobilier de tourisme*) (p. 5739) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction de l'article 11 ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 11** : Ses amendements n° 13 et 14 : correction d'une erreur matérielle ; adoptés. - **Art. 12** (Art. L. 443-1 du code de l'urbanisme - *Zones autorisées pour l'implantation ou l'installation des résidences mobiles de loisirs et des habitations légères de loisirs*) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5740, 5741) : sur les amendements de M. Thierry Repentin, accepte le n° 31 (extension du champ de la redevance recouvrée pour la pratique du ski de fond à l'ensemble des loisirs de neige non motorisés) et demande le retrait des n° 29 (gestion du produit des jeux des casinos confiée aux intercommunalités ayant la compétence "économie") et n° 30 (conséquence). - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 43 : nouvel intitulé - **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme** ; adopté. - **Art. 6 bis** (*Ratification de l'ordonnance n° 2005-174 du 24 février 2005 relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjours*) (p. 5742) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (retour au texte initial du Gouvernement - possibilité pour les associations, les syndicats d'initiative et les offices du tourisme, dans les milieux ruraux, d'exercer le métier d'agence de voyages).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (18 novembre 2005) - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - *Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère*) (p. 7436) : nécessaire simplification du droit. Discrimination provoquée par l'article. Avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 267 de Mme Valérie Létard (rétablissement de l'exportabilité d'une partie du minimum vieillesse). (p. 7438) : intervient sur l'amendement précité n° 267 de Mme Valérie Létard.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9127, 9128) : aménagement du territoire et politique touristique. Caractère déterminant de l'activité économique de l'industrie touristique. Problème de l'accès aux vacances et situation de l'Agence nationale pour les chèques-vacances. Nécessité de valoriser les métiers du tourisme. Déception liée à la stagnation de ce budget.

KRATTINGER (Yves)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 347, 349).

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6092, 6094).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9136, 9137) : s'interroge sur les objectifs réels du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire. Très grande faiblesse de l'Etat dans la politique d'investissement, notamment pour le volet ferroviaire. Souhaite vivement que l'Etat renoue le dialogue de la contractualisation avec les collectivités territoriales. Ne votera pas ces crédits.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9230, 9232) : financement et rôle de l'AFITF. Avenir des contrats de plan Etat-région. Compensation financière des transferts de routes aux départements. Discussion autour de la TVA des péages autoroutiers. Ne votera pas les crédits de cette mission.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LABARRÈRE (André)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

LABEYRIE (Philippe)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

LAFFITTE (Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (De 1995 à 2000: Conseil d'administration de la société Télévision du savoir) ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 100 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.

INTERVENTIONS

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant - (1er février 2005) (p. 597, 598) : lutte contre

la précarité de la situation des intermittents du spectacle. Poids de l'innovation dans le produit intérieur brut du département des Alpes-Maritimes. Suggestion d'une implication des artistes dans les sciences et l'innovation.

- Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)] - (17 février 2005) - Explications de vote sur l'ensemble (p. 1033) : débat de grande qualité. Continuité de la construction européenne depuis 50 ans. "Oui" de conviction et de responsabilité. Nécessité d'accepter ce compromis. Volonté d'éviter le parasitage du débat par d'autres questions. Le groupe RDSE votera ce texte.

- Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] - (5 avril 2005) - Discussion générale (p. 2654) : texte attendu, important et équilibré. Sa contribution, il y a un demi-siècle, à la création des agences de l'eau, en tant que dirigeant du Bureau de recherches géologiques, géophysiques et minières. Nécessité de protéger l'énergie hydroélectrique compte tenu du plan Climat. Réservé sur la création de nouvelles structures. Estime préférable que l'ONEMA aide et utilise les structures déjà existantes. Problème du financement des syndicats d'études. Exemple du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la basse vallée du Var. Absence de prise en compte dans la gestion de l'eau des risques climatiques liés à l'effet de serre. Absolue nécessité de programmes d'action et de prévention.

- Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3150, 3151).

- Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)] - (5 juillet 2005) - Art. 5 (Agence de l'innovation industrielle) (p. 5069) : priorité à la fois financière et politique de l'innovation. Souhaite l'association du Parlement au fonctionnement de l'Agence de l'innovation industrielle. Compétition interne dans le domaine de la recherche.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8465, 8466) : mobilisation de crédits faisant de ce budget une priorité. Implication insuffisante d'une majorité de ministères. Mesures en faveur de l'emploi scientifique. Importance des conditions de travail des chercheurs. Hausse des financements incitatifs sur des projets. Mobilisation industrielle autour des pôles de compétitivité. S'inquiète de la création de nouvelles structures se superposant aux anciennes. Avis favorable à l'adoption des crédits de la MIRE. (p. 8470, 8471) : insuffisance du financement global de la recherche en Europe. Proposition de financement de l'innovation par des emprunts européens ; association de différents pays pour la création du groupe ELITE ; renforcement des initiatives Eurêka et du projet MEDEA. Nécessité absolue de labellisation des projets et de création d'un réseau entre les pôles de compétitivité. - Art. 52 et état B (Crédits du budget général) (p. 8505) : intervient sur l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire"). Exemple du département des Alpes-Maritimes : succès de la construction des logements étudiants par les organismes d'HLM. (p. 8507) : s'oppose à l'amendement n° II-30 de la commission (diminution des crédits de l'IFP au titre de la recherche dans le domaine de l'énergie). Succès et avancées remarquables de l'IFP.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8769, 8770) : question préoccupante du changement climatique. Application urgente du plan "Climat". Prise de conscience impérative face aux nombreux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

indices de réchauffement climatique. Ses travaux dans le cadre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Immensité des possibilités offertes par les technologies. Suggère la construction de bâtiments labellisés et l'intégration de la préoccupation énergétique dans les plans d'urbanisme. Nécessité de volonté et de communication pour vendre le développement durable. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées) et se range à la position du Gouvernement. (p. 8790) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires économiques saisis pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable").

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9775, 9777) : reconnaissance de l'action en faveur de l'innovation et de la recherche. Augmentation des crédits alloués. Texte positif bien qu'incomplet dans les domaines de la gouvernance des universités, de la recherche militaire et de la prévision d'un volume financier nécessaire à la recherche. Nécessité pour la France de poursuivre ses efforts en faveur d'un financement massif d'une agence de recherche au niveau européen. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9810) : s'abstient sur l'amendement n° 81 de Mme Marie-Christine Blandin (définition de la notion de recherche et de production de connaissances). - **Art. 2 (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche)** (p. 9815) : sur l'amendement n° 12 de la commission (qualification du concept justifiant la création d'une fondation de coopération scientifique), ses sous-amendements n° 62 et n° 63 ; retirés. (p. 9817) : intervient sur ses sous-amendements n° 62 et n° 63 précités. (p. 9822) : favorable à l'amendement n° 18 de la commission (amélioration du statut des fondations de coopération scientifique).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10179) : favorable à l'amendement n° 93 de Mme Marie-Christine Blandin (représentation de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques au sein du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche). - **Art. 7 (Agence nationale de la recherche)** (p. 10187) : intervient sur l'amendement n° 108 de M. Serge Lagache (clarification du statut juridique de l'Agence nationale de la recherche). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 10189) : défavorable à l'amendement n° 111 de M. Daniel Raoul (affectation d'une part des crédits accordés à un projet au fonctionnement de l'établissement qui l'héberge). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 10192) : favorable à l'amendement n° 59 du Gouvernement (assouplissement des conditions de mobilité à temps partiel des scientifiques vers le secteur privé). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10210, 10211) : intervient sur l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10221) : texte donnant enfin une priorité pour la recherche et pour l'innovation malgré des circonstances économiques difficiles. Nécessité de se mettre au travail et de faire en sorte que les nouveaux outils se développent, se concrétisent et trouvent leur équilibre exact.

LAGARDE (Christine)
ministre déléguée au commerce extérieur
(à partir du 2 juin 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5329, 5330) : rappel des dispositions du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. Installation de deux nouveaux outils pour prévenir et détecter les infractions boursières : les "listes d'initiés" et la mise en place d'un régime de déclaration des transactions suspectes. Transposition de la directive "marchés d'instruments financiers" introduisant une concurrence accrue entre les plates-formes de négociation et n'autorisant plus le monopole de centralisation des ordres sur les marchés réglementés. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5332) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Marc (renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants de société). - **Art. 1er (Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers)** (p. 5334) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 2 (élargissement du dispositif de surveillance aux titres négociés sur les marchés non réglementés) et n° 3 (amélioration de l'efficacité de l'obligation de déclaration de soupçons). - **Art. 4 (Etablissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers)** (p. 5335) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. François Marc (élargissement du champ d'application de cet article aux titres négociés sur les marchés non réglementés). - **Art. 5 (Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers)** (p. 5336) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. François Marc (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5337) : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5663, 5665) : forte attente des Français pour des services financiers plus intelligibles et plus accessibles. Enjeux essentiels de l'assurance en termes de protection et de transmission du patrimoine. Importance pour les assurés du travail de conseil. Souci du Gouvernement de promouvoir une régulation équilibrée des services financiers et une concertation avec les représentants des associations de consommateurs. Sécurisation du cadre des intermédiaires d'assurance. Mise en place du "passeport européen". Maintien souhaitable de l'équilibre trouvé à l'Assemblée nationale sur le choix du délai limite pour le droit de renonciation en cas de défaut d'information du souscripteur, compte tenu du caractère "maximal" de l'harmonisation européenne. Nécessité de clarifier les modalités de communication de l'information lors de la souscription d'un contrat. Mauvaise lisibilité de la note d'information. Proposera de revenir à un modèle plus opérant, à partir de l'initiative élaborée par M. Philippe Marini. (p. 5671) : partage les objectifs de la commission des finances. Remerciements pour les améliorations considérables apportées aux dispositions initiales du texte communautaire. - **Art. 1er (Transposition de la directive intermédiation en assurance dans le livre V du code des assurances)** (p. 5674, 5677) : sur l'amendement n° 4 de la commission (publication de la liste des radiations par l'organisme chargé de tenir le registre des intermédiaires) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 59 (précision) ; retiré. Accepte les amendements de la commission, de rédaction n° 1 et n° 2, de précision n° 5, n° 43 et n° 44 et de coordination n° 6 ainsi que les amendements n° 3 (requalification de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance en "Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles"), n° 45 (précision par décret en Conseil d'Etat de certaines modalités

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'application des dispositions relatives à l'intermédiation), n° 46 (obligation pour l'organisme responsable du registre des intermédiaires de communiquer sur demande toute information au comité des entreprises d'assurance) et n° 47 (possibilité pour l'organisme chargé de tenir le registre de communiquer, à son initiative, toute information utile à l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 7 (possibilité pour les "intermédiaires liés" d'être immatriculés par l'entreprise d'assurance pour le compte de laquelle ils agissent exclusivement). - **Art. 2** (*Contrôle des intermédiaires et incapacités professionnelles*) (p. 5679, 5680) : accepte les amendements de la commission, de coordination n° 8 et n° 9, n° 48 (précision des cas nécessitant l'information systématique des autorités de contrôle des autres Etats parties à l'Espace économique européen par le comité des entreprises d'assurance) et n° 10 (aménagement des dispositions afin de rendre symétriques les conditions d'octroi et de retrait d'agrément par le comité des entreprises d'assurance). - **Art. 2 bis** (*Transposition de la directive intermédiation pour les mutuelles et institutions de prévoyance*) (p. 5681, 5682) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 49 et n° 50 (clarification rédactionnelle), le n° 11 (correction d'une erreur de référence) et demande le retrait du n° 12 (substitution du terme "organisme assureur" à celui de "entreprise d'assurance"). - **Art. 3** (*Modification des conditions d'information des souscripteurs des contrats d'assurance vie*) (p. 5683) : demande le retrait de l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (application des dispositions sur l'information contractuelle aux personnes morales souscriptrices). (p. 5685, 5688) : sur l'amendement n° 13 de la commission (possibilité pour la proposition d'assurance ou le projet de contrat de valoir note d'information à condition qu'un encadré indique en caractères très apparents la nature du contrat) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 57 (insertion en tête du contrat d'un encadré détaillant la nature du contrat et des renvois à ses principales rubriques) ; retiré. Compromis satisfaisant. Efficacité du travail du rapporteur et de ses collaborateurs. (p. 5689) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (mention des informations relatives aux valeurs minimales et aux valeurs de rachat dès le stade précontractuel) et demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (communication des valeurs de rachat personnalisées dès l'émission du certificat d'adhésion au contrat). (p. 5691) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la prorogation du délai de renonciation pour les assurés qui procèdent à une nouvelle répartition entre les différentes unités de comptes). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5692, 5694) : ses amendements n° 61 (obligation pour l'assureur, informé du décès de l'assuré, d'aviser le bénéficiaire de la stipulation effectuée à son profit si ses coordonnées sont portées au contrat) retiré au profit de l'amendement n° 26 de M. Yves Détraigne (obligation pour l'assureur, informé du décès de l'assuré, d'aviser le bénéficiaire de la stipulation effectuée à son profit si ses coordonnées sont portées au contrat) qu'elle accepte ; et n° 28 (demande d'habilitation à transposer par ordonnance la directive européenne concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle) ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 15 (transposition aux mutuelles et institutions de prévoyance des modifications prévues à l'article 3 du texte, s'agissant notamment de l'exercice du droit de renonciation), n° 16 (coordination) et n° 51 (clarification dans le contrat des conditions de désignation des bénéficiaires des contrats d'assurance vie). - **Art. 3 bis** (*Information des souscripteurs des contrats d'assurance de groupe*) (p. 5696) : son amendement n° 58 : présence obligatoire d'un encadré en tête de tous les contrats de groupe relevant du code des assurances ; adopté. Accepte les amendements de la commission n° 52 et 53 (correction d'une erreur de référence). Demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 3 bis** (p. 5697) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (possibilité de déblocage anticipé des sommes investies en épargne retraite en cas de perte d'emploi ou d'incapacité d'exercer l'emploi quel que soit le statut de la personne). S'oppose à l'amendement n° 31 de Mme Catherine Procaccia (obligation pour les assureurs de

communiquer au moins tous les dix ans au souscripteur la valeur du contrat et de vérifier avec lui l'identité et les coordonnées du bénéficiaire). (p. 5698, 5700) : sur l'amendement n° 17 de la commission (renforcement de l'indépendance des associations souscriptrices de contrats d'assurance vie par rapport aux entreprises d'assurance avec lesquelles elles contractent) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 60 (fixation par un décret en Conseil d'Etat des droits des adhérents en assemblée générale) ; adopté. Sur l'amendement précité n° 17 de la commission, accepte le sous-amendement n° 35 de Mme Catherine Procaccia (fixation du délai d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à dix-huit mois au lieu de douze). Sur l'amendement n° 18 de la commission (encadrement du dispositif des contrats dits "à frais précomptés") qu'elle accepte, accepte le sous-amendement n° 36 de Mme Catherine Procaccia (octroi d'un délai de deux ans aux assureurs au lieu d'un an pour renégocier les contrats de travail). Accepte l'amendement n° 19 de la commission (coordination et cohérence) et l'amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Jégou (correction d'une erreur de référence). - **Art. 4** (*Dispositions applicables aux incapacités des intermédiaires en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi*) (p. 5701) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (précision). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 5702) : ses amendements n° 32 et 33 (correction d'une erreur matérielle) ; adoptés. - **Art. 5** (*Dates d'entrée en vigueur*) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (coordination). - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 5704) : son amendement n° 29 : clarification, à droit constant, du champ d'application de certaines dispositions du code des assurances dans les collectivités d'outre-mer ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5705) : remerciements.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8718, 8720) : redéploiement des forces sur les marchés les plus porteurs. Importance des priorités dévolues à Ubifrance. Accompagnement des entreprises dans leur démarche à destination de l'étranger. Soutien à l'exportation. Présentation des mesures de Cap Export. Encouragement du volontariat international en entreprise. Crédit d'impôt export. Incitation fiscale à l'engagement sur les marchés extérieurs. Amélioration de l'accès au financement des PME engagées dans le commerce extérieur. Labellisation par Ubifrance des opérations de parrainage à l'export. Intérêt des réformes structurelles conduites en Allemagne et en Irlande pour la relance de la croissance. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8724) : défavorable à l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-49 (création, au sein de la mission "Développement et régulation économiques", d'un programme intitulé "Développement des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales" par transfert des crédits de l'action 2 du programme 134 et un prélèvement sur les crédits de l'AFII). Incidence désastreuse d'une interruption des campagnes destinées à valoriser l'image de la France dans les médias internationaux après les problèmes des banlieues.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LAGAUCHE (Serge)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Que penser de la directive "Bolkestein" ? [n° 206 (2004-2005)] (18 février 2005) - **Entreprises - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Culture [n° 100 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Cinéma, audiovisuel, expression radiophonique locale [n° 100 tome 9 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 594, 596) : opportunité de l'initiative du débat. Valeur de la politique de soutien à la création et à la diffusion des oeuvres artistiques. Rapport de Jean-Paul Guillet. Régime d'indemnisation du chômage des intermittents. Mise en place d'une politique forte en faveur de l'emploi culturel pour lutter contre la précarité de la situation de la majorité des intermittents. Nécessaire abrogation du protocole de juin 2003. Désengagement de l'Etat au détriment des collectivités territoriales. Pistes à envisager. Souhait de la mise en place d'une éducation artistique dans les établissements scolaires et universitaires. Menace de la directive Bolkestein. Projet de convention de l'UNESCO.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2071) : soutient l'amendement n° 344 de Mme Marie-Christine Blandin (bourses de pré-recrutement destinées aux futurs enseignants) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 345 de M. David Assouline (organisation dans tous les IUFM d'un complément de formation en vue de la préparation des certifications complémentaires) ; rejeté. (p. 2074) : soutient l'amendement n° 347 de M. David Assouline (intégration dans la formation initiale des maîtres d'une partie consacrée à l'enseignement spécifique devant être dispensé aux élèves non francophones) ; retiré au profit de l'amendement n° 59 de la commission (adaptation de la formation pédagogique aux élèves ayant des besoins spécifiques). (p. 2077, 2078) : soutient l'amendement n° 349 de M. David Assouline (affichage au sein des établissements scolaires des droits des lycéens et des modalités de fonctionnement des fonds sociaux) ; rejeté. (p. 2078, 2079) : soutient l'amendement n° 350 de M. David Assouline (accès prioritaire des bacheliers professionnels aux sections de techniciens supérieurs) ; rejeté. (p. 2080) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 338 (suppression de la réduction du nombre d'options présentées au lycée) ; et n° 352 (dans le cadre des enseignements au lycée, organisation de visites dans des établissements d'enseignement supérieur) ; rejetés. (p. 2081) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 353 (choix au lycée de deux enseignements de détermination) ; et n° 354 (conséquence) ; rejetés. (p. 2082) : soutient l'amendement n° 355 de M. David Assouline (préservation de la variété des options proposées aux lycéens) ; rejeté. (p. 2083) : soutient l'amendement n° 356 de M. David Assouline (organisation périodique de partiels pour préparer les élèves au baccalauréat) ; adopté. (p. 2084) : soutient l'amendement n° 357 de M. David Assouline (mise en place de cartes lycéennes et collégiennes permettant un accès privilégié à des activités culturelles) ; rejeté. (p. 2085) : soutient l'amendement n° 358 de M. Jean-Pierre Masseret (renforcement de l'enseignement sur la construction européenne dans le système éducatif français) ; adopté. (p. 2090) : soutient l'amendement n° 361 de M. David Assouline (préservation de la diversité des champs reconnus dans le monde des arts et de la culture) ; rejeté. (p. 2091) : soutient l'amendement n° 362 de M. David Assouline (modalités de financement des rémunérations des intervenants artistiques et culturels) ; rejeté. (p. 2095) : soutient les amendements de M. David Assouline n° 363 (organisation de sorties pédagogiques) ; et n° 364 (développement des travaux pratiques) ; rejetés.

- **Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2333, 2334) : déplore les conditions générales d'examen du texte. Manque d'ambition du texte adopté. Absence de solution aux véritables problèmes. Absence de dispositifs novateurs. Améliorations consécutives à la navette parlementaire. Regret de l'absence de prise en compte de certaines propositions du groupe socialiste. Scepticisme d'une évolution plus égalitaire de l'école. Manque de moyens budgétaires. Avec le groupe socialiste, votera contre le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2490) : nécessité de renforcer le droit pénal pour lutter contre les violences conjugales. Volet préventif de cette proposition de loi et volet d'aide spécifique aux victimes. Formation du personnel confronté aux violences conjugales. Importance du suivi et du soutien institutionnels.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3093, 3094) : avancées de la proposition de loi pour les médecins et les malades. Défavorable à un vote conforme.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3698, 3699) : instauration d'une base légale au statut des intervenants occasionnels dans les centres de vacances et de loisirs. Fragilité de l'équilibre économique du secteur. Injustice dans l'accès aux colonies de vacances. Proposition visant à permettre à un plus grand nombre d'enfants de partir en vacances. Regret sur la méthode employée : introduction dans le code du travail de mesures dérogatoires au droit commun. Projet du Conseil national de la vie associative d'une loi-cadre sur le volontariat. Proposition d'amendements visant à rapprocher le titre II du titre Ier.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3767) : soutient l'amendement n° 27 de M. David Assouline (retrait des personnes encadrant occasionnellement des centres de formation BAFA du champ d'application de l'engagement éducatif) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6389, 6390) : rôle des délégués départementaux de l'éducation nationale. Atteinte à l'exercice de cette fonction dans le projet de loi d'orientation sur l'avenir de l'école. Conditions déplorables de discussion de ce projet. Intérêt de la solution proposée. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8468, 8469) : décalage entre le discours gouvernemental et la réalité de la politique menée. Exemple du discours prononcé par M. Le Président de la République le 30 août 2005. Redéploiement des crédits pour les quartiers en difficulté. Absence de mesure en faveur de la promotion et de l'égalité des chances dans l'enseignement supérieur. Augmentation des situations de pauvreté chronique des étudiants. Engagements non tenus en matière d'immobilier universitaire. Le groupe socialiste votera contre les crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8509, 8510) : son amendement n° II-39 : rétablissement des crédits initialement prévus - transfert de crédits pour l'action "établissement d'enseignement privé" au programme "orientation et pilotage de la recherche" ; rejeté.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8534, 8535) : démarche citoyenne des personnels de l'éducation nationale, des intervenants associatifs et des parents pour la défense des établissements scolaires pendant la crise des banlieues. Représentation de l'école comme une institution de "tri social". Mesures de replâtrage proposées par le Gouvernement. Absence de réflexion sur le rôle du système scolaire dans la reproduction des inégalités sociales. Réadaptation nécessaire de l'éducation prioritaire. Diminution continue du taux de scolarisation des enfants âgés de deux ans. Volonté de développement de la préscolarisation comme un outil de prévention de l'échec scolaire. Choix du tout sécuritaire par le Gouvernement au détriment de celui de la prévention et de l'éducation. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8545) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° II-96 du Gouvernement (transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole"). Dénonce le déroulement du débat et le manque de sérieux dans la préparation et la présentation des crédits.

Sport, jeunesse et vie associative

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (2 décembre 2005) (p. 8593, 8595) : augmentation de 5 % des crédits. Transformation du FNDS en un établissement public administratif, le Centre national pour le développement du sport, CNDS. Augmentation réelle de 1 % des crédits. Hausse temporaire du taux de prélèvement sur les recettes de la Française des jeux. Manque de moyens attribués au CNDS et participation nécessaire des collectivités locales. Diminution des subventions destinées à la promotion du sport de masse. Insuffisance des sommes allouées au secteur associatif. Cessation d'activité de plus d'un millier d'associations de jeunesse et d'éducation populaire. Formation des bénévoles. Souhait d'une réactivation des conventions pluriannuelles d'objectifs lancées par le Gouvernement Jospin. Privatisations rampantes et mise en cause des missions du service public pour le sport de haut niveau : exemple des CREPS. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8599) : défavorable à l'amendement n° II-87 du Gouvernement (transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative"). Vision élargie de l'économie sociale.

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8834, 8836) : répartition des crédits consacrés à la création. Difficulté dans la mise en place des indicateurs de performance. Action en faveur du théâtre. Soutien à l'emploi artistique. Crédits accordés aux industries cinématographiques. Dispositif de soutien au cinéma. Avenir des sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel, SOFICA. Fréquentation des salles. Court-métrage. Lutte contre les copies illicites de films. Au nom de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, recommande l'adoption des crédits des programmes relatifs à la création et au cinéma. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8853) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). (p. 8855) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-20 de la commission (majoration des crédits de l'INRAP).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - au nom - **Art. 61 (Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu)** (p. 9412) : soutient l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-106 : exclusion du dispositif de plafonnement des avantages fiscaux liés au SOFICA ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9771, 9773) : bricolage, par le Gouvernement, d'un tableau censé récapituler l'engagement financier de l'Etat en faveur de la recherche. Engagement financier largement hypothéqué, laissant totalement de côté la gestion prévisionnelle de l'emploi scientifique. Politique aberrante de mise à l'écart de l'enseignement supérieur pourtant intimement lié à la recherche. Nécessité d'appréhender la recherche sous un angle autre que celui des débouchés économiques. Dénonciation d'un enchevêtrement de structures sans aucune coordination entre elles. Intérêt de promouvoir l'idée selon laquelle la recherche doit être la priorité budgétaire de l'Union européenne. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9789, 9790) : sa motion n° 55 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 9791) : son amendement n° 97 : inscription, dans la loi de programme, de l'objectif européen fixant à 3 % du PIB la dépense de recherche ; rejeté. - **Art. 1er et tableaux annexés (Programmation)** (p. 9794) : son amendement n° 98 : exclusion du crédit d'impôt de la programmation des moyens destinés à la recherche ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9805) : ne votera pas l'amendement n° 60 du Gouvernement (création du Haut

Conseil de la science et de la technologie). (p. 9806) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 119 de M. Ivan Renar (rôle et composition de l'Agence nationale de la recherche). (p. 9810) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 81 de Mme Marie-Christine Blandin (définition de la notion de recherche et de production de connaissances). - **Art. 2 (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche)** (p. 9816) : ses amendements n° 101 : caractère interrégional ou interdépartemental des fondations de coopération scientifique et n° 102 : encadrement de la création de ces fondations ; devenus sans objet. (p. 9821, 9822) : son amendement n° 103 : présence d'un représentant du PRES au conseil d'administration des fondations de coopération scientifique ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Intitulé du chapitre II (L'évaluation des activités de recherche)** (p. 10168) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 19 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre). - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10172, 10173) : son amendement n° 107 : définition des modalités de contrôle des résultats de l'évaluation par le pouvoir réglementaire ; rejeté. (p. 10174) : son amendement n° 105 : nouvelle dénomination de l'Agence d'évaluation de la recherche ; adopté. (p. 10178) : son amendement n° 106 : règles déontologiques de l'Agence d'évaluation de la recherche ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10221, 10222) : dénonciation du périmètre restreint de ce texte, de la focalisation sur le court terme, de la vision utilitariste de la recherche et de la complexification du système par la superposition des structures. Fragilisation de la recherche publique. Ne votera pas ce projet de loi.

LAMBERT (Alain)
sénateur (Orne)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte parole du Gouvernement le 7 mars 2005 ; fin de mission le 6 septembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 23 mars 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 99 tome 3 annexe 32 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2307, 2308) : défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales) et à son examen en priorité. - **Art. 1er (Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale)** (p. 2321) : travail de la commission. Approbation de la nouvelle architecture de la loi de financement de la sécurité sociale. Mise en place de plafonds de dépenses limitatifs. Sanctions éventuelles des dépassements d'objectifs.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3664, 3665) : rôle du Parlement dans la LOLF. Hommage au président et au rapporteur de la commission des finances. Contenu du texte. Organisation des travaux budgétaires : importance du premier débat. Modernisation de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances : transformation des budgets ministériels en budgets affectés à des politiques publiques ; discussion souhaitée des crédits par mission. Périmètre de compétences des rapporteurs spéciaux et des rapporteurs pour avis. Volonté du Parlement de continuer l'oeuvre de réforme entreprise depuis 2001. - **Art. 3 (Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements)** (p. 3674) : souhaite le retrait de l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques). Elargissement du droit d'amendement.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Art. 4 et tableau C annexé (Dépenses civiles en capital du budget général)** (p. 5831) : favorable à une évolution en valeur en matière de finances publiques. Interrogation sur l'évaluation de la différence entre "zéro volume" et "zéro valeur".

- **Question orale avec débat sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : sa question (p. 6079, 6080).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7816, 7818) : adhère au message de l'encouragement au travail. Revalorisation de la prime pour l'emploi. Importants crédits pour l'harmonisation des SMIC et l'allègement des charges. Absolue nécessité de consolider les comptes de toutes les administrations publiques. Promesses de la LOLF. Critique injustifiée quant au caractère inéquitable de la fiscalité. Avec le groupe UMP, votera ce projet de loi de finances. Voeu d'un message de confiance aux gestionnaires publics.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7928, 7929) : son amendement n° I-176 : déductibilité des intérêts d'emprunt souscrits pour l'acquisition de titres de sociétés ; adopté. (p. 7930, 7931) : son amendement n° I-213 : aménagement du régime de retenue à la source pour les personnes aux revenus variables ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 2 bis** (p. 7934, 7935) : son amendement n° I-173 : disposition en faveur de la filière cheval ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7957) : défavorable aux amendements de M. Roger Madec n° I-31 (harmonisation entre le mariage et le PACS en matière de fiscalité des donations et successions) et n° I-32 (repli).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8153) : défavorable à l'amendement n° I-73 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF). Réflexion à mener sur l'application d'un forfait. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8162) : ses amendements, portant sur le même objet, n° I-175 et I-174 : diminution du seuil permettant de constituer un engagement collectif de conservation ; retirés.

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9215, 9216) : deux observations sur la mission "Transports". Passifs financiers ferroviaires. Sécurité et affaires maritimes. Transports terrestres et maritimes. Sous réserve des observations des rapporteurs spéciaux, la commission des finances demande l'adoption des crédits de la mission "Transports". - **Art. 90 (Aménagement du régime de la taxe d'aéroport)** (p. 9247, 9248) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° II-283 et II-284 de M. Francis Grignon (fixation du taux des taxes applicables aux aérodromes exposés à la concurrence d'un aérodrome étranger). - **Art. additionnel après l'art. 90 ter** (p. 9249) : demande le retrait de l'amendement n° II-186 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de versement transport par le syndicat des transports d'Île-de-France).

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 57 ter (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 9346) : défavorable à l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). Assujettissement du ministère de la défense

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

aux mêmes obligations que les autres ministères. - **Art. additionnels avant l'art. 58** (p. 9349, 9350) : son amendement n° II-328 : retour au plafonnement de l'ISF tel qu'il a été défini par l'article 26 de la loi de finances pour 1989 ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9395) : intervient sur l'amendement n° II-296 de la commission (limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager). - **Art. 61 (Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu)** (p. 9400, 9401) : son amendement n° II-329 : suppression ; rejeté. Caractère nocif à long terme du dispositif. Comparaison avec le plafonnement de l'ISF. Démarche illogique consistant à accorder un avantage pour le plafonner. Caractère pervers de ce dispositif ne prenant pas en compte tous les avantages fiscaux. Article contre-productif par l'ouverture d'un droit à déduction. (p. 9403) : scepticisme quant à la suppression future des niches fiscales. Défavorable à l'instauration d'un plafonnement aboutissant à des effets secondaires néfastes. Décide de maintenir son amendement n° II-329 précité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 34 ou avant l'art. 37** (p. 10023, 10025) : son amendement n° 87 : uniformisation des avantages fiscaux applicables aux chaudières à condensation et aux pompes à chaleur en matière d'économies d'énergie ; retiré. Convaincu par la suggestion du rapporteur général.

LAMOUR (Jean-François)
*ministre de la jeunesse, des sports et de
la vie associative*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Sports - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3685, 3687) : premier objectif de mise en place d'un statut du volontariat associatif : définition du volontariat ; différence avec le bénévolat et le salariat ; échec du statut de volontariat civil ; spécificités du contrat. Deuxième objectif de stabilisation du statut de l'engagement éducatif : institution d'un régime dérogatoire au code de travail ; préservation du secteur d'activité des centres de vacances et de loisirs gérés par des associations ou des comités d'entreprise. Etude en cours sur les conséquences néfastes pour les entreprises privées exclues du dispositif. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3702, 3703) : difficultés de recrutement des associations. Insécurité juridique des encadrants des réseaux d'éducation populaire et d'associations. S'oppose à la motion n° 60 de M. Jean-François Voguet tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3704) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation annuelle d'une Conférence nationale du volontariat). Evocation du bénévolat à l'occasion de la première Conférence nationale de la vie associative.

(p. 3705) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur (signature de contrats pluriannuels entre l'Etat et une ou plusieurs associations nationales). - **Art. 1er (Définition du contrat de volontariat)** (p. 3706) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. David Assouline (recours au volontariat ouvert aux seuls organismes à but non lucratif) qu'il estime satisfait par la définition de l'association retenue dans la loi de 1901. (p. 3707) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean-François Voguet (volontariat limité aux seules fondations à vocation sociale). Caractère philanthropique, éducatif, scientifique, sportif et culturel du volontariat. (p. 3708) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. David Assouline (suppression du terme "désintéressé" qualifiant le sens de l'engagement dans le volontariat). (p. 3709) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Roland Muzeau (application du droit du travail au volontariat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de M. David Assouline (précision de l'absence de lien de subordination juridique du volontaire à l'égard de l'organisme). (p. 3710) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 91 de M. Jean-François Voguet (ouverture du volontariat aux associations à vocation sociale et humaine). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 3711) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. David Assouline (possibilité pour les organismes d'éducation populaire et les centres de vacances de conclure un contrat de volontariat associatif). Recherche de stabilité de l'encadrement des centres de loisirs et de vacances. (p. 3712) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. David Assouline (bénéfice du droit à l'aide juridictionnelle sans condition de ressources ouvert aux titulaires d'un contrat de volontariat associatif). - **Art. 2 (Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié)** (p. 3714, 3715) : s'oppose aux amendements n° 62 de M. Georges Mouly (interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment confiée à un salarié licencié), n° 94 de M. Jean-François Voguet (dissociation du champ d'activité volontaire du champ d'activité salariée) et n° 88 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les services chargés de délivrer l'agrément d'accorder une dérogation si le licenciement ou la démission résulte d'événements contraires à la volonté de l'organisme agréé). Accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 7 (interdiction de recruter un volontaire pour une mission auparavant confiée à un salarié licencié ou ayant démissionné dans les six mois précédents) et de M. Jacques Legendre n° 114 (interdiction de recruter un volontaire pour effectuer une mission précédemment exercée par un salarié dont le contrat de travail a été rompu quelle qu'en soit la raison). Estime l'amendement de M. David Assouline n° 39 (interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment exercée par un salarié licencié dans le même département) satisfait par l'amendement précité n° 7. - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3719) : accepte l'amendement n° 119 de la commission (clarification) et l'amendement n° 40 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux personnes âgées de plus de seize ans). S'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 97 (accès au volontariat à tout citoyen d'un pays avec lequel la France entretient des relations de coopération) et n° 95 (suppression de la condition de résidence régulière en France depuis un an pour les non-ressortissants de l'Union européenne) ainsi qu'au n° 83 de Mme Valérie Létard (suppression de la condition de résidence pour les personnes bénéficiant d'un contrat d'accueil et d'intégration). (p. 3721) : s'oppose à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (définition du volontariat comme une activité à temps plein). Risque de confusion. (p. 3724, 3725) : sens du contrat de volontariat : capacité à prendre des initiatives au sein d'une structure associative avec un objectif d'intérêt général. Oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 96 (suppression de la restriction d'accès au volontariat des allocataires du RMI), n° 98 (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux) et n° 99 (suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux), identique à l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly ainsi qu'au n° 41 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux dont le montant de l'allocation ne dépasse pas le minimum vieillesse) et au n° 84 de Mme Françoise Férat (ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API). Demande

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

le retrait des amendements de M. Christian Demuynck n° 73 (réintégration dans leurs droits des allocataires de minima sociaux à l'issue de leur contrat de volontariat) et n° 74 (repli). - **Art. 4** (*Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage*) (p. 3726, 3727) : accepte les amendements de la commission saisi pour avis n° 9 (rédaction) et n° 10 (ouverture des droits à indemnisation du chômage à la fin de la mission). S'oppose à l'amendement n° 42 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat) qu'il estime satisfait par le dispositif existant du congé solidaire. - **Art. 5** (*Validation des acquis de l'expérience*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 43 de M. David Assouline (prise en compte de l'ensemble des compétences acquises dans l'exécution de contrats de volontariat pour la validation). - **Art. additionnels après l'art. 5** : Accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 11 (coordination des modalités de validation des acquis de l'expérience avec le code de l'éducation). - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3730, 3731) : s'oppose aux amendements n° 100 de M. Jean-François Voguet (accord contractuel entre l'organisme et le volontaire sur le temps de repos), de M. David Assouline n° 44 (définition de l'objet de la mission dans le contrat de volontariat) et n° 45 (séparation des tâches fonctionnelles des tâches exécutées sous forme de missions), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 68 de M. Georges Mouly et n° 75 de M. Christian Demuynck (modalités du soutien apporté par l'organisme aux volontaires pour préparer l'après-volontariat). (p. 3732) : libre négociation des parties sur la fixation des temps de repos. S'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jean-François Voguet (inscription dans la loi des temps de repos hebdomadaires et mensuels) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (ouverture aux volontaires d'un congé de deux jours non chômés par mois de mission). (p. 3733) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 46 (durée minimale du contrat de volontariat fixée à trois mois) et de la commission saisi pour avis n° 12 (durée minimale du contrat de volontariat fixée à six mois). S'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (fixation d'un plafond annuel de journées travaillées). (p. 3734) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. David Assouline (fixation d'une durée maximale annuelle équivalente à la durée du travail à temps plein). (p. 3735) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. David Assouline (présentation par la personne candidate au volontariat d'un certificat médical). Atteinte à la vie privée. (p. 3736) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. David Assouline (respect par l'organisme agréé des mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité). Enjeu de l'agrément : vérification de l'encadrement des jeunes volontaires. Son amendement n° 117 : remplacement de la formation préalable à la mission par une phase de préparation ; adopté. (p. 3737) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Jean-François Voguet (intervention de l'Etat dans le financement de la formation). S'oppose à l'amendement n° 50 de M. David Assouline (précision de la nature, des modalités et du temps dévolus à la phase de préparation dans le contrat). (p. 3738) : accepte l'amendement n° 115 de M. Jacques Legendre (rupture immédiate du contrat de volontariat en cas de faute grave ou de force majeure). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3739) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (création d'un fonds interministériel pour la formation des volontaires). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 113 de M. Pierre Martin (rupture du contrat de volontariat sans préavis en cas d'embauche avec un contrat de travail). - **Art. 7** (*Indemnisation de la personne volontaire*) (p. 3740) : s'oppose aux amendements analogues de la commission saisi pour avis n° 13 et de M. Jean-François Voguet n° 103 (encadrement de l'indemnité de volontariat entre un minimum et un maximum fixés par décret). Souplesse du contrat indispensable à la réussite du dispositif. (p. 3741) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 4 (indemnité non soumise aux cotisations et contributions sociales) et accepte le n° 5 (conditions de versement de l'indemnité en numéraire ou en nature fixées dans le contrat). S'oppose à l'amendement de la commission saisi pour avis n° 14 (possibilité pour le volontaire de percevoir des avantages en nature en plus de l'indemnité mensuelle) assorti du sous-amendement n° 80 de M. Michel Mercier (limitation

des avantages en nature) qu'il estime satisfait par l'amendement n° 5 précité. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 3742) : s'oppose à l'amendement n° 6 de la commission (recul de l'âge d'accès aux concours de la fonction publique de la durée du volontariat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de M. Christian Demuynck (création d'un titre-repas du volontariat). - **Art. 8** (*Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général*) (p. 3743) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les étudiants de conserver leur affiliation au régime de sécurité sociale étudiant). Accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 15 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jean-François Voguet (prise en charge par l'organisme agréé d'une couverture complémentaire pour les volontaires). (p. 3744) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. David Assouline (obligation pour l'organisme agréé de souscrire une assurance responsabilité civile). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 81 de M. Michel Mercier (compensation intégrale par l'Etat auprès des organismes de sécurité sociale des pertes de recettes engendrées par la réforme du statut des volontaires civils). - **Art. 9** (*Modifications du code de la sécurité sociale*) (p. 3745) : s'oppose aux amendements n° 87 de Mme Françoise Férat (suppression) et n° 106 de M. Roland Muzeau (suppression partielle). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 3747) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 57 de M. David Assouline (compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales par l'Etat) et n° 59 de M. Alain Vassel (modalités de compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10** (*Agrément de la mission*) (p. 3759) : son amendement n° 118 : agrément délivré par le ministre chargé de la vie associative ; adopté. (p. 3761, 3762) : s'oppose aux amendements n° 58 de M. David Assouline (avis préalable du Conseil national de la vie associative, CNVA), n° 77 de M. Christian Demuynck (délivrance de l'agrément pour la totalité des missions d'une association), de M. Jean-François Voguet n° 109 (précision de l'intérêt de la mission confiée aux volontaires) et n° 108 (identification du projet de volontariat en relation avec les bénévoles et les salariés de la structure) et aux amendements identiques n° 69 de M. Georges Mouly et n° 82 de Mme Valérie Létard (précision, dans la demande d'agrément, de la complémentarité de la mission de volontariat avec celle des salariés et des bénévoles de l'association) qu'il estime satisfait par le décret d'application qui définira les conditions formelles de délivrance de l'agrément. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 3763) : demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Christian Demuynck (publicité du volontariat auprès des jeunes). Domaine réglementaire des modalités de sensibilisation et de promotion du volontariat. - **Art. additionnels après l'art. 10 ou après l'art. 12** (p. 3764) : s'oppose aux amendements analogues n° 66 de M. Georges Mouly et n° 86 de Mme Françoise Férat (extension du bénéfice de la prestation de compensation aux personnes handicapées investies dans le champ associatif). Proposition pertinente certainement retenue par la conférence nationale de la vie associative. - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3770) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 110 de M. Jean-François Voguet (non-imposition des avantages en nature). (p. 3771, 3772) : s'oppose aux amendements identiques n° 35 de M. David Assouline et n° 111 de M. Roland Muzeau (suppression pour réintégration de l'engagement éducatif au sein du volontariat) ainsi qu'au n° 112 (suppression du mode de calcul de rémunération par un système d'équivalence-heure) de ce dernier. Demande le retrait de l'amendement de la commission saisi pour avis n° 17 (prise en compte de la situation des animateurs et des directeurs intervenant lors des séjours des adultes handicapés). S'oppose aux amendements n° 61 de M. Henri de Raincourt (bénéfice du régime dérogatoire étendu à l'ensemble du secteur de l'engagement éducatif y compris le secteur privé), n° 116 de Mme Catherine Procaccia (limite maximale de jours ouvrés travaillés portée à 100 jours) et de M. David Assouline n° 25

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(limitation du dispositif aux seuls organismes bénéficiant d'un agrément "jeunesse - éducation populaire"), n° 26 (ouverture du dispositif aux organismes bénéficiant de l'agrément "vacances adaptées organisées"), n° 27 (retrait des personnes encadrant occasionnellement des centres de formation BAFA du champ d'application de l'engagement éducatif), n° 28 (garantie pour les titulaires de contrats précaires d'une rémunération minimale équivalente au SMIC), n° 29 (application aux contrats d'engagement associatif des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail), n° 30 (application aux contrats d'engagement éducatif des dispositions du code du travail relatives aux repos quotidien et hebdomadaire), n° 31 (fixation du montant minimum journalier de la rémunération dans la convention collective), n° 32 (obligation d'un repos minimal hebdomadaire de 36 heures), n° 33 (modalités de décompte du temps de travail fixées par la négociation collective) et n° 34 (fixation des modalités de contrôle par l'inspection du travail renvoyée à un décret). - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 3775, 3776) : s'oppose aux amendements de M. Georges Mouly n° 64 (prolongation de neuf à douze jours de la durée du congé de représentation), n° 67 (non-incrimination de l'engagement volontaire comme incompatible avec les actes positifs de recherche d'emploi) et n° 70 (assimilation à des dons des mises à disposition à titre gratuit de locaux par des personnes physiques au profit d'associations) ainsi qu'à l'amendement n° 71 de M. Hugues Portelli (publication au Journal officiel des subventions touchées par les associations). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3780) : promotion et sensibilisation indispensables au volontariat. Solution pragmatique et efficace proposée pour l'engagement éducatif. Approfondissement du financement du volontariat à l'occasion de la deuxième lecture.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6038, 6039) : nécessité de clarifier les responsabilités des acteurs internationaux et nationaux. Redéfinition des compétences des autorités nationales. Renforcement du rôle du ministère en charge des sports en matière de prévention et de mise en oeuvre de programmes publics de recherche. Suivi médical plus adapté. Création de l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD. Compétences étendues en matière de contrôles antidopage et d'analyses des prélèvements, de sanctions disciplinaires et de délivrance des autorisations d'usage thérapeutique, les AUT. Renforcement de l'efficacité de la lutte contre le dopage : coopération internationale entre l'AFLD, l'Agence mondiale antidopage, l'AMA, et les fédérations internationales. Répression indispensable des trafics. Collaboration étroite avec Interpol. Centralisation au sein de l'AFLD de la politique de recherche en matière de procédés de détection. (p. 6050, 6052) : priorité fondamentale au respect de l'éthique dans la pratique sportive et à la préservation de la position avant-gardiste de la France dans la lutte contre le dopage. Veillera au maintien du standard du LNDD en matière de recherche et au volume de contrôles inopinés effectués par l'AMA. Mise en place d'un institut de recherche médicale au sein de l'INSEP. S'engage à assurer une meilleure coordination du travail des antennes médicales de lutte et de prévention contre le dopage. Moyens financiers destinés à l'AFLD. Difficulté d'un retour sur l'acceptation du principe des deux listes des produits interdits. Réflexion prévue à l'AMA sur l'interprétation des AUT allégées. Possibilité pour les commissions médicales et l'AMA d'en remettre en cause a posteriori le principe. - **Art. 2** (Art. L. 3612-1 du code de la santé publique - Agence française de lutte contre le dopage) (p. 6053, 6056) : accepte les amendements de la commission, de cohérence n° 1, de coordination n° 2 et 4, n° 3 (possibilité pour l'AFLD de diligenter des contrôles lors d'une manifestation internationale, sur sa propre initiative, sous réserve de se coordonner avec la fédération internationale compétente) et n° 5 (envoi par l'AFLD aux fédérations sportives des recommandations dans les matières relevant de sa compétence). S'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Marc Todeschini (maintien de la tutelle des ministères chargés des sports et de la santé sur le LNDD en charge des analyses des prélèvements). Sur les amendements de M. Jean-François Voguet, accepte le n° 22 (possibilité pour les fédérations

sportives de consulter l'AFLD sur les questions relevant de ses compétences) et s'oppose aux n° 21 (mise en oeuvre des actions de prévention et de recherche par l'AFLD dans le cadre d'une convention définie par décret avec le ministère chargé des sports), n° 23 (précision) et n° 24 (compétence de l'AFLD pour proposer au ministère chargé des sports toute mesure tendant à prévenir ou à combattre le dopage). - **Art. additionnel avant l'art. 4** (p. 6057, 6058) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (modalités du fonctionnement interne de l'AFLD). - **Art. 4** (Art. L. 3612-3 du code de la santé publique - Ressources de l'agence et recrutement de personnels) : Accepte les amendements de la commission n° 7 (mention expresse de l'autonomie financière de l'AFLD) et n° 8 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 25 de M. Jean-François Voguet (inscription au budget général de l'Etat de la subvention accordée à l'AFLD). - **Art. 5** (Art. L. 3613-1 et L. 3621-1 du code de la santé publique - Dénomination et rôle des antennes médicales de prévention du dopage) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (reconnaissance du rôle de prévention des antennes médicales en matière de lutte contre le dopage). - **Art. 6** (Art. L. 3622-3 du code de la santé publique - Autorisations d'usage thérapeutique) (p. 6059, 6060) : sur l'amendement n° 10 de la commission (clarification de la procédure de délivrance des AUT) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 32 de M. Jean-Marc Todeschini (placement du sportif en arrêt de travail pour cause de maladie en cas de prescription d'AUT). S'oppose aux amendements identiques n° 26 de M. Jean-François Voguet et n° 31 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de la procédure des AUT dites "allégées"). Réflexion en cours à l'AMA pour affiner la notion d'AUT allégées et éviter des dérives. - **Art. 9** (Art. L. 3632-2 à L. 3632-2-3 du code de la santé publique - Modalités d'organisation des contrôles antidopage) (p. 6062) : accepte les amendements de la commission n° 11 (coordination), portant sur le même objet n° 12 et 13 (possibilité de contrôler les sportifs après 21 heures pendant les compétitions et limitation des horaires de contrôle au domicile d'un sportif entre 6 heures et 21 heures), n° 14 (précision des modalités de traitement des contrôles individualisés en distinguant entre les responsabilités de l'AFLD et celles du directeur des contrôles qui choisit les sportifs contrôlés) et n° 15 (garantie de la conformité du dispositif avec le code mondial antidopage). - **Art. 11** (Art. L. 3632-4 du code de la santé publique - Analyse des prélèvements) (p. 6063) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Jean-François Voguet (coordination des activités de recherche fondamentale et appliquée du laboratoire intégré à l'AFLD avec le ministère chargé des sports). Nécessaire indépendance du laboratoire dans le contexte de la mise en place de l'AMA et du code mondial antidopage. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 6064) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (cohérence). - **Art. 13** (Art. L. 3634-1 du code de la santé publique - Compétences des fédérations en matière de sanctions disciplinaires) : accepte les amendements de la commission n° 17 (correction d'une erreur matérielle) et n° 18 (conséquence). - **Art. additionnel après l'art. 15** (p. 6065) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (clarification des dispositions relatives au contrôle médical exercé dans les antennes médicales de prévention du dopage). - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 6067) : son amendement n° 34 : abrogation de la loi du 28 juin 1989 réprimant le dopage des animaux sportifs et création d'un titre spécifique relatif à cette question dans le code de la santé publique ; adopté. - **Art. 20** (Art. L. 3613-3, L. 3622-6, L. 3622-7 et L. 3631-2 du code de la santé publique - Abrogation de dispositions diverses) (p. 6068) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Jean-François Voguet (abrogation du seul article L. 3631-2 du code de la santé publique). - **Art. additionnel avant l'art. 21** : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Jean-François Voguet (remplacement des mots "la cellule scientifique mentionnée à l'article L. 3612-1" par les mots "l'Agence française de lutte contre le dopage"). - **Art. 21** (Entrée en vigueur de la loi) (p. 6069) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (transfert de tous les biens, droits et obligations du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage à l'AFLD). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6070) : étape importante dans l'évolution de la lutte contre

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

le dopage. Nécessaire vigilance et détermination du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) (p. 8595, 8598) : augmentation des moyens attribués à cette mission. Regroupement de l'ensemble des crédits de personnel dans le programme support "conduite et pilotage". Grand programme sportif national. Répartition des compétences entre le Centre national pour le développement du sport, CNDS, et l'Etat. Construction des équipements. Refondation de l'INSEP. Participation des collectivités territoriales aux instances du CNDS et d'un représentant d'EPCI au conseil d'administration. Programmation de nouveaux équipements sportifs. Création de l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD. Position de la FIFA par rapport au code mondial antidopage. Crédits destinés aux associations : gel en 2005, priorité en 2006. Partenariat du ministère avec le Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire, CNAJEP. Priorité gouvernementale d'aide aux associations présentes dans le quartier. Utilisation des crédits supplémentaires : développement des activités sportives, culturelles et de loisirs dans les quartiers sensibles : soutien à l'emploi et à la formation dans les métiers de l'animation et du sport ; soutien renforcé à la structuration des associations. Développement du volontariat associatif. Conférence nationale de la vie associative. Passeport du bénévole. Evaluation du dispositif "Envie d'agir". Sites internet dédiés aux jeunes. Réforme de l'office franco-allemand pour la jeunesse, OFAJ. Accès des jeunes à la pratique sportive ; coupon sport. Aide aux familles pour l'accès des jeunes aux centres de vacances et aux centres de loisirs sans hébergement. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** : son amendement n° II-87 : transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative" ; adopté.

LAMURE (Elisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 181 (2004-2005)] portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 205 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 279 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 1080, 1082) : bilan négatif de la loi Aubry sur les 35 heures pour les PME et conséquences sur le pouvoir d'achat des salariés. Absence de remise en cause des 35 heures. Réflexions de la commission des affaires sociales sur les articles du texte. Sous réserve de son amendement prévu à l'article 3, la commission des affaires sociales émet un avis favorable à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi)** (p. 1188) : souhaite d'un certain nombre de salariés de travailler davantage.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3 (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)** (p. 1270) : son amendement n° 5 : disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008 ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 237 (application, à compter du 1er janvier 2009, des règles de majoration et de décompte de droit commun régissant le régime des heures supplémentaires à l'ensemble des entreprises quels que soient leurs effectifs) et n° 236 (prise en compte des entreprises du secteur agricole dans l'application des dispositifs dérogatoires et temporaires prévus à l'article 3). (p. 1272) : favorable, à titre personnel, à l'adoption des sous-amendements précités du Gouvernement n° 237 et n° 236 modifiant l'amendement n° 5 précité de la commission des affaires économiques saisie pour avis, et non examinés par celle-ci.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 51** (p. 4318) : son amendement n° 235 : article additionnel tendant à porter à quatre ans la durée des mandats des délégués et représentants du personnel ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (9 novembre 2005) - **Art. 24** (*Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique*) (p. 6901, 6903) : soutient les amendements de M. Michel Doublet n° 600 (attribution du crédit d'impôt aux entreprises agricoles réalisant au moins 50 % de leurs activités en productions biologiques) et n° 601 (attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique) ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 55** (p. 10135, 10136) : soutient l'amendement de M. François-Noël Buffet n° 173 (garantie de l'Etat à l'emprunt que l'interprofession du Beaujolais doit contracter pour l'arrachage des vignes) ; adopté après avoir été repris par le Gouvernement.

LARCHER (Gérard)

*ministre délégué aux relations du travail
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre délégué à l'emploi, au travail et
à l'insertion professionnelle des jeunes
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1075, 1078) : attachement à la concertation et au dialogue social. Incidence de la conjoncture sur les réformes. Loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale. Coût élevé de la réduction du temps de travail. Souhait d'assouplissements à la mise en place autoritaire des 35 heures. Respect du code du travail. Large concertation avec les partenaires sociaux pour l'élaboration du texte. (p. 1106, 1108) : directive sur le temps de travail. Directive Bolkestein. Importance du dialogue social. Confiance dans les partenaires sociaux. Difficultés d'application de la réduction du temps de travail dans les PME. Nécessaire adaptation aux besoins des entreprises : exemple de l'industrie du décolletage en Haute-Savoie. Encadrement de la dérogation de l'accord d'entreprise à l'accord de branche. Situation des salariés à temps partiel. Santé au travail et exemple des Etats-Unis. Régime applicable aux petites entreprises. Réflexion indispensable sur l'emploi des seniors. Utilisation du compte épargne-temps, CET. Convention collective de la Fédération des établissements hospitaliers et d'assistance privés à but non lucratif, FEHAP. Importance des PME. Négociations en absence de représentation syndicale dans l'entreprise. Différence entre les heures supplémentaires et les heures choisies. Réalité de la négociation collective. Caractère facultatif d'une nouvelle négociation. Importance de l'accord collectif. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1112, 1113) : s'oppose à la motion n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1116) : s'oppose à la motion n° 8 de M. Claude Domeizel tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1120, 1121) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps*) (p. 1174, 1175) : son amendement n° 235 : clarification ; adopté. (p. 1176, 1177) : accepte les

amendements de la commission n° 2 (encadrement de l'utilisation du compte épargne-temps sous forme de complément de rémunération) et n° 3 (égalité de traitement fiscal pour les sommes versées sur les plans d'épargne retraite d'entreprise qu'elles aient transité ou non par un compte épargne-temps). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 156, n° 161 et n° 169 respectivement identiques aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 16 (suppression), n° 25 (exclusion du compte épargne-temps des repos compensateurs obligatoires) et n° 46 (limitation des exonérations sociales et fiscales dont bénéficient les employeurs). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 133 (suppression de la disposition n'assimilant pas le temps de déplacement professionnel à du temps de travail effectif), n° 134 (définition des contrats à temps partiel au niveau de la branche d'activités et non à celui de l'entreprise), n° 135 (définition du temps partiel selon les mêmes critères à l'intérieur d'une même branche), n° 136 (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche), n° 137 (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche), n° 138 (suppression de l'annualisation du forfait horaire des cadres), n° 139 (suppression du dispositif d'annualisation du forfait horaire applicable aux salariés non cadres), n° 140 (fixation à 210 jours du plafond des forfaits jours applicable), n° 141 (intitulé de la section 1 du chapitre 3 du titre Ier du livre II du code du travail), n° 142 (encadrement du travail de nuit), n° 145 (renforcement des garanties des salariés), n° 143 (subordination du recours au travail de nuit à la conclusion d'un accord majoritaire), n° 144 (limitation du recours au travail de nuit aux seules entreprises couvertes par une convention ou un accord collectif étendu), n° 146 (suppression de la disposition instituant une période de nuit dérogatoire pour les activités audiovisuelles), n° 147 (suppression des accords dérogatoires à la durée du travail de nuit), n° 148 (encadrement des accords dérogatoires au travail de nuit), n° 149 (consultation du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de dérogation à la durée du travail de nuit), n° 150 (fixation à 32 heures de la durée hebdomadaire du travail de nuit portée à 36 heures en cas de dérogation), et sur le même objet n° 151 et 152 (application d'un repos compensateur et d'une compensation salariale pour les travailleurs de nuit), n° 153 (suppression des dispositions dérogeant au repos compensateur), n° 154 (suppression des dispositions sur le travail de nuit dérogatoires aux accords collectifs), n° 157 (suppression du dispositif du compte épargne-temps), n° 158 (création du compte épargne-temps dans le cadre d'un accord de branche ou d'entreprise majoritaire), n° 159 (réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps et condition relative à la durée minimale du congé envisagé), n° 160 (précision sur les conditions de rémunération des périodes de repos ou de congé non prises), n° 162 (réduction de la possibilité d'alimenter le compte épargne-temps avec des jours de repos), n° 163 (suppression de l'extension aux cadres soumis aux conventions de forfait en heures de la possibilité d'alimenter leur compte épargne-temps par les jours de repos), n° 164 (suppression de l'affectation au compte épargne-temps des heures effectuées au-delà de la durée collective du travail à la seule initiative de l'employeur), n° 165 (application du régime légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur), n° 166 (maintien de la vocation du compte épargne-temps dans l'utilisation de ses droits affectés), n° 167 (suppression des dispositions relatives à la gestion du CET par l'employeur) et n° 168 (suppression de la possibilité d'utiliser le CET pour financer un plan d'épargne retraite). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 18 (représentativité des organisations syndicales signataires de l'accord sur le compte épargne-temps), n° 17 (maintien de la règle de l'extension pour les accords de branche), n° 19 (obligation de recueillir l'accord du salarié par écrit avant la création de tout compte épargne-temps), n° 20 (préservation de la vocation initiale du compte épargne-temps), n° 21 (mise en place d'un dispositif d'indexation sur les prix), n° 22 (transmissibilité des droits acquis sur le compte épargne-temps aux héritiers du salarié défunt), n° 23 (réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps), n° 24 (préservation de la vocation d'accumulation de congé du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

compte épargne-temps), n° 26 (limitation de la monétisation du compte épargne-temps), n° 27 (limitation à vingt-deux du nombre de jours de congé ou de repos pouvant être affectés à un compte épargne-temps), n° 28 (affectation des heures supplémentaires au compte épargne-temps à l'initiative du salarié), n° 30 (application du régime légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur), n° 31 (impossibilité de substitution aux éléments de rémunération des sommes et droits versés par l'employeur sur le CET), n° 32 (indexation de la somme perçue par le salarié sur les prix et application d'une majoration pour heures supplémentaires), n° 33 (maintien de la limite des droits acquis dans l'année pour l'utilisation du compte épargne-temps), n° 34 (maintien de la vocation première du compte épargne-temps et suppression de son affectation à un autre plan d'épargne), n° 35 (suppression des dispositions relatives aux modalités de gestion du compte épargne-temps), n° 36 (suppression des dispositions relatives à la transformation du compte épargne-temps en compte d'épargne), n° 37 (garanties de liquidation du compte épargne-temps), n° 38 (suppression des dispositions relatives aux conditions d'utilisation des droits affectés à l'initiative de l'employeur), n° 39 (contenu de la convention de l'accord collectif déterminant les modalités de gestion du compte épargne-temps), n° 40 (garantie des droits des salariés en cas de transfert ou de rupture du contrat de travail), n° 41 (non-opposabilité du plafond de garantie salariale aux droits acquis sur le compte épargne-temps par le salarié), n° 42 (garantie pour le salarié ayant pris un congé de retrouver son emploi ou un emploi similaire avec une rémunération au moins équivalente), n° 44 (possibilité pour le salarié de refuser l'affectation des heures supplémentaires sur le CET) et n° 45 (suppression de la possibilité d'utiliser le CET pour financer un plan d'épargne retraite). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 112 (interdiction d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps) et n° 114 (mise en place d'un système de bonification du temps épargné), ainsi qu'à l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (application du régime d'incitations fiscales et sociales en cas d'utilisation du compte épargne-temps pour constituer une épargne retraite). Demande le retrait des amendements de M. Michel Mercier n° 97 (suppression de la possibilité d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps) et n° 98 (majoration de 25 % des droits acquis dans le CET lorsqu'ils sont utilisés en complément de rémunération). Intérêt des salariés dans l'adoption du dispositif proposé. Rappel du contenu social du projet de Constitution européenne. (p. 1179) : engagement d'un plan "santé au travail". Absence de lien entre l'accidentologie et la durée du temps de travail. (p. 1181) : engagement d'une négociation interprofessionnelle sur la pénibilité au travail. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisis) (p. 1215, 1217) : rappel des principes de base du dispositif des heures choisies. Obligation d'un accord collectif. Volontariat du salarié. Respect des règles relatives à la durée maximale du travail et du repos. Taux de majoration des heures effectuées. Souci de l'égalité entre les hommes et les femmes. S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 53, n° 54, n° 56, n° 62, n° 63, n° 64, n° 65, n° 66, n° 75 et n° 82, identiques respectivement aux amendements de M. Roland Muzeau, n° 170 (suppression), n° 178 (suppression du recours aux heures choisies), n° 179 (fixation des négociations au niveau de la branche), n° 183 (suppression des dispositions relatives à la fixation des conditions d'application des heures choisies et de leur majoration par la convention ou l'accord collectif de travail), n° 184 (obligation d'appliquer des contreparties aux heures choisies), n° 173 (fixation d'un taux minimum de majoration à 50 %), n° 186 (suppression des dispositions relatives à la majoration des heures supplémentaires), n° 189 (impossibilité pour les salariés au forfait horaire d'effectuer des heures choisies), n° 190 (suppression des dispositions relatives au rachat des jours de repos) et n° 191 (limitation de la possibilité de renoncer à des jours de congé). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 175 (majoration de salaire des heures complémentaires effectuées), n° 174 (majoration des heures supplémentaires effectuées), n° 171 (rétablissement du seuil de 130 heures maximum d'heures supplémentaires réalisables),

n° 172 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de la 39ème heure), n° 176 (rétablissement du contingent annuel d'heures supplémentaires de 130 heures), n° 177 (suppression des dispositions relatives au recours aux heures choisies), n° 180 (non-assimilation du refus du salarié d'effectuer des heures choisies à une faute ou à un motif de licenciement), n° 182 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en oeuvre du dispositif des heures choisies), n° 185 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de 130 heures même dans le cas où le contingent d'heures supplémentaires est supérieur), n° 187 (cohérence) et n° 188 (obligation d'un repos compensateur au-delà du seuil de 130 heures supplémentaires). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 55 (précision), n° 57 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en place des heures choisies), n° 58 (précision), n° 59 (priorité donnée aux salariés à temps partiel dans l'attribution des heures choisies), n° 60 et 61 (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures choisies sans que cela constitue une faute ou une cause de licenciement), n° 74 (précision sur la définition des salariés itinérants non cadres concernés par le forfait en heures), n° 67 et 68 (coordination), n° 69 (effectivité de l'assentiment éventuel des salariés), n° 70 (application d'un taux minimum de 50 % pour la majoration des heures choisies des salariés au forfait horaire), n° 71 (recueil par écrit du choix du salarié), n° 72 et 73 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des heures supplémentaires à une faute ou à une cause de licenciement), n° 76 et 77 (coordination), n° 78 (application d'un taux de majoration minimal de 50 % pour les cadres au forfait en jours renonçant à leurs jours de RTT), n° 79 (obligation d'un accord par écrit du cadre concerné) et n° 80 et 81 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des jours supplémentaires de travail à une faute ou une cause de licenciement). Demande le retrait des amendements n° 117 de M. Serge Dassault (applicabilité du dispositif dans les petites et moyennes entreprises), n° 4 de la commission (application d'une durée maximale quotidienne de travail de 10 heures), n° 111 de Mme Catherine Procaccia (extension du forfait-jour aux salariés itinérants non cadres), n° 99 de M. Michel Mercier (aménagement du temps de travail dans le secteur médico-social et social) et n° 107 de M. Aymeri de Montesquiou (applicabilité des conventions de forfait en jours aux salariés non cadres). (p. 1219) : signature de l'accord Bosch dans le cadre de la loi Aubry.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1270, 1271) : sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008), ses sous-amendements n° 237 (application, à compter du 1er janvier 2009, des règles de majoration et de décompte de droit commun régissant le régime des heures supplémentaires à l'ensemble des entreprises quels que soient leurs effectifs) ; et n° 236 (prise en compte des entreprises du secteur agricole dans l'application des dispositifs dérogatoires et temporaires prévus à l'article 3) ; adoptés. (p. 1273, 1276) : bref rappel de l'équilibre général de l'article 3. Nécessité de prolonger le délai d'adaptation des petites entreprises et de maintenir les dispositions dérogatoires. Date butoir. Fin des dispositions transitoires dès la conclusion d'un accord portant sur les heures supplémentaires ou sur le compte épargne-temps. Absence de volonté du Gouvernement de faire prévaloir une individualisation des rapports de travail. Position défendue par la France. Accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008), modifié par ses sous-amendements n° 237 et n° 236 précités. Sur les amendements de M. Michel Mercier, accepte les n° 103 (augmentation graduelle du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises), n° 104 (instauration d'un système de mandatement en vue de la conclusion d'accords sur l'organisation du temps de travail) et demande le retrait du n° 100 (suppression du régime dérogatoire de rémunération

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés) et, portant sur le même objet, des n° 101 et n° 102 (relèvement du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises et exonération de cotisations sociales sur la majoration de la rémunération). Après rectification, accepte l'amendement n° 89 de Mme Raymonde Le Texier (exclusion des femmes enceintes du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT). S'oppose aux amendements de suppression n° 83 de Mme Raymonde Le Texier et n° 214 de M. Roland Muzeau. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 215 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif), n° 216 (fixation d'un seuil minimum de rémunération des heures d'astreinte), n° 217 (suppression des dispositions du code du travail permettant au seul employeur de décider des modalités des astreintes), n° 218 (accord exprès du salarié sur la période d'astreinte), n° 219 (limitation aux entreprises de dix salariés de la prolongation du taux transitoire de majoration des heures supplémentaires), n° 220 (suppression du régime dérogatoire de rémunération des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés), n° 222 (cessation au 1er mars 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises), n° 223 (rémunération des heures supplémentaires dans les petites entreprises au taux majoré de 25 %), n° 225 (nécessaire gradation des accords dans les petites entreprises relatifs à l'organisation du temps de travail) et n° 226 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié de renoncer à des jours de repos). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 84 (augmentation immédiate du taux de majoration applicable aux heures supplémentaires effectuées dans les petites entreprises), n° 90 (rémunération des heures supplémentaires accomplies dans les petites entreprises au taux majoré de 50 %), n° 91 (suppression des dispositions interdisant l'imputation sur le contingent légal ou conventionnel des heures supplémentaires réalisées en violation d'un accord collectif de RTT), n° 92 (cessation au 16 mai 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises), n° 93 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires), n° 94 (absence d'incidence sur le contrat de travail du refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires) et, portant sur le même objet, n° 87 et n° 88 (exclusion des salariés postés ou exerçant des travaux pénibles du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT). S'oppose aux amendements respectivement identiques n° 85 de Mme Raymonde Le Texier et n° 221 de M. Roland Muzeau (cessation du régime dérogatoire des petites entreprises concernant le seuil du décompte des heures supplémentaires), n° 86 de Mme Raymonde Le Texier et n° 224 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité de rachat de jours de repos par accord individuel), n° 95 de Mme Raymonde Le Texier et n° 227 de M. Roland Muzeau (coordination). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1281) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Raymonde Le Texier (saisine immédiate de la Commission nationale de la négociation collective des dispositions contenues dans la présente proposition de loi). (p. 1282) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Roland Muzeau (suppression des exceptions posées par la loi de programmation pour la cohésion sociale, au droit de réintégration des salariés en cas de nullité du licenciement prononcée par le juge). (p. 1285) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 10 (organisation d'une conférence sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi avec l'ensemble des organisations représentatives syndicales et patronales) et, portant sur le même objet, n° 122 et 123 de M. Roland Muzeau (organisation annuelle d'une Conférence nationale sur les salaires). (p. 1288, 1289) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 12 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif) et n° 11 (suppression dans le code du travail des dispositions portant prise en compte des périodes d'astreinte, hors période de travail, pour le calcul du temps de repos). (p. 1289, 1290) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement de la loi du 4 janvier 2001 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises dans sa rédaction antérieure à la loi de finances rectificative pour 2002). (p. 1291) : s'oppose à l'amendement

n° 15 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation des articles 41, 42 et 43 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1293) : s'oppose aux amendements n° 124 de M. Roland Muzeau (fixation par la loi des règles de majoration applicables aux heures supplémentaires et majoration de ces heures de 25 % puis, au-delà de la huitième heure, de 50 %) et n° 48 de Mme Raymonde Le Texier (fixation d'un taux minimum de 25 % pour la majoration de la rémunération des quatre premières heures supplémentaires et de 50 % au-delà). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1294) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Bernard Murat (extension du bénéfice des conditions de forfait en jours aux sportifs professionnels et aux membres de leur encadrement). Propose une réflexion commune avec le ministère de la jeunesse et les représentants des sportifs professionnels et de leurs employeurs. (p. 1295) : accepte les amendements identiques n° 96 de M. Jean-Marc Todeschini et n° 110 de M. Francis Grignon (réaffirmation du caractère férié et chômé du vendredi saint et du 26 décembre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle), à condition que cet usage local soit hors code du travail. (p. 1296) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Roland Muzeau (organisation annuelle, et non pas triennale, de la négociation obligatoire sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et exclusion des accords de méthode du champ de cette négociation). (p. 1297) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 128 (suppression partielle de l'article L. 320-2 du code du travail qui ôte tout droit de regard et de négociation aux salariés des entreprises comprises dans le périmètre de l'accord de groupe) et n° 129 (suppression de l'article L. 320-3 du code du travail généralisant la faculté ouverte aux partenaires sociaux de négocier des accords de méthode). (p. 1298) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 125 (application des règles régissant les licenciements collectifs pour motif économique aux licenciements de plusieurs salariés ayant refusé une modification substantielle de leur contrat de travail) et n° 126 (abrogation du contrat spécifique pour les missions à l'exportation). (p. 1299) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 131 (suppression des dispositions prévoyant l'inscription automatique des consultations obligatoires à l'ordre du jour du comité d'entreprise) et n° 132 (abrogation du 16° de l'article L. 934-2 du code du travail portant extension du champ prioritaire de la négociation triennale). (p. 1300) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Muzeau (suppression de l'article 71 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale abrogeant les dispositions de la loi de modernisation sociale relatives aux licenciements économiques). - **Art. additionnels avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1301, 1302) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 47 (rémunération des heures complémentaires au taux majoré de 25 % pour chacune des quatre premières et de 50 % pour chacune des heures suivantes), n° 49 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'exécuter des heures supplémentaires décidées par l'employeur), n° 50 (remise en cause du contrat de travail du fait de la suppression d'heures supplémentaires par l'employeur), n° 51 (accord écrit de chaque salarié préalable à l'exécution des heures supplémentaires) et n° 52 (fixation d'un contingent annuel d'heures supplémentaires par salarié). - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1303, 1305) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 192 (abrogation des dispositions du code du travail permettant d'augmenter la durée légale du temps de travail des apprentis âgés de moins de dix-huit ans), n° 193 (limitation du nombre de salariés embauchés en CDD ou en intérim à 10 % de l'effectif total de l'entreprise) et n° 194 (attribution d'un droit de veto suspensif aux représentants du personnel ou aux salariés en cas de conclusion d'un accord collectif permettant le travail à temps partiel). (p. 1307, 1314) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 198 (interdiction aux partenaires sociaux de déroger aux règles régissant les interruptions d'activité des salariés à temps partiel), n° 199 (conditionnement de la modulation des horaires de travail à la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

validité d'accords signés par les syndicats majoritaires), n° 200 (suppression des conventions de forfait établies sur une base annuelle et validation de leur contenu au niveau de la branche), portant sur le même objet n° 201 et 202 (travail de nuit des jeunes âgés de moins de dix-huit ans), n° 203 (suppression des dispositions du code du travail permettant à l'inspection du travail de se substituer à la négociation collective en matière d'organisation du temps de travail des salariés du transport), n° 205 (définition du temps de repos quotidien, tant en cas de travail effectif qu'en période d'astreinte), n° 206 (précision de l'amplitude horaire concernant le travail dominical de l'apprenti), n° 207 (interdiction de déroger à la règle des deux jours de repos consécutifs au bénéfice des jeunes travailleurs), n° 208 (suppression de la possibilité de déroger dans les communes touristiques à la règle du repos dominical), n° 209 (suppression de la possibilité donnée aux maires d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche) et n° 210 (interdiction d'employer des jeunes et des femmes dans les établissements susceptibles de présenter un risque pour la santé), estime sans objet le n° 204 (interdiction de déroger au principe de limitation de l'amplitude des horaires de travail des salariés du transport) et demande le retrait du n° 211 (réécriture de l'article L. 322-12 du code du travail relatif au temps partiel pour conditionner les abattements de cotisations sociales patronales au respect d'un certain nombre de critères). - **Art. additionnels avant l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1315) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 212 (application de la semaine de 35 heures aux salariés de l'hôtellerie-restauration) et n° 213 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer une astreinte). - **Art. additionnels après l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1316) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 118 et 119 de M. Jean-Léonce Dupont (déroptions à l'interdiction du travail les dimanches et les jours de fête applicable aux apprentis). Expertise en cours des conséquences de l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 18 janvier 2005. Nécessité d'une réflexion avec les partenaires sociaux. (p. 1317, 1319) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 228 (amélioration du régime applicable aux congés de formation économique, sociale et syndicale), portant sur le même objet n° 229 et 230 (renforcement du droit individuel des salariés à la formation), n° 231 (exercice du droit individuel à la formation pendant le temps de travail), n° 232 (prise en charge financière par l'employeur des heures consacrées à la formation) et n° 233 ("transférabilité" du droit individuel du salarié à la formation en cas de licenciement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1323, 1324) : remerciements. Soutien des élus de la majorité à la définition d'un espace de liberté destiné à la fois aux entreprises et aux salariés dans le principe de l'accord collectif. Opposition non pertinente entre compétitivité et social.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. 8** (Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - *Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4677, 4678) : son amendement n° 174 : accroissement de l'aide de l'Etat aux chantiers d'insertion employant des salariés en contrat d'avenir ; adopté. S'oppose aux amendements n° 148 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 91 de Mme Michèle San Vicente (modalités particulières de mise en place d'un contrat d'avenir de moins de 24 mois), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 115 de M. Bernard Seillier (renouvellement de la durée des contrats d'avenir). Accepte les amendements de Mme Sylvie Desmarescaux sur le même objet n° 158 et 159, et n° 157 (extension du contrat d'avenir aux personnes handicapées), et n° 10 et 11 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4679) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (diminution de l'ancienneté requise par les allocataires du RMI, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de solidarité spécifique, ou de l'allocation aux adultes handicapés pour bénéficier d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA). - **Art. 8 bis** (Art. 200 octies du code général des impôts - *Majoration de la réduction d'impôt ouverte pour les tuteurs qui aident des créateurs d'entreprises handicapés*)

(p. 4681) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (suppression du gage mis en place par l'Assemblée nationale). - **Art. 8 ter** (Art. L. 322-4-10, L. 322-4-12, L. 322-4-15, L. 322-4-15-5 du code du travail et art. L. 821-7-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Ouverture du contrat d'avenir et du CI-RMA aux bénéficiaires de l'AAH*) : s'oppose à l'amendement n° 92 de Mme Michèle San Vicente (possibilité pour les bénéficiaires de l'AAH de continuer à en bénéficier intégralement s'ils travaillent sous contrat d'avenir ou CI-RMA). - **Art. 8 quater** (Art. L. 322-4-11 du code du travail - *Modalités de conclusion des contrats d'avenir dans les établissements publics nationaux et organismes nationaux chargés d'une mission de service public*) (p. 4682) : son amendement n° 179 : simplification administrative des contrats d'avenir ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 8 quinquies** (p. 4683) : son amendement n° 175 : possibilité pour l'Etat et le département de passer par un organisme tiers pour le versement de l'aide à l'employeur ; adopté. - **Art. 8 quinquies** (Art. L. 322-4-16 et L. 322-4-16-8 du code du travail - *Conventionnement des ateliers et des chantiers d'insertion par les communes*) (p. 4684) : accepte les amendements de la commission n° 15 (extension aux EPCI des possibilités dont bénéficient les communes en matière de conventionnement) et n° 16 (extension aux EPCI des possibilités dont bénéficient les communes en matière de création d'ateliers et de chantiers d'insertion). - **Art. additionnels après l'art. 8 quinquies** : ses amendements n° 176 (possibilité pour un salarié de se former à l'extérieur de l'entreprise durant la période d'exécution du CI-RMA) ; n° 180 (possibilité pour les bénéficiaires d'un contrat d'avenir ou d'un contrat d'accompagnement d'accéder au plan de formation par l'emploi dans le secteur hospitalier public) ; et n° 181 (reconnaissance législative des conventions d'objectifs prises avant la date d'application de la loi) ; adoptés. - **Art. 9** (Art. L. 124-4-4 du code du travail - *Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire*) (p. 4687) : s'oppose aux amendements de suppression n° 37 de M. Jean Desessard, n° 93 de Mme Michèle San Vicente, n° 116 de M. Bernard Seillier et n° 150 de M. Roland Muzeau. Ses amendements n° 186 (extension aux CI-RMA des cas dans lesquels le délai de carence n'est pas applicable) ; et n° 187 (possibilité de renouveler deux fois le CI-RMA) ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 4688) : demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Michel Mercier (diminution de la condition d'ancienneté requise au titre des dispositifs du RMI, de l'API et de l'ASS, pour bénéficier d'un CI-RMA). - **Art. 10** (Art. L. 143-10, L. 143-11-1, L. 143-11-7, L. 321-4-2 et L. 321-4-3 du code du travail - *Mise en oeuvre de la convention de reclassement personnalisé instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale*) (p. 4689) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Art. 11** (Art. L. 213-7 du code du travail - *Travail de nuit des apprentis mineurs dans le secteur de la pâtisserie*) (p. 4692) : s'oppose aux amendements de suppression n° 94 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 152 de M. Roland Muzeau ainsi qu'à l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement du dispositif par la signature d'un accord de branche étendu). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17 de la commission (encadrement du dispositif par un décret en Conseil d'Etat). - **Art. 11 bis** (Art. L. 221-3, L. 222-2 et L. 222-4 du code du travail - *Travail des apprentis mineurs les dimanches et jours fériés*) (p. 4695, 4696) : s'oppose aux amendements de suppression n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 153 de M. Roland Muzeau et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements sur le même objet de la commission n° 18, 19 et 20 (conditions d'octroi des dérogations au principe d'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés). Secteurs concernés par les dérogations. Attachement du Gouvernement à la qualité de l'apprentissage. - **Art. 12** (Art. 244 quater G du code général des impôts - *Réduction de la durée de présence d'un apprenti dans l'entreprise pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage*) (p. 4697, 4698) : s'oppose aux amendements de suppression n° 38 de M. Jean Desessard et n° 154 de M. Roland Muzeau. - **Art. additionnel avant l'art. 13** : son amendement n° 178 : organisation de l'inspection de l'apprentissage pour le secteur de la jeunesse et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des sports ; adopté. - **Art. 14** (Art. L. 118-2-2 et L. 118-2-3 du code du travail - Modalités de financement des centres nationaux de formation d'apprentis) (p. 4699) : accepte l'amendement n° 104 de M. Serge Dassault (extension de la vocation du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage au financement d'actions nationales de communication pour la promotion de l'apprentissage). - **Art. additionnel après l'art. 17** (p. 4700, 4701) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (insertion dans le code de la construction et de l'habitation d'un chapitre fixant les règles de l'usufruit locatif). - **Art. 17 bis** (Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de garantie contre les impayés de loyers) (p. 4704) : accepte l'amendement n° 183 de la commission (ajout du qualificatif "social" au cahier des charges) et s'oppose à l'amendement n° 97 de Mme Michèle San Vicente (suppression) et aux amendements identiques de Mme Valérie Létard n° 54 et de M. Bernard Seillier n° 117 (participation des associations d'insertion par le logement à l'élaboration du cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement) retiré par son auteur puis repris par M. Thierry Repentin. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 4706, 4707) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 98 (suppression du délai de carence d'un mois pour le versement des aides personnelles au logement) et n° 99 (versement de l'aide personnalisée au logement quel qu'en soit le montant). - **Art. 17 quater** (Art. 150 U du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à des bailleurs sociaux) (p. 4711) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 100 (suppression) et n° 101 (bénéfice de l'exonération de plus-values de cession immobilière aux bailleurs s'engageant sur un programme de construction de logements à loyer modéré) et de M. Thierry Repentin n° 171 (limitation dans le temps de la contrepartie fiscale) et n° 172 (taux réduit d'imposition en cas de cession des biens à des bailleurs sociaux). Accepte l'amendement n° 118 de M. Dominique Braye (application du dispositif ramenée à trois ans et extension de celui-ci par la mise en place d'une mesure fiscale en faveur des entreprises) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 188 de M. Thierry Repentin. - **Art. 17 quinquies** (Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers) (p. 4714) : s'oppose aux amendements n° 102 de Mme Michèle San Vicente (suppression) et n° 55 de Mme Valérie Létard (indexation de l'évolution de l'APL sur l'indice servant de référence à la revalorisation des loyers dans le parc privé) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 189 de M. Thierry Repentin. Accepte l'amendement n° 119 de M. Dominique Braye (modalités de calcul de l'indice de référence des loyers). (p. 4715) : politique de construction du Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 17 quinquies** (p. 4716) : s'oppose à l'amendement n° 103 de Mme Michèle San Vicente (indexation des plafonds des loyers de référence sur l'indice utilisé pour l'actualisation des loyers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4720, 4721) : qualité du travail de la commission des affaires sociales, de son rapporteur et de son président. Remerciements.

- **Attentats à Londres** - (7 juillet 2005) (p. 5222) : solidarité du Gouvernement français avec le peuple britannique frappé par les attentats.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5223, 5226) : engagement de réformes de fond depuis trois ans. Accord des partenaires sociaux sur la convention de reclassement personnalisé. Remerciements. Réponse aux intervenants. Avantages du contrat "nouvelles embauches" sur le CDD. Non-remise en cause des droits des salariés. Recours des majorités précédentes aux ordonnances. Respect du préambule de la loi relative à la formation professionnelle. Consultation des partenaires sociaux. Déjudiciarisation des relations du travail. Caractère infondé des craintes relatives aux droits individuels et collectifs des salariés. Avantage de l'extension à la métropole du service militaire adapté.

Augmentation du SMIC intervenue en juillet. Prise en compte des problèmes de la Réunion. Le Gouvernement attend le soutien du Parlement pour la mise en place de ces nouvelles mesures. - **Art. 1er** (Champ de l'habilitation) (p. 5239, 5240) : son amendement n° 30 : possibilité de financement de l'accompagnement renforcé en vue du retour à l'emploi par une contribution spécifique à la charge de l'employeur ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5432, 5433) : priorité absolue à la lutte contre le chômage. Travail de consultation. Volonté de favoriser la création d'emplois dans les PME. Contenu des six ordonnances à venir. Contrat "nouvelles embauches". Remerciements.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Division additionnelle avant l'art. 4** (p. 7650) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (rédaction). - **Art. 4** (Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain) (p. 7656, 7657) : s'oppose à l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (suppression). Accepte l'amendement n° 31 de la commission (codification de l'article 30 de la loi d'orientation pour la ville) ainsi que les amendements identiques n° 32 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 123 et n° 342 de M. Thierry Repentin (possibilité d'exercice du droit de préemption des communes sur une partie seulement de l'immeuble devant être aliéné). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 217 de M. Pierre André (possibilité pour les communes et les EPCI d'exercer leur droit de priorité sur les biens cédés par la SNCF, Réseau ferré de France et Voies navigables de France) et demande le retrait de l'amendement n° 244 de Mme Michelle Demessine (limite de la possibilité pour les communes d'acquérir les biens de l'Etat à la seule réalisation de logements). Accepte les amendements identiques n° 33 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 124 et n° 343 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les communes et les EPCI de déléguer leur droit de priorité à un concessionnaire d'opérations d'aménagement ou à une SEM) ainsi que l'amendement n° 34 de la commission (cohérence). Intervient sur les amendements identiques n° 35 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 125 (caractère exceptionnel de l'application du droit de priorité des communes à l'ensemble des biens vendus de manière groupée par l'Etat). Accepte l'amendement n° 36 de la commission (rédaction) ainsi que les amendements identiques n° 37 de la commission (application d'une décote sur le prix proposé des terrains de l'Etat au profit de la commune prévoyant de réaliser des logements locatifs sociaux) et de la commission des lois saisie pour avis n° 126. Accepte les amendements de coordination n° 38 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 127 ainsi que les amendements de clarification n° 39 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 128. Accepte les amendements portant sur le même objet n° 40 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 129 et n° 344 de M. Thierry Repentin (obligation, en cas de cession ultérieure à un prix plus bas que celui estimé, de proposer le bien à la commune et obligation de faire jouer de nouveau la procédure du droit de priorité en cas de non-aliénation des biens dans un délai de trois ans) ainsi que l'amendement de coordination n° 41 de la commission. Intervient sur les amendements identiques précités n° 35 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 125. Limite de ce dispositif à la vente de biens situés sur une seule commune. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7659) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (possibilité pour les communes d'exercer leur droit de préemption urbain sur des cessions de parts d'une SCI) et demande le retrait de l'amendement n° 345 de M. Thierry Repentin (élargissement du droit à paiement unique, DPU, à la cession de parts d'une SCI). (p. 7660) : demande le retrait des amendements n° 297 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité d'exercice du droit de préemption urbain sur le seul engagement formel de l'assemblée délibérante de la commune ou l'EPCI de réaliser

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des logements sociaux et en l'absence de projet de construction défini et formalisé) et n° 382 de M. Thierry Repentin (octroi du droit de préemption urbain aux élus membres du conseil d'administration des établissements publics fonciers locaux, EPFL). (p. 7661) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 175 et 176 de M. Jean-Paul Alduy (création des établissements publics fonciers locaux par les EPCI sur simple délibération du conseil de la communauté). Nécessité d'une étude sur ce sujet. (p. 7663) : s'oppose à l'amendement n° 410 de M. Thierry Repentin (création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional). - **Division additionnelle après l'art. 4** (p. 7664) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7665) : accepte les amendements identiques n° 44 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 130 (transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux services de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif et aux établissements publics fonciers). Demande le retrait du sous-amendement n° 371 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement précité n° 44 de la commission. (p. 7666) : demande le retrait de l'amendement n° 438 de M. Thierry Repentin (organisation de l'accessibilité du public aux informations foncières). - **Division additionnelle après l'art. 4** (p. 7667) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (rédaction).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7906, 7907) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 204 de M. Philippe Dallier, n° 394 de M. Thierry Repentin et n° 470 de M. Jean Desessard (conditions d'application du prélèvement de solidarité). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7911, 7913) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Dallier n° 215 (dépenses déductibles du prélèvement de solidarité), n° 213 (déduction des dépenses engagées sur une période de quatre ans) et n° 214 (limitation du prélèvement de solidarité en fonction de l'épargne nette de la commune). (p. 7915) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet de Mme Christiane Demontès n° 364 et 363 et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8611, 8616) : données chiffrées sur la baisse du chômage, les contrats "nouvelles embauches", la hausse des offres d'emplois collectées par l'ANPE, l'apprentissage et les contrats initiative-emploi. Objectif du Gouvernement de lutte contre le chômage. Possibilité de bénéficier d'une convention de reclassement personnalisé pour les personnes sortant d'un contrat "nouvelles embauches". Conséquences de l'application du volet accompagnement des mutations économiques sur la baisse du chômage. Mise en place progressive des conventions de reclassement personnalisé. Mobilisation en faveur des quartiers en difficulté. Lutte contre les discriminations à l'embauche : exemple de la région Rhône-Alpes. Compensation des allègements généraux de charges sociales. Réponse aux interrogations sur le transfert direct à la sécurité sociale de recettes fiscales destinées à financer ces allègements. Progression des crédits de la mission "Travail et emploi". Contrats initiative-emploi et contrats aidés. Mise en place dans les universités et les grandes écoles d'un bureau des stages et de l'emploi. Apprentissage : adaptation de l'alternance aux jeunes en difficulté au collège ; acquisition nécessaire d'un socle de connaissances ; rupture des contrats ; abaissement de l'âge de l'apprentissage. Contrats de professionnalisation. Contrats d'insertion dans la vie sociale, CIVIS. Renouvellement des crédits du fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes. Préparation d'un plan national d'action pour le maintien dans l'emploi des seniors. Services à la personne. Mobilisation de l'ANPE et souhait d'un

rapprochement opérationnel de cette dernière et de l'UNEDIC. Maisons de l'emploi. Lutte contre le travail illégal. Renforcement des moyens de l'inspection du travail. Création de l'Agence française pour la sécurité sanitaire de l'environnement et du travail. Evolution des effectifs de PSA-Peugeot Citröen. Saisine du Conseil d'orientation pour l'emploi sur l'assiette du financement de la protection et de la solidarité. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8616) : son amendement n° II-88 : minoration des crédits de formation qualifiante et de rémunération des stagiaires auparavant attribués par l'Etat à l'AFPA et compensation par une augmentation de la fraction de la TIPP transférée à la région Centre ; adopté. (p. 8617) : négociation en cours sur la question des accidents du travail et des maladies professionnelles. Son amendement n° II-94 : majoration des crédits du dispositif EDEN d'aide à la création d'entreprise ; adopté. Souhait du Président de la République de mobiliser le micro-crédit en faveur de la création d'entreprises. (p. 8618) : préservation du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété, FGAS. - **Art. 91 (Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants)** (p. 8620) : s'oppose à l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer (suppression). Suppression du "SMIC hôtelier". Poursuite des négociations. (p. 8621) : débats sur l'apprentissage.

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2674, 2675) : regrette l'insuffisante prise en considération des particularités et des contraintes de la Martinique et des DOM. Inquiétude quant aux moyens financiers pour parvenir au bon état écologique des eaux d'ici à 2015. Amélioration problématique de l'assainissement face à la fragilité de l'écosystème insulaire. Abandon du projet de taxe sur le chlordécone pour la Martinique grevant ainsi l'efficacité d'une politique de l'eau. Capitulation face aux lobbies des gros agriculteurs. Aggravation du coût de la dépollution pour les seuls ménages. Déception quant aux solutions prévues pour résoudre le problème du financement de l'assainissement par les communes. Nécessité en Martinique d'abonder les subventions versées par l'Etat aux syndicats des eaux. Dilution des responsabilités et manque d'efficacité sur le terrain. Préoccupation quant à la police de l'eau, toujours concentrée au niveau de l'Etat. Simple affichage politique, sans mesures incitatives, d'autant plus regrettable en Martinique : graves atteintes à la qualité de l'eau et au milieu marin. Exemple des crustacés devenus impropres à la consommation dans la mangrove du Lamentin. Question des ressources des offices départementaux de l'eau. Interrogation quant à la substitution,

en Martinique, du fonds départemental d'équipement, FDE, au FNDAE. Manque de transparence sur l'avenir de la taxe sur la consommation et imprécision quant à la mise en oeuvre de la solidarité au profit des communes rurales.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9002, 9004) : remerciements pour les marques de sympathie témoignées aux familles des victimes du crash aérien. Budget en régression. Insuffisance des moyens affectés à la politique de l'emploi. Stabilité des crédits du programme "Conditions de vie outre-mer" ; risque de rupture des autorisations d'engagement et de crédits relatifs à l'effort de construction ; nécessité de sanctuariser la LBU ; insatisfaction relative aux indicateurs d'évaluation de l'action "logement" ; inquiétude sur l'avenir de l'hôpital public en Martinique. Favorable à la mise en place d'une part spécifique d'ultra-périphéricité de la DGF. Conséquences de la réforme de l'OCM-banane. Incitation indispensable à la production locale de biocarburants. Développement des actions de prévention des risques naturels. Retards structurels dans le traitement du handicap. Inquiétude sur le gel de crédits programmés.

LARDEUX (André)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie ; nouvelle nomination ; membre le 21 septembre 2005 ; puis membre titulaire le 21 septembre 2005.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie le 4 mai 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 183 (2004-2005)] relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [n° 260 (2004-2005)] (23 mars 2005) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux [n° 328 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 3 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - **Discussion générale** (p. 741, 743) : surprise relative à la décision du Conseil constitutionnel. Nécessité de doter le Conseil des impôts d'une compétence relative aux prélèvements sociaux. Composition élargie. Indépendance du nouvel organisme. Interrogation sur la place de l'expert dans le débat politique. Intérêt pour les comptes sociaux depuis la création de la loi de financement de la sécurité sociale. Lien indispensable entre les choix budgétaires et fiscaux. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1634, 1636) : soutient la démarche de réforme entreprise

par le Gouvernement. Manipulation politique des manifestations lycéennes. Pragmatisme du texte. Redéfinition des missions de l'école. Révision de la formation des enseignants. Restauration de la confiance dans le système éducatif. Rationalisation des moyens financiers. Modernisation et clarification du système d'orientation. Constitution de communautés de formation et d'éducation. Révision des modes d'évaluation des différents acteurs. Rétablissement de l'autorité des enseignants. Définition d'objectifs fondés sur un socle commun de connaissances. Modernisation indispensable du baccalauréat. Réconciliation de la nation avec son école. Votera la réforme proposée.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1757) : votera contre cet article.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 2507, 2510) : recherche d'un d'équilibre entre l'intérêt de l'enfant, les besoins des familles et l'amélioration des conditions de travail des assistants maternels et des assistants familiaux. Retour sur les modifications apportées par l'Assemblée nationale : accès aux relais assistants maternels, conditions de délivrance de l'agrément et formation. Remise en cause inacceptable de la quasi-totalité des apports sénatoriaux. Approbation des avancées du projet de loi en matière de renforcement du statut juridique. Négation de l'initiative parlementaire par l'adoption préalable et l'entrée en vigueur de la convention collective ; source de confusion. Dépôt d'amendements visant à l'harmonisation de la convention collective avec le projet de loi, à l'assouplissement des conditions de travail et au maintien de l'équilibre entre les revendications légitimes des assistants maternels et les attentes des familles. Demande d'éclaircissement sur les conditions de rémunération et les horaires de travail : conditions de recours aux heures supplémentaires ; différence entre "heures majorées" et "heures complémentaires". Au nom de la commission, propose l'adoption de ce projet de loi modifié par ses amendements. - **Art. 1er B (Art. L. 421-2-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels)** (p. 2521) : son amendement n° 1 : élargissement de la mission des relais assistants maternels aux employés de maison chargés de la garde d'enfants à domicile ; adopté. - **Art. 5 (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux)** (p. 2522, 2523) : ses amendements n° 2 : suppression des critères nationaux d'agrément et n° 63 : délivrance de l'agrément sur la base de critères généraux définis par décret, adaptables aux réalités locales ; adoptés. Pertinence de la gestion décentralisée. Son amendement n° 3 : compétences du service départemental de PMI pour instruire la demande d'agrément ; adopté. (p. 2524) : demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Jean-Paul Amoudry (composition de l'équipe disciplinaire élargie à une puéricultrice, une assistante sociale et une éducatrice de jeunes enfants). (p. 2525) : sur les amendements analogues, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 37 de Mme Marie-Thérèse Hermange et demande le retrait des n° 23 de M. Guy Fischer et n° 40 de Mme Gisèle Printz (élargissement aux assistants familiaux de l'évaluation des capacités éducatives dans la procédure d'agrément pour les assistants maternels). S'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° 41 (modalités d'octroi de l'agrément définies par décret) et n° 42 (durée de l'agrément pour les assistants maternels fixée à cinq ans). (p. 2526) : ses amendements n° 4 : durée de validité de l'agrément fixée par décret ; et n° 5 : refus d'agrément aux personnes dont l'entourage a fait l'objet d'une mesure d'interdiction de contact avec les mineurs ; adoptés. Encadrement de l'utilisation du bulletin n° 3 du casier judiciaire des majeurs vivant au domicile du candidat à la profession d'assistant maternel ou familial. (p. 2527) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Guy Fischer (compensation des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

charges transférées aux départements pour renforcer l'efficacité des services de la PMI) qu'il estime satisfait par le texte. - **Art. 6** (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrément, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux) (p. 2527, 2530) : son amendement n° 6 : rétablissement des délais de notification de la décision du président du conseil général - trois mois pour les assistants maternels et quatre mois pour les assistants familiaux avec accord réputé tacite en cas de non-respect du délai ; adopté. Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 48 de M. Jean Boyer (délai d'agrément des assistants maternels fixé à quatre mois) et n° 18 de M. Michel Mercier (délai d'agrément des assistants familiaux fixé à six mois). Accepte l'amendement n° 25 de M. Guy Fischer, identique à son amendement n° 6 précité. S'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Gisèle Printz (délai d'agrément fixé à trois mois pour la profession d'assistant maternel et à six mois pour la profession d'assistant familial). Accepte les amendements analogues n° 26 de M. Guy Fischer et n° 38 de Mme Marie-Thérèse Hermange (rétablissement de l'obligation de motiver les décisions de suspension d'agrément). - **Art. 7** (Art. L. 421-14 et L. 421-15 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Formation des assistants maternels et des assistants familiaux) (p. 2531) : son amendement n° 7 : rétablissement de la compétence du département en matière de formation des assistants maternels et des assistants familiaux ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Guy Fischer (rétablissement de la compétence du département en matière de formation des assistants maternels et des assistants familiaux) qui supprime l'initiation aux gestes de secourisme et les dispositions favorables d'accueil de l'enfant pendant la formation de son assistante maternelle. Demande le retrait de l'amendement n° 44 de Mme Gisèle Printz analogue à son amendement précité n° 7. (p. 2532) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 28 (contribution du département au financement de la formation obligatoire prévue dans un délai de cinq ans) et n° 29 (précision du caractère qualifiant de la formation). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 2533, 2534) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 30 (validation des acquis de l'expérience professionnelle des assistants maternels ou familiaux en vue de l'obtention du CAP "petite enfance" ou du diplôme d'aide-puéricultrice) et n° 31 (possibilités d'ouverture d'une retraite à taux plein pour les assistants maternels ou familiaux). - **Art. 8** (Art. L. 421-16 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Contenu du contrat d'accueil et définition de l'accueil continu par un assistant familial) (p. 2535) : sur les amendements de Mme Gisèle Printz, accepte, à titre personnel, le n° 45 (possibilité de placement de l'enfant dans un établissement à caractère social) et s'oppose au n° 46 (suppression de la définition de l'accueil intermittent). - **Art. 9 bis** (Art. L. 421-17-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Modalités du suivi de la pratique professionnelle des assistants maternels et familiaux) (p. 2535) : son amendement n° 8 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Jean-Paul Amoudry (précision de la composition des équipes pluridisciplinaires). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 2536) : accepte l'amendement n° 59 du Gouvernement (contrôle par les services de PMI du nombre d'enfants confiés à la garde d'assistants maternels). - **Art. 12 bis** (Art. L. 773-2 du code du travail - Compétence des conseils de prud'hommes) (p. 2537) : son amendement n° 9 : suppression ; retiré. - **Art. 14** (Art. L. 773-4 à L. 773-6 nouveaux du code du travail - Décret relatif aux indemnités d'entretien et aux fournitures et rémunération des assistants maternels ou des assistants familiaux pendant leur période de formation) (p. 2538) : ses amendements n° 10 : suppression de l'uniformisation des indemnités et fournitures sur l'ensemble du territoire et n° 11 : clarification ; adoptés. Accepte l'amendement n° 53 du Gouvernement (proratisation de l'indemnité d'entretien chez les assistants familiaux). - **Art. 15** (Art. L. 773-7 du code du travail - Définition par voie réglementaire des mentions du contrat de travail) (p. 2539) : son amendement n° 12 : référence à la décision d'agrément dans le contrat de travail des assistants maternels et des assistants familiaux ; adopté après

modification par le sous-amendement n° 62 du Gouvernement (souscription de la garantie d'assurance des assistants maternels par leur employeur personne morale) qu'il accepte. S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer (précision). - **Art. 16** (Art. L. 773-8 du code du travail - Mode de calcul de la rémunération des assistants maternels) : accepte l'amendement n° 54 du Gouvernement (rédaction). (p. 2540) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de Mme Valérie Létard (suppression de la référence à une rémunération horaire). - **Art. 17** (Art. L. 773-9 du code du travail - Rémunération de l'assistant maternel en cas d'absence de l'enfant) : son amendement n° 13 : mise en cohérence avec les dispositions de la convention collective ; adopté. - **Art. 18** (Art. L. 773-10 et L. 773-11 du code du travail - Limitation du temps de travail des assistants maternels) (p. 2542) : son amendement n° 14 : rétablissement de la référence au principe d'un forfait annuel pour le calcul de la durée moyenne de travail ; adopté. Adaptation du mode de garde de l'enfant au rythme de la vie familiale et professionnelle. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Esther Sittler (durée maximale journalière de travail fixée à 13 heures) et s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Guy Fischer (abaisssement de la durée moyenne hebdomadaire du temps de travail à 40 heures). - **Art. 19** (Art. L. 773-12, L. 773-13 et L. 773-14 du code du travail - Rupture du contrat de travail des assistants maternels employés par des particuliers) (p. 2544) : accepte l'amendement n° 36 de Mme Marie-Thérèse Hermange (droits du parent employeur en cas de suspension ou retrait de l'agrément d'un assistant maternel). - **Art. 20** (Art. L. 773-16 du code du travail - Fixation des congés des assistants maternels employés par des particuliers) : son amendement n° 15 : mise en cohérence du texte avec la convention collective ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 2545) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de Mme Valérie Létard (remboursement intégral par le conseil général des indemnités compensatrices versées par les employeurs en cas de retrait ou de suspension de l'agrément). - **Art. 27** (Art. L. 773-26 et L. 773-27 du code du travail - Nouvelle structure de rémunération et renforcement du régime de l'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé) (p. 2546) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Guy Fischer (fixation de la base minimale mensuelle de rémunération). - **Art. 28** (Art. L. 773-28 du code du travail - Droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé) (p. 2547) : son amendement n° 16 : suppression de l'obligation de décret organisant les reports de congés au bénéfice des assistants familiaux ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 29** (p. 2548) : accepte l'amendement n° 60 du Gouvernement (calcul de la contribution au financement de la formation professionnelle assise sur la rémunération réellement versée). - **Art. additionnel avant l'art. 31** : accepte l'amendement n° 56 du Gouvernement (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation quantitative et qualitative de la loi). - **Art. additionnels après l'art. 31** (p. 2549) : accepte l'amendement rectifié n° 57 du Gouvernement (relations entre l'UNAF et les UDAF). Inutilité d'un échelon régional pour la mise en oeuvre de la politique familiale. (p. 2550) : accepte l'amendement n° 58 du Gouvernement (règles de cumul du complément de libre choix d'activités avec l'allocation de base). Accepte l'amendement n° 61 du Gouvernement (rétablissement de la responsabilité de l'octroi de la majoration pour la vie autonome aux caisses d'allocations familiales et aux caisses de mutualité sociale agricole). - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 2552) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 20 de M. Michel Mercier, n° 47 de Mme Gisèle Printz et n° 50 de M. Roland du Luart (consultation pour avis des principales associations d'élus sur les projets de décrets d'application à la présente loi). Accepte l'amendement n° 55 du Gouvernement (rectification d'une erreur matérielle).

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3079, 3080) : déni de la mort dans la société actuelle. Défavorable à la substitution de la loi à la morale. Mérites du texte. Absence de fondement moral et juridique des directives anticipées. Resocialisation indispensable de la mort.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Amendements traduisant ses interrogations. S'abstiendra en cas de vote conforme. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3113, 3114) : opposition à la légalisation de l'euthanasie visée par les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 60 (accès à l'assistance médicalisée pour mourir) et n° 62 (possibilité pour toute personne majeure capable de bénéficier d'une assistance médicalisée pour mourir), n° 30 de M. François Autain (droit d'obtenir une aide active à mourir) et n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération de poursuites pénales des médecins prodiguant une assistance médicalisée pour mourir). Incapacité de la loi à résoudre les problèmes de conscience. Soutien au Gouvernement et à la commission.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux** - *Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)]* - (15 juin 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4130, 4131) : aboutissement d'un processus législatif exemplaire. Mise au point d'un texte d'équilibre entre l'intérêt de l'enfant, les besoins des familles et l'amélioration nécessaire des conditions de travail des assistants maternels et familiaux. La commission invite à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale** - *Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]* - (21 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4409) : approbation de la réforme. Amélioration du texte par la navette parlementaire. Hommage au travail du rapporteur, au président de la commission et au Gouvernement. Avec le groupe UMP, votera ce texte.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi** - *Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]* - (12 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5436, 5437) : nécessité de mener des réformes énergiques et innovantes. Texte équilibré. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille. - **Discussion générale** (p. 7040, 7042) : explication du déficit de la branche famille et conséquences sur la situation de celle-ci. Recettes et dépenses de la branche famille. Priorité donnée par la politique familiale à l'accueil du jeune enfant. Allocation de présence parentale. Situation des mères d'enfants prématurés. Mise en oeuvre d'un "plan crèche". Réforme du statut des assistants maternels. Lutte contre la pauvreté des familles. Protection des enfants contre les dangers d'internet. Propose l'approbation du budget de la branche famille du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 sous réserve de quelques amendements.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 10** (*Conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux*) (p. 7125) : défavorable aux amendements identiques n° 162 de M. Guy Fischer et n° 224 de M. Bernard Cazeau (suppression). - **Art. 13** (*Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 7133) : son amendement n° 80 : exclusion des contributions volontaires des employeurs au-delà des dispositions législatives et réglementaires ; retiré.

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7220, 7221) : votera contre l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Réforme indispensable du système des régimes spéciaux. Inéquité par rapport au régime général.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7296, 7298) : votera le volet "assurance maladie". Nécessité d'intensifier la chasse aux abus et gaspillages. Attente d'une réforme de l'hôpital et d'une rationalisation du réseau des caisses. Démographie et accroissement de la consommation médicale. Réactions des pharmaciens d'officine à l'extension des tarifs forfaitaires de responsabilité. Partisan d'une réforme en profondeur du panier de soins à défaut d'une augmentation des prélèvements. Recentrage de l'assurance maladie sur la prise en charge des risques les plus lourds. Contraintes probables à terme s'agissant de la prise en charge, de la carte sanitaire et de la médecine de ville. - **Art. 27** (*Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes*) (p. 7316) : mise au point sur la tournure des débats. Nécessité d'éviter de pratiquer l'amalgame. - **Art. 31** (*Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD*) (p. 7362) : question sur l'application de l'article 31 : conséquences financières pour les départements et inconvénients des conventions tripartites. - **Art. 34** (*Financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile*) (p. 7376) : intervient sur l'amendement n° 274 du Gouvernement (possibilité pour la CNSA de puiser dans ses réserves pour financer des travaux de mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées). Lourd déficit de places en maisons d'accueil spécialisées, MAS.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 174-4 du code de la sécurité sociale - Modification de la règle d'imputation du forfait journalier sur le ticket modérateur pour les actes dont le tarif est supérieur à 91 euros*) (p. 7399) : avec le groupe UMP, votera contre les amendements de suppression de l'article. - **Art. additionnel après l'art. 46** (p. 7440) : son amendement n° 133 : modalités de versement du minimum vieillesse pour les personnes résidant à l'étranger ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 52** (p. 7467) : son amendement n° 53 : harmonisation des prestations familiales et extension des allocations familiales sous certaines conditions à l'île de Mayotte ; devenu sans objet. (p. 7468, 7469) : accepte l'amendement n° 277 du Gouvernement (suppression à Mayotte du plafonnement à trois enfants par allocataire pour le versement des allocations familiales), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 291 ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Adrien Giraud (versement de l'API aux mahorais). - **Art. 52** (*Art. L. 531-4, L. 532-2 et L. 552-1 du code de la sécurité sociale - Adaptation du complément de libre choix d'activité*) (p. 7471) : s'oppose à l'amendement n° 237 de Mme Claire-Lise Campion (application du dispositif au 1er janvier 2006). - **Art. 53** (*Art. L. 511-1, L. 544-1 à L. 544-9 du code de la sécurité sociale, art. L. 122-28-9 du code du travail - Allocation journalière de présence parentale*) (p. 7474) : son amendement n° 50 : précision de la durée minimale du traitement dont l'enfant a besoin ; devenu sans objet. S'oppose aux amendements n° 238 de Mme Claire-Lise Campion (suppression de la durée minimale des soins pour le bénéfice de l'allocation journalière de présence parentale) et n° 275 du Gouvernement (modalités d'octroi de l'allocation journalière de présence parentale). Accepte l'amendement n° 278 du Gouvernement (cohérence). (p. 7475) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de Mme Marie-Thérèse Hermange (élargissement du champ des dépenses éligibles au complément pour frais) et n° 240 de Mme Claire-Lise Campion (complément mensuel pour faire face aux frais supplémentaires consécutifs à la maladie d'un enfant). (p. 7476) : son amendement n° 52 : information de l'employeur par le salarié du ou des jours de congé de présence

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

parentale ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Thérèse Hermange (suppression de la faculté d'établir une convention entre le salarié et son employeur pour déterminer le calendrier prévisionnel et les modalités de prise de jours de congés). (p. 7478) : accepte l'amendement n° 276 du Gouvernement (extension du dispositif de congé de présence parentale aux fonctionnaires) et s'oppose à l'amendement n° 241 de Mme Claire-Lise Campion (entrée en vigueur de l'article avancée au 1er janvier 2006). - **Art. 54** (*Art. 60 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Maintien des anciennes prestations de petite enfance jusqu'en décembre 2009*) (p. 7479) : s'oppose aux amendements de suppression n° 203 de M. Guy Fischer et n° 242 de Mme Claire-Lise Campion. - **Art. additionnel après l'art. 54** (p. 7480, 7481) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 287 du Gouvernement (application de la règle d'attribution des allocations familiales aux parents d'enfants étrangers n'étant pas entrés en France au titre du regroupement familial), non examiné par la commission. - **Art. 55** (*Art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement des majorations de pensions pour enfants prises en charge par la branche famille*) (p. 7483) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Michel Mercier (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7491) : vote en faveur de ce texte par le groupe UMP. Remerciements.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7745) : soutient l'amendement n° 276 de Mme Bernadette Dupont (compatibilité entre les travaux d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et la sauvegarde du patrimoine) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8408, 8409) : incapacité de l'Etat à assurer la continuité du service public malgré les effectifs pléthoriques de ses agents. Problème identique pour les collectivités territoriales et les entreprises du secteur public. Nécessité de réduire le nombre des fonctionnaires. - **Art. 51 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8449) : au nom de la commission des affaires sociales saisie pour avis, s'oppose à l'amendement n° A-2 du Gouvernement (simplification des circuits de financement des allègements généraux de charges).

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8475, 8476) : médiocrité des conditions matérielles d'exercice des enseignants et des étudiants ; exemple des étudiants de médecine. Sélection insuffisante à l'entrée de l'université. Moyens trop limités à la disposition des universités privées.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8539, 8540) : persistance de dérives dans l'éducation nationale. Excellente initiative d'apprentissage de la Marseillaise. Laxisme dans les évaluations générales, en particulier en primaire. Visée anti-entreprises de l'enseignement de l'économie en lycée. Inefficacité des ZEP. Nécessité d'une remise en cause de la carte scolaire et du collège unique. Demande de précision sur la réforme des IUFM. Interrogation sur la réforme de l'enseignement privé. Volonté d'adaptation de la loi Falloux. Approuve la proposition de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8555) : intervient sur l'amendement n° II-40 de M. Serge Lagache (sécurisation des crédits consacrés à la rémunération des personnels mis à disposition des associations).

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis-et-Futuna)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3286) : impérieuse nécessité d'enrayer l'effondrement du pavillon français. Demande de précision quant à l'avenir du pavillon de Wallis-et-Futuna.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9012, 9013) : approche différenciée des territoires ultramarins. Salue l'effort du Gouvernement pour une plus grande solidarité nationale. Conséquences de l'isolement géographique sur le secteur de la santé et de l'enseignement. Absence de perspectives d'emplois. Développement du transport aérien et des infrastructures. Réflexion sur la mobilité et les procédures de nomination des fonctionnaires d'Etat à Wallis-et-Futuna.

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 13 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société**.

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 38, 40) : confirmation de l'opinion négative émise en première lecture par le groupe CRC. Manque de moyens financiers. Exclusion des questions essentielles. Demande la réunion d'une conférence nationale des prix. Contradiction entre les dispositions d'intérêt national et celles retenues par l'Europe et l'OMC. Accentuation des concurrences et des déséquilibres sur le plan infracommunautaire et infranational. Difficulté de transmission des exploitations agricoles. Disparition programmée des services publics de proximité. Conséquence du projet de constitution européenne. Impact de la directive Bolkenstein. Inquiétude des élus ressentie lors du dernier congrès des maires de France. Conséquences catastrophiques des délocalisations. Substitution des monopoles privés aux monopoles publics. Disparition des commerces de proximité : défaut de financement du FISAC. Position satisfaisante de l'Assemblée nationale relative à la publicité sur le vin. Défense de l'accès de tous à la chasse populaire. Examen à part des dispositions relatives à la loi "littoral". Abandon des territoires les plus fragiles.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 1er A** (p. 91) : son amendement n° 270 : resserrement de la fourchette par habitant de la dotation de base de la DGF des communes ; rejeté. - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 99) : intervient sur l'amendement n° 405 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). Elargissement nécessaire de la notion de "forte proportion d'emplois agricoles" définissant le classement en ZRR. - **Art. 1er ter** (Art. 1465 du code général des impôts - Remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en ZRR) (p. 101, 102) : son amendement n° 252 : remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zones franches urbaines ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecies** (p. 110, 111) : son amendement n° 254 : création d'une commission consultative des services au public de proximité par les communes rurales ou leurs groupements ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er terdecies** (p. 114) : son amendement n° 239 : alignement progressif jusqu'en 2016 de la dotation moyenne par habitant des communautés de communes sur celle des communautés urbaines ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 120, 121) : son amendement n° 248 : reversement aux départements de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** (p. 130) : son amendement n° 258 : instauration d'une conférence sur les prix agricoles

avant la fin juin 2005 ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 4 A ou après l'art. 4** (p. 132) : son amendement n° 261 : application du mécanisme du coefficient multiplicateur en cas de crise affectant la production agricole ; devenu sans objet. (p. 134) : le groupe CRC votera l'amendement n° 175 de M. Daniel Soulage (instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables). - **Art. additionnels avant l'art. 4 A** : ses amendements n° 256, 259 et 260 : mesures de contrôle des prix des productions agricoles ; rejetés. - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage) (p. 154) : souhaite l'adoption par le Sénat des amendements identiques n° 5 de la commission, n° 89 de M. Yves Détraigne et n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère) et la reprise de ces dispositions dans la rédaction du décret. - **Art. 11 F** (Art. 29 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Recours à des particuliers ou à des associations pour le transport de personnes) (p. 161, 162) : ses amendements n° 263 : subordination du recours à des particuliers pour le transport de personnes à une mise en concurrence et une procédure de marché négociée infructueuse ; retiré ; et n° 262 : suppression de la possibilité de faire appel à des particuliers pour effectuer des prestations de services à la demande ; rejeté. Disposition contre-productive pour les taxis ruraux. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 172) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement) amputé des dispositions instaurant les modules de formation.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 182) : son amendement n° 253 : mode de calcul du pourcentage obligatoire de mise en jachère des terres agricoles ; retiré. - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 187) : son amendement n° 242 : simplification du droit de préemption ; retiré. (p. 192) : son amendement n° 247 : possibilité pour le département de modifier le périmètre périurbain ; adopté. - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 196) : son amendement n° 243 : suppression de la possibilité pour les établissements publics fonciers d'exercer, à la demande du département, le droit de préemption relatif aux espaces naturels sensibles ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 204) : son amendement n° 246 : compensation des transferts de charges ; devenu sans objet. (p. 219) : son amendement n° 245 : possibilité pour les conseillers généraux d'intégrer les syndicats mixtes chargés d'élaborer les schémas de cohérence territoriaux ; retiré. - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 229) : son amendement n° 244 : possibilité de recours à la réorganisation foncière ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 261) : le groupe CRC votera le sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogry portant sur l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire). (p. 266) : son amendement n° 250 : maintien des services de proximité en zone rurale ; rejeté. (p. 267) : son amendement n° 266 : instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes ; rejeté. (p. 268) : intervient sur son amendement n° 266 précité. Dénonciation de l'ouverture des services publics à la concurrence. - **Art. 37 EAA** (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux) (p. 272) : son amendement n° 251 : maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 291) : son amendement n° 267 : réduction des contraintes pesant sur la création des pharmacies ; rejeté. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. 41 (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 295) : soutient l'amendement n° 255 de M. François Autain (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie) ; adopté. (p. 301) : son amendement n° 240 : maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 372, 374).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)] (suite)** - (26 janvier 2005) - **Art. 58** (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvocynégétique et plans de chasse) (p. 396) : ses amendements n° 269 : atténuation du mécanisme de responsabilité par la prise en compte de la faute du bénéficiaire du plan de chasse ; retiré et n° 268 : remplacement du terme de "couverture" par celui de "participation" ; adopté. - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier) (p. 405) : le groupe CRC s'abstient sur les amendements identiques n° 135 du Gouvernement, n° 195 de M. Alain Vasselle et n° 387 de M. Jean Desessard (suppression de la contribution financière d'indemnisation des dégâts de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse). - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 415) : favorable à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Régulation stricte du nombre de loups.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 65 nonies A** (Art. L. 224-1-1 nouveau du code forestier - Encadrement de la cueillette sur des propriétés forestières privées) (p. 450) : défavorable à l'amendement n° 53 de la commission (suppression). Multiplication des conflits d'usage.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Discussion générale** (p. 846) : son opposition aux articles de sensibilité libérale. Favorable à l'instauration d'un coefficient multiplicateur sur les prix des fruits et légumes en période de crise conjoncturelle. Interrogation sur l'application de cette mesure. Nécessité d'une véritable politique des prix. Zones de revitalisation rurale. Mesures et financement souhaités en faveur du maintien de la population agricole. Sa conception d'un véritable développement rural. Bilan alarmant de la situation actuelle. Le groupe CRC votera contre les conclusions de la CMP. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 881) : absence de réponse à ses interrogations sur le devenir du coefficient multiplicateur et des critères de zonage en ZRR. Insuffisance des mesures adoptées. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Question préalable** (p. 1392, 1394) : soutient la motion n° 50 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Démantèlement des services publics dans une optique libérale. Orientation identique de la construction européenne. Attachement des Français aux services publics. Effets néfastes de la libéralisation du secteur postal : exemple de la Suède et de l'Allemagne. Désengagement de l'Etat. Texte allant au-delà des exigences des directives européennes. Abandon du contrôle politique au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Pouvoirs exorbitants de cet organisme. Volonté de défendre les services publics. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1400, 1401) : soutient l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (présentation d'un rapport au Parlement sur le bilan de la déréglementation postale) ; rejeté. - **Art. 1er** (Service universel postal et obligations des prestataires du service

postal) (p. 1409) : favorable à l'amendement n° 100 de M. Pierre-Yvon Trémel (précision de la définition de la distribution du courrier). (p. 1410) : soutient l'amendement n° 63 de M. Michel Billout (principes déterminant l'offre de service public de La Poste) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 2** (Organisation de la régulation postale) (p. 1474) : soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. Organisation d'un marché inexistant. Défaut de légitimité démocratique de l'autorité de régulation. Historique de la séparation entre service postal et service des télécommunications. Souhait de démocratisation de la composition et du fonctionnement de l'autorité. (p. 1486, 1487) : soutient l'amendement n° 81 de M. Michel Billout (compétence du Conseil d'Etat pour l'interprétation d'éventuels abus de position dominante ou de pratiques entravant la libre concurrence) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 8** (p. 1500, 1501) : soutient l'amendement n° 86 de M. Michel Billout (rapport du Gouvernement sur le bilan des déréglementations dans le secteur financier et bancaire) ; rejeté. - **Art. 8** (Missions de La Poste et statut de sa filiale financière) (p. 1506, 1511) : soutient les amendements de M. Michel Billout n° 87 (création d'un pôle financier public de soutien au développement économique et social des régions sinistrées et au financement des investissements publics) ; et n° 91 (suppression des dispositions prévoyant la création d'une filiale financière) ; rejetés. Déstabilisation du système financier. Opposition à la constitution de la banque postale.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1539) : soutient l'amendement n° 94 de M. Michel Billout (engagement d'un plan de titularisation des salariés de droit privé) ; rejeté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1574, 1576) : enjeu du référendum du 29 mai. Angoisse sociale grandissante face à la proposition de directive "Bolkestein". Ampleur et imprécision du champ d'application de la proposition de directive. Contradiction avec d'autres directives concernant des services. Non-respect des législations et des réglementations de protection des travailleurs. Renoncement injustifié à la méthode communautaire d'harmonisation des législations nationales. Opposition au principe du pays d'origine. Confusion terminologique sur la définition des services d'intérêt général. Appel au rejet du traité constitutionnel et à la constitution d'une véritable Europe sociale et solidaire.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 17** (Art. L. 522-8 du code de l'environnement - Contrôle de la traçabilité des produits biocides) (p. 2821) : soutient l'amendement n° 437 de Mme Evelynne Didier (communication à l'autorité administrative des informations concernant les quantités de biocides mises sur le marché) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2824) : intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires).

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3148, 3150).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (suite)** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3191, 3192) : défavorable à l'amendement n° 617 de M. Jean Desessard (réinstauration d'une redevance pour pollution par les nitrates). Injustice entre les agriculteurs utilisant les engrais minéraux et ceux utilisant les effluents d'élevage.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)) (p. 3235) : soutient l'amendement n° 501 de Mme Evelyne Didier (intégration dans les ressources de l'ONEMA d'une contribution nationale destinée à assurer la solidarité avec les communes rurales) ; rejeté. - **Art. 43** (Art. L. 434-5 du code de l'environnement - Création et organisation d'une fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques) (p. 3241) : soutient l'amendement n° 486 de Mme Evelyne Didier (élargissement du rôle des associations de pêche) ; adopté. - **Art. 46** (Art. L. 437-18 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations et fédérations de pêche en eau douce de se porter parties civiles) (p. 3247) : soutient l'amendement n° 487 de Mme Evelyne Didier (extension des compétences des organisations de la pêche) ; retiré.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 253 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3270) : contradiction entre la volonté du Gouvernement de renforcer la lutte contre les activités illicites commises en mer et le manque de clarté des moyens mis en oeuvre dans ce projet de loi. Ne votera pas ce texte. - **Art. 13** (p. 3277) : le groupe CRC s'abstient sur ce texte.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475) : favorable à l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien) (p. 3547) : ambiguïté du régime transitoire prévu par l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000). Condamnation prévisible des petits parcs éoliens pour les collectivités qui n'auront pas eu le temps d'agir d'ici à deux ans. (p. 3549, 3550) : nécessité de corriger avant la réunion de la commission mixte paritaire, la hausse du seuil de 12 mégawatts à 20 mégawatts décidée à l'Assemblée nationale. Remise en cause des objectifs de production d'énergie renouvelable en Bretagne d'ici à 2010. Souhait du groupe CRC de faire des schémas régionaux les schémas des énergies renouvelables. Le groupe CRC votera l'amendement n° 40 rectifié précité de la commission qui répond à ses inquiétudes. Unanimité au Sénat. Modification non souhaitable en commission mixte paritaire.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Art. 5** (Art. 790 A bis [nouveau] du code général des impôts - Exonération de droits de mutation à titre gratuit des dons familiaux destinés à financer une opération de création ou de reprise d'entreprise) (p. 3980) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'article 5 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 27 ou après l'art. 37** (p. 4106, 4107) : soutient l'amendement n° 389 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un dispositif de contrôle des concentrations en matière d'équipement commercial) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 27** (p. 4108) : soutient les amendements de Mme Michèle Demessine n° 390 (fixation par décret de la liste des prix minimum de l'ensemble des productions animales et végétales) ; et n° 391 (garantie de prix rémunérateurs pour les producteurs) ; rejetés. - **Art. 27** (Art. L. 441-6 du code de commerce - Possibilité d'introduire des différenciations dans les conditions générales et particulières de vente des contrats entre fournisseurs et distributeurs) (p. 4109, 4110) : intervient sur l'ensemble du titre VI du projet de loi. Méfiance envers la conception de la majorité gouvernementale en matière de modernisation. Faible

efficacité des tentatives déjà menées. Problème persistant de la toute puissance de la grande distribution et des pratiques illicites. Véritable tour de passe-passe à l'article 31 : transformation des marges arrière exorbitantes en marges arrière "normalisées Europe". Rejet par le groupe CRC du principe scandaleux des enchères inversées. Concentration problématique de la grande distribution française autour de cinq grandes centrales d'achat. Nécessité d'améliorer les conceptions commerciales de l'OMC et de l'Union européenne. (p. 4111) : soutient l'amendement n° 393 de Mme Michelle Demessine (garantie d'un niveau identique des prix proposés tant aux détaillants qu'aux grossistes) ; rejeté. - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant) (p. 4116) : soutient l'amendement n° 394 de Mme Michelle Demessine (suppression de la référence à l'article L. 131-38 du code pénal s'agissant des peines infligées aux personnes morales) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 29** (Art. L. 470-4-1 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de transaction pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 4139) : soutient l'amendement n° 395 de Mme Michelle Demessine (relèvement du montant maximal de l'amende encourue par une personne morale récidiviste en matière d'infraction commerciale) ; rejeté. - **Art. 30** (Art. L. 470-4-2 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 4142) : soutient l'amendement n° 396 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. - **Art. 31** (Art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 4146, 4147) : soutient l'amendement n° 397 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. - **Art. 26 (précédemment réservé)** (Art. L. 420-2 du code de commerce - Interdiction des accords de gamme au titre de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique) (p. 4175, 4176) : soutient l'amendement n° 388 de Mme Michelle Demessine (interdiction des accords de gamme) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 35** (p. 4179) : soutient l'amendement n° 401 de Mme Michelle Demessine (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce) ; rejeté. - **Art. 33** (Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance) (p. 4185, 4186) : soutient l'amendement n° 398 de Mme Michelle Demessine (suppression) ; rejeté. (p. 4189) : soutient l'amendement n° 399 de Mme Michelle Demessine (interdiction de recourir à des enchères électroniques pour la vente de certains produits agricoles) ; devenu sans objet. - **Art. 35** (Art. L. 470-2 du code de commerce - Affichage ou diffusion de condamnations au titre d'un délit prévu par le titre IV du livre IV du code de commerce) (p. 4195) : soutient l'amendement n° 400 de Mme Michelle Demessine (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4263, 4264) : intention louable du texte mais mesures proposées insuffisantes. Préférence pour un encouragement et une aide au petit commerce. Flou et caractère non obligatoire des critères retenus. Effet pervers de la loi Royer. Inadéquation du texte face à la détresse et à la disparition progressive du commerce de proximité. Interrogation sur la réelle volonté du Sénat de restructurer le tissu commercial local. Proposition de mesures en faveur du petit commerce. Le groupe CRC ne soutiendra pas le texte.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5450, 5451) : discussion parlementaire tronquée en dépit de l'enjeu social et économique et de la complexité de la législation. Réponse insuffisante aux attentes des acteurs économiques et aux objectifs fixés. Timidité des avancées s'agissant de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'adhésion obligatoire à un statut pour le conjoint collaborateur et du droit de prescription urbain pour les fonds de commerce. Absence de mesures visant à développer et à pérenniser réellement les PME. Obstacle majeur de l'accès au crédit. Inefficacité de la réforme de la loi Galland pour protéger les PME. Insuffisance des sanctions à l'encontre des pratiques critiquables des grands groupes. Prise en compte indispensable de la revalorisation du prix du travail. Nécessité d'associer le mécanisme du coefficient multiplicateur à un prix minimum pour les produits agricoles périssables. Adoption regrettable de mesures attentatoires aux droits des salariés. Discrimination dans le traitement des amendements de l'opposition concernant le droit du travail. Les sénateurs du groupe CRC s'opposent fermement à l'adoption de ce texte. - **Art. 44 quater** (*Régime de retraite de la CCIP*) (p. 5477) : suppression autoritaire du régime spécial d'assurance vieillesse des agents de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, CCIP. Eviction du Sénat du débat public. Urgence inacceptable relevant de la volonté de la direction de la CCIP d'accélérer la restructuration de cette dernière, au mépris des conséquences pour les salariés. Le groupe CRC est fermement opposé à l'article 44 quater.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6423, 6426) : texte donnant le coup de grâce à des centaines de milliers d'agriculteurs et à leurs familles. Dénonciation de la privatisation capitaliste de l'agriculture. Remarques sur la création d'un fonds agricole. Cessibilité du bail rural hors du cadre familial. Amélioration de la protection sociale et des conditions de travail des personnes. Consolidation du revenu agricole. Mesures en faveur de l'emploi. Simplification et modernisation de l'encadrement de l'agriculture. Objectifs autour desquels le monde agricole français devrait s'articuler.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 6478) : son amendement n° 399 : définition de l'exploitant agricole ; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole*) (p. 6480, 6481) : son amendement n° 396 : suppression ; rejeté. Objectif du Gouvernement de libéraliser l'agriculture. (p. 6482) : ses amendements n° 397 : exclusion des biens incorporels du fonds agricole ; et n° 398 : intégration du fonds agricole dans les charges amortissables au sein du bilan de l'entreprise agricole ; rejetés. (p. 6484) : intervient sur son amendement n° 396 précité. Difficulté de mise en oeuvre de ce dispositif. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6488) : son amendement n° 631 : révision par décret du mode de calcul des droits à paiement unique ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6490) : son amendement n° 400 : suppression ; rejeté. Impossibilité pour le bailleur de conserver la maîtrise de l'avenir et du choix de ses locataires. Remise en cause du statut du fermage. (p. 6493, 6494) : intervient sur son amendement n° 400 précité. Liberté de choix du fermier par le bailleur. Augmentation de 50 % du prix des loyers. Non-intégration des quotas laitiers dans les droits à paiement unique. (p. 6500) : son amendement n° 402 : suppression de l'encadrement du loyer d'un bail cessible par des maxima majorés de 50 % et des minima ; rejeté. (p. 6502) : intervient sur les amendements modifiant le deuxième alinéa de l'article L. 418-2 du code rural. Favorable à la consultation des commissions paritaires départementales des baux ruraux. (p. 6518) : son amendement n° 403 : allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible ; rejeté. (p. 6519) : son amendement n° 401 : suppression de la possibilité pour le bailleur de refuser, sans justification légale, un renouvellement du bail ; rejeté. - **Art. 2 bis** (*Art. L. 411-37 du code rural - Participation de personnes morales aux sociétés agricoles bénéficiant de mises à disposition de biens loués*) (p. 6539) : son amendement n° 404 : suppression ; rejeté. - **Art. 3** (*Habilitation à simplifier par ordonnance le statut du fermage*) (p. 6541) : son amendement n° 405 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6543) : son amendement n° 407 : octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation ; retiré. (p. 6545) : intervient sur son amendement n° 407 précité. Valorisation des acquis. Idée de parrainage.

Aspect fiscal de la gestion de l'exploitation agricole. - **Art. 5** (*Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures*) (p. 6551) : son amendement n° 408 : suppression ; rejeté. Rappel historique. Démantèlement de la réglementation sur les structures. (p. 6552, 6553) : son amendement n° 409 : suppression du seuil des surfaces à partir duquel les agrandissements des exploitations agricoles sont soumis à autorisation préfectorale ; rejeté. Son amendement n° 410 : rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole ; rejeté. (p. 6554) : son amendement n° 411 : suppression de la possibilité de soumettre à une simple déclaration préalable les opérations résultant de la transmission d'un bien dans le cadre familial ; rejeté. - **Art. 6** (*Art. 199 unvicies [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un «crédit transmission»*) (p. 6560) : son amendement n° 416 : suppression ; rejeté. Difficulté d'installation des jeunes agriculteurs. Faiblesse des pensions de retraite agricole. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6566, 6567) : ses amendements n° 418 : fixation de niveaux minima pour l'ensemble des retraites agricoles et n° 417 : financement des retraites agricoles par une cotisation issue des bénéfices réalisés par les industries du secteur agroalimentaire, des centrales d'achat et de la grande distribution ; retirés. - **Art. 6 quater** (*Art. L. 111-3 du code rural - Règle de réciprocité en matière d'urbanisme*) : favorable à l'amendement n° 17 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6571) : son amendement n° 636 : octroi du statut agricole aux entreprises de paysage ; retiré. (p. 6573) : favorable à la création d'un groupe de travail. Nécessité de prendre en compte dans cette réflexion l'activité des centres d'aide par le travail, CAT. - **Art. 7** (*Art. L. 321-5 et L. 722-10 du code rural - Mesures d'extension de la couverture sociale agricole*) (p. 6578) : son amendement n° 419 : levée du caractère optionnel de l'adhésion au statut de conjoint collaborateur ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6579) : ses amendements n° 422 : réduction du montant des cotisations sociales payées par les agriculteurs à faible revenu ; et n° 425 : suppression de l'assiette plafonnée des cotisations vieillesse des agriculteurs ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 8** (p. 6581) : son amendement n° 427 : prise en compte des périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général pour l'accès aux revalorisations des retraites des non-salariés agricoles ; adopté. (p. 6583) : intervient sur son amendement n° 427 précité. Financement des retraites agricoles.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6591) : ses amendements n° 424 et 423 : renforcement de la protection sociale de la profession agricole en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles ; rejetés. - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6595, 6596) : son amendement n° 426 : suppression ; rejeté. - **Art. 9** (*Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants*) (p. 6602) : interrogation sur la mise en place des services de remplacement et crainte de développement d'emplois précaires. - **Art. 9 bis** (*Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les groupements d'employeurs agricoles*) (p. 6608, 6609) : son amendement n° 428 : suppression ; rejeté. - **Art. 9 ter** (*Art. L. 741-16 du code rural - Extension aux entreprises de travaux forestiers des taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels*) : son amendement n° 429 : suppression ; rejeté. (p. 6612) : avec le groupe CRC, vote contre l'amendement n° 19 de la commission (réduction). - **Art. 9 quater** (*Art. L. 741-16 du code rural - Extension des taux réduits de cotisations salariales pour l'emploi de travailleurs occasionnels aux groupements d'employeurs multisectoriels*) (p. 6613) : son amendement n° 430 : suppression ; adopté. - **Art. 9 quinquies** (*Art. L. 741-16 du code rural - Suppression de la référence à la durée d'emploi des travailleurs*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

occasionnels) (p. 6614) : son amendement n° 431 : suppression ; adopté. - **Art. 9 sexies** (*Art. L. 741-16 du code rural - Exonération temporaire de cotisations salariales pour les jeunes travailleurs occasionnels*) : son amendement n° 432 : suppression ; adopté. - **Art. 10** (*Art. L. 713-11-1 nouveau du code rural - Extension aux salariés agricoles du dispositif des heures choisies*) (p. 6615) : son amendement n° 434 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6620) : ses amendements n° 421 : possibilité de reprise à mi-temps thérapeutique pour une victime d'accident du travail ou de maladie professionnelle ; et n° 420 : attribution des indemnités journalières sans délai de carence préalable ; devenus sans objet. (p. 6622) : son amendement n° 433 : négociation tendant à la fusion des tableaux des maladies professionnelles du régime général et des tableaux du régime agricole ; devenu sans objet. - **Art. 10 bis** (*Art. L. 741-15, L. 741-4, L. 751-17 du code rural et L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Promotion du recours aux contrats de travail à durée indéterminée par les employeurs agricoles*) (p. 6624) : son amendement n° 435 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 6627, 6628) : intervient sur l'amendement n° 497 de M. Michel Charasse (non-application de l'article 89 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 de décentralisation aux communes n'ayant pas ou plus d'école publique). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6634) : favorable à l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6636) : votera l'amendement n° 115 de M. Charles Revet (aide à l'installation des jeunes agriculteurs). (p. 6639, 6640) : son amendement n° 413 : extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole ; rejeté. (p. 6641) : rectifie son amendement précité n° 413. (p. 6645) : son amendement n° 412 : renforcement des pouvoirs des élus locaux pour appréhender globalement la question foncière au niveau des territoires ; rejeté. (p. 6654) : demande de précision sur l'information des maires par les SAFER. - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** : son amendement n° 447 : consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6658) : ses amendements, sur le même objet, n° 414 et 415 : taxation de la plus-value réalisée lors de la cession à titre onéreux suivant le changement de classification d'un terrain agricole en terrain à bâtir ; retirés.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6673, 6674) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° 130 de M. Charles Revet et n° 349 de M. Marcel Deneux (obligation d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles à compter du 1er janvier 2008). (p. 6678) : son amendement n° 637 : modalités de financement des opérations de débroussaillage ; retiré. - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6688) : défavorable à l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Nécessité d'une action à tous les niveaux. - **Art. additionnels après l'art. 11 quater** (p. 6689, 6690) : son amendement n° 437 : mise en place d'une politique favorisant le développement des biocarburants ; rejeté. - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6697) : son amendement n° 438 : modalités d'exemption de la taxe intérieure de consommation des huiles végétales pures utilisées comme carburant agricole ; rejeté. (p. 6702, 6703) : intervient sur son amendement n° 438 précité. Manque de précision dans le débat. - **Art. 13** (*Art. L. 121-6 du code forestier - Prise de participation de l'Office national des forêts dans des sociétés privées*) (p. 6711) : son amendement n° 439 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 6716, 6718) : ses amendements n° 441 : fixation d'une liste des coûts de production de l'ensemble des productions animales et végétales et n° 440 : garantie aux producteurs d'une juste rémunération ; rejetés. - **Art. 14** (*Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant*

création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6723) : son amendement n° 442 : garantie d'un contrôle effectif des organisations de producteurs par des membres ayant une activité agricole ; rejeté. (p. 6727) : intervient sur son amendement n° 442 précité. Souci de maintenir la liberté de choix et de commercialisation pour les producteurs. Poids de la grande distribution et des centrales d'achat. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6738) : son amendement n° 444 : reconnaissance des organisations de producteurs et d'interprofessions transversales liées à des modes spécifiques de production ; rejeté. Promotion de l'agriculture biologique. (p. 6739) : son amendement n° 443 : application du coefficient multiplicateur à tous les produits agricoles ; rejeté. (p. 6740, 6741) : ses amendements n° 455 : précision sur la notion d'abus de position dominante ; et n° 445 : modalités de représentation syndicale au sein des commissions et organismes agricoles ; rejetés. - **Art. 17** (*Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles*) (p. 6752) : son amendement n° 446 : suppression ; retiré. Opposition au recours à la procédure des ordonnances. Défavorable au rapprochement du régime juridique des coopératives agricoles de celui des sociétés de droit commun.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6797) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6814, 6815) : défavorable à l'amendement n° 53 de la commission (précision). - **Art. 22** (*Demande d'habilitation pour adapter la législation ayant trait à la sécurité sanitaire des aliments, la santé et la protection animales, et la santé des végétaux*) (p. 6819) : son amendement n° 449 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6827) : intervient sur l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 6907, 6908) : son amendement n° 450 : possibilité pour les collectivités publiques de subventionner l'achat par la restauration collective de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique ; rejeté. Problématique des débouchés. - **Art. 25** (*Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux*) (p. 6910) : son amendement n° 451 : obligation pour le nouveau preneur d'un bail rural de respecter les prescriptions environnementales appliquées par son prédécesseur ; rejeté. - **Art. 27** (*Modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture*) (p. 6927) : son amendement n° 452 : suppression ; rejeté. - **Art. 28** (*Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel*) (p. 6929) : son amendement n° 453 : suppression ; rejeté. Copie du modèle universel sur un modèle étranger. Inadaptation à l'agriculture française. Conséquences problématiques de la libération du commerce des semences pour les coopératives. Insuffisance de moyens pour se rendre dans les élevages diffus. - **Art. 29** (*Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement*) (p. 6935) : regroupement de paiement des aides agricoles autour d'une agence unique de paiement. Réaffirmation de l'inquiétude des sénateurs communistes à l'égard de la PAC. Disparités et opacité des aides publiques. Complexification du travail des collectivités locales attendue du nouveau dispositif. Son amendement n° 454 : intégration des représentants des salariés et des consommateurs dans la composition majoritaire du conseil

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'administration de l'office ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6952, 6953) : effets négatifs du texte. Impasse sur les questions de rémunération du travail agricole et de souveraineté alimentaire. Instauration des critères de gestion du marché et de la finance. Fuite en avant du texte, au détriment du maintien de l'existence pourtant indispensable des petites exploitations. Inscription dans les logiques de l'OMC après les sombres perspectives de la PAC pour l'avenir de l'agriculture française. Le groupe CRC votera contre ce texte tout en ayant apprécié le climat de respect mutuel au cours des débats.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7639) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 223 (majoration du prélèvement destiné au fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France pour les communes ayant un pourcentage de logements locatifs sociaux inférieur à 15 %) ; et n° 224 (non-versement du complément de garantie de la DGF aux communes ne respectant pas le pourcentage de logements sociaux prévus par la loi) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7642) : soutient l'amendement n° 240 de Mme Michelle Demessine (rétablissement de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bâtiments autres que ceux à usage d'habitation) ; rejeté. - **Art. 4** (Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - *Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain*) (p. 7650, 7651) : objectif de l'Etat de céder une part importante de son patrimoine. Proposition d'achat aux collectivités territoriales : exemple de la ville de Reims. Vente de terrains et installations militaires. Continuation du processus d'aliénation des biens en cas de réponse négative des communes. Garanties nécessaires pour la mise en oeuvre de cette politique. (p. 7653) : soutient l'amendement n° 244 de Mme Michelle Demessine (limite de la possibilité pour les communes d'acquérir les biens de l'Etat à la seule réalisation de logements) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7728, 7729) : défavorable à l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme) dans sa rédaction actuelle.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8930, 8931) : dénonciation d'une gestion de rigueur. Crise laitière en 2005. Hypocrisie autour du dossier crucial de l'installation des jeunes agriculteurs. Nécessité de revoir la culture des modes de consommation. Exemple de la Bretagne. Inquiétude quant aux négociations du sommet de l'OMC portant sur les soutiens internes, les aides à l'export et l'accès au marché. Ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi d'orientation agricole - Commission mixte paritaire [n° 44 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10269, 10270) : regrette que l'urgence ait été déclarée sur ce texte. Loi tendant à précariser le statut des fermiers. Pression accrue sur le prix des terres. Dénonce une orientation suicidaire de l'agriculture française au regard du contexte européen et international. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 - Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10299) : observations de la commission des finances sur le contenu du collectif budgétaire. Dénonciation d'un choix politique en faveur de ceux qui usent et abusent des niches fiscales

existantes. Ne votera pas le projet de loi de finances rectificative pour 2005.

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : **Identité intelligente et respect des libertés [n° 439 (2004-2005)]** (29 juin 2005) - **Police et sécurité - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé) (p. 2466) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 1 : limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint ; retiré ; et n° 2 ; rejeté. (p. 2468) : intervient sur son amendement n° 1 précité.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 4105, 4106) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Ladislav Poniatski (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages, dits modelages, à but esthétique).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Art. 3** (Modification des conditions d'information des souscripteurs des contrats d'assurance vie) (p. 5689, 5690) : son amendement n° 37 : suppression de la possibilité de prorogation du délai de renonciation ; retiré. Absence de cette possibilité de prorogation dans la directive. Devoir de transposition conforme. Risque de litige devant la Cour de justice des Communautés européennes. Protection paradoxale des spéculateurs avertis au détriment des petits épargnants.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6198, 6199) : importance du sujet traité à l'initiative des parlementaires. Travail exemplaire des deux assemblées à la suite de la mission sur le traitement de la récidive des infractions pénales. Vertus du bicamérisme. Approfondissement de la réflexion au cours de la navette sur les dispositions du rapport Fenech relatives au PSEM. Se félicite de l'accord attendu sur ses modalités de mise en oeuvre. Question des moyens matériels, financiers et humains nécessaires au renforcement de la protection des Français et à la réadaptation sociale des délinquants. Ne partage pas les critiques liées à la surpopulation et à la vétusté des prisons. Fonctionnement satisfaisant du service hospitalier à la prison de la Santé. Amélioration considérable de la maison d'arrêt de Loos-lès-Lille dans son département. Réalisation d'un programme gouvernemental de 13 200 places. Faible utilisation en revanche du suivi socio-judiciaire. Nécessité d'approfondir l'effort budgétaire consacré à la justice depuis 2002. Interrogation sur le cas d'individus extrêmement dangereux en

dépôt de l'influence attendue de ce texte sur le comportement des délinquants. - **Art. 2** (Sous section 3 nouvelle - art. 132-16-7 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions) (p. 6225) : intervient sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 45 de M. Robert Badinter (suppression de la disposition inutile prévoyant la prise en compte du passé pénal du justiciable). Souhaite des explications susceptibles d'éclairer son vote. - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 6234) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jean-Patrick Courtois (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque particulièrement élevé de récidive du condamné) ; devenu sans objet. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) (p. 6242, 6244) : ne votera pas l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes). Problème de positionnement politique entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Intérêt des amendements adoptés à l'Assemblée nationale concernant la libération conditionnelle et les chances d'éviter la récidive.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6270) : favorable à l'amendement n° 16 de la commission (placement sous surveillance électronique mobile réservé aux majeurs). Application de la surveillance électronique mobile aux mineurs.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8469, 8470) : modestie de l'effort financier consenti. Comparaisons internationales. Difficulté d'amorce d'un partenariat fructueux avec le monde des entreprises. Logique obsolète du cloisonnement. Disparité entre les nombreuses implantations universitaires. Volonté de lutte contre la fraude d'un trop grand nombre d'étudiants étrangers. Cessation impérative des coûteux dysfonctionnements laxistes.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8537, 8538) : rattachement de l'enseignement technique agricole au budget de l'enseignement. Progression des effectifs. Attractivité de la filière. Situation paradoxale de diminution constante des moyens mis en oeuvre par l'Etat. Suppressions de postes. Problèmes spécifiques : suppression des crédits affectés au remplacement des enseignants absents, suspension de l'aide aux stages et aux manuels scolaires, retard dans le versement des subventions de fonctionnement. Situation préoccupante des élèves boursiers. Souhait d'augmentation significative des crédits destinés à l'enseignement agricole technique. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8550) : intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). Exemple d'encouragement à l'apprentissage de l'allemand dans son département.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8891, 8892) : respect des objectifs de la loi d'orientation de programmation pour la sécurité intérieure. Diminution du nombre des crimes et délits. Exemple du département du Nord. Achèvement du redéploiement entre les zones gendarmerie et police. Favorable à l'entrée de la biométrie dans notre culture de la sécurité. Le groupe de l'UMP votera les crédits inscrits au titre de la mission "sécurité".

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance*) (p. 9643) : soutient l'amendement n° 51 de M. Hugues Portelli (durée de conservation des images de vidéosurveillance) ; adopté. - **Art. 2** (Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites*) (p. 9650) : soutient les amendements de M. Hugues Portelli n° 52 (limitation du pouvoir préfectoral d'imposer l'utilisation de caméras aux seuls sites d'intérêt public) ; et n° 53 (droit d'accès aux images et durée de conservation des enregistrements) ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9655, 9656) : soutient l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police) ; adopté. Dangersité de certains comportements à l'occasion de contrôles routiers. - **Art. 4** (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - *Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques*) (p. 9661) : importance de la fraude des documents d'identité. Compétence de l'Imprimerie nationale pour la réalisation des cartes d'identité dans le cadre du programme INES.

LECLERC (Dominique)
sénateur (Indre-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 411 (2004-2005)] relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 414 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 453 (2004-2005)] (5 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 4 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 103 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2232, 2233) : défavorable à l'amendement n° 73 de M. Claude Domeizel (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants). Adoption à l'unanimité de la modification du code des pensions des fonctionnaires. Enjeux financiers considérables de l'amendement. Rappel du rôle de président de la CNRACL de M. Claude Domeizel.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 45** (Art. 5-1, 6 et 9 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 - *Encadrement des possibilités d'investissement financier dans les sociétés d'exercice libéral, SEL*) (p. 4293) : sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 179

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(encadrement plus rigoureux de la dérogation tendant à ouvrir le capital majoritaire, soit à des personnes physiques ou morales exerçant la profession, soit à des sociétés de participation financière de profession libérale), soutient le sous-amendement n° 243 de M. Francis Grignon ; retiré. (p. 4294) : soutient l'amendement n° 242 de M. Francis Grignon (interdiction des actions de préférence dans la société d'exercice libéral) ; retiré.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 4557, 4559) : soutien à un projet attendu. Objectifs : solvabilisation de la demande de services, simplification de l'accès aux services, professionnalisation du secteur et garantie de la qualité des prestations. Mise en place du chèque emploi-service universel, CESU. Extension du contrat d'avenir et du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, CI-RMA aux titulaires de l'AAH. Volet logement. Amendements proposés par la commission. Demande le soutien des sénateurs au texte proposé. - **Question préalable** (p. 4577, 4578) : s'oppose à la motion n° 120 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4581) : s'oppose à la motion n° 61 de Mme Patricia Schillinger tendant au renvoi à la commission. - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel) (p. 4588) : son amendement n° 182 : extension de l'agrément aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale au titre de leur activité de garde d'enfants de moins de trois ans à domicile ; adopté. (p. 4594) : demande le retrait des amendements de M. Bernard Seillier n° 107 (prise en compte à côté des associations et des entreprises des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) et n° 108 (détermination de la frontière entre le régime de l'autorisation et celui de l'agrément par la nature des prestations et des besoins sociaux), de Mme Valérie Létard n° 43 (octroi de l'agrément des prestataires intervenant auprès des personnes les plus fragiles après autorisation du président du conseil général) et n° 44 (garantie de prestations de qualité par les entreprises et associations candidates à l'agrément), n° 58 de M. Henri de Raincourt (extension des activités d'aide à la personne au développement touristique et culturel), n° 160 de M. Jean-Marc Juillard (agrément des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au même titre que les associations et les entreprises). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 122, sur le même objet que l'amendement n° 108 précité, n° 124 (renforcement de la qualité de l'agrément en prévoyant des critères relatifs à la politique salariale et à la formation), n° 123 (suppression de la possibilité pour les associations intermédiaires d'obtenir un agrément pour le service à domicile destiné aux personnes fragiles), de M. Jean Desessard n° 24 (autorisation préalable du président du Conseil général pour le service aux personnes fragiles) et n° 25 (suppression de l'alinéa introduisant la notion de tâches ménagères et familiales), de Mme Michèle San Vicente n° 62, identique à l'amendement n° 43 précité, n° 63 (extension des dispositions relatives à l'agrément aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale), n° 64 (attribution de la capacité d'agrément au département), n° 65 (prise en compte dans l'agrément des schémas départementaux mis en place par les conseils généraux en ce qui concerne les personnes âgées, la petite enfance et les personnes fragiles), n° 66 (procédure d'autorisation nécessaire pour les associations et les entreprises agréées consacrant leurs activités à des publics fragiles nécessitant une prise en charge médico-sociale), n° 67 (bénéfice d'avantages fiscaux et d'exonération de cotisations sociales aux structures proposant un accueil de jour, de nuit ou temporaire), n° 68 (renforcement des critères fondant l'agrément), n° 69 (coordination) et n° 70 (exclusivité de l'agrément aux activités des associations intermédiaires intervenant hors du champ de la garde d'enfants ou de l'assistance aux personnes âgées ou handicapées). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 165 de M. Nicolas About (dispense de toute demande d'agrément en faveur des centres communaux et intercommunaux d'action sociale). (p. 4598) : son amendement n° 1 : versement du

salaires à l'intervenant à domicile par les associations et entreprises mandataires ; adopté. (p. 4599) : demande le retrait de l'amendement n° 111 de M. Bernard Seillier (restriction du recours aux services mandataires) et s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Roland Muzeau (précision). (p. 4600) : son amendement n° 2 : clarification du statut du mandataire ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de M. Nicolas About (réglementation des frais de gestion pratiqués par les associations, les entreprises et les CCAS). (p. 4601) : s'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Michèle San Vicente (statut du temps de déplacement professionnel). (p. 4602) : s'oppose aux amendements identiques n° 27 de M. Jean Desessard et n° 126 de M. Roland Muzeau (suppression des avantages fiscaux accordés dans le cadre de la fourniture de services à la personne par des associations). (p. 4603) : s'oppose aux amendements identiques n° 28 de M. Jean Desessard et n° 127 de M. Roland Muzeau (suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les prestataires de services), ainsi qu'aux amendements n° 29 de M. Jean Desessard (suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les entreprises agréées) et n° 128 de M. Roland Muzeau (compensation intégrale des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées et handicapées). (p. 4604) : s'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Michèle San Vicente (modalités d'embauche des personnes en difficulté dans le cadre de contrats aidés). Accepte les amendements identiques n° 45 de Mme Valérie Létard et n° 105 de Mme Catherine Procaccia (précision). (p. 4605) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Michèle San Vicente (maintien de l'obligation d'un contrat de travail écrit). (p. 4606) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Roland Muzeau (bénéfice d'un salaire moyen réparti sur l'année pour les salariés effectuant des services au domicile d'un particulier sur une année incomplète) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la mention introduite par l'Assemblée nationale et tendant à indiquer le montant des congés payés sur le CESU). (p. 4607) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Muzeau (prise en compte de l'avis du comité d'entreprise sur l'action de l'entreprise au regard du dispositif du CESU), ainsi qu'aux amendements identiques n° 74 de Mme Michèle San Vicente et n° 131 de M. Roland Muzeau (utilisation exclusive des chèques préfinancés dans le cadre de services fournis par une association ou une entreprise de services). (p. 4608) : son amendement n° 3 : dérogation au caractère nominatif du CESU en cas d'urgence ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 59 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la dérogation prévoyant un décret pour fixer les cas dans lesquels le titre préfinancé par une personne publique ou privée chargée d'une mission de service public est stipulé payable à une personne dénommée). Son amendement n° 4 : modalités d'encaissement des chèques emploi-service universel par les établissements de crédit et assimilés ; adopté. (p. 4609) : s'oppose aux amendements identiques n° 30 de M. Jean Desessard et n° 132 de M. Roland Muzeau (suppression du dispositif d'abondement), et accepte l'amendement n° 41 de M. Jean-Marc Juillard (extension du dispositif au code rural). (p. 4610) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 75 (substitution des mots "l'employeur" aux mots "l'entreprise") et n° 76 (négociation préalable au choix ou non d'un abondement du CESU). (p. 4611) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente sur le même objet n° 77 et 78 (précision des missions de l'Agence), ainsi qu'au n° 79 (suppression de la possibilité pour l'Agence de recruter des contractuels de droit privé pour une durée déterminée ou une mission déterminée). (p. 4613) : demande le retrait de l'amendement n° 47 de Mme Valérie Létard (association des représentants des organismes gestionnaires des services à la personne aux travaux de l'Agence) et s'oppose aux amendements sur le même objet n° 133 de M. Roland Muzeau et n° 80 de Mme Michèle San Vicente (composition du conseil d'administration de l'Agence nationale des services à la personne). (p. 4916) : son amendement n° 184 : précision par un décret du champ des activités soumises à l'agrément ; adopté. (p. 4617) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean Desessard (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié), à ceux de Mme Michèle San Vicente n° 81 (consultation du Conseil national des personnes handicapées préalable au décret fixant la procédure de l'agrément), n° 82 (définition du champ de l'agrément par un décret), n° 83 (définition par décret des modalités d'agrément des associations intermédiaires), de M. Roland Muzeau n° 134 (consultation du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié), n° 135 (garanties en matière de formation, de qualité de services, de promotion des carrières et de rémunération des salariés) et n° 136 (obligation de négociation entre les partenaires sociaux et les acteurs du secteur des services à la personne), et demande le retrait des amendements n° 163 de M. Jean-Marc Juilhard, sur le même objet que son amendement n° 184 précité, et n° 48 de Mme Valérie Létard (clarification de l'agrément). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4619) : s'oppose aux amendements identiques n° 23 de M. Jean Desessard et n° 121 de M. Roland Muzeau (précision de la notion de services à la personne). (p. 4620, 4621) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées). (p. 4622) : préoccupation du soutien des personnes en situation de fragilité.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4653) : ses amendements n° 5 : simplification des contraintes administratives de souscription applicables à la fourniture de services sous forme d'abonnement ; et n° 6 : droit de rétractation du consommateur ; adoptés. - **Art. 2** (Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - *Durée de travail dans les services d'aide à domicile*) (p. 4657) : s'oppose aux amendements n° 137 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 84 de Mme Michèle San Vicente (validation des droits à la retraite des salariés à temps partiel), aux amendements identiques n° 32 de M. Jean Desessard et n° 138 de M. Roland Muzeau (définition de l'urgence nécessitant une intervention dans un délai de moins de trois jours), ainsi qu'aux amendements sur le même objet n° 33 de M. Jean Desessard, n° 85 de Mme Michèle San Vicente et n° 139 de M. Roland Muzeau (dérogation au délai de prévention des salariés). - **Art. 3** (Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - *Régime des cotisations et contributions sociales patronales*) (p. 4661) : son amendement n° 7 : remplacement de l'exonération de cotisations sociales patronales de quinze points par une exonération de 50 % ; retiré. (p. 4662) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 140 (suppression), n° 141 (calcul des cotisations sociales sur la base de la rémunération réelle) et n° 142 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées handicapées), à l'amendement n° 86 de Mme Michèle San Vicente (suppression du régime du forfait). Accepte l'amendement n° 42 de M. Jean-Marc Juilhard (rédaction) et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Jacqueline Gourault (extension du bénéfice de l'exonération des cotisations patronales) et n° 51 de M. Michel Mercier (déplafonnement du nombre d'heures ouvrant droit à une exonération totale de charges patronales de sécurité sociale pour les personnes âgées de plus de 70 ans dépendantes ou handicapées). - **Art. 4** (Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - *Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 4665) : s'oppose aux amendements identiques n° 34 de M. Jean Desessard et n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du recours au principe du gré à gré pour les personnes âgées dépendantes). (p. 4666, 4667) : son amendement n° 8 : versement direct de l'APA à l'intervenant ; retiré. S'oppose aux amendements n° 87 de Mme Michèle San Vicente (maintien du versement direct de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) et n° 155 de Mme Sylvie Desmarescaux (impossibilité pour le conseil général de verser directement l'APA à un service mandataire). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de

M. Michel Mercier (contrôle des prestations assurées par un prestataire de services lorsque l'APA lui est directement versée). - **Art. 5** (Art. 81, 158, 199 *sexdecies*, 244 *quater F* et 279 du code général des impôts - *Régime fiscal*) (p. 4669, 4670) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 144 (suppression), n° 146 (remplacement du dispositif de déduction d'impôt par un système de crédit d'impôt) et n° 145 (mesures fiscales en faveur du recours aux structures agréées), ainsi qu'à l'amendement n° 88 de Mme Michèle San Vicente (diminution du plafond de réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 4671) : s'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Michèle San Vicente (mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). - **Art. 6** (Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - *Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées*) : son amendement n° 9 : rétablissement de la validation des qualifications acquises grâce à l'expérience pour les personnes non titulaires d'un diplôme ; adopté. (p. 4672) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 35 de M. Jean Desessard et n° 147 de M. Roland Muzeau (obligation de formation continue des professionnels assurant des prestations ou fournissant du matériel), ainsi que pour l'amendement n° 90 de Mme Michèle San Vicente (organisation de la formation continue des personnels par les prestataires de services et les distributeurs de matériels). (p. 4673) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Jean Desessard (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées sur les dispositions réglementaires). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 4674) : accepte l'amendement n° 173 du Gouvernement (prolongation de l'expérimentation de mise en place d'un système de financement des services assurant la protection juridique des personnes). - **Art. 8** (Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - *Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4676) : ses amendements n° 10 et 11 : rédaction ; adoptés. (p. 4677) : s'oppose aux amendements n° 148 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 91 de Mme Michèle San Vicente (modalités particulières de mise en place d'un contrat d'avenir de moins de 24 mois), s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 115 de M. Bernard Seillier (renouvellement de la durée des contrats d'avenir), et accepte les amendements de Mme Sylvie Desmarescaux sur le même objet n° 158 et 159, et n° 157 (extension du contrat d'avenir aux personnes handicapées), ainsi que l'amendement n° 174 du Gouvernement (accroissement de l'aide de l'Etat aux chantiers d'insertion employant des salariés en contrat d'avenir). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4679) : demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (diminution de l'ancienneté requise par les allocataires du RMI, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de solidarité spécifique, ou de l'allocation aux adultes handicapés pour bénéficier d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA). - **Art. 8 bis** (Art. 200 *octies* du code général des impôts - *Majoration de la réduction d'impôt ouverte pour les tuteurs qui aident des créateurs d'entreprises handicapées*) (p. 4681) : son amendement n° 12 : suppression du gage mis en place par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Art. 8 ter** (Art. L. 322-4-10, L. 322-4-12, L. 322-4-15, L. 322-4-15-5 du code du travail et art. L. 821-7-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Ouverture du contrat d'avenir et du CI-RMA aux bénéficiaires de l'AAH*) : s'oppose à l'amendement n° 92 de Mme Michèle San Vicente (possibilité pour les bénéficiaires de l'AAH de continuer à en bénéficier intégralement s'ils travaillent sous contrat d'avenir ou CI-RMA). - **Art. 8 quater** (Art. L. 322-4-11 du code du travail - *Modalités de conclusion des contrats d'avenir dans les établissements publics nationaux et organismes nationaux chargés d'une mission de service public*) : Ses amendements n° 13 et 14 : simplification ; devenus sans objet. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 179 du Gouvernement (simplification administrative des contrats d'avenir). - **Art. additionnel avant l'art. 8 quinquies** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 175 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat et le département de passer par un organisme tiers pour le versement de l'aide à l'employeur). - **Art. 8 quinquies** (Art. L. 322-4-16 et L. 322-4-16-8 du code du travail - *Conventionnement des ateliers et des chantiers d'insertion par les communes*) : Ses amendements

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 15 : extension aux EPCI des possibilités dont bénéficient les communes en matière de conventionnement ; et n° 16 : extension aux EPCI des possibilités dont bénéficient les communes en matière de création d'ateliers et de chantiers d'insertion ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 8 quinquies** (p. 4684, 4685) : sur les amendements du Gouvernement, accepte le n° 176 (possibilité pour un salarié de se former à l'extérieur de l'entreprise durant la période d'exécution du CI-RMA) et le n° 180 (possibilité pour les bénéficiaires d'un contrat d'avenir ou d'un contrat d'accompagnement d'accéder au plan de formation par l'emploi dans le secteur hospitalier public), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 181 (reconnaissance législative des conventions d'objectifs prises avant la date d'application de la loi). - **Art. 9** (Art. L. 124-4-4 du code du travail - *Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire*) (p. 4687) : s'oppose aux amendements de suppression n° 37 de M. Jean Desessard, n° 93 de Mme Michèle San Vicente, n° 116 de M. Bernard Seillier et n° 150 de M. Roland Muzeau, et accepte les amendements du Gouvernement n° 186 (extension aux CI-RMA des cas dans lesquels le délai de carence n'est pas applicable) et n° 187 (possibilité de renouveler deux fois le CI-RMA). - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 4688) : demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Michel Mercier (diminution de la condition d'ancienneté requise au titre des dispositifs du RMI, de l'API et de l'ASS, pour bénéficier d'un CI-RMA). - **Art. 10** (Art. L. 143-10, L. 143-11-1, L. 143-11-7, L. 321-4-2 et L. 321-4-3 du code du travail - *Mise en oeuvre de la convention de reclassement personnalisé instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale*) (p. 4689) : s'oppose à l'amendement n° 151 de M. Roland Muzeau (suppression). - **Art. 11 bis** (Art. L. 213-7 du code du travail - *Travail de nuit des apprentis mineurs dans le secteur de la pâtisserie*) (p. 4691) : son amendement n° 17 : encadrement du dispositif par un décret en Conseil d'Etat ; adopté. (p. 4692) : s'oppose aux amendements de suppression n° 94 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 152 de M. Roland Muzeau ainsi qu'à l'amendement n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy (encadrement du dispositif par la signature d'un accord de branche étendu). - **Art. 11 bis** (Art. L. 221-3, L. 222-2 et L. 222-4 du code du travail - *Travail des apprentis mineurs les dimanches et jours fériés*) (p. 4695) : ses amendements sur le même objet n° 18, 19 et 20 : conditions d'octroi des dérogations au principe d'interdiction du travail le dimanche et les jours fériés ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 153 de M. Roland Muzeau. - **Art. 12** (Art. 244 quater G du code général des impôts - *Réduction de la durée de présence d'un apprenti dans l'entreprise pour l'ouverture du droit au crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage*) (p. 4697) : s'oppose aux amendements de suppression n° 38 de M. Jean Desessard et n° 154 de M. Roland Muzeau. - **Art. additionnel avant l'art. 13** (p. 4698) : accepte l'amendement n° 178 du Gouvernement (organisation de l'inspection de l'apprentissage pour le secteur de la jeunesse et des sports). - **Art. 14** (Art. L. 118-2-2 et L. 118-2-3 du code du travail - *Modalités de financement des centres nationaux de formation d'apprentis*) (p. 4699) : accepte l'amendement n° 104 de M. Serge Dassault (extension de la vocation du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage au financement d'actions nationales de communication pour la promotion de l'apprentissage). - **Art. additionnel après l'art. 17** (p. 4700) : demande le retrait de l'amendement n° 53 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (insertion dans le code de la construction et de l'habitation d'un chapitre fixant les règles de l'usufruit locatif). - **Art. 17 bis** (Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation - *Dispositif de garantie contre les impayés de loyers*) (p. 4703, 4704) : son amendement n° 183 : ajout du qualificatif "social" au cahier des charges ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 97 de Mme Michèle San Vicente (suppression) ainsi qu'aux amendements identiques de Mme Valérie Létard n° 54 et de M. Bernard Seillier n° 117 (participation des associations d'insertion par le logement à l'élaboration du cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement) ; retiré par celui-ci puis repris par M. Thierry Repentin. - **Art. additionnels après l'art. 17**

bis (p. 4706) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 98 (suppression du délai de carence d'un mois pour le versement des aides personnelles au logement) et n° 99 (versement de l'aide personnalisée au logement quel qu'en soit le montant). - **Art. 17 quater** (Art. 150 U du code général des impôts - *Exonération d'impôt sur les plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à des bailleurs sociaux*) (p. 4710, 4711) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 100 (suppression) et n° 101 (bénéfice de l'exonération de plus-values de cession immobilière aux bailleurs s'engageant sur un programme de construction de logements à loyer modéré) et de M. Thierry Repentin n° 171 (limitation dans le temps de la contrepartie fiscale) et n° 172 (taux réduit d'imposition en cas de cession des biens à des bailleurs sociaux). Accepte l'amendement n° 118 de M. Dominique Braye (application du dispositif ramenée à trois ans et extension de celui-ci par la mise en place d'une mesure fiscale en faveur des entreprises) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 188 de M. Thierry Repentin. - **Art. 17 quinquies** (Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - *Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers*) (p. 4714) : s'oppose à l'amendement n° 102 de Mme Michèle San Vicente (suppression) et accepte l'amendement n° 119 de M. Dominique Braye (modalités de calcul de l'indice de référence des loyers). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de Mme Valérie Létard (indexation de l'évolution de l'APL sur l'indice servant de référence à la revalorisation des loyers dans le parc privé) et sur le sous-amendement n° 189 de M. Thierry Repentin déposé sur celui-ci. - **Art. additionnel après l'art. 17 quinquies** (p. 4716) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de Mme Michèle San Vicente (indexation des plafonds des loyers de référence sur l'indice utilisé pour l'actualisation des loyers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4720) : prise en compte de la réalité du terrain. Espoir généré par ce texte. Remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 453 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5533) : accord de la commission mixte paritaire ayant abouti à la rédaction d'un texte équilibré et cohérent. Attachement à ce projet de loi et au développement des services à la personne. - **Art. 11 bis** (p. 5543) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse. - **Discussion générale** (p. 7039, 7040) : intégration financière de la caisse des cultes dans le régime général. Situation des régimes additionnels de retraite "avantage social vieillesse", ASV, des professions médicales et paramédicales conventionnées. Urgence de la sauvegarde du fonds de solidarité vieillesse, FSV. Clarification indispensable du système d'assurance vieillesse. Augmentation indispensable du taux d'emploi des seniors. Adossements des régimes spéciaux sur les régimes de droit commun du secteur privé. Réaffirmation par la commission des affaires sociales du respect du principe de neutralité pour tous les adossements à venir. Réflexion indispensable sur la nouvelle étape de la réforme des retraites.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7104, 7106) : situation financière grave du FSV et du FFIPSA. Approbation des mesures de redressement annoncées par le Gouvernement, bien qu'elles soient insuffisantes au regard de l'ampleur des besoins à couvrir. Question de la légitimité du FRR et de la consolidation éventuelle des comptes du FSV et de la branche vieillesse. Inquiétudes quant au désengagement de l'Etat du FFIPSA et quant au nouveau changement des mécanismes de compensation démographique. Nécessaire remise à plat de ce système. - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocédés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires) (p. 7157) : intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7218, 7219) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Demande l'association du Parlement en amont de la réflexion sur l'adossment des régimes spéciaux, ainsi que sur le rôle de la commission de compensation. Doutes émis sur la neutralité des adossements successifs des régimes spéciaux pour la CNAV ; clause de revoyure absente du dispositif. Inéquité inadmissible entre les salariés du régime général et ceux bénéficiant de régimes spéciaux. Maintien de privilèges inacceptables. (p. 7223) : dépôt d'un amendement de la commission après l'article 48 visant à étendre la technique adoptée pour l'adossment du régime spécial des industries électriques et gazières à tous les adossements et à respecter le principe de neutralité financière pour les assurés sociaux du régime général. Prévision du dépôt d'un rapport public annuel visant à apprécier le respect de ce principe.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 26 quater** (*Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé*) (p. 7311) : soutient l'amendement n° 83 de M. Paul Blanc (suppression) ; adopté. Interrogation sur la judiciarisation de la médecine et la situation de quasi-monopole des assurances professionnelles. - **Art. 28 bis** (*Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé*) (p. 7338, 7339) : son amendement n° 97 : précision de l'utilité médicale des médicaments à service rendu médical insuffisant ; retiré. Satisfait de la reconnaissance du rôle du pharmacien dans la politique du générique. - **Art. 32** (*Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne*) (p. 7366, 7367) : son amendement n° 82 : implication de l'Ordre national des pharmaciens dans la mise en oeuvre des objectifs de santé publique ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 41 bis** (*Lutte contre la fraude*) (p. 7413) : importance de la responsabilisation des patients. Combat contre la fraude. - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7430) : son amendement n° 106 : prise en compte des incidences de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites sur le régime spécial d'Alsace-Moselle ; adopté. (p. 7431) : s'oppose aux amendements identiques n° 191 de M. Guy Fischer et n° 232 de M. Claude Domeizel (prise en charge de l'augmentation de la cotisation vieillesse par l'employeur). (p. 7432) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Roger Madec (extension des dispositifs de la pension de réversion des fonctionnaires civils et militaires aux personnes ayant signé un PACS). - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7434, 7435) : s'oppose aux amendements n° 253 de M. Roger Madec (extension du bénéfice de la pension de réversion versée aux personnes mariées aux personnes ayant signé un PACS) et n° 126 de M. Claude Domeizel (détermination par la loi des modalités d'intégration ou d'adossment entre régimes de retraites), et accepte l'amendement n° 268 de M. Nicolas About (versement de l'indemnité de départ pour les artisans ayant commencé à travailler jeunes). - **Art. 46** (*Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère*) (p. 7438) : s'oppose à l'amendement n° 267 de Mme Valérie Létard (rétablissement de l'exportabilité d'une partie du minimum vieillesse). - **Art. additionnel après l'art. 46**

(p. 7440) : accepte l'amendement n° 133 de M. André Lardeux (modalités de versement du minimum vieillesse pour les personnes résidant à l'étranger). - **Art. 47** (*Art. L. 645-1 à L. 645-6 du code de la sécurité sociale - Réforme des régimes d'avantage social vieillesse des professions de santé*) (p. 7442) : s'oppose aux amendements de suppression n° 116 de M. Michel Mercier et n° 243 de M. Claude Domeizel. - **Art. additionnels après l'art. 48** (p. 7443, 7445) : son amendement n° 45 : codification des dispositions adoptées dans le cadre de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, sur la transparence et la neutralité financière des opérations d'adossment de régimes spéciaux de retraite ; adopté. Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 293 du Gouvernement. (p. 7446, 7447) : son amendement n° 44 : modalités d'information et de contrôle du Parlement sur les opérations d'adossment des régimes de retraite spéciaux sur le régime général ; adopté. Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 294 du Gouvernement. Ses amendements n° 43 : publication à partir de 2008 des engagements de retraite futurs des caisses de retraite ayant plus de vingt-mille cotisants ; n° 46 : limitation dans le temps de la dérogation permettant à l'initiative des employeurs la mise à retraite d'office des salariés avant l'âge de soixante-cinq ans ; n° 48 : assujettissement de l'ensemble des préretraites d'entreprises à la contribution affectée au FSV ; et n° 47 : assouplissement des limites au cumul emploi-retraite des salariés du secteur privé ; retirés. (p. 7448, 7449) : sur les amendements de M. Claude Domeizel, s'oppose au n° 127 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux parents ayant élevé l'enfant de leur conjoint) et au n° 129 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant adopté un enfant avant la mise en place du congé d'adoption) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 130 (extension du bénéfice du départ anticipé à la retraite aux fonctionnaires ayant formulé leur demande d'admission à la retraite avant la date de publication du décret publiant ces nouvelles dispositions) et le n° 128 (possibilité de cumul entre emploi et retraite).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 8743) : appréhension des principaux régimes spéciaux dans la mission "Régimes sociaux et de retraite". Insuffisance structurelle de leur financement. Précocité des départs en retraite à la RATP et à la SNCF. Pérennité assurée par la solidarité nationale. Approfondissement bienvenu du contrôle parlementaire sur ces régimes. Amélioration des indicateurs en vue d'une meilleure connaissance de la population des cotisants et des retraités et de comparaison avec les assurés sociaux des autres régimes. Interrogation sur l'avenir des régimes spéciaux disjointes de la réforme des retraites en 2003. Nécessité de préparer le prochain rendez-vous de 2008 en dépit des difficultés. - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8749, 8750) : son amendement n° II-72 : nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension ; rejeté. Nécessité de résoudre ce problème débattu depuis 2002. Plaidoyer de la Cour des comptes en faveur de la suppression de l'avantage. Amplification du nombre de fraudeurs à la condition de résidence. Situation nuisible aux territoires ultramarins. Affectation des économies à la couverture des besoins sociaux en outre-mer. (p. 8756) : maintient son amendement n° II-72 précité.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Vice-président de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Vice-président de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer les garanties des cotisants vis-à-vis des Unions pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (URSSAF) [n° 263 (2004-2005)] (23 mars 2005) - **Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 59 (2004-2005)] complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Aide publique au développement [n° 100 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1615, 1617) : oppositions partisans aux réformes. Problème irrésolu des jeunes en difficulté. Objectif pragmatique et raisonnable du Gouvernement d'assurer à tous la maîtrise d'un "socle commun" de connaissances. Importance de la pédagogie mise en oeuvre. Résultat insatisfaisant des classes uniques des collèges. Respect de la liberté pédagogique de l'enseignant. Constat d'échec de l'apprentissage des langues ; avancées significatives du texte. Développement d'une orientation et d'une information professionnelles efficaces. Amélioration indispensable de l'articulation entre

baccalauréat et enseignement supérieur. Soutient l'action du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1681) : son amendement n° 369 (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République) ; adopté après rectification. Proposition de rédaction d'un amendement, reprenant son amendement précité n° 369 et l'amendement n° 136 de M. Michel Charasse (partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale), rectifié n° 369 : mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale ; adopté par priorité. (p. 1687) : défavorable aux amendements identiques n° 245 de M. Yannick Bodin et n° 442 de Mme Annie David (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation). (p. 1689) : défavorable à l'amendement n° 446 de Mme Annie David (suppression de la notion de mérite). - **Art. 4 (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire)** (p. 1717) : sur l'amendement n° 17 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 375 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1760) : favorable à un socle de connaissances partagées. Nécessité de se concentrer sur l'essentiel. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1780) : votera l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1812) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 284 de M. Yannick Bodin et n° 528 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde). - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1827, 1828) : son amendement n° 372 : dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues ; adopté. (p. 1829) : intervient sur son amendement précité n° 372. - **Art. 12 bis (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales)** (p. 1830) : son amendement n° 382 : suppression du mot "spécifique" qualifiant les conventions entre l'Etat et les collectivités territoriales définissant les modalités d'enseignement des langues régionales ; devenu sans objet. (p. 1831) : intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 16 (Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes)** (p. 1878) : ne votera pas l'amendement n° 564 de Mme Annie David (suppression partielle). Mauvais procès d'intention fait par l'opposition. - **Art. 18 (Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet)** (p. 1884) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yannick Bodin (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet). S'étonne des propos de Mme Dominique Voynet et des inquiétudes suscitées par la création de la note de vie scolaire. - **Art. 23 (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM)** (p. 1946) : intervient sur la contestation de l'opposition à propos du recours à la procédure de vote bloqué pour l'adoption de l'article 23 du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Volonté de la majorité d'aller au fond des choses et de voter ce texte.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés) (Rapport annexé)** (p. 2055) : son amendement n° 374 : recours possible au service public de l'emploi pour améliorer l'information sur les débouchés professionnels ; adopté. (p. 2057) : son amendement n° 373 : information des lycéens sur les acquis préalables nécessaires à leur réussite dans les filières universitaires ; adopté. (p. 2077) : son amendement n° 377 : liberté pédagogique des enseignants ; adopté. (p. 2078) : son amendement n° 379 : rédaction ; adopté. (p. 2085, 2086) : son amendement n° 378 : information des familles sur le choix des langues ; retiré. (p. 2096) : son amendement n° 370 : augmentation de la proportion d'élèves apprenant l'arabe ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

adopté. (p. 2097) : son amendement n° 376 : augmentation du nombre de sections internationales ; retiré. (p. 2098) : ses amendements n° 371 : développement des sections internationales sur l'ensemble du territoire ; adopté ; et n° 381 : augmentation de la proportion d'élèves apprenant une langue régionale ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2103, 2104) : texte donnant aux enfants la possibilité de maîtriser les connaissances fondamentales, nécessaires à leur insertion sociale et professionnelle. Ambition de faire réussir l'ensemble des élèves. Mesures allant dans ce sens. Projet impliquant la communauté éducative toute entière. Le groupe UMP votera ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]* - (24 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2361) : soutien du texte par le groupe UMP. Texte équilibré répondant aux défis majeurs de l'école. Travail de la commission des affaires culturelles, de son président et de son rapporteur ainsi que de celui de la commission des finances et de son rapporteur.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 6991, 6993) : objectif de la loi de 1994 relative à la langue française. Maintien nécessaire de la pratique du français dans tous les domaines pour garantir son rayonnement international. Exigences contradictoires de la liberté d'expression et de la défense de la langue. Intérêt des mesures contraignant à utiliser le français au sein des entreprises et pour l'information des consommateurs. Proposition tendant à moderniser et renforcer le texte initial : application au monde du numérique, aux enseignes de rue, aux transports internationaux, dans les entreprises. Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Importance de la langue comme facteur d'identité nationale. Recommande l'adoption de cette proposition de loi. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 7003) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (possibilité, pour les agents assermentés d'associations de défense de la langue française ou d'associations de consommateurs, de constater des infractions à la loi Toubon). (p. 7005) : extension des possibilités de contrôle sur l'application de la loi Toubon.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8841, 8843) : maîtrise et présence de la langue française dans les banlieues. Volonté de voir aboutir la réforme de la loi Toubon et la ratification de la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Suites données à l'étude réalisée par la commission Rémond. Problèmes relatifs au fonctionnement et au financement de l'INRAP. Votera ce projet de budget.

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8877) : défavorable à l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale).

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8899) : insécurité liée au terrorisme. Votera les crédits de la mission "sécurité".

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9051) : votera l'amendement n° II-209 du Gouvernement (création du programme "Audiovisuel extérieur").

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 9061, 9062) : éparpillement des crédits consacrés à la langue française et à la francophonie ; dispersion artificielle. Reconstitution des dotations consacrées aux opérateurs de la francophonie. Financement insuffisant du programme de bourses. Succès de la convention pour la diversité culturelle adoptée par l'Unesco ; demande de ratification rapide. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de ces crédits.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10216) : défavorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

LE GRAND (Jean-François)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 249 (2004-2005)] relatif aux aéroports [n° 261 (2004-2005)] (23 mars 2005) - **Transports**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la création de sociétés portuaires [n° 383 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 101 tome 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - **Art. 43 bis** (Art. L. 8 du code forestier - Garantie ou présomption de gestion durable d'une forêt située dans un site Natura 2000) (p. 306) : soutient l'amendement n° 205 de M. Roland du Luart (rédaction) ; adopté. Son amendement n° 281 : coordination ; adopté. - **Art. 53 sexies** (Art. L. 414-2 du code de l'environnement - Composition du comité de pilotage, contenu et élaboration du document d'objectifs) (p. 319) : intervient sur cet article. - **Art. 53 octies** (Art. 1395 E nouveau du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties situées dans les sites Natura 2000) (p. 320, 321) : son amendement n° 282 : non-cumul des exonérations en matière de forêt ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique** [n° 172 (2004-2005)] - (23 mars 2005) - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 2220) : son amendement n° 92 : validation des acquis professionnels des agents non titulaires de la fonction publique territoriale ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture** [n° 249 (2004-2005)] - (31 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2565, 2567) : changement de statut d'Aéroports de Paris, ADP. Evolution des dix grandes plates-formes des aéroports de province. Régulation économique des redevances aéroportuaires. Précisions apportées par l'Assemblée nationale. Divergences au sujet de la commission de conciliation aéroportuaire et du relèvement de la pénalité potentielle en cas de non-respect des procédures d'atterrissage ou d'approche. Au nom de la commission des affaires économiques, propose l'adoption de ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2582) : s'oppose à la motion n° 44 de M. Michel Billout tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2584, 2585) : s'oppose à la motion n° 4 de M. Jean Desessard tendant à opposer la question préalable. - **Art. 2** (Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire) (p. 2589) : s'oppose aux amendements de suppression n° 5 de M. Daniel Reiner et n° 28 de M. Michel Billout. S'oppose à l'amendement n° 29 de M. Michel Billout (maintien du régime de domanialité publique pour les biens et les terrains faisant partie du domaine public de l'Etat ou de

l'établissement public Aéroports de Paris, ADP), ainsi qu'aux amendements de M. Daniel Reiner n° 6 (maintien du régime de domanialité publique pour les emprises et les ouvrages des aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget, faisant actuellement partie du domaine public de l'Etat ou de l'établissement public ADP), n° 7 (élargissement de la qualification d'ouvrages publics aux ouvrages à l'usage du public) et n° 8 (liste des biens ne pouvant être déclassés). - **Art. 3** (Retour à l'Etat des plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport) (p. 2592) : s'oppose aux amendements de suppression n° 9 de M. Daniel Reiner et n° 30 de M. Michel Billout, ainsi qu'à l'amendement de ce dernier n° 31 (avis du conseil d'administration de la communauté aéroportuaire avant la fermeture de tout ou partie d'un aérodrome). - **Art. 4** (Transfert des droits et obligations d'ADP) (p. 2593) : s'oppose aux amendements de suppression n° 10 de M. Daniel Reiner et n° 32 de M. Michel Billout. - **Art. 5** (Détenion du capital d'ADP et gouvernement d'entreprise) (p. 2594, 2595) : s'oppose aux amendements n° 33 de M. Michel Billout (suppression) et n° 11 de M. Daniel Reiner (détenion intégrale du capital d'ADP par l'Etat). - **Art. 6** (Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP) (p. 2598) : son amendement n° 1 : rétablissement de la référence au traitement transparent et non discriminatoire des usagers d'aérodromes ; retiré. (p. 2599, 2600) : s'oppose aux amendements de suppression n° 12 de M. Daniel Reiner et n° 34 de M. Michel Billout. S'oppose également aux amendements de M. Daniel Reiner n° 13 (maintien de la totalité du capital d'ADP à l'Etat) et n° 14 (encadrement de l'objet social de la société ADP), ainsi qu'à l'amendement n° 35 de M. Michel Billout (possibilité de mettre fin aux missions de service public de la société ADP en cas de manquement grave à ses obligations et retour des biens transférés à l'Etat). Estime l'amendement n° 15 de M. Bernard Angels (obligation d'un dialogue permanent avec les collectivités territoriales situées à proximité des aérodromes) satisfait. (p. 2602) : éthique du travail de la commission. - **Art. 7** (Exploitation des grands aéroports régionaux) (p. 2605, 2606) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. Michel Billout (suppression), ainsi qu'aux amendements identiques n° 37 du même auteur et n° 16 de M. Daniel Reiner (préservation du caractère public des sociétés aéroportuaires chargées de l'exploitation des aéroports). S'oppose aux amendements de ce dernier n° 17 (préservation du caractère majoritairement public du capital des sociétés aéroportuaires), n° 18 (prolongation du délai accordé au personnel des chambres de commerce et d'industrie, CCI, pour choisir leur statut) et n° 19 (réduction du délai de négociation de la nouvelle convention collective). Rôle prépondérant des CCI. Evolution du fret : exemple de Vatry. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2608) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Yves Détraigne n° 42 (rappel du principe d'une concertation préalable au transfert de compétences et de propriété des aéroports vers les collectivités territoriales). (p. 2609) : s'oppose à l'amendement n° 42 précité repris par M. Daniel Reiner. - **Art. 8 A** (Commission de conciliation aéroportuaire) (p. 2610, 2611) : son amendement n° 2 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture privilégiant un dispositif de conciliation, élargissant la saisine de la commission et modifiant sa composition ; retiré. (p. 2612, 2613) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Daniel Reiner (suppression). Sur son amendement n° 2 précité, s'oppose au sous-amendement n° 25 de M. Bernard Angels et sur les sous-amendements de M. Daniel Reiner, demande le retrait du n° 24 et s'oppose au n° 23. Sur les amendements de M. Bernard Angels estime le n° 21 (possibilité d'auditionner les élus locaux à leur demande) satisfait et s'oppose au n° 22 (insertion parmi les membres de la commission de représentants des élus locaux, des usagers des transports et des intérêts des riverains) ainsi qu'aux amendements de M. Michel Billout n° 38 (insertion parmi les membres de la commission du président de la communauté aéroportuaire) et n° 39 (possibilité de saisine de la commission par une collectivité territoriale riveraine de l'aéroport en cas de litige avec la société ADP). (p. 2614) : estime son amendement n° 2 précité satisfait par la proposition du ministre. Adoption conforme du texte. (p. 2615) : intérêt de cet article. - **Art. 8** (Régulation économique des redevances) (p. 2617, 2618) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Michel Billout (suppression) ainsi qu'aux amendements identiques

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 26 de M. Daniel Reiner et n° 41 de M. Michel Billout (prise en compte dans le calcul du montant des redevances de l'excédent des recettes nées des activités non aéronautiques). Estime l'amendement n° 27 de M. Daniel Reiner (association des usagers à la fixation du montant des redevances et de leur modulation) satisfait par les dispositions du projet de loi. - **Art. 9 bis** (Art. L. 227-4 du CAC - Relèvement du plafond de sanction de l'ACNUSA) : son amendement n° 3 : suppression ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 2619) : son amendement n° 43 : coordination juridique ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2623) : remerciements. Retrait des amendements de la commission en toute honnêteté intellectuelle. Points positifs de ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2657, 2659) : son intervention en tant que président du Cercle français de l'eau. Déclinaison de ses propositions en cinq principes généraux : obligation mondiale d'un bon état écologique des eaux sous-tendue par une volonté de solidarité. Recherche d'une protection efficace des ressources : clarification des responsabilités de la police de l'eau ; approche globale des pollutions dans les territoires ruraux en co-responsabilisant l'ensemble de la chaîne alimentaire ; souhait du groupe UMP d'encourager les bonnes pratiques agricoles sans pénaliser les agriculteurs par une taxe "bête et méchante". Amendements sur la maîtrise de la qualité des eaux de baignade. Promotion indispensable d'une bonne gouvernance de l'eau : aide aux départements dans l'expertise de l'état patrimonial des réseaux de distribution de l'eau et promotion de la fiabilisation de l'épandage agricole des boues. Nécessité de résoudre le conflit d'usage et de trouver un compromis entre l'énergie hydraulique et les activités de préservation des milieux naturels et de pêche. Maintien indispensable de la péréquation en proximité départementale. Devoir d'information du public. - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2705, 2707) : sur l'amendement n° 9 de la commission (réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité), ses sous-amendements n° 330 : référence à des éléments techniques et scientifiques valides pour l'ouverture des vannages ; retiré ; et n° 331 : nécessité d'apporter la preuve de l'obstacle à la continuité écologique pour interdire la construction de nouveaux ouvrages ; adopté. (p. 2708) : retire son sous-amendement précité n° 330 et maintient son sous-amendement précité n° 331 sur lequel la commission a émis un avis favorable.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2732) : soutient l'amendement de M. Henri Revol n° 321 (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques) retiré au profit de l'amendement identique n° 12 de la commission. Son amendement n° 332 : référence à la mise en application des dispositions de la directive sur les énergies renouvelables du 27 septembre 2001 ; retiré. (p. 2768) : son amendement n° 333 : segmentation des cours d'eau pour fixer des valeurs de débit minimal ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2793) : favorable à l'amendement n° 317 de M. Michel Esneu (réglementation de la gestion des eaux et sédiments de ballast pour les navires pénétrant dans les eaux territoriales françaises). Nécessité de mettre en place immédiatement une réglementation pour la gestion des eaux et sédiments de ballast.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique) (p. 2805) : soutient l'amendement n° 325 de M. Henri Revol (infraction non constituée dans le cas d'une opération autorisée dont les prescriptions ont été respectées) ; devenu sans objet. - **Art. 13** (Art. 1er de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Élargissement des stipulations du contrat de service public des entreprises électriques et gazières) (p. 2812) : soutient l'amendement n° 319 de M. Henri Revol (prise en compte de l'énergie hydraulique) ; retiré. - **Intitulé du chapitre III** (Préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques) (p. 2819) : son amendement n° 334 : nouvel intitulé - Préservation et

restauration de la qualité des eaux et des milieux aquatiques ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 17** (p. 2819, 2820) : son amendement n° 335 : définition d'une méthodologie commune à tous les pays européens pour mesurer la qualité de l'eau ; retiré. Dimension européenne.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies F** (p. 3462) : son amendement n° 152 : règlement intérieur de la commission nationale du débat public ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien) (p. 3538, 3542) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), ses sous-amendements n° 126 : suppression de dispositions superfétatoires ; et n° 127 : définition des ZDE par la ou les communes ; retirés ; n° 167 : rédaction ; devenu sans objet ; n° 168 : rédaction ; adopté. (p. 3546, 3547) : retire son sous-amendement n° 126 précité, satisfait de la nouvelle rédaction de l'amendement n° 40 précité de la commission.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5953, 5954) : importance de la notion de prévention.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6008) : son amendement n° 28 : mesures favorisant le PPP dans le cadre d'investissements portuaires ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8775, 8776) : intérêt des conclusions du groupe de travail placé sous l'égide du Comité national du suivi de Natura 2000 pour l'accélération du réseau des espaces dédiés. Difficultés rencontrées par les élus sur le plan local dans la transmission des études scientifiques. Nécessité d'une mise en oeuvre de sa proposition de loi reprise dans la loi relative au développement des territoires ruraux. Ses observations en tant que président du Cercle français de l'eau : scission problématique de la politique de l'eau en deux programmes ; risque d'érosion des crédits consacrés aux inondations et à la surveillance des masses d'eau ; question de la responsabilité du directeur de l'eau et de la perte de sa capacité d'initiative face aux agences de l'eau. Couplage non pertinent dans le même décret de la gestion de la pêche à pied de loisir et celle de la pêche professionnelle. Le groupe UMP accompagnera la ministre dans l'exercice d'un ministère difficile.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan (Contrôle et exploitation aériens). (p. 9221, 9222) : interrogation quant au versement partiel de la taxe d'aviation civile au budget annexe. Sécurité du transport aérien. Aviation générale et activité de taxis aériens. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission "Transports".

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (Réforme de la taxe professionnelle) (p. 9285) : son amendement n° II-245 : suppression du dispositif du ticket modérateur mis à la charge des collectivités locales ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LEJEUNE (André)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6452, 6453) : transformation progressive des agriculteurs en capitaines d'industrie. Silence du Gouvernement sur la question des retraites agricoles et sur leur revalorisation.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6533) : soutient l'amendement n° 471 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement de la notion "d'habitation située à proximité" du fonds au profit des jeunes agriculteurs et possibilité pour ceux-ci d'accéder à des logements sociaux) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 11** (Art. L. 111-2 et L. 611-7 [nouveau] du code rural et article L. 1 du code forestier - *Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse*) (p. 6671) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 506 (repli) ; et n° 507 (suppression des dispositions relatives à l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6674) : soutient l'amendement n° 508 de M. Jean-Marc Pastor (réalisation par les autorités compétentes d'une évaluation du bilan écologique de la biomasse et des biocarburants) ; rejeté. - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6689) : intervient sur l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Interroge le ministre sur son accord avec le principe de l'article 11. - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - *Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6698) : soutient l'amendement n° 572 de M. Jean-Marc Pastor (extension de l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles) ; rejeté. (p. 6703, 6704) : favorable à l'amendement précité n° 572 de M. Jean-Marc Pastor. Exemple de son département de la Creuse où il n'y a que de l'élevage. (p. 6707) : soutient l'amendement n° 571 de M. Jean-Marc Pastor (publication d'un bilan sur l'impact de la politique de promotion des biocarburants sur le territoire) ; rejeté. (p. 6709) : soutient l'amendement n° 512 de M. Jean-Marc Pastor (traçabilité des produits pétroliers) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 12** : Soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 513 (rapport au Parlement sur l'utilisation des terres en jachère pour le développement des cultures à vocation de production d'énergie) ; retiré ; et n° 514 (information par les groupes pétroliers lors de la vente d'essences à des distributeurs de la composition et la volatilité de celles-ci) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 13**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 6712) : soutient l'amendement n° 515 de M. Jean-Marc Pastor (extension de 2 à 18 ans du délai de maintien des terres en exploitation effective pour l'exonération des droits de mutation) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8926, 8927) : dénonciation de la libéralisation de l'agriculture. Question de l'avenir de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes. Abandon progressif de la politique agro-environnementale. Filières bois et lait. Formation agricole. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget.

LEPELTIER (Serge)
*ministre de l'écologie et du
développement durable
(jusqu'au 31 mai 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004 prise pour la transposition de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement [n° 157 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Environnement - Union européenne.**

Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. 43 bis** (Art. L. 8 du code forestier - Garantie ou présomption de gestion durable d'une forêt située dans un site Natura 2000) (p. 305) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (précision). (p. 306) : accepte l'amendement n° 205 de M. Roland du Luart (rédaction). Accepte l'amendement n° 281 de M. Jean-François Le Grand (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 307) : son amendement n° 131 : mesures contre les espèces envahissantes ; adopté. (p. 308) : notion de plante envahissante. Son amendement n° 437 : conséquence ; adopté. - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué) (p. 310) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (suppression de l'article 49 bis). S'oppose aux amendements analogues n° 172 de M. Michel Doublet, n° 116 de Mme Brigitte Bout et n° 322 de M. Bernard Dussaut (éradication du ragondin). (p. 311) : instructions précises données aux préfets en matière de lutte contre les animaux nuisibles. - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 312, 313) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (participation financière du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres). Lève le gage sur l'amendement n° 427 de la commission (aide au financement des travaux réalisés sur les terrains du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages

lacustres) qu'il accepte. - **Art. 52** (Art. 1er et 25-1 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales et art. L. 213-10 du code de l'environnement - Rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides) (p. 314) : accepte l'amendement n° 173 de M. Michel Doublet (exclusion des associations syndicales du champ d'application des dispositions de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage public), sous réserve de son sous-amendement n° 434 ; adopté. - **Art. 53 bis A** (Art. L. 142-2 du code de l'urbanisme - Extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, TDENS) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (rédaction). (p. 315) : demande le retrait des amendements identiques n° 79 de M. Jacques Blanc et n° 410 de Mme Annie David (extension de l'utilisation en zone de montage de la TDENS). (p. 316) : demande le retrait de l'amendement n° 69 de M. Christian Gaudin (précision de la nature de l'intervention du CAUE dans la définition de la politique départementale des espaces naturels sensibles). - **Art. additionnel après l'art. 53 bis A** : son amendement n° 141 : nouvelles conditions d'utilisation de la TDENS ; adopté. - **Art. 53 bis B** (Art. L. 435-9 du code de l'environnement - Extension du bénéfice de la servitude de halage et de marchepied) (p. 317) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (suppression). - **Art. 53 sexies** (Art. L. 414-2 du code de l'environnement - Composition du comité de pilotage, contenu et élaboration du document d'objectifs) (p. 318) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (modification de la composition de ce comité). S'oppose à l'amendement n° 371 de M. Jean Desessard (précision de la composition de ce comité). (p. 319) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (modalités de désignation du président du comité de pilotage), sous réserve de son sous-amendement n° 130 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 372 de M. Jean Desessard (recours à un appel d'offres pour la désignation de l'organisme chargé de l'élaboration du document d'objectifs). - **Art. 53 octies** (Art. 1395 E nouveau du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties situées dans les sites Natura 2000) (p. 321) : lève le gage sur l'amendement n° 282 de M. Jean-François Le Grand (non-cumul des exonérations en matière de forêt) qu'il accepte. Ses amendements de précision n° 133 et n° 134 ; adoptés. Accepte l'amendement n° 28 de la commission (cohérence). - **Chapitre IV** (p. 322, 323) : décision des dates de chasse dans le respect de la jurisprudence du Conseil d'Etat. - **Art. additionnels avant l'art. 54 A et avant l'art. 54 DA** (p. 324, 325) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle n° 184 (déduction fiscale des dépenses liées à l'exercice de la chasse) et n° 196 (libre circulation des animaux sauvages). - **Art. 54 I** (Art. 30 du code général des impôts - Exonération d'imposition au titre des revenus fonciers de la jouissance du droit de chasse par le propriétaire) (p. 326) : accepte l'amendement n° 29 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel avant l'art. 54** (p. 327) : demande le retrait de l'amendement n° 362 de la commission (renforcement de la mission confiée à la société centrale canine).

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 55 quinquies A** (Art. L. 422-27 du code de l'environnement - Réserves de faune sauvage) (p. 380) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (précision rédactionnelle). - **Art. 55 quinquies** (Art. L. 423-1 et L. 423-2 du code de l'environnement - Condition de validité du permis de chasser) (p. 381) : s'oppose à l'amendement n° 161 de Mme Françoise Henneron (création d'une cotisation fédérale due par tout propriétaire d'une installation fixe de chasse de nuit du gibier d'eau et destinée à l'étude des oiseaux d'eau). Suppression de la redevance cynégétique du "gibier d'eau" votée par le Sénat en 2002. Accepte l'amendement n° 31 de la commission (formation des chasseurs débutants adultes et mineurs de plus de quinze ans). - **Art. 56** (Art. L. 423-4, L. 423-11 et L. 423-15 du code de l'environnement - Conditions de délivrance et de validation du permis de chasser) (p. 383) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 279 (gestion du fichier central des permis confiée à la fédération nationale des chasseurs, FNC, sous le contrôle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS) et n° 428 (coordination). Attachement du Gouvernement à la restauration durable des relations entre les fédérations de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

chasseurs et l'ONCFS. Problème lié à la protection des libertés publiques. (p. 384) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (cohérence). - **Art. 57** (Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse) (p. 387, 388) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 373 (remise en cause des règles applicables aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial) et , portant sur le même objet, n° 374 et n° 375 (restriction de la durée de chasse avant le lever et après le coucher du soleil). Son amendement n° 139 : alignement de l'heure de chasse aux gluaux sur l'heure légale de la chasse ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 377 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de pose de gluaux). (p. 390) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 378 (interdiction de l'utilisation de véhicules à moteur dans la chasse à chiens courants) et n° 379 (rétablissement des inspections sanitaires sur le commerce de détail local du gibier sauvage). Accepte l'amendement n° 33 de la commission (rectification d'une erreur matérielle). Reconnaissance réglementaire des exceptions aux règles de traçabilité pour le commerce de détail de gibier sauvage. (p. 391, 392) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 380 (suppression de la disposition autorisant un conducteur à transporter librement un gibier accidentellement tué sur la route) et n° 381 (autorisation préfectorale préalable à l'introduction et au prélèvement d'animaux vivants dans le milieu naturel). Accepte l'amendement n° 34 de la commission (rétablissement de l'avertissement téléphonique des services de police préalable au transport d'un gibier accidentellement tué sur la route). Lutte contre le braconnage. - **Art. 58** (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse) (p. 393, 400) : accepte les amendements de la commission n° 441 et 35 (coordination), n° 36 et 37 (rédaction) ainsi que le n° 38 (distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers). Sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements n° 343 (avis de la commission départementale compétente en matière de chasse et de faune sauvage) et n° 419 de M. Jean-Marc Pastor (indemnité forfaitaire des dégâts due uniquement en cas de non-versement d'aides publiques). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 382 (prise en compte des données scientifiques), n° 383 (introduction de prédateurs pour l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) et n° 385 (participation aux dépenses d'indemnisation des dégâts supportés par les fédérations de chasseurs supprimée pour les personnes ayant formulé une objection cynégétique à leur maintien dans une ACCA) ainsi qu'au n° 350 de M. Bernard Cazeau (définition du territoire de chasse en fonction des modes et types de chasse pratiqués et des espèces chassées dans chaque département), aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 269 (atténuation du mécanisme de responsabilité par la prise en compte de la faute du bénéficiaire du plan de chasse) et n° 268 (remplacement du terme de "couverture" par celui de "participation") et au n° 332 de Mme Odette Herviaux (enclenchement du processus d'indemnisation à partir d'un taux d'endommagement du peuplement forestier de 70 %). Son amendement n° 138 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 58** : accepte l'amendement n° 39 de la commission (moyens d'action des ACCA). - **Art. 58 bis A** (Art. L. 414-9 du code de l'environnement - Compétences des lieutenants de louveterie) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (participation des lieutenants de louveterie à des opérations de régulation d'animaux). - **Art. 58 bis B** (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de classement du pigeon ramier comme nuisible) (p. 401, 402) : son amendement n° 137 : suppression ; adopté. Gestion de l'espèce au niveau local. - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier) (p. 404) : ses amendements n° 136 et 140 (cohérence) ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 354 de M. Bernard Cazeau (responsabilisation des chasseurs et des sociétés locales). Son amendement n° 135 : suppression de la contribution financière d'indemnisation des dégâts de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse ; adopté. Refus de création d'une sorte d'impôt de non-chasse

défavorable à l'image de la chasse. - **Art. additionnel après l'art. 60** (p. 405, 406) : accepte l'amendement n° 429 de la commission (coordination du code pénal pour les infractions en matière de chasse). - **Art. 60 ter** (Evaluation des dommages aux récoltes) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (suppression). - **Art. 60 quater** (Mode de calcul des indemnités) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (suppression). - **Art. 61 bis** (Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Compétences des gardes-chasse particuliers) (p. 407) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (suppression de l'autorisation accordée aux gardes-chasse particuliers de fouiller les carniers des chasseurs) et s'oppose à l'amendement n° 388 de M. Jean Desessard (suppression de la mise en place des garderies de fédérations de chasse). - **Art. 61 ter** (Art. 50-2 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Composition et rôle de la commission départementale des espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature) (p. 408) : accepte l'amendement n° 44 de la commission (suppression). - **Art. 62 A** (Art. 2 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique - Régime d'autorisation des installations hydroélectriques) (p. 409) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (suppression partielle) et s'oppose à l'amendement n° 389 de M. Jean Desessard (sanction des microcentrales en cas d'assèchement des cours d'eau et de non-respect de l'environnement). Réforme globale dans le projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques examiné prochainement. - **Art. 62 B** (Art. 16 bis de la loi du 16 octobre 1919 - Élargissement aux SEM de la possibilité d'imposer des servitudes pour l'implantation d'ouvrages hydroélectriques) : accepte l'amendement n° 46 de la commission (suppression). - **Art. 65 bis AC (priorité)** (Art. L. 113-1-1 nouveau du code rural - Zones d'exclusion des prédateurs) (p. 410, 411) : accepte les amendements identiques n° 51 de la commission et n° 396 de M. Jean Desessard (suppression). Réponse insatisfaisante au problème des attaques de troupeaux par les loups. Mise en place d'un plan d'action par le Gouvernement conformément aux engagements communautaires et internationaux. Opposition de la France à la demande de la Suisse de reclassification du loup dans la convention de Berne. Mise en oeuvre d'une politique appropriée de protection du loup. Soutien à l'activité pastorale. Développement de la "mesure T" dans les Alpes. Problématique différente des parcs animaliers. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 412) : s'oppose à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). (p. 414) : adoption de l'amendement précité n° 325 contraire à la convention de Berne et à la directive "habitats". Prise en compte de la sécurité des bergers et des troupeaux dans le premier plan de gestion de la population de loups. (p. 415) : risque de dérives graves en cas d'adoption de l'amendement précité. - **Art. 75 (priorité)** (Art. L. 711 du code forestier et Articles L. 428-20 et L. 437 -1 du code de l'environnement - Création de l'établissement public du domaine national de Chambord) (p. 417) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 275 (suppression) et n° 277 (repli) ainsi qu'aux amendements de M. Jean Desessard n° 397 (préservation de la flore sauvage), n° 398 (compétences de l'établissement public étendues à la législation relative à la protection de la nature) et n° 399 (maintien de l'intervention de l'ONCFS). Rationalisation de la gestion d'un domaine unique.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2632, 2636) : réponse aux attentes des élus et des collectivités. Problématique des ressources en eau en France. Solidarité communautaire en matière de politique de l'eau. Directive de 2000. Nombreux progrès réalisés depuis la loi de 1992 érigeant l'eau en "statut de patrimoine commun de la nation" et celle de 1964 créant les agences de l'eau. Situation cependant non satisfaisante : nouvelles formes de pollution ; assainissements en attente de mise aux normes ; caractère défectueux des unités d'assainissement non collectif ; mesures ponctuelles de restriction de l'usage de l'eau. Pertinence d'une décentralisation de la politique de l'eau à l'échelle du bassin hydrographique. Réussite du plan Loire. Orientations du texte : mise en oeuvre des outils juridiques dans l'objectif de reconquête de la qualité

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des eaux d'ici à 2015. Réforme des agences de l'eau et des redevances. Conditionnalité des aides de la PAC. Missions du Conseil supérieur de la pêche. Rôle de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA. Plans d'actions contre les pollutions diffuses. Reconquête de la qualité écologique des cours d'eau. Renforcement de la gestion locale et concertée des ressources en eau. Accroissement des moyens des collectivités pour faire face aux investissements en matière d'eau potable et d'assainissement. Poursuite de la solidarité envers les communes rurales. Création d'un fonds de garantie pour les boues des stations d'épuration. Modernisation de l'organisation de la pêche. Importance de l'eau pour la vie. Nécessité de réduire la protection d'hydroélectricité en France. Amélioration nécessaire d'ouvrages incompatibles avec l'objectif du bon état écologique. Equilibre des mesures proposées tant dans le futur projet de loi d'orientation sur l'énergie que dans le présent texte. Ouvert aux propositions en matière de solidarité envers les communes rurales et de fonds de garantie des boues. Proposera d'approfondir la réflexion sur la taxe relative aux eaux pluviales, d'ici à la deuxième lecture. Réhabilitation de l'assainissement non collectif. Suppression du dépôt de garantie ou de la caution solidaire pour les ménages. Fixation du prix de l'eau par les élus. Affichage clair de leurs ambitions sociales et environnementales. Nécessité d'une place particulière aux actions concernant le littoral. Future directive sur les eaux de baignade. Renforcement des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE, et des démarches locales. Simplification des redevances. Respect du principe du "pollueur-réparateur". Transparence. Nécessité d'une révision constitutionnelle s'agissant de la qualification juridique de la redevance proposée par la commission. Favorable à une évolution de la composition des comités de bassin. Complexité d'une redevance sur l'azote eu égard aux progrès escomptés. Efficacité de la conditionnalité des aides de la PAC. Possibilité de fixer des taux inférieurs aux taux plafonds de la redevance sur les prélèvements agricoles en fonction des enjeux locaux. Inquiétude injustifiée quant à l'application de la taxe sur les pesticides. Incidences du texte sur les finances de l'Etat et sur celles des agences. (p. 2684) : renforcement des moyens financiers des offices de l'eau dans les DOM. Reconnaissance des missions d'intérêt général des fédérations de pêche. Préfère en rester à la solution jurisprudentielle équilibrée sur le sujet complexe des eaux libres et des eaux closes. Diffusera le rapport du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation sur l'analyse juridique de la définition de ces eaux. Remerciements - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2685, 2687) : s'oppose à l'amendement n° 492 de Mme Evelyne Didier (intégration dans le code de l'environnement des notions de "bien public" et de "droit fondamental" appliquées à l'eau) satisfait par la notion de "patrimoine commun" figurant dans ledit code, ainsi qu'à l'amendement n° 523 de Mme Odette Herviaux (possibilité pour les régions d'expérimenter la gestion de l'eau) en dépit de son intérêt. Problématique des étendues des bassins hydrographiques dépassant les territoires des régions, à l'instar de celui de la Loire. Demande le retrait des amendements n° 249 de M. Jacques Pelletier (précision dans le code de l'environnement des objectifs fixés par la directive européenne en matière de bon état écologique des eaux) et n° 524 de M. Jean Desessard (introduction dans le code de l'environnement de la notion "d'aménagements écologiques" pour lutter contre les inondations). - **Art. 1er** (Art. L. 211-7 du code de l'environnement - *Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*) (p. 2688) : son amendement n° 656 : possibilité pour l'établissement public Voies navigables de France, VNF, de mettre en oeuvre tout moyen permettant l'aménagement et l'exploitation par des tiers des ouvrages dont il a la gestion en vue de la production hydroélectrique ; adopté. Sur les amendements de la commission, accepte le n° 1 (cohérence) et demande le retrait du n° 2 (assouplissement du principe de spécialité attaché au caractère d'établissement public de Voies navigables de France, VNF, en l'autorisant à équiper ses barrages destinés à la navigation intérieure pour produire de l'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 2689) : s'oppose à l'amendement n° 397 de M. Jean Desessard (inscription du principe de la récupération des coûts pour l'environnement

associés aux dégradations du milieu aquatique). - **Art. 2** (Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - *Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact sur l'eau*) (p. 2690, 2691) : sur l'amendement n° 3 de la commission (limitation des prérogatives de l'Etat au seul pouvoir de modifier sans indemnité les autorisations ou les concessions et précision de l'application des sanctions aux conséquences de la variation du débit dans les cours d'eau), son sous-amendement n° 657 (possibilité pour l'Etat de révoquer ou de modifier sans indemnité les autorisations accordées sauf si les obligations nouvelles font peser une charge spéciale et exorbitante, disproportionnée avec l'objectif d'intérêt général) ; rejeté. (p. 2693, 2694) : s'oppose à l'amendement précité n° 3 de la commission qui vise à enlever à l'Etat toute possibilité d'agir en dépit de difficultés persistantes sur certains sites. Contradiction des intérêts d'EDF et de la CNR avec les objectifs de défense de l'environnement. S'oppose au sous-amendement n° 320 de M. Henri Revol (ouverture d'un droit à indemnisation quand les modifications de concession et autorisation hydrauliques font peser une charge spéciale et exorbitante, disproportionnée avec l'objectif d'intérêt général) sur l'amendement n° 3 précité. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 251 de M. Jacques Pelletier (extension de la référence faite au SDAGE aux objectifs qu'il définit, par coordination avec l'article 29 du texte) et n° 525 de M. Jean Desessard (préservation de toutes les espèces migratrices). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 526 et 527 de M. Bernard Cazeau (amélioration de la protection des espèces migratrices). - **Art. 3** (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 2695) : accepte les amendements de la commission n° 4 (rédaction) et n° 5 (simplification rédactionnelle). S'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 529 (prise en compte de la notion d'affectation du débit pour la préservation du milieu aquatique) et n° 530 (compatibilité de l'affectation du débit artificiel avec la fonction de l'aménagement déterminé, fixée par le SDAGE ou le SAGE). (p. 2697, 2698) : accepte les amendements de la commission n° 6 (suppression d'une disposition inutile), n° 7 (possibilité pour l'office hydraulique de Corse de bénéficier de la procédure du débit affecté) et n° 8 (simplification). S'oppose aux amendements n° 231 de M. Claude Bertaud (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI et aux syndicats mixtes), n° 536 de M. Paul Raoult (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI, aux syndicats mixtes ainsi qu'à leurs établissements publics) et n° 531 de M. Bernard Cazeau (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux établissements publics de bassin) ainsi qu'au n° 638 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux sociétés d'économie mixte). S'oppose à l'amendement n° 532 de M. Bernard Cazeau (réserve obligatoire d'un débit minimal pour le bon état écologique des cours d'eau). (p. 2700) : s'oppose aux amendements identiques n° 253 de M. Jacques Pelletier, n° 373 de M. Ladislav Poniatowski et n° 528 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage) ainsi qu'aux amendements analogues n° 479 de Mme Evelyne Didier et n° 206 de Mme Françoise Férat (consultation des fédérations départementales de pêche sur les régulations des cours d'eau). Absence de raison de privilégier tel acteur par rapport à tel autre. (p. 2701, 2702) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 534 (précision des règles d'indemnisation des gestionnaires d'ouvrages hydroélectriques), n° 533 (suppression de toute indemnisation pour les modifications apportées aux règlements d'eau des entreprises hydroélectriques dont la concession a plus de quinze ans) et n° 535 (opposabilité au concessionnaire des normes du SAGE adopté postérieurement à l'autorisation d'exploiter). - **Art. additionnel avant l'art. 4** (p. 2703) : demande le retrait de l'amendement n° 360 de M. Ladislav Poniatowski (précision de l'objectif du projet de loi relativement aux microcentrales). N'en partage pas les objectifs. Absence d'information quant à la création de 500 nouvelles microcentrales. - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveau] du code de l'environnement - *Critères de*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé (p. 2707) : sur l'amendement n° 9 de la commission (réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité) qu'il accepte, accepte le sous-amendement n° 371 de M. Ladislav Poniatowski (préservation des secteurs de cours d'eau d'un bassin versant constituant un "réservoir biologique" nécessaire au respect du bon état écologique) et s'oppose aux sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 668 (prise en compte par le préfet des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau et de la nécessaire protection de la biodiversité aquatique), de M. Henri Revol n° 328 (protection des espèces amphihalines) et n° 329 (évaluation de l'incidence des listes de cours d'eau sur la production d'énergie renouvelable) et de M. Jean-François Le Grand n° 330 (référence à des éléments techniques et scientifiques valides pour l'ouverture des vannages) et n° 331 (nécessité d'apporter la preuve de l'obstacle à la continuité écologique pour interdire la construction de nouveaux ouvrages). Demande le retrait des sous-amendements portant sur le même objet de M. Thierry Repentin n° 670 et n° 671 (prise en compte par le préfet des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau et de la nécessaire protection de la biodiversité aquatique). Estimerait satisfait le sous-amendement n° 372 de M. Ladislav Poniatowski (protection des réserves biologiques) en cas d'adoption du sous-amendement n° 371 susvisé. Accepte l'amendement n° 538 de M. Bernard Cazeau (prise en compte de la protection complète des poissons migrateurs lors de l'autorisation accordée pour la construction de nouveaux ouvrages), conforme à l'esprit du texte et aux exigences de la directive-cadre. (p. 2708) : sur l'amendement n° 10 de la commission (étude d'impact sur les capacités de production hydroélectrique existantes préalable au classement des cours d'eau établi par l'autorité administrative déconcentrée) qu'il accepte, son sous-amendement n° 659 (élargissement de l'étude à l'ensemble des usages de l'eau) ; adopté. (p. 2709) : s'oppose aux amendements n° 250 de M. Jacques Pelletier (obligation de maintenir en bon état et de gérer les ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs dans les conditions fixées par l'autorité administrative) et n° 398 de M. Jean Desessard (définition par l'autorité administrative des règles de gestion et d'entretien des ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs) qu'il estime satisfait. (p. 2713, 2714) : sur l'amendement n° 11 de la commission (rédaction) qu'il accepte, demande le retrait du sous-amendement n° 669 de M. Thierry Repentin (obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 399 de M. Jean Desessard (reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement prise au vu d'une étude de compatibilité avec les objectifs d'état des eaux et après enquête publique). Accepte l'amendement n° 204 de Mme Françoise Férat (réintégration systématique dans les nouveaux classements des cours d'eau actuellement mentionnés dans les listes, à l'exception de ceux faisant l'objet d'une décision expresse de déclassement). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 480 de Mme Evelyne Didier (reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement au vu d'une étude d'impact et après enquête publique) et n° 179 de M. Eric Doligé (consultation pour avis des EPTB avant l'établissement des listes de classement des cours d'eau). Précise qu'il émettra un avis favorable sur les sous-amendements précités n° 399 de M. Jean Desessard et n° 480 de Mme Evelyne Didier si l'amendement n° 204 précité de Mme Françoise Férat n'était pas adopté. S'oppose aux amendements identiques n° 207 de Mme Françoise Férat, n° 256 de M. Jacques Pelletier et n° 370 de M. Ladislav Poniatowski (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche avant l'établissement des listes de classement des rivières) ainsi qu'aux amendements identiques n° 257 de M. Jacques Pelletier et n° 369 de M. Ladislav Poniatowski (obligation pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article

sans délai supplémentaire). S'oppose à l'amendement n° 539 de M. Bernard Cazeau (consultation des commissions locales de l'eau, CLE, et des EPTB avant l'établissement des listes de classement des rivières) et demande le retrait du n° 415 de M. Jean-Pierre Vial (nécessité d'un avis motivé du préfet coordonnateur de bassin pour rejeter les propositions d'un plan départemental de gestion des cours d'eau). (p. 2715) : réaction aux propos de Mme Françoise Férat.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2729) : s'oppose à l'amendement n° 644 de M. Jean Desessard (renforcement des exigences environnementales à l'égard des exploitations hydrauliques). (p. 2733) : s'oppose aux amendements n° 537 de Mme Josette Durrieu (fixation du débit réservé au vingtième du module pour tous les ouvrages), n° 522 de M. Pierre-Yvon Trémel (améliorations tendant à résoudre les conflits entre les administrations et les usagers économiques de l'eau), n° 300 de M. Alain Vasselle (suppression du caractère exceptionnel des étiages), n° 12 de la commission (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques) et n° 332 de M. Jean-François Le Grand (référence à la mise en application des dispositions de la directive sur les énergies renouvelables du 27 septembre 2001). Sur les amendements de M. Ladislav Poniatowski, accepte le n° 362 (possibilité de pompage ou de restitution de l'eau en aval immédiat de l'ouvrage de prise d'eau) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 361 (valorisation de l'eau comme ressource économique). (p. 2734) : accepte l'amendement n° 367 de M. Ladislav Poniatowski (rédaction). Nécessité de conserver un équilibre entre les objectifs de lutte contre le changement climatique et la sauvegarde du bon état écologique des eaux. (p. 2736) : demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Ladislav Poniatowski (suppression des dérogations prévues pour les cours d'eau présentant un fonctionnement atypique). (p. 2768, 2769) : s'oppose à l'amendement n° 333 de M. Jean-François Le Grand (segmentation des cours d'eau pour fixer des valeurs de débit minimal). Son amendement n° 678 : fixation d'un seuil minimal pour les débits réservés dérogatoires ; adopté. (p. 2770) : demande le retrait de l'amendement n° 540 de M. Bernard Cazeau (établissement d'un schéma global de répartition des débits pour chaque bassin hydrographique). (p. 2771) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (rédaction) et s'oppose aux amendements n° 642 de Mme Josette Durrieu (suppression de l'actualisation des obligations faites aux ouvrages existants lors du renouvellement de leur concession), n° 322 de M. Henri Revol (coordination) et n° 197 de M. Claude Biwer (prise en compte des enjeux énergétiques du pays). (p. 2772) : s'oppose à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 2774, 2775) : accepte l'amendement n° 355 de M. Gérard Bailly (établissement par le préfet d'une liste des cours d'eau pour chaque département) modifié par le sous-amendement n° 686 de la commission. - **Art. 5** (*Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 2777) : s'oppose à l'amendement n° 544 de M. Jean Desessard (précision relative à la notion d'entretien). Demande le retrait de l'amendement n° 354 de M. Gérard Bailly (possibilité de procéder aux obligations légales d'entretien des cours d'eau et des berges sans autorisation de la part de l'administration). (p. 2778) : accepte les amendements de la commission n° 15 (rédaction) et n° 16 (coordination). Demande le retrait de l'amendement n° 418 de M. Jean-Pierre Vial (rôle et durée d'application de la déclaration d'intérêt général). (p. 2779) : demande le retrait de l'amendement n° 541 de M. Bernard Cazeau (obligation d'entretien identique pour les rivières domaniales et non domaniales). (p. 2782) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (nouvelle rédaction de l'article concernant l'entretien groupé des cours d'eau) et s'oppose à l'amendement n° 542 de M. Bernard Cazeau (référence à des opérations planifiées et non groupées). (p. 2783) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (en matière d'entretien des cours d'eau, adaptation des usages locaux et des anciens règlements aux normes en vigueur). (p. 2784) : accepte l'amendement n° 520 de M. Thierry Repentin (possibilité pour des structures intercommunales

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'engager des travaux d'entretien des cours d'eau à la charge des propriétaires n'assumant pas leurs obligations) et sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 19 de la commission. (p. 2785) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (extension aux cours d'eau domaniaux des nouveaux concepts d'entretien définis par le projet de loi). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2786) : s'oppose à l'amendement n° 545 de M. Jean Desessard (possibilité pour le préfet de prévenir toute crise susceptible de nuire au milieu aquatique). - **Art. 6** (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - *Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau*) (p. 2787) : s'oppose à l'amendement n° 547 de M. Bernard Cazeau (présentation aux comités de bassin d'un bilan des actions de police de l'eau). (p. 2788) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 433 de Mme Evelyne Didier (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas d'infraction constatée). (p. 2789) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, accepte le n° 442 (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas de travaux ou activités réalisés sans autorisation ou déclaration requise) et s'oppose au n° 441 (obligation pour l'autorité administrative d'apposer des scellés sur des installations en infraction constatée). (p. 2790) : s'oppose aux amendements identiques n° 481 de Mme Evelyne Didier et n° 546 de M. Paul Raoult (après l'arrêt d'une activité, obligation pour le propriétaire de remettre le site en état sans porter atteinte aux écosystèmes aquatiques). - **Art. additionnel après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 548 de M. Jean Desessard (fixation d'objectifs de contrôle à la police des eaux). - **Art. 7** (Art. L. 216-3, L. 216-4, L. 216-5, L. 216-7 et L. 216-9 du code de l'environnement - *Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau*) (p. 2791) : accepte les amendements de la commission n° 22 et 23 (rédaction), et n° 24 et 25 (coordination). S'oppose à l'amendement n° 434 de Mme Evelyne Didier (sanction pécuniaire pour le mauvais entretien d'un équipement permettant la circulation des poissons migrateurs). (p. 2792) : s'oppose à l'amendement n° 549 de M. Jean Desessard (possibilité pour le tribunal, en cas de condamnation, de prononcer la suspension du fonctionnement d'une installation jusqu'à sa mise en conformité). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2793) : demande le retrait de l'amendement n° 317 de M. Michel Esneu (réglementation de la gestion des eaux et sédiments de ballast pour les navires pénétrant dans les eaux territoriales françaises).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 2802) : s'oppose à l'amendement n° 324 de M. Henri Revol (harmonisation des règles applicables aux exploitants d'ouvrages hydrauliques en matière pénale). Rupture d'égalité devant les charges publiques au détriment des opérateurs soumis à une obligation de déclaration. (p. 2805) : accepte l'amendement n° 674 de la commission (critères de définition des frayères, des zones de croissance ou des zones d'alimentation précisés par décret en Conseil d'Etat et diminution de la sanction encourue en cas de destruction) et s'oppose aux amendements identiques n° 295 de M. Daniel Soulage et n° 302 de M. Alain Vasselle (retrait de la référence aux zones d'alimentation ou de réserves de nourriture non localisées et diminution du montant de l'amende), ainsi qu'au n° 351 de M. Michel Doublet (clarification des pratiques d'entretien à la charge des propriétaires riverains) et au n° 325 de M. Henri Revol (infraction non constituée dans le cas d'une opération autorisée dont les prescriptions ont été respectées) - **Art. 9** (Art. L. 435-5 du code de l'environnement - *Réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées*) (p. 2806) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (application du droit de pêche de l'Etat sur le seul domaine public fluvial de l'Etat). (p. 2807) : accepte l'amendement n° 209 de Mme Françoise Férat (rédaction) et s'oppose aux amendements n° 551 de M. Paul Raoult (précision) et n° 482 de Mme Evelyne Didier (précision). - **Art. 10** (Art. L. 436-9 et L. 432-11 du code de l'environnement - *Gestion des peuplements des cours d'eau*) (p. 2808) : s'oppose aux amendements identiques n° 552 de M. Paul

Raoult et n° 478 de Mme Evelyne Didier (consultation des fédérations départementales de pêche et de protection du milieu aquatique). - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 2809) : mise en place de nouvelles mesures de limitation des populations de cormorans par le Comité national de suivi des cormorans. Amélioration de la gestion de cette espèce protégée. (p. 2810) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 359 de M. Ladislav Poniatowski (indemnisation par l'Etat du préjudice résultant de la prolifération d'animaux sauvages appartenant à des espèces protégées). - **Art. 11** (Art. L. 436-14 à L. 436-16 du code de l'environnement - *Dispositions de lutte contre le braconnage*) (p. 2811) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (précision par décret de la liste des espèces protégées). - **Art. 12** (Art. 1er du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure - *Classement des cours d'eau des DOM dans le domaine public fluvial*) (p. 2812) : demande le retrait de l'amendement n° 554 de M. Claude Lise (classement des ravines dans le domaine public fluvial). Risque de confusion. Précision de la définition du terme de "ravine" avant la deuxième lecture du texte. - **Art. 13** (Art. 1er de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - *Elargissement des stipulations du contrat de service public des entreprises électriques et gazières*) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de la commission (prévision des moyens mis en oeuvre pour développer les énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité). Examen dans le cadre du projet de loi d'orientation sur l'énergie. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 2814) : s'oppose aux amendements identiques n° 303 de M. Alain Vasselle et n° 341 de M. Daniel Soulage (création de ressources nouvelles). Solution de dernier recours. Priorité à la stabilisation des prélèvements. - **Art. 14** (Art. L. 211-3 du code de l'environnement - *Délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable*) (p. 2815) : accepte les amendements de la commission n° 29 (mise en cohérence des modalités d'application des programmes d'action avec le code rural) et n° 31 (extension de la délimitation aux zones d'érosion diffuse des sols agricoles). (p. 2816) : s'oppose à l'amendement n° 555 de M. Bernard Cazeau (renforcement du pouvoir des commissions locales des eaux, CLE) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. Demande le retrait de l'amendement n° 296 de M. Daniel Soulage (précision des modalités d'organisation de la gestion collective par décret) au profit de l'amendement n° 32 de la commission (regroupement de l'ensemble des préleveurs pour la fixation des périmètres) qu'il accepte. - **Art. additionnel après l'art. 15** (p. 2817) : accepte l'amendement n° 33 de la commission (présentation d'une étude de dangers par les exploitants d'ouvrages hydrauliques). - **Art. 16** (Art. L. 214-7 du code de l'environnement - *Application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement*) (p. 2818) : accepte l'amendement n° 34 de la commission (simplification). - **Art. additionnel après l'art. 16** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 419 de M. Jean-Pierre Vial (élargissement aux sociétés d'économie mixte de la procédure simplifiée pour l'implantation des micro-centrales hydrauliques). - **Intitulé du chapitre III** (*Préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques*) (p. 2819) : accepte l'amendement n° 334 de M. Jean-François Le Grand (nouvel intitulé - *Préservation et restauration de la qualité des eaux et des milieux aquatiques*). - **Art. additionnel avant l'art. 17** (p. 2820) : demande le retrait de l'amendement n° 335 de M. Jean-François Le Grand (définition d'une méthodologie commune à tous les pays européens pour mesurer la qualité de l'eau). Disposition de portée européenne. - **Art. 17** (Art. L. 522-8 du code de l'environnement - *Contrôle de la traçabilité des produits biocides*) (p. 2821, 2822) : demande le retrait des amendements de Mme Evelyne Didier n° 436 (nouvelle rédaction) et n° 437 (communication à l'autorité administrative des informations concernant les quantités de biocides mises sur le marché). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2823) : s'oppose à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). (p. 2827) : demande le retrait de l'amendement n° 557 de M. Jean Desessard (encadrement des publicités sur les produits phytosanitaires). Amélioration de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

rédaction avant la deuxième lecture. - **Art. 19** (Art. L. 253-14 du code rural - *Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires*) (p. 2843, 2844) : s'oppose à l'amendement n° 342 de M. Daniel Soulage (incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 2846) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (sécurisation des missions exercées par le CEDRE). - **Art. 20** (Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - *Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires*) (p. 2848) : accepte l'amendement n° 36 de la commission (améliorations rédactionnelles). Sur les amendements de M. Charles Revet, s'oppose au n° 262 (contrôle des matériels utilisés pour les traitements des récoltes par des entreprises agréées) et demande le retrait du n° 263 (information des utilisateurs de produits phytosanitaires sur les précautions nécessaires à leur utilisation). Invite leur auteur à participer au groupe de travail prochainement mis en place sur l'amélioration de la publicité des produits phytosanitaires. S'oppose aux amendements n° 343 de M. Daniel Soulage (coordination) et n° 305 de M. Alain Vasselle (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2849, 2850) : demande le retrait de l'amendement n° 264 de M. Charles Revet (reconnaissance d'un droit de préemption à la commune ou l'EPCI sur les terrains agricoles situés dans le bassin d'alimentation de leur captage). Examen approfondi du dispositif avant la deuxième lecture. Ambiguïté sur la délégation du droit de préemption pour la communauté de communes ou la communauté d'agglomération. (p. 2851) : accepte l'amendement n° 336 de la commission (responsabilité de l'élaboration, de la révision et de l'actualisation des profils des eaux de baignade confiée aux communes ou à leurs EPCI). Dossier actuellement en cours d'examen au Parlement européen. Contribution financière des départements. (p. 2853) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Delfau, portant sur le même objet, n° 513, 514 et 515 (réglementation des forages domestiques). Approfondissement indispensable de la discussion. Se déclare favorable sur le principe à la mise en place d'une réglementation spécifique dans le cadre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE. - **Art. 21** (Art. L. 425-1 du code des assurances - *Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration*) (p. 2856, 2861) : accepte les amendements de la commission n° 37, 38 et 39 (rédaction), n° 155 (rédaction), n° 154 (clarification des possibilités d'intervention du fonds) et n° 156 (précision). Sur l'amendement précité n° 38, son sous-amendement n° 660 ; adopté. Sur l'amendement précité n° 155, son sous-amendement n° 661 ; devenu sans objet. S'oppose aux amendements de M. Pierre Herisson n° 386 (suppression), n° 393 (réduction du montant de la cotisation au fonds de garantie) et n° 387 (publication d'un rapport annuel par la caisse centrale de réassurance) identique à l'amendement n° 195 de Mme Jacqueline Gourault. S'oppose aux amendements n° 559 de M. Paul Raoult (suppression des boues industrielles du dispositif), n° 560 de M. François Marc (indemnisation des dommages aux personnes et aux biens), n° 424 de M. Alain Vasselle (couverture, par l'indemnisation, de l'intégralité du préjudice subi), n° 214 de M. Christian Cambon (distinction entre boues industrielles et boues urbaines) ainsi qu'aux amendements identiques n° 186 de Mme Jacqueline Gourault, n° 558 de M. Paul Raoult et n° 352 de M. Michel Doublet (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épandues et non sur la quantité de boues produites). Intérêt des boues d'origine industrielle dans le domaine de l'épandage agricole. Epandage sans risque sur la production agricole. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 2863) : s'oppose à l'amendement n° 425 de M. Alain Vasselle (accord du propriétaire préalable à l'épandage de boues sur des terres mises en fermage). (p. 2864) : s'oppose à l'amendement n° 563 de M. Paul Raoult (statut de collaborateur de service public des personnes contribuant au transport et à l'épandage des boues et définition de la procédure présidant à l'attribution de ce service). Conséquences sur les finances publiques. - **Art. 22** (Art. L. 1331-1, L. 1331-4,

L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - *Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 2865) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 562 de M. Paul Raoult (fixation par la commune des prescriptions techniques pour la réalisation ou la mise en conformité des installations autonomes). Accepte les amendements identiques n° 40 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 126 (rédaction). (p. 2866) : s'oppose aux amendements n° 232 de M. Claude Bertaud (élargissement de la compétence "assainissement" à l'ensemble des personnes publiques) et n° 645 de M. Paul Raoult (élargissement à l'EPCI de la compétence "assainissement"). (p. 2867) : s'oppose aux amendements analogues n° 233 de M. Claude Bertaud et n° 647 de M. Paul Raoult (procédure de contrainte applicable aux propriétaires s'abstenant de se raccorder au réseau de collecte des eaux usées). (p. 2869) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, portant sur le même objet, n° 227 de Mme Esther Sittler, n° 561 de M. Paul Raoult, et de la commission des lois saisie pour avis n° 127 (diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement à l'occasion de toute vente de biens immobiliers à usage d'habitation) ainsi que pour l'amendement n° 267 de M. Charles Revet (contrôle de l'installation d'assainissement à chaque cession d'un bien immobilier). Alourdissement des procédures de transfert de propriété et de mutation. (p. 2871) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). Impératifs de santé publique et de défense de l'environnement. (p. 2872) : réflexion en cours sur la mutualisation des coûts des travaux d'assainissement. Intervention des agences de l'eau dans l'incitation à la mise aux normes. (p. 2874) : accepte l'amendement n° 265 de M. Charles Revet (autorisation préalable des collectivités concernées pour tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte). Estime l'amendement n° 646 de M. Paul Raoult (autorisation de la collectivité préalable à tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte) satisfait par l'amendement précité n° 265. Accepte l'amendement n° 239 de M. Claude Bertaud (autorisation préalable de la collectivité concernée pour le déversement dans le réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales) ainsi que les amendements identiques n° 190 de Mme Jacqueline Gourault et n° 384 de M. Pierre Hérisson (pouvoir de police spécial du maire ou du président d'EPCI compétent en matière de collecte des eaux usées à l'endroit où a lieu le déversement). Accepte les amendements de la commission n° 41 (rédaction) et n° 42 et 43 (précision). S'oppose à l'amendement n° 240 de M. Claude Bertaud (délai accordé aux collectivités chargées du transport et du traitement des eaux usées pour transmettre leur avis à la collectivité responsable de la collecte ramené à un mois). (p. 2875) : demande le retrait de l'amendement n° 223 de Mme Esther Sittler (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 22** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 564 de M. Jean Desessard (information des consommateurs sur l'évolution de la qualité de l'eau brute prélevée dans les milieux naturels à fins de distribution alimentaire). (p. 2876, 2877) : s'oppose à l'amendement n° 268 de M. Charles Revet (prévision d'une étude pédologique préalable à l'installation ou à la réhabilitation d'un ouvrage d'assainissement non collectif). Dépenses inutiles. Simplification des procédures. - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial*) (p. 2878, 2879) : demande le retrait des amendements identiques, de la commission des finances saisie pour avis n° 175, n° 269 de M. Charles Revet et n° 499 de Mme Evelynne Didier (suppression). Constitution d'un groupe de travail visant à préciser les caractéristiques de la taxe. Accepte les amendements de la commission n° 45 (précision) et n° 46 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 565 de M. Paul Raoult (élargissement de la charge du service aux syndicats mixtes et aux établissements publics). - **Intitulé du chapitre II** (*Services publics de l'eau et de l'assainissement*) (p. 2881) : accepte l'amendement n° 47 de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission (nouvel intitulé de la division - service public de distribution d'eau et d'assainissement). - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 2882) : s'oppose à l'amendement n° 261 de M. Bernard Murat (inscription dans la section investissement des dépenses exposées par les communes et les EPCI pour la mise en oeuvre des dispositions relatives aux contrôles sanitaires des eaux). (p. 2883) : s'oppose aux amendements de M. Jackie Pierre n° 349 (impossibilité pour un propriétaire de se retourner pour voie de fait ou emprise irrégulière contre une collectivité publique en cas d'implantation de canalisations publiques souterraines sur son terrain) et n° 350 (obligation pour le maire de s'informer sur l'existence de canalisations publiques souterraines d'eau à l'occasion de la demande du permis de construire). - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2884, 2885) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 234 de M. Claude Bertaud et n° 566 de M. Paul Raoult (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire). Risque d'instauration d'une quasi-tutelle d'une intercommunalité sur une commune. (p. 2886) : s'oppose aux amendements analogues n° 235 de M. Claude Bertaud et n° 567 de M. Paul Raoult (limitation de la responsabilité des collectivités dans la fourniture d'une eau propre à la consommation à la partie du branchement rattachée au réseau public) qu'il estime satisfaits par les dispositions du code de la santé publique. (p. 2888) : s'oppose à l'amendement n° 443 de Mme Evelyne Didier (renforcement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux). - **Art. 25** (*Art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général*) : accepte les amendements identiques n° 48 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 128 (précision). Accepte les amendements identiques n° 49 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 129 (possibilité de prise en charge sur le budget général des dépenses afférentes au service d'assainissement non collectif ouverte à l'ensemble des groupements de collectivités territoriales, y compris les syndicats mixtes fermés). (p. 2889) : accepte l'amendement n° 568 de M. Paul Raoult (limitation de la compensation). - **Art. additionnels après l'art. 25** : demande le retrait de l'amendement n° 272 de M. Charles Revet (assouplissement du seuil d'habitants en deçà duquel les dépenses des services publics de distribution d'eau et d'assainissement peuvent être prises en charge par le budget général des collectivités concernées). (p. 2891, 2892) : demande le retrait de l'amendement n° 271 de M. Charles Revet (possibilité pour les groupements de communes composés de communes dont aucune n'atteint 3 000 habitants d'établir un budget unique) et s'oppose à l'amendement n° 348 de M. Daniel Soulage (possibilité d'abondement du budget de l'assainissement par le budget de l'eau pour les communes de moins de 3 000 habitants y compris dans le cadre d'un syndicat ou d'un groupement de communes). Approfondissement de la réflexion à l'occasion de la deuxième lecture. (p. 2893) : s'oppose à l'amendement n° 569 de M. Paul Raoult (fusion des régies pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif). - **Art. 26** (*Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2894) : accepte l'amendement n° 218 de M. Christian Cambon (définition du service de distribution d'eau) et demande le retrait de l'amendement n° 377 de M. Gérard Delfau (définition des services publics de distribution d'eau et précision de la définition du service public d'assainissement). (p. 2897, 2898) : demande le retrait des amendements de M. Charles Revet n° 274 (gestion de la filière boues par la collectivité) et n° 276 (possibilité pour les collectivités d'exercer elles-mêmes le contrôle et la mise en conformité des installations d'assainissement), ainsi que des amendements de Mme Esther Sittler n° 224 (compétences des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement) et n° 493 de Mme Evelyne Didier (extension des compétences des communes en matière d'assainissement non collectif à la réalisation, à leurs frais, de l'installation du système d'assainissement individuel). S'oppose à l'amendement n° 570 de M. Paul Raoult (précision rédactionnelle). Accepte

les amendements de la commission n° 50 et n° 51 (clarification rédactionnelle). (p. 2900) : accepte l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). Agrément d'organismes privés chargés du contrôle. (p. 2901) : s'oppose à l'amendement n° 378 de M. Gérard Delfau (report du terme du délai pour la mise en place de l'assainissement collectif et des ouvrages d'épuration). Incompatibilité avec la directive européenne de 1991 transposée dans la loi sur l'eau de 1992. (p. 2902) : demande le retrait de l'amendement n° 279 de M. Charles Revet (mise en oeuvre et financement par les communes ou groupements de communes des programmes d'action pour le maintien ou la remise en herbe des terrains situés dans les bassins versants) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. (p. 2903, 2904) : accepte l'amendement n° 52 de la commission (unification du régime communal, départemental et régional des redevances d'occupation du domaine public) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 662 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 219 de M. Christian Cambon (exonération du service public d'eau potable du paiement des redevances pour occupation du domaine public).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2926) : demande le retrait des amendements n° 277 de M. Charles Revet (impossibilité de déléguer des renouvellements et grosses réparations à caractère patrimonial dans le cadre d'un contrat de délégation de service public en matière de distribution d'eau ou d'assainissement) et n° 198 de M. Claude Biwer (restitution par les délégataires des provisions pour travaux non utilisées). S'oppose à l'amendement n° 491 de Mme Evelyne Didier (suppression de la référence au caractère patrimonial des renouvellements). Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 132 (inventaire du patrimoine du délégat en fin de contrat), n° 131 (estimation chiffrée du programme de travaux et compte rendu de sa réalisation) et n° 133 (rectification), ainsi que l'amendement n° 53 de la commission (rectification). Estime l'amendement n° 444 de Mme Evelyne Didier (compte rendu annuel de l'avancement des travaux) satisfait par l'amendement n° 131 précité. (p. 2927) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 134 (interdiction de la modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau et de l'assainissement). (p. 2928) : subventionnement non différencié entre les régies et les délégations de service public. (p. 2929) : s'oppose aux amendements n° 490 de Mme Evelyne Didier (instauration d'une procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par les délégataires) et n° 643 de M. Paul Raoult (possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement). (p. 2931) : demande le retrait des amendements identiques n° 54 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 135 (contenu de l'annexe remise par le délégataire d'un service de distribution d'eau et d'assainissement pour compléter le rapport annuel rendant compte de l'exécution de la délégation). - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2932) : sur l'amendement n° 177 de M. Christian Gaudin (autorisation pour les agents territoriaux de participer aux commissions compétentes pour les délégations de service public), qu'il accepte, son sous-amendement n° 687 ; adopté. (p. 2933) : s'oppose aux amendements n° 400 de M. Jean Desessard (extension du domaine de compétence des commissions consultatives de services publics locaux en matière de service de distribution d'eau et d'assainissement) et n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile). - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27 ou après l'art. 49** (p. 2936) : sur l'amendement n° 230 de Mme Esther Sittler (possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte), qu'il accepte, son sous-amendement n° 688 ; adopté. (p. 2937) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 582 de M. Paul Raoult et n° 318 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte) satisfaits par l'amendement n° 230 précité. - **Art. additionnel après l'art. 26** : demande le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

retrait de l'amendement n° 225 de Mme Esther Sittler (accès des agents des services de distribution d'eau potable aux propriétés privées afin d'exercer des contrôles). (p. 2938) : demande le retrait de l'amendement n° 273 de M. Charles Revet (inclusion des services publics d'assainissement dans les opérateurs de réseaux visés à l'article 82 du code des marchés publics). - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27** (p. 2940) : s'oppose aux amendements n° 496 de Mme Evelyne Didier (encadrement plus strict des contrats de délégation de service public conclus entre les collectivités locales et des entreprises privées) et n° 578 de M. Jean Desessard (durée maximale des conventions de délégation de service public). - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 2941) : s'oppose à l'amendement n° 502 de Mme Evelyne Didier (garantie à chaque habitant de la fourniture quotidienne d'un volume minimum d'eau). - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau) (p. 2945) : accepte les amendements identiques de la commission n° 55, de la commission des lois saisie pour avis n° 136 et de la commission des finances saisie pour avis n° 157 (modalités de transmission aux usagers du règlement du service de distribution d'eau), ainsi que l'amendement n° 571 de M. Bernard Cazeau (précision). Demande le retrait, au profit des amendements des commissions précitées, des amendements n° 188 de Mme Jacqueline Gourault (diffusion du règlement du service de distribution d'eau), n° 236 de M. Claude Bertaud (conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau) et des amendements de M. Paul Raoult n° 579 (conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau) et n° 573 (conditions d'opposabilité du règlement du service de distribution d'eau). S'oppose à l'amendement n° 575 de M. Paul Raoult (calcul du montant des charges fixes de la facture d'eau). (p. 2946) : demande le retrait de l'amendement n° 194 de Mme Jacqueline Gourault (coexistence de différences tarifaires au sein d'une même intercommunalité). S'oppose aux amendements n° 237 de M. Claude Bertaud (mention de l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif) et n° 648 de M. Paul Raoult (référence à l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif). (p. 2947) : demande le retrait de l'amendement n° 280 de M. Charles Revet (possibilité pour une collectivité de demander une participation financière du propriétaire concerné par des travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) et s'oppose à l'amendement n° 494 de Mme Evelyne Didier (assimilation de la participation pour travaux à la redevance pour assainissement). (p. 2948) : demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Charles Revet (possibilité pour un propriétaire privé de bénéficier d'aides financières pour la réhabilitation d'ouvrages d'assainissement non collectif). (p. 2950) : s'oppose à l'amendement n° 401 de M. Jean Desessard (interdiction des frais fixes assimilables à des dépôts de garantie) et accepte les amendements identiques n° 56 de la commission et n° 438 de Mme Evelyne Didier (remboursement dans un délai de deux ans des sommes perçues au titre des dépôts de garantie). (p. 2951) : demande le retrait de l'amendement n° 228 de Mme Esther Sittler (composition de la facture d'eau) et s'oppose à l'amendement n° 577 de M. François Marc (adéquation entre la part fixe de la facture d'eau et le coût réel du service universel). (p. 2953) : s'oppose à l'amendement n° 428 de Mme Evelyne Didier (plafonnement du montant des charges fixes) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement analogue n° 402 de M. Jean Desessard. (p. 2954) : s'oppose aux amendements identiques n° 403 de M. Jean Desessard et n° 439 de Mme Evelyne Didier (interdiction de la tarification forfaitaire de l'eau). (p. 2959, 2960) : accepte les amendements identiques n° 57 de la commission, n° 137 de la commission des lois saisie pour avis et n° 226 de Mme Esther Sittler (suppression de la référence aux SAGE et aux SDAGE pour l'encadrement de la tarification dégressive du prix de l'eau), ainsi que les amendements identiques de la commission des lois saisie pour avis n° 138 et de la commission n° 58 (délai accordé aux collectivités territoriales pour se mettre en conformité avec l'interdiction des tarifs dégressifs dans les

zones de répartition des eaux). Accepte l'amendement n° 574 de M. Paul Raoult (suppression de la référence aux SAGE pour l'encadrement du recours à la tarification dégressive du prix de l'eau). S'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 187 (suppression de la possibilité de mettre en place des tarifications progressives ou dégressives), de M. Jean Desessard n° 404 (barèmes de tarification de l'eau) et n° 405 (suppression du principe de dégressivité de la tarification de l'eau), de M. Bernard Cazeau n° 613 (abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau), de Mme Evelyne Didier n° 440 (application d'un tarif progressif au-delà d'une première tranche de consommation à tarif réduit) et, portant sur le même objet n° 429 et n° 430 (suppression du recours à une tarification dégressive). Demande le retrait des amendements de M. Christian Cambon n° 220 (suppression des restrictions au recours à la tarification dégressive) et n° 221 (interdiction du recours à une tarification dégressive uniquement dans les cas de pénurie), ainsi que de l'amendement n° 672 de Mme Esther Sittler (précision). (p. 2961, 2962) : demande le retrait de l'amendement n° 229 de Mme Esther Sittler (conditions de raccordement au réseau d'assainissement). Accepte les amendements identiques de la commission n° 59 et de la commission des lois saisie pour avis n° 139 (modalités de calcul de la redevance d'assainissement due par les usagers raccordés au réseau). - **Art. additionnels après l'art. 27** : demande le retrait de l'amendement n° 406 de M. Jean Desessard (présentation des provisions dans le rapport financier de la délégation). (p. 2963) : demande le retrait de l'amendement n° 580 de M. Paul Raoult (informations fournies aux collectivités territoriales par les délégataires gérant le service public de distribution d'eau). (p. 2966) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (adaptation de certaines dispositions du projet de loi aux spécificités de l'agglomération parisienne) et, sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 685 de Mme Hélène Luc. (p. 2967, 2968) : s'oppose à l'amendement n° 581 de M. Paul Raoult (calcul du coefficient d'intégration fiscale en cas d'adhésion d'une communauté à un syndicat mixte compétent en matière d'assainissement). (p. 2968, 2969) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 140 (dispositions tendant à faciliter la mise en oeuvre des services publics d'assainissement non collectif) et n° 141 (octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale). (p. 2970) : s'oppose à l'amendement n° 216 de M. Christian Cambon (pour les services de distribution d'eau, absence d'information systématique des usagers sur les délais nécessaires pour mettre fin à un contrat). Demande le retrait de l'amendement n° 477 de Mme Evelyne Didier (installation de compteurs d'eau sur tous les types de pompage). (p. 2971, 2972) : s'oppose à l'amendement n° 281 de M. Charles Revet (possibilité pour une commune ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle relatif à une inondation d'engager simultanément une demande d'occupation temporaire et une procédure d'expropriation sur le même terrain). Obligations des communes en matière d'assainissement à partir du 31 décembre 2005. - **Intitulé du chapitre Ier du titre III** : s'oppose à l'amendement n° 583 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé). - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2974) : s'oppose à l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural). (p. 2976, 2977) : maintien d'une solidarité envers le monde rural au niveau des bassins. Augmentation des moyens mis à la disposition des agences de l'eau. - **Art. 28** (Art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Rôle des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration, SATESE) (p. 2980) : demande le retrait de l'amendement n° 282 de M. Charles Revet (extension aux communes et aux groupements de communes de la possibilité de recourir aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration) ainsi que des amendements identiques de la commission n° 61 et de la commission des lois saisie pour avis n° 142 (régime dérogatoire de recours aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration pour les collectivités territoriales ne disposant pas de moyens suffisants). S'oppose à l'amendement n° 498 de Mme Evelyne Didier (gratuité de l'expertise technique réalisée par les services d'assistance

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

technique aux exploitants de stations d'épuration). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2985) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 158, de la commission des lois saisie pour avis n° 143 et de la commission n° 62 (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). Sur ce dernier, accepte les sous-amendements de Mme Françoise Gourault n° 211 et de Mme Anne-Marie Payet n° 675 et n° 676. Estime les amendements n° 210 de M. Michel Mercier et n° 587 de M. Paul Raoult, portant sur le même objet que l'amendement n° 62 précité, satisfaisants par ce dernier. (p. 2987) : sur l'amendement n° 62 précité, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 691. - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 2987) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de la commission (importance de la production hydroélectrique au regard de la sécurité énergétique du pays). - **Art. 30** (*Art. L. 212-3 du code de l'environnement - Définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2988, 2989) : accepte les amendements n° 64 de la commission (primeur donnée à l'initiative des collectivités locales dans la définition du périmètre du SAGE) et n° 588 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics et territoriaux de bassin dans l'élaboration du SAGE). - **Art. 31** (*Art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau*) (p. 2990) : s'oppose à l'amendement n° 589 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics territoriaux de bassin dans les schémas d'aménagement de gestion des eaux). (p. 2991) : accepte l'amendement n° 65 de la commission (composition de la commission locale de l'eau). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 259 de M. Jacques Pelletier, n° 590 de M. Paul Raoult et n° 484 de Mme Evelyne Didier (composition de la commission locale de l'eau). - **Art. 32** (*Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - Contenu et effets du SAGE*) (p. 2993) : accepte les amendements de la commission n° 66 (contenu du SAGE), n° 67 (possibilité d'intégrer dans le SAGE la délimitation de zones humides dites zones stratégiques pour la gestion de l'eau) et n° 68 (possibilité de définir dans le SAGE les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques). S'oppose à l'amendement n° 591 de M. Jean Desessard (objectifs définis par le SAGE). Demande le retrait des amendements n° 260 de M. Jacques Pelletier (objectifs définis par le SAGE) et n° 298 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques existantes dans le SAGE) au profit de l'amendement n° 66 précité. S'oppose à l'amendement n° 327 de la commission (recensement des ouvrages de production d'énergie dans le SAGE). (p. 2994) : s'oppose à l'amendement n° 592 de M. Bernard Cazeau (définition des documents opposables aux tiers en cas de conflit). Accepte l'amendement n° 69 de la commission (précision relative à l'opposabilité aux tiers du SAGE). - **Art. 33** (*Art. L. 212-6 du code de l'environnement - Modalités d'approbation du SAGE*) (p. 2995, 2996) : sur l'amendement n° 70 de la commission (consultations nécessaires à l'approbation du SAGE), qu'il accepte, son sous-amendement n° 663 ; adopté. Accepte également l'amendement n° 71 de la commission (fixation d'un délai maximal pour les consultations nécessaires à l'élaboration du SAGE). S'oppose aux amendements n° 446 de Mme Evelyne Didier (intégration de la commission consultative des services publics au processus d'élaboration du SAGE) et n° 593 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'établissement public territorial de bassin pour l'élaboration du SAGE). Sur l'amendement n° 72 de la commission (publication du SAGE) qu'il accepte, son sous-amendement n° 689 ; adopté. - **Art. 34** (*Art. L. 212-7 et L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Règles de prise en compte, de modification et de révision du SAGE*) (p. 2997) : s'oppose à l'amendement n° 594 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour la commission locale de l'eau de modifier le SAGE sur proposition du préfet) et demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Claude Biwer (modification du SAGE sur proposition de la commission locale de l'eau ou des collectivités territoriales compétentes). (p. 2998) : sur les amendements de M. Jean

Desessard, s'oppose au n° 407 (suppression des possibilités de dérogation au SAGE) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 595 (allongement du délai de consultation de la commission locale de l'eau). - **Art. 35** (*Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 2999) : accepte l'amendement n° 679 de la commission (coordination). (p. 3004, 3005) : accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 144 et de la commission des finances saisie pour avis n° 159 (composition du comité de bassin). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 283 de M. Charles Revet, n° 193 et 192 de Mme Jacqueline Gourault, n° 383 de M. Pierre Hérisson et n° 606 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du comité de bassin). S'oppose également aux amendements identiques n° 447 de Mme Evelyne Didier et n° 600 de M. Paul Raoult (création de comités de bassin au niveau des sous-bassins), aux amendements analogues n° 601 de M. Paul Raoult et n° 208 de Mme Françoise Férat (représentation des fédérations des associations de pêche et de protection des milieux aquatiques au sein des comités de bassin) ainsi qu'à l'amendement n° 431 de Mme Evelyne Didier (présence des organisations syndicales représentatives au sein du comité de bassin). (p. 3007, 3008) : accepte les amendements portant sur le même objet de la commission des finances saisie pour avis n° 160, de Mme Evelyne Didier n° 500, de Mme Jacqueline Gourault n° 191 et de M. Bernard Cazeau n° 596 (mode d'élection du président du comité de bassin). S'oppose aux amendements portant sur le même objet de la commission n° 74, de la commission des lois saisie pour avis n° 145 et de M. Pierre-Yves Collombat n° 605 (mode d'élection du président du comité de bassin). S'oppose également à l'amendement n° 408 de M. Jean Desessard (respect de la parité entre hommes et femmes et limite de la reconduction du mandat pour l'élection du président du comité de bassin). (p. 3009) : accepte l'amendement n° 652 de M. Paul Raoult (consultation du comité de bassin sur des actions significatives d'intérêt commun au bassin) et s'oppose à l'amendement n° 597 de M. Bernard Cazeau (rôle des instances de concertation dans l'organisation de la gestion de l'eau). (p. 3010) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (rôle des agences de l'eau) et s'oppose aux amendements n° 653 de M. Paul Raoult (possibilité de créer une agence de l'eau au niveau des sous-bassins), n° 448 de Mme Evelyne Didier (création d'une agence de l'eau dans chaque sous-bassin) et n° 284 de M. Charles Revet (inclusion de la collecte du traitement des eaux usées dans les actions soutenues par les agences de l'eau). (p. 3012, 3013) : s'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 449 (composition des agences de l'eau) et n° 450 (désignation du président de l'agence de l'eau après avis du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement) ainsi qu'aux amendements n° 603 de M. François Marc (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau par ses pairs) et n° 604 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du conseil d'administration des agences de l'eau). (p. 3014) : s'oppose à l'amendement n° 599 de M. Jean Desessard (versement d'une indemnité aux seuls représentants des usagers et des associations agréées de protection de l'environnement et de consommateurs). (p. 3015) : accepte l'amendement n° 286 de M. Charles Revet (création de commissions locales à l'échelon des sous-bassins versants). (p. 3016, 3017) : accepte les amendements de la commission n° 76 (rédaction), n° 78 (contenu de l'arrêté relatif aux délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau) et n° 77, identique à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 161 (définition par le Parlement des orientations du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau et du plafond global de leurs dépenses). (p. 3018, 3019) : accepte les amendements de la commission n° 79 (annexion au projet de loi de finances d'un compte rendu annuel d'activité des agences de l'eau faisant état des recettes et des dépenses réalisées), n° 80 (rédaction), n° 81 (modalités et objectifs d'intervention des agences de l'eau) et n° 82 (précision). S'oppose aux amendements n° 598 de M. Bernard Cazeau (prise en charge, par les agences de l'eau, de la réalisation des SAGE) et n° 184 de M. Eric Doligé (participation financière des agences de l'eau à l'élaboration des SAGE). (p. 3021) : sur l'amendement n° 178 de M. Eric Doligé (reversement du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

produit des redevances perçues par les agences de l'eau au budget de l'établissement public territorial de bassin) qu'il accepte, son sous-amendement n° 690 ; adopté. Accepte l'amendement n° 83 de la commission (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 463 de Mme Evelyne Didier (insertion d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). Accepte les amendements identiques de la commission n° 84 et de la commission des lois saisie pour avis n° 147 (mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). (p. 3024) : s'oppose à l'amendement n° 602 de M. Paul Raoult (extension aux régions dotées de la personnalité morale des subventions octroyées par les agences de l'eau). (p. 3025) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 607 de M. François Marc et n° 200 de M. Claude Biwer (définition d'un seuil plancher pour le montant des subventions accordées par les agences de l'eau). (p. 3026) : sur l'amendement n° 85 de la commission (signature d'une convention entre les agences de l'eau et les départements pour la répartition et le versement des subventions) qu'il accepte, son sous-amendement n° 664 ; adopté. - **Art. 36 (Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012)** (p. 3028) : demande le retrait de l'amendement n° 610 de M. Bernard Cazeau (rôle des agences de l'eau dans la réalisation des objectifs du SDAGE et du SAGE) et accepte les amendements identiques de la commission n° 86 et de la commission des lois saisie pour avis n° 149 (inscription de la solidarité envers les communes rurales dans les missions des agences de l'eau). (p. 3029, 3030) : demande le retrait de l'amendement n° 422 de M. Jean-Pierre Vial (prise en compte par les agences de l'eau des engagements de la France relatifs aux énergies renouvelables). S'oppose à l'amendement n° 608 de M. Pierre-Yves Collombat (inscription d'un renouvellement programmé des réseaux de distribution d'eau dans les missions des agences de l'eau) et accepte les amendements de la commission n° 87 (critères d'appréciation du bien-fondé d'une opération de mobilisation des ressources en eau) et n° 222 (suppression de la référence aux usages professionnels sportifs et de loisirs des milieux aquatiques). (p. 3030) : participation possible des agences au financement du renouvellement des canalisations. (p. 3031) : accepte l'amendement n° 88 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 287 de M. Charles Revet (mode de gestion des crues) et demande le retrait de l'amendement n° 299 de M. Daniel Soulage (mode de gestion des crues). (p. 3032, 3033) : accepte les amendements de la commission n° 89 (en matière de communication, limitation des interventions des agences aux thèmes de l'eau et des milieux aquatiques) et de la commission des lois saisie pour avis n° 150 (participation des agences de l'eau à l'élaboration et au financement des contrats de rivières, de baies ou de nappes). (p. 3035, 3036) : s'oppose aux amendements n° 609 de M. Paul Raoult (suppression des dispositions relatives au budget des agences de l'eau), n° 612 de M. Bernard Cazeau (détermination par un arrêté ministériel du montant pluriannuel global des dépenses de chaque agence de l'eau), n° 420 de M. Jean-Pierre Vial (financement des opérations en cours du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), n° 464 de Mme Evelyne Didier (ajout d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA) ainsi qu'aux amendements identiques de la commission n° 90 et de la commission des lois saisie pour avis n° 151 (non prise en compte des contributions à l'ONEMA dans le calcul des dépenses réalisées par les agences de l'eau). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de la commission n° 91 et de la commission des lois saisie pour avis n° 152 (définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales). Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 682 de M. Simon Sutour. Accepte les amendements identiques de la commission n° 92, de la commission des lois saisie pour avis n° 153 et de la commission des finances saisie pour avis n° 164 (cohérence) ainsi que les amendements identiques de la commission n° 93 et de la commission des finances saisie pour avis n° 165 (suppression des dispositions prévoyant les reconductions des programmes d'intervention des agences de l'eau en l'absence de nouvelles dispositions législatives).

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : sa réponse (p. 3160).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (suite)** - (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement* - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 3166) : accepte l'amendement n° 94 de la commission (lien entre le paiement de la redevance et le financement du programme de réduction des pollutions) et s'oppose à l'amendement n° 619 de M. François Marc (fixation d'un minimum pour le montant des redevances). (p. 3167) : demande le retrait du sous-amendement n° 677 de Mme Françoise Férat portant sur l'amendement n° 95 de la commission (fixation de l'assiette de redevance de pollution) qu'il accepte. Transmission des résultats des simulations déjà effectuées. (p. 3168) : accepte l'amendement n° 96 de la commission (détermination de l'assiette par rapport à la mesure effective des pollutions). Accepte l'amendement n° 97 de la commission (agrément du dispositif de suivi par l'agence de l'eau). (p. 3169) : accepte l'amendement n° 98 de la commission (mode de calcul de la pollution provenant d'un épandage direct) et demande le retrait de l'amendement n° 309 de M. Alain Vasselle (suppression de la notion d'épandage direct et prise en compte des techniques de traitement des effluents des animaux). Accepte l'amendement n° 99 de la commission (prise en compte de la pollution ajoutée dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique). (p. 3170) : s'oppose à l'amendement n° 451 de Mme Evelyne Didier (suppression des seuils de redevance pour pollution de l'eau). (p. 3171) : s'oppose à l'amendement n° 453 de Mme Evelyne Didier (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 616 de M. Jean Desessard (relèvement du plafond de la taxation de la pollution par les nitrates). (p. 3172) : s'oppose à l'amendement n° 452 de Mme Evelyne Didier (établissement d'une fourchette encadrant le taux de redevance). (p. 3173) : s'oppose à l'amendement n° 615 de M. Bernard Cazeau (égalité de traitement entre élevage et culture) et aux amendements identiques n° 454 de Mme Evelyne Didier et n° 655 de M. Jean Desessard (abaisssement du seuil de redevance pour pollution de l'eau). (p. 3174) : s'oppose à l'amendement n° 455 de Mme Evelyne Didier (non-prise en compte de l'état des masses d'eau dans le calcul de la redevance pour pollution). (p. 3175) : s'oppose à l'amendement n° 654 de M. Bernard Cazeau (taxation des engrais). (p. 3178, 3179) : demande le retrait des amendements identiques n° 189 de Mme Jacqueline Gourault et n° 385 de M. Pierre Hérisson (possibilité, pour les collectivités, de choisir la mesure de la pollution pour le calcul de la redevance). Accepte l'amendement n° 100 de la commission (paiement d'une redevance par les usagers raccordés ou raccordables au réseau d'assainissement mais n'effectuant pas leur prélèvement de distribution d'eau potable) ainsi que l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau). Demande le retrait de l'amendement n° 288 de M. Charles Revet (application d'une consommation domestique forfaitaire pour certaines exploitations agricoles). S'oppose aux amendements identiques n° 427 de Mme Evelyne Didier et n° 625 de M. François Marc (baisse du plafond de la redevance pour pollution de l'eau pour les usagers domestiques) ainsi qu'à l'amendement n° 456 de Mme Evelyne Didier (non-prise en compte de l'état des masses d'eau pour l'établissement du taux de redevance) et accepte l'amendement n° 101 de la commission (explicitation du mécanisme de prime pour épuration). (p. 3181) : accepte l'amendement n° 102 de la commission (modalités du calcul de la redevance pour modernisation des réseaux). (p. 3182, 3183) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 618 (alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte appliqué aux industriels sur le taux appliqué aux usages domestiques) et n° 410 (suppression de la dégressivité des tarifs de la redevance) ainsi qu'à l'amendement n° 457 de Mme Evelyne Didier (redéfinition des conditions de fixation du taux de redevance pour modernisation des réseaux de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

collecte). Accepte l'amendement n° 103 de la commission (précision). Accepte l'amendement n° 104 de la commission (précision). (p. 3186, 3187) : demande le retrait de l'amendement n° 289 de M. Charles Revet (modalités de perception de la redevance pour pollution diffuse). S'oppose aux amendements de M. François Marc n° 622 (extension aux biocides et aux engrais chimiques de la redevance pour pollution diffuse), n° 623 (cohérence) et n° 621 (fixation à 1,5 euro par kilo du taux plafond de la redevance). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 166 (majoration du taux de la redevance pour pollution diffuse pour les substances les plus toxiques ou écotoxiques) et, sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 692 de la commission (fixation du tarif le plus élevé à trois euros par kilogramme). S'oppose à l'amendement n° 411 de M. Jean Desessard (fixation à deux euros par kilo du taux plafond de la redevance). S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 426 (encadrement du taux de la redevance pour pollutions diffuses dans une fourchette comprise entre 1,2 euro et 1,7 euro par kilo de substances actives) et n° 476 (report de l'exigibilité de la redevance pour pollution diffuse sur les fournisseurs). (p. 3188) : accepte l'amendement n° 310 de M. Alain Vasselle (reconnaissance des bonnes pratiques phytosanitaires des agriculteurs par l'introduction d'une prime), sous réserve de l'adoption du sous-amendement n° 693 de la commission (plafonnement de la prime à 30 % de la redevance acquittée et définition des conditions d'obtention). (p. 3191) : choix de faire évoluer les comportements des agriculteurs sans instaurer de taxe sur les engrais chimiques. S'oppose à l'amendement n° 617 de M. Jean Desessard (réinstauration d'une redevance pour pollution par les nitrates). (p. 3193) : accepte l'amendement n° 105 de la commission (élargissement des cas d'exonération de la redevance au pompage d'eau aux limites de sites industriels). (p. 3194) : s'oppose à l'amendement n° 458 de Mme Evelyne Didier (exonération des prélèvements effectués pour le maintien d'étiage des rivières). Son engagement à prendre en compte les objectifs visés par l'amendement précité n° 458 de Mme Evelyne Didier. (p. 3195) : demande le retrait de l'amendement n° 432 de Mme Evelyne Didier (assujettissement de l'aquaculture à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau). S'oppose à l'amendement n° 459 de Mme Evelyne Didier (suppression de l'exonération de redevance prévue pour la géothermie). (p. 3196) : accepte l'amendement n° 181 de M. Eric Doligé (exonération des prélèvements effectués hors de la période d'étiage pour les ouvrages destinés à la réalimentation des milieux naturels). (p. 3196, 3197) : demande le retrait de l'amendement n° 311 de M. Gérard César (exonération de la redevance pour les surfaces situées dans les zones d'expansion des crues qui subissent des inondations). S'oppose à l'amendement n° 312 de M. Gérard César (exonération des prélèvements liés à la lutte anti-gel pour les cultures pérennes). (p. 3198) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 512 (assujettissement des forages à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau). Son amendement n° 665 : modalités d'application du forfait ; adopté. (p. 3200, 3201) : demande le retrait de l'amendement n° 314 de M. Gérard César (abaissement des taux plafonds de redevance) et s'oppose aux amendements n° 412 de M. Jean Desessard (accentuation des taux de redevance dans la catégorie 2 pour l'irrigation), de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (réduction des écarts des taux plafonds de la redevance pour prélèvements de la ressource en eau selon les différents usages) et n° 108 de la commission (diminution du plafond des tarifs applicables aux prélèvements en vue de l'alimentation en eau potable). (p. 3202) : demande le retrait de l'amendement n° 460 de Mme Evelyne Didier (application des redevances pour prélèvement sur les ressources en eau aux concessions de ressources naturelles faites à des sociétés commerciales). (p. 3203) : accepte l'amendement n° 107 de la commission (détermination des critères pris en compte par l'agence de l'eau pour fixer les taux de redevance). S'oppose à l'amendement n° 316 de M. Gérard César (plafonnement du taux de la redevance pour tous les prélèvements destinés à l'irrigation effectués dans des retenues collinaires) qu'il estime satisfait. (p. 3204) : demande le retrait de l'amendement n° 315 de M. Gérard César (abattement du taux de redevance lorsque

le prélèvement pour l'irrigation est effectué de manière collective) et accepte les amendements identiques de la commission n° 109 et de la commission des finances saisie pour avis n° 168 (rédaction). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 313 de M. Gérard César (en matière d'irrigation gravitaire, fixation forfaitaire du prélèvement d'eau à 10 000 m³ par hectare irrigué). (p. 3205) : s'oppose à l'amendement n° 461 de Mme Evelyne Didier (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 176 de M. Gérard César (déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine). (p. 3206) : prise en compte des situations spécifiques dans le projet de loi. (p. 3207) : demande le retrait des amendements de M. Eric Doligé n° 375 (exonération de la redevance pour stockage d'eau) et n° 376 (exonération de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau). (p. 3209) : s'oppose aux amendements analogues n° 413 de M. Jean Desessard, n° 613 de M. Bernard Cazeau et n° 483 de Mme Evelyne Didier (abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau). (p. 3210) : s'oppose aux amendements n° 614 de M. Bernard Cazeau (remplacement des mots "protection du milieu aquatique" par les mots "exploitation piscicole") et n° 620 de M. Jean Desessard (remplacement des mots "protection du milieu aquatique" par les mots "usage piscicole"). Accepte les amendements identiques de la commission n° 110 et de la commission des finances saisie pour avis n° 169 (précision). (p. 3211) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 364 de M. Ladislav Poniatowski et n° 639 de M. Thierry Repentin (exonération du paiement de la taxe piscicole pour les jeunes de moins de dix-huit ans). Accepte les amendements identiques n° 485 de Mme Evelyne Didier et n° 650 de M. Thierry Repentin (extension, au-delà de la période du 1er juin au 30 septembre, de la redevance particulière pour les personnes se livrant pendant quinze jours consécutifs à l'exercice de la pêche) accepte les amendements identiques de la commission n° 111 et de la commission des finances saisie pour avis n° 170 . (p. 3212) : s'oppose à l'amendement n° 651 de M. Thierry Repentin (élargissement des exonérations de la redevance pour protection du milieu aquatique). (p. 3213) : demande le retrait de l'amendement n° 357 de M. Ladislav Poniatowski (transmission au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur la faisabilité d'une extension aux eaux closes du paiement d'une redevance pour protection du milieu aquatique). Souci partagé d'apaiser les conflits relatifs aux eaux closes. Difficultés techniques quant à la mise en place d'une telle redevance. - **Art. 38** (*Art. L. 213-11 à L. 213-11-15 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau*) (p. 3215) : accepte l'amendement n° 112 de la commission (précision). Demande le retrait de l'amendement n° 624 de M. Paul Raoult (modalités de versement d'acomptes par les associations). Nature réglementaire de l'amendement. (p. 3216) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 171 (soumission au secret professionnel des agents intervenant pour établir l'assiette des redevances). - **Art. 39** (*Art. L. 213-13-1 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 3216) : accepte l'amendement n° 680 de la commission (cohérence). (p. 3217) : accepte l'amendement n° 629 de M. Claude Lise (possibilité pour les offices de l'eau de participer à des actions de coopération internationale). Accepte l'amendement n° 113 de la commission (possibilité d'associer les comités de bassin aux adaptations applicables dans les DOM). S'oppose à l'amendement n° 344 de Mme Anne-Marie Payet (limitation de l'exonération de redevance aux seules énergies géothermiques dans les DOM). (p. 3218, 3219) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 172 (rédaction) et n° 173 (cohérence). S'oppose aux amendements n° 345 de Mme Anne-Marie Payet (instauration d'une redevance pour prélèvement sur la ressource en eau dans les DOM) et n° 628 de M. Claude Lise (extension du dispositif de recouvrement pour les agences de l'eau aux offices de l'eau des départements d'outre-mer). - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 3219, 3220) : s'oppose à l'amendement n° 489 de Mme Evelyne Didier (efforts des entreprises de droit privé du secteur de l'eau

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

en matière de recherches et d'investissements). - **Intitulé du chapitre IV** (*Comité national de l'eau et Office national de l'eau et des milieux aquatiques*) (p. 3220) : s'oppose à l'amendement n° 465 de Mme Evelyne Didier (cohérence). - **Art. 40** (*Art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau*) (p. 3220) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 516 de M. Thierry Repentin (précision sur la consultation du Comité national de l'eau sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisir).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (*Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)*) (p. 3236, 3238) : s'oppose aux amendements n° 631 de M. Paul Raoult (suppression), n° 203 de Mme Françoise Férat (aide apportée à la pêche associative), n° 517 de M. Thierry Repentin (précision) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 633 (attribution d'un rôle effectif au comité national de l'eau et à l'ONEMA) et n° 634 (prise en compte de la gestion des plans de restauration des poissons migrateurs dans les politiques nationales). Accepte les amendements identiques de précision, de la commission n° 114 et de la commission saisie pour avis n° 174. S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 495 (définition des missions du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement), n° 641 (missions de l'ONEMA), n° 462 (précision), n° 475 (définition par l'ONEMA d'une tarification juste et équilibrée de l'eau) et n° 488 (redéfinition de la composition de l'ONEMA) ainsi qu'à ses amendements de cohérence n° 466 à n° 473. Demande le retrait des amendements n° 630 de M. Claude Lise (missions de solidarité de l'ONEMA envers Mayotte et les départements d'outre-mer) et n° 501 de Mme Evelyne Didier (intégration dans les ressources de l'ONEMA d'une contribution nationale destinée à assurer la solidarité avec les communes rurales). Accepte les amendements n° 374 de M. Ladislav Poniatowski (précisions quant au rôle de l'ONEMA), n° 115 de la commission (établissement d'un cadre juridique pour la constitution d'un système d'information sur l'eau), n° 346 de Mme Anne-Marie Payet (prise en compte par l'ONEMA de la situation particulière des bassins des départements et territoires d'outre-mer) et n° 627 de M. Paul Raoult (bilan présenté par le Gouvernement sur l'exécution du programme pluriannuel d'intervention). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 182 de M. Eric Doligé et n° 636 de M. Bernard Cazeau (intégration des représentants des EPTB au conseil d'administration de l'ONEMA). - **Art. additionnels après l'art. 1er ou après l'art. 7 ou avant l'art. 42 (précédemment réservés)** (p. 3239, 3240) : demande le retrait de l'amendement n° 293 de M. Daniel Soulage (simplification de l'application sur le terrain de l'article L. 431-3 du code de l'environnement). - **Art. 42** (*Art. L. 434-3 du code de l'environnement - Renvoi à un décret en Conseil d'Etat de certaines dispositions concernant les fédérations départementales des associations de pêche et de protection des milieux aquatiques*) : accepte l'amendement n° 116 de la commission (avis d'une commission spécialisée dans le cadre du processus décisionnel des fédérations départementales). - **Art. 43** (*Art. L. 434-5 du code de l'environnement - Création et organisation d'une fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques*) (p. 3241) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 117 et 118 ainsi que l'amendement n° 486 de Mme Evelyne Didier (élargissement du rôle des associations de pêche). (p. 3242) : accepte les amendements de la commission n° 119 (avis d'une commission spécialisée dans le cadre du processus décisionnel de la fédération nationale de la pêche), n° 120, 121 et 122 (rédaction). (p. 3243) : demande le retrait des amendements n° 205 de Mme Françoise Férat (consultation de la fédération nationale de la pêche pour l'élaboration de mesures législatives et réglementaires relatives à la pêche en eau douce) et n° 626 de M. Paul Raoult (consultation de la fédération nationale de la pêche pour l'élaboration des mesures réglementaires relatives à la pêche en eau douce). - **Art. 44** (*Art. L. 434-7 [nouveau] du code de l'environnement - Création et organisation d'un comité national de la pêche professionnelle en eau douce*) (p. 3245) : demande le retrait des amendements de M. Thierry Repentin

n° 521 (missions de ce comité) et n° 519 (coordination). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 123 de la commission (consultation obligatoire de ce comité national). - **Art. 45** (*Art. L. 436-1 du code de l'environnement - Obligation pour les pêcheurs en eaux douces d'adhérer à une association agréée*) (p. 3245) : demande le retrait de l'amendement n° 635 de M. Bernard Cazeau (exonération de cette obligation pour les pêcheurs en eaux closes). (p. 3246) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de Mme Françoise Férat (possibilité, pour les pêcheurs en eaux closes, d'adhérer à une association agréée). - **Art. 46** (*Art. L. 437-18 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations et fédérations de pêche en eau douce de se porter parties civiles*) (p. 3246) : accepte l'amendement n° 518 de M. Thierry Repentin (capacité à ester en justice). (p. 3247) : s'oppose aux amendements identiques n° 487 de Mme Evelyne Didier et n° 637 de M. Thierry Repentin (extension des compétences des organisations de la pêche). - **Art. 47** (*Mise en cohérence d'articles codifiés*) (p. 3248) : accepte l'amendement n° 681 de la commission (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 474 de Mme Evelyne Didier (cohérence). - **Art. 50** (*Entrée en vigueur différée de divers articles*) (p. 3249) : demande le retrait de l'amendement n° 632 de M. Claude Lise (ressources financières des offices de l'eau). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3254, 3255) : avancées importantes dans le domaine de la lutte contre la pollution de l'eau, de la gouvernance et de la pêche. Remerciements.

LE PENSEC (Louis)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. 75 sexies (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral)** (p. 524, 525) : rareté des débats sur le littoral. Vote à l'unanimité de la création du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. Rappel de la fragilité de ces espaces. Contournement du dispositif législatif : exemple d'une commune du Finistère. Menaces présentées par les amendements de M. Patrice Gélard. Absence de texte d'application de la loi Littoral. Proposition de mettre en place un groupe de travail au Conseil d'Etat, comportant des parlementaires. (p. 527, 528) : votera contre l'amendement n° 105 de M. Patrice Gélard (accord du préfet sur les seules dispositions relevant de la compétence de l'Etat dans le schéma de cohérence territoriale valant schéma de mise en valeur de la mer). (p. 530) : défavorable à l'amendement n° 181 de M.

Patrice Gélard (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus). Préservation de la biodiversité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 537, 538) : retrait des amendements sur les articles relatifs au littoral. Inquiétude au sujet de l'adoption de l'amendement n° 181 de M. Patrice Gélard (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus). Satisfait du retrait de l'amendement du même auteur n° 108 (adaptation de la règle de construction en continuité aux spécificités locales) : risque de banalisation de la loi Littoral. Déception du manque d'ambition du Gouvernement pour la sauvegarde du littoral.

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : L'ouverture de la publicité télévisée aux secteurs interdits : quels équilibres entre déréglementation et pluralisme ? [n° 413 (2004-2005)] (21 juin 2005) - **Culture - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 49, 51) : projet transversal de qualité. Articulation du zonage des ZRR avec des dynamiques de projet. Développement possible d'investissements touristiques de qualité. Réhabilitation indispensable de la forêt et aide aux forestiers. Protection contre la densité du gros gibier et les aléas climatiques. Dépôt d'un amendement visant à mettre en place un fonds de prévention.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er septies (Loyers des surfaces commerciales financées par les communes en ZRR)** (p. 108) : retire l'amendement n° 217 de M. Jean-Pierre Vial (extension du champ d'application de l'article aux groupements de communes et aux syndicats mixtes) au profit de l'amendement n° 418 du Gouvernement (droit à déduction de la TVA ayant grevé les éléments constitutifs du prix du loyer, principalement le coût d'amortissement du bien basé sur la durée de vie réelle des immeubles). - **Art. 3 ter (Art. 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies GA [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme)** (p. 122) : son amendement n° 63 : prorogation jusqu'au 31 décembre 2010 de la réduction d'impôt applicable aux investissements immobiliers locatifs réalisés dans les résidences de tourisme situées dans les zones concernées par l'objectif 2 ; adopté. (p. 125) : maintient son amendement n° 63 précité, bien dans l'esprit d'une loi de développement rural, tout en regrettant la divergence avec le Gouvernement. (p. 126) : son amendement n° 124 : extension de la réduction d'impôt aux travaux de rénovation dans une résidence de tourisme située en ZRR et ne nécessitant pas l'obtention préalable d'un permis de construire ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 18 ter** (p. 169, 170) : son amendement n° 120 : création d'un fonds d'épargne destiné à l'assurance des biens forestiers ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7533, 7534) : projet de loi raisonnable constituant une étape. Souhait de la signature par les collectivités territoriales, les grands bailleurs sociaux et le Gouvernement de la déclaration commune pour la mise en oeuvre d'un engagement national. Importance de la question de la mixité. Réflexion à mener au niveau des bassins de vie.

Exemple de son département de la Moselle. Proposition de création d'une conférence départementale de l'habitat.

LESBROS (Marcel)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 103 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Anciens combattants - Budget.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LÉTARD (Valérie)
sénateur (Nord)
UC-UDF

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 9 février 2005 ; puis membre suppléant le 9 février 2005.

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 mars 2005.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 12 mai 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Minima sociaux : mieux concilier équité et reprise d'activité [n° 334 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 57 (2005-2006)] portant engagement national pour le logement [n° 85 (2005-2006)] (16 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Ville et logement [n° 103 tome 8 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1676) : intervient sur l'article. Nécessité d'un objectif ambitieux. Efforts indispensables pour réduire la fracture sociale.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. 7 (Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat)** (p. 2210, 2211) : soutient l'amendement n° 77 de M. Yves Détraigne (extension du dispositif d'attribution d'un CDI au personnel de formation) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2238) : avancées dans le statut de la fonction publique. Regret de l'exclusion du dispositif des personnels enseignants des centres de formation et d'apprentissage. Le groupe UC-UDF votera le texte.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2515, 2516) : déséquilibre du texte à l'issue de son examen par l'Assemblée nationale. Volonté de professionnalisation d'une activité insuffisamment protégée. Entrée en vigueur de la convention collective préalable à l'adoption du projet de loi. Mise à la charge des familles d'un effort financier supplémentaire. Inéquité des mesures proposées. Dépôt d'amendements par le groupe de l'UC-UDF afin de restaurer l'équilibre entre les attentes légitimes des assistantes maternelles et les capacités contributives des familles.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4562, 4564) : inscription du texte dans une démarche de politique de l'emploi. Amendements du groupe UC-UDF. Innovation avec l'aménagement fiscal accompagnant la mise en place du chèque-emploi-service universel, CÉSU. Réserves sur le privilège accordé au développement des services rendus par des prestataires mandatés. Favorable à une exonération de 50 % des charges. Groupe de travail. Avec le groupe UC-UDF, favorable au texte modifié par leurs propositions. Félicitations au travail de la commission des affaires sociales, de son président et de son rapporteur. - **Art. 1er (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)** (p. 4587) : son amendement n° 43 : octroi de l'agrément des prestataires intervenant auprès des personnes les plus fragiles après autorisation du président du conseil général ; retiré. (p. 4593) : son amendement n° 44 : garantie de prestations de qualité par les entreprises et associations candidates à l'agrément ; retiré. (p. 4612) : son amendement n° 47 : association des représentants des organismes gestionnaires des services à la personne aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

travaux de l'Agence ; retiré. (p. 4616) : son amendement n° 48 : clarification de l'agrément ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4620) : son amendement n° 164 : rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées ; rejeté. (p. 4622) : défense de l'intérêt des personnes en situation de fragilité.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 3** (*Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales*) (p. 4661) : son amendement n° 50 : remplacement de l'exonération de cotisations sociales patronales de quinze points par une exonération de 50 % ; retiré. Soutient l'amendement n° 49 de Mme Jacqueline Gourault (extension du bénéfice de l'exonération des cotisations patronales) ; retiré. (p. 4662) : soutient l'amendement n° 51 de M. Michel Mercier (déplafonnement du nombre d'heures ouvrant droit à une exonération totale de charges patronales de sécurité sociale pour les personnes âgées de plus de 70 ans dépendantes ou handicapées) ; retiré. - **Art. 4** (*Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 4666) : soutient l'amendement n° 52 de M. Michel Mercier (contrôle des prestations assurées par un prestataire de services lorsque l'APA lui est directement versée) ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 4679) : soutient l'amendement n° 56 de M. Michel Mercier (diminution de l'ancienneté requise par les allocataires du RMI, de l'allocation de parent isolé, de l'allocation de solidarité spécifique, ou de l'allocation aux adultes handicapés pour bénéficier d'un contrat d'avenir ou d'un CI-RMA) ; retiré. (p. 4680) : intérêt pour certains bénéficiaires du RMI du passage rapide vers un contrat d'avenir.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6800, 6801) : favorable à l'amendement n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7146) : favorable à l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 7517, 7520) : lien entre le malaise des banlieues et la politique du logement. Nécessité de préserver la mixité sociale et de répondre à la demande croissante de logements. Impulsion donnée par le programme national de rénovation urbaine et le plan de cohésion sociale. Accélération de la mise en oeuvre de ces projets par le présent texte. Mobilisation des ressources foncières. Accroissement de l'offre de logements sociaux conventionnés. Propositions de la commission des affaires sociales ordonnées autour de quatre axes : accession sociale à la propriété, préservation de la mixité sociale, accentuation de l'effort de construction de logements très sociaux et renforcement de la solvabilité des ménages. Premier bilan des transferts de compétences en matière de logement. Pertinence des programmes locaux d'habitat, PLH. Nécessité d'une vigilance et d'une mobilisation générales.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7672) : son amendement n° 144 : compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs très sociaux ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après**

l'art. 11 (p. 7709) : favorable aux amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole), ainsi qu'à l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7730) : favorable à l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7740) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Sylvie Desmarescaux (conditions de revente d'un logement HLM) ; retiré. - **Art. 6** (*Art. L. 321-1, L. 321-2 et L. 351-2 du code de la construction et de l'habitation - Réforme de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat*) (p. 7744, 7745) : son amendement n° 145 : élargissement du champ d'intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH, à la connaissance du parc de logements privés ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7552) : favorable à l'amendement n° 185 du Gouvernement (réforme du dispositif Robien).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7857) : son amendement n° 146 : renforcement du contenu des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD ; adopté après modification par les sous-amendements portant sur le même objet n° 354 de M. Thierry Repentin et n° 66 de la commission (renforcement du rôle des PDALPD dans la lutte contre l'habitat indigne et la prévention des expulsions ainsi que dans l'analyse territoriale des besoins). Amélioration du système d'attribution de logements sociaux. (p. 7862) : défavorable à l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants) et à la modification du périmètre de l'article 55 de la loi SRU. Défendra au nom de la commission des affaires sociales des amendements précisant les modalités d'application et de réalisation de l'objectif de 20 % de logements sociaux. (p. 7869, 7870) : favorable à l'amendement n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU). Adhésion de nombreux parlementaires. Lien entre accession sociale et mixité. (p. 7878) : son amendement n° 147 : affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011 ; rejeté. Incitation des communes à la construction de logements très sociaux en faveur des plus défavorisés. (p. 7881) : maintient son amendement n° 147 précité. Choix de la commission de favoriser la construction de logements très sociaux plutôt que l'hébergement d'urgence.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) (p. 7913, 7916) : son amendement n° 148 : pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8028) : intervient sur les amendements n° 241 de Mme Michelle Demessine (règlement des obligations de réalisation de places d'hébergement d'urgence), n° 390 de M. Thierry Repentin (renforcement des capacités d'hébergement d'urgence des personnes sans abri) et n° 450 de M. Jean Desessard (augmentation du nombre de places en hébergement d'urgence et sanction du non-respect des obligations). - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8031) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Bernard Seillier (création d'un conventionnement de solidarité pour les propriétaires acceptant de loger des ménages prioritaires du plan département d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD). Propose le réexamen des missions de l'ANAH. - **Art. 9** (*Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5,*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - *Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation* (p. 8041) : s'oppose à l'amendement n° 67 de la commission (délégation de la gestion du contingent préfectoral aux EPCI). Association indispensable du maire au transfert du contingent préfectoral. (p. 8043) : votera l'amendement n° 499 de la commission (intégration dans la liste des publics prioritaires pour l'attribution de logements sociaux des personnes mal logées ayant repris une activité après une période de chômage de longue durée). (p. 8056) : son amendement n° 149 : prise en charge financière par l'Etat ou l'EPCI des impayés de loyers pour les logements qu'ils ont attribués sur leurs droits de réservation ; retiré. - **Art. 10** (Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 8064) : son amendement n° 150 : détermination du périmètre d'application du surloyer par le programme local de l'habitat et prise en compte de l'état du marché locatif ou de la situation particulière de l'immeuble HLM ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 8071) : son amendement n° 152 : suppression du mois de carence pour les aides au logement ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 8074) : son amendement n° 151 : versement trimestriel des APL d'un montant inférieur au seuil fixé par décret pour un versement mensuel ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - *Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 8076) : sur l'amendement n° 83 de la commission (limitation du dispositif interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pendant la période hivernale aux seules personnes ayant bénéficié d'une aide du FSL), son sous-amendement n° 153 : obligation d'information, en cas de retard de paiement, du client par son fournisseur au sujet du déroulement de la procédure ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8080) : son amendement n° 154 : amélioration de la prise en compte des dettes de fourniture d'eau et d'énergie dans les procédures de surendettement ; adopté. Protection du budget du FSL. (p. 8094) : demande le retrait des amendements n° 432 de M. Jean-Léonce Dupont (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables en cas d'accord entre bailleurs et locataires) et n° 92 de la commission (dérogation à la liste nationale des charges en cas d'accord entre bailleurs et locataires). (p. 8101) : intervient sur les amendements de M. Daniel Dubois n° 265 (prise en compte du volet social dans la charte élaborée par l'ANRU) et n° 269 (signature d'un accord de gestion urbaine de proximité entre les parties à la convention ANRU, les associations de proximité et les services de l'Etat concernés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8119, 8120) : remerciements. Enrichissement et amélioration du texte au fil de la discussion.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 8626, 8628) : relative satisfaction de la commission. Poursuite de la mise en oeuvre du programme national de rénovation urbaine dans les zones urbaines sensibles. Respect des engagements du volet "logement" du plan de cohésion sociale. Accroissement de la DSU. Interrogation sur une éventuelle sanctuarisation d'une partie des crédits destinée à l'accompagnement des populations par les associations. Augmentation des moyens consacrés à la prévention, à la médiation sociale et à la revitalisation économique des quartiers sensibles. Réduction des crédits des opérations "Ville, vie, vacances". Interrogation sur une diminution progressive des crédits du fonds d'intervention pour la ville, FIV. Préoccupation au sujet de la baisse de la dotation de l'Etat en faveur des allocations de logement. Mobilisation souhaitable des crédits non consommés de l'ANRU pour faire face au pic de consommation prévu entre 2007 et 2008. Nécessité de maintenir un certain équilibre entre les moyens alloués aux programmes fonciers de rénovation urbaine et ceux

réservés à l'accompagnement humain. Sous réserve de l'amendement déposé en faveur des programmes "Ville, vie, vacances", avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8641) : son amendement n° II-60 : transfert de crédits du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement" vers le programme "Ville, vie, vacances" ; adopté. (p. 8642) : intervient sur son amendement n° II-60 précité.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8942, 8943) : moines de l'abbaye St-Bertin. Exploitation des zones humides agricoles : prairies, maraîchage et pisciculture d'étangs. Création d'une indemnité stable spéciale.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 24 ter (précédemment réservés)** (p. 9995, 9998) : son amendement n° 95 : exonération d'impôt sur les sociétés pour les instances représentatives des organismes d'HLM et pour la Société de garantie de l'accession ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 34 ou avant l'art. 37** (p. 10023, 10025) : soutient l'amendement n° 142 de M. Michel Mercier (uniformisation des avantages fiscaux applicables aux chaudières à condensation et aux pompes à chaleur en matière d'économies d'énergie) ; retiré. Se range à la position de M. Alain Lambert. - **Art. 36 bis** (*Exonération de la taxe intérieure gaz naturel pour les producteurs d'électricité*) (p. 10033, 10034) : soutient l'amendement n° 143 de M. Michel Mercier (effectivité dès le 1er janvier 2006 de l'exonération de taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel accordée aux producteurs d'électricité à partir du gaz naturel) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10095, 10096) : son amendement n° 125 : instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles ; retiré. (p. 10097) : maintient son amendement n° 125 précité. Désaccord avec les affirmations du Gouvernement. Seconde délibération intervenue en dépit des votes à l'Assemblée nationale et au Sénat en faveur de l'instauration de cette éco-taxe. (p. 10100) : retire son amendement n° 125 précité devant l'assurance d'une réflexion aboutie et partagée avant le prochain budget.

LE TEXIER (Raymonde)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p.1082, 1085) : remise en cause du droit du travail. Garantie artificielle de

l'accord collectif. Avantage de la transformation d'un complément de salaire en temps pour l'employeur. Abolition de la hiérarchie des normes amorcée par les amendements Larcher de la loi de programmation pour la cohésion sociale. Gestion du compte épargne-temps. Opposition du groupe socialiste à ce texte.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p.1138, 1139) : son amendement n° 16 : suppression ; rejeté. Transformation profonde de la nature du compte épargne-temps. Passage d'une monétisation possible à une épargne monétaire encouragée. Inversion des valeurs. (p. 1155) : son amendement n° 17 : maintien de la règle de l'extension pour les accords de branche ; rejeté. (p. 1158, 1159) : ses amendements n° 22 : transmissibilité des droits acquis sur le compte épargne-temps aux héritiers du salarié défunt ; et n° 23 : réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps ; rejetés. (p. 1167) : son amendement n° 34 : maintien de la vocation première du compte épargne-temps et suppression de son affectation à un autre plan d'épargne ; rejeté. (p. 1172, 1173) : son amendement n° 41 : non-opposabilité du plafond de garantie salariale aux droits acquis sur le compte épargne-temps par le salarié ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p.1188, 1189) : son amendement n° 53 : suppression ; rejeté. Aggravation du chômage. Non-sens du recours aux heures supplémentaires. Caractère fondamental de la réduction du temps de travail pour l'amélioration du sort des salariés. Dispositif allant à l'encontre des chômeurs et des salariés. (p.1200) : son amendement n° 62 : suppression des dispositions relatives à la fixation des conditions d'application des heures choisies et de leur majoration par la convention ou l'accord collectif de travail ; rejeté. (p. 1203) : son amendement n° 65 : suppression des dispositions relatives à la majoration des heures supplémentaires ; rejeté. (p.1204, 1205) : ses amendements n° 74 : précision sur la définition des salariés itinérants non cadres concernés par le forfait en heures ; et n° 66 : impossibilité pour les salariés au forfait horaire d'effectuer des heures choisies ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1255, 1256) : son amendement n° 83 : suppression ; devenu sans objet. Prolongation inacceptable de l'exception concernant la majoration des heures supplémentaires dans les entreprises de vingt salariés au plus. Introduction dans le droit du travail de la dérogation individuelle à un accord collectif. Destruction des fondements du droit du travail. (p.1260) : son amendement n° 84 : augmentation immédiate du taux de majoration applicable aux heures supplémentaires effectuées dans les petites entreprises ; devenu sans objet. (p. 1262, 1263) : son amendement n° 86 : suppression de la possibilité de rachat de jours de repos par accord individuel ; devenu sans objet. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p.1281) : son amendement n° 9 : saisine immédiate de la Commission nationale de la négociation collective des dispositions contenues dans la présente proposition de loi ; rejeté. (p. 1283) : son amendement n° 10 : organisation d'une conférence sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi avec l'ensemble des organisations représentatives syndicales et patronales ; rejeté. (p.1289) : son amendement n° 14 : rétablissement de la loi du 4 janvier 2001 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises dans sa rédaction antérieure à la loi de finances rectificative pour 2002 ; rejeté. (p.1290, 1291) : son amendement n° 15 : abrogation des articles 41, 42 et 43 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1320, 1321) : incompréhension de l'abîme entre l'explosion des profits des entreprises et la situation des Français. Absence de projet du Gouvernement face au marasme et refus de tout "Grenelle" sur les salaires. Trahison des salariés au travers de ce texte, en contradiction avec les discours sur la fracture sociale et l'égalité républicaine. Mise à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

mort du code du travail. Les sénateurs socialistes ne voteront pas cette proposition de loi.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4442, 4445) : sa motion n° 2 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Défaut d'examen des enjeux et des conséquences du texte. Inexistence de la réflexion. Conclusions non encore rendues du rapport d'information sur la famille. Réponse inadaptée aux problèmes rencontrés par les familles. Trop nombreuses dérogations prévues dans les procédures d'agrément. Désengagement de l'Etat. Simple remplacement de la mission de l'adoption internationale, MAI, par l'Agence française de l'adoption, AFA. Maintien de l'opacité du système des OAA. Légalisation des dérives et des incohérences liées à la multiplication des structures. Examen précipité du texte. Question du financement de l'AFA absente du débat. Missions nouvelles imparties aux conseils généraux. Conséquences de la suppression du critère de "grande détresse des parents biologiques". Poursuite du fonctionnement inégalitaire de l'adoption internationale. Injustice de la non-rémunération du congé d'adoption. Précipitation des débats en commission. Rôle du Sénat confiné à celui d'une chambre d'enregistrement. Vote d'un texte à minima. Mesures essentielles renvoyées au décret. Atteinte au principe de séparation des pouvoirs. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4453, 4454) : son amendement n° 15 : extension aux couples pacés des règles de dévolution de l'autorité parentale conjointe prévue en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4466) : favorable à l'amendement n° 10 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (alignement du congé d'adoption sur la durée du congé maternité). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4471) : le groupe socialiste s'abstient sur le vote de cette proposition de loi.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Question préalable** (p. 5229, 5232) : sa motion n° 1 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Dégradation constante de la situation française. Manque d'envergure sociale, d'ambition économique, de perspectives industrielles et de portée politique du plan proposé. Choix de l'urgence et de la précipitation au mépris de la concertation et de la confiance. Atteinte à la démocratie. Contre-productivité de la procédure des ordonnances. Signification de l'échec du référendum. Politique de précarisation du travail profitant aux sociétés et non aux salariés. Fragilisation du salarié par la mise en place du contrat "nouvelles embauches". Poursuite du processus de démantèlement du droit du travail. Inadaptation du plan pour l'emploi à la réalité. Exemple du secteur de la restauration-hôtellerie. Mesures conduisant au maintien des bas salaires. Absence de conditionnement des aides publiques au respect des engagements en matière d'emploi et de salaire. Caractère choquant de la non-prise en compte des jeunes âgés de moins de 26 ans dans les effectifs des entreprises. Disparition de la référence au concept de sécurité. - **Art. 1er (Champ de l'habilitation)** (p. 5237) : soutient l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Godefroy (obligation de motiver la rupture du CNE) ; rejeté. (p. 5237, 5238) : soutient l'amendement n° 6 de M. Jean-Pierre Godefroy (garantie de conditions d'indemnisation au moins égales à celles d'un CDD) ; rejeté. Interroge le Gouvernement sur ses intentions. (p. 5238, 5239) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions relatives au revenu de remplacement) ; rejeté. Interrogation sur le financement du revenu de remplacement. Problème de l'accompagnement et du reclassement. Demande l'état d'avancement des consultations avec les partenaires sociaux. (p. 5241, 5242) : soutient l'amendement n° 9 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression des dispositions excluant des effectifs les jeunes de moins de vingt-six ans) ; rejeté. Crainte d'une accélération de la rotation des emplois. Préoccupation au sujet des seniors. Interroge le Gouvernement sur l'instauration d'un "contrat vieux" demandé par le patronat. (p. 5244, 5245) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 11 (suppression du crédit d'impôt pour les chômeurs de longue durée et les allocataires de

minima sociaux) ; et n° 12 (suppression de la prime de mille euros pour les jeunes de moins de vingt-six ans acceptant un emploi dans une branche connaissant des difficultés de recrutement) ; rejetés. Inadaptation du dispositif. Attitude de condescendance à l'égard des jeunes.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (16 novembre 2005) - **Art. 25 (Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes)** (p. 7224) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes) en raison de sa non-discussion en commission.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7292, 7296) : inadaptation de la réforme d'août 2004 aux enjeux de l'assurance maladie. Rapport de la Cour des comptes. Nouvelle mise à contribution des seuls assurés sociaux. Logique de privatisation au détriment de la solidarité. Mise en place de nouvelles recettes non pérennes. Doute quant à la volonté de maîtrise médicalisée des dépenses. Echec des accords de bon usage des soins en termes d'objectifs financiers et de santé publique. Dérive inflationniste du paiement à l'acte. Débat nécessaire sur la liberté d'installation des médecins. Crise de l'hôpital public. Inquiétude quant à la convergence tarifaire entre le public et le privé. - **Art. 27 (Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes)** (p. 7331) : soutient l'amendement n° 142 de M. Bernard Cazeau (octroi d'une rémunération forfaitaire annuelle aux centres de santé installés dans des zones déficitaires en matière d'offres de soins) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8608, 8610) : préoccupation des Français pour l'emploi. Reconnaissance du travail comme un vecteur d'intégration dans la société. Baisse artificielle du chômage sans création d'emploi. Précarisation du travail. Empilement de mesures sans véritable politique de l'emploi. Modification des périmètres budgétaires. Manque de lisibilité des crédits de cette mission. Absence de dispositions concrètes. Financement des mesures par des redéploiements de crédits. Bilan mitigé des contrats aidés. Augmentation du chômage des jeunes. Contrats d'accompagnement vers l'emploi. Son opposition, ainsi que celle des artisans, à l'ouverture de l'apprentissage à quatorze ans. Limite de la politique de l'emploi aux seules exonérations de cotisations sociales. Ne votera pas ce projet de budget.

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8650, 8651) : caractère "fourre-tout" de ce projet de budget. Stagnation des crédits pour 2006 malgré l'évolution de la précarité. Politique à l'égard des demandeurs d'asile et de l'immigration clandestine : restriction des crédits, multiplication des justificatifs, mesquinerie des conditions d'accueil. Déformation des événements survenus dans les banlieues afin de justifier un discours politique anxigène et violent sur l'immigration. Nécessité d'un volontarisme politique en faveur de la coopération et de l'aide au développement. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8657) : défavorable à l'amendement n° II-90 du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Gouvernement (transfert des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative" vers la mission "Solidarité et intégration"). Partition de la délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale. - **Art. 88 (Création de l'allocation temporaire d'attente, en substitution de l'allocation d'insertion)** (p. 8659) : soutient l'amendement n° II-61 de M. Louis Mermaz (réécriture de cet article et assouplissement des conditions d'attribution de cette allocation) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

LISE (Claude)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Outre-mer [n° 101 tome 4 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2679, 2680) : acuité particulière de la question de l'eau dans les DOM. Gravité de la pollution des sols et des eaux aux Antilles. Mission d'information à l'Assemblée nationale sur les conditions d'utilisation intensive de pesticides dangereux, notamment le chlordécone. Carence de l'État en matière de financement d'équipement et d'application des textes. Absence de prise en compte des spécificités des DOM en matière d'eau et de milieux aquatiques. Modicité des moyens attribués à l'office départemental de l'eau, seul instrument spécifique de la politique de l'eau dans les DOM. Insuffisances du texte en dépit de quelques avancées. Avis négatif unanime des élus du conseil général de la Martinique. Amendements concernant les problèmes de la Martinique: classement des ravines; péréquation; ressources des offices de l'eau; implication des offices de l'eau dans des actions de coopération internationale. Nécessité de saisir l'occasion de changer le cours des choses dans les DOM et de répondre aux besoins et aux attentes de ceux qui y vivent.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 12 (Art. 1er du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure - Classement des cours d'eau des DOM dans le domaine public fluvial)** (p. 2811, 2812) : son amendement n° 554 : classement des ravines dans le domaine public fluvial; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6450, 6451) : enjeux de l'agriculture antillaise. Nécessité d'élaborer une loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer. - **Art. additionnel avant le titre Ier (avant l'art. 1er)** (p. 6467) : son amendement n° 602 : préparation d'une loi d'orientation agricole spécifique à l'outre-mer ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 5** (*Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures*) (p. 6555) : son amendement n° 603 : non-application de ce dispositif à l'outre-mer ; rejeté. (p. 6558) : intervient sur son amendement précité n° 603. Spécificité de l'outre-mer. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 6574, 6575) : soutient les amendements de M. Claude Domeizel n° 577 (élection des cantons de zones rurales au système des dispositifs d'aides visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux) ; rejeté ; n° 616 (mise en place d'une modulation des honoraires visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux dans les zones rurales) ; adopté ; et n° 334 (mise en oeuvre de dispositifs d'aide à l'installation des professionnels de santé en y incluant la présence obligatoire d'au moins un médecin par canton) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6592) : soutient l'amendement n° 483 de M. Jean-Marc Pastor (réforme des allègements de cotisations sur les salaires des travailleurs occasionnels après la réunion des partenaires sociaux) ; retiré. - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6594, 6595) : disparité de l'accès au régime de protection sociale des non-salariés agricoles à la Martinique. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 6599, 6600) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 289 (élargissement aux conjoints et aux aides familiaux du régime de l'assurance vieillesse complémentaire) ; et n° 290 (rapport sur l'hypothèse d'un plan pluriannuel de revalorisation des petites retraites agricoles) ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 8991, 8992) : budget en diminution ne permettant pas d'atteindre les objectifs. Observations formulées à titre personnel sur la crise du logement dans les territoires ultramarins : arrêt indispensable des annulations de crédits, sanctuarisation de la politique du logement par la création d'un programme particulier et poursuite du processus de décentralisation de cette politique. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits en dépit de l'avis de sagesse émis à titre personnel. Devenir de la filière "banane". (p. 8999, 9000) : renforcement des mesures de sécurité aérienne et soutien aux familles des victimes de la catastrophe aérienne. Maintien du régime fiscal spécifique. Baisse des crédits. Dégradation de la situation de l'emploi ; faiblesse de la dotation du programme "Emploi outre-mer". Mise en place des contrats d'avenir et des contrats de réinsertion-revenu minimum d'activité. Acuité de la crise du logement. Compensation insuffisante des nouvelles charges des collectivités. Conséquences du remboursement de l'allocation RMI. Application de la réforme de l'OCM-banane : dégradation du secteur. Souhait d'une vision respectueuse des identités et des différences de l'outre-mer.

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières le 12 avril 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 221 (2004-2005)] d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 239 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Culture - Éducation.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Enseignement scolaire [n° 99 tome 3 annexe 13 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 1595, 1598) : croissance constante du budget consacré à l'éducation. Introduction de critères de performance en relation avec la LOLF. Implication motivée de la commission des finances. Comparaison de la France avec les pays de l'OCDE. Stagnation du taux d'accès au baccalauréat et augmentation du pourcentage de jeunes en situation d'échec scolaire. Mise en lumière d'un système de sélection implicite. Objectif qualitatif : transmission des valeurs de la République, existence du règlement intérieur, introduction d'une note de vie scolaire, aide à la personne et émergence du concept d'établissement. Adhésion totale de la commission des finances aux objectifs quantitatifs dégagés par le Gouvernement. Inadéquation des conclusions budgétaires de la commission Thélot : attribution impossible d'un salaire à l'ensemble des élèves des lycées professionnels ; coût de l'institutionnalisation de la fonction de directeur d'école et consolidation des fonctions de directeur d'établissement. Dépôt d'un amendement visant à l'extension expérimentale du statut des lycées agricoles aux lycées généraux ; avantage de la séparation des fonctions de président et de directeur. Développement bénéfique de partenariats avec les collectivités locales. Données chiffrées. Progrès indispensable en matière d'évaluation de la performance. Favorable à l'utilisation des indices établis par le Gouvernement dans les projets annuels de performances.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école) (p. 1682) : caractère complémentaire des amendements de M. Jacques Legendre n° 369 (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République) et de M. Michel Charasse n° 136 (partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale). (p. 1691) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 448 de Mme Annie David (mise en place d'un statut de parent délégué). - **Art. additionnels avant l'art. 3** (p. 1697) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 249 de M. Yannick Bodin (rapport du Gouvernement sur le bénéfice d'autorisations d'absences et d'indemnisations des représentants des parents d'élèves). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1702) : favorable à l'amendement n° 233 de Mme Gisèle Gautier (inscription de l'objectif de mixité à l'école). - **Art. additionnel après l'art. 4 ou avant l'art. 6 bis ou après l'art. 6 bis** (p. 1721) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 480 de Mme Annie David (scolarité obligatoire entre trois et dix-huit ans), n° 421 de Mme Muguette Dini (scolarité obligatoire à partir de trois ans) et n° 268 de M. Yannick Bodin (scolarisation à partir de trois ans à la demande des parents).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 7** (Art. L. 131-2 du code de l'éducation - Enseignement à distance) (p. 1788) : invocation de l'article 40 de la Constitution sur l'amendement n° 276 de Mme Dominique Voynet (gratuité de l'enseignement à distance pour les enfants ne pouvant être scolarisés), ainsi que sur ceux de Mme Annie David n° 484 (pour les enfants ne pouvant être scolarisés, gratuité de l'enseignement à distance comprenant l'inscription et l'équipement si nécessaire) et n° 485 (gratuité de l'enseignement à distance incluant l'équipement nécessaire à l'usage des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication). - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1828) : votera contre l'amendement n° 372 de M. Jacques Legendre (dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues). Son souhait de voir affecter au conseil régional cette politique territorialisée de formation aux langues étrangères. - **Art. 12 bis** (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales) (p. 1831, 1832) : favorable à l'amendement n° 95 de la commission (suppression). Régions de tradition bilingue. Souhait d'une évolution vers un bilinguisme dans une langue européenne.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1895) : ne votera pas l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Mélenchon (institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à

caractère professionnel, PPCP). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1915) : son amendement n° 167 : possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein ; adopté. (p. 1920) : favorable à l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris) qui honore le principe de subsidiarité. Hommage à la coopération de l'école Boule avec les régions de France, y compris la Lorraine. - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1946) : donne lecture de l'article 45 du règlement du Sénat qui permet d'opposer l'article 40 de la Constitution. Convaincu de l'utilité de ces dispositions qui s'imposent à tous.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - en remplacement de Mme Fabienne Keller, rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3006) : son amendement n° 160 : mode d'élection du président du comité de bassin ; adopté. (p. 3016) : son amendement n° 161 : définition par le Parlement des orientations du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau et du plafond global de leurs dépenses ; adopté (p. 3026) : son amendement n° 163 : signature d'une convention entre les agences de l'eau et les départements pour la répartition et le versement des subventions ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3145, 3146).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3954, 3955) : spécificité des professions libérales. Amendements tendant à les faire bénéficier de toutes les avancées du texte. Clarification proposée du rôle des organismes collectifs et des entreprises privées dans le domaine de l'information et du conseil aux entreprises. Application du statut de conjoint collaborateur dans le cadre des entreprises libérales. Statut de collaborateur libéral. Volonté d'apporter des précisions à la transposition de la directive européenne relative à l'exercice des professions libérales. Problème de la location d'actions. Votera ce projet de loi. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3985) : défavorable à l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales). - **Art. 7** (Art. 1649 quater C du code général des impôts - Elargissement de la mission des centres de gestion agréés à l'analyse des informations en matière de prévention des difficultés des entreprises) (p. 3991) : son amendement n° 324 : limitation des missions des centres de gestion agréés à un service d'information ; retiré. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans) (p. 3995) : son amendement n° 325 : extension du dispositif de la dotation pour investissement aux entreprises libérales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 23 (priorité)** (Société civile artisanale à responsabilité limitée) (p. 4033) : son amendement n° 332 : extension du champ d'application de l'article à l'exercice d'activités libérales ; devenu sans objet. - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise) (p. 4035) : son amendement n° 336 : extension du bénéfice du statut du conjoint à celui du gérant d'une société civile professionnelle ; retiré. Amendement d'appel. Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur le risque de discrimination selon le mode juridique d'exercice en société des professions libérales. - **Art. 11** (Art. L. 121-7 [nouveau] du code de commerce - Protection des biens propres du conjoint collaborateur en cas de dépassement non intentionnel du mandat de gestion)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 4041, 4042) : son amendement n° 337 : précision que les actes accomplis par le conjoint collaborateur sont les actes de gestion et d'administration ; adopté.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4183) : défavorable à l'amendement n° 298 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires).

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5016) : son amendement n° 55 : exonération des sociétés ne faisant pas appel à l'épargne de l'obligation de présenter un rapport sur la préparation du conseil d'administration ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5184, 5185) : annonce par le Gouvernement de la relance des grands chantiers d'infrastructures. Décision de céder les participations de l'Etat dans les sociétés d'autoroutes. Historique du financement des infrastructures routières et ferroviaires. Financement de l'Agence pour le financement des infrastructures de transport de France, l'AFITF. Nécessité de maintenir une intermodalité financière. Problème de la tarification du routier. (p. 5186) : problème de l'équilibre entre les recettes prévisibles de l'AFITF et ses dépenses. Nouvelles formes de financement : eurovignette, partenariats public-privé, monétarisation des avantages externes du ferroviaire. S'interroge sur la validité du choix du Gouvernement pour financer les infrastructures. Précarité des recettes de l'AFITF.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5968, 5970) : diversité des sujets évoqués dans ce projet de loi. Risque de sanctions disproportionnées des automobilistes. Moyens financiers de l'AFITF. Création de l'Agence française de sécurité ferroviaire. Instauration d'un réseau d'infrastructures ferroviaires sans risque de saturation, d'indisponibilité, de pénurie ou de médiocrité. Souci du Gouvernement de suivre l'actualité sur le terrain de la sécurité et sur celui des réalités économiques et sociales. - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 6000, 6001) : défavorable à l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 6** (*Art. 199 univies [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un «crédit transmission»*) (p. 6562) : votera cet article.

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) (p. 6869, 6870) : inscription du débat dans l'optique de revalorisation du travail du Parlement. LOLF et communication d'audits. Historique du financement de l'économie depuis 1945. Inflexion courageuse prise par le Gouvernement actuel. Enjeu important de l'optimisation de la gestion de la dette. Hommage au grand professionnalisme de l'AFT. Performance satisfaisante sous réserve de retenir le critère dit de l'automate de préférence à celui du différentiel de taux. Questions sur la possibilité de prendre en compte l'évolution du patrimoine de l'Etat et celle de la nature des rentrées fiscales ; l'arbitrage entre l'obligatoire et les autres formes de financement de l'économie ; la gestion par l'AFT de la CADES et des émissions d'emprunt par les collectivités locales ; l'inscription de l'AFT dans l'optique d'un partenariat public-privé s'agissant du fonctionnement des services de l'Etat ; la couverture des risques de change ; la consolidation de la position de la France en cette fin d'année 2005 parmi l'un des trois premiers pays s'agissant de l'optimisation du coût de la gestion de la dette.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 16 bis** (p. 8140) : défavorable à l'amendement n° I-267 de Mme Catherine Morin-Desailly (institution d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public hertzien par les éditeurs de service de télévision numérique personnelle et de service de télévision en haute définition en faveur du compte d'affectation spéciale "cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale). - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8153) : défavorable à l'amendement n° I-73 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF). Effet dépressif sur la création artistique en France. - **Art. 17 bis** (*Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite*) (p. 8160, 8161) : défavorable à l'amendement n° I-76 de M. Thierry Foucaud (suppression).

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8512, 8514) : hommage aux personnes ayant défendu les équipements scolaires pendant les émeutes urbaines. Mise en oeuvre de la LOLF. Inscription dans le temps des indicateurs de performance. Comparaison indispensable avec les éducations nationales des autres pays européens : programme international de suivi des acquis, PISA. Nécessité de comparaisons régionales et locales. Lutte contre la distorsion entre l'offre et la demande en matière scolaire. Mauvaise intégration de l'enseignement agricole dans la mission interministérielle. Pistes d'exploration : établissement d'une filière de direction, amélioration de la plasticité de l'offre grâce à la bivalence des enseignants et à la possibilité d'une deuxième carrière, généralisation du programme personnalisé de réussite éducative, PPRE, négociations de l'éducation nationale avec les collectivités locales et révision du contenu de l'enseignement par le Haut conseil de l'éducation. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8545) : accepte l'amendement n° II-96 du Gouvernement (transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole"). (p. 8546, 8547) : son amendement n° II-26 : transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole ; adopté. (p. 8555) : s'oppose à l'amendement n° II-40 de M. Serge Lagache (sécurisation des crédits consacrés à la rémunération des personnels mis à disposition des associations). (p. 8556) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de Mme Annie David (rétablissement des crédits du programme "enseignement public du second degré"). (p. 8558) : accepte l'amendement n° II-66 du Gouvernement (transfert de crédits de "l'enseignement scolaire public du premier degré" vers le programme "soutien de la politique de l'éducation nationale"). (p. 8559) : s'oppose à l'amendement n° II-33 de Mme Dominique Voynet (transfert de crédits de l'enseignement privé vers le programme "vie de l'élève" pour favoriser l'accessibilité des établissements aux handicapés et créer des postes d'auxiliaires de vie scolaire). Effort important et significatif en faveur des enfants handicapés. (p. 8560) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° II-56 et II-57 (rétablissement des crédits de l'enseignement scolaire public). (p. 8561, 8566) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° II-36 (renforcement des moyens attribués à la création d'unités pédagogiques d'intégration), n° II-34 (transfert de crédits permettant une formation des enseignants à la non-violence et à la gestion des conflits) et n° II-37 (renforcement des moyens de l'éducation à l'environnement à l'école). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-35 de Mme Dominique Voynet (transfert de crédits permettant une amélioration des conditions des enseignants dans les ZEP). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-42 de Mme Valérie Létard (transfert de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers l'action "santé scolaire" du programme "vie de l'élève"). Accepte l'amendement n° II-59 du Gouvernement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré vers l'enseignement technique agricole pour financer l'école nationale supérieure de meunerie et des industries céréalières). - **Art. 80** (*Contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique*) (p. 8570) : accepte l'amendement n° II-82 du Gouvernement (réduction progressive du niveau de la contribution du ministère de l'éducation nationale au fonds). (p. 8571) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-50 de M. Paul Blanc (réduction progressive du niveau de la contribution du ministère de l'éducation nationale au fonds et extension du dispositif aux collectivités territoriales).

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9228, 9229) : besoins sectoriels et globaux d'infrastructures en France. Intérêt, composition, ambition et vocations de l'AFITF. Le groupe de l'UMP votera ce budget.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9305) : intervient sur l'amendement n° II-365 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 quater** (p. 9471) : ses amendements n° II-334 : réduction de l'assiette de la taxe professionnelle pour les activités des travailleurs indépendants assujettis aux BNC ; et n° II-333 : repli ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9937) : soutient l'amendement n° 154 de M. Jean-Pierre Vial (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs) ; retiré. - **Art. 28** (*Mesure d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs*) (p. 9948, 9949) : ses amendements n° 41 : extension du dispositif aux mandataires sociaux ; et n° 52 : extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger ; retirés. (p. 9950) : son amendement n° 42 : prise en compte globale des activités déployées à l'étranger ; retiré.

LOOS (François)
ministre délégué au commerce extérieur
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre délégué à l'industrie
(à partir du 2 juin 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Commission mixte paritaire [n° 410 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4508, 4509) : objectifs de ce projet de loi. Texte enrichi par la commission mixte paritaire sur les conditions d'achat de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables. Question du double plafonnement de la CSPE. - **Art. 10 bis B** (p. 4529) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Art. 14 bis A** : son amendement n° 2 : plafonnement de la CSPE au profit des sociétés industrielles grandes

consommatrices d'énergie ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4532) : nécessité d'ouvrir le capital de GDF pour répondre aux enjeux de l'approvisionnement gazier de la France.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. 5** (*Agence de l'innovation industrielle*) (p. 5072) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 5073) : son amendement n° 137 : ratification de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 janvier 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme ; adopté. - **Art. 5 bis** (*Réductions d'impôt sur les sociétés pour des dépenses de recherche ou des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises innovantes*) (p. 5075) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Bernard Vera (suppression). Réponse à M. Jean Arthuis : confiance en la rédaction de cet article. - **Art. additionnels après l'art. 5 bis** (p. 5076) : accepte l'amendement n° 127 de M. Michel Mercier (gestion par des établissements publics des avances remboursables accordées aux entreprises participant à la création et au développement de leur secteur). Son amendement n° 138 : réduction du montant des principales redevances en matière de brevets ; adopté. - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5081) : s'oppose aux amendements identiques n° 74 de M. Bernard Vera, n° 100 de M. François Marc et n° 123 de M. Michel Mercier (suppression), ainsi qu'à l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 39 (retrait du prêt viager hypothécaire du champ d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances). Demande le retrait de l'amendement n° 129 de M. Michel Mercier (protection du sort des cautions et des règles permettant de soustraire certains biens aux poursuites des créanciers). Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 40 (rédaction). - **Art. 11** (*Amélioration des règles relatives à l'information périodique*) (p. 5105) : accepte l'amendement n° 166 de la commission (précision). (p. 5106) : accepte les amendements de la commission n° 23 (conséquence), n° 25 (précision) et n° 26 (conditions de levée du secret professionnel des commissaires aux comptes). - **Art. 12** (*Amélioration des règles de franchissement de seuil*) (p. 5108) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 27 de la commission et n° 105 de M. François Marc (modification du seuil de déclaration obligatoire pour l'actionnaire détenant plus de 90 % du capital ou des droits de vote). (p. 5109) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de la commission (rétablissement des conditions d'information rétrospective correspondant à l'état du droit des déclarations de franchissement de seuil). (p. 5110) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 41 (suppression d'une disposition inutile et extension d'une exemption prévue par le code de commerce). - **Art. additionnel après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Bernard Vera (information du personnel de toute mesure visant à modifier l'organisation de l'entreprise). - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 5111) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 119 (incompatibilité entre la fonction de membre de l'AMF et l'exercice d'un mandat d'administrateur ou de dirigeant d'une société anonyme) et n° 120 (prescription des infractions sur les marchés). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5112) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 118 (obligation d'impartialité des membres de l'AMF) et n° 121 (caractère public des sanctions prononcées par l'AMF). - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 5113) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 76, 77, 78, 79 et 80 (protection des droits des locataires face aux investisseurs immobiliers). - **Art. 14** (*Extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent*) (p. 5115) : s'oppose aux amendements identiques n° 81 de M. Bernard Vera et n° 107 de M. François Marc (suppression). - **articles additionnels avant l'article 15** (p. 5116) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. François Marc (octroi aux mandataires sociaux d'une forme de rémunération variable liée à la mise en place ou au

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

renouvellement d'un accord d'intéressement). S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (engagement d'une négociation sur les salaires préalablement à la mise en place d'un accord d'intéressement, de participation ou d'un plan d'épargne entreprise, PEE). (p. 5117) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. François Marc (méthode d'évaluation de la complémentarité de la participation dans les PME et du salaire). - **Art. 15** (*Ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés*) (p. 5118) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 43 (suppression d'une mention inutile). Demande le retrait de l'amendement n° 146 de la commission (conclusion de tels accords dès 2005). (p. 5119) : sur les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis, demande le retrait du n° 44 (diminution de la durée minimale de l'accord d'intéressement requis pour les entreprises employant moins de cinquante salariés) et accepte les n° 45 (rédaction) et n° 46 (précision). (p. 5120) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Bernard Vera (contrôle direct, par les salariés, des fonds collectés au titre de la participation). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5120, 5121) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 116 et 117 de M. François Marc (information des sections syndicales d'organisations représentatives). S'oppose à l'amendement n° 82 de M. Bernard Vera (respect des obligations en matière de négociation salariale). (p. 5122) : demande le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 47 (modification de la formule de calcul de la réserve spéciale de participation). - **Art. 15 bis** (*Affectation de l'excédent de la réserve spéciale de participation*) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (rédaction). - **Art. 15 ter** (*Mise en place d'une prime exceptionnelle d'intéressement*) (p. 5123) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 48 (approbation par le personnel de l'entreprise des accords permettant le versement de la prime exceptionnelle). - **Art. 15 quater** (*Déblocage des sommes attribuées en 2005 au titre de la participation*) (p. 5125) : son amendement n° 168 : soumission à l'impôt sur le revenu des sommes attribuées aux salariés en 2005 au titre de la participation aux résultats de l'entreprise ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 51 de M. Jean Arthuis (suppression). Accepte l'amendement n° 130 de M. Michel Mercier (possibilité, pour l'employeur, de débloquent la totalité de la participation calculée conformément à la formule dérogatoire) ainsi que les amendements de la commission n° 53 (extension du champ de la négociation d'accords collectifs pour permettre le déblocage de la participation) et n° 57 (subordination à un accord collectif de la possibilité pour l'employeur d'abonder les sommes débloquentes en 2005). (p. 5126) : réponse à M. Philippe Marini sur le mode de calcul de l'imposition des plus-values. - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 5127) : accepte l'amendement n° 147 de la commission (mesures complémentaires concernant le dispositif d'attribution gratuite d'actions en faveur du personnel des entreprises). - **Art. 17** (*Dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale*) (p. 5128) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. François Marc (amélioration de la protection des salariés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 112 de M. François Marc (consultation des partenaires sociaux dans l'hypothèse de l'affectation de la réserve spéciale de participation en cas de rupture du contrat de travail). - **Art. 18** (*Evaluation des titres offerts dans les plans d'épargne d'entreprise des sociétés non cotées*) (p. 5129) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 49 (élargissement de la gamme des sanctions applicables en cas de non-respect des règles relatives à l'évaluation des titres des sociétés non cotées). S'oppose à l'amendement n° 113 de M. François Marc (coordination). - **Art. 19** (*Information des salariés sur les plans d'épargne d'entreprise unilatéraux*) : Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 50 (précision). (p. 5130) : accepte l'amendement n° 131 de M. Michel Mercier (dispense accordée aux entreprises ayant déjà organisé une information individuelle de tous les salariés dans le cadre du règlement de leur PEE). - **Art. 20** (*Crédit d'impôt au titre de la formation en matière d'épargne salariale*) (p. 5131) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les

amendements identiques n° 31 de la commission et n° 114 de M. François Marc (suppression). - **Art. 23** (*Renouvellement de l'habilitation à modifier la législation relative aux propriétés publiques*) (p. 5132, 5133) : accepte l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 42 (cohérence). Son amendement n° 139 : prorogation de trois mois du délai de la nouvelle habilitation législative prévue à cet article ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 24** : son amendement n° 140 : énonciation des principes à appliquer en matière de protection des porteurs de parts ; adopté. (p. 5134) : accepte l'amendement n° 148 de la commission (amélioration de la compétitivité de la place de Paris). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5137) : progrès apportés par ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8716, 8718) : passifs miniers. Conformité de la dotation de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs, ANGDM, aux moyens demandés. Gestion effective de l'après-mines à compter du 1er janvier 2006. Justification de l'arrêt de l'exhaure. Garantie du droit au logement et des engagements de l'Etat en matière de "prestations à certains retraités des mines". Budget de l'ADEME. Contrat de service public entre l'Etat et EDF. Consortium entre les industriels et les opérateurs d'électricité s'agissant du prix de l'énergie pour les électros-intensifs. Pérennisation de la Commission supérieure du service public des Postes et des communications électroniques. Ouverture de la Banque postale au 1er janvier 2006. Réforme des retraites des postiers. Maintien des conditions d'abondement du Fonds postal de péréquation territoriale. Aides de l'Etat au transport de la presse. Résultats prometteurs du WiMax pour la couverture de la desserte en haut débit. Engagement des opérateurs à une couverture totale en téléphonie mobile d'ici à la fin de 2007. Démarrage satisfaisant des pôles de compétitivité. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8726, 8727) : ses amendements n° II-121 (transfert de deux millions d'euros au sein du programme "Développement des entreprises" du budget du CSA vers celui de l'Agence nationale des fréquences) ; et n° II-122 (signature de conventions entre le CSA et l'Agence nationale des fréquences aux fins d'assurer une bonne réception des signaux) ; adoptés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies (précédemment réservés)** (p. 9994, 9995) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 9 et 10 de la commission (reconnaissance de la personnalité morale et de l'autonomie financière à la Commission de régulation de l'énergie, CRE, au moyen d'une contribution assise sur la consommation d'électricité et de gaz). Augmentation des coûts pour les consommateurs. - **Art. additionnels après l'art. 24 ter (précédemment réservés)** (p. 9998) : accepte l'amendement n° 187 de M. Pierre Jarlier (définition du service d'intérêt général bénéficiant d'exonérations fiscales et d'aides publiques de l'Etat, et exonération de la Société de garantie de l'accession de l'impôt sur les sociétés). - **Art. additionnels après l'art. 30 sexies** (p. 9999) : demande le retrait de l'amendement n° 225 de la commission (déductibilité des cotisations différentielles versées par les adhérents à la Préfon affiliés avant le 31 décembre 2004) qui sera satisfait dans une prochaine instruction fiscale. Accepte l'amendement n° 188 de M. Michel Mercier (exonération des fondations et associations reconnues d'utilité publique des droits de mutation à titre gratuit et de la taxe de 20 % au titre des contrats d'assurance vie dont elles sont bénéficiaires). - **Art. 31** (*Mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France*) (p. 10000) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Michel Sergent (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Michel Sergent (caractérisation du régime fiscal privilégié par un écart d'imposition de 33 %). - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 10002) : demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR). - **Art. 32 bis** (*Aménagement des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des biens mis à disposition d'une personne par une autre*) (p. 10003, 10006) : demande le retrait de l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Recentrage de l'article voté en 2003 sur les situations de sous-traitance. Limitation nécessaire des exceptions au principe de la taxation de l'outil de travail. Meilleure répartition de la taxe professionnelle sur le territoire national. Inquiétude injustifiée quant à l'ampleur du transfert de la taxe pour les débiteurs de boissons. Opportunité d'une aide légitime à l'industrie de la bière en raison de ses difficultés. - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10007) : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Thierry Foucaud (rapport au Parlement sur le financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie et la mesure de son impact sur l'activité économique). (p. 10008) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Gourault (assouplissement du dispositif fiscal applicable à la fusion d'EPCI). - **Art. 32 quater** (*Relèvement du plafond autorisé de prélèvement de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier d'Etat de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur*) (p. 10009) : demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Pierre-Yves Collombat (institution dès l'année 2006 de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte-d'Azur). - **Art. additionnels après l'art. 32 quater** (p. 10010, 10015) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 115 (extension, aux ventes d'immeubles aux communes, du dispositif temporaire d'exonération de la taxation sur les plus-values de cessions immobilières prévu pour les ventes de biens immobiliers aux OPAC et aux SEM), n° 110 (encadrement du reversement par les EPCI aux communes d'une partie de la contribution financière reçue pour non-respect de l'obligation de construire 20 % de logements sociaux), n° 112 (création d'une dotation de logement social tenant compte de l'effort des communes en matière de construction de logements locatifs sociaux), portant sur le même objet n° 108 et 109 (compensation intégrale de la commune hébergeant une zone urbaine sensible sur son territoire des pertes de recettes liées aux exonérations de taxes foncières sur les propriétés bâties), n° 113 (affectation d'un coefficient de pondération à la dotation de l'EPCI pour tenir compte de l'effort réalisé en matière de construction de logements locatifs sociaux) et n° 111 (prise en compte de la taxe spéciale d'équipement, TSE, dans le calcul des coefficients d'intégration fiscale des EPCI). Demande le retrait de l'amendement n° 107 de M. Pierre-Yves Collombat (création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant financièrement à la réalisation du programme ITER). Accepte l'amendement n° 116 de M. Michel Charasse (exonération du Centre national de la fonction publique territoriale et de ses centres de gestion de la taxe d'habitation et des taxes foncières à partir du 1er janvier 2006). - **Art. additionnels avant l'art. 33** (p. 10016) : demande le retrait de l'amendement n° 54 de M. Gérard Cornu (augmentation du droit fixe perçu par les chambres des métiers) qui sera satisfait par l'adoption d'un amendement identique par l'Assemblée nationale à l'occasion de l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 2006. - **Art. 33** (*Réforme de la taxe forfaitaire sur les objets précieux*) (p. 10017, 10018) : son amendement n° 211 : coordination ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : accepte les amendements n° 166 de M. François Trucy (exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés) et n° 39 de M. Yann Gaillard (octroi de l'avantage fiscal prévu par la loi sur le mécénat aux entreprises pour l'achat d'oeuvres d'art sous réserve de les exposer dans un lieu accessible au public ou aux salariés, à l'exception de leurs bureaux). - **Art. 33 bis** (*Exonération des droits de mutation à titre gratuit pour certaines propriétés non bâties qui sont incluses dans des sites Natura 2000*) (p. 10020) : son amendement n° 212 :

coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 33 bis** : accepte l'amendement n° 165 de M. François Trucy (généralisation de l'exonération de droits et taxes pour l'ensemble des transferts de biens immobiliers prévus par la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse et par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). - **Art. 33 ter** (*Exonération des actes portant cautionnement, garantie ou aval de la taxe sur les opérations de crédit*) (p. 10021) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (suppression de la taxe sur les opérations de crédit). - **Art. 33 quater** (*Exonération des petits découverts en compte de la taxe sur les opérations de crédit*) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (suppression pour coordination). - **Art. 33 quinquies** (*Exonération de prêts à vocation sociale de la taxe sur les opérations de crédit*) : accepte l'amendement n° 27 de la commission (suppression pour coordination). - **Art. 33 sexies** (*Prorogation du régime fiscal privilégié des terrains en zone d'aménagement concerté, ZAC*) (p. 10022) : demande le retrait de l'amendement n° 226 de la commission (encadrement de la prorogation du régime fiscal privilégié des terrains situés en ZAC). - **Art. additionnel après l'art. 33 sexies** (p. 10023) : accepte l'amendement n° 175 de M. Gérard César (exonération de la taxe affectée à l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC, des quantités de céréales destinées à être récupérées sous forme d'aliments pour la nourriture animale par l'exploitant agricole qui les a initialement livrées). - **Art. additionnel avant l'art. 34 ou avant l'art. 37** (p. 10023, 10024) : s'oppose aux amendements identiques n° 87 de M. Alain Lambert et n° 142 de M. Michel Mercier (uniformisation des avantages fiscaux applicables aux chaudières à condensation et aux pompes à chaleur en matière d'économies d'énergie). Favorable à l'approfondissement de la réflexion. - **Art. 34** (*Instauration d'une taxe annuelle sur les installations de production d'énergie éolienne situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale et aménagements du régime de taxe professionnelle afférent aux éoliennes terrestres*) (p. 10028) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 28 (précision des modalités de contrôle, de recouvrement, de contentieux, de garanties et de sanctions de la taxe annuelle sur les éoliennes implantées en mer) et s'oppose au n° 228 (renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la gestion de la taxe sur les éoliennes installées en mer). Nécessité de ne pas perturber les procédures en cours quitte à réexaminer cette question dans un an. - **Art. 35** (*Renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars*) (p. 10029) : son amendement n° 205 : suppression pour coordination ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 10029, 10031) : accepte les amendements n° 82 de M. Roger Karoutchi (augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006) et n° 105 de M. Michel Charasse (report au 15 avril 2007 de la date limite de vote des budgets primitifs des collectivités et des taux des taxes directes locales en 2007). - **Art. 36** (*Remboursements partiels de la TIPP applicable au gazole, au fioul et au gaz naturel utilisés par les agriculteurs*) (p. 10032) : son amendement n° 206 : suppression pour coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 36** (p. 10032, 10033) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 60 de M. Gérard César (maintien du taux de plafonnement à 120 % en 2006 de la taxe sur le chiffre d'affaires acquittée par les exploitants agricoles). Accord avec le président de la commission des finances sur une nouvelle rédaction de cet amendement en commission mixte paritaire. - **Art. 36 bis** (*Exonération de la taxe intérieure gaz naturel pour les producteurs d'électricité*) (p. 10034) : accepte l'amendement n° 143 de M. Michel Mercier (effectivité dès le 1er janvier 2006 de l'exonération de taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel accordée aux producteurs d'électricité à partir du gaz naturel). - **Art. additionnel après l'art. 36 ter** : accepte l'amendement n° 40 de M. Jacques Pelletier (extension du bénéfice du remboursement partiel de TIPP au sous-locataire d'un véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location de deux ans ou plus).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

LOUECKHOTE (Simon)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

du LUART (Roland)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 4 octobre 2005.

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 3 octobre 2005.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDÉS).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7825, 7827) : soutien indispensable de la métropole aux collectivités d'outre-mer en dépit de la volonté partagée de réduire les dépenses publiques. Stigmatisation de l'outre-mer au travers des "niches fiscales" et "privilèges". Occultation regrettable de l'objectif de rattrapage économique et social. Effet positif sur l'emploi de la défiscalisation des investissements. Nécessité de réfléchir aux conséquences d'un désengagement de l'Etat. Satisfait de la suppression par l'Assemblée nationale de l'article 73 du présent texte relatif à la réforme des exonérations spécifiques de cotisations employeurs dans les DOM et de l'adoption d'un amendement tendant à la création d'une commission d'évaluation de la loi de programmation pour l'outre-mer du 21 juillet 2003. Atouts des DOM pour la métropole : assise pour la mise en oeuvre de sa politique étrangère et de défense ; important potentiel en termes de ressources marines ; dynamisme d'une population jeune. Efforts des économies ultramarines en dépit de la concurrence. Exemples de la production de crevettes en Nouvelle-Calédonie et de la place du tourisme en Polynésie française. Contribution réelle à la richesse et à la grandeur de la France.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9001, 9002) : dégradation en Nouvelle-Calédonie de la stabilité issue des accords de Matignon et de l'accord de Nouméa. Situation politique et institutionnelle préoccupante. Débat sur le corps électoral. Confirmation d'indicateurs économiques encourageants. Dépendance économique de l'activité nickel ; volonté unanime d'aboutissement du projet d'installation d'une usine au Nord en faveur d'un rééquilibrage des provinces. Rupture du dialogue social depuis 2004. Suppression impensable des dispositifs fiscaux sans examen préalable de leur impact.

Vice-Président du Sénat ; a présidé les séances des 19, 27 janvier, 1er, 16 février, 2, 16, 17, 23, 30 mars, 3, 4, 11 mai, 21, 30 juin, 7, 13 juillet, 6, 26, 27 octobre, 21, 23, 29, 30 novembre, 1er, 7, 8, 15, 21 et 22 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de financement et de restructuration.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Lolf dans la justice : indépendance de l'autorité judiciaire et culture de gestion [n° 478 (2004-2005)] (13 juillet 2005) - **Budget - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Justice [n° 99 tome 3 annexe 15 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Justice.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Rappel au règlement** (p. 95) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jacques Blanc. Respect nécessaire d'un certain formalisme.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 457) : estime sans objet son amendement n° 207 du fait de l'adoption de l'amendement n° 157 du Gouvernement (redéfinition du champ du service public de l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux).

- **Rappel au règlement** - (27 janvier 2005) (p. 468) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Retransmission télévisée des séances de questions d'actualité. Attribution traditionnelle au Premier ministre d'un temps de parole un peu plus long. Souligne son objectivité dans sa façon de présider.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires chinois** - (4 mai 2005) (p. 3552).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie** - *Deuxième lecture* [n° 275 (2004-2005)] - (4 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3619) : remercie le Gouvernement des propos tenus à l'endroit de la présidence. Remerciements au rapporteur pour le travail considérable accompli dans le cadre du projet de loi d'orientation sur l'énergie.

- **Débat de contrôle budgétaire sur un rapport d'information sur la mise en oeuvre de la LOLF dans la justice judiciaire** - (10 novembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7006, 7009) : croissance des frais de justice. Motifs de cette augmentation : expertises médicales et téléphoniques ; instabilité de la législation pénale ; dérives de la gestion de ces frais. Augmentation neutralisant les efforts financiers réalisés en faveur des juridictions. Evaluation faussée de ces frais dans le budget 2006. Souhait d'une rectification. Interrogations sur la prise en charge des frais engagés par la police et la gendarmerie ainsi que sur l'effort de rationalisation. Répartition des juridictions entre les programmes budgétaires. Règles applicables aux juridictions judiciaires. Risque de reconcentration de la gestion au niveau des cours d'appel.

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7508) : obligation d'intercaler la discussion de ce texte dans l'examen du projet de loi de finances. (p. 7509) : proposition d'un calendrier permettant de finir l'examen du texte dans la semaine.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. additionnel avant l'art. 28** : s'oppose à l'amendement n° I-112 de M. Thierry Foucaud (suppression de la réfaction de TVA appliquée aux collectivités locales au titre des dépenses éligibles au FCTVA).

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes

économiques de la nation. (p. 8810, 8812) : mise en place d'une culture de gestion au sein de la justice. Demande de regroupement des juridictions administrative et judiciaire dans la mission " Justice ". Coût des réformes pénales. Etudes d'impact. Insuffisance des créations de postes. Evaluation non réaliste des frais de justice. Situation des prisons. Niveau trop élevé de régulation budgétaire sur le programme "Protection judiciaire de la jeunesse". Sous-évaluation possible des crédits relatifs à l'aide juridictionnelle. Au nom de la commission des finances, recommande l'adoption de ce projet de budget. - **Art. additionnel après l'art. 80** (p. 8831) : demande l'avis du gouvernement sur l'amendement n° II-111 de M. Michel Charasse (remboursement forfaitaire des sommes dues par l'Etat aux opérateurs téléphoniques pour leur coopération avec l'autorité judiciaire).

LUC (Hélène)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation**.

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan, an IV : une stabilisation fragile [n° 339 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 622, 624) : actualisation du statut des militaires devenue indispensable en raison de l'évolution de l'économie et de la société. Opposition du groupe CRC à la suspension de la conscription. Crainte d'une diminution d'emplois au sein des armées. Regret du manque d'ambition du projet. Amendements du groupe CRC motivés par les imperfections du projet de loi et les dysfonctionnements relevés par la commission de révision du statut général des militaires. Conditionnement du vote du groupe CRC à l'évolution du texte. Abstention dans l'état actuel.

- **Suite de la discussion** (2 février 2005) - **Art. 1er (Principes fondamentaux de l'état militaire)** (p. 650) : son amendement n° 34 : clarification ; devenu sans objet. Nécessité d'une représentation équitable des parties prenantes à la politique de la défense. - **Art. 2 (Champ d'application du statut - Statuts particuliers)** (p. 651) : son amendement n° 35 : soumission des dérogations à l'avis du Conseil supérieur de la fonction militaire ; rejeté. - **Art. 5 (Interdiction d'adhésion à des partis politiques)** (p. 651, 652) : son amendement n° 36 : faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique sous réserve d'une obligation de discrétion ; rejeté. Rappel des textes constitutionnels. (p. 653, 654) : favorable à un plein exercice des droits civiques des militaires. Réfutation de l'argument de la neutralité. - **Art. 6 (Interdiction de l'exercice du droit de grève - Régime de la liberté d'association)** (p. 657) : attitude de la majorité motivée par la crainte. Importance de l'action des épouses et nécessité de la prendre en considération. - **Art. 7 (Obligation de disponibilité des militaires)** (p. 658) : son amendement n° 40 : précision ; rejeté. - **Art. 10 (Rémunération)** (p. 660) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (faculté de mise en place d'indemnités liées à la qualité des services rendus). - **Art. 11 (Régime des pensions et protection sociale des militaires)** (p. 661) : favorable au sous-amendement n° 55 de M. Didier Boulaud (systématisation de la visite médicale) à l'amendement n° 3 de la commission (mise au nombre des garanties statutaires d'un contrôle médical approfondi dans les deux mois suivant le retour d'une mission opérationnelle hors du territoire français). (p. 662) : le groupe CRC votera l'amendement n° 49 du Gouvernement (adaptation par décret des modalités d'application de la réforme de l'assurance maladie aux assurés militaires et aux médecins des armées). - **Art. 18 (Organismes consultatifs et de concertation)** (p. 665) : votera l'amendement n° 31 de M. Didier Boulaud (recours à des élections pour désigner les membres des conseils de la fonction militaire). - **Art. 31 (Volontaires stagiaires du service militaire adapté)** (p. 667) : son amendement n° 43 : rétablissement de la rédaction de la législation en vigueur pour le service militaire adapté ; retiré. - **Art. 45 (Positions statutaires des militaires)** (p. 673) : son amendement n° 44 : rétablissement de la retraite comme

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

position statutaire ; rejeté. - **Art. 46** (*Caractéristiques de la position d'activité*) (p. 675) : son amendement n° 45 : création d'un congé d'éducation aménagé ; rejeté. (p. 676) : intervient sur son amendement n° 45 précité. Recommandation inscrite dans le rapport Denoix de Saint Marc au sujet du congé d'éducation. - **Art. additionnel après l'art. 48** (p. 676) : son amendement n° 46 : précision ; devenu sans objet. - **Art. 62** (*Accès à la fonction publique sans concours*) (p. 681) : son amendement n° 47 : précision ; rejeté. - **Art. 65** (*Reconversion*) (p. 683) : son amendement n° 41 : élargissement des dispositions de l'article au congé du personnel navigant ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 696) : avancées insuffisantes du texte. Le groupe CRC s'abstiendra sur le projet de loi. (p. 698) : le groupe CRC s'abstient sur le projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 16 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - **Art. unique** (p. 724, 725) : votera le projet de loi favorable aux PME. Difficultés rencontrées par les familles souhaitant adopter un enfant malgache.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps*) (p. 1150, 1151) : soutient l'amendement n° 150 de M. Roland Muzeau (fixation à 32 heures de la durée hebdomadaire du travail de nuit portée à 36 heures en cas de dérogation) ; rejeté. Primauté de la sécurité et de la santé des salariés sur la rentabilité. (p. 1157) : soutient l'amendement n° 160 de M. Roland Muzeau (précision sur les conditions de rémunération des périodes de repos ou de congé non prises) ; rejeté. Augmentation illusoire du pouvoir d'achat des salariés. - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1194) : soutient l'amendement n° 178 de M. Roland Muzeau (suppression du recours aux heures choisies) ; rejeté. (p. 1195, 1196) : soutient l'amendement n° 179 de M. Roland Muzeau (fixation des négociations au niveau de la branche) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1412) : soutient l'amendement n° 64 de M. Michel Billout (suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou juridictionnelles) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 1444) : soutient l'amendement n° 69 de M. Michel Billout (respect des obligations de service public par toute entreprise de service postal) ; rejeté. Conciliation impossible entre la concurrence sur un marché de réseaux et le respect des valeurs du service public. Exemple de la commune de Choisy-le-Roi. Substitution de la notion de concurrence et de profit à celle de service public.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1673) : soutient l'amendement n° 434 de Mme Annie David (garantie de l'inscription dans l'enseignement supérieur pour tout titulaire du baccalauréat) ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1680, 1681) : soutient l'amendement n° 444 de Mme Annie David (caractère essentiel de la mission de transmission des valeurs républicaines de l'école) ; devenu sans objet. (p. 1688, 1689) : favorable à l'amendement n° 446 de Mme Annie David (suppression de la notion de mérite). - **Art. additionnels avant l'art. 3 ter** (p. 1701) : avec le groupe CRC, favorable à l'amendement n° 233 de Mme Gisèle Gautier (inscription de l'objectif de mixité à l'école). - **Art. 4** (*Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire*) (p. 1717, 1718) : soutient l'amendement n° 464 de Mme Annie David (suppression des qualificatifs appliqués au mot "aptitude") ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1754, 1755) : absence de l'éducation physique et sportive dans la définition initiale du socle commun. Votera cet article amendé par le Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1784) : soutient l'amendement n° 479 de Mme Annie David (réaffirmation du rôle fondamental de l'éducation physique et sportive dans la formation des élèves) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 1799, 1800) : soutient l'amendement n° 516 de Mme Annie David (attribution au centre national de documentation pédagogique de missions de production et d'édition de la documentation pédagogique de l'éducation nationale sur tous supports techniques existants) ; rejeté. Délocalisation et crise du CNDP. Souhait de la tenue d'une table ronde. Souhait d'inclure les élus à la table ronde sur les problèmes du CNDP. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1811) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 284 de M. Yannick Bodin et n° 528 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre la classe de troisième et celle de seconde). Nécessité d'une continuité éducative pour assurer la cohérence du système éducatif. - **Art. 11** (*Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire*) (p. 1818, 1819) : favorable à l'amendement n° 525 de Mme Annie David (suppression). Interrogation sur les dérives liées à cette individualisation. Absence de moyens supplémentaires pour le soutien scolaire. Insuffisance des dispositifs existants. - **Art. 12** (*Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1824) : soutient l'amendement n° 536 de Mme Annie David (caractère exceptionnel du redoublement et mise en place, dans ce cas, de dispositifs particuliers) ; rejeté. (p. 1825, 1826) : intervient sur l'amendement n° 535 de Mme Annie David (mise en place à tout moment de l'année d'un système de soutien aux élèves en difficulté). Interrogation sur les moyens des RASED. Demande un débat approfondi sur le soutien scolaire. - **Art. 12 bis** (*Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales*) (p. 1832, 1833) : intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (suppression). Fragilisation de l'enseignement des langues régionales.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) (p. 1861, 1862) : importance de l'amendement n° 555 de Mme Annie David (possibilité de scolariser les enfants de deux ans à la demande des familles) et du rôle de l'école maternelle, meilleur lieu de socialisation pour les enfants des familles défavorisées. (p. 1864) : intervient sur les amendement n° 189 de Mme Dominique Voynet (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle) et n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société).

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1888, 1889) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Refus du groupe CRC de siéger le samedi 19 mars. Défend le droit à une vie de famille en plus des obligations liées aux cérémonies commémoratives de la signature des accords d'Evian. Non-respect depuis 2002 des jours de séance instaurés par la session unique. Méthode de travail indigne du texte et du Parlement.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. 19 bis** (*Art. L. 411-1 du code de l'éducation - Directeurs d'école*) (p. 1909) : importance du problème des conditions de travail des directeurs d'école. Attribution au seul Gouvernement du pouvoir de faire cesser la grève administrative en prenant les mesures qui s'imposent. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 1921) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Bouille, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). - **Art. 22** (*Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

maîtres (p. 1924, 1925) : soutient l'amendement n° 580 de Mme Annie David (contenu de la formation des enseignants dispensée par les IUFM) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 1930) : le groupe CRC votera l'amendement n° 308 de M. Yannick Bodin (suppression). Donne lecture de la déclaration faite par la conférence des trente et un directeurs d'IUFM proposant que ce projet de loi soit amendé. (p. 1933, 1934) : contenu de l'article 22. Nombreuses interrogations sans réponse quant à la qualité de la formation professionnelle dispensée aux enseignants des écoles maternelles et élémentaires de demain. Inquiétude des élèves et des enseignants de la plupart des IUFM. Absence de véritable concertation avec les directeurs des IUFM. - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1937) : soutient l'amendement n° 584 de Mme Annie David (affirmation du caractère scientifique, culturel et professionnel des IUFM rattachés aux universités) ; rejeté (vote bloqué). Refus du démantèlement prévisible des IUFM et de leur perte d'autonomie. Absence de concertation avec les directeurs, les personnels et les conseils d'administration. Texte complexe dans son application. Préoccupations des professionnels du secteur. (p. 1940) : soutient l'amendement n° 586 de Mme Annie David (mise en place de recrutements dans les IUFM accessibles aux titulaires d'un baccalauréat avec garantie de rémunération aux enseignants en formation) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Renouvellement de la moitié des enseignants du premier et du second degré d'ici à 2015. Enjeux décisifs de leur formation. (p. 1942, 1943) : proteste contre la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 23. Droit absolu des parlementaires de demander des scrutins publics sur des amendements majeurs. Remise en cause d'un tel droit. (p. 1950, 1951) : intervient sur l'invitation à la brièveté faite par le président de séance. Imputation injustifiée de la situation à l'opposition.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 59** (*Délai d'intégration des IUFM dans les universités*) (p. 2019) : soutient l'amendement n° 604 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2029) : suppression massive de postes d'enseignants dans le Val-de-Marne. Problème du financement de ce projet de loi. Intervient sur l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). (p. 2060, 2061) : soutient l'amendement n° 492 de Mme Annie David (surveillance de l'état de santé des élèves par les médecins et infirmières de l'éducation nationale en fonction de leur lieu d'affectation et de leurs compétences spécifiques) ; adopté. (p. 2072) : favorable à l'amendement n° 56 de la commission (engagement d'une réflexion sur la création d'un dispositif incitatif destiné aux étudiants souhaitant se préparer aux concours de l'enseignement). Intérêt de l'amendement n° 318 de M. Jean-Luc Mélenchon (intégration dans l'éducation nationale de professionnels hautement qualifiés dans le cadre d'une reconversion). (p. 2084) : intervient sur l'amendement n° 74 de la commission (accomplissement d'un stage d'observation d'une semaine en milieu professionnel en classe de troisième). Intervient sur l'amendement n° 77 de la commission (mise à la disposition par les centres de documentation des établissements scolaires d'ouvrages ou de films en version originale). Rôle des documentalistes. Nécessité d'augmenter les moyens mis à leur disposition. (p. 2092) : soutient l'amendement n° 499 de Mme Annie David (prise en compte de l'éducation physique et sportive dans les examens du second degré) ; rejeté. (p. 2100) : historique de la création des ZEP. Nécessité de relancer cette politique.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2456) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2464, 2465) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat (plan national d'action contre les violences conjugales) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2580, 2582) : soutient la motion n° 44 de M. Michel Billout tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Désengagement de l'Etat du secteur aérien. Opposée à l'ouverture du capital d'Aéroports de Paris, ADP. Conséquences du développement du "hub" de Roissy. Nuisances subies par les riverains. Création du troisième aéroport en Ile-de-France. Défavorable à la gestion par ADP de l'ensemble du patrimoine foncier de l'Etat sur le périmètre des aéroports. Projet commercial d'ADP. Sécurité aérienne. Décès accidentel d'une hôtesse de l'air à Orly. Conséquences du passage à la domanialité privée. Garantie de l'inviolabilité du domaine public par le préambule de la Constitution. - **Art. 3** (*Retour à l'Etat des plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport*) (p. 2591) : soutient l'amendement n° 30 de M. Michel Billout (suppression) ; rejeté. Objectif de valorisation de son patrimoine foncier par la société ADP. Dévolution des plus-values. Absence de mention des communautés aéroportuaires. - **Art. 8** (*Régulation économique des redevances*) (p. 2617) : soutient l'amendement n° 41 de M. Michel Billout (prise en compte dans le calcul du montant des redevances de l'excédent des recettes nées des activités non aéronautiques) ; rejeté. Principe de la caisse unique.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2964, 2965) : sur l'amendement n° 60 de la commission (adaptation de certaines dispositions du projet de loi aux spécificités de l'agglomération parisienne), son sous-amendement n° 685 ; retiré.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3634, 3635) : regret de l'absence d'avis de la commission des affaires étrangères. Hommage au travail des personnels des ambassades et des consulats. Mission en Afghanistan : salaire des personnels de sécurité de l'ambassade française. Logique strictement comptable de l'action publique établie par l'article 57 de la LOLF ; rôle des parlementaires. Rapport de la Cour des comptes pour 2004 : exemple de l'Ambassade de France à Berlin. Rappel du rôle diplomatique, culturel et économique de la France dans le monde. Ecoute des demandes des personnels des ambassades. Audit souhaitable portant sur le statut des personnels et sur les objectifs assignés à la présence française.

- **Rappel au règlement** - (12 mai 2005) (p. 3815) : s'insurge contre la délocalisation arbitraire à Chasseneuil-du-Poitou du Centre national de documentation pédagogique, CNDP. Désarroi de nombreuses familles. Demande l'organisation immédiate d'une table ronde.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de délivrance de l'agrément*) (p. 4448) : le groupe CRC votera l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Campion (organisation de réunions d'information pendant la procédure d'agrément).

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Art. 1er bis** (*Modification des modalités d'utilisation des surplus non anticipés de recettes fiscales en loi de finances rectificative*) (p. 4969, 4970) : caractère politique de la LOLF. Objectif limité au respect du pacte de stabilité. Limitation du droit d'amendement des parlementaires. Exemple de la mission "défense". Le groupe CRC vote contre l'article 1er bis.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Art. unique** (p. 5322, 5323) : conditions de travail déplorables des chauffeurs routiers. Conséquences environnementales de ce type de transport. Insécurité routière. Demande de débat sur le transport combiné.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - *Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5386) : soutient l'amendement n° 63 de M. Roland Muzeau (faculté pour les organisations syndicales de faire intervenir un expert préalablement aux négociations); rejeté. - **Art. 7** (Art. L. 122-25-2-1 du code du travail - *Aide financière au remplacement des salariés en congé de maternité ou d'adoption*) (p. 5408) : soutient l'amendement n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression); rejeté.

- **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à la défense [n° 289 (2004-2005)]** - (6 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5750, 5751) : utilité et nécessité de la codification. Réprobation de la procédure de l'ordonnance et de sa ratification. Risque d'altération de fond des textes législatifs. Introduction de modifications de dispositions législatives figurant dans le code de la défense. Ajout de questions ayant trait à la sécurité du pays. Interrogation sur les conséquences de la suppression du monopole de l'Etat dans le domaine de la production, de la détention et du transport de produits explosifs. Statut de l'Institution de gestion sociale des armées. Absence de débat en raison de la procédure de codification par voie d'ordonnance. Avec le groupe CRC, votera contre ce projet de loi. - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 5758) : avec le groupe CRC, votera l'amendement n° 2 du Gouvernement (mise à la disposition du ministère de la défense des jeunes recrutés au titre des contrats d'accompagnement dans l'emploi par l'établissement public d'insertion de la défense). Préférence pour un débat d'ensemble de dispositions en faveur des jeunes. - **Explications de vote sur l'ensemble** : avec le groupe CRC, votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7611, 7612) : soutient l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits); rejeté. Exemple de la ville de Saint-Maur. Notion de logement social. (p. 7615) : intervient sur l'amendement précité n° 219 de Mme Michelle Demessine qu'elle a soutenu. Déclaration du Président de la République.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8510) : votera l'amendement n° II-39 de M. Serge Lagache (rétablissement des crédits initialement prévus - transfert de crédits pour l'action "établissement d'enseignement privé" au programme "orientation et pilotage de la recherche"). Aggravation des difficultés de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort.

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8549, 8550) : défavorable à l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). Réalisation d'économies improvisées. Possibilité d'affecter ces postes surnuméraires à la formation des élèves. (p. 8556, 8557) : favorable à l'amendement n° II-55 de Mme Annie David (rétablissement des crédits du programme "enseignement public du second degré"). Conditions déterminantes des premières années d'apprentissage. (p. 8565) : défavorable à l'amendement n° II-42 de Mme Valérie Létard (transfert de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers l'action "santé scolaire" du programme "vie de l'élève") en raison de la ponction opérée sur les crédits de l'enseignement scolaire. Insuffisance des crédits du budget de l'éducation nationale.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9047) : votera contre l'amendement n° II-74 de la commission (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde"). (p. 9049) : abstention du groupe CRC sur l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9052) : favorable aux amendements identiques n° II-73 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-132 (réintégration des crédits de l'AEFE dans le programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9057) : votera l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). Remise en cause du dessaisissement de l'Imprimerie nationale pour l'impression de ces passeports.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9063, 9065) : mise en évidence par les sommets internationaux du décalage entre besoins exprimés et moyens mis en oeuvre. Réalisation difficile des "objectifs du Millénaire". Examen de la répartition des crédits : distinction de l'aide publique au développement et des annulations de dettes; stagnation des dépenses bilatérales; approche technocratique de l'AFD; recentrage de l'aide en termes d'efficacité et de qualité; amélioration de la maîtrise des programmes engagés. Rôle irremplaçable des ONG. Souhait de mise en place d'une loi de programmation. Réforme indispensable de l'économie mondiale. Prochaine négociation de l'OMC : fermeté sur les tarifs douaniers. Inadaptation de l'action du Gouvernement. Le groupe CRC ne votera pas ce budget.

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9103, 9105) : malgré quelques éléments positifs, projet de budget inadapté à la situation internationale, aux nouvelles menaces pesant sur les intérêts de notre pays, ainsi qu'aux besoins opérationnels de nos armées. Favorable à la position de Mme la Ministre sur les sanctions appliquées en Côte-d'Ivoire. Non-prolifération des armes nucléaires. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "Défense". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9121, 9122) : défavorable à l'amendement n° II-257 du Gouvernement (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX). Ne votera pas les crédits de la mission "Défense".

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 57 ter** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 9346) : défavorable à l'amendement n° II-421 du Gouvernement (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits). Opposée à une amputation des crédits réservés à la jeunesse en difficulté. - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9357) : soutient l'amendement n° II-168 de M. Thierry Foucaud (cohérence); devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 4** (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - *Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques*) (p. 9660, 9661) : problème de la sécurisation des documents d'identité. Favorable à la centralisation de la production des documents d'identité nationale électroniques sécurisés à l'Imprimerie nationale.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MADEC (Roger)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à permettre aux conseils d'arrondissement d'acquérir des biens amortissables [n° 342 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie** [n° 90 (2004-2005)] - (12 avril 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 2 ou avant l'art. 3 ou avant l'art. 10** (p. 3111, 3112) : soutient l'amendement n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération de poursuites pénales des médecins prodiguant une assistance médicalisée pour mourir) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif** [n° 237 (2004-2005)] - (11 mai 2005) - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3716) : légitimité des restrictions visant à protéger le salariat au sein du monde associatif : exclusion des parents bénéficiant de l'allocation de libre choix parental et des retraités. Avec le groupe socialiste, demande la levée des restrictions visant les personnes dépendantes des minima sociaux, les jeunes âgés de plus de seize ans et les étrangers. Vecteur d'intégration du volontariat. Amélioration du seuil de subsistance des plus démunis. - **Art. 6 (Contenu du contrat de volontariat)** (p. 3733) : soutient l'amendement n° 22 de M. David Assouline (fixation d'un plafond annuel de journées travaillées) ; rejeté. Volonté d'intégration de l'engagement éducatif dans le dispositif encadrant le volontariat. (p. 3737) : soutient l'amendement n° 50 de M. David Assouline (précision de la nature, des modalités et du temps dévolus à la phase de préparation dans le contrat) ; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3956, 3958) : avancées du projet de loi : statut des conjoints collaborateurs, lutte contre le travail illégal. Manque de moyens de l'inspection du travail. Financement peu satisfaisant du système de formation proposé pour les entrepreneurs. Inconvénients du chèque emploi TPE, très petites entreprises. Opposition du groupe socialiste au travail des apprentis mineurs les dimanches et jours fériés. Qualité insuffisante de ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4450, 4451) : son amendement n° 13 : exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément ; rejeté. Principe transversal de lutte contre les discriminations. Hypocrisie de la législation. Pouvoir arbitraire d'interprétation des présidents de conseils généraux. (p. 4452, 4453) : son amendement n° 14 : ouverture de l'adoption aux couples pasés ; rejeté. Encouragement des adoptions monoparentales : adoption ouverte aux célibataires depuis 1966. Proposition de loi examinée dans l'urgence.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5890, 5893) : contexte de crise du logement. Rejet de la proposition de loi des députés socialistes et non-examen de celle des sénateurs socialistes. Reprise sous forme d'amendements des dispositions contenues dans sa proposition de loi. Situation du marché de l'immobilier dans les grandes agglomérations françaises. Financiarisation de l'immobilier. Situation préoccupante des locataires. Rejet des populations les moins aisées vers des quartiers périphériques. Dispositions "homéopathiques" de ce texte. Propositions du groupe socialiste : mesures en faveur du maintien du locataire dans son logement et de l'accession à la propriété ; réglementation de la profession de marchand de biens. - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc*) (p. 5905) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), soutient le sous-amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Sueur (doublement de la durée de prolongation des baux en cours) ; rejeté. (p. 5908) : sur l'amendement n° 1 de la commission précitée, soutient le sous-amendement n° 34 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'une décote sur le prix de son logement au profit du locataire souhaitant l'acquérir) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5920) : défavorable à l'amendement n° 66 du Gouvernement (réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux des locataires durant six ans). - **Art. 2 bis** (*Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction du bail au profit du locataire qui s'est vu délivrer un congé pour vente*) (p. 5923) : soutient l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Sueur (reconduction des baux de six ans renouvelables, pour une durée identique, quel que soit le secteur locatif du bailleur acquéreur) ; rejeté. - **Art. 2 ter** (*Art. 11-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Reconduction des baux pendant la durée pour laquelle l'acquéreur s'est engagé à maintenir les locaux d'habitation sous statut locatif*) (p. 5924) : soutient l'amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) ; adopté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7538, 7539) : insuffisance des propositions contenues dans le texte. Urgence de la situation. Sous couvert d'engagement national, organisation du désengagement de l'Etat. Dépôt par le groupe socialiste d'une proposition de loi contenant 38 mesures formant un plan

d'ensemble cohérent. Groupe socialiste insatisfait du texte actuel et attente de réponses concrètes à travers ses amendements.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7617) : soutient l'amendement n° 402 de M. Thierry Repentin (suppression des seuils de population et de la limite temporaire encadrant la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs afin de réaliser des programmes de logements comprenant la moitié de logements sociaux) ; rejeté. (p. 7618) : soutient l'amendement n° 339 de M. Thierry Repentin (suppression de la référence aux besoins en logements des communes) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 7** (p. 7846) : soutient l'amendement n° 421 de M. Thierry Repentin (instauration d'un "permis de mise en copropriété" d'un immeuble d'habitation) ; rejeté. Problème de la vente à la découpe et de la mixité sociale. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 7855) : soutient l'amendement n° 353 de M. Thierry Repentin (sécurisation juridique de la mission de syndic exercée par les sociétés anonymes d'HLM et les sociétés coopératives de production) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8032, 8034) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 365 (délégation de l'assemblée délibérante au président du conseil général de sa compétence en matière de FSL) et n° 366 (coordination) ; adoptés ainsi que le n° 361 (institution d'une conférence départementale de l'habitat) ; retiré au profit de l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) (p. 8629, 8630) : réduction systématique des crédits affectés à l'accompagnement social des populations des quartiers plus fragiles. Exigence de construction de logements sociaux sur l'ensemble du pays. Crédits de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU. Réduction du nombre de logements sociaux. Rallonge budgétaire octroyée à la suite des événements survenus dans certains quartiers. Recul des crédits de paiement du programme "Aménagement des quartiers participant à la rénovation urbaine". Crédits supplémentaires accordés aux associations après une baisse initiale. Absence de conséquence sur les quartiers de la hausse de la DSU. Baisse des crédits du programme "Equité sociale et territoriale et soutien". Echec de la politique de la ville depuis 2002. Votera contre les crédits de la mission "Ville et logement".

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8671, 8672) : financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues, CAARUD. Situation de la MILDT. Lutte contre l'alcoolisme et contre le sida.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des États étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9071, 9072) : dispersion et diminution des crédits. Recul de l'influence française dans le monde. Faiblesse des crédits alloués à la coopération décentralisée. Pertinence des recommandations du comité des régions pour une meilleure intégration de l'apport des collectivités territoriales dans la politique européenne. Exemple du conseil général de la Gironde. Frilosité française quant à la mobilité des fonctionnaires. Décalage entre les discours et la réalité des chiffres. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

MAHÉAS (Jacques)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2189, 2192) : revendications salariales des fonctionnaires. Inquiétude liée à l'introduction d'une part variable de rémunération. Banalisation de la fonction publique. Aspect critiquable de la réintroduction des contrats à durée indéterminée dans la fonction publique. Solution de facilité. Absence de limitation du recours au CDD. Opposition des syndicats. Instauration d'une voie parallèle de recrutement. Crainte du favoritisme. Rappel du plan Sapin élaboré par la loi du 3 janvier 2001 sur la résorption de l'emploi précaire. Problème de l'évolution de carrière des agents sous CDI. Attente d'un projet de loi de modernisation de la fonction publique. Saucissonnage des textes empêchant une vision d'ensemble cohérente. Réflexion à mener sur la limitation du nombre de renouvellements des CDD. Favorable aux dispositions concernant les personnes âgées de plus de cinquante ans. Dérogations en suspens. Calcul du nombre de personnes éligibles au dispositif. Problème de la confusion budgétaire. Détérioration du concept de service public. Interrogations du groupe socialiste sur ce texte. - **Question préalable** (p. 2202) : favorable à la motion n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. Souhaite un engagement du Gouvernement à ne pas créer une seconde fonction publique. - **Art. 1er** (Art. 8 de la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 - *Non-opposabilité des limites d'âges*) (p. 2203) : son amendement n° 31 : extension de la non-opposabilité des limites d'âge aux personnes qui vivaient sur les ressources de leur conjoint et qui se retrouvent seules ; rejeté. - **Art. 3** (Art. 24 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Obligation de remboursement par un fonctionnaire admis à la retraite en cas de non-respect de l'engagement de servir*) (p. 2204, 2205) : son amendement n° 32 : suppression ; rejeté. Atteinte au principe de non-opposabilité des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics. - **Art. 7** (Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat*) (p. 2207, 2208) : son amendement n° 33 : suppression ; rejeté. Remise en cause du statut de la fonction publique. (p. 2209, 2210) : ses amendements n° 34 : limitation du recours aux contractuels ; n° 36 : prévision d'un accès à la fonction publique dans le cadre statutaire préalablement à toute transformation d'un CDD en CDI ; n° 37 : condition de diplôme d'expérience professionnelle préalable à la transformation d'un CDD en CDI ; rejetés ; n° 35 : clarification ; et n° 38 : interdiction de remplacement d'un agent contractuel par un autre agent contractuel en cas d'emploi permanent occupé pendant six ans ; retirés. (p. 2211) : son amendement n° 39 : exclusion du dispositif de transformation des CDD en CDI pour les agents de la catégorie C recrutés sans concours ; rejeté. (p. 2213) : ne retirera son amendement n° 39 précité que contre la promesse de concertation sur le sujet. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2214) : son amendement n° 40 : transparence et encadrement du recrutement des contractuels ; retiré. - **Art. 8** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de l'Etat actuellement en fonction*) (p. 2215) : son amendement n° 41 : suppression ; rejeté. Son amendement n° 42 : coordination ; rejeté. Son amendement n° 43 : précision ; devenu sans objet. (p. 2216) : son amendement n° 44 : harmonisation de la durée de service fictif avec la durée maximale des contrats CDD pour une transformation automatique en CDI ; adopté. Son amendement n° 45 : coordination ; rejeté. - **Art. 9** (Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - *Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 2217) : son amendement n° 46 : suppression ; rejeté. (p. 2218) : son amendement n° 47 : encadrement du recrutement des non-titulaires dans la fonction publique territoriale pour la catégorie A ; et ses amendements n° 48, 49, 50 et 51 : coordination ; rejetés. - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonction*) (p. 2221) : son amendement n° 52 : suppression ; rejeté. Ses amendements n° 53 et 54 : coordination ; rejetés. Son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 55 : coordination ; devenu sans objet. Son amendement n° 56 : coordination ; adopté. (p. 2222) : son amendement n° 57 : coordination ; rejeté. - **Art. 11** (Art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique hospitalière*) : son amendement n° 58 : suppression ; rejeté. (p. 2223) : ses amendements n° 59, 60 et 62 : coordination ; et n° 61 : obligation de posséder un diplôme ou des acquis professionnels pour la transformation d'un CDD en CDI ; rejetés. - **Art. 12** (Art. 9-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents non titulaires insusceptibles de donner lieu à des contrats à durée indéterminée*) (p. 2224) : son amendement n° 63 : suppression ; rejeté. - **Art. 13** (Art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Coordination*) : son amendement n° 64 : suppression ; rejeté. - **Art. 14** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents hospitaliers non titulaires actuellement en fonction*) : son amendement n° 65 : suppression ; rejeté. (p. 2225) : son amendement n° 66 : coordination ; rejeté. Son amendement n° 67 : coordination ; devenu sans objet. Son amendement n° 68 : limitation de la durée de service effectif à au moins six ans au cours des huit dernières années ; adopté. Son amendement n° 69 : coordination ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 2227) : son amendement n° 70 : reprise totale d'ancienneté pour tous les personnels ; rejeté. - **Art. 16** (Art. 6, 6 bis, 6 ter et 6 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Actualisation des dispositions relatives à la lutte contre les discriminations*) (p. 2228) : son amendement n° 71 : suppression de la précision selon laquelle l'action en justice doit être engagée "de bonne foi" ; adopté. (p. 2229) : son amendement n° 72 : extension de la liste des actes de gestion pouvant être pris à l'encontre d'un fonctionnaire ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2232) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Claude Domeizel (extension aux hommes des mesures dont bénéficient les femmes ayant élevé trois enfants). Anomalies de la loi adoptée. Problème du niveau des retraites. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2236) : son amendement n° 76 : rédaction ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2237, 2238) : mauvaise transposition d'une bonne directive. Augmentation de la précarité. Solutions alternatives : développement de la loi Sapin, des concours adaptés ou de la reconnaissance professionnelle. Inconvénient du recours aux CDI.

- **Deuxième lecture [n° 286 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5276, 5278) : risque de multiplier les dérogations au statut de la fonction publique par un recours généralisé aux contrats à durée indéterminée. Absence de réforme cohérente de la fonction publique. Importante baisse des effectifs. Dialogue social inexistant. Inquiétude des fonctionnaires. Mesures prises par ordonnance. Doutes relatifs à la mise en oeuvre du "pacte junior". Opposition des représentants de la fonction publique aux propositions du Gouvernement. Sort réservé aux CDI. Avenir sombre de la fonction publique. - **Question préalable** (p. 5281) : favorable à la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer la question préalable. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5290) : absence de dialogue social. Création d'un groupe marginalisé par rapport au statut de fonctionnaire. Contradictions du Gouvernement. Problèmes du pouvoir d'achat et du logement des fonctionnaires. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8407, 8408) : dénonce, d'une part, le fait que l'Etat ne connaisse pas exactement le nombre de ses fonctionnaires et, d'autre part, la politique tendant à réduire ces derniers à une simple variable d'ajustement budgétaire. Gestion irraisonnée des ressources humaines. Carences du dialogue social.

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) (p. 8697) : ses observations sur les actions "formation des fonctionnaires" et "action sociale interministérielle". Comparaison hasardeuse avec le dernier exercice budgétaire. Importance des transferts de crédits dans le budget de 2005, en baisse de 8 % à structure constante. Crainte d'une année 2006 sans rattrapage pour les fonctionnaires. Disparition progressive des actions menées en faveur de la fonction publique du périmètre de l'action sociale interministérielle. Incohérence de la séparation en deux missions de la fonction publique et de la modernisation de l'Etat. Evolution des effectifs de l'Etat. Nécessité d'un débat sur le devenir de la fonction publique. Les sénateurs du groupe socialiste ne voteront pas ce projet de budget.

MALOVRY (Lucienne)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 5** (Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - *Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques*) (p. 9668) : soutient les amendements n° 54 de M. Hugues Portelli (choix de la personnalité qualifiée par la CNCIS parmi une liste de trois

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

noms établie par le ministre de l'intérieur) ; adopté ; et n° 55 de M. Alex Türk (communication du rapport établi par la personnalité qualifiée à la CNIL) ; retiré.

MARC (François)
sénateur (Finistère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) : quel pilotage pour la fonction publique ? [n° 441 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Fonction publique.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 99 tome 3 annexe 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 368, 370).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1022, 1023) : favorable à l'amendement n° 27 de Mme Odette Herviaux (ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). Défense des langues minoritaires en Espagne par le Président de la République française. Réfutation des objections de nature constitutionnelle. Disparition progressive des langues régionales.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2676, 2677) : ambition modeste en dépit d'avancées en matière de transparence, de responsabilité ou d'évolution des réglementations. Inquiétude quant aux obligations et au calendrier au regard des recommandations de la directive. Incertitude inquiétante en matière budgétaire. Absence de responsable identifié et de programme relatif à l'eau dans la LOLF. Insuffisance du texte sur la question de la solidarité nationale entre les territoires et la péréquation. Suppression du FNDAE. Assignation regrettable aux agences de l'eau d'une mission de solidarité envers les communes rurales sans en chiffrer l'objectif. Relèvement inéluctable des redevances. Impossibilité pour les agences de tenir les engagements auparavant assumés par l'Etat. Clarification insuffisante du rôle des communes en matière d'assainissement. Absence de pouvoir de police de l'eau spécifique. Difficultés d'application pour les collectivités de la taxe relative à la collecte des eaux pluviales. Scepticisme des élus et des parlementaires. Insuffisance du texte s'agissant de la répartition de la charge de protection de l'eau entre les différents acteurs. Absence d'ambition concernant le risque majeur créé par l'utilisation des produits phytosanitaires et les engrais chimiques. Amendements visant à accroître la taxation à la source des profits réalisés par les entreprises chimiques. Le groupe socialiste restera attentif aux réponses du Gouvernement à ses suggestions.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 21** (*Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration*) (p. 2856) : son amendement n° 560 : indemnisation des dommages aux personnes et aux biens ; rejeté. Conformité avec la Charte de l'environnement. (p. 2861) : non-prise en compte du préjudice éventuel subi par l'agriculteur. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 2864) : soutient l'amendement n° 563 de M. Paul Raoult (statut de collaborateur de service public des personnes contribuant au transport et à l'épandage des boues et définition de la procédure présidant à l'attribution de ce service) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 2875, 2876) : soutient l'amendement n° 564 de M. Jean Desessard (information des consommateurs sur l'évolution de la qualité de l'eau brute prélevée dans les milieux naturels à fins de distribution alimentaire) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 27** (*Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2950, 2951) : son amendement n° 577 : adéquation entre la part fixe de la facture d'eau et le coût réel du service universel ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2967) : soutient l'amendement n° 581 de M. Paul Raoult (calcul du coefficient d'intégration fiscale en cas d'adhésion d'une communauté à un syndicat mixte compétent en matière d'assainissement) ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2975, 2976) : favorable à l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau*) (p. 3165, 3166) : son amendement n° 619 : fixation d'un minimum pour le montant des redevances ; devenu sans objet. (p. 3174) : niveau inférieur des aides reçues par l'agriculture biologique. (p. 3177) : son amendement n° 625 : baisse du plafond de la redevance pour pollution de l'eau pour les usagers domestiques ; rejeté. (p. 3184) : son amendement n° 623 : cohérence ; devenu sans objet. (p. 3185) : son amendement n° 621 : fixation à 1,5 euro par kilo du taux plafond de la redevance ; devenu sans objet. (p. 3187) : intervient sur son amendement n° 622 précité. Légitimité de l'élargissement de l'assiette de la redevance.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3327, 3329) : transposition "a minima" de la directive européenne "Abus de marché" : renforcement insuffisant de l'intégrité des marchés financiers. Portée limitée de l'obligation d'information à l'Autorité des marchés financiers, AMF. Souhait d'une prise en compte par le projet de loi de l'extension du champ d'application de cette directive aux marchés non réglementés. Son souci de garantir la transparence des marchés financiers. Absence de sanction contre les déclarants de bonne foi. Modalités de transposition de la directive "Marchés d'instruments financiers". Fin du système français de centralisation des ordres. Conséquences sur la transparence et le mode de formation des prix. Défavorable à une transposition par voie réglementaire. Risques pour les petits porteurs. Nécessité d'un encadrement législatif. Opposition du groupe socialiste à ce texte en cas de rejet de ses amendements. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3334) : son amendement n° 10 : possibilité pour les actionnaires d'intenter, simultanément et pour les mêmes faits, une action sociale et une action individuelle en responsabilité contre les dirigeants d'une entreprise ; rejeté. - **Art. 1er** (*Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 3336, 3338) : son amendement n° 11 : extension du champ d'application du dispositif aux marchés non réglementés ; retiré. Suppression du monopole de centralisation des offres et des marchés réglementés. Existence de titres non listés et non traités dans ce texte. (p. 3339) : son amendement n° 12 : limite aux seules personnes morales de l'exonération de responsabilité civile pour les déclarations effectuées de bonne foi ; retiré. - **Art. 3** (*Adaptation du régime de déclaration d'opérations sur titres effectuées par les dirigeants d'un émetteur et les personnes qui leur sont liées*) (p. 3341) : son amendement n° 13 : extension de la publicité des opérations sur titres aux titulaires des quinze plus importants plans d'option donnant droit à la souscription d'actions ; devenu sans objet. - **Art. 4** (*Établissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers*) (p. 3343) : son amendement n° 14 : extension du champ de contrôle aux négociations sur les marchés non réglementés ; retiré. - **Art. 5** (*Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers*) (p. 3344, 3345) : son amendement n° 15 : suppression ; rejeté. Historique de l'organisation de la bourse en France. Nécessité d'une transposition accompagnée de garanties de transparence et de respect de l'égalité de traitement entre tous les actionnaires. Intervient sur son amendement n° 15 précité. Persistance des questions sur l'efficacité du dispositif et la transparence des négociations. Caractère limité de ce débat. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3350) : existence de plusieurs questions restées en suspens. Diminution des prérogatives du Parlement. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4182, 4183) : favorable à l'amendement n° 298 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires). - **Art. 33** (*Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance*) (p. 4186) : son amendement n° 303 : communication du nom des enchérisseurs avant l'organisation d'enchères électroniques inversées ; rejeté. (p. 4188) : son amendement n° 304 : surveillance des enchères électroniques par un tiers certificateur ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4984, 4986) : crise de la gouvernance d'entreprise. Impunité scandaleuse des dirigeants agissant au mépris de l'intérêt social. Affaiblissement de la réglementation en matière de transparence boursière au profit des établissements bancaires et financiers. Restriction de la portée de l'obligation de transparence en matière de rachat d'actions. Mesures de financement de l'économie en trompe-l'oeil. Dispositif d'incitation à l'épargne salariale sans revalorisation salariale. Confusion entre intéressement et salaires.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Information insuffisante des salariés. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5005) : son amendement n° 88 : participation d'un délégué du comité d'entreprise aux décisions du conseil d'administration ; rejeté. (p. 5006, 5008) : ses amendements n° 90 : précision dans le rapport annuel du conseil d'administration de l'objet, du nombre et des résultats des opérations de contrôle réalisées en cours d'année ; et n° 87 : ouverture d'une action en responsabilité en réparation du préjudice direct ou indirect subi par les actionnaires ; rejetés. Renforcement des moyens de contrôle du conseil d'administration. Stagnation de la réflexion sur la procédure de "class action". - **Art. 1er** (*Tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par des moyens de télétransmission*) (p. 5010) : son amendement n° 91 : restriction du champ offert à l'utilisation des moyens de télécommunication ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 2 bis** (p. 5023) : intervient sur ses amendements n° 96 : renforcement de l'efficacité des conventions réglementées et n° 95 : conditions de fixation des rémunérations accessoires déterminées par les actionnaires.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3** (*Limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 5038) : intervient sur son amendement de suppression n° 98. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5039) : son amendement n° 99 : responsabilité personnelle des dirigeants et administrateurs sur leurs propres deniers ; rejeté. (p. 5040) : intervient sur son amendement précité n° 99. (p. 5057) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (soumission au comité d'entreprise des conditions du versement d'une retraite capitalisée pour les anciens dirigeants d'entreprise). - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5077, 5078) : son amendement n° 100 : suppression ; rejeté. - **Art. 7** (*Modification du champ de l'appel public à l'épargne*) (p. 5084) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (modification de la définition des investisseurs qualifiés). - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5089, 5090) : son amendement n° 103 : suppression du visa préalable de l'AMF en matière de rachat d'actions ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 5099, 5100) : son amendement n° 104 : contrôle des agences de notation par l'AMF ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5111) : son amendement n° 118 : obligation d'impartialité des membres de l'AMF ; rejeté. (p. 5112) : son amendement n° 121 : caractère public des sanctions prononcées par l'AMF ; rejeté. - **Art. 14** (*Extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent*) (p. 5115) : son amendement n° 107 : suppression ; rejeté. - **Art. 15 quater** (*Déblocage des sommes attribuées en 2005 au titre de la participation*) (p. 5126) : s'abstiendra sur l'amendement n° 168 du Gouvernement (soumission à l'impôt sur le revenu des sommes attribuées aux salariés en 2005 au titre de la participation aux résultats de l'entreprise). - **Art. 17** (*Dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale*) (p. 5128) : son amendement n° 111 : amélioration de la protection des salariés ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5135, 5136) : texte souffrant de carences et d'insuffisances. Confusion entre intéressement et salaire. Regret de voir le Parlement entériner des dispositions annoncées à grand renfort médiatique. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5331) : transposition des directives "abus de marché" et "marchés d'intérêts financiers". Texte présentant certains défauts d'application. - **Art. 1er** (*Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 5333, 5334) : ses amendements n° 2 : élargissement du dispositif de surveillance aux titres négociés sur les marchés non réglementés et n° 3 : amélioration de l'efficacité de l'obligation de déclaration de soupçons ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion**

générale (p. 6118, 6119) : désaccord sur la logique d'adaptation retenue par le Gouvernement. Souhait d'une régulation et d'un encadrement juridique plus forts. Incapacité du Gouvernement à répondre aux attentes du monde salarié. Protection insuffisante des entreprises françaises soumises à des OPA hostiles. Refus de privilégier l'aspect financier capitalistique d'une entreprise plutôt que les réalités humaines et sociales. Le groupe socialiste n'approuve pas ce projet de loi. - **Art. 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6124, 6125) : son amendement n° 44 : rédaction ; rejeté. (p. 6126) : favorable à l'objectif visé par l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligation de déclaration d'intention à l'Autorité des marchés financiers). Propose un délai de six mois entre la publication d'un démenti et le lancement d'une OPA. - **Art. 2** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6127) : son amendement n° 45 : définition du prix équitable ; rejeté. (p. 6129) : son amendement n° 46 : contrôle par l'AMF de la conformité au principe d'égalité de traitement des actionnaires du prix proposé dans le cadre d'un retrait obligatoire ; rejeté. - **Art. 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 6138) : son amendement n° 50 : consultation du personnel en cas d'OPA hostiles ; rejeté. (p. 6140) : ses amendements n° 51 : rédaction ; devenu sans objet ; et n° 52 : cohérence ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8146) : soutient l'amendement n° I-38 de M. Marc Massion (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires") ; rejeté. (p. 8148) : favorable aux amendements n° I-38 de M. Marc Massion (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires") et n° I-75 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires"). Demande au Gouvernement le montant exact du coût du dispositif des pactes d'actionnaires. (p. 8154) : soutient l'amendement n° I-39 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de l'ISF des placements en capital au sein des PME) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8176) : soutient l'amendement n° I-41 de M. Marc Massion (émission conjointe de l'avis d'imposition à la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8183) : soutient l'amendement n° I-58 de M. Marc Massion (prorogation de l'application du taux réduit de la TVA au service d'aide à la personne et aux travaux d'entretien) ; rejeté. - **Art. 21** (*Reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale*) (p. 8197) : soutient l'amendement n° I-47 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8210, 8211) : ses amendements n° I-167 : compensation de la moins-value subie par les communes figurant dans le plan d'exposition au bruit ; et n° I-168 : repli ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 8251, 8252) : soutient l'amendement n° I-48 de M. Marc Massion (exonération pour les associations de la taxe sur les salaires à hauteur de deux emplois à plein temps payés au SMIC) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 43** (p. 8253) : soutient l'amendement n° I-122 de M. Marc Massion (création d'une redevance de sac de caisse dont le produit est reversé à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) ; rejeté. Causes de pollution sous-marine.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8275, 8277) : mise en cause des élus locaux et de leur gestion "décentralisée" des collectivités territoriales par le Gouvernement. Mobilisation des associations d'élus de collectivités à propos de ce projet de loi de finances. Conséquence de la réforme de la taxe professionnelle pour les finances des départements. Volte-face du Gouvernement à propos de l'autonomie financière des collectivités territoriales : engagements non tenus ; discours de "tutellisation" ; manque de transparence ; absence de garantie relative à la fiscalité locale ; non-explicitation du principe constitutionnel de péréquation. Son intervention en 2004 sur les insuffisances du ratio d'autonomie. Dégradation du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

processus de décision gouvernementale. Nombreuses questions en suspens sur la réforme de la taxe professionnelle. Votera contre ce projet de loi de finances. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8320) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). Interrogation sur les conséquences de la suppression de la première part de la DGE et sur les paramètres retenus pour la répartition des dotations de ce nouveau fonds. - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8324) : soutient l'amendement n° I-139 de M. Claude Haut (maintien de la majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements) ; devenu sans objet. (p. 8327) : soutient l'amendement n° I-143 de M. Claude Haut (participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8367) : sur l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local"), son sous-amendement n° I-321 ; rejeté. - **Art. 27** (*Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8389, 8390) : soutient les amendements n° I-156 de M. Gérard Miquel (mise en place d'une indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TSCA transférée aux départements) ; et n° I-157 de M. Claude Haut (mise en oeuvre du principe de l'autonomie financière des collectivités) ; rejetés.

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8694, 8695) : erreurs dans la présentation de l'augmentation de certains crédits. Incohérence entre la maquette budgétaire et les dotations proposées s'agissant de la sous-action "Conseil d'analyse de la société". Sous-évaluation traditionnelle des crédits d'action sociale interministérielle. Nécessité d'un effort accru en 2007 en loi de finances initiale. Diminution regrettable des crédits du CSA en dépit du déploiement de la TNT ainsi que de ceux de la Commission nationale de déontologie de la sécurité, CNDS. Réflexion sur les objectifs et indicateurs de performance. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" et de l'article 79. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8699, 8702) : ses amendements n° II-22 : création d'un nouveau programme "Développement et régulation des médias" ; et n° II-23 : réduction des crédits de paiement et des autorisations d'engagement du programme "Coordination du travail gouvernemental" pour corriger une erreur matérielle ; retirés au profit de l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° II-13 (création d'un nouveau programme regroupant les sept autorités administratives indépendantes, AAI, auparavant incluses dans le programme "Coordination du travail gouvernemental"). Accepte l'amendement n° II-123 du Gouvernement (réduction des crédits de paiement et des autorisations d'engagement du programme "Coordination du travail gouvernemental", correspondant à une nouvelle répartition des compétences entre l'Agence nationale des fréquences et le CSA). - **Art. 79** (*Aménagement de nomenclature relatif aux fonds spéciaux*) (p. 8702) : son amendement n° II-25 : coordination ; adopté.

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8714, 8715) : baisse en volume des crédits du programme "développement des entreprises" et de l'action "développement international de l'économie française". Enjeu capital de l'internationalisation de l'économie. Inquiétude quant à la progression des importations. Déficit commercial. Scepticisme à l'égard du discours officiel.

Résultats excédentaires en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande confrontés aux mêmes handicaps que la France. Quantité insuffisante d'entreprises exportatrices et d'exportations de haute technologie. Absence de politique régionalisée du commerce extérieur en dépit de l'objectif de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales. Impossibilité pour les régions de dégager les moyens indispensables. Nécessité d'une mobilisation de tous et d'une coordination des efforts engagés par l'Etat et les collectivités locales.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9263, 9264) : rappel du débat au Sénat sur l'autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales : caractère inapplicable des mécanismes proposés ; absence de confiance dans les engagements du Gouvernement. Volonté de mise sous tutelle des collectivités territoriales. Absence de réforme de l'assiette de la taxe professionnelle. Irrecevabilité de la justification de cette réforme mentionnant la nécessité de préserver l'attractivité de la France. Conséquences : risque de nomadisation des bases de taxe professionnelle et de précarisation de l'emploi. Défavorable à cet article. (p. 9300) : son amendement n° II-354 : suppression des pratiques d'optimisation fiscale consistant à réduire la valeur ajoutée des entreprises par la déduction des dépenses de prestation d'intérim et de mise à disposition de personnels par une autre entreprise ; rejeté. (p. 9302, 9303) : intervient sur son amendement n° II-354 précité. Lutte contre la précarisation. (p. 9307) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° II-362 (non-application de cette réforme aux EPCI à taxe professionnelle unique dont le taux est inférieur à celui voté l'année précédente majoré de 5,5 %) ; retiré ; et n° II-356 (non-application de ce dispositif aux collectivités locales souhaitant mettre en place une majoration spéciale de leur taux de taxe professionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 61** (p. 9395, 9396) : soutient l'amendement n° II-385 de M. Marc Massion (plafonnement global de la réduction du revenu imposable procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9436, 9439) : soutient l'amendement n° II-388 de M. Marc Massion (incitation fiscale à la démarche de certification au bénéfice des entreprises) ; rejeté. Soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° II-389 (création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable et locale financé par un prélèvement sur les recettes de la TIPP) ; et n° II-391 (majoration du tarif d'achat de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9442) : soutient l'amendement n° II-393 de M. Michel Charasse (prorogation de l'application du taux réduit de TVA aux services d'aide à la personne et aux travaux à domicile) ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 67** (p. 9447, 9448) : soutient l'amendement n° II-97 de M. Bernard Dussaut (limitation de l'augmentation annuelle du taux de la TACA à 50 %) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9453, 9460) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° II-374 (éligibilité au FCTVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers réalisés par les communes et leurs groupements, quelle que soit la part de l'activité de valorisation des déchets) ; et n° II-369 (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets) ; rejetés. Soutient l'amendement n° II-54 de M. Paul Raoult (octroi d'une subvention du budget général des collectivités territoriales à l'équilibre des comptes des nouveaux services publics d'assainissement non collectifs, SPANC, pendant les quatre premières années) ; adopté. (p. 9459) : favorable au maintien en l'état de l'amendement précité n° II-369 de M. Gérard Miquel.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32 quater** (p. 10012, 10013) : caractère emblématique

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dans le contexte actuel des amendements portant sur le même objet n° 108 et 109 de M. Thierry Repentin (compensation intégrale de la commune hébergeant une zone urbaine sensible sur son territoire des pertes de recettes liées aux exonérations de taxes foncières sur les propriétés bâties). Refus de ces amendements non argumenté par le Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10102) : bien-fondé de l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Nécessité pour le groupe socialiste d'en voter dès aujourd'hui le principe. Arguments non convaincants du ministre et de la commission. - **Art. 40 octies** (*Abaissement des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10109, 10111) : son amendement n° 117 : plafonnement du taux d'augmentation de la contribution d'une entreprise à la TACA à 50 % ; devenu sans objet. Reprend l'amendement de la commission n° 33 : nouvelle rédaction de l'article portant aménagement et élargissement de l'assiette de la TACA ; rejeté.

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations ; nouvelle nomination le 30 juillet 2005.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 143 (2004-2005)] (13 janvier 2005) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi instituant la fiducie [n° 178 (2004-2005)] (8 février 2005) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pacte de stabilité et de croissance [n° 277 (2004-2005)] (31 mars 2005) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 267 (2004-2005)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 309 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 235 (2004-2005)] de sauvegarde des entreprises [n° 355 (2004-2005)] (26 mai 2005) - **Entreprises.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 285 (2004-2005)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 368 (2004-2005)] (7 juin 2005) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 433 (2004-2005)] pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 438 tome 1 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 433 (2004-2005)] pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 438 tome 2 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les sept piliers de la sagesse budgétaire [n° 444 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 432 (2004-2005)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 456 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Entreprises - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 475 (2004-2005)] (12 juillet 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 1 (2005-2006)] portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 2 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le marché immobilier français en situation de retournement : analyse et conséquence [n° 6 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 508 (2004-2005)] relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 20 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les prélèvements obligatoires entre volonté et réalités : préparer la refondation du modèle fiscal français [n° 33 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Le budget de 2006 et son contexte économique et financier : les ambitions à l'épreuve de la dette [n° 99 tome 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 99 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 99 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Deuxième partie de la loi de finances) - Examen des articles - Volume 1, rapport [n° 99 tome 3 vol. 1 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Deuxième partie de la loi de finances) - Volume 2 - Tableau comparatif [n° 99 tome 3 vol. 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 123 (2005-2006)] de finances rectificative pour 2005 [n° 129 tome 1 (2005-2006)] (14 décembre 2005) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 123 (2005-2006)] de finances rectificative pour 2005 [n° 129 tome 2 (2005-2006)] (14 décembre 2005) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 134 (2005-2006)] (15 décembre 2005) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 151 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2307) : défavorable à l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales). Différence entre loi de financement de la sécurité sociale et loi de finances.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 3325, 3327) : enjeu d'attractivité et de compétitivité de la France. Jalon dans le processus de modernisation de la législation financière européenne. Contenu du texte : transposition du dispositif dit "Abus de marché" ; habilitation à transposer par ordonnance la directive sur les marchés d'instruments financiers. Importance économique et morale d'une répression des abus. Système français de double sanction administrative et pénale. Contenu de la directive-cadre du 28

janvier 2003 : information privilégiée ; manipulation de marché ; échange d'informations entre autorités nationales. Mise en place anticipée de l'Autorité des marchés financiers, AMF. Directive sur les marchés d'instruments financiers : coexistence de deux systèmes différents ; émergence d'un compromis : reconnaissance de la dualité des transactions sur le marché réglementé et en dehors. Nécessité d'encadrer la transposition par ordonnance. Proposition de la commission de ratifier deux ordonnances récentes. Souhait d'une réflexion sur le rachat par les entreprises de leurs propres actions : controverse au sujet des pratiques de la société Vivendi-Universal en 2001. Au nom de la commission des finances, propose un vote positif sur l'ensemble du texte, sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3333, 3334) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° 1 (augmentation du nombre des représentants des salariés au sein du collège de l'Autorité des marchés financiers, AMF) et n° 2 (possibilité de saisine de l'AMF par toute personne morale ou physique et information ultérieure de cette personne par l'AMF). (p. 3334, 3335) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. François Marc (possibilité pour les actionnaires d'intenter, simultanément et pour les mêmes faits, une action sociale et une action individuelle en responsabilité contre les dirigeants d'une entreprise). Interrogation sur la compatibilité de la "class action" avec le droit français. Risque d'accroissement du contentieux financier. Proposition d'une avance des frais par l'entreprise dans le cas d'une action sociale. - **Art. 1er (Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers)** (p. 3337, 3338) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. François Marc (extension du champ d'application du dispositif aux marchés non réglementés). Répartition des mesures entre ce texte et le projet de loi à venir sur la confiance et la modernisation de l'économie. Marchés de gré à gré. Prise en compte de l'ensemble des titres listés. (p. 3338, 3339) : ses amendements n° 16 : extension du champ d'application de l'obligation de déclaration d'opérations suspectes ; n° 4 : obligation faite à l'AMF de demander une confirmation écrite des déclarations d'opérations suspectes transmises par voie orale ; n° 17 : élargissement du champ de l'obligation de confidentialité relative aux déclarations d'opérations suspectes ; et n° 5 : précision des modalités de transmission des informations par l'AMF à l'autorité de tutelle d'un autre Etat membre pour les opérations relevant de la compétence de cette autorité ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 12 de M. François Marc (limite aux seules personnes morales de l'exonération de responsabilité civile pour les déclarations effectuées de bonne foi). - **Art. 3 (Adaptation du régime de déclaration d'opérations sur titres effectuées par les dirigeants d'un émetteur et les personnes qui leur sont liées)** (p. 3340, 3343) : son amendement n° 6 : nouvelle écriture de cet article, clarification de la liste des personnes physiques concernées et obligation de déclaration limitée à ces dernières ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 13 de M. François Marc (extension de la publicité des opérations sur titres aux titulaires des quinze plus importants plans d'option donnant droit à la souscription d'actions). - **Art. 4 (Etablissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers)** (p. 3343) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de M. François Marc (extension du champ de contrôle aux négociations sur les marchés non réglementés). Son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Art. 5 (Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers)** (p. 3345, 3346) : son amendement n° 8 : encadrement du champ de l'habilitation et respect de quatre principes favorables à la transparence et à l'équité de fonctionnement des marchés financiers ; adopté. S'oppose aux amendements de suppression n° 3 de M. Thierry Foucaud et n° 15 de M. François Marc. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 3347) : son amendement n° 9 : ratification de deux ordonnances relatives à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier et à la simplification du régime de transfert de propriété des instruments financiers ; extension du dispositif aux titres régis par un droit étranger ; adopté. (p. 3348, 3349) : son amendement n° 18 : renforcement de l'encadrement des rachats d'actions ; retiré. Origine de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

législation française dans ce domaine. Intervient sur son amendement n° 18 précité. Souhait d'une solution équilibrée.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie** - *Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]* - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3357, 3359) : hommage aux décisions courageuses du Gouvernement en matière d'énergie. Renforcement nécessaire de l'indépendance de la commission de régulation de l'énergie. Biocarburants. Souhait de transparence sur les conditions d'implantation des éoliennes et de rémunération des investisseurs. Amélioration possible de la surveillance des marchés. Interrogation sur le calendrier de l'ouverture du capital d'EDF et de GDF.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3459, 3460) : défavorable aux amendements de M. Roland Courteau n° 139 (taux de TVA réduit pour les réseaux de chauffage domestique utilisant du bois), n° 140 (TVA à taux réduit pour les livraisons de chaleur distribuées en réseaux) et n° 141 (TVA à taux réduit pour la fourniture collective de chaleur renouvelable) ainsi qu'à ceux de Mme Catherine Troendle n° 282 (réduction du taux de TVA applicable aux livraisons d'énergie facturées aux usagers des réseaux collectifs de chaleur alimentés au bois), n° 283 (TVA à taux réduit applicable à l'abonnement aux réseaux de chaleur collectifs alimentés au bois) et n° 284 (TVA à taux réduit pour les prestations de chauffage fournies par les réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3549) : hommage à l'exercice de synthèse de la commission. Votera l'ensemble du dispositif de l'amendement n° 40 (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000) rectifié de la commission. Voeu d'une nécessaire transparence des aspects économiques et financiers de l'énergie éolienne. Importance des enjeux. - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 3556) : votera l'amendement n° 303 de la commission (autorisation des communautés de communes à adopter une TPZ pour les zones de développement de l'éolien). S'interroge sur le bénéficiaire de la taxe professionnelle en cas de mise en place de parcs d'éoliennes sur le domaine public maritime. - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A ou après l'art. 11 quater** (p. 3560, 3561) : son amendement n° 277 : possibilité pour le producteur d'électricité de construire des ouvrages de raccordement d'une installation de production d'électricité aux réseaux ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 11 sexies** (p. 3562) : votera l'amendement n° 143 de M. Roland Courteau (limitation du bénéfice du crédit d'impôt pour les pompes à chaleur, aux climatiseurs installés dans des logements occupés par des personnes âgées ou handicapées). - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3563) : son amendement n° 268 : renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3565) : ses amendements n° 270 : octroi aux agents de la commission de régulation de l'énergie et à ceux de la direction générale de la concurrence, d'un droit de contrôle sur les entreprises exerçant des activités de négoce ; et n° 269 : renforcement des missions de surveillance des marchés du gaz de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adoptés. - **Art. 12 BA** (*Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à la contribution au service public de l'électricité*) (p. 3566, 3567) : son amendement n° 273 : suppression partielle ; retiré. Souci de ne pas proroger indéfiniment le dernier montant fixé pour la CSPE à défaut de l'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté. Inexistence pour l'avenir des risques d'annulation depuis la validation des arrêtés contestés par le projet de loi de finances rectificative. Surpris de ces précautions supplémentaires. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3571) : intervient sur les amendements identiques n° 204 de M. Jean-Pierre Vial, n° 262 de M. Daniel Dubois et n° 288 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la contribution au service public de

l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site). Nécessité d'une simulation du dispositif avant la discussion en commission mixte paritaire. - **Art. 13 bis** (*Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3580) : son amendement n° 272 : précision du champ d'application de l'article ; retiré. Nécessité d'exclure les sociétés d'intérêt collectif agricole d'électricité, SICAE, des entités juridiques visées par la limitation d'activité. Obligation excessive. Altération de leur compétitivité. (p. 3582, 3584) : sensible aux propos du Gouvernement et du rapporteur sur le tarif de cession et le souci de lutter contre les distorsions de concurrence. Sceptique quant à l'absence d'alternative à la constitution d'une filiale. Suggère de prévoir deux sections dans les comptes de la même entreprise afin d'en assurer la transparence et les vérifications. Se conformera à l'appréciation de M. Marcel Deneux sur son amendement n° 88 (précision du champ d'application de l'article). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis A** (p. 3594) : sur l'amendement n° 60 de la commission (insertion du dispositif prévu par l'article 12 D du projet de loi, relatif aux incitations tarifaires limitant la consommation pendant les périodes de pointe), ses sous-amendements, portant sur le même objet que le sous-amendement n° 214 de M. Ladislav Poniatowski, n° 281 et 267 : détermination par les gestionnaires de réseau des périodes de différenciation des tarifs d'utilisation des réseaux ; retirés. - **Art. 17 bis B** (*Art. 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution*) (p. 3595, 3597) : intervient sur l'amendement n° 233 de M. Philippe Nogrix (publication et transmission simultanées par la CRE de ses propositions tarifaires). Son amendement n° 275 : publication de ses avis par la CRE à défaut de décision des ministres chargés de l'économie et de l'énergie dans le délai d'un mois à compter de leur transmission ; rejeté. Utilité pour le marché d'un affichage de sa jurisprudence par la CRE. - **Art. 17 bis** (*Art. 23 et 38 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Saisine de la Commission de régulation de l'énergie*) (p. 3599) : défavorable à l'amendement n° 62 de la commission (rétablissement de l'article 17 bis supprimé par l'Assemblée nationale en précisant l'impossibilité pour un client résidentiel de saisir la CRE d'une demande de règlement de différend). Difficultés d'application pour la CRE. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 3600) : son amendement n° 279 : prérogative de la CRE en matière d'astreintes pour l'accès aux réseaux ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 3607) : favorable à l'amendement n° 266 du Gouvernement (mise en oeuvre d'un dispositif tendant à augmenter le volume des transactions sur Powernext ou à organiser des mises en enchères de capacité). Initiative très encourageante d'un point de vue économique.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 313 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Question préalable** (p. 3670, 3671) : s'oppose à la motion n° 8 de Mme Marie-France Beaufilet tendant à opposer la question préalable. Retour à une gestion concrète des crédits publics au sein des différentes missions. Réforme de l'article d'équilibre. Nécessité d'une certaine souplesse dans la mise en place de ce nouveau système. - **Art. 3** (*Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements*) (p. 3674, 3675) : élargissement du droit d'amendement.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3985) : défavorable à l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales).

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 4740, 4741) : créations et défaillances d'entreprises. Instauration de la procédure de sauvegarde. Constitution de comités de créanciers. Recherche d'un équilibre entre les droits de l'Etat-créancier et les autres créanciers. Suivi de la législation bancaire. Amélioration souhaitable de la transparence des rémunérations des administrateurs et mandataires judiciaires ; distinction des fonctions et des responsabilités de ces deux opérateurs. Au nom de la commission des finances, souhaite l'adoption de ce projet de loi amélioré par le résultat des délibérations du Sénat.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 92** (*Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers*) (p. 4863, 4864) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 203 : préservation des intérêts de tous les créanciers par la décision prise par chacun des comités. - **Art. additionnels après l'art. 178 ou avant l'art. 1er** (p. 4911) : sur l'amendement n° 155 de la commission (assouplissement des règles de prise en charge par le Trésor public des frais de procédure en cas d'impécuniosité du débiteur afin de faciliter la réalisation de l'inventaire), son sous-amendement n° 205 (inscription dans la loi des principes de rémunération des administrateurs et mandataires de justice) ; retiré ; puis repris par M. Bernard Frimat. Son amendement n° 206 : publication par les tribunaux de commerce et les tribunaux de grande instance de la liste des administrateurs et mandataires judiciaires, des dossiers traités et du chiffre d'affaires réalisés par chacun d'eux ; adopté.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 4977, 4980) : objectif principal d'accroître la compétitivité de notre droit financier et de renforcer l'attractivité du territoire national. Poursuite de la modernisation des marchés financiers. Amélioration de la gouvernance des entreprises. Assouplissement des conditions de l'appel public à l'épargne. Insertion du statut de la société européenne dans le droit commercial. Importance de la surveillance des transactions. Favorable au maintien de la langue française pour le libellé des prospectus financiers. Modernisation du droit des sûretés : hypothèque rechargeable et viager hypothécaire. Modification des règles d'épargne salariale et d'intéressement. Poursuite d'un processus continu d'adaptation et de modernisation de la législation financière. Importance des réformes de l'Autorité des marchés financiers et du régime de fiducie. - **Question préalable** (p. 4998) : s'oppose à la motion n° 134 de M. Bernard Vera tendant à opposer la question préalable. - **Art. additionnel avant l'art. 1er A** (p. 4999, 5000) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Bernard Vera (imposition des actifs professionnels au titre de l'ISF avec modulation du taux d'intégration en fonction des choix faits par l'entreprise en matière d'emploi et de salaire). Vision irréaliste du parti communiste sur la répartition des richesses dans l'économie. Souhait de la commission d'un débat sur le fond relatif à l'impôt sur le patrimoine, le régime des biens professionnels et l'ISF, en vue de la loi de finances pour 2006. - **Art. 1er A** (*Réforme des contrats d'assurance vie*) (p. 5001) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 132 de M. Michel Mercier (alignement de la fiscalité applicable à la transformation des contrats en euros en contrats en unités de compte pour les mutuelles et les compagnies d'assurance). - **Art. 1er B** (*Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées*) (p. 5002) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. 1er C** (*Introduction d'une fiscalité favorable au développement des marchés financiers dédiés aux PME*) (p. 5003) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. 1er D** (*Relèvement du seuil de l'imposition forfaitaire annuelle de l'impôt sur les sociétés*) : son amendement n° 1 : suppression ; adopté. Demande le report de la réforme de l'IFA auquel il est favorable à l'examen du projet de loi de finances pour 2006. Réexamen en profondeur de l'impôt sur les sociétés. - **Art. additionnel après l'art. 1er D** (p. 5004) : demande le retrait de l'amendement n° 125 de M. Michel Mercier (exonération des

cotisations patronales pour les nouvelles embauches, sous conditions). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 5005) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. François Marc (participation d'un délégué du comité d'entreprise aux décisions du conseil d'administration). (p. 5006) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. François Marc (limitation du cumul des mandats d'administrateurs). (p. 5007, 5008) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 90 (précision dans le rapport annuel du conseil d'administration de l'objet, du nombre et des résultats des opérations de contrôle réalisées en cours d'année) et n° 87 (ouverture d'une action en responsabilité en réparation du préjudice direct ou indirect subi par les actionnaires). - **Art. 1er** (*Tenue des conseils d'administration et de surveillance des sociétés par des moyens de télétransmission*) (p. 5009, 5010) : son amendement n° 2 : réécriture de l'article ; retiré au profit de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 32 (réécriture de l'article prévoyant un régime unique applicable à l'ensemble des moyens de télécommunication). (p. 5011) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. François Marc (restriction du champ offert à l'utilisation des moyens de télécommunication). - **Art. 2** (*Aménagement des règles de quorum des assemblées générales*) (p. 5012, 5013) : son amendement n° 3 : harmonisation des quorums des assemblées extraordinaires avec ceux des assemblées ordinaires ; retiré. S'oppose aux amendements identiques n° 63 de M. Bernard Vera et n° 92 de M. François Marc (suppression). Volonté d'approfondissement de la question du vote électronique. - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 5014) : son amendement n° 142 : création de sociétés anonymes unipersonnelles ; adopté. Rapprochement avec la possibilité de constituer des sociétés européennes unipersonnelles. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5016) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Bernard Vera (limitation du cumul des mandats au sein des conseils d'administration des entreprises à deux mandats consécutifs). (p. 5017) : accepte l'amendement n° 55 de M. Gérard Longuet (exonération des sociétés ne faisant pas appel à l'épargne de l'obligation de présenter un rapport sur la préparation du conseil d'administration). (p. 5018) : sur les amendements de M. François Marc, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 93 (renforcement des règles de majorité à l'assemblée générale extraordinaire) et s'oppose au n° 97 (information de l'assemblée générale des actionnaires de la rémunération et des avantages reçus par les mandataires sociaux). (p. 5019) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Vera n° 65 (plans d'option d'achat d'actions soumis à la négociation collective et associés à la signature d'un accord collectif sur l'évolution des salaires) et n° 66 (rapport des commissaires aux comptes porté à la connaissance du comité d'entreprise ou des représentants du personnel). - **Art. 2 bis** (*Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées*) (p. 5021) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. François Marc (suppression) et accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 33 (intégration dans le dispositif des conventions réglementées des contreparties financières dues en raison de la cessation des fonctions de dirigeant), et de cohérence rédactionnelle n° 34 et n° 35. Demande de précision sur les conséquences d'un éventuel rejet par l'assemblée générale du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées. - **Art. additionnels après l'art. 2 bis** (p. 5022, 5023) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 96 (renforcement de l'efficacité des conventions réglementées) et n° 95 (conditions de fixation des rémunérations accessoires déterminées par les actionnaires). - **Art. 2 ter** (*Transparence des rémunérations des dirigeants des sociétés cotées*) (p. 5024) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 36 (contrepartie financière liée à la cessation ou au changement de fonctions soumise à information). Son amendement n° 4 : suppression de la référence à la bonne foi permettant la suspension des versements effectués en méconnaissance des dispositions légales ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 2 ter** (p. 5025) : son amendement n° 141 : remplacement des nullités impératives en matière d'augmentation de capital et de droit de vote par des nullités facultatives soumises à l'appréciation du juge ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3** (*Limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 5037) : s'oppose à l'amendement n° 98 de M. François Marc (suppression). Accepte les amendements de la commission des lois saisis pour avis n° 37 (maintien de certains fonctionnaires au-delà de la limite d'âge, jusqu'à la prise de fonction de leurs successeurs) et n° 38 (précision du dispositif). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5038) : son amendement n° 143 : suppression de l'obligation faite aux administrateurs de détenir un nombre minimum d'actions dans les sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne ; rejeté. (p. 5039) : intervient sur son amendement précité n° 143. (p. 5040) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. François Marc (responsabilité personnelle des dirigeants et administrateurs sur leurs propres deniers). (p. 5043) : son amendement n° 5 : adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 162 et n° 163. (p. 5046) : accepte l'amendement n° 85 de M. Jean-Jacques Hyst (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne), identique à son amendement n° 5 précité, et, sur ce dernier, accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 162 et n° 163. S'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Guy Branger n° 149 à n° 157 portant sur l'amendement n° 85 précité. (p. 5048) : défense du droit d'amendement. (p. 5054) : s'oppose aux sous-amendements de M. Jean-Guy Branger n° 158 à n° 161 portant sur l'amendement n° 86 de M. Jean-Jacques Hyst (transposition de la directive complétant le statut de la société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs) qu'il accepte. (p. 5056) : accepte l'amendement n° 164 du Gouvernement (adaptation du code monétaire et financier aux dispositions relatives à la société européenne). (p. 5057) : accepte l'amendement n° 165 du Gouvernement (adaptation du code des assurances aux dispositions relatives à la société européenne). S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Bernard Vera (soumission au comité d'entreprise des conditions du versement d'une retraite capitalisée pour les anciens dirigeants d'entreprise). - **Art. 3 bis** (*Dérogation au principe de séparation de l'audit et du conseil au profit de l'Etat*) (p. 5057, 5059) : son amendement n° 6 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 3 bis** (p. 5060, 5061) : son amendement n° 7 : abrogation du régime spécial de solidarité fiscale des gérants majoritaires de SARL ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 4 A** (p. 5061, 5062) : son amendement n° 144 : confirmation d'une jurisprudence récente de la Cour de cassation sur les cessions de créances ; adopté. - **Art. 4 A** (*Mesure fiscale tendant à rétablir la neutralité des véhicules du capital-investissement*) (p. 5063, 5064) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 4** (p. 5064) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Bernard Vera (orientation de la dépense publique en direction de l'entreprise vers le financement direct des investissements). (p. 5065) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Bernard Vera (relèvement des plafonds des livrets Codevi). - **Art. 4** (*Nouveaux financements pour la revitalisation économique*) (p. 5067) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 52 de M. Jean-Pierre Vial (soutien aux activités de sous-traitance) et n° 126 de M. Michel Mercier (soutien à l'artisanat dans les bassins d'emploi sinistrés). S'oppose à l'amendement n° 71 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 5068) : demande le retrait de l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement à toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des BIC). - **Art. 5** (*Agence de l'innovation industrielle*) (p. 5072) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 5073) : accepte l'amendement n° 137 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance n° 2005-722 du 29 janvier 2005 relative à la création de l'établissement public OSEO et à la transformation de l'établissement public Agence nationale de valorisation de la recherche en société anonyme). - **Art. 5 bis** (*Réductions d'impôt sur les sociétés pour des dépenses de recherche ou des souscriptions au capital de petites et moyennes entreprises*

(p. 5075) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Bernard Vera (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 5 bis** (p. 5076, 5077) : accepte les amendements n° 127 de M. Michel Mercier (gestion par des établissements publics des avances remboursables accordées aux entreprises participant à la création et au développement de leur secteur) et n° 138 du Gouvernement (réduction du montant des principales redevances en matière de brevets). - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5079, 5081) : s'oppose aux amendements identiques n° 74 de M. Bernard Vera, n° 100 de M. François Marc et n° 123 de M. Michel Mercier (suppression), ainsi qu'à l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 39 (retrait du prêt viager hypothécaire du champ d'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances). Accepte les amendements de la commission des lois saisi pour avis n° 40 (rédaction) et n° 129 de M. Michel Mercier (protection du sort des cautions et des règles permettant de soustraire certains biens aux poursuites des créanciers). - **Art. 7** (*Modification du champ de l'appel public à l'épargne*) (p. 5083, 5084) : son amendement n° 8 : prise en compte des sociétés en commandite par actions dans ce projet de loi ; adopté. Ses amendements n° 9 : modification de la définition des investisseurs qualifiés ; adopté ; et n° 10 : précision ; retiré. (p. 5085) : son amendement n° 145 : rédaction ; adopté. - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5086) : son amendement n° 11 : traduction systématique du prospectus pour les opérations portant sur des titres de capital ; retiré. (p. 5088, 5089) : demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. François Marc (information du public en langue française). Accepte l'amendement n° 167 du Gouvernement (information du public en langue française), portant sur le même objet que l'amendement n° 101 de M. François Marc précité. S'oppose à l'amendement n° 102 de M. François Marc (renforcement des moyens de protection de l'investisseur). (p. 5090, 5091) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. François Marc (suppression du visa préalable de l'AMF en matière de rachat d'actions). Ses amendements n° 12 : cas dans lesquels l'AMF est compétente pour viser le prospectus ; et, portant sur le même objet, n° 13 et 14 : améliorations de la transposition de la directive "prospectus" ; adoptés. Son amendement de questionnement n° 15 ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 5092, 5093) : son amendement n° 16 : encadrement du rachat d'actions par les sociétés ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 8 bis** (p. 5093, 5094) : son amendement n° 17 : désignation des présidents de conseils d'orientation et de surveillance représentant les caisses d'épargne ; retiré. (p. 5095) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Philippe Dominati (désignation des administrateurs représentant les caisses d'épargne au conseil de surveillance). (p. 5097) : intervient sur son amendement précité n° 17. - **Art. 8 bis** (*Élargissement de l'accès de la Caisse des dépôts et consignations aux marchés obligataires*) (p. 5097, 5098) : son amendement n° 18 : rôle de la commission de surveillance en matière d'émission de titres de créance ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 5100) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. François Marc (contrôle des agences de notation par l'AMF). - **Art. 9** (*Réglementation relative aux recommandations d'investissement produites ou diffusées par les professionnels*) (p. 5101) : son amendement n° 19 : approbation par l'AMF du code de bonne conduite établi par l'association professionnelle des entreprises journalistiques ; retiré. (p. 5102) : ses amendements n° 20 : caractère public de la sanction prononcée en cas d'infraction au code déontologique ; retiré et n° 21 : observations et recommandations de l'AMF, dans son rapport annuel, sur l'activité de l'association professionnelle des entreprises journalistiques ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5103) : son amendement n° 22 : inclusion des personnes physiques dans le mécanisme conventionnel de résiliation-compensation anticipée des créances et des dettes ; adopté. - **Art. 11** (*Amélioration des règles relatives à l'information périodique*) (p. 5105) : son amendement n° 166 : précision ; adopté. (p. 5106) : ses amendements n° 23 : conséquence ; n° 25 : précision et n° 26 : conditions de levée du secret professionnel des commissaires aux comptes ; adoptés. - **Art. 12** (*Amélioration des règles de franchissement de seuil*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 5108) : son amendement n° 27 : modification du seuil de déclaration obligatoire pour l'actionnaire détenant plus de 90 % du capital ou des droits de vote ; adopté. (p. 5109) : demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. François Marc (information des actionnaires du nombre exact de droits de vote qu'ils détiennent). Son amendement n° 28 : rétablissement des conditions d'information rétrospective correspondant à l'état du droit des déclarations de franchissement de seuil ; adopté. (p. 5110) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 41 (suppression d'une disposition inutile et extension d'une exemption prévue par le code de commerce). - **Art. additionnel après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 75 de M. Bernard Vera (information du personnel de toute mesure visant à modifier l'organisation de l'entreprise). - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 5111) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. François Marc (incompatibilité entre la fonction de membre de l'AMF et l'exercice d'un mandat d'administrateur ou de dirigeant d'une société anonyme). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. François Marc (prescription des infractions sur les marchés). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5111, 5112) : s'oppose à l'amendement n° 118 de M. François Marc (obligation d'impartialité des membres de l'AMF). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de M. François Marc (caractère public des sanctions prononcées par l'AMF). - **Art. additionnels avant l'art. 14** (p. 5113) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 76, 77, 78, 79 et 80 (protection des droits des locataires face aux investisseurs immobiliers). - **Art. 14** (*Extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent*) (p. 5115) : s'oppose aux amendements identiques n° 81 de M. Bernard Vera et n° 107 de M. François Marc (suppression). - **articles additionnels avant l'article 15** (p. 5116) : s'oppose à l'amendement n° 110 de M. François Marc (octroi aux mandataires sociaux d'une forme de rémunération variable liée à la mise en place ou au renouvellement d'un accord d'intéressement). S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Godefroy (engagement d'une négociation sur les salaires préalablement à la mise en place d'un accord d'intéressement, de participation ou d'un plan d'épargne entreprise, PEE). (p. 5117) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. François Marc (méthode d'évaluation de la complémentarité de la participation dans les PME et du salaire). - **Art. 15** (*Ouverture des accords d'intéressement aux dirigeants des entreprises de moins de cent salariés*) (p. 5118) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 43 (suppression d'une mention inutile). Son amendement n° 146 : conclusion de tels accords dès 2005 ; retiré. (p. 5119) : accepte les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 44 (diminution de la durée minimale de l'accord d'intéressement requis pour les entreprises employant moins de cinquante salariés), n° 45 (rédaction) et n° 46 (précision). (p. 5120) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Bernard Vera (contrôle direct, par les salariés, des fonds collectés au titre de la participation). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5120, 5121) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 116 et 117 de M. François Marc (information des sections syndicales d'organisations représentatives). S'oppose à l'amendement n° 82 de M. Bernard Vera (respect des obligations en matière de négociation salariale). (p. 5122) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 47 (modification de la formule de calcul de la réserve spéciale de participation). - **Art. 15 bis** (*Affectation de l'excédent de la réserve spéciale de participation*) : son amendement n° 56 : rédaction ; adopté. - **Art. 15 ter** (*Mise en place d'une prime exceptionnelle d'intéressement*) (p. 5123) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 48 (approbation par le personnel de l'entreprise des accords permettant le versement de la prime exceptionnelle). - **Art. 15 quater** (*Déblocage des sommes attribuées en 2005 au titre de la participation*) : son amendement n° 53 : extension du champ de la négociation d'accords collectifs pour permettre le déblocage de la participation ; adopté. (p. 5125) : son amendement n° 57 : subordination à un accord collectif de la possibilité pour l'employeur d'abonder les sommes débloquées en 2005 ;

adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 51 de M. Jean Arthuis (suppression). Accepte les amendements n° 130 de M. Michel Mercier (possibilité, pour l'employeur, de débloquer la totalité de la participation calculée conformément à la formule dérogatoire) et n° 168 du Gouvernement (soumission à l'impôt sur le revenu des sommes attribuées aux salariés en 2005 au titre de la participation aux résultats de l'entreprise). (p. 5126) : question du mode de calcul de l'imposition des plus-values. - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 5127) : son amendement n° 147 : mesures complémentaires concernant le dispositif d'attribution gratuite d'actions en faveur du personnel des entreprises ; adopté. - **Art. 17** (*Dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale*) (p. 5128) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. François Marc (amélioration de la protection des salariés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 112 de M. François Marc (consultation des partenaires sociaux dans l'hypothèse de l'affectation de la réserve spéciale de participation en cas de rupture du contrat de travail). - **Art. 18** (*Évaluation des titres offerts dans les plans d'épargne d'entreprise des sociétés non cotées*) (p. 5129) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 49 (élargissement de la gamme des sanctions applicables en cas de non-respect des règles relatives à l'évaluation des titres des sociétés non cotées). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 113 de M. François Marc (coordination). - **Art. 19** (*Information des salariés sur les plans d'épargne d'entreprise unilatéraux*) : Accepte l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 50 (précision). (p. 5130) : accepte l'amendement n° 131 de M. Michel Mercier (dispense accordée aux entreprises ayant déjà organisé une information individuelle de tous les salariés dans le cadre du règlement de leur PEE). - **Art. 20** (*Crédit d'impôt au titre de la formation en matière d'épargne salariale*) (p. 5131) : son amendement n° 31 : suppression ; adopté. - **Art. 23** (*Renouvellement de l'habilitation à modifier la législation relative aux propriétés publiques*) (p. 5132) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 42 (cohérence). Accepte l'amendement n° 139 du Gouvernement (prorogation de trois mois du délai de la nouvelle habilitation législative prévue à cet article). - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 5133, 5134) : son amendement n° 30 : énonciation des principes à appliquer en matière de protection des porteurs de parts ; retiré. Accepte l'amendement identique n° 140 du Gouvernement. Son amendement n° 148 : amélioration de la compétitivité de la place de Paris ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5137) : qualité des débats. Remerciements. Votera ce texte utile dans le cadre de la politique de réforme actuellement conduite.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 5156, 5158) : vives préoccupations à l'égard de la situation présente et à venir des finances publiques. Existence de trois modèles socio-économiques en Europe : anglo-saxon, rhénan et scandinave. Crise morale et financière de la France. Solutions passant par l'inventivité, la liberté de l'esprit, le bon maniement des outils budgétaires et la discipline budgétaire. Priorité à l'emploi. Tendance au dérapage par rapport aux programmes de stabilité. Soutient l'objectif du "zéro volume" pour les dépenses publiques. Risque de déficit public excessif jusqu'en 2008. Favorable à une pause dans la politique de baisse des impôts et en matière de réforme de la taxe professionnelle. S'interroge sur la capacité de la France à restreindre plus rigoureusement la dépense publique. Elaboration nécessaire d'un plan de redressement. (p. 5171) : désaccord sur la corrélation entre le niveau de l'emploi public et le taux de chômage. (p. 5185) : nécessité d'un accroissement des financements pour la part de l'Etat par l'Agence pour le financement des infrastructures de transport de France, l'AFITF.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers - Deuxième lecture [n° 432 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - rapporteur de la commission des finances, du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 5330, 5331) : mesures en faveur de la transparence sur les marchés financiers. La commission des finances préconise une adoption conforme de ce projet de loi. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5332) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. François Marc (renforcement de l'efficacité du régime général de mise en cause de la responsabilité des dirigeants de société). - **Art. 1er** (*Déclaration d'opérations suspectes à l'Autorité des marchés financiers*) (p. 5334) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° 2 (élargissement du dispositif de surveillance aux titres négociés sur les marchés non réglementés) et n° 3 (amélioration de l'efficacité de l'obligation de déclaration de soupçons). - **Art. 4** (*Etablissement d'une liste d'initiés par les émetteurs et certains tiers*) (p. 5335) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. François Marc (élargissement du champ d'application de cet article aux titres négociés sur les marchés non réglementés). - **Art. 5** (*Transposition par ordonnance de la directive 2004/39/CE relative aux marchés d'instruments financiers*) (p. 5336) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. François Marc (suppression).

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie** - *Commission mixte paritaire [n° 475 (2004-2005)]* - (13 juillet 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 5544, 5546) : satisfait de la méthode employée lors de l'examen de ce texte. Réelle oeuvre législative en commission mixte paritaire. Présentation des questions traitées dans ce projet de loi. Sollicite l'approbation des conclusions de la commission mixte paritaire. - **Art. 15** (p. 5571) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (levée du gage).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 5665, 5666) : enjeux macro-économiques de l'assurance vie. Volume quantitatif du secteur et nature spécifique des comportements en assurance vie. Exigence de transparence et de bonne gouvernance à l'instar des règles applicables aux marchés financiers. Souscrit aux dispositions du volet "harmonisation européenne" du texte, ainsi qu'au compromis trouvé à l'Assemblée nationale quant au choix du délai limite pour le droit de renonciation en cas de défaut d'information du souscripteur. Propositions de la commission : normalisation de l'information s'agissant de l'explicitation des conditions de souscription des contrats et introduction de l'autorité de contrôle dans ce processus ; encadrement des contrats dits "à frais précomptés" ; meilleure information du souscripteur sur la question de la clause bénéficiaire, compte tenu du nombre de contrats en déshérence ; garantie de l'indépendance des associations vis-à-vis de l'entreprise d'assurance avec laquelle elles contractent ; renforcement du rôle de l'autorité de régulation rebaptisée Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles. - **Art. 1er** (*Transposition de la directive intermédiation en assurance dans le livre V du code des assurances*) (p. 5674, 5677) : ses amendements n° 1 et 2 : rédaction ; n° 5, 43 et 44 : précision ; n° 6 : coordination ; n° 3 : requalification de la commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance en "Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles" ; n° 4 : publication de la liste des radiations par l'organisme chargé de tenir le registre des intermédiaires ; n° 45 : précision par décret en Conseil d'Etat de certaines modalités d'application des dispositions relatives à l'intermédiation ; n° 46 : obligation pour l'organisme responsable du registre des intermédiaires de communiquer sur demande toute information au comité des entreprises d'assurance ; n° 47 : possibilité pour l'organisme chargé de tenir le registre de communiquer, à son initiative, toute information utile à l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ; et n° 7 : possibilité pour les "intermédiaires liés" d'être immatriculés par l'entreprise d'assurance pour le compte de laquelle ils agissent exclusivement ; adoptés. Sur son amendement n° 4 précité, intervient sur le sous-amendement de précision n° 59 du Gouvernement auquel il

n'est pas favorable. - **Art. 2** (*Contrôle des intermédiaires et incapacités professionnelles*) (p. 5679, 5680) : ses amendements n° 8 et 9 : coordination ; n° 48 : précision des cas nécessitant l'information systématique des autorités de contrôle des autres Etats parties à l'Espace économique européen par le comité des entreprises d'assurance ; et n° 10 : aménagement des dispositions afin de rendre symétriques les conditions d'octroi et de retrait d'agrément par le comité des entreprises d'assurance ; adoptés. - **Art. 2 bis** (*Transposition de la directive intermédiation pour les mutuelles et institutions de prévoyance*) (p. 5681, 5682) : ses amendements n° 49 et 50 : clarification rédactionnelle ; n° 11 : correction d'une erreur de référence ; adoptés ; et n° 12 : substitution du terme "organisme assureur" à celui de "entreprise d'assurance" ; retiré. - **Art. 3** (*Modification des conditions d'information des souscripteurs des contrats d'assurance vie*) (p. 5683) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 24 de M. Jean-Jacques Jégou (application des dispositions sur l'information contractuelle aux personnes morales souscriptrices). (p. 5684, 5688) : son amendement n° 13 : possibilité pour la proposition d'assurance ou le projet de contrat de valoir note d'information à condition qu'un encadré indique en caractères très apparents la nature du contrat ; adopté après modification en accord avec le Gouvernement. Remercie le Gouvernement des pas significatifs dans le sens des préoccupations exprimées par la commission. Son amendement n° 14 : mention des informations relatives aux valeurs minimales et aux valeurs de rachat dès le stade précontractuel ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de M. Jean-Jacques Jégou (communication des valeurs de rachat personnalisées dès l'émission du certificat d'adhésion au contrat) qu'il estime en partie satisfait par son amendement n° 14 précité. (p. 5689, 5690) : demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. Jean-René Lecerf (suppression de la possibilité de prorogation du délai de renonciation). Nécessité de trouver un point d'équilibre de nature à assurer l'équité en dépit des risques de contentieux devant la Cour de justice des Communautés européennes. Demande le retrait de l'amendement n° 30 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la prorogation du délai de renonciation pour les assurés qui procèdent à une nouvelle répartition entre les différentes unités de comptes). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5691, 5694) : ses amendements n° 15 : transposition aux mutuelles et institutions de prévoyance des modifications prévues à l'article 3 du texte, s'agissant notamment de l'exercice du droit de renonciation ; n° 16 : coordination ; et n° 51 : clarification dans le contrat des conditions de désignation des bénéficiaires des contrats d'assurance vie ; adoptés. Accepte l'amendement n° 26 de M. Yves Détraigne (obligation pour l'assureur, informé du décès de l'assuré, d'aviser le bénéficiaire de la stipulation effectuée à son profit si ses coordonnées sont portées au contrat) et l'amendement n° 28 du Gouvernement (demande d'habilitation à transposer par ordonnance la directive européenne concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle). - **Art. 3 bis** (*Information des souscripteurs des contrats d'assurance de groupe*) (p. 5695) : ses amendements n° 52 et 53 : correction d'une erreur de référence ; adoptés. Accepte l'amendement n° 58 du Gouvernement (présence obligatoire d'un encadré en tête de tous les contrats de groupe relevant du code des assurances) et demande le retrait de l'amendement n° 25 de M. Jean-Jacques Jégou (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 3 bis** (p. 5696, 5697) : son amendement n° 54 : possibilité de déblocage anticipé des sommes investies en épargne retirée en cas de perte d'emploi ou d'incapacité d'exercer l'emploi quel que soit le statut de la personne ; adopté. S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 31 de Mme Catherine Procaccia (obligation pour les assureurs de communiquer au moins tous les dix ans au souscripteur la valeur du contrat et de vérifier avec lui l'identité et les coordonnées du bénéficiaire). (p. 5698) : son amendement n° 17 : renforcement de l'indépendance des associations souscriptrices de contrats d'assurance vie par rapport aux entreprises d'assurance avec lesquelles elles contractent ; adopté après modification par le sous-amendement n° 60 du Gouvernement (fixation par un décret en Conseil d'Etat des droits des adhérents en assemblée générale) qu'il accepte et par le sous-amendement n° 35 de Mme

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Catherine Procaccia (fixation du délai d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à dix-huit mois au lieu de douze) auquel il s'oppose. (p. 5699, 5701) : ses amendements n° 18 : encadrement du dispositif des contrats dits "à frais précomptés" ; adopté après modification par le sous-amendement n° 36 de Mme Catherine Procaccia (octroi d'un délai de deux ans aux assureurs au lieu d'un an pour renégocier les contrats de travail qu'il accepte ; et n° 19 : coordination et cohérence ; adopté. Accepte l'amendement n° 34 de M. Jean-Jacques Jégou (correction d'une erreur de référence). - **Art. 4** (*Dispositions applicables aux incapacités des intermédiaires en activité à la date d'entrée en vigueur de la loi*) : son amendement n° 55 : précision ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 5702) : accepte les amendements du Gouvernement n° 32 et 33 (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 5** (*Dates d'entrée en vigueur*) : son amendement n° 20 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 5704) : accepte l'amendement n° 29 du Gouvernement (clarification, à droit constant, du champ d'application de certaines dispositions du code des assurances dans les collectivités d'outre-mer). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5705) : avancées importantes. Développement souhaitable de la profession d'assureur. Enjeu fondamental pour le financement de l'économie française, de l'affectation des fonds drainés par l'assurance vie.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur général - **Discussion générale** (p. 5814, 5816) : période de transition marquée par ce texte. Effets positifs en 2004 du rebond de l'activité économique et du redressement de l'élasticité des recettes fiscales à la croissance. Réduction du déficit budgétaire. Conformité du montant des dépenses de 2004 au montant des crédits inscrits en loi de finances initiale. Approbation de l'augmentation de la fraction des dépenses en capital et des dépenses d'investissement civiles et militaires. Niveau du déficit structurel. Attention de la commission des finances et de la Cour des comptes à l'évolution des reports. Respect de la règle du "zéro volume". Favorable à une modification de l'intitulé du texte. (p. 5821, 5822) : rapprochement de la réalité budgétaire.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 6114, 6116) : amplification du mouvement de fusion et d'acquisition à l'échelle internationale. Participation des OPA à la mobilité et la vitalité du tissu économique. Place de premier rang de la France pour les initiatives de fusion-acquisition d'entreprises européennes. Existence d'options de transposition de la directive. Large consultation des acteurs et des professionnels. La commission des finances recommande la validation des options proposées par le Gouvernement. Importance du principe de réciprocité. Approbation de l'amendement gouvernemental tendant à renforcer les pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers. Amendements de la commission visant à accroître la prévisibilité, à mieux protéger les actionnaires et à permettre aux entreprises françaises de lutter à armes égales. - **Art. 1er** (*Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6125) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. François Marc (rédaction). Accepte l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligation de déclaration d'intention à l'Autorité des marchés financiers). (p. 6126) : demande de précision sur la durée du délai à respecter entre la publication d'un démenti et le lancement d'une OPA. - **Art. 2** (*Pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers*) (p. 6127, 6128) : ses amendements n° 1 : obligation pour l'auteur d'une offre publique de maintenir le niveau du prix proposé pour le rachat des titres ; et n° 2 : fixation à douze mois de la période de référence qui servira à fixer le prix le plus élevé payé par l'offrant ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 45 de M. François Marc (définition du prix équitable) qu'il considère satisfait par son amendement n° 1 précité. (p. 6129) : son amendement n° 3 : clarification rédactionnelle ; adopté. - **Art. 5** (*Aménagement du régime du retrait obligatoire*) (p. 6130) : son amendement n° 4 : modalités de transfert des titres non présentés par les

actionnaires minoritaires lorsqu'ils ne représentent pas plus de 10 % du capital ; retiré. (p. 6131) : son amendement n° 5 : possibilité d'un règlement en titre pour les actionnaires ; adopté. - **Art. 6** (*Transparence des mesures susceptibles d'avoir une influence sur le cours de l'offre*) : son amendement n° 6 : clarification ; adopté. (p. 6132, 6133) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Bernard Vera (précision). Ses amendements n° 7, 8, 9 et 10 : précision ; adoptés. - **Art. 7** (*Information des salariés*) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Bernard Vera (rédaction). (p. 6134) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 47 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice). S'oppose à l'amendement n° 38 de M. Bernard Vera (conditions d'examen des offres publiques d'acquisition par les comités d'entreprise). (p. 6135) : demande le retrait des amendements de M. François Marc n° 48 (information du comité d'entreprise de la société cible) et n° 49 (information du comité d'entreprise de la société initiatrice de l'offre). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6135, 6136) : demande le retrait de l'amendement n° 39 de M. Bernard Vera (faculté donnée au comité d'entreprise de demander des éléments d'appréciation à l'auteur de l'offre publique d'acquisition). Demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Bernard Vera (suppression de la dérogation à l'obligation d'information des comités d'entreprise en cas d'OPA). - **Art. additionnel après l'art. 8** : S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 42 de M. Bernard Vera (précision). - **Art. 10** (*Approbation préalable ou confirmation des mesures de défense par l'assemblée générale en période d'offre*) (p. 6137) : son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. (p. 6138) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. François Marc (consultation du personnel en cas d'OPA hostiles). (p. 6139) : ses amendements n° 13 : fixation par décret des formes et délais spécifiques à la convocation de l'assemblée générale en période d'offre ; retiré ; et n° 14 : rédaction ; adopté. (p. 6140) : accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 30 (précision sur les décisions devant faire l'objet d'une approbation ou d'une confirmation en période d'offre). Sur les amendements de M. François Marc, s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° 51 (rédaction) et s'oppose au n° 52 (cohérence). Son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. - **Art. 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 6141) : faculté pour une société de mettre en place des mesures de défense sans les faire approuver pendant l'offre par son assemblée générale. Modalités des augmentations de capital réservées sans droit préférentiel de souscription. Appréciation de la notion de "catégorie de personnes". (p. 6142) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 54 de M. François Marc (création de l'article L. 233-33 du code de commerce). Son amendement n° 16 : application de la clause de réciprocité en cas d'offre concurrente ; adopté. (p. 6143) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (non-application de la clause de réciprocité à des sociétés non vertueuses agissant de concert avec la société cible) et s'oppose à l'amendement n° 53 de M. François Marc (avis consultatif du comité d'entreprise). - **Art. 12** (*Inopposabilité obligatoire des restrictions statutaires au transfert de titres*) : S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 55 de M. François Marc (création de l'article L. 233-34 du code de commerce). - **Art. 13** (*Inopposabilité facultative des restrictions contractuelles au transfert de titres*) (p. 6144) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 56 de M. François Marc (création de l'article L. 233-35 du code de commerce). - **Art. 14** (*Suspension facultative des restrictions contractuelles à l'exercice des droits de vote*) : S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 57 de M. François Marc (création de l'article L. 233-36 du code de commerce) et accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 32 (précision). - **Art. 15** (*Suspension facultative des restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote*) (p. 6145) : accepte l'amendement n° 58 de M. François Marc (création de l'article L. 233-37 du code de commerce). Son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 33 (coordination). - **Art. 17** (*Suspension sur une base volontaire des restrictions statutaires et conventionnelles en cas de réussite de l'offre*) (p. 6146) : son amendement n° 25 : rédaction et coordination ; adopté. - **Art. 19** (*Publicité par*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'Autorité des marchés financiers des cas de suspension volontaire) : Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 34 (information de l'AMF en cas de cessation d'application des dispositions). (p. 6147, 6148) : ses amendements n° 27 : précision ; adopté ; et n° 28 : application de la clause de réciprocité aux dispositions optionnelles de l'article 11 de la directive que les sociétés auraient volontairement choisies d'appliquer ; adopté après modification par le sous-amendement, qu'il accepte, de la commission saisie pour avis n° 35 (non-application de la clause de réciprocité à des sociétés non vertueuses agissant de concert avec la société cible). - **Art. 21** (*Entrée en vigueur de la loi et dispositions transitoires*) (p. 6148, 6149) : son amendement n° 29 : fixation de la date d'entrée en vigueur des articles 1 à 20 au 15 mars 2006 ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 6149, 6152) : ses amendements n° 63 : substitution de la nullité facultative à la nullité impérative en cas d'incident perturbant le déroulement des opérations de vote ; n° 59 : harmonisation ; n° 60 : ratification de l'ordonnance relative à la commercialisation à distance de services financiers ; n° 61 : ratification de l'ordonnance modifiant le code monétaire et financier en vue de le simplifier et n° 62 : harmonisation ; adoptés.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 6308, 6310) : éclairage du rapport "croissance équitable et concurrence fiscale" publié par le Conseil d'analyse économique. Réflexion sur la "soutenabilité" de notre modèle fiscal : insuffisances et contradictions. Complexité du code général des impôts. Amélioration indispensable de la lisibilité du système. Intensification de la concurrence fiscale, handicap dans la compétition internationale lié à notre fiscalité concentrée sur les facteurs de production les plus mobiles. Formulation de pistes par la commission des finances dans un souci de respect de la justice fiscale : problématique fondatrice de la TVA sociale et nécessaire rénovation de la fiscalité de l'épargne. Objectif pour l'avenir d'aboutir au meilleur rapport qualité-prix de la dépense publique.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6997, 6999) : sa proposition de loi tendant à adapter la loi Toubon. Travail de la commission. Ses interrogations en tant que maire, président du groupe parlementaire France-Québec et comme participant à l'assemblée parlementaire de la francophonie. Soutien nécessaire au réseau de l'Alliance française. Création d'une chaîne d'information internationale. Importance de la maîtrise de la langue comme facteur d'intégration. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 7003) : son amendement n° 1 : possibilité, pour les agents assermentés d'associations de défense de la langue française ou d'associations de consommateurs, de constater des infractions à la loi Toubon ; retiré. (p. 7004, 7005) : souhaite l'implication de personnes privées et des pouvoirs locaux dans l'application de cette loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 7799, 7803) : contrastes entre le scepticisme de la Commission européenne quant au déficit public français et les bons chiffres de la croissance pour le troisième trimestre. Propositions de la commission des finances. Prudence face aux nombreux aléas. Principe de précaution. Recherche de l'équilibre entre l'indispensable ambition et le réalisme. Soutien au Gouvernement dans sa première réforme du modèle fiscal français tout en souhaitant aller plus loin. Excellence du concept de "bouclier fiscal". Lucidité du Gouvernement en termes de maîtrise de la dépense, de renouvellement du processus des réserves de précaution et de contrôle des reports. Souhaite davantage d'appui sur la LOLF pour rechercher la meilleure performance. Importance d'un débat sur la TVA sociale. Nécessité de

perspectives plus ambitieuses s'agissant de la prime pour l'emploi. Extension souhaitable de la réforme de l'impôt sur le revenu à l'impôt sur les sociétés. Proposera des ajustements pour l'évolution de la taxe professionnelle. Bien-fondé des mesures en matière de fiscalité écologique et de l'épargne, d'arbitrage des actifs publics et de vente d'immeubles de l'Etat. Précision au Gouvernement sur la privatisation des autoroutes. Courage indispensable pour remettre en question le modèle fiscal et social face à la compétition internationale. Préoccupation s'agissant des emplois budgétaires et des revalorisations salariales. Nécessaire volonté politique dans la recherche de l'efficacité du service public au travers des outils de la LOLF. Problématique de la dette et du recours à l'emprunt. Esprit très constructif de la commission des finances dans l'examen du projet de budget pour 2006. Restera néanmoins très vigilante. - **Question préalable** (p. 7840) : s'oppose à la motion n° I-61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 7920) : s'oppose à l'amendement n° I-172 de M. Thierry Foucaud (prise en compte, au titre du quotient familial, d'enfants accueillis dans un foyer). - **Art. 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2005*) (p. 7923, 7924) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-62 (barème de l'impôt sur le revenu) et n° I-63 (repli). (p. 7925) : s'oppose à l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (réforme du quotient familial). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7926) : accepte l'amendement n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). (p. 7928) : accepte l'amendement n° I-176 de M. Alain Lambert (déductibilité des intérêts d'emprunt souscrits pour l'acquisition de titres de sociétés). (p. 7929) : son amendement n° I-19 : déplafonnement de la déduction des pensions alimentaires versées au titre d'enfants majeurs ; retiré. (p. 7931) : accepte l'amendement n° I-213 de M. Alain Lambert (aménagement du régime de retenue à la source pour les personnes aux revenus variables). (p. 7932, 7933) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° I-26 (crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile) et n° I-27 (diminution du plafond de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile). - **Art. 2 bis** (*Prorogation de deux ans de l'abattement de 50 % sur les bénéfices agricoles réalisés par les jeunes agriculteurs et les signataires d'un contrat d'agriculture durable*) (p. 7933) : son amendement n° I-1 : durée des mesures fiscales destinées aux jeunes agriculteurs et aux signataires de contrats d'agriculture durable ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 2 bis** (p. 7935) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-173 de M. Alain Lambert (disposition en faveur de la filière cheval). - **Art. 2 ter** (*Relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires, issues d'activités commerciales et non commerciales, pour la détermination du bénéfice agricole*) (p. 7936) : demande le retrait des amendements n° I-198 de M. Michel Mercier (en milieu rural, possibilité de prendre en compte les recettes des entreprises artisanales comme bénéfiques agricoles) et n° I-232 de Mme Esther Sittler (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 2 ter** (p. 7938) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-209 de M. Daniel Soulage (réduction d'impôt pour l'acquisition de parts d'un groupement foncier agricole). (p. 7939) : demande le retrait de l'amendement n° I-199 de M. Michel Mercier (extension du mécanisme de déduction fiscale pour investissement aux entreprises soumises à un régime réel d'imposition dans la catégorie des bénéfiques industriels en zone rurale). (p. 7940, 7941) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Daniel Soulage n° I-210 (partage entre les associés exploitants du crédit d'impôt résultant des dépenses engagées par les sociétés de personnes pour la formation de leurs dirigeants) et n° I-211 (choix de la TVA trimestrielle pour des périodes de cinq ans renouvelables). (p. 7942) : demande le retrait de l'amendement n° I-270 de M. Denis Badré (déductibilité des cotisations versées dans le cadre de contrats d'assurance dépendance). -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnels après l'art. 2 quater (p. 7943) : demande le retrait de l'amendement n° I-231 de Mme Marie-Thérèse Hermange (ouverture des avantages fiscaux existants en matière de garde aux parents d'enfants de moins de douze ans). - **Art. 3** (*Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 7947, 7948) : s'oppose à l'amendement n° I-29 de M. Marc Massion (revalorisation de la prime pour l'emploi). (p. 7950) : s'oppose à l'amendement n° I-30 de M. Marc Massion (abaissement du seuil de versement de la prime pour l'emploi). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 7951) : son amendement n° I-2 : imposition des intérêts perçus sur un PEL au-delà de douze ans ; adopté. - **Art. 4** (*Réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures*) (p. 7955) : s'oppose à l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 5** (*Aménagement du régime des réductions de droits applicables aux donations*) (p. 7956, 7957) : s'oppose à l'amendement n° I-66 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions sur les droits liquidés pour les transmissions anticipées de patrimoine). - **Art. additionnels après l'art. 5** : S'oppose aux amendements de M. Roger Madec n° I-31 (harmonisation entre le mariage et le PACS en matière de fiscalité des donations et successions) et n° I-32 (repli). - **Art. 6** (*Instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et sœurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces*) (p. 7958, 7959) : son amendement n° I-3 : abattement de 5.000 euros sur les droits de mutation à titre gratuit pour les dons aux arrière-petits-enfants ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7960, 7961) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-35 de M. Jean-Pierre Sueur (déductibilité de l'actif de succession des sommes versées aux personnes atteintes d'une pathologie liée au distilbène). (p. 7962) : demande le retrait des amendements identiques n° I-235 de Mme Esther Sittler et n° I-200 de M. Michel Mercier (aménagement du dispositif visant à encourager la transmission des titres d'une entreprise). S'oppose à l'amendement n° I-34 de M. Jean-Pierre Demerliat (diminution de l'abattement sur la transmission d'un patrimoine au travers de l'assurance-vie). - **Art. 7** (*Crédit d'impôt en faveur de la mobilité des chômeurs*) (p. 7963) : s'oppose à l'amendement n° I-67 de M. Thierry Foucaud (conditions d'accès à l'aide à la mobilité). - **Art. additionnel avant l'art. 10** (p. 7964) : s'oppose à l'amendement n° I-18 de la commission (exonération de taxe sur les véhicules de sociétés pour les véhicules peu polluants). - **Art. 10** (*Suppression de la taxe différentielle sur les véhicules terrestres à moteur compensée par une modification du tarif et du champ d'application de la taxe sur les véhicules de sociétés*) (p. 7966, 7967) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-113 de M. Jean-Pierre Masseret (modalités d'exonération de la taxe en cas de double imposition). Son amendement n° I-305 : coordination ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 7968) : ses amendements n° I-310 : assimilation de la taxe sur les véhicules de sociétés aux taxes sur les chiffres d'affaires du point de vue de la gestion administrative ; et n° I-309 : assimilation aux véhicules de sociétés des véhicules possédés ou loués par les salariés à des fins professionnelles ; adoptés. - **Art. 12** (*Création d'une taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation applicable aux véhicules à forte émission de CO₂*) (p. 7969, 7970) : ses amendements n° I-308 : rédaction ; et n° I-307 : affectation du produit de la taxe à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° I-114 de M. Marc Massion (affectation de la taxe aux régions). (p. 7971) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-115 de M. Marc Massion (accroissement de la pénalisation des véhicules les plus polluants). - **Art. 13** (*Aménagement du régime fiscal privilégié des biocarburants ainsi que du régime de la taxe générale sur les activités polluantes relative aux carburants*) (p. 7972) : coût du dispositif fiscal relatif aux biocarburants. (p. 7974) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° I-223 de M. René Beaumont et n° I-275 de M. Yves Détraigne (restriction à la composante agricole d'un biocarburant de la valeur énergétique prise en compte pour l'ETBE au titre de la taxe générale sur les activités polluantes). (p. 7975, 7977) : son amendement n° I-306 : extension de la défiscalisation partielle de la TIPP à de nouveaux

biocarburants ; adopté. (p. 7977) : s'oppose à l'amendement n° I-116 de M. Marc Massion (suppression de l'avantage fiscal accordé aux biocarburants). Estime l'amendement n° I-228 de M. René Beaumont (dispositions fiscales en faveur de l'éthanol) satisfait par son amendement n° I-306 précité. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° I-225 et I-224 de M. René Beaumont (atténuation de la détaxation de TIPP) et de l'amendement n° I-276 de M. Yves Détraigne (atténuation de la détaxation de TIPP). (p. 7979) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-229 de M. René Beaumont (ajustement de la taxation des biocarburants à celles des carburants fossiles en fonction de leur valeur énergétique). - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7981) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° I-119 de M. Marc Massion et n° I-69 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la TIPP flottante). (p. 7983) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° I-183 de M. Thierry Foucaud, n° I-222 de M. René Beaumont et n° I-277 de M. Yves Détraigne (augmentation progressive de la part des biocarburants dans les autres carburants). (p. 7985) : s'oppose aux amendements identiques n° I-226 de M. René Beaumont et n° I-278 de M. Yves Détraigne (dispositions tendant à favoriser la production directe de bioéthanol par les distilleries). (p. 7986) : s'oppose à l'amendement n° I-120 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de TIPP pour le kérosène utilisé pour le transport aérien). (p. 7987) : demande le retrait des amendements identiques n° I-227 de M. René Beaumont et n° I-279 de M. Yves Détraigne (réduction de TIPP sur le biocarburant dit E85). (p. 7989) : s'oppose aux amendements n° I-68 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la taxe sur les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières) et n° I-121 de M. Marc Massion (instauration d'une taxation exceptionnelle des entreprises pétrolières). (p. 7990) : demande le retrait de l'amendement n° I-250 de M. Charles Revet (instauration d'un crédit d'impôt favorisant les initiatives du secteur agricole tendant à préserver l'environnement et la santé au-delà des obligations légales en la matière). (p. 7991) : s'oppose à l'amendement n° I-118 de M. Marc Massion (instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice des PME de moins de 50 salariés pour compenser la hausse du prix des carburants). - **Art. 13 ter** (*Modification du champ d'application de la réduction de la taxe intérieure de consommation au profit des unités de production d'alcool éthylique agréées*) (p. 7992) : son amendement n° I-5 : suppression ; adopté. - **Art. 14** (*Réforme de l'imposition forfaitaire annuelle, IFA*) (p. 7993, 7994) : son amendement n° I-6 : aménagement de l'imposition forfaitaire annuelle ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° I-206 de M. Michel Mercier (rétablissement de la déductibilité de l'indemnité forfaitaire annuelle). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7994) : demande le retrait de l'amendement n° I-202 de M. Michel Mercier (extension du bénéfice du taux réduit d'impôt sur les sociétés). (p. 7995) : s'oppose à l'amendement n° I-70 de M. Thierry Foucaud (suppression des réductions d'impôt sur les sociétés). - **Art. 15** (*Renforcement du caractère incitatif du crédit d'impôt recherche*) (p. 7996) : s'oppose à l'amendement n° I-36 de M. Jean-Pierre Demerliat (suppression de l'augmentation du crédit d'impôt destiné à favoriser les dépenses de recherche). (p. 7997) : accepte l'amendement n° I-237 de M. Serge Vinçon (crédit d'impôt pour les dépenses engagées dans les secteurs des métiers d'art). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7998) : favorable à l'amendement n° I-266 de Mme Catherine Morin-Desailly (relèvement à 5 % du plafond du chiffre d'affaires appliqué aux dons bénéficiant de la réduction d'impôt sur les sociétés pour les actions de mécénat). - **Art. additionnel avant l'art. 16** (p. 7999, 8000) : s'oppose à l'amendement n° I-71 de M. Thierry Foucaud (exonération d'impôt sur les sociétés des établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées). - **Art. 16** (*Imposition des intérêts capitalisés rémunérant les sommes transférées hors de France lors d'émission de titres subordonnés à durée indéterminée, TSDI*) : son amendement n° I-311 : amélioration du dispositif relatif aux émissions de titres subordonnés à durée indéterminée ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 8001) : s'oppose à l'amendement n° I-37 de M. Marc Massion (relèvement du taux d'imposition des bénéfices des sociétés foncières). (p. 8003) : demande le retrait de l'amendement n° I-

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

59 de M. Jacques Legendre (déductibilité des frais engagés par des entreprises pour enseigner le français aux membres non francophones du personnel de leurs filiales).

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnels après l'art. 16 bis** (p. 8139, 8140) : demande le retrait des amendements de Mme Catherine Morin-Dessailly n° I-263 (application d'une surtaxe sur les bénéficiaires industriels et commerciaux des entreprises de pornographie) et n° I-267 (institution d'une redevance domaniale pour l'utilisation du domaine public hertzien par les éditeurs de service de télévision numérique personnelle et de service de télévision en haute définition en faveur du compte d'affectation spéciale "cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale). - **Art. 17 (Plafonnement des provisions pour dépréciation des titres de participation et des immeubles de placement en fonction des moins-values latentes)** (p. 8141, 8142) : son amendement n° I-7 : détermination de la valeur réelle des titres de participation par référence au cours de bourse ; retiré. (p. 8143) : retire son amendement précité n° I-7 compte tenu de l'engagement du ministre du budget d'une réforme du régime fiscal favorable aux concessions de brevets. - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 8143) : demande le retrait de l'amendement n° I-272 de M. Denis Badré (extension du régime fiscal des sociétés mères à toutes les personnes morales quel que soit le niveau de leur participation dans le capital de la filiale). (p. 8144, 8145) : demande le retrait des amendements n° I-189 de M. Philippe Darniche (alignement partiel du régime fiscal des plus-values réalisées à l'occasion de la cession de valeurs mobilières sur celui des plus-values immobilières) et, portant sur le même objet, n° I-239 de Mme Esther Sittler et n° I-196 de M. Michel Mercier (alignement du régime des plus-values de cessions d'entreprise sur celui des plus-values immobilières). Proposition d'un débat global lors de l'examen du collectif budgétaire. - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-74 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune). (p. 8146, 8147) : s'oppose aux amendements identiques n° I-38 de M. Marc Massion et n° I-75 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif des "pactes d'actionnaires"). Demande au Gouvernement un bilan de l'application du dispositif des pactes d'actionnaires. (p. 8150) : s'oppose à l'amendement n° I-73 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des oeuvres d'art dans le calcul de l'ISF). (p. 8154) : s'oppose à l'amendement n° I-39 de M. Marc Massion (suppression de l'exonération de l'ISF des placements en capital au sein des PME). S'oppose à l'amendement n° I-72 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'actualisation du barème de l'ISF). - **Art. 17 bis (Exonération partielle d'ISF des parts détenues dans leur entreprise par les salariés et les anciens salariés à la retraite)** (p. 8159) : ses amendements n° I-312 : suppression de la condition de détention des actions en nominatif ; n° I-8 : inclusion dans le champ de l'exonération des titres détenus par le biais des véhicules d'épargne salariale ; n° I-9 : possibilité pour un salarié d'une filiale ou d'une sous-filiale qui détient les titres de l'entreprise d'une filiale ou d'une sous-filiale de bénéficier des dispositions de l'article ; et n° I-10 : harmonisation des conditions dans lesquelles le régime de faveur n'est pas remis en cause avec les engagements collectifs de conservation ; adoptés. S'oppose aux amendements n° I-76 de M. Thierry Foucaud (suppression) et n° I-23 de M. Philippe Dominati (suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune). Rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune rendant sa suppression irréaliste. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8162) : accepte les amendements de M. Alain Lambert, portant sur le même objet, n° I-175 et I-174 (diminution du seuil permettant de constituer un engagement collectif de conservation). (p. 8163) : son amendement n° I-313 : libre cession de parts entre héritiers au sein de sociétés holding lors de la transmission d'entreprises ; retiré. (p. 8164) : son amendement n° I-11, identique à l'amendement n° I-290 de M. Denis Badré (accroissement de la décote affectant la valeur de la résidence principale pour l'établissement de l'assiette de l'ISF) ; retiré. (p. 8165) : demande le retrait de l'amendement n° I-20 de M. Philippe Dominati (exclusion de l'assiette de l'ISF de l'habitation utilisée

comme résidence principale). (p. 8166) : données chiffrées sur l'augmentation du rendement fiscal de l'ISF. Retire à regret son amendement précité n° I-11. (p. 8167) : demande le retrait de l'amendement n° I-207 de M. Yves Pozzo di Borgo (exonération à hauteur de 100 % de toute personne physique assujettie à l'ISF en raison de la propriété d'un unique bien immeuble). (p. 8168) : sur les amendements de M. Denis Badré, accepte le n° I-269 (réduction d'impôt de solidarité sur la fortune plafonnée à 2000 euros pour les investissements réalisés dans les PME non cotées) et estime satisfait le n° I-268 (élargissement de la notion de bien professionnel aux salariés des entreprises non cotées). (p. 8169) : son amendement n° I-12 : abaissement du délai de reprise de droit commun de l'administration fiscale de dix ans à six ans ; retiré. (p. 8171) : prend note de l'engagement du Gouvernement d'un travail rapide et en concertation sur la question des délais de reprise. (p. 8172) : ses amendements n° I-315 : aménagement de l'abattement global de 50 000 euros sur l'actif net successoral reçu par le conjoint survivant et les héritiers en ligne directe ; et n° I-314 : pérennisation de l'exonération des actes portant changement de régime matrimonial en vue de l'adoption de la communauté universelle ; adoptés. - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8173) : s'en remet au Gouvernement pour l'amendement n° I-241 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA). (p. 8174) : souligne que la fiscalité doit être traitée dans une loi de finances et non dans une loi sectorielle sous peine de transformer le projet de loi de finances en "voiture balai". - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8176) : s'oppose à l'amendement n° I-41 de M. Marc Massion (émission conjointe de l'avis d'imposition à la redevance audiovisuelle avec celui de l'impôt sur le revenu). (p. 8177) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements n° I-201 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA) et n° I-240 de Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA). (p. 8178) : accepte les amendements précités n° I-201 de M. Michel Mercier et n° I-240 de Mme Esther Sittler. - **Art. 20 bis (Relèvement du plafond de ressources ouvrant droit au prêt à taux zéro)** : son amendement n° I-13 : abaissement du plafond pris en compte pour l'accès aux prêts à taux zéro ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 20 bis** (p. 8179) : s'oppose à l'amendement n° I-77 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). - **Art. additionnel avant ou après l'art. 20 ter** (p. 8180) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-79 (mise en cohérence) et n° I-80 (rédaction) et au n° I-245 de Mme Catherine Procaccia (harmonisation des règles et modification du champ applicable en matière d'assujettissement à la TVA). - **Art. additionnel avant l'art. 20 ter** (p. 8181) : s'oppose à l'amendement n° I-78 de M. Thierry Foucaud (fixation du taux normal de TVA à 18,6 %). - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8183) : s'oppose à l'amendement n° I-58 de M. Marc Massion (prorogation de l'application du taux réduit de la TVA au service d'aide à la personne et aux travaux d'entretien). (p. 8184) : demande le retrait de l'amendement n° I-128 de M. Gérard Miquel (extension de l'exonération de TVA aux produits issus de la valorisation des déchets recyclés). (p. 8185) : s'oppose à l'amendement n° I-46 de M. Michel Moreigne (application du taux réduit de TVA aux travaux de réhabilitation des établissements publics d'accueil des personnes âgées dépendantes de statut hospitalier). Souhait d'une clarification par le biais d'une instruction fiscale. (p. 8186) : s'oppose à l'amendement n° I-81 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA aux opérations de réaménagement des friches industrielles). (p. 8187, 8188) : demande le retrait des amendements identiques n° I-177 de M. Jacques Blanc et n° I-204 de M. Denis Badré (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place). (p. 8192) : s'oppose à l'amendement n° I-262 de Mme Catherine Morin-Dessailly (application du taux réduit de TVA aux services de vidéo à la demande). (p. 8193, 8194) : s'oppose aux amendements de M. Gérard

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Miquel n° I-42 (application du taux réduit de TVA à la livraison de chaleur distribuée en réseau) et n° I-43 (repli). (p. 8194, 8196) : Sur les amendements de M. Gérard Miquel, s'oppose au n° I-44 (application du taux réduit de TVA à toutes les ventes d'énergie renouvelable) et s'en remet à l'avis du Gouvernement pour les n° I-45 (prise en compte de l'ouverture des marchés énergétiques pour l'application du taux réduit de TVA aux abonnements gaz et électricité) et n° I-129 (précision sur le champ d'application du taux réduit de TVA aux prestations de collecte ou de traitement des déchets ménagers et assimilés). (p. 8196) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-242 de Mme Esther Sittler (possibilité de remboursement mensuel d'un crédit de TVA à partir de 760 euros). - **Art. 21** (*Reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale*) (p. 8198, 8199) : accepte l'amendement n° I-300 du Gouvernement (mise en place d'un nouveau système de garantie des prêts à l'accession sociale à la propriété se substituant au FGAS à compter du 1er janvier 2006) et s'oppose aux amendements identiques n° I-47 de M. Marc Massion et n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 8199) : s'oppose à l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (relèvement de 0,45 % à 0,60 % du montant de la contribution des entreprises prévue à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation). (p. 8200) : accepte l'amendement n° I-197 de M. Michel Mercier (modalités de versement de l'indemnité de départ aux artisans et aux commerçants avant leurs soixante ans révolus). - **Art. 22** (*Montant et répartition du prélèvement de solidarité pour l'eau*) (p. 8201) : son amendement n° I-14 : réduction de moitié du prélèvement de solidarité pour l'eau ; retiré. Caractère d'appel de cet amendement. (p. 8201, 8202) : manque de clarté dans les conditions de répartition des responsabilités entre les agences de l'eau et les services de l'Etat. Préoccupation des élus locaux. - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8203) : s'oppose à l'amendement n° I-95 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux d'évolution des dotations versées aux collectivités locales). S'oppose à l'amendement n° I-138 de M. Jean-Marie Bockel (reconduction du contrat de croissance et de solidarité pour une période de trois ans). - **Art. additionnels avant l'art. 25** (p. 8208) : s'oppose à l'amendement n° I-145 de M. Bernard Angels (intégration des compensations fiscales dont bénéficient les collectivités dans leur potentiel financier). (p. 8208, 8209) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-146 de M. Michel Moreigne (création d'un financement particulier pour les départements de la Creuse, du Cantal, de l'Indre, de la Haute-Loire et du Tarn). - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 8210) : intervient sur l'amendement n° I-109 de M. Thierry Foucaud (attribution d'une compensation pour les communes ayant enregistré une baisse de la DCTP entre 2005 et 2006). Amendement relevant de la deuxième partie du projet de loi de finances. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8211, 8212) : s'oppose aux amendements de M. François Marc n° I-167 (compensation de la moins-value subie par les communes figurant dans le plan d'exposition au bruit) et n° I-168 (repli). (p. 8213, 8216) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° I-162 (création dans la DGF d'une dotation "logement social" pour les communes et les EPCI oeuvrant en matière de construction de logements locatifs sociaux) et n° I-161 (compensation intégrale des pertes liées aux exonérations de la taxe foncière sur les propriétés bâties), estimant ce dernier partiellement satisfait, et à l'amendement n° I-163 de Mme Nicole Bricq (compensation des pertes de produit fiscal supportées par les collectivités locales lors des opérations de démolition reconstruction). (p. 8217) : s'oppose à l'amendement n° I-164 de M. Michel Charasse (prise en charge par l'Etat des dépenses concernant les étrangers dont la situation est en cours d'examen en vue d'une régularisation). (p. 8219, 8220) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-165 de M. Claude Haut (création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant à la réalisation du réacteur expérimental thermonucléaire international). (p. 8221, 8222) : s'oppose à l'amendement n° I-166 de M. Michel Charasse (majoration au profit de la DGF de

la taxe foncière et de la taxe d'habitation acquittée par les contribuables les plus aisés des communes ne respectant pas le pourcentage de 20 % de logements sociaux). (p. 8223) : favorable à l'amendement n° I-296 de M. Philippe Adnot (récupération sur succession, legs et donations des bénéficiaires des allocations versées par les conseils généraux au titre de la prestation de compensation du handicap et de l'allocation personnalisée d'autonomie) et, à titre personnel, au sous-amendement n° I-317 de M. Michel Charasse (fixation du seuil minimum pour la récupération à 75000 euros et application du dispositif aux demandes nouvelles déposées à partir du 1er juillet 2006) déposé sur ce dernier. (p. 8225, 8226) : intérêt de la discussion soulevée par l'amendement précité n° I-296 de M. Philippe Adnot, et le sous-amendement précité qui s'y rapporte n° I-317 de M. Michel Charasse. - **Art. 31** (*Suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants*) (p. 8228, 8229) : défavorable à l'amendement n° I-192 de M. Marc Massion (déplafonnement de la prise en charge par le budget de l'Etat des dégrèvements de redevance audiovisuelle qu'il décide). - **Art. 32** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion du patrimoine immobilier"*) (p. 8230) : s'oppose à l'amendement n° I-84 de M. Thierry Foucaud (utilisation du produit de la valorisation du patrimoine de l'Etat pour le financement de constructions de logements locatifs sociaux neufs). - **Art. 34** (*Création du compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"*) (p. 8231) : s'oppose à l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 35** (*Création du compte d'affectation spéciale "Cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale"*) (p. 8233) : accepte l'amendement n° I-264 de Mme Catherine Morin-Desailly (versement au compte de soutien financier du concours complémentaire que les conventions conclues entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et les éditeurs de services de télévision sont susceptibles de prévoir). - **Art. 36** (*Création du compte d'affectation spéciale "Pensions"*) (p. 8234) : s'oppose à l'amendement n° I-86 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions relatives au versement exceptionnel d'un milliard d'euros par France Télécom au compte spécial des pensions et retraites de l'Etat). - **Art. 38** (*Affectation de recettes au profit d'un établissement public chargé du développement du sport*) (p. 8236, 8237) : s'oppose à l'amendement n° I-87 de M. Thierry Foucaud (augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport) et demande le retrait de l'amendement n° I-212 de M. Jacques Pelletier (augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport). (p. 8237, 8238) : accepte l'amendement n° I-303 du Gouvernement (affectation d'un prélèvement complémentaire opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national de développement du sport pour le financement d'actions agréées par le ministre chargé des sports pendant une durée de trois ans). - **Art. 39** (*Création du compte de commerce "couverture des risques financiers de l'Etat"*) (p. 8238, 8239) : ses amendements n° I-15 : suppression de l'autorisation spéciale donnée au ministre de la défense de couvrir à terme les variations de prix des approvisionnements pétroliers nécessaires aux besoins des armées ; et n° I-53 : suivi des opérations de couverture du risque de change menées par l'Agence France Trésor pour le compte du ministère des affaires étrangères ; adoptés. - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8243) : son amendement n° I-16 : affectation d'une fraction du produit de la TVA aux régimes de sécurité sociale ; retiré, identique à l'amendement n° I-273 de M. Michel Mercier. Etape vers la mise en place d'un réel dispositif de TVA sociale. Question des exonérations du produit de charges sur les bas salaires. (p. 8245) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° I-130 (suppression) et n° I-131 (transfert des recettes fiscales à la sécurité sociale limité à la compensation des allègements de cotisations conditionnés), et à l'amendement n° I-88 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle). Accepte l'amendement n° I-253 de M. Alain

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Vassel (régularisation de l'écart constaté en fin d'exercice entre le produit des impôts et taxes affectés et le montant définitif de la perte de recettes liée aux allègements de cotisations sociales) et estime l'amendement n° I-132 de M. Jean-Pierre Godefroy (garantie d'une compensation intégrale des pertes de recettes subie par les caisses et régimes de la sécurité sociale) satisfait par son amendement n° I-16 précité. (p. 8247, 8248) : se demande si un changement technique de mode de financement d'une charge compromet la maîtrise de celle-ci. Caractère provisoire des mesures actuelles de financement des exonérations de charges sociales. Interrogation inévitable à terme sur le bien-fondé des exonérations de charges sociales. Intérêt d'explorer la piste de la TVA sociale. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 8252) : s'oppose à l'amendement n° I-48 de M. Marc Massion (exonération pour les associations de la taxe sur les salaires à hauteur de deux emplois à plein temps payés au SMIC). - **Art. additionnel après l'art. 43** (p. 8253) : demande le retrait de l'amendement n° I-122 de M. Marc Massion (création d'une redevance de sac de caisse dont le produit est reversé à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) qu'il estime satisfait par l'article 11 bis du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. 46** (*Aménagement du régime de la taxe d'aviation civile*) (p. 8254, 8255) : demande le retrait de l'amendement n° I-251 de Mme Fabienne Keller (abattement de 50 % sur la taxe d'aviation civile dans les aéroports soumis à la concurrence immédiate des aéroports étrangers frontaliers). - **Art. 47** (*Affectation de recettes à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, AFITF*) (p. 8256) : s'oppose aux amendements n° I-89 de M. Thierry Foucaud (réintégration dans le budget général des ressources tirées du produit des amendes de circulation constatées par voie de contrôle radar) et n° I-49 de M. Marc Massion (maintien de la participation de l'Etat dans les sociétés concessionnaires d'autoroutes). - **Art. 48** (*Création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France, RFF*) (p. 8257, 8258) : demande le retrait des amendements identiques n° I-50 de M. Marc Massion, n° I-90 de M. Thierry Foucaud et n° I-298 de M. François Gerbaud (suppression), auxquels il s'opposera en cas de refus.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8271, 8273) : débat sur les articles relatifs à la fiscalité. Points positifs du projet de loi de finances : respect du contrat de croissance et de solidarité ; extension des règles d'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA. Incertitudes et préoccupations au sujet de ce texte : faiblesse des marges de manoeuvre ; réforme de la DGE des départements et amendement de la commission des finances visant à un meilleur équilibre ; risque d'une croissance plus importante des dépenses des départements que celle de leurs ressources et nécessité d'une réflexion ; autonomie fiscale des collectivités territoriales ; réforme de la taxe professionnelle. Opposition de la commission des finances à la réforme partielle de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. (p. 8290) : initiation de la réforme de la taxe professionnelle par le gouvernement Jospin. - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8300, 8301) : son amendement n° I-4 : suppression ; retiré. Absence de demandes réelles des milieux agricoles. Incidences variables de cette réforme sur les filières agricoles. Absence de modification sur l'offre et la demande des terres agricoles. Risque de dégradation des finances des collectivités territoriales. (p. 8303) : accepte l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants) et s'oppose à l'amendement n° I-134 de M. François Marc (compensation aux collectivités territoriales de cette exonération sur la base des taux votés au titre de l'année précédente). (p. 8305) : interrogation sur le dépôt d'un amendement par le Gouvernement relatif au régime de compensation. (p. 8309, 8310) : doute de l'efficacité de cet allègement. Satisfait de la proposition de compensation du Gouvernement. Nécessité d'une réforme globale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties par la révision des bases et par la taxation éventuelle des

activités hors sol. (p. 8313) : modification de l'avis favorable porté sur l'amendement précité n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat avant la proposition de compensation du Gouvernement. Demande maintenant le retrait de l'amendement précité n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8315) : s'oppose à l'amendement n° I-102 de M. Thierry Foucaud (extension à toutes les surfaces commerciales de plus de 500 mètres carrés de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux et de stockage et réévaluation du taux de cette taxe). (p. 8316) : sur les amendements de M. Thierry Foucaud, demande le retrait des n° I-105 (élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées du champ de l'exonération de taxe d'habitation prévue à l'article 1407 du code général des impôts) et n° I-106 (rédaction) et s'oppose aux n° I-107 (compensation intégrale pour les communes de l'exonération de taxe sur le foncier bâti) et n° I-104 (élargissement aux établissements et services accueillant des personnes âgées ou handicapées de l'exonération de taxe professionnelle prévue à l'article 1449 du code général des impôts). (p. 8317) : s'oppose à l'amendement n° I-136 de M. Jean-Marie Bockel (à partir de 2006, limite du prélèvement opéré par l'Etat sur la taxe professionnelle versée par les établissements de France Télécom, au produit de cette taxe perçu par la commune l'année précédente au titre de ces mêmes établissements). - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8318, 8319) : son amendement n° I-318 : création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI ; adopté. Dotation pour les départements les plus engagés dans la lutte contre l'exclusion et, dans le cadre d'appel à projets, pour des réalisations favorisant le retour à l'activité. (p. 8320, 8321) : intervient sur son amendement n° I-318 précité. Signal de confiance adressé aux départements. Critères retenus pour la répartition de la première part de ce fonds. - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8322) : son amendement n° I-319 : majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements ; adopté. Demande la priorité de vote sur cet amendement ; priorité ordonnée. (p. 8328, 8329) : accepte les amendements identiques n° I-143 de M. Claude Haut, n° I-218 de M. Eric Doligé et n° I-285 de M. Michel Mercier (participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs pompiers volontaires). Estime les amendements portant sur le même objet n° I-99 de M. Thierry Foucaud, n° I-139 de M. Claude Haut, n° I-283 de M. Michel Mercier et n° I-216 de M. Eric Doligé (majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements), les amendements de repli n° I-217 de M. Eric Doligé, n° I-142 de M. Claude Haut, n° I-284 de M. Michel Mercier, et de M. Thierry Foucaud n° I-101 et n° I-100 ainsi que les amendements n° I-98 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la DGE dans sa forme initiale) et n° I-140 de M. Gérard Miquel (suppression des conditions de seuil pour accéder à la compensation de la fraction principale de la première part de la DGE) satisfait par son amendement n° I-319 précité. Estime les amendements portant sur le même objet n° I-144 de M. Claude Haut, n° I-219 de M. Eric Doligé et n° I-286 de M. Michel Mercier (pérennisation de la prise en charge par l'Etat du financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires), ainsi que l'amendement n° I-141 de M. Gérard Miquel (repli) satisfait par les amendements identiques précités n° I-143 de M. Claude Haut, n° I-218 de M. Eric Doligé et n° I-285 de M. Michel Mercier.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8337, 8339) : déficit élevé et fort endettement de la France. Incidences sur la crédibilité de notre pays en Europe. Positions irlandaises et britanniques sur le budget de l'Europe et sur la PAC. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8363, 8365) : demande le retrait des amendements de M. Thierry Foucaud n° I-94 (extension de l'assiette de la taxe professionnelle aux actifs financiers

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

détenus par les entreprises assujetties) et n° I-108 (garantie de stabilité pour la dotation globale de fonctionnement) ainsi que celui de l'amendement n° I-147 de M. Jean-Marie Bockel (dotation de compensation de la taxe professionnelle). Accepte l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local"). S'oppose à l'amendement n° I-304 du Gouvernement (création d'un fonds d'aide au relogement d'urgence, FARU) ainsi qu'aux amendements de M. Thierry Foucaud n° I-96 (modification de l'indice synthétique de la DSU), n° I-97 (renforcement du caractère péréquateur de la DSU), n° I-103 (augmentation du montant de la DGF mise en répartition) et n° I-170 (pénalisation des communes ne respectant pas les obligations de construction de logements sociaux). (p. 8367) : s'oppose au sous-amendement n° I-321 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-248 précité. (p. 8368) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° I-304 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 8372) : estime les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy portant sur le même objet n° I-151 et I-152 (calcul de la compensation versée aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales) satisfaits par l'amendement n° I-301 du Gouvernement (majoration de la compensation versée aux régions au titre des transferts de compétence). - **Art. 26 (Compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions)** (p. 8374) : accepte l'amendement n° I-301 du Gouvernement (majoration de la compensation versée aux régions au titre des transferts de compétence). (p. 8375) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Marc Massion (indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TIPP transférée aux régions au titre de la compensation financière des transferts de compétences intervenus en 2006). (p. 8376) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Bricq n° I-149 (alignement des principes relatifs à la compensation financière versée au syndicat des transports d'Ile-de-France sur ceux mis en oeuvre à l'occasion de la décentralisation du transport collectif des voyageurs aux autres régions) et n° I-150 (majoration de la compensation versée au STIF en 2006). - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8379, 8380) : s'oppose aux amendements identiques n° I-110 de M. Thierry Foucaud, n° I-220 de M. Eric Doligé et n° I-287 de M. Michel Mercier (actualisation de la compensation versée aux départements pour la prise en charge du RMI) ainsi qu'à l'amendement n° I-154 de M. Claude Haut (actualisation des fractions de tarifs de TIPP en faveur de la compensation du RMI versée aux départements). - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 8385) : accepte l'amendement n° I-243 de Mme Esther Sittler (délégation à des établissements publics "locaux", par les conseils régionaux, de la gestion des avances consenties aux entreprises). - **Art. 27 (Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements)** (p. 8390) : demande le retrait de l'amendement n° I-92 de M. Thierry Foucaud ("déliation" des taux d'imposition locale). Estime les amendements n° I-156 de M. Gérard Miquel (mise en place d'une indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TSCA transférée aux départements), n° I-157 de M. Claude Haut (mise en oeuvre du principe de l'autonomie financière des collectivités) et n° I-289 de M. Michel Mercier (liberté de vote, pour les départements, d'un taux de TSCA sur la branche automobile) satisfaits par l'amendement n° I-302 du Gouvernement (ajustement du droit à compensation des départements) qu'il accepte. - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 8391) : demande le retrait de l'amendement n° I-158 de M. Michel Charasse (transfert du produit de l'ISF aux départements). - **Art. additionnel avant l'art. 28** : s'oppose à l'amendement n° I-112 de M. Thierry Foucaud (suppression de la réfaction de TVA appliquée aux collectivités locales au titre des dépenses éligibles au FCTVA). - **Art. 28 (Règles d'éligibilité, d'affectation et de reversement, relatives au Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA)** (p. 8392) : demande le retrait de l'amendement n° I-159 de M. Michel Charasse (application du dispositif aux opérations engagées avant le 1er janvier 2006). (p. 8394) : demande le retrait de l'amendement n° I-233 de M. Charles Guéné (précision de la notion de réalisation). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 8395) : accepte l'amendement n° I-299 du Gouvernement (dérogation au principe prévoyant que les dépenses réelles d'investissement

prises en considération pour l'attribution du FCTVA sont celles afférentes à la pénultième année). (p. 8396) : estime l'amendement n° I-160 de M. Gérard Miquel (éligibilité au FCTVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers) irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 29 (Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales)** (p. 8396) : accepte les amendements, portant sur le même objet, n° I-52 de M. Michel Charasse et n° I-249 de M. Roger Besse (majoration du montant de la dotation "élu local"). - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 8398, 8399) : accepte l'amendement n° I-265 de Mme Catherine Morin-Desailly (allègement de la taxe professionnelle en faveur des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel). Demande le retrait de l'amendement n° I-234 de M. Serge Vinçon (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficie le ministère de la défense au titre des terrains militaires). - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8399, 8401) : imparfaite connaissance par l'Etat de ses effectifs. Mauvaise maîtrise de la masse salariale. Absence d'un système d'évaluation de l'efficacité individuelle des agents et de récompense de la performance. Nécessité d'articuler réforme de l'Etat, pratique de la loi organique relative aux lois de finances et politique des effectifs. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8414, 8415) : notion de la dette publique en France comprenant, d'une part, la dette des administrations publiques et, d'autre part, les engagements pris à l'égard des retraités de l'Etat. Nécessité d'établir une méthodologie uniforme pour apprécier la dette comptable, financière et économique de manière homogène d'un Etat de la zone euro à un autre. Vulnérabilité du budget de la France vis-à-vis de la politique de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne. Exemple allemand de réduction du déficit public. - **Art. 51 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)** (p. 8435) : favorable à l'amendement n° I-322 du Gouvernement (modification de l'article d'équilibre pour tenir compte des votes du Sénat. Réduction du déficit de 200 millions d'euros). S'oppose à l'amendement n° I-91 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle). (p. 8449) : accepte les amendements du Gouvernement n° A-1 (augmentation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales), n° A-2 (simplification des circuits de financement des allègements généraux de charges) et n° A-3 (actualisation de l'article d'équilibre). - **Vote sur l'ensemble de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie** (p. 8449, 8450) : recommande l'adoption de la première partie du projet de loi de finances pour 2006, dans l'état où elle se trouve à l'issue de la seconde délibération. Remerciements.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - rapporteur général. - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9265, 9266) : réflexion menée depuis plusieurs années sur une réforme de la taxe professionnelle. Travaux de la commission Fouquet. Débat de l'Assemblée nationale. Défense de l'attractivité des territoires. Nécessité d'élargir l'assiette des impositions. Dépenses budgétaires significatives de l'Etat. Appel à la responsabilité des collectivités territoriales, de l'Etat et des entreprises. (p. 9271, 9272) : absence de mise en cause de la gestion des présidents de conseils généraux. (p. 9276) : s'oppose à l'amendement n° II-184 de M. Thierry Foucaud (réécriture de cet article en intégrant dans l'assiette de la taxe professionnelle les actifs financiers des entreprises assujetties) ainsi qu'aux amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Nécessité d'améliorer cette réforme sur la base de référence, de gommer certains effets pervers, de sécuriser les EPCI à taxe professionnelle unique et d'amender les conséquences des transferts de compétences entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle pour le calcul de leur ticket modérateur. (p. 9280, 9282) : ses amendements n° II-431 : modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement ; n° II-430 : mise en place d'un mécanisme de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales ; n° II-429 : neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle ; et n° II-425 : rédaction ; adoptés. (p. 9287) : ses amendements n° II-427 : dispense de participation, dans le cas d'un montant très faible, des communes et des EPCI au financement du plafonnement ; n° II-428 : abattement total pendant une année puis réduction pendant les trois années suivantes de la participation exigée au plafonnement pour les collectivités territoriales ou les EPCI connaissant des difficultés les conduisant à un règlement d'office par le préfet ; adoptés. (p. 9289) : sur les amendements de M. Marc Massion, s'oppose au n° II-355 (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement de taxe professionnelle pour les collectivités locales appliquant la majoration spéciale), n° II-352 (traduction de la hausse de la fiscalité locale des régions et des départements dans la majoration du taux de référence retenu pour le calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-353 (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-358 (limite de l'application du prélèvement au titre du ticket modérateur à 50 % au plus des bases de taxe professionnelle), n° II-357 (prise en charge par l'Etat de la totalité du ticket modérateur imposé aux collectivités territoriales dans le cas où le pourcentage des bases plafonnées excède 50% du total) et demande le retrait de l'amendement n° II-351 (fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement pour les communes et les EPCI) au profit de son amendement n° II-431 précité. S'oppose aux amendements identiques n° II-245 de M. Jean-François Le Grand et n° II-350 de M. Marc Massion (suppression du dispositif du ticket modérateur mis à la charge des collectivités locales). Demande le retrait des amendements n° II-274 de M. Yves Détraigne (dispense de participation au remboursement du dégrèvement accordé à une entreprise pour les collectivités territoriales ayant un taux d'imposition à la taxe professionnelle inférieur au taux moyen national), n° II-336 de M. Yves Fréville (réduction du ticket modérateur des collectivités territoriales peu imposées et ayant de faibles bases de taxe professionnelle) et de M. Pierre Jarlier n° II-419 (limite du dégrèvement mis à la charge d'un EPCI à fiscalité additionnelle à 5 % du produit total de la taxe professionnelle perçue) et n° II-402 (maintien à la charge de l'Etat des dégrèvements de taxe professionnelle pour les EPCI ayant des bases inférieures à la moitié de la moyenne nationale) au profit de son amendement n° II-430 précité. S'oppose à l'amendement n° II-359 de M. Michel Moreigne (compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes suscitées par le plafonnement de la taxe professionnelle pour les départements ayant des bases étroites et risquant de connaître un plafonnement de plus de 50 %). Souhaite une étude de ce dispositif au cours de l'année 2006. (p. 9297) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-243 (suppression de l'allègement transitoire des bases de taxe professionnelle de 16 %) et n° II-244 ("déliaison" des taux des impôts locaux). (p. 9298) : intervient sur l'amendement n° II-363 de M. Marc Massion (neutralisation des effets de la réforme de la taxe professionnelle sur les modalités d'abondement des Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle). (p. 9299) : demande le retrait de l'amendement n° II-278 de M. Michel Mercier (calcul du plafonnement de la cotisation de taxe professionnelle d'une collectivité en fonction de la valeur ajoutée produite par chaque établissement installé sur son territoire). S'oppose à l'amendement n° II-366 de M. Marc Massion (aménagement du "plafonnement du plafonnement" de la taxe professionnelle). (p. 9300, 9301) : son amendement n° II-432 : limite des pratiques d'optimisation fiscale consistant à réduire la valeur ajoutée des entreprises par la déduction des seules dépenses de personnel mis à disposition par les entreprises d'un même groupe ; retiré au profit de l'amendement n° II-434 du Gouvernement portant sur le même objet. (p. 9302) : s'oppose à l'amendement n° II-354 de M. François Marc portant sur le même objet que son amendement n° II-432 précité. Accepte l'amendement n° II-434 du Gouvernement portant sur le même objet que son amendement n° II-432 précité. (p. 9304) :

souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-365 de M. Michel Charasse (évolution des bases de taxe professionnelle après écrêtement égale au taux d'évolution des bases de l'établissement écrêté pour les communes et groupements de communes sièges d'établissements exceptionnels faisant l'objet d'un écrêtement au profit du fonds départemental de péréquation). (p. 9306) : son amendement n° II-426 : introduction d'un dispositif dérogatoire pour les collectivités territoriales ou les EPCI dont le taux de taxe professionnelle serait nul en 2004 ou en 2005 du fait de l'absence de bases taxables ; adopté. (p. 9307, 9308) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° II-362 (non-application de cette réforme aux EPCI à taxe professionnelle unique dont le taux est inférieur à celui voté l'année précédente majoré de 5,5 %) et n° II-356 (non-application de ce dispositif aux collectivités locales souhaitant mettre en place une majoration spéciale de leur taux de taxe professionnelle). S'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° II-360 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle évoluant moins vite que l'inflation) et n° II-361 (absence de prise en charge du ticket modérateur par les collectivités territoriales ayant des bases de taxe professionnelle qui régressent). (p. 9309, 9311) : demande le retrait de l'amendement n° II-367 de M. Michel Charasse (mise à la charge des chambres de commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur). - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9312) : son amendement n° II-301 : limitation des baisses de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, dans certains cas ; adopté. (p. 9313) : demande le retrait de l'amendement n° II-185 de M. Thierry Foucaud similaire à son amendement n° II-301 précité. (p. 9314) : demande le retrait de l'amendement n° II-409 de M. Roger Karoutchi (exonération de taxe professionnelle pour les personnes louant leur résidence secondaire). (p. 9314) : accepte l'amendement n° II-268 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à la taxe professionnelle des mutuelles et institutions de prévoyance pour leurs seules activités entrant en concurrence avec celles d'entreprises redevables de cette taxe). (p. 9316) : accepte l'amendement n° II-316 de M. Yann Gaillard (exonération de taxe professionnelle pour les activités de production de films et de programmes de télévision et la production de films institutionnels et publicitaires). (p. 9318) : intervient sur l'amendement n° II-406 de M. René Beaumont (assujettissement à la taxe professionnelle et à la taxe foncière sur les propriétés bâties des canalisations destinées au transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression et de produits chimiques). (p. 9319) : intervient sur l'amendement n° II-346 de M. Jean Arthuis (exonération de taxe professionnelle sur les outillages utilisés par un sous-traitant industriel non propriétaire, non locataire et non sous-locataire de cet outillage). Son amendement n° II-304 : pour la détermination de l'assiette de la taxe professionnelle, relèvement du plancher de la valeur locative des immobilisations acquises à la suite d'apports, de scissions ou de fusions de sociétés ainsi que de cessions d'établissements ; adopté. (p. 9320) : demande le retrait de l'amendement n° II-317 de M. Yves Détraigne (déliaison des taux des impôts locaux). (p. 9320) : accepte l'amendement n° II-347 de M. Jean Arthuis (déliaison des taux d'imposition locale des communes membres d'un EPCI à fiscalité propre lors de la première année de passage de ce dernier à la taxe professionnelle unique). (p. 9321) : demande le retrait des amendements de Mme Jacqueline Gourault n° II-265 (réintégration des EPCI issus d'une fusion dans le droit commun en matière de règle de lien entre les taux fiscaux des communes et le taux de taxe professionnelle unique de leur groupement), n° II-281 (possibilité pour un EPCI, issu d'une fusion et levant la taxe professionnelle unique pour la première fois, de fixer son taux dans la limite du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes) et n° II-282 (prise en compte par un EPCI résultant d'une fusion du taux de taxe professionnelle unique le plus élevé voté l'année précédente par l'une des communautés préexistantes).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9332) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-368 de M. Claude Domeizel (possibilité de répartir les ressources du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle entre des départements non limitrophes du département d'implantation de l'activité économique considérée). Caractère spécifique de la configuration de la région autour de Cadarache. (p. 9333) : s'oppose à l'amendement n° II-224 de Mme Nicole Bricq (réintroduction des anciennes bases salaires de la taxe professionnelle dans le calcul des contributions des communes au FSRLF). (p. 9336, 9337) : accepte l'amendement n° II-148 de M. Jean-Paul Virapoullé (inclusion des EPCI et des communes de la Réunion dans la répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports). (p. 9337, 9338) : demande le retrait de l'amendement n° II-279 de M. Yves Détraigne (obligation de compensation pour tout projet ou proposition de loi entraînant des augmentations de charges ou des pertes de recettes pour les collectivités locales). Proposition d'ordre constitutionnel. - **Art. 56 et état D (Autorisations de découvert)** (p. 9342) : accepte l'amendement n° II-437 du Gouvernement (majoration de 400.000.000 € des autorisations de découvert accordées au ministre au titre des comptes de commerce). - **Art. 57 bis (Plafond des autorisations d'emplois pour 2006)** (p. 9343) : accepte l'amendement n° II-435 du Gouvernement (modification du plafond des autorisations d'emploi pour 2006). - **Art. 57 ter (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)** (p. 9344, 9345) : son amendement n° II-285 : suppression partielle ; retiré. S'oppose à l'amendement du Gouvernement n° II-421 (complément de la liste des chapitres nécessitant une majoration du plafond des reports de crédits) en ce qui concerne le ministère de la défense. - **Art. additionnels avant l'art. 58** (p. 9348) : son amendement n° II-286 : gestion par l'Agence France Trésor de la dette sociale pour le compte de la Caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES ; adopté. (p. 9350) : accepte l'amendement n° II-328 de M. Alain Lambert (retour au plafonnement de l'ISF tel qu'il a été défini par l'article 26 de la loi de finances pour 1989). - **Art. 58 (Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)** (p. 9354, 9355) : son amendement n° II-287 : prise en compte de la CSG et de la CRDS au numérateur du bouclier fiscal ; retiré. (p. 9357, 9358) : ses amendements n° II-289 : exclusion des revenus en nature tirés de la jouissance de la résidence principale du dénominateur du bouclier fiscal ; n° II-290 : prise en compte en matière immobilière de la plus-value nette, après abattement ; n° II-288 : non-prise en compte du RMI dans les revenus portés au dénominateur du bouclier fiscal ; et n° II-292 : non-prise en compte des plus-values sur valeurs mobilières issues de cessions annuelles inférieures à 15000 euros au dénominateur du bouclier fiscal ; adoptés. Son amendement n° II-291 : prise en compte des revenus issus des contrats de capitalisation au moment du dénouement du contrat et non au moment de l'inscription en compte des intérêts ; retiré. (p. 9360, 9361) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-160 (suppression), n° II-167 (exclusion du dispositif du bouclier fiscal des droits constatés et payés au titre de l'ISF), n° II-168 (cohérence) et n° II-169 (instauration, en cas d'application du droit à restitution, d'une contribution minimale de l'ISF pour chacune des tranches d'imposition au tarif de ce droit). Demande le retrait des amendements identiques n° II-261 de M. Michel Mercier et n° II-380 de M. Marc Massion (exclusion des impôts locaux du dispositif du bouclier fiscal). Sur les amendements de M. Marc Massion, s'oppose au n° II-379 (suppression) et demande le retrait du n° II-381 (suppression des dispositions visant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution). Demande le retrait de l'amendement n° II-404 de M. Louis de Broissia (exclusion des impôts départementaux du dispositif du bouclier fiscal), ainsi que des amendements identiques n° II-170 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution) et n° II-262 de M. Michel Mercier (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales

à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à l'institution). (p. 9365, 9366) : intervient sur son amendement n° II-287 précité. Prise en compte du point de vue du contribuable. Nécessité d'une évolution structurelle du financement de la protection sociale. Rappel de la baisse continue du taux marginal de l'impôt sur le revenu. Vocation du bouclier fiscal à englober à terme la totalité des prélèvements. - **Art. 59 (Refonte du barème de l'impôt sur le revenu)** (p. 9371, 9372) : son amendement n° II-293 : retour au texte initial du Gouvernement ; adopté. (p. 9373) : s'oppose aux amendements identiques n° II-161 de M. Thierry Foucaud et n° II-382 de M. Marc Massion (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-171, II-172, II-173 et II-174 (suppression partielle). - **Art. additionnels après l'art. 59** (p. 9375) : s'oppose à l'amendement n° II-237 de M. Thierry Foucaud (majoration du quotient familial des contribuables anciens combattants et de leurs veuves). S'oppose à l'amendement n° II-383 de M. Marc Massion (suppression du dispositif d'indexation automatique du barème de l'ISF en fonction de l'évolution des tranches de l'impôt sur le revenu). - **Art. 60 (Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts)** (p. 9382) : son amendement n° II-294 : neutralisation pour les exploitants agricoles imposés au forfait de l'intégration de l'abattement de 20 % au barème de l'impôt sur le revenu ; adopté. (p. 9385, 9386) : s'oppose aux amendements identiques n° II-162 de M. Thierry Foucaud et n° II-384 de M. Marc Massion (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-175 (suppression partielle), n° II-234 (prise en compte des deux tiers des revenus de capitaux mobiliers pour le calcul de l'impôt sur le revenu), n° II-176 (suppression partielle), n° II-177 (suppression partielle), n° II-178 (suppression des dispositions relatives au régime des micro-entreprises), n° II-179 (cohérence), n° II-180 (suppression de la réduction de l'abattement concernant le régime du "micro-foncier"), n° II-181 (conséquence), n° II-252 (simplification de la fiscalité relative au logement), n° II-235 (réduction du poids de la taxe d'habitation en fonction du revenu) et n° II-182 (cohérence). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-276 de M. Daniel Soulage et n° II-378 de M. Yannick Texier (création d'une déduction forfaitaire de 10 % des revenus fonciers bruts issus de la location de terres louées par bail cessible), ainsi que sur les amendements n° II-345 de M. Jean Arthuis (suppression progressive du coefficient de majoration appliqué pour non-adhésion à un centre de gestion ou à une association agréés), n° II-277 de Mme Anne-Marie Payet (suppression de la majoration appliquée pour non-adhésion à un centre de gestion ou une association agréés) et n° II-327 de M. Yann Gaillard (exonération des frais réels engagés par les propriétaires d'immeubles gérés directement par eux-mêmes, notamment les châteaux historiques). Accepte l'amendement n° II-422 du Gouvernement (coordination). - **Art. 60 bis (Extension de la période d'imputation de la réduction d'impôt afférente aux résidences de tourisme)** (p. 9388) : son amendement n° II-295 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 60 ter** (p. 9389, 9390) : son amendement n° II-296 : limitation à quinze ans de la durée des dispositifs d'incitation fiscale applicables aux opérations de rénovation immobilière dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural urbain et paysager ; adopté. (p. 9391) : demande le retrait du sous-amendement n° II-341 de M. Pierre Jarlier (application d'une durée de vingt ans) à son amendement n° II-296 précité. (p. 9393) : considère le régime Malraux utile et nécessaire mais souhaite en renforcer l'efficacité afin de correspondre aux besoins de la société actuelle. Dans un souci de conciliation, accepte de prolonger la durée prévue dans son amendement n° II-296 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 61** (p. 9396, 9397) : s'oppose aux amendements de M. Marc Massion n° II-385 (plafonnement global de la réduction du revenu imposable procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale) et n° II-386 (plafonnement global de la réduction d'impôt procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale). - **Art. 61 (Plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu)** (p. 9401, 9402) : caractère insatisfaisant du nouveau régime du plafonnement des niches fiscales. Se demande s'il s'agit d'une demi-mesure dans la perspective de la suppression de ces

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

niches ou d'une contre-mesure visant à pérenniser un régime complexe et tortueux. En signe de confiance à l'égard du ministre, s'oppose aux amendements identiques n° II-163 de M. Thierry Foucaud et n° II-329 de M. Alain Lambert (suppression). (p. 9406) : son amendement n° II-297 : adaptation du régime Malraux au dispositif de plafonnement ; adopté. (p. 9408) : sur son amendement n° II-297 précité, son sous-amendement n° II-323 : exclusion du plafonnement des avantages fiscaux concernant les logements situés dans les secteurs sauvegardés ou des ZPPAUP classés en zone urbaine sensible ; adopté. (p. 9409) : demande le retrait des amendements identiques n° II-256 de M. Yves Dauge, de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-332, n° II-340 de M. Dominique Braye (exclusion de la loi Malraux du dispositif de plafonnement) ainsi que de l'amendement portant sur le même objet n° II-267 de Mme Catherine Morin-Desailly au profit de son amendement n° II-297 précité. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° II-342 de M. Pierre Jarlier (application d'un taux différencié d'exclusion du plafonnement selon que les immeubles bénéficient ou non d'une protection particulière) et demande le retrait du sous-amendement n° II-339 de Mme Valérie Létard (alignement de l'ensemble des zones sur le même dispositif). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-338 de Mme Valérie Létard (exclusion du dispositif de plafonnement des opérations d'initiative publique de restauration définies par la circulation n° 105 du 17 juin 1995). (p. 9409, 9410) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-260 (suppression de quatre dépenses fiscales) et n° II-254 (suppression de six dépenses fiscales). (p. 9411) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° II-270 de M. Michel Mercier et n° II-330 de M. Alain Lambert (exclusion du dispositif de plafonnement des réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). (p. 9412) : s'oppose à l'amendement n° II-242 de M. Thierry Foucaud (diminution de la réduction d'impôt "emploi à domicile"). (p. 9413, 9414) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Foucaud n° II-190 (évaluation de l'impact économique et social des mesures de défiscalisation outre-mer), n° II-259 (limitation des dépôts effectués sur les PEA) et n° II-189 (augmentation du taux d'imposition des valeurs mobilières). Demande le retrait de l'amendement n° II-269 de Mme Catherine Morin-Desailly (augmentation de la réduction fiscale liée à la souscription des SOFICA).

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. 63** (*Instauration d'un crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt de prêts contractés par des étudiants en vue de financer leurs études supérieures*) (p. 9429) : s'oppose à l'amendement n° II-164 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 64** (*Prorogation de la période d'application des réductions d'impôts accordées au titre des souscriptions de parts de fonds communs de placement dans l'innovation, FCPI, et aménagement du dispositif des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque, SUIR*) (p. 9430) : s'oppose à l'amendement n° II-193 de M. Thierry Foucaud (suppression). Question des prorogations successives de l'avantage fiscal et de l'évaluation de son coût. - **Art. 65** (*Incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres*) (p. 9432, 9434) : intervient sur les amendements n° II-272 de M. Philippe Nogrix (instauration d'une incitation fiscale proportionnelle à la performance écologique du véhicule, indépendamment de son type de motorisation ou de carburant), n° II-439 du Gouvernement (extension du crédit d'impôt aux véhicules fonctionnant exclusivement ou partiellement au moyen d'une motorisation électrique) et, portant sur le même objet, n° II-32 et II-399 de M. Yannick Texier (introduction, dans le champ des véhicules propres, des technologies relevant de la catégorie des véhicules hybrides et éligibles au bénéfice du crédit d'impôt). Technicité et complexité du sujet. Réflexion nécessaire. Propose au Sénat de voter contre l'article 65 et de reprendre le dispositif dans le collectif budgétaire. - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9435, 9439) : sur les amendements de M. Gérard Miquel, accepte à titre personnel le n° II-390 (revalorisation du plafond du tarif d'achat de l'électricité produite par cogénération en le déconnectant du

prix du gaz) et s'oppose aux n° II-387 (abaissement du taux de TVA sur les réseaux de chaleur), n° II-389 (création d'un fonds de développement de la chaleur renouvelable et locale financé par un prélèvement sur les recettes de la TIPP) et n° II-391 (majoration du tarif d'achat de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables). S'oppose à l'amendement n° II-388 de M. Marc Massion (incitation fiscale à la démarche de certification au bénéfice des entreprises). - **Art. 66** (*Aménagement du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en vue de l'amélioration de la performance énergétique des logements*) (p. 9440) : son amendement n° II-298 : unification des majorations pour personne à charge et renvoi au droit commun pour la répartition des majorations en cas de charge partagée entre les parents ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9441, 9443) : demande le retrait de l'amendement n° II-392 de M. Marc Massion (application du taux réduit de TVA aux opérations d'aménagement et de construction destinées à l'accession sociale à la propriété d'un logement neuf situé dans un quartier de rénovation urbaine conventionné par l'ANRU) satisfait par le projet de loi portant engagement national pour le logement. S'oppose à l'amendement n° II-393 de M. Michel Charasse (prorogation de l'application du taux réduit de TVA aux services d'aide à la personne et aux travaux à domicile). Acceptera l'amendement n° II-410 de M. Joël Bourdin (déduction du revenu agricole des dépenses d'amélioration des propriétés rurales non bâties et élargissement de la déduction aux dépenses d'amélioration des propriétés rurales bâties qui ne se traduisent pas par une augmentation du fermage) en cas d'avis favorable du Gouvernement. Traitement déjà favorable des exploitants agricoles. - **Art. additionnels avant l'art. 67** (p. 9444, 9448) : son amendement n° II-299 : réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, tendant à un élargissement de l'assiette et à une modulation de ses éléments ; retiré. Réflexion sur l'inclusion de la vente à distance et du "hard discount" dans l'assiette de la taxe. Demande le retrait de l'amendement n° II-97 de M. Bernard Dussaut (limitation de l'augmentation annuelle du taux de la TACA à 50 %). - **Art. 67 bis** (*Taxe sur les déchets*) (p. 9449, 9452) : son amendement n° II-302 : réécriture de l'article tendant à ne taxer que les déchets réceptionnés dans un centre d'enfouissement technique et à réserver le bénéfice de la taxe aux EPCI, aux syndicats mixtes et aux départements titulaires de la compétence de traitement des déchets ménagers ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-438 de M. Daniel Soulage (compensation financière pour la commune accueillant le centre d'enfouissement technique et ne percevant pas, à ce titre, la taxe professionnelle) qu'il accepte après rectification. Souhaite le ralliement de M. Thierry Foucaud à son amendement n° II-302 précité modifié par le sous-amendement n° II-438 précité de M. Daniel Soulage. Estime sans objet et demande le retrait de l'amendement n° II-188 de M. Thierry Foucaud (extension du champ d'application de la taxe aux déchets industriels). Estime sans objet l'amendement n° II-423 du Gouvernement (coordination) en cas d'adoption de son amendement n° II-302 précité modifié par le sous-amendement précité n° II-438 de M. Daniel Soulage. - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9453, 9459) : s'oppose aux amendements de M. Gérard Miquel n° II-370 (imposition à la TGAP des émetteurs d'équipements électriques et électroniques et d'imprimés non sollicités), n° II-372 (obligation de valorisation des déchets pour les producteurs agricoles et les industries agro-alimentaires), n° II-373 (affectation à l'ADEME du produit de la "TGAP déchets") et n° II-374 (éligibilité au FCTVA des investissements relatifs aux installations de traitement des déchets ménagers réalisés par les communes et leurs groupements, quelle que soit la part de l'activité de valorisation des déchets). Accepte les amendements identiques n° II-398 de M. Xavier Pintat et n° II-54 de M. Paul Raoult (octroi d'une subvention du budget général des collectivités territoriales à l'équilibre des comptes des nouveaux services publics d'assainissement non collectifs, SPANC, pendant les quatre premières années). Demande le retrait des amendements de M. Gérard Miquel n° II-371 (modalités de prise en charge par les producteurs de la collecte et de l'élimination des produits dangereux) et n° II-369 (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des déchets). Intérêt de ces amendements pour une réflexion sur un dispositif dissuasif relevant de la fiscalité écologique. Responsabilisation globale à assumer par tous les acteurs économiques. Rôle de l'Union européenne dans ce domaine. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9465, 9466) : son amendement n° II-303 : nouvelle rédaction de l'article tendant à abaisser la contribution à 25 euros par mètre carré, à ne taxer que la résidence mobile terrestre principale, et à affecter le produit de cette taxe à un fonds départemental d'aménagement, de maintenance et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage ; adopté. Mérite du dispositif. Brevet de citoyenneté. Approche positive des représentants des gens du voyage sur le principe d'une contribution. S'oppose aux amendements de suppression n° II-8 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° II-166 de M. Thierry Foucaud et n° II-375 de M. Marc Massion. (p. 9469) : réponse aux propos de Mme Alima Boumediene-Thiery. Sur son amendement n° II-303 précité, demande le retrait du sous-amendement n° II-440 de M. Michel Charasse. Réflexion en commission mixte paritaire. - **Art. additionnel avant l'art. 67 quater** (p. 9470) : s'oppose à l'amendement n° II-216 de Mme Josiane Mathon-Poinat (compensation, pour les collectivités locales, des pertes de recettes découlant d'exonérations temporaires de la taxe foncière sur les propriétés bâties propres à la réalisation de logements locatifs sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 67 quater** (p. 9471) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Longuet n° II-334 (réduction de l'assiette de la taxe professionnelle pour les activités des travailleurs indépendants assujettis aux BNC) et n° II-333 (repli). - **Art. additionnels après l'art. 67 sexies** (p. 9472) : accepte l'amendement n° II-408 de M. Jean Bizet (autorisation des EPCI à fiscalité propre de percevoir l'imposition forfaitaire sur les pylônes électriques sous réserve de l'accord des communes membres). Accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-416 (possibilité, pour les EPCI à taxe professionnelle unique, de reverser la dotation de solidarité communautaire aux communes en fonction du potentiel financier, en plus du critère du potentiel fiscal), n° II-414 (principe du prélèvement de la taxe d'électricité auprès du gestionnaire du réseau de distribution ou auprès du fournisseur) et n° II-415 (autorisation des syndicats mixtes de lever la taxe d'électricité dans les mêmes conditions que les syndicats intercommunaux). - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9473, 9475) : accepte l'amendement n° II-417 de M. Charles Guené (possibilité pour les syndicats mixtes de plafonner le montant de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en fonction des valeurs locatives et de prendre en compte la présence d'une installation de transfert ou de traitement des déchets pour moduler le taux). Demande le retrait de l'amendement n° II-405 de M. Bruno Sido (possibilité, pour les syndicats de communes et les syndicats mixtes, de ne pas lever eux-mêmes la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance et de laisser ce soin à leurs membres) au bénéfice de l'amendement n° II-411 de M. Charles Guené (prorogation, au titre de l'année 2006, du régime dérogatoire bénéficiant aux syndicats de communes en matière de redevance et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sous réserve de l'adoption, avant le 15 février 2006, d'une délibération de principe pour se transformer en syndicat mixte) qu'il accepte. - **Art. additionnels après l'art. 67 septies** (p. 9477, 9478) : accepte les amendements de M. Yves Fréville n° II-412 (possibilité de proroger le régime transitoire en matière d'ordures ménagères pour les EPCI qui ont réalisé des efforts d'harmonisation, dans l'attente de l'adoption du projet de loi sur l'eau) et n° II-413 (autorisation des syndicats mixtes à instaurer la redevance spéciale sur l'enlèvement des ordures ménagères dans les zones où s'applique la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, TEOM, et à autoriser les collectivités compétentes à exonérer de cette taxe les locaux dont disposent les personnes assujetties à la redevance spéciale). - **Art. 67 octies** (*Transmission aux collectivités territoriales et à leurs groupements des rôles supplémentaires d'impôts directs locaux*) (p. 9479, 9480) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-273 de M. Michel Mercier (transmission aux collectivités territoriales d'une notification annuelle des bases d'imposition de la taxe professionnelle et d'une simulation des effets d'une modification du taux d'imposition sur leurs finances) sur lequel

la commission avait émis un avis favorable lors de sa réunion et sur le sous-amendement n° II-433 de M. Michel Charasse (communication aux collectivités locales de la liste nominative des bénéficiaires des remboursements au titre du "bouclier fiscal" au regard des impôts locaux) s'y rapportant. (p. 9481) : s'oppose au sous-amendement n° II-433 de M. Michel Charasse précité déposé sur l'amendement précité n° II-273 de M. Michel Mercier. - **Art. 67 nonies** (*Echange d'informations entre les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et l'Etat concernant le recensement des bases des impositions directes locales*) (p. 9482) : s'oppose à l'amendement n° II-187 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 67 duodécies** (*Modification de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995*) (p. 9483) : invite le Sénat à suivre l'avis du Gouvernement et à voter contre l'article. - **Art. additionnel avant l'art. 67 terdecies** (p. 9484) : demande le retrait de l'amendement n° II-280 de M. Daniel Soulage (mise en oeuvre de la garantie de l'Etat pour la réassurance des risques climatiques sur récoltes). Question fondamentale nécessitant réflexion. - **Art. 67 terdecies** (*Indemnisation exceptionnelle des dégâts de la sécheresse de 2003*) (p. 9486, 9489) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° II-325 de M. Aymeri de Montesquiou (extension aux bâtiments agricoles de la procédure d'indemnisation exceptionnelle instituée pour les communes affectées par la sécheresse de l'été 2003). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° II-326 de M. Aymeri de Montesquiou et n° II-376 de Mme Nicole Bricq (suppression des dispositions portant attribution d'une enveloppe spécifique aux habitants des communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle). Accepte l'amendement n° II-335 de M. Claude Biwer (allongement de 45 à 60 jours du délai pour le dépôt des dossiers d'indemnisation en préfecture). Demande le retrait de l'amendement n° II-377 de Mme Nicole Bricq (prise en compte de la gravité des dommages pour l'attribution de l'aide exceptionnelle). - **Art. 68** (*Prorogation des régimes d'amortissement exceptionnel des investissements en faveur de la protection de l'environnement*) (p. 9490, 9491) : son amendement n° II-305 : suppression ; retiré. Absence de chiffrage du coût de cette mesure et efficacité non avérée. Son amendement n° II-441 : prorogation du dispositif prévu à l'article jusqu'au 1er janvier 2007 ; adopté. - **Art. 69** (*Aménagement du régime fiscal des groupes d'entreprises*) (p. 9492, 9493) : son amendement n° II-306 : modernisation de "l'amendement Charasse" visant à limiter le montant de la déduction des charges financières supportées par une entreprise à l'occasion de l'achat d'une autre entreprise contrôlée par les mêmes actionnaires ; retiré. - **Art. 70** (*Modernisation du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation prévu à l'article 212 du code général des impôts*) (p. 9496, 9497) : son amendement n° II-307 : substitution de la définition du contrôle exclusif d'une entreprise, prévue par le II de l'article L. 233-16 du code de commerce, à celle de l'article 212 du code général des impôts relatif à la lutte contre la sous-capitalisation ; adopté. S'oppose à l'amendement n° II-240 de M. Thierry Foucaud (abrogation des articles 223 A à U du code général des impôts autorisant le régime des groupes). S'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° II-275 de M. Denis Badré (exclusion des opérations de crédit-bail du dispositif de lutte contre la sous-capitalisation). - **Art. additionnel après l'art. 70** (p. 9498) : son amendement n° II-300 : fixation d'une règle permanente d'indexation du plafond d'exonération de la contribution patronale au système des titres-restaurants ; adopté. - **Art. 71** (*Abaissement du seuil de l'obligation de télédéclarer et télérégler la taxe sur la valeur ajoutée et les taxes assimilées*) (p. 9499) : accepte l'amendement n° II-424 du Gouvernement (coordination) et s'oppose à l'amendement n° II-241 de M. Thierry Foucaud (abrogation de l'article 220 quinquiés du code général des impôts pour supprimer le régime du report en arrière des déficits). - **Art. 72** (*Harmonisation des règles applicables en cas de contentieux fiscal fondé sur la non-conformité de la règle de droit à une règle de droit supérieure*) (p. 9499, 9504) : ses amendements n° II-308 : augmentation de deux à trois ans de la période qui précède la décision juridictionnelle de non-conformité d'une règle de droit fiscal à une norme juridique supérieure et qui ouvre droit à restitution des paiements indus ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

et n° II-309 : extension du dispositif aux arrêts du tribunal des conflits ; adoptés après rectification en accord avec le Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 9504, 9507) : son amendement n° II-310 : consolidation de la contribution pour frais de contrôle perçue par l'ancienne commission de contrôle des assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance devenue l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Michel Charasse n° II-394 (agrément par l'Etat des tarifs des sociétés concessionnaires de l'exploitation des autoroutes), n° II-395 (impossibilité pour les propriétaires des concessions d'autoroutes de réaliser des travaux courants, d'entretien ou neufs) et n° II-396 (instauration d'une commission nationale de contrôle de l'application du cahier des charges et des obligations des sociétés autoroutières). Fait confiance à la vigilance du Gouvernement et du Conseil de la concurrence. - **Art. 73 (Exonérations de charges sociales en outre-mer)** (p. 9509, 9510) : suppression bienvenue de l'article par l'Assemblée nationale compte tenu des conséquences pour le secteur privé en outre-mer. Attente des évaluations prévues pour 2006. Nécessité d'une analyse globale prenant en compte les spécificités du marché du travail, de celui des capitaux et du secteur privé. - **Art. additionnels après l'art. 73 bis** (p. 9512, 9516) : entendra avec intérêt la réponse du Gouvernement sur l'amendement n° II-313 de M. Nicolas About (mise en extinction progressive, pour l'avenir, de la branche vieillesse de tous les régimes spéciaux). Position du problème avec courage et lucidité. Demande le retrait de l'amendement n° II-110 de M. Michel Charasse (inopposabilité du secret de l'instruction aux rapporteurs spéciaux des commissions des finances du Parlement chargés des crédits de la mission "justice" lorsqu'ils effectuent le contrôle de l'utilisation des frais de justice). Inconfort de la situation pour un élu politique. Favorable à l'extension de la réflexion à la problématique du secret défense. - **Art. 51 et état A (Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois)** (p. 9540, 9541) : accepte les amendements du Gouvernement, portant sur le même objet, n° B-1 à B-26 (modification de la répartition des crédits conformément au souhait exprimé par la commission des finances), n° B-27 (suppression) et n° B-28 (traduction dans l'article d'équilibre de l'ensemble des modifications intervenues lors des débats relatifs aux articles inscrits en seconde partie du projet de loi de finances). Appelle le Sénat à voter ces amendements d'un seul élan.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9550, 9553) : examen du projet de loi de finances dans un esprit de responsabilité. Création des conditions de futures réformes d'envergure. Bonne utilisation par le Parlement du cadre posé par la LOLF. Initialisation du nouveau régime de la taxe professionnelle. Refonte du barème de l'impôt sur le revenu et mise en place d'un "bouclier fiscal". Souhait de disparition à terme de nombreux régimes préférentiels ou spécifiques. Avancées en matière de fiscalité à finalité écologique et environnementale. Amélioration de la fiscalité des entreprises. Volonté de rassemblement de l'ensemble des décisions fiscales dans la loi de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Discussion générale** (p. 9832, 9834) : amélioration de la conjoncture. Majoration des recettes de l'impôt sur les sociétés. Meilleure maîtrise des dépenses. Problèmes persistants : effet d'aubaine lié aux taux d'intérêt ; reports de crédits ; sous-dotation de certaines opérations. Réforme du régime fiscal des plus-values. Diversité des autres mesures fiscales proposées. Rejet par la commission des cavaliers budgétaires et des dispositions n'ayant pas fait l'objet d'un examen suffisant. - **Question préalable** (p. 9842) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er (Aménagement du régime des acomptes d'impôt sur les sociétés)** (p. 9843, 9844) : ses amendements n° 218 : conditions d'application des pénalités ; n° 219 : coordination ;

et n° 220 : conséquence ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 9845) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 215 de M. Jacques Blanc (mode de valorisation des stocks pour les viticulteurs travaillant en caves particulières). - **Art. 2 (Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004)** (p. 9849) : demande le retrait des amendements identiques n° 97 de M. Claude Haut et n° 138 de M. Michel Mercier (calcul de la compensation du RMI versée aux départements en fonction des dépenses exécutées par les conseils généraux à ce titre). (p. 9852) : demande le retrait des amendements identiques n° 99 de M. Claude Haut et n° 139 de M. Michel Mercier (indexation du montant global de la recette de TIPP attribuée aux départements sur l'indice de croissance de la DGF). (p. 9853) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 98 de M. Claude Haut (prise en compte des indus du RMI dans le montant de l'abondement exceptionnel). (p. 9854) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 100 de M. Claude Haut (prise en compte des régularisations effectuées par les organismes payeurs dans le montant de l'abondement exceptionnel). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 9858) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 102 de M. Claude Haut et n° 144 de M. Michel Mercier (correction du calcul de la réfaction de la DGF, au titre de la reprise par l'Etat de compétences sanitaires). - **Art. 4 (Ajustement de la compensation financière des transferts de compétences aux régions)** (p. 9861) : accepte l'amendement n° 214 du Gouvernement (modalités de calcul de la compensation financière du transfert aux régions des formations sanitaires et sociales) et oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement portant sur le même objet n° 103 de M. Michel Sergent. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9862) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Michel Sergent (délaision des taux de la fiscalité locale). Demande le retrait de l'amendement n° 169 de M. François Trucy (clarification). (p. 9863) : accepte l'amendement n° 197 du Gouvernement (remboursement complémentaire des taxes intérieures sur les produits pétroliers et sur la consommation de gaz naturel). (p. 9865) : sur l'amendement n° 198 du Gouvernement (augmentation du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur de certains véhicules) qu'il accepte, son sous-amendement n° 29 ; adopté. - **Art. 6 (Création du compte d'affectation spéciale «Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat»)** (p. 9867) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Michel Sergent (affectation des fonds résultant de la cession du patrimoine immobilier de l'Etat). - **Art. 8 et état A (Equilibre général)** (p. 9873) : accepte l'amendement n° 235 du Gouvernement (conséquence). - **Art. 9 et état B (Dépenses ordinaires des services civils - Ouverture de crédits)** (p. 9876) : sur les articles 9, 10 et 12, accepte les amendements du Gouvernement n° 193 (majoration des crédits du titre III sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales), n° 195 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales), n° 192 (majoration des crédits du titre Ier sur les charges communes), n° 227 (minoration des crédits du titre III sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), n° 199 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), n° 194 (majoration des crédits du titre III sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale), n° 200 (majoration des crédits du titre IV sur le ministère du travail et de la santé et de la cohésion sociale), n° 201 (minoration des annulations de crédits du titre III sur le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales), n° 191 (minoration des annulations de crédits du titre Ier sur les charges communes), n° 203 (majoration des annulations de crédits du titre III sur le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche), n° 190 (minoration des annulations de crédits du titre IV sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale), et portant sur le même objet n° 196 et n° 204 (majoration des annulations de crédits du titre VI sur le ministère du travail, de la santé et de la cohésion sociale). - **Art. 10 et état B' (Dépenses ordinaires des services civils - Annulation de**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

crédits (p. 9878) : s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 12 et état C'** (*Dépenses en capital des services civils - Annulation de crédits*) (p. 9880) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 9881) : défavorable à l'amendement n° 63 de M. Thierry Foucaud (instauration de la taxe Tobin). (p. 9882) : son amendement n° 5 : en matière de transmission d'entreprise, conditions de maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit en cas de constitution d'une holding ; adopté. - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9884) : s'oppose à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression) et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 de Mme Jacqueline Gourault (repli) et n° 45 de M. Michel Charasse (rapport au Parlement sur le rendement et l'affectation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 9891) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Michel Sergent (instauration d'une taxe de solidarité due par les entreprises de transport maritime de passagers). - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9891, 9893) : son amendement n° 6 : suppression partielle ; adopté. - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9894, 9896) : son amendement n° 7 : suppression ; retiré. - **Art. 18 quater** (*Création d'une taxe au profit de l'office national d'intervention chargé du lait et des produits laitiers*) (p. 9897) : son amendement n° 8 : suppression ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies** (p. 9898) : demande le retrait de l'amendement n° 38 de M. Daniel Marsin (instauration d'un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires pour les communes riveraines des aéroports internationaux des DOM). - **Art. additionnels avant l'art. 19** (p. 9899) : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Thierry Foucaud (seuil de taxation des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux). (p. 9900, 9901) : à titre personnel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Cantegrit (assouplissement de l'exonération particulière des non-résidents sur les plus-values immobilières). (p. 9907) : son amendement n° 15 : régime fiscal des organismes de placement collectif immobilier, OPC1 ; adopté. - **Art. 19** (*Aménagement du régime fiscal des plus-values de cession de titres réalisées par les particuliers*) (p. 9913) : ses amendements n° 11 : règle de calcul des plus-values ; n° 14 : champ d'application du dispositif ; n° 12 : possibilité de détenir les droits de vote par l'intermédiaire, du conjoint, des ascendants ou des descendants ou des frères et soeurs ; et n° 13 : assouplissement du régime d'exonération des plus-values pour les dirigeants de PME partant à la retraite ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 47 de M. Michel Sergent et n° 64 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 9915) : accepte les amendements de M. Denis Badré n° 130 (champ d'application du prélèvement forfaitaire obligatoirement dû sur les produits de placement à revenu fixe versés hors de France) et n° 131 (dans le cadre du nouveau régime de transfert de propriété des titres, aménagement du régime d'imposition des dividendes). (p. 9916) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Michel Sergent (limitation à 100 000 euros du montant du patrimoine transmissible en exonération totale de droits à travers l'assurance vie). - **Art. 20** (*Aménagement des règles d'investissement des véhicules de capital-risque*) (p. 9918) : accepte l'amendement n° 213 du Gouvernement (coordination). - **Art. additionnels avant l'art. 21 ou après l'art. 21** (p. 9919) : son amendement n° 16 : réduction à six ans du délai de prescription concernant l'impôt de solidarité sur la fortune ; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° 149 de M. Philippe Dominati (réduction à trois ans du délai de prescription concernant l'impôt de solidarité sur la fortune). - **Art. additionnels avant l'art. 21** (p. 9920) : accepte l'amendement n° 174 de M. Gérard César (régime fiscal des contrats de stockage de produits agricoles). (p. 9921) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond des CODEVI et affectation des dépôts). (p. 9922) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 91 et 92 de M. Thierry Foucaud (extension

du régime fiscal des dons des particuliers et des entreprises aux sommes apportées aux comptes des entreprises éditrices de presse). - **Art. 21** (*Pérennisation, élargissement et renforcement du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles*) (p. 9924) : son amendement n° 17 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 67 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 9924, 9925) : demande le retrait de l'amendement n° 151 de M. Philippe Dominati (aménagement du régime des plus-values pour les sociétés commerciales, artisanales ou libérales). Estime l'amendement n° 133 de M. Denis Badré (régime fiscal des transmissions d'entreprises pour les PME familiales) satisfait par son amendement n° 5 précité. - **Art. 21 bis** (*Exonération totale des plus-values professionnelles lors d'un départ à la retraite*) (p. 9927) : ses amendements n° 18 : conséquence ; et n° 221 : conditions de cessation d'activité des agents généraux d'assurances. Défavorable à l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 21 ter** (*Régime des plus-values immobilières des entreprises individuelles*) (p. 9928) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 22** (*Simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises*) (p. 9930) : son amendement n° 19 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 134 de M. Denis Badré (réduction de la base taxable des plus-values pour les entreprises individuelles). - **Art. 23** (*Aménagement des régimes de report d'imposition des plus-values professionnelles*) (p. 9931) : accepte l'amendement n° 209 du Gouvernement (coordination) et s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. 24** (*Aménagement du régime fiscal des sociétés mères et filiales et du régime de sursis à imposition en cas d'échange de titres à la suite notamment de la création des actions de préférence*) (p. 9932, 9933) : accepte l'amendement n° 210 du Gouvernement (coordination). - **Art. additionnel avant l'art. 24 bis** : son amendement n° 20 : aménagement du régime de réintégration des charges financières de l'article 223-2 du code général des impôts ; adopté. - **Art. 24 bis** (*Simplification du régime des GIE fiscaux*) : accepte l'amendement n° 182 de M. Henri de Richemont (clarification du régime du GIE fiscal). - **Art. additionnel après l'art. 24 bis** (p. 9934) : accepte l'amendement n° 148 de M. Jacques Pelletier (exclusion des entreprises étrangères du champ de la taxe due par les exploitants de services télévisuels reçus en France pour la programmation d'oeuvres subventionnées). - **Art. 24 ter** (*Régime fiscal des gros consommateurs d'électricité*) (p. 9937, 9939) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 124 de M. Henri Revol et n° 154 de M. Jean-Pierre Vial (règles de fonctionnement des consortiums regroupant des industriels électro-intensifs) ainsi qu'à l'amendement n° 72 de M. Thierry Foucaud (suppression). Ses amendements n° 21 et 22 : cohérence ; adoptés. - **Art. 24 quater** (*Crédit d'impôt pour les dépenses de conception engagées par les entreprises relevant des métiers d'art*) (p. 9942) : accepte les amendements de M. Serge Vinçon n° 183 (insertion dans la liste des entreprises éligibles au crédit d'impôt création des entreprises portant le label "entreprises du patrimoine vivant"), n° 160 (ajout des frais de fonctionnement affectés aux opérations de création et des dépenses de création sous-traitées à la liste des dépenses éligibles) et n° 161 (conditions d'éligibilité des dépenses de création). - **Art. 26** (*Mise en conformité des mesures en faveur du transport maritime avec les nouvelles orientations communautaires sur les aides d'Etat en faveur de ce secteur*) (p. 9944, 9945) : accepte l'amendement n° 158 de M. Henri de Richemont (aménagement du dispositif d'aide au transport maritime). - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 9946) : accepte l'amendement n° 170 de M. Joël Bourdin (dispositif permettant le lissage des revenus agricoles). - **Art. 27** (*Abattement sur le bénéfice des jeunes artistes de la création plastique*) (p. 9947) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Thierry Foucaud (imputation de l'abattement réservé aux jeunes créateurs sur le chiffre d'affaires réalisé et non sur le bénéfice tiré de la vente des oeuvres). - **Art. 28** (*Mesure d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs*) (p. 9948) : demande le retrait des amendements de M. Gérard Longuet n° 41 (extension du dispositif aux mandataires sociaux) et n° 52 (extension du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger), ainsi que de l'amendement n° 145 de M. Denis Badré (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger). (p. 9950, 9951) : ses amendements n° 223 : précision ; et n° 224 : coordination ; retirés. - **Art. 30** (*Aménagement des conditions de déduction des cotisations versées à certains régimes d'épargne retraite collective*) (p. 9952) : volonté de la commission des finances de voir progresser la gouvernance du régime du complément retraite mutualiste, COREM. - **Art. 30 bis** (*Prorogation de trois ans d'un avantage fiscal relatif à la mise à disposition de matériel informatique*) (p. 9952, 9953) : son amendement n° 23 : suppression ; adopté. - **Art. 30 ter** (*Correction d'une erreur de référence*) (p. 9953, 9954) : son amendement n° 222 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Thierry Foucaud (abaissement du plafond de déductibilité des indemnités de licenciement). - **Art. 30 sexies** (*Généralisation à l'ensemble des adhérents à la Préfon de la possibilité de rachat hors plafond d'années de cotisations*) (p. 9955) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 75 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions incitatives au développement des plans d'épargne retraite populaire, PERP).

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies (précédemment réservés)** (p. 9993, 9995) : ses amendements n° 9 et 10 : reconnaissance de la personnalité morale et de l'autonomie financière à la Commission de régulation de l'énergie, CRE, au moyen d'une contribution assise sur la consommation d'électricité et de gaz ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 24 ter (précédemment réservés)** (p. 9996, 9997) : demande le retrait de l'amendement n° 95 de Mme Valérie Létard (exonération d'impôt sur les sociétés pour les instances représentatives des organismes d'HLM et pour la Société de garantie de l'accession) qui sera satisfait par l'amendement n° 187 de M. Pierre Jarlier (définition du service d'intérêt général bénéficiant d'exonérations fiscales et d'aides publiques de l'État, et exonération de la Société de garantie de l'accession de l'impôt sur les sociétés), qu'il accepte sous réserve de rectification. - **Art. additionnels après l'art. 30 sexies** (p. 9999) : son amendement n° 225 : déductibilité des cotisations différentielles versées par les adhérents à la Préfon affiliés avant le 31 décembre 2004 ; retiré. Accepte l'amendement n° 188 de M. Michel Mercier (exonération des fondations et associations reconnues d'utilité publique des droits de mutation à titre gratuit et de la taxe de 20 % au titre des contrats d'assurance vie dont elles sont bénéficiaires). - **Art. 31** (*Mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France*) (p. 10000) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Michel Sergent (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 31** : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Michel Sergent (caractérisation du régime fiscal privilégié par un écart d'imposition de 33 %). - **Art. 32** (*Coefficient de revalorisation des valeurs locatives pour 2006*) (p. 10001) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Thierry Foucaud (habilitation du conseil régional à constituer une commission de contrôle, de suivi et d'évaluation des aides publiques versées aux entreprises). Irrecevable : article 45 du règlement du Sénat. - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10002) : accepte l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR). - **Art. 32 bis** (*Aménagement des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des biens mis à disposition d'une personne par une autre*) (p. 10003, 10004) : son amendement n° 37 : suppression ; rejeté. Solution ad hoc au problème spécifique des machines à bière mises à la disposition des débits de boissons par l'industrie de la brasserie. Transfert de charges au détriment de milliers de cafés, d'hôtels et de restaurants. (p. 10006) : maintient l'amendement précité n° 37 de la commission. - **Art. additionnels après l'art. 32 ter** (p. 10007) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 77 de M. Thierry Foucaud (rapport au Parlement sur le financement du réseau des chambres de commerce et d'industrie et la mesure de son impact sur l'activité économique). (p. 10008) : accepte l'amendement n° 127 de Mme Jacqueline Gourault

(assouplissement du dispositif fiscal applicable à la fusion d'EPCI). - **Art. 32 quater** (*Relèvement du plafond autorisé de prélèvement de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier d'Etat de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur*) (p. 10009) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Pierre-Yves Collombat (institution dès l'année 2006 de la taxe spéciale d'équipement par l'établissement public foncier de Provence-Alpes-Côte-d'Azur). - **Art. additionnels après l'art. 32 quater** (p. 10010, 10015) : s'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 115 (extension, aux ventes d'immeubles aux communes, du dispositif temporaire d'exonération de la taxation sur les plus-values de cessions immobilières prévu pour les ventes de biens immobiliers aux OPAC et aux SEM), n° 110 (encadrement du reversement par les EPCI aux communes d'une partie de la contribution financière reçue pour non-respect de l'obligation de construire 20 % de logements sociaux), n° 112 (création d'une dotation de logement social tenant compte de l'effort des communes en matière de construction de logements locatifs sociaux), portant sur le même objet n° 108 et 109 (compensation intégrale de la commune hébergeant une zone urbaine sensible sur son territoire des pertes de recettes liées aux exonérations de taxes foncières sur les propriétés bâties), n° 113 (affectation d'un coefficient de pondération à la dotation de l'EPCI pour tenir compte de l'effort réalisé en matière de construction de logements locatifs sociaux) et n° 111 (prise en compte de la taxe spéciale d'équipement, TSE, dans le calcul des coefficients d'intégration fiscale des EPCI). Demande le retrait de l'amendement n° 107 de M. Pierre-Yves Collombat (création d'un fonds spécial de péréquation interdépartementale de la taxe professionnelle au profit des départements contribuant financièrement à la réalisation du programme ITER). Demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 116 de M. Michel Charasse (exonération du Centre national de la fonction publique territoriale et de ses centres de gestion de la taxe d'habitation et des taxes foncières à partir du 1er janvier 2006). - **Art. additionnels avant l'art. 33** (p. 10016) : favorable à l'amendement n° 54 de M. Gérard Cornu (augmentation du droit fixe perçu par les chambres des métiers). - **Art. 33** (*Réforme de la taxe forfaitaire sur les objets précieux*) (p. 10017, 10018) : accepte l'amendement n° 211 du Gouvernement (coordination). Remarques générales sur la question de la fiscalité et des charges dans la compétitivité du marché de l'art français. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : accepte les amendements n° 166 de M. François Trucy (exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés) et n° 39 de M. Yann Gaillard (octroi de l'avantage fiscal prévu par la loi sur le mécénat aux entreprises pour l'achat d'oeuvres d'art sous réserve de les exposer dans un lieu accessible au public ou aux salariés, à l'exception de leurs bureaux). - **Art. 33 bis** (*Exonération des droits de mutation à titre gratuit pour certaines propriétés non bâties qui sont incluses dans des sites Natura 2000*) (p. 10020) : accepte l'amendement n° 212 du Gouvernement (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 33 bis** : accepte l'amendement n° 165 de M. François Trucy (généralisation de l'exonération de droits et taxes pour l'ensemble des transferts de biens immobiliers prévus par la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse et par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). - **Art. 33 ter** (*Exonération des actes portant cautionnement, garantie ou aval de la taxe sur les opérations de crédit*) (p. 10021) : son amendement n° 25 : suppression de la taxe sur les opérations de crédit ; adopté. - **Art. 33 quater** (*Exonération des petits découverts en compte de la taxe sur les opérations de crédit*) : son amendement n° 26 : suppression pour coordination ; adopté. - **Art. 33 quinquies** (*Exonération de prêts à vocation sociale de la taxe sur les opérations de crédit*) : son amendement n° 27 : suppression pour coordination ; adopté. - **Art. 33 sexies** (*Prorogation du régime fiscal privilégié des terrains en zone d'aménagement concerté, ZAC*) (p. 10022) : son amendement n° 226 : encadrement de la prorogation du régime fiscal privilégié des terrains situés en ZAC ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 33 sexies** (p. 10023) : accepte

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 175 de M. Gérard César (exonération de la taxe affectée à l'Office national interprofessionnel des céréales, ONIC, des quantités de céréales destinées à être récupérées sous forme d'aliments pour la nourriture animale par l'exploitant agricole qui les a initialement livrées). - **Art. additionnel avant l'art. 34 ou avant l'art. 37** (p. 10025) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements identiques n° 87 de M. Alain Lambert et n° 142 de M. Michel Mercier (uniformisation des avantages fiscaux applicables aux chaudières à condensation et aux pompes à chaleur en matière d'économies d'énergie). Réflexions sur le "calibrage" des régimes fiscaux dérogatoires. Partisan d'une réflexion d'ensemble sur le sujet. - **Art. 34** (*Instauration d'une taxe annuelle sur les installations de production d'énergie éolienne situées dans les eaux intérieures ou la mer territoriale et aménagements du régime de taxe professionnelle afférent aux éoliennes terrestres*) (p. 10027, 10029) : ses amendements n° 28 : précision des modalités de contrôle, de recouvrement, de contentieux, de garanties et de sanctions de la taxe annuelle sur les éoliennes implantées en mer ; et n° 228 : renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour la gestion de la taxe sur les éoliennes installées en mer ; adoptés. - **Art. 35** (*Renforcement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises disposant de véhicules routiers ou d'autocars*) (p. 10030, 1031) : accepte l'amendement n° 205 du Gouvernement (suppression pour coordination). - **Art. additionnels après l'art. 35** : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements n° 82 de M. Roger Karoutchi (augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006) et n° 105 de M. Michel Charasse (report au 15 avril 2007 de la date limite de vote des budgets primitifs des collectivités et des taux des taxes directes locales en 2007). - **Art. 36** (*Remboursements partiels de la TIPP applicable au gazole, au fioul et au gaz naturel utilisés par les agriculteurs*) (p. 10032) : accepte l'amendement n° 206 du Gouvernement (suppression pour coordination). - **Art. additionnel après l'art. 36** : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 60 de M. Gérard César (maintien du taux de plafonnement à 120 % en 2006 de la taxe sur le chiffre d'affaires acquittée par les exploitants agricoles). Partisan d'une redéfinition des modalités de calcul de cette taxe. - **Art. 36 bis** (*Exonération de la taxe intérieure gaz naturel pour les producteurs d'électricité*) (p. 10034) : accepte l'amendement n° 143 de M. Michel Mercier (effectivité dès le 1er janvier 2006 de l'exonération de taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel accordée aux producteurs d'électricité à partir du gaz naturel). - **Art. additionnel après l'art. 36 ter** : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 40 de M. Jacques Pelletier (extension du bénéfice du remboursement partiel de TIPP au sous-locataire d'un véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location de deux ans ou plus).

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (20 décembre 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. (p. 10035, 10036) : travail constructif de la commission mixte paritaire aboutissant à un accord sur les 101 articles restant en discussion. Application de la nouvelle procédure d'examen du budget. Exercice des compétences budgétaires des parlementaires. Apports du Sénat : avancées dans la normalisation du régime fiscal de l'épargne réglementée, mesures en faveur de la fiscalité du patrimoine, de la fiscalité de l'environnement et de l'énergie, de la fiscalité des entreprises, application de la réforme de la DGE des départements, réforme de la taxe professionnelle. Apports de l'Assemblée nationale : barème de l'impôt sur le revenu, suppression de la fiscalisation des indemnités d'accidents du travail sous conditions, taxe d'habitation des gens du voyage. Positions d'équilibre ou de compromis. Diminution du déficit. Remerciements. - **Art. 9** (p. 10082) : accepte les amendements n° 1 et 2 du Gouvernement (coordination). - **Art. 12** : accepte l'amendement n° 3 du Gouvernement (coordination). - **Art. 13**

(p. 10083) : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (coordination). - **Art. 19** (**pour coordination**) : accepte l'amendement n° 5 du Gouvernement (coordination). - **Art. 26** : accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (coordination). - **Art. 27** : Accepte les amendements de coordination n° 7 et 8 du Gouvernement. - **Art. 51 et état A** (p. 10084) : accepte l'amendement n° 9 du Gouvernement (coordination). - **Art. 52 et état B** (p. 10085) : accepte les amendements n° 10, 11, 12 et 13 du Gouvernement (coordination). - **Art. 56 et état D** (p. 10086) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (coordination). - **Art. 67** (p. 10087) : accepte les amendements n° 15, 16, 17, 18, 19 et 20 du Gouvernement (coordination). - **Art. 67 bis A** (p. 10087) : accepte l'amendement n° 21 du Gouvernement (coordination). - **Art. 76** : accepte l'amendement n° 22 du Gouvernement (coordination).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. - **Art. additionnel avant l'art. 38** (p. 10092) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 177 de M. Dominique Braye (extension du champ de la TGAP aux transferts des déchets industriels de la France vers d'autres Etats en vertu d'un règlement européen). - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10093) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements identiques n° 1 de M. Aymeri de Montesquiou et n° 135 de M. Michel Mercier (application au secteur des déchets d'équipements électriques et électroniques du principe européen de responsabilité élargie du producteur en le faisant participer au financement du recyclage des produits). (p. 10096) : demande le retrait des amendements identiques n° 78 de M. Thierry Foucaud et n° 125 de Mme Valérie Létard (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Refus de validation par la commission mixte paritaire. Interrogations d'ordre économique. Nécessaire progression de la réflexion. (p. 10100) : favorable aux suggestions de M. Michel Mercier de la présentation d'un calendrier par le Gouvernement pour l'aboutissement de la réflexion. (p. 10013) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 141 de M. Yves Détraigne (prise en compte du seul alcool éthylique d'origine agricole pour la défiscalisation partielle du raffineur pétrolier au titre de la TIPP). - **Art. additionnels après l'art. 39** (p. 10104, 10106) : son amendement n° 30 : dispense de TVA pour la transmission d'universalité de biens ; adopté. Souhaite entendre le Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Blanc (instauration du taux réduit de la TVA sur la restauration). Accepte l'amendement n° 184 de M. Dominique Braye (possibilité pour l'ADEME de percevoir un droit d'enregistrement auprès des producteurs de produits générateurs de déchets, lorsqu'elle est chargée du recueil et du traitement des informations concernant le fonctionnement de la filière d'élimination des déchets issus de ces produits). - **Art. 40 sexies** (*Allègement du droit spécifique sur les bières pour les bières produites par les petites brasseries indépendantes*) (p. 10108) : son amendement n° 31 : précision ; adopté. - **Art. 40 septies** (*Majoration du taux du droit de consommation sur les cigarettes vendues en Corse*) : son amendement n° 32 : coordination ; adopté. - **Art. 40 octies** (*Abaissement des taux de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat*) (p. 10109, 10110) : son amendement n° 33 (nouvelle rédaction de l'article portant aménagement et élargissement de l'assiette de la TACA) ; retiré puis rejeté après avoir été repris par M. François Marc. Assujettissement nécessaire des commerces dits de hard discount. (p. 10111) : convaincu par les arguments du ministre en faveur d'une réflexion dans un cadre élargi. Demande le retrait de l'amendement n° 33 précité repris par M. François Marc. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 10113) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 53 de M. Joël Billard (précision des incompatibilités pénales faisant obstacle à l'inscription d'un expert-comptable au tableau de l'ordre). Accepte l'amendement n° 207 du Gouvernement (transmission par les débiteurs de salaires de leurs déclarations sous forme dématérialisée dans le cadre de la déclaration des revenus préremplie). - **Art. 42** (*Simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

jaugeage des navires de plaisance) (p. 10115, 10116) : son amendement n° 237 : modération de la hausse tarifaire du droit de francisation et de navigation ; adopté. - **Art. 43 bis** (*Fixation d'un seuil pour la publicité du privilège du Trésor*) (p. 10117, 10118) : son amendement n° 34 : réécriture de l'article ; adopté après modification par le sous-amendement n° 236 de M. Jean-Jacques Hyst (suppression de tout seuil quantitatif conditionnant l'inscription de privilèges et mise en oeuvre de critères d'appréciation qualitatifs) qu'il accepte et n° 239 du Gouvernement (fixation par décret, à compter du 1er janvier 2007, d'un seuil fonction du chiffre d'affaires de l'entreprise en cas de bilan négatif de la mise en oeuvre de critères qualitatifs) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat. - **Art. 44** (*Changement de dénomination des services chargés de la fiscalité professionnelle*) (p. 10121) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 10122) : accepte les amendements de M. Yves Fréville n° 179 (inscription dans le code général des collectivités territoriales de la pérennisation du système des avances aux départements et aux régions) et n° 180 (précision des activités professionnelles donnant lieu à exonérations et compensations d'exonérations de taxe professionnelle instituées dans la loi relative au développement des territoires ruraux). - **Art. 45** (*Déduction des revenus fonciers de certains travaux de restauration et de gros entretien effectués sur des espaces «Natura 2000»*) : son amendement n° 35 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 47** (p. 10124, 10125) : son amendement n° 229 : mise en conformité avec la législation communautaire des conditions techniques et juridiques du crédit d'impôt pour dépenses de production cinématographique et audiovisuelle tout en préservant l'exception culturelle française ; adopté. - **Art. 48** (*Prorogation du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules propres*) (p. 10127, 10128) : son amendement n° 230 : extension du crédit d'impôt aux véhicules fonctionnant exclusivement ou non au moyen d'une motorisation électrique et application à tous les véhicules du seuil d'émission de dioxyde de carbone prévu par l'article ; adopté. Estime satisfait l'amendement n° 137 de M. Philippe Nogrix (progressivité du crédit d'impôt en fonction de la performance écologique du véhicule et non pas de sa technologie particulière) en cas d'adoption de son amendement n° 230 précité. Demande le retrait de l'amendement n° 168 de M. Yannick Texier (limitation du crédit d'impôt à 500 euros lorsque le véhicule utilise l'énergie électrique uniquement en complément d'une motorisation thermique). - **Art. 50** (*Régime des jeux de casinos*) (p. 10129) : son amendement n° 36 : cohérence ; adopté. - **Art. 51** (*Suppression de l'exonération de taxe sur les conventions d'assurance sur les contrats d'assurance souscrits auprès des mutuelles et des institutions de prévoyance et couvrant d'autres risques que la maladie*) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10130, 10131) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 56 de Mme Bernadette Dupont (harmonisation du régime des arrérages versés dans le cadre de contrats d'assurance au profit d'enfants handicapés et suppression de la limitation liée au franchissement de la barre des soixante ans). Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 122 de M. Thierry Repentin (transfert aux organes délibérants des EPCI de la compétence en matière de création des établissements publics fonciers locaux). Favorable à l'amendement de M. Auguste Cazalet n° 57 (extension du statut de pupille de la Nation aux enfants de professionnels de la santé décédés à la suite d'homicides volontaires commis à leur rencontre, par des patients, dans l'exercice de leurs fonctions) sous réserve qu'il soit repris par le Gouvernement sous peine d'irrecevabilité financière. S'oppose à l'amendement n° 176 de M. Jean-Claude Carle (financement des centres techniques industriels). Accepte l'amendement n° 57 précité repris par le Gouvernement. - **Art. 52** (*Prorogation du compte de commerce n° 904-05 «Constructions navales de la marine militaire»*) (p. 10132) : son amendement n° 231 : limitation à deux ans de la prorogation de ce compte ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 53** (p. 10133) : son amendement n° 232 : assouplissement du régime d'incompatibilité des membres du Conseil de la politique monétaire ; retiré. - **Art. 53** (*Attribution à titre définitif des missions que Natexis Banques*

Populaires remplit pour le compte de l'Etat au titre du commerce extérieur) (p. 10134) : son amendement n° 233 : suppression de la mention fixant l'échéance jusqu'au 31 décembre 2005 ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 55** (p. 10135, 10136) : accepte l'amendement n° 162 de M. Jacques Valade (indemnisation par le FIPOL des dommages subis par des tiers, autres que l'Etat, à la suite du naufrage du Prestige, à partir des créances détenues par l'Etat sur ce fonds au titre des dommages dont il a aussi été victime). - **Art. additionnels après l'art. 55** : favorable aux amendements de M. Gérard César n° 172 (garantie de l'Etat à l'emprunt que le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux doit contracter pour l'arrachage de 10 000 hectares de vignobles) et de M. Jean-Noël Buffet n° 173 (garantie de l'Etat à l'emprunt que l'interprofession du Beaujolais doit contracter pour l'arrachage des vignes) sous réserve qu'ils soient repris par le Gouvernement sous peine d'irrecevabilité financière. - **Art. additionnel avant l'art. 57** (p. 10138) : demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 153 de M. Gérard Bailly (perception par les EPCI de la taxe de séjour quand au moins une des communes qui les composent est classée en "zone de montagne"). - **Art. additionnels après l'art. 57** : favorable à l'amendement de M. Eric Doligé n° 167 (possibilité pour les conseils généraux d'édifier des casernes de sapeurs-pompiers dans le cadre des baux emphytéotiques administratifs) sous réserve qu'il soit repris par le Gouvernement sous peine d'irrecevabilité financière. Son amendement n° 234 : prorogation des dispositions prévues pour faciliter la cession de terrains appartenant au ministère de la défense, notamment lorsqu'ils sont pollués ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10139) : favorable à l'amendement de Mme Catherine Procaccia n° 152 (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation) sous réserve qu'il soit repris par le Gouvernement sous peine d'irrecevabilité financière. - **Art. 58** (*Validation d'un règlement*) (p. 10140) : s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Michel Sergent (suppression). - **Art. 59** (*Présentation des documents de politique transversale, DPT*) (p. 10141) : accepte l'amendement n° 202 du Gouvernement (suppression du "jaune" consacré au secteur public de la communication audiovisuelle, faisant doublon avec d'autres documents destinés au Parlement). - **Art. additionnels après l'art. 60** (p. 10142) : accepte l'amendement n° 238 du Gouvernement (clarification du périmètre des aides susceptibles de faire l'objet de conventions de délégation conclues entre la région et le représentant de l'Etat dans la région). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10144) : remerciements. Difficultés de l'exercice du collectif budgétaire. Utilité de l'épreuve. Progrès par rapport au collectif 2004.

- *Commission mixte paritaire [n° 151 (2005-2006)]* - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10295, 10298) : brève synthèse sur les questions de fond. Innovations en matière de législation fiscale et financière. Points d'accord de la commission mixte paritaire. Questions de méthode. Dispositif en faveur des industries dites électro-intensives. Caractère essentiel de la maîtrise de nos finances publiques. - **Art. 24 ter** (p. 10343) : demande d'explications sur le consortium de sociétés participant au financement de certains équipements électronucléaires.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MARSIN (Daniel)
sénateur (Guadeloupe)
RDSE-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 47, 48) : scepticisme et déception d'une partie du groupe du RDSE. Présentation d'un catalogue de mesures sectorielles et techniques sans perspective d'une vision globale. Risque d'aggravation de la fracture territoriale : insuffisance des moyens et de la péréquation. Décalage entre le projet de loi et la réalité locale. Inexistence d'une véritable politique agricole en Guadeloupe. Disparition progressive des services publics. Désengagement de l'Etat : exemple de La Poste. Manque d'ambition. Vote partagé au sein du groupe du RDSE. A titre personnel, s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif aux aéroports** - *Deuxième lecture* [n° 249 (2004-2005)] - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2575, 2576) : inquiétude des élus locaux d'outre-mer au sujet de l'ouverture du capital des sociétés aéroportuaires régionales au secteur privé. Evolution positive du texte au cours de la navette parlementaire. Positionnement des chambres de commerce et d'industrie, CCI, au coeur du nouveau dispositif. Interrogation sur l'attitude de l'Etat à l'égard du concessionnaire d'un bail arrivant à échéance dans deux ou cinq ans en cas de non-crétion d'une société aéroportuaire. Coût du transport aérien en Guadeloupe. Absence de compensation des nuisances aéroportuaires pour les collectivités territoriales d'outre-mer.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7707, 7711) : son amendement n° 203 : extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social prévues en métropole ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7712) : son amendement n° 202 : programmation du nombre de logements sociaux à réaliser dans les départements d'outre-mer ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005** [n° 123 (2005-2006)] - (19 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18 quinquies** (p. 9898, 9899) : son amendement n° 38 : instauration d'un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires pour les communes riveraines des aéroports internationaux des DOM ; retiré.

- **Projet de loi de programme pour la recherche** [n° 91 (2005-2006)] - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10215, 10216) : favorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 100 tome 8 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Sports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1629, 1631) : prise en compte de la diversité des enfants dans l'objectif de scolarisation. Rôle pivot du maître d'école pour la motivation. Souhait de restauration de la rigueur des inspecteurs. Mobilisation des parents. Transmission par l'école des valeurs de la République. Votera ce projet de loi d'orientation.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8533, 8534) : double objectif de réussite des élèves et d'usage efficient des contributions

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

publiques. Abandon de la vision globale et faussement égalitariste de la classe. Individualisation du parcours des élèves. Ouverture de l'apprentissage dès quatorze ans. Mise en place de programmes personnalisés de réussite éducative dès le CP. Formation déterminante des maîtres. Efficacité des contrats "emplois vie scolaire". Réhabilitation indispensable du statut de directeur d'école.

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8586, 8587) : abondement du programme "Jeunesse et vie associative" dans le cadre du plan d'urgence pour les banlieues. Participation à l'effort du Gouvernement en faveur de l'emploi. Interrogation sur l'association du ministère de l'emploi au financement du programme "Envie d'agir". Résultats encourageants du Conseil national et des conseils départementaux de la jeunesse. Gel des crédits des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Désengagement de la Caisse d'allocations familiales du financement des forfaits des jeunes accueillis en centres de vacances ou en centres de loisirs sans hébergement. La commission des affaires culturelles émet un avis favorable à l'adoption des crédits de cette mission.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Président délégué de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle le 27 septembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - 1ère partie de la session or [n° 225 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Météo France : Des prévisions de qualité, mais des adaptations nécessaires [n° 264 (2004-2005)] (23 mars 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - 2ème partie de la session or [n° 408 (2004-2005)] (21 juin 2005) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale - 1ière partie de la 51ème session o [n° 461 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - 3ème partie de la session or [n° 44 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 99 tome 3 annexe 32 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (4ème partie de la session ordinaire) [n° 113 (2005-2006)] (2 décembre 2005) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 945, 946) : remise en cause du modèle démocratique et social mis en place par la construction européenne. Atteintes massives et répétées aux modèles sociaux acquis. Défaut d'organisation politique. Aménagement d'un simple espace marchand. Avec une partie des sénateurs du groupe socialiste, s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9216, 9217) : qualité et réalisme des objectifs retenus par le programme "Météorologie". Grande complexité du programme "Conduite et pilotage des politiques d'équipement". Question des transferts d'effectifs entre services déconcentrés de l'Etat et départements. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission "Transports".

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9368) : le groupe socialiste vote contre l'article 58. - **Art. 59** (*Refonte du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 9370, 9371) : soutient l'amendement n° II-382 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté.

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie jusqu'au 1er mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Stratégie économique et pilotage des finances publiques [n° 99 tome 3 annexe 31 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2004 [n° 148 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires [n° 168 (2004-2005)]** - (8 février 2005) - **Art. unique** (p. 746) : intervient sur son amendement n° 1 : maintien de la composition du Conseil des impôts.

- **Débat sur un rapport d'information sur la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires, SOPEXA** - (29 mars 2005) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 2416, 2418) : pouvoir de contrôle du Parlement. Historique de la SOPEXA. Qualité du travail accompli par cette société. Aides étatiques à la promotion agroalimentaire en France et à l'étranger.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances - Deuxième lecture [n° 412 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4968, 4969) : démarche consensuelle. Amélioration des règles de pilotage des finances publiques. Texte enrichi à l'occasion du débat parlementaire. Le groupe socialiste approuvera ce projet de loi organique modifiant la LOLF. Vigilance quant à l'application du texte.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5169, 5170) : contexte d'une croissance économique faible et d'une situation des finances publiques dégradée. Choix du Gouvernement de poursuivre une politique de rigueur. Ralentissement de la consommation en 2005. Difficultés du commerce extérieur. Problème du chômage. Absence de marge de manoeuvre pour l'Etat. Conséquences des décisions fiscales et budgétaires du gouvernement. Dégradation historique et structurelle des finances publiques provoquant le gonflement de la dette publique. Ampleur de l'endettement public. Relativisation de la conséquence de la baisse des effectifs de la fonction publique. (p. 5171, 5173) : insuffisance du projet de budget pour 2006 à apporter des solutions. Nécessité d'un retour à la croissance impliquant une augmentation durable du taux d'activité et de la consommation. Baisse du budget de l'emploi. Manque à gagner

entraîné par les mesures fiscales. Dégrèvements de taxe professionnelle. Transformation du prêt à taux zéro en crédit d'impôt. Critiques formulées par la Cour des comptes. Absence de mesures concrètes illustrant une impulsion nouvelle à l'action publique. Déception perceptible dans les milieux économiques et la population. Le groupe socialiste porte un jugement négatif sur l'orientation de la politique budgétaire du Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2005) (p. 5817) : désapprobation des attaques à l'encontre du Président du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7807, 7809) : situation de la France. Absence de réponse dans le projet de budget aux événements révélateurs d'un malaise profond. Budget insincère. Irréalisme des hypothèses économiques. Amélioration artificielle de la présentation du projet de loi de finances et du respect de la norme "zéro volume". Débudgétisation massive de dépenses. Transformation de dépenses budgétaires en dépenses fiscales. Aggravation de la dérive des finances locales avec le bouclier fiscal. Multiplication des prélèvements exceptionnels sur EDF, RFF, les sociétés d'autoroutes et le FGAS. Injustice des mesures fiscales prévues pour 2006. Mise en échec de la progressivité de l'impôt. Instauration du bouclier fiscal au bénéfice des plus taxés à l'ISF et au détriment de la cohésion de la nation. Multiplication de cadeaux fiscaux aux plus aisés. Augmentation des prélèvements sociaux. Inefficacité de ce budget pour enrayer la perte de compétitivité et d'attractivité de la France. Diminution des recettes fiscales et transfert à d'autres opérateurs au détriment du financement des politiques publiques. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7926) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° I-208 de M. Jean-Jacques Jégou (imposition des indemnités journalières versées aux victimes d'accidents du travail). (p. 7932) : ses amendements n° I-26 : crédit d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile ; et n° I-27 : diminution du plafond de la réduction d'impôt pour l'emploi d'une personne à domicile ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7956) : soutient les amendements de M. Roger Madec n° I-31 (harmonisation entre le mariage et le PACS en matière de fiscalité des donations et successions) ; et n° I-32 (repli) ; rejetés. - **Art. 6 (Instauration d'un abattement en faveur des transmissions à titre gratuit entre frères et soeurs ainsi que des donations consenties au profit des neveux et nièces)** (p. 7958) : soutient l'amendement n° I-33 de M. Jean-Pierre Demerliat (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 25** (p. 8207) : soutient l'amendement n° I-145 de M. Bernard Angels (intégration des compensations fiscales dont bénéficient les collectivités dans leur potentiel financier) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8218) : favorable à l'amendement n° I-164 de M. Michel Charasse (prise en charge par l'Etat des dépenses concernant les étrangers dont la situation est en cours d'examen en vue d'une régularisation). Communication insuffisante entre préfets et maires. - **Art. 31 (Suppression des comptes de prêts et comptes d'avances existants en 2005 et création des comptes de concours financiers ; modifications relatives aux comptes de commerce et comptes d'opérations monétaires existants)** (p. 8228) : son amendement n° I-192 : déplaçonnement de la prise en charge par le budget de l'Etat des dégrèvements de redevance audiovisuelle qu'il décide ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Art. 9 (Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles)** (p. 8311, 8312) : intervient sur l'amendement n° I-133 de M. François Marc (suppression). Adhésion du groupe socialiste aux propos du président de la commission des finances sur la maîtrise de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dépense publique. Décision d'allègement prise par le Président de la République à des fins électorales.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8368) : intervient sur le sous-amendement n° I-321 de M. François Marc portant sur l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local"). - **Art. 26** (*Compensation financière, pour 2006, des transferts de compétences aux régions*) (p. 8375) : son amendement n° I-148 : indexation au moins égale à l'évolution annuelle de la DGF de la fraction du taux de TIPP transférée aux régions au titre de la compensation financière des transferts de compétences intervenus en 2006 ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8383) : demande de précisions sur la conférence des acteurs publics.

Deuxième partie :

Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8759, 8760) : mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques". Mission majeure. Performance catastrophique du ministère des finances s'agissant des réponses au questionnaire budgétaire. Difficulté d'analyse des coûts dans le programme "Stratégie économique et financière et réforme de l'Etat". Programme d'état-major : partage de responsabilité entre les acteurs administratifs et les acteurs politiques, en cas de non-réussite de l'objectif. Lancement de la première vague d'audits de modernisation de l'Etat. Attente des résultats de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat, ALFE. Question sur les raisons du non-rattachement du Centre de recherche en économie et statistique, CREST, à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique, ENSAE, ainsi que sur le déménagement de cette dernière à Marne-la-Vallée. Etudes fournies en "double" par la Banque de France et l'INSEE. S'interroge sur la plus-value apportée par chacune d'elles. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8763) : accepte l'amendement n° II-125 du Gouvernement (majoration de 73 millions d'euros des crédits du programme "Stratégie économique et financière" pour l'action "Systèmes d'information financière de l'Etat" et de 45 millions d'euros les crédits du même programme pour l'action "Modernisation de l'Etat").

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9272) : sens des responsabilités des maires, des présidents d'intercommunalités et de conseils généraux. (p. 9274, 9275) : son amendement n° II-349 : suppression ; rejeté. Atteinte à l'autonomie financière des collectivités territoriales. Imposition d'une tutelle sur ces dernières. Augmentation de la pression fiscale sur les contribuables. Conséquences financières inacceptables pour certaines collectivités. (p. 9279) : intervient sur son amendement précité n° II-349. Interrogation sur l'applicabilité du texte tel que proposé. (p. 9283, 9285) : ses amendements n° II-352 : traduction de la hausse de la fiscalité locale des régions et des départements dans la majoration du taux de référence retenu pour le calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement ; n° II-351 : fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement pour les communes et les EPCI ; n° II-353 : fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement ; et n° II-350 : suppression du dispositif du ticket modérateur mis à la charge des collectivités locales ; devenus sans objet. (p. 9286) : son amendement n° II-358 : limite de l'application du prélèvement au titre du ticket modérateur à 50 % au plus des bases de taxe professionnelle ; devenu sans objet. (p. 9309) : soutient l'amendement n° II-367 de M. Michel Charasse (mise à la charge des chambres de

commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9455) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° II-370 (imposition à la TGAP des émetteurs d'équipements électriques et électroniques et d'imprimés non sollicités) ; et n° II-373 (affectation à l'ADEME du produit de la "TGAP déchets") ; rejetés. (p. 9460) : le groupe socialiste soutient l'amendement n° II-369 de M. Gérard Miquel (généralisation du principe de la responsabilité du producteur de déchets en matière de collecte, de traitement et d'élimination des déchets). Incitation à prendre des mesures applicables au 1er janvier 2008. - **Art. 67 ter** (*Taxe annuelle pour les résidences mobiles terrestres*) (p. 9463) : le groupe socialiste se désolidarise des propos tenus par Mme Alima Boumediene-Thiery à l'occasion de son intervention sur l'article. (p. 9464) : son amendement n° II-375 : suppression ; rejeté. Inapplicabilité de la taxe. Atteinte à certains droits fondamentaux.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9555, 9557) : insincérité du projet de loi de finances en raison d'une débudgétisation massive. Multiplication des cadeaux fiscaux ; exemple du "bouclier fiscal". Simples redéploiements de crédits en réponse à la grave crise des banlieues. Suppression progressive de l'autonomie financière des collectivités locales par la réforme de la taxe professionnelle. Effets d'annonce en matière d'emploi, sans mesures concrètes. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 31** (*Mise en conformité avec le droit communautaire de l'imposition des plus-values en report d'imposition lors du transfert du domicile hors de France*) (p. 10000) : soutient l'amendement n° 49 de M. Michel Sergent (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 31** : soutient l'amendement n° 50 de M. Michel Sergent (caractérisation du régime fiscal privilégié par un écart d'imposition de 33 %) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 166 de M. François Trucy (exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés). - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 10031) : défavorable à l'amendement n° 82 de M. Roger Karoutchi (augmentation à titre exceptionnel du dégrèvement de la cotisation de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre pour les années 2005 et 2006). Amendement corporatiste. Le groupe socialiste vote contre.

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10087) : inquiétude sur l'autonomie financière des collectivités locales. Avec le groupe socialiste, votera contre le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 42** (*Simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance*) (p. 10114, 10117) : soutient l'amendement n° 51 de M. Michel Charasse (suppression) ; rejeté. Risque de fraude. Diminution de rentrées fiscales pour le Conservatoire du littoral. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10143, 10144) : texte fourre-tout nécessitant un recadrage pour les années suivantes. Réforme de la taxation des plus-values. Inscription dans la logique libérale des dispositions prises sur l'impôt sur le revenu et sur l'ISF. Le groupe socialiste votera contre le collectif pour 2005.

- **Projet de loi d'orientation agricole - Commission mixte paritaire [n° 44 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10268, 10269) : projet de loi apparaissant comme un rendez-vous raté entre l'Etat et les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

agriculteurs. Prise en compte insuffisante de points importants et porteurs de sens pour l'avenir telle que la multifonctionnalité ou la diversité des activités agricoles. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

MASSON (Jean Louis)
sénateur (Moselle)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à promouvoir une fiscalité incitative en faveur des petites voitures peu polluantes [n° 210 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Environnement - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'élection des conseillers généraux et remplaçant les cantons par des circonscriptions cantonales calquées sur les intercommunalités à fiscalité propre [n° 269 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les atteintes au devoir de réserve des membres du Conseil constitutionnel et sur leurs conséquences quant à l'impartialité des décisions rendues [n° 308 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre aux communes de moins de 5000 habitants de bénéficier de la dotation de solidarité urbaine lorsque plus de la moitié de leur population est en zone urbaine sensible [n° 369 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à moderniser l'élection des membres des chambres de métiers de Moselle et d'Alsace [n° 424 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mieux équilibrer la représentation des sexes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes et des établissements publics industriels et commerciaux [n° 498 (2004-2005)] (31 août 2005) - **Entreprises - Société.**

Proposition de loi tendant à rétablir le scrutin proportionnel avec obligation de parité dans les départements élisant trois sénateurs [n° 505 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à renforcer et à démocratiser les conditions de parrainage requises pour se présenter à l'élection présidentielle [n° 19 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi introduisant une obligation de candidature préalable et le respect d'un seuil de parité pour les élections municipales dans les communes de moins de 3 500 habitants [n° 88 (2005-2006)] (16 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative aux communes de plus de 3 500 habitants et tendant à instaurer une obligation de parité pour l'élection des adjoints au maire, à organiser la désignation des délégués dans les intercommunalités à fiscalité propre selon une représentation proportionnelle avec obligation de parité, à assurer la représentation des listes minoritaires dès le premier tour des élections municipales et à clarifier les choix au second tour [n° 136 (2005-2006)] (15 décembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 349, 350).

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3153, 3154).

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5797) : votera ce texte.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er ou avant l'art. 2** (p. 5800) : ses amendements n° 1 : élection des délégués des communes de plus de 3 500 habitants ; retiré et n° 2 : instauration de suppléants pour les conseillers généraux ; rejeté. - **Art. 3 (Report des élections cantonales prévues en mars 2010)** (p. 5801) : son amendement n° 6 : renouvellement des conseillers régionaux élus en mars 2004 ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5802, 5803) : ses amendements n° 4 et 3 : format des bulletins de vote ; n° 5 : obligation de prendre un suppléant de sexe opposé pour les députés et sénateurs ; retirés.

MATHON-POINAT (Josiane)
sénateur (Loire)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger la procédure de comparaison sur la reconnaissance préalable de culpabilité et à protéger les droits de la défense [n° 371 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger certaines dispositions de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure [n° 372 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales** [n° 127 (2004-2005)] - (9 février 2005) - **Question préalable** (p. 791, 793) : soutient la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Réponse inadaptée à la question de la récidive. Effet d'annonce. Echec de l'enchaînement de textes aggravant toujours plus des peines déjà lourdes. Réduction contestable du nombre de sursis avec mise à l'épreuve, en dépit de leur utilité pour la prévention de la récidive. Augmentation inéluctable de la surpopulation carcérale. Priorité donnée à l'emprisonnement en contradiction avec les recommandations du rapport Warsmann en faveur des peines alternatives. Conséquences budgétaires. Inquiétude s'agissant du placement sous surveillance électronique mobile. Dispositif

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

disproportionné. Efficacité non démontrée pour prévenir la récidive. Nécessité de faire du suivi socio-judiciaire la mesure prioritaire de lutte contre la récidive et de réinsertion sociale et de prendre conscience des dangers de ce texte, même amendé. - **Art. 2** (*Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions*) (p. 796) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inapplication de la notion de réitération aux mineurs) ; retiré. - **Art. 3** (*Art. 132-41 du code pénal - Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions*) (p. 799) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Nécessité d'augmenter le nombre des conseillers d'insertion et de probation pour le suivi des sursis avec mise à l'épreuve. - **Art. 5** (*Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 802) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 4** (*Entrée en vigueur des dispositions prévoyant la soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1019, 1020) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté. Dispositif discriminatoire à l'égard de la Turquie.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2194, 2196) : légitimité des revendications salariales des agents de la fonction publique. Remise en cause partielle de leur statut par le texte. Regret de la faible application de la loi du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire. Désaccord sur la méthode retenue par le Gouvernement. Préférence pour une titularisation des agents concernés. Nombreux points en suspens. Garantie insuffisante contre la précarité. Absence de durée minimale des CDD. Problème des personnels formateurs. Rejet de la philosophie du dispositif. Demande la création de nouveaux cadres d'emplois. Le groupe CRC votera contre le texte. - **Art. 7** (*Art. 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique de l'Etat*) (p. 2208, 2209) : ses amendements n° 78 : suppression ; et n° 79 : suppression des dispositions relatives au recrutement d'agents contractuels ; rejetés. - **Art. 8** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de l'Etat actuellement en fonction*) (p. 2215) : son amendement n° 80 : suppression ; rejeté. - **Art. 9** (*Art. 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale*) (p. 2217) : ses amendements n° 81 : suppression ; et n° 82 : suppression partielle ; rejetés. - **Art. 10** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonction*) (p. 2221) : son amendement n° 83 : suppression ; rejeté. - **Art. 11** (*Art. 9 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique hospitalière*) (p. 2222, 2223) : son amendement n° 84 : suppression ; rejeté. - **Art. 12** (*Art. 9-1 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Présentation clarifiée des cas de recrutement d'agents non titulaires insusceptibles de donner lieu à des contrats à durée indéterminée*) (p. 2224) : son amendement n° 85 : suppression ; rejeté. - **Art. 13** (*Art. 10 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Coordination*) : son amendement n° 86 : suppression ; rejeté. - **Art. 14** (*Dispositif transitoire réglant la situation des agents hospitaliers non titulaires actuellement en fonction*) : son amendement n° 87 : suppression ; rejeté. - **Art. 17** (*Art. 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires*) (p. 2229) : son amendement n° 88 : suppression partielle ; rejeté. Légitimité de combiner le congé paternité et le congé d'adoption.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2439, 2441) : dénonciation des violences conjugales par les élus communistes. Interrogation quant au caractère tardif du traitement législatif de ce fléau. Rôle précieux des associations. Décalage entre le nombre de violences conjugales, physiques et psychologiques, et le nombre de plaintes déposées. Insuffisance des lieux d'accueil et nécessité d'éloigner le conjoint violent. Traitement pénal des violences conjugales. Soutien financier et reconnaissance du statut de victime. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2465) : son amendement n° 36 : édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits ; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé*) (p. 2468) : défavorable aux amendements de M. Jean-René Lecerf portant sur le même objet n° 2 et n° 1 (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint). - **Art. additionnel après l'art. 3 ou après l'art. 5** (p. 2480) : son amendement n° 40 : aide financière aux victimes de violences conjugales ; rejeté. - **Art. 5** (*Art. 132-45 du code pénal, art. 138 du code de procédure pénale - Eloignement du domicile du couple de l'auteur des violences dans le cadre des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et du contrôle judiciaire*) (p. 2483) : son amendement n° 39 : prise en charge thérapeutique obligatoire pour l'auteur de violences conjugales ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2485) : son amendement n° 41 : intégration des victimes de violences conjugales dans le champ des recours en indemnité ; rejeté. (p. 2488) : son amendement n° 42 : aide juridictionnelle automatique pour les victimes d'agressions sexuelles ou physiques ; rejeté. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2490) : son amendement n° 38 : modification de l'intitulé de la proposition de loi ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2491) : déception au terme de cette discussion. Le groupe CRC votera néanmoins ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4449) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (décision de retrait d'agrément prononcée par arrêté du président du conseil général) ; rejeté. (p. 4450) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur exclue des motifs de refus d'agrément) ; rejeté. Aptitude des couples homosexuels à accueillir un enfant. Situation discriminante. - **Art. 4** (*Art. L. 225-15 et L. 225-16 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Création de l'Agence française de l'adoption, AFA*) (p. 4461) : soutient l'amendement n° 8 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, de représentants d'associations d'adoptés majeurs et des organismes autorisés pour l'adoption) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4465, 4466) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur le même objet n° 10 et 11 (alignement du congé d'adoption sur la durée du congé maternité) ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4470) : demande de vote conforme regrettable pour la démocratie. "Euthanasie politique" acceptée par les parlementaires. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Rappel au règlement** - (23 juin 2005) (p. 4478) : souhaite entendre le ministre de l'intérieur devant la commission des lois du Sénat, suite aux propos excessifs qu'il a tenus sur la justice.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4486, 4487) : ambiguïté de ce type de texte comportant des orientations politiques sous des apparences techniques. Insertion en droit français, sans véritable débat, du principe de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

subsidiarité au profit du marché assurantiel. Renforcement de la répression du faux monnayage en opposition avec la jurisprudence de la Cour de cassation. Absence de volonté de changement du cours inhumain de la mondialisation. Souhaite la prise en compte d'un amendement des parlementaires communistes portant sur la lutte contre le proxénétisme. - **Art. 1er** (Art. 3-1 nouveau, 6, 10, 40-1 nouveau, 61 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Régime de l'aide juridique accordée dans le cadre de litiges transfrontaliers) (p. 4489) : son amendement n° 3 : suppression de la condition de la régularité du séjour dans l'octroi de l'aide juridictionnelle ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 4491) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 4 et 5 : lutte contre le proxénétisme ; retirés.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4501, 4503) : difficultés d'application de cette procédure. Proposition de loi contraire aux jurisprudences de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat. Menaces pour les droits de la défense. Défavorable à ce texte. - **Art. unique** (p. 4542) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 6 (suppression) et n° 7 (abrogation des dispositions instaurant le plaider-coupable) ; rejetés.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4741, 4743) : insuffisance de la législation actuelle relative aux entreprises en difficulté ; constat erroné du Gouvernement. Nécessité d'une réforme des tribunaux de commerce. Inversion de l'ordre traditionnel des créances. Initiative des procédures de conciliation et de sauvegarde réservée aux seuls débiteurs. Risque de dérive dû à l'extension du champ d'intervention de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS. Absence de représentation des créanciers publics et des salariés au sein des comités de créanciers. Privilège dit "de l'argent frais". Renforcement nécessaire de la place et du rôle des salariés et de leurs représentants dans les procédures de sauvegarde de leur entreprise. Ne soutiendra pas ce projet de loi. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 4771) : soutient l'amendement n° 378 de Mme Eliane Assassi (suppression du seuil de onze salariés en deçà duquel l'élection de représentants du personnel n'est pas obligatoire) ; rejeté. - **Art. 6** (Art. L. 611-7 nouveau du code de commerce - Mission du conciliateur - Remise de dettes par les créanciers publics - Délais de paiement accordés par le juge - Suppression de la suspension provisoire des poursuites) (p. 4777, 4778) : soutient l'amendement n° 218 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour le conciliateur d'entendre les salariés ou leurs représentants au moment de l'élaboration de l'accord amiable issu de la conciliation entre le débiteur et ses créanciers) ; rejeté. (p. 4779) : possibilités pour les salariés de suggérer des solutions susceptibles de sauvegarder l'entreprise. Soutient l'amendement n° 219 de Mme Eliane Assassi (suppression de la possibilité pour les collectivités publiques d'accorder des remises de dette) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 8** (Art. L. 611-11 nouveau du code de commerce - Privilège de paiement pour les créanciers ayant consenti au débiteur un nouvel apport de crédit ou fourni un nouveau bien ou service - Limitation de la responsabilité pour soutien abusif) (p. 4800) : soutient l'amendement n° 222 de Mme Eliane Assassi (remboursement prioritaire des fonds publics par rapport aux créances privées dans le cadre de la conciliation) ; devenu sans objet. - **Art. 16** (Art. L. 621-2 du code de commerce - Compétence juridictionnelle - Extension de la procédure en cas de confusion de patrimoine ou de fictivité de la personne morale) (p. 4812) : soutient l'amendement n° 231 de Mme Eliane Assassi (extension de la procédure de sauvegarde aux entreprises sous-traitantes) ; rejeté. - **Art. 29** (Art. L. 622-10 et L. 622-10-1 à L. 622-10-3 nouveaux du code de commerce - Conditions de la poursuite de l'activité au cours de la période d'observation) (p. 4823) : soutient l'amendement n° 234 de Mme Eliane Assassi (recueil de l'avis des salariés par le

tribunal de commerce avant de statuer) ; rejeté. - **Art. 34** (Art. L. 622-15 nouveau du code de commerce - Ordre de paiement des créances) (p. 4827) : soutient l'amendement n° 236 de Mme Eliane Assassi (paiement des aides publiques avant les créances bénéficiant du privilège "d'argent frais") ; devenu sans objet. - **Art. 75** (Art. L. 626-6 du code de commerce - Décision du tribunal arrêtant le plan de sauvegarde) (p. 4839) : soutient l'amendement n° 238 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de délégué du personnel, possibilité pour le tribunal d'auditionner les salariés avant de statuer) ; rejeté. - **Art. 92** (Art. L. 626-26 à L. 626-32 nouveaux du code de commerce - Comités de créanciers) (p. 4858) : soutient l'amendement n° 241 de Mme Eliane Assassi (création d'un troisième comité composé des créanciers publics) ; rejeté. - **Art. 102** (Art. L. 631-12 à L. 631-18 nouveaux du code de commerce - Déroulement de la procédure de redressement judiciaire) (p. 4871, 4872) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 245 (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés par l'administrateur préalablement au licenciement économique pendant la période d'observation) ; et n° 246 (établissement d'un lien juridique en cas de licenciement économique entre les entreprises donneuses d'ordres et les entreprises sous-traitantes) ; devenus sans objet. (p. 4873) : soutient l'amendement n° 247 de Mme Eliane Assassi (en l'absence de représentant du personnel, consultation des salariés sur le plan prévoyant les licenciements économiques) ; rejeté. - **Art. 106** (Art. L. 632-4 nouveau du code de commerce - Personnes habilitées à exercer l'action en nullité de la période suspecte) (p. 4876) : soutient l'amendement n° 248 de Mme Eliane Assassi (possibilité pour un représentant des salariés d'exercer une action en nullité) ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique - Deuxième lecture [n° 286 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Question préalable** (p. 5278, 5280) : sa motion n° 3 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Pérennisation de la précarité dans la fonction publique. Situation des non-titulaires. "Dégraissage" des effectifs. Crainte d'un démantèlement du statut. Nécessité de maintenir le recrutement par concours. Danger de banaliser les recrutements contractuels. Congé d'adoption. Fonction sociale du service public. Garanties présentées par le statut. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi. - **Art. 4 quater** (Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de l'Etat) (p. 5283) : son amendement n° 4 : suppression ; rejeté. - **Art. 4 quinquies** (Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires territoriaux) (p. 5284) : son amendement n° 5 : suppression ; rejeté. - **Art. 4 sexies** (Congés d'adoption et de paternité accordés aux fonctionnaires de la fonction publique hospitalière) : son amendement n° 6 : suppression ; rejeté. - **Art. 9** (Modification des conditions de recrutement d'agents non titulaires au sein de la fonction publique territoriale) : son amendement n° 7 : suppression ; rejeté. - **Art. 10** (Dispositif transitoire réglant la situation des agents non titulaires de la fonction publique territoriale actuellement en fonctions) : son amendement n° 8 : suppression ; rejeté.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6208, 6210) : soutient la motion n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Le groupe CRC récuse le principe du bracelet électronique mobile tant sur le fond que sur la forme. Mesure déshumanisée. Impact psychologique. Durée disproportionnée. Entrave majeure à la liberté d'aller et venir. Mesure assimilable à une peine. Recours de la Chancellerie à l'astuce sémantique de la mesure de sûreté pour échapper à la censure constitutionnelle au regard du principe de non-rétroactivité des peines. Inefficacité du PSEM en matière de lutte contre la récidive. Voie ouverte à une justice automatique. Durcissement des peines d'emprisonnement en contradiction avec l'objectif affiché du texte. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 6217, 6218) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (relèvement de trois ans à cinq ans de la durée de la peine encourue permettant le placement en détention

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

provisoire); rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 1er bis** (p. 6219) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création d'un observatoire de la récidive des infractions pénales); rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 6 bis** (Art. 132-19 du code pénal - Suppression de l'obligation de motiver la peine d'emprisonnement d'un récidiviste) (p. 6255, 6256) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 6 ter** (Art. 132-23 du code pénal - Allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 6257, 6258) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); adopté. - **Art. 8 bis AA** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6274) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 8 bis A** (Art. 731-1 du code de procédure pénale - Application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) (p. 6275) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 15 bis A** (Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 6284) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 15 bis B** (Art. 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement du mineur en centre éducatif fermé) (p. 6286, 6287) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); adopté. - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 6288, 6289) : soutient l'amendement n° 108 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 15 bis E** (Art. 222-24 du code pénal - Aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) (p. 6292) : soutient l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Art. 15 quater A** (Art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Eviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple) (p. 6293) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); adopté. Demande l'inscription de la proposition de loi relative aux violences conjugales votée par le Sénat à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale. - **Art. 16 A** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine) (p. 6297) : soutient l'amendement n° 119 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); adopté. - **Art. 16** (Application immédiate de la surveillance judiciaire) (p. 6298) : soutient l'amendement n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6301) : affichage politique d'un arsenal répressif. Echec du sens de la peine. Le groupe CRC votera résolument contre la proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 8404, 8405) : dénonciation de la diminution drastique des effectifs de fonctionnaires. Endettement de la France dû à la politique fiscale en faveur des plus riches et des entreprises. Remise en cause par le Gouvernement des services publics qui ne sont pas régaliens. Rachat des RTT. Inégalité d'accès aux emplois de direction et d'inspection de la fonction publique. Demande des élus en faveur d'un moratoire sur le transfert de personnel organisé par la loi relative aux libertés et responsabilités locales.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) (p. 9147, 9148) : rôle essentiel du préfet pour la réussite de la LOLF. Caractère considérable et mauvaise évaluation financière des transferts de charges de travail des préfectures vers d'autres services administratifs. Emet des réserves sur l'accroissement du nombre de téléprocédures et sur l'informatisation croissante des relations entre l'administration et les usagers. Contradiction entre la diminution des effectifs et la nécessité d'humaniser les services administratifs. Ne votera pas les crédits de cette mission. (p. 9153) : le groupe CRC vote contre les crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat".

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9156, 9157) : remise en cause de l'autonomie financière des collectivités territoriales. Insuffisance des compensations financières des transferts de compétences vers les départements. Conséquences financières de la décentralisation. Dénonciation des nouvelles mesures fiscales du Gouvernement. Critique du mécanisme du "bouclier fiscal". Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission. - **Art. 83** (Réforme des concours de la dotation générale de décentralisation, DGD, relatifs au financement des bibliothèques) (p. 9170) : son amendement n° II-213 : régularisation de la dotation globale de fonctionnement; rejeté. - **Art. 84** (Aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU) (p. 9172, 9173) : ses amendements n° II-157 : majoration de la part de la DGF destinée à la péréquation; n° II-158 : renforcement de la capacité péréquatrice de la dotation de solidarité urbaine; et, portant sur le même objet, n° II-214 et II-215 : définition de l'indice synthétique de la DSU; rejetés. - **Art. additionnel avant l'art. 84 quater** (p. 9180) : son amendement n° II-217 : renforcement de la qualité de l'intervention économique des régions; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 84 quater** (p. 9180, 9181) : son amendement n° II-218 : garantie de versement de la dotation intercommunale; retiré.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 2** (Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites) (p. 9649) : son amendement n° 66 : suppression; rejeté. - **Art. 3** (Art. 78-2 du code de procédure pénale - Contrôle d'identité dans les trains transnationaux) (p. 9653, 9654) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Art. 4** (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques) (p. 9661, 9662) : soutient l'amendement n° 68 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Art. 5** (Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques) (p. 9665, 9666) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 12** (p. 9715) : soutient les amendements de Mme Eliane Assassi n° 109 (durcissement de l'obligation de déclaration d'opérations financières soupçonnées d'origine illicite); n° 110 (droit d'alerte des salariés des organismes financiers); n° 111 (possibilité pour la commission bancaire d'interdire aux établissements français de détenir des filiales de représentations dans les pays non coopératifs dans la lutte contre le blanchiment des capitaux); et n° 112 (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur l'application du secret bancaire en France et en Europe); rejetés. - **Art. 15 C** (Art. 42-12 [nouveau] de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive) (p. 9723) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Eliane Assassi (suppression); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9726) : instrumentalisation de la peur et stigmatisation des étrangers

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

par le Gouvernement. Inefficacité des mesures proposées. Le groupe CRC votera contre ce texte.

MAUROY (Pierre)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 167 (2004-2005)] - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 930, 932) : révision préalable à l'adoption du traité établissant une Constitution pour l'Europe. Se déclare favorable. Campagne politique et pédagogique menée par les socialistes pour exprimer leur accord. Volonté d'un changement radical de la politique économique et sociale. Débat obéré par l'inscription dans la Constitution de dispositions portant atteinte aux prérogatives du Parlement et à celles du Président de la République. Dérive inacceptable en contradiction avec les principes démocratiques et risque de confusion. Favorable aux amendements de suppression des articles 2 et 4 du groupe socialiste. Consolidation de la paix entre les peuples européens. Aspiration des pays de l'Est à la liberté et à la démocratie. Objectif de progrès et de justice sociale. Estime le débat sur l'intégration de la Turquie hors sujet. Vision de l'Europe comme une matrice de civilisation : modèle politique, social et culturel. Impulsion d'un système politique basé sur la liberté, la démocratie et le respect des droits de l'homme. Défense de l'Europe comme puissance économique mondiale. Volonté d'encadrement des forces du marché par une politique d'harmonisation sociale par le haut. Rejette l'amalgame entre le vote favorable au traité et le soutien à la politique conduite par le Gouvernement. Identité européenne consubstantielle à l'identité socialiste. Avancées significatives du traité : renforcement de la démocratie, intégration de la Charte des droits fondamentaux. Travail remarquable des socialistes et des socio-démocrates européens. Vote positif de la majorité des sénateurs socialistes à la révision constitutionnelle. Avancée dans la marche vers l'Europe sociale et l'Europe politique à caractère fédéral. Rassemblement sur des valeurs fondamentales de liberté, égalité, solidarité, démocratie et paix. Insuffisances du traité de Nice.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 2 (Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne)** (p. 993, 994) : favorable aux amendements de suppression n° 13 de M. Bernard Frimat, n° 36 de M. Denis Badré et n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Article d'opportunité. Empiètement sur les pouvoirs du Président de la République et du Parlement.

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1032) : approbation par la majorité du groupe socialiste de ce texte et du traité constitutionnel européen. Regrette l'obligation de soumettre au référendum la ratification de tout traité d'adhésion d'un Etat à l'Union

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

européenne. Motifs socialistes d'approbation du traité. Rejet de la politique gouvernementale. Souhait d'une Europe sociale.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9261, 9262) : reflet dans cet article des rapports entretenus par l'Etat avec les collectivités locales. Effets redoutables de ce dispositif pour l'intercommunalité, et notamment les communautés urbaines. Conséquences sur le développement économique des collectivités territoriales. Objectifs de la commission Fouquet. Remise en cause de l'autonomie financière des groupements à taxe professionnelle unique : manque à gagner ; renforcement des inégalités de richesse fiscale entre les territoires : exemple de la région Nord-Pas-de-Calais. Hausse prévisible de la fiscalité locale des ménages ou des petites entreprises. Interrogation sur la généralisation d'un mouvement d'option des communautés à taxe professionnelle unique pour un régime à fiscalité mixte. Rôle moteur en termes économiques des groupements à taxe professionnelle unique. Nécessité de supprimer cet article.

MÉKACHÉRA (Hamlaoui)
ministre délégué aux anciens combattants

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9203, 9204) : cohésion nationale et respect entre les individus. Réponse aux intervenants sur la revalorisation de la retraite du combattant, sur l'égalité entre les hommes et les femmes dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, sur la majoration des crédits sociaux de l'ONAC et sur les droits des anciens combattants, sur l'indemnisation des incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes, sur l'importance de la politique de mémoire et sur la contribution des anciens combattants à la politique en faveur de l'emploi. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9205, 9206) : s'oppose à l'amendement n° II-228 de Mme Gisèle Printz (augmentation de l'indice de la retraite du combattant). (p. 9206, 9207) : s'oppose aux amendements de Mme Gisèle Printz n° II-229 (indemnisation des hommes et des femmes incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes) et n° II-232 (relèvement du plafond de la rente mutualiste du combattant). (p. 9208) : s'oppose à l'amendement n° II-225 de M. Guy Fischer (transfert interne au budget pour financer une allocation différentielle destinée aux veuves d'anciens combattants disposant de ressources modestes). - **Art. 75 (Reconnaissance d'un droit à pension de conjoint survivant, dans le cadre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre)** (p. 9210) : son amendement n° II-318 : établissement d'une égalité parfaite entre les hommes et les femmes dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 75** (p. 9210, 9211) : demande le retrait de l'amendement n° II-2 de M. Nicolas About (introduction d'une mesure d'équité permettant le partage des pensions de réversion dans les situations particulières de pensionnés divorcés puis

remariés). Demande le retrait de l'amendement n° II-231 de M. Jean-Pierre Masseret (célébration annuelle d'une journée nationale de la Résistance). - **Art. 75 bis (Revalorisation de deux points de l'indice de retraite du combattant)** (p. 9213) : demande le retrait des amendements de M. Guy Fischer n° II-226 (augmentation du montant de la retraite du combattant) et n° II-236 (repli). - **Art. additionnels après l'art. 75 bis** : Invoque l'article 40 de la Constitution sur les amendements portant sur le même objet n° II-77 de M. Philippe Richert et n° II-230 de Mme Gisèle Printz (indemnisation des Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans les organisations paramilitaires du régime nazi). (p. 9214) : invoque l'article 40 de la Constitution sur les amendements de M. Guy Fischer n° II-250 (relèvement du plafond majorable de la rente mutualiste) et n° II-251 (institution d'une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la deuxième guerre mondiale).

MÉLENCHON (Jean-Luc)
sénateur (Essonne)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 971, 972) : votera contre ce texte. Interrogation sur la lecture du Conseil constitutionnel. Risques de conflit d'interprétation avec la Cour de justice européenne : laïcité ; droits des minorités ; taxation des transactions de capitaux ; harmonisation sociale. Question sur les procédures applicables en cas de crise. (p. 979) : intervient sur les amendements déposés à l'article 1er. Persistance de la possibilité d'un conflit d'interprétation. Caractère universel de certaines valeurs de la France : exemple de la laïcité. Confusion créée par le mot "Constitution". Possibilité de divergences entre la Cour de Strasbourg et celle de Luxembourg. Différence entre le "droit au travail" de la constitution française et le "droit de travailler" de la constitution européenne. Reconnaissance par celle-ci du droit de "lock out" aux employeurs. - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 982, 983) : désaccord sur la nature du texte. Regret de l'absence du processus constituant d'une assemblée élue. Complexité de la décision à prendre pour l'ensemble des Français. Conditions de cette consultation. Incitation lors des référendums sur les futurs élargissements de l'Union européenne à l'affrontement entre les peuples.

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1031, 1032) : interprétations contradictoires du traité constitutionnel européen. Importance du choix des Français. Difficulté de se faire un avis sur ce texte confus et complexe. Absence d'élection démocratique des membres de la Convention. Constitutionnalisation d'une politique économique. Responsabilités du chef de l'Etat pour l'acceptation et la ratification de ce traité.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1613, 1615) : enjeu essentiel de l'enseignement professionnel dans le débat éducatif. Elévation du niveau d'éducation des Français depuis la loi d'orientation de Lionel Jospin de 1989. Succès des moyens mis en oeuvre. Résultats considérables atteints dans la professionnalisation durable des jeunes. Maintien du niveau de performance. Réduction du nombre d'élèves sortant du système scolaire sans qualification. Rejet des discours alarmistes du Gouvernement. Refus de la tendance au remplacement de l'actuel système de financement par répartition par un système par capitalisation. Investissement du secteur marchand dans la formation professionnelle. Suppression d'emplois de professeurs de lycées professionnels. Impasse du projet de loi sur les questions clefs : proportion de bacheliers professionnels, allocation d'études, transition du baccalauréat professionnel vers les classes de l'enseignement supérieur, logement des jeunes et création de diplômes professionnels européens ; modernisation des commissions professionnelles consultatives, regroupement des établissements d'enseignement professionnel sous une même autorité. "Marchandisation" du secteur éducatif. Manque d'ambition du projet par rapport à la loi de 1989. Absence de modèle de société.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1698) : favorable à l'amendement n° 253 de M. Yannick Bodin (enseignement en langue des signes française pour les enfants sourds). - **Art. 3 ter** (*Art. L. 121-1 du code de l'éducation - Orientation scolaire*) (p. 1703) : favorable aux amendements identiques n° 254 de M. Yannick Bodin et n° 455 de Mme Annie David (participation du système éducatif au projet de formation professionnelle). - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1712) : son amendement n° 265 : intégration des activités d'entretien, d'accueil, de service et d'administration ainsi que des services d'information et d'orientation, des services sociaux et de santé et des services de vie scolaire et universitaire dans le service public d'éducation ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1759, 1760) : devoir du législateur de définir le socle commun. Importance des matières culturelles et physiques dans le développement humain de l'élève. Son étonnement du rejet par le ministre de cet article amendé par le Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1781, 1782) : son amendement n° 274 : organisation d'un entretien d'orientation dans la quinzième année de l'élève ; adopté. Test de ce dispositif dans cinq académies. (p. 1783) : intervient sur son amendement précité n° 274. Absence de discrimination dans la proposition de cet entretien.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) (p. 1863) : favorable aux amendements n° 189 de Mme Dominique Voynet (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle) et n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 1893, 1894) : son amendement n° 302 : institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, PPCP ; rejeté. (p. 1895, 1896) : disparition subite des classes à projet artistique et culturel. Souci d'éviter le même sort aux PPCP. (p. 1897, 1899) : intervient sur l'amendement n° 297 de M. Yannick Bodin (prise en compte des travaux personnels encadrés, TPE, pour le baccalauréat) et les explications du Gouvernement. Différence de traitement injustifiée pour les PPCP. Son amendement n° 303 : instauration du label de "lycée des métiers" délivré par l'Etat ; adopté. (p. 1900, 1901) : remercie le Gouvernement de ses propos sur les lycées des métiers. Salue le consensus sur la possibilité de débattre de l'enseignement professionnel. Son amendement n° 304 : accès prioritaire des meilleurs bacheliers professionnels vers les sections de techniciens supérieurs et les IUT ; rejeté. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnels après l'art. 21 (p. 1916, 1917) : intervient sur les amendements identiques n° 115 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (possibilité pour les lycées d'enseignement technologique ou professionnel, par la voie d'une expérimentation suivie d'une évaluation, d'élire le président de leur conseil d'administration parmi les personnalités extérieures siégeant en son sein). Interroge la commission sur les raisons de cette expérimentation afin de dissiper l'impression d'approche idéologique du dispositif. (p. 1920) : défavorable à l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boule, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). Subsidiarité mal venue.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - *Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 2008, 2009) : intervient sur l'amendement n° 587 de Mme Annie David (droit au congé individuel de formation pour les enseignants). Hommage à l'effort d'autoformation des enseignants. Interrogation quant à la situation du Centre d'études et de ressources pour les professeurs de l'enseignement technique, CERPET. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2009, 2010) : son amendement n° 318 : intégration dans l'éducation nationale de professionnels hautement qualifiés dans le cadre d'une reconversion ; irrecevable (art. 40 de la Constitution). Exemple de l'imprimerie nationale. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2026, 2027) : interrogation sur la valeur normative du rapport annexé à l'article 8 de ce texte. Actualisation régulière des baccalauréats professionnels. Elaboration de ceux-ci en concertation avec les branches de métiers. Rôle des commissions professionnelles consultatives. Action du Gouvernement Jospin pour rénover les diplômes professionnels. Conteste la réduction de 4 à 3 ans de la durée de préparation de ces diplômes.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Question préalable** (p. 7261) : justification de l'application de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie. Défavorable à une prorogation inutile et provocatrice. Intervient sur la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Prorogation pour trois mois à compter du 21 novembre de l'état d'urgence déclaré sur le territoire métropolitain*) (p. 7264, 7265) : acte de délinquance injustifiable. Mise en avant des misères sociales. Salue la rigueur républicaine de l'ensemble des habitants des quartiers en difficulté. Volonté marquée de vivre ensemble. Rejet d'une loi d'aubaine pour le Gouvernement. Provocation du recours à l'état d'urgence. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7271) : conjonction d'une crise sociale et d'une crise politique. Vision différente de l'ordre républicain. Rétablissement indispensable de l'ordre égalitaire et de l'ordre social.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8531, 8533) : refus d'idéalisation de l'apprentissage. Interrogations sur ses carences. Conséquences néfastes de l'apprentissage à 14 ans. Croissement indispensable de la qualification de la main d'oeuvre nationale. Comparaison avec d'autres pays. Favorable au soutien de l'enseignement professionnel sous statut scolaire. Réflexion sur la création d'une voie offrant une véritable transition intellectuelle et pédagogique aux jeunes.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9726, 9727) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. Inanité des mesures proposées. Simple dispositif d'affichage sans efficacité dans la lutte contre le terrorisme.

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 1827) : son amendement n° 223 : introduction dans l'enseignement de l'éducation civique d'une formation spécifique aux valeurs de la République ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6518) : soutient l'amendement n° 302 de M. Jean-Jacques Hyst (allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible) ; retiré. (p. 6521) : soutient l'amendement n° 303 de M. Jean-Jacques Hyst (suppression du choix du repreneur par le bailleur et de la possibilité de contestation du projet de cession devant le tribunal paritaire des baux ruraux par le bailleur) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 2 ter** (*Relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires, issues d'activités commerciales et non commerciales, pour la détermination du bénéfice agricole*) (p. 7935, 7936) : soutient l'amendement n° I-232 de Mme Esther Sittler (suppression) ; retiré.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8526, 8528) : objectif principal de réussite scolaire. Importance du socle commun de connaissances. Création d'ateliers relais supplémentaires et d'unités pédagogiques d'intégration pour les élèves handicapés. Evolution des effectifs en fonction de la démographie. Augmentation des bourses au mérite. Valorisation de l'enseignement professionnel ; mise en place de "l'apprentissage junior". Succès des maisons familiales rurales. Revalorisation indispensable du mérite et du travail. Consolidation de la création de nouveaux contrats "emplois vie scolaire". Accompagnement des enfants handicapés dans leur scolarisation. Création de postes d'assistants pédagogiques. Restauration du rôle de creuset républicain et d'ascenseur social de l'école. Le groupe UMP votera ces crédits.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - **Art. 85** (*Mise en oeuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales*) (p. 9182) : soutient l'amendement n° II-212 de M. Roger Besse (rémunération par l'Etat des agents non titulaires de droit public relevant du ministère chargé de l'équipement) ; adopté.

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 2** (*Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites*) (p. 9650) : soutient les amendements de M. Denis Badré n° 59, 60 et 61 (clarification des compétences entre les organismes concourant à l'organisation et au fonctionnement des transports collectifs) ; retirés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UC-UDF

Chargé d'une mission temporaire auprès du premier ministre le 3 octobre 2005 ; fin de mission le 29 novembre 2005.

Président du Groupe Union centriste - UDF.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Le RMI : d'un transfert de gestion à une décentralisation de responsabilité [n° 316 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 99 tome 3 annexe 23 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 11 AA** (*Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités*) (p. 159) : défavorable à l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). Pétition de principe sans portée juridique.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (*Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action*) (p. 193, 194) : favorable à l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (limitation du recours à un décret en Conseil d'Etat à la réduction de la superficie totale des périmètres). - **Art. 20** (*Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection*) (p. 197) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 204, 205) : son amendement n° 91 : compensation des transferts de charges ; adopté. (p. 218) : intervient sur son amendement n° 91 précité.

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)]** - (27 janvier 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 516, 517) : inscription législative d'un certain nombre de principes. Interrogation sur le coût de la mise en oeuvre de cette loi. Financement de la prestation de compensation : participation de la CNSA ; difficultés pour les départements de trouver les ressources nécessaires. Votera ce texte.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 823) : le groupe de l'UC-UDF votera avec enthousiasme la proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 924, 926) : vision de l'Europe comme l'élément structurant de notre modèle de civilisation. Développement d'une Union européenne plus cohérente et plus visible. Caractère symbolique du traité. Développement de règles de droit : primauté du droit de l'Union ; inclusion de la Charte des droits fondamentaux ; égalité de pouvoir entre Conseil des ministres et Parlement ; organisation de relations nouvelles en droit interne entre le Parlement et le Gouvernement d'une part, et entre les parlements des Etats membres et le Parlement européen d'autre part. Rôle nouveau des parlements nationaux dans les procédures de révision simplifiée des traités. Faible marge entre "le mode communautaire" actuel et un éventuel futur "mode fédéral". Introduction par le Gouvernement d'une procédure de référendum obligatoire pour décider de l'adhésion de nouveaux Etats ; difficulté d'application sur le plan politique. Le groupe UC-UDF préconise l'adoption du projet de loi constitutionnelle et un vote positif au référendum.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 977) : intervient sur l'ensemble des amendements déposés à l'article 1er. Favorable à l'adoption du traité établissant une constitution pour l'Europe. Existence d'une réserve de constitutionnalité. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1009, 1010) : intervient sur l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Fait majoritaire. Interrogation sur les possibilités d'expression du Parlement autres que les votes. Question sur la différence entre les dispositions de l'article 88-4 et l'obligation de transmission par la Commission aux parlements nationaux de tous les actes européens législatifs ou non.

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1036) : qualité du débat. Le groupe UDF votera ce texte ainsi que traité constitutionnel européen. Renouveau du parlementarisme. Base ferme pour poursuivre la construction d'une Europe puissante et protectrice.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 1 (2004-2005)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6, 7) : progression de l'Europe démocratique et politique grâce à ce traité constitutionnel. Définition plus claire des compétences de l'Union. Mise en place d'une politique étrangère commune. Incorporation de la Charte des droits fondamentaux. Fonctionnement plus démocratique des institutions. Rôle des parlements nationaux. Le groupe UC-UDF votera pour cette révision constitutionnelle et défendra la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p. 1212) : son amendement n° 99 : aménagement du temps de travail dans le secteur médico-social et social ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1269) : son amendement n° 104 : instauration d'un système de mandatement en vue de la conclusion d'accords sur l'organisation du temps de travail ; adopté.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1573, 1574) : amélioration de la compréhension de l'Europe dans la vie quotidienne des Français. Modalité d'expression des parlements nationaux au sein de l'Europe. Achèvement indispensable de la construction d'un marché intérieur européen. Champ d'application de la directive limité aux services à vocation économique à l'exclusion des services publics. S'estime satisfait de la proposition de résolution de la commission. Remise à plat de la proposition de directive "Bolkestein". Refus de l'application imposée du principe du pays d'origine. Retour à une harmonisation minimale entre les législations. Regrette l'élargissement de l'Union européenne avant son approfondissement. Souhait de construction d'une Union européenne dotée d'une Constitution, d'un droit commun minimum dans le respect de l'expression des spécificités nationales.

- **Suite de la discussion** (23 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2257, 2258) : problème de la réalisation d'un marché unique à la fois dans le domaine de la circulation des produits, de la liberté d'établissement et des prestations de services. Longueur du processus d'harmonisation des législations. Difficulté posée par l'application du principe du pays d'origine. Rappel de la directive de 1996 posant le principe de l'application des règles du pays d'établissement. Caractère inacceptable de la directive. Renforcement de la France par l'adoption du traité constitutionnel. Favorable à la proposition de résolution.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2290, 2291) : caractéristique d'une loi de financement. Rôle du Parlement et des partenaires sociaux. Distinction entre lois de finances et lois de financement. Améliorations apportées par le projet de loi organique. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2308) : regret de l'examen en priorité de l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales) auquel il est défavorable.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2487) : intervient sur l'amendement n° 29 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2753, 2754) : rôle de la France dans la construction européenne. Nécessité pour l'Europe de s'affirmer sur la scène internationale. Garantie des droits et organisation des pouvoirs. Clarification des institutions. Valeur accordée à la Charte des droits fondamentaux. Progrès démocratique. Volonté de répondre positivement au besoin d'Europe.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3094, 3095) : approbation du refus de l'obstination déraisonnable. Problème du traitement des malades en fin de vie. (p. 3104) : respect indispensable des opinions individuelles. Favorable à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3906, 3908) : ouverture d'une crise européenne par le vote négatif au projet de Constitution ; construction indispensable d'une Europe des Européens à travers une Union européenne démocratique. Rôle de l'Allemagne. Révélation de la crise nationale existante : carte régionale du vote calquée sur celle des difficultés, du chômage et de la précarité. Changement profond attendu par le peuple français. Attente d'un nouvel équilibre. Définition de la nation ; avenir lié à la conscience d'appartenance au même corps social. Mesures en faveur de l'emploi ; nouvelle répartition des tâches entre l'entreprise et l'Etat ; sa proposition de TVA sociale. Restauration de la compétitivité des entreprises. Organisation par l'Etat de la solidarité à travers les collectivités locales et les partenaires sociaux. Regrette le recours à la procédure des ordonnances qui empêche le groupe de l'UC-UDF d'apporter son soutien à l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 4177) : son amendement n° 258 : répression de l'exploitation abusive de la situation de dépendance d'un fournisseur ; retiré. Soutient l'amendement n° 430 de M. Jean Arthuis (autorisation des ententes et des positions dominantes renforçant la compétitivité des entreprises au regard de la concurrence internationale) ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 4384, 4385) : sur l'amendement n° 7 de la commission (mécanisme d'affectation des recettes sociales), défavorable au sous-amendement n° 100 de M. Yves Fréville.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 4467, 4468) : intervient sur l'amendement n° 1 de Mme Muguette Dini (financement des charges nouvelles pour les départements). Progrès constitué par la création de l'Agence française de l'adoption, AFA. Le groupe de l'UC-UDF adoptera le texte conforme. Réalité de la nécessité d'une compensation financière pour les départements.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5203, 5205) : signification du vote au référendum du 29 mai 2005. Caractère endémique du chômage. Approbation de la priorité absolue donnée à l'emploi mais désapprobation du recours aux ordonnances. Risque de dessaisissement du Parlement de son pouvoir législatif. Cas de légitimité du recours à la procédure des ordonnances : examen d'un texte très technique ou mise en oeuvre d'engagements électoraux. Approbation de l'objectif de maintien du modèle social mais nécessaire réforme des modalités de mise en oeuvre.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Redéfinition du rôle de l'entreprise et de la puissance publique. Assouplissement du marché du travail sans accroissement de la précarité. Amendements du groupe de l'UC-UDF. Accompagnement des chômeurs. Incitation à la réinsertion sur le marché du travail. Création d'une TVA sociale et élargissement de la CSG. Suppression de l'exonération du versement transport. Amendement en faveur des RMistes de plus de cinquante-quatre ans et des salariés à temps partiel. La décision du groupe de l'UC-UDF sera guidée par l'accueil réservé à ses propositions. - **Art. 1er (Champ de l'habilitation)** (p. 5237) : son amendement n° 13 : garantie pour le salarié d'une indemnité en cas de rupture ; adopté. (p. 5238) : son amendement n° 14 : mise en oeuvre d'une évaluation du dispositif du contrat "nouvelles embauches", CNE ; adopté. (p. 5239) : son amendement n° 15 : garantie pour le salarié licencié d'un revenu de remplacement subordonné à une durée minimale de présence dans l'emploi et d'un dispositif personnalisé de réinsertion ; adopté. (p. 5240) : son amendement n° 16 : coordination des services de l'ANPE et de l'ASSEDIC au niveau de chaque bassin d'emploi ; rejeté. (p. 5241) : son amendement n° 17 : suppression de l'exonération du versement transport au profit des entreprises franchissant le seuil des dix salariés ; adopté. (p. 5244) : son amendement n° 18 : autorisation pour les bénéficiaires du RMI âgés de plus de cinquante-quatre ans de bénéficier d'un CDI avec une collectivité locale ou un établissement public ; rejeté. Son amendement n° 19 : possibilité de cumul entre revenus de l'emploi et, d'une part, droits connexes aux minima sociaux et, d'autre part, revenus de remplacement ; retiré. (p. 5245, 5246) : son amendement n° 20 : restriction de la part des cotisations sociales dans le financement de l'assurance maladie au profit d'une partie du produit de la TVA et de la CSG ; retiré. (p. 5250) : le groupe UC-UDF soutient l'amendement n° 30 du Gouvernement (possibilité de financement de l'accompagnement renforcé en vue du retour à l'emploi par une contribution spécifique à la charge de l'employeur). (p. 5253) : maintient son amendement n° 18 précité dans le but d'interpeller le Gouvernement sur la situation des RMistes de plus de cinquante-quatre ans. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5254) : le groupe de l'UC-UDF ne votera pas contre le texte malgré son opposition au recours à la procédure des ordonnances.

- **Commission mixte paritaire [n° 140 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5437) : opposition du groupe de l'UC-UDF à la procédure des ordonnances. Garanties obtenues en faveur des salariés licenciés dans le cadre des contrats "nouvelles embauches". Les membres du groupe voteront ce texte ou s'abstiendront.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5496) : soutient l'amendement n° 8 de M. Nicolas About (utilisation de la procédure budgétaire du prélèvement sur recettes pour financer une part du budget de la sécurité sociale) ; retiré.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5783, 5784) : coutume républicaine d'éviter la concomitance d'élections différentes. Avis du Conseil d'Etat et observations du Conseil constitutionnel. Approbation du report des élections municipales et cantonales en mars 2008 et du maintien de l'élection présidentielle et des élections législatives au printemps 2007. Arguments en faveur du maintien des élections sénatoriales en septembre 2007. Approbation du report des élections sénatoriales en 2008 et des amendements proposés par la commission des lois. Avec le groupe de l'UC-UDF, votera le projet de loi modifié par les amendements proposés par le rapporteur.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005)**.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (9 novembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6917) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels). Inutilité. Règles du droit administratif.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 15 (Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires)** (p. 7149) : interrogation sur la politique du Gouvernement concernant l'industrie pharmaceutique, le médicament et sa distribution.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7248, 7250) : institution de l'état d'urgence face aux violences urbaines. Prorogation. Justifications. Mise en oeuvre de l'état d'urgence avec mesure et responsabilité. Hommage aux forces de police, CRS, magistrats et pompiers. Professionnalisme des préfets. Rôle singulier et central des maires. Conditions de la mise en oeuvre de l'état d'urgence. Maintien de l'Etat de droit. Attente d'une circulaire définissant le cadre d'action des préfets en matière de perquisition. Examen prochain du projet de loi portant engagement national pour le logement. Mise en place indispensable d'une volonté politique de "vivre ensemble". Mise à la disposition des maires des moyens de prévention des violences. Avis favorable du groupe de l'UC-UDF à la prorogation et attente en contrepartie d'une action justifiant le recours à ce texte d'exception.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7663) : défavorable à l'amendement n° 410 de M. Thierry Repentin (création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7732) : favorable à l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). Souhait d'une clarification en deuxième lecture.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8282, 8284) : poursuite du contrat de solidarité et de croissance. Son inquiétude à propos de la situation des départements. Absence de maîtrise des actions mises en oeuvre par les départements et de presque toutes leurs recettes fiscales. Responsabilité des élus. Augmentation en 2006 des dépenses sociales imposées par l'Etat. Vote par l'Assemblée nationale d'une prime exceptionnelle pour les personnes ayant retrouvé un emploi. Souhait d'une vraie conférence sur les finances locales. - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8326) : son amendement n° I-284 : repli ; devenu sans objet. (p. 8328) : ses amendements n° I-285 : participation financière supplémentaire de l'Etat à la prestation de fidélisation des sapeurs pompiers volontaires ; adopté ; et n° I-286 : pérennisation de la prise en charge par l'Etat du financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8378, 8379) : son amendement n° I-287 : actualisation de la compensation versée

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

aux départements pour la prise en charge du RMI ; retiré. (p. 8383) : intervient sur l'amendement n° I-110 de M. Thierry Foucaud, identique à son amendement n° I-287 précité. - **Art. 27** (*Compensation financière en 2006 des transferts de compétences aux départements*) (p. 8390) : son amendement n° I-289 : liberté de vote, pour les départements, d'un taux de TSCA sur la branche automobile ; retiré.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9153, 9154) : caractère inapproprié de la LOLF aux relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits présentés. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9167) : accepte l'amendement n° II-264 du Gouvernement (modification du montant de la dotation générale de décentralisation attribuée aux régions d'outre-mer en compensation des compétences qui leur ont été transférées). - **Art. 82** (*Dotations de développement rural, DDR : extension de son objet au développement des services publics en milieu rural*) (p. 9168, 9169) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° II-219 de M. Pierre-Yves Collombat (abondement de vingt millions d'euros de la dotation de développement rural). Accepte l'amendement n° II-210 de M. Yves Détraigne (ouverture aux syndicats mixtes de la possibilité de bénéficier de la DDR). Demande le retrait de l'amendement n° II-211 de M. Charles Guené (extension du bénéfice de la seconde part de la DDR aux communes éligibles à la seconde fraction de la DSR). - **Art. additionnel après l'art. 82** (p. 9170) : s'oppose à l'amendement n° II-220 de M. Pierre-Yves Collombat (abondement de vingt millions d'euros du fonds de péréquation postale). - **Art. 83** (*Réforme des concours de la dotation générale de décentralisation, DGD, relatifs au financement des bibliothèques*) : s'oppose à l'amendement n° II-213 de Mme Josiane Mathon-Poinat (régularisation de la dotation globale de fonctionnement). - **Art. 84** (*Aménagement de la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU*) (p. 9173) : s'oppose aux amendements de Mme Josiane Mathon n° II-157 (majoration de la part de la DGF destinée à la péréquation), n° II-158 (renforcement de la capacité péréquatrice de la dotation de solidarité urbaine) et, portant sur le même objet, n° II-214 et II-215 (définition de l'indice synthétique de la DSU). (p. 9174) : demande le retrait des amendements de Mme Nicole Bricq portant sur le même objet n° II-221 et II-222 (règles d'éligibilité à la DSU). - **Art. additionnels après l'art. 84** (p. 9176, 9177) : demande le retrait de l'amendement n° II-138 de M. Jacques Blanc (exclusion du montant de la dotation attribuée en fonction de la superficie dans le calcul du potentiel financier des communes de montagne). (p. 9178, 9179) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-134 de M. Jacques Blanc (garantie de progression minimale pour les départements éligibles à la dotation de fonctionnement minimale). - **Art. additionnel avant l'art. 84 quater** (p. 9180) : demande le retrait de l'amendement n° II-217 de Mme Josiane Mathon-Poinat (renforcement de la qualité de l'intervention économique des régions). - **Art. additionnel après l'art. 84 quater** (p. 9181) : demande le retrait de l'amendement n° II-218 de Mme Josiane Mathon-Poinat (garantie de versement de la dotation intercommunale). - **Art. 85** (*Mise en oeuvre du droit d'option posé par l'article 109 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales*) (p. 9182) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-212 de M. Roger Besse (rémunération par l'Etat des agents non titulaires de droit public relevant du ministère chargé de l'équipement). - **Art. additionnels après l'art. 85** : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-141 de M. Roger Karoutchi (cession gratuite par l'Etat des résidences universitaires aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale volontaires).

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9259, 9260) : favorable à toute réforme réduisant l'impôt pour les contribuables. Possibilité de parfaire cette réforme avant son application. Coût réel de la taxe professionnelle pour l'Etat. Rappel du caractère répartitif de la taxe professionnelle. Problème de l'équilibre financier des collectivités locales : augmentation de leurs dépenses sociales du fait de décisions gouvernementales. Favorable aux propositions de la commission des finances. Interrogation sur le fonctionnement du nouveau dispositif. Risque de tutelle d'une collectivité locale sur une autre. (p. 9270, 9274) : augmentation des impôts par les collectivités territoriales pour couvrir les charges décidées par le Gouvernement. Exemple du Rhône. Refus d'être qualifié "d'irresponsable immoral". (p. 9283) : son amendement n° II-263 : fixation du taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement ; retiré. (p. 9294, 9295) : intervient sur les amendements de la commission n° II-431 (modulation par catégorie de collectivités territoriales des taux de référence servant au calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat au titre du plafonnement), n° II-430 (mise en place d'un mécanisme de réfaction du ticket modérateur en fonction de la proportion des bases plafonnées et de ce que représenterait le ticket modérateur par rapport à la totalité des recettes fiscales) et n° II-429 (neutralisation des transferts de compétence entre les communes et les EPCI à fiscalité additionnelle). Causes des dépenses des collectivités territoriales. Avancées relatives au taux de référence et au ticket modérateur. Réforme plus que perfectible. (p. 9310) : intervient sur l'amendement n° II-367 de M. Michel Charasse (mise à la charge des chambres de commerce et d'industrie, qui perçoivent l'IATP, d'un ticket modérateur).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 2** (*Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004*) (p. 9848, 9851) : son amendement n° 138 : calcul de la compensation du RMI versée aux départements en fonction des dépenses exécutées par les conseils généraux à ce titre ; retiré. (p. 9852) : son amendement n° 139 : indexation du montant global de la recette de TIPP attribuée aux départements sur l'indice de croissance de la DGF ; retiré. (p. 9852, 9853) : soutient l'amendement n° 159 de M. Louis de Broissia (prise en compte des indus du RMI dans le montant de l'abondement exceptionnel) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 9858) : son amendement n° 144 : correction du calcul de la réfaction de la DGF, au titre de la reprise par l'Etat de compétences sanitaires ; retiré. - **Art. 18 bis** (*Taxe additionnelle à la taxe sur les médicaments et les produits bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché*) (p. 9892) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (suppression partielle). Souhait d'une modification de cet article. - **Art. 28** (*Mesure d'exonération en faveur des salariés qui prospectent des marchés extérieurs*) (p. 9948) : soutient l'amendement n° 145 de M. Denis Badré (extension du dispositif à tous les salariés passant plus de cent vingt jours à l'étranger) ; retiré. (p. 9950) : soutient l'amendement n° 146 de M. Denis Badré (prise en compte globale des activités déployées à l'étranger) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 30 sexies** (p. 9999) : son amendement n° 188 : exonération des fondations et associations reconnues d'utilité publique des droits de mutation à titre gratuit et de la taxe de 20 % au titre des contrats d'assurance vie dont elles sont bénéficiaires ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10097, 10098) : intervient sur les amendements identiques n° 78 de M. Thierry Foucaud et n° 125 de Mme Valérie Létard (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Sortie non opportune de l'activité d'Emmaüs de la filière globale textile. Non-prise en compte des souhaits majoritaires du Parlement. Souhait d'engagement du Gouvernement sur un calendrier précis. - **Art. additionnels après l'art. 55** (p. 10136) : satisfait de la reprise par le Gouvernement des amendements de M. Gérard César n° 172 (garantie de l'Etat à l'emprunt que le conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux doit contracter

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

pour l'arrachage de 10 000 hectares de vignobles) et de M. François-Noël Buffet n° 173 (garantie de l'Etat à l'emprunt que l'interprofession du Beaujolais doit contracter pour l'arrachage des vignes). - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10140) : défavorable à l'amendement n° 152 du Gouvernement (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation). Risque de revendications de la fonction publique territoriale et de nouvelles dépenses pour les collectivités locales.

MERMAZ (Louis)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers** [n° 109 (2005-2006)] - (14 décembre 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9622, 9624) : sa motion n° 33 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Condamnation unanime des actes terroristes. Inefficacité des mesures proposées. Hommage à l'action des services de renseignements. Risques d'arbitraire et de dérive. Encadrement indispensable par l'autorité judiciaire ou la CNIL. Demande d'information concernant la diffusion du Livre blanc sur la sécurité intérieure face au terrorisme. Refus d'amalgame entre terrorisme et immigration. Rejet des dispositions se référant à l'ordre public. Amélioration du contrôle parlementaire sur l'action des services de renseignements.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. 1er** (Art. 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - *Extension et encadrement du recours à la vidéosurveillance*) (p. 9642, 9645) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 84 (encadrement du système de vidéosurveillance par la CNIL et l'autorité judiciaire) ; et n° 86 (participation de la CNIL à la rédaction des décrets d'application) ; rejetés. - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9683, 9684) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. Transcription de la directive 2004/82/CE du Conseil du 29 avril 2004. Amalgame entre lutte contre l'immigration et lutte contre le terrorisme. - **Art. 7** (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers*) (p. 9690, 9691) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 92 (suppression) et n° 93 (suppression de l'extension possible du dispositif de surveillance prévu par l'article lors de grands rassemblements et d'événements

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

particuliers); rejetés. - **Art. 8** (*Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme*) (p. 9696): soutient l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Peyronnet (limitation de l'accès aux fichiers à de simples consultations, sans extraction de données et sans interconnexion avec d'autres fichiers); rejeté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 9725): soutient l'amendement n° 104 de M. Jean-Claude Peyronnet (nouvel intitulé - projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme); rejeté.

- *Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]* - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10263, 10264): le groupe socialiste votera contre les conclusions de la CMP. Discussion indispensable de la problématique d'une véritable politique de l'immigration. Gravité de l'envahissement du "tout sécuritaire".

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)
sénateur (Guadeloupe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre mer.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2572, 2574): nécessaire modernisation des textes pour répondre au développement aérien. Dimension régionale et internationale des plates-formes aéroportuaires d'outre-mer. Préférence à l'embauche pour le personnel navigant étranger, moins bien formé. Moyen de désenclavement des départements et territoires d'outre-mer. Position stratégique des aéroports ultramarins: exemple de Pôle Caraïbes. Participation de la chambre de commerce et d'industrie, CCI, et des collectivités territoriales aux investissements aéroportuaires en Guadeloupe. Favorable à la commission consultative aéroportuaire. Accueil des gros porteurs à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France. Reconnaissance de la spécificité des aéroports d'outre-mer. - **Art. 6** (*Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile -*

Missions d'ADP) (p. 2602): respect du travail des commissions. Favorable à l'article 6. Cahier des charges. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2609): défavorable à l'amendement n° 42 de M. Daniel Reiner (rappel du principe d'une concertation préalable au transfert de compétences et de propriété des aéroports vers les collectivités territoriales). - **Art. 8 A** (*Commission de conciliation aéroportuaire*) (p. 2615): favorable à cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2622): prise en compte des particularités des aéroports. Vision élargie du transport aérien.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 3612-1 du code de la santé publique - Agence française de lutte contre le dopage*) (p. 6053): intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (possibilité pour l'AFLD de diligenter des contrôles lors d'une manifestation internationale, sur sa propre initiative, sous réserve de se coordonner avec la fédération internationale compétente). Vigilance contre de fausses accusations de dopage lors des contrôles effectués par l'agence.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Question préalable** (p. 6366): situation des territoires d'outre-mer. Aides apportées par la France aux pays des Caraïbes. Rejet des habitants des Dom-Tom en France métropolitaine. Volonté de préserver l'identité de ces territoires. Défavorable à la motion n° 2 de Mme Eliane Assassi tendant à opposer la question préalable. - **Art. unique** (p. 6369, 6370): nécessité d'examiner en priorité les problèmes liés aux personnes en situation irrégulière.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7611): estime sans objet l'amendement n° 336 de M. Thierry Repentin (libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux). (p. 7615): intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Difficulté des Français d'outre-mer pour trouver des logements.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7700): défavorable à l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7710): favorable aux amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi qu'à l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8033): votera l'amendement n° 309 de M. Michel Mercier (délégation de l'assemblée délibérante au président du conseil général de sa compétence en matière de FSL). (p. 8035, 8036): avec Anne-Marie Payet, votera l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH). Demande une rectification visant à intégrer la collectivité régionale pour les départements d'outre-mer.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8178): intervient sur les amendements n° I-201 de M. Michel Mercier (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA) et n° I-240 de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Mme Esther Sittler (extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA).

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - **Art. 76** (*Revalorisation du droit fixe de la taxe additionnelle perçue au profit des chambres de métiers et de l'artisanat*) (p. 8727) : soutient l'amendement n° II-6 de M. Philippe Darniche (correction d'une erreur matérielle) ; adopté.

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8753, 8754) : demande à ses collègues de ne pas voter les amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi que l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Argument fallacieux du rétablissement de l'image de l'outre-mer. Nécessité d'un véritable débat sur l'outre-mer.

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9004, 9005) : satisfaite de la méthode fondée sur le dialogue et le partage mis en place par le Gouvernement. Définition d'objectifs : priorité à l'emploi et l'amélioration des conditions de vie. Diversité des mesures favorisant la continuité territoriale. Rayonnement de l'outre-mer. Vigilance sur les négociations menées pour les marchés de la banane et de la canne à sucre. Principe indispensable de conditionnalité de l'aide. Création du fonds commun de la banane. Rattrapage des retards à l'aide des mesures de défiscalisation ; effets positifs du POSEIDOM ; amélioration de l'outil de travail des petites entreprises. Volonté d'ouverture d'un véritable débat de politique générale sur l'outre-mer.

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 631, 632) : avancées et lacunes du texte. Opposition à la différence entre deux catégories de citoyens. Exemple de pays européens et souhait d'une harmonisation des statuts.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1446) : rappel au règlement sur le fondement de l'article 44, alinéa 6. S'oppose à la priorité ordonnée à l'article 1er pour l'amendement n° 175 de la commission (inscription de la mention "France" sur les timbres émis par La Poste) qu'il considère comme présenté à titre personnel par le rapporteur.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3088, 3089) : humilité indispensable en face de cette proposition de loi. Avancées et lacunes du texte. Droit de la "mort opportune". Amendements du groupe socialiste pour mettre le droit en adéquation avec la réalité médicale. Amélioration indispensable du texte. Ne votera le texte que s'il est amendé. - **Art. 1er (priorité) (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)** (p. 3093) : référence à l'application de la loi belge. (p. 3103, 3104) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate).

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4452) : favorable à l'amendement n° 14 de M. Roger Madec (ouverture de l'adoption aux couples pasés).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6332, 6333) : niveau élevé des prélèvements sociaux. Déficit record de la sécurité sociale. Multiplication des ponctions fiscales à la charge des assurés. Baisse du pouvoir d'achat des retraités. Efforts croissants demandés aux salariés. Accroissement des inégalités. Réforme nécessaire des cotisations patronales. Extension possible de l'assiette des cotisations patronales à tout ou partie de la valeur ajoutée. Absence de réforme de structure. Multiplication des exonérations de cotisations sociales sans compensation. Mise en place indispensable d'une gestion rigoureuse. Définition d'objectifs clairs et de priorités en matière de prévention et d'éducation à la santé. Amélioration de la coordination de l'offre de soins.

- **Rappel au règlement** - (29 novembre 2005) (p. 8268, 8269) : article 32 du règlement du Sénat. Traitement différencié de l'opposition à l'Assemblée nationale et au Sénat. Répartition proportionnelle des séances réservées à l'initiative parlementaire entre les groupes politiques de l'Assemblée nationale. Rejet de l'inscription à l'ordre du jour de sa proposition de loi tendant à l'abrogation du rôle positif de la présence française, notamment en Afrique du nord, dans les programmes scolaires et universitaires. Interrogation sur la création du groupe de réflexion sur la modernisation des méthodes de travail du Sénat.

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 300 (2004-2005)] portant réforme de l'adoption [n° 398 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Famille.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Santé [n° 103 tome 4 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3071, 3072) : occultation de la mort dans la société actuelle. Référence à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Objectif de la proposition de loi. Précautions indispensables autour de l'expression du consentement. Directives anticipées. Rôle de la personne de confiance et de la famille. Avancées constituées par les soins palliatifs. Clarification du cadre juridique en écartant les abus.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4426, 4427) : délai dramatiquement long des procédures d'adoption. Variation de l'origine géographique des enfants adoptés. Cambodge et Roumanie exclus de l'adoption internationale. Diminution du nombre d'adoptions d'enfants français. Nécessité impérieuse d'améliorer l'organisation des procédures d'adoption. Uniformisation des procédures d'agrément sur l'ensemble du territoire national. Renforcement de l'aide aux candidats à l'adoption internationale : création de l'Agence française de l'adoption internationale ; demande de précision du rôle consultatif des associations de parents adoptifs et des OAA ; doublement du montant de la prime à l'adoption ; suivi renforcé des enfants après leur arrivée en France. Développement de l'adoption nationale : assouplissement des critères permettant d'apprécier la notion de désintéressement prolongé de l'enfant ; refus du maintien d'un lien artificiel entre le mineur et les parents biologiques. Demande de réflexion sur l'impossibilité d'adopter des enfants algériens ou marocains nés hors de France et sur l'ouverture de l'adoption aux couples liés par un PACS. Nécessité d'améliorer la protection de l'enfant. La commission invite à l'adoption de cette proposition de loi modifiée par son amendement. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4445) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Raymonde Le Texier tendant au renvoi à la commission. Auditions des organismes concernés. Examen des amendements déposés. - **Art. 1er** (Art. L. 225-2 et L. 225-3 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de délivrance de l'agrément*) (p. 4446) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de Mme Muguette Dini (agrément réputé tacite après un délai de neuf mois à la date de la demande). (p. 4448) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 16 de Mme Claire-Lise Campion (organisation de réunions d'information pendant la procédure d'agrément). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4449) : s'oppose à l'amendement n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (décision de retrait d'agrément prononcée par arrêté du président du conseil général). (p. 4451) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 13 de M. Roger Madec (exclusion de l'orientation sexuelle du demandeur des motifs de refus d'agrément). Favorable à l'ouverture d'un débat relatif à l'adoption par des couples homosexuels. (p. 4452) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Roger Madec (ouverture de l'adoption aux couples pacsés). Proposition de loi limitée à l'amélioration des procédures. Renvoi de la réforme du droit de l'adoption à un texte ultérieur. (p. 4454) : s'oppose à l'amendement n° 15 de Mme Raymonde Le Texier (extension aux couples pacsés des règles de dévolution de l'autorité parentale conjointe prévue en cas de mariage entre l'adoptant et le parent de l'adopté). - **Art. 2** (Art. L. 225-15 à L. 225-18 et L. 225-18 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 122-28-10 du code du

travail et art. 1067 du code général des impôts - Accompagnement de l'enfant adopté par les services sociaux) (p. 4455) : sur les amendements de Mme Claire-Lise Campion, s'oppose au n° 17 (caractère facultatif de l'accompagnement du mineur) et demande l'avis du Gouvernement pour le n° 18 (extension du dispositif à l'adoption simple). Demande le retrait de l'amendement n° 32 de Mme Muguette Dini (mise en place d'un accompagnement systématique et régulier de l'adopté jusqu'à sa majorité). - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 4456) : demande le retrait de l'amendement n° 33 de Mme Muguette Dini (fixation d'un écart d'âge maximum entre l'enfant et le parent adoptant). - **Art. 3** (Art. 350 du code civil - *Abandon des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé*) (p. 4458, 4459) : s'oppose aux amendements identiques n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 19 de Mme Claire-Lise Campion (suppression) et demande l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 4 de M. Bernard Seillier (encadrement du désintéret manifeste des parents pour leur enfant). Statut protecteur de pupille de l'Etat. - **Art. 4** (Art. L. 225-15 et L. 225-16 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - *Création de l'Agence française de l'adoption, AFA*) (p. 4460, 4461) : son amendement n° 3 : voix consultative accordée aux associations de parents adoptifs et aux organismes agréés pour l'adoption au sein de l'AFA ; retiré. S'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 22 (participation à l'AFA des associations d'enfants majeurs adoptés) et n° 23 (participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, des associations d'adoptés majeurs et des organismes agréés pour l'adoption à l'AFA) ainsi qu'à l'amendement n° 8 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (participation à l'AFA des associations de parents adoptifs, de représentants d'associations d'adoptés majeurs et des organismes autorisés pour l'adoption). (p. 4462) : s'oppose à l'amendement n° 21 de Mme Claire-Lise Campion (application aux collectivités territoriales d'outre-mer). (p. 4463) : s'oppose aux amendements de Mme Monique Cerisier-ben Guiga n° 24 (détermination du statut et de la protection sociale des correspondants de l'AFA par décret) et n° 25 (respect du principe de laïcité par l'AFA). - **Art. additionnel après l'art. 4** (p. 4464) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la disposition interdisant l'adoption d'un mineur étranger si la loi de son pays d'origine prohibe cette institution). Traitement de la kafala dans une phase ultérieure de la réforme de l'adoption. - **Art. additionnels après l'art. 6** : demande le retrait de l'amendement n° 34 de Mme Muguette Dini (prévision d'un congé avant l'arrivée de l'enfant au foyer) qu'il estime satisfait par l'état actuel du droit. (p. 4465) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Claire-Lise Campion (versement d'une indemnité journalière de repos pendant le congé ouvert au salarié titulaire d'un agrément). - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 4466) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 10 et 11, et n° 26 de Mme Claire-Lise Campion (alignement du congé d'adoption sur la durée du congé maternité). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 4467) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de Mme Muguette Dini (financement des charges nouvelles pour les départements) et s'oppose à l'amendement identique n° 29 de Mme Claire-Lise Campion. Création d'un GIP permettant la mutualisation des financements. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 4468) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Claire-Lise Campion (nouvel intitulé - Proposition de loi portant diverses dispositions relatives à l'adoption).

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5498, 5499) : avec le groupe UMP, votera ce projet de loi organique.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8663) : financement des plans de santé

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

publique. Accès aux soins des plus défavorisés. Pilotage des actions de lutte contre la drogue. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de la mission santé sous réserve du vote de son amendement. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8677) : son amendement n° II-10 : transfert d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement du programme "Santé publique et prévention" vers le programme "Drogue et toxicomanie" ; adopté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 10199) : soutient l'amendement n° 56 de M. Gérard Dériot (réduction d'impôt en faveur de la recherche biomédicale) ; retiré.

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Transports - budget annexe contrôle et exploitation aériens - compte spécial contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route [n° 99 tome 3 annexe 32 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8325) : son amendement n° I-140 : suppression des conditions de seuil pour accéder à la compensation de la fraction principale de la première part de la DGE ; devenu sans objet. (p. 8328) : son amendement n° I-141 : repli ; rejeté.

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9217, 9218) : questions de la définition du nouveau réseau routier national. Retard des contrats de plan Etat-région. Non-pertinence des indicateurs dans le programme "Sécurité routière". Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits de la mission "Transports".

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9356) : soutient l'amendement n° II-380 de M. Marc Massion (exclusion des impôts locaux du dispositif du bouclier fiscal) ; rejeté. (p. 9365) : injustice de la réforme au niveau de la fiscalité locale.

MIRAUX (Jean-Luc)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

MONTCHAMP (Marie-Anne)
secrétaire d'État aux personnes
handicapées
(jusqu'au 31 mai 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées** -

Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 470, 471) : hommage au rapporteur et à son engagement en faveur des personnes handicapées. Avancées de ce texte : création effective du droit à compensation ; amélioration des ressources des personnes ; accès renforcé à l'éducation ; inscription législative du principe de non-discrimination à l'emploi ; alignement des obligations de la fonction publique sur celles du secteur privé ; amélioration de l'articulation avec les milieux protégés ; principe d'accessibilité généralisée et organisation de son application ; reconnaissance de la langue des signes ; création de guichets uniques de proximité. Opposition conjointe du Sénat et du Gouvernement à certaines mesures. Ouverture de l'égalité des droits et des chances à tous les citoyens. Définition offensive du handicap. Association des sénateurs à la rédaction des textes d'application. - **Art. 11** (*Articulation entre politique générale de l'emploi et actions spécifiques en faveur des personnes handicapées*) (p. 511) : accepte l'amendement n° 7 de M. Paul Blanc (coordination). - **Art. 12** (*Adaptation de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés applicable aux entreprises d'au moins vingt salariés*) : son amendement n° 1 : cohérence ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 24** (*Accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées*) (p. 512) : son amendement n° 2 : précision ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 27** (*Maison départementale des personnes handicapées*) : son amendement n° 3 : rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 29** (*Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées*) : accepte l'amendement n° 8 de M. Paul Blanc (coordination). Son amendement n° 4 : maintien à la caisse d'allocations familiales de la responsabilité de l'attribution de la majoration pour la vie autonome ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Art. 31** (*Coordination au sein du code de la sécurité sociale*) : son amendement n° 5 : financement par la CNSA de la majoration spécifique pour parent isolé ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture** [n° 183 (2004-2005)] - (30 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrément, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux*) (p. 2530) : accepte les amendements analogues n° 26 de M. Guy Fischer et n° 38 de Mme Marie-Thérèse Hermange (rétablissement de l'obligation de motiver les décisions de suspension d'agrément). - **Art. 7** (*Art. L. 421-14 et L. 421-15 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Formation des assistants maternels et des assistants familiaux*) (p. 2531) : sur les amendements analogues, accepte le n° 7 de la commission, s'oppose au n° 27 de M. Guy Fischer et demande le retrait du n° 44 de Mme Gisèle Printz (rétablissement de la compétence du département en matière de formation des assistants maternels et des assistants familiaux). (p. 2532) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 28 (contribution du département au financement de la formation obligatoire prévue dans un délai de cinq ans) et n° 29 (précision du caractère qualifiant de la formation). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 2533, 2534) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 30 (validation des acquis de l'expérience professionnelle des assistants maternels ou familiaux en vue de l'obtention du CAP "petite enfance" ou du diplôme d'aidepuéricultrice) et n° 31 (possibilités d'ouverture d'une retraite à taux plein pour les assistants maternels ou familiaux). - **Art. 8** (*Art. L. 421-16 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Contenu du contrat d'accueil et définition de l'accueil continu par un assistant familial*) (p. 2535) : sur les amendements de Mme Gisèle Printz, accepte le n° 45 (possibilité de placement de l'enfant dans un établissement à caractère social) et s'oppose au n° 46 (suppression de la définition de l'accueil intermittent). - **Art. 9 bis** (*Art. L. 421-17-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Modalités du suivi de la pratique professionnelle des assistants maternels et familiaux*) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Jean-Paul Amoudry (précision de la composition des équipes pluridisciplinaires). - **Art. additionnel après l'art. 10**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 2536) : son amendement n° 59 : contrôle par les services de PMI du nombre d'enfants confiés à la garde d'assistants maternels ; adopté. - **Art. 12 bis** (Art. L. 773-2 du code du travail - Compétence des conseils de prud'hommes) (p. 2537) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de la commission (suppression). Accord consensuel de l'ensemble des partenaires sur le transfert de compétence des tribunaux d'instance au conseil des prud'hommes. - **Art. 14** (Art. L. 773-4 à L. 773-6 nouveaux du code du travail - Décret relatif aux indemnités d'entretien et aux fournitures et rémunération des assistants maternels ou des assistants familiaux pendant leur période de formation) (p. 2538) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 10 (suppression de l'uniformisation des indemnités et fournitures sur l'ensemble du territoire) et n° 11 (clarification). Son amendement n° 53 : proratisation de l'indemnité d'entretien chez les assistants familiaux ; adopté. - **Art. 15** (Art. L. 773-7 du code du travail - Définition par voie réglementaire des mentions du contrat de travail) (p. 2539) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (référence à la décision d'agrément dans le contrat de travail des assistants maternels et des assistants familiaux) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 62 (souscription de la garantie d'assurance des assistants maternels par leur employeur personne morale) ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 32 de M. Guy Fischer (précision). - **Art. 16** (Art. L. 773-8 du code du travail - Mode de calcul de la rémunération des assistants maternels) : son amendement n° 54 : rédaction ; adopté. (p. 2540) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de Mme Valérie Létard (suppression de la référence à une rémunération horaire). - **Art. 17** (Art. L. 773-9 du code du travail - Rémunération de l'assistant maternel en cas d'absence de l'enfant) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (mise en cohérence avec les dispositions de la convention collective). - **Art. 18** (Art. L. 773-10 et L. 773-11 du code du travail - Limitation du temps de travail des assistants maternels) (p. 2543) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de Mme Esther Sittler (durée maximale journalière de travail fixée à 13 heures), s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Guy Fischer (abaissement de la durée moyenne hebdomadaire du temps de travail à 40 heures) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (rétablissement de la référence au principe d'un forfait annuel pour le calcul de la durée moyenne de travail). - **Art. 19** (Art. L. 773-12, L. 773-13 et L. 773-14 du code du travail - Rupture du contrat de travail des assistants maternels employés par des particuliers) (p. 2544) : accepte l'amendement n° 36 de Mme Marie-Thérèse Hermange (droits du parent employeur en cas de suspension ou retrait de l'agrément d'un assistant maternel). - **Art. 20** (Art. L. 773-16 du code du travail - Fixation des congés des assistants maternels employés par des particuliers) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (mise en cohérence du texte avec la convention collective). - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 2545) : demande le retrait de l'amendement n° 49 de Mme Valérie Létard (remboursement intégral par le conseil général des indemnités compensatrices versées par les employeurs en cas de retrait ou de suspension de l'agrément). - **Art. 27** (Art. L. 773-26 et L. 773-27 du code du travail - Nouvelle structure de rémunération et renforcement du régime de l'attente des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé) (p. 2546) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Guy Fischer (fixation de la base minimale mensuelle de rémunération). - **Art. 28** (Art. L. 773-28 du code du travail - Droit aux congés des assistants familiaux employés par des personnes morales de droit privé) (p. 2547) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (suppression de l'obligation de décret organisant les reports de congés au bénéfice des assistants familiaux).

de **MONTESQUIOU (Aymeri)**
sénateur (Gers)
RDSE

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères le 21 janvier 2005 ; fin de mission le 19 juillet 2005.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Secrétaire de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2006 (13 décembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 296 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sécurité [n° 99 tome 3 annexe 26 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er duodécies** (p. 111, 112) : son amendement n° 361 : suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence ; rejeté. Désertification progressive des communes rurales. Obligation de participer aux frais de fonctionnement exigés par la commune d'accueil. - **Art. additionnels après l'art. 1er terdecies** (p. 113, 114) : soutient l'amendement n° 164 de M. Georges Mouly (extension du mécanisme de déduction fiscale pour l'investissement aux entreprises imposées sur les BIC situées dans les communes de moins de 2500 habitants) ; retiré. - **Art. 4 A** (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p. 135, 136) : retour à l'équité dans un contexte de forte concurrence internationale. Nécessité économique. Pénalisation des viticulteurs français. Réglementation trop exigeante en matière de critères et d'appellations diverses. Baisse de volume due à la propagation des maladies du bois de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

la vigne. Objectif de mise en valeur des productions locales et de la qualité. Initiation des consommateurs à l'éducation du goût et non pas à consommer davantage. Se réjouit du consensus autour de la notion de qualité.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 37 EAA** (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - *Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux*) (p. 270) : nécessité de légiférer dans ce domaine. Inquiétude quant à la disparition annoncée du secteur réservé pour les courriers de base. (p. 273) : question au Gouvernement sur la défense de l'unicité tarifaire du timbre. - **Art. 37 F** (Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - *Services publics de proximité et aménagement du territoire*) (p. 274, 275) : article au coeur des préoccupations des élus locaux. Nécessité de renforcer le mode de concertation dans le cadre de la réforme des services publics de proximité. - **Art. 38** (Art. L. 1511-8 nouveau du code général des collectivités territoriales - *Aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé*) (p. 284) : enjeu capital du maintien de l'offre de soins dans les départements ruraux. Inquiétude des élus de l'Orne, département représenté par M. Daniel Goulet.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 65 sexes** (Art. L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - *Interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations*) (p. 447) : pénalisation des communes par l'interdiction de construire : exemple du Gers. Possibilité de dérogation. Inquiétude des maires ruraux au sujet du coût de l'étude justifiant des règles d'implantation différentes. Votera cet article. - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 457) : soutient l'amendement n° 166 de M. Georges Mouly (consultation de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, AFSSA, pour toute dérogation au principe de séparation des métiers de l'équarrissage et de la production de viandes pour la consommation humaine) ; retiré. - **Art. 75 ter** (Art. L. 111-4 nouveau du code rural - *Création d'une agence française d'information et de communication agricole*) (p. 519, 520) : son amendement n° 213 : précision de l'axe de communication de cette agence portant sur les produits issus des territoires ruraux ; retiré. Traçabilité du produit : exemple du foie gras. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 536, 537) : engagement de M. Jacques Chirac en 2002 à Ussel pour une nouvelle politique en faveur de la France rurale : promotion d'une agriculture écologiquement responsable et économiquement forte ; accueil des familles ; présence des services publics ; encouragement du développement économique des territoires ruraux ; respect des particularités et des modes de vie du monde rural. Financement de l'Agence française d'information et de communication agricole. Votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 779, 780) : favorable au maintien du placement sous surveillance électronique. Facteur de souplesse dans l'arsenal répressif. Texte utile et efficace pour lutter contre la récidive des infractions pénales. Opportunité de renforcer la lutte contre le terrorisme. Amendements tendant à rendre les crimes de terrorisme imprescriptibles et les peines incompressibles.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1091, 1092) : conséquences de la réduction autoritaire du temps de travail et du passage aux 35 heures. Effets des heures supplémentaires sur l'emploi. Votera ce texte, facteur de progrès économique et social.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1322, 1323) : erreur économique, budgétaire et surtout sociale de la réduction autoritaire du temps de travail. Reconnaissance indispensable des mérites et vertus de la négociation collective. Défis des retraites et de la protection sociale. Nécessité du libre accès au travail et de la

levée des contraintes à la création d'emplois et de richesses. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3249, 3250) : nouveaux outils donnés aux maires pour gérer les services de distribution d'eau potable et d'assainissement. Difficultés de financement de ces services. Exemples de mesures favorables aux communes. Le groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 1er octies** (Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - *Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants*) (p. 3472, 3473) : importance des biocarburants pour les zones rurales, en terme de revalorisation des agro-ressources et de "relocalisation" des emplois.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4159, 4160) : causes de l'échec de la ratification. Interrogation sur la pertinence du recours au référendum. Perte de pouvoir de la France au profit des tenants d'une Europe purement économique. Risque de délitement des solidarités européennes. Nécessité de présenter un front uni face à la mondialisation et aux autres grandes puissances. Souhait d'une augmentation du budget européen. Avenir de la construction européenne.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4229, 4230) : traitement de la sécheresse de 2003 caractérisé par des délais inacceptables et un fort sentiment d'injustice lié à l'application de critères inadaptés. Exemple de son département du Gers. Interrogation sur l'état d'avancement de l'élaboration de critères pertinents. Nécessité de s'appuyer sur les dommages constatés pour le classement des communes. Attente et mobilisation des élus et des victimes.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4743, 4745) : rappel historique du droit des entreprises en difficulté. Insertion de ce texte dans la politique gouvernementale en faveur de l'emploi. Possibilité d'améliorer en amont les conditions de vie des entreprises : embauche facilitée d'un salarié par les artisans ; modification des seuils d'embauche des salariés dans les entreprises. Taux d'échec des jeunes entreprises. Contenu de ce texte. Extension du champ d'intervention de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, à la nouvelle procédure de sauvegarde ; souhait d'encadrement de l'ouverture de cette procédure. Adaptation aux évolutions du droit communautaire. Soutiendra ce projet de loi.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4983, 4984) : défaut de sincérité budgétaire du projet de loi de finances initial. Identification des blocages structurels en matière d'accès au crédit bancaire. Accélération du processus de créations d'entreprises grâce à la loi Dutreil pour l'initiative économique. Chiffre anormalement élevé du taux d'épargne des ménages. Optimisation indispensable de l'orientation de l'épargne. Développement de la culture du risque et diversification des placements chez les épargnants. Amélioration du financement des entreprises. Insuffisante intermédiation bancaire. Renforcement impératif de l'attractivité du territoire. Problèmes liés aux délocalisations. La majorité des membres du RDSE votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5167, 5168) : évolution inquiétante des finances publiques. Nécessité urgente de la mise en place d'une politique durable de désendettement. Privilégie la baisse des dépenses plutôt que l'augmentation des impôts. Proposition d'une stabilisation des dépenses en euros

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

courants. Caractère aléatoire des prévisions de croissance. Suggestion d'un budget bâti sur une croissance nulle. Action à mener en matière de dépenses de personnel. Mobilisation du pays tout entier dans l'effort budgétaire.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5208, 5210) : stérilité du traitement économique et social du chômage depuis trente ans. Perplexité quant à l'efficacité des ordonnances. Importance numérique des PME françaises comptant moins de dix salariés. Interrogation sur les raisons du succès des pays voisins dans le traitement du chômage. Lourdeur des prélèvements obligatoires et ampleur des déficits publics. Retard dans l'assainissement des comptes publics. Nécessité de développer des emplois non aidés. Relation indissociable entre entreprise et emploi. Souhait de dispositifs simplifiés au profit des très petites entreprises. Exemple des artisans et des effets de seuils pour illustrer le mal économique français. Réforme possible sans rupture sociale. Encouragement de la croissance dans le contexte de la mondialisation. La majorité des membres du groupe RDSE approuve le projet de loi.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5824) : augmentation de la dette publique. Rapport de la Cour des comptes sur l'exécution des lois de finances. Soutle de La Poste et de la RATP. Progrès apportés par la LOLF. Capacité de la France à réaliser un redressement budgétaire. - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p. 5839, 5840) : pertinence du choix du budget des affaires étrangères pour l'examen du projet de loi de règlement définitif du budget de 2004. Traduction de la bonne gestion du ministère dans la maîtrise des emplois. Poursuite de la rationalisation du réseau diplomatique et consulaire. Expériences positives de préfiguration de la LOLF en 2004. - **Débat sur les crédits du ministère de l'agriculture et de la pêche** (p. 5847, 5848) : interrogations et inquiétudes consécutives à la mise en place de la nouvelle PAC. Calcul du dispositif des droits à paiement unique, DPU. Diminution du montant des aides aux agriculteurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6327, 6328) : pérennité insupportable des déficits budgétaires cumulés depuis 1981. Inefficacité de l'augmentation des prélèvements obligatoires sur la suppression du déficit. Etouffement de l'activité productive par le poids de la fiscalité. Réforme indispensable de l'ISF. Création attendue du "bouclier fiscal" à 60 %. Incitation à la consommation grâce à la mise en place de la TVA sociale. Réduction inéluctable des dépenses publiques. Réduction des effectifs de la fonction publique. Mise en place d'une dynamique de remboursement de la dette.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6439, 6441) : fragilisation et désorientation du monde agricole. Améliorations en termes de renouvellement des générations d'agriculteurs, de valorisation des productions et de simplification administrative.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 411-35 du code rural - *Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6500) : soutient l'amendement n° 238 de M. Jacques Pelletier (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ; retiré. (p. 6505) : intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6619, 6620) : soutient les amendements de M. Bernard Seillier n° 365 (amélioration de la couverture sociale des non-salariés agricoles contre les

accidents du travail et les maladies professionnelles) ; retiré ; et n° 366 (possibilité d'une reprise à mi-temps thérapeutique pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles) ; adopté. (p. 6622) : soutient l'amendement n° 367 de M. Bernard Seillier (négociation tendant à la fusion des tableaux des maladies professionnelles du régime général et des tableaux du régime agricole) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11 bis** (p. 6684) : soutient l'amendement n° 246 de M. Georges Mouly (rapport au Parlement sur les bioproduits afin d'envisager des mesures incitatives pour leur développement) ; retiré. - **Art. 11 ter** (*Calendrier d'application des objectifs communautaires relatifs aux biocarburants*) (p. 6685) : caractère essentiel de l'article. Engagement du Gouvernement vis-à-vis des citoyens, des agriculteurs et de l'Union européenne. - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - *Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6722) : soutient les amendements de M. Georges Mouly n° 250 (élargissement des modes de commercialisation sans transfert de propriété) et n° 249 (obligation d'une majorité de membres ou du chiffre d'affaires relié à l'activité agricole pour toute organisation de producteurs) ; rejetés. (p. 6737) : soutient l'amendement n° 247 de M. Georges Mouly (extension du champ de la contractualisation aux clauses relatives au calendrier de livraison et à la durée du contrat) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6769) : avantages de cette interdiction. - **Art. 20** (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - *Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas*) (p. 6786) : soutient l'amendement n° 253 de M. Georges Mouly (réintégration dans le résultat fiscal des exploitations de 80 % des sommes déduites au titre de la déduction pour aléas) ; retiré. (p. 6787) : soutient l'amendement n° 252 de M. Georges Mouly (exonération fiscale sur les produits de l'épargne de précaution constituée par les agriculteurs afin de faire face aux aléas) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6789, 6790) : soutient l'amendement n° 254 de M. Georges Mouly (possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des cotisations sociales des non-salariés agricoles) ; adopté. (p. 6792) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) (p. 6867, 6869) : situation préoccupante des finances publiques. Poids insupportable de la dette française. Décrédibilisation de la France. Comparaison de sa dette avec celle des partenaires européens. S'interroge sur les moyens d'une gestion optimale de la dette au regard de l'expérience des autres pays de l'Union européenne. Prise en compte d'indicateurs pertinents pour la mesure d'une bonne gestion plutôt que du niveau des taux d'intérêt obtenus. Stratégie rassurante et innovante de l'AFT. Surcoût d'une gestion décentralisée. Importance du choix du profil d'endettement, s'avérant trop court pour la France. Propose une gestion progressive de la dette à plus long terme et de faire de l'AFT le pivot de la gestion des dettes de l'Etat et des émissions d'emprunt par les collectivités locales. Nécessité de changements profonds et non pas de palliatifs sans incidence sur la réalité des chiffres. Devoir de vérité envers les Français. Soutien du groupe du RDSE aux mesures indispensables.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)] (suite)** - (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6877) : nécessaire clarification du système des signes de qualité. S'interroge cependant sur les raisons de la création d'un Institut national de la qualité et de l'origine, l'INQO, et le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

changement de dénomination. Absence de concertation avec les dirigeants actuels des AOC. Contribution de l'INAO à la valorisation des terroirs français dans la mondialisation. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 6888) : son amendement n° 630 : embouteillage de l'armagnac dans l'aire d'appellation ; retiré. - **Art. 23 bis** (Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - *Reconnaissance du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé*) (p. 6889) : anticipation bienvenue des risques d'interdiction du gavage en France. Nécessité de garantir le patrimoine gustatif régional. Question de la préservation des marchés au gras dans le Gers en particulier et de l'indication de la provenance du foie gras sur les cartes de restaurant.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 12** (*Conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail*) (p. 7128, 7129) : son amendement n° 255 : instauration d'un plafond d'exonération plus élevé pour les indemnités versées à l'issue d'un licenciement économique ; retiré.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7298, 7299) : résultats encourageants de la réforme de 2004. Succès du dispositif du médecin traitant. Retard dans le calendrier prévu pour le déploiement du dossier médical partagé. Non-réalisation des économies escomptées du plan médicament. Réactions des pharmaciens d'officine à l'extension des tarifs forfaitaires de responsabilité. Contractualisation indispensable des relations entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique. Nécessaire réforme de l'hôpital. Bien-fondé du rétablissement par l'Assemblée nationale de l'étape intermédiaire de convergence des tarifs fixés pour 2008. Question de la réforme de l'avantage social vieillesse, l'ASV.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7811, 7812) : rappel de la Commission européenne à la rigueur budgétaire. Déficit abyssal de la France. Responsabilité collective de cette situation. Impossibilité d'augmenter les recettes. Compression des autres postes de dépenses par la charge de la dette et les dépenses de personnel. Absence d'amorce d'un véritable reflux des dépenses en dépit de la LOLF. Etroitesse de l'assiette des dépenses maîtrisées. Suggère d'établir le budget sur une prévision de croissance nulle et de le stabiliser en euros courants à compter de 2007. Nécessité de mesures drastiques en matière de chasse aux coûts et de non-renouvellement des départs de fonctionnaires à la retraite. Soutien de la majorité du groupe du RDSE au Gouvernement, tout en lui demandant davantage de détermination.

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8884, 8885) : indicateurs de performance pour les forces de police et de gendarmerie. Programme "police nationale" : violences urbaines, groupements d'intervention régionaux, police des étrangers. Programme "gendarmerie nationale" : logement des gendarmes, gendarmerie du transport aérien. La commission des finances demande au Sénat d'adopter les crédits prévus pour la mission "sécurité". - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8906) : accepte l'amendement n° II-143 du Gouvernement (regroupement des crédits de la gendarmerie nationale dans un même programme). - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 8907) : accepte les amendements du Gouvernement n° II-146 (prolongation à titre exceptionnel des

contrats des adjoints de sécurité arrivant à échéance au cours de l'année 2006) et n° II-147 (recrutement en contrat d'accompagnement dans l'emploi des adjoints de sécurité).

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9031, 9033) : liens entre la présence politique et la performance économique. Souhait de densification de l'action politique des ambassades dans les pays à fort potentiel économique. Affirmation du rôle des ambassadeurs en matière économique. Manque d'innovation des objectifs de la mission "Action extérieure de l'Etat". Paradoxe de la mise en sommeil du comité interministériel des moyens de l'Etat à l'étranger. Définition indispensable des choix de manière stratégique : réorganisation du réseau des ambassades dans les pays de l'Union européenne et ouverture de nouveaux consulats en Asie. Mise en oeuvre urgente d'une diplomatie de combat en Asie. Interrogation sur le déficit de la balance commerciale française avec la Chine. La majorité du groupe RDSE soutient les crédits alloués à cette mission.

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9129) : meilleure lisibilité des actions de l'Etat en faveur des territoires grâce à la LOLF. Evolution des missions de la DATAR. Projet du barrage de Charlas. Votera avec la majorité du groupe RDSE les crédits alloués à la mission "Politique des territoires".

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9155, 9156) : amélioration de la lisibilité budgétaire s'agissant des relations liant l'Etat aux collectivités. Rôle primordial des collectivités territoriales pour le développement local de notre pays. Efforts consentis par le Gouvernement en faveur des collectivités et des élus locaux malgré un contexte budgétaire difficile. Question de la mise en place d'une dotation destinée à financer des projets visant au maintien des services publics sur l'ensemble du territoire. Efforts en faveur de la ruralité, notamment à travers les dotations et l'indispensable péréquation financière des ressources. Votera ces crédits.

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. 67 terdecies** (*Indemnisation exceptionnelle des dégâts de la sécheresse de 2003*) (p. 9486, 9488) : ses amendements n° II-325 : extension aux bâtiments agricoles de la procédure d'indemnisation exceptionnelle instituée pour les communes affectées par la sécheresse de l'été 2003 ; et n° II-326 : suppression des dispositions portant attribution d'une enveloppe spécifique aux habitants des communes limitrophes de celles reconnues en état de catastrophe naturelle ; retirés. Garantie du Gouvernement de l'examen des dossiers au cas par cas.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9580, 9581) : propositions budgétaires britanniques inacceptables. Mise en danger des politiques communes et de la solidarité entre Etats. Inopportunité d'un nouvel élargissement. Refus d'un compromis défavorable aux intérêts français et européens.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9614, 9615) : équilibre entre des mesures efficaces et exceptionnelles pour lutter contre le terrorisme et la préservation des libertés individuelles. Evolution positive de la coopération entre états au sein de l'Union européenne. Adaptation de notre législation aux évolutions technologiques. Sa proposition de sanctionner les crimes de terrorisme par une imprescriptibilité et une incompressibilité des peines. Votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10 quater** (p. 9709) : ses amendements n° 80 : imprescriptibilité des crimes terroristes ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

rejeté et n° 81 : incompressibilité des peines prononcées pour les crimes terroristes ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9888) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 24 bis** (p. 9934) : soutient l'amendement n° 148 de M. Jacques Pelletier (exclusion des entreprises étrangères du champ de la taxe due par les exploitants de services télévisuels reçus en France pour la programmation d'oeuvres subventionnées) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 36 ter** (p. 10034) : soutient l'amendement n° 40 de M. Jacques Pelletier (extension du bénéfice du remboursement partiel de TIPP au sous-locataire d'un véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou d'un contrat de location de deux ans ou plus) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10093) : son amendement n° 1 : application au secteur des déchets d'équipements électriques et électroniques du principe européen de responsabilité élargie du producteur en le faisant participer financièrement au recyclage des produits ; adopté.

MOREIGNE (Michel)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 14 juin 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 99 tome 3 annexe 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR*) (p. 100) : conduite non satisfaisante des débats. Souhaiterait une deuxième délibération sur l'article 1er, eu égard à l'intérêt de l'amendement n° 70 de M. Jacques Blanc (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'activités libérales situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) (p. 5181, 5184) : laconisme du rapport sur le volet des collectivités locales. Interrogation sur l'évolution des dotations de l'Etat aux collectivités locales. Non-remise du rapport d'étape sur la réforme de la DGF. Surévaluation des hypothèses de croissance utilisées dans le projet de loi de finances pour 2005. Demande de précision sur les modalités de la compensation aux collectivités locales des nouveaux transferts de compétences. Travaux de la commission consultative d'évaluation des charges. Déficit de la compensation aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

conseils généraux s'agissant du RMI-RMA. Conséquences de la réforme du système des immatriculations de voitures. Interrogation sur l'état d'avancement de la réforme de la taxe sur le foncier non bâti. Réforme de la taxe professionnelle se faisant au détriment des collectivités locales. Retour à une sorte de tutelle du Gouvernement. Obligation pour les collectivités locales d'augmenter le taux des impôts sur les ménages. Demande au Gouvernement de définir ses intentions. Le groupe socialiste n'approuve pas les orientations préconisées par le Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8185) : son amendement n° I-46 : application du taux réduit de TVA aux travaux de réhabilitation des établissements publics d'accueil des personnes âgées dépendantes de statut hospitalier ; rejeté. (p. 8185) : demande au Gouvernement si une réhabilitation peut s'apparenter à une construction neuve. - **Art. additionnels avant l'art. 25** (p. 8208) : son amendement n° I-146 : création d'un financement particulier pour les départements de la Creuse, du Cantal, de l'Indre, de la Haute-Loire et du Tarn ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8326) : soutient l'amendement n° I-142 de M. Claude Haut (repli) ; devenu sans objet. (p. 8328) : soutient l'amendement n° I-144 de M. Claude Haut (pérennisation de la prise en charge par l'Etat du financement de la prestation de fidélisation des sapeurs-pompiers volontaires) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 26 ou avant l'art. 27** (p. 8379) : soutient l'amendement n° I-154 de M. Claude Haut (actualisation des fractions de tarifs de TIPP en faveur de la compensation du RMI versée aux départements) ; rejeté. (p. 8383, 8384) : intervient sur l'amendement n° I-154 précité.

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8694) : ses observations sur l'architecture de la mission "Direction de l'action du Gouvernement". Amendement de la commission tendant à créer un nouveau programme intitulé "Développement et régulation des médias". Lacunes et déficiences de la LOLF dans la programmation de certains crédits. Augmentations non compensées par des diminutions. Absence d'explication dans le bleu budgétaire de la hausse de 300 % des crédits d'action sociale interministérielle dans le domaine du logement. Attente de précision quant à l'affectation et la justification de ces crédits.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) (p. 9288) : son amendement n° II-359 : compensation intégrale par l'Etat des pertes de recettes suscitées par le plafonnement de la taxe professionnelle pour les départements ayant des bases étroites et risquant de connaître un plafonnement de plus de 50 % ; rejeté.

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénateur (Seine-Maritime)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 586, 589) : vœu du conseil municipal de Rouen en mars 2003. Approbation de l'organisation de débats réunissant professionnels, parlementaires et élus locaux. Approfondissement de la connaissance du secteur culturel. Rapport de Jean-Paul Guillot. Mesures à prendre dans le secteur culturel. Exemple de l'expérience de la Maison des théâtres et du geste de Rouen. Diffusion des spectacles. Renforcement indispensable de l'éducation artistique et culturelle dans le cadre de l'école. Intérêt d'une politique volontariste et d'un partenariat entre l'Etat et les collectivités locales. Souhait d'une loi d'orientation ou d'une loi cadre garantissant la reconnaissance de la place de l'artiste dans la société.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1617, 1619) : espoir suscité par le rapport de la commission Thélot. Excellence du travail réalisé. Texte en retrait des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

propositions émises. Eléments positifs : définition d'un socle commun des connaissances et compétences indispensables, et renforcement des dispositifs de suivi individualisé des élèves. Regrette l'exclusion de l'éducation artistique et culturelle et la notion de maîtrise corporelle. Réflexion sur le métier d'enseignant absente du texte : missions, formation, recrutement et reconversion. Non-prise en compte des élèves socialement et culturellement défavorisés : ses propositions de réduction de l'échec scolaire, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire. Rôle prépondérant de l'école maternelle. Manque d'audace du texte.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1685) : soutient l'amendement n° 367 de M. Nicolas About (prise en compte des jeunes handicapés) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1744, 1745) : son amendement n° 622 : insertion de la maîtrise du corps dans le socle commun des connaissances ; devenu sans objet. (p. 1746) : son amendement n° 621 : insertion dans le socle commun des connaissances de l'éducation artistique et culturelle ; devenu sans objet. (p. 1759) : votera cet article tel qu'amendé par le Sénat.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (*Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle*) (p. 1853) : soutient l'amendement de M. Jean-Léonce Dupont, devenu sous-amendement à l'amendement n° 97 de la commission (obligation pour l'orientation et les formations proposées aux élèves de tenir compte des besoins liés à l'aménagement du territoire, n° 237 (contribution des organisations professionnelles à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des élèves) ; adopté. (p. 1856) : son amendement n° 633 : intégration de l'éducation artistique et culturelle dans les formations proposées aux élèves ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 2006) : son amendement n° 632 : droits et obligations liés à la formation continue ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5363, 5365) : faible participation des femmes à la vie politique française. Ecart des rémunérations entre hommes et femmes. Situation contraire au principe constitutionnel d'égalité et préjudiciable à l'économie française. Cadre législatif existant en matière d'égalité salariale. Nécessité d'une approche globale et coercitive. Approbation de l'objectif de conciliation entre parentalité et vie professionnelle. Insuffisance de l'aspect coercitif du texte. Favorable à une responsabilisation des entreprises par la mise en place de sanctions pécuniaires. Regrette l'absence de mesures contre le temps partiel subi. Le groupe de l'UC-UDF défendra deux amendements sur le sujet et soutiendra le texte. - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5390) : son amendement n° 45 : mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 5397) : soutient l'amendement n° 46 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés des plages de travail fractionnées) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 5412) : son amendement n° 47 : extension du bénéfice du congé parental d'éducation et de la période d'activité à temps partiel à toute la période de scolarité de l'enfant et maintien de ce bénéfice en cas de changement d'entreprise ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5423) : son amendement n° 48 : droit d'affectation prioritaire pour les salariés à temps partiel aux emplois à temps plein vacants ou créés par l'employeur ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5429, 5430) : accueil favorable du texte sous-tendu par un objectif de justice sociale. Regret du

rejet de deux propositions du groupe de l'UC-UDF. Sera très vigilant sur la concrétisation de l'engagement pris par le Gouvernement au sujet du temps partiel et de la précarité.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5863, 5865) : approbation du choix d'un débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication dans le cadre de l'examen de ce projet de loi. Approbation des axes budgétaires fixés par le ministère de la culture en 2004. Retour à la vérité des comptes avec les budgets de 2003 et de 2004. Poursuite de l'amélioration de la consommation du budget de la culture. Réduction des effectifs et réformes de structure. Application de la LOLF. Interrogation sur les critères de mise en place d'indicateurs de performance. Engagement de travaux de restauration malgré la réduction des crédits. Interrogation sur les effets des mesures législatives et réglementaires sur la protection et la sauvegarde du patrimoine monumental. Spectacle vivant et crise de l'intermittence. Evaluation des politiques publiques en matière de patrimoine et de spectacle vivant.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8838, 8840) : fragilité du secteur culturel. Inquiétude relative aux amendements de la commission des finances. Difficulté des DRAC. Situation du patrimoine monumental. Souhait d'un maintien du dispositif "Malraux". Nécessité d'un partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales pour soutenir la création. Education artistique et culturelle. Importance d'une présence culturelle dans les banlieues. Volonté de préserver les sociétés de financement de l'industrie cinématographique et de l'audiovisuel, SOFICA. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8853) : défavorable à l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). - **Art. 94 bis** (*Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies*) (p. 8856) : défavorable à l'amendement n° II-114 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 ter** (*Extension de la taxe sur les entreprises audiovisuelles pour les recettes de parrainage*) (p. 8858) : défavorable à l'amendement n° II-115 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 quater** (*Taxe relative au vidéogramme pour les documents audiovisuels à caractère pornographique*) (p. 8859) : son amendement n° II-117 : précision ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 94 quater** (p. 8860) : son amendement n° II-118 : substitution d'une taxe aux obligations de production pour les services de télévision se consacrant à la diffusion d'oeuvres réservées aux adultes ; rejeté.

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8865, 8866) : lancement de la chaîne française d'information internationale. Regrette le statut hybride de cette chaîne. Collaboration avec les structures audiovisuelles extérieures existantes. Ressources insuffisantes au regard de celles des grandes chaînes anglo-saxonnes. Souhait d'une diffusion par le biais de la TNT et en langues étrangères. Concernant les chaînes nationales, incohérence entre l'exigence de qualité des programmes et le refus d'augmenter le montant de la redevance. Succès de chaînes de qualité. Attente de nouvelles orientations. Le groupe de l'UC-UDF votera ce projet de budget.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MORTEMOUSQUE (Dominique)
sénateur (Dordogne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Politique des territoires [n° 101 tome 5 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 62, 63) : importance de la

consultation et de l'information des maires et des élus locaux. Adaptation nécessaire au développement de l'aide sociale. Calendrier d'accès aux nouvelles technologies de l'information. Favorable au regroupement d'écoles. Mise en place de l'intercommunalité dans le respect de la légitimité des communes. Soutient le Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 150, 151) : soutient l'amendement n° 117 de M. Christian Demuynck (consécration du foie gras au titre du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France); retiré. - **Art. additionnels après l'art. 11 F** (p. 165) : intervient sur les amendements de M. Daniel Soulage n° 176 (élargissement du dispositif du contrat vendanges à l'ensemble des activités agricoles de récoltes), n° 177 (ouverture du contrat vendanges aux travailleurs étrangers, résidents des Etats membres de l'Union européenne et des pays tiers) et n° 178 (augmentation de la durée des exonérations de cotisations d'assurances sociales pour les emplois saisonniers). Découragement des fraiseiculteurs de son département. Coût de la main-d'oeuvre. Revers inquiétant de l'Allemagne. Nécessité pour la commission Le Guen de travailler avec diligence.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 205) : défavorable à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 268) : défavorable à l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes)** (p. 290) : découragement des médecins dans les communes rurales. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué)** (p. 311) : intervient sur les amendements analogues n° 172 de M. Michel Doublet, n° 116 de Mme Brigitte Bout et n° 322 de M. Bernard Dussaut (éradication du ragondin).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 358).

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 375, 376).

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1760, 1761) : difficulté pour un ministre de l'éducation nationale de mettre en oeuvre une véritable réforme. Absence de lien entre un parcours de formation important et la réussite dans la vie.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3250) : rappel de sept points importants de ce texte nécessaire et très attendu. Le groupe de l'UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3958, 3960) : action du Gouvernement en faveur de la création d'entreprises et résultats positifs de celle-ci. Objectifs du projet de loi. Statut de conjoint collaborateur. Transmission facilitée des entreprises. Développement de l'apprentissage. Financement des entreprises individuelles. Recherche d'un nouvel équilibre dans les relations commerciales entre producteurs et distributeurs. Encadrement de la coopération commerciale, des accords de gamme et des enchères électroniques. Inquiétude relative au plafonnement des marges arrière. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Art. 2 (Art. L. 961-10 du code du travail - Financement obligatoire des actions de formation et**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales) (p. 3967) : soutient l'amendement n° 115 de M. Ladislas Poniatowski (suppression) ; retiré. - **Art. 3** (*Art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 - Financement par les FAF de l'artisanat jusqu'au 31 décembre 2005*) (p. 3971) : soutient l'amendement n° 116 de M. Ladislas Poniatowski (suppression) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 6, ou après l'art. 9, ou après l'art. 22** (p. 3987, 3988) : soutient les amendements de M. Ladislas Poniatowski n° 124 (régime des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale) et n° 125 (alignement du régime des plus-values professionnelles sur celui des plus-values immobilières) ; retirés. - **Art. 8** (*Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans*) (p. 3992, 3993) : soutient l'amendement n° 118 de M. Ladislas Poniatowski (extension aux entreprises individuelles du commerce et de l'artisanat du dispositif relatif à la dotation pour investissement réservé aux exploitations agricoles) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 17** (*Art. L. 127-1 et L. 127-8 [rétabli] du code du travail - Extension des missions des groupements d'employeurs et possibilité de se constituer sous forme coopérative*) (p. 4065, 4067) : ses amendements n° 104 : suppression de l'extension des compétences des groupements d'employeurs à des activités d'aide ou de conseil en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines et n° 107 : suppression de la possibilité pour les groupements d'employeurs de conclure des accords spécifiques ; retirés. Soutient l'amendement n° 106 de M. Gérard César (possibilité de constituer des groupements sous forme coopérative sous réserve d'un objet exclusif de travail à temps partagé) ; retiré. Attachement du monde agricole à l'élaboration de la prochaine loi d'orientation. - **Art. 18** (*Art. L. 128-1 [nouveau] du code de commerce et art. L. 412-8 et L. 634-6-1 du code de la sécurité sociale - Prestation de tutorat en entreprise*) (p. 4072) : soutient l'amendement n° 142 de M. Gérard César (application du dispositif à l'entreprise agricole) ; retiré. Attente du projet de loi d'orientation agricole. - **Art. additionnels après l'art. 23** (p. 4088, 4089) : soutient l'amendement n° 127 de M. Ladislas Poniatowski (possibilité pour une entreprise individuelle de déclarer comme adresse celle des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises) ; retiré. (p. 4091, 4092) : soutient l'amendement n° 126 de M. Ladislas Poniatowski (application aux artisans propriétaires de leur résidence principale par le biais d'une SCI du principe d'insaisissabilité) ; retiré. Sujet très sensible. Demande formulée par les représentants des chambres de métiers. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4097, 4098) : soutient l'amendement n° 131 de M. Ladislas Poniatowski (instauration d'une médiation préalable obligatoire pour les litiges opposant apprentis et employeurs ressortissant des chambres de métiers et de l'artisanat) ; retiré. (p. 4099) : soutient l'amendement n° 129 de M. Ladislas Poniatowski (dérogrations à l'interdiction du travail dominical des apprentis mineurs) ; devenu sans objet. (p. 4104) : son point de vue sur l'apprentissage. Favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 221 (encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs). - **Art. additionnels avant l'art. 27 ou après l'art. 37** (p. 4106, 4107) : son amendement n° 101 : possibilité pour le ministre chargé de l'économie d'examiner au cas par cas les regroupements, rachats ou fusions d'enseignes dès qu'ils affectent 25 % du marché pertinent ; retiré.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5048) : intervient sur les amendements identiques n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5134, 5135) : qualité du travail effectué par les trois commissions saisies. Points forts de ce projet de loi. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6438, 6439) : remerciements. Utilité de ce projet de loi. Rôle de l'agriculture dans le domaine de l'emploi et de l'environnement. Nécessité de redonner au monde agricole les conditions d'une réussite économique. Exemple du Danemark. Retraites agricoles et cohésion sociale.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole*) (p. 6484) : défavorable à l'amendement n° 396 de M. Gérard Le Cam (suppression). Comparaison entre les transactions sur les fonds de commerce et celles sur les fonds agricoles. Progression de la mécanisation. Exemple de la Dordogne. Amélioration des méthodes de travail des agriculteurs. - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6492, 6493) : intervient sur les amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M. Jean-Marc Pastor. Rappel de la mise en place des quotas laitiers en 1984. Nécessité d'un équilibre entre bailleurs et preneurs. (p. 6499) : souhaite le retrait de l'amendement n° 308 de M. Alain Vassel (possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat repreneur, de choisir librement le cessionnaire). (p. 6501) : son amendement n° 160 : fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux ; retiré. (p. 6502) : intervient sur son amendement n° 160 précité. (p. 6505) : intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux). (p. 6521) : son amendement n° 159 : suppression du choix du repreneur par le bailleur ; adopté. (p. 6525) : son amendement n° 161 : augmentation du taux de l'abattement forfaitaire sur les revenus fonciers pour les baux cessibles ; retiré. - **Art. 2 quinquies** (*Art. L. 417-11 du code rural - Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage*) (p. 6540) : son amendement n° 162 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : estime l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation) en partie satisfait. Possibilité pour les agriculteurs d'acquiescer par équivalence le niveau de formation requis. (p. 6546) : soutient l'amendement n° 670 de M. Jean-Paul Emorine (rétablissement des comités départementaux et régionaux d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC) ; adopté. (p. 6547) : soutient l'amendement n° 669 de M. Jean-Paul Emorine (extension au statut professionnel des associés chefs d'exploitation du principe d'égalité de traitement entre un associé de GAEC et l'exploitant individuel pour tout ce qui concerne son statut fiscal, social et économique, ainsi que celui de sa famille) ; adopté. - **Art. 4 bis** (*Art. 70 et 71 du code général des impôts - Extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles*) (p. 6549) : soutient l'amendement n° 672 de M. Jean-Paul Emorine (extension aux associés exploitants des règles appliquées aux exploitants individuels) ; adopté. - **Art. 5** (*Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures*) (p. 6553) : son amendement n° 163 : rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole ; retiré. - **Art. 6** (*Art. 199 univiers [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un «crédit transmission»*) (p. 6561) : soutient l'amendement n° 671 de M. Jean-Paul Emorine (précision) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6580) : son amendement n° 103 : limite de l'incompatibilité entre la qualité d'aide familial et la poursuite d'études pour le rachat d'années de cotisations ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 8** (p. 6581) : son amendement n° 104 : attribution aux personnes non salariées des professions agricoles d'un avantage retraite complémentaire correspondant aux périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

retiré. Ancienneté de cette demande. Financement de cette mesure.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6594) : prise en compte indispensable de l'évolution du monde agricole. Intervient sur l'amendement n° 484 de M. Jean-Marc Pastor (adaptation du contrat d'intégration entre les agriculteurs). - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6597) : son amendement n° 259 : instauration d'une assurance revenu pour les agriculteurs pour faire face aux risques de fluctuations des prix ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6605) : son amendement n° 164 : aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés ; retiré. - **Art. 10 sexies** (*Art. L. 722-20 du code rural - Affiliation au régime de la protection sociale agricole de certains salariés*) (p. 6628, 6629) : son amendement n° 165 : composition du conseil d'administration des centres de gestion agréés et des associations de gestion et de comptabilité ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6631) : favorable aux amendements n° 30 de la commission (indemnisation des agriculteurs "biologiques" dans les opérations d'aménagement foncier) et n° 688 de M. Jean Desessard (dispositifs de protection des parcelles labellisées ou en cours de labellisation). (p. 6633) : opportunité de l'examen de la question des SAFER lors du débat du projet de loi d'orientation agricole. Intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). (p. 6635) : intervient sur le sous-amendement n° 754 de M. Jean Desessard déposé sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet précité. (p. 6637, 6638) : défavorable à l'amendement n° 548 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ d'action des SAFER). Intérêt de la coopération intercommunale. (p. 6641) : défavorable à l'amendement n° 413 de M. Gérard Le Cam (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole). (p. 6651, 6652) : attachement à la coopération intercommunale. - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** (p. 6655) : intervient sur l'amendement n° 447 de M. Gérard Le Cam (consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6657) : intervient sur l'amendement n° 119 de M. Charles Revet (création de sociétés civiles d'investissements fonciers agricoles, SCIFA). - **Art. additionnels avant le chapitre Ier (avant l'art. 11)** (p. 6660) : intervient sur l'amendement n° 293 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte de l'approche territoriale et du développement durable par la politique agricole). (p. 6661) : soutient l'amendement n° 640 de M. Alain Vasselle (politique incitative pour favoriser l'utilisation des bioproduits) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6674) : intervient sur l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles). Favorable à une entrée en vigueur en 2008. (p. 6681) : intervient sur l'amendement n° 673 de M. Roland Courteau (réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter). Intérêt de la constitution d'un groupe de travail. (p. 6683) : intervient sur l'amendement n° 698 de M. Jean Desessard (incitation à utiliser les engrais biologiques). Rappelle la nécessité pour les paysans d'utiliser de l'engrais. - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6687) : son amendement n° 151 : instauration d'un plancher pour l'avantage fiscal octroyé aux biocarburants ; devenu sans objet. - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6693) : son amendement n° 277 : limitation de l'usage des huiles végétales pures comme carburant agricole aux exploitations sur lesquelles elles sont produites ; retiré. (p. 6696, 6699) : ses amendements n° 278 : utilisation en autoconsommation comme carburant agricole d'huile végétale pure à titre expérimental ; n° 105 : faculté pour les entreprises

de travaux agricoles, ruraux et forestiers d'utiliser l'huile végétale brute comme carburant agricole ; et n° 279 : suppression des dispositions autorisant la vente et l'utilisation de l'huile végétale au bout d'un délai de 12 mois ; retirés. (p. 6704) : engagement à promouvoir l'utilisation des huiles végétales. Elargissement prévu du bénéfice des mesures proposées à l'ensemble des non-producteurs. Rappel de l'interdiction de l'utilisation des huiles végétales aux transports en commun qui fera l'objet d'un éventuel palier supplémentaire. - **Art. 13 bis** (*Art. 64 du code général des impôts - Exonération fiscale pour les revenus provenant d'arbres truffiers*) (p. 6713) : défavorable à l'amendement n° 749 du Gouvernement (suppression). Importance de la culture truffière française. - **Art. 14** (*Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6725) : intervient sur l'amendement n° 380 de M. Marcel Deneux (suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage). Favorable à un traitement identique de tous les acteurs mais conscient des situations différenciées suivant les secteurs. Recherche d'une solution équitable. (p. 6729) : soutient l'amendement n° 668 de M. Jean-Paul Emorine (suppression des dispositions relatives à la création des fonds de mutualisation par les comités économiques agricoles) ; rejeté. Nécessité de trouver une solution pour les producteurs de fruits et légumes. (p. 6732) : intervient sur les amendements identiques n° 42 de la commission et n° 668 de M. Jean-Paul Emorine (suppression des dispositions relatives à la création des fonds de mutualisation par les comités économiques agricoles). Favorable à une création d'un fonds de mutualisation par l'interprofession, sous réserve d'un rééquilibrage entre producteurs et distributeurs. (p. 6733, 6734) : soutient l'amendement n° 728 de M. Michel Doublet (fixation d'un délai de préavis en cas de rupture de collecte) ; retiré. (p. 6734) : son amendement n° 173 : extension du champ de la contractualisation par les interprofessions en incluant des clauses prévoyant le délai de livraison et la durée du contrat ; adopté. Soutient l'amendement n° 598 de M. Michel Doublet identique à son amendement n° 173 précité ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6740) : soutient l'amendement n° 170 de M. Bernard Barraux (fixation d'un délai minimum de préavis en cas de rupture par un commerçant ou un industriel d'une relation établie avec un producteur agricole) ; retiré. - **Art. 15 bis** (*Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions*) (p. 6745) : favorable aux amendements identiques n° 43 de la commission et n° 585 de M. Marcel Deneux (suppression). - **Art. 18** (*Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt*) (p. 6756) : favorable à l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 6758) : pénalisation de la polyculture par le système d'indemnisation des calamités agricoles mis en place en 1964. Exemple de son département de la Dordogne.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6779) : le groupe de l'UMP votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6790, 6791) : intervient sur les amendements identiques n° 178 de M. Alain Vasselle et n° 254 de M. Georges Mouly (possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des cotisations sociales des non-salariés agricoles). (p. 6794) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

régime des signes de qualité) (p. 6878) : nécessité de sauver la certification de conformité et de préserver l'expérience acquise par la section "agrément des organismes certificateurs" de la Commission nationale des labels et des certifications. Propose la création d'un groupe de travail chargé d'établir un bilan des résultats obtenus en matière de qualité des produits agroalimentaires depuis vingt-cinq ans. - **Art. 23 bis** (Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - Reconnaissance du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé) (p. 6890) : défavorable à l'amendement n° 720 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6892) : son amendement n° 260 : assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 6898) : défavorable à l'amendement n° 545 de M. Jean-Marc Pastor (attribution d'un droit de préférence aux produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration publique). - **Art. 24** (Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique) (p. 6904) : désaccord avec les propos de M. Jean Desessard sur la mise en oeuvre d'une grande logique économique au détriment des petites exploitations. - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6917) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels) tout en constatant l'unanimité sur le fond. S'associe aux propos de M. Joël Bourdin. - **Art. 28** (Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel) (p. 6931) : favorable à l'amendement n° 332 de M. Thierry Repentin (suppression à compter du 1er janvier 2007 du monopole de zone). - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 6940) : son amendement n° 258 : inapplication des dispositions des alinéas 4 et 5 de l'article L. 512-1 du code de l'environnement aux installations classées d'élevages et aux installations de préparation et de conditionnement de vins ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6953, 6954) : fixation d'un cadre législatif et de perspectives claires. Création du fonds agricole et du bail cessible hors du cadre familial. Promotion d'une agriculture écologiquement responsable. Avancées significatives dans le domaine des retraites agricoles. Statut du conjoint d'exploitant agricole. Promotion de l'agriculture biologique. Richesse du débat dans une excellente ambiance. Soutien du groupe UMP au texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8309) : opposé aux amendements de suppression de la commission n° I-4, n° I-133 de M. François Marc et n° I-292 de M. Michel Mercier. Situation actuelle du monde paysan. Simplicité du dispositif proposé.

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 9125, 9126) : aménagement numérique du territoire. Caractère incontournable des technologies de l'information et de la communication. Progrès importants réalisés dans leur diffusion. Téléphonie mobile. Haut débit. Nécessité de prendre en compte les territoires demeurant à l'écart de la révolution numérique.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18 ter** (*Validation législative des modalités de prélèvement pour dépassement des quotas laitiers au titre de la campagne de production 2004-2005*) (p. 9895) : défavorable à l'amendement n° 7 de la commission (suppression).

MOULY (Georges)
sénateur (Corrèze)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 40, 41) : réunion du congrès des familles rurales sur le thème de "Territoires ruraux, notre défi". Gestion des effectifs scolaires en ZDR ; scolarisation des enfants de deux ans. Insuffisance des postes de médecin scolaire. Assouplissement indispensable du cumul possible d'un emploi public et d'un emploi privé. Ouverture des secteurs protégés et des professions réglementées ; exemple des officines de pharmacie. Importance de l'organisation d'une concertation locale ; exemple de la démission d'élus de la Creuse. Interrogation sur la prochaine conférence des services publics en milieu rural. Place de l'artisanat. Incohérence de la législation relative à l'ouverture de casinos. Approuve ce projet de loi porteur d'espoir.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1373, 1374) : garanties relatives à l'unicité du prix du timbre. Possibilité de combiner l'ouverture à la concurrence et l'attachement aux missions de service public. Aménagement du territoire. Absence de privatisation de La Poste. Attachement des Français à ce service public. Importance d'une présence postale sur tout le territoire. Sa satisfaction relative aux nouvelles conventions entre La Poste et les communes. Souhait d'un développement des agences postales communales sans entrave réglementaire excessive. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2644) : ambiguïté des notions d'eaux closes et d'eaux libres. Situation des étangs privés. Clarification souhaitable. Question sur la liberté des exploitants de moulins et de micro-centrales d'augmenter leur production énergétique après la loi relative au développement des territoires ruraux. Doléances des maires des petites communes confrontés à l'augmentation du coût des analyses de l'eau et aux problèmes d'assainissement. Interrogation sur l'état d'avancement du dispositif de solidarité

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

urbain-rural. Forme le voeu d'une ambition pour une obligation de résultat.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3694, 3695) : importance vitale du mouvement associatif. Essor, développement et protection du volontariat. Favorable au développement du volontariat comme facteur d'intégration sociale. Dépôt d'amendements visant à préciser les spécificités du volontariat par rapport au salariat et au bénévolat. Reconnaissance d'un véritable statut en faveur des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances et de loisirs. Adhère à la proposition de la commission des affaires sociales saisie pour avis concernant les séjours pour adultes handicapés. Soutient ce texte sous réserve de l'adoption des amendements déposés. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3705, 3706) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur (signature de contrats pluriannuels entre l'Etat et une ou plusieurs associations nationales). Existence de conventions pluriannuelles avec les départements. - **Art. 2** (*Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié*) (p. 3713) : son amendement n° 62 : interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment confiée à un salarié licencié ; retiré. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3721, 3722) : son amendement n° 63 : suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Exemple de retraités ne bénéficiant pas d'une pension à taux plein. - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3730) : son amendement n° 68 : modalités du soutien apporté par l'organisme aux volontaires pour préparer l'après-volontariat ; retiré. (p. 3731) : issue des contrats d'avenir.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10** (*Agrément de la mission*) (p. 3759) : son amendement n° 69 : présentation, dans la demande d'agrément, de la complémentarité de la mission de volontariat avec celle des salariés et des bénévoles de l'association ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 10 ou après l'art. 12** (p. 3763) : son amendement n° 66 : extension du bénéfice de la prestation de compensation aux personnes handicapées investies dans le champ associatif ; retiré.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4566, 4568) : approbation de la création de l'agence nationale des services à la personne. Expérimentations mises en place dans le département de la Corrèze. Interrogations concernant la formation et l'insertion. Favorable à l'institution du chèque emploi-service universel, CESU. Contingent d'heures d'aide ménagère. Place de l'apprentissage. Avec la majorité des membres du RDSE, soutiendra le Gouvernement dans le développement du service à la personne. - **Art. 1er** (*Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel*) (p. 4585) : soutient les amendements de M. Bernard Seillier n° 107 (prise en compte à côté des associations et des entreprises des collectivités territoriales et de leurs établissements publics) ; n° 108 (détermination de la frontière entre le régime de l'autorisation et celui de l'agrément par la nature des prestations et des besoins sociaux) ; retirés. (p. 4599) : soutient l'amendement n° 111 de M. Bernard Seillier (restriction du recours aux services mandataires) ; retiré.

MURAT (Bernard)
sénateur (Corrèze)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 237 (2004-2005)] relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 293 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Société - Sports - Éducation**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Dix propositions pour encourager le bénévolat [n° 16 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Société - Sports**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 100 tome 8 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Sports**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 370, 371).

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1098, 1099) : conséquences de la mise en place de la réduction du temps de travail. Prise en compte des souhaits des salariés pour assouplir le dispositif. Encadrement de la discussion en entreprise et renforcement de la convention collective. Favorable à la suprématie du droit conventionnel sur le droit réglementaire. Temps de travail des sportifs professionnels. Votera cette proposition de loi.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1580, 1581) : votera la proposition de résolution présentée par la commission. Signal d'alarme à l'intention du président Barroso. Incidences négatives de la proposition de "directive Bolkestein".

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Opposition du président de l'association départementale des maires de Corrèze. Nécessité de fixer les règles d'établissement d'un marché unifié des services dans le respect de la diversité des législations et des réglementations nationales. Exemple d'application de la directive aux activités des associations du secteur sportif. Risque de nivellement par le bas des législations. Objectif d'élévation du niveau de la qualité des services rendus aux citoyens européens. Nécessité de réécriture totale de la directive. Construction européenne indissociable d'une harmonisation des lois et de l'adhésion des citoyens.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2680, 2681) : texte de référence pour les quinze années à venir. Enjeu vital de la qualité de l'eau. Augmentation constante des besoins de financement des collectivités territoriales ayant la charge de la distribution et de l'assainissement. Adhère à la proposition de la commission des lois de favoriser les regroupements, à l'instar de la mutualisation des moyens et des actions menées par la communauté d'agglomération de Brive. Nouveaux moyens financiers en réponse aux attentes des collectivités territoriales. Salue l'initiative de la commission des lois de garantir le maintien des aides autrefois versées par le FNDAE. Demande toutefois au Gouvernement de rassurer les maires des communes rurales sur l'effectivité de la neutralité financière du transfert. Question des charges nouvelles relatives au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation. Préoccupations de nombreux maires corréziens de communes rurales. Amendement tendant à prendre en compte le coût des analyses dans la section Investissement des budgets communaux. Partage, comme une grande majorité de Français, la philosophie du texte. Devoir sacré de tout responsable politique de préparer un avenir meilleur pour les générations futures.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - rapporteur de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 3687, 3689) : mise en place d'un statut adapté aux volontaires engagés dans les associations et les fondations reconnues d'utilité publique : création du contrat de volontariat associatif ; échec du volontariat civil institué en 2000 ; définition du volontaire ; différence entre volontariat, salariat et bénévolat ; préservation stricte des trois secteurs. Dépôt d'amendements visant à améliorer le dispositif. Clarification et sécurisation du statut des animateurs, directeurs et formateurs occasionnels dans les centres de vacances et de loisirs : adaptation aux règles du code du travail ; rémunération dérogatoire. Transformation du désir d'engagement des jeunes en une force collective. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 3702) : s'oppose à la motion n° 60 de M. Jean-François Voguet tendant au renvoi à la commission. Audition des représentants des associations concernées. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3704) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation annuelle d'une Conférence nationale du volontariat). (p. 3705) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Jean-Pierre Sueur (signature de contrats pluriannuels entre l'Etat et une ou plusieurs associations nationales). - **Art. 1er (Définition du contrat de volontariat)** (p. 3706) : s'oppose à l'amendement n° 36 de M. David Assouline (recours au volontariat ouvert aux seuls organismes à but non lucratif qu'il estime satisfait par la définition de l'association retenue dans la loi de 1901. (p. 3707) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Jean-François Voguet (volontariat limité aux seules fondations à vocation sociale). (p. 3708) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. David Assouline (suppression du terme "désintéressé" qualifiant le sens de l'engagement dans le volontariat). (p. 3709) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Roland Muzeau (application du droit du travail au volontariat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de M. David Assouline (précision de l'absence de lien de subordination juridique du volontaire à l'égard de l'organisme). (p. 3710) : accepte l'amendement n° 91 de M. Jean-François Voguet (ouverture du volontariat aux associations à vocation sociale et humaine). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 3711) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. David Assouline (possibilité pour les organismes d'éducation

populaire et les centres de vacances de conclure un contrat de volontariat associatif). (p. 3712) : accepte l'amendement n° 21 de M. David Assouline (bénéfice du droit à l'aide juridictionnelle sans condition de ressources ouvert aux titulaires d'un contrat de volontariat associatif). - **Art. 2 (Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié)** (p. 3714) : s'oppose aux amendements de M. Georges Mouly n° 62 (interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment confiée à un salarié licencié), de la commission saisie pour avis n° 7 (interdiction de recruter un volontaire pour une mission auparavant confiée à un salarié licencié ou ayant démissionné dans les six mois précédents) et de M. Jean-François Voguet (n° 94 (dissociation du champ d'activité volontaire du champ d'activité salariée). Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. David Assouline (interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment exercée par un salarié licencié dans le même département) et accepte les amendements n° 114 de M. Jacques Legendre (interdiction de recruter un volontaire pour effectuer une mission précédemment exercée par un salarié dont le contrat de travail a été rompu quelle qu'en soit la raison) et n° 88 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les services chargés de délivrer l'agrément d'accorder une dérogation si le licenciement ou la démission résulte d'événements contraires à la volonté de l'organisme agréé). A titre personnel, se déclare favorable à l'amendement n° 7 précité. - **Art. 3 (Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités)** (p. 3718) : s'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 97 (accès au volontariat à tout citoyen d'un pays avec lequel la France entretient des relations de coopération) et n° 95 (suppression de la condition de résidence régulière en France depuis un an pour les non-ressortissants de l'Union européenne) et demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de Mme Valérie Létard (suppression de la condition de résidence pour les personnes bénéficiant d'un contrat d'accueil et d'intégration). (p. 3719) : son amendement n° 119 : clarification ; adopté. Accepte l'amendement n° 40 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux personnes âgées de plus de seize ans). (p. 3721) : s'oppose à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8 (définition du volontariat comme une activité à temps plein). (p. 3723) : son amendement n° 1 : ouverture du volontariat aux ayants droit de l'allocation de parent isolé, API ; adopté. Légitimité de la mesure. Déduction de l'indemnité de volontariat du montant de l'allocation versée. (p. 3724) : reconnaissance de l'intérêt des seniors pour la vie associative : engagement possible dans le cadre du bénévolat. S'oppose aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 98 (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux), n° 96 (suppression de la restriction d'accès au volontariat des allocataires du RMI) et n° 99 (suppression de la restriction interdisant le volontariat aux allocataires de minima sociaux) identique à l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly ainsi qu'aux amendements n° 41 de M. David Assouline (ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux dont le montant de l'allocation ne dépasse pas le minimum vieillesse) et de M. Christian Demuynck n° 73 (réintégration dans leurs droits des allocataires de minima sociaux à l'issue de leur contrat de volontariat) et n° 74 (repli). Estime l'amendement n° 84 de Mme Françoise Férat (ouverture du volontariat aux bénéficiaires de l'API) satisfait par son amendement n° 1 précité. - **Art. 4 (Motif légitime de démission et report des droits à l'indemnisation du chômage)** (p. 3727) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 9 (rédaction) et n° 10 (ouverture des droits à indemnisation du chômage à la fin de la mission) et s'oppose à l'amendement n° 42 de M. David Assouline (création d'un congé de volontariat qu'il estime satisfait par le dispositif en vigueur du congé solidaire. - **Art. 5 (Validation des acquis de l'expérience)** (p. 3728) : accepte l'amendement n° 43 de M. David Assouline (prise en compte de l'ensemble des compétences acquises dans l'exécution de contrats de volontariat pour la validation). - **Art. additionnels après l'art. 5** : son amendement n° 2 : harmonisation des dispositions du code de l'éducation avec la prise en compte de l'expérience volontaire pour la validation des acquis de l'expérience ; retiré au profit de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 11 (coordination des modalités de validation des acquis de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'expérience avec le code de l'éducation). - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) : s'oppose aux amendements n° 100 de M. Jean-François Voguet (accord contractuel entre l'organisme et le volontaire sur le temps de repos), de M. David Assouline n° 44 (définition de l'objet de la mission dans le contrat de volontariat) et n° 45 (séparation des tâches fonctionnelles des tâches exécutées sous forme de missions), ainsi qu'aux amendements, portant sur le même objet, n° 68 de M. Georges Mouly et n° 75 de M. Christian Demuynck (modalités du soutien apporté par l'organisme aux volontaires pour préparer l'après-volontariat). (p. 3732) : son amendement n° 3 : ouverture aux volontaires d'un congé de deux jours non chômés par mois de mission ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jean-François Voguet (inscription dans la loi des temps de repos hebdomadaires et mensuels). (p. 3733) : s'oppose aux amendements de M. David Assouline n° 46 (durée minimale du contrat de volontariat fixée à trois mois) et de la commission saisie pour avis n° 12 (durée minimale du contrat de volontariat fixée à six mois). S'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (fixation d'un plafond annuel de journées travaillées). (p. 3734) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. David Assouline (fixation d'une durée maximale annuelle équivalente à la durée du travail à temps plein). (p. 3735) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. David Assouline (présentation par la personne candidate au volontariat d'un certificat médical). Mesure discriminatoire et contraire au respect de l'intimité et de la vie privée de la personne volontaire. (p. 3736) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. David Assouline (respect par l'organisme agréé des mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité). Accepte l'amendement n° 117 du Gouvernement (remplacement de la formation préalable à la mission par une phase de préparation). (p. 3737) : s'oppose à l'amendement n° 102 de M. Jean-François Voguet (intervention de l'Etat dans le financement de la formation). S'oppose à l'amendement n° 50 de M. David Assouline (précision de la nature, des modalités et du temps dévolus à la phase de préparation dans le contrat). (p. 3738) : accepte l'amendement n° 115 de M. Jacques Legendre (rupture immédiate du contrat de volontariat en cas de faute grave ou de force majeure). - **Art. additionnels après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (création d'un fonds interministériel pour la formation des volontaires). Financement des actions de formation par le Fonds national pour le développement de la vie associative déjà existant. (p. 3739) : accepte l'amendement n° 113 de M. Pierre Martin (rupture du contrat de volontariat sans préavis en cas d'embauche avec un contrat de travail). - **Art. 7** (*Indemnisation de la personne volontaire*) (p. 3740) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues de la commission saisie pour avis n° 13 et de M. Jean-François Voguet n° 103 (encadrement de l'indemnité de volontariat entre un minimum et un maximum fixés par décret). Garantie d'un pécule minimal aux volontaires. (p. 3741) : ses amendements n° 4 : indemnité non soumise aux cotisations et contributions sociales ; et n° 5 : conditions de versement de l'indemnité en numéraire ou en nature fixées dans le contrat ; adoptés. S'oppose à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 14 (possibilité pour le volontaire de percevoir des avantages en nature en plus de l'indemnité mensuelle) assorti du sous-amendement n° 80 de M. Michel Mercier (limitation des avantages en nature) qu'il estime satisfait par son amendement n° 5 précité. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 3742) : son amendement n° 6 : recul de l'âge d'accès aux concours de la fonction publique de la durée du volontariat ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de M. Christian Demuynck (création d'un titre-repas du volontariat). - **Art. 8** (*Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général*) (p. 3743) : accepte l'amendement n° 85 de Mme Françoise Férat (possibilité pour les étudiants de conserver leur affiliation au régime de sécurité sociale étudiant). Accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 15 (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 105 de M. Jean-François Voguet (prise en charge par l'organisme agréé d'une couverture complémentaire pour les volontaires). (p. 3744) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. David Assouline (obligation pour l'organisme agréé de souscrire une assurance responsabilité civile). Accepte l'amendement n° 81

de M. Michel Mercier (compensation intégrale par l'Etat auprès des organismes de sécurité sociale des pertes de recettes engendrées par la réforme du statut des volontaires civils). - **Art. 9** (*Modifications du code de la sécurité sociale*) (p. 3745) : s'oppose aux amendements n° 87 de Mme Françoise Férat (suppression) et n° 106 de M. Roland Muzeau (suppression partielle). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 3747) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. David Assouline (compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales par l'Etat) qu'il estime satisfait. Accepte l'amendement n° 59 de M. Alain Vassel (modalités de compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales).

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 10** (*Agrément de la mission*) (p. 3760, 3762) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. David Assouline (avis préalable du Conseil national de la vie associative, CNVA), aux amendements identiques n° 69 de M. Georges Mouly et n° 82 de Mme Valérie Létard (précision, dans la demande d'agrément, de la complémentarité de la mission de volontariat avec celle des salariés et des bénévoles de l'association) et aux amendements de M. Jean-François Voguet n° 109 (précision de l'intérêt de la mission confiée aux volontaires) et n° 108 (identification du projet de volontariat en relation avec les bénévoles et les salariés de la structure). Demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Christian Demuynck (délivrance de l'agrément pour la totalité des missions d'une association). Accepte l'amendement n° 118 du Gouvernement (agrément délivré par le ministre chargé de la vie associative). Accompagnement de la sortie du volontariat induit par le dispositif. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 3763) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de M. Christian Demuynck (publicité du volontariat auprès des jeunes). - **Art. additionnels après l'art. 10 ou après l'art. 12** : demande le retrait des amendements analogues n° 66 de M. Georges Mouly et n° 86 de Mme Françoise Férat (extension du bénéfice de la prestation de compensation aux personnes handicapées investies dans le champ associatif) intégrés aux propositions de la conférence nationale de la vie associative. - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3770, 3771) : s'en remet à l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 17 (prise en compte de la situation des animateurs et des directeurs intervenant lors des séjours des adultes handicapés). S'oppose aux amendements identiques n° 35 de M. David Assouline et n° 111 de M. Roland Muzeau (suppression pour réintégration de l'engagement éducatif au sein du volontariat). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 61 de M. Henri de Raincourt (bénéfice du régime dérogatoire étendu à l'ensemble du secteur de l'engagement éducatif y compris le secteur privé). Sur les amendements de M. David Assouline, s'oppose aux n° 25 (limitation du dispositif aux seuls organismes bénéficiant d'un agrément "jeunesse - éducation populaire"), n° 27 (retrait des personnes encadrant occasionnellement des centres de formation BAFA du champ d'application de l'engagement éducatif), n° 28 (garantie pour les titulaires de contrats précaires d'une rémunération minimale équivalente au SMIC), n° 29 (application aux contrats d'engagement associatif des dispositions du code du travail relatives à la durée du travail), n° 30 (application aux contrats d'engagement éducatif des dispositions du code du travail relatives aux repos quotidien et hebdomadaire) et n° 32 (obligation d'un repos minimal hebdomadaire de 36 heures), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 26 (ouverture du dispositif aux organismes bénéficiant de l'agrément "vacances adaptées organisées") et demande l'avis du Gouvernement sur les n° 31 (fixation du montant minimum journalier de la rémunération dans la convention collective), n° 33 (modalités de décompte du temps de travail fixées par la négociation collective) et n° 34 (fixation des modalités de contrôle par l'inspection du travail renvoyée à un décret). S'oppose à l'amendement n° 112 de M. Roland Muzeau (suppression du mode de calcul de rémunération par un système d'équivalence-heure) ainsi qu'au n° 116 de Mme Catherine Procaccia (limite maximale de jours ouvrés travaillés portée à 100 jours). - **Art. additionnels**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

après l'art. 12 (p. 3775, 3776) : s'oppose aux amendements de M. Georges Mouly n° 64 (prolongation de neuf à douze jours de la durée du congé de représentation), n° 67 (non-incrimination de l'engagement volontaire comme incompatible avec les actes positifs de recherche d'emploi) et n° 70 (assimilation à des dons des mises à disposition à titre gratuit de locaux par des personnes physiques au profit d'associations) ainsi qu'à l'amendement n° 71 de M. Hugues Portelli (publication au Journal officiel des subventions touchées par les associations). Réintroduction de la confusion entre volontariat et salariat.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6443, 6445) : besoin de perspectives et d'orientation des agriculteurs pour répondre aux évolutions récentes de la politique agricole. Favorable à la création d'un titre spécifique consacré à l'aménagement foncier. Problème de l'engouement pour l'immobilier sur les territoires extrêmement ruraux. Exemple de la Corrèze. Rôle important de l'agriculture. Développement rural durable.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7160) : intervient sur l'amendement n° 281 du Gouvernement (conditions d'exonération de la taxe sur les laboratoires pharmaceutiques). - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7163, 7164) : intervient sur l'amendement n° 213 de M. Guy Fischer (financement de la formation médicale continue). - **Art. 19** (*Prévisions pour 2006 des recettes des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base - supprimé par l'Assemblée nationale*) (p. 7180) : intervient, à titre personnel et au nom de M. Georges Mouly, sur l'avenir de la protection sociale agricole.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. 25** (*Affectation de la régularisation au titre de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 2004 des communes et de leurs groupements*) (p. 8366) : favorable à l'amendement n° I-248 de M. Roger Besse (réforme de la dotation "élu local").

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8585, 8586) : annonce par le Président de la République de la création d'un service civil volontaire. Approbation du projet de loi sur le volontariat associatif voté par le Sénat ; augmentation de la dotation prévue pour la mise en place de ce dispositif. Hausse des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative". Action des associations de proximité dans les quartiers sensibles. Souhait d'une meilleure répartition des fonds du Centre national de développement de la vie associative, CNDVA. Valorisation de la fonction éducative et sociale du sport. Interrogation sur l'absence de programmation spécifique concernant les équipements sportifs et sur la non-représentation des EPCI dans la composition du futur Centre national de développement du sport, CNDS. Contrats aidés. Interrogation sur la généralisation d'un "passeport du bénévole".

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8915, 8916) : problème de l'adaptation des réseaux d'eau à la défense incendie.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8934, 8935) : souhaite obtenir la confirmation des engagements relatifs à la revalorisation des indemnités compensatrices de handicap naturel, ICHN. Activité agricole en zone de montagne. Application de la réforme du service public de l'équarrissage. Avenir du FFIPSA.

MUSELIER (Renaud)

*secrétaire d'État aux affaires étrangères
(jusqu'au 31 mai 2005)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels [n° 226 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 711) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde (ensemble un avenant sous forme d'échange de lettres), [n° 254 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 255 (2003-2004)** (p. 713) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde en matière d'extradition [n° 255 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 254 (2003-2004)**.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion au protocole de 1997 modifiant la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif (ensemble une annexe et cinq appendices) [n° 14 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 715) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention relative à la conservation et à la gestion des stocks de poissons grands migrateurs dans le Pacifique occidental et central (ensemble quatre annexes) [n° 45 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 716, 717) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 29 janvier 1951 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, [n° 257 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 718) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption [n° 304 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2003-2004)** (p. 719, 720) : demande l'adoption de ces projets de loi.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption** [n° 305 (2003-2004)] - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 304 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées à une peine privative de liberté entre la République française et la Fédération de Russie** [n° 13 (2004-2005)] - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 722) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 16 (2004-2005)] - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 723, 724) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE)** [n° 81 (2004-2005)] - (3 février 2005) - **Discussion générale** (p. 725, 726) : demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République azerbaïdjanaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 109 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 110 (2003-2004), n° 234 (2003-2004), n° 259 (2003-2004), n° 260 (2003-2004) et n° 156 (2004-2005)** (p. 1065, 1066) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Albanie en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales (ensemble un protocole)** [n° 110 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu (ensemble un protocole),** [n° 234 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'entente fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,** [n° 259 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole)** [n° 260 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune** [n° 156 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 109 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale ,** [n° 261 (2003-2004)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1068) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, signée à Paris le 18 mai 1963 et modifiée par l'avenant du 25 juin 1969** [n° 84 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1069) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'annexe V au protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, protection et gestion des zones,** [n° 429 (2003-2004)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2154, 2155) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux** [n° 12 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2156, 2157) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Colombie relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure,** [n° 430 (2003-2004)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 211 (2004-2005)** (p. 2160, 2161) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Macédoine relatif à la coopération en matière de sécurité intérieure** [n° 211 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 430 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne** [n° 83 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 82 (2004-2005)** (p. 2166, 2167) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne** [n° 82 (2004-2005)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 83 (2004-2005).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Bosnie-Herzégovine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements** [n° 443 (2003-2004)] - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 123 (2004-2005)** (p. 2168, 2169) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements,** [n° 123 (2004-2005)] - (22 mars 2005) -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 443 (2003-2004).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, signé à Paris le 29 mai 1990, en vue d'admettre la Mongolie comme pays d'opérations, adopté à Londres le 30 janvier 2004 [n° 444 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2171, 2172) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent, [n° 35 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2173) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre dans le domaine de l'enseignement, [n° 80 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2175) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles d'un État dans l'autre [n° 88 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2176) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3816, 3818) : contribution à la réforme de l'Etat et à la simplification des procédures. Amélioration de la participation des Français établis hors de France aux scrutins organisés à l'étranger. Rationalisation de la situation complexe existante. Rôle joué par l'Assemblée des Français de l'étranger, AFE. Objectifs : création d'une liste électorale unique dans chaque poste consulaire, simplification des modalités d'inscription, inscription par défaut des jeunes majeurs, amélioration de la participation au vote par la libéralisation du vote par procuration et l'ouverture d'un plus grand nombre de bureaux et harmonisation des procédures d'établissement et de mise à jour des listes. Avis favorable unanime du bureau permanent du CSFE. Réflexion en cours sur le vote électronique. (p. 3828, 3830) : remerciements. Réponse aux orateurs. Amélioration des conditions d'inscription sur les listes électorales pour faciliter l'expression du suffrage universel à l'étranger. Enrichissement apporté par les propositions de la commission des lois. Expérimentations d'envergure menées sur le vote électronique ; recherche des meilleures garanties pour une généralisation en 2007 ; application aux élections à l'Assemblée des Français de l'étranger de 2006. - **Art. 2 (Art. 1er à 9 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Listes électorales consulaires)** (p. 3831, 3835) : accepte les amendements de la commission n° 1, 2, 7 et 8 (précision) ainsi que les n° 3 et 6 (clarification) les n° 4 et 5 (rédaction), le n° 9 (coordination) et le n° 10 (suppression de la référence au décret en Conseil d'Etat et renvoi aux dispositions du code électoral). Demande le retrait de l'amendement n° 20 de M. Robert Del Picchia (faculté ouverte aux Français de l'étranger de communiquer leur adresse électronique au consulat) qui relève du domaine réglementaire. - **Art. 3 (Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales)** (p. 3837) : accepte l'amendement n° 22 de M. Michel Guerry (dérogation au principe d'interdiction de propagande à l'étranger dans les Etats signataires de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dans le respect de la législation du pays hôte) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 24 ; adopté. (p. 3839,

3840) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Richard Yung (modalités d'organisation de propagande dans les Etats membres de l'Union européenne) au profit de l'amendement n° 22 précité. Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 23 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (mise à la charge des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle d'une obligation de campagne d'information civique à destination des Français établis hors de France). Estime l'amendement n° 21 de M. Robert Del Picchia (utilisation des nouvelles technologies comme outils de communication et d'information des Français de l'étranger) satisfait par le droit en vigueur. (p. 3841) : accepte les amendements de la commission n° 11 (coordination), n° 12 (droit de vote par procuration), n° 13 (conditions de recours), n° 14 (précision) et n° 15 (rédaction). Sur l'amendement n° 12 précité, son sous-amendement n° 19 ; adopté. - **Art. 4 (Électeurs inscrits de droit sur les listes électorales consulaires)** (p. 3842) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (rédaction). - **Art. 5 (Dispositions transitoires)** : accepte l'amendement n° 17 de la commission (rédaction).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger [n° 306 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. 1er (Art. 2 de la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 - Inscription sur les listes électorales consulaires pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger)** : accepte l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 2 ou après l'art. 3** (p. 3843, 3844) : sur l'amendement n° 5 de M. Michel Guerry (coordination) qu'il accepte, son sous-amendement n° 7 ; adopté. Estime sans objet l'amendement de coordination n° 2 de la commission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles d'application de la convention alpine du 7 novembre 1991 dans le domaine de la protection de la nature et de l'entretien des paysages, de l'aménagement du territoire et du développement durable, des forêts de montagne, de l'énergie, du tourisme, de la protection des sols et des transports [n° 245 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3845, 3848) : demande l'adoption de ce projet de loi. Débat en cours sur le projet de liaison entre Grenoble et Sisteron. (p. 3849) : création de cet axe compatible avec le développement des axes ferroviaires.

- **Projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord (ensemble une annexe) [n° 46 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3849) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur la Meuse [n° 85 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 86 (2004-2005)** (p. 3850, 3851) : demande l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international sur l'Escaut [n° 86 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 85 (2004-2005)**.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, [n° 124 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3852) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention sur le transfèrement des personnes condamnées [n° 246 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3854) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [n° 247 (2004-2005)] - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3855) : demande l'adoption de ce projet de loi.

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la cybercriminalité et du protocole additionnel à cette convention, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques [n° 248 (2004-2005)] - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3856, 3857) : demande l'adoption de ce projet de loi.

MUZEAU (Roland)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire** [n° 152 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. 24 (Accessibilité des transports collectifs aux personnes handicapées)** (p. 512) : favorable à l'amendement n° 2 du Gouvernement (précision).

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1088, 1091) : enjeux économiques et sociétaux soulevés par la durée du temps de travail. Dispositions visant à accentuer la libéralisation du marché du travail. Possibilité pour les entreprises d'échapper à la réduction du temps de travail. Texte contraire aux intérêts des salariés et ne répondant pas aux besoins de la majorité des entreprises. Insuffisante croissance du pouvoir d'achat. Individualisation des rapports de travail. Remise en cause du cadre traditionnel du contrat de travail. Altération du compte épargne-temps. Désorganisation de la protection collective des salariés. Amendements et propositions du groupe CRC. - **Question préalable** (p. 1117) : favorable à la motion n° 8 de M. Claude Domeizel tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1135) : protestations au sujet de l'organisation des débats. Demande de réserve de la commission des affaires sociales entravant le dépôt des amendements. Caractère systématique de cette manoeuvre. - **Art. 1er (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps)** (p. 1138) : demande de réunion de la commission des affaires sociales. (p. 1145) : son amendement n° 142 : encadrement du travail de nuit ; rejeté. Répercussion du travail de nuit sur la santé. Nouvelles formes de pénibilité du travail. Souci de protection de la sécurité et de la santé des salariés. (p. 1146) : son amendement n° 145 : renforcement des garanties des salariés ; rejeté. Défauts du dispositif existant : validation possible d'un accord non majoritaire et signature d'un accord au niveau de l'entreprise ou de l'établissement. (p. 1146, 1148) : ses amendements n° 143 : subordination du

recours au travail de nuit à la conclusion d'un accord majoritaire ; n° 144 : limitation du recours au travail de nuit aux seules entreprises couvertes par une convention ou un accord collectif étendu ; et n° 146 : suppression de la disposition instituant une période de nuit dérogatoire pour les activités audiovisuelles ; rejetés. Engagement du Gouvernement à supprimer cette disposition lors de la discussion de la loi de cohésion sociale. (p. 1150) : son amendement n° 149 : consultation du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de dérogation à la durée du travail de nuit ; rejeté. (p. 1152, 1153) : son amendement n° 154 : suppression des dispositions sur le travail de nuit dérogatoires aux accords collectifs ; rejeté. (p. 1156) : son amendement n° 159 : réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps et condition relative à la durée minimale du congé envisagé ; rejeté. Souci de l'intérêt du salarié. (p. 1160, 1161) : ses amendements n° 161 : exclusion du compte épargne-temps des repos compensateurs obligatoires ; et n° 162 : réduction de la possibilité d'alimenter le compte épargne-temps avec des jours de repos ; rejetés. Refus de la monétisation. (p. 1162) : son amendement n° 163 : suppression de l'extension aux cadres soumis aux conventions de forfait en heures de la possibilité d'alimenter leur compte épargne-temps par les jours de repos ; rejeté. (p. 1164) : son amendement n° 165 : application du régime légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur ; rejeté. (p. 1167, 1168) : son amendement n° 166 : maintien de la vocation du compte épargne-temps dans l'utilisation de ses droits affectés ; rejeté. (p. 1174, 1175) : ses amendements n° 168 : suppression de la possibilité d'utiliser le CET pour financer un plan d'épargne retraite ; rejeté ; et n° 169 : limitation des exonérations sociales et fiscales dont bénéficient les employeurs ; devenu sans objet. (p. 1178, 1179) : conteste l'absence de lien direct entre les amendements du groupe communiste et le texte. Absence totale de concertation avec les partenaires sociaux. Dégradation des conditions de travail. (p. 1180, 1181) : intervient sur son amendement n° 141 précité. Rappel du caractère exceptionnel du travail de nuit. Inadaptation de la directive européenne sur le travail de nuit pour le cas de la France. (p. 1181) : intervient sur son amendement n° 146 précité. (p. 1183) : intervient sur son amendement n° 163 précité. Conclusions de l'étude réalisée par la Confédération générale des cadres. Développement du stress. Problèmes rencontrés par les personnels d'encadrement. - **Art. 2 (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi)** (p. 1189, 1190) : son amendement n° 170 : suppression ; rejeté. Démantèlement du régime des 35 heures. Mise en place d'un "temps subi" plutôt que d'un "temps choisi". Interrogation sur les contreparties dont bénéficient les salariés. (p. 1190) : son amendement n° 175 : majoration de salaire des heures complémentaires effectuées ; rejeté. (p. 1192, 1193) : son amendement n° 177 : suppression des dispositions relatives au recours aux heures choisies ; rejeté. Remise en question de la durée légale du travail. (p. 1198) : son amendement n° 180 : non-assimilation du refus du salarié d'effectuer des heures choisies à une faute ou à un motif de licenciement ; rejeté. (p. 1201, 1202) : ses amendements n° 184 : obligation d'appliquer des contreparties aux heures choisies ; et n° 173 : fixation d'un taux minimum de majoration à 50 % ; rejetés. (p. 1203, 1204) : ses amendements n° 187 : cohérence ; et n° 188 : obligation d'un repos compensateur au-delà du seuil de 130 heures supplémentaires ; rejetés. (p. 1211) : son amendement n° 191 : limitation de la possibilité de renoncer à des jours de congé ; rejeté. (p. 1218, 1219) : dégradation des conditions de travail et de vie des salariés. Pseudo liberté du salarié.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3 (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus)** (p. 1253, 1254) : article scandaleux dans son principe. Pérennisation inacceptable de la réduction de majoration des heures supplémentaires effectuées par les salariés des PME. Non-respect des observations du Conseil constitutionnel. Inégalité de traitement entre les salariés. Les sénateurs communistes s'opposent à l'adoption de cet article. (p. 1256, 1257) : son amendement n° 214 :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

suppression ; devenu sans objet. (p. 1259) : son amendement n° 219 : limitation aux entreprises de dix salariés de la prolongation du taux transitoire de majoration des heures supplémentaires ; rejeté. (p. 1260) : son amendement n° 220 : suppression du régime dérogatoire de rémunération des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés ; devenu sans objet. (p. 1261) : ses amendements n° 223 : rémunération des heures supplémentaires dans les petites entreprises au taux majoré de 25 % ; et n° 222 : cessation au 1er mars 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises ; devenus sans objet. (p. 1268) : son amendement n° 226 : inopposabilité de toute sanction au refus du salarié de renoncer à des jours de repos ; rejeté. (p. 1269, 1270) : son amendement n° 227 : coordination ; devenu sans objet. (p. 1276, 1277) : intervient sur la priorité ordonnée sur le vote de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008) et des sous-amendements du Gouvernement n° 237 (application, à compter du 1er janvier 2009, des règles de majoration et de décompte de droit commun régissant le régime des heures supplémentaires à l'ensemble des entreprises quels que soient leurs effectifs) et n° 236 (prise en compte des entreprises du secteur agricole dans l'application des dispositifs dérogatoires et temporaires prévus à l'article 3) déposés sur celui-ci. Privation de l'opposition de son droit d'expression. - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1291) : son amendement n° 124 : fixation par la loi des règles de majoration applicables aux heures supplémentaires et majoration de ces heures de 25 % puis, au-delà de la huitième heure, de 50 % ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1296) : son amendement n° 127 : organisation annuelle, et non pas triennale, de la négociation obligatoire sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et exclusion des accords de méthode du champ de cette négociation ; rejeté. (p. 1297, 1298) : ses amendements n° 125 : application des règles régissant les licenciements collectifs pour motif économique aux licenciements de plusieurs salariés ayant refusé une modification substantielle de leur contrat de travail ; et n° 126 : abrogation du contrat spécifique pour les missions à l'exportation ; rejetés. (p. 1299, 1300) : son amendement n° 130 : suppression de l'article 71 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale abrogeant les dispositions de la loi de modernisation sociale relatives aux licenciements économiques ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1304, 1305) : intervient sur ses amendements n° 193 : limitation du nombre de salariés embauchés en CDD ou en intérim à 10 % de l'effectif total de l'entreprise et n° 194 : attribution d'un droit de veto suspensif aux représentants du personnel ou aux salariés en cas de conclusion d'un accord collectif permettant le travail à temps partiel. (p. 1307, 1314) : ses amendements n° 198 : interdiction aux partenaires sociaux de déroger aux règles régissant les interruptions d'activité des salariés à temps partiel ; n° 199 : conditionnement de la modulation des horaires de travail à la validité d'accords signés par les syndicats majoritaires ; n° 200 : suppression des conventions de forfait établies sur une base annuelle et validation de leur contenu au niveau de la branche ; n° 201 et 202 : travail de nuit des jeunes âgés de moins de dix-huit ans ; n° 203 : suppression des dispositions du code du travail permettant à l'inspection du travail de se substituer à la négociation collective en matière d'organisation du temps de travail des salariés du transport ; n° 204 : interdiction de déroger au principe de limitation de l'amplitude des horaires de travail des salariés du transport ; n° 205 : définition du temps de repos quotidien, tant en cas de travail effectif qu'en période d'astreinte ; n° 206 : précision de l'amplitude horaire concernant le travail dominical de l'apprenti ; n° 207 : interdiction de déroger à la règle des deux jours de repos consécutifs au bénéfice des jeunes travailleurs ; n° 208 : suppression de la possibilité de déroger dans les communes touristiques à la règle du repos dominical ; n° 209 : suppression de la possibilité donnée aux maires d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche ; n° 210 : interdiction d'employer des jeunes et des femmes dans les établissements susceptibles de présenter un risque pour la santé ; et n° 211 :

réécriture de l'article L. 322-12 du code du travail relatif au temps partiel pour conditionner les abattements de cotisations sociales patronales au respect d'un certain nombre de critères ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1316, 1319) : ses amendements n° 228 : amélioration du régime applicable aux congés de formation économique, sociale et syndicale ; n° 229 et 230 : renforcement du droit individuel des salariés à la formation ; n° 231 : exercice du droit individuel à la formation pendant le temps de travail ; n° 232 : prise en charge financière par l'employeur des heures consacrées à la formation ; et n° 233 : "transférabilité" du droit individuel du salarié à la formation en cas de licenciement ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1319, 1320) : étape décisive dans la paupérisation du salariat. Refus de tous les amendements présentés par le groupe CRC. Poursuite de la destruction du droit du travail et de la régression sociale. Individualisation des rapports entre salariés et employeurs. Profits records de certains piliers de bourse. Incapacité de l'Etat à protéger l'intérêt général des intérêts particuliers.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Question préalable** (p. 2297, 2300) : soutient la motion n° 38 de M. Guy Fischer tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Irréalisme des prévisions des lois de sécurité sociale. Transparence des comptes. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2309) : favorable à l'examen par priorité de l'amendement n° 20 de la commission (compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales) qu'il votera. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2314, 2315) : soutient l'amendement n° 43 de M. Guy Fischer (négociations sur la structure et les taux des cotisations et prélèvements affectés à la sécurité sociale entre les représentants des organisations syndicales de salariés et les représentants des organisations d'employeurs) ; rejeté. (p. 2315) : importance de l'expression de la position du rapporteur sur les amendements déposés. (p. 2318, 2319) : soutient l'amendement n° 39 de M. Guy Fischer (exonération de la franchise d'un euro aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles) ; rejeté. - **Art. 1er (Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale)** (p. 2322) : soutient l'amendement n° 44 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. (p. 2325, 2326) : soutient l'amendement n° 49 de M. Guy Fischer (modification du montant de la participation forfaitaire et du forfait journalier) ; rejeté. (p. 2327) : soutient l'amendement n° 53 de M. Guy Fischer (renforcement des moyens de contrôle des organismes de recouvrement des recettes concourant au financement des régimes obligatoires de base) ; rejeté. (p. 2366, 2367) : soutient l'amendement n° 52 de M. Guy Fischer (détermination, sur la base des propositions faites par les partenaires sociaux, de l'ONDAM de l'ensemble des régimes obligatoires de base ainsi que de ses sous-objectifs) ; rejeté. (p. 2370) : situation préoccupante du budget hospitalier pour de nombreux responsables. (p. 2371) : soutient l'amendement n° 48 de M. Guy Fischer (mesures devant figurer dans la première partie de la loi de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. (p. 2372) : soutient l'amendement n° 54 de M. Guy Fischer (suppression des dispositions relatives à la mise en réserve de recettes au profit des régimes obligatoires de base) ; rejeté. - **Art. 2 (Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale)** (p. 2380) : soutient l'amendement n° 60 de M. Guy Fischer (explication dans le rapport du niveau de prise en charge, par les régimes obligatoires de base de sécurité sociale, des dépenses de soins et des dépenses présentées au remboursement) ; rejeté. (p. 2381) : soutient l'amendement n° 61 de M. Guy Fischer (intégration dans les annexes au projet de loi de financement des avis et propositions formulés par les caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale) ; adopté. - **Art. 6 (Art. L. 111-10 du code de la sécurité sociale - Coordination)** (p. 2394) : soutient l'amendement n° 73 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

2005]] - (30 mars 2005) - **Art. 6** (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrément, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux) (p. 2528) : soutient l'amendement n° 25 de M. Guy Fischer (rétablissement des délais de notification de la décision du président du conseil général sur les demandes d'agrément - trois mois pour les assistants maternels et quatre mois pour les assistants familiaux avec accord réputé tacite en cas de non-respect des délais) ; adopté. - **Art. 7** (Art. L. 421-14 et L. 421-15 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Formation des assistants maternels et des assistants familiaux) (p. 2530, 2531) : soutient l'amendement n° 27 de M. Guy Fischer (rétablissement de la compétence du département en matière de formation des assistants maternels et des assistants familiaux) ; rejeté. Votera l'amendement n° 7 de la commission portant sur le même objet que son amendement précité n° 27. (p. 2532) : soutient l'amendement n° 29 de M. Guy Fischer (précision du caractère qualifiant de la formation) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 2534) : soutient l'amendement n° 31 de M. Guy Fischer (possibilités d'ouverture d'une retraite à taux plein pour les assistants maternels ou familiaux) ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 773-10 et L. 773-11 du code du travail - Limitation du temps de travail des assistants maternels) (p. 2541, 2542) : soutient l'amendement n° 33 de M. Guy Fischer (abaissement de la durée moyenne hebdomadaire du temps de travail à 40 heures) ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3096) : déplore le retrait d'amendements ayant recueilli un avis favorable lors de leur examen en commission. (p. 3101) : favorable à l'amendement n° 25 de M. François Autain (coordination). (p. 3104) : à titre personnel, défavorable à l'amendement n° 13 de Mme Anne-Marie Payet (droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate).

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4564, 4566) : contexte du projet de loi. Atteinte au modèle social français. Avec le groupe CRC, rejet de la politique de lutte contre le chômage. Inquiétude des retombées du texte. Avec le groupe CRC, votera contre ce texte. - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel) (p. 4586) : son amendement n° 122 : détermination de la frontière entre le régime de l'autorisation et celui de l'agrément par la nature des prestations et des besoins sociaux ; rejeté. (p. 4593) : son amendement n° 123 : suppression de la possibilité pour les associations intermédiaires d'obtenir un agrément pour le service à domicile destiné aux personnes fragiles ; rejeté. (p. 4601) : son amendement n° 126 : suppression des avantages fiscaux accordés dans le cadre de la fourniture de services à la personne par des associations ; rejeté. (p. 4603) : son amendement n° 128 : compensation intégrale des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées et handicapées ; rejeté. (p. 4606) : son amendement n° 130 : prise en compte de l'avis du comité d'entreprise sur l'action de l'entreprise au regard du dispositif du CESU ; rejeté. (p. 4607) : son amendement n° 131 : utilisation exclusive des chèques préfinancés dans le cadre de services fournis par une association ou une entreprise de services ; rejeté. (p. 4612) : son amendement n° 133 : composition du conseil d'administration de l'Agence nationale des services à la personne ; rejeté. (p. 4615) : son amendement n° 134 : consultation du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4618, 4619) : son amendement

n° 121 : précision de la notion de services à la personne ; rejeté. (p. 4622, 4623) : votera l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 2** (Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - Durée de travail dans les services d'aide à domicile) (p. 4654) : son amendement n° 137 : suppression ; rejeté. (p. 4656) : son amendement n° 139 : dérogation au délai de prévenance des salariés ; rejeté. (p. 4658) : problèmes essentiels abordés par l'article 2. - **Art. 3** (Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales) (p. 4659, 4660) : son amendement n° 140 : suppression ; rejeté. (p. 4661) : son amendement n° 142 : compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées handicapées ; rejeté. - **Art. 5** (Art. 81, 158, 199 sexdecies, 244 quater F et 279 du code général des impôts - Régime fiscal) (p. 4667, 4669) : ses amendements n° 144 : suppression ; et n° 145 : mesures fiscales en faveur du recours aux structures agréées ; rejetés. (p. 4670) : avec le groupe CRC, vote contre l'article 5. - **Art. 6** (Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées) (p. 4672) : son amendement n° 147 : obligation de formation continue des professionnels assurant des prestations ou fournissant du matériel ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 8 quinquies** (p. 4685) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 180 du Gouvernement (possibilité pour les bénéficiaires d'un contrat d'avenir ou d'un contrat d'accompagnement d'accéder au plan de formation par l'emploi dans le secteur hospitalier public). - **Art. 9** (Art. L. 124-4-4 du code du travail - Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire) (p. 4686) : son amendement n° 150 : suppression ; rejeté. - **Art. 10** (Art. L. 143-10, L. 143-11-1, L. 143-11-7, L. 321-4-2 et L. 321-4-3 du code du travail - Mise en oeuvre de la convention de reclassement personnalisée instituée par la loi de programmation pour la cohésion sociale) (p. 4688, 4689) : son amendement n° 151 : suppression ; rejeté. - **Art. 11** (Art. L. 213-7 du code du travail - Travail de nuit des apprentis mineurs dans le secteur de la pâtisserie) (p. 4690, 4691) : son amendement n° 152 : suppression ; rejeté. - **Art. 11 bis** (Art. L. 221-3, L. 222-2 et L. 222-4 du code du travail - Travail des apprentis mineurs les dimanches et jours fériés) (p. 4694, 4695) : son amendement n° 153 : suppression ; rejeté. - **Art. 17 quinquies** (Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers) (p. 4714) : avec le groupe CRC, vote contre l'amendement n° 119 de M. Dominique Braye (modalités de calcul de l'indice de référence des loyers). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4717) : insuffisante prise en compte des problèmes. Avec le groupe CRC, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5205, 5208) : vote sanction lors du référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. Non-prise en compte des préoccupations des Français sur les urgences sociales. Nécessité d'une rupture dans la politique capitaliste. Mise en place d'une "précarité sur ordonnances". Désapprouve la politique de l'emploi du Gouvernement. Déplore l'absence d'une politique de relance. Niveau sans précédent du taux de chômage. Prétexte de l'urgence pour justifier le recours aux ordonnances et supprimer un débat parlementaire. Condamnation de cette méthode anti-démocratique. Opposition de tous les syndicats. Réformes profitant au patronat. Conséquences du contrat "nouvelles embauches". Pénalisation des chômeurs. Hypocrisie du Gouvernement. Le groupe CRC s'opposera au projet de loi. - **Rappel au règlement** (p. 5232, 5233) : mépris du Gouvernement à l'égard des assemblées

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

parlementaires illustré par le recours à la procédure des ordonnances. Dérive inacceptable. Exigence d'une autre politique exprimée lors du vote du référendum. Le groupe CRC affirme clairement son désaccord fondamental avec la procédure du recours aux ordonnances.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5312, 5313) : politique générale de destruction des garanties sociales, notamment en matière de durée du travail. Allongement des durées maximales sans compensation financière. Harmonisation européenne constituant un recul pour les salariés. Manque de moyens consacrés au contrôle des entreprises de transports. Insécurité routière générée. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5365, 5367) : protestation contre l'absence du ministre délégué à l'emploi. Inefficacité des dispositifs mis en place précédemment. Déception devant le présent texte. Absence de mesure coercitive. Choix du Gouvernement de convaincre plutôt que de contraindre. Ensemble de mesures d'affichage social. Traitement des inégalités professionnelles limité au plan des rémunérations. Ségrégation professionnelle à l'égard des femmes victimes de la précarité et du temps partiel subi. Vision sexiste du travail. Absence de réflexion sur le temps partiel. Réclame la mise en oeuvre d'obligations et de sanctions exemplaires. Texte visant à répondre aux besoins de l'économie française plutôt qu'à satisfaire ceux des femmes. Rappel de la proposition de loi déposée par le groupe CRC en vue de lutter contre la précarisation de l'emploi et n'ayant toujours pas été examinée en séance publique. Le groupe CRC votera contre le texte si ses propositions ne sont pas prises en compte. - **Art. 1er** (Art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé parental) (p. 5376) : son amendement n° 57 : adaptation dans un sens favorable par la négociation collective de la règle minimale d'évolution de la rémunération durant le congé de maternité ou d'adoption ; rejeté. (p. 5377, 5378) : son amendement n° 58 : précision sur la rémunération à prendre en compte pour calculer l'avancement après un congé de maternité ou d'adoption ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (12 juillet 2005) : Protestation du groupe CRC suite à l'annonce par le Gouvernement de la réforme de l'ISF.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)] (suite)** - (12 juillet 2005) - **Art. 3** (Art. L. 132-12-2 nouveau et L. 133-5 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5383) : favorable à l'amendement n° 61 de Mme Annie David (délai de suppression des écarts de rémunération ramené à trois ans au lieu de cinq). - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5385) : son amendement n° 62 : cohérence ; rejeté. (p. 5393, 5394) : son amendement n° 59 : modification de l'article 225-2 du code pénal afin de préciser que l'écart de salaire entre deux emplois identiques constitue une discrimination passible de sanctions pénales ; rejeté. - **Art. 4 bis** (Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle) (p. 5396) : interrogation sur l'application des dispositions du présent texte aux salariés des entreprises françaises situées hors du territoire national. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 5397, 5398) : son amendement n° 68 : suppression de l'exonération de charges sociales liées à la création de contrats à temps partiel ; rejeté. Souligne le non-respect de la législation en matière d'égalité salariale et professionnelle depuis vingt-cinq ans. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5400, 5401) : son amendement n° 71 : droit de veto suspensif accordé aux représentants du personnel sur la

mise en oeuvre d'horaires à temps partiel ; rejeté. - **Art. 13 ter** (Art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise) (p. 5417) : son amendement n° 78 : suppression du délai de cinq ans et application immédiate d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de représentation du personnel ; devenu sans objet. - **Art. 13 quater** (Art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 5418) : son amendement n° 79 : suppression du délai de cinq ans ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5429) : inefficacité des dispositifs mis en place depuis 25 ans pour lutter contre l'inégalité salariale et professionnelle. Prétexe du chômage pris par le Gouvernement pour justifier son immobilisme. Situation économique et sociale désastreuse de la France. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocedés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7155, 7156) : intervient sur l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7220) : intervient sur l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Différence de conception de l'équité : évocation des retraites inacceptables versées aux PDG de grandes entreprises.

- **Rappel au règlement** - (17 novembre 2005) (p. 7328) : au nom du groupe CRC, demande la libération immédiate du journaliste du Parisien interpellé et gardé à vue.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)] (suite)** - (18 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7438) : absence de fondement de l'argument du Gouvernement contre les nouvelles mesures proposées. Intervient sur l'amendement n° 254 de M. Roger Madec (extension des dispositifs de la pension de réversion des fonctionnaires civils et militaires aux personnes ayant signé un PACS). - **Art. 46** (Art. L. 135-2, L. 816-1 du code de la sécurité sociale - Conditions de service des prestations de minimum vieillesse aux personnes de nationalité étrangère) (p. 7438, 7439) : défavorable à l'article 46. - **Art. additionnels avant l'art. 49** (p. 7450) : son amendement n° 192 : suppression de la franchise de 1 euro pour les victimes des accidents du travail ; rejeté. (p. 7452) : ses amendements n° 194 : dé plafonnement de la contribution à la charge des entreprises ayant exposé leurs salariés à l'amiante ; et n° 198 : prise en compte des années passées dans les établissements au contact de l'amiante pour les anciens ouvriers d'Etat de la défense nationale pour bénéficier de l'ACAATA au titre du régime général ; rejetés. Rapport de l'IGAS. (p. 7455) : son amendement n° 193 : renforcement du suivi des travailleurs exposés à l'amiante ; adopté. - **Art. 49** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA*) (p. 7456, 7457) : travaux de la mission d'information du Sénat sur le dispositif de prévention des risques professionnels. Nécessité d'aller au-delà du diagnostic. - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 7461, 7463) : ses amendements n° 195 : caractère indicatif des listes sur lesquelles figurent les établissements susceptibles d'avoir placé leurs salariés au contact de l'amiante ; n° 197 : extension aux agents de la fonction

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

publique exposés à l'amiante du bénéfice de la préretraite ; n° 196 : revalorisation du montant de l'ACAATA ; et n° 199 : application d'une surcotisation accidents du travail - maladies professionnelles aux employeurs responsables de fraudes à la procédure de reconnaissance de maladies incontestablement professionnelles ; rejetés. - **Art. additionnel avant l'art. 51** (p. 7466) : son amendement n° 202 : distinction entre la date de la première constatation médicale de la maladie correspondant au point de départ de la prise en charge des soins et indemnités et la date du certificat médical établissant le caractère professionnel de la maladie servant de point de départ de la prescription ; rejeté.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. 5** (*Art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7720, 7721) : intervient sur les amendements de M. Thierry Repentin, n° 381 (application du taux réduit de TVA aux zones urbaines sensibles) et n° 425 (application du taux réduit de TVA aux quartiers faisant l'objet d'un grand projet urbain). Nécessité d'élargir le bénéfice du taux réduit de TVA pour l'accession à la propriété.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7848) : votera contre l'amendement n° 59 de la commission (mise en oeuvre d'une incitation fiscale en faveur de la remise sur le marché de logements vacants). Caractère immoral. - **Art. 8** (*Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM*) (p. 7850) : non-justification de cet article au regard des objectifs du présent projet de loi. Modification des règles de fonctionnement des bailleurs sociaux publics et des conditions statutaires de leurs agents. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7862, 7863) : favorable à l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Nombreux exemples venant corriger les inexactitudes énoncées par le ministre. (p. 7870) : défavorable aux amendements, portant sur le même objet, n° 143 de M. José Balareello et n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU). Opposé à la vente d'un patrimoine social constitué avec les deniers publics pour les ménages à revenus modestes. (p. 7875, 7876) : votera l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). Exclusion des familles modestes des logements financés avec des prêts locatifs sociaux plus onéreux que les logements de type HLM. Inquiétude devant les assurances du Gouvernement données à la majorité de la commission à propos des évaluations possibles dans le cadre de la navette. (p. 7880, 7881) : les sénateurs du groupe CRC ne voteront pas l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 147 (affectation d'un coefficient de 1,5 aux logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011). Expertise nécessaire en dépit de l'idée séduisante. Absence de prise en compte de l'existant et des efforts accomplis. Favorable à l'adoption de l'amendement n° 362 de M. Thierry Repentin (comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8602, 8604) : conséquences de la politique du Gouvernement : chômage de masse et précarité. "Invisibilité" d'un certain nombre de chômeurs dans les statistiques. Absence d'impact sur l'emploi du contrat "nouvelles embauches" et de l'emploi aidé dans le secteur

public. Atonie de la croissance et augmentation des licenciements et des suppressions de postes dans l'industrie. Dégradation de la situation de l'emploi. Accentuation de ce phénomène avec ce projet de budget. Recours abusif aux contrats précaires. Réformes contestables du code du travail. Organisation d'une chasse aux chômeurs. Priorité à une politique d'exonération de cotisations sociales. Modalités de financement de ces allègements. Effet d'annonce du Gouvernement sur une amélioration du respect de la législation en matière de droit du travail. Souhait d'une augmentation du nombre d'inspecteurs et contrôleurs du travail. Priorité du Gouvernement à la lutte contre le travail illégal. Ne votera pas ce projet de budget en inadéquation avec la crise sociale de notre pays. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8616, 8617) : intervient sur l'amendement n° II-88 du Gouvernement (minoration des crédits de formation qualifiante et de rémunération des stagiaires auparavant attribués par l'Etat à l'AFPA et compensation par une augmentation de la fraction de la TIPP transférée à la région Centre). Amendement de M. Jean-Jacques Jégou pénalisant les accidentés du travail. Devenir des emplois. (p. 8618) : intervient sur l'amendement n° II-94 du Gouvernement (majoration des crédits du dispositif EDEN d'aide à la création d'entreprise). - **Art. 91** (*Reconduction, pour 2006, de l'aide à l'emploi dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants*) (p. 8619) : soutient l'amendement n° II-70 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. Distribution de cadeaux fiscaux par le Gouvernement. Diminution de cette générosité pour les dépenses de solidarité. Absence d'évaluation de l'incidence économique et sociale des aides consenties en 2004. Refus des organisations patronales du secteur des hôtels-café-restaurants de réactualiser le référentiel des salaires minimaux avant d'avoir obtenu une réduction du taux de la TVA. Nécessité d'un message de fermeté à l'égard de cette branche.

Ville et logement

- (2 décembre 2005) (p. 8628, 8629) : modification des conditions de ce débat due aux événements survenus fin octobre dans toute la France. Accroissement conjoncturel des crédits de cette mission. Diminution initiale de ce budget avant l'amendement du Gouvernement. Désengagement croissant de l'Etat dans la mise en oeuvre des contrats de ville et des opérations menées en partenariat avec les collectivités territoriales. Progression des crédits résidant essentiellement dans la prise en charge des exonérations d'impôt pour les entreprises dans les zones franches urbaines et dans les exonérations de cotisations sociales. Dépense fiscale associée à la mise en oeuvre de cette mission. Supériorité de l'aide en faveur du logement locatif à celle en faveur du logement social. Non-compensation des destructions de logements locatifs sociaux prévus par le programme de l'ANRU, par les constructions neuves : exemple du Vert-Bois à Saint-Dizier. Absence de prise en compte des attentes réelles des Français. Le groupe CRC votera contre ce projet de budget. - **Art. 93** (*Réduction du plafond de salaire exonéré de charges sociales concernant les entreprises implantées en zone franche urbaine, ZFU*) (p. 8643) : prise en charge des exonérations de cotisations sociales en zone franche urbaine. Réduction du coût budgétaire de ces exonérations. Absence d'évolution significative des créations d'emplois. Interrogation sur le maintien de cette mesure. Réflexion sur l'accès au crédit des PME.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2 ; nouvelle nomination le 13 octobre 2005.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Culture [n° 100 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2238) : effort du Gouvernement pour rattraper le retard dans la transposition des directives. Rappelle que la titularisation demeure la règle et la contractualisation l'exception. Le groupe UMP votera le texte.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5853, 5854) : volonté du Gouvernement de mettre un terme au décalage entre les dépenses nettes et les crédits votés dès 2003. Contraintes de la mise en oeuvre de la LOLF. Demande

de précisions sur les moyens de paiement consacrés au patrimoine historique.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8833, 8834) : progression des crédits de la culture. Problèmes financiers relatifs à la restauration du patrimoine en péril. Remise en cause inopportune de la loi Malraux. Education artistique et culturelle. Au nom de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, recommande l'adoption de ce projet de budget.

NATALI (Paul)
sénateur (Haute-Corse)
UMP

Démissionnaire le 19 mars 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 19 mars 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

NOGRIX (Philippe)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UC-UDF

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire du Comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Arabie Saoudite : l'enjeu des réformes [n° 270 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Défense - Forces aériennes [n° 102 tome 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 260) : sur l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire), son sous-amendement n° 438 ; adopté. (p. 261) : intervient sur son sous-amendement n° 438 précité. Nécessité d'aider les élus locaux à assurer leurs nouvelles responsabilités. - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 302) : favorable aux sous-amendements identiques n° 148 de M. Jean Bizet et n° 169 de Mme Françoise Henneron (modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés) portant sur l'amendement n° 18 de la commission (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire).

- **Projet de loi portant statut général des militaires** [n° 126 (2004-2005)] - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 621, 622) : prise en compte des évolutions de la société dans la sauvegarde des caractéristiques de l'état militaire. Technicité croissante du métier de militaire. Apports du projet de loi en matière de protection sociale et juridique. Nécessaire évolution des droits et libertés des militaires. Formulation de réserves. Hommage au rapporteur et à la ministre. Avec le groupe UC-UDF, votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (2 février 2005) - **Art. 5** (*Interdiction d'adhésion à des partis politiques*) (p. 653) : avis défavorable

du groupe de l'UC sur les amendements n° 36 de Mme Héléne Luc (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique sous réserve d'une obligation de discrétion) et n° 29 de M. Didier Boulaud (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction électorale). - **Art. 88 (priorité)** (*Diverses dispositions transitoires*) (p. 683) : favorable à l'amendement n° 53 du Gouvernement (maintien de la possibilité du cumul du congé de reconversion et du congé du personnel navigant dans certaines conditions). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 697) : le groupe de l'UC-UDF votera le projet de loi.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur** (E 2520) [n° 230 (2004-2005)] - (23 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2259, 2260) : contexte de démocratie européenne. Favorable à la proposition de résolution.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer** [n° 253 (2004-2005)] - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3268, 3270) : objectifs de ce projet de loi. Lutte contre l'introduction de produits stupéfiants par voie maritime et contre les réseaux de migration illicite. Nécessité de renforcer la coopération dans ce domaine avec les pays membres de l'Union européenne et avec les forces de police et de douane des pays d'origine des trafics. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (4 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 17 bis A** (p. 3593) : son amendement n° 264 : simplification des procédures fixant les évolutions tarifaires pour les fournitures livrées sous une puissance supérieure à 36 kVA ; adopté. - **Art. 17 bis B** (Art. 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution*) (p. 3595) : son amendement n° 233 : publication et transmission simultanées par la CRE de ses propositions tarifaires ; retiré. Souci de transparence pour les consommateurs. (p. 3596) : à regret, retire son amendement n° 233 précité. Intérêt pour les industriels de connaître rapidement les propositions formulées par la CRE.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (13 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3983) : soutient l'amendement n° 250 de M. Yves Détraigne (création d'offices régionaux des entreprises libérales) ; rejeté. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - *Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans*) (p. 3995) : soutient l'amendement n° 251 de M. Yves Détraigne (extension du dispositif de la dotation pour investissement aux entreprises libérales) ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6087, 6088).

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture** [n° 23 (2005-2006)] - (26 octobre 2005) - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - *Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série*) (p. 6289, 6290) : soutient les amendements de M. Alex Türk n° 84 (suppression de l'enregistrement des personnes pour lesquelles il n'existe qu'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction visée) ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; n° 85 (maintien du principe de contrôle du procureur de la République sur l'ensemble des données et faculté d'intervenir d'office pour effacer, compléter ou rectifier les données) ; et n° 86 (conditions d'accès au fichier) ; adoptés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6344, 6345) : clarification indispensable du cadre juridique de la coopération décentralisée. Importance de cette dernière. Partage de compétence entre l'Etat et les collectivités. Améliorations apportées par la commission au texte initial. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6360) : actualité des problèmes liés à l'immigration. Efforts réalisés ces dernières années. Nécessité de mieux comprendre les sources et les difficultés résultant de l'immigration clandestine. Situation particulière des territoires d'outre-mer. Indispensable aide au développement des pays d'origine. Impasse sur la dimension européenne de ces questions. Réflexion nécessaire sur les aspects positifs de l'immigration légale. Le groupe de l'UC-UDF votera cette proposition de résolution.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6388, 6389) : intervention en remplacement de M. Yves Détraigne. Nécessité d'assurer la neutralité politique des délégués départementaux de l'éducation nationale. Interrogation sur l'utilité de cette fonction.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 8 ou après l'art. 11** (p. 7853) : soutient l'amendement n° 435 de M. Jean-Léonce Dupont (autorisation des sociétés d'économie mixte de sous-louer directement en meublé des logements conventionnés pour les étudiants) ; devenu sans objet. Le groupe UC-UDF soutiendra l'amendement n° 62 de la commission portant sur le même objet. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7866, 7867) : intervient sur l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Amélioration souhaitable du dispositif de la loi SRU. Amendements du groupe UC-UDF. (p. 7879, 7880) : sur le même objet que l'amendement de la commission des affaires sociales saisié pour avis n° 147, soutient l'amendement n° 272 de M. Michel Mercier (comptabilisation des logements financés à l'aide d'un prêt locatif aidé d'intégration ou d'une subvention de l'ANAH entre le 1er juillet 2006 et le 1er juillet 2011) ; retiré. S'interroge sur la position du rapporteur et du ministre sur le droit d'amendement du Sénat. Soutiendra, au nom du groupe UC-UDF, l'amendement n° 147 précité de la commission des affaires sociales sur lequel il demande un scrutin public.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9027, 9028) : importance symbolique de cette mission. Efforts de modernisation du ministère des affaires étrangères. Sous-évaluation des crédits nécessaires aux opérations de maintien de la paix. Tendance globale à la diminution des coûts de structure. Dispersion des crédits engagés au titre de l'action à l'étranger. Difficulté d'élaboration d'indicateurs d'évaluation. Promotion du modèle culturel français : mise en avant du multilatéralisme des relations internationales, action en faveur du développement économique et de la paix, et promotion de la solidarité. Soutien des sénateurs de l'UDF à l'action positive engagée. Interrogation sur la non-insertion de la nouvelle chaîne d'information internationale au sein de cette mission. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9048) : votera l'amendement n° II-74 de la commission (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au

programme "Action de la France en Europe et dans le monde"). (p. 9049) : intervient sur l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France"). (p. 9057, 9058) : votera l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France). Interrogation sur la provenance des crédits. Demande de réflexion sur la capacité à agir de l'UEO.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9065, 9066) : développement primordial de l'aide. Niveau honorable des contributions de la France. Interrogation sur l'utilité d'une nouvelle taxe de solidarité sur les billets d'avion. Eparpillement regrettable des crédits. Evaluation insuffisante de l'efficacité de la coopération internationale. Conditionnalité indispensable. Le groupe UC-UDF votera en faveur de ces crédits en raison du caractère indiscutable de l'aide due aux pays en difficulté.

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Forces aériennes). (p. 9093, 9094) : rénovation de la flotte de combat grâce aux crédits affectés à l'équipement des forces aériennes. Nécessité de restructurer progressivement le réseau des bases aériennes et de concevoir les futurs programmes de l'armée de l'air en coopération européenne. Avis favorable, sous réserve de ces observations, de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de la mission "Défense" s'agissant des forces aériennes.

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. 65 (Incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres)** (p. 9431, 9435) : son amendement n° II-272 : instauration d'une incitation fiscale proportionnelle à la performance écologique du véhicule, indépendamment de son type de motorisation ou de carburant ; retiré. Satisfait de la proposition de la commission d'un débat dans le cadre du collectif budgétaire.

OLIN (Nelly)

*ministre déléguée à l'intégration, à l'égalité des chances et à la lutte contre l'exclusion
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de l'écologie et du développement durable
(à partir du 2 juin 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1129 du 8 septembre 2005 portant simplification en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et d'élimination des déchets [n° 65 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Environnement**.

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5941, 5943) : retard de transposition des normes européennes. Evaluation des incidences de certains projets sur l'environnement. Accès du public aux informations environnementales. Contrôle des produits chimiques. Evaluation et gestion du bruit. Mise à jour "en temps réel" de ce projet de loi. Mise en décharge des déchets. Régime de l'autorisation d'urbanisme. Etablissement d'un lien entre le système d'échange communautaire de quotas d'émission de gaz à effet de serre et les mécanismes mis en place par le protocole de Kyoto. Effort du Gouvernement pour combler son retard dans la transposition de la législation communautaire. (p. 5948, 5949) : s'engage à résorber le retard en matière de transposition des directives dans le domaine de l'environnement. Réponses aux intervenants sur l'accomplissement d'un travail de fond régulier par le Parlement et sur la solidarité avec les pays en voie de développement. - **Art. 7 (Ratification de l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004)** (p. 5952) : s'oppose à l'amendement n° 1 de Mme Evelynne Didier (réintégration dans ce projet de loi des dispositions concernant l'évaluation et la gestion du bruit aux abords des aérodromes civils). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5954) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Remboursements et dégrèvements

- (3 décembre 2005) (p. 8758, 8759) : caractère automatique des dépenses de la mission "Remboursements et dégrèvements". Objectifs de qualité de service aux usagers. Indicateurs de délais très exigeants. Justification du regroupement de ces dépenses dans une seule mission.

Stratégie économique et pilotage des finances publiques

- (3 décembre 2005) (p. 8761, 8763) : mission "Stratégie économique et pilotage des finances publiques". Mise en oeuvre de la nouvelle ambition de réforme de l'Etat. Vocation interministérielle de la Direction générale de modernisation de l'Etat, DGME. Réponse aux impératifs de clarté des missions et de lisibilité des structures. Simplification de la vie quotidienne des Français par une meilleure compréhension de l'action de l'Etat. Lancement d'audits, à l'exemple du MINEFI, pour la déclaration de revenus sur Internet et la modernisation du paiement des amendes. Réforme des processus d'élaboration du projet de loi de finances en 2006. Repositionnement du service des Domaines et dynamisation de la politique immobilière de l'Etat. Interventions complémentaires de l'INSEE et de la Banque de France. Son amendement n° II-125 : majoration de 73 millions d'euros des crédits du programme "Stratégie économique et financière" pour l'action "Systèmes d'information financière de l'Etat" et de 45 millions d'euros les crédits du même programme pour l'action "Modernisation de l'Etat" ; adopté.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8777, 8779) : stabilité du budget. Pérennité des ressources du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, CELRL, de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS, et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME. Adoption de 438 plans de prévention des risques technologiques autour des installations classées "Seveso avec servitude". Contrôle des produits chimiques présents sur le marché dans la perspective du projet REACH. Mise en oeuvre de la nouvelle politique des déchets. Doublement du taux de la taxe générale sur les activités polluantes. Prévention des risques naturels et démarrage du programme de prévision du risque sismique. Dispositif de "vigilance crues". Objectif de l'arrêt du déclin de la biodiversité d'ici à 2010 conformément aux positions défendues par le Président de la République devant l'UNESCO. Création de deux nouveaux parcs en Guyane et à la Réunion, et du premier "parc naturel marin" en

mer d'Iroise. Achèvement de la désignation des sites du réseau Natura 2000 d'ici au 30 avril 2006. Avancée attendue des incitations économiques et fiscales. Création d'un service unique départemental de la police de l'eau. Soutien à l'amendement rétablissant les crédits affectés à la Mission interministérielle de l'effet de serre, MIES. Affectation d'une nouvelle ressource à l'ADEME, gage de durabilité. (p. 8780, 8783) : inclusion de l'ensemble des effectifs du ministère dans le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et du développement durable". Intégration de l'environnement dans les politiques publiques. Priorité pour 2006 au lancement de l'évaluation environnementale des plans et programmes. Annonce de deux projets de loi sur l'eau et sur la transparence nucléaire. Son total engagement au service du ministère. Réponse aux orateurs. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8786, 8787) : s'oppose à l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées). Maintien indispensable des crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité". (p. 8789) : accepte les amendements identiques de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-47 et n° II-100 de Mme Dominique Voynet (rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable"). - **Art. 79 bis (Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles)** (p. 8791) : son amendement n° II-128 : suppression ; rejeté. (p. 8794, 8795) : s'oppose à l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° II-104 de Mme Valérie Létard, ainsi qu'à l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-46 (réécriture de l'article tendant à étendre le paiement de la contribution aux fabricants et aux importateurs de produits textiles et à en affecter le produit aux collectivités territoriales). Obstacles techniques et complexité de mise en oeuvre. Difficulté de création d'un nouveau volet de la TGAP. Nécessité de sauvegarder les emplois en insertion, à l'exemple de l'aide à l'association Le relais. Nécessité de trouver le juste équilibre entre social et économie. Propose la création d'un groupe de travail avant Noël et une réflexion dès le 1er janvier 2007. (p. 8798) : intervient sur son amendement de suppression n° II-128 précité. Risque de déséquilibre de la filière textile en dépit des aspects positifs du dispositif adopté par l'Assemblée nationale. Problème réel appelant une solution technique et juridique.

OTHILY (Georges)
sénateur (Guyane)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier les conditions d'attribution de la nationalité française et à lutter contre les abus liés à l'immigration clandestine dans le département de la Guyane [n° 56 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Outre-mer - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3912, 3913) : mise en place d'un plan d'urgence de lutte contre le chômage. Mobilisation de l'ensemble des énergies au service de l'emploi. Recours aux ordonnances. Complexité du droit du travail et stérilité du dialogue social. Insuffisance de l'effort de recherche. Développement indispensable de l'innovation. Attachement du groupe du RDSE à la valorisation de l'apprentissage. Intérêt d'augmenter le nombre des emplois aidés. Amélioration du partage de la valeur ajoutée. La majorité des membres du groupe du RDSE approuve la déclaration de politique générale du Gouvernement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4487, 4488) : nécessité de poursuivre la construction de l'espace judiciaire européen commencé en 1967 mais encore inachevé. Réel progrès apporté par les dispositions de ce projet de loi concernant l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières, la lutte contre le faux monnayage et l'exécution des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. Votera ce texte.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4503) : procédure efficace. Proposition de loi affirmant le caractère facultatif de la présence du procureur de la République lors de l'audience d'homologation, en réaction à la jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat. Question des moyens financiers et humains mis à la disposition de la justice.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (26 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8089) : son amendement n° 437 : prise en compte des spécificités des départements d'outre-mer pour la réalisation d'opérations immobilières sociales ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8115) : évolutions utiles sur la mobilisation des logements vacants et l'accélération de la construction de logements sociaux. Réflexion indispensable sur les relations entre bailleurs et locataires. Consensus sur l'impératif d'une mixité sociale imposée par l'article 55 de la loi SRU ; regrette la non-prise en compte de particularismes locaux pour l'application du seuil de 20 %. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte, une partie du groupe préférant s'abstenir.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8668, 8669) : dégradation de la situation sanitaire en Guyane. Progression de l'alcoolisme, de la toxicomanie et du sida dans ce département. Importance de la promotion de la prévention. Explosion démographique entraînée par l'immigration en Guyane. Pénurie des professionnels de santé.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8776, 8777) : engagement financier insuffisant pour la protection des espaces naturels en Guyane. Fléau de l'orpaillage clandestin. Baisse regrettable des crédits alloués aux réserves naturelles et aux parcs nationaux. Difficulté d'appréhender les crédits dévolus à la protection de la forêt guyanaise. Inquiet sur l'avenir du parc national. Avis défavorable des élus de Guyane sur le projet de loi relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins adopté par l'Assemblée nationale. Question sur les raisons de la sous-dotation en dépit des richesses biologiques de la Guyane, bien commun à toute l'humanité.

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 8994, 8996) : éclatement des financements : difficulté de lisibilité des actions de l'Etat vers les régions ultramarines. Situation économique et sociale préoccupante de la Guyane. Risques de la monoactivité : interrogation sur les conséquences de la disparition de la canne ou de la banane. Réouverture indispensable du dossier de l'évolution institutionnelle. Demande de précision sur le contenu du contrat de plan. Crise du logement ; souhait de majoration des aides publiques. Situation sanitaire préoccupante. Immigration : propose la mise en place d'un dispositif législatif dissuasif. Vote favorable de la majorité du groupe du RDSE à l'adoption de ces crédits.

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9071) : volume des crédits conforme aux objectifs fixés. Votera ce projet de budget. Forte immigration clandestine en Guyane : problème de l'aide au développement en direction des pays voisins. Accélération des projets en faveur de la reconstruction d'Haïti. Association de la France à l'Organisation du traité de coopération amazonienne, OTCA.

PAPON (Monique)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre suppléant du Haut Conseil de l'évaluation de l'école.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1608, 1609) : travaux de la commission Thélot. Objectif d'élévation du niveau général de connaissance et du taux de diplômés. Maîtrise des fondamentaux par un meilleur apprentissage de la lecture. Importance de l'utilisation d'un manuel dès l'école primaire. Amélioration de l'intégration des

différents outils pédagogiques dans le cursus des IUFM. Redéfinition des missions de l'école à l'heure de l'Europe. Accroissement de l'éducation de la citoyenneté européenne. Lutte contre les sorties de scolarité sans diplôme.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4469) : réflexion approfondie sur l'adoption. Prise en compte des évolutions. Remerciements. Améliorations du texte : harmonisation des procédures d'agrément, création de l'Agence française de l'adoption, encadrement des futurs parents. Le groupe de l'UMP votera cette proposition de loi.

PASQUA (Charles)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales [n° 101 tome 1 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Agriculture et pêche - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 59, 60) : développement possible de l'emploi rural via les groupements d'employeurs ; interrogation sur la mise en place d'une convention collective spécifique ; développement d'un sentiment d'insécurité sanitaire lié à la désertification médicale : nécessité d'un texte spécifique à la démographie médicale.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er septies (Loyers des surfaces commerciales financées par les communes en ZRR)** (p. 109) : demande des précisions au Gouvernement sur son amendement n° 418 (droit à déduction de la TVA ayant grevé les éléments constitutifs du prix du loyer, principalement le coût d'amortissement du bien basé sur la durée de vie réelle des immeubles). - **Art. 2 (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural)** (p. 118, 119) : son amendement n° 306 : possibilité pour les régions de confier aux sociétés d'aménagement régional la mission dévolue aux futures sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER ; rejeté. Outils pertinents pour le monde rural. Intégration indispensable dans le code rural. - **Art. 6 (Art. L. 324-2, L. 331-2 et L. 411-37 du code rural - Assouplissement du régime des exploitations agricoles à responsabilité, EARL, et des sociétés civiles d'exploitation en commun, SCEA)** (p. 142, 143) : ses amendements n° 333, 334 et 335 : ajout de la référence aux concubins et aux partenaires du pacte civil de solidarité dans diverses dispositions du code rural ; retirés. - **Art. 10 bis A (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage)** (p. 154) : favorable à l'amendement n° 5 de la commission (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère) repris par plusieurs groupes et approuvé à l'unanimité. Préoccupation légitime de M. Charles Revet. Ambiguïté du terme "significative". Souhaite connaître le texte du décret. - **Art. 11 AA (Prise en compte dans diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités)** (p. 160) : intervient sur son amendement n° 311 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale. Amendement d'appel rappelant au Gouvernement la nécessité de prévoir un statut. - **Art. 11 DA (Obligations de déneigement)** : son amendement n° 312 : reconnaissance de la qualité de délégataire de service public aux entreprises du secteur privé qui procéderont aux opérations de déneigement ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 171, 173) : son amendement n° 314 : participation financière de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretourneement ; adopté. A la demande du Gouvernement, retire les dispositions prévoyant l'intégration d'un module de formation à la conduite et aux normes de sécurité relatives aux engins agricoles. (p. 174) : se réjouit du consensus sur son amendement n° 314 précité. Incompréhension regrettable s'agissant des sociétés d'aménagement régional, à l'article 2. Demande au Gouvernement de rassurer sur ce point.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 58** (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse) (p. 398) : sur l'amendement n° 38 de la commission (distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers), ses sous-amendements n° 343 : avis de la commission départementale compétente en matière de chasse et de faune sauvage et n° 419 : indemnité forfaitaire des dégâts due uniquement en cas de non-versement d'aides publiques ; rejetés. Soutient l'amendement n° 332 de Mme Odette Herviaux (enclenchement du processus d'indemnisation à partir d'un taux d'endommagement du peuplement forestier de 70 %) ; devenu sans objet. - **Art. 58 bis B** (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de classement du pigeon ramier comme nuisible) (p. 402) : son amendement n° 342 : suppression ; adopté. Gestion de la palombe par l'autorité déconcentrée. - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier) (p. 403) : soutient l'amendement n° 354 de M. Bernard Cazeau (responsabilisation des chasseurs et des sociétés locales) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 457) : son amendement n° 327 : consultation de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, AFSSA, pour toute demande de dérogation au principe de séparation des métiers de l'équarrissage et de la production de viandes pour la consommation humaine ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 539) : mutation de la ruralité. Interrogation sur la mutualisation des services nécessaires au soutien de la vie et sur le maintien ou la création de service public dans ces zones spécifiques. Absence de réponse à ces deux interrogations. Hommage au travail de la commission et de son rapporteur. Imprécision de ce projet de loi et insuffisance des avancées. Ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Demande de priorité et de réserve** (p. 3963) : souhait d'éviter à l'avenir l'examen en urgence de nouveaux amendements au cours d'une discussion. - **Art. 3** (Art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 - Financement par les FAF de l'artisanat jusqu'au 31 décembre 2005) (p. 3971, 3972) : soutient les amendements de suppression n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy et, portant sur l'article 4, n° 267 ; rejetés.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6429, 6430) : nécessité d'identifier les objectifs de l'agriculture pour les dix à quinze ans à venir. Question de la satisfaction des objectifs de multifonctionnalité et de compétitivité de l'agriculture. Projet de loi plus soucieux d'obtenir des performances économiques sur les marchés extérieurs à l'Union européenne que de défendre une agriculture diversifiée et vivante sur l'ensemble du territoire. - **Art. additionnels avant le titre 1er (avant l'art. 1er) ou avant l'art. 1er** (p. 6465) : son amendement n° 459 : prise en compte des fonctions économiques, environnementales et sociales de l'agriculture ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial) (p. 6489, 6490) : positionnement de l'agriculture française à l'échelon européen. Caractère optionnel du bail cessible. Insatisfactions suscitées par cet article. Intervention nécessaire d'un organisme de régulation pour contrôler les fonds agricoles, les droits à paiement unique et la gestion des baux. (p. 6494) : intervient sur son amendement de suppression n° 462. Gestion des quotas

laitiers. Application présente et future des droits à paiement unique. (p. 6502) : intervient sur ses amendements, soutenus par Mme Odette Herviaux, n° 468 : fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux, n° 466 : fixation du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux et n° 470 : diminution du taux de majoration du loyer d'un bail cessible. (p. 6517) : son amendement n° 469 : prorogation de dix-huit ans de la durée du bail cédé à un jeune agriculteur en phase d'installation ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6534) : intervient sur son amendement n° 471 : élargissement de la notion "d'habitation située à proximité" du fonds au profit des jeunes agriculteurs et possibilité pour ceux-ci d'accéder à des logements sociaux, soutenu par M. André Lejeune. (p. 6538) : intervient sur son amendement n° 473 : rapport relatif aux effets de la création du fonds agricole et de la cessibilité du bail hors cadre familial sur les procédures de remembrement, soutenu par Mme Odette Herviaux. Interrogation sur l'organisme de régulation des droits à paiement unique. - **Art. 5** (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures) (p. 6558) : intervient sur l'amendement n° 603 de M. Claude Lise (non-application de ce dispositif à l'outre-mer). Défavorable à cet article. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 6575) : favorable à l'amendement n° 616 de M. Claude Domeizel (mise en place d'une modulation des honoraires visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux dans les zones rurales). (p. 6576) : son amendement n° 482 : extension aux conjoints et aux aides familiaux du bénéfice de la retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 8** (p. 6582) : le groupe socialiste est favorable aux amendements identiques n° 18 de la commission et n° 427 de M. Gérard Le Cam (prise en compte des périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général pour l'accès aux revalorisations des retraites des non-salariés agricoles). Question des retraites agricoles.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 8** (p. 6593, 6594) : précision du caractère d'appel de son amendement n° 483 : réforme des allègements de cotisations sur les salaires des travailleurs occasionnels après la réunion des partenaires sociaux. Intervient sur ses amendements n° 484 : adaptation du contrat d'intégration entre les agriculteurs ; et n° 485 : partage de responsabilité entre l'agriculteur intégrant et l'agriculteur intégré. Nouvelles formes d'adaptation indispensables pour l'agriculture. - **Art. 8** (Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole) (p. 6598) : intervient sur ses amendements n° 288 : amélioration de la protection sociale des personnes pluriactives, n° 488 : précision du texte d'habilitation et n° 489 : suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnances pour améliorer la protection sociale de certains non-salariés agricoles. - **Art. 9** (Art. 200 undecies nouveau du code général des impôts - Crédit d'impôt pour le remplacement des exploitants) (p. 6601, 6602) : intervient sur son amendement n° 493 : mesures incitatives pour réduire le coût de remplacement pour congé des exploitants agricoles. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6606) : favorable à la prise en compte de l'aspect social et humain. Intervient sur les amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousse et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6616) : rectifie son amendement n° 494 : mise en place du 1 % logement sur le modèle des entreprises de l'industrie et du commerce ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6631) : favorable à l'amendement n° 30 de la commission (indemnisation des agriculteurs "biologiques" dans les opérations d'aménagement foncier), ainsi qu'à l'amendement n° 688 de M. Jean Desessard (dispositifs de protection des parcelles labellisées ou en cours de labellisation). (p. 6633, 6634) : intervient sur l'amendement n° 116 de M. Charles Revet (précision des missions des SAFER). Utilité et rôle des SAFER. (p. 6643, 6644) : son amendement n° 479 : transfert des DPU ; retiré. (p. 6651) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

favorable à un élargissement de la compétence des SAFER. (p. 6653) : son amendement n° 291 : utilisation des surfaces ne faisant pas l'objet d'une exploitation forestière régulière comme parcours pour les animaux ; rejeté. (p. 6654) : avec le groupe socialiste, favorable à l'amendement n° 33 de la commission (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 10 sexies ou après l'art. 20** (p. 6655) : avec le groupe socialiste, s'abstient sur l'amendement n° 447 de M. Gérard Le Cam (consultation de la chambre d'agriculture avant l'approbation de la carte communale). - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6659) : intervient sur son amendement n° 480 : mise en place d'un organisme de contrôle. - **Art. additionnels avant le chapitre Ier (avant l'art. 11)** (p. 6660, 6661) : intervient sur ses amendements n° 293 : prise en compte de l'approche territoriale et du développement durable par la politique agricole ; et n° 292 : rapport au Parlement sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 11** (Art. L. 111-2 et L. 611-7 [nouveau] du code rural et article L. 1 du code forestier - *Prise en compte des activités agricoles et forestières dans la lutte contre l'effet de serre et promotion de la valorisation de la biomasse*) (p. 6670) : son amendement n° 505 : suppression ; rejeté. Opposé à la législation par ordonnance sur la question du bioéthanol. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6674) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles). (p. 6680) : intervient sur l'amendement n° 673 de M. Roland Courteau (réalisation d'études d'évaluation de la viabilité économique du bioéthanol et éventuelles modifications réglementaires à apporter). Se réjouit de la création d'un groupe de travail. Nécessité d'une réflexion approfondie. - **Art. 11 quater** (*Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants*) (p. 6688) : défavorable à l'amendement n° 37 de la commission (suppression). - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - *Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6704) : intervient sur son amendement n° 572 : extension de l'utilisation de l'huile végétale pure comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles. Manque de volonté politique. Souhait d'un traitement identique pour les agriculteurs. - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - *Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6725) : favorable à l'amendement n° 380 de M. Marcel Deneux (suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage). - **Art. 17** (*Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles*) (p. 6753) : regret du recours à la procédure par ordonnance.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6793) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6804) : défavorable aux amendements identiques n° 275 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 339 de Mme Anne-Marie Payet (suppression). - **Art. 21** (Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveau], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveau], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - *Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6809) : intervient sur l'amendement n° 714 de M. Jean Desessard (exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques). (p. 6813) : son amendement n° 532 : rédaction ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6886) : ses amendements n° 540, 541 et 542 : suppression de l'autorisation de légiférer

par ordonnance ; devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6893) : favorable à l'amendement n° 260 de M. Dominique Mortemousque (assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers). - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6916) : votera l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels). Embarras des préfets pour l'application de la circulaire. Tutelle supplémentaire inopportune pour les élus locaux. - **Intitulé du chapitre II** (*Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics*) (p. 6933, 6934) : ses amendements n° 596 : nouvel intitulé du chapitre II - Améliorer l'organisation des services de l'Etat et de ses établissements publics et des sociétés d'aménagement rural ; et n° 595 : article additionnel après l'article 29 bis - exercice par la SAR de la mission confiée aux SIDER ; retirés. Coexistence problématique dans les régions des SAR et des SIDER. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 6949, 6950) : soutient l'amendement n° 607 de M. Claude Lise (instauration outre-mer de programmes régionaux installation-transmission au profit des jeunes agriculteurs) ; rejeté. - **Art. 35** (*Délai de dépôt des ordonnances et des projets de loi de ratification*) (p. 6952) : justifie son amendement de suppression n° 574.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8923, 8924) : financement du volet "développement rural" de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales". Politique de la montagne. Emploi en zone rurale. Avis favorable de la majorité de la commission pour l'adoption de ces crédits. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8958) : intervient sur l'amendement n° II-145 du Gouvernement (nouvel abondement au programme "enseignement technique agricole"). (p. 8960) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-129 de M. Jean-Paul Amoudry (indemnités compensatrices de handicap naturel). - **Art. additionnels après l'art. 74** (p. 8964, 8965) : s'abstiendra, tout comme le groupe socialiste, sur l'amendement n° II-92 du Gouvernement (augmentation du montant maximum du droit sur les vins).

PAYET (Anne-Marie)
sénateur (La Réunion)
UC-UDF

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat [n° 303 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Outre-mer [n° 103 tome 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Outre-mer.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 4 A** (Art. L. 3323-4 du code de la santé publique - Assouplissement de la loi Evin) (p.138) : maintien indispensable de la vigilance en matière d'encadrement de la publicité sur les alcools. Remercie le Gouvernement d'avoir su trouver un équilibre.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 65 octies** (p. 448, 449) : son amendement n° 179 : création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne de l'ONF ; retiré. Justification de cette création par la pluviométrie et la densité du peuplement. Conséquences dramatiques des mouvements de terrains. Erosion des sols.

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire** [n° 152 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 471, 472) : amélioration des dispositifs existants. Perception différente du handicap. Avancées significatives : prestation de compensation ; maisons départementales des personnes handicapées ; insertion par le travail ; création d'un fonds d'insertion professionnelle commun aux trois fonctions publiques ; volet prévention du handicap. Améliorations de la commission mixte paritaire : représentation des usagers dans les instances décisionnaires de la politique en faveur des personnes handicapées ; possibilité aux personnes handicapées de désigner une personne de leur choix pour les gestes de soins prescrits par les médecins. Inquiétude du groupe UC-UDF au sujet du pilotage des dispositifs de compensation et de leur financement. Conséquences sur les finances départementales. Félicitations au rapporteur et au président de la commission. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 538, 539) :

implication des parlementaires dans ce débat. Manque d'unité de ce texte. Absence de projet politique d'ampleur pour le monde rural. Quelques avancées : enrichissement du volet montagne ; adoption d'un dispositif de régulation des prix des fruits et légumes applicable en période de crises conjoncturelles ; principe de compensation financière des transferts de compétences aux collectivités locales. Les membres du groupe UC-UDF voteront ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1260) : soutient l'amendement n° 103 de M. Michel Mercier (augmentation graduelle du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1315, 1316) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 118 et 119 (dérogations à l'interdiction du travail les dimanches et les jours de fête applicable aux apprentis) ; retirés. Prise en compte indispensable des spécificités de certaines professions. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1321, 1322) : assouplissement bienvenu du dispositif autoritaire des 35 heures. Attente légitime des Français pour exercer leur choix entre repos et rémunération. Souci de la commission des affaires sociales de sanctuariser les congés payés. Adoption de l'amendement du groupe UC-UDF prévoyant le mandatement dans les petites entreprises. Importance de cette disposition pour l'effectivité de la démocratie sociale et l'extension de la représentation syndicale. Le groupe UC-UDF votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (18 mars 2005) - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1936) : son amendement n° 368 : réécriture de l'article pour garantir le caractère pluridisciplinaire de la formation et la personnalité juridique et morale des IUFM ; rejeté (vote bloqué). Souci de ne pas léser les lauréats au concours du second degré à La Réunion où n'existent qu'un seul IUFM et une seule université.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2023) : soutient l'amendement n° 612 de M. Yves Détraigne (alignement du régime des écoles privées sur celui des écoles publiques en ce qui concerne la contribution des communes à la scolarisation des élèves en dehors de leur commune de résidence) ; adopté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Rapport annexé) (p. 2048) : soutient l'amendement n° 625 de Mme Catherine Morin-Desailly (objectifs de l'éducation prioritaire) ; adopté. (p. 2062) : sur l'amendement n° 40 de la commission (attribution des services d'une infirmière par établissement du second degré), soutient le sous-amendement n° 626 de Mme Catherine Morin-Desailly ; retiré. (p. 2082) : soutient les amendements de Mme Catherine Morin-Desailly n° 623 (préservation du caractère généraliste de la série ES) ; et n° 635 (enseignement en classes dédoublées des sciences économiques) ; retirés.

- **Commission mixte paritaire** [n° 259 (2004-2005)] - (24 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2334, 2335) : débat constructif. Satisfaction de l'enrichissement du texte par les parlementaires. Attachement du groupe de l'UC-UDF aux objectifs du texte. Avec la grande majorité du groupe de l'UC-UDF votera ce texte. Hommage au travail de la commission des affaires culturelles et de son rapporteur.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie** [n° 90 (2004-2005)] - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3072, 3073) : travaux du député Jean Leonetti. Insuffisance des propositions du texte. Risques graves présentés par ce texte. Proposition d'amendements. Votera la proposition de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements. Remerciements au rapporteur et au président de la commission des affaires sociales. - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3097) : soutient

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 20 de M. Michel Mercier (référence aux traitements devenus inutiles) ; rejeté. Son amendement n° 12 : référence aux soins disproportionnés par rapport au but attendu ; adopté. (p. 3102, 3103) : ses amendements n° 14 : évaluation de la proportionnalité des soins ; retiré ; et n° 13 : droit de la personne soignée à l'alimentation, à l'hydratation, aux soins d'hygiène et au maintien d'une température adéquate ; rejeté. Sur son amendement précité n° 13, favorable au sous-amendement n° 87 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. (p. 3105) : légalité de l'euthanasie dans l'état américain de l'Oregon.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Art. 41** (*Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)*) (p. 3231) : soutient l'amendement n° 203 de Mme Françoise Férat (aide apportée à la pêche associative) ; retiré. (p. 3232) : son amendement n° 346 : prise en compte par l'ONEMA de la situation particulière des bassins des départements et territoires d'outre-mer ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er ou après l'art. 7 ou avant l'art. 42 (précédemment réservés)** (p. 3239) : soutient l'amendement n° 293 de M. Daniel Soulage (simplification de l'application sur le terrain de l'article L. 431-3 du code de l'environnement) ; retiré. - **Art. 43** (*Art. L. 434-5 du code de l'environnement - Création et organisation d'une fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques*) (p. 3243) : soutient l'amendement n° 205 de Mme Françoise Férat (consultation de la fédération nationale de la pêche pour l'élaboration de mesures législatives et réglementaires relatives à la pêche en eau douce) ; retiré. - **Art. 45** (*Art. L. 436-1 du code de l'environnement - Obligation pour les pêcheurs en eaux douces d'adhérer à une association agréée*) (p. 3245) : soutient l'amendement n° 202 de Mme Françoise Férat (possibilité, pour les pêcheurs en eaux closes, d'adhérer à une association agréée) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3252) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte malgré le rejet de certains de ses amendements.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3718) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Valérie Létard (suppression de la condition de résidence pour les personnes bénéficiant d'un contrat d'accueil et d'intégration) ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3821, 3822) : participation indispensable des Français de l'étranger à la vie politique du pays. Création d'une liste consulaire unique. Simplification des démarches administratives. Adaptation des conditions du vote par procuration à la situation des Français établis hors de France. Vigilance indispensable sur le choix laissé à l'électeur de voter en France ou à l'étranger ; difficultés techniques. Interrogation sur le calendrier prévu pour la généralisation du vote électronique ; élargissement de la réflexion aux conditions de vote de l'ensemble des Français. Soutien du groupe UC-UDF sur les deux projets de loi.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4245) : le groupe de l'UC-UDF votera la proposition de loi dans un souci de transparence et d'équité. Attente du respect des engagements pris par le Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 720-2 du code de commerce - Fondement des décisions des commissions d'équipement commercial*) (p. 4266, 4267) : son amendement n° 10 :

référence à l'incidence sur l'emploi aussi bien salarié que non salarié ; adopté. - **Art. 3** (*Art. L. 720-3 du code de commerce - Missions de l'observatoire départemental d'équipement commercial*) (p. 4268) : son amendement n° 11 : contenu du schéma de développement commercial ; retiré. - **Art. 5** (*Art. L. 720-5-1 [nouveau] du code de commerce - Compétence des commissions interdépartementales d'équipement commercial*) (p. 4276) : son amendement n° 17 : rabaissement du seuil d'autorisation de 6000 à 4500 mètres carrés ; retiré. - **Art. 12** (*Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial*) (p. 4285) : son amendement n° 18 : précision d'une représentation équilibrée de toutes les formes de commerce au sein de la commission nationale d'équipement commercial ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4326) : persistance de la dégradation de la conjoncture industrielle en France. Enjeu des PME dans ce contexte. Intérêt des mesures proposées. Interrogation sur la pertinence du seuil de revente à perte adopté. Le groupe de l'UC-UDF votera le projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4347, 4348) : amélioration de la lisibilité et de la transparence des lois de financement. Hommage au travail des députés. Approbation du renforcement du contrôle et de la limitation de la dette sociale ainsi que de la subdivision de l'ONDAM en sous-objectifs. Soutien des propositions de la commission des affaires sociales et hommage au travail de son rapporteur et de son président.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Art. unique** (p. 4545, 4546) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte. Rappel de la position de M. Pierre Fauchon quant à l'utilité de la présence du procureur de la République à l'audience d'homologation.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque emploi-service universel*) (p. 4604) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Valérie Létard (précision) ; adopté.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Art. 2** (*Art. 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation*) (p. 5921) : sur l'amendement n° 2 de la commission (réécriture de cet article en restaurant le droit d'opposition permettant à la majorité de l'ensemble des organisations représentatives des bailleurs et des locataires de s'opposer à l'extension de l'accord collectif par décret et suppression de la sanction de l'amende civile en cas de non-respect de l'accord collectif afin de laisser s'appliquer le droit commun de la responsabilité délictuelle ou contractuelle), soutient le sous-amendement n° 23 de Mme Valérie Létard (rétablissement de la règle de majorité actuellement en vigueur dans la loi de 1986) ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (7 novembre 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6734) : soutient l'amendement n° 355 de Mme Françoise Férat

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(précision que les interprofessions sont constituées à l'initiative de leurs membres) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 21 A** (*Création d'un Conseil de la modération et de la prévention*) (p. 6799, 6800) : son amendement n° 339 : suppression ; rejeté. (p. 6804, 6805) : intervient sur son amendement n° 339 précité.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 31** (*Art. L. 142-6, L. 461-1 et L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5, L. 461-8, L. 461-18 à L. 461-23, L. 462-11, L. 462-15, L. 462-22 du code rural, art. 707 bis et 1028 quater du code général des impôts - Adaptation des statuts du fermage et du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer*) (p. 6944, 6945) : défavorable à l'amendement n° 624 de M. Jacques Gillot (maintien du droit de préemption du colon partiaire uniquement en cas de vente séparée du bien rural exploité par le preneur). Se réjouit de la disparition progressive du colonat partiaire dans les DOM. Son amendement n° 587 : fixation automatique du prix des nouveaux fermages issus de la conversion des colonats en cas de désaccord entre les parties ; rejeté. Souci d'éviter l'encombrement du tribunal paritaire des baux ruraux. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 6947) : son amendement n° 338 : création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne, RTM, de l'Office national des forêts, ONF ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 6948, 6949) : ses amendements n° 389 : extension de l'exonération des cotisations sociales sur les quarante premiers hectares cultivés ; et n° 337 : création d'un fonds de péréquation entre toutes les chambres d'agriculture, métropolitaines et dominiennes ; retirés. - **Art. additionnels après l'art. 34** (p. 6951) : son amendement n° 336 : rapport du Gouvernement au Parlement sur les mesures visant à faciliter l'écoulement des productions agricoles locales ultramarines dans les DOM et l'accès des organisations de producteurs aux marchés publics ; retiré.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6995, 6996) : objectifs louables de la loi Toubon. Propositions inadaptées du texte présenté. Nécessité d'inclure la défense du français dans un projet de société plus vaste.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7707) : son amendement n° 289 : extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 8032, 8034) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 309 (délégation de l'assemblée délibérante au président du conseil général de sa compétence en matière de FSL) ; et n° 310 (coordination) ; adoptés ainsi que le n° 275 (institution d'une conférence départementale de l'habitat) ; retiré au profit de l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH). - **Art. 9** (*Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 8045) : soutient l'amendement n° 270 de M. Daniel Dubois (attribution prioritaire du contingent préfectoral) ; retiré. (p. 8046, 8047) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 430 (fixation négociée entre le préfet et les bailleurs sociaux du délai au-delà duquel un demandeur de logement peut saisir la commission de médiation) et n° 443 (coordination) ; retirés. Soutient l'amendement n° 266 de M. Daniel Dubois (fixation du délai de saisine de la commission de médiation après accord concerté entre le représentant de l'Etat, les bailleurs sociaux et les collectivités concernées) ; retiré. (p. 8049) : soutient l'amendement n° 444 de M. Jean-Léonce Dupont (coordination) ; retiré. (p. 8050) : soutient l'amendement n° 271 de M. Daniel Dubois (nouvelle organisation des commissions de médiation) ; retiré. (p. 8052) : soutient

l'amendement n° 439 de M. Daniel Dubois (secrétariat de la commission de médiation assuré par les services de la préfecture) ; retiré. (p. 8054) : soutient l'amendement n° 440 de M. Daniel Dubois (modification des règles d'attribution prioritaire de logements par le préfet). (p. 8055) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 441 (consultation par le préfet de la commission de médiation avant toute mise en demeure adressée à un organisme bailleur de loger un demandeur) ; et n° 442 (dispositif applicable aux logements aidés du secteur HLM et aux logements du secteur privé) ; devenus sans objet. (p. 8056, 8057) : soutient l'amendement n° 209 de M. Yves Pozzo di Borgo (rapport annuel du préfet devant le conseil général sur les attributions de logements locatifs sociaux de l'année) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8087) : soutient l'amendement n° 323 de M. Jean-Léonce Dupont (protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les champignons lignivores) ; retiré. (p. 8090) : son amendement n° 302 : possibilité pour les organismes HLM des départements d'outre-mer d'assurer des prestations de construction et de gestion de programmes de SCI de droit commun en « défiscalisation Girardin » ; adopté. (p. 8093, 8094) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 434 (obligation pour les locataires d'accepter les travaux d'amélioration des locaux loués) ; n° 432 (possibilité de déroger à la liste des charges récupérables en cas d'accord entre bailleurs et locataires) ; retirés. (p. 8099, 8101) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 292 (possibilité pour les communautés de communes ne disposant pas de CCAS communautaire de gérer de petites résidences adaptées aux personnes âgées) ; n° 265 (prise en compte du volet social dans la charte élaborée par l'ANRU) et n° 269 (signature d'un accord de gestion urbaine de proximité entre les parties à la convention ANRU, les associations de proximité et les services de l'Etat concernés) ; adoptés. (p. 8103) : soutient l'amendement n° 290 de M. Jean-Paul Amoudry (institution d'un régime spécifique de droits de succession pour les communes touristiques) ; retiré. (p. 8104) : soutient l'amendement n° 308 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en place par l'Institut national de veille sanitaire d'une base informatique nationale recensant les bâtiments amiantés) ; retiré. - **Art. 4 quater** (*compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB*) : Le groupe UC-UDF votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8116) : texte enrichi des propositions des trois commissions. Sujets de satisfaction du groupe UC-UDF. Applicabilité des mesures aux territoires ultra-marins. Regrette le rejet des amendements portant sur l'article 55 de la loi SRU. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 8167) : soutient l'amendement n° I-207 de M. Yves Pozzo di Borgo (exonération à hauteur de 100 % de toute personne physique assujettie à l'ISF en raison de la propriété d'un unique bien immobilier) ; retiré.

Deuxième partie :

Santé

- (2 décembre 2005) (p. 8664) : questions soulevées par les limites du périmètre de la mission santé. Importance du montant des dépenses fiscales. Approbation des priorités pertinentes en matière de santé sous réserve d'une incohérence à corriger dans le programme "Santé publique et prévention".

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8755, 8756) : demande au Sénat de ne pas voter les amendements identiques n° II-64 de la commission et de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi que l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Réalités politiques et sociales de l'outre-mer. Préservation des équilibres légitimes et de la pérennité de l'engagement de l'Etat en faveur de l'outre-mer. Souhaite la création effective d'un Observatoire des prix et une mission d'enquête sur le dispositif proposé par les amendements précités.

Outre-mer

- (7 décembre 2005) - rapporteur pour avis (p. 8992, 8993) : continuité de l'engagement de l'Etat en faveur des territoires ultramarins. Stabilité des crédits. Respect du calendrier de la loi de programme du 21 juillet 2003. Résultats de la politique d'emploi et d'insertion. Abondement des crédits du service militaire adapté. Tendance à l'amélioration des conditions du logement dans un secteur en crise : problème récurrent des retards de paiement aux constructeurs ; proposition d'une programmation pluriannuelle. Rationalisation indispensable de l'emploi des crédits affectés à la continuité territoriale. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption de ces crédits.

PELLETIER (Jacques)
sénateur (Aisne)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1018) : son amendement n° 23 : réserve d'une séance par mois pour transposer les directives communautaires ; retiré. Rappel de la proposition de loi constitutionnelle déposée par les membres du groupe du RDSE et le président de la délégation, M. Hubert Haenel, et adoptée par le Sénat le 14 juin 2001.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 1 (2004-2005)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8, 9) : nécessité d'une nouvelle étape dans la construction d'une

Europe à 25. Avancées démocratiques. Rejette l'idée d'un repli français face à l'intégration européenne. Valeurs portées par l'Union européenne. La majorité des membres du RDSE défendront le traité constitutionnel.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1212) : soutient l'amendement n° 107 de M. Aymeri de Montesquiou (applicabilité des conventions de forfait en jours aux salariés non cadres) ; retiré.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1886) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Estime non raisonnable de siéger le samedi 19 mars compte tenu de l'annonce tardive et des emplois du temps très chargés.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1949) : souhaite connaître les intentions de la présidence quant au déroulement de la suite de la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école étant donné l'heure tardive.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 62** (p. 2023) : favorable à l'amendement n° 236 de M. Paul Girod (alignement du régime des écoles privées sur celui des écoles publiques en ce qui concerne la contribution des communes à la scolarisation des élèves en dehors de leur commune de résidence).

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2258, 2259) : regret que ce débat ne se soit pas tenu avant la réunion du Conseil européen. Texte contraire à l'idée de justice sociale. Le groupe RDSE votera la proposition de résolution.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école - Commission mixte paritaire [n° 259 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2361, 2362) : réponses efficaces au dysfonctionnement du système éducatif. Démarche rationnelle et pragmatique. Avec la majorité du groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2396) : débat sur l'équilibre financier des différentes branches. Amélioration indispensable du contrôle du Parlement sur la gestion de la dette. Travail de la commission des affaires sociales et de la commission des finances. Avec la majorité du groupe du RDSE, votera ce projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2622) : renforcement du rôle des chambres de commerce et d'industrie, CCI. Modification du statut d'Aéroports de Paris, ADP. Les membres du RDSE voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2685, 2686) : son amendement n° 249 : précision dans le code de l'environnement des objectifs fixés par la directive européenne en matière de bon état écologique des eaux ; retiré. - **Art. 2** (*Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact sur l'eau*) (p. 2691) : son amendement n° 251 : extension de la référence faite au SDAGE aux objectifs qu'il définit, par coordination avec l'article 29 du texte ; devenu sans objet. - **Art. 3** (*Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté*) (p. 2699) : son amendement n° 253 : consultation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage ; adopté. (p. 2701) : s'interroge sur la raison du refus du Gouvernement d'accepter le principe d'une consultation. - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2709) : son amendement n° 250 : obligation de maintenir en bon état et de gérer les ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs dans les conditions fixées par l'autorité administrative ; retiré. (p. 2710, 2712) : ses amendements n° 256 : consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche avant l'établissement des listes de classement des rivières ; et n° 257 : obligation pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire ; devenus sans objet.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2757, 2758) : nécessité de clarifier le débat. Avantages de la construction européenne. Effets bénéfiques du rattrapage économique des nouveaux adhérents. Union indispensable pour défendre la place de la France dans le monde. Consolidation des acquis européens. Respect des droits fondamentaux et sociaux. Renforcement de la démocratie. Affirmation de l'Union sur la scène internationale. Le groupe du RDSE votera le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)] (suite)** - (8 avril 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2975) : favorable à l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péruquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural). - **Art. 31** (Art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 2990) : son amendement n° 259 : composition de la commission locale de l'eau ; devenu sans objet. - **Art. 32** (Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - Contenu et effets du SAGE) (p. 2992) : son amendement n° 260 : objectifs définis par le SAGE ; devenu sans objet.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3617) : projet majeur. Se réjouit de l'absence de déclaration d'urgence. Conciliation des exigences de modernisation et de diversification des sources d'énergie avec les impératifs de développement durable et la sauvegarde de l'environnement. Volonté de poursuivre une politique nucléaire exemplaire. Nécessaire collaboration avec les collectivités territoriales pour favoriser l'utilisation des énergies renouvelables, dans le respect de la protection paysagère. Octroi indispensable de moyens suffisants à la concrétisation des orientations ambitieuses du texte. Le groupe du RDSE votera en grande majorité ce projet de loi.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3900, 3901) : insatisfactions et désenchantement des Français marqués par leur vote négatif au référendum du 29 mai. Préoccupation majeure de lutte contre le chômage et de consolidation du modèle social français. Conséquences négatives de l'inflation législative. Levée impérative des barrières à l'emploi. Attention du groupe du RDSE à la mise en oeuvre d'une nouvelle politique de revalorisation du travail. Libération des énergies créatrices de la société. Souhait de développement d'une éthique de conviction et de responsabilité pour la défense de l'intérêt général.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3947, 3948) : intérêt de valoriser les entreprises et leur rôle dans l'apprentissage. Attentes des entrepreneurs. Mobilisation en faveur de l'emploi. Dans sa majorité, le groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4287) : désignation des commerces de proximité comme un élément indispensable du lien social local. Le groupe RDSE votera ce texte malgré ses imperfections, en attendant une amélioration par la navette.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. 51** (Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres) (p. 4317) : son amendement n° 416 : extension du dispositif à tous les salariés non cadres, itinérants ou non ; retiré. Intervient sur son amendement précité n° 416. Souhait d'un règlement rapide de la question par le Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4327) : apport de mesures nouvelles et originales en faveur des PME. Réponse à l'attente des chefs d'entreprise. La majorité du groupe RDSE votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4470) : accroissement de l'écart entre le nombre des familles demandeuses et le nombre d'enfants français adoptables. Recours à l'adoption internationale. Création satisfaisante de l'Agence française de l'adoption, AFA. Regrette le vote conforme demandé par le Gouvernement. Favorable à une nouvelle réflexion sur l'appréciation du désintérêt manifeste des parents. Avec la majorité des membres du groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (30 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4944) : objectif de simplification des procédures et d'adaptation au nouvel environnement des entreprises. Hommage au travail de la commission. Points essentiels. Compléments apportés par le Sénat. Votera ce texte avec plusieurs de ses collègues.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5136) : importance de ce texte dénouant de nombreux blocages structurels. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 491 (2004-2005)** (p. 5790, 5791) : difficultés pratiques et institutionnelles du maintien du calendrier électoral de 2007. Prise en compte par le Gouvernement des observations du Conseil constitutionnel et de l'avis du Conseil d'Etat dans ses projets de loi. Approbation par le groupe du RDSE des propositions de la commission des lois.

- **Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)]** - (11 octobre 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 490 (2004-2005)**.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6018, 6019) : votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6349, 6350) : importance de la coopération décentralisée. Décalage entre le droit et les actions entreprises. Nécessité de sécuriser le cadre juridique. Intérêt du texte proposé. Interrogations persistantes sur les modalités de financement et de détachement de fonctionnaires territoriaux. Le groupe du RDSE votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (4 novembre 2005) - **Art. 8** (Demande d'habilitation pour

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

améliorer la protection sociale agricole) (p. 6597) : soutient l'amendement n° 364 de M. Bernard Seillier (précision du texte d'habilitation) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7050, 7052) : bouleversement des fondements garantissant la cohésion de la société. Incidence de la réhabilitation du pacte social. Retombées des réformes engagées. Economies concourant à la poursuite du redressement. Mission d'information sur la canicule et vieillissement de la population.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7269) : responsabilité de cette crise due aux gouvernements successifs depuis trente ans. Volonté de rétablissement du respect de la loi. Fortification du lien social et protection de la citoyenneté. Avec la moitié de ses collègues du RDSE, votera ce texte, une minorité préférant voter contre ou s'abstenir. Mise en place d'une union sacrée par delà les clivages et les idéologies.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. 38** (*Affectation de recettes au profit d'un établissement public chargé du développement du sport*) (p. 8236) : son amendement n° I-212 : augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport portant sur le même objet que l'amendement n° I-87 de M. Thierry Foucaud ; retiré.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9068, 9069) : clarté de la nouvelle présentation aux normes LOLF. Dispersion des crédits. Importance des annulations de dettes dans le niveau du budget. Imputation sur le budget de développement de dépenses relevant de l'action culturelle. Restauration des coopérations bilatérales. Définition de stratégies institutionnelles au plan multilatéral. Clarification du dispositif français de coopération avec les nouvelles réformes introduites par les derniers CICID. Mise en cohérence de l'ensemble des coopérations par les ambassadeurs. Votera ce projet de budget.

Articles non rattachés

- (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9559, 9560) : budget cohérent et équilibré. Expérimentation réussie de la nouvelle procédure de la LOLF. Nombreuses avancées. Niveau préoccupant de l'endettement. Une partie des membres du RDSE votera ce projet de budget.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9769, 9770) : nécessité d'une coopération scientifique renforcée et spécifique entre pays riches et pays pauvres. Recherche pour le développement. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9809) : soutient l'amendement n° 58 de M. Pierre Laffitte (prise en compte de l'objectif de solidarité scientifique avec les pays en voie de développement) ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avions*) (p. 9886) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10216, 10217) : s'abstiendra sur les amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de

l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

PÉPIN (Jean)
sénateur (Ain)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires le 18 janvier 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

PERBEN (Dominique)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre des transports, de l'équipement,
du tourisme et de la mer
(à partir du 2 juin 2005)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-659 du 8 juin 2005, simplifiant la procédure de déclassement de biens du réseau ferré national [n° 497 (2004-2005)] (26 août 2005) - **Transports.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005 portant modification de diverses dispositions relatives à l'obligation d'assurance dans le domaine de la construction et aux géomètres experts [n° 502 (2004-2005)] (1er septembre 2005) - **Logement et urbanisme - Union européenne.**

Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Transports.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 769, 771) : importance du sujet. Conciliation indispensable de l'efficacité de la justice pénale et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

du respect des libertés individuelles. Juste équilibre dans la recherche de la répression et de la prévention. Respect des principes fondamentaux du droit pénal et de la procédure pénale. Objectif essentiellement préventif des récentes réformes visant à améliorer la lutte contre la récidive. Nécessité d'en renforcer l'efficacité. Rapport de M. Pascal Clément et de M. Gérard Léonard à l'origine de la présente proposition de loi. Qualité du travail de la commission des lois du Sénat. Approfondissement de la réflexion. Nombreux points de convergence avec l'Assemblée nationale. S'opposera à l'amendement de la commission sur l'article 4 et à la suppression de l'article 5. Amélioration nécessaire au cours de la navette du dispositif de placement sous surveillance électronique mobile. Mission d'information en cours conduite par M. Georges Fenech. Favorable aux propositions du Sénat concernant le suivi socio-judiciaire. Poursuite indispensable de la réflexion sur la question complexe des irresponsables pénaux. Groupe de travail présidé par M. Jean-François Burgelin. Texte pragmatique et équilibré. Favorable à son adoption. - **Art. 1er** (Art. 132-16-3 et 132-16-4 nouveaux du code pénal - Extension de la catégorie des délits assimilés au regard de la récidive) (p. 794) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery (limitation de l'extension proposée aux délits de violence aux personnes entraînant une incapacité temporaire de travail). - **Art. 2** (Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions) (p. 797) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (clarification de la définition de la réitération). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements respectivement identiques de la commission n° 2 et n° 3 et de M. Robert Badinter n° 39 (suppression d'une précision inutile) et n° 40 (suppression des dispositions excluant le principe de non-cumul des peines et la confusion des peines). S'oppose aux amendements n° 38 de M. Robert Badinter (suppression) et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inapplication de la notion de réitération aux mineurs). (p. 798) : rédaction maladroite de la définition de la réitération par les députés. Absence d'intention de mettre en place un système de peines à l'américaine susceptibles de s'additionner indéfiniment. - **Art. 3** (Art. 132-41 du code pénal - Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions) (p. 799, 800) : s'oppose aux amendements de suppression n° 41 de M. Robert Badinter et n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. S'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Alima Boumediene-Thiery (exclusion des mineurs du champ d'application de l'article). - **Art. 4** (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence) (p. 801) : après les explications du rapporteur, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (possibilité pour le juge, en cas de récidive, de délivrer un mandat de dépôt à l'audience par décision motivée, quelles que soient la peine prononcée et l'infraction commise). S'oppose aux amendements de suppression n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) : s'oppose aux amendements de suppression n° 5 de la commission, n° 42 de M. Robert Badinter et n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. 6** (Art. 132-16-5 nouveau du code pénal - Faculté pour la juridiction de jugement de relever d'office l'état de récidive légale) (p. 803, 804) : s'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 30 (droit du prévenu à un délai pour préparer sa défense), n° 31 (dispositions inapplicables dans le cadre de la procédure de comparution immédiate), n° 32 (dispositions inapplicables aux infractions passibles d'une peine d'emprisonnement d'au moins dix ans) et n° 33 (dispositions inapplicables aux mineurs). - **Art. 7** (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 806, 807) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 6 de la commission, n° 43 de M. Robert Badinter et n° 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Consensus sur un moyen d'éviter la

récidive d'actes graves. Question de la pertinence de choix du moyen. Hésitation légitime de la commission des lois du Sénat. Attente des résultats des travaux de M. Fenech. - **Art. 8** (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 808) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 7 de la commission, n° 44 de M. Robert Badinter et n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 809) : sur l'amendement n° 8 de la commission (mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de s'assurer du consentement du condamné en présence de son conseil). - **Art. 8 bis** (Art. L. 3213-7 du code de la santé publique - Information de l'autorité administrative sur la situation d'une personne reconnue irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental) (p. 810) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (suppression). - **Art. 9** (Art. 144 du code de procédure pénale - Extension des critères autorisant le placement en détention provisoire) : accepte les amendements de suppression n° 10 de la commission et n° 45 de M. Robert Badinter tout en se déclarant sidéré par les considérants exposés par M. Charles Gautier. - **Art. 10** (Art. 712-6, 712-13, 723-9, 723-12 du code de procédure pénale - Coordinations) (p. 811) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 11 de la commission et n° 46 de M. Robert Badinter. - **Art. 11** (Art. 434-29 du code de procédure pénale - Sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 12 de la commission et n° 47 de M. Robert Badinter. - **Art. 12** (Art. 131-36-2 du code de procédure pénale - Possibilité d'ordonner le placement sous surveillance mobile pour l'exécution de certaines obligations liées au suivi socio-judiciaire) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 13 de la commission et n° 48 de M. Robert Badinter. - **Art. additionnel après le titre III** (p. 812) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (extension du suivi socio-judiciaire aux crimes de torture et actes de barbarie). - **Art. 13** (Art. L. 3711-1, L. 3711-2, L. 3711-3 du code de la santé publique - Participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins) (p. 813) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (possibilité de faire appel à un psychologue en complément du médecin traitant). - **Art. additionnel après l'art. 13** : accepte l'amendement n° 16 de la commission (légalisation, sous conditions, de la prescription de médicaments entraînant une diminution de la libido). - **Art. 14** (Chapitre II du titre XIX du livre quatrième du code de procédure pénale - Elargissement du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles aux informations relatives aux irresponsables pénaux) (p. 814, 815) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de suppression n° 17 de la commission et n° 49 de M. Robert Badinter. Question des irresponsables pénaux constituant un danger. Protection nécessaire de la société. Pertinence des interrogations sur l'élargissement du futur fichier des délinquants sexuels. Attente des réflexions de la commission Burgelin. - **Art. 15** (Entrée en vigueur du fichier des délinquants sexuels) : accepte l'amendement n° 50 de M. Robert Badinter (suppression). Echéance fixée au 30 juin 2005 pour la mise en oeuvre du fichier des délinquants sexuels. - **Division et art. additionnels après l'art. 15** (p. 818) : s'oppose aux amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 60 (division additionnelle - Dispositions relatives au contrôle général des prisons) et, portant sur le même objet, n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66 et n° 51 de M. Robert Badinter (instauration d'un contrôleur général des prisons). Existence de cinq niveaux de contrôle sur les prisons. Expérimentation à l'étude d'exercice de leurs fonctions par des délégués du Médiateur dans les établissements pénitentiaires. Réflexion dans le cadre de la préparation de la loi pénitentiaire. Initiative de l'application de la loi "Kouchner" confiée à l'administration pénitentiaire. Grande qualité de son personnel. Stigmatisation injuste. - **Division additionnelle après**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'art. 15 (p. 820) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (division additionnelle - Titre III bis. Dispositions diverses). - **Art. additionnels après l'art. 15** : accepte l'amendement n° 20 de la commission (insertion du contenu de l'article 8 bis). Accepte l'amendement n° 21 de la commission (insertion du contenu de l'article 9). (p. 821) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (précision de certaines dispositions de la loi Perben II). - **Intitulé du titre IV** : accepte l'amendement n° 23 de la commission (coordination). - **Art. 16** (*Art. 222-23 à 222-31, 225-12-1 et 227-22 à 227-27 du nouveau code pénal ; art. 283, 331-1, 334-2, 1er et 3e alinéas de l'art. 331 ; 1er, 2e et 3e alinéas de l'art. 332 ; 1er et 2e alinéas de l'art. 333 de l'ancien code pénal ; art. 723-30 à 723-34 du code de procédure pénale - Placement sous surveillance électronique mobile des personnes définitivement condamnées à une date antérieure à celle de l'adoption de la présente proposition de loi*) (p. 822) : accepte les amendements de suppression n° 24 de la commission, n° 52 de M. Robert Badinter et n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 909, 911) : consolidation et développement des acquis de l'Union européenne. Etape majeure de la ratification du traité établissant une Constitution. Amélioration du fonctionnement de l'Union européenne. Deux phases de ratification : révision de la Constitution puis ratification par la voie du référendum. Identification par le Conseil constitutionnel de dispositions incompatibles avec la Constitution : nouveaux transferts de compétences au profit des institutions de l'Union et nouvelles prérogatives reconnues aux parlements nationaux : association directe au contrôle du principe de subsidiarité, rôle actif dans le processus décisionnel européen. Suppression des obstacles constitutionnels à la ratification du traité. Réécriture totale du titre XV de la Constitution. Reconnaissance du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux citoyens de l'Union européenne. Transmission au Parlement de tout projet ou proposition d'acte comprenant des dispositions du domaine de la loi. Possibilité pour les assemblées parlementaires de demander la transmission de tout document. Mise en oeuvre des prérogatives nouvelles reconnues aux assemblées parlementaires françaises. Vote de résolutions. Droit de veto reconnu aux parlements nationaux. Principe du recours au référendum pour toute nouvelle adhésion d'un Etat à l'Union européenne. Etape indispensable au processus de construction d'une Union européenne de paix et de prospérité. (p. 950, 952) : pertinence du terme "constitution". Réaffirmation du caractère interétatique de la construction européenne. Primauté de notre Constitution sur ce traité. Interprétation des droits fondamentaux énoncés par la Charte en harmonie avec les traditions constitutionnelles nationales. Exigence morale d'élargissement. Phase d'approfondissement. Disparition des trois piliers. Modification indispensable des processus de décision européenne. Amélioration de l'association des parlements. Maintien de l'équilibre entre les pouvoirs exécutifs et législatifs. Détermination du rôle de la délégation pour l'Union européenne dans le règlement intérieur de chaque assemblée. Saisine préalable du Conseil constitutionnel nécessaire à l'engagement du processus. Portée de la révision. Rapprochement de l'Europe des citoyens et des élus nationaux. Garantie pour les Français de se prononcer sur toute nouvelle adhésion. Entrée de la Turquie extérieure au débat. Simple projet de directive Bolkestein sans rapport avec le nouveau traité. Mise en oeuvre du principe de subsidiarité. Rôle de la construction européenne dans l'établissement d'un pôle démocratique et de liberté. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 955) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Bruno Retailleau tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 959) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 967) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (détermination par le Gouvernement des engagements de la France dans l'Union européenne). (p. 968, 969) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. David Assouline (transfert de la responsabilité de la

négociation et de la signature des traités relatifs à la participation de la France à l'Union européenne au Premier ministre, responsable devant le Parlement). - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 976, 977) : s'oppose aux amendements n° 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) et n° 6 de M. Bruno Retailleau (affirmation de la primauté de la Constitution française sur le droit européen). Demande le retrait de l'amendement n° 3 de M. Michel Charasse (introduction d'une réserve d'interprétation résultant de la décision du Conseil constitutionnel du 19 novembre 2004). Inscription de la décision du Conseil constitutionnel du 19 novembre 2004 dans les visas de la loi autorisant la ratification du traité. - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 991) : s'oppose aux amendements de suppression n° 13 de M. Bernard Frimat, n° 36 de M. Denis Badré et n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. S'oppose également aux amendements n° 28 de M. Yves Détraigne (repli), n° 7 de M. Bruno Retailleau (révision de cette disposition uniquement par référendum) et de M. Robert Badinter n° 14 (organisation d'un débat au Parlement sur toute demande d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne avant l'avis du Conseil européen sur l'ouverture des négociations) et n° 15 (déclaration du Gouvernement devant chaque assemblée suivie d'un débat en cas d'organisation d'un référendum). - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 997) : demande le retrait des amendements identiques n° 20 de M. Robert Badinter et n° 32 de M. Pierre Fauchon (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ainsi que du n° 29 de M. Denis Badré (reconnaissance constitutionnelle de l'actuelle délégation pour l'Union européenne). Subordination au règlement intérieur du Sénat et à l'ordonnance de 1958 de l'organisation du travail entre la délégation et les commissions permanentes. (p. 998, 999) : possibilité de modifier l'ordonnance de 1958 servant de référence au Conseil constitutionnel pour examiner les modifications du règlement des assemblées parlementaires. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) (p. 1004) : s'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 88-3 de la Constitution** (*Droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union européenne aux élections municipales*) (p. 1005) : s'oppose à l'amendement n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, cantonales et régionales aux citoyens membres ou non de l'Union européenne résidant en France). - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1007, 1008) : demande le retrait de l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Elargissement des cas de transmission. Automaticité de la communication en cas de demande par le président de l'une ou l'autre assemblée. (p. 1012) : différence entre les documents soumis au Parlement par le Gouvernement au titre de l'article 88-4 de la Constitution et ceux transmis par les institutions européennes au titre de l'article 88-5. - **Art. 88-7 de la Constitution** (*Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1015) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Yves Détraigne (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 88-7 de la Constitution** (p. 1016) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Bruno Retailleau (soumission à un référendum des révisions du traité). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 1017) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. David Assouline (inscription prioritaire à l'ordre du jour des assemblées de la discussion d'une résolution prévue à l'article 88-5 ou d'une motion prévue à l'article 88-6). - **Art. additionnel avant l'art. 1er (précédemment réservé)** (p. 1020, 1021) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery (inscription dans la Constitution de la reconnaissance et de la promotion des langues régionales et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

minoritaires). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1022) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Odette Herviaux (ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). (p. 1024) : s'oppose à l'amendement n° 12 de Mme Bariza Khiari (ouverture du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne résidant en France depuis au moins cinq ans).

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1036, 1037) : qualité du débat. Accroissement du rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5959, 5962) : création de l'Agence française de sécurité ferroviaire. Dispositions en faveur de la sécurité aérienne. Sanctions relatives au "débridage" des deux roues et des quadricycles à moteur. Immobilisation d'un véhicule en cas d'excès de vitesse supérieur à 50 km/h. Ouverture du fret ferroviaire. Recours au partenariat public-privé pour les investissements ferroviaires. Répercussion des hausses du gazole sur les contrats entre transporteurs et donneurs d'ordre. (p. 5975, 5977) : réponses aux intervenants : utilité de l'Agence française de sécurité ferroviaire, coopération internationale en matière de sécurité routière, harmonisation des prix du gazole, privatisation des autoroutes, libéralisation du fret. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5981) : s'oppose à la motion n° 38 de M. Daniel Reiner tendant au renvoi à la commission. - **Chapitre 1er** : son amendement n° 63 : remplacement des mots "Agence française" par les mots "Etablissement public" ; adopté. (p. 5982) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Daniel Reiner (modification de l'intitulé du chapitre 1er). - **Art. 1er** (*Création de l'Agence française de sécurité ferroviaire*) (p. 5983) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 47 de M. Michel Billout et n° 40 de M. Daniel Reiner (attribution à l'Etat des missions relatives à la sécurité et à l'interopérabilité technique des transports ferroviaires). - **Art. 2** (*Organes dirigeants de l'Agence, statut de ses personnels et cadre juridique de l'intervention de ses agents habilités*) (p. 5984) : son amendement n° 62 : présence de deux parlementaires au conseil d'administration de l'Agence française de sécurité ferroviaire ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 5985, 5986) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (réhabilitation des voies ferrées abandonnées). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 5988) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (cohérence). Son amendement n° 29 : ratification de l'ordonnance du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aéroports ; adopté. - **Art. 8** (*Art. 118-5 nouveau du code de la voirie routière - Exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de 500 mètres relevant du réseau routier transeuropéen*) (p. 5990) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 9 (autonomie fonctionnelle de l'agent de sécurité), ainsi que les n° 8 et 10 (rédaction). - **Art. 10** (*Art. L. 325-1-1, L. 325-2, L. 325-3, L. 224-5, L. 325-3-1 (nouveau), L. 130-6 et L. 344-1 du code de la route - Dispositions relatives à l'immobilisation et à la mise en fourrière des véhicules*) (p. 5991) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5992) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (extension des autorisations de consultation du fichier national des immatriculations). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 5993) : demande le retrait de l'amendement n° 13 de la commission (clarification des responsabilités en cas de sinistre survenant dans un port autonome). - **Art. additionnel avant l'art. 12** (p. 5994) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Michel Billout (renégociation des directives d'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire). - **Art. 12** (*Transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires*) (p. 5995) : s'oppose aux amendements identiques n° 45 de M. Daniel Reiner et n° 53 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 5999, 6000) : accepte l'amendement n° 14 de la commission

(information du Parlement sur l'évolution des relations entre RFF et le gestionnaire d'infrastructures délégué). S'oppose aux amendements n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) et n° 54 de M. Michel Billout (maîtrise des investissements par la création d'un pôle public de financement). - **Art. 15** (*Art. 24 de la loi n° 95-96 du 1er février 1995 concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial - Dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises*) (p. 6004) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Michel Billout (intégration des coûts externes du transport routier dans sa tarification). - **Art. additionnels après l'art. 15** : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 15 (extension aux entreprises de transport routier utilisant des véhicules à deux roues de l'application du cadre juridique prévu par la LOTI pour les autres véhicules de transport routier) et accepte le n° 16 (introduction dans le code de commerce d'une disposition spécifique destinée à encadrer les délais de paiement dans le secteur des transports). - **Division et art. additionnels avant le titre III** : accepte l'amendement n° 17 de la commission (création d'un nouveau chapitre destiné à rassembler les dispositions relatives au transport fluvial et au domaine public fluvial). (p. 6005) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 19 de la commission et n° 32 de M. Yannick Texier (financement de l'entretien du domaine public fluvial des collectivités territoriales). (p. 6006) : accepte les amendements de la commission n° 18 (instauration d'un mécanisme de répercussion des variations du prix du carburant au profit des entreprises de transport fluvial) et n° 61 (sanction des entreprises non résidentes cabotant plus de 135 jours par an). (p. 6007) : accepte l'amendement n° 30 de M. Daniel Dubois (recours au PPP pour la réalisation de nouvelles infrastructures fluviales). Accepte l'amendement n° 27 de Mme Fabienne Keller (approbation d'un avenant à la convention passée entre le ministre des travaux publics et la ville de Strasbourg). (p. 6008) : accepte l'amendement n° 28 de M. Jean-François Le Grand (mesures favorisant le PPP dans le cadre d'investissements portuaires). (p. 6009) : accepte l'amendement n° 26 de Mme Christiane Hummel (clarification de la situation des ports d'outre-mer). - **Art. 16** (*Art. L. 213-11 du code du travail - Dérogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire*) (p. 6010) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. 17** (*Art. L. 220-3 du code du travail - Dérogation à l'obligation de pauses pour les salariés roulants des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs*) : s'oppose aux amendements n° 57 de M. Michel Billout (suppression) et n° 20 de la commission (transposition des dispositions adoptées pour le transport sanitaire au secteur du transport de fonds et de valeurs). - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 6011) : accepte les amendements n° 33 de M. Yannick Texier (non-application des conventions de forfait en jours au personnel roulant des entreprises de transport routier) et n° 60 de la commission (élargissement du champ des conducteurs concernés par l'obligation de formation s'imposant aux transporteurs routiers de marchandises et de voyageurs). - **Art. 18** (*Art. 5-1 (nouveau) du code du travail maritime - Dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour des services de remorquage portuaire*) (p. 6013) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21 de la commission (énonciation précise des matières du droit du travail concernées par cet article). - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 6014) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Michel Billout (obligation d'immatriculation au premier registre pour les armateurs maritimes exerçant en Méditerranée). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6015, 6016) : accepte les amendements de M. Yannick Texier portant sur le même objet n° 34 et 35 (mise en oeuvre de certaines conventions maritimes de l'OIT) et ceux de la commission n° 22 (octroi d'une base législative au service de santé des gens de mer) et n° 23 (repos hebdomadaire des marins). (p. 6017) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (renforcement des garanties offertes aux marins en cas de rapatriement). (p. 6018) : accepte les amendements de M. Yannick Texier n° 36 (fixation du cadre du futur développement du télépéage) et n° 31 (amélioration de la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

transparence dans la relation entre le donneur d'ordre et l'entreprise de transport effectuant un service de transport public occasionnel de personnes).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7513, 7514) : mobilisation de l'ensemble du Gouvernement. Réforme des concessions d'aménagement. Relance des politiques foncières. Réforme du permis de construire. Mobilisation du patrimoine foncier public. Souci de faciliter la tâche des collectivités locales. Accompagnement financier des communes. Souci d'aller au-delà des mesures urgentes en dotant les élus d'outils de gouvernance leur permettant de définir des politiques de logement et d'habitat. Dispositif guidé par trois préoccupations : urgence, pragmatisme et subsidiarité. (p. 7548) : souligne le travail de coopération entre les commissions du Sénat et le Gouvernement. Réponse aux intervenants. Nécessité de modifier les règles de la DGF. - **Intitulé du chapitre 1er** (p. 7557) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (division additionnelle relative à la mobilisation de la ressource foncière). - **Division additionnelle avant l'art. 1er** : accepte l'amendement n° 2 de la commission (division additionnelle relative à la mobilisation de la ressource foncière). - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - *Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7562, 7563) : demande le retrait de l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression). S'oppose aux amendements n° 230 de Mme Michelle Demessine (encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat dans la perspective de la réalisation de logements sociaux et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens) ainsi qu'à ceux de M. Jean Desessard n° 483 (suppression partielle) et n° 484 (prolongation de la durée de validité des zones d'aménagement différé jusqu'au 1er janvier 2010). Accepte les amendements identiques n° 3 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 100 et n° 331 de M. Thierry Repentin (précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amodry (extension du champ de l'article aux sociétés dont le capital est détenu à 50 % ou plus par l'Etat). Accepte les amendements n° 4 de la commission (rédaction), de la commission saisie des lois saisie pour avis n° 101 (prise en compte des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme lors de la délimitation des périmètres). Accepte les amendements de la commission n° 5 (consultation des communes et des EPCI compétents en matière de PLU sur les projets de décret délimitant les périmètres), n° 6 (caducité de ces décrets à l'expiration d'un délai de dix ans suivant leur publication), n° 7 (garantie que la déclaration de projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable) et n° 8 (précision que le droit de préemption urbain ne sera suspendu dans les périmètres que pour les aliénations visant à la réalisation de logements) et, respectivement identiques, de la commission des lois saisie pour avis n° 102, n° 103, n° 104 et de M. Thierry Repentin n° 332. (p. 7564) : garantie du respect de l'esprit d'aménagement voulu par les élus. (p. 7567) : rappelle la condamnation par la juridiction communautaire pour gel des terrains pendant une durée excessive. Demande le retrait de l'amendement précité n° 484 de M. Jean Desessard. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 7568) : demande le retrait de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 105 (possibilité de mettre en vente les biens du domaine public avant leur déclassement). Risque d'annulation par le Conseil constitutionnel. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7572, 7573) : demande le retrait des amendements de la commission n° 10 (application d'un taux maximum de décote de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret), de la commission des lois saisie pour avis n° 106 (caractère obligatoire de la décote d'un minimum de 25 % et d'un maximum de 50 %), et sur ce dernier, du sous-amendement n° 488 de M. Thierry Repentin (précision relative au caractère bâti ou non bâti du terrain concerné). Sur les amendements de M. Thierry Repentin, demande le retrait du n° 334 (fixation d'une décote obligatoire d'au moins 25 % pouvant être portée à 50 % dans les zones délimitées par

décrot) et s'oppose au n° 406 (dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, obligation de consacrer au moins 50 % de la surface des immeubles cédés par l'Etat au logement locatif social et d'y consacrer au moins 20 % dans les autres communes). S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 485 (obligation de consacrer au moins 50 % des immeubles vendus par l'Etat à des logements locatifs sociaux dans les communes non soumises à l'article 55 de la loi SRU et 100 % dans les autres communes) et n° 486 (fixation du prix de cession de certains terrains en vue d'y réaliser des logements locatifs sociaux à un euro symbolique). (p. 7576) : demande le retrait de l'amendement n° 10 de M. Thierry Repentin (application d'un taux maximum de décote de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 7583) : sur l'amendement n° 11 de la commission (transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des immeubles détenus par l'Etat et ses établissements publics), son sous-amendement n° 493 (exclusion de cette disposition des sociétés dont l'Etat détient la majorité du capital) ; adopté. (p. 7584) : accepte les amendements identiques n° 11 de la commission et n° 333 de M. Thierry Repentin (transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des immeubles détenus par l'Etat et ses établissements publics). Demande le retrait de l'amendement n° 409 (transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des terrains dont l'Etat, les établissements publics ou des entreprises publiques sont propriétaires) du même auteur au profit de l'amendement précité n° 11 de la commission, modifié par son sous-amendement n° 493 précité. S'oppose à l'amendement n° 330 de M. Thierry Repentin (allègement des droits de mutation des anciennes habitations ou des corps de ferme abandonnés lors de leur remise sur le marché du logement social). - **Division additionnelle avant l'art. 2** : accepte l'amendement n° 12 de la commission (rédaction). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 7585, 7588) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 232 (ajout d'une obligation de maintien ou de développement du parc locatif existant dans les conventions passées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU), n° 233 (possibilité pour l'ANRU d'accorder des majorations de subventions) et n° 234 (maintien du caractère locatif des logements HLM). Accepte l'amendement n° 481 de la commission (obligation pour tous les EPCI d'établir leur politique en matière d'habitat à travers un programme local de l'habitat, PLH). - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7593) : s'oppose à l'amendement n° 218 de Mme Michelle Demessine (nouvelle rédaction de cet article visant à réaffirmer l'obligation pour les communes de respecter le pourcentage de logements sociaux prévus dans la loi SRU). Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 107 (inscription dans le code de l'urbanisme de la possibilité d'inclure un échancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants dans les dispositions relatives au contenu des plans locaux d'urbanisme). (p. 7594) : s'oppose à l'amendement n° 221 de Mme Michelle Demessine (contrôle par le préfet des obligations des communes en matière de logement social). (p. 7598) : son amendement n° 494 : définition de la notion de réalisation de logements sociaux ; retiré au profit de l'amendement n° 16 de la commission portant sur le même objet. (p. 7602) : s'oppose aux amendements n° 192 de M. Bernard Seillier (obligation pour les communes de délimiter dans leur plan local d'urbanisme les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 20 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI), de Mme Michelle Demessine n° 222 (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de la moitié des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux), n° 236 (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI), n° 238 (cohérence) et n° 237 (précision). S'oppose aux amendements de M. Thierry Repentin n° 403 (faculté pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et suppression du droit de délaissement) et n° 404 (en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de 25 % des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans des zones d'aménagement concerté), de M. Jean Desessard n° 454 (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation de 35 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans une zone d'aménagement concerté), n° 452 (possibilité de planifier localement la répartition des logements sociaux dans l'espace urbain) et n° 453 (affectation aux logements locatifs sociaux de 25 % des nouveaux programmes de constructions dans les villes de plus de 20 000 habitants ayant d'importants besoins en logements). Accepte les amendements identiques de la commission n° 15 et de la commission des lois saisie pour avis n° 109 (élargissement aux zones à urbaniser des servitudes prévues par les PLU dans les zones urbaines). Accepte les amendements identiques de la commission n° 16, de la commission des lois saisie pour avis n° 110 et de M. Thierry Repentin n° 335 (élargissement de la notion de construction à celle de réalisation de logements sociaux). Accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 111 (prise en compte du respect des objectifs de mixité sociale dans la définition des catégories de logements locatifs) ainsi que les amendements identiques de la commission n° 18, de la commission des lois saisie pour avis n° 113 et de M. Thierry Repentin n° 337 (inscription législative de la possibilité pour les communes de déléguer totalement la procédure relative au droit de délaissement à des offices publics d'aménagement et de construction ou à des sociétés d'économie mixte). Accepte les amendements identiques de la commission n° 19, de la commission des lois saisie pour avis n° 114 et de M. Thierry Repentin n° 338 (coordination). (p. 7608) : accepte les amendements identiques de la commission n° 13 et de la commission des lois saisie pour avis n° 108 (organisation au sein du conseil municipal d'un débat triennal portant uniquement sur les résultats en matière de logements du PLU) et, sur ce dernier, souhaite le retrait du sous-amendement n° 210 de Mme Catherine Troendle. S'oppose à l'amendement n° 235 de Mme Michelle Demessine (intervention du préfet sur le PLU d'une commune comprenant des dispositions ne permettant pas la construction de programmes d'accession sociale à la propriété). (p. 7609, 7610) : accepte l'amendement n° 14 de la commission (extension aux communes dotées d'un POS, de la possibilité de majorer le coefficient d'occupation des sols jusqu'au 1er janvier 2010 pour permettre la réalisation de logements sociaux). Demande le retrait des amendements identiques n° 17 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 112 et n° 336 de M. Thierry Repentin (libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux). Nécessité d'une étude juridique approfondie de ce dossier. (p. 7612) : s'oppose à l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). (p. 7617) : s'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Michelle Demessine (fixation des parts de logements locatifs sociaux à réaliser en fonction de leur catégorie). (p. 7620) : possibilité de modifier le coefficient d'occupation des sols sans réviser le plan d'occupation des sols. S'oppose aux amendements n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux), n° 402 de M.

Thierry Repentin (suppression des seuils de population et de la limite temporaire encadrant la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs afin de réaliser des programmes de logements comprenant la moitié de logements sociaux), n° 239 de Mme Michelle Demessine (repli) et n° 455 de M. Jean Desessard (majoration du coefficient d'occupation des sols de certains secteurs limitée à la réalisation de programmes de logements composés en totalité de logements sociaux). Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 115 (extension du dispositif de majoration du coefficient d'occupation des sols aux communes non encore dotées d'un PLU) et n° 117 (coordination) ainsi que les amendements identiques n° 20 de la commission, de la commission saisie pour avis n° 116 et n° 339 de M. Thierry Repentin (suppression de la référence aux besoins en logements des communes). (p. 7622) : réponse à M. José Balarello : absence d'enquête publique lors de la révision d'un POS. Accepte les amendements identiques n° 21 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 118 et n° 166 de M. Alain Vasselle (suppression du pouvoir de substitution du préfet).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9140, 9141) : rôle stratégique du tourisme en termes d'emploi et d'économie. Indicateurs du programme Stratégie en matière d'équipement. Réforme du permis de construire : meilleure lisibilité, gestion des délais et modification des règles d'octroi du certificat de conformité. Crédits de la mission "Transports".

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9238, 9246) : relance des infrastructures de transport : amélioration des indicateurs de programmes, missions et ressources de l'AFITF, contrat de plan Etat-région, transfert des routes nationales aux départements, devoir de mémoire lié à la Voie sacrée, comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire. Exigences des Français en termes de sécurité dans les transports aériens, maritimes et terrestres. Situation financière de RFF et de la SNCF. Développement durable : transport combiné, aéroports franciliens, plan d'exposition au bruit de Paris-Orly. Principes appliqués par le Gouvernement : concertation et équité. Compensation des transferts de personnels. Gestion des routes. Taxe de solidarité. Ouverture du capital de la SNCM. Délégation de service public pour la continuité territoriale de la Corse. TVA des transporteurs routiers. - **Art. 90 (Aménagement du régime de la taxe d'aéroport)** (p. 9248) : demande le retrait des amendements, portant sur le même objet, n° II-283 et II-284 de M. Francis Grignon (fixation du taux des taxes applicables aux aérodromes exposés à la concurrence d'un aérodrome étranger). - **Art. additionnel après l'art. 90 ter** (p. 9249) : s'oppose à l'amendement n° II-186 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de versement transport par le syndicat des transports d'Île-de-France).

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports - Commission mixte paritaire [n° 42 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 10233, 10234) : mise en conformité avec les engagements internationaux de la France. Renforcement de la sécurité des transports. Développement des infrastructures ferroviaires. Instauration d'une taxe expérimentale sur les véhicules de plus de douze tonnes en Alsace. Mise en oeuvre des conventions maritimes de l'OIT. Hommage au travail du Sénat.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 356, 357).

PEYRAT (Jacques)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 19 octobre 2005 ; membre de la commission jusqu'au 18 octobre 2005.

Membre suppléant de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 83 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne. [n° 216 (2004-2005)] (2 mars 2005) - **Justice - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 387 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la décision des représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil le 28 avril 2004, concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA [n° 53 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 618, 621) : rapport de la commission de révision du statut général des militaires. Place de l'armée dans une démocratie contemporaine. Spécificité du régime juridique des militaires. Réponse par le recrutement des militaires au défi de la professionnalisation de l'armée. Reconversion. Principe de concertation. Adaptation du statut sans modification de son esprit. Progrès apporté à l'insuffisance des garanties et protections, et de la responsabilité juridique dans les opérations extérieures. Avec le groupe UMP, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention établie par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne [n° 83 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 82 (2004-2005)** (p. 2167) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole à la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, établi par le Conseil conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne [n° 82 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 83 (2004-2005).**

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9106) : approbation et satisfaction vis-à-vis du budget de la défense.

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 4 mai 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3650) : caractère démagogique et précipité de ce texte. Approbation de la commission des lois. Sa proposition reprise par la commission de laisser le Congrès affectataire de la salle des séances et de ses annexes. Possibilité de dérogation pour l'utilisation de cette salle. Votera cette proposition de loi amendée. Conditions d'examen de ce texte. - **Art. 1er (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès)** (p. 3655) : son amendement n° 7 : maintien de l'affectation de la salle des séances et du musée du Parlement à l'Assemblée nationale et au Sénat ; devenu sans objet. (p. 3656) : intervient sur le sous-amendement n° 11 de M. Michel Charasse (ajout du musée du Parlement aux locaux affectés aux assemblées), déposé sur l'amendement n° 1 de la commission (maintien de l'affectation à l'Assemblée nationale et au Sénat de la salle des séances, de ses accès et des locaux nécessaires à la tenue du Congrès). Transfert du musée du Parlement à Paris. Le groupe socialiste d'abstiendra lors du vote de l'amendement précité n° 1. - **Art. 3 (Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles)** (p. 3657, 3658) : son amendement n° 10 : affectation exclusive de la salle des Congrès aux séances et réunions parlementaires du Congrès et possibilité de dérogations accordées par décision conjointe des bureaux des deux assemblées ; devenu sans objet. (p. 3659) : votera l'amendement n° 3 de M. Josselin de Rohan (précision des conditions de libération des locaux transférés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3660) : le groupe socialiste votera ce texte. Charges d'entretien des locaux.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Discussion générale**

(p. 4482, 4483) : texte concourant à la construction d'un espace judiciaire européen. Aide juridictionnelle. Lutte contre le faux monnayage et la corruption dans le secteur privé. Exécution des décisions de gel de biens. Le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5271, 5272) : utilité douteuse de ce texte. Sanctuarisation souhaitée par l'Assemblée nationale. Souhaite le maintien de l'affectation des locaux du Congrès au Parlement. Possibilité d'une collaboration avec l'établissement public de Versailles sans nouvelle loi. - **Art. 1er (Art. 2 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 - Mise à disposition des assemblées des locaux du Congrès)** : Sur l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 5 ; adopté. - **Art. 3 (Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles)** (p. 5273) : son amendement n° 6 : rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture ; adopté.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 29 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6345, 6346) : développement de la coopération décentralisée, en harmonie avec les engagements internationaux de la France. Nécessité d'assurer la sécurité juridique de cette aide. Intérêt d'un cadre conventionnel. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 31 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6360, 6361) : le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de résolution. Caractère partisan de ce texte. Problèmes posés par l'immigration clandestine. Hypocrisie de l'"immigration choisie". Nécessité d'une réflexion sur l'immigration dans son ensemble et sur les aides au développement des pays d'origine. - **Art. unique** (p. 6369) : le groupe socialiste ne votera pas cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8890, 8891) : violences urbaines. Regrette l'absence du ministre de l'intérieur. Immigration clandestine. Police de proximité. - **Art. additionnels après l'art. 85** (p. 8907, 8908) : favorable aux amendements du Gouvernement n° II-146 (prolongation à titre exceptionnel des contrats des adjoints de sécurité arrivant à échéance au cours de l'année 2006) et n° II-147 (recrutement en contrat d'accompagnement dans l'emploi des adjoints de sécurité).

Sécurité civile

- (6 décembre 2005) (p. 8912, 8913) : bons résultats d'ensemble de notre système de protection civile. Nouveaux risques liés au terrorisme. Place prépondérante occupée par le secours aux personnes. Mise en place d'un réseau numérique de transmissions spécifique à tous les services de sécurité.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Question préalable** (p. 9621) : le groupe socialiste votera la motion n° 32 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 9638, 9640) : ses amendements n° 83 : création d'une délégation parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations ; et n° 82 : création d'une commission destinée à élaborer un projet de texte relatif à la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

création d'un dispositif parlementaire d'évaluation des actions conduites par les services de renseignements et d'informations ; rejetés. - **Art. 1er bis** (*Détermination des services spécialisés dans la lutte antiterroriste*) (p.9649) : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (suppression). - **Art. 3** (*Art. 78-2 du code de procédure pénale - Contrôle d'identité dans les trains transnationaux*) (p.9654) : son amendement n° 88 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9656) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). - **Art. 4** (*Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques*) (p. 9662, 9663) : son amendement n° 89 : liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret après avis de la CNIL ; rejeté.

PICHERAL (Jean-François)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2005.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 3 octobre 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 287 (2004-2005)] ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports. [n° 379 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Transports - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (4 mai 2005) - **Art. 13** (*Art. 21-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Amélioration du régime applicable aux réseaux de transport et de distribution d'électricité*) (p. 3578, 3579) : sur l'amendement n° 52 de la commission (clarification et simplification du dispositif d'évaluation et de contrôle de la qualité de l'électricité), soutient le sous-amendement n° 98 de M. Xavier Pintat (cohérence rédactionnelle) ; adopté. - **Art. 13 bis** (*Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3584, 3585) : soutient l'amendement n° 99 de M. Xavier Pintat (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité) ; retiré.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports** [n° 287 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 5309, 5310) : recul des parts de marché françaises dans le transport routier. Transposition de directives communautaires et adaptations relatives au temps de travail. Plan gouvernemental en faveur du transport routier. Assouplissements des règles relatives au temps de travail maximal. Régulation du travail de nuit. Caractère protecteur des mesures transposées. Problème du cabotage. Recommande l'adoption de ce texte. - **Question préalable** (p. 5321) : s'oppose à la motion n° 6 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Art. unique** (p. 5325) : s'oppose aux amendements n° 7 de M. Daniel Reiner (suppression) et n° 2 de M. Jean-Jacques Hyest

(assouplissement du régime de pauses obligatoires pour les transports interurbains). Accepte les amendements de M. Yannick Texier n° 3 (possibilité de dérogation à la durée maximale de travail de nuit pour les transports sanitaires) et n° 4 (assouplissement du régime de pauses obligatoires pour le transport sanitaire). Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 1 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de M. Yannick Texier (conséquence).

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; puis membre le 17 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 40 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation [n° 52 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Défense - Capacité interarmées** [n° 102 tome 4 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3369, 3370) : nécessité de repenser notre politique énergétique. Satisfait de la renonciation du Gouvernement à la déclaration d'urgence. Hommage au travail du rapporteur. Rôle des collectivités locales dans la mise en place de politiques de maîtrise de la demande énergétique et dans la protection des consommateurs. Qualité de l'électricité distribuée. Tarifs d'utilisation des réseaux. Production d'électricité : choix de construire un réacteur à eau pressurisée ; diversification raisonnée du bouquet énergétique. Énergie éolienne.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. 1er (et annexe)** (*Objectifs de la politique énergétique nationale*) (p. 3434) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé), son sous-amendement n° 93 ; retiré. - **Art. 5 ter** (*Art. L. 2224-31 et L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales - Aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie*) (p. 3486, 3487) : sur l'amendement n° 26 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 94 ; adopté. Sur l'amendement n° 27 de la commission (prise en compte de l'extension du champ des actions destinées à maîtriser la demande d'électricité des consommateurs desservis en basse tension), ses sous-amendements n° 153 ; adopté ; et n° 95 ; retiré. (p. 3488) : son amendement n° 96 : accès des agents de contrôle des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz aux coordonnées des personnes en situation de précarité ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3539) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), soutient le sous-amendement n° 208 de M. Ambroise Dupont (allongement des délais impartis au préfet et à la commission départementale des sites pour la définition des ZDE) ; retiré. (p. 3540, 3542) : sur l'amendement n° 40 précité de la commission, son sous-amendement n° 97 : possibilité pour les groupements de communes de proposer la création de ZDE ; retiré. Sur l'amendement n° 40 précité, soutient les sous-amendements de M. Ambroise Dupont n° 209 (obligation pour le préfet de veiller à la cohérence départementale des ZDE) ; adopté ; et n° 210 (limitation du dispositif transitoire aux installations situées en dehors du périmètre d'une ZDE approuvée par le préfet) ; retiré.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et du Royaume des Pays-Bas, relatif à la coopération dans le domaine de la technologie de la centrifugation [n° 40 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 6767, 6768) : accord permettant au groupe français AREVA de poursuivre son activité dans le domaine de l'enrichissement et de conserver une position forte sur le marché du combustible. Alliance entre AREVA et le consortium européen URENCO. Demande l'approbation de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (Capacité interarmées). (p. 9094, 9095) : forces nucléaires. Equipements spatiaux. Avis favorable de la commission des affaires étrangères sur les crédits de la mission "Défense" s'agissant de la capacité interarmées.

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - Justice.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 101 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - Budget - Sécurité sociale.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 41, 43) : difficultés grandissantes des élus locaux ; exemple du département de la Drôme. Nécessité de remédier au profond déséquilibre en gestation. Faiblesse du budget consacré à l'agriculture dans la loi de finances de 2005. Incohérence du parcours législatif du texte. Intervention indispensable des pouvoirs publics en faveur des territoires ruraux. Dérision des mesures proposées face aux enjeux. Absence de débat sur l'avenir des territoires ruraux ; présentation d'un agglomérat de suggestions sectorielles. Manque de vision politique. Paradoxe de la disparition des services publics parallèlement à un accroissement de la population rurale. Maintien indispensable d'un maillage de services publics de qualité. Solidarité nationale et péréquation des richesses absentes du texte. Renforcement de l'incertitude des élus locaux face aux transferts de compétences. Rupture d'égalité des citoyens pour l'accès aux services publics. Perte d'autonomie financière des collectivités locales. Favorable au développement indépendant de la France rurale. Le groupe socialiste regrette le manque d'ambition de cette loi.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 98) : satisfait de l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 305 de M. Jean-Marc Pastor (inclusion dans le dispositif de transition des communautés de communes constituées pendant l'année 2004).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 261) : favorable au sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogrix portant sur l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire). - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 291) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 295) :

soutient l'amendement n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie) ; adopté. (p. 300) : nécessité d'associer des personnes d'horizons divers à la préparation des décrets d'application de ce texte. Intervient sur l'amendement n° 112 de M. Jean Bizet (limitation des lieux de délivrance des médicaments vétérinaires soumis à prescription obligatoire).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 66** (p. 452) : intervient sur l'amendement n° 87 de M. Jacques Blanc (mise en place de schémas départementaux éoliens). - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 455) : soutient l'amendement n° 326 de M. Jean Besson (reconnaissance aux gestionnaires de l'équarrissage naturel d'une mission de service public d'équarrissage dans la collecte et l'élimination des cadavres d'animaux) ; retiré. Réintroduction de vautours sauvages dans le Drôme. (p. 456) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 157 du Gouvernement (redéfinition du champ du service public de l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1386, 1388) : inquiétude des élus ruraux face au retrait des services publics. Multiples répercussions de la disparition d'un bureau de poste. Possibilité de transposer les directives européennes en préservant le service public postal. Libéralisation totale. Problèmes posés par les agences communales. Coût de la présence postale. Maintien du nombre de points de contact masquant une diminution des bureaux de plein exercice. Absence d'apport positif dans les nouveaux articles du projet de loi. Politique allant à l'encontre d'un aménagement équilibré du territoire. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1438) : soutient l'amendement n° 114 de M. Pierre-Yvon Trémel (couverture de l'ensemble du territoire conformément aux exigences d'aménagement) ; rejeté. (p. 1442) : favorable à l'amendement n° 115 de M. Pierre-Yvon Trémel (mention "République française" obligatoire sur l'ensemble des timbres émis par La Poste). - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1456) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), soutient le sous-amendement n° 164 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression de la règle interdisant que plus de 10 % de la population soit éloignée de plus de cinq kilomètres d'un point de contact de La Poste) ; rejeté. Présentation du tableau statistique de M. Robert Mériaudeau, maire de Brégnier-Cordon.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6797) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - *Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6880) : soutient l'amendement n° 295 de M. Jean-Marc Pastor (réintégration de la certification de conformité produit dans les signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine agro-alimentaire) ; adopté. Mode de valorisation à part entière. Son importance lors des crises de la vache folle et de la dioxine. Risque d'abrogation des aides à la promotion versées par le FEADER et la FEOGA. (p. 6884) : soutient l'amendement n° 604 de M. Claude Lise (prise en compte par le présent projet de loi des problématiques particulières aux régions ultramarines) ; retiré. (p. 6886) : soutient l'amendement n° 614 de M. Roland Courteau (suppression de l'autorisation de légiférer par ordonnance) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6892) : favorable à l'amendement n° 260 de M. Dominique Mortemousque (assimilation des zones à vocation truffière à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des espaces forestiers). Souci de pallier la baisse de la production truffière.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8743, 8744) : mission "Régimes sociaux et de retraite". Compensation des déficits financiers des régimes spéciaux de la SNCF, de la RATP, des marins et des mineurs. Caractère contraint des dépenses. Respect des engagements pris par l'Etat envers les assurés de ces régimes et leurs ayants droits. Situation contrastée selon les régimes. A titre personnel, défavorable à une réforme de ces régimes spéciaux. Légitimité des avantages de retraite et de protection sociale liés au statut des agents. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8755) : le groupe socialiste votera contre les amendements identiques n° II-64 de la commission et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-72 (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 20 % du montant en principal de la pension), ainsi que contre l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension). Ajout d'injustice à l'injustice. Absence de concertation.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8932, 8934) projet de budget manquant réellement d'ambition et de moyens. Dénonciation de l'abandon marqué des politiques agro-environnementales. Indemnité compensatrice de handicap naturel. Crise du secteur des fruits et légumes et de la viticulture. Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles. Suppression de crédits dans le domaine de l'enseignement agricole. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8958) : défavorable à l'amendement n° II-145 du Gouvernement (nouvel abondement au programme "enseignement technique agricole").

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Vice-président de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 124 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, [n° 232 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Entreprises - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Arabie Saoudite : l'enjeu des réformes [n° 270 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : Libéraliser les échanges commerciaux : quels effets sur la croissance et le développement ? [n° 120 (2005-2006)] (7 décembre 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7700) : intervient sur l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement). Rappel des actions réalisées par les socialistes en faveur du logement. - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7732) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9028, 9030) : difficultés de réforme des Nations-Unies. Légitimité internationale incontestable de l'ONU. Objectif de création d'un nouvel ordre international. Demande de précision sur la relance de la réforme essentielle au renouvellement de la légitimité onusienne et au fonctionnement du système de sécurité collective. Possibilité d'intégration de la future force de réaction rapide européenne à l'ONU. Sous-évaluation des crédits nécessaires au maintien de la paix. Interrogation sur le montant de la participation au Haut comité aux réfugiés. Rôle incontournable de l'OMC. Questionnement sur la position de la France à la prochaine conférence interministérielle de l'OMC. Dégradation de l'image de la France au sein de l'Union. Réchauffement louable des relations bilatérales avec Israël : création de la fondation France-Israël ; interrogation sur l'application de la feuille de route dans le conflit entre Israéliens et Palestiniens ; préalable indispensable d'indépendance du Liban. Demande de mise au point sur la situation en Côte d'Ivoire. Budget en baisse caractérisé par son manque de "sincérité". Poursuite des pertes d'emplois. Budget d'affichage de l'aide publique au développement. Le groupe socialiste votera contre ces crédits. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 9047) : défavorable à l'amendement n° II-74 de la commission (transfert des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Action de la France en Europe et dans le monde").

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9108, 9109) : question des bombes à sous-munitions.

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

Election le 18 septembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 4 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 26 (2005-2006)] - (3 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6524) : son amendement n° 213 : clarification relative aux conditions dans lesquelles les biens donnés à bail cessible peuvent être considérés comme des biens professionnels au regard de l'ISF ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6531, 6532) : son amendement n° 211 : introduction dans le statut du fermage d'une disposition relative au congé-vente à destination des propriétaires bailleurs disposant de faibles ressources ; retiré. (p. 6537, 6538) : son amendement n° 214 : extension des dispositions fiscales appliquées aux apporteurs de biens immobiliers ou de droits immobiliers à destination agricole aux apporteurs de parts en numéraires à un groupement foncier agricole ; retiré. - **Art. 4 bis (Art. 70 et 71 du code général des impôts - Extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles)** (p. 6548) : son amendement n° 212 : extension aux associés exploitants des règles appliquées aux exploitants individuels ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6572, 6574) : intervient sur l'amendement n° 192 de M. Yann Gaillard (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. 9 ter (Art. L. 741-16 du code rural - Extension aux entreprises de travaux forestiers des taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels)** (p. 6612) : importance du sous-amendement n° 623 de M. Daniel Soullard déposé sur l'amendement n° 19 de la commission (rédaction).

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 12 (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois)** (p. 6692) : sur l'amendement n° 580 de M. Marcel Deneux (extension du dispositif incitatif aux huiles d'origine animale), son sous-amendement n° 757 ; devenu sans objet. - **Art. 14 (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

[nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6729) : son amendement n° 215 : mise en cohérence de l'action des comités économiques agricoles avec celle des interprofessions ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6740) : son amendement n° 270 : fixation d'un délai minimum de préavis en cas de rupture par un commerçant ou un industriel d'une relation établie avec un producteur agricole ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt) (p. 6756) : son amendement n° 219 : exonération de la contribution additionnelle pour les exploitants souscrivant des contrats d'assurance récolte ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Art. additionnels après l'art. 29** (p. 8398, 8399) : soutient l'amendement n° I-234 de M. Serge Vinçon (exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficie le ministère de la défense au titre des terrains militaires) ; retiré.

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

Président du Sénat ; a présidé les séances des 18, 20 janvier, 1er, 8, 15, 17 février, 1er, 2, 3, 15, 17, 22, 23, 24 mars, 6, 7, 12, 14 avril, 10, 12 mai, 8, 9, 13, 15, 16, 21, 30 juin, 6, 13 juillet, 1er, 5, 6, 11, 13, 20, 26, 27 octobre, 2, 3, 8, 9, 16, 17, 24, 29, 30 novembre, 1er, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 20, 21 et 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Hommage aux victimes du raz-de-marée de l'Océan indien** - (18 janvier 2005) (p. 23) : exprime la solidarité du Sénat à l'ensemble des victimes de la catastrophe. Concours financier de la Haute Assemblée et individuellement des sénateurs, fonctionnaires et assistants. Versement à la Croix-Rouge française. Importance des services de protection civile. Action remarquable des organisations humanitaires. Ouverture d'une réflexion sur la création d'un corps de volontaires européens d'aide humanitaire. Invite à observer quelques instants de recueillement en mémoire des victimes.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 908, 909) : adaptation de la Constitution aux avancées prévues par le traité constitutionnel européen. Travaux de la convention sur l'avenir de l'Europe : représentation du Sénat par MM. Hubert Haenel et Robert

Badinter. Nouvelles compétences dévolues au Parlement chargé du respect du principe de subsidiarité. Equilibre dans la répartition des pouvoirs entre les instances européennes et les parlements nationaux.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (1er mars 2005) (p. 1071) : attente du rapport annuel de la Cour des comptes par les sénateurs. Attachement du Sénat au développement des relations institutionnelles avec la Cour.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (2 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1135) : intervient sur le rappel au règlement de M. Roland Muzeau. Conformité avec le règlement du Sénat de la réserve déposée par la commission des affaires sociales.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1585) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Valorisation de l'institution à travers le tournage dans l'hémicycle d'une émission de forte audience.

- **Souhaits de bienvenue à un parlementaire russe** - (17 mars 2005) (p. 1762).

- **Manifestation de soutien des parlementaires à Florence Aubenas et à Hussein Hanoun** - (24 mars 2005) (p. 2287).

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3646) : inscription de ce texte dans une démarche déjà entreprise par les questeurs. Regret de la non-consultation du conseil de questure sur cette initiative. Approbation de ce texte. Souci de préserver l'autonomie du Parlement lors des Congrès.

- **Communication du Médiateur de la République** - (12 mai 2005) (p. 3791) : accueil du Médiateur de la République pour la présentation au Sénat du rapport annuel de la Médiation de la République. Contribution au suivi de l'application des lois. Intérêt du Sénat pour les propositions de réforme législative.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3895) : adresse ses vœux républicains de réussite au nouveau Gouvernement.

- **Libération de deux otages détenus en Irak** - (13 juin 2005) (p. 3926) : joie relative à la libération de la journaliste Florence Aubenas et de son guide Hussein Hanoun, détenus en Irak. Pensée pour tous les otages restant en captivité. Hommage aux risques pris par les journalistes pour assurer la liberté de l'information.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4150, 4151) : premier débat parlementaire préalable à un Conseil européen. Remerciements au Gouvernement.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Québec** - (30 juin 2005) (p. 4853).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (6 juillet 2005) (p. 5143, 5146) : caractère particulier de la session dû à la mixité du mode d'élection du Sénat et à sa place retrouvée au sein des institutions. Amélioration de la productivité législative. Augmentation du taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés par le Sénat. Accroissement de la part des travaux de contrôle en séance plénière. Amplification de la collaboration entre les commissions et la Cour des comptes. Montée en puissance de l'Observatoire de la décentralisation. Politique d'ouverture et pérennité du Sénat. Vocation d'assemblée de proximité. Nécessaire rénovation des méthodes de travail législatif face à l'inflation des textes. Création prochaine de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale. Remerciements.

- **Suite de la discussion** (13 juillet 2005) (p. 5499, 5500) : bilan de la session "complémentaire". Félicitations aux

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

parlementaires et aux ministres pour la qualité du travail accompli. Remerciements.

- **Ouverture de la session ordinaire de 2005-2006** - (1er octobre 2005) (p. 5581).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République tchèque** - (5 octobre 2005) (p. 5710, 5711).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (5 octobre 2005) (p. 5711) : hommage à toutes celles et ceux touchés par les récents drames : compatriotes de Martinique, victimes du feu, victimes des ouragans Katrina et Rita aux Etats-Unis, et conséquences des inondations catastrophiques dans l'Hérault et le Gard. Dévouement des soldats du feu. Importance de la sécurité civile. Propose la création d'un groupe de réflexion sur la modernisation des méthodes de travail du Sénat.

- **Hommage aux victimes de catastrophes naturelles** - (11 octobre 2005) (p. 5776) : solidarité du Sénat avec les victimes des catastrophes survenues au Guatemala, au Pakistan, en Inde et en Afghanistan.

- **Hommage au Secrétaire général du Sénat** - (13 octobre 2005) (p. 5880)

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) (p. 6301, 6302) : initiative sénatoriale du débat annuel prévu dans la loi organique relative aux lois de finances, LOLF. Vision d'ensemble décisive dans la définition d'une stratégie cohérente des finances publiques.

- **Message divers sur les violences urbaines** - (8 novembre 2005) (p. 6765, 6766) : inquiétude du Sénat face à ces violences. Mobilisation des élus de proximité.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7230) : mobilisation constante des sénatrices et des sénateurs sur la situation des quartiers en difficulté. Salue l'action de médiation des maires et la disponibilité des forces de sécurité. Préoccupation continuelle du Sénat des problèmes d'intégration et de citoyenneté. Remise des prix "Talents des cités" au Sénat. Ouverture indispensable de nouvelles perspectives d'avenir pour les jeunes.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7788, 7789) : premier projet de loi de finances discuté suivant le schéma rénové de la LOLF. Enracinement de la culture de la performance et du résultat au coeur de la gestion publique. Souhaite des débats plus clairs et plus vivants.

- **Rappel au règlement** - (29 novembre 2005) (p. 8269) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Michel. Soumission de sa proposition de loi à la commission des affaires culturelles. Décision de celle-ci de procéder à des auditions. Groupe de réflexion sur la modernisation des méthodes de travail du Sénat.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Maroc** - (30 novembre 2005) (p. 8356).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 66** (p. 9438) : intervient sur l'amendement n° II-390 de M. Gérard Miquel (revalorisation du plafond du tarif d'achat de l'électricité produite par cogénération en le déconnectant du prix du gaz). Avantages et inconvénients pour les collectivités locales d'encourager la production d'électricité par des éoliennes. - **Art. additionnels après l'art. 66** (p. 9441) :

remarques à propos de l'amendement n° II-392 de M. Marc Massion (application du taux réduit de TVA aux opérations d'aménagement et de construction destinées à l'accession sociale à la propriété d'un logement neuf situé dans un quartier de rénovation urbaine conventionné par l'ANRU). Télescopage entre le projet de loi de finances et le projet de loi portant engagement national pour le logement. Partisan d'un retour à une session d'automne essentiellement budgétaire. (p. 9442) : nombreux contentieux à propos de l'application du taux réduit de TVA. Nécessité de préciser ce qui est restauration, entretien de bâtiments ou constructions neuves.

- **Suite de la discussion** (13 décembre 2005) (p. 9547, 9548) : respect du délai constitutionnel fixé pour la discussion budgétaire rénovée. Rapidité d'adaptation des parlementaires aux nouvelles possibilités offertes par la LOLF. Organisation des débats. Souci d'équilibre financier de la décentralisation. Remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10090) : nécessité de respecter le calendrier pour la discussion des textes financiers.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (21 décembre 2005) (p. 10163, 10164) : aspect positif du travail accompli par la Haute assemblée malgré un véritable dérèglement des travaux. Remerciements. Hommage à son directeur de cabinet, Alain Méar.

PONIATOWSKI (Ladislas)
sénateur (Eure)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au développement des territoires ruraux [n° 175 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 36, 38) : consensus de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le volet "zone humide", "Natura 2000" et une majorité des dispositions du volet "chasse" : rôle dévolu à la chasse dans le développement économique des territoires ruraux, définition des orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage, comptabilité de l'ONCFS, règle de transport du gibier et plan de gestion cynégétique. Divergence sur la question de l'équilibre sylvo-cynégétique et la prise en compte des dégâts de gibier en forêt. Conciliation indispensable d'intérêts parfois contradictoires.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 43 bis** (Art. L. 8 du code forestier - Garantie ou présomption de gestion durable d'une forêt située dans un site Natura 2000) (p. 305) : son amendement n° 19 : précision ; adopté. (p. 306) : accepte l'amendement n° 281 de M. Jean-François Le Grand (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p. 307) : accepte l'amendement n° 131 du Gouvernement (mesures contre les espèces envahissantes). (p. 308) : accepte l'amendement n° 437 du Gouvernement (conséquence). - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué) : son amendement n° 21 : suppression de l'article 49 bis ; rejeté. Danger des traitements chimiques. (p. 309) : s'oppose aux amendements analogues n° 172 de M. Michel Doublet, n° 116 de Mme Brigitte Bout et n° 322 de M. Bernard Dussaut (éradication du ragondin). (p. 312) : question de l'interdiction de l'utilisation des produits chimiques après juillet 2006. - **Art. additionnels après l'art. 51** : son amendement n° 22 : participation financière du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres ; adopté. (p. 313) : son amendement n° 427 : aide au financement des travaux réalisés sur les terrains du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres ; adopté. - **Art. 52** (Art. 1er et 25-1 de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales et art. L. 213-10 du code de l'environnement - Rôle des associations syndicales autorisées dans les zones humides) (p. 314) : accepte l'amendement n° 173 de M. Michel Doublet (exclusion des associations syndicales du champ d'application des dispositions de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage public), ainsi que le sous-amendement n° 434 du Gouvernement s'y rapportant. - **Art. 53 bis A** (Art. L. 142-2 du code de l'urbanisme - Extension du champ de la taxe départementale des espaces naturels sensibles, TDENS) : son amendement n° 23 : rédaction ; adopté. (p. 315) : demande le retrait des amendements identiques n° 79 de M. Jacques Blanc et n° 410 de Mme Annie David (extension de l'utilisation en zone de montagne de la TDENS). (p. 316) : demande le retrait de l'amendement n° 69 de M. Christian Gaudin (précision de la nature de l'intervention du CAUE dans la définition de la politique départementale des espaces naturels sensibles). - **Art. additionnel après l'art. 53 bis A** : accepte l'amendement n° 141 du Gouvernement (nouvelles conditions d'utilisation de la TDENS). - **Art. 53 bis B** (Art. L. 435-9 du code de l'environnement - Extension du bénéfice de la servitude de halage et de marchepied) (p. 317) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. - **Art. 53 sexies** (Art. L. 414-2 du code de l'environnement - Composition du comité de pilotage, contenu et élaboration du document d'objectifs) (p. 318) : son amendement n° 25 : modification de la composition de ce comité ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 371 de M. Jean Desessard (précision de la composition de ce comité). (p. 319) : son amendement n° 26 : modalités de désignation du président du comité de pilotage ; adopté après modification par le sous-amendement n° 130 du Gouvernement, qu'il accepte.

S'oppose à l'amendement n° 372 de M. Jean Desessard (recours à un appel d'offres pour la désignation de l'organisme chargé de l'élaboration du document d'objectifs). - **Art. 53 octies** (Art. 1395 E nouveau du code général des impôts - Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties situées dans les sites Natura 2000) (p. 320) : son amendement n° 27 : non-cumul des exonérations en matière de forêt ; devenu sans objet. (p. 321) : accepte les amendements de précision du Gouvernement n° 133 et n° 134. Son amendement n° 28 : cohérence ; adopté. - **Chapitre IV** (p. 322) : mécontentement des chasseurs de gibier d'eau. Dates de fermeture des périodes de chasse. - **Art. additionnels avant l'art. 54 A et avant l'art. 54 DA** (p. 324) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselie n° 184 (déduction fiscale des dépenses liées à l'exercice de la chasse) et n° 196 (libre circulation des animaux sauvages). - **Art. 54 I** (Art. 30 du code général des impôts - Exonération d'imposition au titre des revenus fonciers de la jouissance du droit de chasse par le propriétaire) (p. 326) : son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 54** : son amendement n° 362 : renforcement de la mission confiée à la société centrale canine ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 55 quinquies A** (Art. L. 422-27 du code de l'environnement - Réserves de faune sauvage) (p. 379) : son amendement n° 30 : précision rédactionnelle ; adopté. - **Art. 55 quinquies** (Art. L. 423-1 et L. 423-2 du code de l'environnement - Condition de validité du permis de chasser) (p. 380) : demande le retrait de l'amendement n° 161 de Mme Françoise Henneron (création d'une cotisation fédérale due par tout propriétaire d'une installation fixe de chasse de nuit du gibier d'eau et destinée à l'étude des oiseaux d'eau). Insuffisance des moyens mis à la disposition de l'organisme "Oiseaux migrateurs du paléarctique occidental", OMPO. (p. 381) : son amendement n° 31 : formation des chasseurs débutants adultes et mineurs de plus de quinze ans ; adopté. - **Art. 56** (Art. L. 423-4, L. 423-11 et L. 423-15 du code de l'environnement - Conditions de délivrance et de validation du permis de chasser) (p. 382, 383) : reprend l'amendement de M. Xavier Pintat n° 279 : gestion du fichier central des permis confiée à la fédération nationale des chasseurs, FNC, sous le contrôle de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, ONCFS ; adopté. Coopération indispensable entre la FNC et l'ONCFS. Son amendement n° 428 : coordination ; adopté. (p. 384) : souhait de clôture définitive des contentieux juridiques entre la FNC et l'ONCFS. Son amendement n° 32 : cohérence ; adopté. (p. 385) : demande le retrait de l'amendement n° 348 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour le préfet de s'opposer à la délivrance d'un permis de chasser à un chasseur ayant commis des fautes graves en qualité de gestionnaire cynégétique) qu'il estime satisfait par la réglementation en vigueur, sans connotation défavorable aux fédérations départementales. - **Art. 57** (Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse) (p. 386) : demande le retrait de l'amendement n° 349 de M. Bernard Cazeau (partage des responsabilités entre les fédérations de chasseurs et les propriétaires d'enclos pour les dégâts causés en période de reproduction). Problème de la concentration de gibier autour des enclos. (p. 387, 388) : sur les amendements de M. Jean Desessard s'oppose aux n° 373 (remise en cause des règles applicables aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial), portant sur le même objet n° 374 et n° 375 (restriction de la durée de chasse avant le lever et après le coucher du soleil), et demande le retrait de l'amendement n° 376 de M. Jean Desessard (suppression des restrictions relatives à l'utilisation d'un arsenal de chasse électronique). (p. 389) : s'oppose à l'amendement n° 377 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de pose de gluaux) et accepte l'amendement n° 139 du Gouvernement (alignement de l'heure de chasse aux gluaux sur l'heure légale de la chasse). (p. 390) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 378 (interdiction de l'utilisation de véhicules à moteur dans la chasse à chiens courants) et n° 379 (rétablissement des inspections sanitaires sur le commerce de détail local du gibier sauvage). Son amendement n° 33 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. Réfute l'image caricaturale du chasseur. Interrogation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sur la reconnaissance réglementaire de l'exception aux règles de traçabilité prévue pour le commerce de détail de gibier sauvage. (p. 391) : s'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 380 (suppression de la disposition autorisant un conducteur à transporter librement un gibier accidentellement tué sur la route) et n° 381 (autorisation préfectorale préalable à l'introduction et au prélèvement d'animaux vivants dans le milieu naturel). Son amendement n° 34 : rétablissement de l'avertissement téléphonique des services de police préalable au transport d'un gibier accidentellement tué sur la route ; adopté. Lutte contre le braconnage. - **Art. 58** (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse) (p. 393, 400) : ses amendements n° 441 et 35 : coordination, n° 36 et 37 : rédaction et n° 38 : distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers ; adoptés. Sur les amendements de M. Jean Desessard, demande le retrait des n° 382 et 384 (prise en compte des données scientifiques) et s'oppose aux n° 383 (introduction de prédateurs pour l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) et n° 385 (participation aux dépenses d'indemnisation des dégâts supportés par les fédérations de chasseurs supprimée pour les personnes ayant formulé une objection cynégétique à leur maintien dans une ACCA). Sur les amendements de M. Bernard Cazeau, s'oppose au n° 350 (définition du territoire de chasse en fonction des modes et types de chasse pratiqués et des espèces chassées dans chaque département) et demande le retrait du n° 351 (intégration des principes de gestion du patrimoine faunique dans l'équilibre sylvo-cynégétique). Sur les amendements de M. Gérard Le Cam, demande le retrait du n° 269 (atténuation du mécanisme de responsabilité par la prise en compte de la faute du bénéficiaire du plan de chasse) et accepte le n° 268 (remplacement du terme de "couverture" par celui de "participation"). Demande le retrait de l'amendement n° 332 de Mme Odette Herviaux (enclenchement du processus d'indemnisation à partir d'un taux d'endommagement du peuplement forestier de 70 %). Accepte l'amendement n° 138 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). Notion de territoire de chasse sans valeur juridique. - **Art. additionnel après l'art. 58** : son amendement n° 39 : moyens d'action des ACCA ; adopté. - **Art. 58 bis A** (Art. L. 414-9 du code de l'environnement - Compétences des lieutenants de louveterie) : son amendement n° 40 : participation des lieutenants de louveterie à des opérations de régulation d'animaux ; adopté. - **Art. 58 bis B** (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de classement du pigeon ramier comme nuisible) (p. 402) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 137 du Gouvernement, n° 342 de M. Jean-Marc Pastor et n° 386 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. 59** (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier) (p. 404) : demande le retrait de l'amendement n° 354 de M. Bernard Cazeau (responsabilisation des chasseurs et des sociétés locales) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. Accepte les amendements du Gouvernement n° 136 et 140 (cohérence). (p. 405) : accepte les amendements identiques n° 135 du Gouvernement, n° 195 de M. Alain Vasselle et n° 387 de M. Jean Desessard (suppression de la contribution financière d'indemnisation des dégâts de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse). Poursuite du débat sur la gestion et la régulation de la faune sauvage sur l'ensemble du territoire. - **Art. additionnel après l'art. 60** : son amendement n° 429 : coordination du code pénal pour les infractions en matière de chasse ; adopté. - **Art. 60 ter** (Evaluation des dommages aux récoltes) (p. 406) : son amendement n° 41 : suppression ; adopté. Irrecevable au regard de la jurisprudence constante du Conseil constitutionnel. - **Art. 60 quater** (Mode de calcul des indemnités) : son amendement n° 42 : suppression ; adopté. - **Art. 61 bis** (Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Compétences des gardes-chasse particuliers) : son amendement n° 43 : suppression de l'autorisation accordée aux gardes-chasse particuliers de fouiller les carniers des chasseurs ; adopté. (p. 407) : estime l'amendement n° 388 de M. Jean Desessard (suppression de la mise en place des garderies de fédérations de chasse) satisfait par son

amendement précité n° 43. - **Art. 75 (priorité)** (Art. L. 711 du code forestier et Articles L. 428-20 et L. 437 -1 du code de l'environnement - Création de l'établissement public du domaine national de Chambord) (p. 417) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 275 (suppression) et n° 277 (repli). Sur les amendements de M. Jean Desessard, demande le retrait du n° 397 (préservation de la flore sauvage), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 398 (compétences de l'établissement public étendues à la législation relative à la protection de la nature) et s'oppose au n° 399 (maintien de l'intervention de l'ONCFS).

- **Question orale avec débat sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : sa question (p. 748, 750).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)] - (10 février 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 841, 842) : remerciements au co-rapporteur M. Jean-Paul Emorine. Préservation et valorisation des zones humides. Gestion des espèces protégées. Inscription dans le code de l'environnement des principales propositions du rapport de M. Jean-François Le Grand sur Natura 2000. Rôle primordial des collectivités territoriales. Volet chasse : compétences respectives de l'ONCFS, de la Fédération nationale des chasseurs et des fédérations départementales ; définition de l'équilibre sylvo-cynégétique ; prise en compte des dégâts forestiers. Demande l'adoption du texte tel qu'il résulte des travaux de la CMP.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (3 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1293) : soutient l'amendement n° 120 de M. Bernard Murat (extension du bénéfice des conditions de forfait en jours aux sportifs professionnels et aux membres de leur encadrement) ; retiré. Demande d'associer M. Bernard Murat à la réunion envisagée par le Gouvernement.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2662, 2664) : intervient en sa qualité de président du groupe d'études sur la pêche. Caractère festif de la pêche d'étang. Problématique des conflits d'usage, à l'exemple de celui opposant les "eaux libres" aux "eaux closes". Attente d'un geste fort du Gouvernement pour redonner leur sens ancestral aux eaux closes. Favorable à la solution consensuelle proposée par la commission. Satisfait du partage opéré entre police de l'eau et police de la pêche. Proposera la participation de tous les utilisateurs de l'eau au financement de la police de l'eau sous réserve du respect par l'Etat de ses obligations d'indemniser les dégâts anormaux causés par les cormorans. Revendications des pêcheurs : représentation au sein des commissions locales de l'eau, des comités de bassin et de l'ONEMA ; inquiétude quant au risque de multiplication de microcentrales et quant à la disparition du régime de l'autorisation de travaux dans le lit des rivières. Bon projet, sous réserve de pédagogie et de quelques améliorations techniques. - **Art. 3** (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté) (p. 2699) : son amendement n° 373 : consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage ; adopté. (p. 2701) : refusera de modifier son amendement n° 373 précité, identiques aux amendements n° 253 de M. Jacques Pelletier et n° 528 de M. Paul Raoult, dans le sens suggéré par M. Thierry Repentin. - **Art. additionnel avant l'art. 4** (p. 2702, 2703) : son amendement n° 360 : précision de l'objectif du projet de loi relativement aux microcentrales ; retiré. Interroge le Gouvernement sur ses intentions en matière de production de microcentrales. Rumeur au sein du ministère de l'industrie de la création de 500 nouvelles unités. - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2704, 2705) : sur l'amendement n° 9 de la commission (réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité), ses sous-amendements n° 371 : préservation des secteurs de cours d'eau d'un bassin versant constituant un

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

"réservoir biologique" nécessaire au respect du bon état écologique ; adopté ; et n° 372 : protection des réserves biologiques ; retiré. (p. 2710, 2712) : ses amendements n° 370 : consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche avant l'établissement des listes de classement des rivières ; et n° 369 : obligation pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire ; devenus sans objet. (p. 2714) : son intention de voter le sous-amendement n° 669 de M. Thierry Repentin (obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire) à l'amendement n° 11 de la commission (rédaction). Arguments juridiques.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2731) : ses amendements n° 362 : possibilité de pompage ou de restitution de l'eau en aval immédiat de l'ouvrage de prise d'eau et n° 361 : valorisation de l'eau comme ressource économique ; adoptés. (p. 2734) : son amendement n° 367 : rédaction ; adopté (p. 2736) : son amendement n° 368 : suppression des dérogations prévues pour les cours d'eau présentant un fonctionnement atypique ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - *Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 2804) : son amendement n° 366 : augmentation du montant de l'amende sanctionnant la destruction ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 2808, 2810) : son amendement n° 359 : indemnisation par l'Etat du préjudice résultant de la prolifération d'animaux sauvages appartenant à des espèces protégées ; irrecevable (article 40 de la Constitution). Nocivité des cormorans pour les piscicultures. Référence à la jurisprudence du Conseil d'Etat établissant la responsabilité de l'Etat, du fait des nuisances causées par les espèces animales protégées. Difficultés de prélèvement de l'espèce. Réglementation différente d'un département à l'autre.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2931) : vote contre l'amendement n° 643 de M. Paul Raoult (possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement). - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2933, 2934) : favorable à l'amendement n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile). - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 3005) : favorable à l'amendement n° 283 de M. Charles Revet (composition du comité de bassin). (p. 3023) : favorable aux amendements identiques de la commission n° 84 et de la commission des lois saisie pour avis n° 147 (mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). Nécessité d'apporter des précisions en deuxième lecture. - **Art. 36** (*Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012*) (p. 3030) : intervient sur l'amendement n° 608 de M. Pierre-Yves Collombat (inscription d'un renouvellement programmé des réseaux de distribution d'eau dans les missions des agences de l'eau). Interrogation sur la participation financière des agences de l'eau aux travaux de renouvellement des canalisations.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475, 3476) : intervient sur l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes). Diminution de la surface agricole. -

Art. 3 (*Modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3483) : intervient sur l'amendement n° 22 de la commission (conséquence). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3484) : son amendement n° 104 : diminution du montant maximal de la pénalité appliquée par kilowattheure ; adopté. - **Art. 6** (Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - *Performance énergétique des logements*) (p. 3497, 3498) : son amendement n° 105 : inspection des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation, quelle que soit l'énergie utilisée ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A ou après l'art. 11 quater** (p. 3560, 3561) : son amendement n° 106 : possibilité pour le producteur d'électricité de construire des ouvrages de raccordement d'une installation de production d'électricité aux réseaux ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3562, 3563) : son amendement n° 107 : renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3565) : son amendement n° 108 : renforcement des missions de surveillance des marchés du gaz de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence ; adopté. - **Art. 12 BA** (Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Règles relatives à la contribution au service public de l'électricité*) (p. 3566) : son amendement n° 109 : suppression ; retiré. Souci d'éviter de figer le montant de la CSPE à défaut de l'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté. - **Art. 13 bis** (Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3583) : défavorable aux amendements identiques n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini (précision du champ d'application de l'article). Débat récurrent à celui de la loi du 9 août 2004 dont il était le rapporteur. Volonté de sauver les DNN de la menace européenne, compte tenu de leur statut très particulier. Nécessité de ne pas aller plus loin que la solution de la société commerciale retenue en 2004 et qui donne satisfaction. - **Art. additionnel après l'art. 13 ter** (p. 3586) : sur l'amendement n° 305 de la commission (clarification des dispositions relatives au financement du raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité), son sous-amendement n° 311 : modalités du raccordement destiné à desservir une installation de production d'électricité ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis A** (p. 3594) : sur l'amendement n° 60 de la commission (insertion du dispositif prévu par l'article 12 D du projet de loi, relatif aux incitations tarifaires limitant la consommation pendant les périodes de pointe), son sous-amendement n° 214 : détermination par les gestionnaires de réseau des périodes de différenciation des tarifs d'utilisation des réseaux ; adopté. - **Art. 17 bis B** (Art. 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - *Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution*) (p. 3596) : son amendement n° 111 : possibilité pour les opérateurs de demander une évolution tarifaire ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 3600) : son amendement n° 112 : pouvoir d'injonction de la CRE dans le règlement des différends ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 27 bis** (p. 3610) : son amendement n° 232 : transformation de l'Institut français du pétrole en établissement public national à caractère industriel et commercial ; adopté.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - *Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise*) (p. 4036, 4037) : son amendement n° 120 : mention auprès des organismes chargés de l'immatriculation des entreprises, du cas du conjoint collaborateur occasionnel dans l'entreprise ; retiré. - **Art. 12** (Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - *Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4043, 4044) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

son amendement n° 121 : précision d'une participation réelle du conjoint à l'activité de l'entreprise ; retiré. (p. 4045, 4046) ; son amendement n° 122 : précision ; retiré. - **Art. 16 (Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires)** (p. 4060) : son amendement n° 123 : extension du bénéfice du dispositif aux artisans ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4103) : son amendement n° 130 : dérogations à l'interdiction du travail des apprentis mineurs les jours fériés ; retiré au profit de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 221 (encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial)** (p. 6497) : son amendement n° 610 : suppression de la possibilité de dérogation contractuelle à la responsabilité des détenteurs de droit de chasse, situés aux alentours des terres louées, pour les dégâts aux cultures causés par les lapins et le gibier provenant de leurs fonds ; adopté.

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 128 (2004-2005)] sur le projet de décision-cadre sur la rétention de données traitées et stockées en rapport avec la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de données transmises via des réseaux de communications publiques, aux fins de la prévention, la recherche, la détection, la poursuite de délits et d'infractions pénales, y compris du terrorisme (texte E 2616) [n° 201 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 940, 942) : conditions d'une mutation profonde de la construction européenne. Codification du droit institutionnel européen en vigueur. Introduction de la Charte des droits fondamentaux. Lecture minimaliste du traité par le Conseil constitutionnel. Conséquences de l'introduction du traité constitutionnel dans le droit public français. Modification radicale de notre vision des institutions : souveraineté et fédéralisme, introduction de l'acte législatif européen. Mise en place d'une constitution évolutive et fonctionnelle. Primauté de la constitution économique sur la constitution politique. Lutte contre le déclin du Parlement français : reconnaissance des parlements nationaux comme gardiens du principe de subsidiarité ; délimitation concrète de la frontière entre les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

compétences de l'Union et celles des Etats. Votera en faveur de cette révision.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 991, 992) : intervient sur les amendements de suppression n° 13 de M. Bernard Frimat, n° 36 de M. Denis Badré et n° 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Intérêt nouveau des parlementaires pour les débats sur l'élargissement des Communautés européennes. Rappel de l'organisation du référendum à propos de la Nouvelle-Calédonie. Application de la nouvelle procédure référendaire dès l'entrée en vigueur du traité. Conformité aux traditions françaises d'organisation de référendums. Droit souverain du peuple français de participer ou non au vote.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1713) : défavorable aux amendements identiques n° 267 de M. Yannick Bodin et n° 453 de Mme Annie David (possibilité d'activités périscolaires dans les écoles, collèges et lycées).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1778, 1779) : favorable à l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires). Exemple du Val-d'Oise. - **Rappel au règlement** (p. 1781) : intervient sur le rappel au règlement de M. Yannick Bodin. Retrait du mot excessif prononcé à l'encontre d'un sénateur. - **Art. 11** (*Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire*) (p. 1817) : son amendement n° 202 : adaptation du plan personnalisé de réussite scolaire aux élèves atteints de troubles spécifiques du langage oral ou écrit ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 1819) : son amendement n° 203 : adaptation aux enfants intellectuellement précoces des temps d'apprentissage et des programmes personnalisés ; retiré. - **Art. 12 bis** (*Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales*) (p. 1832) : intervient sur les amendements n° 95 de la commission (suppression) et n° 291 de M. Michel Charasse (enseignement des langues régionales dans le respect des valeurs et principes de la République). Enseignement du corse. Financement de l'enseignement des langues régionales par les communautés linguistiques d'Etats voisins.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2192, 2193) : se réjouit de la mise en conformité du droit de la fonction publique. Lutte contre le recours abusif au CDD. Définition de l'administration dans la jurisprudence européenne. Pistes proposées : recours aux accords collectifs et au contrat d'affectation sur emploi. Introduction de la culture contractuelle dans la fonction publique. Le groupe de l'UMP approuve ce projet de loi qui constitue une première étape.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Art. 5** (*Détention du capital d'ADP et gouvernement d'entreprise*) (p. 2595) : intervient sur l'amendement n° 33 de M. Michel Billout (suppression). Favorable à ce projet de loi : possibilité de mettre fin au lobby contrôlant la direction générale de l'aviation civile, Aéroports de Paris et Air France.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. 6** (*Habilitation du gouvernement à prendre par voie d'ordonnances des mesures visant à réformer le droit des sûretés*) (p. 5082) : intervient sur les amendements identiques n° 74 de M. Bernard Vera, n° 100 de M. François Marc et n° 123 de M. Michel Mercier (suppression).

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique - Deuxième**

lecture [n° 286 (2004-2005)] - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5276) : transposition des directives communautaires touchant à la fonction publique dans les domaines suivants : promotion de l'égalité des hommes et des femmes ; ouverture aux citoyens européens ; résorption de l'emploi précaire. Souplesse permise par l'emploi de contractuels. Nécessité d'une réflexion sur le statut de la fonction publique. Réformes entreprises dans les pays voisins. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5285) : son amendement n° 9 : prise en compte de la totalité des services accomplis par les agents bénéficiant de la loi Sapin en tant qu'agents non titulaires ; retiré. - **Art. 15** (*Situation des salariés en cas de reprise par une personne publique de l'activité de l'entité économique les employant*) (p. 5286, 5288) : son amendement n° 10 : clarification ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 23** (p. 5289) : intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance relative à la simplification des commissions administratives). Procédé de ratification d'une ordonnance contraire à la Constitution.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6199, 6201) : inflation de textes en matière pénale depuis vingt ans. Alternances politiques à répétition. Soumission du législateur aux instincts spontanés de l'opinion. Nécessaire prudence rédactionnelle et normative dans un domaine aussi sensible. Analyse du texte. Absence de progrès dans la technique pénale s'agissant de la clarification de la typologie des récidives, de la distinction des peines et des mesures de sûreté et de la spécification des missions des différents organes juridictionnels. Non-conformité aux principes reconnus par la Constitution et par la Convention européenne des droits de l'homme. Texte non susceptible de modifier la situation actuelle de la récidive en France. Etat déplorable des prisons. Carence des moyens consacrés au suivi socio-judiciaire. Recours insuffisant aux peines de substitution. Accroissement inéluctable de la population carcérale. Absence d'harmonisation entre les législations des Etats européens. Persistance d'interrogations à défaut de réponses équilibrées, en dépit des propositions de la commission des lois. Souhaite une démarche plus volontariste pour cette proposition de loi. - **Art. 5** (*Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 6241, 6242) : réponse aux propos du garde des sceaux sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes). Nécessité de conforter la position de la commission des lois nullement attentatoire au texte de première lecture, en dépit des modifications intervenues au cours de la navette.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7240, 7243) : réponse aux émeutes urbaines dans les cités des banlieues d'Ile-de-France et des villes de province. Interrogations relatives au respect de l'ordre et de l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire, et aux équilibres sociaux et territoriaux dans les villes. Réponse à apporter sur l'application effective des principes républicains. Adaptation indispensable de l'Etat républicain aux mutations, dans le respect de ses valeurs. Solidarité et compassion pour les victimes innocentes des violences. Courage des policiers, gendarmes et pompiers. Action des élus locaux et des associations. Justification de la mise en oeuvre de l'état d'urgence en droit et en opportunité. Mesure indispensable au rétablissement de l'ordre public. Proportionnalité des outils utilisés. Respect des règles constitutionnelles et législatives. Traitement de fond de la crise des banlieues : mise en place de politiques publiques pour le rétablissement de l'Etat de droit ; volontarisme des actions menées dans le cadre de "politique de la ville". Changement des comportements : reconnaissance de droits identiques pour l'ensemble des populations ; respect des mêmes devoirs. Volonté de mise en place d'une politique plus sélective d'accueil pour l'avenir. Priorité au rétablissement de l'Etat de droit et au respect des lois républicaines. - **Question préalable** (p. 7261) : intervient sur la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Opposé à l'historicisation permanente des règles de droit applicables. Demande le vote du texte permettant un retour à l'ordre public.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (17 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7342) : intervient sur l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national). Nature réglementaire.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7563, 7564) : favorable à l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression). Refus de remettre en cause le principe de libre administration des collectivités territoriales.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) (p. 8630, 8632) : cohérence limitée des politiques publiques mises en oeuvre en faveur de la ville. Remises en cause des dispositifs au gré des alternances et des disponibilités financières. Nécessité de favoriser la continuité et la pérennité des actions : adaptation des procédures ; alignement des contrats sur la durée du mandat municipal ; intégration des politiques dans une contractualisation globale. Amélioration souhaitée de la pertinence territoriale : ciblage des quartiers les plus pénalisés ; prévision d'un système évolutif ; appréhension de l'ensemble des agglomérations. Approbation des axes du plan du Gouvernement : emploi, logement et éducation. Obligation de garantie dans la durée des engagements pris. Conditions de réussite de la politique de la ville : développement de la démocratie de proximité et enracinement de cette politique sur un socle de valeurs communes transmises aux nouvelles générations.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9235, 9236) : situation des transports aériens en Île-de-France. Nuisances. Mobilisation des associations. Plan d'exposition au bruit. Solutions alternatives. Conséquences sanitaires.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 6** (*Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur*) (p. 9685) : soutient l'amendement n° 56 de M. Alex Türk (information des voyageurs de la possibilité de traitement automatisé des données les concernant) ; adopté. - **Art. 7** (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - *Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers*) (p. 9692) : soutient l'amendement n° 57 de M. Alex Türk (encadrement strict des conditions d'accès aux informations par les forces de police) ; adopté.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 6** (Art. L. 112-1 du code de la recherche - *Mission d'expertise*) (p. 10183) : intervient sur le sous-amendement n° 94 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 151 de la commission (cohérence). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 10196) : son amendement n° 64 : possibilité, pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement public, d'exercer des activités libérales dans le prolongement de leurs fonctions ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10210) : défavorable à l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU).

POZZO di BORGIO (Yves)
sénateur (Paris)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre suppléant de la délégation parlementaire française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rétablir la possibilité d'accorder un permis blanc et d'aménager la peine de suspension du permis de conduire [n° 204 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Justice - Transports**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 338 et L. 338-1 et instituant un article L. 338-2 du Code électoral concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin pour les élections régionales [n° 326 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à restaurer les droits du Parlement [n° 506 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. 9** (Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - *Création du Haut conseil de l'éducation*) (p. 1803, 1804) : son amendement n° 424 : présentation au Parlement d'un rapport annuel des résultats du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

système éducatif; adopté. (p.1805): intervient sur son amendement précité n° 424. Droit de solenniser la remise de ce bilan annuel.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p.1904, 1905): soutient l'amendement n° 175 de M. Yves Détraigne (association des collectivités territoriales à la définition du projet d'école ou d'établissement en cas de mesure nouvelle nécessitant une intervention financière ou matérielle de leur part); adopté. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p.1917): soutient l'amendement n° 176 de M. Yves Détraigne (interdiction pour les délégués départementaux de l'éducation nationale d'exercer leur mission dans les établissements situés dans leur commune ou arrondissement de résidence); adopté. (p.1921): votera l'amendement n° 390 de M. David Assouline (transformation des écoles Boulle, Duperré et Estienne en établissements publics locaux d'enseignement rattachés, par dérogation, à la ville de Paris). - **Art. 22** (*Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres*) (p.1925): soutient l'amendement n° 631 de Mme Catherine Morin-Desailly (instauration d'une formation professionnelle de deux années pour les stagiaires admis au concours de l'IUFM); irrecevable (article 40 de la Constitution). (p.1926): ses amendements n° 426: obligation de compléter la formation par un mois de stage dans une entreprise; rejeté; et n° 425: obligation pour tout nouvel enseignant de maîtriser, en dehors du français, au moins une langue européenne; retiré. (p.1931): maintient son amendement n° 426 précité et s'en remet à la sagesse de ses collègues. (p.1932): accepte de retirer son amendement n° 425 précité afin de ne pas alourdir davantage le débat. - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p.1934): soutient l'amendement n° 177 de M. Yves Détraigne (renforcement de la présence des représentants des acteurs économiques dans la composition des futurs conseils d'orientation des IUFM); adopté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 62** (p.2024): soutient les amendements, portant sur le même objet, n° 230 de Mme Françoise Férat et n° 238 de M. Jean-Léonce Dupont (participation à titre expérimental des régions à l'organisation des services chargés de l'information et de l'orientation des jeunes); irrecevables (article 40 de la Constitution). - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p.2054): sur l'amendement n° 36 de la commission (coopération entre les CIO et les intervenants extérieurs), soutient le sous-amendement n° 231 de Mme Françoise Férat; adopté.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p.3632, 3634): dysfonctionnements de la gestion immobilière du patrimoine. Nécessité d'une réforme. Contexte de cette démarche. Favorable au projet de mise en commun de certains services des chancelleries allemande et française. Interrogation sur la rationalisation de notre présence géographique mondiale dans le contexte d'une politique étrangère européenne. Dérives budgétaires relatives à l'acquisition ou à la rénovation des locaux d'ambassade. Réflexion sur une gestion regroupée et indépendante de toutes les cessions et utilisations patrimoniales de l'Etat: possibilité d'intervention de la Caisse des dépôts et consignations. Projet de site unique du ministère des affaires étrangères à Paris: surfaces concernées; réaffectation des locaux abandonnés; possibilité d'un partenariat public-privé.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 356 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p.4554, 4556): approbation de la convention.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère des affaires étrangères** (p.5839): contrôle budgétaire du Parlement. Application de la LOLF. Crédits des affaires étrangères en 2004 et application de la LOLF à ces crédits. Participation de la France au budget européen.

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p.5885, 5887): contexte de crise du logement: hausse des prix de l'immobilier et des loyers; augmentation des constructions de logements sociaux sous le Gouvernement Raffarin. Déséquilibre entre l'offre et la demande de logements. Difficulté de l'accession à la propriété. Evolution des ventes à la découpe: apparition des investisseurs intermédiaires. Nécessité de rétablir l'égalité dans les relations entre bailleurs et locataires. Approbation des propositions du rapporteur. Souhait d'évoquer certaines questions lors de l'examen du projet de loi à venir sur le logement. Problème du logement à Paris. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Art. unique** (p.6391): rôle des délégués départementaux de l'éducation nationale dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité. Relation avec les autres corps d'inspection.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (4 novembre 2005) - **Art. 10 ter** (*Retraite complémentaire dans l'enseignement privé agricole*) (p.6624, 6625): son amendement n° 268: rédaction; adopté.

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) (p.6872, 6874): ratio d'endettement supérieur aux soixante points de PIB inscrits dans le pacte de stabilité et de croissance européen. Dette à très long terme. Poids sur les générations futures. Inquiétude quant à la dynamique de la dette en dépit d'une gestion rigoureuse de l'AFT. Problématique de la fragmentation de la dette et de gestion non optimisée. Exemple de Charbonnages de France, SNCF, ERAP, CADES ou des déficits de l'UNEDIC. Surcoûts importants. Nécessité d'un vrai débat sur les dépenses de l'Etat et la maîtrise de celles-ci. Rôle très limité du Parlement lors de l'examen de la loi de finances initiale. Sceptique quant aux réponses des audits par rapport aux enjeux. Réflexion indispensable sur la réévaluation des missions de l'Etat. Question fondamentale de la réforme de l'Etat qui devrait incomber au Premier ministre. Exemples européens d'assainissement des finances de l'Etat. Partisan d'une plus grande intégration européenne pour la réalisation d'économies.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (18 novembre 2005) - **Art. 49** (*Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, FCAATA, et au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, FIVA*) (p.7458): soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (parts respectives de l'Etat et de la sécurité sociale dans le financement du FCAATA et du FIVA); irrecevable (art.40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 49** (p.7460, 7461): soutient les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe n° 119 (bénéfice s'attachant à la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur accordé par le FIVA aux victimes sans qu'elles aient besoin d'engager une procédure judiciaire); rejeté; et n° 118 (voie d'accès individuelle au FCAATA pour les salariés exposés à l'amiante dont l'entreprise ne figure pas sur une liste); retiré. - **Rappel au règlement** (p.7465): protestation relative aux conditions de vote des amendements de M. Nicolas About n° 78 (possibilité pour les personnes lourdement handicapées de recevoir directement les sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) et n° 79 (triplement du forfait journalier versé par l'assurance maladie pour les personnes lourdement handicapées et versement direct des sommes consacrées par l'assurance maladie à leur prise en charge) par certains membres du RDSE.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie:

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8343, 8345) : constat d'une Europe bloquée. Nécessité de la reconstruire autour de son Parlement et de relancer, d'une part, l'Europe de la défense et, d'autre part, la stratégie de Lisbonne. Le groupe de l'UC-UDF votera cet article. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 8418, 8419) : caractère excessif des dépenses publiques. Nécessité de réformer l'Etat, de redéfinir ses missions et son périmètre d'intervention pour en rationaliser l'action et en maximaliser l'efficacité.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8473, 8474) : réflexion vitale sur le développement de la recherche. Amélioration de la cohérence du pilotage budgétaire grâce à la nouvelle mission interministérielle. Budget de la MIRE en augmentation. Prise en compte des dotations extrabudgétaires. Assainissement préalable des finances publiques. Renforcement des moyens en personnel. Développement de l'attractivité des carrières scientifiques. Problème fondamental irrésolu du patrimoine immobilier universitaire. Priorité donnée aux dépenses dynamiques privilégiant la synergie entre public et privé ; développement d'une recherche économiquement productive. Efficacité de l'Agence nationale de la recherche. Soutien de l'effort privé de recherche grâce à l'Agence de l'innovation industrielle. Maintien de la dynamique créée par les pôles de compétitivité. Ambition européenne fondamentale ; résultats du classement de Shanghai ; regroupement indispensable des universités. Proposition de lancement d'un grand emprunt européen ; appel à l'imagination fiscale pour financer les universités.

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8604, 8605) : sincérité relative de ce projet de budget. Exclusion du périmètre de cette mission de la plus importante politique de l'emploi : rattachement de neuf taxes à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, ACOSS. Reconstitution dissimulée d'un nouveau fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, FOREC. Suppression des indicateurs chargés d'évaluer la politique d'exonération de charges. Utilité et limites de la LOLF. Doute de l'efficacité réelle de la baisse des charges en matière de création d'emplois peu qualifiés. Mise en place erratique des plans de lutte contre le chômage récemment adoptés. Souhait d'une politique plus transparente, plus étayée et plus structurée.

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9109, 9111) : poids considérable de la dépense en matière de défense. Nécessité de mener à bien une réflexion en profondeur sur les missions de la France en matière de défense et de poursuivre les efforts en matière de coordination et de rationalisation des moyens au niveau communautaire. Favorable à l'affectation de fonds importants à la recherche dans le domaine de la défense. Nécessité d'impliquer l'Europe dans des domaines tels que l'écoute, la détection des tirs de missiles balistiques ou la surveillance de l'espace.

PRINTZ (Gisèle)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1092, 1093) : rétractation du Gouvernement sur des acquis sociaux fondamentaux. Effets de la réduction du temps de travail. Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1156, 1157) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 20 (préservation de la vocation initiale du compte épargne-temps) ; et n° 21 (mise en place d'un dispositif d'indexation sur les prix) ; rejetés. (p. 1164, 1165) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 30 (application du régime

légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur) ; et n° 31 (impossibilité de substitution aux éléments de rémunération des sommes et droits versés par l'employeur sur le CET) ; rejetés. (p. 1171, 1172) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 39 (contenu de la convention de l'accord collectif déterminant les modalités de gestion du compte épargne-temps) ; et n° 40 (garantie des droits des salariés en cas de transfert ou de rupture du contrat de travail) ; rejetés. (p. 1173) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour le salarié de refuser l'affectation des heures supplémentaires sur le CET) ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p. 1196, 1197) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 57 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en place des heures choisies) ; et n° 58 (précision) ; rejetés. (p. 1207) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier portant sur le même objet n° 72 et 73 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des heures supplémentaires à une faute ou à une cause de licenciement) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1261) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Raymonde Le Texier (cessation du régime dérogatoire des petites entreprises concernant le seuil du décompte des heures supplémentaires) ; devenu sans objet. (p. 1267, 1268) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 93 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires) ; et n° 94 (absence d'incidence sur le contrat de travail du refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires) ; rejetés. (p. 1269) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Raymonde Le Texier (coordination) ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** [n° 228 (2004-2005)] - (29 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2455) : soutient l'amendement n° 10 de M. Roland Courteau (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 2477, 2478) : soutient l'amendement n° 8 de M. Roland Courteau (accès à l'aide juridictionnelle pour les victimes de violences conjugales) ; rejeté. - **Art. 5** (Art. 132-45 du code pénal, art. 138 du code de procédure pénale - Éloignement du domicile du couple de l'auteur des violences dans le cadre des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et du contrôle judiciaire) (p. 2482, 2483) : question de la pertinence de la médiation. En matière de violences conjugales, nécessité de privilégier le classement sous condition avec obligation de soins.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture** [n° 183 (2004-2005)] - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2513, 2514) : succès de ce mode de garde. Révision attendue du statut de la profession. Gisement important de créations d'emplois. Entrée en vigueur de la convention collective nationale préalable à l'adoption du projet de loi. Modifications significatives apportées par l'Assemblée nationale : accueil des enfants jusqu'à 21 ans, uniformisation sur l'ensemble du territoire des critères d'agrément, du montant des indemnités et de la formation ; compétence du conseil de prud'hommes ; respect d'un repos quotidien d'une durée minimale. Dépôt d'amendements visant à rétablir les dispositions adoptées par le Sénat en première lecture : délai de notification des décisions d'agrément. Silence du texte sur le contenu des formations, la validation des acquis de l'expérience, le niveau des salaires, le droit syndical, les retraites et le financement. Persistance de nombreuses incertitudes. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte en l'état. - **Art. 1er B** (Art. L. 421-2-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Reconnaissance d'un statut législatif aux relais assistants maternels) (p. 2521) : votera contre l'amendement n° 1 de la commission (élargissement de la mission des relais assistants maternels aux employés de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

maison chargés de la garde d'enfants à domicile). - **Art. 5** (Art. L. 421-2 à L. 421-5 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Définition du métier d'assistant familial et dispositions relatives à l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux) (p. 2523) : défavorable à l'amendement n° 2 de la commission (suppression des critères nationaux d'agrément). Uniformité de la profession sur l'ensemble du territoire. - **Art. 7** (Art. L. 421-14 et L. 421-15 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Formation des assistants maternels et des assistants familiaux) (p. 2531) : son amendement n° 44 : rétablissement de la compétence du département en matière de formation des assistants maternels et des assistants familiaux ; devenu sans objet. - **Art. 8** (Art. L. 421-16 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Contenu du contrat d'accueil et définition de l'accueil continu par un assistant familial) (p. 2535) : ses amendements n° 45 : possibilité de placement de l'enfant dans un établissement à caractère social ; adopté ; et n° 46 : suppression de la définition de l'accueil intermittent ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 31** (p. 2550) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 57 du Gouvernement (relations entre l'UNAF et les UDAF). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2553) : regrette le rejet des amendements visant à une véritable reconnaissance de la profession. Le groupe socialiste s'abstient sur l'ensemble du texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 328 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4134) : maintien de conditions professionnelles inégalitaires au niveau national. Rejet des amendements déposés. Risque de dérives pour la délivrance de l'agrément, en fonction des départements. Renvoi systématique aux décrets. En dépit des quelques avancées du texte, le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - **Question préalable** (p. 4350, 4352) : soutient la motion n° 1 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Dérapage financier sans précédent de l'ensemble des branches.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5359, 5361) : rappelle que les femmes représentent plus de 50 % de la population française. Persistance d'inégalités sur le marché du travail. Discrimination en matière d'accès à la formation professionnelle continue. Taux élevé du chômage des femmes. Structure de l'emploi des femmes. Problème des temps partiels subis. Absence d'évolution dans l'articulation des temps de vie. Persistance d'un écart salarial important. S'interroge sur l'opportunité d'un nouveau texte. Problème de l'application des textes existants. Déploie que le traitement de l'inégalité salariale soit réduit aux seules conséquences de la maternité. Absence de dispositions remédiant au temps partiel subi. Regrette que le projet de loi ne concerne pas la fonction publique. Caractère insuffisant des dispositifs de respect d'application du texte. Souhait d'un rapport annuel des entreprises sur leur politique salariale. Se réjouit de l'amélioration de la représentation des femmes dans les conseils d'administration. Le groupe socialiste proposera plusieurs amendements à ce texte qu'il considère insuffisant. - **Art. 1er** (Art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé parental) (p. 5377) : son amendement n° 22 : précision relative à l'intégration des primes et accessoires dans la rémunération ; adopté. - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5386) : son amendement n° 24 : faculté pour les organisations syndicales de faire intervenir un expert préalablement aux négociations ; rejeté. (p. 5389, 5390) : son amendement n° 25 : mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 5394) : son amendement n° 26 : formation spécifique des inspecteurs du travail afin de les sensibiliser au problème d'égalité salariale et professionnelle ; rejeté. - **Art. additionnel**

avant l'art. 5 ou après l'art. 6 (p. 5398) : son amendement n° 32 : limitation du temps partiel fragmenté ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5403) : son amendement n° 31 : priorité donnée au salarié à temps partiel pour se voir proposer des heures supplémentaires et des heures choisies ; rejeté. (p. 5404) : son amendement n° 30 : majoration des heures complémentaires ; rejeté. (p. 5405) : son amendement n° 33 : priorité de choix en ce qui concerne les heures choisies au bénéfice des salariés à temps partiel subi ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5409) : son amendement n° 36 : assimilation à des périodes de travail effectif des absences pour maladie liées à la maternité ; rejeté. - **Art. 8** (Art. L. 932-1 du code du travail - Majoration de l'allocation de formation en faveur des salariés pour garde d'enfant pendant une formation hors temps de travail) (p. 5410) : son amendement n° 37 : remplacement de la majoration de 10 % de l'allocation de formation pour garde d'enfant dans le remboursement des frais de garde effectivement engagés ; rejeté. - **Art. 14** (Parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales) (p. 5418) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (renforcement du caractère impératif de présentation de liste paritaire à l'occasion des élections des conseils de prud'hommes) ; rejeté. (p. 5419) : son amendement n° 38 : obligation de parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales ; rejeté. - **Art. 17** (Art. 1er du code de l'industrie cinématographique - Régularisation des emplois du Conseil national de la cinématographie) (p. 5424, 5425) : soutient l'amendement n° 53 de M. Serge Lagauche (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 7304, 7305) : soutient l'amendement n° 225 de Mme Christiane Demontès (rétablissement de l'accès gratuit et immédiat à l'AME) ; rejeté. - **Art. 30** (Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 7350) : soutient l'amendement n° 145 de M. Bernard Cazeau (suppression de la fongibilité entre les enveloppes des établissements privés et publics) ; rejeté. - **Art. 31** (Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD) (p. 7359, 7360) : soutient l'amendement n° 226 de Mme Christiane Demontès (suppression du référentiel permettant de répartir les patients placés en unités de soins de longue durée, USLD, entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 7371) : soutient l'amendement n° 231 de Mme Christiane Demontès (amélioration de l'accès à la CMUC des personnes hébergées dans un établissement médico-social) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) (p. 8633, 8634) : définition du droit au logement par l'ONU. Baisse des aides au logement. Non-revalorisation des aides attribuées aux étudiants. Difficulté d'accessibilité au logement. Diminution du nombre de logements construits en 2005. Crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Souhait d'une extension du taux de TVA réduit aux opérations de requalification hors zones urbaines sensibles. Non-transposition par la France de la directive européenne sur le taux réduit de TVA pour le logement social. Interrogation sur les projets de réhabilitation non finançables dans le dispositif de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU : exemple de l'agglomération de Lens. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Ville et logement".

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8647) : regroupement au sein de cette mission de toutes les actions en faveur des publics les plus fragiles, sans augmentation de crédits. Problèmes pesant sur les chantiers d'insertion et sur le programme d'accueil des étrangers. Exemple de la Moselle. Respect du seuil de 20 % de logements sociaux figurant dans la loi SRU. Interrogation sur l'application de la directive européenne du 27 novembre 2003 portant sur le suivi psychologique des demandeurs d'asile victimes de tortures. Suivi sanitaire des demandeurs d'asile. Amalgame fréquent entre la demande d'asile et l'immigration clandestine. Programme "Égalité entre les hommes et les femmes". - **Art. 89** (*Autorisation des garanties accordées par l'Etat en tant que membre du groupement d'intérêt public, GIP*) (p. 8660) : soutient l'amendement n° II-71 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) (p. 9198, 9200) : plaintes et critiques du monde combattant. Question de l'attribution d'une allocation différentielle au bénéfice des veuves. Budget pauvre en mesures significatives. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9205) : son amendement n° II-228 : augmentation de l'indice de la retraite du combattant ; rejeté. (p. 9206) : son amendement n° II-229 : indemnisation des hommes et des femmes incorporés de force dans les organisations paramilitaires allemandes ; rejeté. (p. 9207) : son amendement n° II-232 : relèvement du plafond de la rente mutualiste du combattant ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 75** (p. 9211) : soutient l'amendement n° II-231 de M. Jean-Pierre Masseret (célébration annuelle d'une journée nationale de la Résistance) ; retiré. - **Art. 75 bis** (*Revalorisation de deux points de l'indice de retraite du combattant*) (p. 9212) : son amendement n° II-227 : augmentation de l'indice de la retraite du combattant ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 75 bis** (p. 9213) : son amendement n° II-230 : indemnisation des Alsaciens-Mosellans incorporés de force dans les organisations paramilitaires du régime nazi ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 297 (2004-2005)] en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 362 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (2 mars 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1208) : son amendement n° 111 : extension du forfait-jour aux salariés itinérants non cadres ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (18 mars 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) (p. 1863, 1864) : intervient sur les amendements n° 189 de Mme Dominique Voynet (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle) et n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société). Opposée à la scolarisation systématique des enfants de deux ans. - **Art. 18** (*Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet*) (p. 1885) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yannick Bodin (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet). Fonction positive de la note de vie scolaire pour la majorité des élèves.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2044) : son amendement n° 229 : possibilité de passage accéléré en moyenne section de maternelle pour les élèves scolarisés à deux ans et nés après le 1er janvier ; retiré. (p. 2058) : son amendement n° 385 : rédaction ; adopté. (p. 2059) : son amendement n° 386 : mission des personnels scolaires en matière de santé ; retiré. (p. 2060) : son amendement n° 387 : surveillance de l'état de santé des élèves par les médecins et infirmières de l'éducation nationale en fonction de leur lieu d'affectation et de leurs compétences spécifiques ; adopté. (p. 2061) : son amendement n° 388 : rôle de la médecine scolaire ; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (8 avril 2005) - **Art. 27** (*Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2956) : soutient l'amendement n° 220 de M. Christian Cambon (suppression des restrictions au recours à la tarification dégressive) ; retiré. (p. 2957) : soutient l'amendement n° 221 de M. Christian Cambon (interdiction du recours à une tarification dégressive uniquement dans les cas de pénurie) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2970) : soutient l'amendement n° 216 de M. Christian Cambon (pour les services de distribution d'eau, absence d'information systématique des usagers sur les délais nécessaires pour mettre fin à un contrat) ; adopté.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 3933, 3935) : pertinence de ce projet de loi. Succès de la loi sur l'initiative économique. Propositions de la commission des affaires sociales saisie pour avis sur les volets relatifs à l'apprentissage, à l'accompagnement des créateurs d'entreprise. Volonté de réhabiliter la culture du risque entrepreneurial. Mesures de simplification. Statut des conjoints collaborateurs. Amendements proposés par la commission. Lutte contre le travail illégal. Recommande l'adoption de ce texte. - **Art. 1er** (*Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue*) (p. 3965) : son amendement n° 204 : ouverture aux créateurs et repreneurs d'entreprises libérales du droit de bénéficier d'actions d'accompagnement, d'information et de conseil ; adopté. - **Art. 2** (*Art. L. 961-10 du code du travail - Financement obligatoire des actions de formation et d'accompagnement des créateurs et des repreneurs d'entreprises artisanales et commerciales*) (p. 3969) : son amendement n° 205 : modalités de financement des mesures d'accompagnement destinées aux créateurs et repreneurs d'entreprises ; adopté. - **Art. 3** (*Art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 - Financement par les FAF de l'artisanat jusqu'au 31 décembre 2005*) (p. 3972, 3973) : ses amendements n° 206 : prise en compte de la spécificité de l'Alsace et de la Moselle ; n° 207 : rédaction ; et n° 208 : modalités de financement des stages de préparation des futurs artisans et prise en compte des spécificités de l'immatriculation des entreprises en Alsace et en Moselle ; adoptés. - **Art. 4** (*Art. 8 de l'ordonnance n° 2003-1213 du 18 décembre 2003 - Financement par les FAF des travailleurs indépendants inscrits au répertoire des métiers à compter du 1er janvier 2006*) (p. 3974) : son amendement n° 209 : application des modalités de financement définies à l'article 3 au nouveau dispositif du fonds d'assurance formation des artisans ; adopté.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 10** (*Art. L. 121-4 du code du commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise*) (p. 4036) : son amendement

n° 210 : information obligatoire des associés minoritaires du gérant majoritaire d'une SARL lorsque son conjoint choisit le statut de collaborateur ; adopté. Amendement suggéré par la profession. Possibilité d'information uniquement orale. - **Art. 12** (*Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4047) : retire son amendement n° 211 portant sur le même objet que l'amendement n° 22 de la commission (possibilité pour le conjoint collaborateur de commerçant et d'artisan ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite de racheter, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans). Satisfaite de la suppression de toute condition de délai d'exercice d'activité pour le rachat des cotisations par le conjoint. (p. 4048) : retire son amendement n° 212 portant sur le même objet que l'amendement n° 24 de la commission (possibilité pour les conjoints des professionnels libéraux ayant participé jusqu'à présent à l'activité de l'entreprise sans s'ouvrir de droit à pension de retraite, de racheter, dans des conditions garantissant la neutralité actuarielle, des cotisations d'assurance vieillesse, les périodes de rachat possibles étant limitées à six ans). (p. 4050) : son amendement n° 213 : possibilité de rachat des cotisations de l'assurance vieillesse dans le cadre de la profession d'avocat non salarié ; adopté après modification par le sous-amendement n° 439 de la commission (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 4051, 4052) : ses amendements n° 214 : éligibilité des conjoints collaborateurs aux fonctions de membre des chambres de commerce et d'industrie ; et n° 215 : alignement des prestations maternité des conjointes collaborateurs sur celles des chefs d'entreprise femmes ; retirés. Divergence d'appréciation regrettable entre les deux commissions sur l'amendement n° 215 précité. - **Art. 13** (*Art. L. 322-9, L. 443-1 et L. 953-1 du code du travail et article 14 de la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 - Droit à la formation professionnelle continue du conjoint collaborateur*) (p. 4053, 4055) : ses amendements n° 216 : extension au conjoint associé et au chef d'entreprise du bénéfice de l'aide accordée par le Fonds national pour l'emploi afin d'assurer le remplacement des salariés en formation ; et n° 217 : ouverture au conjoint collaborateur ou associé d'un droit personnel à la formation professionnelle continue ; retirés. - **Art. additionnels après l'art. 25 ou après l'art. 47** (p. 4096, 4098) : son amendement n° 219 : création d'un poste de médiateur dans les entreprises ressortissant des chambres consulaires ; adopté. (p. 4099) : son amendement n° 220 : rétablissement de la légalité du travail dominical des apprentis mineurs sous certaines conditions ; retiré. (p. 4101, 4102) : intervient sur son amendement n° 220 précité. (p. 4103) : son amendement n° 221 : encadrement de l'autorisation du travail des apprentis mineurs les jours fériés dans un nombre limité de secteurs ; adopté. (p. 4104) : intervient sur son amendement n° 221 précité et le maintient contre l'avis du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (16 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 4295) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Dominique Leclerc n° 322 et 341 (dispositions destinées à favoriser le maillage territorial et la proximité des services des officines) ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 46 ou après l'art. 47** (p. 4297) : son amendement, identique à l'amendement n° 91 de la commission, n° 218 : rétablissement de la prise en charge des cotisations sociales dues au titre des apprentis par l'Etat pour toute la durée du contrat d'apprentissage ; adopté. - **Art. 48** (*Art. L. 325-1 à L. 325-6 [nouveaux] et L. 324-13, L. 324-13-2 et L. 341-6-5 du code du travail - Répression du travail illégal*) (p. 4303) : son amendement n° 222 : fixation par décret de la nature des aides que l'administration peut refuser en cas d'infraction de travail illégal et des modalités de la décision de refus ; adopté. - **Art. 51** (*Art. L. 212-15-3 du code du travail - Application des conventions de forfait en jours à certains salariés itinérants non cadres*) (p. 4316) : son amendement n° 223 : soumission, à leur accord formel et écrit, du passage au "forfait en jours" pour les salariés itinérants non cadres ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4328) : remerciements. Fierté d'avoir contribué au vote de ce texte.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4560, 4561) : gisement d'emplois constitué par les services aux particuliers. Interrogation sur les modalités de fonctionnement et le rôle de l'Agence nationale des services à la personne. Image dévalorisée des services à domicile. Coût de ces services. Favorable à une baisse de 50 % des charges. Mise en place de meilleures conditions de travail. Danger de concurrence déloyale à l'égard des entreprises existantes. Mesures en faveur de l'apprentissage. Remerciements au rapporteur. - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque emploi-service universel) (p. 4604) : son amendement n° 105 : précision ; adopté. (p. 4606) : son amendement n° 106 : suppression de la mention introduite par l'Assemblée nationale et tendant à indiquer le montant des congés payés sur le CESU ; adopté. (p. 4607) : son amendement n° 59 : suppression de la dérogation prévoyant un décret pour fixer les cas dans lesquels le titre préfinancé par une personne publique ou privée chargée d'une mission de service public est stipulé payable à une personne dénommée ; retiré.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4747, 4748) : obsolescence de la législation en matière de droit des entreprises en difficulté. Inscription de ce texte dans la politique prioritaire de défense de l'emploi du Gouvernement. Dynamisation de la création d'entreprises grâce à la loi Dutreil L. Historique de la banqueroute. Possibilité pour le chef d'entreprise d'une seconde chance limitée. Introduction de souplesse et d'innovation dans ce texte. Création d'une nouvelle procédure de sauvegarde. Extension du bénéfice des procédures collectives aux professions libérales et indépendantes. Modifications de l'Assemblée nationale. Hommage au travail des rapporteurs. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Art. 3** (Art. L. 132-12-2 nouveau et L. 133-5 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5382, 5384) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 50 et 51 : précision que les négociations visent les écarts de rémunération non justifiés ; retirés. (p. 5384) : son amendement n° 51 : précision que les négociations visent les écarts de rémunération non justifiés ; retiré. - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5385) : son amendement n° 52 : précision que les négociations visent les écarts de salaire non justifiés ; adopté. - **Art. 5** (Art. L. 432-3-1 du code du travail - Rapport sur la situation professionnelle comparée des hommes et des femmes dans l'entreprise) (p. 5399) : favorable à l'amendement n° 92 du Gouvernement (mise au point d'un indicateur par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes centré sur la seule responsabilité familiale). - **Art. additionnel après l'art. 12 bis** (p. 5413) : son amendement n° 49 : faculté de prolonger exceptionnellement le congé parental d'éducation de six mois maximum en l'absence de possibilité de mode de garde ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5667, 5668) : complexité du droit des assurances. Introduction pertinente par la commission des finances de plus d'information et de transparence pour la majorité des assurés. Amendements sur la partie relative à l'information des souscripteurs dans l'intérêt des assurés et des entreprises d'assurance. Procès d'intention envers les assureurs dans certaines dispositions adoptées par l'Assemblée nationale. Nécessité pour l'assuré de ne pas se conduire comme un consommateur assisté. Débat souhaitable sur la question des contrats exprimés en unités de compte. Nécessité de délais

pour la mise en oeuvre de la refonte des contrats à frais précomptés. Amendement en réponse au problème des contrats en déshérence. Le groupe de l'UMP votera ce texte et les amendements proposés. - **Art. 3** (Modification des conditions d'information des souscripteurs des contrats d'assurance vie) (p. 5690, 5691) : son amendement n° 30 : suppression de la prorogation du délai de renonciation pour les assurés qui procèdent à une nouvelle répartition entre les différentes unités de comptes ; retiré. Souci de garantir la protection des petits assurés et d'écarter des tribunaux les souscripteurs de mauvaise foi. - **Art. additionnels après l'art. 3 bis** (p. 5697) : son amendement n° 31 : obligation pour les assureurs de communiquer au moins tous les dix ans au souscripteur la valeur du contrat et de vérifier avec lui l'identité et les coordonnées du bénéficiaire ; retiré. (p. 5699, 5700) : sur l'amendement n° 17 de la commission (renforcement de l'indépendance des associations souscriptrices de contrats d'assurance vie par rapport aux entreprises d'assurance avec lesquelles elles contractent), son sous-amendement n° 35 : fixation du délai d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions à dix-huit mois au lieu de douze ; adopté. Sur l'amendement n° 18 de la commission (encadrement du dispositif des contrats dits "à frais précomptés"), son sous-amendement n° 36 : octroi d'un délai de deux ans aux assureurs au lieu d'un an pour renégocier les contrats de travail ; adopté après rectification suggérée par le Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2005) - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7379, 7380) : son amendement n° 137 : report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention ; adopté. (p. 7381, 7384) : ses amendements n° 139 : extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire santé souscrits dans le cadre d'un accord d'entreprise ; n° 140 : extension du bénéfice de la prorogation du délai de mise en conformité aux contrats d'assurance complémentaire santé offrant des garanties partielles ; retirés ; et n° 138 : dérogation à l'obligation d'un avenant modificatif pour le passage aux contrats "responsables" ; adopté. Maintient son amendement n° 138 précité en dépit des propos du ministre.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2005) - **Art. 39** (Dotation de financement du fonds d'aide à la qualité des soins de ville) (p. 7407) : intervient sur l'amendement n° 189 de M. Guy Fischer (suppression de la participation financière du fonds d'aide à la qualité des soins de ville, FAQSV, à la mise en place du dossier médical personnel).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7868) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU) ; rejeté. (p. 7870) : maintient l'amendement précité n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux. Emanation de sénateurs originaires de toutes les régions de France et de communes de tailles différentes. Nécessité de répondre aux attentes des ménages. (p. 7872, 7873) : accepte de retirer son amendement n° 181 (intégration des logements régis par la loi de 1948 dans la catégorie des logements sociaux lorsque leur surface est inférieure à 50 m²), sous réserve de revenir, en seconde lecture, sur les décomptes parfois illogiques de logements sociaux issus de la loi SRU. (p. 7874) : son amendement n° 183 : prise en compte dans la comptabilisation des logements sociaux des logements conventionnés avec le concours financier de l'ANAH à des conditions de loyer maîtrisé, pendant la durée de la convention ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (25 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2 quater** (p. 7943) : soutient l'amendement n° I-231 de Mme Marie-Thérèse Hermange (ouverture des avantages fiscaux existants en matière de garde aux parents d'enfants de moins de douze ans) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7962) : soutient l'amendement n° I-235 de Mme Esther Sittler (aménagement du dispositif visant à encourager la transmission des titres d'une entreprise) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnel avant ou après l'art. 20 ter** (p. 8180) : son amendement n° I-245 : harmonisation des règles et modification du champ applicable en matière d'assujettissement à la TVA ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8193) : son amendement n° I-252 : application du taux réduit de TVA à la livraison de chaleur distribuée en réseau ; retiré.

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : pensions

- (3 décembre 2005) (p. 8746, 8747) : mission "Régimes sociaux et de retraite". Evolution hétérogène des régimes spéciaux. Appréhension précise de leur financement grâce à la mission. Coût des avantages spécifiques versés aux retraités de la RATP. Remise à plat indispensable. Favorable à la prise en compte de la pénibilité du travail dans les négociations avec les partenaires sociaux. Nécessité d'un diagnostic sur les régimes spéciaux. Importance des enjeux pour les prochaines décennies. Absence de provisionnement depuis soixante ans. - **Art. additionnels après l'art. 81** (p. 8750, 8751) : soutient l'amendement n° II-98 de M. Nicolas About (nouvelles modalités d'attribution de l'indemnité temporaire accordée aux titulaires d'une pension de l'Etat résidant dans les collectivités d'outre-mer et plafonnement de son taux à 35 % du montant en principal de la pension) ; retiré. Injustice de l'avantage. Evolution des conditions de vie depuis 1952 dans les DOM. Publicité préjudiciable. (p. 8757) : accepte de retirer l'amendement n° II-98 précité de M. Nicolas About, après l'engagement du Gouvernement d'une étude permettant aux parlementaires de se prononcer en 2006.

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (9 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Marcel Lesbros. (p. 9194, 9195) : revalorisation de la retraite du combattant. Question de la campagne double. Dossier des Français du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle incorporés de force dans des formations paramilitaires allemandes. Situation des veuves d'anciens combattants. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 75 bis** (*Revalorisation de deux points de l'indice de retraite du combattant*) (p. 9212) : soutient l'amendement n° II-312 de M. Alain Gournac (date d'entrée en vigueur de cet article) ; retiré.

PUECH (Jean)
sénateur (Aveyron)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 17 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage [n° 361 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 144 (1996-1997)] autorisant la ratification de la révision de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales [n° 119 (2005-2006)] (7 décembre 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 584, 586) : approbation de la vision globale de la politique du secteur menée par le ministre de la culture et de la communication. Initiatives du Sénat dans le domaine culturel. Rôle des collectivités locales dans le domaine de la culture. Définition et vocation de la culture. Exemple de l'école nationale de musique du département de l'Aveyron. Rapport Guillot. Souhait de l'inscription par l'UNESCO des Causses et des Cévennes sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du paysage** [n° 17 (2004-2005)] - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5654, 5655) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la coopération en vue de la répression du trafic illicite maritime et aérien de stupéfiants et de substances psychotropes dans la région des Caraïbes** [n° 348 (2004-2005)] - (4 octobre 2005) - en remplacement de M. Michel Guerry, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5657, 5658) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) - président de l'Observatoire de la décentralisation. (p. 6082, 6083) : son intervention (p. 6082, 6083).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (29 novembre 2005) - président de l'Observatoire de la décentralisation. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8274, 8275) : mission confiée par le Bureau du Sénat à l'Observatoire de la décentralisation portant sur le suivi du respect des principes financiers indispensables à la réussite de la décentralisation. Autonomie financière des collectivités locales. Régionalisation d'une partie de la TIPP. Abandon de la possibilité pour les départements de moduler le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

taux de la taxe sur les conventions d'assurance. Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour les exploitants agricoles. Récompense des collectivités les moins vertueuses au détriment des plus vertueuses : exemple du RMI. Faible compensation de l'APA. Hausse subie des dépenses des collectivités territoriales. Augmentation des sommes dévolues à la péréquation. Nécessité pour les collectivités territoriales de retrouver des marges de manoeuvre sur les dépenses de fonctionnement ; maintien de l'importance de leurs investissements.

RAFFARIN (Jean-Pierre)

*Premier ministre
(jusqu'au 31 mai 2005)
sénateur (Vienne)
UMP
(à partir du 19 septembre 2005)*

Election le 18 septembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 4 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 932, 933) : lancement de l'idée d'une Constitution européenne par Jacques Chirac en 2000. Refus des clivages partisans. Volonté de rassemblement autour d'un projet commun. Clarification du débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Défense d'un projet politique : mise en place d'une présidence durable, responsabilité de la commission devant le Parlement et pouvoir des parlements nationaux. Réponse aux inquiétudes exprimées. Défense de l'idéal de paix.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 1 (2004-2005)]** - (28 février 2005) - **Discussion générale** (p. 5, 6) : contenu du projet de loi constitutionnelle. Progression du rôle des parlements nationaux dans l'organisation européenne. Contrôle du peuple français sur les futures adhésions à l'Union. Innovations politiques du traité constitutionnel. Influence française dans la rédaction de ce traité. Réaffirmation des droits fondamentaux. Progression de l'Europe sociale. Reconnaissance des services publics. Importance de ce traité dans l'histoire européenne.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement [n° 2 (2003-2004)]** - (28 février 2005) - **Discussion générale** (p. 14, 16) : urgence de l'adoption d'une Charte de l'environnement. Texte fondateur. Intérêt du développement durable. Ecologie humaniste. Principe de précaution. Application du protocole de Kyoto. Nécessité pour toutes les politiques d'intégrer une dimension environnementale. Cohérence avec les engagements européens et internationaux de la France. Exemples d'actions concrètes. Responsabilité envers les générations futures.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2737, 2740) : rôle des parlementaires dans la campagne référendaire. Enjeux de la ratification de ce projet de traité constitutionnel pour l'Europe. Intérêt de la zone euro. Nécessité de lutter contre l'abstention et la confusion. Campagne d'information. Liberté pour chacun d'exprimer ses convictions. Renforcement de l'Europe politique, sociale et solidaire. Processus de décision à la majorité qualifiée. Maîtrise par le peuple français de la politique d'élargissement. Mise en oeuvre d'une politique étrangère commune. Avancée pour les services publics en milieu rural. Fidélité de ce projet de Constitution à l'humanisme français.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18 (Taxe de solidarité sur les billets d'avions)** (p. 9887) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression).

de RAINCOURT (Henri)

*sénateur (Yonne)
UMP*

Chargé d'une mission temporaire auprès du premier ministre le 3 octobre 2005 ; fin de mission le 29 novembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Administration générale et territoriale de l'Etat [n° 99 tome 3 annexe 2 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 107) : votera contre l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR) en dépit du réel problème pour de nombreuses communes rurales.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (16 mars 2005) - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1683) : volonté de défendre les valeurs de la République. Intervient sur les amendements n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmission des connaissances et d'affirmation des valeurs de la République) et n° 136 de M. Michel Charasse (partage des valeurs de la République et enseignement de celles-ci à l'école publique par l'ensemble des personnels de l'éducation nationale).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif** [n° 237 (2004-2005)] - (12 mai 2005) - **Art. 11 (Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH)** (p. 3766) : son amendement n° 61 : bénéfice du régime dérogatoire étendu à l'ensemble du secteur de l'engagement éducatif y compris le secteur privé ; retiré.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi** [n° 454 (2004-2005)] - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5201, 5203) : rappelle la valeur du travail et de l'effort. Paradoxe du marché de l'emploi. Exemple de la Bourgogne. Urgence de la situation économique, sociale et politique. Justification de la méthode du recours aux ordonnances. Précédents. Encadrement strict de l'habilitation. Latitude pour le Parlement de modifier le texte des ordonnances. Adoption de mesures d'urgence ne remettant pas en cause les grands équilibres du code du travail. Mesures centrées sur l'emploi dans les très petites entreprises, l'emploi des jeunes et celui des seniors. Mise en place du contrat "nouvelles embauches". Création du "chèque emploi entreprise". Mesure de lutte contre les effets de seuil. Dispositif en faveur de l'embauche des jeunes. Modification du recrutement dans la fonction publique. Hommage au travail de la commission des affaires sociales. Le groupe UMP soutiendra le projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7809, 7811) : budget volontariste. Stabilisation des dépenses de l'Etat en valeur. Poursuite de la restauration de l'Etat régalién. Reconduction du contrat de croissance et de solidarité au bénéfice des collectivités locales. Budget cohérent : priorité à l'emploi, à la revalorisation du travail et au renforcement de la compétitivité des entreprises. Mise en oeuvre d'une réforme fiscale juste. Augmentation massive de la prime pour l'emploi. Vrai choix de société en rupture avec l'assistanat. Responsabilité budgétaire face aux enjeux internationaux. Contribution de la réforme fiscale et de la taxe professionnelle au renforcement de l'attractivité de la France. Le groupe UMP soutiendra ce projet de budget réaliste.

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 29** (p. 8225) : favorable à la récupération sur succession, au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie, mais réservé en ce qui concerne la prestation de compensation du handicap.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8277, 8278) : caractère volontariste, cohérent et responsable des dispositions relatives aux collectivités territoriales. Réforme de l'imposition des personnes et de la taxe professionnelle. Intégration des impôts locaux dans le "bouclier fiscal". Augmentation des concours de l'Etat aux collectivités locales et de la DGF. Compensation financière des transferts de compétences aux régions et aux départements. Prévision d'un supplément de compensation de la TIPP. Situation financière difficile des départements due au versement de prestations au titre de la solidarité nationale. Absence de mise en place de financements adéquats lors de la création de ces prestations. Absence de choix entre services d'Etat et de conseil général pour les SDIS. Nécessité d'engager une réforme des conditions d'attribution des minima sociaux. Analyse souhaitable des conséquences pour les finances locales de la réforme de la DGE des départements, du plafonnement de la taxe professionnelle et de la création du "bouclier fiscal". Adaptation nécessaire des recettes des départements à la nature de leurs dépenses. Ses propositions de réforme de financement de l'APA, de la prestation compensatoire du handicap, PCH, du RMI et des SDIS.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9143, 9144) : présentation des trois programmes constituant la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat". S'inquiète de l'éventualité de transferts de charges de travail des préfectures vers d'autres services administratifs. Nouvelles attributions des agents de préfecture dans le cadre de la mise en oeuvre de la LOLF. Intervient sur les indicateurs de performance des missions "Administration territoriale", "Vie politique, culturelle et associative" et "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur". Avis favorable de la commission des finances pour l'adoption des crédits prévus pour chacun de ces programmes.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 58 (Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu)** (p. 9357) : soutient l'amendement n° II-404 de M. Louis de Broissia (exclusion des impôts départementaux du dispositif du bouclier fiscal) ; retiré. (p. 9368) : intervient sur l'amendement n° II-404 de M. Louis de Broissia (exclusion des impôts départementaux du dispositif du bouclier fiscal). Attire l'attention du Gouvernement sur la nature différente des fiscalités départementale, communale ou régionale.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

RALITE (Jack)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 589, 592) : revendications de la société débordant la pensée politique dans le domaine de la culture et de l'art. Soutien indispensable à la création artistique. Rôle de l'éducation artistique. Travail dans le secteur artistique. Diversité culturelle. Rôle de l'UNESCO. Négation du respect de la pluralité par la directive Bolkestein. Préoccupation de la concentration des médias touchant le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

spectacle vivant. Souhait d'un projet de loi encadrant les intermittents.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7245, 7248) : examen d'un texte d'exception ultra-sécuritaire. Loi issue de la guerre d'Algérie appliquée pour briser les résistances à l'ordre libéral. "Racisation" de la question sociale. Réponse sécuritaire et inhumaine à l'urgence sociale et humaine exigée par les profonds problèmes des banlieues. Le groupe CRC se déclare contre ce texte. Expression du mal vécu de millions de banlieusards. Gravité et ampleur provocatrice des déclarations patronales. Surdité du Gouvernement aux manifestations populaires de mécontentement. Recours à un état d'exception. Mise en cause de la légitimité du capitalisme. Paupérisation des populations. Précarisation des couches populaires et intermédiaires. Situation à Aubervilliers. Volonté de mise en place d'un fonds national de réhumanisation de la banlieue.

- **Rappel au règlement** - (21 novembre 2005) (p. 7510) : protestation contre l'amendement du Gouvernement voté par le Sénat insérant un article additionnel après l'article 54 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 et subordonnant le versement des allocations familiales pour les familles étrangères à la régularité du séjour de l'enfant sur le territoire. Demande au Gouvernement s'il envisage le retrait de cette mesure à caractère raciste.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7699, 7700) : favorable à l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7867) : favorable à l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants). Mérite de la loi SRU. (p. 7882) : intervient sur l'amendement n° 362 de M. Thierry Repentin (comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement). Nécessité de redresser la barre pour une action en faveur des logements sociaux telle que recommandée par le Président de la République.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) (p. 8836, 8838) : précarité des emplois artistiques. Stigmatisation de la culture de banlieue. Insuffisance des moyens accordés au patrimoine en péril et à l'archéologie préventive. Effets pervers des indicateurs de performance. Exemples d'initiatives culturelles exigeantes. Développement inadéquat d'une logique comptable. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8853) : défavorable à l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). - **Art. 94 bis (Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies)** (p. 8857) : défavorable à l'amendement n° II-114 de M. Louis de Broissia (suppression). - **Art. 94 quater (Taxe relative au vidéogramme pour les documents audiovisuels à caractère pornographique)** (p. 8859) : le groupe CRC s'abstiendra sur les amendements identiques n° II-117 de Mme Catherine Morin-Desaillay et n° II-130 du Gouvernement (précision).

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 90 ter** (p. 9249) : favorable à l'amendement n° II-186 de M. Thierry Foucaud (augmentation du taux de versement transport par le syndicat des transports d'Ile-de-France)

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Secrétaire de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. 12 quinquies A (Art. L. 127-10 à L. 127-14 nouveaux du code du travail - Groupements d'employeurs entre des personnes de droit privé et des collectivités territoriales)** (p. 167) : favorable au retrait de l'amendement n° 336 de M. Jean-Marc Pastor (création d'un statut particulier pour les employés ruraux multialariés des groupements d'employeurs) suite à l'assurance d'une réflexion de fond sur la question.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 38 bis (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes)** (p. 288) : surprise face à l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins).

- **Question orale avec débat de M. Ladislav Poniatowski sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : son intervention (p. 754, 756).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture** [n° 149 (2004-2005)] - (9 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1443) : s'étonne du vote d'un amendement non distribué.

- **Rappel au règlement** - (15 mars 2005) (p. 1563) : article 32 du règlement du Sénat. Réduction du temps de débat consacré

à la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur, en raison de l'utilisation de l'hémicycle comme plateau de télévision.

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3151, 3153).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3362, 3364) : satisfait de la renonciation du Gouvernement à la procédure d'urgence. Absence de transparence en matière d'énergie nucléaire. Limite de ce texte à un ensemble de voeux. Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur le financement de la gestion des déchets nucléaires. Absence de perspective pour la recherche dans le domaine énergétique. Interrogation sur la position de la France et sur celle des membres de l'Union européenne dans le cadre de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. 1er (et annexe) (Objectifs de la politique énergétique nationale)** (p. 3436) : s'abstiendra sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé). - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 3437) : soutient l'amendement n° 130 de M. Roland Courteau (adoption d'une loi de programmation fiscale et budgétaire pour la mise en oeuvre de la politique énergétique) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 1er sexies** (p. 3444) : soutient l'amendement n° 131 de M. Roland Courteau (création d'un fonds de financement pour la gestion des déchets radioactifs) ; retiré. (p. 3445) : soutient l'amendement n° 132 de M. Roland Courteau (mesures de transparence et de sécurité en matière nucléaire) ; retiré. - **Art. 1er septies A (Objectifs et axes de la politique énergétique)** (p. 3447) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 8 de la commission (rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture). - **Art. 1er septies B (Objectifs de maîtrise de la demande d'énergie)** (p. 3449) : sur l'amendement n° 9 de la commission (maîtrise de la demande d'énergie par l'Etat), soutient les sous-amendements de M. Roland Courteau n° 186 ; adopté ; et n° 187 ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 1er septies C** (p. 3455, 3456) : soutient l'amendement n° 189 de M. Roland Courteau (mise en oeuvre d'une politique volontariste en matière de réduction des émissions polluantes dues aux véhicules) ; adopté (précédemment réservé p. 3452). - **Art. 8 A (Définition des sources d'énergies renouvelables)** (p. 3502) : intervient sur les amendements identiques n° 113 de M. Gérard Bailly et n° 261 de M. Marcel Deneux (promotion de l'utilisation de céréales comme moyen de combustion).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien)** (p. 3541, 3542) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), soutient les sous-amendements de M. Roland Courteau n° 121 (obligation pour le schéma régional éolien de tenir compte des ZDE) ; devenu sans objet ; n° 122 (admissibilité des installations de très petite taille à l'obligation d'achat) ; retiré ; et n° 151 (rédaction) ; adopté. (p. 3544, 3546) : rectifie le sous-amendement n° 121 précité de M. Roland Courteau. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3571) : favorable aux amendements identiques n° 204 de M. Jean-Pierre Vial, n° 262 de M. Daniel Dubois et n° 288 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site). Demande au Gouvernement de faire confiance aux élus et aux parlementaires.

- **Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour la mise en oeuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances** [n° 313 (2004-2005)] - (10 mai 2005) - **Art. 3 (Irrecevabilité des amendements tendant à porter les crédits d'une mission au-delà du montant prévu par le Gouvernement - Abrogation des dispositions relatives à l'organisation d'un débat sommaire sur**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

les crédits budgétaires en dehors de la discussion des amendements) (p. 3674) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (rétablissement des débats sommaires sur les crédits budgétaires sous réserve de l'accord de tous les présidents de groupes politiques).

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3948, 3950) : attitude du Gouvernement envers les parlementaires. Impossibilité de résoudre les problèmes structurels de l'économie française par la seule baisse des prix. Stagnation ou diminution du pouvoir d'achat des Français. Sous-estimation du taux d'inflation et rôle de celle-ci. Risque d'accroître la concentration dans le secteur de la distribution. Légalisation de pratiques commerciales douteuses. Poids des hard discounters. Rôle des marques de distributeur. Nécessité de faire appliquer les lois existantes plutôt que de les réformer. Le groupe socialiste proposera la suppression de l'article 31 de ce projet de loi. - **Art. 1er** (Art. L. 953-5 [nouveau] du code du travail - Extension du champ de la formation professionnelle continue) (p. 3965) : soutient l'amendement n° 264 de M. Jean-Pierre Godefroy (absence de recours aux fonds de la formation professionnelle destinés aux salariés pour les actions de formation en direction des créateurs et repreneurs d'entreprises); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 3975) : soutient l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Godefroy (aide supplémentaire de l'Etat accordée sous forme de prime); rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 6, ou après l'art. 9, ou après l'art. 22** (p. 3988, 3989) : soutient l'amendement n° 312 de Mme Nicole Bricq (régime d'exonération des plus-values professionnelles pour les cessions ou donations d'entreprises à un salarié); rejeté. - **Art. 8** (Art. 39 octies E [nouveau] du code général des impôts - Provision pour investissement des entreprises individuelles créées depuis moins de trois ans) (p. 3994) : sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 188 (extension de la provision pour investissement aux EURL relevant de l'impôt sur le revenu), soutient le sous-amendement n° 313 de Mme Nicole Bricq; retiré.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 10** (Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise) (p. 4037) : soutient l'amendement n° 269 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension du dispositif du conjoint collaborateur au concubin notoire et au partenaire lié au chef d'entreprise par un PACS); retiré. (p. 4039) : soutient l'amendement n° 270 de M. Jean-Pierre Godefroy (exonération des cotisations sociales patronales au titre du conjoint durant la première année suivant la création ou la reprise de l'entreprise); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 4052) : regrette le retrait de l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 214 (éligibilité des conjoints collaborateurs aux fonctions de membre des chambres de commerce et d'industrie). - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 4069) : intervient sur l'amendement n° 282 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un crédit d'impôt au profit des très petites entreprises en vue de faciliter leur transmission ou leur reprise). - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 4105) : soutient l'amendement n° 292 de M. Bernard Dussaut (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages); retiré au profit de l'amendement n° 128 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages, dits modelages, à but esthétique). - **Art. 28** (Art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Définition du contrat de coopération commerciale, contractualisation des services s'en distinguant et régime de sanction s'y rapportant) (p. 4114) : soutient l'amendement n° 293 de M. Bernard Dussaut (prise en compte, au titre des services distincts, des avantages financiers consentis aux consommateurs sur des produits spécialement identifiés); rejeté. (p. 4115) : intervient sur l'amendement précité n° 293 de M. Bernard Dussaut.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. 31** (Art. L. 442-2 du code de commerce - Modification de la définition du seuil de revente à perte) (p. 4143) : définition d'un nouveau seuil de

revente à perte. Risque d'alignement sur le taux maximal. Conséquences pour le commerce de proximité. Le groupe socialiste est favorable à la suppression de cet article. (p. 4149, 4150) : favorable aux amendements identiques n° 294 de M. Bernard Dussaut et n° 397 de Mme Michelle Demessine (suppression). - **Art. 32** (Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs) (p. 4170) : soutient les amendements de M. Bernard Dussaut n° 295 (interdiction de la pratique consistant à retenir sur les factures des pénalités sans l'accord préalable du fournisseur); retiré; et n° 296 (publication obligatoire des décisions pénales, civiles et commerciales); rejeté. (p. 4175) : favorable à l'amendement n° 297 de Mme Bariza Khiari (suppression de la distinction entre rupture de la relation commerciale par des voies traditionnelles et par le biais d'une enchère électronique). - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4181) : soutient l'amendement n° 298 de M. Bernard Dussaut (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires); rejeté. - **Art. 33** (Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce - Réglementation des enchères à distance) (p. 4188, 4189) : soutient l'amendement n° 302 de M. Bernard Dussaut (interdiction de recourir aux enchères électroniques pour la vente de certains produits agricoles); devenu sans objet. (p. 4192) : s'abstiendra sur l'amendement n° 248 de M. Claude Biwer (surveillance des enchères électroniques inversées par un tiers certificateur et impossibilité d'utiliser cette méthode pour commercialiser des produits agricoles périssables). - **Art. additionnel après l'art. 37** (p. 4197) : sur l'amendement n° 65 de la commission (présentation au Parlement d'un rapport relatif à l'application des dispositions du titre VI de ce projet de loi), soutient le sous-amendement n° 309 de M. Bernard Dussaut; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5451, 5453) : lourdes conséquences de l'adoption de ce texte dans de nombreux domaines de la vie économique. Exemple du travail du dimanche et des jours fériés des apprentis mineurs. Dispositions insuffisantes s'agissant du financement des PME et du taux de l'usure. Vision patrimoniale et discriminatoire de la création et de la reprise d'entreprise. Non-pertinence du tutorat pour la dynamique économique. Absence de reconnaissance de la place des salariés des PME. Avancées réelles du titre VI. Regrette néanmoins l'assouplissement du dispositif relatif aux abus de puissance de vente et la suppression du tiers certificateur concernant les enchères inversées. Contradictions entre le Gouvernement et sa majorité à l'idée d'interdire les enchères inversées dans le domaine du placement et du travail temporaire. S'interroge sur la notion de "vrai prix économique". Crainte d'un retour à des "prix prédateurs". Risque de suppression d'emplois dans la grande distribution. Exemple de la chaîne de distribution Walmart. Introduction subreptice de la question des retraites des agents des chambres de commerce et d'industrie, au mépris de la concertation. Pour des raisons de forme et de fond, le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Art. 44 quater** (Régime de retraite de la CCIP) (p. 5477) : absence de débat au Sénat sur l'article 44 quater. Vives réactions au sein de deux grandes écoles constituant le fleuron de l'enseignement supérieur français. Risque pour le Gouvernement d'attenter à l'image de marque de cet enseignement.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 21** (Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants) (p. 6809) : intervient sur l'amendement n° 714 de M. Jean Dessard (exclusion des OGM des produits phytopharmaceutiques). (p. 6811) : soutient l'amendement n° 531 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle); rejeté. (p. 6817) : soutient l'amendement n° 534 de M. Jean-Marc Pastor (annulation de l'autorisation de mise sur le marché en cas de carence d'informations obligatoires); retiré. (p. 6818) : soutient l'amendement n° 535 de M. Jean-Marc Pastor

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(interruption immédiate de la commercialisation des produits faisant l'objet d'un retrait d'autorisation de mise sur le marché); rejeté.

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7509) : le groupe socialiste s'abstient sur la proposition de calendrier de discussion du texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7559, 7560) : soutient l'amendement n° 331 de M. Thierry Repentin (précision relative au caractère bâti ou non bâti des terrains concernés); adopté. (p. 7561) : soutient l'amendement n° 332 de M. Thierry Repentin (précision que le droit de préemption urbain ne sera suspendu dans les périmètres que pour les aliénations visant à la réalisation de logements); adopté. Défavorable à l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7573) : importance de la précision relative au caractère bâti ou non bâti du terrain concerné, apportée par l'amendement n° 10 de M. Thierry Repentin (application d'un taux maximum de décote de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret).

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme) (p. 7598) : soutient l'amendement n° 335 de M. Thierry Repentin (élargissement de la notion de construction à celle de réalisation de logements sociaux); adopté. Interrogation sur l'amendement n° 494 du Gouvernement (définition de la notion de réalisation de logements sociaux). (p. 7611) : intervient sur l'amendement n° 336 de M. Thierry Repentin (libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux). (p. 7623) : défavorable aux amendements identiques n° 21 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 118 et n° 166 de M. Alain Vasselle (suppression du pouvoir de substitution du préfet). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7644) : intervient sur l'amendement n° 301 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (rétablissement de la compétence des syndicats mixtes composés d'EPCI et de communes dans la mise en place des programmes locaux d'habitat). - **Art. 3** (Art. L. 421-2-1 du code de l'urbanisme - Permis de construire pour les logements réalisés par des sociétés de construction dans lesquelles l'Etat détient la majorité du capital) (p. 7645) : soutient l'amendement n° 340 de M. Thierry Repentin (rédaction); adopté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 7646) : intervient sur le sous-amendement du Gouvernement n° 489, déposé sur les amendements identiques n° 26 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 119 (amélioration de la sécurité juridique des constructions existantes). (p. 7648) : soutient l'amendement n° 341 de M. Thierry Repentin (possibilité pour une juridiction administrative de prononcer une annulation partielle d'un permis de construire); adopté. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7663) : favorable à l'amendement n° 410 de M. Thierry Repentin (création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional).

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7706) : soutient l'amendement n° 399 de M. Thierry Repentin (programmation du nombre de logements sociaux à réaliser); rejeté (p. 7709) : favorable aux amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi qu'à l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7735) : soutient l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (majoration du premier

prélèvement pour les communes de la région Ile-de-France dont le taux de logements sociaux est inférieur à 15 %); rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8024) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (diminution de la dotation forfaitaire versée aux communes ayant fait l'objet d'un constat de carence) et n° 398 (suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU); rejetés. (p. 8026) : Caractère immoral de la compensation aux communes des pénalités qu'elles ont versées. - **Art. 9** (Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation) (p. 8039) : soutient l'amendement n° 423 de M. Thierry Repentin (suppression); rejeté. (p. 8043) : défavorable à l'amendement n° 499 de la commission (intégration dans la liste des publics prioritaires pour l'attribution de logements sociaux des personnes mal logées ayant repris une activité après une période de chômage de longue durée). Responsabilité des commissions d'attribution. (p. 8048) : soutient l'amendement n° 400 de M. Thierry Repentin (attribution d'une voie délibérative aux associations agréées oeuvrant en faveur du logement des personnes défavorisées au sein de la commission de médiation); rejeté. (p. 8051) : soutient l'amendement n° 355 de M. Thierry Repentin (désignation du président de la commission de médiation par le préfet); adopté. Soutient l'amendement n° 356 de M. Thierry Repentin (composition des commissions de médiation élargie aux EPCI); adopté. - **Art. 11** (Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale) (p. 8079) : intervient sur le sous-amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 153 (obligation d'information, en cas de retard de paiement, du client par son fournisseur au sujet du déroulement de la procédure) déposé sur l'amendement n° 83 de la commission (limitation du dispositif interdisant les coupures d'eau, d'électricité et de gaz pendant la période hivernale aux seules personnes ayant bénéficié d'une aide du FSL). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8099) : intervient sur l'amendement n° 160 du Gouvernement (versement des deux tiers de la collecte du "1 % logement" au fonds d'intervention de l'union d'économie sociale pour le logement, UESL). (p. 8103, 8104) : soutient l'amendement n° 420 de M. Thierry Repentin (information des personnes réalisant un investissement immobilier locatif); rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) - en remplacement de M. Thierry Repentin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8625, 8626) : diminution des crédits du programme consacré aux aides personnelles au logement. Interrogation sur une éventuelle modification du seuil de versement des aides. Son attachement à la suppression du "mois de carence". Regret, à titre personnel, de la non-indexation des aides. Mobilisation exceptionnelle des moyens financiers en faveur du développement de l'offre locative sociale. Interrogation sur une affectation des crédits de paiement au parc HLM inférieure aux prévisions de la loi de programme pour la cohésion sociale. Défavorable à la réforme proposée du prêt à taux zéro. Avenir du fonds de garantie de l'accession sociale. Souhait d'efforts plus substantiels en matière d'aides personnelles au logement. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption de ce projet de budget. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8641, 8642) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales n° II-60 (transfert de crédits du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement" vers le programme "Ville, vie, vacances").

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9763, 9767) : propositions faites à Grenoble par les états généraux de la recherche et de l'enseignement supérieur. Projet de loi particulièrement décevant. Nécessité de développer l'Europe de la recherche. Texte ajoutant à la complexité actuelle au lieu de redonner de la cohérence à la recherche. Inquiétudes et craintes du monde des chercheurs. Conditions d'examen de ce projet de loi. Absence de dialogue et de concertation entre les différents organismes de recherche. Ajout de nouvelles structures à l'actuel enchevêtrement des structures existantes. Question de la répartition des crédits, notamment entre recherche publique et recherche privée. Place de la nouvelle Agence nationale de la recherche. Risque d'une aggravation des inégalités. Nécessité de renforcer l'attractivité de la carrière des chercheurs. - **Art. 1er et tableaux annexés (Programmation)** (p. 9798) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de la commission (correction du tableau annexé faisant mention de l'effort programmé de 2005 à 2010) ainsi que sur l'article 1er et le tableau annexé. - **Division additionnelle après le titre II** : Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 6 de la commission (création d'un chapitre consacré au pilotage de la recherche). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9805) : intervient sur le sous-amendement n° 158 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (création du Haut Conseil de la science et de la technologie). Représentation féminine dans les amphithéâtres scientifiques. - **Art. 2 (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche)** (p. 9821) : favorable à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Christine Blandin (garantie apportée aux chercheurs en matière de propriété intellectuelle).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 42 (Simplification du droit annuel de francisation et de navigation et suppression de l'obligation de jaugeage des navires de plaisance)** (p. 10117) : défavorable à l'amendement n° 237 de la commission (modération de la hausse tarifaire du droit de francisation et de navigation). Obsolète au regard de l'évolution de la navigation de plaisance.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 3 (Art. L. 412-2 du code de la recherche - Allocations individuelles de recherche)** (p. 10166) : favorable à l'amendement n° 88 de Mme Marie-Christine Blandin (montant des allocations versées aux doctorants). (p. 10167) : intervient sur l'amendement n° 89 de Mme Marie-Christine Blandin (indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique). (p. 10168) : favorable à l'amendement n° 104 de Mme Marie-Christine Blandin (mise en place d'équipes pluridisciplinaires). - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10172) : favorable à l'amendement n° 90 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription, parmi les critères de l'évaluation, du partage du savoir scientifique avec la société). (p. 10178) : favorable à l'amendement n° 22 de la commission (évaluation des travaux de l'Agence nationale de la recherche par l'AER). (p. 10180) : intervient sur l'amendement n° 139 de M. Ivan Renar (implication de tous les représentants de la société scientifique). - **Art. 7 (Agence nationale de la recherche)** (p. 10187) : favorable à l'amendement n° 108 de M. Serge Lagauche (clarification du statut juridique de l'Agence nationale de la recherche). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 10188) : son amendement n° 112 : financement de projets blancs ; retiré. (p. 10189) : son amendement n° 111 : affectation d'une part des crédits accordés à un projet au fonctionnement de l'établissement qui l'héberge ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 10192) : favorable à l'amendement n° 59 du Gouvernement (assouplissement des conditions de mobilité à temps partiel des scientifiques vers le secteur privé). - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 10195) : favorable à l'amendement n° 40 de la commission (possibilité pour les PRES et les réseaux thématiques de recherche de créer des services internes de

valorisation sous la forme de services d'activités industrielles et commerciales). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10208) : votera l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER). (p. 10211) : favorable à l'amendement n° 49 de la commission (révision de la règle du quorum pour la détermination des statuts et des structures internes des établissements d'enseignement supérieur).

RAOULT (Paul)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 48, 49) : texte disparate sans réponse globale aux enjeux des territoires ruraux. Consensus général sur le problème de la chasse. Avancées significatives dans le domaine environnemental : protection des zones humides, mise en oeuvre de Natura 2000. Problématique de la désertification. Chute de l'emploi agricole. Crise des industries agroalimentaires. Restauration possible de l'attractivité des zones rurales : intervention des capitaux publics dans le cadre d'une véritable planification territoriale, maintien des services publics et d'un nombre suffisant d'agriculteurs. Manque d'ambition de ce projet de loi en dépit d'avancées substantielles.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 3 ter** (Art. 199 *decies E*, 199 *decies EA*, 199 *decies GA* [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme) (p. 129) : votera les amendements identiques n° 75 de M. Jacques Blanc et n° 308 de M. Thierry Repentin (mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés). - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage) (p. 153) : soutient l'amendement n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère) ; devenu sans objet. Nécessité de défendre l'affiliation des entreprises paysagistes à la MSA. - **Art. 11 AA** (Prise en compte dans

diverses législations des contraintes liées aux activités saisonnières et au cumul d'activités) (p. 159, 160) : soutient l'amendement n° 311 de M. Jean-Marc Pastor (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale) ; rejeté. S'étonne des réactions de M. Micher Mercier. - **Art. 12 quinquies A** (Art. L. 127-10 à L. 127-14 nouveaux du code du travail - Groupements d'employeurs entre des personnes de droit privé et des collectivités territoriales) (p. 166) : soutient l'amendement n° 336 de M. Jean-Marc Pastor (création d'un statut particulier pour les employés ruraux multialariés des groupements d'employeurs) ; retiré. Potentialité d'emplois appelant une simplification des procédures administratives. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 173) : intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement) et les réticences de M. Charles Revet. Nécessité d'aller au bout de la démarche, à l'exemple de la loi relative à la sécurité des piscines.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 199) : intervient sur l'amendement de M. Charles Revet n° 174 (extension du droit de préemption des SAFER à tout immeuble pour la réalisation de projets de développement rural intéressant les collectivités). Problème de rareté du sol. Protection de celui-ci. Refus de confier cette mission aux seuls départements. - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 229) : soutient l'amendement n° 319 de M. Bernard Dussaut (possibilité de recours à la réorganisation foncière) ; rejeté. - **Art. 24** (Art. L. 121-2 à L. 121-4, L. 121-4-5, L. 121-7 à L. 121-9, L. 121-11 et L. 121-12 du code rural - Décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général) (p. 232) : soutient l'amendement n° 337 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du choix proposé au président du conseil général pour désigner six personnes siégeant au sein de la commission départementale d'aménagement foncier) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 279) : soutient l'amendement n° 320 de M. Jean-Marc Pastor (diffusion des journaux agricoles dans le monde rural) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 38** (p. 280) : soutient l'amendement n° 338 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place d'un contrat d'objectif entre l'Etat et les médecins) ; rejeté. (p. 281) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 339 (inscription dans la loi d'objectifs clairs en matière d'aménagement du territoire) ; et n° 340 (installation de médecins dans les zones médicalement dépeuplées) ; rejetés. - **Art. 38** (Art. L. 1511-8 nouveau du code général des collectivités territoriales - Aides octroyées par les collectivités locales pour favoriser le maintien ou l'installation de professionnels de santé) (p. 282, 283) : soutient l'amendement n° 341 de M. Jean-Marc Pastor (conséquence) ; rejeté. - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué) (p. 311) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (suppression de l'article 49 bis).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 539, 540) : félicitation de l'adoption d'un certain nombre d'amendements : acquisition de bâtiments non exploités pour les transformer en logements afin d'accueillir de nouvelles familles ; emplois de saisonniers ; équipement des tracteurs ; publicité pour les boissons alcoolisées. Regret du rejet de l'amendement sur la protection des troupeaux et du droit des bergers de se défendre contre les attaques des loups et des chiens errants. Nécessité de mieux définir l'équilibre entre la biodiversité et l'acte de production. Souhait d'une meilleure préservation de la fonction "nature" de l'espace rural et d'une meilleure définition de l'agriculture. Promotion espérée de l'offre de logements locatifs en milieu rural.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2644, 2646) : texte bienvenu. Reconquête du bon état écologique de l'eau. Obligation de résultat d'ici à 2015. Nombreuses avancées significatives. Absence néanmoins problématique de dispositif pour le traitement des pollutions diffuses. Partisan d'une taxe sur les produits azotés. Affectation de son produit à l'amélioration des bonnes pratiques agricoles et à l'orientation de l'agriculture vers une production biologique. Généralisation souhaitable des comités d'aide au développement, CAD, sur le territoire des champs captants. Problématique identique concernant l'usage des pesticides. Nécessité d'accentuer les choix concernant les primes de la PAC liées à l'écoconditionnalité. Maintien indispensable de la solidarité entre le monde rural et le monde urbain. Suppression incompréhensible du FNDAE. Le groupe socialiste proposera son rétablissement. Mise en oeuvre indispensable de conventions avec les départements sur ce problème de solidarité. Crainte d'une recentralisation de la politique de l'eau. Nécessité d'une gestion de proximité. - **Art. 2 (Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact sur l'eau)** (p. 2692) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 526 et 527 (amélioration de la protection des espèces migratrices) ; devenus sans objet. - **Art. 3 (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté)** (p. 2695) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 529 (prise en compte de la notion d'affectation du débit pour la préservation du milieu aquatique) ; rejeté ; et n° 530 (compatibilité de l'affectation du débit artificiel avec la fonction de l'aménagement déterminé, fixée par le SDAGE ou le SAGE) ; devenu sans objet. (p. 2696) : son amendement n° 536 : élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI, aux syndicats mixtes ainsi qu'à leurs établissements publics ; rejeté. Soutient l'amendement n° 531 de M. Bernard Cazeau (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux établissements publics de bassin) ; rejeté. (p. 2697) : imprécision dommageable en cas de conflit avec d'autres syndicats. Son expérience en tant que président d'un syndicat mixte. Combat inégal avec les groupes privés. (p. 2698) : soutient l'amendement n° 532 de M. Bernard Cazeau (réserve obligatoire d'un débit minimal pour le bon état écologique des cours d'eau) ; retiré. (p. 2699) : son amendement n° 528 : consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage ; adopté. (p. 2701, 2702) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 534 (précision des règles d'indemnisation des gestionnaires d'ouvrages hydroélectriques) ; n° 533 (suppression de toute indemnisation pour les modifications apportées aux règlements d'eau des entreprises hydroélectriques dont la concession a plus de quinze ans) ; et n° 535 (opposabilité au concessionnaire des normes du SAGE adopté postérieurement à l'autorisation d'exploiter) ; rejetés. - **Art. 4 (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)** (p. 2706) : soutient l'amendement n° 538 de M. Bernard Cazeau (prise en compte de la protection complète des poissons migrateurs lors de l'autorisation accordée pour la construction de nouveaux ouvrages) ; devenu sans objet. (p. 2710) : soutient l'amendement n° 539 de M. Bernard Cazeau (consultation des commissions locales de l'eau, CLE, et des EPTB avant l'établissement des listes de classement des rivières) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2769) : soutient l'amendement n° 540 de M. Bernard Cazeau (établissement d'un schéma global de répartition des débits pour chaque bassin hydrographique) ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 2775, 2776) : intervient sur l'amendement n° 355 de M. Gérard Bailly (établissement par le préfet d'une liste des cours d'eau pour chaque département). Interprétation variable des normes environnementales selon les préfets. - **Art. 5 (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non**

domaniaux) (p. 2779, 2780) : soutient l'amendement n° 541 de M. Bernard Cazeau (obligation d'entretien identique pour les rivières domaniales et non domaniales) ; retiré. Nécessité de préciser la responsabilité des propriétaires et des élus dans l'entretien des cours d'eau. (p. 2781) : soutient l'amendement n° 542 de M. Bernard Cazeau (référence à des opérations planifiées et non groupées) ; devenu sans objet. (p. 2784) : soutient l'amendement n° 543 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour une structure intercommunale de procéder à l'entretien d'un cours d'eau à la charge des propriétaires n'assumant pas leurs obligations) ; retiré. - **Art. 6 (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau)** (p. 2787) : soutient l'amendement n° 547 de M. Bernard Cazeau (présentation aux comités de bassin d'un bilan des actions de police de l'eau) ; rejeté. (p. 2789) : son amendement n° 546 : après l'arrêt d'une activité, obligation pour le propriétaire de remettre le site en état sans porter atteinte aux écosystèmes aquatiques ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8 (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)** (p. 2805) : soutient l'amendement n° 550 de M. Bernard Cazeau (constitution de l'infraction même en cas d'autorisation préalable) ; retiré. - **Art. 9 (Art. L. 435-5 du code de l'environnement - Réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées)** (p. 2806) : son amendement n° 551 : précision ; devenu sans objet. - **Art. 10 (Art. L. 436-9 et L. 432-11 du code de l'environnement - Gestion des peuplements des cours d'eau)** (p. 2807) : son amendement n° 552 : consultation des fédérations départementales de pêche et de protection du milieu aquatique ; rejeté. - **Art. 11 (Art. L. 436-14 à L. 436-16 du code de l'environnement - Dispositions de lutte contre le braconnage)** (p. 2810) : soutient l'amendement n° 553 de M. Bernard Cazeau (adaptation des espèces à protéger) ; retiré au profit de l'amendement n° 27 de la commission (précision par décret de la liste des espèces protégées). - **Art. 14 (Art. L. 211-3 du code de l'environnement - Délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable)** (p. 2816) : soutient l'amendement n° 555 de M. Bernard Cazeau (renforcement du pouvoir des commissions locales des eaux, CLE) ; rejeté. - **Art. 17 (Art. L. 522-8 du code de l'environnement - Contrôle de la traçabilité des produits biocides)** (p. 2821) : intervient sur l'amendement n° 335 de M. Jean-François Le Grand (définition d'une méthodologie commune à tous les pays européens pour mesurer la qualité de l'eau) déposé avant l'article 17. Souhait d'uniformisation des critères sur l'ensemble du territoire national et de précision des directives européennes. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2823) : intervient sur l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2884, 2885) : favorable à l'amendement n° 234 de M. Claude Bertaud portant sur le même objet que son amendement n° 566 : consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire, soutenu par M. Claude Domeizel. Dysfonctionnement entre l'intercommunalité et les communes. (p. 2886, 2887) : son amendement n° 567 : limitation de la responsabilité des collectivités dans la fourniture d'une eau propre à la consommation à la partie du branchement rattachée au réseau public ; devenu sans objet. Demande de précisions sur les dispositions du code de la santé publique invoquées par le ministre. - **Art. 25 (Art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général)** (p. 2889) : son amendement n° 568 : limitation de la compensation ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2892) : son amendement n° 569 : fusion des régies pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif ; rejeté. (p. 2893) : évolution indispensable de la législation. Incertitude juridique liée aux appréciations divergentes de la chambre régionale des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

comptes, du tribunal administratif et du Conseil d'Etat. - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2895, 2896) : son amendement n° 570 : précision rédactionnelle ; rejeté. (p. 2900) : défavorable à l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). Dessaisissement des communes de leur mission de contrôle.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2927) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 134 (interdiction de la modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau et de l'assainissement). Interrogation sur les différences de subventionnement entre les régies et les délégations de service public. (p. 2929) : son amendement n° 643 : possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement ; rejeté. (p. 2930) : intervient sur son amendement n° 643 précité. Incompréhension relative au rejet de ce mécanisme de solidarité entre communes. - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2934) : intérêt de l'amendement n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile). - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27 ou après l'art. 49** (p. 2936) : son amendement n° 582 : possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte ; devenu sans objet. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - *Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2944, 2945) : soutient l'amendement n° 571 de M. Bernard Cazeau (précision) ; devenu sans objet. Ses amendements n° 579 : conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau ; n° 575 : calcul du montant des charges fixes de la facture d'eau ; et n° 573 : conditions d'opposabilité du règlement du service de distribution d'eau ; devenus sans objet. (p. 2946) : son amendement n° 648 : référence à l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif ; rejeté. (p. 2951) : intervient sur l'amendement n° 577 de M. François Marc (adéquation entre la part fixe de la facture d'eau et le coût réel du service universel). Augmentation de la partie fixe des factures d'eau pénalisante pour les personnes seules. (p. 2957, 2958) : son amendement n° 574 : suppression de la référence aux SAGE pour l'encadrement du recours à la tarification dégressive du prix de l'eau ; devenu sans objet. (p. 2958) : son amendement n° 673 : encadrement du recours au tarif dégressif ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2963) : son amendement n° 580 : informations fournies aux collectivités territoriales par les délégataires gérant le service public de distribution d'eau ; retiré. - **Intitulé du chapitre Ier du titre III** (p. 2972) : soutient l'amendement n° 583 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé) ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2976) : intervient sur son amendement n° 586 : organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural, soutenu par Mme Nicole Bricq. - **Art. additionnel avant l'art. 28** (p. 2977) : soutient l'amendement n° 584 de M. Pierre-Yves Collombat (collaboration entre les agences de l'eau et les départements pour la mise en oeuvre de la politique de l'eau) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2984) : son amendement n° 587 : possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement ; devenu sans objet. (p. 2987) : favorable à l'amendement n° 62 de la commission (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement). - **Art. 30** (Art. L. 212-3 du code de l'environnement - *Définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE*) (p. 2988) : soutient l'amendement n° 588 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics et territoriaux de bassin dans l'élaboration du SAGE) ; adopté. - **Art. 31** (Art. L. 212-4 du code de l'environnement -

Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 2990) : soutient l'amendement n° 589 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics territoriaux de bassin dans les schémas d'aménagement de gestion des eaux) ; rejeté. Son amendement n° 590 : composition de la commission locale de l'eau ; devenu sans objet. - **Art. 32** (Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - *Contenu et effets du SAGE*) (p. 2994) : soutient l'amendement n° 592 de M. Bernard Cazeau (définition des documents opposables aux tiers en cas de conflit) ; rejeté. - **Art. 33** (Art. L. 212-6 du code de l'environnement - *Modalités d'approbation du SAGE*) (p. 2995) : soutient l'amendement n° 593 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'établissement public territorial de bassin pour l'élaboration du SAGE) ; devenu sans objet. - **Art. 34** (Art. L. 212-7 et L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - *Règles de prise en compte, de modification et de révision du SAGE*) (p. 2997) : soutient l'amendement n° 594 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour la commission locale de l'eau de modifier le SAGE sur proposition du préfet) ; rejeté. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - *Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau*) (p. 3002, 3003) : soutient l'amendement n° 606 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du comité de bassin) ; retiré. Son amendement n° 601 : représentation des fédérations de pêche et de protection des milieux aquatiques au sein des comités de bassin ; devenu sans objet. (p. 3006) : soutient l'amendement n° 605 de M. Pierre-Yves Collombat (mode d'élection du président du comité de bassin) ; retiré. (p. 3007) : soutient l'amendement n° 596 de M. Bernard Cazeau (mode d'élection du président du comité de bassin) ; devenu sans objet. (p. 3008, 3009) : ses amendements n° 652 : consultation du comité de bassin sur des actions significatives d'intérêt commun au bassin ; adopté ; et n° 653 : possibilité de créer une agence de l'eau au niveau des sous-bassins ; retiré. Soutient l'amendement n° 597 de M. Bernard Cazeau (rôle des instances de concertation dans l'organisation de la gestion de l'eau) ; rejeté. (p. 3011) : soutient l'amendement n° 603 de M. François Marc (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau par ses pairs) ; rejeté. (p. 3012) : soutient l'amendement n° 604 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du conseil d'administration des agences de l'eau) ; rejeté. (p. 3015) : favorable à l'amendement n° 286 de M. Charles Revet (création de commissions locales à l'échelon des sous-bassins versants). (p. 3017) : intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (contenu de l'arrêté relatif aux délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau). Interrogation sur la relation de tutelle unissant le ministère et le Parlement aux agences de l'eau. (p. 3019) : soutient l'amendement n° 598 de M. Bernard Cazeau (prise en charge, par les agences de l'eau, de la réalisation des SAGE) ; rejeté. (p. 3022, 3023) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 84 et de la commission des lois saisie pour avis n° 147 (mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). Nécessité de déterminer des critères plus précis pour définir le montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques. (p. 3024) : son amendement n° 602 : extension aux régies dotées de la personnalité morale des subventions octroyées par les agences de l'eau ; rejeté. (p. 3027) : intervient sur le sous-amendement n° 664 du Gouvernement, modifiant l'amendement n° 85 de la commission (signature d'une convention entre les agences de l'eau et les départements pour la répartition et le versement des subventions). - **Art. 36** (*Orientations prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012*) (p. 3028) : soutient l'amendement n° 610 de M. Bernard Cazeau (rôle des agences de l'eau dans la réalisation des objectifs du SDAGE et du SAGE) ; retiré. Intervient sur les amendements identiques de la commission n° 86 et de la commission des lois saisie pour avis n° 149 (inscription de la solidarité envers les communes rurales dans les missions des agences de l'eau). (p. 3029) : soutient l'amendement n° 608 de M. Pierre-Yves Collombat (inscription d'un renouvellement programmé des réseaux de distribution d'eau dans les missions des agences de l'eau) ; adopté. (p. 3033) : soutient l'amendement n° 612 de M. Bernard

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Cazeau (détermination par un arrêté ministériel du montant pluriannuel global des dépenses de chaque agence de l'eau); rejeté. (p. 3034) : sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 152 (définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales), soutient le sous-amendement n° 682 de M. Simon Sutour; rejeté. (p. 3036) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 91 et de la commission des lois saisie pour avis n° 152 (définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales).

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - *Redevances des agences de l'eau*) (p. 3167, 3168) : intervient sur l'amendement n° 95 de la commission (fixation de l'assiette de redevance de pollution). Demande une analyse plus poussée sur le calcul des facteurs pris en compte et leur incidence économique sur les entreprises. (p. 3169) : intervient sur l'amendement n° 99 de la commission (prise en compte de la pollution ajoutée dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique). (p. 3172) : soutient l'amendement n° 615 de M. Bernard Cazeau (égalité de traitement entre élevage et culture); rejeté. (p. 3174) : viabilité de certaines exploitations d'agriculture biologique. Soutient l'amendement n° 654 de M. Bernard Cazeau (taxation des engrais); rejeté. (p. 3183) : soutient l'amendement n° 622 de M. François Marc (extension aux biocides et aux engrais chimiques de la redevance pour pollution diffuse); rejeté. (p. 3192) : minorité d'agriculteurs ne respectant pas les règles. Augmentation continue du taux de nitrates et de pesticides. (p. 3194) : intervient sur l'amendement n° 458 de Mme Evelynne Didier (exonération des prélèvements effectués pour le maintien d'étiage des rivières). Exemple de la région Nord-Pas-de-Calais. (p. 3201) : intervient sur l'amendement n° 108 de la commission (diminution du plafond des tarifs applicables aux prélèvements en vue de l'alimentation en eau potable). (p. 3208) : soutient l'amendement n° 613 de M. Bernard Cazeau (abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau); rejeté. (p. 3209) : intervient sur l'amendement n° 413 de M. Jean Desessard (abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau). Préjudice causé par les plans d'eau des résidences secondaires. Soutient l'amendement n° 614 de M. Bernard Cazeau (remplacement des mots "protection du milieu aquatique" par les mots "exploitation piscicole"); rejeté. - **Art. 38** (Art. L. 213-11 à L. 213-11-15 [nouveaux] du code de l'environnement - *Obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau*) (p. 3215) : son amendement n° 624 : modalités de versement d'acomptes par les associations; retiré. - **Art. 39** (Art. L. 213-13-1 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - *Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer*) (p. 3216) : soutient l'amendement n° 629 de M. Claude Lise (possibilité pour les offices de l'eau de participer à des actions de coopération internationale); adopté. (p. 3218) : soutient l'amendement n° 628 de M. Claude Lise (extension du dispositif de recouvrement pour les agences de l'eau aux offices de l'eau des départements d'outre-mer); devenu sans objet. - **Art. 40** (Art. L. 213-1 du code de l'environnement - *Comité national de l'eau*) (p. 3220) : soutient l'amendement n° 516 de M. Thierry Repentin (précision sur la consultation du Comité national de l'eau sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisir); adopté.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - *Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)*) (p. 3231) : soutient l'amendement n° 634 de M. Bernard Cazeau (prise en compte de la gestion des plans de restauration des poissons migrateurs dans les politiques nationales); rejeté. (p. 3233) : soutient l'amendement n° 630 de M. Claude Lise (missions de solidarité de l'ONEMA envers Mayotte et les

départements d'outre-mer); retiré. (p. 3234) : soutient les amendements de M. Bernard Cazeau n° 636 (intégration des représentants des EPTB au conseil d'administration de l'ONEMA); adopté et n° 633 (attribution d'un rôle effectif au comité national de l'eau et à l'ONEMA); rejeté. Son amendement n° 627 : bilan présenté par le Gouvernement sur l'exécution du programme pluriannuel d'intervention; adopté. - **Art. 43** (Art. L. 434-5 du code de l'environnement - *Création et organisation d'une fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques*) (p. 3243) : son amendement n° 626 : consultation de la fédération nationale de la pêche pour l'élaboration des mesures réglementaires relatives à la pêche en eau douce; retiré. - **Art. 45** (Art. L. 436-1 du code de l'environnement - *Obligation pour les pêcheurs en eaux douces d'adhérer à une association agréée*) (p. 3245) : soutient l'amendement n° 635 de M. Bernard Cazeau (exonération de cette obligation pour les pêcheurs en eaux closes); retiré. - **Art. 50** (*Entrée en vigueur différée de divers articles*) (p. 3248, 3249) : soutient l'amendement n° 632 de M. Claude Lise (ressources financières des offices de l'eau); retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3250, 3251) : nécessité de préciser la rédaction de ce projet de loi en deuxième lecture. Moyens financiers insuffisants, nécessité de limiter l'usage de l'eau, désaccord sur la maîtrise des pollutions diffuses. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 5 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5946, 5948) : rappel historique de la transposition des directives européennes en matière d'environnement. Retards répétés de la France dans la mise en oeuvre de cette procédure. Textes évitant les distorsions de concurrence à l'échelon de l'Europe et améliorant l'information, la transparence, la lutte contre les nuisances sonores, le stockage des déchets inertes et la mise en oeuvre des accords de Kyoto sans dégrader la compétitivité de l'économie française. Réflexion sur les infractions et les pénalités possibles en matière d'environnement. Question de l'application réelle des contraintes. Risque d'une application à géométrie variable de ces textes selon les départements et les régions. Principe de subsidiarité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5954) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6445, 6446) : nécessité de favoriser la création du maximum d'emplois dans une agriculture de proximité respectueuse de l'environnement. Etalement urbain, périurbain et accélération de la spéculation sur le foncier. Part croissante des subventions européennes et nationales dans le revenu agricole. Nécessité de protéger les agriculteurs des incertitudes du marché.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 311-3 du code rural - *Création du fonds agricole*) (p. 6483, 6484) : intervient sur l'amendement n° 396 de M. Gérard Le Cam (suppression). Pratique ancienne des dessous-de-table. Imprécision de la définition du fonds agricole. Interrogation sur l'influence du fonds agricole sur la préservation de l'unité des exploitations. Risque de surenchérissement des reprises d'exploitations. Complication juridique due au caractère optionnel de la création de ce fonds. - **Art. 2** (Art. L. 411-35 du code rural - *Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6493) : intervient sur les amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M. Jean-Marc Pastor. Quotas laitiers. Interrogation sur les conséquences futures de la rupture des liens entre les aides et la production. Faible rapport de la terre. Impossibilité pour un agriculteur de vivre de son travail dans un contexte de concurrence mondiale. (p. 6502) : intervient sur les amendements modifiant le deuxième alinéa de l'article L. 418-2 du code rural. Favorable à la consultation des commissions paritaires départementales des baux ruraux. (p. 6519) : favorable à l'amendement n° 403 de M. Gérard Le Cam (allongement de la durée minimale de renouvellement du bail cessible). - **Art. 3** (*Habilitation à simplifier par ordonnance le statut du fermage*) (p. 6541) : favorable aux amendements de suppression n° 405 de M. Gérard Le Cam et n° 474 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Jean-Marc Pastor. Recours accru aux ordonnances. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : demande l'étude de la question posée par l'intermédiaire de l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). Installation de jeunes agriculteurs sans aide. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6566) : intervient sur l'amendement n° 371 de Mme Françoise Férat (extension aux biens loués aux jeunes agriculteurs de l'exonération d'ISF dont bénéficient les biens professionnels). Spéculation foncière. Sa préférence pour une simplification du système fiscal. Nécessité d'une juste rémunération des produits fabriqués. - **Art. additionnels après l'art. 6 quinquies ou après l'art. 10 sexies** (p. 6572) : favorable à l'amendement n° 192 de M. Yann Gaillard (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage).

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6592) : favorable à l'amendement n° 423 de M. Gérard Le Cam (renforcement de la protection sociale de la profession agricole en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. 8** (*Demande d'habilitation pour améliorer la protection sociale agricole*) (p. 6598) : intervient sur l'amendement n° 288 de M. Jean-Marc Pastor (amélioration de la protection sociale des personnes pluriactives). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6607) : désaffectation pour le travail manuel. Intervient sur les amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousque et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6616) : soutient l'amendement n° 494 de M. Jean-Marc Pastor (mise en place du 1 % logement sur le modèle des entreprises de l'industrie et du commerce) ; retiré. (p. 6618) : favorable, après sa rectification, à l'amendement n° 23 de la commission (mise en place de l'équivalent du 1 % logement pour le monde agricole). (p. 6619) : soutient l'amendement n° 486 de M. Jean-Marc Pastor (amélioration de la couverture sociale des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles) ; retiré. (p. 6622) : soutient l'amendement n° 487 de M. Jean-Marc Pastor (négociation tendant à la fusion des tableaux des maladies professionnelles du régime général et des tableaux du régime agricole) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6636, 6637) : soutient l'amendement n° 548 de M. Jean-Marc Pastor (élargissement du champ d'action des SAFER) ; rejeté. Situation du département du Nord. Favorable à la participation des collectivités locales à la vie des SAFER.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis** (**précédemment réservé**) (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6776) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6808) : intervient sur l'amendement n° 713 de M. Jean Desessard (impact des pesticides sur notre environnement).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6878) : importance du label dans un contexte de mondialisation du commerce agricole. Dynamisation indispensable. Ses difficultés de mise en place d'une marque "parcs" dans son parc naturel régional de l'Avesnois pour l'AOC maroilles. (p. 6882) : favorable à l'amendement n° 719 de M. Jean Desessard (renforcement du volet qualité des productions agricoles bénéficiant d'un signe de qualité lié à leur terroir d'origine). (p. 6887) : favorable aux amendements identiques n° 614 de M. Roland Courteau et n° 718 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de légiférer par ordonnance). Souhaite la réunion de la commission avec le ministre pour donner un avis lors de l'élaboration des décrets d'application. - **Art. 23 bis** (*Art. L. 654-27-1 [nouveau] du code rural - Reconnaissance*

du foie gras au titre de patrimoine culturel et gastronomique protégé) (p. 6891) : défavorable à l'amendement n° 720 de M. Jean Desessard (suppression). Bien-fondé de l'article. Nécessité de se prémunir contre les interdictions de Bruxelles et l'uniformisation des productions alimentaires. - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6896) : défavorable à l'amendement de M. Ladislav Poniowski n° 611 (élargissement des possibilités de tir du grand cormoran aux propriétaires, possesseurs ou fermiers en eaux libres) repris par la commission. Diminution problématique de la biodiversité. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 6897, 6898) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 546 (suppression du mot "durablement") ; n° 547 (obligation pour les pratiques agricoles de respecter la biodiversité et les ressources naturelles) ; et n° 545 (attribution d'un droit de préférence aux produits issus de l'agriculture biologique dans la restauration publique) ; rejetés. - **Art. 24** (*Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique*) (p. 6899, 6903) : manque d'ambition noitroire des propositions du Gouvernement. Caractère minimaliste regrettable de l'article. Soutient l'amendement n° 549 de M. Jean-Marc Pastor (prorogation jusqu'en 2010 du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 362 de M. Claude Domeizel (attribution du crédit d'impôt de 2000 euros aux exploitations de moins de 4 hectares réalisant 100 % de leur production en agriculture biologique) ; rejeté. (p. 6905) : nécessité de donner une impulsion plus forte à l'agriculture biologique en dépit de sa place minime dans la surface agricole. Sa contribution à la reconquête de la qualité de l'eau dans les champs captants. Soutient l'amendement n° 550 de M. Jean-Marc Pastor (cohérence) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 6908) : favorable à l'amendement n° 450 de M. Gérard Le Cam (possibilité pour les collectivités publiques de subventionner l'achat par la restauration collective de produits alimentaires issus de l'agriculture biologique). Réponse aux propos de M. Gérard Bailly. Problème des champs captants dans une zone du Cambrésis. - **Art. 25** (*Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux*) (p. 6909, 6910) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 552 et 551 (généralisation de l'insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 6912, 6913) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 553 (précision de la procédure d'autorisation préalable de dissémination volontaire d'OGM) ; retiré ; n° 555 (information automatique du maire en cas d'autorisation de dissémination volontaire d'OGM) ; et n° 554 (établissement d'un registre national consignait la localisation des OGM cultivés) ; rejetés. - **Art. 28** (*Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel*) (p. 6932) : intervient sur l'amendement n° 332 de M. Thierry Repentin (suppression à compter du 1er janvier 2007 du monopole de zone). Craintes des éleveurs pour l'avenir. Casse d'un système satisfaisant pour tous au nom des principes néolibéraux de Bruxelles. - **Art. 29** (*Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement*) (p. 6938) : favorable à l'amendement n° 586 de M. Claude Biwer (mise en oeuvre du contrôle des aides communautaires sous la forme aléatoire et contradictoire et non pas systématique). Contradiction entre l'article 1er du projet de loi et le contrôle taillon technocratique. - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 6940) : soutient l'amendement n° 605 de M. Claude Lise (rapport du Gouvernement au Parlement sur ses propositions visant à remédier aux difficultés de financement de l'office de développement de l'économie agricole des DOM) ; rejeté. - **Art. 31** (*Art. L. 142-6, L. 461-1 et L. 461-2, L. 461-4 et L. 461-5, L. 461-8, L. 461-18 à L. 461-23, L. 462-11, L. 462-15, L. 462-22 du code rural, art. 707 bis et 1028 quater du code général des impôts - Adaptation des statuts du fermage et du colonat partiaire dans les départements d'outre-mer*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 6944) : soutient l'amendement n° 624 de M. Jacques Gillot (maintien du droit de préemption du colon partiaire uniquement en cas de vente séparée du bien rural exploité par le preneur); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 6946) : soutient l'amendement n° 606 de M. Claude Lise (mise en oeuvre obligatoire outre-mer de zones agricoles protégées, les ZAP, et création d'un observatoire du foncier); rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6955, 6956) : incertitudes du texte autour de la notion de chef d'entreprise et de bail cessible. Question de l'avenir de l'agriculture lié à l'évolution du cadre européen. Risque d'affaiblissement de la légitimité sociale des aides aux agriculteurs. Danger de l'incitation à l'augmentation de la surface des exploitations. Difficultés d'installation des jeunes. Nécessité de redonner des perspectives à l'agriculture française. Préservation des prix agricoles par le retour souhaitable à la notion de préférence communautaire. Texte insuffisant pour redonner espoir aux agriculteurs en dépit de certains dispositifs positifs.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) (p. 8767, 8768) : programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable". Unification souhaitable d'un corps de personnel lié spécifiquement à l'environnement. Forte baisse des crédits du programme "Gestion des milieux et biodiversité". Equilibre budgétaire problématique pour les agences de l'eau. Augmentation souhaitable des redevances. Vote du projet de loi sur l'eau très attendu par les départements. Inquiétude des opérateurs quant au coût des services publics d'assainissement non collectifs, SPANC. Insuffisance des crédits du Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres, des parcs naturels régionaux et des réserves naturelles. Découragement du mouvement associatif. Manque de considération collective pour les enjeux environnementaux. Maîtrise indispensable par le ministère de l'environnement de la définition et du suivi de la politique environnementale. Réponse insuffisante à l'urgence et aux problèmes écologiques. Le groupe socialiste ne votera pas ce budget très contraint en dépit de quelques avancées.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8943, 8944) : perplexité des agriculteurs s'agissant des droits à paiement unique. Situation difficile des éleveurs laitiers. Peste aviaire. Développement des biocarburants. Incertitude liée aux négociations prévues à Hong-Kong. Le groupe socialiste votera contre ces crédits. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8962, 8963) : intervient sur l'amendement n° II-131 de M. Jean-Paul Emorine (financement de l'extension progressive du mécanisme d'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant du Conseil national des transports.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : sa question (p. 341, 346).

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture** [n° 249 (2004-2005)] - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2570, 2572) : opposé à ce texte. Poursuite du désengagement de l'Etat du secteur des transports aériens. Complexité du dispositif aéroportuaire retenu et mise en place d'une privatisation à terme. Réserves des deux rapporteurs du Sénat lors de la première lecture. Dangers de ce texte : mise en concurrence de l'activité aéroportuaire d'Aéroports de Paris, ADP, avec d'autres plus rentables ; absence de garantie pour le statut du personnel ; déclassement des terrains et des ouvrages publics au bénéfice d'ADP ; diversification de ses activités sans contrôle. Evolution du statut des grands aéroports régionaux : capital des sociétés aéroportuaires ; critères de sélection des aéroports concernés ; aéroport de Beauvais. Dispositions relatives à l'ensemble des aéroports : défavorable à la création de la commission de conciliation aéroportuaire ; modes de calcul des redevances aéroportuaires. Démembrement du service public. - **Art. 2 (Déclassement et transfert des biens du domaine public aéroportuaire)** (p. 2586, 2587) : son amendement n° 5 : suppression ; rejeté. Regret de l'adoption conforme par l'Assemblée nationale de l'article 1er transformant ADP en société anonyme. Conséquences néfastes du passage à la domanialité privée. Attribution du qualificatif "publics" aux seuls ouvrages affectés au service public aéroportuaire. Traitement dans la prochaine loi de finances de l'incidence financière de la convention entre l'Etat et ADP. (p. 2588, 2589) : ses amendements n° 7 : élargissement de la qualification d'ouvrages publics aux ouvrages à l'usage du public ; et n° 8 : liste des biens ne pouvant être déclassés ; rejetés. - **Art. 3 (Retour à l'Etat des plus-values foncières en cas de fermeture d'un aéroport)** (p. 2590, 2591) : son amendement n° 9 : suppression ; rejeté. Interrogation sur la fermeture de certains sites d'ADP et sur l'éventuelle affectation des terrains à la construction de logements. - **Art. 4 (Transfert des droits et obligations d'ADP)** (p. 2593) : son amendement n° 10 : suppression ; rejeté. - **Art. 5 (Détenion du capital d'ADP et gouvernement d'entreprise)** (p. 2594) : son amendement n° 11 : détenion intégrale du capital d'ADP par l'Etat ; rejeté. - **Art. 6 (Art. L. 251-1 à L. 251-3 du code de l'aviation civile - Missions d'ADP)** (p. 2596) : son amendement n° 12 : suppression ; rejeté. Interrogation sur la diversification des activités d'ADP. Absence de mention des principes du service public. Participation d'ADP aux services de navigation

aérienne. (p. 2598) : ses amendements n° 13 : maintien de la totalité du capital d'ADP à l'Etat ; et n° 14 : encadrement de l'objet social de la société ADP ; rejetés. (p. 2601) : opposé au retrait par le rapporteur de l'amendement n° 1 de la commission (rétablissement de la référence au traitement transparent et non discriminatoire des usagers d'aérodromes). Respect du travail des commissions. - **Art. 7 (Exploitation des grands aéroports régionaux)** (p. 2604) : son amendement n° 16 : préservation du caractère public des sociétés aéroportuaires chargées de l'exploitation des aéroports ; rejeté. Interrogations sur les critères retenus pour sélectionner les aéroports concernés par ce dispositif. (p. 2605) : ses amendements n° 17 : préservation du caractère majoritairement public du capital des sociétés aéroportuaires ; n° 18 : prolongation du délai accordé au personnel des chambres de commerce et d'industrie, CCI, pour choisir leur statut ; et n° 19 : réduction du délai de négociation de la nouvelle convention collective ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2608, 2609) : reprend l'amendement de M. Yves Détraigne n° 42 : rappel du principe d'une concertation préalable au transfert de compétences et de propriété des aéroports vers les collectivités territoriales ; rejeté. - **Art. 8 (Régulation économique des redevances)** (p. 2616, 2617) : son amendement n° 26 : prise en compte dans le calcul du montant des redevances de l'excédent des ressources nées des activités non aéronautiques ; rejeté. Principe de la caisse unique. (p. 2617) : son amendement n° 27 : association des usagers à la fixation du montant des redevances et de leur modulation ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2620, 2621) : votera contre ce texte. Retrait des amendements acceptés par la commission. Remise en cause du statut d'établissement public d'ADP. Domanialité privée. Regret de l'absence de garantie de statut public des aéroports de province. Commission aéroportuaire. Modulation des redevances.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4232, 4233) : procédure de prise en charge des catastrophes naturelles. Exemple de son département de Meurthe-et-Moselle. Difficulté du rôle des maires. Volonté de transparence dans la proposition de loi socialiste. Amendements tendant à pérenniser le système tout en mettant en place une procédure plus juste et plus équitable. - **Art. 1er (Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles)** (p. 4238) : soutient l'amendement n° 3 de Mme Nicole Bricq (consultation obligatoire de la commission départementale) ; devenu sans objet. Soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 4 (faculté pour la commission départementale de diligenter des enquêtes et de s'assurer le concours d'experts) ; et n° 5 (délais et obligation de transmission) ; devenus sans objet. (p. 4239) : défavorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (instauration d'une commission d'information sur les dommages des sécheresses). Restriction trop importante de l'article 1er. - **Art. 3 (Principes applicables à la reconnaissance et à l'indemnisation des catastrophes naturelles)** (p. 4244) : favorable à l'amendement n° 14 de Mme Evelyne Didier (suppression de la disposition faisant peser la charge de la preuve sur les sinistrés).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5315, 5318) : déclin du pavillon français dans le secteur des transports routiers. Champ trop étendu de la transposition de la directive. Lutte indispensable contre le cabotage illégal. Interrogation sur la réglementation du cabotage légal. Moyens de contrôle. Adaptations du temps de travail constitutives d'un recul social inutile. Non-promotion de moyens de transport alternatifs. Abandon programmé du transport combiné. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Art. unique** (p. 5323, 5324) : son amendement n° 7 :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

suppression ; rejeté. (p. 5327) : opposition du groupe socialiste au contenu du texte et à la procédure utilisée.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5966, 5968) : texte fourre-tout. Absence de politique cohérente des transports. Problème de la libéralisation totale du fret ferroviaire en 2006. Favorable, d'une part, aux mesures de renforcement de la sécurité et de la sûreté aériennes et, d'autre part, à certaines dispositions concernant le transport routier. Temps de travail de certaines catégories de personnels roulants. Création d'un groupement d'intérêt public pour gérer la base de données sur la sécurité des navires. Ne pourra voter ce texte en l'état. - **Question préalable** (p. 5979) : favorable à la motion n° 25 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5980) : sa motion n° 38 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Chapitre Ier** (p. 5981) : son amendement n° 39 : modification de l'intitulé du chapitre Ier ; rejeté. (p. 5982) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (remplacement des mots "Agence française" par les mots "Etablissement public"). - **Art. 1er** (*Création de l'Agence française de sécurité ferroviaire*) (p. 5983) : son amendement n° 40 : attribution à l'Etat des missions relatives à la sécurité et à l'interopérabilité technique des transports ferroviaires ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 5989) : s'abstiendra sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aérodromes). - **Art. 8** (*Art. 118-5 nouveau du code de la voirie routière - Exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de 500 mètres relevant du réseau routier transeuropéen*) (p. 5990) : intervient sur l'amendement n° 9 de la commission (autonomie fonctionnelle de l'agent de sécurité). - **Art. 12** (*Transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires*) (p. 5994) : son amendement n° 45 : suppression ; rejeté. (p. 5995) : dénonciation du dogme libéral. Tassement de l'activité fret de la SNCF. Nécessité de favoriser le transport intermodal. - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 6002) : intervient sur l'amendement n° 14 de la commission (information du Parlement sur l'évolution des relations entre RFF et le gestionnaire d'infrastructures délégué). - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6007) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 27 de Mme Fabienne Keller (approbation d'un avenant à la convention passée entre le ministre des travaux publics et la ville de Strasbourg). (p. 6008) : défavorable à l'amendement n° 28 de M. Jean-François Le Grand (mesures favorisant le PPP dans le cadre d'investissements portuaires). - **Art. 18** (*Art. 5-1 (nouveau) du code du travail maritime - Dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour des services de remorquage portuaire*) (p. 6013) : s'abstient sur l'amendement n° 21 de la commission (énonciation précise des matières du droit du travail concernées par cet article). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6016) : intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (repos hebdomadaire des marins). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6019) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6088, 6090).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9226, 9228) : caractères stratégique et complexe de la mission "Transports". Observations relatives aux indicateurs du programme "Transports terrestres et maritimes". Données chiffrées concernant RFF, la SNCF et le

transport combiné. Désengagement de l'Etat des transports collectifs urbains. Fonds de concours aux collectivités territoriales. Missions et financement de l'AFITF. Questions concernant la cession des biens de RFF et la sécurité routière. Le groupe socialiste n'adoptera pas le budget des transports.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports - Commission mixte paritaire [n° 42 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10248, 10249) : opposition du groupe socialiste à ce texte hétérogène. Absence de promotion d'une alternative au transport routier. Favorable aux dispositions tendant à renforcer la sécurité. Rejet des validations législatives. Modification hâtive des règles de fonctionnement du STIF.

RENAR (Ivan)
sénateur (Nord)
CRC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Vice-président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

*Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.***

*Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.***

*Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.***

*Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.***

*Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.***

*Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.***

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.***

*Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.***

*Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.***

*Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.***

*Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.***

*Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.***

*Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.***

*Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.***

*Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.***

*Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'établissement public de coopération culturelle : la loi à l'épreuve des faits [n° 32 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.***

*Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.***

*Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.***

*Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.***

*Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.***

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1656, 1659) : sa motion n° 170 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. (p. 1660) : importance de la culture, de l'art et des artistes à l'école. Inconstitutionnalité du texte. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1671, 1672) : soutient l'amendement n° 432 de Mme Annie David (réduction du nombre maximum d'élèves par classe) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 2** (*Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école*) (p. 1690) : soutient l'amendement n° 437 de Mme Annie David (garantie du droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1707, 1708) : soutient l'amendement n° 456 de Mme Annie David (établissement de la carte scolaire par l'Etat) ; rejeté. - **Art. 4** (*Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire*) (p. 1716) : soutient l'amendement n° 463 de Mme Annie David (précision du champ du service public de l'éducation nationale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1742, 1743) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 477 (remplacement des mots "socle commun" par les mots "culture scolaire commune de haut niveau") et n° 469 (précision) ; devenus sans objet. (p. 1745, 1747) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 547 (ajout de la connaissance de la diversité culturelle et de la francophonie au socle commun des connaissances) et n° 470 (insertion dans le socle commun des connaissances de l'éducation artistique et culturelle) ; devenus sans objet. (p. 1757) : votera cet article tel qu'amendé par le Sénat.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1887, 1888) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Passage en force. Dysfonctionnement dans la maîtrise de leur emploi du temps par les assemblées délibérantes. Mépris des obligations des parlementaires à l'échelon local.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. 20** (*Art. L. 421-4 du code de l'éducation - Conseil d'administration*) (p. 1910) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 573 (suppression) ; et n° 574 (suppression de la possibilité pour le conseil d'administration de déléguer certaines attributions à la commission permanente) ; rejetés. - **Art. 21** (*Art. L. 421-5 du code de l'éducation - Conseil pédagogique*) (p. 1912, 1913) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 575

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(suppression) ; et n° 576 (présence permanente dans chaque établissement scolaire d'un médecin scolaire, d'une infirmière, d'une éducatrice et d'une assistante sociale) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Art. 6** (Art. L. 3622-3 du code de la santé publique - *Autorisations d'usage thérapeutique*) (p. 6060, 6061) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jean-François Voguet (suppression de la procédure des AUT dites "allégées") ; rejeté. - **Art. 7** (Art. L. 3631-1 du code de la santé publique - *Introduction en droit interne français de la liste des substances et procédés interdits*) : Acceptation difficile de la liste mise en place par l'agence mondiale antidopage, AMA. Recul par rapport à la législation française. Nécessité d'une action forte du ministre en faveur d'un durcissement de la réglementation mondiale. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote sur l'article 7. - **Art. 11** (Art. L. 3632-4 du code de la santé publique - *Analyse des prélèvements*) (p. 6063) : soutient l'amendement n° 29 de M. Jean-François Voguet (coordination des activités de recherche fondamentale et appliquée du laboratoire intégré à l'AFLD avec le ministère chargé des sports) ; rejeté. Le groupe CRC votera l'article 11.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6999, 7001) : inefficacité d'une logique purement défensive. Promotion indispensable de la diversité culturelle et du pluralisme linguistique. Combat sur le plan de la pensée et de la création artistique. A l'école, privilège indûment accordé à l'anglais. Recul de l'enseignement du français et de l'art. Renforcement nécessaire des moyens octroyés à l'audiovisuel public. Refus d'affaiblir l'apprentissage du français à l'étranger. Le groupe CRC votera pour cette proposition de loi. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 7004) : défavorable à l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (possibilité, pour les agents assermentés d'associations de défense de la langue française ou d'associations de consommateurs, de constater des infractions à la loi Toubon).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8471, 8473) : décalage entre les annonces et la réalité budgétaire. Légère augmentation des crédits de la MIREs. Sensibilisation de l'opinion publique aux enjeux de la recherche. Crédits insuffisants. Nécessité d'un plan pluriannuel en matière d'emploi scientifique. Précarité du statut des chercheurs. Fragilisation des équipes par la multiplication des contrats à durée déterminée. Désaffectation des jeunes pour les filières scientifiques. Révision indispensable du niveau de revenu des jeunes chercheurs. Décomposition des crédits. Interrogation sur la nature de l'Agence nationale de la recherche ; remise en cause du rôle historique du CNRS. Conception utilitariste pour l'évaluation des équipes de recherche. Priorité à la seule innovation. Insuffisance des crédits consacrés à la recherche fondamentale. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8502) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). (p. 8505) : votera contre l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire"). Approfondissement de la réflexion. (p. 8507, 8508) : défavorable à l'amendement n° II-30 de la commission (diminution des crédits de l'IFP au titre de la recherche dans le domaine de l'énergie). (p. 8510, 8511) : précarisation croissante des conditions de vie et d'étude des étudiants. Insuffisance du nombre de logements. Recours indispensable à une activité salariée. Etat préoccupant de nombreux bâtiments universitaires. Insuffisante diffusion de la culture scientifique et technique. Faiblesse de l'effort financier en faveur de la MIREs. Propositions du groupe CRC : doublement des

moyens publics en faveur de la recherche et de l'enseignement, définition des missions dans une logique de service public, substitution de pôles de coopération scientifique, culturelle, technologique et industrielle aux actuels pôles de compétitivité et amplification de la démocratisation des institutions, des missions et de l'enseignement supérieur. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de la mission "recherche et enseignement supérieur". - **Art. additionnel après l'art. 81** (p. 8512) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° II-58 du Gouvernement (communication par l'ACOSS au ministère responsable des dispositifs en faveur des jeunes entreprises innovantes).

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8855) : défavorable à l'amendement n° II-20 de la commission (majoration des crédits de l'INRAP).

Médias - Compte de concours financiers : avances à l'audiovisuel public

- (5 décembre 2005) (p. 8863, 8865) : insuffisance des moyens consacrés à l'audiovisuel public. Place marginale de la culture à la télévision. Diffusion de la TNT. Délocalisation trop fréquente des tournages des productions de France Télévision. Redevance audiovisuelle. Faiblesse des crédits accordés à Radio-France. Diversité dans les médias. Situation de l'AFP. Effort en faveur de la presse écrite. Nécessité de former le lectorat et de lancer une réflexion sur la crise actuelle. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de budget. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8877, 8878) : favorable au retrait de l'amendement n° II-127 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (suppression des crédits de la chaîne d'information internationale).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9758, 9760) : déception des chercheurs et enseignants-chercheurs. Texte d'ampleur très restreinte. Lourde menace pour l'avenir de la recherche. Projet de réforme ignorant l'enseignement supérieur. Absence de confiance du Gouvernement en la communauté scientifique. Nécessité de respecter la parité entre femmes et hommes. Pouvoir d'autosaisine du Haut Conseil de la science et de la technologie. Nécessité de revoir le rôle accru de l'Agence nationale de la recherche dans la programmation scientifique. Reconsidération urgente de la question des moyens financiers. Grandes mesures en faveur de l'emploi scientifique. Nécessité de veiller à ce que les dispositifs nouvellement créés ne se concurrencent pas. Organisation de la recherche au niveau européen. Manque d'ambition de cette réforme relevant d'une conception utilitariste de la recherche. - **Art. 1er et tableaux annexés** (*Programmation*) (p. 9793) : son amendement n° 117 : répartition des crédits alloués à la recherche ; rejeté. (p. 9797, 9798) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de la commission (correction du tableau annexé faisant mention de l'effort programmé de 2005 à 2010) ainsi que sur l'article 1er et le tableau annexé. - **Division additionnelle après le titre II** : Le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 6 de la commission (création d'un chapitre consacré au pilotage de la recherche). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9804) : le groupe CRC s'abstient sur le sous-amendement n° 153 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 60 du Gouvernement (création du Haut Conseil de la science et de la technologie). (p. 9805, 9806) : son amendement n° 119 : rôle et composition de l'Agence nationale de la recherche ; rejeté. (p. 9809) : favorable à l'amendement n° 58 de M. Pierre Laffitte (prise en compte de l'objectif de solidarité scientifique avec les pays en voie de développement). (p. 9810) : le groupe CRC vote pour l'amendement n° 81 de Mme Marie-Christine Blandin (définition de la notion de recherche et de production de connaissances). - **Art. 2** (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - *Structures de coopération entre les acteurs de la recherche*) (p. 9812) : le groupe CRC s'abstient sur les amendements de la commission n° 152 (mise à jour d'un ensemble de références) et n° 8 (coordination). (p. 9814) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

favorable aux amendements n° 11 de la commission (construction de l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur) et n° 99 de Mme Marie-Christine Blandin (rassemblement de partenaires d'Etats voisins européens dans les PRES en région frontalière). (p. 9815) : son amendement n° 130 : suppression partielle ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 3** (Art. L. 412-2 du code de la recherche - *Allocations individuelles de recherche*) (p.10166) : favorable aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 88 (montant des allocations versées aux doctorants) et n° 89 (indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique). - **Art. 4** (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - *L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche*) (p. 10169) : nécessité d'évaluer les activités de recherche et d'enseignement à l'échelle nationale. (p. 10172) : favorable à l'amendement n° 90 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription, parmi les critères de l'évaluation, du partage du savoir scientifique avec la société). (p. 10173, 10174) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 122 et 133 : rôle et composition de l'Agence d'évaluation de la recherche ; rejetés. (p. 10175) : son amendement n° 134 : suppression partielle ; rejeté. (p. 10176) : son amendement n° 140 : indépendance de l'Agence d'évaluation de la recherche ; rejeté. (p. 10177) : ses amendements n° 141 : implication de tous les représentants de la société scientifique ; et n° 135 : précision ; rejetés. (p. 10179, 10180) : intervient sur son amendement n° 139 : implication de tous les représentants de la société scientifique. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 10201) : intervient sur son amendement n° 145 : évaluation de l'effet d'encouragement du crédit impôt recherche au sein des entreprises. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10209) : votera contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER). - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10218, 10219) : favorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10220, 10221) : déception face à ce projet de loi : financement insuffisant de la recherche, prise en compte imparfaite de l'université, absence d'engagement sur les questions de l'emploi et du statut des enseignants-chercheurs. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

REPENTIN (Thierry)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Foncier, Logement : sortir de la crise [n° 442 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Ville et logement [n° 101 tome 11 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 56, 58) : manque de lisibilité du texte. Evolution du dossier des unités touristiques nouvelles, UTN, et des opérations de rénovation de l'immobilier de loisir dans les villages résidentiels de tourisme. Revitalisation et rénovation indispensables des friches touristiques dans les stations d'altitude, les stations thermales et côtières. Renforcement du champ d'investigation des nouvelles sociétés d'investissement régional. Maîtrise des espaces péri-urbains. Caractère essentiel et spécificité des salariés saisonniers. Effets collatéraux liés à la présence du loup. Problème des technologies de l'information et de la communication : exemple de cinq communes de Savoie privées d'un service de téléphonie fixe régulier ; dotation budgétaire absente du texte ; difficulté d'action concrète de solidarité entre les territoires.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 97, 98) : soutient l'amendement n° 305 de M. Jean-Marc Pastor (inclusion dans le dispositif de transition des communautés de communes constituées pendant l'année 2004) ; adopté. (p. 99, 100) : question de la compensation à l'euro près, pour les collectivités locales situées en ZRR, des pertes de recettes résultant des exonérations fiscales instituées par l'article. - **Art. 2** (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le développement rural) (p. 115, 116) : son amendement n° 323 : extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole ; adopté. - **Art. 3 ter** (Art. 199 decies E, 199 decies EA, 199 decies GA [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme) (p. 128, 129) : son amendement n° 308 : mise en oeuvre de la réduction d'impôt pour les travaux réalisés dans le cadre d'opérations de réhabilitation de l'immobilier de loisir, ORIL, dans des logements situés dans des villages résidentiels de tourisme classés ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 190) : favorable à l'amendement n° 345 de M. Pierre-Yves Collombat (transfert aux communes et à leurs EPCI des droits de préemption confiés aux départements). (p. 194) : favorable à l'amendement n° 346 de M. Pierre-Yves Collombat (limitation du recours à un décret en Conseil d'Etat à la réduction de la superficie totale des périmètres). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 217) : favorable à l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges). - **Art. additionnels après l'art. 36 bis** (p. 246) : favorable à

l'amendement n° 160 de M. Jean-Jacques Hyst (soumission des caravanes aux dispositions de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 38 bis** (Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes) (p. 285, 286) : sur l'amendement n° 182 de M. Alain Fouché (mesures en faveur des médecins et des infirmiers s'installant dans les communes de moins de 3 500 habitants), son sous-amendement n° 444 ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Soulage sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 374, 375).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux** - *Deuxième lecture* [n° 27 (2004-2005)] (suite) - (26 janvier 2005) - **Art. 62 B** (Art. 16 bis de la loi du 16 octobre 1919 - Elargissement aux SEM de la possibilité d'imposer des servitudes pour l'implantation d'ouvrages hydroélectriques) (p. 409) : votera l'amendement n° 46 de la commission (suppression). Examen du sujet à l'occasion du prochain projet de loi sur l'eau. - **Art. 65 bis AC (priorité)** (Art. L. 113-1-1 nouveau du code rural - Zones d'exclusion des prédateurs) (p. 411) : demande formulée par la Suisse de reclassification du loup dans la convention de Berne. Possibilité pour les Etats de prendre des mesures de régulation des meutes de loups. Remise en cause de l'activité pastorale en particulier dans les petites communes de montagne. Le groupe socialiste attend la réponse du ministre pour déterminer le sens de son vote sur les amendements identiques n° 51 de la commission et n° 396 de M. Jean Desessard (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 412) : soutient l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété) ; rejeté. Régulation de la population de loups. Instauration d'une légitime défense pour les bergers. Rappelle son vote positif sur les amendements identiques n° 51 de la commission et n° 396 de M. Jean Desessard (suppression) adoptés à l'article 65 bis AC. Situation d'angoisse des bergers. (p. 414) : phénomène récent de l'expansion de la population de loups. Gestion des effets collatéraux. Organisation indispensable de la biodiversité.

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 62** (Art. 1er, 2, 3, 6 bis, 7, 9, 9 bis, 42, 53 de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne) (p. 427, 429) : sur l'amendement n° 423 de la commission (cohérence rédactionnelle, renforcement de la présence parlementaire au sein du Conseil national de la montagne et toilettage de l'article 6 de la "loi montagne"), ses sous-amendements n° 447 ; retiré ; et n° 446 ; adopté. - **Art. 63 ter B** (Art. L. 145-1 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie supérieure à 1.000 hectares) (p. 432) : soutient l'amendement n° 330 de M. Claude Domeizel (révision simplifiée du document d'urbanisme) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 63 quater** (p. 436) : favorable à l'amendement n° 104 de M. Jean-Paul Amoudry (dispense de l'obligation pour les communes d'assurer la desserte par les réseaux et équipements publics des chalets d'alpage, des bâtiments d'estive, ou des burons en cours de restauration). - **Art. 64** (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles) (p. 439) : son amendement n° 356 : aménagement de la définition des seuils de déclenchement de la procédure UTN ; retiré au profit de l'amendement n° 421 du Gouvernement (rétablissement, dans la partie législative du code de l'urbanisme, de la répartition des opérations relevant des différents niveaux d'autorisations, dans l'objectif initialement prévu de décentralisation de la procédure, et renvoi au décret pour fixer les seuils applicables à ces opérations). - **Art. additionnels après l'art. 65** (p. 443) : sur les amendements identiques de coordination n° 233 de M. Jacques Blanc et n° 360 de M. Jean-Paul Amoudry, son sous-amendement n° 439 ; devenu sans objet. (p. 444) : reprend l'amendement de M. Jean-Paul Amoudry n° 360 ; coordination ; rejeté. Rapport du service d'étude et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'aménagement touristique de la montagne. - **Art. 65 bis AA** (Art. L. 2331-4, L. 2333-81, L. 2333-82 et L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les stations d'activités nordiques d'étendre la redevance de ski de fond aux autres types de loisirs de neige) (p. 445) : soutient l'amendement n° 324 de Mme Michèle André (remplacement des mots "accès aux sites nordiques" par les mots "accès aux circuits aménagés, balisés et sécurisés"); retiré. - **Art. 75 octies** (Compétence du tribunal administratif pour les litiges relatifs à la réalisation du tunnel franco-italien lié à l'accord du 29 janvier 2001) (p. 533) : son amendement n° 329 : clarification ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Discussion générale** (p. 847, 848) : contribution des sénateurs socialistes à ce débat. Absence de ligne directrice et de moyens financiers. Enjeux sanitaires. Rejet de ses amendements de solidarité nationale : protection de la filière ovine contre un prédateur. Adoption de mesures sectorielles. Non-prise en compte de la spécificité des emplois saisonniers. Nécessité de redéfinir les nouveaux espaces ruraux. Inquiétude à propos de l'urbanisation du littoral. Suppression par la CMP du principe de la compensation par l'Etat des charges résultant pour les collectivités territoriales des transferts de compétences. Opposition du groupe socialiste à ce texte. Engagement du Gouvernement de corriger l'article 1er ter relatif au remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en zone de revitalisation rurale. - **Art. 34 bis** (p. 878) : favorable à l'amendement n° 3 du Gouvernement (suppression).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 1023) : intervient sur l'amendement n° 27 de Mme Odette Herviaux (ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1395, 1397) : sa motion n° 95 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Rapidité de l'examen de ce texte en commission. Absence d'audition. Risque d'insatisfaction à propos des agences communales. Règles d'accessibilité inacceptables. Coût du service public et de l'aménagement du territoire pour La Poste. Interrogations concernant l'établissement bancaire postal. Texte méritant un examen plus approfondi de la commission. - **Art. 1er** (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal) (p. 1410) : soutient l'amendement n° 101 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression de la définition par décret en Conseil d'Etat des caractéristiques de l'offre de service universel) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 1er bis** (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale) (p. 1457, 1458) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), soutient le sous-amendement n° 165 de M. Pierre-Yvon Trémel (remplacement des points de contact par des bureaux de poste de plein exercice) ainsi que ses sous-amendements n° 167 : prise en compte des conditions de vie et de transport propres aux zones de montagne ; et n° 166 : maintien des bureaux de poste au sein des ZUS ; rejetés. Respect des spécificités prévues dans la loi montagne. Cohérence avec la loi de cohésion sociale défendue par M. Borloo. - **Art. 8** (Missions de La Poste et statut de sa filiale financière) (p. 1510, 1511) : soutient l'amendement n° 135 de M. Pierre-Yvon Trémel (définition de la mission de service universel bancaire confiée à La Poste) ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Art. 3** (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté) (p. 2696) : son amendement n° 638 : élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux sociétés d'économie mixte ; rejeté. Proposition adoptée par l'Assemblée nationale et défendue au Sénat lors de l'examen du projet de loi relatif au

développement des territoires ruraux. Annonce du Gouvernement de sa prise en compte dans le projet de loi sur l'eau. (p. 2700, 2701) : votera les amendements identiques n° 253 de M. Jacques Pelletier, n° 373 de M. Ladislav Poniatowski et n° 528 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage). Suggère l'élargissement de cette consultation à toute association sensibilisée au projet. - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2704, 2705) : sur l'amendement n° 9 de la commission (réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité), ses sous-amendements n° 668, 670 et 671 : prise en compte par le préfet des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau et de la nécessaire protection de la biodiversité aquatique ; rejetés. (p. 2710) : sur l'amendement n° 11 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 669 : obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire ; adopté. (p. 2714) : situation délicate ne laissant pas d'autres choix que de voter son sous-amendement n° 669 précité qui supprime toute prime à l'immobilisme.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 5** (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux) (p. 2783) : son amendement n° 520 : possibilité pour des structures intercommunales d'engager des travaux d'entretien des cours d'eau à la charge des propriétaires n'assumant pas leurs obligations ; adopté après modification par le sous-amendement n° 19 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2885) : favorable aux amendements n° 234 de M. Claude Bertaud (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire) et n° 566 de M. Paul Raoult portant sur le même objet. - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 2898) : reprend l'amendement de Mme Esther Sittler n° 224 : compétences des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3210) : favorable aux amendements identiques de la commission n° 110 et de la commission des finances saisie pour avis n° 169 (précision). (p. 3210, 3211) : son amendement n° 639 : exonération du paiement de la taxe piscicole pour les jeunes de moins de dix-huit ans ; adopté. Son amendement n° 650 : extension, au-delà de la période du 1er juin au 30 septembre, de la redevance particulière pour les personnes se livrant pendant quinze jours consécutifs à l'exercice de la pêche ; adopté. (p. 3212) : son amendement n° 651 : élargissement des exonérations de la redevance pour protection du milieu aquatique ; rejeté. - **Art. 38** (Art. L. 213-11 à L. 213-11-15 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau) (p. 3215) : prend note de l'engagement du Gouvernement à l'égard des associations agréées de pêche et protection du milieu aquatique, les AAPPMA.

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)) (p. 3234) : son amendement n° 517 : précision ; retiré. - **Art. 44** (Art. L. 434-7 [nouveau] du code de l'environnement - Création et organisation d'un comité national de la pêche

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

professionnelle en eau douce) (p. 3244) : ses amendements n° 521 : missions de ce comité ; et n° 519 : coordination ; retirés. - **Art. 46** (*Art. L. 437-18 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations et fédérations de pêche en eau douce de se porter parties civiles*) (p. 3246) : son amendement n° 518 : capacité à ester en justice ; adopté. (p. 3247) : son amendement n° 637 : extension des compétences des organisations de la pêche ; retiré.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3457) : soutient l'amendement n° 140 de M. Roland Courteau (TVA à taux réduit pour les livraisons de chaleur distribuées en réseaux) ; rejeté. (p. 3460) : intervient sur l'amendement n° 140 précité. - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475) : soutient l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 5 bis** (p. 3485, 3486) : soutient l'amendement n° 231 de M. Jean-Claude Frécon (doublement du délai accordé aux élus pour identifier les actions, les opérations et les équipements devant relever de l'échelon intercommunal) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 5 ter** (p. 3489, 3490) : favorable aux amendements de M. Roland Courteau portant sur le même objet n° 196, 197 et 198 (compétences des communautés de communes, des communautés urbaines et des communautés d'agglomération en matière de maîtrise de la demande d'énergie). - **Art. 6** (*Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements*) (p. 3493, 3495) : soutient les amendements de M. Roland Courteau n° 136 (recours obligatoire aux techniques de maîtrise de l'énergie) ; et n° 199 (objectif à atteindre en vue de la réduction quantifiée des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la réhabilitation énergétique des logements) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3505) : son amendement n° 286 : rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3540) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), son sous-amendement n° 312 : autorisation des groupements de communes à faire des propositions de ZDE et conditions de consultation des communes limitrophes ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 3554, 3555) : sur l'amendement n° 303 de la commission (autorisation des communautés de communes à adopter une TPZ pour les zones de développement de l'éolien), son sous-amendement n° 313 : limitation de la compensation versée par l'EPCI au seul produit de la taxe professionnelle perçue sur les éoliennes ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A** (p. 3560) : son amendement n° 287 : exonération de l'énergie électrique utilisée pour le pompage, de la contribution au service public de l'électricité ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3569, 3571) : son amendement n° 288 : plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site ; adopté après rectification suggérée par la commission. Souci de protéger et de conserver en France les quelques PMI produisant du potasse ou du sodium. Préoccupation unanime sur toutes les travées de l'hémicycle. - **Art. 12 bis** (*Prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation des réseaux*) (p. 3576, 3577) : ses amendements n° 289, 290 et 291 : rétablissement de l'article 12 bis supprimé par l'Assemblée nationale ; retirés. Crainte de délocalisation des entreprises installées près de l'énergie disponible en cas de disparition du tarif privilégié. - **Art. 13 bis** (*Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN*) (p. 3584, 3585) : son amendement n° 230 : exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité ; rejeté. -

Art. additionnel après l'art. 13 sexies (p. 3590) : son amendement n° 293 : attribution de compétence à la structure communale pour la mise en place d'une politique de maîtrise de l'énergie ; retiré.

- **Commission mixte paritaire [n° 410 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4530) : défavorable à ce texte malgré les dispositions concernant l'énergie éolienne et la mise en place d'un dispositif spécifique aux industries électro-intensives.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 17** (p. 4701) : favorable au retrait de l'amendement n° 53 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (insertion dans le code de la construction et de l'habitation d'un chapitre fixant les règles de l'usufruit locatif). Caractère prématuré de cette disposition. - **Art. 17 bis** (*Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de garantie contre les impayés de loyers*) (p. 4702) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Michèle San Vicente (suppression) ; rejeté. (p. 4705) : reprend l'amendement retiré par M. Bernard Seillier n° 117 : participation des associations d'insertion par le logement à l'élaboration du cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement ; rejeté. - **Art. 17 quater** (*Art. 150 U du code général des impôts - Exonération d'impôt sur les plus-values réalisées lors de la cession de biens immobiliers à des bailleurs sociaux*) (p. 4708) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Michèle San Vicente (suppression) ; rejeté. (p. 4709, 4710) : sur l'amendement n° 118 de M. Dominique Braye (application du dispositif ramenée à trois ans et extension de celui-ci par la mise en place d'une mesure fiscale en faveur des entreprises), son sous-amendement n° 188 ; rejeté. Ses amendements n° 171 : limitation dans le temps de la contrepartie fiscale ; et n° 172 : taux réduit d'imposition en cas de cession des biens à des bailleurs sociaux ; devenus sans objet. Soutient l'amendement n° 101 de Mme Michèle San Vicente (bénéfice de l'exonération de plus-values de cession immobilière aux bailleurs s'engageant sur un programme de construction de logements à loyer modéré) ; devenu sans objet. (p. 4711, 4712) : dispositif laxiste prévu par l'article. Intervient sur l'amendement précité n° 100 de Mme Michèle San Vicente qu'il a soutenu. - **Art. 17 quinquies** (*Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers*) (p. 4713) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Michèle San Vicente (suppression) ; rejeté. (p. 4714) : sur l'amendement n° 55 de Mme Valérie Létard (indexation de l'évolution de l'APL sur l'indice servant de référence à la revalorisation des loyers dans le parc privé), son sous-amendement n° 189 ; devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 17 quinquies** (p. 4716) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Michèle San Vicente (indexation des plafonds des loyers de référence sur l'indice utilisé pour l'actualisation des loyers) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (5 octobre 2005) (p. 5712) : rappel des incendies dramatiques survenus dans des immeubles de Paris et la région parisienne frappant des populations vivant dans une situation de très grande précarité.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives au tourisme [n° 354 (2004-2005)]** - (5 octobre 2005) - **Art. 7** (*Art. L. 326-1 du code du tourisme - Définition du refuge de montagne*) (p. 5735) : adhésion à la rédaction de l'article 7. Réserves émises sur la conception restreinte du parc existant. Consultation indispensable du Club alpin français, CAF, et de l'Association nationale des élus de la montagne, ANEM, pour la rédaction du décret. Rigidité des règles imposées par le ministère de la jeunesse sur la réglementation des refuges. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 5736) : son amendement n° 27 : avenants aux conventions d'exploitation de remontées mécaniques pour les installations nécessaires à l'enneigement des pistes ; retiré au profit de l'amendement n° 26 de M. Jean Faure (modification possible des conventions d'exploitation de remontées mécaniques ayant pour objet l'installation de dispositifs nécessaires à l'exploitation des pistes -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

modernisation et sécurité du service). - **Art. 9** (*Art. L. 342-20, L. 342-21 et L. 342-24 du code du tourisme - Régime d'établissement des servitudes destinées à permettre le passage et l'aménagement des pistes de ski*) (p. 5737) : son amendement n° 28 : modification du régime des servitudes permettant aux collectivités locales et départementales d'organiser les sports de montagne en hiver et en été ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 5740, 5741) : ses amendements n° 31 : extension du champ de la redevance recouvrée pour la pratique du ski de fond à l'ensemble des loisirs de neige non motorisés ; adopté ; n° 29 : gestion du produit des jeux des casinos confiée aux intercommunalités ayant la compétence "économie" ; et n° 30 : conséquence ; retirés.

- **Modification de l'ordre du jour** - (12 octobre 2005) (p. 5851) : déplore l'absence d'information du retrait de l'ordre du jour de la question orale avec débat sur les infrastructures de transport.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination « montagne »*) (p. 6821, 6822) : nécessaire reconnaissance des spécificités du milieu montagnard, notamment en matière agricole. (p. 6823) : son amendement n° 537 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 22 quater** (p. 6828) : intervient sur l'amendement n° 761 de la commission (lutte contre les animaux nuisibles et les prédateurs). (p. 6830, 6831) : défavorable à l'amendement n° 716 de M. Jean Desessard (suppression de l'article L. 427-9 du code de l'environnement). Favorable à l'amendement n° 538 de M. Claude Domeizel (possibilité de repousser ou de détruire un loup en cas d'agression d'un troupeau).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 25 septies** (p. 6921, 6922) : soutient l'amendement n° 516 de M. Jean-Marc Pastor (possibilité pour le maire de déclarer d'utilité publique les travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 25 nonies** (p. 6924) : intervient sur l'amendement n° 205 de M. Georges Gruillot (suppression de l'obligation pour les agriculteurs collaborant au déneigement des communes de soumettre leur tracteur à une nouvelle réception par le service des mines). Suggère le rattachement de l'article au chapitre du présent projet relatif à la montagne. - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 6926) : soutient l'amendement n° 557 de M. Jean-Marc Pastor (instauration d'une commission tripartite chargée de redéfinir les besoins permettant de moderniser l'ensemble du dispositif des services à l'agriculture) ; rejeté. - **Art. 27** (*Modernisation du fonctionnement des chambres d'agriculture*) (p. 6927) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 558 (suppression) ; n° 559, 560, 561 et 562 (repli) ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 27** (p. 6928) : soutient l'amendement n° 615 de M. Jean-Marc Pastor (attribution d'un siège au sein des chambres départementales d'agriculture aux entrepreneurs de travaux agricoles forestiers et ruraux) ; retiré. - **Art. 28** (*Art. L. 653-7, L. 653-8, L. 653-10 et L. 671-11 du code rural - Réforme du dispositif collectif d'amélioration génétique du cheptel*) (p. 6929, 6931) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 563 (suppression) ; n° 564 (repli) ; et n° 297 (abondement du fonds de compensation par l'Etat) ; rejetés ; et n° 296 (compensation intégrale des coûts supportés par les opérateurs agréés pour leurs obligations du service universel) ; retiré. Ses amendements n° 331 et 333 : préservation des races à faible effectif par le service universel ; retirés ; et n° 332 : suppression à compter du 1er janvier 2007 du monopole de zone ; adopté. - **Art. 29** (*Art. L. 621-1 à L. 621-5, L. 621-7, L. 621-12 et L. 621-13, L. 621-15, L. 621-18 et L. 621-19, L. 621-21 à L. 621-23, L. 621-26, L. 621-28 et L. 621-29, L. 621-32 à L. 621-34, L. 621-37 du code rural et article 14 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 - Nouvelle configuration des offices et création de l'Agence unique de paiement*) (p. 6939) : soutient l'amendement n° 569 de M. Jean-Marc Pastor (suppression partielle par cohérence) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 29** (p. 6940) : favorable à

l'amendement n° 605 de M. Claude Lise (rapport du Gouvernement au Parlement sur ses propositions visant à remédier aux difficultés de financement de l'office de développement de l'économie agricole des DOM). - **Art. additionnels après l'art. 29 bis** (p. 6941, 6942) : soutient l'amendement n° 299 de M. Jean-Marc Pastor (incitation des personnels des établissements d'enseignement agricole à signaler tout élément susceptible de porter atteinte à l'intégrité physique et morale de l'élève lors d'un stage) ; retiré. Condamnations récentes de personnels des lycées d'enseignement agricole et du maître de stage d'accueil sur la base d'une obligation légale irréalisable dans les faits.

- **Modification de l'ordre du jour** - (21 novembre 2005) (p. 7509) : souhait d'une autre solution pour l'examen de ce texte.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7525, 7527) : salue l'initiative de la circulaire adressée aux préfets leur demandant de vérifier l'application des 20 % de logements sociaux. Bilan de l'application de l'article 55 de la loi SRU. Exemple de Paris et de Lyon. Constat de carence dressé par le groupe socialiste à l'égard de la politique nationale en matière de logements socialement accessibles. Déception devant le texte proposé. Amendements proposés par le groupe socialiste. Espoir d'un texte plus audacieux et plus volontariste. Adoption de mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages modestes et de la diversité sociale. Son expérience personnelle d'adjoint à l'urbanisme. Réticences rencontrées en matière de logement social. Réponse urgente à apporter aux 1 300 000 ménages qui attendent un logement. - **Division additionnelle avant l'art. 1er** (p. 7552) : son amendement n° 383 : introduction d'une division intitulée "redonner du pouvoir d'achat aux ménages modestes" ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 7552, 7553) : ses amendements n° 385 : réévaluation chaque début d'année du barème de l'aide personnalisée ; irrecevable (article 40 de la Constitution) et n° 388 : faculté pour les ménages accédant à la propriété de reporter le paiement des mensualités en cas d'événement grave ; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7565) : défavorable à l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression) mais souhait d'une prise en compte des objections formulées par M. Hugues Portelli. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 1er** (p. 7569, 7570) : sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 106 (caractère obligatoire de la décote d'un minimum de 25 % et d'un maximum de 50 %), son sous-amendement n° 488 : précision relative au caractère bâti ou non bâti du terrain concerné ; devenu sans objet. Ses amendements n° 334 : fixation d'une décote obligatoire d'au moins 25 % pouvant être portée à 50 % dans les zones délimitées par décret et n° 406 : dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU, obligation de consacrer au moins 50 % de la surface des immeubles cédés par l'Etat au logement locatif social et d'y consacrer au moins 20 % dans les autres communes ; rejetés. (p. 7572) : reprend l'amendement de la commission n° 10 : application d'un taux maximum de décote de 25 % extensible à 35 % dans les zones délimitées par décret, en y apportant la précision qu'il s'agit de terrain bâti ou non bâti. (p. 7573) : caractère non systématique de la décote de 35 %.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 7583, 7584) : ses amendements n° 333 : transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des immeubles détenus par l'Etat et ses établissements publics ; retiré au profit de l'amendement identique n° 11 de la commission ; et n° 409 : transmission obligatoire aux maires, par le préfet, de la liste des terrains dont l'Etat, les établissements publics ou des entreprises publiques sont propriétaires ; retiré. Son amendement n° 330 : allègement des droits de mutation des anciennes habitations ou des corps de ferme abandonnés lors de leur remise sur le marché du logement social ; rejeté. - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme (p. 5789) : Rejet du dispositif de cession avec décote des propriétés bâties ou non bâties de l'Etat pour réaliser des logements sociaux. Absence de traduction législative de l'exposé des motifs de ce texte. Souhait de non-application du droit de délaissement aux servitudes. Demande de changement de la possibilité pour les maires de territorialiser le logement social en une obligation. (p. 7600, 7601) : ses amendements n° 337 : inscription législative de la possibilité pour les communes de déléguer totalement la procédure relative au droit de délaissement à des offices publics d'aménagement et de construction ou à des sociétés d'économie mixte ; et n° 338 : coordination ; adoptés. (p. 7602) : favorable à l'amendement n° 236 de Mme Michelle Demessine (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI). (p. 7604) : intervient sur ses amendements n° 403 : faculté pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et suppression du droit de délaissement ; et n° 404 : en cas de non-respect des 20 % de logements sociaux prévus par la loi SRU, affectation de 25 % des nouveaux programmes de construction aux logements locatifs sociaux et de 50 % en cas de construction dans des zones d'aménagement concerté, soutenus par M. Jean-Pierre Caffet. Favorable à l'amendement n° 237 de Mme Michelle Demessine (précision). (p. 7609, 7610) : son amendement n° 336 : libre choix à la commune d'instituer ou non un droit de délaissement en contrepartie de l'obligation de réaliser un pourcentage de logements sociaux ; rejeté. (p. 7611) : intervient sur son amendement n° 336 précité. (p. 7615, 7616) : rappel de l'objectif de l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Plan de rattrapage pour les communes n'ayant pas atteint leur quota de logements sociaux. Prêts locatifs. (p. 7621) : défavorable à l'amendement n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). Opposé à l'assimilation du logement social à des tours et à des barres. (p. 7622, 7623) : défavorable aux amendements identiques n° 21 de la commission, de la commission des lois saisie pour avis n° 118 et n° 166 de M. Alain Vasselle (suppression du pouvoir de substitution du préfet). - **Art. 4** (*Art. 30 de la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville, L. 211-3 du code de l'urbanisme [nouveau] - Fusion du droit de priorité et du droit de préemption urbain*) (p. 7652) : son amendement n° 342 : possibilité d'exercice du droit de préemption des communes sur une partie seulement de l'immeuble devant être aliéné ; adopté. (p. 7654) : son amendement n° 343 : possibilité pour les communes et les EPCI de déléguer leur droit de priorité à un concessionnaire d'opérations d'aménagement ou à une SEM ; adopté. (p. 7656) : son amendement n° 344 : obligation, en cas de cession ultérieure à un prix plus bas que celui estimé, de proposer le bien à la commune et obligation de faire jouer de nouveau la procédure du droit de priorité en cas de non-aliénation des biens dans un délai de trois ans ; adopté. (p. 7657, 7658) : intervient sur les amendements identiques n° 35 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 125 (caractère exceptionnel de l'application du droit de priorité des communes à l'ensemble des biens vendus de manière groupée par l'Etat). Opposé à la modification de ces amendements. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7659) : son amendement n° 345 : élargissement du droit à paiement unique, DPU, à la cession de parts d'une SCI ; devenu sans objet. (p. 7660) : son amendement n° 382 : octroi du droit de préemption urbain aux élus membres du conseil d'administration des établissements publics fonciers locaux, EPFL ; retiré. (p. 7661) : son amendement n° 411 : création des établissements publics fonciers locaux sur délibération concordante des organes délibérants des EPCI ; rejeté.

(p. 7662) : intervient sur son amendement n° 411 précité. Son amendement n° 410 : création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional ; retiré. (p. 7663) : intervient sur son amendement n° 410 précité. (p. 7664) : sur l'amendement n° 44 de la commission (transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux services de l'Etat, aux collectivités territoriales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif et aux établissements publics fonciers), son sous-amendement n° 371 ; rejeté. (p. 7665) : son amendement n° 408 : transmission obligatoire et gratuite des données détenues par les services fiscaux aux collectivités locales et à leur groupement, aux établissements publics à caractère administratif, aux établissements publics fonciers, ainsi qu'à toute personne physique ou morale ; retiré. (p. 7666) : son amendement n° 438 : organisation de l'accessibilité du public aux informations foncières ; retiré. (p. 7667) : intervient sur son amendement n° 438 précité. - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7668, 7673) : ses amendements déclinant diverses propositions de compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes et EPCI du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux, n° 347 ; adopté ; n° 373 et 348 ; devenus sans objet ; n° 374, 375, 376 et 377 ; rejetés. Conséquences de ces pertes de recettes. (p. 7676, 7677) : intervient sur ses amendements précités. Construction de logements sociaux ces dernières années dans des zones urbaines sensibles, ZUS. Avancées dues à la loi de programmation pour la cohésion sociale. Large mobilisation des élus autour de cette idée de compensation. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7679) : son amendement n° 412 : prise en compte des recettes de la taxe spéciale d'équipement dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale ; retiré. (p. 7681, 7682) : son amendement n° 401 : majoration de la taxe sur le foncier non bâti et exonération de l'application de ce dispositif des terrains détenus par les établissements publics fonciers ; retiré.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5** (p. 7696) : son amendement n° 384 : gel des loyers des logements locatifs privés et sociaux pour une période d'un an ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7701) : caractère constitutionnel du droit au logement. Favorable à l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou avant l'art. 5 ou après l'art. 11** (p. 7711) : le groupe socialiste est favorable aux amendements identiques n° 203 de M. Daniel Marsin et n° 289 de Mme Anne-Marie Payet (extension aux départements d'outre-mer des mesures de soutien et de relance du logement social privé en métropole) ainsi qu'à l'amendement n° 427 de M. Jacques Gillot (dans les départements d'outre-mer, mise en oeuvre du programme relatif au logement social par le biais de la ligne budgétaire unique). Il s'abstiendra sur l'amendement n° 460 de M. Jean Desessard (programmation du nombre de logements sociaux à réaliser). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7714, 7715) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 279 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs). - **Art. 5** (*Art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7717, 7718) : ses amendements n° 381 : application du taux réduit de TVA aux zones urbaines sensibles et n° 425 : application du taux réduit de TVA aux quartiers faisant l'objet d'un grand projet urbain ; retirés. (p. 7720) : ne votera pas l'amendement n° 462 de M. Jean Desessard (abaissement du plafond de ressources permettant de bénéficier du taux réduit de TVA). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7724) : son amendement n° 346 : création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme ; devenu sans objet. (p. 7733) : son amendement n° 407 : participation aux charges publiques des propriétaires de terrains devenus constructibles après leur acquisition ; retiré. (p. 7736) : son amendement n° 413 : création d'une dotation de logement social ; retiré. (p. 7738) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° 415 : prise en compte du nombre de logements locatifs sociaux pour la répartition de la dotation de solidarité communautaire ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7552) : intervient sur son amendement n° 419 : conditions d'accès au dispositif Robien, défendu par M. Jean-Pierre Sueur. Effets pervers du dispositif Robien.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7843, 7844) : favorable à l'amendement n° 55 de la commission (dissociation de l'usufruit et de la nue-propriété pour inciter les particuliers à placer leur épargne dans la construction de logements temporairement affectés au secteur social et loués aux conditions du parc HLM). Expertise souhaitable des conséquences juridiques de ce dispositif dans le cadre de la navette en raison des risques de contentieux. (p. 7847, 7849) : intervient sur son amendement n° 351 identique au n° 58 de la commission (autorisation du bailleur, sous certaines conditions, à reprendre les locaux d'habitation accessoires aux locaux commerciaux s'ils ne sont pas utilisés à cet usage). Son amendement n° 418 : interdiction des cautions solidaires en cas de mise en place d'un système de mutualisation des risques locatifs ; retiré. - **Art. 8** (*Habilitation à moderniser par ordonnance le statut des Offices publics d'HLM*) (p. 7851, 7852) : son amendement n° 422 : suppression ; rejeté. Importance du sujet. Conteste le recours à la législation par ordonnance. Nécessité d'un débat au Parlement. - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 7853, 7856) : soutient l'amendement n° 360 de M. Jean-Marc Todeschini (extension de la compétence des organismes HLM à la construction et à la gestion de logements de policiers, gendarmes et personnels pénitentiaires et des équipements nécessaires) ; adopté. Ses amendements n° 352 : sécurisation du risque d'incrimination pour les représentants des collectivités territoriales participant aux conseils d'administration des sociétés d'HLM ; adopté ; et n° 405 : consultation des organismes d'HLM lors de l'élaboration du plan local d'urbanisme, PLU, et du schéma de cohérence territoriale, SCOT ; rejeté. - **Division additionnelle avant l'art. 9** (p. 7856) : sur l'amendement n° 65 de la commission (division additionnelle - Chapitre V - Renforcer la mixité de l'habitat), son sous-amendement n° 380 : rédaction ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7858) : sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 146 (renforcement du contenu des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD), son sous-amendement n° 354 ; adopté, portant sur le même objet que le sous-amendement n° 66 de la commission (renforcement du rôle des PDALPD dans la lutte contre l'habitat indigne et la prévention des expulsions ainsi que dans l'analyse territoriale des besoins). (p. 7859, 7860) : ses amendements n° 389 : rétablissement du cofinancement Etat-département des fonds de solidarité pour le logement ; et n° 392 : extension du champ d'application de l'obligation de disposer de 20 % de logements locatifs sociaux à toutes les communes d'Ile-de-France et aux communes d'au moins 3 500 habitants membres d'un EPCI dont la population est supérieure à 50 000 habitants ; rejetés. (p. 7864, 7865) : intervient sur son amendement n° 392 précité. Offre insuffisante de logements sociaux. Son souci des 1 300 000 familles et de leurs difficultés à se loger seules. (p. 7869, 7870) : le groupe socialiste votera contre les amendements, portant sur le même objet, n° 143 de M. José Balarello et n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU). Fausse bonne idée. Danger d'un flux de logements en accession à la propriété au détriment du logement locatif social. (p. 7875) : défavorable à l'amendement n° 471 de M. Jean Desessard (exclusion, dans la comptabilisation des logements sociaux, des logements financés par des prêts locatifs sociaux au sens de la loi SRU). Nécessité des prêts locatifs sociaux et de l'intégration des logements ainsi financés dans les 20 %. Effets problématiques du déconventionnement pour le parc existant et nécessité d'une réglementation plus stricte. (p. 7877) : son amendement n° 393 : établissement d'inventaires faisant apparaître la proportion de chaque catégorie de logement locatif social en fonction des plafonds de ressources et de loyers et de leur mode de financement ; rejeté. (p. 7879, 7881) : son

amendement n° 362 : comptabilisation des logements construits en fonction de leur mode de financement ; rejeté. Prime pour la construction de logements à caractère social réel.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5 ou avant l'art. 9 ou après l'art. 11** (p. 7907) : défavorable à l'amendement n° 204 de M. Philippe Dallier (conditions d'application du prélèvement de solidarité). Sur le même objet, intérêt de son amendement n° 394, défendu par M. Jean-Pierre Caffet. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7914, 7919) : soutient les amendements de Mme Christiane Demontès, portant sur le même objet, n° 364 et 363 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles) ; retirés. Favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 9** (p. 8020) : son amendement n° 395 : plafonnement de la part des logements PLS dans les logements sociaux pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU ; rejeté. (p. 8023) : son amendement n° 396 : rapport au Parlement présentant un bilan triennal de l'évolution de la construction de logements locatifs sociaux ; adopté. (p. 8025) : intervient sur ses amendements n° 397 : diminution de la dotation forfaitaire versée aux communes ayant fait l'objet d'un constat de carence et n° 398 : suppression de la prise en compte dans l'attribution de compensation versée aux communes par les EPCI à taxe professionnelle unique des pénalités supportées par les communes qui ne respectent pas l'article 55 de la loi SRU. - **Art. additionnels avant l'art. 3 ou avant l'art. 9** (p. 8030) : intervient sur son amendement n° 390 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 9** : Votera l'amendement n° 482 de la commission (création d'un plan départemental de l'habitat, PDH). - **Art. 9** (*Art. L. 441, L. 441-1-1, L. 441-1-2, L. 441-1-4, L. 441-1-5, L. 441-1-6, L. 441-2-1, L. 441-2-3 et L. 441-2-5 du code de la construction et de l'habitation - Amélioration de l'accès aux logements locatifs sociaux des plus démunis et renforcement du rôle des commissions de médiation*) (p. 8042, 8043) : défavorable à l'amendement n° 499 de la commission (intégration dans la liste des publics prioritaires pour l'attribution de logements sociaux des personnes mal logées ayant repris une activité après une période de chômage de longue durée). Inefficacité d'une liste trop longue de personnes prioritaires. (p. 8054, 8055) : son amendement n° 357 : coordination ; rejeté. Refus de l'allongement de la liste des publics prioritaires. - **Art. 10** (*Art. L. 441-3, L. 441-4, L. 441-5, L. 441-6, L. 441-7, L. 441-8, L. 441-12 et L. 441-14 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des suppléments de loyers de solidarité*) (p. 8061, 8062) : son amendement n° 424 : suppression ; rejeté. Pénalisation des jeunes ménages actifs et des personnes âgées. (p. 8066) : différence de traitement entre les locataires du parc privé conventionné et ceux du parc public. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 8071) : son amendement n° 386 : suppression du mois de carence pour les aides au logement ; irrecevable (article 40 de la Constitution). (p. 8073, 8074) : ses amendements n° 358 : versement trimestriel des APL d'un montant inférieur au seuil fixé par décret pour un versement mensuel ; et, portant sur le même objet, n° 387 ; irrecevables (article 40 de la Constitution). - **Art. 11** (*Art. L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles - Interdiction des coupures d'électricité, de gaz et d'eau pendant la période hivernale*) (p. 8077) : son amendement n° 359 : interdiction de couper le chauffage provenant des réseaux de chaleur durant la période hivernale ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 8086) : contradiction entre la compétence du maire pour délivrer des permis de construire des logements et son absence de compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation. (p. 8087) : son amendement n° 378 : transfert aux maires de la compétence en matière de changement d'usage des locaux d'habitation ; devenu sans objet. (p. 8095) : sur l'amendement n° 93 de la commission (bénéfice du droit au maintien dans les logements soumis à la loi de 1948 limité aux seuls conjoints, ascendants et descendants mineurs), son sous-amendement n° 367 : bénéfice du maintien dans les lieux étendu au conjoint lié par un PACS ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

adopté. (p. 8098) : votera contre l'amendement n° 160 du Gouvernement (reversement des deux tiers de la collecte du "1 % logement" au fonds d'intervention de l'union d'économie sociale pour le logement, UESL). Décision unilatérale du Gouvernement au détriment de l'Union sociale de l'habitat. (p. 8102, 8103) : intervient sur son amendement n° 391 : application du taux réduit de TVA aux abonnements aux réseaux de chaleur. Dépôt d'un amendement identique dans le cadre de l'examen de la loi de finances. - **Seconde délibération** (p. 8109) : défavorable à la demande de seconde délibération de l'article 4 quater présenté par le Gouvernement. Remise en cause de la compensation de la TFPB. - **Art. 4 quater** (*compensation intégrale des pertes de recettes liées à l'exonération de TFPB*) (p. 8112) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (compensation par l'Etat aux collectivités territoriales des exonérations de TFPB de la première à la quinzième année. Compensation ramenée aux cinq années du plan de cohésion sociale au bénéfice des PLI et des PLUS). Pénalisation des communes ayant oeuvré pour le logement social dans les années passées. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8118, 8119) : remerciements. Avancées limitées. Non-prise en compte des difficultés rencontrées par les acteurs et les bénéficiaires du logement social. Interrogation sur la conduite du travail parlementaire. Rejet systématique des propositions du groupe socialiste. Son opposition à ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3** (p. 9854, 9855) : son amendement n° 101 : financement des fonds de solidarité pour le logement à parité par l'Etat et le département, et réactivation des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 32 quater** (p. 10010, 10014) : ses amendement n° 115 : extension, aux ventes d'immeubles aux communes, du dispositif temporaire d'exonération de la taxation sur les plus-values de cessions immobilières prévu pour les ventes de biens immobiliers aux OPAC et aux SEM ; n° 110 : encadrement du reversement par les EPCI aux communes d'une partie de la contribution financière reçue pour non-respect de l'obligation de construire 20 % de logements sociaux ; n° 112 : création d'une dotation de logement social tenant compte de l'effort des communes en matière de construction de logements locatifs sociaux ; n° 108 et 109 : compensation intégrale de la commune hébergeant une zone urbaine sensible sur son territoire des pertes de recettes liées aux exonérations de taxes foncières sur les propriétés bâties ; n° 113 : affectation d'un coefficient de pondération à la dotation de l'EPCI pour tenir compte de l'effort réalisé en matière de construction de logements locatifs sociaux ; et n° 111 : prise en compte de la taxe spéciale d'équipement, TSE, dans le calcul des coefficients d'intégration fiscale des EPCI ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10131) : son amendement n° 122 : transfert aux organes délibérants des EPCI de la compétence en matière de création des établissements publics fonciers locaux ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10140) : intervient sur l'amendement n° 152 du Gouvernement (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation). Analyse nécessaire des conséquences financières.

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au développement de la vie associative [n° 324 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Société**.

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 1er quater** (*Art. 1465 A du code général des impôts - Exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale*) (p. 103) : son amendement n° 288 : exonération des entreprises exerçant une activité commerciale qui constitue une des dernières activités présentes au sein d'une commune ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 920, 922) : multiplication des abandons de souveraineté. Piètres résultats de la construction européenne au plan international, politique et économique. Conséquence de trois erreurs : négation des asymétries structurelles entre les pays de l'Euroland, non-prise en compte des investissements publics productifs dans la définition du pacte de stabilité et spirale déflationniste entretenue par la Banque centrale européenne, BCE. Défense d'une motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Refus d'un traité représentant l'exaltation de l'inclination libérale au détriment de l'exigence démocratique. Renforcement des dérives par le nouvel équilibre des pouvoirs. Conception débridée du libre échange. Facteur d'insécurité induit par la directive Bolkestein. Hostilité d'une majorité des Français à l'adhésion de la Turquie à l'Europe. Refus de mise en place d'un processus d'adhésion irréversible. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 953, 955) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Amputation irréversible et irréparable de notre souveraineté : primauté du droit européen sur les normes juridiques nationales, généralisation de la règle de la majorité qualifiée et transfert massif de compétences ; fusion des trois piliers, constitutionnalisation de la Charte des droits fondamentaux. Dérive "intégratrice" et conception faussée du principe de subsidiarité. Augmentation du déficit démocratique de cette construction européenne : direction de l'Union assurée par des experts, dépolitisation de la vie des peuples, violation du principe de la séparation des pouvoirs et marginalisation des démocraties nationales. Affaiblissement du rôle des parlements nationaux. Conséquence des clauses passerelles prévues dans le traité. Consultation du peuple français sur l'abrogation de la Constitution française.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 1er** (*Art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 975, 976) : son amendement n° 6 : affirmation de la primauté de la Constitution française sur le droit européen ; rejeté. Article I-6 du traité. Dispositions expresses contraires à la Constitution française : principe de l'égalité et de la laïcité. (p. 980, 981) : intervient sur son amendement n° 6 précité. Terme de "Constitution". Evocation par le président du Conseil constitutionnel d'une insécurité juridique à propos des droits de l'homme. Affirmation dans la jurisprudence des trois cours suprêmes françaises de la supériorité de la Constitution française. Evolution de la jurisprudence du Conseil constitutionnel. - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 989, 990) : son amendement n° 7 : révision de cette disposition uniquement par référendum ; rejeté. Pratique référendaire de la Ve République. Adhésion de la Turquie à l'Union européenne. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) - **Art. 88-1 de la Constitution** (*Participation de la France à l'Union européenne dans les conditions fixées par le traité établissant une Constitution pour l'Europe*) (p. 1004) : son amendement n° 8 : affirmation de la primauté de la Constitution française sur le droit européen ; retiré. - **Art. 88-6 de la Constitution** (*Pouvoir d'opposition du Parlement à la mise en oeuvre de la procédure de révision simplifiée du traité*) (p. 1013) : son amendement n° 9 : saisine du Conseil constitutionnel ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 88-7 de la Constitution** (p. 1016) : son amendement n° 11 : soumission à un référendum des révisions du traité ; rejeté

- **Suite de la discussion** (17 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1034, 1035) : ne votera ni le projet de loi de révision constitutionnelle, ni le traité constitutionnel européen. Processus de création d'un Etat central supranational. Aggravation du déficit démocratique. Rejet de l'orthodoxie monétaire et d'un libéralisme excessif. Crainte d'une entrée de la Turquie en Europe.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1364, 1365) : transposition de deux directives communautaires. Problématique du maintien des services publics et de l'ouverture à la concurrence. Champ d'intervention de l'Union dans l'organisation des services publics nationaux. Nécessité de maintenir la présence des services publics en territoire rural. Densité du réseau postal indispensable à la compétitivité des PME-PMI. Tendance à l'exode urbain. Nécessité de renforcer la cohésion sociale. Caractère indissociable du service universel et de la mission d'aménagement territorial. Sa proposition tendant à créer un fonds de compensation des charges du service universel. Ses amendements tendant à préciser et à renforcer la notion de présence postale.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1453) : son amendement n° 159 : consolidation du rôle de La Poste en matière d'aménagement du territoire ; retiré. (p. 1456, 1459) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), ses sous-amendements n° 173 : instauration d'une double règle d'accessibilité aux services postaux, en distance et en temps ; adopté ; n° 174 : garantie des ressources du fonds postal national de péréquation territoriale pour cinq ans ; retiré ; et n° 160 : élargissement de la majoration perçue au titre de la péréquation postale par les ZRR aux territoires ruraux de développement prioritaire ; rejeté. (p. 1463, 1465) : sanctuarisation indispensable du fonds de péréquation. - **Art. 1er ter** (*Commission départementale de présence postale territoriale*) (p. 1468) : son amendement n° 156 : saisine automatique de la commission départementale ; retiré. (p. 1470) : son amendement n° 157 : mise en place d'un schéma départemental de présence postale ; retiré.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1578, 1579) : ne s'associera pas au vote de la proposition de résolution de la commission visant à amender la "directive Bolkestein". Dérive fédérale. Institution d'un libéralisme pervers. Refus d'application du principe du pays d'origine, échec de l'harmonisation. Différence entre les marchandises visées par l'acte unique et les services visés par le texte. Volonté d'abandon total du texte. Imprécision de la définition des services publics. Conséquences de l'adoption de la Constitution.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 7** (p. 2206) : son amendement n° 89 : recrutement direct par CDI des agents occupant des emplois fonctionnels ; retiré. (p. 2207) : accepte de retirer son amendement n° 89 précité contre l'engagement d'une réflexion sur les emplois fonctionnels. - **Division et art. additionnels après l'art. 22** (p. 2235, 2236) : ses amendements portant sur le même objet n° 91 et 90 : monétisation du compte épargne-temps ; retirés.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2247, 2248) : son amendement n° 18 : retrait de la proposition de directive relative aux services dans le marché intérieur ; rejeté. Persistance d'ambiguïtés dans le nouveau texte. Absence de mention de l'abandon du principe du pays d'origine. Demande au Gouvernement de définir le "modèle social européen". Menace sur les services d'intérêt économique général. (p. 2256) : intervient sur son amendement n° 18 précité. Demande de précision sur le retrait du principe du pays d'origine et la définition du modèle social européen. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2259) : ne votera pas la proposition de résolution.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2749, 2750) : raisons de son opposition au traité constitutionnel : construction d'une Europe sans références historiques et géographiques, préparant l'intégration de la Turquie ; politique économique dogmatique et néfaste ; aggravation du déficit démocratique ; tentative d'instaurer insidieusement un cadre fédéral. Choix entre une construction européenne souple ou hypercentralisée. Souhait d'une Europe préservant les identités nationales.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4162, 4163) : nécessité de donner un sens au rejet du traité constitutionnel par le peuple français. Volonté de refondre le projet européen. Refus d'une Europe fédérale et non démocratique. Changement indispensable d'orientation économique. Volonté de limiter l'extension géographique de l'Union.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6083, 6084).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (9 novembre 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6883, 6885) : ses amendements n° 627 : maintien de l'attribution de l'indication géographique protégée, IGP, pour les seuls produits avicoles bénéficiant du label rouge ou issus de l'agriculture biologique ; et n° 628 : non-assujettissement des produits bénéficiant d'une IGP à l'acquittement de plusieurs droits ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8279, 8280) : perception paradoxale du rôle des élus par le Gouvernement dans les situations de crise. Incompréhension persistante entre l'Etat et ses territoires. Augmentation des dépenses subies par les départements sans véritable compensation et diminution des recettes : exemple de la Vendée. Aggravation de la situation financière des départements avec ce projet de loi de finances. Paupérisation des collectivités et diminution de leurs investissements. Remise en cause de l'autonomie budgétaire et fiscale des collectivités territoriales : déconnexion croissante entre les dépenses et les ressources ; rupture du lien entre recettes et dynamisme du territoire en raison du plafonnement de la taxe professionnelle et de la suppression de la première part de la DGE ; affaiblissement du lien entre l' élu et le citoyen au travers de la dépense et de la fiscalité locale. Absence de respect des dispositions constitutionnelles garantissant la compensation des transferts de charges. - **Art. additionnel avant l'art. 24** (p. 8320) : favorable à l'amendement n° I-318 de la commission (création d'un fonds de mobilisation départementale pour l'insertion des allocataires du RMI). - **Art. 24 (Réforme de la dotation globale d'équipement des départements)** (p. 8323) : son amendement n° I-214 : suppression ; retiré. Interrogation sur le maintien de la règle de proportionnalité entre les investissements et les recettes des départements.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9258, 9259) : nécessité d'une réforme de la taxe professionnelle. Objectifs de la commission Fouquet : éviter les transferts fiscaux vers les ménages ; préserver le lien entre l'activité et le territoire ; encourager l'intercommunalité ; sauvegarder l'autonomie fiscale des collectivités locales. Effet déresponsabilisant de la réforme proposée. Risque d'atteinte au principe d'autonomie financière des collectivités. Insuffisance des mesures de cette réforme. (p. 9277, 9278) : intervient sur les amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Pénalisation des départements les plus "responsables", qui ont fait face aux augmentations de charges sans augmenter leurs taux.

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) (p. 9581, 9582) : absence de changement suite à l'échec du référendum du 29 mai 2005. Absurdité d'un débat sur le taux réduit de TVA à l'échelon européen. Position de l'Europe face à la mondialisation. Défense de la PAC.

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine le 13 octobre 2005.

Membre titulaire de la Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 265 (2004-2005)] relative à la création du registre international français [n° 282 (2004-2005)] (6 avril 2005) - **Entreprises - Transports**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 9 (2005-2006)] relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 14 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 145 (2004-2005)] relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 87 (2005-2006)] (16 novembre 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Transports et budget annexe Contrôle et exploitation aériens [n° 101 tome 10 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 141 (2005-2006)] (20 décembre 2005) - **Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (19 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er duodécies** (p. 112) : votera l'amendement n° 361 de M. Aymeri de Montesquiou (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence). Préoccupation légitime. - **Art. 2 (Art. L. 112-18 du code rural - Création des sociétés d'investissement pour le**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

développement rural) (p. 116, 117) : sur l'amendement n° 323 de M. Thierry Repentin (extension du champ d'intervention des sociétés d'investissement pour le développement rural, SIDER, à l'acquisition et à la transformation en logements du bâti rural non exploité à vocation agricole), son sous-amendement n° 426 : mise en oeuvre de la nouvelle procédure de révision simplifiée ; adopté. Sécurisation juridique du dispositif. Richesse de ce patrimoine. Réhabilitation bénéfique pour l'environnement. - **Art. 3 ter** (Art. 199 *decies E*, 199 *decies EA*, 199 *decies GA* [nouveau] du code général des impôts - Réduction de l'impôt sur le revenu au titre des locations des résidences de tourisme) (p. 123, 124) : son amendement n° 287 : extension de la réduction d'impôt aux travaux de réhabilitation des gîtes ruraux situés en ZRR ; devenu sans objet. - **Art. 10 bis A** (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage) (p. 153) : intervient sur l'amendement n° 435 du Gouvernement (suppression) et sur les amendements identiques n° 5 de la commission, n° 89 de M. Yves Détraigne et n° 309 de M. Daniel Raoul (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère). Demande de précision. Ambiguïté du terme "significative". Reprise souhaitable dans le décret du dispositif adopté par le Sénat en première lecture. - **Art. additionnels après l'art. 18 quater** (p. 173) : intervient sur l'amendement n° 314 de M. Jean-Marc Pastor (participation financière de l'Etat à l'équipement des tracteurs en dispositif antiretournement). S'interroge sur ses conséquences au regard de la fragilité financière de certains agriculteurs. Néanmoins favorable à plus de sécurité.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 197) : son amendement n° 174 (extension du droit de préemption des SAFER à tout immeuble pour la réalisation de projets de développement rural intéressant les collectivités) ; retiré puis repris par M. Thierry Foucaud.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. 41** (Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux) (p. 302, 303) : favorable aux sous-amendements identiques n° 148 de M. Jean Bizet et n° 169 de Mme Françoise Henneron (modalités d'ouverture des analyses officielles aux laboratoires privés) portant sur l'amendement n° 18 de la commission (maintien du caractère public de la veille sanitaire vétérinaire).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 72** (p. 456) : favorable à l'amendement n° 157 du Gouvernement (redéfinition du champ du service public de l'équarrissage et possibilité pour les abattoirs de gérer eux-mêmes l'élimination de leurs déchets par la voie d'une contractualisation directe avec les entreprises de traitement des sous-produits animaux). - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 525) : circulaire à venir sur les conditions d'application du dispositif : souhait d'associer les parlementaires à son élaboration. Sa question écrite sur l'introduction dans le document d'urbanisme d'une commune de la loi Littoral et d'un site classé sans en informer le maire.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1640, 1641) : favorable à l'enseignement des langues étrangères dès la maternelle. Propose la réinstauration du certificat d'études primaires. Expérimentation en Seine-Maritime de filières d'apprentissage dès le collège. Lutte contre la sortie du système scolaire sans diplôme.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)

(p. 1679, 1680) : son amendement n° 613 : participation de l'école à la transmission des valeurs morales et politiques ; devenu sans objet.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 2774) : soutient l'amendement n° 355 de M. Gérard Bailly (établissement par le préfet d'une liste des cours d'eau pour chaque département) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 686 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2824) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. 20** (Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires) (p. 2847) : ses amendements n° 262 : contrôle des matériels utilisés pour les traitements des récoltes par des entreprises agréées et n° 263 : information des utilisateurs de produits phytosanitaires sur les précautions nécessaires à leur utilisation ; devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2848) : son amendement n° 264 : reconnaissance d'un droit de préemption à la commune ou l'EPCI sur les terrains agricoles situés dans le bassin d'alimentation de leur captage ; retiré. Gravité des inondations subies par la Seine-Maritime. Interrogation sur la possibilité pour une commune de déléguer sa compétence de préemption à la communauté de communes. Exemple des travaux de protection des captages dans le bassin de la Vallée de la Lézarde. Approfondissement de la réflexion avant la deuxième lecture. - **Art. 22** (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 2869) : son amendement n° 267 : contrôle de l'installation d'assainissement à chaque cession d'un bien immobilier ; devenu sans objet. (p. 2870) : interrogation sur les conséquences d'un diagnostic concluant au non-respect des prescriptions techniques. (p. 2871) : son amendement n° 266 : pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement ; rejeté. Sanctions indispensables au respect de l'obligation. (p. 2872, 2873) : son amendement n° 265 : autorisation préalable des collectivités concernées pour tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 2876) : son amendement n° 268 : prévision d'une étude pédologique préalable à l'installation ou à la réhabilitation d'un ouvrage d'assainissement non collectif ; retiré. - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial) (p. 2878) : son amendement n° 269 : suppression ; retiré. Interrogation sur les modalités de détermination de l'assiette de la taxe relative aux eaux pluviales. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2885) : intervient sur les amendements n° 234 de M. Claude Bertaud (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire) et n° 566 de M. Paul Raoult portant sur le même objet. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2889) : son amendement n° 272 : assouplissement du seuil d'habitants en deçà duquel les dépenses des services publics de distribution d'eau et d'assainissement peuvent être prises en charge par le budget général des collectivités concernées ; retiré. (p. 2890) : son amendement n° 271 : possibilité pour les groupements de communes composés de communes dont aucune n'atteint 3 000 habitants d'établir un budget unique ; retiré. (p. 2892) : examen du dispositif à l'occasion de la deuxième lecture. Portée nationale de la modification proposée. - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 2895) : son amendement n° 274 : gestion de la filière boues par la collectivité ; retiré. (p. 2897) : son amendement n° 276 : possibilité pour les collectivités d'exercer elles-mêmes le contrôle et la mise en conformité des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

installations d'assainissement ; retiré. (p. 2898) : manque de moyens des collectivités pour assurer la mission de gestion de l'assainissement autonome. (p. 2899, 2900) : son amendement n° 275 : en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle ; adopté. (p. 2902) : son amendement n° 279 : mise en oeuvre et financement par les communes ou groupements de communes des programmes d'action pour le maintien ou la remise en herbe des terrains situés dans les bassins versants ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2923) : son amendement n° 277 : impossibilité de déléguer des renouvellements et grosses réparations à caractère patrimonial dans le cadre d'un contrat de délégation de service public en matière de distribution d'eau ou d'assainissement ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2934) : favorable à l'amendement n° 414 de la commission (possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile). - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 2938) : son amendement n° 273 : inclusion des services publics d'assainissement dans les opérateurs de réseaux visés à l'article 82 du code des marchés publics ; retiré. - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau) (p. 2947) : son amendement n° 280 : possibilité pour une collectivité de demander une participation financière du propriétaire concerné par des travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif ; retiré. (p. 2948) : son amendement n° 278 : possibilité pour un propriétaire privé de bénéficier d'aides financières pour la réhabilitation d'ouvrages d'assainissement non collectif ; retiré. (p. 2953) : intervient sur l'amendement n° 402 de M. Jean Desessard (plafonnement du montant des charges fixes). Nécessité de rentabiliser les investissements passés. - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 2969) : intervient sur l'amendement de la commission des lois saisié pour avis n° 141 (octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale). (p. 2971) : son amendement n° 281 : possibilité pour une commune ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle relatif à une inondation d'engager simultanément une demande d'occupation temporaire et une procédure d'expropriation sur le même terrain ; retiré. - **Art. 28** (Art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Rôle des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration, SATESE) (p. 2979) : son amendement n° 282 : extension aux communes et aux groupements de communes de la possibilité de recourir aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration ; retiré. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3000) : son amendement n° 283 : composition du comité de bassin ; adopté. (p. 3010) : son amendement n° 284 : inclusion de la collecte du traitement des eaux usées dans les actions soutenues par les agences de l'eau ; retiré. (p. 3014) : son amendement n° 286 : création de commissions locales à l'échelon des sous-bassins versants ; adopté.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3176, 3177) : son amendement n° 288 : application d'une consommation domestique forfaitaire pour certaines exploitations agricoles ; retiré. (p. 3181) : intervient sur son amendement précité n° 288. Nécessité de traiter les cas où la mise en place d'un comptage spécifique pour l'eau destinée aux animaux est impossible. (p. 3183) : son amendement n° 289 : modalités de perception de la redevance pour pollution diffuse ; retiré. (p. 3187) : intervient sur son amendement n° 289 précité. Importance de la prévention. (p. 3203) : favorable à l'amendement n° 316 de M. Gérard César (plafonnement du taux de la redevance pour tous les

prélèvements destinés à l'irrigation effectués dans des retenues collinaires).

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 3279, 3280) : déclin de la flotte immatriculée sous pavillon français. Conditions du RIF. Texte enrichi par l'Assemblée nationale. Exigences concernant la formation maritime. Favorable à l'adoption de cette proposition de loi équilibrée. - **Question préalable** (p. 3291) : s'oppose à la motion n° 31 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (Objectifs du registre international français) (p. 3295) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 2** (Champ d'application et conditions d'immatriculation au RIF) (p. 3296) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 2 (suppression) et n° 3 (exclusion des navires appartenant à des entreprises publiques, de la possibilité d'immatriculation au RIF). - **Art. 3** (Règles applicables aux navires immatriculés au RIF) (p. 3297) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 4 (suppression) et n° 5 (intégration du droit social français dans le droit applicable à l'équipage des navires immatriculés au RIF). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3298) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Pierre-Yvon Trémel (obligation d'une langue commune pour l'ensemble de l'équipage). - **Art. additionnel avant l'art. 4 ou avant l'art. 10** (p. 3299) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 14 (protection des navigants français embauchés sur les navires immatriculés au RIF) et n° 28 (application de la règle de droit la plus protectrice pour les salariés). - **Art. 4** (Conditions de nationalité des navigants) (p. 3300, 3301) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 7 (suppression) et n° 8 (prise en compte de l'effectif embarqué). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 3302, 3303) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 27, 9 et 29 de M. Pierre-Yvon Trémel (modulation des avantages fiscaux et de l'exonération de charges en fonction de contreparties en matière d'emploi). - **Art. 5** (Obligations relatives à la formation embarquée des navigants) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Pierre-Yvon Trémel (élargissement des obligations en matière de formation). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 3304) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Pierre-Yvon Trémel (rapport du Gouvernement sur l'avenir des écoles de la marine marchande française). - **Art. 7** (Définition de l'entreprise de travail maritime) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 8** (Règles applicables aux entreprises de travail maritime hors de France) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 10** (Conditions d'embauche des navigants) (p. 3305) : s'oppose aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 16 (suppression) et n° 17 (lien contractuel direct entre l'armateur et le navigant). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 3306) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Pierre-Yvon Trémel (rapatriement des marins malades). - **Art. 12** (Conditions de travail et de rémunération applicables à bord des navires) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Pierre-Yvon Trémel (application du code du travail maritime). - **Art. 13** (Contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime) (p. 3307) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 14** (Contrat d'engagement conclu entre l'armateur ou l'entreprise de travail maritime et le navigant) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 16** (Congés payés des navigants) (p. 3308) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Pierre-Yvon Trémel (application du code du travail maritime). - **Art. 19** (Rapatriement des navigants) (p. 3309) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression partielle). - **Art. 23** (Conventions collectives et délégués de bord) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Pierre-Yvon Trémel (application de la loi française). - **Art. 27** (Sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi) (p. 3310) : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Pierre-Yvon Trémel (augmentation du montant des amendes).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 5962, 5964) : création d'une agence autonome en matière ferroviaire. Ouverture à la concurrence du marché du fret en 2006. Contrôle de sécurité des aéronefs étrangers. Obligation de compte rendu des accidents et incidents aériens. Sécurité des tunnels routiers. Renforcement de la sécurité routière. Amélioration de la situation économique des entreprises de transport routier de marchandises. Base Internet d'informations relatives à la sécurité des navires. Protection des marins. Introduction d'un volet consacré au secteur fluvial. - **Question préalable** (p. 5979) : s'oppose à la motion n° 25 de M. Michel Billout tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5980, 5981) : s'oppose à la motion n° 38 de M. Daniel Reiner tendant au renvoi à la commission. - **Chapitre Ier** (p. 5981, 5982) : accepte l'amendement n° 63 du Gouvernement (remplacement des mots "Agence française" par les mots "Établissement public") et s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Daniel Reiner (modification de l'intitulé du chapitre Ier). - **Art. 1er** (*Création de l'Agence française de sécurité ferroviaire*) (p. 5983) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 47 de M. Michel Billout et n° 40 de M. Daniel Reiner (attribution à l'Etat des missions relatives à la sécurité et à l'interopérabilité technique des transports ferroviaires). - **Art. 2** (*Organes dirigeants de l'Agence, statut de ses personnels et cadre juridique de l'intervention de ses agents habilités*) (p. 5984) : accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement (présence de deux parlementaires au conseil d'administration de l'Agence française de sécurité ferroviaire). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 5985) : son amendement n° 7 : réhabilitation des voies ferrées abandonnées ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 5988, 5989) : son amendement n° 59 : cohérence ; adopté. Accepte l'amendement n° 29 du Gouvernement (ratification de l'ordonnance du 28 juillet 2005 relative à la sûreté des vols et à la sécurité de l'exploitation des aérodromes). - **Art. 8** (*Art. 118-5 nouveau du code de la voirie routière - Exigences de sécurité applicables aux tunnels de plus de 500 mètres relevant du réseau routier transeuropéen*) (p. 5990) : ses amendements n° 8 et 10 : rédaction ; et n° 9 : autonomie fonctionnelle de l'agent de sécurité ; adoptés. - **Art. 10** (*Art. L. 325-1-1, L. 325-2, L. 325-3, L. 224-5, L. 325-3-1 (nouveau), L. 130-6 et L. 344-1 du code de la route - Dispositions relatives à l'immobilisation et à la mise en fourrière des véhicules*) (p. 5991) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 5992) : son amendement n° 12 : extension des autorisations de consultation du fichier national des immatriculations ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 5992, 5993) : son amendement n° 13 : clarification des responsabilités en cas de sinistre survenant dans un port autonome ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 12** (p. 5994) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Michel Billout (renégociation des directives d'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire). - **Art. 12** (*Transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires*) (p. 5995) : s'oppose aux amendements identiques n° 45 de M. Daniel Reiner et n° 53 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 5999) : son amendement n° 14 : information du Parlement sur l'évolution des relations entre RFF et le gestionnaire d'infrastructures délégué ; adopté. S'oppose aux amendements n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) et n° 54 de M. Michel Billout (maîtrise des investissements par la création d'un pôle public de financement). (p. 6002) : intervient sur son amendement n° 14 précité. - **Art. 15** (*Art. 24 de la loi n° 95-96 du 1er février 1955 concernant les clauses abusives et la présentation des contrats et régissant diverses activités d'ordre économique et commercial - Dispositif de répercussion des variations du coût du gazole sur le prix du transport routier de marchandises*) (p. 6003, 6004) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Michel Billout (intégration des coûts externes du transport routier dans sa tarification). - **Art. additionnels après l'art. 15** : Ses amendements n° 15 : extension aux entreprises de transport routier utilisant des véhicules à deux

roues de l'application du cadre juridique prévu par la LOTI pour les autres véhicules de transport routier ; et n° 16 : introduction dans le code de commerce d'une disposition spécifique destinée à encadrer les délais de paiement dans le secteur des transports ; adoptés. - **Division et art. additionnels avant le titre III** : son amendement n° 17 : création d'un nouveau chapitre destiné à rassembler les dispositions relatives au transport fluvial et au domaine public fluvial ; adopté. (p. 6005) : son amendement n° 19 : financement de l'entretien du domaine public fluvial des collectivités territoriales ; adopté. Accepte l'amendement n° 32 de M. Yannick Texier complétant son amendement n° 19 précité. (p. 6006) : ses amendements n° 18 : instauration d'un mécanisme de répercussion des variations du prix du carburant au profit des entreprises de transport fluvial ; et n° 61 : sanction des entreprises non résidentes cabotant plus de 135 jours par an ; adoptés. (p. 6007) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 30 de M. Daniel Dubois (recours au PPP pour la réalisation de nouvelles infrastructures fluviales). Accepte l'amendement n° 27 de Mme Fabienne Keller (approbation d'un avenant à la convention passée entre le ministre des travaux publics et la ville de Strasbourg). (p. 6008) : accepte l'amendement n° 28 de M. Jean-François Le Grand (mesures favorisant le PPP dans le cadre d'investissements portuaires). (p. 6009) : accepte l'amendement n° 26 de Mme Christiane Hummel (clarification de la situation des ports d'outre-mer). - **Art. 16** (*Art. L. 213-11 du code du travail - Dérrogation à la durée maximale du travail de nuit du personnel roulant des entreprises de transport sanitaire*) (p. 6010) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. 17** (*Art. L. 220-3 du code du travail - Dérrogation à l'obligation de pauses pour les salariés rouleurs des entreprises de transport sanitaire et de transport routier interurbain de voyageurs*) : son amendement n° 20 : transposition des dispositions adoptées pour le transport sanitaire au secteur du transport de fonds et de valeurs ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 57 de M. Michel Billout (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 6011) : accepte l'amendement n° 33 de M. Yannick Texier (non-application des conventions de forfait en jours au personnel roulant des entreprises de transport routier). Son amendement n° 60 : élargissement du champ des conducteurs concernés par l'obligation de formation s'imposant aux transporteurs routiers de marchandises et de voyageurs ; adopté. - **Art. 18** (*Art. 5-1 (nouveau) du code du travail maritime - Dispositions applicables aux personnes employées à bord des navires utilisés pour des services de remorquage portuaire*) (p. 6012, 6013) : son amendement n° 21 : énonciation précise des matières du droit du travail concernées par cet article ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 6013, 6014) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Michel Billout (obligation d'immatriculation au premier registre pour les armateurs maritimes exerçant en Méditerranée). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6015, 6016) : accepte les amendements de M. Yannick Texier portant sur le même objet n° 34 et 35 (mise en oeuvre de certaines conventions maritimes de l'OIT). Son amendement n° 22 : octroi d'une base législative au service de santé des gens de mer ; adopté. Son amendement n° 23 : repos hebdomadaire des marins ; adopté. (p. 6017) : son amendement n° 24 : renforcement des garanties offertes aux marins en cas de rapatriement ; adopté. (p. 6018) : accepte les amendements de M. Yannick Texier n° 36 (fixation du cadre du futur développement du télépéage) et n° 31 (amélioration de la transparence dans la relation entre le donneur d'ordre et l'entreprise de transport effectuant un service de transport public occasionnel de personnes).

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6451, 6452) : création d'un fonds d'exploitation agricole. Forte attente des agriculteurs en réponse à leurs besoins de perspectives et d'orientations. Rôle essentiel de l'agriculture dans l'entretien et l'aménagement du territoire.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole*) (p. 6479) : rappel de sa proposition de créer un fonds agricole lors de l'examen du précédent projet de loi d'orientation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

agricole. Objectif de faciliter l'installation des jeunes agriculteurs. Interrogation sur la définition exacte du fonds agricole. - **Art. 2** (*Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial*) (p. 6497) : son amendement n° 134 : introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER ; adopté. - **Art. 2 quinquiés** (*Art. L. 417-11 du code rural - Suppression de la conversion automatique du métayage en fermage*) (p. 6540) : soutient l'amendement n° 202 de Mme Françoise Henneron (suppression) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 6542) : soutient l'amendement n° 732 de M. Jacques Blanc (modernisation et adaptation aux évolutions de la société de la gestion des biens de section) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6544) : favorable à l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). Absence de raison de minorer cette dotation. - **Art. 5 ter** (*Art. L. 143-7-2 [nouveau] du code rural - Information des maires par la SAFER*) (p. 6559) : intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (suppression). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6564, 6565) : son amendement n° 209 : avantage fiscal accordé aux souscripteurs de parts de SCPI ou d'organismes de placement collectif immobilier ayant un actif composé d'au moins 60 % d'immeubles agricoles ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 6 ter** (p. 6569) : soutient l'amendement n° 608 de M. Gérard Bailly (accord de la chambre d'agriculture pour toute dérogation aux règles d'implantation ou de construction à proximité des sièges d'exploitations agricoles) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6605, 6606) : intervient sur les amendements analogues n° 164 de M. Dominique Mortemousque et n° 200 de Mme Françoise Henneron (aide à l'embauche dans le secteur agricole de demandeurs d'emploi non qualifiés). Prise en compte indispensable de la dimension humaine et sociale des problèmes. - **Art. additionnel après l'art. 9 ter** (p. 6612, 6613) : soutient l'amendement n° 733 de M. Jacques Blanc (harmonisation des cotisations sociales des exploitants agricoles exerçant des activités de location de meublés sans prestation hôtelière et des personnes exerçant les mêmes activités en dehors du contexte d'une exploitation agricole) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6623) : soutient l'amendement n° 269 de M. Rémy Pointereau (extension aux entreprises de travaux agricoles des exonérations de charges sociales pour les travailleurs occasionnels) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6632) : son amendement n° 116 : précision des missions des SAFER ; adopté. (p. 6635, 6636) : ses amendements n° 115 : aide à l'installation des jeunes agriculteurs ; adopté ; et n° 138 : possibilité d'association du propriétaire vendeur à la procédure de rétrocession du bien ; retiré. (p. 6638) : son amendement n° 118 : encadrement des domaines d'intervention des SAFER ; retiré. (p. 6640, 6641) : défavorable à l'amendement n° 413 de M. Gérard Le Cam (extension du droit de préemption à tout bien bâti pouvant avoir une vocation d'exploitation ou d'habitation agricole). Recadrage indispensable des missions des SAFER. (p. 6642) : son amendement n° 133 : extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU ; adopté. (p. 6646) : son amendement n° 123 : information des collectivités par la SAFER des ventes intervenant sur leur territoire ; retiré. (p. 6652) : demande de précision sur l'exercice du droit de préemption au profit des SAFER. (p. 6656, 6657) : son amendement n° 119 : création de sociétés civiles d'investissements fonciers agricoles, SCIFA ; retiré. Sécurité de l'investissement dans le foncier.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6672, 6673) : son amendement n° 130 : obligation d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles à partir du 1er janvier 2008 ; adopté. (p. 6674) : demande de précision sur le délai d'application de l'amendement n° 345 de M. Marcel Deneux (obligation immédiate d'utiliser des lubrifiants biodégradables dans les zones sensibles). - **Art. additionnels après l'art. 11 quater** (p. 6690) : inutilité de l'amendement n° 437 de M.

Gérard Le Cam (mise en place d'une politique favorisant le développement des biocarburants). - **Art. 12** (*Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois*) (p. 6691) : son amendement n° 137 : extension aux esters éthyliques des dispositions applicables aux esters méthyliques ; retiré. (p. 6695, 6699) : ses amendements n° 135 : suppression de l'interdiction de l'utilisation à la carburation, la vente ou la mise en vente pour la carburation des produits dont l'utilisation et la vente pour cet usage n'ont pas été spécialement autorisées ; n° 131 : précision de la compatibilité de l'huile végétale avec le moteur concerné et les exigences correspondantes en matière d'émissions ; et n° 132 : prise en compte des expérimentations en cours dans le décret d'application ; retirés. (p. 6707, 6708) : son amendement n° 124 : création d'une taxe intérieure sur les produits énergie végétale, TIPEV ; retiré. Contexte de la mondialisation maintenant les prix en deçà du prix de revient français. Exemple d'une exploitation en République tchèque. Nécessité de trouver de nouveaux débouchés pour l'agriculture : produits labellisés, biocarburants, aménagement du territoire. - **Art. 16** (*Art. L. 522-2-1, L. 523-5-1, et L. 524-2-1, L. 524-2-2 [nouveaux], L. 525-1, L. 527-1, L. 528-1, L. 531-2, L. 582-13 et L. 583-2 du code rural, et art. 38 sexies [nouveau] du code général des impôts - Modernisation du statut de la coopération agricole*) (p. 6751) : soutient l'amendement n° 204 de Mme Françoise Henneron (limitation de l'ouverture de l'activité groupement d'employeurs au sein d'une société coopérative) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 16** : son amendement n° 271 : faculté pour toute personne salariée d'une CUMA ou d'un agriculteur adhérent de conduire indifféremment du matériel appartenant à l'un ou à l'autre ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 6754) : son amendement n° 125 : création d'un fonds d'indemnisation et de régulation des productions agricoles ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6811, 6813) : ses amendements n° 120 : exportation des produits phytopharmaceutiques ; adopté ; et n° 122 : possibilité, pour le détenteur d'un produit phytosanitaire, de faire part de ses remarques à l'autorité administrative compétente ; retiré. (p. 6814) : son amendement n° 117 : ressources financières de l'autorité en charge de l'évaluation des produits phytopharmaceutiques ; retiré. (p. 6815) : son amendement n° 126 : limitation de l'allongement des procédures en matière d'évaluation des produits phytopharmaceutiques ; adopté. (p. 6818) : son amendement n° 128 : autorisation de mise sur le marché des produits dont l'autorisation provisoire de vente est arrivée à échéance ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 23** (p. 6875) : son amendement n° 121 : information du consommateur sur la provenance et les conditions de fabrication du produit ; retiré. - **Art. 23** (*Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité*) (p. 6878) : s'associe aux propos de M. Ambroise Dupont. Encadrement indispensable de l'attribution des produits label et AOC. (p. 6880) : son amendement n° 136 : définition du concept de "produits fermiers" ; retiré. - **Art. 24** (*Art. 244 quater L, 199 ter K, 220 M et 223 O du code général des impôts - Instauration d'un crédit d'impôt au bénéfice de l'agriculture biologique*) (p. 6906, 6907) : son amendement n° 129 : octroi d'un crédit d'impôt aux entreprises et associations à visée écologique ; retiré. - **Art. 25** (*Art. L. 411-11, L. 411-27, et L. 411-53 du code rural - Possibilité d'insérer des clauses environnementales dans les baux ruraux*) (p. 6909, 6910) : soutient l'amendement n° 203 de Mme Françoise Henneron (insertion des clauses environnementales dans les baux ruraux conclus par les collectivités publiques ou des associations) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6916) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

votera contre l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels). Nécessité de conserver à la circulaire sa valeur indicative et de faire confiance à l'engagement du ministre.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7620) : intervient sur l'amendement n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). Nombreuses réformes législatives portant sur l'urbanisme. Interrogation sur la possibilité d'élargir le périmètre constructible lors d'une révision simplifiée. Favorable à cet article et à une certaine liberté pour les communes. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7682) : intervient sur l'amendement n° 157 du Gouvernement (majoration de la taxe sur le foncier non bâti). Interrogation sur l'obligation pour une commune d'acheter un terrain si celui-ci ne trouve pas d'acquéreur.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7730) : son inquiétude relative aux conséquences de l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). (p. 7735) : intervient sur l'amendement n° 416 de M. Thierry Repentin (majoration du premier prélèvement pour les communes de la région Ile-de-France dont le taux de logements sociaux est inférieur à 15 %). Interrogation sur le statut des logements d'accession à la propriété. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7741) : votera l'amendement n° 311 de M. François Zocchetto (possibilité pour les collectivités territoriales de vendre les logements locatifs conventionnés).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9072, 9073) : mission spécifique de la France, notamment en Afrique. Importance primordiale de l'aide technique. Exemple des actions menées par le conseil général de la Seine-Maritime au Burkina-Faso. Sa proposition d'expérimentation de mise à disposition de jeunes retraités volontaires.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 9219, 9220) : programmes "Transports terrestres et maritimes" et "Passifs financiers ferroviaires". Souci de l'intérêt de l'usager des transports ferroviaires. Services régionaux de transport des voyageurs. Interrogation quant au devenir de RFF.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports - Commission mixte paritaire [n° 42 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 10232, 10233) : garanties quant à la sécurité aérienne et maritime. Développement des infrastructures ferroviaires. Volet routier. Fonctionnement du STIF. Propose l'adoption des conclusions de ce rapport.

- **Projet de loi d'orientation agricole - Commission mixte paritaire [n° 44 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10294) : sommet de

Bruxelles et conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong. Pérennisation de la PAC jusqu'en 2013. Atouts de la France. Le groupe de l'UMP votera ce projet de loi.

REVOL (Henri)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Rapporteur de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 275 (2004-2005)] d'orientation sur l'énergie [n° 294 (2004-2005)] (13 avril 2005) - **Environnement - Fonction publique - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie [n° 410 (2004-2005)] (21 juin 2005) - **Environnement - Fonction publique - Énergie**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 101 tome 6 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 91 (2005-2006)] de programme pour la recherche [n° 121 (2005-2006)] (8 décembre 2005) - **Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Question orale avec débat de M. Ladislas Poniatowski sur l'indépendance énergétique de la France** - (8 février 2005) : son intervention (p. 756, 758).

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2673, 2674) : texte nécessaire. Salue la méthode choisie par les gouvernements de M. Jean-Pierre Raffarin traitant successivement de l'eau. Nécessité de garantir les équilibres entre les différents usages de l'eau. Importance des choix à faire en matière d'hydroélectricité. Inquiétude quant à l'impact de l'article 4 sur les débits réservés et de l'article 2 sur les éclusées, en termes de perte de production. Affaiblissement des marges de sécurité et accroissement des émissions de CO₂. Nouvelle architecture des redevances. Augmentation inéluctable de la contribution aux agences de l'eau. Coût pour EDF. Interrogation quant à l'impact sur l'avenir de l'entreprise, dans la perspective de l'ouverture de son capital. Veillera, en tant que rapporteur du projet de loi d'orientation sur l'énergie, à la bonne coordination entre ce texte et le présent projet de loi. Nécessité de concilier production d'électricité et respect de l'environnement dans les rivières concernées. Amendements : souci de ne pas obérer le potentiel hydroélectrique français ; réintégration du Rhône dans la liste des cours d'eau bénéficiant de dérogations ; préservation de l'équilibre financier des contrats de concession ; aménagement du régime de sanction en cas de destruction de frayères ; prise en compte par les documents de gestion des eaux des nécessités liées à la production d'énergie hydroélectrique en raison de sa contribution à la lutte contre l'effet de serre. - **Art. 2 (Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact sur l'eau)** (p. 2691) : sur l'amendement n° 3 de la commission (limitation des prérogatives de l'Etat au seul pouvoir de modifier sans indemnité les autorisations ou les concessions et précision de l'application des sanctions aux conséquences de la variation du débit dans les cours d'eau), son sous-amendement n° 320 : ouverture d'un droit à indemnisation quand les modifications de concession et autorisation hydrauliques font peser une charge spéciale et exorbitante, disproportionnée avec l'objectif d'intérêt général ; adopté. - **Art. 4 (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)** (p. 2705) : sur l'amendement n° 9 de la commission (réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité), ses sous-amendements n° 328 : protection des espèces amphihalines ; adopté ; et n° 329 : évaluation de l'incidence des listes de cours d'eau sur la production d'énergie renouvelable ; retiré.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2735) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques). (p. 2770) : son amendement n° 322 : coordination ; retiré. (p. 2272) : son amendement n° 323 : exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8 (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique)** (p. 2802) : son amendement n° 324 : harmonisation des règles applicables aux exploitants d'ouvrages hydrauliques en matière pénale ; retiré.

- **Question orale avec débat sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : sa question (p. 3143, 3145).

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 3353, 3354) : orientations de ce texte : maîtrise de la demande d'énergie ; relance du programme électronucléaire français ; soutien aux énergies renouvelables électriques et thermiques. Modifications apportées par l'Assemblée nationale. Opposition de la commission à l'intégration dans le projet de loi des dispositions de l'annexe. Sa proposition de transformer le texte en projet de loi de programme. Question des éoliennes : délivrance des permis de construire ; zones de développement et modification du régime d'obligation d'achat

d'électricité ; amendement renvoyant aux pouvoirs locaux la définition des conditions d'installation des éoliennes. - **Question préalable** (p. 3375) : s'oppose à la motion n° 125 de M. Yves Coquelle tendant à opposer la question préalable. Renvoi aux lois de finances pour la détermination de moyens spécifiques. Soutien aux énergies renouvelables. Choix d'entreprises publiques par le Gouvernement pour conduire sa politique énergétique.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 18** (p. 3419) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, de M. Roland Courteau n° 128 et 129 et de M. Yves Coquelle n° 259 (permanence de la fourniture d'énergie assurée aux personnes défavorisées). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3420, 3423) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 236, 237 et 240 de M. Yves Coquelle (abandon de la politique de privatisation du secteur de l'énergie). S'oppose aux amendements analogues de M. Yves Coquelle n° 238 et 239 (rappel du rôle de GDF et d'EDF dans la mise en oeuvre du service public de l'énergie). (p. 3424) : s'oppose à l'amendement n° 241 de M. Yves Coquelle (composition du capital de la société Areva T et D). - **Art. 1er (et annexe) (Objectifs de la politique énergétique nationale)** (p. 3426, 3427) : s'oppose au sous-amendement n° 242 de M. Yves Coquelle portant sur son amendement n° 1 : renforcement du caractère normatif de cet article ; adopté. (p. 3432) : son amendement n° 2 : rétablissement d'un rapport annexé ; adopté. (p. 3435, 3436) : sur son amendement n° 2 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Roland Courteau n° 181, n° 183, n° 184, n° 217, et n° 218, accepte les sous-amendements n° 211 de Mme Fabienne Keller et n° 71 de M. Marcel Deneux, ainsi que ceux de Mme Françoise Henneron n° 169 et n° 171 et de M. Roland Courteau n° 182 et n° 219, demande le retrait des sous-amendements n° 212 de Mme Fabienne Keller et n° 93 de M. Xavier Pintat. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 3437) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Courteau (adoption d'une loi de programmation fiscale et budgétaire pour la mise en oeuvre de la politique énergétique). - **Art. 1er bis (La maîtrise de la demande d'énergie)** (p. 3438, 3439) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. - **Art. 1er ter (La diversification du bouquet énergétique français)** (p. 3441) : son amendement n° 4 : suppression ; adopté. - **Art. 1er quater (Développer la recherche dans le secteur de l'énergie)** (p. 3442) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Art. 1er quinquièmes (Assurer un transport de l'énergie efficace et des capacités de stockage suffisantes)** (p. 3443) : son amendement n° 6 : suppression ; adopté. - **Art. 1er sexies (Rôle des collectivités territoriales et de l'Union européenne en matière de politique énergétique)** (p. 3444) : son amendement n° 7 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er sexies** : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Roland Courteau (création d'un fonds de financement pour la gestion des déchets radioactifs). (p. 3445) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Roland Courteau (mesures de transparence et de sécurité en matière nucléaire). - **Art. 1er septies A (Objectifs et axes de la politique énergétique)** (p. 3445, 3446) : demande le retrait du sous-amendement n° 185 de M. Roland Courteau portant sur son amendement n° 8 : rétablissement du texte issu des travaux du Sénat en première lecture ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies A** (p. 3447, 3448) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 220 (mise en oeuvre d'une politique de stockage de gaz) et n° 221 (préservation des contrats de long terme en matière de gaz naturel). Accepte l'amendement n° 222 de M. Roland Courteau (sécurité d'approvisionnement en matière pétrolière). - **Art. 1er septies B (Objectifs de maîtrise de la demande d'énergie)** : son amendement n° 9 : maîtrise de la demande d'énergie par l'Etat ; adopté après modification par le sous-amendement n° 186 de M. Roland Courteau. (p. 3449) : sur son amendement n° 9 précité, accepte le sous-amendement n° 186 de M. Roland Courteau mais s'oppose à son sous-amendement n° 187. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies B** (p. 3450, 3451) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 188 (mise en place d'un dispositif de bonus-malus pour l'achat de véhicules automobiles) et n° 195 (mise en place de seuils de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

consommation maximale des appareils électriques en veille). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies C** (p. 3453, 3455) : s'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 243 (développement des lignes ferroviaires régionales), n° 244 (promotion du fret ferroviaire), n° 245 (négociation européenne sur l'intermodalité des transports) et n° 246 (augmentation de la part attribuée au transport combiné dans le budget communautaire). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies D** : s'oppose à l'amendement n° 223 de M. Roland Courteau (doublement du fret ferroviaire). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies C** (p. 3456) : accepte l'amendement n° 189 de M. Roland Courteau (mise en oeuvre d'une politique volontariste en matière de réduction des émissions polluantes dues aux véhicules) précédemment réservé p. 3452. - **Art. 1er septies E** (*Diversification des sources de production énergétiques*) : S'oppose au sous-amendement n° 190 de M. Roland Courteau portant sur son amendement n° 10 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3459) : s'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 139 (taux de TVA réduit pour les réseaux de chauffage domestique utilisant du bois) et n° 141 (TVA à taux réduit pour la fourniture collective de chaleur renouvelable) ainsi qu'à ceux de Mme Catherine Troendle n° 282 (réduction du taux de TVA applicable aux livraisons d'énergie facturées aux usagers des réseaux collectifs de chaleur alimentés au bois), n° 283 (TVA à taux réduit applicable à l'abonnement aux réseaux de chaleur collectifs alimentés au bois) et n° 284 (TVA à taux réduit pour les prestations de chauffage fournies par les réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables). Accepte l'amendement n° 140 de M. Roland Courteau (TVA à taux réduit pour les livraisons de chaleur distribuées en réseaux). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies E** (p. 3461) : s'oppose à l'amendement n° 142 de M. Roland Courteau (TVA à taux réduit applicable aux travaux d'entretien et de maintenance des réseaux de chaleur). - **Art. 1er septies F** (*Construction d'un réacteur européen à eau pressurisée, EPR*) : son amendement n° 11 : rétablissement de cet article ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er septies F** (p. 3462) : s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Jean-François Le Grand (règlement intérieur de la commission nationale du débat public). (p. 3463, 3464) : s'oppose à l'amendement n° 191 de M. Roland Courteau (prélèvement exceptionnel sur les bénéfices des firmes pétrolières). (p. 3465) : s'oppose à l'amendement n° 192 de M. Roland Courteau (rétablissement du mécanisme de la TIPP flottante). - **Art. 1er septies G** (*Stratégie nationale de la recherche énergétique*) (p. 3466) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 247 de M. Yves Coquelle (financement de la recherche énergétique). (p. 3467) : accepte l'amendement n° 163 de Mme Françoise Henneron (rapport du Gouvernement sur le résultat des recherches énergétiques). - **Art. additionnel après l'art. 1er septies G** : s'oppose à l'amendement n° 193 de M. Roland Courteau (objectifs de la politique de recherche énergétique). - **Art. 1er septies H** (*Plan énergie pour les pays en développement*) (p. 3468, 3469) : accepte l'amendement n° 164 de Mme Françoise Henneron (inscription de ce plan dans le corps du projet de loi). - **Art. additionnels après l'art. 1er septies H** (p. 3469, 3470) : ses amendements n° 297 : objectifs de l'Etat en matière de promotion des énergies renouvelables dans l'habitat ; et n° 298 : mise en place du plan Terre-énergie favorisant les biocarburants ; adoptés. - **Art. 1er octies** (*Art. 266 quindecies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants*) (p. 3473) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 1er octies** (p. 3475) : s'oppose à l'amendement n° 175 de M. Jean Desessard (diminution de la TIPP sur les biocarburants en fonction de leur intérêt écologique). S'oppose à l'amendement n° 194 de M. Roland Courteau (déduction, du pourcentage obligatoire de mise en jachère, des hectares absorbés par le développement des activités à la périphérie des villes). - **Art. 2** (*Champ d'application des obligations d'économies d'énergie, modalités d'application*) (p. 3476) : son amendement n° 15 : simplification ; adopté. (p. 3477) : s'oppose aux amendements n° 133 de M. Roland Courteau (obligations pesant sur les

distributeurs de carburants) et n° 248 de M. Yves Coquelle (suppression de toute référence à la notion de marché pour les certificats d'économie d'énergie). (p. 3478) : ses amendements n° 16 : simplification ; et n° 299 : cohérence ; adoptés. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 263 de Mme Françoise Henneron (extension du dispositif pour la fourniture d'énergie aux sites industriels). S'oppose à l'amendement n° 249 de M. Yves Coquelle (suppression de toute référence à la notion de marché pour les certificats d'économie d'énergie). (p. 3479) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Yves Coquelle (suppression du doublement du montant de la pénalité libératoire due au Trésor public). (p. 3480) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 134 de M. Roland Courteau (affectation du produit des pénalités versées par les fournisseurs d'énergie ne respectant pas leurs obligations). Ses amendements n° 17 : rédaction ; et n° 18 : contenu du décret en Conseil d'Etat pris en application de cet article ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 135 de M. Roland Courteau (non-répercussion du coût des opérations de maîtrise de l'énergie sur le consommateur domestique). - **Art. additionnel avant l'art. 3** (p. 3481) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Yves Coquelle (suppression de la possibilité d'acheter un "droit à polluer"). - **Art. 3** (*Modalités de délivrance et valeur des certificats d'économies d'énergie*) : son amendement n° 300 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 252 de M. Yves Coquelle (renforcement du contrôle des économies d'énergie annoncées). (p. 3482) : ses amendements n° 19 : précision ; et n° 20 : détention, acquisition et cession de certificats d'économie d'énergie par des personnes physiques ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Yves Coquelle n° 253 (refus de la marchandisation des certificats d'économie d'énergie) et n° 254 (prise en compte sans discrimination de tous les efforts réalisés pour satisfaire à l'objectif d'économie d'énergie). (p. 3483) : ses amendements n° 21 : rédaction ; et n° 22 : conséquence ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3484) : s'oppose à l'amendement n° 104 de M. Ladislav Poniatowski (diminution du montant maximal de la pénalité appliquée par kilowattheure). - **Art. 4** (*Création d'un registre national des certificats d'économies d'énergie*) (p. 3485) : ses amendements n° 23 : cohérence ; n° 24 : rédaction ; et n° 25 : coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 255 de M. Yves Coquelle (opposition à la mise en place du registre national des certificats d'économie d'énergie). - **Art. additionnel avant l'art. 5 bis** (p. 3486) : accepte les amendements n° 150 de Mme Jacqueline Gourault et n° 231 de M. Jean-Claude Frécon (doublement du délai accordé aux élus pour identifier les actions, les opérations et les équipements devant relever de l'échelon intercommunal). - **Art. 5 ter** (*Art. L. 2224-31 et L. 2224-34 du code général des collectivités territoriales - Aides financières des collectivités territoriales en faveur des économies d'énergie*) : Accepte les sous-amendements identiques n° 94 de M. Xavier Pintat et n° 318 de M. Jacques Blanc portant sur son amendement n° 26 : coordination ; adopté après modification par les sous-amendements précités. (p. 3487) : son amendement n° 27 : prise en compte de l'extension du champ des actions destinées à maîtriser la demande d'électricité des consommateurs desservis en basse tension ; adopté après modification par le sous-amendement n° 153 de M. Xavier Pintat qu'il accepte. S'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Xavier Pintat portant sur l'amendement n° 27 précité. (p. 3488) : ses amendements de coordination n° 28 et n° 29 ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 96 de M. Xavier Pintat (accès des agents de contrôle des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité et de gaz aux coordonnées des personnes en situation de précarité). Son amendement n° 155 (élargissement du marché énergétique à l'ensemble des activités liées à la production et à la fourniture d'énergies de réseau) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 5 ter** (p. 3489) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Roland Courteau portant sur le même objet n° 196, 197 et 198 (compétences des communautés de communes, des communautés urbaines et des communautés d'agglomération en matière de maîtrise de la demande d'énergie). - **Art. 5 quater** (*Art. L. 2224-32 du code général des collectivités territoriales - Production d'électricité par les communes et les EPCI à partir d'énergies renouvelables*) (p. 3490) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnel avant l'art. 5 quinques (p. 3491) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 265 de M. Jean-Pierre Vial (accession des observatoires régionaux de l'énergie aux données locales concernant la consommation d'électricité et de gaz). - **Art. additionnel après l'art. 5 quinques** (p. 3492) : s'oppose à l'amendement n° 256 de M. Yves Coquelle (sécurité des salariés et sûreté des installations nucléaires sur notre territoire). - **Art. 5 sexies** (Art. L. 3121-17-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Bilan énergétique des délibérations des conseils généraux) : son amendement n° 31 : suppression ; adopté. - **Art. 5 septies** (Art. L. 4132-16-1 nouveau du code général des collectivités territoriales - Bilan énergétique des délibérations des conseils régionaux) (p. 3493) : son amendement n° 32 : suppression ; adopté. - **Art. 6** (Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements) (p. 3494) : s'oppose à l'amendement n° 136 de M. Roland Courteau (recours obligatoire aux techniques de maîtrise de l'énergie). Demande le retrait de l'amendement n° 73 de M. Marcel Deneux (objectif à atteindre en vue de la réduction quantifiée des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la réhabilitation énergétique des logements) et s'oppose à l'amendement analogue n° 199 de M. Roland Courteau. (p. 3495) : son amendement n° 33 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Marcel Deneux (réduction du délai d'exécution de ce texte). (p. 3496) : son amendement n° 34 : communication, aux présidents d'EPCI, des études de faisabilité en matière d'énergies renouvelables ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 138 de M. Roland Courteau (signature d'une convention de réduction des charges locatives pour les bâtiments à usage d'habitation bénéficiant d'une aide financière publique). (p. 3498) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 76 de M. Marcel Deneux, n° 216 de M. Laurent Bêteille et n° 105 de M. Ladislav Poniatowski (inspection des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation, quelle que soit l'énergie utilisée). (p. 3499) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Roland Courteau (interdiction des offres commerciales pour les produits très consommateurs d'énergie). - **Art. 6 ter** (Coordination) : son amendement n° 301 : suppression ; adopté. - **Art. 8 A** (Définition des sources d'énergies renouvelables) (p. 3500) : demande le retrait des amendements analogues n° 201 de M. Jean-Pierre Vial et n° 77 de M. Marcel Deneux (prise en compte de l'aérothermie parmi les sources d'énergies renouvelables). (p. 3501) : accepte l'amendement n° 166 de Mme Françoise Henneron (rédaction). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 113 de M. Gérard Bailly et n° 261 de M. Marcel Deneux (promotion de l'utilisation de céréales comme moyen de combustion). (p. 3502) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 226 de M. Yann Gaillard (désignation du bois comme énergie renouvelable). Demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Marcel Deneux (précision du terme "géothermie"). - **Art. 8** (Art. L. 128-1 et L. 128-2 [nouveaux] du code de l'urbanisme - Dispositions relatives à la performance énergétique dans l'habitat) (p. 3503) : ses amendements n° 35 : cohérence ; et n° 213 : augmentation du COS pour toute construction soumise aux exigences de la réglementation thermique ; adoptés. (p. 3504) : son amendement n° 36 : rédaction ; adopté. - **Art. 9** (Régime de la garantie d'origine des ENR électriques) : demande le retrait de l'amendement n° 225 de M. Laurent Bêteille (développement de la filière de méthanisation). Son amendement n° 37 : imputation du coût de la délivrance des garanties d'origine ; adopté. - **Art. 9 bis** (Art. 8 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Conditions de mise en oeuvre des appels d'offres de l'Etat dans le domaine des ENR) (p. 3505) : son amendement n° 38 : clarification ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3505) : s'oppose aux amendements analogues n° 79 de M. Marcel Deneux, n° 202 de M. Jean-Pierre Vial et n° 286 de M. Thierry Repentin (rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF). - **Art. 10 bis A** (Art. L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales - Recours aux baux emphytéotiques administratifs pour implanter des installations de production d'électricité d'origine renouvelable) (p. 3506) : son amendement n° 39 :

suppression ; adopté. - **Art. 10 bis B** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Rémunération dans les tarifs de l'obligation d'achat de la contribution des installations aux objectifs de la politique énergétique) : son amendement n° 302 : prise en compte des impacts environnementaux des installations de production dans le tarif de rachat des énergies renouvelables ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 10 ter** (p. 3507) : demande le retrait de l'amendement n° 176 de M. Jean Desessard (développement de l'énergie éolienne). - **Art. additionnel avant ou après l'art. 10 ter** (p. 3507, 3508) : demande le retrait de l'amendement n° 116 de M. Yves Détraigne (élaboration obligatoire des schémas régionaux éoliens).

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien) (p. 3536, 3537) : son amendement n° 40 : réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 ; adopté après modification par les sous-amendements n° 115 de M. Yves Détraigne (accompagnement de la proposition de la commune d'éléments facilitant l'appréciation de l'intérêt du projet au regard du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques et de la nécessaire protection des paysages), n° 209 de M. Ambroise Dupont (obligation pour le préfet de veiller à la cohérence départementale des ZDE) et les sous-amendements identiques n° 151 de M. Roland Courteau et n° 168 de M. Jean-François Le Grand (rédaction). (p. 3542, 3544) : sur son amendement n° 40 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Yves Détraigne n° 114 (nécessaire compatibilité des ZDE avec le schéma régional éolien) et n° 80 (définition des ZDE sur avis du président du conseil général), de M. Jean-François Le Grand n° 126 (suppression de dispositions superfétatoires), de M. Ambroise Dupont n° 210 (limitation du dispositif transitoire aux installations situées en dehors du périmètre d'une ZDE approuvée par le préfet) et n° 208 (allongement des délais impartis au préfet et à la commission départementale des sites pour la définition des ZDE), de M. Jean Desessard n° 179 (suppression de la possibilité pour les communes de fixer des plafonds de puissance) et de M. Roland Courteau n° 122 (admissibilité des installations de très petite taille à l'obligation d'achat). Sur son amendement n° 40 précité, estime satisfaits les sous-amendements n° 127 de M. Jean-François Le Grand (définition des ZDE par la ou les communes), n° 295 de M. Marcel Deneux (prise en compte des propositions et des avis des communes ou des groupements de communes pour la définition des ZDE), n° 97 de M. Xavier Pintat (possibilité pour les groupements de communes de proposer la création de ZDE) et demande le retrait du n° 81 de M. Marcel Deneux (possibilité pour les communes de fixer des normes de puissance électrique installée plutôt qu'un plancher ou un plafond). S'oppose aux amendements de M. Roland Courteau n° 118 (suppression) et n° 119 (relèvement du seuil d'admissibilité à l'obligation d'achat) ainsi qu'au n° 178 de M. Jean Desessard (admissibilité à l'obligation d'achat des installations d'éoliennes dont la puissance installée est inférieure à 20 mégawatts). Sur son amendement n° 40 précité, accepte les sous-amendements de M. André Vasselle n° 180 (précision de la date de départ du délai à compter duquel le préfet arrête les ZDE), de M. Jacques Valade n° 310 (préservation des monuments historiques et des sites remarquables et protégés), de M. Roland Courteau n° 124 (autorisation des EPCI à faire des propositions de ZDE) et n° 121 (obligation pour le schéma régional éolien de tenir compte des ZDE), de M. Thierry Repentin n° 312 (autorisation des groupements de communes à faire des propositions de ZDE et conditions de consultation des communes limitrophes) et de M. Jean-François Le Grand n° 167 (rédaction) qu'il se propose d'intégrer dans son amendement n° 40 précité avant de le rectifier. (p. 3545, 3546) : rectifie son amendement n° 40 précité, afin d'y intégrer les sous-amendements précités n° 180 de M. Alain Vasselle, n° 310 de M. Jacques Valade, n° 124 et n° 121 de M. Roland Courteau, n° 312 de M. Thierry Repentin et n° 167 de M. Jean-François Le Grand. Sur son amendement n° 40 rectifié précité, accepte les sous-amendements n° 115 de M. Yves Détraigne (accompagnement de la proposition de la commune d'éléments

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

facilitant l'appréciation de l'intérêt du projet au regard du potentiel éolien, des possibilités de raccordement aux réseaux électriques et de la nécessaire protection des paysages), n° 209 de M. Ambroise Dupont (obligation pour le préfet de veiller à la cohérence départementale des ZDE) et les sous-amendements identiques n° 151 de M. Roland Courteau et n° 168 de M. Jean-François Le Grand (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 177 de M. Jean Desessard (obligation pour chaque région de mettre en place un schéma régional éolien). Intégration difficile des ZDE. Risques de contentieux. (p. 3547) : réponse à M. Gérard Le Cam. Absence d'ambiguïté dans son amendement n° 40 précité quant au devenir des petits parcs éoliens s'agissant du régime transitoire. (p. 3548) : adoption à l'unanimité de la commission de son amendement n° 40 précité dans sa rédaction rectifiée. - **Art. additionnel avant l'art. 10 ter (précédemment réservé)** (p. 3553) : son amendement n° 41 : clarification du régime d'octroi des permis de construire des éoliennes off-shore ; adopté. Estime l'amendement n° 177 de M. Jean Desessard (obligation pour chaque région de mettre en place un schéma régional éolien) satisfait par la nouvelle rédaction de l'article 10 ter qui a été adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 ter** (p. 3554, 3555) : son amendement n° 303 : autorisation des communautés de communes à adopter une TPZ pour les zones de développement de l'éolien ; adopté après modification par le sous-amendement n° 313 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. - **Art. 10 quater** (Art. L. 553-3 du code de l'environnement - *Garanties financières pour démantèlement des éoliennes*) (p. 3556) : son amendement n° 42 : constitution, dès le début de la construction d'installations off-shore, de garanties financières pour financer leur démantèlement ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 147 de M. Roland Courteau (suppression). - **Art. 10 quinquies** (Art. L. 211-1 du code de l'environnement - *Prise en compte des objectifs environnementaux de la politique énergétique dans les objectifs de la gestion de l'eau*) (p. 3557) : son amendement n° 43 : contribution de la production hydroélectrique à la sécurité du système électrique ; adopté. - **Art. 10 sexies** (Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Évaluation du potentiel de développement des ENR par zone géographique*) : son amendement n° 44 : élaboration par les gestionnaires de réseaux de distribution dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, d'un bilan prévisionnel de l'équilibre entre l'offre et la demande pour leur zone de desserte ; adopté. - **Art. 10 septies** (Art. L. 212-1 et L. 212-5 du code de l'environnement - *Prise en compte par les SDAGE et les SAGE de la PPI et de l'évaluation du potentiel hydroélectrique des bassins et des sous-bassins*) (p. 3558) : son amendement n° 45 : suppression de la prise en compte de la programmation pluriannuelle des investissements dans les SDAGE et les SAGE ; adopté. - **Art. 10 nonies** (Art. 2-1 [nouveau] de la loi du 16 octobre 1919 - *Bilan énergétique des actes administratifs relatifs à la gestion de la ressource en eau*) (p. 3559) : son amendement n° 46 : exonération des SAGE de l'obligation de produire un bilan énergétique ; adopté. - **Art. 11** (Art. 2 de la loi du 16 octobre 1919 - *Mesures destinées à favoriser le développement de l'énergie hydroélectrique*) : son amendement n° 47 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A** (p. 3560) : demande le retrait des amendements identiques n° 203 de M. Jean-Pierre Vial et n° 287 de M. Thierry Repentin (exonération de l'énergie électrique utilisée pour le pompage, de la contribution au service public de l'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A ou après l'art. 11 quater** (p. 3561) : demande le retrait des amendements analogues n° 106 de M. Ladislav Poniatowski et n° 277 de M. Philippe Marini (possibilité pour le producteur d'électricité de construire des ouvrages de raccordement d'une installation de production d'électricité aux réseaux). - **Art. 11 sexies** : son amendement n° 304 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11 sexies** : s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Roland Courteau (limitation du bénéfice du crédit d'impôt pour les pompes à chaleur, aux climatiseurs installés dans des logements occupés par des personnes âgées ou handicapées). - **Art. additionnel avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3563) : accepte les amendements identiques n° 82 de M. Marcel Deneux, n° 107 de M. Ladislav Poniatowski et n° 268 de M. Philippe Marini

(renforcement des missions de surveillance des marchés de l'électricité de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence). - **Art. additionnel avant l'art. 12 A** (p. 3564) : demande le retrait de l'amendement n° 83 de M. Marcel Deneux (fixation par la commission de régulation de l'énergie des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution d'électricité) qu'il estime satisfait. - **Art. additionnels avant l'art. 12 A ou avant l'art. 17 bis A** (p. 3565) : accepte l'amendement n° 270 de M. Philippe Marini (octroi aux agents de la commission de régulation de l'énergie et à ceux de la direction générale de la concurrence, d'un droit de contrôle sur les entreprises exerçant des activités de négoce) et les amendements identiques n° 85 de M. Marcel Deneux, n° 108 de M. Ladislav Poniatowski et n° 269 de M. Philippe Marini (renforcement des missions de surveillance des marchés du gaz de la commission de régulation de l'énergie et possibilité de saisir le Conseil de la concurrence). - **Art. additionnel avant l'art. 12 A** (p. 3566) : demande le retrait de l'amendement n° 86 de M. Marcel Deneux (fixation par la commission de régulation de l'énergie des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz), qu'il estime satisfait. - **Art. 12 BA** (Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Règles relatives à la contribution au service public de l'électricité*) (p. 3567) : demande le retrait des amendements n° 109 de M. Ladislav Poniatowski (suppression) et n° 273 de M. Philippe Marini (suppression partielle). Base légale indispensable à la perception de la CSPE en cas de retard ou d'annulation de l'arrêté. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3569, 3571) : accepte les amendements identiques n° 204 de M. Jean-Pierre Vial, n° 262 de M. Daniel Dubois et n° 288 de M. Thierry Repentin (plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site) rectifiés dans le sens suggéré par la commission. Conscient cependant de l'imperfection juridique du dispositif. Nécessité de le peaufiner avec les services du ministère d'ici à la commission mixte paritaire. - **Art. 12 BB** (Art. 5 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Tarifs de cession*) (p. 3572) : son amendement n° 48 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 12B** (p. 3572, 3573) : son amendement n° 49 : possibilité pour les opérateurs électriques qui supportent les charges liées au service public de l'électricité, de récupérer ces sommes auprès de la CDC selon un rythme trimestriel ; adopté. - **Art. 12 D** (*Incitations dans les tarifs à la maîtrise de la consommation d'électricité pendant les périodes de pointe de consommation*) (p. 3573) : son amendement n° 50 : suppression pour coordination ; adopté. - **Art. 12** (Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2008 - *Amélioration de la prévision des risques de déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité*) (p. 3574) : son amendement n° 51 : suppression pour coordination ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 285 de M. Roland Courteau (mise en oeuvre de la programmation annuelle des investissements y compris en l'absence de conventions de concessions entre les communes et l'opérateur d'électricité), qu'il estime satisfait. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 3575) : demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. Marcel Deneux (saisine pour avis de la commission de régulation de l'énergie sur les projets de règlement ayant un effet direct sur l'accès aux réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel). - **Art. 12 bis** (*Prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation des réseaux*) (p. 3576) : s'oppose aux amendements respectivement identiques et portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Vial n° 205, 206 et 207 et de M. Thierry Repentin n° 289, 290 et 291 (rétablissement de l'article 12 bis supprimé par l'Assemblée nationale). Mise en péril de la péréquation. - **Art. 13** (Art. 21-1 [nouveau] de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - *Amélioration du régime applicable aux réseaux de transport et de distribution d'électricité*) (p. 3578, 3579) : ses amendements n° 52 et 53 : clarification et simplification du dispositif d'évaluation et de contrôle de la qualité de l'électricité ; adoptés. Sur son amendement n° 52 précité, accepte le sous-amendement n° 98 de M. Xavier Pintat (cohérence rédactionnelle). Demande le retrait de l'amendement n° 257 de M. Yves Coquelle (prise en compte des impératifs de continuité et de sécurité du service

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

public de l'électricité) qu'il estime satisfait par ses amendements précités n° 52 et 53. - **Art. 13 bis** (Art. 22 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Règles relatives à l'éligibilité des distributeurs non nationalisés, DNN) (p. 3580, 3581) : à titre personnel, ne votera pas les amendements identiques n° 88 de M. Marcel Deneux et n° 272 de M. Philippe Marini (précision du champ d'application de l'article), pour lesquels la commission a émis un avis de sagesse. Éligibilité totale des DNN pour approvisionner leurs clients éligibles et non éligibles situés hors de leur zone de desserte depuis la loi du 9 août 2004. Conditions juridiques favorables à l'exercice de leurs activités dans le cadre de l'ouverture des marchés à la concurrence. Bénéfice d'un tarif de cession hors marché et de la réversibilité de l'éligibilité. Intérêt de la création d'une société commerciale pour la clarification des activités des DNN hors de leur zone de desserte et la garantie d'une concurrence équitable. S'interroge dès lors sur la réticence des DNN à créer des filiales. (p. 3584) : à titre personnel, votera contre les amendements identiques n° 99 de M. Xavier Pintat, n° 215 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 230 de M. Thierry Repentin (exonération des distributeurs soumis à l'impôt sur les sociétés de la restriction d'activité) pour lesquels la commission a émis un avis de sagesse. - **Art. additionnel après l'art. 13 ter** (p. 3586) : son amendement n° 305 : clarification des dispositions relatives au financement du raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité ; adopté après modification par le sous-amendement n° 311 de M. Ladislav Poniatowski (modalités du raccordement destiné à desservir une installation de production d'électricité), qu'il accepte. - **Art. 13 quater** (Art. 7 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Régime d'incompatibilité lié à l'exercice de la présidence de RTE) (p. 3587) : son amendement n° 54 : incompatibilité de la présidence de RTE avec l'exercice de toute responsabilité en lien direct avec une activité concurrentielle dans une entreprise du secteur énergétique ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 13 quinquies** (p. 3588) : s'oppose à l'amendement n° 144 de M. Roland Courteau (rétablissement du financement des charges imputables aux missions du service public par les opérateurs du secteur de l'électricité). - **Art. 13 sexies** (Règles d'éligibilité pour les sites de consommation créés après le 1er juillet 2004) : son amendement n° 55 : suppression de la limitation du dispositif dans le temps ; retiré. Estime satisfait l'amendement n° 258 de M. Yves Coquelle (restriction des règles d'éligibilité à la prise en compte des droits précédemment exercés par le seul consommateur du site). - **Art. 14 bis** (Dégrèvement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les travaux d'économies d'énergie effectués par les bailleurs sociaux) (p. 3590) : son amendement n° 56 : codification ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 200 de M. Roland Courteau (suppression du plafond du dégrèvement et affectation du solde des dépenses déductibles sur des immeubles relevant du même centre des impôts au nom du même bailleur et au titre de la même année). - **Art. 17** (Art. 45 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 - Substitution du Conseil supérieur de l'énergie au CSEG) (p. 3592) : son amendement n° 57 : suppression de la compétence consultative du Conseil supérieur de l'énergie en matière de sécurité sociale ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 17** : son amendement n° 58 : consultation de la Caisse nationale des industries électriques et gazières sur les projets de dispositions législatives ou réglementaires ayant des incidences sur l'équilibre financier du régime ou entrant dans son domaine de compétences ; adopté. - **Art. 17 bis A** (Art. 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution) : Ses amendements n° 59 : simplification des procédures de fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution ; et n° 306 : cohérence ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis A** (p. 3593, 3594) : son amendement n° 60 : insertion du dispositif prévu par l'article 12 D du projet de loi, relatif aux incitations tarifaires limitant la consommation pendant les périodes de pointe ; adopté après modification par le sous-amendement n° 214 de M. Ladislav Poniatowski (détermination par les gestionnaires de réseau des périodes de différenciation des tarifs d'utilisation des réseaux) qu'il accepte. Accepte l'amendement n° 264 de M. Philippe Nogrix (simplification des procédures fixant les évolutions tarifaires pour les fournitures livrées sous une puissance

supérieure à 36 kVA). - **Art. 17 bis B** (Art. 7 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Fixation des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution) (p. 3595) : demande le retrait de l'amendement n° 233 de M. Philippe Nogrix (publication et transmission simultanées par la CRE de ses propositions tarifaires). Problématique d'une décision du Gouvernement qui serait non conforme à l'avis de la CRE. (p. 3596) : accepte l'amendement n° 111 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les opérateurs de demander une évolution tarifaire). Ses amendements n° 61 et 307 : rédaction ; adoptés. (p. 3597) : demande le retrait de l'amendement n° 275 de M. Philippe Marini (publication de ses avis par la CRE à défaut de décision des ministres chargés de l'économie et de l'énergie dans le délai d'un mois à compter de leur transmission). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis B** (p. 3598) : accepte, à titre personnel, l'amendement n° 315 du Gouvernement (instauration, à compter du 1er janvier 2007, de mesures visant à développer l'électrification dans la collectivité départementale de Mayotte) non examiné en commission, après s'en être remis à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 89 de M. Adrien Giraud (compensation des surcoûts de gestion clientèle et des coûts liés à la maîtrise de l'énergie supportés par les fournisseurs d'électricité de la collectivité départementale de Mayotte). - **Art. 17 bis** (Art. 23 et 38 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Saisine de la Commission de régulation de l'énergie) (p. 3599) : son amendement n° 62 : rétablissement de l'article 17 bis supprimé par l'Assemblée nationale en précisant l'impossibilité pour un client résidentiel de saisir la CRE d'une demande de règlement de différend ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 3600, 3601) : son amendement n° 308 : rédaction ; adopté. Accepte les amendements n° 112 de M. Ladislav Poniatowski (pouvoir d'injonction de la CRE dans le règlement des différends) et n° 279 de M. Philippe Marini (prérogative de la CRE en matière d'astreintes pour l'accès aux réseaux). - **Art. additionnels avant l'art. 18** (p. 3602) : son amendement n° 63 : approbation par la CRE des méthodes de calcul des écarts et des compensations financières ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 260 de M. Yves Coquelle (instauration d'une tarification spéciale pour la fourniture de l'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 18** (p. 3603) : souhaite entendre le Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Jean-Paul Amoudry (conditions de cession et de transfert de l'énergie réservée). - **Art. additionnels avant l'art. 22** (p. 3604) : ses amendements n° 64 : garantie de l'accès des gestionnaires d'un réseau de transport de gaz aux informations utiles à l'accomplissement de leurs missions ; et n° 65 : simplification des règles comptables relatives aux revenus provenant de la propriété des réseaux publics de distribution de gaz ; adoptés. - **Art. 23** (Art. 22-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Information sur la cartographie des réseaux publics de distribution de gaz naturel) (p. 3605) : son amendement n° 66 : limitation des obligations d'information relatives à la cartographie des réseaux de gaz aux seules infrastructures existantes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 100 de M. Xavier Pintat (transmission aux EPCI et aux syndicats mixtes, des informations relatives aux infrastructures gazières lorsque la compétence afférente à la distribution publique du gaz leur a été transférée) qu'il accepte. - **Art. 24** (Art. 25-1 [nouveau] de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Création de nouveaux réseaux publics de distribution de gaz) (p. 3606) : s'oppose aux amendements n° 145 de M. Roland Courteau (suppression) et n° 91 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité pour une collectivité gérant une entreprise publique locale d'électricité d'octroyer, à leur échéance, des concessions de gaz dont GDF était jusqu'alors titulaire). Création d'une exception au monopole de GDF. Fin des tarifs péréqués pour le client. Risque de mise en cause des droits exclusifs de GDF dans leur totalité. - **Art. additionnel après l'art. 24** (p. 3607) : à titre personnel, votera l'amendement n° 266 du Gouvernement (mise en oeuvre d'un dispositif tendant à augmenter le volume des transactions sur Powernext ou à organiser des mises en enchères de capacité), amendement déposé initialement par M. Gérard Longuet, et sur lequel la commission avait émis un avis défavorable. - **Art. 26** (Art. 26 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 - Modalités de raccordement des consommateurs de gaz naturel) (p. 3608) : son amendement n° 67 : limitation de l'application du dispositif

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

aux seuls gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz et définition par décret en Conseil d'Etat des conditions de raccordement aux réseaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 101 de M. Xavier Pintat (consultation des organisations nationales représentatives des autorités organisatrices de la distribution publique de gaz sur les conditions et les méthodes de calcul des participations) qu'il accepte. - **Art. 27** (*Sanctions pénales pour atteinte aux installations gazières*) (p. 3609) : accepte l'amendement n° 154 de M. Marcel Deneux (extension des sanctions aux atteintes à la sécurité des canalisations d'hydrocarbures liquides et liquéfiés ou de produits chimiques). - **Art. additionnel après l'art. 27** : accepte l'amendement n° 316 du Gouvernement (pouvoirs d'intervention du ministre chargé de l'industrie pour contraindre les gestionnaires de réseaux, notamment en fontes grises, à les résorber à leur frais). - **Art. additionnel après l'art. 27 bis** (p. 3610) : accepte l'amendement n° 232 de M. Ladislav Poniatowski (transformation de l'Institut français du pétrole en établissement public national à caractère industriel et commercial). - **Art. 28 ter** (*Art. 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Information du GRT d'électricité*) (p. 3611) : son amendement n° 68 : suppression partielle pour coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 28 quinquies** (p. 3612) : accepte l'amendement n° 317 du Gouvernement (modification de la fourchette du taux de la contribution tarifaire sur la prestation de transport d'électricité). - **Art. additionnel après l'art. 28 sexies** : accepte l'amendement n° 102 de M. Xavier Pintat (habilitation du président de la CRE à saisir le Conseil de la concurrence des pratiques anticoncurrentielles définies aux articles L. 420-1 et L. 420-2 du code de commerce). - **Art. additionnel avant l'art. 30 bis** (p. 3613) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Roland Courteau (abrogation de l'arrêté du 26 janvier 2004 permettant de classer "secret défense" le transport civil des matières nucléaires). - **Art. 30 bis** (p. 3614) : son amendement n° 69 : rédaction ; adopté. - **Art. 31** (*Habilitation du Gouvernement à créer la partie législative du code de l'énergie*) : accepte l'amendement n° 296 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à codifier par ordonnances le code des mines). - **Art. additionnel après l'art. 31** (p. 3615) : accepte l'amendement n° 149 de M. Adrien Giraud (application à Mayotte des modifications apportées par le présent projet de loi). - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 309 : nouvel intitulé - Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3618) : souhaite l'adoption du texte à l'issue du marathon énergétique. Remerciements. Satisfait de l'accord unanime sur le problème des éoliennes. Se réjouit de la bonne collaboration avec le Gouvernement. Heureux de la réalité du "bouquet" énergétique dont dispose désormais la France.

- *Commission mixte paritaire* [n° 410 (2004-2005)] - (23 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4507, 4508) : dispositif tentant de répondre aux préoccupations des deux assemblées. Compromis au sujet des éoliennes. Question des électro-intensifs et du plafonnement de la CSPE. Pouvoir de surveillance des marchés énergétiques. Suppression de trois dispositifs adoptés par le Sénat en deuxième lecture. Favorable à ce texte élaboré par la CMP. - **Art. 10 bis B** (p. 4529) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (rédaction). - **Art. 14 bis A** : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (plafonnement de la CSPE au profit des sociétés industrielles grandes consommatrices d'énergie).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis (p. 8467) : budget en augmentation. Nécessité de donner à la recherche française de grandes orientations thématiques. Interrogation sur l'intervention du Parlement dans le cadre de la LOLF : souhait d'amélioration du cadrage entre la programmation des moyens de la rentrée universitaire et l'année budgétaire. Ambition des objectifs fixés pour l'amélioration des performances de publication dans les revues scientifiques. Avis favorable à l'adoption de ce budget.

- **Projet de loi de programme pour la recherche** [n° 91 (2005-2006)] - (16 décembre 2005) - rapporteur de la commission spéciale sur la recherche. - **Discussion générale** (p. 9756, 9757) : projet de loi crucial pour l'avenir de notre pays. Moyens indispensables mais insuffisants en matière de recherche. Nécessité d'augmenter la capacité d'orientation de la recherche française, aussi bien sur le plan national que sur le plan local. Regroupement des forces sur le terrain à l'échelle d'un territoire, au travers des PRES, ou d'une thématique. Proposition pour améliorer le projet de loi sur certains points. Mobilité professionnelle. Ajustements d'ordre technique ou organisationnel. - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9806) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Ivan Renar (rôle et composition de l'Agence nationale de la recherche). S'oppose à l'amendement n° 80 de Mme Marie-Christine Blandin (organisation d'un débat national définissant les outils et les priorités de la politique nationale de recherche et d'innovation). (p. 9810) : s'oppose à l'amendement n° 81 de Mme Marie-Christine Blandin (définition de la notion de recherche et de production de connaissances).

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 112-1 du code de la recherche - Mission d'expertise*) (p. 10182) : accepte le sous-amendement n° 94 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur son amendement n° 151 : cohérence ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 10183, 10184) : ses amendements n° 32 : inscription de l'expertise scientifique dans les missions individuelles des personnels de recherche ; adopté ; et n° 33 : extension des réglementations précisant les différents types d'expertise et de responsabilité à l'ensemble des établissements de recherche ; rejeté. - **Art. 7** (*Agence nationale de la recherche*) (p. 10185) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 96 (rapport annuel sur les finances de l'ANR) et n° 109 (instauration d'un conseil scientifique au sein de l'ANR) ainsi qu'à l'amendement n° 110 de M. Serge Lagache (création d'un collège d'experts au sein de l'Agence nationale de la recherche). (p. 10187) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 108 de M. Serge Lagache (clarification du statut juridique de l'Agence nationale de la recherche). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 10188) : s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 95 de Mme Marie-Christine Blandin et n° 112 de M. Daniel Raoul (financement de projets blancs). (p. 10189) : s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Daniel Raoul (affectation d'une part des crédits accordés à un projet au fonctionnement de l'établissement qui l'héberge). (p. 10190) : son amendement n° 34 : meilleure représentation parlementaire au sein du conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle ; retiré. - **Art. 9** (*Art. L. 321-6 nouveau du code de la recherche - Activités de valorisation des établissements publics à caractère scientifique et technologique*) (p. 10193) : ses amendements portant sur le même objet n° 36 et 37 : extension aux PRES et aux réseaux thématiques de recherche avancée de la possibilité de faire appel à des structures externes de valorisation ; adoptés. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 10194) : son amendement n° 38 : transformation de l'Académie des technologies en établissement public ; adopté. - **Art. 10** (*Art. L. 762-3 [nouveau] du code de l'éducation - Activités de valorisation des établissements publics d'enseignement supérieur*) : son amendement n° 39 : possibilité pour les PRES et les réseaux thématiques de recherche de faire appel à des structures externes de valorisation dans les mêmes conditions que les universités ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 10** (p. 10195) : son amendement n° 40 : possibilité pour les PRES et les réseaux thématiques de recherche de créer des services internes de valorisation sous la forme de services d'activités industrielles et commerciales ; adopté. - **Art. 14** (*Art. L. 122-32-22, L. 122-32-23, L. 122-32-25 et L. 122-32-27 du code du travail - Application aux dirigeants de jeunes entreprises innovantes des dispositions applicables aux bénéficiaires du congé pour création d'entreprise*) (p. 10197) : son amendement n° 160 : rectification ; adopté. - **Art. 16** (*Art. 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 - Marchés publics*) (p. 10201, 10202) : son amendement n° 150 : extension, aux marchés de travaux nécessaires pour l'activité de recherche, de la dérogation au code des marchés publics ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 16** : son amendement n° 45 :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

extension des dispositions concernant les docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie aux titulaires de doctorat dans d'autres disciplines ; retiré. (p. 10203) : accepte l'amendement n° 115 de M. Philippe Adnot (possibilité pour les laboratoires de référence de faire appel à des capitaux extérieurs). - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10206, 10207) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement (implantation en France du réacteur de recherche nucléaire, ITER), son sous-amendement n° 149 ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 10212) : son amendement n° 51 : rédaction ; adopté.

de **RICHEMONT (Henri)**
sénateur (Charente)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 62 (2004-2005)] renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société - Éducation.**

Proposition de loi tendant à la création d'un crédit d'impôt équivalent au gain représenté par l'application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux prestations rendues par les avocats [n° 254 (2004-2005)] (16 mars 2005) - **Justice - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 2429, 2431) : sous-estimation des violences conjugales. Importance de l'arsenal juridique existant. Incertitudes quant à la notion d'incapacité totale de travail, ITT. Mesures répressives et préventives. Six actions retenues par la commission concernant les circonstances aggravantes, le viol au sein du couple et l'interdiction du domicile conjugal. Evocation des propositions non retenues. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2453) : accepte l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes) et s'oppose aux amendements, portant sur le même objet, n° 5 de M. Roland Courteau, n° 23 de Mme Gisèle Gautier et n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2457) : s'oppose aux amendements analogues n° 10 de M. Roland Courteau, n° 30 de Mme Muguette Dini et n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat (formation des personnels amenés à détecter les violences conjugales). (p. 2459) : dispositions relevant du domaine réglementaire. (p. 2461) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 12 de M. Roland Courteau, n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 25 de Mme Gisèle Gautier (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres). - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2463, 2464) : s'oppose à l'amendement n° 24 de Mme Muguette Dini (lutte contre le mariage forcé). (p. 2465) : s'oppose à l'amendement n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat (plan national d'action contre les violences conjugales). (p. 2466) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat (édition de statistiques sexuées dans le recensement des crimes et délits). - **Art. 1er** (Art. 132-80 [nouveau], 222-3, 222-8, 222-10, 222-12, 222-13 du code pénal - *Définition du principe général d'aggravation de la peine pour les infractions commises au sein du couple - Extension de cette circonstance aggravante aux faits commis par la personne liée à la victime par un pacte civil de solidarité et par l'ancien conjoint, l'ancien concubin ou l'ancien pacsé*) (p. 2467) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Jean-René Lecerf (limitation dans le temps de la circonstance aggravante liée à la qualité de conjoint) mais accepte son amendement portant sur le même objet n° 2. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Roland Courteau (suivi psychologique des auteurs des violences conjugales). (p. 2470, 2471) : s'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint). (p. 2472, 2473) : jurisprudence de la Cour de cassation en matière de violences morales. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 2474, 2476) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de Mme Alima Boumediene-Thiery (incrimination de la privation des pièces d'identité ou relatives au titre de séjour d'un étranger par son conjoint) et s'oppose à l'amendement n° 18 de Mme Dominique Voynet (sanctions du harcèlement au mariage). (p. 2476, 2477) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Dominique Voynet n° 19,

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

20 et 21 (prise en charge des jeunes gens victimes de harcèlement au mariage). - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 2478) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Roland Courteau (accès à l'aide juridictionnelle pour les victimes de violences conjugales). (p. 2479) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Roland Courteau (création d'une antenne de psychiatrie et de psychologie légale dans chaque TGI). - **Art. additionnel après l'art. 3 ou après l'art. 5** (p. 2480) : s'oppose aux amendements n° 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide financière aux victimes de violences conjugales) et n° 17 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prise en charge par l'Etat de l'ensemble des victimes ayant subi des violences d'une très grande gravité). - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 2482) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Roland Courteau (extension aux conjoint, concubin et partenaire lié par un PACS de la notion de "victimes de violences habituelles"). - **Art. 5** (Art. 132-45 du code pénal, art. 138 du code de procédure pénale - Éloignement du domicile du couple de l'auteur des violences dans le cadre des obligations du sursis avec mise à l'épreuve et du contrôle judiciaire) (p. 2483) : s'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat (prise en charge thérapeutique obligatoire pour l'auteur de violences conjugales). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2484) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Roland Courteau (obligation de soins spécialisés pour les auteurs de violences conjugales). (p. 2485) : s'oppose aux amendements n° 13 de M. Roland Courteau (réparation intégrale des dommages subis par les victimes de violences conjugales) et n° 41 de Mme Josiane Mathon-Poinat (intégration des victimes de violences conjugales dans le champ des recours en indemnité). (p. 2486) : s'oppose à l'amendement n° 29 de Mme Muguette Dini (suppression du recours à la médiation pénale). (p. 2487) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Dominique Voynet (renouvellement du titre de séjour des étrangers victimes de violences conjugales). (p. 2488) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat (aide juridictionnelle automatique pour les victimes d'agressions sexuelles ou physiques). (p. 2489) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Roland Courteau (rapport du Gouvernement sur la politique nationale de lutte contre les violences conjugales).

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3282, 3285) : nécessité de créer un registre international attractif et compétitif. Exemple des Etats membres de l'Union européenne. Dénonciation du registre TAAF. Place de la France au sein de l'OMI. Equilibre et architecture du texte préservés après le vote de l'Assemblée nationale. Nécessité de maintenir l'obligation de nationalité du commandant et de son substitué malgré l'avis de la CJCE. Mesures fiscales en faveur de l'emploi en mer et à terre. Dénonciation de l'accusation de pavillon de complaisance. - **Question préalable** (p. 3292) : le groupe UMP votera contre la motion n° 31 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er (Objectifs du registre international français)** (p. 3295) : défavorable à l'amendement n° 1 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 3 (Règles applicables aux navires immatriculés au RIF)** (p. 3297) : défavorable à l'amendement n° 4 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression). - **Art. 4 (Conditions de nationalité des navigants)** (p. 3301) : défavorable à l'amendement n° 8 de M. Pierre-Yvon Trémel (prise en compte de l'effectif embarqué). - **Art. 12 (Conditions de travail et de rémunération applicables à bord des navires)** (p. 3307) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Pierre-Yvon Trémel (application du code du travail maritime). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3313) : texte volontariste. Confiance quant à l'attractivité du RIF, même s'il n'est pas encore suffisamment compétitif.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 24 bis (Simplification du régime des GIE fiscaux)** (p. 9933) : son amendement n° 182 : clarification du régime du GIE fiscal ; adopté. - **Art. 26 (Mise en conformité des mesures en faveur du transport maritime avec les nouvelles orientations communautaires sur les aides d'Etat en faveur de ce secteur)**

(p. 9944) : son amendement n° 158 : aménagement du dispositif d'aide au transport maritime ; adopté.

RICHERT (Philippe)
sénateur (Bas-Rhin)
NI, puis UMP

Election le 20 février 2005.

Vice-Président du Sénat à compter du 2 mars 2005 ; a présidé les séances des 3, 15, 16, 18, 19, 22, 24, 29 mars, 8, 12, 13, 14 avril, 2, 12 mai, 14, 15, 28, 29 juin, 5, 12 juillet, 4, 12, 20, 25, 26 octobre, 8, 10, 15, 17, 23, 28, 30 novembre, 2, 3, 9, 10, 11 et 14 décembre 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 1er mars 2005.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3 le 29 mars 2005.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France le 29 mars 2005.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive le 29 mars 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance-chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma dans le cadre de la solidarité interprofessionnelle [n° 423 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Culture - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1886) : donne lecture de la lettre du Gouvernement proposant la modification de l'ordre du jour pour la poursuite de la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. (p. 1891, 1892) : accepte de suspendre la séance à la demande des sénateurs de l'opposition.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1912) : réponse à M. Todeschini sur son rappel au règlement. Le Sénat décidera l'organisation raisonnable de la suite du débat en fonction de l'état d'avancement des travaux à l'issue de la présente séance. (p. 1919) : réponse à Mme Annie David sur l'organisation de la poursuite de la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Nécessité de laisser le débat se poursuivre dans les meilleures conditions. - **Art. 23 (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM)** (p. 1942) : intervient sur les mouvements de séance suscités par la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 23 du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. (p. 1944) : légitimité de cette demande prévue par la Constitution et le règlement du Sénat. Nécessité d'avancer dans le débat et de réduire l'obstruction au minimum. (p. 1949) : fait appel à la bonne volonté de chacun pour faire avancer le débat dans de bonnes conditions. Regrette la primauté des questions de procédure sur le débat de fond. Invite les orateurs des divers groupes à faire preuve de brièveté.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 35** (p. 2551, 2552) : soutient l'amendement n° 50 de M. Roland du Luart (consultation pour avis des principales associations d'élus sur les projets de décrets d'application à la présente loi) ; adopté. Conséquences financières pour les collectivités. Exemple dans son département de la difficulté de concertation entre le responsable départemental de l'Etat et les élus locaux. Votera ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2646, 2649) : salue la performance du Gouvernement. Mesures allant

dans la bonne direction en dépit de nécessaires adaptations. Le groupe UMP soutiendra les amendements proposés par les rapporteurs. Nécessaire prise de conscience des enjeux et d'une modification des comportements des Français et des administrations. Exemple des double réseaux mis en place en Allemagne. Nécessité de traiter l'eau en considérant l'ensemble du cycle. Pertinence du développement prioritaire des SAGE, du principe pollueur-payeur et de celui de la solidarité. Confirmation satisfaisante de la place et du rôle des agences de l'eau. Déçu quant à la place réservée au conseil général. Non-reconnaissance de son rôle de proximité, de cohérence, de péréquation et de solidarité. Innovations indispensables en matière d'assainissement individuel. Nécessité de lutter contre la prolifération des puits de captage sauvages. Inquiet de l'ouverture au privé de l'activité des SATESE. Préservation indispensable des moyens publics d'expertise et d'intervention. Nécessité de veiller au maintien des opérateurs publics au côté des entreprises privées. Texte de référence et d'importance capitale. Le groupe UMP soutiendra ce texte équilibré et amendé par les commissions.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Rappel au règlement** (p. 3090) : discussion du texte conforme à la décision prise. - **Art. 1er (priorité) (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable)** (p. 3096) : référence au règlement du Sénat sur le sort des amendements.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Chili** - (28 juin 2005) (p. 4653).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Guatemala** - (4 octobre 2005) (p. 5658).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5811) : respect de la LOLF. Mise en oeuvre de l'autorisation budgétaire donnée par le Parlement.

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2005) (p. 5816) : association à l'indignation de M. Josselin de Rohan et volonté de voir assurer dans les institutions de la République la place de la Haute Assemblée.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)] (suite)** - (12 octobre 2005) - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5862) : souhait d'une présentation claire des budgets pour une bonne compréhension.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. (p. 8514, 8515) : budget en progression. Conditions du respect du principe d'égalité des chances au sein du système scolaire. Mise en oeuvre des programmes personnalisés de réussite éducative, PPRE. Ouverture insuffisante du dispositif d'aide sociale aux élèves ; élargissement indispensable de l'octroi des bourses. Renforcement du caractère professionnel de la formation dispensée dans les IUFM ; retour au modèle des IPES. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission. Dépôt d'un amendement visant à abonder les crédits du programme "enseignement technique agricole".

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9277) : intervient sur les amendements de suppression n° II-165 de M. Thierry Foucaud, n° II-266 de M. Michel Mercier et n° II-349 de M. Marc Massion. Plafonnement de la taxe professionnelle calculé en tenant compte du taux actuel. Difficulté pour les départements qui

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n'ont pas augmenté leurs taux ces dernières années. Exemple du Bas-Rhin.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. 32 bis (Aménagement des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des biens mis à disposition d'une personne par une autre)** (p. 10005, 10006) : défavorable à l'amendement n° 37 de la commission (suppression). Mesure de bon sens. Réponse aux objectifs de l'industrie automobile et aux problèmes rencontrés par les brasseries.

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
NI, puis SOC

Election le 20 février 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 1er mars 2005.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne le 2 mars 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : La notion de préférence communautaire [n° 112 (2005-2006)] (1er décembre 2005) - **Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1576, 1578) : "directive Bolkestein" en contradiction avec le programme politique inscrit dans la future Constitution européenne. Imprécision du champ d'application de la directive. Risque de difficulté d'application et d'interprétation. Restriction des régimes d'autorisation et de la capacité de contrôle des Etats. Avis critique du Conseil d'Etat sur le texte. Refus de l'application du pays d'origine. Rupture avec la méthode d'harmonisation entre les législations nationales. Rappel des palinodies gouvernementales. Propositions insuffisantes de la commission. Solution de retrait total de la directive dans l'objectif de construction d'une Europe sociale et politique.

- **Rappel au règlement** - (23 mars 2005) (p. 2239, 2240) : protestation, au nom du groupe socialiste, contre les conditions de travail. Contestation de l'utilisation de l'hémicycle parlementaire comme décor à une émission de télévision. Retard dans le débat sur la proposition de directive relative aux services. Impossibilité pour le Président de la République d'exprimer au Conseil européen l'avis des parlementaires français. Rappel des exigences contenues dans la proposition de résolution du groupe socialiste. Non-participation du groupe socialiste à la discussion des amendements déposés sur cette proposition.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (3 mai 2005) - **Art. 1er octies (Art. 266 quinquies du code des douanes, article 32 de la loi de finances pour 2005 - Dispositif fiscal d'incitation à l'incorporation de biocarburants)** (p. 3470) : enjeux, atouts et intérêt des biocarburants. Défavorable à cet article. - **Art. additionnels après l'art. 5 ter** (p. 3489) : soutient les amendements de M. Roland Courteau portant sur le même objet n° 196, 197 et 198 (compétences des communautés de communes, des communautés urbaines et des communautés

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

d'agglomération en matière de maîtrise de la demande d'énergie) ; adoptés..

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9135, 9136) : incertitudes et approximations dans le cadre du programme "Interventions territoriales de l'Etat". Frontières floues entre les "grands projets ministériels" et les actions des "Interventions territoriales de l'Etat". Crédits relatifs aux demandeurs d'asile en Rhône-Alpes. Programme transformé en un véritable bric-à-brac budgétaire par le Gouvernement.

Transports - Budget annexe : contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route

- (9 décembre 2005) (p. 9234, 9235) : fossé séparant les déclarations d'intention du Gouvernement de la réalité budgétaire. Projet de chèque déplacements. Ne votera pas les crédits de la mission "Transports" du fait des réductions budgétaires et des orientations ne reposant pas sur des choix clairs de développement durable.

RISPAT (Yves)
sénateur (Gers)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

de ROBIEN (Gilles)
*ministre de l'équipement, des transports,
de l'aménagement du territoire, du
tourisme et de la mer
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre de l'éducation nationale, de
l'enseignement supérieur et de la
recherche
(à partir du 2 juin 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : sa réponse (p. 360, 364).

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6386, 6387) : rôle des délégués départementaux de l'éducation nationale. Texte restreignant l'interdiction d'exercer ce rôle sur le territoire d'une commune aux seuls élus de cette commune. Favorable à l'adoption de cette proposition de loi. (p. 6391) : souhaite l'entrée en vigueur rapide du texte. Utilité des délégués départementaux de l'éducation nationale.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8517, 8519) : implication de l'éducation nationale dans la crise des banlieues. Perspectives de remise en marche de la promotion sociale par l'école et restauration du principe d'égalité des chances. Travail difficile réalisé par les professeurs dans les quartiers sensibles. Amélioration de l'efficacité des ZEP. Institution de démarches individualisées : programmes personnalisés de réussite éducative, PPRE. Mise en oeuvre de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. Données chiffrées. Optimisation du fonctionnement des établissements : renforcement de l'encadrement des élèves par les contrats "emplois vie scolaire", et garantie de la continuité de l'enseignement. Aide aux élèves : extension des PPRE aux classes de CE1, création de classes relais et d'unités pédagogiques d'intégration pour les élèves handicapés, recrutement d'assistants pédagogiques, soutien des associations d'aide aux devoirs et augmentation du nombre de bourses au mérite. Préparation de l'accession à la vie professionnelle : généralisation de l'option « découverte professionnelle » en classe de troisième, apprentissage des langues vivantes, préparation des futurs enseignants à la vie professionnelle, rénovation des formations sanitaires et sociales et apprentissage à 14 ans. Renforcement du financement du programme "Enseignement technique agricole". (p. 8540, 8544) : objectif des PPRE. Mise en place du schéma national d'orientation. Créations d'emplois. Préoccupation essentielle d'insertion professionnelle. Tendance à la déprécarisation. Défavorable à la scolarisation précoce. Déploiement de crédits en faveur des banlieues. Relance de la politique des ZEP. Aide individuelle aux élèves par le biais des parcours personnalisés. Définition du socle commun au sein du Haut conseil de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'éducation. Augmentation des assistants d'éducation et des emplois de vie scolaire. Salue l'engagement des enseignants. Rappel de l'importance du rôle des parents : contrat de responsabilité à l'étude. Voie d'excellence de l'apprentissage ; avis favorable des grands organismes professionnels et des artisans au préapprentissage. Amélioration des conditions d'exercice des directeurs d'école. Réforme en cours du cahier des charges des IUFM. Renforcement du partenariat entre les ministères de l'éducation nationale et des affaires étrangères pour l'enseignement français à l'étranger. Développement des sections internationales. Plan de rénovation de l'enseignement des langues vivantes. Renforcement du financement des programmes "enseignement technique agricole". Révision de la loi Censi. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8545) : son amendement n° II-96 : transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole" ; adopté. (p. 8547) : politique vertueuse d'optimisation des moyens menée par le Gouvernement. S'oppose à l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). Part infime d'enseignants concernés. (p. 8551) : multiplication des réductions du budget de l'éducation nationale. (p. 8555) : s'oppose à l'amendement n° II-40 de M. Serge Lagauche (sécurisation des crédits consacrés à la rémunération des personnels mis à disposition des associations). Transformation des mises à disposition en détachements. (p. 8556) : s'oppose à l'amendement n° II-55 de Mme Annie David (rétablissement des crédits du programme "enseignement public du second degré"). (p. 8558) : son amendement n° II-66 : transfert de crédits de "l'enseignement scolaire public du premier degré" vers le programme "soutien de la politique de l'éducation nationale" ; adopté. (p. 8559) : s'oppose à l'amendement n° II-33 de Mme Dominique Voynet (transfert de crédits de l'enseignement privé vers le programme "vie de l'élève" pour favoriser l'accessibilité des établissements aux handicapés et créer des postes d'auxiliaires de vie scolaire). Accroissement de l'effort en faveur de l'accès des enfants handicapés à l'enseignement scolaire. (p. 8560) : s'oppose aux amendements n° II-56 et II-57 de Mme Annie David (rétablissement des crédits de l'enseignement scolaire public). (p. 8561, 8566) : s'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° II-36 (renforcement des moyens attribués à la création d'unités pédagogiques d'intégration), n° II-34 (transfert de crédits permettant une formation des enseignants à la non-violence et à la gestion des conflits), n° II-35 (transfert de crédits permettant une amélioration des conditions des enseignants dans les ZEP) et n° II-37 (renforcement des moyens de l'éducation à l'environnement à l'école). Propositions à l'étude. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-42 de Mme Valérie Létard (transfert de crédits du programme "enseignement scolaire public du second degré" vers l'action "santé scolaire" du programme "vie de l'élève"). Son amendement n° II-59 : transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré vers l'enseignement technique agricole pour financer l'école nationale supérieure de meunerie et des industries céréalières ; adopté. - **Art. 80 (Contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique)** (p. 8569, 8570) : son amendement n° II-82 : réduction progressive du niveau de la contribution du ministère de l'éducation nationale au fonds ; adopté. Action du ministère en amont de l'insertion professionnelle des personnes handicapées. (p. 8571) : demande le retrait de l'amendement n° II-50 de M. Paul Blanc (réduction progressive du niveau de la contribution du ministère de l'éducation nationale au fonds et extension du dispositif aux collectivités territoriales).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9745, 9748) : rôle capital de la recherche pour l'avenir intellectuel, économique et industriel de la France. Nécessité d'investir dans un système plus offensif, plus attractif et plus créatif permettant aux chercheurs français d'être reconnus sur la scène internationale. Cinq objectifs d'une politique ambitieuse : renforcer les capacités d'orientation stratégique et de définition des priorités ; bâtir un système d'évaluation de la

recherche unifié, cohérent et transparent ; rassembler les énergies et faciliter les coopérations entre les acteurs de la recherche ; offrir des carrières scientifiques attractives et évolutives ; tisser des liens plus étroits entre la recherche publique et la recherche privée. Choix destinés à atteindre ces objectifs : liberté et esprit d'initiative ; lutte contre la précarité des jeunes chercheurs ; développement de la capacité à construire une recherche européenne. Rapprochements géographiques et thématiques de la recherche par l'intermédiaire des PRES et des campus. - **Art. 2 (Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche)** (p. 9812) : accepte les amendements de la commission n° 152 (mise à jour d'un ensemble de références), n° 9 (coordination) et n° 10 (possibilité pour les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer de fonder des PRES). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (coordination). (p. 9813) : s'oppose aux amendements n° 127 de M. Ivan Renar (non-intervention du législateur dans les conventions passées entre les organismes de recherche) et n° 83 de Mme Marie-Christine Blandin (information des chercheurs concernés en cas de regroupement des organismes de recherche). Accepte l'amendement n° 11 de la commission (construction de l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur). (p. 9814) : s'oppose à l'amendement n° 100 de Mme Marie-Christine Blandin (partenariats de recherche entre laboratoires publics et acteurs sociétaux à buts non lucratifs). (p. 9816, 9817) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (qualification du concept justifiant la création d'une fondation de coopération scientifique) et demande le retrait des sous-amendements de M. Pierre Laffitte n° 62 et n° 63 s'y rapportant. S'oppose aux amendements de M. Serge Lagauche n° 101 (caractère interrégional ou interdépartemental des fondations de coopération scientifique) et n° 102 (encadrement de la création de ces fondations) ainsi qu'au n° 130 de M. Ivan Renar (suppression partielle). Accepte l'amendement n° 13 de la commission (précision). (p. 9818) : s'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Christine Blandin (autonomie des membres fondateurs et associés du PRES dans leur organisation). Accepte l'amendement n° 14 de la commission (rédaction). (p. 9819) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar, portant sur le même objet, n° 124, 126 et 129 (mesures en faveur d'une large participation de toutes les catégories professionnelles de la recherche dans les instances officielles et les institutions). Accepte l'amendement n° 15 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Ivan Renar (interdiction du recrutement de personnels non statutaires ou précaires). (p. 8920) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (rédaction). S'oppose à l'amendement n° 125 de M. Ivan Renar (suppression partielle). (p. 9821) : s'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Christine Blandin (garantie apportée aux chercheurs en matière de propriété intellectuelle). Accepte l'amendement n° 17 de la commission (présence de représentants du monde économique parmi les membres du conseil d'administration des fondations de coopération scientifique). (p. 9822) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Serge Lagauche (présence d'un représentant du PRES au conseil d'administration des fondations de coopération scientifique). Accepte l'amendement n° 18 de la commission (amélioration du statut des fondations de coopération scientifique).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de **ROHAN (Josselin)**
sénateur (Morbihan)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'École nationale de l'administration.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan, an IV : une stabilisation fragile [n° 339 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (2 février 2005) - **Art. 5** (*Interdiction d'adhésion à des partis politiques*) (p. 653) : défavorable aux amendements n° 36 de Mme Hélène Luc (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique sous réserve d'une obligation de discrétion) et n° 29 de M. Didier Boulaud (faculté pour tout militaire en activité de service d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique et d'être candidat à toute fonction électorale). Spécificité de la condition militaire. Impossibilité de politiser certains métiers. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 697) : hommage aux armées. Remerciements.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 922, 924) : inscription dans le traité d'avancées démocratiques remarquables : extension du pouvoir de codécision du Parlement européen, égalité de droit entre Parlement et Conseil pour les finances européennes, élection du président de la commission. Réunion d'États souverains fondée sur un principe d'attribution des compétences. Renforcement du rôle des parlements par un contrôle a priori. Partage de compétences entre le Gouvernement et le Parlement. Qualification de la délégation pour l'Union européenne dans la régulation des textes européens. Mise en oeuvre indispensable d'un contrôle efficace et rapide des projets législatifs. Clauses passerelles soumises à l'assentiment des parlements nationaux. Soumission au référendum de toute nouvelle adhésion dans le respect des droits des parlements. Le groupe UMP votera sans restriction le projet de loi constitutionnelle.

- **Suite de la discussion** (16 février 2005) - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1008, 1009) : défavorable à l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Champ de cet amendement. Risque lié

à l'éligibilité de tous les actes du Gouvernement à une motion : exemple de la PAC.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (17 mars 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables*) (p. 1753, 1754) : procédure de discussion commune des amendements. Défavorable à l'amendement n° 473 de Mme Annie David (nouvelle écriture de cet article garantissant l'accès de tous les jeunes à une culture commune et définissant les savoirs indispensables dans chaque discipline).

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) (p. 2750, 2753) : texte couronnant l'évolution d'une union économique vers une entité politique. Rôle de la France dans la construction européenne. Renforcement du contrôle démocratique. Mise en place d'une véritable organisation politique. Affirmation de la place de l'Europe sur la scène internationale. Valeurs communes et droits des citoyens. Espace économique moderne. Contenu social du traité. Politique coordonnée de sécurité et de justice. Conséquences d'un vote négatif. Volonté de construire une nouvelle Europe.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3130, 3131) : hommage au rapporteur et à la commission des affaires sociales. Regret de l'absence d'une large adhésion au Sénat.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (*Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien*) (p. 3538) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), soutient le sous-amendement n° 310 de M. Jacques Valade (préservation des monuments historiques et des sites remarquables et protégés) ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles [n° 288 (2004-2005)]** - (10 mai 2005) - **Art. 3** (*Conventions relatives au changement d'affectation des locaux occupés par les assemblées à Versailles*) (p. 3659) : son amendement n° 3 : précision des conditions de libération des locaux transférés ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3660) : le groupe UMP votera ce texte. Conditions d'examen de cette proposition de loi. Charges d'entretien de ces locaux.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3903, 3906) : marque sa confiance au Gouvernement pour conduire la politique de la nation. Causes du non français au projet constitutionnel européen : crise économique, sociale et morale. Restauration indispensable de la confiance. Réhabilitation du travail. Favorable à la mise en place de nouveaux dispositifs d'accès et de retour à l'emploi. Amélioration de la sécurité du territoire. Développement de la recherche, de l'innovation et des technologies de pointe ; lancement de l'Agence pour l'innovation industrielle. Réalisation de pôles de compétitivité. Mesures en faveur des PME. Lutte contre l'isolement et la marginalisation de la France dans l'Europe ; recherche de coopération avec l'Allemagne. Soutient le Gouvernement dans sa volonté de remettre la France en marche.

- **Proposition de loi tendant à mettre à disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles - Deuxième lecture [n° 386 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5273, 5274) : regrette l'absence de concertation préalable entre les deux assemblées. Souhaite la restauration des locaux libérés et leur affectation à l'accueil du public. Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Rappel au règlement** - (12 octobre 2005) (p. 5816) : condamnation de la campagne contre le Président du Sénat et contre la Haute Assemblée.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 6682) : défavorable à l'amendement n° 697 de M. Jean Desessard (interdiction de la fabrication et de l'utilisation du méthyl-tertio-butyl-éther à partir du 1er janvier 2010 sur le territoire français). Nature réglementaire de l'amendement. Risque de dévalorisation du travail législatif.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (13 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9557, 9559) : hommage et remerciements. Effort de stabilisation du déficit budgétaire. Effets positifs des mesures en faveur de l'emploi. Réforme de la fiscalité : "bouclier fiscal" et taxe professionnelle. Mise en oeuvre des valeurs défendues par le groupe de l'UMP qui votera ce budget.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10214) : défavorable aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

ROMANI (Roger)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

ROUJAS (Gérard)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 127 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à certaines questions immobilières [n° 146 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Traités et conventions.**

ROUVIÈRE (André)
sénateur (Gard)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 35 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent, [n° 197 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Justice - Police et sécurité - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 247 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention portant création d'un office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents [n° 320 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Police et sécurité - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 356 (2004-2005)] autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 395 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 184 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole établi conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne modifiant en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes [n° 397 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires [n° 126 (2004-2005)]** - (1er février 2005) - **Discussion générale** (p. 630) : nécessaire renforcement du lien armée-nation. Interrogation sur le bilan financier de la suppression du service militaire. Souhait de voir les militaires citoyens à part entière. Amendements du groupe socialiste.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention civile sur la corruption [n° 304 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2003-2004)** (p. 721) : propose l'adoption de ces projets de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention pénale sur la corruption [n° 305 (2003-2004)]** - (3 février 2005) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 304 (2003-2004).**

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE) [n° 81 (2004-2005)]** - (3 février 2005) - en remplacement de M. Jean-Pierre Plancade, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 726, 727) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis du Mexique pour l'échange d'informations relatives à des opérations financières effectuées par l'entremise d'institutions financières pour prévenir et combattre les opérations provenant d'activités illicites ou de blanchiment d'argent, [n° 35 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 2173, 2174) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la corruption [n° 356 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 4553, 4554) : regret du délai entre l'adoption de la convention et le dépôt du projet de loi. Au nom de la commission des affaires étrangères, demande l'adoption du projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8895) : questions de l'immobilier de la gendarmerie, des communautés de brigades, et des sanctions routières.

ROZIER (Janine)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Vice-présidente de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 10 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (26 janvier 2005) - **Art. 55 quinquies** (Art. L. 423-1 et L. 423-2 du code de l'environnement - Condition de validité du permis de chasser) (p. 380) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Françoise Henneron (création d'une cotisation fédérale due par tout propriétaire d'une installation fixe de chasse de nuit du gibier d'eau et destinée à l'étude des oiseaux d'eau) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes** [n° 343 (2004-2005)] - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5361, 5363) : persistance des inégalités en matière salariale. Objectif de suppression de l'écart de rémunération en cinq ans. Existence d'une inégalité professionnelle. Importance de la proportion des femmes ayant un salaire inférieur au SMIC. Développement de l'activité féminine répondant à des impératifs de justice mais aussi d'efficacité économique. Originalité du texte : cadrage dans le temps et incitation des entreprises à une logique de résultat. Prise en compte du travail de la femme dans son ensemble : salaires, parentalité et représentation. Souhait de mesures au niveau de l'école pour améliorer l'orientation des filles et élargir le choix des filières. Souhait d'une amélioration des modes de garde des enfants. Nécessité d'encourager une plus grande flexibilité des modes de travail afin de concilier vie familiale et vie professionnelle. Problème du travail à temps partiel subi. Souhait d'une amélioration du congé parental. Retard de la France dans la prise en compte de la maternité. Le groupe de l'UMP votera le projet de loi. Rappelle la valeur du travail de la femme au foyer. - **Art. 2** (Art. L. 122-45 du code du travail - Extension du champ des discriminations interdites à celles fondées sur la grossesse et à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions) (p. 5379) : soutient l'amendement n° 88 de M. Jacques Legendre (prise en compte des mesures de participation et de plan d'épargne salariale) ; retiré. - **Art. 4** (Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010) (p. 5388) : soutient l'amendement n° 86 de M. Jacques Legendre (précision) ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation agricole** [n° 26 (2005-2006)] - (9 novembre 2005) - **Art. 23** (Art. L. 640-2 et L. 641-5 du code rural - Modification du régime des signes de qualité) (p. 6884) : soutient l'amendement n° 195 de M. Eric Doligé (non-assujettissement des produits bénéficiant d'une IGP à l'acquittement de plusieurs droits) ; retiré.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Commission mixte paritaire** [n° 32 (2005-2006)] - (22 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7636) : votera les conclusions de la

commission mixte paritaire sur cette proposition de loi. Insuffisance des peines infligées aux récidivistes.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) (p. 8607, 8608) : son rapport de 2004 sur les crédits de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Bilan des actions du Gouvernement en faveur de la formation. Apprentissage : contrat d'objectifs et de moyens entre l'Etat, les régions et les organismes consulaires ; contrats de professionnalisation ; filière de réussite scolaire et d'insertion dans l'emploi ; départ prochain à la retraite d'une main-d'oeuvre qualifiée ; secteur du bâtiment ; nécessaire évolution des mentalités ; voie d'excellence ; nombre insuffisant de filles.

de SAINT-SERNIN (Frédéric)
secrétaire d'État à l'aménagement du
territoire
(jusqu'au 31 mai 2005)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 31, 34) : réponse ambitieuse des pouvoirs publics aux difficultés des zones rurales. Correction des déséquilibres. Solidarité en faveur des territoires les plus fragilisés : réforme de la dotation de solidarité rurale. Restauration de l'attractivité et de la compétitivité : redéfinition des ZRR. Maintien de services de qualité pour tous : couverture du territoire en haut débit et en téléphonie mobile ; extension des expérimentations pilotes ; garantie de l'offre d'accès aux services publics. Prise en compte des politiques de montagne ; évolution en suspens de la procédure d'unités touristiques nouvelles, UTN. Création d'un dispositif de gouvernance et de suivi du littoral : le conseil national du littoral, CNL. Remerciements.

- **Suite de la discussion** (19 janvier 2005) - **Art. additionnel après l'art. 1er A** (p. 91) : s'oppose à l'amendement n° 270 de M. Gérard Le Cam (resserrement de la fourchette par habitant de la dotation de base de la DGF des communes). - **Art. 1er** (Art. L. 1465 A du code général des impôts - Zones de revitalisation rurale, ZRR) (p. 93, 95) : son amendement n° 404 : extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'entreprises artisanales et commerciales de moins de cinq salariés situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants ; adopté. Accepte l'amendement n° 1 de la commission (précision par décret des conditions d'application de l'exonération de taxe professionnelle aux reprises d'activités dans les ZRR). Sur son amendement n° 404 précité, s'oppose au sous-amendement n° 424 de M. Jean Bizet (relèvement du seuil à dix salariés). S'oppose à l'amendement n° 70 de M. Jacques Blanc (extension de l'exonération de taxe professionnelle aux opérations de reprise d'activités libérales situées dans des communes en ZRR de moins de deux mille habitants), non gagé. A défaut, invoquera l'article 40 de la Constitution. (p. 96) : demande le retrait de l'amendement n° 214 de M. Jean Boyer (possibilité pour une communauté de communes d'appartenir à une ZRR si elle remplit les conditions nécessaires). Préoccupation prise en compte dans la rédaction du texte. (p. 97) : demande le retrait de l'amendement n° 71 de M. Jacques Blanc (inclusion dans les ZRR des EPCI de moins de dix mille habitants dont 80 % des communes adhérentes y sont déjà incluses). (p. 98) : s'en remet

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 305 de M. Jean-Marc Pastor (inclusion dans le dispositif de transition des communautés de communes constituées pendant l'année 2004). Son amendement n° 405 : clarification rédactionnelle ; adopté. (p. 99) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Jacques Blanc (maintien jusqu'à la fin de 2007 du bénéfice du classement en ZRR pour les communes non membres d'un EPCI actuellement classées en ZRR). Justification de la date du 31 décembre 2006. (p. 100) : réponse à M. Michel Moreigne. Nécessité d'avancer après le travail de fond effectué en première lecture. - **Art. additionnel après l'art. 1er** : son amendement n° 406 : prise en charge par l'Etat, et non par le FNPTP, de la compensation au profit des collectivités territoriales des exonérations de taxe professionnelle applicables dans les ZRR ; adopté. - **Art. 1er bis A** (Art. 63 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 - Conventions de revitalisation rurale) (p. 101) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Art. 1er ter** (Art. 1465 du code général des impôts - Remboursement des montants exonérés par les entreprises cessant volontairement leur activité en ZRR) (p. 102) : son amendement n° 417 : intervention par voie de décret simple pour fixer les modalités d'application de cet article rétabli par l'Assemblée nationale ; adopté. Importance de la question. Souplesse nécessaire. - **Art. 1er quater** (Art. 1465 A du code général des impôts - Exonération des professions libérales s'installant en zone de revitalisation rurale) (p. 103) : demande le retrait de l'amendement n° 288 de M. Bruno Retailleau (exonération des entreprises exerçant une activité commerciale qui constitue une des dernières activités présentes au sein d'une commune). - **Art. 1er quinquies A** (Art. 44 sexies du code général des impôts - Allongement de l'exonération d'impôt sur le revenu ou d'impôt sur les sociétés pour les entreprises créées en ZRR) (p. 104) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Jacques Blanc (exonération d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant leur siège social et 75 % de leur activité en ZRR). - **Art. 1er sexies A** (Compensation par l'Etat des pertes de recettes fiscales subies par certains cantons ruraux défavorisés) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Jacques Blanc (rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale). - **Art. additionnel avant l'art. 1er septies** (p. 107) : s'oppose à l'amendement n° 183 de M. Daniel Goulet (exonération de droits de mutation pour la cession des fonds de commerce et des immeubles abritant le dernier commerce situés en ZRR) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 432 de M. Gérard Bailly (précision rédactionnelle). Amendement non gagé et satisfait par un ensemble de mesures fiscales déjà existantes. - **Art. 1er septies** (Loyers des surfaces commerciales financées par les communes en ZRR) (p. 108) : son amendement n° 418 : droit à déduction de la TVA ayant grevé les éléments constitutifs du prix du loyer, principalement le coût d'amortissement du bien basé sur la durée de vie réelle des immeubles ; adopté. Nécessité de rendre inopposable aux collectivités locales l'instruction fiscale fixant à un minimum de 4 % du prix de revient du bien les loyers annuels perçus. Mesures applicables à l'ensemble du territoire et conformes au droit communautaire. - **Art. 1er octies** (Art. L. 2251-3 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les communes de créer des services de première nécessité en cas de défaillance de l'initiative privée) (p. 109) : accepte l'amendement n° 422 de la commission (rétablissement de la rédaction adoptée par le Sénat en première lecture, les conditions de création étant fixées par décret simple). - **Art. additionnels après l'art. 1er duodecies** (p. 111) : s'oppose à l'amendement n° 254 de M. Gérard Le Cam (création d'une commission consultative des services au public de proximité par les communes rurales ou leurs groupements). (p. 112) : s'oppose à l'amendement n° 361 de M. Aymeri de Montesquiou (suppression des cas de dérogation automatique à la scolarisation des enfants dans leur commune de résidence). - **Art. additionnels après l'art. 1er terdecies** (p. 113) : s'oppose à l'amendement n° 164 de M. Georges Mouly (extension du mécanisme de déduction fiscale pour l'investissement aux entreprises imposées sur les BIC situées dans les communes de moins de 2500 habitants). Perte de spécificité de la déduction fiscale accordée au secteur agricole. (p. 114, 115) : s'oppose à l'amendement n° 239 de M. Gérard Le Cam (alignement

progressif jusqu'en 2016 de la dotation moyenne par habitant des communautés de communes sur celle des communautés urbaines). Réforme des règles de répartition des dotations de péréquation engagée en 2004.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 260, 261) : demande le retrait de l'amendement n° 94 de Mme Jacqueline Gourault (assistance gratuite des services déconcentrés de l'Etat quant à la délivrance des permis de construire) et du sous-amendement n° 438 de M. Philippe Nogrix s'y rapportant. (p. 263, 264) : s'oppose à l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire). Téléphonie mobile. Respect des engagements de l'Etat en Dordogne. (p. 265) : s'oppose à l'amendement n° 271 de M. Gérard Le Cam (création d'un maillage technologique permettant l'accès des collectivités territoriales des zones rurales aux nouvelles technologies). (p. 266) : s'oppose à l'amendement n° 250 de M. Gérard Le Cam (maintien des services de proximité en zone rurale). (p. 267) : s'oppose à l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). (p. 270) : nécessité de travailler sans plus tarder à l'adaptation des services publics. - **Art. 37 EAA** (Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux) (p. 272) : s'oppose à l'amendement n° 251 de M. Gérard Le Cam (maintien d'un tarif unique sur l'ensemble du territoire). Réponse à M. Aymeri de Montesquiou sur la suppression du secteur réservé des services postaux. (p. 273) : volonté de l'Assemblée nationale de garantir l'unicité du prix du timbre sur l'ensemble du territoire. - **Art. 37 F** (Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - Services publics de proximité et aménagement du territoire) (p. 275, 276) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 95 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité, pour le président de l'association des maires du département, de saisir le représentant de l'Etat en cas de fermeture de service public). Réponse à M. Aymeri de Montesquiou quant à la nécessité de renforcer le mode de concertation dans le cadre de la réforme des services publics de proximité. - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 278) : s'oppose à l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation). - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 280) : s'oppose à l'amendement n° 320 de M. Jean-Marc Pastor (diffusion des journaux agricoles dans le monde rural).

- **Suite de la discussion** (27 janvier 2005) - **Art. 62** (Art. 1er, 2, 3, 6 bis, 7, 9, 9 bis, 42, 53 de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne - Adaptation du fonctionnement institutionnel de la montagne) (p. 428) : sur l'amendement n° 423 de la commission (cohérence rédactionnelle, renforcement de la présence parlementaire au sein du Conseil national de la montagne et toilettage de l'article 6 de la "loi montagne"), son sous-amendement n° 445 ; adopté. (p. 429) : sur l'amendement n° 423 de la commission, accepte la première partie portant sur la cohérence rédactionnelle, demande le retrait de la deuxième partie modifiant la composition du Conseil national de la montagne, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour la troisième partie relative au toilettage de l'article 6 de la "loi montagne". Sur ce dernier, demande le retrait du sous-amendement n° 447 de M. Thierry Repentin, accepte le sous-amendement n° 449 de M. Jean-Paul Amoudry et demande le retrait du n° 448 du même auteur. Sur l'amendement précité n° 423 de la commission, accepte les sous-amendements n° 80 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 446 de M. Thierry Repentin identiques à son sous-amendement n° 445 précité. - **Art. additionnel après l'art. 62** (p. 431) : demande le retrait de l'amendement n° 81 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité, postérieurement à l'établissement des servitudes pour l'exploitation des domaines skiables, de conclure des conventions réglant certaines modalités d'utilisation des espaces). - **Art. 62 bis AA** (Art. L. 341-2 du code de l'environnement - Procédure de classement d'un site naturel en zone de montagne) : accepte l'amendement n° 47 de la commission (suppression). - **Art. 62 ter A** (Art. 50 bis de la loi du 9 janvier 1985 - Tapis roulants

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des stations de montagne) (p. 432) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (suppression). - **Art. 63 ter B** (Art. L. 145-1 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie supérieure à 1.000 hectares) (p. 433) : demande le retrait des amendements n° 392 de M. Jean Desessard (suppression) et n° 330 de M. Claude Domeizel (révision simplifiée du document d'urbanisme). - **Art. 63 quater** (Art. L. 145-5 du code de l'urbanisme - Règles applicables aux lacs de montagne d'une superficie inférieure à 1.000 hectares) (p. 434) : demande le retrait des amendements de M. Jean Desessard n° 393 (suppression de l'autorisation d'installer des aires naturelles de camping et des équipements culturels dans les secteurs protégés) et n° 394 (suppression du septième alinéa excluant du champ d'application de la règle d'inconstructibilité les surfaces d'eau de faible importance). - **Art. additionnels après l'art. 63 quater** (p. 435) : demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Jean-Paul Amoudry (obligation de remboursement aux propriétaires des droits acquittés sur les parcelles de terrain devenues inconstructibles). (p. 436) : accepte l'amendement n° 104 de M. Jean-Paul Amoudry (dispense de l'obligation pour les communes d'assurer la desserte par les réseaux et équipements publics des chalets d'alpage, des bâtiments d'estive, ou des burons en cours de restauration). - **Art. 64** (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles) (p. 438) : son amendement n° 421 : rétablissement, dans la partie législative du code de l'urbanisme, de la répartition des opérations relevant des différents niveaux d'autorisations, dans l'objectif initialement prévu de décentralisation de la procédure, et renvoi au décret pour fixer les seuils applicables à ces opérations ; adopté. (p. 439) : ses amendements n° 128 (suppression de la désignation par le comité de massif de la formation spécialisée pour l'examen des projets UTN) ; devenu sans objet ; et n° 129 (coordination) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 65** (p. 441) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Jacques Blanc (prise en compte dans la répartition des concours de l'Etat des caractéristiques des territoires ruraux et des nouvelles charges liées à l'espace et à l'environnement qui leur sont imposées). Confirmation de la présentation au Parlement du rapport sur la mise en oeuvre de la réforme de la DGF et de la DSU. (p. 442) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Jacques Blanc (concession de gré à gré à l'association communale de chasse agréée la plus proche des droits de chasse sur le territoire d'une commune située dans un parc national). (p. 443) : demande le retrait des amendements identiques n° 233 de M. Jacques Blanc et n° 360 (coordination) de M. Jean-Paul Amoudry, ainsi que sur ces derniers du sous-amendement n° 439 de M. Thierry Repentin. - **Art. 65 bis AA** (Art. L. 2331-4, L. 2333-81, L. 2333-82 et L. 5211-25 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les stations d'activités nordiques d'étendre la redevance de ski de fond aux autres types de loisirs de neige) (p. 445) : son amendement n° 407 : suppression ; adopté. - **Art. 65 bis AB** (Art. L. 2333-26 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour les EPCI d'instituer la taxe de séjour) (p. 446) : accepte l'amendement n° 50 de la commission (suppression). - **Art. 65 ter A** (Art. L. 361-1 du code de l'environnement - Réglementation de la circulation des piétons sur les itinéraires de promenade et de randonnée) : Sur l'amendement n° 52 de la commission (rédaction) qu'il accepte, son sous-amendement n° 132 ; adopté. - **Art. 65 sexies** (Art. L. 111-1-4 du code de l'urbanisme - Interdiction des constructions ou installations de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations) (p. 447) : possibilité d'adapter la règle d'interdiction de construction. Aide des services de l'Etat aux communes rurales souhaitant mener une étude garantissant la cohérence de l'implantation projetée. - **Art. additionnel après l'art. 65 octies** (p. 448, 449) : demande le retrait de l'amendement n° 179 de Mme Anne-Marie Payet (création à la Réunion d'un service de restauration des terrains de montagne de l'ONF). Prise en compte des risques naturels dans l'aménagement du territoire. Soumission de l'implantation d'un service de restauration au renouvellement de la convention entre le ministère chargé de la forêt et l'ONF. - **Art. 65 nonies A** (Art. L. 224-1-1 nouveau du code forestier - Encadrement de la cueillette sur des propriétés forestières

privées) : accepte l'amendement n° 53 de la commission (suppression). - **Art. 65 nonies B** (Art. L. 2411-6, L. 2411-15 et L. 2411-16 du code général des collectivités territoriales - Vente par le conseil municipal de biens de section) (p. 450) : accepte l'amendement n° 54 de la commission (clarification). - **Art. 65 nonies C** (Art. L. 2411-10 du code général des collectivités territoriales - Attribution des biens de section) : accepte l'amendement n° 55 de la commission (modification rédactionnelle). - **Art. 75 sexies** (Art. 43 [nouveau] de la loi du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral - Dispositions relatives au littoral) (p. 522, 523) : dépôt de plusieurs amendements reprenant les propositions formulées dans le rapport de M. Patrice Gélard. Souhait du Gouvernement du maintien sans modification de la loi Littoral. Précisions apportées par la jurisprudence du Conseil d'Etat. Elaboration des schémas de cohérence territoriale. Préparation d'une circulaire expliquant les conditions d'application de la loi Littoral. Demande le retrait des amendements déposés à cet article. (p. 525) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (suppression de la référence aux professionnels du tourisme et du nautisme). (p. 526) : s'oppose à l'amendement n° 328 de M. Jean-Marc Pastor (intégration des associations de protection de l'environnement dans la composition du Conseil national du littoral) et accepte l'amendement n° 57 de la commission (modification rédactionnelle). (p. 527) : accepte l'amendement n° 58 de la commission (clarification rédactionnelle) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 105 de M. Patrice Gélard (accord du préfet sur les seules dispositions relevant de la compétence de l'Etat dans le schéma de cohérence territoriale valant schéma de mise en valeur de la mer). (p. 528) : accepte l'amendement n° 59 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 400 de M. Jean Desessard (suppression du paragraphe VII). (p. 529, 530) : accepte l'amendement n° 60 de la commission (rédaction) et s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Patrice Gélard (définition par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la limite d'extension de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage et de la non-constructibilité d'une bande de cent mètres le long des rives des étiers et des rus). (p. 531) : accepte l'amendement n° 61 de la commission (suppression de la mention du nombre de représentants des EPCI). - **Art. 75 septies A** (Art. L. 322-10 du code de l'environnement - Contribution financière du Conservatoire du littoral aux programmes d'aménagement des collectivités) (p. 532) : accepte l'amendement n° 62 de la commission (suppression). - **Art. 75 octies** (Compétence du tribunal administratif pour les litiges relatifs à la réalisation du tunnel franco-italien lié à l'accord du 29 janvier 2001) (p. 533) : accepte les amendements identiques n° 113 de la commission et n° 329 de M. Thierry Repentin (clarification). - **Art. additionnels après l'art. 75 octies** (p. 534, 535) : accepte l'amendement n° 114 de M. Yannick Texier (transposition d'une directive européenne relative aux installations à câbles transportant des personnes et renforçant les contrôles de sécurité des remontées mécaniques en montagne) et demande le retrait de l'amendement n° 115 de M. Bernard Seillier (mise en place par le Gouvernement d'un schéma national de desserte pour le fret ferroviaire de bois et des produits dérivés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 541) : remerciements. Hommage au président et au rapporteur de la commission des affaires économiques. Possibilité de mettre en oeuvre une politique ambitieuse en faveur des territoires les plus fragiles grâce à ce texte.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

SAN VICENTE (Michèle)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 25 avril 2005.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2518) : adaptation de la profession d'assistant familial aux évolutions de la société. Politique volontariste et ambitieuse menée par le conseil général du Pas-de-Calais. S'inquiète des dépenses supplémentaires mises à la charge des collectivités territoriales. Assistants familiaux cantonnés à un rôle de subordonnés. Favorable à l'harmonisation nationale des critères d'agrément. Dépôt d'amendements visant à la restauration de l'agrément tacite en cas de non-réponse de l'administration. Mesure insuffisante pour lutter contre la précarité qui touche la profession. Le groupe socialiste et apparentés s'abstiendra. - **Art. 6 (Art. L. 421-6 à L. 421-12 nouveaux du code de l'action sociale et des familles - Dispositions relatives à la notification et à la motivation des décisions d'agrèments, aux conditions de logement et à l'assurance des assistants maternels et familiaux)** (p. 2529) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Gisèle Printz (délai d'agrément fixé à trois mois pour la profession d'assistant maternel et à six mois pour la profession d'assistant familial) ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Art. 1er (priorité)** (Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable) (p. 3094) : insuffisance du texte. Rôle du législateur.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4568, 4569) : absence de garanties pour améliorer les conditions de travail des prestataires de services du champ médico-social. Absence d'effets positifs sur l'emploi des exonérations fiscales et des abaissements de charges. Illisibilité des dispositifs concernant l'apprentissage. Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi. - **Art. 1er (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel)** (p. 4587) : son amendement n° 62 :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

octroi de l'agrément des prestataires intervenant auprès des personnes les plus fragiles après autorisation du président du conseil général ; rejeté. (p. 4589) : ses amendements n° 64 : attribution de la capacité d'agrément au département ; et n° 65 : prise en compte dans l'agrément des schémas départementaux mis en place par les conseils généraux en ce qui concerne les personnes âgées, la petite enfance et les personnes fragiles ; rejetés. (p. 4592) : son amendement n° 69 : coordination ; rejeté. (p. 4593) : son amendement n° 70 : exclusivité de l'agrément aux activités des associations intermédiaires intervenant hors du champ de la garde d'enfants ou de l'assistance aux personnes âgées ou handicapées ; rejeté. (p. 4604, 4605) : ses amendements n° 72 : modalités d'embauche des personnes en difficulté dans le cadre de contrats aidés ; et n° 73 : maintien de l'obligation d'un contrat de travail écrit ; rejetés. (p. 4610, 4611) : ses amendements, sur le même objet, n° 77 et 78 : précision des missions de l'Agence ; et n° 79 : suppression de la possibilité pour l'Agence de recruter des contractuels de droit privé pour une durée déterminée ou une mission déterminée ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 2** (Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - *Durée de travail dans les services d'aide à domicile*) (p. 4655) : son amendement n° 84 : validation des droits à la retraite des salariés à temps partiel ; rejeté. (p. 4656) : son amendement n° 85 : conditions de dérogation au délai de prévenance des salariés ; rejeté. - **Art. 5** (Art. 81, 158, 199 *sexdecies*, 244 *quater F* et 279 du code général des impôts - *Régime fiscal*) (p. 4669) : son amendement n° 88 : diminution du plafond de réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile ; rejeté. (p. 4670) : avec le groupe socialiste, vote contre l'article 5. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 4670, 4671) : son amendement n° 89 : mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile ; rejeté. - **Art. 6** (Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - *Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées*) (p. 4672) : son amendement n° 90 : organisation de la formation continue des personnels par les prestataires de services et les distributeurs de matériels ; adopté. - **Art. 8 ter** (Art. L. 322-4-10, L. 322-4-12, L. 322-4-15, L. 322-4-15-5 du code du travail et art. L. 821-7-2 nouveau du code de la sécurité sociale - *Ouverture du contrat d'avenir et du CI-RMA aux bénéficiaires de l'AAH*) (p. 4681) : son amendement n° 92 : possibilité pour les bénéficiaires de l'AAH de continuer à en bénéficier intégralement s'ils travaillent sous contrat d'avenir ou CI-RMA ; rejeté. - **Art. 9** (Art. L. 124-4-4 du code du travail - *Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire*) (p. 4686) : son amendement n° 93 : suppression ; rejeté. - **Art. 14** (Art. L. 118-2-2 et L. 118-2-3 du code du travail - *Modalités de financement des centres nationaux de formation d'apprentis*) (p. 4699) : intervient sur l'amendement n° 104 de M. Serge Dassault (extension de la vocation du Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage au financement d'actions nationales de communication pour la promotion de l'apprentissage). - **Art. additionnels après l'art. 17 bis** (p. 4705, 4706) : ses amendements n° 98 : suppression du délai de carence d'un mois pour le versement des aides personnelles au logement ; et n° 99 : versement de l'aide personnalisée au logement quel qu'en soit le montant ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4718) : opposition à ce texte.

SARKOZY (Nicolas)
*ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et
de l'aménagement du territoire
(à partir du 2 juin 2005)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique prorogeant le mandat des sénateurs renouvelables en 2007 [n° 490 (2004-2005)] (2 août 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi prorogeant la durée du mandat des conseillers municipaux et des conseillers généraux renouvelables en 2007 [n° 491 (2004-2005)] (2 août 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-645 du 6 juin 2005 relative aux procédures de passation des marchés publics des collectivités territoriales [n° 499 (2004-2005)] (1er septembre 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-654 du 8 juin 2005 portant allègement des procédures d'adoption et de révision des schémas de services collectifs et suppression des schémas multimodaux de services collectifs de transport [n° 501 (2004-2005)] (1er septembre 2005) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-855 du 28 juillet 2005, relative aux opérations funéraires [n° 504 (2004-2005)] (13 septembre 2005) - **Famille - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés [n° 79 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 juin 2005) : Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Dominique de Villepin, premier ministre. (p. 3877, 3885) : hommage à l'action courageuse et déterminée conduite par M. Jean-Pierre Raffarin. Poursuite du projet européen en dépit du vote négatif au projet de traité constitutionnel, expression du refus de la mondialisation. Niveau inacceptable du chômage. Marges de manoeuvre budgétaires étroites. Conciliation des exigences de justice et de liberté d'entreprendre. Restauration de la croissance par l'investissement et le pouvoir d'achat. Politique de l'emploi : développement dans les services ; déblocage de l'embauche dans les très petites entreprises : chèque-emploi, contrat nouvelle embauche et allègement des obligations financières. Mobilisation du service public de l'emploi et de ses partenaires pour favoriser le reclassement des chômeurs : maison de l'emploi, suivi personnalisé, mise en oeuvre des contrats d'avenir. Dispositif en faveur des jeunes ; centre expérimental d'un service militaire adapté. Levée des obstacles à l'embauche ou maintien dans l'emploi des personnes de plus de cinquante ans. Effort budgétaire supplémentaire en faveur de l'emploi. Reconnaissance du dialogue social. Présentation prochaine d'un projet de loi d'habilitation pour la mise en oeuvre des objectifs présentés. Renforcement de la politique économique et industrielle : mise en place de pôles de compétitivité et de l'agence pour l'innovation industrielle. Dépôt de la loi de programme portant

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

réforme du dispositif de recherche. Relance des grands chantiers d'infrastructures routiers et ferroviaires. Cession par l'Etat de ses participations dans les sociétés d'autoroute. Place des grandes entreprises de service public dans la relance de l'investissement : ouverture du capital de Gaz de France. Consolidation du tissu des PME : incitations fiscales. Anticipation des mutations économiques et prévention des risques de délocalisation. Création d'un service public d'aide aux bassins d'emplois en difficulté. Mise en place de la Haute autorité de lutte contre les discriminations. Défense du pouvoir d'achat des salariés. Développement de la participation. Effort considérable en direction du logement. Action volontariste en faveur de la baisse des prix dans la grande distribution. Accroissement de la capacité d'emprunt des ménages. Retour indispensable à l'équilibre des comptes de la sécurité sociale. Mise en oeuvre de la loi sur l'école dans un esprit de dialogue avec la communauté éducative. Réflexion sur l'université. Revalorisation du patrimoine. Amélioration et fonctionnement de l'administration. Modernisation des armées. Installation du comité interministériel de contrôle de l'immigration. Respect de l'environnement. Garantie de l'égalité des territoires. Engagement de la responsabilité du Gouvernement sur cette déclaration de politique générale.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7230, 7236) : complexité des crises urbaines actuelles. Responsabilités. Causes de la révolte. Engagement du Gouvernement de restaurer la sécurité. Renforcement de l'action contre les bandes et les trafiquants. Prolongation de la stratégie offensive menée par les forces de l'ordre. Police de proximité assumée par les CRS et les gendarmes mobiles. Lien entre le retour de l'autorité républicaine et l'agitation de certaines cités. Violences d'une exceptionnelle gravité contre les personnes et les biens. Rétablissement indispensable de l'autorité de l'Etat. Multiplication des interpellations. Détermination du Gouvernement à rétablir la paix civile par la déclaration d'état d'urgence. Usage mesuré et responsable des pouvoirs de police administrative confiés aux préfets. Nécessité du rétablissement de l'ordre. Association des élus locaux à toutes les mesures. Inscription de l'application de la loi du 3 avril 1955 dans une logique de précaution et de prudence. Diminution des violences urbaines depuis cette application. Prorogation indispensable pour une période de trois mois. Information de la représentation nationale sur les conditions d'application de l'état d'urgence. Perquisitions. Volonté de mise en place d'une nouvelle société de progrès et de justice. Sa proposition de "réinventer la République".

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9589, 9593) : existence d'une guerre souterraine. Réalité de la menace terroriste. Evolution fondamentale du phénomène. Organisation placée sous l'axe doctrinal de l'islam. Refus d'amalgame entre islam et terrorisme. Menace stratégique du "jihadisme global". Situation en France : déclarations du groupe salafiste pour la prédication et le combat, GSPC ; menaces extérieures et intérieures ; multiplication des interpellations et des expulsions. Devoir de vigilance et de protection face au risque potentiel. Renforcement continu des dispositifs de lutte contre le terrorisme : adaptation des moyens, renforcement des coopérations et ajustement du droit. Projet de loi fondé sur la prévention. Définition des objectifs : développement du recours à la vidéosurveillance, renforcement des possibilités de contrôle des déplacements et des échanges téléphoniques et électroniques, traitements automatisés de données à caractère personnel, durcissement de la sanction, lutte contre les stratégies d'implantation territoriale et contre le financement des activités terroristes. Equilibre entre les exigences de sécurité et de liberté. Avis favorable du Conseil d'Etat. Encadrement du dispositif : respect de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et "clause de rendez-vous" en 2008. Discussion responsable et consensuelle à l'Assemblée nationale. Prolongation de la durée de la garde à vue. Devoir de solidarité et d'équité à l'égard des victimes des

actes de terrorisme. Suppression du "conventionnement" des chaînes de télévision extra-européennes. Possibilité d'exclusion des stades des personnes au comportement violent ou raciste. Droit de regard du Parlement sur les services de renseignements ; mise en place d'un groupe de travail permettant de définir un mécanisme de contrôle équilibré entre exigence de transparence et exigence de discrétion.

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 19 janvier 2005.

Membre suppléant du Comité des finances locales.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à adapter la compensation financière à la réalité des charges transférées aux régions au titre de la décentralisation des formations sanitaires et sociales [n° 465 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Relations avec les collectivités territoriales - compte spécial avances aux collectivités territoriales [n° 104 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports** [n° 9 (2005-2006)] - (18 octobre 2005) - **Art. 13 (Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire)** (p. 6000) : défavorable à l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression). - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6007) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Fabienne Keller (approbation d'un avenant à la convention passée entre le ministre des travaux publics et la ville de Strasbourg) ; adopté. (p. 6009) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Christiane Hummel (clarification de la situation des ports d'outre-mer) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (29 novembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8273, 8274) : importance des prélèvements sur recettes dans les concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales. Souhait de la commission des lois d'intervenir pour avis dans ce débat. Inscription du projet de loi de finances dans la continuité des réformes passées. Points positifs : progression des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales ; adhésion de la commission aux mesures de renforcement de la

péréquation ; approbation des dispositions en faveur de l'investissement local. Regret des pertes de recettes subies par les départements du fait de la suppression de la première part de la DGE. Déception suscitée par la réforme de la fiscalité locale : financement des compétences transférées ; abandon de la "départementalisation" de la taxe sur les conventions d'assurance ; réduction de l'autonomie fiscale des collectivités territoriales. Nécessité d'une réforme d'ensemble de la fiscalité locale.

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (8 décembre 2005) (p. 9128, 9129) : changements opérés par la LOLF dans la présentation du budget. Intérêt pour le pôle de compétitivité de Grenoble. Questions sur la politique d'aménagement et de développement du territoire. Le groupe de l'UMP adoptera les crédits de la mission "Politique des territoires".

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 9154, 9155) : caractère inapproprié de la nouvelle nomenclature budgétaire à l'analyse des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales. Faible nombre des objectifs et indicateurs de performances. Nécessité unanimement reconnue de renforcer la péréquation. Coopération intercommunale. Concours financiers de l'Etat aux communes.

SAUNIER (Claude)

sénateur (Côtes-d'Armor)

SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Haute Cour de Justice.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scient. tech. : Le renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme : applica [n° 185 (2004-2005)] (15 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : La hausse des prix du pétrole : une fatalité ou le retour du politique [n° 105 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Transports - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi relative à l'organisation et à la valorisation de l'expertise publique [n° 106 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Recherche, sciences et techniques - Société.**

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique le 14 juin 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1100, 1101) : baisse du pouvoir d'achat provoquée par l'aggravation du chômage et de la précarité. Effets négatifs du texte pour les salariés. Non-respect par le Gouvernement de la négociation. Effets positifs des 35 heures et impact sur la compétitivité. Opposition à cette proposition de loi mettant en danger la cohésion sociale.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1161) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Raymonde Le Texier (limitation de la monétisation du compte épargne-temps) ; rejeté. (p. 1173) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Raymonde Le Texier (garantie pour le salarié ayant pris un congé de retrouver son emploi ou un emploi similaire avec une rémunération au moins équivalente) ; rejeté. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et

L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi) (p. 1197) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Raymonde Le Texier (priorité donnée aux salariés à temps partiel dans l'attribution des heures choisies) ; rejeté. (p. 1206) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 67 et 68 (coordination) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus) (p. 1266) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Raymonde Le Texier (rémunération des heures supplémentaires accomplies dans les petites entreprises au taux majoré de 50 %) ; rejeté.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2447, 2449) : émergence au grand jour de ce sujet longtemps tabou. Données chiffrées. Moyens de combattre les violences conjugales : information ; formation des travailleurs sociaux, du personnel médical, des magistrats et des services publics ; accompagnement des victimes ; soutien juridique et sanctions. - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2459, 2460) : soutient l'amendement n° 12 de M. Roland Courteau (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 2479) : soutient l'amendement n° 9 de M. Roland Courteau (création d'une antenne de psychiatrie et de psychologie légale dans chaque TGI) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4578, 4581) : sa motion n° 61 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque-emploi-service universel) (p. 4588) : soutient l'amendement n° 63 de Mme Michèle San Vicente (extension des dispositions relatives à l'agrément aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale) ; rejeté. (p. 4589, 4591) : soutient les amendements de Mme Michèle San Vicente n° 66 (procédure d'autorisation nécessaire pour les associations et les entreprises agréées consacrant leurs activités à des publics fragiles nécessitant une prise en charge médico-sociale) ; n° 67 (bénéfice d'avantages fiscaux et d'exonération de cotisations sociales aux structures proposant un accueil de jour, de nuit ou temporaire) ; et n° 68 (renforcement des critères fondant l'agrément) ; rejetés. (p. 4600, 4601) : soutient l'amendement n° 71 de Mme Michèle San Vicente (statut du temps de déplacement professionnel) ; rejeté. (p. 4607) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Michèle San Vicente (utilisation exclusive des chèques préfinancés dans le cadre de services fournis par une association ou une entreprise de services) ; rejeté. (p. 4609, 4610) : soutient les amendements de Mme Michèle San Vicente n° 75 (substitution des mots "l'employeur" aux mots "l'entreprise") ; et n° 76 (négociation préalable au choix ou non d'un abondement du CESU) ; rejetés. (p. 4613) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Michèle San Vicente (composition du conseil d'administration de l'Agence nationale des services à la personne) ; rejeté. (p. 4615) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Michèle San Vicente (consultation du Conseil national des personnes handicapées préalable au décret fixant la procédure de l'agrément) ; rejeté. (p. 4616) : soutient les amendements de Mme Michèle San Vicente n° 82 (définition du champ de l'agrément par un décret) ; et n° 83 (définition par décret des modalités d'agrément des associations intermédiaires) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. 4** (Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie) (p. 4666) : soutient l'amendement n° 87 de Mme Michèle San Vicente (maintien du versement direct de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) ; rejeté. - **Art. 8** (Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - Modification de la durée minimale du contrat d'avenir) (p. 4676) : soutient

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 91 de Mme Michèle San Vicente (modalités particulières de mise en place d'un contrat d'avenir de moins de 24 mois) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5370, 5372) : caractère répandu de l'inégalité entre les hommes et les femmes. Écart de rémunération aggravé par la ségrégation professionnelle. Problématique de la place effective des femmes au sein des entreprises. Problème de la maternité. doute sur l'efficacité des incitations financières au recrutement des femmes. Nécessité d'améliorer la politique d'accueil de la petite enfance. Interrogation sur les conditions d'application de l'article 1er relatif à la remise à niveau des rémunérations après un congé maternité. Souhait d'un allongement du congé maternité pour les femmes ayant accouché prématurément. Texte traduisant un manque de volonté politique. - **Art. additionnel après l'art. 2** (p. 5380) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information fournie aux salariés lors de leur embauche) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5401) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Gisèle Printz (faculté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou de changer la répartition de ses horaires ou de sa durée de travail) ; rejeté. (p. 5402) : soutient les amendements portant sur le même objet de Mme Gisèle Printz n° 28 et 29 (suppression de la possibilité de faire varier le délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel en deçà de sept jours) ; rejetés. - **Art. 7** (*Art. L. 122-25-2-1 du code du travail - Aide financière au remplacement des salariés en congé de maternité ou d'adoption*) (p. 5407, 5408) : soutient les amendements de Mme Gisèle Printz n° 34 (suppression) et n° 35 (repli) ; rejetés.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - **Question préalable** (p. 7075, 7077) : soutient la motion n° 98 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 13 ter** (*Versement d'un bonus exceptionnel de 1000 euros par salarié*) (p. 7139, 7140) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression partielle) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) (p. 8972, 8973) : grippe aviaire. Élimination des farines animales. Diminution drastique du nombre de postes ouverts au titre de la formation en médecine du travail. Problème de coordination du ministère de l'agriculture et de celui de la santé et des solidarités dans le domaine de la sécurité sanitaire.

SÉGUIN (Philippe)
Premier président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (1er mars 2005) - Premier président de la Cour des comptes

(p. 1071, 1073) : tradition du dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes remontant à 1832. Publication par la Cour de rapports thématiques. Rapport d'activité. Effets des contrôles de la Cour. Adaptation de la Cour aux évolutions de son environnement. Collaboration de la Cour avec la commission des finances et avec la commission des affaires sociales. Communication au Parlement des référés de la Cour. Nouvelle tâche de la Cour de certification des comptes de l'Etat. Rôle de la Cour dans la mise en oeuvre de la réforme de la LOLF. Place des juridictions financières. Contribution de la Cour à l'effort national du bon usage de la ressource publique.

SEILLIER (Bernard)
sénateur (Aveyron)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi organique tendant à préciser les obligations d'impartialité des membres du Conseil constitutionnel [n° 338 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. 11 F** (*Art. 29 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 - Recours à des particuliers ou à des associations pour le transport de personnes*) (p. 162, 163) : son amendement n° 118 : modalités de calcul des charges sociales et fiscales acquittées par les particuliers agréés exerçant l'activité de transport scolaire ; retiré. Désengagement problématique dans les campagnes suite à la décision des URSAFF d'assujettir ces particuliers. Retire son amendement n° 118 précité sous réserve de l'engagement pris par le Gouvernement de travailler sur cette question.

- **Question orale avec débat de M. Daniel Reiner sur l'avenir du fret ferroviaire** - (26 janvier 2005) : son intervention (p. 346).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)] (suite)** - (27 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 75 octies** (p. 534) : son amendement n° 115 : mise en place par le Gouvernement d'un schéma national de desserte pour le fret ferroviaire de bois et des produits dérivés ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Discussion générale (p. 917, 919) : adhère à la proposition de M. Hubert Haenel tendant à la création d'une commission de l'Union européenne à l'Assemblée nationale et au Sénat. Amélioration nécessaire du délai de transposition des directives. Adhésion des futurs Etats soumise à référendum. Désengagement éventuel de la France non prévu. Confusion sur la notion de subsidiarité. Conséquences de l'élargissement. Recentrage de la France sur la défense de ses intérêts nationaux. Complexité des procédures de coopération renforcée. Dispositions prometteuses des coopérations structurées. Développement indispensable de coopérations nouvelles. Restauration de la vocation démocratique fondatrice des parlements nationaux. Avenir et rénovation de la COSAC ; notion de Sénat européen. Développement d'une Europe structurée autour de projets politiques spécifiques.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1603, 1605) : objectif majeur de consolidation du pacte social. Mission fondamentale d'apprentissage de la lecture. Bien-fondé des méthodes traditionnelles. Réforme de l'apprentissage des langues étrangères. Mise en place d'un socle commun de connaissances et de compétences indispensables. Création d'un Haut conseil de l'éducation ; missions. Développement d'un programme personnalisé de réussite scolaire. Affirmation du principe de la liberté pédagogique des enseignants. Distinction du rôle de l'école de celui des parents. Restauration de l'autorité des enseignants en matière de redoublement. Acquisition des droits et devoirs de la vie en société. Importance de l'histoire et de l'éducation physique. Renforcement indispensable de l'accueil des plus jeunes enfants. Opportunité d'un référendum. Avec la majorité du groupe du RDSE, apporte son soutien au texte.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2073) : son amendement n° 395 : lien des formations des IUFM avec la recherche sur les méthodes de lecture ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2102, 2103) : constat d'échec scolaire préoccupant. Nécessité de revaloriser les filières professionnelles. Valorisation insuffisante du sport et des enseignements artistiques. Souhait d'une amélioration de l'enseignement de l'éducation physique à l'école primaire. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux - Deuxième lecture [n° 183 (2004-2005)]** - (30 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2552) : ambitieuse réforme de la politique de la famille. Nécessité d'obtenir une conciliation équilibrée entre vie familiale et vie professionnelle. Reconnaissance de la spécificité des professions d'assistants maternels et familiaux. Rapprochement de leur statut juridique avec le droit commun du travail. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3081, 3082) : hommage à la mission d'information conduite par le député Jean Leonetti. Crainte de dérives. Interrogation sur le bien-fondé d'une loi. Risque d'une décharge de l'obligation de soins des médecins. Regret de la suprématie du réquisitoire contre les soins déraisonnables sur le plaidoyer pour la poursuite des soins raisonnables. Protection fictive de l'expansion des règles de droit. Inaccessibilité à la loi du mystère de la vie et de la dignité humaine. Souhait d'amélioration du texte par le dépôt d'amendements. - **Art. 1er (priorité)** (*Art. L. 1110-5 du code de la santé publique - Interdiction et définition de l'obstination déraisonnable*) (p. 3102) : favorable à l'amendement n° 14 de Mme Anne-Marie Payet (évaluation de la proportionnalité des soins).

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 12** (p. 3775, 3777) : soutient les amendements de M. Georges Mouly n° 64 (prolongation de neuf à douze jours de la durée du congé de représentation) ; n° 67 (non-incrimination de l'engagement volontaire comme incompatible avec les actes positifs de recherche d'emploi) ;

n° 70 (assimilation à des dons des mises à disposition à titre gratuit de locaux par des personnes physiques au profit d'associations) ; retirés. Soutient l'amendement n° 71 de M. Hugues Portelli (publication au Journal officiel des subventions touchées par les associations) ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de l'adoption [n° 300 (2004-2005)]** - (22 juin 2005) - **Art. 3** (*Art. 350 du code civil - Abandon des enfants victimes d'un désintéret parental prolongé*) (p. 4457, 4459) : son amendement n° 4 : encadrement du désintéret manifeste des parents pour leur enfant ; rejeté. Défense impérative de la cohésion familiale. Peur du placement. "Spirale de l'enfermement". Importance du tissu associatif et de son action dans la lutte contre l'exclusion et pour la cohésion sociale. Difficulté du maintien des liens entre les parents et les enfants placés. Difficultés des trop nombreuses familles qui vivent dans la grande misère. Sentiment des parents de collusion entre les magistrats et les travailleurs sociaux. Symbolisme catastrophique de la suppression du critère de "grande détresse".

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. 8** (*Art. L. 322-4-11 et L. 322-4-12 du code du travail - Modification de la durée minimale du contrat d'avenir*) (p. 4675) : son amendement n° 115 : renouvellement de la durée des contrats d'avenir ; adopté. - **Art. 9** (*Art. L. 124-4-4 du code du travail - Modification pour coordination du régime indemnitaire de précarité pour les contrats insertion-RMA revêtant la forme de contrats de travail temporaire*) (p. 4686) : son amendement n° 116 : suppression ; rejeté. - **Art. 17 bis** (*Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de garantie contre les impayés de loyers*) (p. 4703) : son amendement n° 117 (participation des associations d'insertion par le logement à l'élaboration du cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement) ; retiré puis repris par M. Thierry Repentin. (p. 4704) : consultation indispensable du Conseil national de l'habitat et des associations. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4718) : encouragement indispensable du dispositif de soutien et de développement à l'emploi. Avec la majorité du groupe du RDSE, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5357, 5359) : persistance d'un fort écart salarial entre hommes et femmes. Proportion majoritaire des femmes percevant un salaire inférieur au SMIC. Problème du travail à temps partiel subi. Aspect capital de l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle. Défense de l'allocation parentale d'éducation. Intérêt des mesures visant à concilier vie familiale et professionnelle. Demande de précision sur la mise en oeuvre concrète du dispositif contraignant pour les entreprises. Rôle majeur de la formation dans l'objectif d'égalité salariale. Amélioration de la représentation des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des entreprises publiques. Soutien à ce texte constituant une avancée sociale incontestable. Hommage aux deux rapporteurs. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5428) : déplore la persistance d'écarts salariaux élevés entre hommes et femmes. La majorité du groupe du RDSE soutiendra ce texte.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (8 novembre 2005) - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination « montagne »*) (p. 6823) : soutient l'amendement n° 276 de M. Gilbert Barbier (suppression) ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (17 novembre 2005) - **Art. 30** (*Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé*) (p. 7349, 7353) : son amendement n° 134 : augmentation, à titre transitoire, de la prise en charge des médicaments onéreux dispensés dans les établissements de moyen séjour ; retiré.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Réticence des unités de soins à l'admission de patients nécessitant des thérapeutiques onéreuses. Maîtrise de la DGF.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - *Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7594) : son amendement n° 192 : obligation pour les communes de délimiter dans leur plan local d'urbanisme les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 20 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7869) : favorable à l'adoption de l'amendement n° 179 de Mme Sylvie Desmarescaux (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU) sans attendre la deuxième lecture.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2005) (p. 7916, 7917) : favorable à l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 148 (pourcentage de logements sociaux dans les constructions nouvelles).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2005) (p. 8031) : son amendement n° 198 : création d'un conventionnement de solidarité pour les propriétaires acceptant de loger des ménages prioritaires du plan département d'action pour le logement des personnes défavorisées, PDALPD ; retiré.

SERGEANT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 99 tome 3 annexe 30 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Sports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2319, 2320) : soutient l'amendement n° 95 de M. Bernard Cazeau (compensation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

intégrale par l'Etat des exonérations ou réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale); rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. 23** (*Reconduction du contrat de croissance et de solidarité*) (p. 8205) : soutient l'amendement n° I-137 de M. Marc Massion (indexation du contrat de croissance et de solidarité sur 50 % de la croissance du PIB); rejeté. Rappel d'un amendement voté dans ce sens en 2001. (p. 8206, 8207) : soutient l'amendement n° I-138 de M. Jean-Marie Bockel (reconduction du contrat de croissance et de solidarité pour une période de trois ans); rejeté. - **Art. 41** (*Financement des allègements généraux de cotisations sociales patronales par le transfert de recettes fiscales à la sécurité sociale*) (p. 8244, 8245) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° I-131 (transfert des recettes fiscales à la sécurité sociale limité à la compensation des allègements de cotisations conditionnés); rejeté; et n° I-132 (garantie d'une compensation intégrale des pertes de recettes subie par les caisses et régimes de la sécurité sociale); devenu sans objet. - **Art. 48** (*Création d'une société de valorisation des biens immobiliers de Réseau ferré de France, RFF*) (p. 8257) : soutient l'amendement n° I-50 de M. Marc Massion (suppression); rejeté.

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8584, 8585) : caractère atypique de cette mission. Augmentation des moyens. Mise en place d'une logique d'objectifs et de performance. Surdimensionnement du programme de soutien. Création du Centre national de développement du sport, CNDS. Interrogation sur les actions financées par le fonds dédié au "Grand programme sportif national". Stratégie ministérielle de réforme. Evolution des emplois. Diversification importante des actions en matière de jeunesse et de vie associative; questions en suspens. Interrogation sur les moyens alloués à cette mission dans le cadre du plan d'urgence pour les banlieues. Diffusion de la pratique sportive au sein de certains publics cibles. Difficultés financières et insuffisance de la féminisation des fédérations sportives. Avis du Conseil d'Etat de novembre 2003 sur les conflits opposant les collectivités territoriales à certaines ligues et fédérations. Problème de la violence verbale et physique dans le sport. Lutte contre le dopage : interrogation sur l'isolation de la position française et la stratégie du ministre. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8598) : accepte l'amendement n° II-87 du Gouvernement (transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative").

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9353, 9354) : soutient l'amendement n° II-379 de M. Marc Massion (suppression); rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 59** (p. 9375) : soutient l'amendement n° II-383 de M. Marc Massion (suppression du dispositif d'indexation automatique du barème de l'ISF en fonction de l'évolution des tranches de l'impôt sur le revenu); rejeté. - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9379) : soutient l'amendement n° II-384 de M. Marc Massion (suppression); rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 61** (p. 9396) : soutient l'amendement n° II-386 de M. Marc Massion (plafonnement global de la réduction d'impôt procurée par l'ensemble des dispositifs d'incitation fiscale); rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9836, 9838) : mauvais résultats économiques. Baisse des recettes fiscales. Annulations massives de crédits. Progression de la dépense publique. Accroissement de la dette publique. Absence de financement pour le fonds de réserve pour les retraites. Déficit public. Le groupe socialiste ne votera ce projet de loi. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 9862) : son amendement n° 104 : déliaison des taux de la fiscalité locale; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 9890, 9891) : son amendement n° 46 : instauration d'une taxe de solidarité due par les entreprises de transport maritime de passagers; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 9916) : son amendement n° 48 : limitation à 100 000 euros du montant du patrimoine transmissible en exonération totale de droits à travers l'assurance vie; rejeté.

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 240 (2004-2005)] sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 271 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (18 janvier 2005) - **Discussion générale** (p. 43, 44) : démarche novatrice et optimiste pour l'avenir du monde rural. Soutien au Gouvernement. Dépôt d'amendements visant à clarifier et simplifier les objectifs. Implication des départements dans la conception des schémas de cohérence territoriale, SCOT. Demande de précisions sur le transfert des moyens financiers et du personnel consécutif au transfert de l'aménagement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

foncier aux départements. Importance de la notion de service public dans la veille sanitaire. Au nom de l'Assemblée des départements de France, soutient la proposition de la commission de rétablir le texte adopté par le Sénat en première lecture sur les laboratoires départementaux d'analyse.

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 264, 265) : intervient sur l'amendement n° 241 de M. Gérard Le Cam (accès à l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire). Exemple de la Haute-Marne.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 2636, 2640) : modernisation nécessaire du dispositif juridique issu des lois sur l'eau du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992. Etat écologique non satisfaisant des milieux aquatiques en France. Réponse nécessaire aux ambitieux objectifs fixés par la directive de 2000 à l'horizon 2015. Nombreuses auditions. Consensus sur la pertinence du dispositif des structures de bassin et du mécanisme des redevances des agences de l'eau. Souci de transparence des procédures afin d'éviter tout détournement des financements issus des usages de l'eau. Enjeux majeurs du texte. Renforcement du poids des collectivités territoriales au sein des comités de bassin. Réflexion souhaitable sur la nature juridique des redevances. Consécration regrettable de leur caractère d'impôts de toutes natures, avec le risque d'une soumission ultérieure aux règles de la fongibilité budgétaire. Conciliation problématique de l'encadrement communautaire des aides des agences et le maintien de la participation des industriels au sein des comités de bassin. Voies nouvelles ouvertes par la Charte de l'environnement. Nécessité de satisfaire aux obligations communautaires : bon potentiel écologique des eaux et développement des énergies renouvelables. Renforcement de la contribution du secteur agricole à la mise en oeuvre de la politique de l'eau. Instauration non pertinente d'une redevance "nitrates". Nécessité de promouvoir les bonnes pratiques agricoles. Nouvelles contraintes européennes issues de la réforme de la PAC : écoconditionnalité et découplage des aides. Economie générale des 124 amendements déposés par la commission. Souhaite un débat serein sur la définition des eaux libres et des eaux closes. Débats passionnés sur cette question complexe depuis la loi du 29 juin 1984. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2685, 2687) : s'oppose à l'amendement n° 492 de Mme Evelyne Didier (intégration dans le code de l'environnement des notions de "bien public" et de "droit fondamental" appliquées à l'eau) satisfait par la notion de "patrimoine commun" figurant dans ledit code, ainsi qu'aux amendements n° 524 de M. Jean Desessard (introduction dans le code de l'environnement de la notion "d'aménagements écologiques" pour lutter contre les inondations) et n° 523 de Mme Odette Herviaux (possibilité pour les régions d'expérimenter la gestion de l'eau). Demande le retrait de l'amendement n° 249 de M. Jacques Pelletier (précision dans le code de l'environnement des objectifs fixés par la directive européenne en matière de bon état écologique des eaux). - **Art. 1er** (Art. L. 211-7 du code de l'environnement - *Habilitation de VNF à prescrire ou exécuter des travaux sur son domaine*) (p. 2688) : ses amendements n° 1 : cohérence ; adopté ; et n° 2 : assouplissement du principe de spécialité attaché au caractère d'établissement public de Voies navigables de France, VNF, en l'autorisant à équiper ses barrages destinés à la navigation intérieure pour produire de l'électricité ; retiré au profit de l'amendement n° 656 du Gouvernement (possibilité pour l'établissement public Voies navigables de France, VNF, de mettre en oeuvre tout moyen permettant l'aménagement et l'exploitation par des tiers des ouvrages dont il a la gestion en vue de la production hydroélectrique) qu'il accepte. - **Art. additionnel après l'art. 1er** (p. 2689) : demande le retrait de l'amendement n° 397 de M. Jean Desessard (inscription du principe de la récupération des coûts pour l'environnement associés aux dégradations du milieu aquatique). - **Art. 2** (Art. L. 214-4 et L. 215-10 du code de l'environnement - *Réforme du régime de retrait ou de modification de l'autorisation des installations ayant un impact*

sur l'eau) (p. 2690) : son amendement n° 3 : limitation des prérogatives de l'Etat au seul pouvoir de modifier sans indemnité les autorisations ou les concessions et précision de l'application des sanctions aux conséquences de la variation du débit dans les cours d'eau ; adopté après modification par le sous-amendement n° 320 de M. Henri Revol (ouverture d'un droit à indemnisation quand les modifications de concession et autorisation hydrauliques font peser une charge spéciale et exorbitante, disproportionnée avec l'objectif d'intérêt général), qu'il accepte. (p. 2692) : sur son amendement n° 3 précité, s'oppose au sous-amendement n° 657 du Gouvernement (possibilité pour l'Etat de révoquer ou de modifier sans indemnité les autorisations accordées sauf si les obligations nouvelles font peser une charge spéciale et exorbitante, disproportionnée avec l'objectif d'intérêt général). Sanction excessive au regard de l'objectif de protection des poissons migrateurs. Remise en cause de la sécurité juridique et de l'équilibre financier des contrats de concession. Demande le retrait de l'amendement n° 251 de M. Jacques Pelletier (extension de la référence faite au SDAGE aux objectifs qu'il définit, par coordination avec l'article 29 du texte). S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 526 et 527 de M. Bernard Cazeau (amélioration de la protection des espèces migratrices) ainsi qu'au n° 525 de M. Jean Desessard (préservation de toutes les espèces migratrices). (p. 2693, 2694) : demande au Sénat d'accepter son amendement n° 3 précité qu'il maintient. Dramatisation du débat par le Gouvernement. Détention à 100 % du capital d'EDF et majoritaire dans celui de la CNR. Mobilisation des directeurs locaux pour réduire les dégâts sur l'environnement. Absence d'intention de la commission de retirer tout pouvoir à l'Etat. Problèmes fondamentaux de l'énergie de pointe, du respect des critères de Kyoto et de l'objectif de 21 % pour les énergies renouvelables. - **Art. 3** (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - *Gestion du débit affecté*) (p. 2695) : ses amendements n° 4 : rédaction ; et n° 5 : simplification rédactionnelle ; adoptés. S'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 529 (prise en compte de la notion d'affectation du débit pour la préservation du milieu aquatique) et n° 530 (compatibilité de l'affectation du débit artificiel avec la fonction de l'aménagement déterminé, fixée par le SDAGE ou le SAGE). (p. 2696, 2698) : ses amendements n° 6 : suppression d'une disposition inutile ; n° 7 : possibilité pour l'office hydraulique de Corse de bénéficier de la procédure du débit affecté ; et n° 8 : simplification ; adoptés. Demande le retrait des amendements n° 231 de M. Claude Bertaud (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI et aux syndicats mixtes), n° 536 de M. Paul Raoult (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux EPCI, aux syndicats mixtes ainsi qu'à leurs établissements publics) et n° 531 de M. Bernard Cazeau (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux établissements publics de bassin). S'oppose à l'amendement n° 638 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux sociétés d'économie mixte), sans rapport avec l'article. Réponse à M. Jean-Pierre Vial sur l'amendement précité n° 638 de M. Thierry Repentin. S'oppose à l'amendement n° 532 de M. Bernard Cazeau (réserve obligatoire d'un débit minimal pour le bon état écologique des cours d'eau). (p. 2700) : s'oppose aux amendements identiques n° 253 de M. Jacques Pelletier, n° 373 de M. Ladislas Poniatowski et n° 528 de M. Paul Raoult (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche sur la régulation des cours d'eau et l'augmentation du débit en période d'étiage) ainsi qu'aux amendements analogues n° 479 de Mme Evelyne Didier et n° 206 de Mme Françoise Férat (consultation des fédérations départementales de pêche sur les régulations des cours d'eau). Absence de raison de prévoir cette consultation en dépit d'une prétendue représentativité de certaines associations liée à l'existence d'une cotisation obligatoire. Justifie ses propos en réponse à M. Pierre-Yves Collombat. (p. 2701) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 534 (précision des règles d'indemnisation des gestionnaires d'ouvrages hydroélectriques), n° 533 (suppression de toute indemnisation pour les modifications apportées aux règlements d'eau des entreprises hydroélectriques dont la concession a plus de quinze ans) et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 535 (opposabilité au concessionnaire des normes du SAGE adopté postérieurement à l'autorisation d'exploiter). - **Art. additionnel avant l'art. 4** (p. 2702, 2703) : demande le retrait de l'amendement n° 360 de M. Ladislav Poniatowski (précision de l'objectif du projet de loi relativement aux microcentrales). N'en partage pas les objectifs. Véritable intérêt économique des microcentrales. - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2704) : son amendement n° 9 : réécriture de l'article visant à améliorer la lisibilité ; adopté après modification par les sous-amendements n° 371 de M. Ladislav Poniatowski (préservation des secteurs de cours d'eau d'un bassin versant constituant un "réservoir biologique" nécessaire au respect du bon état écologique), n° 328 de M. Henri Revol (protection des espèces amphihalines) et n° 331 de M. Jean-François Le Grand (nécessité d'apporter la preuve de l'obstacle à la continuité écologique pour interdire la construction de nouveaux ouvrages). (p. 2706, 2707) : sur son amendement n° 9 précité, accepte les sous-amendements précités n° 328 de M. Henri Revol et n° 331 de M. Jean-François Le Grand et s'oppose aux sous-amendements portant sur le même objet de M. Thierry Repentin n° 668, 670 et 671 (prise en compte par le préfet des circonstances locales dans l'établissement de la liste des cours d'eau et de la nécessaire protection de la biodiversité aquatique), ainsi qu'aux sous-amendements n° 372 de M. Ladislav Poniatowski (protection des réserves biologiques) ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement de ce dernier n° 371 précité ainsi que pour le sous-amendement n° 330 de M. Jean-François Le Grand (référence à des éléments techniques et scientifiques valides pour l'ouverture des vannages) et demande le retrait du n° 329 (évaluation de l'incidence des listes de cours d'eau sur la production d'énergie renouvelable) de ce dernier. Demande le retrait de l'amendement n° 538 de M. Bernard Cazeau (prise en compte de la protection complète des poissons migrateurs lors de l'autorisation accordée pour la construction de nouveaux ouvrages). (p. 2708) : son amendement n° 10 : étude d'impact sur les capacités de production hydroélectrique existantes préalable au classement des cours d'eau établi par l'autorité administrative déconcentrée ; adopté après modification par le sous-amendement n° 659 du Gouvernement (élargissement de l'étude à l'ensemble des usages de l'eau) qu'il accepte. (p. 2709) : demande le retrait des amendements n° 250 de M. Jacques Pelletier (obligation de maintenir en bon état et de gérer les ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs dans les conditions fixées par l'autorité administrative) et n° 398 de M. Jean Desessard (définition par l'autorité administrative des règles de gestion et d'entretien des ouvrages devant assurer le transport des sédiments et la circulation des poissons migrateurs) qu'il estime satisfaits par son amendement n° 9 précité. (p. 2710) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 669 de M. Thierry Repentin (obligation, pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire). (p. 2712, 2713) : demande le retrait de l'amendement n° 415 de M. Jean-Pierre Vial (nécessité d'un avis motivé du préfet coordonnateur de bassin pour rejeter les propositions d'un plan départemental de gestion des cours d'eau). Sur son amendement n° 11 précité, s'oppose aux sous-amendements n° 669 de M. Thierry Repentin précité et n° 399 de M. Jean Desessard (reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement prise au vu d'une étude de compatibilité avec les objectifs d'état des eaux et après enquête publique). S'oppose aux amendements identiques n° 207 de Mme Françoise Férat, n° 256 de M. Jacques Pelletier et n° 370 de M. Ladislav Poniatowski (consultation des fédérations départementales des associations agréées de pêche avant l'établissement des listes de classement des rivières) ainsi qu'aux amendements identiques n° 257 de M. Jacques Pelletier et n° 369 de M. Ladislav Poniatowski (obligation pour les ouvrages existants ayant déjà bénéficié du délai de cinq ans après le classement, d'être mis en conformité avec les dispositions du présent article sans délai supplémentaire). S'oppose aux amendements n° 204 de Mme

Françoise Férat (réintégration systématique dans les nouveaux classements des cours d'eau actuellement mentionnés dans les listes, à l'exception de ceux faisant l'objet d'une décision expresse de déclassement), n° 539 de M. Bernard Cazeau (consultation des commissions locales de l'eau, CLE, et des EPTB avant l'établissement des listes de classement des rivières), n° 480 de Mme Evelyne Didier (reclassement de plein droit sur les nouvelles listes des cours d'eau antérieurement classés, en l'absence de décision expresse de déclassement au vu d'une étude d'impact et après enquête publique) et n° 179 de M. Eric Doligé (consultation pour avis des EPTB avant l'établissement des listes de classement des cours d'eau).

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) (p. 2729) : s'oppose à l'amendement n° 644 de M. Jean Desessard (renforcement des exigences environnementales à l'égard des exploitations hydrauliques). (p. 2732) : son amendement n° 12 : dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 537 de Mme Josette Durrieu (fixation du débit réservé au vingtième du module pour tous les ouvrages), n° 300 de M. Alain Vasselle (suppression du caractère exceptionnel des étiages) et n° 332 de M. Jean-François Le Grand (référence à la mise en application des dispositions de la directive sur les énergies renouvelables du 27 septembre 2001). S'oppose à l'amendement n° 522 de M. Pierre-Yvon Trémel (améliorations tendant à résoudre les conflits entre les administrations et les usagers économiques de l'eau). Accepte les amendements de M. Ladislav Poniatowski n° 362 (possibilité de pompage ou de restitution de l'eau en aval immédiat de l'ouvrage de prise d'eau) et n° 361 (valorisation de l'eau comme ressource économique). (p. 2734) : accepte l'amendement n° 367 de M. Ladislav Poniatowski (rédaction). (p. 2736) : demande le retrait de l'amendement n° 368 de M. Ladislav Poniatowski (suppression des dérogations prévues pour les cours d'eau présentant un fonctionnement atypique). (p. 2768) : demande le retrait de l'amendement n° 333 de M. Jean-François Le Grand (segmentation des cours d'eau pour fixer des valeurs de débit minimal). (p. 2770) : demande le retrait de l'amendement n° 540 de M. Bernard Cazeau (établissement d'un schéma global de répartition des débits pour chaque bassin hydrographique). Son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. (p. 2771) : s'oppose à l'amendement n° 642 de Mme Josette Durrieu (suppression de l'actualisation des obligations faites aux ouvrages existants lors du renouvellement de leur concession), accepte l'amendement n° 322 de M. Henri Revol (coordination) et demande le retrait de l'amendement n° 197 de M. Claude Biwer (prise en compte des enjeux énergétiques du pays). (p. 2772) : s'oppose à l'amendement n° 323 de M. Henri Revol (exclusion du Rhône du cadre d'application de la loi). - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 2774, 2775) : sur l'amendement n° 355 de M. Gérard Bailly (établissement par le préfet d'une liste des cours d'eau pour chaque département) qu'il accepte, son sous-amendement n° 686 ; adopté. - **Art. 5** (*Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 2777) : s'oppose à l'amendement n° 544 de M. Jean Desessard (précision relative à la notion d'entretien). Son amendement n° 14 : précision ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 354 de M. Gérard Bailly (possibilité de procéder aux obligations légales d'entretien des cours d'eau et des berges sans autorisation de la part de l'administration). (p. 2778) : ses amendements n° 15 : rédaction ; et n° 16 : coordination ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 418 de M. Jean-Pierre Vial (rôle et durée d'application de la déclaration d'intérêt général). (p. 2779) : demande le retrait de l'amendement n° 541 de M. Bernard Cazeau (obligation d'entretien identique pour les rivières domaniales et non domaniales). (p. 2780) : son amendement n° 17 : nouvelle rédaction de l'article concernant l'entretien groupé des cours d'eau ; adopté. (p. 2782) : s'oppose à l'amendement n° 542 de M. Bernard Cazeau (référence à des opérations planifiées et non groupées). Estime satisfait par son amendement n° 17 précité les amendements identiques n° 294 de M. Daniel Soulage et n° 301 de M. Alain Vasselle (faculté pour les propriétaires riverains de s'opposer à l'épandage sur

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

leur terrain de matières de curage polluées). (p. 2783) : son amendement n° 18 : en matière d'entretien des cours d'eau, adaptation des usages locaux et des anciens règlements aux normes en vigueur ; adopté. (p. 2784) : sur l'amendement n° 520 de M. Thierry Repentin (possibilité pour des structures intercommunales d'engager des travaux d'entretien des cours d'eau à la charge des propriétaires n'assumant pas leurs obligations) qu'il accepte, son sous-amendement n° 19 ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 543 de M. Bernard Cazeau analogue à l'amendement n° 520 de M. Thierry Repentin précité et demande le retrait de l'amendement n° 201 de Mme Françoise Férat (rappel pour les propriétaires riverains de la possibilité de bénéficier de subventions publiques pour l'entretien des cours d'eau). (p. 2785) : son amendement n° 21 : extension aux cours d'eau domaniaux des nouveaux concepts d'entretien définis par le projet de loi ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2786) : s'oppose à l'amendement n° 545 de M. Jean Desessard (possibilité pour le préfet de prévenir toute crise susceptible de nuire au milieu aquatique). - **Art. 6** (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau) (p. 2787) : s'oppose à l'amendement n° 547 de M. Bernard Cazeau (présentation aux comités de bassin d'un bilan des actions de police de l'eau). (p. 2788) : s'oppose à l'amendement n° 433 de Mme Evelyne Didier (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas d'infraction constatée). (p. 2789) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, accepte le n° 442 (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas de travaux ou activités réalisés sans autorisation ou déclaration requise) et s'oppose au n° 441 (obligation pour l'autorité administrative d'apposer des scellés sur des installations en infraction constatée). S'oppose aux amendements identiques n° 481 de Mme Evelyne Didier et n° 546 de M. Paul Raoult (après l'arrêt d'une activité, obligation pour le propriétaire de remettre le site en état sans porter atteinte aux écosystèmes aquatiques). - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 2790) : s'oppose à l'amendement n° 548 de M. Jean Desessard (fixation d'objectifs de contrôle à la police des eaux). - **Art. 7** (Art. L. 216-3, L. 216-4, L. 216-5, L. 216-7 et L. 216-9 du code de l'environnement - Extension des pouvoirs des agents chargés des contrôles au titre de la police de l'eau) (p. 2791) : ses amendements n° 22 et 23 : rédaction ; et n° 24 et 25 : coordination ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 434 de Mme Evelyne Didier (sanction pécuniaire pour le mauvais entretien d'un équipement permettant la circulation des poissons migrateurs). (p. 2792) : s'oppose à l'amendement n° 549 de M. Jean Desessard (possibilité pour le tribunal, en cas de condamnation, de prononcer la suspension du fonctionnement d'une installation jusqu'à sa mise en conformité). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2793) : s'oppose à l'amendement n° 317 de M. Michel Esneu (réglementation de la gestion des eaux et sédiments de ballast pour les navires pénétrant dans les eaux territoriales françaises).

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique) (p. 2802) : accepte l'amendement n° 324 de M. Henri Revol (harmonisation des règles applicables aux exploitants d'ouvrages hydrauliques en matière pénale). (p. 2803) : son amendement n° 674 : critères de définition des frayères, des zones de croissance ou des zones d'alimentation précisés par décret en Conseil d'Etat et diminution de la sanction encourue en cas de destruction ; adopté. (p. 2805) : demande le retrait des amendements identiques n° 295 de M. Daniel Soulage et n° 302 de M. Alain Vasselle (retrait de la référence aux zones d'alimentation ou de réserves de nourriture non localisées et diminution du montant de l'amende), ainsi que des n° 351 de M. Michel Doublet (clarification des pratiques d'entretien à la charge des propriétaires riverains) et n° 325 de M. Henri Revol (infraction non constituée dans le cas d'une opération autorisée dont les prescriptions ont été respectées) qu'il estime satisfaits par son amendement n° 674 précité. - **Art. 9** (Art. L. 435-5 du code de

l'environnement - Réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées) (p. 2806) : son amendement n° 26 : application du droit de pêche de l'Etat sur le seul domaine public fluvial de l'Etat ; adopté. (p. 2807) : accepte l'amendement n° 209 de Mme Françoise Férat (rédaction) et s'oppose aux amendements n° 551 de M. Paul Raoult (précision) et n° 482 de Mme Evelyne Didier (précision). - **Art. 10** (Art. L. 436-9 et L. 432-11 du code de l'environnement - Gestion des peuplements des cours d'eau) : S'oppose aux amendements identiques n° 552 de M. Paul Raoult et n° 478 de Mme Evelyne Didier (consultation des fédérations départementales de pêche et de protection du milieu aquatique). - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 2808, 2809) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 359 de M. Ladislas Poniatowski (indemnisation par l'Etat du préjudice résultant de la prolifération d'animaux sauvages appartenant à des espèces protégées). - **Art. 11** (Art. L. 436-14 à L. 436-16 du code de l'environnement - Dispositions de lutte contre le braconnage) (p. 2810, 2811) : son amendement n° 27 : précision par décret de la liste des espèces protégées ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 553 de M. Bernard Cazeau (adaptation des espèces à protéger) au profit de son amendement précité n° 27. - **Art. 12** (Art. 1er du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure - Classement des cours d'eau des DOM dans le domaine public fluvial) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 554 de M. Claude Lise (classement des ravines dans le domaine public fluvial). - **Art. 13** (Art. 1er de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 - Élargissement des stipulations du contrat de service public des entreprises électriques et gazières) (p. 2812) : son amendement n° 28 : prévision des moyens mis en oeuvre pour développer les énergies renouvelables, notamment l'hydroélectricité ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 2813) : accepte les amendements identiques n° 303 de M. Alain Vasselle et n° 341 de M. Daniel Soulage (création de ressources nouvelles). - **Art. 14** (Art. L. 211-3 du code de l'environnement - Délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable) (p. 2815) : ses amendements n° 29 : mise en cohérence des modalités d'application des programmes d'action avec le code rural et n° 31 : extension de la délimitation aux zones d'érosion diffuse des sols agricoles ; adoptés. (p. 2816) : son amendement n° 32 : regroupement de l'ensemble des préleveurs pour la fixation des périmètres ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 555 de M. Bernard Cazeau (renforcement du pouvoir des commissions locales des eaux, CLE) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. - **Art. additionnel après l'art. 15** (p. 2817) : son amendement n° 33 : présentation d'une étude de dangers par les exploitants d'ouvrages hydrauliques ; adopté. - **Art. 16** (Art. L. 214-7 du code de l'environnement - Application des règles relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau aux installations classées pour la protection de l'environnement) (p. 2818) : son amendement n° 34 : simplification ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 16** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 419 de M. Jean-Pierre Vial (élargissement aux sociétés d'économie mixte de la procédure simplifiée pour l'implantation des micro-centrales hydrauliques). - **Intitulé du chapitre III** (*Préservation de la qualité des eaux et des milieux aquatiques*) (p. 2819) : accepte l'amendement n° 334 de M. Jean-François Le Grand (nouvel intitulé - Préservation et restauration de la qualité des eaux et des milieux aquatiques). - **Art. additionnel avant l'art. 17** (p. 2820) : demande le retrait de l'amendement n° 335 de M. Jean-François Le Grand (définition d'une méthodologie commune à tous les pays européens pour mesurer la qualité de l'eau). Compétence européenne. - **Art. 17** (Art. L. 522-8 du code de l'environnement - Contrôle de la traçabilité des produits biocides) (p. 2821) : sur les amendements de Mme Evelyne Didier, demande le retrait du n° 436 (nouvelle rédaction) et s'oppose au n° 437 (communication à l'autorité administrative des informations concernant les quantités de biocides mises sur le marché). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2822) : s'oppose à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). (p. 2826, 2827) : demande le retrait de l'amendement n° 557 de M. Jean

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Desessard (encadrement des publicités sur les produits phytosanitaires). Constitution d'un groupe de travail sur le sujet avant la deuxième lecture du texte. - **Art. 19** (Art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires) (p. 2843) : accepte l'amendement n° 342 de M. Daniel Soulage (incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires). Multiplicité des contrôles effectués auprès des agriculteurs. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 2845) : son amendement n° 35 : sécurisation des missions exercées par le CEDRE ; adopté. Remise en cause du financement du centre de documentation, de recherches et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux, CEDRE, par la Cour des comptes. (p. 2846) : demande le retrait de l'amendement n° 435 de Mme Evelyne Didier (agrément par l'Etat d'organismes spécialisés dans la recherche, l'expérimentation et la mise en oeuvre des moyens de combattre les pollutions des eaux) au profit de son amendement analogue précité n° 35. - **Art. 20** (Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires) (p. 2847, 2848) : son amendement n° 36 : améliorations rédactionnelles ; adopté. Sur les amendements de M. Charles Revet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 262 (contrôle des matériels utilisés pour les traitements des récoltes par des entreprises agréées) et demande le retrait du n° 263 (information des utilisateurs de produits phytosanitaires sur les précautions nécessaires à leur utilisation). Invite leur auteur à participer au groupe de travail prochainement mis en place, sur le problème de la publicité des produits phytosanitaires. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 343 de M. Daniel Soulage (coordination). - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 2849) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 264 de M. Charles Revet (reconnaissance d'un droit de préemption à la commune ou l'EPCI sur les terrains agricoles situés dans le bassin d'alimentation de leur captage). Bénéfice du droit de préemption ouvert aux SAFER. (p. 2854) : après avis du Gouvernement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements, portant sur le même objet, n° 513, 514 et 515 de M. Gérard Delfau (réglementation des forages domestiques). - **Art. 21** (Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration) (p. 2855, 2859) : ses amendements n° 37, 38 et 39 : rédaction ; adoptés. Reprend les amendements de Mme Fabienne Keller n° 154 (clarification des possibilités d'intervention du fonds) et n° 156 (précision) ; adoptés ; ainsi que le n° 155 (rédaction) ; devenu sans objet. Accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 660 , déposé sur son amendement précité n° 38 et n° 661 , déposé sur son amendement précité n° 155. Demande le retrait des amendements de M. Pierre Herisson n° 386 (suppression), n° 393 (réduction du montant de la cotisation au fonds de garantie) et n° 387 (publication d'un rapport annuel par la caisse centrale de réassurance) identique à l'amendement n° 195 de Mme Jacqueline Gourault. S'oppose aux amendements n° 559 de M. Paul Raoult (suppression des boues industrielles du dispositif) et n° 560 de M. François Marc (indemnisation des dommages aux personnes et aux biens). Demande le retrait des amendements n° 424 de M. Alain Vasselle (couverture, par l'indemnisation, de l'intégralité du préjudice subi) et n° 214 de M. Christian Cambon (distinction entre boues industrielles et boues urbaines). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 186 de Mme Jacqueline Gourault, n° 558 de M. Paul Raoult et n° 352 de M. Michel Doublet (calcul de la contribution au fonds de garantie sur le volume de boues épanchées et non sur la quantité de boues produites). - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 2863) : s'oppose à l'amendement n° 425 de M. Alain Vasselle (accord du propriétaire préalable à l'épandage de boues sur des terres mises en fermage). (p. 2864) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 563 de M. Paul Raoult (statut de collaborateur de service public des personnes contribuant au transport et à l'épandage des boues et définition de la procédure présidant à l'attribution de ce service). -

Art. 22 (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 2865) : son amendement n° 40 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 562 de M. Paul Raoult (fixation par la commune des prescriptions techniques pour la réalisation ou la mise en conformité des installations autonomes). (p. 2866) : s'oppose aux amendements n° 232 de M. Claude Bertaud (élargissement de la compétence "assainissement" à l'ensemble des personnes publiques) et n° 645 de M. Paul Raoult (élargissement à l'EPCI de la compétence "assainissement"). (p. 2867) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements analogues n° 233 de M. Claude Bertaud et n° 647 de M. Paul Raoult (procédure de contrainte applicable aux propriétaires s'abstenant de se raccorder au réseau de collecte des eaux usées). (p. 2868) : son amendement n° 44 : diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement autonome à l'occasion de la vente de biens immobiliers à usage d'habitation ; retiré au profit de l'amendement identique de la commission des lois saisie pour avis n° 127. (p. 2869) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 227 de Mme Esther Sittler et n° 561 de M. Paul Raoult (délivrance d'une attestation relative à la conformité des installations d'évacuation ou d'épuration des eaux usées à l'occasion de toute vente d'immeuble) au profit de l'amendement précité n° 127 de la commission des lois saisie pour avis. Demande le retrait de l'amendement n° 267 de M. Charles Revet (contrôle de l'installation d'assainissement à chaque cession d'un bien immobilier). (p. 2871) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). (p. 2873, 2874) : ses amendements n° 41 : rédaction et n° 42 et 43 : précision ; devenus sans objet. Accepte l'amendement n° 265 de M. Charles Revet (autorisation préalable des collectivités concernées pour tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte) ainsi que les amendements n° 646 de M. Paul Raoult (autorisation de la collectivité préalable à tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte) et n° 239 de M. Claude Bertaud (autorisation préalable de la collectivité concernée pour le déversement dans le réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 190 de Mme Jacqueline Gourault et n° 384 de M. Pierre Hérisson (pouvoir de police spécial du maire ou du président d'EPCI compétent en matière de collecte des eaux usées à l'endroit où a lieu le déversement). Demande le retrait de l'amendement n° 240 de M. Claude Bertaud (délai accordé aux collectivités chargées du transport et du traitement des eaux usées pour transmettre leur avis à la collectivité responsable de la collecte ramené à un mois). (p. 2875) : demande le retrait de l'amendement n° 223 de Mme Esther Sittler (rédaction). - **Art. additionnels après l'art. 22** : s'oppose à l'amendement n° 564 de M. Jean Desessard (information des consommateurs sur l'évolution de la qualité de l'eau brute prélevée dans les milieux naturels à fins de distribution alimentaire). (p. 2876) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 268 de M. Charles Revet (prévision d'une étude pédologique préalable à l'installation ou à la réhabilitation d'un ouvrage d'assainissement non collectif). - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial) (p. 2878, 2880) : ses amendements n° 45 : précision et n° 46 : rédaction ; adoptés. Complexité et manque de lisibilité de la taxe. Demande le retrait des amendements identiques, de la commission des finances saisie pour avis n° 175, n° 269 de M. Charles Revet et n° 499 de Mme Evelyne Didier (suppression). Demande le retrait de l'amendement n° 565 de M. Paul Raoult (élargissement de la charge du service aux syndicats mixtes et aux établissements publics). - **Intitulé du chapitre II** (Services publics de l'eau et de l'assainissement) (p. 2881) : son amendement n° 47 : nouvel intitulé de la division - service public de distribution d'eau et d'assainissement ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 2881) : demande le retrait de l'amendement n° 261 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Bernard Murat (inscription dans la section investissement des dépenses exposées par les communes et les EPCI pour la mise en oeuvre des dispositions relatives aux contrôles sanitaires des eaux). (p. 2882, 2883) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jackie Pierre n° 349 (impossibilité pour un propriétaire de se retourner pour voie de fait ou emprise irrégulière contre une collectivité publique en cas d'implantation de canalisations publiques souterraines sur son terrain) et n° 350 (obligation pour le maire de s'informer sur l'existence de canalisations publiques souterraines d'eau à l'occasion de la demande du permis de construire). - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2884) : accepte l'amendement n° 234 de M. Claude Bertaud (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire) portant sur le même objet que l'amendement n° 566 de M. Paul Raoult dont il demande le retrait. (p. 2886, 2887) : s'oppose aux amendements analogues n° 235 de M. Claude Bertaud et n° 567 de M. Paul Raoult (limitation de la responsabilité des collectivités dans la fourniture d'une eau propre à la consommation à la partie du branchement rattachée au réseau public). Dispositions contraires à la directive européenne de 1998 prescrivant l'appréciation de la qualité de l'eau au robinet de l'utilisateur final. Incertitudes juridiques sur la responsabilité de l'installation entre le réseau public et le robinet. S'oppose à l'amendement n° 443 de Mme Evelyne Didier (renforcement du rôle des commissions consultatives de services publics locaux). - **Art. 25** (Art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général) (p. 2888) : son amendement n° 48 : précision ; adopté. Son amendement n° 49 : possibilité de prise en charge sur le budget général des dépenses afférentes au service d'assainissement non collectif ouverte à l'ensemble des groupements de collectivités territoriales y compris les syndicats mixtes fermés ; adopté. (p. 2889) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 568 de M. Paul Raoult (limitation de la compensation). - **Art. additionnels après l'art. 25** : demande le retrait de l'amendement n° 272 de M. Charles Revet (assouplissement du seuil d'habitants en deçà duquel les dépenses des services publics de distribution d'eau et d'assainissement peuvent être prises en charge par le budget général des collectivités concernées). (p. 2891) : accepte l'amendement n° 271 de M. Charles Revet (possibilité pour les groupements de communes composés de communes dont aucune n'atteint 3 000 habitants d'établir un budget unique) et s'oppose à l'amendement n° 348 de M. Daniel Soulage (possibilité d'abondement du budget de l'assainissement par le budget de l'eau pour les communes de moins de 3 000 habitants y compris dans le cadre d'un syndicat ou d'un groupement de communes). (p. 2893) : s'oppose à l'amendement n° 569 de M. Paul Raoult (fusion des régions pour la gestion des services d'adduction d'eau potable et d'assainissement collectif et non collectif). Statut d'autorité déléguante de service public exclusivement réservé à la collectivité organisatrice du service de distribution d'eau et d'assainissement. - **Art. 26** (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement) (p. 2894) : accepte l'amendement n° 218 de M. Christian Cambon (définition du service de distribution d'eau) et demande le retrait de l'amendement n° 377 de M. Gérard Delfau (définition des services publics de distribution d'eau et précision de la définition du service public d'assainissement). (p. 2895) : ses amendements n° 50 et 51 : clarification rédactionnelle ; adoptés. (p. 2897) : demande le retrait des amendements n° 274 de M. Charles Revet (gestion de la filière boues par la collectivité) et de Mme Esther Sittler n° 224 (compétences des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement). S'oppose à l'amendement n° 570 de M. Paul Raoult (précision rédactionnelle). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 276 de M. Charles Revet (possibilité pour les collectivités d'exercer elles-mêmes le contrôle et la mise en conformité des installations d'assainissement) et n° 493 de Mme Evelyne Didier (extension des compétences des communes en matière d'assainissement non collectif à la réalisation, à leurs frais, de l'installation du

système d'assainissement individuel). Sur ce dernier, s'oppose, à titre personnel, au sous-amendement n° 683 de Mme Josette Durrieu (référence au schéma directeur d'assainissement et contrôle du SPANC). (p. 2899, 2900) : accepte l'amendement n° 275 de M. Charles Revet (en cas d'absence de contrôle par la commune, obligation pour le propriétaire de fournir une attestation de conformité de son installation à la collectivité compétente pour exercer ce contrôle). (p. 2901) : demande le retrait de l'amendement n° 378 de M. Gérard Delfau (report du terme du délai pour la mise en place de l'assainissement collectif et des ouvrages d'épuration). Incompatibilité avec la directive européenne de 1991 transposée dans la loi sur l'eau de 1992. (p. 2902) : demande le retrait de l'amendement n° 279 de M. Charles Revet (mise en oeuvre et financement par les communes ou groupements de communes des programmes d'action pour le maintien ou la remise en herbe des terrains situés dans les bassins versants) qu'il estime satisfait par le droit en vigueur. (p. 2903) : son amendement n° 52 : unification du régime communal, départemental et régional des redevances d'occupation du domaine public ; adopté après modification par le sous-amendement n° 662 du Gouvernement, qu'il accepte. Demande le retrait de l'amendement n° 219 de M. Christian Cambon (exonération du service public d'eau potable du paiement des redevances pour occupation du domaine public).

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) (p. 2925) : son amendement n° 53 : rectification ; adopté. (p. 2925, 2926) : s'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 444 (compte rendu annuel de l'avancement des travaux) et n° 491 (suppression de la référence au caractère patrimonial des renouvellements). Accepte les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° 132 (inventaire du patrimoine du délégant en fin de contrat) et n° 131 (estimation chiffrée du programme de travaux et compte rendu de sa réalisation). Demande le retrait des amendements n° 277 de M. Charles Revet (impossibilité de déléguer des renouvellements et grosses réparations à caractère patrimonial dans le cadre d'un contrat de délégation de service public en matière de distribution d'eau ou d'assainissement) et n° 198 de M. Claude Biver (restitution par les délégataires des provisions pour travaux non utilisées). (p. 2927) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 134 (interdiction de la modulation des aides publiques en fonction du mode de gestion du service de l'eau et de l'assainissement). (p. 2929) : s'oppose aux amendements n° 490 de Mme Evelyne Didier (instauration d'une procédure d'appel d'offres pour les travaux exclusifs réalisés par les délégataires) et n° 643 de M. Paul Raoult (possibilité pour une collectivité territoriale d'attribuer un fonds de concours à une autre collectivité abritant des équipements en matière d'eau ou d'assainissement). (p. 2930, 2931) : problème d'organisation relevant d'une instance supérieure tel que l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, ONEMA. Son amendement n° 54 : contenu de l'annexe remise par le délégataire d'un service de distribution d'eau et d'assainissement pour compléter le rapport annuel rendant compte de l'exécution de la délégation ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2932) : accepte l'amendement n° 177 de M. Christian Gaudin (autorisation pour les agents territoriaux de participer aux commissions compétentes pour les délégations de service public), modifié par le sous-amendement n° 687 du Gouvernement. (p. 2933) : s'oppose à l'amendement n° 400 de M. Jean Desessard (extension du domaine de compétence des commissions consultatives de services publics locaux en matière de service de distribution d'eau et d'assainissement). Son amendement n° 414 : possibilité pour les syndicats chargés du service public de distribution d'eau potable de participer au financement des réserves communales de sécurité civile ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27 ou après l'art. 49** (p. 2937) : accepte les amendements portant sur le même objet n° 582 de M. Paul Raoult, n° 318 de Mme Jacqueline Gourault et n° 230 de Mme Esther Sittler (possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte). Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 688 du Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 26** : Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 225 de Mme Esther Sittler (accès des agents des services de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

distribution d'eau potable aux propriétés privées afin d'exercer des contrôles). (p. 2938) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 273 de M. Charles Revet (inclusion des services publics d'assainissement dans les opérateurs de réseaux visés à l'article 82 du code des marchés publics). - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27** (p. 2939, 2940) : s'oppose aux amendements n° 496 de Mme Evelyne Didier (encadrement plus strict des contrats de délégation de service public conclus entre les collectivités locales et des entreprises privées) et n° 578 de M. Jean Desessard (durée maximale des conventions de délégation de service public). - **Art. additionnel avant l'art. 27** (p. 2941) : s'oppose à l'amendement n° 502 de Mme Evelyne Didier (garantie à chaque habitant de la fourniture quotidienne d'un volume minimum d'eau). - **Art. 27** (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau) (p. 2943) : son amendement n° 55 : modalités de transmission aux usagers du règlement du service de distribution d'eau ; adopté. (p. 2945) : s'oppose à l'amendement n° 571 de M. Bernard Cazeau (précision). Estime satisfait par son amendement n° 55 précité les amendements n° 188 de Mme Jacqueline Gourault (diffusion du règlement du service de distribution d'eau), n° 236 de M. Claude Bertaud (conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau), ainsi que les amendements de M. Paul Raoult n° 573 (conditions d'opposabilité du règlement du service de distribution d'eau) et n° 579 (conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 575 de M. Paul Raoult (calcul du montant des charges fixes de la facture d'eau). (p. 2946) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 194 de Mme Jacqueline Gourault (coexistence de différences tarifaires au sein d'une même intercommunalité). S'oppose aux amendements n° 237 de M. Claude Bertaud (mention de l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif) et n° 648 de M. Paul Raoult (référence à l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif). (p. 2947) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 280 de M. Charles Revet (possibilité pour une collectivité de demander une participation financière du propriétaire concerné par des travaux de réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif) et s'oppose à l'amendement n° 494 de Mme Evelyne Didier (assimilation de la participation pour travaux à la redevance pour assainissement). (p. 2948) : demande le retrait de l'amendement n° 278 de M. Charles Revet (possibilité pour un propriétaire privé de bénéficier d'aides financières pour la réhabilitation d'ouvrages d'assainissement non collectif). (p. 2949, 2950) : son amendement n° 56 : remboursement dans un délai de deux ans des sommes perçues au titre des dépôts de garantie ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 401 de M. Jean Desessard (interdiction des frais fixes assimilables à des dépôts de garantie). (p. 2951) : demande le retrait de l'amendement n° 228 de Mme Esther Sittler (composition de la facture d'eau) et s'oppose à l'amendement n° 577 de M. François Marc (adéquation entre la part fixe de la facture d'eau et le coût réel du service universel). (p. 2952, 2953) : s'oppose à l'amendement n° 428 de Mme Evelyne Didier (plafonnement du montant des charges fixes) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement analogue n° 402 de M. Jean Desessard. (p. 2954) : s'oppose aux amendements identiques n° 403 de M. Jean Desessard et n° 439 de Mme Evelyne Didier (interdiction de la tarification forfaitaire de l'eau). (p. 2955) : son amendement n° 57 : suppression de la référence aux SAGE et aux SDAGE pour l'encadrement de la tarification dégressive du prix de l'eau ; adopté. (p. 2958) : son amendement n° 58 : délai accordé aux collectivités territoriales pour se mettre en conformité avec l'interdiction des tarifs dégressifs dans les zones de répartition des eaux ; adopté. Soutient l'amendement identique de la commission des lois saisie pour avis n° 138 ; adopté. (p. 2959) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 187 (suppression de la possibilité de mettre en place des tarifications progressives ou dégressives), de M. Jean Desessard n° 404 (barèmes de tarification de l'eau) et n° 405 (suppression du principe de dégressivité de la

tarification de l'eau), de M. Christian Cambon n° 220 (suppression des restrictions au recours à la tarification dégressive), de M. Paul Raoult n° 673 (encadrement du recours au tarif dégressif), de Mme Evelyne Didier n° 440 (application d'un tarif progressif au-delà d'une première tranche de consommation à tarif réduit) et, portant sur le même objet n° 429 et n° 430 (suppression du recours à une tarification dégressive). Demande le retrait des amendements n° 672 de Mme Esther Sittler (précision) et n° 574 de M. Paul Raoult (suppression de la référence aux SAGE pour l'encadrement du recours à la tarification dégressive du prix de l'eau). Estime l'amendement n° 221 de M. Christian Cambon (interdiction du recours à une tarification dégressive uniquement dans les cas de pénurie) satisfait par son amendement n° 57 précité. (p. 2962) : demande le retrait de l'amendement n° 229 de Mme Esther Sittler (conditions de raccordement au réseau d'assainissement). - **Art. additionnels après l'art. 27** : demande le retrait de l'amendement n° 406 de M. Jean Desessard (présentation des provisions dans le rapport financier de la délégation). (p. 2963) : demande le retrait de l'amendement n° 580 de M. Paul Raoult (informations fournies aux collectivités territoriales par les délégataires gérant le service public de distribution d'eau). (p. 2964) : son amendement n° 60 : adaptation de certaines dispositions du projet de loi aux spécificités de l'agglomération parisienne ; adopté. (p. 2966) : demande l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 685 de Mme Hélène Luc, portant sur son amendement n° 60 précité. (p. 2967) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 581 de M. Paul Raoult (calcul du coefficient d'intégration fiscale en cas d'adhésion d'une communauté à un syndicat mixte compétent en matière d'assainissement). (p. 2968) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 140 (dispositions tendant à faciliter la mise en oeuvre des services publics d'assainissement non collectif). (p. 2969) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 141 (octroi de la DGF bonifiée aux communautés de communes exerçant une compétence d'assainissement intégrale). (p. 2970) : accepte l'amendement n° 216 de M. Christian Cambon (pour les services de distribution d'eau, absence d'information systématique des usagers sur les délais nécessaires pour mettre fin à un contrat). Demande le retrait de l'amendement n° 477 de Mme Evelyne Didier (installation de compteurs d'eau sur tous les types de pompage). (p. 2971, 2972) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 281 de M. Charles Revet (possibilité pour une commune ayant fait l'objet d'un arrêté de catastrophe naturelle relatif à une inondation d'engager simultanément une demande d'occupation temporaire et une procédure d'expropriation sur le même terrain). Interrogation sur la situation des collectivités ne respectant pas les normes fixées par la directive de 1991 sur l'assainissement. - **Intitulé du chapitre Ier du titre III** : s'oppose à l'amendement n° 583 de M. Bernard Cazeau (modification de l'intitulé). - **Art. additionnel avant l'art. 28 ou après l'art. 28** (p. 2974) : s'oppose à l'amendement n° 586 de M. Paul Raoult (organisation de la péréquation concernant l'adduction et l'assainissement en milieu rural). - **Art. additionnel avant l'art. 28** (p. 2977) : estime l'amendement n° 584 de M. Pierre-Yves Collombat (collaboration entre les agences de l'eau et les départements pour la mise en oeuvre de la politique de l'eau) satisfait par son amendement n° 78 : contenu de l'arrêté relatif aux délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau, déposé à l'article 35. - **Art. 28** (Art. L. 1331-16 du code de la santé publique - Rôle des services départementaux d'assistance technique aux exploitants des stations d'épuration, SATESE) (p. 2978) : son amendement n° 61 : régime dérogatoire de recours aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration pour les collectivités territoriales ne disposant pas de moyens suffisants ; adopté. (p. 2979, 2980) : demande le retrait de l'amendement n° 282 de M. Charles Revet (extension aux communes et aux groupements de communes de la possibilité de recourir aux services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration) et s'oppose à l'amendement n° 498 de Mme Evelyne Didier (gratuité de l'expertise technique réalisée par les services d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration). - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2981) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

son amendement n° 62 : possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement ; adopté après modification par les sous-amendements de Mme Françoise Gourault n° 211 et de Mme Anne-Marie Payet n° 675 et n° 676 , qu'il accepte. Soutient l'amendement identique n° 143 de la commission des lois saisie pour avis ; devenu sans objet. (p. 2984, 2985) : demande le retrait des amendements, analogues à son amendement n° 62 précité, de la commission des lois saisie pour avis n° 143, de la commission des finances saisie pour avis n° 158, de M. Michel Mercier n° 210 et de M. Paul Raoult n° 587. (p. 2987) : sur son amendement n° 62 précité, s'oppose au sous-amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 691. - **Art. additionnel avant l'art. 29** : son amendement n° 63 : importance de la production hydroélectrique au regard de la sécurité énergétique du pays ; adopté. - **Art. 30 (Art. L. 212-3 du code de l'environnement - Définition du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, SAGE)** (p. 2988) : son amendement n° 64 : primeur donnée à l'initiative des collectivités locales dans la définition du périmètre du SAGE ; adopté. Accepte l'amendement n° 588 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics et territoriaux de bassin dans l'élaboration du SAGE). - **Art. 31 (Art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau)** (p. 2989) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Daniel Soulage (consultation des chambres consulaires par les commissions locales de l'eau avant de confier des missions à un établissement public territorial de bassin ou à un groupement de communes). (p. 2990) : s'oppose à l'amendement n° 589 de M. Bernard Cazeau (rôle des établissements publics territoriaux de bassin dans les schémas d'aménagement de gestion des eaux). Son amendement n° 65 : composition de la commission locale de l'eau ; adopté. (p. 2991) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 259 de M. Jacques Pelletier, n° 590 de M. Paul Raoult et n° 484 de Mme Evelyne Didier (composition de la commission locale de l'eau). - **Art. 32 (Art. L. 212-5, L. 212-5-1 et L. 212-5-2 nouveaux du code de l'environnement - Contenu et effets du SAGE)** (p. 2992, 2993) : ses amendements n° 66 : contenu du SAGE ; n° 67 : possibilité d'intégrer dans le SAGE la délimitation de zones humides dites zones stratégiques pour la gestion de l'eau ; et n° 68 : possibilité de définir dans le SAGE les mesures nécessaires à la restauration et à la préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ; adoptés. Son amendement n° 327 : recensement des ouvrages de production d'énergie dans le SAGE ; rejeté. S'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 591 de M. Jean Desessard et n° 260 de M. Jacques Pelletier (objectifs définis par le SAGE). Demande le retrait de l'amendement n° 298 de M. Daniel Soulage (prise en compte des activités économiques existantes dans le SAGE). (p. 2994) : s'oppose à l'amendement n° 592 de M. Bernard Cazeau (définition des documents opposables aux tiers en cas de conflit). Son amendement n° 69 : précision relative à l'opposabilité aux tiers du SAGE ; adopté. - **Art. 33 (Art. L. 212-6 du code de l'environnement - Modalités d'approbation du SAGE)** (p. 2995) : son amendement n° 70 : consultations nécessaires à l'approbation du SAGE ; adopté après modification par le sous-amendement n° 663 du Gouvernement, qu'il accepte. Son amendement n° 71 : fixation d'un délai maximal pour les consultations nécessaires à l'élaboration du SAGE ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 446 de Mme Evelyne Didier (intégration de la commission consultative des services publics au processus d'élaboration du SAGE). Estime l'amendement n° 593 de M. Bernard Cazeau (consultation de l'établissement public territorial de bassin pour l'élaboration du SAGE) satisfait par son amendement n° 70 précité. (p. 2996) : son amendement n° 72 : publication du SAGE ; adopté après modification par le sous-amendement n° 689 du Gouvernement qu'il accepte, à titre personnel. - **Art. 34 (Art. L. 212-7 et L. 212-8 à L. 212-11 [nouveaux] du code de l'environnement - Règles de prise en compte, de modification et de révision du SAGE)** (p. 2997) : s'oppose à l'amendement n° 594 de M. Bernard Cazeau (possibilité pour la commission locale de l'eau de modifier le SAGE sur proposition du préfet) et demande le retrait de l'amendement n° 199 de M. Claude Biwer (modification du SAGE sur proposition de la commission locale de l'eau ou des

collectivités territoriales compétentes). (p. 2998) : sur les amendements de M. Jean Desessard, s'oppose au n° 407 (suppression des possibilités de dérogation au SAGE) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 595 (allongement du délai de consultation de la commission locale de l'eau). - **Art. 35 (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau)** (p. 2999) : son amendement n° 679 : coordination ; adopté. (p. 3002) : son amendement n° 73 : composition du comité de bassin ; retiré. (p. 3003, 3004) : accepte l'amendement n° 283 de M. Charles Revet (composition du comité de bassin) et demande le retrait des amendements portant sur le même objet de Mme Jacqueline Gourault n° 193 et n° 192, de M. Pierre Hérisson n° 383, de M. Pierre-Yves Collombat n° 606, de la commission des lois saisie pour avis n° 144 et de la commission des finances saisie pour avis n° 159. Demande également le retrait des amendements identiques n° 447 de Mme Evelyne Didier et n° 600 de M. Paul Raoult (création de comités de bassin au niveau des sous-bassins), des amendements analogues n° 601 de M. Paul Raoult et n° 208 de Mme Françoise Férat (représentation des fédérations des associations de pêche et de protection des milieux aquatiques au sein des comités de bassin) ainsi que de l'amendement n° 431 de Mme Evelyne Didier (présence des organisations syndicales représentatives au sein du comité de bassin). (p. 3006) : son amendement n° 74 : mode d'élection du président du comité de bassin ; retiré. (p. 3007, 3008) : accepte l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 145 (mode d'élection du président du comité de bassin). Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 605 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 500 de Mme Evelyne Didier, n° 191 de Mme Jacqueline Gourault et n° 596 de M. Bernard Cazeau (mode d'élection du président du comité de bassin). S'oppose à l'amendement n° 408 de M. Jean Desessard (respect de la parité entre hommes et femmes et limite de la reconduction du mandat pour l'élection du président du comité de bassin). Retire son amendement n° 74 au profit de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 160 (mode d'élection du président du comité de bassin). (p. 3009) : accepte l'amendement n° 652 de M. Paul Raoult (consultation du comité de bassin sur des actions significatives d'intérêt commun au bassin). S'oppose à l'amendement n° 597 de M. Bernard Cazeau (rôle des instances de concertation dans l'organisation de la gestion de l'eau). (p. 3010) : son amendement n° 75 : rôle des agences de l'eau ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 284 de M. Charles Revet (inclusion de la collecte du traitement des eaux usées dans les actions soutenues par les agences de l'eau) et n° 653 de M. Paul Raoult (possibilité de créer une agence de l'eau au niveau des sous-bassins). S'oppose à l'amendement n° 448 de Mme Evelyne Didier (création d'une agence de l'eau dans chaque sous-bassin). (p. 3012) : s'oppose aux amendements n° 604 de M. Pierre-Yves Collombat (composition du conseil d'administration des agences de l'eau), n° 603 de M. François Marc (élection du président du conseil d'administration de l'agence de l'eau par ses pairs), n° 450 de Mme Evelyne Didier (désignation du président de l'agence de l'eau après avis du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement). Demande le retrait de l'amendement n° 449 de Mme Evelyne Didier (composition des agences de l'eau). (p. 3014, 3015) : s'oppose à l'amendement n° 599 de M. Jean Desessard (versement d'une indemnité aux seuls représentants des usagers et des associations agréées de protection de l'environnement et de consommateurs) et accepte l'amendement n° 286 de M. Charles Revet (création de commissions locales à l'échelon des sous-bassins versants). (p. 3016) : ses amendements n° 76 : rédaction ; n° 77 : définition par le Parlement des orientations du programme pluriannuel d'intervention des agences de l'eau et du plafond global de leurs dépenses ; et n° 78 : contenu de l'arrêté relatif aux délibérations du conseil d'administration de l'agence de l'eau ; adoptés. (p. 3018) : ses amendements n° 79 : annexion au projet de loi de finances d'un compte rendu annuel d'activité des agences de l'eau faisant état des recettes et des dépenses réalisées ; n° 80 : rédaction ; et n° 81 : modalités et objectifs d'intervention des agences de l'eau ; adoptés. (p. 3019) : son amendement n° 82 : précision ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 598 de M. Bernard Cazeau (prise en charge, par les agences de l'eau, de la réalisation des SAGE)

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

et demande le retrait de l'amendement n° 184 de M. Eric Doligé (participation financière des agences de l'eau à l'élaboration des SAGE). (p. 3020) : son amendement n° 83 : cohérence ; retiré. (p. 3021) : retire son amendement n° 83 précité au profit de l'amendement n° 178 de M. Eric Doligé (versement du produit des redevances perçues par les agences de l'eau au budget de l'établissement public territorial de bassin), modifié par le sous-amendement n° 690 du Gouvernement. S'oppose à l'amendement n° 463 de Mme Evelyne Didier (insertion d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques). (p. 3022) : son amendement n° 84 : mode de détermination du montant de la contribution des agences de l'eau à l'ONEMA, Office national des eaux et des milieux aquatiques ; adopté. (p. 3024) : s'oppose à l'amendement n° 602 de M. Paul Raoult (extension aux régies dotées de la personnalité morale des subventions octroyées par les agences de l'eau). (p. 3025) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 607 de M. François Marc et n° 200 de M. Claude Biwer (définition d'un seuil plancher pour le montant des subventions accordées par les agences de l'eau). (p. 3026, 3027) : son amendement n° 85 : signature d'une convention entre les agences de l'eau et les départements pour la répartition et le versement des subventions ; adopté après modification par le sous-amendement n° 664 du Gouvernement, qu'il accepte. - **Art. 36** (*Ordonnances prioritaires des programmes pluriannuels d'intervention des agences de l'eau pour 2007-2012*) (p. 3028) : demande le retrait de l'amendement n° 610 de M. Bernard Cazeau (rôle des agences de l'eau dans la réalisation des objectifs du SDAGE et du SAGE). Son amendement n° 86 : inscription de la solidarité envers les communes rurales dans les missions des agences de l'eau ; adopté. (p. 3029) : demande le retrait de l'amendement n° 422 de M. Jean-Pierre Vial (prise en compte par les agences de l'eau des engagements de la France relatifs aux énergies renouvelables). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 608 de M. Pierre-Yves Collombat (inscription d'un renouvellement programmé des réseaux de distribution d'eau dans les missions des agences de l'eau). (p. 3030, 3031) : ses amendements n° 87 : critères d'appréciation du bien-fondé d'une opération de mobilisation des ressources en eau ; n° 222 : suppression de la référence aux usages professionnels sportifs et de loisirs des milieux aquatiques ; et n° 88 : rédaction ; adoptés. Demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 287 de M. Charles Revet et n° 299 de M. Daniel Soulage (mode de gestion des crues). (p. 3032) : son amendement n° 89 : en matière de communication, limitation des interventions des agences aux thèmes de l'eau et des milieux aquatiques ; adopté. Accepte l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 150 (participation des agences de l'eau à l'élaboration et au financement des contrats de rivières, de baies ou de nappes). (p. 3033) : demande le retrait de l'amendement n° 421 de M. Jean-Pierre Vial (engagement budgétaire des agences de l'eau envers les départements). (p. 3034) : ses amendements n° 90 : non prise en compte des contributions à l'ONEMA dans le calcul des dépenses réalisées par les agences de l'eau ; et n° 91 : détermination d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales ; adoptés. (p. 3035) : ses amendements n° 92 : cohérence ; et n° 93 : suppression des dispositions prévoyant la reconduction des programmes d'intervention des agences de l'eau en l'absence de nouvelles dispositions législatives ; adoptés. S'oppose aux amendements n° 609 de M. Paul Raoult (suppression des dispositions relatives au budget des agences de l'eau), n° 612 de M. Bernard Cazeau (détermination par un arrêté ministériel du montant pluriannuel global des dépenses de chaque agence de l'eau), n° 420 de M. Jean-Pierre Vial (financement des opérations en cours du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE), n° 464 de Mme Evelyne Didier (ajout d'une référence au service public dans l'intitulé de l'ONEMA) ainsi qu'au sous-amendement n° 682 modifiant l'amendement de la commission des lois saisi pour avis n° 152 (définition d'un plancher pour les contributions versées par les agences de l'eau au titre de la solidarité envers les communes rurales)

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (*Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances agences de l'eau*) (p. 3165) : son amendement n° 94 : lien entre le paiement de la redevance et le financement du programme de réduction des pollutions ; adopté. (p. 3166) : s'oppose à l'amendement n° 619 de M. François Marc (fixation d'un minimum pour le montant des redevances). Son amendement n° 95 : fixation de l'assiette de redevance de pollution ; adopté. (p. 3167) : demande le retrait du sous-amendement n° 677 de Mme Françoise Férat, déposé sur son amendement précité n° 95. (p. 3168) : son amendement n° 96 : détermination de l'assiette par rapport à la mesure effective des pollutions ; adopté. Son amendement n° 97 : agrément du dispositif de suivi par l'agence de l'eau ; adopté. Son amendement n° 98 : mode de calcul de la pollution provenant d'un épandage direct ; adopté. (p. 3168, 3169) : demande le retrait de l'amendement n° 309 de M. Alain Vasselle (suppression de la notion d'épandage direct et prise en compte des techniques de traitement des effluents des animaux). Son amendement n° 99 : prise en compte de la pollution ajoutée dans le calcul de l'assiette de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique ; adopté. (p. 3170) : s'oppose à l'amendement n° 451 de Mme Evelyne Didier (suppression des seuils de redevance pour pollution de l'eau). (p. 3171) : s'oppose à l'amendement n° 453 de Mme Evelyne Didier (cohérence). S'oppose à l'amendement n° 616 de M. Jean Desessard (relèvement du plafond de la taxation de la pollution par les nitrates). (p. 3172) : s'oppose à l'amendement n° 452 de Mme Evelyne Didier (établissement d'une fourchette encadrant le taux de redevance). (p. 3173) : s'oppose à l'amendement n° 615 de M. Bernard Cazeau (égalité de traitement entre élevage et culture) et aux amendements identiques n° 454 de Mme Evelyne Didier et n° 655 de M. Jean Desessard (abaissement du seuil de redevance pour pollution de l'eau). Difficultés financières des exploitations d'agriculture biologique. (p. 3174) : s'oppose à l'amendement n° 455 de Mme Evelyne Didier (non-prise en compte de l'état des masses d'eau dans le calcul de la redevance pour pollution). (p. 3175) : s'oppose à l'amendement n° 654 de M. Bernard Cazeau (taxation des engrais). (p. 3176) : son amendement n° 100 : paiement d'une redevance par les usagers raccordés ou raccordables au réseau d'assainissement mais n'effectuant pas leur prélèvement de distribution d'eau potable ; adopté. (p. 3178) : son amendement n° 101 : explicitation du mécanisme de prime pour épuration ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 189 de Mme Jacqueline Gourault et n° 385 de M. Pierre Hérisson (possibilité, pour les collectivités, de choisir la mesure de la pollution pour le calcul de la redevance). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 511 (dispositif de taxation des personnes disposant d'un forage pour leur alimentation en eau). Demande le retrait de l'amendement n° 288 de M. Charles Revet (application d'une consommation domestique forfaitaire pour certaines exploitations agricoles). S'oppose aux amendements identiques n° 427 de Mme Evelyne Didier et n° 625 de M. François Marc (baisse du plafond de la redevance pour pollution de l'eau pour les usagers domestiques) ainsi qu'à l'amendement n° 456 de Mme Evelyne Didier (non-prise en compte de l'état des masses d'eau pour l'établissement du taux de redevance). (p. 3181) : son amendement n° 102 : modalités du calcul de la redevance pour modernisation des réseaux ; adopté. (p. 3182) : son amendement n° 103 : précision ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Jean Desessard n° 618 (alignement du taux de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte appliqué aux industriels sur le taux appliqué aux usages domestiques) et n° 410 (suppression de la dégressivité des tarifs de la redevance) ainsi qu'à l'amendement n° 457 de Mme Evelyne Didier (redéfinition des conditions de fixation du taux de redevance pour modernisation des réseaux de collecte). (p. 3183) : son amendement n° 104 : précision ; adopté. (p. 3184) : sur l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 166 (majoration du taux de la redevance pour pollution diffuse pour les substances les plus toxiques ou écotoxiques), son sous-amendement n° 692 : fixation du tarif le plus élevé à trois euros par kilogramme ;

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

adopté. (p. 3186) : accepte l'amendement n° 289 de M. Charles Revet (modalités de perception de la redevance pour pollution diffuse). S'oppose aux amendements de M. François Marc n° 622 (extension aux biocides et aux engrais chimiques de la redevance pour pollution diffuse), n° 623 (cohérence) et n° 621 (fixation à 1,5 euro par kilo du taux plafond de la redevance). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis précité n° 166, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement précité n° 692. S'oppose à l'amendement n° 411 de M. Jean Desessard (fixation à deux euros par kilo du taux plafond de la redevance). Sur les amendements de Mme Evelyne Didier, s'oppose au n° 426 (encadrement du taux de la redevance pour pollutions diffuses dans une fourchette comprise entre 1,2 euro et 1,7 euro par kilo de substances actives) et demande le retrait du n° 476 (report de l'exigibilité de la redevance pour pollution diffuse sur les fournisseurs). (p. 3188) : sur l'amendement n° 310 de M. Alain Vassel (reconnaissance des bonnes pratiques phytosanitaires des agriculteurs par l'introduction d'une prime), qu'il accepte, son sous-amendement n° 693 : plafonnement de la prime à 30 % de la redevance acquittée et définition des conditions d'obtention ; adopté. (p. 3190, 3191) : action du Gouvernement en matière de politique de l'eau. Défavorable à une politique de répression. Préférence pour une politique d'accompagnement. Résultats perceptibles dans certaines régions. Exemple de la Bretagne. S'oppose à l'amendement n° 617 de M. Jean Desessard (réinstauration d'une redevance pour pollution par les nitrates). (p. 3193) : son amendement n° 105 : élargissement des cas d'exonération de la redevance au pompage d'eau aux limites de sites industriels ; adopté. (p. 3194) : demande le retrait de l'amendement n° 458 de Mme Evelyne Didier (exonération des prélèvements effectués pour le maintien d'étiage des rivières). (p. 3195) : demande le retrait de l'amendement n° 432 de Mme Evelyne Didier (assujettissement de l'aquaculture à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau). Demande le retrait de l'amendement n° 459 de Mme Evelyne Didier (suppression de l'exonération de redevance prévue pour la géothermie). (p. 3196) : demande le retrait de l'amendement n° 181 de M. Eric Doligé (exonération des prélèvements effectués hors de la période d'étiage pour les ouvrages destinés à la réalimentation des milieux naturels) qu'il estime satisfait par son amendement n° 107 : détermination des critères pris en compte par l'agence de l'eau pour fixer les taux de redevance. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 311 de M. Gérard César (exonération de la redevance pour les surfaces situées dans les zones d'expansion des crues qui subissent des inondations). (p. 3197) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 312 de M. Gérard César (exonération des prélèvements liés à la lutte anti-gel pour les cultures pérennes). Accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 512 (assujettissement des forages à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau). (p. 3198) : son amendement n° 106 : application de la mesure du prélèvement sur la ressource en eau comme règle générale et utilisation de l'estimation forfaitaire en cas d'impossibilité avérée d'établir cette mesure ; retiré. (p. 3200) : son amendement n° 108 : diminution du plafond des tarifs applicables aux prélèvements en vue de l'alimentation en eau potable ; adopté. Demande le retrait des amendements n° 314 de M. Gérard César (abaissement des taux plafonds de redevance), n° 412 de M. Jean Desessard (accentuation des taux de redevance dans la catégorie 2 pour l'irrigation) et de la commission des finances saisie pour avis n° 167 (réduction des écarts des taux plafonds de la redevance pour prélèvements de la ressource en eau selon les différents usages) au profit de son amendement n° 108 précité. (p. 3201) : demande de vote par priorité de son amendement n° 108 précité. (p. 3202) : s'oppose à l'amendement n° 460 de Mme Evelyne Didier (application des redevances pour prélèvement sur les ressources en eau aux concessions de ressources naturelles faites à des sociétés commerciales). (p. 3203) : son amendement n° 107 : détermination des critères pris en compte par l'agence de l'eau pour fixer les taux de redevance ; adopté. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 316 de M. Gérard César (plafonnement du taux de la redevance pour tous les prélèvements destinés à l'irrigation effectués dans des retenues collinaires). (p. 3204) : son amendement n° 109 : rédaction ;

adopté, identique à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 168. Demande le retrait de l'amendement n° 315 de M. Gérard César (abattement du taux de redevance lorsque le prélèvement pour l'irrigation est effectué de manière collective). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 313 de M. Gérard César (en matière d'irrigation gravitaire, fixation forfaitaire du prélèvement d'eau à 10 000 m³ par hectare irrigué). (p. 3205) : s'oppose à l'amendement n° 461 de Mme Evelyne Didier (cohérence). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 176 de M. Gérard César (déduction de l'assiette de la redevance due pour consommation d'eau, du volume d'eau réinjecté dans la nappe souterraine). (p. 3206) : pertinence du refus de la commission de fixer des taux planchers. Exemple du bassin Adour-Garonne. (p. 3207) : demande le retrait des amendements de M. Eric Doligé n° 375 (exonération de la redevance pour stockage d'eau) et n° 376 (exonération de la redevance pour obstacle sur les cours d'eau). (p. 3208, 3209) : s'oppose aux amendements analogues n° 413 de M. Jean Desessard, n° 613 de M. Bernard Cazeau et n° 483 de Mme Evelyne Didier (abaissement du seuil d'exonération de redevance pour obstacle sur les cours d'eau). (p. 3210) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 614 de M. Bernard Cazeau et n° 620 de M. Jean Desessard (remplacement des mots "protection du milieu aquatique" par les mots "usage piscicole"). Son amendement n° 110 : précision ; adopté, identique à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 169. (p. 3211) : s'oppose aux amendements identiques n° 364 de M. Ladislav Poniatowski et n° 639 de M. Thierry Repentin (exonération du paiement de la taxe piscicole pour les jeunes de moins de dix-huit ans). S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 485 de Mme Evelyne Didier et n° 650 de M. Thierry Repentin (extension, au-delà de la période du 1er juin au 30 septembre, de la redevance particulière pour les personnes se livrant pendant quinze jours consécutifs à l'exercice de la pêche). Son amendement n° 111 : précision ; adopté, identique à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 170. (p. 3212) : s'oppose à l'amendement n° 651 de M. Thierry Repentin (élargissement des exonérations de la redevance pour protection du milieu aquatique). (p. 3212, 3213) : demande le retrait de l'amendement n° 357 de M. Ladislav Poniatowski (transmission au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur la faisabilité d'une extension aux eaux closes du paiement d'une redevance pour protection du milieu aquatique). Caractère complexe et délicat de la question de la définition des eaux libres et des eaux closes. Réflexion future sur le sujet dans le cadre d'un groupe de travail. - **Art. 38 (Art. L. 213-11 à L. 213-11-15 [nouveaux] du code de l'environnement - Obligations déclaratives, contrôles et modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau)** (p. 3215) : son amendement n° 112 : précision ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 624 de M. Paul Raoult (modalités de versement d'acomptes par les associations). Nature réglementaire de l'amendement. (p. 3216) : accepte l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 171 (soumission au secret professionnel des agents intervenant pour établir l'assiette des redevances). - **Art. 39 (Art. L. 213-13-1 [nouveau], L. 213-14 et L. 213-20 du code de l'environnement - Comités de bassin et offices de l'eau des départements d'outre-mer)** (p. 3216) : son amendement n° 680 : cohérence ; adopté. Accepte l'amendement n° 629 de M. Claude Lise (possibilité pour les offices de l'eau de participer à des actions de coopération internationale). (p. 3217) : son amendement n° 113 : possibilité d'associer les comités de bassin aux adaptations applicables dans les DOM ; adopté. Demande le retrait de l'amendement n° 344 de Mme Anne-Marie Payet (limitation de l'exonération de redevance aux seules énergies géothermiques dans les DOM). (p. 3218) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 172 (rédaction) et n° 173 (cohérence) et s'oppose à l'amendement n° 345 de Mme Anne-Marie Payet (instauration d'une redevance pour prélèvement sur la ressource en eau dans les DOM) ainsi qu'à l'amendement n° 628 de M. Claude Lise (extension du dispositif de recouvrement pour les agences de l'eau aux offices de l'eau des départements d'outre-mer). - **Art. additionnel après l'art. 39** (p. 3219) : s'oppose à l'amendement n° 489 de Mme Evelyne

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Didier (efforts des entreprises de droit privé du secteur de l'eau en matière de recherches et d'investissements). - **Intitulé du chapitre IV** (*Comité national de l'eau et Office national de l'eau et des milieux aquatiques*) (p. 3220) : s'oppose à l'amendement n° 465 de Mme Evelyne Didier (cohérence). - **Art. 40** (*Art. L. 213-1 du code de l'environnement - Comité national de l'eau*) (p. 3220) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 516 de M. Thierry Repentin (précision sur la consultation du Comité national de l'eau sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisir).

- **Suite de la discussion** (14 avril 2005) - **Art. 41** (*Art. L. 213-2 à L. 213-6 du code de l'environnement - Transformation du conseil supérieur de la pêche en office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)*) (p. 3231) : son amendement n° 114 : précision ; adopté ; soutient l'amendement identique de Mme Fabienne Keller n° 174 ; adopté. (p. 3232) : son amendement n° 115 : établissement d'un cadre juridique pour la constitution d'un système d'information sur l'eau ; adopté. (p. 3235, 3236) : s'oppose aux amendements n° 631 de M. Paul Raoult (suppression), n° 203 de Mme Françoise Férat (aide apportée à la pêche associative) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 633 (attribution d'un rôle effectif au comité national de l'eau et à l'ONEMA) et n° 634 (prise en compte de la gestion des plans de restauration des poissons migrateurs dans les politiques nationales). Accepte les amendements n° 374 de M. Ladislav Poniatowski (précisions quant au rôle de l'ONEMA), n° 346 de Mme Anne-Marie Payet (prise en compte par l'ONEMA de la situation particulière des bassins des départements et territoires d'outre-mer) et n° 627 de M. Paul Raoult (bilan présenté par le Gouvernement sur l'exécution du programme pluriannuel d'intervention). Estime l'amendement n° 630 de M. Claude Lise (missions de solidarité de l'ONEMA envers Mayotte et les départements d'outre-mer) satisfait par l'amendement n° 346 précité. S'oppose aux amendements de Mme Evelyne Didier n° 495 (définition des missions du Haut Conseil du service public de l'eau et de l'assainissement), n° 641 (missions de l'ONEMA), n° 462 (précision), n° 475 (définition par l'ONEMA d'une tarification juste et équilibrée de l'eau), n° 488 (redéfinition de la composition de l'ONEMA) et n° 501 (intégration dans les ressources de l'ONEMA d'une contribution nationale destinée à assurer la solidarité avec les communes rurales) ainsi qu'à ses amendements de cohérence n° 466 à n° 473. S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 182 de M. Eric Doligé et n° 636 de M. Bernard Cazeau (intégration des représentants des EPTB au conseil d'administration de l'ONEMA). Demande le retrait de l'amendement n° 517 de M. Thierry Repentin (précision). - **Art. additionnels après l'art. 1er ou après l'art. 7 ou avant l'art. 42 (précédemment réservés)** (p. 3239) : demande le retrait de l'amendement n° 293 de M. Daniel Soulage (simplification de l'application sur le terrain de l'article L. 431-3 du code de l'environnement). - **Art. 42** (*Art. L. 434-3 du code de l'environnement - Renvoi à un décret en Conseil d'Etat de certaines dispositions concernant les fédérations départementales des associations de pêche et de protection des milieux aquatiques*) (p. 3240) : son amendement n° 116 : avis d'une commission spécialisée dans le cadre du processus décisionnel des fédérations départementales ; adopté. - **Art. 43** (*Art. L. 434-5 du code de l'environnement - Création et organisation d'une fédération nationale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques*) (p. 3241) : ses amendements rédactionnels n° 117 et 118 ; adoptés. Accepte l'amendement n° 486 de Mme Evelyne Didier (élargissement du rôle des associations de pêche). (p. 3242) : ses amendements n° 119 : avis d'une commission spécialisée dans le cadre du processus décisionnel de la fédération nationale de la pêche ; et n° 120, 121 et 122 : rédaction ; adoptés. (p. 3243) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 205 de Mme Françoise Férat (consultation de la fédération nationale de la pêche pour l'élaboration de mesures législatives et réglementaires relatives à la pêche en eau douce) et n° 626 de M. Paul Raoult. - **Art. 44** (*Art. L. 434-7 [nouveau] du code de l'environnement - Création et organisation d'un comité national de la pêche professionnelle en eau douce*) (p. 3244) : son amendement n° 123 :

consultation obligatoire de ce comité national ; adopté. Demande le retrait des amendements de M. Thierry Repentin n° 521 (missions de ce comité) et n° 519 (coordination). - **Art. 45** (*Art. L. 436-1 du code de l'environnement - Obligation pour les pêcheurs en eaux douces d'adhérer à une association agréée*) (p. 3245) : demande le retrait de l'amendement n° 635 de M. Bernard Cazeau (exonération de cette obligation pour les pêcheurs en eaux closes). (p. 3246) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de Mme Françoise Férat (possibilité, pour les pêcheurs en eaux closes, d'adhérer à une association agréée). - **Art. 46** (*Art. L. 437-18 du code de l'environnement - Possibilité pour les associations et fédérations de pêche en eau douce de se porter parties civiles*) (p. 3246) : accepte l'amendement n° 518 de M. Thierry Repentin (capacité à ester en justice). (p. 3247) : s'oppose aux amendements identiques n° 487 de Mme Evelyne Didier et n° 637 de M. Thierry Repentin (extension des compétences des organisations de la pêche). - **Art. 47** (*Mise en cohérence d'articles codifiés*) (p. 3248) : son amendement n° 681 : cohérence ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 474 de Mme Evelyne Didier (cohérence). - **Art. 50** (*Entrée en vigueur différée de divers articles*) (p. 3249) : s'oppose à l'amendement n° 632 de M. Claude Lise (ressources financières des offices de l'eau). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3253, 3254) : nécessité de revenir sur certaines questions en deuxième lecture. Adoption de mesures importantes concernant l'énergie hydraulique, l'assainissement et le financement de la politique de l'eau.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (14 juin 2005) - **Art. 16** (*Art. L. 146-1 à L. 146-4 [nouveaux] du code de commerce - Gérants-mandataires*) (p. 4060, 4062) : soutient les amendements de M. Pierre Hérisson n° 138 (précision par décret du contenu des informations précontractuelles fournies par le mandant au gérant-mandataire) ; n° 139 (exclusion du champ d'application de l'article des gérants-mandataires personnes morales) ; retirés ; et n° 140 (rédaction) ; adopté. (p. 4063, 4064) : souhaite des explications du rapporteur et du Gouvernement sur la demande de retrait de l'amendement précité n° 138 de M. Pierre Hérisson.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Art. 12** (*Transposition de la directive 2004/51/CE modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement des chemins de fer communautaires*) (p. 5995) : votera cet article. - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 6001, 6002) : défavorable à l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8306, 8307) : baisse nécessaire des charges des agriculteurs. Déclaration du Président de la République. Votera contre les amendements de suppression n° I-4 de la commission des finances, n° I-133 de M. François Marc et n° I-292 de M. Michel Mercier, ainsi que contre les amendements n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants) et n° I-134 de M. François Marc (compensation aux collectivités territoriales de cette exonération sur la base des taux votés au titre de l'année précédente).

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (12 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 bis** (p. 9454) : soutient l'amendement n° II-398 de M. Xavier Pintat (octroi d'une subvention du budget général des collectivités territoriales à l'équilibre des comptes des nouveaux services publics d'assainissement non collectifs, SPANC, pendant les quatre premières années) ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 67 septies** (p. 9474, 9476) : son

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendement n° II-405 : possibilité, pour les syndicats de communes et les syndicats mixtes, de ne pas lever eux-mêmes la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ou la redevance et de laisser ce soin à leurs membres ; rejeté. Souci du respect des principes de subsidiarité, de libre administration des communes et d'efficacité. Votera en faveur de l'amendement n° II-411 de M. Charles Guené (prorogation, au titre de l'année 2006, du régime dérogatoire bénéficiant aux syndicats de communes en matière de redevance et de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sous réserve de l'adoption, avant le 15 février 2006, d'une délibération de principe pour se transformer en syndicat mixte) dont il est coauteur. - **Art. additionnels après l'art. 67 septies** (p. 9477) : intervient sur l'amendement n° II-412 de M. Yves Fréville (possibilité de proroger le régime transitoire en matière d'ordures ménagères pour les EPCI qui ont réalisé des efforts d'harmonisation, dans l'attente de l'adoption du projet de loi sur l'eau).

SIFFRE (Jacques)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI, puis SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 19 janvier 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

SIGNÉ (René-Pierre)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation**.

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice**.

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p.1624, 1626) : opposition unanime de la communauté éducative à l'encontre du projet de loi. Suppression des postes d'enseignants. Appel à la notion passéiste de redoublement.

Définition restrictive d'un socle minimum de connaissances. Difficulté des écoles rurales : illustration par la manifestation de Guéret. Intérêt de l'enseignement musical à l'école. Référence à un programme unique dans l'objectif d'éducation. Rôle primordial de l'école en maternelle ; facteur de réduction des inégalités entre les enfants. Lutte contre l'échec scolaire. Déclaration d'intention du Gouvernement. Opacité des moyens financiers mis en oeuvre.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 1692) : soutient l'amendement n° 246 de M. Yannick Bodin (maintien de la compétence de l'Etat pour la définition et la mise en oeuvre des programmes) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1705, 1706) : soutient les amendements de M. Yannick Bodin n° 263 (renforcement des liens existants entre les collectivités territoriales et l'éducation nationale) ; n° 264 (instauration de liens entre l'éducation nationale et les associations) et n° 256 (mission de la médecine scolaire) ; rejetés. (p. 1712) : soutient l'amendement n° 267 de M. Yannick Bodin (possibilité d'organisation d'activités périscolaires dans les écoles, collèges et lycées) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection et la santé des sportifs** [n° 284 (2004-2005)] - (19 octobre 2005) - **Art. 6** (*Art. L. 3622-3 du code de la santé publique - Autorisations d'usage thérapeutique*) (p. 6060) : soutient l'amendement n° 31 de M. Jean-Marc Todeschini (suppression de la procédure des AUT dites "allégées") ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8520, 8521) : rééquilibrage des crédits en faveur des quartiers sensibles. Rôle fondamental de l'école. Assimilation de l'échec de l'école à un échec de la République. Suppressions de postes. Baisse de l'encadrement. Inégalité dans l'accès au savoir. Importance de l'organisation des services périscolaires. Responsabilité de l'éducation nationale dans l'aménagement du territoire et des zones rurales. Relégation scolaire à travers l'apprentissage à 14 ans. Insuffisance des moyens dégagés pour la relance des ZEP. Adaptation indispensable de l'enseignement professionnel à la région. Le groupe socialiste votera contre cet exercice d'équilibre budgétaire.

SITTLER (Esther)

sénateur (Bas-Rhin)

NI, puis UMP-A, puis UMP

Election le 20 février 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 1er mars 2005.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 2 mars 2005.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes le 11 mars 2005.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 343 (2004-2005)] relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 435 (2004-2005)] (29 juin 2005) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 494 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 124 (2005-2006)] relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 145 (2005-2006)] (21 décembre 2005) - **Entreprises - Société - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (7 avril 2005) - **Art. 22 (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement)** (p. 2867) : son amendement n° 227 : délivrance d'une attestation relative à la conformité des installations d'évacuation ou d'épuration des eaux usées à l'occasion de toute vente d'immeuble non collectif à usage d'habitation; retiré au profit de l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 127 (diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement à l'occasion de toute vente de biens immobiliers à usage

d'habitation). (p. 2875) : son amendement n° 223 : rédaction; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 2882, 2883) : soutient les amendements de M. Jackie Pierre n° 349 (impossibilité pour un propriétaire de se retourner pour voie de fait ou emprise irrégulière contre une collectivité publique en cas d'implantation de canalisations publiques souterraines sur son terrain) et n° 350 (obligation pour le maire de s'informer sur l'existence de canalisations publiques souterraines d'eau à l'occasion de la demande du permis de construire); retirés. - **Art. additionnels après l'art. 24** (p. 2885) : favorable aux amendements n° 234 de M. Claude Bertaud (consultation des EPCI et des syndicats mixtes pour l'instruction des demandes de permis de construire) et n° 566 de M. Paul Raoult portant sur le même objet. - **Art. 26 (Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement)** (p. 2895) : son amendement n° 224 (compétences des groupements de collectivités territoriales en matière d'assainissement); retiré puis repris par M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27 ou après l'art. 49** (p. 2935) : son amendement n° 230 : possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte; adopté après modification par le sous-amendement n° 688 du Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 2937) : son amendement n° 225 : accès des agents des services de distribution d'eau potable aux propriétés privées afin d'exercer des contrôles; retiré. - **Art. 27 (Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau)** (p. 2942) : problème posé par le calcul de la redevance d'assainissement. Solution tendant à installer des dispositifs de comptage de l'eau directement prélevée dans les nappes phréatiques Insuffisance du texte sur ce point. (p. 2944) : soutient l'amendement n° 236 de M. Claude Bertaud (conditions de mise à disposition du règlement du service de distribution d'eau); devenu sans objet. (p. 2946) : soutient l'amendement n° 237 de M. Claude Bertaud (mention de l'intercommunalité dans les dispositions relatives à l'organisation des services publics d'assainissement non collectif); retiré. (p. 2950) : son amendement n° 228 : composition de la facture d'eau; retiré. (p. 2955) : son amendement n° 226 : suppression de la référence aux SAGE et aux SDAGE pour l'encadrement de la tarification dégressive du prix de l'eau; adopté. (p. 2956) : son amendement n° 672 : précision; retiré. (p. 2961) : son amendement n° 229 : conditions de raccordement au réseau d'assainissement; retiré.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 5353, 5355) : enjeu démocratique, social et économique de l'exigence de parité. Persistance d'un écart salarial important entre hommes et femmes. Fragilisation des femmes face à la crise de l'emploi : surchômage féminin, temps partiel subi et précarité. Augmentation de la proportion des femmes percevant un salaire inférieur au SMIC. Moyens d'action : lutte contre les discriminations; amélioration de la formation initiale et professionnelle; lutte contre les idées reçues; sanction des entreprises. Objectifs du présent texte : suppression des écarts de rémunération en cinq ans; amélioration de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale; renforcement de l'arsenal législatif; amélioration de la représentation des femmes dans le monde du travail. Amendements proposés par la commission dans le souci de trouver un équilibre entre droits des femmes et contraintes imposées aux entreprises. La commission recommande l'adoption du texte et de ses amendements. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5374) : accepte l'amendement n° 56 de Mme Annie David (prise en compte de la durée de l'état pathologique de la femme enceinte dans la période de suspension du contrat). - **Art. 1er (Art. L. 122-26 du code du travail - Rémunération des salariés au retour d'un congé parental)** (p. 5377) : son amendement n° 1 : prise en compte des augmentations perçues par la salariée durant les trois années précédant le congé de maternité ou d'adoption; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 5379) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 57 (adaptation dans un sens favorable par la négociation collective de la règle minimale d'évolution de la rémunération durant le congé de maternité ou d'adoption) et n° 58 (précision sur la rémunération à prendre en compte pour calculer l'avancement après un congé de maternité ou d'adoption), et souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de Mme Gisèle Printz (précision relative à l'intégration des primes et accessoires dans la rémunération). - **Art. 2** (*Art. L. 122-45 du code du travail - Extension du champ des discriminations interdites à celles fondées sur la grossesse et à celles pratiquées en matière d'attribution des mesures d'intéressement ou d'actions*) (p. 5380) : demande le retrait de l'amendement n° 88 de M. Jacques Legendre (prise en compte des mesures de participation et de plan d'épargne salariale); son amendement n° 2 : engagement de poursuites pour discrimination à l'encontre d'un employeur uniquement en cas de grossesse justifiée par un certificat médical; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 23 de Mme Gisèle Printz (précision sur le contenu de la notice d'information fournie aux salariés lors de leur embauche). - **Art. 3** (*Art. L. 132-12-2 nouveau et L. 133-5 du code du travail - Négociations de branches relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) (p. 5381) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Roland Muzeau (intégration au sein des négociations de toutes les dimensions constitutives de l'égalité professionnelle). (p. 5382) : son amendement n° 3 : correction d'une erreur de référence; adopté. Accepte l'amendement n° 50 de Mme Catherine Procaccia (précision que les négociations visent les écarts de rémunération non justifiés). (p. 5383) : s'oppose à l'amendement n° 61 de Mme Annie David (délai de suppression des écarts de rémunération ramené à trois ans au lieu de cinq). Ses amendements n° 4 et 5 : rédaction; adoptés. Son amendement n° 6 : suppression de la mention relative à l'"engagement sérieux et loyal" exigé de l'employeur qui négocie un accord d'égalité salariale; adopté. (p. 5384) : son amendement n° 7 : dispense de l'obligation de négociations sur l'égalité salariale pour les branches ayant déjà signé un accord au cours des trois dernières années; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 3** : son amendement n° 8 : publicité des conventions et accords collectifs de travail; retiré. - **Art. 3 bis** (*Art. L. 132-27 du code du travail - Egalité professionnelle dans les entreprises de moins de vingt salariés*) (p. 5385) : son amendement n° 9 : obligation pour les entreprises de moins de onze salariés non couverts par un accord de branche étendu de prendre en compte les objectifs d'égalité salariale; adopté. - **Art. 4** (*Art. L. 132-27-2 du code du travail - Négociations d'entreprises relatives à la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes d'ici 2010*) : accepte l'amendement n° 52 de Mme Catherine Procaccia (précision que les négociations visent les écarts de salaire non justifiés). S'oppose à l'amendement n° 62 de M. Roland Muzeau (cohérence). (p. 5387) : s'oppose aux amendements identiques n° 24 de Mme Gisèle Printz et n° 63 de M. Roland Muzeau (faculté pour les organisations syndicales de faire intervenir un expert préalablement aux négociations). (p. 5387) : son amendement n° 11 : suppression de la mention relative à l'engagement sérieux et loyal exigé de l'employeur qui négocie un accord d'égalité salariale; adopté. (p. 5388) : accepte l'amendement n° 86 de M. Jacques Legendre (précision). Ses amendements n° 10 : dispense de l'obligation de conclure un nouvel accord pour les entreprises ayant déjà signé un accord sur l'égalité salariale et n° 12 : simplification rédactionnelle; adoptés. (p. 5389) : s'oppose aux amendements n° 90 du Gouvernement (établissement d'un bilan par la Conférence nationale sur l'égalité salariale sur la base d'un rapport élaboré par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle) et n° 41 de Mme Christiane Demontès (présentation par le Gouvernement d'un rapport bisannuel d'évaluation au Parlement après consultation du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes). (p. 5391) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 25 de Mme Gisèle Printz, n° 45 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 64 de Mme Annie David et n° 39 de Mme Christiane Demontès (mise en place de sanctions financières pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation de négociations). Demande le retrait de l'amendement n° 40 de

Mme Christiane Demontès (détermination de la sanction financière sur la base du bénéfice net consolidé des entreprises). (p. 5393) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Roland Muzeau (caractère obligatoire des négociations collectives relatives au temps partiel et à l'égalité professionnelle). (p. 5394) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Roland Muzeau (modification de l'article 225-2 du code pénal afin de préciser que l'écart de salaire entre deux emplois identiques constitue une discrimination passible de sanctions pénales). - **Art. additionnels après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 26 de Mme Gisèle Printz (formation spécifique des inspecteurs du travail afin de les sensibiliser au problème d'égalité salariale et professionnelle). (p. 5395) : souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Christiane Demontès (capacité pour le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes de se substituer ou de s'associer à la victime auprès des juridictions compétentes). - **Art. 4 bis** (*Art. L. 311-10 du code du travail - Participation des maisons de l'emploi aux objectifs d'égalité professionnelle*) : accepte l'amendement n° 89 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (possibilité pour les comités consulaires compétents de mener des actions de sensibilisation et d'information). (p. 5397) : son amendement n° 13 : rédaction; adopté. - **Intitulé du titre II** : son amendement n° 14 : rédaction; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 5 ou après l'art. 6** (p. 5398) : s'oppose aux amendements n° 46 de M. Michel Mercier (interdiction d'imposer aux salariés des plages de travail fractionnées), n° 68 de M. Roland Muzeau (suppression de l'exonération de charges sociales liées à la création de contrats à temps partiel) et n° 32 de Mme Gisèle Printz (limitation du temps partiel fragmenté) dans l'attente de l'aboutissement des négociations. - **Art. 5** (*Art. L. 432-3-1 du code du travail - Rapport sur la situation professionnelle comparée des hommes et des femmes dans l'entreprise*) (p. 5399) : s'oppose à l'amendement n° 92 du Gouvernement (mise au point d'un indicateur par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes centré sur la seule responsabilité familiale). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 5400) : demande le retrait des amendements de M. Jacques Legendre portant sur le même objet n° 85 et 87 (prise en compte des termes de l'accord national interprofessionnel relatif à la mixité et à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) qu'elle estime satisfaits par l'article 133 de la loi de programmation pour la cohésion sociale. - **Art. 6** (*Section 2 du chapitre II du titre II du livre III et art. L. 322-7 du code du travail - Prise en compte de l'égalité professionnelle dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*) : son amendement n° 15 : cohérence; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5401) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Roland Muzeau (droit de veto suspensif accordé aux représentants du personnel sur la mise en oeuvre d'horaires à temps partiel). Concertation prévue sur la question du temps partiel subi. S'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Gisèle Printz (faculté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou de changer la répartition de ses horaires ou de sa durée de travail). (p. 5402) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Gisèle Printz n° 28 et 29 (suppression de la possibilité de faire varier le délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel en deçà de sept jours). (p. 5403) : son amendement n° 16 : priorité donnée au salarié à temps partiel pour se faire proposer des heures supplémentaires et des heures choisies; retiré. Demande le retrait de l'amendement n° 31 de Mme Gisèle Printz portant sur le même objet que son amendement n° 16 précité. (p. 5405) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 30 de Mme Gisèle Printz et n° 70 de M. Roland Muzeau (majoration des heures complémentaires). (p. 5406) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de Mme Gisèle Printz et n° 69 de M. Roland Muzeau (priorité de choix en ce qui concerne les heures choisies au bénéfice des salariés à temps partiel subi). (p. 5407) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Roland Muzeau (interdiction de licencier un salarié refusant de se voir imposer un contrat à temps partiel). - **Art. 7** (*Art. L. 122-25-2-1 du code du travail - Aide financière au remplacement des salariés en congé de maternité ou d'adoption*) (p. 5408) : s'oppose aux amendements identiques n° 34 de Mme Gisèle

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Printz et n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 35 de Mme Gisèle Printz (repli). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5409) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 36 de Mme Gisèle Printz et n° 74 de M. Roland Muzeau (assimilation à des périodes de travail effectif des absences pour maladie liées à la maternité). - **Art. 8** (Art. L. 932-1 du code du travail - Majoration de l'allocation de formation en faveur des salariés pour garde d'enfant pendant une formation hors temps de travail) (p. 5410) : s'oppose aux amendements identiques n° 37 de Mme Gisèle Printz et n° 75 de M. Roland Muzeau (remplacement de la majoration de 10 % de l'allocation de formation pour garde d'enfant dans le remboursement des frais de garde effectivement engagés). - **Art. 9** (Art. 244 quater F du code général des impôts - Extension du champ d'application du crédit d'impôt famille en faveur des salariés en formation de retour d'un congé parental d'éducation) (p. 5411) : son amendement n° 17 : extension du crédit d'impôt famille aux employeurs qui engagent des dépenses pour former des salariés licenciés pendant leur congé parental d'éducation ; adopté. - **Art. 10** (Art. L. 123-1 du code du travail et L. 225-1 du code pénal - Aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse) : son amendement n° 18 : coordination ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 5412) : s'en remet à l'avis du Gouvernement pour l'amendement n° 47 de Mme Catherine Morin-Desailly (extension du bénéfice du congé parental d'éducation et de la période d'activité à temps partiel à toute la période de scolarité de l'enfant et maintien de ce bénéfice en cas de changement d'entreprise). - **Art. additionnel après l'art. 12 bis** (p. 5413) : accepte l'amendement n° 49 de Mme Catherine Procaccia (faculté de prolonger exceptionnellement le congé parental d'éducation de six mois maximum en l'absence de possibilité de mode de garde). - **Art. additionnel avant l'art. 12 ter** (p. 5414) : s'oppose à l'amendement n° 97 de Mme Annie David (suppression du mode de calcul prorata temporis pour le droit individuel à la formation). - **Art. 12 ter** (Art. L. 933-1 du code du travail - Droit individuel à la formation) : son amendement n° 19 : prise en compte de la période d'absence du salarié pour un congé de maternité, d'adoption, de présence parentale ou pour un congé parental d'éducation dans le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation ; adopté. (p. 5415) : s'oppose au sous-amendement n° 93 du Gouvernement portant sur son amendement n° 19 précité ainsi qu'à l'amendement n° 76 de Mme Annie David (prise en compte des périodes de maladie liées à l'état de grossesse pour le calcul des droits au titre du droit individuel à la formation). - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 5416) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Roland Muzeau (prise en compte de la situation respective des femmes et des hommes en matière de candidature dans le rapport soumis par le chef d'entreprise au comité d'entreprise). - **Art. 13 bis** (Art. L. 225-14 du code de commerce - Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes) : son amendement n° 20 : inscription de mesures dans le règlement intérieur des conseils d'administration des sociétés anonymes permettant d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes ; adopté. - **Art. 13 ter** (Art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise) (p. 5417) : accepte l'amendement n° 99 du Gouvernement (représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des collèges électoraux et suppression de l'obligation de résultat dans un délai de cinq ans) et considère l'amendement n° 78 de M. Roland Muzeau (suppression du délai de cinq ans et application immédiate d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de représentation du personnel) devenu sans objet. - **Art. 13 quater** (Art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 5418) : accepte l'amendement n° 100 du Gouvernement (recherche des voies et moyens pour atteindre une représentation équilibrée pour chaque collège lors des élections au comité d'entreprise) et s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Roland Muzeau (suppression du délai de cinq ans). - **Art. 14** (Parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales) : S'en remet à l'avis du Gouvernement pour

l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (renforcement du caractère impératif de présentation de liste paritaire à l'occasion des élections des conseils de prud'hommes). (p. 5419) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 38 de Mme Gisèle Printz (obligation de parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales). - **Art. additionnels avant l'art. 15** (p. 5420) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 80 de Mme Annie David (inscription dans le code de l'éducation de la mission essentielle de l'école de lutte contre les inégalités). (p. 5421) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 82 (inscription dans les programmes de l'école élémentaire des luttres contre les représentations archaïques des deux sexes) et n° 81 (création des modules de formation spécifiques dans les IUFM pour la lutte contre les discriminations). - **Art. 15** (Art. L. 214-12 et L. 214-13 du code de l'éducation - Formation professionnelle et apprentissage) (p. 5422) : son amendement n° 21 : coordination ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 94 , n° 95 et n° 96 pour lesquels elle s'en remet à la sagesse du Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5423) : accepte l'amendement n° 84 de M. Roland Muzeau (inclusion des services de l'égalité professionnelle dans le service public de l'emploi). Favorable au principe de l'amendement n° 48 de Mme Catherine Morin-Desailly (droit d'affectation prioritaire pour les salariés à temps partiel aux emplois à temps plein vacants ou créés par l'employeur) qu'elle considère cependant sans objet, l'art. L. 322-12 du code du travail n'existant plus. (p. 5424) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (augmentation des indemnités versées à l'occasion d'un licenciement). - **Art. 17** (Art. 1er du code de l'industrie cinématographique - Régularisation des emplois du Conseil national de la cinématographie) (p. 5426) : s'oppose aux amendements identiques n° 53 de M. Serge Lagauche et n° 54 de M. Jack Ralite (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 55 de M. Jack Ralite (attribution de CDI sous certaines conditions aux agents actuellement employés sous CDD au centre national de la cinématographie). - **Art. additionnels après l'art. 10 (précédemment réservés)** (p. 5428) : demande le retrait de l'amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Godefroy (prolongation de la période d'indemnisation de la mère d'un enfant prématuré et hospitalisé) et accepte l'amendement n° 98 du Gouvernement (prolongation de la période d'indemnisation des mères d'enfants prématurés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5431) : remerciements. Souligne le vote à l'unanimité de l'amendement sur le congé de maternité des mères d'enfants prématurés.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Première partie :

- (28 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 8144) : son amendement n° I-239 : alignement du régime des plus-values de cessions d'entreprise sur celui des plus-values immobilières ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 19** (p. 8173) : son amendement n° I-241 : extension de l'exonération de la taxe sur les salaires à l'ensemble des rémunérations versées au personnel des CFA ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 8177) : son amendement n° I-240 : extension de l'exonération de la redevance audiovisuelle aux appareils détenus par les CFA ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20 ter** (p. 8196) : son amendement n° I-242 : possibilité de remboursement mensuel d'un crédit de TVA à partir de 760 euros ; retiré. - **Art. 46** (Aménagement du régime de la taxe d'aviation civile) (p. 8254) : soutient l'amendement n° I-251 de Mme Fabienne Keller (abattement de 50 % sur la taxe d'aviation civile dans les aéroports soumis à la concurrence immédiate des aéroports étrangers frontaliers) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** - **Art. additionnel après l'art. 26** (p. 8385) : son amendement n° I-243 : délégation à des établissements publics "locaux", par les conseils régionaux, de la gestion des avances consenties aux entreprises ; adopté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10130) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Bernadette Dupont (harmonisation du régime des arrérages versés dans le cadre de contrats d'assurance au profit d'enfants handicapés et suppression de la limitation liée au franchissement de la barre des soixante ans) ; retiré.

SOULAGE (Daniel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation parlementaire pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme ; puis membre le 17 novembre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Sécurité sanitaire [n° 101 tome 8 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification : Libéraliser les échanges commerciaux : quels effets sur la croissance et le développement ? [n° 120 (2005-2006)] (7 décembre 2005) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 4 A ou après l'art. 4** (p. 131, 133) : son amendement n° 175 : instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables ; adopté. Relations problématiques entre les producteurs et la grande distribution. Régulation indispensable réclamée depuis des années. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 142) : retire ses amendements n° 211 et n° 209 portant sur le même objet que l'amendement n° 119 de la commission (report au 1er juillet 2006 de l'application des dispositions de l'ordonnance du 1er juillet 2004 relatives aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture et aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC) auquel il se rallie. - **Art. additionnels après l'art. 8 bis** (p. 146) : sur l'amendement n° 414 du Gouvernement (autorisation sur une période déterminée des annonces de prix pour les légumes et fruits frais), son sous-amendement n° 431 : nécessité d'un accord préalable entre le fournisseur et son client sur le prix de cession du produit avant l'annonce du prix au consommateur ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 152) : son amendement n° 210 : clarification du dispositif adopté en loi de finances rectificative pour 2004 concernant la déclaration de TVA par les exploitants agricoles ; adopté. - **Art. 10 bis A (Art. L. 223-18 nouveau du code du travail - Régime social applicable aux entreprises du paysage)** (p. 153) : soutient l'amendement n° 89 de M. Yves Détraigne (exonération de l'obligation d'affiliation à la caisse des congés payés du BTP des entreprises dont l'activité exclusive ou principale est strictement paysagère) ; devenu sans objet. Modification par l'Assemblée nationale du texte adopté par le Sénat en première lecture en contradiction avec toute logique économique. Complexification. - **Art. additionnels après l'art. 11 F** (p. 164) : ses amendements n° 176 : élargissement du dispositif du contrat vendanges à l'ensemble des activités agricoles de récoltes ; n° 177 : ouverture du contrat vendanges aux travailleurs étrangers, résidents des Etats membres de l'Union européenne et des pays tiers ; et n° 178 : augmentation de la durée des exonérations de cotisations d'assurances sociales pour les emplois saisonniers ; retirés. (p. 166) : retire ses amendements précités n° 176, n° 177 et n° 178 compte tenu de leur coût. Mobilisation de tous pour collaborer avec la commission Le Guen. Urgence.

- **Question orale avec débat sur l'aide aux producteurs de fruits et légumes** - (26 janvier 2005) : sa question (p. 364, 368).

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Commission mixte paritaire [n° 175 (2004-2005)]** - (10 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 880) : caractère pragmatique de ce texte. Favorable aux dispositions adoptées. Assouplissement de la loi Evin. Gestion des crises conjoncturelles du secteur des fruits et légumes. Regret de la suppression par la CMP du principe de compensation financière des transferts de compétences aux collectivités locales. Le groupe UC-UDF votera ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1367, 1370) : mission sociale de La Poste. Nécessité d'adapter l'entreprise à ses nouvelles contraintes. Maintien d'un maillage territorial dense. Différentes possibilités de points de contact postaux. Création d'un fonds postal national de péréquation territoriale. Intérêt du dispositif adopté par l'Assemblée nationale. Souhait d'assurer un financement pérenne de ce fonds. Coopération entre La Poste et les élus locaux. Affirmation du rôle de La Poste en tant que prestataire unique du service universel. Accès aux boîtes aux lettres. Progrès dans le domaine social. Création d'un établissement de crédit postal. Le groupe UC-UDF votera ce texte, en espérant un avis favorable sur ses propositions.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) - **Art. 1er bis** (*Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale*) (p. 1458) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), son sous-amendement n° 51 : mise en place d'un contrat pluriannuel entre l'Etat et La Poste après avis de la Commission supérieure du service public des postes et des télécommunications électroniques et des principales associations représentatives des collectivités territoriales ; adopté. - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1510) : son amendement n° 52 : responsabilité solidaire de La Poste et de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. 13 bis** (*Seuils pour le transport de fonds et de bijoux*) (p. 1534, 1535) : son amendement n° 53 : possibilité de transport de fonds d'un montant inférieur à 7600 euros par les agents bancaires ou postaux ; retiré au profit de l'amendement n° 37 de la commission (possibilité de transport de fonds d'un montant inférieur à 5335 euros par les agents bancaires ou postaux) auquel il se rallie. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1643) : enrichissements du texte au cours de la navette. Inscription de la mission de La Poste en terme d'aménagement du territoire. Satisfait de l'adoption du sous-amendement du groupe de l'UC-UDF sur le fonds de péréquation confortant ainsi cette mission. Urgence d'une réflexion sur son financement. Débat de qualité de nature à rassurer les élus et les postiers. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte et forme le voeu d'une adoption dans les plus brefs délais par l'Assemblée nationale.

- **Débat sur un rapport d'information sur la Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires, SOPEXA** - (29 mars 2005) (p. 2420, 2422) : qualité des actions de promotion des produits agricoles et alimentaires nationaux. Relations financières entre l'Etat et la SOPEXA. Recomposition du capital de cette société. Périmètre de ses missions sur le marché domestique et au niveau international.

- **Projet de loi relatif aux aéroports - Deuxième lecture [n° 249 (2004-2005)]** - (31 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2574, 2575) : apport nécessaire de capitaux extérieurs pour couvrir le programme d'investissement d'Aéroports de Paris, ADP. Diversification de ses activités. Qualification d'ouvrages publics de certains biens. Missions d'ADP. Renforcement du rôle des chambres de commerce et d'industrie, CCI, dans les sociétés aéroportuaires. Modalités de calcul et fixation des redevances aéroportuaires. Hommage au travail des rapporteurs du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le groupe UC-UDF votera ce texte. - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 2608) : soutient l'amendement de M. Yves Détraigne n° 42 (rappel du principe d'une concertation préalable au transfert de compétences et de propriété des aéroports vers les collectivités territoriales) ; retiré puis repris par M. Daniel Reiner.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 5** (*Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux*) (p. 2779) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Bernard Cazeau (obligation d'entretien identique pour les rivières domaniales et non domaniales). Nécessité de préciser les modalités d'application du texte relatives à l'assainissement ou à l'entretien des cours d'eau. (p. 2782) ; son amendement n° 294 : faculté pour les propriétaires riverains de s'opposer à l'épandage sur leur terrain de matières de curage polluées ; retiré. (p. 2784) : soutient l'amendement n° 201 de Mme Françoise Férat (rappel pour les propriétaires riverains de la possibilité de bénéficier de subventions publiques pour l'entretien des cours d'eau) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (*Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique*) (p. 2803, 2804) : son amendement n° 295 : retrait de la référence aux zones d'alimentation ou de réserves de nourriture non localisées et

diminution du montant de l'amende ; devenu sans objet. - **Art. 9** (*Art. L. 435-5 du code de l'environnement - Réforme de la gratuité du droit de pêche octroyée aux associations agréées*) (p. 2806) : soutient l'amendement n° 209 de Mme Françoise Férat (rédaction) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 2813, 2814) : son amendement n° 341 : création de ressources nouvelles ; adopté. Participation à une gestion équilibrée de la ressource. Mise en oeuvre d'une politique ambitieuse d'irrigation dans le département du Lot-et-Garonne. Financement par le conseil général de l'association climatologique de la moyenne Garonne et du Sud-Ouest, ACMG. Propositions d'optimisation de la ressource en eau : construction d'un nouveau lac de réalimentation, stockage dans les nappes alluviales et superficielles, promotion de la recherche sur l'augmentation des précipitations et lutte contre le gaspillage. Préservation de l'agriculture. - **Art. 14** (*Art. L. 211-3 du code de l'environnement - Délimitation de zones correspondant aux bassins d'alimentation des captages d'eau potable*) (p. 2816) : son amendement n° 296 : précision des modalités d'organisation de la gestion collective par décret ; retiré au profit de l'amendement n° 32 de la commission (regroupement de l'ensemble des préleveurs pour la fixation des périmètres). - **Art. 19** (*Art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires*) (p. 2843) : son amendement n° 342 : incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires ; adopté. - **Art. 20** (*Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires*) (p. 2847) son amendement n° 343 : coordination ; devenu sans objet. - **Art. 22** (*Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement*) (p. 2868) : sur l'amendement n° 44 de la commission (diagnostic obligatoire de l'état des installations d'assainissement autonome à l'occasion de la vente de biens immobiliers à usage d'habitation), son sous-amendement n° 212 (estimation du coût de la mise aux normes éventuelles des installations) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2890, 2891) : son amendement n° 348 : possibilité d'abondement du budget de l'assainissement par le budget de l'eau pour les communes de moins de 3 000 habitants y compris dans le cadre d'un syndicat ou d'un groupement de communes ; retiré. Prise en compte des spécificités des communes et des groupements de communes en milieu rural.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 26** (*Art. L. 2224-8, L. 2224-11 et L. 2224-11-1 à L. 2224-11-3 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Gestion par les communes des services de distribution d'eau et d'assainissement*) (p. 2925) : soutient l'amendement n° 198 de M. Claude Biwer (restitution par les délégataires des provisions pour travaux non utilisées) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 26** (p. 2932) : soutient l'amendement n° 177 de M. Christian Gaudin (autorisation pour les agents territoriaux de participer aux commissions compétentes pour les délégations de service public) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 687 du Gouvernement. - **Art. additionnel après l'art. 26 ou après l'art. 27 ou après l'art. 49** (p. 2936) : soutient l'amendement n° 318 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité pour un syndicat mixte d'adhérer à un autre syndicat mixte) ; devenu sans objet. - **Art. 27** (*Art. L. 2224-12 à L. 2224-12-6 et L. 4424-36-2 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Régime des règlements de service et des tarifications de distribution d'eau*) (p. 2943, 2944) : soutient l'amendement n° 188 de Mme Jacqueline Gourault (diffusion du règlement du service de distribution d'eau) ; devenu sans objet. (p. 2945) : soutient l'amendement n° 194 de Mme Jacqueline Gourault (coexistence de différences tarifaires au sein d'une même intercommunalité) ; retiré (p. 2955) : soutient l'amendement n° 187 de Mme Jacqueline Gourault

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(suppression de la possibilité de mettre en place des tarifications progressives ou dégressives) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 28** (p. 2983) : soutient l'amendement n° 210 de M. Michel Mercier (possibilité pour les départements de créer un fonds départemental pour l'alimentation en eau et l'assainissement) ; devenu sans objet. - **Art. 31** (Art. L. 212-4 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement de la commission locale de l'eau) (p. 2989) : son amendement n° 297 : consultation des chambres consulaires par les commissions locales de l'eau avant de confier des missions à un établissement public territorial de bassin ou à un groupement de communes ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3800, 3801) : retard dans la transposition de la directive sur l'ouverture du secteur postal à la concurrence. Maintien de La Poste comme seul prestataire du service universel ; financement assuré par un fonds de compensation. Texte d'équilibre entre les nécessités économiques et l'accessibilité du service au plus grand nombre. Avancées majeures : participation de La Poste à l'aménagement et au développement du territoire national et création d'un établissement de crédit postal. Se félicite de l'accord conclu entre La Poste et l'Association des maires de France. Attachement de la représentation nationale au rôle joué par l'entreprise au niveau territorial et social. Le groupe UC-UDF votera ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6426, 6429) : regrette l'utilisation de la procédure d'urgence. Opposition des parlementaires du groupe de l'UC-UDF au recours aux ordonnances. Remarques sur le fonds agricole et sur la cessibilité du bail. Développement des biocarburants. Mesures relatives à la filière des fruits et légumes. Assurance récolte : son financement.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial) (p. 6525) : son amendement n° 343 : augmentation du taux de l'abattement forfaitaire sur les revenus fonciers pour les baux cessibles ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 6545) : intervient sur l'amendement n° 407 de M. Gérard Le Cam (octroi sous certaines conditions d'une dotation jeune agriculteur, DJA, aux candidats ne bénéficiant pas de tous les diplômes requis pour leur installation). (p. 6546) : son amendement n° 622 : rétablissement des comités départementaux et régionaux d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC ; adopté. (p. 6547) : son amendement n° 621 : extension au statut professionnel des associés chefs d'exploitation du principe d'égalité de traitement entre un associé de GAEC et l'exploitant individuel pour tout ce qui concerne son statut fiscal, social et économique, ainsi que celui de sa famille ; adopté. - **Art. 5** (Art. L. 331-1, L. 331-2 et L. 331-3 et L. 331-6 du code rural - Contrôle des structures) (p. 6553) : son amendement n° 342 : rétablissement du contrôle des structures pour les changements de surface résultant de la diminution du nombre d'associés exploitants agricoles et pour les prises de participation au capital d'une exploitation d'une personne déjà exploitante agricole ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 6603) : soutient l'amendement n° 346 de M. Yves Détraigne (possibilité pour les exploitants de provisionner les cotisations sociales) ; retiré. - **Art. 9 ter** (Art. L. 741-16 du code rural - Extension aux entreprises de travaux forestiers des taux réduits de cotisations sociales versées pour l'emploi de travailleurs occasionnels) (p. 6610, 6611) : sur l'amendement n° 19 de la commission (rédaction), ses sous-amendements n° 619 ; retiré ; et n° 623 ; rejeté. - **Art. 10 sexies** (Art. L. 722-20 du code rural - Affiliation au régime de la protection sociale agricole de certains salariés) (p. 6629) : son amendement n° 341 : composition du conseil d'administration des centres de gestion agréés et des associations de gestion et de comptabilité ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6647) : son amendement n° 340 : extension du droit de préemption des

SAFER dans les communes non dotées d'un document d'urbanisme ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois) (p. 6693) : soutient l'amendement n° 358 de M. Marcel Deneux (prise en compte des filières industrielles relatives à la fabrication des huiles animales et marines) ; retiré. (p. 6696) : son amendement n° 378 : production et utilisation collectives des huiles végétales pures et possibilité de vendre entre exploitants, coopératives ou sociétés agricoles ; retiré. - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6724) : intervient sur l'amendement n° 40 de la commission (remplacement du mot "confié" par le mot "cédé" à l'article L. 551-1 du code rural). Souhait des syndicats de producteurs de fruits et légumes d'être traités comme les éleveurs. (p. 6730, 6731) : défavorable aux amendements identiques n° 42 de la commission et n° 668 de M. Jean-Paul Emorine (suppression des dispositions relatives à la création des fonds de mutualisation par les comités économiques agricoles). Intérêt de la participation des comités économiques agricoles à la gestion des crises. Nécessité de choisir les producteurs plutôt que les interprofessions pour réguler les crises. - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 6739) : son amendement n° 379 : respect des garanties procédurales lors du contrôle des organisations de producteurs ; adopté. - **Art. 18** (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas propres à l'agriculture et à la forêt) (p. 6757) : favorable à l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006). Précision à apporter sur le montant de la participation des agriculteurs et sur les aides versées. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 6758) : ses amendements n° 382 : possibilité donnée à la Caisse centrale de réassurance de proposer aux assureurs une réassurance de la garantie de l'Etat ; et n° 383 : conséquence ; retirés.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 20** (Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas) (p. 6787, 6788) : son amendement n° 381 : augmentation à 1 500 € par salarié du complément de déduction pour aléas ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6795) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles).

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6954, 6955) : richesse du débat. Esprit d'ouverture du ministre. Avancées importantes. Amendement d'appel du groupe de l'UC-UDF visant à instaurer un fonds de réassurance pour les pertes de revenus. Bien-fondé des amendements de la commission : suppression de la priorité accordée au bailleur en cas de cession du bail cessible hors du cadre familial ; retraite des femmes polypensionnées ; impossibilité de déroger à la règle de réciprocité prévoyant une distance de cent mètres entre les habitations et les exploitations agricoles. Regrette l'absence d'avancées s'agissant de l'installation des jeunes et des prérogatives des SAFER. Inquiétude au sujet des négociations avec l'OMC et l'avenir du compromis sur la réforme de la PAC. Le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- (6 décembre 2005) (p. 8939, 8940) : biocarburants. Déficit chronique du FFIPSA. Assurance récolte.

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. (p. 8966, 8967) : regrette l'absence des crédits de personnel dans le programme "sécurité et veille sanitaires". Service public de l'équarrissage et stockage et élimination des farines animales. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de la mission "sécurité sanitaire".

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9384) : son amendement n° II-276 : création d'une déduction forfaitaire de 10 % des revenus fonciers bruts issus de la location de terres louées par bail cessible ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 67 bis** (*Taxe sur les déchets*) (p. 9450, 9452) : sur l'amendement n° II-302 de la commission (réécriture de l'article tendant à ne taxer que les déchets réceptionnés dans un centre d'enfouissement technique et à réserver le bénéfice de la taxe aux EPCI, aux syndicats mixtes et aux départements titulaires de la compétence de traitement des déchets ménagers), son sous-amendement n° II-438 : compensation financière pour la commune accueillant le centre d'enfouissement technique et ne percevant pas, à ce titre, la taxe professionnelle ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 67 terdecies** (p. 9484, 9485) : son amendement n° II-280 : mise en oeuvre de la garantie de l'Etat pour la réassurance des risques climatiques sur récoltes ; retiré. - **Art. 67 terdecies** (*Indemnisation exceptionnelle des dégâts de la sécheresse de 2003*) (p. 9489) : soutient l'amendement n° II-335 de M. Claude Biwer (allongement de 45 à 60 jours du délai pour le dépôt des dossiers d'indemnisation en préfecture) ; adopté.

SOUVET (Louis)
sénateur (Doubs)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi le 12 mai 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (29 juin 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 181 (2004-2005)] portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 203 (2004-2005)] (17 février 2005) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à limiter la quantité de tabac pouvant circuler librement sur le territoire français [n° 470 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Travail et emploi [n° 103 tome 7 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La France et l'Océan indien : répondre à ses besoins pour valoriser ses atouts [n° 140 (2005-2006)] (19 décembre 2005) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (1er mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 1078, 1080) : incidence de la réduction du temps de travail sur les salaires. Temps de travail dans les pays industrialisés. Nécessaires adaptations de la législation relative au temps de travail. Proposition de loi rédigée en collaboration avec le Gouvernement et cosignée par

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des députés. Simplification des règles régissant le compte épargne-temps. Introduction d'un nouveau régime d'heures choisies. Dispositions transitoires pour les entreprises de moins de 21 salariés. Apport de l'Assemblée nationale. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption de cette proposition de loi. (p. 1105, 1106) : attachement à la tolérance et au respect des orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1112) : s'oppose à la motion n° 6 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1116) : s'oppose à la motion n° 8 de M. Claude Domeizel tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1120) : s'oppose à la motion n° 7 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps*) (p. 1168) : ses amendements n° 2 : encadrement de l'utilisation du compte épargne-temps sous forme de complément de rémunération ; et n° 3 : égalité de traitement fiscal pour les sommes versées sur les plans d'épargne retraite d'entreprise qu'elles aient transité ou non par un compte épargne-temps ; adoptés. (p. 1176) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 156 et n° 169 identiques respectivement aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 16 (suppression) et n° 46 (limitation des exonérations sociales et fiscales dont bénéficient les employeurs). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 133 (suppression de la disposition n'assimilant pas le temps de déplacement professionnel au temps de travail effectif), n° 134 (définition des contrats à temps partiel au niveau de la branche d'activités et non à celui de l'entreprise), n° 135 (définition du temps partiel selon les mêmes critères à l'intérieur d'une même branche), n° 136 (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche), n° 137 (référence exclusive à la durée légale du travail ou à celle fixée par les accords de la branche), n° 138 (suppression de l'annualisation du forfait horaire des cadres), n° 139 (suppression du dispositif d'annualisation du forfait horaire applicable aux salariés non cadres), n° 140 (fixation à 210 jours du plafond des forfaits jours applicable), n° 141 (intitulé de la section 1 du chapitre 3 du titre Ier du livre II du code du travail), n° 142 (encadrement du travail de nuit), n° 145 (renforcement des garanties des salariés), n° 143 (subordination du recours au travail de nuit à la conclusion d'un accord majoritaire), n° 144 (limitation du recours au travail de nuit aux seules entreprises couvertes par une convention ou un accord collectif étendu), n° 147 (suppression des accords dérogatoires à la durée du travail de nuit), n° 148 (encadrement des accords dérogatoires au travail de nuit), n° 150 (fixation à 32 heures de la durée hebdomadaire du travail de nuit portée à 36 heures en cas de dérogation), et sur le même objet n° 151 et 152 (application d'un repos compensateur et d'une compensation salariale pour les travailleurs de nuit), n° 153 (suppression des dispositions dérogeant au repos compensateur), n° 154 (suppression des dispositions sur le travail de nuit dérogatoires aux accords collectifs), n° 157 (suppression du dispositif du compte épargne-temps), n° 158 (création du compte épargne-temps dans le cadre d'un accord de branche ou d'entreprise majoritaire), n° 159 (réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps et condition relative à la durée minimale du congé envisagé), n° 160 (précision sur les conditions de rémunération des périodes de repos ou de congé non prises), n° 162 (réduction de la possibilité d'alimenter le compte épargne-temps avec des jours de repos), n° 163 (suppression de l'extension aux cadres soumis aux conventions de forfait en heures de la possibilité d'alimenter leur compte épargne-temps par les jours de repos), n° 164 (suppression de l'affectation au compte épargne-temps des heures effectuées au-delà de la durée collective du travail à la seule initiative de l'employeur), n° 165 (application du régime légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur), n° 166 (maintien de la vocation du compte épargne-temps dans l'utilisation de ses droits affectés), n° 167 (suppression des dispositions relatives à la gestion du CET par l'employeur) et n° 168 (suppression de la possibilité d'utiliser

le CET pour financer un plan d'épargne retraite). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roland Muzeau n° 146 (suppression de la disposition instituant une période de nuit dérogatoire pour les activités audiovisuelles) et n° 149 (consultation du comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail en cas de dérogation à la durée du travail de nuit). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 18 (représentativité des organisations syndicales signataires de l'accord sur le compte épargne-temps), n° 17 (maintien de la règle de l'extension pour les accords de branche), n° 19 (obligation de recueillir l'accord du salarié par écrit avant la création de tout compte épargne-temps), n° 20 (préservation de la vocation initiale du compte épargne-temps), n° 21 (mise en place d'un dispositif d'indexation sur les prix), n° 22 (transmissibilité des droits acquis sur le compte épargne-temps aux héritiers du salarié défunt), n° 23 (réintroduction d'un délai d'utilisation du compte épargne-temps), n° 24 (préservation de la vocation d'accumulation de congé du compte épargne-temps), n° 26 (limitation de la monétisation du compte épargne-temps), n° 27 (limitation à vingt-deux du nombre de jours de congé ou de repos pouvant être affectés à un compte épargne-temps), n° 28 (affectation des heures supplémentaires au compte épargne-temps à l'initiative du salarié), n° 30 (application du régime légal des heures supplémentaires aux heures affectées au compte épargne-temps par l'employeur), n° 31 (impossibilité de substitution aux éléments de rémunération des sommes et droits versés par l'employeur sur le CET), n° 32 (indexation de la somme perçue par le salarié sur les prix et application d'une majoration pour heures supplémentaires), n° 33 (maintien de la limite des droits acquis dans l'année pour l'utilisation du compte épargne-temps), n° 34 (maintien de la vocation première du compte épargne-temps et suppression de son affectation à un autre plan d'épargne), n° 35 (suppression des dispositions relatives aux modalités de gestion du compte épargne-temps), n° 36 (suppression des dispositions relatives à la transformation du compte épargne-temps en compte d'épargne), n° 37 (garanties de liquidation du compte épargne-temps), n° 38 (suppression des dispositions relatives aux conditions d'utilisation des droits affectés à l'initiative de l'employeur), n° 39 (contenu de la convention de l'accord collectif déterminant les modalités de gestion du compte épargne-temps), n° 40 (garantie des droits des salariés en cas de transfert ou de rupture du contrat de travail), n° 41 (non-opposabilité du plafond de garantie salariale aux droits acquis sur le compte épargne-temps par le salarié), n° 42 (garantie pour le salarié ayant pris un congé de retrouver son emploi ou un emploi similaire avec une rémunération au moins équivalente), n° 44 (possibilité pour le salarié de refuser l'affectation des heures supplémentaires sur le CET) et n° 45 (suppression de la possibilité d'utiliser le CET pour financer un plan d'épargne retraite). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 25 de Mme Raymonde Le Texier et n° 161 de M. Roland Muzeau (exclusion du compte épargne-temps des repos compensateurs obligatoires). S'oppose aux amendements de Mme Dominique Voynet n° 112 (interdiction d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps) et n° 114 (mise en place d'un système de bonification du temps épargné). Accepte l'amendement n° 235 du Gouvernement (clarification). S'oppose aux amendements de M. Michel Mercier n° 97 (suppression de la possibilité d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps) et n° 98 (majoration de 25 % des droits acquis dans le CET lorsqu'ils sont utilisés en complément de rémunération), ainsi qu'à l'amendement n° 1 de M. Philippe Marini (application du régime d'incitations fiscales et sociales en cas d'utilisation du compte épargne-temps pour constituer une épargne retraite). - **Art. 2** (*Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisi*) (p. 1204) : son amendement n° 4 : application d'une durée maximale quotidienne de travail de 10 heures ; retiré. (p. 1212, 1214) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 53, n° 54, n° 56, n° 62, n° 63, n° 64, n° 65, n° 66, n° 75 et n° 82, identiques respectivement aux amendements de M. Roland Muzeau, n° 170 (suppression), n° 178 (suppression du recours aux heures choisies), n° 179 (fixation des négociations au niveau de la branche), n° 183

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(suppression des dispositions relatives à la fixation des conditions d'application des heures choisies et de leur majoration par la convention ou l'accord collectif de travail), n° 184 (obligation d'appliquer des contreparties aux heures choisies), n° 173 (fixation d'un taux minimum de majoration à 50 %), n° 186 (suppression des dispositions relatives à la majoration des heures supplémentaires), n° 189 (impossibilité pour les salariés au forfait horaire d'effectuer des heures choisies), n° 190 (suppression des dispositions relatives au rachat des jours de repos) et n° 191 (limitation de la possibilité de renoncer à des jours de congé). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 55 (précision), n° 57 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en place des heures choisies), n° 58 (précision), n° 59 (priorité donnée aux salariés à temps partiel dans l'attribution des heures choisies), n° 60 et 61 (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures choisies sans que cela constitue une faute ou une cause de licenciement), n° 74 (précision sur la définition des salariés itinérants non cadres concernés par le forfait en heures), n° 67 et 68 (coordination), n° 69 (effectivité de l'assentiment éventuel des salariés), n° 70 (application d'un taux minimum de 50 % pour la majoration des heures choisies des salariés au forfait horaire), n° 71 (recueil par écrit du choix du salarié), n° 72 et 73 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des heures supplémentaires à une faute ou à une cause de licenciement), n° 76 et 77 (coordination), n° 78 (application d'un taux de majoration minimal de 50 % pour les cadres au forfait en jours renonçant à leurs jours de RTT), n° 79 (obligation d'un accord par écrit du cadre concerné) et n° 80 et 81 (non-assimilation du refus d'un salarié d'effectuer des jours supplémentaires de travail à une faute ou une cause de licenciement). S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 175 (majoration de salaire des heures complémentaires effectuées), n° 174 (majoration des heures supplémentaires effectuées), n° 171 (rétablissement du seuil de 130 heures maximum d'heures supplémentaires réalisables), n° 172 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de la 39^{ème} heure), n° 176 (rétablissement du contingent annuel d'heures supplémentaires de 130 heures), n° 177 (suppression des dispositions relatives au recours aux heures choisies), n° 180 (non-assimilation du refus du salarié d'effectuer des heures choisies à une faute ou à un motif de licenciement), n° 182 (obligation d'un accord majoritaire pour la mise en oeuvre du dispositif des heures choisies), n° 185 (déclenchement du repos compensateur obligatoire au-delà de 130 heures même dans le cas où le contingent d'heures supplémentaires est supérieur), n° 187 (cohérence) et n° 188 (obligation d'un repos compensateur au-delà du seuil de 130 heures supplémentaires). S'oppose à l'amendement n° 117 de M. Serge Dassault (applicabilité du dispositif dans les petites et moyennes entreprises). Souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 de Mme Catherine Procaccia (extension du forfait-jour aux salariés itinérants non cadres), n° 99 de M. Michel Mercier (aménagement du temps de travail dans le secteur médico-social et social) et n° 107 de M. Aymeri de Montesquiou (applicabilité des conventions de forfait en jours aux salariés non cadres).

- **Suite de la discussion** (3 mars 2005) - **Art. 3** (*Art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail - Mesures concernant les petites entreprises de vingt salariés au plus*) (p. 1271, 1272) : accepte l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 5 (disparition des régimes dérogatoires de rémunération des heures supplémentaires prévus par l'article 3 après le 31 décembre 2008) et, sur celui-ci, les sous-amendements du Gouvernement n° 237 (application, à compter du 1er janvier 2009, des règles de majoration et de décompte de droit commun régissant le régime des heures supplémentaires à l'ensemble des entreprises quels que soient leurs effectifs) et n° 236 (prise en compte des entreprises du secteur agricole dans l'application des dispositifs dérogatoires et temporaires prévus à l'article 3). Sur les amendements de M. Michel Mercier, demande l'avis du Gouvernement pour les n° 100 (suppression du régime dérogatoire de rémunération des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés), n° 104 (instauration d'un système de mandatement en vue de la conclusion d'accords sur

l'organisation du temps de travail) et, portant sur le même objet, les n° 101 et n° 102 (relèvement du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises et exonération de cotisations sociales sur la majoration de la rémunération), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 103 (augmentation graduelle du taux de majoration des heures supplémentaires dans les petites entreprises). S'oppose aux amendements de suppression n° 83 de Mme Raymonde Le Texier et n° 214 de M. Roland Muzeau. S'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 215 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif), n° 216 (fixation d'un seuil minimum de rémunération des heures d'astreinte), n° 217 (suppression des dispositions du code du travail permettant au seul employeur de décider des modalités des astreintes), n° 218 (accord exprès du salarié sur la période d'astreinte), n° 219 (limitation aux entreprises de dix salariés de la prolongation du taux transitoire de majoration des heures supplémentaires), n° 220 (suppression du régime dérogatoire de rémunération des heures supplémentaires appliqué aux entreprises de moins de vingt salariés), n° 222 (cessation au 1er mars 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises), n° 223 (rémunération des heures supplémentaires dans les petites entreprises au taux majoré de 25 %), n° 225 (nécessaire gradation des accords dans les petites entreprises relatifs à l'organisation du temps de travail) et n° 226 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié de renoncer à des jours de repos). S'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 84 (augmentation immédiate du taux de majoration applicable aux heures supplémentaires effectuées dans les petites entreprises), n° 89 (exclusion des femmes enceintes du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT), n° 90 (rémunération des heures supplémentaires accomplies dans les petites entreprises au taux majoré de 50 %), n° 91 (suppression des dispositions interdisant l'imputation sur le contingent légal ou conventionnel des heures supplémentaires réalisées en violation d'un accord collectif de RTT), n° 92 (cessation au 16 mai 2005 du régime dérogatoire des petites entreprises), n° 93 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires), n° 94 (absence d'incidence sur le contrat de travail du refus du salarié d'effectuer des heures supplémentaires) et, portant sur le même objet, n° 87 et n° 88 (exclusion des salariés postés ou exerçant des travaux pénibles du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT). S'oppose aux amendements respectivement identiques n° 85 de Mme Raymonde Le Texier et n° 221 de M. Roland Muzeau (cessation du régime dérogatoire des petites entreprises concernant le seuil du décompte des heures supplémentaires), n° 86 de Mme Raymonde Le Texier et n° 224 de M. Roland Muzeau (suppression de la possibilité de rachat de jours de repos par accord individuel), n° 95 de Mme Raymonde Le Texier et n° 227 de M. Roland Muzeau (coordination). (p. 1275) : après sa rectification, accepte l'amendement n° 89 de Mme Raymonde Le Texier (exclusion des femmes enceintes du dispositif permettant de renoncer à des jours de repos issus de la RTT). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1282) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Roland Muzeau (suppression des exceptions posées par la loi de programmation pour la cohésion sociale, au droit de réintégration des salariés en cas de nullité du licenciement prononcée par le juge). (p. 1285) : s'oppose à l'amendement n° 10 de Mme Raymonde Le Texier (organisation d'une conférence sur les salaires, les conditions de travail et l'emploi avec l'ensemble des organisations représentatives syndicales et patronales) et demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 122 et 123 de M. Roland Muzeau (organisation annuelle d'une Conférence nationale sur les salaires). (p. 1287, 1288) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 12 (assimilation du temps de déplacement professionnel à un temps de travail effectif) et n° 11 (suppression dans le code du travail des dispositions portant prise en compte des périodes d'astreinte, hors période de travail, pour le calcul du temps de repos). (p. 1289) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Raymonde Le Texier (rétablissement de la loi du 4 janvier 2001 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises dans sa rédaction antérieure à la loi de finances rectificative pour 2002). (p. 1291) : s'oppose à l'amendement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 15 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation des articles 41, 42 et 43 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1292) : s'oppose aux amendements n° 124 de M. Roland Muzeau (fixation par la loi des règles de majoration applicables aux heures supplémentaires et majoration de ces heures de 25 % puis, au-delà de la huitième heure, de 50 %) et n° 48 de Mme Raymonde Le Texier (fixation d'un taux minimum de 25 % pour la majoration de la rémunération des quatre premières heures supplémentaires et de 50 % au-delà). - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1293) : demande le retrait de l'amendement n° 120 de M. Bernard Murat (extension du bénéfice des conditions de forfait en jours aux sportifs professionnels et aux membres de leur encadrement). (p. 1295) : à titre personnel, accepte les amendements identiques n° 96 de M. Jean-Marc Todeschini et n° 110 de M. Francis Grignon (réaffirmation du caractère férié et chômé du vendredi saint et du 26 décembre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle), non examinés par la commission dans leur forme rectifiée. (p. 1296) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Roland Muzeau (organisation annuelle, et non pas triennale, de la négociation obligatoire sur la gestion prévisionnelle de l'emploi et exclusion des accords de méthode du champ de cette négociation). (p. 1297) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 128 (suppression partielle de l'article L. 320-2 du code du travail qui ôte tout droit de regard et de négociation aux salariés des entreprises comprises dans le périmètre de l'accord de groupe) et n° 129 (suppression de l'article L. 320-3 du code du travail généralisant la faculté ouverte aux partenaires sociaux de négocier des accords de méthode). (p. 1298) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 125 (application des règles régissant les licenciements collectifs pour motif économique aux licenciements de plusieurs salariés ayant refusé une modification substantielle de leur contrat de travail) et n° 126 (abrogation du contrat spécifique pour les missions à l'exportation). (p. 1299) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 131 (suppression des dispositions prévoyant l'inscription automatique des consultations obligatoires à l'ordre du jour du comité d'entreprise) et n° 132 (abrogation du 16° de l'article L. 934-2 du code du travail portant extension du champ prioritaire de la négociation triennale). (p. 1300) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Muzeau (suppression de l'article 71 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale abrogeant les dispositions de la loi de modernisation sociale relatives aux licenciements économiques). - **Art. additionnels avant l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1301, 1302) : s'oppose aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 47 (rémunération des heures complémentaires au taux majoré de 25 % pour chacune des quatre premières et de 50 % pour chacune des heures suivantes), n° 49 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'exécuter des heures supplémentaires décidées par l'employeur), n° 50 (remise en cause du contrat de travail du fait de la suppression d'heures supplémentaires par l'employeur), n° 51 (accord écrit de chaque salarié préalable à l'exécution des heures supplémentaires) et n° 52 (fixation d'un contingent annuel d'heures supplémentaires par salarié). - **Art. additionnels après l'art. 2 (précédemment réservés)** (p. 1303, 1305) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 192 (abrogation des dispositions du code du travail permettant d'augmenter la durée légale du temps de travail des apprentis âgés de moins de dix-huit ans), n° 193 (limitation du nombre de salariés embauchés en CDD ou en intérim à 10 % de l'effectif total de l'entreprise) et n° 194 (attribution d'un droit de veto suspensif aux représentants du personnel ou aux salariés en cas de conclusion d'un accord collectif permettant le travail à temps partiel). (p. 1307, 1314) : sur les amendements de M. Roland Muzeau, s'oppose aux n° 198 (interdiction aux partenaires sociaux de déroger aux règles régissant les interruptions d'activité des salariés à temps partiel), n° 199 (conditionnement de la modulation des horaires de travail à la validité d'accords signés par les syndicats majoritaires), n° 200 (suppression des conventions de forfait établies sur une base

annuelle et validation de leur contenu au niveau de la branche), portant sur le même objet n° 201 et 202 (travail de nuit des jeunes âgés de moins de dix-huit ans), n° 203 (suppression des dispositions du code du travail permettant à l'inspection du travail de se substituer à la négociation collective en matière d'organisation du temps de travail des salariés du transport), n° 205 (définition du temps de repos quotidien, tant en cas de travail effectif qu'en période d'astreinte), n° 206 (précision de l'amplitude horaire concernant le travail dominical de l'apprenti), n° 207 (interdiction de déroger à la règle des deux jours de repos consécutifs au bénéfice des jeunes travailleurs), n° 208 (suppression de la possibilité de déroger dans les communes touristiques à la règle du repos dominical), n° 209 (suppression de la possibilité donnée aux maires d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche) et n° 210 (interdiction d'employer des jeunes et des femmes dans les établissements susceptibles de présenter un risque pour la santé), s'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° 204 (interdiction de déroger au principe de limitation de l'amplitude des horaires de travail des salariés du transport) et demande le retrait du n° 211 (réécriture de l'article L. 322-12 du code du travail relatif au temps partiel pour conditionner les abattements de cotisations sociales patronales au respect d'un certain nombre de critères). - **Art. additionnels avant l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1314, 1315) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 212 (application de la semaine de 35 heures aux salariés de l'hôtellerie-restauration) et n° 213 (inopposabilité de toute sanction au refus du salarié d'effectuer une astreinte). - **Art. additionnels après l'art. 3 (précédemment réservés)** (p. 1316) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements portant sur le même objet n° 118 et 119 de M. Jean-Léonce Dupont (dérogations à l'interdiction du travail les dimanches et les jours de fête applicable aux apprentis). (p. 1317, 1319) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 228 (amélioration du régime applicable aux congés de formation économique, sociale et syndicale), portant sur le même objet n° 229 et 230 (renforcement du droit individuel des salariés à la formation), n° 231 (exercice du droit individuel à la formation pendant le temps de travail), n° 232 (prise en charge financière par l'employeur des heures consacrées à la formation) et n° 233 ("transférabilité" du droit individuel du salarié à la formation en cas de licenciement).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (2 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. (p. 8601, 8602) : baisse du chômage durant six mois consécutifs. Montée en charge des nouveaux contrats aidés. Objectif de l'ANPE : réception des jeunes inscrits depuis plus de quatre mois. Evolution des négociations à l'UNEDIC. Réforme de la compensation générale de l'allègement de cotisations sociales dite "allègement Fillon". Mise en oeuvre satisfaisante de la LOLF. Poursuite du financement des grandes orientations de la politique gouvernementale en 2006. Interrogations sur les effets de l'aide à l'emploi dans le secteur de l'hôtellerie, des cafés et de la restauration. Elargissement des compétences du fonds de solidarité. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de cette mission.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 278 (2004-2005)] relatif aux concessions d'aménagement [n° 458 (2004-2005)] (6 juillet 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : le groupe socialiste s'associe pleinement à l'hommage rendu par M. Le Président du Sénat à la mémoire d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 788, 790) : soutient la motion n° 37 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Nécessité de repousser la loi spectacle et de lutter efficacement contre la récidive. Impasse sur les mesures à prendre. Application indispensable des lois existantes sur le suivi socio-judiciaire et le sursis avec mise à l'épreuve. Choix du spectaculaire au détriment de l'efficacité. Dérive préoccupante. Méconnaissance des principes fondamentaux. Définition de la réitération : atteinte au principe d'égalité. Négation du travail du magistrat et du principe d'individualisation des peines. Mise en oeuvre d'une justice quasi-automatique. Méfiance à l'égard des magistrats. Bracelet électronique mobile : violation des principes de la proportionnalité et de la nécessité des peines. Nécessité de se donner les moyens humains de réinsérer des êtres humains. - **Art. 2 (Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions)** (p. 796) : soutient l'amendement n° 39 de M. Robert Badinter (suppression d'une précision inutile) ; adopté. - **Art. 3 (Art. 132-41 du code pénal - Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions)** (p. 800) : favorable à l'amendement n° 41 de M. Robert Badinter (suppression). - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 809, 810) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 8 de la commission (mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) et reste favorable au bracelet électronique et à sa logique de peine de substitution. - **Art. 13 (Art. L. 3711-1, L. 3711-2, L. 3711-3 du code de la santé publique - Participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins)** (p. 813) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 15 de la commission

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(possibilité de faire appel à un psychologue en complément du médecin traitant). - **Art. 16** (*Art. 222-23 à 222-31, 225-12-1 et 227-22 à 227-27 du nouveau code pénal ; art. 283, 331-1, 334-2, 1er et 3e alinéas de l'art. 331 ; 1er, 2e et 3e alinéas de l'art. 332 ; 1er et 2e alinéas de l'art. 333 de l'ancien code pénal ; art. 723-30 à 723-34 du code de procédure pénale - Placement sous surveillance électronique mobile des personnes définitivement condamnées à une date antérieure à celle de l'adoption de la présente proposition de loi*) (p. 822, 824) : soutient l'amendement n° 52 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte en dépit du travail salubre de la commission des lois. Rôle majeur du Sénat dans la défense du droit. Refus de principe opposé au placement sous surveillance électronique. Absence de volet consacré à la prévention de la récidive.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 2** (*Art. 60 et art. 88-5 nouveau de la Constitution - Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 983, 984) : malaise au sujet de cet article. Confusion née de la tentative du Gouvernement de distinguer la question de l'adhésion de la Turquie de celle de l'adoption du traité constitutionnel. Décrédibilisation du référendum. Souhaite la suppression de cet article. - **Art. 3** (*Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne*) (p. 1002, 1003) : absence de rupture entre la III^e et la IV^e Républiques sur les modalités d'adoption des traités et le rôle du Parlement. Accroissement des pouvoirs des parlements nationaux et du Parlement européen. Ouverture d'un droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales aux ressortissants de l'Union européenne. Favorable à cet article. - **Art. 88-4 de la Constitution** (*Résolutions des assemblées parlementaires sur les textes européens qui leur sont soumis par le Gouvernement*) (p. 1010) : intervient sur l'amendement n° 35 de M. Pierre Fauchon (possibilité pour le président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sur proposition de la conférence des présidents, de demander communication au Gouvernement des projets d'acte de l'Union européenne). Différence de conception du Parlement. - **Art. additionnel après l'art. 88-6 de la Constitution** (p. 1014) : soutient l'amendement n° 21 de M. Robert Badinter (reconnaissance constitutionnelle avec une nouvelle dénomination de l'actuelle délégation pour l'Union européenne) ; rejeté. - **Art. 88-7 de la Constitution** (*Soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) : soutient l'amendement n° 16 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. Soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 17 (organisation d'un débat au Parlement pour toute demande d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne avant la déclaration d'ouverture de négociations par le Conseil européen) ; et n° 18 (déclaration du Gouvernement suivie d'un débat au Parlement avant l'organisation du référendum obligatoire destiné à ratifier les futures adhésions à l'Union européenne) ; rejetés. - **Art. 4** (*Entrée en vigueur des dispositions prévoyant la soumission au référendum de tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'adhésion d'un Etat à l'Union européenne*) (p. 1019) : soutient l'amendement n° 19 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1382, 1383) : nécessaire prise en charge du coût des missions de service public exercées par La Poste. Désapprobation de la composition de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Problème du statut de l'établissement de crédit. Délai injustifié entre les deux lectures de ce projet de loi. Temps nécessaire à la mise en place de cet établissement bancaire. Nécessité d'autoriser immédiatement La Poste à octroyer des prêts à la consommation. - **Art. 1er** (*Service universel postal et obligations des prestataires du service postal*) (p. 1408, 1409) : favorable à l'amendement n° 100 de M. Pierre-Yvon Trémel (précision de la définition de la distribution du

courrier). (p. 1414) : favorable aux amendements de M. Pierre-Yvon Trémel n° 104 (maintien dans le domaine réservé de La Poste des envois recommandés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles), n° 105 (suppression des dispositions relatives aux tarifs de base) et n° 106 (suppression des possibilités de dérogation au monopole postal).

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1442) : le groupe socialiste ne prendra pas part au vote de l'amendement n° 175 de la commission (inscription de la mention "France" sur les timbres émis par La Poste). Attachement à la mention "République française". - **Art. 8** (*Missions de La Poste et statut de sa filiale financière*) (p. 1503, 1504) : complexité de la structure de la filiale. Situation paradoxale de La Poste dans l'impossibilité de délivrer des crédits à la consommation. Importance de la part des services financiers dans l'activité des bureaux de poste. (p. 1509) : soutient l'amendement n° 134 de M. Pierre-Yvon Trémel (possibilité pour La Poste de proposer des crédits à la consommation) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (18 mars 2005) - **Rappel au règlement** (p. 1951) : importance du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Débat sera indispensable. Sa conception du rôle de président de séance. - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 1959, 1960) : observation sur la rédaction de l'article. Plaide pour la langue française.

- **Rappel au règlement** - (11 mai 2005) (p. 3685) : référence à la lettre de M. Christian Poncelet en date du 14 avril 2005 annonçant la première édition des Rencontres sociales du Sénat en octobre prochain. En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, rappelle qu'il n'est pas dans les attributions du Sénat d'informer ou d'expliquer la politique et les réformes engagées par le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 3703, 3704) : son amendement n° 18 : organisation annuelle d'une Conférence nationale du volontariat ; rejeté. Fluctuation de la limite entre volontariat, bénévolat et salariat. (p. 3705) : son amendement n° 19 : signature de contrats pluriannuels entre l'Etat et une ou plusieurs associations nationales ; rejeté. Assurance de la pérennité des ressources sur le long terme. - **Art. 2** (*Interdiction de recruter un volontaire à un poste occupé par un salarié*) (p. 3713) : soutient l'amendement n° 39 de M. David Assouline (interdiction de recruter un volontaire pour une mission précédemment exercée par un salarié licencié dans le même département) ; devenu sans objet. (p. 3715, 3716) : lutte contre les risques de dérive. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 3738, 3739) : son amendement n° 23 : création d'un fonds interministériel pour la formation des volontaires ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à considérer comme les effets d'une catastrophe naturelle les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse ou à la réhydratation des sols quelle que soit leur intensité, [n° 381 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4231, 4232) : question de l'application du principe d'égalité. Exemple de son département du Loiret. Interroge le Gouvernement sur l'état d'avancement de ce dossier. Principes de base de la proposition de loi socialiste : rapidité des délais, déconcentration, association de l'ensemble des personnes concernées et transparence. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 4235) : soutient l'amendement n° 1 de Mme Nicole Bricq (remplacement de l'actuel arrêté interministériel par un arrêté du seul ministre chargé de l'intérieur pris dans un délai de trois mois à compter du dépôt des demandes à la préfecture) ; rejeté. - **Art. 1er** (*Art. L. 125-1-1 [nouveau] du code des assurances - Commissions consultatives départementales des catastrophes naturelles*) (p. 4240) : défavorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (instauration d'une commission d'information sur les dommages des sécheresses). Désaccord sur la restriction du rôle de la commission consultative départementale. -

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Art. additionnels après l'art. 1er (p. 4242, 4243) : utilité du conseil national pour le Gouvernement.

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4532, 4535) : soutient la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Problèmes relatifs aux prérogatives du juge du siège, au droit de la défense, aux libertés individuelles, au déroulement du procès et à la rupture d'égalité dans le traitement pénal des infractions. - **Art. unique** (p. 4542) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 3 (suppression) et n° 4 (repli) ; rejetés. (p. 4545) : importance du caractère contradictoire du procès.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5220, 5222) : déception devant la déclaration de politique générale. Continuation de la même politique. Inefficacité dans la réduction du chômage. Absence de marge budgétaire. Danger des mesures proposées. Possibilité de licenciement unilatéral pour l'employeur donnée par le contrat "nouvelles embauches". Réclame une négociation sociale d'urgence. Absence de dispositions en faveur de la relance du pouvoir d'achat. Indignation devant la non-prise en compte des jeunes de moins de vingt-six ans dans l'effectif des entreprises. Catalogue de mesures disparates ne remplaçant pas une véritable politique pour l'emploi.

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 5291, 5293) : projet de loi rendu nécessaire suite à la jurisprudence de la CJCE. Modifications apportées sur ce texte par l'Assemblée nationale. Soumission des concessions d'aménagement aux règles de publicité et de mise en concurrence. Remarques sur le contenu de cette publicité et de cette mise en concurrence, sur le régime fiscal des aménageurs, sur la question de la ratification de l'ordonnance du 6 juin 2005 et sur la création des sociétés publiques locales. La commission des lois propose l'adoption de ce projet de loi. - **Art. 1er** (*Art. L. 300-4 du code de l'urbanisme - Objet et procédure de passation des concessions d'aménagement*) (p. 5300) : son amendement n° 1 : inscription dans la loi du contenu de la procédure de publicité et de mise en concurrence ; retiré. - **Art. 3** (*Art. L. 300-5-1 et L. 300-5-2 nouveaux du code de l'urbanisme - Règles de publicité et de mise en concurrence des contrats d'études, de maîtrise d'oeuvre et de travaux passés par le titulaire d'une concession d'aménagement - Dispense des règles de publicité et de mise en concurrence des concessions d'aménagement passées avec un concessionnaire « in house »*) (p. 5301, 5302) : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Eliane Assassi (modalités de la mise en concurrence effectuée par le concessionnaire). - **Art. 10** (*Art. 92 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit - Prorogation du délai accordé au Gouvernement pour élaborer une ordonnance de simplification et d'harmonisation des différents régimes d'enquêtes publiques*) (p. 5305) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. André Vézinhel (suppression).

- **Proposition de loi relative au droit de préemption et à la protection des locataires en cas de vente d'un immeuble [n° 406 (2004-2005)]** - (13 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5887, 5888) : démonstration des limites du libéralisme à travers la politique du logement. Nécessité d'une politique volontariste de l'Etat. Rappel des débats sur la loi Raffarin du 13 août 2004 relative à la décentralisation. Insuffisance des dispositions de ce texte. Augmentation des loyers. Ses propositions : obligation de renouvellement du bail pour les personnes en difficulté ; instauration d'un délai de trois ans entre la mise en copropriété d'un immeuble et la congé-vente ; incitations fiscales au profit de l'acheteur d'un immeuble acceptant de maintenir le locataire dans son logement ; droit au bail de six ans pour le locataire d'un logement possédé par une personne physique et vendu à une

personne morale ; possibilité pour les locataires de solliciter une enquête publique du maire de la commune ; impossibilité de revendre à des fins spéculatives des logements construits avec des fonds destinés au logement social. - **Art. 1er** (*Art. 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation - Institution d'un droit de préemption au profit des locataires ou occupants de bonne foi d'un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel vendu en bloc*) (p. 5905) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article avec une modification du champ d'application du droit de préemption et un renforcement de l'effectivité du dispositif), son sous-amendement n° 26 : application de ce dispositif à partir du seuil de cinq logements ; rejeté. (p. 5906, 5908) : sur l'amendement précité n° 1 de la commission, ses sous-amendements n° 31 : instauration d'un diagnostic technique contradictoire à la charge du bailleur ; rejeté ; n° 33 : augmentation du délai d'exercice du droit de préemption du locataire dans le seul cas de vente à la découpe ; adopté ; n° 29 : maintien du statut locatif des locaux occupés par des personnes en difficulté et création d'une indemnité d'éviction pour les locataires ne pouvant exercer leur droit de préemption ; rejeté. (p. 5912) : ses amendements n° 28, 32 et 30 : coordination ; devenus sans objet. (p. 5915, 5916) : intervient sur son sous-amendement n° 33 précité. (p. 5916) : intervient sur son sous-amendement n° 29 précité. Opposition de trois associations représentatives des locataires à une extension, par décret, du nouvel accord du 16 mars 2005 à l'ensemble des logements relevant des deuxième et troisième secteurs locatifs. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 5918, 5919) : ses amendements n° 36, 37 et 39 : coordination ; et n° 38 : réduction des droits de mutation en faveur des propriétaires afin d'encourager le maintien dans les lieux durant six ans des locataires et compensation de la perte de recettes pour les collectivités locales par une augmentation de la dotation générale de fonctionnement ; rejetés. - **Art. 2** (*Art. 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière - Extension d'un accord collectif conclu au sein de la commission nationale de concertation*) (p. 5922) : sur l'amendement n° 2 de la commission (réécriture de cet article en restaurant le droit d'opposition permettant à la majorité de l'ensemble des organisations représentatives des bailleurs et des locataires de s'opposer à l'extension de l'accord collectif par décret et suppression de la sanction de l'amende civile en cas de non-respect de l'accord collectif afin de laisser s'appliquer le droit commun de la responsabilité délictuelle ou contractuelle), son sous-amendement n° 40 : sanction pécuniaire en cas de non-respect par un bailleur de l'ensemble des dispositions d'un accord collectif et versement de dommages et intérêts au profit du locataire lésé ; rejeté. Favorable au sous-amendement n° 23 de Mme Valérie Létard (rétablissement de la règle de majorité actuellement en vigueur dans la loi de 1986) à l'amendement n° 2 de la commission précité. Son amendement n° 41 : restauration de la possibilité pour la majorité des organisations représentatives des locataires de s'opposer à l'extension par décret des accords conclus au sein de la Commission nationale de concertation ; devenu sans objet. - **Art. 3** (*Art. 15 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 - Annulation du congé pour vente intervenu en violation d'un accord étendu par décret*) (p. 5925) : sur l'amendement n° 4 de la commission (réécriture de cet article en prévoyant la nullité de plein droit des congés pour vente délivrés en violation de la prorogation des baux en cours), ses sous-amendements n° 44 : nullité du congé en cas de non-respect de l'une des dispositions de l'accord étendu et n° 45 : coordination ; rejetés. (p. 4926) : son amendement n° 46 : coordination ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5927) : son amendement n° 52 : instauration d'un moratoire jusqu'au 1er janvier 2007 ; rejeté. (p. 5929) : ses amendements portant sur le même objet n° 47, 48, 49 et 50 : définition et encadrement législatif de l'exercice de la profession de marchand de biens ; n° 51 : application des dispositions de ce texte aux opérations en cours ; rejetés. (p. 5930) : son amendement n° 53 : encadrement des ventes en bloc d'immeubles construits à l'aide

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de prêts aidés par l'Etat ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5931, 5932) : le groupe socialiste votera contre ce texte. Améliorations apportées par le Sénat. Reconnaissance par le ministre des problèmes d'application de ce dispositif en particulier pour les opérations en cours. Rejet de l'obligation de renouvellement du bail, du délai de trois ans entre la mise en copropriété et le congé pour vente et de l'instauration d'un droit au bail de six ans pour le locataire dont le logement est vendu par une personne morale à une personne physique. Refus de recours au maire, d'enquête publique et d'audit contradictoire. Absence de prise en compte d'une décote et d'une réglementation de la profession de marchand de biens. Refus de tirer les conséquences quant à la mise en oeuvre des ventes à la découpe de logements construits avec des fonds destinés au logement social. Rejet d'un moratoire. Recul par rapport aux accords contractuels en matière de logement.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Art. 13** (*Opérations d'investissements dans le domaine ferroviaire*) (p. 5997, 5998) : son amendement n° 46 : suppression ; rejeté. (p. 6000) : intervient sur son amendement n° 46 précité.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - **Art. 4** (*Art. 465-1 du code de procédure pénale - Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale*) (p. 6229) : soutient l'amendement n° 48 de M. Robert Badinter (suppression de l'obligation de délivrance du mandat de dépôt) ; adopté. - **Art. 5** (*Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes*) (p. 6242, 6243) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes). Position constante de la commission des lois. S'interroge sur les propos de garde des sceaux et sur la justification de la pression exercée sur le Sénat. S'interroge également sur la position du président de la commission des lois. Nécessité de réunir la commission.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 7** (*Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile*) (p. 6268) : absence de réponse concrète et crédible sur la durée d'application du dispositif, les moyens mis en oeuvre et les modalités de l'exécution. - **Art. additionnels avant l'art. 15 quater** (p. 6295) : intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (interdiction de transcription des écoutes téléphoniques concernant des avocats). Communications téléphoniques incluses dans le terme générique de "correspondances". - **Art. 16** (*Application immédiate de la surveillance judiciaire*) (p. 6298, 6299) : favorable aux amendements identiques n° 79 de M. Robert Badinter et n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Attente de l'interprétation du Conseil constitutionnel sur la nature du bracelet électronique, assimilé ou non à une peine. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6300) : se félicite de l'adoption des amendements corrigeant la loi Perben II sur le statut des avocats. Caractère préjudiciable du texte : développement d'une suspicion à l'égard des magistrats, accroissement mécanique des peines et mandat de dépôt à l'audience. Inflexions bénéfiques apportées par le Sénat : durée du placement sous surveillance électronique, limitation du crédit de peine en cas de récidive et limitation des fichiers. Désaccord sur la philosophie du texte.

- **Proposition de loi complétant la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française [n° 27 (2005-2006)]** - (10 novembre 2005) - **Art. 2** (*Enseignes dans les lieux publics et annonces dans les transports internationaux*) (p. 7002) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi. Enrichissement de la langue française par des apports extérieurs. Eternel débat sur la pureté de la langue. Inefficacité d'un protectionnisme linguistique sans renforcement des moyens consacrés à la francophonie.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7736, 7737) : soutient l'amendement n° 414 de M. Thierry Repentin (pondération de la dotation d'intercommunalité au regard de l'action des collectivités en matière de logement social) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 7 ou après l'art. 11** (p. 7751) : soutient l'amendement n° 419 de M. Thierry Repentin (conditions d'accès au dispositif Robien) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (29 novembre 2005) - **Art. 9** (*Allègement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties supportée par les exploitants agricoles*) (p. 8313) : intervient sur l'amendement n° I-320 du Gouvernement (indexation de la compensation sur la progression de la DGF). Favorable à l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Demerliat (application de ce dispositif aux seules communes de plus de 500 habitants). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8317, 8318) : soutient l'amendement n° I-136 de M. Jean-Marie Bockel (à partir de 2006, limite du prélèvement opéré par l'Etat sur la taxe professionnelle versée par les établissements de France Télécom, au produit de cette taxe perçu par la commune l'année précédente au titre de ces mêmes établissements) ; rejeté.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) (p. 8474, 8475) : insuffisance des crédits affectés à l'enseignement supérieur. Disparité entre les filières. Lutte contre l'échec dans les premières années d'enseignement. Crédits inférieurs aux besoins. Absence de création de postes. Non-respect des contrats de plan Etat-région. Paupérisation des étudiants. Déficit de logements étudiants. Amélioration indispensable de l'accueil des étudiants étrangers. Décalage entre le taux d'encadrement réservé aux étudiants de classe préparatoire et les autres.

- **Organisation des travaux du Sénat** - (1er décembre 2005) (p. 8497) : regrette la programmation de l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et au projet de loi de programme pour la recherche à la veille de Noël. Demande de report de ces débats au mois de janvier.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] (suite)**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8502) : défavorable à l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). Bricolage pernicieux opéré par le Gouvernement. (p. 8504, 8505) : défavorable à l'amendement n° II-31 de la commission (report de crédits du programme "vie étudiante" affectés à la construction et à la réhabilitation de chambres universitaires sur le programme "formation supérieure et recherche universitaire"). Respect de la vocation des CROUS et du CNOUS.

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8819, 8821) : insuffisance des créations de postes. Sous-évaluation des frais de justice. Situation de l'administration pénitentiaire. Déséquilibre au sein des crédits de la protection judiciaire de la jeunesse. Services pénitentiaires d'insertion et de probation. Importance des moyens humains pour mettre en oeuvre les politiques de prévention et de réinsertion. - **Art. additionnel après l'art. 80** (p. 8831) : soutient l'amendement n° II-111 de M. Michel Charasse (remboursement forfaitaire des sommes dues par l'Etat aux opérateurs téléphoniques pour leur coopération avec l'autorité judiciaire) ; retiré

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) (p. 9148, 9149) : recul des équivalents temps plein travaillé du programme. Dématérialisation des actes administratifs. S'offusque de certaines habitudes de langage qui font affront à la simplicité. Contrôle de légalité : rôle des préfets, des chambres régionales des comptes et des tribunaux administratifs. S'interroge sur l'indépendance du préfet des Hauts-de-Seine. Modernisation indispensable des structures de fonctionnement de l'Etat : dématérialisation, déconcentration, rôle des sous-préfets et publication plus rapide des décrets. (p. 9153) : le groupe socialiste vote contre les crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat".

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financier : avances aux collectivités territoriales

- (8 décembre 2005) (p. 9162, 9163) : autonomie financière des collectivités locales. Effets de la réforme de la taxe professionnelle et de la création d'un "bouclier fiscal". Dotations de l'Etat. Péréquation. Nécessité pour les communes de se regrouper afin de faire face à leurs nombreuses compétences. Votera les crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales".

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9608, 9610) : impérieuse nécessité de lutte contre la menace et la réalité du terrorisme. Respect indispensable de l'Etat de droit. Existence d'un arsenal juridique déjà considérable ; retard dans la publication des décrets d'application. Opposition du groupe socialiste à ce projet de loi en raison des trop nombreuses mises à l'écart de l'autorité judiciaire, d'une généralisation des procédures d'exception et d'un amalgame inacceptable entre terrorisme et immigration.

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** : favorable à l'amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (pouvoirs de contrôle de la CNIL). Détermination à lutter contre le terrorisme dans le respect de l'Etat de droit. - **Art. 2 (Art. 10-1 [nouveau] de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Faculté pour le préfet de prescrire la vidéosurveillance de certains sites)** (p. 9651) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Claude Peyronnet (avis de la CNIL préalable à la publication du décret d'application) ; devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 9657, 9658) : défavorable à l'amendement n° 62 de M. Philippe Goujon (actualisation des règles d'immobilisation des véhicules par les forces de police). (p. 9659, 9660) : rappel du droit d'amendement ouvert aux sénateurs de l'opposition. Attachement du groupe socialiste à l'intégrité du territoire. - **Art. 4 (Art. L. 34-1 du code des postes et des communications électroniques - Assimilation des personnes offrant au public un accès au réseau à des opérateurs de communications électroniques)** (p. 9664) : favorable à l'amendement n° 89 de M. Jean-Claude Peyronnet (liste des catégories de personnes soumises à l'obligation de conservation des données techniques de connexion fixée par décret après avis de la CNIL). - **Art. 5 (Art. L. 34-1-1 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques, art. 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004, art. 27 et 28 [nouveau] de la loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 - Accès des services spécialisés dans la lutte contre le terrorisme à certaines données de trafic des communications électroniques)** (p. 9667, 9668) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Claude Peyronnet (attribution à la CNCIS des pouvoirs de contrôle des réquisitions administratives des données techniques) ; rejeté. (p. 9680, 9681) : partialité de la personnalité qualifiée nommée sur avis du ministre de l'intérieur. - **Art. 7 (Art. 26 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 - Dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules et de leurs passagers)** (p. 9693, 9694) : légitimité de toute mesure de lutte contre le terrorisme dès lors qu'elle est mise en oeuvre sous le contrôle de l'autorité judiciaire. - **Art. 8 (Consultation de fichiers administratifs du ministère de l'intérieur par les services spécialement chargés de la prévention et de la lutte contre le terrorisme)** (p. 9698) :

favorable à l'amendement n° 94 de M. Jean-Claude Peyronnet (limitation de l'accès aux fichiers à de simples consultations, sans extraction de données et sans interconnexion avec d'autres fichiers). - **Art. 8 bis (Art. 23 de la loi n° 2003-329 du 18 mars 2003 - Inscriptions obligatoires supplémentaires au fichier des personnes recherchées)** (p. 9698) : soutient l'amendement n° 95 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Art. 10 quinquies (Art. 19 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 - Adaptation à la réforme des corps et carrières de la police nationale de la représentation syndicale au sein des commissions administratives paritaires)** (p. 9712) : soutient l'amendement n° 98 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Art. 15 C (Art. 42-12 [nouveau] de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 - Interdiction administrative d'assister à une manifestation sportive)** (p. 9723) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Art. 15 (Application de la loi dans le temps)** (p. 9724) : soutient l'amendement n° 103 de M. Jean-Claude Peyronnet (durée d'application de la loi limitée au 31 décembre 2008) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9725, 9726) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. Attachement à la lutte contre le terrorisme. Lutte dans le respect de l'Etat de droit. Refus d'amalgame entre la lutte contre l'immigration clandestine et le terrorisme. Mise à l'écart de l'autorité judiciaire.

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (21 décembre 2005) - **Art. 4 (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche)** (p. 10180) : favorable à l'amendement n° 106 de M. Serge Lagache (règles déontologiques de l'Agence d'évaluation de la recherche). - **Art. 7 (Agence nationale de la recherche)** (p. 10186) : grande complexité du dispositif de l'Agence nationale de la recherche.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers - Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)]** - (22 décembre 2005) - **Rappel au règlement** (p. 10252) : sur l'annonce du ministre de déposer prochainement un projet ou une proposition de loi relative au contrôle parlementaire des services de renseignements, rappelle l'initiative parlementaire pour le dépôt des propositions de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10261, 10262) : lutte inconditionnelle contre le terrorisme. Dessaisissement du juge judiciaire. Suppression des prérogatives de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité en matière d'échanges téléphoniques et électroniques. Pouvoirs exorbitants accordés au pouvoir exécutif. Refus des amalgames opérés entre lutte contre la délinquance, lutte contre le terrorisme et lutte contre l'immigration étrangère. Le groupe socialiste s'oppose à ce texte. Saisine prévue du Conseil constitutionnel.

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Vice-président de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : L'avenir statutaire de Saint-Barthélemy et Saint-Martin : le choix de la responsabilité [n° 329 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Justice et accès au droit [n° 104 tome 3 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Henri Revol sur la gestion des déchets nucléaires** - (13 avril 2005) : son intervention (p. 3155, 3156).

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. (p. 8688) : regrette le rattachement de la justice administrative à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Contribution conséquente de la création du tribunal administratif de Nîmes à l'augmentation des crédits du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives". Evaluation insuffisante des frais de justice. Question sur le respect du plan quinquennal pour la justice adopté en 2002. Détachement de magistrats administratifs auprès du ministère de la santé. Nécessité d'un recentrage de ces magistrats sur l'activité juridictionnelle. Réflexion souhaitable sur l'inflation de recours inutiles, à l'exemple de ceux intentés contre les arrêtés de reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives".

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

TASCA (Catherine)
sénateur (Yvelines)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation pour l'Union européenne : Le Livre blanc sur les services d'intérêt général [n° 257 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Fonction publique - Union européenne.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 603, 604) : opacité des perspectives du projet culturel global. Constat de reculs. Favorable à la voie législative pour régler le problème des intermittents. Responsabilité de l'Etat à l'égard de la culture. Soutien indispensable de l'Etat et des collectivités territoriales. Education artistique.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (16 février 2005) - **Art. 3 (Titre XV de la Constitution - Modifications des dispositions relatives à l'Union européenne)** (p. 1002) : renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des pouvoirs de contrôle des parlements nationaux sur les décisions européennes. Interrogation sur la transformation en commission de la délégation du Sénat pour l'Union européenne. Ouverture de nouveaux droits aux parlements nationaux : contrôle des principes de subsidiarité et de proportionnalité ; procédure de révision simplifiée permettant le passage de l'unanimité à la majorité qualifiée. Votera cet article.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement - Congrès du Parlement [n° 2 (2003-2004)]** - (28 février 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 20, 21) : insuffisances de cette charte de l'environnement par rapport aux objectifs visés. Manque d'ambition. Texte confus. Risque d'aggravation de l'insécurité juridique dans ce domaine. Absence de réelle volonté gouvernementale pour protéger l'environnement. Le groupe socialiste du Sénat ne prendra pas part au vote.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1580) : risque

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

majeur de dumping social engendré par la "directive Bolkestein". Application du principe du pays d'origine en rupture avec l'objectif d'harmonisation des législations sociales. Dépôt, devant la délégation du Sénat pour l'Union européenne, d'un projet de rapport sur le livre blanc de la commission consacré aux services d'intérêt général. Distinction impérative des services d'intérêt général des services marchands classiques. Non-pertinence du caractère économique des services. Favorable à la ratification du traité constitutionnel européen. Demande le retrait de l'actuelle directive et l'adoption d'une directive-cadre sur les services d'intérêt général. Promotion des principes de solidarité et de cohésion sociale à l'échelon européen. Développement simultané d'un droit des services publics et d'un droit des services strictement marchands.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3960, 3961) : difficultés rencontrées depuis deux ans par les intermittents du spectacle. Utilisation de ce texte pour mettre en place des sanctions contre l'emploi abusif d'intermittents. Absence de règlement des problèmes de fond. Disparité de traitement entre les différents secteurs d'activités culturelles. Nécessité d'une réflexion globale sur ce sujet.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Première partie :

- (30 novembre 2005) - **Débat sur la participation de la France au budget des Communautés européennes** (p. 8348, 8349) : incapacité des Etats membres à dépasser leurs intérêts nationaux pour retrouver un élan collectif fondé sur la recherche d'avantages communs. Nécessaire réorientation du budget européen. Quatre pistes pour réaliser l'objectif fixé lors du sommet de Lisbonne.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers - Prêts à des Etats étrangers - Accords monétaires internationaux

- (7 décembre 2005) (p. 9066, 9067) : carences de la politique d'aide publique au développement : faiblesse et dispersion des crédits ; relégation des ONG. Réorganisation indispensable de l'association des ONG à la politique d'aide : participation aux négociations des documents cadres de partenariats, prévisibilité de la part de budget accordé, professionnalisation de certains collaborateurs, développement d'une complémentarité entre l'AFD et les ONG, externalisation de certaines interventions du ministère et incitation à la coordination et au regroupement des ONG françaises.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 6 (Communication par les transporteurs des données relatives aux passagers aux services du ministère de l'intérieur)** (p. 9682, 9683) : amplification de dispositifs existants et inopérants face au terrorisme. Dangerosité de l'amalgame entre terrorisme, délinquance et immigration.

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - Justice.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1385, 1386) : refus d'un démantèlement de La Poste. Volonté de maintenir un nombre suffisant de bureaux de plein exercice. Elaboration indispensable d'un schéma de présence postale départementale. Exigence relative à un fonds de péréquation pour l'aménagement du territoire et à un service bancaire universel. Difficulté d'appliquer les critères d'accessibilité en zone rurale. Charge représentée par les agences postales communales pour les élus locaux. Imprécision concernant le financement et l'utilisation du fonds postal national de péréquation territoriale. Démantèlement d'un service public majeur. - **Art. 1er (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal)** (p. 1406, 1407) : soutient l'amendement n° 98 de M. Pierre-Yvon Trémel (garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national) ; rejeté. (p. 1411) : soutient l'amendement n° 106 de M. Pierre-Yvon Trémel (suppression des possibilités de dérogation au monopole postal) ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 327 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3803, 3804) : fragilisation de La Poste et du service public postal. Le groupe socialiste vote contre ce projet de loi. Liberté d'accès au marché postal. Incertitudes sur le financement du fonds de compensation du service universel postal. Réduction du périmètre des services réservés : perte du monopole des recommandés utilisés dans le cadre des procédures juridictionnelles et administratives. Remise en cause des prestations offertes au titre des missions de service public : universalité, égalité de traitement et péréquation tarifaire. Filialisation des services financiers de La Poste au sein d'un établissement de crédit. Rejet de la proposition du groupe socialiste de développement d'un service bancaire universel assuré par La Poste. Rupture d'égalité devant le service public par la règle retenue en matière d'accessibilité aux bureaux de poste ; conséquences désastreuses pour les zones de montagne en particulier. Non-compensation des missions d'intérêt général confiées à La Poste : transport de la presse, banque pour les personnes à faibles revenus et service public postal. Manque de moyens du fonds de péréquation. Démantèlement de La Poste et du service public postal. Déménagement du territoire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3814) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

TEXIER (Yannick)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement des territoires ruraux (27 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises (7 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au régime des biens acquis postérieurement à la conclusion d'un pacte civil de solidarité [n° 162 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle relative au statut des anciens présidents de la République française [n° 163 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 287 (2004-2005)] ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports. [n° 360 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Transports - Travail - Union européenne.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi constitutionnelle instaurant pour le Président de la République, pour le Président du Sénat et pour le Président de l'Assemblée nationale, une prestation de serment [n° 419 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique modifiant l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature [n° 420 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi instaurant pour le Maire, le Président de Conseil général et pour le Président de Conseil régional, une prestation de serment [n° 421 (2004-2005)] (22 juin 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. additionnels après l'art. 75 octies** (p. 533, 534) : son amendement n° 114 : transposition d'une directive européenne relative aux installations à câbles transportant des personnes et renforçant les contrôles de sécurité des remontées mécaniques en montagne ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 537) : importance de la ruralité dans l'identité française. Relance de la politique de revitalisation rurale. Capacité des territoires ruraux de créer des emplois. Rénovation du patrimoine rural bâti. Accès aux services publics et à l'offre de soins. Mesures de soutien aux activités agricoles. Remerciements. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 230 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Texte de la proposition de résolution** (p. 2251) : soutient l'amendement n° 17 de M. Dominique Braye (exclusion des services de logement social du champ d'application de la proposition de directive) ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (3 mai 2005) - **Art. 1er (et annexe)** (*Objectifs de la politique énergétique nationale*) (p. 3432, 3434) : sur l'amendement n° 2 de la commission (rétablissement d'un rapport annexé), soutient les sous-amendements de Mme Fabienne Keller n° 211 ; adopté ; et n° 212 ; retiré. - **Art. 1er septies G** (*Stratégie nationale de la recherche énergétique*) (p. 3467) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Françoise Henneron (rapport du Gouvernement sur le résultat des recherches énergétiques) ; adopté. - **Art. 1er septies H** (*Plan énergie pour les pays en développement*) (p. 3468, 3469) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Françoise Henneron (inscription de ce plan dans le corps du projet de loi) ; adopté. - **Art. 6** (*Art. L. 111-9 et L. 110-10, article L. 110-10-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, article L. 224-1 du code de l'environnement - Performance énergétique des logements*) (p. 3497) : soutient l'amendement n° 216 de M. Laurent

Bétéille (inspection des équipements de chauffage, de climatisation et de ventilation, quelle que soit l'énergie utilisée) ; retiré. - **Art. 9** (*Régime de la garantie d'origine des ENR électriques*) (p. 3504) : soutient l'amendement n° 225 de M. Laurent Bétéille (développement de la filière de méthanisation) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3617, 3618) : bien-fondé d'une stratégie spécifique de long terme de la politique énergétique. Amélioration de la législation existante. Rétablissement de l'architecture du texte retenu en première lecture, tel que suggéré par le rapporteur. Satisfait des travaux fructueux du Sénat sur l'implantation des éoliennes. Le groupe UMP votera ce projet de loi tel qu'amendé par le Sénat.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (13 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 3950, 3951) : travail déjà accompli en faveur des PME. Continuité de l'action engagée. Intérêt du contrat de collaborateur libéral. Lutte contre les marges arrière pour provoquer une baisse des prix. Moralisation des pratiques commerciales salutaire pour les PME. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (14 juin 2005) - **Art. 10** (*Art. L. 121-4 du code de commerce et art. 46 de la loi n° 2002-73 du 17 février 2002 - Statut du conjoint du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise*) (p. 4040) : soutient l'amendement n° 141 de M. Gérard César (extension au conjoint du chef d'une entreprise agricole de l'obligation d'opter pour un statut) ; retiré. - **Art. 12** (*Art. L. 622-8, L. 633-10, L. 634-2, L. 642-2-1 [nouveau], L. 723-1, L. 723-5, L. 742-6, L. 742-9 et L. 742-11 du code de la sécurité sociale - Droits sociaux du conjoint collaborateur et du conjoint associé du chef d'entreprise*) (p. 4047, 4048) : soutient l'amendement n° 435 de M. Pierre Hérisson (garantie de l'autonomie du conjoint collaborateur d'un professionnel libéral à se constituer des droits propres en matière d'assurance vieillesse, au-delà des trois premières années d'activité) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 4075) : soutient l'amendement n° 109 de M. Jean-Patrick Courtois (conditions d'exonération des plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une activité commerciale en centre-ville) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 31 ou après l'art. 32** (p. 4167) : soutient l'amendement n° 111 de M. Bernard Barraux (sanction de la pratique consistant à retenir sur une facture des pénalités sans accord préalable des fournisseurs) ; retiré. - **Art. 32** (*Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs*) (p. 4168) : soutient l'amendement n° 132 de M. Dominique Mortemousque (droit pour les chambres consulaires et les organisations professionnelles de se porter partie civile pour un préjudice direct à l'un de leur ressortissant) ; retiré. Soutient l'amendement n° 102 de M. Dominique Mortemousque (prohibition de la transparence des conditions commerciales concédées par un fournisseur à des distributeurs groupés en centrale d'achat) ; adopté. (p. 4169) : soutient l'amendement n° 97 de M. Gérard César (assimilation à un abus de puissance d'achat des exigences injustifiées de versement de pénalités ou de retour de marchandises) ; retiré. - **Art. 26 (précédemment réservé)** (*Art. L. 420-2 du code de commerce - Interdiction des accords de gamme au titre de l'exploitation abusive d'un état de dépendance économique*) (p. 4176) : son amendement n° 340 : définition des accords de gamme pouvant présenter un caractère abusif ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 35** (p. 4179) : soutient l'amendement n° 100 de M. Gérard César (publication des décisions sanctionnant des violations du code du commerce) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 32** (p. 4180) : soutient l'amendement n° 103 de M. Bernard Barraux (transmission au Parlement d'un rapport des décisions sanctionnant des violations du code du commerce) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 32 ou après l'art. 33** (p. 4181) : soutient l'amendement n° 146 de M. Dominique Mortemousque (instauration d'un délai maximum de trente jours pour le paiement des produits alimentaires) ; retiré. - **Art. 33** (*Art. L. 442-10 nouveau du code de commerce -*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Réglementation des enchères à distance (p. 4187) : soutient l'amendement n° 112 de M. Bernard Barraux (dans le cadre d'une enchère électronique inversée, obligation de préciser les critères de sélection) ; adopté. (p. 4188) : son amendement n° 113 : surveillance des enchères électroniques par un tiers certificateur ; devenu sans objet. - **Art. 35** (*Art. L. 470-2 du code de commerce - Affichage ou diffusion de condamnations au titre d'un délit prévu par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4195) : soutient l'amendement n° 99 de M. Gérard César (publication des décisions sanctionnant des violations du code de commerce) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 37** (p. 4196) : soutient l'amendement n° 114 de M. Bernard Barraux (présentation d'un inventaire des décisions sanctionnant des infractions au code du commerce dans le rapport public de la commission d'examen des pratiques commerciales) ; adopté. - **Intitulé du titre VII** (p. 4198) : soutient l'amendement n° 133 de M. Dominique Mortemousque (nouvel intitulé - Dispositions relatives aux chambres de commerce et d'industrie et aux chambres de métiers et de l'artisanat) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 44** (p. 4210) : soutient l'amendement n° 134 de M. Dominique Mortemousque (modalités d'établissement du répertoire des métiers et conditions d'immatriculation à celui-ci) ; retiré. (p. 4211) : soutient l'amendement n° 135 de M. Dominique Mortemousque (reconnaissance du régime de l'indemnité compensatrice des anciens présidents de chambres de métiers) ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 382 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4261) : toilettage de la loi Raffarin du 5 juillet 1996. Se réjouit de l'introduction de critères esthétiques. Nécessité de ce texte face à l'accélération du développement des grandes surfaces. - **Art. 11** (*Art. L. 720-10 du code de commerce - Coordination juridique*) (p. 4283) : son amendement n° 14 : suppression de l'exigence de la présence d'un élu parmi les deux membres d'une commission introduisant un recours devant la commission nationale d'équipement commercial ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 4284) : son amendement n° 13 : mission de contrôle confiée aux chambres consulaires et organisations professionnelles ; retiré. - **Art. 12** (*Art. L. 720-11 du code de commerce - Composition et fonctionnement de la commission nationale d'équipement commercial*) : son amendement n° 15 : modification de la composition de la commission nationale d'équipement commercial pour prendre en considération l'expression des intérêts du commerce et de l'artisanat ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 4287) : son amendement n° 16 : obligation pour la CNEC de motiver les infirmations des décisions de refus d'autorisation ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (16 juin 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 4289) : sur l'amendement n° 88 de la commission (maintien du droit de préemption pour les chambres de métiers et de l'artisanat), soutient le sous-amendement n° 137 de M. Dominique Mortemousque ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 52** (p. 4321) : soutient l'amendement n° 225 de M. Jean-Claude Étienne (établissement d'une liste de produits autorisés dans les distributeurs des établissements scolaires) ; retiré. (p. 4322) : réclame une vaste campagne d'information et de prévention de l'obésité auprès des jeunes. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4326, 4327) : augmentation de la création d'entreprises. Nécessité d'assurer la pérennité des entreprises existantes et leur développement. Mesures positives contenues dans le texte. Le groupe UMP votera le texte.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2004-1197 du 12 novembre 2004 portant transposition de directives communautaires et modifiant le code du travail en matière d'aménagement du temps de travail dans le secteur des transports [n° 287 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du Plan. - **Discussion générale** (p. 5310, 5311) : intérêt des transpositions et adaptations contenues dans l'ordonnance. Crise économique du secteur routier. Retard de compétitivité français dans ce domaine. Urgence d'harmoniser

la taxation du gazole à l'échelon européen. Développement illégal du cabotage. Au nom de la commission des affaires économiques saisie pour avis, recommande l'adoption de ce projet de loi. - **Art. unique** (p. 5324, 5325) : ses amendements n° 3 : possibilité de dérogation à la durée maximale de travail de nuit pour les transports sanitaires et n° 4 : assouplissement du régime de pauses obligatoires pour le transport sanitaire ; retirés. Son amendement n° 5 : conséquence ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)]** - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5479) : instrument d'une nouvelle impulsion pour le développement des PME. Eminence de la place de l'entreprise au coeur des préoccupations du Gouvernement. Acte politique de grande portée. Le groupe UMP adoptera sans réserve ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité et au développement des transports [n° 9 (2005-2006)]** - (18 octobre 2005) - **Division et art. additionnels avant le titre III** (p. 6005) : son amendement n° 32 : financement de l'entretien du domaine public fluvial des collectivités territoriales ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 6011) : son amendement n° 33 : non-application des conventions de forfait en jours au personnel roulant des entreprises de transport routier ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6014, 6016) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 34 et 35 : mise en oeuvre de certaines conventions maritimes de l'OIT ; adoptés. (p. 6018) : ses amendements n° 36 : fixation du cadre du futur développement du télépéage ; et n° 31 : amélioration de la transparence dans la relation entre le donneur d'ordre et l'entreprise de transport effectuant un service de transport public occasionnel de personnes ; adoptés.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (3 novembre 2005) - **Art. 7** (*Art. L. 321-5 et L. 722-10 du code rural - Mesures d'extension de la couverture sociale agricole*) (p. 6578, 6579) : soutient l'amendement n° 175 de M. Jean-Claude Carle (option obligatoire du conjoint du chef d'une entreprise agricole entre trois statuts) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 10** (p. 6622) : soutient l'amendement n° 144 de M. Alain Vasselle (mise en place d'une négociation pour l'harmonisation des tableaux de maladies professionnelles du régime général et les tableaux du régime agricole) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 10 sexies** (p. 6642) : soutient l'amendement n° 168 de M. Bernard Barraux (extension du droit de préemption des SAFER aux droits à paiement unique, DPU) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9384) : son amendement n° II-378 : création d'une déduction forfaitaire de 10 % des revenus fonciers bruts issus de la location de terres louées par bail cessible ; retiré.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. 65** (*Incitation à l'acquisition ou à la location de véhicules automobiles propres*) (p. 9432, 9435) : ses amendements n° II-32 et II-399 : introduction, dans le champ des véhicules propres, des technologies relevant de la catégorie des véhicules hybrides et éligibles au bénéfice du crédit d'impôt ; retirés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

THIOLLIÈRE (Michel)
sénateur (Loire)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur privé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale [n° 224 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 592, 594) : intérêt du débat. Place de l'artiste et du spectacle. Partenariat indispensable entre l'Etat et les collectivités. Mise en place indispensable de nouvelles politiques publiques. Rôle des télévisions publiques. Impact de la culture française à l'étranger.

- **Proposition de loi relative au renforcement de la coopération décentralisée en matière de solidarité internationale** [n° 29 (2005-2006)] - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6347, 6348) : incertitude juridique entourant les actions de solidarité des collectivités locales. Sa proposition de loi. Image de la France à l'étranger.

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise** [n° 181 (2004-2005)] - (3 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1294, 1295) : son amendement n° 96 : réaffirmation du caractère férié et chômé du vendredi saint et du 26 décembre dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] - (16 mars 2005) - **Question préalable** (p. 1661, 1664) : soutient la motion n° 179 de M. Yannick Bodin tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Absence de prise en compte du rapport Thélot. Mépris de la communauté éducative. Absence de moyens. Projet dangereux. Souhait du retrait du projet de loi. - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1678) : soutient l'amendement n° 242 de M. Yannick Bodin (adaptation de l'enseignement à la diversité des élèves) ; rejeté. (p. 1684) : avec le groupe socialiste, ne participera pas au vote de l'amendement rectifié n° 369 de M. Jacques Legendre (mission de l'école de transmettre les connaissances et d'affirmer les valeurs de la République avec le concours des personnels de l'éducation nationale). - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1704) : soutient l'amendement n° 255 de M. Yannick Bodin (prise en compte des technologies de l'information et de la communication dans les connaissances faisant partie du socle commun) ; rejeté. (p. 1706) : soutient l'amendement n° 259 de M. Yannick Bodin (inscription de l'assistance sociale au titre des missions éducatives de l'Etat) ; rejeté. (p. 1707) : soutient l'amendement n° 260 de M. Yannick Bodin (établissement de la carte scolaire par l'Etat) ; rejeté. (p. 1709, 1710) : soutient les amendements de M. Yannick Bodin n° 257 (responsabilité de l'Etat s'agissant de l'orientation scolaire des jeunes) et n° 258 (mission d'information de l'Etat sur les métiers) ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 4 ou avant l'art. 6 bis ou après l'art. 6 bis** (p. 1721) : soutient l'amendement n° 268 de M. Yannick Bodin (scolarisation à partir de trois ans à la demande des parents) ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1744) : soutient l'amendement n° 273 de Mme Dominique Voynet (élargissement de la maîtrise des éléments mathématiques aux bases du raisonnement) ; devenu sans objet. (p. 1757, 1758) : demande au ministre la suspension de l'examen de ce texte. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1762) : rejet par le Sénat de la définition du socle commun proposée par le Gouvernement. Nécessité d'une suspension de séance pour élaborer des sous-amendements sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires) qui vient d'être distribué. (p. 1778) : défavorable à l'amendement précité n° 658 de la commission. Soutien modéré des sénateurs

de la majorité à ce texte. Rejet par le Sénat de la définition du socle commun proposé par le Gouvernement et refus du ministre d'accepter ce rejet. - **Art. 6 bis (Enseignements complémentaires)** (p. 1785) : soutient l'amendement n° 275 de M. Yannick Bodin (suppression) ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1791, 1792) : soutient l'amendement n° 278 de M. Jean-Luc Mélenchon (mise en cohérence des systèmes de formation et d'enseignement professionnels et technologiques) ; rejeté. - **Art. 9 A (Art. L. 212-7 du code de l'éducation - Détermination du ressort des écoles dans une commune)** (p. 1794) : le groupe socialiste votera contre les amendements de suppression n° 87 de la commission et n° 511 de Mme Annie David. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1808) : soutient l'amendement n° 282 de M. Yannick Bodin (précision de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 1820) : soutient l'amendement n° 286 de M. Yannick Bodin (mise en place d'un soutien individualisé pour les élèves en difficulté) ; rejeté. - **Art. 12 (Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité)** (p. 1824) : soutient l'amendement n° 290 de M. Yannick Bodin (organisation de la scolarité obligatoire dans le cadre de la continuité éducative) ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 12 bis** (p. 1828) : votera contre l'amendement n° 372 de M. Jacques Legendre (dans chaque académie, création auprès du recteur, d'une commission sur l'enseignement des langues). Exemple de la région Lorraine.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 16 (Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes)** (p. 1873) : soutient l'amendement n° 296 de M. Yannick Bodin (suppression) ; rejeté. - **Art. 18 (Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet)** (p. 1882) : soutient les amendements de M. Yannick Bodin n° 300 (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet) ; et n° 299 (sanction de la maîtrise du socle commun des connaissances et des compétences par le brevet) ; rejetés.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1889) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Travail dans l'urgence au mépris des parlementaires. Demande le report de la discussion au lundi. Le groupe socialiste regretterait d'être obligé à faire de la procédure dans un débat de cette importance. (p. 1891) : intervient à la suite de l'adoption de la modification de l'ordre du jour par scrutin public. Rappelle ses responsabilités passées en qualité de chef de cabinet du secrétariat d'Etat aux anciens combattants et ses engagements dans son département pour le 19 mars, jour de commémoration de la signature des accords d'Evian. Irrespect inadmissible des obligations des parlementaires. Assure néanmoins de sa présence dans l'hémicycle et utilisera tous les moyens de procédure.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école** [n° 221 (2004-2005)] (suite) - (18 mars 2005) - **Art. 18 (Art. L. 332-6 du code de l'éducation - Brevet)** (p. 1892) : demande une suspension de séance avant de procéder au vote des amendements à l'article 18. Nécessité de se les remémorer en raison de l'interruption de leur examen. Le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 301 de M. Yannick Bodin (suppression de la note de vie scolaire des éléments pris en compte pour la délivrance du brevet). - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1894, 1895) : favorable à l'amendement n° 302 de M. Jean-Luc Mélenchon (institutionnalisation des travaux personnels encadrés, TPE, et des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, PPCP). (p. 1899) : satisfait de la position favorable du Gouvernement et du rapporteur sur l'amendement n° 303 de M. Jean-Luc Mélenchon (instauration du label de "lycée des métiers" délivré par l'Etat). (p. 1901, 1902) : le groupe socialiste regrette la position du Gouvernement et du rapporteur sur l'amendement n° 304 de M. Jean-Luc Mélenchon (accès prioritaire des meilleurs bacheliers professionnels vers les sections de techniciens supérieurs et les IUT). Mérite de renforcer la fluidité de la voie éducative des métiers. Intérêt d'une allocation d'études pour les jeunes de l'enseignement professionnel soulevé par la commission Thélot. - **Art. 19**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement) (p. 1906) : intervient sur l'amendement n° 173 de la commission (possibilité pour le projet d'école ou d'établissement de prévoir la réalisation d'expérimentations dont le Haut conseil de l'éducation établit chaque année un bilan) et la demande de retrait de l'amendement n° 410 de Mme Marie-Thérèse Hermange (précision des conditions dans lesquelles le conseil pédagogique peut exercer son autonomie). - **Art. 19 bis** (Art. L. 411-1 du code de l'éducation - Directeurs d'école) (p. 1909) : le groupe socialiste votera contre l'article. Donne acte au Gouvernement du fait qu'il négocie en dépit de l'existence du problème depuis plusieurs années. - **Art. 20** (Art. L. 421-4 du code de l'éducation - Conseil d'administration) (p. 1910) : soutient l'amendement n° 305 de M. Yannick Bodin (droit de regard du conseil d'administration sur les moyens dégagés pour la réalisation des objectifs en vertu du contrat liant l'établissement à l'académie) ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 1912) : modification de l'ordre du jour. Nécessité de réorganiser les présences au sein du groupe socialiste. Conditions de travail regrettables. - **Art. 21** (Art. L. 421-5 du code de l'éducation - Conseil pédagogique) (p. 1914, 1915) : les sénateurs appartenant au groupe socialiste et ceux qui y sont rattachés voteront contre l'article 21, ces derniers considérant toutefois le conseil pédagogique comme étant l'une des rares innovations potentielles de la loi. - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres) (p. 1924) : soutient l'amendement n° 308 de M. Yannick Bodin (suppression) ; rejeté. Opposition du groupe socialiste à l'orientation qui vise à fondre la formation des maîtres dans la formation universitaire. Crainte de conséquences pour l'école de demain. (p. 1931, 1932) : le groupe socialiste soutiendra l'amendement n° 578 de Mme Annie David (suppression) de l'avis du Haut conseil de l'éducation en matière de cahier des charges). Véritable reprise en main politique du système éducatif. (p. 1932, 1933) : contenu de l'article 22. Nombreuses interrogations sans réponse sur l'évolution du métier d'enseignant, la formation et l'avenir des 130 sites départementaux après leur intégration dans les universités. Redoute l'impasse pour les futurs enseignants et les élèves. - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1943, 1944) : remarque sur la demande du Gouvernement d'un vote unique sur l'article 23. Volonté du Gouvernement et de la majorité de museler l'opposition. Le groupe socialiste demande une suspension de séance pour se déterminer sur ce vote bloqué. (p. 1950) : intervient sur l'invitation à la brièveté faite par le président de séance. Regrette le recours du Gouvernement aux artifices de procédure. Absence d'intention des sénateurs socialistes de bloquer le fonctionnement du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6047, 6048) : position pionnière de la France en matière de lutte contre le dopage. Efficacité du dispositif institué par la loi Buffet en réponse au double problème de santé et de tricherie. S'interroge sur les éventuels intérêts d'une transposition en droit interne des dispositions du code mondial antidopage. Exigence d'une lutte sans relâche en France contre le dopage. Nombreuses craintes : baisse des crédits ; concentration des pouvoirs de prévention et de lutte contre le dopage entre les mains de l'AFLD ; pouvoirs des fédérations internationales ; légalisation des autorisations d'usage thérapeutique, les AUT, au détriment de la lutte exemplaire menée par la France. Nécessaires garanties du Gouvernement face aux risques de dérives. Points positifs du texte en matière de renforcement des contrôles, de suivi longitudinal médical et de durcissement des conditions d'obtention d'un certificat médical permettant la pratique du sport. Vigilance indispensable pour préserver l'avance de la France en matière de lutte contre le dopage, en dépit de l'harmonisation souhaitée au travers de ce texte. - **Art. 2** (Art. L. 3612-1 du code de la santé publique - Agence française de lutte contre le dopage) (p. 6054) : son amendement n° 30 : maintien de la tutelle des ministères chargés des sports et de la santé sur le LNDD en charge des analyses des prélèvements ; rejeté. - **Art. 4** (Art. L. 3612-3 du code de la santé publique - Ressources de l'agence et

recrutement de personnels) (p. 6058) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 25 de M. Jean-François Voguet (inscription au budget général de l'Etat de la subvention accordée à l'AFLD). - **Art. 6** (Art. L. 3622-3 du code de la santé publique - Autorisations d'usage thérapeutique) (p. 6059, 6060) : sur l'amendement n° 10 de la commission (clarification de la procédure de délivrance des AUT), son sous-amendement n° 32 : placement du sportif en arrêt de travail pour cause de maladie en cas de prescription d'AUT ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6069, 6070) : nécessité pour la France d'honorer ses engagements internationaux. Consensus tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. Points positifs du texte. Recul de certaines dispositions par rapport à la loi Buffet. Le groupe socialiste votera ce texte en espérant qu'il préservera la santé des sportifs et le maintien de l'éthique au sein du mouvement sportif.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8525, 8526) : restrictions budgétaires. Mesures injustes de suppression de postes. Vision libérale et comptable des conceptions éducatives du Gouvernement. Scolarisation en baisse des moins de trois ans. Dégradation de l'encadrement des élèves et remplacement difficile des maîtres absents. Considération de la maternelle comme une variable d'ajustement budgétaire. Mise en péril de devenir des associations complémentaires de l'école. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8545) : intervient sur l'amendement n° II-96 du Gouvernement (transfert de crédits des programmes "enseignement scolaire public du premier degré" et "enseignement scolaire public du second degré" vers le programme "enseignement technique agricole"). (p. 8549) : défavorable à l'amendement n° II-26 de la commission (transfert des crédits affectés aux enseignants surnuméraires disciplinaires aux établissements d'enseignement agricole). Possibilité de mise à disposition des enseignants en surnombre à l'accompagnement des élèves en difficulté. - **Rappel au règlement** (p. 8552) : rappel au règlement portant sur les conditions déplorables d'examen des amendements : retrait de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-27 (transfert de crédits de l'enseignement scolaire public du second degré à l'enseignement technique agricole) sans avis préalable de la commission. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8554, 8555) : soutient l'amendement n° II-40 de M. Serge Lagache (sécurisation des crédits consacrés à la rémunération des personnels mis à disposition des associations) ; rejeté.

TORRE (Henri)
sénateur (Ardèche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le nickel en Nouvelle-Calédonie : une opportunité enfin saisie ? [n° 7 (2005-2006)] (5 octobre 2005) - **Environnement - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Outre-mer [n° 99 tome 3 annexe 17 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 8990, 8991) : amélioration de la lisibilité des crédits. Présentation des programmes. Succès du service militaire adapté, SMA ; développement en métropole sous le nom de "contrat de volontariat pour l'insertion". Poursuite de la politique du logement. Surveillance de l'action "Continuité territoriale" : risque de dérives. Réflexion à mener sur la création d'emplois et leur pérennité. Conclusions de son rapport sur la situation du nickel en Nouvelle-Calédonie. Problème du versement de l'indemnité temporaire aux fonctionnaires de l'Etat prenant leur retraite outre-mer. Invite à l'adoption des crédits de cette mission.

TRÉMEL (Pierre-Yvon)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 27 octobre 2005.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la régulation des activités postales (3 mai 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation agricole (30 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 266, 267) : favorable à l'amendement n° 250 de M. Gérard Le Cam (maintien des services de proximité en zone rurale). (p. 269) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). Nécessité d'aborder les questions de fond sur ce sujet. - **Art. additionnel après l'art. 37 F** (p. 279) : favorable à l'amendement n° 197 de M. Jean-Michel Baylet (création d'un fonds postal national de péréquation).

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (8 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1375, 1378) : texte allant au-delà des exigences des directives européennes de 1997 et 2002. Dégradation de la présence postale dans les territoires fragiles. Manifestations d'attachement à La Poste et à ses missions de service public. Nouvelle étape dans l'ouverture à la concurrence des services postaux au 1er janvier 2006. Poids pour La Poste de la gestion des pensions de retraite de ses fonctionnaires. Coût des charges de service public. Projet de loi engageant une dérégulation de ce secteur et un démantèlement de La Poste. Réduction du périmètre des services réservés pour financer le service universel. Mesures favorisant la concurrence au détriment de La Poste. Perte de responsabilité du ministre chargé de La Poste au profit de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes, ARCEP. Déséquilibre des relations entre autorité politique et autorité de régulation. Refus de considérer les points Poste placés chez les commerçants comme de véritables services postaux. Nécessité de garantir un égal accès de la population aux prestations du service universel postal. Financement de la mission d'aménagement du territoire. Risque lié à la création d'un établissement de crédit postal. Souhaite permettre à la banque postale d'offrir des prêts à la consommation. Nécessité de mieux prendre en compte le rôle de banque universelle de La Poste. Volonté d'encourager le progrès social au sein de cette entreprise. Projet de loi inacceptable en l'état. - **Art. 1er (Service universel postal et obligations des prestataires du service postal)** (p. 1404) : place particulière de La Poste dans la société française. Proposition tendant à consacrer les missions de service public de La Poste. Volonté de créer un service bancaire universel. Financement de ces missions. (p. 1407) : son amendement n° 99 : garantie de tarifs identiques sur l'ensemble du territoire national et de l'Union européenne ; retiré. (p. 1408) : son amendement n° 100 : précision de la définition de la distribution du courrier ; rejeté. (p. 1411) : ses amendements n° 103 : maintien du publipostage et des recommandés dans le domaine réservé de La Poste ; n° 102 : repli ; et n° 104 : maintien dans le domaine réservé de La Poste des envois recommandés dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles ; rejetés. (p. 1412) : ses amendements n° 107 : suppression des dispositions relatives aux envois recommandés dans le cadre de procédures administratives ou juridictionnelles ; rejeté ; et n° 108 : obligation pour les prestataires de services postaux assurant des envois recommandés d'être titulaires de l'autorisation mentionnée à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 mars 2005) (p. 1434, 1435) : ses amendements n° 109 : diminution des pouvoirs accordés à l'autorité de régulation ; et n° 110 : suppression du régime d'autorisation imposé aux prestataires des services postaux non réservés ; rejetés. (p. 1437, 1441) : ses amendements n° 112 : délimitation précise des moyens techniques accessibles aux concurrents de La Poste ; et n° 115 : mention "République française" obligatoire sur l'ensemble des timbres émis par La Poste ; devenus sans objet ; et n° 113 : préservation des

données à caractère personnel ; rejeté. Valeur symbolique de la mention. Défavorable à l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission. - **Art. additionnel avant l'art. 1er bis** (p. 1447) : son amendement n° 116 : établissement par la Cour des comptes d'un rapport sur les surcoûts pour La Poste de la présence postale sur l'ensemble du territoire ; rejeté. Préalable indispensable à la mise en oeuvre du fonds national de péréquation. (p. 1449) : le groupe socialiste soutient le sous-amendement n° 177 de M. Gérard Delfau (dessaisissement de la Cour des comptes au profit du Parlement pour la réalisation d'une évaluation des charges de service public pesant sur La Poste) déposé sur son amendement précité n° 116. Actualisation du rapport Larcher. - **Art. 1er bis (Mission d'aménagement du territoire de La Poste et fonds postal national de péréquation territoriale)** (p. 1455, 1456) : sur l'amendement n° 6 de la commission (clarification du dispositif d'adaptation du réseau postal et de son financement), ses sous-amendements n° 162 : gestion du réseau de points d'accueil par La Poste ; et n° 163 : suppression des partenariats privés dans la mise en place du réseau de points de contact ; rejetés. - **Art. 1er ter (Commission départementale de présence postale territoriale)** (p. 1467) : son amendement n° 119 : composition majoritaire d'élus au sein de la commission ; rejeté. (p. 1468) : son amendement n° 120 : proposition de répartition de la dotation du fonds postal national de péréquation territoriale par la commission départementale ; adopté. (p. 1470) : favorable à l'amendement n° 151 de M. Gérard Delfau (pouvoir de décision et d'arbitrage de l'interlocuteur unique désigné par La Poste). - **Art. additionnels après l'art. 1er ter** (p. 1471) : son amendement n° 121 : représentation des collectivités locales au sein du conseil d'administration de La Poste ; adopté. - **Art. 2 (Organisation de la régulation postale)** (p. 1474, 1475) : son amendement n° 122 : suppression ; rejeté. Transposition de la directive communautaire postale. Séparation stricte de La Poste et des télécommunications. (p. 1477) : favorable à l'amendement n° 142 de M. Gérard Delfau (compensation intégrale par l'Etat du surcoût occasionné à La Poste par l'exercice de la mission de service public de transport de presse). (p. 1478, 1481) : ses amendements n° 124 : homologation des tarifs des services réservés et du service universel postal par le ministre chargé des postes ; n° 125 : création d'une autorité de régulation spécifique à La Poste, indépendante de l'ART ; n° 126 : coordination ; et n° 128 : suppression de la mission de l'ARCEP d'approuver les tarifs du secteur réservé ; rejetés. (p. 1487, 1488) : son amendement n° 129 : restriction d'accès aux boîtes aux lettres des usagers ; rejeté. Atteinte au droit de propriété. - **Art. 2 bis C (Droit applicable au personnel de La Poste et modalités de sa représentation)** (p. 1490) : défavorable à l'amendement n° 22 de la commission (recrutement libre de contractuels à La Poste). Démantèlement du service public postal. (p. 1491) : son amendement n° 130 : objectif d'égalité professionnelle dans la négociation d'accords entre La Poste et les syndicats ; devenu sans objet. - **Art. 7 (Rapport du Gouvernement sur l'équilibre et le financement du service universel postal)** (p. 1498, 1499) : son amendement n° 132 : création d'un fonds de compensation du service universel postal ; devenu sans objet. - **Art. 8 (Missions de La Poste et statut de sa filiale financière)** (p. 1508) : son amendement n° 133 : détention par La Poste de 100 % du capital de l'établissement de crédit créé ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 1531) : son amendement n° 96 : définition des missions de service public de La Poste ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 1532) : son amendement n° 138 : création d'un fonds de compensation du service bancaire universel ; rejeté. - **Art. 11 (Art. L. 7 du code des postes et des communications électroniques - Suppression du régime d'irresponsabilité de La Poste)** (p. 1533) : demande au Gouvernement de préciser si l'amendement n° 36 de la commission (mise en place d'un régime de responsabilité de droit commun pour les prestataires postaux en cas de pertes ou avaries subies par un envoi postal) est bien de nature à apaiser ses craintes exprimées au cours de la première lecture. - **Art. 13 bis (Seuils pour le transport de fonds et de bijoux)** (p. 1535) : s'interroge sur l'utilité de demander un scrutin public sur l'amendement n° 37 de la commission (possibilité de transport de fonds d'un montant

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

inférieur à 5335 euros par les agents bancaires ou postaux), la majorité des sénateurs socialistes présents étant prêts à le soutenir. - **Art. 13 ter** (*Taxe écologique sur les imprimés*) : Le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 38 de la commission (rédaction). - **Art. 18** (*Encouragement à la négociation d'une convention collective*) (p. 1538) : se déclare mitigé sur l'amendement n° 40 de la commission (attribution à La Poste de l'initiative de réunir la commission paritaire chargée d'établir la convention collective). S'inquiète en effet d'une fausse sécurité pour les employés compte tenu d'un amendement du Gouvernement visant à banaliser le recours aux contractuels par La Poste. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1542, 1543) : présence insuffisante de la majorité sénatoriale en dépit de l'importance du sujet. Dérégulation généralisée du secteur postal, en contradiction avec l'esprit des directives européennes. Avancées importantes obtenues au travers des trois amendements du groupe socialiste relatifs aux recommandés, aux compétences des commissions départementales de présence postale et à la présence d'un représentant des maires dans le conseil d'administration de La Poste. Refus regrettable des amendements relatifs à la présence postale territoriale et à la banque postale. Remise en cause du statut du personnel avec la possibilité généralisée de recruter des contractuels de droit privé. Arrêt de mort de La Poste en tant qu'entreprise publique. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi "posticide".

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2730) : son amendement n° 522 : améliorations tendant à résoudre les conflits entre les administrations et les usagers économiques de l'eau ; retiré.

- **Projet de loi modifiant certaines dispositions législatives relatives aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer [n° 253 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3270, 3272) : augmentation du nombre de trafics illicites en mer. Nécessité de renforcer les moyens juridiques et opérationnels mis en place par la loi du 15 juillet 1994 relative aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de contrôle en mer. Questions relatives à la sauvegarde maritime, à la douane et à l'action de la France pour favoriser l'évolution du droit international de la mer. Nécessité de rechercher des solutions européennes.

- **Proposition de loi relative à la création du registre international français - Deuxième lecture [n° 265 (2004-2005)]** - (14 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3280, 3282) : absence de résultat des tentatives passées pour relancer le pavillon français. Parcours chaotique de cette proposition de loi depuis les quinze derniers mois. Trois causes de rejet du texte : conditions de nationalité des navigateurs, obligation de formation incombant aux armateurs, entreprises de travail maritime. Risque de dumping social. Dénonciation du vote conforme par le Sénat. - **Question préalable** (p. 3292) : le groupe socialiste votera la motion n° 31 de M. Thierry Foucaud tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (*Objectifs du registre international français*) (p. 3294, 3295) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté. Dénonciation de la libéralisation du marché mondial maritime et de l'asservissement toujours plus grand de ses travailleurs. - **Art. 2** (*Champ d'application et conditions d'immatriculation au RIF*) (p. 3296) : ses amendements n° 2 : suppression ; et n° 3 : exclusion des navires appartenant à des entreprises publiques, de la possibilité d'immatriculation au RIF ; rejetés. - **Art. 3** (*Règles applicables aux navires immatriculés au RIF*) (p. 3297) : ses amendements n° 4 : suppression ; et n° 5 : intégration du droit social français dans le droit applicable à l'équipage des navires immatriculés au RIF ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 3** (p. 3297, 3298) : son amendement n° 6 : obligation d'une langue commune pour l'ensemble de l'équipage ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 4 ou avant l'art. 10** (p. 3298, 3299) : ses amendements n° 28 : application de la règle de droit la plus protectrice pour les salariés ; et n° 14 : protection des navigateurs français embauchés sur les navires immatriculés au RIF ; rejetés. -

Art. 4 (*Conditions de nationalité des navigateurs*) (p. 3300) : ses amendements n° 7 : suppression ; et n° 8 : prise en compte de l'effectif embarqué ; rejetés. (p. 3301, 3302) : interrogation quant aux effets concrets de ce texte en terme d'immatriculation de navires et de créations d'emplois. - **Art. additionnels après l'art. 4** : Ses amendements, portant sur le même objet, n° 27, 9 et 29 : modulation des avantages fiscaux et de l'exonération de charges en fonction de contreparties en matière d'emploi ; rejetés. - **Art. 5** (*Obligations relatives à la formation embarquée des navigateurs*) (p. 3303) : son amendement n° 10 : élargissement des obligations en matière de formation ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 3304) : son amendement n° 30 : rapport du Gouvernement sur l'avenir des écoles de la marine marchande française ; rejeté. - **Art. 7** (*Définition de l'entreprise de travail maritime*) : son amendement n° 11 : suppression ; rejeté. - **Art. 8** (*Règles applicables aux entreprises de travail maritime hors de France*) : son amendement n° 12 : suppression ; rejeté. - **Art. 10** (*Conditions d'embauche des navigateurs*) (p. 3305) : ses amendements n° 16 : suppression ; et n° 17 : lien contractuel direct entre l'armateur et le navigateur ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 3306) : son amendement n° 18 : rapatriement des marins malades ; rejeté. - **Art. 12** (*Conditions de travail et de rémunération applicables à bord des navires*) : son amendement n° 19 : application du code du travail maritime ; rejeté. - **Art. 13** (*Contrat de mise à disposition conclu entre l'armateur et l'entreprise de travail maritime*) (p. 3307) : son amendement n° 20 : suppression ; rejeté. - **Art. 14** (*Contrat d'engagement conclu entre l'armateur ou l'entreprise de travail maritime et le navigateur*) : son amendement n° 21 : suppression ; rejeté. - **Art. 16** (*Congés payés des navigateurs*) (p. 3308) : son amendement n° 23 : application du code du travail maritime ; rejeté. - **Art. 19** (*Rapatriement des navigateurs*) (p. 3309) : son amendement n° 24 : suppression partielle ; rejeté. - **Art. 23** (*Conventions collectives et délégués de bord*) : son amendement n° 25 : application de la loi française ; rejeté. - **Art. 27** (*Sanctions pénales en cas d'infraction à certaines dispositions de la présente loi*) (p. 3310) : son amendement n° 26 : augmentation du montant des amendes ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3312, 3313) : occasion manquée de fédérer une grande partie de la communauté maritime. Risque, à terme, d'être entraîné vers une marine marchande française sans marin français.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (7 novembre 2005) - **Art. 14** (*Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles*) (p. 6720, 6723) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 519 (exclusion des coopératives du dispositif de commercialisation) ; et n° 526 (remplacement du mot "confié" par le mot "cédé" à l'article L. 551-1 du code rural et suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage) ; rejetés ; et n° 518 (règles de fonctionnement des organisations de producteurs visant à garantir une activité majoritairement agricole) ; retiré. (p. 6728) : soutient l'amendement n° 522 de M. Jean-Marc Pastor (maintien de la spécificité du statut des coopératives devenues organisations de producteurs) ; devenu sans objet. (p. 6729, 6730) : son amendement n° 617 : possibilité pour les associations d'organisations de producteurs agréées d'intervenir sur les marchés et de créer des fonds de mutualisation et obligation de transfert de propriété des seules associations agréées comités économiques agricoles ; rejeté. (p. 6731, 6732) : problème du choix de la mise en place du fonds de mutualisation soit par l'interprofession, soit par les comités économiques agricoles. Favorable à cette dernière solution. Impossibilité pour l'interprofession de gérer un fonds de mutualisation dans le secteur des fruits et légumes. (p. 6735) : soutient l'amendement n° 523 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des organisations professionnelles représentatives et non des plus représentatives et définition de la représentativité) ; rejeté. (p. 6736) : soutient les

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 524 (libre choix pour les exploitants agricoles pratiquant la vente directe d'adhérer ou non à l'organisation interprofessionnelle de leur secteur); retiré; et n° 525 (priorité aux producteurs organisés dans l'accès aux dispositions à lutter contre les risques et aléas des marchés); rejeté. (p. 6737): soutient l'amendement n° 521 de M. Jean-Marc Pastor (compétence exclusive de l'organisation interprofessionnelle pour l'adoption des accords interprofessionnels proposés par les sections créées pour un produit ou un groupe de produits); rejeté. - **Art. 15 bis** (*Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions*) (p. 6744): intervient sur les amendements identiques n° 43 de la commission et n° 585 de M. Marcel Deneux (suppression). Interroge le Gouvernement sur le service compétent existant en charge de ces questions. - **Art. additionnel après l'art. 15 bis** (p. 6746): soutient l'amendement n° 527 de M. Jean-Marc Pastor (rapport au Parlement sur l'articulation entre le droit de la concurrence et le droit de l'organisation économique en agriculture); retiré. Caractère d'appel de cet amendement. - **Art. 17** (*Habilitation du Gouvernement à moderniser le statut des sociétés coopératives agricoles*) (p. 6752): soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 528 (suppression); n° 529 et 530 (suppression partielle); retirés. (p. 6753): propose une rencontre en commission avec le ministre sur le projet d'ordonnance.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) (p. 8709, 8710): rassemblement de domaines d'intervention disparates. Nécessité de clarifier à l'avenir une stratégie politique homogène pour la mission "Développement et régulation économiques". Suppression regrettable de la Mission interministérielle pour les mutations économiques, MIME. Difficulté de lisibilité s'agissant du financement des pôles de compétitivité. Poids des exonérations de charges et des allègements fiscaux. Indicateurs indispensables pour mesurer l'efficacité des dépenses fiscales en termes d'emplois créés. Absence de politique industrielle volontariste dans le budget de 2006. Insuffisance des crédits affectés à l'ADEME. Disparition de l'objectif de maîtrise du prix de l'énergie et de ses indicateurs. Interrogation sur les conclusions du groupe de travail concernant les entreprises électro-intensives et la transmission au Parlement du contrat de service public entre l'Etat et EDF. Question sur la création en 2007 d'un programme permettant de mieux identifier les actions à mener dans le secteur des relations économiques internationales et sur la perte de parts de marché dans le commerce mondial. Question du devenir de la Commission supérieure du secteur public des postes et des communications électroniques, de l'accès de tous à la téléphonie mobile et au haut débit, du service bancaire universel, de la pérennité du Fonds postal national et des retraites à La Poste. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8937, 8938): écart entre les inscriptions budgétaires et les attentes des agriculteurs et des marins. Sélection animale et végétale. Enseignement agricole. Trois priorités du développement rural. Fonds de prévention des aléas de la pêche.

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 345 (2004-2005)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [n° 400 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Justice - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'Acte de Genève de l'arrangement de La Haye concernant l'enregistrement international des dessins et modèles industriels, [n° 173 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - en remplacement de M. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5655, 5656): propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la procédure simplifiée d'extradition et complétant la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 [n° 345 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 5659, 5660): propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) - **Art. 74 (Détermination du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture)** (p. 8964) : soutient l'amendement n° II-78 de M. Jacques Blanc (réduction des écarts constatés en termes de niveau d'imposition entre les chambres d'agriculture) ; adopté.

Sécurité sanitaire

- (6 décembre 2005) (p. 8968, 8969) : bilan rassurant de la sécurité alimentaire malgré un environnement de plus en plus incertain. Nécessité de compléter l'arsenal de sécurité sanitaire par une vraie culture de la prévention comportant des mesures de contrôle et d'éducation des jeunes consommateurs. Votera avec le groupe de l'UMP les crédits de cette mission.

TROENDLE (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 10 mars 2005.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 9 mars 2005.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 16 mars 2005.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la journée de solidarité dans les départements du Bas-Rhin, du Haut Rhin et de la Moselle [n° 268 (2004-2005)] (29 mars 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à modifier le mode d'élection des conseillers municipaux dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants [n° 310 (2004-2005)] (27 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 150 (2004-2005)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments [n° 370 (2004-2005)] (8 juin 2005) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (3 mai 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er septies E ou après l'art. 11 sexies** (p. 3458) : ses amendements n° 282 : réduction du taux de TVA applicable aux livraisons d'énergie facturées aux usagers des réseaux collectifs de chaleur alimentés au bois ; et n° 283 : TVA à taux réduit applicable à l'abonnement aux réseaux de chaleur collectifs alimentés au bois ; retirés. (p. 3459) : son amendement n° 284 : TVA à taux réduit pour les prestations de chauffage fournies par les réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (14 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 25** (p. 4105) : soutient l'amendement n° 128 de M. Ladislav Poniatowski (possibilité pour les esthéticiennes de pratiquer des massages, dits modelages, à but esthétique) ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Alain Lambert sur le développement et le financement des infrastructures de transport** - (20 octobre 2005) : son intervention (p. 6090, 6091).

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement** [n° 57 (2005-2006)] - (22 novembre 2005) - **Art. 2 (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme)** (p. 7607) : sur l'amendement de la commission des lois saisie pour avis n° 108 (organisation au sein du conseil municipal d'un débat triennal portant uniquement sur les résultats en matière de logements du PLU), son sous-amendement n° 210 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8821, 8822) : rattachement contestable des juridictions administratives à la mission "Conseil et contrôle de l'Etat". Hausse des crédits dédiés à la justice. Analyse indispensable de la performance des dépenses. Augmentation des frais de justice. Délai de traitement des

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

affaires. Volonté d'accroître l'aide juridictionnelle. Déséquilibre de la répartition des crédits au sein du programme "protection judiciaire de la jeunesse". Interrogation sur les suites données au rapport de M. Hubert Haenel relatif à la justice dans le Haut-Rhin. Le groupe UMP votera ce projet de budget.

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie (5 juillet 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 25 (2005-2006)] (18 octobre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - **Défense [n° 99 tome 3 annexe 8 (2005-2006)]** (24 novembre 2005) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Hommage à Hubert Curien, ancien ministre de la recherche** - (9 février 2005) (p. 768) : le groupe UMP s'associe à l'hommage rendu à la mémoire d'Hubert Curien, ancien ministre de la recherche.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers [n° 267 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3349, 3350) : inscription de ce texte dans un processus d'harmonisation du droit boursier européen et de création d'un marché unique. Complexité du dispositif. Anticipation du Gouvernement sur la mise en place des nouvelles mesures de contrôle et de sanction. Nouvelles obligations de déclaration imposées aux intermédiaires financiers, aux dirigeants des sociétés et aux émetteurs. Transposition par ordonnance de la directive sur les marchés d'instruments financiers. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 6068) : votera l'amendement n° 34 du Gouvernement (abrogation de la loi du 28 juin 1989 réprimant le dopage des animaux sportifs et création d'un titre spécifique relatif à cette question dans le code de la santé publique).

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6117, 6118) : contexte des affaires récentes en matière d'OPA. Rôle des OPA dans la mobilité et la vitalité du tissu économique. Inquiétude des Français quant aux conséquences de la mondialisation. Le groupe UMP soutient le Gouvernement dans sa démarche visant à instaurer une compétition économique loyale. Projet de loi constituant un bon équilibre entre les intérêts des dirigeants d'entreprise, ceux des investisseurs et ceux des salariés. Le groupe UMP votera le texte qui résultera des travaux de la Haute Assemblée.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Défense

- (8 décembre 2005) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. (p. 9092, 9093) : préparation et emploi des forces de manière transversale et essentiellement pragmatique. Données chiffrées. Financement des OPEX. Maintien en condition opérationnelle des forces armées. Effort budgétaire accompli pour les réserves. Nécessité de soutenir le service de santé des armées. Favorable au vote du budget de la défense pour 2006.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 18 (Taxe de solidarité sur les billets d'avions)** (p. 9886, 9887) : défavorable à l'amendement n° 128 de M. Michel Mercier (suppression). - **Art. 24 quater (Crédit d'impôt pour les dépenses de conception engagées par les entreprises relevant des métiers d'art)** (p. 9941, 9942) : soutient les amendements de M. Serge Vinçon n° 183 (insertion dans la liste des entreprises éligibles au crédit d'impôt création des entreprises portant le label "entreprises du patrimoine vivant") ; n° 160 (ajout des frais de fonctionnement affectés aux opérations de création et des dépenses de création sous-traitées à la liste des dépenses éligibles) ; et n° 161 (conditions d'éligibilité des dépenses de création) ; adoptés.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 32 bis** (p. 10002) : soutient l'amendement n° 181 de M. Gérard Bailly (report au 31 décembre 2008 de la date de sortie des zones de revitalisation rurale, ZRR) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 33** (p. 10019) : son amendement n° 166 : exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux des intérêts rémunérant les prêts consentis jusqu'au 31 décembre 2007 aux descendants directs pour l'achat de leur résidence principale, dans la limite de 50 000 euros prêtés ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 33 bis** (p. 10020) : son amendement n° 165 : généralisation de l'exonération de droits et taxes pour l'ensemble des transferts de biens immobiliers prévus par la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse et par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 134 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10088, 10089) : intervient au nom du groupe UMP. Stabilisation du déficit budgétaire en 2006 par rapport au déficit prévisionnel révisé pour 2005. Conséquences de la stabilisation des dépenses de l'Etat en volume. Amorce de la réforme de l'Etat. Avancées obtenues par le Sénat. Hommage au travail de la commission des finances et de son rapporteur général. Le groupe UMP votera les conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 2006.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10102) : intervient sur l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). - **Art. additionnels après l'art. 39** (p. 10106) : soutient l'amendement n° 184 de M. Dominique Braye (possibilité pour l'ADEME de percevoir un droit d'enregistrement auprès des producteurs de produits générateurs de déchets, lorsqu'elle est chargée du recueil et du traitement des informations concernant le fonctionnement de la filière d'élimination des déchets issus de ces produits) ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 41** (p. 10113) : soutient l'amendement n° 53 de M. Joël Billard (précision des incompatibilités pénales faisant obstacle à l'inscription d'un expert-comptable au tableau de l'ordre) ; retiré. - **Art. 48 (Prorogation du crédit d'impôt pour l'acquisition ou la location de véhicules propres)** (p. 10127, 10128) : soutient l'amendement n° 168 de M. Yannick Texier (limitation du crédit d'impôt à 500 euros lorsque le véhicule utilise l'énergie électrique uniquement en complément d'une motorisation thermique) ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 51** (p. 10132) : soutient l'amendement n° 176 de M. Jean-Claude Carle (financement des centres techniques industriels) ; retiré. - **Art. additionnel avant l'art. 57** (p. 10137, 10138) : soutient l'amendement n° 153 de M. Gérard Bailly (perception par les EPCI de la taxe de séjour quand au moins une des communes qui les composent est classée en "zone de montagne") ; adopté.

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution modifiant le Règlement du Sénat pour les questions orales avec débat portant sur des sujets européens [n° 47 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

VALADE (Jacques)
sénateur (Gironde)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly le 25 janvier 2005.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Président de la Commission spéciale sur le projet de loi relatif à la recherche le 24 novembre 2005 ; puis rapporteur le 24 novembre 2005.

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La Russie contemporaine entre conservatisme et ouverture (mission effectuée du 12 au 19 septembre 2004) [n° 274 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Faut-il ouvrir le compte de soutien du cinéma aux capitaux extra-européens ? [n° 336 (2004-2005)] (11 mai 2005) - **Culture.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la commission des affaires culturelles : La concentration des médias en France, une réelle exception culturelle ? Actes de la journée thématique organisée au Sénat [n° 468 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Culture - Société**.

Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 511 (2004-2005)] (26 septembre 2005) - **Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 91 (2005-2006)] de programme pour la recherche [n° 121 (2005-2006)] (8 décembre 2005) - **Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) - président de la commission des affaires culturelles. (p. 581, 584) : remerciements au ministre pour l'initiative du débat. Concertation indispensable. Hommage aux travaux de Bernard Latarjet, Jacques Charpillon, Michel Lagrave et Jean-Paul Guillot. Poids économique et données sociales du secteur. Améliorations du protocole de juin 2003. Approbation des axes de la "bataille pour l'emploi culturel". Consensus au sein de la commission. Place de l'Etat. Attentes de la commission formulées dans son rapport. Dialogue et concertation indispensables entre l'Etat et l'ensemble des acteurs. Place et responsabilités des collectivités territoriales. Place des partenaires sociaux, employeurs et personnels, artistes et techniciens. Soutien vigilant de la commission des affaires culturelles.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 1590, 1591) : mobilisation de la Nation sous l'égide de la commission Thélot. Association de la commission des affaires culturelles à cette démarche. Historique de la législation sur l'école. Lutte contre les dysfonctionnements. Insuffisance de la référence à l'égalité des chances. Prise en compte de la diversité des capacités et des situations. Objectif de maîtrise d'un socle de connaissances de base. Lutte contre l'échec scolaire par un soutien personnalisé. Développement de l'enseignement des langues vivantes. Concertation de l'ensemble des représentants. Favorable à l'introduction de l'enseignement de l'histoire du fait religieux. Souhait d'approfondissement de la réflexion sur l'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. - **Demande de réserve** (p. 1598) : demande la réserve de l'article 8 jusqu'après l'article 62.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 16** (Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes) (p. 1876, 1878) : réagit aux propos de M. David Assouline. Procès d'intention à l'encontre des enseignants et du Sénat.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) - président de la commission des affaires culturelles. (p. 1886) : accord de la commission des affaires culturelles sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. (p. 1888) : réponse aux propos des sénateurs de l'opposition concernant la modification de l'ordre du jour. Discussions sans objet. Annonce d'un vote pour accepter ou refuser la proposition du Gouvernement.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres) (p. 1929, 1930) : adhère aux propos du Gouvernement relatifs à la formation des enseignants et au cahier des charges national. Aurait souhaité solenniser la fixation de ce dernier par décret. Importance et nouveauté du rattachement de chaque IUFM à une université. Réflexion néanmoins nécessaire quant aux rôles respectifs du président de l'université et de ceux qui gèreront l'IUFM. Nécessité de réussir la réelle intégration des IUFM. - **Art. 23** (Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM) (p. 1949) : apprécie la sagesse de la proposition du président de séance. Nécessité d'éviter d'utiliser le règlement à des fins dilatoires. - **Art. 23 bis** (Art. L. 721-1 du code de l'éducation - Formation à l'enseignement en école maternelle) (p. 1953) : intervient sur l'amendement n° 121 de la commission (suppression). Nécessité de poursuivre les débats dans la sérénité.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2104, 2105) : remerciements. Hommage à la volonté politique du ministre.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 29** (p. 4140) : son amendement n° 347 : extension aux supports vidéographiques de la prohibition des prix abusivement bas ; adopté.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (5 juillet 2005) - **Art. 5** (Agence de l'innovation industrielle) (p. 5069, 5070) : favorable à la création de cette agence. Incitation fiscale en faveur de la recherche et mobilisation de tous ses acteurs.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - président de la commission des affaires culturelles. (p. 5159, 5161) : contexte de la mise en oeuvre de la LOLF. Méthode de l'élaboration de la nomenclature de la LOLF. Regret de l'incessante évolution de la maquette budgétaire. Complexité et manque de lisibilité de la nouvelle nomenclature. Exemple des crédits de la langue française et de la francophonie. Interrogation sur l'articulation de certains programmes au sein des missions interministérielles. Préoccupation de la commission des affaires culturelles au sujet du budget de l'éducation nationale. Souhait d'un meilleur recentrage des moyens. Interroge le ministre sur l'évaluation du coût de la mise en oeuvre des dispositions de la loi sur l'école. Demande de précisions sur la politique gouvernementale en matière de recherche. Illustration de la nouvelle discipline budgétaire limitant les reports de crédits dans le budget du ministère de la culture. Inquiétude sur le sort réservé aux associations de jeunesse et d'éducation populaire. Interroge le Gouvernement sur les conséquences financières de la réforme de la redevance audiovisuelle. La commission des affaires culturelles soutient la mise en oeuvre de la LOLF, dans le respect de la cohérence politique et de la lisibilité de la stratégie financière.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2004 [n° 1 (2005-2006)]** - (12 octobre 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Débat sur les crédits du ministère de la culture et de la communication** (p. 5855, 5856) : approbation de ce débat. Mise en oeuvre de la LOLF. Travail du rapporteur spécial de la commission des finances et des rapporteurs pour avis de la commission des affaires culturelles. Chaîne d'information internationale.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Discussion générale** (p. 6041, 6042) : inquiétudes sur les conséquences de ce texte en dépit de son caractère consensuel. Risque de régression de la France du fait de l'adaptation du droit interne à une législation internationale moins exigeante. Nécessaire volontarisme du Gouvernement pour défendre le maintien des exigences françaises auprès de l'AMA. Lacunes regrettables en matière de recherche.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Insuffisance de moyens des équipes universitaires de recherche en sciences et techniques du sport. Optimisation souhaitable du potentiel humain du Laboratoire national de dépistage du dopage, LNDD, à l'occasion de son intégration à l'AFLD. Développement de ses activités de recherche et conclusion de nouveaux partenariats. Le groupe de l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (1er décembre 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8500, 8501) : intervient sur l'amendement n° II-67 du Gouvernement (ajustements de crédits). S'associe aux protestations du président de la commission des finances. Phase expérimentale de mise en place de la LOLF.

Développement et régulation économiques

- (3 décembre 2005) - président de la commission des affaires culturelles. - **Art. additionnel après l'art. 76** (p. 8727, 8728) : intérêt des amendements du Gouvernement n° II-121 (transfert de deux millions d'euros au sein du programme "Développement des entreprises" du budget du CSA vers celui de l'Agence nationale des fréquences) et n° II-122 (signature de conventions entre le CSA et l'Agence nationale des fréquences aux fins d'assurer une bonne réception des signaux).

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - président de la commission des affaires culturelles, en remplacement de M. Ambroise Dupont, rapporteur pour avis. (p. 8764, 8766) : diminution des crédits en dépit de l'accroissement des obligations environnementales. Bien-fondé de l'amendement de l'Assemblée nationale majorant les crédits du ministère en faveur de nouvelles actions de prévention des risques naturels. Pérennisation des recettes du Conservatoire du littoral et des rivages lacustres, de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage et de l'ADEME. Baisse des crédits du réseau des réserves naturelles de France. Accentuation des difficultés des gestionnaires. Proposera de rétablir la dotation de 4 millions d'euros dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité". Dérive, depuis 2000, des ressources consacrées à la prévention des inondations. Question de la responsabilité pénale des élus locaux dans le cadre des "Atlas de zones inondables". Sous réserve de ces observations et des amendements qu'elle présente, avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8783, 8784) : sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées), soutient le sous-amendement de M. Ambroise Dupont, au nom de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, n° II-84 ; retiré après rectification de l'amendement n° II-15 de la commission précité. (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission précité et se range à la position du Gouvernement.

Culture - Compte d'affectation spéciale : cinéma, audiovisuel et expression radiophonique locale

- (5 décembre 2005) - président de la commission des affaires culturelles. (p. 8836) : favorable à des réunions de suivi sur l'utilisation des crédits destinés à l'archéologie préventive. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8852) : défavorable à l'amendement n° II-19 de la commission (suppression de crédits non justifiés au premier euro au sein du programme création). - **Art. 94 bis** (*Extension de la taxe due par tout exploitant d'un service de télévision à la diffusion aux moyens de nouvelles technologies*) (p. 8856, 8857) : favorable à l'amendement n° II-114 de M. Louis de Broissia (suppression).

- **Projet de loi de programme pour la recherche [n° 91 (2005-2006)]** - (16 décembre 2005) - président de la commission spéciale sur la recherche. - **Discussion générale** (p. 9752, 9753) : recul du chômage et taux de croissance élevé pour les pays ayant investi dans la recherche. Sentiment d'abandon et de mauvais fonctionnement du système de recherche. Double signification du Pacte pour la recherche : reconnaissance de son caractère indispensable et valorisation de la capacité des chercheurs français.

- Rapporteur de la commission spéciale sur la recherche. (p. 9754, 9756) : politique gouvernementale constituant une réponse offensive adaptée aux enjeux auxquels est confrontée la recherche française. Texte équilibré, fruit d'un compromis satisfaisant. Nécessité de veiller à la bonne articulation entre les différentes structures consacrées à la recherche. Renforcement de l'attractivité des carrières scientifiques. Définition des missions principales et de la composition du Haut Conseil de la science et de la technologie. Réforme de l'évaluation. Remèdes apportés à la sous-représentation des femmes. Avis favorable de la commission sur ce texte. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9790, 9791) : s'oppose à la motion n° 55 de M. Serge Lagache tendant au renvoi à la commission.

- Président de la commission spéciale. - **Art. 1er et tableaux annexés** (*Programmation*) (p. 9797) : intervient sur l'amendement n° 5 de la commission (correction du tableau annexé faisant mention de l'effort programmé de 2005 à 2010).

- Rapporteur. - **Division additionnelle après le titre II** (p. 9798) : son amendement n° 6 : création d'un chapitre consacré au pilotage de la recherche ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Marie-Christine Blandin (fondements de la politique de recherche). (p. 9799) : s'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Marie-Christine Blandin (indépendance des conclusions des travaux des chercheurs). Son amendement n° 7 : réintégration, dans le projet de loi, de la création du Haut Conseil de la science et de la technologie ; retiré. (p. 9803, 9804) : sur son amendement précité n° 7, s'oppose aux sous-amendements n° 73 à n° 79 de Mme Marie-Christine Blandin et estime le sous-amendement n° 148 de M. Jean-Léonce Dupont satisfait. Accepte l'amendement n° 60 du Gouvernement (création du Haut Conseil de la science et de la technologie). S'oppose à l'amendement n° 121 de M. Ivan Renar (composition du Haut Conseil de la science et de la technologie). Intervient sur le sous-amendement n° 158 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement précité n° 60. Respect de la parité au sein du Haut Conseil de la science et de la technologie. - **Art. additionnels avant l'art. 2 ou après l'art. 21** (p. 9806, 9807) : son amendement n° 53 : bilan annuel des mesures destinées à assurer l'égalité entre les hommes et les femmes ; adopté. (p. 9808) : accepte l'amendement n° 61 du Gouvernement (représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de la recherche). S'oppose à l'amendement n° 123 de M. Ivan Renar (place des femmes dans tous les domaines de la recherche). - **Art. additionnels avant l'art. 2** (p. 9809) : accepte l'amendement n° 58 de M. Pierre Laffitte (prise en compte de l'objectif de solidarité scientifique avec les pays en voie de développement). - **Art. 2** (*Art. L. 341 à L. 343-14 du code de la recherche - Structures de coopération entre les acteurs de la recherche*) (p. 9812) : ses amendements n° 152 : mise à jour d'un ensemble de références ; n° 8 et 9 : coordination ; et n° 10 : possibilité pour les centres hospitaliers universitaires et les centres de lutte contre le cancer de fonder des PRES ; adoptés. (p. 9813, 9814) : s'oppose aux amendements n° 127 de M. Ivan Renar (non-intervention du législateur dans les conventions passées entre les organismes de recherche) et n° 83 de Mme Marie-Christine Blandin (information des chercheurs concernés en cas de regroupement des organismes de recherche). Son amendement n° 11 : construction de l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur ; adopté. Accepte l'amendement n° 100 de Mme Marie-Christine Blandin (partenariats de recherche entre laboratoires publics et acteurs sociétaux à buts non lucratifs). (p. 9815) : son amendement n° 12 : qualification du concept justifiant la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

création d'une fondation de coopération scientifique ; adopté. Accepte les sous-amendements de M. Pierre Laffitte n° 62 et n° 63 portant sur son amendement n° 12 précité. S'oppose aux amendements de M. Serge Lagache n° 101 (caractère interrégional ou interdépartemental des fondations de coopération scientifique) et n° 102 (encadrement de la création de ces fondations) ainsi qu'au n° 130 de M. Ivan Renar (suppression partielle). (p. 9817) : son amendement n° 13 : précision ; adopté. (p. 9818, 9819) : ses amendements n° 14 et 15 : rédaction ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Marie-Christine Blandin (autonomie des membres fondateurs et associés du PRES dans leur organisation) ainsi qu'aux amendements de M. Ivan Renar portant sur le même objet n° 124, n° 126 et n° 129 (mesures en faveur d'une large participation de toutes les catégories professionnelles de la recherche dans les instances officielles et les institutions). (p. 9820) : son amendement n° 16 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 125 de M. Ivan Renar (suppression partielle). (p. 9821) : s'oppose à l'amendement n° 86 de Mme Marie-Christine Blandin (garantie apportée aux chercheurs en matière de propriété intellectuelle). Son amendement n° 17 : présence de représentants du monde économique parmi les membres du conseil d'administration des fondations de coopération scientifique ; adopté. (p. 9822) : s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Serge Lagache (présence d'un représentant du PRES au conseil d'administration des fondations de coopération scientifique). Son amendement n° 18 : amélioration du statut des fondations de coopération scientifique ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 décembre 2005) - **Art. 3** (Art. L. 412-2 du code de la recherche - *Allocations individuelles de recherche*) (p. 10165) : sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin, accepte le n° 89 (indexation des allocations sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique) et s'oppose au n° 88 (montant des allocations versées aux doctorants). Demande le retrait de l'amendement n° 131 de M. Ivan Renar (montant des allocations versées aux doctorants). (p. 10166) : s'oppose au sous-amendement n° 161 de M. Yannick Bodin portant sur l'amendement n° 88 précité. (p. 10167) : sur les amendements de Mme Marie-Christine Blandin, s'oppose au n° 87 (accueil des étudiants en thèse dans les associations) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 104 (mise en place d'équipes pluridisciplinaires). - **Intitulé du chapitre II** (*L'évaluation des activités de recherche*) (p. 10168) : son amendement n° 19 : modification de l'intitulé du chapitre ; adopté. - **Art. 4** (Art. L. 114-1 [nouveau] et L. 114-3-1 à L. 114-3-5 [nouveaux] du code de la recherche - *L'évaluation des activités de recherche des établissements publics de recherche*) (p. 10169) : son amendement n° 20 : caractère obligatoire de la conclusion des contrats pluriannuels ; adopté. (p. 10170) : s'oppose à l'amendement n° 132 de M. Ivan Renar (critères et méthodologie de l'évaluation). (p. 10171, 10172) : accepte l'amendement n° 90 de Mme Marie-Christine Blandin (inscription, parmi les critères de l'évaluation, du partage du savoir scientifique avec la société). (p. 10173) : s'oppose aux amendements n° 107 de M. Serge Lagache (définition des modalités de contrôle des résultats de l'évaluation par le pouvoir réglementaire) et n° 91 de Mme Marie-Christine Blandin (publicité des évaluations portant sur des recherches concernant la santé publique ou l'environnement). (p. 10174) : ses amendements n° 21 : nouvelle dénomination de l'Agence d'évaluation de la recherche ; et n° 22 : évaluation des travaux de l'Agence nationale de la recherche par l'AER ; adoptés. (p. 10175) : ses amendements n° 23 : clarification et n° 24 : précision ; adoptés. (p. 10176) : son amendement n° 25 : transparence de l'évaluation ; adopté. (p. 10177) : ses amendements n° 26 : précision des missions et des modalités de fonctionnement des sections de l'Agence d'évaluation de la recherche et n° 27 : précision par décret en Conseil d'Etat des modalités de publicité des recommandations de l'Agence et des résultats des évaluations ; adoptés. (p. 10178) : son amendement n° 28 : rapport annuel sur les travaux de l'Agence d'évaluation de la recherche ; adopté. S'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 122 et 133 (rôle et composition de l'Agence d'évaluation de la recherche) et n° 134 (suppression partielle). (p. 10179) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar

n° 137 (modalités de l'évaluation), n° 138 (indépendance de l'instance d'évaluation) et n° 140 (indépendance de l'Agence d'évaluation de la recherche). Accepte les amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 92 (contrôle par l'Agence d'évaluation de la recherche de l'utilisation des aides publiques par les structures privées) et n° 93 (représentation de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques au sein du conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 139 de M. Ivan Renar (implication de tous les représentants de la société scientifique). (p. 10180) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 141 (implication de tous les représentants de la société scientifique) et n° 135 (précision). (p. 10181) : accepte l'amendement n° 106 de M. Serge Lagache (règles déontologiques de l'Agence d'évaluation de la recherche) après rectification. - **Art. 5** (*Coordination en matière d'évaluation*) : son amendement n° 29 : cohérence ; adopté. (p. 10182) : ses amendements n° 30 et 31 : rectification ; adoptés. - **Art. 8** (Art. L. 413-1, L. 413-6, L. 413-8, L. 413-9, L. 413-11, L. 413-12, L. 413-14 du code de la recherche - *Assouplissement des conditions de participation des chercheurs à la création ou aux activités d'une entreprise de valorisation des résultats de la recherche*) (p. 10191) : son amendement n° 35 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 10192) : accepte l'amendement n° 59 du Gouvernement (assouplissement des conditions de mobilité à temps partiel des scientifiques vers le secteur privé). - **Art. additionnel après l'art. 11** (p. 10196) : accepte l'amendement n° 64 de M. Hugues Portelli (possibilité, pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement public, d'exercer des activités libérales dans le prolongement de leurs fonctions).

- Président de la commission spéciale. - **Art. additionnels après l'art. 16** (p. 10202, 10203) : retire l'amendement n° 45 de la commission (extension des dispositions concernant les docteurs en médecine, en pharmacie ou en odontologie aux titulaires de doctorat dans d'autres disciplines).

- Rapporteur. - **Art. 17** (*Statut et mission de l'Institut et des Académies*) (p. 10204) : son amendement n° 46 : protection du Président de la République ; adopté. - **Art. 18** (*Fonctionnement et organisation de l'Institut et des Académies*) : son amendement n° 47 : contrôle exclusif de la Cour des comptes ; adopté. - **Art. 19** (*Décrets en Conseil d'Etat*) (p. 10205) : son amendement n° 48 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 10209) : accepte l'amendement n° 147 de M. Jean-Léonce Dupont (octroi du statut d'établissement public administratif à la conférence des présidents d'université, CPU). (p. 10211) : son amendement n° 49 : révision de la règle du quorum pour la détermination des statuts et des structures internes des établissements d'enseignement supérieur ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 3 ou après l'art. 22 (précédemment réservé)** (p. 10215) : s'oppose aux amendements identiques n° 114 de M. Jean-Pierre Bel et n° 116 de M. Guy Fischer (abrogation de l'article 4 de la loi portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés).

- Président de la commission spéciale. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10219, 10220) : conditions de travail difficiles sur ce texte. Effort du Gouvernement et du Parlement en faveur du "peuple des chercheurs". Grande satisfaction de voir réhabilitée la recherche universitaire. Remerciements.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

VALLET (André)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école (19 mars 2005).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des politiques conduites envers les quartiers en difficulté depuis une quinzaine d'années le 22 décembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi modifiant les articles L. 338 et L. 338-1 et instituant un article L. 338-2 du Code électoral concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin pour les élections régionales [n° 326 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 89 (2005-2006)] (21 novembre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1598, 1600) : données chiffrées : effort de la nation au budget de l'enseignement de l'éducation nationale. Réforme indispensable. Redéfinition des grands objectifs du système éducatif. Conclusions de la commission Thélot insuffisamment reprises : accroissement de l'autonomie des établissements et missions des enseignants. Favorable à la mise en place d'un socle commun d'acquisition des savoirs fondamentaux. Soutien majoritaire du groupe UC-UDF à ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) (p. 8519, 8520) : mise en oeuvre de la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école. Confusion entre égalité et égalitarisme. Individualisation des programmes de réussite éducative. Droit à l'expérimentation et à la diversité. Souhait de décentralisation du système éducatif et de renforcement de l'autonomie administrative et pédagogique des établissements. Remise en cause du processus d'orientation. Explication de la croissance du soutien scolaire privé. Problème de la rémunération des enseignants sans poste. Interrogation sur le développement des ZEP. Vote unanime du groupe UC-UDF en faveur des crédits de cette mission.

Sécurité

- (6 décembre 2005) (p. 8889, 8890) : augmentation des moyens financiers de la mission "sécurité". Importance de l'accueil des victimes. Lutte contre l'immigration, le proxénétisme et les infractions économiques et financières. Place du maire dans le dispositif de sécurité. Les membres du groupe de l'UC-UDF voteront les crédits de la mission "sécurité".

Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (6 décembre 2005) (p. 8932) : situation difficile de l'agriculture provençale. Exemple du département des Bouches-du-Rhône.

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC-UDF

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures d'urgence pour l'emploi (7 juillet 2005).

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante le 2 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 255 (2004-2005)] sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704), [n° 359 (2004-2005)] (31 mai 2005) - **Travail - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1087, 1088) : scepticisme sur le bien-fondé de la proposition de loi. Effets négatifs sur l'économie du cadre rigide des lois Aubry. Approbation de la possibilité de conversion des droits acquis en augmentation de salaire et du droit de renoncer à une partie des jours de repos en contrepartie d'une majoration de salaire. Caractère contestable des autres dispositions. Amendement présenté par le groupe UC-UDF.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (28 juin 2005) - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 4688) : soutient l'amendement n° 57 de M. Michel Mercier (diminution de la condition d'ancienneté requise au titre des dispositifs du RMI, de l'API et de l'ASS, pour bénéficier d'un CI-RMA) ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 17** (p. 4700, 4701) : son amendement n° 53 : insertion dans le code de la construction et de l'habitation d'un chapitre fixant les règles de l'usufruit locatif ; retiré. - **Art. 17 bis** (Art. L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation - Dispositif de garantie contre les impayés de loyers) (p. 4703) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Valérie Létard (participation des associations d'insertion par le logement à l'élaboration du cahier des charges établi par l'Union d'économie sociale du logement) ; rejeté. - **Art. 17 quinquis** (Art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Remplacement de l'indice du coût de la construction par une nouvelle référence d'indexation des loyers) (p. 4714) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Valérie Létard (indexation de l'évolution de l'APL sur l'indice servant de référence à la revalorisation des loyers dans le parc privé) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4718, 4719) : réponse partielle aux attentes des sénateurs du groupe de l'UC-UDF qui toutefois voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]**

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Art. 18 et annexe C** (Prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général) (p. 7178, 7179) : soutient l'amendement n° 108 de M. Michel Mercier (amorce de la réforme du financement de la sécurité sociale) ; retiré.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 7643) : ses amendements n° 301 : rétablissement de la compétence des syndicats mixtes composés d'EPCI et de communes dans la mise en place des programmes locaux d'habitat ; adopté ; et n° 295 : possibilité pour un EPCI délégataire des aides à la pierre d'affecter des crédits à des opérations se situant sur le territoire d'un syndicat mixte ayant un périmètre différent de celui de l'EPCI ; retiré. (p. 7644) : intervient sur son amendement n° 295 précité.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7731, 7732) : le groupe de l'UC-UDF votera l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7742) : sur l'amendement n° 51 de la commission (amélioration du régime fiscal des opérations financées par un prêt social de location-accession), soutient le sous-amendement n° 445 de M. Michel Mercier ; adopté. - **Art. additionnel avant l'art. 6** : soutient l'amendement n° 291 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communes de recourir aux prêts et subventions accordés par l'Etat pour la construction de logements sociaux) ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 7746, 7747) : soutient l'amendement n° 300 de M. Jean-Léonce Dupont (pour les sociétés d'économie mixte, exonération de l'impôt sur les sociétés des plus-values pour les cessions d'immeubles réemployées pour une opération favorisant le logement social) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 90 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7779) : attente d'une vraie politique du médicament. Situation des hôpitaux publics. Absence de financement de la protection sociale. La majorité des membres de l'UC-UDF s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10101, 10102) : favorable à l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles). Propos non convaincants du ministre. Attend l'engagement solennel de créer une taxe très modeste pour la survie de la filière du recyclage.

VANTOMME (André)
sénateur (Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 429 (2003-2004)] autorisant l'approbation de l'annexe V au protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, protection et gestion des zones, [n° 198 (2004-2005)] (16 février 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 12 (2004-2005)] autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [n° 231 (2004-2005)] (9 mars 2005) - **Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 344 (2004-2005)] autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [n° 396 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Environnement - Traités et conventions.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'annexe V au protocole au traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, protection et gestion des zones, [n° 429 (2003-2004)]** - (22 mars 2005) - rapporteur - **Discussion générale** (p. 2155, 2156) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [n° 12 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 2157, 2158) : propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la mesure relative à l'institution du secrétariat du Traité sur l'Antarctique [n° 344 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Discussion générale** (p. 5662, 5663) : propose l'adoption de ce projet de loi.

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Délégation du Sénat à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (19 janvier 2005).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux assistants maternels et aux assistants familiaux (4 mai 2005).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 (18 novembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative aux conditions de candidature au second tour des élections sénatoriales [n° 161 (2004-2005)] (27 janvier 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi organique [n° 208 (2004-2005)] relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 252 (2004-2005)] (16 mars 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à améliorer le régime de retraite des élus locaux ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer exclusivement à leur mandat [n° 366 (2004-2005)] (1er juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi organique [n° 391 (2004-2005)] relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 399 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi tendant à permettre à certains délégués des communes au sein d'une communauté de communes attributaires d'une délégation de fonctions du président de bénéficier d'une indemnité [n° 428 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi organique [n° 474 (2004-2005)] relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 477 (2004-2005)] (13 juillet 2005) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Réforme de l'assurance maladie : Les nouveaux outils de la régulation [n° 11 (2005-2006)] (11 octobre 2005) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 1 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 2 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 6 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 63 (2005-2006)] pour 2006 [n° 73 tome 7 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au fonctionnement des groupes d'élus [n° 74 (2005-2006)] (10 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 90 (2005-2006)] (22 novembre 2005) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (19 janvier 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 4 A ou après l'art. 4** (p. 133) : votera l'amendement n° 175 de M. Daniel Soulage (instauration d'un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables) qui se justifie en l'absence d'harmonisation européenne de la fiscalité et des droits sociaux.

- **Suite de la discussion** (20 janvier 2005) - **Art. 19** (Art. L. 143-1 à L. 143-6 nouveaux du code de l'urbanisme - Périmètre de protection et d'aménagement des espaces agricoles et naturels périurbains et programme d'action) (p. 186) : son amendement n° 186 : limitation du droit de préemption des départements aux espaces naturels sensibles ; retiré. - **Art. 20** (Art. L. 122-1, L. 321-1, L. 324-1 du code de l'urbanisme, L. 143-2 et L. 143-7-1 nouveau du code rural - Conditions d'exercice du droit de préemption à l'intérieur du périmètre de protection) (p. 195) : sur l'amendement n° 12 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 187 ; retiré. (p. 196) : son amendement n° 188 : suppression de l'utilisation du droit de préemption de la SAFER par un établissement public foncier local ; devenu sans objet. (p. 201) : son amendement n° 189 : limitation des droits de préemption de la SAFER ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 205, 206) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Michel Mercier (compensation des transferts de charges). (p. 220, 221) : favorable à l'amendement n° 212 de M. Aymeri de Montesquiou (extension à 200 mètres de la distance permettant l'application de la participation pour voirie et réseau). - **Rappel au règlement** (p. 222) : excuses au président et aux fonctionnaires de la commission des affaires économiques. - **Art. 23** (Art. L. 121-1 du code rural - Nature et déroulement des opérations d'aménagement foncier rural) (p. 229, 230) : son amendement n° 190 : suppression de la procédure relative à la mise en valeur des terres incultes manifestement sous-exploitées ; retiré. - **Art. 24** (Art. L. 121-2 à L. 121-4, L. 121-4-5, L. 121-7 à L. 121-9, L. 121-11 et L. 121-12 du code rural - Décentralisation des commissions et procédures d'aménagement foncier au profit du conseil général) (p. 231) : son amendement n° 191 : représentation des propriétaires bailleurs au sein des commissions communales ou intercommunales d'aménagement foncier ; retiré. - **Art. 25** (Art. L. 121-13 et L. 121-14 du code rural - Procédure préalable à la décision du conseil général ordonnant une opération d'aménagement foncier) (p. 233, 234) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 192 et 193 : information écrite et personnelle portant l'avis de la commission communale ou intercommunale à la connaissance des intéressés ; retirés. - **Art. additionnel après l'art. 34** (p. 241, 242) : intervient sur l'amendement n° 78 de la commission (octroi du taux réduit de TVA pour des travaux de transformation en logement locatif d'anciens bâtiments agricoles). Exemple de sa commune d'Ourcel-Maison. - **Art. additionnels après l'art. 36 bis** (p. 246) : favorable à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 160 de M. Jean-Jacques Hyst (soumission des caravanes aux dispositions de l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme).

- **Suite de la discussion** (25 janvier 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 37 EAA** (p. 268) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Gérard Le Cam (instauration d'un moratoire à la fermeture des services publics dans les petites communes). Nécessaire évolution du service public. - **Art. 37 EAA** (*Art. L. 1 du code des postes et des communications électroniques - Unicité du tarif de base pour le secteur réservé des services postaux*) (p. 270, 272) : question de l'adaptation du service public à la population et aux territoires ruraux. Permanence des soins dans les territoires. Problème du financement des agents qui instruisent les dossiers d'assainissement individuel. - **Art. 37 F** (*Art. 29 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation et de développement de l'aménagement du territoire - Services publics de proximité et aménagement du territoire*) (p. 276) : intervient sur l'amendement n° 95 de Mme Jacqueline Gourault (possibilité, pour le président de l'association des maires du département, de saisir le représentant de l'Etat en cas de fermeture de service public). Mise en place d'une sorte de moratoire sur les services. - **Art. 38 bis** (*Exonération d'impôt sur les revenus pour les médecins de garde dans les petites communes*) (p. 289) : insuffisance des mesures d'incitation fiscale pour régler les problèmes de la permanence des soins. Intervient sur l'amendement n° 156 du Gouvernement (extension du dispositif aux professionnels de santé qui entrent dans la logique de la permanence des soins). - **Art. 41** (*Art. L. 214-19, L. 222-1, L. 224-2-1, L. 227-3, L. 231-4, L. 251-19, L. 253-15, L. 272-2 et chapitre VII du titre II du livre II du code rural ; Art. L. 5143-2 du code de la santé publique ; Art. L. 201-1 à L. 201-3, L. 202-1 à L. 202-5, L. 203-1 du code rural - Renforcement du maillage territorial en matière de santé publique vétérinaire et de protection des végétaux*) (p. 297) : intervient sur les amendements identiques n° 103 de M. Yves Détraigne, n° 111 de M. Gérard César, n° 255 de M. François Autain et n° 321 de M. Jean-Marc Pastor (vente libre des produits antiparasitaires pour les animaux de compagnie). - **Art. 49 bis et art. additionnels après l'art. 49 ou après l'art. 49 bis** (*Art. L. 251-3-1 du code rural - Eradication du rat musqué*) (p. 311) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (suppression de l'article 49 bis), sous réserve d'instructions données aux préfets. - **Art. additionnels avant l'art. 54 A et avant l'art. 54 DA** (p. 323, 324) : ses amendements n° 184 : déduction fiscale des dépenses liées à l'exercice de la chasse ; et n° 196 : libre circulation des animaux sauvages ; retirés. (p. 325) : nécessité de mener une réflexion de fond sur ces questions. - **Art. 54 DA** (*Art. L. 420-3 du code de l'environnement - Exclusion de l'entraînement des chiens courants sans capture de gibier de la définition de l'acte de chasse*) : Dégâts causés par les grands animaux en forêt. Plan de chasse "petit gibier".

- **Projet de loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Commission mixte paritaire [n° 152 (2004-2005)]** - (27 janvier 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 515) : objectif du Gouvernement de permettre aux handicapés de vivre dignement. Importance du dispositif réglementaire.

- **Conférence des présidents** - (8 mars 2005) (p. 1358) : souhait d'un allègement de l'ordre du jour pour permettre un meilleur examen des textes et l'exercice plus complet des missions de contrôle.

- **Projet de loi relatif à la régulation des activités postales - Deuxième lecture [n° 149 (2004-2005)]** - (9 mars 2005) - **Art. 1er ter** (*Commission départementale de présence postale territoriale*) (p. 1469) : favorable à l'amendement n° 120 de M. Pierre-Yvon Trémel (proposition de répartition de la dotation du fonds postal national de péréquation territoriale par la commission départementale). Inquiétude sur les moyens financiers du fonds postal de péréquation.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale [n° 208 (2004-2005)]** - (24 mars 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. -

Discussion générale (p. 2273, 2277) : respect par le Gouvernement de ses engagements à l'égard du Sénat. Référence à la proposition de loi de M. Charles Descours, ancien sénateur. Mise en perspective pluriannuelle et qualitative des lois de financement. Introduction d'une démarche "objectifs-résultats". Conséquence du succès de la réforme sur la maîtrise de l'ONDAM. Apport des lois de financement. Souci de la maîtrise médicalisée. Volonté de transparence de l'ONDAM. Rebasage de l'ONDAM et souci d'une construction partenariale de celui-ci. Propositions d'amendements de la commission des affaires sociales dans le souci de l'autonomie et de l'intégrité des lois de financement de la sécurité sociale. - **Question préalable** (p. 2300) : s'oppose à la motion n° 38 de M. Guy Fischer tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2303) : s'oppose à la motion n° 76 de Mme Christiane Demontès tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnel après l'art. 2 (priorité)** (p. 2304, 2306) : son amendement n° 20 : compensation des allègements et exonérations de cotisations et contributions sociales ; rejeté par priorité. Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 75 de M. Guy Fischer. (p. 2310, 2311) : nécessaire clarification entre les flux financiers visés par les lois de finances et ceux concernés par les lois de financement de la sécurité sociale. Intervient sur son amendement n° 20 précité. Objectif de compensation par le budget de l'Etat ou par l'affectation de ressources de toute décision d'allègement ou perte de recettes. Volonté d'éviter d'aggraver le déficit de l'Etat par la compensation. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 2315) : s'en remettra à l'avis du Gouvernement sur les amendements extérieurs. S'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 42 (débat d'orientation sur la politique sanitaire et de sécurité sociale préalable à la discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 43 (négociations sur la structure et les taux des cotisations et prélèvements affectés à la sécurité sociale entre les représentants des organisations syndicales de salariés et les représentants des organisations d'employeurs). (p. 2316) : retrait de la totalité des amendements de la commission en raison du rejet de son amendement n° 20 précité. Inopportunité de modifier le texte par des amendements extérieurs. (p. 2317, 2318) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 40 (rétablissement des élections à la sécurité sociale) et n° 41 (composition du conseil d'orientation de la CNAMTS). (p. 2319, 2320) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Guy Fischer (exonération de la franchise d'un euro aux victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles). Sur les amendements de M. Bernard Cazeau, s'oppose au n° 94 (affectation du produit des majorations de taxes sur l'alcool et le tabac au financement de la CNAM) et accepte le n° 95 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations ou réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale). - **Art. 1er** (*Art. LO. 111-3 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2321) : règles des lois de finances difficilement applicables aux dépenses de l'assurance maladie. Missions de suivi de l'application des lois de financement et de contrôle de la commission des affaires sociales. (p. 2322, 2323) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 44 (suppression) et n° 45 (énumération des recettes de la sécurité sociale). (p. 2329) : accepte l'amendement de la commission saisi pour avis n° 28 (approbation par le Parlement des tableaux d'équilibre par branche pour la dernière année écoulée de l'ensemble des régimes obligatoires de base et du régime général) et s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 46 (rapport sur les orientations de la politique de santé et de sécurité sociale), n° 49 (modification du montant de la participation forfaitaire et du forfait journalier), n° 47 (prise en compte des fonds ayant une mission dans le financement des régimes de sécurité sociale), n° 53 (renforcement des moyens de contrôle des organismes de recouvrement des recettes concourant au financement des régimes obligatoires de base) et n° 55 (inscription du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 77 (définition des dépenses de sécurité sociale), n° 88 (liste des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement), n° 86 (prise en compte des recettes

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

affectées à la CADES), n° 96 (prise en compte du montant des compensations versées par l'Etat au titre des exonérations des réductions de cotisations ou contributions de sécurité sociale) et n° 87 (cohérence). (p. 2364) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 29 (encadrement des dépassements des objectifs de dépenses). (p. 2368) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 78 (définition des recettes en fonction des besoins), n° 81 (définition de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie) et n° 82 (suppression de la définition exclusive des sous-objectifs par le Gouvernement) et de M. Guy Fischer n° 51 (détermination des objectifs de dépenses), n° 52 (détermination, sur la base des propositions faites par les partenaires sociaux, de l'ONDAM de l'ensemble des régimes obligatoires de base ainsi que de ses sous-objectifs) et n° 50 (prise en charge des risques). (p. 2369) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Guy Fischer (conditions conduisant à l'obligation d'examiner une loi de financement de la sécurité sociale rectificative). (p. 2371) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Guy Fischer (mesures devant figurer dans la première partie de la loi de financement de la sécurité sociale) ainsi qu'aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 79 (cohérence) et n° 83 (caractère obligatoire de certaines dispositions). (p. 2372) : après avoir demandé l'avis du Gouvernement, demande le retrait de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 30 (harmonisation des dispositions affectant les recettes avec celles s'appliquant aux dépenses). S'oppose à l'amendement n° 54 de M. Guy Fischer (suppression des dispositions relatives à la mise en réserve de recettes au profit des régimes obligatoires de base). (p. 2373) : s'oppose aux amendements de cohérence de M. Bernard Cazeau n° 80 et n° 84, ainsi qu'au n° 85 (suppression de la possibilité de modification des règles de gestion des risques par les régimes obligatoires). (p. 2374) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Guy Fischer (intégration des annexes dans le corps des lois de financement de la sécurité sociale). (p. 2375, 2376) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 97 (extension de la mission d'assistance de la Cour des comptes au Parlement dans le cadre de l'évaluation et du contrôle de l'exécution des lois de financement de la sécurité sociale) et de la commission saisie pour avis n° 32 (inscription dans la loi organique des dispositions prévoyant le principe de régularité et de sincérité des comptes des régimes et organismes de sécurité sociale). Position justifiée par le retrait des amendements de la commission. - **Art. additionnel avant l'art. 2** (p. 2377) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Bernard Cazeau (mise en place de véritables lois de règlement en matière de financement de la sécurité sociale). - **Art. 2** (*Art. LO. 111-4 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 2379) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 58 (suppression) et n° 59 (référence aux objectifs de santé et de sécurité sociale). (p. 2380, 2381) : s'oppose aux amendements n° 89 de M. Bernard Cazeau (prise en compte des orientations de la politique de santé et de sécurité sociale) et de M. Guy Fischer n° 60 (explication dans le rapport du niveau de prise en charge, par les régimes obligatoires de base de sécurité sociale, des dépenses de soins et des dépenses présentées au remboursement) et n° 104 (conséquence). (p. 2381, 2382) : accepte l'amendement n° 61 de M. Guy Fischer (intégration dans les annexes au projet de loi de financement des avis et propositions formulés par les caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale). Sur les amendements de M. Bernard Cazeau, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 90 (mention de l'état de la situation sanitaire de la population) et s'oppose au n° 98 (suppression des mesures de simplification administrative). (p. 2383, 2384) : sur les amendements de M. Guy Fischer, s'oppose au n° 62 (harmonisation du taux de cotisation d'assurance maladie, maternité, invalidité et décès auquel est assujéti l'Etat et du taux des cotisations versées par les employeurs privés) et au n° 64 (information du Parlement sur les incidences de l'absence de décision de déremboursement des médicaments dont le service médical rendu est insuffisant) et demande le retrait du n° 63 (délai de mise en oeuvre du principe de compensation financière des mesures d'exonération ou de réduction des cotisations sociales) au profit de l'amendement n° 91 de M. Bernard Cazeau (neutralité des relations financières entre l'Etat et la sécurité sociale) qu'il

accepte. (p. 2386, 2388) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 65 (intégration d'une annexe énumérant les fonds médicaux et hospitaliers et évaluant leur impact sur l'ONDAM), n° 66 (intégration d'une annexe énumérant et évaluant l'impact financier de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé) et n° 67 (intégration d'une annexe énumérant les divers plans de santé en cours d'application et les modalités financières de leur mise en oeuvre). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 68 de M. François Autain (double présentation, d'une part, par nature des dépenses de l'ONDAM et, d'autre part, de l'effort national en matière de santé). (p. 2389) : accepte les amendements de M. Bernard Cazeau n° 93 (intégration dans les annexes des observations et propositions formulées par l'ensemble des caisses nationales de l'assurance maladie) et de la commission saisie pour avis n° 33 (information du Parlement sur les comptes de différents fonds isolant certaines dépenses de sécurité sociale). - **Art. 3** (*Art. LO. 111-5 du code de la sécurité sociale - Coordination*) (p. 2390) : s'oppose à l'amendement de M. Guy Fischer n° 70 (suppression) et accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 34 (rédaction). - **Art. 4** (*Art. LO. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote*) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (suppression) et accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 35 (ordre du vote des dispositions rectificatives, des dispositions de la première partie et de celles de la seconde partie) et n° 36 (correction d'une erreur matérielle). - **Art. 5** (*Art. LO. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 2392, 2393) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (suppression). Sur les amendements de M. Bernard Cazeau, accepte le n° 101 (extension des pouvoirs de suivi et d'évaluation des finances sociales à l'ensemble des parlementaires de la commission) sous réserve d'une rectification et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 102 (alignement des pouvoirs dont dispose le Parlement en matière de lois de financement sur ceux dont il dispose en matière de lois de finances). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 2393, 2394) : s'en remet à l'avis de la commission des finances et du Gouvernement pour l'amendement n° 103 de M. Bernard Cazeau (modification de la LOLF pour intégrer la question du financement de la sécurité sociale dans le débat d'orientation budgétaire). - **Art. 6** (*Art. L. 111-10 du code de la sécurité sociale - Coordination*) : s'oppose à l'amendement de M. Guy Fischer n° 73 (suppression) et accepte l'amendement de la commission saisie pour avis n° 37 (rédaction). - **Art. 7** (*Entrée en vigueur*) (p. 2395) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Guy Fischer (remboursement de la dette des organismes de sécurité sociale sur l'Etat au titre de la compensation intégrale des réductions de cotisations sociales). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2397) : remerciements. Progrès obtenus et progrès attendus. Différentes appréciations quant à la constitutionnalité de son amendement n° 20 précité.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2668, 2671) : texte très attendu par les élus locaux. Insuffisance des moyens pour faire face à la compétence liée à l'assainissement. Persistance des inquiétudes. Question de la compensation des frais de personnel engendrés par l'instruction des dossiers d'assainissement depuis la disparition des emplois-jeunes. Problème de la mobilisation des ressources pour les travaux d'investissement. Retour au budget de l'Etat des 75 millions d'euros issus des recettes du PMU. Défavorable à l'augmentation de la redevance supportée par les particuliers. Mise en oeuvre indispensable de la solidarité nationale. Suggère d'abonder les ressources de l'agence de bassin au-delà du produit de la redevance et de celui de la TGAP et de réfléchir à un prix moyen de l'eau sur l'ensemble du territoire. Nécessité d'améliorer l'indemnisation prévue pour les boues de stations d'épuration. Procès d'intention fait aux agriculteurs. Subordination des aides de la PAC à l'éco-conditionnalité. Se réjouit de la déclaration du Gouvernement portant sur l'impossibilité de ponctionner les excédents dégagés par les agences de bassin. Aurait souhaité l'application de la même

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

rigueur aux dépenses de sécurité sociale. S'interroge sur le risque d'inconstitutionnalité de la redevance spéciale.

- **Suite de la discussion** (6 avril 2005) - **Art. 4** (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé) (p. 2731) : son amendement n° 300 : suppression du caractère exceptionnel des étiages ; retiré. (p. 2734) : favorable à l'amendement n° 12 de la commission (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques). - **Art. 5** (Art. L. 215-2, L. 215-4, L. 215-14 à L. 215-18 [nouveaux] du code de l'environnement, article 130 du code minier et article L. 151-36 du code rural - Entretien des cours d'eau non domaniaux) (p. 2779) : intervient sur l'amendement n° 541 de M. Bernard Cazeau (obligation d'entretien identique pour les rivières domaniales et non domaniales). Nécessité de définir les responsabilités de chacun dans l'entretien des cours d'eau. (p. 2782) : son amendement n° 301 : faculté pour les propriétaires riverains de s'opposer à l'épandage sur leur terrain de matières de curage polluées ; retiré. - **Art. 6** (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau) (p. 2789) : intervient sur l'amendement n° 442 de Mme Evelyne Didier (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas de travaux ou activités réalisés sans autorisation ou déclaration requise). Nécessité de donner au contrevenant un délai suffisant pour régulariser sa situation.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. 8** (Art. L. 432-3 et L. 432-4 du code de l'environnement - Sanctions en cas de destruction de frayères et possibilité d'imposer des mesures de rétablissement du milieu aquatique) (p. 2804) : son amendement n° 302 : retrait de la référence aux zones d'alimentation ou de réserves de nourriture non localisées et diminution du montant de l'amende ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 2824) : défavorable à l'amendement n° 556 de M. Jean Desessard (compétence du ministère de l'environnement en matière d'autorisation de mise sur le marché de produits phytosanitaires). - **Art. 19** (Art. L. 253-14 du code rural - Habilitation de certains agents chargés de la police de l'eau à rechercher et constater les infractions aux règles relatives à l'usage des produits antiparasitaires) (p. 2844, 2845) : favorable à l'amendement n° 342 de M. Daniel Soulage (incompétence des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles, ainsi que des agents de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et du conseil supérieur de la pêche pour le contrôle des conditions d'utilisation des produits phytosanitaires). - **Art. 20** (Art. L. 256-1 à L. 256-3 nouveaux du code rural - Réglementation relative aux matériels d'application de produits antiparasitaires) (p. 2847) : son amendement n° 305 : coordination ; devenu sans objet. - **Art. 21** (Art. L. 425-1 du code des assurances - Indemnisation des exploitants et propriétaires agricoles victimes de boues d'épuration) (p. 2856) : son amendement n° 424 : couverture, par l'indemnisation, de l'intégralité du préjudice subi ; rejeté. (p. 2861) : scepticisme sur la valeur agronomique des boues industrielles épandues sur les terres agricoles. (p. 2862) : réactualisation indispensable du niveau des indemnisations dans l'avenir. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 2863) : son amendement n° 425 : accord du propriétaire préalable à l'épandage de boues sur des terres mises en fermage ; rejeté. Spoliation du droit de propriété. - **Art. 22** (Art. L. 1331-1, L. 1331-4, L. 1331-10 et L. 1331-11 du code de la santé publique - Renforcement des pouvoirs de contrôle des communes et des syndicats d'assainissement en matière d'assainissement) (p. 2871, 2872) : intervient sur l'amendement n° 266 de M. Charles Revet (pénalités applicables aux propriétaires des installations d'assainissement non collectif présentant des défaillances de fonctionnement). Demande de précision sur la faculté de la commune de se substituer à la totalité des propriétaires pour procéder aux travaux de réhabilitation. Mutualisation des coûts. Difficultés de répercussion du coût des investissements dans le cadre d'une intercommunalité. - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 2876, 2877) : favorable à l'amendement n° 268 de M.

Charles Revet (prévision d'une étude pédologique préalable à l'installation ou à la réhabilitation d'un ouvrage d'assainissement non collectif). Difficultés de vérification d'une installation en cas de réhabilitation. - **Art. 23** (Art. L. 2333-92 et L. 2333-93 nouveaux du code général des collectivités territoriales - Taxe instaurée par les communes ou leurs groupements pour financer les travaux en matière d'assainissement pluvial) (p. 2879) : intervient sur les amendements identiques de la commission des finances saisie pour avis n° 175, n° 269 de M. Charles Revet et n° 499 de Mme Evelyne Didier (suppression). Difficultés de définition des modalités de calcul de l'assiette de la taxe. - **Art. additionnels avant l'art. 24** (p. 2881) : soutient l'amendement n° 261 de M. Bernard Murat (inscription dans la section investissement des dépenses exposées par les communes et les EPCI pour la mise en oeuvre des dispositions relatives aux contrôles sanitaires des eaux) ; retiré. Augmentation considérable du coût des analyses de l'eau. - **Art. 25** (Art. L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales - Possibilité pour certaines communes et leurs groupements de financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général) (p. 2888, 2889) : favorable aux amendements identiques n° 49 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° 129 (possibilité de prise en charge sur le budget général des dépenses afférentes au service d'assainissement non collectif ouverte à l'ensemble des groupements de collectivités territoriales, y compris les syndicats mixtes fermés). Assouplissement nécessaire du dispositif. - **Art. additionnels après l'art. 25** : intervient sur l'amendement n° 272 de M. Charles Revet (assouplissement du seuil d'habitants en deçà duquel les dépenses des services publics de distribution d'eau et d'assainissement peuvent être prises en charge par le budget général des collectivités concernées). Demande de réflexion approfondie avant la deuxième lecture.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (4 mai 2005) - **Art. 10 ter** (Art. 10 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 - Définition des zones de développement éolien) (p. 3537) : sur l'amendement n° 40 de la commission (réécriture de l'article pour l'intégrer dans la loi n° 2000-108 du 10 février 2000), son sous-amendement n° 180 : précision de la date de départ du délai à compter duquel le préfet arrête les ZDE ; devenu sans objet. (p. 3547) : rectifie son sous-amendement n° 180 précité. (p. 3551) : consensus au sein de la Haute Assemblée sur la rédaction de synthèse de l'amendement n° 40 rectifié précité de la commission. Forme le voeu d'un même consensus lors de l'application de la loi, sur le terrain, avec l'ensemble de la population. Risque de contentieux liés à l'impact des éoliennes sur le paysage.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Art. 8** (Affiliation obligatoire aux assurances sociales du régime général) (p. 3745) : favorable à l'amendement n° 81 de M. Michel Mercier (compensation intégrale par l'Etat auprès des organismes de sécurité sociale des pertes de recettes engendrées par la réforme du statut des volontaires civils). - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 3747) : son amendement n° 59 : modalités de compensation intégrale des exonérations de cotisations et contributions sociales ; adopté.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale - Deuxième lecture [n° 391 (2004-2005)]** - (21 juin 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 4340, 4342) : rappel du déroulement de la première lecture et du retrait des amendements de la commission. Préparation du projet de loi organique par la commission depuis 1999. Attachement à la règle de la compensation intégrale. Lacunes de l'articulation entre les finances sociales et les finances de l'Etat. Préoccupation de la maîtrise des déficits pour un financement durable de la sécurité sociale. Souci de pragmatisme de la commission des affaires sociales se traduisant par un nombre réduit d'amendements. Au nom de la commission des affaires sociales, et sous réserve de l'adoption de ses amendements, invite le Sénat à adopter le projet de loi organique. - **Question**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

préalable (p. 4352) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Christiane Demontès tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4355) : s'oppose à la motion n° 35 de M. Guy Fischer tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 4356, 4358) : s'oppose aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 36 (suppression des mesures concernant la journée de solidarité figurant dans la loi relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées) et n° 37 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations de sécurité sociale). (p. 4360, 4361) : s'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Christiane Demontès (inscription dans la loi organique du principe de la compensation inégale par l'Etat des mesures d'exonération et de réduction de recettes de la sécurité sociale). S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Guy Fischer (négociation des représentants des organisations syndicales des salariés et des représentants des organisations d'employeurs sur la structure et les taux de cotisations et de prélèvements affectés à la sécurité sociale). (p. 4362) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. François Autain (mise en place d'une procédure d'alerte en cas de dépassement des sous-objectifs). (p. 4363, 4365) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 60 (composition du conseil d'administration de la CNAMTS), n° 59 (rétablissement des élections à la sécurité sociale) et n° 58 (exonération de la franchise d'un euro pour les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles). - **Art. 1er** (*Art. L.O. 111-3 et L. 114-5 du code de la sécurité sociale - Contenu des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4368, 4369) : ses amendements n° 2, 3 et 4 : clarification et précision ; adoptés. (p. 4370) : s'oppose à l'amendement n° 40 de Mme Christiane Demontès (vote de l'annexe par le Parlement). (p. 4371, 4372) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 63 (prise en compte par les lois de financement de la sécurité sociale des objectifs prioritaires de la politique de santé et de sécurité sociale) et n° 64 (prise en compte dans la première partie des lois de financement des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier). Son amendement n° 5 : rédaction ; adopté. (p. 4373) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Christiane Demontès (intégration de la CNSA dans les lois de financement de la sécurité sociale). (p. 4374) : s'oppose à l'amendement n° 42 de Mme Christiane Demontès (intégration du Fonds de solidarité vieillesse dans le champ des lois de financement de la sécurité sociale). S'oppose à l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (inscription dans les lois de financement de la sécurité sociale, au titre des recettes, du remboursement par l'Etat au titre de la compensation des mesures d'exonération de cotisations sociales). S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Guy Fischer (versement par l'Etat d'intérêts de retard lorsqu'il s'acquitte avec retard de ses dettes envers la sécurité sociale). (p. 4376) : s'oppose à l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base). (p. 4377) : son amendement n° 6 : rédaction ; adopté. Accepte l'amendement n° 85 du Gouvernement (précision). (p. 4378) : s'oppose à l'amendement n° 67 de M. Guy Fischer (fixation des dépenses par branche à partir d'objectifs sociaux définis après avis des partenaires sociaux). (p. 4379, 4380) : s'oppose aux amendements de Mme Christiane Demontès n° 47 (origine parlementaire ou gouvernementale des composantes des sous-objectifs composant l'ONDAM) et n° 48 (définition des sous-objectifs de l'ONDAM), ainsi qu'à l'amendement n° 68 de M. Guy Fischer (suppression de l'initiative gouvernementale pour la définition de l'ONDAM et de ses sous-objectifs). S'oppose à l'amendement n° 49 de Mme Christiane Demontès (introduction dans la loi de financement de la sécurité sociale des dispositions ayant un impact sur les finances de la sécurité sociale et des organismes qui y concourent). (p. 4382) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Guy Fischer (dépôt annuel d'une loi de financement rectificative). Son amendement n° 7 : mécanisme d'affectation des recettes sociales ; adopté après modification par le sous-amendement n° 83 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 4383) : sur son amendement précité n° 7, s'oppose au sous-amendement n° 100 de M. Yves Fréville. (p. 4385) : ses amendements n° 8

: dérogation au principe de la compensation des allègements et n° 9 : rédaction ; adoptés. (p. 4386) : accepte les amendements du Gouvernement n° 86 (rédaction) et n° 84 (coordination). Son amendement n° 10 : suppression de l'habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour procéder à des mesures de rééquilibrage ; adopté. (p. 4388, 4389) : ses amendements n° 11 : suppression de la possibilité d'extension du champ de la loi de financement aux régimes complémentaires ; n° 12 : rédaction ; n° 13 : clarification et n° 14 : dispositions législatives relatives à la comptabilité des organismes de sécurité sociale ; adoptés. Accepte l'amendement n° 87 du Gouvernement (clarification). - **Art. 2** (*Art. L.O. 111-4 et L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale*) (p. 4391) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 71 de M. Guy Fischer (prise en compte dans le rapport annuel des objectifs prioritaires de santé et de sécurité sociale). Son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. (p. 4392) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Guy Fischer (prise en compte dans le rapport annuel de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux). Ses amendements n° 16 : rédaction et n° 17 : coordination ; adoptés. S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 74 de M. Guy Fischer (prise en compte dans les annexes des avis et propositions formulés par les conseils des caisses nationales des régimes obligatoires de base de sécurité sociale). (p. 4393) : son amendement n° 18 : clarification ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 73 de M. Guy Fischer (intégration dans les lois de financement de la sécurité sociale du suivi des différents plans de santé publique). (p. 4394) : accepte l'amendement n° 88 du Gouvernement (clarification). Ses amendements n° 19 : rédaction ; n° 20 : correction d'une erreur et n° 21 : rétablissement de l'annexe relative à la neutralité financière ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Christiane Demontès (prise en compte de l'avis des caisses nationales de sécurité sociale sur la compensation des exonérations de cotisations sociales). (p. 4395) : s'oppose aux amendements n° 53 de Mme Christiane Demontès (information des parlementaires des montants de l'intégralité des transferts de charges ou de recettes entre la sécurité sociale, l'Etat et les collectivités publiques) et n° 75 de M. Guy Fischer (évaluation de l'impact des fonds médicaux et hospitaliers sur l'ONDAM). (p. 4396) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 76 (introduction dans les annexes d'une énumération de l'ensemble des actions entreprises au titre de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé ainsi que d'une évaluation de leur impact sur l'objectif national d'évolution des dépenses d'assurance maladie) et n° 78 (déclenchement d'une procédure d'alerte en cas de dépassement de l'ONDAM mais aussi de l'un de ses sous-objectifs). (p. 4397) : accepte l'amendement n° 89 du Gouvernement (coordination). Ses amendements n° 22 : clarification et n° 23 : contenu du rapport de la commission des comptes de la sécurité sociale ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 54 de Mme Christiane Demontès (remise au Parlement d'annexes générales sur toute question relative au fonctionnement de la sécurité sociale). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 4398) : s'oppose aux amendements n° 55 de Mme Christiane Demontès (délai de dépôt de l'ensemble des documents annexés au projet de loi de financement de la sécurité sociale) et n° 80 de M. Guy Fischer (acquiescement du montant de la compensation au cours de l'exercice budgétaire). - **Art. 3 quater** (*Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - Débat d'orientation sur les finances sociales*) (p. 4399) : son amendement n° 24 : indépendance entre le débat d'orientation budgétaire et le débat relatif aux finances sociales et caractère facultatif du dépôt du rapport ; adopté. (p. 4400) : s'oppose à l'amendement n° 81 de M. François Autain (débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement). - **Art. 4** (*Art. L.O. 111-7-1 du code de la sécurité sociale - Procédure de vote*) (p. 4401) : accepte l'amendement n° 90 du Gouvernement (organisation du débat parlementaire). - **Art. 5** (*Art. L.O. 111-9 du code de la sécurité sociale - Contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale*) (p. 4402, 4403) : ses amendements n° 31 : rédaction et n° 96 : précision juridique ; adoptés. - **Art. 6 bis** (*Art. L. 14-10-2 du code de l'action sociale et des familles, art. L. 114-5 et L. 227-1 du code de la sécurité sociale, article 3 de la loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 - Coordination*) :

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

son amendement n° 33 : coordination ; adopté. - **Art. 6 ter** (Art. L.O. 132-2-1 du code des juridictions financières - Rapport de la Cour des comptes) (p. 4404) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Christiane Demontès (extension de la certification des comptes à l'ensemble des fonds de financement de la sécurité sociale contribuant au financement du régime général). - **Art. 6 quater** (Art. L.O. 132-3 du code des juridictions financières - Coordination) : son amendement n° 34 : coordination ; adopté. - **Art. 6 sexies** (Art. L. 723-12 du code rural - Saisine de la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole) : son amendement n° 97 : précision ; adopté. - **Art. 6 septies** (Art. L. 731-6 du code rural - Trésorerie du Fonds de financement des prestations sociales agricoles) : son amendement n° 98 : rectification d'une erreur ; adopté. - **Art. 6 decies** (Art. L.O. 111-12 du code de la sécurité sociale - Délai de réponse aux observations d'une mission d'évaluation et de contrôle) (p. 4405) : son amendement n° 99 : rédaction ; adopté. - **Art. additionnels avant l'art. 7** : accepte l'amendement n° 91 du Gouvernement (clarification). - **Art. 7** (Entrée en vigueur) (p. 4407) : accepte l'amendement n° 92 du Gouvernement (entrée en vigueur progressive de plusieurs dispositions de la loi organique) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 93 de M. Guy Fischer. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Christiane Demontès (transmission pour avis des avant-programmes de qualité et d'efficacité aux caisses nationales de sécurité sociale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4409, 4410) : remerciements au Gouvernement, au président et aux membres de la commission des affaires culturelles. Amélioration du texte.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** - Commission mixte paritaire [n° 473 (2004-2005)] - (13 juillet 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5478, 5479) : en appelle à une amélioration des conditions de travail des sénateurs et aux discours tenus par M. Jean-Louis Debré, à l'Assemblée nationale, et par M. Christian Poncelet, au Sénat. Souhaite des décisions concrètes quant à l'organisation des travaux lors de la prochaine session parlementaire. Avancées du texte sur le problème du seuil de vente à perte et des marges arrière dans la grande distribution. Demande néanmoins la création d'une cellule de vigilance. Crainte d'effets pervers. Situation préoccupante dans l'agriculture, en particulier pour la filière "viande". Difficultés de l'application de la nouvelle PAC pour les éleveurs français. Se rejouit des positions prises par M. Dominique Bussereau. Soutien au texte et à l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi organique relatif aux lois de financement de la sécurité sociale** - Troisième lecture [n° 474 (2004-2005)] - (13 juillet 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales. - **Discussion générale** (p. 5481, 5482) : modifications apportées et améliorations du texte. Souhait de la commission des affaires sociales d'adopter le texte dans la rédaction de l'Assemblée nationale. Remerciements au Gouvernement. Approbation de la mise en place de garanties en complément des dispositions légales existantes grâce à la navette parlementaire. Préoccupation de la garantie de l'autonomie et de l'intégrité des finances de la sécurité sociale. Souhait de porter le principe de la compensation intégrale au niveau organique. - **Art. 1er** (Art. L.O. 111-3, L. 114-5 et L. 114-6 du code de la sécurité sociale - Contenu et structure des lois de financement de la sécurité sociale) (p. 5492) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 1 (précision), n° 2 (prise en compte dans la première partie des lois de financement de la sécurité sociale des mesures modifiant le montant de la participation forfaitaire et du forfait hospitalier), n° 3 (définition de l'ONDAM et détermination de son taux d'évolution), n° 4 (détermination d'un objectif national de couverture des dépenses de santé par les régimes obligatoires de base) et n° 5 (dépôt annuel d'une loi de financement rectificative). - **Art. 2** (Art. L.O. 111-4 et Art. L. 131-8 du code de la sécurité sociale - Documents annexés à la loi de financement de la sécurité sociale) (p. 5493) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer (prise en compte de la progression de prise en charge des dépenses de soins et de biens médicaux). - **Art. 3 quater** (Art. L.O. 111-5-3 du code de la sécurité sociale - Débat

d'orientation sur les finances sociales) (p. 5494) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Guy Fischer (débat d'orientation sur les finances sociales devant le Parlement). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 5496, 5498) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Nicolas About (utilisation de la procédure budgétaire du prélèvement sur recettes pour financer une part du budget de la sécurité sociale). Attente des conclusions du groupe de travail. Renforcement de la transparence.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur les prélèvements obligatoires et leur évolution** - (26 octobre 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres généraux de la loi de financement de la sécurité sociale. (p. 6310, 6314) : stabilité globale du niveau élevé des prélèvements obligatoires avec baisse des prélèvements de l'Etat. Causes de la progression continue des prélèvements sociaux et des prélèvements au profit des collectivités locales. Mesures nouvelles : soumission aux prélèvements sociaux des intérêts produits par le plan d'épargne logement, taxe exceptionnelle sur l'industrie pharmaceutique, extension de la contribution sociale de solidarité et suppression de l'abattement de cotisation pour temps partiel. Financement des allègements généraux de cotisations patronales par une affectation de recettes fiscales ; compensation intégrale prévue par l'Etat : transfert à la sécurité sociale d'un panier de neuf recettes fiscales ; scepticisme sur l'efficacité de la compensation pour les années à venir. Tentative répétée de remise en cause de la compensation des exonérations de charges. Relativisation du déficit de la sécurité sociale au regard de celui de l'Etat. Refus du financement de la politique de l'emploi par la sécurité sociale. Vigilance de la commission des affaires sociales sur ce sujet. Impression de lourdeur technique du système de "barémisation". Contradiction entre l'attente du produit de la TVA sur le tabac et les médicaments, et la politique de santé publique définie par le Gouvernement tendant à infléchir la consommation. Adoption indispensable d'un comportement responsable : action en faveur d'une maîtrise des dépenses sociales. Défavorable à la création de nouveaux prélèvements spécifiques : complexité du système du jour férié travaillé. Amélioration indispensable de l'équilibre des dépenses et des recettes par une meilleure maîtrise des dépenses.

- **Projet de loi d'orientation agricole [n° 26 (2005-2006)]** - (2 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 6449, 6450) : inquiétudes liées à la nouvelle politique agricole commune. Nécessaire vigilance sur la question du foncier non bâti. Biocarburants. Exonération de certaines charges sociales dans le cadre de la politique de l'emploi en faveur de la profession agricole. Fonds de financement des prestations sociales agricoles.

- **Suite de la discussion** (3 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 311-3 du code rural - Création du fonds agricole) (p. 6485) : inquiétude au sujet de l'assimilation du fonds agricole à un fonds de commerce. Risque d'instauration d'une taxe professionnelle en agriculture. Favorable au maintien du caractère optionnel du fonds agricole. Pratique ancienne des dessous-de-table. Votera l'article 1er. Reprise de certaines exploitations à des prix au-dessus du marché. - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 6487) : intervient sur l'amendement n° 461 de M. Roland Courteau (relance de la production ovine française en encourageant l'apport de fonds financiers extérieurs à l'agriculture). Difficultés économiques des éleveurs d'ovins. Nécessité de mieux contrôler les importations de viande d'agneau de Nouvelle-Zélande. - **Art. 2** (Art. L. 411-35 du code rural - Baux ruraux cessibles hors du cadre familial) (p. 6492) : intervient sur les amendements de suppression n° 400 de M. Gérard Le Cam et n° 462 de M. Jean-Marc Pastor. Augmentation du bail de 50 %. Difficulté de trouver un équilibre entre la préservation des droits des propriétaires et celle des droits des fermiers. Impossibilité pour les agriculteurs de vivre de leur production. (p. 6497) : son amendement n° 308 : possibilité pour le bailleur disposant d'un candidat à la reprise aux mêmes conditions que celles fixées par le sortant à son candidat repreneur, de choisir librement le cessionnaire ; retiré. (p. 6498) : demande la réserve du vote de son amendement n° 308 précité jusqu'après l'examen de l'amendement n° 6 de la commission (suppression du choix du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

reprenneur par le bailleur) ; demande rejetée. Intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (introduction d'un délai minimum de location encadrant la soustraction des biens faisant l'objet d'un bail cessible du droit de préemption des SAFER). Participation des SAFER à la résolution des problèmes posés par l'acquisition de parcelles agricoles par des gens du voyage. (p. 6499) : intervient sur son amendement n° 308 précité. (p. 6500) : soutient l'amendement n° 509 de Mme Françoise Henneron (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux) ; retiré. (p. 6503, 6504) : intervient sur l'amendement n° 468 de M. Jean-Marc Pastor (fixation de la majoration du loyer d'un bail cessible par l'autorité administrative sur proposition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux). Interrogation sur le revenu futur de l'exploitant. Difficultés pour les fermiers de supporter une hausse aussi importante du fermage. Légitimité de l'indemnité octroyée au propriétaire par rapport à la perte de jouissance de ses biens pendant dix-huit ans. Augmentation de l'impôt sur le foncier non bâti. Variation de la valeur des exploitations en fonction des départements. (p. 6517, 6518) : son amendement n° 309 : clarification ; adopté. (p. 6519) : son amendement n° 310 : suppression de la possibilité pour le tribunal paritaire des baux ruraux saisi d'une contestation lors du renouvellement d'un bail cessible de fixer le prix de ce bail et de statuer sur ses clauses ; adopté. (p. 6520) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (suppression de la mention relative à l'examen des arguments du bailleur). Jurisprudence et état d'esprit des tribunaux paritaires des baux ruraux. (p. 6521) : son amendement n° 311 : suppression du choix du reprenneur par le bailleur ; adopté. (p. 6522, 6523) : son amendement n° 312 : exonération partielle d'ISF des parts de groupements fonciers agricoles représentatives d'apports en numéraire ; retiré. Parallèle avec les dispositions prévues pour les salariés actionnaires de leur entreprise. (p. 6524, 6525) : son amendement n° 313 : clarification relative aux conditions dans lesquelles les biens donnés à bail cessible peuvent être considérés comme des biens professionnels au regard de l'ISF ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 6527) : ses amendements n° 315 : revalorisation des loyers des bâtiments d'habitation dans le cadre d'un bail rural ; et n° 318 : revalorisation des loyers des bâtiments d'exploitation ; retirés. Coût de l'entretien. (p. 6532) : son amendement n° 319 : introduction dans le statut du fermage d'une disposition relative au congé-vente à destination des propriétaires bailleurs disposant de faibles ressources ; retiré. (p. 6533) : intervient sur son amendement n° 319 précité. Situation difficile et précaire de certains bailleurs. - **Art. 4 bis** (Art. 70 et 71 du code général des impôts - Extension des exonérations sur les plus-values des sociétés agricoles) (p. 6548, 6549) : son amendement n° 181 : extension aux associés exploitants des règles appliquées aux exploitants individuels ; adopté. - **Art. 6** (Art. 199 univiciés [nouveau] du code général des impôts - Mise en place d'un « crédit transmission ») (p. 6562, 6563) : votera cet article. Durée des mesures fiscales. Favorable à une réduction d'impôt supérieure à la moitié des intérêts imposés. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 6563, 6564) : son amendement n° 146 : avantage fiscal accordé aux détenteurs de parts de groupement foncier agricole louant leurs biens par bail à long terme ou bail cessible ; retiré. (p. 6565) : intervient sur l'amendement n° 371 de Mme Françoise Férat (extension aux biens loués aux jeunes agriculteurs de l'exonération d'ISF dont bénéficient les biens professionnels). Opposition de leur coût à certains amendements. - **Art. additionnels après l'art. 6 quinzièmes ou après l'art. 10 sexies** (p. 6572) : intervient sur l'amendement n° 192 de M. Yann Gaillard (octroi du statut agricole aux entreprises de paysage). Conséquence de cet élargissement du domaine agricole. - **Art. additionnels avant l'art. 7** (p. 6575, 6576) : intervient sur les amendements de M. Claude Domeizel n° 616 (mise en place d'une modulation des honoraires visant à faciliter l'installation des professionnels de santé libéraux dans les zones rurales) et n° 334 (mise en oeuvre de dispositifs d'aide à l'installation des professionnels de santé en y incluant la présence obligatoire d'au moins un médecin par canton). Demande une réflexion sur les méthodes de travail du Sénat. - **Art. additionnels après l'art. 7** **ou**

après l'art. 8 (p. 6583) : intervient sur les amendements identiques n° 18 de la commission et n° 427 de M. Gérard Le Cam (prise en compte des périodes cotisées au titre de l'assurance vieillesse du régime général pour l'accès aux revalorisations des retraites des non-salariés agricoles). Situation financière du Fonds de financement des prestations sociales agricoles, FIPSA.

- **Suite de la discussion** (7 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 11 bis** (p. 6683) : son amendement n° 150 : instauration d'un même tarif de rachat incitatif pour toutes les énergies renouvelables produites par les agriculteurs ; retiré. - **Art. 11 ter** (Calendrier d'application des objectifs communautaires relatifs aux biocarburants) (p. 6685, 6686) : son amendement n° 323 : accélération du processus de mise en oeuvre des biocarburants renouvelables ; retiré. - **Art. 11 quater** (Principe d'une fiscalité incitative pour les biocarburants) (p. 6688) : déception devant l'absence d'engagement solennel du Gouvernement concernant les dispositions fiscales. Satisfaction au sujet du plan gouvernemental relatif à la production et à l'utilisation des biocarburants. Interrogation sur le comportement et l'attitude des pétroliers. - **Art. 12** (Art. 265 bis A et 265 ter du code des douanes et art. 278 bis du code général des impôts - Autoconsommation des huiles végétales pures comme carburant et abaissement du taux de TVA sur les utilisations énergétiques non domestiques du bois) (p. 6697, 6698) : son amendement n° 324 : extension de l'utilisation des huiles végétales pures comme carburant agricole à tous les exploitants agricoles ; retiré. (p. 6703) : intervient sur son amendement n° 324 précité. Intérêt de placer sur un même niveau toute la profession agricole. Interroge le Gouvernement sur l'établissement du cahier des charges avec les fabricants de moteurs d'automobiles ou de véhicules agricoles. (p. 6707) : intervient sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 85 (suppression d'une disposition de nature réglementaire). Ne comprend pas le refus du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 6712) : défavorable à l'amendement n° 182 de M. Jean-Claude Carle (possibilité pour les collectivités territoriales d'avoir recours à la procédure des travaux d'intérêt général pour réaliser des aires de stockage de bois y compris en procédant à l'expropriation des terrains d'assiette si nécessaire). Souci d'éviter les procédures lourdes, compliquées et coûteuses de l'expropriation. - **Art. 14** (Art. L. 551-1, L. 551-3 [nouveau], L. 552-1, L. 631-8, L. 632-1, L. 632-2, L. 632-3, L. 632-4, L. 632-7, L. 681-7 et L. 681-8 [nouveau] du code rural et loi du 12 avril 1941 portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne - Renforcement de l'action des organisations de producteurs et élargissement des missions des organisations interprofessionnelles) (p. 6722) : son amendement n° 140 : règles de fonctionnement des organisations de producteurs visant à garantir une activité majoritairement agricole ; retiré. (p. 6725, 6726) : favorable à l'amendement n° 380 de M. Marcel Deneux (suppression du régime particulier dont bénéficie l'élevage). Risque de concentration d'acheteurs d'animaux et de restriction de la concurrence. (p. 6733) : souci de conforter la position du Gouvernement dans les négociations qu'il conduit au niveau européen. (p. 6737) : son amendement n° 145 : priorité donnée aux producteurs organisés dans l'accès aux dispositifs visant à pallier les fluctuations de revenu ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 14** : favorable à l'amendement n° 443 de M. Gérard Le Cam (application du coefficient multiplicateur à tous les produits agricoles). - **Art. 15 bis** (Art. L. 691-1 [nouveau] du code rural - Création d'un observatoire des distorsions) (p. 6745) : favorable aux amendements identiques n° 43 de la commission et n° 585 de M. Marcel Deneux (suppression). Interroge le Gouvernement sur sa politique d'intervention face aux distorsions constatées. - **Art. 16** (Art. L. 522-2-1, L. 523-5-1, et L. 524-2-1, L. 524-2-2 [nouveaux], L. 525-1, L. 527-1, L. 528-1, L. 531-2, L. 582-13 et L. 583-2 du code rural, et art. 38 sexies [nouveau] du code général des impôts - Modernisation du statut de la coopération agricole) (p. 6751) : son amendement n° 207 : limitation de l'ouverture de l'activité groupement d'employeurs au sein d'une société coopérative ; retiré. - **Art. 18** (Art. L. 361-1, L. 361-8, L. 361-13 et L. 361-20 du code rural - Adaptation du dispositif de gestion des aléas

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

propres à l'agriculture et à la forêt (p. 6757) : défavorable à l'amendement n° 664 de M. Jean-Paul Emorine (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles à compter du 1er janvier 2006). Crainte des mêmes effets pervers que pour l'assurance "catastrophes naturelles". Décalage entre les producteurs du nord et les producteurs du sud.

- **Suite de la discussion** (8 novembre 2005) - **Art. 11 bis (précédemment réservé)** (*Interdiction des sacs et emballages en plastique non biodégradables*) (p. 6779) : votera l'amendement n° 36 de la commission (limitation de cette mesure aux sacs à usage unique). - **Art. additionnel après l'art. 11 bis (précédemment réservé)** (p. 6779, 6780) : son amendement n° 578 : obligation pour les producteurs et les distributeurs de sacs en plastique de participer à leur élimination en versant une contribution à Eco-Emballages ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 19** (p. 6783) : soutient l'amendement n° 539 de M. Yann Gaillard (incitation fiscale visant à aider les groupements forestiers à réaliser des investissements fonciers dans un but de restructuration) ; retiré. - **Art. 20** (*Art. 72 D bis et 72 D ter du code général des impôts - Assouplissement des dispositifs de déduction pour investissement et déduction pour aléas*) (p. 6786) : ses amendements n° 177 : réintégration dans le résultat fiscal des exploitations de 80 % des sommes déduites au titre de la déduction pour aléas ; et n° 176 : exonération fiscale sur les produits de l'épargne de précaution constituée par les agriculteurs afin de faire face aux aléas ; retirés. (p. 6787) : intervient sur son amendement n° 176 précité. (p. 6788) : son amendement n° 322 : rapport du Gouvernement sur les mesures fiscales mises en oeuvre ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 20** (p. 6789, 6790) : son amendement n° 178 : possibilité pour les exploitants agricoles de pratiquer une provision en vue du paiement des cotisations sociales des non-salariés agricoles ; retiré. (p. 6793, 6794) : intervient sur l'amendement n° 760 de la commission (extension progressive de l'assurance récolte à l'ensemble des productions agricoles). - **Art. 21** (*Art. L. 1323-1 du code de la santé publique, L. 253-1, L. 253-2 à L. 253-4 [nouveaux], L. 253-5, L. 253-6 à L. 253-8 [nouveaux], L. 253-14, L. 253-15, L. 254-1, L. 254-2 et L. 253-17 du code rural - Évaluation des risques des produits phytosanitaires et fertilisants*) (p. 6815) : intervient sur l'amendement n° 645 de M. Jean Bizet (précision). - **Art. 22 bis** (*Art. L. 644-2 du code rural - Appellation d'origine contrôlée et dénomination «montagne»*) (p. 6823) : son amendement n° 180 : distinction entre la qualité des produits de montagne et leur origine ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 23 bis** (p. 6893, 6896) : favorable à l'amendement n° 260 de M. Dominique Mortemousque (assimilation des zones à vocation truffière à des espaces forestiers). Absence de garantie sur la prise en compte de cette question fiscale dans le débat sur le projet de loi de finances. Favorable à l'amendement de M. Ladislas Poniatowski n° 611 (élargissement des possibilités de tir du grand cormoran aux propriétaires, possesseurs ou fermiers en eaux libres) repris par la commission. Nécessité pour le Gouvernement d'augmenter les quotas. - **Art. 25 ter** (*Art. L. 411-39 du code rural - Procédure d'information du bailleur en cas d'échange en jouissance de parcelles*) (p. 6914) : son amendement n° 316 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 25 sexies** (p. 6917) : favorable à l'amendement n° 556 de M. Michel Charasse (annulation de la circulaire du ministre de l'écologie et du développement durable du 6 septembre 2005 relative à la circulation des quads et des 4x4 dans les espaces naturels). Classement sans suite par la justice des arrêtés de police des maires. Souhaite l'envoi aux procureurs d'une circulaire ministérielle pour l'application et le respect des arrêtés des maires.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (14 novembre 2005) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie. - **Discussion générale** (p. 7034, 7036) : cadre juridique rénové du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006.

Imputabilité du déficit de 2004. Stabilisation du déficit en 2005. Recettes nouvelles en 2005 en faveur du régime général. Respect de la progression en valeur de l'ONDAM en 2005. Interrogation sur les deux chiffres évoqués de la baisse des dépenses d'assurance maladie. Préoccupation de la progression des versements aux établissements de santé. Impact de la réforme de l'assurance maladie sur les comptes de 2006. Incidence des mesures de redressement. (p. 7037, 7039) : attention de la commission des affaires sociales à la compensation des exonérations de charges. Scepticisme sur la procédure du mécanisme d'ajustement. Intérêt de la proposition de la commission des finances de remplacer le panier de neuf recettes fiscales par de la TVA. Montant des recettes prévu par ce projet de loi. Economies attendues pour l'assurance maladie. Fixation d'un ONDAM volontariste. Renforcement de la lutte contre la fraude. Situation inquiétante du fonds de solidarité vieillesse, FSV, et du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. Amendements de la commission des affaires sociales. Nécessité de poursuivre la mise en place des réformes votées en 2003 sur les retraites et en 2004 sur l'assurance maladie. Réduction impérative des déficits sociaux. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 7074) : s'oppose à la motion n° 160 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 7077, 7078) : s'oppose à la motion n° 98 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant à opposer la question préalable.

Première partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Approbation au titre de l'exercice 2004 des tableaux d'équilibre*) (p. 7080, 7081) : sur les amendements de M. Guy Fischer, s'oppose au n° 206 (intégration du déficit du BAPSA dans le tableau d'équilibre des organismes concourant au financement de la sécurité sociale) et demande l'avis du Gouvernement sur le n° 205 (approbation du montant des créances des régimes de sécurité sociale sur l'Etat dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale). Accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 60 (clarification et cohérence).

Deuxième partie :

- (14 novembre 2005) - **Art. 5** (*Rectification pour 2005 de l'objectif d'amortissement de la dette sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale - Rectification pour 2005 des retraitements de recettes affectées au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 7084, 7085) : s'oppose à l'amendement n° 207 de M. Guy Fischer (augmentation des ressources du fonds de réserve pour les retraites). - **Art. 6** (*Contribution pour 2005 de l'assurance maladie au financement de stocks de produits de santé nécessaires en cas de menace sanitaire grave*) (p. 7086) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 8** (*Rectification pour 2005 de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 7088) : accepte l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 61 (maintien du montant de l'ONDAM pour 2005).

Troisième partie :

- (15 novembre 2005) - **Débat sur le Fonds de solidarité vieillesse, FSV, et sur le Fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA** (p. 7101, 7104) : inquiétudes quant au financement du FSV et du FFIPSA. Problème relevant de la compétence du ministère des finances. Position de la commission des affaires sociales. Situation héritée du Gouvernement Jospin. Absence de solution pérenne. Position de la commission des affaires sociales sur le FFIPSA. Nécessité de tenir compte des observations de la Cour des comptes. - **Art. additionnel après l'art. 9** (p. 7122, 7123) : son amendement n° 107 : transmission au Parlement d'un rapport étudiant les possibilités de procéder à une nouvelle répartition des charges sociales ; retiré. - **Art. 10** (*Conditions d'assujettissement des intérêts des plans d'épargne logement aux prélèvements sociaux*) (p. 7124) : s'oppose aux amendements identiques n° 162 de M. Guy Fischer et n° 224 de M. Bernard Cazeau (suppression). - **Art. additionnel avant l'art. 11** (p. 7125, 7126) : s'oppose à l'amendement n° 163 de M. Guy Fischer (réforme de l'assiette des cotisations patronales). - **Art. additionnel après l'art. 11**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

(p. 7127) : accepte l'amendement n° 90 de M. Pierre Jarlier (exonération de cotisations patronales au bénéfice des personnes morales, dans les mêmes conditions que les personnes âgées ou handicapées employeurs à domicile). - **Art. 12** (*Conditions d'assujettissement à l'impôt sur le revenu et aux cotisations sociales des indemnités versées aux salariés à l'occasion de la rupture du contrat de travail*) (p. 7129, 7130) : sur les amendements de M. Alain Gournac, demande l'avis du Gouvernement sur les n° 263 (suppression partielle) et n° 262 (exonération partielle des indemnités de rupture du contrat de travail) et accepte le n° 88 portant sur le même objet. Demande également l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 164 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 255 de M. Aymeri de Montesquiou (instauration d'un plafond d'exonération plus élevé pour les indemnités versées à l'issue d'un licenciement économique). - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 7131) : accepte l'amendement n° 105 de M. Henri de Raincourt (modalités d'exonération des indemnités de fin de carrière versées à des personnes bénéficiant du dispositif longue carrière) sous réserve que le Gouvernement lève le gage. - **Art. 13** (*Art. L. 241-15 nouveau et L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Clarification de la définition de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 7133, 7134) : son amendement n° 2 : ajout des accords de branche ou d'entreprise ; retiré. Sur les amendements de M. Alain Fouché, s'oppose au n° 91 (suppression partielle) et demande le retrait du n° 92 (repli). Demande également le retrait de l'amendement n° 80 de M. André Lardeux (exclusion des contributions volontaires des employeurs au-delà des dispositions législatives et réglementaires). (p. 7135) : s'oppose à l'amendement n° 165 de M. Guy Fischer (rétablissement de la rétroactivité de la mesure proposée). - **Art. 13 bis** (*Aménagement de la procédure du recours contre tiers*) (p. 7137) : son amendement n° 3 : signature, par les organisations les plus représentatives des organismes d'assurance maladie complémentaire, de la convention définissant les modalités de mise en oeuvre de la procédure du recours contre tiers ; adopté. (p. 7138) : accepte la modification sollicitée par le Gouvernement sur son amendement n° 3 précité. - **Art. additionnel après l'art. 13 bis** : son amendement n° 4 : obligation pour les employeurs d'informer chaque année l'organisme de recouvrement de la valeur totale des actions gratuites attribuées définitivement à chacun de leurs salariés et mandataires sociaux ; adopté. - **Art. 13 ter** (*Versement d'un bonus exceptionnel de 1000 euros par salarié*) (p. 7139) : son amendement n° 5 : modulation du bonus ; adopté. (p. 7140, 7141) : ses amendements n° 6 : exonération d'impôt sur le revenu pour les bénéficiaires de ce bonus ; n° 7 : conditions du versement de cette prime ; et n° 8 : clarification rédactionnelle ; adoptés. Demande le retrait de l'amendement n° 166 de M. Guy Fischer (suppression) et s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression partielle). - **Art. additionnel après l'art. 13 ter** (p. 7141) : accepte l'amendement n° 269 du Gouvernement (clarification). - **Art. additionnels après l'art. 14** (p. 7142) : s'oppose à l'amendement n° 209 de M. Guy Fischer (instauration de recettes nécessaires au financement de la sécurité sociale). (p. 7143, 7144) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 223 de M. Jean-Paul Alduy (limitation du trafic des produits du tabac dans les zones frontalières). - **Art. 14 bis** (*Aménagement des restrictions aux conditions de circulation et de détention des tabacs manufacturés*) (p. 7147) : conséquences économiques de l'industrie du tabac. - **Art. additionnel avant l'art. 15** (p. 7148) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 210 de M. Guy Fischer (présentation par le Gouvernement d'un plan de réforme des taxes et contributions). - **Art. 15** (*Spécialités pharmaceutiques inscrites sur la liste des médicaments rétrocédés - Taxe sur les dépenses de promotion - Contribution des laboratoires pharmaceutiques assise sur le chiffre d'affaires*) (p. 7153) : s'oppose à l'amendement n° 167 de M. Guy Fischer (pérennisation de l'augmentation de la contribution des laboratoires pharmaceutiques). S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 280 du Gouvernement (augmentation du taux de contribution des laboratoires pharmaceutiques). (p. 7155, 7156) : intervient sur l'amendement n° 280 précité. (p. 7158) : soutient l'amendement de la commission saisie pour avis auquel il est favorable n° 63 (exonération de la taxe pour les médicaments dérivés du

sang) ; retiré. (p. 7160) : ses amendements n° 10 : précision ; et n° 9 : conditions d'exonération de la taxe sur les laboratoires pharmaceutiques ; adoptés. Accepte l'amendement portant sur le même objet n° 281 du Gouvernement. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 7161) : ses amendements n° 11 : recouvrement de la contribution sur les contrats d'assurance relatifs aux véhicules terrestres à moteur ; et n° 12 : coordination ; adoptés. (p. 7162, 7163) : s'oppose aux amendements de M. Guy Fischer n° 212 (augmentation du prélèvement social sur les revenus du capital) et n° 213 (financement de la formation médicale continue). (p. 7164, 7165) : s'oppose à l'amendement n° 211 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement évaluant l'économie effectivement réalisée dans le coût du traitement médicamenteux par l'inscription, sur la liste des médicaments remboursables, de médicaments ayant une amélioration du service médical rendu insuffisante). - **Art. 16** (*Approvisionnement du montant des exonérations, des réductions ou des abattements d'assiette de cotisations ou de contributions de sécurité sociale*) (p. 7166, 7167) : s'oppose à l'amendement n° 168 de M. Guy Fischer (abrogation des dispositions tendant à favoriser l'emploi pour l'aménagement et la réduction conventionnels du temps de travail) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de la commission saisie pour avis n° 64 (cohérence). - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 7169) : s'oppose à l'amendement n° 214 de M. Guy Fischer (rapport déterminant le nombre d'emplois créés grâce aux exonérations, réductions ou abattements d'assiette de cotisations ou contributions de sécurité sociale). - **Art. 17** (*Art. L. 133-4-2 nouveau, L. 242-1-1 nouveau, L. 243-11, L. 243-12-1 nouveau, L. 243-12-2 nouveau du code de la sécurité sociale, L. 123-11 du code de commerce, art. L. 341-6-4 du code du travail - Dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé*) (p. 7170, 7171) : demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 65 (inclusion des dissimulations d'emplois salariés dans le champ des infractions répréhensibles). (p. 7172) : s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Guy Fischer (remboursement des aides publiques de toute nature en cas de constatation d'une fraude). Son amendement n° 13 : suppression du lien entre les rémunérations dissimulées et celles qui sont soumises à cotisation ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 17** (p. 7173) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet de M. Guy Fischer n° 170 et 171 (considération du travail dissimulé comme la faute de l'employeur et non comme celle du salarié). - **Art. additionnel avant l'art. 18** (p. 7174) : demande le retrait de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 66 (mesure de financement exceptionnelle du FSV pour 2006). - **Art. 18 et annexe C** (*Prévisions pour 2006 des recettes des régimes obligatoires de base et du régime général*) (p. 7179) : demande le retrait de l'amendement n° 108 de M. Michel Mercier (amorce de la réforme du financement de la sécurité sociale). - **Art. additionnels après l'art. 22** (p. 7181) : ses amendements portant sur le même objet n° 14 et 15 : rapports du Gouvernement sur les modalités de couverture du déficit du FSV et du FFIPSA ; retirés. - **Art. 24** (*Procédure de certification des comptes des régimes autres que le régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 7183) : son amendement n° 16 : clarification ; adopté. Demande l'avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 70 (application de cet article à compter de l'exercice 2007).

- **Suite de la discussion** (16 novembre 2005) - **Art. 24 bis** (*Responsabilité des agents comptables des organismes de sécurité sociale*) (p. 7217) : ses amendements n° 17 : clarification et n° 18 : précision par décret des opérations et des contrôles dont l'agent comptable assume la responsabilité ; adoptés. - **Art. 25** (*Habilitation pour 2006 des régimes obligatoires de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à des ressources non permanentes*) (p. 7218) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 270 du Gouvernement (habilitation de la caisse de retraite des personnels de la Régie autonome des transports parisiens, RATP, à recourir à des ressources non permanentes). Interrogations suscitées par l'adossement d'un ensemble de régimes spéciaux. Inéquité de traitement entre les ressortissants du régime général et ceux des régimes spéciaux. Mise à

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

contribution de la CNAV pour financer le FFIPSA. Risque de conséquences désastreuses de la multiplication d'adossements de régimes spéciaux pour l'avenir. (p. 7222, 7223) : interrogation sur la capacité du Gouvernement à honorer le paiement de la soulte promise sur 25 ans. Faiblesse des marges de manoeuvre budgétaire. Réforme du régime général et du régime spécial des fonctionnaires imposée par le Gouvernement. Opportunité d'une réforme indispensable des régimes spéciaux.

Quatrième partie :

- (16 novembre 2005) - **Débat sur l'assurance maladie** (p. 7227, 7230) : ambition de consolidation des comptes. Réduction du déficit de la branche maladie en 2005. Respect de l'objectif national des dépenses d'assurance maladie, ONDAM. Outils au service de l'objectif de maîtrise médicalisée. Déremboursement des médicaments au service médical rendu insuffisant. Optimisation des dépenses de santé. Mise en place d'outils de régulation innovants. Succès du dispositif relatif au médecin traitant. Interrogation sur le montant des économies de dépenses prévues dans le cadre du renouvellement conventionnel. Ajustements ponctuels du parcours de soin. Articulation entre les interventions du régime obligatoire et celles des régimes complémentaires d'assurance maladie. Revalorisation du montant de l'aide accordée pour l'acquisition d'une assurance complémentaire. Consultation des assureurs complémentaires sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale. Modalités relatives à l'entrée en vigueur des contrats responsables. Prise en charge des consultations de prévention. Alignement de la prise en charge offerte aux personnes bénéficiant d'un contrat CMU sur les règles du parcours de soins. Rétablissement de la disposition visant à accompagner d'un message sanitaire la publicité en faveur des produits alimentaires gras et sucrés. Conséquence des transferts de charges opérés par le Gouvernement vers la sécurité sociale ; effets néfastes sur les comptes de la sécurité sociale. Poursuite de la mise en oeuvre du plan Hôpital 2007. Difficulté de mise en place de la tarification à l'activité. Demande d'étude comparée des écarts de coûts entre secteur public et secteur privé. Présentation de plusieurs propositions relatives au contrôle de la réforme de la tarification. Volonté d'atteindre les objectifs assignés en matière de maîtrise des déficits et des dépenses de l'assurance maladie.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 26** (p. 7305, 7306) : s'oppose aux amendements n° 225 de Mme Christiane Demontès (rétablissement de l'accès gratuit et immédiat à l'AME) et n° 172 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur l'accès aux soins des personnes les plus démunies). - **Art. 26** (Art. L. 161-13-1 nouveau, L. 311-5, L. 323-4, L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale - Prestations en espèces des détenus libérés et des chômeurs reprenant une activité - Fin de la majoration du taux de liquidation des indemnités journalières de plus de six mois) (p. 7307) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy (indexation de la revalorisation des indemnités journalières sur l'évolution générale des salaires). - **Art. additionnel après l'art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Michel Mercier (prise en compte de l'évolution du coût des carburants dans les indemnités de frais de déplacement des professionnels de santé). - **Art. additionnel après l'art. 26 bis** (p. 7308, 7309) : s'oppose à l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement avant le 31 décembre 2005 sur l'application du dispositif du médecin référent). - **Art. additionnel avant l'art. 26 quater** (p. 7310, 7311) : demande le retrait de l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer (renforcement de l'affichage dans les cabinets médicaux de la situation du médecin vis-à-vis des organismes d'assurance maladie). - **Art. 26 quater** (Art. L. 162-15-4 du code de la sécurité sociale - Saisine des médiateurs des caisses locales d'assurance maladie en cas de contestation des dépassements d'honoraires pratiqués par un professionnel de santé) (p. 7312) : son amendement n° 19 : rédaction ; devenu sans objet. Demande l'avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 83 de M. Paul Blanc et n° 110 de M. Michel Mercier. A titre personnel, favorable à la voie

conventionnelle plutôt que contentieuse. - **Art. 27** (Art. L. 162-7-1 et L. 162-2 nouveaux, L. 162-5-3 du code de la sécurité sociale et L. 4151-4 du code de la santé publique - Règle de hiérarchisation des actes effectués par les directeurs de laboratoire - Prescription de soins de masso-kinésithérapie - Possibilité de désigner conjointement comme médecin traitant les médecins salariés exerçant dans un même centre de santé - Prescription de dispositifs médicaux par les sages-femmes) (p. 7329, 7330) : demande l'avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 173 de M. Guy Fischer, n° 141 de M. Bernard Cazeau et n° 157 de M. Adrien Gouteyron (limitation de la possibilité de consulter un autre médecin du cabinet de groupe au cas d'indisponibilité du médecin traitant désigné). Question sur les modalités de versement des rémunérations spécifiques dues au médecin traitant. (p. 7331) : demande le retrait de l'amendement n° 142 de M. Bernard Cazeau (octroi d'une rémunération forfaitaire annuelle aux centres de santé installés dans des zones déficitaires en matière d'offres de soins). Accepte l'amendement n° 271 du Gouvernement (contribution financière de la CNAM au fonctionnement de l'Union nationale des professions de santé). - **Art. additionnels après l'art. 27** (p. 7332, 7333) : accepte l'amendement n° 272 du Gouvernement (transfert aux partenaires conventionnels de la mise en oeuvre de l'examen de prévention bucco-dentaire créé pour les enfants avec prise en charge à 100 % des soins consécutifs). Demande le retrait de l'amendement n° 218 de M. Guy Fischer (rapport au Parlement sur le bilan d'une année d'application de la charte de la visite médicale). Attente des investigations de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale. - **Art. 28** (Dispositif de régulation des prix des médicaments et des produits ou prestations pris en charge en sus des groupes homogènes de séjour) (p. 7335) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 174 de M. Guy Fischer et n° 143 de M. Bernard Cazeau (suppression pour les laboratoires pharmaceutiques de la possibilité de verser, sous forme de remise à l'assurance maladie, un montant égal à la perte de revenu résultant de la baisse tarifaire décidée par le Comité économique des produits de santé). - **Art. additionnels après l'art. 28** : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Guy Fischer (retrait des médicaments présentant un service médical rendu insuffisant de la liste des médicaments remboursés par la sécurité sociale). - **Art. 28 bis** (Création d'un taux de remboursement spécifique de 15 % pour les produits de santé) (p. 7339) : demande le retrait des amendements de suppression de la commission des finances saisie pour avis n° 71 et n° 175 de M. Guy Fischer. Répercussion problématique sur l'emploi des mesures destinées à alléger le poids des dépenses de la sécurité sociale. Nécessaire accompagnement des entreprises en vue de leur reconversion. - **Art. additionnel avant l'art. 29** (p. 7341) : s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (mise en oeuvre d'un plan de présence homogène des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire national). - **Art. 29** (Art. L. 162-5-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Dispositions diverses relatives au dispositif du médecin traitant et aux médecins remplaçants) (p. 7343, 7344) : demande le retrait de l'amendement n° 111 de M. Michel Mercier (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins généralistes nouvellement installés en exercice libéral). Sur les amendements de M. Guy Fischer, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 178 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des professionnels exerçant dans un centre de santé nouvellement agréé) et s'oppose au n° 177 (élargissement des dérogations au parcours de soins au profit des médecins spécialistes). - **Art. additionnel avant l'art. 30** (p. 7345) : s'oppose à l'amendement n° 179 de M. Guy Fischer (suspension du plan "Hôpital 2007"). Attente des conclusions de la mission sur l'hôpital. - **Art. 30** (Art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004, art. L. 6114-2 et L. 6122-8 du code de la santé publique - Dispositions diverses relatives à l'application de la tarification à l'activité aux établissements de santé) (p. 7349, 7354) : ses amendements n° 20 : validation législative des avances consenties par l'assurance maladie aux établissements de santé privés dans le cadre de la mise en oeuvre de la T2A et de la classification commune des actes médicaux ; n° 21 : extension à trois ans de la période durant laquelle l'assurance maladie peut demander le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

recouvrement de sommes indûment perçues par un établissement de santé ; n° 22 : association de l'assurance maladie à la signature des contrats de bon usage des médicaments conclus entre les agences régionales d'hospitalisation et les établissements de santé ; n° 25 : extension des pouvoirs du service du contrôle médical en matière de lutte contre les fraudes ; n° 26 : obligation pour les établissements de santé de transmettre à l'assurance maladie les documents nécessaires au contrôle de leur activité et de leur facturation ; et n° 28 : obligation pour l'ARH de présenter un avis motivé de son refus de prendre les sanctions demandées par la CNAM ; adoptés ; n° 23 et 24 : renforcement du pouvoir de contrôle de la CNAM sur les dépenses de l'hôpital ; et n° 27 : nécessité pour le directeur de l'ARH de prendre l'avis de la commission exécutive avant toute décision relative à la gestion budgétaire des établissements de santé ; retirés. S'oppose aux amendements n° 180 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 145 (suppression de la fongibilité entre les enveloppes des établissements privés et publics), et n° 146 (suppression de l'étape intermédiaire de convergence des tarifs public-privé à 50 % en 2008) de M. Bernard Cazeau. Demande l'avis du Gouvernement pour les amendements n° 134 de M. Bernard Seillier (augmentation, à titre transitoire, de la prise en charge des médicaments onéreux dispensés dans les établissements de moyen séjour) et de la commission des finances saisie pour avis n° 72 (mise en place d'un palier supplémentaire dans la convergence entre secteur public et secteur privé hospitalier concernant la réforme de la tarification à l'activité). - **Art. additionnels après l'art. 30** (p. 7355) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 73 (évaluation, dans le cadre de la procédure d'accréditation, de l'usage effectif des instruments analytiques et de gestion par les établissements hospitaliers). (p. 7356, 7358) : accepte les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 153 (pérennisation du groupement pour la modernisation du système d'information hospitalier, le GMSIH, et fixation de son statut, de sa composition et des modalités de son financement) et n° 74 (ajout, au bilan du périmètre des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, MIGAC, d'une information relative au montant attribué à chaque établissement). S'oppose à l'amendement n° 221 de M. Guy Fischer (exclusion de la tarification à l'activité des séances de dialyse pratiquées par les établissements privés associatifs). - **Art. 31** (Art. L. 314-3-1 du code de l'action sociale et des familles et L. 174-5 du code de la sécurité sociale - Répartition des crédits finançant la prise en charge des patients en unités de soins de longue durée, USLD) (p. 7362) : accepte les amendements du Gouvernement n° 283 (répartition des capacités d'accueil et des crédits entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social sur décision conjointe du préfet et du directeur de l'ARH) et n° 284 (précision des dispositions à adopter lorsque la répartition conjointe entre le préfet et le directeur de l'ARH n'a pu être opérée avant le 1er janvier 2007) ainsi que le n° 93 de Mme Marie-Thérèse Hermange (intégration des personnes handicapées hébergées dans une USLD dans le dispositif prévu par l'article). S'oppose à l'amendement n° 226 de Mme Christiane Demontès (suppression du référentiel permettant de répartir les patients placés en unités de soins de longue durée, USLD, entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social). - **Art. 32** (Art. L. 312-7, L. 313-12, L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles et L. 5125-17, L. 5126-5 du code de la santé publique - Convention pluriannuelle, forfait soins des établissements médico-sociaux et fonctionnement des pharmacies à usage interne) (p. 7364, 7365) : accepte les amendements n° 273 du Gouvernement (possibilité pour les foyers-logements qui ne bénéficient pas déjà d'une autorisation de dispenser des soins, de déroger à l'obligation de conventionnement) et n° 89 de M. Gérard Dériot (suppression de la généralisation de pharmacies à usage interne au sein des établissements médico-sociaux ou d'établissements d'un même groupement de coopération médico-sociale). S'en remet à l'avis du Gouvernement pour le n° 227 de Mme Christiane Demontès (réintégration des médicaments et dispositifs médicaux dans le forfait soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées). (p. 7366, 7368) : s'oppose aux amendements de M. Bernard Cazeau n° 228 (possibilité d'intervention des services de soins palliatifs sous forme d'hospitalisation à domicile dans

les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes) et n° 229 (possibilité pour les établissements ne disposant pas de pharmacie à usage interne de s'approvisionner auprès d'établissements de santé par voie conventionnelle). Accepte les amendements n° 82 de M. Dominique Leclerc (implication de l'Ordre national des pharmaciens dans la mise en oeuvre des objectifs de santé publique) et n° 288 du Gouvernement (incitation des officines à utiliser davantage de médicaments génériques en fixant des objectifs individualisés par voie de convention avec l'assurance maladie). - **Art. additionnels après l'art. 32** (p. 7369, 7371) : demande le retrait des amendements de M. Guy Fischer n° 181 (élévation du "reste à vivre" des personnes âgées de 10 à 30 % du minimum vieillesse) et, sur le même objet n° 182 et 183 (régulation des tarifs d'hébergement en établissements pour personnes âgées "anormalement bas" et "anormalement élevés"). Demande le retrait de l'amendement n° 231 de Mme Christiane Demontès (amélioration de l'accès à la CMUC des personnes hébergées dans un établissement médico-social). Réflexion dans le cadre du groupe de travail sur les minima sociaux. - **Art. 32 bis** (Art. L. 1121-1 du code de la santé publique - Recherches biomédicales sur les patients hospitalisés) (p. 7372) : son amendement n° 29 : suppression ; retiré. Fragilisation de la distinction entre soins courants et recherches biomédicales. Risque d'abus et de dérive par rapport à l'esprit de la loi relative à la politique de santé publique. Accepte l'amendement n° 290 du Gouvernement (clarification des conditions de prise en charge de la recherche sur les soins courants). - **Art. 33** (Art. L. 3125-5 du code de la santé publique, L. 162-46, L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 312-1, L. 313-1, L. 313-4, L. 314-3-2 nouveau et L. 314-3-3 nouveau du code de l'action sociale et des familles - Transfert du financement des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues et des lits halte soins santé à l'assurance maladie - Création d'un nouvel objectif médico-social) (p. 7374) : son amendement n° 30 : rédaction ; adopté. - **Art. 34** (Financement par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie des groupements d'entraide mutuelle, de la majoration de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des services de soins infirmiers à domicile) (p. 7375) : accepte l'amendement n° 274 du Gouvernement (possibilité pour la CNSA de puiser dans ses réserves pour financer des travaux de mise aux normes d'établissements accueillant des personnes âgées dépendantes ou des personnes handicapées) tout en regrettant le double discours et l'ambiguïté permanente. Absence de vocation de la CNSA à financer des unités de soins de long séjour. Rigueur indispensable. - **Art. 35** (Art. L. 1142-3 du code de la sécurité sociale - Modalités du financement de l'indemnisation des victimes de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine par voie transfusionnelle) (p. 7377) : s'oppose à l'amendement n° 184 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 36** (Art. L. 862-4 et L. 863-1 du code de la sécurité sociale - Financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 7378) : s'oppose à l'amendement n° 185 de M. Guy Fischer (suppression). - **Art. 36 bis** (Art. 57 de la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie - Entrée en vigueur des contrats responsables) (p. 7379, 7380) : demande l'avis du Gouvernement pour les amendements n° 137 de Mme Catherine Procaccia (report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention) et n° 154 de Mme Marie-Thérèse Hermange (extension du délai laissé aux assureurs complémentaires de santé pour l'adaptation de leurs garanties au cahier des charges des contrats "responsables"). Accepte l'amendement n° 256 de M. Nicolas About (extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire de santé souscrits dans le cadre de conventions de branche et accords collectifs obligatoires professionnels et interprofessionnels). Accepte, après sa rectification, l'amendement n° 137 de Mme Catherine Procaccia (report au 1er juillet 2006 de l'entrée en vigueur des dispositions concernant la prise en charge des prestations de prévention). (p. 7381, 7384) : ses amendements n° 33 : mise en conformité des contrats de prolongation ouverts, de droit et pour une période d'un an, aux assurés quittant le dispositif

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

CMUC, avec les règles relatives aux contrats "responsables" ; n° 34 : extension aux contrats offrant des garanties partielles d'un délai supplémentaire d'adaptation à la législation relative aux contrats "responsables" ; n° 35 et 36 : alignement du régime de la CMUC sur celui du contrat "responsable" ; adoptés. Estime satisfait l'amendement n° 112 de M. Michel Mercier (inclusion des contrats de couverture maladie universelle complémentaire dans la liste des contrats "responsables") par les amendements de la commission. Sur les amendements de Mme Catherine Procaccia, demande l'avis du Gouvernement pour le n° 139 (extension du bénéfice de la prorogation du délai d'adaptation aux contrats d'assurance complémentaire santé souscrits dans le cadre d'un accord d'entreprise), demande le retrait du n° 140 (extension du bénéfice de la prorogation du délai de mise en conformité aux contrats d'assurance complémentaire santé offrant des garanties partielles) au profit de son amendement n° 34 précité et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 138 (dérogation à l'obligation d'un avenant modificatif pour le passage aux contrats "responsables"). - **Art. additionnel avant l'art. 37** (p. 7385) : son amendement n° 37 : précision des délais dans lesquels est rendu l'avis de l'Union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire, UNOCAM, sur les projets de loi relatifs à l'assurance maladie et au financement de la sécurité sociale ; adopté. Demande l'adoption de son amendement n° 37 précité de préférence à l'amendement portant sur le même objet n° 289 du Gouvernement.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics*) (p. 7558) : son amendement n° 164 : suppression ; rejeté. Article contraire au principe de libre administration des collectivités territoriales. (p. 7564, 7565) : maintient son amendement n° 164 précité dans l'attente d'une amélioration du texte lors de la commission mixte paritaire.

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2005) - **Art. 2** (*Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme*) (p. 7608) : intervient sur les amendements identiques de la commission n° 13 et de la commission des lois saisie pour avis n° 108 (organisation au sein du conseil municipal d'un débat triennal portant uniquement sur les résultats en matière de logements du PLU). Interrogation sur la pertinence de l'inscription législative d'une telle disposition. Exemple du département de l'Oise. (p. 7617) : son amendement n° 165 : suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux ; rejeté. (p. 7620) : intervient sur son amendement n° 165 précité. (p. 7622) : son amendement n° 166 : suppression du pouvoir de substitution du préfet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 7700, 7701) : interrogation sur le caractère constitutionnel de l'amendement n° 248 de Mme Michelle Demessine (instauration d'un droit au logement). - **Art. 5** (*Art. 278 sexies du code général des impôts - Taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine*) (p. 7717) : son amendement n° 167 : extension à tout le territoire du taux réduit de TVA ; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7731) : intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme). - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7740) : intérêt de l'amendement n° 178 de Mme Sylvie Desmarescaux (conditions de revente d'un logement HLM). - **Art. additionnel avant l'art. 6** (p. 7742) : intervient sur l'amendement n° 291 de M. Daniel Dubois (possibilité pour les communes de recourir aux prêts et subventions accordés par l'Etat pour la construction de logements sociaux). Dispositions d'ordre réglementaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 - Commission mixte paritaire [n° 90 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire. - **Discussion générale** (p. 7753, 7754) : quasi doublement du nombre d'articles par rapport au projet de loi initial. Accord de la commission mixte paritaire. Position de la commission mixte paritaire sur la taxe sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques, sur l'application de la T2A aux établissements de santé et sur l'entrée en vigueur des contrats responsables. Apports du Sénat au niveau de toutes les branches de la sécurité sociale. Situation préoccupante du fonds de solidarité vieillesse, FSV, et du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles, FFIPSA. Débats et dialogues fructueux. Remerciements. Au nom de la commission des affaires sociales, demande l'adoption du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 dans le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire. - **Art. 16** (p. 7777) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (coordination). - **Art. 18 et annexe C** (p. 7778) : accepte les amendements n° 2 et 3 du Gouvernement (coordination). - **Art. 21** : accepte l'amendement n° 4 du Gouvernement (coordination).

- **Rappel au règlement** - (24 novembre 2005) (p. 7841) : conditions de travail difficiles. "Saucissonnage" de l'examen du projet de loi de finances et du projet de loi portant engagement national pour le logement.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 7842) : son amendement n° 187 : abattement de 50 % de la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties, TFPB, au bénéfice du bailleur conventionné à des conditions de loyer maîtrisé avec l'ANAH ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 9** (p. 7868) : soutient l'amendement n° 143 de M. José Balarelo (comptabilisation des logements HLM vendus dans les 20 % de logements locatifs sociaux définis par la loi SRU) ; rejeté.

VAUTRIN (Catherine)

*secrétaire d'État aux personnes âgées
(jusqu'au 31 mai 2005)
ministre déléguée à la cohésion sociale
et à la parité
(à partir du 2 juin 2005)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux droits des malades et à la fin de vie [n° 90 (2004-2005)]** - (12 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 3089) : richesse du débat. Hommage aux députés Jean Leonetti, Nadine Morano et Gaëtan Gorce. Crédits dégagés pour 2005 au bénéfice des soins palliatifs. Formation indispensable dans ce domaine. Appel à la sagesse du Sénat sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au développement des services à la personne et à diverses mesures en faveur de la cohésion sociale [n° 411 (2004-2005)]** - (27 juin 2005) - **Discussion générale** (p. 4573, 4575) : remerciements au rapporteur, à l'ensemble de la commission des affaires sociales, à son président et aux orateurs. Consensus sur le service à la personne. Intérêt du chèque emploi-service universel, CESU. Objectifs du projet de loi. Création de l'Agence nationale des services à la personne. Lutte contre le travail illégal. Compensation par l'Etat des exonérations de charges. Volonté de simplification des démarches administratives des particuliers. Attachement du Gouvernement à la négociation

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

des contrats d'objectifs et de gestion des caisses en matière d'action sociale. Développement de l'apprentissage. Contrat d'avenir et contrats aidés. - **Question préalable** (p. 4578) : s'oppose à la motion n° 120 de M. Roland Muzeau tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 4581) : s'oppose à la motion n° 61 de Mme Patricia Schillinger tendant au renvoi à la commission. - **Art. 1er** (Art. L. 129-1 à L. 129-17 du code du travail - Régime de la fourniture des services à la personne et création du chèque emploi-service universel) (p. 4594, 4596) : demande le retrait des amendements n° 107 de M. Bernard Seillier (prise en compte à côté des associations et des entreprises des collectivités territoriales et de leurs établissements publics), n° 58 de M. Henri de Raincourt (extension des activités d'aide à la personne au développement touristique et culturel) et n° 160 de M. Jean-Marc Juilhard (agrément des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au même titre que les associations et les entreprises), et accepte l'amendement n° 182 de la commission (extension de l'agrément aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale au titre de leur activité de garde d'enfants de moins de trois ans à domicile). S'oppose aux amendements n° 108 de M. Bernard Seillier (détermination de la frontière entre le régime de l'autorisation et celui de l'agrément par la nature des prestations et des besoins sociaux), ainsi qu'à ceux de M. Roland Muzeau n° 122 portant sur le même objet que l'amendement n° 108 précité, n° 124 (renforcement de la qualité de l'agrément en prévoyant des critères relatifs à la politique salariale et à la formation), n° 123 (suppression de la possibilité pour les associations intermédiaires d'obtenir un agrément pour le service à domicile destiné aux personnes fragiles), de Mme Michèle San Vicente n° 62 (octroi de l'agrément des prestataires intervenant auprès des personnes les plus fragiles après autorisation du président du conseil général), n° 63 (extension des dispositions relatives à l'agrément aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale), n° 64 (attribution de la capacité d'agrément au département), n° 65 (prise en compte dans l'agrément des schémas départementaux mis en place par les conseils généraux en ce qui concerne les personnes âgées, la petite enfance et les personnes fragiles), n° 66 (procédure d'autorisation nécessaire pour les associations et les entreprises agréées consacrant leurs activités à des publics fragiles nécessitant une prise en charge médico-sociale), n° 67 (bénéfice d'avantages fiscaux et d'exonération de cotisations sociales aux structures proposant un accueil de jour, de nuit ou temporaire), n° 68 (renforcement des critères fondant l'agrément), n° 69 (coordination) et n° 70 (exclusivité de l'agrément aux activités des associations intermédiaires intervenant hors du champ de la garde d'enfants ou de l'assistance aux personnes âgées ou handicapées), de Mme Valérie Létard n° 43, identique à l'amendement n° 62 précité, et n° 44 (garantie de prestations de qualité par les entreprises et associations candidates à l'agrément), de M. Jean Desessard n° 24 (autorisation préalable du président du Conseil général pour le service aux personnes fragiles) et n° 25 (suppression de l'alinéa introduisant la notion de tâches ménagères et familiales), ainsi qu'au n° 165 de M. Nicolas About (dispense de toute demande d'agrément en faveur des centres communaux et intercommunaux d'action sociale). (p. 4598, 4599) : rôle des centres communaux et intercommunaux d'action sociale. S'oppose à l'amendement n° 1 de la commission (versement du salaire à l'intervenant à domicile par les associations et entreprises mandataires). Demande le retrait de l'amendement n° 111 de M. Bernard Seillier (restriction du recours aux services mandataires) et s'oppose à l'amendement n° 125 de M. Roland Muzeau (précision). (p. 4600) : s'oppose à l'amendement n° 2 de la commission (clarification du statut du mandataire) et demande le retrait de l'amendement n° 166 de M. Nicolas About (réglementation des frais de gestion pratiqués par les associations, les entreprises et les CCAS). (p. 4601) : s'oppose à l'amendement n° 71 de Mme Michèle San Vicente (statut du temps de déplacement professionnel). (p. 4602) : s'oppose aux amendements identiques n° 27 de M. Jean Desessard et n° 126 de M. Roland Muzeau (suppression des avantages fiscaux accordés dans le cadre de la fourniture de services à la personne par des associations). (p. 4603) : s'oppose aux amendements identiques n° 28 de M. Jean Desessard et n° 127 de M. Roland Muzeau

(suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les prestataires de services), ainsi qu'aux amendements n° 29 de M. Jean Desessard (suppression de l'exonération de cotisations patronales pour les entreprises agréées) et n° 128 de M. Roland Muzeau (compensation intégrale des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées et handicapées). (p. 4604) : s'oppose à l'amendement n° 72 de Mme Michèle San Vicente (modalités d'embauche des personnes en difficulté dans le cadre de contrats aidés). Accepte les amendements identiques n° 45 de Mme Valérie Létard et n° 105 de Mme Catherine Procaccia (précision). (p. 4605) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Michèle San Vicente (maintien de l'obligation d'un contrat de travail écrit). (p. 4606) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Roland Muzeau (bénéfice d'un salaire moyen réparti sur l'année pour les salariés effectuant des services au domicile d'un particulier sur une année incomplète) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la mention introduite par l'Assemblée nationale et tendant à indiquer le montant des congés payés sur le CESU). (p. 4607) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Roland Muzeau (prise en compte de l'avis du comité d'entreprise sur l'action de l'entreprise au regard du dispositif du CESU), ainsi qu'aux amendements identiques n° 74 de Mme Michèle San Vicente et n° 131 de M. Roland Muzeau (utilisation exclusive des chèques préfinancés dans le cadre de services fournis par une association ou une entreprise de services). (p. 4608) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (dérogation au caractère nominatif du CESU en cas d'urgence) et s'oppose à l'amendement n° 59 de Mme Catherine Procaccia (suppression de la dérogation prévoyant un décret pour fixer les cas dans lesquels le titre préfinancé par une personne publique ou privée chargée d'une mission de service public est stipulé payable à une personne dénommée). Accepte l'amendement n° 4 de la commission (modalités d'encaissement des chèques emploi-service universel par les établissements de crédit et assimilés). (p. 4610) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente n° 75 (substitution des mots "l'employeur" aux mots "l'entreprise") et n° 76 (négociation préalable au choix ou non d'un abondement du CESU). (p. 4611) : s'oppose aux amendements de Mme Michèle San Vicente portant sur le même objet n° 77 et 78 (précision des missions de l'Agence), ainsi qu'au n° 79 (suppression de la possibilité pour l'Agence de recruter des contractuels de droit privé pour une durée déterminée ou une mission déterminée). (p. 4613) : demande le retrait de l'amendement n° 47 de Mme Valérie Létard (association des représentants des organismes gestionnaires des services à la personne aux travaux de l'Agence) et s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 133 de M. Roland Muzeau et n° 80 de Mme Michèle San Vicente (composition du conseil d'administration de l'Agence nationale des services à la personne). (p. 4617, 4618) : s'oppose aux amendements n° 31 de M. Jean Desessard (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié), à ceux de Mme Michèle San Vicente n° 81 (consultation du Conseil national des personnes handicapées préalable au décret fixant la procédure de l'agrément), n° 82 (définition du champ de l'agrément par un décret), n° 83 (définition par décret des modalités d'agrément des associations intermédiaires), de M. Roland Muzeau n° 134 (consultation du Conseil national consultatif des personnes handicapées préalable au décret en Conseil d'Etat déterminant la procédure de l'agrément et suppression de l'agrément simplifié), n° 135 (garanties en matière de formation, de qualité de services, de promotion des carrières et de rémunération des salariés) et n° 136 (obligation de négociation entre les partenaires sociaux et les acteurs du secteur des services à la personne), demande le retrait des amendements n° 163 de M. Jean-Marc Juilhard (précision par un décret du champ des activités soumises à l'agrément) et n° 48 de Mme Valérie Létard (clarification de l'agrément). Accepte l'amendement n° 184 de la commission portant sur le même objet que l'amendement n° 163 précité. - **Art. additionnels avant l'art. 1er (précédemment réservés)** (p. 4619) : s'oppose aux amendements identiques n° 23 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Jean Desessard et n° 121 de M. Roland Muzeau (précision de la notion de services à la personne). (p. 4621) : s'oppose à l'amendement n° 164 de Mme Valérie Létard (rapport du Gouvernement au Parlement sur le problème de la répartition des crédits de l'action sociale prévus en faveur des personnes retraitées).

- **Suite de la discussion** (28 juin 2005) - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 4653) : accepte les amendements identiques n° 5 de la commission et n° 60 de M. Jean-Claude Carle (simplification des contraintes administratives de souscription applicables à la fourniture de services sous forme d'abonnement), ainsi que l'amendement n° 6 de la commission (droit de rétractation du consommateur). - **Art. 2** (*Art. L. 212-4-3, L. 212-4-4 et L. 212-4-6 du code du travail - Durée de travail dans les services d'aide à domicile*) (p. 4657, 4658) : s'oppose aux amendements n° 137 de M. Roland Muzeau (suppression) et n° 84 de Mme Michèle San Vicente (validation des droits à la retraite des salariés à temps partiel), aux amendements identiques n° 32 de M. Jean Desessard et n° 138 de M. Roland Muzeau (définition de l'urgence nécessitant une intervention dans un délai de moins de trois jours), ainsi qu'aux amendements sur le même objet n° 33 de M. Jean Desessard, n° 85 de Mme Michèle San Vicente et n° 139 de M. Roland Muzeau (dérogation au délai de prévenance des salariés). - **Art. 3** (*Art. L. 133-7 et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-27 du code rural - Régime des cotisations et contributions sociales patronales*) (p. 4662, 4663) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 140 (suppression), n° 141 (calcul des cotisations sociales sur la base de la rémunération réelle) et n° 142 (compensation intégrale par l'Etat des exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au titre de l'aide aux familles et au titre des personnes âgées handicapées), aux amendements n° 86 de Mme Michèle San Vicente (suppression du régime du forfait), n° 49 de Mme Jacqueline Gourault (extension du bénéfice de l'exonération des cotisations patronales) et n° 51 de M. Michel Mercier (déplafonnement du nombre d'heures ouvrant droit à une exonération totale de charges patronales de sécurité sociale pour les personnes âgées de plus de 70 ans dépendantes ou handicapées). Demande le retrait des amendements identiques n° 7 de la commission et n° 50 de Mme Valérie Létard (remplacement de l'exonération de cotisations sociales patronales de quinze points par une exonération de 50 %), et accepte l'amendement n° 42 de M. Jean-Marc Juillard (rédaction). (p. 4663, 4664) : volonté du Gouvernement d'éviter les effets induits en cas de suppression du régime forfaitaire. - **Art. 4** (*Art. L. 232-7 et L. 232-15 du code de l'action sociale et des familles - Régime de l'allocation personnalisée d'autonomie*) (p. 4665) : s'oppose aux amendements identiques n° 34 de M. Jean Desessard et n° 143 de M. Roland Muzeau (suppression du recours au principe du gré à gré pour les personnes âgées dépendantes). (p. 4667) : s'oppose aux amendements n° 87 de Mme Michèle San Vicente (maintien du versement direct de l'allocation personnalisée d'autonomie, APA) et n° 155 de Mme Sylvie Desmarescaux (impossibilité pour le conseil général de verser directement l'APA à un service mandataire). Demande le retrait de l'amendement n° 8 de la commission (versement direct de l'APA à l'intervenant) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 52 de M. Michel Mercier (contrôle des prestations assurées par un prestataire de services lorsque l'APA lui est directement versée). - **Art. 5** (*Art. 81, 158, 199 sexdecies, 244 quater F et 279 du code général des impôts - Régime fiscal*) (p. 4670) : s'oppose aux amendements de M. Roland Muzeau n° 144 (suppression), n° 146 (remplacement du dispositif de déduction d'impôt par un système de crédit d'impôt) et n° 145 (mesures fiscales en faveur du recours aux structures agréées), ainsi qu'à l'amendement n° 88 de Mme Michèle San Vicente (diminution du plafond de réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). - **Art. additionnel après l'art. 5** (p. 4671) : s'oppose à l'amendement n° 89 de Mme Michèle San Vicente (mise en place d'un crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile). - **Art. 6** (*Art. L. 5232-3 du code de la santé publique - Activité de prestation de services et de distribution de matériels à domicile pour l'autonomie des personnes malades ou handicapées*) : accepte l'amendement n° 9 de la

commission (rétablissement de la validation des qualifications acquises grâce à l'expérience pour les personnes non titulaires d'un diplôme). (p. 4673) : accepte l'amendement n° 90 de Mme Michèle San Vicente (organisation de la formation continue des personnels par les prestataires de services et les distributeurs de matériels) et demande le retrait des amendements identiques n° 35 de M. Jean Desessard et n° 147 de M. Roland Muzeau (obligation de formation continue des professionnels assurant des prestations ou fournissant du matériel). S'oppose à l'amendement n° 36 de M. Jean Desessard (avis du Conseil national consultatif des personnes handicapées sur les dispositions réglementaires). - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 4674) : son amendement n° 173 : prolongation de l'expérimentation de mise en place d'un système de financement des services assurant la protection juridique des personnes ; adopté.

- **Projet de loi relatif à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes [n° 343 (2004-2005)]** - (12 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5350, 5353) : émergence d'un nouveau modèle social basé sur l'égalité des chances et une pleine égalité de traitement. Vision de l'égalité comme facteur d'efficacité économique et sociale et conditions de compétitivité. Historique du principe d'égalité salariale. Augmentation de la proportion des femmes percevant un salaire inférieur au SMIC. Fragilisation des femmes face au chômage, à la précarité et au travail à temps partiel subi. Engagement d'une consultation approfondie avec les partenaires sociaux sur les conditions du travail à temps partiel. Double inégalité liée à la concentration des femmes dans certaines filières professionnelles et dans l'accès aux responsabilités. Fixation d'un délai de cinq ans pour mettre fin à la discrimination salariale. Mise en place de dispositifs incitatifs. Identification des facteurs de discrimination : parentalité, formation, pesanteurs et habitudes. Augmentation de la participation des femmes aux instances délibératives et juridictionnelles. Généralisation de l'accès des femmes à l'ensemble des outils de la formation professionnelle et à l'apprentissage. Enjeu de l'égalité salariale relevant de la justice, du dynamisme économique et de la cohésion sociale. (p. 5372, 5374) : remerciements. Réponse aux intervenants. Choix de convaincre plutôt que de contraindre. Problème central de l'articulation de la vie familiale et de la vie professionnelle. Engagement d'une réflexion sur le temps partiel subi. Texte apportant des améliorations sur de nombreux points. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 5375) : s'oppose à l'amendement n° 56 de Mme Annie David (prise en compte de la durée de l'état pathologique de la femme enceinte dans la période de suspension du contrat). - **Art. 5** (*Art. L. 432-3-1 du code du travail - Rapport sur la situation professionnelle comparée des hommes et des femmes dans l'entreprise*) (p. 5399) : son amendement n° 92 : mise au point d'un indicateur par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes centré sur la seule responsabilité familiale ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 5400) : demande le retrait des amendements de M. Jacques Legendre portant sur le même objet n° 85 et 87 (prise en compte des termes de l'accord national interprofessionnel relatif à la mixité et à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) qu'elle estime satisfaits par l'article L. 122-26-4 du code du travail. - **Art. 6** (*Section 2 du chapitre II du titre II du livre III et art. L. 322-7 du code du travail - Prise en compte de l'égalité professionnelle dans la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (cohérence). - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 5401) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Roland Muzeau (droit de veto suspensif accordé aux représentants du personnel sur la mise en oeuvre d'horaires à temps partiel). S'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Gisèle Printz (faculté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures complémentaires ou de changer la répartition de ses horaires ou de sa durée de travail). Souhaite une incitation pour les entreprises à mettre en place des horaires continus. Exemple de la Suisse. (p. 5402) : prise en compte de ces aspects dans la future concertation sur le temps partiel. S'oppose aux amendements portant sur le même objet de Mme Gisèle Printz n° 28 et 29 (suppression de la possibilité de faire varier le

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

délai de prévenance pour modifier la répartition de la durée du travail à temps partiel en deçà de sept jours). (p. 5403) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet n° 16 de la commission et n° 31 de Mme Gisèle Printz (priorité donnée au salarié à temps partiel pour se voir proposer des heures supplémentaires et des heures choisies). Engagement futur de négociations sur ce sujet. (p. 5405) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 30 de Mme Gisèle Printz et n° 70 de M. Roland Muzeau (majoration des heures complémentaires). (p. 5406) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de Mme Gisèle Printz et n° 69 de M. Roland Muzeau (priorité de choix en ce qui concerne les heures choisies au bénéfice des salariés à temps partiel subi). (p. 5407) : s'oppose à l'amendement n° 72 de M. Roland Muzeau (interdiction de licencier un salarié refusant de se voir imposer un contrat à temps partiel). - **Art. 7** (Art. L. 122-25-2-1 du code du travail - Aide financière au remplacement des salariés en congé de maternité ou d'adoption) (p. 5408, 5409) : s'oppose aux amendements identiques n° 34 de Mme Gisèle Printz et n° 73 de M. Roland Muzeau (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 35 de Mme Gisèle Printz (repli). - **Art. additionnel après l'art. 7** : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 36 de Mme Gisèle Printz et n° 74 de M. Roland Muzeau (assimilation à des périodes de travail effectif des absences pour maladie liées à la maternité). - **Art. 8** (Art. L. 932-1 du code du travail - Majoration de l'allocation de formation en faveur des salariés pour garde d'enfant pendant une formation hors temps de travail) (p. 5411) : s'oppose aux amendements identiques n° 37 de Mme Gisèle Printz et n° 75 de M. Roland Muzeau (remplacement de la majoration de 10 % de l'allocation de formation pour garde d'enfant dans le remboursement des frais de garde effectivement engagés). - **Art. 9** (Art. 244 quater F du code général des impôts - Extension du champ d'application du crédit d'impôt famille en faveur des salariés en formation de retour d'un congé parental d'éducation) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (extension du crédit d'impôt famille aux employeurs qui engagent des dépenses pour former des salariés licenciés pendant leur congé parental d'éducation). - **Art. 10** (Art. L. 123-1 du code du travail et L. 225-1 du code pénal - Aménagement de la charge de la preuve au bénéfice des salariées discriminées en raison de leur état de grossesse) (p. 5411, 5412) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de la commission (coordination). - **Art. additionnel après l'art. 12** : s'oppose à l'amendement n° 47 de Mme Catherine Morin-Desailly (extension du bénéfice du congé parental d'éducation et de la période d'activité à temps partiel à toute la période de scolarité de l'enfant et maintien de ce bénéfice en cas de changement d'entreprise). - **Art. additionnel après l'art. 12 bis** (p. 5413) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 49 de Mme Catherine Procaccia (faculté de prolonger exceptionnellement le congé parental d'éducation de six mois maximum en l'absence de possibilité de mode de garde). - **Art. additionnel avant l'art. 12 ter** (p. 5414) : s'oppose à l'amendement n° 97 de Mme Annie David (suppression du mode de calcul prorata temporis pour le droit individuel à la formation). - **Art. 12 ter** (Art. L. 933-1 du code du travail - Droit individuel à la formation) : sur l'amendement n° 19 de la commission (prise en compte de la période d'absence du salarié pour un congé de maternité, d'adoption, de présence parentale ou pour un congé parental d'éducation dans le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 93 ; retiré. (p. 5415) : s'oppose à l'amendement n° 76 de Mme Annie David (prise en compte des périodes de maladie liées à l'état de grossesse pour le calcul des droits au titre du droit individuel à la formation). - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 5416) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Roland Muzeau (prise en compte de la situation respective des femmes et des hommes en matière de candidature dans le rapport soumis par le chef d'entreprise au comité d'entreprise). - **Art. 13 bis** (Art. L. 225-14 du code de commerce - Représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des sociétés anonymes) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (inscription de mesures dans le règlement intérieur des conseils d'administration des sociétés anonymes permettant d'atteindre une représentation équilibrée des femmes et des hommes). -

Art. 13 ter (Art. L. 433-2 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués des comités d'entreprise) (p. 5417) : son amendement n° 99 : représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des collèges électoraux et suppression de l'obligation de résultat dans un délai de cinq ans ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 78 de M. Roland Muzeau (suppression du délai de cinq ans et application immédiate d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les instances de représentation du personnel). - **Art. 13 quater** (Art. L. 423-3 du code du travail - Parité dans les collèges électoraux pour l'élection des délégués du personnel) (p. 5418) : son amendement n° 100 : recherche des voies et moyens pour atteindre une représentation équilibrée pour chaque collège lors des élections au comité d'entreprise ; adopté. - **Art. 14** (Parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales) (p. 5418, 5419) : demande le retrait de l'amendement n° 43 de Mme Christiane Demontès (renforcement du caractère impératif de présentation de liste paritaire à l'occasion des élections des conseils de prud'hommes). S'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Gisèle Printz (obligation de parité dans les listes de candidats aux élections prud'homales). - **Art. additionnels avant l'art. 15** (p. 5420) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 80 de Mme Annie David (inscription dans le code de l'éducation de la mission essentielle de l'école de lutte contre les inégalités). (p. 5421) : s'oppose aux amendements de Mme Annie David n° 82 (inscription dans les programmes de l'école élémentaire des luttes contre les représentations archaïques des deux sexes) et n° 81 (création des modules de formation spécifiques dans les IUFM pour la lutte contre les discriminations). - **Art. 15** (Art. L. 214-12 et L. 214-13 du code de l'éducation - Formation professionnelle et apprentissage) (p. 5422) : sur l'amendement n° 21 de la commission (coordination) qu'elle accepte, ses sous-amendements n° 94 , n° 95 et n° 96 ; adoptés. - **Art. additionnels après l'art. 15** (p. 5423) : accepte l'amendement n° 84 de M. Roland Muzeau (inclusion des services de l'égalité professionnelle dans le service public de l'emploi). S'oppose à l'amendement n° 48 de Mme Catherine Morin-Desailly (droit d'affectation prioritaire pour les salariés à temps partiel aux emplois à temps plein vacants ou créés par l'employeur). (p. 5424) : s'oppose à l'amendement n° 83 de M. Roland Muzeau (augmentation des indemnités versées à l'occasion d'un licenciement). - **Art. 17** (Art. 1er du code de l'industrie cinématographique - Régularisation des emplois du Conseil national de la cinématographie) (p. 5426) : s'oppose aux amendements identiques n° 53 de M. Serge Lagauche et n° 54 de M. Jack Ralite (suppression) ainsi qu'à l'amendement n° 55 (attribution de CDI sous certaines conditions aux agents actuellement employés sous CDD au centre national de la cinématographie) de ce dernier. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5431) : remerciements. Avancées constituées par les amendements. Attachement et volonté du Gouvernement de travailler sur le temps partiel.

- Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Ville et logement

(2 décembre 2005) (p. 8634, 8639) : mobilisation de tous les acteurs dans le domaine du logement. Inscription de l'action de l'Etat dans la durée. Budget en augmentation. Application d'un taux réduit de TVA aux travaux réalisés dans les logements de plus de deux ans. Intervention à tous les niveaux du Gouvernement pour lutter contre la crise du logement : accroissement de l'offre de logements ; prêts aidés en région Languedoc-Roussillon. Pacte national pour le logement : manque de terrains disponibles ; possibilité de majorer la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; mise à disposition de terrains pour la construction de logements ; moyens budgétaires et financiers. Indicateurs en matière de parc social. Mobilisation prévue du parc privé. Intervention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH. Participation des investisseurs privés à l'effort de production de logements. Encouragement de l'accession à la propriété. Modification des plafonds de ressources du prêt à taux zéro. Accord avec les établissements de crédits sur le fonds de garantie de l'accession

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sociale, FGAS. Application d'un taux réduit de TVA pour les opérations d'accession. Versement des aides personnelles au logement. Mois de carence. Nouvel indice du coût de la construction. Mobilisation des moyens financiers et humains de la politique de la ville en faveur des quartiers en difficulté. Renforcement des moyens octroyés à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU. Accélération des procédures. Changement de la qualité de vie des habitants de Saint-Dizier. Bilan positif des zones franches urbaines. Programme de réussite éducative. Crédits attribués au fonds d'intervention pour la ville, FIV. Renforcement des moyens dans le domaine de la santé pour les zones urbaines sensibles, ZUS. Amélioration du financement des associations. Doublement du nombre de postes adultes-relais. Nouvelle agence pour la cohésion sociale. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8640) : ses amendements n° II-95 (transfert de crédits de l'action "Soutien à l'accession à la propriété" vers la mission "Travail et emploi" afin de renforcer le dispositif EDEN) ; et n° II-89 (transfert de crédits vers la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour assurer la garantie des prêts d'accession sociale à la propriété) ; adoptés. (p. 8641) : accepte l'amendement de la commission des affaires sociales n° II-60 (transfert de crédits du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement" vers le programme "Ville, vie, vacances"). - **Art. additionnel après l'art. 93** (p. 8644) : son amendement n° II-93 : avancement au 1er janvier de la date d'application du nouvel indice de révision des loyers ; adopté.

Solidarité et intégration

- (2 décembre 2005) (p. 8651, 8654) : priorité gouvernementale en faveur de la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, et de l'intégration. Dispositif d'accueil et d'hébergement des personnes les plus fragiles. Accélération de l'accès au logement social pour les personnes en sortie de ce dispositif. Programme des maisons relais. Logements d'urgence. Dotation allouée aux centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS. Demande d'un audit sur la gestion des crédits d'hébergement d'urgence. Crédits inscrits dans l'action "Conduite et animation des politiques de lutte contre l'exclusion". Décentralisation du RMI et des politiques d'insertion. Association à l'accompagnement à la reprise du travail d'un accompagnement social. Compensation intégrale des dépenses du RMI pour les départements. Hausse des crédits du programme "Accueil des étrangers et intégration". Efforts de prise en charge des demandeurs d'asile : hébergement ; réduction des délais d'instruction des demandes ; versement de l'allocation temporaire d'attente ; mise en place d'une politique d'intégration. Lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité des chances. Lutte contre l'immigration irrégulière. Crédits en faveur des rapatriés. Programme "Egalité entre les hommes et les femmes" : souhait d'indicateurs pertinents ; évaluation de la bonne utilisation des crédits affectés aux lieux d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violence ; impact des contrats d'égalité professionnelle et des contrats pour la mixité des emplois ; renforcement des sanctions contre les auteurs de violence envers des femmes et souhait de diversification des modes d'hébergement de ces dernières. - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8656) : son amendement n° II-90 : transfert des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative" vers la mission "Solidarité et intégration" ; adopté.

VENDASI (François)
sénateur (Haute-Corse)
NI, puis RDSE

Election le 19 juin 2005.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 29 juin 2005.

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2005 (20 décembre 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au mariage des mineurs [n° 227 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Famille - Justice - Société.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)] - Budget annexe - Journaux officiels [n° 99 tome 3 annexe 35 (2005-2006)] (24 novembre 2005) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1669, 1670) : soutient l'amendement n° 430 de Mme Annie David (gratuité des fournitures et des transports scolaires à tous les élèves et revalorisation des bourses) ; rejeté. - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1680) : soutient l'amendement n° 443 de Mme Annie David (suppression de la hiérarchisation des missions de l'école) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1775) : sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires), soutient le sous-amendement n° 663 de Mme Annie David (insertion dans le socle commun de la pratique de l'éducation physique et sportive) ; rejeté (vote bloqué). - **Art. additionnels après l'art. 8** (p. 1790, 1791) : soutient l'amendement n° 505 de Mme Annie David (réaffirmation du principe de non-interruption de la scolarisation d'un élève en raison de l'absence momentanée d'un assistant d'éducation ou de difficultés pour le désigner) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1793, 1794) : soutient l'amendement n° 510 de Mme Annie David (conséquence) ; rejeté. - **Art. 9 (Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - Création du Haut conseil de l'éducation)** (p. 1802) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 520 (suppression des dispositions relatives au mode de désignation du Haut conseil) et n° 521 (suppression des missions prévues pour le Haut conseil) ; rejetés. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1810) : soutient l'amendement n° 527 de Mme Annie David (amélioration de l'articulation entre le cours moyen deuxième année et la classe de sixième) ; rejeté. - **Art. 11 (Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire)** (p. 1814) : soutient l'amendement n° 533 de Mme Annie David (clarification, précision et affirmation du caractère national des contenus du plan personnalisé de réussite scolaire) ; devenu sans objet. (p. 1815) : soutient l'amendement n° 529 de Mme Annie David (en cas de difficultés, mise en place d'un dispositif d'aide et de soutien par l'équipe pédagogique en liaison avec l'élève et sa famille) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 531 de Mme Annie David (mise en place d'un plan personnalisé de réussite scolaire après avis du conseil de classe) ; rejeté. - **Art. 12 (Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité)** (p. 1822) : soutient l'amendement n° 541 de Mme Annie David (recours au redoublement limité aux demandes formulées à la

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

fin de chaque cycle) ; rejeté. (p. 1823) : soutient l'amendement n° 537 de Mme Annie David (mise en place de manière réactive à l'avis du conseil de classe d'un dispositif d'aide et de soutien aux élèves en difficulté) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. additionnel après l'art. 19** (p. 1907) : soutient l'amendement n° 572 de M. Roland Muzeau (reconnaissance aux parents ou au représentant légal d'un enfant en situation de handicap, de la décision finale en matière d'orientation scolaire) ; rejeté. - **Art. 22** (Art. L. 625-1 du code de l'éducation - Formation des maîtres) (p. 1927) : soutient l'amendement n° 579 de Mme Annie David (formation en IUFM des infirmiers scolaires) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 24** (Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions) (p. 1954, 1955) : soutient l'amendement n° 588 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants) (p. 2002, 2003) : refus d'une évaluation des professeurs en fonction des résultats scolaires de leurs élèves. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2014) : soutient l'amendement n° 603 de Mme Annie David (création d'une taxe additionnelle pour financer ce projet de loi) ; rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (Rapport annexé) (p. 2030) : favorable à l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). (p. 2063, 2064) : soutient l'amendement n° 495 de Mme Annie David (prévention de tous les comportements addictifs) ; rejeté.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 6** (Art. L. 216-1, L. 216-1-1 et L. 216-1-2 [nouveaux] et L. 216-2 du code de l'environnement - Sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions relatives à la police de l'eau) (p. 2788) : soutient l'amendement n° 433 de Mme Evelyne Didier (obligation pour l'autorité administrative de prendre des sanctions en cas d'infraction constatée) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 avril 2005) - **Art. 33** (Art. L. 212-6 du code de l'environnement - Modalités d'approbation du SAGE) (p. 2995) : soutient l'amendement n° 446 de Mme Evelyne Didier (intégration de la commission consultative des services publics au processus d'élaboration du SAGE) ; devenu sans objet. - **Art. 35** (Art. L. 213-8 à L. 213-9-3 du code de l'environnement - Composition et fonctionnement du comité de bassin et des agences de l'eau) (p. 3003) : soutient l'amendement n° 431 de Mme Evelyne Didier (présence des organisations syndicales représentatives au sein du comité de bassin) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (13 avril 2005) - **Art. 37** (Art. L. 213-10 et L. 213-10-1, L. 213-10-2, L. 213-10-3, L. 213-10-4, L. 213-10-5, L. 213-10-6, L. 213-10-7, L. 213-10-8, L. 213-10-9, L. 213-10-10, L. 213-10-11, L. 213-10-12 nouveaux du code de l'environnement - Redevances des agences de l'eau) (p. 3172, 3173) : soutient l'amendement n° 454 de Mme Evelyne Didier (abaissement du seuil de redevance pour pollution de l'eau) ; rejeté. (p. 3177) : soutient l'amendement n° 427 de Mme Evelyne Didier (baisse du plafond de la redevance pour pollution de l'eau pour les usagers domestiques) ; rejeté. (p. 3186) : soutient l'amendement de Mme Evelyne Didier n° 476 (report de l'exigibilité de la redevance pour pollution diffuse sur les fournisseurs) ; retiré. (p. 3194) : soutient l'amendement n° 432 de Mme Evelyne Didier (assujettissement de l'aquaculture à la redevance pour prélèvements sur la ressource en eau) ; retiré.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Question préalable** (p. 4996, 4998) : sa motion n° 134 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Persistance d'un taux de chômage élevé. Dégradation du pouvoir d'achat des salariés. Rejet des politiques libérales en France et en Europe. Développement de l'emploi précaire et aggravation des conditions de travail des salariés. Laxisme dans la défense des intérêts financiers des entreprises. Approfondissement du

processus de renforcement des fonds propres au détriment des salariés. Volonté d'intégration des PME aux stratégies des grands groupes. - **Art. 1er B** (Aménagement de la réduction d'impôt sur le revenu accordée au titre de la souscription au capital de sociétés non cotées) (p. 5001, 5002) : son amendement n° 60 : suppression ; rejeté. - **Art. 1er C** (Introduction d'une fiscalité favorable au développement des marchés financiers dédiés aux PME) : son amendement n° 61 : suppression ; rejeté. - **Art. 2** (Aménagement des règles de quorum des assemblées générales) (p. 5011) : son amendement n° 63 : suppression ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 5016) : son amendement n° 64 : limitation du cumul des mandats au sein des conseils d'administration des entreprises à deux mandats consécutifs ; rejeté. (p. 5019) : son amendement n° 66 : rapport des commissaires aux comptes porté à la connaissance du comité d'entreprise ou des représentants du personnel ; rejeté. - **Art. 2 ter** (Transparence des rémunérations des dirigeants des sociétés cotées) (p. 5023) : mise en place d'un régime de retraite pour les mandataires sociaux et les administrateurs salariés dérogeant au droit commun.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. additionnels après l'art. 3** (p. 5047, 5048) : défavorable aux amendements identiques n° 85 de M. Jean-Jacques Hyest et n° 5 de la commission (adaptation du code de commerce en vue d'une pleine applicabilité en France de la législation communautaire sur la société européenne). (p. 5057) : son amendement n° 67 : soumission au comité d'entreprise des conditions de versement d'une retraite capitalisée pour les anciens dirigeants d'entreprise ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 4** (p. 5064) : son amendement n° 69 : orientation de la dépense publique en direction de l'entreprise vers le financement direct des investissements ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 12** (p. 5110) : son amendement n° 75 : information du personnel de toute mesure visant à modifier l'organisation de l'entreprise ; rejeté. - **Art. 14** (Extension de la mesure exceptionnelle d'exonération des dons d'argent) (p. 5115) : son amendement n° 81 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5135) : réponses purement libérales apportées aux questions essentielles se posant pour le devenir économique et social de la France. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'assurance [n° 285 (2004-2005)]** - (4 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 5668, 5669) : consécration de l'achèvement du processus d'ouverture du marché de l'assurance en Europe. Développement du secteur de l'assurance attendu dans les prochaines années : captation de l'épargne par capitalisation constituée en vue de la retraite et investissement du champ de la couverture santé du fait de la dégradation continue des régimes solidaires. Captation du marché de l'assurance vie par les compagnies d'assurance, premiers investisseurs institutionnels souscripteurs. Encours très élevé en France. Nécessité de débattre du bien-fondé des baisses d'impôt pour les épargnants et de la réduction corrélative de dépenses publiques. Le groupe CRC n'approuvera pas ce texte, dernière étape d'un processus de financiarisation de l'économie.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6119, 6120) : rôle d'animation des marchés financiers des OPA. Objectif d'unification de la directive européenne. Projet de loi d'inspiration et de philosophie libérales. Problème des OPA annoncées tardivement. Garanties insuffisantes en matière d'information des salariés. Favorable à un renforcement des pouvoirs d'intervention des salariés en matière de réalisation d'OPA. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi. - **Art. 1er** (Champ de compétence de l'Autorité des marchés financiers) (p. 6125, 6126) : rôle décisif de l'information en matière d'OPA. Rappelle que la meilleure façon de préserver le caractère national de certaines entreprises est d'éviter la dispersion de leur capital dans le champ du privé. Le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 36 du Gouvernement (obligation de déclaration d'intention à l'Autorité des marchés financiers) sans être pleinement

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

convaincu de sa pertinence. - **Art. 6** (*Transparence des mesures susceptibles d'avoir une influence sur le cours de l'offre*) (p. 6132) : son amendement n° 43 : précision ; rejeté. - **Art. 7** (*Information des salariés*) (p. 6133) : son amendement n° 37 : rédaction ; rejeté. (p. 6134) : son amendement n° 38 : conditions d'examen des offres publiques d'acquisition par les comités d'entreprise ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 7** (p. 6135) : son amendement n° 39 : faculté donnée au comité d'entreprise de demander des éléments d'appréciation à l'auteur de l'offre publique d'acquisition ; rejeté. (p. 6136) : son amendement n° 40 : suppression de la dérogation à l'obligation d'information des comités d'entreprise en cas d'OPA ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 8** : son amendement n° 42 : précision ; rejeté.

- **Débat de contrôle budgétaire sur la gestion de la dette dans les Etats de l'Union européenne** - (9 novembre 2005) (p. 6870, 6872) : augmentation du poids de la dette publique depuis 2002 en dépit des orientations prises par le Gouvernement. Situation préoccupante des indicateurs budgétaires et des comptes sociaux. Pertinence des observations du rapport Girod. Dépendance de la nation vis-à-vis de l'extérieur. Fragmentation de la dette. Exemple de la CADES et de structures ad hoc de gestion dans des domaines stratégiques. Cas du ferroviaire. Dangerosité des choix anciens fondés sur le couple "autofinancement - recours aux marchés". Nécessité de s'interroger sur les moyens de financer à l'avenir les investissements pour l'aménagement du territoire. Défavorable à la cession des parts sociales détenues par l'Etat dans les sociétés autoroutières et à l'ouverture du capital d'EDF. Partisan du lancement d'un emprunt de long terme pour réduire le coût des diverses dettes publiques. Non-pertinence des critères européens imposant un seuil de dette publique proche de 60 % du PIB. Nécessité d'une réflexion plus globale sur la gestion consolidée de la dette publique.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]** - (24 novembre 2005) - **Question préalable** (p. 7838, 7840) : soutient la motion n° I-61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Nécessité d'un autre budget. Absence de réponse à l'urgence sociale. Déni de l'expression démocratique des Français après le scrutin du 29 mai 2005. Insincérité des hypothèses économiques retenues. Réduction de l'autonomie fiscale et financière des collectivités locales. Non-respect du principe de la progressivité de l'impôt. Nécessité de faire valoir d'autres choix.

Première partie :

- (25 novembre 2005) - **Art. 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2005*) (p. 7921) : réforme injuste du barème de l'impôt sur le revenu. (p. 7925) : soutient l'amendement n° I-64 de M. Thierry Foucaud (réforme du quotient familial) ; rejeté. - **Art. 3** (*Nouvelle amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 7945, 7946) : mauvaise utilisation de la prime pour l'emploi. - **Art. 4** (*Réduction de dix à six ans du délai du rappel fiscal des donations antérieures*) (p. 7954, 7955) : soutient l'amendement n° I-65 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 7** (*Crédit d'impôt en faveur de la mobilité des chômeurs*) (p. 7963) : soutient l'amendement n° I-67 de M. Thierry Foucaud (conditions d'accès à l'aide à la mobilité) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 7980) : soutient l'amendement n° I-69 de M. Thierry Foucaud (rétablissement de la TIPP flottante) ; rejeté. (p. 7988) : soutient l'amendement n° I-68 de M. Thierry Foucaud (relèvement de la taxe sur les bénéfices réalisés par les compagnies pétrolières) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 17 bis** (p. 8145) : soutient l'amendement n° I-74 de M. Thierry Foucaud (intégration des biens professionnels dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune) ; rejeté. (p. 8154) : soutient l'amendement n° I-72 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'actualisation du barème de l'ISF) ; rejeté. - **Art. additionnel après l'art. 20 bis** (p. 8179) : soutient l'amendement n° I-77 de M. Thierry Foucaud (application du taux réduit de TVA aux prestations relatives à la restauration à consommer sur place et à la vente de boissons non alcoolisées à consommer sur place) ; rejeté. -

Art. 21 (*Reversement des disponibilités du Fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (FGAS) et reprise par l'Etat de la garantie accordée sur les prêts de l'accession sociale*) (p. 8197) : soutient l'amendement n° I-82 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 21** (p. 8199) : soutient l'amendement n° I-83 de M. Thierry Foucaud (relèvement de 0,45 % à 0,60 % du montant de la contribution des entreprises prévue à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation) ; rejeté. - **Art. 34** (*Création du compte d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"*) (p. 8231) : soutient l'amendement n° I-85 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 38** (*Affectation de recettes au profit d'un établissement public chargé du développement du sport*) (p. 8236) : soutient l'amendement n° I-87 de M. Thierry Foucaud (augmentation du prélèvement opéré sur la Française des jeux au bénéfice du Centre national pour le développement du sport) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (29 novembre 2005) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 8287, 8288) : interrogation sur le sens actuel du contrat de croissance et de solidarité. Réduction du niveau des transferts de recettes de l'Etat vers les collectivités locales. Surcompensation des cotisations de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. Transfert de compétences en cours. Argent gaspillé par le Gouvernement pour alléger la fiscalité. Refus du choix de la baisse du déficit comptable et de la hausse des déficits sociaux. Nécessité de mettre en place d'autres mesures pour répondre aux difficultés actuelles. - **Art. additionnels après l'art. 9** (p. 8314, 8315) : soutient l'amendement n° I-102 de M. Thierry Foucaud (extension à toutes les surfaces commerciales de plus de 500 mètres carrés de la taxe locale sur les locaux à usage de bureaux et de stockage et réévaluation du taux de cette taxe) ; rejeté. Financement de la construction de logements sociaux et d'infrastructures de transport. - **Art. 24** (*Réforme de la dotation globale d'équipement des départements*) (p. 8324) : soutient l'amendement n° I-99 de M. Thierry Foucaud (maintien de la majoration de la dotation de compensation de la DGF des départements) ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (3 décembre 2005) (p. 8688, 8689) : sortie du programme "Conseil d'Etat et autres juridictions administratives" du périmètre de la mission "Justice". Scission contestable des deux ordres de juridiction administrative et judiciaire. Non-respect du principe constitutionnel d'indépendance de la juridiction administrative en dépit de décisions du Conseil constitutionnel. Renforcement de la dépendance financière de la juridiction administrative à l'égard de Bercy. Le groupe CRC votera contre le crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat".

Pouvoirs publics

- (3 décembre 2005) (p. 8693) : absence de projet annuel de performance dans la mission "Pouvoirs publics". Souhait d'une plus grande transparence dans l'affectation et les compensations des crédits. Exemple de la réduction de la dotation du Conseil constitutionnel et de la progression du coût de fonctionnement de la chaîne parlementaire. Nécessité d'une réflexion sur l'impact du travail des deux chaînes parlementaires et la mesure de l'intérêt des Français pour l'activité parlementaire. Précisions insuffisantes s'agissant de la mesure des dépenses de fonctionnement de la Présidence de la République.

Direction de l'action du Gouvernement

- (3 décembre 2005) (p. 8696, 8697) : intérêt de l'examen des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" s'agissant de la place dévolue aux autorités administratives indépendantes. Réduction inopportune des moyens de la Commission nationale de déontologie de la sécurité, CNDS. Préservation indispensable du lien entre la Nation et la police

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

dans le contexte actuel. Interruption subite des fonctions du Commissaire général au Plan. Remise en question de la planification. Désengagement de l'Etat au moyen de la décentralisation. Choix idéologique de soumission de l'action publique aux impératifs financiers. Le groupe CRC ne votera pas les crédits de cette mission.

Budget annexe des journaux officiels

- (3 décembre 2005) - rapporteur spécial (p. 8702, 8703) : irrégularité de la division de la mission en un seul programme. Partisan d'une mission "Etat éditeur". Bonne santé financière de la direction des Journaux officiels, DJO. Son souci de l'égal accès des Français à la norme juridique. Nécessaire complémentarité entre les supports papier et électronique. Pertinence des indicateurs de performance des Journaux officiels. Forte augmentation des charges de personnels. Anticipation de la réforme des pensions. Inquiétude des personnels quant à leur avenir. Nécessité d'une concertation avec les organisations syndicales sur le développement des travaux communs entre la Documentation française et les Journaux officiels. Sous réserve de ces observations, avis favorable de la commission des finances à l'adoption des crédits du budget annexe des Journaux officiels.

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité)** (*Réforme de la taxe professionnelle*) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-243 (suppression de l'allègement transitoire des bases de taxe professionnelle de 16 %) ; et n° II-244 ("déliaison" des taux des impôts locaux) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9313) : soutient l'amendement n° II-185 de M. Thierry Foucaud (limitation des baisses de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, dans certains cas) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (11 décembre 2005) - **Art. 58** (*Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu*) (p. 9353) : soutient l'amendement n° II-160 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. (p. 9355) : soutient l'amendement n° II-167 de M. Thierry Foucaud (exclusion du dispositif du bouclier fiscal des droits constatés et payés au titre de l'ISF) ; rejeté. - **Art. 59** (*Refonte du barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 9370) : soutient l'amendement n° II-161 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. (p. 9372) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-172, II-173 et II-174 (suppression partielle) ; rejetés. - **Art. additionnels après l'art. 59** (p. 9375) : soutient l'amendement n° II-237 de M. Thierry Foucaud (majoration du quotient familial des contribuables anciens combattants et de leurs veuves) ; rejeté. Mesure de justice sociale ayant une faible incidence financière. - **Art. 60** (*Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts*) (p. 9378) : soutient l'amendement n° II-162 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. Réforme profitant aux contribuables dont les ressources ne proviennent pas essentiellement de revenus salariaux. (p. 9380) : soutient l'amendement n° II-176 de M. Thierry Foucaud (suppression partielle) ; rejeté. Avantage des centres de gestion agréés. Risque d'évasion fiscale. Réduction de la contribution des activités non salariées au financement de l'action publique. (p. 9384, 9385) : soutient l'amendement n° II-235 de M. Thierry Foucaud (réduction du poids de la taxe d'habitation en fonction du revenu) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (12 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 67 quater** (p. 9470) : soutient l'amendement n° II-216 de Mme Josiane Mathon-Poinat (compensation, pour les collectivités locales, des pertes de recettes découlant d'exonérations temporaires de la taxe foncière sur les propriétés bâties propres à la réalisation de logements locatifs sociaux) ; rejeté. - **Art. 67 nonies** (*Echange d'informations entre les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et l'Etat concernant le recensement des bases des impositions directes locales*) (p. 9482) : soutient l'amendement n° II-187 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. Principe de précaution.

Opportunité pour l'Etat de réduire le rôle de ses propres services sous couvert de transparence. - **Art. 68** (*Prorogation des régimes d'amortissement exceptionnel des investissements en faveur de la protection de l'environnement*) (p. 9490, 9491) : soutient l'amendement n° II-238 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. Nouveau cadeau fiscal sous couvert de considérations écologiques. - **Art. 69** (*Aménagement du régime fiscal des groupes d'entreprises*) (p. 9492) : soutient l'amendement n° II-239 de M. Thierry Foucaud (abrogation de l'article 216 du code général des impôts permettant aux grands groupes de bénéficier d'avantages fiscaux à travers les prises de participation dans les filiales) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005 [n° 123 (2005-2006)]** - (19 décembre 2005) - **Art. 2** (*Affectation exceptionnelle de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, aux départements, au titre des dépenses d'allocation de RMI exécutées en 2004*) (p. 9848) : compensation de la prise en charge par le département du RMI. Sous-évaluation constante de cette dépense. Caractère discriminatoire de la décentralisation de cette allocation. - **Art. 3** (*Ajustement de la compensation relative aux transferts de compétences aux départements financée par l'attribution d'une fraction de la TSCA*) (p. 9857) : conteste le transfert aux départements de la compétence relative au financement et à la gestion des aides au logement pour les personnes démunies. - **Art. additionnels avant l'art. 21** (p. 9920, 9921) : soutient l'amendement n° 66 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond des CODEVI et affectation des dépôts) ; rejeté. - **Art. 21 bis** (*Exonération totale des plus-values professionnelles lors d'un départ à la retraite*) (p. 9926, 9927) : soutient l'amendement n° 68 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 21 ter** (*Régime des plus-values immobilières des entreprises individuelles*) (p. 9928) : soutient l'amendement n° 69 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 22** (*Simplification du dispositif d'exonération des plus-values réalisées par les petites entreprises*) (p. 9929) : soutient l'amendement n° 70 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Art. 23** (*Aménagement des régimes de report d'imposition des plus-values professionnelles*) (p. 9931) : soutient l'amendement n° 71 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 38** (p. 10095) : soutient l'amendement n° 78 de M. Thierry Foucaud (instauration d'une contribution à la valorisation des déchets textiles) ; rejeté. Préservation du réseau des entreprises d'insertion. (p. 10097) : maintient l'amendement précité n° 78 de M. Thierry Foucaud.

VÉZINHET (André)
sénateur (Hérault)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux concessions d'aménagement [n° 431 (2004-2005)]** - (11 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5296, 5298) : bref rappel du feuilleton juridique auquel a donné lieu le fonctionnement des SEM. Nécessité de réformer le régime des concessions d'aménagement afin de le mettre en

conformité avec les principes de transparence, de publicité et de mise en concurrence prévus par le droit européen. Suppression de la distinction entre conventions d'aménagement ordinaire et conventions publiques d'aménagement. Renvoi au décret d'application pour préciser les conditions de la procédure de publicité dans l'attribution des conventions d'aménagement. Présentation des deux amendements du groupe socialiste portant sur la création des sociétés ne comportant pas d'actionnaire privé et sur l'autorisation donnée au Gouvernement de réformer par ordonnance le régime de l'enquête publique et du débat public. - **Art. additionnel après l'art. 6** (p. 5303) : son amendement n° 2 : création de la société publique locale ; rejeté. (p. 5304) : intervient sur son amendement n° 2 précité. - **Art. 10** (Art. 92 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit - Prorogation du délai accordé au Gouvernement pour élaborer une ordonnance de simplification et d'harmonisation des différents régimes d'enquêtes publiques) (p. 5305) : son amendement n° 3 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Art. 2** (Art. L. 123-12-1 nouveau, L. 123-19, L. 123-2, L. 230-3, L. 230-4, L. 230-4-1 nouveau, L. 123-14-1 nouveau du code de l'urbanisme - Modification des documents d'urbanisme) (p. 7603) : favorable à l'amendement n° 236 de Mme Michelle Demessine (obligation pour les communes de délimiter dans leur PLU les secteurs d'implantation des nouveaux programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux et, en cas de non-respect des 20 % prévus par la loi SRU, affectation d'au moins 50 % des nouveaux programmes aux logements locatifs sociaux financés en prêts locatifs à usage social, PLUS, et en prêts locatifs aidés d'intégration, PLAI). Refus de certaines communes périphériques des grandes villes de l'Hérault d'accueillir des logements sociaux. (p. 7613) : intervient sur l'amendement n° 219 de Mme Michelle Demessine (précision des conditions d'inventaire des logements construits). Refus de construire des logements sociaux par certains maires de l'Hérault. (p. 7621) : défavorable à l'amendement n° 165 de M. Alain Vasselle (suppression de la possibilité pour les conseils municipaux de majorer le coefficient d'occupation des sols de certains secteurs pour permettre la réalisation de programmes de logements composés pour moitié de logements sociaux). - **Art. additionnels après l'art. 4** (p. 7663) : intervient sur l'amendement n° 410 de M. Thierry Repentin (création d'un établissement public foncier régional dans chaque région avant le 1er janvier 2007 sauf délibération contraire du conseil régional). - **Art. additionnels après l'art. 4 ou avant l'art. 5** (p. 7677) : favorable aux amendements déposés en faveur d'une compensation intégrale des pertes de recettes subies par les communes du fait de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties portant sur les logements locatifs sociaux.

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 5** (p. 7714) : favorable à l'amendement n° 279 de M. Gérard Delfau (création d'un fonds de garantie contre les risques locatifs). - **Art. additionnels après l'art. 4 (précédemment réservés)** (p. 7723) : sur l'amendement n° 46 de la commission (création au profit des communes d'une taxe sur la cession de terrains rendus constructibles par un plan local d'urbanisme), soutient le sous-amendement n° 369 de M. Thierry Repentin ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (2 décembre 2005) (p. 8632, 8633) : rappel de la discussion du projet de loi portant engagement national pour le logement : rejet systématique des propositions du groupe socialiste. Diminution des moyens budgétaires de la politique du logement. Interrogation sur une compensation de cette baisse par des exonérations fiscales. Baisse de la dotation pour les APL. Nécessité d'une révision des barèmes des aides à la personne : augmentation du nombre de dossiers dans l'Hérault.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Interrogation sur l'application du décret relatif à la procédure applicable en cas d'impayés de factures d'électricité. Programme "Développement et amélioration de l'offre de logement": retards accumulés; exemple du Languedoc-Roussillon. Difficultés de faire respecter par certains maires l'obligation des 20 % de logements sociaux prévus par l'article 55 de la loi SRU. Différence entre l'augmentation de l'objectif visé au titre des prêts locatifs et celle de la dotation. Retard de paiement de l'Etat aux organismes d'HLM. Déclaration de M. Jean-Louis Borloo sur l'absence de problème de financement du logement social en 2006. Objectif majeur du conseil général de l'Hérault de faciliter l'accès au logement partout et pour tous. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de la mission "Ville et logement". - **Art. 52 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8640): intervient sur les amendements du Gouvernement n° II-95 (transfert de crédits de l'action "Soutien à l'accession à la propriété" vers la mission "Travail et emploi" afin de renforcer le dispositif EDEN) et n° II-89 (transfert de crédits vers la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour assurer la garantie des prêts d'accession sociale à la propriété). - **Art. 93 (Réduction du plafond de salaire exonéré de charges sociales concernant les entreprises implantées en zone franche urbaine, ZFU)** (p. 8643): annulation de crédits pour la ville et la rénovation urbaine en novembre 2005. Rallonge budgétaire à la suite des violences dans les banlieues. Amputation des crédits des associations. Prise en charge probable du financement des opérations de rénovation urbaine par les départements et les régions. Données chiffrées sur le logement.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur l'énergie (11 mai 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'âge minimal du mariage pour l'homme et pour la femme [n° 222 (2004-2005)] (3 mars 2005) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture** [n° 27 (2004-2005)] - (27 janvier 2005) - **Art. 64 (Art. L. 122-8, L. 145-9, L. 145-11 et L. 122-1 du code de l'urbanisme - Autorisation d'implantations d'unités touristiques nouvelles)** (p. 438): ses amendements n° 229: rétablissement, dans la partie législative du code de l'urbanisme, de la répartition des opérations relevant des

différents niveaux d'autorisation, dans l'objectif initialement prévu de décentralisation des procédures, et renvoi au décret pour fixer les seuils applicables à ces opérations; et n° 230: aménagement de la définition des seuils de déclenchement de la procédure UTN; retirés au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 421 du Gouvernement. (p. 439): son amendement n° 231: diminution du seuil de superficie à partir duquel un projet de remontée mécanique est soumis à la procédure UTN; retiré.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (5 avril 2005) - **Discussion générale** (p. 2675, 2676): nombreux enjeux obligeant à concilier les intérêts contradictoires. Equilibre indispensable entre le développement des sources d'énergie renouvelables et la préservation de la ressource et des milieux piscicoles. Nécessité de ne pas exclure ni marginaliser la micro-hydroélectricité. Importance de la nouvelle politique attendue du classement des cours d'eau. Insiste sur la nécessité d'améliorer la procédure d'entretien des cours d'eau élaborée par différents plans de protection successifs. Nécessaire équilibre entre une politique volontariste de l'eau, les moyens budgétaires et les institutions en place. Obligation de garantir aux communes le maintien des montants précédemment attribués par le FNDAE. Estime judicieux d'attribuer aux départements le classement des communes éligibles au FNDAE. Soucieux d'éviter la remise en cause des politiques locales au gré des orientations arrêtées par les agences de l'eau. Partisan de les obliger à mobiliser au profit des collectivités locales les montants des financements apportés au cours des dix dernières années. Insiste sur la nécessaire adaptation des cartes de pêche "loisir" à une pratique à l'année. Richesse du texte que le groupe UMP aura plaisir à soutenir. - **Art. 3 (Art. L. 214-9 du code de l'environnement - Gestion du débit affecté)** (p. 2697, 2698): précise l'absence de méprise quant au sens de son vote sur l'amendement n° 638 de M. Thierry Repentin (élargissement du champ des bénéficiaires de la déclaration d'utilité publique aux sociétés d'économie mixte). Large consensus sur l'objet de cet amendement lors de l'examen de textes antérieurs. - **Art. 4 (Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé)** (p. 2711, 2712): son amendement n° 415: nécessité d'un avis motivé du préfet coordonnateur de bassin pour rejeter les propositions d'un plan départemental de gestion des cours d'eau; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 avril 2005) - **Art. additionnel après l'art. 16** (p. 2818): son amendement n° 419: élargissement aux sociétés d'économie mixte de la procédure simplifiée pour l'implantation des micro-centrales hydrauliques; adopté.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture** [n° 275 (2004-2005)] - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3367, 3369): pile à combustible fonctionnant à l'hydrogène. Energie hydraulique. Regret d'un traitement séparé des textes sur l'eau et sur l'énergie. Eolien. Situation difficile des industries électro-intensives. Energie solaire: manque d'ambition de ce texte; déclarations du Premier ministre et du Président de la République; fabrication des capteurs photovoltaïques; comparaison avec des pays étrangers; enjeux de la recherche: exemple de la Savoie; candidatures aux pôles de compétitivité; complexité administrative et difficultés de raccordement; rachat de l'électricité d'origine solaire.

- **Suite de la discussion** (3 mai 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 5 quinquies** (p. 3490, 3491): son amendement n° 265: accession des observatoires régionaux de l'énergie aux données locales concernant la consommation d'électricité et de gaz; retiré. - **Art. 8 A (Définition des sources d'énergies renouvelables)** (p. 3499, 3500): son amendement n° 201: prise en compte de l'aérothermie parmi les sources d'énergies renouvelables; retiré. - **Art. additionnels après l'art. 9 bis ou après l'art. 10 bis B** (p. 3505): son amendement n° 202: rétablissement de l'obligation d'achat incombant à EDF; rejeté.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

- **Suite de la discussion** (4 mai 2005) - **Art. additionnel après l'art. 11 bis A** (p. 3560) : son amendement n° 203 : exonération de l'énergie électrique utilisée pour le pompage, de la contribution au service public de l'électricité ; retiré. - **Art. additionnel après l'art. 12 BA ou après l'art. 14** (p. 3568, 3570) : son amendement n° 204 : plafonnement de la contribution au service public de l'électricité pour les consommateurs industriels à 500 000 euros par site de consommation d'électricité et à 0,5 % de la valeur ajoutée de ce site ; adopté après rectification suggérée par la commission. Souci de la survie des PMI électro-intensives et de leurs emplois. (p. 3571) : compte sur les services du ministère pour disposer d'une évaluation du dispositif d'ici à la commission mixte paritaire, à l'instar des mesures déjà prises par certains pays européens dans le cadre de la directive du 27 août 2003. - **Art. 12 bis (Prise en compte de la proximité dans les tarifs d'utilisation des réseaux)** (p. 3576, 3577) : ses amendements n° 205, 206 et 207 : rétablissement de l'article 12 bis supprimé par l'Assemblée nationale ; retirés. Espère une réflexion de la commission mixte paritaire sur le problème du coût du transport pour les entreprises situées à proximité des lieux de production de l'énergie.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises** [n° 297 (2004-2005)] - (15 juin 2005) - **Art. 32 (Art. L. 442-6 du code de commerce - Diverses dispositions sur la réglementation des relations commerciales entre fournisseurs et distributeurs)** (p. 4168, 4169) : son amendement n° 182 : assimilation des accords de gamme à un abus de puissance de vente ; adopté. (p. 4173) : effets néfastes des accords de gamme sur la concurrence, l'innovation et l'emploi.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (10 décembre 2005) - **Art. 67 (priorité) (Réforme de la taxe professionnelle)** (p. 9264) : évocation dans son intervention de la situation particulière des conseils généraux. Son inquiétude à propos des collectivités ayant plus de 60 % de leurs bases plafonnées. Risque d'augmentation des taux d'imposition pour les ménages ou les entreprises. Exemple du département de la Savoie. Attente de propositions d'amélioration et d'une évaluation de ce dispositif dans un délai d'un an.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2005** [n° 123 (2005-2006)] - (20 décembre 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 58** (p. 10139) : intervient sur l'amendement du Gouvernement n° 152 (préservation du régime indemnitaire des agents de l'Etat transférés dans les collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation). Risque de situation de cumul.

VIDAL (Marcel)
sénateur (Hérault)
SOC, puis SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000 à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 9 février 2005.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le spectacle vivant** - (1er février 2005) (p. 598, 599) : nécessité d'une refondation de la politique publique du soutien au spectacle vivant et urgence de la renégociation du protocole d'accord. Transparence impérative des comptes de l'UNEDIC. Interrogation sur l'avenir de la diversité culturelle. Conclusion du rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur les métiers artistiques.

de VILLEPIN (Dominique)
*ministre de l'intérieur, de la sécurité
intérieure et des libertés locales
(jusqu'au 31 mai 2005)
Premier ministre
(à partir du 31 mai 2005)*

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote** - (9 juin 2005) (p. 3895, 3900) : hommage à l'action courageuse et déterminée conduite par M. Jean-Pierre Raffarin. Salue le travail législatif accompli par le Sénat. Sens du vote négatif au projet de traité constitutionnel : expression du refus de la mondialisation. Niveau inacceptable du chômage. Conciliation entre volonté de justice et liberté d'entreprendre. Nomination d'un gouvernement resserré. Objectif majeur de retour à l'emploi et de dynamisme de la croissance. Politique de l'emploi : projet de loi sur les services à la personne, accès au chèque emploi dans les très petites entreprises, contrat nouvelle embauche et allègement des obligations financières au-delà de dix salariés. Mobilisation nationale du service public de l'emploi et de ses partenaires en faveur du reclassement : droit individuel à la formation, prime aux bénéficiaires de minima sociaux et mise en place des maisons de l'emploi pour un véritable suivi personnalisé. Mise en oeuvre des contrats d'avenir. Mesures en faveur des jeunes : étude d'un dispositif analogue au service militaire adapté. Levée des obstacles à l'embauche ou au maintien dans l'emploi des personnes de plus de cinquante ans. Effort budgétaire supplémentaire. Conciliation d'un impératif de dialogue avec l'urgence : présentation prochaine d'un projet de loi d'habilitation pour la mise en oeuvre des actions annoncées. Renforcement de la politique économique, agricole et industrielle : pôles de compétitivité, agence pour l'innovation industrielle, loi de programme portant réforme du dispositif de recherche, relance des grands chantiers d'infrastructures routiers et ferroviaires, cession par l'Etat de ses participations dans les sociétés d'autoroutes ; consolidation du tissu de PME : incitations fiscales et financières ; création d'un service public d'aide aux bassins d'emploi en difficulté. Exigence de justice sociale à travers la réforme de la sécurité sociale et le soutien à l'éducation nationale. Développement de pôles d'excellence de niveau européen dans les universités. Garantie par l'Etat de l'égalité des territoires : maintien des services publics de proximité. Place déterminante de la France en Europe : défense d'une préférence européenne et développement d'une politique

économique forte. Demande au Sénat l'approbation de cette déclaration de politique générale du Gouvernement. (p. 3910, 3912) : remerciements. Volonté de rassemblement : exigence de solidarité et d'initiatives. Action pragmatique au service de tous. Réponse aux orateurs. Mise en place d'un véritable parcours de l'emploi. Crédits alloués à l'agence pour l'innovation industrielle. Développement de l'investissement et de l'attractivité du territoire. Maîtrise de la dépense publique. Accélération de la réalisation des contrats de plan en faveur des infrastructures routières et ferroviaires. Lutte contre les discriminations. Défense du pouvoir d'achat. Objectif des ordonnances de mise en oeuvre immédiate des mesures de promotion de l'emploi. Attachement à la construction d'une Europe plus humaine et plus indépendante. Volonté d'instauration d'un dialogue fructueux avec la Haute assemblée.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) (p. 4164, 4166) : avenir de l'Europe et de la France. Coût d'une augmentation du budget communautaire. Refus de remettre en cause les engagements portant sur la PAC. Légitimité douteuse du "chèque britannique". Projets pragmatiques. Nécessité d'une nouvelle réflexion institutionnelle. Volonté de mettre en place une Europe sociale. Exigences de la France relativement à la directive sur les services. Renforcement indispensable de la gouvernance économique. Souhait des Français d'être mieux associés aux élargissements futurs.

- **Projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'urgence pour l'emploi [n° 454 (2004-2005)]** - (7 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5195, 5197) : priorité absolue donnée par le Gouvernement à la bataille pour l'emploi. Justification du choix des ordonnances par l'urgence de la situation. Proposition de solutions équilibrées dans un esprit de dialogue et de concertation. Mise en place du contrat "nouvelles embauches". Création du chèque emploi pour les entreprises les plus petites. Facilitation de l'accès à l'emploi des plus jeunes. Création d'un dispositif d'insertion. Modification des règles de recrutement de la fonction publique. Mise en place de cent mille contrats d'accompagnement vers l'emploi pour les jeunes. Mobilisation sans précédent de l'Agence nationale pour l'emploi, première étape dans le chemin d'une croissance dynamique. Existence d'atouts français. Nécessité d'une meilleure mise en réseau de tous les acteurs de l'innovation. Lancement de grands projets d'infrastructures. Rétablissement de la confiance autour d'objectifs simples : le service des Français et la défense de l'intérêt général. Demande le soutien du Parlement.

VINÇON (Serge)
*sénateur (Cher)
UMP*

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation parlementaire pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Arabie Saoudite : l'enjeu des réformes [n° 270 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Afghanistan, an IV : une stabilisation fragile [n° 339 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Défense et politique étrangère européennes, les apports du traité constitutionnel [n° 340 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 94 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Défense - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant statut général des militaires** [n° 126 (2004-2005)] - (2 février 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. - **Art. 1er** (*Principes fondamentaux de l'état militaire*) (p. 649) : question sensible de l'intégration de la notion de condition militaire dans le statut général. Nécessaire respect de l'équilibre entre les contraintes et les compensations liées au métier militaire. Favorable à la création du Haut comité d'évaluation de la condition militaire. - **Art. 17** (*Zones de défense hautement sensibles - Emploi de la force en opérations extérieures*) (p. 663, 664) : réponse au problème de la couverture juridique en cas de recours à la force. Exemple du Kosovo. Application du critère des nécessités du bon accomplissement de la mission. Avancée considérable pour les militaires. Invite le Sénat à voter cet article sans réserve.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur le référendum relatif au projet de loi autorisant la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe** - (6 avril 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2740, 2742) : choix légitime du référendum. Traité donnant à l'Europe les moyens de mieux s'affirmer sur la scène internationale. Innovations relatives à la politique étrangère et à la défense commune. Clauses de solidarité et de défense mutuelle. Rapport à l'OTAN. Possibilité pour un groupe d'Etats d'établir une coopération militaire structurée permanente. Nouvelle agence européenne de défense. Enjeu du référendum au regard des relations internationales. Progrès accomplis par ce traité.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen** - (15 juin 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 4153, 4154) : rejet décevant du traité constitutionnel. Inquiétude sur l'avenir de l'Europe. Enjeux du débat sur les perspectives financières de l'Union. Remise en cause de la contribution britannique. Interrogation sur la destination des dépenses communautaires après les élargissements passés et futurs. Pertinence d'une démarche volontariste dans le domaine de la recherche. Avenir du traité constitutionnel. Possibilité de sauvegarder les réformes institutionnelles les plus intéressantes. Capacité de l'Europe à surmonter les crises. Importance de la solidarité franco-

allemande. Utilité du débat référendaire. Soutien du Sénat au Gouvernement pour les négociations à venir.

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (6 juillet 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 5162, 5164) : contexte de rigueur nécessaire pour mener une politique de maîtrise durable et raisonnée de la dépense publique. Evolution du budget de la défense. Engagement du Gouvernement à respecter la loi de programmation militaire. Illustration exemplaire de la réforme de l'Etat. Convergence entre les objectifs de la LOLF et les évolutions intervenues dans le secteur de la défense. Se félicite de la reconnaissance de l'aide au développement sur le plan budgétaire. La commission des affaires étrangères veillera à ce que la mise en application de la LOLF favorise la cohérence de l'aide avec les objectifs définis par la communauté internationale.

- **Projet de loi de finances pour 2006** [n° 98 (2005-2006)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9024, 9025) : effort drastique du ministère des affaires étrangères de réaliser des économies risquant à terme de remettre en cause l'efficacité des politiques menées. Regroupement des crédits de l'aide au développement au sein d'une mission interministérielle. Efforts financiers soutenus à la réforme des structures de coopération. Influence indiscutable de l'action diplomatique française : exemple des négociations menées au Liban et en Iran. Avis favorable à l'adoption de ces crédits. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9049) : intervient, à titre personnel, sur l'amendement n° II-75 de la commission (transfert de crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" au programme "Français à l'étranger et étrangers en France").

Défense

- (8 décembre 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9097, 9099) : consolidation du redressement de l'effort de défense en 2006. Souci constant de permettre à nos armées d'effectuer les missions que la nation leur confie dans les meilleures conditions de réactivité et d'efficacité. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de la mission "Défense". Question de la prochaine programmation militaire. Inscription de ce budget dans la construction de l'Europe de la défense. Questions soulevées par l'opération de l'OTAN en Afghanistan. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9120) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° II-257 du Gouvernement (diminution des crédits concernant le financement initial des OPEX).

- **Débat sur une déclaration du Gouvernement, préalable au Conseil européen des 15 et 16 décembre 2005** - (14 décembre 2005) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. (p. 9575, 9577) : incertitudes sur les perspectives financières, géographiques et institutionnelles de l'Europe. Nécessité de parvenir à un accord budgétaire. Financement de la PAC. Rabais britannique. Solidarité à l'égard des nouveaux Etats membres. Développement nécessaire d'une politique de voisinage ambitieuse. Politique étrangère.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)
sénateur (La Réunion)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre mer ; nouvelle nomination le 11 mai 2005.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine le 3 novembre 2005.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'immigration clandestine [n° 10 (2005-2006)] (6 octobre 2005) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1636, 1637) : vote positif de la loi d'orientation de Lionel Jospin en 1989. Regrette le procès d'intention fait par l'opposition au texte en discussion. Protection du service public, laïc et gratuit de l'éducation. Souhait de développement des relations entre l'école et le monde du travail. Augmentation du nombre des bacheliers à La Réunion. Votera ce projet de loi. Développement d'une école de la vocation.

- **Projet de loi portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique [n° 172 (2004-2005)]** - (23 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2196, 2197) : spécificité des collectivités territoriales d'outre-mer. Importance de l'effectif concerné. Nécessité d'une grande souplesse d'application. Souhait d'une expertise sur la situation des personnels des collectivités locales d'outre-mer. Problème des contrats emplois consolidés.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7537, 7538) : salue l'initiative prise par le Gouvernement en présentant ce texte. Suggestion d'aménagement pour l'outre-mer : programmation pluriannuelle des crédits, amélioration des forfaits logement, aménagement des terrains constructibles et défiscalisation. Amendement visant à prendre en compte le logement évolutif social, LES, dans les 20 %.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Discussion générale :

- (24 novembre 2005) (p. 7829, 7830) : améliorations importantes en dépit du contexte national et international. S'interroge sur l'avenir des principaux outils qui fondent l'économie de la France. Absence de maîtrise tant sur les paramètres que sur le cadre concurrentiel. Illusion d'une possible division internationale du travail. Emergence de pays producteurs à forte valeur ajoutée en dehors de l'Europe. Non-

respect des contraintes pesant sur les coûts de production : environnement, parité monétaire, droits des travailleurs. Importance du protectionnisme aux Etats-Unis. Exemple du coton. Méfaits d'une promotion d'un libre échange aveugle. Votera ce budget tout en souhaitant la mise en oeuvre d'une Europe politique fondée sur la préférence européenne et la mondialisation loyale.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (7 décembre 2005) (p. 9007, 9008) : préservation de la loi de programme pour l'outre-mer. Sauvetage du secteur sucrier. Lutte contre les freins au développement : intégration sociale de la jeunesse, mise en place d'une programmation pluriannuelle pour le logement, décolonisation économique et fin des monopoles coloniaux.

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 67 (priorité)** (p. 9336) : son amendement n° II-148 : inclusion des EPCI et des communes de la Réunion dans la répartition du fonds d'investissement pour les routes et les transports ; adopté.

VOGUET (Jean-François)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire du 21 mars une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie [n° 144 (2004-2005)] (14 janvier 2005) - **Collectivités territoriales - Société - Éducation.**

Proposition de résolution relative au troisième paquet ferroviaire (E 2535, E 2536, E 2537, E 2696) [n° 145 (2004-2005)] (18 janvier 2005) - **Environnement - Transports - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre le versement des aides personnelles au logement [n° 155 (2004-2005)] (26 janvier 2005) - **Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 209 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 211 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à appliquer la loi sur la parité à l'ensemble des élections municipales ainsi qu'au sein des exécutifs municipaux [n° 226 (2004-2005)] (8 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi tendant à lutter contre la vente à la découpe et la spéculation immobilière et à garantir la mixité sociale [n° 238 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes [n° 242 (2004-2005)] (10 mars 2005) - **Société - Travail.**

Proposition de loi relative aux finances locales [n° 258 (2004-2005)] (17 mars 2005) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi pour une école de l'égalité, de la justice et de la réussite scolaire de tous les jeunes [n° 276 (2004-2005)] (30 mars 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au droit à vivre dans la dignité [n° 291 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Logement et urbanisme - Société - Travail.**

Proposition de résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2003/88/CE concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail (E 2704) [n° 311 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Travail - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attitude des forces de l'ordre et les violences subies par les lycéens au cours du mouvement du printemps 2005 contre le projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 357 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 qui tend à l'apologie du colonialisme [n° 427 (2004-2005)] (27 juin 2005) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à autoriser la recherche sur des embryons humains clonés à des fins scientifiques ou thérapeutiques [n° 471 (2004-2005)] (11 juillet 2005) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer une maîtrise publique des déchets pour la réduction de leur production et pour impulser une politique nouvelle en matière d'élimination et de valorisation [n° 482 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier l'article 40 de la loi d'orientation pour l'avenir de l'école relatif au lieu d'exercice des délégués départementaux de l'Éducation nationale [n° 483 (2004-2005)] (18 juillet 2005) - **Éducation.**

Proposition de loi relative au suivi sanitaire des essais nucléaires français [n° 488 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Défense - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant une amnistie des personnes condamnées judiciairement et sanctionnées administrativement et pédagogiquement, à l'occasion du mouvement d'opposition au projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 489 (2004-2005)] (27 juillet 2005) - **Justice - Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi autorisant l'adoption pour les couples de même sexe [n° 495 (2004-2005)] (3 août 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi relative à l'incrimination pénale de la contestation publique des crimes contre l'humanité [n° 507 (2004-2005)] (19 septembre 2005) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à créer un titre nouveau de la Constitution relatif au droit de vote et à l'éligibilité des étrangers aux élections municipales [n° 61 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'effusion de violence qui a secoué plusieurs villes de Seine-Saint-Denis faisant suite au décès de deux jeunes Clichois [n° 67 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à créer un droit au mariage pour les personnes de même sexe [n° 68 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Famille - Société.**

Proposition de loi pour le respect du droit à l'éducation des jeunes étrangers résidant en France [n° 69 (2005-2006)] (8 novembre 2005) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (16 mars 2005) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1666, 1667) : soutient la motion n° 171 de Mme Annie David tendant au renvoi à la commission ; rejetée. Souhait du rejet du projet de loi. - **Art. additionnels avant l'art. 1er** (p. 1672, 1673) : soutient l'amendement n° 433 de Mme Annie David (développement de la formation professionnelle et technologique) ; rejeté. - **Art. 2 (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école)** (p. 1684) : soutient l'amendement n° 442 de Mme Annie David (suppression des modalités de garantie du droit à l'éducation) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1709) : soutient l'amendement n° 457 de Mme Annie David (réussite des projets individuels par la voie de l'orientation) ; rejeté. (p. 1710) : soutient l'amendement n° 460 de Mme Annie David (mission d'information de l'Etat sur les métiers) ; rejeté. (p. 1711) : soutient l'amendement n° 459 de Mme Annie David (début effectif de l'orientation) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6 (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables)** (p. 1744) : soutient l'amendement n° 471 de Mme Annie David (insertion de l'éducation physique et sportive dans le socle commun de connaissances) ; devenu sans objet. (p. 1747) : soutient l'amendement n° 476 de Mme Annie David (suppression de l'avis du Haut conseil de l'éducation sur le contenu du socle commun des connaissances) ; devenu sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 6** (p. 1775) : sur l'amendement n° 658 de la commission (définition d'un socle commun de connaissances et de compétences, évaluation des acquisitions en cours de scolarité et dispense d'enseignements complémentaires), soutient le sous-amendement n° 662 de Mme Annie David (insertion dans le socle commun de l'éducation artistique et culturelle) ; rejeté (vote bloqué). - **Art. 7 (Art. L. 131-2 du code de l'éducation - Enseignement à distance)** (p. 1787) : soutient l'amendement n° 484 de Mme Annie David (pour les enfants ne pouvant être scolarisés, gratuité de l'enseignement à distance comprenant l'inscription et l'équipement si nécessaire) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels avant l'art. 9 A** (p. 1793) : soutient l'amendement n° 509 de Mme Annie David (conséquence) ; rejeté. - **Art. 9 (Art. L. 230-1, L. 230-2 et L. 230-3 du code de l'éducation - Création du Haut conseil de l'éducation)** (p. 1801, 1802) : soutient l'amendement n° 519 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnels avant l'art. 11** (p. 1808, 1809) : soutient l'amendement n° 530 de Mme Annie David (précision de l'articulation entre la grande section de maternelle et le cours préparatoire) ; rejeté. (p. 1812) : soutient l'amendement n° 524 de Mme Annie David (enseignement obligatoire et régulier dès l'école primaire de toutes les formes de discriminations) ; rejeté. - **Art. 11 (Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire)** (p. 1813) : soutient

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'amendement n° 526 de Mme Annie David (consultation des personnels de l'éducation nationale chargés du suivi des élèves avant la mise en place du dispositif d'aide à la réussite scolaire); rejeté. - **Art. 12** (*Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité*) (p. 1823, 1824) : soutient l'amendement n° 538 de Mme Annie David (association de la notion d'aide à celle de soutien pour la mise en place du dispositif en faveur des élèves en difficulté); devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (*Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle*) (p. 1853, 1854) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 544 (réécriture de l'article 13); et n° 548 (prise en compte des choix de l'équipe pédagogique dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie); devenus sans objet. - **Art. additionnels après l'art. 13** (p. 1859) : soutient l'amendement n° 550 de Mme Annie David (abrogation de l'article 131 de la loi du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale créant les groupements d'intérêt public pour le soutien éducatif); rejeté. - **Art. 14** (*Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle*) (p. 1864) : intervient sur les amendements n° 189 de Mme Dominique Voynet (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle) et n° 98 de la commission (précision que l'école maternelle a pour mission de préparer les enfants aux apprentissages fondamentaux dispensés à l'école élémentaire et de leur apprendre les exigences de la vie en société). - **Art. 15** (*Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage d'une langue étrangère à l'école élémentaire*) (p. 1866) : soutient l'amendement n° 558 de Mme Annie David (engagement de l'Etat à assurer les moyens humains et financiers nécessaires à l'apprentissage d'une langue vivante étrangère); devenu sans objet. - **Art. 16** (*Art. L. 331-1 du code de l'éducation - Diplômes*) (p. 1874) : soutient l'amendement n° 564 de Mme Annie David (suppression partielle); rejeté.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1887) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Poursuite non pertinente de la discussion le samedi 19 mars, jour de commémoration dans les départements de la signature des accords d'Evian.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. additionnels après l'art. 18** (p. 1893) : soutient l'amendement n° 569 de Mme Annie David (réactualisation annuelle des projets personnalisés concernant les enfants, les adolescents et les adultes handicapés); rejeté. - **Art. 19** (*Art. L. 401-1 et L. 401-2 du code de l'éducation - Projets d'école ou d'établissement*) (p. 1903, 1906) : soutient l'amendement n° 571 de Mme Annie David (évaluation des résultats atteints sur la base de critères validés); rejeté. - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1939) : soutient l'amendement n° 582 de Mme Annie David (dotation ministérielle des IFUM en moyens de personnel); rejeté (vote bloqué). (p. 1946, 1947) : intervient sur le recours à la procédure du vote bloqué pour l'adoption de l'article 23. Stupéfait des modalités de déroulement du débat, eu égard au caractère primordial du texte pour l'avenir de millions de jeunes. S'interroge sur les raisons d'une telle précipitation. Attitude irrespectueuse et dangereuse pour l'avenir. - **Art. 24** (*Art. L. 912-1 du code de l'éducation - Missions*) (p. 1957) : soutient l'amendement n° 594 de Mme Annie David (instauration d'une décharge forfaitaire de service pour assurer le travail collectif interdisciplinaire); rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 2004) : soutient l'amendement n° 595 de Mme Annie David (impossibilité pour le conseil pédagogique de restreindre la liberté pédagogique des enseignants); adopté. - **Art. additionnels après l'art. 25** (p. 2013, 2014) : soutient l'amendement n° 602 de Mme Annie David (organisation d'une formation spécifique sur les problèmes de maltraitance pour les infirmiers et infirmières scolaires); rejeté. - **Art. 60** (*Transfert*

des biens, des droits et des obligations des IUFM) (p. 2021) : soutient l'amendement n° 607 de Mme Annie David (nouvelle rédaction de l'article tendant à préserver le statut des personnels des IUFM); rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2059) : soutient l'amendement n° 491 de Mme Annie David (inscription de la protection de la santé dans les missions de l'école); rejeté.

- **Projet de loi relatif au volontariat associatif et à l'engagement éducatif [n° 237 (2004-2005)]** - (11 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3692, 3694) : place essentielle de la vie associative et de l'éducation populaire. Insuffisances du texte et mécontentement de la majorité des associations. Désengagements successifs de l'Etat. Simple loi de circonstance créatrice de petits boulots. Volonté de remettre à l'ordre du jour la question du service national civil du volontariat. Restauration indispensable de l'engagement militant citoyen et solidaire. Remise en cause du droit du travail. Dépôt par le groupe CRC d'une motion de renvoi à la commission. - **Art. 1er** (*Définition du contrat de volontariat*) (p. 3707) : son amendement n° 90 : volontariat limité aux seules fondations à vocation sociale; rejeté. (p. 3709) : soutient l'amendement n° 93 de M. Roland Muzeau (application du droit du travail au volontariat); rejeté. - **Art. 3** (*Nationalité du volontaire et diverses incompatibilités*) (p. 3718) : son amendement n° 95 : suppression de la condition de résidence régulière en France depuis un an pour les non-ressortissants de l'Union européenne; rejeté. (p. 3720) : situation discriminatoire faite aux étrangers vivant en situation régulière. (p. 3722) : son amendement n° 98 : ouverture du volontariat aux allocataires de minima sociaux; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. 6** (*Contenu du contrat de volontariat*) (p. 3729) : son amendement n° 100 : accord contractuel entre l'organisme et le volontaire sur le temps de repos; rejeté. (p. 3736, 3737) : son amendement n° 102 : intervention de l'Etat dans le financement de la formation; rejeté. - **Art. 7** (*Indemnisation de la personne volontaire*) (p. 3739) : son amendement n° 103 : encadrement de l'indemnité de volontariat entre un minimum et un maximum fixés par décret; devenu sans objet. - **Art. 9** (*Modifications du code de la sécurité sociale*) (p. 3745) : soutient l'amendement n° 106 de M. Roland Muzeau (suppression partielle); rejeté. Opposition du groupe CRC à la fiscalisation de la protection sociale.

- **Suite de la discussion** (12 mai 2005) - **Art. 11** (*Clarification de la situation des personnels pédagogiques occasionnels des centres de vacances, CV, et des centres de loisirs sans hébergement, CLSH*) (p. 3765, 3767) : soutient les amendements de M. Roland Muzeau n° 111 (suppression pour réintégration de l'engagement éducatif au sein du volontariat); et n° 112 (suppression du mode de calcul de rémunération par un système d'équivalence-heure); rejetés. Diminution des moyens du secteur non lucratif des loisirs pour la jeunesse au profit du secteur marchand. Sous-paiement des personnels encadrants. Favorable à la compensation par l'Etat du surcoût des centres de vacances pour les familles. (p. 3773) : suppression des tarifs préférentiels accordés aux groupes par la SNCF. Ouverture indispensable d'une large réflexion sur le financement et l'organisation des centres de vacances. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3777) : nombreux problèmes en suspens. Problématiques non résolues soulignées par la commission saisie pour avis. Rejet incompréhensible de certains amendements. Conséquences du désengagement de la puissance publique. Positionnement libéral du dispositif. Dérogation inacceptable au code du travail des modalités de l'engagement éducatif. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs [n° 284 (2004-2005)]** - (19 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6043, 6045) : sensibilisation des pays européens au problème du dopage depuis la loi Buffet en dépit de résistances persistantes. Position avant-gardiste de la France dans le combat pour le respect du sport. Le groupe CRC est favorable au texte et en

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

soutient les orientations. Inquiétudes au regard de la mise en place des règles internationales. Nécessité d'une volonté politique et de moyens humains et financiers face aux pressions liées aux enjeux économiques. Suppression regrettable du caractère d'établissement public du LNDD de Châtenay-Malabry. Préoccupation quant aux moyens annoncés pour 2006 pour l'AFLD. Nécessaire fermeté dans les instances internationales concernant la liste des produits dopants interdits. Contrôle indispensable pour la validation des autorisations d'usage thérapeutique, les AUT. Impasse sur la mobilisation du monde sportif dans la lutte contre le dopage. Amendements. Forte attente du groupe CRC en matière de recherche fondamentale et appliquée en lien avec la médecine sportive. Le groupe CRC votera ce texte sur le fondement de ces exigences. - **Art. 2** (Art. L. 3612-1 du code de la santé publique - Agence française de lutte contre le dopage) (p. 6055, 6056) : ses amendements n° 21 : mise en oeuvre des actions de prévention et de recherche par l'AFLD dans le cadre d'une convention définie par décret avec le ministère chargé des sports ; et n° 24 : compétence de l'AFLD pour proposer au ministère chargé des sports toute mesure tendant à prévenir ou à combattre le dopage ; rejetés ; n° 22 : possibilité pour les fédérations sportives de consulter l'AFLD sur les questions relevant de ses compétences ; adopté ; et n° 23 : précision ; devenu sans objet. - **Art. 4** (Art. L. 3612-3 du code de la santé publique - Ressources de l'agence et recrutement de personnels) (p. 6057, 6058) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 7 de la commission (mention expresse de l'autonomie financière de l'AFLD). Son amendement n° 25 : inscription au budget général de l'Etat de la subvention accordée à l'AFLD ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 3622-1 du code de la santé publique - Certificat de non contre-indication à la pratique sportive) (p. 6065, 6066) : question de la prise en charge des visites et des examens médicaux. Aggravation du risque de ségrégation en dépit du bien fondé du renforcement des dispositions de la loi Buffet. Nécessaire prise en charge par la sécurité sociale dans le cadre de son action de prévention. Le groupe CRC s'abstient sur l'article 18. - **Art. 20** (Art. L. 3613-3, L. 3622-6, L. 3622-7 et L. 3631-2 du code de la santé publique - Abrogation de dispositions diverses) (p. 6068) : son amendement n° 33 : abrogation du seul article L. 3631-2 du code de la santé publique ; rejeté. - **Art. additionnel avant l'art. 21** : son amendement n° 28 : remplacement des mots "la cellule scientifique mentionnée à l'article L. 3612-1" par les mots "l'Agence française de lutte contre le dopage" ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6070) : craintes persistantes sur le contrôle effectif des sportifs et la protection de leur santé. Présentation souhaitable d'un rapport annuel sur l'application de la loi. Soutien au ministre dans sa détermination à renforcer la réglementation au sein des instances internationales. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux délégués départementaux de l'éducation nationale [n° 26 (2005-2006)]** - (27 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6388) : insertion dans le projet de loi d'orientation sur l'avenir de l'école de mesures injustifiées à l'encontre des délégués départementaux de l'éducation nationale. Rappel des conditions de discussion de ce projet. Le groupe CRC votera cette proposition de loi réparatrice.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (21 novembre 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 300-6 et L. 213-1 du code de l'urbanisme - Opérations de logement sur les terrains publics) (p. 7565, 7566) : défavorable à l'amendement n° 164 de M. Alain Vasselle (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (2 décembre 2005) (p. 8590, 8591) : dépôt d'un amendement de dernière minute par le Gouvernement. Demande au ministre de s'engager à respecter la répartition des crédits et à ne pas procéder à des annulations. Mise en lumière de l'importance du rôle des associations par la crise des banlieues. Proposition

d'un débat sur les politiques menées en direction de la jeunesse et de la vie associative. Eparpillement des budgets pour la jeunesse dans différentes missions. Compensation partielle des annulations de novembre 2004 par la hausse proposée des crédits. Réduction du périmètre de responsabilité du ministre dans le domaine de l'innovation et de l'économie sociale. Nécessité d'assurer la sécurisation des subventions. Renforcement des crédits du sport, conséquence de la crise des banlieues. Décalage entre les dépenses affectées au sport de haut niveau et celles consacrées au sport pour tous. Disparition progressive des coupons sport. Absence d'investissement en matière de sport scolaire. Rejet de son amendement visant au renforcement des ressources du Centre national pour le développement du sport, CNDS. Manque d'ambition de ce projet de budget. Votera contre les crédits de cette mission. - **Art. 52 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8598, 8599) : défavorable à l'amendement n° II-87 du Gouvernement (transfert des crédits d'intervention, de fonctionnement et de personnel, relevant de l'innovation sociale et de l'économie sociale vers la mission "Solidarité et intégration" et rattachement des crédits de fonctionnement du Conseil national de la vie associative, CNVA, à la mission "Sport, jeunesse et vie associative").

Articles non rattachés

- (11 décembre 2005) - **Art. 58** (Instauration d'un droit à restitution des impositions en fonction du revenu) (p. 9359, 9360) : soutient l'amendement n° II-170 de M. Thierry Foucaud (suppression des dispositions obligeant les collectivités locales à reverser une part de leur produit des impôts locaux au titre du droit à restitution) ; devenu sans objet. - **Art. 60** (Suppression de l'abattement de 20 % et divers aménagements connexes du code général des impôts) (p. 9379, 9380) : soutient l'amendement n° II-234 de M. Thierry Foucaud (prise en compte des deux tiers des revenus de capitaux mobiliers pour le calcul de l'impôt sur le revenu) ; rejeté. (p. 9382, 9383) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-178 (suppression des dispositions relatives au régime des micro-entreprises) ; n° II-179 (cohérence) ; et n° II-180 (suppression de la réduction de l'abattement concernant le régime du "micro-foncier") ; rejetés.

VOYNET (Dominique)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E. 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 46 (2004-2005)] autorisant l'adhésion à l'accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, de l'Atlantique du nord-est et des mers d'Irlande et du Nord (ensemble une annexe) [n° 322 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi renforçant les protections des locataires victimes de ventes à la découpe [n° 353 (2004-2005)] (12 mai 2005) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences de la gestion du service public des forces de l'ordre depuis le 26 octobre 2005 [n° 96 (2005-2006)] (23 novembre 2005) - **Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement des territoires ruraux - Deuxième lecture [n° 27 (2004-2005)]** - (25 janvier 2005) - **Art. 53 sexies (Art. L. 414-2 du code de l'environnement - Composition du comité de pilotage, contenu et élaboration du document d'objectifs)** (p. 318) : soutient l'amendement n° 371 de M. Jean Desessard (précision de la composition de ce comité); devenu sans objet. (p. 319) : soutient l'amendement n° 372 de M. Jean Desessard (recours à un appel d'offres pour la désignation de l'organisme chargé de l'élaboration du document d'objectifs); devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (26 janvier 2005) - **Art. 57 (Art. L. 424-3 à L. 424-6, L. 424-8 à L. 424-11 du code de l'environnement - Conditions d'exercice de la chasse)** (p. 386, 387) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 373 (remise en cause des règles applicables aux établissements professionnels de chasse à caractère commercial), et, portant sur le même objet, n° 374 et 375 (restriction de la durée de chasse avant le lever et après le coucher du soleil); rejetés; et n° 376 (suppression des restrictions relatives à l'utilisation d'un arsenal de chasse électronique); retiré. (p. 388) : soutient l'amendement n° 377 de M. Jean Desessard (suppression de l'autorisation de pose de gluaux); rejeté. Interdiction des gluaux prévue par la convention de Berne. (p. 389) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 378 (interdiction de l'utilisation de véhicules à moteur dans la chasse à chiens courants) et n° 379 (rétablissement des inspections sanitaires sur le commerce de détail local du gibier sauvage); rejetés. (p. 391, 392) : soutient les amendements de M. Jean Desessard n° 380 (suppression de la disposition autorisant un conducteur à transporter librement un gibier accidentellement tué sur la route) et n° 381 (autorisation préfectorale préalable à l'introduction et au prélèvement d'animaux vivants dans le milieu naturel); rejetés. - **Art. 58 (Art. L. 425-1 à L. 425-7, L. 425-10 à L. 425-13 du code de l'environnement - Schémas départementaux de gestion cynégétique, équilibre agro-sylvo-cynégétique et plans de chasse)** (p. 393, 397) : soutient les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 382 et 384 (prise en compte des données scientifiques); retirés; n° 383 (introduction de prédateurs pour l'équilibre agro-sylvo-cynégétique) et n° 385 (participation aux dépenses d'indemnisation des dégâts supportés par les fédérations de chasseurs supprimée pour les personnes ayant formulé une objection cynégétique à leur maintien dans une ACCA); rejetés. S'abstient sur l'amendement n° 36 de la commission (rédaction). Usage du droit de non-chasse. (p. 400) : vote contre l'amendement n° 38 de la commission (distinction entre l'indemnisation des dégâts agricoles et celle des dégâts forestiers). Vote contre l'amendement n° 138 du Gouvernement (clarification rédactionnelle). - **Art. 58 bis B (Art. L. 427-8 du code de l'environnement - Procédure de classement du pigeon ramier comme nuisible)** (p. 402) : soutient l'amendement n° 386 de M. Jean Desessard (suppression); adopté. Adaptation des décisions aux conditions locales. - **Art. 59 (Art. L. 426-1, L. 426-3, L. 426-5, L. 426-7 et L. 427-1 du code de l'environnement - Indemnisation non contentieuse des dégâts de gibier)** (p. 404) : soutient l'amendement n° 387 de M. Jean Desessard (suppression de la contribution financière d'indemnisation des dégâts de grand gibier mise à la charge des propriétaires ne donnant pas lieu à acte de chasse); adopté. - **Art. 61 bis (Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Compétences des gardes-chasse particuliers)** (p. 407) : soutient l'amendement n° 388 de M. Jean Desessard (suppression de la mise en place des garderies de fédérations

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

de chasse); devenu sans objet. - **Art. additionnel après l'art. 65 bis AC (priorité)** (p. 412, 413) : défavorable à l'amendement n° 325 de M. Claude Domeizel (possibilité pour les fermiers et les bergers de détruire les loups portant dommages à leur propriété). Responsabilité des loups non établie pour les dégâts causés aux troupeaux ; intervention des chiens errants. Insuffisance de la surveillance des troupeaux.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 167 (2004-2005)]** - (15 février 2005) - **Discussion générale** (p. 948, 949) : introduction du référendum obligatoire pour l'adhésion de la Turquie sans rapport avec le texte. Favorable au droit de vote et d'éligibilité des résidents non communautaires, à la ratification de la Charte des langues régionales et au renforcement du contrôle du Parlement sur la politique européenne. Votera oui au traité instaurant une Constitution pour l'Europe. Stabilisation des institutions. Renforcement et légitimation des politiques européennes. Nouvelles perspectives au plan institutionnel. Point d'équilibre susceptible d'évolution. Défense d'une vision fédérale de l'Europe moins libérale et moins répressive. Mise en place d'une véritable démocratie européenne.

- **Proposition de loi portant réforme de l'organisation du temps de travail dans l'entreprise [n° 181 (2004-2005)]** - (1er mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1096, 1098) : caractère nocif de ce texte sur le plan social et démocratique. Négation du lien entre tradition républicaine et avancée du droit social. Contradiction entre les conséquences de la proposition de loi et les effets annoncés. Absence de solidarité collective et de responsabilité individuelle.

- **Suite de la discussion** (2 mars 2005) - **Art. 1er** (Art. L. 227-1 du code du travail - Réforme et simplification du compte épargne-temps) (p. 1159) : son amendement n° 112 : interdiction d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps ; rejeté. (p. 1165) : son amendement n° 114 : mise en place d'un système de bonification du temps épargné ; rejeté. (p. 1170) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 35 (suppression des dispositions relatives aux modalités de gestion du compte épargne-temps) ; et n° 36 (suppression des dispositions relatives à la transformation du compte épargne-temps en compte d'épargne) ; rejetés. Préservation des salariés. (p. 1182) : reprend l'amendement de M. Michel Mercier n° 97 : suppression de la possibilité d'inclure le repos compensateur et les congés payés dans le compte épargne-temps ; rejeté. Interpelle le Gouvernement sur la remise en cause de la cinquième semaine de congés payés et la prise en compte des heures de repos acquises au titre du repos compensateur dans le CET. - **Art. 2** (Art. L. 212-6-1 nouveau et L. 212-15-3 du code du travail - Institution d'un régime de temps choisis) (p. 1197, 1198) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier, portant sur le même objet, n° 60 et 61 (possibilité pour le salarié de refuser d'effectuer des heures choisies sans que cela constitue une faute ou une cause de licenciement) ; rejetés. (p. 1208, 1209) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Raymonde Le Texier (suppression des dispositions relatives au rachat des jours de repos) ; rejeté.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)]** - (15 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 1619, 1621) : expression du malaise lycéen. Développement de l'école comme un facteur d'aggravation des inégalités. Non-performance du système scolaire. Absence de contenu du texte. Décalage entre les mesures proposées par la commission Thélot et le projet de loi. Se déclare opposée à ce texte.

- **Suite de la discussion** (16 mars 2005) - **Art. 2** (Art. L. 111-1 du code de l'éducation - Mission première de l'école) (p. 1679) : son amendement n° 243 : missions premières de l'école fixées par la nation ; devenu sans objet. - **Art. additionnels avant l'art. 3** (p. 1696, 1697) : soutient les amendements de M. Yannick Bodin n° 248 (rôle des parents d'élèves dans les différentes instances du système éducatif) et n° 250 (rapport du Gouvernement sur les aides à la formation des représentants des parents d'élèves) ; rejetés ; et n° 249 (rapport du Gouvernement sur le bénéfice d'autorisations

d'absences et d'indemnisations des représentants des parents d'élèves) ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 3 ter** (p. 1708, 1709) : soutient l'amendement n° 261 de M. Yannick Bodin (réussite des projets individuels par la voie de l'orientation) ; rejeté. (p. 1711) : soutient l'amendement n° 262 de M. Yannick Bodin (début effectif de l'orientation) ; rejeté. - **Art. 4** (Art. L. 122-1 du code de l'éducation - Objectif de la formation scolaire) : Ses amendements n° 180 : ajout des mentions du développement de l'autonomie, de l'élevation du niveau de formation initiale et continue et de l'insertion dans la vie civique et sociale pour accompagner la mise en valeur des qualités et des aptitudes des élèves ; devenu sans objet ; et n° 271 : coopération entre les élèves ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 mars 2005) - **Art. 6** (Art. L. 131-1-2 du code de l'éducation - Socle commun de connaissances et compétences indispensables) (p. 1755, 1756) : concept et contenu du socle commun. Rappel de son amendement sur la résolution pacifique et non violente des conflits. Imprécision de certaines formules. Intervient sur l'amendement n° 139 de M. Michel Charasse (ajout au socle commun de la maîtrise des principes de la morale civique). - **Art. 7** (Art. L. 131-2 du code de l'éducation - Enseignement à distance) (p. 1787) : son amendement n° 276 : gratuité de l'enseignement à distance pour les enfants ne pouvant être scolarisés ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnel après l'art. 7** (p. 1788) : soutient l'amendement n° 277 de M. Yannick Bodin (rapport sur les modalités de mise en oeuvre d'un service public de l'enseignement à distance gratuit pour les enfants ne pouvant être scolarisés) ; rejeté. - **Art. 9 A** (Art. L. 212-7 du code de l'éducation - Détermination du ressort des écoles dans une commune) (p. 1794) : votera pour les amendements de suppression n° 87 de la commission et n° 511 de Mme Annie David. - **Art. 10** (Art. L. 311-5 du code de l'éducation - Suppression du Conseil national des programmes) (p. 1807) : son amendement n° 184 : attribution au Conseil national des enseignements, anciennement Conseil national des programmes, d'une mission de réexamen du découpage de l'enseignement des matières au collège et au lycée ; rejeté. - **Art. 11** (Art. L. 311-3-1 du code de l'éducation - Programme personnalisé de réussite scolaire) (p. 1814, 1815) : son amendement n° 285 : précision du contexte et des objectifs de mise en place du plan personnalisé de réussite scolaire ; rejeté. (p. 1816) : son amendement n° 185 : mise à disposition de chaque établissement d'un contingent global d'heures affectées à un accompagnement du travail personnel des élèves ; irrecevable (article 40 de la Constitution). - **Art. additionnels après l'art. 11** (p. 1820) : son amendement n° 287 : intégration au sein d'un même cycle des élèves n'appartenant pas au même niveau de classe sur proposition du conseil pédagogique ; rejeté. - **Art. 12** (Art. L. 311-7 du code de l'éducation - Conditions de poursuite de la scolarité) (p. 1822) : son amendement n° 289 : recours au redoublement limité aux demandes formulées à la fin de chaque cycle ; rejeté. - **Art. 12 bis** (Art. L. 312-10 du code de l'éducation - Enseignement des langues et des cultures régionales) (p. 1830) : son amendement n° 186 : précision relative à l'enseignement du créole dans les départements d'outre-mer ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 mars 2005) - **Art. 13** (Art. L. 313-1 du code de l'éducation - Formation et insertion professionnelle) (p. 1854, 1855) : ses amendements n° 187 : prise en compte des exigences d'un développement durable de la société dans le cadre de la formation proposée aux élèves au lieu et place des besoins prévisibles de l'économie ; et n° 188 : création des commissions territoriales d'aide à l'éducation ; devenus sans objet. - **Art. 14** (Art. L. 321-2 du code de l'éducation - École maternelle) (p. 1862) : son amendement n° 189 : nouvelle rédaction de l'article visant à préciser les missions de l'école maternelle ; rejeté. - **Art. 15 bis** (Art. L. 321-3 du code de l'éducation - Apprentissage de l'hymne national) (p. 1868, 1869) : son amendement n° 190 : réécriture de La Marseillaise ; rejeté. Soutient l'amendement n° 201 de Mme Marie-Christine Blandin (remplacement dans La Marseillaise des mots "sang impur" par des termes adaptés au contexte contemporain) ; rejeté. - **Art. 18** (Art. L. 332-6 du

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

code de l'éducation - Brevet (p. 1883) : son amendement n° 191 : précision des critères retenus pour l'attribution de la note de vie scolaire ; rejeté. (p. 1885) : intervient sur l'amendement n° 300 de M. Yannick Bodin (réécriture du texte consacré au diplôme national du brevet). Non-pertinence des exemples pris par le Gouvernement pour justifier la note de vie scolaire.

- **Modification de l'ordre du jour** - (18 mars 2005) (p. 1890) : intervient sur la modification de l'ordre du jour relative à la discussion du projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Perversité de la sommation à débattre en quatre jours seulement.

- **Projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école [n° 221 (2004-2005)] (suite)** - (18 mars 2005) - **Art. 23** (*Art. L. 721-1 et L. 721-3 du code de l'éducation - Statut des IUFM*) (p. 1937, 1938) : son amendement n° 194 : affirmation du caractère autonome des IUFM dans les universités ; rejeté (vote bloqué). Absence de garantie quant à la pluridisciplinarité et aux moyens financiers et humains. Nécessité de préserver les IUFM de leur dilution dans les universités. Déploie le manque de concertation avec les personnels. Risque de décrochage entre les formations des enseignants des premier et second degrés.

- **Suite de la discussion** (19 mars 2005) - **Art. 25** (*Art. L. 912-1-1 et L. 912-1-2 du code de l'éducation - Liberté pédagogique et formation continue des enseignants*) (p. 2007) : favorable à l'amendement n° 317 de M. Yannick Bodin (droit à la formation continue des enseignants). - **Art. 59** (*Délai d'intégration des IUFM dans les universités*) (p. 2018, 2019) : son amendement n° 196 : suppression ; rejeté. - **Art. 8 et rapport annexé (précédemment réservés)** (*Rapport annexé*) (p. 2029, 2030) : intervient sur l'amendement n° 486 de Mme Annie David (suppression). Caractère flou du rapport annexé. (p. 2043) : soutient l'amendement n° 324 de M. Yannick Bodin (affirmation du caractère non marchand de l'éducation) ; rejeté. (p. 2045, 2046) : défavorable à l'amendement n° 14 de la commission (information des enseignants sur les méthodes d'apprentissage de la lecture). Soutient les amendements de M. David Assouline n° 326 (proposition d'enseignements pluridisciplinaires au collège) et n° 327 (développement des projets de classe) ; rejetés. (p. 2047) : soutient l'amendement n° 328 de M. Yannick Bodin (suppression de la note de vie scolaire au diplôme national du brevet) ; rejeté. (p. 2048) : soutient l'amendement n° 329 de M. David Assouline (actions destinées à faciliter l'intégration des élèves non francophones) ; rejeté. (p. 2051, 2052) : soutient l'amendement n° 330 de M. David Assouline (amélioration du système d'attribution des bourses) ; rejeté. (p. 2054) : soutient l'amendement n° 333 de M. David Assouline (octroi d'une formation continue aux conseillers d'orientation psychologues) ; adopté. (p. 2055) : soutient l'amendement n° 334 de M. David Assouline (centralisation des informations d'orientation destinées aux collégiens) ; rejeté. (p. 2057) : soutient l'amendement n° 337 de M. David Assouline (amélioration de l'orientation par une présentation aux élèves de troisième des enseignements de seconde et de leurs débouchés) ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole sur l'eau et la santé à la convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux [n° 12 (2004-2005)]** - (22 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2158, 2159) : votera ce projet de loi. Difficultés de mise en pratique des engagements inscrits. Relâchement des efforts de l'Institut français de l'environnement, IFEN, et de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques, INERIS. Silence de la Charte de l'environnement sur les principes de pollueur-payeur, de précaution et d'action préventive. Examen prochain par le Sénat d'un projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques. Regrette l'adoption purement symbolique des principes élémentaires de protection de l'eau.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2454) : favorable à

l'amendement n° 3 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes). - **Art. additionnels avant l'art. 1er ou après l'art. 5** (p. 2462) : favorable à l'amendement n° 25 de Mme Gisèle Gautier (formation dispensée aux élèves sur les conséquences de la violence et le respect des autres). - **Art. additionnels après l'art. 1er** (p. 2471) : favorable à l'amendement n° 28 de Mme Muguette Dini (incrimination du harcèlement moral du conjoint). - **Art. additionnels après l'art. 2** (p. 2474, 2475) : soutient l'amendement n° 16 de Mme Alima Boumediene-Thiery (incrimination de la privation des pièces d'identité ou relatives au titre de séjour d'un étranger par son conjoint) ; adopté. Son amendement n° 18 : sanctions du harcèlement au mariage ; rejeté. (p. 2476) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 19, 20 et 21 : prise en charge des jeunes gens victimes de harcèlement au mariage ; rejetés. - **Art. additionnel après l'art. 3 ou après l'art. 5** (p. 2480, 2481) : soutient l'amendement n° 17 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prise en charge par l'Etat de l'ensemble des victimes ayant subi des violences d'une très grande gravité) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 2487) : son amendement n° 22 : renouvellement du titre de séjour des étrangers victimes de violences conjugales ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2492) : volonté de lutter contre la violence au sein du couple et de la famille. Hommage aux associations. Votera ce texte.

- **Projet de loi sur l'eau et les milieux aquatiques [n° 240 (2004-2005)]** - (6 avril 2005) - **Art. 4** (*Art. L. 214-17 à L. 214-19 [nouveaux] du code de l'environnement - Critères de classement des cours d'eau et obligations relatives au débit réservé*) (p. 2735) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (dérogation aux règles de débit réservé pour certains ouvrages hydroélectriques). Nécessité de lutter contre le changement climatique tout en sauvegardant le bon état écologique des eaux.

- **Projet de loi d'orientation sur l'énergie - Deuxième lecture [n° 275 (2004-2005)]** - (2 mai 2005) - **Discussion générale** (p. 3364, 3366) : menaces pesant sur le secteur énergétique. Critères à prendre en compte pour aborder la question de l'énergie. Carences du projet de loi gouvernemental dans ce domaine. Persistance de la primauté de l'option nucléaire. Nécessité d'accroître l'efficacité de l'utilisation de l'énergie, d'encourager la sobriété énergétique, de réorganiser le secteur des transports et de développer les énergies renouvelables. Relance improbable du nucléaire aux Etats-Unis. Opposée aux orientations et aux conséquences négatives de ce texte.

- **Projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 [n° 82 (2005-2006)]** - (16 novembre 2005) - **Art. 1er** (*Prorogation pour trois mois à compter du 21 novembre de l'état d'urgence déclaré sur le territoire métropolitain*) (p. 7266) : refus de la justification du maintien de mesures d'exception au nom de l'ordre. Non-prise en compte des causes sociales de la crise. Message d'exclusion insultant pour l'ensemble des populations.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2006 [n° 63 (2005-2006)]** - (18 novembre 2005) - **Art. additionnels avant l'art. 45** (p. 7432) : amélioration indispensable du pacte civil de solidarité. Favorable à l'amendement n° 254 de M. Roger Madec (extension des dispositifs de la pension de réversion des fonctionnaires civils et militaires aux personnes ayant signé un PACS). - **Art. additionnels après l'art. 45** (p. 7434) : favorable à l'amendement n° 253 de M. Roger Madec (extension du bénéfice de la pension de réversion versée aux personnes mariées aux personnes ayant signé un PACS).

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (1er décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8558) : son amendement n° II-33 : transfert de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

crédits de l'enseignement privé vers le programme "vie de l'élève" pour favoriser l'accessibilité des établissements aux handicapés et créer des postes d'auxiliaires de vie scolaire ; rejeté. Droit à l'éducation des enfants, des adolescents et des adultes présentant un handicap au sein d'un établissement scolaire ordinaire. (p. 8560, 8565) : ses amendements n° II-36 : renforcement des moyens attribués à la création d'unités pédagogiques d'intégration ; n° II-34 : transfert de crédits permettant une formation des enseignants à la non-violence et à la gestion des conflits ; n° II-35 : transfert de crédits permettant une amélioration des conditions des enseignants dans les ZEP ; et n° II-37 : renforcement des moyens de l'éducation à l'environnement à l'école ; rejetés.

Ecologie et développement durable

- (3 décembre 2005) - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8784, 8786) : sur l'amendement n° II-15 de la commission (maintien de 6.537.812 euros de crédits dans le programme "Gestion des milieux et biodiversité" et transfert de 862.188 euros de ce programme vers le programme "Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable" pour la création de postes d'inspecteurs des installations classées), son sous-amendement n° II-101 ; retiré après rectification de l'amendement n° II-15 de la commission précitée. (p. 8787) : intervient sur l'amendement n° II-15 de la commission précitée. (p. 8788, 8790) : son amendement n° II-100 : rétablissement des crédits de l'Observatoire national de l'effet de serre et du réchauffement climatique, ONERC, dans le budget de la mission "Ecologie et développement durable" ; adopté. S'interroge sur la crédibilité des engagements français en matière de lutte contre les changements climatiques. - **Art. 79 bis** (*Institution d'une contribution à la charge des personnes distribuant des produits textiles*) (p. 8796) : défavorable à l'amendement n° II-128 du Gouvernement (suppression) et votera l'amendement n° II-65 de la commission (réécriture de l'article tendant à préciser le mode de financement de la collecte et de la revalorisation des produits textiles). Cohérence indispensable dans le discours tenu au monde associatif et aux bénévoles, et les moyens d'un engagement efficace.

Défense

- (8 décembre 2005) (p. 9106, 9108) : aggravation des tensions internationales. Doubte quant à la capacité de la France à conduire de front l'ensemble de ses programmes d'armement. Objectifs fondamentaux devant guider l'action de la France sur le plan international. Armements nucléaires. Maladies professionnelles.

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de France (Série C))
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de sauvegarde des entreprises (30 juin 2005).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à reporter les élections municipales et cantonales de mars 2007 à octobre 2007 [n° 164 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à reporter les élections sénatoriales de septembre 2007 à janvier 2008 [n° 165 (2004-2005)] (1er février 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (E 2520) [n° 177 (2004-2005)] (3 février 2005) - **Entreprises - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 212 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux concessions d'aménagement [n° 278 (2004-2005)] (5 avril 2005) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les circonstances et les conséquences des événements violents survenus lors de la manifestation lycéenne du 8 mars 2005, à Paris [n° 290 (2004-2005)] (8 avril 2005) - **Police et sécurité - Éducation.**

Proposition de loi tendant à assurer la transparence du régime de l'assurance des risques de catastrophes naturelles [n° 302 (2004-2005)] (14 avril 2005) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger l'article 434-7-2 du code pénal [n° 325 (2004-2005)] (4 mai 2005) - **Justice.**

Proposition de loi visant à abroger l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés [n° 451 (2004-2005)] (4 juillet 2005) - **Anciens combattants - Société.**

Proposition de loi sur le statut et la destination des cendres des personnes dont le corps a fait l'objet d'une crémation [n° 464 (2004-2005)] (7 juillet 2005) - **Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens mis en oeuvre en personnel et en matériel pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt et sur les répercussions humaines, écologiques et économiques que ces derniers entraînent [n° 21 (2005-2006)] (13 octobre 2005) - **Environnement - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant mesures d'urgence en faveur du logement pour tous [n° 38 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de règlement du Conseil concernant les taux de droit applicables aux bananes (E 2957) [n° 49 (2005-2006)] (26 octobre 2005) - **Agriculture et pêche - Outre-mer - Union européenne - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la conservation des objets placés sous main de justice [n° 60 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Justice.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 75 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 76 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 77 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à l'élection de députés par les Français établis hors de France [n° 78 (2005-2006)] (14 novembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - **Discussion générale** (p. 783, 784) : partage de l'objectif de prévention de la récidive. Bien-fondé de l'extension de la définition des délits assimilés. Inefficacité de la peur de la peine encourue et du cumul des peines sans limitation de quantum. Nécessité de s'interroger sur les causes et les conditions de la récidive. Manque d'unités de soins et de psychologues pour assurer le suivi des condamnés libérés. Absence de mesure fiable de la dangerosité d'un condamné. Réservé sur la limitation du nombre de condamnations assorties du sursis de mise à l'épreuve. Sceptique sur l'instauration du placement sous surveillance électronique. Ajout d'une nouvelle peine à celle qui a été purgée. Auxiliaire de justice plus qu'aide à la réinsertion. Défavorable à l'inscription des irresponsables pénaux dans le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles. Mise en péril de l'avenir et de la crédibilité de ce fichier. Bien-fondé des amendements de la commission. Amendements du groupe socialiste visant à renforcer le caractère préventif du texte et le contrôle sur les prisons. Les sénateurs socialistes seront attentifs au sort réservé à leurs amendements. - **Art. 14** (*Chapitre II du titre XIX du livre quatrième du code de procédure pénale - Elargissement du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles aux informations relatives aux irresponsables pénaux*) (p. 814) : soutient l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (suppression) ; adopté. Le groupe socialiste partage les réticences et les objections de la commission des lois.

- **Débat sur la gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères** - (10 mai 2005) (p. 3639, 3640) : problème d'adéquation entre la carte consulaire et la population française à l'étranger. Eventualité d'un rapprochement des consulats des pays membres de l'Union européenne. Sa préférence pour une implantation moins prestigieuse et plus fonctionnelle des représentations. Prise en compte du développement d'opérations sur Internet. Mise à disposition souhaitable de locaux pour les réunions de l'Assemblée des Français de l'étranger. Favorable au regroupement des sites du ministère des affaires étrangères à Paris. Question des établissements culturels et des établissements d'enseignement français à l'étranger : agrandissement du lycée de Munich et projet de l'École française et du lycée de Pékin.

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République [n° 305 (2004-2005)]** - (12 mai 2005) - **Discussion générale commune** (p. 3822, 3824) : fusion des listes électorales pour les scrutins à l'étranger et création de listes consulaires uniques. Modernisation de la démocratie par une simplification des démarches administratives. Inscription automatique sur les listes ; suggestion de la délivrance concomitante d'une carte électorale et de l'envoi d'un courrier récapitulatif des échéances électorales de l'année à venir. Amélioration indispensable du taux de participation : souhait de généralisation de l'expérimentation du vote par correspondance électronique. Favorable au maintien d'un maillage raisonnable de consulats :

rapprochement de l'électeur de son bureau de vote. Exemple étranger de vote par correspondance. Assouplissement du vote par procuration. Amélioration indispensable de l'information et de la participation des citoyens à la vie civile, civique et politique. Renforcement du rôle des consulats généraux en matière d'information civique. Nécessité de relativiser l'interdiction de la propagande à l'étranger. Le groupe socialiste soutient ces projets de loi. - **Art. 3** (*Art. 10 à 19 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 - Diverses modifications relatives aux opérations électorales*) (p. 3836) : son amendement n° 18 : modalités d'organisation de propagande dans les Etats membres de l'Union européenne ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des petites et moyennes entreprises [n° 297 (2004-2005)]** - (15 juin 2005) - **Art. 30** (*Art. L. 470-4-2 [nouveau] du code de commerce - Extension de la procédure de composition pénale à certaines des infractions prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce*) (p. 4142) : son amendement n° 419 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises [n° 235 (2004-2005)]** - (29 juin 2005) - **Question préalable** (p. 4759, 4760) : sa motion n° 286 tendant à opposer la question préalable ; rejetée. Nécessité de moderniser le droit applicable aux entreprises en difficulté. Absence de confiance des chefs d'entreprise dans la justice commerciale. Interrogation sur l'efficacité du travail des administrateurs judiciaires et sur leur rémunération. Rappel du projet de loi portant réforme des tribunaux de commerce du gouvernement de M. Lionel Jospin. Opacité de ce texte. - **Art. 6** (*Art. L. 611-7 nouveau du code de commerce - Mission du conciliateur - Remise de dettes par les créanciers publics - Délais de paiement accordés par le juge - Suppression de la suspension provisoire des poursuites*) (p. 4778) : soutient l'amendement n° 346 de M. Robert Badinter (inscription dans la loi du droit à l'information des salariés sur les propositions d'accord entre les débiteurs et les créanciers) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (30 juin 2005) - **Art. 10** (*Art. L. 611-13 à L. 611-16 nouveaux du code de commerce - Statut du mandataire ad hoc et du conciliateur - Obligation de confidentialité*) (p. 4802, 4803) : soutient les amendements, portant sur le même objet, de M. Robert Badinter n° 348 et n° 349, 350 et 351 (précision du régime des incompatibilités du mandataire ad hoc ou du conciliateur) ; rejetés. - **Art. 18** (*Art. L. 621-4 et L. 621-4-1 nouveau du code de commerce - Désignation des organes de la procédure - Application de la procédure sans administrateur - Régime des incompatibilités*) (p. 4814) : son amendement n° 357 : assistance du représentant du personnel par un conseiller syndical ; rejeté. - **Art. 21** (*Art. L. 621-9 à L. 621-11 du code de commerce - Désignation, statut et mission des contrôleurs - Effets de la survenance d'une cessation des paiements*) (p. 4819) : son amendement n° 358 : désignation par le tribunal de commerce d'un contrôleur parmi les salariés ; rejeté. - **Art. 23** (*Art. L. 622-1 du code de commerce - Pouvoirs respectifs du débiteur et de l'administrateur judiciaire au cours de la période d'observation*) (p. 4820) : son amendement n° 359 : remplacement de la notion de surveillance du débiteur par celle d'assistance ; rejeté. - **Art. 69 bis** (*Art. L. 626-1-1 nouveau du code de commerce - Contenu du projet de plan de sauvegarde*) (p. 4836) : son amendement n° 365 : application du droit commun au licenciement économique en période de sauvegarde ; retiré. - **Art. 102** (*Art. L. 631-12 à L. 631-18 nouveaux du code de commerce - Déroulement de la procédure de redressement judiciaire*) (p. 4871) : son amendement n° 367 : possibilité pour les salariés d'être assistés par des conseillers des organisations syndicales en cas de licenciement économique pendant la période d'observation ; devenu sans objet. - **Art. 124** (*Art. L. 642-1 à L. 642-17 nouveaux du code de commerce - Cession de l'entreprise*) (p. 4890) : son amendement n° 368 : intégration dans l'offre de reprise d'une entreprise des données sur les perspectives d'emploi ; rejeté.

- **Projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie [n° 433 (2004-2005)]** - (4 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 4989, 4990) : texte sans cohérence et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

sans vision économique globale. Réforme indispensable de la gouvernance : mutisme du projet de loi sur la dissociation des fonctions de contrôle et de gestion dans les organes de direction. Modèle allemand de cogestion pour l'amélioration de la participation des salariés à la gestion des entreprises. Affaiblissement des petits actionnaires à travers les mesures de modernisation du fonctionnement des conseils d'administration et des conseils de surveillance préconisées. Mise en oeuvre indispensable de la responsabilité civile des dirigeants d'entreprises. Exigence de transparence et de contrôle de la rémunération des dirigeants. - **Art. 2** (*Aménagement des règles de quorum des assemblées générales*) (p. 5011) : soutient l'amendement n° 92 de M. François Marc (suppression) ; rejeté. - **Art. 2 bis** (*Soumission de certains éléments de rémunération des dirigeants de sociétés cotées au régime des conventions réglementées*) (p. 5020) : soutient l'amendement n° 94 de M. François Marc (suppression) ; rejeté. Opacité du régime des conventions réglementées. - **Art. additionnels après l'art. 2 bis** (p. 5022) : soutient les amendements de M. François Marc n° 96 (renforcement de l'efficacité des conventions réglementées) ; et n° 95 (conditions de fixation des rémunérations accessoires déterminées par les actionnaires) ; rejetés. Institution d'un contrôle a priori de l'assemblée générale des actionnaires.

- **Suite de la discussion** (5 juillet 2005) - **Art. 3** (*Limites d'âge des dirigeants d'entreprises publiques*) (p. 5037) : soutient l'amendement n° 98 de M. François Marc (suppression) ; rejeté. - **Art. additionnels après l'art. 5 bis** (p. 5077) : favorable à l'amendement n° 138 du Gouvernement (réduction du montant des principales redevances en matière de brevets). - **Art. 8** (*Transposition de la directive «prospectus»*) (p. 5089) : soutient l'amendement n° 102 de M. François Marc (renforcement des moyens de protection de l'investisseur) ; rejeté. - **Art. 12** (*Amélioration des règles de franchissement de seuil*) (p. 5108) : soutient les amendements de M. François Marc n° 105 (modification du seuil de déclaration obligatoire pour l'actionnaire détenant plus de 90 % du capital ou des droits de vote) ; adopté et n° 106 (information des actionnaires du nombre exact de droits de vote qu'ils détiennent) ; retiré. - **Art. additionnels avant l'art. 13** (p. 5110) : soutient l'amendement n° 119 de M. François Marc (incompatibilité entre la fonction de membre de l'AMF et l'exercice d'un mandat d'administrateur ou de dirigeant d'une société anonyme) ; rejeté. (p. 5111) : soutient l'amendement n° 120 de M. François Marc (prescription des infractions sur les marchés) ; rejeté. - **articles additionnels avant l'article 15** (p. 5116) : soutient l'amendement n° 110 de M. François Marc (octroi aux mandataires sociaux d'une forme de rémunération variable liée à la mise en place ou au renouvellement d'un accord d'intéressement) ; rejeté. - **Art. 17** (*Dispositions relatives aux transferts entre plans d'épargne salariale*) (p. 5128) : soutient l'amendement n° 112 de M. François Marc (consultation des partenaires sociaux dans l'hypothèse de l'affectation de la réserve spéciale de participation en cas de rupture du contrat de travail) ; adopté. - **Art. 18** (*Evaluation des titres offerts dans les plans d'épargne d'entreprise des sociétés non cotées*) (p. 5129) : soutient l'amendement n° 113 de M. François Marc (coordination) ; rejeté. - **Art. 20** (*Crédit d'impôt au titre de la formation en matière d'épargne salariale*) (p. 5131) : soutient les amendements de M. François Marc n° 114 (suppression) ; adopté et n° 115 (repli) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de sauvegarde des entreprises - Commission mixte paritaire [n° 467 (2005-2006)]** - (13 juillet 2005) - **Discussion générale** (p. 5503) : inadéquation des dispositions de ce texte avec son objectif. Complexité. Absence de réforme de la justice commerciale et des rémunérations des mandataires judiciaires et des liquidateurs. Risque d'abus en matière de licenciement. Instauration d'une inégalité entre les créanciers. Limitation de leur responsabilité pour soutien abusif : saisine du Conseil constitutionnel par le groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif aux offres publiques d'acquisition [n° 508 (2004-2005)]** - (20 octobre 2005) - **Discussion générale** (p. 6122, 6123) : contexte de l'affaire Danone. Discours néo-protectionniste du Gouvernement. Montant

important des acquisitions par les entreprises françaises. Projet de loi d'inspiration libérale. Protection limitée des entreprises. Adoption d'une logique financière plutôt qu'entrepreneuriale. Favorable à une consultation des salariés en cas d'OPA. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Art. 7** (*Information des salariés*) (p. 6134, 6135) : soutient l'amendement n° 47 de M. François Marc (information du comité d'entreprise de la société initiatrice) ; rejeté. Soutient les amendements de M. François Marc n° 48 (information du comité d'entreprise de la société cible) ; et n° 49 (information du comité d'entreprise de la société initiatrice de l'offre) ; rejetés. - **Art. 11** (*Clause de réciprocité*) (p. 6142) : soutient l'amendement n° 54 de M. François Marc (création de l'article L. 233-33 du code de commerce) ; adopté. (p. 6143) : soutient l'amendement n° 53 de M. François Marc (avis consultatif du comité d'entreprise) ; rejeté. - **Art. 12** (*Inopposabilité obligatoire des restrictions statutaires au transfert de titres*) : soutient l'amendement n° 55 de M. François Marc (création de l'article L. 233-34 du code de commerce) ; adopté. - **Art. 13** (*Inopposabilité facultative des restrictions contractuelles au transfert de titres*) (p. 6144) : soutient l'amendement n° 56 de M. François Marc (création de l'article L. 233-35 du code de commerce) ; adopté. - **Art. 14** (*Suspension facultative des restrictions contractuelles à l'exercice des droits de vote*) : soutient l'amendement n° 57 de M. François Marc (création de l'article L. 233-36 du code de commerce) ; adopté. - **Art. 15** (*Suspension facultative des restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote*) (p. 6145) : soutient l'amendement n° 58 de M. François Marc (création de l'article L. 233-37 du code de commerce) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2006 [n° 98 (2005-2006)]**

Deuxième partie :

Justice

- (5 décembre 2005) (p. 8825, 8826) : hausse des crédits de l'administration pénitentiaire. Insuffisance des créations de poste. Interrogation sur la pertinence des investissements immobiliers. Situation des maisons d'arrêt. Surpopulation carcérale. Développement insuffisant des solutions alternatives. Bilan des partenariats public-privé. Maintien nécessaire des liens familiaux et sociaux pour les détenus. Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Action extérieure de l'Etat

- (7 décembre 2005) (p. 9034, 9035) : manque de cohérence du programme 151 "Français à l'étranger et étrangers en France". Utilité d'un programme interministériel regroupant l'ensemble des crédits. Budget en baisse. Favorable au versement des recettes générées par la délivrance des visas aux consulats. Dégradation continue des services rendus aux Français établis hors de France. Fermeture des consulats : fragilisation du réseau consulaire. Inattractivité de la fonction de consul honoraire. Mise à terme indispensable à la baisse des effectifs. Souhait de revalorisation des indemnités des conseillers de l'AFE. Demande de précision sur le financement du vote électronique. - **Art. 52 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 9058) : intervient sur l'amendement n° II-208 du Gouvernement (financement du dispositif de délivrance des passeports biométriques aux Français établis hors de France).

Administration générale et territoriale de l'Etat

- (8 décembre 2005) (p. 9150) : projet de passeports et de cartes d'identité biométriques. Traitement automatisé et centralisation des données personnelles. Coût de la conduite de ce projet. S'interroge sur la pertinence de cette action.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (15 décembre 2005) - **Art. 11** (*Art. 25-1 du code civil - Déchéance de la nationalité française pour les auteurs d'acte de terrorisme ou constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation*) (p. 9714) : soutient l'amendement n° 99 de M. Jean-Claude Peyronnet (suppression) ; rejeté. - **Art. 12** (*Chapitre IV du titre VI du livre V du code monétaire et financier -*

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

art. L. 564-1 à L. 564-6 - chapitre IV du titre VII du livre V du même code - art. 574-3 nouveau - Gel administratif des avoirs en matière de terrorisme) (p. 9717, 9718) : soutient les amendements de M. Jean-Claude Peyronnet n° 100 (suppression) et n° 101 (intervention du juge dans la procédure de renouvellement du gel des avoirs) ; rejetés.

- Commission mixte paritaire [n° 43 (2005-2006)] - (22 décembre 2005) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10263) : texte inefficace, rempli de cavaliers. Le groupe socialiste votera contre ce texte et saisira le Conseil constitutionnel.

ZOCCHETTO (François)
sénateur (Mayenne)
UC-UDF

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales (4 novembre 2005).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers (15 décembre 2005).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 127 (2004-2005)] relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 171 (2004-2005)] (2 février 2005) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à garantir l'équilibre entre les différentes formes de commerce [n° 174 (2004-2005)] (2 février 2005) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du régime d'assurance chômage des professions du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma [n° 213 (2004-2005)] (1er mars 2005) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à étendre aux membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant reçu délégation le régime indemnitaire et la protection pénale des conseillers municipaux délégués [n° 304 (2004-2005)] (19 avril 2005) - **Collectivités territoriales - Justice**.

Proposition de loi modifiant les articles L. 338 et L. 338-1 et instituant un article L. 338-2 du Code électoral concernant la mise en place d'un nouveau mode de scrutin pour les élections régionales [n° 326 (2004-2005)] (10 mai 2005) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 330 (2004-2005)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 392 (2004-2005)] (15 juin 2005) - **Justice - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 358 (2004-2005)] précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)] (20 juin 2005) - **Justice**.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel [n° 503 (2004-2005)] (8 septembre 2005) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la mission d'information de la commission des lois : Juger vite, juger mieux ? Les procédures rapides de traitement des affaires pénales, état des lieux [n° 17 (2005-2006)] (12 octobre 2005) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 23 (2005-2006)] relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 30 (2005-2006)] (19 octobre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi visant à diminuer les prix des carburants en supprimant la TVA s'appliquant à la taxe intérieure sur les produits pétroliers [n° 43 (2005-2006)] (25 octobre 2005) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression des élus locaux [n° 59 (2005-2006)] (2 novembre 2005) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 72 (2005-2006)] (9 novembre 2005) - **Justice**.

Proposition de loi visant à améliorer les procédures et le suivi des adoptions [n° 107 (2005-2006)] (25 novembre 2005) - **Famille**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales [n° 127 (2004-2005)]** - (9 février 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 771, 774) : consécration du bracelet électronique "première manière" dans la loi du 19 décembre 1997, à l'initiative de M. Guy Cabanel. Mission d'information constituée à l'Assemblée nationale le 4 mars 2004. Reprise de ses recommandations. Proposition novatrice du placement sous surveillance électronique mobile des auteurs de graves infractions sexuelles, à titre de mesure de sûreté. Volonté commune de mieux lutter contre la récidive. Approches néanmoins divergentes. Nécessité de tenir compte des critiques formulées contre plusieurs dispositions du texte au cours des auditions. Interrogation de la commission sur le placement sous surveillance électronique mobile. Incertitudes d'ordre technique, financier et juridique. perplexité quant à la finalité du dispositif. Réflexion nécessaire. Travaux en cours. Mission confiée par le premier ministre à M. Georges Fenech et commission santé-justice présidée par M. Jean-François Burgelin. Technique jugée prématurée par la commission à l'unanimité qui en demandera la suppression. Proposera de préserver le principe de l'individualisation de la peine et de renforcer l'efficacité de l'injonction de soins dans le cadre du suivi socio-judiciaire. Demandra l'adoption du texte modifié par les amendements de la commission. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 790) : s'oppose à la motion n° 37 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Demandera au Sénat de s'en remettre aux amendements de la commission et de considérer le texte conforme à la Constitution. - **Question préalable** (p. 793) : s'oppose à la motion n° 25 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Art. 1er** (Art. 132-16-3 et 132-16-4 nouveaux du code pénal - Extension de la catégorie des délits assimilés au regard de la récidive) : s'oppose à l'amendement n° 27 de Mme Alima Boumediene-Thiery (limitation de l'extension proposée aux délits de violence aux personnes entraînant une incapacité temporaire de travail). - **Art. 2** (Sous-section 2-1 [nouvelle] - art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions) (p. 794, 795) : ses amendements n° 1 : clarification de la définition de la réitération ; n° 2 : suppression d'une précision inutile et n° 3 : suppression des dispositions excluant le principe de non-cumul des peines et la confusion des peines ; adoptés. Nécessité de lever toute équivoque. (p. 796, 797) : s'oppose aux amendements n° 38 de M. Robert Badinter (suppression) et n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inapplication de la notion de réitération aux mineurs). Accepte les amendements de M. Robert Badinter n° 39 et n° 40 respectivement identiques à ses amendements précités n° 2 et n° 3. - **Art. 3** (Art. 132-41 du code pénal - Limitation du nombre de sursis avec mise à l'épreuve susceptibles d'être prononcés par les juridictions) (p. 799) : s'oppose aux amendements de suppression n° 41 de M. Robert Badinter et n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. S'oppose à l'amendement n° 28 de Mme Alima Boumediene-Thiery (exclusion des mineurs du champ d'application de l'article). - **Art. 4** (Art. 465-1 nouveau du code de procédure pénale - Incarcération, dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale en matière sexuelle, pour des faits de violence ou commis avec violence) (p. 801) : son amendement n° 4 : possibilité pour le juge, en cas de récidive, de délivrer un mandat de dépôt à l'audience par décision motivée, quelles que soient la peine prononcée et l'infraction commise ; adopté. Constitutionnalité. Nécessaire souplesse pour le juge. S'oppose aux amendements de suppression n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 55 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) (p. 802) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. Création de ce crédit par la loi Perben II. Retour inopportun sur cette disposition compte tenu de l'évolution de la population carcérale et des mesures qui durcissent déjà l'exécution de la peine à l'égard des récidivistes. - **Art. 6** (Art. 132-16-5 nouveau du code pénal - Faculté pour la juridiction de jugement de relever d'office l'état de récidive légale) (p. 803, 804) : s'oppose aux amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 30 (droit du prévenu à un délai pour préparer sa défense), n° 31 (dispositions inapplicables dans le cadre de la procédure de comparution immédiate), n° 32 (dispositions inapplicables aux infractions passibles d'une peine d'emprisonnement d'au moins dix ans) et n° 33 (dispositions inapplicables aux mineurs). Propose l'adoption de l'article en l'état. Consécration de la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation. - **Art. 7** (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 805) : son amendement n° 6 : suppression ; adopté. Attente des conclusions de la mission Fenech. (p. 806) : estime sans objet l'amendement n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (dispositions inapplicables aux mineurs) en cas d'adoption de son amendement n° 6 identique aux amendements n° 43 de M. Robert Badinter et n° 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 8** (Sous-section 7 [nouvelle] du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-11 du code pénal - section IX [nouvelle] du code de procédure pénale art. 723-29 à 723-35 - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 808) : son amendement n° 7 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 8** (p. 809) : son amendement n° 8 : mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle ; adopté. Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de

s'assurer du consentement du condamné en présence de son conseil). - **Art. 8 bis** (Art. L. 3213-7 du code de la santé publique - Information de l'autorité administrative sur la situation d'une personne reconnue irresponsable pénalement en raison d'un trouble mental) (p. 810) : son amendement n° 9 : suppression ; adopté. Insertion dans le nouveau titre III bis. - **Art. 9** (Art. 144 du code de procédure pénale - Extension des critères autorisant le placement en détention provisoire) : son amendement n° 10 : suppression ; adopté. Insertion dans le nouveau titre III bis. - **Art. 10** (Art. 712-6, 712-13, 723-9, 723-12 du code de procédure pénale - Coordinations) (p. 811) : son amendement n° 11 : suppression ; adopté. - **Art. 11** (Art. 434-29 du code de procédure pénale - Sanctions encourues par le condamné se soustrayant au placement sous surveillance électronique mobile) : son amendement n° 12 : suppression ; adopté. - **Art. 12** (Art. 131-36-2 du code de procédure pénale - Possibilité d'ordonner le placement sous surveillance mobile pour l'exécution de certaines obligations liées au suivi socio-judiciaire) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. - **Art. additionnel après le titre III** (p. 812) : son amendement n° 14 : extension du suivi socio-judiciaire aux crimes de torture et actes de barbarie ; adopté. - **Art. 13** (Art. L. 3711-1, L. 3711-2, L. 3711-3 du code de la santé publique - Participation de psychologues au dispositif d'injonction de soins) : son amendement n° 15 : possibilité de faire appel à un psychologue en complément du médecin traitant ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 13** (p. 813) : son amendement n° 16 : légalisation, sous conditions, de la prescription de médicaments entraînant une diminution de la libido ; adopté. - **Art. 14** (Chapitre II du titre XIX du livre quatrième du code de procédure pénale - Elargissement du fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles aux informations relatives aux irresponsables pénaux) (p. 814) : son amendement n° 17 : suppression ; adopté. Dénaturation des finalités du fichier. Attente des recommandations de la commission santé-justice présidée par M. Jean-François Burgelin. - **Art. 15** (Entrée en vigueur du fichier des délinquants sexuels) (p. 815) : son amendement n° 18 : suppression de la mention concernant les irresponsables pénaux ; devenu sans objet. Accepte l'amendement n° 50 de M. Robert Badinter (suppression) sous réserve des garanties du Gouvernement quant à la rapide entrée en application du fichier des délinquants sexuels. - **Division et art. additionnels après l'art. 15** (p. 817) : intervient sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 60 (division additionnelle - Dispositions relatives au contrôle général des prisons) et, portant sur le même objet, n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66 (instauration d'un contrôleur général des prisons), et sur l'amendement analogue n° 51 de M. Robert Badinter. Pistes de réflexion pour le législateur et le Gouvernement. Rapport sénatorial sur les prisons. - **Division additionnelle après l'art. 15** (p. 820) : son amendement n° 19 : division additionnelle - Titre III bis. Dispositions diverses ; adopté. - **Art. additionnels après l'art. 15** : son amendement n° 20 : insertion du contenu de l'article 8 bis ; adopté. Son amendement n° 21 : insertion du contenu de l'article 9 ; adopté. (p. 821) : son amendement n° 22 : précision de certaines dispositions de la loi Perben II ; adopté. - **Intitulé du titre IV** : son amendement n° 23 : coordination ; adopté. - **Art. 16** (Art. 222-23 à 222-31, 225-12-1 et 227-22 à 227-27 du nouveau code pénal ; art. 283, 331-1, 334-2, 1er et 3e alinéas de l'art. 331 ; 1er, 2e et 3e alinéas de l'art. 332 ; 1er et 2e alinéas de l'art. 333 de l'ancien code pénal ; art. 723-30 à 723-34 du code de procédure pénale - Placement sous surveillance électronique mobile des personnes définitivement condamnées à une date antérieure à celle de l'adoption de la présente proposition de loi) (p. 822) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté.

- **Proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs [n° 228 (2004-2005)]** - (29 mars 2005) - **Discussion générale** (p. 2447) : écueils à éviter dans le cadre de la réforme du code pénal. Nécessaire harmonisation de l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 2452) : soutient l'amendement n° 23 de Mme Gisèle Gautier (harmonisation de

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

l'âge légal du mariage entre les hommes et les femmes) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice [n° 330 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 4480, 4481) : construction progressive d'un espace pénal européen. Transposition de directives et de décisions-cadres du Conseil de l'Union européenne concernant l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières, la protection contre le faux monnayage, la lutte contre la corruption dans le secteur privé et l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve. Favorable à l'adoption de ce projet de loi sans modification. - **Art. 1er** (*Art. 3-1 nouveau, 6, 10, 40-1 nouveau, 61 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique - Régime de l'aide juridique accordée dans le cadre de litiges transfrontaliers*) (p. 4489) : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de la condition de la régularité du séjour dans l'octroi de l'aide juridictionnelle). - **Art. additionnels avant l'art. 5** (p. 4491) : demande le retrait des amendements portant sur le même objet de Mme Josiane Mathon n° 4 et 5 (lutte contre le proxénétisme).

- **Proposition de loi précisant le déroulement de l'audience d'homologation de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité [n° 409 (2004-2005)]** - (23 juin 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 4495, 4498) : dispositif inspiré des procédures anglo-saxonnes de plaider-coupable. Concrétisation du dispositif de la composition pénale. Trois conditions de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, CRPC. Procédure suivie devant le procureur de la République. Garanties apportées aux droits des victimes. Utilisation croissante et importante de la CRPC. Adhésion des professionnels de la justice à cette procédure permettant d'améliorer le taux de réponse pénale. Audience d'homologation : son déroulement ; questions de son caractère public et de la présence obligatoire du parquet. Favorable à l'adoption de ce texte sans modification. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4535, 4536) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Robert Badinter tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4539) : s'oppose à la motion n° 5 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer la question préalable. - **Art. unique** (p. 4542, 4543) : s'oppose aux amendements de M. Robert Badinter n° 3 (suppression) et n° 4 (repli) ainsi qu'à ceux de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 6 (suppression) et n° 7 (abrogation des dispositions instaurant le plaider-coupable). (p. 4545) : présence du procureur de la République lors de l'audience d'homologation.

- **Proposition de loi relative au traitement de la récidive des infractions pénales - Deuxième lecture [n° 23 (2005-2006)]** - (25 octobre 2005) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. - **Discussion générale** (p. 6182, 6186) : préoccupation commune de lutter contre la récidive en dépit des désaccords en première lecture entre les deux assemblées. Améliorations du texte par l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Alignement de sa position sur les observations du Sénat. Renoncement à faire du bracelet électronique mobile une mesure de sûreté autonome et rétroactive. Prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne au titre de la récidive. Possibilité d'un sursis avec mise à l'épreuve pour les récidivistes condamnés à dix ans de prison. Incitation du détenu à accepter un traitement médical pendant la détention. Extension du champ d'application du suivi socio-judiciaire. Aggravation de la peine encourue par les auteurs de viols en série. Proposera de suivre les conclusions des rapports Fenech et Burgelin s'agissant du dispositif relatif au placement sous surveillance électronique mobile, PSEM. Propositions de la commission : maintien de la faculté donnée

au juge de prononcer un mandat de dépôt à l'audience quelle que soit la durée de la peine d'emprisonnement. Suppression de la limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes ; encadrement de l'incrimination de divulgation d'une information durant une instruction et du dispositif relatif aux perquisitions et aux écoutes téléphoniques dans les cabinets d'avocats. Problématique de l'application rétroactive du PSEM. Débat en commission sur le bien-fondé de l'assimilation de la période correspondant aux réductions de peine à une période d'application de la peine. Favorable, à titre personnel, aux arguments militant en ce sens. Soutien au PSEM sous réserve de précision. Interrogation sur les moyens humains de lutte contre la récidive et sur la faisabilité pratique du PSEM. Intérêt de la commission pour le rapport de la mission "santé, justice et dangers" : pour une meilleure prévention de la récidive" inspirée des expériences allemande et néerlandaise. Centres fermés de protection sociale. Piste de réflexion pour une nouvelle discussion du problème de la récidive. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6210) : s'oppose à la motion n° 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. Disparition des doutes relatifs à la constitutionnalité de ce texte au terme de la navette. - **Question préalable** (p. 6213) : s'oppose à la motion n° 36 de M. Robert Badinter tendant à opposer la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6217) : s'oppose à la motion n° 37 de M. Robert Badinter tendant au renvoi à la commission. - **Art. additionnel avant l'art. 1er** (p. 6218) : s'oppose à l'amendement n° 88 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (relèvement de trois ans à cinq ans de la durée de la peine encourue permettant le placement en détention provisoire). - **Art. additionnel avant l'art. 1er ou avant l'art. 1er bis** (p. 6219) : s'oppose aux amendements portant sur le même objet n° 43 de M. Robert Badinter et n° 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création d'un observatoire de la récidive des infractions pénales). Souhaite compléter la commission d'analyse et de suivi de la récidive créée par le garde des sceaux par deux représentants du Parlement. - **Art. 1er bis** (*Art. 132-16-6 nouveau du code pénal - Prise en compte au titre de la récidive des condamnations prononcées par les juridictions des autres Etats membres de l'Union européenne*) (p. 6221) : demande au Gouvernement de confirmer l'interprétation de l'amendement n° 116 de Mme Alima Boumediene-Thiery (nécessité de subordonner la prise en compte des condamnations prononcées par les juridictions pénales des Etats membres de l'Union européenne à l'exigence de qualifications juridiques similaires quant à la définition des infractions) auquel il est favorable. - **Art. 2** (*Sous section 3 nouvelle - art. 132-16-7 nouveau du code pénal - Définition du régime de la réitération d'infractions*) (p. 6224, 6225) : ses amendements n° 1 : suppression de la disposition inutile prévoyant la prise en compte du passé pénal du justiciable ; et n° 2 : possibilité de cumul des peines à condition que la condamnation précédente soit devenue définitive ; adoptés. S'oppose aux amendements de suppression n° 90 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 44 de M. Robert Badinter. Sur les amendements de ce dernier, s'oppose au n° 46 (suppression des dispositions prévoyant le cumul des peines prononcées lors de la précédente condamnation avec les peines prononcées pour l'infraction commise en réitération) et estime satisfait le n° 45 (suppression de la disposition inutile prévoyant la prise en compte du passé pénal du justiciable) par son amendement n° 1 précité. (p. 6226) : suggère de laisser à la commission mixte paritaire le soin de trouver la rédaction optimale pour l'article 2 compte tenu des difficultés de compréhension du texte. - **Art. 2 bis** (*Art. 132-24 du code pénal - Prise en compte par les juridictions du passé pénal du prévenu et rappel des finalités de la peine*) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. Redondance. - **Art. 2 ter** (*Art. 132-41 et 132-42 du code pénal - Extension du champ d'application du sursis avec mise à l'épreuve*) (p. 6228) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. S'oppose à l'amendement n° 122 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression). - **Art. 4** (*Art. 465-1 du code de procédure pénale - Conditions d'incarcération dès le prononcé de la peine, des prévenus en état de récidive légale*) : son amendement n° 5 : suppression de l'obligation de délivrance du mandat de dépôt ; adopté. S'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et estime satisfait l'amendement n° 48 de M.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

Robert Badinter en cas d'adoption de son amendement identique n° 5 précité. (p. 6230) : confirme la position de la commission sur son amendement n° 5 précité voté à la quasi-unanimité de la commission des lois. - **Art. 4 ter** (Art. 717-3 du code de procédure pénale - Dispositions encourageant les activités de travail et de formation en détention) (p. 6231, 6232) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Robert Badinter (ajout d'une activité culturelle ou d'une formation à la citoyenneté à la formation professionnelle ou générale dispensée dans les établissements pénitentiaires). Demande le retrait de l'amendement de M. Yves Détraigne n° 82 (dispense d'une activité ou d'une formation à tous les détenus et non pas seulement à ceux qui en font la demande). - **Art. 4 quater** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 6234) : son amendement n° 6 : possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque grave de renouvellement de l'infraction ; adopté. Estime satisfaits les amendements portant sur le même objet n° 39 de M. Jean-Patrick Courtois et n° 51 de M. Robert Badinter (possibilité de suspension de la peine sauf en cas de risque particulièrement élevé de récidive du condamné) par son amendement n° 6 précité. S'oppose aux amendements de suppression n° 50 de M. Robert Badinter et n° 93 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Art. 4 quinquies** (Art. 720-1-1 du code de procédure pénale - Conditions complémentaires à la mise en oeuvre d'une suspension de peine pour raison médicale) (p. 6237) : s'oppose aux amendements de suppression n° 52 de M. Robert Badinter et n° 94 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi qu'aux amendements n° 123 de Mme Alima Boumediene-Thiery (prise en compte par l'expertise médicale de la spécificité du caractère évolutif de certaines maladies) et n° 53 de M. Robert Badinter (suppression des dispositions prévoyant l'applicabilité de l'article 4 quinquies aux suspensions en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi). - **Art. 5** (Art. 721 du code de procédure pénale - Limitation du crédit de réduction de peine pour les récidivistes) (p. 6239) : son amendement n° 7 : suppression du dispositif limitant le crédit de réduction de peine pour les récidivistes ; adopté. Propose de revenir au texte adopté par le Sénat en première lecture. S'oppose aux amendements de suppression n° 54 de M. Robert Badinter et n° 95 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Demande le retrait de l'amendement n° 121 de M. Laurent Bêteille (calcul des crédits de réduction de peine en fonction du comportement des personnes condamnées). Suppression inopportune du crédit de réduction de peine. Risque de tension dans le milieu carcéral. Rôle du juge de l'application des peines pour tempérer l'automatisme de ce crédit.

- **Suite de la discussion** (26 octobre 2005) - **Art. 5 ter** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) (p. 6253, 6254) : s'oppose aux amendements identiques n° 56 de M. Robert Badinter et n° 97 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 5 quater** (Art. 729 et 729-3 du code de procédure pénale - Allongement du temps d'épreuve de la libération conditionnelle) : s'oppose à l'amendement n° 98 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 6 bis** (Art. 132-19 du code pénal - Suppression de l'obligation de motiver la peine d'emprisonnement d'un récidiviste) (p. 6256) : s'oppose aux amendements identiques n° 57 de M. Robert Badinter et n° 99 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. additionnel avant l'art. 6 ter** (p. 6257) : demande le retrait de l'amendement n° 83 de M. Yves Détraigne (inapplicabilité de la grâce présidentielle aux personnes condamnées à une peine privative de liberté non assortie de sursis et dont la durée est égale ou supérieure à dix ans). - **Art. 6 ter** (Art. 132-23 du code pénal - Allongement de la période de sûreté pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité) : son amendement n° 13 : suppression ; adopté. - **Art. 6 quater** (Art. 398 et 398-2 du code de procédure pénale - Possibilité pour le juge unique de se prononcer sur les infractions qui, en état de récidive, sont passibles d'une peine d'emprisonnement supérieure à cinq ans) (p. 6259) : s'oppose à l'amendement n° 59 de M. Robert Badinter (suppression). - **Art. 7** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre

VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6261, 6264) : estime les amendements de M. Robert Badinter n° 61 (suppression de la référence à la mesure de sûreté) ; n° 62 (coordination) ; n° 63 (repli) ; n° 64 (limitation du PSEM aux peines d'emprisonnement supérieures à dix ans) ; n° 65 (exclusion des mineurs du champ d'application du placement sous surveillance électronique mobile), ce dernier identique à l'amendement de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 102, respectivement satisfaits par ses amendements n° 14 : suppression de la référence à la mesure de sûreté ; n° 15 : rédaction ; n° 16 : placement sous surveillance électronique mobile réservé aux majeurs ; n° 17 : limitation du PSEM aux peines d'emprisonnement supérieures à dix ans et n° 18 : exclusion des mineurs du champ d'application du placement sous surveillance électronique ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 60 de M. Robert Badinter et n° 101 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Badinter n° 66 (port du bracelet électronique limité à une durée maximale de deux ans) et n° 67 (entrée en vigueur du dispositif subordonnée au vote des crédits nécessaires à sa mise en oeuvre par le Parlement). Ses amendements n° 19 : port du bracelet électronique limité à une durée de deux ans renouvelable une fois ; et n° 20 : port du bracelet subordonné au consentement de la personne concernée ; adoptés. - **Art. 8** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - Art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6272) : ses amendements n° 21 : suppression de la référence aux mesures de sûreté, identique à l'amendement n° 69 de M. Robert Badinter ; n° 22 et 23 : coordination ; adoptés. (p. 6273) : s'oppose aux amendements identiques n° 68 de M. Robert Badinter et n° 103 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression), ainsi qu'aux amendements de M. Robert Badinter n° 70, 71 et 72 (repli et coordination), et n° 73 (entrée en vigueur du dispositif après la mise en oeuvre des crédits nécessaires). Accepte l'amendement n° 38 de M. Jean-Patrick Courtois (recours au secteur privé pour les aspects techniques de la surveillance électronique mobile). - **Art. 8 bis AA** (Sous-section 7 nouvelle du code pénal - art. 131-36-9 à 131-36-13 du code pénal - Titre VII ter nouveau du code de procédure pénale - Art. 763-3 et art. 763-10 à 763-14 nouveaux du code de procédure pénale - Régime juridique applicable au placement sous surveillance électronique mobile) (p. 6274, 6275) : ses amendements n° 24 : compétence du tribunal de l'application des peines ; et n° 125 : coordination ; adoptés ; et n° 124 : remplacement des termes "ordonner" par "proposer" ; retiré. S'oppose à l'amendement n° 104 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 8 bis A** (Art. 731-1 du code de procédure pénale - Application du suivi socio-judiciaire et du placement sous surveillance électronique mobile dans le cadre de la libération conditionnelle) : s'oppose à l'amendement n° 105 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 5 bis (précédemment réservé)** (Section IX nouvelle du code de procédure pénale - Art. 723-29 à 723-37 nouveaux du code de procédure pénale - Surveillance judiciaire) (p. 6277) : ses amendements n° 8 : rédaction ; portant sur le même objet n° 9 et 10 : remplacement du terme "reclassement" par le mot "réinsertion" ; n° 11 : assistance obligatoire de l'avocat lors de la décision initiale du JAP et lors de la prolongation de la durée de la surveillance ; et n° 12 : information du condamné de la nécessité de son consentement pour le placement sous surveillance électronique mobile et du retrait éventuel des réductions de peine en cas de refus ; adoptés. S'oppose aux amendements identiques n° 55 de M. Robert Badinter et n° 96 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 14** (Art. 706-47 et 706-53-7 du code de procédure pénale - Art. 216 de la loi n° 2004-204 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité - Extension de la procédure applicable aux infractions de nature sexuelle à d'autres types d'infractions) (p. 6279, 6280) : ses amendements n° 25 : nouvelle dénomination du fichier - fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes ; et

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

n° 26 : précision ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 74 de M. Robert Badinter (suppression). - **Art. additionnels avant l'art. 15 bis A ou après l'art. 15 bis C** (p. 6282) : sur les amendements n° 81 de M. Robert Badinter (institution d'un contrôleur général des prisons) et, portant sur le même objet, de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 109, 110, 111, 112, 113, 114 et 115 (instauration d'un contrôleur général des prisons indépendant), souhaite connaître les intentions du Gouvernement. - **Art. 15 bis A** (Art. 712-7 et 712-13 du code de procédure pénale - Possibilités pour l'avocat de la partie civile de faire valoir ses observations devant la juridiction de l'application des peines) (p. 6285) : s'oppose aux amendements identiques n° 75 de M. Robert Badinter et n° 106 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) et demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Jean-Patrick Courtois (représentation des victimes par un avocat ou une association d'aide aux victimes). - **Art. 15 bis B** (Art. 11 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante - Placement du mineur en centre éducatif fermé) (p. 6286) : son amendement, identique à l'amendement n° 76 de M. Robert Badinter, n° 27 : suppression ; adopté. (p. 6287) : demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Jean-Patrick Courtois (placement d'une personne mineure devenue majeure pendant la durée de la détention provisoire, en centre éducatif fermé). - **Art. 15 bis C** (Art. 21-1 nouveau de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Détermination du cadre juridique des fichiers de police judiciaire concernant les crimes en série) (p. 6289, 6290) : ses amendements n° 28 : suppression de l'enregistrement de l'identité des témoins dans le fichier ; n° 126 : durée de conservation des informations fixée par décret en Conseil d'Etat après avis de la CNIL ; et n° 127 : coordination ; adoptés. S'oppose à l'amendement n° 108 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). Sur les amendements de M. Alex Türk, demande le retrait du n° 84 (suppression de l'enregistrement des personnes pour lesquelles il n'existe qu'une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction visée) repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt, accepte le n° 85 (maintien du principe de contrôle du procureur de la République sur l'ensemble des données et faculté d'intervenir d'office pour effacer, compléter ou rectifier les données) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 86 (conditions d'accès au fichier). - **Art. 15 bis D** (Art. 378 du code civil - Retrait de l'autorité parentale en cas de viol sur la personne de l'enfant) (p. 6292) : son amendement n° 29 : insertion du dispositif dans le code pénal ; adopté. - **Art. 15 bis E** (Art. 222-24 du code pénal - Aggravation des peines pour les infractions de viol commises en concours) : s'oppose à l'amendement n° 117 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression). - **Art. 15 quater A** (Art. 41-1, 41-2 et 138 du code de procédure pénale, art. 132-45 du code pénal - Eviction du domicile familial de l'auteur de violences commises au sein du couple) (p. 6293) : son amendement, identique à l'amendement n° 118 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 30 : suppression ; adopté. Souhaite l'examen par l'Assemblée nationale de la proposition de loi renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple qui prévoit ces dispositions et élève l'âge minimum requis pour le mariage des jeunes femmes. - **Art. additionnels avant l'art. 15 quater** (p. 6294, 6295) : modification des dispositions de la loi du 9 mars 2004 dite loi Perben II concernant l'exercice de la profession d'avocat. Ses amendements n° 31 : constitution du délit de révélation d'une information issue d'une procédure pénale ; n° 32 : conditions d'exercice des perquisitions effectuées dans le cabinet d'un avocat ; et n° 33 : interdiction de transcription des écoutes téléphoniques concernant des avocats ; adoptés. - **Art. 15 quater** (Art. 76, 135-2, 379-4, 498-1, 695-36, 696-21, 706-96, 716-4, 721-3, 723-2, 742, 762, 762-4 du code de procédure pénale - Dispositions complétant la loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité) (p. 6296) : son amendement n° 34 : correction d'une erreur de référence ; adopté. - **Art. additionnel après l'art. 15 quinquies** (p. 6297) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Robert Badinter (réparation intégrale du préjudice causé par une détention provisoire subie à tort ouverte aux personnes reconnues irresponsables). - **Art. 16 A** (Entrée en vigueur des dispositions relatives à la limitation du crédit de réduction de peine) : son amendement n° 35 : suppression ; adopté. -

Art. 16 (Application immédiate de la surveillance judiciaire) (p. 6298) : s'oppose aux amendements identiques n° 79 de M. Robert Badinter et n° 120 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression).

- **Commission mixte paritaire [n° 32 (2005-2006)]** - (22 novembre 2005) - **Discussion générale** (p. 7624, 7625) : aboutissement fructueux du travail de rapprochement engagé en deuxième lecture par les deux assemblées. Large prise en compte des observations du Sénat. Exclusion des irresponsables pénaux du fichier des délinquants sexuels. Encadrement juridique réaliste et efficace du placement sous surveillance électronique mobile. Mesures adoptées à l'initiative du Sénat : principe du consentement de l'intéressé à la pause du bracelet électronique, seuil de la peine d'emprisonnement requis ramené à sept ans, exclusion explicite des mineurs du dispositif, application dans le cadre de la surveillance judiciaire, refus de suspension de peine pour raison médicale uniquement en cas de "trouble exceptionnel à l'ordre public", prolongation de la détention provisoire d'un mineur, conditions de rectification ou d'effacement des données figurant dans les fichiers et dispositions concernant les avocats. Ralliement de la commission mixte paritaire à la position de l'Assemblée nationale sur la restriction du crédit de réduction de peine applicable aux récidivistes, le mandat de dépôt à l'audience, les catégories de personnes appelées à figurer dans les fichiers. Mise en place d'un cadre efficace de lutte contre la récidive. Invite à l'adoption du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi portant engagement national pour le logement [n° 57 (2005-2006)]** - (23 novembre 2005) - **Art. additionnels après l'art. 5** (p. 7741) : son amendement n° 311 : possibilité pour les collectivités territoriales de vendre les logements locatifs conventionnés ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 109 (2005-2006)]** - (14 décembre 2005) - **Discussion générale** (p. 9602, 9603) : gravité des actes de terrorisme justifiant la mise en oeuvre de moyens exceptionnels. Avis favorable du groupe de l'UC-UDF à l'adaptation de la législation. Respect de l'équilibre entre exigence de liberté et celle de sécurité. Importance de la coopération entre les Etats de l'Union européenne. Application des mesures exceptionnelles limitée dans leur objet et leur durée.

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas), p.1	BRICQ (Nicole), p.147
ADNOT (Philippe), p.3	BRISEPIERRE (Paulette), p.152
AILLERET (François), p.4	de BROISSIA (Louis), p.153
ALDUY (Jean-Paul), p.4	BUFFET (François-Noël), p.154
ALFONSI (Nicolas), p.5	BUSSEREAU (Dominique), p.156
ALLIOT-MARIE (Michèle), p.6	CAFFET (Jean-Pierre), p.168
ALQUIER (Jacqueline), p.8	CAMBON (Christian), p.169
AMELINE (Nicole), p.9	CAMPION (Claire-Lise), p.171
AMOUDRY (Jean-Paul), p.10	CANTEGRIT (Jean-Pierre), p.173
ANDRÉ (Michèle), p.12	CARLE (Jean-Claude), p.173
ANDRÉ (Pierre), p.13	CARRÈRE (Jean-Louis), p.182
ANGELS (Bernard), p.13	CAZALET (Auguste), p.184
ARNAUD (Philippe), p.15	CAZEAU (Bernard), p.185
ARTHUIS (Jean), p.16	CERISIER-ben GUIGA (Monique), p.187
ASSASSI (Eliane), p.25	CÉSAR (Gérard), p.190
ASSOULINE (David), p.30	CHARASSE (Michel), p.202
AUBAN (Bertrand), p.32	CHAUVEAU (Jean-Pierre), p.206
AUTAIN (François), p.33	CLÉACH (Marcel-Pierre), p.207
BADINTER (Robert), p.37	CLÉMENT (Pascal), p.208
BADRÉ (Denis), p.40	COINTAT (Christian), p.218
BAILLY (Gérard), p.42	COLLIN (Yvon), p.219
BALARELLO (José), p.43	COLLOMB (Gérard), p.220
BARBIER (Gilbert), p.44	COLLOMBAT (Pierre-Yves), p.221
BARNIER (Michel), p.45	COLONNA (Catherine), p.225
BAROIN (François), p.46	COPÉ (Jean-François), p.225
BARRAUX (Bernard), p.47	COUELLE (Yves), p.240
BAS (Philippe), p.48	CORNU (Gérard), p.242
BAUDOT (Jacques), p.57	COURRIÈRE (Raymond), p.250
BAYLET (Jean-Michel), p.58	COURTEAU (Roland), p.251
BEAUFILS (Marie-France), p.58	COURTOIS (Jean-Patrick), p.254
BEAUMONT (René), p.63	CUQ (Henri), p.257
BÉCOT (Michel), p.65	DALLIER (Philippe), p.258
BEL (Jean-Pierre), p.65	DARNICHE (Philippe), p.260
BELOT (Claude), p.67	DASSAULT (Serge), p.260
BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), p.67	DAUGE (Yves), p.262
BERNARDET (Daniel), p.68	DAVID (Annie), p.263
BERTAUD (Claude), p.69	DEBRÉ (Isabelle), p.269
BERTRAND (Léon), p.69	DELFAU (Gérard), p.270
BERTRAND (Xavier), p.71	DEL PICCHIA (Robert), p.273
BESSE (Roger), p.74	DEMERLIAT (Jean-Pierre), p.276
BESSON (Jean), p.75	DEMESSINE (Michelle), p.278
BÉTEILLE (Laurent), p.76	DEMONTÈS (Christiane), p.281
BIARNÈS (Pierre), p.79	DEMUYNCK (Christian), p.283
BILLARD (Joël), p.80	DENEUX (Marcel), p.284
BILLOUT (Michel), p.81	DÉRIOT (Gérard), p.287
BIWER (Claude), p.85	DESESSARD (Jean), p.289
BIZET (Jean), p.87	DESMARESCAUX (Sylvie), p.298
BLANC (Jacques), p.90	DETCHEVERRY (Denis), p.300
BLANC (Paul), p.94	DÉTRAGNE (Yves), p.300
BLANDIN (Marie-Christine), p.96	DEVEDJIAN (Patrick), p.303
BLIN (Maurice), p.99	DELEVOYE (Jean-Paul), p.310
BOCKEL (Jean-Marie), p.100	DIDIER (Evelyne), p.310
BODIN (Yannick), p.101	DINI (Muguette), p.315
BORDIER (Pierre), p.104	DOLIGÉ (Eric), p.317
BORLOO (Jean-Louis), p.104	DOMEIZEL (Claude), p.319
BOROTRA (Didier), p.111	DOMINATI (Philippe), p.322
BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p.111	DONNEDIEU de VABRES (Renaud), p.323
BOULAUD (Didier), p.118	DOUBLET (Michel), p.325
BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p.120	DOUSTE-BLAZY (Philippe), p.326
BOURDIN (Joël), p.123	DREYFUS-SCHMIDT (Michel), p.328
BOUT (Brigitte), p.126	DUBOIS (Daniel), p.330
BOYER (André), p.126	DUFAUT (Alain), p.331
BOYER (Jean), p.127	DULAIT (André), p.332
BOYER (Yolande), p.129	DUPONT (Ambroise), p.334
BRANGER (Jean-Guy), p.130	DUPONT (Bernadette), p.335
BRAYE (Dominique), p.132	DUPONT (Jean-Léonce), p.336
BRET (Robert), p.140	DURRIEU (Josette), p.337
BRETON (Thierry), p.143	DUSSAUT (Bernard), p.338

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

DUTREIL (Renaud), p.340	HUE (Robert), p.467
DUVERNOIS (Louis), p.349	HUMBERT (Jean-François), p.468
ÉMIN (Jean-Paul), p.350	HUMMEL (Christiane), p.469
EMORINE (Jean-Paul), p.351	HURÉ (Benoît), p.469
ESNEU (Michel), p.358	HUREL (Sandrine), p.470
ESTROSI (Christian), p.358	HYEST (Jean-Jacques), p.470
ETIENNE (Jean-Claude), p.360	IBRAHIM (Soibahaddine), p.482
FALCO (Hubert), p.361	JACOB (Christian), p.482
FAUCHON (Pierre), p.361	JARLIER (Pierre), p.483
FAURE (Jean), p.362	JÉGOU (Jean-Jacques), p.486
FÉRAT (Françoise), p.362	JOURNET (Alain), p.491
FERRAND (André), p.364	JUILHARD (Jean-Marc), p.492
FILLON (François), p.365	KAMMERMANN (Christiane), p.493
FISCHER (Guy), p.374	KAROUTCHI (Roger), p.493
FLOSSE (Gaston), p.382	KELLER (Fabienne), p.495
FORISSIER (Nicolas), p.383	KERGUERIS (Joseph), p.496
FORTASSIN (François), p.387	KHIARI (Bariza), p.497
FOUCAUD (Thierry), p.388	KRATTINGER (Yves), p.499
FOUCHÉ (Alain), p.392	LABARRÈRE (André), p.500
FOURCADE (Jean-Pierre), p.394	LABEYRIE (Philippe), p.500
FOURNIER (Bernard), p.395	LAFFITTE (Pierre), p.501
FRANÇOIS-PONCET (Jean), p.396	LAGARDE (Christine), p.502
FRÉCON (Jean-Claude), p.397	LAGAUCHE (Serge), p.504
FRÉVILLE (Yves), p.398	LAMBERT (Alain), p.506
FRIMAT (Bernard), p.400	LAMOUR (Jean-François), p.508
GAILLARD (Yann), p.402	LAMURE (Elisabeth), p.511
GARREC (René), p.404	LARCHER (Gérard), p.512
GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p.405	LARCHER (Serge), p.517
GAUDIN (Christian), p.406	LARDEUX (André), p.518
GAUDIN (Jean-Claude), p.408	LAUFOAULU (Robert), p.522
GAUTIER (Charles), p.409	LE CAM (Gérard), p.523
GAUTIER (Gisèle), p.411	LECERF (Jean-René), p.529
GAYMARD (Hervé), p.412	LECLERC (Dominique), p.531
GÉLARD (Patrice), p.412	LEGENDRE (Jacques), p.536
GÉRARD (Alain), p.415	LE GRAND (Jean-François), p.537
GERBAUD (François), p.416	LEJEUNE (André), p.540
GILLOT (Jacques), p.416	LEPELTIER (Serge), p.541
GINÉSY (Charles), p.417	LE PENSEC (Louis), p.552
GINOUX (Georges), p.418	LEROY (Philippe), p.553
GIRARDIN (Brigitte), p.418	LESBROS (Marcel), p.554
GIRAUD (Adrien), p.420	LÉTARD (Valérie), p.555
GIRAUD (Francis), p.421	LE TEXIER (Raymonde), p.557
GIROD (Paul), p.422	LISE (Claude), p.560
GODEFROY (Jean-Pierre), p.424	LONGUET (Gérard), p.561
GOUJON (Philippe), p.428	LOOS (François), p.564
GOULARD (François), p.430	LOUECKHOTE (Simon), p.567
GOULET (Daniel), p.434	du LUART (Roland), p.567
GOURAULT (Jacqueline), p.436	LUC (Hélène), p.568
GOURNAC (Alain), p.439	MADEC (Roger), p.573
GOUSSEAU (Adeline), p.441	MADRELLE (Philippe), p.575
GOUTEYRON (Adrien), p.442	MAHÉAS (Jacques), p.575
GRIGNON (Francis), p.445	MALOVRY (Lucienne), p.577
GRILLOT (Louis), p.446	MARC (François), p.578
GROSMIRE (Gaël), p.447	MARINI (Philippe), p.582
GRUILLOT (Georges), p.447	MARSIN (Daniel), p.605
GUENÉ (Charles), p.448	MARTIN (Pierre), p.605
GUÉRINI (Jean-Noël), p.449	MASSERET (Jean-Pierre), p.606
GUERRY (Michel), p.449	MASSION (Marc), p.607
HAENEL (Hubert), p.450	MASSON (Jean Louis), p.610
HAIGNERÉ (Claudie), p.452	MATHON-POINAT (Josiane), p.610
HAUT (Claude), p.453	MAUROY (Pierre), p.615
HENNERON (Françoise), p.454	MÉKACHÈRA (Hamlaoui), p.616
HÉRISSON (Pierre), p.455	MÉLÉNCHON (Jean-Luc), p.616
HERMANGE (Marie-Thérèse), p.459	MÉLOT (Colette), p.618
HERVIAUX (Odette), p.461	MERCERON (Jean-Claude), p.619
HOARAU (Gélita), p.463	MERCIER (Michel), p.620
HORTEFEUX (Brice), p.464	MERMAZ (Louis), p.624
HOUEL (Michel), p.466	MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p.625

TABLE NOMINATIVE - DÉBATS DU SÉNAT

MICHEL (Jean-Pierre), p.626	SÉGUIN (Philippe), p.757
MILON (Alain), p.627	SEILLIER (Bernard), p.757
MIQUEL (Gérard), p.629	SERGEANT (Michel), p.759
MIRAUX (Jean-Luc), p.630	SIDO (Bruno), p.760
MONTCHAMP (Marie-Anne), p.630	SIFFRE (Jacques), p.771
de MONTESQUIOU (Aymeri), p.631	SIGNÉ (René-Pierre), p.771
MOREIGNE (Michel), p.635	SITTLER (Esther), p.772
MORIN-DESAILLY (Catherine), p.636	SOULAGE (Daniel), p.776
MORTEMOUSQUE (Dominique), p.638	SOUVET (Louis), p.779
MOULY (Georges), p.641	SUEUR (Jean-Pierre), p.783
MURAT (Bernard), p.642	SUTOUR (Simon), p.787
MUSELIER (Renaud), p.645	TASCA (Catherine), p.789
MUZEAU (Roland), p.648	TESTON (Michel), p.790
NACHBAR (Philippe), p.654	TEXIER (Yannick), p.791
NATALI (Paul), p.654	THIOLLIÈRE (Michel), p.794
NOGRIX (Philippe), p.654	TODESCHINI (Jean-Marc), p.794
OLIN (Nelly), p.656	TORRE (Henri), p.796
OTHILY (Georges), p.657	TRÉMEL (Pierre-Yvon), p.797
PAPON (Monique), p.658	TRILLARD (André), p.800
PASQUA (Charles), p.659	TROENDLE (Catherine), p.801
PASTOR (Jean-Marc), p.659	TRUCY (François), p.802
PAYET (Anne-Marie), p.662	TÜRK (Alex), p.803
PELLETIER (Jacques), p.666	VALADE (Jacques), p.803
PÉPIN (Jean), p.668	VALLET (André), p.807
PERBEN (Dominique), p.668	VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p.807
PERCHERON (Daniel), p.674	VANTOMME (André), p.808
PEYRAT (Jacques), p.674	VASSELLE (Alain), p.809
PEYRONNET (Jean-Claude), p.675	VAUTRIN (Catherine), p.821
PICHERAL (Jean-François), p.677	VENDASI (François), p.825
PIERRE (Jackie), p.677	VERA (Bernard), p.825
PINTAT (Xavier), p.678	VÉZINHET (André), p.829
PIRAS (Bernard), p.679	VIAL (Jean-Pierre), p.831
PLANCADE (Jean-Pierre), p.681	VIDAL (Marcel), p.832
POINTEREAU (Rémy), p.682	de VILLEPIN (Dominique), p.833
PONCELET (Christian), p.683	VINÇON (Serge), p.833
PONIATOWSKI (Ladislav), p.684	VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p.835
PORTELLI (Hugues), p.688	VOGUET (Jean-François), p.835
POZZO di BORGO (Yves), p.690	VOYNET (Dominique), p.838
PRINTZ (Gisèle), p.692	YUNG (Richard), p.842
PROCACCIA (Catherine), p.695	ZOCCHETTO (François), p.845
PUECH (Jean), p.698	
RAFFARIN (Jean-Pierre), p.699	
de RAINCOURT (Henri), p.699	
RALITE (Jack), p.701	
RAOUL (Daniel), p.702	
RAOULT (Paul), p.706	
REINER (Daniel), p.712	
RENAR (Ivan), p.714	
REPENTIN (Thierry), p.717	
RETAILLEAU (Bruno), p.724	
RENET (Charles), p.726	
REVOL (Henri), p.731	
de RICHEMONT (Henri), p.738	
RICHERT (Philippe), p.739	
RIES (Roland), p.741	
RISPAT (Yves), p.742	
de ROBIEN (Gilles), p.742	
de ROHAN (Josselin), p.744	
ROMANI (Roger), p.745	
ROUJAS (Gérard), p.745	
ROUVIÈRE (André), p.746	
ROZIER (Janine), p.747	
de SAINT-SERNIN (Frédéric), p.748	
SAN VICENTE (Michèle), p.751	
SARKOZY (Nicolas), p.752	
SAUGEY (Bernard), p.753	
SAUNIER (Claude), p.754	
SCHILLINGER (Patricia), p.755	